



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

1.00

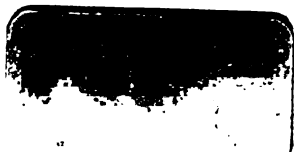
Bd. May 1905.



HARVARD LAW LIBRARY.

Received

June 1, 1905.





TIN I

DE L

QUE

MP S

ESQ

ESQ

ESQ

ESQ

ESQ

ESQ

may 2 51

BULLETIN DES LOIS

DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

XII^e SÉRIE.

2
DEUXIÈME SEMESTRE DE 1904,

CONTENANT

LES LOIS ET DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS DEPUIS LE 1^{er} JUILLET JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1904.

PARTIE PRINCIPALE. 69

TOME SOIXANTE-NEUVIÈME.

N^{os} 2536 à 2581.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

MDCCCIV.

Rec. June 1, 1905.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS ET DÉCRETS

CONTENUS DANS LE TOM. LXV X DE LA XII^E SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

DATES des Lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
ACTES ANTÉRIEURS AU 1 ^{ER} SEMESTRE DE 1904.			
20 Févr. 1903.	LOI relative au régime douanier des denrées coloniales.	2536	1
11 Juillet.	LOI relative aux unités fondamentales du système métrique.....	2537	33
<i>Idem.</i>	LOI modifiant la loi du 22 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.....	2549	593
31.	LOI modifiant le tarif général des douanes, tableau A. Droits d'entrée sur les bestiaux et viandes abattues...	2536	2
7 Octobre.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour amélioration et entretien des forêts, dunes et cours d'eau.....	2537	34
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour amélioration et entretien des forêts, dunes et cours d'eau.....	<i>Ibid.</i>	35
11.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le personnel de l'hydraulique agricole.....	<i>Ibid.</i>	36
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour restauration et conservation des terrains en montagne.....	<i>Ibid.</i>	37
19.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la remonte des haras.....	<i>Ibid.</i>	38
27.	DÉCRET portant désignation d'une partie de la rivière de la Vienne réservée pour la reproduction du poisson.....	2536	30
29.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour subventions à diverses institutions agricoles.....	2537	39
11 Novembre.	DÉCRET proclamant soixante-six cessions de brevets d'invention.....	2548	393
17.	DÉCRET déclarant d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 140 dans la côte du Temple, à Glen (Loiret).....	2537	61
20.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour restauration et conservation des terrains en montagne.....	<i>Ibid.</i>	40

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
30 Nov. 1903.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour subventions à diverses institutions agricoles.....	2537	41
1 ^{er} Décembre.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1899, 1900 et 1901.....	2545	294
2.	DÉCRET autorisant la mise en adjudication de la concession de l'exploitation des formes de radoub du bassin de Penhouët, au port de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure).....	2536	21
8.	DÉCRET approuvant la modification du plan d'ensemble du tracé n° 3 de la ligne de la place du Marché-Neuf au faubourg de Bel-Air, à Angoulême.....	2538	98
Idem.	DÉCRET approuvant un avenant à la convention et au cahier des charges de la concession du tramway de Ferney-Voltaire à la frontière suisse.....	2540	138
Idem.	DÉCRET autorisant la construction d'un pont en maçonnerie sur le bras droit du Rhône, dit bras de Villeneuve, à Avignon.....	2554	926
10.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	2540	141
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1901.....	2542	197
Idem.	DÉCRET affectant au département de l'agriculture, pour être annexé au dépôt d'étalons de Compiègne, diverses parties d'un immeuble domanial.....	2545	324
12.	DÉCRET déclarant d'utilité publique les travaux projetés pour l'établissement de deux voies nouvelles destinées à prolonger la ligne de Toulouse à Bayonne latéralement à celle de Bordeaux à Cette, jusqu'à la gare de Toulouse-Matabiau.....	2554	927
14.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le personnel du service maritime.....	2540	143
15.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au personnel des maîtres et gardiens de phares et lanternes.....	Ibid.	144
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au personnel des conducteurs des ponts et chaussées.....	Ibid.	145
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à diverses dépenses.....	Ibid.	146
18.	DÉCRET déclarant d'utilité publique les travaux de rectification sur place de la route nationale n° 86, entre les points 121 ^k 8 et 123 ^k 7, au quartier de la Beaunotte, commune de Bourg-Saint-Andéol (Ardèche).....	2554	927
21.	Loi ayant pour objet : 1 ^{er} d'autoriser la chambre de commerce de Calais à contracter un emprunt de 500,000 francs pour solder les dépenses relatives à l'établissement et à l'amélioration de l'outillage public du port; 2 ^o de modifier les péages locaux établis par les décrets des 3 octobre 1883 et 4 mars 1895.....	2536	3

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
22 Déc. 1903.	DÉCRET déclarant d'utilité publique : 1° les travaux projetés pour le transfert de la gare P. V. de Rochefort (Charente-Inférieure) dans l'ancienne gare des Charentes; 2° l'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux; 3° l'incorporation desdits terrains aux chemins de fer de l'État.....	2541	195
<i>Idem.</i>	DÉCRET proclamant des brevets d'invention et des certificats d'addition.....	2548	402
23.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État, un crédit supplémentaire.....	2541	165
27.	DÉCRET déclarant d'utilité publique les travaux à exécuter pour le doublement des voies de la ligne de Paris à Brest, entre Versailles-Chantiers et Versailles-Mat-Lois (Seine-et-Oise).....	2537	64
<i>Idem.</i>	DÉCRET modifiant le décret du 14 juillet 1890 portant organisation de l'école des mines de Saint-Etienne...	2540	147
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale n° 1 de l'Ardèche, de Serrières à Barjac.....	2541	195
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1899, 1900 et 1901.....	2542	198
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département du Jura, d'une ligne de tramway à traction mécanique de Clairvaux à Foncine-le-Haut.....	<i>Ibid.</i>	202
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant le tarif pour la perception des droits de péage au bac établi sur la Seine, aux territoires des communes de l'Île-Saint-Denis et d'Épinay (Seine).	2552	718
30.	Loi relative à l'acquisition d'un immeuble pour le service des postes et des télégraphes.....	2536	4
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour établissement et amélioration de canaux de navigation.....	2540	149
<i>Idem.</i>	DÉCRET modifiant l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'Instruction publique et des beaux-arts.....	2542	209
31.	Loi relative à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Nancy (Meurthe-et-Moselle).....	2536	5
7 Janv. 1904.	Loi divisant en deux communes le territoire de Bouillargues (Gard).....	2550	625
9.	DÉCRET déclarant d'utilité publique l'établissement de la ligne du chemin de fer de Saint-Ouen-les-Docks à Ermont-Eauboune.....	2540	150
15.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	<i>Ibid.</i>	151
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant d'utilité publique l'expropriation des terrains nécessaires en vue d'exécuter les travaux de la substitution d'un passage supérieur au passage à niveau n° 28, de la ligne de Mâcon à Ambérieu....	2543	260
16.	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir en 1904, pour les dépenses des diverses chambres et bourses de commerce.....	2537	42
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses des diverses chambres et bourses de commerce.....	<i>Ibid.</i>	44
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Bollée à faire une avance à l'État et à contracter un emprunt.....	2540	152

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulldozes.	PAGES.
20 Janv. 1904.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour restauration et conservation de terrains en montagne.....	2540	153
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour restauration et conservation de terrains en montagne.....	<i>Ibid.</i>	154
22.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	<i>Ibid.</i>	155
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	<i>Ibid.</i>	156
24.	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	2537	46
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Saint-Brieuc à contracter un emprunt et relevant les péages locaux perçus au port d'Erquy (Côtes-du-Nord).....	2540	157
25.	DÉCRET approuvant la substitution de la compagnie du chemin de fer de Billom à Vertaizon à M. Le Breton, comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Vertaizon à Billom.....	<i>Ibid.</i>	159
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour encouragements à l'industrie chevaline.....	<i>Ibid.</i>	161
<i>Idem.</i>	DÉCRET modifiant le titre des contrôleurs comptables des chemins de fer.....	<i>Ibid.</i>	162
26.	DÉCRET portant concession, à titre gratuit, de logement dans des bâtiments appartenant à l'Etat.....	2542	211
27.	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	2537	48
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.....	2540	162
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la chambre de commerce d'Alger à faire une avance au gouvernement général et à contracter un emprunt.....	2541	167
<i>Idem.</i>	DÉCRET modifiant le décret du 17 mai 1898 relatif à l'organisation de l'institut français d'archéologie orientale du Caire.....	2542	212
29.	DÉCRET approuvant un traité concernant la résiliation de la rétrocession dans le département des Hautes-Pyrénées d'un réseau de tramways dit de la Bigorre..	2539	130
<i>Idem.</i>	Loi divisant en deux circonscriptions cantonales le canton de Saint-Martin-Vésubie (Alpes-Maritimes)...	2546	325
<i>Idem.</i>	Loi érigeant en municipalité distincte le territoire formé par la presqu'île du cap Ferrat, distrait de la commune de Villefranche (Alpes-Maritimes).....	2550	626
30.	DÉCRET autorisant un dépôt de dynamite à Hénin-Liétard (Pas-de-Calais).....	2541	167
1 ^{er} Février.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	<i>Ibid.</i>	170

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
1 ^{er} Fév. 1904.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour amélioration et extension des ports maritimes.....	2542	213
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	2545	298
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	2564	1217
2.	DÉCRET autorisant la chambre de commerce d'Alger à faire une avance au gouvernement général et à contracter un emprunt.....	2541	172
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant le tarif pour la perception des droits de péage à percevoir aux bacs d'Aulnois, de Malignon et de Romeny, sur la Marne (Aisne)....	2557	1022
3.	DÉCRET prescrivant l'ouverture d'un service public de voyageurs et de marchandises à la gare du chemin de fer des mines de Cromey, Mézenay et Chagne (Saône-et-Loire).....	2541	173
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à des concessions de logements dans des bâtiments de l'État.....	2542	215
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1901..	2543	229
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage....	2563	1208
4.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics un crédit additionnel en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902.....	2542	216
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Saint-Brieuc à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	222
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réorganisation de la justice dans la colonie de la Côte française des Somalis.....	2578	1691
6.	DÉCRET autorisant la perception à Paris, en 1904, d'une imposition additionnelle au principal de la contribution des patentes, au bénéfice de l'Office national du commerce extérieur.....	2541	174
<i>Idem.</i>	DÉCRET supprimant la franchise postale aux troupes du corps expéditionnaire du Tonkin.....	2563	1209
10.	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Caen à prélever sur les disponibilités des péages une somme de 163,332 francs.....	2541	175
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant d'utilité publique dans le département de l'Hérault les travaux de prolongement du réseau de tramways de Cette.....	<i>Ibid.</i>	177
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les routes nationales....	2542	225
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit additionnel à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien des routes et ponts.....	2549	597
11.	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses des diverses chambres et bourses de commerce.....	2537	59
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la perception à Paris, en 1904, d'une imposition extraordinaire additionnelle au principal de la contribution des patentes, au bénéfice de la ville et de la chambre de commerce de Paris.....	2541	180

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
12 Fév. 1904.	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	2537	52
<i>Idem.</i>	Loi autorisant le département de la Seine à emprunter 200 millions de francs et à s'imposer extraordinairement.....	2551	657
18.	DÉCRET portant concession d'un logement à un fonctionnaire à la faculté de médecine de l'Université de Montpellier.....	2542	227
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession d'un logement dans des bâtiments appartenant à l'Etat.....	2543	231
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	2550	628
<i>Idem.</i>	Loi divisant en deux cantons le canton de Lens (Pas-de-Calais).....	2555	929
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant abrogation du décret du 30 mai 1895, relatif à l'exportation des monnaies de billon à la Martinique.....	2574	1572
22.	DÉCRET déclarant d'utilité publique l'établissement d'un réseau de tramways dans le département du Nord.....	2541	261
23.	DÉCRET autorisant divers travaux au port de Toulon.....	2541	181
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant d'utilité publique dans le département du Pas-de-Calais, l'établissement d'une ligne de tramway entre Marquise-Ville et la gare de Marquise-Kinxent.....	2544	277
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant le tarif pour la perception des droits de péage à percevoir aux bacs de Fay, Marquill, Prény, Damponart et Noisiel, sur la rivière de Marne (Seine-et-Marne).....	2572	1526
24.	DÉCRET portant création d'une succursale de la banque de l'Indo-Chine à Tahiti.....	2574	1572
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant création d'une agence de la banque de l'Indo-Chine à Battambang.....	<i>Ibid.</i>	1573
27.	DÉCRET fixant, pour l'exercice 1904, le maximum de la redevance des cantonniers.....	2541	183
28.	DÉCRET approuvant la convention passée, le 27 février 1904, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des tramways de l'Ouest-Parisien.....	<i>Ibid.</i>	184
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant la convention passée, le 27 février 1904, entre le ministre des travaux publics et la compagnie électrique des tramways de la rive gauche de Paris.....	2543	231
<i>Idem.</i>	Loi portant règlement définitif du budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1901.....	2546	326
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant d'utilité publique, dans le département de la Drôme, l'établissement d'un tramway de Toulignan à la gare de Chamaret.....	2547	361
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant d'utilité publique l'exécution de travaux complémentaires au port de Bougie.....	<i>Ibid.</i>	379
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant la convention passée, le 27 février 1904, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des tramways de l'Est-Parisien.....	2552	692
29.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	2541	186
<i>Idem.</i>	Loi érigeant en municipalité distincte le territoire de la section de Murols, distrait de la commune de Lacroix (Aveyron).....	2550	627
1 ^{er} Mars.	DÉCRET portant réunion des justices de paix des cantons nord et sud de Cahors.....	2541	187

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
1 ^{er} Mars 1904.	Décret portant réunion des justices de paix des cantons est et ouest de Dinan.....	2541	188
<i>Idem.</i>	Décret portant réunion des justices de paix des cantons nord et sud de Melun.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret proclamant soixante-dix cessions de brevets d'invention.....	2554	777
3.	Décret portant concession de logements, à titre gratuit, dans des bâtiments appartenant à l'État.....	2543	233
<i>Idem.</i>	Décret ajoutant à la liste des ordonnateurs secondaires en Algérie les ingénieurs en chef des ponts et chaussées et des mines chargés de travaux à la charge du budget métropolitain.....	2550	629
4.	Loi concernant l'échange entre la France et l'Algérie des titres de mouvement pour le transport des spiritueux.....	2545	293
5.	Décret ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour subventions à diverses institutions agricoles.....	2537	54
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre de la guerre, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux fortifications.....	2550	630
<i>Idem.</i>	Loi érigeant en municipalité distincte une portion de territoire distraite de la commune de Vautrais (Deux-Sèvres).....	2555	930
<i>Idem.</i>	Décret annulant un crédit ouvert, sur l'exercice 1903, pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	25,0	1415
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	<i>Ibid.</i>	1416
7.	Décret ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses des écoles des ponts et chaussées et des mines.....	2541	189
<i>Idem.</i>	Loi autorisant la ville de Guéret (Creuse) à remanier la taxe d'habitation établie par la loi du 29 mars 1902 et à proroger une surtaxe d'octroi sur l'alcool.....	2551	658
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux phares, fanaux et balises.....	2570	1417
<i>Idem.</i>	Décret autorisant l'ouverture d'un oratoire particulier dans les bâtiments de l'hospice de la commune de Saint-Just-sur-Loire (Loire).....	2573	1560
<i>Idem.</i>	Décret portant annulation, au titre du chapitre XVI bis du budget colonial, exercice 1903, d'une somme de 30,302 fr. 63 et report de pareille somme au chapitre XVI bis de l'exercice 1904.....	2574	1574
8.	Décret ouvrant au ministre des finances un crédit additionnel en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1901 et 1902.....	2537	55
9.	Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie normale, d'Aulnoye à Pont-sur-Sambre..	2538	65
<i>Idem.</i>	Loi autorisant la ville de Paris à changer l'affectation de fonds d'emprunt.....	2551	659
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour frais de répartition, d'administration et de contrôle, etc.....	2563	1210
10.	Décret autorisant la chambre de commerce de Blois à faire une avance à l'État et à contracter un emprunt.	2541	190

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
12 Mars 1904.	DÉCRET autorisant un dépôt de dynamite à Emmentiers (Isère).....	2541	191
14.	Loi relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions.....	2538	8
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au traitement des curés.....	2579	1722
18.	DÉCRET approuvant l'échange d'un terrain domaniai dépendant du camp d'Avor, à Farges-en-Sapinaie, contre un terrain sis au même lieu appartenant à M. Rousseau.....	2536	31
Idem.	DÉCRET autorisant un virement de crédits au budget annexe de la Caisse des invalides de la marine, exercice 1903.....	2543	234
Idem.	DÉCRET reportant à la gestion 1904 les fonds provenant de prélèvements de 4 p. o/o effectués en vertu du paragraphe 3 de l'article 21 de la loi du 7 avril 1903 et restés sans emploi en fin de gestion 1903.....	Ibid.	235
19.	DÉCRET portant déclassement de la ligne de tramways de Villiers-le-Bel à Gonesse (Seine-et-Oise).....	2551	661
22.	DÉCRET portant réunion des justices de paix des 1 ^{er} et 2 ^{es} cantons de Nîmes.....	2543	236
Idem.	DÉCRET proclamant les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le quatrième trimestre de l'année 1903.....	2554	786
23.	DÉCRET substituant le grade de sous-ingénieur des ponts et chaussées à ceux de conducteurs principaux des ponts et chaussées de première et de deuxième classes.....	2551	662
Idem.	DÉCRET substituant le grade de sous-ingénieur des mines à ceux de contrôleurs principaux des mines de première et de deuxième classe.....	Ibid.	663
25.	DÉCRET approuvant les travaux à exécuter et les dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de Bone-Guelma et prolongements pour l'éclairage par l'électricité de la gare de Souk-Ahras.....	2538	100
Idem.	DÉCRET autorisant la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée à ajouter l'excédent sur la valeur des rentrées, des dépenses faites pour divers travaux et pour fournitures urgentes pendant l'année 1901.....	2539	132
Idem.	DÉCRET approuvant les travaux à exécuter et les dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de Bone-Guelma et prolongements pour la construction de W. C. à proximité du dépôt et des ateliers de la gare de Souk-Ahras.....	2540	163
Idem.	DÉCRET approuvant les travaux prévus dans le projet présenté par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et ayant pour objet l'agrandissement et la modification des ateliers du Hammam.....	Ibid.	164
Idem.	DÉCRET relatif à la mise à la retraite d'office des contrôleurs et contrôleurs adjoints de l'administration de la marine.....	2543	237
Idem.	DÉCRET substituant la compagnie des chemins de fer régionaux de Franche-Comté à MM. Chappuis et Schlumberger comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Morlaix à Maiche.....	2552	694
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	2564	1218
26.	DÉCRET portant concession d'un logement, à titre gratuit, dans les bâtiments de l'Etat.....	2536	30

DAMES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
26 Mars 1904.	Décret autorisant la chambre de commerce du Tréport à faire une avance à l'État et à contracter un emprunt.	2543	239
<i>Idem.</i>	Décret déclarant d'utilité publique les travaux de construction d'un embranchement de la route départementale n° 13 d'Agen à Sainte-Foy.	2544	291
<i>Idem.</i>	Décret portant établissement d'un tramway de Saint-Marcel à Aubagne (Bouches-du-Rhône).	2560	1089
<i>Idem.</i>	Décret réunissant des circonscriptions cantonales d'Algérie sous la juridiction d'un seul tribunal répressif indigène.	2562	1163
<i>Idem.</i>	Décret portant création de postes de suppléants rétribués de jages de paix en Algérie.	<i>Ibid.</i>	1164
28.	Loi érigeant en municipalité distincte une portion de territoire distraite des communes d'Arles et de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône).	2552	689
29.	Décret ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour subventions à diverses institutions agricoles.	2545	300
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de l'enseignement primaire supérieur.	2549	598
30.	Décret autorisant la chambre de commerce de Bougie à contracter un emprunt et à percevoir des taxes pour l'amortissement de cet emprunt.	2543	240
<i>Idem.</i>	Loi ouvrant au ministre de l'intérieur et des cultes un crédit extraordinaire de 1,502 francs pour le payement des dépenses de la commission permanente de préservation contre la tuberculose.	2545	294
<i>Idem.</i>	Loi portant approbation de la convention signée à Bogota, le 4 septembre 1901, entre la France et la Colombie, pour la protection réciproque de la propriété industrielle.	2568	1349
<i>Idem.</i>	Décret portant abrogation des décrets et ordonnances qui ont autorisé la fondation de divers établissements congréganistes de femmes, aujourd'hui signalés comme n'existant plus.	2575	1606
<i>Idem.</i>	Décret rapportant l'ordonnance du 11 septembre 1816 qui a autorisé la communauté autonome des sœurs de Notre-Dame de charité du Refuge, établie à Tours.	2579	1723
31.	Décret autorisant la chambre de commerce d'Alger à faire une avance au gouvernement général et à contracter un emprunt.	2543	242
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le traitement d'un professeur de l'école nationale d'enseignement professionnel de Vierzon.	2558	1026
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour subventions à diverses institutions agricoles.	2563	1211
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour subventions à diverses institutions agricoles.	<i>Ibid.</i>	1212
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le personnel de l'enseignement agricole.	<i>Ibid.</i>	1213

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
31 Mars 1904.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour subventions à diverses institutions agricoles.....	2564	1219
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour subventions à diverses institutions agricoles.....	<i>Ibid.</i>	1220
1 ^{er} Avril.	Loi approuvant une modification aux conditions financières de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Méru à la Basse.....	2540	133
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant l'intérêt à servir aux sociétés de secours mutuels par la Caisse des dépôts et consignations pendant l'année 1904.....	2543	244
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant organisation du personnel des commis des ponts et chaussées et des mines.....	2551	661
<i>Idem.</i>	DÉCRET nommant M. Chapsal, maître des requêtes au Conseil d'Etat, directeur du cabinet, chargé des services du personnel et de la comptabilité au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, commissaire général du gouvernement français en Belgique à l'occasion de l'exposition de Liège.	2563	1215
2.	DÉCRET portant modification du tracé de la ligne de tramway de Pau à Pontacq dans la traversée de Livron (Basses-Pyrénées).....	2552	696
<i>Idem.</i>	DÉCRET ramenant à la limite des emprises du chemin de fer la zone dans laquelle aucune construction ne peut être établie, conformément à l'article 5 de la loi du 15 juillet 1845, et située le long de la voie de service établie en gare de la Loupe pour desservir l'établissement désigné sous le nom de Docks de l'Ouest.....	2553	776
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Loire, d'une ligne de tramway entre la place de Plaisance (commune de Saint-Chamond) et le Creux (commune d'Izieux)...	2560	1102
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant M. de Maupassant à ouvrir une chapelle domestique dans sa propriété de Clermont, commune du Cellier (Loire-Inférieure).....	2573	1560
8.	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Cambrai à faire une avance à l'Etat et à contracter un emprunt.....	2555	934
9.	DÉCRET reportant à l'exercice 1904 un crédit non employé en 1903, applicable à la remonte des haras.....	2537	57
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant la cession à l'Etat, par la ville de Tréguier, d'une place plantée dite la Levée.....	2550	656
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour encouragements à l'industrie chevaline.....	2564	1221
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour subventions à diverses institutions agricoles.....	<i>Ibid.</i>	1222
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant d'abus l'article 3 de l'arrêté du 11 juin 1902, par lequel le maire de Bonny (Loiret) a interdit sur le territoire de la commune les cérémonies extérieures du culte.....	2579	1724
10.	DÉCRET portant réunion à la commune d'Alger de la commune de Mustapha et d'une fraction du territoire de la commune de Saint-Eugène.....	2541	194
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant nulle et de nul effet la délibération du conseil général de la Mayenne en date du 20 août 1903.....	2542	278

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
10 Avril 1904.	Loi autorisant la ville de Paris à contracter un emprunt de 100 millions de francs.....	2549	594
<i>Idem.</i>	Décret portant répartition du crédit additionnel ouvert au ministre des travaux publics sur l'exercice 1903 par le décret du 3 décembre 1903.....	2551	667
<i>Idem.</i>	Décret modifiant la répartition du crédit additionnel ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, par le décret du 25 septembre 1903.....	2555	935
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au personnel de la navigation.....	<i>Ibid.</i>	936
<i>Idem.</i>	Loi divisant en deux municipalités distinctes le territoire de la commune de la Turbie (Alpes-Maritimes).	2556	961
<i>Idem.</i>	Loi divisant en deux municipalités distinctes le territoire de la commune de Saint-Ignat (Puy-de-Dôme)...	<i>Ibid.</i>	962
<i>Idem.</i>	Décret portant répartition du crédit additionnel ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, par le décret du 12 octobre 1903.....	2561	1121
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à des travaux complémentaires sur diverses lignes du réseau de l'Etat...	2568	1375
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	2570	1418
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux routes et ponts.....	<i>Ibid.</i>	1419
11.	Décret modifiant et complétant le décret du 25 septembre 1876 relatif à la fabrique de dynamite d'Ablon (Calvados).....	2555	939
12.	Décret portant que la commune de Brienne (Ardennes) prendra à l'avenir le nom de <i>Brienne-sur-Aisne</i>	2554	928
13.	Décret nommant pour trois années le président et les membres de la commission de la pêche fluviale.....	2543	245
<i>Idem.</i>	Décret approuvant la modification du tracé du tramway de Maubeuge à Hautmont (Nord).....	2552	699
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux frais d'éclairage du Palais-Royal.....	2558	1027
<i>Idem.</i>	Décret déclarant d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 57, dans les côtes situées entre Maison-Neuve et Rioz.....	2560	1119
<i>Idem.</i>	Décret déclarant d'utilité publique le déplacement de la voie du tramway de Tain à Romans.....	2561	1150
14.	Décret concédant des logements à titre gratuit.....	2537	59
<i>Idem.</i>	Décret fixant le maximum des avances à allouer à l'agent spécial de Fort-Lamy (territoire du Tchad)...	2543	246
<i>Idem.</i>	Décret homologuant le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage concernant la limite de la première zone de servitudes de la batterie du Châtelet, à Belfort.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi faisant bénéficier le demi-soldier (marin maritime) de sa pension de retraite à compter du jour où son droit est constaté.....	2552	690
<i>Idem.</i>	Loi portant modification de la loi du 30 juillet 1897 sur le permis de navigation maritime et l'évaluation des services donnant droit à la pension dite <i>demi-solde</i>	<i>Ibid.</i>	691

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
15 Avril 1904.	DÉCRET portant que les hameaux de la Grande et de la Petite-Sanbole, de Lozerey, de Maysonade et de Grelot (Lot-et-Garonne) sont distraits de la succursale de Sainte-Marthe et rattachés, pour le culte, à la succursale de Fourques.....	2579	1752
16.	DÉCRET homologuant les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage de la zone unique de servitudes pour divers ouvrages dépendant de la place d'Albertville.....	2583	247
Idem.	DÉCRET homologuant des plans de délimitation et des procès-verbaux de bornage pour divers ouvrages en Algérie.....	Ibid.	248
Idem.	DÉCRET homologuant des plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage concernant divers ouvrages situés dans les dépendances des places de Djidjelli et Ain-Sefra.....	2585	301
Idem.	Loi portant approbation de la convention signée à la Haye, le 12 juin 1902, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse, pour régler les conflits de lois et de juridictions relatifs à la tutelle des mineurs.....	2586	931
Idem.	Loi portant approbation de la convention signée à la Haye, le 12 juin 1902, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse, pour régler les conflits de lois en matière de mariage.....	Ibid.	932
Idem.	Loi portant approbation de la convention signée à la Haye, le 12 juin 1902, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse, pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps.....	Ibid.	Ibid.
18.	Loi ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un chemin de fer de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge; 2° d'approuver une convention avec la compagnie des chemins de fer départementaux pour la concession d'une ligne d'intérêt général, à voie étroite, de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge.....	2536	10
Idem.	Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans les départements d'Indre-et-Loire et de l'Indre, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Montrésor à Ecueillé.....	2539	101
Idem.	DÉCRET portant augmentation du nombre des juges du tribunal de commerce de Cassel.....	2543	249
Idem.	DÉCRET réunissant les justices de paix des cantons nord et sud de Castelnau-dary.....	Ibid.	250
Idem.	DÉCRET réunissant les justices de paix des cantons est et ouest de Vitry.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET fixant le tarif de la taxe sur les chiens dans la commune d'Annemasse (Haute-Savoie).....	Ibid.	251
Idem.	Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans les départements de l'Hérault et de l'Aude, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, d'Olonzac à Félines-Hautpoul.....	2553	721
Idem.	DÉCRET autorisant l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Ruismes (Nord).....	2555	941
Idem.	DÉCRET autorisant l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Moncheocourt (Nord).....	Ibid.	944

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
13 Avril 1904.	Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Signy-l'Abbaye à Mézières et à Mohon, avec embranchement au pont de Mohon.	2557	993
Idem.	Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Indre-et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Fondettes à Savigné-Rillé.	2565	2249
Idem.	Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Janville à Vouziers.	2571	1445
19.	Loi modifiant le paragraphe 1 ^{er} de l'article 5 de la loi du 11 janvier 1892 sur le tarif général des douanes en ce qui concerne certains produits de l'Inde française.	2536	13
Idem.	Loi portant ouverture au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1904, d'un crédit extraordinaire de 25.000 francs pour secours à la société coopérative des ouvriers mineurs et similaires du département de Saône-et-Loire (mise des Petits-Châteaux).	Ibid.	14
Idem.	Décret portant fixation des limites du rivage de la mer sur le littoral de Plozéret, le long de la plage du Riz (Fipistère), quartier de Demarneux.	2545	302
Idem.	Décret déclarant d'utilité publique l'établissement, dans les départements du Loiret et de Loir-et-Cher, d'une ligne de tramway entre Ligny-le-Ribault et Neung-sur-Bourbon.	2559	1057
20.	Loi concernant la cession à la ville de Perpignan de terrains de la fortification provenant de l'enceinte à déclasser de cette place.	2536	14
Idem.	Décret portant déclassement de l'enceinte de la ville de Perpignan.	Ibid.	30
Idem.	Décret concédant un logement, à titre gratuit, dans les bâtiments de l'État.	2587	40
Idem.	Décret autorisant le département des Landes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	2543	261
Idem.	Loi ouvrant au ministre de l'intérieur et des cultes un crédit extraordinaire pour dépenses effectuées dans l'intérêt des sociétés de secours mutuels.	2549	595
Idem.	Décret relatif à la surveillance des dépôts de dynamite.	2558	1028
Idem.	Décret autorisant la chambre de commerce d'Alger à faire une avance au gouvernement général et à contracter un emprunt.	2564	1223
Idem.	Loi modifiant les conditions de construction et d'exploitation du réseau de chemins de fer d'intérêt local du département du Nord, d't Groupe Sud, et du chemin de fer d'intérêt local de Louvres à Cambrai.	2566	1281
21.	Décret déclarant d'utilité publique divers travaux d'amélioration du port de Bône.	2551	668
Idem.	Décret relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce d'Algérie.	2558	1029
Idem.	Décret ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux des ports maritimes.	2500	1414
Idem.	Décret ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la navigation intérieure.	Ibid.	1116

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
21 Avril 1904.	DÉCRET portant que l'exigibilité de la redevance annuelle imposée à M. Sibade (Félix) pour le volume d'eau à lui concédé par l'ancienne compagnie fermière du canal du Midi, dans la commune de Puichéric (Aude), en vertu d'un traité en date du 8 septembre 1886, est suspendu, à dater du 1 ^{er} janvier 1902, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande en révision dudit traité présentée par M. Sibade.....	2506	1311
22.	DÉCRET affectant au département de la guerre une parcelle de terrain domanial.....	2543	253
Idem.	DÉCRET convoquant les conseils municipaux des communes du département de l'Hérault, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	Ibid.	254
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'intérieur et des cultes un crédit en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1900.....	Ibid.	255
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'intérieur et des cultes un crédit en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1900.....	Ibid.	256
Idem.	DÉCRET portant extension du service des colis postaux de valeur déclarée et grevés de remboursement avec les Indes orientales néerlandaises.....	Ibid.	258
Idem.	DÉCRET promulguant la convention d'arbitrage, signée à Paris le 26 février 1904, entre la France et l'Espagne.....	2545	308
Idem.	DÉCRET étendant la juridiction du commissaire de police d'Hirson (Aisne) sur la commune de Saint-Michel....	2554	928
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la navigation intérieure.....	2556	983
Idem.	DÉCRET déclarant d'abus les écrits des 24 et 27 janvier et 1 ^{er} février 1904 ayant pour titre : <i>Lettre à M. le Président de la République</i>	2579	1725
2 Mai.	DÉCRET portant extension du service des colis postaux aux relations avec la possession britannique du Somaliland (golfe d'Aden).....	2537	60
Idem.	DÉCRET autorisant les militaires des régiments étrangers à se rengager pour une durée d'un à cinq ans..	2543	259
Idem.	DÉCRET modifiant les décrets des 18 juin 1884 et 3 mai 1888 sur l'organisation de l'assistance judiciaire en Tunisie.....	2545	304
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de diverses écoles nationales des beaux-arts.....	Ibid.	306
Idem.	DÉCRET modifiant les limites des communes de Belle-Côte et d'Ain-Tedelès (Algérie).....	Ibid.	308
Idem.	DÉCRET réclamant, en ce qui concerne le département du Tarn-et-Garonne, les tableaux de population annexés au décret du 31 décembre 1901.....	Ibid.	809
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour frais d'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques.....	Ibid.	310
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour frais d'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques.....	Ibid.	311
Idem.	DÉCRET autorisant divers fonctionnaires à correspondre en franchise.....	Ibid.	312

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
2 Mai 1903.	Décret autorisant la commune d'Avion (Pas-de-Calais) à contracter un emprunt de 130,000 francs, en vue du paiement d'une subvention à la compagnie du chemin de fer du Nord pour la transformation en station complète de la halte actuelle.....	2551	669
<i>Idem.</i>	Décret relatif à l'allocation de sels pour la préparation en atelier des langons ou équilles destinés à servir d'appât de pêche.....	2556	964
<i>Idem.</i>	Décret autorisant la commune de Rabastens (Tarn) à percevoir pendant trente ans, sur les viandes provenant de l'abattoir, une taxe d'abatage.....	2563	1215
<i>Idem.</i>	Décret relatif au service extérieur des pompes funèbres dans la ville d'Aix.....	2574	1575
3.	Décret ouvrant au ministre des finances, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à diverses dépenses.....	2545	312
<i>Idem.</i>	Décret relatif à la création d'un bureau spécial d'enregistrement des actes des commissaires-priseurs.....	<i>Ibid.</i>	314
<i>Idem.</i>	Décret autorisant le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter un legs pour le musée de la manufacture nationale de Sévres.....	<i>Ibid.</i>	324
<i>Idem.</i>	Décret autorisant la chambre de commerce d'Alger à faire une avance au gouvernement général et à contracter un emprunt.....	2564	1225
5.	Décret faisant remise, à titre gracieux, à des particuliers, de sommes dues au Trésor.....	2545	314
<i>Idem.</i>	Décret distrayant des terrains de la zone des servitudes de la place de Colmars.....	<i>Ibid.</i>	315
<i>Idem.</i>	Décret portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage des terrains formant la zone des fortifications concernant la nouvelle portion d'enceinte de la place de Philippeville.....	<i>Ibid.</i>	316
<i>Idem.</i>	Décret autorisant la chambre de commerce de Bône à prélever sur les produits des péages perçus à son profit au port de Bône une somme de 1,500,000 francs, en vue de travaux d'amélioration de ce port, et prorogant la perception des péages.....	2556	965
6.	Décret modifiant le décret du 11 juin 1901 sur l'administration des troupes coloniales.....	2545	317
<i>Idem.</i>	Décret portant création d'un conseil de prud'hommes à Mascara (Oran).....	2558	1031
<i>Idem.</i>	Décret déclarant d'utilité publique les travaux d'élargissement de la route départementale n° 8, de Paris à Sézanne, dans les traverses de Fontenay-Trésigny et des Bordes-de-Fontenay, aux abords de la porte de Fontenay (Seine-et-Marne).....	2563	1216
<i>Idem.</i>	Décret approuvant le projet présenté par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, le 12 décembre 1903, en vue de l'éclairage électrique des trains de nuit de la ligne d'Alger à Oran.....	2564	1247
7.	Décret modifiant le décret du 8 mars 1887, concernant le recrutement du personnel de l'inspection des enfants assistés.....	2547	389
<i>Idem.</i>	Décret approuvant la convention du 24 décembre 1903, entre le directeur des finances du protectorat français de la régence de Tunis et le directeur de la banque de l'Algérie.....	<i>Ibid.</i>	590
<i>Idem.</i>	Décret autorisant la banque de l'Algérie à créer des établissements et à émettre des billets payables au porteur et à vue dans la régence de Tunis.....	2549	599
<i>Idem.</i>	Décret portant affectation au service des beaux-arts de la tour Gabriel ou du Moulin, au mont Saint-Michel.	<i>Ibid.</i>	601

DATES des lois et décrets	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
8 Mai 1904.	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Laval à faire une avance à l'Etat et à contracter un emprunt.	2536	967
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	2538	1032
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la chambre de commerce d'Alger à faire une avance au gouvernement général et à contracter un emprunt.	2564	1226
9.	DÉCRET approuvant la substitution à MM. Grammont et Faye de la compagnie des tramways électriques de Saint-Etienne (Loire), comme rétrocessionnaire du réseau de tramways du département de la Loire....	2552	702
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant un avenant au traité de rétrocession du réseau départemental des tramways de Seine-et-Marne.....	<i>Ibid.</i>	703
10.	DÉCRET affectant au département de la guerre une parcelle de terrain domanial.....	2545	381
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant le délai pendant lequel les objets de correspondance déposés dans les bureaux de poste de Toulouse et de Nantes pourront être expédiés.....	2549	602
11.	DÉCRET substituant le tribunal de revision de la marine, séant à Brest, aux conseils de revision maritimes de la Nouvelle-Calédonie et de la Guyane pour l'examen des recours formés par les transportés.....	<i>Ibid.</i>	603
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement de la partie de la ligne de Beslé à Guéméné et à la Chapelle-sur-Erdre, comprise entre la station de Beslé et la bifurcation avec la ligne de Châteaubriant à Redon.....	2552	705
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant le projet présenté par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, le 8 septembre 1902, ayant pour objet l'établissement d'un pont avec tablier métallique au point kilométrique 302 ^k 546 ^m 30 de la ligne d'Alger à Orlan.	2564	1248
12.	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Moulins à faire une avance à l'Etat et à contracter un emprunt.....	2556	988
13.	DÉCRET approuvant une délibération du conseil général de la Marne élevant le taux maximum de l'intérêt d'un emprunt que le département est autorisé à contracter.....	2549	604
14.	DÉCRET ouvrant au ministre de la guerre, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la remonte et au recensement des chevaux.....	<i>Ibid.</i>	605
<i>Idem.</i>	DÉCRET habilitant les agents des douanes à participer à la recherche et à la constatation des délits de pêche maritime dans le canal de Tancarville.....	<i>Ibid.</i>	606
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant divers fonctionnaires à correspondre en franchise.....	<i>Ibid.</i>	607
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Philippeville à faire une avance au gouvernement général et à contracter un emprunt.....	2564	1237
15.	DÉCRET relatif à l'honorariat des huissiers.....	2549	610
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'honorariat des commissaires-priseurs.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET convoquant pour le renouvellement de la série sortante des conseils généraux les électeurs des départements d'Alger, d'Oran et de Constantine.....	2552	706
17.	DÉCRET ouvrant au ministre des finances un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles de veuves ou d'orphelins résultant de décès survenus pendant l'année 1900.....	2549	611
<i>Idem.</i>	DÉCRET modifiant la limite de la zone unique de servitudes de la place de Sidi-bel-Abbes.....	<i>Ibid.</i>	612

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
17 Mai 1904.	DÉCRET autorisant le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à refuser les ouvrages légués aux musées nationaux par M ^{me} de Pages de Poarcès.....	2551	688
18.	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Marseille à contracter un emprunt.....	2556	970
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'entretien des phares, fanaux et balises.....	Ibid.	971
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1904, un crédit applicable aux dépenses de l'Exposition universelle de 1900 et disponible sur l'exercice 1903.....	2558	1033
Idem.	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Toulon à contracter un emprunt en vue des travaux d'amélioration du port et établissant un péage local audit port.....	2564	1229
Idem.	DÉCRET portant suppression des conservations d'hypothèques à Noasi-Bé et à Diego-Suarez (Madagascar)...	2576	1641
19.	DÉCRET autorisant les travaux d'amélioration du chenal d'accès du port de Saint-Valéry-sur-Somme.....	2551	671
Idem.	DÉCRET modifiant le cahier des charges annexé au décret du 24 avril 1894, relatif à l'usage des grues concédées à la chambre de commerce de Bordeaux sur les quais de cette ville.....	2556	972
Idem.	DÉCRET autorisant l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Erblon (Ille-et-Vilaine).....	2570	1421
22.	DÉCRET rectifiant le tableau n° 3 annexé au décret du 28 décembre 1901 relatif à la population de l'Algérie.	2545	323
Idem.	DÉCRET appliquant en Algérie les dispositions du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du 21 mars 1848 sur le marchandage.....	2549	613
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'exécution d'un monument destiné à la ville de Tarbes.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET exemptant de la taxe annuelle d'accroissement deux inscriptions de rente 3 p. o/o sur l'Etat français possédées par la congrégation des Petites-Sœurs de Saint-François d'Assise, d'Angers.....	Ibid.	614
Idem.	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Bourges à acquérir des terrains et à contracter un emprunt pour la création d'un port sur le canal du Berry.....	2556	975
Idem.	DÉCRET portant énumération des catégories de personnel admises à constater les infractions de nature à compromettre les câbles électriques sous-marins affectés à la défense du littoral.....	2560	1118
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la commande d'un monument commémoratif de l'entrée de l'escadre russe à Toulon.....	2561	1122
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la commande d'un bas-relief destiné au musée de Lyon.....	Ibid.	1123
26.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux traitements des commissaires de police.....	2549	616

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
26 Mai 1904.	DÉCRET modifiant le traitement minimum des dames employées et le traitement maximum des expéditionnaires de l'administration centrale des postes et des télégraphes.....	2549	616
<i>Idem.</i>	DÉCRET reportant à l'exercice 1904 un crédit non employé en 1903, applicable à l'entretien des tombes militaires.....	<i>Ibid.</i>	618
<i>Idem.</i>	DÉCRET distrayant de la commune d'Aïn-Kial (Algérie) le centre de population européenne de Gulari pour le constituer en commune de plein exercice.....	2525	707
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réduction des servitudes de divers ouvrages dépendant de la place d'Albertville.....	<i>Ibid.</i>	708
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant distraction de terrains des zones de servitudes de la redoute d'Octeville, à Cherbourg.....	<i>Ibid.</i>	709
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses.....	2558	1034
27.	DÉCRET réunissant les justices de paix des cantons nord et sud de Mâcon.....	2545	322
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département des Basses-Alpes à s'imposer extraordinairement.....	2549	619
28.	DÉCRET fixant la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Castillon-de-Gagnières (Gard).....	<i>Ibid.</i>	620
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Montfort (Var) portera à l'avenir le nom de Montfort-sur-Argens....	2550	666
<i>Idem.</i>	DÉCRET exemptant de la taxe annuelle d'accroissement les biens possédés par les sœurs du Saint et Immaculé Cœur de Marie, à Niort.....	2561	1124
29.	DÉCRET annulant un crédit non employé en 1903, et ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux de canalisation de Versailles et de Marly.....	2519	620
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la correspondance télégraphique privée dans le régime intérieur.....	2550	633
<i>Idem.</i>	DÉCRET rendant exécutoire en Algérie le décret du 27 novembre 1903 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	2538	1035
31.	DÉCRET portant ouverture au budget annexé de la Caisse des invalides de la marine, exercice 1904, d'un crédit de 318,879 fr. 61 provenant de retenues sur les primes à la marine marchande.....	2552	710
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ouverture au budget annexé de la Caisse des invalides de la marine, exercice 1904, d'un crédit de 9,155 fr. 97 provenant de retenues de 4 p. o/o sur les primes à la marine marchande.....	<i>Ibid.</i>	711
<i>Idem.</i>	DÉCRET convoquant le collège électoral de la neuvième circonscription de l'arrondissement de Lyon (Rhône), à l'effet d'élire un député.....	<i>Ibid.</i>	712
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant qu'il y a abus dans le fait par l'abbé Bessières, curé de Saint-Laurent-sur-Gorre, d'avoir administré le baptême à la demoiselle Allard, contrairement à la volonté de son père.....	2579	1727
<i>Idem.</i>	DÉCRET proclamant quatre-vingt-six cessions de brevets d'invention.....	2581	1785
1 ^{er} Juin.	DÉCRET autorisant divers fonctionnaires à correspondre en franchise.....	2549	622
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à diverses écoles des beaux-arts.....	2551	673

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
2 Juin 1904.	DÉCRET portant application aux troupes coloniales en service aux colonies et entretenues sur le budget de la guerre, du décret du 29 décembre 1903 sur la solde des troupes coloniales.....	2552	713
3.	DÉCRET relatif aux avances à faire aux officiers d'administration chargés des achats directs, sur simple facture, de grains et de fourrages effectués par le département de la guerre.....	2556	976
4.	DÉCRET reportant à l'exercice 1904 un crédit non employé en 1903.....	2550	650
Idem.	DÉCRET relatif à l'émission des mandats-poste à destination de la Bolivie, par l'intermédiaire du Chili.....	Ibid.	652
Idem.	DÉCRET portant augmentation du capital et modification des statuts de la banque de l'Afrique occidentale.....	2577	1657
7.	DÉCRET autorisant le département de l'Oise à contracter un emprunt.....	2550	663
Idem.	DÉCRET relatif à l'émission de mandats-poste entre l'Égypte et le Honduras, par l'intermédiaire de la France.....	Ibid.	654
8.	DÉCRET supprimant le commissariat de police de 4 ^e classe existant à Barcelonnette (Basses-Alpes).....	2561	1151
9.	NOTE du Conseil fédéral suisse notifiant l'accession de la Roumanie à la convention internationale du 14 octobre 1890.....	2550	655
Idem.	DÉCRET autorisant le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter pour les musées nationaux la collection d'antiquités offerte par M. Piette.....	2553	776
10.	DÉCRET nommant un membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.....	2552	714
11.	DÉCRET autorisant le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	715
Idem.	DÉCRET autorisant le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement en 1905.....	2556	978
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'intérieur et des cultes un crédit additionnel en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902.....	2561	1126
12.	DÉCRET ouvrant au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes un crédit additionnel en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1901 et 1902..	2551	675
Idem.	DÉCRET portant modification des péages locaux établis au port de Dieppe.....	2564	1231
Idem.	DÉCRET autorisant divers fonctionnaires à correspondre en franchise.....	2568	1376
13.	DÉCRET autorisant le département de la Charente à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	2551	678
Idem.	DÉCRET autorisant le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement en 1905.....	Ibid.	679
Idem.	DÉCRET autorisant le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement en 1905.....	Ibid.	680
Idem.	DÉCRET convoquant le collège électoral de la deuxième circonscription du XIV ^e arrondissement de Paris, à l'effet d'être un député.....	2552	716
Idem.	DÉCRET autorisant : 1 ^o le trésorier de la fabrique de l'église curiale Saint-Pierre-de-Montmartre, à Paris, à accepter la donation faite à cet établissement par M. l'abbé Sobaux (Louis-Alexandre); 2 ^o la création d'une chapelle de secours à Paris, rue des Abbesses, n ^{os} 15, 17 et 19.....	2574	1591
14.	DÉCRET concernant le tarif des frais et dépens devant les tribunaux de première instance et les cours d'appel..	2551	681

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
14 Juin 1904.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit additionnel en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1900, 1904 et 1905.....	2551	682
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Charente à s'imposer extraordinairement en 1905, 1906 et 1907.....	2556	979
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	980
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	981
<i>Idem.</i>	DÉCRET créant un commissariat de police à Nœux-les-Mines (Pas-de-Calais).....	2561	1151
15.	NOTE du gouvernement britannique notifiant l'accession de ses colonies du Transvaal et de l'Orange à la convention internationale télégraphique de Saint-Petersbourg.....	2550	655
<i>Idem.</i>	LOI relative aux récompenses à décerner à l'occasion de la fête de l'enseignement primaire public laïque du 19 juin 1904.....	2551	660
<i>Idem.</i>	DÉCRET reportant à l'exercice 1904 un crédit non employé en 1903, applicable à la construction de prisons cellulaires.....	<i>Ibid.</i>	684
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Savoie à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	685
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement en 1905.....	2556	982
16.	DÉCRET complétant le décret du 18 septembre 1880 sur les sucres.....	<i>Ibid.</i>	933
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	984
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au gouverneur général de l'Algérie des crédits spéciaux en augmentation des restes à payer sur l'exercice 1904.....	<i>Ibid.</i>	985
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au gouverneur général de l'Algérie des crédits spéciaux en augmentation des restes à payer sur l'exercice 1901.....	<i>Ibid.</i>	986
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de Loir-et-Cher à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	988
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	990
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Haute-Garonne à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	991
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement en 1905.....	2558	1036
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	1037
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Haute-Vienne à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	1038
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	1039
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
17.	DÉCRET portant promulgation de la convention signée à la Haye, le 12 juin 1902, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse pour régler les conflits de lois et de juridictions relatifs à la tutelle des mineurs.....	2555	948
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation de la convention pour régler les conflits de lois en matière de mariage, conclue le 12 juin 1902, à la Haye, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse.....	<i>Ibid.</i>	952

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
17 Juin 1904.	Décret autorisant le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement en 1905.....	2558	1040
<i>Idem.</i>	Décret ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit additionnel en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos 1901 et 1902.....	2561	1133
18.	Décret autorisant la commune de Saint-Martin-de-Ré (Charente-Inférieure) à contracter un emprunt pour les travaux du port et à instituer des péages locaux audit port.....	2558	1041
<i>Idem.</i>	Décret autorisant le ministre de la guerre à accepter, au nom de l'État, la donation sous forme d'abandon gratuit, offerte par la commune de Dellys, d'une parcelle de terrain nécessaire pour l'agrandissement du champ de manœuvres de Dellys.....	2561	1152
19.	Décret portant affectation au service des beaux-arts des anciennes fortifications d'Aigues-Mortes (Gard).....	2551	686
<i>Idem.</i>	Décret autorisant l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Flines-les-Raches (Nord).....	2564	1233
20.	Décret constituant en polygones exceptionnels des terrains de la place de Verdun.....	2552	717
<i>Idem.</i>	Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département du Finistère, des chemins de fer d'intérêt local de Plouescat à Saint-Pol-de-Léon, de Pont-Aven à Concarneau et de Pont-l'Abbé à Saint-Guénolé.....	2567	1313
21.	Décret portant promulgation de la convention signée à la Haye, le 12 juin 1902, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps.....	2555	956
<i>Idem.</i>	Loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Henvec (Finistère).....	2558	1025
<i>Idem.</i>	Décret reportant à l'exercice 1904 un crédit non employé en 1903, applicable aux opérations cadastrales.....	2561	1139
22.	Décret portant modification des règles applicables au jaugeage des navires.....	2558	1043
23.	Décret ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux bourses et dégrèvements dans les lycées et collèges.....	<i>Ibid.</i>	1046
<i>Idem.</i>	Décret portant abrogation des décrets et ordonnances qui ont autorisé la fondation de divers établissements congréganistes de femmes, signalés aujourd'hui comme n'existant plus.....	2574	1577
<i>Idem.</i>	Décret supprimant les commissariats de police de 4 ^e classe de Beaugency (Loiret) et de Meung (Loiret).....	2575	1623
<i>Idem.</i>	Loi divisant en deux municipalités distinctes le territoire de la commune de Saint-Andéol-de-Fourchades (Ardèche).....	2579	1721
24.	Décret ouvrant au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux frais d'établissement des lignes téléphoniques.....	2562	717
<i>Idem.</i>	Décret prescrivant les brevets d'invention et les certifications d'addition délivrés pendant le premier trimestre de l'année 1904.....	2581	1797
25.	Décret instituant dans le département des Hautes-Pyrénées un comité local des habitations à bon marché.....	2589	1084
<i>Idem.</i>	Décret autorisant la chambre de commerce de Bayonne à contracter un emprunt et à percevoir des péages locaux au port de la ville.....	2570	1424

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
26 Juin 1904.	DÉCRET portant modification des péages locaux établis au port de Nantes.....	2558	1047
27.	DÉCRET autorisant le département de la Charente à s'imposer extraordinairement.....	2562	1164
Idem.	DÉCRET autorisant le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	1165
Idem.	DÉCRET autorisant le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	1166
Idem.	DÉCRET autorisant le département de l'ardèche à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	1167
Idem.	Loi sur le service des enfants assistés.....	2575	1593
Idem.	DÉCRET déclarant d'abus l'ordonnance de l'évêque de Nice, du 6 avril 1893.....	2579	1728
28.	DÉCRET relatif à l'exécution de la loi sur l'hygiène, du 12 juin 1893, dans les établissements de la marine.....	2558	1051
Idem.	Loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Gouesnou (Finistère).....	2562	1153
Idem.	Loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Reims (Marne).....	Ibid.	1154
Idem.	Loi portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1903; 2° ouverture de crédits sur l'exercice 1904.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'intérieur et des cultes un crédit en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1900.....	Ibid.	1168
Idem.	DÉCRET convoquant le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Sceaux, à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	1170
Idem.	DÉCRET portant abrogation du décret du 5 juin 1903 qui a annulé un crédit de 30,000 francs au titre de l'exercice 1903 (budget de la marine) et ouvert un crédit égal au titre du même exercice (budget de la guerre).....	Ibid.	1171
Idem.	Loi modifiant la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines (loi de sursis).....	2568	1350
Idem.	Loi relative à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux.....	2575	1604
29.	Loi prorogeant le délai fixé par la loi du 18 décembre 1896 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement des chemins de fer d'intérêt local de Saint-Héand à Pélussin, de Roanne à Boën et de Pouilly-les-Nonains à Renaison.....	2555	933
Idem.	DÉCRET reportant à l'exercice 1904 un crédit non employé en 1903, applicable aux travaux d'approfondissement de la Charente.....	2558	1052
Idem.	DÉCRET fixant la date de la mise en vigueur du règlement et des tarifs arrêtés par la conférence télégraphique internationale de Londres, le 10 juillet 1903.....	Ibid.	1053
Idem.	Loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits sur l'exercice 1903, au titre du budget annexe des monnaies et médailles.....	2568	1351
Idem.	Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1903; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1904.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET supprimant le commissariat de police de 4 ^e classe existant à la Turbie et créant un commissariat de police à Beausoleil (Alpes-Maritimes).....	2575	1624
30.	DÉCRET fixant les taxes à percevoir en France sur les mandats de poste échangés avec la Russie.....	2558	1054
Idem.	DÉCRET admettant à circuler en franchise, sous pli fermés, les arrêtés de la Cour des comptes et les arrêtés des conseils de préfecture expédiés sous le contre-seing des directeurs des contributions diverses en Algérie.....	2559	1085
Idem.	DÉCRET rendant exécutoire en Algérie la loi du 4 août 1903, réglementant le commerce des produits antiprurigineux.....	2562	1171

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
30 juin 1904.	DÉCRET reportant à l'exercice 1904 un crédit non employé en 1903.....	2562	1172
	2 ^e SEMESTRE DE 1904.		
1 ^{er} juillet.	DÉCRET autorisant l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Neon-Eclape (Vosges).....	2574	1585
Idem.	DÉCRET autorisant l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Grand-Croix (Loire).....	Ibid.	1588
2.	DÉCRET autorisant les sieurs Wyse (William) et Wyse (Marie-François-André) à ajouter à leur nom patronymique celui de Lanza.....	2549	624
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre de la guerre un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices 1900, 1901 et 1902.....	2562	1177
Idem.	Loi concernant les mandataires des créanciers de la Caisse des familles.....	2563	1185
3.	DÉCRET portant extension du service des colis postaux entre l'Algérie et la Tunisie.....	2559	1086
Idem.	DÉCRET portant fixation de la taxe d'affranchissement des colis postaux à destination de divers bureaux autrichiens établis en Turquie.....	2561	1141
Idem.	DÉCRET portant modification de la taxe des colis postaux à destination de la Rhodésie.....	Ibid.	1142
Idem.	DÉCRET ouvrant au transit des marchandises non prohibées le bureau des douanes de Ghyelderoute (Nord).....	2573	1529
4.	DÉCRET ouvrant au ministre de la guerre des crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicables à diverses dépenses.....	2562	1178
Idem.	Loi exemptant de l'impôt les sucrs employés à l'alimentation du bétail.....	2563	1186
Idem.	Loi relative à l'exonération des sucres employés en brasserie.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi ayant pour objet d'approuver la modification du paragraphe 3 de l'article 2 de la loi du 5 juillet 1903, autorisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française à contracter un emprunt de 65 millions de francs.....	Ibid.	1187
Idem.	Loi portant approbation des déclarations signées à Paris, les 2 et 26 mars 1904, pour la prorogation des conventions conclues les 27 décembre 1890 et 27 février 1891, qui règlent les relations télégraphiques entre la France, la Belgique et les Pays-Bas.....	Ibid.	1188
Idem.	DÉCRET portant approbation des déclarations signées à Paris, les 2 et 26 mars 1904, pour la prorogation de la convention télégraphique conclue entre la France, la Belgique et les Pays-Bas.....	Ibid.	1214
Idem.	DÉCRET autorisant le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement en 1905.....	2564	1236
Idem.	DÉCRET autorisant le département du Cantal à s'imposer extraordinairement en 1905.....	Ibid.	1237
Idem.	DÉCRET autorisant le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement en 1905.....	Ibid.	1238
5.	DÉCRET autorisant le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter, pour les musées nationaux, les ouvrages légués par M. Arthur de Rothschild.....	2559	1087
Idem.	DÉCRET autorisant le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement en 1905.....	2564	1239
Idem.	DÉCRET autorisant le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	2564	1240

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
6 Juill. 1904.	DÉCRET autorisant le département d' Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement en 1905	2564	1241
<i>Idem.</i>	DÉCRET supprimant l'entrepôt réel et général des sels du Tréport	2573	1530
<i>Idem.</i>	DÉCRET modifiant le décret du 3 juillet 1897, sur les indemnités de déplacement et sur le passage du personnel colonial.	2580	1754
7.	DÉCRET autorisant le trésorier de l'association dite Société centrale des architectes français, à accepter, au nom de cette association, le legs à elle fait par M. Maurice-Achille Delarue	2558	1055
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au fonctionnement du Comité consultatif d'hygiène publique de France	2564	1242
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant affectation au département de la guerre d'une parcelle de terrain domaniaux, à Verdun	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi relative à la suppression de l'enseignement congréganiste	2578	1689
8.	Loi ouvrant au ministre des colonies, au titre du budget annexe du chemin de fer de Kayes au Niger, exercice 1904, un crédit supplémentaire de 1,740,521 fr. 15 pour l'acquittement de dépenses afférentes à cet exercice	2563	1188
<i>Idem.</i>	Loi rendant applicables, à partir du 1 ^{er} janvier 1904, les articles 5 et 6 de la loi du 28 février 1901, concernant la ville de Chambéry	<i>Ibid.</i>	1189
9.	DÉCRET exemptant de la taxe annuelle d'accroissement les biens possédés par la communauté des sœurs de Notre-Dame de Charité du Refuge, à Versailles	2562	1181
<i>Idem.</i>	Loi ayant pour objet de soumettre à la surveillance permanente des employés des contributions indirectes, les raffineries de sucre	2563	1190
<i>Idem.</i>	Loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés	<i>Ibid.</i>	1192
<i>Idem.</i>	Loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de la Chambre des députés pour l'exercice 1903	<i>Ibid.</i>	1195
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement en 1905	2564	1243
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Dieppe à faire une avance à l'État et à contracter un emprunt	2578	1701
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la ville de Djidjelli à contracter un emprunt et à percevoir des taxes	<i>Ibid.</i>	1702
13.	DÉCRET autorisant le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement en 1905	2564	1244
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement	<i>Ibid.</i>	1245
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune d'Asnières (Vienne) prendra à l'avenir le nom d'Asnières-sur-Blour	2566	1312
14.	DÉCRET portant concession d'un logement, à titre gratuit, dans des bâtiments appartenant à l'État	2558	1065
<i>Idem.</i>	DÉCRET exemptant de la taxe annuelle d'accroissement les biens possédés par les sœurs de Saint-Marthe	2561	1146
<i>Idem.</i>	DÉCRET exemptant de la taxe annuelle d'accroissement les biens possédés par la congrégation des sœurs de Notre-Dame auxilatrice	2562	1182
<i>Idem.</i>	Loi ouvrant au ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1903, un crédit de 57,000 francs destiné à venir en aide à la ville de Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire) et aux habitants victimes du cyclone du 1 ^{er} juin 1903	2574	1561
<i>Idem.</i>	Loi ouvrant au ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1904, un crédit de 100,000 francs destiné à venir en aide aux habitants de la ville de Mamers (Sarthe) et aux habitants des communes de l'Orne et de la Sarthe, victimes de l'orage du 7 juin 1904	<i>Ibid.</i>	1562

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Séances.	PAGES.
14 Juill. 1904.	Décret relatif à la réorganisation du service de la trésorerie en Indo-Chine.....	2576	1045
15.	Décret autorisant le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement en 1906.....	2570	1426
16.	Décret autorisant le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	1427
<i>Idem.</i>	Loi fixant la répartition, en 1905, des fonds de subvention alloués aux départements.....	2574	1562
<i>Idem.</i>	Loi érigeant en municipalité distincte, sous le nom de Saint-François-sur-Begeon, une partie de territoire distraite de la commune de Montgellafrey (Savoie).....	2580	1753
17.	Décret autorisant le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement en 1905.....	2570	1428
18.	Décret portant que la commune de Nerpot-et-Serres (Isère) prendra à l'avenir le nom de <i>Serre-Nerpot</i>	2566	1312
<i>Idem.</i>	Loi tendant à réprimer les fraudes commerciales sur les vins.....	2568	1358
<i>Idem.</i>	Loi portant ouverture aux ministres de la guerre, de la marine et des colonies, sur l'exercice 1904, de crédits supplémentaires pour l'inscription des pensions militaires, et au ministre des finances, sur le même exercice, de crédits supplémentaires de paiement pour le service des pensions de même nature.....	<i>Ibid.</i>	1359
<i>Idem.</i>	Loi portant ouverture au ministre des finances, sur l'exercice 1904, de crédits d'inscription et de paiement pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853).....	<i>Ibid.</i>	1360
<i>Idem.</i>	Loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Quiberon (Morbihan).....	<i>Ibid.</i>	1361
<i>Idem.</i>	Décret portant que la commune des Artigues (Gironde) prendra à l'avenir le nom des <i>Artigues-de-Lussac</i>	<i>Ibid.</i>	1379
<i>Idem.</i>	Décret portant que la commune de Vernou (Seine-et-Marne) prendra à l'avenir le nom de <i>Vernou-sur-Seine</i>	<i>Ibid.</i>	1380
<i>Idem.</i>	Loi autorisant la ville de Bellac (Haute-Vienne) à établir une taxe sur les pianos.....	2569	1381
<i>Idem.</i>	Loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts d'un crédit de 0,676 francs pour la création, l'organisation, les frais de cours et de laboratoire d'une chaire de physique à la faculté des sciences de l'Université de Paris.....	2570	1413
<i>Idem.</i>	Décret autorisant le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement en 1906.....	<i>Ibid.</i>	1428
19.	Loi portant ouverture au ministre de la justice d'un crédit extraordinaire de 10,000 francs, à titre de subvention, pour la célébration du centenaire de la promulgation du Code civil.....	2563	1195
<i>Idem.</i>	Loi ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Landes, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Pissos à Moustey; 2° d'approuver les conventions passées entre le département, les concessionnaires de ladite ligne, la société anonyme des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes, la compagnie des chemins de fer du Midi et de l'Etat.....	2569	1382
<i>Idem.</i>	Loi portant modification de la loi du 19 juillet 1890, relative à l'entrée en France des produits d'origine tunisienne.....	2570	1414
<i>Idem.</i>	Décret convoquant les conseils municipaux des communes du département de l'Aisne, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	2577	1662
20.	Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1905.....	2569	1392
21.	Décret portant promulgation de la convention signée à Bogota, le 4 septembre 1901, entre la France et la Colombie, pour la protection de la propriété industrielle.....	2568	1378

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
21 Juill. 1904.	DÉCRET allouant au département de Seine-et-Marne une subvention sur fonds d'État pour aménagement de la maison d'arrêt et de correction de Provins, en vue de l'emprisonnement cellulaire, par application de la loi du 5 juin 1875.....	2568	1380
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Charente-inférieure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	2573	1330
22.	DÉCRET portant convocation des conseils d'arrondissement en 1904.....	2564	1246
<i>Idem.</i>	DÉCRET transférant le chef-lieu de la commune de Gandaille à Dondas dont il portera le nom.....	2570	1444
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Villard-la-Rivoise (Jura) prendra à l'avenir le nom de Villard-sur-Bienne.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la chambre de commerce d'Alger à faire une avance au gouvernement général et à contracter un emprunt.....	2578	1706
23.	LOI déterminant les participations de l'État et de l'Algérie dans la charge annuelle des chemins de fer de la colonie.....	2563	1196
<i>Idem.</i>	LOI déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département du Doubs, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Maiche à Trévières.....	2568	1361
<i>Idem.</i>	LOI déclarant d'utilité publique l'établissement d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local dans le département de la Manche.....	2572	1477
24.	DÉCRET autorisant M ^M . Batard (Louis) et Batard (Jean-François) à substituer à leur nom patronymique celui de Batton.....	2555	960
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant M. Hey (Marie-Xavier-Antoine-Charles) à ajouter à son nom patronymique celui de Jourin....	2556	991
<i>Idem.</i>	LOI portant annulation, au budget de l'exercice 1904 du ministère de la guerre, d'un crédit de 360,870 francs et ouverture sur le même exercice d'un crédit extraordinaire de 1,566,250 francs, destiné à la création d'installations en vue de la fabrication intensive du pain de guerre à la mobilisation.....	2568	1365
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux pièces de nickel de 25 centimes.....	2570	1429
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de l'Exposition universelle de 1900.....	2576	1654
25.	DÉCRET portant prorogation de la section temporaire du contentieux du Conseil d'État.....	2564	1246
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au transport à un chapitre spécial des rappels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1903 et des crédits sur lesquels ces dépenses ont été acquittées pendant le dit exercice.....	2569	1403
26.	DÉCRET autorisant le département du Finistère à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	2573	1531
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Haute-Garonne à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	1533
<i>Idem.</i>	DÉCRET convoquant les conseils municipaux des communes du département de la Corse, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	2577	1663
27.	DÉCRET autorisant le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	2573	1534
<i>Idem.</i>	DÉCRET instituant en Algérie un diplôme et une médaille d'honneur pour services rendus à la cause de l'assistance publique.....	2577	1664

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	N ^{OS} DES Séances.	PAGES.
23 Juill. 1904.	DÉCRET autorisant le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement en 1905	2573	1535
<i>Idem.</i>	DÉCRET supprimant le commissariat de 4 ^e classe existant à Nangis (Seine-et-Marne)	2575	1624
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'application des lois des 12 juin 1893 et 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs en ce qui concerne le couchage du personnel dans les établissements industriels et commerciaux	2579	1729
29.	Loi concernant la cession à la ville d'Auxonne de terrains et de constructions provenant des anciennes fortifications de cette place	2583	1198
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rattachement à la marine de la partie ouest du polygone de Saint-Pierre-Quilbignon (Finistère)	2585	1276
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre des affaires étrangères un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902	<i>Ibid.</i>	1277
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant augmentation du nombre des magistrats composant le tribunal de commerce de Corbeil	2589	1407
<i>Idem.</i>	DÉCRET rapportant les décrets des 26 mars et 2 avril 1901 relatifs au tribunal de Blida	<i>Ibid.</i>	1408
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'enseignement primaire supérieur	2571	1473
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses des Universités	<i>Ibid.</i>	1474
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses du Collège de France	<i>Ibid.</i>	1475
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de l'enseignement primaire supérieur	2572	1525
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de l'Hérault à contracter un emprunt	2573	1536
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement en 1905	<i>Ibid.</i>	1537
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement en 1905	<i>Ibid.</i>	1538
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de l'enseignement primaire	2581	1946
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses des Universités	<i>Ibid.</i>	1947
31.	DÉCRET portant fixation de la taxe d'affranchissement des colis postaux à destination de la République Argentine et de l'Uruguay acheminés par la voie d'Italie et des paquebots Italiens	2561	1149
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au budget de la guerre, sur l'exercice 1903, des chapitres destinés à recevoir les imputations de dépenses de solde antérieures à cet exercice	2585	1278
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au service des eaux de Versailles et de Marly	2569	1409

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
31 Juill. 1904.	DÉCRET ouvrant au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902.....	2570	1430
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département des Landes à effectuer, jusqu'à concurrence de 2,000 francs, au paiement de pensions annuelles aux vieillards, infirmes et incurables indigents, le reliquat disponible de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi du 30 juillet 1895.....	2573	1539
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Drôme à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	1540
1 ^{er} Août..	DÉCRET portant affectation au département de la guerre d'un terrain domanial.....	2569	1411
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Philippeville à faire une avance au gouvernement général et à contracter un emprunt.....	2578	1707
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Limoges à acquérir deux parcelles de terrain et à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1708
2.	Loi ayant pour objet : 1 ^{re} la construction d'une écluse de communication entre le bassin Bellot, au port du Havre, et les quais maritimes du canal de Tancarville; 2 ^e l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'une gare d'évitement à l'extrémité amont des quais maritimes du canal.....	2568	1366
<i>Idem.</i>	Loi ayant pour objet la construction d'un second bassin à flot au port de Bordeaux.....	<i>Ibid.</i>	2368
3.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux de dégagement du Palais de justice de Poitiers.....	2573	1541
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre des colonies, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la liquidation des dépenses de l'Exposition coloniale de 1900.....	2577	1665
5.	DÉCRET fixant la taxe applicable aux télégrammes de presse échangés avec l'Annam et le Tonkin.....	2570	1432
7.	DÉCRET autorisant M. Christol (Marius-Lucien-Léopold) à ajouter à son nom patronymique celui de Gros....	2562	1184
9.	DÉCRET modifiant la répartition du crédit d'inscription des pensions civiles pour 1904.....	2570	1433
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de l'Yonne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	2573	1542
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	1544
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Collias (Gard).....	2577	1666
10.	Loi déclarant d'utilité publique des travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Roublon (Drôme), en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne.....	2568	1370
<i>Idem.</i>	Loi déclarant d'utilité publique des travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Fier (Haute-Savoie), en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi déclarant d'utilité publique des travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de la Basse-Bléone (Basses-Alpes), en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne.....	<i>Ibid.</i>	1371

DATES des Lois et Décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
10 Août 1903.	Loi déclarant d'utilité publique des travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Estéron (Alpes-Maritimes), en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne.....	2568	1372
<i>Idem.</i>	Loi déclarant d'utilité publique des travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Tarn (Aveyron), en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne.....	<i>Ibid.</i>	1373
<i>Idem.</i>	Loi déclarant d'utilité publique des travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de la Cèze (Lozère), en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne.....	<i>Ibid.</i>	1374
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant un virement de crédits au budget annexe de la Légion d'honneur (exercice 1903).....	2570	1434
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement en 1905.....	2573	1545
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant augmentation du nombre des membres de la chambre de commerce de Rouen.....	2578	1710
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la chambre de commerce d'Elbeuf à contracter un emprunt, en vue de la restauration des locaux affectés à ses services.....	<i>Ibid.</i>	1711
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Paris à contracter un emprunt, en vue de la construction de circuits téléphoniques.....	<i>Ibid.</i>	1712
11.	DÉCRET portant répartition d'un crédit supplémentaire de 2 millions de francs pour l'inscription des pensions civiles en 1904.....	2570	1436
12.	DÉCRET modifiant la composition du tribunal de commerce d'Amiens.....	<i>Ibid.</i>	1437
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département du Jura à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	2573	1546
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	1547
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département des Landes à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1548
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le département de la Corse à s'imposer extraordinairement en 1905.....	<i>Ibid.</i>	1549
<i>Idem.</i>	DÉCRET déterminant les obligations auxquelles sont soumis les raffineurs de sucre.....	<i>Ibid.</i>	1550
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant nulles et de nul effet les délibérations du conseil général de Maine-et-Loire, en date du 14 avril 1904.....	2578	1718
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant nulle et de nul effet la délibération du conseil général d'Ille-et-Vilaine, en date du 12 avril 1904.....	<i>Ibid.</i>	1718
13.	DÉCRET autorisant la mise en vente et fixant le prix d'un nouvel explosif de chasse.....	2570	1438
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant le prix de vente d'un nouvel explosif de chasse pour l'exportation et dans les colonies françaises.....	<i>Ibid.</i>	1438
14.	DÉCRET fixant la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune du Coteau (Loire).....	2577	1666
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant et déclarant exécutoire pendant cinq ans, à partir du 1 ^{er} janvier 1905, le tarif voté par le conseil municipal de Glichy (Seine), dans sa délibération du 11 février 1904, pour la perception d'une taxe de balayage.....	2578	1719
15.	DÉCRET modifiant les limites des zones de servitudes de la place du Palais (Belle-Île).....	2570	1439
18.	DÉCRET ouvrant au ministre de la guerre un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902.....	<i>Ibid.</i>	1440

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
19 Août 1904.	DÉCRET autorisant divers chefs de service des postes et télégraphes à mandater des dépenses de matériel faites pour les besoins de leurs services.....	2577	1667
20.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1901 et 1902.....	2570	1441
21.	DÉCRET portant réglementation de l'introduction et de la vente des armes à feu et des munitions au Congo français.....	2574	1564
Idem.	DÉCRET modifiant le tarif spécial des douanes en Indo-Chine, en ce qui concerne les sucres.....	Ibid.	1566
Idem.	DÉCRET portant que la commune de Saint-Aubin (Allier) prendra à l'avenir le nom de Saint-Aubin-le-Monial....	2578	1719
Idem.	DÉCRET réunissant à la commune de Mayenne une portion de territoire distraite de la commune de Saint-Baudelle (Mayenne).....	2579	1731
23.	DÉCRET homologuant une décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes relative aux droits d'enregistrement.....	2577	1668
Idem.	DÉCRET homologuant une décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes relative au régime des alcools.....	Ibid.	1670
Idem.	DÉCRET homologuant une décision de l'assemblée plénière des délégations algériennes relative à la taxe sur les sucres.....	Ibid.	1671
Idem.	DÉCRET homologuant une décision de l'assemblée plénière des délégations algériennes relative aux droits d'enregistrement et de timbre.....	Ibid.	1672
24.	DÉCRET homologuant des plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage relatifs à divers postes optiques d'Algérie.....	Ibid.	1674
Idem.	DÉCRET portant règlement sur la radiation des cadres des officiers de réserve et de l'armée territoriale.....	Ibid.	1675
Idem.	DÉCRET homologuant le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage concernant les limites nouvelles de la zone de servitudes du fort de Vincennes..	Ibid.	1676
Idem.	DÉCRET portant que la commune de Sainte-Opportune-près-Vieux-Port (Eure) prendra à l'avenir le nom de Sainte-Opportune-la-Mare.....	2578	1719
Idem.	DÉCRET déclarant nulle et de nul effet la délibération du conseil d'arrondissement de Nantes, en date du 8 août 1904.....	Ibid.	Ibid.
26.	DÉCRET convoquant le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement d'Evreux, à l'effet d'élire un député.....	2577	1677
29.	DÉCRET autorisant M. Bouraud (Henry-Jean-Jacques) à substituer à son nom patronymique celui de Bellamy.	2565	1280
Idem.	DÉCRET relatif à l'échange des colis postaux grevés de remboursement, entre la France et les Antilles néerlandaises.....	2572	1526
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902.....	2575	1612
Idem.	DÉCRET autorisant le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter, en qualité de légataire universel, la succession de M. Chapelle (Jean-Baptiste-Pierre-Victor).....	2576	1656
Idem.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'enseignement primaire supérieur.....	2577	1678
Idem.	DÉCRET relatif à l'exercice du commandement des places fortes en cas d'empêchement du gouverneur.....	2577	1679

Date des Lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	Vendues des Bibliothèques.	Pages.
29 Août 1904.	Décret autorisant la chambre de commerce de Saint-Denis à faire une avance à l'Etat et à contracter un emprunt.....	2578	1713
Idem.	Décret autorisant la chambre de commerce de Meaux à faire une avance à l'Etat et à contracter un emprunt.....	2579	1732
Idem.	Décret constituant en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'exposition internationale de l'automobile, du cycle et des sports.....	Ibid.	1733
Idem.	Décret homologuant un plan de délimitation et un procès-verbal de bornage concernant le polygone exceptionnel créé sur le terrain de la plage des Bains, à Port-Louis.....	Ibid.	1734
2 Septembre.	Décret déclarant nulle et de nul effet la délibération du conseil d'arrondissement de Château-Gontier, en date du 11 août 1904.....	2578	1719
Idem.	Décret déclarant nulle et de nul effet la délibération du conseil d'arrondissement de Vitry, en date du 8 août 1904.....	Ibid.	1720
Idem.	Décret déclarant nulle et de nul effet la délibération du conseil d'arrondissement de Lille, en date du 8 août 1904.....	Ibid.	Ibid.
4.	Décret relatif aux correspondances recommandées grevées de remboursement à destination du Japon.....	2573	1556
Idem.	Décret autorisant l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Saint-Germain-le-Vasseux (Calvados).....	2577	1680
Idem.	Décret rejetant une demande d'autorisation de dépôt de dynamite.....	2579	1735
5.	Décret homologuant un plan de délimitation et un procès-verbal de bornage concernant le poste optique du Rocher-des-Chênes (Algérie).....	Ibid.	Ibid.
11.	Décret ouvrant au ministre des finances, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à diverses dépenses.....	2573	1557
12.	Décret autorisant la chambre de commerce de Rouen à contracter un emprunt en vue des travaux d'amélioration du port et portant prorogation des péages locaux audit port.....	2579	1736
Idem.	Décret relatif aux servitudes de l'enceinte de la place d'Alger.....	Ibid.	1738
13.	Décret relatif à l'affectation des terres domaniales affectées à la colonisation en Algérie.....	Ibid.	1739
17.	Décret ouvrant au ministre de l'intérieur et des cultes un crédit supplémentaire au augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1903.....	Ibid.	1746
19.	Décret portant modification au décret du 6 avril 1900, réorganisant le personnel des administrateurs coloniaux.....	2574	1567
22.	Décret ouvrant au ministre des finances un crédit supplémentaire de 50,000 francs pour l'inscription des pensions civiles de veuves ou d'orphelins résultant de décès survenus pendant l'année 1903.....	2579	1748
25.	Décret ouvrant au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1904, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Givet.....	2578	1714
Idem.	Décret fixant les tarifs de transit affranchis au parcours entre Saint-Louis du Sénégal et Conakry pour les correspondances échangées entre les pays de l'Afrique occidentale et méridionale de l'Amérique du Sud.....	2579	1749
28.	Décret autorisant l'échange des télégrammes privés entre les navires en mer et les stations radiotélégraphiques situées sur le littoral de la France, de l'Algérie et de la Tunisie.....	2580	1776

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
30 Sept. 1904.	DÉCRET portant ouverture au budget annexe de la Caisse des invalides de la marine, exercice 1904, d'un crédit supplémentaire destiné au paiement des dépenses sur fonds provenant des prélèvements de 4 p. 100 sur les primes à la marine marchande et non employés pendant l'exercice 1903.	2573	1558
1 ^{er} Octobre.	DÉCRET relatif à l'introduction, dans une brasserie ou ses dépendances, des sucres appelés à bénéficier des dispositions de la loi du 5 juillet 1904.	2580	1780
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux modes de dénaturation des sucres appelés à bénéficier des dispositions de la loi du 5 juillet 1904.	<i>Ibid.</i>	1782
11.	DÉCRET fixant les taxes à payer pour l'affranchissement des colis postaux échangés entre la France, les colonies et les bureaux ou établissements français qui participent à ce service, et les bureaux français ou indo-chinois établis en Chine.	2575	1614
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant organisation d'un service de colis postaux, avec ou sans valeur déclarée, et grevés de remboursement, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique.	2577	1683
19.	DÉCRET portant modification de l'article 166 du décret du 20 novembre 1882, relatif aux paiements à faire aux illettrés.	2574	1571
22.	DÉCRET autorisant le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'Etat : 1 ^{er} à accepter pour les musées nationaux le legs fait par M ^{me} veuve Arnault; 2 ^e à refuser un legs fait par M ^{me} veuve Arnault; 3 ^e le secrétaire perpétuel de l'Académie française à refuser un legs fait par M ^{me} veuve Arnault.	2577	1688
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'Etat, à accepter pour les musées nationaux le legs fait par M ^{me} Leguel.	2580	1784
24.	DÉCRET autorisant le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'Etat, à accepter pour les musées nationaux le legs fait par M ^{me} Grégoire.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
28.	NOTE relative aux réclamations adressées au gouvernement colombien pour dommages subis pendant la guerre civile de 1899-1903.	2574	1591
<i>Idem.</i>	DÉCRET ouvrant au ministre de la justice un crédit en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1903.	2579	1750
4 Novembre.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour encouragements à l'agriculture.	2563	1206
7.	DÉCRET relatif aux colis postaux à destination de la Perse par la voie de la Russie.	2578	1715
8.	NOTE du représentant des Pays-Bas à Berne faisant part au gouvernement de la République française de l'adhésion du gouvernement néerlandais à l'arrangement international de Washington.	2576	1655
10.	DÉCRET portant réorganisation du service de la justice dans les colonies relevant du gouvernement général de l'Afrique occidentale française.	<i>Ibid.</i>	1625
11.	DÉCRET ouvrant au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à diverses dépenses.	2563	1207

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2536*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44514. — *Loi relative au Régime douanier des Denrées coloniales.*

Du 20 Février 1903.

(Promulguée au Journal officiel du 21 février 1903.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Gouvernement est autorisé à conférer provisoirement par décret le tarif minimum des denrées coloniales de consommation aux pays et possessions ayant conclu avec la France, antérieurement au 24 février 1903, un accord comportant la concession à leur profit dudit tarif minimum, jusqu'au moment où ces conventions, ayant été ratifiées, s'il y a lieu, pourront entrer en vigueur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Février 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLET.

Le Ministre des colonies,
Signé : GASTON DOUMERGUE.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : DELCASSÉ.

* Voir des Errata à la fin de ce numéro.

N° 44515. — Loi modifiant le Tarif général des douanes. Tableau A.
Droits d'entrée sur les bestiaux et viandes abattues.

Du 31 Juillet 1903.

(Promulguée au Journal officiel du 10 août 1903.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi, le tarif général des douanes sera modifié ainsi qu'il suit :

TABEAU A.

Tarifs d'entrée.

NUMÉROS.	DÉSIGNATION.	TARIF	
		général.	minimum.
4	Bœufs, par 100 kilogrammes (poids vif).....	30 ⁰⁰	20 ⁰⁰
5	Vaches, par 100 kilogrammes (poids vif).....	30 00	20 00
6	Taureaux, par 100 kilogrammes (poids vif).....	30 00	20 00
7	Bouvillons, taurillons, génisses, par 100 kilogrammes (poids vif).....	30 00	20 00
8	Veaux, par 100 kilogrammes (poids vif).....	40 00	25 00
9	Béliers, brebis, moutons, par 100 kilogrammes (poids vif).....	40 00	25 00
10	Agneaux du poids de 10 kilogrammes et au-dessous, par tête.....	4 00	2 25
11	Boucs et chèvres, par tête.....	4 50	3 00
12 bis	Chevreaux, par tête.....	2 00	1 50
12	Porcs, par 100 kilogrammes (poids vif).....	25 00	15 00
13	Cochons de lait de 15 kilogrammes et au-dessous, par tête.....	4 00	2 25
16	Viandes fraîches. { de mouton, par 100 kilogrammes..	50 00	35 00
	{ de porc, par 100 kilogrammes...	40 00	25 00
	{ de bœuf et autres, par 100 kilogrammes...	50 00	35 00
	{ de porc, jambon, lard, etc., par 100 kilogrammes...	50 00	30 00
17	Viandes salées... { de bœuf et autres, par 100 kilogrammes.....	50 00	30 00

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 31 Juillet 1903.

Signé : **EMILE LOURET.**

Le Ministre des finances,
 Signé : **ROUVIER.**

Le Ministre de l'agriculture,
 Signé : **LÉON MOUGEOT.**

Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes
et des télégraphes,
 Signé : **G. TROUILLOT.**

N° 44516. — *Loi ayant pour objet : 1° d'autoriser la Chambre de commerce de Calais à contracter un Emprunt de 500,000 francs pour solder des dépenses relatives à l'établissement et à l'amélioration de l'outillage public du port ; 2° de modifier les péages locaux établis par les décrets des 3 octobre 1883 et 4 mars 1895.*

Du 22 Décembre 1903.

(Promulguée au Journal officiel du 26 décembre 1903.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Calais est autorisée à contracter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs dix centimes pour cent (4^e 10 p. 0/0), un emprunt de cinq cent mille francs (500,000^e) pour le montant en être affecté jusqu'à concurrence de cent quatre mille francs (104,000^e) à de grosses réparations du matériel de remorquage compris dans l'outillage public qu'elle administre au port de Calais et, pour le surplus, à solder des dépenses complémentaires d'installation de cet outillage et à couvrir les découverts provenant de l'insuffisance des péages locaux établis par les décrets du 3 octobre 1883 et du 4 mars 1895.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de trente-trois ans.

2. A partir de la promulgation de la présente loi, la taxe de tonnage de trente centimes (0^e 30) établie au port de Calais par l'article 2 du décret du 3 octobre 1883 et le décret du 4 mars 1895 sera portée à quarante-cinq centimes (0^e 45) par tonneau de jauge nette légale.

Ce droit sera réduit :

1° A trois cent soixante-quinze millimes (0^e 375) par tonneau de jauge pour les navires à marchandises affectés à un service régulier de transports publics ayant Calais comme port d'attache ou de destination, ou d'escale et fonctionnant toute l'année;

2° A huit centimes (0^e 08) par tonneau de jauge pour les navires spéciaux affectés au transport des voyageurs, alors même qu'ils auraient des marchandises à bord; pourvu que la quantité de marchandises mesurée en tonneaux d'affrètement ne dépasse pas le dixième de leur jauge nette légale.

XII^e Série.

Demeurent exemptées de toute taxe les catégories de navires visées par les décrets précités des 3 octobre 1883 et 4 mars 1895.

3. La perception de ce droit est concédée à la chambre de commerce de Calais, pour le produit en être exclusivement affecté, tant à l'amortissement des emprunts de deux millions deux cent mille francs (2,200,000^f) et de soixante mille francs (60,000^f) autorisés par les décrets des 3 octobre 1883 et 6 février 1895, qu'à l'amortissement de l'emprunt de cinq cent mille francs autorisé par l'article 1^{er} de la présente loi.

Cette perception cessera immédiatement après que le produit du droit aura atteint en capital et intérêts la somme nécessaire au complet remboursement des emprunts et, au plus tard, à l'expiration du délai de trente-trois ans fixé par l'article 1^{er} pour l'amortissement de l'emprunt de cinq cent mille francs (500,000^f).

Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de commerce de Calais adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au ministre des finances et au receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu détaillé des recettes perçues dans le port de Calais, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement des emprunts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre
des travaux publics,
Signé : E. MARUÉJOULS.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLON.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

N° 44517. — *Loi relative à l'acquisition d'un Immeuble pour le service des postes et des télégraphes.*

Du 30 Décembre 1903.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} Janvier 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée, au prix de 16,000 francs, l'acquisition d'un immeuble sis à Paris, villa Brune, n° 15.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes ;

Signé : GEORGES TROUILLOT

N° 44518. — *Loi relative à la construction d'un Hôtel des postes et des télégraphes à Nancy (Meurthe-et-Moselle).*

Du 31 Décembre 1903.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} janvier 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvée la convention conclue entre l'État et la ville de Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes.

Une copie authentique de cette convention demeurera annexée à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie ;
des postes et des télégraphes ;

Signé : GEORGES TROUILLOT.

CONVENTION

POUR LA CONSTRUCTION D'UN HÔTEL DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES À NANCY.

Entre les soussignés :

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, agissant pour le compte de l'État,

D'une part ;

Et le maire de la ville de Nancy, agissant au nom et pour le compte de cette ville, en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 22 février 1901, approuvée par le préfet en conseil de préfecture le 6 mars 1901, et d'une seconde délibération en date du 28 décembre 1901, également approuvée en conseil de préfecture le 11 janvier 1902 et dont copies sont annexées,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Nancy cède à l'État, moyennant le prix de deux cent trente mille francs (230,000^f), un terrain formant îlot sur l'emplacement de l'ancien hos-

place Saint-Jacques et aboutissant face à l'hôtel de ville et présentant un développement de deux mille trois cents mètres carrés (2,300^m); elle s'engage à faire construire sur ce terrain, pour le compte de l'État, un hôtel destiné à l'installation des services de la poste, du télégraphe et du téléphone et qui comprendra également les bureaux de la direction, ainsi que les appartements particuliers du directeur, du receveur principal et du receveur chef du centre de dépôt télégraphique.

Cette construction sera faite en matériaux de premier choix et d'après toutes les règles de l'art, conformément aux plans et devis dressés par l'architecte de la ville et approuvés par le maire et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

La ville s'engage à amener gratuitement les grosses canalisations pour l'eau et l'éclairage jusqu'à l'intérieur des gros murs de façade aux robinets d'arrêt général.

Un fonctionnaire de l'administration des postes et des télégraphes sera désigné pour suivre et contrôler l'exécution des plans et devis et pour procéder à la réception des travaux.

D'après le devis, la dépense de construction est évaluée à cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cents francs (599,400^f).

2. Les travaux devront être entièrement achevés dans un délai maximum de deux ans, à partir du jour de la promulgation de la loi portant approbation de la présente convention et au plus tard le 1^{er} juillet 1905, date à laquelle les services devront pouvoir être réinstallés dans le nouvel hôtel. Il appartiendra à la ville de prendre les mesures nécessaires pour que ce délai ne soit pas dépassé, l'administration se réservant le droit de faire exécuter les travaux en régie dans les conditions déterminées par l'arrêté ministériel du 16 février 1892, modifié par arrêté du 30 septembre 1899 sur le service des ponts et chaussées, s'ils n'étaient pas poussés avec l'activité suffisante pour que l'immeuble pût être livré à cette date.

3. A partir de la date de réception des travaux, l'État deviendra propriétaire de l'hôtel et du terrain.

4. L'État tiendra compte à la ville de Nancy des dépenses justifiées de la construction (honoraires de l'architecte compris) sans que le montant puisse dépasser le chiffre de cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cents francs (599,400^f) indiqué au devis, qui doit être considéré comme maximum.

La liquidation des dépenses aura lieu par les soins de l'État et directement au profit des entrepreneurs intéressés, sur la production de mémoires justificatifs établis en deux expéditions, dont une sur timbre, dûment vérifiés par l'architecte municipal et acceptés par le maire de Nancy.

Quant au prix du terrain, il sera versé à la caisse du receveur municipal dans les trois mois qui suivront le vote du projet de loi à présenter aux Chambres.

L'administration des postes et des télégraphes se réserve le droit de faire reviser les mémoires par ses vérificateurs.

5. La ville de Nancy fera bénéficier l'État des réductions de prix déjà consenties ou à consentir par la suite en faveur des établissements municipaux, en ce qui concerne l'éclairage au gaz ou à l'électricité. Il en sera de même pour la fourniture de l'eau.

6. L'État, propriétaire de l'hôtel, sera dispensé des charges de ville et de police. Le balayage du pavé et l'entretien des trottoirs seront faits par l'administration des postes et des télégraphes dans les mêmes conditions que les autres établissements de l'État.

7. La présente convention sera soumise à l'approbation du Parlement.

Fait double à Nancy, le 27 décembre 1902.

Le Maire de la ville de Nancy,
Signé : MARINGER.

Approuvé :

Paris, le 3 juillet 1903.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLON.

AVENANT

À LA CONVENTION DU 27 DÉCEMBRE 1902 POUR LA CONSTRUCTION D'UN HÔTEL
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Entre les soussignés :

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, agissant pour le compte de l'État,

D'une part ;

Et le maire de la ville de Nancy, agissant au nom et pour le compte de cette ville, en vertu de trois délibérations du conseil municipal, à savoir : délibération en date du 22 février 1901, approuvée par le préfet en conseil de préfecture le 6 mars 1901 ; délibération en date du 28 décembre 1901, approuvée par le préfet en conseil de préfecture le 11 janvier 1902 ; enfin délibération en date du 21 mai 1903, approuvée par le préfet en conseil de préfecture, le 15 mai 1903,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Nancy accorde à l'État une subvention de quarante-cinq mille francs (45.000^f) pour la construction de l'hôtel destiné à l'installation des services de la poste, du télégraphe et du téléphone. Cette somme de quarante-cinq mille francs (45.000^f) viendra en déduction de l'indemnité de deux cent trente mille francs (230.000^f) prévue à l'article 1^{er} de la convention du 27 décembre 1902 pour terrains cédés.

2. La somme de cent quatre-vingt-cinq mille neuf cents francs (185.900^f), restant due par l'État, sera versée à la caisse du receveur municipal de la ville de Nancy dans le cours du premier semestre de 1904 et non pas dans les trois mois qui suivront le vote du projet de loi à présenter aux Chambres ainsi que le prévoit l'article 4 de la convention précitée.

3. Les dépenses de construction et d'aménagement de l'hôtel, évaluées à cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cents francs (599.400^f) par la convention du 27 décembre 1902, sont portées par le présent avenant à la somme de six cent vingt-six mille deux cent dix francs (626.210^f). Par suite, dans les articles 1 et 4 de ladite convention, le chiffre de six cent vingt-six mille deux cent dix francs (626.210^f) doit être substitué à celui de cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cents francs (599.400^f).

4. La somme à affecter aux travaux de construction de l'hôtel, pendant l'année 1903, ne devra pas dépasser soixante-dix mille francs (70.000^f). En raison de cette restriction, et par dérogation aux dispositions de l'article 2 de la convention du 27 décembre 1902, la date à laquelle les travaux devront au plus tard être achevés, est fixée au 31 août 1905, époque où les services devront pouvoir être réinstallés dans le nouvel hôtel.

Fait double à Nancy, le 19 mai 1903.

Le Maire,

Signé : MASUREL.

Approuvé :

Paris, le 3 juillet 1903.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.

Signé : G. FROST.

N° 44519. — *Loi relative au Placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions.*

Du 14 Mars 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 17 mars 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi, les bureaux de placement payants pourront être supprimés moyennant une juste indemnité.

Tout bureau nouveau, créé en vertu d'une autorisation postérieure à la promulgation de la présente loi, n'aura droit, en cas de suppression, à aucune indemnité.

Le bureau devenu vacant par le décès du titulaire ou pour toute autre cause avant l'arrêté de suppression, pourra être transmis ou cédé.

2. Les bureaux de placement gratuits créés par les municipalités, par les syndicats professionnels ouvriers, patronaux ou mixtes, les bourses du travail, les compagnonnages, les sociétés de secours mutuels et toutes autres associations légalement constituées, ne sont soumis à aucune autorisation.

3. Les bureaux de placement énumérés à l'article précédent, sauf ceux qui sont créés par les municipalités, sont astreints au dépôt d'une déclaration préalable effectuée à la mairie de la commune où ils sont établis. La déclaration devra être renouvelée à tout changement de local du bureau.

4. Dans chaque commune, un registre constatant les offres et demandes de travail et d'emplois devra être ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public. A ce registre sera joint un répertoire où seront classées les notices individuelles que les demandeurs de travail pourront librement joindre à leur demandé. Les communes comptant plus de dix mille habitants seront tenues de créer un bureau municipal.

5. Sont exemptées du droit de timbre les affiches, imprimées ou non, concernant exclusivement les offres et demandes de travail et d'emplois et apposées par les bureaux de placement gratuits énumérés dans l'article 3.

6. Tout gérant ou employé d'un bureau de placement gratuit qui aura perçu une rétribution quelconque à l'occasion du placement d'un ouvrier ou employé sera puni des peines prévues à l'article 9 ci-dessous.

7. L'autorité municipale surveille les bureaux de placement pour assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et la loyauté de la gestion. Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet.

8. Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement.

9. Toute infraction, soit aux règlements faits en vertu de l'article 7, soit à l'article 8, sera punie d'une amende de seize francs (16^f) à cent francs (100^f) et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum des deux peines sera appliqué au délinquant lorsqu'il aura été prononcé contre lui, dans les douze mois précédents, une première condamnation pour infraction aux articles 6 et 8 de la présente loi.

Tout tenancier, gérant, employé d'un bureau clandestin, sera puni des peines portées à cet article.

Ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels pourront donner lieu les faits incriminés.

L'article 463 du Code pénal, ainsi que la loi du 26 mars 1891, sont applicables aux infractions indiquées ci-dessus.

10. Les pouvoirs ci-dessus conférés à l'autorité municipale seront exercés par le préfet de police pour Paris et le ressort de sa préfecture, et par le préfet du Rhône pour Lyon et les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 24 juin 1851.

11. 1° A partir de la promulgation de la présente loi, un arrêté pris à la suite d'une délibération du conseil municipal pourra, à charge d'une indemnité représentant le prix de vente de l'office et qui, à défaut d'entente, sera fixé par le conseil de préfecture, rapporter les autorisations données en vertu du décret du 25 mars 1852;

2° Les indemnités dues aux bureaux de placement payants supprimés dans le délai de cinq années seront fixées d'après l'état de ces bureaux à l'époque de la promulgation de la présente loi;

3° Les bureaux faisant le placement pour une même profession terminée devront être supprimés tous à la fois, par un même arrêté municipal;

4° Les indemnités aux tenanciers des bureaux de placement seront à la charge des communes seules;

5° En cas de décès du titulaire avant l'arrêté de suppression, l'indemnité sera due aux ayants droit et leur sera payée lorsque l'arrêté aura été pris.

A partir de la promulgation de la présente loi les frais de placement touchés dans les bureaux maintenus à titre payant seront entières.

rement supportés par les employeurs, sans qu'aucune rétribution puisse être reçue des employés.

Toute infraction à cette prescription sera punie des peines édictées à l'article 9 de la présente loi.

12. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Les bureaux de nourrices ne sont pas visés par la présente loi et restent soumis aux dispositions de la loi du 23 décembre 1874, relative à la protection des enfants du premier âge.

Les agences théâtrales, les agences lyriques et les agences pour cirques et music-halls ne sont pas soumises aux prescriptions de la présente loi.

13. La présente loi est applicable à l'Algérie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOEBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44520. — *Loi ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un Chemin de fer de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge; 2° d'approuver une convention avec la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la concession d'une ligne d'intérêt général, à voie étroite, de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge.*

Du 18 Avril 1904

(Promulguée au Journal officiel du 21 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un chemin de fer de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge dont la concession à la Compagnie de chemins de fer départementaux est rendue définitive.

2. Est approuvée la convention passée le 26 février 1904, entre le ministre des travaux publics et la Compagnie de chemins de fer départementaux, pour la concession d'une ligne à voie étroite de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge.

3. L'enregistrement de ladite convention, annexée à la présente loi, ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3').

4. Il est pris acte de l'offre faite au nom du département par le conseil général de la Lozère, dans sa délibération du 19 août 1903, pour le cas où la dépense d'acquisition des terrains nécessaires à l'établissement de la ligne mentionnée à l'article 1^{er} serait supérieure à sept cent mille francs (700,000'), de supporter la moitié de l'excédent, sans que la contribution à fournir à l'État par le département puisse dépasser la somme de cent mille francs (100,000').

5. Sont abrogées, en ce qui concerne la section de la ligne « 153, d'Anduze à un point de la ligne de Rodez à Millau entre Sévérac-le-Château et Millau, avec embranchement sur Florac », comprise entre Saint-Jean-du-Gard et la ligne de Rodez à Millau, ainsi que l'embranchement sur Florac, les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1879, qui a classé 181 lignes de chemins de fer dans le réseau des chemins de fer d'intérêt général.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUJOUX.

AVENANT

À LA CONVENTION DU 6 FÉVRIER 1898.

L'an mil neuf cent quatre et le vingt février,

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État et sous réserve de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part ;

Et la Compagnie de chemins de fer départementaux dont le siège est à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 5, représentée par M. Zens, président du conseil d'administration, dûment autorisé par délibération du conseil d'administration en date du 19 décembre 1903,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le ministre des travaux publics concède à titre définitif à la Compagnie de chemins de fer départementaux, qui accepte, le chemin de fer de Sainte-Cécile-d'Indre à Florac passant par ou près Le Collet-de-Dèze, le col de Jalcreste et Saint-Julien-d'Arpaon.

Ladite concession est faite, sous réserve des stipulations ci-après, aux clauses et conditions de la convention du 6 février 1898, approuvée par la loi du 5 avril 1898 et du cahier des charges annexé à la loi du 27 juillet 1886.

2. La dépense de premier établissement de la ligne est fixée au maximum de treize millions (13,000,000) y compris une somme maximum de cinq cent mille francs (500,000) pour acquisitions de matériel roulant, mobilier des gares et stations et outillage des ateliers, mais non compris les dépenses de toute nature nécessitées par l'acquisition des terrains ainsi que par l'aménagement et l'agrandissement de la gare de Sainte-Cécile-d'Andorge commune au réseau Paris-Lyon-Méditerranée.

Les dépenses non comprises dans le maximum seront remboursées par l'État dans les conditions des autres dépenses d'établissement, mais sans donner lieu à prime d'économie; celles relatives à la gare commune de Sainte-Cécile-d'Andorge, qui seraient exécutées par la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, ne seront majorées que de deux pour cent (2 p. 0/0) pour frais généraux, dépense d'administration centrale, intérêt et amortissement des capitaux pendant la période de construction.

3. Le maximum des travaux complémentaires est fixé pour la ligne de Sainte-Cécile-d'Andorge à Florac à un million deux cent mille francs (1,200,000); le quantum pour frais généraux, dépenses d'administration centrale, intérêt et amortissement des capitaux est réduit à huit pour cent (8 p. 0/0) au lieu de douze pour cent (12 p. 0/0) comme pour l'ensemble des lignes du Vivarais.

4. La ligne de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge sera un tout avec le réseau du Vivarais au point de vue des résultats de l'exploitation.

5. Le nombre des trains réguliers que la compagnie sera tenue de faire circuler sur la ligne sera de deux par jour dans chaque sens tant que la recette, impôts déduits, ne dépassera pas trois mille francs (3,000) par kilomètre, mais il ne sera pas inférieur à trois par jour dans chaque sens les jours de fête, de foire ou de marché.

6. Il est apporté aux dispositions du cahier des charges de 1886, en ce qui concerne la ligne de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge, les modifications ci-après :

La largeur des accotements de la ligne sera de soixante-cinq centimètres (0^m 65) au moins. La largeur de la banquettes ménagée au pied de chaque talus sera de cinquante centimètres (0^m 50) au moins. Le maximum de l'inclinaison des pentes et rampes est fixé à trente millimètres (0^m 030) par mètre.

L'ouverture des passages de la voie ferrée au-dessus des chemins vicinaux ne pourra être inférieure à quatre mètres (4^m). Pour les passages au-dessous des routes et des chemins vicinaux, la distance verticale ménagée au-dessus des rails extérieurs de chaque voie pour le passage des trains ne sera pas inférieure à la plus grande hauteur du matériel roulant augmentée de soixante centimètres (0^m 60). L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication et d'au moins quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins. Pour les souterrains, la hauteur sous clef au-dessus des rails sera égale à la hauteur maximum du matériel roulant augmentée d'un intervalle libre d'au moins un mètre vingt centimètres (1^m 20) pour une ou deux voies.

Dans le cas où l'administration prescrirait l'établissement de clôtures en dehors des cas prévus par l'article 2 de la loi du 26 mars 1897, la dépense pourra être portée par la compagnie au compte des travaux complémentaires. Il en sera de même en ce qui concerne les dépenses d'établissement de contre-raills aux passages à niveau, si cet établissement était prescrit par l'administration.

Le cautionnement spécial à la ligne est de trois cent mille francs (300,000). Il sera remboursé dans les conditions de l'article 68 du cahier des charges.

7. Le présent avenant ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe d'enregistrement de trois francs (3^f).

Fait double à Paris, le 20 février 1904.

Lu et approuvé :
Signé : ZENS.

Lu et approuvé :
Signé : E. MARUJONIS.

N° 44521. — *Loi modifiant le paragraphe 1^{er} de l'article 5 de la loi du 11 janvier 1892 sur le Tarif général des douanes en ce qui concerne certains produits de l'Inde française.*

Du 19 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 21 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le premier paragraphe de l'article 5 de la loi du 11 janvier 1892, portant établissement du tarif général des douanes, est complété par les dispositions suivantes :

• Sont exceptés de cette règle les produits de l'Inde française qui sont placés en dehors du régime du tableau E.

• Ces produits seront soumis au même régime que ceux des pays les plus favorisés.

• Toutefois l'Inde française aura le droit d'importer annuellement en franchise de droit sur les colonies françaises :

• Deux millions de kilogrammes (2,000,000^k) de tissus de coton de toute nature jusqu'au numéro 26 français;

• Un million cinq cent mille kilogrammes (1,500,000^k) de filés en les limitant au numéro 20.

• La franchise ne sera accordée aux tissus que s'ils ont été tissés avec des filés fabriqués à Pondichéry.

2. La répartition des quantités prévues à l'article précédent sera faite entre les fabriques ayant été en mouvement dans l'année :

1° Pour les tissus, en se basant sur le nombre de métiers à tisser en mouvement dans chaque fabrique et sur la durée du travail de chaque métier pendant l'année;

2° Pour les filés, en se basant sur le nombre de broches de chaque établissement et sur la durée du travail de chaque broche pendant l'année.

3. Pour assurer l'exécution des conditions établies par l'article 2, chaque établissement sera exercé.

4. Un règlement d'administration publique déterminera l'application de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des colonies,

Signé : G. DOUMERGUE.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce,

de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44522. — *Loi portant ouverture au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1904, d'un Crédit extraordinaire de 25,000 francs pour secours à la Société coopérative des ouvriers mineurs et similaires du département de Saône-et-Loire (mine des Petits-Châteaux).*

Du 19-Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 21 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 30 décembre 1903, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1904, un crédit extraordinaire de vingt-cinq mille francs (25,000') qui sera inscrit à un chapitre spécial portant le n° 25 bis de la première section du budget du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (commerce et industrie) et ainsi libellé : *Secours à la Société coopérative des ouvriers mineurs et similaires du département de Saône-et-Loire (mine des Petits-Châteaux).*

Ce crédit sera affecté, après dissolution de la société, aux salaires en retard, et, pour le surplus et jusqu'à due concurrence de ladite somme de vingt-cinq mille francs (25,000') au règlement des dépenses d'outillage de la mine.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44523. — *Loi concernant la cession à la ville de Perpignan de Terrains de la fortification provenant de l'enceinte à déclasser de cette place.*

Du 20 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 29 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée le 1^{er} février 1904.

entre le maire de la ville de Perpignan et les représentants des départements de la guerre et des finances, comportant la cession à la ville par l'État des terrains et constructions désignés par ladite convention et par les plans y annexés, le versement par la ville d'une somme d'un million trois cent mille francs (1,300.000^f) et autres conditions détaillées aux divers articles de cette convention.

Un exemplaire de ladite convention restera annexé à la présente loi.

2. Les versements effectués par la ville seront inscrits en recette au compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898..

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur
et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur
et des cultes,
chargé, par intérim,
du Ministère de la guerre,*

Signé : E. COMBES.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

CONVENTION

ENTRE L'ÉTAT ET LA MUNICIPALITÉ DE PERPIGNAN, EN VUE DE LA CESSIION À LA VILLE DES TERRAINS DE LA FORTIFICATION PROVENANT DE L'ENCEINTE À DÉCLASSER.

L'an 1904 et le 1^{er} février,

Par-devant nous :

De l'Intère, préfet du département des Pyrénées-Orientales.

En présence de :

M. Bouet, chef de bataillon, chef du génie à Perpignan, représentant le ministre de la guerre,

M. Hubert, directeur des Domaines à Perpignan,

M. Caualas, maire de Perpignan, agissant au nom de ladite ville, en vertu de l'autorisation qui lui a été donnée par une délibération du conseil municipal en date du 6 novembre 1903, approuvée le 19 novembre par l'autorité préfectorale,

Il a été fait et convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'État cède en toute propriété à la ville de Perpignan, sous la condition suspensive que le déclassement définitif sera prononcé et conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente convention, les terrains de fortification, provenant de l'enceinte de Perpignan, ci-après spécifiés, ainsi que les constructions qui s'y trouvent érigées et les plantations qui y ont été faites, la ville se substituant purement et simplement aux droits appartenant à l'État, et à toute charge pouvant incomber à l'État, savoir :

A. Le terrain situé entre la limite intérieure de la rue du Rempart à la limite extérieure des glacis de l'enceinte, à l'exclusion de la citadelle, de la lunette du Ruisseau et de la lunette Ganet.

Ce terrain est délimité, ainsi qu'il est représenté sur le plan au 1/5000^e annexé à la présente convention :

1° A l'est de la citadelle : par une ligne droite joignant l'angle sud de la rue Lucia

au point marqué N sur l'escarpe du grand fossé en prolongement du parement extérieur du parapet nord du pont fixe existant sur ce fossé, puis par le parement extérieur de ce parapet, puis par le bord nord du chemin reliant la porte Canet à l'intersection des routes de Port-Vendres et de Cabestany;

2° A l'ouest de la citadelle : par une ligne droite tirée à partir de l'angle ouest de la caserne Saint-Martin en prolongement de la façade nord de cette caserne jusqu'au corps de garde Q¹¹, puis par les façades est et nord de ce corps de garde, puis par les bord sud du chemin reliant la porte Saint-Martin à la route nationale n° 9.

B. Les bâtiments militaires ci-après, appartenant à l'État en toute propriété :

Magasin du chauffage U;

Écurie d'isolement F (dans le bastion 13);

Hangar à voitures G (dans le bastion 13);

Castillet L et porte Notre-Dame;

Bâtiment à l'intérieur du bastion 20;

Écurie C du Castillet;

Corps de garde Q¹¹ et Q¹² de la porte de la République;

Corps de garde Q¹³ de la porte Saint-Martin;

Les ouvrages d'art constitués par le pont éclusé amont et le pont éclusé aval.

2. L'État remettra définitivement à la ville les bâtiments suivants situés sur le terrain à céder et dont la ville a la nue propriété, en vertu de l'ordonnance royale du 5 août 1818 (qui a donné lieu à un procès-verbal d'entrée en jouissance du 1^{er} septembre 1818) :

Les corps de garde de la porte Canet Q², Q³, Q⁸;

Le corps de garde de la porte Notre-Dame Q⁷;

Le corps de garde de la Villeneuve Q¹⁰;

Le corps de garde de l'avancée de la porte Saint-Martin Q¹⁶;

La remise de ces immeubles bâtis sera faite en même temps que le terrain sur lequel ils sont édifiés.

3. Seront formellement exceptés des cessions à faire à la ville :

1° Le magasin à poudre Saint-Dominique et le terrain attenant, compris entre les murs de clôture ou d'habitation de la caserne de l'Académie et des bâtiments Saint-Dominique et une ligne brisée partant de l'angle est du pan coupé nord du mur de clôture de l'Académie, passant par les angles est et ouest du mur de clôture nord du magasin à poudre et aboutissant au point de la clôture de la cour Saint-Dominique, situé à 2 m. 65 de l'angle nord-ouest du bâtiment S de Saint-Dominique.

2° Le jardin de la réunion des officiers, limité par le parement extérieur du soubassement de la grille existante, et la cour basse située contre la façade nord de ladite réunion, jusqu'au parement extérieur de la banquette surmontant le mur de soutènement⁽¹⁾.

3° La partie du terrain militaire occupée par la route nationale n° 9, et les bandes de terrain situées de part ou d'autre de la chaussée actuelle, à incorporer à ladite chaussée en vue d'en porter la largeur à 22 m. 50 (y compris les fossés) depuis le marché aux bestiaux jusqu'au rond-point de la pépinière et à 20 mètres partout ailleurs : les limites de la route élargie sont indiquées dans l'un des plans annexés à la présente convention. Les terrains qui pourraient être rendus disponibles après l'achèvement des rectifications (soit que ces rectifications soient réalisées par la simple incorporation des bandes de terrain réservé, soit qu'elles soient obtenues par suite d'échange ultérieur entre des parties du sol de la route élargie et des parcelles cédées à la ville), seront la propriété de la ville, sans qu'il puisse lui être réclamé aucune soulte, quelle que soit l'importance des terrains en cause, comme superficie ou comme situation.

4° Le corps de garde du faubourg Q⁹, dont la ville a et conservera la nue propriété en vertu de l'ordonnance du 5 août 1818.

⁽¹⁾ Cette cour basse ne fait d'ailleurs pas partie de la fortification, d'après le plan de circonscription du 8 septembre 1864.

4. La ville de Perpignan abandonnera la nue-propriété des corps de garde, situés sur le terrain qui continuera à dépendre de la fortification après le classement, savoir :

Le corps de garde du réduit de la demi-lune Canet Q^a;

Le corps de garde de l'avancée de la porte Canet Q^a.

L'État les possédera en toute propriété, comme il possède déjà le sol sur lequel ils sont édifiés; il pourra les démolir ou en changer la destination.

La ville renonce ainsi par ces présentes, relativement à ces deux corps de garde, au bénéfice de l'article 13 de l'ordonnance royale du 5 août 1818.

5. La cession des terrains et bâtiments désignés dans les articles 1 et 2 sera faite aux conditions suivantes :

1° Les arbres et les matériaux de démolition de toute espèce seront la propriété de la ville;

2° Le matériel d'ameublement fixe et mobile, qui se trouve dans les bâtiments cédés, restera la propriété de l'État; mais les barrières, grilles, palissades, portes et fenêtres, qui sont en place de manière permanente soit sur le terrain non bâti, soit dans les immeubles bâtis, appartiendront à la ville;

3° Le matériel de défense, approvisionné pour la mise en œuvre de la fortification, et entreposé dans les magasins, en temps de paix (palissade, barrières, barrages, etc.), restera la propriété de l'État.

6. La ville de Perpignan s'engage :

A maintenir dans les dépendances de la caserne Saint-Jacques, dont elle a déjà la nue propriété, la cour extérieure et les bâtiments qui s'y trouvent (cuisine, latrines, lavoir); pour ce terrain et ces bâtisses, les droits de nue propriété de la ville seront identiques à ceux qu'elle a sur la caserne.

La cour extérieure sera agrandie :

1° Vers l'est de 30 mètres, à mesurer sur la magistrale de l'escarpe; la limite du côté des habitations sera un mur de clôture parallèle aux façades des maisons et attaché à l'angle est du grand bâtiment de la caserne; ce mur se retournera à son extrémité pour se diriger perpendiculairement sur l'escarpe;

2° Vers l'ouest de 35 mètres; la limite sera un mur de clôture suivant le bord nord de la rue du Rempart et se retournant à son extrémité pour se diriger perpendiculairement sur l'escarpe.

La ville assume la charge de construire à ses frais le mur de soutènement, les murs de clôture et les murs de parapet au-dessus de l'escarpe, d'exécuter les travaux de terrassement nécessités par cet agrandissement de la cour extérieure de la caserne, conformément au plan qui en sera dressé par le chef de génie.

7. La propriété des terrains par la ville résultera de la promulgation de la loi approuvant la présente convention et de l'émission du décret de déclassement; mais l'envoi de la ville en jouissance n'aura lieu qu'à la suite d'une remise régulière, à faire par parties successives, au fur et à mesure de l'avancement des travaux de démantèlement, après constatation par le service du génie de l'exécution complète des travaux sur chacune des parties à remettre.

Ces parties pourront être de surface quelconque, mais devront comprendre au moins l'étendue d'un front sur toute sa profondeur, c'est-à-dire le terrain limité entre les capitales de deux bastions consécutifs, depuis la rue du Rempart jusqu'à l'extrémité du glacis.

Les immeubles bâtis (magasins, corps de garde, etc.) situés dans l'étendue d'un front, seront évacués un mois avant le commencement des travaux de démantèlement dudit front, la date du commencement des travaux aura dû être notifiée par le maire au chef du génie trois mois à l'avance.

Le service du génie procédera à la constatation du démantèlement d'un front dans un délai de huit jours, à compter du jour où il aura été averti par le maire de l'achèvement des travaux; lorsque cette constatation ne donnera lieu à aucun désaccord, le procès-verbal de remise sera présenté à la signature du maire dans un délai de quinze jours, à dater du jour de la visite des lieux.

8. L'Etat ne renouvelera pas au profit des particuliers les baux d'affermage des terrains ou immeubles faisant l'objet de la présente convention; ces baux expirent tous le 31 décembre 1903; jusqu'à cette époque, la jouissance des divers lots en sera la sée sans entrave aux ayants droit; l'Etat aura seul droit aux fermages échus au 31 décembre 1903, qui n'auraient pas été payés à leur échéance. La ville de Perpignan prendra à bail, à partir du 1^{er} janvier 1904, tous les terrains et immeubles pour lesquels elle est en instance de cession; la redevance annuelle des divers lots, à fixer par expertise, ne pourra être inférieure à celle des baux actuellement en vigueur. La ville sera d'ailleurs libre de sous-louer ces lots, conformément aux règles ordinaires de la sous-location des immeubles militaires.

Les fermages et loyers du bail ainsi consenti à la ville seront dus à l'Etat jusqu'au jour de l'émission du décret spécial déclassant définitivement l'enceinte. A partir de ce jour, la ville ne payera plus de redevance.

Les impôts afférents aux terrains et bâtiments cédés seront à la charge de la ville à dater du jour de l'émission du décret de déclassement.

9. La ville de Perpignan déclare bien connaître les immeubles qui lui sont abandonnés.

Elles les prendra dans l'état où ils se trouveront au moment de la remise, sans pouvoir prétendre à aucune garantie ni à aucune diminution de prix pour vices cachés, dégradations, réparations ou erreurs dans la désignation.

La vente est d'ailleurs faite sans garantie de mesure, consistance ou valeur, sans autre garantie que celle du droit de propriété de l'Etat, et il ne pourra être exercé respectivement aucun recours en indemnité, réduction ou augmentation de prix, quelle que puisse être la différence en plus ou en moins dans la mesure, consistance et valeur.

La ville de Perpignan jouira de ses servitudes actives et souffrira les servitudes passives apparentes ou occultes, déclarées ou non, sauf à faire valoir les unes et se défendre des autres, à ses risques et périls, sans aucun recours contre l'Etat, sans pouvoir en aucun cas l'appeler en garantie et sans que la présente clause puisse attribuer soit à la ville, soit aux tiers, d'autres et de plus amples droits que ceux résultant des titres ou de la loi.

En particulier, la ville assumera toute responsabilité et se chargera d'indemniser les ayants droit, le cas échéant, si des réclamations se produisent par le fait que les travaux de démantèlement et d'aménagement des terrains conduisent à supprimer la branche du ruisseau de Las Cavals, qui, après le débouché en ville dudit ruisseau, se dirige vers le quartier Saint-Jacques et y sert à l'arrosage de divers jardins particuliers, à l'alimentation de bassins et de citernes dans ces jardins. Cette branche du ruisseau contribue à alimenter la manutention, les bâtiments Saint-Dominique, l'eau de lavage; par compensation de la suppression de ces eaux, le maximum de la concession gratuite d'eau potable (convention du 13 mars 1879) sera porté à 220 mètres cubes au lieu de 200 mètres cubes par jour.

La ville souffrira les servitudes défensives de la citadelle, telles qu'elles résultent de la délimitation des zones faite le 8 mars 1902 et de délimitation des polygones exceptionnels faite le 23 avril 1903.

10. La ville sera tenue de rétrocéder au département des Pyrénées-Orientales les terrains provenant de l'enceinte, qui seront nécessaires au département pour la plate-forme, pour la ou les gares des tramways départementaux à Perpignan; ces terrains, d'une surface de 5 600 mètres environ, situés aux emplacements tentés en un million sur le plan annexé à la convention, seront cédés gratuitement par la ville au département, moyennant l'engagement pris par le département, sur sa propre demande :

1° D'aménager lui-même et à ses frais le terrain cédé;

2° De construire à ses frais un pont pour route et chemin de fer sur la rivière de la Basse, un peu au-dessus du pont déclassé amont.

11. Le prix de la cession est fixé à un million trois cent mille francs (1.300.000).

Il sera payé par cinquième à la caisse du receveur des domaines, savoir : le premier cinquième, deux cent soixante mille francs (260.000^f), dans les trois mois qui suivront l'émission du décret de déclassement et les quatre autres cinquièmes, l'un par an, à partir du terme accordé pour le premier versement. Ce prix portera

intéressé à quatre pour cent (4 p. o/o) à partir de l'expiration du délai fixé pour le paiement du premier cinquième. En cas de retard dans le paiement, les intérêts dus à chaque échéance porteront eux-mêmes intérêt à partir de cette échéance jusqu'au jour du paiement.

12. Pour garantir le paiement du prix ci-dessus exprimé et l'exécution des clauses et charges stipulées, les terrains cédés demeureront spécialement affectés par privilège à la sûreté des droits du domaine de l'État.

Toutefois, pour faciliter à la ville et à ses ayants droit la vente des terrains, il est stipulé que les acquéreurs d'une parcelle auront la faculté de déposer leur prix d'acquisition à la Caisse des dépôts et consignations au nom de la ville et à charge par elle de comprendre ce prix dans le paiement de la plus prochaine annuité à verser au receveur des domaines. Hormis les différents cas de subrogation, ce dépôt emportera extinction du privilège et de l'action révocatoire de l'État sur la parcelle, dont le prix intégral aura été déposé. Quant à l'inscription déjà prise pour garantir des droits ainsi éteints, elle sera radiée en vertu de l'arrêté de main-levée que M. le préfet pourra prendre, sur la production, par l'acquéreur, du récépissé du préposé de la Caisse des dépôts et consignations.

13. Tous les travaux du dérasement seront exécutés par les soins et aux frais de la ville, sous le contrôle du service local du génie, et conformément à des projets de détail, dressés par l'architecte municipal et ayant obtenu l'approbation de M. le directeur du génie.

La direction des chantiers appartiendra exclusivement aux agents de la ville qui, le cas échéant, assumera la responsabilité des dommages de toute nature causés aux tiers par l'exécution des travaux.

A cause des différences de niveau considérables entre le sol de la rue militaire et les glacis, depuis Saint-Dominique jusqu'à la porte Canet, le rempart du corps de place pourra ne pas être dérasé entièrement; mais les fossés devront être comblés, les ouvrages extérieurs, bastions bas, fausses braies, etc., démolis; l'escarpe conservée ne pourra jamais être qu'un mur de soutènement arasé au niveau de la future rue qui remplacera la rue militaire.

Les travaux pourront être entrepris sur plusieurs points à la fois, au gré de la ville. Toutefois on devra comprendre parmi les premiers travaux le dérasement de la fortification et l'aménagement des terrains sur la partie de l'enceinte qui s'étend : 1° de la porte Canet à la capitale du bassin ; 2° de la porte Saint-Martin à la Basse. Ces deux parties du démantèlement devront être terminées dans le délai de deux ans, courant à partir de l'expiration des trois mois qui suivront l'émission du décret de déclassement, consécutif à la loi qui ratifiera la présente convention.

Au surplus, les travaux devront être entrepris dès l'ouverture du chantier, sous la courtine 11 (Saint-Jacques), de manière à restaurer et consolider aussitôt que possible le grand mur de soutènement au-devant de l'église et de la caserne; il est entendu que les frais de restauration du rempart, qui ne sera pas démolé, seront supportés par la ville seule, sans qu'elle puisse réclamer, sous quelque prétexte que ce soit, le concours de l'État.

Les autres parties de la fortification seront démantelées dans tel ordre que choisira la ville sous la seule réserve que le démantèlement devra être complet dans un délai de cinq ans, courant de l'expiration des trois mois qui suivront l'émission du décret prononçant le déclassement définitif.

Il est enfin spécifié que la ville prend entièrement à sa charge la réfection de la chaussée des chemins formant les sorties de la porte Canet et de la porte Saint-Martin, réfection qui s'impose, soit par suite des rectifications d'alignement, soit par suite de la suppression des ponts fixes ou ponts-levis.

14. La ville devra prévenir le service du génie quand, pour le démantèlement, il sera fait emploi des explosifs dans le voisinage des bâtiments militaires : elle déférera aux demandes qui lui seraient adressées en vue de la préservation de ces bâtiments, et cela entièrement à ses frais.

15. Après entente préalable avec le service du génie, la ville pourra faire l'application du plan d'alignement de la nouvelle ville sur toutes les parties de la fortification à démanteler, avant ou pendant les travaux de démantèlement.

Toutefois, il demeure entendu que la remise définitive des parties, sur lesquelles la ville aura fait l'application du plan d'alignement, n'aura lieu que dans les conditions stipulées à l'article 7.

16. Pour garantir l'entière et loyale exécution des obligations envers l'État, la ville de Perpignan versera à la Caisse des dépôts et consignations un cautionnement de vingt mille francs (20,000^f) dans les trois mois qui suivront la promulgation de la loi ratifiant la présente convention. La ville n'aura droit pour ce cautionnement qu'aux intérêts servis par la Caisse des dépôts et consignations.

Le remboursement du cautionnement sera fait dans les trois mois qui suivront la dernière remise de terrain.

Le paiement des intérêts sera effectué annuellement.

17. La ville aura le droit de se substituer un entrepreneur auquel elle pourra céder son marché; mais elle restera toujours personnellement obligée envers l'État, pour l'exécution de toutes les obligations qui lui sont imposées par la présente convention.

18. Les frais d'enregistrement de l'acte administratif destiné à régler les présentes cessions seront tarifés au droit fixe de trois francs (3^f) à la charge de la ville.

Tous les autres frais auxquels il pourra donner lieu et notamment des droits de timbre et d'hypothèque seront également supportés par la ville.

Ces frais devront être payés dans un délai de vingt jours à partir de la promulgation de la loi approbative de la convention.

19. Si la ville use du droit de se substituer un entrepreneur, celui-ci sera subrogé à tous ses droits et à toutes ses obligations, sans préjudice néanmoins des conventions particulières à intervenir; mais la ville restera tenue solidairement avec l'entrepreneur, envers l'État.

20. La présente convention ne deviendra définitive qu'après acceptation par les ministres de la guerre, des finances et de l'intérieur, et après ratification par le Parlement au moyen d'une loi. Elle ne sera réalisée qu'après l'émission du décret spécial, à rendre sur la proposition du ministre de la guerre, déclassant définitivement l'enceinte de Perpignan.

Le Chef du génie,

Signé : BOUET.

Le Directeur des domaines,

Signé : HUBERT.

Le Préfet
du département des Pyrénées-Orientales,

Signé : DE LINIÈRE.

Le Maire de la ville de Perpignan,

Signé : CAUÉAS.

N° 44524. — *Décret portant désignation d'une partie de la rivière de la Vienne réservée pour la reproduction du Poisson.*

Du 27 Octobre 1903.

(Promulgué au Journal officiel du 17 novembre 1903.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu les lois des 15 avril 1829 et 31 mai 1865 sur la pêche fluviale;

Vu le décret du 5 septembre 1897⁽¹⁾, portant règlement général de la pêche fluviale;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1913, n° 33586.

Vu la délibération du conseil général du département de la Vienne, en date du 24 avril 1903;

Vu les propositions du service des eaux et forêts et l'avis du préfet de la Vienne;

Vu l'avis de la commission de la pêche fluviale en date du 27 juillet 1903;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une longueur de trois cent cinquante-cinq mètres du cours d'eau de la rivière de la Vienne, située entre l'extrémité amont du déversoir dépendant du barrage de la manufacture d'armes de Châtellerault, et la tête amont du nouveau pont dit *en ciment armé*, sera réservée pour la reproduction du poisson.

2. La pêche de diverses espèces de poissons est absolument interdite pendant l'année entière dans cette partie de la rivière la Vienne.

3. Cette interdiction partira du jour de la publication du présent décret au *Journal officiel* et prendra fin le 1^{er} janvier 1907.

4. Chaque année, au mois de janvier, des publications seront faites dans la commune de Châtellerault, en vue de rappeler l'emplacement réservé pour la reproduction du poisson et où la pêche est absolument défendue.

5. Pendant la période d'interdiction de la pêche fixée en exécution de l'article 26 de la loi du 15 avril 1829 et de l'article 4 de la loi du 31 mai 1865, il est défendu de laisser vaguer les oies, les canards, les cygnes et autres animaux aquatiques, susceptibles de détruire le frai du poisson, sur les cours d'eau, dans toute l'étendue de la réserve affectée à la reproduction du poisson.

6. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Octobre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUCHEUX.

N° 44525. — DÉCRET qui autorise la mise en adjudication de la Concession de l'exploitation des formes de radoub du bassin de Panhouët, au port de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure).

Du 2 Décembre 1903.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 décembre 1903.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu, avec les rapports à l'appui, le projet de cahier des charges et de

tarif dressé par les ingénieurs du service maritime du département de la Loire-Inférieure, pour l'exploitation des formes de radoub du bassin de Penhouët, au port de Saint-Nazaire;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur le projet de tarif, et notamment l'avis, en date du 10 septembre 1903, de la commission d'enquête;

Vu la lettre du préfet de la Loire-Inférieure, du 19 octobre 1903;

Vu la lettre du ministre des finances, du 2 mars 1903;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées des 20 juillet et 26 octobre 1903;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera procédé à l'adjudication de la concession de l'exploitation des formes de radoub du bassin de Penhouët, au port de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), aux conditions du cahier des charges ci-annexé.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUJOUX.

CAHIER DES CHARGES.

CHAPITRE I^{er}.

INDICATIONS GÉNÉRALES.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La concession a pour objet l'exploitation des trois formes de radoub du bassin de Penhouët, à Saint-Nazaire, et des ouvrages accessoires qui se rattachent aux formes, tels que bateaux-portes et leurs agrès, les appareils d'épuisement des formes, les vannes, les appareils d'éclairage, les hangars attenants aux formes, le terrain situé à l'intérieur du mur de clôture de l'établissement des formes de radoub et le logement affecté au mécanicien chargé de la conduite des appareils d'épuisement.

CHAPITRE II.

CONDITIONS DE LA CONCESSION.

Durée.

2. La durée de la concession est fixée à neuf années consécutives qui commenceront à courir du jour où prend fin la concession précédente (8 janvier 1904).

• Prix de la concession.

3. Le prix de la concession sera de seize mille francs (16,000^f) par an. Il sera payé par le concessionnaire, en espèces, par trimestre et d'avance, à la caisse du receveur des domaines, à Saint-Nazaire.

Réclamations interdites au concessionnaire.

4. Le concessionnaire ne pourra demander ni la résiliation du contrat, ni réduction de prix, ni indemnité d'aucune sorte sous prétexte de chômage de la navigation, de réparations aux appareils d'épuisement, aux bateaux-portes, aux vannes, aux maçonneries elles-mêmes, et de tout autre cas de force majeure, quels que soient les motifs et l'importance des travaux à exécuter.

S'il est procédé à l'agrandissement de la forme n° 1, le concessionnaire sera tenu d'assécher la forme et de la maintenir à sec tant qu'il sera nécessaire. Il recevra, en compensation, les indemnités suivantes : pour chaque assèchement nécessité par les travaux, les trois quarts de la taxe n° 1 de l'article 12 ; pour chaque journée de chômage réel, les trois quarts de la taxe d'occupation d'un bateau de 1,000 tonneaux, taxe n° 2.

L'Etat se réserve le droit d'autoriser la construction et l'exploitation, à Saint-Nazaire, soit d'autres formes en maçonnerie, soit de docks flottants, grils de carénage et autres engins de réparation de navires, sans que le concessionnaire puisse s'y opposer ni prétendre à aucune indemnité de ce chef, sauf dans le cas où la forme en maçonnerie aurait son entrée dans l'un des bassins du port.

Entretien des ouvrages à la charge de l'Etat.

5. L'Etat pourvoira aux frais d'entretien des ouvrages en maçonnerie de toute nature, dépendant de la concession, à l'exception du mur de clôture des formes.

Toutefois, le concessionnaire sera responsable vis-à-vis de l'administration, sauf recours près de qui il appartiendra, de la réparation des dommages causés à ces ouvrages, par le fait des navires, des ouvriers dudit concessionnaire et de ceux qui auront été employés au radoub des navires et même des équipages des bâtiments admis dans la forme.

Il est d'ailleurs stipulé que le concessionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour retards ou insuffisance des travaux d'entretien à la charge de l'Etat.

Cependant, si le fonctionnement est suspendu pendant plus de quinze jours consécutifs et qu'il en résulte un dommage pour le concessionnaire, il aura droit à une indemnité :

De cinq cents francs (500^f) par forme pour une interruption de plus de quinze jours et de moins de trente ;

De quinze cents francs (1,500^f) par forme pour une interruption de plus de trente jours consécutifs.

De plus, dans le cas où le fonctionnement des trois formes serait suspendu pendant plus de trente jours consécutifs, le concessionnaire pourrait exiger la résiliation.

Entretien à la charge du concessionnaire.

6. Le concessionnaire entretiendra constamment en bon état, à ses frais, tous les ouvrages dépendant des formes et leurs accessoires autres que ceux indiqués ci-dessus à l'article 5, comme devant être entretenus par l'Etat, notamment les appareils d'épuisement, les bateaux-portes, les vannes, les garde-corps, grilles, murs de clôture, les toitures, gouttières et tuyaux de descente des bâtiments, les lisses et hiloires, les caillebotis, les pavages des terre-pleins entourant les formes.

L'entretien comprendra les réparations de toute nature et, au besoin, les améliorations que le concessionnaire jugera utile d'apporter aux ouvrages existants.

Le concessionnaire fera peindre, au moins une fois l'an, les appareils d'épuisement, les charpentes et maçonneries, ainsi que les enduits intérieurs du bâtiment des machines, les crics des vannes, les bateaux-portes sur toutes leurs faces à l'intérieur et à l'extérieur, les garde-corps, les passerelles, caillebotis, les grilles de clôtures, les plaques de recouvrement des divers orifices, les canons, boucles et

organeaux d'amarrage, les candélabres, les lisses et hiloires et en général tous les ouvrages métalliques faisant partie de l'ensemble de la concession.

Il sera tenu, en outre, de faire passer chaque année les bateaux-portes successivement dans l'une des formes de radoub, afin de gratter, réparer au besoin et peindre la quille, les étambots et les ferrures desdits bateaux, et d'en changer au besoin les paillets constamment immergés, le tout à ses frais.

Si les divers ouvrages n'étaient pas constamment entretenus en bon état, il y serait pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais du concessionnaire, après une mise en demeure adressée par le préfet et restée sans effet.

Le montant des avances faites serait recouvré au moyen de rôles que le préfet rendrait exécutoires.

Modification ou augmentation des constructions ou du matériel.

7. Tout projet de modification ou d'addition aux constructions et au matériel livrés au concessionnaire devra être soumis à l'approbation préalable du ministre. La demande d'autorisation sera appuyée de dessins, d'un devis descriptif et estimatif et en général de tous les renseignements nécessaires à la parfaite appréciation du travail projeté.

Mise en jouissance.

8. Au moment de la mise en jouissance, il sera dressé contradictoirement un état descriptif et estimatif des bateaux-portes, des appareils d'épuisement et généralement de tout le matériel remis au concessionnaire. En cas de désaccord entre les ingénieurs et le concessionnaire, cet état sera dressé par deux experts nommés l'un par l'administration, l'autre par le concessionnaire. Le tiers expert sera nommé, s'il y a lieu, par le préfet.

Reprise du matériel.

9. A l'expiration de la concession, on estimera de nouveau le matériel, suivant la forme indiquée à l'article précédent.

Le concessionnaire sera tenu de payer à l'État la moins-value qui viendrait à être constatée, quel qu'en soit la cause, lors même qu'elle proviendrait uniquement de l'usage; réciproquement, il lui sera tenu compte, par le concessionnaire entrant ou, à son défaut, par l'État, de la plus-value du matériel, s'il y a lieu.

Éclairage au gaz.

10. L'éclairage au gaz sera à la charge du concessionnaire pour tous les becs situés à l'intérieur du mur de clôture des formes de radoub. Cet éclairage, afin d'éviter des accidents, sera réglé par le service du port.

Contributions.

11. Les contributions, quelles qu'elles soient, seront à la charge du concessionnaire.

CHAPITRE III.

TARIFS ET MODE D'EXPLOITATION.

Tarifs.

12. La concession réglée par le présent cahier des charges fera l'objet d'une adjudication publique sur la base du plus fort rabais consenti sur les taxes ci-après indiquées :

N° D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES TAXES.	PRIX.
<i>Formes n° 1 et 3.</i>		
1	Assèchement de la forme après l'entrée du navire (quel que soit le tonnage).....	375 ⁰⁰
2	Occupation de la forme après assèchement, par jour : Au-dessous et jusqu'à 1,000 tonneaux.....	120 00
	Pour chaque tonneau en sus de 1,000 tonneaux.....	0 02
3	Assèchement de la forme pour la préparation de tins spéciaux (quel que soit le tonnage du navire).....	375 00
4	Pour chaque jour d'occupation après cet assèchement.....	100 00
5	Si la forme n° 1 est agrandie, les taxes n° 1 et 2 qui lui seraient applicables seraient majorées dans la proportion de la capacité nouvelle à l'ancienne, cette capacité étant mesurée à partir d'un plan situé à la cote (5,00).	
<i>Forme n° 2.</i>		
6	Assèchement de la forme, après l'entrée du navire (quel que soit le tonnage).....	160 00
7	Occupation de la forme après assèchement, par jour : Au-dessous et jusqu'à 1,000 tonneaux.....	62 00
	Pour chaque tonneau en sus de 1,000 tonneaux.....	0 02
8	Assèchement de la forme pour préparation de tins spéciaux.....	160 00
9	Occupation de la forme après cet assèchement, par jour.....	44 00
10	Lorsqu'un navire n'occupera qu'une des sections de la forme n° 2, les taxes n° 6, 7, 8 et 9 seront réduites de moitié.	
<i>Éclairage des formes pour travaux de nuit.</i>		
11	L'éclairage des formes fait sur la demande des intéressés donnera lieu à une majoration de 40 p. 100 pour chacune des périodes suivantes : du coucher du soleil à minuit et de minuit au lever du soleil. S'il ne s'agit que de la manœuvre des bateaux-portes, la majoration sera réduite à 20 p. 100. Chaque période commencée sera comptée comme si elle était entière.	
<i>Locations et opérations diverses.</i>		
12	Déplacement, sur la demande du capitaine, d'épontilles, espars ou étais, pour chaque pièce déplacée et remise en place, quelles que soient les dimensions de la pièce.....	0 75
13	Recèpage d'épontilles, espars ou étais nécessités par l'accorage du navire....	1 50
14	Location de chemins d'accès aux navires, pour les formes 1 et 3, par jour.....	4 00
15	Pour la forme n° 2 et par jour.....	2 00
16	Location de chevalets pour échafaudages, au-dessous et jusqu'à 3 mètres de hauteur, par jour.....	0 50
17	Au-dessus de 3 mètres et jusqu'à 5 mètres de hauteur et par jour.....	1 00
18	Au-dessus de 5 mètres de hauteur et par jour.....	2 50
19	Location de madriers, d'échafaudages, au-dessous et jusqu'à 5 mètres de longueur et par jour.....	0 06
20	Au-dessus de 5 mètres de longueur et par jour.....	0 10
<i>Pompes à incendie et chauffage du bral.</i>		
21	Locations des pompes à incendie pour navires qui chauffent dans la forme, par jour et par navire, gardien compris.....	15 00
22	Chauffage du bral, y compris les ustensiles nécessaires pour ce chauffage, par jour.....	12 00

13. Les taxes seront payées d'après le tonnage brut du navire, inscrit sur son acte de nationalité, sans faire subir à ce tonnage de réduction d'aucune sorte et notamment sans déduction pour les navires à vapeur des espaces occupés par les machines, chaudières et routes à charbon. Le tonnage ainsi défini n'est autre que le tonnage

officiel ou brut de la douane française, le tonnage brut du registre «Veritas» et le gros tonnage du «Lloyd's Register».

Dans le cas où le navire n'aurait pas d'acte de nationalité, le tonnage serait évalué d'après les règles en usage en France, les frais de jaugeage étant d'ailleurs à la charge des armateurs, consignataires ou capitaines.

Mode d'évaluation de la durée d'occupation des formes.

14. Les jours, de vingt-quatre heures chacun, expireront à minuit; le jour pendant lequel aura été terminé l'a-séchement ne comptera comme jour d'occupation qu'autant que ledit asséchement aura été terminé avant midi.

Le jour de sortie comptera comme jour d'occupation, quelle que soit l'heure de sortie du navire.

Les dimanches et jours fériés compteront comme jours d'occupation, qu'il soit ou non travaillé au navire.

Admission de deux ou plusieurs navires dans la même forme.

15. Le concessionnaire ne pourra échouer à la fois dans la même forme deux ou plusieurs navires sans l'assentiment écrit des capitaines ou armateurs.

Le partage de la taxe se fera d'ailleurs au prorata du nombre des navires.

Ne seront pas considérés comme échoués dans la même forme, deux navires occupant la forme n° 2, qui seraient séparés par un bateau-porte.

Bers et tins spéciaux.

16. La préparation de bers ou de tins spéciaux sera au compte de l'armement.

Balages.

17. Les balages des navires, à l'entrée et à la sortie des formes, seront au compte de l'armement.

Qualité et installation des objets loués par le concessionnaire.

18. Tous les objets donnés en location seront solidement construits et constamment entretenus en bon état. Le concessionnaire sera responsable de la réparation des accidents que l'inexécution de cette prescription pourrait occasionner.

Les transports, descents, montage et installation des chemins, chevalets, mardiers et pompes, seront au compte de l'armement qui sera, de plus, responsable vis-à-vis du concessionnaire des détériorations causées à ce matériel.

Nettoyage des formes.

19. Lorsque les réparations des navires seront terminées et avant d'introduire l'eau dans les formes, il sera procédé par l'armement à l'enlèvement des débris et des déchets de toute nature provenant des réparations de la coque répandus sur le radier, et les banquettes des formes.

Désignation des formes à occuper.

20. Le concessionnaire fera connaître par écrit aux armateurs, consignataires ou capitaines, vingt quatre heures au moins à l'avance et d'après les dimensions de la coque, celle des formes dans laquelle le navire à réparer devra entrer.

En cas de désaccord, les ingénieurs prononceront en dernier ressort.

Durée de l'occupation des formes.

21. Sauf les cas exceptionnels dont l'appréciation appartiendra d'abord au capitaine du port, puis en dernier ressort à l'autorité maritime du chef-lieu du sous-arrondissement ou à son délégué, lorsqu'il s'agira de bâtiments de guerre français, et aux

ingénieurs des ponts et chaudières pour les autres cas, la durée d'occupation d'une forme par le même navire est limitée à quinze jours à partir de l'assèchement de la forme, dimanches et fêtes non compris; à l'expiration de ce délai, l'eau sera introduite dans la forme et le navire halé dans le bassin à flot, le tout aux frais et risques des armateurs, consignataires et capitaines, sans répétition envers le concessionnaire ou l'État.

Ordre d'admission dans les formes.

22. Les navires à voiles ou à vapeur seront admis dans les formes suivant l'ordre des demandes, sauf les exceptions ci-après stipulées au paragraphe 7 du présent article.

Pour assurer l'exécution de cette clause, il sera ouvert, au bureau du concessionnaire, un registre à souches sur lequel les navires seront inscrits dans l'ordre et à la date des demandes.

Toute demande d'admission sera accompagnée du versement entre les mains du concessionnaire, à titre d'arrhes, d'une somme égale à la moitié de la taxe qui serait due pour l'assèchement de la forme. En échange de ce versement, il sera délivré un reçu extrait du registre à souches, portant indication de la date et du numéro d'ordre de l'inscription.

Les arrhes et le tour d'inscription seront perdus si le navire n'est pas prêt à entrer dans la forme quand le moment en sera venu, à moins, toutefois, que le navire en retard puisse se substituer le bâtiment inscrit immédiatement après lui.

Cette disposition (versement à titre d'arrhes) ne sera pas appliquée aux bâtiments de l'État. Cependant, au cas où un de ces bâtiments ne serait pas prêt à entrer dans la forme au moment fixé, l'entrepreneur aurait droit à une indemnité égale à la moitié de la taxe d'assèchement de la forme.

Le registre d'inscription des demandes sera communiqué, sans déplacement, à toute personne intéressée à le consulter.

Par dérogation à ces dispositions, il sera accordé un tour de faveur aux différents services de l'État, aux navires coulant bas d'eau et aux steamers affectés au service d'une ligne postale française, subventionnée comme telle, partant à jour fixe et à la condition encore que l'admission de ces navires ne puisse être reculée sans les exposer à manquer la date réglementaire de leur départ.

Sont réservés, toutefois, les cas d'urgence dont l'appréciation appartiendra d'abord au capitaine de port, puis en dernier ressort, à l'autorité maritime du chef-lieu du sous-arrondissement ou à son délégué, lorsqu'il s'agira de bâtiments de guerre, et aux ingénieurs des ponts et chaudières pour les autres cas.

Ne seront d'ailleurs admis à s'inscrire que les navires entrés dans le port et ayant fait leur déclaration d'entrée au bureau du port, à l'exception des navires coulant bas d'eau dont le séjour en rade serait reconnu dangereux par le capitaine du port.

Obligations du concessionnaire.

23. Moyennant les taxes fixées au tarif précédent, le concessionnaire sera tenu de manœuvrer les bateaux-portes, d'accoster et de désaccoster les navires, de mettre et d'entretenir constamment les formes à sec, de balayer chaque jour et tenir en parfait état de propreté les rigoles, tins, radiers, banquettes, escaliers et glissoires des formes, ainsi que les terre-pleins pavés qui les entourent et les voies ferrées qui les desservent.

Il devra prendre les dispositions nécessaires pour épuiser la forme n° 1 en moins de vingt-quatre heures, la forme n° 3 en moins de dix-neuf heures, la forme n° 2 en moins de dix heures, et chacune des sections de la forme n° 2 en moins de cinq heures.

Il sera responsable vis-à-vis des armateurs ou capitaines, le cas de force majeure étant toutefois réservé, mais sans recours envers l'État, des pertes et avaries occasionnées à l'armement par retards d'épuisement, insuffisance de moyen ou défaut d'étiage.

Réparation des navires.

24. Les armateurs ou capitaines pourront faire exécuter les réparations de leurs navires par qui bon leur semble, mais ils devront exclusivement se servir des charbons, chevilles et planches d'embarcadere appartenant au concessionnaire.

Dans le cas où les réparations des avaries ne seront pas faites par le concessionnaire, celui-ci devra laisser à l'industriel qui en sera chargé, sur les terre-pleins, la place suffisante pour déposer son matériel et exécuter facilement les réparations. Le service du port sera jugé en cas de contestation.

Abaissement des taxes.

25. Dans le cas où le concessionnaire jugerait à propos d'abaisser les prix du tarif ci-dessus, les taxes ainsi abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois à partir de l'avis qui sera donné de ce relèvement au commerce, par les voies ordinaires de publicité.

Les réductions ainsi opérées seront applicables à tous les propriétaires de navires.

Tous les changements apportés aux tarifs seront annoncés par des affiches et devront être homologués par le ministre des travaux publics.

CHAPITRE IV.

Règlement de police du port.

26. Le concessionnaire sera soumis aux règlements de police du port et à l'autorité des officiers du port, notamment en ce qui concerne les mouvements des navires à l'entrée et à la sortie des formes, les chauffages et fumigations des navires et le balayage des terre-pleins attenant aux formes.

Particulièrement toutes les fois que, par suite de la sortie ou de l'entrée d'un navire, le bateau-porte devra être déplacé, le concessionnaire devra avertir le bureau du port deux heures au moins avant l'opération du déplacement, de façon qu'on puisse disposer les abords en vue de ce mouvement.

Contrôle de l'exploitation.

27. Le concessionnaire sera tenu d'adresser tous les trois mois, à l'ingénieur du port, un relevé de ses opérations pendant le trimestre écoulé; ce relevé comprendra les noms, espèce, nationalité et tonnage des navires, le nombre de jours d'occupation de la forme et les sommes perçues par le concessionnaire : 1^{re} pour l'assèchement; 2^e pour l'occupation; et 3^e pour les locations diverses.

Les registres de comptabilité du concessionnaire seront d'ailleurs visés et contrôlés à des époques indéterminées par les ingénieurs, le capitaine de port ou les lieutenants de port.

Assurance contre l'incendie.

28. Le concessionnaire sera tenu d'assurer contre l'incendie tous les bâtiments et tout le matériel d'exploitation, suivant l'estimation établie lors de la mise en jouissance.

Retrait de l'autorisation.

29. Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra le retrait de la concession avec perte de son cautionnement.

Dans tous les cas, il sera statué, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Interruption du service.

30. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au concessionnaire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais, risques et

périls du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service jusqu'à ce qu'il soit statué sur le retrait de la concession ou jusqu'à ce que le concessionnaire se soit remis en mesure de continuer ses opérations.

Impression. — Affichage et clefs.

31. Le concessionnaire fera imprimer le présent cahier des charges, dont il remettra cent exemplaires aux ingénieurs du port. Il leur remettra de même trois jeux de toutes les clefs d'entrée dans l'enceinte des formes et dans le bâtiment des machines. Une clef d'entrée dans l'enceinte sera également remise à l'administration de la marine.

Le concessionnaire fera en outre imprimer, en forme d'affiche, un tableau indiquant les taxes en vigueur résultant de l'application du rabais d'adjudication et apposera des exemplaires de cette affiche d'une manière très apparente, le plus près possible des appareils et à tous les endroits qui seront indiqués par le capitaine de port; le concessionnaire sera responsable de la conservation des affiches et les remplacera toutes les fois qu'il y aura lieu. En outre, il en remettra cent exemplaires aux ingénieurs.

Cautionnement.

32. Pour garantir l'exécution des clauses du présent cahier des charges, le concessionnaire déposera, à la Caisse des dépôts et consignations, un cautionnement définitif de huit mille francs (8,000'), suivant les prescriptions du décret du 18 novembre 1902, relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'État.

Frais de l'adjudication.

33. Le concessionnaire payera comptant sur un état dressé par le préfet de la Loire-Inférieure, les frais de timbre et d'expédition du cahier des charges et du procès-verbal d'adjudication, ainsi que les droits d'enregistrement auxquels donnera lieu la concession, conformément aux règlements en vigueur.

Décès du concessionnaire.

34. En cas de décès du concessionnaire, le contrat sera résilié de plein droit, sauf à l'administration à accepter, s'il y avait lieu, les offres pouvant être faites par les héritiers pour la continuation de l'exploitation.

Liquidation judiciaire ou faillite du concessionnaire.

35. En cas de liquidation judiciaire ou de faillite du concessionnaire, le contrat serait résilié de plein droit, sauf à l'administration à accepter, s'il y avait lieu, les offres qui pourraient être faites pour la continuation de l'exploitation, par le concessionnaire dans le premier cas et par ses créanciers dans le second.

Domicile du concessionnaire.

36. Le concessionnaire sera tenu d'élire domicile dans la ville de Saint-Nazaire. Dans le cas où il n'aurait pas notifié son domicile à M. le Préfet de la Loire-Inférieure dans le délai de quinze jours à partir de la notification de l'adjudication, toutes les notifications se rattachant à la concession lui seront valablement faites à la mairie de Saint-Nazaire.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 2 décembre 1903.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉCHOUX.

N° 44526. — *DÉCRET portant concession d'un Logement, à titre gratuit, dans les bâtiments de l'Etat.*

Du 26 Mars 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 15 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 56 de la loi de finances du 25 février 1901;

Vu le décret du 29 mai 1902, portant concession de logements à titre gratuit dans les bâtiments du service de l'intendance;

ÉTABLISSEMENT dans lequel le logement est concédé.	DÉSIGNATION du corps d'armée.	LIEU où l'établissement est situé.
Parc à fourrages.....	6 ^e corps	Commercy.....

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 44527. — *DÉCRET portant déclassement de l'enceinte de la villa de Perpignan.*

Du 20 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 29 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 10 juillet 1851, relative au classement des places de guerre et aux servitudes militaires;

Vu la loi du 6 juillet 1901, relative au déclassement de certains ouvrages de fortification;

Vu la loi du 20 avril 1904, portant approbation de la convention passée le 1^{er} février 1904 entre l'Etat et la ville de Perpignan;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. En raison des nécessités du service, est concédé, dans le parc à fourrages de Commercy, un logement, composé de trois pièces, au concierge de l'établissement.

2. Par suite de cette concession, le tableau annexé au décret du 29 mai 1902 est complété comme suit :

INTEREST.	DÉSIGNATION du fonctionnaire ou agent à qui le logement est concédé.	NOMBRE de pièces qu'il occupe.	MOTIFS de la concession et observations.
USE.....	Concierge	3	Les besoins du service et la garde du magasin.

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'enceinte de la place de Perpignan (à l'exception de la citadelle) est rayée du tableau des places de guerre.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Ministre de la guerre par intérim,

Signé : E. COMBES.

N° 44528. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif du 27 mars 1903, portant échange sans suite d'un terrain domanial de quatre-vingts ares trente-neuf centiares, dépendant du camp d'Avor, à Farges-en-Septaine, contre un terrain de quatre-vingts ares sept centiares, sis au même lieu, appartenant à M. Rousseau. (Paris, 18 Mars 1904.)

ERRATA.

BULLETIN DES LOIS, partie principale, XII^e série.

N° 2437. — Loi forestière relative à l'Algérie :

Au lieu de :

« Art. 25. Aucune déclaration de « commande » ne sera admise »

Lire :

« Aucune déclaration de « command » ne sera admise ».

Au lieu de :

« Art. 134. Des arrêtés détermineront les conditions de l'exploitation, du colportage, de la vente et de « l'exploitation des lièges »,

Lire :

« Art. 134. Des arrêtés détermineront les conditions de l'exploitation, du colportage, de la vente et de « l'exportation des lièges ».

... Au lieu de :

« Art. 136. Toute contravention aux articles 123, 124, 125, 129 et 134 de la présente loi »,

Lire :

« Art. 136. Toute contravention aux articles 123, 124, 125, 129 et 135 de la présente loi »



Certifié conforme :

Paris, le 4^e Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne remplissent pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2537.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44529. — *Loi relative aux unités fondamentales du Système métrique.*

Du 11 Juillet 1903.

(Promulguée au *Journal officiel* du 31 juillet 1903.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
est :

ART. 1^{er}. L'article 2 de la loi du 19 frimaire an VIII est remplacé
par la disposition suivante :

• Les étalons prototypes du système métrique sont le mètre international et le kilogramme international qui ont été sanctionnés par la conférence générale des poids et mesures, tenue à Paris en 1889, et qui sont déposés au Pavillon de Breteuil, à Sèvres.

• Les copies de ces prototypes internationaux, déposées aux archives nationales (mètre n° 8 et kilogramme n° 35), sont les étalons légaux pour la France. »

2. Le tableau des mesures légales annexé à la loi du 4 juillet 1837 sera modifié conformément à l'article précédent par décret rendu après avis du Bureau national des poids et mesures.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

XIV Série

N° 44530. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour amélioration et entretien des forêts, Dunes et Cours d'eau.*

Du 7 Octobre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de soixante francs pour entretien d'un chemin forestier;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de soixante francs (60^f) applicable comme suit :

Quatrième partie, chapitre LMI : *Amélioration et entretien des forêts, dunes et cours d'eau.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par la commune de Lusigny (Aube).

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Octobre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUQUET.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 54531. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour amélioration et entretien des Forêts, Dunes et Cours d'eau.

Du 7 Octobre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-jointe, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cent un francs vingt-cinq centimes pour frais d'entretien de chemins forestiers;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRETE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de cent un francs vingt-cinq centimes (101^f 25), applicable comme suit :

Quatrième partie, chapitre LIII : *Amélioration et entretien des forêts, dunes et cours d'eau.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par la commune de Ronilly-Sacey (Aube).

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Octobre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,
Signé : LÉON MOUZOT.

⁽¹⁾ II^e série, Bull. 1045, n° 10527.

XII^e Série.

N° 44532. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le personnel de l'Hydraulique agricole.

Du 11 Octobre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de deux mille francs pour traitements du personnel de l'hydraulique agricole;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de deux mille francs (2,000^f), applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre xxxvi : *Personnel de l'hydraulique agricole*.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Var.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Octobre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44533. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour restauration et conservation des Terrains en montagne.

Du 11 Octobre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les deux déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de deux cent cinquante francs pour travaux à exécuter au ruisseau des Gorgettes;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de deux cent cinquante francs (250^f) applicable comme suit :

Quatrième partie, chapitre LIV. : *Restauration et conservation des terrains en montagne.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par la commune de Bernin (Isère).

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Octobre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,
Signé : LÉON MOUGEOT.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N^o 44534. — *Décret qu'on ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la Remonte des Haras.*

Du 19 Octobre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les quatre-vingt-treize déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de huit cent mille francs vingt centimes, prélèvement d'un pour cent sur les opérations du pari mutuel;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de huit cent mille francs vingt centimes (800,000 fr.), applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre XXXVI : *Remonte des haras.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par les sociétés de courses autorisées.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Octobre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n^o 10527.

N° 44535. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour subventions à diverses Institutions agricoles.*

Du 29 Octobre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 23 de la loi de finances du 6 juin 1863 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la délibération ci-jointe, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de deux mille francs pour installation d'une fruitière et d'un atelier à l'école d'agriculture d'Écully (Rhône);

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de deux mille francs (2,000^f) applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre VIII : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen de versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Rhône.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Octobre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44536. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour restauration et conservation des Terrains en montagne.*

Du 20 Novembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de sept cents francs pour construction d'un chemin;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de sept cents francs (700^f) applicable comme suit :

Quatrième partie, chapitre LIV : *Restauration et conservation des terrains en montagne.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le syndicat de la vallée de Barèges.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Novembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUCROT.

N° 44537. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour subventions à diverses Institutions agricoles.

Du 30 Novembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les deux déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cinq mille francs, pour frais d'entretien du laboratoire pomologique de Caen;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de cinq mille francs (5,000^f) applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre VIII : Subventions à diverses institutions agricoles.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Calvados et la ville de Caen.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10517.

N° 4538. — *DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.*

Du 16 Janvier 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu la loi du 9 avril 1898, relative aux chambres de commerce, et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Vu la loi du 13 juillet 1903, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de quatre-vingt-deux mille neuf cent quatre-vingt-huit francs (82,988^{fr}), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0^{fr}05) par franc pour couvrir les non-valeurs, sera répartie en 1904, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTES IMPOSABLES.
Agen.....	Lot-et-Garonne..	Chambre...	5,800	Patentes de tout le départe- ment.
Annonay.....	Ardèche.....	Idem.....	2,000	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Arras.....	Nord.....	Idem.....	3,800	Idem.
Aubenas.....	Ardèche.....	Idem.....	1,100	Idem.
Beaune.....	Côte-d'Or.....	Idem.....	4,480	Idem.
Beauvais.....	Oise.....	Idem.....	6,000	Patentes de tout le départe- ment.
Belfort.....	Belfort.....	Idem.....	4,480	Patentes de tout le territoire.
Bergercac.....	Dordogne.....	Idem.....	1,500	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Castres.....	Tarn.....	Idem.....	1,600	Idem.
Chalon-s-Saône..	Saône-et-Loire...	Idem.....	5,500	Idem.
Pougny.....	Ille-et-Vilaine...	Idem.....	2,000	Idem.
Le Puy.....	Haute-Loire.....	Idem.....	1,000	Patentes de tout le départe- ment.
Long-le-Saulnier	Jura.....	Idem.....	2,000	Idem.
Le Mans.....	Mayenne.....	Idem.....	9,000	Idem.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	100	Patentes de la ville seule- ment.
Morlaix.....	Finistère.....	Chambre.....	3,500	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Nice.....	Alpes-Maritimes..	Idem.....	8,600	Patentes de tout le départe- ment.
Nîmes.....	Gard.....	Idem.....	4,500	Idem.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	300	Patentes de la ville seule- ment.
Saint-Malo.....	Ille-et-Vilaine...	Chambre.....	1,500	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Valence.....	Drôme.....	Idem.....	5,945	Patentes de tout le départe- ment.
Versailles.....	Seine-et-Oise.....	Idem.....	6,500	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		TOTAL.....	181,988	

Vu pour être annexé au présent décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 7.

Paris, le 16 Janvier 1904.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44539. — **DÉCRET** relatif à une Contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.

Du 16 Janvier 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu la loi du 9 avril 1898, relative aux chambres de commerce, et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Vu la loi du 13 juillet 1903, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent cinquante-deux mille neuf cent trente et un francs (152,931^{fr}), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0^{fr}05) par franc, pour couvrir les non-valeurs, sera répartie en 1904, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Abbeville.....	Somme.....	Chambre...	2,550 ^f	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Anancy.....	Haute-Savoie....	Idem.....	1,500	Patentés de tout le départe- ment.
Arras.....	Pas-de-Calais....	Idem.....	2,300	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	875	Patentés de la ville seule- ment.
Besançon.....	Doubs.....	Chambre...	6,099	Patentés de tout le départe- ment.
Béthune.....	Pas-de-Calais....	Idem.....	1,443	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Brest.....	Finistère.....	Idem.....	5,010	Idem.
Charleville....	Ardennes.....	Idem.....	2,750	Idem.
Digne.....	Basses-Alpes....	Idem.....	500	Patentés de tout le départe- ment.
Dijon.....	Côte-d'Or.....	Idem.....	18,419	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Grenoble.....	Isère.....	Idem.....	18,765	Idem.
Guéret.....	Creuse.....	Idem.....	3,500	Patentés de tout le départe- ment.
Laval.....	Mayenne.....	Idem.....	2,000	Idem.
Lille.....	Nord.....	Idem.....	31,050	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	3,700	Patentés de la ville seule- ment.
Prigueux.....	Dordogne.....	Chambre...	3,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Perpignan.....	Pyrénées-Orient..	Idem.....	4,900	Patentés de tout le départe- ment.
Saint-Omer....	Pas-de-Calais....	Idem.....	2,867	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Saint-Quentin..	Aisne.....	Idem.....	14,200	Patentés de tout le départe- ment.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	2,600	Patentés de la ville seule- ment.
Sedan.....	Ardennes.....	Chambre...	2,953	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Troyes.....	Aube.....	Idem.....	13,950	Patentés de tout le départe- ment.
Valenciennes..	Nord.....	Idem.....	8,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
TOTAL...			152,931	

Vu pour être annexé au présent décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 6.

Paris, le 16 Janvier 1904.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes

Signé : G. TROUILLOT.

44540. — **DÉCRET** relatif à une Contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.

Du 24 Janvier 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898, relative aux chambres de commerce, et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Vu la loi du 13 juillet 1903, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1904,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de deux cent trente et un mille cinq cent quatre-vingt-huit francs (231,588^{fr}), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0^{fr}05) par franc pour couvrir les non-valeurs, sera répartie en 1904, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 24 Janvier 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROILLAT.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et Bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Albi.....	Tarn.....	Chambre...	1,200 ^f	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Amiens.....	Somme.....	Idem.....	9,400	Idem.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	1,750	Patentés de la ville seule- ment.
Angoulême.....	Charente.....	Chambre...	4,780	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Auch.....	Gers.....	Idem.....	4,000	Patentés de tout le départe- ment.
Arras.....	Tenue.....	Idem.....	2,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Caen.....	Calvados.....	Idem.....	7,200	Idem.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	548	Patentés de la ville seule- ment.
Cette.....	Hérault.....	Chambre...	11,400	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Châlons-s.-Marne	Marne.....	Idem.....	1,600	Idem.
Chartres.....	Eure-et-Loir.....	Idem.....	4,613	Patentés de tout le départe- ment.
Epinal.....	Vosges.....	Idem.....	10,481	Idem.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	950	Patentés de la ville seule- ment.
Evreux.....	Eure.....	Chambre...	2,500	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Foix.....	Ariège.....	Idem.....	1,823	Patentés de tout le départe- ment.
Gap.....	Hautes-Alpes.....	Idem.....	2,200	Idem.
Granville.....	Manche.....	Idem.....	2,200	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Gray.....	Haute-Saône.....	Idem.....	4,818	Patentés de tout le départe- ment.
Lyon.....	Rhône.....	Idem.....	99,480	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Maun.....	Idem.....	Bourse.....	10,395	Patentés de la ville seule- ment.
Peronne.....	Somme.....	Chambre...	3,500	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Reims.....	Marne.....	Idem.....	12,050	Idem.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	4,680	Patentés de la ville seule- ment.
Idem.....	Idem.....	Singrants.....	9,637	Patentés de tout le départe- ment.
Roubaix.....	Nord.....	Chambre...	13,400	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	4,200	Patentés de la ville seule- ment.
Sens.....	Yonne.....	Chambre...	800	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		TOTAL....	231,588	

à pour être annexé au présent décret en date de ce jour.

Paris, le 24 Janvier 1904.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44541. — *DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.*

Du 27 Janvier 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898, relative aux chambres de commerce, et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Vu la loi du 13 juillet 1903, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent cinquante-sept mille cinq cent cinquante-trois francs (157,553^f) nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0^e05) par franc pour couvrir les non-valeurs, sera répartie en 1904, conformément audit tableau, sur les patentes désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROTVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Avesnes.....	Nord.....	Chambre...	3,600 ^f	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Bar-le-Duc.....	Meuse.....	Idem.....	2,021	Patentés de tout le départe- ment.
Boibec.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	5,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Carcassonne.....	Aude.....	Idem.....	7,100	Idem.
Chambéry.....	Savoie.....	Idem.....	1,700	Patentés de tout le départe- ment.
Cognac.....	Charente.....	Idem.....	2,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Honfleur.....	Calvados.....	Idem.....	7,500	Idem.
Limoges.....	Haute-Vienne....	Idem.....	13,200	Patentés de tout le départe- ment.
Montauban.....	Tarn-et-Garonne..	Idem.....	3,000	Idem.
Nantes.....	Loire-Inférieure..	Idem.....	36,700	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	4,000	Patentés de la ville seule- ment.
Nevers.....	Nièvre.....	Chambre...	3,000	Patentés de tout le départe- ment.
Niort.....	Deux-Sèvres.....	Idem.....	2,900	Idem.
Orléans.....	Loiret.....	Idem.....	10,000	Idem.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	2,700	Patentés de la ville seule- ment.
Quimper.....	Finistère.....	Chambre...	1,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Rochefort.....	Charente-Infér ^{re} ..	Idem.....	7,000	Idem.
Saint-Brieuc.....	Côtes-du-Nord...	Idem.....	9,800	Patentés de tout le départe- ment.
Toulon.....	Var.....	Idem.....	7,100	Idem.
Tourcoing.....	Nord.....	Idem.....	9,530	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	1,315	Patentés de la ville seule- ment.
Tours.....	Indre-et-Loire...	Chambre...	13,500	Patentés de tout le départe- ment.
Vienne.....	Isère.....	Idem.....	3,887	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		TOTAL...	157,553	

Vu pour être annexé au présent décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 24.

Paris, le 27 Janvier 1904.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 41542. — DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses des diverses Chambres et Bourses de commerce.

Du 11 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898, relative aux chambres de commerce et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Vu la loi du 13 juillet 1903, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent quatre-vingt-dix mille sept cent quatre-vingt-douze francs (190,792^{fr}) nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0^{co}06) par franc, pour couvrir les non-valeurs, sera répartie en 1904, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourgs.	SOMMES à imposer.	PATENTES IMPOSABLES.
Ambert.....	Puy-de-Dôme....	Chambre...	205	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Aurillac.....	Cantal.....	Idem.....	2,920	Patentes de tout le départe- ment.
Béziers.....	Hérault.....	Idem.....	5,050	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Boulogne.....	Pas-de-Calais....	Idem.....	2,550	Idem.
Bourg.....	Ain.....	Idem.....	3,560	Patentes de tout le départe- ment.
Bourges.....	Cher.....	Idem.....	6,180	Idem.
Cahors.....	Lot.....	Idem.....	3,000	Idem.
Calais.....	Pas-de-Calais....	Idem.....	9,000	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Cambrai.....	Nord.....	Idem.....	12,000	Idem.
Cherbourg.....	Manche.....	Idem.....	4,500	Idem.
Cholet.....	Maine-et-Loire....	Idem.....	962	Idem.
Dieppe.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	11,280	Idem.
Idem.....	Idem.....	Idem.....	350	Patentes de la ville seule- ment.
La Roche-a.-Yon.	Vendée.....	Chambre....	6,084	Patentes de tout le départe- ment.
Montluçon.....	Allier.....	Idem.....	4,700	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Pont-Audemer...	Eure.....	Idem.....	1,800	Idem.
Roanne.....	Loire.....	Idem.....	10,890	Idem.
Rouen.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	63,491	Idem.
Idem.....	Idem.....	Bourse....	7,000	Patentes de la ville seule- ment.
Saint-Denis.....	Seine-Marne.....	Chambre....	4,300	Patentes de tout le départe- ment.
Saint-Etienne...	Loire.....	Idem.....	25,000	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Villefranche.....	Rhône.....	Idem.....	4,800	Idem.
TOTAL.....			790,792	

Ve pour être annexé au présent décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 36.

Paris, le 11 Février 1904.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44543. — DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.

Du 12 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898, relative aux chambres de commerce, et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Vu la loi du 13 juillet 1903, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de deux cent trente-quatre mille sept cent quarante-huit francs (234,748^f), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0^e05) par franc, pour couvrir les non-valeurs, sera répartie en 1904, conformément audit tableau, sur les patentes désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Avignon.....	Vaucluse.....	Chambre...	7,500 ¹	Patentés de tout le département.
Blois.....	Loir-et-Cher.....	Idem.....	6,000	Idem.
Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme....	Idem.....	2,500	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Idem.....	Idem.....	Bourse....	400	Patentés de la ville seule- ment.
Corbeil.....	Seine-et-Oise....	Chambre...	4,100	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Douai.....	Nord.....	Idem.....	5,000	Idem.
Dunkerque.....	Idem.....	Idem.....	30,110	Idem.
Idem.....	Idem.....	Bourse....	1,767	Patentés de la ville seule- ment.
Elbeuf.....	Seine-Inférieure..	Chambre...	7,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Fiers.....	Orne.....	Idem.....	2,200	Idem.
Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	34,500	Idem.
Idem.....	Idem.....	Bourse....	81,614	Patentés de la ville seule- ment.
Mâcon.....	Saône-et-Loire....	Chambre...	6,500	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Meaux.....	Seine-et-Marne..	Idem.....	2,000	Idem.
Mende.....	Lozère.....	Idem.....	600	Patentés de tout le départe- ment.
La Rochelle....	Charente-Inférieu ^{re}	Idem.....	14,437	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Idem.....	Idem.....	Bourse....	560	Patentés de la ville seule- ment.
Saint-Nazaire...	Loire-Inférieure..	Chambre...	1,500	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Saumur.....	Maine-et-Loire...	Idem.....	3,410	Idem.
Tarare.....	Rhône.....	Idem.....	4,460	Idem.
Tarbes.....	Hautes-Pyrénées..	Idem.....	3,600	Patentés de tout le départe- ment.
Thiers.....	Puy-de-Dôme....	Idem.....	400	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Toulouse.....	Haute-Garonne...	Idem.....	10,600	Patentés de tout le départe- ment.
Idem.....	Idem.....	Bourse....	2,100	Patentés de la ville seule- ment.
Le Tréport.....	Seine-Inférieure..	Chambre...	2,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		TOTAL...	234,748	

Vu pour être annexé au présent décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 35.

Paris, le 12 Février 1904.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

44544. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour subventions à diverses Institutions agricoles.

Du 5 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 5 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les quatre déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de vingt mille francs pour l'entretien de l'École pratique d'agriculture d'Écully (Rhône);

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de vingt mille francs (20,000^{fr}) applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre VIII : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Rhône.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'Agriculture,

Signé : LÉON MOUGNOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44545. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances un Crédit additionnel en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1901 et 1902.*

Du 8 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les états de créances liquidées à la charge du département des finances, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1901 et 1902;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de ces articles, les créances comprises dans les états ci-dessus visés peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces exercices;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1901 et 1902, un crédit additionnel de neuf cent trente francs cinquante-huit centimes (930^f58).

2. Un état nominatif des créances comprises dans le tableau y annexé sera adressé, en double expédition, à la direction générale de la comptabilité publique, conformément à l'article 119 du décret du 31 mai 1862.

3. Le ministre des finances est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos, au budget de l'exercice courant en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

4. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 8 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

*ÉTAT des crédits additionnels ouverts en augmentation des restes à payer
portés dans les comptes définitifs des exercices.*

NOM- BRES.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS			OBSERVATIONS.
			par article.	par chapitre.	par exercice.	
1901.	CHAP. LXXX (art. 5).	Fourniture de coke : Compagnie parisienne du gaz.	440 ^f 00 ^c	440 ^f 00 ^c		Retard dans la production du gaz.
	CHAP. LXXXVIII (art. 1 ^{er}).	Achat et transport d'échantillons : Le Receveur principal de la Seine à Paris.	14 30	17 30		Fausse imputation de la dépense.
	CHAP. LXXXVIII (art. 3).	Frais d'escorte d'un convoi de poudres : Le Receveur principal de la Seine à Paris.	3 00			Cette dépense avait été portée tort en recette.
	CHAP. XCV (art. 1 ^{er}).	Arrérages de complément de pension : M ^{me} Arguet, femme Renard, ancienne ouvrière de la manufacture de Lyon (les héritiers).	17 20	17 20		Les héritiers n'ont fait valoir leurs droits que récemment.
		TOTAL de l'exercice 1901.....	.....	474 50	474 ^f 50 ^c	
1902.	CHAP. LXXIX art. 3).	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre.	192 ^f 48 ^c	192 ^f 48 ^c		Fixation tardive des remises par suite d'un changement de circonscription territoriale.
	CHAP. LXXXIII (art. 5).	Contributions des domaines de l'Etat : Le Receveur de l'enregistrement de Lens (Pas-de-Calais).	56 39	88 89		Retard dans la mise de l'avertissement.
	CHAP. LXXXIII (art. 4).	Rémunération aux percepteurs pour déclarations de locations verbales : Le Trésorier payeur général à Marseille (Bouches-du-Rhône).	32 50			Retard dans la transmission du décompte des remises revenant au percepteur d'Orgon.

NOS. CHAP.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS			OBSERVATIONS.
			par article.	par chapitre.	par exercice.	
	CHAP. LXXXIX (art. 1 ^{er}).					
	Matériel des contribu- tions indi- rectes.	Achats et transports d'échantillons : Le Receveur prin- cipal à Cherbourg (Manche). Le Receveur prin- cipal à Montpellier (Hérault).	0 ^f 75 ^c 19 10	19 ^f 85		Les résultats de l'analyse n'ont été connus qu'après la clôture de l'exercice.
	CHAP. XCIII.					
	Achats de ta- bacs et d'al- lumes chimiques. Primes et transports.	Frais de transport de tabacs : Le Receveur prin- cipal à Rouen (Seine- Inférieure).	4 45	4 45		Frais primitive- ment constatés à tort dans la princi- palité de Dieppe.
	CHAP. XCIV bis.					
	Construction d'un entre- pôt des pou- dres et des tabacs à Al- ger.	Frais accessoires d'une acquisition de ter- rain : Le Receveur des domaines à Alger.	123 92	123 92		Mémoire remis tar- divement par l'a- voué.
	CHAP. XCVII (art. 1 ^{er}).					
	Pensions de re- traites des préposés et des ouvriers.	Arrérages de pensions : M ^{me} Demathion (Ma- rie), ancienne ou- vrière de la manufac- ture de Nantes (les héritiers).	26 49	26 49		Le service n'a été saisi d'une demande de paiement par la succession qu'à la fin de 1903.
		TOTAL de l'exercice 1903.....	.....	456 03	456 ^f 08 ^c	
		TOTAUX.....	.....	.....	930 58	

Monte le présent état à la somme de neuf cent trente francs cinquante-huit centimes.
Paris, le 8 mars 1904.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

N° 11546. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1904 un Crédit non employé
en 1903, applicable à la Remonte des Haras.

Du 9 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1904 ;

Vu les décrets des 22 février, 10 et 12 juin et 26 décembre 1903, rattachant au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1903, troisième partie, chapitre XXXIV : *Remonte des haras*, une somme d'un million trois cent soixante-dix mille huit cent soixante et onze francs soixante-quatre centimes, versée dans les caisses du Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, pour l'élevage des haras ;

Attendu que ces fonds n'ont pu être employés au titre de l'exercice 1903, que jusqu'à concurrence d'un million trois cent sept mille trois cent un francs cinquante deux centimes ;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1863 sur l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1904, troisième partie, chapitre XXXVI : *Remonte des haras*, une somme de soixante-trois mille cinq cent soixante-dix francs douze centimes (63,570^f 12), applicable à la remonte des haras et non employée sur les crédits ouverts à titre de fonds de concours au chapitre correspondant de l'exercice 1903.

2. Pareille somme de soixante-trois mille cinq cent soixante-dix francs douze centimes (63,570^f 12), est et demeure annulée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1903, troisième partie, chapitre XXXIV.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 9 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé, par intérim,
du Ministère de l'agriculture,

Signé : G. TROUILLLOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44547. — *DÉCRET* concédant des Logements à titre gratuit.

Du 14 Avril 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 26 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 56 de la loi de finances du 26 février 1901;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Décrète :

ART. 1^{er}. Un logement est concédé, à titre gratuit, pour nécessités de service, aux fonctionnaires, agents, sous-agents et concierges désignés dans le tableau ci-après :

DÉNOMINATION de l'immeuble.	NOMBRE de pièces composant le logement.	FONCTIONS ET TITRES des occupants.	MOTIFS de la concession.
Boulevard Brune, n° 77, à Paris.	6	Contremaitre de l'atelier de force motrice.	Surveillance du ser- vice d'incendie.
~~Idem.....~~	~~6~~	~~Inspecteur des ateliers de mécanique.~~	~~Besoin du service.~~
Idem.....	4	Chef surveillant du dépôt central.	Idem.
Idem.....	3	Concierge.....	Idem.
Boulevard Brune, n° 75, à Paris.	5	Idem.....	Idem.
Hôtel des Postes, rue Jean-Jacques-Rousseau, à Paris.	6	Agent comptable du maté- riel.	Idem.

2. Sont rapportées toutes les concessions faites antérieurement pour le même objet, en faveur des mêmes fonctionnaires, et notamment le décret du 26 juin 1903 relatif à la concession, boulevard Brune, n° 75, d'un logement à l'agent comptable du matériel.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44548. — DÉCRET qui concède un Logement, à titre gratuit, dans les bâtiments de l'État.

Du 20 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 29 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 25 février 1901, article 56,

ÉTAT d'un logement concédé gratuitement à un agent du département de l'instruction pu

DÉPARTEMENT.	COMMUNE.	ÉDIFICE.
Gard.....	Villeneuve-les-Avignon.....	Fort-Saint-André.....

N° 44549. — DÉCRET portant extension du service des Colis postaux aux relations avec la possession britannique du Somaliland (golfe d'Aden).

Du 2 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 8 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892, et 8 avril 1898, sur le service des colis postaux;

Vu les décrets des 27 juin 1892⁽¹⁾ et 26 décembre 1898⁽²⁾;

Vu la convention internationale du 15 juin 1897, concernant l'échange des colis postaux, et celles des 16 juin 1886 et 9 juillet 1895, conclues pour le même objet entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande;

Vu les notifications du bureau international de Berne;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1499, n° 25415. ... ⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2032, n° 35680.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Un logement est concédé à titre gratuit, pour nécessités de service, dans les dépendances du Fort-Saint-André, à Villeneuve-les-Avignon, à l'agent désigné dans l'état ci-annexé.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Avril 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : J. CHAUMIÉ.

des beaux-arts dans les bâtiments appartenant à l'État (Service des monuments historiques.)

PERSONNE de l'occupant.	NOMBRE de pièces.	DATE de la concession.	MOTIFS de la concession.
ordien.....	5	20 avril 1904...	Les besoins du service.

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies, et du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} juin 1904, les colis postaux n'excédant pas cinq kilogrammes (5^k), sans valeur déclarée ni remboursement, seront admis dans les échanges avec la possession britannique de Somaliland.

2. Ces colis seront soumis aux taxes d'affranchissement indiquées au tableau ci-annexé.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Mai 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : G. DOUMERGUE.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
Signé : G. TROUILLLOT.

Tableau indiquant les taxes d'affranchissement des colis postaux n'excédant pas 5 kilogr

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS.	TAXES D'AFFRANCHISSEMENT à parer cbr.	
	Acheminement par la voie des paquebots et d'Algérie	Acheminement par la voie des paquebots et d'Inde-Bret
France ⁽¹⁾	4 55	5 05
Corse et Algérie ⁽¹⁾	4 80	5 55
Bureaux français de :		
Turquie. { Beyrouth, Jaffa, Jérusalem.....	3 80	5 05
{ Autres bureaux.....	4 55	5 05
Zanzibar.....	"	4 05
Chine... { Shanghai.....	"	5 05
{ Autres bureaux.....	"	6 05
Agences maritimes françaises :		
Au Maroc et à Tripoli de Barbarie.....	5 55	6 05
Colonies françaises :		
Sénégal, Guinée.....	6 05	6 55
Martinique, Guadeloupe, Guyane, Côte-d'Ivoire, Dahomey et dépendances, Congo.....	7 05	7 55
Côte française des Somalis.....	"	3 55
Archipel des Comores (Mayotte, Grande-Comore, Anjouan), Madagascar et dépendances, la Réunion, Indo-Chine (Cochinchine, Cambodge, Laos, Annam et Tonkin).....	"	5 05
Inde française.....	"	4 05
Nouvelle-Calédonie et dépendances.....	"	6 05
Tahiti.....	"	8 05

⁽¹⁾ Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

N° 44550. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 140, dans la côte du Temple, à Gien (Loiret), entre les points 17²⁵⁵ et 18⁰⁶⁶, suivant la direction générale indiquée par des lignes rouges sur le plan général visé par l'ingénieur en chef, les 24 juin 1901 et 25 juillet 1902, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne route sera déclassée du jour où la nouvelle route aura été livrée à la circulation sur tout son parcours, et elle sera remise à la ville de Gien, pour recevoir l'affectation spécifiée dans la délibération du conseil municipal de Gien, en date du 24 février 1893.

2° Il est pris acte des engagements souscrits par le conseil municipal de Gien, dans sa délibération du 17 juin 1902.

leur déclarerai remboursement, à destination de la possession britannique de Somaliland.

DÉCOMPOSITION DE LA TAXE D'APPROPRIATION.

Part de la ville de Gien.	Apport en France.	Part française.	Transport maritime de France au pays d'origine en Égypte.	Transport maritime de France ou des pays d'origine à l'Inde britannique.	Parts égyptienne et au delà.	Parts indienne et au delà.	Total.
	"	0 ^f 50 ^c	1 ^f 00 ^c	"	3 ^f 05 ^c	"	4 ^f 55 ^c
	"	0 50	"	2 ^f 00 ^c	"	2 ^f 55 ^c	5 05
	0 ^f 25 ^c	"	1 00	"	3 05	"	4 80
	0 25	0 50	"	2 00	"	2 55	5 55
	"	"	0 25	"	3 05	"	3 80
	"	"	"	2 00	"	2 55	5 05
	"	"	1 00	"	3 05	"	4 55
	"	"	"	2 00	"	2 55	5 05
	"	"	"	1 00	"	2 55	4 05
	"	"	"	2 00	"	2 55	5 05
	"	"	"	2 00	"	2 55	6 05
0 50	0 50	0 50	1 00	"	3 05	"	5 55
0 50	0 50	0 50	"	2 00	"	2 55	6 05
0 50	2 00	0 50	1 00	"	3 05	"	6 05
0 50	1 00	0 50	"	2 00	"	2 55	5 55
0 50	2 00	0 50	1 00	"	3 05	"	7 05
0 50	2 00	0 50	"	2 00	"	2 55	7 55
0 50	"	"	"	0 50	"	2 55	3 55
0 50	"	"	"	2 00	"	2 55	5 05
0 50	"	"	"	1 00	"	2 55	4 05
0 50	"	"	"	3 00	"	2 55	6 05
0 50	"	"	"	5 00 ⁽²⁾	"	2 55	8 05

⁽¹⁾ Payable au port de Tahiti à l'arrivée par France; payable par le port de l'Inde, 5 francs.

3° La dépense à la charge de l'État, fixée à la somme forfaitaire de quarante-deux mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les rectifications des routes nationales.

4° La ville de Gien est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

5° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (Paris, 17 Novembre 1903.)

N° 44551. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour le doublement des voies de la ligne de Paris à Brest, entre Versailles-Chantiers et Versailles-Matelots (Seine-et-Oise), conformément aux indications du plan général dressé le 14 janvier 1902 par l'ingénieur de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution des travaux, le syndicat des chemins de fer de ceinture est substitué aux droits comme aux obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841.

3° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit ne sont pas terminées dans un délai de trois ans, à dater de la promulgation du présent décret. (*Paris, 27 Décembre 1903.*)



Certifié conforme :

Paris, le 5^e Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2538.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44552. — *Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un Chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, d'Aulnoye à Pont-sur-Sambre.*

Du 9 Mars 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 17 mars 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie normale, d'Aulnoye à Pont-sur-Sambre.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'établissement de ladite ligne ne sont pas accomplies dans un délai de cinq ans à partir de la promulgation de la présente loi.

Ce délai pourra, en cas d'insuffisance reconnue, être prorogé par décret.

3. Le département du Nord est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 3 juin 1903, entre le préfet du département du Nord, d'une part, et MM. *Dequêker*, d'autre part, ainsi que de la série de prix et du cahier des charges annexés à cette convention.

XII^e Série.

5

Une copie certifiée conforme de ces convention, série de prix et cahier des charges, restera annexée à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum du capital de premier établissement du chemin de fer désigné à l'article 1^{er} ci-dessus est fixé à la somme de cent dix mille francs (110,000^f) par kilomètre, sans que la longueur à laquelle ce maximum s'applique puisse excéder cinq kilomètres six cents mètres (5^k 600), et y compris les frais de constitution du capital engagé dans la construction par les concessionnaires, lesquels ne seront admis en compte que jusqu'à concurrence d'un maximum de six pour cent (6 p. 100) dudit capital, mais non compris la valeur des terrains nécessaires à l'établissement du chemin de fer, évalués au maximum de vingt-deux mille cinq cents francs par kilomètre (22,500^f).

Le maximum ci-dessus du capital de premier établissement pourra, d'ailleurs, être augmenté des intérêts, pendant la période de construction, des capitaux engagés par le département.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor à partir de la mise en exploitation de la ligne entière et pendant une période qui, prenant fin au plus tard en même temps que l'amortissement de l'emprunt à contracter par le département, ne pourra, en aucun cas, excéder soixante-cinq ans, à dater de la présente loi, est fixé à la somme de deux mille cent cinquante francs (2,150^f) par kilomètre, soit, au plus, au total, à la somme de douze mille quarante francs (12,040^f) pour une longueur maxima de cinq kilomètres six cents mètres (5^k 600).

Le montant de la subvention annuelle du Trésor, qui, dans aucun cas, ne pourra excéder le montant cumulé des subventions départementales et communales, et le remboursement ultérieur de cette subvention seront réglés d'après les bases fixées à la convention précitée du 3 juin 1903, pour les frais d'exploitation, le capital de premier établissement et l'intérêt à servir à ce capital, étant entendu aussi que, dans tous les cas où le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'État viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOUX.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

CONVENTION.

L'an mil neuf cent trois, le trois juin,

Entre les soussignés :

M. Vincent, préfet du département du Nord, officier de la Légion d'honneur, agissant au nom et pour le compte du département du Nord, en vertu :

- 1° De la loi du 10 août 1871;
- 2° De la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local;
- 3° Des décrets des 6 août 1881 et 13 février 1900, portant règlement d'administration publique et approuvant le cahier des charges-type;
- 4° Du décret du 20 mars 1881, portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 16 et 39 de la loi du 16 juin 1880;
- 5° Des délibérations du conseil général, en date des 25 août 1899, 24 août 1900, 27 août 1901 et de la commission départementale du 3 juin 1903 déléguée à ce effet,

D'une part;

Et MM. Achille Dequéker, entrepreneur de travaux publics, et Achille Dequéker fils ingénieur des arts et manufactures, demeurant tous deux rue de Dunkerque, n° 27 à Paris,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département du Nord concède à MM. Dequéker, qui acceptent, la construction et l'exploitation du chemin de fer d'intérêt local à voie normale de un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44) de largeur, d'Aulnoye à Pont-sur-Sambre, conformément à l'avant-projet qui a servi de base à l'enquête d'utilité publique et aux projets définitifs à approuver ultérieurement.

Cette concession est faite aux conditions suivantes :

2. Les concessionnaires exécuteront et exploiteront ledit chemin de fer en se conformant aux charges, clauses et conditions du bordereau des prix et du cahier des charges ci-annexés.

Ce cahier des charges est conforme au cahier des charges-type annexé au décret du 6 août 1881, rectifié et complété suivant les indications du décret du 13 février 1900, sans les modifications apportées aux articles 41 et 61 et l'adjonction des articles 8 bis, 8 ter, 8 quater, 29 bis et 29 ter.

3. La construction de la ligne sera faite entièrement par les concessionnaires; elle comprendra la totalité des dépenses, études, travaux, matériel roulant et fourniture d'objets immobiliers et mobiliers nécessaires au complet établissement et à l'exploitation de la ligne ainsi que les travaux d'aménagement de la gare d'Aulnoye.

4. Le matériel roulant nécessaire à la mise en exploitation de la ligne concédée est fixé comme suit :

Locomotive, une (1),
Fourgons à bagages, un (1).
Voitures à voyageurs. — Nombre de places, cent dix (110), dont dix (10) de première et cent (100) de deuxième classe.
Wagons à marchandises. — Nombre de tonnes, cent (100).
Si, au cours de la concession, ce matériel venait à être reconnu insuffisant par le préfet pour satisfaire aux besoins de l'exploitation, il devrait être augmenté par les concessionnaires pour satisfaire, en tous cas, à l'article 48 du cahier des charges.

Les dépenses supplémentaires d'acquisition de matériel roulant seraient imputées au compte des travaux complémentaires jusqu'à concurrence du maximum indiqué ci-après.

Le matériel dont la valeur aura été portée au compte d'établissement ou au compte des travaux complémentaires devra être remis en bon état au département et sans indemnité à la fin de la concession.

5. Les dépenses faites par les concessionnaires pour l'exécution complète de la ligne, dans les conditions de l'article 3, seront comptées d'après les quantités réellement faites ou livrées aux conditions et prix unitaires de la série de prix annexée à la présente convention.

On y ajoutera les frais de constitution de la société prévue à l'article 16 ci-après et du capital social qui ne seront portés en compte que jusqu'à concurrence d'un maximum fixé à six pour cent (6 p. o/o) du montant du capital-actions et des obligations que les concessionnaires seraient autorisés à émettre.

En tout cas et quoi qu'il arrive, le montant du capital de premier établissement ainsi déterminé ne pourra dépasser cent dix mille francs (110,000^f) par kilomètre, non compris la valeur de tous les terrains nécessaires au chemin de fer et à ses dépendances qui sont données à titre de subvention par la commune de Pont-sur-Sambre et qui sont évalués, pour le calcul de la subvention de l'État, à vingt-deux mille cinq cents francs (22,500^f) par kilomètre.

S'il y a dépassement, le surplus est laissé à la charge des concessionnaires et n'entre pas en ligne de compte dans le règlement des subventions.

Si le chiffre maximum n'est pas atteint, les dépenses d'établissement seraient augmentées, à titre de prime d'économie, de la moitié de la différence entre le maximum et le montant des dépenses justifiées conformément aux paragraphes précédents.

6. Pendant l'exécution des travaux et dès que les concessionnaires auront justifié avoir dépensé une somme représentant vingt-sept mille cinq cents francs (27,500^f) par kilomètre de ligne concédée, il leur sera payé chaque mois par le département des acomptes représentant l'excédent des dépenses faites sur ladite somme, sous déduction d'une garantie de cinq pour cent (5 p. o/o) dudit excédent, cette retenue étant limitée à deux mille francs (2,000^f) par kilomètre, les dépenses étant constatées sur des états dressés conformément aux stipulations de l'article 5 et approuvés par le préfet.

Le montant de ces acomptes, retenue de garantie comprise, ne pourra dépasser quatre-vingt-deux mille cinq cents francs (82,500^f) par kilomètre.

7. Lorsque la ligne aura été l'objet d'une réception définitive faite par des ingénieurs et approuvée par le préfet, le département payera, en outre, aux concessionnaires, dans un délai de deux mois, la prime d'économie prévue à l'article 5 et la retenue de garantie stipulée à l'article 6.

Si la dépense est égale ou supérieure à cent dix mille francs (110,000^f), il sera versé aux concessionnaires, dans un délai de six mois après la production du compte de premier établissement prévu à l'article 2 du décret du 20 mars 1882, le complément des sommes qui pourraient rester dues pour parfaire la subvention kilométrique de quatre-vingt-deux mille cinq cents francs (82,500^f), y compris la retenue de garantie.

Les intérêts de ces sommes à quatre pour cent (4 p. o/o) au profit des concessionnaires courront à l'expiration du délai de six mois.

La part contributive des concessionnaires sera fournie au moyen du capital-actions de la société qu'ils devront constituer conformément à l'article 16 de la présente convention et des obligations que cette société sera autorisée à émettre d'après les dispositions de la loi du 11 juin 1880.

8. La longueur de la ligne sera terminée par un chaînage continu ayant pour extrémités l'axe des bâtiments des voyageurs de la station d'Aulnoye et l'axe transversal du quai d'arrivée à Pont-sur-Sambre.

Toutefois, la longueur admise en compte ne pourra dépasser cinq kilomètres six cents mètres (5^k600).

9. En cas de retard sur les délais prévus par les articles 2 et 3 du cahier des charges ci-annexé pour la livraison à l'exploitation, les concessionnaires payeront au département une amende de cinquante francs (50^f) par jour de retard et ce sans préjudice des autres pénalités prévues par les articles 37 et 38 du cahier des charges.

Cette pénalité ne sera applicable qu'au cas où il sera démontré que le retard provient du fait des concessionnaires.

Ils recevront du département une prime spéciale de vingt-cinq francs (25^f) par jour d'avance sur le délai imparti pour l'achèvement des travaux.

Les sommes qui pourront ainsi être payées, à titre de prime, seront comprises dans le maximum de cent dix mille francs (110,000^f) par kilomètre fixé par l'article 5 pour les frais de premier établissement.

10. Postérieurement à la production du compte de premier établissement, il pourra être ouvert un compte de travaux complémentaires pour les dépenses telles que création de gares nouvelles, agrandissement de gares, pose de seconde voie ou voies de garage et acquisition de matériel roulant; ces dépenses seront faites par les concessionnaires en vertu d'une décision du conseil général.

Elles ne pourront élever le compte de premier établissement augmenté, s'il y a lieu, de la prime d'économie de plus de quatre mille francs (4,000^f) par kilomètre.

Ce compte sera clos définitivement quatre ans après la mise en exploitation de la ligne.

Le département payera chaque année aux concessionnaires l'intérêt à quatre quarante pour cent (4.40 p. 0/0) du montant de ce compte tant que la recette brute kilométrique n'aura pas atteint quatre mille cinq cents francs (4,500^f) et au plus pendant une période de vingt années à partir de la mise en exploitation.

En cas de déchéance, aucun remboursement ne sera dû aux concessionnaires et les annuités spéciales au compte complémentaire cesseront immédiatement d'être payées.

11. A partir du 1^{er} janvier de la huitième année qui suivra l'ouverture de la ligne à l'exploitation, les concessionnaires seront tenus de prélever sur les dépenses d'exploitation une somme de deux cents francs (200^f) par kilomètre, pour constituer un fonds spécial de renouvellement jusqu'à concurrence de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre.

Toutefois, ce prélèvement ne sera fait que pendant les années où les recettes atteindront trois mille cinq cents francs (3,500^f) par kilomètre.

Ce fonds spécial, dont les concessionnaires percevront les revenus, sera constitué à leur choix, soit en titres de rentes sur l'État français, soit en obligations des six grandes compagnies de chemins de fer français, et sera déposé à la Banque de France.

Il devra être, au besoin, rétabli chaque année. Les concessionnaires n'y pourront toucher que d'accord avec le préfet et exclusivement pour les travaux de grosses réparations.

A l'expiration de la concession, ou en cas soit de déchéance, soit de l'interruption de l'exploitation, le département retiendra ou prélèvera s'il y a lieu sur ce fonds spécial les sommes nécessaires pour remettre toute la ligne, y compris le matériel roulant, en bon état d'entretien.

Le surplus sera remis aux concessionnaires.

12. L'exploitation sera faite aux frais, risques et périls, des concessionnaires quelles que soient les recettes.

Les frais kilométriques d'entretien et d'exploitation seront calculés d'après leur montant réel et sans que ce montant puisse excéder un maximum déterminé par la

formule $F = 2,000 + \frac{R}{2}$ dans laquelle R représente la recette brute, impôts déduits, étant entendu que les dépenses de location de la gare commune seront portées au compte d'exploitation au même titre que les redevances que le chemin de fer d'intérêt local aura payées pour usage commun du matériel roulant ou autres résultant d'obligations réciproques à l'égard des autres compagnies.

Cette formule s'applique à un service comportant au minimum par jour et dans chaque sens trois trains tant que la recette brute par kilomètre et par an ne dépassera pas six mille francs (6,000^f); quatre trains pour des recettes brutes kilométriques annuelles comprises entre six mille francs (6,000^f) et sept mille cinq cents francs (7,500^f) et ainsi de suite à raison d'un train en sus pour chaque augmentation de recette de mille cinq cents francs (1,500^f) par kilomètre et par an.

Si les dépenses réelles d'entretien et d'exploitation sont inférieures au maximum

donné par la formule, elles seront majorées d'une prime égale aux deux tiers de l'économie réalisée.

Le conseil général pourra, les concessionnaires entendus, exiger l'établissement d'un nombre de trains supérieur d'une unité au nombre de trains stipulé par le précédent itinéraire; en ce cas, il sera payé aux concessionnaires une indemnité de soixante-dix centimes (0^e 70) par kilomètre parcouru par le train supplémentaire.

Cette subvention cessera d'être payée si, pendant l'exercice précédent avec le train supplémentaire, la recette rentre dans les conditions du paragraphe 3 du présent article. Toutefois, cette recette de soixante dix centimes (0^e 70) à provenir des trains supplémentaires exigés par le conseil général n'entrera pas en compte pour l'application de la formule $2,000 + \frac{R}{3}$.

13. Le département affectera annuellement une somme maxima de mille deux cent cinquante francs (1,250^e) par kilomètre au service de l'intérêt et de l'amortissement de l'emprunt contracté pour effectuer les paiements et solder les intérêts prévus aux articles 6 et 7.

A cette somme s'ajouteront les subventions annuelles de l'État que le département percevra directement.

Quand ces sommes seront inférieures au montant de l'annuité due par le département pour le service de son emprunt, les concessionnaires verseront la différence dans la caisse du département.

De même quand ces sommes excéderont ladite annuité, le département versera la différence entre les mains des concessionnaires.

La subvention départementale ne pourra d'ailleurs dépasser l'insuffisance calculée conformément aux prescriptions de l'article 13 de la loi du 11 juin 1880, étant entendu que l'intérêt du capital de premier établissement sera fixé au taux de quatre quarante pour cent (4.40 p. 0/0).

14. Le remboursement des sommes versées aux concessionnaires par l'État, le département et les communes se fera dans les conditions énoncées par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880, mais sous les réserves suivantes :

La partie du capital de premier établissement fournie par les concessionnaires (maximum kilométrique entrant en compte, vingt-sept mille cinq cents francs (27,500^e), y compris, s'il y a lieu, le capital pour travaux complémentaires prévus à l'article 10 (maximum kilométrique, quatre mille francs (4,000^e), aura droit au prélèvement légal de six pour cent (6 p. 0/0); la participation départementale dans les frais d'établissement aura droit à un prélèvement de quatre quarante pour cent (4.40 p. 0/0).

15. Les matériaux de construction de la ligne seront de provenance française; le personnel de l'exploitation sera de nationalité française sauf les dispenses à accorder par le préfet dans certains cas particuliers.

16. MM. Dequaker s'engagent à constituer dans le délai d'un an à partir de la déclaration d'utilité publique une société anonyme qui se substituera à eux et deviendra solidairement responsable avec eux vis-à-vis du département de tous les engagements qu'ils auraient contractés envers ce dernier.

Cette société devra être agréée par le conseil général du département et la substitution devra être approuvée par un décret délibéré en conseil d'État conformément à l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

Fait à Lille, en l'hôtel de la préfecture, le 3 juin 1903.

Lu et approuvé :
Signé : A. Dequaker.

Lu et approuvé :
Signé : A. Dequaker fils.

Lu et approuvé :
Signé : L. Vincent.

DÉPARTEMENT DU NORD.

CHEMIN DE FER D'INTÉRÊT LOCAL À VOIE ÉTROITE DE 1 MÈTRE 46
D'AULNOYE À PONT-SUR-SAMBRE.

Série des prix annexée à la convention.

NUMÉROS.	DÉSIGNATION DES ARTICLES.	SOMMES.
I. — Études, frais généraux et surveillance.		
1	Études d'avant-projet et de projets définitifs par kilomètre de ligne.....	2,700 ^f 00
2	Frais généraux et surveillance des travaux par kilomètre de ligne.....	4,000 00
II. — Terrains.		
(Tous les terrains nécessaires à l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances seront fournis gratuitement par la commune de Pont-sur-Sambre.)		
3	Bornage de la ligne (le kilomètre de ligne).....	250 00
III. — Terrassements.		
4	Déblais de toute nature, y compris transport à toute distance, décharge et rigalage, le mètre cube en œuvre.....	1 70
5	Dressement de la plate-forme et des talus de la ligne, des déviations et des chemins latéraux, le kilomètre de ligne.....	500 00
6	Travaux accotements, perrés, gazonnements, assainissement de la plate-forme et des talus, etc., le kilomètre de ligne.....	750 00
IV. — Ouvrages d'art (mesurés suivant la longueur du radier ou des murs) et passages à niveau.		
7	Bus en ciment de 15 à 20 centimètres de diamètre intérieur, le mètre linéaire, compris fondations.....	8 00
8	Bus en ciment de 30 centimètres de diamètre intérieur, le mètre linéaire, compris fondations.....	15 00
9	Bus en ciment de 40 centimètres de diamètre intérieur, le mètre linéaire, compris fondations.....	25 00
10	Bus en ciment de 60 centimètres de diamètre intérieur, le mètre linéaire, compris fondations.....	35 00
11	Aqueduc dallé ou voûté de 50 centimètres d'ouverture, le mètre linéaire, compris fondations.....	65 00
12	Aqueduc dallé ou voûté de 60 centimètres d'ouverture, le mètre linéaire, compris fondations.....	80 00
13	Aqueduc dallé ou voûté de 70 à 80 centimètres d'ouverture, le mètre linéaire, compris fondations.....	110 00
14	Aqueduc dallé ou voûté de 1 mètre d'ouverture, le mètre linéaire, compris fondations.....	150 00
15	Aqueduc dallé ou voûté de 1 m 50 d'ouverture, le mètre linéaire, compris fondations.....	200 00
16	Pont de 18 mètres sur la Sambre.....	50,000 00
17	Bordures de trottoirs en pavés de 16x18, le mètre linéaire.....	3 00
18	Bordures de trottoirs en terre gazonnée, le mètre linéaire.....	0 60
19	Fondations d'empiérement à l'aide d'une couche de gris laitier de 20 centimètres d'épaisseur, compris rapproche et rangement soigné à la main en forme de bécasse, le mètre superficiel.....	1 40

NUMÉROS.	DÉSIGNATION DES ARTICLES.	SOMMES.
20	Empierrement de 10 centimètres d'épaisseur, compris forme et emploi de matériaux en pierres cassées du pays, le mètre superficiel.....	2 ⁰⁰ 00
21	Empierrement de 15 centimètres d'épaisseur, compris forme et emploi de matériaux en pierres cassées du pays, le mètre superficiel.....	3 00
22	Pierre cassée pour entretien des chemins livrés à la circulation, y compris l'emploi, le mètre cube.....	16 00
23	Pavage en pavés de 16 centimètres de hauteur sur fondations de sable de 20 centimètres d'épaisseur, le mètre superficiel, compris toutes fournitures et main-d'œuvre.....	9 50
24	Pavage en pavés de remploi, y compris démontage, épinçage, repose et fourniture de sable, le mètre superficiel.....	3 00
25	Clôture en treillage, latte et fil de fer, le mètre linéaire.....	1 75
26	Clôture avec lisses et lattes dressées pour les abords des stations, y compris peinture à deux couches, le mètre linéaire.....	3 75
27	Poteaux aux passages à niveau, la pièce.....	5 00
V. — Voie, balastage et matériel fixe.		
28	Voie en rails Vignole acier de 30 kilogrammes le mètre linéaire, posés sur traverses en chêne ou en sapin injecté, espacées de 85 centimètres d'axe en axe, y compris éclisses, boulons, tirefonds, fourniture et mise en place du ballast, pose de voie, consolidation et entretien jusqu'à l'ouverture de la ligne, par mètre linéaire de voie posée.....	42 20
29	Contre-rails pour passages à niveau pavés, compris cales, tirefonds spéciaux, courbure des extrémités et pose, le mètre courant de contre-rails.....	10 85
30	Contre-rails pour passages à niveau non pavés, le mètre courant de contre-rails.....	9 60
31	Changement de voie avec croisement, mis en place, par appareil en plus-value des voies.....	1,460 00
32	Cales Barberot en chêne ou hêtre créosoté, compris perçage, fourniture de tirefonds, attache et entaillage de la traverse, l'une..	1 10
33	Pont à bascule de 30 tonnes mis en place.....	5,000 00
34	Pont à bascule de 50 tonnes mis en place.....	5,300 00
35	Pont tournant pour locomotives.....	6,300 00
36	Plaque tournante pour wagons.....	3,450 00
37	Grue roulante de 10 à 15 tonnes.....	7,800 00
38	Alimentation d'eau.....	9,200 00
39	Heurtoir en fer ou en bois, tout compris, mis en place.....	150 00
40	Gabarit de chargement, mis en place.....	250 00
41	Taquet d'arrêt, mis en place.....	100 00
42	Portillon de sortie des voyageurs, mis en place.....	20 00
43	Lanternes appliquées pour P. N. compris poteau support, l'une....	30 00
44	Poteaux indicateurs d'arrêt pour fourniture, pose, peinture et inscriptions, l'un.....	25 00
VI. — Stations et accessoires.		
45	BÂtiment des voyageurs à étage, avec logement du chef de station, le mètre superficiel, mesuré au niveau du seuil, compris les fondations.....	160 00
46	Halle aux marchandises et remise des machines, le mètre superficiel, mesuré au niveau du seuil, compris fondations.....	60 00
47	Abri et remise pour le matériel, cabinets et lampisterie, le mètre superficiel, tout compris.....	50 00
48	Quai découvert pour marchandises, le mètre superficiel.....	10 00
49	Quai à voyageurs empierré, le mètre superficiel, tout compris....	2 00
50	Citerne d'au moins 8 mètres cubes de vide, tout compris, l'une....	500 00
51	Puits, compris maçonnerie, rouet, épaissements, par mètre de profondeur mesuré du dessus de la margelle au fond du puits..	60 00
52	Appareil de puisage, treuil, chaîne, seau, l'un, tout compris....	60 00
53	Fosse à piquer le feu, tout compris, sauf la voie.....	750 00

NUMÉROS.	DÉSIGNATION DES ARTICLES.	SOMMES.
VII. — Mobilier, petit matériel, outillage, téléphone, etc.		
51	Mobilier et petit matériel des stations par station complète comprenant le service des voyageurs, des bagages et des marchandises.....	2,340 ^f 00 ^c
55	Petit matériel pour gare commune.....	500 00
56	Outillage pour réparations dans les ateliers, comprenant notamment établi, étaux, forges, enclume, machine à percer, etc....	6,300 00
57	Outillage des chefs de train, par kilomètre de ligne.....	50 00
58	Outillage pour les équipes de la voie, le kilomètre.....	150 00
59	Fourniture et installation de ligne téléphonique, le kilomètre de longueur.....	320 00
60	Installation d'un poste téléphonique.....	325 00
61	Poteaux kilométriques, poteaux de pentes et rampes et piquets hectométriques, le kilomètre de ligne.....	40 00
VIII. — Matériel roulant.		
62	Locomotive de 28 tonnes usagée.....	45,000 00
63	Voitures à voyageurs 1 ^{re} et 2 ^e classes usagées.....	6,000 00
64	Voitures à voyageurs 2 ^e classe usagées.....	5,000 00
65	Fourgon à bagages usagé.....	4,500 00
66	Wagon couvert à portes roulantes, frein à main, usagé.....	4,300 00
67	Wagon-tombereau, frein à main, usagé.....	3,200 00
68	Wagon plate-forme, frein à main, usagé.....	3,100 00
69	Wagon plat à traverses mobiles, frein à main, usagé.....	2,500 00
70	Application du frein à vide par véhicule.....	400 00

Fait double, à Lille, le 3 juin 1903.

Lu et approuvé :
Signé : A. DEQUÉKER.

Lu et approuvé :
Signé : L. VINCENT.

Lu et approuvé :
Signé : A DEQUÉKER fils.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de la gare d'Aulnoye (Compagnie du chemin de fer du Nord), passera par ou près Bachant et aboutira à Pont-sur-Sambre. Sur quelques parties du tracé le chemin de fer empruntera les voies publiques de la commune de Bachant suivantes, savoir : chemins vicinaux ordinaires n° 2 et 7.

Délai d'exécution.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai de un an à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation dans un délai de trois ans à compter de la date de ladite loi.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général, et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet, dans les six mois au plus tard de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, les concessionnaires auront la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'ils jugeraient utiles, mais, ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

Projets antérieurs.

4. Les concessionnaires pourront prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par les concessionnaires comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);

2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) pour les longueurs et d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites, et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers, à l'échelle de cinq millimètres (0^m 005) pour mètre, et le profil type de la voie, à l'échelle de deux centimètres (0^m 02) pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Les concessionnaires seront tenus d'exécuter à leurs frais une seconde voie, lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, ils pourront, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom du département, et par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie, entre les bords intérieurs des rails, devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44).

La largeur des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas trois mètres vingt centimètres (3^m 20), et celle du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas trois mètres vingt centimètres (3^m 20). La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20) pour les locomotives et de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20) pour les autres véhicules et leurs chargements.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres quinze centimètres (2^m 15).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de quatre-vingts centimètres (0^m 80).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins quarante centimètres (0^m 40) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquettes de largeur telle que l'arête de cette banquettes se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il devra être réservé entre les obstacles isolés se trouvant au-dessus du niveau des marchepieds latéraux le long des voies principales et les parties les plus saillantes du matériel roulant une distance d'au moins soixante centimètres (0^m 60).

Les concessionnaires établiront le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions des concessionnaires.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent cinquante mètres (150^m).

Une partie droite de soixante mètres (60^m) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire. Il sera dérogé à cette prescription aux abords du garage de Bachant et dans toute la traversée de ce village, où en raison de la vitesse réduite l'alignement droit pourra être supprimé.

Le maximum des déclivités est fixé à vingt-cinq millimètres (0^m 025) par mètre.

Une partie horizontale de cinquante mètres (50^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire et versant leurs eaux au même point.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Les concessionnaires auront la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui leur paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

8 bis. Dans les sections où le chemin de fer sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage ou un empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition des concessionnaires, qui resteront chargés d'établir à leurs frais ce pavage ou cet empierrement.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du chemin de fer, toutes saillies comprises, il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du chemin de fer avec le jeu nécessaire.

Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir de un mètre (1^m) au moins. Les concessionnaires construiront, en outre, suivant les dispositions qui leur seront indiquées avant la réception générale de la voie ferrée, des gares pour les dépôts de matériaux d'entretien de la voie publique; la profondeur de ces gares, mesurée à partir de l'arête extrême de l'accotement, sera de un mètre (1^m) au minimum.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie ferrée sera établie soit sur le bord d'un remblai de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

8 ter. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast de trois mètres soixante-dix centimètres (3^m 70) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires et des piétons présentera une largeur minimum de cinq mètres (5^m), cette largeur minimum étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'autorité compétente pour statuer sur les projets d'exécution pourra exiger que l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité du côté de la chaussée de la voie publique au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie en pavés ou terre gazonnée. Elle pourra également prescrire, dans les parties de routes ou de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demi-caniveau pavé le long des bordures en pavés. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) subsistera entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du

matériel roulant et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

8 *quater*. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 8 bis.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètre (1^m 10). Cette largeur sera mesurée à partir des limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces limites;

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions des concessionnaires, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités indiquées ci-après :

Aulnoye (qui sera commune avec la compagnie du Nord) et Pont-sur-Sambre.

Il sera de plus établi un garage à proximité des carrières et fours à chaux de Bachant et un arrêt en pleine voie dans la traversée de Bachant.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et les concessionnaires, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, les concessionnaires entendus.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, les concessionnaires entendus; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Les concessionnaires seront tenus, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

1° D'un plan à l'échelle d'un cinq centième (1/500) indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0^m 01) par mètre;

3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

Traversée des routes et chemins.

10. Les concessionnaires seront tenus de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances

ocales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8") pour la route nationale; à six mètres (6") pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4") pour un simple chemin vicinal ou rural.

Pour les viaducs, la hauteur libre, à partir du sol de la route, au-dessus de la chaussée dans toute sa largeur, ne sera pas inférieure à quatre mètres trente centimètres (4^m 30).

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m).

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de huit mètres (8").

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8") pour la route nationale, à six mètres (6") pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4") pour un simple chemin vicinal ou rural.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) pour les chemins à une voie et de huit mètres (8") sur les lignes ou sections pour lesquelles les concessionnaires exécuteront les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2") au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m 80).

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6") pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4") pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition des concessionnaires, les types des barrières qu'ils devront poser aux passages à niveau, ainsi que des abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris, et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes (0^m 020) au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectifications des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m 03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux. — Débouché des ponts.

15. Les concessionnaires seront tenus de rétablir et d'assurer à leurs frais, pendant la durée de leur concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à l'encontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et huit mètres (8^m) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par les concessionnaires, pour le service du chemin de fer, une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'Etat, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

Souterrains.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails, pour les chemins à une voie, et huit mètres (8^m) de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres (50^m) de distance de chaque côté et seront disposés en quinconce d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de cinq mètres cinquante centimètres (5^m 40).

La distance verticale qui sera ménagée entre le plafond et le dessus des rails, pour le passage des trains, dans une longueur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m 80). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

Maintenance des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, les concessionnaires seront tenus de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais des concessionnaires, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

Exécution des travaux.

18. Les concessionnaires n'emploieront dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; ils seront tenus de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, pontons, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de trente kilogrammes (30^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de un mètre (1^m) d'axe en axe.

Clôtures.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Les concessionnaires pourront, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensés de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais ils devront fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

1° Dans la traversée des lieux habités;

2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;

3° Sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau;

4° Aux abords des stations.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront livrés gratuitement aux concessionnaires.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par les concessionnaires.

Droits conférés aux concessionnaires.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, les concessionnaires sont investis pour l'exécution des travaux dépendant de leur concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'Administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et ils demeurent en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'Administration, de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, les concessionnaires seront tenus, pour l'étude et l'exécution de leurs projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge des concessionnaires.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais des concessionnaires.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou de plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher les concessionnaires de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, les concessionnaires pourront mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, les concessionnaires feront faire à leurs frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Ils feront dresser, également à leurs frais et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais des concessionnaires et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par les concessionnaires postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge des concessionnaires.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

29 bis. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie ainsi que les zones de cinquante centimètres (0^m50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

29 ter. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par les concessionnaires à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection. Il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Gardiens.

30. Les concessionnaires seront tenus d'établir à leurs frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou des chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer convoié devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7. Il devra satisfaire aux conditions fixées ou à fixer pour les transports militaires.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consommer leur énergie et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions fixées ou à fixer pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressort et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers fermés à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accède par un moyen d'escalier qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui sont arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures à voyageurs seront chauffées pendant la saison froide, sauf exceptions autorisées par le préfet, sur l'avis du service du contrôle.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des machines de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Les concessionnaires seront tenus, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet, en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes, composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à trois.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Les concessionnaires supporteront les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880; au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Les concessionnaires seront tenus de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition des concessionnaires et sur l'avis du service du contrôle, le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin quatre-vingts ans après la date de cette loi.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits des concessionnaires sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Les concessionnaires seront tenus de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les usines et installations de toute nature établies en vue de la production et du transport de l'énergie électrique ou autre destinée à l'exploitation du chemin de fer, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voie, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si les concessionnaires ne se mettaient pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, à l'exclusion toutefois du matériel roulant dont la valeur sera à porter au compte d'établissement ou au compte des travaux complémentaires qui doit faire retour gratuitement au département, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si les concessionnaires le requièrent, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, les concessionnaires seront tenus de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

Rachat de la concession.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 2 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département, après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par les concessionnaires pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée aux concessionnaires pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Les concessionnaires recevront, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels ils auraient droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour le département.

Les concessionnaires ne pourront élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due aux concessionnaires sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

Déchéance.

37. Si les concessionnaires n'ont pas remis au préfet les projets définitifs ou s'ils n'ont pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, ils encourront la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics, après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de cinq mille francs (5,000^f) qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 66, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par les concessionnaires d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par eux d'avoir rempli les diverses obligations qui leur sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, ils encourront soit la perte partielle de leur cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par les concessionnaires, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par les concessionnaires.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué aux concessionnaires évincés pour recevoir les subventions de toute nature à échoir aux termes de l'acte de concession; les concessionnaires évincés recevront de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultats, les concessionnaires seront définitivement déchus de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques des concessionnaires, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, les concessionnaires n'ont pas valablement justifié qu'ils sont en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'ils ne l'ont pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où les concessionnaires n'auraient pu remplir leurs obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAKES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

41. Pour indemniser les concessionnaires des travaux et dépenses qu'ils s'engagent à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'ils en rempliront exactement toutes les obligations, ils sont autorisés à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.		PRIX		
1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.		de péage.	de trans- port.	Total.
	<i>Grande vitesse.</i>	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Voyageurs...	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (1 ^{re} classe).....	0 05	0 025	0 075
	Voitures couvertes et fermées à vitres (2 ^e classe)...	0 037	0 018	0 055
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0 013	0 007	0 02
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^f 50.)				
	<i>Petite vitesse.</i>			
Boeufs, vaches, taureaux, chevaux; mulets, bêtes de trait.....		0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....		0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....		0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.				
2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.				
	<i>Marchandises transportées à grande vitesse.</i>			
Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....		0 25	0 20	0 45
	<i>Marchandises transportées à petite vitesse.</i>			
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....		0 12	0 08	0 20
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....		0 09	0 07	0 16

3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Meulons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....
4^e classe. — Bouille. — Maïne. — Cendres. — Fumiers. — Ragnais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes. — D'Aulnoye à Bachant-garage et vice versa, 10 francs par wagon complet de 10,000 kilogrammes.
D'Aulnoye à Pont-sur-Sambre-garage et vice versa, 13 francs par wagon complet de 10,000 kilogrammes.

Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas six cents kilogrammes (500^k), sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre.....

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par place et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de 3 à 6 tonnes.....
Wagon ou chariot pouvant porter plus de 6 tonnes.....
Locomotive pesant de 12 à 18 tonnes (ne traînant pas de convoi).
Locomotive pesant plus de 18 tonnes (ne traînant pas de convoi).
Tender de 7 à 10 tonnes.....
Tender de plus de 10 tonnes.....

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender-marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de 2^e classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

4^e SERVICE DES POMPES FUNÉRAIRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Che voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....
Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de.....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	MONTANT.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 07	0 05	0 12
0 06	0 04	0 10
		0 65
0 11	0 07	0 18
0 15	0 10	0 25
1 80	1 20	3 00
2 60	1 80	4 40
0 90	0 60	1 50
0 18	0 12	0 30
0 22	0 18	0 40
0 15	0 10	0 25
0 09	0 07	0 16
0 45	0 35	0 80
0 25	0 15	0 40
0 70	0 50	1 20

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus aux concessionnaires qu'autant qu'ils effectueraient eux-mêmes ces transports à leurs frais et par leurs propres moyens; dans le cas contraire, ils n'auront droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier. En ce qui concerne les marchandises, si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k). En ce qui concerne les voyageurs, si la distance parcourue est inférieure à trois kilomètres (3^k), elle sera comptée pour trois kilomètres (3^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par les concessionnaires et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes ($1,000^k$).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes ($0^f 40$).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux de chemin de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes ($3,000^k$).

Néanmoins, les concessionnaires ne pourront se refuser à transporter les masses indi-

visibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Les concessionnaires ne pourront être contraints à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, les concessionnaires transportent des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), ils devront, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition des concessionnaires.

Exceptions. — Envoi par groupe.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition des concessionnaires.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où les concessionnaires jugeraient convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'ils sont autorisés à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par les concessionnaires sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et les concessionnaires dans l'intérêt des services publics, ni

aux réductions ou remises qui seraient accordées par les concessionnaires aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

Détails d'expédition.

48. Les concessionnaires seront tenus d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui leur seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains des concessionnaires et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, les concessionnaires seront tenus de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis; le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition des concessionnaires.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition des concessionnaires, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition des concessionnaires.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition des concessionnaires. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans

les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

51. Les concessionnaires seront tenus de faire, soit par eux-mêmes, soit par un intermédiaire dont ils répondront, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui leur sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^b) de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition des concessionnaires. Ils seront applicables à tout le monde, sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit aux concessionnaires, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire, directement ou indirectement, avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, les concessionnaires seront tenus de mettre immédiatement à sa disposition tous leurs moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant, soit en corps, soit isolément, pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités aux concessionnaires, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transport des prisonniers.

55. Les concessionnaires seront tenus, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Service des postes et télégraphes.

56. Les concessionnaires seront tenus de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la deuxième classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer, à une voiture déterminée de chaque convoi, une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer, à ses frais, risques et périls et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches, sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1° requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1°; 2° requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir aux concessionnaires une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment, en conformité du paragraphe 1° du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par les concessionnaires sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le Trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, les concessionnaires et le département entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées aux concessionnaires, déduction faite des produits qu'ils auront pu en retirer, leur sera payé par l'administration des postes, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers-arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, les concessionnaires seront tenus de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque les concessionnaires voudront changer les heures de départ des convois ordinaires, ils seront tenus, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Lignes télégraphiques et téléphoniques.

57. Les concessionnaires seront tenus d'établir à leurs frais, s'ils en sont requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques ou téléphoniques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de leur exploitation. Ils devront toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Ils pourront, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique ou téléphonique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; ils ne pourront s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'ils auront établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Les concessionnaires seront tenus de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques ou téléphoniques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures des concessionnaires, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir aux concessionnaires une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques ou téléphoniques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que les concessionnaires ont besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique ou téléphonique et son matériel.

Les concessionnaires seront tenus de faire garder par leurs agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques ou téléphoniques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques ou téléphoniques, les employés des concessionnaires auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou téléphoniques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué aux concessionnaires une indemnité de cinquante centimes (0⁵⁰) par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait des concessionnaires ou de leurs agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auront lieu, aux frais des concessionnaires, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Les concessionnaires ne pourront se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par leurs fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec les concessionnaires pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques, ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, les concessionnaires ne pourront s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour les concessionnaires.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part des concessionnaires.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Les concessionnaires ne pourront mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation ni aucuns frais particuliers pour les concessionnaires.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 51, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Les concessionnaires ne pourront toutefois être tenus à admettre sur leurs rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de leurs voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'usait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où les concessionnaires de cette dernière ligne ne voudraient pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service de toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrivait toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Les concessionnaires seront tenus, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, les concessionnaires entendus, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département, ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Les concessionnaires se conformeront aux mesures qui pourront leur être prescrites par l'administration en vue d'établir des moyens de transbordement commodes pour les marchandises dans toutes les gares de raccordement avec une autre voie ferrée et en vue d'éviter, autant que possible, un parcours trop long aux voyageurs et aux marchandises devant passer d'une voie à l'autre.

Embranchements industriels.

61. Les concessionnaires seront tenus de s'entendre avec tout propriétaire de carrières, de mines ou d'usines, avec tout propriétaire ou concessionnaire de magasins généraux et avec tout concessionnaire de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, les concessionnaires entendus.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de carrières, de mines et d'usines; des propriétaires ou concessionnaires de magasins généraux ou des concessionnaires de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle du préfet. Les concessionnaires auront le droit de faire surveiller par leurs agents cet entretien, ainsi que l'emploi de leur matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Les concessionnaires seront tenus d'envoyer leurs wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de carrières, de mines ou d'usines, de magasins généraux ou d'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure avec la ligne principale du chemin de fer.

Les concessionnaires amèneront leurs wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre (1^{er}). Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécialement donné par les concessionnaires, ils pourront eriger une indemnité égale à la valeur du droit de location des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les dépenses qui résulteront des mesures prescrites, s'il y a lieu, par le préfet statuant sur l'avis du service du contrôle, pour la surveillance et le gardiennage des aiguilles et de barrières d'embranchement industriel, seront à la charge des propriétaires des embranchements; mais les gardiens seront nommés et payés par les concessionnaires.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, les concessionnaires entendus.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte des concessionnaires, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que les concessionnaires seraient en droit de reporter pour la non-exécution de ces conditions.

Tarifs à percevoir pour le matériel prêté.

Pour indemniser les concessionnaires de la fourniture et de l'envoi de leur matériel sur les embranchements, ils sont autorisés à percevoir un prix fixe de quinze centimes (0^e 15) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, six centimes (0^e 06) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Les concessionnaires percevront, en outre, un droit d'embranchement de vingt-cinq centimes par tonne.

Seront exempts de ce droit les propriétaires des mines ou des usines qui auront contribué par une subvention en argent agréée par le préfet à la construction de la ligne, les concessionnaires entendus.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition des concessionnaires.

Tout wagon envoyé par les concessionnaires sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Les concessionnaires seront en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^{kg}), déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais des concessionnaires.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1863.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge des concessionnaires.

Agents des concessionnaires.

63. Les agents et gardes que les concessionnaires établiront, soit pour la réception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près des concessionnaires, un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par les concessionnaires.

Afin de pourvoir à ces frais, les concessionnaires seront tenus de verser chaque année, à partir de la déclaration d'utilité publique, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs (50^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si les concessionnaires ne versent pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auraient été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire et le montant en sera recouvré, comme en matière de contributions directes, au profit du département.

Cautionnement.

66. Avant la signature de l'acte de concession, les concessionnaires déposeront à la Caisse des dépôts et consignations une somme de cinq mille francs (5,000^f) en numéraire ou en rentes sur l'Etat, calculées conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus aux concessionnaires par cinquième et proportionnellement à l'avance des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Election de domicile.

67. Les concessionnaires devront faire élection de domicile à Lille.

Dans le cas où ils ne l'auraient pas fait, toute notification ou signification à eux adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture du Nord.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre des concessionnaires et l'Administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Nord, sauf recours au Conseil d'Etat.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-jointe seront supportés par les concessionnaires.

Fait double à Lille, le 3 juin 1903.

Lu et approuvé :
Signé : DEQUEKER.

Lu et approuvé :
Signé : DEQUEKER fils.

Lu et approuvé :

Le Préfet du Nord,

Signé : L. VINCIG.

Enregistré à Lille (H), le 31 mars 1904, folio 19, case 4. — Reçu un franc vingt cinq centimes. Signé : de Kérarnel.

N° 44553. — *DÉCRET* approuvant la modification du plan d'ensemble du tracé n° 3 de la Ligne de la place du Marché-Neuf au faubourg de Bel-Air, à Angoulême.

Du 8 Décembre 1903.

(Promulgué au Journal officiel du 13 décembre 1903.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics :

Vu, avec la convention, le cahier des charges et le plan d'ensemble y annexés, le décret du 26 décembre 1899⁽¹⁾, qui a :

1° Déclaré d'utilité publique et concédé à la ville d'Angoulême l'établissement, dans cette ville et sa banlieue, d'un réseau de tramways à traction mécanique destiné au transport des voyageurs et des messageries, et comprenant notamment une ligne n° 3 dite de la place du Marché-Neuf au faubourg de Bel-Air;

2° Approuvé la convention passée, le 15 novembre 1899, entre le maire d'Angoulême, au nom de la ville, et la Compagnie centrale des tramways électriques, pour la rétrocession du réseau de tramways susmentionné;

Vu l'avant-projet présenté pour la modification du tracé de la ligne n° 3, de la place du Marché-Neuf au faubourg de Bel-Air et, notamment, le plan d'ensemble au 1/10.000^e;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique à laquelle cet avant-projet a été soumis, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 18 juin 1901;

Vu l'avis de la chambre de commerce d'Angoulême, en date du 17 juin 1902;

Vu les délibérations du conseil municipal d'Angoulême, en date des 7 février 1901 et 23 février 1903;

Vu la délibération, du 19 mars 1903, de la commission départementale de la Charente agissant par délégation du conseil général;

Vu l'avenant au cahier des charges annexé à la convention susvisée du 15 novembre 1899, passé le 24 février 1903, entre le maire d'Angoulême, au nom de la ville, et la Compagnie centrale de tramways électriques;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées (1^{re} section), en date du 6 octobre 1903;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique en date des 18 mai⁽²⁾, 6 août 1881⁽³⁾ et 13 février 1900⁽⁴⁾;

Vu la loi du 25 juin 1895 sur l'établissement des conducteurs d'énergie électrique;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2181, n° 38462.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 38657.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont approuvés :

1^o La modification conformément aux dispositions générales du plan d'ensemble ci-dessus visé, du tracé de la ligne n° 3 de la place du Marché-Neuf au faubourg de Bel-Air;

2^o L'avenant au cahier des charges annexé à la convention sus-visée, du 15 novembre 1899, passé le 24 février 1903, entre le maire d'Angoulême, au nom de la ville, et la Compagnie centrale de tramways électriques.

Ledit avenant et le plan d'ensemble susvisé resteront annexés au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUJOUX.

AVENANT.

Entre les soussignés :

1^o M. Mulac, maire de la ville d'Angoulême, agissant au nom de la ville,

D'une part;

2^o Et la société anonyme dite *Compagnie centrale de tramways électriques*, représentée par M. B. Durand, administrateur de ladite compagnie, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés,

D'autre part;

Il a été convenu et expliqué ce qui suit :

1. L'article 3 du cahier des charges du réseau des tramways de la ville d'Angoulême est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne la ligne n° 3 :

Ligne n° 3. — De la place Bonillaud à l'octroi de la route de Montbron, par la place de l'Hôtel-de-Ville, la rue des Halles, le boulevard du Séminaire, la rue de Périgueux, le boulevard d'Orléans, la route de Montbron jusqu'à l'octroi.

Longueur approximative de la ligne :

Deux mille trois cent cinquante mètres (2,350^m) environ, dont mille six cent quarante mètres (1,640^m) communs avec la ligne n° 4.

2. Aucune autre modification n'est apportée ni à la convention, ni au cahier des charges du réseau de tramways de la ville d'Angoulême.

Fait en double exemplaire à Angoulême, le 24 février 1903,

Lu et approuvé :

Signé : B. DURAND.

Lu et approuvé :

Signé : A. MULAC.

Enregistré à Angoulême, le 10 janvier 1904, folio 32, case 9. — Reçu trois francs seize-quinze centimes, décimes compris. — Signé : Bouzinae.

N° 44554. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (conté signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter et les dépenses à faire par la Compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements, pour l'éclairage par l'électricité de la gare de Souk-Ahras.

Les dépenses résultant de l'exécution de ce projet seront imputées sur le compte de deux millions de francs ouvert, conformément à l'article 6 de la convention du 23 mai 1885, approuvée par la loi du 28 juillet suivant pour travaux complémentaires, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte et dans les limites d'une somme de mille six cent soixante-quatorze francs quatorze centimes y compris une majoration de cinq cent cinquante-deux francs dix-neuf centimes, pour frais généraux et intérêts. (Paris, 25 Mars 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2539.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 14555. — *Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans les départements d'Indre-et-Loire et de l'Indre, d'un Chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Montrésor à Écueillé.*

Du 18 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 26 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans les départements d'Indre-et-Loire et de l'Indre, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Montrésor à Écueillé.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires ne sont pas accomplies dans un délai de cinq ans, à partir de la promulgation de la présente loi.

Ce délai pourra, en cas d'insuffisance reconnue, être prorogé par décret.

3. Les départements d'Indre-et-Loire et de l'Indre sont autorisés à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880, et conformément aux clauses et conditions :

1^{re} Des conventions passées, le 8 novembre 1902, entre le préfet

XII^e Série.

8

d'Indre-et-Loire; d'une part; et la Compagnie des chemins de fer départementaux, d'autre part, pour la concession de la partie de la ligne située dans le département d'Indre-et-Loire et pour la rétrocession de la partie de la ligne située dans le département de l'Indre, ainsi que du cahier des charges annexé à ces conventions;

2° De la convention passée, les 26 juin-6 mai 1902, entre le préfet de l'Indre, d'une part, et le préfet d'Indre-et-Loire, d'autre part, pour la concession, par le premier de ces départements au second, de la section de la ligne comprise dans le département de l'Indre.

Une copie certifiée conforme des conventions, ainsi que du cahier des charges, demeurera annexée à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum du capital de premier établissement du chemin de fer désigné à l'article premier ci-dessus est fixé à la somme de neuf cent quarante-sept mille francs (947,000^f).

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor à partir de la mise en exploitation de la ligne entière, est fixé à la somme de dix-neuf mille francs (19,000^f).

Le montant de la subvention annuelle du Trésor et le remboursement ultérieur de cette subvention seront réglés d'après les bases fixées à la convention précitée du 8 novembre 1902 pour les frais d'exploitation, étant entendu aussi que, dans tous les cas où, conformément à l'article 7 de ladite convention, le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'État viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

5. Il est interdit à la Compagnie des chemins de fer départementaux, sous peine de déchéance, d'engager son capital; directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction et l'exploitation des lignes ou réseaux de chemins de fer, qui lui sont concédés et de la ligne qui fait l'objet de la présente loi, sans y avoir été autorisée au préalable par décret, délibéré en conseil d'État.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUJOURS.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

CONVENTION.

Entre le préfet de l'Indre, agissant au nom du département en vertu d'une délibération du conseil général, en date du 9 avril 1902,

D'une part;

Et le préfet d'Indre-et-Loire, agissant également au nom du département, en vertu d'une délibération du conseil général d'Indre-et-Loire, en date du même jour,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le préfet de l'Indre concède au département d'Indre-et-Loire, ce qui est accepté par le préfet de ce département, la partie du chemin de fer d'intérêt local de Montrésor à Écueillé située dans le département de l'Indre entre la limite d'Indre-et-Loire et la gare d'Écueillé, conformément aux dispositions de l'avant-projet approuvé par le conseil général de l'Indre, le 17 avril 1901. La durée de la concession prendra fin le 17 août 1984.

2. La construction de cette portion de chemin de fer sera faite par les soins du département d'Indre-et-Loire, qui la rétrocédera à la Compagnie de chemins de fer départementaux chargée d'exploiter, sous le contrôle et la surveillance du préfet de chaque département, la ligne entière de Montrésor à Écueillé aux conditions du cahier des charges et des conventions dont les projets ont été communiqués au département de l'Indre.

Les dépenses de premier établissement de l'ensemble de la ligne seront supportées par le département d'Indre-et-Loire à qui le département de l'Indre versera, à titre de subvention, une somme fixée à forfait à quatre-vingt-quinze mille francs (95,000). Ce versement sera effectué dans les six mois qui suivront la date de la loi déclarative d'utilité publique de la ligne.

3. Pour l'application des dispositions de l'article qui précède, il est stipulé :

1^o Que le département d'Indre-et-Loire supportera tous les frais que pourraient nécessiter l'enquête d'utilité publique à ouvrir dans l'un et l'autre des deux départements, et l'enquête spéciale sur le nombre et l'emplacement des gares, stations, haltes et arrêts;

2^o Que ledit département d'Indre-et-Loire sera, par ce personnel d'ingénieurs, conducteurs et agents dont il se réserve le choix, préparer et exécuter les projets d'infrastructure et de superstructure de l'ensemble de la ligne.

4. Les sommes attribuées au département par le dernier paragraphe de l'article 7 de la convention passée entre le département d'Indre-et-Loire et la Compagnie de chemins de fer départementaux, soit à titre d'intérêts du capital de premier établissement, soit à titre de partage des bénéfices avec la compagnie, de même que la subvention qui pourra être allouée annuellement par l'État pour l'ensemble de la ligne appartenant en totalité au département d'Indre-et-Loire, le département de l'Indre devant, moyennant le paiement de la subvention forfaitaire stipulée à l'article 2 de la présente convention, rester absolument étranger aux charges et aux profits pouvant résulter de l'établissement et de l'exploitation de la ligne de Montrésor à Écueillé.

5. La validité de la présente concession et de son acceptation par le département d'Indre-et-Loire est subordonnée à l'approbation intégrale par le Gouvernement de la concession accordée par le département d'Indre-et-Loire à la Compagnie de chemins de fer départementaux et du cahier des charges de ladite concession.

Fait double :

A Châteauroux, le 26 juin 1902,

A Tours, le 6 mai 1902.

Le Préfet de l'Indre,
Signé : MÉRAY.

Le Préfet d'Indre-et-Loire,
Signé : LADIN DE MUSSET.

CONVENTION.

L'an 1902, le 8 novembre.

Entre les soussignés :

M. *Lardin de Musset*, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, préfet du département d'Indre-et-Loire, agissant au nom et pour le compte dudit département en vertu :

- 1° De la loi du 10 août 1871 ;
- 2° De la loi du 11 juin 1880 ;
- 3° Des décrets des 6 août 1881, 20 mars 1882 et 13 février 1900 ;
- 4° Des délibérations du conseil général, en date des 12 mars 1900, 20 août 1901 et 9 avril 1902,

D'une part ;

Et M. *Zens*, administrateur-directeur de la Compagnie de chemins de fer départementaux, rue Louis le-Grand, n° 5, à Paris, agissant au nom et pour le compte de ladite compagnie, en vertu de la délibération du conseil d'administration en date du 16 juin 1900,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet du département d'Indre-et-Loire concède à la Compagnie de chemins de fer départementaux, qui l'accepte, l'exploitation (la construction étant faite par le département) de la ligne, à voie étroite d'un mètre (1^m) de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Montrésor à Écueillé pour la partie comprise dans le département d'Indre-et-Loire sur une longueur approximative de seize kilomètres cinq cent cinquante-sept mètres (16⁵⁵⁷).

2. La présente concession est faite aux conditions générales de la loi du 11 juin 1880, du décret du 20 mars 1882, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé et de la loi déclarative d'utilité publique à intervenir, ainsi qu'aux conditions particulières ci-après énoncées.]

3. La compagnie concessionnaire s'engage à n'employer que du personnel français sous réserve des autorisations qui pourraient lui être accordées exceptionnellement et après justification, dans chaque cas particulier, pour l'emploi d'agents appartenant à une nationalité étrangère.

4. Le département d'Indre-et-Loire construira la ligne à ses frais, la mettra en complet état d'exploitation et en fera la remise à la compagnie concessionnaire ; la prise de possession sera constatée par un procès-verbal contradictoire. La construction comprendra les acquisitions de terrains, l'établissement (infrastructure et superstructure) de la ligne et de ses dépendances, le matériel fixe, l'outillage et le mobilier des gares, stations, dépôts et ateliers, ainsi que l'installation de la ligne télégraphique.

Le département d'Indre-et-Loire prendra à sa charge, dans l'avenir, les dépenses des travaux complémentaires, que rendrait nécessaires le développement du trafic et qui seront arrêtées d'un commun accord avec la compagnie ou, en cas de désaccord, par le ministre des travaux publics, le département et la compagnie entendu.

Il en sera de même pour tous les travaux supplémentaires à exécuter au moment de la livraison de la ligne ou à une autre époque.

5. La compagnie fournira à ses frais le complément de matériel roulant nécessaire pour exploiter la ligne concurremment avec la ligne de Ligueil à Montrésor. Elle tiendra ce matériel constamment en bon état et au niveau des besoins du trafic.

6. La compagnie prendra à sa charge les dépenses d'exploitation, de quelque nature qu'elles soient. Elle devra notamment maintenir en bon état d'entretien le

chemin de fer et ses dépendances. Cet entretien comprendra même le remplacement des objets mis hors d'usage par l'usure normale pendant la durée de la concession.

7. L'exploitation se fera aux risques et périls du concessionnaire, quelles que soient les recettes.

Sur la recette brute, impôts déduits, il percevra ses frais d'exploitation F , constitués par les dépenses réellement faites, majorées des frais d'administration centrale.

Ces frais d'exploitation ne pourront jamais excéder le chiffre maximum résultant de la formule

$$F = 1,000' + \frac{2}{3} R,$$

dans laquelle R représente la recette brute kilométrique, impôts déduits. Quand les frais d'exploitation n'atteindront pas le maximum donné par la formule, ils seront majorés, à titre de prime d'économie, en faveur du concessionnaire, de la moitié de l'écart entre ce maximum et le montant de ces frais.

Quand les recettes seront inférieures aux frais d'exploitation augmentés, s'il y a lieu, de la prime d'économie, les insuffisances seront à la charge du concessionnaire jusqu'au moment où elles pourront lui être remboursées comme il est dit ci-après :

Quand les recettes seront supérieures aux frais d'exploitation augmentés, s'il y a lieu, de la prime d'économie, la part de l'économie à revenir au département sera affectée à couvrir les insuffisances des exercices précédents, sans intérêts.

Si les recettes sont supérieures aux prélèvements définis ci-dessus à faire par le concessionnaire, le surplus sera versé au département.

Toutefois, lorsque, à la fin d'une année, ce surplus représentera plus de quatre pour cent (4 p. 0/0) du capital représentant les frais de construction définis à l'article 4 de la présente convention, l'excédent sera partagé par moitié entre le département et le concessionnaire.

8. Pour l'application de l'article 7 ci-dessus, on comprendra dans les dépenses d'exploitation les dépenses des services de la voie, de la traction et de l'exploitation proprement dite, y compris le renouvellement des voies et l'entretien du matériel roulant, l'intérêt au taux de quatre pour cent (4 p. 0/0) l'an des avances faites par la compagnie pour approvisionnements, les versements de la compagnie aux caisses de retraites et de prévoyance, les impôts, patentes et frais de contrôle, les dépenses relatives aux accidents et aux incendies, sauf dans le cas de faute lourde de la compagnie ou de ses agents.

Les dépenses ci-dessus spécifiées formeront un compte commun avec celles de la ligne de Ligneuil à Montrésor et la répartition de ces dépenses entre les deux lignes sera faite au prorata des longueurs kilométriques. Toutefois, ne seront pas comprises dans ce compte commun les dépenses faciles à localiser, telles que l'entretien et le renouvellement des voies, le traitement des agents des gares, etc.

Aux dépenses d'exploitation ci-dessus indiquées, il sera ajouté une majoration de neuf pour cent (9 p. 0/0) pour frais généraux et dépenses d'administration centrale.

9. La longueur de la ligne sera fixée par un chaînage continu, ayant pour extrémités les accès des bâtiments des gares extrêmes.

10. Par le fait même de la nouvelle concession, la garantie stipulée par l'article 3 de la convention du 23 juin 1885, jointe à la loi déclarative d'utilité publique des lignes de Ligneuil à Montrésor et du Grand-Pressigny à Evvres, ne pourra plus en aucun cas dépasser le maximum de trois cent quarante sept mille deux cent quarante-trois francs cinquante-huit centimes (347,243'58) égal à l'annuité payée à la compagnie pour l'exercice 1899.

11. La présente convention sera appliquée conjointement au traité de rétrocession de la section de ligne comprise entre la limite du département de l'Indre et Ecneillé, les deux contrats étant intimement liés quant à leur existence et à leur exécution.

12. Le cahier des charges annexé à la présente convention a été établi en conformité du cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881 et modifié par le décret du 13 février 1900.

Il a été toutefois apporté au cahier des charges type des modifications ou additions suivantes :

Sont annulés les articles 4, 16, 23 et 37.

Sont ajoutés les articles 7 bis, 7 ter, 7 quater.

Sont modifiés les articles 3, 18, 19, 26, 29, 31, 35, 36, 38, 39, 41, 56, 57 et 66.

13. La présente convention ne deviendra définitive que lorsqu'elle aura été adoptée par une loi.

Fait en double, à Tours, les jour, mois et an que dessus.

Lu et approuvé :

Signé : ZENS.

Lu et approuvé :

Signé : LARDIN DE MUSET.

L'an 1902, le huit novembre,

Entre le préfet d'Indre-et-Loire, agissant au nom de ce département, d'une part, en exécution des délibérations du conseil général en date des 22 mars 1900, 20 août 1901 et 9 avril 1902,

D'une part ;

Et M. Zens, administrateur-directeur de la Compagnie de chemins de fer départementaux, rue Louis-le Grand, n° 5, à Paris, agissant au nom et pour le compte de ladite compagnie, en vertu de la délibération du conseil d'administration en date du 16 juin 1901,

D'autre part ;

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Par contrat administratif en date des 6 mai et 26 juin 1902, intervenu entre les préfets de l'Indre et d'Indre-et-Loire, en exécution des délibérations des conseils généraux des deux départements intéressés, le département de l'Indre a concédé au département d'Indre-et-Loire acceptant la construction et l'exploitation à des conditions déterminées de la section du chemin de fer d'intérêt local de Montrésor à Écuillé situé sur le territoire de l'Indre, entre la limite de ce département et la gare d'Écuillé sur une longueur de trois kilomètres cent vingt-deux mètres (3 122) environ.

En conséquence de la concession dont il vient d'être parlé et du droit qu'il a de disposer, le département d'Indre-et-Loire, représenté comme il est dit plus haut, rétrocède à la Compagnie de chemins de fer départementaux, représentée par M. Zens, son administrateur-directeur, l'exploitation, aux conditions suivantes, de ladite section, du chemin de fer d'intérêt local de Montrésor à Écuillé, située sur le territoire de l'Indre.

ART. 1^{er}. La section de ligne de la limite des deux départements d'Indre-et-Loire et de l'Indre à Écuillé et celle de Montrésor à la limite des départements, dont la première est le prolongement, ne formeront qu'une seule et même ligne de Montrésor à Écuillé, dont la Compagnie de chemins de fer départementaux aura l'exploitation suivant des bases et conditions du traité de concession passé avec elle à la date de ce jour et du cahier des charges comme qui y est annexé.

2. Toutes les dispositions du traité de concession seront appliquées à la section de ligne rétrocédée, de manière que l'exploitation de la ligne entière de Montrésor à Écuillé soit soumise aux mêmes règles et aux mêmes conditions, sans qu'il y ait aucune distinction ni séparation entre la section concédée et celle rétrocédée, et notamment les calculs, comptes ou évaluations qui comportent les deux contrats, seront faits sur l'ensemble des recettes et dépenses afférentes à la ligne totale de Montrésor à Écuillé.

3. M. Zens déclare, au nom de la Compagnie de chemins de fer départementaux,

accepter la présente rétrocession et se soumettre à toutes les conditions du contrat, dont l'exécution demeure d'ailleurs entièrement liée au sort de la concession elle-même et en dépend absolument.

Fait en double, à Tours, les jour, mois et an que dessus.

Lu et approuvé :

Signé : ZENS.

Lu et approuvé :

Signé : LARDIN DE MUSSET.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de la station de Montrésor (ligne de Ligueil à Montrésor), passera par Villeloin, Villehaulin et Nouns pour se raccorder dans la gare d'Écueillé avec le chemin de fer en construction du Blanc à Argent.

Délai d'exécution.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation deux ans après la déclaration d'utilité publique. Le concessionnaire devra prendre ses dispositions pour que le matériel roulant satisfaisant aux conditions exigées par l'article 3i ci-après puisse, à la même époque, être mis en service sur la ligne.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général, et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet, dans les sept mois au plus tard de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

4. ~~Supprimé.~~

Plans à fournir.

ART. 5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le département comprennent pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1^o Un extrait de la carte au quatre-vingt millièmes (1/80,000) ;

2^o Un plan général à l'échelle d'un dix millièmes (1/10,000) ;

3^o Un profil en long à l'échelle d'un cinq millièmes (1/5,000) pour les longueurs et d'un millièmes (1/1,000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières.

4° Un certain nombre de profils en travers, à l'échelle de cinq millimètres (0^m 005) pour mètre, et le profil type de la voie à l'échelle de deux millimètres (0^m 002) pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les terrains seront acquis, les terrassements et les ouvrages d'art seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Le département sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000^f) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant. — Établissement de la voie ferrée sur plate-forme indépendante.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, et celle du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas deux mètres quarante centimètres (2^m 40). La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50) pour les locomotives aussi bien que pour les autres véhicules et leurs chargements.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m 90).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 60).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquettes de largeur telle que l'arête de cette banquettes se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il devra être réservé entre les obstacles isolés se trouvant au-dessus du niveau des marchepieds latéraux le long des voies principales et les parties les plus saillantes du matériel roulant, une distance d'au moins soixante centimètres (0^m 60).

Le département établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions des ingénieurs.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

7 bis. Dans les sections où le chemin de fer sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empiérement de trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à trente-cinq centimètres (0^m 35) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet.

La chaussée empiérrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du chemin de fer (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60) permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du chemin de fer avec le jeu nécessaire. Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir d'un mètre dix centimètres (1^m 10) au moins.

Cet intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la limite des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de manière à permettre la libre circulation du matériel de la compagnie et de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marhepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7 ter. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires et des piétons présentera une largeur minimum de cinq mètres (5^m), cette largeur minimum étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'autorité compétente, pour statuer sur les projets d'exécution, pourra exiger que l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité, du côté de la chaussée de la voie publique, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie et d'une solidité suffisante. Elle pourra également prescrire, dans les parties de routes ou de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demi-caniveau pavé le long des bordures en pierre. Cet intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) subsistera entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante

centimètres (0" 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0" 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0" 60).

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

7 *quater*. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 7 *bis*.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1" 10). Cette largeur sera mesurée à partir des limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces limites;

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2" 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0" 30).

Quand l'établissement du chemin de fer sur de larges trottoirs, existant dans les traverses, aura été autorisé, on fera application de l'article 7 *ter*.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent mètres (100").

Une partie de quarante mètres (40") au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à vingt-cinq millimètres (0" 025) par mètre.

Une partie horizontale de quarante mètres (40") au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire et versant leurs eaux au même point.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Les ingénieurs auront la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet, la compagnie entendue.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités indiquées ci-après, en outre des stations d'attache de Montréor et d'Écuillé, Vittehoïn, Loché, Nouans.

Les projets des dispositions à adopter pour les voies, quais, bâtiments, accès, etc., des stations et haltes seront approuvés par le préfet, la compagnie concessionnaire entendue.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra pendant le cours de

l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'agencement des voies dans les stations et aux abords des stations.

Les projets de détail de chaque gare, station ou halte, se composeront :

1° D'un plan à l'échelle d'un cinq centième (1/500) indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0" 01) par mètre;

3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

Traversée des routes et chemins.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8") pour la route nationale, à six mètres (6") pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication et à quatre mètres (4") pour un simple chemin vicinal ou rural.

Pour les viaducs, la hauteur libre, à partir du sol de la route, au-dessus de la chaussée dans toute sa largeur, ne sera pas inférieure à quatre mètres trente centimètres (4" 30).

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres (4"). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1").

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de sept mètres trente centimètres (7" 30).

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8") pour la route nationale, à six mètres (6") pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication et à quatre mètres (4") pour un simple chemin vicinal ou rural.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres (4") pour les chemins à une voie et de sept mètres trente centimètres (7" 30) sur les lignes ou sections pour lesquelles le département exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2") au moins au-dessous du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à trois mètres quatre-vingt-dix centimètres (3" 90).

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales, ou départementales ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication et d'au moins quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera les types des barrières à poser aux passages à niveau, ainsi que des abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectification des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m 03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux. — Débouché des ponts.

15. Le département sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à l'encontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres (4^m) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et sept mètres trente centimètres (7^m 30) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le département, pour le service du chemin de fer, une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'Etat, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs du département.

16. (Supprimé.)

Maintien des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le département sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du département, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

Exécution des travaux.

18. Le département n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers, seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingts centimètres (0^m80) d'axe en axe.

Tout le matériel des voies et les appareils de superstructure, tels que plaques tournantes, ponts tournants, ponts à bascule, appareils d'alimentation, etc., seront conformes aux derniers types de la compagnie et devront satisfaire aux prescriptions de ses cahiers des charges.

Clôtures.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le département pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

- 1° Dans la traversée des lieux habités;
- 2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;
- 3° Sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau;
- 4° Aux abords des stations.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le département, s'ils ne sont pas fournis gratuitement par les communes ou particuliers intéressés.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le département.

Droits conférés au département et au concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le département et le concessionnaire sont investis, pour l'exécution des travaux, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

23. (Supprimé.)

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du département.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains contenant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourra ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du département.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art; soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet de faire respecter les dispositions prescrites par le présent cahier des charges et celles qui résulteront des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux et, au plus tard, six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le département fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du département et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le département postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empiétrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu, par le concessionnaire, à l'entretien de ces parties pendant une année, à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traversera à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé concurremment avec celui de la ligne de Liguell à M. ntrésor sera du type adopté pour l'exploitation de cette dernière ligne, sauf les améliorations que la compagnie aura à devoir y apporter, d'accord avec les ingénieurs du contrôle et l'administration préfectorale.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures à voyageurs seront chauffées pendant la saison froide, sauf exceptions autorisées par le préfet, sur l'avis du service du contrôle.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaînes de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes, et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à trois.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements et services intérieurs relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire et sur l'avis du s

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains ~~et~~ les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la excauations qui pourraient en compromettre la solidité solidées. Les travaux que le ministre des travaux publics seront exécutés par les soins et aux frais du départ.

CONCESSION.

Contrôle et surveillance

26. Les travaux seront soumis au contr^l autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à n^o de la circulation. Les chantiers ouv^r et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être ad^l concurrence, soit sur souv^r

Tout marché à forfait.
pour l'ensemble du ch
vrages d'art; soit por
dans tous les cas.

Le contrôle
dispositions r
projets apr

27
cep
et
s

expiration de la concession.
mentionnée à l'article 1^{er} du présent
la date de la loi qui approuvera la
31.
l'expiration de la concession et par le seul fait de
l'expiration de la concession, tous les droits du concessionnaire
seront subrogés à tous les droits du concessionnaire
et il entrera immédiatement en jouissance de
le sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin
de fer et les stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons
des gares et de tous les objets immobiliers dépendant de la
concession, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de
niveau, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.
Le concessionnaire aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer
pour le bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire
n'a pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.
En ce qui concerne le matériel roulant, le département se réserve le droit de
le reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'exp^l
sans sans pouvoir y être contraint. La valeur du matériel repris sera payée au
concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise
du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les
matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui
sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le
concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière.
Cependant, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements
nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

Le matériel fixe, l'outillage et le mobilier des gares, stations, dépôts et ateliers
ainsi que la ligne télégraphique, devant être fournis et installés par les soins et
frais du département, le concessionnaire sera tenu de remettre en bon état d'entretien
les divers objets composant ce matériel, outillage, mobilier et installations
dont un inventaire détaillé et contradictoire sera dressé au moment de l'ouverture
de la ligne à l'exploitation.

L'entretien à la charge du concessionnaire comprendra même le remplacement
des objets mis hors d'usage par l'usure normale pendant la durée de la concession.

Rachat de la concession.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation,
il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1888.
Le terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la
ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article
du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu
dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration
des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en
relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les

qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, on en déduira les produits deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres

et net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la conces-

sion, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière année prise pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les indemnités auxquelles il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les dispositions des paragraphes de l'article 35, la reprise du complément du matériel qui lui est ici obligatoire. Il devra, de son côté, remettre en bon état les conditions fixées par le dernier paragraphe du même article, l'outillage, le mobilier, la ligne télégraphique fournis et entretenus.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin de fer ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

37. (Supprimé.)

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, le cautionnement, le matériel et les matériaux approvisionnés appartiendront au département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée aura les conséquences stipulées à l'article précédent.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

vice du contrôle, le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin le 17 août 1984.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cet expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous les produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également du chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voie, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne le matériel roulant, le département se réserve le droit de le reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur du matériel repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

Le matériel fixe, l'outillage et le mobilier des gares, stations, dépôts et ateliers, ainsi que la ligne télégraphique, devant être fournis et installés par les soins et aux frais du département, le concessionnaire sera tenu de remettre en bon état d'entretien les divers objets composant ce matériel, outillage, mobilier et installations dont un inventaire détaillé et contradictoire sera dressé au moment de l'ouverture de la ligne à l'exploitation.

L'entretien à la charge du concessionnaire comprendra même le remplacement des objets mis hors d'usage par l'usure normale pendant la durée de la concession.

Rachat de la concession.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1888. Le terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 1^{er} du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les

années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux avant-derniers paragraphes de l'article 35, la reprise du complément du matériel roulant fourni par lui étant ici obligatoire. Il devra, de son côté, remettre en bon état d'entretien et dans les conditions fixées par le dernier paragraphe du même article, le matériel fixe, l'outillage, le mobilier, la ligne télégraphique fournis et installés par le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

37. (Supprimé.)

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, le cautionnement, le matériel et les matériaux apportionnés appartiendront au département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée aura les conséquences stipulées à l'article précédent.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TABLES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition que, pressé, n'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et des prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs.	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe)	
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe)	
	Voitures couvertes et fermées à vitres (3 ^e classe)	
Enfants.	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.	
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.	
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.	
Chiens transportés dans les trains de voyageurs		
Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^{fr} 60.		

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chèvres, moutons, ânes de trait	
Veaux et porcs	
Moutons, brebis, agneaux, chèvres	
Lorsque les animaux ci-dessus énumérés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.	

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs	
---	--

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes	
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées	

PRIX		
de péage.	de transport.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 07	0 03	0 10
0 05	0 02	0 07
0 03	0 01	0 04
0 01	0 00	0 01
0 07	0 03	0 10
0 02	0 01	0 03
0 01	0 00	0 01
0 09	0 07	0 16
0 08	0 06	0 14

3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Moulins. — Argiles. — Briques. — Ardoises.
 4^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises de la 4^e classe.
 Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 500 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre.

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de 3 à 6 tonnes.
 Wagon ou chariot pouvant porter plus de 6 tonnes.
 Locomotive pesant de 12 à 18 tonnes (ne traînant pas de convoi).
 Locomotive pesant plus de 18 tonnes (ne traînant pas de convoi).
 Tender de sept à dix tonnes.
 Tender de plus de dix tonnes.

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne composera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide. Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de 1^{re} classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.
 Les voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront, en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.

4^e SERVICE DES POMPES FUNÉBRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.
 pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de.

BAZEL		
de péage.	de trans- port.	totaux.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 06	0 04	0 10
0 06	0 03	0 09
0 04	0 02	0 06
"	"	0 50
0 09	0 06	0 15
0 12	0 08	0 20
1 80	1 20	3 00
2 25	1 50	3 75
0 90	0 60	1 50
1 35	0 90	2 25
0 15	0 10	0 25
0 18	0 14	0 32
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes ($1,000^k$).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes (5 à 10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes ($0^f 40$).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux de chemin de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes ($3,000^k$).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes ($3,000$ à $5,000^k$); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes ($5,000^k$).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes ($5,000^k$), il devra, pendant trois

mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions; envoi par groupe.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni à des réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception ; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises, ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés, de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à grande vitesse, seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires, dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux déurrées appointées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre, sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde, sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes, et à leurs frais, le factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans des conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément, pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention précautionnée au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transports des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de 2^e classe à deux banquettes, ou un ou deux équivalents pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés, et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra en outre requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Service des postes et télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la 2^e classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle sera opérée la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer, à ses frais, risques et périls et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches, sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1^o requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1^{er}; 2^o requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions indiquées au paragraphe précédent seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment spécial, en conformité du paragraphe 1^{er} du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports effectués par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Le concessionnaire sera tenu de transporter gratuitement, par tous les trains de voyageurs, tout agent, sous-agent ou ouvrier du service des postes et des télégraphes voyageant sur le réseau pour le contrôle ou pour l'exécution d'un service, ou chargé d'une mission ou d'un service accidentel, et porteur, soit d'un ordre de service régulier délivré par l'administration des postes et des télégraphes, soit d'une demande signée par le chef du service départemental. La gare de départ pourra retenir le document présenté, mais, dans ce cas, elle devra y substituer un permis.

Il sera accordé à tout agent ou sous-agent des postes et des télégraphes en mission une place de voiture de 1^{re} ou de 2^e classe, selon son grade, ou de 1^{re} classe s'il ne comporte pas de voiture de 2^e classe; aux facteurs ou aux ouvriers, une place de voiture de 3^e classe ou de 2^e classe, s'il n'existe pas de voiture de 3^e classe sur la ligne exploitée.

Les agents, sous-agents ou ouvriers que leur service obligera à des voyages rapides, recevront une carte de circulation d'une classe en rapport avec leur situation hiérarchique.

Cette carte leur sera délivrée par la compagnie, sur la demande de l'administration des postes et des télégraphes.

Les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mis d'accord avec le ministre des travaux publics qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans le cas que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deu

arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

La compagnie rétrocessionnaire s'engage à coopérer aux services des colis postaux, suivant les conventions existantes et les règlements et lois en vigueur.

Lignes télégraphiques et téléphoniques.

57. Le département sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques ou téléphoniques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de l'exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique ou téléphonique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Le département est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement des appareils télégraphiques et téléphoniques.

Le concessionnaire sera chargé de l'entretien des lignes et appareils télégraphiques et téléphoniques et, à ce titre, tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'emploi des appareils télégraphiques ou téléphoniques, ainsi que l'organisation, à ses frais, du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne, auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques ou téléphoniques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique ou téléphonique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques ou téléphoniques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques ou téléphoniques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou téléphoniques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0^e 50) par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux d'entretien exécutés sur le chemin, ces déplacements auront lieu aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés, chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques, ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou

à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits chemins et de leurs prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuera sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'aurait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires s'arrangeront de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service de toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département ;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département, ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Le concessionnaire se conformera aux mesures qui pourront lui être prescrites par l'administration en vue d'établir des moyens de transbordement commodes pour les marchandises dans toutes les gares de raccordement avec une autre voie ferrée et en vue d'éviter, autant que possible, un parcours trop long aux voyageurs et aux marchandises devant passer d'une voie à l'autre.]

Embranchements industriels.

51. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de carrières, de mines ou d'usines, avec tout propriétaire ou concessionnaire de magasins généraux et avec tout concessionnaire de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement ; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.]

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de carrières, de mines et d'usines, des propriétaires ou concessionnaires de magasins généraux ou des concessionnaires de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de carrières, de mines ou d'usines, de magasins généraux ou d'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires seront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre (1^h). Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les dépenses qui résulteront des mesures prescrites, s'il y a lieu, par le préfet statuant sur l'avis du service du contrôle, pour la surveillance et le gardiennage des aiguilles et des barrières d'embranchement industriel, seront à la charge des propriétaires des embranchements; mais les gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de réclamer pour la non-exécution de ces conditions.

Tarifs à percevoir pour le matériel prêt.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^h).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^k), déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la réception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs (50^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire et le montant en sera recouvré, comme en matière de contributions directes, au profit du département.

Cautionnement.

66. La somme de vingt-quatre mille francs (24,000^f) actuellement affectée au cautionnement de la concession des lignes Ligueil à Montrésor et du Grand-Pressigny à Evvres sera également affectée au cautionnement de la concession de la ligne de Montrésor à Écuillé.

Cette somme ne sera remboursée qu'après l'expiration des concessions dont les trois lignes précitées font l'objet.

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Tours.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département d'Indre-et-Loire, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Lu et approuvé :

Signé : ZENS.

Lu et approuvé :

Signé : ERDIN DE MUSET.

N° 44556. — *DÉCRET approuvant un Traité concernant la résiliation de la rétrocession, dans le département des Hautes-Pyrénées, d'un réseau de Tramways dit de la Bigorre.*

Du 29 janvier 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 2 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 7 janvier 1902 ⁽¹⁾, qui a :

1° Déclaré d'utilité publique et concédé au département des Hautes-Pyrénées l'établissement d'un réseau de tramways à traction mécanique, destiné au transport des voyageurs et des marchandises, et comprenant les lignes de Lourdes à Bagnères-de-Bigorre, de Tarbes à Bagnères-de-Bigorre et de Bagnères-de-Bigorre à Gripp (plateau d'Artigues);

2° Approuvé la convention passée, le 20 août 1901, entre le préfet des Hautes-Pyrénées, au nom du département, et MM. Chambrelent et Médebielle pour la rétrocession de l'entreprise; ensemble ladite convention et le cahier des charges y annexé;

Vu le traité intervenu, le 6 janvier 1904, entre le préfet des Hautes-Pyrénées, au nom du département, et MM. Chambrelent et Médebielle, pour la résiliation de la convention ci-dessus mentionnée du 20 août 1901;

Vu la délibération du conseil général des Hautes-Pyrénées des 14 et 15 septembre 1903 et de la commission départementale du 14 septembre 1903;

Vu la lettre du préfet des Hautes-Pyrénées, en date du 17 novembre 1903;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique des 18 mai ⁽²⁾ et 6 août 1881 ⁽³⁾;

⁽¹⁾ *Ministère*, Bull. 2361, n° 41733.

⁽²⁾ *Ministère*, Bull. 684, n° 21223.

⁽³⁾ *XII^e série*, Bull. 629, n° 10747.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

Arr. 1^{er} : Est approuvé le traité passé, le 6 janvier 1904, entre le préfet des Hautes-Pyrénées, au nom du département, et MM. *Chambrelent* et *Médebielle*, ayant pour objet la résiliation de la rétrocession résultant de la convention susvisée du 20 août 1901.

Ledit traité restera annexé au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOLS.

CONVENTION.

Entre les soussignés :

M. *H. Bouffard*, préfet des Hautes-Pyrénées, agissant au nom du département, en vertu des délibérations prises par le conseil général, le 14 septembre 1903, et par la commission départementale, le 24 du même mois, d'une part;

Et MM. *Chambrelent* (*Alphonse*) et *Médebielle* (*Pierre*), ingénieurs des arts et manufactures, demeurant, le premier à Paris, et le second à Tarbes, d'autre part;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

1^{er} MM. *Chambrelent* et *Médebielle* déclarent renoncer à la rétrocession du réseau des tramways de la Bigorre, comprenant les lignes de Lourdes à Bagnères-de-Bigorre, de Tarbes à Bagnères-de-Bigorre et de Bagnères-de-Bigorre à Gripp (plateau d'Arguègue) qui leur a été faite par le département des Hautes-Pyrénées, en vertu d'un traité du 20 août 1901, approuvé par décret du 7 janvier 1902, à la condition que le département les autorise à retirer le cautionnement qu'ils ont versé pour cette entreprise;

2^o MM. *Chambrelent* et *Médebielle* déclarent faire abandon au département des plans et projets qu'ils ont dressés et des études qu'ils ont effectuées en vue de la déclaration d'utilité publique ou de l'établissement du réseau dont il s'agit;

3^o Le département accepte ce désistement et renonce à son tour à tous ses droits sur ledit cautionnement.

Fait en double à Tarbes, le 6 janvier 1904.

Lu et approuvé :

Signé : CHAMBRELENT.

Lu et approuvé :

Signé : MÉDEBIELLE.

Lu et approuvé :

Le Préfet des Hautes-Pyrénées,

Signé : BOUFFARD.

Enregistré à Tarbes, le 17 février 1904, folio 49, case 14. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Manuel.

N° 44557. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

La Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée est autorisée à ajouter, après vérification par la commission des comptes, et seulement pour l'exercice du droit de partage des bénéfices, au compte général de premier établissement des lignes de son réseau algérien, conformément à la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par les loi et décret du 20 septembre 1863, l'excédent sur la valeur des rentrées, des dépenses faites pour divers travaux de faible importance et pour fournitures urgentes de mobilier, matériel et outillage pendant l'année 1901, et ce, jusqu'à concurrence d'une somme de dix-neuf mille neuf cent quarante-huit francs trente-quatre centimes, non compris une majoration de deux mille trois cent quatorze francs quatre-vingt-treize centimes, calculée au taux provisoire de douze pour cent. (*Paris, 25 Mars 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 8^{er} Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, *mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre.* En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2540.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 14558. — *Loi approuvant une modification aux conditions financières de la concession du Chemin de fer d'intérêt local de Méru à la Bosse.*

Du 1^{er} Avril 1904.

(Promulguée au *Journal officiel* du 9 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, avec la série de prix y jointe, l'avenant passé, le 5 octobre 1903 entre le préfet de l'Oise, au nom du département, et M. *Dequéker*, en vue de modifier la convention du 24 octobre 1901 annexée à la loi du 29 avril 1902, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Méru à la Bosse.

Une copie certifiée conforme de ces avenant et série de prix restera annexée à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOUIS.

Chemin de fer d'intérêt local à voie d'un mètre, de Méru à la Bosse.

AVENANT

À LA CONVENTION DU 24 OCTOBRE 1901.

Entre les soussignés :

M. Bonnet, chevalier de la Légion d'honneur, préfet du département de l'Oise agissant au nom et pour le compte du département, en vertu :

- 1° De la loi du 10 août 1871 ;
- 2° De la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local ;
- 3° De la loi du 29 avril 1902, déclarant d'utilité publique le chemin de fer d'intérêt local à voie d'un mètre de Méru à la Bosse ;
- 4° Des délibérations du conseil général en date des 21 août 1902, 21 avril 1903 et 20 août 1903,

D'une part ;

Et M. Achille Dequéker, entrepreneur de travaux publics, demeurant à Paris, rue de Dunkerque, n° 27,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le capital de premier établissement, fixé par l'article 5 de la convention du 24 octobre 1901 au maximum de soixante-cinq mille francs (65,000^f) par kilomètre, sera avancé jusqu'à concurrence de cinquante mille francs (50,000^f) par le département de l'Oise ; le complément, soit quinze mille francs (15,000^f) par kilomètre, sera fourni par le concessionnaire.

Il est spécifié que la participation du département ne dépassera en aucun cas cinquante mille francs (50,000^f) par kilomètre. Si le maximum de soixante-cinq mille francs (65,000^f) n'est pas atteint, le capital à avancer par le département sera réduit en conséquence et fixé à dix treizièmes de la dépense totale réellement faite.

2. Les dépenses faites par le concessionnaire pour l'exécution complète de la ligne dans les conditions de l'article 5 de la convention du 24 octobre 1901 seront comptées d'après les quantités réellement exécutées ou livrées aux conditions et prix unitaires de la série de prix ci-jointe.

En tous cas, la somme à porter en compte pour le montant du capital de premier établissement ne pourra dépasser le maximum de soixante-cinq mille francs (65,000^f) par kilomètre.

S'il y a dépassement, le surplus sera laissé à la charge du concessionnaire et n'interviendra pas dans le règlement des subventions.

Si le maximum n'est pas atteint, les dépenses de premier établissement seront augmentées, à titre de prime d'économie, des deux tiers de la différence entre le maximum et le montant des dépenses réellement faites, mais cette prime n'entrera pas dans le calcul des intérêts du capital de premier établissement.

3. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux et à la fin de chaque mois, des états de situation, divisés en trois chapitres, établiront :

- 1° Les dépenses et les travaux terminés, qui seront comptés pour les dix-neuf vingtièmes de leur importance ;
- 2° Les travaux non terminés, qui seront comptés pour les neuf dixièmes de leur importance ;
- 3° Les approvisionnements, qui seront comptés pour les quatre cinquièmes de leur valeur.

L'ensemble formera le montant de la situation qui servira de base en paiement des acomptes du département sur le montant de sa participation.

L'importance de ces acomptes représentera dix treizièmes du montant total de la situation.

En aucun cas, le total des acomptes versés par le département au concessionnaire ne pourra dépasser les dix-neuf vingtièmes de sa participation limitée à cinquante mille francs (50,000') par kilomètre par l'article 1^{er} ci-dessus.

Le dernier vingtième sera payé aussitôt après la mise en exploitation de la ligne ou section de ligne, si celle-ci est ouverte par tronçons.

4. Pour le capital fourni par le concessionnaire, les intérêts, pendant la construction, seront calculés au taux de cinq pour cent (5 p. o/o) par an, d'après la date et le montant de chaque situation mensuelle. Quant aux annuités de l'emprunt du département, qui seront payées par le concessionnaire pendant la période de construction, conformément à l'article 5 ci-dessous, elles seront ajoutées au compte de premier établissement avec leur valeur réelle augmentée de l'intérêt à cinq pour cent (5 p. o/o) qui courra depuis le jour du versement jusqu'à l'époque de la mise en exploitation.

Par dérogation à l'article 5, paragraphe 2, de la convention du 24 octobre 1901, il est entendu que pour la partie du capital de premier établissement avancée par le département conformément aux dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus, le taux de l'intérêt (amortissement compris) sera celui de l'emprunt réalisé par le département, le taux de cinq pour cent (5 p. o/o) n'étant applicable qu'au capital fourni par le concessionnaire.

Pour le remboursement des sommes versées sous forme de subventions par l'État, le département et les communes, il est entendu que, par dérogation à l'article 4, paragraphe 3, de la convention du 24 octobre 1901, l'intérêt légal de six pour cent (6 p. o/o) s'appliquera seulement au capital fourni par le concessionnaire, le capital avancé par le département n'entrant en compte que pour la valeur de l'annuité de l'emprunt contracté.

5. Le département affectera au service de l'intérêt et de l'amortissement de l'emprunt qu'il devra contracter :

1^{re} Sa subvention annuelle fixée au maximum de mille francs (1,000') par kilomètre et par an ;

2^{re} La subvention annuelle de l'État ;

3^{re} La subvention des communes qui est représentée par soixante annuités de quinze mille six cent soixante-six francs (15,886'), soit environ cinq cents francs (500') par kilomètre et par an. Le département percevra directement la subvention de l'État et celle des communes.

Quand le total des subventions sera inférieur au montant de l'annuité due par le département pour le service de son emprunt, le concessionnaire versera dans la caisse du département la somme nécessaire pour parfaire cette annuité.

Dans le cas contraire, le département versera au concessionnaire l'excédent des subventions sur ladite annuité.

Le paiement des annuités de l'emprunt contracté par le département sera effectué par le concessionnaire pendant la période de construction, c'est-à-dire avant le fonctionnement des subventions annuelles qui, à partir de la mise en exploitation, doivent être affectées à ce paiement et les sommes ainsi déboursées par le concessionnaire seront portées au compte de premier établissement.

6. L'emprunt du département sera contracté pour une période qui prendra fin au même temps que le paiement des subventions.

Le département choisira l'établissement financier auprès duquel l'emprunt sera contracté et arrêtera les conditions de cet emprunt, le concessionnaire entendu.

Fait double à Pauvrai, le 5 octobre 1903.

Lu et approuvé :

Signé : A. BÉQUIN.

Lu et approuvé :

Le Préfet,

Signé : BONNET.

DÉPARTEMENT DE L'OISE.

CHEMIN DE FER D'INTÉRÊT LOCAL, À VOIE D'UN MÈTRE, DE MÉRU À LA BOSSE.

Série des prix annexés à la convention.

NUMÉROS.	DÉSIGNATION DES ARTICLES.	SOMMES.
	<i>I. Études, frais généraux et surveillance.</i>	fr. c.
1	Études d'avant-projet et de projets définitifs, par kilomètre de ligne.....	2,800 00
2	Frais généraux et surveillance des travaux, par kilomètre de ligne.....	2,800 00
	<i>II. Acquisitions de terrains.</i>	
3	Terrains de toute nature nécessaires à l'établissement de la ligne et de ses dépendances, y compris toutes dépréciations, indemnités aux fermiers et locataires, frais d'expropriation, d'actes, etc., l'hectare.....	7,000 00
4	Bornage des limites des terrains à acquérir, y compris les opérations du piquetage, fourniture et pose des bornes, le mètre courant de ligne.....	0 55
	<i>III. Terrassements.</i>	
5	Déblais de toute nature, y compris transport à toute distance, décharge et régalage, le mètre cube en œuvre.....	1 75
6	Dressement de la plate-forme et des talus de la ligne, des déviations et des chemins latéraux, le kilomètre de ligne.....	45 00
7	Travaux accessoires, perrés, gazoulements, assainissement de la plate-forme et des talus, ensemencement des talus, etc., le kilomètre de ligne.....	550 00
	<i>IV. Ouvrages d'art (mesurés suivant la longueur du radier ou des murs) et passages à niveau.</i>	
8	Buse en ciment, de 15 centimètres de diamètre intérieur, le mètre linéaire, compris fondation.....	3 00
9	Buse en ciment, de 20 centimètres de diamètre intérieur, le mètre linéaire, compris fondation.....	6 00
10	Buse en ciment de 30 centimètres de diamètre intérieur, le mètre linéaire, compris fondation.....	10 00
11	Buse en ciment, de 40 centimètres de diamètre intérieur, le mètre linéaire, compris fondation.....	15 00
12	Buse en ciment, de 50 centimètres de diamètre intérieur, le mètre linéaire, compris fondation.....	20 00
13	Buse en ciment, de 60 centimètres de diamètre intérieur, le mètre linéaire, compris fondation.....	25 00
14	Aqueduc dallé ou voûté, le mètre linéaire, compris fondation :	
15	De 60 centimètres d'ouverture.....	70 00
16	De 70 à 80 centimètres d'ouverture.....	100 00
17	De 1 mètre d'ouverture.....	125 00
18	Ponceau de 2 mètres d'ouverture voûté ou à tablier métallique, compris fondation et toutes sujétions, le mètre linéaire.....	275 00
19	Ponceau de 3 mètres d'ouverture voûté, compris fondation et toutes sujétions, le mètre linéaire.....	350 00
20	Passage inférieur voûté de 2 m. 50, compris fondation et toutes sujétions, le mètre linéaire.....	300 00
21	Pont de 6 mètres en deux travées de 3 mètres au pont 315, compris fondation et toutes sujétions, le mètre linéaire.....	500 00
22	Prolongement d'un P. I. de 7 mètres sur la ligne de Beaumont à Beauvais.....	6,000 00
	Empierrement en cailloux siliceux du pays, de 15 centimètres d'épaisseur, en deux couches, y compris forme et emploi, le mètre superficiel.....	1 00

NUMÉROS.	DÉSIGNATION DES ARTICLES.	SOMMES.
		fr. c.
23	Empierrement en cailloux siliceux du pays, de 15 centimètres d'épaisseur, avec couche et fondation en craie de 15 centimètres d'épaisseur, y compris forme et emploi, le mètre superficiel....	2 75
24	Entretien des chaussées jusqu'à réception définitive par les services de la voirie, le mètre superficiel.....	0 35
25	Pavage en pavés de 16 centimètres de hauteur sur fondations de sable de 20 centimètres d'épaisseur, le mètre superficiel, y compris toutes fournitures et main-d'œuvre.....	10 50
26	Cloîture en fer à T à 4 fils, le mètre linéaire, y compris peinture des montants.....	1 50
27	Cloîture avec lisses et lattes dressées pour les abords des stations, y compris peinture à deux couches, le mètre linéaire.....	3 50
28	Le même, tout en chêne.....	6 75
29	Poteaux métalliques avec tableaux en tôle émaillée aux passages à niveau, la pièce.....	18 00
V. Voie, ballastage et matériel fixe.		
3	Voie en acier en rails vignole de 20 kilogrammes le mètre linéaire, posés sur traverses de 1 ^m 75 x 0 ^m 18 x 0 ^m 12 en chêne ou en sapin injecté, espacées de 0 ^m 85 d'axe en axe, y compris éclisses, boulons, tirefonds, fourniture et mise en place du ballast, pose de voie, consolidation et entretien jusqu'à l'ouverture de la ligne; par mètre linéaire de voie posée.....	22 00
4	P. V. Contre-rails par mètre courant de voie munie de contre-rails, compris accessoires, courbures de rails et pose.....	11 20
5	Changement de voie avec croisement, mis en place, par appareil en plus-value des voies.....	625 00
33	Pont à bascule de 30 tonnes, mis en place.....	3,500 00
34	Pont à bascule de 20 tonnes, mis en place.....	3,000 00
35	Pont tournant pour locomotives.....	5,000 00
36	Plaques tournante pour wagons.....	2,850 00
37	Grue roulante de 6 tonnes.....	7,000 00
38	Alimentation d'eau avec réservoir de 25 mètres cubes.....	8,000 00
39	Heurtoir en fer ou en bois, tout compris, mis en place.....	140 00
40	Gabarit de chargement avec poteaux en bois, mis en place.....	225 00
41	Taquet d'arrêt en fer ou en bois, mis en place.....	90 00
VI. Stations et accessoires.		
42	Bâtiment à voyageurs à étage, avec logement du chef de station, le mètre superficiel mesuré au niveau du seuil, compris les fondations.....	160 00
43	Bâtiments avec étage des garages, le mètre superficiel, mesuré au niveau du seuil, compris fondations.....	130 00
44	Halle aux marchandises, dépôt comprenant : remise à machines, remise à voitures, atelier et magasin, le mètre superficiel, mesuré au niveau du seuil, compris fondations.....	60 00
45	Cabinets et lampisterie.....	1,300 00
46	Quai découvert pour marchandises, le mètre superficiel.....	10 00
47	Quai à voyageurs empierré en petit gravier ou scories, le mètre superficiel, tout compris.....	2 00
48	Citerne d'au moins 8 mètres cubes de vide, tout compris, l'une... 500 00	
49	Puits, compris maçonnerie, rouet, épuisements, par mètre de profondeur, mesuré du dessus de la margelle au fond du puits... 60 00	
50	Appareil de puisage, treuil, chaîne, seau, l'un, tout compris.... 60 00	
51	Fosse à piquer le feu, pour une machine, tout compris, sauf la voie.....	750 00
VII. Mobilier, petit matériel, outillage, téléphone.		
52	Mobilier et petit matériel des stations mis en place, l'un.....	2,300 00
53	Petit matériel pour gare commune.....	450 00
54	Outillage pour réparations dans les ateliers, comprenant notamment : établi, étaux, forge, enclume, machine à percer, tour et petit matériel, l'un.....	4,700 00

NUMÉROS.	DÉSIGNATION DES ARTICLES.	SOMMES.
		fr. c.
55	Outillage des chefs de trains, par kilomètre de ligne.....	25 00
56	Outillage pour les équipes de la voie, le kilomètre de ligne.....	150 00
57	Fourniture et installation de ligne téléphonique, le kilomètre de longueur.....	320 00
58	Installation d'un poste téléphonique.....	315 00
59	Poteaux kilométriques; poteaux de pentes et rampes et piquets hectométriques, le kilomètre de ligne.....	10 00
VIII. Matériel roulant.		
60	Locomotive de 17 tonnes 500 à vide.....	35,000 00
61	Locomotive de 16 tonnes à vide.....	32,000 00
62	Voitures à voyageurs à bogies.....	12,000 00
63	Fourgon à bagages avec frein à vis, compartiment pour la poste..	4,000 00
64	Fourgon à bagages avec frein à vis sans compartiment pour la poste.....	3,800 00
65	Wagon couvert avec frein à main.....	3,300 00
66	Wagon couvert avec frein à vis.....	3,550 00
67	Wagon-tambereau avec frein à main.....	2,850 00
68	Wagon plate-forme à haussottes mobiles et freins à main.....	2,710 00
69	Wagon plat à traverses mobiles, avec frein à main.....	2,380 00
70	Application du frein à vide automatique, par véhicule.....	370 00
IX. Approvisionnements.		
71	Rails, la tonne.....	210 00
72	Eclisses, la tonne.....	250 00
73	Boulons d'eclisses, la tonne.....	50 00
74	Tirefonds, la tonne.....	420 00
75	Traverses, la pièce.....	3 00
76	Ballast, le mètre cube.....	6 80
	Le matériel fixe et roulant sera payé :	
	2/3 à la justification de la réception à l'usine.	
	1/3 à la livraison sur la ligne.	
NOTA. — Les travaux et fournitures non compris à la présente série seront admis en compte, pour leur valeur réelle justifiée par les pièces des dépenses avec une majoration de 15 p. 100 pour frais généraux.		

La présente série des prix est annexée à l'avenant à la convention du 24 octobre 1901.

Lu et approuvé :
Signé : A. DEQUÈRE.

Lu et approuvé :
Le Préfet de l'Oise,
Signé : BONNET.

N° 44559. — *Décret approuvant un Avenant à la convention et au cahier de charges de la concession du Tramway de Ferney-Voltaire à la frontière suisse.*

Du 8 Décembre 1903.

(Promulgué au Journal officiel du 13 décembre 1903.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 12 août 1889⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique et concédé au département de l'Ain l'établissement d'une ligne de tramway, à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre la frontière suisse et Ferney-Voltaire, et approuvé la convention passée, le 18 juin 1889, entre le préfet de l'Ain, au nom du département, et MM. David, Anneville et consorts, pour la rétrocession de l'entreprise, ensemble ladite convention et le cahier des charges y annexé;

Vu le décret du 10 février 1896⁽²⁾, qui a approuvé la substitution à MM. Anneville et consorts de la Société genevoise de chemins de fer à voie étroite et le décret du 30 juillet 1902⁽³⁾ qui a approuvé la substitution à cette société de la Compagnie genevoise des tramways électriques, comme rétrocessionnaire du tramway de la frontière suisse à Ferney-Voltaire;

Vu les propositions présentées pour la substitution de la traction électrique à la traction à vapeur sur ledit tramway et en vue d'apporter diverses modifications aux conditions de la concession;

Vu les pièces de l'enquête à laquelle ont été soumises lesdites propositions et notamment le procès-verbal des opérations de la commission d'enquête, en date du 4 novembre 1901;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Bourg, en date du 31 octobre 1901;

Vu les délibérations du conseil général de l'Ain, en date des 20 août 1901 et 8 avril 1902;

Vu l'adhésion directe délivrée, le 28 avril 1902, par le directeur du génie à Besançon;

Vu l'avenant à la convention et au cahier des charges annexé au décret susvisé du 12 août 1889, passé, le 1^{er} mai 1902, entre le préfet de l'Ain, au nom du département, et la Compagnie genevoise des tramways électriques;

Vu le rapport des ingénieurs du contrôle, en date des 14-16 mai 1902 et l'avis de l'inspecteur général des ponts et chaussées de la division, en date du 20 juillet 1903;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽⁴⁾ et 6 août 1881⁽⁵⁾ et 13 février 1900⁽⁶⁾;

Vu la loi du 25 juin 1895 sur l'établissement des conducteurs d'énergie électrique;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvé l'avenant à la convention et au cahier des charges annexée au décret susvisé du 12 août 1889, ledit avenant

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1275, n° 21222.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1780, n° 31327.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 2398, n° 42245.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 38657.

passé, le 1^{er} mai 1902, entre le préfet de l'Ain, au nom du département, et la Compagnie genevoise des tramways électriques.

Ledit avenant restera annexé au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

AVENANT.

L'an 1902, le 1^{er} mai,

Entre les soussignés :

M. O. Dardenne, préfet du département de l'Ain, agissant au nom et pour le compte du département en vertu de la loi du 11 juin 1880, des délibérations du conseil général de l'Ain du 20 août 1901 et du 8 avril 1902,

D'une part;

Et la Compagnie genevoise des tramways électriques dont le siège est à la Jonction, commune de Plainpalais-Genève, représentée au présent traité par M. T. Laza, agissant en qualité d'administrateur délégué et en vertu de la délibération de ce conseil en date du 25 juin 1901,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La traction électrique qui sera substituée à la traction à vapeur sera système à trolley.

La suspension des conducteurs de distribution du courant se fera soit par des poteaux-eaux- consoles, soit par des haubans agrafés aux maisons riveraines.

La hauteur des conducteurs et des haubans au-dessus de la voie publique sera au moins de six mètres cinquante centimètres (6^m 50) aux points d'attache et de six mètres (6^m) entre ces derniers.

Les emplacements des poteaux-eaux- consoles seront fixés par l'administration de manière à ne gêner en rien la circulation publique.

Les poteaux- consoles à placer dans la traverse de la ville de Ferney seront métalliques et d'un aspect satisfaisant. Leurs modèles seront soumis à l'approbation de l'administration.

2. Le cahier des charges annexé à la convention du 18 juin 1889 est modifié et complété ainsi que suit :

a) L'article 14 est annulé et remplacé par le suivant :

Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours dans chaque sens, est fixé à quatorze.

Le dernier départ de Genève aura lieu pendant le service d'été après huit heures du soir et pendant le service d'hiver après huit heures du soir (heure de Paris).

b) L'article 23 est modifié ainsi que suit en ce qui concerne les droits de péage : les prix de transport des voyageurs et des enfants.

TARIF PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.	PRIX		
	de péage.	de transport.	totaux.
VOYAGEURS.			
Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes (2 ^e classe) :			
Pour le premier kilomètre	0 ^{fr} 065	0 ^{fr} 035	0 ^{fr} 10
Pour chaque nouveau kilomètre ou fraction en sus.....	0 035	0 015	0 05
Pour tout voyageur parti de France et se rendant en Suisse ou réciproquement, le prix de 10 centimes n'est appliqué qu'au premier kilomètre de parcours total. Des jetons comportant une réduction de 20 p. 0/0 sur le plein tarif seront distribués dans les stations.			
ENFANTS.			
Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent. De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne peuvent occuper que la place d'un voyageur; au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			

c) L'article 37 est annulé et remplacé par le suivant :

« La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} janvier dans la caisse du trésorier-payeur général, afin de pourvoir aux frais de contrôle sera de deux cents francs (200^{fr}) par an.

« Le premier versement aura lieu dans les huit jours qui suivront la date du décret approuvant le présent avenant, il sera dû à partir du 1^{er} janvier 1902. »

3. Les frais de timbre et d'enregistrement du présent avenant, calculés conformément à la loi du 11 juin 1880 seront à la charge de la Compagnie genevoise des tramways électriques.

Fait à Bourg, en double expédition, le 1^{er} mai 1902.

Lu et approuvé :

L'Administrateur délégué,

Signé : T. LAVAL.

Lu et approuvé :

Le Préfet de l'Ain,

Signé : O. DARDENNE.

Enregistré à Gex (Ain), le 24 décembre 1903, folio 58, case 7. — Reçu trois francs cinquante-cinq centimes, d'ames compris. — Signé : Viard.

N° 1456. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des travaux publics*, sur l'exercice 1903, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor*, pour *études et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État*.

Du 10 Décembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 121 de ladite loi d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1903 soit par des compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des avances que ces compagnies mettent à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant ni les dépenses résultant de la loi du 14 juin 1897, le maximum de soixante-neuf millions de francs;

Vu les décrets n° 152, 225, 276, 297, 304, 357 et 399 des 16 mai⁽¹⁾, 23 juin⁽²⁾, 4 et 29 août, 17 septembre⁽³⁾, 19 octobre et 1^{er} décembre 1903, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à neuf millions sept cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽⁴⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les récépissés n° 44001 et 44317 du receveur central des finances du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 31 octobre et 9 novembre 1903, par les compagnies des chemins de fer du Midi et d'Orléans, une somme totale d'un million de francs (300,000' + 700,000') pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à ces compagnies en vertu des conventions annexées aux lois précitées du 20 novembre 1883;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, deuxième section, chapitre LXVI : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies des chemins de fer du Midi et d'Orléans en exécution des conventions de 1883, un crédit additionnel d'un million de francs (1,000,000').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte « Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883 ».

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Décembre 1903.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOLS.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2480, n° 43592.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2492, n° 43726.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2509, n° 43981.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

N° 11561. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des travaux publics*, sur l'exercice 1903, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour le Personnel du service maritime*.

Du 14 Décembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu la déclaration n° 30145 du receveur des finances de l'arrondissement de Lorient, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 28 janvier 1903, par les consorts *Quizille*, une somme de cent francs, à titre de fonds de concours, pour le paiement de l'indemnité allouée à l'agent chargé de la surveillance du port de Kernevel ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, première section, chapitre XII : *Personnel des officiers, et maîtres de port du service maritime*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent francs (100^f), applicable au paiement de l'indemnité allouée à l'agent chargé de la surveillance du port de Kernevel.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par les consorts *Quizille*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOL.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1015, n° 105:7.

N° 44562. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux.*

Du 15 Décembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public, à titre de fonds de concours, pour dépenses d'intérêt public, une somme totale de mille cent quatre-vingts francs, savoir :

Département du Calvados. — Versement de la Compagnie de la jetée-promenade de Trouville. (Récépissé n° 30038 (partie) du receveur des finances de l'arrondissement de Pont-Lévêque, en date du 28 janvier 1903.).	480 ^f
Département de l'Hérault. — Versement de la commune de Sérignan. (Récépissé n° 30278 du receveur des finances de l'arrondissement de Béziers, en date du 16 avril 1903.).	300
Département du Var. — Versement de la commune de Sanary. (Récépissé n° 31 du receveur des finances de l'arrondissement de Toulon, en date du 12 février 1903.).	400
ENSEMBLE comme ci-dessus.....	<u>1,180</u>

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, première section, chapitre xv : *Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille cent quatre-vingts francs (1,180^f), réparti ainsi qu'il suit :

Département du Calvados. — Salaire de l'abonnataire chargé de l'allumage du feu de la jetée des Anglais, au port de Trouville.....	480 ^f
Département de l'Hérault. — Salaire du gardien hors classe chargé de l'entretien du feu de l'embouchure de l'Orb.....	300
Département du Var. — Salaire du gardien du feu situé à l'extrémité ouest du port de Sanary.....	400
TOTAL ÉGAL.....	<u>1,180</u>

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

N° 14563. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au Personnel des conducteurs des ponts et chaussées.

Du 15 Décembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, une somme totale de deux mille huit cent trente francs quatre-vingt-trois centimes, savoir :

Département du Nord. — Versement de la chambre de commerce de Dunkerque. (Récépissé n° 30063 du receveur des finances de Dunkerque, en date du 29 janvier 1903.)..... 1,220^{fr} 83^{cs}

Département de l'Yonne. — Versement de la ville d'Auxerre. (Récépissés n° 30347 et 32142 du trésorier-payeur général, en date des 9 février et 18 août [200^{fr} + 800^{fr}].)..... 1,600 00

ENSEMBLE comme ci-dessus..... 2,830 83

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, première section, chapitre v : *Personnel*

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

des conducteurs des ponts et chaussées, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux mille huit cent trente francs quatre-vingt-trois centimes (2,830^f 83), réparti ainsi qu'il suit :

Département du Nord. — Paiement de deux mois des émoluments (traitement et indemnité de résidence) des deux conducteurs des ponts et chaussées chargés de la surveillance des travaux d'entretien de l'outillage du port de Dunkerque.....	1,230 ^f 83
Département de l'Yonne. — Traitement d'un conducteur des ponts et chaussées participant aux études d'un projet d'adduction d'eaux de source à Auxerre (800 ^f + 800 ^f).....	1,600 00
TOTAL ÉGAL	<u>2,830 83</u>

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par la chambre de commerce de Dunkerque et la ville d'Auxerre.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOLS.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44564. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à diverses Dépenses.

Du 15 Décembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations n° 30117 et 30118 du receveur des finances de l'arrondissement des Sables-d'Olonne, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 15 avril 1902, par les communes de Bouin et de Beauvoir-sur-Mer, une somme totale de quatre cent soixante-dix francs (235^f + 235^f), à titre de fonds de concours pour l'entretien du feu du fanal du bec de l'Epoids;

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu les documents administratifs, desquels il résulte que ladite somme de quatre cent soixante-dix francs doit être répartie ainsi qu'il suit entre les chapitres XVI et XXVII :

CHAP. XVI. Frais généraux relatifs au personnel des agents inférieurs de la navigation intérieure, des ports et des phares	360'
— XXVII. Phares, fanaux et balises. — Entretien et grosses réparations	110
ENSEMBLE comme ci-dessus	<u>470</u>

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, première section, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre cent soixante-dix francs (470') réparti de la manière suivante entre les chapitres ci-après désignés, savoir :

CHAP. XVI. Frais généraux relatifs au personnel des agents inférieurs de la navigation intérieure, des ports et des phares. — Indemnité à l'éclusier chargé de l'allumage du feu du fanal du bec de l'Époids	360'
— XXVII. Phares, fanaux et balises. — Entretien et grosses réparations. — Entretien du feu du fanal du bec de l'Époids	110
TOTAL égal	<u>470</u>

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

N° 44565. — DÉCRET qui modifie le décret du 18 juillet 1890 portant organisation de l'École des mines de Saint-Étienne.

Du 27 Décembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 18 juillet 1890⁽¹⁾, portant organisation de l'École des mines de Saint-Étienne;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1347, n° 22558.

Vu les délibérations du conseil d'administration et du conseil de perfectionnement de l'école, en date des 11 mars et 16 mai 1903;

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 32, 33 et 34 du décret du 18 juillet 1890, portant organisation de l'École des mines de Saint-Étienne, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 32. Le classement des élèves français est arrêté dans chaque promotion par le conseil de l'école à la fin de l'année scolaire.

« Le rang de classement est déterminé par le nombre de points obtenus pour les examens, exercices et voyages, tant dans l'année courante que dans les années précédentes, d'après les conditions fixées par arrêté ministériel. Pour les élèves ayant, par application des articles 33 et 34, suivi deux fois les cours d'une année d'étude, il ne sera tenu compte que des notes obtenues pendant la seconde année.

« Il est tenu compte, pour le classement, de l'assiduité aux cours et exercices dans les conditions fixées par arrêté ministériel.

« Art. 33. Le passage des élèves d'une année à l'autre ou la sortie de l'école ne peuvent avoir lieu que si l'on a satisfait, pour l'année, aux conditions fixées par arrêté ministériel, sans que ces conditions puissent permettre d'avoir moins de soixante pour cent (60 p. 0/0) du total des points qui peuvent être acquis dans l'année.

« Toutefois, les élèves des deux premières années, qui auront obtenu plus de cinquante pour cent (50 p. 0/0) seront autorisés à redoubler l'une de ces années d'études dans les conditions fixées par ledit arrêté ministériel.

« Art. 34. En cas de maladie ou de toutes autres circonstances graves et exceptionnelles ayant occasionné une suspension forcée du travail, le ministre peut, sur la proposition du conseil, autoriser un élève à redoubler cette année. Cette autorisation ne pourra être accordée qu'une fois à un même élève, pendant son séjour à l'école.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOUX.

N° 44566. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour établissement et amélioration de Canaux de navigation.*

Du 30 Décembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration n° 30857 du receveur des finances de l'arrondissement de Wassy, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 3 novembre 1903, par la chambre de commerce de Saint-Dizier, une somme d'un million de francs pour l'achèvement du canal de la Marne à la Saône;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, deuxième section, chapitre LX : *Établissement et amélioration de canaux de navigation*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel d'un million de francs (1,000,000^f) applicable aux travaux d'achèvement du canal de la Marne à la Saône.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉCHOUX.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10517.

**N° 44567. — DÉCRET déclarant d'utilité publique l'établissement de la ligne
du Chemin de fer de Saint-Ouen-les-Docks à Ermont-Eaubonne.**

Du 9 Janvier 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 13 janvier 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la convention du 3 juin 1901, approuvée par la loi du 20 juillet 1901, qui a concédé à la Compagnie du chemin de fer du Nord, à titre éventuel et sous réserve de la déclaration d'utilité publique à intervenir, notamment la ligne de Saint-Ouen-les-Docks à Ermont-Eaubonne, avec raccordements à Epinay, vers Noisy-le-Sec, avec la ligne de Grande-Ceinture;

Vu l'avant-projet, en date du 31 juillet 1902, dressé pour l'établissement de ladite ligne;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, et notamment les avis des chambres de commerce de Paris, en date du 13 mai 1903, et de Versailles, en date du 9 avril 1903;

Vu les procès-verbaux des opérations des commissions d'enquête, en date du 11 juin 1903 pour le département de la Seine, et du 30 avril 1903 pour le département de Seine-et-Oise;

Vu la lettre du préfet de la Seine, en date du 29 juillet 1903, et celle du préfet de Seine-et-Oise, en date du 24 juillet 1903;

Vu l'adhésion directe à l'exécution des travaux délivrée, le 16 octobre 1903, au nom du département de la guerre, par le directeur du génie à Paris;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées (quatrième section) en date du 4 novembre 1903;

Vu la loi du 27 juillet 1870;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Saint-Ouen-les-Docks à Ermont-Eaubonne, avec raccordements à Epinay, vers Noisy-le-Sec, avec la ligne de Grande-Ceinture, et raccordement à Sannois avec la ligne de Paris à Dieppe, par Pontoise.

En conséquence, la concession de ce chemin de fer, faite à titre éventuel, à la Compagnie du chemin de fer du Nord, par la loi du 20 juillet 1901, est déclarée définitive dans les conditions de la convention susvisée du 3 juin 1901, approuvée par ladite loi.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARCÉJOLS.

N° 44568. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour études et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 15 Janvier 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 121 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1903 soit par des compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des avances que ces compagnies mettent à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant ni les dépenses résultant de la loi du 14 juin 1897, le maximum de soixante-neuf millions de francs;

Vu les décrets n° 152, 225, 276, 304, 357, 390 et 403 des 16 mai ⁽¹⁾, 23 juin ⁽²⁾, 4 ⁽³⁾ et 29 août ⁽⁴⁾, 17 septembre ⁽⁵⁾, 19 octobre ⁽⁶⁾, 1^{er} ⁽⁷⁾ et 10 décembre 1903, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à dix millions sept cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽⁸⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les récépissés n° 45218 et 45547 du receveur central des finances du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 30 novembre et 9 décembre 1903, par les compagnies des chemins de fer du Midi et d'Orléans, une somme totale d'un million de francs (300,000^f + 700,000^f), pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à ces compagnies en vertu des conventions annexées aux lois précitées du 20 novembre 1883;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 2480, n° 43592.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 2492, n° 43726.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 2512, n° 44018.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 2512, n° 44019.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 2512, n° 44021.

⁽⁶⁾ XI^e série, Bull. 2512, n° 44031.

⁽⁷⁾ XI^e série, Bull. 2517, n° 44049.

⁽⁸⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, deuxième section, chapitre LXVI : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies des chemins de fer du Midi et d'Orléans, en exécution des conventions de 1883, un crédit additionnel d'un million de francs (1,000,000').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte « Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883 ».

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOUX.

N° 44569. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Bolbec à faire une avance à l'État et à contracter un Emprunt.*

Du 16 Janvier 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 20 janvier 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les lois du 16 juillet 1889 et du 20 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'État, en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu la délibération, en date du 7 décembre 1903, par laquelle la chambre de commerce de Bolbec (Seine-Inférieure) sollicite l'autorisation d'avancer à l'État une somme de six mille trois cent soixante-quinze francs, en vue de participer aux dépenses d'établissement d'un circuit téléphonique direct entre Bolbec et le Havre, et de contracter, à cet effet, un emprunt d'égale somme,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Bolbec (Seine-Inférieure) est autorisée à avancer à l'État une somme de six mille trois cent

soixante-quinze francs (6,375'), en vue de concourir aux dépenses d'établissement d'un circuit téléphonique direct entre Bolbec et le Havre.

2. La chambre de commerce de Bolbec est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas trois pour cent (3 p. 0/0), une somme de six mille trois cent soixante-quinze francs (6,375'), dont le montant sera affecté au paiement de cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de cinq ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 14570. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour restauration et conservation des Terrains en montagne.

Du 20 Janvier 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les deux déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de sept cents francs pour correction du ravin de Garian;

¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de sept cents francs (700^f) applicable comme suit :

Quatrième partie, chapitre LIV : *Restauration et conservation des terrains en montagne.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués à titre de fonds de concours pa divers.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

N° 44571. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit, à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour restauration et conservation des Terrains en montagne.*

Du 20 Janvier 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les deux déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quatre cent cinquante francs pour travaux de reboisement facultatifs;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1903, un crédit de quatre cent cinquante francs (450^f) applicable comme suit :

Quatrième partie, chapitre LIV : *Restauration et conservation des terrains en montagne.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués à titre de fonds de concours par le département de la Drôme et la commune de Saint-Julien-en-Quint.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

N° 11572. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour étude et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 22 Janvier 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904, et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 49 de ladite loi d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1904 soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des avances que ces compagnies mettent à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant ni les dépenses résultant de la loi du 14 juin 1897, le maximum de soixante-sept millions de francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé n° 30308 du receveur central des finances du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 janvier 1904, par la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, une somme de six cent soixante-quinze mille francs pour le paiement des dépenses

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1904, deuxième section, chapitre *LXVIII bis : Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de six cent soixante-quinze mille francs (675.000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOL.

N° 44573. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour études et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 22 Janvier 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration n° 32295 du trésorier-payeur général du département de l'Indre, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 20 novembre

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1903, par le département de l'Indre, une somme de quatre cent quatre-vingt-douze mille cent quatre-vingt-deux francs quatre-vingt-dix-huit centimes, à titre de fonds de concours, pour l'établissement du chemin de fer du Blanc à Argent;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1904, deuxième section, chapitre *LXVIII bis : Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer, en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre cent quatre-vingt-douze mille cent quatre-vingt-deux francs quatre-vingt-dix-huit centimes (492,182'98), applicable à l'établissement des lignes concédées par lesdites conventions à la Compagnie d'Orléans.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOLS.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44574. — *Décret qui autorise la Chambre de commerce de Saint-Brieuc à contracter un Emprunt et relève les Péages locaux perçus au port d'Erquy (Côtes-du-Nord).*

Du 24 Janvier 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 28 janvier 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce;

Vu l'article 16 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;

Vu le décret du 10 juin 1895 qui a établi des péages au port d'Erquy (Côtes-du-Nord);

Vu les délibérations en date des 19 août 1901, 8 octobre et 28 novembre 1901, par lesquelles la chambre de commerce de Saint-Brieuc demande l'autorisation de contracter un emprunt de dix-huit mille cent soixante-dix

francs vingt-six centimes en vue de solder le reliquat de l'emprunt de vingt mille francs autorisé par le décret susvisé du 10 juin 1895;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, en date des 22 octobre 1901, 26 novembre 1902, 19 janvier et 21 août 1903;

Vu la dépêche du ministre des finances, en date du 27 octobre 1903;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumis le projet et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 10 juin 1903;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. La chambre de commerce de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre pour cent (4 p. 0/0), une somme de dix-huit mille cent soixante-dix francs vingt-six centimes (18,170¹/₂₆) destinée à lui permettre de rembourser par anticipation le solde restant dû sur l'emprunt de vingt mille francs (20,000¹/₂₆) autorisé par le décret susvisé du 10 juin 1895, en vue des travaux d'amélioration du port d'Erquy.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de cinquante ans.

2. A partir de la promulgation du présent décret, les péages établis au port d'Erquy par le décret du 10 juin 1895 seront remplacés par les péages maxima ci-après :

1^o Péage dû en raison de la quantité totale de marchandises embarquées, débarquées ou transbordées, par tonne de mille kilogrammes (1,000^k) de marchandises, vingt centimes (0¹/₂₀);

2^o Péage dû en raison du tonnage de jauge légale du navire exclusivement applicable aux navires appelés à la grande pêche et payable en une seule fois dans l'année, quel que soit le nombre des entrées du même navire, par tonneau de jauge, soixante centimes (0¹/₆₀)

Seront exempts de droits :

1^o Les navires appartenant à l'État ou employés à son service et, dans tout navire, les objets et marchandises appartenant à l'État ou destinés à son service en vertu de contrats réguliers;

2^o Les navires affectés au pilotage ou à la navigation de plaisance;

3^o Les navires pratiquant la pêche côtière;

4^o Les navires entrés en relâche, à moins qu'ils ne se livrent à quelque opération de commerce.

3. La perception des droits de péage établis par l'article précédent est concédée à la chambre de commerce de Saint-Brieuc, pour le produit en être affecté, tant au paiement des annuités (intérêts et amortissement) de l'emprunt de dix-huit mille cent soixante-dix francs vingt-six centimes (18,170^f 26) qu'elle est autorisée à contracter par l'article 1^{er} du présent décret, qu'à l'entier accomplissement de ses obligations antérieures.

Cette perception cessera immédiatement après que le produit des droits aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au complet remboursement de la dette de la chambre, et au plus tard, à l'expiration du délai de cinquante années fixé par l'article 1^{er} du présent décret, comme limite extrême du remboursement de l'emprunt de dix-huit mille cent soixante-dix francs vingt-six centimes (18,170^f 26).

Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de commerce de Saint-Brieuc adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au ministre des finances et au receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu détaillé des recettes perçues dans le port d'Erquy, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement de l'emprunt.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 24 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLLOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre
des travaux publics,
Signé : E. MARUÉJOUX.

N° 44575. — DÉCRET approuvant la substitution de la Compagnie du chemin de fer de Billom à Vertaizon à M. Le Bréton, comme concessionnaire du Chemin de fer d'intérêt local de Vertaizon à Billom.

Du 25 Janvier 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 janvier 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 10 juin 1873⁽¹⁾, déclarant d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Vertaizon à Billom et autorisant le département du Puy-de-Dôme à pourvoir à l'exécution de cette ligne, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 12 juillet 1865, et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 27 juin 1872, avec M. Perrichout (Étienne), ainsi que du cahier des charges y annexé;

Vu le décret du 3 juin 1902⁽²⁾, qui a approuvé la substitution de M. Le Breton (Henry) à M. Perrichout comme concessionnaire du chemin de fer mentionné, et notamment, l'article 2 dudit décret ainsi conçu : « M. Le Breton devra, dans le délai de six mois, à partir de la date du présent décret, se substituer une société anonyme, en se conformant aux dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880 »;

Vu la demande présentée par M. Le Breton, à l'effet de se substituer comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local susmentionné, la Compagnie des chemins de fer d'Auvergne, actuellement dénommée *Compagnie du chemin de fer de Billom à Vertaizon*;

Vu la délibération du conseil général du Puy-de-Dôme, en date du 26 août 1902;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 31 juillet, 2 août 1902, 28 janvier, 2 février, 30 mars, 1^{er} avril, 24-30 juillet 1903;

Vu les lettres du préfet du Puy-de-Dôme, en date des 3 juin et 1^{er} septembre 1903;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, et notamment l'article 10;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution de la Compagnie du chemin de fer de Billom à Vertaizon, à M. Le Breton (Henry), comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Vertaizon à Billom, déclaré d'utilité publique par le décret susvisé du 10 juin 1873.

2. Il est interdit à la Compagnie du chemin de fer de Billom à Vertaizon, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation du chemin de fer mentionné à l'article 1^{er} ci-dessus, sans y avoir été autorisée au préalable par décret délibéré en conseil d'État.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOLIS.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 180, n^o 1682.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2391, n^o 12160.

N° 14576. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour encouragements à l'Industrie chevaline.

Du 25 Janvier 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903 ;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique ;

Vu les cinquante-six déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cent quarante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf francs vingt centimes, prélèvement d'un pour cent sur les opérations du pari mutuel ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de cent quarante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf francs vingt centimes (144,999'20) applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre xxxv : *Encouragements à l'industrie chevaline*.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par les sociétés de courses.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44577. — *DÉCRET modifiant le titre des Contrôleurs comptables des chemins de fer.*

Du 25 Janvier 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu le décret du 30 mai 1895 ⁽¹⁾;

Vu la loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les « Contrôleurs comptables des chemins de fer » prendront le titre de « Contrôleurs des comptes des chemins de fer ».

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 25 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

N° 44578. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour rectification des Routes nationales et des Routes départementales des départements annexés.*

Du 27 Janvier 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1721, n° 29910.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration n° 30183 du receveur particulier des finances de l'arrondissement de Gray, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 28 mars 1903, par la ville de Gray, une somme de cinquante mille francs, à titre de fonds de concours pour la rectification de la route nationale n° 70, par le port du Poirier, entre le point 11^k 4 et la route nationale n° 67, à Gray;

Vu l'avis du ministre des finances.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, deuxième section, chapitre *xiv* : *Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cinquante mille francs (50,000^f), applicable aux travaux de rectification de la route nationale n° 70, par le port du Poirier, entre le point 11^k 4 et la route nationale n° 67, à Gray.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOLS.

F 44579. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter et les dépenses à faire par la Compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements, pour la construction de water-closets, à proximité du dépôt et des ateliers de la gare de Souk-Ahras.

Le tiers de la dépense résultant de l'exécution de ce projet sera imputé sur le compte de deux millions de francs ouvert, conformément à l'article 6 de la convention du 23 mai 1885, approuvée par la loi du 28 juillet suivant, pour travaux complémentaires, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte et dans la limite d'une somme de sept cent soixante-dix francs, y compris une majoration de soixante-dix francs pour frais généraux et intérêts. (*Paris, 25 Mars 1904.*)

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10517.

N° 44580. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux prévus dans le projet présenté par la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour son réseau algérien, le 16 décembre 1902, et ayant pour objet l'agrandissement et la modification des ateliers du Hamma, près Alger, en y transférant la remise des voitures de la gare d'Oran-Karguentah (ligne d'Oran à Alger).

Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront, après vérification de la commission des comptes, ajoutées, mais seulement pour l'exercice du droit de partage des bénéfices et jusqu'à concurrence d'une somme de cinq mille sept cents francs, y compris une majoration calculée au taux provisoire de douze pour cent pour frais généraux et intérêts, au compte général de premier établissement des lignes du réseau algérien, conformément à la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par les lois et décret du 11 juin suivant, et à l'article 3 du décret du 20 septembre 1863. (*Paris, 25 Mars 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 8^r Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale	6 francs par an.
Partie supplémentaire	6 francs par an.
Aux deux parties	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2541.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1581. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, au titre du budget annexe des Chemins de fer de l'État, un Crédit supplémentaire.*

Du 23 Décembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903;

Vu la loi de finances du 29 décembre 1882, qui a rattaché, pour ordre, au budget général le budget annexe des chemins de fer de l'État, et notamment l'article 7 de cette loi, lequel est ainsi conçu :

« Les crédits supplémentaires ou extraordinaires reconnus nécessaires dans le cours d'un exercice pourront être ouverts par décrets contresignés des ministres des travaux publics et des finances; toutefois ces crédits devront être soumis à la sanction du pouvoir législatif dans le délai d'un mois lorsque les Chambres seront assemblées, ou, dans le cas contraire, dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion. »

Sur le rapport du ministre des travaux publics et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État, pour l'exercice 1903, un crédit supplémentaire de mille sept cent quarante-trois francs douze centimes (1,743¹²) qui sera affecté à ce budget de la manière suivante :

CHAP. VI. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	20 ⁷⁶
— VII. Dépenses des exercices clos (1899 à 1902).....	1,722 36
TOTAL.....	1,743 12

XII^e Série.

12

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des produits de l'exploitation des chemins de fer de l'État pendant l'année 1903.

2. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*, et soumis à la ratification des Chambres dans les délais déterminés par l'article 7 précité de la loi de finances du 19 décembre 1882.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOLS.

N° 44582. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce d'Alger à faire une Avance au Gouvernement général et à contracter un Emprunt.

Du 27 Janvier 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 janvier 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie :

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'État, en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques ;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi ;

Vu le décret du 30 octobre 1898 ⁽¹⁾, qui a rendu exécutoire en Algérie la loi susvisée du 9 avril 1898 ;

Vu la loi du 19 décembre 1900, portant création du budget spécial de l'Algérie ;

Vu la délibération du 28 octobre 1903, par laquelle la chambre de commerce d'Alger offre de mettre à la disposition du gouvernement général de l'Algérie, à titre d'avance, une somme de sept mille deux cents francs en vue de la création d'une ligne téléphonique reliant la commune de Palestro au réseau départemental, et sollicite l'autorisation de contracter, à cet effet, au taux d'intérêt de quatre francs soixante centimes pour cent, un emprunt d'égale somme ;

Vu la délibération du 20 septembre 1903, aux termes de laquelle le conseil municipal de Palestro s'est engagé à prendre à la charge de la commune les intérêts annuels dudit emprunt et l'impôt de quatre pour cent sur les intérêts ;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2029, n° 35605.

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 16 janvier 1904,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à avancer au gouvernement général de l'Algérie une somme de sept mille deux cents francs (7,200^f), en vue de concourir aux dépenses d'installation d'une ligne téléphonique reliant la commune de Palestro au réseau départemental.

2. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs soixante centimes pour cent (4^f 60 p. o/o), une somme de sept mille deux cents francs (7,200^f), dont le montant sera affecté à cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de vingt ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 27 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44583. — DÉCRET autorisant un Dépôt de Dynamite
à Hénin-Liétard (Pas-de-Calais).

En 30 Janvier 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 8 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

XII^e Série.

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu le décret du 23 décembre 1901 ⁽³⁾ sur la conservation des explosifs dans les exploitations souterraines;

Vu la demande formée par la Compagnie des mines de Drocourt, à l'effet d'être autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Hénin-Liétard (Pas-de-Calais);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet du Pas-de-Calais;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La Compagnie des mines de Drocourt est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Hénin-Liétard (Pas-de-Calais), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble et conformément au plan de détail produits par la compagnie pétitionnaire, lesquels plans resteront annexés au présent décret.

Il sera du type superficiel enterré et la chambre de dépôt sera établie à une profondeur de dix-huit mètres (18^m) au-dessous du sol naturel.

Les parois de la chambre de dépôt seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité et le sol sera dallé avec soin.

La chambre de dépôt et la galerie d'accès seront fermées par de fortes grilles et par des portes blindées percées de trous permettant le renouvellement de l'air et munies de serrures de sûreté.

La cheminée de ventilation qui surmonte le puits d'aérage devra s'élever à trois mètres (3^m) au-dessus du sol extérieur environnant; elle sera fermée par une grille solidement fixée sur cette cheminée.

La gaine de ventilation en tôle galvanisée précédant la cheminée devra partir du fond de la chambre de dépôt de façon que le courant d'air traverse celle-ci dans toute sa longueur.

Cette gaine, comme la cheminée elle-même, devra présenter une section de sept décimètres carrés (0^m 7) au moins.

3. Un logement de gardien sera établi à proximité du dépôt.

4. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées, qui s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2337, n° 41309.

service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

5. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à mille kilogrammes (1,000^k).

6. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La porte extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

On ne s'éclairera pour le service du dépôt que par des lampes électriques ou des lampes de sûreté avec manchon en verre.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde.

Le logement du gardien et les portes du dépôt seront reliés par des communications électriques établies de telle façon que l'ouverture des portes ou la simple rupture des fils de communication fasse fonctionner automatiquement une sonnerie d'avertissement placée à l'intérieur du logement.

Le service du dépôt pourra être fait à l'aide de wagonnets légers, sous la réserve que ces wagonnets auront leurs roues en bronze, qu'ils ne pénétreront jamais dans la chambre de dépôt et qu'à l'intérieur de la galerie la voie sera formée de rails en bois.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel elle inscrira, jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeure de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera, en outre, rigoureusement vérifié.

7. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation ou la surveillance, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

8. La compagnie permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombre-

ment et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

9. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la compagnie permissionnaire devra évacuer, sur le point qui lui sera indiqué, la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée sans qu'il en résulte pour la compagnie permissionnaire aucun droit à indemnité.

10. Le délai accordé à la compagnie permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

11. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

12. La compagnie permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existant ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

13. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 44584. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour études et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 1^{er} Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 121 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1903, soit par des compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des avances que ces compagnies mettent à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant ni les dépenses résultant de la loi du 14 juin 1897, le maximum de soixante-neuf millions de francs;

Vu les décrets n° 152, 225, 276, 297, 304, 357, 390, 403 et 4 des 16 mai ⁽¹⁾, 23 juin ⁽²⁾, 4 ⁽³⁾ et 29 août ⁽⁴⁾, 17 septembre ⁽⁵⁾, 19 octobre ⁽⁶⁾, 1^{er} ⁽⁷⁾ et 10 décembre 1903 et 15 janvier 1904, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à onze millions sept cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽⁸⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé n° 46508 du receveur central des finances du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 31 décembre 1903, par la Compagnie des chemins de fer du Midi, une somme de trois cent mille francs pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, deuxième section, chapitre LXVI : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la Compagnie des chemins de fer du Midi, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de trois cent mille francs (300,000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte « Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883 ».

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOL.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 2180, n° 43592.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2492, n° 43726.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2512, n° 44018.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 2512, n° 44019.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 2512, n° 44021.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 2512, n° 44031.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 2517, n° 44192.

⁽⁸⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44585. — **DÉCRET** qui autorise la Chambre de commerce d'Alger à faire une Avance au Gouvernement général et à contracter un Emprunt.

Du 2 Février 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 10 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'État en vue de l'établissement des lignes et réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu le décret du 30 octobre 1898⁽¹⁾, qui a rendu applicable en Algérie la loi susvisée du 9 avril 1898;

Vu la délibération, en date du 18 novembre 1903, par laquelle la chambre de commerce d'Alger offre de mettre à la disposition du gouvernement général de l'Algérie, à titre d'avance, une somme de deux mille huit cents francs, en vue de concourir aux dépenses d'installation d'un circuit téléphonique devant relier la commune de Rovigo au réseau départemental, et sollicite l'autorisation de contracter, à cet effet, un emprunt d'égale somme, au taux maximum de quatre francs soixante centimes pour cent;

Vu la délibération du 14 novembre 1903, aux termes de laquelle le conseil municipal de Rovigo s'engage à mettre à la charge de la commune du même nom le service des intérêts annuels dudit emprunt et celui de l'impôt sur ces mêmes intérêts;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 22 janvier 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à avancer au gouvernement général de l'Algérie une somme de deux mille huit cents francs (2,800^f), en vue de concourir aux dépenses de construction d'une ligne téléphonique reliant la commune de Rovigo au réseau départemental.

2. Ladite chambre de commerce est autorisée à emprunter, au taux d'intérêt maximum de quatre francs soixante centimes pour cent (4^f60 p. 0/0), une somme de deux mille huit cents francs (2,800^f), dont le montant sera affecté à cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles

par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de vingt ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 2 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUVILLOT.

N° 44586. — *DÉCRET prescrivant l'ouverture d'un Service public de voyageurs et de marchandises à la gare du chemin de fer des mines de Cromey, Mazenay et Change (Saône-et-Loire).*

Du 3 Février 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 9 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu, avec le cahier des charges y annexé, le décret en date du 28 juillet 1860 ⁽¹⁾, qui concède à la Société des mines et usines du Creusot un chemin de fer d'embranchement destiné à relier les mines de Cromey, Mazenay et Change, d'une part, à la ligne de Moulins à Chagny, d'autre part, au canal du Centre;

Vu, notamment, l'article 2 de ce décret aux termes duquel si l'embranchement concédé pourra être tout d'abord exclusivement affecté au transport des produits des mines de la Société du Creusot, le Gouvernement se réserve toutefois la faculté d'exiger ultérieurement, et dès que la nécessité en sera reconnue après enquête, l'établissement, soit d'un service public de marchandises, soit d'un service de voyageurs, soit d'un service de voyageurs et de marchandises, les dispositions du titre IV et les articles 54, 55, 56 et 57 du titre V du cahier des charges, recevant alors leur application;

Vu la délibération, en date du 12 avril 1899, par laquelle le conseil général de Saône-et-Loire sollicite l'ouverture au service public, pour les voyageurs et les marchandises, de la ligne établie en vertu du décret du 28 juillet 1860, entre la station de Saint-Léger-sur-Dheune, du réseau Paris-Lyon-Méditerranée et les Menaults;

Vu l'avant-projet dressé en vue de l'établissement du service public;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 846, n° 8160.

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet;

Vu, notamment, la délibération de la chambre de commerce de Chalon-sur-Saône, Autun et Louchans, en date du 25 septembre 1900 et les délibérations de la commission d'enquête en date des 27 septembre et 1^{er} novembre 1900;

Vu les rapports des services du contrôle en date des 11-15 mai, 25 juin, 9-27 juillet, 31 août-27 novembre 1901 et du 30 avril 1903;

Vu l'avis du préfet de Saône-et-Loire, en date du 25 septembre 1901;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 28 novembre 1901;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Dans le délai de trois mois au plus tard à partir de la date du présent décret, le concessionnaire du chemin de fer construit en vertu du décret susvisé du 28 juillet 1860 établira, sur ce chemin de fer, entre la station de Saint-Léger-sur-Dheune et les Menaults, un service public de voyageurs et de marchandises, aux conditions du cahier des charges annexé au décret du 28 juillet 1860 et dont les dispositions du titre IV et les articles 54, 55, 56 et 57 du titre V notamment seront applicables.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOUX.

N^o 44587. — *Décret qui autorise la perception à Paris, en 1904, d'une imposition additionnelle au principal de la contribution des patentes, au bénéfice de l'Office national de commerce extérieur.*

Du 6 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce;

Vu la loi du 4 mars 1898, portant création d'un office national du commerce extérieur et approuvant une convention intervenue entre le Gouvernement et la chambre de commerce de Paris, notamment les articles 8, 9 et 10 de ladite loi;

Vu l'article 4 de la convention précitée;

Vu la demande formée par la chambre de commerce de Paris;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Vu la loi du 13 juillet 1903, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1904;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Indépendamment de l'imposition prélevée en 1904, en vertu de l'article 21 de la loi du 9 avril 1898, il sera perçu, pendant ladite année 1904, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de Paris compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, une imposition supplémentaire additionnelle de trois cent soixante-treize millièmes de centime (0^e 373) par franc, au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, représentant le complément de la subvention que la chambre de commerce de Paris doit servir à l'Office national du commerce extérieur, en vue de participer aux frais d'administration et d'exploitation de cet établissement public, sera mis, sur les mandats du préfet de la Seine, à la disposition de la chambre de commerce, qui en versera le montant à l'Office national du commerce extérieur.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 4366. — *Décret autorisant la Chambre de commerce de Caen à prélever sur les disponibilités des Péages une somme de 163,832 francs.*

Du 20 Février 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce;

Vu la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;

Vu le décret du 20 mai 1895⁽¹⁾, autorisant la chambre de commerce de Caen (Calvados) à contracter un emprunt d'un million sept cent mille francs, en vue de concourir à la dépense des travaux d'amélioration des accès du port de cette ville, et portant établissement de péages au port de Caen-Ouistreham;

Vu les décisions, en date des 13 septembre et 17 octobre 1898, 1^{er} août 1901 et 28 mai 1902, par lesquelles le ministre des travaux publics a autorisé l'exécution de travaux de dragages dans l'avant-port et entre les jetées du port d'Ouistreham et la transformation en quai haut de la cale aux bois du nouveau quai du canal de Caen à la mer, au port de Caen;

Vu les délibérations, en date des 24 août 1898, 21 décembre 1901 et 8 avril 1902, par lesquelles la chambre de commerce de Caen offre de mettre à la disposition de l'État, à titre de subside, une somme de cent soixante-trois mille trois cent trente-deux francs, en vue de l'exécution des travaux dont il s'agit;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, en date des 13 avril 1900, 24 juillet 1901, 28 mai 1902 et 13 février 1903;

Vu la dépêche du ministre des finances, en date du 2 avril 1903;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumis le projet, et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 30 avril 1902;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Caen (Calvados) est autorisée à prélever sur les excédents disponibles du produit des péages établis à son profit par le décret du 20 mai 1895, une somme de cent soixante-trois mille trois cent trente-deux francs (163,332^f), pour le montant en être mis à la disposition de l'État, à titre de subside, en vue de l'exécution de dragages, dans l'avant-port et entre les jetées du port d'Ouistreham, et de la transformation en quai haut de la cale aux bois du nouveau quai du canal de Caen à la mer, au port de Caen.

2. Les péages établis au port de Caen-Ouistreham par le décret du 20 mai 1895 continueront d'être perçus au profit de la chambre de commerce de Caen, pendant tout le temps nécessaire pour permettre à cette chambre, après avoir opéré le prélèvement autorisé par l'article précédent, de satisfaire à toutes les obligations en vue desquelles a été autorisée la perception de ces péages, sans que, toutefois, cette perception puisse dépasser le délai de trente ans stipulé par le décret précité du 20 mai 1895, pour le remboursement intégral de l'emprunt d'un million sept cent mille francs (1,700,000^f) autorisé par ledit décret.

3. Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1709, n° 29671.

commerce de Caen adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au ministre des finances et au receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu détaillé des recettes et des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement de sa dette.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 10 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : MARUÉJOULS.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes
et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44589. — *DÉCRET déclarant d'utilité publique, dans le département de l'Hérault, les travaux de prolongement du Réseau de tramways de Cette.*

Du 10 Février 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu le décret du 28 décembre 1899 ⁽¹⁾, qui a :

1° Déclaré d'utilité publique et concédé à la ville de Cette l'établissement, dans cette ville, d'un réseau de tramways à traction électrique, destiné au transport des voyageurs et comprenant notamment une ligne n° 3 de la caserne au pont Virila;

2° Approuvé la convention passée, le 29 juillet 1899, entre le maire de Cette, au nom de la ville, et la Compagnie des tramways de Cette, pour la rétrocession de l'entreprise; ensemble cette convention et le cahier des charges y annexé;

Vu l'avant-projet présenté pour le prolongement jusqu'aux casernes de la ligne n° 3 susmentionnée;

Vu, notamment, le plan d'ensemble dudit prolongement;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 24 avril 1903;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 2187, n° 38569.

Vu l'avis de la chambre de commerce de Cette, en date du 12 mars 1903;

Vu la délibération, en date du 25 mai 1903, de la commission départementale agissant par délégation du conseil général de l'Hérault;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Cette, en date du 5 juin 1903;

Vu l'adhésion directe donnée à l'exécution des travaux, le 16 juillet 1903, par le directeur du génie à Perpignan, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853;

Vu l'avenant à la convention susvisée du 29 juillet 1899 et au cahier des charges annexé à cette convention, ledit avenant passé le 2 février 1903, entre le maire de Cette, agissant au nom de la ville, et la Compagnie des tramways de Cette, pour la rétrocession de l'entreprise;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 3 novembre 1903;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 18 novembre 1903;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu la loi du 25 juin 1895 sur l'établissement des conducteurs d'énergie électrique;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾ et 13 février 1900⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Hérault, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, du prolongement jusqu'aux casernes de la ligne n° 3 du réseau des tramways de Cette.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit prolongement ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la date du présent décret.

2. La ville de Cette est autorisée à pourvoir à la construction et à l'exploitation du prolongement dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au décret susvisé du 28 décembre 1899.

3. Est approuvé l'avenant à la convention susvisée du 29 juillet 1899 et au cahier des charges annexé à cette convention, ledit avenant passé le 2 février 1903, entre le maire de Cette, au nom de la ville, et la Compagnie des tramways de Cette, pour la rétrocession du prolongement susmentionné.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 33657.

Cet avenant et le plan d'ensemble ci-dessus visé resteront annexés au présent décret.

4. Il est interdit à la Compagnie des tramways de Cette, sous peine de déchéance, d'engager son capital directement ou indirectement dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des lignes de tramways qui lui sont rétrocédées, sans y avoir été préalablement autorisée par décret délibéré en conseil d'État.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

AVENANT.

Entre les soussignés :

M. J.-L. Molle, maire de la ville de Cette, agissant en cette qualité et en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 29 décembre 1902.

D'une part ;

Et la Compagnie des tramways de Cette, société anonyme au capital d'un million deux cent mille francs (1.200.000^f), dont le siège social est à Paris, rue Scribe, n° 7, représentée par M. Léon Holtzer, ingénieur-directeur des exploitations de l'Omniium lyonnais de chemins de fer et tramways, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de la Compagnie des tramways de Cette en date du 28 novembre 1902, dont un extrait certifié conforme restera annexé aux présentes.

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Cette s'engage à rétrocéder à la Compagnie des tramways de Cette le prolongement, jusqu'aux casernes, de la ligne dite n° 3, de la caserne au pont Virla, actuellement en exploitation, sur une longueur de neuf cent quatre-vingts mètres (980^m). Ce prolongement empruntera uniquement le boulevard des Casernes.

La Compagnie des tramways de Cette s'engage, par la présente convention, à accepter cette rétrocession, à exécuter les travaux et faire l'exploitation, sans subvention ni garantie d'intérêts, et à ses risques et périls, comme substituée aux droits et obligations de la ville tels qu'ils sont établis dans le cahier des charges annexé au décret du 28 décembre 1899, lequel cahier des charges sera, ainsi que la convention annexée audit décret, applicable au prolongement à rétrocéder, sauf la modification indiquée à l'article 2.

2. L'article 23 du cahier des charges sera rédigé comme suit :

« Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

« Dix centimes (0^f 10) sur chacune des lignes :

« N° 1. De la gare au Môle et vice versa ;

« N° 2. Première section, des Halles à l'Abattoir et vice versa ; deuxième section, de l'Abattoir à la Peyrade et vice versa ;

« N° 3. La ligne complète sera divisée en deux sections de dix centimes (0' 10) chacune :

« La première section ira du pont Virla au terminus du boulevard des Casernes (chemin vicinal n° 10);

« La deuxième section ira du terminus du boulevard des Casernes au chemin des Métairies.

« Quinze centimes (0' 15) sur la ligne n° 4 du Môle à la Corniche, et *vice versa*.

« Sur toute ligne ou section de ligne, il sera délivré des correspondances donnant droit au parcours immédiat dans la première voiture offrant des places disponibles sur une ligne ou section de ligne contiguë.

« Ces correspondances seront accordées moyennant un prix égal à la somme des prix perçus sur les deux lignes ou sections de ligne, diminué de cinq centimes (0' 05) (maximum : vingt centimes (0' 20)).

« Les enfants au-dessous de sept ans, portés sur les genoux, seront transportés gratuitement. Il en sera de même des paquets peu volumineux susceptibles d'être portés sur les genoux, sans gêner les voisins, et dont le poids n'excédera pas dix kilogrammes (10^k). Tous autres paquets payeront dix centimes (0' 10).

« Il est stipulé que le droit de péage entre pour les deux tiers et le prix de transport pour un tiers dans les taxes ci-dessus fixées.

« L'État ou ses entrepreneurs auront à toute époque le droit d'user gratuitement pour tous les transports rendus nécessaires par les travaux du port, des traverses des routes nationales dans Cette, ou du canal du Rhône à Cette, des voies du tramway placées sur le chemin de fer des Carrières. »

Cet article modifie et annule l'article n° 23 du cahier des charges.

3. La ville s'engage à verser à la compagnie une subvention équivalente au montant des droits d'octroi qui seront perçus sur les matériaux employés dans la construction de ce prolongement.

4. Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention seront supportés par la compagnie rétrocessionnaire.

Fait en double à Cette, le 2 février 1903.

Omnium lyonnais de chemins de fer
et tramways :

L'Ingénieur-directeur des exploitations,
Signé : HOLTZER.

Le Maire,
Signé : MOLLE.

Enregistré à Cette, le 11 février 1903, folio 48, case 13. — Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : Cabrié.

N° 44590. — *DÉCRET qui autorise la perception à Paris, en 1904, d'une Imposition extraordinaire additionnelle au principal de la contribution des Patentes, au bénéfice de la Ville et de la Chambre de commerce de Paris.*

Du 11 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 27 janvier 1886, qui a autorisé, à partir du 1^{er} janvier 1887, sur certaines classes de patentes de la ville de Paris, une imposition extraordinaire de deux centimes et demi par franc, au maximum, additionnelle à la contribution des patentes, en vue tant de la création d'une bourse de commerce que du développement de l'enseignement professionnel des écoles commerciales de la chambre de commerce;

Vu notamment l'article 2, paragraphe 3, de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre des centimes ou fractions de centime à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce »;

Vu la loi du 9 juillet 1901, qui a autorisé la chambre de commerce de Paris à contribuer, au moyen du produit de l'imposition extraordinaire instituée par la loi susvisée du 27 janvier 1886, aux frais d'installation, au Conservatoire national des arts et métiers, du laboratoire d'essais mécaniques, physiques, chimiques, de machines et de l'office national de la propriété industrielle;

Vu la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, modifiée par les lois ultérieures;

Vu la loi du 13 juillet 1903, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1904;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu à Paris, en 1904, sur les patentables des six premières classes du tableau A, et sur ceux qui sont désignés, dans les tableaux B et C, comme passibles d'un droit fixe égal ou supérieur à celui desdites classes, une imposition extraordinaire de deux centimes et demi (2⁵⁰) par franc additionnelle au principal de la contribution des patentes, dont le produit sera attribué à la ville et à la chambre de commerce de Paris, dans les conditions déterminées par les lois susvisées des 27 janvier 1886 et 9 juillet 1901.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44591. — *DÉCRET autorisant divers travaux au port de Toulon.*

Du 23 Février 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu l'avant-projet dressé par les ingénieurs du service maritime du département du Var, le 25 juin 1901, pour l'approfondissement du bassin de la Rode à Toulon et de son chenal d'accès;

Vu les propositions des ingénieurs des 24 avril 1900 et 16 janvier 1901 tendant à l'affectation au service du port de commerce de Toulon de l'ancien parc militaire du Party;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Toulon, en date des 20 novembre 1900 et 26 septembre 1901, par lesquelles cette compagnie a souscrit l'engagement de participer pour moitié, soit cent trente-sept mille deux cent quarante-vingt-dix francs, dans la dépense totale, évaluée à deux cent soixante-quatorze mille cinq cent quatre-vingts francs, des améliorations projetées;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle ont été soumis les projets ci-dessus visés, et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 6 mars 1902;

Vu les adhésions directes délivrées par le directeur des domaines, le 1^{er} août 1902, le directeur des travaux hydrauliques de la marine, le 2 août 1902, et le colonel directeur du génie, le 14 août 1902;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 18 octobre 1900, 2 et 25 mars 1901;

Vu les lettres du préfet du Var, en date des 8 février et 23 novembre 1901;

Vu les lettres du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date des 30 avril 1901, 27 avril 1902 et 14 novembre 1903;

Vu les lettres du ministre des finances, en date des 21 juin 1902 et 23 mai 1902;

Vu la lettre du ministre de la guerre, en date du 2 octobre 1902;

Vu la décision en date du 22 février 1904, concertée entre le ministre des finances et le ministre des travaux publics, affectant les terrains dépendant de l'ancien parc militaire du Party au service du port de commerce de Toulon, et fixant la valeur desdits terrains à la somme de quarante-quatre mille cinq cent quatre-vingts francs;

Vu la loi du 27 juillet 1870;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera procédé aux travaux d'approfondissement du bassin de la Rode, et d'élargissement de son chenal d'accès, au port de Toulon, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet dressé par les ingénieurs le 25 juin 1900.

La dépense des travaux est évaluée à deux cent trente mille francs (230,000^f).

2. La somme de quarante-quatre mille cinq cent quatre-vingts francs (44,980^f), à laquelle a été fixée la valeur des terrains du parc du Party, affectés au service du port de commerce de Toulon par la décision ministérielle susvisée, sera versée au compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898 au titre de *Perfectionnement de l'armement et réinstallation des services militaires*.

3. Il est pris acte de l'engagement souscrit par la chambre de

commerce de Toulon, ainsi qu'il résulte de ses délibérations sus-
citées, de contribuer pour la somme de cent trente-sept mille deux
cent quatre-vingt-dix francs (137,290^f), tant dans la dépense des tra-
vaux que dans les frais d'acquisition de l'immeuble domanial du
port du Party.

Le subside de la chambre de commerce sera versé dans les caisses
du Trésor par acomptes successifs, au fur et à mesure des besoins.
L'importance de chaque versement partiel et l'époque à laquelle il
sera effectué seront déterminées par le ministre des travaux pu-
blics.

4. Le surplus de la dépense, évalué à cent trente-sept mille deux
cent quatre-vingt-dix francs (137,290^f), pris en charge par l'État,
sera prélevé sur les ressources annuellement inscrites à la deuxième
section du budget du ministère des travaux publics, pour l'amélior-
ation et l'extension des ports maritimes.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du
présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République
française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉCHOUX.

N° 44592. — *Décret fixant, pour l'exercice 1904, le maximum
de la Rente viagère des Cantonniers.*

Bu 27 Février 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'article 9 du décret du 22 février 1896⁽¹⁾, portant que la rente via-
gère totale à assurer aux cantonniers de l'État ne peut excéder la fraction
du salaire moyen annuel qui sera fixée chaque année par décret rendu en
conseil d'État, dans la limite des crédits ouverts au budget;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des
recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le maximum de la rente viagère totale à laquelle les

sera série, Bull. 1799, n° 31494.

cantonniers pourront avoir droit, par application du deuxième graphique de l'article 9 du décret du 22 février 1896, est fixé, à l'exercice 1904, aux deux tiers (2/3) du salaire.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 27 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOLS.

N° 44593. — *DÉCRET qui approuve la Convention passée le 27 février 1904 entre le Ministre des travaux publics et la Compagnie des tramways de l'Ouest-Parisien.*

Du 28 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec la convention et le cahier des charges y annexés, le décret du 30 mars 1899, qui a déclaré d'utilité publique et concédé à MM. Candé et Renard les lignes de tramway, à traction mécanique, de Châtenay à (Champ-de-Mars) et de Billancourt à Paris (Champ-de-Mars);

Vu le décret du 25 janvier 1900⁽¹⁾, qui a autorisé la substitution à MM. Candé et Renard de la Compagnie des tramways de l'Ouest-Parisien;

Vu le décret du 27 février 1903⁽²⁾, qui a approuvé la convention passée le même jour, entre le ministre des travaux publics et la Compagnie des tramways de l'Ouest-Parisien, ladite convention ayant pour objet de proroger pour une durée de six mois une modification provisoire des lignes prévues par l'article 23 du cahier des charges annexé au décret du 30 mars 1899 qui a déclaré d'utilité publique l'établissement des tramways de Châtenay à Paris (Champ-de-Mars) et de Billancourt à Paris (Champ-de-Mars);

Vu le décret du 15 août 1903, qui a approuvé la convention passée le 12 août 1903, entre le ministre des travaux publics et la Compagnie des tramways de l'Ouest-Parisien, pour proroger jusqu'au 1^{er} mars 1904 le décret du 27 février 1903;

Vu la convention passée, le 27 février 1904, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et la Compagnie des tramways de l'Ouest-Parisien;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local, et notamment l'article 10;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 août 1881⁽³⁾ et 13 février 1900⁽⁴⁾;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2136, n° 37660.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2454, n° 43252.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 111.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 38.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 27 février 1904, entre le ministre des travaux publics et la Compagnie des tramways de l'Ouest-Parisien, ladite convention ci-annexée ayant pour objet de proroger jusqu'au 1^{er} juillet 1904 le délai fixé par les conventions du 27 février et du 12 août 1903 approuvées par les décrets ci-dessus visés du 27 février et du 15 août 1903.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

CONVENTION.

L'an 1904 et le 27 février,

Le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et sous réserve de l'approbation des présentes par un décret,

D'une part;

Et la Société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie des tramways de l'Ouest-Parisien*, ladite compagnie représentée par M. de Chevigné, président du conseil d'administration autorisé à cet effet, par délibération du conseil d'administration en date du 22 janvier,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le délai fixé par les conventions du 27 février et du 12 août 1903, approuvées par décrets du 27 février et du 15 août 1903 et concernant la modification provisoire des tarifs des tramways de Châtenay au Champ-de-Mars et de Billancourt au Champ-de-Mars est prorogé jusqu'au 1^{er} juillet 1904.

Toutefois le ministre des travaux publics pourra dénoncer la présente convention en prévenant la compagnie un mois à l'avance. A l'expiration de ce délai d'un mois, le cahier des charges annexé au décret du 30 mars 1899 reprendra son plein effet.

Fait double à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Lu et approuvé :

Signé : E. MARUÉJOULS.

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : DE CHEVIGNÉ.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 18 avril 1904, folio 49, case 2. — Recu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Béthouart.

N° 44594. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des travaux publics*, sur l'exercice 1904, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour études et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État*.

Du 29 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des *travaux publics*;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 49 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1904, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des avances que ces compagnies mettent à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant ni les dépenses résultant de la loi du 14 juin 1897, le maximum de soixante-sept millions de francs;

Vu les décrets n° 9 et 41 des 22 janvier et 18 février 1904 qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à un million trois cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé n° 31770 du receveur central des finances du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 février 1904, par la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, une somme de six cent soixante-quinze mille francs pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie, en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1904, deuxième section, chapitre *xxviii bis : Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de six cent soixante-quinze mille francs (675.000^f).

1. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de secours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1853.*

2. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉCHOULS.

N° 44595. — DÉCRET portant réunion des Justices de paix des cantons Nord et Sud de Cahors.

Du 1^{er} Mars 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 4 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 41 de la loi du 25 février 1901, ainsi conçu :

« Les justices de paix siégeant dans les communes où il y a plusieurs justices de paix peuvent être réunies sous la juridiction d'un seul magistrat, par décret portant règlement d'administration publique » ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les justices de paix des cantons Nord et Sud de Cahors sont réunies sous la juridiction du juge de paix du canton Sud.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

N° 44596. — **DÉCRET** portant réunion des Justices de paix
des cantons Est et Ouest de Dinan.

Du 1^{er} Mars 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 41 de la loi du 25 février 1901, ainsi conçu :

« Les justices de paix siégeant dans les communes où il y a plusieurs justices de paix peuvent être réunies sous la juridiction d'un seul magistrat, par décret portant règlement d'administration publique »;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les justices de paix des cantons Est et Ouest de Dinan sont réunies sous la juridiction du juge de paix du canton Est.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

N° 44597. — **DÉCRET** portant réunion des Justices de paix
des cantons Nord et Sud de Melan.

Du 1^{er} Mars 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 41 de la loi du 25 février 1901, ainsi conçu :

« Les justices de paix siégeant dans les communes où il y a plusieurs justices de paix peuvent être réunies sous la juridiction d'un seul magistrat, par décret portant règlement d'administration publique »;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les justices de paix des cantons Nord et Sud de Melan sont réunies sous la juridiction du juge de paix du canton Nord.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

N° 14598. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses des Écoles des ponts et chaussées et des mines.

Du 7 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations n° 31830, 33384 et 33448 du trésorier-payeur général du département de la Loire, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 18 juin, 27 et 31 octobre 1903, par le département de la Loire, la ville et la chambre de commerce de Saint-Étienne, une somme totale de quatre mille six cents francs (1,800' + 1,800' + 1,000') pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'entretien de l'école des mines de Saint-Étienne;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, première section, chapitre xxx : *Matériel et dépenses diverses des écoles des ponts et chaussées et des mines et des services annexes de ces écoles*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre mille six cents francs (4,600') applicable à l'entretien de l'école des mines de Saint-Étienne.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10517.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARTELLOUS.

N° 44599. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Blois à faire une Avance à l'État et à contracter un Emprunt.*

Du 10 Mars 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 15 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'État en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu la délibération, en date du 26 janvier 1904, par laquelle la chambre de commerce de Blois (Loir-et-Cher) sollicite l'autorisation : 1° d'avancer à l'État une somme de cinquante-quatre mille sept cent soixante-dix francs en vue de l'établissement d'un réseau téléphonique urbain à Mennetou Montrichard, Pontlevoy, Salbris, Savigny et Selles-sur-Cher et de circuits interurbains reliant ces diverses localités au réseau général; 2° de contracter à cet effet, un emprunt d'égale somme;

Vu les engagements pris par le conseil général de Loir-et-Cher et par les conseils municipaux des six communes susvisées de concourir au moyen de subventions annuelles au paiement des intérêts de cet emprunt;

Vu la dépêche du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 22 décembre 1903,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Blois (Loir-et-Cher) est autorisée à avancer à l'État une somme de cinquante-quatre mille sept cent soixante-dix francs (54,770^f) en vue de l'établissement d'un réseau téléphonique urbain à Mennetou, Montrichard, Pontlevoy, Salbris, Savigny et Selles-sur-Cher et de circuits interurbains reliant ces diverses localités au réseau général.

2. La chambre de commerce de Blois est autorisée à emprunter

à un taux d'intérêt qui n'excédera pas trois francs vingt-cinq centimes pour cent (3¹ 25 p. 100), une somme de cinquante quatre mille sept cent soixante-dix francs (54,770^f), dont le montant sera affecté au paiement de cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de dix ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 10 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 14600. — *Décret autorisant un Dépôt de Dynamite à Prunières (Isère).*

Du 12 Mars 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 18 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu le décret du 23 décembre 1901 ⁽³⁾ sur la conservation des explosifs dans les exploitations souterraines;

Vu la demande formée par la Compagnie des mines d'anthracite de la Mure, à l'effet d'être autorisée à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Prunières (Isère);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 269, n° 4317.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 2337, n° 41309.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 739, n° 12552.

Vu l'avis du préfet de l'Isère;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La Compagnie des mines d'anthracite de la Mure est autorisée à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Prunières (Isère), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble et conformément au plan de détail produits par la compagnie, lesquels plans resteront annexés au présent décret.

Les parois de la chambre de dépôt seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité et le sol sera dallé avec soin.

La chambre de dépôt et la galerie d'accès seront fermées par une porte intérieure munie d'orifices d'aération fermés par un grillage et par une grille placée près de l'entrée de la galerie; ces deux fermetures seront munies de serrures de sûreté.

3. Un logement de gardien sera établi à proximité du dépôt.

4. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

5. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cinquante kilogrammes (50^k).

6. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La porte extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

On ne s'éclairera pour le service du dépôt que par des lampes électriques ou des lampes de sûreté avec manchon en verre.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde.

Le logement du gardien et les portes du dépôt seront reliés par des communications électriques établies de telle façon que l'ouverture

des portes ou la simple rupture des fils de communication fasse fonctionner automatiquement une sonnerie d'avertissement placée à l'intérieur du logement.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception ;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat ;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées ;
- 4° Les noms, prénoms et demeure de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

7. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation ou la surveillance, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

8. La compagnie permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications ; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

9. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la compagnie permissionnaire devra évacuer, sur le point qui lui sera indiqué, la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée sans qu'il en résulte pour la compagnie permissionnaire aucun droit à indemnité.

10. Le délai accordé à la compagnie permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

La présente autorisation est accordée pour une période de durée égale à celle de l'exécution de la galerie d'écoulement de Prunières.

11. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

12. La compagnie permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux

lois et règlements existant ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

13. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 12 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44601. — *DÉCRET portant réunion à la commune d'Alger de la commune de Mustapha et d'une fraction du territoire de la commune de Saint-Eugène.*

Du 10 Avril 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 11 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu le décret du 23 septembre 1875 ⁽¹⁾;

Vu le décret du 30 avril 1861 ⁽²⁾;

Vu les pièces de l'enquête de commodo et incommodo à laquelle il a été procédé sur le projet d'annexion à Alger de la commune de Mustapha et de rectification des limites de cette ville du côté de Saint-Eugène;

Vu les délibérations des conseils municipaux d'Alger, de Mustapha et de Saint-Eugène;

Vu l'avis du conseil général du département d'Alger;

Vu l'avis du conseil de gouvernement;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A. Les communes d'Alger et de Mustapha sont réunies en une seule commune dont le chef-lieu est fixé à Alger et qui en portera le nom.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 270, n° 4560.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 927, n° 9003.

8. La limite entre la commune d'Alger et celle de Saint-Eugène est déterminée par le liséré vermillon tracé au plan ci-annexé. En conséquence, le polygone A est attribué à la commune d'Alger et le polygone B à la commune de Saint-Eugène.

2. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

3. Les autres conditions de la séparation sont réglées ainsi qu'il suit :

a) l'actif mobilier des communes d'Alger et Saint-Eugène se partagera entre elles dans les conditions déterminées par l'avis du Conseil d'État en date du 20 juillet 1807;

b) les dettes communes existant au moment de la séparation seront réparties entre la commune d'Alger et celle de Saint-Eugène d'après le montant des contributions et des taxes assimilées établies sur le territoire de chacune d'elles. Toutefois, le remboursement des emprunts qui ont reçu une affectation spéciale demeurera à la charge de la commune sur le territoire de laquelle les fonds provenant de ces emprunts ont été employés.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 44602. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux projetés pour le transfert de la gare P. V. de Rochefort (Charente-Inférieure) dans l'ancienne gare des Charentes, conformément aux dispositions de l'avant-projet présenté par la direction des chemins de fer de l'État, et à l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 28 octobre 1903.

2° L'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, conformément aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, devra être accomplie dans un délai de trois ans à partir de la promulgation du présent décret.

3° Lesdits terrains seront incorporés aux chemins de fer de l'État. (Paris, 22 Décembre 1903.)

N° 44603. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale n° 1, de l'Arèche, de Serrières à Barjac, entre les points 11^a 3

et 13^e, aux abords de la ville d'Annonay (communes d'Annonay et Roiffieux à exécuter suivant la direction générale indiquée par des lignes et teinte rouges sur le plan général visé par l'ingénieur en chef, le 25 août 1900, le quel plan restera annexé au présent décret.

2° Il est pris acte des engagements souscrits dans les délibérations de conseils municipaux d'Annonay et de Roiffieux, en date des 5 et 6 décembre 1900.

3° L'administration départementale est autorisée à faire l'acquisition de terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1884 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution des travaux n'ont pas été accomplis dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (Paris, 27 Décembre 1903.)



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliront pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2542.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44604. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1901.*

Du 10 Décembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à seize mille cent quatre-vingt-un francs soixante et onze centimes et comprenant deux créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans le compte définitif de l'exercice 1901;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus pour le budget de l'exercice 1901, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans le projet de loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans le compte définitif du ministère des travaux publics pour l'exercice 1901, un crédit supplémentaire de seize mille cent quatre-vingt-un francs soixante et onze

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

centimes (16,181⁷¹), destiné au paiement de deux nouvelles créances liquidées à la charge dudit exercice conformément à l'état ci-joint.

2. L'ordonnement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales de l'exercice 1903.

ÉTAT nominatif des créances constatées après la clôture de l'exercice 1901

N ^{os} des chapitres.	INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordonnan- cement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	COMPTES ANNEXES.
				EXERCICE
				1 ^{re} SECTION. — DÉPENSES
26	Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et au règlement des travaux.	Louère	M ^{re} Robert, avocat à Nîmes.	Honoraires dus pour la défense de intérêts de l'État dans l'instance introduite devant la Cour d'appel de Nîmes par M. Magné, procureur, au sujet de l'occupation temporaire d'un terrain nécessitée par les travaux de la ligne de Mende à La Bastide.
33	Navigation intérieure. Rivières (Entretien et grosses réparations).	Loiret	La Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.	Travaux exécutés au compte de l'État en vue de l'amélioration du passage sur l'arche mariale du pont du chemin de fer, Orléans. (4 ^e mémoire.)

N^o 44605. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1899, 1900 et 1901.*

Du 27 Décembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à vingt-quatre mille trois cent cinquante francs, comprenant trois créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1899, 1900 et 1901;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret pré-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n^o 10527.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUJOUX.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

et devant faire l'objet d'un crédit-additionnel aux restes à payer de ces exercices.

VIRÉES d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
	par nature.	par chapitre.	par exercice.	
1901.				
ORDONNANCES.				
1	150 ⁰ 00 ⁰	150 ⁰ 00 ⁰	.	Arrêt de la Cour d'appel de Nîmes du 1 ^{er} juillet 1901. Décision ministérielle du 17 août 1902.
2	16,031 ⁶ 71 ⁰	16,031 71	16,181 ⁶ 71 ⁰	Décision ministérielle du 23 septembre 1903.

cités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1899, 1900 et 1901, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1899, 1900 et 1901, un crédit supplémentaire de vingt-quatre mille trois cent cinquante francs (24,350⁰) destiné au paiement de trois nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1899.....	21,300 ⁰
Exercice 1900.....	2,500
Exercice 1901.....	550
TOTAL.....	24,350

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOL.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

et devant faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

NOMBRES Ordre des crédits.	MONTANT DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
	par nature.	par chapitre.	par exercice.	
199).				
ORDINAIRES.				
1	21,300 ^f 00 ^c	21,300 ^f 00 ^c	21,300 ^f 00 ^c	Décision ministérielle du 16 décembre 1903.
200).				
ORDINAIRES.				
2	2,500 ^f 00 ^c	2,500 ^f 00 ^c	2,500 ^f 00 ^c	Décision ministérielle du 16 décembre 1903.
201).				
ORDINAIRES.				
3	550 ^f 00 ^c	550 ^f 00 ^c	550 ^f 00 ^c	Décision ministérielle du 16 décembre 1903.
			24,350 ^f 00 ^c	

N° 44606. — *DÉCRET déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département du Jura, d'une ligne de Tramway à traction mécanique de Clairvaux à Foncine-le-Haut.*

Du 27 Décembre 1903.

(Promulgué au Journal officiel du 30 décembre 1903.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec le décret déclaratif d'utilité publique du 1^{er} février 1893⁽¹⁾, le décret du 8 août 1895⁽²⁾, qui a approuvé, avec le cahier des charges y annexé : la convention passée le 2 août 1895, entre le préfet du Jura, au nom du département, et la Compagnie générale des chemins de fer vicinaux, pour la rétrocession de l'exploitation du tramway de Lons-le-Saunier à Saint-Claude, avec embranchement sur Orgelet, ensemble ladite convention et le cahier des charges;

Vu le décret du 1^{er} avril 1898⁽³⁾, qui a déclaré d'utilité publique le prolongement de l'embranchement d'Orgelet, entre Orgelet et Arinthod, et approuvé la convention passée, le 9 mars 1898, entre le préfet du Jura, au nom du département, et la Compagnie générale des chemins de fer vicinaux, pour la rétrocession de l'exploitation dudit prolongement; ensemble ladite convention;

Vu l'avant-projet présenté, les 3 avril-17 août 1902, pour l'établissement, dans le département du Jura, d'une ligne de tramway à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Clairvaux et Foncine-le-Haut;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 31 juillet 1902;

Vu l'avis de la chambre de commerce du Jura, en date du 12 juillet 1902;

Vu les délibérations du conseil général du Jura, en date des 23 août 1902; 20 août et 23 novembre 1903;

Vu l'adhésion directe à l'exécution des travaux, délivrée, le 21 octobre 1902, par le directeur du génie à Besançon, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853;

Vu la convention passée le 1^{er} décembre 1903, entre le préfet du Jura, agissant au nom du département, et la Compagnie générale des chemins de fer vicinaux, pour la rétrocession de l'exploitation du tramway de Clairvaux à Foncine-le-Haut;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 27 janvier 1903;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1554, n° 26521.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1755, n° 39149.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1976, n° 34634.

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 4 avril 1903;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 10 juillet 1903;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local ou les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽¹⁾, 6 août 1881⁽²⁾, 20 mars 1882⁽³⁾ et 13 février 1900⁽⁴⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Jura, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et des marchandises, entre Clairvaux et Foncine-le-Haut.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de trois ans à partir de la date du présent décret.

2. Le département du Jura est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880, et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au décret ci-dessus visé du 6 août 1895, avec les modifications stipulées dans la convention du 1^{er} décembre 1903.

3. Est approuvée la convention passée, le 1^{er} décembre 1903, entre le préfet du Jura, au nom du département, et la Compagnie générale des chemins de fer vicinaux, pour la rétrocession de l'exploitation du tramway susmentionné.

Ladite convention et le plan d'ensemble ci-dessus visé resteront annexés au présent décret.

4. Pour l'application des articles 15 et 36 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum du capital de premier établissement du tramway de Clairvaux à Foncine-le-Haut est fixé à trois millions deux cent dix-neuf mille francs (3,219,000^f).

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor est fixé, pour ledit tramway, à la somme de cinquante-huit mille trois cents francs (58,300^f), qui viendra s'ajouter au maximum de cent onze mille trois cent cinq francs (111,305^f) fixé par l'article 4 du décret du 1^{er} avril 1898 pour les lignes de Lons-le-Saunier à Saint-Claude, avec embranchement sur Orgetet, et d'Orgetet à Arinthod.

Le montant de la subvention annuelle du Trésor pour l'ensemble des lignes susmentionnées sera réglé d'après les bases fixées à la

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 609, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11232.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11818.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 38667.

convention précitée du 1^{er} décembre 1903 en ce qui concerne les frais d'exploitation.

Dans tous les cas où le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'Etat viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

5. Il est interdit à la Compagnie générale des chemins de fer vicinaux, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local et des tramways qui lui sont concédés ou rétrocédés, sans y avoir été préalablement autorisée par décret délibéré en conseil d'Etat.

6. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

TRAITÉ DE RÉTROCESSION.

Entre les soussignés :

M. Trépont, préfet du Jura, agissant au nom du département, en vertu des délibérations du conseil général en date des 23 août 1902 et 23 novembre 1903, sous réserve de l'approbation de l'Etat,

D'une part;

M. de Wandre, administrateur directeur de la Compagnie générale des chemins de fer vicinaux, agissant au nom de ladite compagnie, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le conseil d'administration le 25 mars 1902,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département du Jura rétrocède à la Compagnie générale des chemins de fer vicinaux, qui accepte, l'exploitation du tramway de Clairvaux à Foncine-le-Haut. Cette rétrocession est faite par application de la loi du 11 juin 1880, du décret du 6 août 1881 modifié par celui du 13 février 1900 et du décret du 20 mars 1882, ainsi qu'aux conditions de la convention et du cahier des charges annexés au décret du 6 août 1895, sauf les modifications qui y sont apportées par le présent traité.

2. Cette convention est complétée par les dispositions suivantes en ce qui concerne la ligne de Clairvaux à Foncine-le-Haut.

A. Travaux à la charge du département.

2. Outre les travaux spécifiés par l'article 2 de la convention relative à la ligne de Lons-le-Saunier à Saint-Claude et à Orgelet, le département sera chargé de l'agrandissement des ateliers et dépôt de la gare de Lons-le-Saunier, de la construction de remises aux gares de Clairvaux et de Foncine-le-Haut.

Le rétrocessionnaire sera tenu de se conformer à la convention à intervenir avec la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée pour la traversée de la ligne de Champagnole à Morez et pour le raccordement avec la gare de Saint-Laurent et à celle à intervenir avec l'exploitation du prolongement éventuel de la ligne nouvelle jusqu'à Moulthé

pour l'échange des voyageurs et des marchandises dans la gare de Foncine-le-Haut. Toutefois, le rétrocessionnaire sera entendu avant la clôture desdites conventions.

B. Matériel et installations à la charge du rétrocessionnaire.

3. Outre le matériel roulant déjà fourni pour les lignes de Lons-le-Saunier à Saint-Claude et à Orgelet et d'Orgelet à Arinthod, le rétrocessionnaire fournira au moins quatre (4) locomotives, dix (10) voitures à voyageurs semblables à celles de la ligne de Lons-le-Saunier à Saint-Claude ou sept (7) voitures à boggies, contenant quarante-quatre (44) places et quarante-trois (43) wagons à marchandises.

L'ensemble des dépenses faites par le rétrocessionnaire pour les installations et fournitures qui lui incombent sera majoré, pour frais de constitution du capital-actions, de réalisation des emprunts, frais généraux, frais d'administration et avance de capitaux, de cinq pour cent (5 p. 100) de ces dépenses totales.

4. En cours d'exploitation, le développement du trafic exige une augmentation du matériel, le rétrocessionnaire restera, en fin de concession, propriétaire de ce matériel qu'il aura fourni à ses frais.

G. Subventions.

4. Le rétrocessionnaire participera aux frais d'établissement du tramway :

1° Pour une somme de douze mille francs (12,000^f) par kilomètre, dans laquelle seront comprises :

a) Les dépenses du matériel à fournir par le rétrocessionnaire, en vertu du premier paragraphe de l'article 3 ci-dessus, jusqu'à concurrence d'un maximum de trois cent quatre-vingt-seize mille francs (396,000^f) pour la ligne entière.

b) La majoration de cinq pour cent (5 p. 100) prévue par le deuxième paragraphe de l'article 3 ci-dessus.

2° Pour une somme formée des intérêts à quatre pour cent (4 p. 100) des comptes en argent payés par le rétrocessionnaire sur le montant de sa subvention, depuis le jour de leur versement jusqu'à celui de l'ouverture à l'exploitation.

Le total ainsi formé constituera la part contributive du rétrocessionnaire dans le capital de premier établissement de la ligne.

Le département servira au rétrocessionnaire, pendant toute la période qui commencera le jour de l'ouverture à l'exploitation et qui expirera le 1^{er} février 1968, une annuité de quatre francs quarante centimes pour cent (4,40 p. 100) de la part contributive du rétrocessionnaire, arrêtée comme il a été dit ci-dessus. Cette annuité comportera intérêt et amortissement.

D. Cautionnement.

7. Le montant du cautionnement est fixé à quarante-cinq mille francs (45,000^f) ; il sera versé à la Caisse des dépôts et consignations avant la signature du décret ratifiant l'acte de concession.

3. Les articles 5 des traités annexés au décret du 6 août 1895 pour la ligne de Lons-le-Saunier à Saint-Claude et au décret du 1^{er} avril 1898 pour la ligne d'Orgelet à Arinthod, sont modifiés par le suivant qui s'applique également à la ligne de Clairvaux à Foncine-le-Haut.

Frais d'exploitation.

5. L'exploitation sera faite aux risques et périls du rétrocessionnaire, quelles que soient les recettes.

Sur la recette brute, impôts déduits (R), il percevra ses frais kilométriques d'exploitation constitués par les dépenses réellement faites majorées de dix pour cent (10 p. 100) pour frais d'administration centrale.

Tant qu'une ligne d'intérêt général directe ne sera pas établie entre Lons-le-Saunier et Saint-Claude, ces frais d'exploitation ainsi majorés (F) ne pourront jamais excéder le chiffre maximum résultant de la formule $F = 1,000 + \frac{3}{4} R$, pour l'ensemble du réseau.

Dans ces conditions, le nombre des trains journaliers circulant dans chaque sen

est fixé à trois sur les sections de la bifurcation à Arinthod et de Clairvaux à Foncine-le-Haut et à quatre sur celle de Lons-le-Saunier à Saint-Claude pour une recette moyenne inférieure à cinq mille francs (5,000^f) par kilomètre.

Lorsque cette recette excédera cinq mille francs (5,000^f), de nouveaux trains supplémentaires seront établis sur certaines sections du réseau, de manière que le parcours total effectué par les trains dans l'année sur la totalité du réseau augmente proportionnellement à l'accroissement de la recette annuelle.

La proportion sera telle, qu'à une augmentation de recette kilométrique de mille francs (1,000^f) corresponde un parcours supplémentaire équivalent à un train par jour dans chaque sens sur tout le réseau.

Si une ligne d'intérêt général directe était établie pendant la durée de la concession entre Lons-le-Saunier et Saint-Claude, les conditions ci-dessus continueront à être appliquées à la ligne de Clairvaux à Foncine-le-Haut, mais celles relatives aux lignes de Lons-le-Saunier à Saint-Claude et à Orgelet et d'Orgelet à Arinthod seront de nouveau régies conformément aux articles 5 des traités annexés au décret du 6 août 1895 pour la première ligne et au décret du 1^{er} avril 1898 pour la seconde.

Le préfet pourra, le rétrocessionnaire entendu, exiger l'établissement d'un nombre de trains réguliers supérieur à ceux prévus ci-dessus; en ce cas, il sera ajouté au maximum défini par la formule ci-dessus soixante-dix centimes (70^c) pour chaque train kilométrique ainsi imposé.

Quand les frais d'exploitation n'atteindront pas le maximum donné par la formule en vigueur, ils seront majorés, à titre de prime d'économie en faveur du rétrocessionnaire, des deux tiers de l'écart entre ce maximum et le montant des frais.

La formule nouvelle $1,000 + \frac{3}{4} R$ fixant le maximum des frais d'exploitation, sera appliquée au réseau actuel des lignes de Lons-le-Saunier à Saint-Claude et à Orgelet et d'Orgelet à Arinthod dès la création du quatrième train sur la section de Lons-le-Saunier à Saint-Claude, qui devra être réalisée dans les six mois qui suivront l'approbation du présent traité par l'Etat.

Pour la détermination des recettes et des dépenses kilométriques, pour celle du maximum de ces dépenses et pour le calcul des recettes moyennes kilométriques servant à fixer le nombre des trains, les lignes de Lons-le-Saunier à Saint-Claude et à Orgelet et d'Orgelet à Arinthod, ainsi que celle de Clairvaux à Foncine-le-Haut après son ouverture, constitueront un compte unique.

Fonds de renouvellement.

6. Un fonds de renouvellement de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre destiné à garantir le remplacement, en temps utile, de la voie et du matériel roulant pendant la durée de la concession, sera constitué dans un délai maximum de quinze ans au moyen de versements atteignant au plus deux cents francs (200^f) par kilomètre et par an, faits par le rétrocessionnaire à la Caisse des dépôts et consignations en numéraire ou en titres agréés par le département.

Le rétrocessionnaire sera autorisé à prélever le montant de ces versements sur les économies réalisées dans les dépenses réelles d'exploitation au-dessous du maximum fixé par l'article 5 et à ajouter ce montant dans ses comptes aux dites dépenses.

Les versements deviendront obligatoires, pour chaque ligne, à partir de la sixième année de sa mise en exploitation et, si les économies réalisées ne suffisent pas pour constituer le fonds de renouvellement dans le délai fixé, le rétrocessionnaire devrait effectuer tout ou partie du versement de ses deniers, sauf à se rembourser de ces avances, sans intérêts autres que ceux payés par la Caisse des dépôts et consignations, sur les économies qu'il réaliserait dans les années qui suivront la constitution complète du fonds de renouvellement.

Ce fonds restera la propriété du rétrocessionnaire qui en touchera les intérêts pendant la concession; il sera à la disposition du département pour assurer d'office le bon entretien de la voie et du matériel en cas de défaillance du rétrocessionnaire. Lorsque ce fonds de réserve aura été entamé pour cet entretien, il sera immédiatement complété dans les mêmes conditions que ci-dessus.

4. Le cahier des charges annexé au décret du 6 août 1895 est complété, en ce qui concerne la ligne de Clairvaux à Foncine-le-Haut, par les dispositions ci-après :

A. Tracé.

2. La ligne partira de la gare de Clairvaux sur la ligne de Lons-le-Saunier à Saint-Claude et traversera la ligne de Champagnole à Morez, en avant de la gare de Saint-Laurent. Elle sera placée en déviation sur la majorité de son parcours et empruntera les routes nationales n° 78 et 5 sur divers tronçons entre Cogna et la sortie du bourg de Saint-Laurent et le chemin de grande communication n° 127, entre l'enceinte-le-Bas et Foncino-le-Haut.

B. Délais d'exécution.

3. Les travaux seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation dans un délai de trois ans à partir de la promulgation du décret déclaratif d'utilité publique.

C. Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empièchement de trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empièchement.

La chaussée empiètrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel de tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir de cinquante centimètres au moins (0^m 50). Le concessionnaire construira, en outre, suivant les dispositions qui lui seront indiquées avant la réception générale de la voie ferrée, des gares pour les dépôts de matériaux d'entretien de la voie publique; la profondeur de ces gares, mesurée à partir de l'arête extrême de l'accotement sera de un mètre cinquante centimètres (1^m 50) au minimum.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50), soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins quarante-cinq centimètres (0^m 35) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

D. Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast de deux mètres vingt centimètres (2^m 20) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires et des piétons présentera une largeur minimum de cinq mètres (5^m) sur les routes nationales n° 78 et 5 et de quatre mètres (4^m) sur le chemin de grande communication n° 127, cette largeur minimum étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés aux dépôts des matériaux d'entretien de la route.

L'autorité compétente pour statuer sur les projets d'exécution pourra exiger que

l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité du côté de la chaussée de la voie publique au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie en terre gazonnée d'une solidité suffisante. Elle pourra également prescrire, dans les parties de routes ou de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demi-canneau pavé le long des bordures, qui seront alors en pierre.

Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) subsistera entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines et des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10).

Cette largeur sera mesurée à partir des limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces limites;

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1^{re} Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2^{re} Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Quand l'établissement du tramway sur de larges trottoirs, existant dans les traverses, aura été autorisé, on fera application de l'article 7.

F. Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur des traverses en bois de hêtre ou chêne, créosotées, ayant un mètre soixante-dix centimètres (1^m 70) de longueur, dix-huit centimètres (18^{cm}) de largeur et douze (12^{cm}) d'épaisseur, espacées à raison de douze (12) par longueur de rail de neuf mètres (9^m). Dans les courbes de moins de cent mètres (100^m) de rayon et dans les parties en déclivité supérieure à trois centimètres (3^{cm}) par mètre, on emploiera treize (13) traverses par rail de neuf mètres (9^m). Le profil des rails, le détail des éclisses et tirefonds, la disposition des appareils de changement et de croisement et des plaques tournantes, devront être, avant tout commencement d'exécution, soumis à l'approbation du préfet.

G. Gares et stations.

11. Le nombre et l'emplacement des stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi

des stations ou des haltes pour le service des voyageurs, et des gares pour la réception et la livraison des marchandises suivant les indications suivantes :

Gares pour voyageurs et marchandises G. V. et P. V. : Grillat, Saint-Maurice, Bonlieu, La-Chaux-du-Dombief, Saint-Laurent (gare P.-L.-M.), le Lac-des-Rouges-Truites, Foncine-le-Bas, Foncine-le-Haut.

Halte pour voyageurs avec bagages et messageries : Hay.

Halte pour voyageurs sans bagages : Cognat, le Trétu, le Lac-de-Bonlieu, le Pont-du-Dombief, Saint-Pierre, Saint-Laurent, la Savine, les Martins, le Maréchet.

H. Moyens de transbordement. (Clause spéciale prescrite par la circulaire du 12 janvier 1888.)

Une voie de transbordement sera établie dans la gare de Saint-Laurent (ligne d'Andelot à Morez). Les dispositions relatives à cette voie et aux moyens de transbordement seront soumises à l'approbation du ministre des travaux publics.

K. Nombre minimum de trains.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours dans chaque sens est fixé à trois sur les sections de la bifurcation à Arinthod et de Clairvaux à Foncine-le-Haut. Ce nombre sera de quatre sur la section de Lons-le-Saunier à Saint-Claude tant qu'une ligne d'intérêt général ne reliera pas directement ces deux villes, et il sera réduit dans la mesure indiquée par le cahier des charges annexé au décret du 6 août 1895, à partir de l'ouverture de cette ligne d'intérêt général.

I. Matériel roulant. — Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Le matériel roulant devra satisfaire aux conditions fixées ou qui seront fixées avant promulgation du décret d'utilité publique pour les transports militaires.

Les voitures à voyageurs seront chauffées pendant la saison froide.

Les trains se composeront de dix voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt-cinq kilomètres (25^k) à l'heure aussi bien pour la ligne de Foncine à Clairvaux que pour celles de Lons-le-Saunier à Saint-Claude et à Orgelet et d'Orgelet à Arinthod.

5. Les frais d'enregistrement du présent traité seront à la charge de la compagnie récessionnaire.

Fait double à Lons-le-Saunier, le 1^{er} décembre 1903.

Lu et approuvé :

Pour le département :

Pour la Compagnie générale des chemins
de fer vicinaux :

Le Préfet du Jura,

Le Directeur,

Signé : TASSIOT.

Signé : DE WANDRE.

Enregistré à Lons-le-Saunier (A. C.), le 14 janvier 1904, folio 27, case 8. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. (Loi du 11 juin 1880.) — Signé : Emin.

N° 44607. — *DÉCRET* portant modification à l'organisation de l'Administration centrale du Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

Du 30 Décembre 1903.

(Promulgué au *Journal officiel* du 1^{er} janvier 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu l'article 35 de la loi de finances du 13 avril 1900;

Vu la loi de finances du 25 février 1901;

Vu le décret du 26 novembre 1897⁽¹⁾, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts et le décret modificatif du 23 décembre 1901⁽²⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tableau des services de l'instruction publique et des emplois, inséré à l'article 3 du décret du 26 novembre 1897, modifié par la loi de finances du 25 février 1901 et par le décret du 23 décembre 1901, est modifié comme il suit :

I. — GABINET DU MINISTRE.

..... 1 sous-chef.

II. — DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

1^{er} bureau. — Universités, facultés et écoles publiques d'enseignement supérieur. — Enseignement supérieur libre. — École normale supérieure.

2^e bureau. — Conseil supérieur. — Inspecteurs généraux et recteurs. — Conseils académiques. — Établissements scientifiques et littéraires. — Contentieux de l'enseignement supérieur. — Bibliothèques et souscriptions. — Dépôt légal. — Échanges internationaux..... 2 sous-chefs.

6^e bureau. — (Supprimé.)

III. — DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.

.....
2^e bureau. — Personnel des lycées de garçons..... 1 sous-chef.
.....

4^e bureau. — Personnel des collèges de garçons. — Dépenses et comptabilité des collèges de garçons.

5^e bureau. — Enseignement secondaire des jeunes filles. — Dépenses et comptabilité des lycées et collèges de jeunes filles
..... 1 chef, 1 sous-chef.

V. — DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ.

1^{er} bureau. — 1 chef adjoint, 1 sous-chef.
.....

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1943, n° 34136.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2383, n° 43077.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura son effet à partir du 1^{er} janvier 1904.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIÉ.

N° 44608. — DÉCRET portant concession, à titre gratuit, de Logement dans des bâtiments appartenant à l'État.

Du 26 Janvier 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 29 janvier 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu l'article 56 de la loi de finances du 25 février 1901;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant ouverture des crédits nécessaires pour la construction d'un bâtiment destiné à l'institut français d'archéologie orientale du Caire;

Vu le décret du 17 mai 1898, relatif à l'organisation dudit institut;

Et Vu le règlement de comptabilité du 31 août 1898, prévoyant des logements pour les membres de cet institut;

Considérant que la présence continuelle du contremaître de l'atelier typographique est indispensable pour assurer, à toute heure du jour et de la nuit, la sécurité et la surveillance des locaux de l'atelier typographique annexé à cet établissement,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une partie du logement composé de quatre pièces, laissée vacante dans les bâtiments de l'institut français d'archéologie orientale du Caire, par suite du départ de M. Barbey, chef de l'atelier typographique, est attribuée, à titre gratuit, à M. Geiss, contremaître dudit atelier.

2. Cette concession sera révocable de plein droit, si les besoins du service l'exigent.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIÉ.

N° 44609. — DÉCRET modifiant le décret du 17 mai 1898,
relatif à l'organisation de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire.

Du 27 Janvier 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 30 janvier 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le décret du 17 mai 1898, relatif à l'organisation de l'institut français
d'archéologie orientale du Caire,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 13 et 15 du décret du 17 mai 1898 sont rem-
placés par les suivants :

« Art. 13. L'agent comptable délivre des quittances détachées d'un
livre à souche pour toutes les sommes versées à sa caisse.

« La subvention de l'État est ordonnancée par le ministre au nom
du caissier-payeur central du Trésor public, qui en fait recette à un
compte courant ouvert à l'institut.

« L'agent comptable peut faire des délégations sur ce compte cou-
rant.

« Art. 15. Les valeurs appartenant à l'institut, ainsi que les fonds
excédant les besoins du service courant, sont renfermés dans une
caisse, dite *de sûreté*, sous la double clef de l'agent comptable et du
directeur. »

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, le mi-
nistre des finances et le ministre des affaires étrangères sont chargés,
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui
recevra son exécution à partir du 1^{er} janvier 1904 et sera inséré au
Journal officiel de la République française et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre
des affaires étrangères,
Signé : DELCASSÉ.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre
de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : J. CHAUMIÉ.

N° 44610. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des travaux publics*, sur l'exercice 1903, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour amélioration et extension des Ports maritimes*.

Du 1^{er} Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour le dit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des communes et des chambres de commerce pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1903 ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, deuxième section, chapitre LXII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à deux millions quatre cent soixante-six mille sept cent quarante-trois francs cinquante-neuf centimes (2.466,743⁵⁹) et réparti entre diverses entreprises conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le *Ministre des travaux publics*,

Signé : E. MARUJOUIS.

Le *Ministre des finances*,

Signé : ROUVIER.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1903

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1903.					
Bouches-du-Rhône.	La chambre de commerce de Marseille.	Marseille.....	35981	21 octobre.	500,000 ⁰⁰
Gironde....	La chambre de commerce de Bordeaux	Bordeaux.....	36266	26 novembre.	40,000 00
Manche...	La chambre de commerce de Cherbourg.	Cherbourg....	32071	20 octobre.	32,000 00
Morbihan.	La ville de Lorient.	Lorient.....	31621	10 octobre.	24,000 00
	La ville de Calais..	Boulogne.....	30320	22 avril.	17,729 85
	La chambre de commerce de Calais.	Idem.....	30902	1 ^{re} octobre.	100,000 00
Pas-de-Calais.	La chambre de commerce de Boulogne	Idem.....	31009	26 octobre.	6,000 00
	Idem.....	Idem.....	31084	25 novembre.	12,000 00
Pyrénées (Basses).	La chambre de commerce de Bayonne.	Bayonne.....	30858 (partie)	30 octobre.	14,044 50
Seine.....	La chambre de commerce de Saint-Nazaire.	Paris.....	43180	15 octobre.	500,000 00
	La ville de Dieppe..	Dieppe.....	30463	21 octobre.	10,969 24
	La chambre de commerce de Dieppe.	Idem.....	30489	12 novembre.	10,000 00
	La chambre de commerce de Rouen.	Rouen.....	34751	9 octobre.	50,000 00
Seine-Inférieure.	Idem.....	Idem.....	35242	7 novembre.	150,000 00
	La chambre de commerce du Havre.	Le Havre.....	31248	16 octobre.	400,000 00
	Idem.....	Idem.....	31358	14 novembre.	500,000 00
TOTAL.....					2,466,743 59

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 2,466,743 fr. 59 ouvert au Ministère des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, 2^e section, chapitre LXII : Amélioration et extension des ports maritimes.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinées.	MONTANT des crédits.
Bouches-du-Rhône.	Construction du bassin de la Pinède, au port de Marseille.	500,000 ⁰⁰
Gironde.....	Allongement de l'apportement de Queyriès, au port de Bordeaux.....	40,000 00
Loire-Inférieure.	Construction d'une nouvelle entrée au port de Saint-Nazaire.....	500,000 00
Manche.....	Construction d'apportement le long du quai Est de l'avant-port de Cherbourg.....	32,000 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Morbihan....	Construction d'un perré à l'extrémité Ouest du bassin à flot du port de Lorient.....	24,000' 00'
	Amélioration du port de Calais (remboursement de droits d'octroi).....	17,729' 85'
Pas-de-Calais.	Amélioration de la partie Ouest du port de Calais.....	100,000 00'
	Agrandissement et approfondissement de la souffie des transatlantiques, au port de Boulogne (6,000' + 12,000').....	18,000 00'
Pyrénées Basses-).	Établissement de feux destinés à l'éclairage de l'Adour entre l'embouchure et Bayonne.....	14,044 50'
	Établissement d'un mur de quai en avant de l'estacade Est du bassin Duquesne, à Dieppe (remboursement de droits d'octroi).....	10,969' 24'
Seine- Inférieure.	Développement des quais à marée du port de Dieppe.....	10,000 00'
	Amélioration de la basse Seine (50,000' + 250,000').....	300,000 00'
	Construction d'une nouvelle entrée et d'une écluse à sas au port du Havre (400,000' + 500,000').....	900,000 00'
	TOTAL.....	2,466,743 59'

N° 44611. — DÉCRET relatif à des concessions de Logements dans des bâtiments de l'État.

Du 3 Février 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 12 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 14 janvier 1896, portant concession de logements, à titre gratuit, dans les propriétés de l'État affectées aux services du ministère des travaux publics;

Vu la décision du ministre des travaux publics, en date du 12 février 1903, autorisant la désaffectation et la remise à l'administration des domaines d'une maison, sise au hameau des Cours, commune de Villard-Bon (département des Hautes-Alpes), inscrite sous le numéro 200 à l'état général des logements affectés à un service public et précédemment occupée par un cantonnier des routes nationales;

Vu l'article 56 de la loi de finances du 25 février 1901, ainsi conçu :

«Aucun logement ne peut être concédé ou maintenu, à titre gratuit, dans les bâtiments appartenant à l'État, qu'en raison des besoins des services publics et en vertu d'un décret. Tout décret portant concession de logement gratuit doit être motivé, publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.»

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est et demeure rayé de l'état des logements occupés, à titre gratuit, dans les propriétés de l'État dépendant du ministère des travaux publics, l'immeuble ci-après désigné : département des Hautes-Alpes, commune de Villar-d'Arène, maison dite *des Cours*, avec terrain. Un cantonnier : deux pièces principales et deux pièces accessoires (maison de refuge pour les voyageurs en cas de mauvais temps).

2. Est autorisée l'occupation, à titre gratuit, dans les conditions énoncées ci-après, des logements dont la désignation suit, savoir :

DÉPARTEMENT DU NORD.

COMMUNE de la situation des propriétés.	NATURE de chaque propriété.	AGENTS LOGÉS.	NOMBRE de pièces		MOTIFS de la concession.
			princi-pales.	access-soires.	
Dunkerque.	Maison éclusière de l'écluse à sas de l'Ouest.	1 éclusier chef....	3	1	Logement commandé par les nécessités du service.
		1 éclusier.....	3	1	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	3	1	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	3	1	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	3	1	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	3	1	<i>Idem.</i>
	Bâtiment du service du port.	1 capitaine de port.	5	1	<i>Idem.</i>

3. Le décret du 14 janvier 1896 est abrogé en ce qu'il a de contraire aux dispositions qui précèdent.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOUX.

N° 44612. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit additionnel en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902.

Du 4 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à quarante-neuf mille huit cent soixante-treize francs quatre-vingt-onze centimes, comprenant vingt-deux créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1900, 1901 et 1902;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1900, 1901 et 1902, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1900, 1901 et 1902, un crédit supplémentaire de quarante-neuf mille huit cent soixante-treize francs quatre-vingt-onze centimes (49,873⁹¹), destiné au paiement de vingt-deux nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices conformément à l'état ci-joint et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1900.....	36 ⁰⁰
Exercice 1901.....	1,770 59
Exercice 1902.....	48,067 32
TOTAL ÉGAL.....	<u>49,873 91</u>

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales de l'exercice 1904.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARTELLOU.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT nominatif des créances constatées après la clôture des exercices 1900, 1901 et

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordonnemen- t ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES.
EXI				
1^{re} SECTION.				
35	Ports maritimes. Tra- vaux ordinaires. (En- tretien et grosses réparations.)	Seine- Inférieure.	M. Léon Gy, impr- meur à Rouen.	Fourniture d'affiches. (En relative à la construction hangar sur le quai Laman Havre.)
2^e SECTION. — DÉ				
[60]	Amélioration et exten- sion des ports mari- times.	Seine- Inférieure.	M. Léon Gy, impr- meur à Rouen.	Fourniture d'affiches. (En relative à l'avant-projet d vêtement de l'enceinte du so bassin à flot du port de Féc
EXII				
1^{re} SECTION. — DÉ				
24	Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux re- latifs aux expropria- tions et aux régie- ments de travaux.	Paris (direct).	M ^e Couré, avoué près la cour d'ap- pel de Paris.	Frais exposés dans l'instance depléire contre l'État dev Cour d'appel de Paris.
37	Matériel des mines...	Pas-de-Calais. Idem.....	M. Frère, ingénieur en chef des mines. M. Cuvelette, ingé- nieur des mines.	Remboursement de frais d' nement au réseau télépho d'Arras. Idem.....
2^e SECTION. — DÉ				
62	Etudes et travaux de chemins de fer exé- cutés par l'État.	Administration des chemins de fer de l'État.	M. Durand, impr- meur à Chartres.	Frais d'impression, en 190 l'arrêté préfectoral autori pénétrer dans les proprié- tés de la commune de et fourniture des affiches publication d'une enquête d publique pour le départ d'Eure-et-Loir.
EXIII				
1^{re} SECTION. — DÉ				
9	Personnel des commis des ponts et chaus- sées et des mines.	Paris (direct).	L'Association philo- technique.	Subvention pour l'année 190

Avant faire l'objet d'un crédit additionnel aux vestes à payer de ces exercices.

NOM des BENEFICIAIRES.	MONTANT DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
	par nature.	par chapitre.	par exercice.	
BENEFICIAIRES ORDINAIRES.				
	18'00°	18'00°		Réclamation tardive. Le mémoire n'a été produit que le 24 décembre 1903. Rapport de l'ingénieur en chef du 29 décembre 1903.
BENEFICIAIRES EXTRAORDINAIRES.				
	18'00°	18'00	36'00°	Même observation.
	1,709'09°	1,709'09°		Taxation du 22 février, 1901. Décision ministérielle du 30 décembre 1903.
	37'00°			Réclamation tardive.
	12 50	31 50		Idem.
BENEFICIAIRES EXTRAORDINAIRES.				
	30'00°	30'00	1,770 59	Réclamation faite tardivement par l'intéressé.
	100'00°	100'00°		Décision ministérielle du 25 juin 1903. Subvention non ordonnée par suite d'une omission.

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordonnan- cement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES.
14	Frais généraux du service de surveillance de la pêche sur les canaux et les cours d'eau navigables, canalisés.	Marne.....	Le trésorier-payeur général de la Marne.	Remboursement de taxes à t payées aux intéressés en juillet 1902.
Id.	Idem.....	Saône-et-Loire.	M ^e Coquengnot, huissier à Montcenis.	Frais judiciaires en matière de pêche.
25	Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et au règlement des travaux.	Yonne.....	M ^e Besnard, avoué à Joigny.	Honoraires dus pour avoir dans l'instance Berrey l'État devant le tribunal de Joigny. (Demande d'indemnité pour dommages causés par la construction du chemin de fer d'Auxerre à Gien.)
29	Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale.	Paris (direct).	Le Trésor public...	Abonnement pour un mois : service téléphonique de la Seine.
32	Routes et ponts. (Entretien et réparations ordinaires.)	Eure.....	M. Letellier, docteur-médecin	Soins donnés et médicaments fournis à un cantonnier route nationale n° 13.
2 ^e SECTION. — DÉ				
52	Lacunes des routes nationales, des routes départementales, départements annexés, et des routes thermales.	Alpes-Maritimes.	Le journal <i>le Réveil de la montagne</i> .	Frais d'insertion en 1902 : construction de la route nationale n° 205.)
Id.	Idem.....	Idem.....	Le journal <i>La Voix du peuple</i> .	Frais d'insertion en 1902 : construction de la route nationale n° 209.)
61	Amélioration et extension des ports maritimes.	Seine-Inférieure.	M. Léon Gy, imprimeur à Rouen.	Fourniture d'affiches en 1902 : justification d'une fourniture de chaux au port du Havre.)
65	Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Ariège.....	Le percepteur de Foix.	Contributions foncières en 1902 : pour les terrains acquis par l'État dans les communes de Bel et de Vernajoul, en vue de l'établissement de la ligne de Giron à Foix.
Id.	Idem.....	Gironde.....	M. Clermontel, entrepreneur.	Indemnité transactionnelle allouée pour le règlement définitif de l'entreprise du lot de la commune de Bazas à Auch.
Id.	Idem.....	Tarn-et-Garonne.	Le conservateur des hypothèques de Castelsarrasin.	Salaires dus pour la transcription pendant le 4 ^e trimestre 1902 : actes d'acquisitions faites par l'État pour la construction du chemin de fer de Castelsarrasin à Beaumont-de-Lodève.
Id.	Idem.....	Paris (direct).	La Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.	Provision sur le montant des intérêts moratoires présentés par la Compagnie d'Orléans, en vue d'obtenir le règlement définitif des allocations et des intérêts moratoires et consécutifs à liquider les dépenses en travaux exécutés pendant l'année 1898.

NOS PRE lu ment.	MONTANT DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
	par nature.	par chapitre.	par exercice.	
1	7 ^f 20 ^c			Remboursement demandé tardivement.
2	2 65	9 ^f 85 ^c		Décision ministérielle du 7 novembre 1903.
10	156 ^f 72 ^c	156 72		Cette créance s'élève en réalité à 200 ^f 00 ^c mais le crédit restant disponible au chapitre 25 n'en permet le paiement que jusqu'à concu- rence de la somme inscrite ci-contre de 156 72 Le complément, soit, ... 43 28 sera compris dans un projet de loi de crédits supplémen- taires.
11	16 ^f 67 ^c	16 67		Titre de perception produit par M. le Directeur des postes et des télégraphes de la Seine, le 10 décembre 1903. (Ap- plication de l'article 50 du décret du 31 mai 1862.)
12	34 ^f 60 ^c	34 60		Mémoire produit tardivement.
RECEVABLES.				
13	4 ^f 12 ^c			Non mandatac par suite d'un oubli des bureaux de la pré- fecture.
14	20 30	24 ^f 42 ^c		Idem.
15	15 ^f 00 ^c	15 00		Réclamation tardive. Le mémoire n'a été produit que le 24 décembre 1903. Rapport de l'ingénieur en chef du 29 décembre 1903.
16	106 ^f 38 ^c			Duplicate d'extraits de rôles des contributions perçus seulement le 1 ^{er} décembre 1903 par le percepteur.
17	44,000 00			Reception définitive des travaux du 13 septembre 1903. Décision ministérielle du 28 décembre 1903. Règlement retardé par des difficultés avec l'entrepreneur.
18	55 77			État des saiesires produit le 17 septembre 1903 par le conser- vateur des hypothèques.
19	600 00	44,752 15		Décision ministérielle du 16 décembre 1903.

numéros des chapitres.	INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordonnan- cement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des crémanciers.	OBJET DES CRÉANCES.
66	Réseau de l'État. Dépenses d'établissement sur les lignes en exploitation et acquisition de matériel roulant.	Administration des chemins de fer de l'État.	La Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.	Dépenses faites en 1901 au profit de l'État pour la construction dans la gare de Châteauneuf, d'un bureau pour le district d'Etat.
Id.	Idem.....	Idem.....	Idem.....	Fourniture d'une grille placée devant la porte du bureau sous-inspecteur d'Etat à Châteauneuf.
Id.	Idem.....	Idem.....	Idem.....	Part incombant au profit de l'Etat dans les dépenses effectuées en 1902 pour la construction de nouvelles voies de raccordement dans la gare communale de Pierre-des-Camps.
TOTAL.....				

N° 44613. — Décret autorisant la Chambre de commerce de Saint-Brieuc à contracter un Emprunt.

Du 4 Février 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 14 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898, relative aux chambres de commerce, et notamment l'article 23 de ladite loi;

Vu la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;

Vu le décret du 9 juin 1898 ⁽¹⁾, qui a autorisé la chambre de commerce de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) à contracter, au taux d'intérêt maximum de quatre pour cent, un emprunt de trois cent soixante mille trois cent quatre-vingt-trois francs soixante-dix centimes, en vue des travaux d'amélioration du port de Paimpol, et qui a institué des taxes de péages pour la garantie dudit emprunt;

Vu le décret du 4 mai 1903, qui a modifié les conditions d'application de ces péages;

Vu la délibération, en date du 15 juillet 1903, par laquelle la chambre

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1999, n° 35004.

N° d'ordre de la compte.	MONTANT DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
	par nature.	par chapitre.	par exercice.	
x	2,142'61 ^c			Mémoire présenté tardivement par la Compagnie d'Orléans.
21	5 64			Idem.
	809 66	2,957'91 ^c	48,067'32 ^c	Mémoire présenté tardivement par la Compagnie d'Orléans. Ces créances s'élevaient en réalité à..... 3,000'73 ^c mais le crédit restant disponible au chapitre 66 n'a pu permettre le paiement que jusqu'à concurrence de la somme inscrite ci-contre de..... 809 66 Le supplément, soit..... 2,223 07 sera compté dans un projet de loi de crédits supplémentaires.
			49,873 91	

de commerce de Saint-Brieuc sollicite l'autorisation de contracter, au taux d'intérêt maximum de trois francs soixante-cinq centimes pour cent, un emprunt de trois cent trente mille francs pour le montant en être employé au remboursement du solde restant dû par cette compagnie sur l'emprunt de trois cent soixante mille trois cent quarante-trois francs soixante-dix centimes contracté en vertu du décret précité du 9 juin 1898;

Vu la dépêche du ministre des travaux publics, en date du 16 octobre 1903;

Vu les dépêches du ministre des finances, en date des 10 octobre et 7 novembre 1903;

Vu le dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé préalablement à l'émission des décrets précités des 9 juin 1898 et 4 mai 1903, et notamment les avis des commissions d'enquête, en date des 2 juin 1897 et 28 mai 1902;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) est autorisée à contracter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas trois francs soixante-cinq centimes pour cent (3' 65 p. o/o), un emprunt de trois cent trente mille francs (330,000^f) pour le montant en être employé au remboursement du solde restant dû par cette compagnie sur l'emprunt de trois cent soixante mille trois cent quarante-trois francs soixante-dix centimes (360,343'70) qu'elle a été autorisée à contracter par le décret du 9 juin 1898.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans la période restant à courir sur le délai de soixante ans fixé par le décret du 9 juin 1898 pour l'amortissement de l'emprunt de trois cent soixante mille trois cent quarante-trois francs soixante-dix centimes (360,343'70).

2. Les péages institués au port de Paimpol, par le décret du 9 juin 1898, et modifiés par le décret du 4 mai 1903, continueront à être perçus, au profit de la chambre de commerce de Saint-Brieuc, pendant tout le temps nécessaire pour permettre à cette chambre de commerce de subvenir à l'amortissement (en capital et intérêts) de l'emprunt de trois cent trente mille francs (330,000') qu'elle est autorisée à contracter par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette perception cessera immédiatement après que le produit des péages aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au complet remboursement de l'emprunt et, au plus tard, à l'expiration de la période restant à courir sur le délai de soixante ans, fixé par le décret du 9 juin 1898 comme limite extrême du remboursement de l'emprunt de trois cent soixante mille trois cent quarante-trois francs soixante-dix centimes (360,343'70).

Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de commerce de Saint-Brieuc adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au ministre des finances et au receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu détaillé des recettes et des frais de perception dans l'année précédente, ainsi qu'un état de sa situation au point de vue de l'amortissement de l'emprunt.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 4 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLET.

N° 44614. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les Routes nationales.

Du 10 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par le département de Saône-et-Loire, le Comité contre la poussière des routes et diverses communes pour concourir, avec les fonds de l'Etat, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1903;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, deuxième section, chapitre LV: *Routes nationales. — Réparations extraordinaires et travaux neufs*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à trente-cinq mille deux cent dix-sept francs soixante et onze centimes (35,217⁶71) et réparti entre diverses entreprises conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARVÉJOLS.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1903.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1903.					
Alpes (Basses-).	La commune de Barrême.	Digne.....	31402	26 octobre.	1,165 ⁰⁰
Alpes-Maritimes.	Le Comité contre la poussière des routes du littoral.	Nice.....	32492	4 septembre.	20,200 00
Doubs....	La ville d'Ornans...	Besançon.....	32212	16 septembre.	3,700 00
Garonne (Haute-).	La ville de Bagnères-de-Luchon.	Saint-Gaudens.	30921	7 novembre.	422 26
Gironde....	La commune de Cubzac.	Bordeaux.....	35074	23 septembre.	200 00
Isère.....	La ville de Vienne..	Vienne.....	30419	5 août.	2,800 00
Belfort...	La ville de Belfort..	Belfort.....	31879	1 ^{er} juillet.	4,700 00
Saône-et-Loire.	Le département....	Mâcon.....	32417	10 août.	350 00
Seine-et-Marne.	La commune de la Ferté-sous-Jouarre.	Meaux.....	31216	17 décembre.	925 00
Sèvres (Deux-).	La ville de Niort...	Niort.....	31539	22 août.	755 25
Somme...	La ville de Poix....	Amiens.....	33455	14 octobre.	10,000 00
TOTAL pour l'année 1903.....					35,217 71

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 35,217 fr. 71 en faveur du ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, deuxième section, chapitre LV : Routes nationales, réceptions extraordinaires et travaux neufs.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Alpes (Basses-).	Reconstruction du pont de Barrême (route nationale n° 85).....	1,165 ⁰⁰
Alpes-Maritimes.	Amélioration de la route nationale n° 7, à Cannes, Nice, Menton, la Turbie et le Golfe-Juan.....	10,200 00
Doubs.....	Construction d'aqueducs dallés sous la route nationale n° 67, dans la traverse d'Ornans.....	3,700 00
Garonne (H ^{te}).	Élargissement de la voie muletière dans la traverse de Bagnères-de-Luchon (route nationale n° 125).....	422 26
Gironde.....	Suppression du caniveau pavé de la route nationale n° 10, au droit de la rue de la Gare, place Gambetta, dans la traverse de Cubzac et son remplacement par une canalisation en tuyaux de ciment.....	200 00
Isère.....	Élargissement du pont de Leveau situé au point 25 ⁶ 924 de la route nationale n° 7, à Vienne.....	2,800 00
Belfort.....	Etablissement de bordures de trottoirs avec contrebordures sur les routes nationales n° 19 et 83, à Belfort.....	4,700 00

DEPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Saône- et-Loire.	Établissement d'un trottoir devant la caserne de gendarmerie de Louhans (route nationale n° 78).....	350 ^{fr} 00 ^{fr}
Seine-et-Marne	Remplacement par des aqueducs des canalis existant dans la traversée de la Ferté-sous-Jouarre, à la rencontre de la route nationale n° 3 et des chemins de la Haute-Vue et du Limon.....	925 00
Deux-Sèvres..	Construction en granit des bordures de trottoirs de la place des Écoles et de la rue Brisson, côté droit de la route nationale n° 148, dans la traversée de Niort.....	765 25
Comme.....	Reconstruction du pont sur lequel la route nationale n° 1 franchit la rivière de Poix et prolongement de la voirie de ce pont jusqu'à la rencontre avec la voirie communale.....	10,000 00
	TOTAL.....	35,217 71

N° 44615. — **DÉCRET** portant concession d'un Logement à un fonctionnaire, à la Faculté de médecine de l'Université de Montpellier.

Du 18 Février 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 27 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu l'article 56 de la loi de finances du 25 février 1901,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le logement, composé de huit pièces, laissé vacant par M. G^{te}, secrétaire de la faculté de médecine de l'université de Montpellier, est attribué à M. Izard, son successeur:

2. Cette concession est révocable de plein droit, si les besoins du service l'exigent.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 18 Février 1904.

Signé: ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIÉ.

N° 44616. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 20 août 1903, par laquelle le conseil général de la Mayenne a voté la motion suivante :

« Considérant que déjà plusieurs fois, au cours de 1901 et 1902 et tout particulièrement dans sa session d'avril 1903, le conseil général de la Mayenne a manifesté son opinion sur les questions des associations et de la liberté d'enseignement;

« Que, de la façon la plus énergique, il a exprimé ses regrets de voir le Gouvernement se mettre en opposition avec les sentiments religieux des populations de la Mayenne;

« Le conseil général reste fidèle à ses convictions et passe à l'ordre du jour. » (*La Bégude-de-Mazenc, 10 Avril 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, *mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre.* En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2543.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 14617. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1901.*

Du 3 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1901;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1901, et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi du règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1901, un crédit supplémentaire de neuf cent trente-huit francs cinquante-six centimes (938⁵⁶), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

⁽¹⁾ 1^{re} série. Bull. 1045, n° 10537.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGROT.

ÉTAT nominatif de créances constatées après la clôture de l'exercice 1901 et devant faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de cet exercice.

INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordon- nancement et du mandate- ment.	NOM ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET des créances.	NOMBRES D'ORDRE des créances.	MONTANT DES CRÉANCES	
					par nature.	par chapitre.
CHAPITRE XV. Vérification des beurres et en- grais.	Galvados.	M. Candrelier, in- specteur.	Frais de prélève- ment d'échan- tillons.	2	54 ¹ 00 ^c	262 ¹ 00 ^c
	Nord. Pas- de-Calais.	M. Dubernard, di- recteur de la station agro- nomique d'Ar- res.	Frais d'analyses.	3	90 00	
		Idem.....	Idem.....	4	60 00	
CHAPITRE IX. Encouragements à l'agriculture.	Paris.	Idem.....	Idem.....	5	60 00	90 60
		M. Vuajart, re- ceveur munici- pal de la ville de Paris.	Services effectués par les supé- rieurs pompiers à l'Exposition de l'alcool.	1	90 60	
	Allier.	M. Flouzat (Jean).	Indemnité.....	6	157 50	361 65
CHAPITRE XXII. Indemnités pour abatage d'ani- maux.	Ardennes.	M. Fénon-Lim- bourg.	Idem.....	7	80 00	
	Idem.	M ^{me} veuve Brion- Mercier.	Idem.....	8	60 00	
	Ille- et-Vilaine.	M. Carré (Louis).	Idem.....	9	64 15	100 00
CHAPITRE XLIX. Bonification des pensions de re- traite, etc.	Corse.	M ^{me} veuve Ales- sandro, née Ca- sanova.	Secours.....	10	100 00	
CHAPITRE LIV. Restauration et conservation des terrains, etc.	Tarn.	M. de Lévis-Mire- poix, à Lézian (Ariège).	Frais, accessoires d'acquisitions (impôts).	11	47 83	47 83
CHAPITRE LVIII. Impositions sur les forêts do- miniales.	Marne.	M. Pommery (Louis).	Remboursement d'impôts.	12	77 08	77 08
(1) Créances liquidées en 1903.				TOTAL.....	938 56	

N° 44618. — DÉCRET portant concession d'un Logement dans des bâtiments appartenant à l'État.

Du 18 Février 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 27 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu l'article 56 de la loi de finances du 25 février 1901,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le logement, composé de six pièces, une cuisine et deux cabinets, laissé vacant par M. *Madoulé*, secrétaire de l'école supérieure de pharmacie de l'université de Paris, décédé, est attribué à M. *Mason*, son successeur.

2. Cette concession est révocable de plein droit, si les besoins du service l'exigent.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIÉ.

N° 44619. — DÉCRET qui approuve la Convention passée le 27 février 1904, entre le Ministre des travaux publics et la Compagnie électrique des tramways de la rive gauche de Paris.

Du 28 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec la convention et le cahier des charges y annexés, le décret du 20 mars 1899, portant déclaration d'utilité publique et concession, à la Compagnie électrique du secteur de la rive gauche de Paris, des lignes de tramways à traction mécanique de Boulogne à Vincennes et de Montreuil-sous-Bois à Boulogne;

XII^e Série.

Vu le décret du 19 janvier 1900 ⁽¹⁾, qui a approuvé la substitution de la Compagnie électrique des tramways de la rive gauche de Paris à la Compagnie électrique du secteur de la rive gauche de Paris, comme concessionnaire des lignes susmentionnées;

Vu le décret du 16 février 1903, ayant pour objet d'approuver la convention passée le même jour entre le ministre des travaux publics et la Compagnie électrique des tramways de la rive gauche de Paris, ladite convention ayant pour objet d'autoriser, pour une durée de six mois, une modification provisoire des tarifs prévus par l'article 23 du cahier des charges annexé au décret susvisé du 30 mars 1899, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement du tramway de Montreuil-sous-Bois à Boulogne;

Vu le décret du 15 août 1903, qui a approuvé une convention passée, le 10 août 1903, entre le ministre des travaux publics et la Compagnie électrique des tramways de la rive gauche de Paris pour proroger jusqu'au 1^{er} mars 1904 le délai fixé par la convention susvisée du 13 février 1903;

Vu la convention passée, le 27 février 1904, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et la Compagnie électrique des tramways de la rive gauche de Paris;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, et notamment l'article 10;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai ², 6 août 1881 ⁽³⁾ et 13 février 1900 ⁽⁴⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 27 février 1904, entre le ministre des travaux publics et la Compagnie électrique des tramways de la rive gauche de Paris, ladite convention ci-annexée ayant pour objet de proroger jusqu'au 1^{er} juillet 1904 le délai fixé par les conventions du 13 février 1903 et du 10 août 1903, approuvées par les décrets ci-dessus visés du 13 février et du 15 août 1903.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

CONVENTION.

L'an 1904 et le 27 février,

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État et sous réserve de l'approbation des présentes par un décret,

D'une part;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2136, n° 37659.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 649, n° 10747.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 38657.

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie électrique des tramways de la rive gauche de Paris*, ladite compagnie représentée par M. *Iéramec*, président du conseil d'administration, autorisé à cet effet, par délibération du conseil d'administration, en date du 20 février 1904,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le délai fixé par les conventions du 13 février et du 10 août 1903, approuvées par décrets du 13 février et du 15 août 1903, et concernant la modification provisoire des tarifs du tramway de Montreuil-sous-Bois à Boulogne est prorogé jusqu'au 1^{er} juillet 1904.

Toutefois, le ministre des travaux publics pourra dénoncer la présente convention en prévenant la compagnie un mois à l'avance. A l'expiration de ce délai d'un mois, le cahier des charges annexé au décret du 30 mars 1899 reprendra son plein effet.

Fait double à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Lu et approuvé :

Signé : E. MARÉJOL.

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : IÉAMEC.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 13 avril 1904, folio 46, case 6. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : B^{te} *thouart*.

N° 44620. — **DÉCRET** portant concession de Logements, à titre gratuit, dans des bâtiments appartenant à l'État.

Du 3 Mars 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 8 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu l'article 56 de la loi de finances du 25 février 1901;

Vu l'article 11 du décret du 29 décembre 1863;

Considérant que la présence constante des agents du Muséum d'histoire naturelle ci-dessous dénommés est indispensable pour assurer, à toute heure du jour et de la nuit, la surveillance et la sécurité de l'établissement et les soins à donner aux animaux.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les logements ci-après désignés, actuellement inoccupés ou laissés vacants par suite de décès des titulaires, dans les bâtiments du Muséum d'histoire naturelle, sont attribués de la façon suivante :

Le logement composé de quatre pièces, rue Cuvier, n° 47, actuellement inoccupé, à M. *Villeneuve*, adjudant des gardes militaires;

Le logement de trois pièces, situé même rue; même numéro, à M. *Bonhomme*, gardien de ménagerie délégué, en remplacement de M. *Villeneuve*;

Le logement de trois pièces précédemment occupé, rue de Buffon, n° 53, par M. Lancelle, gardien de ménagerie, décédé, à M. Jamay, son successeur.

2. Ces concessions sont révocables de plein droit, si les besoins du service l'exigent.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIÉ.

N° 44671. — DÉCRET qui autorise un virement de Crédits au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine, exercice 1903.

Du 18 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine,

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages de la dette viagère et de pensions continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et qu'en fin d'exercice, le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédits à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sur les crédits ouverts par la loi de finances du 31 mars 1903, au titre du chapitre III : *Demi-soldes et pensions qui en dérivent*, du budget de la Caisse des invalides de la marine, exercice 1903, une somme de cent quarante-six mille cinq cent soixante-quatorze francs soixante-dix centimes (146,574¹ 70) est annulée et transportée à un chapitre spécial : *Payements d'arrérages de demi-soldes et pensions dérivées portant sur exercice clos*.

2. Les paiements effectués en 1903 à titre d'arrérages de demi-soldes et de pensions dérivées portant sur exercices clos, montant à cent quarante-six mille cinq cent soixante-quatorze francs soixante-dix centimes (146,574¹ 70), sont déduits du chapitre III : *Demi-soldes*

et pensions qui en dérivent, et réimputés au chapitre spécial : Payements d'arrérages de demi-soldes et pensions dérivées portant sur exercices clos.

3. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et annexé au projet de loi portant règlement définitif de l'exercice 1903.

Fait à Paris, le 18 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la marine,

Signé : CAMILLE PELLETAN.

N° 14622. — **DÉCRET** reportant à la gestion 1904 les fonds provenant de prélèvements de 4 p. 0/0 effectués en vertu du paragraphe 3 de l'article 21 de la loi du 7 avril 1902 et restés sans emploi en fin de gestion 1903.

Du 18 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine,

Vu les articles 4 et 21 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande ;

Vu le décret du 9 septembre 1902 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 7 avril 1902 et spécialement l'article 82 de ce décret ;

Vu le compte sommaire de la caisse nationale de prévoyance des marins français pour la gestion 1903, réglant en recettes le montant des retenues effectuées en vertu du paragraphe 3 de l'article 21, sur les primes à la construction et à la navigation et sur les compensations d'armement à la somme de..... 1,601.971¹ 32^c
destinée, aux termes dudit article, à être affectée d'une part, à l'allocation de secours aux victimes de naufrages et autres accidents de mer ou à leurs familles et, d'autre part, à la réduction des retenues imposées aux marins pour l'alimentation de cette caisse ;

Vu les résultats du compte précité attestant qu'il n'a été employé, à titre de compensation de cotisations des participants, qu'une somme de.....

363,588 12

et qu'il reste une somme de.....

1,238 383 2^c

à reporter à la gestion 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur la gestion 1904, au titre de la caisse nationale de prévoyance des marins français, un crédit d'un million deux cent trente-huit mille trois cent

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 2389 n° 42149.

quatre-vingt-trois francs vingt centimes (1,238,383'20), destiné au paiement des dépenses sur fonds provenant de prélèvements de quatre pour cent (4 p. 0/0) effectués en vertu du paragraphe 3 de l'article 21 de la loi du 7 avril 1902 et non employés pendant la gestion 1903.

2. Il sera pourvu au crédit ouvert par l'article ci-dessus du présent décret au moyen du report, en somme égale, des ressources provenant des prélèvements de quatre pour cent (4 p. 0/0) effectués en vertu du paragraphe 3 de l'article 21 de la loi du 7 avril 1902 et non employées à la clôture de la gestion 1903. Les recettes de la caisse nationale de prévoyance des marins français, pour la gestion 1904, sont, en conséquence, augmentées d'une somme d'un million deux cent trente-huit mille trois cent quatre-vingt-trois francs vingt centimes (1,238,383'20), qui sera inscrite au chapitre VII : *Retenues de quatre pour cent (4 p. 0/0) sur les primes à la construction et à la navigation et sur les compensations d'armement.*

3. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la marine,
Signé : CAMILLE PELLETAN.

N° 44623. — DÉCRET portant réunion des Justices de paix
des 1^{er} et 2^e cantons de Nîmes.

Du 22 Mars 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 25 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 41 de la loi du 25 février 1901 ainsi conçu :

« Les justices de paix siégeant dans les communes où il y a plusieurs juges de paix peuvent être réunies sous la juridiction d'un seul magistrat, par décret portant règlement d'administration publique »;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les justices de paix des premier et deuxième cantons de Nîmes sont réunies sous la juridiction du juge de paix du premier canton.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Mars 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

N° 41624. — DÉCRET relatif à la mise à la retraite d'office des Contrôleurs et Contrôleurs adjoints de l'Administration de la marine.

Du 25 Mars 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine,

Vu l'article 55, § 1^{er} de la loi de finances du 31 mars 1903, ainsi conçu : « Les dispositions des articles 7 et 8 de la loi du 10 juin 1896 relatives à la mise à la retraite d'office des officiers de marine, sont applicables aux officiers des autres corps de la marine »;

Vu l'article 8 de la loi du 10 juin 1896 sur l'organisation du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte;

Vu la loi du 2 mars 1902 sur l'organisation du contrôle de l'administration de la marine;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Peuvent être admis d'office à la retraite, les contrôleurs de 1^{re} et de 2^e classe et les contrôleurs adjoints qui, ayant des droits acquis à une pension, ne sont plus en état de remplir leur service.

2. La mise à la retraite d'office ne peut être prononcée que sur la proposition du contrôleur général, directeur du contrôle, ou après avis motivé de la commission des contrôleurs généraux.

3. Lorsque la proposition est fondée sur l'inaptitude physique, celle-ci est constatée dans les formes prévues aux articles ci-après.

4. Sur l'ordre du ministre, l'instruction de la proposition est faite dans les ports pour les contrôleurs qui y sont en service et à Paris pour tous les autres.

5. Dans chaque port militaire, le contrôleur général chef du contrôle résident, est chargé de l'instruction de l'affaire. Il réunit toutes les pièces (congés de convalescence, certificats de visite, rapports des

conseils ou commissions de santé, etc.) de nature à l'éclairer sur l'état de santé du fonctionnaire en cause.

A Paris, cette mission est dévolue à un contrôleur plus ancien de grade que l'intéressé ou, à défaut, à un contrôleur général. Il est désigné par le ministre.

Il est procédé à l'examen de l'état de santé de l'intéressé par deux officiers du corps de santé de la marine désignés par le directeur du service de santé, sur la demande du contrôleur général chef du contrôle résident. Celui-ci assiste à la visite.

A Paris, la désignation des deux médecins est faite par le président du conseil supérieur de santé de la marine, sur la demande du fonctionnaire chargé de l'instruction. Celui-ci assiste à la visite.

Un officier du commissariat de la marine assiste à la visite et vise le certificat qui en constate le résultat.

Le certificat de visite est remis avec tout le dossier au fonctionnaire chargé de l'instruction.

6. Une contre-visite est effectuée par deux officiers supérieurs du corps de santé de la marine désignés comme il a été dit ci-dessus. Ils procèdent à la vérification des causes qui ont donné lieu à la proposition de mise à la retraite d'office.

Cette contre-visite a lieu en présence du fonctionnaire chargé de l'instruction.

Un officier supérieur du commissariat de la marine assiste à la contre-visite et vise le certificat qui en constate le résultat.

7. Si le fonctionnaire en cause est dans un état de santé qui ne lui permet pas de se déplacer, le ministre donne les ordres nécessaires pour qu'il soit visité et contre-visité à domicile.

S'il ne se trouve ni à Paris ni dans un port, les médecins peuvent procéder aux visites et contre-visites sans l'assistance des fonctionnaires et officiers désignés dans les deux articles précédents.

8. Après la contre-visite le dossier est adressé au ministre par le fonctionnaire chargé de l'instruction.

9. Le directeur du contrôle communique, pour avis, au conseil supérieur de santé de la marine, les certificats constatant l'état de santé du fonctionnaire intéressé.

Le ministre statue au vu du dossier, accompagné d'un rapport contenant l'appréciation du contrôleur général, directeur du contrôle.

10. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 25 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la marine,

Signé : CAMILLE PELLETAN.

N° 44625. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce du Tréport à faire une Avance à l'État et à contracter un Emprunt.

Du 26 Mars 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 30 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'État en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu les délibérations, en date des 23 décembre 1903 et 2 février 1904, par lesquelles la chambre de commerce du Tréport sollicite l'autorisation d'avancer à l'État une somme de quatre-vingt-quatorze mille sept cents francs, en vue de l'établissement d'un second circuit téléphonique entre cette ville et Paris, et de contracter, à cet effet, un emprunt de même somme;

Vu les engagements pris par les conseils municipaux des communes du Tréport, d'Eu, d'Aumale, de Blangy, de Fourcamont (Seine-Inférieure), d'Ault et de Mers (Somme) de contribuer au paiement des intérêts dudit emprunt;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 16 mars 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce du Tréport est autorisée à avancer à l'État une somme de quatre-vingt-quatorze mille sept cents francs (94,700'), en vue de l'établissement d'un circuit téléphonique entre le Tréport et Paris.

2. La chambre de commerce du Tréport est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs pour cent (4 p. 0/0), une somme de quatre-vingt-quatorze mille sept cents francs (94,700'), dont le montant sera affecté au paiement de cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de dix années.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 26 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44626. — *DÉCRET autorisant la Chambre de commerce de Bougie à contracter un Emprunt et à percevoir des Taxes pour l'amortissement de cet emprunt.*

Du 30 Mars 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 1^{er} avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, rendue exécutoire en Algérie en vertu du décret du 30 octobre 1898⁽¹⁾;

Vu le décret du 23 août 1898⁽²⁾, relatif aux attributions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu la loi du 1^{er} décembre 1900, portant création du budget spécial de l'Algérie;

Vu l'article 16 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;

Vu le décret du 30 janvier 1897⁽³⁾, portant institution, au profit de la chambre de commerce de Bougie, d'un péage de cinquante centimes au port de cette ville;

Vu le décret du 28 février 1904, rendu sur le rapport du ministre des travaux publics, et qui a déclaré d'utilité publique les travaux complémentaires du port de Bougie, y compris l'établissement des voies ferrées sur les quais du même port;

Vu les délibérations en date des 26 avril 1899, 27 décembre 1901, 17 mai et 27 août 1902, 7 mars et 24 juin 1903, par lesquelles la chambre de commerce de Bougie a demandé l'autorisation de contracter un emprunt d'un million quatre cent soixante-dix mille francs devant être affecté : 1° huit cent cinquante mille francs à l'exécution des travaux précités; 2° cinquante mille francs au paiement d'une partie du dépassement qui s'est produit sur le montant du projet des premiers travaux du port de Bougie; 3° cinq cent soixante-dix mille francs au remboursement du solde de l'emprunt qu'elle a été autorisée à contracter par le décret susvisé du 30 janvier 1897;

(1) XI^e série, Bull. 2029, n° 35605.

(2) XII^e série, Bull. 2018, n° 35368.

(3) XII^e série, Bull. 1862, n° 32611.

Vu les dépêches du gouverneur général de l'Algérie des 6 octobre 1900, 7 juillet 1901 et 10 novembre 1903;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics des 21 août 1901, 6 novembre 1902 et 9 octobre 1903;

Vu la dépêche du ministre des finances, en date du 23 décembre 1903,

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 12 novembre 1903;

Vu les dossiers des enquêtes d'utilité publique auxquelles a été soumis le projet des travaux dont il s'agit et, notamment, les avis de la commission l'enquête, en date des 19 avril 1899 et 27 août 1902,

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Bougie est autorisée à contracter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs dix centimes pour cent (4¹ 10 p. 0/0), un emprunt d'un million quatre cent soixante-dix mille francs (1,470,000^f) pour être affecté aux opérations suivantes :

1^o Solder le reliquat, estimé à cinq cent soixante-dix mille francs (570,000^f), de l'emprunt qu'elle a été autorisée à contracter, en vertu du décret du 30 janvier 1897, en vue de l'exécution des premiers travaux du port de Bougie;

2^o Verser au gouvernement de l'Algérie, à titre de subsides :

a) Une somme de cinquante mille francs (50,000^f), pour couvrir une partie du dépassement survenu sur le montant du projet de ces premiers travaux;

b) Une somme de huit cent cinquante mille francs (850,000^f) pour les travaux complémentaires dudit port visés dans le décret précité du 28 février 1904 et comprenant l'établissement de voies ferrées sur les quais du même port.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de cinquante ans.

2. Les péages établis au port de Bougie par le décret du 30 janvier 1897 continueront à être perçus, au profit de la chambre de commerce de Bougie, pendant tout le temps nécessaire pour permettre de satisfaire à ses obligations résultant de l'article premier du présent décret sans que, toutefois, ladite perception puisse excéder le délai de cinquante ans fixé par cet article pour l'amortissement de l'emprunt.

3. La chambre de commerce de Bougie est autorisée à percevoir, dès l'achèvement des voies ferrées à établir sur les quais du port et visées à l'article premier, une taxe de péage de quinze centimes (0^e 15) par tonne de marchandises qui circuleront sur lesdites voies.

Le produit de ce péage sera affecté, concurremment avec les ressources visées à l'article 2, au remboursement de l'emprunt d'un million quatre cent soixante-dix mille francs, autorisé par le présent décret.

4. Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de commerce de Bougie adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au gouverneur général de l'Algérie et au receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu détaillé des recettes perçues dans le port de Bougie, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement de l'emprunt.

5. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 30 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur
et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Le Ministre
des travaux publics,
Signé : E. MARUÉJOULS.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes.
Signé : G. TROUILLOT.

N° 44627. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce d'Alger à faire une Avance au Gouvernement général et à contracter un Emprunt.

Du 31 Mars 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie:

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'Etat, en vue de l'établissement des lignes et réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 23 de ladite loi;

Vu le décret du 30 octobre 1898 ⁽¹⁾, qui a rendu exécutoire en Algérie la loi susvisée du 9 avril 1898;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2029, n° 35605.

Vu la loi du 19 décembre 1900, portant création du budget spécial de l'Algérie;

Vu les délibérations en date des 10 juin et 16 décembre 1903, par lesquelles la chambre de commerce d'Alger offre de mettre à la disposition du gouvernement général de l'Algérie, à titre d'avance, une somme de cent neuf mille francs, en vue de concourir aux dépenses d'installation d'un circuit téléphonique devant relier Alger à Constantine, pour la partie de la ligne à établir jusqu'à la limite du Département d'Alger, et sollicite l'autorisation de contracter, à cet effet, au taux maximum d'intérêt de quatre francs soixante centimes pour cent, un emprunt de cette même somme;

Vu les délibérations aux termes desquelles le conseil général d'Alger et le conseil municipal d'Alger s'engagent à prendre à leur charge les intérêts annuels dudit emprunt, ainsi que l'impôt de ces mêmes intérêts;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 22 mars 1904,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à avancer au gouvernement général de l'Algérie une somme de cent neuf mille francs (109,000^f), en vue de concourir aux dépenses de construction d'une ligne téléphonique reliant Alger à la commune de Beni-Mansour.

2. Ladite chambre de commerce est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs soixante centimes pour cent (4^f 60 p. o/o), une somme de cent neuf mille francs (109,000^f), dont le montant sera affecté à cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de vingt ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 31 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44628. — *DÉCRET fixant l'Intérêt à servir aux Sociétés de secours mutuels par la Caisse des dépôts et consignations pendant l'année 1904.*

Du 1^{er} Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 61, § 1^{er}, de la loi du 31 mars 1903 ainsi conçu :

« La différence entre le taux de quatre et demi pour cent, déterminé pour le compte courant et le fonds commun par le décret-loi du 26 mars 1852 et le décret du 26 avril 1856, et l'intérêt servi par la Caisse des dépôts et consignations sera versée à titre de bonification à chaque société de secours mutuels approuvée ou reconnue d'utilité publique, en raison de son avoir à la Caisse des dépôts et consignations (fonds libre et fonds commun de retraites), au moyen d'un crédit chaque année au budget du ministère de l'intérieur. L'intérêt servi par la Caisse des dépôts et consignations est égal à celui qu'elle a retiré de ses placements durant le cours de l'année précédente; le taux en est déterminé, au commencement de chaque année, après avis de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, par un décret rendu sur la proposition du ministre des finances et du ministre de l'intérieur »;

Vu l'avis de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations;

Sur la proposition des ministres des finances et de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Dans le décompte de l'allocation d'intérêts de quatre et demi pour cent (4 1/2 p. o/o) attribuée au compte courant et au fonds commun des sociétés de secours mutuels, la portion d'intérêts à la charge de la Caisse des dépôts et consignations sera calculée au taux de trois francs cent quinze millimes pour cent (3^{fr} 115 p. o/o) pendant l'année 1904.

2. Le ministre des finances et le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

V 14629. — *DÉCRET qui nomme pour trois années le président et les membres de la Commission de la Pêche fluviale.*

Du 13 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 5 septembre 1897⁽¹⁾, portant règlement général de la pêche fluviale;

Sur la proposition du ministre de l'agriculture,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont nommés pour trois années, président et membres de la commission de la pêche fluviale instituée au ministère de l'agriculture par l'article 20 du décret du 5 septembre 1897,

Président de la commission :

M. *Blanc (Charles)*, conseiller d'État en service ordinaire;

Membres au titre de représentants :

1° Du ministère de l'agriculture :

MM. *Bert*, administrateur des eaux et forêts;

Recopé, administrateur des eaux et forêts;

Mersey, conservateur des eaux et forêts;

Maire, inspecteur des eaux et forêts;

2° Du ministère des travaux publics :

Guinard, inspecteur général des ponts et chaussées, directeur de l'École nationale des ponts et chaussées;

Juncker, inspecteur général des ponts et chaussées;

Lavollée, ingénieur en chef des ponts et chaussées;

Tisserant, chef de bureau à la division de la navigation au ministère des travaux publics.

2. En cas d'absence du président, la commission sera présidée alternativement par l'un des représentants du ministère de l'agriculture et du ministère des travaux publics.

3. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 13 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé, par intérim,
du Ministère de l'agriculture,

Signé : G. TROUILLIOT.

N° 44630. — *DÉCRET qui fixe le maximum des avances à allouer à l'Agent spécial de Fort-Lamy (territoire du Tchad).*

Du 14 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 19 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 94 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'article 81 du décret du 20 novembre 1882 ⁽²⁾ sur le régime financier des colonies;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le maximum des avances à faire à l'agent spécial de Fort-Lamy (territoire du Tchad) est fixé à cent mille francs (100,000^f) à la charge par lui de produire au Trésor, dans un délai de neuf mois, les pièces justificatives de l'emploi desdites avances.

2. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui recevra son effet à partir du 1^{er} juillet 1904 et sera inséré au Bulletin des lois, au Journal officiel de la République française et au Bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 14 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

N° 44631. — *DÉCRET homologuant le Plan de délimitation et le procès-verbal de bornage concernant la limite de la première zone de servitudes de la batterie du Châtelet, à Belfort.*

Du 14 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'Etat;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 743, n° 1726.

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre par intérim,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage, visés et approuvés par le ministre de la guerre, concernant la limite de la première zone de servitudes de la batterie du Châtelet, à Belfort, modifiée par décret du 1^{er} septembre 1903.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre par intérim, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Avril 1904.

Signé: ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
chargé, par intérim,
du Ministère de la guerre,
Signé : E. COMBES.

N° 44632. — *DÉCRET homologuant les Plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage de la zone unique de servitudes pour divers ouvrages dépendant de la place d'Albertville.*

Du 16 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre par intérim,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les ouvrages ci-après, dépendant de la place d'Albertville, les plans de dé-

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

limitation et les procès-verbaux de bornage de la zone unique de servitudes, visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Blockhaus des Têtes;
Blockhaus du Laitolet.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre par intérim, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
chargé, par intérim,
du Ministère de la guerre,*

Signé : E. COMBES.

N° 44633. — *DÉCRET homologuant des Plans de délimitation et des procès-verbaux de bornage pour divers ouvrages en Algérie.*

Du 16 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'Etat;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre par intérim,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage, visés et approuvés par le ministre de la guerre, concernant le bornage de la limite commune à la zone des fortifications et à la zone unique des servitudes des ouvrages ci-après :

Poste-vigie du Ras-Afia;

Poste-optique du Djebel-Bou-Thaleb,

situés respectivement dans les dépendances des places de Djidjelli et de Sétif.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 91, n° 780. et Bull. 105, n° 882.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre par intérim, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes
chargé, par intérim,
du Ministère de la guerre,*

Signé : E. COMBES.

N° 44634. — *DÉCRET portant augmentation du nombre des Juges
du Tribunal de commerce de Cusset.*

Du 18 Avril 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le décret du 17 novembre 1891, qui a institué un tribunal de commerce à Cusset;

Vu l'article 617 du Code de commerce;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 8 mars 1903;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Le nombre des juges titulaires du tribunal de commerce de Cusset est porté de deux à trois, et celui des juges suppléants est porté de deux à trois.

En conséquence, ce tribunal sera composé à l'avenir d'un président, de trois juges titulaires et de trois juges suppléants.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

**N° 44635. — DÉCRET portant réunion des Justices de paix
des cantons Nord et Sud de Castelnaudary.**

Du 18 Avril 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 41 de la loi du 25 février 1901, ainsi conçu :

« Les justices de paix siégeant dans les communes où il y a plusieurs juges de paix peuvent être réunies sous la juridiction d'un seul magistrat, par décret portant règlement d'administration publique »;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les justices de paix des cantons Nord et Sud de Castelnaudary sont réunies sous la juridiction du juge de paix du canton Sud.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VAILLÉ.

**N° 44636. — DÉCRET portant réunion des Justices de paix
des cantons Est et Ouest de Vitre.**

Du 18 Avril 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 41 de la loi du 25 février 1901, ainsi conçu :

« Les justices de paix siégeant dans les communes où il y a plusieurs juges de paix peuvent être réunies sous la juridiction d'un seul magistrat, par décret portant règlement d'administration publique »;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les justices de paix des cantons Est et Ouest de Vitre sont réunies sous la juridiction du juge de paix du canton Ouest.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

N° 4637. — DÉCRET qui fixe le tarif de la Taxe sur les Chiens dans la commune d'Annemasse (Haute-Savoie).

Du 18 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil municipal d'Annemasse, en date du 14 février 1904;

Vu l'avis du conseil général et celui du préfet;

Vu la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août de la même année (1);

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tarif de la taxe sur les chiens dans la commune d'Annemasse (Haute Savoie) est fixé ainsi qu'il suit :

A huit francs (8') pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A un franc (1') pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : R. COMBES.

N° 44638. — *DÉCRET qui autorise le département des Landes à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 24 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général des Landes, en date du 19 août 1903;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 5 avril 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département des Landes est autorisé à emprunter à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-quinze centimes pour cent (3⁷⁵ p. o/o), une somme d'un million trois cent vingt-six mille francs (1,326,000^f) remboursable en cinquante-six ans à partir de 1905 et applicable aux frais d'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Luxey à Mont-de-Marsan (gare du Midi), par ou près Labrit, Brocas, Cère et Mont-de-Marsan, Saint-Jean-d'Août, déclaré d'utilité publique par une loi du 24 juillet 1903.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Landes est également autorisé à s'imposer extraordinairement pendant cinquante-six ans à partir de 1905, un centime quatre-vingt-quatre centièmes (1⁸⁴) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit concurremment avec la subvention allouée par l'État, en exécution de la loi du 11 juin 1880, tant au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt d'un million trois cent vingt-six mille francs (1,326,000^f) autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus qu'au paiement de l'annuité due au concessionnaire de la ligne précitée, pour le remboursement de sa part contributive dans les dépenses d'établissement de ladite ligne.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44639. — **DÉCRET** affectant au département de la Guerre
une Parcelle de terrain domanial.

Du 22 Avril 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, ministre de la guerre par intérim;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 ⁽¹⁾, sur le mode à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu le procès-verbal de conférence en date du 2 février 1895;

Vu l'adhésion conditionnelle donnée par lettres des 22 mai 1903, 25 septembre 1903 et 19 février 1904 aux conclusions de ce procès-verbal par M. le ministre de l'agriculture;

Vu la lettre du 11 août 1903 par laquelle M. le ministre des finances y adhère également;

Considérant que l'élargissement du champ de tir déjà installé sur un terrain dépendant de la forêt domaniale de Mormal, pour la garnison de Landrecies, nécessite l'affectation, au département de la guerre, d'un autre terrain dépendant de la même forêt et dont la superficie est d'environ trois hectares soixante-dix-huit ares, tel qu'il est, au surplus, figuré par une teinte carmin sur un plan parcellaire dressé, le 23 mars 1904, par le chef du génie de Maubeuge et désigné dans un état parcellaire à l'appui,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le terrain domanial susmentionné est affecté au département de la guerre, sous les conditions et réserves spécifiées dans les lettres susvisées de M. le ministre de l'agriculture.

2. Le ministre de la guerre, le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 22 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
chargé, par intérim,
du Ministère de la guerre,
Signé : E. COMBES.

N° 44640. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes du département de l'Hérault, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 22 Avril 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les lois des 2 août 1875 et 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30^e même mois;

Attendu le décès de M. Galtier, sénateur du département de l'Hérault.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Hérault sont convoqués pour le dimanche 22 mai 1904, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de l'Hérault, se réunira au chef-lieu le dimanche 26 juin 1904, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

1. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44641. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'intérieur et des cultes, un *Credit en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1900.*

Du 22 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du ministre des finances;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1900;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé concernent des services prévus au budget de l'exercice 1900 et n'excèdent pas les crédits qui leur étaient applicables,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1900, un crédit total de mille cinq cent quatre-vingt-douze francs soixante centimes (1,592^{fr} 60), représentant le montant de nouvelles créances liquidées à la charge de cet exercice suivant le tableau ci-annexé.

2. Le paiement de ces créances pourra, en conséquence, être ordonné par imputation sur l'exercice courant.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources ordinaires du budget.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 22 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes.*

Signé : E. COMBES.

1^{re} SECTION. — INTÉRIEUR.
DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

ALGÉRIE. — EXERCICE 1900.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.
1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.

§ 2. — *Service de l'intérieur.*

CHAP. XV. Matériel de l'assistance publique..... 1,592^f 60^c

N° 44642. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'intérieur et des cultes un crédit en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1900.

Du 22 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du ministre des finances;

Vu les états ci-annexés des créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1900;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Considérant que les créances comprises dans les états susvisés concernent des services prévus au budget de l'exercice 1900 et n'excèdent pas les crédits qui leur étaient applicables,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1900, un crédit total de douze mille cinq cent six francs

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

quatre-vingt-six centimes (12,506'86) représentant le montant de nouvelles créances liquidées à la charge de cet exercice, suivant le tableau ci-annexé.

2. Le paiement de ces créances pourra en conséquence être ordonné par imputation sur l'exercice courant.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources ordinaires du budget.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 22 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

EXERCICE CLOS (ALGÉRIE).

EXERCICE 1900.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.

1^{re} SECTION. — SERVICES ADMINISTRATIFS DE L'ALGÉRIE.

§ 2. — Service de l'intérieur.

CHAP. XIII. Matériel du service de sûreté.....	126' 27
— XV. Matériel de l'assistance publique.....	5,263 05
— XVI. Transport de détenus et de libérés.....	1 62

Finances.

CHAP. XIII. Matériel de l'enregistrement, du domaine et du timbre.....	5,973 31
--	----------

§ 7. — Agriculture.

CHAP. XLIX. Travaux hydrauliques.....	896 61
---------------------------------------	--------

§ 8. — Travaux publics.

CHAP. LI. Entretien des routes.....	246 00
-------------------------------------	--------

TOTAL.....	12,506 86
------------	-----------

N° 44643. — *DÉCRET portant extension du service des Colis postaux, de valeur déclarée, et grevés de remboursement, avec les Indes orientales néerlandaises.*

Du 22 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 24 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892 et 8 avril 1898, sur le service des colis postaux;

Vu les décrets des 27 juin 1892⁽¹⁾ et 26 décembre 1898⁽²⁾;

Vu la lettre par laquelle le Bureau international notifie aux offices de l'Union postale la participation des Indes orientales néerlandaises au trafic des colis postaux, de valeur déclarée, et grevés de remboursement;

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies, et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} juin 1904, les colis postaux de valeur déclarée, et grevés de remboursement, jusqu'à concurrence de cinq cents francs (500^f), seront admis dans les relations avec les Indes orientales néerlandaises.

2. Le droit additionnel d'assurance est fixé ainsi qu'il suit, par trois cents francs (300^f) ou fraction de trois cents francs (300^f) du montant de la déclaration :

1° A vingt centimes (0^f 20) au départ de France;

2° A trente-cinq centimes (0^f 35) au départ de Corse et d'Algérie;

3° A quarante-cinq centimes (0^f 45) au départ des agences maritimes françaises du Maroc et de Tripoli de Barbarie et des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, du Sénégal et de la Guinée française;

4° A vingt centimes (0^f 20) au départ des bureaux français établis en Turquie, à Shanghai, à Zanzibar, et des colonies de la côte française des Somalis, de la Réunion, de Madagascar et dépendances, des Comores, de l'Inde, de l'Indo-Chine et de la Nouvelle-Calédonie.

3. Le droit additionnel de remboursement est fixé uniformément à vingt centimes (0^f 20) par vingt francs (20^f) ou fraction de vingt francs (20^f), du montant du remboursement.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télé-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1499, n° 25415.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2032, n° 35680.

graphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : G. DOUMERGUE.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

N° 44644. — DÉCRET autorisant les Militaires des régiments étrangers à se rengager pour une durée de un à cinq ans.

Du 2 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 12 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, ministre de la guerre par intérim;

Vu le décret du 14 septembre 1864, relatif à la durée des engagements et des rengagements dans les régiments étrangers,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 3 du décret du 14 septembre 1864 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les militaires des régiments étrangers sont admis à se rengager pour une durée de un à cinq ans. »

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, ministre de la guerre par intérim, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
chargé par intérim,
du Ministère de la guerre.

Signé : E. COMBES.

N° 44645. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter en vue de la constitution d'un passage supérieur au passage à niveau n° 28 de la ligne de

Mâcon à Ambérieu, dit *du faubourg de Lyon*, situé près de la gare de Bourg (Ain), sur la route nationale n° 83, de Lyon à Strasbourg, conformément aux indications générales du plan dressé par l'ingénieur de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée à la date du 4 juillet 1902, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Pour l'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution desdits travaux, la ville de Bourg est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841.

3° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit ne sont pas accomplies dans un délai de trois ans à partir de la promulgation du présent décret. (*Paris, 15 Janvier 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 16^e Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale	6 francs par an.
Partie supplémentaire	6 francs par an.
Aux deux parties	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, *mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre*. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2544.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44646. — *DÉCRET déclarant d'utilité publique
l'établissement d'un réseau de Tramways dans le département du Nord.*

Du 22 Février 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 27 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département du Nord, d'un réseau de tramways à traction mécanique, destiné au transport des voyageurs et des marchandises et comprenant les lignes suivantes :

- 1° Lille (place Saint-Martin) à Tourcoing (place Charles-Roussel), et Lille (place des Buissons) à Roubaix (place de la Liberté), avec embranchement sur la place aux Bleuets, à Lille;
- 2° Lille (place des Buissons) à Leers;
- 3° Hem à Roubaix (place de la Liberté);
- 4° Leers au Blanc-Four à Roncq;
- 5° Leers à Roubaix (place de la Liberté);

Vu, notamment, le plan d'ensemble dudit réseau, du 29 novembre 1902, modifié le 2 juillet 1903;

Vu les pièces de l'enquête publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881;

Vu, notamment, les délibérations de la commission d'enquête, en date des 18 et 26 mars et 3 avril 1903;

XII^e Série.

18

Vu les avis de la chambre de commerce de Tourcoing, du 13 février 1903, de la chambre de commerce de Lille, du 6 mars 1903, et de la chambre de commerce de Roubaix, du 7 mars 1903;

Vu les délibérations du conseil général du Nord, des 27 août 1901, 9 avril et 25 août 1902, et 22 avril 1903;

Vu l'adhésion directe à l'exécution des travaux délivrée, le 24 juin 1903, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853, par le directeur du génie de Lille sous certaines réserves, et l'adhésion donnée auxdites réserves, le 27 juin 1903, par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département du Nord;

Vu la convention passée, le 4 février 1904, entre le préfet du Nord, agissant au nom du département, et M. Mongy, pour la concession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 17 novembre 1903;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 14 décembre 1903;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽¹⁾ 6 août 1881⁽²⁾ et 13 février 1900⁽³⁾;

Vu la loi du 25 juin 1895, concernant l'établissement des conducteurs d'énergie électrique;

Le Conseil d'État entendu.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'un réseau de tramways à traction mécanique, destiné au transport des voyageurs et des marchandises et comprenant les lignes suivantes :

1^o Lille (place Saint-Martin) à Tourcoing (place Charles-Roussel) et Lille (place des Buisses) à Roubaix (place de la Liberté), avec embranchement sur la place aux Bleuets, à Lille;

2^o Lille (place des Buisses) à Leers;

3^o Hem à Roubaix (place de la Liberté);

4^o Leers au Blanc-Four à Roncq;

5^o Leers à Roubaix (place de la Liberté).

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit réseau ne sont pas accomplies dans le délai de six ans, partir de la date du présent décret.

2. Le département du Nord est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation du réseau de tramways dont il s'agit, suivant

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 9191, n° 38657.

les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 4 février 1904, entre le préfet du Nord, au nom du département, et M. Mongy, pour la concession du réseau de tramways susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Février 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUJOUX.

CONVENTION.

L'an 1904, le 4 février.

Entre les soussignés :

M. Vincent, préfet du département du Nord, officier de la Légion d'honneur, agissant au nom et pour le compte du département du Nord, conformément :

- 1° A la loi du 10 août 1871 ;
- 2° A la loi du 11 juin 1880 et aux règlements d'administration publique, en date des 18 mai et 6 août 1881, 20 mars 1882 et 13 février 1900 ;
- 3° Aux délibérations du conseil général du Nord, des 27 août 1901, 9 avril 1902, 25 août 1903 et 22 avril 1903, et de la commission départementale, dûment autorisée, du 3 février 1904,

D'une part ;

Et M. Mongy, ingénieur, demeurant à Lille, rue de la Chambre-des-Comptes, n° 4,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le département du Nord concède à M. Mongy, qui accepte, la construction et l'exploitation d'un réseau de tramways, décrit dans l'article 2 du cahier des charges ci-annexé, destiné au transport des voyageurs, des messageries et des marchandises.

Les conditions de concession et d'exploitation sont réglées par ledit cahier des charges, lequel est conforme au cahier des charges-type approuvé par le décret du 6 août 1881, modifié par le décret du 13 février 1900, sauf les modifications et additions apportées aux articles 3, 4, 11, 17, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 27, 29 et 30, l'adjonction de l'article 8 bis et la suppression de l'article 38.

2. Le département n'accorde à l'entreprise ni subvention ni garantie d'intérêts.

3. Sauf dispenses à accorder par le préfet dans certains cas particuliers, les matériaux de construction des lignes du réseau, ainsi que le matériel roulant, seront de provenance française et le personnel de l'exploitation sera de nationalité française.

Les ingénieurs étrangers qui s'occuperont de l'installation et de l'organisation du service ne sont pas compris dans le personnel de l'exploitation qui fait l'objet du présent article.

XII^e Série.

4. Le concessionnaire devra, dans le délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, se substituer une société anonyme, dont la durée devra être égale à celle de la concession et avec laquelle il restera solidairement responsable de l'exécution de ses engagements.

5. Le concessionnaire s'engage à verser dans la caisse du département, à titre de fonds de concours pour la construction de la route départementale n° 27, une subvention totale de deux millions de francs (2,000,000^f) dans les conditions ci-après indiquées :

Le premier versement de cinq cent mille francs (500,000^f) aura lieu sept mois après la promulgation du décret déclarant d'utilité publique la construction du boulevard; ce versement comprend les cent mille francs (100,000^f) versés le 29 mai 1903;

Le deuxième versement de cinq cent mille francs (500,000^f), trois mois après le premier;

Le troisième versement de cinq cent mille francs (500,000^f), trois mois après le second;

Le quatrième versement de trois cent mille francs (300,000^f), six mois après le troisième.

Les deux cent mille francs (200,000^f) formant le dernier versement, trois mois après le quatrième, à condition que remise soit faite au concessionnaire de la plate-forme du boulevard.

6. Le département s'engage à mettre le concessionnaire en mesure de pouvoir commencer les travaux de construction des lignes projetées sur les deux branches du boulevard, le 1^{er} octobre 1905, au plus tard.

A partir de cette dernière date, tout retard entraînerait le paiement, au profit du concessionnaire, d'un intérêt de cinq pour cent (5 p. 0/0) des sommes versées par lui dans la caisse départementale.

7. Une subvention de deux millions de francs (2,000,000^f) étant consentie par M. Mongy, il est formellement stipulé que le département n'accordera aucune nouvelle concession de tramways, empruntant le boulevard projeté, destiné à relier Lille, Roubaix et Tourcoing, pendant toute la durée de la concession qui fait l'objet de la présente convention.

8. La traction s'opérera par trolley sur tout le réseau. Néanmoins la compagnie pourra, après y avoir été régulièrement autorisée, établir tout autre système de traction.

9. Une subvention de deux millions de francs (2,000,000^f) étant consentie par M. Mongy, aucun cautionnement ne lui sera réclamé.

10. Dans les villes de Lille, Roubaix et Tourcoing, où les compagnies actuelles payent des droits de stationnement, il est pris acte que le chiffre forfaitaire admis pour chaque ville est fixé à mille francs (1,000^f) pour chacune d'elles.

11. Le département s'engage, en outre, à fournir en simple expédition à M. Mongy, en ce qui concerne seulement la ligne à installer sur le boulevard Lille-Roubaix-Tourcoing, les plans et profils s'y rapportant et qui pourraient lui être nécessaires pour l'établissement du projet prévu par le règlement d'administration publique du 6 août 1881.

12. La présente convention ne sera définitive qu'après la déclaration d'utilité publique du réseau de tramways auquel elle s'applique.

Fait en double expédition à Lille, les jour, mois et an que dessus.

Le Concessionnaire,

Signé : A. MONGY.

Le Préfet du Nord,

Signé : L. VINCENT.

Enregistré à Lille (H.), le 14 mars 1904, folio 8, case 1. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : de Kérmei.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

Art. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs, des messageries et des marchandises.

La traction aura lieu par des moteurs mécaniques du type qui sera approuvé par l'administration.

Tracé.

2. Ce réseau comprendra les lignes suivantes et empruntera les voies publiques ci-après :

Ligne A, du boulevard projeté.

1^{re} Branche partant de Lille, place Saint-Martin, pour aboutir à Tourcoing, place Charles-Roussel. — Cette branche empruntera le quai de la Basse-Deûle, la porte de la Basse-Deûle à élargir et la voie à ouvrir jusqu'à l'ancienne ligne du littoral; elle sera établie en déviation entre la rencontre de cette ligne et l'origine du boulevard projeté; elle empruntera ensuite le boulevard projeté jusqu'à Tourcoing, le quai de Marseille, la rue Charles-Wattine, la place Thiers, la rue Chanzy, la rue Fidèle-Lehoucq et la place Charles-Roussel.

2^e Branche partant de Lille, place des Buisseries, pour aboutir à Roubaix, place de la Liberté. — Cette branche empruntera la porte à ouvrir place des Buisseries ainsi que la voie à créer à la suite jusqu'à l'ancienne ligne du littoral; elle sera établie en déviation entre la rencontre de cette ligne et l'origine du boulevard projeté; elle empruntera ensuite ledit boulevard jusqu'au parc de Barbieux à Croix, et longera le parc du côté de l'avenue de Jussieu, puis le boulevard de Paris, le boulevard Gambetta et la place de la Liberté à Roubaix.

3^e Branche partant de la place aux Bleuets, par la rue des Urbanistes, pour aboutir au point de départ du boulevard, situé sur le territoire de la Madeleine, au sud des glacis de la fortification de Lille.

Ligne B, de Lille (place des Buisseries) à Leers (place).

Cette ligne empruntera, comme la précédente, la porte à ouvrir place des Buisseries, la rue des Guinguettes, la rue de Bouvines, la rue de Lannoy, le chemin de grande communication n° 6, la route départementale n° 19 et le chemin d'intérêt commun n° 12 jusqu'à la place de Leers.

Ligne C, d'Hem à Roubaix (place de la Liberté).

Cette ligne empruntera, à partir du chemin du Rivage, la route départementale n° 19 dans la traversée d'Hem, l'avenue nouvellement ouverte à Hem, entre la route départementale n° 19 et l'avenue des Villas, l'avenue des Villas, la rue Regnault, la rue du Travail, la rue La Rochefoucauld, la rue Ingres, la rue Lesueur, la rue Croquignon, la rue du Tilleul (tronçon commun avec le réseau projeté de Roubaix, entre les rues de Tunis et du Coq-Français), la rue du Coq-Français, le boulevard Gambetta et la place de la Liberté.

Ligne D, de Leers au Blanc-Four à Roncq.

Cette ligne empruntera le chemin d'intérêt commun n° 91, de la place de Leers au passage à niveau du Tilleul, la rue de l'Épine, la rue Vinoc-Chorquel, la rue d'Est, la rue Verte-Feuille, la place Victor-Hassebroucq, la rue de l'Hôtel-de-Ville,

avec raccordement sur la ligne A par la place Saint-Christophe, la Grand'Place, la rue de Lille et la route départementale n° 14 jusqu'à la route nationale n° 17 à Roncq, hameau du Blanc-Four.

Ligne F, de Leers à Roubaix (place de la Liberté).

Cette ligne empruntera, à partir de la place de Leers, les chemins d'intérêt commun n° 142 et 155, la rue de Leers, le boulevard de Beurepaire, le boulevard de Colmar, le boulevard Gambetta et la place de la Liberté.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de six mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés aussitôt après l'approbation des projets d'exécution. Toutefois, en ce qui concerne la ligne A, les travaux ne seront entrepris qu'un mois après la remise au concessionnaire de la plate-forme du boulevard projeté. Pour toutes les lignes projetées, les travaux seront poursuivis sans désemparer et terminés de telle façon que le réseau entier puisse être livré à l'exploitation dans un délai de trois ans à partir de la date fixée pour la remise de la plate-forme du boulevard.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des caisses des véhicules ainsi que de leur chargement ne dépassera pas deux mètres dix centimètres (2^m 10), et celle du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas deux mètres dix centimètres (2^m 10).

La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de trois mètres trente centimètres (3^m 30) non compris la perche du trolley.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre cinquante centimètres (1^m 50).

Alignements et courbes. — Pentés et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à dix-huit mètres (18^m).

Le maximum des déclivités est fixé à quarante-cinq millimètres (0^m 045) par mètre.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable de l'autorité compétente pour approuver les projets d'exécution.

Etablissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris, suivant la nature des chaussées empruntées, dans un pavage ou un empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empierrement.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles, qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel de tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir de un mètre dix centimètres (1^m 10) au moins. Le concessionnaire construira en outre, suivant les dispositions qui lui seront indiquées avant la réception générale de la voie ferrée, des gares pour les dépôts de matériaux d'entretien de la voie publique; la profondeur de ces gares, mesurée à partir de l'arête extrême de l'accotement, sera d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) au minimum.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Etablissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast de deux mètres (2^m) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires et des piétons présentera une largeur minimum de cinq mètres (5^m), cette largeur minimum étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'autorité compétente, pour statuer sur les projets d'exécution, pourra exiger que l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité, du côté de la chaussée de la voie publique, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie en pierre, d'une solidité suffisante. Elle pourra également prescrire, dans les parties de routes ou de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demi-niveau pavé le long des bordures en pierre. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée: un autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) subsistera entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des bandins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10). Cette largeur sera mesurée à partir

des limites des propriétés riveraines, bâties ou non, ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces limites;

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir:

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Quand l'établissement du tramway sur de larges trottoirs existant dans les traverses aura été autorisé, on fera application de l'article 7.

8 bis. Les déviations seront établies pour permettre l'établissement de la double voie et une largeur de deux mètres (2^m) de part et d'autre du gabarit, soit huit mètres soixante-dix centimètres (8^m 70) quand la voie sera au niveau du terrain. A cette dimension, il faudra ajouter l'empattement des talus de déblai ou de remblai

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera convert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails du type Broca seront en acier et du poids de trente-six kilogrammes (36^k) au moins par mètre courant; ils seront posés directement sur le ballast.

Sur les sections en accotement, les rails seront du type Vignole, en acier, et du poids de trente kilogrammes (30^k) au moins par mètre courant; ils seront placés sur traverses en chêne ou autre bois dur.

Gares et stations.

11. Les voitures ne devront s'arrêter, en principe, qu'à des arrêts fixes qui seront déterminés par le préfet sur l'avis des ingénieurs du contrôle après entente avec le concessionnaire.

Toutefois, sur les sections qui seront désignées par le préfet, le concessionnaire entendu, les voitures devront s'arrêter, même en pleine voie, pour prendre ou laisser des voyageurs.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des bureaux d'attente pour le service des voyageurs aux points où la nécessité s'en fera sentir. Ces kiosques-abris, dont les emplacements seront fixés contradictoirement entre le concessionnaire et l'administration, seront établis conformément au dessin-type que le concessionnaire devra présenter à l'approbation de l'administration.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concession-

nnaire comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Partout où la zone de la chaussée comprise entre le rail et la bordure du trottoir aura moins d'un mètre (1^m) de largeur, l'entretien de toute cette zone restera à la charge du concessionnaire.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, sauf le cas de force majeure, est fixé à quarante en été et trente en hiver pour les lignes du boulevard et à seize et quinze pour les autres lignes.

Trois ans après la mise en exploitation, l'administration pourra exiger sur les lignes du boulevard un service de dix minutes en dix minutes.

Le service journalier commencera le matin à sept heures en été et à huit heures en hiver pour finir en toute saison à onze heures du soir.

En outre, des trains ouvriers coïncidant avec l'entrée et la sortie des ateliers pourront être organisés d'accord avec l'administration préfectorale et sur les sections qu'elle indiquera.

Matériel roulant. — Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Le matériel roulant devra satisfaire aux conditions fixées ou à fixer pour les transports militaires.

Les trains se composeront de six voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas quarante mètres (40^m).

La vitesse des trains en marche sera, au plus, de vingt-cinq kilomètres (25^k) à l'heure, s'il est fait usage de freins continus. Ce maximum sera réduit à seize kilomètres (16^k) à l'heure dans la traversée des centres habités qui seront désignés par arrêtés préfectoraux.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession du réseau mentionné à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 1^{er} octobre 1968.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'Etat sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée avec toutes les installations faites sur le sol des voies publiques, ainsi que les barrières et clôtures, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques.

Les usines, terrains et constructions appartenant au concessionnaire resteront sa propriété.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du réseau et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le département déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura le droit de racheter la concession, mais seulement après trente années d'exploitation.

Dans ce cas, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits et les mêmes obligations que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

	Voitures couvertes, fermées à glaces, au moins pendant l'hiver, et à banquettes (classe unique).....
Adultes.....	Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'un voyage ne sera pas inférieur à 10 centimes.
Enfants.....	Au-dessous de quatre ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.
	De quatre à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.
	Au-dessous de sept ans, ils payent place entière.
	Enfants transportés dans les trains de voyageurs.....
	(Sans que la perception puisse être inférieure à 30 c.)

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Viandes. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....	
---	--

Marchandises transportées à petite vitesse.

1re classe : Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Cérises. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Épicerie. — Épicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	
2e classe : Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Maïs. — Châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Matériaux. — Bois de charpente. — Verbres en bloc. — Métaux. — Minerai. — Coton. — Laines. — Vinaigre. — Minigres. — Boissons. — Bares. — Lessive sèche. — Coke. — Fer. — Cuivre. — Plomb. — Autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	

PRIX		
de péage.	de transport.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 055	0 017	0 05
0 015	0 01	0 025
0 20	0 16	0 36
0 12	0 08	0 20
0 09	0 07	0 16

- 3^e classe : Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulière. — Argile. — Briques. — Ardoises.....
- 4^e classe : Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables. — Betteraves. — Pulpes. — Pommes de terre.

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes.....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 08	0 06	0 14
0 06	0 04	0 10
0 05	0 03	0 08

Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas cinq cents kilogrammes (500^k) sous le volume, d'un mètre cube (1^m), cinquante centimes (0⁵⁰) par wagon et par kilomètre.

Les droits de péage ne seront pas applicables aux lignes du boulevard projeté dont la nature de la concession ne permet pas leur emprunt par d'autres compagnies.

Le concessionnaire sera autorisé à percevoir un supplément de vingt-cinq centimes (0²⁵) par place dans les voitures de luxe qu'il ferait circuler sur le boulevard en sus des voitures ordinaires.

Les prix déterminés ci-dessus comprennent l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à deux kilomètres (2^k), elle sera comptée pour deux kilomètres (2^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation de l'administration.

Dans aucun cas il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le concessionnaire, s'il en est requis, délivrera pour chaque ligne des billets d'aller et retour dont le prix sera calculé sur la base de vingt-cinq pour cent (25 p. 0/0) de réduction sur les prix des tarifs énoncés précédemment. Il devra également en délivrer sur la même base pour des sections de lignes, pourvu que le parcours total soit supérieur à six kilomètres (6^k).

Tout voyageur utilisant les trains dits *ouvriers* recevra un billet donnant droit, à la même personne et pendant la même journée, au retour gratuit valable sur le même parcours effectué à l'aller. Cette dénomination de trains ouvriers s'applique aux trains qui seront mis en marche aux heures d'entrée et de sortie des ateliers, après autorisation de l'administration préfectorale.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse,

les comptes seront établis : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes (5 à 10^k); au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à cinquante centimes (0^e 50) au-dessus de cinquante kilogrammes (50^k) et vingt-cinq centimes (0^e 25) au-dessous de ce poids.

Tout voyageur dont le bagage peu volumineux et pouvant être tenu sur les genoux sans gêner les voisins et ne pesant pas plus de dix kilogrammes (10^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement.

24. Si une ligne de tramway déjà concédée ou qui serait concédée par l'État, le département ou les communes, emprunte partiellement les voies qui font l'objet de la présente concession, sauf celles établies sur le boulevard projeté, le concessionnaire de ces voies ne pourra réclamer, du fait de l'emprunt, aucun droit de circulation ni aucune indemnité pour privation de trafic.

Le concessionnaire n'aura droit qu'au paiement d'un péage annuel que l'on calculera en répartissant proportionnellement au nombre de kilomètres-voitures afférents aux troncs communs :

1° L'intérêt à cinq pour cent (5 p. o/o) de la partie correspondante au capital de premier établissement des voies, y compris expropriations et subventions aux communes;

2° Les dépenses d'entretien afférentes aux voies, ainsi qu'aux pavages et empièvements, y compris les travaux complémentaires, la réfection partielle ou intégrale des voies, et, d'une manière générale, l'ensemble des charges qui incombent au concessionnaire, au cours de la concession, du fait de la voie ferrée.

Le système de traction afférent aux lignes qui emprunteraient les voies du concessionnaire ne pourra, en aucun cas, nuire à l'exploitation des lignes de la présente concession; les dépenses supplémentaires nécessaires à cet effet seront entièrement à la charge des concessionnaires des autres lignes. Au droit des troncs communs, le concessionnaire ne sera pas tenu de mettre à la disposition de ces derniers les installations que comportera son propre système de traction et notamment de leur fournir le courant électrique. L'utilisation éventuelle de tout ou partie des installations existantes, et, notamment, la fourniture du courant, feront l'objet, le cas échéant, d'une entente à négocier entre les intéressés.

Dans le cas où, par suite d'encombrement, les autorités compétentes jugeraient nécessaire de réduire le nombre des voyages journaliers au droit des troncs communs, cette réduction portera de préférence sur les lignes nouvelles et respectera, en tout état de cause, le nombre minimum de voyages journaliers que prévoit l'article 14 du présent cahier des charges.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k). Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont pas applicables :

1° Aux entrées et objets qui ne sont pas nominativement énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube (1^m³);

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, en plaqué d'or ou d'argent, au mercure ou au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeturs;

4° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les quatre cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 14 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées;

1° Les denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins de transit, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires, de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de trois kilomètres pour les gares qui desserviront soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants, situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêté.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0^f 12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0^f 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^k).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'Etat se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entreprise soit subventionnée ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu un mois après l'émission du décret d'utilité publique à la caisse du trésorier-payeur général du département du Nord, pour la période comprise entre la date du décret et le dernier jour de l'année en cours.

33. (Supprimé.)

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Lille.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite à la mairie dudit lieu.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Nord, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention annexée seront supportés par le concessionnaire.

Fait en double à Lille, le 4 février 1904.

Le Concessionnaire,

Signé : A. MONGY.

Le Préfet du Nord,

Signé : L. VINCENT.

Enregistré à Lille (H.), le 14 mars 1904, folio 8, case 3. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : de Kérarnel.

N° 45647. — DÉCRET déclarant d'utilité publique, dans le département du Pas-de-Calais, l'établissement d'une ligne de Tramway entre Marquise-Ville et la gare de Marquise-Rinxent.

Du 23 Février 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 28 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département du Pas-de-Calais, d'une ligne de tramway à traction mécanique destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Marquise-Ville et la gare de Marquise-Rinxent;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881;

Vu, notamment, les délibérations de la commission d'enquête, en date des 31 mai et 12 juin 1902;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Calais, en date du 25 avril 1902;

Vu les délibérations des conseils municipaux de Rinxent et de Marquise, en date des 17 et 26 mai, 4 août et 13 novembre 1902;

Vu les délibérations du conseil général du Pas-de-Calais, en date des 17 avril 1901 et 20 août 1902;

Vu l'adhésion directe à l'exécution des travaux, délivrée le 29 juillet 1902, par le directeur du génie à Dunkerque, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853;

Vu la convention passée, le 5 août 1902, entre le maire de Marquise, agissant au nom de la ville, et M. Charles Helson, pour la rétrocession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 12 mai 1903;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 15 juin 1903;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾ et 13 février 1900⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE:

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Pas-de-Calais, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway à traction mécanique destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Marquise-Ville et la gare de Marquise-Rinxent.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de trois ans à partir de la date du présent décret.

2. La ville de Marquise est autorisée à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 5 août 1902, entre le maire de Marquise, au nom de la ville, et M. Charles Helson, pour la rétrocession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUJOUX.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11223.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 38657.

CONVENTION.

Entre les soussignés :

M. Louis Leducq, maire de la commune de Marquise,
agissant au nom et pour le compte de la ville de Marquise, en vertu de la délibération du conseil municipal, en date du 4 août 1902 et du 13 novembre 1902,

D'une part;

Et M. Charles Helson, ingénieur civil de l'École nationale supérieure des mines de Paris, ancien ingénieur de la Compagnie des chemins de fer du Nord, demeurant à Marquise (Pas-de-Calais),

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. La ville de Marquise déclare dès à présent, et en prévision de l'obtention de la concession qu'elle sollicite de l'État, rétrocéder à M. Helson, qui accepte, la construction et l'exploitation d'une ligne de tramway à voie d'un mètre (1^m), à traction mécanique, de la gare de Marquise-Rinxent (Compagnie du Nord) à Marquise (ville). La durée de la rétrocession sera égale à celle de la concession accordée par l'État à la ville. Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret d'utilité publique à intervenir pour approuver le présent traité, est faite aux conditions suivantes :

M. Helson déclare accepter cette rétrocession et s'engage à construire et à exploiter à ses frais, risques et périls, sans subventions ni garanties d'intérêts, la ligne de tramway qui fait l'objet du présent traité.

La rétrocession lui est consentie conformément aux dispositions de la loi du 30 juin 1880 et du décret du 6 août 1881, et aux conditions stipulées dans le cahier des charges de la concession, conditions auxquelles il déclare expressément souscrire.

Le cahier des charges est conforme au cahier des charges type, seul modifié aux articles 4, 7, 8, 20, 23, 24, 38, 39 et 41.

Il sera, en conséquence, assujéti envers la commune à toutes les obligations imposées à celui-ci par le cahier des charges, de même qu'il sera subrogé aux avantages en résultant pour la commune.

Le rétrocessionnaire devra, dans un délai de six mois à partir du décret d'utilité publique, se substituer une société anonyme qui deviendra solidairement responsable avec lui, vis-à-vis de l'État et de la ville de Marquise, de tous les engagements qu'il aura contractés.

La substitution de cette société anonyme au rétrocessionnaire devra être approuvée par décret rendu en Conseil d'État.

Les matériaux de construction de la ligne et le matériel roulant seront de provenance française. Le personnel de l'exploitation sera de nationalité française.

Avant la signature de l'acte de rétrocession, le rétrocessionnaire déposera à la Caisse des dépôts et consignations une somme de douze mille francs (12,000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1892, ou en bons du Trésor avec transfert au profit de ladite caisse de celles représentant nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au rétrocessionnaire par cinquième, proportionnellement à l'avancement des travaux.

Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Le rétrocessionnaire devra faire élection de domicile à Marquise.

En cas où il ne l'aurait pas fait, la notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite à la mairie de Marquise (bureau du secrétariat).

7. Les frais de timbre, d'enregistrement et d'impression du présent traité et du cahier des charges annexé seront supportés par le rétrocessionnaire.

Fait triple à Marquise, l'an 1902 et le 5 août.

Le Maire de Marquise,

Signé : L. LEDUCQ.

Le Rétrocessionnaire,

Signé : CH. HILSON.

Enregistré à Arras (A. C.), folio 135, case 9, le 8 mars 1904. — Reçu un franc-vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : *Brundel*.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges destinée au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par moteurs mécaniques agréés par l'administration.

Tracé.

2. La ligne a son origine dans la cour des voyageurs de la gare de Marquise Rinxent (Compagnie du Nord) et empruntera les voies publiques ci-après désignées : chemins d'accès à la station ; le chemin de grande communication n° 191 ; le chemin vicinal n° 7 ; le chemin vicinal n° 10 ; le chemin vicinal n° 8 ; le chemin de grande communication n° 231 ; le chemin de grande communication n° 191 ; route nationale n° 1 ; le chemin vicinal n° 8 jusqu'au chemin de grande communication n° 231 où la ligne se raccorde à elle-même.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de quatre mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne entière sera livrée à l'exploitation dans le délai d'un an à dater du décret déclaratif d'utilité publique.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des caisses des véhicules ainsi que de leur chargement ne dépassera pas trois mètres (3^m), et celle du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas trois mètres (3^m), l'exception du matériel roulant destiné à circuler entre l'hectomètre 25 et l'hectomètre 31, sur le chemin n° 231, le chemin n° 191, la route nationale n° 1 et le chemin vicinal n° 8 où la largeur ne dépasse pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20).

La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de trois mètres trente centimètres (3^m 30).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres cinquante centimètres (2^m50) pour la section où circule le matériel de trois mètres (3^m) de gabarit et d'un mètre soixante-dix centimètres (1^m70) pour la section où circule le matériel de deux mètres vingt centimètres (2^m20).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à dix-sept mètres (17^m).

Le maximum des déclivités est fixé à cinquante-deux millimètres et demi (0^m0525) par mètre.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable de l'autorité compétente pour approuver les projets d'exécution.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage ou empierrement, là où il existe, de vingt centimètres (0^m20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empierrement.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel de tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir d'un mètre dix centimètres (1^m10) au moins. Le concessionnaire construira en outre, suivant les dispositions qui lui seront indiquées avant la réception générale de la voie ferrée, des gares pour les dépôts de matériaux d'entretien de la voie publique; la profondeur de ces gares, mesurée à partir de l'arête extrême de l'accotement, sera d'un mètre cinquante centimètres (1^m50) au minimum.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m60).

7. (Supprimé.)

Traverses des villes et des villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10). Cette largeur sera mesurée à partir des limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces limites;

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1^{er} Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2^{er} Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Toutefois, la largeur de la zone comprise entre la limite du matériel roulant et les constructions riveraines pourra être réduite à deux mètres soixante centimètres (2^m 60) au droit de l'église et à trois mètres quarante centimètres (3^m 40) entre l'église et l'avenue de l'église.

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'aurent pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails et contre-rails seront en acier et du poids de trente-six kilogrammes (36^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur sable, traverses ou béton.

Gares et stations.

11. Les trains comprendront :

1^{re} catégorie. — Des trains de voyageurs avec bagages.

2^e catégorie. — Des trains mixtes de voyageurs et marchandises.

3^e catégorie. — Des trains de marchandises.

Les trains de voyageurs et les trains mixtes devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours.

Les trains de marchandises ne s'arrêteront pas entre les deux extrémités de la ligne.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu d'ici à présent qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs et des gares, pour la réception et la livraison des marchandises suivant les indications ci-après :

1^o Gare de Marquise-Rinxent;

2^o Chemin de l'usine, n^o 2 (halte);

3^o Quartier Saint-Louis (halte);

4^o Pont-Taverne (halte);

5^o Route de Guines (halte);

6^o Place Publique (halte);

7^o Rue Nationale (halte);

8^o Place du Franc-Marché (gare).

Moyens de transbordement.

(Classe spéciale prescrite par la circulaire du 12 janvier 1888.)

La concessionnaire devra installer dans la gare de Marquise-Rinxent des moyens appropriés pour le transbordement des voyageurs et des installations spéciales pour éviter tout transbordement des marchandises, à l'exception des marchandises chargées sur des wagons du chemin de fer du Nord dont le gabarit dépasserait trois mètres (3^m).

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atténuées par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, sur la ligne entière, est fixé à douze pour la première catégorie (trains de voyageurs); trois pour la deuxième catégorie (trains mixtes); trois pour la troisième catégorie (trains de marchandises). Le service commencera à six heures du matin pour se terminer à neuf heures trente du soir.

Matériel roulant. — Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Le matériel roulant devra satisfaire aux conditions fixées ou à fixer pour les transports militaires.

Les trains se composeront de quatre voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas quarante mètres (40^m).

La vitesse des trains en marche sera, au plus, de vingt kilomètres (20^k) à l'heure. Cette vitesse ne devra pas dépasser dix kilomètres (10^k) dans les fortes rampes et dans les rues étroites.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra cinquante années après la date de ce décret.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée avec toutes les installations faites sur le sol des voies publiques, ainsi que tous les immeubles et objets immobiliers qui en dépendent, tels que les barrières et clôtures, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, usines et installations de toute nature établies en vue de la production et du transport de l'énergie électrique ou autre destinée à l'exploitation du tramway, bureaux d'attente et de contrôle, etc., établis dans des immeubles exclusivement affectés à cet usage.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se met pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1884. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée à titre de cautionnement deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement, dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

DEUXIÈME CLASSE.

Désignation des sections.

Par voyageur et pour le parcours total ou partiel des sections situées :		
1° Entre l'origine et le Pont-Taverne.....	0 03	0 07
2° Entre la Pont-Taverne et Marquise (ville).....	0 03	0 07
3° Entre l'origine et Marquise (ville).....	0 045	0 105

PREMIÈRE CLASSE.

Prix kilométriques.

Tous les prix ci-dessus seront majorés de cinq centimes par section.

Les enfants au-dessous de trois ans, tenus sur les genoux, seront transportés gratuitement.

Tout voyageur aura la faculté de tenir sur ses genoux un ou plusieurs colis, pourvu qu'ils ne gênent pas les voisins et qu'ils n'excèdent pas dix kilogrammes.

Un tarif spécial, qui ne pourra être supérieur au double du tarif ordinaire, sera établi, s'il y a lieu, d'accord avec l'administration, pour le fonctionnement du service en dehors des heures extrêmes fixées par l'article 14.

Un tarif réduit sera aussi établi pour le transport des ouvriers de l'usine de Marquise, des mines et des carrières.

Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....	0 015	0 035	0 05
(Sans que la perception puisse être inférieure à dix centimes).			
Colis postaux à domicile, y compris camionnage de la place du Franc-Marché à domicile.....	0 075	0 175	0 25

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 03	0 07	0 10
Veaux et porcs.....	0 015	0 035	0 05
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 009	0 021	0 03
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			

1° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 36	0 84	1 20
---	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 13	0 32	0 45
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farinacés. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 13	0 32	0 45
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Meulons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 10	0 25	0 35

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 03	0 07	0 10
0 03	0 07	0 10
0 045	0 105	0 15
0 015	0 035	0 05
0 075	0 175	0 25
0 03	0 07	0 10
0 015	0 035	0 05
0 009	0 021	0 03
0 36	0 84	1 20
0 13	0 32	0 45
0 13	0 32	0 45
0 10	0 25	0 35

1. Lisse. — Bouille. — Marne. — Condres. — Fumiers. — Bagnols.
— Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la
construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. —
Sables et cailloux.

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes.....
Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant
pas 500 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, 50 cen-
times par wagon et par kilomètre.....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 10	0 25	0 35
0 06	0 14	0 20
0 15	0 35	0 50

Les prix déterminés ci-dessus comprennent l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au conces-
sionnaire qu'autant qu'il effectuera lui-même ces transports à ses frais et par ses
propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le
péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre
entier sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après
le plan-métral de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le
service de contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe
des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette
base seront soumis à l'homologation du ministre des travaux publics.

Dans aucun cas il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route
un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les
deux stations entre lesquelles le parcours aura été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite
tonne, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Un tel poids compris entre zéro kilogramme (0^k) et dix kilogrammes (10^k)
sera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix kilogrammes (10^k) et vingt kilo-
grammes (20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les
suppléments seront établis : 1^{er} de zéro kilogramme (0^k) à cinq kilogrammes (5^k);
au-dessus de cinq kilogrammes (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3^e au-dessus
de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en
grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^{fr} 40).

B. (Supprimé.)

Assimilation des classes de marchandises.

15. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés
par le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec les-
quelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées
aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être sou-
mise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le conces-
sionnaire : elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui
prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

16. Les droits de péage et le prix de transport déterminés au tarif ne sont point
applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille kilogrammes (3,000^k) à cinq mille kilogrammes (5,000^k), mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube (1^m);

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient en un seul colis.

Dans les cinq ans ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'affecter constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel le transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la Compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre des travaux publics, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une nature de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires, de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon ferroviaire, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes leurs frais de factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchand par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète concurrence entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0¹²) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0⁰⁴) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^k).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des parts réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à tout au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer,

lui sera payé par l'administration des postes, que l'entreprise soit subventionnée ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture. Le concessionnaire sera tenu de coopérer au service des colis postaux conformément aux lois, conventions, règlements et tarifs sur la matière.

TITRE VI

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire devra verser chaque année, à la date du 31 décembre, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra la décret de concession à la caisse du trésorier-payeur général du département du Pas-de-Calais.

Cautionnement.

38. (Supprimé.)

Élection de domicile.

39. (Supprimé.)

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Pas-de-Calais, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. (Supprimé.)

Fait triple à Marquise, le 5 août 1902.

Le Rétrocessionnaire,
Signé : CH. HENSON.

Le Maire de Marquise,
Signé : L. LEDUCQ.

Approuvé :

Paris, le 22 février 1904.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : E. MARUÉJOULS.

Enregistré à Arras (A. C.), folio 135, case 10, le 8 mars 1904. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Brunel.

N° 44628. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction d'un embranchement de la route départementale n° 13, d'Agen à Sainte-Foy, à exécuter entre le point métrique 33^g 913 de cette route et la carrière de Carrou, sur le territoire de la commune de Coala (Lot-et-Garonne), suivant la direction générale indiquée par un tracé rouge sur le plan général visé par

l'ingénieur en chef, le 13 juin 1903, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° L'administration départementale est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (*Paris, 26 Mars 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 16^r Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2545.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44649. — *Loi concernant l'échange entre la France et l'Algérie des Titres de mouvement pour le transport des spiritueux.*

Du 4 Mars 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 6 mars 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Les acquits-à-caution sur papier blanc, délivrés, en France et en Algérie, pour légitimer le transport des spiritueux entre les deux pays, dans les conditions prévues par l'article 13 de la loi du 30 mars 1902 et les articles 23 et 24 de la loi du 31 mars 1903, seront échangés, au port d'arrivée, contre des titres de mouvement de même couleur.

Un décret déterminera les conditions auxquelles sera soumise, en Algérie, la délivrance des titres de mouvement sur papier blanc, comportant certificat d'origine pour les alcools naturels autres que ceux produits par les distillateurs de profession.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 4 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des cultes
Signé : E. COMBES.

N° 44650. — *Loi ouvrant au Ministre de l'intérieur et des cultes un Crédit extraordinaire de 1,500 francs pour le paiement des dépenses de la Commission permanente de la préservation contre la tuberculose.*

Du 30 Mars 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 31 mars 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1903, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 31 mars 1903 et par des lois spéciales, un crédit extraordinaire de quinze cents francs (1,500^f) qui sera inscrit à un chapitre nouveau du budget du ministère de l'intérieur et des cultes, première section (*Intérieur*), portant le n° 90 et ainsi libellé : *Dépenses de la commission permanente de préservation contre la tuberculose.*

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1903.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44651. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1899, 1900 et 1901.*

Du 1^{er} Décembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à vingt et un mille cinq cent quatre-vingt-onze francs soixante centimes, comprenant six créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1899, 1900 et 1901;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1899, 1900 et 1901, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1899, 1900 et 1901, un crédit supplémentaire de vingt et un mille cinq cent quatre-vingt-onze francs soixante centimes (21,591⁶⁰), destiné au payement de six nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1899.....	15 ⁷⁸
Exercice 1900.....	555 82
Exercice 1901.....	21,020 00
TOTAL ÉGAL.....	21,591 60

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales de l'exercice 1903.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOLS.

⁽¹⁾ 1^{re} série. Bull. 1045, n° 10527, ...

ÉTAT nominatif des créances constatées après la clôture des exercices 1899, 1900 et

INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordonnan- cement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES.	
2 ^e SECTION. — D				
64	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Paris (direct).	La Compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	Remboursement d'impôts payés en 1899 pour terrains hors ligne, appartenant à l'État, du chemin de Champagne à Lons-le-Saunoy.
1 ^{re} SECTION. — D				
24	Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et au règlement des travaux.	Paris (direct).	M ^{re} Bernier, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation.	Honoraires dus pour la défense des intérêts de l'État au procès formé par le sieur Au contre un arrêté du conseil de préfecture de la Gironde condamnant à démolir un bâtiment établi au-devant de sa maison.
2 ^e SECTION. — D				
64	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Paris (direct).	L'Administration des chemins de fer algériens de l'État	Transports, fournitures et matériel effectués au cours de l'année 1900, pour les travaux de construction du chemin de pénétration du Sud.
Id.	Idem.....	Idem.....	La Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	Remboursement d'impôts payés en 1900 pour terrains hors ligne, appartenant à l'État, du chemin de Champagne à Lons-le-Saunoy.
1 ^{re} SECTION. — D				
62	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Corrèze.....	MM. Rivallier et Scroggins, entrepreneurs.	Indemnité accordée pour l'entretien définitif de l'entrepreneur du 7 ^e lot des travaux d'infrastructure de la ligne de Figeac à Laroque.
Id.	Idem.....	Puy-de-Dôme	Le Conservateur des hypothèques, à Riom.	Saisies dues pour la transmission des actes d'acquisition de terrain en vue de la construction de la ligne de Saint-Eloi à Puy-de-Dôme.
TOTAL.....				

de faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

Noms Prénoms des fonctionnaires.	MONTANT DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
	par nature.	par chapitre.	par exercice.	
19.				
SACRIFIÉS.				
1	15 ^f 78 ^c	15 ^f 78 ^c	15 ^f 78 ^c	Décision ministérielle du 9 octobre 1903. Remboursement demandé tardivement.
20.				
SAIENS.				
1	13 ^f 25 ^c	23 ^f 25 ^c		Décision ministérielle du 23 octobre 1903. Cette créance s'élève en réalité à 150 ^f 00 ^c . Mais le crédit disponible du chapitre 24 n'en permet le payement que jusqu'à concurrence de la somme inscrite ci-contre de 23 25. La différence, soit 126 75 fait l'objet d'un projet de loi.
21.				
INDIVISÉS.				
1	517 ^f 37 ^c			La liquidation des mémoires n'a pu avoir lieu plus tôt en raison de la ventilation à laquelle il a été procédé pour la répartition des dépenses entre les administrations de la guerre et des travaux publics.
	15 20	532 ^f 57 ^c	555 ^f 82 ^c	Décision ministérielle du 9 octobre 1903. Remboursement demandé tardivement.
22.				
SAIENS.				
1	11,000 ^f 00 ^c			Décision ministérielle du 21 octobre 1903. La réception définitive des travaux a eu lieu le 27 décembre 1901. Règlement retardé par des difficultés avec les entrepreneurs.
2	20 00	21,020 ^f 00 ^c	21,020 ^f 00 ^c	Réclamation faite tardivement par l'intéressé. Rapport de l'ingénieur en chef du 20 octobre 1903.
			21,591 60	

N° 44652. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour études et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 1^{er} Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public, par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1903;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, deuxième section, chapitre LXVI : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à trois cent vingt et un mille trois cent quatre-vingt-quatorze francs vingt centimes (321,394¹/₂₀), et réparti entre diverses entreprises conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

ÉTAT A.

*État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours
pour dépenses d'intérêt public et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1903.*

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des BUDGETS où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATE des versements.	MONTANTS des versements.
ANNÉE 1902.					
Doubs....	La commune de Besançon....	.....	34466	22 décembre.	50 ^{fr} 00 ^c
	L'Hôpital-de-Grasbois.				
ANNÉE 1903.					
Bouches-du-Rhône.	Le département....	Marseille.....	36606	23 novembre.	102,280 ^{fr} 70 ^c
	La commune de Sainte-Marie-la-Blanche.	Beaune.....	30331	4 mai.	1,000 00
	La commune de Vignoles.	Idem.....	30641	28 août.	300 00
	La commune d'Aloxe-Corton.	Idem.....	30642	Idem.	83 33
Orne....	La commune de Parnand.	Idem.....	30643	Idem.	400 00
	La commune de Serrigny.	Idem.....	30644	Idem.	600 00
	La commune de Ruffey-les-Beaune.	Idem.....	30688	14 septembre.	300 00
	La commune de Levernais.	Idem.....	30710	10 septembre.	200 00
Creuse....	Le département....	Guéret.....	31684	19 octobre.	120,696 82
	La ville de Besançon.	Besançon.....	32866	10 août.	29,900 00
Doubs....	La commune de Saint-Hippolyte.	Montbéliard...	30618	14 août.	1,000 00
	M. Bonnet.....	Idem.....	30733	14 novembre.	100 00
Haute-Loire.	Le département....	Le Puy.....	31333	27 juillet.	12,900 00
Morbihan.	Idem.....	Vannes.....	32798	17 novembre.	42,200 00
Savoie....	Idem.....	Chambéry.....	32608	29 octobre.	1,829 85
Seine-et-Marne.	Idem.....	Meun.....	32139	10 août.	140 00
Seine....	La commune de Saint-Savin.	Montmorillon.	30163	15 septembre.	1,363 50
	La commune de Neuvy-Sautour.	Tonnerre.....	30820	12 août.	4,000 00
Yonne....	La commune de Toncy.	Auxerre.....	32724	15 octobre.	2,000 00
TOTAL pour l'année 1903.....					321,364 20
RÉCAPITULATION.					
Versements de l'année 1902.....					50 ^{fr} 00 ^c
Versements de l'année 1903.....					321,364 20
TOTAL GÉNÉRAL.....					321,394 20

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 321,394 fr. 20 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, deuxième section, chapitre LXVI : Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Bouches- du-Rhône.	Établissement du chemin de fer de Salon à la Calade....	102,280 ^f 70 ^c
Côte-d'Or....	Établissement du chemin de fer de Saint-Loup-de-la-Salle à Beaune (1,000 ^f + 300 ^f + 83 ^f 33 ^c + 400 ^f + 600 ^f + 300 ^f + 250 ^f).....	2,933 33
Creuse.....	Établissement du chemin de fer de Guéret à la Châtre..	120,696 82
Doubs.....	Établissement du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse (50 ^f + 29,900 ^f).....	29,950 ^f
	Établissement du chemin de fer de Voujaucourt à Saint-Hippolyte (1,000 ^f + 100 ^f).....	1,100
Haute-Loire..	Établissement du chemin de fer d'Ambert à Darsac.....	12,900 00
Morbihan....	Établissement du chemin de fer de Châteaubriant à Ploërmel.....	42,300 00
Savoie.....	Établissement du chemin de fer d'Albertville à Annecy..	1,829 85
Seine- et-Marne.	Établissement du chemin de fer de Provins à Esternay...	140 00
Vienne.....	Établissement du chemin de fer de Poitiers au Blanc....	1,363 50
Yonne.....	Établissement du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François.....	4,000 ^f
	Établissement du chemin de fer d'Auxerre à Gien. 2,000	6,000 00
	TOTAL.....	321,394 20

N° 44653. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour subventions à diverses Institutions agricoles.

Du 29 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de six cents francs pour la chaire d'horticulture de Dijon;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit de six cents francs (600^f), applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre x : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département de la Côte-d'Or.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé, par intérim,
du Ministère de l'agriculture,
Signé : G. TROUILLOT.

N° 44654. — **DÉCRET** homologuant des Plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage concernant divers ouvrages situés dans les dépendances des places de Djidjelli et Ain-Sefra.

Du 16 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre par intérim,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, les plans de circonscription et les procès-verbaux de bornage des terrains mili-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

taires formant la zone des fortifications, ~~visés et approuvés~~ par le ministre de la guerre, concernant les ouvrages ci-après :

Fort Sainte-Eugénie;

Fort Horain;

Poste-optique du Raz-Chergui;

Poste-optique du Djebel-Aïssa,

situés respectivement dans les dépendances des plans de Djidjelli et Ain-Sefra.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre par intérim, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
chargé, par intérim,
du Ministère de la guerre,

Signé : E. COMBES.

N° 44655. — *DÉCRET portant fixation des limites du Rivage de la mer sur le littoral de Ploaré, le long de la plage du Riz (Finistère, quartier de Douarnenez).*

Du 19 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine,

Vu le procès-verbal, en date du 22 mars 1901, des opérations effectuées le même jour par la commission chargée de déterminer la limite du rivage de la mer sur le littoral de Ploaré, le long de la plage du Riz (Finistère quartier de Douarnenez);

Vu le plan des lieux annexé audit procès-verbal;

Vu la lettre du ministre des finances, du 13 novembre 1903;

Vu la lettre du ministre des travaux publics, du 7 janvier 1904;

Vu la lettre du ministre de la guerre, du 29 janvier 1904;

Vu le décret-loi du 21 février 1902;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A la date du 22 mars 1901, la mer avait pour limite sur le littoral de Ploaré, le long de la plage du Riz (Finistère, quartier de Douarnenez), une ligne brisée figurée sur le plan annexé au présent décret par une suite de points et de tirets noirs, allant de point A au point B, et portant dans son ensemble la mention : *Limite du rivage de la mer*.

2. Les droits des tiers sont réservés.

3. Le ministre de la marine, le ministre des finances, le ministre des travaux publics et le ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 19 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
chargé, par intérim,
du Ministère de la marine,*

Signé : E. COMBES.

N° 44656. — DÉCRET portant promulgation de la Convention d'arbitrage, signée à Paris le 26 février 1904, entre la France et l'Espagne.

Du 22 Avril 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 1^{er} mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Une convention d'arbitrage ayant été conclue à Paris, le 26 février 1904, entre la France et l'Espagne, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 20 avril 1904, ladite convention dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le roi d'Espagne, signataires de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye, le 29 juillet 1899 :

Considérant que, par l'article 19 de cette convention, les hautes parties contractantes se sont réservé de conclure des accords en vue du recours à l'arbitrage, dans tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre,

Ont autorisé les soussignés à arrêter les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre les deux parties contractantes, qui viendraient à se produire entre elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie par la convention du 29 juillet 1899 à La Haye, à la condition, toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des deux États contractants et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces puissances.

2. Dans chaque cas particulier, les hautes parties contractantes, avant de s'adresser à la Cour permanente d'arbitrage, signeront un compromis spécial déterminant nettement

ment l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres et les délais à observer, en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure.

3. Le présent arrangement est conclu pour une durée de cinq années à partir du jour de la signature.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 20 février 1904.

(L. S.) Signé : DELCASSÉ.

(L. S.) Signé : F. DE LEON Y CASTILLO.

ART. 2.

Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : DELCASSÉ.

N° 44657. — *DÉCRET modifiant les décrets des 18 juin 1884 et 3 mai 1888 sur l'organisation de l'Assistance judiciaire en Tunisie.*

Du 2 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 17 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu les lois des 22 janvier 1851 et 10 juillet 1901 sur l'assistance judiciaire;

Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie;

Vu les décrets des 18 juin 1884 ⁽¹⁾ et 3 mai 1888 ⁽²⁾ sur l'organisation de l'assistance judiciaire en Tunisie;

Vu l'avis du ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 1^{er} et 7 du décret du 18 juin 1884 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. L'assistance judiciaire peut être accordée, en tout état de cause, à toutes personnes ainsi qu'à tous établissements publics ou d'utilité publique et aux associations privées ayant pour objet une œuvre d'assistance et jouissant de la personnalité civile, lorsque, à

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 856, n° 14464.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1166, n° 19293.

raison de l'insuffisance de leurs ressources, ces personnes, établissements et associations se trouvent dans l'impossibilité d'exercer leurs droits en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Elle est applicable : 1° à tous les litiges portés devant les tribunaux civils, les juges des référés, la chambre du conseil, les tribunaux de commerce, les juges de paix, la cour d'appel, la cour de cassation et aux parties civiles devant les juridictions d'instruction et de répression; 2° en dehors de tout litige, aux actes de juridiction gracieuse et aux actes conservatoires.

L'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux actes et procédures d'exécution à opérer en vertu des décisions en vue desquelles elle a été accordée; elle peut, en outre, être accordée pour tous actes et procédures d'exécution à opérer en vertu de décisions obtenues sans le bénéfice de cette assistance ou de tous actes, mêmes conventionnels, si les ressources de la partie qui poursuit l'exécution sont insuffisantes.

Dans le cas où l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux actes et procédures d'exécution, conformément à la première disposition du paragraphe 3, le bureau qui l'a précédemment accordée doit cependant, sur la demande de l'assisté, déterminer la nature des actes et procédures d'exécution auxquels elle s'applique. Dans le cas prévu par la deuxième disposition dudit paragraphe 3, l'assistance judiciaire est prononcée par le bureau établi près le tribunal civil du domicile de la partie qui la sollicite, lequel détermine également la nature des actes et procédures d'exécution pour lesquels l'assistance est donnée.

Art. 7. Quiconque demande à être admis à l'assistance judiciaire, doit fournir une déclaration constatant qu'il est, à raison de son indigence, dans l'impossibilité d'exercer ses droits en justice et contenant l'énonciation détaillée de ses moyens d'existence, quels qu'ils soient.

Le réclamant, sans aucune distinction de nationalité, affirme la sincérité de sa déclaration devant l'une des autorités locales de son domicile (présidents de municipalités, contrôleurs civils, juges de paix, commissaires de police), qui lui donne acte de son affirmation au bas de sa déclaration.

2. L'article 2 du décret du 18 juin 1884, modifié par le décret du 3 mai 1888, est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

Art. 2. L'admission à l'assistance judiciaire devant les juridictions françaises de Tunisie est prononcée par un bureau spécial établi au siège du tribunal et composé : 1° du procureur de la République ou de son substitut, président; 2° d'un fonctionnaire délégué par le résident général, sur la proposition du directeur général des finances de la régence; 3° d'un défenseur ou avocat désigné par le procureur de la République et pris sur une liste arrêtée au mois d'octobre de chaque année par le tribunal de première instance.

3. L'avance à faire dans l'intérêt de l'assisté tant des droits du timbre et de l'enregistrement tunisiens que des divers frais énumérés au deuxième paragraphe de l'article 11 du décret du 18 juin 1884, sera effectuée par la direction générale des finances de la régence, au nom de laquelle sera délivré l'exécutoire prévu par l'article 15, et qui poursuivra le recouvrement de cet exécutoire comme en matière d'enregistrement tunisien et fera immédiatement la distribution aux ayants droit des sommes recouvrées. La créance du Trésor tunisien, pour ses avances et ses droits de timbre et d'enregistrement, aura la préférence sur celle des autres ayants droit.

4. Toutes dispositions contraires des décrets du 18 juin 1884 et du 3 mai 1888 sont et demeurent abrogées.

5. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des affaires étrangères sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : DELCASSÉ.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

N° 44556. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de diverses Ecoles nationales des beaux-arts.*

Du 2 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904 ;

Vu l'état ci-joint et les déclarations y annexées, constatant qu'il a été versé, à titre de fonds de concours, une somme de neuf mille neuf cent soixante-quinze francs par les villes de Bourges, de Nice et le département des Alpes-Maritimes pour subventions allouées aux établissements des beaux-arts désignés dans ledit état ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1861⁽¹⁾ ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 avril 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours, pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

deuxième section (*Service des beaux-arts*), sur l'exercice 1904, chapitre XIII : *Écoles nationales des beaux arts, des arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de neuf mille neuf cent soixante-quinze francs (9.975'), applicable aux établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : J. CHAUMIE.

ÉTAT des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1904.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES versantes.	CHAPITRES ET NOTES des versements.	CRÉDITS des chapitres.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAPITRE XIII. ÉCOLES NATIONALES DES BEAUX-ARTS, DES ARTS DÉCORATIFS ET D'ART INDUSTRIEL.			
Alpes- Maritimes.	La ville de Nice.	1 ^{er} trimestre de la sub- vention annuelle allouée à l'école na- tionale d'art décoratif de Nice.	30465	25 février 1904...	3,875'
	Le départe- ment.	Allocation annuelle à l'école nationale d'art décoratif de Nice.	30410	19 février 1904.	6,000
Cher.....	La ville de Bourges.	Contribution supplé- mentaire dans les dé- penses de l'école na- tionale des arts appli- qués à l'industrie de Bourges.	30655	9 mars 1904.....	100
				TOTAL.....	9,975

N° 44659. — *DÉCRET qui modifie les limites des communes de Belle-Côte et d'Aïn-Tédélès (Algérie).*

Du 2 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu le décret du 23 septembre 1875 ⁽¹⁾;

Vu les pièces de l'instruction à laquelle a été soumis le projet des modifications territoriales à apporter aux communes de Belle-Côte et d'Aïn-Tédélès (arrondissement de Mostaganem, département d'Oran);

Vu l'avis des conseils municipaux de Belle-Côte et d'Aïn-Tédélès, et celui des intéressés;

Vu l'avis du conseil général du département d'Oran;

Vu l'avis du conseil de gouvernement;

Vu la proposition du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont modifiées, conformément aux indications ci-après et au tracé du plan ci-annexé, les limites des communes de Belle-Côte et d'Aïn-Tédélès (arrondissement de Mostaganem, département d'Oran).

A. Une superficie de mille soixante-dix hectares (1,070^h), faisant partie du douar Cheurfa-Hamadia, est distraite de la commune d'Aïn-Tédélès et rattachée à la commune de Belle-Côte;

B. Une superficie de mille quatre-vingt-un hectares (1,081^h), faisant partie des douars Ouled-bou-Kamel, Djedoua et Choufirat el-Bahri, est distraite de la commune de Belle-Côte et rattachée à la commune d'Aïn-Tédélès.

2. Les conditions de cet échange de territoire sont réglées ainsi qu'il suit :

L'actif mobilier des communes de Belle-Côte et d'Aïn-Tédélès sera partagé entre ces communes dans les conditions déterminées par l'avis du Conseil d'Etat du 20 juillet 1807.

Les dettes communes existant au jour de cette modification territoriale seront réparties entre les mêmes communes au prorata du montant des contributions directes et des taxes assimilées perçues sur le territoire de chacune d'elles.

3. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 270, n° 4562.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 44660. — DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département du Tarn-et-Garonne, les Tableaux de population annexés au décret du 31 décembre 1901.

Du 2 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu le décret du 31 décembre 1901 ⁽¹⁾, qui déclare authentiques les tableaux de la population de la France;

Vu les rectifications proposées par le préfet de Tarn-et-Garonne,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les rectifications comprises au tableau ci-après sont apportées, en ce qui concerne le département de Tarn-et-Garonne, aux tableaux de population joints au décret du 31 décembre 1901.

RECTIFICATIONS AU TABLEAU N° 3.

ARRONDISSEMENT.	COMMUNE.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part.	POPULATION communale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Castelnarrasin.....	Finhan.....	1,261	"	1,261	1,188.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, le ministre des finances et le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2381, n° 42049.

N° 44661. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour frais d'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques.*

Du 2 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de soixante-dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-sept francs quatre-vingt-neuf centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section : *Postes et télégraphes*, sur l'exercice 1903, un crédit de soixante-dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-sept francs quatre-vingt-neuf centimes (77,987⁸⁹), savoir :

CHAP. I. Matériel des bureaux.....	1,559 ⁷⁶
— XIII. Dépenses en matériel pour l'installation et l'établissement de lignes télégraphiques et téléphoniques.....	85,587 ⁹⁸
— XIV. Salaires des ouvriers commissionnés, des ouvriers auxiliaires.....	31,195 ¹⁵
TOTAL ÉGAL.....	77,987 ⁸⁹

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44662. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes*, sur l'exercice 1903, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour frais d'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques*.

Du 2 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des compagnies de chemins de fer, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de quatorze mille six cent soixante et onze francs soixante-treize centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section : *Postes et télégraphes*, sur l'exercice 1903, un crédit de quatorze mille six cent soixante et onze francs soixante-treize centimes (14,671^f 73), savoir :

CHAP. X.	Matériel des bureaux.....	193 ^f 44 ^c
— XIII.	Dépenses en matériel pour l'installation et l'établissement de lignes télégraphiques et téléphoniques.	8,509 60
— XV.	Salaires des ouvriers commissionnés, des ouvriers auxiliaires, etc.....	5,868 69
TOTAL ÉGAL.....		<u>14,671 73</u>

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44663. — *DÉCRET qui autorise divers Fonctionnaires à correspondre en franchise.*

Du 2 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise par la poste, sous bandes, la correspondance officielle que le président de la délégation française à la commission internationale des Pyrénées, en résidence à Bayonne ou en déplacement, peut avoir à adresser aux préfets des départements situés sur la frontière franco-espagnole.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLON.

N° 44664. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à diverses Dépenses.*

Du 3 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 31 juillet 1821, relative à la fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1821;

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi du 17 mars 1898, tendant à rendre plus rapide et plus économique la revision du cadastre;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1154, n° 11656.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les récépissés ou déclarations constatant le versement par les trésoriers-payeurs généraux des départements de la Haute-Marne, de Meurthe-et-Moselle, de la Savoie, de la Haute-Savoie, de Seine-et-Marne et Seine-et-Oise, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme totale de cent soixante-huit mille deux cent quarante et un francs vingt-trois centimes (168,241' 23) affectée aux dépenses d'établissement ou de renouvellement du cadastre;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que ladite somme doit être répartie de la manière suivante entre l'article 1^{er}, paragraphes 2 et 3, et l'article 2, paragraphe 2, du chapitre LXXI du budget des dépenses de l'exercice 1904 :

Art. 1 ^{er} , § 2	80,000' 00'
— § 3	44,497 83
— 2, § 2	43,743 40
TOTAL ÉGAL.....	168,241. 23

Sur le rapport du ministre des finances,

DECRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur le budget de l'exercice 1904, chapitre LXXI, un crédit de cent soixante-huit mille deux cent quarante et un francs vingt-trois centimes (168,241' 23), qui sera réparti de la manière suivante entre les articles ci-après désignés :

Art. 1 ^{er} , § 2. Subventions de l'État acquises aux départements pour le service du cadastre primitif.....	80,000' 00'
— § 3. Produit des centimes facultatifs votés par les conseils généraux ou versements effectués par les communes pour le renouvellement de leur cadastre. (Lois des 31 juillet 1821 et 7 août 1850.)	44,497 83
— 2, § 2. Subventions allouées par l'État et les départements aux communes. Versements effectués par les communes ou les particuliers intéressés.....	43,743 40
TOTAL ÉGAL.....	168,241. 23

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources versées au Trésor, à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44665. — **DÉCRET** relatif à la création d'un bureau spécial d'enregistrement des actes des Commissaires-priseurs.

Du 3 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 55 de la loi du 25 février 1901 ainsi conçu :

« Toute mesure ayant pour effet d'augmenter le nombre ou les traitements des fonctionnaires et agents rémunérés sur le budget de l'État devra faire l'objet d'un décret contresigné par le ministre des finances » ;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 2 mai 1904, relative à la création à Paris, d'un bureau spécial d'enregistrement des actes des commissaires-priseurs,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} juillet 1904, un bureau chargé spécialement de l'enregistrement des actes des commissaires-priseurs et de la vente du papier timbré nécessaire à ces officiers ministériels est créé à Paris.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44666. — **DÉCRET** faisant remise, à titre gracieux, à des particuliers de Sommes dues au Trésor.

Du 5 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, après avis du ministre des finances et du Conseil d'État,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est fait remise gracieuse :

1° Aux héritiers de M. Crétin, ex-chargé de cours au lycée d'Agen, de la somme dont ce fonctionnaire est resté redevable envers le Trésor;

2° A M. Chelles, ancien professeur, de la somme dont il est resté redevable envers le Trésor;

3° Aux héritiers de M. *Bastit*, ex-censeur des études au lycée d'Orléans, de la somme dont ce fonctionnaire est resté redevable envers le Trésor;

4° Aux héritiers de M. *Blanchet*, ex-professeur au lycée de Constantine, de la somme dont ce fonctionnaire est resté redevable envers le Trésor;

5° Aux héritiers de M. *Bombail*, ex-répétiteur au lycée de Foix, de la somme dont ce fonctionnaire est resté redevable envers le Trésor.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMÉ.

N° 14667. — DÉCRET qui distrait des Terrains de la zone de servitudes de la place de Colmars.

Du 5 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Sont distraits de la zone des servitudes de la place de Colmars les terrains compris entre la limite actuelle de cette zone et la limite extérieure de la zone des fortifications et figurés par une teinte plate jaune sur le plan.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 44668. — **DÉCRET** portant homologation du Plan de circonscription et du procès-verbal de bornage des Terrains formant la zone des fortification concernant la nouvelle portion d'enceinte de la place de Philippeville.

Du 5 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications, visés et approuvés par le ministre de la guerre, concernant la nouvelle portion d'enceinte de la place de Philippeville.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L^y ANDRÉ.

N° 44669. — **DÉCRET** modifiant le décret du 11 juin 1901 sur l'Administration des troupes coloniales.

Du 6 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 15 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres de la guerre et des colonies;

Vu la loi du 7 juillet 1900, relative à l'organisation des troupes coloniales;

Vu le décret du 11 juin 1901, portant règlement d'administration publique sur l'administration des troupes coloniales, modifié par le décret du 4 juillet 1902;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

Le Conseil d'État entendu,

DECRÊTE :

ART. 1^{er}. Les articles 2, 7, 9, 10, 11, 14, 17, 19 du décret du 11 juin 1901, portant règlement d'administration publique sur l'administration des troupes coloniales et les tableaux B et E sont remplacés par les suivants :

• Art. 2. En France, en Algérie et en Tunisie, les services administratifs des troupes coloniales sont dirigés respectivement par le personnel des services de l'artillerie, du génie, de l'intendance et de santé de la métropole et assurés par les officiers des services des troupes coloniales présents en France, qui sont employés conformément aux dispositions arrêtées par le ministre de la guerre.

• Toutefois, les services et établissements organisés dans la métropole, en vue des besoins des troupes aux colonies, sont placés sous l'autorité immédiate du ministre des colonies, qui dispose seul de leur matériel et de leurs approvisionnements.

• Les directeurs de ces services et établissements correspondent directement avec lui, et le personnel est sous ses ordres exclusifs.

• Art. 7. Le corps du commissariat des troupes coloniales a les attributions administratives de l'intendance militaire et en outre, aux colonies, l'ordonnancement et la vérification des dépenses des services de l'artillerie et de santé. Il dirige le service du commissariat aux colonies ainsi que dans les établissements de la métropole visés au paragraphe 2 de l'article 2 du présent décret.

• La fonction donne aux officiers du commissariat, quel que soit leur grade, toute autorité pour l'exercice des attributions qui leur sont conférées.

• Les officiers d'administration, les secrétaires et les ouvriers militaires du commissariat sont employés à la gestion ou à l'exécution du service.

• Il n'est pas dérogé aux dispositions légalement prises en vertu desquelles des fonctions, autres que celles ci-dessus spécifiées peuvent être confiées aux officiers du corps du commissariat colonial.

• Art. 9. Le corps du commissariat se recrute, pour le grade de commissaire de 3^e classe :

• 1^o Parmi les jeunes gens reconnus aptes au service militaire, ayant suivi avec succès pendant deux ans les cours de l'école coloniale et satisfait aux épreuves d'un examen sur la législation et l'administration militaires, et pourvus de diplôme de licencié en droit;

• 2^o Parmi les officiers d'administration de 3^e classe du commissariat et du service de santé des troupes coloniales, âgés de vingt-cinq ans au moins et de trente-cinq ans au plus au 1^{er} janvier de l'année

du concours auquel ils prennent part. Un cinquième du nombre des places leur est dévolu ;

• 3° Parmi les élèves de l'École polytechnique reconnus admissibles dans les services publics. Deux places leur sont réservées chaque année.

• Les places qui n'auraient pu être remplies par ces deux dernières catégories de candidats ne sont pas reversibles d'une année sur l'autre ; elles reviennent de droit aux élèves de l'école coloniale.

• Un quart des places vacantes de commissaire de 1^{re} classe peut être attribué, par voie de concours, à des capitaines des troupes coloniales et à des officiers d'administration de 1^{re} classe du commissariat et du service de santé comptant au moins un an d'ancienneté de grade.

• Un cinquième des places vacantes de commissaire principal de 3^e classe peut être attribué, par voie de concours, à des chefs de bataillon, d'escadron ou majors des troupes coloniales, à des officiers d'administration principaux du commissariat et du service de santé et à des capitaines des troupes coloniales, ainsi qu'à des officiers d'administration de 1^{re} classe du commissariat et du service de santé comptant quatre ans de grade et proposés pour l'avancement.

• Tous les programmes d'examen et de concours, prévus au présent article, sont arrêtés, après entente, par les ministres de la guerre et des colonies.

• Art. 10. Les officiers du commissariat des troupes coloniales ont sous leurs ordres les officiers d'administration du service du commissariat, qui jouissent du bénéfice de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers et sont répartis en deux sections, savoir :

- 1° Officiers d'administration des bureaux du commissariat ;
- 2° Officiers d'administration comptables.

• Ils ont une hiérarchie propre dont les grades correspondent à ceux de la hiérarchie militaire, comme il est indiqué ci-dessous :

- Officier d'administration de 3^e classe, sous-lieutenant ;
- Officier d'administration de 2^e classe, lieutenant ;
- Officier d'administration de 1^{re} classe, capitaine ;
- Officier d'administration principal, chef de bataillon.

• Art. 11. Les officiers d'administration de 3^e classe sont recrutés parmi les sous-officiers des troupes coloniales ayant satisfait aux examens de sortie de l'École d'administration militaire.

• Les officiers d'administration de 3^e classe sont promus officiers d'administration de 2^e classe lorsqu'ils comptent deux ans d'ancienneté.

• Les officiers d'administration de 1^{re} classe sont pris, moitié au choix et moitié à l'ancienneté, parmi les officiers d'administration de 2^e classe comptant au moins quatre ans d'ancienneté de grade.

• Les officiers d'administration principaux sont pris exclusivement

au choix, parmi les officiers d'administration de 1^{re} classe comptant au moins quatre ans d'ancienneté de grade.

« Les officiers d'administration de 2^e et de 1^{re} classe ne peuvent être l'objet d'un avancement, s'ils n'ont accompli dans leur grade une période régulière de séjour aux colonies.

« Art. 14. Le corps de santé des colonies comprend des médecins et des pharmaciens.

« Les médecins assurent le fonctionnement du service de santé dans les corps de troupes en France et aux colonies. Ils dirigent ce service aux colonies et dans les établissements visés au deuxième paragraphe de l'article 2 du présent décret.

« La fonction donne aux médecins, quel que soit leur grade, toute autorité pour l'exercice des attributions qui leur sont conférées.

« Ils sont assistés par les pharmaciens des troupes coloniales, par des officiers d'administration du service de santé et par les infirmiers des troupes coloniales.

« Le travail de statistique médicale prévu à l'article 24 de la loi du 7 juillet 1900, est établi par le ministre des colonies et transmis au ministre de la guerre pour lui permettre la publication du compte rendu prescrit au premier alinéa du même article.

« Il n'est pas dérogé aux dispositions légalement prises en vertu desquelles des fonctions, autres que celles ci-dessus spécifiées, peuvent être confiées aux officiers du corps de santé colonial.

« Art. 17. Il est créé, pour concourir à l'exécution du service, un personnel d'officiers d'administration du service de santé des troupes coloniales.

« Les dispositions des articles 10 et 11 du présent décret, relatives à la hiérarchie, au recrutement et à l'avancement des officiers d'administration du commissariat sont applicables aux officiers d'administration du service de santé, dont le cadre est fixé par le tableau E ci-annexé.

« Art. 19. Le personnel des officiers du commissariat, du service de santé des troupes coloniales et des officiers d'administration de ces services est administré par la direction des troupes coloniales au ministère de la guerre.

« La répartition du personnel entre les services qui dépendent du ministère de la guerre et ceux qui dépendent du ministère des colonies est arrêtée de concert entre les deux ministres. Les feuillets des personnels des services du commissariat et de santé sont tenus en double dans les deux départements.

« En cas d'urgence et dans l'intérêt du service, le ministre des colonies peut prescrire le renvoi immédiat en France d'un chef des services du commissariat ou de santé. Il s'entend aussitôt avec le ministre de la guerre afin de pourvoir au remplacement de cet officier. »

2. Le ministre de la guerre et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,
Signé : G. DOUMERGUE.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{al} L. ANDRÉ.

TABEAU B.

Cadre des officiers d'administration du service du commissariat des troupes coloniales en France et aux colonies.

GRADES.	AUX COLONIES.	EN FRANCE.	TOTAL.
1^{re} SECTION.			
<i>Officiers d'administration des bureaux.</i>			
Officiers d'administration principaux.....	2	2	4
Officiers d'administration de 1 ^{re} classe.....	7	4	11
Officiers d'administration de 2 ^e et de 3 ^e classe....	22	11	33
TOTAUX.....	31	17	48
2^e SECTION.			
<i>Officiers d'administration comptables.</i>			
Officiers d'administration principaux.....	1	1	2
Officiers d'administration de 1 ^{re} classe.....	6	3	9
Officiers d'administration de 2 ^e et de 3 ^e classe....	18	9	27
TOTAUX.....	25	13	38

TABEAU E.

Cadre des officiers d'administration du service de santé des troupes coloniales en France et aux colonies.

GRADES.	AUX COLONIES.	EN FRANCE.	TOTAL.
Officiers d'administration principaux.....	1	1	2
Officiers d'administration de 1 ^{re} classe.....	6	3	9
Officiers d'administration de 2 ^e et de 3 ^e classe....	18	9	27
TOTAUX.....	25	13	38

N° 44670. — **DÉCRET** affectant au département de la Guerre
une Parcelle de terrain domanial.

Du 10 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽¹⁾ sur le mode à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu le procès-verbal de conférence en date du 1^{er} juillet 1898;

Vu l'adhésion conditionnelle donnée par lettres des 18 juillet, 25 septembre 1903 et 19 février 1904 aux conclusions de ce procès-verbal par M. le ministre de l'agriculture;

Vu la lettre du 18 septembre 1903 par laquelle M. le ministre des finances adhère également;

Considérant que le déplacement de l'axe du champ de tir déjà installé sur un terrain dépendant de la forêt domaniale de Montargis, pour la garnison de cette place, nécessite l'affectation au département de la guerre d'une autre parcelle de terrain dépendant de la même forêt et dont la superficie est d'environ soixante-seize ares trente-trois centiares, telle, au surplus, qu'elle est figurée par une teinte verte sur un plan parcellaire dressé, le 2 avril 1904, par le chef du génie d'Orléans et désigne dans un état parcellaire à l'appui,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La parcelle de terrain domanial susmentionnée est affectée au département de la guerre, sous les conditions et réserves spécifiées dans les lettres susvisées de M. le ministre de l'agriculture.

2. Le ministre de la guerre, le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 10 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} L. ANDRÉ.

N° 44671. — DÉCRET qui rectifie le Tableau n° 3 annexé au décret du 28 décembre 1901 relatif à la population de l'Algérie.

Du 22 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu le décret du 28 décembre 1901 ⁽¹⁾, qui déclare authentiques les tableaux de la population en Algérie;

Vu les propositions du préfet d'Oran;

Vu l'avis conforme du gouverneur général de l'Algérie,

DÉNOMBREMENT DE LA POPULATION

Rectifié

COMMUNE.	POPULATION MUNICIPALE			POPULATION comptée à part, conformément à l'article 2 du décret du 20 janvier 1901.	Total
	agglomérée au chef-lieu.	éparse.	totale.		
Saint-Cloud.....	3,471	1,656	5,127	7	5,134

Vu pour être annexé au décret du 22 mai 1904.

N° 44672. — DÉCRET portant réunion des Justices de paix des cantons Nord et Sud de Mâcon.

Du 27 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 29 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 41 de la loi du 25 février 1901, ainsi conçu :

« Les justices de paix siégeant dans les communes où il y a plusieurs juges de paix peuvent être réunies sous la juridiction d'un seul magistrat, par décret portant règlement d'administration publique »;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2381, n° 42050.

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le tableau n° 3 annexé au décret du 28 décembre 1901 susvisé, est rectifié conformément au tableau ci-annexé.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

ALGÉRIE EN 1901.

Tableau n° 3.

RÉPARTITION DE LA POPULATION MUNICIPALE.

Français d'origine		Étrangers naturalisés.	Israélites		Sujets Français, Arabes, Kabyles, M'Zabites et Juifs du M'Zab.	Étrangers.			
nés en Algérie.	nés en Algérie.		nés de parents naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.		Tunisiens.	Marocains.	Espagnols.	Italiens.
764	111	51	3	1,257	"	174	2,148	21	37

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les justices de paix des cantons Nord et Sud de Mâcon sont réunies sous la juridiction du juge de paix du canton Nord.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

N° 44673. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'agriculture) qui affecte au département de l'agriculture, pour être annexé au dépôt d'étalons de Compiègne, l'ensemble des parties de l'immeuble domanial indiquées au plan ci-joint par une teinte rose, pour le rez-de-chaussée, et comprises pour le grenier, entre les points a.R.S.F. (Paris, 10 Décembre 1903.)

N° 44674. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) autorisant le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter un groupe en biscuit de Falconet : « Pygmalion-Galathée », légé au musée de la manufacture nationale de Sèvres, et estimé à douze mille francs environ. (Paris, 3 Mai 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 23^e Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2546.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44675. — *Loi divisant en deux circonscriptions cantonales le canton de Saint-Martin-Vésubie (Alpes-Maritimes).*

Du 29 Janvier 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 13 février 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le canton de Saint-Martin-Vésubie (arrondissement de Nice, département des Alpes-Maritimes) est divisé en deux circonscriptions cantonales, qui comprendront : la première, les communes de La Bollène, Belvédère et Roquebillière avec cette dernière commune pour chef-lieu, dont le nouveau canton portera le nom; la seconde, les communes de Venanson et de Saint-Martin-Vésubie avec cette dernière commune pour chef-lieu, dont le canton continuera à porter le nom.

2. Il n'est rien changé à la compétence territoriale du juge de paix, des notaires et de l'huissier de l'ancien canton de Saint-Martin-Vésubie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

XII^e Série.

22

N° 44676. — Loi portant Règlement définitif du Budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1901.

Du 28 Février 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 6 mars 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

§ 1^{er}. — Fixation des dépenses.

Art. 1^{er}. Les dépenses du budget spécial de l'exercice 1901 constatées dans le compte rendu par le ministre de l'intérieur sont arrêtées, conformément au tableau A, à la somme de..... 54,352,905^f 49^c

Les paiements effectués sur le même budget jusqu'à l'époque de sa clôture sont fixés à 54,184,064 41

Et les dépenses restant à payer à 168,841 08

Les paiements à effectuer pour solder les dépenses du budget spécial de l'exercice 1901 seront ordonnancés sur les fonds des exercices courants, selon les règles prescrites par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 23 mai 1834.

§ 2. — Fixation des crédits.

2. Les crédits montant ensemble à cinquante-huit millions neuf cent trois mille deux cent soixante-six francs vingt centimes (58,003,266^f 20) ouverts conformément aux tableaux A et C, pour les dépenses du budget spécial de l'exercice 1901, sont réduits, ainsi qu'il est indiqué au tableau A, précité :

1^{re} D'une somme de 4,550,860^f 71^c non consommée par les dépenses constatées, à la charge de l'exercice 1901, et annulée définitivement.

2^e D'une somme de 168,841 08 représentant des dépenses non payées de l'exercice 1901 qui, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.

Ces annulations de crédits, montant ensemble à 4,719,201 79

sont et demeurent divisées, par services et par chapitres, conformément au tableau A.

3. Au moyen des dispositions contenues dans l'article précédent, les crédits du budget spécial de l'exercice 1901 sont définitivement fixés à la somme de cinquante-quatre millions cent quatre-vingt-quatre mille soixante-quatre francs quarante et un centimes (54,184,064^f 41), égale aux paiements effectués. Ces crédits sont répartis conformément au même tableau A, ci... 54,184,064^f 41.

§ 3. — Fixation des recettes.

1. Les droits et produits constatés au profit de l'Algérie sur le budget spécial de l'exercice 1901 sont arrêtés, conformément au tableau D, à la somme de 58,750,011^f 18.

Les recettes du budget spécial effectuées sur le même exercice, jusqu'à l'époque de sa clôture, sont fixées à 57,885,440^f 72

Et les droits et produits restant à recouvrer, à... 864,570^f 46

5. Les recettes du budget spécial de l'exercice 1901 sont arrêtées par l'article précédent à la somme de cinquante-sept millions huit cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent quarante francs soixante-douze centimes (57,885,440^f 72).

Les voies et moyens du budget spécial de l'exercice 1901 demeurent, en conséquence, fixés à la même somme.

§ 4. — Fixation du résultat du budget spécial.

6. Le résultat du budget spécial de l'exercice 1901 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit :

Recettes fixées par l'article précédent à.....	57,885,440 ^f 72
Payements fixés par l'article 1 ^{er} à.....	54,184,064 ^f 41
Excédent de recette.....	3,701,376 ^f 31

Cet excédent de recette sera, conformément à la loi du 11 décembre 1902, attribué à l'Algérie et affecté au fonds de réserve prévu par l'article 13 de la loi du 19 décembre 1900.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera promulguée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

TABLEAUX ANNEXÉS A LA LOI PORTANT RÈGLE

TABEAU A.

Règlement définitif des dépenses du

numéros des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits par le prim et par d spec
1	Annuités d'emprunts et pensions à la charge de l'Algérie. — Découvert des exercices antérieurs.....	
ADMINIST		
GOVERNEMENT		
2	Traitements du gouverneur général et du personnel de son cabinet. — Personnel du secrétariat général du gouvernement, de l'administration centrale des affaires indigènes. — Conseil du gouvernement. — Gens de service. — Conseil supérieur et délégations financières.....	889.
3	Matériel de l'administration centrale. — Palais du gouverneur général, hôtel du secrétaire général, bureaux de l'administration centrale et conseil du gouvernement.....	52.
4	Publications et impressions diverses, procès-verbaux des délibérations du conseil supérieur et rapport des délibérations des délégations financières.	62.
5	Primes pour connaissance des langues arabe et berbère, subside, et secours temporaires à des serviteurs indigènes, sociétés diverses, secours et récompenses.....	183
6	Dépenses secrètes.....	135
TOTAL.....		1,322
ADMINISTRATION DES DÉPART		
7	Préfectures et sous-préfectures, fonctionnaires et personnel des bureaux...	917.
8	Personnel de l'administration militaire (affaires indigènes, magasins et khéïlas).....	482
9	Service des communes mixtes et adjoints indigènes.....	782
10	Matériel de l'administration civile (préfectures, sous-préfectures, communes mixtes et dépenses administratives).....	268
11	Matériel de l'administration militaire (frais de bureau, chauffage, frais d'investiture, etc.).....	74
11 bis	Dépenses d'installation dans les régions nouvellement conquises.....	212
TOTAL.....		2,769

de l'Algérie pour l'exercice 1901. (Articles 1 à 3 de la loi.)

Digitized by Google

NUMÉROS	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits en par le budget général et par des spéciaux
des cha- pitres.		
12	Personnel du service de la sûreté générale et force publique, Arabes inter- nés et rapatriements.....	379,93
13	Matériel du service de la sûreté.....	22,10
	TOTAUX.....	402,03
14	Solde des officiers.....	109,00
15	Solde de la troupe.....	1,518,00
16	Abonnements et indemnités, dépenses extraordinaires, etc.....	607,00
17	Gendarmes auxiliaires indigènes attachés aux brigades de gendarmerie.....	169,10
18	Remboursement au ministère de la guerre de rations de chevaux.....	37,80
	TOTAUX.....	2,961,90
19	Personnel de la justice française en Algérie.....	1,900,20
20	Matériel et menues dépenses de la cour d'appel et frais de passage gratuit.....	22,00
21	Frais de justice criminelle en Algérie.....	700,00
22	Personnel de la justice musulmane.....	63,00
23	Matériel de la justice musulmane.....	6,00
24	Constitution de l'état civil des indigènes.....	10,00
	TOTAUX.....	2,731,20
25	Frais de passage.....	50,00
26	Personnel de l'administration académique.....	80,00
27	Matériel de l'administration académique.....	9,00
28	Personnel des écoles d'enseignement supérieur à Alger.....	216,00

TOUTES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
opérations relatives au service financier — les recettes — profit — réserves — Etat.	Payements effectués sur les ordonnances des ministères.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1901.
			Crédits non consommés par les dépenses. annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
1900/01 1.000 00	379,838 ^f 42 ^c 21,948 54	99 ^f 58 ^c 151 46		99 ^f 58 ^c 151 46	379,838 ^f 42 ^c 21,948 54
2.00 00	401,786 96	248 04		248 04	401,786 96
			248 ^f 04 ^c		
1901/02	103,729 ^f 13 ^c	"	5,270 ^f 48 ^c	"	103,729 ^f 13 ^c
1902/03	1,465,403 40	"	52,598 80	"	1,465,403 40
1903/04	683,235 24	"	3,823 78	"	683,235 24
1904/05	184,295 37	"	84,806 73	"	184,295 37
1905/06	372,024 82	"	5,995 18	"	372,024 82
2.00 00	2,808,687 86	"	152,473 14	"	2,808,687 86
			152,473 ^f 14 ^c		
1906/07	1,898,589 ^f 87 ^c	124 ^f 98 ^c	3,535 ^f 15 ^c	124 ^f 98 ^c	1,898,589 ^f 87 ^c
1907/08	20,100 92	"	1,899 08	"	20,100 92
1908/09	631,508 45	"	68,491 55	"	631,508 45
1909/10	92,303 91	116 66	579 43	116 66	92,303 91
1910/11	6,038 15	"	11 85	"	6,038 15
1911/12	9,998 95	"	1 05	"	9,998 95
2.00 00	2,658,540 25	241 64	74,509 11	241 64	2,658,540 25
			74,509 ^f 11 ^c		
1912/13	47,928 ^f 92 ^c	"	2,071 ^f 08 ^c	"	47,928 ^f 92 ^c
1913/14	88,665 13	"	969 87	"	88,665 13
1914/15	8,351 74	"	778 26	"	8,351 74
1915/16	505,602 21	381 ^f 93 ^c	10,690 86	381 ^f 93 ^c	505,602 21

NUMÉROS	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	Credits acco- per le bud- primitif et par des spéciales
		INSTRUC
29	Matériel des écoles d'enseignement supérieur à Alger.....	91,163
30	Bibliothèque nationale d'Alger. — Musée des antiquités algériennes.....	23,973
31	Lycées nationaux.....	524,635
32	Remises et exemptions dans les lycées de garçons. — Bourses nationales et dégrèvements.....	98,521
33	Collèges communaux de garçons.....	183,127
34	Enseignement secondaire des jeunes filles.....	41,600
35	Enseignement primaire. — Inspecteurs.....	81,825
36	Écoles normales primaires et cours normaux pour les indigènes.....	304,434
37	Écoles primaires supérieures. — Écoles primaires élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes. — Secours et allocations.....	3,206,910
37 bis	Secours et allocations.....	7,300
38	Subventions aux départements, villes ou communes de l'Algérie, destinées à faire face au paiement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire.....	70,385
39	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'Etat à la construction des établissements publics d'enseignement primaire.....	150,000
40	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'Etat à la construction d'établissements publics d'enseignement secondaire.....	260,000
41	Enseignement primaire des indigènes.....	948,664
42	Subventions aux communes algériennes pour construction d'écoles ou de classes destinées aux indigènes.....	265,000
43	Instruction publique musulmane. — Personnel. — Matériel. — Bourses musulmanes.....	102,970
	TOTAUX.....	7,023,929
		BI
44	Monuments historiques en Algérie.....	50,000
44 bis	Fouilles de Timgad.....	100,000
45	Bâtiments civils et palais nationaux.....	133,700
46	Subventions à l'école des beaux-arts d'Alger.....	31,200
47	Construction et entretien des édifices du culte musulman.....	150,000
	TOTAUX.....	464,900

ÉTAT DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Pour le paiement des dépenses effectuées sur les ordonnances des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.		Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1901.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
91,148 ^f 61 ^c	"	14 ^f 39 ^c	"	91,148 ^f 61 ^c	
22,472 26	"	502 74	"	22,472 26	
523,452 70	"	172 30	"	523,452 70	
97,155 58	"	1,366 ^f 42	"	97,155 58	
181,056 08	"	2,070 92	"	181,056 08	
41,372 34	"	227 66	"	41,372 34	
76,845 10	250 ^f 00 ^c	5,729 90	250 ^f 00 ^c	76,845 10	
264,524 31	300 00	39,609 69	300 00	264,524 31	
3,183,704 38	2,042 79	21,162 83	2,042 79	3,183,704 38	
5,593 70	803 16	803 14	803 16	5,593 70	
55,418 91	6,302 23	8,663 86	6,302 23	55,418 91	
60,436 95	"	89,563 05	"	60,436 95	
221,881 00	"	38,119 00	"	221,881 00	
907,576 95	610 46	40,476 59	610 46	907,576 95	
108,175 20	"	156,824 80	"	108,175 20	
100,950 28	75 00	1,944 72	75 00	100,950 28	
6,591,312 35	10,765 57	421,851 08	10,765 57	6,591,312 35	
		432,616 ^f 65 ^c			

47,509 ^f 45 ^c	1,488 ^f 57 ^c	1,001 ^f 98 ^c	1,488 ^f 57 ^c	47,509 ^f 45 ^c
98,212 93	1,422 22	364 85	1,422 22	98,212 93
133,297 12	"	402 88	"	133,297 12
31,200 00	"	"	"	31,200 00
136,204 21	4,771 61	9,024 18	4,771 61	136,204 21
446,423 71	7,682 40	10,793 89	7,682 40	446,423 71
		18,476 ^f 29 ^c		

NUMÉROS des cha- pitres.	DESIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits par le prés et par d autres
48	Traitement des archevêques et évêques.....	35,
49	Traitement des curés.....	43,
50	Allocations aux vicaires généraux.....	252,
51	Allocations aux chanoines en exercice en 1901.....	7,
52	Allocations aux desservants.....	666,
53	Secours ecclésiastiques.....	47,
54	Mobilier des archevêchés et évêchés.....	17,
55	Entretien des édifices diocésains.....	10,
56	Grosses réparations des édifices diocésains.....	10,
57	Secours pour églises et presbytères.....	204,
58	Personnel des cultes protestants.....	97,
59	Personnel du culte israélite.....	24,
60	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite.....	1,
61	Frais de passage.....	13,
62	Personnel du culte musulman.....	238,
63	Matériel du culte musulman.....	69,
	TOTAUX.....	1,154
64	Service de trésorerie.....	513
65	Service des laboratoires du ministère des finances.....	5
66	Allocation pour le recouvrement des droits universitaires.....	3
	TOTAUX.....	521
67	Personnel.....	1,364
68	Matériel.....	89
69	Dépenses diverses.....	97
	TOTAUX.....	1,550

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses restant des années antérieures.	Payements effectués sur les ordonnances des ministères.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1901.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
1899 96°	34,999 96°	"	0 04°	"	34,999 96°
22,000 00	22,000 00	"	693 34	"	42,506 66
25,200 00	25,200 00	"	"	"	25,200 00
7,200 00	7,200 00	"	"	"	7,200 00
640,256 62	640,256 62	1,070 00	4,973 38	1,070 00	640,256 62
4,000 00	4,000 00	"	"	"	4,000 00
999 75	999 75	"	0 25	"	999 75
1,401 83	8,598 17	1,401 83	"	1,401 83	8,598 17
9,304 19	9,304 19	"	695 81	"	9,304 19
22,665 00	22,665 00	2,000 00	5,335 00	2,000 00	22,665 00
96,483 32	96,483 32	"	516 68	"	96,483 32
26,925 53	26,925 53	"	1,444 47	"	26,925 53
"	"	"	1,200 00	"	"
8,813 96	8,813 96	"	4,886 03	"	8,813 96
237,999 71	237,999 71	75 77	854 52	75 77	237,999 71
57,551 79	57,551 79	5,069 80	6,298 92	5,069 80	57,551 79
1,223,484 67	1,223,484 67	9,616 90	25,798 43	9,616 90	1,223,484 67
			35,415 33°		
1899 94°	512,389 94°	605 76°	4 30°	605 76°	512,389 94°
3,920 20	3,920 20	7 75	1,072 05	7 75	3,920 20
2,999 91	2,999 91	"	0 09	"	2,999 91
519,310 05	519,310 05	613 51	1,076 44	613 51	519,310 05
			1,689 95°		
1,368,715 55°	1,368,715 55°	"	739 45°	"	1,368,715 55°
85,714 04	85,714 04	"	4,022 96	"	85,714 04
97,964 44	97,964 44	"	625 56	"	97,964 44
1,547,394 03	1,547,394 03	"	5,387 97	"	1,547,394 03
			5,387 97°		

ÉTAT DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Crédits résultant des ordonnances faites et constatées au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1901.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
31.805' 69°	364,336' 00°	350' 68°	7,288' 32°	350' 68°	364,336' 00°
1.137' 79	327,957 29	90 50	12,137 21	90 50	327,957 29
692,293 29	692,293 29	441 18	19,425 53	441 18	692,293 29
			19,886' 71°		

SOL.

1,137,876' 58°	1,137,876' 58°	285' 00°	131' 42°	285' 00°	1,137,876' 58°
286,628 13	286,628 13	40 00	8,221 87	40 00	286,628 13
17,101 42	17,101 42	"	11,898 58	"	17,101 42
1,285,803 55	1,285,803 55	25,256 42	20,940 03	24,256 42	1,285,803 55
2,727,409 68	2,727,409 68	25,581 42	41,191 90	25,581 42	2,727,409 68
			66,773' 32°		

VALEUR ET TIMBRE.

696,924' 45°	696,924' 45°	2,968' 95°	4,106' 60°	2,968' 95°	696,924' 45°
			7,075' 55°		

MATÉRIEL.

397,068' 82°	397,068' 82°	750' 90°	3,560' 28°	750' 90°	397,068' 82°
80,385 62	80,385 62	19,613 91	0 47	19,613 91	80,385 62
11 45	11 45	"	"	"	11 45
577,465 89	577,465 89	20,364 81	3,560 75	20,364 81	477,465 89
			23,925' 56°		

NUMÉROS des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits au par le bu primit et par de spécial.
REMBOURSEMENTS, RESTITUT		
79	Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie.....	90,10
80	Remboursements sur produits des douanes.....	19,00
81	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892.....	10,00
82	Répartition des produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes....	38,70
83	Répartition des produits d'amendes, saisies et confiscations en matière d'en- registrement et de contributions diverses.....	61,00
84	Attributions à divers de produits d'amendes, saisies et confiscations.....	260,00
85	Dégrèvements et non-valeurs.....	305,00
85 bis	Incendie de forêts (parts d'amende).....	1
TOTAUX.....		783,80
TR		
86	Traitements des ingénieurs, conducteurs et commis des ponts et chaussées et agents coloniaux.....	965,10
87	Personnel métropolitain des mines et forages et agents coloniaux.....	90,00
88	Personnel métropolitain du service des ports de commerce, agents colo- niaux et indemnités diverses.....	77,63
89	Personnel métropolitain du contrôle des chemins de fer et tramways.....	113,00
90	Allocations et indemnités diverses.....	300,33
91	Secours aux agents appartenant ou ayant appartenu à l'administration des travaux publics ainsi qu'à leurs veuves, orphelins, etc.....	15,00
92	Entretien des routes.....	3,700,740
93	Travaux ordinaires des ports maritimes, fanaux et balises.....	659,000
94	Travaux ordinaires, études et dépenses relatives aux ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer.....	31,100
95	Travaux ordinaires des mines et forages, matériel et travaux.....	212,000
96	Travaux neufs des routes nationales et des chemins non classés.....	1,003,000
97	Amélioration des ports.....	3,730,540
98	Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1,991,818
98 bis	Garantie d'intérêts aux entreprises de tramways.....	31,000
TOTAUX.....		13,019,640
T		
99	Personnel de la topographie.....	324,018
100	Matériel de la topographie.....	115,856
TOTAUX.....		439,874

ÉTAT DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses restant des années précéd.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1901.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

B-VALEURS ET PRIMES.

52,679 ^f 67 ^c 10,688 36	52,679 ^f 67 ^c 10,688 36	"	37,429 ^f 33 ^c 8,511 64	"	52,679 ^f 67 ^c 10,688 36
"	"	"	10,000 00	"	"
8,537 85	8,537 85	"	30,162 15	"	8,537 85
40,969 53	40,969 53	"	29,030 47	"	40,969 53
111,165 82	111,165 82	"	148,831 18	"	111,165 82
108,371 19	108,371 19	"	196,628 81	"	108,371 19
21 60	21 60	"	"	"	21 60
332,434 02	332,434 02	"	451,387 58	"	332,434 02
			451,387 ^f 58 ^c		

C-PRIMES.

926,744 ^f 73 ^c 85,131 41	926,744 ^f 73 ^c 85,131 41	288 ^f 87 ^c	38,066 ^f 40 ^c 5,406 89	288 ^f 87 ^c	926,744 ^f 73 ^c 85,131 41
74,686 44	74,686 44	"	2,944 86	"	74,686 44
111,100 03	111,100 03	"	1,499 97	30 82	111,100 03
298,138 29	298,138 29	30 82	2,160 89	"	298,138 29
14,997 00	14,997 00	"	3 00	"	14,997 00
3,680,041 91	3,680,041 91	1,636 12	28,071 87	1,636 12	3,680,041 91
627,173 29	627,173 29	3,022 80	28,803 91	3,022 80	627,173 29
31,029 79	31,029 79	25 60	44 61	25 60	31,029 79
180,746 65	180,746 65	36 16	81,218 19	36 16	180,746 65
902,426 32	902,426 32	411 58	190,162 10	411 58	902,426 32
3,596,959 51	3,596,959 51	370 01	132,981 27	370 01	3,596,959 51
"	"	"	1,001,418 60	"	"
"	"	"	31,000 00	"	"
10,529,174 87	10,529,174 87	5,821 96	2,484,614 06	5,821 96	10,529,174 87
			2,490,466 ^f 02 ^c		

D-PRIMES.

323,783 ^f 02 ^c 114,803 58	323,783 ^f 02 ^c 114,803 58	"	235 ^f 20 ^c 1,043 98	"	323,783 ^f 02 ^c 114,803 58
438,586 60	438,586 60	10 00	1,278 28	10 00	438,586 60
			1,288 ^f 28 ^c		

NUMÉROS	DESIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits acc. par le bud. primitif et par des spéciaux
		SERTK
101	Inspection de l'agriculture.....	10,35
102	Personnel de l'enseignement agricole.....	13,00
103	Service pastoral.....	22,00
104	Subventions à diverses institutions agricoles.....	61,16
105	Concours en Algérie et en Tunisie.....	10,10
106	Défense contre le phylloxera, les sauterelles; reconstitution du vignoble.....	309,41
107	Encouragements à l'agriculture.....	125,31
108	Encouragements à l'industrie chevaline.....	50,00
109	Travaux hydrauliques.....	686,19
	TOTAUX.....	1,276,73
		POST
110	Personnel des agents préposés et chaouchs des forêts.....	1,167,51
111	Allocations et indemnités aux agents et préposés des forêts. — Dépenses diverses et secours.....	721,28
112	Travaux des forêts.....	679,55
113	Frais de récolte des lièges de reproduction.....	410,00
114	Dépenses diverses du service des forêts.....	78,39
	TOTAUX.....	3,056,73
115	Traitement des agents et sous-agents.....	3,490,53
116	Allocation et indemnités.....	711,57
117	Matériel.....	1,954,41
118	Dépenses diverses.....	108,10
	TOTAUX.....	6,264,61
119	Personnel de l'école de Dellys, gages, salaires, indemnités, matériel et dépenses diverses.....	120,20
120	Enseignement technique.....	25,00
121	Traitements et quart colonial des vérificateurs, chaouchs des poids et mesures.....	42,65
122	Indemnités réglementaires, loyer et frais de bureau aux vérificateurs et matériel des poids et mesures.....	27,15
	TOTAUX.....	213,95

SECTION DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Depenses en tant des recus falls.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1901.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulées définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

MAGISTRATURE.

10,249 ^f 84 ^c	10,249 ^f 84 ^c	"	0 ^f 16 ^c	"	10,249 ^f 84 ^c
12,999 96	12,999 96	"	0 04	"	12,999 96
14,916 55	14,916 55	"	7,083 45	"	14,916 55
46,145 17	46,145 17	40 ^f 00 ^c	14,974 83	40 ^f 00 ^c	46,145 17
			100 00		
298,006 97	298,006 97	1,774 39	8,618 64	1,774 39	298,006 97
119,206 28	119,206 28	1,378 95	4,754 77	1,378 95	119,206 28
44,881 60	44,881 60	"	5,118 40	"	44,881 60
641,085 27	641,085 27	1,009 16	44,403 46	1,009 16	641,085 27
1,187,491 64	1,187,491 64	4,202 50	85,053 75	4,202 50	1,187,491 64
			89,256 ^f 25 ^c		

1,164,541 ^f 36 ^c	1,164,541 ^f 36 ^c	209 ^f 93 ^c	2,762 ^f 71 ^c	209 ^f 93 ^c	1,164,541 ^f 36 ^c
719,344 94	719,344 94	138 02	1,797 04	138 02	719,344 94
626,626 82	626,626 82	113 00	52,814 35	113 00	626,626 82
384,638 74	384,638 74	"	25,361 26	"	384,638 74
77,111 39	77,111 39	"	1,278 61	"	77,111 39
2,972,263 25	2,972,263 25	460 95	84,013 97	460 95	2,972,263 25
			84,474 ^f 92 ^c		

MAGISTRATURE.

3,400,961 ^f 52 ^c	3,400,961 ^f 52 ^c	272 ^f 21 ^c	89,316 ^f 27 ^c	272 ^f 21 ^c	3,400,961 ^f 52 ^c
682,076 28	682,076 28	146 28	29,356 12	146 28	682,076 28
1,947,875 31	1,947,875 31	749 34	5,792 14	749 34	1,947,875 31
97,934 88	97,934 88	"	10,165 12	"	97,934 88
6,128,847 99	6,128,847 99	1,167 83	134,629 65	1,167 83	6,128,847 99
			135,797 ^f 48 ^c		

MAGISTRATURE.

120,199 ^f 50 ^c	120,199 ^f 50 ^c	"	0 ^f 50 ^c	"	120,199 ^f 50 ^c
22,558 95	22,558 95	"	1,441 65	"	22,558 95
42,536 21	42,536 21	100 ^f 00 ^c	13 79	100 ^f 00 ^c	42,536 21
27,028 51	27,028 51	"	96 49	"	27,028 51
212,323 17	212,323 17	100 00	4,551 83	100 00	212,323 17
			1,651 ^f 83 ^c		

NOMBRES des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits a par le t franc et par a appel
123 123 bis	Dépenses de colonisation..... Exposition universelle de 1900..... TOTAUX.....	500 111 611
124 125	Personnel de l'assistance publique..... Matériel de l'assistance publique..... TOTAUX.....	150 400 550
126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136	Personnel du service de l'administration pénitentiaire..... Entretien des détenus..... Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établis- sements pénitentiaires..... Transport des détenus et des libérés..... Travaux ordinaires aux établissements pénitentiaires..... Moblier des services pénitentiaires..... Travaux ordinaires aux bâtiments et mobilier pénitentiaire..... Exploitations agricoles..... Dépenses accessoires du service pénitentiaire..... Remboursements sur le produit du travail des détenus..... Remboursements pour les frais d'entretien des indigènes détenus en Corse.. TOTAUX.....	600 1,160 100 100 100 100 100 100 100 100 200 200
137	Surveillance de la pêche et de la navigation.....	10
138 139	Personnel, matériel et travaux du service sanitaire..... Visite des pharmaciens..... TOTAUX.....	10 10 20

LES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses montant des ordonnances et crédits exercices 1901.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annuels.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1901.
			Crédits non consommés par les dépenses, annuels définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
28.					
1906	2,592,005 ^f 50 ^c 87,175 06	1,921 ^f 32 ^c 5 00	1,711 ^f 60 ^c 24,240 47	1,921 ^f 32 ^c 5 00	2,592,005 ^f 50 ^c 87,175 06
1908	2,679,180 56	1,926 32	25,952 07	1,926 32	2,679,180 56
			27,878 ^f 39 ^c		
29.					
1903	435,266 ^f 37 ^c 2,221,699 27	19 ^f 44 ^c 72,552 76	1,214 ^f 19 ^c 86,697 97	19 ^f 44 ^c 72,552 76	435,266 ^f 37 ^c 2,221,699 27
1904	2,656,965 64	72,572 20	87,912 16	72,572 20	2,656,965 64
			160,484 ^f 36 ^c		
30.					
1901	652,919 ^f 00 ^c 934,908 67	25 ^f 00 ^c 376 47	6,536 ^f 00 ^c 230,693 86	25 ^f 00 ^c 376 47	652,919 ^f 00 ^c 934,908 67
1902	380 85	"	4,374 25	"	380 85
1903	48,623 60	311 60	4,564 80	311 60	48,623 60
1904	9,929 75	"	70 25	"	9,929 75
1905	2,894 18	"	2,506 86	"	2,894 18
1906	26,814 18	"	686 84	"	26,814 18
1907	46,608 61	"	3,391 39	"	46,608 61
1908	2,441 69	15 50	287 81	15 50	2,441 69
1909	177,847 41	"	82,152 59	"	177,847 41
1910	154,061 50	"	45,938 50	"	154,061 50
1911	2,057,527 39	728 57	379,201 04	728 57	2,057,527 39
			379,929 ^f 61 ^c		
31.					
1905	43,306 ^f 75 ^c	"	149 ^f 25 ^c	"	43,306 ^f 75 ^c
			149 ^f 25 ^c		
32.					
1908	73,699 ^f 80 ^c 9,473 80	"	20,340 ^f 20 ^c 26 20	"	73,699 ^f 80 ^c 9,473 80
1909	83,173 60	"	20,366 40	"	83,173 60
			20,366 ^f 40 ^c		

NUMÉROS des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits alloués par le budget ordinaire et par des spéciaux
		SOCIÉTÉS
140	Sociétés de secours mutuels (frais d'administration et subventions)	15,00
		PENSIONS
141	Pensions civiles à la charge de l'Algérie	15,00
	ADMINISTRATION GÉNÉRALE.	
	Gouvernement général de l'Algérie	1,312,00
	Administration des départements, Territoires et communes	2,769,00
	Sûreté	307,00
	Gendarmerie	2,961,00
	SERVICES PUBLICS.	
	Justice	1,731,00
	Instruction publique	7,013,00
	Beaux-arts	464,00
	Cultes	1,454,00
	Trésor	511,00
	Douanes	1,652,00
	Contributions directes	711,00
	Contributions diverses	1,791,00
	Enregistrement, domaines et timbre	704,00
	Dépenses diverses et de matériel	501,00
	Remboursements, restitutions, non-valeurs et primes	783,00
	Travaux publics	1,010,00
	Topographie	434,00
	Service de l'agriculture	1,276,00
	Forêts	3,056,00
	Postes et télégraphes	6,261,00
	Commerce	213,00
	Colonisation	1,707,00
	Assistance publique	1,817,00
	Service pénitentiaire	1,437,00
	Service maritime	113,00
	Service sanitaire	103,00
	Sociétés de secours mutuels	15,00
	Pensions civiles	1,00
	TOTAUX GÉNÉRAUX.	58,903,00

ÉTAT DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses effectuées sur les fonds — des ministères ou par les ministères ou par le Trésor.	Payements effectués sur les ordonnances des ministères.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1901.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
1,300' 00 ^c	8,300' 00 ^c	.	6,700' 00 ^c	.	8,300' 00 ^c
			6,700' 00 ^c		
			4,000' 00 ^c	.	
			4,000' 00 ^c		
1,319,982' 24 ^c	2,745,474 00	403' 00 ^c	1,796' 16 ^c	403' 00 ^c	1,319,981' 24 ^c
2,745,474 00	401,786 96	2,833 33	21,540 67	2,833 33	2,745,474 00
401,786 96	2,808,687 86	248 04	"	248 04	401,786 96
2,808,687 86		"	152,473 14	.	2,808,687 86
2,656,540 25	6,591,312 35	241 64	74,518 11	241 64	2,656,540 25
6,591,312 35	446,423 71	10,765 57	421,851 08	10,765 57	6,591,312 35
446,423 71	1,223,484 67	7,682 40	10,793 89	7,682 40	446,423 71
1,223,484 67	519,310 05	9,616 90	25,798 43	9,616 90	1,223,484 67
519,310 05	1,547,394 03	613 51	1,076 44	613 51	519,310 05
1,547,394 03	692,293 29	"	5,387 97	"	1,547,394 03
692,293 29	2,727,409 68	441 18	19,425 53	441 18	692,293 29
2,727,409 68	696,924 45	25,581 42	41,191 90	25,581 42	2,727,409 68
696,924 45	477,465 89	2,968 95	4,106 60	2,968 95	696,924 45
477,465 89	332,434 02	20,364 81	3,560 75	20,364 81	477,465 89
332,434 02	10,529,174 37	"	451,387 58	"	332,434 02
10,529,174 37	438,586 60	5,821 96	2,484,644 06	5,821 96	10,529,174 37
438,586 60	1,187,491 84	10 00	1,278 28	10 00	438,586 60
1,187,491 84	2,972,263 25	4,202 50	85,053 76	4,202 50	1,187,491 84
2,972,263 25	6,128,847 99	460 95	84,013 97	460 95	2,972,263 25
6,128,847 99	212,323 17	1,167 83	134,629 66	1,167 83	6,128,847 99
212,323 17	2,679,180 56	100 00	1,561 83	100 00	212,323 17
2,679,180 56	2,666,966 64	1,926 32	25,952 07	1,926 32	2,679,180 56
2,666,966 64	2,057,527 39	72,572 20	87,912 16	72,572 20	2,666,966 64
2,057,527 39	43,306 75	728 57	379,201 04	728 57	2,057,527 39
43,306 75	83,173 60	"	149 25	"	43,306 75
83,173 60	8,300 00	"	20,368 40	"	83,173 60
8,300 00		"	6,700 00	"	8,300 00
		"	4,000 00	"	
54,184,064 41	168,841 08	4,550,360 71	168,841 08	54,184,064 41	
		4,719,201' 79 ^c			

TABLEAU B.

Tableau modificatif à l'appui des propositions de recettes du

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des recettes d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS supplémentaires des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif.	
		Augmentations.	Diminutions.
§ 1^{er}. — IMPÔTS ET REVENUS.			
Contributions directes.....	3,799,911 ⁰⁰	"	
Taxes assimilées aux contributions directes.....	216,633 ⁰⁰	"	
Contributions arabes (principal et centimes d'Etat).....	8,071,460 ⁰⁰	"	
Produits de l'enregistrement.....	4,276,200 ⁰⁰	"	
Produits du timbre.....	4,284,600 ⁰⁰	"	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.....	187,000 ⁰⁰	"	
Produits des douanes.....	14,583,940 ⁰⁰	"	
Produits des contributions diverses.....	7,504,500 ⁰⁰	"	
TOTAUX des impôts et revenus.....	43,924,244⁰⁰	"	
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.			
Produits des postes.....	3,316,000 ⁰⁰	"	
Produits des télégraphes.....	1,461,500 ⁰⁰	"	
Produits des téléphones.....	125,700 ⁰⁰	"	
TOTAUX des produits des monopoles et exploitations industrielles de l'Etat.....	4,903,200⁰⁰	"	
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.			
Produits du domaine autre que le domaine forestier.....	2,433,400 ⁰⁰	"	
Produits des forêts.....	1,570,800 ⁰⁰	"	
TOTAUX des produits et revenus du domaine de l'Etat.....	4,004,200⁰⁰	"	
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.			
Produits divers.....	882,110 ⁰⁰	"	
§ 5. — RECETTES D'ORDRE.			
Recettes en atténuation de dépenses.....	2,620,420 ⁰⁰	"	
Recettes d'ordre proprement dites.....	"	3,313,691 ²⁰	
TOTAUX des recettes d'ordre.....	2,620,420⁰⁰	3,313,691²⁰	
TOTAUX des recettes du budget spécial de l'Algérie.	55,334,144⁰⁰	3,313,691²⁰	
		3,313,691²⁰	
		Résult	

...al de l'Algérie pour l'exercice 1901. (Art. 4 et 5 de la loi.)

MODIFICATIONS résultant de la réalisation des engagements afféctés à divers services.		MODIFICATIONS résultant de changements apportés par des lois, des décrets ou des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1901.		ÉVALUATIONS servant de base au compte définitif du budget spécial de l'exercice 1901.		OBSERVATIONS.
Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.			
"	"	"	"	3,799,921 ⁰⁰ *	(1) Recettes d'ordre propre-	
"	"	"	"	118,433 ⁰⁰	ment dites. — Fonds de con-	
"	"	"	"	8,571,460 ⁰⁰	cours pour dépenses d'intérêt	
"	"	"	"	4,276,200 ⁰⁰	public:	
"	"	"	"	4,284,600 ⁰⁰	Rapport par décrets de l'exercice	
"	"	"	"	187,000 ⁰⁰	1900.....	941,500 ⁰⁰ *
"	"	"	"	14,583,900 ⁰⁰	Credits ouverts	
"	"	"	"	7,504,500 ⁰⁰	sur l'exercice 1901	
					par des décrets	
					rendus :	
				42,924,214 ⁰⁰	1° Pendant l'an-	
					née 1901.....	2,476,598 ⁴⁶
					2° Pendant l'an-	
					née 1902.....	263,781 ⁰⁴
					TOTAUX....	3,661,945 ⁷⁰
					A déduire :	
				3,316,000 ⁰⁰	Annulation par	
				1,461,500 ⁰⁰	décrets.....	368,254 ⁵⁶
				125,700 ⁰⁰		3,318,691 ²⁰
				4,903,200 ⁰⁰		
				2,433,400 ⁰⁰		
				1,970,800 ⁰⁰		
				4,004,200 ⁰⁰		
				882,110 ⁰⁰		
				2,620,420 ⁰⁰		
				3,313,691 ²⁰		
				5,934,111 ²⁰		
				58,647,835 ²⁰		
Total augmentation : 3,313,691 ²⁰ *						

TABLEAU C.

Tableau modificatif à l'appui des prévisions de dépenses du budget

SERVICES.	CREDITS ouverts par le budget primitif. (Loi du 29 décembre 1900.)	1. ^{er} . — CREDITS IMPUTES de diverses natures. —	
		Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1901.	Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1901.
1	2	3	4
ADMINISTRATION GÉNÉRALE.			
Gouvernement général de l'Algérie.....	1,265,950 ⁰⁰	"	
Administration des départements, territoires et communes.....	2,470,088 00	55,200 ⁰⁰	
Sûreté.....	402,035 00	"	
Gendarmerie.....	2,961,161 00	"	
TOTAUX.....	7,099,234 00	55,200 00	
SERVICES PUBLICS.			
Justice.....	2,731,300 00	"	
Instruction publique.....	6,656,629 00	100,000 00	
Beaux-arts.....	447,100 00	17,800 00	
Cultes.....	1,358,900 00	"	
Trésor.....	521,000 00	"	
Douanes.....	1,552,782 00	"	
Contributions directes.....	712,160 00	"	
Contributions diverses.....	2,764,183 00	"	
Enregistrement, domaines et timbre.....	704,000 00	"	
Dépenses diverses et de matériel.....	501,380 00	"	2,911
Remboursements, restitutions, non-valeurs et primes.....	783,800 00	"	190
Travaux publics.....	10,757,130 00	2,154,849 90	511,534
Topographie.....	439,196 00	678 88	
Service de l'agriculture.....	1,270,250 00	42,250 00	
Forêts.....	3,056,184 00	554 17	
Postes et télégraphes.....	6,204,544 00	62,071 47	171,350
Commerce.....	213,975 00	"	
Colonisation.....	2,304,925 00	306,975 08	255,383
Assistance publique.....	2,725,530 00	"	
Service pénitentiaire.....	2,437,457 00	"	
Service maritime.....	43,456 00	"	
Service sanitaire.....	103,540 00	"	
Sociétés de secours mutuels.....	15,000 00	"	
Pensions civiles.....	4,000 00	"	
TOTAUX.....	48,136,441 00	2,685,179 50	941,566
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	55,237,675 00	2,740,379 50	941,566

Compte de l'Algérie pour l'exercice 1901. (Art. 2 et 3 de la loi.)

Ressources ordinaires.		2. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES générales du budget.				CRÉDITS servant de base au règlement de l'exercice 1901.
Années par trimestres.	Total des crédits imputables sur ressources de diverses natures.	Crédits ouverts ou annulés par des lois.		Credit pour dépenses des exercices clos payés pendant l'année 1901.	Totaux généraux des crédits additionnels imputables sur les ressources générales du budget.	
5	6	Augmen- tations.	Diminutions.	9	10	11
		56,321 ^f 40 ^c	"	"	56,321 ^f 40 ^c	1,322,271 ^f 40 ^c
	55,200 ^f 00 ^c	244,560 00	"	"	244,560 00	2,769,848 00
	"	"	"	"	"	402,035 00
	"	"	"	"	"	2,961,161 00
	55,200 00	300,881 40	"	"	300,881 40	7,455,315 40
	"	"	"	"	"	2,731,300 00
	100,000 00	267,300 00	"	"	267,300 00	7,023,929 00
	17,800 00	"	"	"	"	464,900 00
	"	"	"	"	"	1,258,900 00
	"	"	"	"	"	521,000 00
	"	"	"	"	"	1,552,782 00
	"	"	"	"	"	712,160 00
	"	"	"	"	"	2,794,183 00
	"	"	"	"	"	704,000 00
1898	11 45	"	"	"	"	501,391 45
1899	21 60	"	"	"	"	783,821 60
1900	2,570,691 79	"	308,181 ^f 40 ^c	"	308,181 40	13,019,640 39
	678 88	"	"	"	"	439,874 88
1901	6,497 89	"	"	"	"	1,276,747 89
	554 17	"	"	"	"	3,056,738 17
1902	60,101 47	46,150 00	46,150 00	"	"	6,264,645 47
	"	"	"	"	"	213,975 00
1903	502,133 95	"	"	"	"	2,707,058 95
	"	91,900 00	"	"	91,900 00	2,817,450 00
	"	"	"	"	"	2,437,457 00
	"	"	"	"	"	43,456 00
	"	"	"	"	"	103,540 00
	"	"	"	"	"	15,000 00
	"	"	"	"	"	4,000 00
1904	3,258,491 20	406,350 00	354,331 40	"	51,018 60	51,447,950 80
1905	3,313,691 20	706,231 40	354,331 40	"	351,900 00	58,903,266 20
		351,900 ^f 00 ^c				

Règlement définitif des recettes du budget spécial

Digitized by Google

pour l'exercice 1901. (Art. 4 et 5 de la loi.)

DEBITES.		MONTANT DES RECETTES.		
Revenants directes sur droits constatés.	Restes à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1901.

REVENUS.

IMÔLES ET CONTRIBUTIONS ARALES.

1,955,805 ⁹⁸ 1,752,005 10	40,254 ³⁸ 90,460 73	21,197 ⁹⁸	113,307 ⁹⁰	1,955,805 ⁹⁸ 1,752,005 10
1,777,811 08	130,715 11	21,197 98	113,307 90	2,777,811 08
		92,109 ⁹²		
33,340 68 10,579 96 10,676 00 178 00	8,189 61 433 69 795 00 3 00	3,563 96 " "	9,818 32 " 9,186 00 818 00	33,340 68 10,579 96 10,676 00 178 00
20,874 64	9,421 30	8,563 96	19,322 32	200,874 64
		15,758 ³⁶		
120,915 71	55,654 80	159,455 71	"	8,230,915 71
		159,455 ⁷¹		
13,601 43	195,791 21	184,217 65	132,630 22	12,139,601 43
		51,587 ⁴³		

IMÔTES.

11,411 ⁰⁰	"	"	21,719 ⁰⁰	33,781 ⁰⁰
11,511 12	"	1,211 ¹²	"	31,511 12
2,418 36	"	518 36	"	40,618 36
124,728 22	551 ²⁶	10,228 22	"	124,728 22
26,157 31	710 27	"	377,542 69	2,426,157 31
94,180 89	"	13,086 89	"	94,180 89
45,164 90	"	"	635 10	868,164 90
560,731 69	"	14,131 69	"	560,731 69
40,616 46	"	36,416 46	"	400,616 46
53,785 82	855 26	4,585 82	"	53,785 82
35,271 20	10,644 43	32,871 20	"	35,271 20
4,379,546 97	11,961 22	433,043 76	329,696 79	4,379,546 97
		103,346 ⁹⁷		

DÉNOMINATION DES PRODUITS.		Evaluations des produits.	Produits réels des droits con-
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension.....		2,301,500 ^f 00 ^s	2,091,470
Affiches.....	sur papier.....	39,400 00	41,910
	peintes.....	1,600 00	1,807
Contrats d'assurances.....		3,800 00	3,753
Contrats de transports.....		599,000 00	651,349
Passports.....		400 00	3,214
Permis de chasse.....		178,200 00	162,796
Quittances et chèques.....		630,000 00	548,611
Effets négociables et non négociables, billets de banque, war- rants, etc.....		533,400 00	530,491
Valeurs mobilières.....		71,400 00	61,000
Pénalités (amendes de contravention).....		25,900 00	25,500
Recettes diverses.....		"	"
TOTAL.....		4,284,600 00	4,128,000
4° TAXE SUR LES BIENS			
Revenus des valeurs mobilières.....		174,200 ^f 00 ^s	195,000
Revenus de certaines associations.....		12,500 00	13,000
Pénalités.....		100 00	1,000
Recettes diverses.....		200 00	"
TOTAL.....		187,000 00	210,000
5° DROITS DE DOUANES			
Droits de douanes.....		6,822,000 ^f 00 ^s	6,330,000
Sucres de toute nature.....		6,726,000 00	7,209,340
Droits de statistique.....		200,000 00	197,490
Droits de navigation.....		223,000 00	221,710
Autres droits et recettes accessoires.....		566,000 00	634,040
Amendes et confiscations.....		46,900 00	75,340
TOTAL.....		14,583,900 00	14,668,170
6° CONTRIBUTIONS			
Droits sur les alcools.....		5,326,200 ^f 00 ^s	4,394,110
Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons.....		1,480,000 00	1,486,770
Droits de licence sur la fabrication et la vente des tabacs.....		225,400 00	235,440
Droits divers et recettes à différents titres.	Droits de garantie des matières d'or et d'ar- gent.....	132,700 00	173,400
	Timbres des expéditions et quittances.....	24,700 00	25,000
	Frais de poursuites.....	46,400 00	45,000
	Prélèvement pour remboursement des frais de perception des taxes intérieures de l'octroi de mer.....	182,100 00	112,400
	Amendes et confiscations (produits à répartir).....	55,300 00	58,000
	Recettes diverses non dénommées ci-dessus.....	33,700 00	29,000
	TOTAL.....	7,504,500 00	6,571,420

DÉBIT.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Trouvemens effectués sur les droits constatés.	Restes à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1901.
92,471 ^f 15 ^c	"	"	209,028 ^f 85 ^c	2,092,471 ^f 15 ^c
41,910 60	"	2,510 ^f 60 ^c	"	41,910 60
1,907 00	"	307 00	"	1,907 00
3,075 37	"	"	724 63	3,075 37
654,386 00	"	55,386 00	"	654,386 00
3,241 20	"	2,841 20	"	3,241 20
162,766 00	"	"	15,444 00	162,766 00
548,614 48	"	18,614 48	"	548,614 48
530,981 74	"	"	2,418 26	530,981 74
64,070 10	"	"	7,329 90	64,070 10
25,353 39	"	"	546 61	25,353 39
40 14	"	40 14	"	40 14
4,128,807 17	"	79,699 42	235,492 25	4,128,807 17
		155,792 ^f 83 ^c		

BIEN-ÊTRE MOBILIÈRES, ETC.

195,208 ^f 48 ^c	"	21,008 ^f 48 ^c	"	195,208 ^f 48 ^c
13,106 39	"	606 39	"	13,106 39
1,865 26	"	1,765 26	"	1,865 26
"	"	"	200 ^f 00 ^c	"
210,180 13	"	23,380 13	200 00	210,180 13
		23,180 ^f 13 ^c		

430,666 ^f 45 ^c	"	"	491,333 ^f 55 ^c	6,330,666 ^f 45 ^c
7,209,342 12	"	483,342 ^f 12 ^c	"	7,209,342 12
197,913 52	"	"	2,086 48	197,913 52
221,214 16	"	"	1,785 84	221,214 16
634,649 14	"	68,649 14	"	634,649 14
59,983 21	15,411 ^f 25 ^c	13,083 21	"	59,983 21
14,653,768 60	15,411 25	566,074 47	495,205 87	14,653,768 60
		69,868 ^f 60 ^c		

4,370,272 ^f 24 ^c	28,920 ^f 86 ^c	"	955,927 ^f 76 ^c	4,370,272 ^f 24 ^c
1,486,747 50	"	6,747 ^f 50 ^c	"	1,486,747 50
238,467 50	"	15,067 50	"	238,467 50
178,016 31	"	45,316 31	"	178,016 31
25,907 30	"	1,207 30	"	25,907 30
37,726 52	2,614 03	"	8,673 48	37,726 52
114,404 25	"	"	67,695 75	114,404 25
58,908 34	"	3,608 34	"	58,908 34
29,512 14	"	"	4,187 86	29,512 14
14,539,962 10	31,534 89	71,946 95	1,036,484 85	14,539,962 10
		964,537 ^f 90 ^c		

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	Évaluations des produits.	Produit réel des dette com.
§ II. — PRODUITS DE MONOPOLES ET E		
PRODUITS DES POSTES, DE		
PRODUITS DES POSTES.		
Produit net des taxes des correspondances postales.....	2,959,000 00	3,257,40
Droits perçus sur les mandats français et internationaux.....	347,600 00	460,00
Droits perçus sur les bons de poste.....	3,100 00	3,00
Recettes diverses et accidentelles.....	6,300 00	19,00
TOTAUX.....	3,316,000 00	3,747,40
PRODUITS DES TÉLÉGRAPHES.		
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques.....	1,413,700 00	1,583,70
Remboursement par divers établissements du traitement d'agents du service postal et télégraphique.....	"	19,00
Contributions pour droit d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé.....	18,400 00	30,30
Recettes diverses et accidentelles.....	29,400 00	33,30
TOTAUX.....	1,461,500 00	1,617,30
PRODUITS DES TÉLÉPHONES.		
Produit des conversations téléphoniques.....	11,400 00	21,27
Produit des abonnements urbains et interurbains.....	143,200 00	128,00
Produit des abonnements pour la transmission des télégrammes par téléphone.....	"	"
Recettes diverses et accidentelles.....	1,100 00	95
TOTAUX.....	125,700 00	150,90
TOTAUX généraux des produits des postes, des télégraphes et des téléphones.....	4,903,200 00	5,515,97

§ III. — PRODUITS ET REVI

1° PRODUITS DU DOMAINE A		
Produits du domaine autres que ceux des forêts.....	867,100 00	974,33
Produit des biens des corporations.....	6,000 00	4,400
Recouvrements de rentes et créances.....	65,400 00	80,90
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État.....	5,400 00	3,185
Redevances pour concessions de chutes d'eau.....	32,500 00	35,91
Aliénations d'objets mobiliers.....	294,700 00	20,756
Aliénations d'immeubles.....	992,700 00	664,79
Successions en déshérence.....	206,400 00	89,9
Épaves et biens vacants.....	19,200 00	24,79
Recouvrements de sommes mises à la charge des communes à l'occasion de la vente ou du changement d'affectation des biens provenant de cessions de l'État.....	"	1,101
TOTAUX.....	2,433,400 00	1,979,901

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Virements d'ordres de crédits.	Montants à recouvrer sur les crédits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1901.

INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

ET DES TÉLÉPHONES.

157,417 95	"	298,415 95	"	3,257,415 95
106,042 25	"	119,082 25	"	466,682 25
3,983 00	"	883 00	"	3,983 00
13,279 98	"	13,279 98	"	19,579 98
747,661 18	"	431,661 18	"	3,747,661 18
		431,661 18		
1,533,709 61	"	1,533,709 61	"	1,533,709 61
19,905 00	"	19,905 00	"	19,905 00
30,361 72	"	30,361 72	"	30,361 72
33,430 52	"	33,430 52	"	33,430 52
1,617,409 85	"	1,617,409 85	"	1,617,409 85
		1,617,409 85		
21,279 40	"	21,279 40	"	21,279 40
128,668 74	"	128,668 74	"	128,668 74
958 81	"	958 81	141 19	958 81
150,906 95	"	150,906 95	141 19	150,906 95
		150,906 95		
5,515,977 98	"	5,515,977 98	141 19	5,515,977 98
		5,515,977 98		

DOMAINE DE L'ÉTAT.

DOMAINE FORESTIER.

20,088 43	151,642 94	358,942 74
1,490 00	"	4,480 00
79,935 28	10,046 25	79,935 28
3,185 91	"	3,185 91
35,345 73	598 89	35,345 73
29,756 33	"	29,756 33
369,891 28	298,878 31	369,891 28
89,028 72	"	89,028 72
24,369 90	5,169 90	24,369 90
3,096 95	2,207 80	3,096 95
1,598,872 84	332,028 83	1,598,872 84
	834,527 16	

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	N. 1.	
	Évaluations des produits.	Produit résultant des droits constatés.
2° PRODUITS		
Produits encaissés par les receveurs des domaines. Coupes ordinaires et extraordinaires, ventes de lièges, etc.....	1,570,800 ⁰⁰	2,390,000 ⁰⁰
Produits réglés par virement de comptes.....		100,000 ⁰⁰
TOTAUX.....	1,570,800 00	2,390,000 00
TOTAUX généraux.....	4,004,200 00	4,320,000 00
S. IV. — PRODUITS		
Produit de la taxe des brevets d'invention en Algérie.....	5,740 ⁰⁰	5,740 ⁰⁰
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères.....		1,000 ⁰⁰
Revenus et produits accidentels spéciaux à l'Algérie.....	85,780 00	85,780 ⁰⁰
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer et des tramways en Algérie.....	289,160 00	289,160 ⁰⁰
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie.....		15,000 ⁰⁰
Produit des maisons centrales de force et de correction en Algérie.....	375,000 00	375,000 ⁰⁰
Droit d'extraction des phosphates.....	127,430 00	127,430 ⁰⁰
TOTAUX.....	882,110 00	930,000 00
S. VI. — RECETTES		
1° RECETTES EN ATTENTE		
Produits universitaires en Algérie.....	124,530 ⁰⁰	124,530 ⁰⁰
Produits des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	692,850 00	692,850 ⁰⁰
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles en Algérie.....	587,790 00	587,790 ⁰⁰
Remboursement des frais des enquêtes partielles effectuées en exécution de la loi du 16 février 1897.....	20,000 00	20,000 ⁰⁰
Pensions et traitements des élèves des écoles du Gouvernement.....		1,200,000 ⁰⁰
— École d'arts et métiers de Dellys.....	4,000 00	4,000 ⁰⁰
Prélèvement du sixième du produit de l'octroi de mer en Algérie.....	1,055,700 00	1,055,700 ⁰⁰
Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation.....	68,550 00	68,550 ⁰⁰
Remboursement par les communes des frais de traitement des malades civils dans les hôpitaux militaires.....		360,000 ⁰⁰
Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux en Algérie.....	57,000 00	57,000 ⁰⁰
Remboursement d'avances par les hospices civils.....	10,000 00	10,000 ⁰⁰
Remboursement des frais de pension des élèves des écoles normales primaires qui ont rompu leur engagement décennal.....		100,000 ⁰⁰
TOTAUX.....	2,620,420 00	2,160,000 00
2° RECETTES		
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.....	3,313,691 ²⁰	3,313,691 ²⁰
TOTAUX généraux des recettes d'ordre.....	5,931,111 20	5,770,000 00

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués par les tribunaux.	Restes à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1901.
1,212,115 ^f 93 ^c 110 45	178,776 ^f 50 ^c	641,315 ^f 93 ^c 110 45	"	2,212,115 ^f 93 ^c 110 45
4,212,226 00	178,776 50	641,426 38	"	2,212,226 38
		641,426 ^f 38 ^c		
3,811,099 38	509,805 33	818,756 98	1,011,857 76	3,811,099 22
		193,100 ^f 78 ^c		

DES DU BUDGET.

5,060 ^f 00 ^c	"	"	680 ^f 00 ^c	5,060 ^f 00 ^c
16,885 81	"	16,885 ^f 81 ^c	"	16,885 81
59,126 57	57 ^f 07 ^c	"	26,653 43	59,126 57
359,188 43	"	70,028 43	"	359,188 43
"	"	"	"	"
255,437 37	"	"	119,562 63	255,437 37
135,126 50	"	8,896 50	"	135,126 50
830,824 68	57 07	95,610 74	146,896 06	830,824 68
		51,285 ^f 32 ^c		

PÉDRE.

EXPENSES.

129,362 ^f 50 ^c	"	4,832 ^f 50 ^c	"	129,362 ^f 50 ^c
589,692 15	"	"	103,157 ^f 85 ^c	589,692 ^f 15 ^c
"	"	"	587,790 00	"
104,009 16	20,669 ^f 57 ^c	84,009 16	"	104,009 16
1,300 00	"	"	2,700 00	1,300 00
1,128,813 22	"	73,113 22	"	1,128,813 22
47,028 55	"	"	21,521 46	47,028 55
294,682 40	66,210 24	294,682 40	"	294,682 40
64,978 44	13,129 68	7,978 44	"	64,978 44
1,000 00	"	"	9,000 00	1,000 00
1,114 82	"	1,114 82	"	1,114 82
2,361,981 24	100,009 49	465,730 54	724,169 30	2,361,981 24
		258,438 ^f 76 ^c		

MONTANT DITES.

3,313,691 ^f 20 ^c	"	"	"	3,313,691 ^f 20 ^c
5,675,672 44	100,009 ^f 49 ^c	465,730 ^f 54 ^c	724,169 ^f 30 ^c	5,675,672 44
		258,438 ^f 76 ^c		

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	Évaluations des produits.	Produits récoltés des droits con-
RÉCAPITULATION DES RECETTES		
§ 1^{er}. — IMPÔTS ET REVENUS.		
Contributions directes.....	3,799,921 ⁶⁰ 00	3,834,500
Les taxes assimilées aux contributions directes.....	216,833 00	210,300
Contributions arabes (principal et centimes d'Etat).....	3,071,480 00	3,286,500
Produits de l'enregistrement.....	4,276,200 00	4,390,000
Produits du timbre.....	4,284,600 00	4,128,500
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.....	187,000 00	210,000
Produits des domaines.....	14,588,900 00	14,669,000
Produits des contributions diverses.....	7,504,500 00	6,571,000
TOTAUX des impôts et revenus.....	42,934,214 00	48,306,800
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.		
Produits des postes.....	3,316,000 00	3,747,000
Produits des télégraphes.....	1,461,500 00	1,417,000
Produits des téléphones.....	125,700 00	150,000
TOTAUX des produits de monopoles et exploi- tations industrielles de l'Etat.....	4,903,200 00	5,314,000
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.		
Produits du domaine autre que le domaine forestier.....	2,433,400 00	1,934,000
Produits des forêts.....	1,570,800 00	2,300,000
TOTAUX des produits et revenus du domaine de l'Etat.....	4,004,200 00	4,234,000
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.		
Produits divers.....	882,110 00	830,000
§ 5. — RECETTES D'ORDRE.		
Recettes en atténuation de dépenses.....	2,620,420 00	2,460,000
Recettes d'ordre proprement dites.....	3,313,691 30	3,310,000
TOTAUX des recettes d'ordre.....	5,934,111 30	5,770,000
TOTAUX des recettes du budget spécial de l'Algérie.....	58,647,835 30	58,750,800

LES RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Revenus affectés sur les contributions.	Restes à recouvrer sur les droits annuels.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits défectifs de l'exercice 1901.
BUDGET SPÉCIAL DE L'ALGÉRIE.				
3,707,811 ^f 08 ^c	130,715 ^f 11 ^c		92,109 ^f 92 ^c	3,707,811 ^f 08 ^c
200,874 64	9,421 30		15,758 36	200,874 64
8,239,915 71	85,684 80	189,455 ^f 71 ^c		8,239,915 71
4,379,546 97	11,861 22	103,346 97		4,379,546 97
4,128,807 17			155,792 83	4,128,807 17
210,180 13		28,180 18		210,180 13
4,533,68 60	15,411 25	69,868 60		4,533,68 60
8,539,962 10	81,532 89		962,537 00	8,539,962 10
42,051,866 40	254,698 57	355,851 41	1,228,122 01	42,051,866 40
		872,347 ^f 60 ^c		
3,747,661 18		431,661 ^f 18 ^c		3,747,661 18
1,617,409 85		155,909 85		1,617,409 85
150,906 95		25,206 95		150,906 95
5,515,977 98		612,777 98		5,515,977 98
		612,777 ^f 98 ^c		
1,522,872 84	331,628 83		834,527 ^f 16 ^c	1,522,872 84
17,226 38	178,776 50	641,426 ^f 38 ^c		1,641,426 38
3,821,099 22	509,805 33	641,426 38	834,527 16	3,821,099 22
		1,922,100 ^f 78 ^c		
230,824 68	87 07		51,285 ^f 32 ^c	230,824 68
		51,285 ^f 32 ^c		
3,361,981 24	100,009 49		258,438 ^f 76 ^c	3,361,981 24
3,313,691 20				3,313,691 20
5,675,672 44	100,009 49			5,675,672 44
		258,438 ^f 76 ^c		
57,885,440 72	864,570 46	1,610,055 ^f 77 ^c	2,372,450 ^f 25 ^c	57,885,440 72
		762,394 ^f 48 ^c		

Résultat du budget spécial de l'exercice 1901.
(Art. 6 de la loi.)

TABEAU E.

RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés au profit du budget spécial de 1901 :		
§ 1 ^{er} . Impôts et revenus	42,061,800 ⁴⁰	
§ 2. Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,615,977 ⁹⁸	} 57,888,440 ⁷²
§ 3. Produits et revenus du domaine de l'État	3,811,099 ²³	
§ 4. Produits divers du budget	830,824 ⁶⁸	
§ 6. Recettes d'ordre	5,675,672 ⁴⁴	
DÉPENSES.		
Payements effectués sur les droits constatés à la charge du budget spécial de l'exercice 1901		
		54,183,064 ⁴¹
Excédent de recette du budget spécial		3,701,376 ³¹

Vu pour être annexé à la loi du 28 février 1904, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés.

Paris, le 28 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale	5 francs par an.
Partie supplémentaire	6 francs par an.
Aux deux parties	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2547.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44677. — *Décret déclarant d'utilité publique, dans le département de la Drôme, l'établissement d'un Tramway de Taulignan à la gare de Chamaret.*

Du 28 Février 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 4 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de la Drôme, d'une ligne de tramway à traction mécanique destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Taulignan et la gare de Chamaret du réseau de Paris-Lyon-Méditerranée;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne en date du 13 août 1903;

Vu les pièces des enquêtes d'utilité publique ouvertes sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881;

Vu, notamment, les délibérations des commissions d'enquête, en date du 26 mars 1898 et du 4 novembre 1903;

Vu les avis de la chambre de commerce de Valence, en date du 8 mars 1898 et du 4 octobre 1903;

Vu les délibérations du conseil général de la Drôme en date des 20 avril 1898, 26 et 27 août 1898, 27 avril 1900 et 20 août 1903, et de la commission départementale du 21 décembre 1903;

Vu la convention passée, le 23 décembre 1903, entre le préfet de la Drôme, agissant au nom du département; et M. Adrien Grosse, pour la concession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées (1^{re} section) en date du 8 janvier 1901;

XII^e Série.

25

Vu la lettre du ministre de la guerre, en date du 2 mars 1901;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 12 mars 1901;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 mars 1901;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾; 20 mars 1882 ⁽³⁾ et 13 février 1900 ⁽⁴⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Drôme, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et des marchandises, entre Taulignan, Grignan et la station de Chamaret, du réseau de Paris-Lyon-Méditerranée.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de quatre ans à partir de la date du présent décret.

2. Le département de la Drôme est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé,

3. Est approuvée la convention passée, le 23 décembre 1903, entre le préfet de la Drôme, au nom du département, et M. Adrien Greffe, pour la concession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Lesdits convention et cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés resteront annexés au présent décret.

4. Pour l'application des articles 15 et 36 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum du capital de premier établissement de la ligne de tramway mentionnée à l'article 1^{er} est fixé à la somme totale de cinq cent mille francs (500,000^f), le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor est fixé à dix mille deux cent cinquante francs (10,250^f) pour la ligne entière.

Dans tous les cas où, conformément à l'article 8 de la convention ci-dessus visée, du 23 décembre 1903, le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'État viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 695, n° 11618.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 38657.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARTREUILS.

CONVENTION.

L'an 1903, le 13 décembre,

Entre les soussignés :

M. F. Verne, préfet de la Drôme, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu des délibérations du conseil général de la Drôme, en date des 27 août 1898, 27 avril 1900 et 22 août 1902 et de sa commission départementale, en date du 21 décembre 1903,

D'une part;

Et M. Adrien Greffe, ingénieur des arts et manufactures à Montélimar (Drôme),

D'autre part;

A été faite et acceptée la convention ci-après :

ART. 1^{er}. Le département de la Drôme concède à M. Adrien Greffe la construction et l'exploitation, jusqu'au 31 décembre 1963, du tramway à traction mécanique de Taulignan à Grignan et à Chamaret, à voie d'un mètre (1^m) de largeur entre les bords intérieurs des rails. Cette concession est faite aux conditions applicables de la loi du 11 juin 1880 et des décrets des 6 août 1881, 20 mars 1882 et 13 février 1900 et suivant les clauses du cahier des charges ci-annexé, lequel est conforme au cahier des charges type joint au décret du 6 août 1881, avec les modifications résultant du décret du 13 février 1900, sauf les additions ou modifications introduites aux articles 3, 7 bis, 17, 29 et 33.

Le département se réservant la faculté de prolonger la ligne d'environ cinq cents mètres (500^m) sur la route départementale n° 4 bis de Taulignan au chemin des Carrières, M. Greffe s'engage à construire et à exploiter, le cas échéant, ce prolongement aux mêmes conditions que la ligne principale.

La concession accordée par le département n'aura d'effet qu'en vertu du décret déclaratif d'utilité publique restant à intervenir pour approuver la présente convention et qu'après l'intervention de l'autorisation pour le département d'emprunter la somme nécessaire, le cas échéant, au paiement des travaux.

2. La construction de la ligne sera entièrement faite par les soins du concessionnaire.

Elle comprendra toutes les études, travaux et fournitures nécessaires au complet établissement et à l'exploitation de la ligne et notamment :

Les acquisitions de terrains, l'établissement (infrastructure et superstructure) de la ligne et de ses dépendances, ainsi que le raccordement à la gare de Chamaret (ligne de Nyons à Pierrelatte) et les aménagements rendus nécessaires dans cette gare, la construction des bâtiments, la fourniture du matériel fixe, du mobilier, de l'outillage des gares, stations, dépôts et ateliers et du matériel roulant qui devra être d'un type déterminé par le préfet sur la proposition du concessionnaire et sur l'avis des ingénieurs des ponts et chaussées chargés du contrôle.

3. Le matériel roulant comprendra :

Deux machines locomotives de seize tonnes à vide ;

Deux fourgons à double paroi sapin et cabine postale et capables de porter chacun cinq tonnes ;

XII^e Série.

Deux voitures à voyageurs de vingt-deux places assises avec plate-formes avant et arrière;

Les deux fourgons et deux voitures à voyageurs ci-dessus mentionnés pourraient être remplacés au gré de l'administration par deux voitures mixtes à voyageurs montées sur boggies avec trente-quatre places assises, dont vingt-huit en 2^e classe et six en 1^{re} classe et avec fourgon poste;

Deux wagons à marchandises couverts capables de porter dix tonnes, deux wagons tombereaux capables de porter dix tonnes et deux wagons plats pouvant porter dix tonnes.

Les voitures et wagons seront munis de deux freins, l'un continu et l'autre à vis se manœuvrant à la main; les wagons à marchandises devront, en outre, satisfaire aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 12 décembre 1887.

Si, au cours de la concession et après épuisement du maximum du capital de premier établissement dans les conditions fixées à l'article 7 ci-après, le développement du trafic exige une augmentation du matériel, le concessionnaire sera tenu de le fournir à ses frais, sans que le département ait à lui payer ni intérêt, ni subvention d'aucune sorte pour la dépense qui en résultera.

4. Les frais d'établissement définis aux articles 2 et 3 ci-dessus seront portés en compte d'après les dépenses réelles justifiées par état et majorées de quatre pour cent (4 p. o/o) pour tenir compte à forfait des frais généraux, des frais d'études, de direction, de personnel, de surveillance des travaux, des frais de constitution des capitaux correspondant à la participation du concessionnaire telle qu'elle est déterminée ci-dessous, ainsi que des intérêts des capitaux engagés pendant la construction, en un mot, de tous les frais accessoires et faux frais de l'entreprise.

En aucun cas et quoi qu'il arrive, le montant total des dépenses de premier établissement ainsi calculées et majorées ne pourra être admis en compte pour une somme supérieure à cinq cent mille francs (500,000^f), y compris toutes erreurs, omissions ou imprévisions.

Dans le cas où le chiffre maximum ne serait pas atteint après l'acquittement complet de toutes les dépenses nécessaires à la mise en exploitation de la ligne, le compte de premier établissement sera majoré à titre de prime d'économie de la moitié de l'écart entre ce maximum et le montant du compte établi comme il est dit ci-dessus.

5. Pour rembourser le concessionnaire des dépenses admises en compte conformément aux stipulations de l'article 4 ci-dessus, il lui sera payé chaque mois par le département, au fur et à mesure de l'exécution, des acomptes éraux aux sept dixièmes (7/10^e) des dépenses correspondantes, lesquelles seront constatées par des états de situation approuvés par l'administration sans que la totalité de ces acomptes puisse dépasser les trois quarts (3/4) du maximum fixé à l'article 4.

Ces acomptes ne seront exigibles qu'après un délai de trois mois à compter de la présentation des états de situation par le concessionnaire.

Lorsque la ligne concédée aura été l'objet d'une réception définitive faite par les ingénieurs des ponts et chaussées chargés du contrôle et approuvée par le préfet, le département payera au concessionnaire les sommes nécessaires pour parfaire, s'il y a lieu, avec les acomptes déjà payés, les trois quarts des dépenses admises en compte aux termes de l'article 4.

Ce paiement sera effectué au plus tard trois mois après que le concessionnaire aura produit le compte de premier établissement prévu à l'article 2 du décret du 20 mars 1882.

6. Le quatrième quart des dépenses admises en compte conformément à l'article 4 sera fourni par le concessionnaire à titre de participation.

Le département payera au concessionnaire, à la fin de chaque année, pendant toute la durée de la concession, sur le montant de sa participation, une annuité calculée au taux de quatre quarante pour cent (4.40 p. o/o), qui constituera l'intérêt et l'amortissement du capital de premier établissement fourni par lui. Le point de départ de ces annuités coïncidera avec le jour de la mise en exploitation de la ligne.

En cas de déchéance, le paiement de ces annuités serait suspendu et aucun remboursement ne serait dû au concessionnaire pour la part non amortie du capital fourni par lui.

7. Postérieurement à la clôture du compte de premier établissement qui aura lieu,

conformément à l'article 2 du décret du 20 mars 1882, au plus tard quatre ans après la mise en exploitation, il pourra être ouvert un compte de travaux complémentaires pour les dépenses telles que celles de création de gares nouvelles, d'agrandissement de gares, de pose de secondes voies ou de voies de garage, acquisition de matériel roulant ou de transbordement. Ces dépenses seront faites par le concessionnaire en vertu d'une autorisation spéciale et préalable du ministre des travaux publics, dans les limites de la différence entre le maximum du capital de premier établissement et le total des dépenses admises au compte de premier établissement.

Les dépenses des travaux ainsi admis au compte complémentaire de premier établissement seront justifiées et majorées dans les mêmes conditions que celles des travaux de premier établissement.

Les trois quarts de ces dépenses seront de même remboursées au concessionnaire par le département.

Le quatrième quart sera fourni par le concessionnaire et donnera lieu au payement, par le département, d'une annuité d'amortissement calculée d'après le temps restant à couvrir sur la concession et de manière que l'intérêt simple ressorte au même taux que celui du remboursement par annuité du quatrième quart du capital de premier établissement.

8. L'exploitation sera faite aux risques et périls du concessionnaire, quelles que soient les recettes.

Sur la recette brute, impôts déduits, vérifiée par les ingénieurs des ponts et chaussées chargés du contrôle de l'exploitation, il percevra ses frais kilométriques d'exploitation F , constitués par les dépenses réellement faites majorées de dix pour cent (10 p. 0/0) pour frais d'administration et bénéfices et augmentés des versements à opérer pour la constitution ou le maintien du fonds de renouvellement dont il sera parlé à l'article 9.

Ces frais d'exploitation ne pourront jamais être comptés pour un chiffre supérieur au maximum résultant de la formule : $F = 1,000 + 2,3 R$, dans laquelle R représente la recette brute, impôts déduits.

Pour l'application de cette formule, la longueur de la ligne sera fixée par un chaînage continu ayant pour extrémité l'axe des bâtiments des stations extrêmes ou les aiguillages les plus éloignés lorsqu'il n'y aura pas de bâtiment.

Cette formule s'applique à une exploitation comportant au moins quatre trains par jour dans chaque sens pour une recette kilométrique inférieure à trois mille sept cents francs (3,700^f). Un cinquième train pourra être exigé lorsque la recette dépassera trois mille sept cents francs (3,700^f). Un sixième lorsqu'elle atteindra quatre mille sept cents francs (4,700^f) et ainsi de suite à raison d'un train pour chaque augmentation de mille francs (1,000^f) de recette kilométrique.

Le préfet pourra, le concessionnaire entendu, exiger l'établissement d'un nombre de trains réguliers supérieur à ceux prévus ci-dessus; en ce cas, il sera ajouté au maximum défini par la formule ci-dessus, cinquante centimes (0^f 50) pour chaque train kilométrique ainsi imposé, mais les recettes de ces trains réguliers seront distraites du produit brut kilométrique R qui intervient dans la dite formule.

Les trains supplémentaires que le concessionnaire mettrait lui-même en circulation ne donneront pas lieu à l'addition fixée au paragraphe précédent.

Quand les frais d'exploitation n'atteindront pas le maximum donné par la formule, ils seront majorés à titre de prime d'économie en faveur du concessionnaire des deux tiers de l'écart entre ce maximum et le montant de ces frais.

Le produit net, c'est-à-dire la différence entre les recettes brutes et les dépenses d'exploitation réellement faites, majorées comme il est dit au paragraphe 2 et, s'il y a lieu, aux paragraphes 6 et 8 du présent article, appartiendra en totalité au département et devra être versé dans sa caisse au plus tard trois mois après la fin de l'année d'exploitation à laquelle correspondra ce produit net.

9. Un fonds de renouvellement de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre, destiné à garantir le remplacement en temps utile de la voie et du matériel roulant pendant la durée de la concession, sera constitué dans un délai maximum de quinze ans au moyen de versements atteignant au plus deux cents francs (200^f) par kilomètre et par an, faits par le concessionnaire à la Caisse des dépôts et consignations en numéraire ou en titres agréés par le département.

Le concessionnaire sera autorisé à ajouter le montant de ces versements au compte des dépenses d'exploitation dans les limites du maximum fixé à l'article 8.

Les versements deviendront obligatoires à partir de la sixième année et si des économies réalisées dans les dépenses réelles d'exploitation et d'entretien par rapport au maximum de 1,000 + 2/3 lt ne suffisent pas pour constituer le fonds de renouvellement dans le délai fixé, le concessionnaire devra effectuer tout ou partie du versement de ses derniers, sauf à se rembourser de ses avances sans intérêts autres que ceux payés par la Caisse des dépôts et consignations sur les économies qu'il réalisait dans les années qui suivront la constitution complète du fonds de renouvellement.

Ce fonds sera à la disposition du département pour assurer d'office le bon entretien de la ligne et du matériel en cas de négligence du concessionnaire.

Celui-ci ne pourra y faire de prélèvement qu'avec l'autorisation du préfet et exclusivement pour payer des travaux de grosses réparations de renouvellement ou de réfection.

Lorsque ce fonds de réserve aura été entamé, comme il vient d'être dit, par des prélèvements d'office ou autorisés, il sera immédiatement complété dans les conditions fixées ci-dessus pour sa constitution.

Pendant la durée de la concession, les intérêts de ce fonds appartiendront au concessionnaire.

A l'expiration de la concession, le département retiendra, s'il y a lieu, sur le fonds de renouvellement, les sommes nécessaires pour remettre la ligne, y compris le matériel roulant, le mobilier et l'outillage, en bon état d'entretien. Le solde sera partagé entre le département et le concessionnaire à raison de deux tiers pour ce dernier et un tiers pour le département.

10. Les subventions de l'État, des communes et des particuliers en argent ou en terrains seront acquises au département qui reste chargé de rembourser, s'il y a lieu, l'État de ses avances à l'époque et dans les conditions fixées par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880.

11. Le concessionnaire s'engage à n'employer que du personnel français et du matériel de provenance française.

Il pourra toutefois, en cas de nécessité absolue, employer du matériel de provenance étrangère sous réserve de l'approbation du préfet.

12. Avant la mise en exploitation, le concessionnaire sera tenu de constituer une société anonyme dont le capital actions sera de cent cinquante mille francs (150,000^f) au moins.

Ladite société devra être agréée par le conseil général de la Drôme.

Elle sera substituée au concessionnaire et deviendra, solidairement avec lui vis-à-vis du département, responsable de tous les engagements qu'il aura contractés envers ce dernier. Cette substitution devra toutefois être approuvée par un décret délibéré en conseil d'État suivant les dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

13. La présente convention sera nulle et non avenue si l'État n'intervient pas pour une somme égale au maximum résultant de la loi du 11 juin 1880 et du décret du 20 mars 1882.

14. La convention passée le 15 novembre 1900 entre le préfet de la Drôme et M. Greffe est annulée et remplacée par la présente.

Fait double à Valence, le 23 décembre 1903.

Lu et approuvé,
Signé : GREFFE.

Le Préfet de la Drôme,
Lu et approuvé :
Signé : F. VAREZ.

Enregistré à Montélimar, le 29 mars 1904, folio 81, cases 11 à 13. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Bourges.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE P^r:

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par moteur mécanique d'un type agréé par l'administration.

Tracé.

2. La ligne partira de Taulignan pour aboutir par Grignan à la gare Paris-Lyon-Méditerranée de Chamaret et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Route départementale n° 4 bis, route départementale n° 14, chemin vicinal ordinaire n° 5 de Grignan, route départementale n° 4, chemin de Rochecourbière, chemin vicinal ordinaire n° 2 de Grignan, chemin vicinal ordinaire n° 1 de Chamaret, chemin ordinaire n° 21 de Chamaret, avenue de la gare de Chamaret.

La ligne sera éventuellement prolongée sur une longueur de cinq cents mètres (500^m) environ en empruntant la route départementale n° 4 bis pour aboutir au chemin des Carrières.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de trois mois à partir de la dernière date d'approbation des projets. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne soit livrée à l'exploitation un an après cette approbation.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des raisses des véhicules ainsi que de leur chargement ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20), et celle du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50) pour les locomotives et de trois mètres trente centimètres (3^m 30) pour les autres véhicules et leurs chargements.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre soixante-dix centimètres (1^m 70).

Alignements et courbes. — Ponts et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cinquante mètres (50^m) en pleine voie et à trente mètres (30^m) dans les traverses et dans les gares.

Le maximum des déclivités est fixé à quarante-cinq millimètres (0^m 045) par mètre.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant qu'il sera possible.

Le concessionnaire, sous la réserve, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être admises que moyennant l'approbation préalable de l'autorité compétente pour approuver les projets d'exécution.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans altération de ce profil soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empièchement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empièchement.

La chaussée empièchée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir de soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur au moins. Le concessionnaire construira en outre, suivant les dispositions qui lui seront indiquées, avant la réception générale de la voie ferrée, des gares pour les dépôts de matériaux d'entretien de la voie publique; la profondeur de ces gares, mesurée à partir de l'arête extrême de l'accotement, sera d'un mètre (1^m) au minimum.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast de deux mètres (2^m) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires et des piétons présentera une largeur minimum de cinq mètres (5^m), pour les routes départementales et de quatre mètres (4^m) pour les chemins vicinaux, cette largeur minimum étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'autorité compétente pour statuer sur les projets d'exécution pourra exiger que l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité du côté de la chaussée de la voie publique au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie en pierre ou en terre gazonnée, d'une solidité suffisante. Elle pourra également prescrire dans les parties de routes ou de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demi-caniveau pavé le long des bordures en pierre. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) subsistera entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties

où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Établissement de la voie ferrée dans les parties en déviation.

7 bis. Dans les parties où la voie ferrée sera établie en dehors des routes et chemins, la largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 60).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35), et l'on ménagera au pied de chaque talus de ballast, une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il devra être réservé entre les obstacles isolés se trouvant au-dessus du niveau des marchepieds latéraux le long des voies principales et les parties les plus saillantes du matériel roulant, une distance d'au moins soixante centimètres (0^m 60).

Le concessionnaire établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10). Cette largeur sera mesurée à partir des limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces limites;

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Quand l'établissement du tramway sur de larges trottoirs, existant dans les traverses, aura été autorisé, on fera application de l'article 7.

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par les fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de bontisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à

neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront livrés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-huit kilogrammes (18') au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses en bois de un mètre soixante-dix (1^m 70) de longueur, dix-huit centimètres (0^m 18) de largeur et douze centimètres (0^m 12) d'épaisseur, espacées de quatre-vingt-cinq centimètres d'axe en axe.

Gares et stations.

11. Les voitures ne s'arrêteront pour prendre ou laisser des voyageurs qu'aux stations, haltes et arrêts; il ne sera pris et laissé de marchandises qu'aux stations munies de quais à marchandises. Les stations et les haltes seront établies dans des conditions aussi économiques que possible et conformément aux types adoptés par le préfet, après avis des ingénieurs des ponts et chaussées chargés du contrôle. Pour chacune d'elles un projet de détail des bâtiments et des voies devra être présenté par le concessionnaire et approuvé par le préfet.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs et des gares pour la réception et la livraison des marchandises, suivant les indications ci-après :

Gares-stations. — Chamaret (gare Paris-Lyon-Méditerranée), Grignan, Taulignan.

Haltes. — Salles, Chamaret (bourg).

Arrêts facultatifs. — Salles, Grignan (place Castellane), Rochecournière, les Blaches.

Moyens de transbordement. (Clause spéciale prescrite par la circulaire du 12 janvier 1888.)

Une voie de transbordement sera établie dans la gare de Chamaret (ligne de Nyons à Pierrelatte). Les dispositions relatives à cette voie et aux moyens de transbordement devront être soumises à l'approbation du ministre des travaux publics.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à quatre.

Matériel roulant. — Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Le matériel roulant devra satisfaire aux conditions fixées ou à fixer pour les transports militaires.

Les trains se composeront de cinq voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas trente mètres (30^m).

La vitesse des trains en marche sera, au plus, de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 31 décembre 1963.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par la seule fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée avec toutes les installations faites sur le sol des voies publiques, ainsi que tous les immeubles et objets immobiliers qui en dépendent, tels que les barrières et clôtures, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, usines et installations de toute nature établies en vue de la production et du transport de l'énergie électrique ou autre destinée à l'exploitation du tramway, bureaux d'attente et de contrôle; etc., établis dans des immeubles exclusivement affectés à cet usage.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se metait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, les appareils téléphoniques, l'outillage des ateliers et des gares, ils feront retour en fin de concession au département qui n'aura, de ce fait, aucune indemnité à payer au concessionnaire.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les machines, combustibles et approvisionnements de tout genre sur l'estimation qui en sera faite à titre d'expertise; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'en cas où le département déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le département déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation,

il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne, ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881, ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire, des travaux et dépenses qu'il s'engage faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Voyageurs... { Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces, au moins pendant l'hiver (1 ^{re} classe).....	0 05	0 03	0 08
{ Voitures couvertes, fermées à glaces, au moins pendant l'hiver, et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	0 03	0 02	0 05
Enfants { Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
{ De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
{ Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....	0 01	0 005	0 015
Sans que la perception puisse être inférieure à 50 centimes.			

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huiles. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
--	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de tein- ture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénom- més. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. Drogues. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Ris, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénom- mées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. Coton. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fer. — Cuivre. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14

3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sal. — Maillans. — Meulrières. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....

4^e classe. — Houille. — Minerai. — Cendres. — Fossiles. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des } 1^{re} et 2^e classes.....

 } 3^e classe.....

 } 4^e classe.....

Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume de 1 mètre cube, 50 centimes par wagon et par kilomètre.

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de 3 à 6 tonnes.....

Wagon ou chariot pouvant porter plus de 6 tonnes.....

Locomotive pesant de 12 à 18 tonnes (ne traitant pas de convoi).....

Locomotive pesant plus de 18 tonnes (ne traitant pas de convoi).....

Tender de 7 à 10 tonnes.....

Tender de plus de 10 tonnes.....

Les machines locomotives seront considérées comme ne traitant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de 1^{re} classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....

Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de.....

PRIX		
de pièces	de transport.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 06	0 04	0 10
0 05	0 03	0 08
0 048	0 032	0 08
0 042	0 038	0 07
0 035	0 025	0 06
0 09	0 06	0 15
0 12	0 08	0 20
1 80	1 20	3 00
2 25	1 50	3 75
0 90	0 60	1 50
1 50	0 90	2 40
0 15	0 10	0 25
0 18	0 14	0 32
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à trois kilomètres (3^k), elle sera comptée pour trois kilomètres (3^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes (5 jusqu'à 10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à dix centimes (0^c 10).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans des classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 16 et 17 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de deux mille cinq cents kilogrammes (2,500^k).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de deux mille cinq cents kilogrammes (2,500^k) à cinq mille kilogrammes (5,000^k), mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube (1^m);

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet de la Drôme, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur. Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire, et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants (3,000^h), soit un centre de population de trois mille habitants (3,000^h) situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à deux centimes (0^{cs} 2) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0^{cs} 4) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entreprise soit subventionnée ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux tiers. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de quarante francs (40^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu de 1^{er} janvier qui suivra la date de la déclaration d'utilité publique, à la caisse du trésorier-payeur général du département de la Drôme.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la Caisse des dépôts et consignations une somme de quinze mille francs (15,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite Caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Grignan.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite à la mairie de Grignan.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Drôme, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention annexée seront supportés par le concessionnaire.

Le Concessionnaire,
Lu et approuvé :
Signé : A. GAREPE.

Le Préfet de la Drôme,
Signé : F. VERNE.

Enregistré à Montélimar, le 29 mars 1904, folio 82, case 14. — Reçu trois francs quatre-vingt-cinq centimes, décimes compris. Signé : Bourges.

N° 44678. — DÉCRET déclarant d'utilité publique l'exécution
de travaux complémentaires au port de Bougie.

Du 28 Février 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 9 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu l'avant-projet dressé par les ingénieurs du département de Constantine, en vue de l'exécution des travaux complémentaires du port de Bougie et de l'établissement de voies ferrées sur les quais du même port; ensemble le détail estimatif des travaux s'élevant à la somme d'un million huit cent cinquante mille francs.

Vu les délibérations en date des 26 avril et 2 septembre 1899, 27 décembre 1901 et 26 août 1902, par lesquelles la chambre de commerce de Bougie s'est engagée à contribuer aux travaux projetés pour un subside de cent cinquante mille francs;

Vu les lettres du gouverneur général de l'Algérie, des 6 octobre 1900, 3 juillet 1901, 26 septembre 1902 et 23 juillet 1903;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique ouverte sur ce projet, notamment les avis de la commission d'enquête en date du 19 août 1899;

Vu les avis de la commission mixte des travaux publics, en date des 22 avril 1901 et 19 octobre 1903;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 21 février et 25 juillet 1901;

Vu les délibérations des délégations financières et du conseil supérieur du gouvernement de l'Algérie, en date des 14 et 18 juin 1902;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du 9 janvier 1904;

Vu la convention passée, le 23 juillet 1903, entre le gouverneur général de l'Algérie et la Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien pour l'exploitation des voies ferrées;

Vu la loi du 27 juillet 1870;

Vu la loi du 19 décembre 1900, portant création d'un budget spécial pour l'Algérie,

Vu le décret du 18 août 1897 ⁽¹⁾, portant organisation du service des travaux publics en Algérie;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux complémentaires du port de Bougie et d'établissement de voies ferrées sur les quais du même port, conformément aux dispositions de l'avant-projet susvisé et à l'avis du conseil général des ponts et chaussées.

La dépense de ces travaux est évaluée à un million huit cent cinquante mille francs (1,850,000^f).

2. Est approuvée la convention passée le 23 juillet 1903 entre le gouverneur général de l'Algérie, au nom de la colonie, et la Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien pour l'exploitation des voies ferrées.

Cette convention, ainsi que le plan y visé, restera annexée au présent décret.

3. Il est pris acte de l'engagement souscrit par la chambre de commerce de Bougie, ainsi qu'il résulte de ses délibérations susvisées, de contribuer pour un subside de huit cent cinquante mille francs (850,000^f) à la dépense des travaux déclarés d'utilité publique par l'article 1^{er} du présent décret.

Le montant de ce subside sera versé dans la caisse de la colonie et encaissé à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public par acomptes successifs, au fur et à mesure des besoins des travaux.

L'importance de chaque versement partiel et la date à laquelle devra être effectué, seront déterminées par le gouverneur général de l'Algérie.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1926, n° 33801.

4. La perception d'un péage de quinze centimes (0^f 15) par tonne de marchandises circulant sur les voies ferrées du port, est concédée à la chambre de commerce de Bougie, pour le produit en être appliqué à couvrir une partie des charges résultant pour la chambre de commerce de sa participation dans la dépense des travaux d'amélioration du port.

Cette perception cessera aussitôt après l'entier accomplissement des obligations de la chambre de commerce.

5. La part de la dépense à la charge du budget de l'Algérie, évaluée à un million de francs (1,000,000^f), sera prélevée sur les fonds provenant de l'emprunt de cinquante millions de francs (50,000,000^f) que cette colonie a été autorisée à contracter par la loi du 7 avril 1902 pour l'exécution de divers travaux y compris l'amélioration des ports de commerce.

6. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOL.

CONVENTION.

Entre :

Le gouverneur général de l'Algérie, agissant au nom de la colonie de l'Algérie,

D'une part;

Et la Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien, représentée par M. A. Devynin, président du conseil d'administration, agissant en cette qualité, en vertu d'une autorisation spéciale dudit conseil, en date du 8 juillet 1903, et sous réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires, dans le délai d'un an au plus tard,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

TITRE I^{er}.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Objet de la convention.

ART. 1^{er}. La Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien s'engage à exploiter, à titre de fermière pour le compte de la colonie, au moyen de locomotives, de chemins ou de tout autre moteur, les voies ferrées à établir par la colonie pour desservir les quais existants ou à construire au port de Bougie.

Les voies dont l'établissement est dès maintenant prévu, sont figurées au plan annexé par un trait bleu plein.

Elles se raccordent toutes à la voie 6 de la gare et se composent :

1° D'une voie A qui longe les quais Nord-Ouest, Central, Nord, Laferrière et Ribaucour, et se termine à l'extrémité de ce dernier;

2° D'une voie M parallèle à la voie A, située à vingt-six mètres vingt-cinq centimètres (26^m 25) en arrière, et qui se raccorde avec elle vers l'origine du quai Ribaucour;

3° D'une voie B qui longe le quai de la Casbah;

4° D'une voie N qui suivra la bordure côté Ouest du même quai;

5° D'une diagonale P qui reliera au moyen d'aiguilles les voies A et M en arrière du quai central;

6° De deux transversales Q et R qui relieront par des plaques tournantes, les mêmes voies A et M vers le milieu du quai Nord et du quai Nord-Ouest;

7° D'une diagonale S qui reliera aussi, par plaques tournantes, les extrémités des voies B et N.

Les voies A M B pourront ultérieurement, si le besoin s'en fait sentir, être doublées par des voies de dégagement.

L'aiguille Y à placer sur la voie 6 sera considérée comme l'origine du réseau des voies ferrées du port.

L'installation des voies sera complétée par l'établissement, également aux frais de la colonie, d'un gabarit de chargement et d'un pont à bascule d'une force de vingt mille kilogrammes (20,000^k).

Délai de mise en exploitation.

2. Ces voies seront remises à la compagnie au fur et à mesure de leur établissement. La compagnie les ouvrira à l'exploitation dans un délai maximum d'un mois à compter de la remise.

Remise des voies par la colonie à la compagnie.

3. Lors de chaque remise partielle, il sera dressé contradictoirement, par les ingénieurs du service maritime et les représentants de la compagnie, un procès-verbal dans lequel sera faite une description détaillée des voies ferrées, de leurs accessoires et de l'état des chaussées des voies publiques empruntées par les voies ferrées.

Ce procès-verbal mentionnera également, s'il y a lieu, les travaux à exécuter aux frais de la colonie pour mettre ces voies en état de réception.

Modification des voies.

4. Toutes les modifications de voies et additions dont l'expérience ou les changements opérés sur les voies publiques seraient reconnaître la nécessité, seront à la charge de la colonie.

Ces modifications ou additions seront décidées par le gouverneur général, soit sur l'initiative de l'administration, soit sur les propositions de la compagnie.

Entretien des voies.

5. L'entretien des voies ferrées et de leurs accessoires sera fait par la compagnie, de telle sorte que la circulation soit toujours facile et sûre pour les machines, pour les wagons, pour les voitures et pour le public. Cet entretien ne comprendra pas celui du pavage ni de l'empierrement des chaussées.

Surveillance et police.

6. L'entretien des voies et leur exploitation seront soumis au contrôle de l'administration.

La compagnie sera d'ailleurs assujétie aux règlements généraux de police et de voirie intervenus et à intervenir et notamment aux décisions qui seront prises, la compagnie entendue, pour régler la circulation et le stationnement des machines et des wagons et les limites d'heures entre lesquelles cette circulation ne pourra avoir lieu.

Sujétions diverses.

7. Aucune indemnité ne pourra être réclamée par la compagnie pour les causes ci-après :

- a) Dommages aux voies ferrées ou à leurs accessoires, causés par le roulage ordinaire, dans les passages spécialement réservés à ce roulage;
- b) Difficulté d'entretien des voies par suite de l'état de la chaussée;
- c) Ouverture de nouvelles voies de communication et établissement de nouveaux services de transport en concurrence avec celui de la compagnie;
- d) Troubles et interruptions du service résultant, soit des mesures d'ordre et de police, soit de travaux exécutés sur ou sous la voie publique, tant par l'administration que par les compagnies et les particuliers dûment autorisés;
- e) Enfin, toutes circonstances résultant du libre usage de la voie publique.

Les indemnités ne seraient dues à des tiers pour tous dommages pouvant résulter de l'entretien ou de l'exploitation des voies ferrées et imputables à la faute ou à la négligence de la compagnie seront à sa charge.

Interruption des voies ferrées.

8. En cas d'interruption des voies du port par suite de travaux exécutés sur la voie publique ou sur le port, la compagnie pourra être tenue de rétablir provisoirement les communications en déplaçant momentanément les voies; mais les dépenses qu'elle aura à supporter de ce chef lui seront remboursées par la colonie.

Assermentation des agents de la compagnie.

9. Les agents et les cantonniers qui seront chargés de la surveillance et de l'entretien des voies ferrées pourront être présentés à l'agrément du préfet et assermentés. Ils auront, dans ces cas, qualité pour dresser des procès-verbaux.

TITRE II.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AUX TRANSPORTS.

Tarifs de transport.

10. Les prix à percevoir au profit de la compagnie, pour le transport des marchandises entre un point quelconque des quais et la gare de Bougie ou *vice versa*, seront fixés ainsi qu'il suit :

1° Sans distinction de nature de marchandises, quarante centimes (0^f40) par tonne et par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k), pour les marchandises transportées par wagon chargé d'au moins quatre mille kilogrammes (4,000^k) ou payant pour ce poids;

2° Cette taxe est réduite à trente centimes (0^f30) par tonne pour les marchandises expédiées aux conditions de tarifs spéciaux comportant des prix par tonne;

3° Pour les cailloux, moellons, pierres cassées, pierres de taille brutes ou légèrement ébauchées, graviers, sable, houille, coke, minerai de fer, ferraille; fer riblon, vieille fonte hors de service et phosphates, transportés par wagon chargé d'au moins huit mille kilogrammes (8,000^k) ou payant pour ce poids, vingt centimes (0^f20) par tonne et fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k);

4° La taxe des voies du port est fixée à un franc quarante centimes (1^f40) par wagon pour les marchandises transportées aux conditions des tarifs spéciaux comportant des prix par wagon.

Moyennant les prix ci-dessus indiqués, la compagnie sera tenue de conduire les wagons à charger ou à décharger jusqu'à la voie qui, de toutes les voies accessibles par aqueducs, se trouve la plus rapprochée des endroits où le chargement et le déchargement doivent s'effectuer.

Les manœuvres et déplacements nécessaires pour amener les wagons, soit sur les voies non accessibles par des aiguilles, soit à la portée immédiate des engins de chargement ou de déchargement, seront faites par les expéditeurs ou les destinataires, à leurs frais et sous leur responsabilité.

Les taxes établies conformément au présent article, ainsi que la taxe de péage prévue à l'article suivant, s'ajouteront aux taxes des tarifs généraux ou spéciaux applicables sur les chemins de fer algériens, et seront perçues en même temps.

Ces taxes seront d'ailleurs majorées dans la même proportion que les taxes de tarifs généraux ou spéciaux appliquées sur les chemins de fer algériens, dans tous les cas où les conditions d'application de ces tarifs généraux ou spéciaux et les arrêtés ministériels réglant les tarifs exceptionnels édictent des majorations.

Pendant tout le temps que la Compagnie de l'Est-Algérien restera chargée de l'exploitation des voies du port désignées à l'article 1^{er} ci-dessus, ces voies seront considérées comme faisant partie du réseau de cette compagnie et celle-ci renonce, par suite, à tout droit de transmission sur les marchandises à la jonction desdites voies avec celles qui lui appartiennent.

Le chargement des marchandises en wagon sur les voies du port ou leur déchargement du wagon sur les quais, sera effectué par les soins, aux frais et sous la responsabilité de l'expéditeur ou du destinataire. Il sera, en conséquence, pour ce manutention, déduit trente centimes (0'30) par tonne de la taxe relative au transport sur le chemin de fer, lorsque cette taxe comprendra les frais de chargement et de déchargement.

Le chargement et le déchargement des wagons étant effectué par les expéditeurs ou par les destinataires, la compagnie ne sera pas responsable des avaries ou manquants que les marchandises pourraient éprouver pendant ces opérations, jusqu'au moment de leur prise en charge pour les expéditions et à partir du moment de la mise à la disposition du destinataire, dans le cas des arrivages. Les expéditeurs et les destinataires restent d'ailleurs responsables des avaries qui pourraient être occasionnées au matériel de la compagnie pendant qu'il sera à leur disposition.

La perception des taxes devra être faite indistinctement et sans aucune faveur.

La modification et l'homologation des tarifs concernant l'exploitation des voies ferrées du port seront soumises aux mêmes conditions que la modification et l'homologation des tarifs de transport sur le réseau de l'Est-Algérien.

Taxe de péage.

11. Aux prix de transport définis à l'article précédent, s'ajoutera une taxe spéciale de quinze centimes (0'15) par tonne, au profit de la chambre de commerce de Bougie, et destinée à rémunérer cette compagnie consulaire des dépenses engagées par elle pour l'amélioration et l'aménagement du port.

Cette taxe spéciale de quinze centimes (0'15) s'appliquera, comme le prix de transport, aux marchandises par wagons complets de quatre mille kilogrammes (4,000^k) et huit mille kilogrammes (8,000^k) ou payant pour ces poids; elle sera perçue par le chemin de fer en même temps que le prix de transport, et le produit en sera versé, par trimestre, dans le délai de deux mois, entre les mains du trésorier de la chambre de commerce.

CONDITIONS SPÉCIALES AUX MARCHANDISES VENANT DE LA MER.

Demande et remise de matériel vide.

12. Les demandes de matériel vide devront être remises chaque jour, pour le lendemain, par écrit au chef de gare, par les expéditeurs, au plus tard avant l'heure réglementaire de la fermeture de la gare.

Les expéditeurs préciseront, dans leurs demandes, l'importance du tonnage de marchandises devant composer l'expédition, le nom du navire, sa position ou celle du hangar comprenant la marchandise ou celle du quai sur lequel elle se trouve (dans le cas où le déchargement du navire aurait eu lieu), la nature et la destination des marchandises, le tarif dont l'application est réclamée.

La compagnie fera droit à ces demandes de matériel dans la limite du nombre de wagons dont elle pourra disposer, sans toutefois que le délai dans lequel la marchandise devra être remise à sa destination puisse dépasser de plus de quarante-huit heures le délai fixé par le tarif réclamé.

Dans le cas où l'expéditeur n'effectuerait pas le chargement des wagons dans le délai déterminé à l'article 16 ou ne se conformerait pas aux prescriptions de l'article 14, le délai de transport, tel qu'il est fixé au paragraphe précédent, sera augmenté de tout le retard imputable à l'expéditeur.

Les wagons vides seront remis au commerce suivant le tour de rôle des demandes et sans aucune faveur.

Les wagons vides seront remis à l'expéditeur sur la voie et au point le plus rapproché de l'endroit désigné à la demande dans les conditions stipulées au paragraphe 2 de l'article 10.

Arrimage des chargements.

13. Les expéditeurs, en opérant les chargements, se conformeront rigoureusement aux prescriptions réglementaires de la compagnie, notamment pour ce qui concerne les dimensions ou la solidité des chargements et les indications de poids portées sur les wagons.

S'ils dépassaient ce poids de plus de trois cents kilogrammes (300^k), l'excédent serait déchargé par la compagnie à leurs frais, moyennant la perception de deux francs (2^f) par fraction indivisible de mille kilogrammes (1,000^k), et resterait déposé en gare aux frais, risques et périls de l'expéditeur.

Déclaration d'expédition.

14. Les expéditeurs seront tenus de fournir à la gare la déclaration d'expédition des marchandises qu'ils auront chargées sur les voies du port, aussitôt après le pesage des wagons chargés, et ils seront passibles, en cas d'observation de ces prescriptions, du droit de stationnement prévu à l'article 16 ci-après.

Reconnaissance.

15. Le chargement des marchandises étant fait en dehors du service de la gare, la compagnie ne procédera à aucune reconnaissance détaillée de ces marchandises, et, par conséquent, ne prendra en charge que le poids du chargement, sans indication du nombre des colis.

Ce poids sera constaté, déduction faite de la tare inscrite sur le wagon, aux ponts-bascules de la gare ou des voies ferrées du port.

Sur la demande du commerce, il pourra être procédé à une reconnaissance du nombre des colis en présence d'un agent de la compagnie; dans ce cas, il sera perçu une taxe additionnelle de vingt centimes (0^f 20) par tonne.

Délais de chargement.

16. Le chargement d'un wagon devra être terminé dans les quatre heures de sa mise à la disposition de l'expéditeur, laquelle sera constatée par le récépissé du véhicule signé par l'expéditeur ou son représentant.

Toutefois, il suffira qu'un wagon, qui aura été mis à la disposition à une heure quelconque avant huit heures du matin, soit rendu avant l'heure de midi, et qu'un wagon mis à disposition à deux heures après-midi, soit rendu avant huit heures du soir, l'été, et avant sept heures du soir, l'hiver.

Pour les wagons mis à disposition en dehors des heures ci-dessus, on ne comptera pas, dans le délai de quatre heures, le temps pendant lequel le service de la douane est interrompu.

À l'expiration du délai de quatre heures, il sera perçu un droit de stationnement de cinquante centimes (0^f 50) par heure et par wagon, sans que cette taxe supplémentaire puisse dépasser dix francs (10^f) par vingt-quatre heures et par wagon, la compagnie restant d'ailleurs libre, après un retard de six heures, de ramener à la gare le wagon vide ou incomplètement chargé, et, soit de le faire décharger aux frais, risques et péril de l'expéditeur, en percevant des taxes de manutention et de magasinage en vigueur, soit de percevoir le droit de stationnement réglementaire.

La taxe à percevoir, dans ce cas, pour conduire à la gare un wagon vide ou incomplètement chargé, pour ramener celui-ci sur les voies de quai, s'il y a lieu, afin de compléter son chargement, sera calculée suivant les prix portés au tarif de l'article 10, pour la catégorie de marchandises qui aurait dû être chargée dans le

wagon, et comme si le wagon était chargé à quatre mille ou huit mille kilogrammes (4,000 ou 8,000^k), suivant le cas.

Chargement continu.

17. Si la compagnie, sur la demande des expéditeurs, et afin de leur permettre d'activer leurs opérations, leur livre des wagons vides sur les voies des quais en dehors des heures habituelles d'amenée, la présence de ces wagons sur lesdites voies de quai ne devra obliger la compagnie à aucune manœuvre particulière. Ils ne seront notamment amenés qu'aux heures habituelles d'enlèvement, et les excédents de séjour qu'ils feront de ce fait sur le port, les assujettiront à l'application d'une taxe de location de matériel de cinquante centimes (0^e 50) par heure et par wagon (heures de nuit non comprises).

CONDITIONS SPÉCIALES AUX MARCHANDISES À DESTINATION DE LA MER.

Adresse des expéditions.

18. Les marchandises à destination de la voie de mer doivent être adressées à Bougie-Port.

La déclaration d'expédition indiquera pour le destinataire un domicile situé dans l'enceinte de la ville.

Les marchandises qui, adressées d'abord en gare de Bougie, seraient l'objet d'une demande de réexpédition sur les voies du port, seront traitées comme si le destinataire avait été dûment mis en demeure de prendre livraison en gare. Le destinataire payera donc les frais accessoires dus dans ces conditions, et, par conséquent, en sus des droits de manutention, les droits de magasinage ou de stationnement pour la marchandise serait déjà passible au moment de l'ordre donné par lui de la transporter sur les voies des quais, ainsi que tous les frais de réexpédition de la gare de Bougie aux voies ferrées du port. Il sera, toutefois, dispensé de payer un second chargement et déchargement, si l'ordre de réexpédition était reçu avant le déchargement effectif de la marchandise.

Tout destinataire avisé de l'arrivée des wagons, destinés au port, devra immédiatement faire connaître par écrit, à la gare de Bougie, l'emplacement de leur mise à quai; la gare indiquera l'heure approximative à laquelle les wagons seront livrés sur cet emplacement.

Dans le cas où sa réponse ne serait pas parvenue à la gare dans les vingt-quatre heures de la mise à la poste de l'avis dont il est question au quatrième alinéa du présent article, et dans des conditions telles que ledit avis ait dû normalement parvenir au domicile du destinataire avant six heures du soir, il sera perçu par la compagnie;

Pour chaque wagon, un droit de cinquante centimes (0^e 50) par heure de retard sans que cette taxe puisse excéder dix francs (10^e) par vingt-quatre heures et par wagon;

Dans le cas où l'avis n'aurait pas été adressé de manière à pouvoir être reçu avant six heures du soir, le délai accordé aux destinataires pour faire parvenir leur réponse sera augmenté d'un jour.

L'heure de la remise des wagons à la disposition du destinataire sera constatée par le bulletin de livraison que le destinataire devra signer avant de commencer le déchargement. En cas d'absence du destinataire ou de son représentant, l'heure de la livraison sera déterminée par l'inscription portée au carnet de l'agent de la compagnie.

Paiement des frais de transport.

19. Les wagons ne seront conduits sur les voies du quai qu'après que le destinataire aura acquitté à la gare de Bougie, les frais de toute nature dus à la compagnie pour le transport, tant sur ses lignes que sur les voies du quai.

Droits de déchargement.

20. Chaque wagon devra être déchargé dans les vingt-quatre heures qui suivront sa mise à la disposition du destinataire, avec la même latitude que celle prévue à l'article 16 pour les chargements.

A l'expiration de ce délai, la compagnie percevra le droit de stationnement déterminé à l'article 16. Après un retard de six heures, elle pourra ramener la marchandise à la gare de Bougie, en percevant une seconde fois les taxes fixées par l'article 10. Le wagon ramené à la gare sera, soit soumis aux taxes réglementaires de stationnement, soit déchargé dans les conditions prévues au quatrième alinéa de l'article 16.

Lorsque le nombre des wagons annoncés par les avis du même jour au destinataire sera de plus de dix, celui-ci ne sera tenu à opérer, dans le délai fixé ci-dessus, que le déchargement de dix wagons; il aura un jour de plus pour le déchargement du surplus, quel qu'en soit le nombre, à moins que l'expédition complète n'ait été faite à la demande même de l'expéditeur ou du destinataire.

Déchargement continu.

21. Si la compagnie, sur la demande des destinataires, et afin de leur permettre d'activer leurs opérations, leur livre des wagons d'arrivages sur les voies des quais, en dehors des heures habituelles d'amenée, la présence de ces wagons sur lesdites voies ne devra obliger la compagnie à aucune manœuvre particulière. Ils ne seront notamment emmenés qu'aux heures habituelles d'enlèvement, et les excédents de séjour qu'ils feront de ce fait sur le port, les assujettiront à l'application d'une taxe de location de matériel de cinquante centimes (0^e 50) par heure et par wagon (heures de nuit non comprises).

Délai de transport total.

22. Les délais de transport, tels qu'ils sont ou seront réglés pour les transports sur le chemin de fer de l'Est-Algérien, seront augmentés de vingt-quatre heures pour toutes les marchandises à destination des voies du port.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX MARCHANDISES DE OU POUR LA MER.

Mesures de désencombrement.

23. Lorsque le nombre des wagons à conduire à un point donné sera supérieur à celui qui pourrait y trouver place, la compagnie ne sera tenue de les y amener que lorsqu'il s'y trouvera un emplacement disponible, et les délais qui lui seront accordés par les articles 12 et 22 seront augmentés de tout le temps pendant lequel il ne lui aura pas été possible d'opérer la livraison du matériel.

Les wagons qui ne seront pas en état d'être repris et conduits en gare au moment où d'autres wagons seront à leur tour amenés sur la même voie, pourront être retelés autant qu'il sera nécessaire pour que l'utilisation des voies soit aussi complète que possible, sans préjudice de la mise éventuelle en fourrière.

Cas d'encombrement.

24. En cas d'encombrement sur les voies du port, les délais de transport prévus aux articles 12 et 22 seront augmentés de tous les délais nécessaires, sur la demande de la compagnie et la proposition de l'ingénieur en chef, par un arrêté du préfet de Constantine, arrêté qui sera affiché dans la ville et sur le port de Bougie.

CLAUSES DIVERSES.

Reclassements et embranchements.

25. L'administration se réserve le droit d'autoriser, la compagnie entendue, des embranchements aboutissant aux voies du port, sans que celle-ci puisse prétendre à aucune indemnité.

Les relations de ces embranchements avec le réseau des chemins de fer de l'Est-Algérien, seront réglées par les articles 60 et 61 du cahier des charges annexé à la convention du 30 juin 1880.

Défense de rétrocéder.

26. La compagnie ne pourra pas rétrocéder l'exploitation qui fait l'objet de la présente convention sans l'autorisation du gouverneur général.

Contestations.

27. Les contestations qui s'élèveraient entre l'administration et la compagnie au sujet de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département d'Alger, sauf recours au Conseil d'État.

Conditions financières de la convention.

28. Les voies ferrées du port sont exploitées par la compagnie de l'Est-Algérien pour le compte de la colonie, aux conditions suivantes :

1° Si les recettes brutes sont inférieures aux dépenses d'exploitation, le déficit est supporté par la colonie;

2° Si les recettes brutes sont supérieures aux dépenses d'exploitation, la différence formant le produit net sera partagée par moitié entre la colonie et la compagnie de l'Est-Algérien.

Compte d'exploitation.

29. Le compte des recettes de l'exploitation comprendra les produits bruts de toute nature.

Le compte des dépenses comprendra tous les frais directement afférents à l'exploitation des voies ferrées du port; dépenses d'entretien et de renouvellement des voies et accessoires, dépenses de traction des wagons, location et usage du matériel roulant, salaires et subventions de la compagnie aux caisses de retraite et de secours pour le personnel inférieur employé à la surveillance, à l'entretien ou à l'exploitation des voies du port, les dépenses relatives aux accidents et incendies, les frais de contrôle, les impôts, etc.

La vente des matériaux hors d'usage sera portée en atténuation des dépenses.

Le total des dépenses brutes ainsi obtenu sera majoré de douze pour cent (12 p. 0/0) pour tenir compte à la compagnie de tous les frais d'administration et de direction.

Le compte d'exploitation fera, de la part de la compagnie, l'objet d'une comptabilité spéciale qui sera, à toute réquisition, communiquée au service du port, et, dans tous cas, produite à l'administration à la fin de chaque mois, en ce qui concerne les opérations du mois précédent.

Le règlement en espèces des sommes dues par la compagnie à la colonie ou réciproquement, aura lieu annuellement, un mois après la production du compte global de l'exercice écoulé.

Durée de la convention.

30. La durée de la convention est fixée à cinq années, qui commenceront à courir à dater de la remise à la compagnie du dernier tronçon à livrer à l'exploitation.

A l'expiration de ces cinq années, ladite convention continuera d'année en année par tacite reconduction, chacune des parties se réservant le droit d'en dénoncer la résiliation par un avis donné à l'autre partie six mois à l'avance.

En tous cas, la présente convention sera considérée comme résiliée à la date à laquelle, par suite de rachat ou de déchéance, la compagnie de l'Est-Algérien cessera d'exploiter la ligne de Beni-Mancour à Bougie.

Timbre et enregistrement.

31. Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention seront à charge de la compagnie et portés aux dépenses d'exploitation.

Fait double à Alger, le 23 juillet 1903.

Lu et approuvé :

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : A. DEHAYNIN.

Le Gouverneur général,

Pour le Gouverneur général :

Le Secrétaire général du Gouvernement.

Signé : Maurice VARNIER.

Enregistré à Alger (A. A.), le 1^{er} avril 1904, folio 9, cases 2 et suivantes. — Reçu cinquante-cinq centimes, décime compris. (Loi du 11 juin 1880.) — Signé : Piti lugo.

N° 44679. — *DÉCRET qui modifie le décret du 8 mars 1887, concernant le Recrutement du personnel de l'Inspection des Enfants assistés.*

Du 7 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi du 5 mai 1869;

Vu le décret du 8 mars 1887⁽¹⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 3 et 4 du décret susvisé du 8 mars 1887 sont remplacés par les dispositions suivantes :

• Art. 3. Les inspecteurs dans les départements autres que celui de la Seine sont choisis exclusivement :

• 1^{er} Parmi les sous-inspecteurs ayant au moins six années d'exercice;

• 2^o Parmi les docteurs en médecine et les pharmaciens de 1^{re} classe, ayant au moins cinq années d'exercice;

• 3^o Parmi les inspecteurs de l'enseignement primaire ayant au moins huit ans d'exercice;

• 4^o Parmi les commis rédacteurs du ministère de l'intérieur, les chefs de division des préfectures, les secrétaires en chef des sous-préfectures, des mairies et des hospices ou hôpitaux, dans les villes d'au moins trente mille âmes, ayant au moins huit ans d'exercice;

• 5^o Parmi les sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ayant au moins cinq ans d'exercice;

• Tous les candidats doivent être âgés de trente ans au moins.

• Ne peuvent être nommés après quarante-cinq ans que les sous-inspecteurs et ceux des candidats qui justifient d'un nombre d'années de services admissibles pour la retraite suffisant pour leur permettre d'atteindre à soixante ans d'âge un minimum de trente ans de services.

• Le tiers des inspections qui deviennent vacantes est réservé aux sous-inspecteurs.

• Art. 4. Les sous-inspecteurs sont choisis, indépendamment des candidats prévus à l'article précédent :

• 1^{er} Parmi les employés du ministère de l'intérieur;

• 2^o Parmi les chefs de bureau et employés des préfectures, des sous-préfectures, des mairies dans les villes d'au moins dix mille

⁽¹⁾ Ur série, Bull. 1075, n° 17730.

âmes, les secrétaires et les économes des établissements de bienfaisance, possédant au moins vingt mille francs (20,000') de recettes ordinaires;

• 3° Parmi les instituteurs publics.

• Les candidats doivent compter au moins cinq années d'exercice dans les services publics ci-dessus spécifiés, être âgés de vingt-cinq ans au moins et de quarante ans au plus. »

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 44680. — DÉCRET approuvant la Convention du 24 décembre 1903 entre le directeur des finances du protectorat français de la Régence de Tunis et le directeur de la Banque de l'Algérie.

Du 7. Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Banque de l'Algérie du 25 février 1904;

Vu la délibération du conseil d'administration de cette même banque du 18 janvier 1904;

Vu le décret en date de ce jour et le décret de S. A. le Bey de Tunis en date du 8 janvier 1904 (20 chaoual 1321) autorisant la Banque de l'Algérie à s'établir et à fonctionner dans le protectorat français de la Régence de Tunis;

Sur le rapport des ministres des affaires étrangères et des finances, présenté en conformité des propositions du résident général de la République française à Tunis,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention (dont une copie certifiée et ci-annexée) intervenue le 24 décembre 1903 entre le directeur des finances du protectorat français de la Régence de Tunis et le directeur de la Banque de l'Algérie et aux termes de laquelle la banque s'est engagée :

1° A mettre à la disposition du Trésor tunisien, sans intérêts pour toute la durée de son privilège, une avance d'un million francs (1,000,000');

2° A verser à l'État tunisien, à partir du 1^{er} janvier 1904 jusqu'au 31 décembre 1905, une somme annuelle de soixante-six mille six cent soixante-six francs (66,666⁶); à partir du 1^{er} janvier 1906 jusqu'au 31 décembre 1912, une somme annuelle de quatre-vingt-trois mille trois cent trente-trois francs (83,333³) et, dans le cas où le Gouvernement français n'userait pas de la faculté de dénonciation prévue à l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 5 juillet 1900, une somme annuelle de cent mille francs (100,000⁰) à partir du 1^{er} janvier 1913 jusqu'au 31 décembre 1920.

Le montant de l'avance et des redevances visées aux deux paragraphes précédents doit, aux termes du décret beylical du 8 janvier 1904, être affecté au crédit agricole tunisien et au développement de la colonisation française en Tunisie.

2. Le ministre des finances et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : DUCLOS.

CONVENTION.

Entre M. Louis Dabourdien, directeur des finances du Protectorat tunisien, agissant en cette qualité sous réserve de l'autorisation de M. Stephen Pichon, résident général de la République française à Tunis,

D'une part;

Et M. Marc Lafon, directeur de la Banque de l'Algérie, agissant en cette qualité, sur promesse de ratification ultérieure par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la banque,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. La Banque de l'Algérie s'engage à mettre à la disposition du Trésor tunisien, à partir de la promulgation du décret beylical lui conférant l'autorisation de installer en Tunisie et le privilège de l'émission dans la Régence de billets au porteur remboursables à vue, une avance d'un million de francs (1,000,000⁰). Cette avance est consentie pour la durée de ce privilège; elle ne portera pas intérêts.

En garantie de cette avance, il sera remis à la Banque de l'Algérie une reconnaissance signée du directeur des finances et visée par le résident général, à l'échéance du 31 décembre 1920. En cas de dénonciation du privilège pour le 31 décembre 1912, le capital de cette reconnaissance serait de plein droit exigible à cette date.

2. La Banque de l'Algérie versera au Protectorat à partir du 1^{er} janvier 1904 jusqu'au 31 décembre 1905 une somme annuelle de soixante-six mille six cent soixante-six francs (66,666⁶); à partir du 1^{er} janvier 1906 jusqu'au 31 décembre 1912, une somme annuelle de quatre-vingt-trois mille trois cent trente-trois francs (83,333³), et dans le cas où le Gouvernement français n'userait pas de la faculté de dénonciation appelée ci-dessus, une somme annuelle de cent mille francs (100,000⁰) à partir du 1^{er} janvier 1913 jusqu'au 31 décembre 1920.

Cette redevance sera versée par moitié le 30 juin et le 31 décembre de chaque année, la première échéance semestrielle venant le 30 juin 1904 et la dernière le 31 décembre 1920.

3. La présente convention ne sera exécutoire qu'autant qu'elle aura été approuvée par le décret du bey de Tunis et le décret du Président de la République autorisant la banque à s'installer en Tunisie.

Fait double à Paris, le 24 décembre 1903 et à Tunis, le 8 janvier 1904.

Lu et approuvé :

Signé : M. LAFON.

Lu et approuvé :

Signé : DUBOURDIEU.

Vu pour autorisation des engagements pris ci-dessus par M. Dabourdieu, directeur des finances.

Tunis, le 8 Janvier 1904.

Le Ministre plénipotentiaire,
Résident général
de la République française à Tunis,
Signé : S. PICHON.



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulet au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro d'az. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliront pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2548.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44681. — *DÉCRET qui proclame 66 Cessions de Brevets d'invention.*

Du 13 Novembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^{re} La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, le 16 juin 1903, faite, suivant acte en date du 16 février 1903, de la Société Roy, Ducos et C^{ie}, dont le siège est à Nantes, rue Gresset, n° 6, par MM. Xavier Latty, commerçant, demeurant à Saint-Nazaire, place de la Gare, n° 1, et Ernest Roy, industriel, demeurant à Saint-Nazaire, rue de Nantes, n° 33, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 2 septembre 1902, pour paumelle à doigts et outil de pose Ernest Roy.

2^o La mutation enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de l'Hérault, le 18 juin 1903, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal d'adjudication dressé le 17 juillet 1902 en l'étude de M^{re} Crozes, notaire à Béziers (Hérault), et aux termes duquel : 1^{er} M^{me} veuve Longuelanes (née Marie-Élisabeth Auzias); 2^o M. Jean-Léon Longuelanes; 3^o M^{me} Griffe (née Claire-Louise Longuelanes); 4^o M. Charles-Jules Longuelanes; 5^o M. Louis-François Longuelanes; et 6^o M^{lle} Anne-Henriette Longuelanes, demeurant tous à Béziers, sont devenus propriétaires du brevet d'invention de quinze ans pris par M. Gasquet, le 14 avril 1899, pour un système de filtre.

3^o La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de l'Eure, le 30 juin 1903, faite, suivant acte en date du 30 juin 1903, à M. Pierre Rouilleau, constructeur-mécanicien, demeurant à Paris, rue Desrenaudes, n° 27, par M. Edmond-Louis-Marie-Joseph Pilat, industriel, demeurant à Douai (Nord), rue Saint-Jean, n° 31, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1902, pour nouveau système de changement de vitesse.

XIP Série.

27

4° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de l'Eure, le 30 juin 1903, faite, suivant actes en date des 30 mai, 6 et 22 juin 1903, à la société anonyme dite *Compagnie des tracteurs automobiles système Roulleau*, dont le siège est à Paris, rue Desrenaudes, n° 27, par M. Pierre Roulleau, constructeur-mécanicien, demeurant à Paris, rue Desrenaudes, n° 27, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 octobre 1901, pour système d'avant-train spécial pour automobiles.

5° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de l'Eure, le 30 juin 1903, faite, suivant actes en date des 30 mai, 6 et 22 juin 1903, à la société anonyme dite *Compagnie des tracteurs automobiles système Roulleau*, dont le siège est à Paris, rue Desrenaudes, n° 27, par M. Pierre Roulleau, constructeur-mécanicien, demeurant à Paris, rue Desrenaudes, n° 27, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 février 1902, conjointement avec M. Pilat, et dont il est devenu seul propriétaire, pour nouveau système de changement de vitesse.

6° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Loiret, le 9 juillet 1903, faite, suivant acte en date du 22 juin 1903, à MM. Louis-Léon-Eugène Flachot et Octave Compin, industriels, demeurant à Montargis (Loiret), par M. Foulmet, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 mai 1902, pour système de siège à ressort à lances démontables.

7° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 juillet 1903, faite, suivant acte en date du 20 juin 1903, à M. John Edward Cooper, ingénieur, demeurant à Witherneed, comté d'York (Grande-Bretagne), par M. William John Brewer, ingénieur civil, demeurant, 15, Deansh Place Belgrave Road, à Londres (Grande-Bretagne), de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 22 février 1893, pour perfectionnements apportés aux véhicules automobiles.

8° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 juillet 1903, faite, suivant acte en date du 20 juin 1903, à M. Édouard V. Huggins, administrateur, demeurant à Columbus, État d'Ohio (États-Unis d'Amérique), par M. Foote, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 décembre 1899, pour perfectionnements dans les moyens pour pointer et tirer les grosses pièces d'artillerie.

9° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 16 juillet 1903, faite, suivant acte en date du 6 juillet 1903, à M. Joseph Delhay, industriel, demeurant à Bruxelles (Belgique), rue Van Lint, n° 41, par MM. Léon Dupuis, pharmacien, demeurant à Joinet (Belgique), et Alfred Briatte, parqueteur, demeurant au Pré-Saint-Gervais (Seine), avenue des Lilas, n° 4, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 28 juin 1902, conjointement avec M. Delhay, pour perfectionnements dans les systèmes de parqueterie.

10° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 juillet 1903, faite, suivant acte en date du 9 juillet 1903, à M. Étienne-Louis Finet, fabricant d'instruments d'optique, demeurant à Paris, rue du Temple, n° 157, par M. Doninelli, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 avril 1901, pour une lunette nouvelle à l'usage des conducteurs d'automobiles.

11° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 juillet 1903, faite, suivant acte en date des 18 et 19 juin 1903, à M. Pierre Jametel-Hunebelle, ingénieur des arts et manufactures, demeurant à Paris, cours de Vincennes, n° 41, par M. Henri Goudard, négociant, demeurant à Paris, rue du Chemin-Vert, n° 10, ci devant et actuellement à Fontenay-sous-Bois, avenue de la Dame-Blanche, n° 5, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 février 1899, par MM. Mathon et Veber, et dont il est cessionnaire, pour appareil protecteur pour toupies.

12° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 juillet 1903, faite, suivant acte en date du 9 mai 1903, à la société anonyme dite *Compagnie des appareils de protection pour transports par voies ferrées*, dont le siège est à Paris, rue de Prony, n° 95, par M. de Melier de Labarthe.

du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 décembre 1902, pour avertisseur électro-automatique des trains en marche sur les voies ferrées.

13° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine inférieure, le 25 juillet 1903, faite, suivant acte en date du 20 juin 1903, à M. Joseph Paris, constructeur, demeurant à Nantes, rue Fœré, n° 14 bis, par M. Meyon, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 octobre 1902, pour pompe à main.

14° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 juillet 1903, faite, suivant acte en date des 20 et 23 juin 1903, à la société anonyme *United Shoe Machinery Company of France*, dont le siège est à Paris, rue Lafayette, n° 105, par M. Casgrain, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 mai 1900, pour machine pour la fabrication d'attaches métalliques et l'introduction desdites attaches dans la matière (fabrication des chaussures).

15° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 juillet 1903, faite, suivant acte en date des 20 et 23 juin 1903, à la société anonyme dite *United Shoe Machinery Company of France*, dont le siège est à Paris, rue Lafayette, n° 105, par M. Mac Foely, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 avril 1900, pour perfectionnements apportés aux machines destinées à la fabrication des chaussures.

16° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 août 1903, faite, suivant acte en date du 25 juillet 1903, à la Société anonyme des parqueteries bruxelloises, dont le siège est à Mol-ubeck-Saint-Jean (Belgique), quai de l'Industrie, n° 79 et 81, par M. Joseph Delhay, industriel, demeurant à Cureghem-Anderslecht-les-Bruxelles (Belgique), rue Van Sint, n° 44, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 juin 1902, conjointement avec M^ll^l Brialle et Dupuis, et dont il est devenu seul propriétaire, pour perfectionnements dans les systèmes de parqueteria.

17° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 août 1903, faite, suivant acte en date du 17 juin 1903, à M. Augustin-Joseph Cornois, adjudant, demeurant à Paris, boulevard du Montparnasse, n° 98, par M. Rozand, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 juin 1899, pour dispositif perfectionné pour l'attelage rapide et facile des bœufs de trait au jong.

18° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 6 août 1903, faite, suivant acte en date du 30 mai 1903, à M. Jules Lassette, propriétaire, demeurant à Paris, avenue de La Bourdonnais, n° 18, par M^ll^l Pierre Eugène Delpench, gérant de propriétés, demeurant à Asnières (Seine), rue de la Bibliothèque, n° 27; Paul-Gustave Guilbert, liquidateur de sociétés, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 55, et Louis-François Mallet, commissaire en fonds de commerce, demeurant à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 26, agissant au nom et comme liquidateurs de la société anonyme *La Céramique nouvelle* (procédé Siever), ayant son siège à Paris, rue Saint-Lazare, n° 60, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juillet 1897, par M. Siever, et dont elle est cessionnaire, pour nouveaux panneaux céramiques applicables aux décorations de tous genres et procédé de fabrication.

19° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 août 1903, faite, suivant acte en date du 20 juin 1903, à la société dite *Nouvelle société parisienne d'impressions*, dont le siège est à Lisieux (Calvados), rue Saint-Dominique, n° 17, par M. John Arthur Jefferson-Hayes, négociant, demeurant à Manchester (Angleterre), 42, Blown Street, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juin 1888, par M. Tiquet, et dont il est cessionnaire, pour un nouveau système de machine à imprimer en blanc, typographique, lithographique, phototypique, et taille-douce qui permet de tirer en une ou plusieurs couleurs sur papier ou tissu quelconque sans fin, c'est-à-dire en rouleau.

20° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 août 1903, faite, suivant acte en date du 20 juin 1903, à la société dite *Nouvelle société parisienne d'impressions*, dont le siège est à Lisieux (Calvados), rue Saint-Dominique, n° 17, par M. John Arthur Jefferson-Hayes, négociant, demeurant à Manchester (Angleterre), 42, Blown Street, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juin 1899, par la Société parisienne d'impres-

sions, et dont il est cessionnaire, pour perfectionnements apportés aux machines à imprimer en blanc permettant de tirer en une ou plusieurs couleurs sur tissu ou papier sans fin.

21° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 août 1903, faite, suivant acte en date du 21 juillet 1903, à la Compagnie française des cylindres et plaques phonographiques, dont le siège social est à Paris, cité Rougemont, n° 4 bis, par M. Auguste-Henri Hamon, ingénieur, demeurant à Neuilly-sur-Seine (Seine), rue Garnier, n° 9, du brevet d'invention de quinze ans pris par M. Augustin Hamon, le 3 décembre 1902, pour un appareil à fonder les cylindres pour phonographes.

22° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 août 1903, faite, suivant acte en date du 16 juillet 1903, à M. Edouard Froger-Delapierre, chimiste, demeurant à Grasse (Alpes-Maritimes), par M. Wulfran Langot, docteur en médecine, demeurant à Paris, rue de la Convention, n° 168, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 4 décembre 1901, pour un procédé de préparation de la vanilline.

23° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 août 1903, faite, suivant acte en date du 16 juillet 1903, à la Société Cresp-Martineng, dont le siège est à Grasse (Alpes-Maritimes), par M. Edouard Froger-Delapierre, chimiste, demeurant à Grasse, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 décembre 1901, conjointement avec M. Langot, et dont il est devenu seul propriétaire, pour un procédé de préparation de la vanilline.

24° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 13 août 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 26 juin 1903, aux termes duquel MM. Émile-Ferdinand Chameroy et Albert Chameroy, industriels, demeurant au Vésinet (Seine-et-Oise), avenue Centrale, n° 89, ont été autorisés à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Bernard-Hippolyte Chameroy, le 13 septembre 1901, pour bandage pneumatique avec cercle de roulement composé de segments métalliques qui s'attachent à des lames souples à déplacement libre.

25° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 13 août 1903, faite, suivant acte en date du 1^{er} juillet 1903, à MM. Frédéric James Commin, ingénieur, demeurant à Londres (Angleterre), Victoria Street, n° 1, Westminster, Donald Cameron, ingénieur, demeurant à Exeter, comté de Devon (Angleterre), et Arthur John Martin, ingénieur, demeurant à Exeter, comté de Devon (Angleterre), par M. Fabe, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 janvier 1899, pour système d'utilisation et de traitement des eaux d'égout et autres matières organiques en décomposition pour en extraire du gaz propre à l'éclairage, au chauffage et à la production de force motrice (G H¹).

26° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 13 août 1903, faite, suivant acte en date du 1^{er} juillet 1903, à la Société générale d'épuration et d'assainissement, dont le siège est à Paris, place de Valois, n° 6, par MM. Frédéric James Commin, ingénieur, demeurant à Londres (Angleterre), Victoria Street, n° 1, Westminster, Donald Cameron, ingénieur, demeurant à Exeter, comté de Devon (Angleterre), et Arthur John Martin, ingénieur, demeurant à Exeter, comté de Devon (Angleterre), de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 2 mars 1897, pour perfectionnements dans le traitement des eaux d'égout et dans les appareils propres à ce traitement (A B C C¹).

27° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 13 août 1903, faite, suivant acte en date du 1^{er} juillet 1903, à la Société générale d'épuration et d'assainissement, dont le siège est à Paris, place de Valois, n° 6, par MM. Frédéric James Commin, ingénieur, demeurant à Londres (Angleterre), Victoria Street, n° 1, Westminster, Donald Cameron, ingénieur, demeurant à Exeter, comté de Devon (Angleterre), et Arthur John Martin, ingénieur, demeurant à Exeter, comté de Devon (Angleterre), de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1899, par M. Fabe, et dont ils sont ces-

sionnaires, pour système d'utilisation et de traitement des eaux d'égout et autres matières organiques en décomposition pour en extraire du gaz propre à l'éclairage, au chauffage et à la production de force motrice (G H).

28° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 13 août 1903, faite, suivant acte en date du 1^{er} juillet 1903, à la Société générale d'épuration et d'assainissement, dont le siège est à Paris, place de Valois, n° 6, par la société dite *The Septic Tank (Foreign & Colonial), syndicate limited*, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 26 juin 1899, pour soupapes ou vannes automatiques pour le réglage de la décharge des eaux d'égout dans les eaux soumises à l'influence des marées.

29° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 août 1903, faite, suivant acte en date du 22 juin 1903, à la Société anonyme des établissements Geneste, Herscher et C^{ie}, dont le siège est à Paris, rue du Chemin-Vert, n° 42 et 44, par M. Georges Craggs, demeurant à Paris, rue Séguier, n° 18, agissant en qualité de syndic définitif de la faillite de la Société parisienne des blanchisseries et chauffages économiques, dont le siège est à Paris, avenue du Maine, n° 198 et 200, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1896, par M. Desbrochers des Loges, et dont elle est cessionnaire, pour perfectionnement aux machines à laver le linge, les lainages et autres tissus.

30° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 août 1903, faite, suivant acte en date du 22 juin 1903, à la Société anonyme des établissements Geneste, Herscher et C^{ie}, dont le siège est à Paris, rue du Chemin-Vert, n° 42 et 44, par M. Georges Craggs, demeurant à Paris, rue Séguier, n° 18, agissant en qualité de syndic définitif de la faillite de la Société parisienne des blanchisseries et chauffages économiques, dont le siège est à Paris, avenue du Maine, n° 198 et 200, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mars 1896, par M. Desbrochers des Loges, et dont elle est cessionnaire, pour appareil à laver la vaisselle et autres objets.

31° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 août 1903, faite, suivant acte en date du 10 juin 1903, à M. Louis-Victor Chabaud, fabricant d'instruments pour la physique et la chimie et d'instruments de précision, demeurant à Bourg-la-Reine (Seine), avenue du Petit-Chambord, n° 28, par M. Paul Villard, demeurant à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 47, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris conjointement, le 5 mai 1898, pour un appareil dénommé *osmo-régulateur*.

32° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 août 1903, faite, suivant acte en date du 10 juin 1903, à M. Louis-Victor Chabaud, fabricant d'instruments pour la physique et la chimie et d'instruments de précision, demeurant à Bourg-la-Reine (Seine), avenue du Petit-Chambord, n° 28, par M. Paul Villard, demeurant à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 47, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris conjointement, le 19 août 1898, pour un interrupteur à mercure.

33° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 août 1903, faite, suivant acte en date du 10 juin 1903, à M. Louis-Victor Chabaud, fabricant d'instruments pour la physique et la chimie et d'instruments de précision, demeurant à Bourg-la-Reine (Seine), avenue du Petit-Chambord, n° 28, par M. Paul Villard, demeurant à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 47, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris conjointement, le 25 avril 1901, pour un interrupteur synchrone pour courant alternatif.

34° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 août 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 12 juin 1903, aux termes duquel M. Jules Thurneysen, demeurant à Paris, boulevard de Port-Royal, n° 88, a été autorisé à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par MM. Villard et Chabaud, le 5 mai 1898, pour un appareil dénommé *osmo-régulateur*.

35° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 août 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 12 juin 1903, aux termes duquel M. Jules Thurneysen, demeurant à Paris, boulevard de

Port-Boyal, n° 88, a été autorisé à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par MM. Chabaud et Villard, le 19 août 1893, pour un interrupteur à mercure.

36° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 août 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 12 juin 1903, aux termes duquel M. Aules Thernoysson, demeurant à Paris, boulevard de Port-Boyal, n° 84, a été autorisé à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par MM. Chabaud et Villard, le 15 avril 1901, pour un interrupteur synchrone pour courant alternatif.

37° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 août 1903, faite, suivant acte en date du 11 juillet 1903, à M. d'Armand-Emmanuel Clerc, chimiste, demeurant à Paris, rue de Grenelle, n° 195, par M. L. Astolat, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 décembre 1894, pour système de bouchage en vue de la conservation indéfinie des matières alimentaires, pharmaceutiques ou autres, solides ou liquides.

38° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 août 1903, faite, suivant actes en date des 11 et 16 juillet 1903, à M. Bernard Desouches, négociant, demeurant à Paris, rue Geoffroy-Lanier, n° 30, par M. Henri-Laurent-Marie-Sébastien Varher, agissant en qualité de syndic de l'union des créanciers de la faillite de M. Adolphe Herse, fabricant de casquettes, demeurant à Paris, rue des Quatre-Fils, n° 18, des droits de ce dernier au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 juin 1900, conjointement avec M. Desouches, pour système de coiffure protectrice pour animaux de trait et autres.

39° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 août 1903, faite, suivant acte en date du 25 juillet 1903, à M. Charles Fairchild, banquier, demeurant 29, Wall Street, New-York, comté et Etat de New York (Etats-Unis d'Amérique), par M. Bassett, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 octobre 1898, pour perfectionnements aux caisses de contrôle.

40° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 août 1903, faite, suivant acte en date du 20 juillet 1903, à la Compagnie générale de phonographes, cinématographes et appareils de précision, dont le siège est à Paris, rue de Richelieu, n° 98, par M^{me} veuve Boilanger et M. Delave, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 9 juillet 1903, pour perfectionnements dans le mécanisme des phonographes.

41° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 août 1903, faite, suivant acte en date du 11 août 1903, à la Compagnie des forges et aciéries de la marine et d'Homécourt (ancienne Compagnie des forges et aciéries de la marine et des chemins de fer), dont le siège est à Saint-Chamond (Loire), par MM. Teraström et Widell, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 21 avril 1891, pour système d'affût pour canons à tir rapide.

42° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 août 1903, faite, suivant acte en date du 6 août 1903, à la Société générale française Moëlline Lubricating Company, dont le siège est à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42, par M. Haas, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 août 1902, pour procédé de graissage à alimentation proportionnelle à la consommation.

43° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 août 1903, faite, suivant acte en date du 3 août 1903, à M. Auguste-Benjamin Courtine, fabricant de pâtes alimentaires, demeurant à Maisons-Alfort (Seine), rue du Chemin-Vert, par MM. Amoureux et Gayard, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 2 septembre 1899, pour nouvelle machine à plier le vermicelle.

44° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Meuse, le 15 août 1903, faite, suivant acte en date du 24 juillet 1903, à M. Edouard Thirion, constructeur-mécanicien, demeurant à Bar-le-Duc (Meuse), par la Compagnie Orkan, société anonyme pour la construction d'appareils sécheurs, dont le siège est à Vienne (Autriche), et MM. Heinrich Weiss, négociant, demeurant à Urfahr (Autriche) et Albert Gans, négociant, demeurant à Linz (Autriche).

étaient comme seuls associés de la Société Gans et C^{ie}, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris par cette dernière société, le 26 mai 1897, pour système de ventilateur à enveloppe mobile.

45° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 août 1903, faite, suivant acte en date du 24 juillet 1903, à V. Edmond Thirion, constructeur-mécanicien, demeurant à Basle-Duc (Moselle), par M. Gans, des brevets d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 octobre 1900, pour système perfectionné d'aérateurs et de ventilation des séchoirs et autres capacités.

46° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 août 1903, faite, suivant acte en date du 6 juin 1903, à la Société Courbet frères et C^{ie}, dont le siège est à Paris, rue Basfroi, n° 46, par M. Claude Moser, comptable, demeurant à Paris, rue de la Roquette, n° 131, agissant au nom et comme liquidateur de la Société des veloutés Courbet, dont le siège est à Paris, rue Basfroi, n° 46, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris par M. Courbet, le 12 décembre 1895, pour imitation par l'impression aux encres grasses sur papier des tapisseries ou des tissus ornements.

47° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 août 1903, faite, suivant acte en date du 6 juin 1903, à la Société Courbet frères et C^{ie}, dont le siège est à Paris, rue Basfroi, n° 46, par M. Claude Moser, comptable, demeurant à Paris, rue de la Roquette, n° 131, agissant au nom et comme liquidateur de la Société des veloutés Courbet, dont le siège est à Paris, rue Basfroi, n° 46, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris par M^{me} Eugène Courbet, Louis Courbet et de la Ronge de Certeau, le 27 octobre 1897, pour reproduction des tapisseries sur papiers veloutés par l'impression aux encres grasses.

48° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 août 1903, faite, suivant acte en date du 6 juin 1903, à la Société Courbet frères et C^{ie}, dont le siège est à Paris, rue Basfroi, n° 46, par M. Claude Moser, comptable, demeurant à Paris, rue de la Roquette, n° 131, agissant au nom et comme liquidateur de la Société des veloutés Courbet, dont le siège est à Paris, rue Basfroi, n° 46, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris par la Société Courbet frères et M. Marcel de la Ronge de Certeau, le 21 octobre 1898, pour nouveaux produits pour tentures et imitations de tapisseries.

49° La mutation enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Côte-d'Or, le 28 août 1903, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal d'adjudication passé, le 26 août 1903, par M. Didier, notaire à Dijon (Côte-d'Or), et aux termes duquel M. Augustin Monigé, propriétaire, demeurant à Braux (Côte-d'Or), est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris par M. Tripiet, le 13 mai 1898, pour un appareil à produire le gaz acétylène au moyen du carbure de calcium sous faible pression dit l'Éclair.

50° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 29 août 1903, faite, suivant acte en date du 29 août 1903, à M. Benoist-Charles Maillard, industriel, demeurant à Levallois-Perret (Seine), rue Martival, n° 49, par M. Victor-Michel Cheval, constructeur d'appareils d'éclairage et de chauffage, demeurant à Paris, rue Henri-Chevreau, n° 12 et 14, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mars 1901, par M. Corpin, et dont il est connu, pour système d'appareil incandescent pour lanternes à incandescence.

51° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 29 août 1903, faite, suivant acte en date du 21 août 1903, à M. Benoist-Charles Maillard, industriel, demeurant à Levallois-Perret (Seine), rue Martival, n° 49, par M. Victor-Michel Cheval, constructeur d'appareils d'éclairage et de chauffage, demeurant à Paris, rue Henri-Chevreau, n° 12 et 14, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 juillet 1903, pour bec renversé à incandescence.

52° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} septembre 1903, faite, suivant acte en date du 21 août 1903, à la Société Fleischmann et Bloedel, dont le siège est à Paris, rue de Turbigo, n° 51,

par la Société Nürnberger Spielesfabrik J. G. Schrödel, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 24 janvier 1903, pour flèche-jouet.

53° La mutation enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} septembre 1903, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal d'adjudication dressé, le 29 juillet 1903, en l'étude de M^e Baudrier, notaire à Paris, et aux termes duquel M. René Arnoux, ingénieur, demeurant à Paris, rue du Ranelagh, n° 45, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris par la Société générale de l'extraction de l'or, le 30 novembre 1899, pour nouveau procédé d'extraction de l'or de ses minerais ou des produits métallurgiques en contenant.

54° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 septembre 1903, faite, suivant acte en date du 13 août 1903, à la Société A. Courtine et C^e, dont le siège est à Maisons-Alfort (Seine); rue du Chemin-Vert, par M. Auguste Benjamin Courtine, fabricant de pâtes alimentaires, demeurant à Maisons-Alfort (Seine), rue du Chemin-Vert, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 novembre 1899, par MM. Amouroux et Goyard, et dont il est cessionnaire, pour nouvelle machine à plier le vermicelle.

55° La mutation enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 septembre 1903, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal d'adjudication dressé, le 20 juillet 1903, par M^e Vallée, notaire à Paris, et aux termes duquel M. Charles-Victor Thierry, ingénieur conseil, demeurant à Paris, rue de Malte, n° 48, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris par M. Brankowitch, le 17 avril 1901, pour frein pour cycles.

56° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de l'Hérault, le 23 septembre 1903, faite, suivant acte en date du 3 septembre 1903, à M. Léon-Jean-Pierre-François (prénomné habituellement Frantz) Malvezin, industriel, demeurant à Cauderan (Gironde), par : 1° M^{me} veuve Longuelanes (née Marie-Élisabeth Auzias), agissant tant en son nom personnel qu'en nom et comme tutrice légale de sa fille mineure Anne-Henriette Longuelanes; 2° M. Jean-Léon Longuelanes; 3° M^{me} Griffe (née Claire-Louise Longuelanes); 4° M. Charles-Jules Longuelanes; et 5° M. Louis-François Longuelanes, demeurant tous à Béziers, rue Cauterelles, n° 51, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1899, par M. Gasquet, et dont ils sont devenus propriétaires, pour un système de filtre.

57° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 septembre 1903, faite, suivant acte en date du 16 juillet 1903, à M. Victor Cheval, constructeur, demeurant à Paris, rue Henri-Chevreau, n° 12, par M. Henri Farjas, ingénieur, demeurant à Paris, rue de l'Arcade, n° 36, agissant au nom et comme liquidateur de la Société anonyme française des becs Julhe, dont le siège est à Paris, rue de l'Arcade, n° 36, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mars 1897, par M. Julhe, et dont elle est cessionnaire, pour un système de canalisation et de distribution du pétrole.

58° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 septembre 1903, faite, suivant acte en date du 16 juillet 1903, à M. Victor Cheval, constructeur, demeurant à Paris, rue Henri-Chevreau, n° 12, par M. Henri Farjas, ingénieur, demeurant à Paris, rue de l'Arcade, n° 36, agissant au nom et comme liquidateur de la Société anonyme française des becs Julhe, dont le siège est à Paris, rue de l'Arcade, n° 36, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 avril 1899, par M. Julhe, et dont elle est cessionnaire, pour nouveau brûleur à pétrole sous pression.

59° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 septembre 1903, faite, suivant acte en date du 16 juillet 1903, à M. Victor Cheval, constructeur, demeurant à Paris, rue Henri-Chevreau, n° 12, par M. Henri Farjas, ingénieur, demeurant à Paris, rue de l'Arcade, n° 36, agissant au nom et comme liquidateur de la Société anonyme française des becs Julhe, dont le siège est à Paris, rue de l'Arcade, n° 36, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mars 1900, par M. Julhe, et dont elle est cessionnaire, pour transformateur d'hydrocarbures liquides permettant l'éclairage par l'incandescence.

enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 septembre 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 16 juillet 1903, aux termes duquel M. Victor Cheval, constructeur, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, n° 12, a été autorisé à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par la Société anonyme française des becs Julhe, le 7 août 1900, pour mèche à pétrole ordinaire et les autres carbures liquides.

La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 septembre 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 16 juillet 1903, aux termes duquel M. Victor Cheval, constructeur, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, n° 12, a été autorisé à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par la Société anonyme française des becs Julhe, le 11 janvier 1902, pour lampes à pétrole de tous genres.

La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 septembre 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 16 juillet 1903, aux termes duquel M. Victor Cheval, constructeur, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, n° 12, a été autorisé à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par la Société anonyme française des becs Julhe, le 28 avril 1902, pour lampes à pétrole ou à alcool, imitant les rampes à récipient en

La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 septembre 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 16 juillet 1903, aux termes duquel M. Victor Cheval, constructeur, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, n° 12, a été autorisé à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par la Société anonyme française des becs Julhe, le 12 juin 1902, pour bec à pétrole ou à alcool, imitant les rampes à gaz.

La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 septembre 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 16 juillet 1903, aux termes duquel M. Victor Cheval, constructeur, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, n° 12, a été autorisé à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par la Société anonyme française des becs Julhe, le 9 août 1902, pour bec à pétrole ou à alcool, imitant les rampes à gaz.

La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 24 septembre 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date des 13 et 14 août 1903, aux termes duquel M. Alphonse Grenier, industriel, demeurant à Paris, rue Saint-Lazare, n° 70, a été autorisé à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par MM. Karloz et Serigiers, le 7 janvier 1901, pour système de filtre à gaz.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 septembre 1903, faite, suivant acte en date du 8 septembre 1903, par M. Alfred Arnold Hunting, demeurant à Salem, Mason Street, n° 26, État de Massachusetts (États-Unis d'Amérique), par M. George Seeley Hooker, demeurant à State Street, à Watertown, État de New-York (États-Unis d'Amérique), de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 22 janvier 1901, pour perfectionnements apportés aux cylindres sécheurs de machines à papier et autres.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 13 Novembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : TROUILLIOT.

N° 4468a. — *Décret qui proclame des Brevets d'invention et des Certificats d'addition.*

Du 22 Décembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le troisième trimestre de l'année 1903, tels qu'ils sont contenus dans les états ci-annexés.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

BREVETS D'INVENTION.

328013. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1902; Société C. Garnier et C^{ie} et M. Boyeux (A.), représentés par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — *Nouveau système de teinture.*

328014. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1902; Brousse (E.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Procédé pour l'assainissement des locaux humides, système E. Brousse.

328015. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1902; Jöst (J.-A.), à Paris, rue Oberkampf, n° 120. — Système de frein d'arrêt silencieux applicable aux jeux des petits chevaux et autres.

328016. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1902; Jeannerot (E.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Procédé de conservation des œufs.

328017. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1902; Mazaud (M.-M.) et Mazaud (J.-B.), représentés par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Aérostat dirigeable dit l'Elfa.

328018. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1902; Brousse (E.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Système de pavement dit le Pavimentum E. Brousse.

328019. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1902; Société Schneider et C^{ie}, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé et appareil de chargement rapide des canons de gros et moyens calibres.

328020. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1902; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23.

— Procédé pour la fabrication de matières colorantes substantielles secondaires en partant des éthers diazotiques de la mononitro-pyridinehydroquinone.

328021. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1902; Vaur (B.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Perfectionnements apportés dans les dispositifs pour la carburation de l'air admis dans les moteurs à explosion.

328022. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1902; Verdier (E.-A.-F.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Perfectionnements aux brûleurs à gaz d'alcool.

328023. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1902; Gommeret (F.), à Troyes (Aube). — Aiguille perfectionnée pour métier à tisser la bonneterie.

328024. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1902; Dubois (O.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Moteur rotatif.

328025. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1902; Pollak (M.), représenté par la société Mandier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur thermique.

328026. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1902; Société Schneider et C^{ie}, représentée par Bart, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau dispositif d'admission variable pour moteurs à gaz.

328027. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1902; Camin (P.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Brûleur d'éclairage et de chauffage utilisant un mélange de vapeurs d'alcool (ou d'hydrocarbures) avec l'air.

328028. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1902; Almer (F.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Fer spécial pour les cheveux, dit *fer-éclat*, et ses applications.

328029. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1902; Péchuens (B.), représenté par Freyrier-Dubouché et Jamiot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Appareil de sécurité pour piétons, applicable aux voitures à traction mécanique.

328030. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1902; Hugard (G.-H.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Perfectionnements aux écraseurs.

328031. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1902; Société Cyanid Gesellschaft m. b. H., représentée par Camblong, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de préparation des sels de cyanamide.

328032. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1902; Pile (L.-F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de volant à action directe.

328033. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1902; Moriceau (A.-F.), à Villiers-le-Bel Seine-et-Oise), élisant domicile chez M. Franck, avenue des Balignolles, n° 118, à Saint-Ouen (Seine). — Procédé nouveau d'enrichissement des minerais composés.

328034. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1902; Vierre (C.) et Kowachiche (F.), à Paris, rue du Turbigo, n° 3a. — Procédé de fabrication de colle végétalo-animale.

328035. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1902; Darmanier (M.) et Dalzon (A.), représentés par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Dispositif de manœuvre des mécanismes de fermeture de culasse à vis.

328036. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1902; Baillac (L.-F.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Nouvelle machine à élévation, applicable à tous les instruments de enivre.

328037. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1902; Hanché (F.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Procédé de fabrication spécialement applicable aux articles de coutellerie.

328038. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1902; Léon (M.), dit Mayer-Lévy, et Bénard (M.), représentés par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Machine à tisser.

328039. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1902; Laffé (N.-C.-M.-F.), boulevard Deforme, n° 24, à Nantes (Loire-Inférieure). — Nouveau microphone.

328040. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1902; Latour (M.), chez M. Saint-Martin, à Paris, rue Toulhier, n° 7. — Perfectionnements au moteur synchrone.

328041. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1902; Boucher (P.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux traverses métalliques pour voies ferrées.

328042. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1902; Martin (J.-B.-G.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements aux pipes, fume-cigarettes et fume-cigarettes.

328043. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1902; Barral (L.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Perfectionnement aux compteurs à champ tournant.

328044. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1902; Delbert (P.), représenté par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Ballon dirigeable.

328045. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1902; Laurens (R.-J.), à Paris, rue de Lyon, n° 24. — Compteur de liquides.

328046. Brevet de quinze ans, 2 août 1902; Société Siemens & Halske Aktien Gesellschaft, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil de sûreté pour machines d'extraction.

328047. Brevet de quinze ans, 4 août 1902; Bault (G.), avenue des Ponts, n° 5, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux moyens de fixer les agrafes des corsets au busc.

328048. Brevet de quinze ans, 4 août 1902; Schmidt (W.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Guidage pour pistons de machines à vapeur.

328049. Brevet de quinze ans, 5 août 1902; Shepherd (G.-H.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Appareil marqueur pour tracer les cours des jeux de plein air.

328050. Brevet de quinze ans, 5 août 1902; David (L.) et David (T.), représentés par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Appareil pour le découpage et collage simultané des mouches sur les deux faces d'un tissu.

328051. Brevet de quinze ans, 6 août 1902; Kornfeld (A.-I.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Procédé et appareil pour la distillation des huiles minérales et autres matières.

328052. Brevet de quinze ans, 7 août 1902; Deforge (C.-R.), avenue Sainte-Foy, n° 45, à Neuilly-sur-Seine (Seine). — Système et application de motif sur passementerie.

328053. Brevet de quinze ans, 8 août 1902; Marckwald (L.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé et appareil pour obtenir des dérivés chlorés, bromés, etc., des corps organiques liquides.

328054. Brevet de quinze ans, 9 août 1902; Nognès (P.) et Proveux (H.-M.), à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 9. — Procédé pour retarder ou empêcher la déflagration de la cellulose nitrée et l'inflammation de ses composés.

328055. Brevet de quinze ans, 9 août 1902; Michalot-Sirot (M.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Machine à lainer les tissus en travers.

328056. Brevet de quinze ans, 12 août 1902; Daunay (G.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Mécanisme de locomotion pour chevaux mécaniques et autres jouets d'enfants.

328057. Brevet de quinze ans, 12 août 1902; Jolicard (E.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Nouveau mode d'emploi de fluides travailleurs dans les moteurs.

328058. Brevet de quinze ans, 14 août 1902; Wacheux (C.-B.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine à donner les départs de courses.

328059. Brevet de quinze ans, 14 août 1902; De la Marioude de Clavigny (G.-J.-H.) et Nicole (G.-L.-H.), représentés par la société G. et P. de Mastrai, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Moteur domestique inexplosible à vapeur surchauffée.

328060. Brevet de quinze ans, 14 août 1902; Babillot (L.-G.), à Paris, rue de Malte, n° 48. — Système de becs à incandescence dits *Becs Babillot*.

328061. Brevet de quinze ans, 16 août 1902; Liais (L.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Lampe à incandescence par l'alcool ou par le pétrole.

328062. Brevet de quinze ans, 16 août 1902; Société D' Emmerich's Fleisch-Conservierungs-Gesellschaft m. b. H., représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé pour conserver la viande.

328063. Brevet de quinze ans, 18 août 1902; Société Badische Anilin & Soda-Fabrik, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production de colorants substantifs bleus.

328064. Brevet de quinze ans, 21 août 1902; Répin (C.-C.), à Paris, rue Dutot, n° 15. — Perfectionnements aux émulseurs.

328065. Brevet de quinze ans, 21 août 1902; Société Schneider et C^{ie}, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil compensateur automatique de l'inclinaison des tourillons pour obusiers de campagne, siège ou place.

328066. Brevet de quinze ans, 22 août 1902; Brosseau (A.-H.), côte Saint-Sébastien, à Nantes (Loire-Inférieure). — Perfectionnement aux moulins à billes et broyeur à boulets.

328067. Brevet de quinze ans, 22 août 1902; Duclos (E.) et Keim (S.), représentés par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Dispositif de refroidissement applicable aux culasses et aux soupapes des moteurs à explosions.

328068. Brevet de quinze ans, 23 août 1902; Casalonga (D.-A.), représenté par de la Calle, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvel égout de ville propre à recevoir et à charrier le tout à l'égout absolu.

328069. Brevet de quinze ans, 25 août 1902; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour oxyder des substances organiques.

328070. Brevet de quinze ans, 28 août 1902; Tugot (R.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de tissus enduits.

328071. Brevet de quinze ans, 28 août 1902; Appert (G.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermeture de sûreté pour portes en tous genres.

328072. Brevet de quinze ans, 29 août 1902; Pène (B.-M.-L.), à Lourdes (Hautes-Pyrénées). — Le *Propagateur électrique aérien* destiné à faire de la réclame dans les airs pendant la nuit.

328073. Brevet de quinze ans, 30 août 1902; Barnich (E.), à Haraucourt (Ardenes). — Voiture automobile, système Barnich, force dix chevaux.

328074. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1902; Perrier (O.), représenté par Coulomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Perfectionnements apportés aux appareils à distiller.

328075. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1902; Bernard (P.-J.), place de l'Hôtel-de-Ville, n° 9, à Rouen (Seine-Inférieure). — Enveloppe de pneumatique à tringles extensibles pour vélocipèdes, voitures et automobiles.

328076. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1902; Société Piguet et C^{ie}, représentée par Gruffe, rue de Paris, n° 2, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux moteurs.

328077. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1902; Keim (S.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Perfectionnements aux brûleurs à gaz d'alcool.

328078. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1902; Jousset (A.), place du Palais-de-Justice, n° 4, à Tours (Indre-et-Loire). — Bonde-valve, régulateur de fermentation.

328079. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1902; Bataille (E.) et Panier (L.), représentés par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Nouvelle carte postale illustrée.

328080. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1902; Bardey (L.) et Boyeux (A.), représentés par Babiloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Procédé d'obtention de peintures de tous genres en tons mats.

328081. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1902; Laur (F.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Aggloméré de lignite et d'anthracite et son procédé de fabrication.

328082. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1902; Highton (la dame Lillah Skouffos), représentée par Mostöcker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 17 — Procédé d'épuration des liqueurs alcooliques brutes.

328083. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1902; Fabre (A.), avenue de Belfort, n° 91, à Béziers (Hérault). — Treuil à manivelle *le Triomphe* pour la manœuvre des toiles, stores, monte-charge, fermetures métalliques ou autres.

328084. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1902; Fabre (A.), avenue de Belfort, n° 91, à Béziers (Hérault). — Treuil *l'Idéal* pour rouleaux de toiles, stores, devantures ou autres.

328085. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1902; Buisry (C.-L.-V.) et Mathiot (J.-E.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Composition à base de tourbe pour la fabrication de matériaux de construction, briques, dalles, carreaux, hourdis, etc., ainsi que du carton.

328086. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1902; Société Badische Anilin & Soda Fabrik, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production de couleurs laine.

328087. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1902; De Carlshausen (F.), représenté par Baron, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Turbine à air pour aéronef.

328088. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1902; Demachey (J.-G.-A.), représenté par Mostöcker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Boîte à feu pour chaudières à vapeur et autres applications analogues.

328089. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1902; Béguin (M.), cours Vitton, n° 9, à Lyon (Rhône). — Nouvel obturateur dénommé : *Clapet oxydote perfectionné*.

328090. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1902; Pédoncasso (B.), représenté par Freyrier Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouveau dispositif d'équilibre et de sûreté pour bicyclettes, motocycles, etc.

328091. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1902; Brasier (H.-G.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Véhicule automobile mixte pour voies ferrées et routes ordinaires.

328092. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1902; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication de nouveaux dérivés du phénol et de matières colorantes insolubles dans l'eau, qui en dérivent.

328093. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1902; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication de révélateurs photographiques à l'aide de sels d'alcali du glyoxalle ou de ses dérivés contenant un reste d'acétyle à l'azote.

330535. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Billard (P.), à Paris, avenue d'Orléans, n° 19. — Perfectionnement aux procédés de fabrication d'imitation des caissons acoustiques et nouveau dispositif pour leur assemblage et leur pose à sec.

330536. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Heise (C.), représenté par Hambarde à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Corset réglable.

330537. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Le Blanc (A.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Dispositif régulateur de voltage et contrôleurs de circuit pour appareils de charge.

330538. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Bauer (P.-S.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Jarretelle.

330539. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Campbell (H.-F.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de concentration des minerais.

330540. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Nevins (P.-J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moyens et appareils pour l'utilisation du flux et du reflux de la mer.

330541. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Mosticker (A.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé et dispositif pour la production d'un fluide pour l'actionnement des machines motrices et autres applications.

330542. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Cotton (F.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil pour l'utilisation, comme combustible, des hydrocarbures et autres liquides analogues.

330543. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Sticker (F.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Injecteur pour automobiles.

330544. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; McIntire (G.-A.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Pêle à ordures ménagères.

330545. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Hyernaux (J.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnement apporté à la construction des fours à air chaud pour boulangers et pâtisseries.

330546. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Souder (L.-G.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Escalier mobile.

330547. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Weck (B.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Bec de gaz à canaux disposés excentriquement pour la flamme principale et la flamme d'allumage.

330548. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Thera (E.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Machine à tisser suivant un modèle.

330549. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Rime (J.), représenté par la société Marillier et Bablot, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Porte-chapeaux pour étalages.

330550. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Watrous, représenté par la société Marillier et Bablot, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Chaise pour cuvettes avec siège.

330551. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Tauxiet (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux vitrines pivotantes.

330552. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Tauxiet (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux vitrines mobiles.

330553. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Quin (M.-L.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil accessoire s'employant avec les instruments de musique, tels que pianos, orgues, etc., pour l'enseignement de la musique aux débutants.

330554. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Densler (N.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux projectiles perçant les blindages.

330555. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Société The Brown Hoisting Machinery Company, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux argets extracteurs et élévateurs.

330556. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; De Touraine and Douglas (la dame), née Hamilton (F.-M.), représentée par Mauvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Construction perfectionnée de malle de voyage, dite malle-meuble.

330557. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Assouret (A.-E.), représenté par The-sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pied pour bicyclettes.

330558. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Michaud (J.), représenté par Chas-sent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle machine à imprimer et à couper le papier et le carton.

328081. Brevet de quinze ans, 13 sept.
Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. —
son procédé de fabrication.

328082. Brevet de quinze ans, 13 sept.
Skouffos), représentée par Mosticker, à P.
cédé d'épuration des liqueurs alcooliques h

328083. Brevet de quinze ans, 13 sept.
n° 91, à Béziers (Hérault). — Treuil à ma
tentes, stores, monte-charge, fermetures

328084. Brevet de quinze ans, 13 sept.
n° 91, à Béziers (Hérault). — Treuil l
tures ou autres.

328085. Brevet de quinze ans, 15 sept.
(J.-E.), représentés par Armengaud ai
Composition à base de tourbe pour
briques, dalles, carreaux, hourdis, c

328086. Brevet de quinze ans, 15
Fabrik, représentée par Blétry, à Pari
de couleurs laine.

328087. Brevet de quinze ans,
senté par Baron, à Paris, rue Sain

328088. Brevet de quinze ans
senté par Mosticker, à Paris, bou
dières à vapeur et autres applica

328089. Brevet de quinze an
n° 9, à Lyon (Rhône). — Nouv.

328090. Brevet de quinze ans.
Freydier-Dubreuil et Janicot, rue
veau dispositif d'équilibre et de

328091. Brevet de quinze an
Armengaud aîné, à Paris, bou
mixte pour voies ferrées et rou

328092. Brevet de quinze
leurs d'aniline, représentée
n° 23. — Procédé pour la l
colorantes insolubles dans

328093. Brevet de quinze
leurs d'aniline, représenté
n° 25. — Procédé pour la
d'alcali du glycocollé ou

.....
.....
.....

330535. Brevet de quinze
ans, n° 19. — Perte
écraniques et nouveau

330536. Brevet de quinze
à Paris, Boulevard de

330537. Brevet de quinze
Crespin, à Paris, rue
trôleurs de circuit p

330538. Brevet de quinze
société Brandon In

330539. Brevet de quinze
la société Brandon
tration des minéra

Dungeot frères.

représenté
à préparati

enté par Blétry
dissement auto

(P.-R.), repré
marchais, n° 95.
de céramiques div
soins humides.

représenté par Lav
échancier et rectifier

F., représenté par Lav
perfectionné pour la p

ad (J.-R.-F.) et Estier (H.-N)
audun, n° 7. — Grue flottan

Fairbanks (H.), représenté
rg, n° 23. — Perfectionneme

Mennétrier (E.), représenté p
N. — Système de bistouris, etc.

Calmant (F.), représenté par Stur
ipile à excentrique et à cliquet.

1903; Janeczek (F.), représenté par Lav
7. — Procédé et machine pour la tr

1903; Hastung (T.), représenté par N
1, n° 18. — Allumette de fumigation o

1903; Terry (A.-E.), représenté par B
main, n° 9. — Perfectionnements aux poign

15 mars 1903; Oliver (R.-S.), représenté par B
main, n° 9. — Perfectionnements aux corsets.

25 mars 1903; Bengué (J.-B.), représenté
n° 97. — Poire lance-parfum.

- 25 mars 1903; Société The Fleuss Patent Auto-
limited, représentée par la société G. et
C., n° 21. — Perfectionnements dans
l'eau dans les chaudières à vapeur et
- 5; Guerrero de Smirnoff (W.), repré-
senté par la société G. et C., boulevard Henri IV, n° 31. — Nou-
velles de Poliva.
- 25 mars 1903; Société Ordinance Improvement
Co., rue des Halles, n° 15. — Perfection-
nements d'obturation du système de Rango
- 25 mars 1903; Société Ordinance Improvement
Co., Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfection-
nements se chargeant par la culasse.
- 25 mars 1903; Orman (C.), Stephens (E.) et
C., à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. —
- 25 mars 1903; Fekete (K.) et Knopf (A.), repré-
senté par la société G. et C., boulevard de Magenta, n° 16. — Appareil pour humecter
- 25 mars 1903; Cazes (P.), représenté par Grimont
et Dumarchais, n° 67. — Traverses métalliques pour
- 25 mars 1903; Quenneville (A.), représenté par
la société G. et C., boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné
à la transmission.
- 25 mars 1903; Bilharz (E.), représenté par la
société G. et C., rue de Provence, n° 59. — Ampoule-seringue pour
différents usages.
- 25 mars 1903; Société Wilhelm Brückner & C^o,
Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système
de
- 25 mars 1903; Société Heimschutz Metallwaren-
fabrik, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Pro-
vence, n° 59. — Appareil pour becs à incandescence.
- 25 mars 1903; Société Williams Wire Hinging
Co., représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Pro-
vence, n° 59. — Appareil pour appliquer des charnières aux boîtes.
- 25 mars 1903; De Dion (A.) et Bouton (G.), repré-
senté par la société G. et C., boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements
- 25 mars 1903; Société J. Clerc et Gendre, repré-
senté par la société G. et C., boulevard Saint-Martin, n° 8. — Appareil de
microtome, pour découper en pellicules très minces les viscères ou
autres destinées à l'examen microscopique.
- 25 mars 1903; Ehrmann (H.-E.), représenté par
la société G. et C., boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux tubes.
- 25 mars 1903; Schlick (O.), représenté par Bletty,
boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour atténuer les mouvements
des navires.
- 25 mars 1903; Dould (C.-E.), représenté par Stutz,
rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Mécanisme de commande perfec-
tionné pour vélocipèdes.
- 25 mars 1903; Maetschke (M.), représenté par
la société G. et C., rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé permettant d'obtenir des dis-
cours d'agar-agar à haute teneur.

330559. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Société Les fils de Peugeot frères, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif destiné à régler la vitesse des moteurs à explosions.

330560. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Luallen (S.-V.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'attache de la soie pour broches à dents d'un nouveau genre.

330561. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; De Civry (J.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Crampon amovible pour chevaux de course.

330562. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Luhr (O.) et Andresen (T.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil de graissage aux matières lubrifiantes pulvérulentes sèches.

330563. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Contal (H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Connexion souple et hermétique pour accumulateurs électriques.

330564. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Société Kopp et Joseph, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour la préparation rapide de solutions diluées de matières difficilement solubles.

330565. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Stevens (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour l'agrandissement automatique de photographies.

330566. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; De Blottiere (J.-P.-R.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Méthode d'émaillage et de décoration à la presse des produits céramiques divers obtenus avec ou sans engobe, au moyen de poudres plus ou moins humides.

330567. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Thirion (V.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Machine à échançurer et rectifier le pavé et la queue des talons en bois pour chaussures.

330568. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Lacroix (F.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil perfectionné pour la production du gaz acétylène.

330569. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Prouteau (J.-R.-F.) et Estier (H.-N.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Grue flottante pour la manutention rapide des fardeaux des navires.

330570. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Fairbanks (H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans les machines à fabriquer le papier.

330571. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Mennétrier (E.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Système de bistouris, etc., démontables.

330572. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Calmant (F.), représenté par Sturm à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Serre-joint rapide à excentrique et à cliquet.

330573. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Janecek (F.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Procédé et machine pour la transformation de chaleur en travail.

330574. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Hastung (T.), représenté par Nardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Allumette de fumigation ou désinfection.

330575. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Terry (A.-E.), représenté par Hecroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux poignets pour instruments de gymnastique.

330576. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Oliver (R.-S.), représenté par Hecroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux corsets.

330577. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Bengué (J.-B.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Poire lance-parfum.

330578. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Société The Fleuss Patent Automatic Boiler Feed and Motor Car Syndicate Limited, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les appareils servant à régler l'alimentation de l'eau dans les chaudières à vapeur et du combustible dans les appareils de chauffage.

330579. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Guerrero de Smirnof (W.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau procédé d'utilisation des grignons dégraissés de l'olive.

330580. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Société Ordnance Improvement Company, représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux obturateurs des mécanismes d'obturation du système de Bange ou d'un système analogue.

330581. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Société Ordnance Improvement Company, représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux percuteurs des canons se chargeant par la culasse.

330582. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Orman (C.), Stephens (E.) et Hume (W.-W.), représentés par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Presses d'emballage.

330583. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Fekete (K.) et Knopf (A.), représentés par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Appareil pour humecter les doigts.

330584. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Cazes (P.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Traverses métalliques pour voies ferrées.

330585. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Quenneville (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné au déplacement des courroies de transmission.

330586. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Bilharz (E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Ampoule-seringue pour injections hypodermiques et autres usages.

330587. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Société Wilhelm Brückner & C^{ie}, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de chauffage à l'eau chaude.

330588. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Société Heimschutz Metallwarenfabrik G. m. b. H., représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Tige porte-manchon pour becs à incandescence.

330589. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Société Williams Wire Hinging Machine Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à appliquer des charnières aux boîtes.

330590. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; De Dion (A.) et Bouton (G.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux carburateurs.

330591. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Société J. Clerc et Gendre, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Appareil de précision, dit *microtome*, pour découper en pellicules très minces les viscères ou autres matières destinées à l'examen microscopique.

330592. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Ehrmann (H.-E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux flûtes.

330593. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Schlick (O.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour atténuer les mouvements d'oscillation des navires.

330594. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Dould (C.-E.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Mécanisme de commande perfectionné pour vélocipèdes.

330595. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Maetschke (M.), représenté par Blétry, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé permettant d'obtenir des dissolutions limpides d'agar-agar à haute teneur.

330596. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Schmidt (H.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Soupape à ressort plat.

330597. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Leoben (G.-A.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Appareil destiné à mélanger deux fluides.

330598. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Houdry (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Chauffage auto-gazogène.

330599. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Moreau (A.-A.-M.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Engrenage automatique pour batteuses à céréales et à graines fourragères.

330600. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Société Keller frères, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Médaille. Médillon ou plaquette à éclipse avec ou sans rétroéclairage.

330601. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Millien (A.), représenté par Rabifond, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Moyen d'augmenter la puissance de moteurs à explosions.

330602. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Guiguet (L.), représenté par Grunier, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 51, à Lyon (Rhône). — Bandage élastique increvable pour roues de véhicules.

330603. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Marin-Giroudon (N.), représenté par Rabifond, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux réchauffeurs à alcool et autres liquides combustibles.

330604. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Sandt (F.-L.), rue Maguelon n° 19, à Montpellier (Hérault). — Le résumeur Sandt.

330605. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Savy (L.-J.-B.), à Chamonix (Savoie). — Changement de vitesse pour bicyclettes.

330606. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Pellé (F.-A.), représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Machine rotative.

330607. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Wanecek (F.), représenté par Bertin à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Procédé de traitement des gaz pauvres.

330608. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Mahieux (G.), représenté par Mahvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Composition ininflammable, dite *goudron de Syracuse*.

330609. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Fortun (R.) et Semprum (E.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé industriel permettant la soudure solide et parfaite de l'aluminium et de ses alliages.

330610. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Société de Bucourt frères, représentée par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Moules et matrices pour machines à fabriquer les poteries.

330611. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Delsart (A.) et Mariasme (L.), représentés par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans le dressage, l'égrillage, l'adoucissage et le polissage des marbres, glaces et autres matières à polir.

330612. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Varley (T.-W.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Dispositif permettant la lecture exacte des appareils de mesure électriques.

330613. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Block (L.), représenté par Faber à Paris, rue de Provence, n° 62. — Porte-livre.

330614. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Cron (L.), représenté par Gudma à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé pour extraire la farine du blé.

330615. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Kunert (O.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Emploi de maux pour la fabrication d'un pain pour animaux.

330616. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Neumann (F.-H.-F.), représenté par la société Mathey frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Haussmann IV, n° 31. — Procédé et appareil pour la fabrication de pâte de cacao avec des fèves de cacao contenant des substances grasses.

330617. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Gossinichel (D.-C.), représenté par Jert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système d'attache du pneumatic aux véhicules.

330618. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Société Liquid Self Measurement Company Limited, représentée par Bost, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil pour le débit et la mesure des fluides.

330619. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Parvey (V.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Bandage de roue.

330620. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Desfemmes (G.), représenté par Gard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Roue à jante métallique.

330621. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Roche (E.), représenté par Boramé Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Frein réducteur des oscillations des appareils de pesage ordinaires et automatiques.

330622. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Raison commerciale Fellner & Ziegler, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et appareil pour l'alimentation uniforme de substances pulvérulentes.

330623. Brevet de dix ans, 26 mars 1903; Celle (F.), représenté par la société Varillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Boîtier protecteur pour montres.

330624. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Kückenhöner (H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tambour rotatif pour le séchage et la déshydratation des matériaux terreux.

330625. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Wehrle (X.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tracteur avant-train remplaçant l'avant-train des voitures à traction animale pour la transformation de celles-ci en véhicules automobiles.

330626. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Byers (C.-A.) et Abbey (E.-F.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mécanisme pour ajuster les bois ou montures de brosse dans les machines à garnir ces bois ou montures.

330627. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Byers (C.-A.) et Abbey (E.-F.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à fabriquer les brosses.

330628. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Lindeman (J.-M.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Autel transitaire pour foyers de chaudières.

330629. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Ulrich (F.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau genre de récipient en papier ou carton.

330630. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Serin (J.-C.-L.-D.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Genre de plissé et ses moyens de fabrication.

330631. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Stanley (R.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux machines à mouler les briques, cuvettes de lavabos et autres produits analogues en terre.

330632. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Stanley (R.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Machine pour fabriquer les briques à circulation d'air, les tuiles ou carreaux perforés et autres objets analogues en terre.

330633. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Elliott (W.-S.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux appareils à nettoyer les

330634. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Mortimer-Sterling, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les manchons à incandescence.

330635. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Best (W.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux appareils d'allumage électrique des lampes de sûreté pour mineurs.

330636. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Société Warner and Swasey Company, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Système perfectionné de télémètre de dépression.

330637. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Stappen (R.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Timbre dateur à réglage automatique.

330638. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Redde (E.), à Paris, rue Berzélius, n° 13. — Moteur automatique électro-mécanique.

330639. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Painter (R.-M.) et Butlers (J.-P.), représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux fusils-jouets se chargeant par la culasse.

330640. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Leibbrand (C.-H.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux boîtes des machines à écrire.

330641. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Weisser (T.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux métronomes.

330642. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Deininger (H.) et André (H.), représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Appareil évaporateur de liquides.

330643. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Société Caralp et Laur, à Paris, boulevard d'Italie, n° 55. — Application des aimants adaptés aux encriers.

330644. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Bourlat (G.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Appareil pour séparer les particules ou graines rondes des corps ou objets étrangers qui s'y trouvent mélangés.

330645. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Schade van Westrum (L.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Liquide arroseur pour l'arrosage des rues.

330646. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Conil (P.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Désinfecteur automatique et spontané pour la désinfection des appareils téléphoniques.

330647. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Bouteau (M.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau produit pour l'alimentation des chevaux et du bétail et son procédé de fabrication.

330648. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Hasafeld (L.-S.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Éponge en déchets de coton nettoyés ou désinfectés en remplacement des torchons ou serviettes ordinaires.

330649. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Voiry (R.) et la société J. de la Fresnaye et C^{ie}, représentés par Bert, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 7. — Procédé et dispositif pour la distillation, la séparation ou l'extraction en vase clos des liquides volatils seuls ou contenus dans des matières fixes.

330650. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Société E. Theissier et P. Giron, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif de fermeture pour appareils à fabriquer les eaux gazeuses et en général pour tous récipients sous pression.

330651. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Belloni (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Étrier de sûreté.

330652. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; André (H.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Moteur rotatif à explosion.

330653. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Société Elektrizitäts-Aktien-Gesellschaft vorm. W. Lahmeyer & C^e, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé pour empêcher la formation des étincelles et augmenter la précision dans la mesure électrique des vitesses.

330654. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Drechsler (F.-J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à trier les fruits en grains.

330655. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Perkiewicz (M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour revêtir d'un enduit protecteur contre les efflorescences et contre les effets de l'enfumage les briques sortant de la presse à mouler en bandes.

330656. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Zurfluh (A.-C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de dispositif de serrage pour chevilles d'instruments à cordes.

330657. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Société Heinrich Lapp Aktiengesellschaft für Tiefbohrungen, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil pour mesurer la déviation de la verticale des trous de sonde.

330658. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Société Vidus-Huet et V. de Castele, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux bouchons mécaniques pour le bouchage hermétique des bouteilles, bocaux et autres récipients.

330659. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Quefféléant (Y.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la fabrication d'articles en bois moulé.

330660. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Marot (H.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Dispositifs pour moteurs à explosion, à vapeur d'eau, à air comprimé, et en général quel que soit l'agent moteur, mais à cylindres tournants.

330661. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Choquart (M.), rue de Paris, n° 109, à Pantin (Seine). — Marque métallique pour moutons et autres animaux domestiques.

330662. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 10. — Perfectionnements aux coupe-circuits électriques.

330663. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 10. — Perfectionnements aux dispositifs de soufflage des arcs électriques.

330664. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 10. — Perfectionnements aux disjoncteurs électriques.

330665. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Salgués (A.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif pour le traitement électrochimique des minerais de zinc ou autres métaux volatilisables en vue de l'extraction des métaux qu'ils contiennent.

330666. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Jouve (A.), à Paris, rue de Poissy, n° 6. — Emplois nouveaux de siliciures métalliques.

330667. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Meunier (J.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé pour empêcher la liquation du beurre fondu pendant sa solidification.

330668. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Crosta (L.-W.) et la société The Railway & General Engineering C^e Limited, représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Pot d'échappement silencieux.

330669. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Meunier (P.) et Mounier (G.), représentés par Caille, rue de Courcelles, n° 64, à Levallois-Perret (Seine). — Nouveau dispositif de grille-support pour accumulateurs.

330670. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Benoît de Laitte (L.), à Paris, rue des Acacias, n° 8. — Manchons à incandescence.

330671. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Powell (W.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Nouveau procédé d'imprégnation des bois et produit résultant de l'opération.

330672. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Föld (W.), représenté par la société Brandoz frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mode de production de l'oxyde de baryum et des cyanures au moyen de capsules.

330673. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Trautmann (M.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Dispositif pour transformer une machine à coudre en machine à broder.

330674. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Herfs (la dame), née H. Baummeister, représentée par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Appareil pour recueillir et absorber les gouttes des liquides tombant des récipients après l'usage.

330675. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Homo (A.-A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Machine à nettoyer les couteaux.

330676. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Nerson aîné (M.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif pour la fabrication mécanique des boîtes en carton.

330677. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Irving (E.-C.) et O'Donnell (J.-P.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux systèmes pneumatiques de signaux pour chemins de fer et aux soupapes électro-pneumatiques correspondantes.

330678. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Burin (H.-E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mécanisme distributeur à déclenchement monétaire.

330679. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Labaye (H.), représenté par Grimon et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil de contrôle.

330680. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Briet (M.), à Paris, rue Damremont, n° 57. — Graisseur mécanique avec vis d'Archimède et régulateur de pression.

330681. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Langé (G.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à confectionner et contrôler les tickets de chemins de fer et autres.

330682. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Vaughan (J.-M.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux filtres.

330683. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Rose (J.-M.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Instrument pour l'adjudage des couteaux et lames similaires.

330684. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Joffrin (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lampion.

330685. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Marteau (C.-C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application des moteurs à explosions comme générateurs compresseurs.

330686. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Simon (Z.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'échelle de sauvetage.

330687. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Woller (A.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Appareils à serrer et sécher applicables aux matières à tricoter à plat.

330688. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Pons (P.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Moteur spécial à air comprimé pour automobiles, bateaux, etc.

330689. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Brigham (E.-M.), représenté par Bétty, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif d'attache pour corsets et autres objets de vêtements.

330688. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; De Wagon (E.-T.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bandage élastique pour roues de voitures, etc.

330691. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Compagnie Maggi, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour denser aux liquides ou solides un état de viscosité et de porosité tel que ces substances soient directement et complètement solubles.

330692. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Brown (S.-G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils téléphoniques.

330693. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Leroy (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil photographique donnant à volonté, soit des vues stéréoscopiques, soit des vues simples dites panoramiques.

330694. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Moutier (A.) et Maillet (A.), représentés par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour la fabrication de tapis-titres et autres articles similaires en tourbe *lignée*.

330695. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Radovanovic (A.), représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif pour capter les gaz brûlés et pour aspirer l'air en la charge dans les moteurs à explosion deux temps.

330696. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Raymond (P.-A.), représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bouton-tourniquet à ressort, applicable à la serrurerie, sellerie, menuiserie.

330697. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Winsch (J.) et Lazarowicz (J.), représentés par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif de propulsion pour moteurs ou aérostats.

330698. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Société française de chaleur et lumière, représentée par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Brûleur à gaz pour chauffage.

330699. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Major (H.-L.-A.), à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 91. — Condensation des produits concourant à la composition de l'eau de javel et leur compression en pastilles de différentes formes.

330701. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Major (H.-L.-A.), à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 91. — Application de la peau lavable, quelle que soit la nature de son tannage, à la fabrication des articles orthopédiques et de toilettes de toute nature.

330701. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Boyer (la dame M.), chemin de la Vermille, n° 31, au Bouscat (Gironde). — *La Favorite*, pommade pour le nettoyage des métaux, du marbre, des carreaux, des métaux et principalement du cuivre.

330702. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Pégulu, rue de Paradis, n° 442, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Compresseur rotatif automatique dynamo-hydraulique pour huilerie et autres industries.

330703. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Latté (E.), représenté par Haeblerlin, rue du Mail, n° 19, à Angers (Maine-et-Loire). — *Phare-réclame* tournant à mouvement continu ou discontinu automatique et éclairage intermittent.

330704. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Daloz (E.-V.) et Daloz (J.-F.), à Essia (Jura). — Appareil applicable aux faucheuses en vue de les transformer en moissonneuses et servant à retourner la javelle.

330705. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Kelly (J.-J.), représenté par Holzer, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux pipes, aux cigares et fume-cigares.

330706. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Wright (W.-E.), représenté par Lecoq et Muel, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau protecteur contre la rouille pour automobiles et véhicules analogues.

330707. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Schmid (A.), à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de brosse à dents à injection buccale, dite *la Parfaite*.

330708. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Bernier (A.), représenté par Bonnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Fourneau à vapeurs d'hydrocarbures.

330709. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Meyer (P.), représenté par Bonnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Bouchon de bouteille inviolable, système Meyer.

330710. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Casada (G.), représenté par Coulomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Moteur basé sur l'application du principe d'Archimède.

330711. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Ziegenberg (R.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Compteur d'électricité.

330712. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Zucker (K.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Assemblage en croix pour fers profilés.

330713. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Fritz (F.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Brosse à dents avec récipient pneumatique pour le liquide dentrifice ou autre.

330714. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Lederer (L.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé de fabrication de combinaisons de cellulose façonnées.

330715. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Société Schöben & Krudewig Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé et disposition pour la production de vapeur aux appareils à gazogène par aspiration.

330716. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Société F. Butzke & C^e, Aktiengesellschaft für Metall Industrie, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Vaporisateur d'alcool brûlant en bec Bunsen.

330717. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Pinchetti (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système d'assemblage à coutisse pouvant être appliqué à la construction de supports pour papiers, porte-monnaie et autres objets.

330718. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Trautmann (M.) et Helbig (E.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif de contrôle pour robinets de débit et analogues.

330719. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Kuch (A.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Multiplicateur de forces.

330720. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Grasset (P.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Nouveau dispositif pour remplacer les robinets dans les réservoirs à eau chaude, bain-marie, etc.

330721. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Raworth (J.-S.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moyens pour contrôler la vitesse de véhicules électriques.

330722. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Walker (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mannequin pour couturières.

330723. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Hämig (C.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Système de navette à enfleur automatique.

330724. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Société suisse du bonchage par le bois, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la fabrication de bouchons en bois.

330725. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Marie (E.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Châssis de voiture.

330726. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Lenoir (L.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appui avec cornières pour portes et fenêtres, système L. Lenoir.

330727. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Cabaret (J.-F.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Pince à développer.

330728. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Société Elektrizitäts Aktien-Gesellschaft vorm. W. Lahmeyer & C°, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé de compensation des variations de tensions dans les indicateurs électriques de vitesse.

330729. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Keller (M.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de lame flexible et son mode de fixation.

330730. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Dommerque (F.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de commutateur téléphonique à groupes et à batterie centrale.

330731. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Foucault (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle pâte à affûter et à polir.

330732. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Société E. Thomé fils et M. Mairesse, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de protecteur pour meules.

330733. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Firma Arthur Koppel, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fixation des rails.

330734. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Société Thiolat frères, représentée par Asci, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Genre de boîte pliante en papier ou en carton d'une seule pièce.

330735. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Jofeh (J.), représenté par Nachardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Auto-encaisseur administrant de l'électricité.

330736. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Granjon (R.), représenté par Rigot et Prevost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Nouveau système de dispositions de flammes pour l'éclairage par l'acétylène.

330737. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Bitner (H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux dispositifs de connexions pour portes à coulisse.

330738. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Burns (G.-J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à plisser les matières dures.

330739. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Maley (H.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Porte-clichés pour presses à imprimer.

330740. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Société The American Stoker Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Foyer à grille tournante.

330741. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Société Crown Seat Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Siège de water-closet.

330742. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Société National Phonograph Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Cylindres vierges ou enregistrés pour phonographes et leur procédé de fabrication.

330743. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Rozier (F.-M.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Procédé et appareil destinés à la fabrication mécanique des tuyaux en béton ou mortier de ciment armé et comprimé.

330744. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Castaing (L.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Balai à pulvérisation d'eau.

330745. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Heilmann (H.-G.), représenté par la société Marillier et Rebelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif de sûreté pour écrou.

330746. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Boissier (H.-P.), représenté par la société Marillier et Rebelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils pour produire le gaz carburé destiné au chauffage et à l'éclairage.

330747. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Baudr (H.), à Paris, rue Mastel, n° 12. — Produit dénommé l'Alcator, emastique antiseptique à l'aide de l'aldehyde formique.

330748. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Thiers (E.-A.-F.), représenté par Blotier, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Perfectionnements dans les appareils d'allumage et d'extinction à distance.

330749. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Société Aktiengesellschaft verm. H. Meisicke, représentée par Stütz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système de volant à ailettes pour compteur à eau.

330750. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Société Aktiengesellschaft verm. H. Meisicke, représentée par Stütz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Dispositif protecteur pour le mécanisme de transmission de compteurs à eau.

330751. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Société Aktiengesellschaft Separatoren, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux manivelles destinées aux machines à rotation rapide.

330752. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Société Rheinische Metallwaren und Maschinenfabrik, Abteilung Sömmerda, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Fusée à simple ou à double effet pour obus à charge brisante dans laquelle le détonateur est relié solidement au corps de la fusée.

330753. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Stearns (C.-H.), représenté par Klotz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé de fabrication de filaments de cellulose.

330754. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Collin (F.-J.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Distribution de gaz dans les fours à coke.

330755. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Firma Niederrheinische Schuhfabrik Johann Michael, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnement apporté à la fabrication de chaussures.

330756. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Petersen (J.-H.) et Thielsen (C.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif de fermeture automatique pour liquides sirupeux.

330757. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Collet (R.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Régulateur d'amarce.

330758. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Bradley (L.) et Allen (S.), représentés par la société Matray Frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 32. — Alécostat avec appareil de réglage.

330759. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Cowey (L.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Appareil perfectionné pour verser des quantités déterminées du liquide contenu dans des bouteilles et autres récipients analogues.

330760. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Firma J. Hirschhorn, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Système de poche à alcool.

330761. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Firma J. Hirschhorn, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Dispositif pour alimenter de combustibles rigols d'amarçage dans les poches à alcool.

330762. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Société Brown-Winstanley Manufacturing Company, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Boîte porte-bouteille.

330763. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Grédat (G.), représenté par Chaveant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour la transformation en éponge de fer, d'un mélange de minerai de fer et de charbon pulvérisés.

330764. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Durrieu (R.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Châssis perfectionné servant à maintenir pendant le sciage les pièces à assembler par ongles.

330765. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Société The One Minute Churn Company, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux barattes.

330766. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1903; Manker (C.-A.), représenté par Borani et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux bateaux.

330767. Brevet de quinze ans, 31 février 1903; Haug (H.-N.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux sécheries pour poissons.

330768. Brevet de quinze ans, 23 février 1903; Fivesch (L.-L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Joint pour rails.

330769. Brevet de dix ans, 4 février 1903; Lambert (L.), à Tlemcen (Oran). — Appareil producteur de gaz acétylène à chute de carbure dans l'eau, distribution par cloche rotative, dénommé *l'Automatic*.

330770. Brevet de quinze ans, 27 février 1903; Frénot (E.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Nouveau dispositif de bec à gaz acétylène.

330771. Brevet de quinze ans, 11 mars 1903; Gringoire (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pain de guerre.

330772. Brevet de quinze ans, 16 mars 1903; Compagnie générale française de distributeurs automatiques, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil à déclenchement monétaire pour le timbrage des lettres, système *Carcelle*.

330773. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Bourchanin (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Piège à papillons, dit *Piège Beaujolais*.

330774. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Durrieu (R.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif de rotation articulée sphérique ou à roûle.

330775. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Mc.Donnell (H.), représenté par de Lenclos, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Système perfectionné de roulette pour meubles.

330776. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Hatz (H.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Nouveau système de fermeture à charnières pour portes et fenêtres.

330777. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Wistrup Jr (W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif pour contrôler le nombre et la durée des courses des voitures de place.

330778. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Société anonyme Westinghouse, représentée par Tailleur, à Paris, rue Saint-Georges, n° 28. — Perfectionnements aux trains à air et autres fluides.

330779. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Cole (A.-L.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux joints semi-métalliques.

330780. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Thuillier (A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Distributeur automatique.

330781. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; O'Donnell (L.-P.) et Irving (E.-C.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux signaux pour chemins de fer.

330782. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Gil (H.) et Delbourg (A.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil pour mirer les œufs.

330783. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Lardon (J.-B.), rue Claude-Delaunay, n° 27, à Saint-Étienne (Loire). — Appareil romaine pouvant s'adapter à tous métiers, tambours Jacquard ou velours.

330784. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Rolland (A.-J.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermoir pour buses de corsets et autres applications.

330785. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Viebahn (A.), représenté par Mesenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Mécanisme de commande pour machines-outils avec dispositif permettant de communiquer un mouvement d'avance ou de recul à une pièce de la machine mobile avec un arbre.

330786. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Bardsley (J.), représenté par Galman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Ferme-porte.

330787. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Rouy (L.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux citbaires.

330788. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Société industrielle de photographie, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et dispositif pour l'envidage des bandes de papier, étoffe, etc.

330789. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Lafeuille (J.-C.-F.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil multicellulaire pour le moulage et le turbinage des pains de sucre.

330790. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Parkin (J.-W.) et Parkin (H.-W.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les mécanismes de changement de vitesse et de marche.

330791. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Persin (R.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Rupteur électro-magnétique pour l'allumage électrique des moteurs à explosion par étincelle d'extra-courant.

330792. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Karrer (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour découvrir les défauts d'étanchéité dans les conduits, récipients, etc., contenant des matières à réaction chimique.

330793. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Ljungström (F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Condenseur.

330794. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Oury dit Henry (J.-F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Sèche-linge.

330795. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Société The Birmingham Small Arms Company Limited, les sieurs Driver (A.-H.-M.) et Norman (G.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements au forage des canons et autres parties des armes à feu de petit et de gros calibre, au forage des tubes et autres objets analogues et aux machines et dispositifs servant à ce forage.

330796. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Société Gebrüder Alb, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Panier à bouteilles muni de languettes à ressort s'engageant dans chaque fond de bouteille.

330797. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Wesser (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux presses à cylindre pour imprimer les papiers peints, etc.

330798. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Tellier (A.-J.-A.), représenté par Muzet, à Paris, rue de Richelieu, n° 41. — Appareil d'échappement dans l'eau pour moteurs à explosion.

330799. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Lamy (E.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Produit nouveau pour la mode, les plantes ou fleurs artificielles, etc.

330800. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Tessier (A.-C.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil automatique pour la fabrication d'un gaz propre à l'éclairage.

330801. Brevet de quinze ans, 14 mars 1903; Gérandal (C.), à Hussein-Dey (Alger). — Système de construction en sidéro-briques.
330802. Brevet de quinze ans, 23 mars 1903; Dubedout (J.-B.), à Oran. — Flèche porte-amarrée Dubedout, destinée au sauvetage des naufragés.
330803. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Girard fils (S.-M.), à Saint-Rémy, par Saint-Eugène (Oran). — Moteur rotatif à acide sulfureux liquide.
330804. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Maunsell-Smyth (G.-H.), à Exideuil-sur-Vienne (Charente), élisant domicile au consulat des États-Unis d'Amérique, rue d'Isly, n° 5, à Limoges (Haute-Vienne). — Perfectionnements à la fabrication des tubes en papier.
330805. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Dupré (M.), représenté par Ducasson, rue de la République, n° 62, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Floteur submersible à acétylène pour renflouement de navires et objets naufragés.
330806. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Béors (J.-A.), à Bléré (Indre-et-Loire). — Système de commande rigide pour bicyclette à pétrole.
330807. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Heibling (J.), à Fos (Haute-Garonne), élisant domicile chez le sieur Pépin, rue Notre-Dame, n° 110, à Bordeaux (Gironde). — Procédé de fabrication de la soude et de la potasse caustiques, du chlore et de l'acide chlorhydrique par voie électrolytique.
330808. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Coudert (C.), à Thiers (Puy-de-Dôme). — Moyen de fabriquer des aliments complets pour le bétail.
330809. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Robinet (H.-J.), Morel (F.-J.) et Longchamp (P.-A.), rue Moncey, n° 9, à Besançon (Doubs). — Appareil de fuite en cas d'incendie dit *le Sauveteur*.
330810. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Dumont (E.), représenté par Gay, rue Saint-Julien, n° 20, à Rouen (Seine-Inférieure). — Perfectionnements dans la fermeture des bouteilles, flacons, bocaux, pots, etc.
330811. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Maujean (E.), à Paris, rue de Toul, n° 35-37. — Dispositif de jauge pour tous liquides.
330812. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Société Justin Landry et G. Beyroux, à Paris, rue Albouy, n° 19. — Machine à coudre à crochet rotatif et à entraîneur rotulaire.
330813. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Behr (B.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Canon à tir rapide.
330814. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Wotschak (R.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Bouton double démontable pour courroies et sous-pieds de pantalon.
330815. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Steinmann (F.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Moulin à disque dont les lames à tranchants sont disposées dans les disques.
330816. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Société Neumann et Marx, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Barrette serre-tresse pour la coiffure.
330817. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Montupet (A.), à Paris, rue de la Voûte, n° 25. — Extraction et utilisation des jus sucrés ou autres de toutes matières.
330818. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Dubois (H.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Dispositif d'accouplement à vitesse variable de l'arbre commandé.
330819. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Société The International Fuel Company, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Machine perfectionnée pour fabriquer des briquettes.
330820. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Hénies (E.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif de sûreté pour tirelignes.
330821. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Grote (H.-G.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Siège suspendu.

330822. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Goodson (G.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif électrique d'allumage pour moteurs à explosion.

330823. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Goodson (G.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif électrique d'allumage pour moteurs à explosion.

330824. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Pesce (G.) et Pieri (P.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bretelles, gilets et vêtements hydrostatiques, bouées et autres appareils de sauvetage, maritime et fluvial.

330825. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Duffield (J.), Bennett (J.-F.) et Moorwood (H.-S.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les carburateurs pour voitures automobiles et autres.

330826. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Société Mollet-Fontaine et C^{ie}, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Moule pour la fabrication de plaquettes de sucre.

330827. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Subrenat (J.-R.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de changement de vitesse et de marche.

330828. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Cléro (A.-G.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tombe remorquée pour le transport des cadavres.

330829. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Société E. Ruoff et C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de microphone.

330830. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; De Smidt (L.-B.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de formilles agrandisseur pour conformer les chapeaux.

330831. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Bea (N.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Havre-sac métallique absolument hermétique formant flotteur.

330832. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Gigot (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de sauvetage équilibré.

• 330833. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Comminon (L.) et Dumestre (G.), représentés par Borani et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Strapontin porte-chapeau.

330834. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Hytenbogaert (J.-W.-H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Avertisseur d'inondation.

330835. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Hytenbogaert (J.-W.-H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Horloge électrique secondaire.

330836. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Mallory (M.-H.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Boutons pour cols, manchettes, etc.

330837. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Churchill (T.-H.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Lit d'enfant pliant.

330838. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Germain (C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif d'éclairage par l'alcool.

330839. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Ponthieu (la dame veuve Émile), nee Poulet (E.-A.-L.), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Chaîne à maillons articulés ou non avec gorge extérieure pour les installations électriques.

330840. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Barker (J.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 29. — Procédé de fabrication du son et produit qui en résulte.

330841. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Société Lapiarre frères et C^{ie}, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif spécial et objectif redresseur applicable à différents types d'appareils stéréoscopiques.

330842. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Norrie (R.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Perfectionnements apportés aux machines à cisailier aux emports-pièces et aux machines analogues.

330843. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; De Saint-Guilhem (E.), représenté par la société Expansion Frères, à Paris, rue de Brvenne, n° 59. — Pompe pneumatique.

330844. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Littauer (W.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 34. — Perfectionnements aux agiles pour vêtements.

330845. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Miller (J.-D.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 34. — Perfectionnements aux systèmes de fermeture pour croisées, jalousies, etc.

330846. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Watson (F.-H.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 34. — Instrument de musique.

330847. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Bradley (E.-F.), et Edmunds (H.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux embrayages plus spécialement destinés aux automobiles.

330848. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Delbret-Clavierie (C.-A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Corset hygiénique.

330849. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Atkins (G.-J.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux piles ou électrodes ou appareils électrolytiques, etc.

330850. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Société Rappold et Steiger, représentée par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Presse sèche, avec table rétractive.

330851. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Tézouze (A.), Weidler (H.) et Caillard L., représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 43-47. — Système de montage des plaques d'accumulateurs évitant toute chute de matière active.

330852. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Dumont (G.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 43-47. — Attache à branches indépendantes articulées pour jarretelles, bretelles, etc.

330853. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Towleff (T.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Chaussure hygiénique.

330854. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Tottiereau (L.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Filtre centrifuge à pâte, système Tottiereau.

330855. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Société nouvelle des établissements de l'Orme et de la Buire, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux presses hydrauliques à multiplicateur de pression à vapeur, à action directe.

330856. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Bourguin (A.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les moteurs à hydrocarbures.

330857. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Zohel (P.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Installation de moteur hydraulique avec machine dynamo flottant dans un lit fluvial.

330858. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Gentreau (L.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Dispositif appelé *Silencieux* s'adaptant à l'échappement des moteurs thermiques.

330859. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Bonnard (P.), représenté par Armand-Jeanne, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Jeu de damier ou autre du même genre sur support souple facilement pénétrable.

330860. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Lenz (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de frein à aspiration d'air.

330861. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Société Deutsche Control-Cassen Werke G. m. b. H., représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Caisse-compteur.

330862. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Société française de compteurs d'eau, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux compteurs d'eau à disque.

330863. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Mortier (P.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Appareil cinématographique.

330864. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Pelletier (la dame), née Levêque (L.-J.-M.), avenue de Saxe, n° 230, à Lyon (Rhône). — Garniture rondant imperforables les pneumatiques des roues d'automobiles, cycles, etc.

330865. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Tennant (J.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans les bandages pneumatiques.

330866. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Pyot (A.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Bandage pneumatique pour vélocipèdes et voitures.

330867. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Blender (H.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Appareil électrique pour la commande de plats dans des restaurants et pour l'enregistrement de ces commandes.

330868. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Peiseler (R.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Lime perfectionnée.

330869. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Benz (H.), représenté par Augier, à Paris, rue Parmentier, n° 9. — Fer à repasser avec générateur de gaz.

330870. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Société The Edwards Air Pump Syndicate Limited, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de pompe à air.

330871. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Raffovich (G.-H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bandage pour roues.

330872. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Marfaing (H.), représenté par Coulomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Perfectionnements aux moteurs à vapeur pour automobiles.

330873. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Schoemmel (P.), représenté par Grimon et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif pour la pose automatique des couvertures dans les presses mécaniques.

330874. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Smith (F.-H.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Carburateur pour moteurs à explosion.

330875. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Robquin (V.-A.), représenté par Rigot et Prévoist, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Siphon indésamorçable.

330876. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Whitaker (R.), Johnson (R.-W.) et Johnson (J.-W.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements relatifs aux pompes.

330877. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Société Dorémieux fils et C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication des ancrs à pattes mobiles.

330878. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Morteaux (J.-L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cuvette réservoir pour le développement de clichés photographiques.

330879. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Bomo (J.-B.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Poêle à feu visible à combustion lente ou rapide.

330880. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Belliol (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Isolateur pour hautes tensions.

330881. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Société Buff et C^{ie}, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Broderie à paillettes et son procédé de fabrication.

330882. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Paul (T.) et Mac Dougall (J.-L.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux systèmes téléphoniques.

330883. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Berthéol (M.-G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'allumoir électrique à annonces changeant automatiquement.

330884. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Risley (P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux cibles mobiles.

330885. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Richard (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lampe de projection pour courants continus et alternatifs.

330886. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Quidarré (R.-N.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Moteur à explosions.

330887. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Dekeyser (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux mangeoires.

330888. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Société Deutsche Control-Cassen Werke G. m. b. H., représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif d'arrêt pour le mécanisme d'addition des caisses compteur.

330889. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Société Revere Rubber Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Tampon pour sabot de cheval.

330890. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Hariel (J.-C.-L.), représenté par Canon, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements dans les machines à imprimer autographiques.

330891. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Lafontaine (C.), représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Appareil de ventilation pour les habitations combiné avec le tirage des cheminées.

330892. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Société American School Furniture Company, représentée par de Mosenenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les pupitres et sièges d'écoles.

330893. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Spahn (la dame E.), née Haldimann, représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Indicateur d'heures à automates.

330894. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; De Lasserre (M.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif pour l'allumage à distance des bocs de gaz et spécialement du gaz acétylène.

330895. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Lœwenberg (E.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil pour nettoyer les vitres, glaces, marbres, peintures et généralement toutes les surfaces unies et polies.

330896. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Morhot (G.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Commutateur manœuvré à distance pour l'éclairage électrique.

330897. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Chevallet (la dame), née Villard (M.-J.), représentée par Delmotte, à Paris, rue de Richelieu, n° 73. — Corset orthopédique.

330898. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Hassemmer (E.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhaum, n° 5. — Nouveau dispositif pour le remuage des bouteilles de vins mousseux et de Champagne.

330899. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Wild (C.-E.), représenté par Aumon-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil destiné à traiter les matières textiles par l'air ou un autre fluide.

330900. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Société American Miniature & Deco-rative Lamp Co, représentée par la société Ch. Thirion et J. Benaah, à Paris, boule-vard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux lampes électriques à incandescence.

330901. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; D'Espajols (R.-L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Générateur à vaporisa-tion rapide.

330902. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Société Allgemeine Elektrizitäts Ge-sellschaft, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mode et dispositif de réglage des ampères-heures-mètres à moteur pour des ten-sions différentes.

330903. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Société The New Century Engine Company Limited, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Pro-vence, n° 59. — Locomotive.

330904. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Société Holländische Margarine Werke Jungens & Pinzen Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par Cassinaga, à Paris, rue des Mathes, n° 15. — Procédé de préparation de la margarine.

330905. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Hugueniot (C.-A.-J.-H.), représenté par Boromé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Pince pour la manipula-tion des plaques photographiques.

330906. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Pielert (G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fixage des ailes d'hélices pour navires.

330907. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Société de construction des Bati-gnolles, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de roulement pour le déplacement des poutres de ponts ou constructions mobiles diverses et autres applications.

330908. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Crossley (B.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif perfec-tionné pour assurer l'amenage continu de la trame dans les métiers à tisser.

330909. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Keller (M.-E.), représenté par Chasse-vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareils pour la fixation des ressorts à boudin pour sièges, coussins, etc.

330910. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Société The Arndt Tree Protector Com-pany, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Bracelet protecteur pour les arbres.

330911. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Société E. Roussel et C^e, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de monture pour bâtons de vidoux.

330912. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Vives (L.), Vives (H.) et Clément (G.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionne-ment apporté dans les bicyclettes et motocyclettes.

330913. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Société anonyme Felten & Guillaume Carlswerk Aktien-Gesellschaft, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Ma-genta, n° 11. — Système d'assemblage d'un talon de cuivre, soit avec un cordon en fil de cuivre, soit avec un câble plat ou ruban métallique pour conducteurs élec-triques.

330914. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Verley (A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements à l'épuration des ami-dons, féculés, etc.

330915. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Plisson (L.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Compteur d'énergie électrique.

330916. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Société Kaiser & C^e, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Câbles métalliques pour fumicaires, etc.

330917. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Derooy (H.-A.) et Bonnette (F.-J.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Compteur et mesureur automatique pour liquides.

330918. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Lanyon (R.-H.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux instruments servant à accorder les pianos.

330919. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Société Guinard et C^{ie}, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux fusils à deux canons.

330920. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Oullé (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bouteille irremplissable.

330921. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Compagnie internationale de l'Électro-Typographie Meray & Rozar, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil pour fondre des espaces de justification appropriées à chaque ligne, au moyen de machines à fondre et à composer les caractères mobiles commandées par bandes perforées enregistreuses.

330922. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Société Deutsche Control-Cassea Werke G. m. b. H., représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif de verrouillage pour le mécanisme de mise en place des caisses compteuses.

330923. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Société D. Wibaux-Florin, représentée par Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Appareil permettant de faire le changement de boîte à navette dans les métiers à tisser revolver.

330924. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Société Savon frères et C^{ie}, représentée par Delpcy, rue Saint-Ferréol, n° 78, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Nouveau système de production d'hydrate de soude, de carbonate de soude, de soude caustique, de carbonate de potasse, de potasse caustique, etc., au moyen d'un électrolyseur spécial et de l'air comprimé.

330925. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Fornier de Savignac (J.), avenue de la Capelle, n° 7, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — L'Incrévable, protecteur contre foudre et la crevaisson des pneumatiques.

330926. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Salein (R.), à Yvetot (Seine-Inférieure). — Le *Protège-bétail* à l'herbage complétant et consolidant toute clôture à fils métalliques.

330927. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Dive (E.), à Saint-Sulpice, près Ham (Somme). — Cisaille expéditive à main.

330928. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Magisson (F.), à Paris, rue de l'Amiral-Roussin, n° 21. — Perfectionnement apporté dans le mode de fermeture de la partie supérieure des voitures dites *cannions*, *lombereaux* et *guimbardes*.

330929. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Richardson (H.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux appareils automatiques à peser.

330930. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Senrich (F.-A.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système de siège pour véhicules.

330931. Brevet de quinze ans, 24 février 1903; Dietrich (R.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Installation pour la circulation de l'eau de paille dans les fabriques de papier.

330932. Brevet de quinze ans, 2 mars 1903; ibid. (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Instrument pour la mesure du diamètre de tous corps ronds.

330933. Brevet de quinze ans, 7 mars 1903; Reissmann (P.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boussole marine avec transmissions à distance.

330934. Brevet de quinze ans, 12 mars 1903; Legros (R.) et Viel (G.), représentés par la société Muzillier et Puchet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Rhéostat radiateur.

330935. Brevet de quinze ans, 21 mars 1903; Bourgeat (A.), à Voiron (Isère). — Traverse de chemin de fer en bois, en fer et en ciment, avec dispositif spécial de fixation des rails.

330936. Brevet de quinze ans, 20 mars 1903; Caille (C.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif indicateur de vitesse et de la circulation de l'eau de refroidissement des moteurs pour automobiles.

330937. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Zimmermann (W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif pour supprimer les courants d'air et toute introduction de poussière et d'humidité sous les portes.

330938. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Guiot (I.), à Puyricard (Bouches-du-Rhône). — Système de roue à ressorts et caoutchouc pour voitures automobiles et tous cycles.

330939. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Barbet (E.-A.), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 173. — Appareil et procédé d'osmose par l'alcool applicable à la purification des alcaloïdes, glucosides, extraits de bois, couleurs, glycérines et, en général, des produits organiques très solubles dans l'alcool.

330940. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Dages (J.-N.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Bandage élastique pour roues de véhicules.

330941. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Toussaint (J.-M.-G.), à Fumay (Ardennes). — Appareil à emmailler automatiquement les maillons des chaînes fabriquées mécaniquement.

330942. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Bessac aîné (J.), à Decazeville (Aveyron). — Boîte à opération (table de multiplication et addition).

330943. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Caille (C.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé et dispositif pour l'utilisation économique des condenseurs à eau dans les moteurs à vapeur.

330944. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Polte (E.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Procédé de fabrication d'objets en métal au moyen d'un alliage de tungstène et de plomb.

330945. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Ranguth (N.-P.), représenté par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Armoires pour jeux de trictrac, de dames, etc.

330946. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Dreyfus (J.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Moyen nouveau applicable à la décoration des articles comestibles.

330947. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Rawlence (E.-A.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux cabinets d'aisances.

330948. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Kley (G.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Balance-bascule.

330949. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Michel (A.-C.), Michel (N.-D.) et Michel (E.-A.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Rasoir à lame interchangeable.

330950. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Société anonyme des ciments de laitier de Donjeux, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil pour effectuer automatiquement et d'une manière continue la pesée de plusieurs matières pulvérulentes ou en fragments pour former un mélange dans des proportions déterminées.

330951. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Ciapetti (G.), représenté par Armand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil et procédé industriel pour l'extraction à froid des marcs de la crème de tartre blanche raffinée, avant et après la distillation.

330952. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Imbs (J.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Tissu de coton.

330953. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Société American German Hopkes Company, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par Métry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour remplir les bouteilles, avec dispositif pour mélanger les boissons gazeuses avec des sirops de fruits, etc.

330954. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Balint (N.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif d'attelage automatique à tampon pour wagons.

330955. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Compagnie de Fives-Lille, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif de chauffage par l'électricité, en vue de son application au matériel des typographes.

330956. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Bothenod (J.-F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Alimoir électro-magnétique.

330957. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Buret (E.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour contrôler l'arrivée dans les courses de pigeons voyageurs.

330958. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Barrey (D. dit E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelles pâtes alimentaires à base de farine de lentilles.

330959. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Société Felten & Guillaume Carlswerk, Actien Gesellschaft, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Bobine flexible de self inducteur en deux parties agencée pour l'insertion directe dans les câbles électriques.

330960. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Nicholson (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de télémètre perfectionné.

330961. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Raabe (M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif protecteur contre la poussière applicable aux véhicules.

330962. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Gartner (A.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour l'obtention de photographies en couleurs et d'impressions photomécaniques.

330963. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Granier (H.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication du sulfate de cuivre et des alcalis caustiques par électrolyse des chlorures alcalins.

330964. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Samain (G.-E.), représenté par Taillfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Compteur pour fluides en pression.

330965. Brevet de quinze ans, 17 mars 1903; Kip (F.-E.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Dispositif de contrôle par touche pour métiers à tisser.

330966. Brevet de quinze ans, 17 mars 1903; Kip (F.-E.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Mécanisme de contrôle par touche pour métiers à tisser.

330967. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Dalbeck (W.), représenté par de Monthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Nouveau genre de serrure.

330968. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Lehmann (F.-W.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Appareil pour l'affûtage des scies.

330969. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Vorstman (J.-H.), représenté par Dantzer, à Paris, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Perfectionnement dans la construction des machines à vapeur à distribution par soupapes-pistons.

330970. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Schillio (A.) et Hirschel (A.), représentés par Smits, rue Colbrant, n° 23, à Lille (Nord). — Caisse à cloisonnements pour l'emballage des œufs, dite la *Pratique*.

330971. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Ménard (T.), représenté par Lamblin, rue Klöber, n° 95, à Croix (Nord). — Appareil protecteur pour meules à aiguiser et autres.

330972. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Puissant (E.-T.-M.), à Villeneuve-lès-Béziers (Hérault). — Système de voutain et plafond céramique pour planchers en fer.

330973. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 10. — Nouveau système de régulation pour moteurs électriques à courant alternatif.

330974. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Société The Brown Hoisting Machinery Company, représentée par Lafontaine, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 42. — Pieux à pilotis.

330975. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Lair (L.), représenté par Parmentier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 29. — Montage de ballons dirigeables.

330976. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Werner (C.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Boîte à pendule à fermeture étanche à la poussière.

330977. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Benouville (L.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Table-esca-
beau.

330978. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Boyce (M.-H.) et Mc Clintock (R.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Monture de store.

330979. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Hightower (C.-G.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil à caldrier des joints de navires.

330980. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Martin (G.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé pour la fabrication de tubes.

330981. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Schiamael (H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Pair à gaz d'éclairage.

330982. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Société Williams Wire-Minging Machine Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux charrnières pour boîtes, etc.

330983. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Société des établissements Postal-Vinay, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Nouveau système de traction à régulation simultanée des unités multiples.

330984. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Genôt (B.), Imser (P.) et Waihel (O.), représentés par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Rollnet pouvant être rodé pendant le travail.

330985. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Société The Gannett Development Syndicate Limited, représentée par Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les champs de course miniature avec piste à gliasières et dans les véhicules qui y sont suspendus.

330986. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Busche (E.), Kolmetz (W.) et Gernbeck (C.), représentés par Lavoix et Mesès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Galet pour meubles.

330987. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Société The Cassel Gold Extracting Company Limited, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements dans la fabrication du sodium.

330988. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Flot (P.-L.), représenté par Armand-
gand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de préparation du méthylalisosulfocyanate d'allyle.

330989. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Parent (G.-J.-G.), représenté par Armand-
gand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux compteurs à gaz.

330990. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Vernhes (G.) et Auzanne (P.), représentés par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Nouveau système de touche à dégraisser dénommée *Louche universelle*.

330991. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Read (W.-A.), représenté par Gad-
man, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Machine à fabriquer des boîtes métalliques.

330992. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Wiberg (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouchon mécanique pour la fermeture des bouteilles.

330993. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Conger (G.-B.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Bouteille irremploable perfectionnée.

330994. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Schaefer (H.), représenté par Griaumont et Failla, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Vélin pour voitures.

330995. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Bousae (C.-P.-E.), représenté par Grimaud et Foffin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Transporteur à godets sans fin.

330996. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Deferme (J.-L.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux enveloppes de pneumatiques.

330997. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Lefèvre (O.), représenté par Kletz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux voitures automobiles.

330998. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Société Vereinigte Maschinenfabrik Augsburg und Maschinenbaugesellschaft Nürnberg A. G., représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif pour modifier par intervalles le rendement des moteurs à explosion commandant les machines soufflantes.

330999. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Laffillée (H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau dispositif de miroir.

331000. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Sar (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil extincteur de coke.

331001. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Labbé (E.-A.-J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau jeu.

331002. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Société Lanston Monotype Machine Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les cases à matrices pour machines à couler les types.

331003. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Mailhard (H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système d'allumage pour moteur à explosion.

331004. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Société Wright's Taper-Roller Bearings Syndicate Limited, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux coussinets à galets coniques.

331005. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Mercadier (J.-H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Commutateur automatique à fil insilable pour installations impolaires ou unipolaires.

331006. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Mercadier (J.-H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication de plomb spongieux.

331007. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Young (F.-E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements à la fabrication du fer malleable ou de l'acier et aux appareils destinés à cette fabrication.

331008. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Société Superior Match Company, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans la fabrication des allumettes.

331009. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Société The Springfield Amusement Company, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Dispositif pour exercices cyclistes.

331010. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Wood (S.-W.), représenté par la société Matray frères et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Voie et machines de traction pour le halage des bateaux sur les canaux.

331011. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Prindle (H.-R.) et Adolph (J.-U.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux outils pneumatiques.

331012. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Jackson (C.-L.) et Hunt (E.-W.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux machines destinées au traitement, à l'air libre, des textiles par les acides ou autres produits chimiques, pour les blanchir, les teindre, les merceriser, les laver, etc.

331013. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Becht (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de distribution dit *le Précis*, applicable à tous moteurs actionnés par un fluide sous pression.

331014. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Boutillier (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil gazogène destiné à produire du gaz pauvre exempt de goudron.

331015. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Société Deutsche Control-Casseu Werke G. m. b. H., représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de verrouillage pour tiroir de caisse-compteur à plusieurs compartiments à monnaie.

331016. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Lange (E.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Garniture métallique pour boîtes à bourrage.

331017. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Tabouret (J.-L.-A.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Système de renflouage des navires ou des épaves.

331018. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Meyer (C.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Grille de clôture pour véhicules, etc.

331019. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Société Aktieselskabet Telegrafonen Patent Poulsen, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système permettant de recevoir, d'enregistrer et de conserver temporairement des messages, des signaux, etc.

331020. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Bey (F.-G.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Four de boulanger.

331021. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Hein (M.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Presse multiple à estamper les assiettes avec matrice tournante.

331022. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Société Fiévet frères et Boone, représentée par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Appareils et procédés de brassage.

331023. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Grandjean (F.-T.), à Paris, rue Demours, n° 74. — Dispositif spécial permettant de faire pivoter automatiquement un siège de voiture en ouvrant la portière et *vice versa* applicable à toutes sortes de voitures.

331024. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Grüninger (H.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système de réservoir d'eau pour fourneaux à gaz avec ouvertures pour poser les marmites et autres ustensiles.

331025. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Vidal-Bonnemaison (A.-M.-G.) et Vidal-Bonnemaison (A.-A.-J.), avenue de Neuilly, n° 30, à Neuilly (Seine). — Excelsior-classeur.

331026. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Krauss (E.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Fermeture de bouteille.

331027. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Holbourns (J.-G.) et Longhurst (H.-A.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux machines à assembler des matrices à caractères et à fonder d'après elles des linotypes.

331028. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Thomson (D.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine diviseuse pour subdiviser des substances liquides, granulaires et plastiques en vrac.

331029. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Schwarzhaupt (A.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Dispositif pour le changement des plaques pour les stéréoscopes ou appareils de projection, etc.

331030. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Ménessier (H.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bâti support de pointage pour l'essai des armes à feu.

331031. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Desouches (B.), Desouches (M.) et Graffin (A.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication des agglomérés de poussières de coke, d'anthracite, lignites, tourbes ou autres charbons.

331032. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; De Pogorszelski (N.) et Podtchinennoff (N.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Distribution de la vapeur par valve rotative avec renversement de marche de la machine.

331033. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Johnstone (A.-E.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Perfectionnements dans les brûleurs à combustible liquide.

331034. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Hogge (H.) et Barrolier (J.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnement dans la fabrication des lampes à incandescence.

331035. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Kottner (R.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Robinet de réglage pour thermo-cautères en platine.

331036. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Société Bayerische Celluloidwarenfabrik vormals Albert Wacker A. G., représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif pour empêcher la confusion des chapeaux.

331037. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Goelen (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Attache-brosse.

331038. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Bogoiavlensky (N.) et Kroupovess (M.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux colonnes distillatoires.

331039. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Chaboche (M.-E.-P.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Brûleur pour pétrole lourd.

331040. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Diem (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements au système de bouchage à tampon et étrier mobile pour boissons gazeuses et autres.

331041. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Thorp (E.-L.), représenté par Frey, à Paris, rue de Vienne, n° 2. — Perfectionnements aux machines à tresser.

331042. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Buyten (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Planche à laver.

331043. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Cottiray (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux boîtes pliantes.

331044. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Greenfield (E.-T.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à filer les tubes.

331045. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Kottmann (K.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Scierie électrique pour débiter les troncs d'arbres en madriers, traverses de chemins de fer, etc.

331046. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Compagnie internationale de l'Électro-Typographie Meray & Bozar, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour l'échangeage temporaire du disque à came qui commande l'appareil de justification des lignes, dans les machines à fondre et à composer travaillant au moyen de bandes enregistrees perforées.

331047. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; De Reuzer (M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de relais pour courants induits permettant d'augmenter l'intensité des transmissions téléphoniques.

331048. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Société Lefebvre et Legerain, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'épieur pour grains.

331049. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Gony (A.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des boutons de nacre.

331050. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Gombard (E.-D.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de poussoir.

331051. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Courtellemont (E.), représenté par Armandjean jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Grattoir pour plombers, plombiers, etc.

331052. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Société anonyme Westinghouse, représentée par Armandjean jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les vannes réductrices de pression.

331053. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Küster (O.) et Granx (F.), représentés par Nankhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Distributeur de paris.

331054. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Eberlein (R.) et Seewald (H.), représentés par Nankhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Serrure de porte à actionnement électro-magnétique.

331055. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Compagnie générale d'Électricité, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Appareils de mesure, indicateurs ou enregistreurs, système Poussin.

331056. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Lancaster (E.-W.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 6a. — Baignoire.

331057. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; King (A.), Blackburn (B.-F.) et Oakden (E.), représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 6z. — Mécanisme de changement de vitesse.

331058. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Société Press & Walzwerk Aktiengesellschaft, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé pour détacher et enlever les scories et battitures des corps creux chauffés.

331059. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Marth (O.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Système de propulsion secondaire pour bateaux.

331060. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Société Wayss et Freytag (A.-G.), représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux voûtes basses en béton.

331061. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Goldschmidt (R.) et Hasck (J.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour la fabrication de la fécale, de la dextrine et des produits amyloés.

331062. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Brancq (C.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Crampon d'assemblage pour les parties de meubles.

331063. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Beerwald (B.) et Ryan (T.-J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Manège d'animaux mécaniques galopants et sauteurs.

331064. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Gushman (A.-L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur polyphasé asynchrone.

331065. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Gushman (A.-L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur polyphasé asynchrone.

331066. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Du Pont (A.-J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil propre au liage de la poudre de mine, poudre à canon, etc., ainsi qu'à d'autres usages.

331067. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Du Pont (A.-J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de liage de la poudre de mine, poudre à canon, etc.

331068. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Sinclair (J.) et Sinclair (D.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Embauchoir pour chaussures.

331069. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Société The Linotype Company Limited, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines linotypes.

331070. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Rosenberg (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil rotatif perfectionné pour la production de l'oxygène.

331071. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Société industrielle des compteurs, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif permettant de rendre automatiquement le niveau constant dans les compteurs à gaz.

331072. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Jørgensen (H.-J.-M.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Dispositif de fermeture et d'ouverture du circuit dans les horloges électriques.

331073. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Bize (A.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Robinet ou appareil à débit limité et à fermeture automatique dénommé l'Hydrodaseur.

331074. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Spähl (H.), représenté par Assé, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Moteur à explosions.

331075. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Société des raffineries et sucreries Say, représentée par Klotz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Couronne mixte antidérapante.

331076. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Lepp (V.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif pour le chauffage de l'air.

331077. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Société Franz Brunck, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans l'extraction de l'ammoniaque des gaz produits par la distillation sèche.

331078. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Chauvin (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Jeu de billard à poches.

331079. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Peter (L.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication de bandes et pièces de réparation pour chambres à air.

331080. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Gustin (A.-J.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Treuil monte-charge électrique.

331081. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Gustin (A.-J.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Mécanisme de freinage et de descente à retenue automatique constante et indépendante pour appareils de levage.

331082. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Blétry (C.), représenté par E. Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux mitres tournantes.

331083. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Hilzinger (W.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bloc à copier avec feuilles à copier décalables.

331084. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Modisett (B.-F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bicycles porteurs.

331085. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Société R. Trüb & C^e Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Électrode d'accumulateur.

331086. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Louvrier (F.-B.) et Thiriet (J.-B.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouvelle machine électrique à courant continu, sans collecteur, permettant la production du courant sous toute tension et la transformation de tension pour appareil fixe.

331087. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Desmarest (H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil phonographique à main, dit *Stylophone*.

331088. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Magni (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de télégraphie sans fil syntronique pour communications multiples.

331089. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Melin fils (A.) et Font (B.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Garnitures typographiques en fonte malléable à bout fermé.

331090. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Bourbon (P.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouvel appareil à acétylène.

331091. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Raoul (J.-M.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans les bateaux travailleurs sous-marins.

331092. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Planeur (J.-L.), Grande-Rue-Saint-Clair, n° 1, à Lyon (Rhône). — Saturateur à pulvérisation applicable à l'oxygénation des vins, eaux-de-vie, etc., oxydation des solutions tinctoriales, etc.

331093. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Paret (A.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Rondelle obturatrice à serrage automatique pour boîtes à graisse de locomotives, wagons, etc.

331094. Brevet de quinze ans 16 avril 1903; Cape (B.) et Oddo (L.), à Grasse (Alpes-Maritimes). — Plaque-filtre pour presse remplaçant le scourtin dans l'extraction des essences et des huiles de graines.

331095. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Société Chemische Fabrik Grünwald Landshoff & Meyer Aktiengesellschaft, représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé de fabrication d'un sulfite de zinc hydraté, solide et peu soluble dans l'eau.

331096. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Benoit (V.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Lien rapide pour gerbes.

331097. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Delizy (J.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Générateur rotatif à vapeur et à air chaud à production instantanée.

331098. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Hedstrom (C.-O.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Carburateur pour moteurs à explosion.

331099. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Vickery (F.-M.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Rouleau à ressort pour stores.

331100. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Beguin (G.) et Daumerie (B.), représentés par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Bûches allumées.

331101. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Flather (D.), représenté par Thierri, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés aux soupapes à clapet pignon et autres organes analogues.

331102. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Maher (D.-F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de brosse.

331103. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Thomas (V.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil portatif combiné pour changer les plaques ou pellicules photographiques et pour les développer.

331104. Brevet de quinze ans, 19 avril 1903; Dambricourt (la dame M.-G.), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 29. — Nouveau système de chemise servant en même temps de pantalon pour dames et enfants.

331105. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Lejean (F.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de phonographe permettant l'emploi facultatif de cylindres ou de disques.

331106. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Farkas (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif de borne pour fixation sans vis des fils conducteurs de courants électriques.

331107. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Wehrlé (X.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif de transmission de mouvement aux roues motrices et directrices de véhicules automobiles.

331108. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Boissaud (M.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Lampes à hydrocarbures avec veilleuse.

331109. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Gosselin (B.-J.-X.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Indicateur de vitesse pour véhicules quelconques.

331110. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Lecourt (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif de capsulage des flacons, bocaux, bouteilles, terrines et tous récipients en général.

331111. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Morin (F.-C.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Balayeuse arroseuse automobile pour chaussées.

331112. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Société Lefèvre-tile, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boîte hermétique en métal à ouverture facile.

331113. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Société Vickers sons & Maxim limited, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux mécanismes de culasse.

331114. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Société Deutsche Heizungs-Industrie Mein inghaus Bachrodt & C°, représentée par de Mosenhal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Poêle pour le chauffage par le gaz à tubes réchauffeurs d'air.

331115. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Dünneemann (H.-C.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Perfectionnements aux brûleurs à pétrole, etc.

331116. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Gore (F.-W.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Lampe à arc perfectionnée.

331117. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Wagner (C.) et Stange (F.), représentés par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Procédé d'humectage régulier des plaques d'impression photographiques par presses rapides.

331118. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Marès (E.), représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Nouveau dispositif de réglage des carburateurs de moteurs à explosion.

331119. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Hartmann (S.) et Maxdorf (E.), représentés par la société Matray frères et C°, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à coudre à navette.

331120. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Kauffman (H.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Appareil à produire le froid utilisant de la vapeur d'échappement.

331121. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Société Aktien Gesellschaft für Anilin Fabrikation, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard des Capucines, n° 11. — Procédé pour la fabrication de matières colorantes monoxoniques sur mordants.

331122. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Tschikin (H.-L.), représenté par Frey, à Paris, rue de Vienne, n° 2. — Filtre de campagne ou de chasse.

331123. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Schmitt (J.), représenté par Frey, à Paris, rue de Vienne, n° 2. — Volée élastique pour voitures.

331124. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Mudge (B.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé pour le traitement du lin et produit nouveau en résultant.

331125. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Nondedeu (C.), représenté par Bonané et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Lampe à arc.

331126. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Société American Perfection Engine Company, représentée par Bonané et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Moteur rotatif à vapeur.

331127. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Chevalier (A.-J.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Moteur rotatif à gaz, à pétrole, alcool, etc., pour automobiles ou autres usages.

331128. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1903; Selg (O.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de brassage.

331129. Brevet de quinze ans, 2 février 1903; Société A. Guilbaud et C^e, rue Voltaire, n° 21, à Nantes (Loire-Inférieure). — Gazogène à combustion directe.

331130. Brevet de quinze ans, 3 février 1903; Seguin (J.), à Paris, rue de Palestro, n° 15. — Nouveau système de rivures d'agrafes pour harnais de corsets.

331131. Brevet de quinze ans, 13 février 1903; Musco (G.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil télégraphique actionnant sans fils une machine à écrire.

331132. Brevet de quinze ans, 11 mars 1903; Hunter (W.-A.) et Curvie (E.), représentées par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les enveloppes.

331133. Brevet de quinze ans, 12 mars 1903; Corinales (L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Turbine à vapeur ou à gaz, complète avec admission partielle.

331134. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Gessenow (E.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pièce à touche pour machines à tondre et sécher les tissus.

331135. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Phillips (A.-W.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les pièges à souris et autres bêtes.

331136. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Marc (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé mécanique pour l'embarquement des dessins, gravures, chromographies par collage sur support de papier.

331137. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Riffard (J.-F.-M.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appareil électro-mécanique pour velouter les tissus armure velours en façonnés et en unis.

331138. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Falvet (E.-F.), à Paris, rue Saint-Antoine, n° 87. — Porte-coiffure.

331139. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Sepulchre (L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Cheminée garde-vue pour lampes à pétrole à courant d'air central.

331140. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Maquigny (G.-E.), à Abbeville (Somme). — Nouveau système de four à réchauffer, applicable aux feux de forge, muni d'une enveloppe mobile dans son enveloppe et à système de dégagement latéral des gaz de la combustion.

331141. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Gelland (E.), représenté par Armen-gaudiné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Concasseur à mâchoires multiples.

331142. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Ancillotti (U.) et Malden-Ercole (C.), représentés par Armand-Jean, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil destiné à des exercices fondés sur le principe de la force centrifuge.

331143. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Jaulin (E.), représenté par Armen-gaudiné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour obtenir des effets lumineux avec les aquarelles, peintures, gravures, chromos, photographies, etc.

331144. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Pichard (C.-F.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Machines magnéto-électrique pour l'allumage du mélange détonant dans les moteurs à explosions.

331145. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Roy (S.), représenté par de Mosen-thal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Système perfectionné d'appareil excavateur à bouchier pour creuser les tunnels.

331146. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Bourgois (A.), rue du Trichon, n° 30, à Reims (Nord). — Nouveau système de joint en caoutchouc, posé par outil spécial, pour chéneaux en tôle.

331147. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Faber (F.-M.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Générateur de vapeur à tubes feu.

331148. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Graham (M.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux transporteurs de coc charbon.

331149. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Meyer (P.-W.) et Kellermann (O.-E.), représentés par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Ceinture de protection pour les chambres à air des vélocipèdes, automobiles et autres véhicules analogues.

331150. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Batens (A.-C.-E.) et la société Bantier, Hamel et C^{ie}, représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Accouplement élastique à broches.

331151. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Liles (C.-E.) et Rule (J.-W.-A.), représentés par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Télégraphe.

331152. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Andresen (C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné d'égoutte.

331153. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Penz (J.) et Strubler (M.), représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Système d'allumage par pyrophores à coupe-cigares.

331154. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Mandrick (P.), représenté par Vosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Débrayage automatique pour lances d'éclairage, gros bobinoirs et autres applications.

331155. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Buhlmann (G.), représenté par A. et J. à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé de fabrication de corps incandes-cents pour l'éclairage.

331156. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Schneeberger (M.-L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux buses de corsets.

331157. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Guillaume (G.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Exploseur à détente automatique, système G. Guillaume.

331158. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Société Elektrizitäts Aktien-Gesellschaft vorm. W. Lahmeyer & C^{ie}, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Dispositif de commande pour machines électriques travaillant périodiquement.

331159. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Ehrhardt (H.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé et appareil pour la fabrication des porte-timpons à croisillons pour wagons de chemins de fer.

331160. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Corssen (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif élastique pour relier les essieux de véhicules aux timons ou brancards.

331161. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Scheibler (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Centrifuge.

331162. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Lafond (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de chauffage par l'électricité.

331163. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Pitavy (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil destiné à utiliser la force motrice des vagues.

331164. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Société E.-W. Bliss Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à sertir.

331165. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Simonin (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour publicité, annonces, décorations, etc. lumineuses.

331166. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Briot (E.-N.-M.-H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif applicable aux roues de bicycles, bicyclettes ou motocycles et destiné à amortir les chocs dus aux aspérités de la route.

331167. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Hayne (J.-R.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux moyeux pneumatiques pour roues de véhicules.

331168. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Jessel (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau dispositif de réclame.

331169. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Debeaurain (G.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Verrou de sûreté perfectionné.

331170. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Société industrielle des téléphones (constructions électriques, caoutchouc, câbles), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Outil de machine en forme de cuvette. système Peyré, pour tours, raboteuses, etc.

331171. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Robergel (G.-J.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux crochets de harnachement.

331172. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Roullier (A.), représenté par Mer ville, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Dispositif permettant de semer en rayons de différentes largeurs et à la volée.

331173. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Société Fabrique suisse de coutellerie et services, représentée par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Coupe-radis avec saloir.

331174. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Mercier (J.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Nouvelle carte pour échantillons d'étoffes.

331175. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Welsenaar (J.-H.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Talon rotatif élastique.

331176. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Horteloup (G.-P.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Traitement de l'ajonc en vue d'obtenir un produit pour l'alimentation des bestiaux, de la pâte à papier et un engrais.

331177. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Schäfer (W.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Mandrin brisé pour la fixation d'outils à gorges droites ou spirales (forets droits ou hélicoïdaux) ou de tous autres objets.

331178. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Selle (G.), représenté par Armenaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de préparation d'un support d'images pour photographies multicolores.

331179. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Société alsacienne de constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication de fraises ou d'outils semblables à lames coupantes hélicoïdales du genre des alésoirs.

331180. Brevet de quinze ans; 14 avril 1903; Dauptain (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés dans les faucheuses et les moissonneuses.

331181. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Dongam (W.-J.) et Biedenbergh (A.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif perfectionné pour tendre la toile.

331182. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Stinner (O.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de sûreté destiné à empêcher le desserrage automatique des écrous.

331183. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Taylor (W.), représenté par Frey, à Paris, rue de Vienne, n° 2. — Perfectionnements aux leviers ou appareils de manœuvre pour aiguilles de changement de voie de chemins de fer ou de tramways.

331184. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Société Ponthus et Therrode, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Théodolite à lecture optique et à microscopes coulés.

331185. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Dymcoff (N.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Système d'accouplement automatique pour locomotives et wagons de chemins de fer.

331186. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Berthault (A.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouvelle clôture défensive ou ronce artificielle.

331187. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Société H. Croizier et C^{ie}, représentée par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Système de doseur mélangeur mécanique continu et solidaire à distribution simultanée multiple pour matières sèches, granuleuses et pulvérulentes.

331188. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Blétry (C.), représenté par E. Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bicyclettes et autres vélocipèdes.

331189. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Boirault (L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif d'accouplement des conduites d'air et de vapeur pour voitures de chemins de fer.

331190. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Heim (A.-F.) et Seher (P.-R.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bouteille se remplissant par le fond.

331191. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Société Secretary, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux poêles à gaz.

331192. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Vernet (A.), représenté par Klotz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Poinçonneuse cisaille.

331193. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Evans junior (W.-L.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux gonds à ressort.

331194. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Webster (W.-L.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux turbines à vapeur.

331195. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Hayes (W.F.) et Stark (W.F.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de couplage pour pièces de machines.

331196. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Société Woolley Foundry & Machine Works, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à gax.

331197. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Brühler (F.H.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine pour aplatir les côtes des feuilles de tabac.

331198. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Theisen (R.), représenté par Armand-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil centrifuge pour le traitement des gax.

331199. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1903; Girard (L.), à Saïgon (Chine). — Machine volante plus lourde que l'air.

331200. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Labitte (F.) et Labitte (J.), représentés par Corroyer, rue Damiens, n° 26, à Amiens (Somme). — Machine à laver le linge, système Labitte père et fils.

331201. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Mayer (P.), représenté par Le Coq, rue Brézin, n° 26, à Roubaix (Nord). — Appareil pour régulariser la torsion pendant le filage.

331202. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Omeré (L.A.), à Avize (Marne). — Génération du bouchage des vins de Champagne par la cire soie.

331203. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Houben (T.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 26. — Gâtre ou enveloppe extérieure en cuir pour pneumatiques d'automobiles.

331204. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Colombier (P.), représenté par Méjean, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau genre de robinet.

331205. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Bellet (J.-J.), représenté par Laurent, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 49. — Fixe-chapeau ou appareil destiné à maintenir les chapeaux contre le vent, dit le *Defi*.

331206. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Kuske (M.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Classeur à anneaux mobiles.

331207. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Gondrand (F.) et Celestre (H.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Procédé de construction de plaques pour accumulateurs.

331208. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Kuch (E.), représenté par Nanhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Pédalier réglable pour motocycle.

331209. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Fête-Bourquin (J.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Machine à arrondir perfectionnée.

331210. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Ellis (G.H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Genre de ficelle.

331211. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Owen (D.-T.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Lit pliant et canapé mobile combinés.

331212. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Owen (D.-T.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Lit pliant.

331213. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Owen (D.-T.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Lit et canapé combinés.

331214. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Parsons (C.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux turbines à vapeur.

331215. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Slaughter (J.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de distribution électrique.

331216. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Tiroz (A.-F.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Robinet à obturateur ou clapet expansible à double ou simple effet.

331217. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Warsop (T.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux dispositifs d'attelage pour voitures de chemins de fer.

331218. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Gaimel (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Chariot-tombereau.

331219. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Wilhelmi (la dame), née Bittler (...), représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de protection des câbles ou autres conduits souterrains contre les détériorations d'ordre mécanique.

331220. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Hjorth (W.-A.-W.-E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Bouton commutateur pour sonneries de téléphone.

331221. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Lesage (L.-C.-G.), représenté par Chassevoix, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif permettant de faire varier la puissance des moteurs à plusieurs cylindres proportionnellement à l'effort demandé.

331222. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Société anonyme des automobiles Peugeot, représentée par Chassevoix, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux moteurs à explosions.

331223. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Banfill (W.-A.) et Sprague (C.-W.), représentés par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bague détachable pour moules à pâtes.

331224. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Dann (J.-J.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de fixation pour ferrures de timon.

331225. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Dewar (J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement apporté à la fabrication du nickel carbonyle et au traitement qui a pour but d'en retirer du nickel métallique.

331226. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Société L. Gaumont et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux phonographes.

331227. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; De Lagrené (M.-J.-M.-R.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Portemontre amovible pour volant de voiture automobile, dit l'*Optimus*.

331228. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Niquet (E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de refroidissement de l'eau par l'action directe pour voitures automobiles.

331229. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Boiron (F.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans les métiers à tisser à bras, en vue de leur transformation en métiers mécaniques.

331230. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Société française des câbles électriques (système Berthoud, Borel et C^{ie}), représentée par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Matière isolante à haut point de fusion.

331231. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Société Figueat et C^{ie}, représentée par Gruffie, rue de Paris, n° 2, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux turbines aérodynamiques.

331232. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Société Sieber and Trussell Manufacturing Company, représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans les classeurs.

331233. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Société Curty et Sapis, représentée par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Graduateur de fermeture des registres dans les foyers de générateurs de vapeur.

331234. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Foray (F.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Plombée automatique pour la pêche à fond.

331235. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Yagn (N.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Stérilisateur à siphon.

331236. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Rodeck (C.-G.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Escalier mobile à arrêts automatiques et facultatifs.

331237. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Havlik (J.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Couplage automatique pour wagons.

331238. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Vanderbilt (C.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés aux boîtes à feu de chaudières à vapeur.

331239. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Magnus (P.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Procédé de traitement du cuir.

331240. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Magnus (P.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements aux bandages pneumatiques.

331241. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Hansen (H.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil à rectifier les matrices.

331242. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Kimble (A.) et Betz (F.-S.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur électrique.

331243. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Rosemeyer (J.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnement apporté aux lampes à arc.

331244. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Hanscotte (J.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux systèmes d'adhérence à roues horizontales pour traction sur fortes rampes.

331245. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Berger (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif applicable aux métiers à filer en vue de l'obtention directe de fils chinés.

331246. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Thibaut (L.-F.-H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à cueillir les petits pois.

331247. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Le Brozec (J.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Roue à moyeu élastique.

331248. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Turchi (C.) et Bruné (E.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Dispositif permettant la téléphonie et la télégraphie simultanées par un même fil.

331249. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Thézard (P.), représenté par Coulomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Moteur à explosions, économique et silencieux, à plusieurs cylindres.

331250. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Hammond (J.-V.) et Broc (V.-H.-M.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'axe de pédalier pour cycles et motocycles.

331251. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Schatelovitz (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour la galvanisation mécanique.

331252. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Lynch (E.-P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé de fabrication des boutons de chemise.

331253. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Gaiffe (G.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de dynamomètre de transmission permettant de mesurer la puissance ou l'effort transmis, *système Gaiffe et Günther*.

331254. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Abril (P.) et Padro (M.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mécanisme destiné à amortir les chocs de la navette dans les métiers mécaniques et permettant la libre sortie de la même navette au commencement de chaque passée.

331255. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Stäubli (H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ratière à suspension parallélogrammique des lames.

331256. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Société Blais-Mousseron et L. Villeminot, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de tissus tricots à face d'endroit imitant le drap et face d'envers duvetée.

331257. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Fielding (J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à combustion interne.

331258. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Gauthier (P.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif produisant une dépression dans les conduits d'échappement des moteurs à explosion.

331259. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Malgarini-Barthels (F.) et Wannes G.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bouchon de sûreté.

331260. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Muller (H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de teinture à l'indigo naturel ou artificiel des matières textiles, tissus, fils, écheveaux, etc., de coton, laine, soie ou mélangés sur machine dites foulard d'apprêt ou de Jigger ou sur cuves à roulettes.

331261. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Société du poêle Beason, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Grille à barreaux creux en métal ou autre matière perforé pour poêles, fourneaux et tous appareils de chauffage domestique et industriel.

331262. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Müller (E.) et Müller (R.), représentés par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Système de verre de lampe.

331263. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Jorek (A.-F.-E.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Distributeur d'allumettes enflammées.

331264. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Sturtz (J.-D.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux garnitures étanches des tiges de registres de vapeur.

331265. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Dessolle (L.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements au travail électrolytique des métaux.

331266. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Société Picard et C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans le montage des jumelles.

331267. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Hinz (G.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Commande par roues et poulies combinées.

331268. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Société Universal Metal Lath & Patent Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine pour la fabrication du métal déployé.

331269. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Geiger (G.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Poignée pour pieds en forme de canne dans les appareils photographiques.

331270. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Bouchon (A.-C.-F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Éjecteur de calibrement à soulèvement automatique pour postes, portes-fenêtres, etc.

331271. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Jaeger (O.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Hautes, n° 15. — Dispositifs pour empêcher la fraude dans les appareils fonctionnant par l'introduction d'une pièce de monnaie.

331272. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Wellers (G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Four à coke horizontal avec chauffage régénérateur préalable de l'air.

331273. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Lind (A.-L.) et Carlsson (C.-H.), représentés par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Lampe à allumage électrique avec mèche auxiliaire.

331274. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Mills (A.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Ceinture avec poches à cartouches et poche à pansement.

331275. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Hancke (E.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appareil servant à fortifier les poumons.

331276. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Société anonyme la Néo-Métallurgie, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau produit industriel consistant en un genre d'alliage ou de composé binaire métallique fondu.

331277. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Société E. Fallot et C^{ie}, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à acétylène pour projections.

331278. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Société Savoye-Deglaire et fils, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux corsets.

331279. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Compagnie française de l'acétylène dissous, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé de soudure autogène.

331280. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Société A. Boas, Rodrigues et C^{ie}, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil d'éclairage.

331281. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Graham (H.-B.) et Beeching (F.-W.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les moteurs à combustion intérieure.

331282. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Ware (W.-F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les tétines pour biberons.

331283. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Société The Gramophone & Typewriter limited, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les phonographes et gramophones.

331284. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Andrieu (P.-P.-A.), rue Flaugergues, n° 19, à Montpellier (Hérault). — Procédé de chauffage de la vendange foulée et en général de tous liquides mélangés ou non à des matières solides.

331285. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Ehrhart (L.), rue de Paris, n° 221, à Tourcoing (Nord). — Appareil à mordancer, teindre et rincer les matières textiles en bobines, sans bouter ces bobines et sans les calibrer préalablement.

331286. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Carponcin (E.), rue Leyde, n° 1, à Toulouse (Haute-Garonne). — Mitre dite la Rationnelle.

331287. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Piquemal (A.), boulevard Carnot, n° 45, à Toulouse (Haute-Garonne). — Appareil javeleur automatique (Piquemal) pouvant s'adapter à toutes les sauteuses.

331288. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Patel (C.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de pipets.

331282. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Hilbert (H.) et la société *Bayrische Aktien-Gesellschaft für chemische und landwirtschaftlich-chemische fabrikate*, représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Procédé et appareil pour la préparation de l'acide ou de l'anhydride sulfurique.

331290. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Schmidt (la demoiselle L.-V.), représentée par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Dispositifs nouveaux aux chaises pour malades.

331291. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Compagnie universelle d'aérotyens, représentée par la société G. et P. de Montréal, à Paris, rue de la Rochechouart, n° 24. — Oxygénateur.

331292. Brevet de quinze ans, 18 février 1903; Du Donnet-Hose (G.-C.-L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pistolet-moteur à combustion continue.

331293. Brevet de quinze ans, 18 février 1903; Estève (A.), à la Réole (Gironde). — Perfectionnements apportés aux moteurs à explosion.

331294. Brevet de quinze ans, 21 mars 1903; Hunt (H.-A.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Anémomètre enregistreur.

331295. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Lakhovsky (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de garniture pour la fixation des tirefonds.

331296. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; O'Donnell (J.-P.) et Irving (E.-C.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 12. — Perfectionnements aux signaux pneumatiques de chemins de fer.

331297. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1903; Mainero (R.-G. y A.), représenté par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 19. — Nouveau moteur automatique qui transforme en force motrice la pression que les liquides exercent sur les corps qui y sont submergés.

331298. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Heller (R.-C.), représenté par Coklomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Horloge à remontage électrique.

331299. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Société Charles Kuffmann & C^{ie}, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Corset.

331300. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Wangnet (M.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Support pour machines à tarander des trous dans les fers à cheval.

331301. Brevet de quinze ans, 6 avril 1903; Neukirch (H.-V.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Machine à entailler la houille, le sel, etc., dans les mines.

331302. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Rameau (L.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Machine à travailler les surfaces optiques avec plateau de rodage à mouvement épicycloïdal.

331303. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Holden (J.) et Russell (F.-V.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux sablières pour machines locomotives et autres véhicules automobiles pour chemins de fer et tramways.

331304. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Société Durand et C^{ie}, représentée par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bandages pneumatiques entiers.

331305. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Sauzereau (G.) et Tavernier (L.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 12. — Moteur rotatif.

331306. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Bentley (C.-E.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcade, n° 15. — Perfectionnements aux coutures brodées.

331307. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Nunnès (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Nouveau procédé de fabrication des bords.

331308. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Wheeler (G.-D.) et Baldwin (G.-E.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Dispositif de fixation et de maintien des jupes aux corsages.

331309. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Young (W.-F.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de chauffage combiné avec un appareil d'éclairage.

331310. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Société Hahn et C^{ie}, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bouchon pour bouches d'arrosage, d'incendie et pour appareils à pression.

331311. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Société Friemann et Wolf, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux lampes de sûreté pour mines.

331312. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Société Henri de Marnette et C^{ie}, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Soupape de sûreté.

331313. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Société L. Denis, Gillot et C^{ie}, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Douille à inclinaison variable pour balais, râcloirs et autres applications.

331314. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Sémat (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Transmission des images à distance par le moyen du son et de la lumière.

331315. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Legros (R.) et Viel (G.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Ventilateur-ozoneur.

331316. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Toscani (D.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Semoir à graius et engrais.

331317. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Oesterreicher (A.) et Nemelka (L.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Commutateur électrique pour voies ferrées.

331318. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Thierry (C.), rue Villars, n° 7, à Grenoble (Isère). — Système de coulisses de table.

331319. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; De la Celle (A.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Bicyclette à leviers sans engrenage et à développements multiples.

331320. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Vallentin (A.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Machine à ressortir les ganses des cols et des chemises aplaties par le repassage.

331321. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Rhodes (W.) et Rhodes (C.-J.), représentés par Frey, à Paris, rue de Vienne, n° 2. — Perfectionnements apportés aux machines employées pour la fabrication de boîtes, bidons et autres récipients faits de métal en feuille, à coins carrés ou arrondis et destinés à contenir du pétrole ou autres liquides ou matières.

331322. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Hefferain (A.-J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Barreau de grille perfectionné.

331323. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Compagnie générale de phonographes, cinématographes et appareils de précision, représentée par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouvelle pince à charbons à serrage automatique pour lanternes à projections.

331324. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Caquelin (J.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Lisseuse d'encolleuses.

331325. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Société The Oliver Mill Company limited, représentée par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements dans les machines à désagréger.

331326. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Faucheur (J.), représenté par Benoît, à Paris, rue de Paradis, n° 16. — Briquettes combustibles faites à froid.

331327. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Ziegenberg (R.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour supprimer la projection des étincelles dans les machines à champ alternatif.

331328. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Butler (W.-M.) et Whitney (C.E.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Chaîne de transmission.

331329. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Weeks (C.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Carcasses raides pour cols de vêtements de dames, etc.

331330. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Musnier (F.-P.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Système de bouton applicable particulièrement aux chemises.

331331. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Grossmann (J.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé de préparation de cyanures.

331332. Brevet de quinze ans 18 avril 1903; Nettelbeck (F.-A.) et Struck (H.-R.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Porteboutils.

331333. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Fitzgerald (J.-H.-W.) et Fitzgerald la dame F.-A.), représentés par Thierry, à Paris, rue de Maïte, n° 48. — Perfectionnements apportés aux bandages pour roues de véhicules.

331334. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Société A. Olier et Roussillon, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements aux turbines hydrauliques.

331335. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Société Rochester Optical & Camera company, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux châssis à pellicules photographiques.

331336. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Société Rochester Optical & Camera company, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux châssis à pellicules photographiques.

331337. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Société Trollhättans Elektriska Rafaktiebolag, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé d'introduction de la matière dans les fours électriques à rayonnement.

331338. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Société United-Expedite Finishing company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Lamarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à finir les talons de chaussures.

331339. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Richard (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil enregistreur sur l'étude de la prise des plâtres.

331340. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Ackermann (J.-R.) et Zeÿss (M. R.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre d'enveloppe pour les bandages pneumatiques.

331341. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Carpentier (J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux les appareils enregistreurs électriques et autres.

331342. Brevet de quinze ans, 7 avril 1903; Haine (H.), à Douéra (Alger). — Nouveau système d'évaporateur dit *le Frigor*.

331343. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Tarpin (J.), représenté par Carret, pour Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Étienne (Loire). — Chambre à air ondulée.

331344. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Wibratte (E.), rue des Pyramides, 36, à Lille (Nord). — Nouveau moteur à gaz, dit *moteur P. E. Wibratte*.

331345. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Lekiëffre (H.), représenté par Boissin, rue Nationale, n° 284, à Lille (Nord). — Chauffe-bain à l'alcool.

331346. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Deffaisse (G.), rue Victor-Clappier, n° 15, à Toulon (Var). — Appareil diviseur de liquides et bêche cloisonnée d'alimentation.

331347. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Philibert (J.), rue Lanarin, n° 32, à Nice (Alpes-Maritimes). — Nouveau bandage dit l'*Herzule*.

331348. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Société Windmüller & Wagner, représentée par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — *Dispositif* avec fraiseuse s'adaptant sur des tours ordinaires.

331349. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Friese (G.), représenté par Neubrüt à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — *Table à rallonges perfectionnée*.

331350. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Dillemann (A.), à Paris, rue de Chabrol, n° 26. — *Lampe à incandescence par l'alcool*.

331351. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Blancke (J.), représenté par Augier à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — *Porte-ciseau de tour pour plusieurs ciseau*.

331352. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Ferguson (I.-B.) et Hamilton (G.-S.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — *Perfectionnement aux automobiles à vapeur*.

331353. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Maas (G.), représenté par Sturm à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — *Bras de signal qui, éclairé par devant ou par derrière, est nettement visible sur un fond clair ou sombre*.

331354. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Laval (G.) et Seguin (J.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 4. — *Robinet auto-régleur pour brûleurs à gaz*.

331355. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Jarry-Lamouche (G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — *Servant de sûreté*.

331356. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Grosholtz (P.), représenté par G. Mont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — *Concession à clavette*.

331357. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Société Fleischmann & Bloedel, présentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — *Jeu de fléchettes*.

331358. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Heines (G.), représenté par Blétry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — *Dispositif d'attache pour animaux divers*.

331359. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Strüng (H.-C.), représenté par société Brandon Frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Moteur à gaz à double effet*.

331360. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Robergel (E.) et Porquereau, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — *Système porte-lanterne*.

331361. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Knowles (W.-H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — *Annexes lumineuses*.

331362. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Schmidt (la demoiselle I.-W.), présentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — *Perfectionnement aux baignoires*.

331363. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Chauvreaux fils (A.), représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — *Pulvérisation à traction*.

331364. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Dunlop (J.-B.) et Dunlop junior (J.-B.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — *Perfectionnements apportés aux silencieux pour les gaz à fonctionnement des machines à combustion interne*.

331365. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Czaika (E.), représenté par Bonnet et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — *Procédé pour la fabrication d'objets de toutes sortes en cuir*.

331366. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; White (W.-C.), représenté par Bonnet et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — *Dispositif de pompe pour voitures automobiles ou autres applications similaires*.

331367. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; White (W.-C.), représenté par Bonnet et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — *Perfectionnements condenseurs*.

331368. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Mirzâkhan (L.), représenté par la société Mathy frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 34. — Hauteurs pour escaliers.
331369. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Lovenz (W.), représenté par Jasse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Charnière rotative.
331370. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Rabe (J.-F.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Appareil de cuisson à enveloppe calorifique.
331371. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Société Adelf Beer & C^{ie}, représentée par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Procédé de fabrication des poudres de bronze ou des poudres métalliques.
331372. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Société Clavel et C^{ie}, représentée par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Procédé et appareil pour la gazéification des liquides combustibles.
331373. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Jurey (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 16. — Appareil perfectionné pour imprimer des photographies au moyen de négatifs.
331374. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Heyland (A.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Couplement des machines synchrones entre ou polyphasées.
331375. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Reichen commerciale Kalle et C^{ie}, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de préparation de matières colorantes disazoïques primaires.
331376. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Reichen commerciale Chemische Fabrik Griesheim-Elektron, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé des permanganates alcalino-terreux, terreux, etc., à l'aide du courant électrique.
331377. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Société générale des freins Lipowski, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareils de commande pour freins de chemins de fer et de tramways.
331378. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Société Rubber Balloon Company of America, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements à la fabrication des ballons-jouets ou sacs expansibles en caoutchouc ou matières similaires.
331379. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Bicart (H.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Assemblage transversal pour civières pliantes.
331380. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Schwartz (G.) fils, représenté par Mulvaux, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Fontaine arroseuse pour meules de dentaire.
331381. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Kuhn (E.-W.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareils destinés au sentrage chaud des liquides mélangés.
331382. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Kuhn (E.-W.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et installation pour la filtration de vins moussaux.
331383. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Altmann (C.-P.), représenté par Lorant et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 6. — Distributeur de vapeur pour moteurs à grande vitesse spécialement destiné à l'emploi de la vapeur surchauffée et à haute pression.
331384. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Brooks (E.-W.), représenté par Colomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Perfectionnements apportés à la construction des pompes centrifuges.
331385. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Lisiecki (S.), représenté par Griant et Peltier, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif de peniers, ciseaux, échenilleurs, grilles et haies constitués par des bandes et des fils métalliques montés avec des joints agrafes.

331386. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Hubbard (R.-W.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Charnière pour portes.

331387. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Société The United States Fibre Stopper Company, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé de fabrication de bouchons et d'autres articles analogues avec de la pulpe ou pâte fibreuse.

331388. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Société The United States Fibre Stopper Company, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Machine à fabriquer avec de la pulpe ou pâte à papier différents articles et notamment des bouchons de bouteilles.

331389. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Société The United States Fibre Stopper Company, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé de traitement des pâtes fibreuses.

331390. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Société The United States Fibre Stopper Company, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Appareil pour le traitement des pâtes fibreuses.

331391. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Société The United States Fibre Stopper Company, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Système de bouchage pour bouteilles, flacons, bocaux, etc.

331392. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Société The United States Fibre Stopper Company, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements aux bouchons de bouteilles et d'autres vases.

331393. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Société The United States Fibre Stopper Company, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Bouchon pour bouteilles, flacons, bocaux, etc.

331394. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Wilke (C.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Four à coke horizontal.

331395. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Société Loizel frères, représentée par Klotz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil pour goudronner les futailles.

331396. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Clarke (J.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux meubles et aux moyens employés pour ranger, classer et répertorier des photographies, fiches, etc.

331397. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Hunting (A.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de chauffage à la vapeur.

331398. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Harmon (F.-L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à parer.

331399. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Société Read Holliday and sons limited, représentée par Rinuy, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Matière colorante jaune et son procédé de fabrication.

331400. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Doremus (C.-A.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Procédé de fabrication de l'alumine anhydre.

331401. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Société Società Italiana dei Forni per Paue, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Four à un ou plusieurs compartiments pour la cuisson des substances alimentaires avec foyer alimenté à l'air chaud.

331402. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Monnet (E.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Nouveau chapeau mobile de cheminée, dit le *Courant d'air*.

331403. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Shaw (E.-J.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de suspension réglable pour appareils d'éclairage et autres objets.

331404. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Cochius (F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour la production de fils artistiques.

331405. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Maclay (W.-W.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de four à ciment Portland à combustion continue.

331406. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Schmidt (C.-W.) et Dupuis (F.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif permettant la projection et la vision de vues stéréoscopiques fixes ou animées.

331407. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Bastet (A.), représenté par Rabiloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Brassière support à l'usage des voyageurs en chemin de fer.

331408. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Jolicard (E.), représenté par Rabiloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Dispositions nouvelles applicables aux turbines à vapeur à expansion multiple.

331409. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Girard (P.), représenté par Carret, cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Étienne (Loire). — Chandelier porte-plats.

331410. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Meley (A.) et Meley (F.-J.), représentés par Carret, cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Étienne (Loire). — Corps d'épaulement à cul de poule avec poignée horizontale ou verticale à arrêt quart de tour.

331411. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Poriel (M.), représenté par de Chamillard, quai de l'Odéon, n° 54, à Quimper (Finistère). — Nouvel appât pour la pêche à la sardine.

331412. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Ebinger (J.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Dispositif d'arrêt pour fenêtres.

331413. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Yvon (A.) et Bidault (P.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Serrure électrique et à secret.

331414. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Braun (J.-A.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Carte universelle perfectionnée.

331415. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Van Beresteyn (H.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Moteur rotatif à détente variable par came.

331416. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Rivierre (la dame veuve T.), représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Clou forgé, dit *Semence*, tête tronconique ou en tronc de pyramide et son procédé de fabrication.

331417. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Société Ehrich & Graetz, représentée par Fabe, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Ajutage de section réglable pour becs à incandescence à flamme dirigée vers le bas.

331418. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Davies (D.-T.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Refroidisseur d'eau pour machines motrices.

331419. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Zand (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de fabrication de petites feuilles irisées avec des déchets de nacre.

331420. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Société Jules Grouvelle et H. Arquembourg, représentée par Carénou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Perfectionnements aux carburateurs à niveau constant et à pulvérisation de tous genres.

331421. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Société Jules Grouvelle et H. Arquembourg, représentée par Carénou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Système de réglage automatique de la carburation dans les carburateurs à niveau constant et à pulvérisation de tous genres et ses applications.

331422. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Hine (H.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bretelles perfectionnées.

331423. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Hine (H.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux bretelles et autres supports de vêtements.

331424. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Houghton (V.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Coupe-paille.

331425. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Mettée (A.-A.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Maube, n° 48. — Appareil pour la reproduction de cires obtenus par la perforation de feuilles de papier paraffiné, baudruche, parchemin ou autre matière analogue.

331426. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Rameffit (L.), représenté par Piaré à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Carter pour double pont pour camion avec moteur de véhicules automobiles.

331427. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Liévens (P.) et Jehn (G.), représentés par Grimout et Foffin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil de sûreté contre le vol et l'effraction, dit *The Sneveilerreip*.

331428. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Fredon (O.), représenté par Chavent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine porte-parapluie transformable en lavabo.

331429. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Häslér (J.-H.), représenté par Kio à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Montre quantième.

331430. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Fodor (A.) et de Breniere N. représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Attelage de voiture de chemins de fer.

331431. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Benoit (A.), Gueniffet (J.), Nicault (J.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à cigarettes perfectionnée.

331432. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Delage (la dame veuve P.), Taddei (M.), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à éliminer les vapeurs mercurielles.

331433. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Lemz (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Valve à action rapide pour bœin à vide.

331434. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Société L. Gaumont et Ch. et M. L. det (G.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de reproduction des sons au moyen de bandes en liées.

331435. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Schlegelmilch (R.) et la société Aktien Maschinenfabrik Kyffhäuserhütte sous. Real fhaus, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Miroir de cheminée.

331436. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Wüllham (R.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système triboule pour la transmission de la chaleur d'un gaz à un liquide ou à un gaz.

331437. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Bressard (la demoiselle H.), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 45. — Machine à laver le linge.

331438. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Feld (W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de fabrication de l'eau de baryum.

331439. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Bory (V.) et Massin (L.), représentés par Lombard-Bonrieville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Agrafes automatiques pour courroies de transmission.

331440. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Fabacstock (E.-B.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux transmetteurs téléphoniques et à leurs supports.

331441. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Beutell (A.-W.), représenté par Bessé, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de montage et d'installation pour lampes électriques à incandescence flottantes à éclairage des églises, magasins, à la formation de rampes pour illuminations de toutes sortes, etc.

331442. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Guyéand (H.-V.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Support pour bicyclette.

331443. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Baker (F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à coudre.

331444. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Burgin (T.) et Groß-Zweifel (J.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Navette de tissage.

331445. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Société Gesellschaft für Patentverwertung mit beschränkter Haftung, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Attrape-mouches.

331446. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Société Gremli-Haller, représentée par Lavoix et Monod, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Vêtement tubulaire.

331447. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Rooke (T.) et Thurnale (L.), représentés par Lavoix et Monod, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Destructeur de tripailles.

331448. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Baltzinger (R.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Perfectionnements dans les cylindres de moteurs à explosions.

331449. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Société Bessand père, enfants, Sasse et C., représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Système de soutane démontable.

331450. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Gardou (L.-P.), représenté par Rigt et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Perfectionnements apportés aux tabliers et aux capotes des voitures.

331451. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Bowley (W.-H.-K.), représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements dans les tubes flexibles en métal servant d'armature aux conducteurs électriques isolés.

331452. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Abati (G.), représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Système de pneumatique crevable.

331453. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Dubois (R.), représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements aux appareils de levage.

331454. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Société Van Loo et Devos, rue Jacquard, n° 159, à Roubaix (Nord). — Broyeuse mécanique à cylindres pour matières infusibles.

331455. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Lepape (F.), rue Sahuteaux, n° 16, à Lille (Nord). — Chauffe-bain instantané automatique chauffé au gaz.

331456. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Pouzet (L.), à Montaigu-de-Quercy (Lot-et-Garonne). — Montage des ébranchettes.

331457. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Askham (F.-C.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Lame de rasoir perfectionnée.

331458. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Wright (N.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Dispositif pliable et transportable pour prendre des bains de vapeur sèche ou humide.

331459. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Bowden (W.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements apportés aux machines à coudre pour broderie et autres usages analogues.

331460. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Mally (A.) et Cahore (H.-J.), représentés par Barbe, à Paris, rue Blomet, n° 93. — Dispositif de serrage et d'assemblage de portiques gymnastiques démontables pour jardins et appartements.

331461. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Firman (C.), représenté par la société Mitrup frères et C., à Paris, boulevard Haussmann, n° 31. — Appareil pour l'estampage de pièces de marqueterie.

331462. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Roudier (A.), représenté par Lavoix et Monod, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau tube lance-bombes contre la grêle.

331463. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Vulfing-Lüer (H.-A.), représenté par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Seringue aseptique.

331464. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Just (T.-W.) et Frith (W.-F.-L.), représentés par Rinuy, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouvel alliage et son procédé de fabrication.

331465. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Olewinski (W.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Moteur à piston rotatif.

331466. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Deppeler (J.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Calibre à coulisse perfectionné.

331467. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Société Pfister et Streit, représentée par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Ophthalmomètre.

331468. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Von Ordody (L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour transformer simultanément les brins d'osier en longues fibres utilisables en filature et en une matière servant au tannage.

331469. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Duval (A.), à Paris, quai de Valmy, n° 111. — Simili-pierre coloré Ad. Duval.

331470. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Lévassour (G.), représenté par Cou lomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Nouveau dispositif d'alimentation des moteurs à explosions.

331471. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Pallenberg (F.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle n° 42. — Four à coke horizontal.

331472. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Clair (J.), rue Petin-Gaudet, n° 22, à Izieux (Loire). — Changement de vitesse progressif et automatique.

331473. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Suau (E.), à Saint-Sernin-sur-Rance (Aveyron). — Système de couvercle et de fermeture hermétique.

331474. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Maurel (S.-J.), boulevard Bernard, n° 24, à Saint-Just (Bouches-du-Rhône). — Système de garniture métallique étanche.

331475. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Kestner (P.), boulevard Vauban, n° 22, à Lille (Nord). — Nouveau générateur de vapeur.

331476. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Delpech (J.-A.), avenue de Bordeaux, à Agen (Lot-et-Garonne). — Appareil dénommé *Coupe-savon Delpech*.

331477. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Auréjac (P.-C.-L.), à Libos, commune de Monsempron (Lot-et-Garonne). — Coin métallique Auréjac.

331478. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Faucher (H.), à Paris, rue de Miromesnil, n° 86. — Tête de cheminée.

331479. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Lautrey (J.), représenté par Castlonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Compteur d'eau à cylindre unique oscillant, système J. Lautrey.

331480. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Société Léon Desmarais et Morancé, à Paris, rue du Banquier, n° 10. — Perfectionnements à l'allumage électrique dans les moteurs à explosions.

331481. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Étienne (C.-E.), représenté par Chenault, à Paris, rue Rambuteau, n° 24. — Perfectionnements apportés dans les instruments servant au nettoyage des couteaux.

331482. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Guttentag (E.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Gant.

331483. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Baker (W.-E.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Procédé perfectionné pour le traitement du café.

331484. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Bouteau (M.-J.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Procédé perfectionné et installation pour la fabrication des tourteaux de brasserie.

331485. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Société Barbier, Bénard et Turenne, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de projecteur-phare pour automobiles et autres usages.

331486. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Coste (J.), représenté par Gudin, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Fermeoir de busc de corset.

331487. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Sundell (F.-R.-A.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de revêtement des murs ou plafonds et composition de matière propre à cet effet.

331488. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Dienelt (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Réservoir de chasse pour water-closets.

331489. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Bak (V.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Chasse à siphon pour water-closets.

331490. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Société Brüssel-Aachener Glas Manufaktur, Leymans & Keim, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lampe à arc de longue durée.

331491. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Gaulin (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pasteurisateur chauffé par la vapeur.

331492. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Harig (J.-B.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux pièges.

331493. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Haussermann (W.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux filtres.

331494. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Yerrington (H.-W.) et Emery (W.-H.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Brûleur à gaz de sûreté automatique.

331495. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Smith (M.-F.), représenté par Borani et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux armes à tir rapide pouvant fonctionner automatiquement par les gaz d'explosions.

331496. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Tungenand (A.), à Paris, rue d'Allemagne, n° 58. — Moteur étroit à explosions s'adaptant à toutes bicyclettes.

331497. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; De Parquet (E.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Roue à deux jantes reliées par un système de ressorts circulaires.

331498. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Société Rudolph Koepp & C°, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé de fabrication des oxalates.

331499. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Champesme (A.-P.-E.-J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Chapeau de cheminée s'orientant de lui-même en vue de faciliter le tirage.

331500. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Mathesius (W.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil pour mettre les matières textiles en écheveaux.

331501. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Béché (J.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Marteau pilon pneumatique.

331502. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Hérisson (A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Embrayage progressif.

331503. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Esquivés (J.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Contrôleur de marche des machines marines, système Lambinet.

331504. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Société Giguet frères, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de pompe à air destinée au gonflement des bandages pneumatiques.

331505. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Luchaire (H.-L.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 13. — Nouveau mode d'emballage et de fixation des manchons à incandescence.

331506. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Lawrence (S.-S.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 22. — Perfectionnements dans les étuis pour lorgnettes, jumelles de campagne et autres instruments analogues.

331507. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Charlin (L.) et Santist (J.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fusil de chasse à deux coups à gâchette unique et deux détenteurs.

331508. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Davignon (E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dégorgeur hydro-pneumatique pour déboucher les tuyaux et canalisations d'eau.

331509. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Société Carbon Hydrate Chemical Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé perfectionné pour l'obtention de composés de carbone ayant la formule générale $C_{10}H_{10}O$.

331510. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Bertrand (L.), Poncet (M.) et Bonaventure (J.-M.), représentés par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Bouchon mesure pour débiter tous liquides.

331511. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Vulin (F.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans les réchauds à gaz.

331512. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Vanheerwende (L.), représenté par Merville, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Nouveau dispositif pour l'allumage des lanternes à gaz.

331513. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Eschke (P.), représenté par Nannhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 28. — Carton pour feuilles de musique et autres.

331514. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Geisler senior (G.) et Geisler junior (G.), représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Procédé pour la fabrication du ciment.

331515. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Broust (E.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Appareil de sauvetage.

331516. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Waschul (A.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Vibreur pour usages thérapeutiques.

331517. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Diétrich (W.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Dispositif pour le placement et l'enlèvement automatiques du mécanisme parlant dans les gramophones à encaissement.

331518. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Cosset (M.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux freins de vélocipèdes.

331519. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Société Jules et Albert Niclausse, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Châssis de voiture.

331520. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Société Jules et Albert Niclausse, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Roues en tôle emboutie.

331521. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Société Jules et Albert Niclausse, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Séparateur de liquides de densités différentes.

331522. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Société Lasmoles et R. de la Faye, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil à rigger.

331523. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Harstad (J.-M.), représenté par rayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Outils à magnéto.

331524. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Bier (J.-M.) et Bier (G.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lampe fonctionnant à l'incandescence par le gaz avec échauffement préalable.

331525. Brevet de quinze ans, 26 avril 1903; Hauvel (C.), à Paris, boulevard Pereire, n° 129. — Nouveau système d'automobile appelé Koukle.

331526. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Emmet (W.-L.-R.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Turbine.

331527. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Dejust (J.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Laveur de sable continu et méthodique.

331528. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Aussenac (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Boîte à clapet pour le remplissage et la vidange des foudres et autres réservoirs.

331529. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Deroual (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé permettant le timbrage à sec et même l'impression en relief des étiquettes métalliques par la lithographie, au moyen des machines actuellement en usage.

331530. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Société The British Mannesmann Tube Company limited, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif d'alimentation pour le laminage, à pas de pèlerin, des tubes ou des barres prismatiques ou elliptiques.

331531. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Chester (F.-S.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine à mouler les suppositoires.

331532. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Garob-Zweifel (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Plaque de chariot pour médailles à filer à bagues.

331533. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Harrop (J.-C.), Harrop (W.-H.), Linard (A.) et Vines (H.-L.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux talons de chaussures.

331534. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Weatherby junior (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de protecteur électrique pour coffres-forts, bâtiments, etc.

331535. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Chiffolot (P.), représenté par Bonnamé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Sécheur perfectionné.

331536. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; De Karavodine (V.), représenté par Bonnamé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Garniture calorifique intérieure pour cylindres de machines à vapeur et de moteurs thermiques en général.

331537. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Société E. Plan et C^{ie}, représentée par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Dispositif amovible applicable aux phonographes pour jouer les disques de gramophones, dit *Plan-o-phone*.

331538. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Dupont (P.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moulage mécanique des baignoires et autres pièces de grandes dimensions.

331539. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Société Continental Turbine Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Turbine à fluide élastique.

331540. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Société Continental Turbine Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Ajutages ajustables pour turbines à fluides élastiques.

331541. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Société Continental Turbine Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Outil à tailler les aubes pour turbines à fluides élastiques.

331542. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Dodge (A.-R.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Support pour aubes intermédiaires dans les turbines à fluides élastiques.

331543. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Junggren (O.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mécanisme régulateur pour turbines à fluides élastiques.

331544. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Dodge (A.-R.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mécanisme régulateur pour turbines et autres machines.

331545. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Junggren (O.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Régulateur pour turbine à fluide élastique.

331546. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Société Continental Turbine Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Régulateur électrique pour turbines à fluides élastiques.

331547. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Norton (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les capsules ou dispositifs de fermeture pour bouteilles et réceptiens analogues.

331548. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; De Kleist (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux instruments de musique automatiques.

331549. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Patterson (T.-S.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Perfectionnements apportés aux séparateurs centrifuges.

331550. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Société The Salts Textile Manufacturing Company, représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Mécanisme de tension du fil pour navettes de métiers à tisser.

331551. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 10. — Perfectionnements à la fabrication de lampes électriques à incandescence.

331552. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Charollais (J.), représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Mèche demi-ronde hélicoïdale.

331553. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Fischel (N.), représenté par Bonnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Ceinture invisiblement extensible.

331554. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Angéreau (A.-F.) et Cozic (A.-F.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Distributeur par engrenages pour l'allumage électrique des moteurs à explosion.

331555. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Niklas (S.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Dispositif s'adaptant aux navettes pour empêcher le déroulement du fil de trame.

331556. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Société Williams Patent Crusher and Pulverizer Company, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Broyeur pulvérisateur.

331557. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Société Universal Accountant Machine Company, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Machine à calculer.

331558. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Carter (W.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Méthode et appareil pour mouler les étoffes.

331559. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Kimberlin (W.-M.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé pour coller le caoutchouc, le cuir, les tissus, le bois, le fer, etc.

331560. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Rein (G.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Appareil à coquille pour le transport des gaz et des liquides.

331561. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Janssen (W.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Bandage en tricot pour animaux domestiques de grande taille.

331562. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Grünert (F.-B.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Machine à battre les dentelles.

331563. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Glynn (B.-G.-W.), Hughes (E.-W.) et Corbett (E.-E.), représentés par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif perfectionné de changement de marche pour machines à vapeur.]

331564. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Amberson (L.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Boulon sans filets et sans écrous.

331565. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Brooks (F.-E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Coussinet à rouleaux.

331566. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Hollingsworth (W.-T.-P.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de cornet pour phonographes et autres instruments analogues.

331567. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Wright (J.-S.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Obturateur photographique.

331568. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Turner (C.-W.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil pour la fabrication d'un gaz oxyhydrocarboné.

331569. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Société anonyme d'application des gaz liquéfiés, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé pour l'obtention aux extrémités d'un tube métallique mince d'une épaisseur suffisante pour recevoir un filetage.

331570. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Mitchell (C.-M.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux distributeurs automatiques.

331571. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Vallienne (G.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Dispositif de réglage d'admission d'air pour carburateur.

331572. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Ray (J.-A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnement aux épureurs d'eau pour chaudières à vapeur.

331573. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Bonnefoy (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine servant au piquage des cartons pour dentelles faites à la main et au crayonnage de leurs dessins.

331574. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Jardin (L.-C.-P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de blanchiment du lin, du chanvre, du coton, du jute, de la ramie, de la paille, etc.

331575. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Vuillard (C.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de barrette perfectionnée pour les cheveux.

331576. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Synnestvedt (P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme propulseur pour automobiles.

331577. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Société E. Thibault et Olive, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Thé comprimé.

331578. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Somló (C.-J.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Procédé pour l'obtention d'un degré de pureté plus élevé (c'est-à-dire d'un rendement plus élevé en alcool), dans les fermentations alcooliques dans lesquelles on emploie le malt.

331579. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Bjorkman (B.-W.-O.-H.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Chaise roulante.

331580. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Hollingworth (W.-T.-P.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif de mise en marche, d'arrêt et de réglage pour phonographes.

331581. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Henschel (H.-F.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Balai.

331582. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Mehlberg (K.-O.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les mandrins à forer.

331583. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Compagnie de Fives-Lille et M. Ribourt (L.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Manchon d'accouplement hydro-dynamométrique pour moteurs à rotation pour mesurer le couple moteur effectif développé en marche courante par les machines de grande puissance.

331584. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Rostin (H.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Système pour l'ouverture des robinets depuis une usine par augmentation de la pression du gaz.

331585. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Benesch (R.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Canne servant d'appui pour bicyclette.

331586. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Cölles (G.-W.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Moteur électrique.

331587. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Chollé aîné (L.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné à changer les couleürs d'un éclairage quelconque.

331588. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Poignon (C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine produisant directement par compression des morceaux de sucre aux dimensions commerciales.

331589. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Viel (P.-I.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de débrayage et de changement de vitesse.

331590. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Joly (J.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux dispositifs de chauffage par la vapeur à basse pression.

331591. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Fournier (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Récipient pour l'entmagasinement et la distribution sous pression de plusieurs liquides de diverses natures destinés à l'alimentation soit des appareils de chauffage, soit des appareils producteurs de vapeurs, principalement dans les opérations de désinfection.

331592. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Henriod-Schweizer (F.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Moteur à explosion avec dispositif de refroidissement du mélange explosible.

331593. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Graham (W.-J.) et Graham (S.-C.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Voiturette nouvelle perfectionnée pouvant être reliée aux bicyclettes ordinaires et motocyclettes.

331594. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Todtmann (P.-H.-B.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fermeture pour siphons.

331595. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Lassoujade (J.-O.), représenté par Klotz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Palier à billes.

331596. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Société Roufant et Delarte, représentés par Klotz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil d'extraction de la vapeur après sa détente aux cylindres.

331597. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Société Félix Wiener et C^e, représentée par Armeingaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de verrouillage des tiroirs de meubles, classeurs, bureaux, cartonniers, etc.

331598. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Société anonyme des moteurs et automobiles «Herald», représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Frein agissant dans les deux sens de marche pour voitures automobiles et autres destinations.

331599. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Felber (E.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Fourneau de protection pour les ongles.

331600. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Okun (M.-S.), représenté par Frey, à Paris, rue de Vienne, n° 2. — Appareil de propulsion pour bateaux.

331601. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Lange (G.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Jeu de calcul et de construction.

331602. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Schrader (J.-H.-F.), représenté par Grimont et Pollin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Procédé pour imperméabiliser les tissus.

331603. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Firme H. Kötting & C^e, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif isolateur.

331604. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Bergmann (T.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux machines à explosions.

331605. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Cummings (L.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Protecteur pour bandages de roues et son mode de fabrication.

331606. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Scott (H.-V.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif révélateur de bouteilles remplies frauduleusement.

331607. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Wells (W.-E.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Perfectionnements apportés aux boîtes métalliques s'ouvrant avec une clé.

331608. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Société Parrot Duval & C^e et société Comptoir industriel de Berne, A. Schopfer, représentées par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Générateur de vapeur.

331609. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Société Nessi frères, représentée par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Dispositif pour la production de vapeur à basse pression.

331610. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Becker (A.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Outillage de cannelés et outillage pour la mettre en place dans les fonds des tonneaux.

331611. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Société Famot frères, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Vrille porte-man-teau.

331612. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Leyritz (A.-L.-V.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouvelle matière plastique.

331613. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Société pour l'exploitation des procédés de production de gaz industriels, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fabrication de gaz mixtes de différents pouvoirs calorifiques.

331614. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Muchowicz (C.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Serrure avec pêne en forme de gachette.

331615. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Société Wffh. Josten Söhne, représentée par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Calorifère à chargement automatique de combustible.

331616. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Société anonyme des produits Fred. Bayer et C^e, représentée par la société Ch. Thimon et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la production de nouveaux dérivés de l'anthraquinone.

331617. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Rennefelt (G.-T.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Séparateur centrifuge pour liquides.

331618. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Hallauer (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés au jeu dit *Passage de la boucle*.

331619. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Société Bernh. Seiffert & Sohn, représentée par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Procédé et appareil pour la stérilisation des liquides organiques.

331620. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Collin (A.-P.-U.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'emporte-pièce chirurgical applicable en ophtalmologie.

331621. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Basch (D.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour supporter les jarretelles et autres articles analogues.

331622. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Société The British Mannesmann Tube Co limited, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de filière.

331623. Brevet de quinze ans, 7 février 1903; Gardes (J.), rue Montesquieu, n° 31, à Agen (Lot-et-Garonne). — Chauffe-rette à alcool dénommée *La mignonnette inexplorable*, ne s'éteint pas.

331624. Brevet de quinze ans, 7 mars 1903; De Ligne (H.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Système de transmission directe du mouvement du moteur aux roues motrices dans les véhicules automobiles.

331625. Brevet de quinze ans, 17 mars 1903; Gardner (R.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux formes et aux montures des matières à user.

331626. Brevet de quinze ans, 23 mars 1903; Braun, dit Brun (B.), à Paris, rue des Jeûneurs, n° 10. — Relève-jupe.

331627. Brevet de quinze ans, 23 mars 1903; Gros (F.), à Paris, boulevard Saint-Jacques, n° 51. — Nouveau système de distribution et d'indication.

331628. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Société Siemens & Halske Aktien Gesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Système téléphonique actionné par un courant permanent.

331629. Brevet de quinze ans, 10 avril 1903; Liebermann (G.-N.) et Liebermann (L.), représentés par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Tête de poupée.

331630. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Chenier (A.-H.), à Paris, rue de la Tour, n° 141, et Lion (G.-P.-J.), à Paris, rue Galvani, n° 21 bis. — Moteur à combustion intérieure utilisant tout hydrocarbure de consistance ou de densité quelconque, dit *Moteur universel*.

331631. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Farkas (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mise en marche des moteurs à explosions par un moteur auxiliaire à action directe.

331632. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Wilcox (L.-G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Taille-crayon.

331633. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Gout (T.-E.), aux Martigues (Bouches-du-Rhône). — Suspension à chaînes renversées, système *Gout*.

331634. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Baumgarten (H.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Générateur automatique à gaz acétylène en forme de lampe.

331635. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Mausshardt (M.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système de raccord tubulaire pour la fixation des manches de balais et de brosses à frotter.

331636. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Ganswindt (H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Plateau paragouttes pour verres à boire, bouteilles, etc.

331637. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Picard (E.-N.-A.), à Paris, avenue de Saint-Mandé, n° 106, et Ragoney (J.), à Paris, rue Mongallet, n° 20. — Laminier rouleau de fils métalliques appliqué à la fabrication des épingles à cheveux et à cheveux.

331638. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Tyskiewicz (B.) et de Valavski (J.), représentés par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Procédé d'utilisation des petites eaux des batteries de diffusion dans les fabriques de sucre.

331639. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Duysens (T.) et Klynen (P.), représentés par Griment et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Machine à vapeur rotative à détente pleine ou variable et réglable.

331640. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Datta (P.-K.), représenté par Nauhardi, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Double bateau insubmersible.

331641. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Chameroi (E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnement apporté aux pompes à comprimer l'air, plus spécialement aux pompes à main, pour le gonflement des bandages pneumatiques.

331642. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Société Werkzeugmaschinen Fabrik vorm. Petschke & Glöckner A.-G., représentée par Muzet, à Paris, rue de Richelieu n° 41. — Appareil de guidage d'outil pour les pièces à façon.

331643. Brevet de quinze ans, 7 mars 1903; Ecorchon, rue de la Guadeloupe, Vallée de l'Orphelinat, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). — Ouvrage-huitres.

331644. Brevet de quinze ans, 2 mai 1903; Gorce (C.), à Dennery (Saône-et-Loire). — Fermeoir Gorce pour la chaussure.

331645. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Laurent (M.), à Voiron (Isère). — Utilisation des gaz d'échappement des moteurs à explosion.

331646. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Chirac (E.), représenté par Ducassou, rue de la République, n° 62, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Machine à imprimer sur les œufs.

331647. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Meynot (G.), représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Guide-râteau pour machines agricoles.

331648. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Crompton (C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur à vapeur.

331649. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Société The Auto Igniter Exporting Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif d'allumage électrique pour moteurs à gaz.

331650. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Tillinghast (E.-R.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Pont-levis.

331651. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Lejeune (A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements aux métiers à filer renvideurs.

331652. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Vuillemin (Paul). Vuillemin (Armand) et Vuillemin (Alphonse), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Montre-réveil perfectionnée.

331653. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Carmichael (R.), Carmichael (J.-H.) et Carmichael (F.-R.), représentés par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Obtention de caséine végétale par voie mécanique.

331654. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Samain (P.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Nouveau régulateur de pression.

331655. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Turner (la dame), née Claxton A.-S.), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Serre-oreilles.

331656. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Nédal (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Modérateur pour lampes à arc.

331657. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Ehrhardt (R.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Produits de parfumerie et de pharmacie à base de poussières de safran ou de formations perlées.

331658. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Liais (L.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Bec à incandescence à pression par l'alcool, le pétrole ou autres liquides volatils.

331659. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Société The Talbot Continuous Steel Process limited, représentée par Thierry, à Paris, rue de Maïto, n° 48. — Perfectionnements apportés à la fabrication de l'acier ou du fer à lingots.

331660. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Courbon père (J.) et Courbon fils (A.), représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Moyeu de roues de bicyclettes, de voitures automobiles et autres véhicules.

331661. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Sapojnikoff (J.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Appareil d'accouplement automatique à double crochet et fourche pour wagons de chemin de fer.

331662. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Société Garnier, Thiébaud et C^{ie}, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux métiers Jacquard.

331663. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Raison sociale Meanil frères, représentée par Casalunga, à Paris, rue des Haïtes, n° 15. — Machine à faire l'emplacement des boîtes mécaniquement.

331664. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Ducassou (L.-G.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux colliers pour bêtes de trait.

331665. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Griemmeson (C.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de robinet à gaz ou autres usages applicable d'une façon générale à tous les appareils à gaz et plus particulièrement aux lanternes.

331666. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Hitch (W.-E.) et la société W.-T. Henley's Telegraph Works Company limited, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les câbles pour la transmission de l'énergie électrique ou électro-magnétique.

331667. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Rophé (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de récupération calorifique et de brassage des gaz appliqué aux becs à incandescence.

331668. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; De Frise (H.-J.-W.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour la stérilisation de l'eau.

331669. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Lévy (A.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé pour l'obtention de dépôts métalliques protecteurs contre l'oxydation.

331670. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Junca (E.-P.-A.), représenté par Ferron, à Paris, rue Monge, n° 37. — Appareil électrique d'éclairage appelé l'Auto-Eclaircur.

331671. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Schoenleber (G.-H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fer à repasser les chapeaux hauts de forme.

331672. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Day (J.-T.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les protecteurs pour garnitures en caoutchouc.

331673. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Gibaud (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moteur à deux cylindres et à deux temps fonctionnant au gaz, au pétrole, à l'essence, à l'alcool, etc.

331674. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Langlois (C.-L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil d'éclairage pour la photographie au magnésium.

331675. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Montaner (M.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des bouchons en liège aggloméré et en liège naturel.

331676. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Muller (L.-E.), dit Louis d'Émile Muller, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif de chapeau manchon réfractaire pour développer la surface éclairante dans les lampes à arc.

331677. Brevet de quinze ans, 2 mai 1903; Agéron (J.-A.), représenté par Lavoix et Moëse, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Machine électrique avec dispositif spécial de commande pour l'allumage des moteurs et l'éclairage.

331678. Brevet de quinze ans, 2 mai 1903; Polte (E.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système de balance enregistreuse automatique.

331679. Brevet de quinze ans, 2 mai 1903; Vauoli (C.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Soupape régulatrice de gaz à fonctionnement automatique.

331680. Brevet de quinze ans, 2 mai 1903, Rissmann (C.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Régulateur de tirage pour foyers de chaudières, etc.

331681. Brevet de quinze ans, 2 mai 1903; Mercier (A.) et Brugger (R.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Montre.

331682. Brevet de quinze ans, 2 mai 1903; Stewart (J.-G.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Instrument d'optique destiné à mesurer les distances et pouvant être utilisé comme goniomètre.

331683. Brevet de quinze ans, 2 mai 1903; Bayes (F.), représenté par Diétrý, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bandage perfectionné pour cycles, automobiles et voitures de tous genres.

331684. Brevet de quinze ans, 2 mai 1903; De Rougemont (W.), représenté par Diétrý, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif automatique de refroidissement pour appareils de fermentation.

331685. Brevet de quinze ans, 2 mai 1903; Velin (M.), représenté par Diétrý, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Plateau en papier pour enrouler les étoffes.

331686. Brevet de quinze ans, 2 mai 1903; Moretau (P.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Robinet indicateur de niveau.

331687. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Fontenay (P.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Purgeur automatique.

331688. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Héron (J.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Appareil pour la production d'une lumière artificielle à l'usage de la photographie.

331689. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Lamouille (E.), représenté par Germain, à Paris, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Machine à copier les lettres.

331690. Brevet de quinze ans, 12 mars 1903; Bidolet (E.), rue Victor-Hugo, n° 2, à Courbevoie (Seine). — Système d'agrafe instantanée pour courroie ou autres matières.

331691. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Société Piguet et C^{ie}, représentée par Gruffe, rue de Paris, n° 2, à Lyon (Rhône). — Garniture métallique.

331692. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Société anonyme dite Société de tableaux et boîtes métalliques illustrés, représentée par Valteau, rue des Treuils, n° 5, à Bordeaux (Gironde). — Nouvelle machine à sertir, dénommée Sertisseuse S. T. B.

331693. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Antcliff (H.-R.), représenté par de Moenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les serrures.

331694. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Kronheim (W.) et Haltenhoff (O.), représentés par Borané et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Dispositif de self-allumeur pour lampes à incandescence par le gaz et autres.

331695. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Société Jules Grouvelle et H. Arquembourg, représentée par Carénou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Système de transmetteur différentiel pour la transmission, à distance, des variations de sources d'énergie quelconques et de ses applications.

331696. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Raison sociale Grönkvists Mekaniska Werkstad i Katrineholm, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Mandrin porte-forêt.

331697. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Mat (J.-B.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Nouveau système d'enveloppe rebelle à toute ouverture non autorisée.

331698. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Piqueur (H.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Pile hydro-électrique à un seul liquide se renouvelant automatiquement.

331699. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Ward (S.-A.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux pistons.

331700. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Romero (L.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé et appareil pour former des objets en matière plastique.

331701. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Chéreau (J.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé de tannage au phénol.

331702. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Bateman (R.-W.) et Bateman (L.-H.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés au mécanisme de commande des machines à planer et autres machines analogues.

331703. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Cordonnier (E.) et Schott (J.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermeture de sûreté pour moules de verrerie.

331704. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Société H. Schmidt'sche Waldwoll-Waren-Fabrik, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Seringue complètement en verre pour injections sous-cutanées.

331705. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Mettwie (L.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Dispositif auto-régulateur de la lubrification des moteurs à carter fermé.

331706. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Gaigneur (J.) et Chapot (P.), à Paris, avenue du Maine, n° 49. — Margeur mécanique.

331707. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Provost (P.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Embrayage progressif.

331708. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Pareis (J.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 93-95. — Dispositif pour la dessiccation de la fumée dans les pipes, fume-cigares et fume-cigarettes démontables.

331709. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; De Dion (A.) et Bouton (G.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Transformateur pour l'allumage des moteurs à explosions.

331710. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Vasseur fils (A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements à la fabrication des fromages.

331711. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Leleu (A.), à Paris, rue de Lourmel, n° 44. — Niveau à pétrole à combustibles liquides pour automobiles, etc.

331712. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Bullivant (W.-R.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil propre au séchage du sable.

331713. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Macey (E.-H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Aiguille automatique pour chemins de fer et tramways.

331714. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Delahaye (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cire artificielle et son procédé de fabrication.

331715. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Bommer (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système perfectionné de gond à ressort.

331716. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Bengel (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux valves à eau pour chauffe-bains, etc.

331717. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Dziangielowski (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour préparer des betteraves de façon à obtenir par un procédé quelconque un jus d'un haut degré de purté.

331718. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Levy (H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à affûter les perceurs de brodeuses.

331719. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Shéppard (H.-C.) et Milburn (F.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux transmissions à vitesse variable et à renversement de marche.

331720. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Ekenberg (M.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour carboniser la tourbe, les déchets de bois, la bouille, etc., ou en faire du coke.

331721. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Société Albert Schuster et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau genre de tablettes et de tableaux en linoléum destinés à remplacer les ardoises à servir comme tableaux d'école, etc.

331722. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Nortz (J. dit A.), à Fontaine-les-Vervins (Aisne). — Nouveau procédé de dégraissage des vêtements, effets, linge, gants, etc.

331723. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Société des établissements Poron, rue des Bas-Trévois, à Troyes (Aube). — Utilisation des propriétés des fils filés avec torsion à droite et ceux filés avec torsion à gauche à la confection d'articles de bonneterie présentant des aspects variés.

331724. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Raison commerciale Mettmanner Dampf-Säge & Hobelwerk Theodor zur Linden, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Roue à couronne en segments de bois.

331725. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Société Cavallier et C^{ie}, représentée par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Fabrication des engrais de mélasse.

331726. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Dorr (J.-P.), représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Tablettes à papier continu.

331727. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Rittmann (la dame), née F. Urech, représentée par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Appareil de massage.

331728. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Fiddes (W.-W.) et Aldridge (J.-G.-W.), représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans les appareils employés dans les usines à gaz pour décharger le coke et charger le charbon dans les cornues.

331729. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Schade van Westrum (L.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Moyen permettant de prévenir les explosions de poussières.

331730. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Hartel (A.-E.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Lampe à gaz.

331731. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Clark (G.-P.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements aux connexions d'arbres.

331732. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Slazenger (A.-E.-L.), représenté par Guiman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements aux raquettes de tennis.

331733. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Middleton (P.-C.) et Smith (W.-S.-H.), représentés par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — *Frais à corde.*

331734. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Compagnie générale de phonographes, cinématographes et appareils de précision, représentés par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — *Procédé d'émulsionnement sensible pour plaques et bandes métalliques utilisées pour le coloriage des photogravures, photographies et bandes cinématographiques.*

331735. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Brayton (J.-T.) et Harpham (E.-L.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — *Mires grossissantes pour armes à feu.*

331736. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Wainwright (H.-H.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — *Perfectionnements aux ouvrages en béton armé.*

331737. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Hill (H.-Mc-D.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — *Perfectionnements aux appareils électriques pour le chauffage de l'eau.*

331738. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Société Automatic Heat Annunciator C^{ie}, représentée par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — *Appareil avertisseur d'incendies.*

331739. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Statler (J.-G.) et Fawcus (W.-P.-J.), représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — *Bougie d'allumage avec renforteur pour moteurs à explosions.*

331740. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Carrère (J.-M.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Four électrique.*

331741. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Hicks (J.-M.) et Low (A.-A.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Mode de bouchage.*

331742. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Mills (C.-B.) et Williams (A.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Voiture automobile à vapeur.*

331743. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Société Riedler Express Pumpen Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Réservoir d'air pour pompes avec piston séparateur entre le liquide et l'air comprimé.*

331744. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Demaison (B.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — *Moufle pour la cuisson des produits céramiques.*

331745. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Houghton (V.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — *Boucle de harnais.*

331746. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; De Czernichowski (P.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — *Mécanisme de transformation à rapport variable du mouvement rectiligne d'un piston en mouvement rectiligne.*

331747. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Vuarchex (C.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — *Valve perfectionnée pour bandages pneumatiques.*

331748. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Barrallion (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — *Système d'entonnir ayant pour but d'éviter les pertes de liquide.*

331749. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Pasquet (P.-G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — *Perfectionnements dans la construction des roues hydrauliques.*

331750. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Grammont (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — *Valve pour bandages pneumatiques d'automobiles.*

331751. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Maybaum (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à écrire et additionneuses combinées.
331752. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Mopfelt (R.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Résistance électrique.
331753. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; O'Brien (E.-J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à éliminer les filasse des grânes de coton.
331754. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Hinman (C.-W.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils opérant le mélange d'air et de gaz pour l'éclairage.
331755. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Meyer (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à nettoyer les gruts et semoules.
331756. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Schaefer (la dame A.), représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Siège combiné avec une voiture d'enfants.
331757. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Theissen (C.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de lavage.
331758. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Watzlawik (F.) et Hahn (S.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux métiers à tisser.
331759. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Société Bernh. Seiffert & Sohn, représentée par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Procédé et appareil pour l'obtention d'une fermeture de bouteille antiseptique et bactério-hermétique.
331760. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Willsie (T.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Écran coloré pour appareils photographiques.
331761. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Lafforgue (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mécanisme de distribution de vapeur.
331762. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Huguet (W.), Minart (L.) et Miron (F.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil plongeur avec outillage mécanique à commande extérieure.
331763. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Brousset (A.-A.), représenté par Boromé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux grueurs à compression pour la lubrification des cylindres et des tiroirs des machines à vapeur.
331764. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Brousset (A.-A.), représenté par Boromé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Poinçonnage à main à poinçons multiples.
331765. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Société Wm. F. Schmoele & C^e, représentée par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Procédé colonial pour l'extraction de caoutchouc des plantes d'origine ou pour l'épuration de qualités de caoutchouc insuffisamment travaillées.
331766. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Osburn (E.-W.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pétrin mécanique.
331767. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Milton (F.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour le tirage polychrome en une seule impression et au moyen d'une seule plaque.
331768. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Danty (J.), à Paris, boulevard Voltaire, n° 264. — Machine à plisser en plis convergents.
331769. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Lattemann (J.-J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Chaussures perfectionnées.

331770. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Nickloy (C.) et Babcock (T.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif révélateur de bouteilles frauduleusement remplies.

331771. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Société Henry R. Worthington, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux condenseurs à vapeur.

331772. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Diederichs (C.), représenté par Armand Gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux métiers à tisser.

331773. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Verwer (M.-W.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Appareil de cristallisation convenant spécialement à la fabrication du sucre candi.

331774. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Boardon (E.), représenté par Fayolle, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Perfectionnement apporté aux graisseurs sous pression dits *self-acting*.

331775. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Mercader (C.), représenté par Assolant, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux procédés de fabrication des essieux, etc.

331776. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Waddell (A.), représenté par Assolant, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés à la fabrication de briquettes en charbon.

331777. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Lafaurie (H.-F.), représenté par Klotz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Lanterne signal.

331778. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Gaucher (E.), représenté par Klotz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Pompe élévatrice.

331779. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; De Saint-Léger (G.-M.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Boîte d'essieu à ressorts pour roues de voitures.

331780. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Lavezzari (A.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Organe mécanique entraîneur-verrouilles permettant de produire à volonté l'entraînement ou le verrouillage de l'arbre ou du pivot sur lequel il est monté.

331781. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Plattenburg (J.), représenté par Rieutort et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Balance.

331782. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; De Eicken (R.) et Riasse (A.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux piles primaires.

331783. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Maiche (L.) et Maiche (C.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour récupération mixte de la vapeur d'échappement et de son eau de condensation applicable aux machines à vapeur en général.

331784. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Victor (A.) et Husham (C.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de portes laminées.

331785. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Reeb (A.-J.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de filtre.

331786. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Lebart (C.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de four au gaz pour la boulangerie.

331787. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Kampfe (F.), Kampfe (R.) et Kampfe (O.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boîte pour rasoirs de sûreté.

331788. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Kampfe (F.), Kampfe (R.) et Kampfe (O.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte-lame pour les rasoirs de sûreté.

331789. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Société V. Dodet et C^{ie}, représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements au métier à tulle uni, bobin ou circulaire, en vue de l'obtention d'un tulle moiré.

331790. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Denayrouze (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de préparation et de distribution d'un mélange d'air et de gaz non explosible pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice.

331791. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Cheneaux (E.), Fauvin (E.) et Amiet (E.), représentés par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Perfectionnements apportés aux trembleurs utilisés dans les dispositifs de contacts électriques.

331792. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Burkard (A.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Pipe à sécheur en merisier.

331793. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Völker (H.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Serrure de sûreté avec dispositif d'alarme pour tiroirs.

331794. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Passard (A.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Charrue perfectionnée.

331795. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Gibbs (C.-H.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Dispositif de sûreté contre la vol à la tire.

331796. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Farlas (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif d'agrafe des manchons sur les becs à incandescence par le gaz à flamme renversée.

331797. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Blair (J.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moyen pour faire tourner ou virer un navire lorsqu'il ne va pas de l'avant sous l'action de ses machines principales également applicable comme gouvernail auxiliaire ou d'urgence.

331798. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Sörensen (C.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Procédé pour la soudure de l'aluminium.

331799. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Simundt (P.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil de désinfection.

331800. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Stanley (F.-E.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Indicateur de niveau d'eau.

331801. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Anderson (J.-M.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnement dans le procédé de soudure ou doublage des métaux.

331802. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Jaubert (G.-F.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Soudure autogène des métaux.

331803. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Laugrin (J.-F.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Procédé de fabrication des lames de collecteurs pour dynamos et moteurs électriques.

331804. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Fitch (E.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux appareils indicateurs, aux horloges et autres similaires.

331805. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Préaubert (L.) et Thubé (G.-A.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Matière adhésive pouvant servir d'agglutinant, d'épaississant, etc.

331806. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Société IpsiLanti Lubricator Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux appareils de graissage.

331807. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Bardon (L.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux régulateurs pour arc électrique.

331808. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Janik (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour rendre la monnaie pour caisses de contrôle et enregistreuses.

331809. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Oberdorfer (F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fixe-moustaches en toile métallique de forme quelconque et pouvant se lever.

331810. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Rose (J.), Machemaie (A.-W.) et Gill (J.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux garnitures à douille pour trous de bonde et leurs moyens de fixation.

331811. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Skibinski (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Garde-crotte pour roues de voiture.

331812. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Robergel (E.) et Robergel (G.-J.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de décapage mécanique des fils et barres métalliques.

331813. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Reed (J.-C.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux châssis servant au moulage et à la coulée.

331814. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Dumaresq (W.-N.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Dispositif de transmission de mouvement à vitesse variable C-D.

331815. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Guimarães (J.), représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Brûleur à gaz.

331816. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Paquet (L.), représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Monture à douille métallique de boutons céramiques simples ou doubles pour portes.

331817. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Rale (P.-A.), représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Changement de vitesse pour voitures automobiles.

331818. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Société L'Aster, représentée par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil indicateur de pression dit *Manoscope*, pour moteurs à grande vitesse.

331819. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Société anonyme L'Oyonnaxienne, représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Emploi d'une nouvelle substance comme succédané du camphre dans la fabrication du celluloïd.

331820. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Société W.-F. Schmoel & Co, représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Procédé pour augmenter la bonne conservation du caoutchouc.

331821. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Clayton (R.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Perfectionnements aux vases en fonte de fer pourvus de pieds, tels que marmites, chaudières, etc.

331822. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Rorhmann (A.), représenté par Lavoisier et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Système de perches pour herses.

331823. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1903; Société Bundy Manufacturing Company, représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Machine à additionner.

331824. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1903; Vogt (A.), représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux moteurs à combustion interne.

331825. Brevet de cinq ans, 5 mars 1903; Koehler (F.), représenté par Zoller, à Lépages (Vosges). — Fermeture mécanique pour caisses.

331826. Brevet de quinze ans, 23 mars 1903; Hutchison (M.-R.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements dans les commutateurs de charge pour batteries secondaires.

331827. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Elias (J.), représenté par Roussel, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Automoteur à air comprimé et eau ou tout autre liquide pouvant également fonctionner par l'air comprimé seul ou par tout liquide seul.

331828. Brevet de quinze ans, 9 avril 1903; Severin (H.), représenté par Danter, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Machine servant à fabriquer des bouteilles en verre.

331829. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Moret (F.-R.), à Valence (Drôme). — Tachéomètre autoredacteur et répétiteur de précision.

331830. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Denis (A.-L.), à Saint-Quentin (Aisne). — Appareil destiné à séparer les pierres entraînées avec les betteraves dans les transporteurs hydrauliques.

331831. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Robèrgel (G.-J.), représenté par Armeigand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux crochets mousquetons.

331832. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Société Stone Telegraph and Telephone Company, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Nouveau système de télégraphie dans l'espace.

331833. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Société Stone Telegraph and Telephone Company, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Nouveau système de télégraphie sans fil.

331834. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Deutsch (G.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif pour introduire dans les centrifuges la vapeur servant à opérer le clairçage ou blanchiment du sucre.

331835. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Martin (L.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Générateur de gaz Dawson.

331836. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Spoonce (H.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Fabrication d'un sulfate d'alumine.

331837. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Geismar (G.), faubourg Taragnoz, n° 2, à Besançon (Doubs). — Nouvelle boîte de montre sans carreau.

331838. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Leffer (L.-G.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux fours à cuve à doubles parois.

331839. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Zeyen (L.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Appareil continu à sécher du papier, du carton, etc.

331840. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Philippoteaux (A.), représenté par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Machine pour la fabrication des bouteilles en verre.

331841. Brevet de quinze ans, 22 avril 1903; Bernheim (J.) et Wagner (M.), représentés par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé et appareil pour la surépurification du gaz d'éclairage.

331842. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Walter (O.), représenté par de Moenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Dispositif pour mesurer les liquides et leur mélanger du lait de chaux ou autre matière liquide analogue.

331843. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Compagnie internationale de l'électro-typographie Meray & Rôzar, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de débrayage automatique pour machines à fondre et à composer les caractères.

331844. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Windoes (la dame B.-M.), représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Support pour globes et abat-jour.

331845. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Oerstringer (F.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Pupitre réglable pour musiques.

331846. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Bigwood (Henry-M.) et Bigwood Horace-M., représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux rails pour tramways et chemins de fer électriques.

331847. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Imgraben (G.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Appareil pour rembourrer les colliers de harnachement.

331848. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Dietrichkeit (O.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Carcasse métallique pour plafonds et toitures en béton.

331849. Brevet de quinze ans, 8 avril 1903; Trivick (S.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveaux produits obtenus au moyen de sulfates alcalins secs et leur procédé de fabrication.

331850. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Channon (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux serrures à scellés applicables spécialement aux boucles de courroie pour sacs postaux, etc.

331851. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Schmitz (B.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Hélice de propulsion.

331852. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Lefer (E.), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 66. — Distribution pour machines à fluides élastiques.

331853. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Métag (F.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Isolant durable, insensible aux chocs et secousses et empêchant les pertes de chaleur.

331854. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Briet (A.-C.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de diffusion.

331855. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Bennett (W.-B.) et Van Hoff (K.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Garde-scies perfectionné.

331856. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Debaucheron (T.-J.-C.-A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil respiratoire portatif dénommé *le Spiro*, contre les fumées, vapeurs et poussières.

331857. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Reissner (O.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chariot roulant automatique.

331858. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Guillemaud (A.), représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille (Nord). — Produit dénommé *Oleisonine*, destiné à tous les modes de graissage.

331859. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Société générale de phonographes, cinématographes et appareils de précision, représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Coloriage intermittent et combiné des bandes ou films cinématographiques.

331860. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Gousset (L.-E.-E.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Trieur de grains centrifuge.

331861. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Miller (J.-D.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fixateur pour les châssis de fenêtre à coulisse.

331862. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Calentine (G.-C.) et Hayward (A.-J.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux aiguilles de rails.

331863. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; De la Croix (X.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Porte-bec épurateur pour gaz acétylène.

331864. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Casadesus, représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Crachoir de poche.

331865. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Elsenbach (K.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif de réglage pour maintenir les boissons à une température uniforme.

331866. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Pifre (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de commutateur électrique.

331867. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Halbach (W.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour l'essayage rapide et précis des chaussures.

331868. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Mac Master (P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à enregistrer l'heure d'entrée et de sortie des ouvriers et à calculer les salaires.

331869. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Carbone (T.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de globe pour lampes de tous genres.

331870. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Everlé (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Couronne mortuaire à médaillon transparent.

331871. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Deleuze (H.-F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil destiné à dériver les courants d'eau.

331872. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Bureau (R.), représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tête de canule à jets latéraux en nappe circulaire continue.

331873. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Delbrück (E.), représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Store rafraîchisseur et collecteur des poussières pour voitures de chemins de fer et autres véhicules.

331874. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Société industrielle des téléphones (automobiles Ader), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moteur polycylindrique en V, système Ph. Richemont.

331875. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Brody (M.), représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Application nouvelle de la plume sur dentelles, broderies et articles similaires.

331876. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 10. — Perfectionnements aux régulateurs électriques.

331877. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Caille (C.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil pour projeter les liquides.

331878. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Société Gérente, Dalbignat et C^{ie}, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système de bouton se fixant sans fil ni aiguille et sans outil spécial.

331879. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Compagnie générale des phonographes, cinématographes et appareils de précision, représentée par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Support à galet, pour le pavillon acoustique des phonographes.

331880. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Brand (J.) et Kempelmann (G.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Accouplement de sûreté pour véhicules de chemin de fer.

331881. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Brecklinghaus (E.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Robinet à fermeture élanche de la soupape par la pression hydraulique.

331882. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Société The Crown Cork and Seal Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements à la fabrication de capsules de bouchage et aux moyens pour y appliquer des garnitures ou bagues en caoutchouc.

331883. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Donati (F.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Injecteur portatif pour l'hygiène antivénéérienne dénommé *Militta*.

331884. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Lassen (H.-R.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Appareil d'alarme fonctionnant automatiquement en cas d'effraction ou d'incendie.

331885. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Lacroix (A.), représenté par Klotz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux machines à fabriquer le papier.

331886. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Boixadera y Ponsa (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil photographique panoramique tournant.

331887. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Moritz (L.-P.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur utilisant les courants marins.

331888. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Moritz (L.-P.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur utilisant le mouvement des marées.

331889. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Plantier (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux hélicoptères.

331890. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Urquhart (R.-J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Véhicules à moteur.

331891. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Adams (S.-H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux filtres et appareils en dépendant.

331892. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Harris (G.-W.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif de fixation pour écrous.

331893. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Société Ernest Lisse et C^{ie}, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de rattrapage du jeu dans les machines à percer à volant d'entraînement, marchant indifféremment à bras ou au moteur et dans d'autres applications.

331894. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Carrère (P.) et Carrère (A.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Gouttières formées de cordes ou de tresses de textiles quelconques, entrelacées ou assemblées par couture.

331895. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Catteau (J.-B.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Moteur à explosions.

331896. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Société La Minerve, représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Mécanisme de changement de vitesse et de marche.

331897. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Basset (N.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication de l'acide sulfurique à l'aide de sulfates insolubles.

331898. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Basset (N.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Fabrication économique des alcalis et de leurs carbonates à l'aide des sulfates alcalins.

331899. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Chandler (S.), Chandler (J.) et Hershey (S.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux têtes de cannes.

331900. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Baurieux (J.-E.), à Fenquières (Oise). — Système de moule radiateur pour verreries.

331901. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Pariat fils (L.), représenté par Ducassou, rue de la République, n° 62, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Couteau universel pour couper les pâtes alimentaires et autres.

331902. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Molinard fils (H.) et Balthency (L.), représentés par Delpy, rue Saint-Ferréol, n° 78, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Appareil destiné à couper la glace à rafraîchir.

331903. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Mc Kenzie (D.), représenté par Mauvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Guide-doigt pour tenir les porte-plume et articles similaires.

331904. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Tissier (L.-L.), représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés aux machines à cigarettes.

331905. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Weinschenk (S.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Ustensile pour laver, essuyer, frotter et nettoyer.

331906. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Boyadjian (A.-N.), à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 21. — Anneau tournant.

331907. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Société Vuillot et Nolevalle, représentée par Payoffet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Perfectionnements aux chapets et aux boîtes à chapets de robinets.

331908. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Mackey (G.-B.), représenté par Fáyollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Perfectionnements apportés aux cornets à pistons.

331909. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Toira (J.-T.), représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Carte postale opaque rendue transparente à volonté.

331910. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Bijar (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareil pour fondre les plaques d'accumulateurs.

331911. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Stévert (P.-T.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareil pour la fabrication mécanique de corps creux en verre, spécialement de cylindres pour verre en feuilles.

331912. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Société The Weber Railway Joint Manufacturing Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mode de fixation des rails de chemin de fer.

331913. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Société The Weber Railway Joint Manufacturing Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mode de fixation des rails de chemin de fer.

331914. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Société The Weber Railway Joint Manufacturing Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mode de fixation des rails de chemin de fer.

331915. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Société The Weber Railway Joint Manufacturing Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Joint isolé pour rails.

331916. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Quignon (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tireur à coquille tournant pour distribution circulaire.

331917. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Frankl (R.), Weiss (L.) et Ziegler (F.), représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Capsule et douille perfectionnées pour lampes.

331918. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Boyle (J.-M.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Transmission servo-motrice pour appareils de précision tels qu'indicateurs, etc.

331919. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Missong (J.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé permettant d'augmenter le rendement thermique des machines à vapeur.

331920. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Fenwick (A.-D.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à plier les pièces d'ébauche pour cols et manchettes.

331921. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Société André Beslay et Maurice Thellier de Poncheville, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fermeture de sûreté de lampe de mine.

331922. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Barbat (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil générateur de gaz acétylène.

331923. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Société française Sprague, représentée par Klotz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositifs automatiques perfectionnés relatifs à la régulation de la vitesse des moteurs électriques.

331924. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Marzari (E.-C.-L.), représenté par Armengand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux pivots d'affûts de bord.

331925. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Diederichs (C.), représenté par Armengand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux métiers à tisser.

331926. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Leveau (G.-D.), représenté par Asi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Bretelles protectrices pour voitures automobiles et autres.

331927. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Krell (G.), représenté par Asi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Forme ou tendeur pour le nettoyage des gants.

331928. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Riffre (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de réglage des moteurs.

331929. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; De Loach (A.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme de changement de vitesse.

331930. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Société anonyme Le Carbone, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé d'obtention des dépôts électrolytiques.

331931. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Ousey (la dame veuve L.), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans les épingles à cheveux.

331932. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Société anonyme des établissements J.-J. Carnaud et Forges de Basse-Indre, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Cafetière russe fer-blanc.

331933. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Compagnie des forges de Châtillon-Commentry et Neuves-Maisons, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif de frein de recul pour affûts de canon.

331934. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Effertz (J.), représenté par Bonden, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 93-95. — Appareil de préservation pour téléphones.

331935. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Le Goszion, à Paris, rue de Condé, n° 5. — Nouveaux microphones à granules ou à grenaille de charbon.

331936. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Köhler (J.-C.), représenté par Nardhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Projectile perfectionné.

331937. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Bauer (H.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Procédé pour la fabrication directe de percarbonate de soude solide.

331938. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Degen (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Photomètre photographique.

331939. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Muller (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Grille mobile pour foyer à charbon.

331940. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Günther (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Porte-étiquettes pour planches moulées d'étoffes.

331941. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Société Hugo Schneider Aktien Gesellschaft, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lampe pour l'éclairage à incandescence par l'alcool et les hydrocarbures en général.

331942. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Auriol (P.), représenté par Merville, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Nouveau moteur à hydrocarbures.

331943. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Campbell (C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux talons de chaussures.

331944. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Cole (J.-G.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bandage de roues.

331945. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Coomber (J.), Caldwell (J.), Wood (H.-E.) et Gifford (A.-C.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bandage élastique.

331946. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Lockling (T.-D.) et Michels (C.-M.-E.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Scellé de garantie pour bouchons de bouteilles.

331947. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Parsons (C.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux dynamos, moteurs et machines semblables.

331948. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Reid (M.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Coussinet à billes.

331949. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Schenck (A.), Bittner (C.) et Westenfelder (P.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux turbines.

331950. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Société Gesellschaft zur Einführung von Erfindungen mit beschränkter Haftung, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif d'injection pour turbines à vapeur à nombre de tours variable.

331951. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Katz (E.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Nouveau tableau-réclame.

331952. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Salmon (F.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Système de fermeture inviolable pour enveloppe.

331953. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Robergel (J.-G.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux appareils dits *Tonneaux* pour l'électrodeposition des métaux.

331954. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Marzari (E.-C.-L.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux affûts pour canons de gros et de moyen calibre.

331955. Brevet de quinze ans, 6 mars 1903; Seidel (H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de grille.

331956. Brevet de quinze ans, 23 mars 1903; Baudot (J.-M.-J.), place Thiers, n° 18, à Tourcoing (Nord). — Exprimensextracteur au large à triple effet et procédé s'y attachant pour la récupération des acides gras dans les opérations du dégraissage, du foulage ou du blanchissage des tissus.

331957. Brevet de quinze ans, 20 mars 1903; Peyruquéou (F.), à Tartas (Landes). — Appareil à donner la voie aux acies.

331958. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Compagnie pour la fabrication des compteurs et matériel d'usines à gaz, à Paris, boulevard de Vaugirard, n° 16. — Système d'engrenages différentiels.

331959. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Noack (G.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à tracer les patrons pour tissage.

331960. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Arndt (M.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Indicateur enregistreur permanent.

331961. Brevet de quinze ans, 11 avril 1903; Murphy (T.-J.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Dispositif interrupteur pour courants électriques spécialement de haute intensité.

331962. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Société Stone Telegraph and Telephone Company, représentée par Goodman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Système de télégraphie dans l'espace ou sans fil.

331963. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Prentices (H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mandrin expansible.

331964. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Von Lengerke (R.-E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les moteurs à combustion interne destinés plus particulièrement aux voitures automobiles et dans les mécanismes de réglage et de commande de ces dernières.

331965. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Carré (L.-A.), à Avize (Marne). — Fermeture magnétique et verrou magnétique.

331966. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Long (J.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — État d'établissement.

331967. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Peters (G.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux câbles sectionnés à enregistrement automatique et à fonctionnement électrique.

331968. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Sehnfka (J.), représenté par Tailleur, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Dispositif pour la transmission de la force systématiquement applicable aux chemins de fer électriques.

331969. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Société Siemens & Halske Aktiengesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Génératrice de courants alternatifs mono ou polyphasiques à nombre restreint de périodes.

331970. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Morell (D.), représenté par Burgis, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Machine rotative.

331971. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Costa (J.), rue Montgrand, n° 11, Marseille (Bouches-du-Rhône). — Appareil découplant, en cas de danger, deux électrogènes en parallèle, tout en les laissant en charge sur la distribution.

331972. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Yates (O.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Montre ou timbre d'étalage.

331973. Brevet de quinze ans, 23 avril 1903; Falcone (A.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux appareils de télégraphie électrique.

331974. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Fourmon (C.), boulevard Chave, n° 127, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Robinet à clef cloche.

331975. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Underwood (H.-T.), représenté par Queval, rue des Thermes, n° 53, à Calais (Pas-de-Calais), élisant domicile, rue du Curé-Saint-Étienne, n° 7, à Lille (Nord). — Machine à fabriquer les tresses de paille, deux torons déjà indépendamment tordus.

331976. Brevet de quinze ans, 26 avril 1903; Broqua (L.), Grande-Rue, à Mont (Gers). — Brosseuse mécanique appelé *Brosseuse Broqua*.

331977. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Mosnier (W.), place de la République, n° 23, à Romans (Drôme). — Nouveau bandage herniaire.

331978. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Jacober (G.) et Roger (A.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcule, n° 15. — Perfectionnement aux poignets pour porte-paquets avec ou sans réclame.

331979. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Société C.-E. Rancillaz et C^{ie}, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Système de boulon écrou desserrable et procédé pour assurer l'indéfectibilité de pièces réunies par filets de vis.

331980. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Radziszewski (L.), Niedzwiedzin (M.) et Tabenski (J.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine pour l'impression des textiles en mode de couleurs quelconques.

331981. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Forgetot (C.-A.), à Paris, rue Montmorency, n° 15. — Système démontable pour cristallin garnis orfèvrerie.

331982. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Studte (H.), représenté par Ma vault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Support à frotte pour boîtes réglées muni de lames en forme de soc à bords tranchants à l'avant et à l'arrière.

331983. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Feldkamp (F.-A.), représenté par Arinowood aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Accumulateur électrique.

331984. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Schumacher (C.-F.-W.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 32. — Machine encoller le papier.

331985. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Schultz (E.-J.-A.), rue Saint-Éloi, n° 13, à Châlons-sur-Marne (Marne). — Le volant moteur Séja.

331986. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Hfren (O.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 27. — Pince pour lampe à arc.

331987. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Boulanger (la dame veuve), née Camus (E.), et Delaye (J.-J.-B.), représentés par Garon, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Support pour pavillon de photographes et appareils similaires dit *le Fidèle*.

331988. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Böhm (L.), Wiener (A.), Neuberger A. et Neumann (A.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Matelas rotatif.

331989. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Latzel (J.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole n° 15. — Turbine à explosions.

331990. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Ginodin (A.), à Moutiers (Savoie). — Souffreuse pour futaies.

331991. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Vogel (G.-A.), rue Sébastien-Gryphe, n° 131, à Lyon (Rhône). — Appareil irremplissable contre la fraude.

331992. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; De Retz (E.), à Arras (Pas-de-Calais). — Moteurs à explosions à quatre temps, explosions multiples par tour de l'arbre moteur.

331993. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Société Arsandeaux et Bagot, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Cachet-bouppé pour la vente et l'emploi des poudres de toilette.

331994. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Edgerson (N.-H.) et Bowers (E.-W.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines électriques.

331995. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Société Fabrique strasbourgeoise de parquets et d'asphalte, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Panneau de parquet.

331996. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Schuler (J.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Table pour revêtements et murs, panneaux, enseignes, etc.

331997. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Lang (A.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé et dispositif pour utiliser la chaleur qui se dégage des réactions pour le chauffage des liquides de tous genres.

331998. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Davril (M.), représenté par la société Metray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à conformer les objets en fil de fer et notamment les queues supports de casseroles.

331999. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Société Kronprinz Aktien-Gesellschaft für Metallindustrie, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Canne transformable en parapluie ou ombrelle.

332000. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Barbier (P.), représenté par Rayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 28. — Compteur électrique.

332001. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Many (J.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 26. — Perfectionnements apportés dans les extirpateurs-scarificateurs.

332002. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Lévy (L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de maintien pour corsages de dames, blouses et autres vêtements.

332003. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Lyman (G.-F.), Stephenson (P.-S.) et Taylor (A.-B.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux châssis de fenêtre.

332004. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Studler (L.), représenté par Tailleur, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Distribution à soupapes se fermant librement.

332005. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Genay (E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Robinet à débiter la bière ou tout autre liquide gazeux.

332006. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Société L. Gaumont et C^e, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil perfectionné pour regarder et exhiber des vues et images photographiques ou autres, stéréoscopiques ou simples, rangées dans des magasins classeurs.

332007. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Leroy (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication d'une étreinelle perfectionnée en chanvre ou autre textile.

332008. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Société Walter et Gabriel, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de revêtement et de décoration artistique sur faïence, porcelaine, grès, briques, tuiles, terres cuites, verres, métaux, etc.

332009. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Chartier (T.-C.), à Huismes (Indre-et-Loire). — Machine à couder le fer.

332010. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Rivet (F.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Dame de nage pour embarcations diverses.

332011. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Boisard (L.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Tour à tailler.

332012. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Gauthier (J.-P.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouveau dispositif de machine à cannetiller.

332013. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Reymondon (A.) et Genin (E.), représentés par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Traitement du genêt pour sa transformation en matière textile.

332014. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Gonnet (P.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Appareil pour la conservation du levain.

332015. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Walker (S.), représenté par Dantier, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Perfectionnements aux métiers à tisser la jute.

332016. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Huchet (E.-D.-F.), quai de la Gloriette, à Nantes (Loire-Inférieure). — Moteur à gaz à deux temps à pistons coupés et à évacuation des gaz brûlés par aspiration.

332017. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Arnon (A.), représenté par Carré, cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Étienne (Loire). — Étau à profonde ouverture serrage à chaîne.

332018. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Bietrix, Leflaive et C^e, à Saint-Étienne (Loire). — Système de mouvement de commande des soupapes ou tiroirs de distribution employés dans les machines à vapeur ou à gaz.

332019. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Koechlin (A.), représenté par Kestel, élisant domicile chez M. Dujardin, rue du Petit-Marché, n° 15, à Belfort. — Appareil de changement de vitesse et de marche en arrière.

332020. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Ferber (R.), représenté par Kestel, élisant domicile chez M. Dujardin, rue du Petit-Marché, n° 15, à Belfort. — Procédé pour recouvrir les surfaces d'une construction d'un enduit imitant la pierre taillée.

332021. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Convert (G.), représenté par Faou, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Procédé économique d'obtention de pièces ovales rondes en celluloid.

332022. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Darling (R.) et Chronik (L.), représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Perfectionnements apportés aux accumulateurs électriques.

332023. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 10. — Perfectionnements aux déclics des disjoncteurs automatiques.

332024. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Zienau (E.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux freins pour machines et machines d'extraction.

332025. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Mc Tear (B.-F.) et Gibson (H.-C.-W.), représentés par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements apportés à la fabrication de tubes et cylindres creux en métal dur, sans soudure.

332026. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Société Joseph Eck & Söhne, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Dispositif pour charger les cylindres à coussinets mobiles dans les calendres.

332027. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Pollak (K.) et Pollak (I.), représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Écluse sans dépense d'eau.

332028. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Webster (H.-A.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Machine à façonner les semelles de chaussures.

332029. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Marx (R.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Support pour exposer les bois de lit.

332030. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Harnelback (J.-A.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Épingles pour chapeaux.

332031. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Mercier (E.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Nouveau mode de transmission pour bicyclette et motocyclette.

332032. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Crépeaux (C.) et Danès (R.-A.-M.), représentés par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Bandage de roue élastique.

332033. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Compagnie française de l'ozone, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif pour le montage et le refroidissement des ozoneurs statiques, système M. P. Otto.

332034. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Compagnie française de l'ozone, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Ozoneurs à basse fréquence pouvant se brancher directement sur un secteur, système M. P. Otto.

332035. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Tyssowska (la dame), née Niver (Z.), représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements aux outils destinés au travail pyrographique du dessin artistique.

332036. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Société Carl Schoening Eisenesserei und Werkzeugmaschinenfabrik Aktiengesellschaft, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé d'impression sur carton.

332037. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Société Gesellschaft zur Einführung von Erfindungen mit beschränkter Haftung, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moyen de parer aux inconvénients des dilatations inégales dans les roues de turbines à vapeur.

332038. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Société J. Holden et C^{ie}, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Plaque d'accumulateur.

332039. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Société National Free Piston Engine Company limited, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur à piston libre.

332040. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Dember (J.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Portefeuille pour conserver les journaux.

332041. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Jeantaud (C.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Séparateur isolant pour accumulateurs.

332042. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Société anonyme des établissements Weyher et Richemond, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux machines à vapeur.

332043. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Giroux (E.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Rondelle d'arrêt d'érou.

332044. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Société Gebrüder Telleschow G. m. b. H., représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Dispositif introducteur pour pénétrés et machines à faire les cornes.

332045. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Wzdulski (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système permettant l'assemblage des poutrelles sans rivets ni vis.

332046. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Mortelette (A.-L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de fabrication d'objets en talc et en stéatite.

332047. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Magniez (E.-P.-F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Éluve pour refroidir le chocolat en vue du démoulage.

332048. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Rott (W.) et Möllen (T.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour transformer une machine à imprimer les étoffes sur un seul côté en une machine à imprimer les deux côtés.

332049. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Berlingin (M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de sécurité évitant les embarras des machines et permettant de les arrêter à distance.

332050. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Werlé fils (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chaise porte-vêtement formant tendeur pour pantalons.

332051. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Soziane (J.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Asphalte artificiel.

332052. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Corbère (P.-C.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'ampoule perfectionnée.

332053. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Société internationale d'éclairage par le gaz d'huile, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Lampe à incandescence pour voitures de chemins de fer, de tramways, etc.

332054. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Deeks (H.-C.-J.), Deeks (J. Goodbody (M.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13. — Procédé et moyens pour l'impression des tissus.

332055. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Manny (G.), à Paris, rue Caill, n° 1. — Perfectionnements aux appareils de mesures électriques.

332056. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Société anonyme des brevets et procédés Claret et Vuilleumier, représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard Lenoir, n° 90. — Inverseur automatique de courant plus spécialement applicable à traction électrique.

332057. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Société Carl Schoening Eisgiesserei und Werkzeugmaschinenfabrik Aktiengesellschaft, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et dispositif pour maintenir constante la tension du continu dans des machines à dévider.

332058. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Schneider (R.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé de désinfection.

332059. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Walker (A.-E.), Walker (A. Walker (G.), représentés par Thierry, à Paris, rue de Maillé, n° 48. — Dispositif d'alimentation pour métiers à tisser automatiques.

332060. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Walker (A.-E.), Walker (A. Walker (G.), représentés par Thierry, à Paris, rue de Maillé, n° 48. — Métier à tisser automatique.

332061. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Nagel (A.), représenté par Neuhar, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Système distributeur réglant la circulation des gaz.

332062. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Stier (H.), représenté par Nanhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Foyer perfectionné.

332063. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Audouin (L.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de barrage oblique de décantation automatique.

332064. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Laussedat (H.-L.) et Richard (J.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'écrateur éclipse destiné au renouvellement automatique et intermittent de l'air dans les locaux habités.

332065. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Société The Nichols Chemical Co., représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de four destiné au grillage des minerais.

332066. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Branly (E.) et Popp (V.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système avertisseur automatique d'orages.

332067. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Société The Chicago Toy Novelty Company, représentée par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Fusil pour enfants.

332068. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Société United Shoe Machinery Company de France, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à percer et poser les œillets.

332069. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Bagnol (C.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau dispositif pour empêcher les dérivations frauduleuses de gaz d'éclairage avant le compteur.

332070. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Bertrand (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé d'obtention d'un tissu mosaïque.

332071. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Kamp (H.), représenté par Klots, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Fabrication des tubes soudés.

332072. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Guénet fils (L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Gazogène à inversions automatiques.

332073. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Schwarzhaupt (W.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pulvérisateur de liquides.

332074. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Webb (W.-R.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour soulever les voitures et automobiles en vue de leur inspection ou de leur réparation.

332075. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Ragoucy (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à former les têtes de clous.

332076. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Perrier (A.-A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif pour relier en manière de soufflet les claies ou volets.

332077. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Ragoucy (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Lamineur-découpeur pour pointes de clous.

332078. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Société Deutsche Industrie-Werke Akt.-Ges., représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Hygromètre à cheveux.

332079. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Société Apparatebauanstalt Ludwigsborg G. m. b. H., représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Ferme-porte.

332080. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Salmon (F.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Tendeur pour pantalons.

332081. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Thompson (J.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux fermetures hermétiques pour bouteilles, bocaux et autres récipients.

332082. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Jungfermann (J.-J.), Hoffmann A. et Tieshen (H.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux machines à écrire.

332083. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Briede (O.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé et appareil pour obtenir par étirage des tubes sans soudure et autres objets analogues.

332084. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Briede (O.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Laminoir avec dispositif d'entraînement pour l'étirage des tubes sans soudure.

332085. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Société française de désinfection, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil brûlant universel, dit *mégaphlogène*, pour brûler des substances hygiéniques, odorantes, désinfectantes et autres.

332086. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Berthier (A.-C.), à Amélie-les-Bains, et Sans (J.-R.), à Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyrénées-Orientales). — Chaussure semelle élastique et imperméable en corde-cuir.

332087. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Fèbre (J.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Récupération des vapeurs des dissolvants volatils dans le traitement des parfums et des matières grasses.

332088. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Bossler (A.-M.), rue d'Aix, n° 7, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Gilet de sauvetage.

332089. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Bombart (H.-J.-B.), à Solesmes (Nord). — Appareil à stériliser.

332090. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Roussel (G.), représenté par Le Coq, rue Brézin, n° 26, à Roubaix (Nord). — Roue élastique pour tous véhicules.

332091. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Otto aîné (E.-C.-F.), Otto jeune (E.-C.-F.), Audy aîné (J.-T.-P.) et Audy jeune (J.-T.-P.), représentés par de Mosenthal, à Paris, rue La Brayère, n° 3 bis. — Système perfectionné de mécanisme de freinage pour la marche à roue libre et le contre-pédalage des vélocipèdes et les équivalents.

332092. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Ludendorff (H.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Lubrificateur réglable.

332093. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Fourman-Piot (A.-A.), représenté par Rousseau, rue Faidherbe, n° 6, à Saint-Mandé (Seine). — Perfectionnements au bouchage des vins mousseux par capsulage spécial sur bouteilles à double bague.

332094. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Gestäcker (E.-F.), représenté par Frey, à Paris, rue de Vienne, n° 2. — Rouleau à redresser les objets courbés.

332095. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Ambruster (W.-J.) et Morton (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de fabrication de couleur.

332096. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Ambruster (W.-J.) et Morton (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouvelle couleur et son procédé de fabrication.

332097. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Hachenberg (L.), représenté par société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Balance calculatrice automatique.

332098. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Compagnie française de l'acétylène, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Fabrication de l'oxygène.

332099. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Wollhuver (F.-H.) et Sjögren M., représentés par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Four de fusion et cuisson muni de générateurs de gaz.

332100. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Société Deutsche Industrie-Werke Act.-Ges., représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Tachymètre.

332101. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Homan (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux parquets, plafonds et cloisons réfractaires.

332102. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Boschmann (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Lampe de sûreté pour mines avec éteignoir automatique.

332103. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Yvelin de Béville (J.-H.-A.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pince-sgrafe métallique.

332104. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Société Aktien-Gesellschaft für Anilin-Fabrikation, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'un colorant vert contenant du soufre.

332105. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Société anonyme *Le Carbone*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de connexion pour les balais des machines dynamo-électriques.

332106. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Vuia (T.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Aéroplane automobile.

332107. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Morison (G.-S.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à vapeur.

332108. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Delaporte (P.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Accumulateur électrique à poids.

332109. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Declercq (E.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Installation pour l'épuration des eaux.

332110. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Hildesheim (J.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour décharger les cartouches.

332111. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Monin (C.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Transformateur de vitesse.

332112. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Lampson (R.-D.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Indicateur électrique d'annonces et de rues.

332113. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Marzari (E.-C.-L.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux freins d'affûts pour canons de gros et de moyen calibre.

332114. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Mathesius (W.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé et appareil pour le blanchiment au large des tissus de coton.

332115. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Blau (H.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé de fabrication de gaz d'huile.

332116. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Société Automatic Short Turn Gear Company limited, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Train de voiture pour tourner court.

332117. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Société anonyme des brevets Besse et Lubin, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Clé à ouvrir les boîtes de conserves.

332118. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Altmayer (H.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé et appareil pour produire une circulation abondante et continue de l'eau dans les chaudières.

332119. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Suau (E.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Moule à fromages perfectionné.

332120. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Oberholzer (H.), représenté par Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Dispositif empêchant le déplacement tournant des mailles du métier Jacquard.

332121. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Willet (O.) et Péron (A.), représentés par Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé de fabrication d'éperons.

332122. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Hetch (H.-M.-M.), représenté par Payolle, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif mécanique de transmission permettant de varier progressivement la valeur et le sens d'une vitesse transmise.

332123. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Véviant (T.-R.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Perfectionnements apportés aux ventilateurs oscillants mus par électricité ou par moteur.

332124. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Towle (F.-S.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Porte-notes ou blocs-notes.

332125. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Bremke (W.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Grille d'entraînement pour câble.

332126. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Chleq (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur rotatif à explosions.

332127. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Liais (L.), représenté par Danier, à Paris, rue Cambon n° 19. — Bec à incandescence par le gaz de Houille et autres l'alcool et le pétrole et autres produits volatils, brûlant à flamme renversée.

332128. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Harrison (A.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux valves d'évacuation d'air et d'eau pour les installations de chauffage à vapeur.

332129. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Renaud (R.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bandage pneumatique imperforable.

332130. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Société Caireau et Duprat, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil dessiccateur pour coiffeurs.

332131. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Larsson (J.-L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux toilettes.

332132. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Sabatier (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à éliminer les pierres de la terre brisées.

332133. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Schoenecke (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mécanisme de répétition pour pianos.

332134. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Danbarr (G.), représenté par société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à finir les écrous.

332135. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Ohlsson (O.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif dans des embrayages d'arrêt.

332136. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Kingsland (W.), représenté par société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Coupleur électrique à rochet.

332137. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Société Américaine Graphophone Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la construction des répéteurs de sons.

332138. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Guibaud (E.-J.), représenté par société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Clapet à alcool ou autre hydrocarbure.

332132. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Redler (N.), représenté par la société Ch. Thirion et U. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements au jeu dit *Billard Nicolas*.

332140. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Sidman (H. L.) et Kirkpatrick-Picard (H. F.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les procédés de récupération des vapeurs quinquaux.

332141. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Chareyre (M.-E.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Régulateur automatique de pression et débit pour bores à gaz et autres applications.

332142. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Compagnie Française de l'Ozone, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Ozoneur à haute fréquence pour traitement chimiquement sur un secteur, système H. P. Otto.

332143. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Compagnie Française de l'Ozone, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Ozoneur médical, système H. P. Otto.

332144. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Compagnie Française de l'Ozone, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Filtre ferro-électrolytique, système H. P. Otto.

332145. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Société Aktien-Gesellschaft für Anilin-Fabrikation, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés de fabrication de colorants monoazoïques destinés spécialement à la préparation de laques rouges.

332146. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Société The Johnson-Lundell Electric Fraction Company Limited, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux inducteurs pour machines dynamo-électriques ou machines électriques.

332147. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Société anonyme Le Carbone, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement apporté aux piles hydro-électriques hermétiques.

332148. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Pleissner (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de gilet montant orné par une parure.

332149. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Charles (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de jeu électrique.

332150. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Charles (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour copier les lettres.

332151. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Van Gölpen (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fournisseur pour café, malt et autres machines analogues.

332152. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Poujet (T.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Placés à garnissage élastique pour garnitures et supports de chaudières.

332153. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Société Fabrik Landwirtschaftlicher Maschinen, F. Zimmermann & Co. A. G., représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boîte de roue distributrice pour arrosage en lignes avec jet dévié et lances antiaéros, disposée dans le conduit d'admission.

332154. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Scotti (C.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Compteur à liquides.

332155. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Förster (C.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système permettant de régler la quantité de liquide en déviant du débit, etc.

332156. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Schellenberg (W.), représenté par de Mombail, à Paris, rue de Valenciennes, n° 6 bis. — Machine à sécher pour rubans filés, etc.

332157. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Brent (C.-D.), représenté par Bert. à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Organes d'attache ou agrafes pour chaussures et autres applications.

332158. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Bruhn (H.), représenté par Holcroft. à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Appareil à nettoyer les carreaux de fenêtres.

332159. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Stevens (T.-G.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Mécanisme perfectionné pour produire une action simultanée et uniforme des ressorts de véhicules.

332160. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Brémaud (M.-J.-B.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Nouvelle feuille de papier à cigarettes.

332161. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Lewis (la demoiselle S.), représentée par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Système perfectionné pour empêcher les lacets de bottines, de souliers et autres de se dénouer.

332162. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Mayer (J.), représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les cahiers de papier à cigarettes et autres.

332163. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Webb (H.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil générateur de gaz acétylène.

332164. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Hansen (J.-M.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les châssis de wagons de chemins de fer.

332165. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Gallagher (F.-J.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Cruche recueille-gouttes.

332166. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Sheppard (H.-C.) et Milburn (F.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux transmissions à vitesse variable et à renversement de marche.

332167. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Changarnier (E.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'allumage applicable aux becs de gaz utilisant les manchons à incandescence.

332168. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Morel (C.-F.-V.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil à débit continu et automatique stérilisant les liquides par la chaleur sous pression.

332169. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Jenkins (B.-B.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux sableuses pour voitures de tramways et autres véhicules.

332170. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Raison commerciale Fried. Krupp, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Hausse de pièce d'artillerie avec ligne de mire indépendante.

332171. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Marlet (L.-E.), à Saint-Péravy-Epreux (Loiret). — Pulvérisateur pour la destruction de la montarde des champs.

332172. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Rochon (P.), à Châteauneuf-sur-Charente (Charente). — Nouveau procédé pour la fabrication de la chaussure en cuir, étoffe, draps, satin ou feutre.

332173. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Mathieu (A.), rue Buirette, n° 26, à Reims (Marne). — Machine à poser les muselets sur les bouteilles.

332174. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Lemaître (F.-J.), place de Lancrel, n° 3, à Alençon (Orne). — Bougie d'allumage pour moteurs à explosions.

332175. Brevet de cinq ans, 25 mai 1903; Bernier-Pinsart (J.-J.), à Beaumont-en-Argonne (Ardennes). — Perfectionnement à la machine à peler les osiers, système Moisson et Page.

332176. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Imberton (V.), avenue du Prado, n° 9, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Lit et table, système de lit pliant.

332177. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Société Gindrey et Quillon, à Paris, rue Taibout, n° 25. — Système de lacage au moyen de baleines métalliques garnies d'anneaux mobiles ou fixes et de crochets.

332178. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Dudon (J.-E.), représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Avertisseur d'effraction.

332179. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Gousset (C.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Mouilloir pour papiers gommés.

332180. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Eichmann (P.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Moule composé pour la fabrication des enveloppes extérieures de bandages pneumatiques.

332181. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Heimerdinger (E.), représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Plaque enregistrée en matière comestible, telle que le chocolat, pour phonographes-jouets et son procédé de fabrication.

332182. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Heimerdinger (E.), représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux phonographes, notamment aux phonographes-jouets.

332183. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Heimerdinger (E.), représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Phonogramme comprenant une tablette de chocolat.

332184. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Heimerdinger (E.), représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Plaque pour phonographes.

332185. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Schmidt (G.-E.), représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Dispositif pour ouvrir les couvercles de voitures à ordures et autres réceptifs.

332186. Brevet de quinze ans, 9 février 1903; Riant (C.), à Pont-sur-Yonne (Yonne). — Système pour bouteille irremplissable.

332187. Brevet de quinze ans, 13 février 1903; Le Page (L.-M.), à Constantine. — Procédé permettant de donner aux moteurs à gaz tonnants à quatre temps, la souplesse des moteurs à vapeur en faisant décrire à la manivelle une courbe ovoïde d'ampleur variable à volonté et en marche.

332188. Brevet de quinze ans, 2 mars 1903; Vazquez (J.-C.), élisant domicile chez M. Guerrero, à Paris, rue de Sfax, n° 10. — Nouveau système de montage pour automobiles et autres applications industrielles.

332189. Brevet de quinze ans, 16 mars 1903; Fievet (J.), rue Jeanne-Maillotte, n° 24, à Lille (Nord). — Guide-balai.

332190. Brevet de quinze ans, 11 mars 1903; Darcy (C.-E.), à Hamma (Constantine). — Gril de cuisine à température régularisée par thermosiphon, évitant la fumée, l'inflammation et la vaporisation des jus et des graisses.

332191. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Walter (L.-H.) et Ewing (J.-A.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système détecteur perfectionné d'oscillations électriques applicable à la télégraphie sans fil.

332192. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Meley (J.-C.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Block-system automatique pour voies ferrées.

332193. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; De la Celle (A.), représenté par Boëticher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Frein sur jante à action énergétique progressive continue.

332194. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Société Jules Grouvelle et H. Arquembourg, représentée par Carénou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Perfectionnements au procédé de réglage, à volonté, de la vitesse des moteurs à explosions de tous genres.

332195. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Haukvik (O.-S.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de bêche pliante.

332196. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Kammerer (F.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé de fabrication du plaqué.

332197. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Dür (W.), représenté par Gaudron, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Appareil pointeur à ouvrage automatique pour pièces à travailler au tour.

332198. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Refina sociale Pocher & C^e, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 48. — Procédé d'étrépage des profilés sans soudure.

332199. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Pousuille (H.-A.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Procédé d'imitation de la gélatine.

332200. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Wansou (B.-M.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme pour tours et autres machines-outils.

332201. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Hanson (B.-M.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme actionné par un fluide sous pression pour la commande des revolvers de tours et autres machines-outils.

332202. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Hanson (B.-M.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme diviseur ou de changement automatique actionné par la pression d'un fluide pour machines-outils.

332203. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Von Mosch (H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de monocycles.

332204. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Schofield (E.-H.) et Grife (L.-C.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil propre à la production d'émulsion de café et d'autres substances aromatisées.

332205. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Schwab (H.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif pour la manutention de paquets, etc., d'un étage à un autre.

332206. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Société Boston Electric Spinning Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de déboureur-détacheur pour multijenny.

332207. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Société The Edison Ore-Milling Syndicate Limited, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux broyeurs à cylindres.

332208. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Société Richler Express Pumpen Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Pompe pour le remplissage de réservoirs d'air.

332209. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Reid (L.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bouchon perfectionné empêchant un second remplissage des bouteilles.

332210. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Wirth (V.-O.) et Donaldson (W.-R.), représentés par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système de chauffage pour automobiles.

332211. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Lagarrigue (P.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux appareils producteurs d'acétylène.

332212. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Mondry (A.-R.) et Dussard (J.-A.-A.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositifs applicables aux objectifs en vue d'obtenir rapidement des indications utiles pour leur emploi.

332213. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Société H. Struthaus et C^e, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machines à vapeur à grande vitesse.

332214. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Buchschacher (O.-U.), représenté par Basi, à Paris, rue des Minimes, n° 44-47. — Appareils automatiques pour le roseutage de la chaux.

332216. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; De Dion (A.), représenté par Jbse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositions mécaniques pour ballons dirigeables.

332216. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; De Dion (A.), représenté par Jbse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Système compensateur pour ballons dirigeables.

332217. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Delbret-Clavierie (C.-A.), représenté par Jbse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Enveloppe lachable pour bandages.

332218. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Riss (M.-C.), représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de démultiplicateur progressif.

332219. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Rothstein (P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre d'allumeur électrochimique pour les becs de gaz.

332220. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Société anonyme De Carbone, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de montage des connexions des balais de machines dynamo-électriques.

332221. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Société Bassand père et fils, Stasse et C., représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de jupes transformables.

332222. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Société Davies Brothers & Company limited, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil perfectionné pour la galvanisation des métaux en feuilles.

332223. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Oppenheimer (A.) et Feyer (R.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour rendre transportables les manœuvres à incandescence.

332224. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Mand (Et.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les compresseurs.

332225. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Galandri (M.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Électrodes poreuses et indissolubles pour accumulateurs électriques.

332226. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Weil (N.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Montre-réveil.

332227. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Champette (A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Montre à balancier visible perfectionnée.

332228. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Penze (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux tiroirs rotatifs équilibrés ajustables et à changement de marche.

332229. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Wharry (P.), Leach (J.) et Aitchison (dame A.-L.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux machines ou moteurs à explosion.

332230. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Dubois (J.-B.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la construction des persiennes à lames mobiles en verre.

332231. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Berteauxburg (C.) et Christiansen (C.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif d'accouplement pour freins hélicoïdaux.

332232. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Société The Computing Scale Co., représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils à peser.

332233. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Delaunoy (J.), représenté par Muxet, à Paris, rue de Richelieu, n° 41. — Tressage ou treillis en bouchons de liège usagés ou neufs.

332234. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Francia (J.-F.-A.), représenté par Muzet, à Paris, rue de Richelieu, n° 41. — *Le renforceur du bois pour cannes à pêche, mâts, vergues, manches et articles d'utilité et des jeux.*

332235. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Société Carl Grüneberg, représentée par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de fixation pour maintenir les faisceaux de poils dans les pattes de brosse en os et autres matières dures.

332236. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Société Coroll & Kohl, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Coffre-fort ou armoire incombustible.

332237. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Level (E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif pour améliorer la combustion et arrêter les étincelles dans les foyers en général.

332238. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Paradis (F.-E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les accouplements de tuyaux flexibles.

332239. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Raymond (A.-F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bouton fermoir rationnel.

332240. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Schupp (K.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Dispositif d'attache pour marquise, jalousies et objets analogues.

332241. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Société D. Cazaubon et fils, à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 43. — Distributeur à flotteur et disque d'entraînement.

332242. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Smith (J.-E.), représenté par Cou lomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Perfectionnements apportés à la construction des machines servant à la fabrication des cigares.

332243. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Timm (F.-C.-W.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé de fabrication des ciments de Portland.

332244. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Spangher (U.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Lame de parquet en bois, garnie à sa surface inférieure d'une couche d'asphalte destinée à faire prise avec le mortier.

332245. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Draper (G.-O.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouvelle disposition de caisse pour voitures automobiles.

332246. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Freeman (W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Genre de patrons non découpés pour vêtements.

332247. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Smith (A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil propre à étamper des barres ou tiges pour la fabrication des fers à cheval à la machine.

332248. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Société The United Kingdom Inventions Association limited, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Changement de vitesse à train épicycloïdal pour automobiles, etc.

332249. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Société The United Kingdom Inventions Association limited, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Embrayage à friction.

332250. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Jacobs (J.-R.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Projectile permettant de lancer une amarre aux vaisseaux en péril.

332251. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Jacobs (J.-R.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Tente havre-sac Doorman.

332252. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Gossweiler (K.), représenté par Grumont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Procédé pour fabriquer sur la presse à étirer des récipients en carton ou autres d'une hauteur quelconque.

332253. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Bürgin (T.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cylindre presseur pour étirages.

332254. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Crouzet (F.-P.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Gâche à pénes multiples.

332255. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Société Gretsch & C^{ie} G. m. b. H., représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Monture pour vasistas.

332256. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Société F. Bernard et C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil électrique pour le traitement d'affections diverses.

332257. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Owens (C.) et Montague (D.-P.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Machine pour imprimer automatiquement des adresses ou autres inscriptions sur les enveloppes de lettres ou objets analogues.

332258. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Templier (E.-L.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Nouveau procédé de gaufrage pour objets d'ornement.

332259. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Delbret-Clavierie (C.-A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Bandage herniaire à ceinture élastique.

332260. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Peak (O.-H.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux mécanismes de détente pour fusils doubles.

332261. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Société anonyme des produits Fred. Bayer & C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la production de colorants nouveaux dérivés de l'anthraquinone.

332262. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Société Werner & Pfleiderer, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux presses à mouler munies d'une paire de cylindres tournant autour d'un axe commun.

332263. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Société anonyme Nederlandsche en Indische Verlichtingmaatschappij, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareils propres à la production de l'air carburé.

332264. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Combret (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les phonographes, gramophones, graphophones, etc.

332265. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Nolting (P.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Dispositif servant à la production artificielle de pluie et à la distribution de purin.

332266. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Raison commerciale Fried. Krupp, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Hausse de pièces d'artillerie à tiges amovibles l'une par rapport à l'autre.

332267. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Settle (T.) et Padfield (W.-A.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements à la fabrication du gaz de houille.

332268. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Société F. Revel père et fils, représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Anneau-fermoir pour parapluies, en-cas, ombrelles et parasols.

332269. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Mc Cool (P.-F.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans l'éclissage des rails.

332270. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Michelin (G.) et Grand (J.), représentés par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Dispositions d'ensemble d'un appareil permettant la vision des images à distance.

332271. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Augay (P.-M.-L.), à Paris, rue de Belleville, n° 52. — Appareil enregistreur du temps de marche des véhicules automobiles.

332272. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Holzweissig (M.), représenté par Numbardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Mécanisme de commande pour figurines se mouvant en cercle dans une vitrine.

332273. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Guillaume (L.), représenté par Mardivault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de sonnerie.

332274. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Poulin (L.), représenté par Bayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Perfectionnements aux accordeurs pour doublette de musique.

332275. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Société Greilhammer frères et société Armand et Dussuc, représentées par Laval et Moëse, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements apportés aux machines à cigarettées.

332276. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Kohl (M.) et Völdner (B.), représentés par la société Matsay frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour la fabrication de tuyaux en ciment et d'autres articles de même nature.

332277. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Hübner (W.), représenté par la société Matsay frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé de fabrication d'une chaussure retournée.

332278. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Société Martin et Lethimonnier, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de la Rochefoucauld, n° 21. — Nouveau mode d'attache de la culasse des moteurs sur des cylindres à l'aide d'une bague ou manchon fileté.

332279. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; De la Croix (X.), représenté par Grimont et Rollin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Gaugène à contacts automatiques intermittents.

332280. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Lorchner (L.-F.), représenté par Grimont et Rollin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Perfectionnements dans les crachoirs ou lavabos.

332281. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Fleury (J.-F.) et Boyd (W.), représentés par la société Brunet frères, à Paris, rue de Provence, n° 29. — Perfectionnements aux injecteurs ou appareils propres à brûler du combustible liquide.

332282. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Société Chr. Adt Kupferberg & C^{ie} Kommandit Gesellschaft auf Aktien, représentée par Klotz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Préparation des moûts de raisins ou autres fruits et du vin.

332283. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Société Dojardin et C^{ie}, représentée par Bessné et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Garniture métallique à bagues élastiques pour sièges de pistons et autres.

332284. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Dezobry (C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Système d'appareil distributeur mécanique de rubans de bois.

332285. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Carénou (J.-G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Système de fermeture de portes et de châssis pour véhicules de tous genres.

332286. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Société Maschinenfabrik vorm. Gebr. Gütsmann & Co. Bremlauer Metallgießerei Akt.-Ges., représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Système de compteur à eau pour petites quantités.

332287. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Westphal (E.) et von Alberti (W.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Mécanisme de réglage automatique pour machines à vapeur.

332284. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Société Air Fluo, représentée par la société Ch. Thérion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux régulateurs à gaz.

332285. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Boudinonier (F.-T.), représenté par la société Ch. Thérion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil à bluter, dit *Plansichter*.

332286. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Gray (C.-H.) et Stoper (T.), représentés par la société Ch. Thérion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils propres à la fabrication des fils caoutchoutés.

332287. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Baudin (F.-J.), dit Victor, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Générateur d'acétylène.

332288. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Schmid-Rouss (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couronne de roulement pour cruesets à billes.

332289. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Cadet fils (C.-L.), représenté par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Construction de mailles en fil de bois, dites *mailles pique*.

332290. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Minton (L.) et Asinawa (F.-A.), représentés par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les rouleaux à gaz.

332291. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Mourou (A.-A.-M.), représenté par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bande métallique lisse pour fixer les faux-cols aux cols de chemises.

332292. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Berthelamy, fils (Louis), représenté par Berthelamy (Louis-François), rue des Vent-Piliers, à Nevers (Nièvre). — Compteur avertisseur électrique.

332293. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Fouché (F.), à Paris, rue des Filles-saint-Martin, n° 39. — Système de séchage et d'évaporation mécanique par l'air chauffé au moyen de la vapeur à très basse tension.

332294. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Schuler (A.), représenté par Naudhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé de fabrication de plaques de revêtement en verre pour les murs, la sol, etc.

332295. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Desforges (P.) et Caille (E.), représentés par Casalongue, à Paris, rue des Mattes, n° 15. — Perfectionnements apportés aux moyens pour réchauffer l'eau d'alimentation.

332296. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Hubert (A.), rue des Carbonnets, n° 8, à Bois-Colombes (Seine). — Porte-fûts automatique.

332301. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Köster (C.-F.-A.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Pince pour papiers de musique.

332302. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Bawer (F.-F.), représenté par Augier, à Paris, avenue Pannemier, n° 9. — Système perfectionné des carneux tronconique pour chaudières.

332303. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Buxant (M.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Perfectionnements apportés aux machines à brosser les velours et autres étoffes semblables.

332304. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Wiensand (F.-A.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Appareil pour extraire le miel des vases hermétiquement fermés.

332305. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Wolterbeck (H.-C.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé de fabrication d'acide cyanhydrique et de cyanures métalliques.

332306. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Lacroix (G.-D.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de décharges flottantes pour égrues hydrauliques.

332307. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Lacroix (G.-D.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareils de succion pour dragues hydrauliques.

332308. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Courteix (F.-A.-G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau point de broderie et son mode de fabrication.

332309. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Desgraz (A.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Foyer perfectionné pour générateurs à gaz et à mélange de gaz et d'air atmosphérique pour fours à gadoues et autres.

332310. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Karaseff (P.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Procédé de fabrication de l'huile d'acétone.

332311. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Bohlen (J.), Wright (G.-A.) et Hood (F.-E.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Targette pour fenêtres à guillotine.

332312. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Millhausen (L.-B.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif de protection pour les assemblages par boulons.

332313. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Société P. Souzy et de Lacam, représentée par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Publicité sur cartons-cible pour tirs forains, tirs de sociétés, etc.

332314. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Veignaut (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Indicateur de vitesse et de pentes.

332315. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Fraysse (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Baignoire pliante.

332316. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Carpentier (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Selle pneumatique pour cycles.

332317. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Grosfillex (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil timbreur.

332318. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Balthet (H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pince poinçonneuse pour le contrôle des tickets de chemins de fer, voitures, bateaux, etc.

332319. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; O'Donnell (J.-P.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils pneumatiques à tamiser et à secouer le sable.

332320. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Fredenburgh (G.-A.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Tête pour retordre.

332321. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Société anonyme des produits Fred. Bayer et C^e, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la production de nouvelles matières colorantes de la série de l'anthracène et de produits intermédiaires pour cette production.

332322. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Bertuch (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine pour découper les pommes de terre en morceaux réguliers sur quatre côtés.

332323. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Grob-Zweifel (J.) et Bürgin (T.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Disque guide-bil pour machines à bobiner en croix.

332324. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Société Gesellschaft zur Verwertung der Boleg'schen wasserlöslichen Mineralöle und Kohlenwasserstoffe G. m. b. H., représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour la préparation de graisses consistantes d'huile minérale.

332325. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Gayon (P.-M.), représenté par Doramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Embrayage à friction pour bicyclettes à moteur et autres applications.

332326. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Stetson (J.-A.), Koehler (F.-D.) et Monahan (T.-W.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les purgeurs.

332327. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Société Gebrüder Heinrich et M. Pröger (R.), représentés par Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Perfectionnements apportés aux tramways électriques.

332328. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Hauber (A.), représenté par Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Système de grattoir perfectionné applicable aux roues de cycles, automobiles, etc.

332329. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Mancke (R.), représenté par Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Appareil propre au chauffage de l'eau.

332330. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Legrand (F.), représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille (Nord). — Nouvel extincteur à main.

332331. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Bernaert (A.), représenté par Lamblin, rue de la Gare, n° 104, à Roubaix (Nord). — Panier à levées pour filature.

332332. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Mugnier (F.), représenté par Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Nouvelle machine à calculer.

332333. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Riglander (J.-W.) et Blank (B.-H.), représenté par de Mosenhal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Système perfectionné de jumelle de théâtre en combinaison avec une poignée servant à la transporter et à la mettre au point.

332334. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Turadja (S.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Dispositif de détente pour armes à feu portatives.

332335. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Converse jeune (F.-B.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Système perfectionné de mécanisme de justification pour machines à couler et composer typographiques.

332336. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Harris (V.-M.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Cylindre enregistré de phonographe.

332337. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Harris (V.-M.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil pour la fabrication des cylindres enregistrés de phonographes.

332338. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Stott (J.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements dans les robinets de distribution pour baignoires, douches, jets et autres appareils analogues.

332339. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Neumann (C.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Emplâtre pour cors aux pieds avec languette de fixation gommée à son extrémité.

332340. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Kronberg (A.-C.), représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Fermeture de sûreté pour portes.

332341. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Posso (A.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Fermeture de sécurité pour châssis photographiques servant à indiquer que les plaques ont été impressionnées.

332342. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Möller (T.-C.-T.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Calice d'autel avec couronne de globelets.

332343. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Remy (B.-P.) et Remy (F.-J.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine magnéto-électrique.

332344. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Meyer (P.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur à explosions à quatre temps.

332345. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Reuter (T.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Condenseur.

332346. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Van Zastrow (J.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Jeu de trois pièces pour vélocipèdes, automobiles et autres véhicules.

332347. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Zillgitt (C.-L.) et Beng (M.-A.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements apportés aux roues élastiques.

332348. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Sgherlino (G.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Pince d'horlogerie.

332349. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Société Gebr. Tellachow G. m. & H., représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Châssis format à ouverture réglable pour machines à faire les enveloppes et appareils analogues.

332350. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Adler (A.-S.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Systèmes auto-régulateurs pour l'éclairage et la force motrice électriques.

332351. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Dickson (W.-E.-L.) et Cox (W.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de baromètre à mercure.

332352. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Gunaell (H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif à tenir le coup dans les riveuses et autres outils ou machines analogues.

332353. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Parsons (C.-A.) et Stoney (G.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux miroirs réflecteurs en verre.

332354. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Société Friemann & Wolf, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Ballonnet spécialement applicable aux lampes de sûreté pour mines.

332355. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Société The Printing Machinery Company Limited, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux flans et matrices flexibles employés en stéréotypie.

332356. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Société Ceratti & Tanfani, représentée par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Moyeu élastique pour véhicules.

332357. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Bláthy (O.-T.), représenté par Picard à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements à la disposition des enroulements d'une machine électrique à courants alternatifs.

332358. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Société The Noiseless Car and Wheel Company, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de roues pour voitures de chemins de fer, de tramways, etc.

332359. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Société Oertgen et Schulte, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Enveloppe calorifuge.

332360. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Société française de constructions mécaniques, anciens établissements Cail, représentée par Klütz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Carburateur multijecteur.

332361. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Gray (C.-H.) et Sloper (T.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux fils caoutchoutés.

332362. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Doignon (A.-L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux compas pour navires.

332363. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Lacollonge (P.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bataillant en toile caoutchoutée.

332364. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Benzing (F.-E.), représenté par Eltry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil chymométrique pour pigeons voyageurs.

332365. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Société Buhler frères, représentée par Bédry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux moulins à cylindres.

332366. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Rousssey (J.) et Goffman (J.-M.), représentés par Bédry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour la distillation de l'eau.

332367. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Terwilliger (F.) et Terwilliger E.-E., représentés par Bédry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bateau de sauvetage.

332368. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Dario (la dame A.), représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Cravate de troupe pour armée de terre et de mer.

332369. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Senart (J.-L.-M.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de produit céramique incrusté.

332370. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Johnson (A.-F.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de torche à acétylène à brûleur perfectionné.

332371. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Taylor (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Extincteurs automatiques d'incendie.

332372. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Lakhovsky (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de récipient distributeur de matières pâteuses applicable particulièrement comme moutardier.

332373. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Van der Hagge-Zijnen (H.-A.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil de sûreté et de signalement pour chemins de fer.

332374. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Meschel (G.-L.), représenté par Armeuand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les constructions sur l'eau ou près des rivages.

332375. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Simpson (S.-W.), représenté par Armeuand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les réchauffeurs pour eau d'alimentation.

332376. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Jost (J.-A.), à Paris, rue Oberkampf, n° 130. — Mécanisme nouveau applicable aux jeux à mobiles simples ou multiples et à course rectiligne ou circulaire.

332377. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 42. — Perfectionnements aux systèmes de freinage automatiques aux voitures électriques en cas d'urgence.

332378. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Société Ebe Controller Company of America, représentée par Lafontaine, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 42. — Dispositif de fermeture pour récepteur d'appareils téléphoniques.

332379. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Bonnier (M.), représenté par Goulamb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Nouveau moteur actionné par le vent.

332380. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Société A. Hermann et C^o, représentée par Grimonot et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Glacière.

332381. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Bank (L.-A.), représenté par Grimonot et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Perfectionnements aux robinets de soutirage.

332382. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Tweedale (C.-L.), représenté par la société Matray frères et C^o, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé de conservation des textiles.

332383. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Davies (C.-W.-L.), représenté par la société Matray frères et C^o, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de retenue d'ajustage des cravates.

332384. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Isely (L.-P.-J.), représenté par Boranié et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Portefeuilles à signature rapide et réglable.

332385. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Heybeck (W.-H.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux peaux de tambours et instruments similaires.

332386. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Ritt (E.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Régulateur automatique de combustion et de tirage.

332387. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Ulander (J.-J.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Passoire à lait.

332388. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Hormby (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence n° 59. — Roue à polir.

332389. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Norton (J.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur utilisant la force d'expansion des fluides.

332390. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Whitfield (C.) et Norris (C.-G.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour la fabrication de gaz de gazogène et de gaz à l'eau.

332391. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Degeorge (H.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Appareil pour mesurer les inclinaisons, dit *Pentomètre Degeorge*.

332392. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Mayne (W.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Plateau distributeur pour moteurs à vapeur ou autre fluide.

332393. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Maëstri (F.), à Paris, rue de la Gare de Reuilly, n° 33. — Nouveau genre de cadre et son mode de fabrication.

332394. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Corrington (M.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Contrôleur de freins à air.

332395. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Cameron (M.) et Woollen (G.-L.), représentés par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Moteur rotatif.

332396. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Aymard (J.-B.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil de sûreté avertisseur détonateur à plusieurs détonations successives.

332397. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Société E. Roussel et C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de piton pour tringles d'escalier.

332398. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Compagnie Underwood Typewriter Company, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à écrire perfectionnée.

332399. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Lutz (R.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour déterminer la contenance en sel de l'eau potable extraite de l'eau de mer.

332400. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Dansette (J.), représenté par Lavis et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau procédé de fabrication des produits céramiques armés.

332401. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Jankó (D.), Kiss (J.) et Stirling (K.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Procédé pour rendre utilisables pour des applications industrielles les balles de bouille.

332402. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Société The Fuel and Gas Manufacturing Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication des compositions émulsières combustibles.

332403. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Lapp (V.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé de fabrication de bière sans alcool.

332404. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Société anonyme des établissements Montauban de Marchandier, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Contrôleur pour benne de pesage.

332405. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Van den Ban (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour indiquer les points cardinaux.

332406. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Folery (J.-S.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bougies d'allumage pour moteurs à combustion interne.

332407. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Viger (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Signes et interlignes pour machines à imprimer rotatives.

332408. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Ponant (J.-B.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnement aux appareils à incandescence par le gaz à bec renversé.

332409. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Maskelyne (J.-N.) et Bacon (J.-M.), représentés par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil pour le gonflement des aérostats à air chaud ou montgolfières.

332410. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Schumacher (E.) et Tyson (J.-H.), représentés par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication d'objets creux sans joints.

332411. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Doublet (A.-M.), à Ducey (Manche). — Boite à graisser pour roues de voitures.

332412. Brevet de cinq ans, 29 mai 1903; Fenouil (A.) et Piquemal (A.-J.), rue latérale Raymond IV, n° 8, à Toulouse (Haute-Garonne). — Système de publicité.

332413. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Pinard (J.), à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire). — Distributeur d'engrais chimiques.

332414. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Duchêne (T.), à Dinozé (Vosges). — Machine dite *Cisaille universelle*.

332415. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Ajas (E.), chemin des Redoutes, à Toulouse (Haute-Garonne). — Toiture mixte facultative.

332416. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Badoil (A.), villa Joséphine, à Saint-Menet, et Seren (J.), quai du Canal, n° 5, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Perfectionnement dans la fabrication du carbure de calcium.

332417. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Leblanc (L.) et Sutter (J.-B.), représentés par Coulomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Nouvelle cafetière de ménage.

332418. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Bourse (F.-E.-M.) et Lelièvre (J.-L.), représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Bague pour paliers graisseurs.

332419. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Raison commerciale H. Bargeboer, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Appareil servant à aider le vêlement.

332420. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Siegel (G.-A.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Support pour chaussures.

332421. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Hamshaw (H.-A.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Capote pliante pour voiture.

332422. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Chantaine (A.-B.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements dans la coulée de l'acier.

332423. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Zaboransky (A.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Appareil pour la mise en paquets des soies ou poils dans la fabrication des brosses et balais.

332424. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Liese (M.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Anneaux à arrêt pour ciseaux, pinces et autres instruments de chirurgie analogues.

332425. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Société Paure et C^e, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé de fabrication d'une fourchette casse-trame.

332426. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Société Davaria, Henzini et C^e, représentée par Bietry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Détachoir.

332427. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Weijl (C.), représenté par Bietry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour la distillation du goudron avec fou d'intérieur.

332428. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Société Vereinigte Maschinenfabrik Augsburg und Maschinenbaugesellschaft Nürnberg A. G., représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour l'admission et l'évacuation de l'eau de refroidissement dans les pistons de moteurs à gaz.

332429. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Société Vereinigte Maschinenfabrik Augsburg und Maschinenbaugesellschaft Nürnberg A. G., représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur à gaz à quatre temps avec cylindre à double effet, muni aux deux extrémités de plateaux démontables.

332430. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Société Vereinigte Maschinenfabrik Augsburg und Maschinenbaugesellschaft Nürnberg A. G., représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Cylindre à double effet pour moteurs à gaz.

332431. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Gonod (P.-L.-A.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil à mesurer les distances dans le jeu du lawn-tennis en particulier et en général applicable à toutes les mesures de distances.

332432. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Oswald (la dame G.), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de ceinture de dessous avec fermoir.

332433. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Société Vourat et fils aîné, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bâton métallique pour rideaux et ameublements.

332434. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Ducreux (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement dans la fabrication du pain.

332435. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Deeks (H.-C.-J.), Deeks (J.) et Goodbody (M.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans l'art d'appliquer les matières colorantes par l'intermédiaire d'un fluide sous pression.

332436. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Thuron (C.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux brûleurs à huile minérale à mèche unique.

332437. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Massard (F.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Appareil pour frein à vide direct à cylindre et piston avec purge automatique.

332438. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Marty (H.), représenté par Mauvaul, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Dispositif évitant le braconnage des masques.

332439. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Ruffon (W.-M.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de vase ou de récipient compressible.

332440. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Société anonyme des établissements Falcomat-Peradeaud, représentée par Bertin, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé de fabrication et de montage des jointes démontables pour roues de véhicules à bandage élastique.

332441. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Chilodagny (J.-E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Collier perfectionné à l'usage des animaux de trait.

32242. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Société anonyme la Fabrique nationale d'armes de guerre, représentée par la société Branson frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Distributeur d'huile automatique.

32243. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Mowatt (H.-E.) et Hildley (G.), représentés par la société Gl. et P. de Montréal, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 22. — Procédé de fabrication de l'oxyde ferrique et du zinc ou de ses composés à l'aide de l'acide épuisé.

32244. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Benthleworth (W.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux consignes à rouleaux.

32245. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Monmonod (J.-V.) et Bacc (V.-H.-M.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de carburateur.

32246. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Société The Bethlehem Steel Company, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Système indicateur et correcteur, continu, de la distance et de l'azimut d'un but mobile.

32247. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Société R. Barnett & Son Limited, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil perfectionné de réglage ou de contrôle.

32248. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Lapp (V.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé de ramollissement des grains.

32249. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Bommer (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Goud à essent perfectionné.

32250. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Méceng (A.-J.-B.), rue du Calvaire, n° 29, à Fives-Lille (Nord). — Avertisseur électrique pour la protection contre l'effraction des coffres-forts le *Moniteur*.

32251. Brevet de quinze ans, 18 mars 1903; Germain (C.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guissem, n° 5. — Appareil d'éclairage et de chauffage.

32252. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Thommerel (L.), aux Yvetots (Orne). — Assemblage spécial appliqué à une presse, à main pour menuisiers et ébénistes.

32253. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Davonet (E.), représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Pines à double articulation.

32254. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Kugel (P.) et Geisler (V.), représentés par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux turbines à vapeur ou à gaz à chargement radial.

32255. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Brügelmann (la dame), née Metzmarke (G.), représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Épingle à chapeau.

32256. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Schuller (J.-J.), représenté par Galland, chemin des Pins, n° 153, à Lyon (Rhône). — Nouvel appareil automatique à production de gaz acétylène dit le *Pétrogas*.

32257. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Hale (J.-M.), rue de l'Étuve, n° 7, à Belfort. — Appareil de sécurité pour voiers livrées, système Gale-levier.

32258. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Bânet (H.), rue Carnot, n° 83, à Tournai (Nord). — Organe anti-dérivant pour véhicules susceptibles de déraper.

32259. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Benoit (I.-C.), représenté par Fauchoux, à Paris, boulevard Marignan, n° 163. — Système de manches et d'isolants augmentant le débit des filtres.

32260. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Morten (H.), représenté par Nauhandt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Mécanisme de sécurité pour haches-paille.

32261. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Rollier (M.-L.), quai Saint-Martin, n° 6, à Reims (Marne-et-Vosges). — Système de patins et talonnettes ferrés mobiles devant augmenter la durée des chaussures.

332462. Brevet de quize ans, 25 avril 1903; Figuière (P.-J.), rue Grande-Horloge, n° 16, à Agen (Lot-et-Garonne). — Système de clarinette compensateur des tonalité et sonorité.

332463. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Von der Poppenburg (J.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Électrode d'accumulateur et procédé pour sa fabrication.

332464. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Peyrol (P.) et Velato (A.), rue Fontgrière, n° 40, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). — Système de toiture terrasse en ciment artificiel et mastic volcanique.

332465. Brevet de quinze ans, 2 mai 1903; Léturgie (A.), à Saint-Waast-la-Haut-lez-Valenciennes (Nord). — Frein automatique par compression des tampons.

332466. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Marek (J.-A.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Moteur à fluide.

332467. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Raison sociale W.-F. Burns Company, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Tirelire.

332468. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Guérin (A.), représenté par Ménard, à Jugon (Côtes-du-Nord). — Manœuvre de la vis régulatrice du labour à la charrue Brabant.

332469. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Société Fficoteaux, Borne et Boulet, représentée par Lambert, à Paris, rue Falguière, n° 24. — Table d'opérations pliante à pied triangulaire déformable.

332470. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Delamaison (P.-M.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Nouvelle application industrielle de la chaîne de transmission.

332471. Brevet de quinze ans, 2 mai 1903; Müller (C.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Perfectionnements aux machines d'armures.

332472. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Dmitrenko (P.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système d'enclenchement mutuel des aiguilles et signaux au moyen de serrures à clefs mobiles et d'une dépendance électrique entre les postes d'aiguillage et le poste central ordonnateur afin d'éviter le transport des clés entre ces parties.

332473. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; De Kergrohen (M.), rue de Larmor, à Lorient (Morbihan). — Stérilisateur avertisseur pratique des ménages.

332474. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Valière (J.), avenue de Pézenas, n° 81, à Béziers (Hérault). — Appareil de manœuvre et calage de disques système J. Valière.

332475. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Deligny (A.), à Chesnois-Auboncourt (Ardennes). — Appareil à l'usage des charrons.

332476. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Demont (B.), avenue de la Défense, n° 31, à Puteaux (Seine). — Machine rotative à pistons, fonctionnant à la vapeur, à l'air comprimé, au gaz d'explosion et servant de pompe.

332477. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Demont (B.), avenue de la Défense, n° 31, à Puteaux (Seine). — Brûleur à alcool, essence et pétrole.

332478. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Allen (H.-T.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux moteurs rotatifs.

332479. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Hill (E.-J.-N.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Réflecteur pour lampes à incandescence au gaz et tous autres genres d'appareils d'éclairage.

332480. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Sorg (F.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Échelle de sauvetage à ouverture automatique.

332481. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Emery (P.-G.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de retenue pour stores.

332482. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Baker (la demoiselle C.-A.), représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Robinet à entonnoir.

332483. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Topp (G.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Semeille élastique pour fers à chevaux.

332484. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903. — Société Martin Ekenbergs Aktiebolag, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et dispositif pour concentrer les liquides dans les appareils évaporateurs.

332485. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Krübbe (E.) et Witzke (C.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif destiné à produire la fermeture étanche des écoutilles de navire.

332486. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Compagnie internationale de l'électrotypographie Meray & Rozar, représentée par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 1. — Appareil pour obtenir une composition variée dans les machines commandées par bandes perforées.

332487. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Balcaen (A.), représenté par Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Nouveau moule à gaufres.

332488. Brevet de dix ans, 9 mai 1903; Astoul (C.), rue de Belfort, n° 19, à Toulouse (Haute-Garonne). — Balance rigide avec enclenchement spécial pour la vente du tabac au détail.

332489. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Kauffmann (E.-W.), représenté par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Dispositif pour le refroidissement d'appareils agitateurs.

332490. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Weber (A.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Four de ménage pour rôtir, sécher, pour usages culinaires et de chauffage, propre à être expédié en un ensemble complet.

332491. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Holthaus (B.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Moissonneuse.

332492. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Société Electric Car Lighting Company, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Système d'éclairage électrique de voitures.

332493. Brevet de quinze ans, 8 mai 1903; Dentsch (I.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif de transmission de force.

332494. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Wachholder (M.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif de sondage.

332495. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Swearer (J.-A.) et Toynbee (C.-E.), représentés par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé et appareil pour fabriquer le verre armé.

332496. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Pino (la dame), née Rossi (C.), représentée par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Élévateur sous-marin.

332497. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Agostinelli (L.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Horloge auto-régulateur-moteur gravo-magnétique avec sonnerie multiple et horloges supplémentaires.

332498. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Jourde (J.-B.), à Paris, rue de Paradis, n° 11. — Armature métallique applicable aux batteries de cuisine métalliques ou autres, et plus particulièrement aux objets en porcelaine, grès, faïence, verre, etc.

332499. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Foulquier (A.-C.-G.), à Nîmes (Gard). — Jante démontable articulée pour bandages pneumatiques.

332500. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Béranger (H.-E.), à Saint-Julien (Bouches-du-Rhône). — Badigeon instantané à l'usage de badigeonnage de murs.

332501. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Denisty (A.) et Gilson (E.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédés pour la fabrication des agglomérés de houille sans emploi de brai ni de produit bitumineux.

332502. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Raison sociale Nottelle père et fils et Demain, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Nouveau procédé d'attache des jarretelles aux corsets.

332503. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Cochrane (W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux dispositifs de propulsion de navires et d'embarcations y compris les sous-marins.

332504. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Fausz (P.-A.), représenté par Bloem et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 81. — Tête de source de cycles caninaires ou automobiles.

332505. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Petit (B.) et Van den Albeert (H.), représentés par la société Cha. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais n° 95. — Machines à cintrer et à percer les rails et autres pièces analogues.

332506. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Pour (A.), quai de Guise, n° 31. — Caluire (Rhône). — Moteur à ressort pour bicyclette.

332507. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Nicod (G.), à Domène (Isère). — Nouveau mode de fabrication des cartons mécaniques imitant le marbre.

332508. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Tachon (J.), rue Beaumont, n° 16, et Herbuel (R.), rue de Roanne, n° 49, à Saint-Étienne (Loire). — Fusée paraffinée à la poudre. — Pavane.

332509. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Mittenhoff (A.), représenté par Arzengaud, jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 22. — Machine à clouer.

332510. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Société des produits chimiques de Marseille-l'Estaque, rue de Breteuil, n° 12, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Procédé de fabrication de sels ou autres alcalis émetteurs par électrolyse des sulfates ou bisulfates correspondants.

332511. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Pachini (J.), représenté par Delpy, rue Saint-Perrée, n° 78, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Nouvel appareil destiné au remplissage et au pesage des boîtes et autres récipients.

332512. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Ernoult (F.), représenté par Wolfmeyer, rue de Lille, n° 127, à Roubaix (Nord). — Zygocycle.

332513. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Von-Herrich-Worowicz (S.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine permettant de déplacer des corps sans choc.

332514. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Schmidt (C.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Bouton de vêtement dont la fabrication est obtenue au moyen d'un fil métallique embouti à l'intérieur du bouton.

332515. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Matthews (W.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Récipient de cuisine perfectionné.

332516. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Bélopine-Benoist (L.), représenté par Thiéble, à Paris, rue des Vinaigriers, n° 29. — Perfectionnement aux commodes des bateaux d'une sanatoria de pendule.

332517. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Warle (F.-A.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Mécanisme de piano.

332518. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Penning-Dupuis (E.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Frein de sûreté automatique et à main produisant le démarrage du véhicule par l'emmagasinement de la force du freinage.

332519. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Smith (J. G.), Hildenbrand (G.), Davy (G.-W.) et Schoepfel (G.-J.), représentés par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux boîtes de graissage pour tourillons.

332520. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Lasserre (G.), à Paris, rue Caumartin, n° 22. — Sangle-corselet.

332521. Brevet de quinze ans, 16 mai 1903; Mertan (T.-D.), représenté par la société Cha. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux fours à grilles les minerais.

332522. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Firma Deutsche Heizungs-Industrie Meininghaus Bachrodt & Co, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Générateur produisant simultanément du gaz d'éclairage et du gaz de chauffage.

332523. Brevet de quinze ans, 18 mai 1903; Firma Deutsche Heizungs-Industrie Meininghaus Bachrodt & Co, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé de transport pour gaz d'éclairage et de chauffage.

332524. Brevet de quinze ans, 15 mai 1903; Samsol (J.-L.), à Castres (Tarn). — Coupe-circuit distributeur.

332525. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Meylan (E.) et la Compagnie pour la fabrication des compteurs et matériel d'usines à gaz, à Paris, boulevard de Valenciennes, n° 18. — Aiguille et plume pour appareils électriques enregistreur.

332526. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Woolfe (H.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil contenant un jeu d'adresse à déclenchement par pièces de monnaie.

332527. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Meunier (M.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Mède-mecum thérapeutique, formulaire spécial hygiénique et pharmacologique.

332528. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; West (C.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Fermeture hermétique pour piles galvaniques.

332529. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Glesner (J.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Appareil applicable aux voitures de tramways pour le coupage automatique des rails.

332530. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Semmler aîné (A.), représenté par Buegia, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Nouveau guide pour le fil des navettes à tulle-bobin.

332531. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; O'Donnell (J.-P.) et Irving (E.-C.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils de signaux pour chemins de fer.

332532. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Schulze (O.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Indicateur de vitesse.

332533. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Withugel (R.) et Welter (W.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Arrêt de fenêtre.

332534. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Ragler (F.-W.) et Hoesbiger (J.-H.), représentés par Bestin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Procédé et dispositif pour le transport à distance et la distribution d'énergie par des gaz combustibles.

332535. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Schuler (W.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour séparer les matières solides des liquides.

332536. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Mora (A.), à Paris, rue Legendre, n° 124. — Système de fumivore épurateur s'adaptant à toutes cheminées.

332537. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Thillon (Mademoiselle C.), représentée par la société Ch. Thimin et A. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tube distributeur de pâtes, poudres, crèmes et produits similaires.

332538. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Ferrat (C.-H.), avenue de Pézenas, n° 46, à Béziers (Hérault). — Appareil à pression pour le filtrage des vins et spiritueux.

332539. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Roche (A.) et Coq (V.), rue Marzine, n° 2, à Aix (Bouches-du-Rhône). — Appareil à laver les olives et autres produits.

332540. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Möller (O.-M.-R.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Nouvel appareil purificateur d'eau et autres liquides.

332541. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Tindal (A.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements à la construction des outils coupants rotatifs pour le travail des métaux.

332542. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Taylor (G.-D.) et Parrish (J.-E.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Filtre à huile.

332543. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Lutz (E.-G.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux semelles métalliques pour bottines.

332544. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Pothault-Ledru, à Vindois (Indre-et-Loire). — Couverture auto-jambière.

332545. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Roodhuijzen (A.-G.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif pour l'ouverture et la fermeture automatiques des portes d'ascenseur, etc..

332546. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Munro (R.-M.-A.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Pignon de chaîne à roue libre pour cycles.

332547. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Compagnie générale de phonographes, cinématographes et appareils de précision, représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Machine à centrer et aléser les cylindres phonographiques.

332548. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Société Apparatebauanstalt Ludwigsburg G. m. b. H., représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Dispositif de mise en train pour moteurs de tout genre.

332549. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Société des indicateurs électriques de traction, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système d'appareil électrique indiquant automatiquement le nom de chaque station et servant en même temps à la publicité dans les voitures de chemins de fer et autres transportant le public.

332550. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; De Sainte-Aldegonde (G.) et Jannin (L.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils de levage.

332551. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Topenot (J.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tendeur pour fils métalliques.

332552. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Hampp (J.-H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux cylindres pour monter les photographies.

332553. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Kolaczowski (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Galerie pour poêles et cheminées.

332554. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Lombard (W.-E.) et Luce (E.-T.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à écharner les peaux.

332555. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Lorioz (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux charrues Brabant doubles.

332556. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Pruner (C.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Marteau à air.

332557. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Chamier (W.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Armoire de toilette.

332558. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Schevzoff (E.) et Zwerkoff (M.), représentés par Boishus, à Paris, rue Eugène-Süe, n° 2. — Moteur automatique.

332559. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Association des ouvriers en instruments de précision, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour mesures électriques pouvant fonctionner comme voltmètre et comme ampèremètre apériodique, système F. Sintz.

332560. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Fabrique de produits chimiques, ci-devant Sandoz, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de production d'un colorant soufré bleu dérivant de la p-oxyp' amido m' méthylidiphenylamine.

332561. Brevet de quinze ans, 22 mai 1903; Ribard (A.-F.), rue d'Isly, n° 23, à Alger. — Poudre végétale remplaçant les savons.

332562. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Granger (H.-A.), avenue de Juillet, n° 34, à Limoges (Haute-Vienne). — Bouchon compteur contrôleur de liquides.

332563. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Borchers (W.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Roue à ressorts.

332564. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Valette (H.), à Tournon (Ardèche) et la société Gabert, Barthélémy et C^{ie}, à Vienne (Isère), ébaisant domicile chez Gabert, rue d'Erghieu, n° 33, à Lyon (Rhône). — Système de moule à clapet destiné à la fabrication, par compression, des tuiles, briques, carreaux et tous autres produits en argile, ciment ou autres matières.

332565. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Société Valloton et C^{ie}, représentée par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Navette mixte pour métiers à tisser.

332566. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Magué (C.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Table à imprimer les tissus, papiers et produits analogues.

332567. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Le Revert (A.), rue Guillaume-le-Conquérant, n° 15, et Feugère (M.), rue Lafayette, n° 49, à Rouen (Seine-Inférieure). — Annonceur de trains.

332568. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Burghardt (G.), à Paris, rue Truffault, n° 46. — Pédale oscillante applicable aux appareils de déclenchement pour signal automoteur.

332569. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Osborne (C.-T.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux moteurs pour voitures automobiles et autres applications.

332570. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Lorthioy (E.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Thermo-siphon perfectionné pour le refroidissement de l'eau de circulation des moteurs à explosions.

332571. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Amstoutz (E. G.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Démultiplicateur pour bicyclettes automotrices.

332572. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Société Ch. Pouré et P. Sauton, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau pétrin mécanique.

332573. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Société Deutsche Patent-Industrie-Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour faire apparaître et disparaître des cibles.

332574. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Davis (G.-H.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à perforer.

332575. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Société Neckarsulmer Fahrradwerke Akt. Ges., représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Interrupteur pour moteurs à explosions.

332576. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Moyer (L.-E.-J.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau pâté et son procédé de fabrication.

332577. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Ladoire (L.-F.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil de fixation pour serrures amovibles.

332578. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Ladoire (L.-F.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Procédé de cémentation des grandes surfaces et nouveau four pour la mise en pratique.

332579. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Favrel (H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de traitement des briques de laitier en vue de leur donner une coloration permettant leur emploi dans les surfaces apparentes des constructions.

332580. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Jas (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau dispositif pour l'épuration du gaz de houille.

332581. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Jas (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif pour la production de gaz combustibles à l'aide d'hydrocarbures liquides volatils.

332582. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1903; Société des établissements Maier et Min, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système perfectionné de machines à tailler les dents d'engrenage.

332583. Brevet de quinze ans, 23 mars 1903; Böhm (C.-H.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé de fabrication du silicium au moyen des silicates.

332584. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Société The-Snyder-Clott-Clamer-C. représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Appareil à nettoyer les tamis.

332585. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Hülsen A.), à Châteauroux (Indre). — Système de nettoyages multiples appliqués aux batteuses à grains, à graines et à double effet, à grains et à graines.

332586. Brevet de dix ans, 21 avril 1903; Gasquet (J.-L.), à Laguerpie (Tarn-Garonne). — Extracteur pour enlever le noyau des olives.

332587. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Jähde (E.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil s'adaptant sur le bord des verres à lampes.

332588. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Société anonyme d'applications de gaz liquéfiés, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de cartouche pour liquides ou gaz sous pression.

332589. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Société anonyme d'applications de gaz liquéfiés, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Tête de siphon ou autre récepteur pouvant recevoir une cartouche à gaz comprimé ou liquide.

332590. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Société Zuercher & Levet & Co. Compagny, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Composition pour polir.

332591. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Wolkenberg (H.-C.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé de production synthétique d'ammoniaque.

332592. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Billac (L.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Bouchon pour bouteilles à vin de Champagne et autres vins mousseux.

332593. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1903; Société Sutcliffe, Spenskran m. Company limited, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé et appareil pour la fabrication des briques ou autres agglomérés.

332594. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Krom (G.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé et dispositif pour la fixation du bout des chaussures.

332595. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Grunemann (J.) et Schöner (J.), représentés par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Brûleur fonctionnant automatiquement.

332596. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Melzer (M.), représenté par Fange Paris, rue Guilhem, n° 5. — Procédé par voie humide de désulfuration des minerais sulfureux de cuivre, zinc, cadmium, argent, nickel, cobalt et d'hydrometallurgie de leurs métaux pour extraire ceux-ci par précipitation et les approprier à des emplois industriels.

332597. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Mills (M.-S.) et Mills (M.-S.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système perfectionné de boîte postale à commande monétaire.

332598. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Davanne (A.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil injecteur de combustible combiné.

332599. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Chappuis (J.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Tournevis à ciment armé pour chemins de fer.

332600. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Elmhaupt (H.), représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Stimouloup, n° 23. — Procédé et appareil pour échauffer des substances mélangées à des matières liquides.

332601. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Heinen (L.), rue des Fossés-Nouveaux, 11 (Lille, Nord). — Nouveau moteur à gaz avec démarrage automatique.
332602. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Destang (J.), rue Quintin, n° 8, à Ardennes (Circulaire). — Crémaux à visperces.
332603. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Liebscher (J.) et Duffek (A.), représentés par Stumm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux pinces à ale et aux pinces-poinçons servant à les assembler.
332604. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Jonet (L.), à Ruives (Nord). — Élévateur d'eau.
332605. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Société Gustin et Mourmille, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel alliage métallique.
332606. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Masson (C.-C.), représenté par Stumm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Méthode de nettoyage de soufflans.
332607. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Compagnie française pour l'entreprise des approvisionnements et le développement du commerce d'alimentation, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveaux procédés de conservation de la viande et autres substances alimentaires.
332608. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903. — Hélier (V.-R.-C.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Roue et charrue pour labourer à une grande profondeur.
332609. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Franke (T.) et van Bühler (E.), représentés par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Timants pour toits en ton.
332610. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Franke (T.) et van Bühler (E.), représentés par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Toit en fer et en ton.
332611. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Hawley (la dame A.-E.), représentée par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau jouet mécanique.
332612. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; House (S.-N.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine perfectionnée pour fixer des bandes aux roues de véhicules.
332613. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Van Mullem (D.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fermeture à bouchon pour bouteilles.
332614. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Rose (J.-A.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à découper des rondelles.
332615. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Brout (V.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de distribution applicable aux moteurs à vapeur ou autres.
332616. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Timmins (D.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à faire les nappes pour objets en métal fondu.
332617. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Stacy (J.-N.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine pour fermer les enveloppes et coller les timbres.
332618. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Gay (M.) dit Yags, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de piste inclinée pour services de sent.
332619. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Boulas (R.-F.), Boiffe (H.) et Peindlmann (E.-M.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de fixation des bandages en caoutchouc pour roues de véhicules, système Émile Sauter.
332620. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Société l'amiante père et fils, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Produit destiné à la dénaturation de l'alcool.

332621. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Minot (L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de réservoir de chasse sans réserve d'eau.

332622. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Cornac (C.-J.-E.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de poulies mixtes en bois et métal.

332623. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Turner (R.-C.), représenté par la société Matray frères et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour purifier, stériliser les liquides.

332624. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Murphy (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils indiquant la profondeur du liquide contenu dans un récipient fermé à certaines pressions.

332625. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Riechers (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication mécanique des dentelles imitant le Ténériffe.

332626. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Durieu (G.-A.-G.-L.), place Marguerite-d'Anjou, n° 21, à Angers, élisant domicile chez M. de Lahausse, à Paris, avenue de la Grande-Armée, n° 22. — Dispositif de commande de frein avec encliquetage et limiteur de force appliqué aux cycles et en général aux machines quelconques.

332627. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Marty (H.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nasse écrevissière.

332628. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Société Charles Tiberghien et fils, représentée par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnement apporté aux métiers automatiques à tisser à changement de navette automatique.

332629. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Frankinet-Kirly (J.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Machine à fletter les bords des verres coupés.

332630. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Ollivon (H.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système de plumeau.

332631. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Conrad (R.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système d'arbre coudé ou arbre-manivelle.

332632. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Wood (W.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 61. — Scène tournante.

332633. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Mirza (A.-T.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux passe-courroies.

332634. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; De Chylinski (A.), représenté par Nerdeux, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Dispositif de mire pour armes à feu portatives.

332635. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Frey (A.), à Paris, rue de Vienne, n° 2. — Perfectionnements aux machines à tricoter.

332636. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Richardson (G.-E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Accouplement pour wagons de chemins de fer.

332637. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Société Perret et Lenglet, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Phonographe à plateau avec transmission compensée pour la vitesse uniforme.

332638. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Agnely (V.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Charnière dégonflable à broches multiples.

332639. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Société anonyme Teinturerie Clément Marot, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Appareil pour dissoudre les produits destinés à prévenir l'entartrage des chaudières à vapeur.

332640. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Haidekker (S.) et Berthoty (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine pour la fabrication d'un treillis en fil métallique à fils de chaîne tordus ensemble.

332641. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Pichery (L.-L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Méthode et appareils pour la production économique de force motrice par la transformation en force vive de la chaleur des fluides.

332642. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Société The Linotype Company Limited, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux machines à fondre les plaques stéréotypes, machines à fondre les caractères d'imprimerie et machines similaires.

332643. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Gevaert-Naert (L.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Nouveau procédé de fabrication pour courroies de transmission.

332644. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Société les fils de R. Picard, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Montre.

332645. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Ladoire (L.-F.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil de contrôle pour serrures.

332646. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Warren (H.-S.) et Campbell (G.-A.), représentés par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Dispositif pour réduire les effets de réflexion dans les circuits électriques.

332647. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Noe (G.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux claviers de pianos et orgues et à leurs accessoires.

332648. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Société The Johnson Lundell Electric Traction Company Limited, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés au réglage des moteurs électriques.

332649. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Armand (J.-A.) et Deoune (M.-L.-C.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de presse hydraulique et automatique pour huileries.

332650. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Tonnart (J.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de parafoudre.

332651. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Société anonyme du gaz atmosphérique Otto, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux appareils de production de gaz carburé à froid pour l'éclairage et le chauffage.

332652. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Société The Johnson Lundell Electric Traction Company Limited, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux porte-balais pour machines dynamo-électriques et moteurs électriques.

332653. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Wyss-Baumgartner (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chapeau de cheminée.

332654. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Jean (E.), à Paris, caserne Lobau (n° 4). — Cravate militaire ou faux-col cravate.

332655. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Société United Shoe Machinery Company of France, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux rouleaux à verrer et à déformer.

332656. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Stroud (L.) et Gittos (J.-G.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux carburateurs.

332657. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Raison sociale L. Gührs Wwe, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé de fabrication du zinc.

332658. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Mc Gaid (W.-A.), représenté par Jossé, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Support pour bicyclette.

332659. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Drock (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Perfectionnements dans les explosifs.

332660. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Société anonyme continentale pour la fabrication des compteurs à gaz et autres appareils, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Appareil chargeur à mouvement alternatif.

332661. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Rapiquet (C.) et Daveluy (A.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements à l'allumage électrique des moteurs à explosion.

332662. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Dumars (H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils pour liquéfier l'air et séparer ses éléments.

332663. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Société Xlignieuse et André Machez, représentée par Muzet, à Paris, rue de Richelieu, n° 31. — Procédé de récupération des matières entraînées mécaniquement par la vapeur d'eau dans les évaporations de solutions salines, sucrées ou autres.

332664. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Société The Thornton-Pickard Manufacturing Co., représentée par Taillfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans les obturateurs photographiques.

332665. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Billington (R.), représenté par Taillfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux sièges pour voitures de tramways et autres.

332666. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Société Marrel frères, à Rive-de-Gier (Loire). — Nouveau système de fabrication des arbres coulés en trois pièces.

332667. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Presle (L.) et Chevenas (L.), représentés par Carret, cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Étienne (Loire). — Guidon terminé par des poignées avec formes en relief.

332668. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Farard (B.), rue d'Annonay, n° 31, à Saint-Étienne (Loire). — Machine automatique bobinière et cannetière.

332669. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Société Ducombs frères, représentée par Delpcy, rue Saint-Ferréol, n° 78, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Machine pour fabriquer les mouchettes pour piéças à ressort.

332670. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Appé (J.-G.-A.), à Enlch-y-le-Château (Aisne), élisant domicile chez M. Manière, à Paris, rue de Rennes, n° 103. — Appareil revelver pour la distillation et la rectification continues.

332671. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Renard (P.-W.), rue Chevrete, n° 4, à Fontenay-sous-Bois (Seine). — Nouveau mode d'application de la gélatine sur tissus et produits qui en dérivent.

332672. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Wherry (W.-H.), représenté par Sterna, à Paris, rue d'Arcueil, n° 15. — Connexions électriques pour câbles.

332673. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Papps (L.-F.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Touche de pianos.

332674. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Pitt (W.-B.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements aux portes.

332675. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Léchappé (H.-L.), représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Appareil pour produire le gaz acétylène.

332676. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Blaisdel (W.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour le nettoyage des filtres à sables.

332677. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; De Castro (V.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareil pour l'épuration des jus sucrés.

332678. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Milloy (P.-D.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Support de trolley.

332679. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Miracle (O.-C.) et Dow (W.-L.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mur et blocs de béton propres à sa construction.

332680. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Frenkel (G.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Machine à fabriquer le linoléum.

332681. Brevet de quinze ans, 26 février 1903; Descubes (A.), représenté par Amengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de manœuvres aiguilles et signaux de chemins de fer à itinéraires multiples convergents.

332682. Brevet de quinze ans, 14 mars 1903; Bonnot (J.-H.), rue de la République, n° 21, à Montluçon (Allier), dénommé chez M. Thiéry, à Paris, impasse Rodier, n° 3. — Appareil fonctionnant par la pesanteur.

332683. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1903; Gollard (P.), représenté par Bédry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil dit la *Chenue*, pour creuser des canaux d'irrigation et de drainage.

332684. Brevet de quinze ans, 19 avril 1903; Greaves (G.-E.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Machines mobiles pour états.

332685. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; De Bechtolsheim (C.), représenté par Amengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et dispositif pour décharger et emballer la paille, le foin, la paille, etc.

332686. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Becker (R.) et Reisser (A.), représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Moteur à mélange tonnant.

332687. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Salbreux (E.-L.), à Paris, rue de Belleville, n° 160. — Nouveau mûlin mobile.

332688. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Répin (C.), avenue de la Gare, n° 14, à Breteuil (Seine-et-Oise), dénommé domicile à Paris, rue Duhot, n° 25, et Bessa P., à Paris, rue Étienne-Dolet, n° 3. — Appareil dénommé la *Parachue*, destiné au lancement des moteurs à explosions.

332689. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Société Générale Tallchew G. m. B. M., représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Machine à fabriquer les caisses en papier, carton ou matières analogues.

332690. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Fournetier (A.), à Bois-sur-Ménil (Oise). — Système spécial de fermeture de fusil de chasse et d'armement du canon dans la culasse.

332691. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Leroy-Chaffine (A.), représenté par la société Ch. Thérion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle charrie à lames articulées.

332692. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Brandt (P.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Guide pour les épingles de chapeaux de dames.

332693. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Isoard (D.), représenté par Ducasson, rue de la République, n° 61, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Marches d'escaliers boudées en ciment armé.

332694. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Société Mather & Platt Limited, représentée par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans les métiers à tisser, à carder et autres machines similaires.

332695. Brevet de quinze ans, 25 mai 1903; Bernet (P.-T.-J.), à Paris, rue Bonaparte, n° 24. — Boîtes pour pochettes d'études.

332696. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Rose (E.-F.), à Paris, rue Mahillon, n° 4. — Fermeture pour boîtes de bureau et de magasin dénommée la *aller et le tour*.

332697. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Ruth (C.), représenté par Douze, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine à récolter les pommes de terre.

332698. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Société Matley père et fils, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif permettant, au moyen d'un appareil unique, d'examiner à volonté des vues stéréoscopiques ou panoramiques.

332699. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Maréchal (L.) et Barrière (P.), représentés par Frey, à Paris, rue de Vienne, n° 2. — Perfectionnements aux gazogènes.

332700. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Firma Kölner Feuerwehr-Geräthe-u. Spritzen-Fabrik Höing & Plug G. m. b. H., représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Raccord pour tuyaux d'aspiration et de refoulement flexibles, formé de deux moitiés absolument identiques et destiné spécialement aux engins d'extinction d'incendies.

332701. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Ferrero (P.), rue Delille, n° 19, à Nice (Alpes-Maritimes). — Distributeur automatique d'eau potable.

332702. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Mathey (E.-D.-A.), à Lons-le-Saunier (Jura). — Roue élastique à ressorts et jante indépendante, flexible, applicable aux voitures automobiles et à toute autre espèce de voiture, ainsi qu'aux bicyclettes et tricycles.

332703. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Wherry (W.-H.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Connexion électrique.

332704. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Wright (E.-E.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif de commande pour automobiles.

332705. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Conroy (J.-T.), Shores (J.-H.) et la société The United Alkali Company limited, représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements dans la fabrication des hypochlorites.

332706. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Logeat (P.-A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Utilisation des déchets de baleine.

332707. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Société Feinmaschinenbau G. Calberla G. m. b. H., représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à cigarettes.

332708. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Bullard (D' F.), représenté par la société Mariller et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux clefs pour tuyaux.

332709. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Société en commandite R. Wedekind & C^e, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des acides sulfoniques organiques.

332710. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Compagnie Underwood Typewriter Company, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme perfectionné pour la commande du ruban dans les machines à écrire.

332711. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Bender (F.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Crible à calibrer les bouchons de liège.

332712. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Ducretet (E.-A.), à Paris, rue Claude-Bernard, n° 75. — Transformateur d'induction pour les postes de télégraphie sans fil.

332713. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Davot (E.-E.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Récipient et son mode d'emballage pour le transport des levures vivantes.

332714. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Raison commerciale Kalle & C^e, représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de préparation de matières colorantes disazoïques primaires.

332715. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Brown (F.-H.), Hanrahan (J.-E. et Boyden (G.-A.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux machines à fondre les caractères d'imprimerie.

332716. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Société Gesellschaft für drahtlose Telegraphie System Prof. Braun und Siemens & Halske G. m. b. H., représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de transformation d'ondes électriques.

332717. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Brandner (P.) et Miller (C.), représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Pierre artificielle pour constructions de toutes sortes.

332718. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Mnylwyk (P.-D.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil d'allumage pour lanternes et réverbères.

332719. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Beech (J.-M.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux fours.

332720. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Jennings (G.-R.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux stores et à leur monture.

332721. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Hardenbrook (F.) et Rice (W.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Moteur à explosions.

332722. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Maillard (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Crochet et dard à ressort pour l'attelage des voitures.

332723. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Meunier (E.-N.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle brique présentant sur sa partie externe une plaque de verre soufflée, pressée ou coulée.

332724. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Deschamps (C.), rue Beaumarchais, n° 35, à Montreuil-sous-Bois (Seine). — Nouveau godet urinal à partie rentrant dans le vagin.

332725. Brevet de quinze ans, 2 juin 1903; Société anonyme Westinghouse et M. Leblanc (M.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle turbine à vapeur.

332726. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Société Heinrich Kaufman et fils, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements dans les couteaux à manche en deux pièces.

332727. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Rohmer (G.-E.), à Paris, rue de Charenton, n° 59. — Nouvelle roue élastique supprimant les pneumatiques.

332728. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Proskey (W.-S.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Lampe à incandescence par le gaz.

332729. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Société French Flint Glass Bottle Company limited, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Système perfectionné de fermeture pour bords et récipients analogues.

332730. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Mack (L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'une composition au moyen du plâtre cuit et de diverses substances organiques.

332731. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Ludewig (B.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation d'une bière claire, riche en acide carbonique et pauvre en alcool.

332732. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Kugel (C.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé pour recuire les objets métalliques.

332733. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Westgate (J.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans les appareils pour refroidir et sécher les matières dans les machines à bluter les céréales moulues et autres produits.

332734. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Fauck (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perforateur à percussion.

332735. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Farkas (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif d'agrafe des supports de manchons sur les becs à incandescence à flamme renversée.

332736. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Société Eastman Kodak, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux châssis pour plaques photographiques.

332737. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Société Eastman Kodak, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux chambres photographiques avec châssis à rouleau.

332738. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Société Eastman Kodak, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils à développer les plaques photographiques.

332739. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Möller (C.-B.-S.), représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux serrures.

332740. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Norton (E.), représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux capsules de bouchage pour bouteilles, bocaux et récipients analogues.

332741. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Olson (J.-M.), représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif pour machines à enrouler ou à friser.

332742. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Leclerc (L.-L.-H.), représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Clé pour servir ou desservir toute espèce d'écrous.

332743. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Riechfort (O.) et la Société anonyme d'électricité et d'automobiles Mors, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Réception assurée pour les télégraphes par ondes hertziennes.

332744. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; De Wenthur (A.), représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Emission des rayons X et rayons cathodiques dans les réactions chimiques par les décharges électriques.

332745. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Deschamps (J.-J.), à Paris, avenue des Ternes, n° 4. — Organes de galagènes.

332746. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Sonal (A.), représentée par Rabille: cours Mestral, n° 20, à Lyon (Rhône). — Producteur automatique d'eau stérilisée à diverses températures.

332747. Brevet de quinze ans, 25 avril 1903; Moricau (E.-B.), au Chêne, commune de Vertou (Loire-inférieure). — Pare-gelée.

332748. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Jovaux (A.), rue de la Croix-Blanche n° 70, à Bordeaux (Gironde). — Roue-bielle, modification de la bielle et de l'arbre ou arbre de couche comme moyen de transmission et de transformation du mouvement.

332749. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Ruau (J.-H.), à Montreuil-le-Ges (Me et-Vilaine). — Appareil javeleur automatique.

332750. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Smith (W.), représentée par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Perfectionnements dans les machines rotatives applicables comme moteurs, pompes, ventilateurs, aspirateurs, compteurs, etc.

332751. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Jackson (P.-J.), représentée par Rist, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils de pulvérisation.

332752. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Painter (K.-V.), représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnement dans les ballons élastiques.

332753. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Vieille (J.), à Dompièrre (Seine). — Treuil pour déchargeur automatique marchant à bras et à cheval.

332754. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Meyer (L.), à Paris, rue de Valenciennes n° 20. — Appareil serviteur à fermeture automatique.

332755. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Goltstein (E.), représenté par de Monthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Dispositif pour ouvrir les bouteilles.
332756. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Société P. Bailly et C^{ie}, représentée par Parmentier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 29. — Procédé et appareil d'accrochage des bretelles-jarretelles, jarretières et autres parties quelconques du vêtement.
332757. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Dienelt (L.), représenté par la société Maillot et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 48. — Réservoir de chasse pour water-closets avec cloche solidaire pour couvercle.
332758. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Adnet (E.), représenté par Lavoix et Moes, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Lave-bou pour l'usage des mains.
332759. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Torquin (J.), représenté par Beramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux fûets des essieux de voitures.
332760. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Baron (C.-E.), représenté par Beramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux fourneaux à alcool.
332761. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Société anonyme de constructions mécaniques de La Loire, représentée par Beramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Bous-libs à enlèvement par cames oscillantes pouvant fonctionner soit automatiquement, soit sous l'action de ressorts.
332762. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Campbell (B.-G.), représenté par Gaimet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Perfectionnements dans les battants des pousse-navettes des métiers à tisser.
332763. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Hörtel (W.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 49. — Attrape-gouttes pour bouteilles et autres récipients analogues.
332764. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Dey (A.) et Dey (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil contrôleur enregistreur des heures de travail.
332765. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; De Fervant (B.-Z.) et Hamilton (W.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Compteur électrique pour courants alternatifs.
332766. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Société The New Sand Blast Company Limited, représentée par Pléaud, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux machines à jet de sable.
332767. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Mariani (J.-S.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boudes à verrou pour jarretelles.
332768. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Kuckalkorn (H.) et Seipe (E.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil permettant de développer à la lumière du jour.
332769. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Ansaldy (A.-C.-P.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de palmea perforationné.
332770. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Gason (A.), représenté par Armand-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 24. — Procédé de fabrication de l'émeri artificiel.
332771. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Hanke (C.-B.-E.) et Schulte (G.-A.-H.), représentés par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour la fabrication de pailions en carton ondulé pour bouteilles et autres récipients.
332772. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Montipet (A.), à Paris, rue de la Voile, n° 19-25, et avenue de Saint-Mandé, n° 29. — Asphalte synthétique.
332773. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Charrier (M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 65. — Isolateur coupe-courant.

332774. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Charissi (M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bec à acétylène ou autres gaz dit *Bec revolver*.

332775. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Charissi (M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Sonnerie électrique indicatrice.

332776. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Charissi (M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lampe électrique rotative.

332777. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Charissi (M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Carburomètre ou appareil à mesurer le rendement en gaz du carbure de calcium.

332778. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Charissi (M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bouton de contact applicable aux sonneries électriques.

332779. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Charissi (M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif antiréfecteur pour le tir au canon.

332780. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Charissi (M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Générateur de gaz acétylène.

332781. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Charissi (M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lampe portative à gaz acétylène.

332782. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Charissi (M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil polyautographe.

332783. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Gibbs (L.-T.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux systèmes de traction électrique.

332784. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Loze (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Enveloppe pour bouteilles, flacons, etc.

332785. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Société Gebrüder Tellchow G. m. b. H., représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Machine à fabriquer les sacs ou cornets.

332786. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Picard (R.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux buscs de corsets.

332787. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; De Launay (E.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Fixe-nœud pour chaussures.

332788. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Société Bonneville et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication d'un mastic à base de zinc pour joints chauds.

332789. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Ford (H.-B.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil électrolytique particulièrement applicable comme pile secondaire.

332790. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Malliary (la dame M.), née Alayrac, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Porte-manteau universel pour voyages.

332791. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Mautner de Markhof (L.-J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif de tir électrique pour canons de marine.

332792. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; De Mélier de Labarthe (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Éventail-ventilateur à main.

332793. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Dumesny (P.-A.), à Paris, rue Frédéric-Magisson, n° 11. — Procédé permettant d'agglomérer la sciure de bois ou autres déchets cellulosiques.

332794. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Buschmann (E.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Freins pour ensouples d'arrière.

332795. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Seifarth (H.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Procédé pour la fabrication de pierres artificielles.

332796. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Laurent (G.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Dispositif de fermeture de la tubulure de gonflement des ballons en caoutchouc recouverte de cuir.

332797. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Pohlmann (F.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Système de poutre en ciment armé.

332798. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Statter (J.-G.) et Fawcus (W.-P.-J.), représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Cric.

332799. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Gilles (E.), représenté par la société G. et P. de Méstral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les pieds pour appareils photographiques.

332800. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Bendixen (N.), représenté par Leroy, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Procédé et appareils pour la stérilisation du lait.

332801. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Société d'électricité Nilmelior, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Trembleur auto-régulateur.

332802. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Rigaudy (J.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés aux roues de véhicules.

332803. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Duffy (P.), représenté par Frey, à Paris, rue de Vienne, n° 2. — Perfectionnements aux pianos.

332804. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Selle (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de diaphragme photographique.

332805. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Choisy (A.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvel explosif de sûreté.

332806. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Herbillon (C.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouvelle construction des brosse à frotter les parquets.

332807. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Weiss (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé et appareil pour imprimer sur les tissus, des modèles de coupe pourvus de dessins et d'ornements.

332808. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Simmons (H.), Rushton (E.) et Hill (R.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux classeurs de documents.

332809. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Polacsek (J.) et Frisch (F.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux moteurs.

332810. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Oppermann (W.-A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau moyen de publicité.

332811. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Raison sociale Gesellschaft für Linde's Eismaschinen Aktien-Gesellschaft, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé et appareil pour la préparation d'azote pur.

332812. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Mathieu (A.), à Paris, rue d'Aboukir, n° 30. — Dispositif d'appareil à faire des infusions.

332813. Brevet de quinze ans, 20 mai 1903; Bidał (C.), représenté par Armengrand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Hourdis destiné aux planchers en béton armé.

332814. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Bous (C.-J.), représenté par Chenevont, à Paris, boulevard de Ménilmontant, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils de chauffage, domestiques et industriels.

332815. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Dumas (A.), rue Tournaï, Palais de l'Industrie, à Nice (Alpes-Maritimes). — Nouveau système de fabrication de carrelage mosaïque, système A. Duandy.

332816. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Douglas (R.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour la fabrication du vinaigre.

332817. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Aurifot (A.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Bloc de papier à lettres avec feuilles de papier à copier intercalées.

332818. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Kötter (J.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Perfectionnement aux enveloppes de lettres.

332819. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Badger (A.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Réceptifs en tôle pour sortes précieuses.

332820. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Société anonyme des anciens établissements Motekiss & C^e, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de direction pour automobiles.

332821. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Tolly (E.) et Fleming (W.-R.), représentés par Taillor, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux supports de pelotes de ficelle.

332822. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Société The Calico Printers' Association limited, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux appareils pour imprimer et colorier les dessins gaufrés ou en relief des tissus.

332823. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Henriot (E.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux atelages automatiques pour véhicules de chemin de fer.

332824. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Lauro (C.-P.), à Paris, rue Muller, n° 36. — Nouveau système d'articulation pour tiges.

332825. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Société Fénicaut, Maître et C^e, représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Tissue moiré par tissage direct et procédé de fabrication.

332826. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Northey (J.-P.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bunnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux dispositifs producteurs de sons, convenant pour sirènes et instruments analogues.

332827. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Société Émile Cornaët et fils, représentée par Guy, à Paris, faubourg Saint-Martin, n° 31. — Perfectionnements apportés aux machines à coudre et à broder.

332828. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Gerhardt (W.), représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Banc à tirer les fils métalliques.

332829. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Horn (O.), représenté par Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Casse-chaine de métier à tisser.

332830. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Société anonyme des forges, fonderies et ateliers de construction de Bourbourg, représentée par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille (Nord). — Nouvelle presse à palette avec bourreau enroulé en plateaux et racleurs automatiques.

332831. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Missienne (E.-C.), rue Faraday, à Saint-Maurice-Lille (Nord). — Appareil destiné au nettoyage de plateaux de tonnelles pour malterie-brasserie.

332832. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Robin (A.-A.), montée de Rabot, n° 6, à Grenoble (Isère). — Système de répétition s'adaptant au tir de salon, de jardin ou de stand.

332833. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Baileau (C.-E.), à Levréry (Ardennes). — Fabrication des mouillettes pour bruneards et limons.

332834. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Laurençon (M.), place Tardy, n° 14, à Saint-Étienne (Loire). — Régulateur sans chiens.

332835. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Theisen (E.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé et appareil pour débarrasser les vapeurs et gaz des particules de matières solides et liquides en poussière.

332836. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Martel (H.), représenté par Parmentier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 29. — Procédé et appareil destinés à marquer les anneaux vivants et les viandes.

332837. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Crawford (B.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif perfectionné pour rendre silencieux l'échappement des machines à gaz et autres machines à explosions.

332838. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Siemens (F.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Bûleux à flamme bleue.

332839. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Wulfram (J.), représenté par la société Matry frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 21. — Appareil de débit et de rafraîchissement des vins et autres boissons.

332840. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Selle (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil photographique pour la photographie en trois couleurs.

332841. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Cotis (A.-G.) et Sandras (L.-C.-A.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lampe électrique à arc à bloc réfractaire.

332842. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Crewe (E.) et la société Davy brothers limited, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de presse hydraulique.

332843. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Chateignier (P.), représenté par Bortches, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Interrupteur automatique universel s'adaptant à toutes les horloges et donnant l'unification de l'heure sonnée instantanément dans le monde entier.

332844. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Schubert (R.-F.), représenté par Grumont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil électrique de sécurité contre l'effraction des portes.

332845. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Callierwood (R.), représenté par Grumont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Fourneau de pipe absorbant la nicotine.

332846. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Tandeur (E.), représenté par Maulvan, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication du ciment.

332847. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Scheaf (F.-A.), représenté par Grumont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil de sécurité pour voitures de tramways s'abaissant automatiquement pour recueillir les personnes qui se trouvent sur la voie.

332848. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Morand (W.-J.), représenté par Grumont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Fermeture pour bouteilles.

332849. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Thormeyer (H.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Turbine à vapeur.

332850. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Société française de constructions mécaniques (anciens Établissements Cail), représentée par Jossé, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Système d'échappement pour moteur à mélange tournant.

332851. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Société française de constructions mécaniques (anciens Établissements Cail), représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Système d'admission variable pour moteurs à explosions.

332852. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Tonkin (J.-E.), Barnett (C.) et Jones (T.-D.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil de sauvetage en cas d'incendie.

332853. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Richter (A.) et Beretta (H.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil à désinfecter.

332854. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Grammont (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Conducteur électrique composé.

332855. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Menier (H.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Broyeur à meules coniques opposées pour le broyage intensif des matières fluides, semi-fluides ou pâteuses.

332856. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Estienne (C.-F.-R.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnement apporté aux boîtes de transport des installations de transmission pneumatique.

332857. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Société française de fabrication de bébés-jouets, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux jouets animés.

332858. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Stäubli (H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif égalisateur des lames pour mécaniques d'armure et râteliers.

332859. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Polack (M.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Objets d'utilité et de luxe en porcelaine, faïence et autres terres munis d'un recouvrement métallique.

332860. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Société des Établissements Postel-Vinay, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Nouveau système de transmission d'énergie électrique appliqué aux voitures automobiles.

332861. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Coventry (J.), représenté par Nauvaut, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les godets retenant les bouts des baleines de parapluies et ombrelles.

332862. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Fleischer (J.) et Christ (F.), représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Appareil servant à la cuisson d'aliments par l'air chaud.

332863. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Krüger (F.) et Hänsch (R.), représentés par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Glacière mobile pouvant servir également à préparer et à verser des boissons gazeuses.

332864. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Floquart (V.-H.-G.), à Paris, avenue de la République, n° 73. — Levier de commande pour freins de bicyclettes et autres véhicules.

332865. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Philippot (J.-F.-H.), à Paris, rue de Belleville, n° 133. — Application d'une semelle en feutre à tous genres de chaussures.

332866. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Société The Brooks Improved Steam Valve Company, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de distribution de vapeur.

332867. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Société Graaff et C^{ie} G. m. b. H. et M. Mikorey (H.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Jeu de quilles combiné avec le boomerang utilisé comme projectile.

332868. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Davidson (W.-N.-L.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 31. — Nouveau procédé pour obtenir des images photographiques en couleur.

332869. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Savelsohn (S.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Raccords pour les conducteurs électriques entre les voitures de chemins de fer avec déclenchement automatique en cas de rupture du train.

332870. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Anderson (N.-L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à écrire.

332871. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Gell (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil à perforer les rubans pour instruments télégraphiques automatiques.

332872. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Société générale de coutellerie et orfèvrerie, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouvelle monture pour couteaux et fourchettes démontables.

332873. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Bode (P.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil de tension pour cercles de piston, se manœuvrant de l'extérieur sans interrompre le fonctionnement.

332874. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Bandau (A.-L.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil pour couper les bordures des papiers peints.

332875. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Selle (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de sensibilisation des plaques photographiques.

332876. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Société Aktien Gesellschaft H. F. Eckert, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boîtes pour semoirs à roue distributive.

332877. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Schroeder (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines pour écharner et planer les fourrures et les peaux brutes ou apprêtées.

332878. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Lasky (R.) et Zweig (L.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de signaux ou disques transparents pour les chemins de fer, les tramways, la marine, etc. et ses procédés de fabrication.

332879. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; De Kadt (S.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine pour fermer par sertissage les boîtes ou autres récipients.

332880. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Société Romanet et Guilbert, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Brûleur à incandescence par l'alcool pour projections et son système d'alimentation.

332881. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Lartigue (C.), Garnier (H.) et Perez Péna (L.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Chemin de fer électrique automoteur.

332882. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Vergé (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel explosif.

332883. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Ellinger (B.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Support à balancier pour objets d'emménagement de tout genre sur les bateaux.

332884. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Société pour l'industrie chimique à Bâle, représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Production de quinonphénolimides (indophénols les plus simples).

332885. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Société pour l'industrie chimique à Bâle, représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Production de nouveaux colorants monoazoïques pour laine.

332886. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Chatonnet (la demoiselle B.) et Dubois (J.-M.), représentés par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Houpe démontable.

332887. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Godsal (P.-T.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux armes à feu portatives.

332888. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; La'our (M.), à Paris, rue de Tocqueville, n° 22. — Multiplicité des circuits extérieurs pour les armatures à collecteur.

332889. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Puniet (B.), à Paris, faubourg Saint-Honoré, n° 179. — Nouvelle seringue en verre et porcelaine pour la chirurgie, la médecine ou l'hygiène.

332890. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Puniet (B.), à Paris, faubourg Saint-Honoré, n° 179. — Nouvelle seringue en porcelaine pour la chirurgie, la médecine ou l'hygiène.

332891. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Puniet (B.), à Paris, faubourg Saint-Honoré, n° 179. — Nouvelle lime en porcelaine.

332892. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Société International Sheahan Rotary Engine Company, représentée par Lafontaine, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 43. — Machine rotative.

332893. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Société Chicago Pneumatic Tool Company, représentée par Lafontaine, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 42. — Marteau pneumatique.

332894. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Burr (J.-T.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé et appareil de triage par densité.

332895. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Overman (A.-H.), représenté par Augier à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Procédé et appareil perfectionnés pour utiliser la vapeur d'échappement des moteurs à vapeur.

332896. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Moseley (W.-M.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Jouet.

332897. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Dinneen (D.-W.) et Cook (C.-L.), représentés par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Appareil à douches.

332898. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Spreer (J.-R.) et Otto (H.-A.), représentés par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements aux appareils à fabriquer les glaces coulées.

332899. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Bussy (L.-J.-E.) et Girod Guiguet (L.-F.), représentés par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Nouveau peigne fixant les nattes.

332900. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Golzberg (M.), représenté par Graef-Beaumont, à Paris, rue Lafayette, n° 203. — Nouveau bonton de sûreté.

332901. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Duminny (E.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Système de fermeture pour sacs.

332902. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Neumann (A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Fabrication des jouets en carton et articles de Paris.

332903. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Draullette (E.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux voitures électriques.

332904. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Behnisch (C.-H.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine pour l'apprêt ondulé des tissus et feutres à poil plus ou moins long.

332905. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Appler (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Freins pour véhicules.

332906. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Cutting (L.-M.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Dispositif d'arrêt pour immobiliser les cordes de poulies dans toute position.

332907. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903. Parke (V.-N.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements au mécanisme formant le point dans les machines à coudre.

332908. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Robinson (S.-W.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux mécanismes d'embranchage pour arbres à axes convergents.

332909. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Mac Millen (E.-I.) et Leggett (J.-A.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Tube d'emballage pour objets fragiles.

332910. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Weisa (P.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bouton-agrafe pour cols de chemises et nœuds de cravate.

332911. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Moyer (A.-L.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositifs facilitant la manœuvre des stores.

332912. Brevet de quinze ans, 9 mai 1903; Compagnie générale de constructions électriques, représentée par la société Ch. Thérion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fabrication des porcelaines.

332913. Brevet de quinze ans, 5 juin 1903; Fouché (F.), à Paris, rue des Écoles-Saint-Martin, n° 34. — Perfectionnements dans la construction des radiateurs métalliques pour échangeurs de températures.

332914. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Marès (F.) et Havelka (O.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Filbre pour sirups de sucre dans les fabriques de sucre.

332915. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Société Alfred Gutmann Aktien-Gesellschaft für Maschinenbau, représentée par Hétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à jeter du sable.

332916. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Société Becker-Brainard Milling Machine Company, représentée par Desnoix, à Paris, rue de Provence, n° 66. — Mécanisme de commande à changement de vitesse.

332917. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Kainscop (D.) et Cornesse (F.), représentés par Borand et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Machine àrapper en une seule opération les tire-fonds, boulons et autres similaires.

332918. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Cristadoro (O.), représenté par Borand et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux pétrins mécaniques et aux machines à mélanger.

332919. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Martin (E.), représenté par Lavoix et Morel, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Cylindres de papier à cigarettes pour lumeurs.

332920. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Carnes (G. E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Claf combinée à tuyaux et à écrous.

332921. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Echols (F.-G.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à affûter les outils cannelés.

332922. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Shaw (E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour l'arrosage et le lavage des rues.

332923. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Sauveur (A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mode de coulage des métaux.

332924. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; White (M.-C.) et Duryea (O.-C.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de monte-charge avec moteur à explosion.

332925. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Farkas (A.), représenté par la société Maréchal et Roblot, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 49. — Dispositif de lanternes de wagons ou autres véhicules à traîner à l'aide d'une source de gaz à flamme renversée.

332926. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Société anonyme des produits Fred. Beyer et C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de préparation de colorants nouveaux de la série du triphénylméthane.

332927. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Pollard (E.-T.) et Behrmann (E.-L.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les machines à faire et à remplir les sacs de papier.

332928. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Société Vernes, Guinet, Sigros et C^{ie}, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Serrure à blocage automatique pour portes d'accès aux ascenseurs et monte-charge.

332929. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Beese (W.), représenté par Coulomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Album disposé de manière à pouvoir recevoir sur les mêmes faces des feuillets, des photographies et des inscriptions.

332930. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Grandjean (A.) et Farjas (H.), représentés par Coulomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Générateur produisant un mélange de gaz chauds et de vapeur d'eau servant à l'alimentation des moteurs.

332931. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Société Standard Table Oil Cloth C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle composition destinée à des buts décoratifs.

332932. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Firma Josef Leiter, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil à polir les ongles.

332933. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Société Underwood Typewriter Company, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Touche silencieuse pour machines à écrire.

332934. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Chapsal (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tampon à frein de détente automatique mis en action par les freins continus.

332935. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Denayrouze (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lampe combinée à gaz et à vapeur d'hydrocarbure.

332936. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Reichenbach (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Volant pour moteurs à explosion à marche rapide.

332937. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Schad (J.), représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Procédé de conservation de la viande.

332938. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Société J. Strauss & Weil, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil pulvérisateur pour liquides.

332939. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Underwood (W.-J.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Torche machine à fusée.

332940. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Bartholomäus (R.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Chasse d'eau pour water-closet.

332941. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Société Boiron et C^{ie}, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de hourdis.

332942. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Dean (W.-W.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux communications téléphoniques avec batterie centrale.

332943. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Société Weber, Kallmann et C^{ie}, représentée par Asai, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système pour préparer et débiter des eaux gazeuses artificielles.

332944. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Mitchell (W. C.) et Cummins (M.), représentés par Taillier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux freins pour véhicules.

332945. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Bague (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de fabrication des briquettes sans brai.

332946. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Bague (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de fabrication ayant pour but d'augmenter la cohésion et, par suite, la densité des coques et en particulier de ceux employés en métallurgie.

332947. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Vigie (G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau dispositif pour l'aménagement des entrepôts de navires en vue du transport des troupes, des émigrants, etc.

332948. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Popoff (D.-A.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Dispositif de cabinet d'aisances.

332949. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Croissant (C.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Attaches pour courroies.

332950. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Frodin (J.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine pour affûter les rasoirs.

332951. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Société anonyme des usines du Pied-Selle, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'instrument pour la confection de cachets de cire.

332952. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Derriey (C.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cylindres pour le découpage et le traçage du carton en vue de la fabrication des boîtes.

332953. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Collet (A.), représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil mécanique et portatif tourne-à-droite et tourne-à-gauche dénommé : *Dextintor*.

332954. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Paquet (L.), représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Porte-manteau à platine entrée et sortie sans rivure.

332955. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Potterat (H.), représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil générateur de gaz.

332956. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Raison sociale Alex. Friedmann et M. Knoller (R.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Brûleur vaporisateur à combustible liquide pour chauffage.

332957. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Tournier (A.), représenté par Ra-billoud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Appareil à montrer par séries les vues stéréoscopiques.

332958. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Société Ratignier et Clerc-Renaud, représentée par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Machine à polir les tissus.

332959. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Mortier (P.), représenté par Ger-main, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Appareil centrifuge aspirant et foulant pour gaz et liquides.

332960. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Société dite : *Aktiengesellschaft für Seil Industrie, vormals Ferdinand Wolff*, représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Système tendeur destiné à opérer la suspension élastique de surfaces portantes à l'aide de câbles.

332961. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Ribes (J.-J.-M.), à Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyrénées-Orientales). — Machine à monter l'espadrille.

332962. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Pitavy (F.), à Espaly (Haute-Loire). — Boulon destiné à remplacer le tire-fond pour poser les rails sur les traverses en bois.

332963. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Casadesus (L.-E.-A.), représenté par Martin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Système de bibliothèque.

332964. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Eskridge (R.-J.) et la s^r G. Diclam et C^{ie}, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 10. — Perfectionnements aux procédés de fabrication du glace.

332965. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Astowien (D.), représenté par Grimont et Folkin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Système de culture, pour bocaux, bouteilles, etc.

332966. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Société Terret et C^{ie}, représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Moyeu de bicyclette à deux vis dont l'une est en centre.

332967. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Sklarpe (A.-H.-B.) et Foster (J.), représentés par la société Astray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 1. Dispositif perfectionné pour relier les extrémités des courroies de transmission.

332968. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; De Taubé, représenté par Tard Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Nouvelle méthode d'extraction des essences la fabrication des parfums.

332969. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Loewenthal (J.) et Lippert représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements à la cassoie de bicyclettes.

332970. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Loewenthal (J.) et Lippert représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé de traitement haut-fourneau de minerais sableux et friables.

332971. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Conrad (F.-P.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux caisses de voi

332972. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Firme Victor Demarbo & Co., sentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Système de voie routière en armé, pour chemisées.

332973. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Roche (D.), représenté par la s^r Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 12. — Perfectionnements aux accouplements de voitures de chemins de fer et autres.

332974. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Société Muhlentbaum et Lutz M nensfabrik vorm. Gebrüder Seck, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Crible plat avec dispositif épousseteur au moyen bloc glisseur.

332975. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Pelous jeune (J.-J.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Moteur polycylindrique à vapeur à double expansion.

332976. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Raison sociale Heil, représenté par Camalanga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Disposition pour empêcher la rotation des lisses dans les métiers Jacquard.

332977. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Leduc (A.), à Launois-sur-Ardenne. — Protecteur en caoutchouc pour manchettes de chemises.

332978. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Rowley (A.-V.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Mandrin brisé pour macher les boulons.

332979. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Collet (P.), représenté par à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Manche magasin pour cannes, plumes, etc.

332980. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Raison commerciale Kalle représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de ration d'oxyde de bismuth colloïde.

332981. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Mauser (P.), représenté par à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Magasin amovible pour armes et spécialement pour armes à feu automatiques, disposé de façon à pouvoir contenir un grand nombre de cartouches.

332982. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Tournour (H.), représenté par Fayolle, à Paris, rue de Magenta, n° 18. — Procédé de production de l'énergie électrique par utilisation directe de l'énergie chimique d'un combustible quelconque.

332983. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Société Bühler frères, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine pour mouler des matières relativement tendres.

332984. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Grossmann (G.) et Eberhardt (W.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Roue hydraulique horizontale.

332985. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Dervaux (A.-E.-F.-P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de changement de vitesse.

332986. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Réveilhac (P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chauffage.

332987. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Flouan de Villepigue (D.-A.) et Toutain (H.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à fabriquer les sacs en papier dits *ecornés*.

332988. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Wildridge (G.-J.), représenté par Klotz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements à la fabrication des matrices pour la coulé des caractères d'imprimerie.

332989. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Daviau (J.), représenté par Armand-Josse, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Jeu de fermeté par des roues ou pantins descendant sur un escalier fixe ou mobile, sur un plan incliné, etc.

332990. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Lepet (E.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Machine à faire les emboîtements des tuyaux ronds ou carrés en poteries de bâtiments ou autres.

332991. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Schuricht (K.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Moteur pneumatique.

332992. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Société Mathey père et fils et M. Papigny A., représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Jumelle-lorgnette d'approche pour l'examen de vues stéréoscopiques de grandes dimensions.

332993. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Société anonyme des anciens établissements Panhard et Levassor, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Propulseur à hélice à pas variable.

332994. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; McIntire (H.-H.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Appareil pour l'impression photographique.

332995. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Armbruster (W.-J.) et Morton (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de fabrication de couleur.

332996. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Connable (R.-M.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Fixe-bandage pour roues caoutchoutées.

332997. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Selovieff (I.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Robinet indicateur de niveau d'eau pour générateurs à vapeur.

332998. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Wiedow (H.-G.-A.-I.), représenté par la société Mathey frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Perfectionnements aux stéthoscopes, cornets acoustiques, etc.

332999. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Le Moak (C.-H.), représenté par la société Mathey frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Appareil de sauvetage en mer.

333000. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Loreau (E.-L.), représenté par la société Marillier et Rubulet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Filtré de poche et de table à purification par le feu ou la chaleur à haute température.

333001. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Lehmann (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Brûleurs à mèches perfectionnés.

333002. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Société Mahla frères, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de couverture applicable notamment à la reliure des livres.

333003. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Andrevert (C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour mettre en place sur les roues les enveloppes des garnitures pneumatiques.

333004. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Bouchet (M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour l'allumage et l'extinction automatique des appareils d'éclairage.

333005. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Bercut (J.-J.) et Donat-Cattin (A.-H.), représentés par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Brosse rotative mécanique à main pour les soins dentaires.

333006. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Favier (A.-P.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Sécateur ébrancheur.

333007. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Lucas fils (N.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements à la fabrication des bourses, blagues, porte-monnaie, etc.

333008. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; De Lameth (M.-J.-A.-A.-A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'élévation de l'eau à grande ou moyenne profondeur.

333009. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Michaelis (W.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Appareil pour enregistrer ou produire des sons dans les machines parlantes à disque.

333010. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Société Metallgusswaarenfabrik Nürnberg Loeblein & Krafft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Porte à coulisse avec guide en verre pour chemins de fer.

333011. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Von Wirkner (C.-G.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé de fabrication de poix.

333012. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Gröschel (F.-W.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Relève-jupe.

333013. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Potter (W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Quart de cercle à niveau.

333014. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Thiébaud (C.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Carton ondulé aggloméré pour diverses applications.

333015. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Société anonyme des manufactures de porcelaines de Sainte-Foy-l'Argentière, représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Isolateur en porcelaine avec vide pour hautes tensions.

333016. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Bachhaus (R.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Appareil à air comprimé pour le nettoyage des tapis, meubles, papiers peints, etc.

333017. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Howard (G.-E.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareils afficheurs d'étiquettes.

333018. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Schapiro (A.) et Hurwitz (H.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux becs à incandescence à flamme bleue pour le chauffage et l'éclairage.

333019. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Société Emil Wünsche Aktien Gesellschaft für photographische Industrie, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Obturateur à rideaux.

333020. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Loyseau (J.), et Gallarotti (J.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nettoyeur à sec pour verres de lampes.

333021. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Radcliffe (C.) et Jones (D.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tête ou couronne pour fourche de bicyclette et méthode pour la former.

333022. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Carloni (C.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux grilles pour foyers.

333023. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Boulding (G.-R.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux châssis et aux essieux moteurs pour automobiles.

333024. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Ebbinghaus (C.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Presse en blanc et à reliration.

333025. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Bonaz (C.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouveau système de peigne imperdable avec dents à ondulations multiples et opposées.

333026. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Delbruck (R.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux épingles anglaises.

333027. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Bruneau de Laborie (P.-A.-J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de transmission pour automobiles et autres applications, supprimant les organes usuels employés dans les changements de vitesses.

333028. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Dunlop (John Boyd) et Dunlop junior (John Boyd), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux carburateurs.

333029. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Bittner (H.) et Dejoux (L.-L.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la préparation et l'application, sur toutes les matières, d'une couche de fond permettant ensuite l'impression directe en couleurs.

333030. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Barth (T.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Ceinture pour relever les vêtements.

333031. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Barth (T.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Appareil pour la gymnastique en chambre.

333032. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Lederer (E.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Dispositif d'extension pour chaussures.

333033. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Société dite *Selas Gesellschaft mit beschränkter Haftung*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et dispositif pour produire des mélanges de gaz et plus spécialement des mélanges de gaz et d'air pour l'éclairage.

333034. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Brenot (E.-T.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lampe inexplosible, au platine incandescent, pour l'assainissement et la désinfection.

333035. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Séguin (H.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à fabriquer les boîtes en carton de forme.

333036. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Loisel (E.-L.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de broyeur finisseur.

333037. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Cambier (E.), rue de Lille, n° 245, à la Madeleine-lez-Lille (Nord). — Appareil de protection des cheminées d'habitation contre la foudre.

333038. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Devallée (J.), représenté par Sabbe, rue de Lannoy, n° 43, à Roubaix (Nord). — Débrayeur automatique.

333039. Brevet de cinq ans, 17 juin 1903; Chérel (D.), rue du Manège, n° 19 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). — Four à réchauffer.

333040. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Michenaud (J.) et Farrouil à Saint-Aubin-de-Blaye (Gironde). — Charms déchaussure cavallonneuse automatique.

333041. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Dumage (E.), cours Gambetta n° 193, à Talence (Gironde). — Cureur automatique pour voies ferrées composées des rails à gorge.

333042. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Plançon (E.-H.) et Tenailhông A.-P., à Lingèvres (Calvados). — Agglomérés de marcs et de péripes pour le clafage.

333043. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Maris (E.), représenté par Goussier Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Doseur d'air dans les carburateurs de moteurs essence ou à pétrole.

333044. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Castella (J.), représenté par Fournier à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Dispositif et procédé de moulage de plaques de gramophones en cire ou autre matière susceptible d'être gravée.

333045. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Beaume (P.), représenté par M. G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Montre à balancier visible.

333046. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Chapatte (A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Montre à balancier visible.

333047. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Barr (A.) et Stroud (W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 54. — Télégraphe.

333048. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Société H. Lapointe et C^{ie}, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle. — Nouveau mode d'attache des branches et fourchettes des montres de poche.

333049. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Miles (la dame veuve), née Glette-Anna Foster dite Bogarte, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de publicité dit l'Autogramme.

333050. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Valion (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de fabrication en celluloïd pour chaises, canapés, fauteuils, etc.

333051. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Coudiet (G.-H.), représenté par Thiercy, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés aux chaises automobiles.

333052. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Wuest (P.), représenté par Thiercy à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés aux appareils pour jouer automatiquement les instruments de musique.

333053. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Wuest (P.), représenté par Thiercy à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés aux machines pour porter les feuilles perforées des instruments de musique mécaniques.

333054. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Wollheim (E.), représenté par Thiercy, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil destinés à diviser les diamants bruts.

333055. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Latyschew (I.), représenté par Thiercy, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Faucheuse moissonneuse à moteur.

333056. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Delhauser (G.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de glucoses au moyen de betteraves.

333057. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Société anonyme des Carreaux Douai, représentée par Molz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Système blindé à bain d'huile pour automobiles, système Pierre Arbel.

333056. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Baker (W.-J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils pour séparer de la vapeur la graisse et l'eau.

333059. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Duchay (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils photographiques.

333060. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Société Fleischmann et Blondel, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fusil-jouet.

333061. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Wilson (W.-C.) et société Wilson and Pilcher limited, représentés par Asci, à Paris, rue des Mathurins, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux allumages pour moteurs à explosions.

333062. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Bayly (F.), rue Neuve-d'Argenson, n° 53, à Bergerac (Dordogne). — Essuie-rasoir aseptique dit *le Figaro*.

333063. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Schumann (J.-H.-F.) et Dürr (C. H.-T.), représentés par Nanhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Marteau à pointe pour repiquer les meules.

333064. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Kiesselbach (C.), représenté par Nanhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Extracteur d'huile à plusieurs canaux divisant le jet de vapeur.

333065. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Lucas (J.-E.), représenté par Bertia, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Pot à couleur.

333066. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Ponjade (A.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Strapontin dit *balconnier* (siège mobile pour balcon ou autre application).

333067. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Greaven (L.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Boîtes à tan.

333068. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Brimmer (J.-F.) et Cullman (J.-F.), représentés par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Perfectionnements aux freins de wagons.

333069. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Ford (la dame B.-H.), représentée par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Porte-lunettes.

333070. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Lehman (J.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Mécanisme de transmission de force.

333071. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Ray (la demoiselle K.), représentée par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussee-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les brosses pour vêtements, chaussures et autres.

333072. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Hockstra (W.), représenté par Griment et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Serré-joints pour planchers, parquets, etc.

333073. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Schmalz (F.), représenté par Griment et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Procédé et dispositif pour l'obtention de surfaces touchantes identiques dans les forêts.

333074. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Heuchel (H.-F.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mode de fabrication des laves de baign.

333075. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Coen (C.-M.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux propulseurs de bateaux.

333076. Brevet de quinze ans, 11 mars 1903; Lamargese (C.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans la cémentation du fer et de l'acier.

333077. Brevet de quinze ans, 14 avril 1903; Stone (N.-B.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements aux clés.

333078. Brevet de quinze ans, 28 avril 1903; Cipollina (L.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine pour le mercerisage à tension uniforme pour fils de coton.

333079. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Storey (W.-H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les chaluts et autres engins de pêche.

333080. Brevet de quinze ans, 29 avril 1903; Guiguet (C.), rue Charles-Quint, n° 18, à Orlans. — Moyen élastique.

333081. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Raison commerciale Fried. Krupp, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pièce d'artillerie montée sur roues et avec recul de la bouche à feu sur l'affût.

333082. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; Berthier (A.-C.), à Amélie-les-Bains (Pyrénées-Orientales). — Imperméabilisation des planchers.

333083. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Andrews (T.-M.-D.), Hafner (E.-A.) et Woodworth (T.-H.), représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Moteur rotatif.

333084. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Kirchhoff (E.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé pour le levage des bateaux submergés par l'emploi de bouées signalant la position du bateau.

333085. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Argentino (R.), rue Gioffredo, n° 10, à Nice (Alpes-Maritimes). — Nouveau système de réclame appliquée à la correspondance privée dit : *Poste-Réclame*.

333086. Brevet de quinze ans, 27 mai 1903; De Arcé (M.-M.), représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Commutateur automatique.

333087. Brevet de quinze ans, 28 mai 1903; Fulton (W.-M.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil régulateur et indicateur de température.

333088. Brevet de quinze ans, 3 juin 1903; Société Gebrüder Telschow G. m. b. H., représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Machine pour la fabrication des sacs en papier à fond croisé.

333089. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Stadtegger (G.-E.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux procédés de cristallisation.

333090. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Jacques (P.), représenté par Plainguier, à Paris, rue Corbeau, n° 38. — Appareil destiné à la fabrication du café comestible.

333091. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Lamplough (F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de direction perfectionné pour automobiles et autres véhicules analogues.

333092. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Peregalli (F.), représenté par Fayolle, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Bassins constituant un nouveau système et un nouvel appareil pour l'accouplement ou la concentration du tirage, du dévidage et du purgeage de la soie en une seule opération.

333093. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Ravardy (A.), représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille (Nord). — Cheville conique pour la fixation des tirefonds dans les traverses de chemins de fer.

333094. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Lalbin (E.-I.), représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Procédé et appareil d'extraction du soufre par travail continu.

333095. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Pillu (E.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 13. — Fauteuils aériens.

333096. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Société pour l'industrie chimique à Bâle, représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Production d'un colorant sulfuré (soufré) noir, au moyen du dinitrophénol ($\text{HO} : \text{NO} : \text{NO} = 1 : 2 : 4$).

333097. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Debons (la dame veuve), née Marguerite Papurello, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Piège pour cafards et autres insectes, dit *Cafardière*.

998. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Preiss (G.-L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux navettes.
999. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Rintzler (J.), représenté par Rigot évost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Fauteuil démontable et transformable en lit.
1000. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Tanneguy de Wogan (E.), à Paris, boulevard Péreire, n° 173. — Utilisation pour la publicité de la feuille de protection alaire qui sert, dans les livres, les revues, les agendas, etc., à sauvegarder les dessins, etc.
1001. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Taylor (W.-W.) et Bossert (W.-F.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif pour l'échange des sacs de dépêches aux stations de chemins de fer pendant la marche du train.
1002. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Wright (J.-R.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Moteur centrifuge.
1003. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Ehrmanntraut (W.-A.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux échelles flexibles.
1004. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Reinhard (la dame), née Louise, représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Marmite rôtisseuse.
1005. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Finelle (L.-E.), représenté par Boramé, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Aiguille pour ponctions ou injections hypodermiques.
1006. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Barnum (A.-F.), représenté par Chassey, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Porte-vêtements.
1007. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Godon (L.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Pile électrique.
1008. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Gillies (A.), représenté par la société P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appareil à traire, mécanique.
1009. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Maul (A.), représenté par la société P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appareil à fusées à prise de vues photographiques.]
1010. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Péreire (G.), représenté par la société P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé d'extrac-mécanique des sucres ou des amidons des matières sucrées ou amylacées.
1011. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Glinsky (B.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de protection, par l'électricité, des surfaces métalliques contre l'oxydation et l'attaque par les liquides.
1012. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Grenot (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux couveuses.
1013. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Shaw (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux wagons et châssis pour engins employés au transport de charbon et autres minerais.
1014. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Guérinand (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Blutoir.
1015. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Hipwood (G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux défenses pour tramways et véhicules analogues.
1016. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Dupuy (R.-F.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bandage pour roues d'automobiles, bicyclettes, etc.
1017. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Bailly (H.), représenté par Armenjeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de dossier avec appuie-tête pour fauteuils de coiffeurs.

333118. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Compagnie générale d'appareils gaz, électricité, forces motrices, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Des a incandescence sans ombre, dit. Des renseignements.

333119. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Société Electric Boat Comp représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils de mesure.

333120. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Ode (J.-R.-C.), représenté par à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Anche libre à accord facile pour org harmoniums, etc.

333121. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Behrnsch (M.), représenté par à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Pompe dans laquelle le changement de sur la tige se produit après le commencement de la course d'aspiration.

333122. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Société Berliner Gasstahlfabr Eisenwerke Hugo Hartung Aktiengesellschaft, représentée par Ami, à Paris, des Martyrs, n° 41-47. — Mandrin pour machines-outils, pouvant tourner autour l'axe de serrage.

333123. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Löffler (O.), représenté par à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Perfectionnements aux filtres.

333124. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Kinsieop (D.) et Connors (D.), représentés par Coramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 6. — Mac à frapper et ébarber automatiquement les tire-fonds et autres similaires.

333125. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Smith (A.-H.), représenté par à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Bande de fixation pour enveloppes de dages pneumatiques.

333126. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Lecca (T.-C.), représenté Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Dispositif pour assembler le sol.

333127. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Société anonyme des anciens de sements Panhard & Levassor, représentée par Klotz, à Paris, boulevard de la Seine, n° 17. — Perfectionnements aux carburateurs.

333128. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Stjernström (N.), représenté Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Corps-de-chauffe pour app à chauffer les liquides, générateurs à vapeur, etc.

333129. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Schreyvogel (P.), représenté Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Sarclouse à base pour plantations en li

333130. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Hirschfeld (N.), représenté Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Couleurs de peinture et procédé de co sition.

333131. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Wingfield (C.-H.), représenté société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mouve linéaire à tr des dessinateurs.

333132. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Klein (I.) et Kanitz (E.), repré par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Bandage élastique pour roues.

333133. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Eberhard (O.), représenté par tlonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de préparation d'un extrait de similaire à l'extrait de viande.

333134. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Flint (G.-F.-G.), représenté Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil de chasse pour water-ch

333135. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Le Brasseur (J.), représenté p société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Re moyen élastique.

333136. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Girard (A.) et Gauchard (J.), re sentés par la société Morillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° — Appareil de désinfection.

333137. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Société dite : The Toledo Glas pany, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnem aux récipients ou réservoirs pour le verre fondu.

333138. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Société The Westinghouse Machine Company, représentée par Taillfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans les turbines à pression de fluides.

333139. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Lemaire-Destombes (J.-B.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux métiers à filer le lin et autres matières.

333140. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Ekholm (W.-T.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de distribution par le piston lui-même dans les cylindres de machines à vapeur ou de pompes à piston alternatif.

333141. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Culin (G.-A.-A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et dispositifs pour le redressement des pièces métalliques déformées, rails, poutres, etc.

333142. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Legay (L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux trembleurs de boîtes d'induction.

333143. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Casanova (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelles plaques métalliques principalement destinées à l'usage de la lithographie et de la photolithographie.

333144. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Société anonyme des produits Fred. Bayer et C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la préparation d'acides anthraquinone- α -sulfoniques.

333145. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Vigie (G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lame faisant ressort pour sommier métallique.

333146. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Constantin (W.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareil pour produire la brume dans les fours de boulangers.

333147. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Sauerbier (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Réfrigérant condenseur.

333148. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Hodge (R.-B.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils propres à nettoyer les chaudières.

333149. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Société Electric Boat Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les bateaux sous-marins.

333150. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Société anonyme Westinghouse, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle machine génératrice de courant continu de haut voltage.

333151. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Albert-Brunet (E.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Procédé de fabrication de rouleaux creux en bois.

333152. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Pasteur (J.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Appareil à sécher les tissus.

333153. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Champin (J.-P.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans les systèmes de freinage sur jante pour bicyclettes, etc.

333154. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Société dite : Pignat et C^{ie}, représentée par Graffe, rue de Paris, n° 2, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux turbines aérodynamiques.

333155. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; George (G.-L.) et Favre (V.), représentés par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux tavelles.

333156. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Société Ratignier et Clerc-Renaud, représentée par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Machine à mouiller, sécher et presser les tissus.

333157. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Siebers (O.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Balai perfectionné pour dynamos, etc.

333158. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Séraphin (L.), à Paris, rue du Temple, n° 172. — Montre réveil électrique.

333159. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Mc Conechy (J.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Générateur et lampe à acétylène combinés.

333160. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Krömer (G.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Coupe-légumes.

333161. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Forstner (T.), représenté par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Rochet avec arrêt à ressort.

333162. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Delacour (L.), représenté par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Chaussure hermétique à empeigne d'une seule pièce.

333163. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Merk (M.), représenté par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Machine à tailler les limes.

333164. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; De Lewicki (T.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé de diffusion.

333165. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; De Lewicki (T.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé pour l'obtention de matières utiles à l'agriculture et retirées des jus sucrés.

333166. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Gallacher (G.-F.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Foyer de chaudière à vapeur.

333167. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Hasselbach (E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Jeu de billard.

333168. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Pearce (W.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux couvercles de pipes, de pots à moutarde et autres objets similaires.

333169. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Société Richard Bergner et C^e, représentée par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Poignée pour porter les paquets.

333170. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Chirier (F.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Dispositif de chaudière applicable aux fourneaux domestiques en vue du chauffage des appartements.

333171. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Société Couesnon et C^e, représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau système de calendrier à effeuiller, dit *éphéméride carte postale*.

333172. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Leneveu (H.-C.-A.-F.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif graisseur pour arbres creux verticaux.

333173. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Esparnat (P.) et Deroux (F.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements apportés aux machines faucheuses pour les transformer en moissonneuses.

333174. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Loens (B.) et Rehberg (H.), représentés par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Wagon à déchargement automatique rapide.

333175. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Raison sociale Payard frères, rue Nesmond, n° 2, à Angoulême (Charente). — Bouche de four de boulangerie.

333176. Brevet de quinze ans, 11 mai 1903; Guimaraës (J.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil photographique.

333177. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Pariche (L.-N.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Propulseur à roues ou palettes articulées pour la navigation maritime et aérienne.

333178. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Potterat (H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de prise de courant électrique pour une réceptrice mobile.

333179. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Oliverson (C.-H.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Dispositif à came pour l'actionnement des contacts d'allumage en des soupapes dans les moteurs à explosions.

333180. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Stempel (O.-A.), représenté par Grumont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Procédé de fabrication et méthode d'application d'une composition pour recouvrir le bois ou autres matières.

333181. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Crépin (H.-F.-J.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif pour la conservation des matières alimentaires et autres au moyen du froid produit par l'acide carbonique.

333182. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Payet (J.), cours Lafayette prolongé, n° 160, à Villeurbanne (Rhône). — Nouveau dispositif pour rames sans fin permettant le retrait en long ou le cadrage, mécaniquement, de tous tissus réclamant ces opérations.

333183. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Cormery (H.-R.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'essieu-avant moteur et directeur.

333184. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Conner (G.-F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine perfectionnée pour récolter des betteraves.

333185. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Conner (G.-F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux machines à décoller les betteraves.

333186. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Quoirez (T.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Affût pour l'emploi de perforatrices rotatives ou percuteurs dans le fonçage des puits de mine.

333187. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Dolat (J.-B.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de préparation des peaux.

333188. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Winter (K.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de dispositif pour la dessiccation en touraille du malt ou substances analogues.

333189. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Lefeuille (J.-C.-F.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de production et de transmission d'auditions artistiques ou autres à la disposition des voyageurs placés dans un train ou convoi en marche.

333190. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Société Leperche et C^h, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareils permettant la reproduction des dessins au moyen de la lumière du jour ou de la lumière artificielle à volonté.

333191. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Rizard (M.), représenté par Ducasson, rue de la République, n° 62, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Séchoir pliant aérien à linges.

333192. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Lamarque (B.), représenté par Valtean, rue des Treuils, n° 5, à Bordeaux (Gironde). — Mors de bride B. Lamarque destiné à maîtriser les chevaux les plus difficiles et les empêcher de s'emporter ou les arrêter s'ils s'emportent.

333195. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Basroger (G.), représenté par Mazières, rue Henry-Deffès, n° 45, à Bordeaux (Gironde). — Appareil pour signaux indiquant la route des navires en temps de brume.

333194. Brevet de dix ans, 24 juin 1903; Cailliez (E.-G.-J.), rue Didcot, n° 11, à Lens (Pas-de-Calais). — Nouveau revolver *l'éclairneur*.

333195. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Société Gebrüder Uebel, représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — *Sparterie imitée*.

333196. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Endowici (W.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Couverture de noue.

333197. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Armin (E.-H.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Fabrication d'un fond pour la peinture, ou panneau pour peintres.

333198. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Société United States Ordnance C^e, représentée par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Perfectionnements aux canons se chargeant par la culasse.

333199. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Fromont (L.-G.) et Bertrand (V.), représentés par la société Brandoz frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Four à zinc.

333200. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Cardona (C. B.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Porte métallique à double paroi pour tous genres de foyers.

333201. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Calmann (J.) et Bormann (R.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Soudure tendre liquide.

333202. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Coulaud (M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermeture à excen-trique.

333203. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Robergel (E.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements à la fabrication des porte-mousquetons.

333204. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Denis (E.) et de Boisse (J.), représentés par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Embrayage.

333205. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Société Gebr. Pfeiffer, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 65. — Rigole de transport.

333206. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Société Buhler frères, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux presses pour pâtes alimentaires.

333207. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Société Buhler frères, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Presse hydraulique horizontale pour petites pâtes alimentaires.

333208. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Guinard (C.-M.-A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Joint d'obturation pour récipients et appareils divers.

333209. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Luyt (G.) et Gentile (P.-A.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Séparateur intra-vésical.

333210. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Conan (J.), représenté par Merville, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Nouvelles fruses à boudoirs, rainet et moulurer.

333211. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Dubois (A.), représenté par Annen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux ca-mions automobiles.

333212. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Nath (G.), Hold (H.) et Ruegg (H.), représentés par Annengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation de nouvelles matières premières et de nouveaux colorants azoïques.

333213. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Latour (M.), à Paris, rue de Valenciennes, n° 22. — Disposition d'interrupteurs auxiliaires sur le rotor de moteurs à répulsion.

333214. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Buris (H.-R.), à Mont-en-Barrois (Nord). — Perforatrice à viscrequin, et à mouvement rotatif continu.

333215. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Meisson (C.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux carbureteurs.

333216. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Société Delays, Sarasin et C^{ie}, rue Léon Gambetta, n° 212, à Lille (Nord). — Nouveau robinet de filtres-presses, dit *le Rapide*, système *Mustain et Defosse*.

333217. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Pontet (J.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Manivelle extensible pour bicyclettes et autres machines.

333218. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Société Siemens & Halske Aktien Gesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé de réduction de combinaisons métalliques ou de fusions de métaux, notamment du nickel et du fer, dans le four électrique.

333219. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Friedrich (O.), représenté par de Mosenhal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Procédé d'obtention de jus de sucre de betteraves à un degré de pureté plus élevé.

333220. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Nivelon (A.), représenté par Chevalier, à Paris, rue Rambuteau, n° 24. — Perfectionnement apporté à la carrosserie des voitures automobiles.

333221. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Schubert (G.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Repriseuse mécanique.

333222. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Geisslinger (J.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bougie d'allumage pour moteurs à explosions.

333223. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Howard (G.-E.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux étiquettes.

333224. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Dorfinger (E.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Installation permettant d'utiliser les véhicules de tramways pour le service postal.

333225. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Société Mouillan et Chozeau, représentée par Mouillan, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouvelle agrote applicable en combinaison avec les jarretelles ou les bretelles.

333226. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Société Anton Mader & C^{ie}, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Appareil à membranes les ressorts de montres et leurs harillels.

333227. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Towhson (E.), Moulton (H.-R.) et Southwell (F.-C.), représentés par la société G. et P. de Mentrail, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les moteurs à vapeur, à gaz et autres fluides.

333228. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Société dite : *Maschinenfabrik Aktien-Gesellschaft vorm. A. Wagner & C^{ie}*, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil à cylindre rotatif à vide, pour extraire l'eau des matières fibreuses et pour séparer les eaux résiduelles.

333229. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Bernard (E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Volant de direction pour automobiles, etc.

333230. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Hinkel (E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Roue à vent à ailettes s'appliquant sur les harmoniums à pression.

333231. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Bain (E.), représenté par Rigot et Prevost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Machine à couper en tranches les légumes ou autres produits.

333232. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Caille (C.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Pompe pour l'alimentation des chaudières et autres applications.

333233. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Gros (F.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Tissu composite à reflets changeants.

333234. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Thrul (R.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Poutre courbe.

333235. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Hansen (H.-J.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Appareil de sauvetage.

333236. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Société anonyme *Le Carbone*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux piles hydro-électriques.

333237. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Crowe (E.) et la société *Davy brothers limited*, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme de contrôle et de réglage des machines à vapeur ou autres fluides sous pression.

333238. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Boizet (E.-P.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte-paquets pour bicyclettes.

333239. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Cassart de Fernelmont (M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de réducteur de pression destiné principalement à l'application de la vapeur des chaudières à haute pression pour le chauffage des locaux par la vapeur à très basse pression.

333240. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Société de Fries & C^h Aktien Gesellschaft, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Tour parallèle.

333241. Brevet de quinze ans, 3 avril 1903; Michaud (L.), rue Saint-Lazare, n° 34. à Toulouse (Haute-Garonne). — Étrier à simple ou double charnière.

333242. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Müller (F.-J.), représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Nouvelle machine de composition et de distribution.

333243. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Bramhardt (J.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Cadre indicateur rotatif à lumière électrique et écriteaux changeables pour chemins de fer, tramways, etc.

333244. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Lefrou (L.-A.-G.), représenté par Gay, rue de Crosne, n° 79, à Rouen (Seine-Inférieure). — Relève-pantalon.

333245. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Worth (W.-O.) et Donaldson (W.-R.), représentés par Storm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositifs de transmission de force.

333246. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Schautman (F.) et Larsson (A.-W.), représentés par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Crin artificiel et procédé pour le fabriquer.

333247. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Lewis (E.-W.) et Unger (J.-S.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence n° 59. — Mode de découpage des plaques d'acier.

333248. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Garchey (L.-A.), représenté par Frey, à Paris, rue de Vienne, n° 2. — Perfectionnements aux fours à sole mobile.

333249. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Denis (E.) et Boisse (J.), représentés par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif d'articulation genre Cardan.

333250. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Raison sociale Pascal et Izérable, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau cône pour cartes postales.

333251. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Serve (J.-P.), représenté par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Nouveau système d'extraction du parfum des fleurs.

252. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Bère (A.), à Paris, rue d'Artois, n° 18. — Nouveau système de presse-papier avec cadres.
253. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Heilmann (la dame), représentée par Heilmann et Compagnie, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Turbine à marche reversible.
254. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Lots (R.), représenté par la société Lots frères et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fixateur pour lettres postales et autres papiers.
255. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Tabler (J.-H.), représenté par la société Matray frères et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux courroies d'enroulage pour couvertures et manteaux militaires.
256. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Pearson (W.-B.) et Roberts (C.-E.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé perfectionné pour couper les barres de métal.
257. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Armbruster (W.-J.) et Morton (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de teinture de couleur.
258. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Armbruster (W.-J.) et Morton (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Couleurs et son procédé de fabrication.
259. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Société dite : *International Smokeless Powder and Chemical Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Poudre sans fumée et son procédé de fabrication.
260. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Clark (G.-P.), représenté par Lavoix et Compagnie, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouvelle machine à vapeur.
261. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Japy (P.-A.-J.-E.), représenté par Japy et Compagnie, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Appareil indicateur de vitesse applicable aux automobiles, tramways, locomotives, etc.
262. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Martini (H.), représenté par la société Martini et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de fermeture pour récipients à conserves.
263. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Lafitte (A.-A.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Mode de jonction des courroies de transmission aux autres.
264. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Fescourt (F.) et Maurin (C.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Générateur d'oxygène.
265. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Brudenne (G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tire-lait mécanique dit *Lacto-pompe*.
266. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Société anonyme des plaques et papiers photographiques A. Lumière et ses fils, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de traitement des papiers photographiques à base de coton-poudre permettant leur séparation des supports ou pigments colorés auxquelles elles servent de support.
267. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Société Sulzer frères, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pince à linge pour les machines à tondre et à sécher les tissus.
268. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Société Monnet et Moyne, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Ventilateur centrifuge à moteur compound à air comprimé ou à vapeur pour mines.
269. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Phillipp's (J.) et de Troussures (P.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé perfectionné de fabrication de tissu-liège.
270. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Société Utzschneider et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à air *auto-chasse* pour water-closet.

333271. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Petit-Didier (C.), boulevard Lobau, n° 75, à Nancy (Meurthe-et-Moselle). — Adhésif à arrêt automatique avec ou sans ressort, supprimant le mastic.
333272. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Devaux (A.), cours Lientant, n° 167, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Broyeur et hachoir combinés.
333273. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Poutet (V.-J.) et Paul (A.), 10 premier rue du Chapitre, n° 18, et le deuxième rue Farjon, n° 2, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Machine automatique à frapper les savons.
333274. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Société Pellegrini, Thématis fils aîné et C^{ie}, représentée par Hubert, rue Grignan, n° 35, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Nouvel appareil de chauffage par la vapeur à basse pression et à régulation automatique, dénommé *Thermovapeur*.
333275. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Lères (P.) et Ripoll (P.), à Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyénées-Orientales). — Sandale, article tenu cousu à la machine sans le secours de la trépointe ou liasse.
333276. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Freudenthal (L.), représenté par Nauhadt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Appareil pour l'éclairage à incandescence par le gaz, se fixant au plafond.
333277. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Schneider (O.), représenté par Nauhadt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Perfectionnements apportés à la fabrication de colles.
333278. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Radcliffe (C.) et Jones (D.), représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Dispositif de changement de vitesse et d'embrayage.
333279. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; De Schopf (A.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Fixe-cravate.
333280. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Kalb (la dame J.), née Steinbach, représentée par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Boîte à lettres pouvant recevoir également divers petits objets.
333281. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Pacowaki (E.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux cigarettes.
333282. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Benson (C.-T.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Moteur rotatif.
333283. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Robertson (W.-A.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Générateur de gaz acétylène.
333284. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Spikdorf (J.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements aux bobines d'induction.
333285. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Desplace (R.-E.-J.), à Paris, rue de Dunkerque, n° 24. — Perfectionnement à la fabrication de l'acide sulfurique par le procédé des chambres.
333286. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Beau (H.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux systèmes de pompes.
333287. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Mercier (C.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Poignées pour guidons de cycles et autres applications.
333288. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Société L. Baillet, Roux et Desaupe, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système de chalumeau pour soudure autogène des métaux.
333289. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Harmon (F.-L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à parer et à plier le cuir, etc.

333290. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Lewis (J.-G.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à coudre à points cachés.

333291. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Washburne (J.-V.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Attache pour papiers.

333292. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Houben (R.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Moyen de réclame applicable aux jeux de toutes espèces.

333293. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Loison (J.-B.), représenté par Lavoix et Mores, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Chasseur pour matières sèches de différentes densités.

333294. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Prouty (G.-W.) et Kimball (W.-H.), représentés par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 28. — Perfectionnements apportés aux presses d'imprimerie.

333295. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Sigrist (J.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 28. — Perfectionnements aux extrémités des brancards de voitures.

333296. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Mc Mahon (J.-C.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les cadres et les châssis de fenêtres.

333297. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Cramer (E.-M.) et Shiresman (L.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux équerres et calibres de charpentiers.

333298. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Garin (la dame), née Blanc (Madeleine), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour imperméabiliser et ignifuger les tissus, papiers, etc.

333299. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Siemens (F.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux fours à gaz à récupération pour réchauffage.

333300. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Dupray (P.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine à écrire.

333301. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Boughton (J.-W.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements dans les cabines pour navires, voitures de chemins de fer et autres.

333302. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Franken (W.) et von Heimendahl (A.), représentés par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 93-95. — Dispositif de vidange des liquides.

333303. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Pathmann J. (C.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 93-95. — Fumeur portatif.

333304. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Berger (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'une composition pour les bougies, les allumettes-bougies, les fleurs en cire, etc.

333305. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Schram (A.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Couverture perfectionnée pour bocaux à fruits et autres récipients analogues.

333306. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Herrenschildt (H.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour la condensation des oxydes d'anilins et produits similaires.

333307. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; D'Arles (E.), représenté par Jesse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil pour l'enseignement du calcul.

333308. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Daff (J.-T.) et Naugher (J.-M.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Beaumet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux poulies.

333309. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Parmentier (W.), représenté par la société Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Appareil pour la fabrication des chevilles en bois.

333310. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Duceux (O.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Distribution de substances pâteuses et pulvérulentes.

333311. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Brotherhood (P.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à trois cylindres.

333312. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Gerhardi (W.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Banc à tiser les fils métalliques.

333313. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Grelault (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de corset à busc démontable instantané.

333314. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Hamfeldt (G.-K.) et Tesch (T.-A.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux fours soufflés.

333315. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Honold (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil magnéto-électrique d'allumage pour moteurs à explosion avec bobine fixe.

333316. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Steinert (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Plâte perfectionnée.

333317. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Société H. Wintenberger et fils, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux batteuses.

333318. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; La Force (H.-J.), rue Chevallier, n° 35, à Levallois-Perret (Seine). — Perfectionnements aux bougies d'allumage électrique pour moteurs.

333319. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Wohlfarth (A.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Nouvelle poudre dentifrice.

333320. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Weise (W.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Récipient servant à débiter, pièce par pièce, des tranches de pain, des petits pains, etc., dont on le charge.

333321. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Schitka (F.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Poêle à gaz.

333322. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Hummel (A.), représenté par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil de fonderie pour la stéréotypie.

333323. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Lindsay (C.-A.), représenté par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Articles en caoutchouc sans coutures.

333324. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Naugle (J.-F.), représenté par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Enveloppes de sûreté pour l'expédition des articles de valeur.

333325. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Törk (E.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Horloge de contrôle.

333326. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Massonnand (E.), représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Vinificateur universel instantané.

333327. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Pivot (A.), représenté par Casalanga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés à la fabrication des gants tricotés.

333328. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Waite (F.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux presses à imprimer à platine.

333329. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Sherwin (G.-E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Enveloppe en cuir pour bandages pneumatiques de vélocipèdes, d'automobiles, etc.

333330. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Conradson (C.-M.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme de changement de vitresse.

333331. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Gracey (J.-G.) et Gerken (F.-A.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur rotatif.

333332. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Legrand (L.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau vinomètre capillaire.

333333. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Swan (R.-J.-J.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Distributeur automatique pour compteurs d'électricité.

333334. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Société Bauer et compagnie, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour produire des préparations albumineuses solubles dans l'eau.

333335. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Renault (L.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Dispositif de graisseur et de sa commande pour voitures automobiles.

333336. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Maillet (V.-J.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Machine pour le décortiquage des brins d'osier.

333337. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Hérault (P.-R.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Décortiqueur.

333338. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; King (P.-D.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Protège-moustaches.

333339. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Paley (G.), Taylor (la dame A.) et Delhier (L.-W.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils de filage et de retordage à anneaux.

333340. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Herrenschmidt (H.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de l'antimoine.

333341. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Société Chauvin et Arnoux, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'indicateur de vitesse donnant ses indications à distance dit : *Autodélocimètre*.

333342. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Homfray (H.-J.) et Lorimer (W.-H.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme perfectionné pour l'arrêt automatique des métiers à tisser.

333343. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Buccellato (D.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Bouchon muni d'ajutage fonctionnant comme régulateur de débit.

333344. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; De Wilde (P.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Procédé de transformation des phosphates en phosphate bicalcique, sulfate de calcium hydraté et acide carbonique.

333345. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Paschkusz (B.), Tilos (J.), Laurincsik (A.) et Kadár (A.), représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Clé de sûreté.

333346. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Nottelle père et fils et Denain, représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Nouveau corset.

333347. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Martinet (P.) et Torchon (P.), représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Procédé pour rendre assimilable la craie phosphatée ou les matières phosphatées par un traitement à la soude.

333348. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Siemens & Halske Aktien Gesellschaft, représentée par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour séparer, par le courant électrique, soit plusieurs liquides l'un de l'autre, soit des liquides et des corps solides, y suspendus ou y dissous.

333349. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Perfectionnements dans les appareils d'éclairage électrique.

333350. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Perfectionnements dans les appareils électriques à gaz ou à vapeurs.

333351. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Dispositif perfectionné pour les appareils électriques à gaz ou à vapeurs.

333352. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Appareil électrique à gaz ou à vapeurs.

333353. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Système de distribution électrique perfectionnée.

333354. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Dispositif perfectionné de distribution électrique.

333355. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Système de distribution électrique.

333356. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Perfectionnements dans les dispositifs d'amorçage des appareils électriques et à vapeurs.

333357. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Appareils électriques à gaz ou à vapeurs.

333358. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Nouveau système de distribution électrique.

333359. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Distribution électrique.

333360. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Perfectionnements dans l'interruption et le réglage des circuits électriques.

333361. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Perfectionnements dans les systèmes de distribution électrique.

333362. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Cooper-Hewitt Electric Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Perfectionnements dans les lampes électriques à gaz et à vapeurs.

333363. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Baker (R.), représenté par ciété Brandon, frère, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à reformer le métal, pour la fabrication de têtes de boulons, de rivets, etc.

333364. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Miller (M.-H.), Hueter Hough (A.-H.), Mac Neil (A.) et Fisher (R.), représentés par Fayolle, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Procédé et appareil pour la fabrication du sucre.

333365. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Vidal (R.), représenté par Ray à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Procédé de réduction de composés azotés ou nitrés, déterminant la production d'oxydes ferreux.

333366. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Compagnie du Réacteur électrique, représentée par Lavoisier, et Moste, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Électrique avec chambre de réaction pour l'oxydation des métaux de leur mine et leur affinage simultané.

333367. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Thomas (J.), représenté par la société *Motory Frères et C^e*, à Paris, boulevard Henri IV, n° 13a. — Perfectionnements aux appareils automatiques de couplage et aux tampons des véhicules de chemins de fer.

333368. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Schenker (R.), représenté par Burgen, à Paris, boulevard de Magenta, n° 26. — Machine volante.

333369. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Christoffel (J.E.), représenté par Chassagnat, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Système d'appareil de chauffage.

333370. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Weston (E.), représenté par la société Ch. Whiston et U. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 96. — Perfectionnements apportés aux rhéostats.

333371. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Maison commerciale Fried. Krupp, représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de frein pour les machines pour pièces d'artillerie.

333372. Brevet de quinze ans, 20 mars 1903; Reichel (H.), représenté par Nathard, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé perfectionné pour la production de photographies immédiates sans concours matériel sur du papier.

333373. Brevet de quinze ans, 24 mars 1903; Dellarovere Sebald (J.L.), rue de la Seine-Jeanne, n° 6, à Nice (Alpes-Maritimes). — Nouveau système de bras de tente articulés et sans courroies.

333374. Brevet de quinze ans, 19 mai 1903; Société dite : *Boston Electric Spinning Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de commande automatique des multi-jenny.

333375. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Breil (A.), rue Saint-Germain, n° 243, à Bordeaux (Gironde). — Appareil faisant monter le liquide au-dessus de toutes sortes de piston pour pompes et manèges.

333376. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Vestinghouse (G.), représenté par Dufier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux systèmes de contact électro-pneumatiques.

333377. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Gaudier (G.F.), représenté par Gay, rue de Grosse, n° 79, à Rouen (Seine-Inférieure). — Chaudière à vaporisation instantanée, pour automobiles et autres applications.

333378. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Fournier (M.-R.), représenté par Lhuvent, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 19. — Nouveau joint.

333379. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; David père (J.-M.) et David fils (J.-P.), à Mèan (Loire-Inférieure). — Pelles de boudoir dites à coins et à douilles.

333380. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Société The Magneto Electric Company, représentée par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 62. — Appareil à signaux pour stations de chemins de fer.

333381. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Société Commotoren-Refrak-Deuts, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé pour l'obtention d'un gaz de chauffage exempt d'hydrocarbure au moyen de charbon contenant du gaz.

333382. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; De Alençaray (J.B.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements à la fabrication du fer, de l'acier et de leurs alliages.

333383. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Proctor (T.-R.), représenté par Dufier, à Paris, rue de Richelieu, n° 45. — Dispositif perfectionné de soupape, guidée par une cage mobile pour réservoir de chasse.

333384. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Bernheimer (M.) et Deiken (A.), représentés par Dufier, à Paris, rue de Richelieu, n° 47. — Système de mécanisme de pointage en hauteur à vis concentriques.

333385. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Dony (E.) et de Boisse (J.), représentés par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Réser-moteur pour véhicules automobiles.

333386. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Prud'homme (M.), représenté par Armangaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé d'obtention de noir d'aniline sur laine.

333387. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société anonyme Westinghouse, représentée par Armangaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau transformateur statique de courant continu d'intensité constante en un autre courant continu de voltage constant ou d'intensité constante.

333388. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Société Gaillet frères, représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouvelle boîte à graisse à rouleaux.

333389. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Société Jh. Jay et Jalliffier, représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouvelle poulie métallique à gorge emboûtée d'une seule pièce.

333390. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Grivoles (C.) fils, représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Système de reliure mobile.

333391. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Damon (S.), représenté par Carret, cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Etienne (Loire). — Frein de vélocipèdes par frottement contre la jante.

333392. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Fontanille (E.), représenté par Carret, cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Etienne (Loire). — Roue libre à cliquets libres.

333393. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; De Saint-Yves (J.-A.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Moyen d'appliquer la règle musicale à l'architecture, aux beaux-arts, métiers et industries, d'art graphiques ou plastiques, moyen dit *étalon archéométrique*.

333394. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Gavard (N.-C.), à Paris, rue Saint-Denis, n° 130. — Baguettes métalliques d'assemblages.

333395. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Gray (W.-B.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les machines servant à traiter les plantes fibreuses.

333396. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Schild (J.) et Spring (F.), représentés par la société Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Mâton de cheminée.

333397. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Cordon (la dame M.), représentée par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Nouveau dispositif pour fixer les chapeaux de femme sur la tête.

333398. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Bühl (W.-G.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Système réglable adapté entre le clavier et le mécanisme de pianos, pianos à queue, etc.

333399. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Ketzler junior (H.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Chaudière marine avec surchauffeur de vapeur.

333400. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Thompson (W.) et Hughes (T.-S.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Chariot à main pour gares, magasins, etc.

333401. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Penkala (E.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Termophore.

333402. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Müller (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à calculer.

333403. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Kilian (N.), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 50. — Système d'obturateur pour cartouches de chasse, balles et obus.

333404. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Monteillet (P.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau disque pour phonographes et son procédé de fabrication.

333405. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Sémat (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Transmission téléphotographique des images.

333406. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Eichen (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé d'épuration des eaux d'égout.

333407. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Kommer (R.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Gant à l'usage de l'armée et des chasseurs.

333408. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Gray (C.-H.) et Sloper (T.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux bandages pneumatiques.

333409. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Société Weber, Kalmann et C^{ie}, représentée par Assi, à Paris, rue du Havre, n° 41-47. — Distributeur automatique de liquides.

333410. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Société Bouasse jeune et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode d'assemblage des maillons de chaînes à perles, chapelets, colliers, bracelets, etc.

333411. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Heller (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Foyer sans grille à chargement continu assurant une combustion complète.

333412. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Société des Allumettes Caussemille jeune et C^{ie} et Roche et C^{ie}, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de boîte d'allumettes à ressort, en carton, à tiroir intérieur avec fond indépendant amovible.

333413. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Compagnie industrielle de l'acétylène, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Générateur d'acétylène muni d'un siphon réglant automatiquement l'arrivée d'eau au contact du carbure et pouvant être rechargé sans arrêt.

333414. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Dutrieu (la demoiselle H.), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de montagne russe à piste discontinue.

333415. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Latour (M.), à Paris, rue de Tocqueville, n° 22. — Résistance de démarrage pour moteurs à collecteur.

333416. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Tourtel (J.-M.) et Hogan (G.-L.), représentés par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans les phonographes.

333417. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Osmond (S.-J.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans les machines pour laver la laine, le drap et les autres étoffes.

333418. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Vernon (J.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Outil multiple pour maréchalerie et autres travaux.

333419. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Société Bautzener Cartonnagen Maschinenfabrik mit beschränkter Haftung, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Presse à rogner le papier avec système compresseur automatique du bloc à rogner.

333420. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Roux (X.-W.), à Paris, boulevard Raspail, n° 100. — Engrais organique régulateur de température.

333421. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Benson (W.-W.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux joints pour tuyaux, conduites, etc.

333422. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Société J. et J. Bertrand, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements dans les métiers à tisser.

333423. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Kelle (W.-F.-A.), représenté par Kelle, à Paris, rue des Martyrs, n° 42-47. — Foyer à grille présentant des parties surélevées.
333424. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Machig (G.), représenté par Kelle, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à reproduire et à réduire en relief.
333425. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Obermeyer (H.), représenté par Kelle, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Allume-feu.
333426. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Quignon-Mézigue (R.), représenté par Kelle, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines moissonneuses.
333427. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Gru (A.), à Auchat (Pas-de-Calais). — Appareil à produire le gaz acétylène dénommé Securita.
333428. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Françon (G.), rue Richelieu, n° 41, à Saint-Étienne (Loire). — Moyeux en tôle d'acier emboutie.
333429. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Leduc (L.), boulevard Béranger, n° 1, à Tours (Indre-et-Loire). — Nouvelle application de l'hélice comme moyen de propulsion en même temps que de propulsion ou traction.
333430. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Raison commerciale Chemin Fabrik Merchenstern Dr Weiskopf et C^o, représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et appareil de fabrication de bagues, anneaux, etc., à l'aide de baguettes de verre creuses ou massives.
333431. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Nicolson (S.) et Paterson (W.), représentés par Frey, à Paris, rue de Vienne, n° 2. — Dispositif perfectionné pour enlever les bandages des roues des bicyclettes et autres véhicules.
333432. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Jäckel (R.), représenté par Holzer, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Machine à tailler simultanément les dents fines et les dents grosses des peignes.
333433. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Purvis (J.) et Rouse (T.), représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements appliqués à la fabrication des pierres artificielles.
333434. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Turner (E.-L.), représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les miroirs ajustables et leur mécanisme.
333435. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Berglund (R.-O.) et Hessel (B.-O.-W.), représentés par la société Matray frères et C^o, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Engrenage à friction élastique perfectionné.
333436. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Stierli (F.), représenté par Naudin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux bocs de gaz et allumeurs.
333437. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Société Meteorit Gesellschaft m. b. H., représentée par Naudin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Alliage d'aluminium, cuivre et cadmium.
333438. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Null junior (F.-M.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil économique à brûler les gaz, pour foyers de chaudières et autres.
333439. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Dussault (A.-P.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Support pour ventilateurs portatifs.
333440. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Estève (J.), représenté par Lemoine, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Gobelet hygiénique.
333441. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Bontzin (R.), représenté par Bontzin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Obturateur de plaque pour chambre photographique.
333442. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Lang (C.), représenté par Bontzin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux ascenseurs.

43. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Société Dynamit Aktien Gesellschaft et Alfred Nobel & C^o, représentée par Bligny, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Explosif à nitroglycérine gélatinée et son procédé de fabrication.
44. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Guyot (J.) et Arnal (A.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour le traitement de la vigne en vue de la destruction des divers insectes, cochylys, etc., nuisibles à sa végétation et à sa fructification.
45. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Lévy (L.), représenté par la société Airion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de mouvement différentiel sans engrenage.
46. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Delorme (F.), représenté par Boramé et L. L. L., à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Mouvement différentiel sans engrenage.
47. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Collin (L.-A.), représenté par Boramé et L. L. L., à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Boîte contenant, enroulées, des cartes géographiques pouvant être déroulées pour leur lecture.
48. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Bodemer (J.-G.) et Lauth (W.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de commande des broches pour métiers à tisser.
49. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Kœmemann (W.-A.), représenté par L. L. L. et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Système de foyer pour chaudières.
50. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Krzyzanowski (J.) et Wysocki (S.), représentés par Grimout et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Procédé et appareil pour combattre les incendies dans les mines.
51. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Zédet (H.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système d'embauchoir.
52. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Gillingham (C.-A.), représenté par L. L. L., à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif pour l'aération des couveuses, et autres applications.
53. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Peddle (W.-H.), représenté par L. L. L., à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé pour rendre le bois incombustible.
54. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Albiez j^r (J.-L.), représenté par L. L. L., à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux aiguilles des voies.
55. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Suzuki (T.), représenté par Sturm et L. L. L., à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux dispositifs pour la fabrication de candi en cristaux.
56. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Beckmann (R.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Châssis tendeur pour applications photographiques.
57. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Allert (R.), représenté par la société L. L. L. et ses frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Séparateur d'huile pour vapeur d'eau, etc.
58. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Lowry (G.-S.), représenté par la société Brando frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour charger les liquides de gaz acide carbonique ou autres.
59. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Strasburger (F.-C.-H.), représenté par la société Brando frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à remonter les bouteilles.
60. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Smith (W.-R.) et Larkin (J.-D.), représentés par la société Brando frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de fabrication d'un air verni.
61. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Société dite Pratt & Whitney, représentée par Asol, à Paris, rue des Martyrs, n° 61-67. — Système des crétales pour le mouvement d'avancement d'une meule, etc., lorsque la pièce a atteint la dimension voulue.

333462. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Thropp (P.-D.) et de Laski (A.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Bandage de roue et procédé pour sa fabrication.

333463. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Société dite : *Mitchell Tongueless Buckle Company*, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux boucles.

333464. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Huber (G.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Nouvelle cithare.

333465. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Société Harnier & C^e, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Serrure électrique.

333466. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Graeme (J.-W.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Garniture pour protéger et pour supporter les bouteilles à cul arrondi.

333467. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Société Maschinenfabrik Elektrogravüre Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Machine à fraiser pour faire des reproductions en relief ou autres.

333468. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Société dite : *American Tool & Machine C^e*, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif de support pour moteur électrique actionnant une machine centrifuge.

333469. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Couch (L.-J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil de manœuvre de décors et autres accessoires de scènes.

333470. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Knorr (H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bascule romaine automatique.

333471. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Napp (C.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux porte-cartes d'adresses pour téléphones, etc.

333472. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Société National Manufacturing & Supply Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils mélangeurs et particulièrement à ceux pour mélanger ou battre des œufs, de la crème, etc.

333473. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Aspinall (J.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Perfectionnements aux serre-câbles pour la traction de waggons de mines ou autres.

333474. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Moulin (E.-R.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bouchon-mesure s'adaptant à toutes les bouteilles ordinaires.

333475. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Stitzer (D.) et Mac Cormick (J.-B.), représentés par la société Matray frères et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux étables portatives.

333476. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Halliwell (H.-V.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à sécher les cheveux.

333477. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Van Everen (H.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Moteurs à hydrocarbure réversibles.

333478. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Campbell (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil pour casser ou trier du charbon ou autre substance semblable.

333479. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Campbell (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils élévateurs.

333480. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Eitner (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Presse à vis.

333481. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Scheidl (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour redresser les fractures de jambes dans le but de simplifier l'application du bandage contentif.

333482. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Société Gebrüder Kimmich, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux stores à enroulement.

333483. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Straulino (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Instrument de musique.

333484. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Société anonyme *Le Carbone*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de réduction superficielle des agglomérés d'oxydes métalliques.

333485. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Coulaud (N.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle serrure de portière de wagon.

333486. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Société dite : *Universal Seal & Stopper Company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux dispositifs de bouchage des bouteilles.

333487. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Heinrich (G.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil électro-automatique allumeur et extincteur pour réclames lumineuses et signaux divers.

333488. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Pedersen (J.-T.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux brûleurs à combustible liquide vaporisé.

333489. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Société dite : *Universal Seal & Stopper Company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux dispositifs de bouchage des bouteilles.

333490. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Société Aug. Delattre et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de laminage des rails ordinaires à patin, à gorges, broca et autres.

333491. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Mackintosh (J.-W.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les attaches ou agrafes.

333492. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Soula (P.), à Paris, rue d'Alésia, n° 155. — Lettres lumineuses.

333493. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Thielmann (P.) et Stachelscheidt (J.), représentés par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Cage d'extraction.

333494. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Cole (W.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Procédé perfectionné de traitement du lait en vue de la préparation du caillé.

333495. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Golwer (L.), représenté par Grimon et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Machine pour mélanger et tamiser les matières pulvérisées ou granulées.

333496. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Gordon (F.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Cuvette de lavabo.

333497. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Hele-Shaw (H.-S.) et Helliwell (R.-B.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Roue de voiture.

333498. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Kotyra (M.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Transmetteur télégraphique à clavier.

333499. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Catala (H.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements apportés aux chauffe-bains.

333500. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Catela (H.), représenté par J. à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif perfectionné pour la l'incantation simultanée de deux et du gaz aux chauffages et app analogues.

333501. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Bonnet (G.-A.), représenté Jasse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil pour mélanger, é sionner et homogénéiser les liquides.

333502. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Société anonyme des Poud Dynamites, représentée par Jasse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements à la fabrication des explosifs.

333503. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Lounstein (A.), représenté Jasse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé et dispositif p fabrication d'astrakan artificiel.

333504. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Rimailho (E.), représenté p société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — servant à développer en plein jour les plaques photographiques et pouvant ment servir à l'emballage des dites plaques.

333505. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Pfaff (A.), représenté par la Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Méthode et cédé et produits chimiques à employer dans le traitement des œufs po conserver.

333506. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Serizier (L.), représenté société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — postale illustrée à talon.

333507. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Pereire (G.), représenté société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — P pour la séparation mécanique des minéraux mélangés, par ordre de densité.

333508. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Lacraz (G.), représenté société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — perfectionnements apportés aux machines à entrecouper les poignées.

333509. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Faust (C.), représenté par à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Serrure perfectionnée.

333510. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Maxson (la dame A.), repre par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de plage des

333511. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Pottin (H.) et Merlet de Lo (L.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Base registreuse.

333512. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; De Cönczy (L.), représen Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour l'éclairag trique autonome d'un wagon de chemin de fer.

333513. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Société Chauvin et Arnoux, sentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau d'allumage du mélange des moteurs à explosions.

333514. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Korff (M.) et Buhler (H.), soude par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — C surfaces taillées pour appareils d'éclairage.

333515. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Sahry (A.), représenté par gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pompe centrifuge

333516. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Société anonyme Westing représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — ducteur de courants de haute fréquence.

333517. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Pilot (A.), représenté pa chaud, cours Lafayette, n° 24, à Lyon (Rhône). — Étuve chauffée-bobine fabricants de tulle.

333518. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Maurice (G.) et Macs (J.), sentés par Smits, rue Golbrand, n° 23, à Lille (Nord). — Nouveau loquet ca matique de sûreté pour portières de voitures de chemin de fer.

333519. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Lombard (A.), représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille (Nord). — Système à mâchoires destiné à la fixation des rails de chemins de fer sur leurs traverses.

333520. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Masseron (de dom. J.), rue de la Liberté, n° 21, à Montmélié (Bouches-du-Rhône). — Système de talon en caoutchouc pour les chaussures à toutes chaussures.

333521. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Ricordeau (E.-A.), place du Château, n° 26, au Mans (Sarthe). — Appareil générateur pour l'éclairage acétylène.

333522. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Graffante (F.-E.), à Deville (Ardenne). — Support perfectionné pour la pêche à la ligne.

333523. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Losson (J.-P.), rue Grande-Bretagne, n° 3, à Saint-Nazaire (Loire-Inférieure). — Système de distributeur né par le vapeur, applicable aux moteurs des pompes à action directe.

333524. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Carmien (P.-J.) et Morisseau (A.), le premier, rue de Coutumiers, n° 63, et le deuxième, rue des Olivettes, n° 20, à Nantes (Loire-Inférieure). — Nouveau système de bouche-bouteilles, nommé *Bouchoir*.

333525. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Meinecke (C.), représenté par Neuhaüt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 261. — Appareil servant à enduire, peindre, huiler, vernir, etc. des planchers ou des parquets.

333526. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Oliviero (M.-J.), représenté par Asa, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé de conservation du lait.

333527. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Gare (T.), représenté par Asa, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé et appareils pour monter les cercles bandages, etc. sur les jantes de roues et pour les en démonter.

333528. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Carter (W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme d'alimentation des feuilles de papier aux machines à imprimer, lithographier et autres.

333529. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Senu (E.), représenté par Chespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouvelle roue d'engrenage en deux pièces à couronne dentée amovible.

333530. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Campbell (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil pour transporter du charbon et autres marchandises.

333531. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Ouellet (C.-J.) et Adamson (M.-F.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux machines pour serrer et serrer les écrous de boulons.

333532. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Parker-Smith (A.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine pour la fabrication automatique des charnières.

333533. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Langlois (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Locomotives automobiles.

333534. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Conti (J.-T.-F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 114. — Système de miroirs indicateurs de vitesse.

333535. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Hill (E.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 114. — Perfectionnements dans les freins à levier à main pour wagons de chemins de fer.

333536. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Société dite : *The Westinghouse Machine Company*, représentée par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans les cylindres en métal.

333537. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Novakovich (M.-J.), représenté par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Nouvelle carène militaire avec cadres métalliques pouvant également servir pour canots.

333538. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Brabson (T.) et Cook (G.-C.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perforateurs à gaz.

333539. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Weisberg (J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour l'élimination des éléments constitutifs du sulfate de chaux dans ses solutions et particulièrement dans les jus, sirops et autres produits de sucrerie et de raffinerie.

333540. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Lavis (E.), représenté par Nauha, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Traitement du jaune d'œuf par l'acétylène pour en préparer une substance alimentaire contenant de la lécithine et du fer oxydés.

333541. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Flotmann (H.), représenté par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Distribution pour perforateurs et autres machines analogues actionnées par un fluide sous pression.

333542. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Spatz (la dame), née Kath. Kübler, représentée par Graef-Besumont, à Paris, rue Lafayette, n° 203 et 205. — Pierres en verre pour la fabrication de mosaïques et procédé pour produire des mosaïques.

333543. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Hawkins (T.-L.) et Wolfe (J.-L.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Support pour brosses, balais à laver, etc.

333544. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Quackenbush (G.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Support pour rideaux.

333545. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Société dite : *Dresdner Chromo-Kunstdruck Papierfabrik Krause & Baumann*, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Procédé et appareil pour sécher sans plis le papier sur ses deux faces.

333546. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Société dite : *Worlds Fair Tobacco*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Valenciennes, n° 59. — Système de toupie.

333547. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Ravier (S.-L.), à Paris, rue de Berne, n° 6. — Nouveau système de navires porte-trains.

333548. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Duhal (J.) et Hennion (J.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Compteur perfectionné.

333549. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Société Léopold Verger et C^e, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de tableau changeant applicable particulièrement aux cartes illustrées.

333550. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Edgar (J.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système perfectionné de télégraphe ou de téléphone pour chemins de fer.

333551. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Renault (L.), représenté par Piérol, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé et dispositif d'allumage des moteurs à quatre cylindres et à quatre temps.

333552. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Jacquin (V.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Nouveau couvercle pour casseroles permettant d'utiliser sans frais la vapeur produite par la cuisson des aliments.

333553. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Glogner (R.), représenté par Tardieu, à Paris, rue Saint-Georges, n° 28. — Procédé de traitement du graphite par l'acide et le pétrole.

333554. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Société Mimard, Blachon et C^e, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pédalier à embrayage pour bicyclettes à deux chaînes.

333555. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Carteaud (J.-B.-M.-A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux ressorts pour corsets.

333556. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Gassner (X.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de chauffage pour applications médicales et autres.

333557. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Société Carl Huber et C^{ie}, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à régler pour papier en rouleau.

333558. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Lewiak (L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à blanchir et à concentrer les huiles végétales.

333559. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Matheis (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à diviser les pommes de terre, etc.

333560. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Société anonyme des anciens établissements Lacarrière, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Brûleur à gaz à récupération et insufflation d'air facultative pour appareils de chauffage.

333561. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Rollet (G.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour le nettoyage des vêtements.

333562. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Lagier (L.), rue de Lyon, n° 95, à Saint-Étienne (Loire). — Mouvement appliqué à une canetière pelotonneuse ou autre.

333563. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Société Rosse frères, à Breteuil-sur-Iton (Eure). — Nouvelle capote extensible pour voitures et automobiles.

333564. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Thimon (J.), rue Montlogis, n° 22, à Angoulême (Charente). — Chaîne extensible et chaîne à étauçon à noix susceptibles d'être employées ensemble ou séparément.

333565. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Angebaud (P.-A.-M.-J.), rue Santeuil, n° 2, à Nantes (Loire-Inférieure). — Machine dynamo électrique à deux induits sur le même arbre, utilisant toutes les lignes de force d'inducteurs formant circuit magnétique fermé.

333566. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Neuberg (E.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Système indicateur des excès de vitesse.

333567. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Gärtner (E.-B.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Frein à bague élastique.

333568. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Schnepf (H.), représenté par Storm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Pneumatique pour voitures automobiles et autres véhicules.

333569. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Scheble (E.-S.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil de vente par introduction de pièces de monnaie.

333570. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Radcliffe (C.) et Pugh (D.), représentés par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Joints étanches pour soupapes.

333571. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Bouvard (A.), représenté par Schwab, à Paris, rue de Vienne, n° 2. — Perfectionnements aux pipes, porte-cigares et porte-cigarettes.

333572. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Arnold (J.-M.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour la stérilisation de l'eau ou de tout autre liquide.

333573. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Riza (O.-M.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Projectile à éclatements fractionnés successifs.

333574. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Société The Singer-Machine Company, représentée par la société Branson frères, à Paris, rue de Provence. — Machine à surjeter.

333575. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Linck (A.), représenté par Boe à Paris, boulevard Beaume-Nouvelle, n° 20. — Bicyclette.

333576. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Chadwick (L.-S.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 24. — Perfectionnements au montage par levier applicable aux changements de vitesses des voitures automobiles.

333577. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Herrmann (F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 10. — Nouveau procédé de

333578. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Richard (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cinéomètre di

333579. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Michaud (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à plier les familles

333580. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Dewaere (L.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Mangeoire à

333581. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Hattmann (J.-B.), représenté par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans les

333582. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Tessier (T.-J.), représenté par Jossé, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements à la

333583. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Tessier (T.-J.), représenté par Jossé, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Fabrication de plaques

333584. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Beck (H.), représenté par Gaud, jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lampe à arc élect

333585. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Garçonnet (J.), représenté par Armand Gaud, jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif d

333586. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Foucault (H.), représenté par try, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Jouet danseur.

333587. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; De Wogon (E.-B.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Perfectionnements aux tor

333588. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Rieux (A.) et Meynet (L.) sentes par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau blanc pour

333589. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Cox (M.-W.) et Marsh représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements

333590. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Saison sociale Helioscor V ingénieur Gustav Hallada, représentée par Boettcher, à Paris, boulevard Bo

333591. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Belin jeune (la demoiselle Chassevent (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta

333592. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Viel (E.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé d'application d

93. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Firme C. Kleant, représentée par
été Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Tambour pour
billes et jeux analogues.

94. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Société The Aeolian Company,
représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. —
système propre à l'accentuation d'une ou plusieurs notes dans les instruments de
jeu jouant mécaniquement.

95. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Société Electricitäts-Gesellschaft
m. b. H., représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17.
dispositif de fermeture pour les globes de lampes électriques à arc lumineux ren-

96. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Société Electricitäts-Gesellschaft
m. b. H., représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17.
rue d'électro-aimant pour lampes électriques à arc.

97. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Aron (H.), représenté par Blétry, à
boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compteur d'électricité.

98. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Aron (H.), représenté par Blétry, à
boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système pour arrêter l'horloge ou le mou-
vement d'horlogerie dans les compteurs d'électricité.

99. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Diericks (J.), représenté par Blétry,
boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux portes et
dispositifs obturateurs analogues.

100. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Groll (C.), représenté par Blétry, à
boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux chaudières.

101. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Société Jannet frères, représentée
par Jannet, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tête de lame pour faucheuses
moussues.

102. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Blume (R.), représenté par la so-
cété Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé
de fabrication d'un succédané du vernis à l'aide de résinyle.

103. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Artigue (B.), représenté par la
société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appareil
pour la fabrication industrielle de l'oxygène.

104. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Giroux (F.), représenté par la société
G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Rondelle arrêt
pour pièces métalliques.

105. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Société J. et O.-G. Pierson, repré-
sentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21.
perfectionnements aux gazogènes.

106. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Hamelle (H.), représenté par Ar-
mand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Graisseur oleo-com-
posé, particulièrement applicable aux voitures automobiles.

107. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Silverman (L.), représenté par
à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux appareils
pour les pantalons et autres effets.

108. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Rasch (H.), représenté par Holcroft,
boulevard Saint-Germain, n° 9. — Machine à répandre les engrais.

109. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Schubert (M.) et Rechnitz (O.),
représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif de fixation pour

110. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Raison sociale P. et M. Neumann,
représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé pour imprimer le
papier en feutre de laine et de poils pour chapeaux et les chapeaux.

111. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Sbely (R.-W.), représenté par
à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif de propulsion pour bateaux.

333612. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Kieffer (J.), à Paris, rue Perdonnet, n° 14. — Appareil servant à monter en l'air, s'y maintenir, s'y diriger et descendre à terre par ses propres moyens.

333613. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Edgar (E. F.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux chaudières à vapeur.

333614. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Edison (T.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de nickelage et produits en résultant.

333615. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Société Northrop Loom Company, représentée par la société Brandon frères à Paris, rue de Provence, n° 59. — Casséfil en chaîne pour métiers à tisser.

333616. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Lange (E.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Appareil servant à fileter les vis à bois.

333617. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Langheld (E.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé de fabrication de biscuits, etc., renfermant des sels minéraux naturels ou artificiels.

333618. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Flécher (H.-J.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Perfectionnements aux filtres.

333619. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Liebert (A.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Porte-sac à fermeture.

333620. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Anderson (J.-C.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Perfectionnements dans les bouchons porte-étincelles pour les machines à gaz.

333621. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Robrecht (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 3a. — Semelle de santé.

333622. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Robrecht (O.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bouchon-projectile pour cartouches à blanc.

333623. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Fuchs (G.), Paris (W.), Kreutzberg (C.) et Raudnitz (S.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Brûleur pour éclairage et chauffage.

333624. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Didillon (A.), à Paris, rue des Cévennes, n° 56. — Nouvelles dispositions des appareils moteurs pour cycles.

333625. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Chameroy (E.), représenté par Bourrioux, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Appareil supprimant les coups de béliers.

333626. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Stavaux (C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement apporté aux devants de chemises.

333627. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Allard-Meeus (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Corde moelle pour garnitures de pistons et de presse-étoupes.

333628. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Lecq (H.-H.-J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Obturateur automatique particulièrement applicable aux appareils pulvérisateurs.

333629. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Young (S.-M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de transmission de signaux pour chemins de fer électriques.

333630. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; De Sainte-Aldegonde (G.) et Janin (L.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chaudière verticale à tubes Field.

333631. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Hibshman (H.-E.) et Mc Cuaig (C.-J.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux instruments de musique.

632. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Lindauer (J.), représenté par Lavoix
ses, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau corset porte-tournure.
633. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Lindauer (J.), représenté par Lavoix
ses, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Corset perfectionné formant sou-
louse.
634. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Pollard (E.-T.) et Behrman (E.-L.),
représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld,
— Machine à emballer les cigarettes.
635. Brevet de quinze ans, 14 mai 1903; Darcq-Flamain (A.), à Cumières
(A.), représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau
système de remontage et descente rapides de la charge dans les presses à Etiquet.
636. Brevet de quinze ans, 26 mai 1903; Ranouille (J.), quartier de la Made-
à Nice (Alpes-Maritimes). — Lessive à l'extrait concentré de cendres végétales.
637. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Stoicescou (M.), à Paris, rue du Châ-
n° 116. — Virage photographique utilisant l'action des sels stanniques sur les
photographiques en présence du chlorure d'or (platine) seul ou uni à l'acide
e.
638. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Pierce (R.-V.), représenté par Bertin,
boulevard de Strasbourg, n° 58. — Perfectionnements apportés aux caisses
treuses.
639. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Lalanne (L.), représenté par la
Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 43. — Nouveau
système d'épuration de la résine et de la térébenthine.
640. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Wilhelm (E.), rue Delebecque,
Sidi-bel-Abbès (Algérie). — Nouveau propulseur.
641. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Paillet (V.), représenté par Lom-
neville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Nouveau système
de retenue retenant deux, trois ou quatre peignes.
642. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Hansen (J.-M.), représenté par la
G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfec-
tionnements dans les trucks de wagons.
643. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Lange (A.), représenté par la société
de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Plaque-support pour
le pied.
644. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Edison-Richer (H.-L.-J.), représenté
Mengaude aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de trans-
mission.
645. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Rougemont (F.), représenté par
Mengaude jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif empêchant
le défilé des bobines dans la fabrication du velours double pièce à la Jacquard
mécanique.
646. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Salles (E.), représenté par Armen-
tune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de bouteille
bouchable.
647. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Société Poetter et C^{ie}, représentée
Mengaude jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif d'ali-
ment pour laminoirs servant à la fabrication des lers profilés sans soudure ou
à la forge.
648. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Salisbury (T.-G.), à Paris, rue Davy,
— Nouveau dispositif permettant d'alléger et de refroidir les moteurs à gaz de
cylindrée.
649. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Feiden (G.), représenté par Sturm,
rue d'Arcole, n° 15. — Multiplicateur de force hydraulique.
650. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Clarke (F.), représenté par Sturm,
rue d'Arcole, n° 15. — Appareil automatique pour faire bouillir et verser
les liquides.

333651. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Phelps (C. E.), représenté par à Paris, rue de Provence, n° 62. — Voile d'autosmobile, etc.

333652. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Société de Bando-Geban Co représentée par Gaudman, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 12. — Compose pour enlever les peintures et vernis.

333653. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Villette (E.), représenté société Murray Sieber et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 84. — Nouveau positif applicable à la coque des navires et bateaux et permettant leur pleine ancrage.

333654. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Brandelich (A.), représenté Bondeau, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 23-25. — Procédé de conservation des matières alimentaires.

333655. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Renault (L.), représenté par à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Amortisseur de chocs dans la transmission véhicules automobiles.

333656. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Archambault (H.), représenté Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Système d'arrêt pour cycles.

333657. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Nerson aîné, représenté par à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif de fermeture pour enveloppes, etc.

333658. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Pirouley (H.), représenté par ville, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Système de chauffage des nappes ou autres foyers par le pétrole ou autres hydrocarbures.

333659. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Société The American Automatic Switch Company, représentée par Thierry, à Paris, rue de Maîté, n° 48. — Dispositif de transmission de mouvement applicable aux aiguilles des voies ferrées et à d'autres appareils.

333660. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Société Underfeed Stoker Co limited, représentée par Thierry, à Paris, rue de Maîté, n° 48. — Moyens permettant pour actionner le piston d'un cylindre à vapeur ou autre guide sous pression.

333661. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Société White and Poppe et M. Poppe (P.-A.), représentés par Thierry, à Paris, rue de Maîté, n° 48. — Améliorations apportées aux tours à vis et autres outils analogues.

333662. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Comiot (C.), représenté société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — L'assemblage de deux pièces destinées à tourner concentriquement ensemble.

333663. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Coupleux (E.), représenté société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mécanisme d'illusion optique à substitution automatique des images ou des couleurs.

333664. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Comiot (C.), représenté société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Outils pour façonner les moyeux de roues, les moyeux de manivelles et les moyeux pour cycles.

333665. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Becchi (A.), représenté par à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils à décharger les navires.

333666. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Blount (H.), représenté par à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tuteurs perfectionnés.

333667. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Ruch (E.), représenté par à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé d'imperméabilisation et de protection du papier et du carton.

333668. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Servin (C.-A.), représenté Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chasseurs-rechargeurs feuilletés amovibles.

333669. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Bocognano (L.-A.), représenté Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des boutons en métal d'une seule pièce.

333670. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Société United Shoe Machinery Company de France, représentée par la société H. Théron et J. Bernot, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif d'aménagement et de dégagement automatique pour machines à estampes les talons.

333671. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Société Bonnevillie et C^e, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation de goudrons plastiques moulés à base de résine pour destinations diverses.

333672. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Fawc, dit Remy (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil d'aviation à deux hélices combinées.

333673. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Société Purtes et C^e, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour le lamage vertical des fers, profilés sans soudure.

333674. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Vallot (A.-B.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 38, à Lyon (Rhône). — Nouvelle méthode de fabrication d'objets d'orfèvrerie et bijouterie en or, argent, etc.

333675. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Lumière (A.) et Lumière (L.), représentés par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Perfectionnement aux phonographes.

333676. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Détré (L.), rue de Vesle, n° 127, à Reims (Marne). — Tube perforé avec diaphragme pour la teinture des fils en bobines.

333677. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Détré (L.), rue de Vesle, n° 127, à Reims (Marne). — Dispositif pour la teinture des fils en paquets de renvideurs et capoties.

333678. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Détré (L.), rue de Vesle, n° 127, à Reims (Marne). — Appareil ou dispositif permettant l'échantillonnage au marche dans la teinture et le blanchiment par circulation du bain en appareil clos et sous pression.

333679. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Roëhl (E.) et Grossmann (H.), représentés par Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Machine à percer universelle.

333680. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Roëhl (E.) et Grossmann (H.), représentés par Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Nouvelle table plane pouvant servir à volonté un étau de serrerie ou un étau à mandrin.

333681. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Bastien (A.-C.-P.), rue du Général Foy, n° 20, et Richert (B.-R.), rue Garibaldi, n° 4, à Toul (Meurthe-et-Moselle). — Système de changement de vitesse par contre-pédalage.

333682. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Koch-Junion (P.-J.), représenté par Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé et dispositions pour la mise en fonction de tubes Roentgen et d'autres appareils généralement mis en action par un inducteur à étincelles Ruhmkorff.

333683. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Neumann (A.) et Schröder (H.), représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Appareil à cuire dans le vide, automatique.

333684. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Besset (E.), représenté par Besset, à Paris, rue des Martyrs, n° 44-47. — Porte-plume à réservoir.

333685. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Richmond (J.) et Carey (B.-E.), représentés par Vallot, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnement dans les ascenseurs.

333686. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Société Rafal fils frères, représentée par Bédalge, à Paris, boulevard Richelieu, n° 99. — Nouvelle chaîne pour tous usages plus particulièrement applicable aux cycles et automobiles.

333687. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Küchenmeister (H.-B.), représenté par la société G. et J. des Hélois, à Paris, rue de la Harpe, n° 21. — Pelles pour engins de construction et de terrassement.

333688. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Société J.-G. Statter & C^e, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil pour produire et brûler le gaz acétylène.

333689. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Remmers (H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Changement de marche.

333690. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Raison sociale Gebrüder Thiel Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pont réglable pour balanciers de montres.

333691. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Hädrich (R.), Lamertz (F.) et Dreckmann (M.), représentés par Grimon et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Machine à additionner.

333692. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Boulanger (veuve), née Camus (E.), et M. Delaye (J.-J.-B.), représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements dans le mécanisme des phonographes.

333693. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Mach (L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Ressort en tissu métallique pour travaux métalliques.

333694. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Jovignot (C.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Procédé et appareil pour le bouchage des récipients à bords fissés.

333695. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Grassler (O.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Distribution à détente pour compresseurs d'air à vapeur et analogues.

333696. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Ohlsson (J.-O.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux cloisons intérieures des turbines centrifuges.

333697. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Sinclair (D.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux radiateurs pour le chauffage des bâtiments.

333698. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Société anonyme Westinghouse, représentée par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans les bobines d'armature pour dynamo-électriques.

333699. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Müller (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pierres moulées et carreaux en verre.

333700. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Favet fils (L.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Ruban de transmission.

333701. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Vandenberg (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 17. — Allumeur et extincteur automatiques pour réverbères et autres becs à gaz.

333702. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Bosvuet (E.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'aérostat dirigeable.

333703. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Rouillot (J.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de roue libre applicable aux moyeux de cycles ou autres et aux mouvements mécaniques.

333704. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Société Deutsche Tiefbohr-Aktiengesellschaft, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif de fonçage de puits dans les terrains bouillants.

333705. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Boucher (C.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle machine pour la fabrication mécanique des bouteilles, carafes, flacons et autres articles similaires.

333706. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Boulanger (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Roue démontable pour brochettes, instruments agricoles et véhicules de tous genres.

333707. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Sauvalle (M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Réfecteurs multitubulaires en verre ou en cristal.

333708. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Tierney (J.-P.) et Malone (J.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Commande d'aiguillages pour chemins de fer électriques.

333709. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Alsop (J.-N.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Traitement de la farine pour la purifier et en augmenter les qualités nutritives.

333710. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Mauvillier (B.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bracelet protecteur renforcé pour garnitures pneumatiques de roues.

333711. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Böhm (J.), représenté par Grumont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Nouveau système de fermeture pour bureaux, armoires, casiers et autres meubles analogues.

333712. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Nielsen (C.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Pompe à air automatique pour automobiles.

333713. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Société Suddentsches Camerawerk G. m. b. H., représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux appareils photographiques s'employant pour plaques et pour pellicules.

333714. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Stafford (J.-M.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Bouteille inviolable.

333715. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Giffies (A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les appareils pneumatiques à traire.

333716. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Mac Gee (W.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Outil à couper les vis.

333717. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Coe (A.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux machines à cylindres pour l'impression collotypique.

333718. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Société The National Malleable Castings Company, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux attelages pour voitures roulant sur rails.

333719. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Société Badère et J. et P. Maléjeux, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Éléments de surchauffeurs.

333720. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Faure (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 24. — Acide biphénol-monocarbonique ou acide paraoxyphénylsalicylique, ses sels et dérivés et son procédé de fabrication.

333721. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Imgraben (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour nettoyer les cheveux.

333722. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Greenwood (J.-H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Tendeur pour courroies.

333723. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Charnery (E.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de plaque d'accumulateur.

333724. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Hélois (A.-N.), Maclaure (L.) et Meyer (E.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication du carbonate de baryte, de la baryte et du bioxyde de baryum.

333725. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Hédouin (A.-M.), Mancelin et Meyer (E.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 2. — Procédé de fabrication des carbures des métaux alcalins et alcalino-terreux l'alumino-thermie.

333726. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Baumgarten (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de veur de gaz.

333727. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Chauvin (A.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cible.

333728. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Lytton (E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Perfectionnement des machines pour élever et abaisser les décors et toiles de théâtres et autres analogues.

333729. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Société anonyme des mot automobiles Hérald, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Système de régulation aux l'admission dans les moteurs à piston.

333730. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Leffler (H.), représenté par Mœnchel, à Paris, rue de la Baugyère, n° 3 bis. — Procédé de drainage de la du bois et autres matières analogues.

333731. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Lapeze (M.-P.), représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Nouveau con pour couper et estamper des lames de fer-blanc, en différentes grandeurs couvercles de boîtes de sardines.

333732. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Stevenson (W.-B.), représenté par Grignon et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Perfectionnement dans les appareils de sûreté pour les boîtes de mines, cages et autres semblables.

333733. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Midgley (E.), représenté par Liot, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Enveloppe perfectionnée bandages pneumatiques.

333734. Brevet de quinze ans, 4 mai 1903; Chameroy (B.-H.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareils avertisseurs signalant le gonflement des bandages pneumatiques.

333735. Brevet de quinze ans, 13 mai 1903; Schell (J.), représenté par la Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de serrure.

333736. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Dachelet (H.), représenté par à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Appareil mécanique pour le séchage des tôles pées.

333737. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Dachelet (H.), représenté par à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Appareil mécanique pour la galvanisation des tôles fines et de moyenne épaisseur.

333738. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Dachelet (H.), représenté par à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif mécanique pour l'obtention de dessins du zinc sur les surfaces galvanisées par diffusion de cristallisation.

333739. Brevet de quinze ans, 6 juin 1903; Landsberg (E.), représenté par à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Support de distance pour les étiers de courant des voitures de trains électriques, etc.

333740. Brevet de quinze ans, 8 juin 1903; Clark (C.-E.), représenté par à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnement aux bordures de chapeaux.

333741. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Pujot (B.), à Paris, faubourg Honoré, n° 179. — Nouveau bandage hermétique à ceintures sans ressort.

333742. Brevet de quinze ans, 10 juin 1903; Cervera (D.), représenté par à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Amperemètre-compteur-indicateur.

333743. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Tiron (R.), représenté par à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Convoyeur sans fin en émailleur sur rails.

333744. Brevet de quinze ans, 15 juin 1903; Leske (C.-A.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Enveloppe protectrice pour chambres à air de vélos, etc.

333745. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Bouteau (E.-M.), représenté par Chassagnat, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de ballon dirigeable.

333746. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Weidenmann (E.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif de fixation pour chapeaux de dames.

333747. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Kurka (L.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Ellipsographe.

333748. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Dernier (C.-E.), Clerc (J.-H.) et Robinet (H.-J.), rue Moncey, n° 9, à Besançon (Doubs). — Bouteille de sûreté.

333749. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Busyna (F.), représenté par Bargin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Produit alimentaire et procédé pour sa fabrication.

333750. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Boley (G.), à Paris, rue Pétion, n° 20. — Propulseur différentiel hélicoïdal.

333751. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Camon-Pages (J.), rue Saint-Martin, n° 47, à Châteaui-Thierry (Aisne), élisant domicile à Paris, avenue Laminière, n° 23. — Perfectionnements aux soupapes commandées.

333752. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Collet (A.), représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de chariots électriques conjugués pour la commande d'outils pour travaux divers.

333753. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Baryelon (C.), boulevard des Liées, à Arles (Bouches-du-Rhône). — Appareil de tirage des hièurs.

333754. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Meyer (G.-A.), représenté par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Signal avertisseurs électriques pour annoncer la baisse du niveau du liquide dans un récipient.

333755. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Arnaud (V.-M.), représenté par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans la canalisation employée dans le tout à l'égout.

333756. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Creste (H.), cours Lauro-de-Perrat, n° 30, à Apt (Vaucluse). — Démoyanteuse de cerises.

333757. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Low (J.), représenté par Nauhaedt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Mécanisme de changement de son pour instruments de musique métalliques à vent.

333758. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Seon (E.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouveau genre de segment pour piston de machine à vapeur, pompes et autres.

333759. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Vecesi (la dame), née Parix (A.-D.), à Paris, place de la Madeleine, n° 7. — Ressort de corset.

333760. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Bains sociale Maimon Brédnet, à Paris, rue Didot, n° 19. — Aubes distributrices de turbines à vapeur à disques multiples.

333761. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Société Pottier et C^{ie}, représentée par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de pièces profilées pleines ou creuses ayant des nervures en nombre quelconques.

333762. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Société anonyme Union Aktien-Gesellschaft für Chemische-Industrie, représentée par la société G. et P. de Mes-lal, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé servant à munir les récipients de tous genres d'un enduit protecteur imperméable aux liquides et aux gaz.

333763. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Société Union Luncheon Box Company, représentée par Gudaroh, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Can-tine portative.

333764. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Pétersen (la demoiselle M. représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Pelle à poussière.

333765. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Thau (J.), représenté par L. à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Piège à cafards et blattes.

333766. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Holfert (M.-W.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Générateur de gaz acétylé.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Brousse (E.), 21 octobre 1902, brevet 328018/1299. (Système de pavement *Pavimentum E. Brousse.*)

Mary (E.-C.) et Darley (P.-E.), 30 août 1902, brevet 323244/1300. (Bec à rateur spécial pour lampes à alcool.)

Spitteler (A.), 7 août 1902, brevet 292705/1301. (Procédé pour obtenir des solutions limpides des paranucléoprotéides impurs.)

Vaurs (B.), 7 août 1902, brevet 328021/1302. (Perfectionnements apportés aux dispositifs pour la carburation de l'air admis dans les moteurs à explosion.)

Shepherd (G.-H.), 9 août 1902, brevet 285277/1303. (Nouveau crochet de fixation pour câbles extensibles et son mode de fixation à l'extrémité desdits câbles.)

Noguès (P.) et Proveux (H.-M.), 30 août 1902, brevet 328054/1304. (Procédé pour retarder ou empêcher la déflagration de la cellulose nitrée et l'inflammation des composés.)

Jolicard (E.), 7 octobre 1902, brevet 328057/1305. (Nouveau mode d'emploi des fluides travailleurs dans les moteurs.)

Moisson (D.-A.), 18 août 1902, brevet 276369/1306. (Caisse d'emballage démontable et remontable à la minute, système *D.-A. Moisson.*)

Gross (E.), 18 août 1902, brevet 313984/1307. (Bougie d'allumage pour moteurs à explosions.)

Société Aktien Gesellschaft für Anilin Fabrikation, 19 septembre 1902, 321626/1308. (Procédé de production de nouveaux colorants polyazoïques.)

Société de matériel téléphonique (G. Aboilard et C^{ie}), 22 septembre 1902, 320686/1309. (Réseau téléphonique à batterie centrale.)

Jachet (Joseph) et Jachet (Armand), 24 septembre 1902, brevet 327999/1310. (Perfectionnements apportés à la fabrication des lettres en verre ou cristal.)

Augereau (W.), 25 septembre 1902, brevet 297823/1311. (Système de propulsion des trains et dispositifs de transformation des appareils existants en vue de ce système.)

Société de matériel téléphonique (G. Aboilard et C^{ie}), 27 septembre 1902, 320686/1312. (Réseau téléphonique à batterie centrale.)

Clipfel (J.) et Nicolas (A.), 6 janvier 1903, brevet 322087/1624. (Machine à poinçonner, poinçonneuse et étampeuse tournante.)

Société Ulmann et C^{ie}, 19 mars 1903, brevet 314062/1625. (Brûleur à hydrocarbure liquide.)

Rüttiger (D.) et Ullmann (M.), 20 mars 1903, brevet 319386/1626. (Dispositif de porte se fermant automatiquement.)

Paris (A.), 23 mars 1903, brevet 309481/1627. (Nouvel agencement mécanique de pression applicable aux presses à mains de tous genres.)

Dupont (J.-L.), 23 mars 1903, brevet 324436/1628. (Nouvelle pompe à clapet automatique.)

Frilloux (J.-S.), 21 mars 1903, brevet 329933/1629. (Nouveau châssis pour le tirage des épreuves photographiques.)

Paturel (H.-M.), 21 mars 1903, brevet 328660/1630. (Nouveau genre de jeu de jouer.)

Guyot (J.), 21 mars 1903, brevet 318783/1631. (Manchon imperméable destiné à servir au traitement des ceps de vigne par l'eau bouillante pour la destruction de la pyrale, de la cochyliis et tous les insectes nuisibles à la végétation et à la fructification.)

Duchenne (P.), 21 mars 1903, brevet 321115/1632. (Boîte d'emballage de plaques photographiques servant de chargeur de magasin en pleine lumière.)

Stumpf (J.), 21 mars 1903, brevet 315391/1633. (Pompe à grande vitesse.)

Groll (C.), 21 mars 1903, brevet 329047/1634. (Perfectionnements aux cravates.)

Rakowski (J.), 21 mars 1903, brevet 323567/1635. (Système de broyeur, triturateur à pulvérisation graduelle et variable.)

Hennequin (L.-A.-A.), 21 mars 1903, brevet 324047/1636. (Système de remise à l'heure électriquement d'une horloge.)

Florance (J.-H.), 21 mars 1903, brevet 309796/1637. (Nouveau système de bandage pneumatique et son procédé de fabrication.)

Crouzet (C.), 19 mars 1903, brevet 323302/1638. (Moyen nouveau de production des dessins sur les cartons nécessaires à la fabrication des dentelles à la main.)

Société anonyme des établissements Louis et Isidore Gilloux, 26 mars 1903, brevet 324036/1639. (Réchaud à alcool l'Oriental.)

Zubalof (I.), 23 mars 1903, brevet 323548/1640. (Système d'appareil d'allumage électromagnétique par trembleur pour moteurs à explosions.)

Coudert (C.), 27 mars 1903, brevet 307877/1641. (Perfectionnements dans la fabrication des couteaux à gaine, fourchettes et autres ustensiles ou outils à manche ajusté ou rapporté.)

Delas (H.-L.), 25 mars 1903, brevet 322988/1642. (Marque de bridge.)

Société Stierli & Schwarzenbach, 25 mars 1903, brevet 322641/1643. (Nouvel allumeur pour becs de gaz fonctionnant à distance.)

Compagnie générale d'électricité, 25 mars 1903, 321402/1644. (Isolateur à support mobile pour rail de prise de courant.)

Renoy (L.-J.), 25 mars 1903, brevet 320138/1645. (Appareil pour cuire et conserver les substances organiques.)

Gueton-Dangon (L.), 28 mars 1903, brevet 323593/1646. (Parasol coupe-vent pour cycles quelconques.)

Védèche (R.), 30 mars 1903, brevet 320067/1647. (Nouvelle bineuse-laboureuseversible à friction.)

Pallé (F.-A.), 26 mars 1903, brevet 318981/1648. (Machine rotative perfectionnée.)

Berrmann (E.), 26 mars 1903, brevet 320656/1649. (Extraction d'une matière collante du varech par un procédé continu utilisant constamment la même solution de carbonate de soude régénérée.)

Duchêne (L.-H.), 26 mars 1903, brevet 324044/1650. (Dispositif de manivelle de mise en marche pour moteurs à explosions.)

Cabissol (L.-J.-M.), 26 mars 1903, brevet 312781/1651. (Appareil pour effectuer mécaniquement les opérations concernant le séchage de la morue.)

Raison commerciale Les Fils de Georges Carême et C^{ie}, 26 mars 1903, brevet 328667/1652. (Cannelle à clapet pour le tirage des vins, etc.)

Lelièvre (G.-E.), 27 mars 1903, brevet 324130/1653. (Acétylogène le Lajos.)

De Witt (la demoiselle R.), 28 mars 1903, brevet 323937/1654. (Perfectionnements aux épingles.)

Gabreau (P.), 28 mars 1903, brevet 323831/1655. (Système de fusion par l'électricité.)

Bozières (G.), 28 mars 1903, brevet 325867/1656. (Système de puisage et d'élévation d'eau.)

Pichon (A.-E.), 31 mars 1903, brevet 326476/1657. (Auto-aérienne Pichou.)

Caille (G.), 30 mars 1903, brevet 330433/1658. (Alimentateur à double effet pour générateurs à vapeur et autres applications.)

Cheval (V.), 30 mars 1903, brevet 309466/1869. (Système d'appareil incinérateur pour manchen à incandescence.)

Société Radiguet et Massot, 30 mars 1903, brevet 326169/1860. (Appareil à projections.)

Boudet (A.), 30 mars 1903, brevet 323043/1861. (Perfectionnements aux électrodes des lampes à arc électrique.)

Doctor (B.), 31 mars 1903, brevet 327902/1862. (Nouveau système d'affichage rapide.)

Manufacture lyonnaise de machines coloniales, 30 mars 1903, brevet 322605/1863. (Procédé pour la teinture au cuir au moyen de colorants naturels.)

Hubbard (B.-W.), 31 mars 1903, brevet 322461/1864. (Nouvelle agrafe à ressort.)

Redde (H.-V.), 31 mars 1903, brevet 327359/1865. (Borne-pièce universelle pour charbons et arcs de piles électriques.)

Montupet (A.), 1^{er} avril 1903, brevet 329947/1866. (Extraction et utilisation des jus sucrés, ou autres matières des plantes, racines, légumineuses, fruits, fleurs, feuilles, etc.)

Demonlin (M.), 2nd avril 1903, brevet 320722/1867. (Machines à vapeur dépoli-brées.)

Esquet (H.), 2nd avril 1903, brevet 328862/1868. (Chaussures perfectionnées.)

Carrère (A.) et Carrère (P.), 2 avril 1903, brevet 324218/1869. (Genre de tuyau pour l'arrosage, pour la conduite de l'eau ou de la vapeur, etc., en feutre feutré ou tissé imperméabilisé.)

Hermier (E.), 2 avril 1903, brevet 328876/1870. (Nouveau sous-bras à attaches indépendantes.)

Société Stickfarbner Zürich, 6 avril 1903, brevet 327791/1871. (Nouveau système de teinture multicolore ou ombrée dit *spectrolographe*.)

Société Lang père et fils, 3 avril 1903, brevet 328221/1872. (Nouveau système de construction de planchers en ciment armé à armature symétrique.)

Wieda (E.-F.-W.), 3 avril 1903, brevet 326160/1873. (Perfectionnements aux machines à pétrole et mélanger.)

Philov (A.-J.), 4 avril 1903, brevet 306589/1874. (Enjaveuse à croisillons variables applicable à toute machine à battre.)

Société française des munitions de chasse, de tir et de guerre, 4 avril 1903, brevet 287537/1875. (Pétard pour chemins de fer modèle de la Société française des munitions.)

Macdonald (H.), 4 avril 1903, brevet 327387/1876. (Appareil photographique pouvant être alternativement muni d'objets de différents foyers et permettant de faire l'instantané et la pose.)

Klein (A.), 4 avril 1903, brevet 323843/1877. (Nouveau système de métiers à filer, retordre et bobiner continu à anneaux pour laines, coton, soie et toute matière textile.)

Stanford (E.-R.-E.), 15 avril 1903, brevet 318328/1878. (Nouvelle chariot brulant à avant-train mobile.)

Seignes (P.), 15 avril 1903, brevet 329020/1879. (Nouvel appareil Seignes produisant un nouveau mode de répandage des liquides destinés au traitement des maladies cryptogamiques des plantes.)

Barba (L.-E.), 7 avril 1903, brevet 321992/1880. (Alambic laveur désinfectant.)

Décombe (L.-P.), 7 avril 1903, brevet 310436/1881. (Nouveau compteur d'énergie électrique.)

Cointepoit de Blay (G.-J.-A.) et Savoie (F.), 7 avril 1903, brevet 323411/1882. (Perfectionnements apportés aux échelles articulées.)

De Nordenfelt (P.) et Ternström (E.), 7 avril 1903, brevet 318248/1883. (Perfectionnements aux câbles de mines.)

Batton (S.), 7 avril 1903, brevet 329937/1884. (Perfectionnements aux appareils antidérapants pour cycles, automobiles, etc.)

Katze (H.), 7 avril 1903, brevet 329802/1685. (Produit réfractaire sans émission pour les fours et appareils métallurgiques en général.)

Société Barhier, Demand. et Turenne, 8 avril 1903, brevet 320073/1686. (Nouveau système de brûleur à incandescence par la vapeur de pétrole sous pression.)

Guindon (A.), 8 avril 1903, brevet 308774/1687. (Perfectionnements aux machines à vapeur relatives.)

Société A. Monborne aîné et fils, 8 avril 1903, brevet 330064/1688. (Articulation pour supports de lampes électriques à incandescence et autres applications.)

Gartner (A.-A.), 7 avril 1903, brevet 330654/1689. (Obtention de photographies en couleurs et d'impressions photomécaniques.)

Bayer (F.), 8 avril 1903, brevet 314563/1690. (Système de renforcement des bandes enveloppes des garnitures pneumatiques pour voitures, en vue de les rendre invulnérables.)

Louet (E.-V.-E.), 8 avril 1903, brevet 309390/1691. (Moteur triphasé à essence de pétrole.)

Sander (E.), 9 avril 1903, brevet 307561/1692. (Perfectionnements à la fabrication de masses conduisant l'électricité.)

Gallin (V.), 9 avril 1903, brevet 322498/1693. (Protecteur armé pour bandages de roues rendant ces bandages incrochables et évitant le dérapage.)

Gomodin (B.-J.-X.), 9 avril 1903, brevet 328860/1694. (Inscripteur pour relever les courbes de courants alternatifs des machines électriques.)

Société Bomcharat et C^{ie}, 9 avril 1903, brevet 285083/1695. (Procédé d'excitation des machines à courants alternatifs.)

Hilbig (F.-J.-M.), 9 avril 1903, brevet 328552/1696. (Arrêt de sûreté pour parapluies, cannes, cycle, etc.)

Lecarme (L.), 8 avril 1903, brevet 325923/1697. (Roue libre pour vélocipèdes et autres applications.)

Larrouy (A.), 10 avril 1903, brevet 320183/1698. (Tête de robinet à étanchéité automatique et sans l'aide de presse-étoupe.)

Wavreille (F.-J.), 23 février 1903, brevet 319803/1699. (Détonateur d'alarme dit *le Vigilant*.)

Montupet (A.), 1^{er} avril 1903, brevet 292362/1700. (Circulation automatique de l'eau dans des chaudières.)

Meunier (J.), 4 avril 1903, brevet 336007/1701. (Procédé pour empêcher la liquation du lacero fond pendant sa solidification.)

Gartner (A.-A.), 8 avril 1903, brevet 330621/1702. (Procédé pour l'obtention de photographies en couleurs et d'impressions photomécaniques.)

Société R. Trüb & C^{ie} G. m. b. H., 9 avril 1903, brevet 324517/1703. (Appareil pour la production de flux magnétiques tourbillonnants pour applications thérapeutiques.)

Frenot (E.), 10 avril 1903, brevet 330503/1704. (Générateur tubulaire à gaz acétylène.)

De Dion (A.) et Bouton (G.), 10 avril 1903, brevet 322591/1705. (Perfectionnements aux mécanismes de changement de vitesse.)

Société anonyme des mines de Roisères, 10 avril 1903, brevet 316139/1706. (Système de poids en fonte de fer à facet et plombage indépendants dit système *E. Dumoulin*.)

Wehrli (X.), 10 avril 1903, brevet 330625/1707. (Tracteur avant-train remplaçant l'avant-train des voitures à traction animale pour la transformation de celles-ci en véhicules automobiles.)

Mantz (V.), 10 avril 1903, brevet 309594/1708. (Perfectionnements apportés aux patins de frein.)

Heit (C.), 11 avril 1903, brevet 308861/1709. (Compteur indicateur, avertisseur et enregistreur.)

Société Besnard père, fils et gendres, 11 avril 1903, brevet 327871/1710. (Nouveau à alcool.)

Baudré (G.), 11 avril 1903, brevet 324204/1711. (Paliers pour métiers à double pièce.)

Latour (M.), 11 avril 1903, brevet 329058/1712. (Alternateur à collecteur.)

Latour (M.), 11 avril 1903, brevet 306229/1713. (Alternateur auto-excité générateur de courant dévatté.)

Bardel (E.-A.), 11 avril 1903, brevet 326464/1714. (Nouveau procédé de et appareils pour sa mise en pratique.)

Leclanché (M.), 14 avril 1903, brevet 297301/1715. (Nouvelle pile sèche.)

Tassein (J.), 14 avril 1903, brevet 320999/1716. (Machine à casser les toutes sortes de fruits à coquille.)

André (E.), 15 avril 1903, brevet 323552/1717. (Distributeur automatique de bure de calcium au fur et à mesure des besoins de la consommation pour à fabriquer l'acétylène.)

Boiron (F.), 16 avril 1903, brevet 323378/1718. (Nouveau casse-trame pour tiers quelconques.)

Société P. Guilhou et C^{ie}, 16 avril 1903, brevet 311501/1719. (Système de démontable dit *Parquets démontables Guilhou et C^{ie}*.)

Berger (E.), 16 avril 1903, brevet 327250/1720. (Nouveau dispositif destiné à placer les buffles dans la préparation des mèches de laine.)

Degenne (J.), 16 avril 1903, brevet 296037/1721. (Engrais insecticide.)

Le Grand (J.-P.) et Chéneau (N.), 17 avril 1903, brevet 312033/1722. (Appareil de chambre à air pour rouler dégonflé.)

Hovine (E.) et Breuillé (H.), 17 avril 1903, brevet 321882/1723. (Système de gazogène à la houille pour gaz de moteur.)

Räusch (G.-J.), 23 mars 1903, brevet 315207/1724. (Générateur à acétylène.)

Frenot (E.), 31 mars 1903, brevet 330770/1725. (Nouveau dispositif de acétylène.)

Roussat (J.), 10 avril 1903, brevet 323958/1726. (Carburateur pour utilisation explosion.)

Meunier (J.), 11 avril 1903, brevet 330667/1727. (Procédé pour empêcher la séparation du beurre fondu pendant sa solidification.)

Péon-Meuris-e (P.-E.), 17 avril 1903, brevet 313032/1728. (Semoir à plastron indépendant.)

Toitot, 18 avril 1903, brevet 328988/1729. (Lunettes à parties d'oreille et de nez, d'une seule pièce sans soudure.)

Compagnie des usines nouvelles J. Yberly et C^{ie}, 18 avril 1903, brevet 286408/1730. (Séchoir pour pâtes alimentaires telles que macaroni, vermicelle, petites pâtes, autres, de toutes formes ou dessins.)

Regraffe (J.-A.) et Poujol (P.-F.), 18 avril 1903, brevet 329928/1731. (Appareil pour le nettoyage et le blanchiment des laines.)

Société générale de bonneterie, 24 avril 1903, brevet 326408/1732. (Procédé de traitement aux métiers rectilignes à bonneterie employant les aiguilles à bec trait à un nouveau mode de fabrication d'articles diminués maille unie ou à maille.)

Schaible (E.), 20 avril 1903, brevet 328424/1733. (Système de levier à pneu articulé.)

Blanc de Lanaulte (S.), 20 avril 1903, brevet 324318/1734. (Bouchon à vis opposant au remplissage des bouteilles.)

Turner (J.-R.) et Stimpson (M.), 21 avril 1903, brevet 324424/1735. (Appareil perfectionné destiné à appliquer et à fixer des timbres-poste ou d'autres sur des enveloppes, des cartes postales et sur tous autres objets.)

Frémeaux (E.), 22 avril 1903, brevet 323360/1736. (Gant-éponge.)

Cottray (G.), 22 avril 1903, brevet 331043/1737. (Perfectionnements aux boîtes pliantes.)

Denayrouze (L.), 22 avril 1903, brevet 289752/1738. (Lampe à deux fins pour l'incandescence avec ou sans manchon de terres rares au moyen des hydrocarbures gazeux.)

Gosseffn (B.-J.-X.), 23 avril 1903, brevet 331109/1739. (Indicateur de vitesse pour véhicules quelconques.)

Contal (C.), 23 avril 1903, brevet 327011/1740. (Clé à combinaisons.)

Delnatte Bettremieux, 28 avril 1903, brevet 325079/1741. (Perfectionnements apportés aux navettes de métiers à tisser.)

Prouvost (A.), 28 avril 1903, brevet 310493/1742. (Rayon ressort pour roues de voitures automobiles ou autres véhicules.)

Société Jules Le Blanc et fils, 24 avril 1903, brevet 319152/1743. (Nouveau système d'étuve à désinfection.)

Wertheimer (J.), 24 avril 1903, brevet 326206/1744. (Stéréoscope automatique.)

Henry (A.), 28 avril 1903, brevet 265791/1745. (Bateau inchavirable et insubmersible Henry.)

Société Zurenger et C^{ie}, 25 avril 1903, brevet 328444/1746. (Tissu double fond tissé-maillé et ses moyens de production par le métier *Duplex*.)

Société Buff et C^{ie}, 25 avril 1903, brevet 330881/1747. (Broderie à paillettes et son procédé de fabrication.)

Laurent (L.), 25 avril 1903, brevet 313251/1748. (Auto-décrasseur, applicable aux moteurs à explosions à huiles lourdes, pour les nettoyer pendant leur marche.)

Gardes (J.), 6 avril 1903, brevet 331623/1749. (Chaudière à alcool dénommée *la mignonnette inexplosible*, ne s'éteint pas.)

Löschner (H.-F.), 10 mars 1903, brevet 303024/1750. (Procédé et appareil pour la fabrication de pondies, rouleaux, etc. par enroulement de bandes sans fin de papier durci.)

Joulin (G.-H.), 23 mars 1903, brevet 325366/1751. (Système de machine pour la fabrication des paillassons.)

Delbos (F.-J.), 25 avril 1903, brevet 326284/1752. (Produit destiné à remplacer le crin et autres produits analogues dans la confection des objets de sellerie, carrosserie et autres.)

Raoul (J.-M.), 28 avril 1903, brevet 331091/1753. (Perfectionnements dans les bateaux travailleurs sous-marins.)

Société générale de bonneterie, 29 avril 1903, brevet 326408/1754. (Perfectionnements aux métiers rectilignes à bonneterie employant les aiguilles à bec, et avant trait à un nouveau mode de fabrication d'articles diminués, maille unie ou à côte.)

Poirot (A.-A.), 2 mai 1903, brevet 328721/1755. (Carton pliant dit *l'Idéal*, à combinaisons multiples, ne formant qu'un seul objet de formes variables applicable universellement.)

Hilscher (G.), 27 avril 1903, brevet 315554/1756. (Perfectionnement au métier Cotton pour faire le talon à coup.)

Ross (W.), 27 avril 1903, brevet 325992/1757. (Perfectionnements apportés aux machines à couper les pièces métalliques quelconques.)

Janvier (A.), 28 avril 1903, brevet 327409/1758. (Lettre lumineuse à motifs interchangeables.)

Weissfloch (D.), 29 avril 1903, brevet 318319/1759. (Appareil pour le transfert sans dégagement de poussières des balayures ou autres ordures ménagères.)

Méran (J.-E.-G.), 29 avril 1903, brevet 304395/1760. (Perfectionnements apportés aux accumulateurs électriques.)

De la Grandville (A.), 29 avril 1903, brevet 329282/1761. (Nouvelle roue élastique pour automobile.)

Fournier (A.-B.), 30 avril 1903, brevet 309867/1762. (Moteur à détente variable et changement de marche pour gaz liquéfiés, vapeur ou tout autre fluide agissant par expansion et applicable à divers usages.)

Société générale de bonneterie, 6 mai 1903, brevet 318408/1763. (Perfectionnements aux métiers rectilignes à bonneterie employant les aiguilles à bec et ayant trait à un nouveau mode de fabrication d'articles dimanchés, mailleunie ou à côté.)

Bulling (A.), 1^{er} mai 1903, brevet 316749/1764. (Procédé et appareil pour régler la température du mélange médicamenteux dans les pulvérisateurs à vapeur pour inhalations pratiquées individuellement.)

Blevnie (G.-G.) et Dutoussou (T.), 1^{er} mai 1903, brevet 315724/1765. (Commande directe des aiguilles et signaux de chemins de fer au moyen d'un levier unique, dit *levier d'itinéraire*.)

Pfister (J.), 1^{er} mai 1903, brevet 318249/1766. (Installation pour l'imprégnation et la teinture des bois.)

Vermeer (C.-C.), 1^{er} mai 1903, brevet 279827/1767. (Perfectionnements dans les machines.)

Thürey (E.), 2 mai 1903, brevet 305100/1768. (Machines à essorer à cylindres.)

Barthez (A.-H.), 2 mai 1903, brevet 288802/1769. (Système de lampe génératrice d'électricité dite *Gazographe*.)

Gérard (A.-R.-A.), 2 mai 1903, brevet 305597/1770. (Disques, disques et autres automatiques Gérard du second pour éviter les accidents de chemins de fer.)

Cheneseau (R.), 2 mai 1903, brevet 326274/1771. (Trappe de regard.)

Chaine (J.), 4 mai 1903, brevet 327324/1772. (Casse-chaine ou casse-fil électrique applicable à tous les métiers à tisser en général.)

Pervin (W.) et Chapman (H.-P.), 4 mai 1903, brevet 322009/1773. (Perfectionnements aux sièges et dossiers élastiques pour wagons, voitures, bancs, campes chaises, etc.)

Taillat-Duchamp (R.), 4 mai 1903, brevet 305887/1774. (Nouveau mode de fermeture, système Taillat-Duchamp, applicable aux manchons et portes des passagers.)

Nogues (P.) et Provost (H.-M.), 25 février 1903, brevet 318054/1775. (Procédé pour retarder ou empêcher la déflagration de la cellulose nitrée et l'inflammation de ses composés.)

Rouques (A.), 3 avril 1903, brevet 309349/1776. (Double soufflet pour les riges.)

Berne de Chavannes (P.), 18 avril 1903, brevet 326529/1777. (Système d'appareils mécaniques pour prévenir et empêcher les collisions des trains de chemins de fer.)

Goyard (P.-F.-G.), 23 avril 1903, brevet 307704/1778. (Installation météorologique de l'air à l'abri de l'air, procédé dit du *pouchon de l'air*.)

Semât (L.), 27 avril 1903, brevet 331314/1779. (Transmission des images à distance par le moyen du son et de la lumière.)

Carllet (A.), 30 avril 1903, brevet 320130/1780. (Système de démarrage pour véhicules.)

Berger (E.), 4 mai 1903, brevet 326239/1781. (Tableau résistants à paraître et disparaître des vues ou réclames d'une façon automatique.)

Manufacture lyonnaise de matières colorantes, 4 mai 1903, brevet 317644/1782. (Procédé pour faire des réserves sur les tissus teints avec des colorants solubles.)

Droffon (V.), 7 mai 1903, brevet 327701/1783. (Système de barre fixe mobile appareil spécial reliant un tablier s'adaptant à tous les véhicules et supprimant le change ou autres procédés similaires de la fixation.)

Société générale de bonneterie et M. Boucher (C.), 8 mai 1903, brevet 305768/1784. (Perfectionnements apportés aux machines à bonneterie employant les aiguilles à becs.)

Ter Weele (F.), 5 mai 1903, brevet 335476/1785. (Perfectionnements apportés aux machines à encoller les fils.)

Ollier (A.), 5 mai 1903, brevet 307640/1786. (Procédé pour la confection totale d'une masse cuite en grains ordinaires de sucre, ou de raffiné en sucre en grains.)

De Touraine and Douglas (la dame), née Hamilton (F.-M.), 5 mai 1903, brevet 30556/1787. (Construction perfectionnée de mâts de voyage dite *Malle-marble*.)

Michy (A.), 6 mai 1903, brevet 326322/1788. (Jeu d'adresse dit *Billard Michy*.)

Ford (W.-H.), 6 mai 1903, brevet 305752/1789. (Perfectionnements apportés à la fabrication des moules destinés à la fonte des bagues et à d'autres usages analogues.)

Lelièvre (S.-V.), 6 mai 1903, brevet 295456/1790. (Système fumivore applicable à tous genres de chauffage.)

Pellorce (A.), 6 mai 1903, brevet 318953/1791. (Procédé de chauffage des fours de boulangerie fixes ou mobiles au moyen des huiles minérales.)

Bonnet (R.), 7 mai 1903, brevet 318101/1792. (Nouvel instrument pour la manœuvre automatique de tous les obturateurs photographiques à poire.)

Touchebeuf (L.) et Coin (L.), 21 mai 1903, brevet 336712/1793. (Annonces lumineuses électriques.)

Papier (J.), 11 mai 1903, brevet 330082/1794. (Roues suspendues, système *Papier*.)

Hutier (E.), 7 mai 1903, brevet 328972/1795. (Appareil auto-éclairant.)

Mattioli (G.-J.-F.-M.), 7 mai 1903, brevet 315570/1796. (Perfectionnements apportés dans les obturateurs photographiques à rideaux.)

Cartier (A.), 8 mai 1903, brevet 324004/1797. (Nouvelle machine à fabriquer d'une façon mécanique et continue du papier ondulé ou plissé double face.)

De Dion (A.) et Bouton (G.), 8 mai 1903, brevet 298107/1798. (Distribution pour moteurs à explosion.)

Raison commerciale Fried. Krupp, 8 mai 1903, brevet 325552/1799. (Dispositif régulateur du mouvement d'ascension dans les freins hydrauliques pour trains d'attelage dans les appareils locomotives pour traction à l'air.)

Loelly (H.), 8 mai 1903, brevet 292596/1800. (Roue de turbine pour turbines à vapeur ou à gaz.)

Fouché (E.), 24 avril 1903, brevet 325603/1801. (Chaudières à gaz.)

Kang (A.), 19 avril 1903, brevet 330390/1802. (Procédé de transformation de la mélasse en un aliment concentré solide.)

Gaiffe (G.-E.), 24 avril 1903, brevet 332553/1803. (Système de dynamomètre de transmission permettant de mesurer la puissance ou l'effort transmis, système *Gaiffe et Gaiffe*.)

Emmett (W.-L.-R.), 28 avril 1903, brevet 331526/1804. (Turbine.)

Conchon père (J.) et Conchon fils (A.), 5 mai 1903, brevet 321660/1805. (Moyen de roues de bicyclettes, de voitures automobiles et autres véhicules.)

Roudier (A.), 6 mai 1903, brevet 331462/1806. (Nouveau tube lance-bombes contre la grêle.)

Herrenschmidt (H.-E.), 9 mai 1903, brevet 328227/1807. (Procédé de traitement des minerais et produits vanadiques.)

Buhns (F.-W.), 9 mai 1903, brevet 329467/1808. (Perfectionnements dans la fabrication des briques, pierres artificielles, etc.)

Compagnie des Charbonnages et briquettes de Blanz et de l'Ouest, 11 mai 1903, brevet 317355/1809. (Fabrication de briquettes de houille sans fumée.)

Compagnie des Fives-Élbe, 11 mai 1903, brevet 318088/1810. (Régulateur automatique de démarrage des moteurs à courant continu.)

Robinson (E.), 12 mai 1903, brevet 330997/1812. (Système de plateau-cadre perfectionné pour l'enroulement des tissus.)

Société Industrielle de couleurs d'aniline et d'extraits, en-devant Jean Rod. Geigy, 11 mai 1903, brevet 330487/1812. (Procédé pour la préparation de matières colorantes basiques en partant de composés formylés.)

Heilmann-Taylor (la dame L.), 12 mai 1903, brevet 322808/1813. (Machine pour la fabrication des produits alimentaires.)

Brenot (E.-T.), 12 mai 1903, brevet 328572/1814. (Système de crachoir de poche.)

Snutsel (V.) et Snutsel fils (J.), brevet 244398/1815. (Perfectionnements dans le placement des roues de voitures.)

Delorme (J.-L.), 12 mai 1903, brevet 330996/1816. (Perfectionnements aux enveloppes de pneumatiques.)

Gonsard (V.), 12 mai 1903, brevet 325345/1817. (Perfectionnements aux freins pour voitures.)

Burdick (C.-L.), 12 mai 1903, brevet 328714/1818. (Perfectionnements aux appareils servant à pulvériser des couleurs liquides sur du papier, du tissu, etc.)

Béha (J.), 12 mai 1903, brevet 321033/1819. (Procédé et appareil pour épurer mécaniquement l'eau d'alimentation des chaudières à vapeur, spécialement les générateurs des automobiles.)

Ribourt (L.), 12 mai 1903, brevet 278534/1820. (Régulateur hydraulique de vitesse pour moteurs hydrauliques ou autres.)

Dumont (E.), 15 mai 1903, brevet 330810/1821. (Perfectionnement dans la fermeture des bouteilles, flacons, bocaux, pots, etc.)

Viarmé (G.), 13 mai 1903, brevet 309432/1822. (Nouveau gazogène à gaz pauvre.)

Samein (P.), 13 mai 1903, brevet 313575/1823. (Nouveau compteur à eau en celluloïd.)

Jamault (A.-M.-S.), 13 mai 1903, brevet 326399/1824. (Plaque protectrice s'appliquant à l'oreille lors des conversations téléphoniques.)

Johnston (J.-H.), 13 mai 1903, brevet 329211/1825. (Perfectionnements aux grains sours.)

De Lescouble (G.), 21 janvier 1903, brevet 268104/1826. (Fabrication d'extraits des produits du pays : sabsas, quinquina, etc., et notamment de coques de café, au moyen d'un appareil spécial.)

Latour (M.), 14 mai 1903, brevet 329058/1827. (Alternateur à collecteur.)

Grimault (C.), 14 mai 1903, brevet 305391/1828. (Compteur pour liquides.)

Seigle (A.), 20 mai 1903, brevet 321750/1829. (Perfectionnements aux matériaux artificiels de construction.)

Rateau (A.-C.-E.) et la société Sautter Harlé et C^{ie}, 15 mai 1903, brevet 331150/1830. (Accrochement élastique à broches.)

Houbigant (G.), 15 mai 1903, brevet 319950/1831. (Appareil téléphonique à microphone à balancier.)

Vazart (J.-E.), 15 mai 1903, brevet 310716/1832. (Perfectionnements apportés aux saxophones.)

Massard (F.), 16 mai 1903, brevet 321061/1833. (Frein à vide automatique.)

Véry (H.), 18 mai 1903, brevet 324434/1834. (Lettres lumineuses en verre creux avec réflecteur.)

Bouy (E.) et Imbert (H.), 18 mai 1903, brevet 299167/1835. (Système de rotation.)

De la Celle (A.), 19 mai 1903, brevet 331319/1836. (Bicyclette à leviers sans engrainage et à développements multiples.)

Gringoire (A.), 19 mai 1903, brevet 330771/1837. (Pain de guerre.)

Société anonyme des matières colorantes et produits chimiques de Saint-Denis, 19 mai 1903, brevet 298400/1838. (Nouvelles matières colorantes substantives noires.)

Klopfenstein (J.), 20 mai 1903, brevet 322273/1839. (Coupleur égalisateur de trique.)

Gousset (L.-E.-E.), 20 mai 1903, brevet 331880/1840. (Trieur de grains centrifuge)

Bolland (A.-J.-L.), 20 mai 1903, brevet 330784/1841. (Système de fermoir pour bascs de corsets et autres applications.)

Société Harnet Toussaint, Briquemont et Henriquet, 20 mai 1903, brevet 326540/1842. (Nouveau procédé de fabrication d'enveloppes de pneumatiques en cuir.)

Société E. Macquemenen et Imbert, 20 mai 1903, brevet 319686/1843. (Perfectionnements aux serrures à clé.)

Barbet (E.-A.), 1^{er} avril 1903, brevet 296750/1844. (Perfectionnements aux appareils de rectification continue des alcools.)

De Ligne (H.), 4 mai 1903, brevet 331624/1845. (Système de transmission directe du mouvement du moteur aux roues motrices dans les véhicules automobiles.)

Rochefort (O.), 13 mai 1903, brevet 307859/1846. (Nouveau cohéreur pour télégraphie hertzienne.)

Charlin (L.) et Santiot (J.), 13 mai 1903, brevet 331507/1847. (Fusil de chasse à deux coups, à gâchette unique et deux détonations.)

Forti (V.), 20 mai 1903, brevet 298595/1848. (Système d'appareil pour allumer et éteindre à distance les becs de gaz.)

André (C.), 23 mai 1903, brevet 317125/1849. (Perfectionnements dans les robinets à flotteur.)

Société Stockfärberei Zürich, 25 mai 1903, brevet 274791/1850. (Nouveau système de teinture multicolore ou ombrée dit *spectralographe*.)

Castets (P.), 26 mai 1903, brevet 322415/1851. (Semelles et talonnettes compressibles pour chaussures.)

Laouillan (J.), 23 mars 1903, brevet 320072/1852. (Hachoir de cuisine dit *Hachetout*.)

Falvet (E.-F.), 20 avril 1903, brevet 331138/1853. (Porte-coiffure.)

Bainville (A.-H.), 22 avril 1903, brevet 302494/1854. (Nouvel accumulateur électrique.)

Larivière (L.-A.), 5 mai 1903, brevet 316485/1855. (Nouveau moteur électrique.)

Viariné (G.), 7 mai 1903, brevet 309452/1856. (Nouveau gazogène à gaz pauvre.)

Cuan (C.-E.), 7 mai 1903, brevet 319688/1857. (Système de puits filtrant.)

Société Union de la boucherie en gros de Paris, 8 mai 1903, brevet 328849/1858. (Procédé de préparation du sang desséché.)

Grodet (J.-A.), 9 mai 1903, brevet 330184/1859. (Dispositif pour adapter instantanément sur les lampes à pétrole, huile, alcool, etc., des becs de gaz ordinaires ou à incandescence.)

Boucher (N.), 9 mai 1903, brevet 316859/1860. (Perfectionnements aux appareils photographiques.)

Dever (J.) et Surmont (F.), 11 mai 1903, brevet 327628/1861. (Appareil à production de gaz acétylène sans gazomètre.)

Société générale meulière, 11 mai 1903, brevet 286700/1862. (Moulin transportable à meules dit *le Moulin colonial*.)

Fournier (A.), 14 mai 1903, brevet 322124/1863. (Crachoir à colonne hygiénique et antiseptique dont le couvercle est actionné au moyen d'une pédale.)

Salomon (E.-P.), 22 mai 1903, brevet 310102/1864. (Système d'allumeur extincteur électrique automatique.)

Peyrard (P.-A.), 22 mai 1903, brevet 324269/1865. (Dispositif ayant pour objet de rendre inviolables ou irremplissables après usage les bouteilles ou autres récipients ayant contenu des liqueurs ou autres liquides de marque.)

Société générale de bonneterie et M. Boucher (C.), 26 mai 1903, brevet 305788/1866. (Perfectionnements apportés aux machines à bonneterie employant les aiguilles à bec.)

Société Laurant frères et beau-frère, 23 mai 1903, brevet 327316/1867. (Montage des boutons de porte et articles similaires.)

- Frénét (E.-L.), 23 mai 1903, brevet 330770/1868. (Nouveau dispositif de bec à gaz acétylène.)
- Pardon (A.), 23 mai 1903, brevet 323689/1869. (Perfectionnements aux roulettes de lits de fer et cuivre, lits métalliques divers et meubles en bois en général.)
- Pancoast (E.-A.), 23 mai 1903, brevet 326331/1870. (Déclat pour mouvements d'horlogerie employés dans les appareils automatiques fonctionnant après introduction d'une pièce de monnaie.)
- Fournier (G.), 23 mai 1903, brevet 326086/1871. (Jumelle pliante.)
- Benoit (J.-E.), 23 mai 1903, brevet 270991/1872. (Broche destinée à la chevelure des fillettes ou des dames.)
- Garin (E.), 25 mai 1903, brevet 323152/1873. (Dispositif de ramasseurs retourneurs automatiques pour malaxeurs de beurre.)
- Auvert (L.-R.) et Ferrand (A.-F.-E.), 25 mai 1903, brevet 323126/1874. (Transformation de courant alternatif monophasé en courant continu.)
- Auvert (L.-R.) et Ferrand (A.-F.-E.), brevet 323126/1875. (Transformation de courant alternatif monophasé en courant continu.)
- Garmondès (G.-L.-A.), 26 mai 1903, brevet 326367/1876. (Perfectionnements aux lessiveuses.)
- Nazziroli (C.), 21 avril 1903, brevet 320811/1877. (Châssis à rideau pour cheminée Sorbonne, etc.)
- Audin (H.) et Lorthioy (E.), 26 mai 1903, brevet 326289/1878. (Refroidisseurs d'eau à ailettes.)
- Vincent (E.), 26 mai 1903, brevet 325855/1879. (Perfectionnements aux voitures d'enfants.)
- Gonnet (B.-P.), 29 mai 1903, brevet 294237/1880. (Systèmes de briquettes ou agglomérés aux hydrocarbures dénommés *briquettes* et *agglomérés Gonnet*.)
- Estève (A.), 2 juin 1903, brevet 331293/1881. (Perfectionnements apportés aux moteurs à explosion.)
- Lhédoit (A.), 27 mai 1903, brevet 321724/1882. (Procédé nouveau sur verre et produit dit *chromo-glass*.)
- Morel (G.), 27 mai 1903, brevet 328921/1883. (Obturateur à gaz.)
- Lagosse (E.), 27 mai 1903, brevet 279377/1884. (Chaudière multibulbairc Lagosse.)
- Rimailho (E.), 27 mai 1903, brevet 269637/1885. (Appareil dit *kéménoscope*, pouvant être employé comme appareil photographique et comme appareil de développement en plein jour des plaques photographiques impressionnées par lui ou par tout autre appareil quelconque.)
- Lancelot (M.), 27 mai 1903, brevet 327690/1886. (Nouveau procédé pour découvrir rapidement la fraude dans les laits, tant au point de vue du mouillage que de l'écrémage.)
- Société Cousin et C^e, 27 mai 1903, brevet 302020/1887. (Dispositif pour l'attaque des appareils d'alarme ou d'avertissement en usage sur les chemins de fer.)
- Chamberland (C.-E.), 28 mai 1903, brevet 329281/1888. (Système de boîte perfectionnée.)
- Société Regley et fils et C^e, 28 mai 1903, brevet 320834/1889. (Mécanisme perfectionné permettant de tisser complètement les bas diminués, sans rebroussement, sur métier rectiligne à maille unie.)
- Ventecelaye (L.-H.), 28 mai 1903, brevet 329712/1890. (Compteur à gaz.)
- Girardin (E.-V.), 28 mai 1903, brevet 292247/1891. (Système perfectionné de grillage protecteur du verre et d'assemblage des divers éléments applicable aux lanternes dites lanternes marines et lanternes tempêtes.)
- Pichard (C.-F.), 28 mai 1903, brevet 331144/1892. (Machine magnéto-électrique pour l'allumage du mélange détonant dans les moteurs à explosion.)

Drumy (H.), 30 mai 1903, brevet 326418/1893. (Métier à tisser le ruban de toute nature et en tous genres par pièces parallèles et superposées avec usage du fouet à double action avec chasse indépendante et bosses jumelles contresamples.)

Bouffard (E.-R.-E.), 3 juin 1903, brevet 328228/1894. (Nouvelle charrette Brabant à avant-train mobile.)

Société Champenois-Ramboux et C^{ie}, 29 mai 1903, brevet 326351/1895. (Mécanisme perfectionné d'accrochage des dents des râpeaux à cheval du type *Lien*.)

Flamman (N.-C.-E.), 29 mai 1903, brevet 325896/1896. (Appareil indicateur et enregistreur de vitesse.)

Domard (E.), 30 mai 1903, brevet 316407/1897. (Peigne, dit *peigne à crochet*, permettant d'obtenir l'envergure des chaînes sur les machines dites *encolleuses*.)

Galland (L.), 30 mai 1903, brevet 331141/1898. (Concasseur à mâchoires multiples.)

Almer (F.), 30 mai 1903, brevet 309373/1899. (Ondulateur-friseur pour les cheveux.)

Saumay (C.-L.-A.), 2 juin 1903, brevet 320298/1900. (Compteur d'eau.)

Maugy (J.), 2 juin 1903, brevet 321670/1901. (Masque protecteur dénommé *pariapor*, à l'usage des sapeurs-pompiers, sauveteurs, etc., évitant l'asphyxie dans les incendies.)

Beau (H.), 3 juin 1903, brevet 322378/1902. (Nouveau système de pompes.)

Gabrielli (G.), 3 juin 1903, brevet 311322/1903. (Farine Gabrielli pour l'alimentation des bestiaux.)

Seigle (A.), 4 juin 1903, brevet 323666/1904. (Perfectionnements aux matériaux artificiels de construction.)

Lebreil (F.), 5 juin 1903, brevet 330345/1905. (Cliquet sans rochet pour suppression du point mort, applicable à toutes machines et outils à bielles et à leviers.)

Disclyn (L.), 4 juin 1903, brevet 328851/1906. (Châssis-magasin.)

Serret (F.-L.), 4 juin 1903, brevet 319101/1907. (Système de moteur à air chaud.)

Janvier (A.), 4 juin 1903, brevet 327409/1908. (Lettre lumineuse à motifs interchangeables.)

Billet (F.), 5 juin 1903, brevet 327099/1909. (Appareil pour la stérilisation de l'eau et des boissons dit *la Sécurité*.)

Société pour l'exploitation des procédés Georges Claude, 5 juin 1903, brevet 328245/1910. (Procédé pour la séparation de l'oxygène et de l'azote de l'air liquide.)

Sautier (J.-C.), 5 juin 1903, brevet 329692/1911. (Appui-tête pour médecine opératoire, chirurgie, art dentaire, etc.)

Violet-Chabrand (L.), 5 juin 1903, brevet 299581/1912. (Appareils électriques servant à la transmission des ordres.)

Leroy (L.), 5 juin 1903, brevet 332007/1913. (Fabrication d'une étoirindelle perfectionnée en chanvre ou autre textile.)

Dantzer (J.), 10 juin 1903, brevet 327991/1914. (Perfectionnements apportés dans les moyens à filer continus à anneaux et canotiers consistant principalement dans un mode d'actionnement par fluide sous pression de l'organe permettant de donner la torsion et de renvider le fil produit.)

Fauré (E.-A.-M.), 11 juin 1903, brevet 329659/1915. (Système nouveau de porte-cigarette et porte-cigare-bijou, hygiénique et de propreté destiné à se renouveler souvent.)

Mirand (J.), 6 juin 1903, brevet 308487/1916. (Système de calage automatique et à volonté des meubles, d'appareils ou d'installation quelconques dit *Calage Mirand*.)

Pottier (J.-F.), 6 juin 1903, brevet 314878/1917. (Dispositif de loqueteau automatique pour portières de wagons et applications analogues.)

Mathieu (J.), 9 mai 1903, brevet 298437/1918. (Chaîne pliante transformable en siège à cuvette pour injections, système J. Mathieu.)

Durand (L.-E. A.), 14 mai 1903, brevet 313621/1919. (Machine agricole, dénommée *gratteuse-bineuse-sulfateuse*, destinée à travailler et sulfater simultanément les vignes ou tous végétaux plantés en rang.)

Lacofflonge (P.), 25 mai 1903, brevet 332363/1920. (Bateau pliant en toile caoutchoutée.)

Labanhie (F.-L.), 6 juin 1903, brevet 327771/1921. (Allumage automatique réglable pour moteurs à explosions.)

Rowley (A.-V.), 2 juin 1903, brevet 321632/1922. (Mécanisme à couteau pour machines à coudre pour boutonnières.)

Steiner (la dame), née Frankl (R.), 2 juin 1903, brevet 319884/1923. (Bouton flexible.)

Wegelin (G.), 2 juin 1903, brevet 294306/1924. (Procédé pour la fabrication de noir de fumée à l'aide de goudron et d'autres substances contenant du carbone.)

Eyquem (M.), 3 juin 1903, brevet 325731/1925. (Bandage de roue à deux chemins de roulement.)

Société Casimir Bez et ses fils, 3 juin 1903, brevet 321722/1926. (Procédé pour augmenter le rendement des chaudières à vapeur.)

Meylan (E.), 19 mai 1903, brevet 286915/1927. (Perfectionnements aux appareils de mesure électrique.)

Mehler (J.) et Rey (J.-M.), 23 mai 1903, brevet 318529/1928. (Procédé et appareil pour la teinture ou la teinture et le gaufrage simultanés des cloches de chapellerie.)

Mathieu (J.-F.), 3 juin 1903, brevet 298437/1929. (Chaise pliante transformable en siège à cuvette pour injections, système J. Mathieu.)

Piat (J.), 4 juin 1903, brevet 328787/1930. (Prise d'air automatique et serve à volonté pour carburateur à gicleur et pulvérisateur de tous systèmes.)

Société Raffit et Bosc, 6 juin 1903, brevet 305434/1931. (Nouveau système de voûtes à plancher sur fer à T.)

Reille (A.), 8 juin 1903, brevet 330149/1932. (Protecteur indépendant à accrochage fixe pour bandages caoutchoutés de voitures automobiles.)

Compagnie générale de phonographes, cinématographes et appareils de précision, 8 juin 1903, brevet 332547/1933. (Machine à centrer et aléser les cylindres phonographiques.)

Société Les établissements S. Grauer et C^e, 8 juin 1903, brevet 322237/1934. (Machine à jet de sable continu.)

Hass (C.), 8 juin 1903, brevet 319554/1935. (Perfectionnements aux pointes, clous et autres organes de fixation analogues.)

Urbahn (M.) et Schwarzwald (R.), 9 juin 1903, brevet 327627/1936. (Système de chaussures souples.)

Adnet (E.), 9 juin 1903, brevet 327893/1937. (Stérilisateur horizontal pour pansements et instruments: dit *Stérilisateur Sorel*.)

Portal (E.), 10 juin 1903, brevet 287093/1938. (Nouveau jeu pour casinos et autres établissements analogues.)

Foccart (L.-J.), 10 juin 1903, brevet 321295/1939. (Mécanisme de changement de vitesse progressif.)

Société Durand et C^e, 10 juin 1903, brevet 331304/1940. (Perfectionnements aux bandages pneumatiques cuirassés.)

Garnier (H.), 13 juin 1903, brevet 323007/1941. (Appareil à moissonner applicable à toutes les faucheuses ayant la barre de coupe à l'avant.)

Blavette (J.-V.-D.), 11 juin 1903, brevet 322014/1942. (Éventail pneumatique applicable à certains objets portatifs.)

Paye (H.), 11 juin 1903, brevet 315629/1943. (Cale avec systèmes de crampons pour assurer la stabilité des fûts en cours de transport.)

Laudenbach (J.-H.), 11 juin 1903, brevet 320203/1944. (Clavier à touches de configuration ou état physique variés.)

Faucher (H.), 11 juin 1903, brevet 331478/1945. (Tête de cheminée.)

Société Charles Kuhlmann et C^{ie}, 11 juin 1903, brevet 331299/1946. (Corsets.)

Lakhovsky (G.), 12 juin 1903, brevet 331295/1947. (Système de garniture pour la fixation des tirefonds.)

Delarue (E.), 12 juin 1903, brevet 322053/1948. (Obturbateur perfectionné pour pipes et autres objets.)

Beaussart (L.), 13 juin 1903, brevet 324114/1949. (Appareil centrifuge à vidange rapide pour le classement et l'enrichissement des matières minérales granuleuses telles que les phosphates, kaolins, etc.)

Reveilhac (P.), 13 juin 1903, brevet 290285/1950. (Système de fourneau avec four à gaz.)

Roux (C.-J.), 13 juin 1903, brevet 332814/1951. (Perfectionnements dans les appareils de chauffage domestiques et industriels.)

Tondeur (E.), 13 juin 1903, brevet 332846/1952. (Perfectionnements dans la fabrication du ciment.)

Hellmann (H.-W.), 15 juin 1903, brevet 326230/1953. (Brûleur Bunsen renversé pour l'éclairage à incandescence par le gaz.)

Hellmann (H.-W.), 15 juin 1903, brevet 326230/1954. (Brûleur Bunsen renversé pour l'éclairage à incandescence par le gaz.)

Mc Gill (G.-W.), 15 juin 1903, brevet 329474/1955. (Perfectionnements aux pinces à ressort.)

Philippon (L.), 16 juin 1903, brevet 327999/1956. (Fourneau de cuisine Philippon.)

Peloux (A.), 16 juin 1903, brevet 327710/1957. (Compteur-moteur d'électricité pour courants alternatifs.)

Oving (H.-E.), 17 juin 1903, brevet 318657/1958. (Procédé et appareils permettant de vérifier instantanément en mélangeant des gaz divers les volumes relatifs de ces gaz et de limiter les variations en composition du mélange au degré de précision voulue.)

Roy (E.), 17 juin 1903, brevet 325150/1959. (Pneumelle à doigts et outil de pose Ernest Roy.)

Baudat (D.), 17 juin 1903, brevet 329263/1960. (Perfectionnements dans les armes d'escrime.)

Société Westfälisch Anhaltische Sprengstoff Aktien-Gesellschaft, 18 juin 1903, brevet 316569/1961. (Procédé pour la fabrication de dynamites inoffensives au grisou.)

Nunès (A.), 18 juin 1903, brevet 331307/1962. (Nouveau procédé de fabrication des bûrets.)

Kellner (C.), 18 juin 1903, brevet 326313/1963. (Procédé pour la fabrication de la cellulose de bois à l'aide du chlore dégagé dans l'électrolyse de chlorures métalliques.)

Kaiser (G.), 18 juin 1903, brevet 322960/1964. (Nouveau système d'éventail mécanique.)

Hilbert (H.) et Société Bayerische Aktien-Gesellschaft für chemische und landwirthschaftlich chemische Fabricate, 18 juin 1903, brevet 324432/1965. (Procédé pour extraire la gélatine et la colle des os.)

Janoyer (A.), 18 juin 1903, brevet 328897/1966. (Perfectionnements aux hourdis de planchers ou autres.)

Mally (A.) et Cahors (H.-J.), 19 juin 1903, brevet 331460/1967. (Dispositif de serrure et d'assemblage de portiques gymnastiques démontables pour jardins et appartements.)

Fougeron (M.-A.), 19 juin 1903, brevet 329074/1968. (Système de briquelette combustible.)

Theuret (T.), 19 juin 1903, brevet 322271/1969. (Machine à clouer les panneaux de caisses ou de cageaux d'emballage.)

Poilleveillain (A.-F.), dit Paul Villain, 19 juin 1903, brevet 309064/1970. (Avertisseur automatique sonore et visuel à deux ou plusieurs vitesses pour automobiles, tramways, etc.)

Mourou (A.-A.-M.), 19 juin 1903, brevet 330569/1971. (Engrenage automatique pour batteuses à céréales et à graines fourragères.)

Vesque (C.), 19 juin 1903, brevet 323918/1972. (Genre d'illumination à effets lumineux composés.)

Société anonyme des établissements Mentauban et Marchandier, 20 juin 1903, brevet 332404/1973. (Contrôleur pour benne de pesage.)

Batault (F.), 22 juin 1903, brevet 322388/1974. (Perfectionnements aux lampes à arc.)

Société Guinard et C^{ie}, 22 juin 1903, brevet 330919/1975. (Perfectionnements aux fusils à deux canons.)

Birlé (E.), 22 juin 1903, brevet 328402/1976. (Protecteur de tube de niveau d'eau.)

Mittenhoff (A.), 26 juin 1903, brevet 332509/1977. (Machine à clouer.)

Dutront (J.), 11 juin 1903, brevet 319762/1978. (Système de fond de tonnes pouvant s'lever et se replacer à volonté.)

Société E. Ruoff et C^{ie}, 17 juin 1903, brevet 330629/1979. (Système de microphone.)

Rodary (F.), 18 juin 1903, brevet 296179/1980. (Appareil de cantonnement à block-system économique.)

Detroyes (T.) et Magniat (E.), 20 juin 1903, brevet 292941/1981. (Appareil sérateur d'acétylène à marche continue.)

Marès (E.), 22 juin 1903, brevet 333043/1982. (Doseur d'air dans les carburateurs de moteurs à essence ou à pétrole.)

Houdin (G.), 23 juin 1903, brevet 322881/1983. (Nouveau conduit de fumée de wagon resserré.)

Teillard-Rancillac de Chazelles (M.-J.-R.), 23 juin 1903, brevet 330231/1984. (Nouveau produit dénommé le Celluloid armé.)

Gros (O.), 23 juin 1903, brevet 325852/1985. (Nouveau procédé de reproduction d'images, etc.)

Hilbig (F.-J.-M.), 24 juin 1903, brevet 328952/1986. (Arrêt de sécurité pour parapluies, cannes, cycles, etc.)

Derriey (C.-J.), 24 juin 1903, brevet 332952/1987. (Système de cylindres pour découpage et le tracage du carton en vue de la fabrication des boîtes.)

Rouaix (G.), 25 juin 1903, brevet 323585/1988. (Appareil avertisseur d'excès de vitesse dit Automètre.)

Société L. Gaumont et C^{ie}, 25 juin 1903, brevet 322894/1989. (Appareil photographique réductible dénommé Block-notes.)

Société Établissements J.-J. Carnaud et forges de Basse-Indré, 25 juin 1903, brevet 330359/1990. (Système de fermeture des flacons et autres vases avec bande à double agrafe.)

Théard (P.), 26 juin 1903, brevet 316564/1991. (Nouveau générateur d'acétylène.)

Robergel (G.-J.), 26 juin 1903, brevet 331831/1992. (Perfectionnements aux chets mousquetons.)

Société Charpentier fils aîné et A. Neveu, 26 juin 1903, brevet 312566/1993. (Tableau scolaire.)

Bernard (J.) et Patoureau (J.), 26 juin 1903, brevet 326545/1994. (Dispositif de suspension élastique amortisseur de chocs pour châssis, chassis de véhicules, sièges et sommiers élastiques.)

Kremer (C.) et Schilling (R.), 26 juin 1903, brevet 312766/1995. (Procédé et appareil pour la récupération des graisses.)

Ceschina (G.), 27 juin 1903, brevet 328792/1996. (Transformation de la machine empâter, à palettes hélicoïdales tournant dans la machine, pour empâter et pétrir en même temps.)

Ugner (C.), 27 juin 1903, brevet 328466/1997. (Perfectionnements dans la commande électrique d'appareils à marche intermittente.)

Duvelloy (J.-A.), 27 juin 1903, brevet 327779/1998. (Nouvel article d'illumination pour fêtes publiques, dit *Lumicolor*.)

Société Radiguet et Massiot, 27 juin 1903, brevet 308549/1999. (Spirale à haute tension du docteur Guilleminot.)

Lagarde (A.) et Buffandeau (J.), 2 juillet 1903, brevet 309972/2000. (Cadre pliant en fer pour le transport en wagons des fruits et primeurs.)

Malzac (M.), 29 juin 1903, brevet 329079/2001. (Procédé pour l'appropriation à la peinture des sels de zinc (carbonate, oxyde, oxysulfure, sulfure, etc.) extraits directement par précipitation des minerais de zinc avec utilisation des métaux connexes contenus.)

Boulangier (Veuve), née Camus (E.), et M. Delaye (J.-J.-B.), 29 juin 1903, brevet 331987/2002. (Support pour pavillon de phonographes et appareils similaires dit *le Fidèle*.)

Société S. Elster, 29 juin 1903, brevet 324445/2003. (Filtre avec une couche de matière filtrante de densité uniforme dans toute sa hauteur.)

Lemaître (G.-A.), 30 juin 1903, brevet 328472/2004. (Nouveau système d'embrayage, changement de vitesses, marche arrière et frein combinés en un seul dispositif d'organes et de commande pour véhicules automobiles.)

Société de Bucourt frères, 6 juin 1903, brevet 330610/2005. (Moules et matrices pour machines à fabriquer les poteries.)

Société A. Monborne aîné et fils, 30 juin 1903, brevet 330262/2006. (Articulation pour supports de lampes électriques à incandescence et autres applications.)

Ferraris (A.) et Sehringer (E.), 30 juin 1903, brevet 328467/2007. (Motocyclette à moteur libre et à changement de vitesse.)

Compagnie française des nouvelles pompes à air (procédés Lavanchy-Maison), 30 juin 1903, brevet 330048/2008. (Pompe de compression d'air pour applications multiples, système *Carrelle*.)

Bougouin (E.), 30 juin 1903, brevet 324057/2009. (Trieur perfectionné.)

Dubois (P.-A.), 1^{er} juillet 1903, brevet 330051/2010. (Bandage élastique pour roues de voitures ou de vélocipèdes.)

Société Mimard, Blachon et C^{ie}, 1^{er} juillet 1903, brevet 321077/2011. (Système de bicyclette à changement de vitesse par pédalage normal ou rétrograde et à roue libre constante.)

Massenez (O.), 1^{er} juillet 1903, brevet 329132/2012. (Procédé pour transformer en acier des fontes contenant des quantités considérables de chrome.)

Denayrouze (L.), 1^{er} juillet 1903, brevet 332935/2013. (Lampe combinée à gaz et à vapeur d'hydrocarbure.)

Genevet (E.), 3 juillet 1903, brevet 322638/2014. (Corset-cinture, système Genevet.)

Ducoux (J.), 3 juillet 1903, brevet 332434/2015. (Perfectionnement dans la fabrication du pain.)

Lambert (G.-F.), 3 juillet 1903, brevet 325627/2016. (Perfectionnements dans la préparation de l'oxygène.)

Le Grand (J.-P.), 4 juillet 1903, brevet 292264/2017. (Système de protection des bandages élastiques de roues au moyen de lames métalliques sectionnées.)

Consay fils (A.-E.), 4 juillet 1903, brevet 328316/2018. (Appareil chauffe-bains avec agencement spécial pour la distribution de l'eau.)

Bouquillon (G.), 4 juillet 1903, brevet 327249/2019. (Bandage pneumatique ferré antidérapant à chaîne amovible.)

Société Vouret et fils aîné, 4 juillet 1903, brevet 317644/2020. (Système de tôle métallique composé pour rideaux, tentures, etc.)

Bajac (A.), 4 juillet 1903, brevet 326134/2021. (Système de semoir appliqué aux charrues.)

Durando (P.), 4 juillet 1903, brevet 330161/2022. (Soupape à joints métalliques.)

Toutain (V.-L.-E.), 6 juillet 1903, brevet 330406/2023. (Nouveau patin pour freins de voitures.)

Société des moteurs et automobiles Hérald, 6 juillet 1903, brevet 325540 2024. (Perfectionnements dans les moteurs à explosion.)

Brinkhaus (H.), 8 juillet 1903, brevet 327749/2025. (Perfectionnements aux pince-nez.)

Leclerc (L.-L.-H.), 8 juillet 1903, brevet 332742/2026. (Clef pour serrer ou desserrer toute espèce d'écrous.)



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E.VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'année. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliront pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2549.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44683. — *Loi portant modification de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.*

Du 11 Juillet 1903.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juillet 1903.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les articles 1^{er} § 1^{er}; 2 § 3; 3; 4 § 2, et 12 § 3 de la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

• Art. 1^{er}, § 1^{er}. Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

• Art. 2, § 3. Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

• Art. 3. Des règlements d'administration publique rendus après avis du comité consultatif des arts et manufactures détermineront :

• 1° Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne

XII Série.

40

l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières, vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc. ;

• 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail.

• Le comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus sous le numéro 1^{er} du présent article.

• Art. 4, § 2. Toutefois, pour les établissements de l'État dans lesquels l'intérêt de la défense nationale s'oppose à l'introduction d'agents étrangers au service, la sanction de la loi est exclusivement confiée aux agents désignés, à cet effet, par les ministres de la guerre et de la marine; la nomenclature de ces établissements sera fixée par règlement d'administration publique.

• Art. 12, § 3. Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 12, § 1, 2 et 14 de la présente loi ne sont pas applicables aux établissements de l'État. Un règlement d'administration publique fixera les conditions dans lesquelles seront communiquées, par le ministre du commerce, aux administrations intéressées, les constatations des inspecteurs du travail dans ces établissements.

2. La présente loi sera applicable trois mois après la date de sa promulgation.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44684. — *Loi autorisant la Ville de Paris à contracter un Emprunt de 100 millions de francs.*

Du 10 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 22 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Paris est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois cinquante pour cent (3.50 p. 100), intérêts, primes de remboursement et lots compris, une somme de

40.

cent millions de francs (100 millions de francs), remboursable dans un délai de trente-cinq ans au plus, à partir de 1906, au moyen d'une taxe spéciale, qui ne sera pas inférieure à un centime et demi (1° 1/2) par mètre cube, sur le prix normal du gaz, ladite somme destinée à pourvoir aux frais de l'abaissement du prix du gaz et du relèvement des salaires du personnel pendant les années 1903 à 1905.

Le montant des lots applicables aux obligations sorties à chaque tirage est fixé annuellement à quatre cent mille francs (400,000°).

Il sera statué par décret sur le mode et les conditions de réalisation de l'opération.

2. Les actes susceptibles d'enregistrement, auxquels donnerait lieu l'emprunt autorisé par la présente loi, seront passibles du droit fixe de un franc (1°).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur
et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 44685. — Loi ouvrant au Ministre de l'intérieur et des cultes un Crédit extraordinaire pour dépenses effectuées dans l'intérêt des Sociétés de secours mutuels.

Du 20 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 22 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1904, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 30 décembre 1903, un crédit extraordinaire s'élevant à la somme de soixante mille francs (60,000°) et applicable au chapitre ci-après de la 1^{re} section (Intérieur) :

• Chapitre 19 bis. — Dépenses diverses effectuées dans l'intérêt des sociétés de secours mutuels, soixante mille francs (60,000°). •

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

2. Sur les crédits ouverts au ministre de l'intérieur et des cultes, par la loi de finances du 30 décembre 1903, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1904, une somme de soixante mille

francs (60,000^f) est et demeure définitivement annulée au titre du chapitre 16 de la première section (Intérieur) : « Subventions aux sociétés de secours mutuels ».

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur
et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44686. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit additionnel à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'entretien des Routes et Ponts.*

Du 10 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par le département des Alpes-Maritimes, des communes et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1903;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, première section, chapitre XXXI: Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à trente et un mille neuf cent soixante-sept francs quatre-vingt-sept centimes (31,967^f87) et réparti entre diverses entreprises conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : E. MARUÉJOULS.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1903.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1903.					
Alpes-Maritimes.	Le département....	Nice.....	32624	22 septembre.	190 00
	La commune de Villeneuve.	Nogent-s-Seine	30411	6 octobre.	4,000 00
Aube.....	La Compagnie des tramways de Troyes.	Troyes.....	32512	26 septembre.	1,112 50
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	33237	11 décembre.	1,112 50
	La ville de Libourne	Libourne....	30458	29 août.	222 06
Gironde ..	La ville de Blaye...	Blaye.....	30217	16 septembre.	289 30
	La ville de Bordeaux.	Bordeaux....	34782	3 septembre.	9,600 00
Landes ...	La commune d'Hagetmau.	Saint-Sever...	30365	27 octobre.	250 00
Savoie Haute-)	La Compagnie concessionnaire du tramway d'Annemasse à Samoëns.	Saint-Julien...	30413	30 octobre.	661 00
	La Compagnie parisienne du gaz.	Paris.....	41868	14 septembre.	439 40
Seine	La Compagnie des eaux de la banlieue.	<i>Idem</i>	41873	<i>Idem</i> .	12 11
Seine-Inférieure.	La Compagnie havraise du tramway électrique du Havre à Montivilliers.	Le Havre....	31099	19 septembre.	3,429 00
	La Compagnie générale des omnibus, à Paris.	Versailles....	35762	10 octobre.	5,210 00
Seine-et-Oise.	La ville de Sèvres..	<i>Idem</i>	36836	11 novembre.	1,300 00
	La ville de Versailles	<i>Idem</i>	36927	27 novembre.	4,000 00
Seine-et-Marne	La ville de Tonnerre	Tonnerre....	30444	5 décembre.	140 00
TOTAL.....					31,967 87

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 31,967 fr. 87 ouvert au Ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, première section, chapitre XXXII : Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Alpes-Maritimes.	Entretien des lignes téléphoniques reliant les bureaux des ingénieurs des ponts et chaussées au réseau de la ville de Nice.....	190 ⁰⁰
Aube.....	Entretien de la partie des routes nationales n° 19, 60 et 71 occupée par les voies des tramways de Troyes (1,112 ⁵⁰ + 1,112 ⁵⁰)..	2,225 ⁰⁰
	Construction de trottoirs et réfection de la chaussée pavée de la route nationale n° 51 dans la traverse de Villenauxe.....	4,000 00
	Entretien des routes nationales n° 10 bis et 89 dans les traverses de Libourne.....	222 06
Gironde.....	Entretien des revets de trottoirs de la route nationale n° 137, dans la traverse de Blaye.	289 30
	Entretien des routes nationales n° 10, 132 et 136 dans les traverses de Bordeaux.....	9,600 00
Landes.....	Construction d'un puisard maçonné et d'une canalisation sous la route nationale n° 133, dans la traverse d'Hagetmau.....	250 00
Savoie (Haute)	Entretien d'une partie de la chaussée des routes nationales n° 202, 203 et 206.....	661 00
Seine.....	Entretien de tranchées ouvertes sur les chaussées des routes nationales du département (439 ⁴⁰ + 12 ¹¹)...	451 51
Seine-Inférieure.	Entretien des parties pavées et empierrées des routes nationales n° 14 et 25, empruntées par les voies du tramway du Havre à Montivilliers.....	3,429 00
	Entretien de la route nationale n° 10, entre Sèvres et Versailles.....	5,210 ⁰⁰
Seine-et-Oise..	Arrosage de la route nationale n° 10 dans la traverse de Sèvres.....	1,300 00
	Arrosage des routes nationales n° 10 et 185 dans les traverses de Versailles.....	4,000 00
Yonne.....	Remaniement ou remplacement de 130 mètres de bordures de trottoirs dans les traverses de Tonnerre.....	140 00
	TOTAL.....	31,967 87

N° 44687. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de l'Enseignement primaire supérieur.*

Du 29 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu la loi du 19 juillet 1889 et la loi du 25 juillet 1893 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu le bordereau ci-joint, constatant qu'il a été versé par le receveur municipal de Châtellerault une somme de deux cent vingt-six francs soixante-six centimes pour servir, pendant l'exercice 1903, au paiement du traitement d'un instituteur adjoint à l'école primaire supérieure de ladite ville, exerçant dans un emploi créé, sous la réserve que la ville de Châtellerault se chargera du paiement du traitement de ce fonctionnaire et versera le montant de cette dépense au Trésor public à titre de fonds de concours;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 mars 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1903, chapitre LXXIV : *Enseignement primaire supérieur*, un crédit de deux cent vingt-six francs soixante-six centimes (226⁶⁶).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMÉ.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44688. — DÉCRET autorisant la Banque de l'Algérie à créer des établissements et à émettre des billets payables au porteur et à vue dans la Régence de Tunis.

Du 7 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 11 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'avis du ministre des affaires étrangères;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la loi du 5 juillet 1900, portant prorogation du privilège de la Banque de l'Algérie et particulièrement l'article 4 de cette loi ainsi conçu : « La Banque de l'Algérie pourra être autorisée par décrets rendus sur la proposition du ministre des finances, le Conseil d'État entendu, à créer des établissements et à émettre des billets payables au porteur et à vue dans les colonies et protectorats français en Afrique. Les décrets d'autorisation détermineront les conditions de fonctionnement de ces établissements » ;

Vu le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Banque de l'Algérie du 25 février 1904 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La Banque de l'Algérie est autorisée à créer des établissements et à émettre des billets payables au porteur et à vue dans la régence de Tunis.

2. Il est créé une succursale de la Banque de l'Algérie à Tunis.

Il pourra en outre être créé, notamment à Sousse, Sfax et Bizerte, en vertu de décisions spéciales du conseil d'administration de ladite banque, des bureaux auxiliaires fonctionnant dans les conditions arrêtées par ce conseil.

Des succursales pourront être créées, soit en vertu d'une délibération du conseil d'administration, soit sur l'initiative du Résident général, par un décret rendu sur la proposition du ministre des finances, après avis du ministre des affaires étrangères, le Conseil d'État entendu.

Ces établissements ne pourront être formés que dans la même forme.

Les opérations de ces succursales seront les mêmes que celles des succursales de la Banque en Algérie ; elles seront effectuées conformément aux dispositions du titre III des statuts de la banque annexés à la loi du 5 juillet 1900.

3. Les droits de nomination, de contrôle et de surveillance attribués au ministre des finances, à l'égard de la Banque de l'Algérie, par la législation en vigueur seront, en ce qui concerne les établissements de la Banque de l'Algérie en Tunisie, exercés conformément aux dispositions ci-après :

Le ministre des finances nommera les directeurs de succursales, après accord avec le ministre des affaires étrangères.

Indépendamment de l'action permanente qui sera exercée par les commissaires du gouvernement tunisien près des succursales, le ministre des finances pourra, après en avoir avisé le ministre des affaires étrangères, faire procéder par le corps de l'inspection générale des finances, à la vérification des établissements de la banque en Tunisie. Des vérifications de même nature pourront être confiées par le ministre des affaires étrangères, après avis conforme du ministre des finances, aux agents de la direction générale des finances tunisiennes détachés des administrations financières.

1. Le ministre des finances et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : DELCASSÉ.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 4689. — DÉCRET portant affectation au Service des beaux-arts de la tour Gabriel ou du Moulin, au mont Saint-Michel.

Du 7 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽¹⁾ sur le mode à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'Etat;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, article 57;

Vu la lettre du 1^{er} mars 1904, par laquelle le ministre des travaux publics offre de se dessaisir en faveur du service des beaux-arts de la tour du Moulin ou tour Gabriel, dont son département est affectataire, ladite tour sise au mont Saint-Michel (Manche) et classé parmi les monuments historiques;

Vu la lettre du 21 avril 1904, par laquelle le ministre des finances adhère au projet qui tend à affecter la tour précitée au service des beaux-arts,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'immeuble domanial susmentionné est affecté au département de l'instruction publique et des beaux-arts.

2. Les ministres de l'instruction publique et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOL.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIÉ.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 234, n° 4853.

N° 14690. — **DÉCRET** qui fixe le délai pendant lequel les objets de correspondance déposés dans les bureaux de poste de Toulouse et de Nantes pourront être expédiés.

Du 10 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 16 mars 1887, relative aux lettres expédiées après les levées générales ;

Vu l'article 2 de ladite loi ainsi conçu :

« La durée du délai pendant lequel les lettres sont admises à la taxe supplémentaire sera fixée, pour chaque localité, par un décret inséré au *Bulletin des lois* ; »

Vu la loi du 27 décembre 1895, abaissant de quinze à cinq centimes la surtaxe à percevoir pour l'affranchissement des objets de correspondance appelés à bénéficier des levées exceptionnelles ;

Vu la loi du 10 juillet 1901, étendant le bénéfice des levées exceptionnelles avec surtaxe de cinq centimes aux cartes postales et aux objets affranchis à prix réduit ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le délai pendant lequel les objets de correspondance déposés dans les boîtes des bureaux de poste de Toulouse et de Nantes, après les levées générales, pourront être expédiés moyennant une taxe supplémentaire de cinq centimes (0^{fr} 05), est fixé ainsi qu'il suit :

Vingt-cinq minutes à Toulouse ;

Vingt minutes à Nantes.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes pourra, d'après les conditions particulières du fonctionnement du service, dans chacun des bureaux des villes ci-dessus désignées, y modifier le délai supplémentaire fixé à l'article précédent.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44691. — *DÉCRET substituant le Tribunal de revision de la Marine séant à Brest aux conseils de revision maritimes de la Nouvelle-Calédonie et de la Guyane pour l'examen des recours formés par les transportés.*

Du 11 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 15 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres de la marine, des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu les articles 10 et 14 de la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 23 janvier 1889, fixant le siège et le ressort du conseil et du tribunal de revision de Brest;

Vu le décret du 4 octobre 1889, constituant les tribunaux maritimes spéciaux dans les colonies affectées à la transportation des individus condamnés aux travaux forcés;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 7 du décret du 4 octobre 1889 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les jugements rendus par les tribunaux maritimes spéciaux peuvent être attaqués par la voie du recours en revision.

Ce recours est porté devant le tribunal de revision de la marine séant à Brest. Il est instruit et jugé conformément aux prescriptions des articles 86, 87 et 183 à 196 du code de justice maritime.

Aucun pourvoi en cassation ne peut être formé contre les sentences rendues à l'égard des condamnés aux travaux forcés, si ce n'est dans l'intérêt de la loi, conformément aux articles 441 et 442 du code d'instruction criminelle.

Les jugements des tribunaux maritimes spéciaux et du tribunal de revision concernant tous autres individus que les condamnés aux travaux forcés peuvent être attaqués devant la Cour de cassation, mais pour cause d'incompétence seulement.

Le pourvoi en cassation ne peut être formé avant qu'il ait été statué sur le recours en revision ou avant l'expiration du délai fixé pour l'exercice de ce recours.

2. Le ministre de la marine, le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au

Journal officiel et inséré au *Bulletin des lois* et aux *Bulletins officiels* des ministères de la marine et des colonies.

Fait à Paris, le 11 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

Le Ministre des colonies,
Signé : G. DOUMERGUE.

Le Ministre de la marine,
Signé : C. PELLETAN.

N° 44692. — **DÉCRET** qui approuve une délibération du conseil général de la Marne élevant le Taux maximum de l'intérêt d'un Emprunt que le département est autorisé à contracter.

Du 13 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Marne, en date du 12 avril 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

Vu le décret du 8 décembre 1903, autorisant le département de la Marne :

1° A emprunter, à un taux d'intérêt maximum de trois francs cinquante centimes pour cent, une somme de sept cent cinquante mille sept cent trente-cinq francs remboursable en soixante ans à partir de 1906, et applicable aux frais d'établissement du chemin de fer d'intérêt local d'Ambonnay à Épernay;

2° A s'imposer extraordinairement, en 1904 et 1905, cinq dixièmes de centime additionnels au principal des quatre contributions directes pour en affecter le produit au service des intérêts dudit emprunt;

3° A s'imposer extraordinairement pendant soixante ans, à partir de 1906, vingt-six centièmes de centime additionnels, pour en appliquer le produit au service des intérêts et au remboursement du même emprunt concurremment avec des subventions des communes intéressées et de l'État;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la délibération susvisée du conseil général de la Marne, du 12 avril 1904, en tant qu'elle élève de trois francs cinquante centimes pour cent (3^f 50 p. o/o) à trois francs soixante-dix centimes pour cent (3^f 70 p. o/o) le taux maximum d'intérêt de

l'emprunt de sept cent cinquante mille sept cent trente-cinq francs (750,735') que ce département a été autorisé à contracter par le décret également susvisé du 8 décembre 1903.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de sept cent cinquante mille sept cent trente-cinq francs (750,735') ci-dessus indiqué seront assurés tant à l'aide des ressources extraordinaires prévues et autorisées par les articles 2 et 3 du décret du 8 décembre 1903, qu'au moyen d'un prélèvement opéré sur les ressources ordinaires du budget départemental, conformément à la délibération susvisée du conseil général du 12 avril 1904.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 14693. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la Remonte et au Recensement des chevaux.*

Du 14 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre et du ministre des finances ;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1904 ;

Vu le décret du 11 novembre 1896, portant que « les fonds recueillis en Algérie au profit de l'élevage seront centralisés et mentionnés dans les écritures du Trésor à un compte distinct intitulé : *Produits du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage* pour être rattachés au budget du ministère de la guerre (*Service des remontes*), dans la forme usitée en matière de fonds de concours » ;

Vu l'état des sommes versées au Trésor par les sociétés hippiques de l'Algérie, en vertu du décret précité ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre XL : *Remonte et recensement des chevaux*, de la première section

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull 1045, n° 10527.

(*Troupes métropolitaines*) du budget de l'exercice 1904, un crédit de deux mille trois cent quarante et un francs (2,341⁴), représentant le montant du prélèvement fait en faveur de l'élevage du cheval, par les sociétés hippiques de l'Algérie, sur le pari mutuel des courses.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au Trésor, au titre indiqué ci-dessus, par les diverses sociétés.

3. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^e L. ARDÉ.

N° 44694. — *DÉCRET habilitant les Agents des douanes à participer à la recherche et à la constatation des Délits de pêche maritime dans le canal de Tancarville.*

Du 14 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 9 janvier 1852 sur la police de la pêche côtière;

Vu le décret du 4 juillet 1853 réglementant la pêche côtière dans le premier arrondissement maritime;

Vu le décret du 10 mai 1862 réglementant la pêche côtière dans les cinq arrondissements maritimes;

Vu les décrets du 10 octobre 1897 et du 18 mars 1901 organisant le service de surveillance des pêches maritimes;

Vu l'article 84 de la loi des finances du 13 avril 1898 établissant un nouveau tarif de gratifications à payer aux agents verbalisateurs en matière de pêche maritime,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les agents du service actif des douanes recherchent et constatent dans le canal de Tancarville les infractions commises aux lois, décrets et règlements en vigueur sur la pêche côtière, concurremment avec les fonctionnaires et agents désignés à l'article 16, paragraphe 1^{er}, de la loi du 9 janvier 1852 et dans les décrets susvisés des 10 octobre 1897 et 18 mars 1901.

2. Les procès-verbaux dressés par eux devront être transmis dans la forme hiérarchique à l'administration de l'inscription maritime du quartier du Havre, ils feront foi jusqu'à preuve du contraire.

3. Les agents des douanes auront droit, comme les autres agents de la surveillance désignés dans la loi du 9 janvier 1852 et dans les décrets des 10 octobre 1897 et 16 mars 1901, aux gratifications prévues pour la constatation des délits de pêche maritime et dont le tarif a été fixé par la loi de finances du 13 avril 1898.

4. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 14 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : BOUVIER.

Le Ministre de la marine,

Signé : CAMILLE PELLETAN.

N° 44695. — *DÉCRET qui autorise divers Fonctionnaires à correspondre en franchise.*

Du 14 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les fonctionnaires du corps du contrôle de l'administration de la marine ainsi que les autres fonctionnaires désignés au tableau annexé au présent décret sont autorisés à correspondre en franchise, par la poste, dans la forme et dans les conditions exprimées au même tableau.

2. Sont rapportées les dispositions des décrets des 23 juillet 1902 et 15 mars 1904 en ce qu'elles ont de contraire aux indications du tableau susvisé.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

TABLEAU annexé au décret du 14 mai 1904.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		POUR laquelle la correspon- dances circulant en franchise doit être présentée.	ARRONDISSEMENT, circonscription ou rattaché dans l'étendue duquel la correspondance valablement contrasignée, circule en franchise
autorisés à contrasigner leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignés dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.		
Contrôleurs généraux et contrôleurs de l'administration de la marine en mission en France.	Administrateurs de l'inscription maritime*.	S. B. *	Toute la Républiq.
	Chefs du service de l'inscription maritime*.	S. B. *	<i>Idem.</i>
	Commandants de la marine*.....	S. B. *	<i>Idem.</i>
	Contrôleurs de l'administration de la ma- rine, chefs du contrôle résidant dans les établissements hors des ports (Indret, Guérigny, Ruelle)*.....	S. B. *	<i>Idem.</i>
	Contrôleurs généraux de l'administration de la marine, chefs du contrôle rési- dant dans les arrondissements mari- times*.....	S. B. *	<i>Idem.</i>
	Directeurs des établissements hors des ports (Indret, Guérigny, Ruelle)*.....	S. B. *	<i>Idem.</i>
	Préfets maritimes*.....	S. B. *	<i>Idem.</i>
Contrôleurs généraux et contrôleurs de l'administration de la marine en mission dans les colonies et pays de protectorat (Indo-Chine, Madagascar, Martinique, Sénégal, Tunisie.)	Contrôleurs généraux de l'administration de la marine, chefs du contrôle résidant dans les arrondissements maritimes*....	S. B. *	<i>Idem.</i>
	Contrôleurs de l'administration de la ma- rine, chefs du contrôle résidant dans les établissements de la marine hors des ports (Indret, Guérigny, Ruelle), les co- lonies et pays de protectorat (Indo-Chine et Tunisie)*.....	S. B. *	<i>Idem.</i>
	Officiers généraux et supérieurs comman- dant une force navale*.....	S. B. *	<i>Idem.</i>
Contrôleurs généraux de l'administration de la marine, chefs du contrôle résidant dans les arrondissements maritimes.	Administrateurs de l'inscription maritime*.	S. B. *	Arr. mar.
	Chefs du service de l'inscription maritime*.	S. B. *	<i>Idem.</i>
	Commandants de la marine*.....	S. B. *	<i>Idem.</i>
	Contrôleurs de l'administration de la ma- rine, chefs du contrôle résidant dans les établissements hors des ports (Indret, Guérigny, Ruelle)*.....	S. B. *	Toute la Républ.
	Contrôleurs généraux de l'administration de la marine, chefs du contrôle résidant dans les arrondissements maritimes*....	S. B. *	<i>Idem.</i>
	Contrôleurs généraux et contrôleurs de l'administration de la marine en mis- sion*.....	S. B. *	<i>Idem.</i>
	Ingénieurs attachés au service de la sur- veillance des travaux confiés à l'indus- trie*.....	S. B. *	Arr. mar.
	Officiers et officiers d'administration d'ar- tillerie coloniale d'attachés à l'inspection des fabrications*.....	S. B. *	<i>Idem.</i>

Le signe * placé à la suite de la désignation du fonctionnaire indique que le contrasignement est réciproque.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORME sous laquelle la correspondance circulant en franchise doit être présentée.	ARRONDISSEMENT, circonscription ou ressort dans l'étendue duquel la correspondance, valablement contrainte, circule en franchise.
autorisés à contraindre leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignées dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.		
Contrôleurs de l'administration de la marine, chefs du contrôle résidant dans les établissements hors des ports (Indret, Guérogny, Ruelle).	Contrôleurs de l'administration de la marine, chefs du contrôle résidant dans les établissements hors des ports (Indret, Guérogny, Ruelle) *	S. B. *	Toute la République.
	Contrôleurs généraux de l'administration de la marine, chefs du contrôle résidant dans les arrondissements maritimes *	S. B. *	Idem.
	Contrôleurs généraux et contrôleurs de l'administration de la marine en mission *	S. B. *	Idem.
	Ingénieurs attachés au service de la surveillance des travaux confiés à l'industrie *	S. B. *	Idem.
Contrôleurs de l'administration de la marine, chefs du contrôle résidant dans les établissements hors des ports (Indret, Guérogny, Ruelle), les colonies et pays de protectorat et les colonies Tunisie et Indo-Chine.)	Contrôleurs généraux de l'administration de la marine, chefs du contrôle résidant dans les arrondissements maritimes *	S. B. *	Idem.
	Contrôleurs de l'administration de la marine, chefs du contrôle résidant dans les établissements hors des ports (Indret, Guérogny, Ruelle), les colonies et pays de protectorat *	S. B. *	Idem.
	Contrôleurs généraux et contrôleurs de l'administration de la marine en mission dans les colonies et pays de protectorat *	S. B. *	"
	Officiers généraux et supérieurs commandant une force navale *	S. B. *	"
Officiers généraux et supérieurs commandant une force navale.	Contrôleurs de l'administration de la marine, chefs du contrôle résidant dans les colonies et pays de protectorat (Indo-Chine et Tunisie) *	S. B. *	"
	Contrôleurs généraux et contrôleurs de l'administration de la marine en mission dans les colonies et pays de protectorat (Indo-Chine, Madagascar, Martinique, Sénégal, Tunisie) *	S. B. *	"
	Contrôleurs généraux de l'administration de la marine, chefs du contrôle résidant dans les arrondissements maritimes *	L. F.	Toute la République.
	Contrôleurs généraux et contrôleurs de l'administration de la marine en mission dans les colonies et pays de protectorat *	L. F.	Idem.
Ministre de la marine.	Contrôleurs généraux et contrôleurs de la marine en mission en France *	L. F.	Idem.
	Contrôleurs de l'administration de la marine, chefs du contrôle résidant dans les établissements hors des ports (Indret, Guérogny, Ruelle), les colonies et les pays de protectorat (Indo-Chine, Tunisie) *	L. F.	Idem.

Le signe * placé à la suite de la désignation du fonctionnaire indique que le contrainte est réciproque.

N° 44696. — DÉCRET relatif à l'honorariat des Huissiers.

Du 15 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu les articles 70 et 96 de la loi du 27 ventôse an VIII;

Vu le décret du 14 juin 1813;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le titre d'huissier honoraire pourra être conféré par décret du Président de la République, sur la proposition de la chambre de discipline et sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, aux huissiers qui auront exercé leurs fonctions pendant vingt années consécutives.

2. Les huissiers honoraires conserveront leur titre, auront le droit de porter le costume de leurs anciennes fonctions et d'assister aux cérémonies publiques avec la compagnie dont ils font partie.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Mai 1904.

Signé: ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé: E. VALLÉ.

N° 44697. — DÉCRET relatif à l'honorariat des Commissaires-priseurs.

Du 15 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu la loi du 27 ventôse an IX et l'arrêté du 29 germinal an IX;

Vu la loi du 28 avril 1816 et l'ordonnance du 26 juin 1816;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le titre de commissaire-priseur honoraire pourra être conféré, par décret du Président de la République, sur la proposition

du procureur général et sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, aux commissaires-priseurs qui auront exercé leurs fonctions pendant vingt années consécutives.

2. A Paris, la proposition sera faite par la chambre de discipline.

3. Les commissaires-priseurs honoraires conserveront leur titre, auront le droit de porter le costume de leurs anciennes fonctions, et d'assister aux cérémonies publiques avec la compagnie dont ils font partie.

4. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

N° 14698. — DÉCRET portant ouverture au Ministre des finances d'un Crédit supplémentaire pour l'inscription des Pensions civiles de veuves ou d'orphelins résultant de décès survenus pendant l'année 1900.

Du 17 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 21 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles;

Vu l'article 51 de la loi du 26 janvier 1892, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1892;

Vu le règlement d'administration publique du 8 août 1892⁽¹⁾;

Vu l'état des extinctions des pensions civiles survenues au cours des exercices 1899 et antérieurs, révélées depuis le 1^{er} janvier 1904, état arrêté par le ministre des finances, à la date du 1^{er} mars 1904, à la somme de onze mille soixante-quatorze francs;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un crédit supplémentaire de trois mille francs (3,000^f) est ouvert sur le produit des extinctions survenues au cours des années 1899 et antérieures, et révélées depuis le 1^{er} janvier 1904, pour

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 1498, n° 25406.

l'inscription sur l'exercice courant, des pensions civiles de veuves et des secours aux orphelins régis par la loi du 9 juin 1853, et résultant de décès survenus du 1^{er} janvier au 31 décembre 1900.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44699. — DÉCRET qui modifie la limite de la zone unique de servitudes de la place de Sidi-bel-Abbès.

Du 17 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée sur le tracé b 1, b 2, b 3, b 4, b 5, b 6, b 7, b 8, b 9, figuré par un liséré jaune sur le plan, la limite de la zone unique de servitudes de la place de Sidi-bel-Abbès; les constructions seront libres sur les terrains ainsi distraits de la zone des servitudes.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780 et Bull. 105, n° 882.

N° 44700. — *DÉCRET rendant applicable en Algérie les dispositions du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du 21 mars 1848 sur le marchandage.*

Du 22 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 9 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu le décret du 2 mars 1848 ⁽¹⁾ et l'arrêté du 21 mars 1848 sur le marchandage;

Vu le décret du 23 août 1898 ⁽²⁾ sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu l'avis du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 7 janvier 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 2 du décret du 2 mars 1848 est déclaré applicable à l'Algérie.

2. Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de cinquante à cent francs (50^f à 100^f) pour la première fois, de cent à deux cents francs (100^f à 200^f) en cas de récidive, et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller d'un à six mois.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française* ainsi qu'au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 22 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 4, n° 56.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2018, n° 35368.

N° 44701. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'exécution d'un Monument destiné à la ville de Tarbes.*

Du 22 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu la déclaration du trésorier-payeur général des Hautes-Pyrénées, constatant qu'il a été versé, le 25 février 1904, une somme de cinq mille francs, représentant la part contributive de la ville de Tarbes dans le prix d'exécution d'un monument « 1792 » destiné à cette ville (deuxième annuité);

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 16 mai 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (*Service des beaux-arts*), sur l'exercice 1904, chapitre xxii : *Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements*, un crédit de cinq mille francs (5,000^f), applicable à l'exécution d'un monument « 1792 » destiné à la ville de Tarbes.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIK.

N° 44702. — *DÉCRET qui exempte de la Taxe annuelle d'accroissement deux Inscriptions de rente 3 p. 0/0 sur l'État français possédées par la Congrégation des Petites Sœurs de Saint-François d'Assise, d'Angers.*

Du 22 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu le décret du 16 juillet 1875, qui a reconnu les Petites Sœurs de Saint-François d'Assise, à Angers;

Vu l'avis du préfet de Maine-et-Loire, en date du 16 février 1904;

Vu le décret du 29 novembre 1900, qui a exempté de la taxe annuelle d'accroissement les meubles et les immeubles appartenant à ladite congrégation;

Vu l'article 3 de la loi du 16 avril 1895;

Les sections réunies des finances, de la guerre, de la marine et des colonies, et de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendues,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les inscriptions de rente trois pour cent (3 p. o/o) sur l'État français de mille francs (1,000^f) et de soixante-deux francs (62^f) (n° 431507 et 510803, série I) possédées par la Congrégation des Petites Sœurs de Saint-François d'Assise, d'Angers, sont exemptées de la taxe annuelle d'accroissement, édictée par la loi du 16 avril 1895.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

ÉTAT des biens possédés par la Congrégation de Sœurs de Saint-François d'Assise pour lesquels l'exemption des taxes d'accroissement est accordée.

NOMBRES d'ordre.	DÉSIGNATION SOMMAIRE DES BIENS.	MEUBLES incorporels.	OBSERVATIONS.
		Valeur ou revenu.	Propositions d'exemption.
1	Inscription nominative de 1,000 francs de rente française 3 p. o/o n° 431507, série 1.	1,000 ^f	Exemption totale.
2	Inscription nominative de 62 francs de rente française 3 p. o/o n° 510803, série 1.	62	Idem.

Vu pour être annexé au décret en date du 22 mai 1904.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44703. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux traitements des Commissaires de police.

Du 26 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu les déclarations dont le détail suit, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours, d'une somme totale de trente mille trois cent cinquante francs.

LIEUX où les versements sont effectués.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	PARTIES PRÉLEVANTES.	OBJET DES VERSEMENTS.	MONTANT des versements.
Paris.....	35,741	25 avril 1904.	La Société des steeple-chases de France.	Contribution aux dépenses occasionnées par le contrôle et la surveillance des opérations du pari mutuel en 1904. (Loi du 2 juin 1891.)	7,500 ^f
Idem.....	35,745	Idem.....	La Société sportive d'encouragement.	Idem.....	8,500
Idem.....	35,747	Idem.....	La Société de sport de France.	Idem.....	1,750
Idem.....	35,739	Idem.....	La Société d'encouragement Jockey-Club.	Idem.....	8,200
Idem.....	35,743	Idem.....	La Société d'encouragement du demi-sang.	Idem.....	4,500
				TOTAL.....	30,350

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, au titre du budget général de l'exercice 1904, première section, chapitre LXIII (*Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacements et autres*), un crédit supplémentaire de trente mille trois cent cinquante francs (30,350^f).

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44704. — *DÉCRET* modifiant le traitement minimum des dames employées et le traitement maximum des expéditionnaires de l'Administration centrale des postes et des télégraphes.

Du 26 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des finances;

Vu l'article 16 de la loi du 30 décembre 1882;

Vu le décret du 29 octobre 1899, portant organisation de l'administration centrale des postes et des télégraphes;

Vu l'article 55 de la loi de finances du 25 février 1901, portant que toute mesure ayant pour effet d'augmenter le nombre ou les traitements des fonctionnaires et agents rémunérés sur le budget de l'Etat doit faire l'objet d'un décret contresigné par le ministre des finances;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. L'article 3 du décret du 29 octobre 1899 est modifié ainsi qu'il suit :

Traitement des dames employées de l'Administration centrale.....	1,100 ^f à 2,200 ^f
Traitement des expéditionnaires de l'Administration centrale.....	1,500 ^f à 3,000 ^f

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44705. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1904 un Crédit non employé en 1903, applicable à l'entretien des Tombes militaires.*

Du 26 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1904;

Vu le décret du 11 mai 1903, portant report au budget du ministère de l'intérieur et des cultes, pour l'exercice 1903, première section, chapitre XIII : *Entretien des tombes militaires*, d'un crédit de mille sept cent treize francs quarante et un centimes;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que sur ce crédit aucune dépense n'a été effectuée au cours de l'exercice 1903;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'intérieur et des cultes, pour l'année 1904, première section, chapitre XIV : *Entretien des tombes militaires*, une somme de mille sept cent treize francs quarante et un centimes (1,713^f 41) applicable à l'entretien des tombes militaires.

2. Pareille somme de mille sept cent treize francs quarante et un centimes (1,713^f 41) est annulée au chapitre XIII de la première section du budget du ministère de l'intérieur et des cultes, pour l'exercice 1903.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er}, au moyen des ressources versées au Trésor, à cet effet, à titre de fonds de concours.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44706. — *Décret qui autorise le département des Basses-Alpes à s'imposer extraordinairement.*

Du 27 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 3 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général des Basses-Alpes, en date du 20 août 1903;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 14 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département des Basses-Alpes est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1905, deux centimes (0^o02) additionnels au principal des quatre contributions directes pour en affecter le produit au paiement des salaires des cantonniers des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé, chaque année, par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44707. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Castillon-de-Gagnières (Gard).*

Du 28 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août de la même année⁽¹⁾;

Vu la délibération du conseil municipal de Castillon-de-Gagnières, en date du 24 mai 1903;

Vu l'avis du conseil général et celui du préfet;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans la commune de Castillon-de-Gagnières (Gard), est fixée ainsi qu'il suit :

A quatre francs (4^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A deux francs (2^f) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 44708. — *DÉCRET qui annule un Crédit non employé en 1903, et qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux de canalisation de Versailles et de Marly.*

Du 29 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 320, n° 2955.

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu l'état ci-annexé, constatant qu'il a été versé en 1902 et 1903, sous les dates et les numéros des récépissés indiqués sur ledit état par divers particuliers et commune, à titre de fonds de concours, pour les travaux à exécuter par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly, diverses sommes employées en partie, laissant des reliquats s'élevant ensemble à seize mille cent francs;

Vu les décrets des 1^{er} octobre 1903 et 29 mars 1904 et le décret de report du 23 juin 1903 qui ont ouvert, à titre de fonds de concours, au budget de 1903 du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre I : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, des crédits s'élevant ensemble à cent trente-neuf mille deux cent soixante francs;

Considérant que sur cette somme de.....	139,260 ^f
il n'a été dépensé en 1903 que.....	123,160
laissant un reliquat de.....	16,100

qu'il y a lieu de reporter au budget de l'exercice 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 24 mai 1904,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le crédit de seize mille cent francs (16,100^f) ouvert à titre de fonds de concours au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le budget de l'exercice 1903, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre I : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, non employé, est et demeure annulé.

2. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1904, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre I : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, un crédit de seize mille cent francs (16,100^f) applicable aux travaux de canalisation pour l'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor, à titre de fonds de concours.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMÉ.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques rattachées primitivement au budget de l'exercice 1903 et reportées au budget de l'exercice 1904.

DÉPAR- TEMENT.	PARTIES versantes.	CHAPITRES et motifs des versements.	Montant des versements.	DATES des versements.	MONTANT du versement
		CHAP. LX. — SERVICE DES EAUX DE VERSAILLES ET DE MARLY.			
Seine- et-Oise.	La Société ano- nyme foncière des coteaux de Saint - Cloud.	Canalisation pour l'eau dans le boulevard Sénard et la partie basse du lotissement des coteaux de Saint-Cloud, à Saint-Cloud.	32754	13 mai 1902, sur un versement de 34,000 francs.	(1) 12,50
	La commune de Fourqueux. [MM. Marat (Charles - Er- nest) et Cham- py.]	Canalisation pour l'eau de la commune de Fourqueux.	37177	17 décembre 1902.	
	Idem.....	Idem.....	37240	19 décembre 1902.	(2) 2,50
	Idem.....	Idem.....	35900	3 juillet 1902.	
	Idem.....	Idem.....	33902	Idem.....	
	Idem.....	Idem.....	33945	7 juillet 1902.	
	Idem.....	Idem.....	Idem.....	Sur un versement de 27,700 francs.	
	M ^{me} d'Épouville ..	Canalisation pour l'eau d'une partie du chemin de la Côte-d'Argent à Ville-d'A- vray.	37218	9 décembre 1903.	0,20
				TOTAL.....	15,20

(1) Décret du 9 octobre 1902 et décret de report du 25 juin 1903. — (2) Décret du 1^{er} octobre 1903. — 1^{er} décret du 29 mars 1904.

N° 44709. — DÉCRET qui autorise divers Fonctionnaires à correspondre en franchise.

Du 1^{er} Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 25 frimaire an VIII (article 13);

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽¹⁾ sur les franchises postales;

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Les fonctionnaires désignés au tableau annexé au présent décret sont autorisés à correspondre en franchise dans la forme et dans les conditions exprimées au même tableau.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

TABLEAU annexé au décret du 1^{er} juin 1904.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORME sous laquelle la correspon- dances circulant en franchise doit être présentée.	ARRONDISSEMENT, circonscription ou ressort dans l'étendue duquel la correspondance valablement contresignée, circule en franchise.
autorisés à contresigner leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignés dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.		
Directeurs des contributions diverses en Algérie.	Chimiste en chef du laboratoire des finances d'Alger *.....	S. B.	Algérie.
Chefs de poste des contributions diverses en Algérie.	Chimiste en chef du laboratoire des finances d'Alger *.....	S. B.	Idem.
Receveurs des contributions diverses, chefs de poste en Algérie.	Chimiste en chef du laboratoire des finances d'Alger *.....	S. B.	Idem.
Chimiste en chef du laboratoire des finances d'Alger.	Directeurs des contributions diverses en Algérie *.....	S. B.	Idem.
	Chefs de poste des contributions diverses en Algérie *.....	S. B.	Idem.
	Receveurs des contributions diverses, chefs de poste en Algérie *.....	S. B.	Idem.

Le signe * placé à la suite de la désignation du fonctionnaire indique que le contresigning est réciproque.

N° 44710. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° Le sieur *Wyse (William)*, né le 11 novembre 1851, à Bonn (Allemagne), naturalisé Français par décret du 8 octobre 1891;

Et le sieur *Wyse (Marie-François-André)*, fils du précédent, né le 20 octobre 1879, à Bourg Saint-Andéol (Ardèche), demeurant tous deux à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Lanzun*, afin de s'appeler légalement, à l'avenir, *Wyse-Lanzun* au lieu de *Wyse*;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 2 Juillet 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 28^e Juillet 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2550.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44711. — *Loi divisant en deux communes le territoire de Bouillargues (Gard).*

Du 7 Janvier 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 17 janvier 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire de Bouillargues (troisième canton de Nîmes, arrondissement de Nîmes, département du Gard) est divisé en deux communes, qui porteront respectivement les noms de *Caissargues* et de *Bouillargues* et dont les chefs-lieux sont fixés aux villages de *Caissargues* et de *Bouillargues*.

La limite entre ces deux communes est déterminée par la ligne teintée en rouge AB et figurée au plan annexé à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent respectivement exister.

3. Les autres conditions de la séparation sont réglées, comme il suit :

Les fonds pouvant exister dans la caisse de Bouillargues, à la date de la promulgation de la présente loi, et qui ne seraient grevés d'aucune affectation spéciale, seront partagés entre les deux communes, à raison du nombre de feux existant dans chacune d'elles.

III^e Série.

41

La commune de Caissargues sera seule chargée du remboursement du reliquat de l'emprunt contracté, en vertu de l'arrêté préfectoral du 10 avril 1885, pour la construction d'une école de garçons. Caissargues.

Ladite commune contribuera, par le versement d'une annuité de quatre cent soixante francs (460^f), au remboursement de l'emprunt contracté en vertu du décret du 30 juillet 1898, et elle participera, proportionnellement au principal de ses quatre contributions directes, aux garanties d'intérêt auxquelles la commune de Bouillargues s'est engagée envers la Compagnie des chemins de fer d'Arles à Nîmes et de Saint-Gilles à Nîmes.

Le surplus du passif communal restera à la charge de Bouillargues.

Les biens appartenant aux indigents de l'ancienne commune de Bouillargues (Gard) seront partagés entre lesdites communes, proportionnellement à leur population municipale, sous réserve des droits que la population de l'une ou de l'autre commune, ou une partie de cette population, tiendrait privativement d'actes de fondations.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 Janvier 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44712. — *Loi érigeant en Municipalité distincte le territoire formé par presqu'île du cap Ferrat, distrait de la commune de Villefranche (Alpes-Maritimes).*

Du 29 Janvier 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 26 Février 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire formé par la presqu'île du cap Ferrat distrait de la commune de Villefranche (canton dudit, arrondissement de Nice, département des Alpes-Maritimes), pour former, à l'avenir, une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au village de Saint-Jean. La nouvelle commune portera le nom de Saint-Jean.

La délimitation de la commune de Saint-Jean et des communes de Villefranche et Beaulieu sera établie d'après la ligne tracée selon liseré rouge figuré au plan annexé à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent reçoivent leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

3. Les autres conditions de la séparation sont réglées comme suit :

1° Les biens indivis immobiliers de la commune de Villefranche consistant en bois, terres, pâturages, etc., seront, si la demande en est faite, soit par Villefranche, soit par Saint-Jean, partagés entre ces deux communes, à raison du nombre de feux existant dans chacune d'elles.

A défaut de partage desdits biens, leurs produits, s'il en existe, seront répartis d'après les mêmes bases, entre lesdites communes;

2° Il en sera de même des rentes sur l'Etat appartenant à Villefranche et des fonds pouvant exister dans la caisse de cette commune, à la date de la promulgation de la présente loi, et qui ne seraient grevés d'aucune affectation spéciale;

3° La commune de Saint-Jean sera seule chargée du remboursement de l'emprunt contracté, en vertu de l'arrêté du 26 juin 1882, pour la construction de sa maison d'école.

Le surplus du passif de Villefranche sera réparti entre cette commune et celle de Saint-Jean, dans la proportion du principal des quatre contributions directes attribuées à chacune d'elles.

4. Les pauvres de la commune de Saint-Jean auront droit, dans l'hospice de Villefranche, à autant de journées que le comporte la part proportionnelle des revenus de l'hospice, déduction faite des frais généraux, ladite part calculée d'après la population municipale respective des deux communes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des Cultes.

Signé : E. COMES.

N° 44713. — LOI érigeant en Municipalité distincte le territoire de la section de Murois, distrait de la commune de Lacroix (Aveyron).

Du 29 Février 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 29 février 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1°. Le territoire de la section de Murois (section FGH du XII^e Série.

plan cadastral de la commune de Lacroix, annexé à la présente loi) est distrait du territoire communal de Lacroix (canton de Mur-de-Barrez, arrondissement d'Espalion, département de l'Aveyron) et formera à l'avenir, sous la dénomination de *Murols*, une commune distincte dont le chef-lieu sera fixé à Murols.

Ces dispositions recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

2. La commune de Lacroix restera seule chargée du remboursement du passif communal.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44714. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour études et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 18 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 49 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1904, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des avances que ces compagnies mettent à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant ni les dépenses résultant de la loi du 14 juin 1897, le maximum de soixante-sept millions de francs;

Vu le décret n° 9, du 22 janvier 1904, qui a ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées aux dites lois du 20 novembre 1883, un crédit additionnel montant à six cent soixante-quinze mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé n° 31332 du receveur central des finances du départe-

(1) 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ment de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 30 janvier 1904, par la Compagnie des chemins de fer du Midi, une somme de six cent vingt-cinq mille francs, pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1904, deuxième section, chapitre LXVIII bis : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer, en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la Compagnie des chemins de fer du Midi, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de six cent vingt-cinq mille francs (625,000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte « Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883 ».

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET,

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOUX.

N° 44715. — DÉCRET ajoutant à la liste des *Ordonnateurs secondaires en Algérie les Ingénieurs en chef des ponts et chaussées et des mines chargés de travaux à la charge du budget métropolitain.*

Du 3 Mars 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 19 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 16 janvier 1902 ⁽¹⁾ sur le régime financier en Algérie et notamment les articles 3 et 4 ainsi conçus :

« ART. 3. Les dépenses acquittées en Algérie à la charge de l'État sont :

.....

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 2340, n° 41341.

« Et généralement toutes les dépenses qui sont mises à la charge de l'État par les lois de finances ou par des lois spéciales.

ART. 4. Sont ordonnateurs secondaires en Algérie :

« Les directeurs divisionnaires des divers services du ministère de la guerre;

« L'officier du commissariat de la marine, chef du service administratif, pour les dépenses de la marine;

« Les directeurs des contributions diverses, en ce qui concerne les dépenses des services des poudres et des manufactures de l'État. »

Vu le décret du 29 décembre 1898, désignant les ingénieurs en chef des ponts et chaussées et des mines comme administrateurs secondaires du département des travaux publics;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, qui a ouvert au ministre des travaux publics, sur le chapitre LXXI du budget de l'exercice 1904, un crédit de deux cent mille francs pour les études et travaux du chemin de fer d'Aïn-Sefra vers Igli;

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, du ministre des travaux publics et du ministre des finances.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est complété ainsi qu'il suit l'article 4 du décret du 16 janvier 1902 sur l'organisation financière en Algérie :

ART. 4. Sont ordonnateurs secondaires en Algérie :

« Les ingénieurs en chef des ponts et chaussées et des mines chargés des travaux à la charge du budget métropolitain. »

2. Le ministre des travaux publics, le ministre des finances et le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur
et des cultes,

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre
des travaux publics,
Signé : E. MARÉJOL.

Signé : E. COMBES.

N° 44736. — *Décret qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicables aux Fortifications.*

Du 5 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904, et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics et au ministère de la guerre pour ledit exercice ;

Vu l'article 2 de la loi du 27 juin 1903, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à mettre à la disposition du ministre de la guerre, pour travaux militaires, une somme d'un million de francs sur les ressources à affecter à la construction du chemin de fer de Baroncourt à Audun-le-Roman ;

Vu la dépêche du ministre de la guerre, en date du 23 juillet 1903, faisant connaître que la somme d'un million devra être répartie entre les exercices 1903 et 1904 de la manière suivante :

Exercice 1903.....	500,000'
Exercice 1904.....	500,000
ENSEMBLE.....	<u>1,000,000</u>

Vu les décrets n° 309 et 310 du 25 septembre 1903, par lesquels : 1° une somme de cinq cent mille francs a été annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1903, deuxième section, chapitre LXVI : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat* ; 2° un crédit additionnel d'égale importance a été ouvert au budget ordinaire du ministère de la guerre, même exercice, troisième section, dépenses extraordinaires, chapitre XLVII : *Fortifications — Défenses de terre* ;

Vu le décret en date de ce jour, portant annulation au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1903, deuxième section, chapitre LXVI : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*, d'une somme de cinq cent mille francs sur les crédits ouverts pour l'emploi de fonds de concours et applicables aux travaux d'établissement du chemin de fer de Brie à Hussigny et à Villerupt et de l'embranchement de Baroncourt à Audun-le-Roman ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget ordinaire du ministère de la guerre, exercice 1904, troisième section (*Dépenses extraordinaires*), chapitre XC : *Fortifications*, un crédit additionnel de la somme de cinq cent mille francs (500,000'), provenant de fonds de concours versés par divers intéressés pour la construction du chemin de fer de Baroncourt à Audun-le-Roman.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1865, n° 10527.

3. Le ministre des travaux publics, le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : E. MARUJOUX.

N° 44717. — DÉCRET relatif à la Correspondance télégraphique privée dans le régime intérieur.

Du 29 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 29 novembre 1850, 28 mai 1853, 9 décembre 1875, 21 mars 1878 et notamment l'article 2 de la loi du 21 mars 1878, ainsi conçu :

« Les taxes sous-marines, sémaphoriques et urbaines, et généralement toutes les taxes accessoires, ainsi que les mesures propres à mettre les règles du service télégraphique intérieur en harmonie avec celles du service international pourront être fixées par décrets; néanmoins, celles de ces dispositions qui pourront affecter les recettes de l'État devront être soumises à l'approbation des Chambres dans la prochaine loi de finances »;

Vu les décrets des 12 janvier 1894⁽¹⁾, 17 août⁽²⁾, 11 octobre et 19 novembre 1895⁽³⁾ et 28 juin 1897⁽⁴⁾;

Vu la convention télégraphique internationale arrêtée à Saint-Petersbourg le 22 juillet 1875 et révisée à Londres le 10 juillet 1903;

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE I^{er}.

OUVERTURE DES BUREAUX TÉLÉGRAPHIQUES.

ART. 1^{er}. Les bureaux télégraphiques gérés par l'administration des postes et des télégraphes sont ouverts au public comme il suit :

1° Les bureaux dits « permanents », à toute heure de jour et nuit;

2° Les bureaux dits « de demi-nuit », de sept heures du matin en été, et huit heures, en hiver, à onze heures du soir ou minuit :

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1612, n° 27636.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1718, n° 29862.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1747, n° 30413.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1876, n° 32922.

3° Les bureaux dits « complets », de sept heures du matin, en été, et huit heures, en hiver, à neuf heures du soir;

4° Les bureaux dits « limités », à des heures déterminées, entre sept heures du matin, en été, huit heures, en hiver, et neuf heures du soir, sous la condition que les vacations n'ont pas une durée moindre de neuf heures, les jours ouvrables, et de quatre heures, les dimanches et jours fériés légaux.

2. La période d'été commence le 1^{er} mars et finit le 31 octobre; la période d'hiver commence le 1^{er} novembre et finit le dernier jour de février.

3. Des arrêtés ministériels opèrent le classement des bureaux entre les diverses catégories décrites à l'article 1^{er}. Les heures d'ouverture et de clôture sont affichées à la porte de chaque bureau.

4. Les bureaux télégraphiques établis dans les maisons éclusières des voies navigables ou dans les sémaphores, ainsi que ceux établis dans les gares de chemins de fer ou dans les locaux appartenant à des communes, à des compagnies ou sociétés, ou à des particuliers, et qui participent au service de la correspondance privée, sont soumis, en ce qui concerne les heures d'ouverture, à des règles spéciales concertées entre l'administration des postes et des télégraphes et les administrations, les compagnies ou les particuliers dont relèvent les gérants de ces bureaux.

CHAPITRE II.

DÉPÔT DES TÉLÉGRAMMES.

5. Les télégrammes privés à transmettre sont remis au bureau télégraphique.

6. Toutefois l'expéditeur peut être admis à les transmettre par télégraphe ou par téléphone au bureau de départ. Dans ce cas, une provision destinée à garantir le paiement des taxes à percevoir doit être préalablement constituée entre les mains du receveur du bureau de départ.

CHAPITRE III.

RÉDACTION DES TÉLÉGRAMMES.

7. Les diverses parties dont se compose un télégramme sont libellées dans l'ordre suivant :

1° Indications éventuelles;

2° Adresse;

3° Texte;

4° Signature.

8. Un télégramme n'est accepté que s'il est écrit lisiblement en caractères qui aient leur équivalent dans le tableau des signaux télé-

graphiques usités en France (tableau n° 1), si tout interligne, renvoi, rature ou surcharge est approuvé par l'expéditeur du télégramme ou par son représentant, et s'il est rédigé suivant les règles établies par le présent décret.

CHAPITRE IV.

INDICATIONS ÉVENTUELLES.

9. Les indications éventuelles caractérisent les télégrammes spéciaux; elles sont relatives au mode de remise, à la réponse payée, à l'accusé de réception, au collationnement, aux télégrammes à faire suivre et aux télégrammes multiples.

10. Ces indications peuvent être écrites sous la forme abrégée admise pour les indications de service (tableau n° 2). Lorsqu'elles sont exprimées en langage ordinaire, elles sont écrites en français.

CHAPITRE V.

ADRESSE.

11. Toute adresse comprend au moins deux mots : le premier désigne le destinataire et le second, le bureau télégraphique de destination. Le nom de ce bureau est écrit tel qu'il figure dans la nomenclature des bureaux télégraphiques.

12. L'adresse comprend toutes les indications nécessaires pour que la remise au destinataire ait lieu sans recherches ni demandes de renseignements. Ces indications sont écrites en français.

13. L'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance ou de l'incorrection de l'adresse.

14. Toute personne peut demander l'enregistrement à un bureau d'une ou de plusieurs adresses convenues ou abrégées.

Cet enregistrement est subordonné à l'acceptation par le receveur de l'adresse proposée et au versement d'une taxe d'abonnement qui est fixée à quarante francs (40^f) par an, courant du 1^{er} janvier, ou à vingt francs (20^f) par semestre indivisible, courant du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet, ou à cinq francs (5^f) pour un mois.

L'abonnement est dû pour chaque adresse convenue ou abrégée déclarée par la même personne.

15. Un destinataire peut demander que ses télégrammes lui soient portés à un domicile autre que celui indiqué par l'expéditeur, ou remis à des domiciles différents, selon le jour ou l'heure de la journée.

Il est perçu pour chaque déclaration de ce genre : 1^o la même taxe que pour l'enregistrement d'une adresse convenue ou abrégée, et 2^o en outre, autant de demi-taxes que le déclarant indique de domiciles moins un.

Lorsqu'un télégramme est adressé à un tiers chez une autre personne, la désignation de cette personne doit être précédée de l'une des mentions « chez », « aux soins de » ou de toute autre équivalente.

CHAPITRE VI.

TEXTE.

16. Le texte des télégrammes peut être rédigé en langage clair ou en langage secret; ou partie en langage clair et partie en langage secret.

Les télégrammes sans texte sont admis; toutefois, un télégramme formé exclusivement d'un ou de plusieurs signes de ponctuation n'est pas admis.

17. Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans l'un ou dans plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale (tableau n° 3), ou dans l'un des idiomes basque, breton, gascon ou provençal.

18. On entend par télégramme en langage clair ceux dont le texte est entièrement rédigé en langage clair. Toutefois la présence de marques de commerce, de lettres ou groupes de lettres représentant les signaux du code international employés dans les télégrammes sémaphoriques, d'expressions abrégées d'un usage courant dans la correspondance usuelle ou commerciale, comme *job*, *sif*, *caf*, *s. v. p.*, ou toute autre analogue, dont l'appréciation appartient à l'administration des postes et des télégraphes, ne change pas le caractère d'un télégramme en langage clair.

19. Le langage secret comprend le langage convenu et le langage chiffré.

20. Le langage convenu se compose de mots qui, tout en présentant chacun un sens intrinsèque, ne forment pas de phrases ayant un sens apparent intelligible. Ces mots ne peuvent contenir, au maximum, que dix caractères selon l'alphabet Morse, et doivent être empruntés à une ou plusieurs des langues allemande, anglaise, espagnole, française, hollandaise, italienne, portugaise et latine.

21. Le langage chiffré se compose soit de chiffres arabes, de groupes ou de séries de chiffres arabes ayant une signification secrète; soit de lettres, de groupes ou de séries de lettres ayant une signification secrète; soit encore de mots, noms, expressions; ou réunions de lettres ne remplissant pas les conditions du langage clair ou du langage convenu.

22. Le mélange, dans le texte d'un même télégramme, de chiffres et de lettres ayant une signification secrète n'est pas admis.

23. Le bureau d'origine peut exiger la traduction en langage clair

des mots écrits en langage secret et la production du vocabulaire qui a servi à libeller le télégramme.

CHAPITRE VII.

SIGNATURE.

24. La signature n'est pas obligatoire; elle peut être convenue ou abrégée.

25. L'expéditeur est tenu d'établir son identité, lorsqu'il en est requis par le préposé du télégraphe.

26. L'identité d'un expéditeur qui n'est pas connu du receveur d'un bureau est établie : par l'attestation de deux témoins connus, ou par la production d'un livret d'identité ou de toute autre pièce jugée suffisante par le receveur.

27. L'expéditeur a la faculté de comprendre dans son télégramme la légalisation, ou la certification matérielle de sa signature. Cette légalisation ou cette certification matérielle entre dans le compte des mots taxés.

CHAPITRE VIII.

TÉLÉGRAMMES ANNULATIFS, RECTIFICATIFS ET COMPLÉTIFS.

28. Tout expéditeur peut, en justifiant de sa qualité, annuler le télégramme déposé par lui, faire annuler ou arrêter, s'il en est encore temps, la transmission du télégramme qu'il a déposé.

29. Lorsque la transmission n'a pas été commencée, la taxe est remboursée à l'expéditeur, sous déduction d'un droit de vingt-cinq centimes (0^e 25).

30. Si le télégramme a été transmis par le bureau d'origine, l'expéditeur ne peut en demander l'annulation que par un avis de service taxé, émis dans les conditions prévues à l'article 31.

31. L'expéditeur et le destinataire de tout télégramme transmis, ou en cours de transmission, peuvent, pendant la durée de conservation des archives, et après avoir préalablement justifié, s'il est nécessaire, de leur qualité et de leur identité, faire demander des renseignements, ou donner des instructions par la voie télégraphique au sujet de ce télégramme.

Ils peuvent aussi, en vue d'une rectification, faire répéter, intégralement ou partiellement, par le bureau de destination, ou par le bureau d'origine, un télégramme qu'ils ont expédié ou reçu. Lorsque la répétition concerne un télégramme parvenu au bureau d'origine par la voie téléphonique, ce bureau demande, au préalable, à l'expéditeur la répétition des mots en litige, et donne cette répétition, en tenant compte des corrections effectuées par l'expéditeur; mais ce

dernier ne peut prétendre au remboursement de taxes, prévu par l'article 109, paragraphe 4°, en ce qui concerne les mots du texte primitif qu'il a modifiés lui-même.

32. Les télégrammes rectificatifs, complétifs ou annulatifs, et toutes les autres communications relatives à des télégrammes déjà transmis ou en cours de transmission, lorsqu'ils sont adressés à un bureau télégraphique, doivent être échangés exclusivement entre les bureaux, sous forme d'avis de service taxés d'après le tarif ordinaire, au compte du demandeur (expéditeur ou destinataire, suivant le cas).

33. L'expéditeur est informé, par la voie télégraphique, du résultat de sa demande, si l'avis de service comporte une réponse payée; sinon, il est avisé gratuitement par la voie postale. Exceptionnellement, les avis de service taxés envoyés par la voie télégraphique, en vue de faire répéter partiellement ou intégralement un télégramme supposé erroné, impliquent obligatoirement une réponse télégraphique aux frais du demandeur, sans qu'il y ait lieu de faire figurer, sur l'avis de service, l'indication relative à la réponse payée.

34. Les diverses communications dont il est question aux articles 31 et 32 peuvent se faire par la voie postale. Elles sont échangées exclusivement entre les bureaux télégraphiques, aux frais du demandeur, qui doit, en outre, acquitter les frais de réponse postale lorsqu'il en demande une.

35. Les bureaux ne donnent pas suite aux demandes de rectification ou d'annulation qui, au lieu d'être échangées de bureau à bureau, dans la forme prévue aux articles 30 à 34 ci-dessus, leur sont adressées directement par les expéditeurs ou destinataires.

CHAPITRE IX.

COMPTE DES MOTS.

36. Tout ce que l'expéditeur écrit sur la minute de son télégramme pour être transmis est compris dans le nombre de mots et entre dans le calcul de la taxe.

37. Les mots, nombres ou signes, ajoutés par le bureau expéditeur dans l'intérêt du service, ne sont pas taxés.

Les tirets qui ne servent qu'à séparer, sur la minute, les différents mots ou groupes d'un télégramme, ne sont ni taxés, ni transmis.

Les signes de ponctuation, apostrophes, traits d'union ne sont pas taxés; ils ne sont transmis que sur la demande formelle de l'expéditeur.

38. Dans le langage clair, les mots simples ou composés en usage

dans la langue française, les noms propres de lieux, de pays, de circonscriptions administratives, de bureaux télégraphiques, de voies publiques, et les numéros des habitations, si les expressions employées reproduisent exactement les dénominations officielles, comptent pour un mot.

Les altérations ou réunions de mots contraires à l'usage de la langue ne sont pas admises; toutefois, les noms patronymiques, appartenant à une seule et même personne, les noms des navires, les nombres écrits en toutes lettres, lorsqu'ils sont écrits en un seul mot, sans apostrophe ni trait d'union, comptent pour autant de mots que ces expressions contiennent de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent.

Chaque mot appartenant à une langue étrangère compte pour autant de mots qu'il contient de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent.

39. Dans les télégrammes en langage secret convenu, tout mot convenu écrit dans les conditions fixées à l'article 20 compte pour un mot.

40. Toute indication éventuelle écrite sous la forme abrégée admise par le présent décret, le souligné, la parenthèse (les deux signes servant à la former), les guillemets (signes distinctifs placés à la tête et à la fin d'un même paragraphe), et tout caractère isolé, lettre ou chiffre, comptent pour un mot.

41. Les groupes de chiffres comptent pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq caractères, plus un mot pour l'excédent. Les points, les virgules, les barres de division et les traits qui entrent dans la formation des groupes comptent chacun pour un chiffre. Les signes de ponctuation qui, au lieu d'être employés isolément, sont répétés à la suite les uns des autres, sont taxés comme des groupes de chiffres.

42. Les groupes de lettres ayant une signification secrète ou les groupes de lettres employés, soit comme marques de commerce, soit dans les télégrammes sémaphoriques, comptent comme les groupes de chiffres. Il en est de même des groupes de lettres constituant des expressions abrégées d'usage courant admises conformément aux dispositions de l'article 18.

43. Les lettres ajoutées aux chiffres pour désigner les nombres ordinaires comptent chacune pour un chiffre.

44. Les mots en langage clair insérés dans le texte d'un télégramme mixte, c'est-à-dire composé de mots en langage clair et de mots en langage convenu, sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de dix caractères, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de dix caractères.

Si ce télégramme mixte comprend, en outre, un texte en langage

chiffre, les passages en langage chiffré sont comptés conformément aux prescriptions des articles 41 ou 42, suivant le cas.

Si un télégramme ne comprend que du langage clair et du langage chiffré, ou seulement du langage convenu et du langage chiffré, les passages en langage clair sont comptés suivant les règles applicables au langage clair (art. 38), les parties en langage convenu, suivant les règles applicables au langage convenu (art. 39) et les parties en langage chiffré, d'après les règles applicables au langage chiffré (art. 41 et 42).

CHAPITRE X.

PERCEPTION DES TAXES.

45. La taxe est perçue au départ, sauf celle des télégrammes émanant d'un bâtiment en mer (art. 46), des télégrammes réponses (art. 54), des télégrammes à faire suivre (art. 65 et suivants), et des télégrammes à remettre par expès, sur la demande du destinataire (art. 99 et 102).

46. La taxe des télégrammes émanant d'un bâtiment en mer est perçue sur le destinataire.

47. Tout expéditeur a le droit de demander un récépissé de dépôt, avec la mention de la taxe perçue, contre paiement d'un droit fixe de dix centimes (0^e 10) par télégramme ou par série de télégrammes déposés simultanément sous bordereau par lui. Dans ce dernier cas, il n'est délivré qu'un seul récépissé.

48. Lorsqu'il doit y avoir perception à l'arrivée, le télégramme n'est délivré au destinataire que contre paiement de la taxe due.

49. Les taxes perçues en moins par erreur, et les taxes non recouvrées sur le destinataire, sont perçues sur l'expéditeur, sauf les exceptions prévues aux articles 69 et 102.

CHAPITRE XI.

TÉLÉGRAMME AVEC RÉPONSE PAYÉE.

50. Tout expéditeur peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant; dans ce cas, il inscrit, avant l'adresse, l'une des indications éventuelles, soit « Réponse payée », ou =RP=, soit « Réponse payée x... » ou =RP x=. Cette indication est taxée.

51. Si l'expéditeur inscrit sur la minute l'indication éventuelle « Réponse payée » ou =RP=, le préposé perçoit pour la réponse la taxe d'un télégramme ordinaire de dix mots.

52. Si l'expéditeur complète l'indication éventuelle par la mention du nombre de mots payés pour la réponse, il acquitte la taxe correspondante, qui ne peut être inférieure à celle d'un télégramme ordinaire de dix mots.

53. Le bureau d'arrivée remet au destinataire un bon de réponse valable pendant le délai de quarante-deux jours qui suit la date de son émission, pour expédier gratuitement, et dans les limites de la taxe payée d'avance, un télégramme à une destination quelconque.

54. Si la valeur du bon est inférieure à la taxe du télégramme qu'il sert à affranchir, le détenteur du bon verse le complément. Cependant, lorsque la réponse est adressée à l'expéditeur du premier télégramme, le complément peut être perçu sur cet expéditeur : dans ce cas, le préposé inscrit, en tête de l'adresse du télégramme réponse, l'indication éventuelle = P C V 0,00 = (somme à recouvrer en francs et centimes). Cette indication entre dans le compte des mots taxés.

55. Si la valeur du bon excède la taxe du télégramme qu'il sert à affranchir, la différence en est remboursée à l'expéditeur, si cette différence est au moins égale à la somme de cinquante centimes (0^f 50), et si la demande en est faite avant l'expiration du délai de trois mois, à partir de la date d'émission du bon.

56. Lorsque le destinataire a refusé le bon de réponse, celui-ci est conservé par le bureau destinataire jusqu'à l'expiration du délai de quarante-deux jours. Passé ce délai, il est remboursé à l'expéditeur.

57. Si le destinataire n'a pas fait usage du bon, pour une cause quelconque, le montant en est remboursé à l'expéditeur dans les conditions fixées à l'article 109 (5°).

CHAPITRE XII.

TÉLEGRAMMES COLLATIONNÉS.

58. L'expéditeur d'un télégramme a la faculté d'en demander le collationnement. Dans ce cas, il inscrit, avant l'adresse, l'indication éventuelle « collationnement » ou = T C =, qui est taxée.

59. Le collationnement consiste dans la répétition intégrale du télégramme de bureau à bureau.

60. La taxe du collationnement est égale au quart de celle d'un télégramme ordinaire d'un même nombre de mots.

CHAPITRE XIII.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION.

61. L'expéditeur d'un télégramme peut demander que l'indication de la date et de l'heure auxquelles son télégramme sera remis à son correspondant lui soit notifiée, par télégramme ou par poste, aussitôt après la remise. Il inscrit alors, avant l'adresse, soit l'indication

éventuelle « Accusé réception » ou = PC =, soit l'indication éventuelle « Accusé de réception postal » ou = PCP =.

62. La taxe de l'accusé de réception télégraphique est égale à celle d'un télégramme ordinaire de dix mots.

63. La taxe de l'accusé de réception postal est fixée à dix centimes (0'10).

64. En cas de non-remise d'un télégramme avec accusé de réception, l'envoi de cet accusé de réception est ajourné pendant six semaines, à moins que dans l'intervalle, la remise du télégramme ne soit devenue possible.

Si le télégramme n'a pu être remis à l'expiration de ce délai, la taxe de l'accusé de réception est remboursée à l'expéditeur, dans les conditions fixées à l'article 109.

CHAPITRE XIV.

TÉLÉGRAMMES À FAIRE SUIVRE OU À RÉEXPÉDIER.

65. Tout expéditeur d'un télégramme peut demander que le bureau d'arrivée fasse suivre ce télégramme. Il inscrit, dans ce cas, en tête de l'adresse, l'indication éventuelle taxée « Faire suivre » ou = FS =.

66. L'expéditeur, en inscrivant cette indication, s'engage à payer les taxes de réexpédition qui resteraient dues par suite de cette opération. Un versement d'arrhes peut être exigé.

67. Ces taxes sont calculées d'après le nombre de mots transmis; chaque réexpédition à une nouvelle adresse est considérée comme un nouveau télégramme. Chaque nouvelle adresse est inscrite sur le télégramme à la suite de la précédente; toutefois, les indications de remise à domicile s'appliquant aux acheminements déjà effectués sont supprimées, et l'on maintient seulement, à la suite de l'indication « Faire suivre » ou = FS =, le nom des destinations par lesquelles le télégramme a déjà transité.

68. Le destinataire d'un télégramme ou son représentant peut demander que ce télégramme lui soit réexpédié à des adresses ou à des destinations successives. Il doit en faire la demande par écrit. Le télégramme reçoit alors, en tête de l'adresse, l'indication éventuelle « Réexpédié de... » qui est taxée.

69. Par cette demande, le destinataire ou son représentant s'engage à payer les taxes afférentes aux réexpéditions successives. Un versement d'arrhes peut être exigé. En cas de non-recouvrement, ces taxes ne peuvent être perçues sur l'expéditeur.

70. Les frais de réexpédition peuvent être perçus sur l'expéditeur, lorsque le télégramme ne sort pas du territoire français. Si l'expéditeur veut user de cette faculté, il inscrit, en tête de l'adresse, l'indi-

cation éventuelle « Faire suivre archives » ou « FSA », qui est taxée, et dépose la somme qui lui est réclamée par le préposé.

71. La personne qui demande au bureau d'arrivée de réexpédier un télégramme a la faculté d'acquitter elle-même la taxe de réexpédition, pourvu qu'il s'agisse de diriger le télégramme sur une seule localité, sans indication de transmissions successives à d'autres localités.

72. Lorsque la réexpédition d'un télégramme avec réponse payée est demandée et que, du fait de cette réexpédition, la valeur du bon à délivrer ne correspondrait plus à la somme versée au départ, le bureau qui fait suivre indique au bureau d'arrivée le montant de la somme versée par l'expéditeur. Un bon d'égale valeur est délivré au destinataire par le bureau qui effectue la remise du télégramme.

73. Lorsque la réexpédition d'un télégramme avec accusé de réception est demandée, et qu'elle entraîne une modification de la taxe afférente à l'accusé de réception, il est tenu compte de cette modification dans l'indication des taxes à percevoir du fait de la réexpédition du télégramme.

74. Si, au domicile du destinataire d'un télégramme ne portant pas la mention « Faire suivre » ou « FS », on indique une nouvelle adresse de ce destinataire, sans donner l'ordre de faire suivre par la voie télégraphique, le télégramme est envoyé, sans frais, à cette nouvelle adresse par la voie postale.

CHAPITRE XV.

TELEGRAMMES MULTIPLES.

75. Un télégramme, dit *télégramme multiple*, peut être adressé soit à plusieurs destinataires dans une même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique; soit à un même destinataire à plusieurs domiciles dans la même localité, avec ou sans réexpédition par poste ou par exprès.

L'expéditeur doit inscrire, en tête de l'adresse, l'indication éventuelle « 2 adresses » ou « TM », qui entre dans le nombre des mots taxés.

76. Les indications éventuelles que peut comporter un télégramme multiple sont placées devant chacune des adresses qu'elles concernent. Si l'indication éventuelle s'applique nécessairement à l'ensemble du télégramme, elle n'est inscrite qu'une fois et avant la première adresse.

77. Les télégrammes multiples sont passibles, indépendamment des taxes accessoires éventuelles :

1° D'une taxe calculée sur le nombre total des mots à transmettre, comme s'il s'agissait d'un télégramme unique;

2° D'un droit de copie de cinquante centimes (0^e 50) par cent mots ou fraction de cent mots; ce droit est répété autant de fois qu'il y a d'adresses, moins une.

78. Chaque copie du télégramme établie par le bureau d'arrivée se porte que l'adresse qui lui est propre; à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire, en inscrivant sur son télégramme, avant l'adresse, l'indication : « Communiquer toutes adresses », qui est taxée.

CHAPITRE XVI.

ORDRE DE TRANSMISSION.

79. La transmission des télégrammes a lieu dans l'ordre suivant :

1° Télégrammes intéressant la sécurité et l'ordre public, télégrammes relatifs au service des chemins de fer et intéressant la sécurité des voyageurs, ou relatifs à des demandes de secours pour sinistres (incendies, inondations, etc.);

2° Télégrammes d'Etat et télégrammes officiels;

3° Télégrammes et avis de service;

4° Télégrammes internationaux privés urgents;

5° Télégrammes privés.

80. Les télégrammes de même ordre sont transmis, par les bureaux de départ, dans l'ordre de leur dépôt et, par les bureaux de transit, dans l'ordre de leur réception.

CHAPITRE XVII.

REMISE DES TÉLEGRAMMES.

81. Les télégrammes qui jouissent de la priorité de transmission (art. 79), jouissent, dans le même ordre, de la priorité dans la distribution.

82. Un télégramme peut être adressé, soit à domicile, soit télégraphe restant, soit poste restante.

Les télégrammes adressés télégraphe restant portent, en tête de l'adresse, l'indication éventuelle taxée « Télégraphe restant » ou =TR=.

Les télégrammes adressés poste restante portent, en tête de l'adresse, l'une des indications éventuelles taxées : soit « Poste restante » ou =GP=, soit « Poste restante recommandée » ou =GPR=.

83. Tout télégramme adressé à domicile ou poste restante ou télégraphe restant dans le lieu d'arrivée est distribué gratuitement.

84. Un télégramme adressé télégraphe restant est remis, au destinataire ou à son représentant, après justification de leur qualité et de leur identité, au guichet télégraphique.

Toutefois, si le télégramme est adressé télégraphe restant sous un chiffre, des initiales, etc., il est remis à toute personne qui réclame un télégramme adressé sous ce chiffre, ces initiales, etc. . .

85. Un télégramme adressé poste restante ou poste restante recommandée, est distribué au guichet du service postal dans les conditions fixées pour les correspondances postales.

86. Lorsqu'un télégramme n'a pu être remis à domicile et est délivré au guichet du bureau, il est traité comme il est dit à l'article 84 ci-dessus.

87. Un télégramme est valablement remis lorsqu'il est délivré, au domicile indiqué sur l'adresse, à une personne qui déclare être le destinataire ou chargée par le destinataire de recevoir ses télégrammes.

88. Tout expéditeur peut obtenir, en inscrivant sur son télégramme les indications éventuelles correspondantes, qui sont taxées, que son télégramme soit remis ouvert ou en mains propres.

89. Lorsque le télégramme porte l'indication « Mains propres », ou =MP=, la remise est valablement faite lorsque le télégramme est délivré, au domicile indiqué sur l'adresse, à une personne qui déclare être le destinataire et signe le reçu du nom porté sur l'adresse du télégramme.

90. Tout expéditeur peut obtenir, en inscrivant en tête de l'adresse de son télégramme l'indication éventuelle taxée « Jour », ou =J=, que ce télégramme ne soit distribué que pendant les heures de service de jour (de sept heures du matin, en été, et de huit heures, en hiver, à neuf heures du soir).

91. Tout expéditeur peut obtenir, en inscrivant sur la minute de son télégramme l'indication éventuelle taxée « Avec reçu » ou =AR=, que son télégramme ne soit délivré au destinataire que contre signature d'un reçu, sur lequel celui-ci inscrit l'heure de remise.

92. Un destinataire peut, sur sa demande écrite, obtenir que les télégrammes qui lui sont adressés soient déposés dans une boîte lui appartenant. Ces dispositions sont appliquées d'office, si la porte n'est pas ouverte à l'adresse indiquée, ou si le porteur ne trouve personne qui consente à recevoir le télégramme pour le destinataire, à condition, d'ailleurs, qu'il n'y ait aucun doute sur le domicile de ce dernier. Toutefois les télégrammes portant l'une des indications éventuelles « Accusé réception », « Avec reçu », « Mains propres », et les télégrammes à remettre contre perception d'une taxe sur le destinataire ne sont jamais déposés dans les boîtes.

93. Le lieu d'arrivée s'entend :

De l'agglomération où est situé le bureau télégraphique;

De l'enceinte de la gare, s'il s'agit d'un bureau-gare, ou de l'établissement où est placé l'appareil, s'il s'agit d'un bureau de sémaphore, d'écluse, de barrage, etc.

Dans les localités ayant un octroi, la zone de distribution gratuite ne peut s'étendre au delà de la zone soumise à cet octroi, alors même que cette dernière serait plus restreinte que la partie agglomérée.

94. Un télégramme peut, sur la demande du destinataire, être transmis à son domicile, par téléphone, dans les conditions spéciales fixées pour cette transmission.

95. Lorsque le domicile indiqué par le télégramme n'est pas compris dans les limites de distribution gratuite du bureau d'arrivée, la remise a lieu par exprès ou par poste. A cet effet, l'expéditeur porte sur son télégramme l'une des indications éventuelles taxées : soit « Exprès payé x » (x représentant le nombre de kilomètres), ou $=XPx$, soit « Poste », soit « Poste recommandée », ou $=PR$.

96. L'exprès s'entend de tout mode de remise plus rapide que la poste.

97. La taxe de l'exprès pour la remise des télégrammes est de :

Cinquante centimes (0'50) pour le premier kilomètre ;

Trente centimes (0'30) pour chacun des kilomètres suivants ;

Elle est calculée par kilomètre indivisible sur la distance réelle. Cette distance se compte, pour les habitations agglomérées, du bureau d'arrivée au centre de l'agglomération et, pour les habitations isolées, du bureau d'arrivée au lieu même de distribution.

98. L'expéditeur d'un télégramme avec exprès peut, en vue d'une prompte liquidation de la somme qu'il a versée pour le port de son télégramme à domicile, demander que la distance parcourue par l'exprès soit notifiée au bureau d'origine par télégraphe.

Dans ce cas, l'indication éventuelle relative à l'exprès prend la forme « Exprès payé télégraphe x » ou $=XPTx$ (x représentant le nombre de kilomètres), et l'expéditeur acquitte, en outre, une taxe de cinquante centimes (0'50) pour la réponse.

99. Toute personne peut obtenir, en en faisant la demande écrite, que les télégrammes qui parviendront à son adresse lui soient portés par exprès, en s'engageant à acquitter les frais de port.

100. Les télégrammes à acheminer par poste à l'intérieur (France continentale, Corse, Algérie, Tunisie, principauté de Monaco et vallées d'Andorre) sont expédiés sans frais pour l'expéditeur, ni pour le destinataire, lorsqu'ils circulent comme lettres ordinaires.

Lorsqu'ils sont acheminés comme lettres recommandées, ils portent en tête de l'adresse l'indication éventuelle « Poste recommandée » ou $=PR$, et acquittent la surtaxe de recommandation postale.

101. Les télégrammes à acheminer par poste, comme lettres ordinaires, hors des limites du régime intérieur, défini à l'article précédent, sont soumis à une taxe de quinze centimes (0'15) ou de vingt-

cinq centimes (0^f 25), suivant que la réexpédition est faite dans une colonie française ou à l'étranger.

Ces taxes sont fixées respectivement à quarante centimes (0^f 40) et à cinquante centimes (0^f 50), pour les télégrammes à expédier comme lettres recommandées, et portant, par suite, en tête de l'adresse, l'indication éventuelle « Poste recommandée » ou « PR ».

102. Les taxes d'express ou de recommandation postale sont perçues au départ sur l'expéditeur. Toutefois la taxe est perçue sur le destinataire, lorsque l'envoi par express a été demandé par lui en vue de télégrammes attendus.

103. Le bureau d'arrivée emploie la poste :

1° Lorsque ce mode d'envoi a été demandé par l'expéditeur ou par le destinataire ;

2° Lorsque l'envoi par express, bien que demandé, n'est pas possible ;

3° A défaut d'indication d'autre moyen de remise.

104. Les télégrammes avec réponse payée, avec accusé de réception, à remettre en mains propres ou par express, sont traités, en ce qui concerne la remise au destinataire, comme les télégrammes portant la mention « Avec reçu », et délivrés à ce dernier, ou à son représentant, dans les conditions fixées à l'article 91.

105. Lorsqu'un télégramme n'a pu être remis, l'expéditeur en est avisé par les soins du bureau d'origine, si l'expéditeur lui a fait connaître son adresse.

106. Tout télégramme qui n'a pu être remis, ou qui n'a pas été réclamé dans le délai de six semaines, est anéanti.

Exception est faite, toutefois, pour les télégrammes adressés poste restante qui sont soumis, au point de vue des délais de conservation, aux mêmes règles que les correspondances postales, et pour les télégrammes sémaphoriques adressés à des navires en mer, qui sont conservés pendant une période de trente jours, renouvelable sur la demande de l'expéditeur.

CHAPITRE AVIII

REMBOURSEMENTS.

107. Toute réclamation en remboursement de taxe est formée, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à partir du jour de la perception, et est accompagnée des pièces probantes.

108. Est remboursé d'office par le bureau qui a perçu :

1° Toute taxe perçue en trop, par erreur ;

2° Tout excédent d'arrhes ;

3° La taxe de tout télégramme annulé ou arrêté avant transmission, sous déduction d'un droit de ~~vingt-cinq~~ centimes (0'25) (art. 29).

109. Sont remboursées à ceux qui les ont versées, si la demande en est faite, ou à la suite d'une réclamation, visant l'exécution du service :

1° La taxe intégrale de tout télégramme qui n'est pas parvenu à destination par le fait du service télégraphique;

2° La taxe intégrale de tout télégramme qui, par la faute du service télégraphique, n'a été remis au destinataire ou au service postal, lorsque ce service est chargé du transport, qu'après un délai de douze heures. La durée de la fermeture des bureaux, quand elle est la cause du retard, ou du transport par expresse n'entre pas dans le calcul de ce délai;

3° La taxe intégrale de tout télégramme en langage secret avec collationnement, ou de tout télégramme en langage clair, qui, par suite d'erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet, lorsque les erreurs n'ont pas été rectifiées par avis de service taxé;

4° La taxe des avis de service échangés par la voie télégraphique ou par la voie postale pour rectifier des erreurs imputables au télégraphe.

Aucun remboursement n'est dû pour les télégrammes auxquels se rapportent ces avis de service taxés;

5° La somme versée pour une réponse payée d'avance, si le destinataire n'a pas fait usage du bon de réponse, et si ce bon a été déposé dans un bureau, dans le délai de trois mois à partir de la date d'émission du bon, avec une demande de remboursement à effectuer au profit de l'expéditeur;

6° La différence entre la valeur d'un bon de réponse et le montant de la taxe du télégramme affranchi au moyen de ce bon, si cette différence est au moins égale à cinquante centimes (0'50) (art. 55);

7° La taxe accessoire applicable à un service spécial qui n'a pas été rendu.

110. Dans les cas prévus par l'article précédent, le remboursement ne s'applique qu'aux télégrammes mêmes qui ne sont pas parvenus, ou qui ont été annulés, retardés ou dénaturés, y compris les taxes accessoires non utilisées, mais non aux correspondances qui auraient été motivées ou rendues inutiles par la non-remise, le retard ou l'altération.

111. Aucun remboursement n'est accordé pour les télégrammes rectificatifs qui, au lieu d'être échangés de bureau à bureau, sous

forme d'avis de service taxés; ont été échangés directement entre l'expéditeur et le destinataire.

CHAPITRE XIX.

COPIES ET COMMUNICATION D'ORIGINAUX DE TÉLÉGRAMMES.

112. L'expéditeur et le destinataire d'un télégramme, ou leur fondés de pouvoirs, ont, après justification de leur identité et de leur qualité, le droit de se faire délivrer des copies, certifiées conformes de la minute de ce télégramme. Ce droit expire après le délai de six mois fixé pour la conservation des archives.

Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément au présent article, un droit fixe de cinquante centimes (0^e 50) par télégramme ne dépassant pas cent mots; ce droit est augmenté de cinquante centimes (0^e 50) par série ou fraction de série de cent mots.

113. L'expéditeur et le destinataire d'un télégramme, ou leur fondés de pouvoirs, peuvent, dans le délai fixé à l'article précédent et en justifiant de leur identité et de leur qualité, obtenir sans frais de communication, au guichet d'un bureau télégraphique, de la minute de ce télégramme.

114. Les bureaux télégraphiques ne sont tenus de donner communication ou copie des originaux de télégrammes, qu'autant que les intéressés fournissent les indications suffisantes pour trouver les télégrammes auxquels se rapportent leurs demandes.

CHAPITRE XX.

PRESCRIPTIONS DIVERSES.

115. Les dispositions édictées par le présent décret seront appliquées à partir du 1^{er} juillet 1904.

116. Sont abrogés les décrets des 12 janvier 1894, 17 août, 11 octobre et 19 novembre 1895, et 27 juin 1897, et toutes les dispositions contraires au présent décret.

117. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 29 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TRAVAILLOT.

ANNEXES.

TABLEAU N° 1.

Caractères admis pour la rédaction des télégrammes.

Lettres.

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z,
Å, Ä, Å, É, Ñ, Ö, Ü.

Chiffres.

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres.

Point.....	.
Virgule.....	,
Point et virgule.....	;
Deux points.....	:
Point d'interrogation.....	?
Point d'exclamation.....	!
Apostrophe.....	'
Trait d'union.....	-
Parenthèses.....	()
Guillemets.....	" "
Barre de fraction.....	/
Souligné.....	_

TABLEAU N° 2.

Indications éventuelles.

Signes conventionnels.

Réponse payée.....	= RP =
Réponse payée $\pm$ (mots).....	= RP $\pm$ =
Collationnement.....	= TC =
Accusé réception (télégraphique).....	= PC =
Accusé de réception postal.....	= PCP =
Télégraphe restant.....	= TR =
Poste.....	=
Poste recommandée.....	= PR =
Poste restante.....	= GP =
Poste restante recommandée.....	= GPR =
Remettre ouvert.....	= RO =
Mains propres.....	= MP =
Jour.....	= J =
Avec reçu.....	= AR =
Exprès payé $\pm$ (kilomètres).....	= XP $\pm$ =
Exprès payé télégraphe $\pm$ (kilomètres).....	= XPT $\pm$ =
Faire suivre.....	= FS =
Faire suivre arrhes.....	= FSA =
Réexpédié de.....	=
$\pm$ adresses.....	= TM $\pm$ =
Multiples arrhes.....	= TMA =
Communiquer toutes adresses.....	=
Percevoir $\pm$ (somme).....	= PCV $\pm$ =

TABLEAU N° 3.

Langues dont l'usage est permis dans la correspondance télégraphique privée internationale.

1. — Le français.
2. — L'anglais.
3. — L'allemand.
4. — L'annamite (quoc ngu).
5. — L'arabe.
6. — L'arménien.
7. — Le bohème (tchèque).
8. — Le bulgare.
9. — Le croate.
10. — Le danois.
11. — L'esclavonien.
12. — L'espagnol (castillan).
13. — Le flamand.
14. — Le grec.
15. — L'hébreu.
16. — Le hollandais (néerlandais).
17. — Le hongrois.
18. — L'illyrique.
19. — L'italien.
20. — Le japonais.
21. — Le latin.
22. — Le luxembourgeois.
23. — Le malais.
24. — Le malgache.
25. — Le norvégien.
26. — Le persan.
27. — Le petit-russe.
28. — Le polonais.
29. — Le portugais.
30. — Le roumain.
31. — Le routhène.
32. — Le russe.
33. — Le serbe.
34. — Le siamois.
35. — Le slovaque.
36. — Le slovène.
37. — Le suédois.
38. — Le turc.

N° 44718. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1904, au Crédit
non employé en 1903.*

Du 4 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur la proposition du ministre de la guerre et du ministre des finances;

Vu la loi du 17 février 1898, portant création du compte spécial : *Perfectionnement du matériel d'armement et de réinstallation de services militaires*, et notamment le second paragraphe de l'article 4 de cette loi, en vertu duquel les crédits ou portions de crédits restant disponibles en fin d'année peuvent être reportés par décrets à l'année suivante;

Vu le décret du 22 mai 1903, qui a reporté de l'année 1902 à l'année 1903, au titre de la deuxième section dudit compte, des sommes s'élevant ensemble à..... 1,797,648'43°

Vu la loi du 11 juillet 1903, portant annulation sur la même section de ce compte, d'une somme de..... 150,000 00

d'où un reste en crédits de..... 1,647,648'43°

Considérant que, sur ces crédits, il existe un disponible de quatre cent cinquante-sept mille sept cent quinze francs vingt-quatre centimes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sur le crédit d'un million sept cent quatre-vingt-dix-sept mille six cent quarante-huit francs quarante-trois centimes (1,797,648'43), ouvert au ministre de la guerre pour l'année 1903, au titre de la deuxième section du compte spécial : *Réinstallation de services militaires*, par le décret du 22 mai 1903, et déduction faite d'une annulation prononcée par la loi du 11 juillet 1903, un report est autorisé à l'année 1904, sur ledit compte, jusqu'à concurrence de la somme de quatre cent cinquante-sept mille sept cent quinze francs vingt-quatre centimes (457,715'24).

2. Une somme de quatre cent cinquante-sept mille sept cent quinze francs vingt-quatre centimes (457,715'24) est annulée sur les crédits ouverts pour l'année 1903, au titre de la deuxième section du compte spécial : *Réinstallation de services militaires*.

3. Il sera pourvu au crédit ouvert en vertu de l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources propres audit compte spécial.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} L. ANDRÉ.

N° 44719. — *DÉCRET relatif à l'émission des Mandats-poste à destination de la Bolivie, par l'intermédiaire du Chili.*

Du 4 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 11 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'arrangement conclu à Washington, le 15 juin 1897, pour l'échange de mandats de poste dans les relations internationales;

Vu la loi du 8 avril 1898, portant approbation dudit arrangement;

Vu le décret du 26 décembre 1898, rendu en exécution de cette loi;

Vu l'article 2 de la loi du 27 décembre 1895 et l'article 3 de la loi du 4 avril 1898, concernant les mandats de poste;

Vu l'entente intervenue entre les administrations postales de France, Chili et de Bolivie;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} juillet 1904, des mandats de poste pourront être échangés entre la France, l'Algérie et les bureaux de poste français à l'étranger, d'une part, et la Bolivie, d'autre part, par l'intermédiaire des postes chiliennes.

2. Indépendamment du droit perçu par le bureau français d'émission, il sera prélevé, par l'administration des postes chiliennes, le montant de chaque envoi de fonds effectué par son intermédiaire, un droit de commission d'un demi pour cent ($1/2$ p. 100) pour les premiers cent francs (100^f) et d'un quart pour cent ($1/4$ p. 100) pour le surplus.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : GEORGES TROUILLIOT.

Le Ministre des finances.

Signé : ROUVIER.

(1) XII^e série, Bull. 2032, n° 35678.

N° 44720. — *Décret qui autorise le département de l'Oise à contracter un Emprunt.*

Du 7 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 12 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les délibérations du conseil général de l'Oise, en date des 20 août 1903 et 12 avril 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de l'Oise est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-quinze centimes pour cent (3^{fr} 75 p. o/o), une somme d'un million cinq cent soixante-quinze mille francs (1,575,000^{fr}) remboursable en soixante ans, à partir de 1904, et applicable, dans les conditions prévues par l'avenant à la convention du 24 octobre 1901 annexé à la loi du 1^{er} avril 1904, aux frais d'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Méru à Labosse, déclaré d'utilité publique par une loi du 29 avril 1902.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt d'un million cinq cent soixante-quinze mille francs (1,575,000^{fr}) autorisé par l'article 1^{er} du présent décret seront assurés pendant la période de construction du chemin de fer d'intérêt local ci-dessus indiqué au moyen de versements effectués par le concessionnaire de cette ligne en conformité de l'article 5 de l'avenant annexé à la loi précitée du 1^{er} avril 1904.

3. A partir de l'ouverture de l'exploitation du chemin de fer d'intérêt local de Méru à Labosse, le service des intérêts et le remboursement dudit emprunt d'un million cinq cent soixante-quinze mille francs, ainsi que le paiement de la garantie d'exploitation accordée au concessionnaire de cette ligne par l'article 4 de la convention annexée à la loi du 29 avril 1902, seront assurés tant à l'aide des subventions allouées par l'Etat, en vertu de la loi du 11 juin 1880 et des contingents des communes intéressées qu'au moyen d'un prélèvement sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé, chaque année, par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 7 Juin 1904.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Signé : EMILE LOUBET.

N° 41721. — **Décret relatif à l'émission de Mandats-poste entre l'Égypte et le Honduras, par l'intermédiaire de la France.**

Du 7 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 11 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu l'arrangement conclu à Washington le 15 juin 1897, pour l'échange de mandats de poste dans les relations internationales;

Vu la loi du 8 avril 1898, portant approbation dudit arrangement;

Vu le décret du 26 décembre 1898, rendu en exécution de cette loi;

Vu l'article 2 de la loi du 27 décembre 1895 et l'article 3 de la loi du 4 avril 1898, concernant les mandats de poste;

Vu le décret du 21 février 1903 autorisant l'échange de mandats de poste avec la république du Honduras;

Vu l'entente intervenue entre les administrations postales de la France et de l'Égypte;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et du ministre des finances,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} juillet 1904, les envois de fonds, au moyen de mandats de poste, pourront être effectués par l'intermédiaire de

(1) XII^e série, Bull. 2032, n° 53678. (2) XII^e série, Bull. 1261, n° 4589.

l'administration postale française, de l'Égypte pour le Honduras, et réciproquement.

2. Les mandats-poste émis en Égypte ou au Honduras seront transmis par le pays d'émission à l'administration postale française qui, après déduction faite du droit de commission prévu à l'article 3 du présent décret, les remplacera, par des mandats de la France pour le pays de destination.

3. L'administration postale française prélèvera à son profit, sur chaque envoi, de fonds effectué par son intermédiaire, un droit de commission d'un demi pour cent ($1/2$ p. 100) pour les premiers cent francs (100^f) et d'un quart pour cent ($1/4$ p. 100) pour le surplus.

Lorsque le montant du droit de commission présentera une fraction de centime, cette fraction sera fournie au centime entier.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Juin 1904.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

Signé : ÉMILE ROUDET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44722. — Note du Conseil fédéral suisse au gouvernement de la République française notifiant l'accession de la Roumanie à la Convention internationale du 14 octobre 1890.

(Promulguée au *Journal officiel* du 9 juin 1904.)

Le ministre de Suisse à Paris, au nom du Conseil fédéral, a notifié, le 24 mai dernier, au gouvernement de la République française l'accession du royaume de Roumanie à la convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer.

N° 44723. — Note du gouvernement de S. M. Britannique au gouvernement de la République française notifiant l'accession de ses colonies du Transvaal et de l'Orange à la Convention internationale télégraphique de Saint-Petersbourg.

(Promulguée au *Journal officiel* du 15 juin 1904.)

En exécution de l'article 18 de la convention internationale télégraphique de Saint-Petersbourg du 22 juillet 1875, le gouvernement de S. M. Britannique a notifié au gouvernement de la République française l'accession de ses colonies du Transvaal et de l'Orange aux clauses de ladite convention internationale à partir du 1^{er} juillet 1904.

N° 44724. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui approuve l'acte passé devant M^r *Teurtris*, notaire à Tréguier, le 28 janvier 1904, portant cession à l'État, par la ville de Tréguier (Côtes-du-Nord), d'une place plantée, dite *la Levée*, telle qu'elle est délimitée sur le plan annexé audit acte et sur laquelle est érigée la statue d'Ernest Renan. (*La Bégude-de-Mazenc*, 9 Avril 1904.)

N° 44725. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant ce qui suit :

La commune de Montfort (canton de Cognac, arrondissement de Brignoles, département du Var) portera à l'avenir le nom de *Montfort-sur-Argens*. (*Paris*, 28 Mai 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Août 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formalisée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2551.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44726. — *Loi autorisant le département de la Seine à emprunter 200 millions de francs et à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Février 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 12 Février 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Le département de la Seine est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-dix centimes pour cent (3^{fr} 70 p. 0/0), une somme de deux cents millions de francs (200,000,000^{fr}), remboursable en cinquante ans, à partir de 1904, ou par périodes de cinquante ans prenant leur point de départ aux réalisations successives de cet emprunt, et applicable au paiement des dépenses énumérées dans les délibérations du conseil général des 20 et 24 décembre 1902, et qui se répartissent comme il suit :

1 ^{re} Opérations d'ordre général.....	61,850,000 ^{fr}
2 ^{re} Opérations départementales.....	37,257,500 ^{fr}
3 ^{re} Subventions à la ville de Paris.....	98,729,830 ^{fr}
4 ^{re} Réserve pour dépenses imprévues et frais.....	2,162,670 ^{fr}
TOTAL.....	200,000,000

XII^e Série.

44

~~Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.~~

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Seine est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, chaque année, à partir de 1904, dans la limite d'un maximum de onze centimes vingt-cinq centièmes (11^e 25) additionnels au principal des quatre contributions directes, le nombre de centimes extraordinaires nécessaires pour assurer le service des intérêts et le remboursement des sommes réalisées sur l'emprunt départemental précité de deux cents millions de francs (200,000,000^f). La perception de ces centimes extraordinaires ne pourra s'étendre au delà de cinquante ans, à compter du 1^{er} janvier qui suivra la date de la dernière réalisation effectuée sur cet emprunt.

3. Les actes susceptibles d'enregistrement auxquels donnerait lieu l'emprunt autorisé par la présente loi, seront passibles d'un droit fixe d'un franc (1^f).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 Février 1904.

Signé EMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 46737. — Loi autorisant la ville de Quimper (Finistère) à reporter la Taxe d'habitation établie par la loi du 29 mars 1902 et à percevoir une Taxe d'octroi sur l'alcool.

Du 7 Mars 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 9 mars 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTE :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 29 mars 1902,

autorisant la ville de Guéret à percevoir une taxe d'habitation, est remplacé par le suivant :

« La taxe est imposée au nom des occupants, à quelque titre que les locaux soient occupés. Elle n'est pas exigée des personnes affranchies de la contribution personnelle mobilière pour cause d'indigence, et des personnes dont le loyer d'habitation est inférieur à cent vingt francs (120'). »

2. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1906 inclusivement, la prorogation, à l'octroi de Guéret (Creuse), d'une surtaxe de vingt et un francs (21') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, absinthes et autres liquides alcooliques non dénommés.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quinze francs par hectolitre établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

3. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement des emprunts communaux.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 7 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44728. — *Loi autorisant la ville de Paris à changer l'affectation de Fonds d'emprunt.*

Du 9 Mars 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 13 mars 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE unique. ~~Sont annulées, jusqu'à concurrence de cinq millions soixante-seize mille quatre-vingt-quatre francs cinquante-neuf centimes (5,076,084'59), conformément à la délibération du conseil municipal de Paris en date du 19 décembre 1907, les sommes affectées aux travaux de voirie sur les emprunts contractés par cette ville~~

en vertu des lois des 13 juillet 1886, 22 juillet 1892, 10 juillet 1894 et 22 juillet 1896.

La somme de cinq millions soixante-seize mille quatre-vingt-quatre francs cinquante-neuf centimes (5,076,084⁵⁹) servira, tant à l'établissement des voies projetées sur l'emplacement de l'hôpital Troussseau et au paiement du prix de diverses parcelles de terrain dont l'opération comporte l'acquisition, qu'à l'exécution de petites opérations de voirie et de travaux de viabilité.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44729. — *Loi relative aux Récompenses à décerner à l'occasion de la fête de l'Enseignement primaire public laïque du 19 juin 1904.*

Du 15 Juin 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 16 juin 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A l'occasion de la fête de l'enseignement primaire public laïque, qui sera célébrée le 19 juin 1904, le gouvernement de la République est autorisé à faire, dans l'ordre national de la Légion d'honneur, cinquante nominations de chevalier qui seront accordées au personnel de l'enseignement primaire.

2. Ces décorations ne pourront, lors des extinctions par décès, promotion ou radiation des titulaires, donner lieu à remplacement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 15 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMER.

N° 44730. — *DÉCRET portant déclassement de la ligne de Tramways de Villiers-le-Bel à Gonesse (Seine-et-Oise).*

Du 19 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret, en date du 14 septembre 1898⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de Seine-et-Oise, d'une ligne de tramway à traction mécanique destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre la station de Villiers-le-Bel (réseau du Nord) et Gonesse et concédée par le département à M. Gohierre; ensemble la convention de concession et le cahier des charges annexés audit décret;

Vu, notamment, les articles 3, 20 et 21 du cahier des charges;

Vu le décret, en date du 11 janvier 1901⁽²⁾, qui a reporté au 14 septembre 1901 la fin du délai fixé par l'article 1^{er} du décret du 14 septembre 1898 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution dudit tramway;

Vu l'arrêté du ministre des travaux publics, en date du 9 février 1903, qui a déclaré M. Gohierre déchu des droits à la concession du tramway susmentionné;

Vu les résultats négatifs des deux mises en adjudication tentées, les 5 mai et 6 août 1903, par application de l'article 41 du décret du 6 août 1881, pour la cession des droits à ladite concession;

Vu le dossier préparé à la date des 30 septembre-3 octobre 1903, par les ingénieurs des ponts et chaussées, pour le retrait de la déclaration d'utilité publique du tramway de Villiers-le-Bel à Gonesse;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de la ligne;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur le projet de retrait, en exécution de l'article 44 du décret du 6 août 1881 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique, du 18 mai 1881;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 28 novembre 1903;

Vu la délibération du conseil général de Seine-et-Oise, en date du 21 août 1903;

Vu la délibération du conseil municipal de Gonesse, en date du 19 novembre 1903;

Vu la délibération du conseil municipal d'Arnouville-les-Gonesse, en date du 8 novembre 1903;

Vu la lettre du préfet de Seine-et-Oise, en date du 18 décembre 1903;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et des tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽³⁾ et 6 août 1881⁽⁴⁾ et 13 février 1900⁽⁵⁾;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2022, n° 55445.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2285, n° 40339.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 38657.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclassée la ligne de tramway destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre la station de Villiers-le-Bel (réseau du Nord) et Gonesse, et dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par le décret du 14 septembre 1898.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARTINIEUX.

N° 44731. — DÉCRET substituant le grade de Sous-Ingenieur des ponts et chaussées à ceux de Conducteurs principaux des ponts et chaussées de première et de deuxième classe.

Du 23 Mars 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 27 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les décrets des 13 octobre 1851⁽¹⁾, 21 décembre 1867⁽²⁾, 13 février 1890⁽³⁾, 3 janvier 1894⁽⁴⁾, 25 octobre 1898⁽⁵⁾ et 7 novembre 1899⁽⁶⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les grades de sous-ingénieur des ponts et chaussées de première et de deuxième classe sont respectivement substitués aux grades de conducteurs principaux des ponts et chaussées de première et de deuxième classe.

2. Le grade de conducteur principal est substitué au grade de conducteur principal de troisième classe.

3. Sont abrogées les dispositions des décrets susvisés contraires au présent décret.

(1) 1^{re} série, Bull. 456, n° 3339.

(2) 1^{re} série, Bull. 1561, n° 15714.

(3) 11^{re} série, Bull. 1315, n° 21947.

(4) 11^{re} série, Bull. 1663, n° 27646.

(5) 11^{re} série, Bull. 2027, n° 35577.

(6) 11^{re} série, Bull. 2117, n° 37391.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 23 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

N° 44732. — DÉCRET substituant le grade de *Sous-Ingenieur des mines* à ceux de *Contrôleurs principaux des mines de première et de deuxième classe*.

Du 23 Mars 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les décrets des 24 décembre 1851⁽¹⁾, 13 février 1890⁽²⁾, 3 janvier 1894⁽³⁾, 25 octobre 1898⁽⁴⁾, 7 novembre 1899⁽⁵⁾ et 6 avril 1902⁽⁶⁾;

Le Conseil d'État entendu;

Décrète :

ART. 1^{er}. Les grades de sous-ingénieurs des mines de première et de deuxième classe sont respectivement substitués aux grades de contrôleurs principaux des mines de première et de deuxième classe;

2. Le grade de contrôleur principal est substitué au grade de contrôleur principal de troisième classe.

3. Sont abrogées les dispositions des décrets susvisés contraires au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 23 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 456, n° 3339.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1315, n° 21948.

⁽³⁾ 11^{re} série, Bull. 1613, n° 27817.

⁽⁴⁾ 11^{re} série, Bull. 2027, n° 35578.

⁽⁵⁾ 11^{re} série, Bull. 1117, n° 37302.

⁽⁶⁾ 11^{re} série, Bull. 1101, n° 42281.

N° 44733. — *DÉCRET portant organisation du Personnel des commis des ponts et chaussées et des mines.*

Du 1^{er} Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 15 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 5 juillet 1850;

Vu les lois du 18 mars et du 15 juillet 1889 et le règlement d'administration publique du 29 mai 1902;

Vu les décrets des 3 janvier 1894 ⁽¹⁾ et 7 novembre 1899 ⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les commis des ponts et chaussées sont affectés au service des bureaux des ingénieurs des ponts et chaussées ou adjoints aux conducteurs pour les études et la surveillance des travaux et pour la surveillance et la police du domaine public de la grande voirie.

Ils peuvent être temporairement affectés par le ministre des travaux publics aux bureaux des ingénieurs des mines; ils sont alors désignés sous le nom de *commis des mines* pendant la durée de cette affectation.

2. Les traitements des commis des ponts et chaussées sont fixés comme il suit :

Principaux de 1 ^{re} classe	3,000
Principaux de 2 ^e classe	2,600
1 ^{re} classe	2,200
2 ^e classe	1,800
3 ^e classe	1,500
4 ^e classe	1,200
Stagiaires, indemnité annuelle de	1,000

Les commis peuvent recevoir en outre, s'il y a lieu, des indemnités de résidence et les autres allocations accessoires prévues par les règlements ministériels.

3. Les commis des ponts et chaussées sont nommés et promus par le ministre des travaux publics, qui détermine l'effectif de chaque classe d'après les ressources budgétaires.

4. Tous les commis débutent par le grade de commis stagiaire, à

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1613, n° 27645.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2117, n° 37303.

l'exception des candidats ayant obtenu aux épreuves du concours pour le grade de conducteur des ponts et chaussées ou de contrôleur des mines un nombre de points égal ou supérieur au minimum obligatoire, qui sont dispensés du concours prévu à l'article 5 et qui débutent par la 4^e classe.

Les candidats admissibles au grade de conducteur des ponts et chaussées ou de contrôleur des mines peuvent être nommés immédiatement commis de 3^e classe, en attendant que le grade de conducteur ou de contrôleur puisse leur être conféré.

5. Nul ne peut être nommé commis stagiaire s'il n'a été déclaré admissible à la suite d'un concours portant sur les connaissances ci-après :

Écriture — Principes de la langue française — Arithmétique — Géométrie — Algèbre — Trigonométrie rectiligne — Notions de physique et chimie — Notions de lever de plan et de nivellement — Dessin au trait et lavis.

Le concours a lieu, suivant les nécessités du service, aux époques fixées par le ministre des travaux publics.

Nul ne peut être admis à y prendre part s'il n'est Français et s'il n'est âgé de plus de seize ans et de moins de vingt-huit ans au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle aura lieu le concours. Toutefois la limite de vingt-huit ans est reculée, pour les militaires ayant servi dans l'armée active, d'un nombre d'années égal à celui pendant lequel ils sont restés sous les drapeaux.

Un arrêté ministériel détermine les pièces à produire pour être admis à se présenter au concours, les formes et les conditions de ce concours et les détails du programme, sans préjudice de l'application des lois et règlements relatifs aux emplois réservés aux anciens militaires.

L'admissibilité des candidats à l'emploi de commis stagiaire est prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déclaration d'admissibilité ne confère aux candidats aucun droit à une nomination immédiate; elle les met seulement en position d'être désignés, à l'exclusion de tous autres candidats civils, pour les emplois disponibles, soit dans le département où ils résident, soit dans tout autre département. Le ministre a la faculté de tenir compte, pour ces désignations, des convenances et des nécessités du service plutôt que du rang occupé par les candidats sur la liste d'admissibilité.

6. La durée de stage est d'un an.

A l'expiration du stage, l'ingénieur en chef du service auquel un stagiaire est attaché adresse au ministre des travaux publics, par l'intermédiaire du préfet, un rapport sur l'aptitude de ce stagiaire, sa conduite et sa manière de servir.

Le ministre, sur le vu de ce rapport, nomme, s'il y a lieu, le stagiaire à la 4^e classe du grade de commis.

Les stagiaires qui n'obtiennent pas la 4^e classe à l'expiration de

leur année de stage sont immédiatement licenciés, sans avoir droit à aucune indemnité.

7. Les commis de 3^e classe sont choisis : 1^o parmi les commis de 4^e classe comptant au moins trois ans de services en cette qualité ; 2^o parmi les candidats déclarés admissibles au grade de conducteur des ponts et chaussées ou de contrôleur des mines et qui n'auraient pas encore été pourvus d'un emploi de ce grade.

8. Pour obtenir une élévation de classe, les commis doivent compter au moins trois ans de services dans la classe immédiatement inférieure.

Les commis principaux de 1^{re} classe sont pris parmi les commis principaux de 2^e classe comptant au moins vingt-cinq ans de service comme commis.

9. L'ingénieur en chef de chaque service détermine l'emploi et la résidence des commis. Il informe le ministre des travaux publics des changements de résidence qu'il a prononcés.

10. Les commis des ponts et chaussées peuvent être mis en disponibilité soit par défaut d'emploi, soit pour cause de maladie ou d'infirmités temporaires entraînant cessation de travail pendant plus de trois mois. Ils conservent la moitié du traitement de leur grade sans accessoires ; ils peuvent obtenir les deux tiers lorsque la disponibilité a pour cause le défaut d'emploi.

Ils peuvent, comme les conducteurs des ponts et chaussées, et dans les mêmes conditions, être placés dans la situation de service détaché.

11. Un congé sans traitement est accordé, pendant la durée obligatoire de leur service militaire, aux commis appelés sous les drapeaux. A l'époque de leur libération, les emplois disponibles leur sont attribués de préférence.

12. Les dispositions relatives à la discipline des conducteurs sont applicables aux commis.

13. Le taux des traitements inscrits dans le présent décret sera mis en vigueur au fur et à mesure que le permettront les disponibilités budgétaires.

14. Les décrets des 3 janvier 1894 et 7 novembre 1899 sont abrogés.

15. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARCÉJOLLS.

N° 44734. — DÉCRET portant répartition du *Crédit additionnel* ouvert au *Ministre des travaux publics* sur l'exercice 1903 par le décret du 3 décembre 1903.

Du 10 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 392 du 3 décembre 1903, qui a ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, deuxième section, chapitre LXII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de trois millions cent vingt-trois mille cinq cent dix-neuf francs quatre-vingts centimes, comprenant une somme de dix-huit mille francs versée par le gouvernement général de l'Algérie pour la construction d'une tourelle métallique et l'établissement d'un feu permanent à occultations groupées par trois sur le musoir de la jetée du Lion, au port de Bône;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que ladite somme de dix-huit mille francs doit être répartie de la manière suivante entre les chapitres ci-après désignés, savoir :

CHAP. XI. Frais généraux du service des ponts et chaussées.	89' 07
— LXII. Amélioration et extension des ports maritimes...	27,910 93
TOTAL ÉGAL.....	<u>18,000 00</u>

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Le crédit additionnel de trois millions cent vingt-trois mille cinq cent dix-neuf francs quatre-vingts centimes (3,123,519'80) ouvert au ministre des travaux publics par le décret n° 392, du 3 décembre 1903, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, deuxième section, chapitre LXII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, est réparti comme il suit entre les chapitres ci-après désignés, savoir :

CHAP. XI. Frais généraux du service des ponts et chaussées.	89' 07
— LXII. Amélioration et extension des ports maritimes...	3,123,430 73
ENSEMBLE comme ci-dessus.....	<u>3,123,519 80</u>

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44735. — *DÉCRET déclarant d'utilité publique divers Travaux d'amélioration du port de Bône.*

Du 21 Avril 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 29 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu les avant-projets dressés par les ingénieurs du département de Constantine sous la date des 21 octobre-23 novembre 1901 et 31 janvier-7 mars 1903, en vue de la construction d'un quai au sud de la nouvelle darse, de l'établissement de terre-pleins et de l'exécution de dragages au port de Bône; ensemble l'évaluation de la dépense s'élevant à deux millions cent mille francs;

Vu les délibérations en date des 2 juillet 1901-7 janvier, 23 février et 26 avril 1903, par lesquelles la chambre de commerce de Bône a accepté les dispositions techniques projetées et s'est engagée à fournir les subides nécessaires pour couvrir la totalité de la dépense;

Vu les lettres du gouverneur général de l'Algérie, des 30 juin-14 novembre 1903;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date des 6-15 décembre 1902;

Vu les adhésions directes à l'exécution des travaux qui ont été délivrées le directeur du génie, le 12 février 1903, et le directeur des travaux hydrauliques de la marine, le 17 février 1903;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 16 juillet 1903;

Vu les délibérations des délégations financières et du conseil supérieur du gouvernement de l'Algérie, en date des 11 et 19 juin 1903;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes du 9 janvier 1904;

Vu la loi du 27 juillet 1870;

Vu la loi du 19 décembre 1900, portant création d'un budget spécial pour l'Algérie;

Vu le décret du 18 août 1897⁽¹⁾, portant organisation du service des travaux publics en Algérie;

Le Conseil d'État entendu;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction d'un quai, d'établissement de terre-pleins et d'exécution de dragages, au port de Bône (Algérie), conformément aux dispositions générales des avant-projets susvisés et à l'avis également susvisé du conseil général des ponts et chaussées.

2. Il est pris acte de l'engagement souscrit par la chambre de commerce de Bône, ainsi qu'il résulte de ses délibérations susvisées, de fournir un subside de deux millions cent mille francs (2,100,000^f), représentant la totalité de la dépense à engager. Ce subside sera versé dans la caisse de la colonie et encaissé, à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, par acomptes successifs, au fur et à mesure des besoins des travaux.

L'importance de chaque versement partiel et la date à laquelle il devra être effectué, seront déterminées par le gouverneur général de l'Algérie.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARCÉJOLLS.

N° 44736. — *Décree autorisant la commune d'Avion (Pas-de-Calais) à contracter un Emprunt de 130,000 francs, en vue du paiement d'une subvention à la Compagnie du chemin de fer du Nord pour la transformation en station complète de la halte actuelle.*

Du 2 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 12 Mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics et du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

⁽¹⁾ *XIV^e série, Bull. 1928; n° 33601.*

Vu la loi du 26 octobre 1897, relative à l'établissement de surtaxes locales temporaires applicables aux marchandises et aux voyageurs en provenance ou à destination d'une gare ou halte de chemin de fer;

Vu les décisions ministérielles des 20 janvier et 6 mars 1900, approuvant le projet présenté par la Compagnie du chemin de fer du Nord, d'accord avec la commune d'Avion, pour la transformation en station complète de la halte desservant la localité, sur la ligne des houillères du Pas-de-Calais;

Vu la délibération du conseil municipal d'Avion, en date du 17 juin 1903;

Vu l'avis du préfet du Pas-de-Calais, en date du 10 juillet 1903;

Vu la lettre de la Compagnie du chemin de fer du Nord, en date du 31 août 1903;

Vu les rapports et avis des fonctionnaires du contrôle, en date des 14, 23 et 26 septembre 1903 et l'avis du comité consultatif des chemins de fer, du 28 octobre 1903;

Vu les propositions de la Compagnie du Nord, du 17 novembre 1903, portées à la connaissance du public par affiche du même jour;

Vu les nouveaux rapports et avis des fonctionnaires du contrôle, en date des 8 novembre et 14 décembre 1903;

Vu l'avis du ministre des finances, du 18 décembre 1903;

Vu les lois des 5 avril 1884 et 7 avril 1902, sur l'organisation municipale;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune d'Avion (Pas-de-Calais) est autorisée :

1° A emprunter, soit avec publicité et concurrence, ou de gré à gré, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs soixante-quinze centimes pour cent (3⁷⁵ p. o/o), soit directement de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements, une somme de cent trente mille francs (130,000'), remboursable en vingt ans, et destinée à pourvoir au paiement d'une subvention promise à la Compagnie du chemin du fer du Nord en vue de la transformation en station complète de la halte actuelle;

2° A s'imposer extraordinairement, pendant vingt ans, à partir de 1904, huit centimes trente centièmes (8³⁰) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de soixante-trois mille francs (63,000') environ, pour rembourser l'emprunt concurremment avec le produit des surtaxes locales temporaires;

3° A s'imposer éventuellement, s'il y a lieu, pendant vingt ans, également à partir de 1904, pour compléter les annuités de remboursement, dans le cas où lesdites surtaxes ne donneraient qu'un produit inférieur au chiffre prévu de six mille cent soixante-trois francs (6,163').

La quotité de l'imposition à percevoir sera fixée chaque année par

le préfet, dans la limite d'un maximum de seize centimes cinquante centièmes (16° 50) additionnels.

2. La Compagnie du chemin de fer du Nord est autorisée à percevoir, au profit de la commune d'Avion, les surtaxes locales temporaires suivantes :

Cinq centimes (0° 05) par voyageur (les cartes d'abonnement hebdomadaires d'ouvriers exceptées) ;

Cinq centimes (0° 05) par enregistrement de bagages ;

Dix centimes (0° 10) par expédition G. V. (messageries, marchandises et denrées) ;

Quinze centimes (0° 15) par expédition P. V. d'un poids inférieur à mille kilogrammes (1,000) ;

Quinze centimes (0° 15) par fraction indivisible de mille kilogrammes (1,000) pour les expéditions P. V. d'un poids supérieur à mille kilogrammes (1,000).

Ces surtaxes seront perçues à partir de l'ouverture complète de la relation au service des voyageurs et des marchandises.

3. Les colis postaux, les transports de l'État et ceux pour le compte de la compagnie seront exempts de ces surtaxes.

4. Les excédents qui pourront produire ces surtaxes seront affectés, jusqu'à concurrence de six mille cinq cents francs (6,500), à la constitution du fonds de réserve prévu par la loi du 26 octobre 1897.

5. Le ministre des travaux publics, le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur
et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

1437. — DÉCRET autorisant les Travaux d'amélioration du chenal d'accès du port de Saint-Valéry-sur-Somme.

Du 19 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu le décret du 25 août 1890 ⁽¹⁾, qui a autorisé l'exécution de travaux d'amélioration dans la baie de Somme;

Vu l'avant-projet de nouveaux travaux d'amélioration du chenal d'accès du port de Saint-Valery-sur-Somme, présenté les 23 et 26 janvier 1901; ensemble l'évaluation de la dépense s'élevant à cent soixante mille francs;

Vu la délibération en date du 10 août 1903, par laquelle la chambre de commerce d'Abbeville s'engage à fournir, indépendamment du solde de quarante-cinq mille francs de sa contribution dans les travaux autorisés en 1890, un nouveau subside de cinquante-huit mille francs, moyennant l'institution à son profit d'une taxe de tonnage de quinze centimes sur les navires fréquentant les ports de la baie de Somme, destinée à gager un emprunt d'égale somme;

Vu les délibérations en date des 4, 9 et 22 août 1903, par lesquelles les conseils municipaux de Saint-Valery et du Crotoy, au nom de ces communes, et le conseil général de la Somme, au nom du département, se sont engagés à verser annuellement à la chambre de commerce d'Abbeville, pour l'aider à faire face aux charges qu'elle s'impose, des subventions fixées respectivement à douze cents francs, quatre cents francs et trois mille cent francs;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique ouverte tant sur les dispositions techniques de l'avant-projet que sur l'institution de la taxe de quinze centimes destinée à gager l'emprunt de la chambre de commerce d'Abbeville, et notamment le procès-verbal de la commission d'enquête en date du 12 juin 1902;

Vu le procès-verbal des conférences mixtes en date du 20 novembre 1903 et notamment les adhésions directes délivrées par les conférents au deuxième degré;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 11 mars 1902;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 17 juillet 1903;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 11 mars 1901;

Vu la loi du 27 juillet 1870;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont autorisés les travaux d'amélioration du chenal d'accès du port de Saint-Valery-sur-Somme (Somme), conformément aux dispositions générales de l'avant-projet susvisé, et à l'avis également susvisé du conseil général des ponts et chaussées.

2. Il est pris acte de l'engagement souscrit par la chambre de commerce d'Abbeville, ainsi qu'il résulte de sa délibération du 10 août 1903, de fournir à l'État, pour l'exécution de ces travaux, avec l'aide du département de la Somme et des communes de Saint-Valery et du Crotoy, un subside de cent-trois mille francs (103,000^f).

(1) XII^e série, Bull. 1365, n° 22879.

Ce subside sera versé au Trésor par acomptes successifs, au fur et à mesure des besoins des travaux. L'importance de chaque versement partiel et l'époque à laquelle il devra être effectué seront déterminés par le ministre des travaux publics.

3. Le surplus de la dépense des travaux, évalué à cinquante-sept mille francs (57,000'), sera prélevé sur les ressources inscrites annuellement au budget du ministère des travaux publics (deuxième section) pour l'amélioration et l'extension des ports maritimes.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUJOLS.

N° 44738. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à diverses Écoles des beaux-arts.*

Du 1^{er} Juin 1904:

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'état ci-joint et les déclarations y annexées, constatant qu'il a été versé à titre de fonds de concours, par diverses villes et département, une somme de vingt-deux mille cent cinquante francs, pour subventions accordées aux établissements des beaux-arts désignés dans ledit état;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1863;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 26 mai 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (*Service des beaux-arts*), sur l'exercice 1904, chapitre XIII : *Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de vingt-deux mille cent cinquante francs (22,150'), applicable aux établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Juin 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : J. CHAUMEL.

ÉTAT des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1904.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRES ET NOTES des versements.	NUMÉROS des versements.	DATE des versements.	MONTANT des versements.
		CHAPITRE XIII. ÉCOLES NATIONALES DES BEAUX-ARTS, DES ARTS DECORATIFS ET D'ART INDUSTRIEL.			
		<i>Subventions allouées aux établissements ci-dessous désignés :</i>			
		2^e TRIMESTRE 1904.			
Cher.....	La ville de Bourges.	École nationale des arts appliqués à l'industrie de Bourges.	30190	6 avril 1904.....	2,845
	La ville de Dijon.	École nationale des beaux-arts de Dijon.	30818	24 mars 1904.....	650
Côte-d'Or.....	Le département de la Côte-d'Or.	Idem.....	30917	31 mars 1904.....	350
Creuse.....	La ville d'Aubusson.	École nationale d'art décoratif d'Aubusson.	30190	5 avril 1904.....	825
Nord.....	La ville de Roubaix.	École nationale des arts industriels de Roubaix.	31800	8 avril 1904.....	10,000
Haute-Vienne.	La ville de Limoges.	École nationale d'art décoratif et musée national Adrien-Dubouché à Limoges.	30843	12 avril 1904....	7,500
		TOTAL....			23,150

N° 44739. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, un **Crédit additionnel en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1901 et 1902.**

Du 12 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (deuxième section : *Postes et télégraphes*), additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1901 et 1902;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Considérant qu'aux termes de ces articles les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget des exercices précités et que le montant n'exède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces exercices;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (deuxième section : *Postes et télégraphes*), en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1901 et 1902, un **crédit** de dix mille neuf cent cinquante francs quatre-vingt-deux centimes (10,950^{fr} 82).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à ordonnancer les créances ci-dessus visées sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROILLOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par comptes définitifs des exercices 1901 et 1902, qui doivent faire l'objet d'un crédit additionnel.

Désignation des chapitres.	NATURE des créances.	NOMS des créanciers.	MONTANT DES CRÉDITS			NOTES des restes.
			par créance.	par chapitre.	par exercice.	
EXERCICE 1901.						
CHAP. VIII. Indemnités di- verses et se- cours.	Frais de dépla- cement.	M. Decron....	161 70	161 70		Mémoire par- venu tardive- ment.
	Nettoyage de fermetures métalliques.	MM. Jaquet, Mesnet et C ^{ie} .	47 50			Idem.
CHAP. X. Matériel des bureaux.	Honoraires pour surveil- lance de tra- vaux.	M. Decron....	18 50			Idem.
	Idem.....	Idem.....	184 57			Idem.
	Idem.....	M. Gillet.....	36 89			Idem.
	Rembourse- ment de man- dats-poste payés sur faux- acquit.	Receveur de Marseille- Trois-Mages.	50 00	287 46		Débit nécessaire par l'enquête.
CHAP. XVI. Dépenses diverses.	Idem.....	Receveur de Marseille-Cha- pitre.	50 00	100 00	404 16	Idem.
EXERCICE 1902.						
CHAP. V. Personnel (agents).	Rétribution des gérants de recettes auxi- liaires.	Gérant de la Recette auxi- liaire de Con- flens (Ariège).	49 93	49 93		Erreur faite dans le calcul.
CHAP. VII. Remises au personnel et à divers.	Remises sur communica- tions télépho- niques.	M. Montagne, receveur à Ambert.	295 52	295 52		Idem.
CHAP. VIII. Indemnités di- verses et se- cours.	Frais de dépla- cement.	M. Decron....	102 70	102 70		Mémoire par- venu tardive- ment.
	Loyer de l'en- trepôt de Pou- zin (Ardèche).	Société de l'Horme et de la Buire.	150 00			Idem.
	Nettoyage de fermetures métalliques.	MM. Jaquet, Mesnet et C ^{ie} .	47 50			Idem.
CHAP. X. Matériel des bu- reaux.	Fourniture d'une pompe et accessoires.	M. Farcol....	4,600 00			Idem.
	Fourniture de tuyaux.	Idem.....	947 10			Idem.
	Honoraires pour vérifica- tion de tra- vaux.	M. Decron....	332 82	6,077 42		Idem.

DESIGNATION des chapitres.	NATURE des créances.	NOMS des créanciers.	MONTANT DES CRÉDITS			NOTES des retards.
			par créances.	par chapitre.	par exercice.	
CHAP. XII. Transport des dépêches.	Éclairage à l'huile des bu- reaux ambu- lants.	Société géné- rale d'éclai- rage.	226 ^{fr} 40 ^c	226 ^{fr} 40 ^c		Mémoire fourni tardivement.
CHAP. XIII. Dépenses en matériel (travaux neufs).	Rembourse- ment de trop payé sur tra- vaux et four- niture de ma- tériel.	Administration des chemins de fer de l'État.	0 47	0 47		Réclamation tardive.
CHAP. XIV. Salaires des ou- vriers, Indem- nités et frais de déplacé- ment.	Honoraires....	D ^r Louvier....	10 00	10 00		Note parvenue tardivement.
	Rembourse- ment de man- dats-poste payés sur faux acquit.	Les receveurs des postes de Marseille-Pré- fecture.	10 00			Délai nécessaire par l'enquête.
	Idem.....	Marseille-Cha- pitre.	120 06			Idem.
	Idem.....	Marseille-Trois- Mages.	40 00			Idem.
CHAP. XVI. Dépenses diverses.	Idem.....	Marseille-Cor- derie.	15 90			Idem.
	Idem.....	Marseille-Cha- pitre.	10 35			Idem.
	Idem.....	Marseille-Cor- derie.	12 00			Idem.
	Idem.....	Idem.....	32 45			Idem.
	Idem.....	Idem.....	20 00			Idem.
	Idem.....	Marseille-Trois- Mages.	20 00			Idem.
	Idem.....	Marseille-Cor- derie.	10 00			Idem.
	Idem.....	Marseille-Pré- fecture.	38 00	338 70		Idem.
CHAP. XVIII. bis. Construction d'hôtels des postes et des télégraphes.	Honoraires pour direc- tion de tra- vaux.	M. Cochot....	2,874 31			Mémoire pro- duit tardivement
	Travaux de feronnerie.	M. Tartan....	409 08			Idem.
	Idem.....	Idem.....	109 12	3,445 37	10,516 ^{fr} 68 ^c	Idem.
					10,925 ^{fr} 83	

N° 44740. — *DÉCRET qui autorise le département de la Charente à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 13 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les délibérations du conseil général de la Charente, en date des 20 août 1903 et 13 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 6 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Charente est autorisé, conformément aux délibérations susvisées du conseil général, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. o/o), une somme de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille francs (499,000^{fr}) remboursable en seize ans à partir de 1906 et exclusivement applicable :

1° Aux travaux des chemins à subventionner par application de la loi du 12 mars 1880;

2° A la réparation des dégâts causés aux chemins vicinaux par les inondations du mois de février 1904.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Charente est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant seize ans à partir de 1905, soixante-quinze centièmes de centime (0^{fr} 75) additionnels au principal des quatre contributions directes pour en affecter le montant, concurremment avec un prélèvement sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de

finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898, tant au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille francs (499,000'), autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, qu'aux travaux des chemins vicinaux.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. GOMBES.

N° 44741. — DÉCRET qui autorise le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 13 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 17 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Savoie, en date du 18 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la délibération susvisée du conseil général, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, un centime, trente-huit centièmes (1^{er} 38) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes

extraordinaires dont le maximum est fixé, chaque année, par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOURET

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44742. — DÉCRET qui autorise le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 13 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Corrèze, en date du 13 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, sept centimes (0^o07) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun à subventionner par application de la loi du 12 mars 1880.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Juin 1904.

Signé: ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé: E. COMAR.

N° 44743. — DÉCRET concernant le Tarif des frais et dépens devant les tribunaux de première instance et les cours d'appel.

Du 14 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 15 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le Code de procédure civile et notamment les articles 543, 544 et 1042;

Vu le décret du 15 août 1903 qui fixe le tarif des frais et dépens devant les tribunaux de première instance et les cours d'appel;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est rapporté le décret du 15 août 1903 qui fixe le tarif des frais et dépens devant les tribunaux de première instance et les cours d'appel.

2. Sont remis en vigueur :

Les articles 67 à 151 et 159 à 167 du décret du 16 février 1807, contenant le tarif des frais et dépens pour le ressort de la cour d'appel de Paris;

Le tarif des frais, de taxe faisant suite au deuxième décret du 16 février 1807, relatif à la liquidation des dépens;

Le troisième décret du 16 février 1807, les décrets des 12 juin 1856, 30 avril et 13 décembre 1862, en tant qu'ils ont rendu communes à plusieurs cours d'appel et tribunaux les dispositions du tarif du 16 février 1807, pour la cour d'appel et les tribunaux du ressort de la cour de Paris, et en ont fixé la réduction pour les autres;

Les articles 7 à 13 et 15 à 19 de l'ordonnance du 10 octobre 1841, contenant le tarif des frais et dépens relatifs aux ventes judiciaires des biens immeubles;

L'article 5 du décret du 9 mai 1893 portant règlement d'administration publique, en exécution de l'article 4 de la loi du 16 mars 1893 relative à la publicité à donner aux décisions prononçant une interdiction ou nommant un conseil judiciaire;

Et généralement toutes dispositions abrogées par l'article 107 du décret du 15 août 1903.

3. Les procédures introduites devant les tribunaux et les cours à partir du 16 octobre 1903 et terminées soit par un jugement avant faire droit, soit par un jugement sur le fond, lors de la publication du présent décret, seront taxées conformément au tarif établi par le décret du 15 août 1903.

Toutes autres procédures seront réglées par les tarifs remis en vigueur.

4. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOURET.

La Garde des sceaux, Ministre de la justice.

Signé : E. VALLÉ.

N° 44744. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit additionnel en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902.

Du 14 juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu les états des créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section, Service de l'instruction publique, pour les exercices 1900, 1901 et 1902;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1861⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dénommées dans l'état ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des dépenses des exercices 1900,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1901 et 1902 présentent aux chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 juin 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section : *Service de l'instruction publique*, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de cinquante et un mille cinq cent soixante-dix-neuf francs vingt et un centimes (51,579²¹), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1900.	Chapitre LXXV.....	50 ⁰⁰	
Exercice 1901.	Chapitre LXXVI.....	130 ⁰⁰	430 ⁰⁰
	Chapitre LXXVII.....	300 ⁰⁰	
Exercice 1902.	Chapitre LXX.....	120 ⁰⁰	51,099 ²¹
	Chapitre LXXI.....	637 ⁰⁰	
	Chapitre LXXII.....	345 ²⁷	
	Chapitre LXXIII.....	4 ⁵⁰	
	Chapitre LXXIV.....	15,329 ⁵⁹	
	Chapitre LXXVI bis.....	54,662 ⁸⁵	
TOTAL ÉGAL.....		51,579 ²¹	

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre ciu spécial aux dépenses des exercices clos, ouvert à son budget, première section : *Service de l'instruction publique*, conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIN.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIE.

N° 44745. — *Décret qui reporte à l'exercice 1904 un Crédit non employé en 1903, applicable à la construction de Prisons cellulaires.*

Du 15 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1904, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1904;

Vu les décrets des 5 mars et 26 juin 1903, ouvrant au budget du ministère de l'intérieur et des cultes, exercice 1903, 1^{re} section, France, chapitre LXXXIV : *Construction et aménagement des prisons cellulaires dans les conditions déterminées par les lois des 5 juin 1875 et 4 février 1893*, des crédits provenant de fonds de concours et s'élevant à la somme totale de deux cent cinquante-six mille francs;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur le montant de ces crédits, il n'a été effectué pendant le cours de l'exercice 1903, qu'une dépense de soixante-douze mille francs et que, par suite, la somme de cent quatre-vingt-quatre mille francs reste disponible;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget de l'exercice 1904 du ministère de l'intérieur et des cultes (1^{re} section, France, chapitre LXXXIV : *Construction et aménagement des prisons cellulaires dans les conditions déterminées par les lois des 5 juin 1875 et 4 février 1893*), une somme de cent quatre-vingt-quatre mille francs, (184,000^f) provenant de fonds de concours et non employée sur le chapitre correspondant de l'exercice 1903.

Ladite somme est applicable à des travaux de construction de prisons cellulaires dans les proportions suivantes :

Prison cellulaire de Caen.....	84,000 ^f
Prison cellulaire de Poitiers.....	100,000
TOTAL GÉNÉRAL.....	184,000

2. Pareille somme de cent quatre-vingt-quatre mille francs (184,000^f) est annulée au chapitre LXXXIV de la 1^{re} section, France, du budget du ministère de l'intérieur et des cultes pour l'exercice 1903.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les travaux mentionnés audit article.

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44746. — *Décret qui autorise le département de la Savoie à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 15 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Savoie, en date du 13 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la délibération du conseil général en date du 13 avril 1904, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-quinze centimes pour cent (3^{fr} 75 p. 0/0), une somme de cent cinquante-quatre mille cinq cent cinq francs (154,505^{fr}) remboursable en vingt ans à partir de 1905 et applicable au paiement des avances à faire à l'État, en vue de l'établissement d'un réseau téléphonique départemental complémentaire.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Il sera pourvu au remboursement dudit emprunt de cent cinquante-quatre mille cinq cent cinq francs (154,505⁴) au moyen des versements effectués par l'État à titre d'attribution au département sur le produit des taxes perçues sur le réseau téléphonique départemental.

3. Le département de la Savoie est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant vingt ans à partir de 1905, quatre-vingt-sept centièmes de centime (0^e 87) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit, concurrentement avec les versements à effectuer par les communes qui auront adhéré à l'établissement du réseau téléphonique départemental, au service de l'emprunt de cent cinquante-quatre mille cinq cent cinq francs (154,505⁴) autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

4. L'imposition extraordinaire de quatre-vingt-sept centièmes de centime (0^e 87) autorisée par l'article 3 ci-dessus ne sera mise, chaque année, en recouvrement qu'autant que les versements effectués par l'État et les communes dans les conditions indiquées plus haut seront insuffisants pour assurer le paiement des annuités dudit emprunt et dans la limite de cette insuffisance.

Le montant de l'imposition à mettre, chaque année, en recouvrement, sera déterminé par le préfet, d'après les indications résultant de l'exercice précédent.

5. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44747. — DÉCRET portant affectation au Service des beaux-arts
des anciennes fortifications d'Aigues-Mortes (Gard).

Du 19 juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 25 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽¹⁾ sur le mode à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'Etat;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, article 57;

Vu les lettres en date des 2 juillet 1898, 9 novembre 1899, 29 mai 1900 et 8 avril 1904, par lesquelles le ministre de la guerre s'est déclaré prêt à se dessaisir, en faveur du département de l'instruction publique et des beaux-arts, des anciennes fortifications d'Aigues-Mortes (Gard), lesquelles sont affectées au service de la guerre;

Vu les lettres en date des 27 décembre 1898, 12 janvier 1900 et 8 juin 1904, par lesquelles le ministre des finances a donné son adhésion à ce changement d'affectation;

Vu le plan ci-annexé,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les anciennes fortifications d'Aigues-Mortes (Gard), qui font partie du domaine de l'Etat et sont classées parmi les monuments historiques, sont affectées au service des beaux-arts. Cette affectation comprend :

1° L'enceinte proprement dite de la ville, à l'exception de la tour de Constance et du rez-de-chaussée de la tour de la Gardette, lesquels demeurent affectés au département de la guerre;

2° Le château, c'est-à-dire les trois bâtiments désignés sur le plan par les lettres K, M et N;

3° Le logement du gardien des fortifications, c'est-à-dire les bâtiments désignés sur le plan par les lettres p et x;

4° Les terrains militaires qui bordent l'enceinte à l'extérieur sur ses trois fronts nord-est, sud-est et sud-ouest;

5° Les terrains militaires qui bordent l'enceinte à l'intérieur de la place sur ses quatre fronts, y compris la place d'Armes;

6° La partie de ces terrains comprise entre les tours 2 et 3 et figurée en blanc sur le plan, où elle est délimitée par les numéros 25, 26, 27, 28 et 29.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMÉ.

N° 44748. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à refuser les ouvrages suivants, légués aux musées nationaux par M^{me} de Pages de Pourcari :

Portrait de Philippe de Girard, par Sheffer;
Portrait de la grand'mère de la testatrice, par Gros;
Portrait (miniature) de la tante de la testatrice, par Hall;
Portrait du comte de Corneillan (médailhon);
Portrait de la grand'mère de la testatrice (médailhon);
Et autres miniatures. (Paris, 17 Mai 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 5 Août 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-5^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 45.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2552.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44749. — *Loi érigeant en Municipalité distincte une portion de territoire distraite des communes d'Arles et de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône).*

Du 28 Mars 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 8 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La partie du territoire, figurée au plan annexé à la présente loi par un liseré rouge, est distraite de la commune d'Arles (canton et arrondissement de ce nom, département des Bouches-du-Rhône) et de la commune de Fos-sur-Mer (canton d'Istres, arrondissement d'Aix, même département) et formera, à l'avenir, une municipalité distincte, dont le chef-lieu est fixé à Port-Saint-Louis-du-Rhône et en portera le nom.

La nouvelle commune est rattachée au canton et à l'arrondissement d'Arles.

Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

2. La commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône assurera le remboursement d'une somme de soixante-quatre mille sept cent cinquante-deux francs (64,752⁴) sur l'emprunt de cent quinze mille deux cent vingt-deux francs (15,222⁴), contracté par la ville d'Arles, en vertu d'une loi du 20 juillet 1900.

XIP Séris.

46

La ville d'Arles supportera le surplus des emprunts qu'elle a contractés.

La commune de Fos-sur-Mer demeurera chargée du remboursement des emprunts existants.

3. Les biens appartenant aux indigents des anciennes communes d'Arles et de Fos-sur-Mer et aux hospices d'Arles (Bouches-du-Rhône) seront partagés entre les établissements et les pauvres de la nouvelle commune de Port-Saint-Louis, proportionnellement à la population municipale, sous réserve des droits que la population de l'une ou de l'autre commune ou une partie de cette population tiendrait privativement d'actes de fondation.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 44750. — *Loi faisant bénéficier le demi-soldier (inscrit maritime) de sa Pension de retraite à compter du jour où son droit est constaté.*

Du 14 Avril 1904.

(Republié au Journal officiel du 26 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Les inscrits maritimes réunissant les vingt-cinq ans de services à l'État et de navigation exigés par l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1881 auront droit aux arrérages des pensions dites *demi-soldes*, qui leur seront concédées :

1° A partir du jour où ces vingt-cinq années auront été accomplies, s'ils sont, à cette date, âgés d'au moins cinquante ans ;

2° A partir du jour où ils auront atteint l'âge de cinquante ans, s'ils ont parfait les vingt-cinq années ci-dessus antérieurement à cet âge ;

3° A partir du 1^{er} janvier de l'année pendant laquelle la demi-solde sera octroyée si, étant âgés de moins de cinquante ans, ils sont reconnus atteints d'infirmités évidentes qui les mettent dans l'impossibilité de naviguer.

2. Pour les pensions dérivées de la demi-solde, les arrérages courront :

A partir du jour du décès du mari, si la veuve réunit à ce moment quarante ans d'âge, ou si, n'ayant pas atteint cet âge, elle a un ou plusieurs enfants, et, dans les autres cas, à partir du jour où la veuve aura atteint l'âge de quarante ans.

3. Les dispositions qui précèdent seront appliquées à partir du 1^{er} janvier 1905.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la marine,

Signé : CAMILLE PELLETAN.

N° 45751. — Loi portant modification de la loi du 20 juillet 1897 sur le Permis de navigation maritime et l'évaluation des services donnant droit à la Pension dite demi-solde.

Fait à Paris, le 14 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 16 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est abrogé l'article 6 de la loi du 20 juillet 1897 sur le permis de navigation maritime et l'évaluation des services donnant droit à la pension dite demi-solde.

2. L'article 7 de la loi du 20 juillet 1897 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 7. Le temps d'embarquement sur les bateaux armés à la petite pêche et au bornage, dans les eaux soumises au régime de l'inscription maritime, est admis pour la totalité de sa durée dans les services donnant droit à la demi-solde, sous la réserve que la navigation soit active et professionnelle.

« La navigation est dite active quand elle s'exerce à raison d'au moins un jour sur trois de la période de durée du rôle; elle est dite professionnelle, quand elle a pour objet le transport de passagers ou de marchandises, ou quand la pêche est pratiquée en vue de la vente du poisson.

« La navigation à la petite pêche et au bornage n'est comptée que pour la moitié de sa durée effective dans l'évaluation des services

donnant droit à la demi-solde, quand elle n'est pas active, tout en étant professionnelle.

« La navigation non professionnelle est annulée par le ministre, en vertu des dispositions qui font l'objet du dernier paragraphe de l'article 5 de la présente loi. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la marine,

Signé : CAMILLE PELLETAN.

N° 44752. — **DÉCRET** qui approuve la Convention passée le 27 février 1904 entre le Ministre des travaux publics et la Compagnie des tramways de l'Est Parisien.

Du 28 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu, avec la convention et le cahier des charges y annexés, le décret du 30 mars 1899⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique et concédé à la Compagnie des tramways de Saint-Maur-les-Fossés et extensions (actuellement dénommée « Compagnie des tramways de l'Est-Parisien ») deux lignes de tramways à traction mécanique :

- 1° Bonneuil à Paris (pont de la Concorde), avec embranchement sur Vitry, et de Créteil à Bonneuil par Saint-Maur;
- 2° De Charenton à Alfortville;

Vu, avec la convention et le cahier des charges y annexés, le décret du 30 mars 1899⁽²⁾, qui a déclaré d'utilité publique et concédé à la Compagnie du tramway électrique de Paris à Romainville les lignes de tramways à traction mécanique ci-après désignées :

- 1° Noisy-le-Sec à Paris (près la place de l'Opéra);
- 2° Fontenay-sous-Bois à Paris (près la place de la République);
- 3° Noisy-le-Sec à Paris (square du Temple);
- 4° Le Raincy à Paris (place de la République);
- 5° Bondy à Paris (place Saint-Michel);
- 6° Pantin (lieu dit « les Quatre-Chemins ») au port d'Ivry;

Vu le décret du 3 mars 1900⁽³⁾, qui a autorisé la substitution de la Compagnie des tramways de l'Est-Parisien (anciennement dénommée Compagnie des tramways de Saint-Maur-les-Fossés et extensions) à la Compagnie du tramway électrique de Paris à Romainville, comme concessionnaire

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2103, n° 37010.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2180, n° 38087.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2102, n° 36998.

des six lignes de tramways susmentionnées qui ont fait l'objet du décret du 30 mars 1899;

Vu le décret du 10 avril 1903, qui approuve la convention passée, le 1^{er} avril 1903, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et la Compagnie de l'Est-Parisien, ladite convention ayant pour objet d'autoriser pour une durée de six mois, une modification provisoire des tarifs *intra-muros*, prévus par l'article 23 des cahiers des charges annexés aux décrets susvisés du 30 mars 1899, pour les lignes de :

Noisy-le-Sec à Paris (près la place de l'Opéra);
Fontenay-sous-Bois à Paris (place de la République);
Le Raincy à Paris (place de la République);
Bondy à Paris (place Saint-Michel);
Bonneuil à Paris (place de la Concorde);

Vu le décret du 2 octobre 1903, qui a approuvé la convention passée, le 30 septembre 1903, entre le ministre des travaux publics et la Compagnie des tramways de l'Est-Parisien pour proroger jusqu'au 1^{er} mars 1904 le délai fixé par la convention susvisée du 1^{er} avril 1903;

Vu la convention passée, le 27 février 1904, entre le ministre des travaux publics, au nom de l'État, et la Compagnie des tramways de l'Est-Parisien;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, et notamment l'article 10;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽¹⁾, 6 août 1881⁽²⁾ et 13 février 1900⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 27 février 1904, entre le ministre des travaux publics et la Compagnie des tramways de l'Est-Parisien, ladite convention ci-annexée ayant pour objet de proroger jusqu'au 1^{er} juillet 1904 le délai fixé par les conventions du 1^{er} avril et du 30 septembre 1903, approuvées par les décrets ci-dessus visés du 10 avril et du 2 octobre 1903.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Février 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOL.

CONVENTION.

L'an 1904 et le 27 février,

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État et sous réserve de l'approbation des présentes par un décret,

D'une part;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 564, n° 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 38657.

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie des tramways de l'Est-Parisien*, ladite compagnie représentée par M. *Georges Boutou*, directeur de la compagnie, autorisé à cet effet par délibération du conseil d'administration en date du 18 février 1904,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Est prorogé jusqu'au 1^{er} juillet 1904 le délai fixé par les conventions du 1^{er} avril et du 30 septembre 1903, approuvées par les décrets du 10 avril et du 2 octobre 1903, concernant la modification provisoire des tarifs des tramways :

Noisy-le-Sec à Paris (près de la place de l'Opéra);
Fontenay-sous-Bois à Paris (place de la République);
Le Raincy à Paris (place de la République);
Bondy à Paris (place Saint-Michel);
Bonneuil à Paris (pont de la Concorde).

Toutefois, le ministre des travaux publics pourra dénoncer la présente convention en prévenant la compagnie un mois à l'avance. A l'expiration de ce délai d'un mois, le cahier des charges annexé au décret du 30-mars 1899 reprendra son plein effet.

Fait double à Paris, les jour, mois, et an que dessus.

Lu et approuvé :

Signé : E. MARUÉJOULS.

Lu et approuvé :

Compagnie des tramways de l'Est-Parisien.

Le Directeur,

Signé : G. BOUTOU.

N° 44753. — **DÉCRET** substituant la *Compagnie des chemins de fer régionaux de Franche-Comté* à MM. *Chappuis et Schlumberger* *concessionnaires* du chemin de fer d'intérêt local de Morteau à Maiche (Doubs).

Du 25 Mars 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 29 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec la convention de concession, le bordereau des prix et le cahier des charges y annexés, la loi du 11 janvier 1901, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Doubs, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Morteau (gare Paris-Lyon-Méditerranée) à Maiche, ladite ligne concédée par le département du Doubs à MM. *Chappuis et Schlumberger*;

Vu, notamment, l'article 13 de la convention de concession susmentionnée, aux termes duquel : « Dans un délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, les concessionnaires devront constituer une société anonyme dont le capital sera constitué dans les conditions indiquées à l'article 18 de la loi du 11 juin 1880 :

« La société ainsi formée se substituera aux concessionnaires pour l'accomplissement des charges qu'ils contractent en vertu de la présente con-

vention. Les concessionnaires demeureront d'ailleurs solidairement responsables avec la nouvelle société de tous les engagements résultant de ladite convention.

Cette substitution devra être approuvée par un décret délibéré en conseil d'État, suivant les dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880;

Vu les demandes présentées, le 23 février 1903, par MM. Chappuis et Schlumberger, d'une part, et le 20 juillet 1903 par la Compagnie des chemins de fer régionaux de Franche-Comté, d'autre part, à l'effet d'obtenir l'approbation de la substitution de la seconde aux premiers;

Vu le procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 29 décembre 1903, portant acceptation de la clause qui fait l'objet de l'article 2, paragraphe 2 du présent décret;

Vu la délibération du conseil général du Doubs, en date du 20 avril 1903;

Vu les rapports des ingénieurs du département du Doubs, en date des 2-6 avril et 22-26 août 1903;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, et notamment l'article 10;

Le Conseil d'État entendu;

Décrète :

Art. 1^{er}. Est approuvée la substitution à MM. Chappuis et Schlumberger de la Compagnie des chemins de fer régionaux de Franche-Comté, comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Moreau (gare Paris-Lyon-Méditerranée) à Maiche dont l'établissement, dans le département du Doubs, a été déclaré d'utilité publique par la loi susvisée du 11 janvier 1901.

2. Il est interdit à la Compagnie des chemins de fer régionaux de la Franche-Comté, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des lignes de chemins de fer d'intérêt local qui lui sont concédées, sans y avoir été préalablement autorisée par décret délibéré en conseil d'État.

Il est également spécifié, sous peine de déchéance, que le conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer régionaux de la Franche-Comté sera composé de membres en majorité de nationalité française et sera présidé par un Français.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOURET.

Le Ministre des Travaux Publics,

Signé : E. MARUJOLS.

N° 44754. — *DÉCRET portant modification du tracé de la ligne de Tramway de Pau à Pontacq dans la traversée de Livron (Basses-Pyrénées).*

Du 2 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 13 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec les conventions, les cahiers des charges, la série de prix et les plans d'ensemble y annexés, le décret du 4 avril 1898⁽¹⁾ qui a :

1° Déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département des Basses-Pyrénées, d'un réseau de tramways à traction mécanique, destiné au transport des voyageurs et des marchandises et comprenant :

a) Deux lignes de Pau à Pontacq et de Pau à Moncin, avec raccordements à la gare des chemins de fer du Midi, à Pau, concédées par l'État au département et rétrocédées par ce dernier à la compagnie rétrocessionnaire du tramway de Bayonne à Biarritz;

b) Les lignes de Pau à Lembeye, d'Oloron à Mauléon et d'Oloron à Souveterre, avec raccordements aux gares du Midi, lignes concédées par le département à ladite compagnie;

2° Approuvé la convention passée, le 2 avril 1898, entre le préfet des Basses-Pyrénées, au nom du département, et la compagnie rétrocessionnaire du tramway de Bayonne à Biarritz;

Vu le décret du 20 novembre 1902⁽²⁾, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans les départements des Basses-Pyrénées, du Gers et des Landes, d'une ligne de tramway à traction mécanique destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Garlin et Aire et approuvé :

1° Les conventions passées entre les préfets des Basses-Pyrénées, du Gers et des Landes et la Compagnie des chemins de fer de Pau-Oloron-Mauléon et tramways de Bayonne à Biarritz, pour la concession et la rétrocession dudit tramway;

2° L'avenant aux cahiers des charges approuvés par le décret susvisé du 4 avril 1898; ensemble lesdites conventions et ledit avenant;

Vu le projet présenté pour la modification du tracé de la ligne de Pau à Pontacq dans la traversée de Livron, et les propositions pour la modification des articles 6 (établissement de la voie ferrée dans les parties accessibles aux voitures ordinaires) et 15, paragraphe 2 (limitation de la vitesse des trains), des cahiers des charges annexés au décret susvisé du 4 avril 1898;

Vu, notamment, le plan de la variante du tracé dans la traversée de Livron;

Vu les pièces des enquêtes ouvertes sur lesdits projets et propositions dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881;

Vu, notamment, les délibérations des commissions d'enquête, en date des 19 août, 15-29 novembre 1902, 11 avril, 20 avril et 18 mai 1903;

Vu les avis de la chambre de commerce de Bayonne, en date des 16 juin

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1980, n° 34724. — — — ⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2457, n° 43302.

et 13 août 1902 et 18 mars 1903, de la chambre de commerce de Mont-de-Marsan, en date du 7 avril 1903, et des chambres consultatives des arts et manufactures de Pau et d'Oloron des 12 juillet 1902, 16 et 20 mars 1903;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale des Basses-Pyrénées en date des 20 août 1902, 22 avril, 25 juillet et 18 août 1903, et des conseils généraux du Gers et des Landes, en date du 21 avril 1903;

Vu les avenants aux cahiers des charges annexés au décret susvisé du 4 avril 1898, passés le 23 novembre 1903, entre le préfet des Basses-Pyrénées et la Compagnie des chemins de fer de Pau-Oloron-Mauléon et tramway de Bayonne à Biarritz, et les 25 novembre, 3 et 9 décembre 1903 entre les préfets des Basses-Pyrénées, du Gers et des Landes et ladite compagnie;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées (1^{re} section), en date du 2 février 1904;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾ et le décret du 13 février 1900⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont approuvés :

1° La modification du tracé, conformément au plan susvisé, de la ligne de tramway de Pau à Pontacq dans la traverse de Livron;

2° Les avenants aux cahiers des charges annexés au décret susvisé du 4 avril 1898, passés le 23 novembre 1903, entre le préfet des Basses-Pyrénées et la Compagnie des chemins de fer de Pau-Oloron-Mauléon et tramways de Bayonne à Biarritz et les 25 novembre, 3 et 9 décembre 1903 entre les préfets des Basses-Pyrénées, du Gers et des Landes, et ladite compagnie.

Lesdits avenants et le plan susvisé resteront annexés au présent décret.

2. Est reporté au 31 décembre 1904 le délai fixé par l'article 1^{er} du décret du 4 avril 1898 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution du réseau de tramways qui a fait l'objet dudit décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARQUJOULS.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 38657.

AVENANT

À LA CONVENTION DU 11 NOVEMBRE 1902.

Entre les préfets des Basses-Pyrénées, du Gers et des Landes, agissant chacun au nom et pour le compte de son département, en vertu de la loi du 10 août 1871, de la loi du 11 juin 1880, des décrets des 6 août 1881 et 13 février 1900, des délibérations des conseils généraux en date des :

22 avril et 18 août 1903 pour les Basses-Pyrénées;

21 avril 1903 pour le Gers;

21 avril 1903 pour les Landes,

D'une part;

Et MM. A. de Wandre et F. Renchat, administrateurs de la Compagnie des chemins de fer de Pau-Oloron-Maudéon et tramways de Bayonne à Biarritz, agissant en cette qualité et stipulant pour le compte de ladite compagnie,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

Est rendue applicable au tramway de Garlin à Aire, prolongement du réseau des tramways des Basses-Pyrénées, déclaré d'utilité publique par décret du 20 novembre 1902, la modification apportée à l'article 15 des cahiers des charges dudit réseau, l'avenant passé entre le préfet des Basses-Pyrénées et les administrateurs de la compagnie à la date du 23 novembre 1903 en ce qui concerne la vitesse sur routes et chemins, lequel avenant complète et modifie l'article 15 par les dispositions suivantes :

Toutes les voitures seront munies du frein continu;

La vitesse des trains en marche sera, au plus, de vingt-cinq kilomètres par heure sur les routes et chemins.

Fait et arrêté :

A Pau, le 25 novembre 1903.

Le Préfet des Basses-Pyrénées :

Signé : A. GILBERT.

A Auch, le 5 décembre 1903.

Le Préfet du Gers,

Signé : HABERT.

A Mont-de-Marsan, le 9 décembre 1903.

Lu et approuvé :

Les Administrateurs de la Compagnie,

Signé : A. DE WANDRE.

Signé : F. RENCHAT.

Le Préfet des Landes,

Signé : MEUNIER.

Enregistré à Pau (A. C.), folio 73, case 15, vol. bis, le 12 décembre 1903. — un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Lorphelin.

AVENANT

À LA CONVENTION DU 2 AVRIL 1898.

L'an 1903, le 23 novembre,

Entre les soussignés :

M. Ambroise Gilbert, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, préfet des Basses-Pyrénées, agissant au nom et pour le compte du département en vertu de la loi du 10 août 1871, de la loi du 11 juin 1880, des décrets des 6 août 1881 et 13 février 1900, des délibérations du conseil général en date

11 avril 1903 et de la délibération de la commission départementale du 25 juillet 1903.

D'une part;

Et MM. A. de Wandre et F. Renket, administrateurs de la Compagnie des chemins de fer de Pau-Oloron-Mauléon et tramways de Bayonne à Biarritz, agissant en cette qualité et stipulant pour le compte de ladite compagnie.

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

1° L'article 6 des cahiers des charges joints au décret de concession du 4 avril 1898 d'un réseau de tramways à établir dans le département des Basses-Pyrénées, ledit article fixant les conditions d'établissement de la voie ferrée dans les parties accessibles aux voitures ordinaires, est complété comme suit :

Les dispositions du troisième paragraphe pourront être remplacées par les suivantes :

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres de largeur sera réservé d'autre part entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie ferrée sera établie, soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai, ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à cinquante centimètres (0^m50).

La largeur totale de plate-forme de la voie publique restera d'ailleurs, dans le cas d'application de ces dernières dispositions, ce qu'elle devrait être par application des dispositions des deuxième et troisième paragraphes.

2° L'article 15 des mêmes cahiers des charges, fixant limitation de la longueur et la vitesse des trains, est complété et modifié par les dispositions suivantes :

Toutes les voitures seront munies du frein continu.

La vitesse des trains en marche sera, au plus, de vingt-cinq kilomètres (25^k) sur les routes et chemins.

Fait double à Pau, le 23 novembre 1903.

Lu et approuvé :

Signé : F. RENKET.

Lu et approuvé :

Signé : A. GILBERT.

Lu et approuvé :

Signé : A. DE WANDRE.

Enregistré à Pau (A. C.), folio 73, case 14, vol. bis. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Lorphelin.

N° 44755. — DÉCRET approuvant la modification du tracé du Tramway de Maubeuge à Hautmont (Nord).

Du 13 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 17 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec le traité de rétrocession, le cahier des charges et le plan d'ensemble y annexés, le décret du 7 mai 1902 ⁽¹⁾, qui a :

1° Déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un réseau de tramways à traction mécanique, destiné au transport des voyageurs dans la ville de Maubeuge et ses environs, comprenant notamment une ligne n° 2 de Maubeuge à Hautmont par Louvroil;

2° Approuvé le traité passé le 26 février 1902 entre le préfet du Nord au nom du département, et M. Lucien Beau;

Vu le décret du 11 mai 1903, qui a approuvé la substitution à M. Lucien Beau, de la société anonyme dite *Compagnie des tramways électriques de Maubeuge*, comme rétrocessionnaire du réseau de tramways ainsi désigné;

Vu l'avant-projet présenté, le 10 avril 1903, pour la modification du tracé de la ligne n° 2, de Maubeuge à Hautmont par Louvroil, dans la partie comprise entre les intersections :

1° A Louvroil, de la route nationale n° 2 et du chemin vicinal ordinaire n° 4;

2° A Hautmont, du chemin d'intérêt commun n° 121 et du chemin vicinal ordinaire n° 3;

3° Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 19 août 1903;

Vu la délibération de la chambre de commerce d'Avesnes, en date du 11 août 1903;

Vu les délibérations du conseil général du Nord, en date des 21 et 26 août 1903;

Vu l'avenant au cahier des charges annexé au décret susvisé du 7 mai 1902, passé le 1^{er} octobre 1903, entre M. le préfet du Nord, agissant au nom du département, d'une part, et la Compagnie des tramways électriques régionaux de Maubeuge, d'autre part;

Vu l'adhésion directe au projet délivrée, au nom du département de guerre, par M. le directeur du génie à Maubeuge, le 18 décembre 1903;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 21 février 1904;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai 1880 et 6 août 1881 ⁽²⁾, et le décret du 13 février 1900 ⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont approuvés :

1° La modification du tracé du tramway de Maubeuge à Hautmont;

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 2397, n° 42239.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11127.

⁽⁴⁾ XIII^e série, Bull. 2191, n° 384.

par Louvroil, conformément aux dispositions du plan général de l'avant-projet ci-dessus visé, du 10 avril 1903;

2° L'avenant au cahier des charges annexé au décret susvisé du 7 mai 1902, passé le 1^{er} octobre 1903 entre le préfet du Nord, d'une part, et la Compagnie des tramways électriques régionaux de Maubeuge, d'autre part.

Ledit avenant ainsi que le plan général susmentionné resteront annexés au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 13 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOUËL.

AVENANT.

Entre les soussignés :

M. Louis Vincent, officier de la Légion d'honneur, préfet du département du Nord, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu de la loi du 10 août 1871, du 11 juin 1880, des décrets des 6 août 1881, 20 mars 1882, 13 février 1900 et des délibérations du conseil général des 24 avril et 26 août 1903,

D'une part;

Et M. Lucien Beau, administrateur délégué représentant la Compagnie des tramways électriques régionaux de Maubeuge, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du 10 septembre 1903,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

Le paragraphe 3 de l'article 2 du cahier des charges du réseau de tramways de la ville de Maubeuge et ses environs, annexé au décret de concession, du 7 mai 1902, concernant l'indication du tracé de la ligne n° 2, est remplacé par la rédaction suivante :

La ligne n° 2 part de Maubeuge (place de la Grisoelle), suit la route nationale n° 2, en sortant par la porte de France, la route départementale n° 13, le chemin d'intérêt commun n° 95, le chemin vicinal ordinaire n° 3; le chemin d'intérêt commun n° 121 et la suite du chemin d'intérêt commun n° 95 jusqu'au passage à niveau, près de la gare d'Hautmont, où elle finit à sept kilomètres quatre-vingt-sept mètres (7° 087).

Fait double à Lille, le 1^{er} octobre 1903.

Le Préfet du Nord,

Signé : L. VINCENT.

L'Administrateur délégué,

Signé : L. BEAU.

Enregistré à Maubeuge, le 29 avril 1904, folio 62, case 1. — Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Rodière.

N° 44756. — DÉCRET approuvant la substitution, à MM. Grammont et Faye de la Compagnie des tramways électriques de Saint-Étienne (Loire), comme rétrocessionnaire du réseau de tramways du département de la Loire.

Du 9 mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 12 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec la convention de concession, le cahier des charges et la convention de rétrocession y annexés, le décret en date du 18 mars 1896⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le canton sud-est et aux abords de la ville de Saint-Étienne, d'un réseau de tramways à traction mécanique, destiné au transport des voyageurs et des marchandises, ledit réseau concédé par le département de la Loire à la ville de Saint-Étienne et rétrocédé par cette ville à MM. Grammont et Faye;

Vu, notamment, l'article 14 de la convention de rétrocession, aux termes duquel MM. Grammont et Faye s'engagent à constituer, dans un délai de six mois à dater du décret déclaratif d'utilité publique, une société qui leur sera substituée après accomplissement des formalités prévues par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880;

Vu les demandes présentées, le 30 avril 1897, par MM. Grammont et Faye, d'une part, et par la Compagnie des tramways électriques de Saint-Étienne (Loire), d'autre part, en vue de faire approuver la substitution de la seconde aux premiers, comme rétrocessionnaire du réseau des tramways sus-visés;

Vu l'engagement souscrit, le 14 mars 1904, par MM. Grammont et Faye, de rester, pendant un délai de dix ans, solidairement responsables avec ladite compagnie des engagements contractés envers la ville de Saint-Étienne;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Étienne, en date du 2 juillet 1897;

Vu l'avis des ingénieurs du département, en date des 29 novembre, 1^{er} décembre 1898 et 11, 12 avril 1901;

Vu la délibération du conseil général de la Loire, en date du 18 avril 1901;

Vu l'avis du préfet de la Loire, en date du 20 juin 1901;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, et notamment l'article 10;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution à MM. Grammont et Faye de la Compagnie des tramways électriques de Saint-Étienne (Loire), comme rétrocessionnaire du réseau de tramways mécaniques, dont

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1798, n° 31482.

l'établissement, dans le département de la Loire, a été déclaré d'utilité publique par le décret ci-dessus visé du 18 mars 1896.

2. Il est interdit à la Compagnie des tramways électriques de Saint-Etienne (Loire), sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction et l'exploitation du réseau de tramways désigné à l'article 1^{er}, sans y avoir été préalablement autorisée par décret rendu en conseil d'Etat.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉCHAL.

N° 14757. — **DÉCRET** approuvant un Avenant au traité de rétrocession du réseau départemental des Tramways de Seine-et-Marne.

Du 9 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu, avec la convention et le cahier des charges y annexés, le décret en date du 6 mai 1899⁽¹⁾ qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de Seine-et-Marne, d'un réseau de tramways concédé par l'Etat au département et rétrocédé par celui-ci à la Société générale des chemins de fer économiques;

Vu, notamment, les dispositions de l'article 4 de la convention de rétrocession susvisée relatives au mode de remboursement par le département à la Société générale des chemins de fer économiques de la portion du capital fournie par cette société;

Vu l'avenant à la convention de rétrocession passé le 19 avril 1904 entre le département et la Société générale des chemins de fer économiques, pour modifier les conditions du remboursement du capital fourni par cette société;

Vu la délibération du conseil général de Seine-et-Marne, en date du 1^{er} août 1903;

Vu les rapports du service de contrôle, en date des 1^{er} août, 12 et 17 novembre 1903;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées (1^{re} section), en date du 1^{er} décembre 1903;

1^{re} série, Bull. 2126, n° 37466.

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 20 mars 1882⁽¹⁾ et 23 décembre 1885⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvé l'avenant à la convention de rétrocession annexée au décret du 6 mai 1899, ledit avenant intervenu le 19 avril 1904 entre le préfet de Seine-et-Marne, agissant au nom du département, et la Société générale des chemins de fer économiques, pour modifier les conditions du remboursement par le département de la portion du capital d'établissement fournie par la société.

Cet avenant restera annexé au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOUX.

AVENANT

À LA CONVENTION DU 28 AVRIL 1899.

Entre les soussignés :

M. Paul Boegner, préfet de Seine-et-Marne, commandeur de la Légion d'honneur, agissant au nom du département en vertu de la délibération du conseil général en date du 18 août 1903,

D'une part;

Et M. Émile Level, officier de la Légion d'honneur, directeur de la Société générale des chemins de fer économiques, dont le siège est à Paris, cité de Londres, n° 4, agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu de la délibération du conseil d'administration en date du 26 juin 1903,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

L'article 4, paragraphe 10, de la convention du 28 avril 1899, portant rétrocession par le département à la Société générale des chemins de fer économiques de l'exploitation des tramways de Seine-et-Marne, est modifié comme suit :

« La somme représentant la portion du capital fournie par la société à la date du 6 mai 1903, savoir : un million quatre cent quatre-vingt dix-sept mille sept cent sept francs cinquante-huit centimes (1.497.707⁵⁴) sera remboursée à cette dernière par le département au moyen de cinquante-six annuités dont la première sera, par suite, due à partir du 6 mai 1903 et payable le 6 mai 1904; chacune de ces annuités sera de soixante-quatre mille trois cent cinquante-trois francs trois centimes (64.353⁰³), sans révision dudit chiffre en cas d'application du paragraphe final de l'article 4 de la convention du 28 avril 1899.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11818.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 988, n° 16244.

Le texte primitif du paragraphe 10 de l'article 4 restera applicable aux sommes qui seront à rembourser par le département à la société au delà de la somme d'un million quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent sept francs cinquante-huit centimes (1.497.707⁵⁸).

Fait double à Melun, le 19 avril 1904.

Le Directeur de la Société générale
des chemins de fer économiques,
Signé : E. LEVEL.

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Signé : P. ROCHER.

Enregistré à Melun (A. C.), le 25 mai 1904, vol. 438 bis, fol. 2, case 5. — Recu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Goussel.

N° 44758. — *DÉCRET déclarant d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement de la partie de la ligne de Beslé à Guéméné et à la Chapelle-sur-Erdre, comprise entre la station de Beslé et la bifurcation avec la ligne de Châteaubriant à Redon.*

Du 11 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les lois et décrets des 7 avril 1855, 11 juin 1859, 11 juin 1863, 31 décembre 1875, 20 novembre 1883, 14 avril, 5 et 17 août et 10 décembre 1885, 15 mars 1886, 5 janvier 1887, 20 juin 1891 et 3 août 1892, etc., déclarant d'utilité publique les diverses lignes qui constituent le réseau de l'Ouest et approuvant les conventions passées entre l'Etat et la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour la construction et l'exploitation dudit réseau;

Vu la loi du 3 août 1881, qui a déclaré d'utilité publique la partie de la ligne de Beslé à Guéméné et à la Chapelle-sur-Erdre comprise entre ces deux derniers points;

Vu l'avant-projet dressé, le 19 septembre 1903, par la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'établissement de la partie de la même ligne comprise entre la station de Beslé (ligne de Rennes à Redon) et la bifurcation avec la ligne de Châteaubriant à Redon (vers le kilomètre 396) sur une longueur de sept mille sept cent soixante-dix-neuf mètres environ;

Vu la décision ministérielle du 17 novembre 1903, prenant en considération ledit avant-projet et prescrivant de le soumettre à l'enquête d'utilité publique prévue à l'article 3 de la loi du 3 mai 1841, dans la forme déterminée par l'ordonnance réglementaire du 18 février 1834;

Vu les pièces de ladite enquête, notamment le procès-verbal des opérations de la commission d'enquête, clos le 16 janvier 1904, et les délibérations des chambres de commerce de Nantes et de Saint-Nazaire, des 15 janvier et 11 février;

Vu l'avis du préfet de la Loire-Inférieure, du 2 mars 1904;

Vu les rapports et avis du service du contrôle des 9 et 10 octobre, 4 et 5 novembre 1903, 24 et 26 février, 16 et 18 mars 1904, et l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 23 mars 1904;

Vu la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, celle du 27 juillet 1870 et l'ordonnance du 18 février 1834 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement de la partie de la ligne de Beslé à Guéméné et à la Chapelle-sur-Erdre comprise entre la station de Beslé (ligne de Rennes à Redon) et la bifurcation avec la ligne de Châteaubriant à Redon (vers le kilomètre 396) sur une longueur de sept mille sept cent soixante-dix-neuf mètres (7,779^m) environ, conformément aux indications du plan général dressé le 19 septembre 1903 par l'ingénieur de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, lequel restera annexé au présent décret.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit ne sont pas terminées dans un délai de trois ans, à dater de la promulgation du présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUJOUX.

N° 44759. — DÉCRET convoquant, pour le renouvellement de la série sortante des Conseils généraux, les électeurs des départements d'Alger, d'Oran et de Constantine.

Du 15 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 18 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ;

Vu le décret du 23 septembre 1875⁽¹⁾ sur les conseils généraux de l'Algérie ;

Vu les décrets des 6 et 24 juin 1901, fixant au dernier dimanche de juin la date des élections pour le renouvellement des séries sortantes desdits conseils généraux ;

(1) XII^e série, Bull. 270, n° 4562.

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les élections pour le renouvellement de la série sortante des conseils généraux auront lieu dans les départements d'Alger, d'Oran et de Constantine, le dimanche 26 juin 1904.

2. Les électeurs des circonscriptions n'appartenant pas à cette série, mais dans lesquelles il y aurait lieu de procéder à la nomination de conseillers généraux, sont convoqués pour le même jour.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44760. — DÉCRET qui distrait de la commune d'Ain-Kial (Algérie) le centre de population européenne de Guiard pour le constituer en commune de plein exercice.

Du 26 Mai 1904.

LA PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu les pièces de l'instruction à laquelle a été soumis le projet d'érection du centre de Guiard en commune de plein exercice;

Vu l'avis de la commission syndicale instituée pour le centre de Guiard;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune d'Ain-Kial;

Vu l'avis du conseil général du département d'Oran;

Vu l'avis du conseil de gouvernement;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le centre de population européenne de Guiard est distrait de la commune d'Ain-Kial (arrondissement et département d'Oran) et formera à l'avenir, avec adjonction d'une partie du douar de Sidi-Ali-bou-Hamoud, d'une superficie de six mille quatre cent quarante-cinq hectares cinquante-deux ares quatre-vingt-dix-neuf centiares (6,445^m 52^a 99^c), une commune de plein exercice distincte, dont le chef-lieu est fixé à Guiard et qui en portera le nom.

Les limites entre la commune de Guiard et la commune d'Ain-Kial sont déterminées par le liséré orange tracé au plan ci-annexé.

2. Les conditions de la séparation sont réglées ainsi qu'il suit :

A. Les immeubles énumérés au projet de partage des biens indivis annexé au présent décret seront attribués : 1° à la commune d'Ain-Kial, les immeubles numérotés de 1 à 23, et à la commune de Guiard ceux numérotés de 24 à 56.

L'actif mobilier de la commune d'Ain-Kial sera réparti entre cette commune et la commune de Guiard dans les conditions déterminées par l'avis du Conseil d'État du 20 juillet 1807.

B. Les dettes communes pouvant exister au moment de la séparation seront réparties entre lesdites communes au prorata du montant des contributions directes et taxes assimilées perçues sur le territoire de chacune d'elles.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44761. — DÉCRET portant réduction des Servitudes de divers ouvrages dépendant de la place d'Albertville.

Du 26 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les servitudes portées par les ouvrages ci-dessous désignés, dépendant de la place d'Albertville, sont réduites comme il suit :

Batteries des Granges. — Est reportée sur le bord ouest du chemin

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780 et Bull. 105, n° 882.

d'intérêt commun n° 63, indiqué par un liseré rouge sur le plan n° 1, la limite, entre les bornes 1 et 4, de la première zone de servitudes;

Batterie de Lançon. — Est reportée sur le tracé 3-4 bis-5 bis, tel qu'il est figuré sur le plan n° 2, la limite entre les bornes 3, 4 et 5 de la première zone de servitudes;

Batteries de Conflans. — Sont reportées sur le tracé 9-4-5 bis-6 bis, représenté par un liseré rouge sur le plan n° 3, les limites, d'une part, de la deuxième zone entre les bornes 9 et 12 et, d'autre part, de la première entre les bornes 4 et 6;

Fort de Villard-Dessous. — Sont constitués en polygones exceptionnels les terrains des localités de Villard-le-Haut et de Villard-le-Bas figurés par des teintes plates jaunes sur le plan n° 1.

2. Les terrains distraits de la première zone de servitudes pour les batteries des Granges et de Lançon, de la première et de la deuxième zone pour les batteries de Conflans, restent soumis aux servitudes de la troisième zone.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} L. ANDRÉ.

N° 44762. — DÉCRET portant distraction de Terrains des zones de servitudes de la redoute d'Octeville, à Cherbourg.

Du 26 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont distraits des zones de servitudes de la redoute d'Octeville, dépendant de la place de Cherbourg, tous les terrains figurés par une teinte plate jaune sur le plan.

(1) 1^{re} série, Bull. 91, n° 780 et Bull. 105, n° 882.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 44763. — DÉCRET portant ouverture au Budget annexe de la Caisse des invalides de la marine, exercice 1904, d'un Crédit de 318,879 fr. 61 provenant de retenues sur les primes à la Marine marchande.

Du 31 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 21 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande, portant que le tiers des prélèvements de six pour cent sur le montant des primes à la construction, à la navigation et sur les compensations d'armement, est attribué à la caisse des invalides de la marine en vue d'accorder des subventions aux diverses institutions maritimes;

Vu le décret du 9 septembre 1902 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique, pour l'application de la loi précitée du 7 avril 1902;

Vu l'article 41 de la loi de finances du 26 juillet 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 27 mai 1904;

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1904, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, en somme égale aux recettes constatées au chapitre v : *Retenues sur les primes à la construction, à la navigation et à la compensation d'armement*, un crédit de trois cent dix-huit mille huit cent soixante-dix-neuf francs soixante et un centimes (318,879^{fr} 61) destiné au paiement de subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien, dans les ports français, d'hôtels de marins destinés à faciliter à la population maritime le logement, l'existence et le placement, ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles et notamment les écoles professionnelles de marins.

Ce crédit sera classé dans le budget des dépenses de ladite caisse, exercice 1904, au chapitre v : *Secours aux marins naufragés ou à leurs familles, et subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles*.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1389, n° 42149.

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources provenant des retenues faites, en 1904, sur les primes à la marine marchande.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la marine,

Signé : CAMILLE PELLETAN.

N° 44764. — DÉCRET portant ouverture au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine, exercice 1904, d'un Crédit de 9,155 fr. 97 provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la Marine marchande.

Du 31 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 41 de la loi de finances du 26 juillet 1893, portant que « le produit des prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes instituées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893 sera inscrit parmi les recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande* », et que « des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine » ;

Vu le décret, en date du 25 juillet 1893⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 30 janvier 1893 ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 27 mai 1904 ;

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1904, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, en somme égale aux recettes constatées au compte : *Prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, un crédit de neuf mille cent cinquante-cinq francs quatre-vingt-dix-sept centimes (9,155'97) destiné au paiement : 1° de secours aux marins français du commerce victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles ; 2° de subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1577, n° 26939.

Ce crédit sera classé dans le budget des dépenses de ladite caisse, exercice 1904, au chapitre spécial, n° v, ouvert à cet effet, et intitulé : *Secours aux marins naufragés ou à leurs familles, et subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles.*

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources provenant des retenues faites, en 1904, sur les primes à la construction et à la navigation.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la marine,
Signé : CAMILLE PELLETAN.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

N° 44765. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la neuvième circonscription de l'arrondissement de Lyon (Rhône), à l'effet d'élire un Député.*

Du 31 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 3 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 31 mars 1902⁽¹⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Genet, député de la neuvième circonscription de l'arrondissement de Lyon (Rhône),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la neuvième circonscription de l'arrondissement de Lyon (Rhône) est convoqué pour le dimanche 26 juin 1904, à l'effet d'élire un député.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2346, n° 41452.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 44766. — *DÉCRET portant application aux Troupes coloniales en service aux colonies et entretenues sur le budget de la guerre, du décret du 29 décembre 1903 sur la solde des troupes coloniales.*

Du 2 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 12 Juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 7 et 28 juillet 1900, mettant à la disposition du ministre de la marine les crédits pour le paiement de la solde et des indemnités diverses payées aux militaires qui doivent faire partie du corps expéditionnaire de Chine;

Vu la décision présidentielle du 4 août 1900, portant fixation des tarifs de solde, accessoires de solde et indemnités diverses à appliquer aux personnels faisant partie du corps expéditionnaire de Chine;

Vu les décisions présidentielles des 9 août 1900 et 12 octobre 1901, portant modification aux tarifs annexés à la décision présidentielle du 4 août 1900;

Vu le décret du 19 décembre 1901, qui a fait passer les troupes de Chine, à partir du 1^{er} janvier 1902, sous l'autorité du ministre de la guerre;

Vu la décision du 14 octobre 1902, substituant aux allocations de solde et indemnités spéciales perçues en Chine, la solde et les accessoires payés dans les colonies;

Vu le décret du 29 décembre 1903, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales aux colonies,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret du 29 décembre 1903, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes colo-

niales aux colonies, ainsi que les tarifs de solde y annexés, sont applicables aux troupes stationnées en Chine et à leur réserve au Tonkin, à compter du 1^{er} juillet 1904.

2. L'indemnité annuelle pour frais de service de seize mille huit cent trente francs (16.830⁰) est maintenue au général commandant le corps d'occupation qui ne subira pas sur sa solde la retenue de logement.

3. Toutes les dispositions contraires au présent décret et les tarifs correspondants sont abrogés.

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la guerre et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N^o 44767. — **DÉCRET** nommant un membre du Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

Du 10 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 16 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 54, 55 et 56 du décret organique de la Légion d'honneur en date du 16 mars 1852⁽¹⁾;

Vu le décret du 16 novembre 1903, portant renouvellement de la deuxième série des membres du conseil de l'ordre, à compter du 2 décembre 1903;

Vu le décès de M. Gréard, membre du conseil de l'ordre;

Sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Lavis (Ernest), membre de l'Académie française, professeur à l'Université de Paris, commandeur de la Légion d'honneur du 31 décembre 1895, est nommé membre du conseil de l'ordre, en remplacement de M. Gréard, décédé.

(1) 1^{re} série, Bull. 79, n^o 563.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le grand chancelier de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

Le Grand Chancelier,

Signé : G^e FLORENTIN.

N° 44768. — DÉCRET qui autorise le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement.

De 11 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 16 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de l'Aisne, en date du 13 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 14 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de l'Aisne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, deux centimes cinq centièmes (2⁰⁵) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 11 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44769. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription du XIV^e arrondissement de Paris, à l'effet d'élire un Député.

Du 13 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 17 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 31 mars 1902⁽¹⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Dabois, député de la deuxième circonscription du XIV^e arrondissement de Paris,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription du XIV^e arrondissement de Paris est convoqué pour le dimanche 10 juillet 1904, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 Juin 1904.

Signé : **EMILE LOUBET.**

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : **E. COMBES.**

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2346, n° 41452.

N° 44770. — DÉCRET qui constitue en Polygones exceptionnels des terrains de la place de Verdun.

Du 20 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont constitués en polygones exceptionnels tous les terrains de la place de Verdun compris entre les limites des première et deuxième zones de servitudes de cette place et figurés en jaune sur le plan.

2. Dans l'intérieur de ces polygones, les constructions sont affranchies des servitudes de la deuxième zone.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 44771. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux frais d'établissement des Lignes téléphoniques.

Du 24 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1903;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par divers pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement des lignes téléphoniques, lequel s'élève à la somme de sept mille sept cent cinquante francs soixante-quinze centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section, (*Postes et télégraphes. Téléphones*), sur l'exercice 1903, un crédit de sept mille sept cent cinquante francs soixante-quinze centimes (7,705⁷⁵), savoir :

CHAP. X. Matériel des bureaux.....	77 ⁰⁶
— XIII. Dépenses en matériel pour l'installation des appareils et pour l'établissement des lignes téléphoniques et téléphoniques (travaux neufs).....	6,010 ¹⁸
— XV. Salaires des ouvriers des services électriques. — Indemnités et frais de déplacement.....	1,618 ²¹
TOTAL ÉGAL.....	7,705⁷⁵

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUTILLOT.

N° 44772. — **DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

1° Est et demeure approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage au bac établi sur la Seine, aux territoires des communes de l'Île-Saint-Denis et d'Épinay (Seine);

2° Sont exemptés des droits de péage :

Les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents tels qu'ils sont désignés à la suite dudit tarif. (*Paris, 27 Decr. 1903.*)

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10329.

TARIF.

ART. 1^{er}. Il sera perçu :

1° Pour le passage d'une personne à pied non chargée ou chargée d'un poids de cinquante kilogrammes au maximum, dix centimes..... 0 10

Les enfants au-dessous de sept ans, quand ils seront accompagnés, passeront gratuitement ;

2° Pour denrées ou marchandises embarquées à bras d'homme, au delà de cinquante kilogrammes ou fractions de cinquante kilogrammes, cinq centimes..... 0 05

3° Pour un vélocipède à deux roues, dix centimes..... 0 10

4° Pour un vélocipède à plus de deux roues, quinze centimes..... 0 15

5° Pour un vélocipède à deux roues, muni d'une machine motrice, quinze centimes..... 0 15

6° Pour un vélocipède à plus de roues muni d'une machine motrice, vingt-cinq centimes..... 0 25

7° Pour une voiture légère, dite remorque, accrochée à un vélocipède, vingt-cinq centimes..... 0 25

Le fermier sera tenu de passer sans délai une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple.

Pour les articles des 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, la taxe prévue au tarif sera augmentée d'autant de fois cinq centimes (0 05) que la machine comprendra de places moins une.

Le fermier percevra, indépendamment de la taxe concernant le transport des vélocipèdes ou de la remorque, le droit fixé par le tarif en vigueur pour le passage des cyclistes.

Tous les droits de passage ci-dessus seront doublés quand les eaux auront atteint l'altitude (27^m 00) indiquée en couleur rouge par le poteau de hauteur établi sur l'une et l'autre rive.

2. Sont exempts du droit de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les inspecteurs des finances, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents des manufactures de l'État, les agents de l'administration forestière, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les agents de l'administration des postes et des télégraphes, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition qu'ils seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs soit de leurs commissions, soit de cartes personnelles tenant lieu de ces commissions, soit enfin de réquisitions délivrées par le directeur du service intéressé.

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants.

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires et des domestiques attachés à leur personne ;

2° Les courriers et les estafettes du gouvernement ;

3° Les militaires de tous grades, voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, les officiers, lors de la durée et dans l'étendue de leur commandement ;

4° Les pompiers et les personnes qui, en cas de sinistre, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire ;

5° Les gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions ;

6° Les enfants allant à l'école ou au catéchisme et qui en reviendront, à la charge par le maire de remettre chaque année au fermier un état nominatif de ces enfants avec indication des heures de leur passage.

Les vélocipèdes des administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et divers agents mentionnés ci-dessus, seront exempts des droits de péage prévus au tarif, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir d'un droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier devra passer sans aucun délai, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires, employés, agents et autres personnes désignés à l'article 2.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 27 Décembre 1903.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARTELLOU.



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Août 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à la fois. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne remplissent pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2553.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44773. — *Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans les départements de l'Hérault et de l'Aude, d'un Chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, d'Olonzac à Félines-Hautpoul.*

Du 18 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 23 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans les départements de l'Hérault et de l'Aude, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre (1^m) de largeur entre les bords intérieurs des rails, d'Olonzac à Félines-Hautpoul.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'établissement dudit chemin de fer ne sont pas accomplies dans un délai de six ans, à partir de la promulgation de la présente loi.

Ce délai pourra, en cas d'insuffisance reconnue, être prorogé par décret.

3. Les départements de l'Hérault et de l'Aude sont autorisés à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions :

1^o De la convention passée, les 21 et 23 février 1903, entre le préfet de l'Hérault, d'une part, et le préfet de l'Aude, d'autre part, et du cahier des charges annexé à cette convention; 2^o de la convention passée, les 14 et 23 février 1903, entre le préfet de l'Aude, d'une part, et la Société anonyme des tramways à vapeur du département de l'Aude, d'autre part, ainsi que du cahier des charges y annexé.

Une copie certifiée conforme de ces conventions et cahiers des charges restera annexée à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement de la ligne désignée à l'article 1^{er} ci-dessus, y compris le matériel roulant et l'outillage, est fixé :

A la somme d'un million deux cent quatre-vingt-un mille francs (1,281,000^f) pour la partie de la ligne à établir sur le territoire du département de l'Hérault;

A la somme de soixante-quatorze mille francs (74,000^f) pour la partie de la ligne à établir sur le territoire du département de l'Aude.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor public est fixé à la somme de vingt-cinq mille six cent vingt francs (25,620^f) pour la partie de la ligne à établir sur le territoire du département de l'Hérault et à mille quatre cent quatre-vingts francs (1,480^f) pour la partie de la ligne à établir sur le territoire du département de l'Aude.

Dans tous les cas où, conformément aux dispositions des conventions ci-dessus visées, les départements de l'Hérault et de l'Aude participeraient aux recettes de l'exploitation, l'État viendrait, au prorata de ses subventions, en partage des bénéfices réalisés par ces départements.

5. Il est interdit à la Société anonyme des tramways à vapeur du département de l'Aude, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction et l'exploitation des tramways qui lui sont concédés ou rétrocédés et de la ligne désignée à l'article 1^{er} ci-dessus, sans y avoir été autorisée préalablement par décret rendu en conseil d'État.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOL.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

CONVENTION.

Entre M. *Henri Arnaud*, préfet de l'Hérault, chevalier de la Légion d'honneur, agissant au nom du département, en vertu des délibérations du conseil général en date du 21 août 1902 et de la commission départementale en date du 2 février 1903,

D'une part;

Et M. *Pierre Marrad*, préfet de l'Aude, chevalier de la Légion d'honneur, agissant au nom du département, en vertu des délibérations du conseil général en date du 23 août 1902 et de la commission départementale en date du 31 janvier 1903;

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Hérault concède, avec faculté de rétrocession au département de l'Aude qui accepte, les tronçons situés sur le territoire de l'Hérault, d'une ligne de chemin de fer d'intérêt local d'Olonzac à Felines-Hautpoul, passant par Oupia, Beaufort, Azillanet, Cessero, Siran, la Livinière, Felines-Hautpoul; et traversant le département de l'Aude sur une longueur de mille deux cents mètres (1,200^m) environ.

2. Le département de l'Aude s'engage à demander la déclaration d'utilité publique du tronçon situé sur son territoire, étant entendu que le département de l'Hérault exécutera lui-même les travaux à ses frais par les moyens qui lui paraîtront les plus convenables, mais suivant le projet qui sera approuvé par le département de l'Aude et d'après les dispositions qui seront adoptées par ce dernier dans le cahier des charges de la concession de ce tronçon de ligne.

Le département de l'Aude ayant décidé d'inscrire dans le programme de son deuxième réseau le prolongement jusqu'à Caunes de la ligne qui fait l'objet de la présente convention et de le construire lorsque l'état de ses finances et les convenances de son programme de travaux publics le lui permettront, le département de l'Hérault l'autorise, dès à présent, à exécuter les travaux sur son territoire, après déclaration d'utilité publique, par les moyens qui paraîtront les plus convenables au département de l'Aude.

Le département de l'Hérault s'engage à contribuer à la dépense de construction et d'armement de ce tronçon pour une somme de quarante-trois mille cinq cents francs (43,500^f).

3. Le département de l'Hérault construira à ses frais, par les moyens qui lui paraîtront les plus convenables, la ligne concédée.

Le département de l'Hérault se réserve la faculté de modifier la ligne actuellement construite dans l'intérieur de la traverse d'Olonzac.

4. Les projets d'exécution des tronçons concédés par le département de l'Hérault seront dressés suivant les dispositions d'ensemble prescrites par le cahier des charges annexé à la présente convention et d'après les dispositions de détail adoptées par le département de l'Aude dans la construction de son réseau de tramways.

Ces projets, avant d'être approuvés par le préfet de l'Hérault, seront soumis au département de l'Aude, qui aura deux mois pour faire connaître ses observations à titre consultatif.

Les dispositions finalement approuvées par les autorités compétentes seront seules obligatoires pour le département de l'Hérault.

Le département de l'Aude sera consulté dans les mêmes conditions sur les modifications que le département de l'Hérault se réserve la faculté d'introduire dans les projets approuvés.

5. Aussitôt après l'achèvement des travaux de toute la ligne depuis Olonzac jusqu'à la gare de Felines-Hautpoul inclus, il sera procédé à une reconnaissance par une commission interdépartementale, nommée par les préfets de l'Aude et de l'Hérault, composée d'un nombre égal de représentants de chacun des deux départements.

La commission définira les travaux complémentaires qui pourront être reconnus nécessaires et proposera une date pour l'ouverture de la ligne à l'exploitation. Les préfets statueront, chacun en ce qui le concerne, sur l'avis conforme de la commission.

La réception définitive sera prononcée aussitôt après l'achèvement des travaux qui seraient ainsi prescrits; il sera procédé à cette réception par la commission interdépartementale.

Si le département de l'Aude concède le tronçon situé sur son territoire et rétrocède les tronçons situés sur le territoire de l'Hérault à une compagnie exploitante, celle-ci aura le droit d'assister aux opérations de reconnaissance et de réception définitive et de faire entendre ses observations par la commission interdépartementale.

A partir du jour de la mise en exploitation, l'entretien des travaux avec toutes ses conséquences sera à la charge de l'exploitant.

La reconnaissance de la ligne aura pour effet d'affranchir le département de l'Hérault de toute garantie, sauf en ce qui concerne les ouvrages compris dans les travaux complémentaires, au sujet desquels la garantie cessera lors de la réception définitive.

Dans le cas où une difficulté viendrait à s'élever pour un motif quelconque au sein de la commission interdépartementale, soit au moment de la reconnaissance, soit au moment de la réception définitive, il en serait appelé aux préfets des deux départements, et si l'accord ne pouvait s'établir entre eux, les difficultés seraient soumises au ministre des travaux publics qui statuerait, sauf le droit pour les deux parties de recourir ensuite aux tribunaux compétents.

6. Le département de l'Aude n'exigera aucune rétribution ni aucune redevance pour l'usage commun du matériel roulant, des immeubles, des installations, mobilier, outillage de tout ordre du réseau de tramways dont il est déjà concessionnaire.

Le concessionnaire fournira pour la ligne entière le matériel roulant supplémentaire, et notamment deux locomotives au moins, l'outillage et le mobilier, horloges, instruments de pesage et de chargement des gares, haltes, haltes aux marchandises et bureaux; les machines, outils, ustensiles de tout ordre des dépôts des ateliers et du service de la voie.

Il est entendu que le matériel supplémentaire pourra être employé sans contribution ni redevance sur le reste du réseau du département de l'Aude.

La fourniture et l'installation de la ligne et des appareils téléphoniques seront effectués par le département de l'Hérault.

Les machines, voitures, appareils, instruments et objets à fournir par le concessionnaire seront conformes aux types adoptés par ce dernier sur son réseau. Ils ne seront portés en compte que pour leur valeur réelle après vérification des décomptes et facture présentés, et après avoir été reçus par l'administration; tous approvisionnements d'objets de consommation seront exclus du compte.

Il est stipulé que la valeur des fournitures et installations ainsi définies ne dépassera, en aucun cas, sept mille cinq cents francs (7,500^f) par kilomètre. L'inventaire descriptif et estimatif du matériel fourni par le concessionnaire sera clos six mois après la date de l'ouverture de la ligne à l'exploitation.

Le département de l'Hérault payera au concessionnaire, pendant toute la durée de la concession, une annuité représentant quatre pour cent (4 p. o/o) du capital avancé par lui.

Cette annuité comportera intérêt et amortissement pour la totalité du capital. En raison du paiement de cette annuité, le matériel porté à l'inventaire descriptif ci-dessus ou le matériel renouvelé équivalent, préalablement mis en état normal d'entretien, deviendra de plein droit à l'expiration de la concession la propriété du département de l'Hérault. Il en serait de même, en cas de déchéance, sans que le département de l'Hérault ait à continuer le paiement au concessionnaire déchu des annuités restant à échoir.

Pour les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, outillage des ateliers et gares que le concessionnaire aurait acquis en cours d'exploitation, par application de l'article suivant, il sera fait application, à l'expiration de la concession, de l'article 35 du cahier des charges.

7. Le concessionnaire assurera l'entretien et le renouvellement des lignes, du

matériel, outillage, mobilier et, d'une manière générale, de toutes les parties des installations. Tous travaux complémentaires, toutes acquisitions supplémentaires de terrains, toutes augmentations de matériel roulant, outillage, mobilier, ou objets généralement quelconques nécessités par le développement de trafic ou pour toute autre cause, seront à la charge du concessionnaire.

8. A l'expiration de la deuxième année d'exploitation de la ligne d'Olonzac jusqu'à la gare de Félines, le concessionnaire devra constituer un fonds de renouvellement des voies, du matériel, etc., qui sera déposé dans une caisse désignée par le département de l'Hérault à l'aide d'un prélèvement annuel sur les recettes brutes de l'exploitation de cinquante francs (50') par kilomètre pendant les troisième, quatrième et cinquième années, de cent francs (100') pendant les sixième, septième et huitième années, et de deux cents francs (200') pendant les années suivantes.

Le concessionnaire aura toutefois la faculté de porter, dès le début de l'exploitation, cette réserve annuelle à deux cents francs (200') par kilomètre.

Le fonds de réserve cessera de s'accroître lorsqu'il aura atteint deux mille francs (2,000') par kilomètre.

Par contre, il sera de nouveau reconstitué dès qu'il sera descendu au dessous de deux mille francs (2,000'), par suite d'exécution des travaux de renouvellement de la ligne ou du matériel, au paiement desquels ce fonds est spécialement affecté.

Les sommes prélevées sur les recettes brutes pour la constitution du fonds de réserve devront être employées en achat de valeurs agréées par le département de l'Hérault; elles porteront intérêt au profit du concessionnaire.

Les titres et fonds non employés seront restitués au concessionnaire à l'expiration de la concession.

En cas de déchéance, les fonds de réserve existant à ce moment deviendront la propriété du département de l'Hérault.

9. L'exploitation de la ligne entière, d'Olonzac à Félines Hautpoul, sera faite aux frais, risques et périls du concessionnaire, c'est-à-dire sans garantie d'aucune sorte de la part du département de l'Hérault, dans aucun cas et quelles que soient les recettes.

La dépense kilométrique d'entretien et d'exploitation à porter en compte chaque année ne pourra excéder le chiffre maximum F résultant de l'application de la formule ci-après :

$$F = 900 + \frac{2}{3} R,$$

dans laquelle R représente la recette brute (impôts déduits), étant stipulé que la ligne sera exploitée avec quatre trains tant que la recette kilométrique annuelle (impôts déduits) sera inférieure à sept mille francs (7,000').

Si la recette venait à dépasser ce chiffre, il pourra être prescrit d'augmenter le nombre de trains à raison d'un train pour chaque augmentation de recette kilométrique annuelle de deux mille francs (2,000') [toute fraction inférieure à deux mille francs (2,000') étant comptée pour deux mille francs (2,000')].

Le préfet de l'Hérault pourra, après entente avec le préfet de l'Aude, demander l'établissement de trains supplémentaires moyennant une allocation de soixante-dix centimes (0'70) pour chaque kilomètre parcouru, étant stipulé que cette allocation n'entrera pas en compte dans la recette brute et que la mise en circulation de ces trains exceptionnels n'exigera pas l'acquisition d'un matériel supplémentaire.

Il est entendu que les trains supplémentaires que le concessionnaire mettrait en circulation de lui-même ne donneraient droit à aucune allocation.

10. Après l'ouverture de la ligne, il sera fait masse des recettes brutes (impôts déduits) de l'ensemble des lignes de Lézignan à Olonzac et d'Olonzac à Félines-Hautpoul.

Pour les transports s'effectuant, partie sur la ligne de Lézignan à Félines, partie sur d'autres lignes du réseau des tramways de l'Aude, les recettes, frais accessoires compris, à porter en compte seront calculées proportionnellement à la longueur parcourue sur la ligne précitée.

Les recettes applicables à l'ensemble du réseau déjà concédé dans l'Aude et à la ligne objet de la présente convention, telles par exemple que les recettes de publi-

cité et autres, seront également portées en compte, proportionnellement à la longueur de la ligne.

Les recettes de la ligne de Lézignan à Félines-Hautpoul ainsi calculées seront partagées entre les deux départements dans la proportion suivante :

Aude.....	1/2
Hérault.....	1/2

Lorsque le département de l'Aude aura raccordé cette ligne avec celle de Carcassonne à Caunes, il sera fait masse, après ouverture à l'exploitation de la ligne entière d'Olonzac à Caunes, de toutes les recettes applicables à l'ensemble des lignes de Lézignan à Olonzac, d'Olonzac à Caunes et de Caunes à Carcassonne, en suivant les règles ci-dessus exposées.

Les recettes ainsi calculées seront partagées entre les deux départements dans la proportion suivante :

Aude.....	3/4
Hérault.....	1/4

11. Pour le calcul des dépenses d'exploitation, il sera fait masse des dépenses afférentes aux lignes de Lézignan à Olonzac et d'Olonzac à Félines, et les dépenses seront partagées entre les deux départements dans la même proportion que les recettes.

Après l'ouverture à l'exploitation du raccordement éventuel avec Caunes, il sera fait masse des dépenses de l'ensemble des lignes de Lézignan à Carcassonne, par Olonzac et Caunes, et les dépenses seront partagées entre les deux départements dans la même proportion que les recettes.

Les frais d'exploitation à porter en compte sont les suivants :

1° Toutes les dépenses concernant le personnel, les matériaux, matières, outillage nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des services de l'exploitation de la traction et de la voie;

2° Les frais de contentieux, les indemnités pour sinistres, accidents, dommages autres que celles couvertes par des assurances, les assurances contre les incendies et contre les accidents du matériel et du personnel;

3° Les dépenses payées annuellement à la Compagnie du Midi pour frais de communauté, frais de gare et de transbordement de la gare de Lézignan (Aude), et ultérieurement, s'il y a lieu, de la gare de Carcassonne, et ce, en vertu des traités passés ou à passer avec cette compagnie;

4° Les prélèvements faits pour le renouvellement de la voie et du matériel, par application de l'article 8 ci-dessus;

5° Les frais généraux et d'administration comprenant notamment les frais de société, les loyers, frais de bureau, mobiliers, etc., les traitements, jetons de présence, gratifications, primes des administrateurs, du personnel attaché au conseil d'administration, du directeur de la compagnie et du personnel attaché à la direction, les impôts fonciers, patentes et toutes contributions publiques, frais de contrôle, service financier et intérêt à cinq pour cent (5 p. o/o) du fonds d'établissement, limité à mille cinq cents francs (1,500^f) par kilomètre, sans que ces frais généraux puissent excéder le dixième des frais d'exploitation énumérés dans les paragraphes 1, 2, et 3 du présent article dûment contrôlés, vérifiés et arrêtés.

12. Quand les dépenses réellement faites et dûment justifiées, établies comme il est dit à l'article précédent, n'atteindront pas le maximum donné par les formules, elles seront majorées, à titre de prime d'économie, des deux tiers de la différence entre ce maximum et le montant des dépenses réelles. Le dernier tiers restendra au département de l'Hérault pour en faire l'emploi indiqué ci-après.

Quand les recettes brutes (impôts déduits) seront inférieures aux dépenses d'exploitation, calculées comme il vient d'être dit ci-dessus, c'est-à-dire insuffisantes pour couvrir la somme réservée au concessionnaire, les insuffisances seront à la charge exclusive du concessionnaire, qui ne pourra, en aucune manière, sous aucun prétexte, prétendre à leur remboursement.

Quand les recettes brutes (impôts déduits) seront supérieures aux dépenses d'exploitation, calculées comme il est dit plus haut, y compris les primes et dédomne-

y compris le tiers des économies d'exploitation, sera versé au département de l'Hérault pour venir en déduction de l'annuité du même exercice affectée à l'intérêt et à l'amortissement du capital de premier établissement.

Lorsque l'annuité de l'exercice aura pu être couverte, le surplus des recettes sera partagé par moitié entre le département de l'Hérault et le concessionnaire.

13. La subvention de l'État afférente à l'ensemble de la ligne d'Olonzac à Felines-Hautpoul, y compris la section établie sur le territoire de l'Aude, restera en entier acquise au département de l'Hérault qui, par contre, sera seul chargé des remboursements à faire à l'État s'il y a lieu, par application de l'article 15 de la loi du 11 juin 1880.

Lorsque le département de l'Aude aura établi le raccordement sur Caunes, la subvention de l'État afférente au tronçon compris entre Felines-Hautpoul et la limite du département de l'Hérault sera acquise au département de l'Hérault, et la subvention afférente au tronçon de Pépieux, au département de l'Aude.

14. Il est entendu que tous tarifs spéciaux homologués, mis en vigueur sur les lignes de Lézignan à Olonzac et de Carcassonne à Caunes, seront appliqués sur les mêmes bases sur la ligne objet de la présente convention.

Il ne sera point perçu de frais accessoires spéciaux aux points de soudure de la ligne concédée avec les lignes à voie étroite, exploitées ou à construire par les deux départements.

15. La présente concession est faite aux charges, clauses et conditions du cahier des charges annexé et à l'acceptation desquelles le concessionnaire déclare s'engager d'une façon formelle.

Il est entendu que pour l'application du cahier des charges ainsi que l'application des lois, arrêtés et règlements concernant les chemins de fer d'intérêt local, chacun des deux préfets de l'Aude et de l'Hérault exercera, sur le territoire de son département, les pouvoirs de police qui lui sont dévolus par les lois et règlements en vigueur.

16. La présente convention scellée, souignée et non annulée et ne pouvant donner ouverture à aucune indemnité contre le département de l'Hérault :

- 1° Si la déclaration d'utilité publique n'était pas prononcée;
- 2° Si l'État ne s'engageait pas à fournir la subvention maximum prévue par la loi du 11 juin 1880 et les décrets portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi.

Fait en double expédition :

Carcassonne, le 23 février 1903.

Montpellier, le 21 février 1903.

Signé : Pierre MARRAUD.

Signé : ARNAUD.

Vu :

Paris, le 11 février 1903.

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : B. HÉLY D'OSSEL.

Enregistré à Montpellier, le 3 mars 1903, folio 66, case 13. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Illisible.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACE ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges comprend les tronçons situés sur le territoire du département de l'Hérault.

d'une ligne partant du terminus de la ligne de Lézignan à Olonzac, passant à ou près Oupia, Beaufort, Azillanet, Cessero, traversant le territoire de Pépieux (Aude) sur mille deux cents mètres (1,200^m) environ, passant ensuite à ou près Siran, la Livinière, et se terminant à Félines-Hautpoul.

Délai d'exécution.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai de deux ans à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation dans un délai de cinq ans.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général, et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général qui statuera définitivement, sauf le droit, réservé au ministre des travaux publics par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le département aura la faculté d'apporter aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente, le concessionnaire entendu.

Après la mise en exploitation, les projets de tous travaux complémentaires à la charge du concessionnaire seront dressés par lui et soumis aux mêmes formalités pour leur approbation.

Projets antérieurs.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le département comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80,000);

2° Un plan à l'échelle d'un dix-millième (1/10,000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5,000) pour les longueurs et d'un millième (1/1,000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers, à l'échelle de cinq millimètres (0^m005) pour mètre, et le profil type de la voie, à l'échelle de deux centimètres (0^m02) pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000^f) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom du département, et par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20), et celle du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas cette même largeur. La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50) pour les locomotives ainsi que pour les autres véhicules et leurs chargements.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre soixante-dix centimètres (1^m 70).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 60).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35), et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il devra être réservé entre les obstacles isolés se trouvant au-dessus du niveau des marchepieds latéraux le long des voies principales et les parties les plus saillantes du matériel roulant, une distance d'au moins soixante centimètres (0^m 60).

Le département établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent mètres (100^m), sauf dans les gares ou traverses, où il pourra descendre à quarante mètres (40^m).

Une partie droite de quarante mètres (40^m) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives; lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire, sauf dans les gares et traverses, où elle pourra être réduite ou supprimée.

Le maximum des déclivités est fixé à trente-cinq millimètres (0^m 035) par mètre.

Une partie horizontale de quarante mètres (40^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire et versant leurs eaux au même point.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le département aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que le concessionnaire entendu.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, le concessionnaire entendu, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités indiquées ci-après :

Oupia, Beaufort, Azillanet, Cesseras, Siran, la Livinière, Felines-Hautpoul.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le conseil général et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, reconnues nécessaires en cours d'exploitation, lesquels projets se composeront :

1^o D'un plan à l'échelle d'un cinq centièmes (1/500^e), indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;

2^o D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0^m 01) par mètre;

3^o D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

Traversée des routes et chemins.

10. Le département sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Il est toutefois entendu que la desserte des propriétés riveraines sera assurée d'après les règles adoptées pour le réseau des tramways du département de l'Aude.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

Pour les viaducs, la hauteur libre, à partir du sol de la route, au-dessus de la chaussée, dans toute sa largeur, ne sera pas inférieure à quatre mètres trente centimètres (4^m 30), sauf cas exceptionnels.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres (4^m). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m).

Sur les lignes et sections pour lesquelles on exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de six mètres soixante-dix centimètres (6^m 70).

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra dans aucun cas être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres (4^m) pour les chemins à une voie et de sept mètres (7^m) sur les lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50).

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés, à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins.

Il ne sera pas établi de trottoirs.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt-cinq pour cent (0,025) au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectification des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'entretien des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m 03) par mètre pour les routes nationales, et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux. — Débouché des ponts.

15. Le département, pendant la construction, le concessionnaire après la mise en exploitation, pendant la durée de la concession, seront tenus de rétablir et d'assurer à leurs frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'inondation pouvant résulter des travaux d'emprunt.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres (4^m) de largeur entre les parapets sur

les chemins à une voie et sept mètres (7^m) sur les chemins à deux voies et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire pour le service du chemin de fer, une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

16. (Supprimé.)

Maintien des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le département pendant la construction, le concessionnaire après la mise en exploitation, seront tenus de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires par les soins et aux frais du département, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures.

17 a. Dans les sections où le chemin de fer sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empierrement de vingt centimètres d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet.

La chaussée empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du chemin de fer (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du chemin de fer avec le jeu nécessaire.

Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir de quatre-vingts centimètres (0^m 80) au moins.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

17 b. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast de deux mètres vingt centimètres (2^m 20) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires et des piétons présentera une largeur minimum de quatre mètres (4^m), cette largeur minimum étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'autorité compétente pour statuer sur les projets d'exécution pourra exiger que l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité du côté de la chaussée de la voie publique au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie en terre gazonnée d'une solidité suffisante. Elle pourra également prescrire, dans les parties de route ou de chemin dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demi-caniveau pavé le long des bordures en pierre. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) subsistera entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

17 c. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 17 a.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10). Cette largeur sera mesurée à partir des limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces limites;

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Quand l'établissement du chemin de fer sur de larges trottoirs, existant dans les traverses, aura été autorisé, on fera application de l'article 17 b.

Exécution des travaux.

18. Le département pendant la construction, et le concessionnaire après la mise en exploitation, n'emploieront dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; ils seront tenus de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingt-cinq centimètres ($0^m 85$) d'axe en axe.

Elles seront en chêne dans les courbes et en pin dans les alignements droits.

Elles auront un mètre quatre-vingts centimètres ($1^m 80$) de longueur sur dix-huit centimètres ($0^m 18$) de largeur et douze centimètres ($0^m 12$) d'épaisseur.

Clôtures.

20. Il ne sera pas établi de clôture.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le département pendant la construction, et par le concessionnaire après la mise en exploitation.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le département pendant la construction et par le concessionnaire après la mise en exploitation.

Droits conférés au concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux restant à sa charge, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extruction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le département pendant la construction, et le concessionnaire après la mise en exploitation, seront tenus, pour l'étude et l'exécution de ces projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du département pendant la construction et du concessionnaire pendant la mise en exploitation.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du département pendant la construction et du concessionnaire après la mise en exploitation.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux à la charge du concessionnaire seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

La contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. La reconnaissance et la réception des travaux se feront dans les conditions prévues par l'article 5 de la convention passée entre les départements de l'Aude et de l'Hérault.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux, le département fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du concessionnaire, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais et contradictoirement avec les agents désignés par le concessionnaire, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Ces expéditions, dûment certifiées des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée, sur frais du département et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement à la mise en exploitation, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction. Toutes ces opérations seront à la charge du concessionnaire.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7. Il devra satisfaire aux conditions fixées ou à fixer pour les transports militaires.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions fixées ou à fixer pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui sont arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures à voyageurs seront chauffées pendant la saison froide, sauf exceptions autorisées par le préfet, sur l'avis du service du contrôle.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet, en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à quatre.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire et sur l'avis du service du contrôle, le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin en même temps que la concession accordée au département de l'Aude par l'État, en vertu du décret du 15 mars 1898, déclarant d'utilité publique le réseau des tramways de l'Aude.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations; les remises, ateliers et dépôts, les usines et installations de toute nature établies en vue de la production et du transport de l'énergie électrique ou autre, destinée à l'exploitation du chemin de fer, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voie, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, qui ne sont pas visés par l'article 6 de la convention passée entre les départements de l'Aude et de l'Hérault, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

Rachat de la concession.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y compensant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

La part de ce produit net moyen qui, aux termes de la convention passée entre les départements de l'Aude et de l'Hérault, revient au concessionnaire, formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'Etat sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'Etat rachète la concession après le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'Etat déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

37. (Supprimé.)

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu à l'exécution des engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des matériaux approvisionnés, ainsi que de matériel roulant, outillage, mobilier ou objets généralement quelconques que le concessionnaire aurait acquis, après la mise en exploitation, par application de l'article 7 de la convention passée entre les départements de l'Aude et de l'Hérault.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1839.

Les soumissionnaires pourront être invités à la mise à prix.

La nouvelle concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué au concessionnaire déchu pour recevoir les subventions de toute nature à élever aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire déchu recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

Interruption de l'exploitation.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Castleford Insurance.

TITRE IV.

**TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT
DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.**

Quantité	Tarif des droits à percevoir.
1000	100
2000	200
3000	300
4000	400
5000	500
6000	600
7000	700
8000	800
9000	900
10000	1000
11000	1100
12000	1200
13000	1300
14000	1400
15000	1500
16000	1600
17000	1700
18000	1800
19000	1900
20000	2000
21000	2100
22000	2200
23000	2300
24000	2400
25000	2500
26000	2600
27000	2700
28000	2800
29000	2900
30000	3000
31000	3100
32000	3200
33000	3300
34000	3400
35000	3500
36000	3600
37000	3700
38000	3800
39000	3900
40000	4000
41000	4100
42000	4200
43000	4300
44000	4400
45000	4500
46000	4600
47000	4700
48000	4800
49000	4900
50000	5000
51000	5100
52000	5200
53000	5300
54000	5400
55000	5500
56000	5600
57000	5700
58000	5800
59000	5900
60000	6000
61000	6100
62000	6200
63000	6300
64000	6400
65000	6500
66000	6600
67000	6700
68000	6800
69000	6900
70000	7000
71000	7100
72000	7200
73000	7300
74000	7400
75000	7500
76000	7600
77000	7700
78000	7800
79000	7900
80000	8000
81000	8100
82000	8200
83000	8300
84000	8400
85000	8500
86000	8600
87000	8700
88000	8800
89000	8900
90000	9000
91000	9100
92000	9200
93000	9300
94000	9400
95000	9500
96000	9600
97000	9700
98000	9800
99000	9900
100000	10000

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Gracida villosa.

Digitized by Google

Petite vitesse.

	de péage.	de trans- port.	TOTAL.
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
---	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinalgres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moulins. — Meulrières. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 05	0 03	0 08

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classes.....	0 04	0 02	0 06
Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre.....	0 10	0 06	0 16

Toutefois, ce tarif ne sera applicable que pour un parcours minimum de trente kilomètres ou si l'expéditeur paye pour ce parcours.

3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 09	0 08	0 17
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 20	1 20	2 40
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	4 75

Tender de sept à dix tonnes.....
Tender de plus de dix tonnes.....

Les machines locomotives seront considérées comme ne traitant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender, marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou à quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doubles.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

L' SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

La voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....

Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de.....

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25
Voitures à deux ou à quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 15	0 10	0 25
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 18	0 14	0 32
Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....	0 12	0 08	0 20
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....	0 08	0 06	0 14
La voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....	0 36	0 28	0 64
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....	0 18	0 12	0 30
Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de.....	0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuera lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront point comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k).

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit à grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^f 40).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes à nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux de chemin de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formelles aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envoi par groupe.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énumérés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, soit en excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'un envoi pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un des paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait, pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés, demeurera formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, au cas de réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tous de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel le transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais fixés aux conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse se

ront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre des travaux publics pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne considérée avec une ligne présentant une large voie différente.

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire; ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire, directement ou indirectement, avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport, dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer, dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément, pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transport des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Service des postes et des télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la deuxième classe ou un espace équivalent pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches, sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1° requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1^{er}; 2° requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un complément, en conformité du paragraphe 1^{er} du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par l'État.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mis d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu dans tous les cas d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Le concessionnaire pourra être tenu de coopérer au service des colis postaux, conformément aux lois, conventions, règlements et tarifs sur la matière.

Lignes télégraphiques et téléphoniques.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir, à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques ou téléphoniques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra, toutefois, avant l'établissement des lignes, se procurer de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir de poteaux de la ligne télégraphique ou téléphonique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques et téléphoniques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions et de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes.

télégraphiques ou téléphoniques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer, le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des installations destinées à recevoir le bureau télégraphique ou téléphonique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire passer par ses agents ordinaires, les fils des lignes télégraphiques ou téléphoniques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques ou téléphoniques, les employés du concessionnaire auront à remplacer provisoirement les fils défectueux, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou téléphoniques ou d'accidents graves, la locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0^{fr} 50) par kilomètre parcouru par la machine quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, au frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers, commissionnés, chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques, ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ou prolongements, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 51, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin, objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui surviendraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joindrait la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servirait d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département ;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Le concessionnaire se conformera aux mesures qui pourront lui être prescrites par l'administration en vue d'établir des moyens de transbordement commodes des marchandises dans toutes les gares de raccordement avec une autre voie ferrée en vue d'éviter, autant que possible, un parcours trop long aux voyageurs et aux marchandises devant passer d'une voie à l'autre.

Gares communes.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de régler l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage des gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département ;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Le concessionnaire se conformera aux mesures qui pourront lui être prescrites par l'administration en vue d'établir des moyens de transbordement commodes des marchandises dans toutes les gares de raccordement avec une autre voie ferrée en vue d'éviter, autant que possible, un parcours trop long aux voyageurs et aux marchandises devant passer d'une voie à l'autre.

Embranchements industriels.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de carrières de mines ou d'usines, avec tout propriétaire ou concessionnaire de magasins généraux

et avec tout concessionnaire de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderaient un embranchement; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de carrières, de mines et d'usines, des propriétaires ou concessionnaires de magasins généraux ou des concessionnaires de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires, et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés, destinés à faire communiquer des établissements de carrières, de mines ou d'usines, de magasins généraux ou d'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre (1^h). Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les dépenses qui résulteront des mesures prescrites, s'il y a lieu, par le préfet statuant sur l'avis du service du contrôle, pour la surveillance et le gardiennage des aiguilles et des barrières d'embranchement industriel, seront à la charge des propriétaires des embranchements; mais les gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure, et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de réputer pour la non-exécution de ces conditions.

Tarifs à percevoir pour le matériel prêté.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0¹²) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, de quatre centimes (0⁰⁴) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^h).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^k) déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera revisé par le préfet de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances: la cote sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la réception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux complémentaires exécutés après la mise en exploitation et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de quarante francs (40^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré, comme en matière de contributions directes, au profit du département.

66. (Supprimé.)

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Carcassonne.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification adressée au concessionnaire sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de l'Aude.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'Administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de l'Hérault, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention annexée seront supportés par le concessionnaire.

Vu pour être joint à la convention des 21 et 23 février 1903.

Montpellier, le 21 février 1903.

Carcassonne, le 23 février 1903.

Signé : ARNAUD.

Signé : Pierre MARRAUD.

Vu :

Paris, le 11 février 1903.

Le Président du conseil d'administration,

Signé : B. HÉLY D'OISSEL.

Enregistré à Carcassonne, le 11 mars 1903, folio 95, case 11. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : *Albryrac*.

CONVENTION

entre le préfet de l'Aude et la Compagnie des tramways de l'Aude.

Entre M. Pierre Marraud, préfet de l'Aude, chevalier de la Légion d'honneur, agissant au nom du département, en vertu des délibérations du conseil général, en date du 23 août 1902, et de la commission départementale du 31 janvier 1903,

D'une part :

Et M. Hély d'Osseil, président du conseil d'administration de la Société anonyme des tramways de l'Aude, agissant au nom de cette société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été donnés par le conseil d'administration,

D'autre part :

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de l'Aude, au nom du département, rétrocède à la Société anonyme des tramways de l'Aude, qui accepte, les tronçons situés sur le territoire de l'Hérault d'une ligne de chemin de fer d'intérêt local d'Olonzac à Felines-Hautpoul, par Oupia, Beaufort, Azilhanet, Cesseras, Siran, la Livinière, Felines-Hautpoul, et traversant le département de l'Aude sur une longueur de mille deux cents mètres (1.200) environ dans le territoire de la commune de Pépieux.

Les tronçons précités de cette ligne ont été concédés par le département de l'Hérault au département de l'Aude par une convention annexée au présent acte et aux clauses et conditions d'un cahier des charges joint à ladite convention.

La société anonyme déclare avoir pris connaissance de cette convention et de ce cahier des charges, s'engage à remplir toutes les conditions au lieu et place du département de l'Aude, et accepte, en ce qui le concerne, toutes les conséquences qui découlent de l'application de ces actes.

Il est entendu, notamment, que la société s'engage à accepter, sans réclamation, les travaux reconnus et reçus dans les formes définies par l'article 5 de la convention.

2. Le département de l'Aude concède à la Société anonyme des tramways de l'Aude, qui accepte, le tronçon de ladite ligne situé sur son territoire, aux clauses et conditions du cahier des charges joint à la présente convention. Ce tronçon de ligne sera construit, reconnu et reçu dans les conditions définies par les articles 2 à 5 de la convention passée avec le département de l'Hérault.

3. La société anonyme fournira le matériel roulant supplémentaire, l'entretien, le mobilier, etc., dans les conditions définies par l'article 6 de la convention passée avec le département de l'Hérault et sera rémunérée par ce dernier de l'avance faite par elle dans les conditions définies par cet article.

En cas de déchéance du rétrocessionnaire, le service des annuités afférentes au capital affecté, en vertu dudit article 6, au matériel, outillage et mobilier, cessera de plein droit. Le département de l'Aude sera libéré vis-à-vis du rétrocessionnaire de la partie non encore amortie de ce capital.

4. L'entretien, le renouvellement de toutes les installations, l'exploitation du tronçon concédé par le département de l'Aude se feront dans les conditions définies par les articles 7, 8 et 9 de la convention avec le département de l'Hérault, et il est bien entendu que les articles 10, 11 et 12 de cette même convention s'appliquent à l'ensemble de la ligne d'Olonzac à Félines-Hautpoul, y compris le tronçon concédé sur le territoire de l'Aude.

5. Il est convenu, par dérogation expresse à la convention actuellement existante entre le département de l'Aude et la société, que la ligne de Lézignan à Olonzac sera exploitée, en ce qui concerne le nombre de trains, dans les mêmes conditions que la ligne d'Olonzac à Félines-Hautpoul.

6. Il est formellement entendu que la déchéance serait encourue de plein droit si la déchéance de la rétrocession approuvée par décret du 25 mars 1893 venait à être prononcée à l'encontre de la société anonyme.

7. Le présent traité serait nul et non avenue et ne pourrait donner lieu à aucune indemnité contre le département de l'Aude si la déclaration d'utilité publique n'était pas prononcée ou si le département de l'Hérault renonçait à poursuivre l'exécution des travaux dans le cas prévu par l'article 16 de la convention.

8. Les frais de timbre et d'enregistrement de la convention passée avec le département de l'Hérault, de la présente convention et des cahiers des charges, calculés selon l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par la Société anonyme des tramways de l'Aude.

Fait en double expédition,

Paris, le 11 février 1903.

Carcassonne, le 23 février 1903.

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : Pierre MARBAUD.

Signé : B. HÉLY D'OISSEL.

Vu :

Montpellier, le 21 février 1903.

Signé : ARNAUD.

Enregistré à Carcassonne, le 11 mars 1903, folio 95, case 11. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Allayrac.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. I^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges comprend le tronçon situé sur le territoire du département de l'Aude et la ligne partant du terminus de la ligne de Lézignan à Olonzac, passant à ou près Oupia, Beaufort, Azillanet, Cessero, traversant le territoire de Pépieux (Aude) mille deux cents mètres (1.200^m) environ, passant ensuite à ou près Sirem, la mière, et se terminant à Félines-Hautpoul.

Délai d'exécution.

2. Les travaux dans chaque section devront être commencés dans un délai de deux ans, à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne soit livrée à l'exploitation dans un délai de cinq ans.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général, et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le département aura la faculté d'apporter aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente, le concessionnaire entendu.

Après la mise en exploitation, les projets de tous travaux complémentaires à la charge du concessionnaire seront dressés par lui et soumis aux mêmes formalités pour leur approbation.

Projets antérieurs.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le département comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);

2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) pour les longueurs et d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers, à l'échelle de cinq millimètres (0"005) pour mètre, et le profil-type de la voie à l'échelle de deux millimètres (0"002) pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

■ Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom du département, ou par le ministre des travaux publics, au nom de l'Etat, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des caisses des véhicules ainsi que de leur chargement ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20), et celle du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas cette même largeur. La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50) pour les locomotives ainsi que pour les autres véhicules et leurs chargements.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre soixante-dix centimètres (1^m 70).

La largeur des accrotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 60).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il devra être réservé, entre les obstacles isolés se trouvant au-dessus du niveau des marchepieds latéraux le long des voies principales et les parties les plus saillantes du matériel roulant une distance d'au moins soixante centimètres (0^m 60).

Le département établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent mètres (100^m), sauf dans les gares ou traverses, où il pourra descendre à quarante mètres (40^m).

Une partie droite de quarante mètres (40^m) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire, sauf dans les gares et traverses, où elle pourra être réduite ou supprimée.

Le maximum des déclivités est fixé à trente-cinq millimètres (0^m 035) par mètre.

Une partie horizontale de quarante mètres (40^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire et versant leurs eaux au même point.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le département aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que le concessionnaire entendu.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, le concessionnaire entendu, après une enquête spéciale.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le conseil général et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, reconnues nécessaires en cours d'exploitation, lesquels projets se composeront :

- 1° D'un plan à l'échelle d'un cinq centième (1/500^e) indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;
- 2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0^m 01) par mètre;
- 3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

Traversée des routes et chemins.

10. Le département sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Il est toutefois entendu que la desserte des propriétés riveraines sera assurée d'après les règles adoptées pour le réseau des tramways du département de l'Aude.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

Pour les viaducs, la hauteur libre, à partir du sol de la route, au-dessus de la chaussée dans toute sa largeur, ne sera pas inférieure à quatre mètres trente centimètres (4^m 30), sauf cas exceptionnels.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres (4^m). La hauteur des parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m).

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de six mètres soixante-dix centimètres (6^m 70).

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route

nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal rural.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres (4^m) pour les chemins à une voie et de sept mètres (7^m) sur les lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures ne sera pas inférieure à quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50).

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins.

Il ne sera pas établi de barrières.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes (0,020) au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectification des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m 03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux. — Débouché des ponts.

15. Le département pendant la construction, le concessionnaire après la mise en exploitation, pendant la durée de la concession, seront tenus de rétablir et d'assurer à leurs frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à l'encontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres (4^m) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et sept mètres (7^m) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire, pour le service du chemin de fer, une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépenses qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

16. (Supprimé.)

Maintenance des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le département pendant la construction, le concessionnaire après la mise en exploitation, seront tenus de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du département, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

17 a. Dans les sections où le chemin de fer sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet.

Les rails seront compris dans un empiérement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet.

La chaussée empiérrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du chemin de fer (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60) permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du chemin de fer avec le jeu nécessaire.

Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir de quatre-vingts centimètres (0^m 80) au moins.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

17 b. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast de deux mètres vingt centimètres (2^m 20) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires et des piétons présentera une largeur minimum de quatre mètres (4^m), cette largeur minimum étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'autorité compétente pour statuer sur les projets d'exécution, pourra exiger que l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité du côté de la chaussée de la voie publique au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, en terre gazonnée d'une solidité suffisante,

Elle pourra également prescrire, dans les parties de routes ou de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demi-caniveau pavé le long des bordures en pierre. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) subsistera entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marche-pieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle continu.

Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60). Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

17 c. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 17 a.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10). Cette largeur sera mesurée à partir des limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés s'ils passent en avant de ces limites.

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Quand l'établissement du chemin de fer sur de larges trottoirs, existant dans les traverses, aura été autorisé, on fera application de l'article 17 b.

Exécution des travaux.

18. Le département pendant la construction, et le concessionnaire après la mise en exploitation, n'emploieront dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; ils seront tenus de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingt-cinq centimètres (0^m 85) d'axe en axe.

Elles seront en chéss dans les courbes et en pin dans les alignements droits.
Elles auront un tiers quatre-vingts centimètres (17 84) de largeur sur dix-huit centimètres (6 18) de hauteur et deux centimètres (2 02) d'épaisseur.

Travaux.

20. Elles sont par état de travaux.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement des chemins de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés et, en général, pour l'exécution des travaux quels qu'ils soient auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le département pendant la construction, et par le concessionnaire après la mise en exploitation.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le département pendant la construction, et par le concessionnaire après la mise en exploitation.

Droits conférés au concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux relevant à sa charge, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui résultent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

23. Dans les limites de la concession et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le département pendant la construction, et le concessionnaire après la mise en exploitation, seront tenus, après l'étude et l'adoption de ces projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux militaires.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du département pendant la construction, et du concessionnaire après la mise en exploitation.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'établir sur des terrains comprenant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient nuire à la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du département pendant la concession, et du concessionnaire après la mise en exploitation.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux à la charge du concessionnaire seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance;

toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. La reconnaissance et la réception des travaux se feront dans les conditions prévues par l'article 5 de la convention passée entre les départements de l'Aude et de l'Hérault.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux, le département fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du concessionnaire, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par le concessionnaire, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du département et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement à la mise en exploitation, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction. Toutes ces opérations seront à la charge du concessionnaire.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7. Il devra satisfaire aux conditions fixées ou à fixer pour les transports militaires.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consommer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions fixées ou à fixer pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit;

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes, on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui sont arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures à voyageurs seront chauffées pendant la saison froide, sauf exceptions autorisées par le préfet, sur l'avis du service du contrôle.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Nombre minimum des trains.]

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à quatre.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire et sur l'avis du service du contrôle, le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.**DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.****Durée de la concession.**

34. La durée de la concession, pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges, commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la con-

cession. Celle-ci prendra fin en même temps que la concession accordée au département de l'Aude, par l'État, en vertu du décret du 25 mars 1893, déclarant d'utilité publique le réseau des tramways de l'Aude.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par conséquent de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits de concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui rembourser en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les usines et installations de toute nature établies en vue de la production et du transport de l'énergie électrique ou autre destinée à l'exploitation du chemin de fer, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immeubles dépendant directement dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les rails, chaussements de voie, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines à vapeur, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de le employer à établir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, et le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le matériel des stations, l'outillage des ateliers et des gares, qui ne sont pas visés par l'article 6 de la convention passée entre les départements de l'Aude et de l'Hérault, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour toute partie qu'il jugera convenable, à titre d'export, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requerra, de repousser les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à titre d'export, et réciproquement, si le département le requerra, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de repousser que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

Rachat de la concession.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les années qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

La part de ce produit net moyen, qui, aux termes de la convention passée entre les départements de l'Aude et de l'Hérault, revient au concessionnaire, formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1830 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession avant le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément, au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1830.

37. (Supprimé.)

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1830, il encourra la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu à l'exécution des engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des matériaux approvisionnés, ainsi que du matériel roulant, outillage, mobilier ou objets généralement quelconques que le concessionnaire aurait acquis, après la mise en exploitation, par application de l'article 7 de la convention passée entre les départements de l'Aude et de l'Hérault.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

À cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions de toute nature à échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultats, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemins de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions de l'article qui précède ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure d'ament constatées.

TITRE IV.

**TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.**

Tarif des droits à percevoir.

41. Pour indemniser le concessionnaire de l'exploitation des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

		PRIX		
		de péage.	de trans- port.	TOTAL.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.				
<i>Grande vitesse.</i>				
Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces, (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033	0 10
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes (2 ^e classe).....	0 05	0 025	0 075
	Au-dessus de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
Enfants.....	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
	Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....	0 01	0 005	0 015
	(Sans que la perception puisse être inférieure à 30 centimes.)			
<i>Petite vitesse.</i>				
	Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
	Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
	Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02
	Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			
2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.				
<i>Marchandises transportées à grande vitesse.</i>				
	Huiles. — Poissons frais. — Denrées. — Exsédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
<i>Marchandises transportées à petite vitesse.</i>				
	1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
	2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vinaigres. — Bois-sous. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées...	0 08	0 06	0 14

3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Macfions. — Meulière. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....
 4^e classe. — Bouille. — Marnes. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes.....
 Les foins, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre.....
 Toutefois, ce tarif ne sera applicable que pour un parcours minimum de trente kilomètres ou si l'expéditeur paye pour ce parcours.

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de 3 à 6 tonnes.....
 Wagon ou chariot pouvant porter plus de 6 tonnes.....
 Locomotive pesant de 12 à 18 tonnes (ne traînant pas de convoi).
 Locomotive pesant plus de 18 tonnes (ne traînant pas de convoi).
 Tender de 7 à 10 tonnes.....
 Tender de plus de 10 tonnes.....

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un poids au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....
 Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....
 Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

A^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....
 Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de..

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Macfions. — Meulière. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Bouille. — Marnes. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 05	0 03	0 08
<i>Tarif spécial par wagon complet.</i>			
Marchandises des 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classes.....	0 04	0 02	0 06
Les foins, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre.....	0 10	0 06	0 16
3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.			
<i>Par pièce et par kilomètre.</i>			
Wagon ou chariot pouvant porter de 3 à 6 tonnes.....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot pouvant porter plus de 6 tonnes.....	0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de 12 à 18 tonnes (ne traînant pas de convoi).	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de 18 tonnes (ne traînant pas de convoi).	2 25	1 50	3 75
Tender de 7 à 10 tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de 10 tonnes.....	1 35	0 90	2 25
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un poids au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.			
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.			
Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 15	0 10	0 25
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 18	0 14	0 32
Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.			
Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.			
Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....	0 12	0 08	0 20
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....	0 08	0 06	0 14
A^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.			
<i>Grande vitesse.</i>			
Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....	0 36	0 28	0 64
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....	0 18	0 12	0 30
Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de..	0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies: 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq kilogrammes (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^e 40).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux de chemin de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèse pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans des classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transports de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Sa, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envoi par grappe.

46. **Exemptions de transport déterminées au tarif ne sont point applicables :**

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nominativement énoncés dans le tarif et qui ne pèsent pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube ;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux acides et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales ;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f) ;

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs ;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils sont portés d'un même point d'origine à un même point de destination, par une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui seraient emmenés isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport sont arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

Détails d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, commodité et célérité, et sans interruption de service, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les bestiaux, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, qui feront à mesure de leur

ception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à grande vitesse, seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination; pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre des travaux publics, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire, directement ou indirectement, avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer, dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transport des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Service des postes et des télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver gratuitement, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la deuxième classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de s'adresser, à une voiture déterminée de chaque train, une boîte aux lettres dont elle fera ouvrir la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, bagages et poids et sans responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1^o réquisitionner un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1^{er}; 2^o requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'état se serait engagé à fournir un département une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment en conformité du paragraphe premier du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le Trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mis d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par des arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers-président sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans la cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des trains ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Le concessionnaire pourra être tenu de coopérer au service des trains postaux, conformément aux lois, conventions, règlements et tarifs sur les postaux.

Lignes télégraphiques et téléphoniques.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques ou téléphoniques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son

exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique ou téléphonique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques ou téléphoniques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur la vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au département, une subvention par annuité, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques ou téléphoniques, sans avoir au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu, par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique ou téléphonique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques ou téléphoniques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou téléphoniques, les employés du concessionnaire auront à rechercher promptement les bords séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture de fils télégraphiques ou téléphoniques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (50c) par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage est provoqué par du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendront nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auront lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'avoir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés, chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ou télépho-

riques, ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service de toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Le concessionnaire se conformera aux mesures qui pourront lui être prescrites par l'administration en vue d'établir des moyens de transbordement commodes pour les marchandises dans toutes les gares de raccordement avec une autre voie ferrée et en vue d'éviter, autant que possible, un parcours trop long aux voyageurs et aux marchandises devant passer d'une voie à l'autre.

Embranchements industriels.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de carrières, de mines ou d'usines, avec tout propriétaire ou concessionnaire de magasins généraux et avec tout concessionnaire de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure, qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderaient un embranchement; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de carrières, de mines et d'usines, des propriétaires ou concessionnaires de magasins généraux ou des concessionnaires de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires, et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de carrières, de mines ou d'usines, de magasins généraux ou d'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre (1⁴). Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les dépenses qui résulteront des mesures prescrites, s'il y a lieu, par le préfet statuant sur l'avis du service du contrôle, pour la surveillance et le gardiennage des aiguilles et des barrières d'embranchement industriel, seront à la charge des propriétaires des embranchements; mais les gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure, et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de réputer pour la non-exécution de ces conditions.

Tarifs à percevoir pour le matériel prêté.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0¹²) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, quatre centimes (0⁰⁴) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1⁴).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500⁴), déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera revisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents ou gardes que le concessionnaire établira, soit pour la réception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué, près du concessionnaire, un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux complémentaires exécutés après la mise en exploitation et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de quarante francs (40^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré, comme en matière de contributions directes, au profit du département.

66. (Supprimé.)

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Carcassonne.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification adressée au concessionnaire sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de l'Aude.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de l'Aude, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Vu pour être joint à la convention des 11 et 23 février 1903.

Carcassonne, le 23 février 1903,

Signé : Pierre MARRAUD.

Paris, le 21 février 1903,

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : B. HÉLY D'ORSÈRE.

Vu :

Montpellier, le 21 février 1903,

Signé : ARRAUD.

Enregistré à Montpellier, le 3 mars 1903, folio 66, case 18. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Illisible.

N° 44774. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Le long de la voie de service établie en gare de la Loupe (ligne de Paris au Mans), commune de la Loupe, pour desservir l'établissement désigné sous le nom de *Docks de l'Ouest*, la zone dans laquelle aucune construction ne peut être établie, conformément à l'article 5 de la loi du 15 juillet 1845, est ramenée à la limite des emprises du chemin de fer. (Paris, 2 Avril 1904.)

N° 44775. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter pour les musées nationaux la collection d'antiquités offerte par M. *Piette*, sous certaines conditions énumérées dans l'acte du 25 février 1904, laquelle collection est évaluée à la somme de cent vingt-cinq mille sept cent quarante francs. (Paris, 9 Juin 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Août 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, sous la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'annulation. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne remplissent pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2554.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44776. — *DÉCRET qui proclame 70 Cessions de Brevets d'invention.*

Du 1^{er} Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^{re} La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 octobre 1901, faite, suivant acte en date du 16 septembre 1901, à la société dite : *The Consolidated Engineering Company limited*, ayant son siège à Gotha Works Stough (Angleterre), par M. Shaw, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 septembre 1892, pour perfectionnements aux embrayages-freins et autres mécanismes semblables.

2^o La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Cher, le 8 septembre 1903, faite, suivant acte en date des 4 et 11 août 1903, à la Société française des parqueteries hygiéniques, dont le siège est à Saint-Doulchard (Cher), avenue des Prés-le-Roi, par la société anonyme Les Parqueteries bruxelloises, dont le siège est à Bruxelles (Belgique), quai de l'Industrie, n° 79 et 80, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juin 1902, par MM. Delhaye, Briatte et Dupuis, et dont elle est cessionnaire, pour perfectionnements dans les systèmes de parqueterie.

3^o La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 26 septembre 1903, faite, suivant acte en date du 20 juin 1903, à la Société des moteurs à haute tension, dont le siège est à Paris, rue Taitbout, n° 54, par M. Gustave Losson, négociant, demeurant à Paris, rue des Bauges, n° 6, agissant en qualité de liquidateur de la Société des moteurs à haute tension et des pompes émulsives, dont le siège est à Paris, rue Taitbout, n° 54, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1902, par M. Castelnaux, pour procédé et appareils pour l'alimentation des chaudières à vaporisation instantanée.

XII^e Série.

53

4° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 26 septembre 1903, faite, suivant acte en date du 20 juin 1903, à la Société des moteurs à haute tension, dont le siège est à Paris, rue Taibout, n° 54, par M. Gustave Loason, négociant, demeurant à Paris, rue des Bauges, n° 6, agissant en qualité de liquidateur de la Société des moteurs à haute tension et des pompes émulsives, dont le siège est à Paris, rue Taibout, n° 54, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 avril 1902, par M. Castelnau, pour machine à vapeur à très hautes tensions et à hautes températures.

5° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} octobre 1903, faite, suivant acte en date du 3 juillet 1903, à M. Louis-Émile-Eugène Fournier, négociant, demeurant à Paris, rue Keller, n° 11, par M. Cassagne, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 septembre 1900, pour système perfectionné de coulisso, à galet roulant, applicable aux lits en bois ou métal et autres meubles.

6° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 octobre 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 28 octobre 1902, aux termes duquel la Société française des automobiles thermopneumatiques, système Girardville et Mekarski, dont le siège est à Paris, a été autorisée à exploiter partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris par MM. Mekarski et Lucas-Girardville, le 17 avril 1902, pour perfectionnements apportés aux moteurs thermopneumatiques.

7° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 octobre 1903, faite, suivant acte en date du 22 septembre 1903, à la société dite : *Schweizerische Petroleum-Glühlicht-Unternehmung, Patente Poeffel*, dont le siège est à Wyl (Suisse), par M. Poeffel, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 juin 1899, pour lampe à incandescence à combustibles liquides et admissions d'air multiples réglables.

8° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 octobre 1903, faite, suivant acte en date du 7 août 1903, à la société dite : *The Westinghouse Automatic Air and Steam Coupler Company*, dont le siège est à East-Saint-Louis, État de l'Illinois (États-Unis d'Amérique), par M. Niederlander, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 mai 1900, pour perfectionnements aux accouplements automatiques des tuyaux à vapeur.

9° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 octobre 1903, faite, suivant acte en date du 7 août 1903, à la société dite : *The Westinghouse Automatic Air and Steam Coupler Company*, dont le siège est à East-Saint-Louis, État de l'Illinois (États-Unis d'Amérique), par M. Niederlander, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 10 mai 1901, pour perfectionnements apportés aux dispositifs d'accouplement automatique pour tuyaux.

10° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 octobre 1903, faite, suivant acte en date du 18 mai 1903, à MM. Jean-François Cursat, conseiller d'arrondissement, demeurant à Albertville (Savoie), et Louis Porcher, architecte, demeurant à Paris, rue de Seine, n° 17, par MM. Jules Marquoy, représentant de commerce, demeurant à Neuilly-sur-Seine (Seine), boulevard Bineau, n° 27, et Théodule Mambour, négociant, demeurant à Saint-Ouen (Seine), boulevard Victor-Hugo, n° 140, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 avril 1898, par MM. Dupont, Cursat et Porcher, et dont ils sont partiellement cessionnaires, pour cadran donnant simultanément l'heure des divers points du globe terrestre.

11° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 octobre 1903, faite, suivant acte en date du 29 août 1903, à M. Jules Lemaître, mécanicien, demeurant à Reims, rue Boulard, n° 10, par M. Jules Pigneux, industriel et négociant, demeurant à Reims, rue Gambetta, n° 17, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juin 1902, par M. Georges-Alexis Lemaître, et dont la Société rémoise de constructions mécaniques est cessionnaire, pour un système de moteur à mélange détonant, à deux temps, avec compression préalable du mélange sans compresseur spécial.

12° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine-et-Marne, le 20 octobre 1903, faite, suivant acte en date des 6 et 17 oc-

54.

tembre 1903, à M. Louis Bellet de Lobel, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue Cammartin, n° 48, par MM. Samuel Zielenziger, Jacques Zielenziger et Rosenthal, tous trois négociants, demeurant à Berlin (Allemagne), et la société dite : *Deutsche Beleuchtungs und Heiz Industrie, Aktien Gesellschaft*, de Berlin, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris par M. Samuel Zielenziger, le 31 mai 1900, pour lampe à incandescence par le gaz.

13° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Marne, le 20 octobre 1903, faite, suivant acte en date des 6 et 17 octobre 1903, à M. Louis Bellet de Lobel, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue Cammartin, n° 48, par MM. Samuel Zielenziger, Jacques Zielenziger et Rosenthal, tous trois négociants, demeurant à Berlin (Allemagne), et la société dite : *Deutsche Beleuchtungs und Heiz Industrie, Aktien Gesellschaft*, de Berlin, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris par M. Samuel Zielenziger, le 31 octobre 1900, pour lampe à incandescence par le gaz.

14° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Marne, le 20 octobre 1903, faite, suivant acte en date des 1^{er} juin 1902, et 17 octobre 1903, à la société dite : *la Lumière Lucas*, ayant son siège social à Paris, rue Cammartin, n° 48, par M. Louis Bellet de Lobel, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue Cammartin, n° 48, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mai 1900, par M. Zielenziger, et dont il est cessionnaire, pour lampe à incandescence par le gaz.

15° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Marne, le 20 octobre 1903, faite, suivant acte en date des 1^{er} juin 1902, et 17 octobre 1900, à la société dite : *la Lumière Lucas*, ayant son siège social à Paris, rue Cammartin, n° 48, par M. Louis Bellet de Lobel, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue Cammartin, n° 48, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1900, par M. Zielenziger, et dont il est cessionnaire, pour lampe à incandescence par le gaz.

16° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 octobre 1903, faite, suivant acte en date des 2 et 18 avril 1903, à la société dite : *l'Auto-clé*, brevet C. Contal, dont le siège est à Paris, boulevard Poirier, n° 186, par M. Contal, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 décembre 1902, pour clé à combinaison.

17° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 octobre 1903, faite, suivant acte en date du 28 septembre 1903, à M. Robert Nisbet, négociant, demeurant à Levallois-Perret (Seine), rue Dubois, n° 130, par M. Eugène Rooh, ingénieur électricien, demeurant à Bois-Colombes (Seine), avenue du Bel-Air, n° 8 bis, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 décembre 1902, pour nouveau mode de fabrication du culot des ampoules électriques employées dans les radiateurs électro-calorifiques.

18° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 octobre 1903, faite, suivant acte en date du 4 juillet 1903, à la Société Adolphe Richard et fils aîné, dont le siège est à Paris, rue Saint-Jacques, n° 247, par M. Paul-Adolphe Richard, mécanicien, demeurant à Alfortville (Seine), rue de Villemeuve, n° 193, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 janvier 1898, conjointement avec M. Poirsin, pour perfectionnement d'un appareil contrôleur électrique du fonctionnement des pointes d'aiguilles de changement de voies.

19° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 27 octobre 1903, faite, suivant acte en date du 7 août 1903, à la Société française des procédés J.-L. Routin pour le compoundage électromécanique des groupes électrogènes, dont le siège est à Lyon, rue Emile-Zola, n° 15, par M. Routin, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 décembre 1900, pour régulateur électro-mécanique.

20° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 octobre 1903, faite, suivant acte en date du 7 octobre 1903, à la société dite : *The Venners Cigarette Machine Company Limited*, dont le siège est à Londres (Angleterre), Mansion House Chambers, 11, Queen Victoria Street, par la

société British-American Machinery Company limited, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 4 mars 1897, pour perfectionnements aux machines à faire les cigarettes continues.

21° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 octobre 1903, faite, suivant actes en date des 25 et 29 juin et 28 juillet 1903, à la Société d'industrie mécanique, dont le siège social est à Paris, Cours-la-Reine, n° 30, par M. Ville, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 mars 1901, pour mécanisme de transmission de mouvement à changement de vitesse et de marche différentiel.

22° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 octobre 1903, faite, suivant actes en date des 25 et 29 juin et 28 juillet 1903, à la Société d'industrie mécanique, dont le siège social est à Paris, Cours-la-Reine, n° 30, par M. Ville, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 novembre 1902, pour procédé de fabrication des enveloppes à circulation réfrigérante.

23° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 octobre 1903, faite, suivant actes en date des 25 et 29 juin et 28 juillet 1903, à la Société d'industrie mécanique, dont le siège social est à Paris, Cours-la-Reine, n° 30, par M. Ville, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} décembre 1902, pour perfectionnements aux voitures automobiles.

24° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 octobre 1903, faite, suivant actes en date des 25 et 29 juin et 28 juillet 1903, à la Société d'industrie mécanique, dont le siège social est à Paris, Cours-la-Reine, n° 30, par M. Ville, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 mars 1903, pour dispositif perfectionné de moteur à explosions.

25° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 31 octobre 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 5 octobre 1903, aux termes duquel la société à responsabilité limitée dite : *Gesellschaft für Huberpressung*, dont le siège est à Berlin (Allemagne), a été autorisée par M. Victor Champigneulle, constructeur, demeurant à Paris, rue Michel-Bizot, n° 145, à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1896, par M. Huber, et dont il est cessionnaire, pour la fabrication de corps métalliques creux avec décorations ornementales, pour l'emploi de hautes pressions et de matrices équilibrées.

26° La rétrocession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 31 octobre 1903, faite, suivant acte en date du 5 octobre 1903, à la société à responsabilité limitée dite : *Gesellschaft für Huberpressung*, dont le siège est à Berlin (Allemagne), par M. Victor Champigneulle, constructeur, demeurant à Paris, rue Michel-Bizot, n° 145, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mai 1899, par la société dite : *Gesellschaft für Huberpressung Karlsruhe C. Huber & C.*, et dont il est cessionnaire, pour procédé et appareil pour façonner, transformer et réunir des corps métalliques creux et plats.

27° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 31 octobre 1903, faite, suivant acte en date du 6 octobre 1903, à M^{me} Thouard (née Marie-Yvonne Guégan), propriétaire, demeurant à Paris, rue Béranger, n° 8, par M. Casimir Pezet, marchand de vins, demeurant à Paris, rue Riquet, n° 5, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris conjointement avec M. Julien, le 1^{er} septembre 1902, pour machine à pulvériser les métaux fusibles à basse température.

28° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 3 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 1^{er} octobre 1903, à la Société de métallurgie électro-thermique, dont le siège est à Paris, boulevard Haussmann, n° 21, par M. Chavarria Contardo, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} février 1897, pour haut fourneau électrique.

29° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 3 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 1^{er} octobre 1903, à la Société de métallurgie électro-thermique, dont le siège est à Paris, boulevard Haussmann, n° 21, par M. Chavarria Contardo, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 mars 1900, pour four à réverbère continu, chauffé à l'électricité.

30° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 3 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 1^{er} octobre 1903, à la Société de métallurgie électro-thermique, dont le siège est à Paris, boulevard Haussmann, n° 21, par M. Chavarria Contardo, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 mars 1900, pour organisation électrique d'un four à arc chauffant par rayonnement.

31° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 3 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 1^{er} octobre 1903, à la Société de métallurgie électro-thermique, dont le siège est à Paris, boulevard Haussmann, n° 21, par M. Chavarria Contardo, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 20 avril 1900, pour four électrique autonome.

32° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 3 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 1^{er} octobre 1903, à la Société de métallurgie électro-thermique, dont le siège est à Paris, boulevard Haussmann, n° 21, par M. Chavarria Contardo, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 août 1901, pour perfectionnements apportés aux fours électriques.

33° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 13 octobre 1903, à la société dite : *The Fine Cotton Spinners and Doublers Association Limited*, dont le siège social est Saint James Square, à Manchester (Angleterre), par MM. Musgrave et Barnes, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 5 octobre 1901, pour procédé et appareil perfectionnés pour couper le drap, le cuir et autres matières ou substances analogues.

34° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 13 octobre 1903, à la société dite : *The Fine Cotton Spinners and Doublers Association Limited*, dont le siège social est Saint James Square, à Manchester (Angleterre), par MM. Musgrave et Barnes, du brevet d'invention devant expirer le 8 novembre 1915, qu'ils ont pris le 5 décembre 1901, pour perfectionnement apporté au mouvement des guide-fils destinés à actionner ou guider les fils de coton ou autres matières fibreuses, vers les rouleaux des machines à filer, apprêter ou autres machines analogues.

35° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 13 novembre 1903, faite, suivant acte en date des 6 et 20 octobre 1903, à la Société générale pour la réduction des métaux, dont le siège est rue des Sept-Arpens, n° 40, à Pantin (Seine), par M. Henri Julien, mécanicien, demeurant à Pantin (Seine), rue des Sept-Arpens, n° 40, et M^{me} Thouard (née Marie-Yvonne Guégan), demeurant à Paris, rue Béranger, n° 8, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} septembre 1902, par M. Julien, conjointement avec M. Pezet, et dont M^{me} Thouard est cessionnaire, pour machine à pulvériser les métaux fusibles à basse température.

36° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 14 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 24 octobre 1903, à la Société Monin et Ringuiet, dont le siège est au Mans (Sarthe), boulevard de la République, n° 161, par M. Monin, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 19 décembre 1902, pour perfectionnements aux changements de vitesse à poulies hyperboliques.

37° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 14 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 24 octobre 1903, à la Société Monin et Ringuiet, dont le siège est au Mans (Sarthe), boulevard de la République, n° 161, par M. Monin, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 mai 1903, pour transformateur de vitesse.

38° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 16 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 7 octobre 1903, à M. Ernest Couturier, négociant, demeurant à Paris, avenue de la Grande-Armée, n° 10, par M. Crépy, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 mars 1903, pour un mécanisme automatique pour la mise en marche des arbres tournants embrayant dans le sens de la commande et débrayant dans les deux sens.

39° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 16 novembre 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 10 octobre 1903, aux termes duquel M. Daniel-Félix Weil, négociant, demeurant à Paris, rue Richer, n° 20 et 22, a été autorisé à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Derassey, le 28 octobre 1901, pour un nouveau dispositif pour la coupe des cigarettes sur les machines à boudin continu.

40° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 5 novembre 1903, à M. William Kennedy Laurie Dickson, demeurant à Londres (Angleterre), par M. William Cox, demeurant à Londres (Angleterre), de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 25 mai 1903, pour système de baromètre à mercure.

41° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 24 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 29 septembre 1903, à M. Jules-Constant Bing, demeurant à Paris, rue Boissière, n° 78, par M. Otto-Samuel Bing, industriel, demeurant à Paris, rue de l'Assomption, n° 66, en partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1892, par MM. Guillaume et Goldstein, et dont il est cessionnaire, pour fermetures pour boîtes à conserves et autres vases semblables (A).

42° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 24 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 29 septembre 1903, à M. Jules-Constant Bing, demeurant à Paris, rue Boissière, n° 78, par M. Otto-Samuel Bing, industriel, demeurant à Paris, rue de l'Assomption, n° 66, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 décembre 1892, pour perfectionnements aux fermetures autoclaves des récipients, boîtes et flacons de conserves de liquides stérilisés, etc.

43° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 novembre 1903, faite, suivant actes en date des 3 février, 7 mars et 7 avril 1903, à la Société d'applications des gaz liquéfiés, dont le siège social est à Paris, boulevard Saint-Jacques, n° 51, par M. Bizet, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 juillet 1901, pour nouveau mode de fabrication des récipients pour liquides ou gaz sous pression.

44° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 novembre 1903, faite, suivant actes en date des 3 février, 7 mars et 7 avril 1903, à la Société d'applications des gaz liquéfiés, dont le siège social est à Paris, boulevard Saint-Jacques, n° 51, par M. Bizet, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 septembre 1901, pour perfectionnements aux appareils de remplissage des capsules pour gaz ou liquide sous pression.

45° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 26 novembre 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 10 octobre 1903, aux termes duquel M. Daniel-Félix Weil, négociant, demeurant à Paris, rue Richer, n° 20 et 22, a été autorisé par la société dite : *Venners Cigarette Machine Company Limited*, dont le siège est à Londres (Angleterre), Mansion House Chambers, 11, Queen Victoria Street, à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris le 4 mars 1897, par la société *British American Machinery Company Limited*, et dont elle est cessionnaire, pour perfectionnements aux machines à faire les cigarettes continues.

46° La mutation enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Côte-d'Or, le 27 novembre 1903, telle qu'elle résulte du procès-verbal de liquidation dressé, le 31 octobre 1903, par M. Marin, notaire à Beaune (Côte-d'Or), aux termes duquel M. Louis Francisque, dit Joanny Voindrot, négociant en vin, demeurant à Beaune, villa Fondet, n° 12, est devenu seul propriétaire du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 mai 1901, conjointement avec M. Lafont, pour un filtre perfectionné à l'usage des vins, bières, alcools et autres liquides.

47° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 12 novembre 1903, à M. Michel Farkas, electricien, demeurant à Paris, cité Rougemont, n° 12, par

MM. Cervenka et Bernt, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 31 mars 1900, pour bec Bansen pour corps à incandescence suspendus au-dessous du bec.

48° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 6 octobre 1903, à M. Paul Schmitt, ingénieur électricien, demeurant à Paris, rue des Dames, n° 58, par M. Alphonse Roitel, électricien, demeurant à Paris, passage Vancoeurs, n° 12, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 3 avril 1902, pour système nouveau d'accumulateur électrique.

49° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 17 novembre 1903, à la Société anonyme des anciens établissements Panhard et Levassor, dont le siège est à Paris, avenue d'Ivry, n° 19, par M. Ernest Couturier, négociant, demeurant à Paris, avenue de la Grande-Armée, n° 10, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mars 1903, par M. Crépy, et dont il est cessionnaire, pour un mécanisme automatique pour la mise en marche des arbres tournants embrayant dans le sens de la commande et débrayant dans les deux sens.

50° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 décembre 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 10 novembre 1903, aux termes duquel M. Louis-Edouard Sarcouf, ingénieur, demeurant à Paris, avenue de La Bourdonnais, n° 2, a été autorisé à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Renard, le 25 août 1903, pour système de trains à propulsion continue.

51° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 décembre 1903, faite, suivant acte en date du 27 novembre 1903, à la société dite : *The Gramophone and Typewriter limited*, dont le siège est à Londres (Angleterre), City Road, n° 21, par MM. Jones et Gibson, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 10 décembre 1901, pour perfectionnements aux machines à enregistrer et reproduire le son.

52° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 décembre 1903, faite, suivant acte en date des 31 octobre et 3 novembre 1903, à la société anonyme dite : *Société française du Vacuum Cleaner* (nettoyage par le vide), dont le siège est à Paris, rue Saint-Florentin, n° 11, par la société *The Vacuum Cleaner Co.*, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 12 mars 1902, pour perfectionnements à l'extraction de la poussière des tapis et autres matières.

53° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 9 décembre 1903, faite, suivant acte en date du 18 novembre 1903, à M. George Armistead Scott, ingénieur, demeurant à Londres (Angleterre), E. C. 88, Bishopgate Street, par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 26 juin 1901, pour nouveau système de chaudière multitubulaire.

54° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 décembre 1903, faite, suivant acte en date du 11 novembre 1903, à M. Ernest Pourtanborde, négociant, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 13, par M. Augustin Marquand, ingénieur des arts et manufactures, demeurant rue de Lyon, n° 12, à Mustapha-Alger (Algérie), de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris par la société Georges Charles et A. Marquand, le 28 février 1902, pour composition agglutinante propre à la fabrication d'agglomérés de tous genres.

55° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 décembre 1903, faite, suivant actes en date des 28, 29 avril et 15 mai 1903, à la Société française du Zool, dont le siège est à Paris, rue de Miromesnil, n° 60, par M. Nicolaidi, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 avril 1902, pour produit alimentaire pour les animaux.

56° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 16 décembre 1903, faite, suivant acte en date du 30 juin 1903, à la Compagnie générale de freins continus et des freins auto-régulateurs, système *Hillot*, dont le siège est à Paris, rue Favart, n° 4, par la Société anonyme des freins *Stop*.

dont le siège est à Paris, rue de Vienne, n° 2, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 novembre 1897, par MM. Remondy et Hallot, et dont elle est cessionnaire, pour dispositifs de freins automatiques et modérables à l'usage des véhicules de tous genres.

57° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 16 décembre 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 30 juin 1903, aux termes duquel la Compagnie générale de freins continus et des freins auto-régulateurs système Hallot, dont le siège est à Paris, rue Favart, n° 4, a été autorisée par la Société anonyme des freins Stop, dont le siège est à Paris, rue de Vienne, n° 2, à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mars 1899, par M. Remondy, et dont elle est cessionnaire, pour perfectionnements aux freins.

58° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 16 décembre 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 30 juin 1903, aux termes duquel la Compagnie générale de freins continus et des freins auto-régulateurs système Hallot, dont le siège est à Paris, rue Favart, n° 4, a été autorisée par la Société anonyme des freins Stop, dont le siège est à Paris, rue de Vienne, n° 2, à exploiter le brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 9 décembre 1899, pour perfectionnements aux freins de chemins de fer.

59° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 16 décembre 1903, faite, suivant acte en date du 30 novembre 1903, à la société dite : *The Motor Horse limited*, dont le siège est à Londres (Angleterre), New Broad Street, n° 35 à 35, par M. Carmont, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 mai 1899, pour perfectionnements aux dispositifs servant à diriger des véhicules sur routes.

60° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 décembre 1903, faite, suivant acte en date du 5 décembre 1903, à M. Gilbert Laval, publiciste, demeurant à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7, par M. Étienne jeune, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 mai 1900, pour système de fabrication mécanique de carcasses à spirales pour couronnes mortuaires.

61° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 19 décembre 1903, faite, suivant acte en date des 9 et 24 avril 1903, à la Société Camille Brun et fils, dont le siège est à Saint-Étienne (Loire), rue de la Paix, n° 14, par MM. Brun, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 16 décembre 1898, pour nouveau système de bobinage ou canettage de trame, pour métiers à tisser de système quelconque.

62° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 19 décembre 1903, faite, suivant acte en date des 9 et 24 avril 1903, à la Société Camille Brun et fils, dont le siège est à Saint-Étienne (Loire), rue de la Paix, n° 14, par MM. Brun, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 3 janvier 1899, pour système d'alimentation continue de trame, pour métiers mécaniques à tisser.

63° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 décembre 1903, faite, suivant actes en date des 1^{er} et 22 juillet 1903, à la Société nouvelle des accumulateurs B. G. S., dont le siège est à Neuilly-sur-Seine (Seine), rue Jacques-Dulud, n° 134, par la Société des voitures électriques et des accumulateurs B. G. S., en liquidation, ayant son siège à Neuilly-sur-Seine, avenue de Madrid, n° 12 bis, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juin 1897, par M. Bouquet, et dont elle est cessionnaire, pour un nouvel inducteur pour moteurs électriques à courants continus à vitesses très variables, alimentés à potentiel constant.

64° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 décembre 1903, faite, suivant actes en date des 1^{er} et 22 juillet 1903, à la Société nouvelle des accumulateurs B. G. S., dont le siège est à Neuilly-sur-Seine, rue Jacques-Dulud, n° 134, par la Société des voitures électriques et des accumulateurs B. G. S., en liquidation, ayant son siège à Neuilly-sur-Seine, avenue de Madrid, n° 12 bis, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1898, par M. Bouquet, et dont elle est cessionnaire, pour inducteur extraléger à dérivation de flux forcée pour machines dynamo-électriques.

65° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 décembre 1903, faite, suivant actes en date des 1^{er} et 22 juillet 1903, à la Société nouvelle des accumulateurs B. G. S., dont le siège est à Neuilly-sur-Seine (Seine), rue Jacques-Dulud, n° 134, par la Société des voitures électriques et des accumulateurs B. G. S., en liquidation, ayant son siège à Neuilly-sur-Seine, avenue de Madrid, n° 12 bis, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 février 1898, par M. Garcin, et dont elle est cessionnaire, pour perfectionnements dans la fabrication des accumulateurs au plomb.

66° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 décembre 1903, faite, suivant actes en date des 1^{er} et 22 juillet 1903, à la Société nouvelle des accumulateurs B. G. S., dont le siège est à Neuilly-sur-Seine (Seine), rue Jacques-Dulud, n° 134, par la Société des voitures électriques et des accumulateurs B. G. S., en liquidation, ayant son siège à Neuilly-sur-Seine, avenue de Madrid, n° 12 bis, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 juin 1898, par M. Schivre, et dont elle est cessionnaire, pour perfectionnements apportés aux voitures automobiles électriques et autres.

67° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 décembre 1903, suivant acte en date du 12 décembre 1903, à la Compagnie de Fives-Lille pour constructions mécaniques et entreprises, dont le siège est à Paris, rue Caumartin, n° 64, par M. Kienast, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 janvier 1899, pour régulateur à force centrifuge à articulations oscillant dans des coussinets à billes.

68° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 décembre 1903, faite, suivant acte en date du 12 décembre 1903, à la Compagnie de Fives-Lille pour constructions mécaniques et entreprises, dont le siège est à Paris, rue Caumartin, n° 64, par M. Kienast, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 mai 1899, pour système de distribution pour machines motrices.

69° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 décembre 1903, faite, suivant acte en date du 8 décembre 1903, à la Société Laval et C^{ie}, dont le siège social est à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7, par M. Gilbert Laval, publiciste, demeurant à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mai 1900, par M. Etienne jeune, et dont il est cessionnaire, pour système de fabrication mécanique de carcasses à spirales pour couronnes mortuaires.

70° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 31 décembre 1903, faite, suivant acte en date du 16 décembre 1903, à M. George William Houk, négociant, demeurant à Londres (Angleterre), Snow Hill, n° 7, par M. Hocquart, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 7 octobre 1897, pour bicyclette à débrayage permettant l'arrêt des pédales en marche, le fonctionnement du frein par les pédales et un changement de vitesse.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : TROUILLOT.

N° 44777. — **DÉCRET qui proclame les Brevets d'invention et les Certificats d'addition délivrés pendant le 4^e trimestre de l'année 1903.**

Du 22 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le quatrième trimestre de l'année 1903, tels qu'ils sont contenus dans les états ci-annexés.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

BREVETS D'INVENTION.

328094. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1902; Andrieux (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de piston pour moteurs à tous genres.

328095. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1902; Chevallot (E.-J.), représenté par société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Brillantine minérale.

328096. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1902; Sthamer (R.) et Kasch (R.), représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé pour déposer sur un corps une couche métallique radioactive.

328097. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1902; Andrieux (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur, dit moteur carburateur.

328098. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1902; Mégevet (C.-J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'échappement silencieux pour moteurs à explosion.

328099. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1902; Munet, dit Marcozzy (V.-L.), représenté par Stabelais, n° 40, et Mignat (E.-J.), rue Montebello, n° 2, à Lyon (Rhône). — Système de bouteille inviolable.

328100. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1902; Maunseil-Smyth (G.-H.), à Fécamp-sur-Vienne (Charente), élisant domicile rue d'Isly, n° 5, à Limoges (Haute-Vienne). — Perfectionnement à la coloration, décor et impression sur la surface des papiers et tous autres matériaux bruts ou fabriqués.

328101. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1902; Société Verchamps Chimische Werke Aktiengesellschaft, représentée par Casalonga, à Paris, rue des Mathes, n° 16. — Procédé d'extraction des acides gras de leurs éthers.

328102. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1902; Gélus (F.-M.), rue du Champ-de-Foire, n° 19, au Havre (Seine-Inférieure). — Changement de vitesse et de marche pour transmission de force motrice.

328103. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1902; Société de matériel téléphonique (Georges Aboffard et C^{ie}), représentée par Nalé, à Paris, avenue de Broeseau, n° 46. — Compteur enregistreur des communications téléphoniques.

328104. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1902; Martin (E.), Grande-Rue, n° 3t à Dôle (Jura). — Raccourcisseur pour la vigne.

328105. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1902; Olivier de Sanderovs (G.), représenté par la société Marillier et Robert, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur à gaz, ou vapeur, comprimé élastique.

328106. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1902; Jéhard (G.), rue de Gray, n° 24, à Dijon (Côte-d'Or). — Dispositif de sûreté destiné à empêcher les fuites de gaz ou de liquides dans les robinets dits à boisson.

328107. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1902; Kornfeld (M^{me} A.), née Tapin (B.), représentée par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 38. — Lampe à alcool Kornfeld.

328108. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1902; Minne (A.), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 31. — Nouveau système de contre-écrou, dit Contre-écrou rationnel.

328109. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1902; Benoit (C.), Lapeyre (J.) et Lapeyre (L.), boulevard de l'Esplanade, à Montpellier (Hérault). — Appareil de Sadril destiné à la fabrication de l'acétylène.

328110. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1902; Compagnie parisienne de couleurs d'anilins, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication d'une nouvelle matière colorante soufrée.

328111. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1902; Moser (A.), rue Bertier, n° 44, à Dijon (Côte-d'Or). — Appareil à pointer concentriquement.

328112. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1902; Gauchet (A.), rue Brûle-Maison, n° 27, à Lille (Nord). — Nouveau système de roues, poulies, volants, cames et plateaux à joint flexible.

328113. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1902; Girard (F.-L.), dit Amédée, représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Appareil pour la commande automatique des registres de tirage des générateurs pouvant assurer aussi la fémivorité.

328114. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1902; Kellinger (J.-E.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé de fabrication d'une couleur blanche.

328115. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1902; Nicolas (A.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Turbo-filtre, essoreuse à travail continu.

328116. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1902; Picard (P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode de transmissions télégraphiques multiples.

328117. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1902; Christoffeau (J.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur aéro-hydraulique.

328118. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1902; Société Schneider et C^{ie}, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif pour la commande électrique et la régulation de la vitesse de l'outil ou de la pièce d'ouvrage dans les machines-outils et autres.

328119. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1902; Guye (P.-A.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Projectile spécial pour exercices de charge-ment.

328120. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1902; Société Badische Anilin & Soda-Fabrik, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production d'anhydrides et de chlorures d'acides carboxylés.

328121. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1902; Wytenhove (G.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de doublage des glaces en blanc à l'aide de verres en couleur.

328122. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1902; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de matières colorantes bleues soufrées.

328123. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1902; Canbet (E.), avenue de Sérignan, n° 9, à Béziers (Hérault). — Appareil à filtrer les liquides, dénommé *Filtre le Facile*.

328124. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1902; Philippon (M.-A.-C.-F.), rue du Casino, n° 5, à Enghien (Seine-et-Oise), élisant domicile à Paris, rue de Compiègne, n° 4. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

328125. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1902; Blanc (J.), château des Arches, à Digne (Basses-Alpes). — Tuyaux incassables Colbit.

328126. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1902; Blanc (F.-N.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cuir universel pour chapeaux.

328127. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1902; Dalmais (L.-A.), représenté par Gaquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Appareil pour casser les noix, dit *Presse mignonnette*.

328128. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1902; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation de laques rouge-bleu et solides à l'air.

328129. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1902; Chauvel (K.-P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil tendeur articulé permettant le déclainage automatique des peaux de moutons vertes, salées et sèches.

328130. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1902; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication de nouveaux dérivés de la série de la benzène et pour leur transformation en une matière colorante rouge.

328131. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1902; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la préparation d'une matière colorante azoïque rouge.

328132. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1902; Boyeux (A.) et Mora fils (A.), représentés par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Procédé de teinture des marbres, onyx, pierres calcaires, terres naturelles, brutes ou cuites, etc.

328133. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1902; De Roussen (L.), à Paris, boulevard Malesherbes, n° 174. — Combinaisons nouvelles de moyens et d'organes pour l'utilisation des vagues et leur application aux besoins de la vie et de l'industrie.

328134. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1902; Deguercy (G.), à Saint-Junien (Haute-Vienne). — Nouveau système de séchage du papier par le gaz.

328135. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1902; Charlot (G.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Système de lampe électrique à arc.

328136. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1902; Duchemin (P.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système perfectionné de crochet (ou agrafe) pour couvertures de toitures.

328137. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1902; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication d'un colorant azoïque violet.

328138. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1902; Dugénait (L.-H.), à Paris, rue Lagrange, n° 10. — Régulateur électro-automatique de température ou de pression.

328139. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1902; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la préparation de rhodamines de nuance jaunâtre et dérivant des rhodamines tétra-alcoylées.

328140. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1902; Basse (L.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil gazéificateur récupérateur pour alcool, pétrole et autres liquides combustibles.

328141. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1902; Descalles (E.), à Paris, boulevard de Clichy, n° 1, et Robert (A.), rue de Fontenay, n° 20, à Vincennes (Seine). — Pignon à roue libre pour vélocepède et automobile.

328142. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1902; Noël (A.-L.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Mécanisme de transmission pour voitures automobiles à transmission par courroie.

328143. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1902; Sunyé (R.), à Paris, rue Washington, n° 36. — Procédé d'obtention industrielle de l'alcool absolu.

328144. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1902; D'Arsonval (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode de taille des filières destinées à la fabrication d'éléments de plaques d'accumulateurs.

328145. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1902; Société L. Gaumont et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de réglage de la concordance du synchronisme dans les appareils transportant la combinaison d'un phonographe et d'un cinématographe.

328146. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1902; Société Fabrique de produits de chimie organique de Laire, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Obtention d'une substance odorante nouvelle.

328147. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1902; Farjas (H.), représenté par Coulomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Nouveau surchauffeur de vapeur.

328148. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1902; Société Badische Anilin & Soda Fabrik, représentée par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production d'indoxyle et de ses dérivés.

328149. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1902; Benoist (A.-J.-B.), villa des Lauviers, à Royan (Charente-Inférieure). — Pneu métallique ou bandage libre.

328150. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1902; Loria (H.-D.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Système d'embrayage à friction.

328151. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1902; Rossat (G.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les accumulateurs au plomb.

328152. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1902; Fournier (J.-B.), à Paris, quai des Orfèvres, n° 62. — Lampe électrique à arc.

328153. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1902; Société H. Viollet et C^{ie}, représentée par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouveau procédé d'apprêt mécanique du tulle par pulvérisation.

328154. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1902; Société H. Viollet et C^{ie}, représentée par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouvelle machine pour l'apprêt mécanique du tulle.

328155. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1902; Hardy (W.-B.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour la purification de l'eau par l'électrolyse.

328156. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1902; Société Mutuel et C^{ie}, représentée par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Dispositif de réglage pour moteurs à explosions.

328157. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1902; Ostwald (W.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Hautes, n° 15. — Procédé permettant de faciliter les réactions gazeuses électro-chimiques.

328158. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1902; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la préparation d'une matière colorante soufrée noir-bleutée.

328159. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1902; Lacourbat (P.), représenté par Rabilleud, cours Morand, n° 20, à Lyon (Rhône). — Procédé de production de dessins sur fourrures.

328160. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1902; Schrader (H.), représenté par Cassinaga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé d'extinction et d'initiation des acides organiques contenus dans les vinaigres de mélasses.

328161. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1902; Copin (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de robinet automatique dit *Auto-Stop*.

328162. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1902; Arledter (F.) et Dobler (F.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Nouvelle colle.

328163. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1902; Société Mayer frères, à Saint-Dié (Vosges). — Appareil extracteur d'eau de condensation dit *Système Mayer frères*.

328164. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1902; Marqués (E.-J.-J.), rue du Jardin-Royal, n° 8, à Toulouse (Haute-Garonne). — Générateur d'énergie électrique.

328165. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1902; David (A.), représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Tissu nouveau et son procédé d'obtention.

328166. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1902; Mabut (F.-J.-A.), représenté par Viennot, à Paris, rue Lafayette, n° 146. — Roue élastique.

328167. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1902; Cuzas (A.), représenté par Mourre, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Machine à gaufrir les matières textiles formant l'imitation astrakan et marabout.

328168. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1902; Julien (H.), avenue de la Défense-de-Paris, n° 51, à Puteaux (Seine). — Système de générateur.

328169. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1902; Bernard (J.-B.-H.-L.), rue Lamouroux, n° 27, à Agen (Lot-et-Garonne), élitant domicile chez M. Goenaga, cours du Jardin-Public, n° 46, à Bordeaux (Gironde). — Pompe agénaise à commutateur automatique.

328170. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1902; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la préparation de nouveaux dérivés benzyliques.

328171. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1902; Masson (L.), à Orange (Vaucluse). — Monture de pneu indestructible.

328172. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1902; Chaparède (F.-L.), rue du Jeu-de-Paume, n° 11, à Montpellier (Hérault). — Pare-poussière articulé pour voitures automobiles ou autres.

328173. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1902; Poutet (V.-J.), rue Farjon, n° 2, à Marseille (Bouches-du-Rhône), élitant domicile chez M. Chassevant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Liaison élastique du canon et du berceau à leurs supports dans les affûts de tourelle cuirassée.

328174. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1902; Poutet (V.-J.), rue Farjon, n° 2, à Marseille (Bouches-du-Rhône), élitant domicile chez M. Chassevant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Hausse navale.

328175. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1902; Poirat (F.-T.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Tissu tricoté et son procédé de fabrication.

328176. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1902; Bloch (E.) et Bloch (A.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle jumelle pliante à prismes.

328177. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1902; Pœrrin (R.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Accessoire photographique dénommé *Stereo-Socle*.

328178. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1902; Dehler (F.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé d'encollage des papiers et cartons.

328179. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1902; Subronet (J.-R.), à Saint-Julien (Aube). — *Procédé au moyen d'un nouveau de brillantage des fibres textiles végétales en fils ou tirés, par application du méthyle de cellulose*.

328180. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1902; Société française d'incandescence par le gaz, système Auer, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements aux charbons minéralisés de lampes à arc, en vue de régulariser et blanchir leur lumière. (*Procédé de MM. Blondel et Dobbevitsh*.)

328181. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1902; Société civile du nouvel accumulateur électrique Oblasser Théruc, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel accumulateur électrique.

328182. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1902; Caux (G.), représenté par Mauvaud, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Procédé permettant d'obtenir sur fibres végétales, minérales ou leur mélange, des couleurs extra solides quelconques et notamment du bleu fixe.

328183. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1902; Société Jagot frères, rue Beauverger, n° 35, au Mans (Sarthe). — Pomme d'arrosoir.

328184. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1902; Petit (G.-G.), à Beauséjour, près Remichâteau (Vosges). — Caissons d'emballage démontables.

328185. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1902; Bataille (E.), représenté par Martin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Système d'appareil d'extraction par dissolvants.

328186. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1902; Dessalle (M.-E.-P.), rue de Girone, n° 5, à Montpellier (Hérault). — *La Simplex, évents insuspensibles, niche démontable pour faciliter le dégagement des portes inférieures, des foudres et caves à vinification*.

328187. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1902; Brillié (A.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Automobile de poids lourd.

328188. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1902; Société ancienne maison Godin, Société du familistère de Guise, Colin et C^e, représentée par Détry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — *Paillé brûlant le lignite, la tourbe et les combustibles agglomérés*.

328189. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1902; Baviatier (P.), rue Venture, n° 19, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Refroidisseur condenseur à ventilateur.

328190. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1902; Bertout (G.-F.-A.), rue du Collège, n° 20, à Alençon (Orne). — *Plume à décalquer à bec inflexible*.

328191. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1902; Descamps (L.), représenté par Garçon, à Paris, rue Fabert, n° 40 bis. — Procédé général de préparation des hydrosulfites.

328192. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1902; Brillié (A.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux moteurs pour automobiles.

328193. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1902; Société Chemisch-Technisch e Fabrik D^r Alb. R.-W. Brand und C^e G. m. b. H., représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé pour colorer ou durcir, à cœur, les pierres et autres objets compacts.

328194. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1902; Girardin (M.), route de Rouen, n° 199, à Fécamp (Seine-Inférieure). — Sculpteur électrique.

328195. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1902; Imbert (C.-H.), quai d'Alger n° 9, à Cette (Hérault). — *Système Hilaire Imbert pour le transport des liquides en fûts à dimensions variables.*

328196. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1902; Baudin (A.), à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 9. — *Propulseurs protégés.*

328197. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1902; Baudin (A.), à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 9. — *Propulseurs équilibrés.*

328198. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1902; Société Schneider et C^e, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — *Récupérateurs pour boucles à feu.*

328199. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1902; Société Schneider et C^e, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — *Caisson à renversement pour munitions d'artillerie.*

328200. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1902; Tramey (L.-A.-G.) et Huguenot (J.), représentés par Bouvret, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 10. — *Nouvel moule à cigarettes, dit le Drapeau.*

328201. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1902; Compagnie parisienne de colorants d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — *Procédé pour la fabrication de p-p'-diamido-formyl-(acétyl)-diphénylamine et sa transformation en p-p'-1' diamidodiphénylamine.*

.....

.....

333767. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Liebig (F.-E.) et Ludewig (R.), représentés par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — *Cisailles rotatives pour fers.*

333768. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Oemichen (T.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — *Bouton en deux parties avec ressort.*

333769. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Lévy (I.), à Paris, rue du Chemin Vert, n° 42. — *Nouvelle machine à laver et désinfecter le linge.*

333770. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Walter (E.-L.) et Lacey (A.-E.), représentés par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — *Perfectionnements apportés aux fausssets.*

333771. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Roumieu (L.) et Aubert J., représentés par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — *Mode de suspension des manchons à incandescence.*

333772. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Gobert (A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Bourses et sacs sans couture et leur procédé de fabrication également applicable à la confection d'autres objets similaires.*

333773. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Kaiser (K.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Procédé pour l'obtention du zinc pour l'électrolyse.*

333774. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Société The Singer Manufacturing Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Perfectionnements apportés aux releveurs rotatifs pour machines à coudre.*

333775. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Société Gesellschaft zur Einführung von Erfindungen mit beschränkter Haftung, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Méthode pour le travail en cascade de turbines à pression.*

333776. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Moore (J.-B.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — *Mécanisme de culasse.*

333777. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Société Universal Safety Tool Company, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — *Perfectionnements apportés aux matrices pour façonner les métaux en feuilles.*

333778. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Cassagne (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau dispositif de rappel applicable plus particulièrement pour l'assemblage des tables à rallonges.

333779. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Fissore (J.-H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de médiateur pour le jeu de la mandoline et des autres instruments analogues.

333780. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Hanson (B.-M.-W.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Machine à fileter.

333781. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Tolhill (J.-E.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau produit pour matériaux de construction, enduits, revêtements et autres applications.

333782. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Hayling (H.-S.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements dans le mécanisme de renversement des wagonnets.

333783. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Nodon (A.) et Dary (G.), représentés par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Nouvelle composition soudante pour métaux et son procédé de fabrication.

333784. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Steinmetz (F.-R.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Coin métallique pour voies ferrées.

333785. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Moonen (E.) et la société Matthey père et fils, représentés par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Porte-photographies formant maillons pour stéréoscopes et appareils analogues.

333786. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Gody (A.) et Gody (H.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Transmission pour motocyclettes.

333787. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Gody (A.) et Gody (H.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Manivelle à décalage automatique pour cycles et motocycles.

333788. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Firme Gebrüder Koch, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tiges de traction disposées entre la commande et le disque de recouvrement des espagnolettes.

333789. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; De Faria (O.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Transformateur et régulateur de courants électriques.

333790. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Bondeville (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Magnéto d'allumage.

333791. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Koehler (G.-W.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Soupape de sûreté en cas de rupture des tuyaux.

333792. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Dreyer (N.), Dahl (J.) et Hystad (N.-J.), représentés par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Dispositif pour la fermeture étanche de récipients à lait.

333793. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Gaulin (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil pour le traitement du lait.

333794. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Hayes (F.-H.), Timberman (J.) et Niedermann (W.-H.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mangeoire.

333795. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Société Maschinen- & Dampfkessel-fabrik «Guillaume Werts» Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Wagens de transport se déchargeant automatiquement pour chemins de fer.

338796. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Gillette (G.-H.), Noyes (H.-T.) et Stinpe (H.-G.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux dispositifs de bouchage pour bouteilles.

333797. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Chauvin (A.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Flèche de tir pour jouets.

333798. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Lévy (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Ceinture de sauvetage et de natation.

333799. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Lindquist (D.-L.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux dispositifs de contrôle pour moteurs électriques.

333800. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Sundh (A.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil mû électriquement pour la commande du circuit d'un moteur électrique ou autre appareil.

333801. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Lindquist (D.-L.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux dispositifs de contrôle des moteurs électriques.

333802. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Lindquist (D.-L.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux électro-aimants.

333803. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Société Poëtler et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif de réglage ou d'abaissement des cylindres de laminoirs.

333804. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Société The Cam Bém Brake Company limited et M. de Val (A.-V.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les freins de jante pour cycles et autres véhicules analogues.

333805. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Lugagne (J.), représenté par Delpey, rue Saint-Ferréol, n° 78, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Nouveau carrousel.

333806. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Sainte (A.-A.-A.), représenté par Merville, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Water-closet transportable.

333807. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Liken (E.), représenté par Borzin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Embrayage à friction perfectionné.

333808. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Adams (C.-T.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux dispositifs pour placer les rivets dans les surfaces de roulement de bandages de roues.

333809. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Bryant (R.-S.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Roues pour véhicules.

333810. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Société The Plate Glass Brick Company, représentée par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements applicables aux briques.

333811. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Hoermann (H.-H.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Nouveau système d'étriers.

333812. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Meahl (P.-J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à perforer des feuilles pour instruments de musique jouant mécaniquement.

333813. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Winter (H.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé de fabrication de produits analogues au sucre de canne.

333814. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Navier (L.), à Paris, rue Portefoin, n° 14. — Menu du jour.

333815. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Pike (G.-B.-Mc C.), représenté par Gubman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements aux boudins d'éclisses pour voie ferrée.

333816. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Baillon commerciale Chemische Fabrik Grisehain-Elektren, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication d'allumettes facilement inflammables.

333817. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Saiger (F.-J.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 3e. — Écluse porte-effiches avec récipient pour papiers de rebut.

333818. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Blumenthal (E.) et Schlesinger S.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compteur électrique à pendule.

333819. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Schilling (R.) et Kremer (C.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et dispositif pour l'obtention continue d'ammoniaque des eaux perdues des villes.

333820. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Thissell (E.-A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mécanisme d'alimentation de la trame pour métiers à tisser.

333821. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Nies (F.-H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Instrument dentaire.

333822. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Langer (A.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Forces perfectionnées pour fondre les moutons, le gazou, etc.

333823. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Société Aktiengesellschaft für Chemische Industrie, représentée par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Procédé pour la fabrication d'une matière alimentaire avec le sang.

333824. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Société R. Eisenmann et M. Bendix (J.), représentés par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé pour rendre le coton-collodion soluble dans l'alcool.

333825. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Mitchell (C.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux ancres de navires.

333826. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Sutcliffe (E.-R.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de fabrication de pierre artificielle.

333827. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Uhry (E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bordure en blocs d'asphalte armé pour rails de tramways.

333828. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Doughty (H.-J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de bottines et souliers en caoutchouc.

333829. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Doughty (H.-J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à vulcaniser, mouler et parachever les chaussures en caoutchouc.

333830. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Faust (C.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux poêles.

333831. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Jacob (L.) et Bartmann (L.), représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Moyen pour abaisser le prix des places dans les tramways, omnibus, bateaux, etc.

333832. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Mally (R.), représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Appareil destiné à la répartition du moût de bière.

333833. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Jacquemin (G.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication de la bière Saké.

333834. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Gunzburg (J.-B.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux couchettes pour wagons.

333835. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Société Englische Wollenwaaren Manufactur (vormals Oldroyd & Blakeley), représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé pour l'obtention, par impression d'effets brillants semblables à la soie.

333836. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Gray (C.-H.) et Sloper (T.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux bandages pneumatiques.

333837. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Weingoertener (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Régulateur pour réchauds à alcool et autres vapeurs ou gaz combustibles.

333838. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Société H. Laurent et J. Collet, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de table à jeux.

333839. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Ladd (H.-W.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour la production de signaux par transmission électrique sans fil.

333840. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Prokofiew (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux bascules automatiques.

333841. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Société J. Pohlig Aktiengesellschaft, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif chargeur et déchargeur pour les magasins ou dépôts de marchandises et pour les voies combinées.

333842. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Lakos (I.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Cuisine de campagne mobile.

333843. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Stiens (P.), Moyses (M.-E.) et Caron (A.-G.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Avertisseur d'incendie avec trompette d'alarme électrique.

333844. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Société anonyme des moteurs et automobiles Hérald, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Carburateur pour moteurs à explosion.

333845. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Société Deutsche Tiefbohr Aktiengesellschaft, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil à forer des puits.

333846. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; De Bruyck (G.), représenté par Grimon et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Moules avec entailles de division latérales pour la fabrication des pierres artificielles.

333847. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Fahrney (W.-H.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Sphygmographe.

333848. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Gordejoff (G.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de chauffe pour chaudières à vapeur, poêles de tout genre, etc., au moyen de combustibles liquides et pulvérisés.

333849. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Gordejoff (G.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Pulvérisateur de liquides.

333850. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Société anonyme Le Carbone, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux matières filtrantes.

333851. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Montgomery (J.-H.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Fabrication du blanc de plomb.

333852. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Société Matthey père et fils, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil et dispositif pour l'examen des vues stéréoscopiques.

333853. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Ramage (A.-G.) et Macmillan (G.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les roues élastiques pour véhicules.

333854. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Mathouillot (H.-V.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Baromètre hydrostatique.

333855. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Société anonyme des établissements Jussy, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Frein de jante pour bicyclettes et motocyclettes.

333856. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Larom (F.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Ferme-jupe.

333857. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Vicars aîné (J.), Vicars (T.) et Vicars jeune (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à timbrer et découper les biscuits.

333858. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Brothers (W.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans la fabrication du plâtre de Paris.

333859. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Husnik (J.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 93-95. — Procédé pour obtenir des parures en coquillage.

333860. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Smith (B.-S.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux mécaniques Jacquard.

333861. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Kuller (M.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de moulage pour la fonderie.

333862. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Von Péchy (G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Serrure.

333863. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Lipizzi (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Roulette électrique.

333864. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Kudtler (J.), Von André (A.-C.-F.) et Friederici (H.-R.-O.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de chargement pour foyers de locomotives et autres.

333865. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Wertheimer (J.) et Lévassour (A.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Changement de vitesse pour cycles et motocycles.

333866. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Van Allen (F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Sac perfectionné.

333867. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Allendorf (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil producteur de fumée pour applications agricoles, etc.

333868. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Société James Hinks and son limited et M. Hinks (H.-D.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements apportés aux lampes à huile et à alcool.

333869. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Schertz (E.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Étuve pour le séchage des matières végétales et autres.

333870. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Lakos (L.), représenté par Arménacand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boulangerie de campagne mobile.

333871. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Rigot (H.), à Commercy (Meuse). — Nouveau mode de fermeture hermétique des montres.

333872. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Chavance (M.-L.-J.-B.), à Etour-
canton de Chaource (Aube). — Aiguille à sutures à l'usage des chirurgiens.

333873. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Weisse (W.), représenté par Au-
hardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Récepteur avec système de man-
et de contrôle.

333874. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Martinen-Ouetté (A.), représenté
Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Traverse en ciment armé pour les
serrées.

333875. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Woydow (S.), représenté par
gier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Dispositif de commande pour pen-
trices.

333876. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Dages (J.-N.), représenté par
à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Bandage élastique pour roues de véhicu-
de toute sorte.

333877. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Whiting (P.), représenté par la
ciété Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil contru-
de tickets et de montants percés.

333878. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Société Personal Hygiene Comp
représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouve-
n° 42. — Appareil de massage à vibrations.

333879. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Adam (W.-W.), représenté par
société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine pour compri-
longueur les manchons d'éclairage par incandescence.

333880. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Moniquet (V.), représenté par la
ciété Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour le nettoi-
et le fendage des graines.

333881. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Audebert (H.-A.), représenté
la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Tra-
roder les soupapes et les clapets des machines à vapeur, des machines à explosion
des pompes, etc. ainsi que leur siège.

333882. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Gieser (O.), représenté par Bed
à Paris, boulevard Poissonnière, n° 32. — Appareil pour préparer au sécher-
quques de betteraves et autres matières analogues.

333883. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Koch (T.), représenté par Gru-
et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Système d'assemblage de
faces géométriques pour former au moyen de pièces à une ou à plusieurs bran-
des objets constitués par des surfaces planes.

333884. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Hommel (C.) et Mathes (A.)
représentés par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — S-
mier à ressort sans cadre pouvant être enroulé.

333885. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1903; Georges (H.), représenté par la
ciété Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — I-
tionnements aux voitures pour enfants et malades.

333886. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Archambault (M.), représen-
Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif pour maintenir les
peaux.

333887. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Société J. Salaman & Comp-
limited, représentée par Assé, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système
montage de plumes.

333888. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Société S^{te} Louis Plate Glas
pany limited, représentée par Assé, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Proc-
de fabrication du verre à glaces ou en feuilles.

333889. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Castelle fils (E.), représen-
Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fermeture hermétique pour
teilles, etc.

333890. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Ketelsen (K.-P.) et Sater (B.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine pour le travail des foins.

333891. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Bonnardel (E.-A.), représenté par Chassevont, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de rouleau rayonneur d'agriculture.

333892. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Hoffmann (F.), représenté par Chassevont, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil de commande pour le changement des navettes dans les métiers à tisser mécaniques à battant lanceur.

333893. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Berthier (S.-E.), représenté par Chassevont, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application nouvelle des tubes creux aux essieux de véhicules permettant leur graissage permanent.

333894. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Pilard (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Application de rubans métalliques comme protecteurs de garnitures de roues de voitures, automobiles, bicyclettes, etc.

333895. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Société Chagné père et fils, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Taquet-chasse-navette pour métiers à tisser.

333896. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Dubuisson (G.), représenté par Jolly, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 53. — Pipe à feu continu.

333897. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Wicherski (W.) et Robinski (M.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Fabrication de tuiles en série de quatre et avec formation automatique de crochets.

333898. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Mennier (J.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Manchon bouches-faites.

333899. Brevet de quinze ans, 23 mars 1903; Sattler (F.-A.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Mécanisme de mise en mouvement pour brisefits doubles applicables aux mail-jenny.

333900. Brevet de quinze ans, 11 juin 1903; Giglio (C.) et Zaouche (B.), représentés par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouvel agglomérant.

333901. Brevet de quinze ans, 16 juin 1903; Gibson (W.-A.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Réchauffeur et épurateur d'eau d'alimentation.

333902. Brevet de quinze ans, 17 juin 1903; Schmitz (E.) et Kahr (E.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Mécanisme d'armures.

333903. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Witkugel (F.) et Welter (W.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Crochet de licou ou de trait de préférence pour harnais de chevaux.

333904. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Witkugel (F.) et Welter (W.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Couverture avec fermeture à ancre pour théières et cafetières.

333905. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Keller-Reinhard (E.-F.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Pochette protectrice à fond ajouré pour moufres.

333906. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Zimmermann (E.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine à bascule commandée par des roues de friction et à arbre d'oscillation réglable.

333907. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Segaeert (G.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Transporteur universel à canal continu.

333908. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Firma Weiss Lépôt és Tarsa, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Poêle de faïence à circulation d'air.

333909. Brevet de quinze ans, 24 juin 1903; Société Piccard Pictet & C^e, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appareil remplisseur pour la fabrication des tuiles en béton de ciment.

333910. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Société E. Giraud et C^{ie}, représenté par Ducassou, rue de la République, n° 62, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Echelle double, pliante à plate-forme.

333911. Brevet de quinze ans, 26 juin 1903; Mayer (A.), représenté par de Moenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans le montage des images rondes pouvant servir d'article d'enseignement, d'objet d'amusement, etc.

333912. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Dodgson (F.-L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils à signaux pour chemins de fer.

333913. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Dodgson (F.-L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils à signaux pour chemins de fer.

333914. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Meine (F.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Dispositif pour reconnaître la direction et l'inclinaison des couches susceptibles de donner des carottes dans les sondages.

333915. Brevet de quinze ans, 29 juin 1903; Darier (A.-L.-P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouton à pression.

333916. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Orr (J.-S.) et Wittmeier (W.-C.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil perfectionné pour capturer les oiseaux.

333917. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Poty (J.-A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Pédales indépendantes et à placement limité pour machines vélocipédiques.

333918. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Derriey (C.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à format variable imprimant en plusieurs couleurs, traçant et découpant le carton pour la fabrication des boîtes pliantes.

333919. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Chateau (M.-F.-M.), à Paris, rue Cortambert, n° 66. — Système de carburateur léger destiné aux moteurs à essence et à alcool.

333920. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Siréjols (L.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Frein à double effet pour vélocipèdes, voitures automobiles et autres véhicules.

333921. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Domplet (P.-J.), à Paris, boulevard Morland, n° 4. — Procédé d'incrustation dans tous les objets en celluloid.

333922. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Laus (F.), représenté par Cassel, à Paris, rue Delambre, n° 39. — Bougie électrique à circulation d'eau pour l'allumage de tous moteurs à explosion, nouveau système sans scellement avec raccords à joints et entièrement démontable.

333923. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Pickering (W.-J.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Alimentation automatique des chaudières à vapeur.

333924. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Auerbach (R.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Urinoir pour dames.

333925. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Lachaud (A.), rue de Lyon, n° 2, à Terrenoire (Loire). — Frein sur jante arrière pour bicyclettes ou autres mobiles.

333926. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Bréban (L.), à Villers-Cotterets (Aisne). — Soc à betteraves à lignes intermittentes s'adaptant sur tous les semoirs.

333927. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Raison sociale Maison Bréguet, à Paris, rue Didot, n° 19. — Pompe à pistons sans soupapes ni clapets.

333928. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Field (J.-K.) représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication de vases inattaquables aux acides.

333929. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Podushka (V.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Compteur ou caisse pour jetons de recette ou de contrôle.

333930. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Société Deutsche Waffen und Munitions-Fabriken, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux projectiles.

333931. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Sainsbury (W.-D.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif pour empêcher le dérapage des roues de véhicules.

333932. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Gregg (M^{re} veuve), née Day (H.-L.), représentée par Lombart-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Mode de fixation des dessous de bras.

333933. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Gebhardt (H.-J.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Réchauffeur d'eau d'alimentation.

333934. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Steiner (S.), Bosnyak (E.) et Ullmann (L.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé d'impression simultanée en plusieurs couleurs.

333935. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Ravier (J.-B.), représenté par Carret, cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Étienne (Loire). — Feuilles de cartons en tous genres avec refoulement sur tranches.

333936. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Lagogué (E.-A.), rue Saint-Blaise, n° 10, à Alençon (Orne). — Système de support de canne à pêche à sonnerie.

333937. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Charles (P.-A.), aux Voûtes, commune de Bessac par Montmoreau (Charente). — Nouveau système de charrue.

333938. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Brandt (P.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Perfectionnements aux piles et batteries sèches.

333939. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Kubessa (R.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé de brassage pour du malt, des grains bruts et leurs dérivés décomposés en gruau, farine et bales.

333940. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Société Blachère, Duplessi et C^{ie}, représentée par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Dispositif automatique pour le chauffage de l'eau à température constante.

333941. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Société C.-E. Henriad et C^{ie}, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Essieu transformateur de vitesse et de marche pour véhicules automobiles.

333942. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Lévy (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Plaque de sûreté pouvant s'adapter à toutes les serrures.

333943. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Loppé (F.) et la Compagnie générale d'électricité de Creil, représentés par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé et dispositifs permettant d'obtenir une tension pratiquement constante avec une dynamo à vitesse variable.

333944. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Société Jewett Typewriter C^o, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à écrire.

333945. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Cade (J.-T.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils à signaux pour chemins de fer.

333946. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Cow (P.-B.) représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Système de protection contre les secousses et trepidations des voitures automobiles.

333947. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Nicolai (M.-L.-J.), à Cahors (Lot). — Instrument de musique d'ensemble.

333948. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Mativon (F.-F.), à Cérilly (Allier), faisant domicile à Saint-Amand (Cher), et Rapin (E.), à Saint-Amand (Cher). — Ferrure Mativon-Rapin sans clous et à semelle de caoutchouc ou métallique.

333949. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Dautriche (H.) et Frechin (E.), à Lure (Haute-Saône). — Perfectionnement apporté aux doigts de faucheuses.

333950. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Boucheron (V.) et Masson (E.), à Paris, rue Saint-Denis, n° 253. — Ceinture périodique hygiénique et son porte-garnitures.

333951. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Burke (C.-G.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements dans la transmission et la réception des messages dans la télégraphie sans fil.

333952. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Flohr (C.), représenté par Lavois et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Régulateur de pression.

333953. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Kluge (A.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Ceinture perfectionnée pour dames.

333954. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Silbermann (K.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Mouvement d'horlogerie.

333955. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Compagnie de l'industrie électrique et mécanique, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Dispositif pour limiter les différences de tension entre les bâtis des générateurs et autres appareils et les circuits de distribution.

333956. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Méryug (T.), représenté par Lavois et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Tube gazéificateur pour appareils d'inhalation.

333957. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Gregg (M^{me} veuve), née Day (H.-L.), représentée par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 21. — Jeu de patience.

333958. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Société Herzog et C^{ie}, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Dispositif de fermeture pour bouteilles.

333959. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Hottelart (C.), rue Saint-Maurice, n° 58, à Roubaix (Nord). — Perfectionnement apporté à une cardeuse de déchets textiles dite *Escargasse*.

333960. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Rothenlûcher (M.), représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Vêtement en forme de manteau dont les deux parties inférieures peuvent être appliquées sur les jambes.

333961. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Tamagne (H.), rue Bidet, n° 7, à Asnières (Seine). — Coupe-cigare ou perforé-cigare à plusieurs lames.

333962. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Meunier (J.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Lance à protecteur et à obturateur.

333963. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Société dite *Association coopérative des ouvriers lanterniers*, représentée par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Perfectionnements aux lanternes de voitures.

333964. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Firme G. Straka, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Éclairage électrique pour vélocipèdes et autres véhicules.

333965. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Rarré-Badré (J.-B.) et Jacquemain (G.), à Hautes-Rivières (Ardennes). — Procédé de fabrication d'une nouvelle vis à glace destinée au ferrage des chevaux.

333966. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Hanson (B.-M.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à affûter les outils cannelés.

333967. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Capell (J.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Malle pour échantillons dont le couvercle peut se fixer dans la position horizontale au moyen d'un support.

333968. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Semmler (H.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Carte postale avec drapeau national et imitation en relief des monnaies pour la connaissance des monnaies des différentes nations.

333969. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Bouquet (R.) et Renault (A.), représentés par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau frein plus particulièrement applicable aux voitures automobiles.

333970. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Guttenberg (P.) et Nierneth (J.), représentés par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Table de travail.

333971. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Brumet (C.-M.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Nouveau procédé pour rendre la marche des moteurs à gaz plus économique.

333972. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Leslie (J.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Appareil et procédé pour la fabrication, la récupération et la purification de l'acide carbonique gazeux.

333973. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Richter (W.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Nouvelle disposition pour cravates.

333974. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Raison sociale Gebrueder Haas, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé de saponification des acides gras.

333975. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Société Baer et C^{ie}, représentée par Hétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de protection pour les pistilles d'allumeurs automatiques pour le gaz.

333976. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Willmon (J.-C.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Instrument de dessin pour tracer des figures géométriques équivalentes.

333977. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Musgrave (B.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux moteurs à combustion interne.

333978. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Tumsich (J.), représenté par Chasverent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'éventail dit *Éventail portefeuille*.

333979. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Thurman (J.-S.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil pour nettoyer les tapis, etc.

333980. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Thurman (J.-S.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil pour nettoyer les tapis, etc.

333981. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Société française de constructions mécaniques (anciens établissements Cail), représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Distribution pour moteurs à explosions.

333982. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Élévateur mobile extincteur de coke pour cornues à gaz.

333983. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Goldschmidt (R.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Éléments vaporisateurs tubulaires enrobés d'une masse métallique coulée pour générateurs à vaporisation instantanée.

333984. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société l'Air Liquide (société pour l'étude et l'exploitation des procédés Georges Claude), représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fabrication, distribution et emploi de mélanges de gaz combustibles et d'oxygène.

333985. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Delsa (E.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Bobine d'induction pour stations téléphoniques.

333986. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Hailot (P.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements dans les freins continus à vide.

333987. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Altschüler (S.) et Gutmann (A.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Machine à agrafer le papier.

333988. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Capell (J.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Bague protectrice pour recouvrir le récepteur ou l'oreille spécialement applicable aux appareils téléphoniques.

333989. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société Allgemeine Elektrizität Gesellschaft, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence n° 59. — Dispositif de redressement des courants alternatifs polyphasés au moyen d'éléments unipolaires.

333990. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Hecker (J.), représenté par Grimon et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Procédé et appareil pour la fabrication des bouteilles (verrerie à bouteilles).

333991. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Harris (R.-A.), représenté par Grimon et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Bandage pneumatique pour vélocipèdes, automobiles et autres véhicules.

333992. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Meissner (A.) et Danischewski (J.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de lampes à incandescence à pétrole ou autres hydrocarbures liquides.

333993. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société Marzet frères et M. Géroldolle (B.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fixe-voilette.

333994. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société nouvelle des établissements de l'Horme et de la Buire, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux changements de vitesse pour véhicules automobiles.

333995. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Pabion (L.), représenté par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Nouveau système de grill.

333996. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Baron (C.-P.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Étagère porte-musique.

333997. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Ihrig (G.-J.) et Ihrig (E.-C.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil perfectionné pour rendre silencieuse la décharge des moteurs à gaz ou à gasoline.

333998. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Hurwitz (J.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Transparent réclame.

333999. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Molière (P.-J.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de guidage des sommiers.

334000. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Compagnie d'électricité économique Martin Calavassy et C^{ie}, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux lampes à incandescence.

334001. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Féron-Vrau (P.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Phonographe gramophone.

334002. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Féron-Vrau (P.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Embrayage de sûreté pour chariots de phonographes.

334003. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Bollée (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Transformateur de mouvement alternatif régulier en alternatif irrégulier pour changements de vitesse et autres applications.

334004. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Darracq (P.-A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif de châssis pour véhicules automobiles.

334005. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Brosseaud (T.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Peinture spéciale pour peindre sur ciment, dénommée *Cimentol*.

334006. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Berthon (L.-R.-A.) et Berthon (L.-A.-M.-A.), représentés par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Procédé de tannage à mégissage préalable.

334007. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; André (C.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouveau chauffe-bains instantané, distribuant l'eau sous pression.

334008. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Marston (J.-B.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans les balles élastiques.

334009. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Ménager (M.), représenté par Le Coq, rue Brézin, n° 26, à Roubaix (Nord). — Nouveau système de wagonnet à boggie.

334010. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Versluys (J.), représenté par Sée, rue d'Amiens, n° 15, à Lille (Nord). — Perfectionnements aux broches, collets et crapaudines des métiers continus à filer ou à retordre.

334011. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Landsberg (J.), représenté par Sée, rue d'Amiens, n° 15, à Lille (Nord). — Système de cadre démontable.

334012. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Société Defays, Sarasin et C^{ie}, rue Gambetta, n° 212, à Lille (Nord). — Tête de trolley pour les tramways électriques, système *Lauvernier*.

334013. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Durand (P.-P.), rue de Balzac, n° 5, à Albi (Tarn). — Glissières destinées à maintenir constamment en équilibre les voitures à deux roues, chargées ou non chargées.

334014. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Benedict (L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine pneumatique à alimenter les feuilles de papier pour machines à imprimer et autres.

334015. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Lovell (C.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à couper le papier.

334016. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Société Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Compteur d'électricité pour réseaux à courants polyphasés à quatre conducteurs.

334017. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Adriance (B.), représenté par la société Malray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Boîtes en tôle.

334018. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Pfautz (D.-M.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements aux véhicules automobiles.

334019. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Tolcher (H.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements aux monocycles.

334020. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Chabot (E.), représenté par Descroix, à Paris, rue de Provence, n° 66. — Perfectionnements dans les supports ajustables pour rouleaux de stores.

334021. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Amtmann (J.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif de bonde-robinet pour tonneaux à vin et autres.

334022. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Mascart (C.-F.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Moteur à air chaud.

334023. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Fournier (H.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil de chauffage par vaporisation du pétrole.

334024. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Hartmann (W.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif de cuisson à la vapeur pour les bassins.

334025. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Harivel (M^{re} E.), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Carburateur pour moteurs à essence de pétrole, alcool et similaires.

334026. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Stewart-Wallace (J.-S.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines à coudre.

334037. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Société Roussel, Tirezin et C^{ie}, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux boutons de manchettes.

334028. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Société anonyme française pour la fabrication d'appareils téléphoniques et électriques, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau tremblour pour bobines d'induction.

334029. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Brases (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Gril de cuisine.

334030. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Rapp (L.-H.-E.) et Bellanger (P.-V.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau manche pour instruments de chirurgie.

334031. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Vullschlegel-Simonin (G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Voiture automobile transformable en charrue et en autres machines agricoles automobiles.

334032. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Frenkel (M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation d'un tissu qui, étant humecté d'eau ou appliqué sur une surface humide, dégage de l'eau oxygénée.

334033. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Blank (O.) et Friedberg (E.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'un composé de verre servant au repassage des couteaux, rasoirs, faucilles, faux, etc.

334034. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Kanaty (M.-E.) et Kanaty (F.-M.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif perfectionné pour accrocher les tableaux et pouvant servir également pour tourner les robinets de gaz.

334035. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Maiche (L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de transmissions télégraphiques par la terre.

334036. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Fraley (G.-F.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à développer les clichés photographiques.

334037. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Herz (M.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé et dispositif pour développer, laver et fixer les pellicules photographiques.

334038. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Société Saint-Louis Plate Glass Company, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux appareils à meuler ou à polir.

334039. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Bartmann (L.) et Jacob (L.-N.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de publicité pour carnets de tickets-réclame pour tramways, bateaux, etc.

334040. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Compagnie des forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Monte-charge pour projectiles.

334041. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Société Rr. Meyer's Sohn, représentée par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 56. — Dispositif pour la séparation nette, dans l'appareil même, des produits exportés par les centrifuges.

334042. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Deuchler (A.), représenté par Nanhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Système d'arrêt pour robinets.

334043. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Boyd (T.-A.) et la Société J. & T. Boyd limited, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Métier à filer et à retordre.

334044. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Houél (E.-M.-M.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Système de roue à garniture élastique intérieure.

334045. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Société Fournier et C^{ie}, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Manchon protecteur pour conducteur de voitures automobiles.

334046. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Marschik (S.) et Zschörner (K.-A.), représentés par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Disposition de métier à tisser pour la fabrication de tapis noués et tissus à poils des deux côtés.

334047. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Marschik (S.) et Zschörner (K.-A.), représentés par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Procédé et disposition de métier à tisser pour la fabrication mécanique des tissus-peluches à poils des deux côtés.

334048. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Bordenave (G.) et Weil (J.), représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Dispositif électrique de sûreté s'appliquant à toutes les serrures et fermetures.

334049. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Thofehrn (H.-G.-C.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Gazogène continu.

334050. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Tomellini (M.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements au procédé pour souder l'aluminium sous ses différentes formes.

334051. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Dougall (J.-R.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine linotype.

334052. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Baison commerciale A. Borsig, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Distribution à soupapes pour machines à vapeur.

334053. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Gebler (J.) et Schmitt (M.), représentés par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Presse mécanique à frapper le zinc.

334054. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Nonnenmacher (W.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Canne-siphon.

334055. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Nass (R.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Moteur rotatif.

334056. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Société des aciéries de Longwy, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de coulée en source de lingots d'acier.

334057. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Szűts (I.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tablette à écrire et dessiner.

334058. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Marier (G.-A.) et la société Davis & Sons, représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine propre au traitement des feuilles de tabac.

334059. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Cosserat (W.-A.-P.), O'Donnell (J.-P.) et Irving (J.-P.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils pour actionner et commander les aiguilles, les signaux, les barrières et autres organes analogues des voies ferrées.

334060. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Borowski (G.) et de Dlongolentzki (S.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Chaudière multitubulaire à vapeur.

334061. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Bellemère (E.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de lampes pour illuminations.

334062. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Vernet (A.), représenté par Klotz, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Poinçonneuse-cisaille.

334063. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Société Washington-Licht-Gesellschaft m. b. H., représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux lampes à incandescence intensives pour combustible liquide.

334064. Brevet de quinze ans, 24 avril 1903; Lasneret (A.) et Manning F., Troyes (Aube). — Nouvelle méthode de fabrication de bas ou chaussettes sur métier à bonneterie employant les aiguilles à bec.

334065. Brevet de quinze ans, 5 mai 1903; Selbach (O.-C.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Pile secondaire à électrodes oxydriques.

334066. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Pérès (D.), représenté par Borax et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Rasoir mécanique.

334067. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Société Brouhot et C^{ie}, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Manchon d'embrayage cylindrique segment élastique indépendant.

334068. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Raison sociale Balduin Heller Söhne, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de bougeoirs en tôle et des douilles destinées à ces derniers avec serrage réglable.

334069. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 10. — Système de commande des moteurs électriques.

334070. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Kannenberg (J.), représenté par Grimont et Foliin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Viroles démontables destinées à remplacer le système d'attache ordinaire des soies des pinceaux neufs.

334071. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Barbier (A.), à Paris, boulevard Kellermann, n° 22. — Procédé de transformation du petit lait en vinaigre.

334072. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Timosceff (P.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de pavage insonore.

334073. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Hewish (E.-M.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de tampon ou de pessaire.

334074. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Roovers (A.-W.) et Roovers A. H., représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Presse à estampage pour impression sur métal.

334075. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Lambert (S.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif permettant de découper des tranches minces et régulières la viande cuite, le pain, le fromage, etc.

334076. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Hein (A.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé et appareil pour la production d'un comprimé.

334077. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Morane (L.) et Hénon (L.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à mouler double.

334078. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Morane (L.) et Hénon (L.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à mouler universelle.

334079. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Cox (E.-T.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux tarières à percer le bois.

334080. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Société générale de procédés d'extraction de caoutchouc, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé mécanique de décortiquage des lianes, racines et rhizomes à caoutchouc.

334081. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Ashworth (T.) et Gaunt (J.-S.), représentés par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux appareils à filer et retordre le coton et d'autres matières fibreuses.

334082. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Ashworth (T.) et Gaunt (J.-S.), représentés par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux appareils à filer et retordre le coton et d'autres matières fibreuses.

334083. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Holroyd (A.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Méthode et appareil pour renvider sur bobines les fils de chaîne.

334084. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Société Rheinische Maschinen-leder und Riemenfabrik v. A. Cahen Leudesdorff & C°, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Châssis pour tendre les peaux.

334085. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Lamiche (H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé et appareil récupérateur de suite en vue de son utilisation comme engrais.

334086. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Rico (H.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Pressoir.

334087. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Société Carrot & Mondon, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Pignon de roue libre de bicyclette.

334088. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Gadoski (K.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lit démontable en bambou.

334089. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; De Hart (T.-C.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bouteille non remplissable.

334090. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Société Félix Krokert & C°, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Réclame sur tôle.

334091. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Renault (L.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif d'essieu pour avant-train de voitures automobiles.

334092. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; De Semallé (R.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareil pour le gonflement des chambres à air des bandages pneumatiques.

334093. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Société Brenot frères, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Articulation pour supports de lampes électriques et autres applications.

334094. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Brossard de Corbigny (M.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Cerfs-volants porte-amarres.

334095. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Collet-Delval (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Coupe-courant électro-magnétique avertisseur en cas de court-circuit, etc., dénommé *Magnéto-disjoncteur*.

334096. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Giriot (J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication mécanique des anneaux de chaînes.

334097. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; François (M.-E.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Avertisseur de durée des conversations téléphoniques.

334098. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Duchatel (G.-S.), à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 74-76. — Dispositif pour les bureaux centraux téléphoniques.

334099. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Duchatel (G.-S.), à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 74-76. — Cordon à frêches.

334100. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Rouzeville (E.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode d'éblatation de contre-parties en sculpture par miroir au point.

334101. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Steinfeldt (C.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux vêtements de dessous.

334102. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Bonnet-Delaville (F.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil vibratoire électrique pour massage.

334103. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Contardo (R.-C.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Nouveau procédé de traitement des métaux métalliques.

334104. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Bower (J.), représenté par Frev à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Machine ou appareil pour démanier éclaircir les champs de navets.

334105. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Hole-Shaw (H.-S.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux embrayages à frictions, freins, dynamomètres, etc.

334106. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Hole-Shaw (H.-S.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme de commande et de renversement de marche.

334107. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Crebert (A.), représenté par Babin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Procédé pour la fabrication de laques et vernis.

334108. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Breslin (D.-F.), représenté par Taillier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Machine à draguer.

334109. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Société anonyme Westinghouse, représentée par Taillier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux valves pour la détente graduelle des freins.

334110. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Roville (E.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Verres transparents.

334111. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Grel (P.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de purification de l'acétyle.

334112. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Barnett (W.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les bouteilles irremplissables.

334113. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; De Vlieger (E.) et Wilmar, représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Accumulateur automatique pour véhicules de chemins de fer et de tramways.

334114. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Bollée (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Suspension oscillante de ventilateur pour tension de courroie ou de chaîne de commande.

334115. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Bollée (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Frein indé réglable pour véhicules automobiles.

334116. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Gillet (P.), représenté par Tomain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Fourchette triturante.

334117. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Bon (A.), représenté par Gerny, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Moteur à explosion à cylindre superposé.

334118. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Laforêt (J.), représenté par Tomain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements appliqués dans les métiers à tisser mécaniques.

334119. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Chabeault (E.), rue de l'Abbé-de-l'Épée, n° 61, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Changement de vitesse électromagnétique.

334120. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Petit (J.-B.), rue des Princes, n° 10, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Machine rotative à vapeur et hydraulique.

334121. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Société Sutcliffe, Speakman and Company limited, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Procédé et appareil pour la fabrication de briques comprimées en moules.

334122. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; White (R.-R.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux régulateurs d'eau d'alimentation.

334123. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Algrin (R.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Soupapes pour moteurs à explosion.

● 334124. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Bush (C.-A.) et Loomis (J.-L.), représentés par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Perfectionnements apportés aux automobiles.

334125. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Duffak (A.) et Weiler (J.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Nouveau réservoir à encre permettant de transformer en plume-réservoir toute plume ordinaire en acier.

334126. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Conard (F.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Nouveau bouton pour cols, faux-cols, etc.

334127. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Société Les fils d'Alfred Motte, représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Nouveau tissu dit *Chantilly*, fait sur métier à guipure.

334128. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Lokuciejewski (S.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon n° 19. — Procédé de destruction des insectes nuisibles, vers, larves, etc., qui se rencontrent dans le sol, sur les arbres et les plantes.

334129. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Société Gesellschaft zur Einführung von Erfindungen mit beschränkter Haftung, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Méthode et turbine pour l'utilisation en cascade de la vapeur et des gaz.

334130. Brevet de quinze ans, 4 avril 1903; Ehninger (K.-T.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Appareil de support et de découpage du papier.

334131. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Déroche (F.-M.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Chaudière multitubulaire.

334132. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Gin (G.), à Paris, rue de Lévis, n° 43. — Procédé de fabrication de l'aluminium.

334133. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Société Merren & Knotgen, représentée par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Pressoir à vin et à fruits.

334134. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Lée (F.-B.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux supports électriques pour la plante des pieds.

334135. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Société alsacienne de constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de réglage automatique de la tension des alternateurs.

334136. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Piepenbring (E.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Hangar pour lampes de mineurs avec chambre de remplissage à l'abri des dangers d'incendie.

334137. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Normand (A.), représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Moteur à explosions et à quadruple effet.

334138. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Brand (J.), Kempelmann (G.) et Sandfort (J.), représentés par Grimon et Poilin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 69. — Poudre en charbon destiné à remplacer la paille poreuse de l'élément Leclanché.

XII^e Série.

334139. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Van Allen (F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à peser.

334140. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Société anonyme des produits Fred. Bayer & C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la production de nouvelles matières colorantes et de produits intermédiaires pour la préparation de ces colorants.

334141. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Smith (B.-S.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux métiers à tisser des étoffes doubles.

334142. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Allderice (W.), représenté par A., à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux appareils à aminer les tubes ou barres et aux lingots servant à produire des tubes par laminage.

334143. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Devine (R.-F.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil pour la manipulation de pièces de forge.

334144. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Lespinasse (E.-A.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Système de réglage de l'admission des moteurs à explosions.

334145. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Société Mühlbacher et fils, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de siège à coulisser pour voitures automobiles et autres.

334146. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Padovani (M.), rue de l'Intendance, n° 4, à Bastia (Corse). — Dispositif pour empêcher un navire d'en éventrer un autre qu'il aborde.

334147. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Société Mulliez et C^{ie}, rue de France à Roubaix (Nord). — Peigne ou rot de tissage.

334148. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Gouvin (L.-F.), à Valence (Drôme). — Procédé nouveau pour fixer les chevilles d'accordage dans les sommiers en métal de pignons droits et à queue.

334149. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Société Mathelot et Gentilhomme, représentée par Merville, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Allumeur extincteur pour éclairage électrique.

334150. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Société Charles Knight et C^{ie}, représentée par Merville, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Nouveau procédé pour l'obtention des disques de gramophones ou cylindres de phonographes.

334151. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Grosse-Lege (C.-G.), avenue des Moulineaux, n° 3, à Billancourt (Seine). — Allume-feu dit *Ligots Lege*.

334152. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Passburg (E.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé pour sécher des pains de sucre réchauffés et pour achever le séchage des pains.

334153. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Wolf (P.), représenté par Jolly, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Fermeture à aimant pour lampes de sûreté de mines.

334154. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Raison sociale W. Wotherspoon, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé de fabrication de l'amidon soluble.

334155. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Noel (E.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Monture pour capote ou bâche de voiture.

334156. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Bailly (B.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Billard-table perfectionnée.

334157. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Webber (S.-A.) et Davis (W.-J.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux distributeurs automatiques.

334158. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Tennant (J.-T.-G.) et Tennant (L.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux fenêtres et à leurs pièces accessoires.

334159. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Société Matras frères, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux charrues-brabants.

334160. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Smit junior (P.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux chaudières tubulaires.

334161. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Kramer (W.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux becs ou brûleurs à gaz.

334162. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Vincent (P.-J.-B.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux procédés et appareils pour la production du sel en blocs, décrets au brevet n° 323998 du 26 août 1902.

334163. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Woodward (A.-W.), Arnold (J.-W.) et Seneca (S.-J.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Dispositif de fermeture de bouteilles à valve.

334164. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Perlich (M^{me}), née Pachur (E.), représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Attache pour chapeaux de dames.

334165. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Arbex (F.-A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnement à la fabrication des tissus.

334166. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Chateau (J.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnement au coin David.

334167. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Smith (B.-S.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine pour séparer des étoffes tissées en double.

334168. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Laurent (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Four portatif pour maréchaux-ferrants, serruriers ou toutes autres professions dans lesquelles on forge le fer.

334169. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Société The Lorain Steel Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils employés pour souder les joints de rails par l'électricité.

334170. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Société The Lorain Steel Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils à manipuler et refroidir les transformateurs de soudage et les soudeurs.

334171. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Conti (V.) et Lévy (A.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé économique de production d'agglomérés combustibles.

334172. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Société anonyme Westinghouse, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de transmission, par induction, aux véhicules sur route ou sur voie ferrée de l'énergie nécessaire à leur traction.

334173. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Don Pio Vinader Y. Villarroel, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Lettres-enveloppes-annonces.

334174. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Moya (H.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines à écrire.

334175. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Richter (M^{me}), née Schulze (M.), représentée par Nambardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Bouchon perfectionné pour boissons gazeuses.

334176. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Raison sociale Universal Brush Company, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux machines à fabriquer les brosses.

334177. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Société Fairbanks, Morse & Company, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Appareil de vaporisation d'huile brute.

334178. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Fouts (C.-L.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à vapeur.

334179. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Anen (P.), représenté par la société Matray frères et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Boîte à dessin avec couvercle servant de planche à dessin.

334180. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Société Jean et Bouchon, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé et dispositifs pour la fixation des douilles ou des culots de lampes électriques à incandescence sur câbles ou fils.

334181. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Société anonyme Les ateliers hongrois pour la construction des wagons et de machines, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Voiture automobile.

334182. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Fraigneux (A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Écrou de sûreté.

334183. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Walker (C.-L.) et Lindsay (J.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Avertisseur d'incendie perfectionné.

334184. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Société Les fils de Peugeot frères, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés dans les chaînes gallees.

334185. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Couture (E.-T.-E.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Procédé et appareils perfectionnés de lessivage.

334186. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Bray (J.-W.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Bec à incandescence par le gaz.

334187. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Wilton (C.-E.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Vitrine pliante.

334188. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Société anonyme des chemins de fer electro-postaux, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Transporteur électrique à grande vitesse.

334189. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Knapp (E.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de chauffage pour bâtiments.

334190. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Price (R.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux tapis pour roues.

334191. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Sarver (E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — By-pass avec valve d'équilibrage de pression.

334192. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Société Carl Schoening Eisen-geriesserei und Werkzeugmaschinenfabrik Aktiengesellschaft, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à imprimer au rouleau.

334193. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Smith (B.-B.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine pour préparer les tapis avant de les soumettre à la machine à tondre.

334194. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Dufour (H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 43. — Appareil servant à saturer la bière d'acide carbonique et à la débiter.

334195. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Lhuillier (M.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Crayon colle.

334196. Brevet de quinze ans, 18 avril 1903; Leimer (E.), rue Stanislas, n° 100, et Leroy (M^m M.), rue de Strasbourg, n° 156, à Nancy (Meurthe-et-Moselle). — Rapide interrupteur électromagnétique.

334197. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Gutersohn (L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Encrier.

334198. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Hirst (F.-W.), Page (W.-S.), Rostron (J.), Irving (J.) et Gregson (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme de changement automatique de la navette pour métiers à tisser.

334199. Brevet de quinze ans, 22 juin 1903; Fossier (J.-S.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Emballage perfectionné pour fromages, crêmes et autres produits humides.

334200. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1903; Burtin (J.) et Journot (J.), à Soloncourt (Doubs). — Montre avec balancier au centre et aiguilles sans minuterie.

334201. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Thévenet (H.), représenté par André, rue de Constantine, n° 13, à Lyon (Rhône). — Nouveau système de poulie-trolley à réservoir de graissage.

334202. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Benoit (L.), à Vauvoysen près Bièvres (Seine-et-Oise). — Appareil de chauffage à eau pour voiture et usage domestique.

334203. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Tonge (A.-J.) et Tonge junior (J.) et Eaves (E.), représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux presses et aux pompes hydrauliques pour mines.

334204. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Cassart de Fernelmont (M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de vanne régulatrice à plateau mobile et amovible destiné à s'adapter aux radiateurs et aux autres surfaces de chauffe dans les installations de chauffage à vapeur à basse pression.

334205. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Loumiet (J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé pour la fabrication de l'air liquide.

334206. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Pfeiff (A.-T.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux appareils à stériliser.

334207. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Collin (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de seringue à injections hypodermiques.

334208. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1903; Feuerlöcher (D.-J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Rouleau de fondation à l'usage des travaux hydrauliques et procédé pour le fabriquer.

334209. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Raison sociale Bernau & Ellenberg, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les serrures.

334210. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Vilchez-Godoy (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur rotatif à air chaud.

334211. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Giraud (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de contact avertisseur pour lignes électriques à trolley.

334212. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Montagne (G.-C.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Equerre pliante pour charpentiers, maçons, etc.

334213. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Drouillard (J.-A.-N.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Flotteur-dériveur porte-amarré.
334214. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Galli (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Générateur et vaporisateur instantané à pression constante.
334215. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Vayret neveu (L.), rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 56, à Lyon (Rhône). — Compteur horaire électrique unipolaire à marche contrôlable.
334216. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Thévenin (M.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Boîte de changement de vitesses et mise en marche pour voitures automobiles.
334217. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Société lyonnaise de construction d'automobiles Rochet et Schneider, représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans la fabrication des radiateurs pour moteurs à explosion.
334218. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Société A. Teste, Moret et C^e, représentée par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Montage des guidons de vélocipèdes.
334219. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Jacquet (E.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Machine destinée au bronzage des papiers et à des travaux analogues.
334220. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Pocheron (A.) et Cellery (F.), représentés par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Arrêt automatique électrique pour métiers à tulle.
334221. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Société A. Teste, Moret et C^e, représentée par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Perfectionnement à la fabrication des épingles à chapeaux.
334222. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Mills (T.-C.), représenté par de Mosenenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Machine pour éjarrer les peaux à fourrure.
334223. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Société Deflandre Bastien et C^e, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau tissu plissé et son procédé de fabrication.
334224. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Bingenheimer (A.), Bingenheimer (E.-W.) et Kistler (C.-M.), représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Brûleur de lampe perfectionné.
334225. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Durand (P.) et de Laistte (E.), représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Écrou indesserrable.
334226. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Malissard-Taza (P.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Boîte de graissage perfectionnée.
334227. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Koprkin (A.) et Kutscha (W.), représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Horloge de contrôle.
334228. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Beck (G.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Guidon à ressort.
334229. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Société Usines de Riouperoux, représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Appareil perfectionné à électrolyser les oxydes ou sels métalliques.
334230. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Mouret (A.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouveau filtre à vin.
334231. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Holgate (G.-H.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux pistons.

334232. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Passburg (E.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé de séchage des pains de sucre.

334233. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Leppert (W.) et Rogovin (M.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Cuisson des huiles siccatives pour la fabrication des huiles et vernis.

334234. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Schneider (A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Compteur contrôleur pour voitures.

334235. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; George (J.-R.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Générateurs de gaz.

334236. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Herzog (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif applicable aux métiers à tisser et destiné à produire l'arrêt automatique du métier en cas de rupture d'un fil de chaîne.

334237. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Laguionie (E.-P.-A.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Nouveau bourrelet pour le calfeutrage hermétique des portes et fenêtres.

334238. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Baudin (A.), à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 9. — Nouveau moteur à vapeur.

334239. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Wilkinson (J.) et Unrath (H.-M.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Régulateur pour turbines à fluides élastiques.

334240. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Villard (C.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de construction démontable destinée aux climats chauds.

334241. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Meyer (F.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements aux concentrateurs.

334242. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Howard (F.-M.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Contrôleur de présence.

334243. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Thompson (H.-P.) et Royston (E.-R.), représentés par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Pulvérisateur de liquides.

334244. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Société The Wilfley Ore Concentrator Syndicate limited, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux procédés et appareils pour l'enrichissement des minerais.

334245. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Société The Wilfley Ore Concentrator Syndicate limited, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux procédés et aux appareils pour l'enrichissement des minerais.

334246. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Reichling (R.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système assurant l'évacuation de l'air dans les filtres.

334247. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Bay (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pincé à déboucher le champagne.

334248. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Ogilvie (G.-S.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les roues d'automobiles et autres véhicules.

334249. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Société Viste et Daw, représentée par Albrecht, rue Saint-Louis, n° 17, à Amiens (Somme). — Ventilation des cardes, enlèvement des poussières et captation des duvets.

334250. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Talbot (G.), rue du Parlement-Sainte-Catherine, n° 2, à Bordeaux (Gironde). — Nouvelle manière de fabriquer les conserves au moyen de la boîte autoclave.

334251. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Talbot (G.), rue du Parlement-Sainte-Catherine, n° 2, à Bordeaux (Gironde). — Pavé en métal.

334252. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Augros (J.), rue de la République, n° 50, à Montluçon (Allier). — Appareil de sûreté contre une nouvelle introduction de liquide dans une bouteille, pour la garantie des marques commerciales.

334253. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Société P. Despland et G^{ie}, représentée par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Moteur à hydrocarbures à deux temps sans soupapes.

334254. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Plain (A.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Compteur horaire applicable à la lumière électrique.

334255. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Hamelin (S.) et Wasem (H.), représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Perfectionnements aux machines à écrire.

334256. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Cottrell (J.) et Smith (A.-H.), représentés par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système de piste pour vélodromes et autres applications.

334257. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Plate (C.) et Lieb (J.), représentés par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Procédé de fabrication de briquettes de charbon et de coke.

334258. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Monder (J.), représenté par Lafontaine, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 42. — Clavette pour le clavetage et le déclavetage automatique des manivelles de motocycles, cycles, tricycles et autres machines analogues.

334259. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Meinecke (H.), représenté par Stutz, à Paris, rue N. tre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements apportés aux compteurs à eau.

334260. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Despons (L.-A.) et Godefroy (P.-A.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de radiateur pour voitures automobiles.

334261. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Borek (W.), représenté par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Porte-outils pour tours.

334262. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Teller (J.-C.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine pour fixer les crochets à lacer.

334263. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Société Frictionless Roller Bearing Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Palier à rouleaux.

334264. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Lézy (G.), à Paris, rue Maurice-Mayer, n° 17. — Parallélogramme extensible pour la mise au point des stéréoscopes à main.

334265. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Smith (W.-J.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine à mortaiser des métaux et autres matières.

334266. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Cadénel (L.), représenté par Ducassou, rue de la République, n° 62, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Régulateur et distributeur pour appareils à gaz d'essence, d'alcool et de tous hydrocarbures.

334267. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Lainé (E.), à Paris, rue du Vert-Bois, n° 54. — Essieux en tubes rejoints pour voitures d'enfant, cycles et jouets.

334268. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Seybold (C.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Cuve de pile à papier.

334269. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Collin (G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de chauffage par aspiration de la vapeur d'échappement des machines à vapeur.

334270. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Maison sociale Hermann & Fente, représentée par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Soudage du coton pour nettoyage.

334271. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Gartner (J.), représenté par Grimon et Föllin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Rognepied pour les sabots des chevaux.
334272. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Bâstres de Alzugaray (J.) représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé d'extraction des métaux des minerais complexes.
334273. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Gremier (G.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de pinces-nez.
334274. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Edeline (H.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux crics.
334275. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Société The Pittsburg Meter Company, représentée par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux compteurs pour fluides.
334276. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Cloud (J.-M.), représenté par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans les freins à pression de fluide.
334277. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Palmer (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Masque à action anesthésique.
334278. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Paillac (A.) et Meyer (R.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil étireur de mèches de préparation pour la filature.
334279. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Paillac (A.) et Meyer (R.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil alimentaire pour métiers à filer et machines à étirer.
334280. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Yvon (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Crochet d'attelage à ressort.
334281. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Poincet (E.) et Guillemard (L.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Chauffe-bain à alcool.
334282. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Babon (A.), représenté par Desroix, à Paris, rue de Provence, n° 66. — Machine à battre à quatre roues avec dispositif de soulèvement à crémaillère.
334283. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Wilhney (J.-B.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux mécanismes électriques d'arrêt automatique pour les machines textiles.
334284. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Meora (E.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Indicateur de stations pour voitures de tramways.
334285. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Vialar (L.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Appareil destiné à la charge des accumulateurs électriques, dit *Disjoncteur-accumulomètre*.
334286. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Tuck (W.-W.) et Wassmann (A.), représentés par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Moteur à vapeurs d'hydrocarbures.
334287. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Low (A.-A.) et Wassmann (A.), représentés par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Moteur à pétrole perfectionné.
334288. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Hirsch (F.-C.), représenté par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les moteurs à pétrole.
334289. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Société Gesellschaft für drahtlose Telegraphie mit beschränkter Haftung, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Méthode de réception des ondes hertziennes au moyen d'éléments électrolytiques.

334290. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Courtial (A.), représenté par Thiebile, à Paris, rue des Vinaigriers, n° 29. — Machine universelle à fraiser et à scier les métaux.

334291. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Société anonyme de Saint-Sauveur-Arras, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de fabrication perfectionnée de grilles en fer demi-rond plein.

334292. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Schütz (W.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Poteau télégraphique.

334293. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Société Hercules-Werke Corset-und Spiralfeder-Fabriken Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Bandage de roue élastique.

334294. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Pouteau-Frémy (E.), représenté par Muzet, à Paris, rue de Richelieu, n° 41. — Appareil spécial porte-versoir pour charrués.

334295. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Ollier (J.), représenté par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Bolte-soufflet pour poudres insecticides ou autres.

334296. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Price (R.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil à monter des bandages en caoutchouc sur des roues.

334297. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Société Ch. Fondu et M. Laverne, à Montataire (Oise), élisant domicile à Paris, rue Pasquier, n° 2. — Nouveaux systèmes de fermetures de sûreté applicables aux portières des voitures de chemins de fer et autres.

334298. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Schneider (M.) et Beissbarth (J.), représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Accumulateur électrique.

334299. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Schielein (J.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Disque de retenue en deux parties pour moyeux.

334300. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Cleff (F.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif à teindre, blanchir, mordancer, claver ou sécher les tissus, etc.

334301. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Société Auguste Petit et C^{ie}, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé pour durcir les briquettes renfermant un agglutinant soluble dans l'eau.

334302. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Roth (O.) et Roth (A.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Four hydro-aérotherme pour la boulangerie et autres industries.

334303. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Barré (G.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Microphone.

334304. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Obry (L.), représenté par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Dispositif de montage pour appareils de mise de feu automatiques.

334305. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Société anonyme Belgian Electric Lighting Boards, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Nouvelle disposition de lettres et enseignes lumineuses.

334306. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Cheval (V.-M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bec renversé à incandescence.

334307. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Weissenthanner (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine perfectionnée pour remplir les bouteilles sous pression.

334308. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Ladoire (L.-F.), représenté par Lavoix et Moëss, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau procédé de fabrication des coffres-forts.

334309. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Courson (J.-F.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Appareil de traction pour wagons de chemins de fer.

334310. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Société dite : *James Keith & Backman Company limited*, représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Appareil pour le séchage et le conditionnement de la laine ou autres matières textiles analogues.

334311. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Wirts (C.) et Post (A.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Porte-caractères pour machines à écrire la musique.

334312. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Van Nieuwenhove (G.) et de Clercq (E.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Nouveau système de soupapes pour moteurs à gaz, naphte ou alcool.

334313. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Pollak (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de montage sur chevalet, d'album, nécessaire, etc.

334314. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Huot (A.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Suspendeur applicable à la lingerie, aux vêtements, etc.

334315. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Wasmuth (A.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Mode de formation de la tête des manchons à incandescence.

334316. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Avics (C.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux pompes à chaîne.

334317. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Sallin (J.-B.-J.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif de remontage électrique des horloges et autres instruments chronométriques avec ou sans sonnerie.

334318. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Société Bardou, Clerc et C^{ie} (société centrale), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil de gymnastique suédoise pliant et portatif.

334319. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Infrat (C.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil radiographique.

334320. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Greenfield (E.-T.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux tubes simples armés et à leurs raccords.

334321. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; De Nordenfelt (P.) et Ternström (E.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux fermetures de culasses à vis excentriques.

334322. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Eckner (B.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif réglable de pliage pour machines à fabriquer les enveloppes et similaires.

334323. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Kitchen (J.-G.-A.) et Perkins (L.-P.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux tubes de radiateurs.

334324. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Thomasson (F.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Rattacheur perfectionné.

334325. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Robard (S.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux pompes rotatives.

334326. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Gros (C.), représenté par Hervé à Paris, avenue de la République, n° 29. — Perfectionnements aux phonographes.

334327. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Heer (O.), représenté par Holcroft à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Banc d'étiage hydraulique.

334328. Brevet de quinze ans, 7 mai 1903; Maltzy (J.), représenté par Picard à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux boîtes de fusées d'essieu et aux préservateurs de pousière.

334329. Brevet de quinze ans, 23 mai 1903; Conrad (R.), représenté par Héris à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux courroies à billes.

334330. Brevet de quinze ans, 20 juin 1903; Leube (la dame I.), représentée par Gudman à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Carte-phonogramme.

334331. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Detchemendy (V.) et la dame Arell née Ruinet (J.), à Paris, avenue de Saint-Ouen, n° 9. — Bouchon pour bouteille irremplissable.

334332. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Escrivá de Romani (R.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Nouveau système pour l'obtention de lessives caustiques concentrées, soude caustique, chlorure et ses dérivés par l'électrolyse du chlorure de sodium.

334333. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Horwenschildt (H.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Procédé de traitement des minerais et produits contenant du vanadium, du molybdène, du titane, du tungstène.

334334. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Fredenburgh (G.-A.), représenté par la société Matray frères et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Alimentateur pour machines à filer.

334335. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Arrieta y Sanz (P.), représenté par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil de sauvetage pour tramways électriques et à vapeur, locomotives et automobiles.

334336. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Bunzl-Federn (J.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 93. — Musicographe pour instruments à touches.

334337. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Smith (T.-B.) et Smith (T.-E.) représentés par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux lampes à incandescence par combustion.

334338. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Holser (O.), représenté par Sturm à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Bandage pour roue de véhicules.

334339. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Kozian (J.), représenté par Sturm à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif de débrayage automatique pour métier-tisser de tout genre pour la confection d'articles façonnés.

334340. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Feiden (G.), représenté par Sturm à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Essieu en trois parties avec roue motrice susceptible de s'incliner pour voitures, tricycles et véhicules analogues.

334341. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Wulke (A.) et Schlederer (L.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé pour le travail de pousière avec des appareils à jet de sable commandés par l'air comprimé.

334342. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Gall (F.), représenté par Sturm à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Appareil plongeur.

334343. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Trézel (L.), Coppée (P.-V.-G.) et de Monthy (A.-J.), à Paris, boulevard Péreire, n° 49. — Nouvel alliage d'aluminium et ses procédés de fabrication.

334344. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Engle (S.-D.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Relève-jupe.

334345. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Green (J.-J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à écrire.

334346. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Behr (B.), représenté par Favotte, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Pistolet de boucherie.

334347. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Piélu (M.), à Paris, rue Brée, n° 20. — Perfectionnements aux appareils à tympans noyés dans un liquide et destinés à l'aspiration, à la compression et au cubage.

334348. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Vives (G.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Perfectionnements aux baromètres à sonnerie.

334349. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Letellier (E.) et Granlin (C.), représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Application aux voitures automobiles des turbines actionnées par les gaz provenant de la combustion d'un mélange détonant.

334350. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Lebert (A.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Bandage pneumatique avec garniture en caoutchouc interposée entre l'enveloppe et la chambre à air.

334351. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Garthier (L.-A.), représenté par Frey, à Paris, boulevard de Sebastopol, n° 8. — Appareil pour enseignes lumineuses électriques avec changements à vue.

334352. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Société The National Cash Register Company mit beschränkter Haftung, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif permettant de vérifier tout montant introduit dans une caisse enregistrée.

334353. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Mériéux fils (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pipe fume-cigare et fume-cigarette.

334354. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Lewy (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de roue pour véhicules de toutes catégories avec rayons faisant ressort.

334355. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Steadman (P.) et Steadman (G.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode d'attache pour guêtres, jambières, etc.

334356. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Société La Manufacture de métaux, à Berndorf (Arthur Krupp), représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Bidet métallique à pieds détachables.

334357. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Archambault (M.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif de communication électrique des trains en marche entre eux et avec les gares.

334358. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Rimeau (C.-L.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Machine perfectionnée à travailler les surfaces optiques avec plateau de rodage à mouvement épicycloïdal.

334359. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Brun (E.-F.), représenté par Rabbloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Moteur à explosion équilibré, à quatre temps et à trois cylindres.

334360. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Société Thévenin frères, L. Seguin et compagnie, représentés par Rabbloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Indicateur mécanique de niveau d'eau.

334361. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Société anonyme Westinghouse, représentée par Thüier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans les systèmes de commande des moteurs électriques.

334362. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Société The Monoline Composing Company, représentée par la société Matray frères et compagnie, à Paris, boulevard Haussmann, n° 34. — Perfectionnements apportés aux machines à composer et à couler les caractères d'imprimerie.

334363. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Raison sociale Bruhn & Fischmann, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Moteur hydraulique à changement de marche automatique.

334364. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1903; Lange (V.), représenté par Armand-Jean, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de plot électrique.

334365. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Malézieux (J.-B.-D.-M.), représenté par Muzet, à Paris, rue de Richelieu, n° 41. — Appareil à carburer l'air au moyen hydrocarbures.

334366. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Müller (G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour l'amélioration du beurre de coco.

334367. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Hoehegger (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Voitures automotrices routières, à deux axes moteurs ou quatre roues motrices, servant à la traction sur voies ferrées, canaux de navigation, etc. et dispositif de guidage des véhicules routiers accouplés munis de deux axes oscillants ou de quatre roues oscillantes.

334368. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Streit de Bossy (A.), représenté par Corroyer, rue Damis, n° 26, à Amiens (Somme). — Corset.

334369. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Société anonyme des rizeries françaises, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Procédé de traitement des farines de riz en vue de les substituer aux diverses féculs dans les apprêts des filés et tissés.

334370. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Société The Flameless Gas Light Company limited, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements à la production de vapeurs combustibles et du réglage de l'alimentation de ces vapeurs.

334371. Brevet de quinze ans, 1 août 1903; Neu (L.), rue Brûle-Maison, n° 60, à Lille (Nord). — Compteur électrique.

334372. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Marin-Girodon (N.), représenté par Rabilloud, cours Moraud, n° 10, à Lyon (Rhône). — Pompe à main à plusieurs usages.

334373. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Apprin (P.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Système perfectionné de refroidisseur condenseur pour automobiles.

334374. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Léon (J.-B.), représenté par Delpcy, rue Saint-Ferréol, n° 78, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Compteur à gaz perfectionné.

334375. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Société The Trolley Supply Company, représentée par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 59. — Dispositif de rappel pour trolleys.

334376. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Menzies (R.-C.), représenté par la société Matray frères et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Charriot pour le nettoyage des rues.

334377. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Dunn (B.-W.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux obus à balles ou shrapnells.

334378. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Mirovitch (E.), représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Lunette sportive.

334379. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Dupont (E.-J.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Support à douilles multiples de fixation pour manches de balais, etc.

334380. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Compagnie française du gramophone, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Album à feuillets en forme de poche pour recevoir des disques enregistrés pour gramophones ou machines parlantes.

334381. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Walter (O.), représenté par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Appareil mesureur ou doseur de liquides.

334382. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Laffler (H.), représenté par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Dispositif de tringe pour pâtes à papier (cellulose, pâte de paille).

334383. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Société *the Railway and Stationary Refrigerating Company*, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Appareil à produire la glace.

334384. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Murphy (J.-H.) et Camp (E.-M.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Matériel pour retanir le plâtre et autres matières similaires.

334385. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; De Long (J.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé et appareil pour la fabrication de nattes ou paillassons en matière fibreuse.

334386. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Nichols (la dame W.), Bunzell (L.-P.) et M. Detwiller (G.-K.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Aiguille de machine à coudre.

334387. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Delahaye (C.-P.), à Paris, rue des Francs-Bourgeois, n° 32. — Procédé et appareil permettant de faire tous genres de bonbons creux en sucre ou en pâte sucrée à l'aide d'un gaz ou d'une vapeur quelconque sous pression.

334388. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Rücker (A.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Porte-fil.

334389. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Lebedinsky (G.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Filtre à sable, etc.

334390. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Faggioli (P.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil et procédé de stérilisation et de conservation des vins au moyen de l'électricité.

334391. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Schanz (F.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif de visée.

334392. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Société Bayerische Glühfadenfabrik Augsburg-Lechhausen, Georg Luedcke & C^{ie}, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Filament pour lampes à incandescence.

334393. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Société Sauser, Jäggi et C^{ie}, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Bougie d'allumage électrique.

334394. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Casanovas Capdevila (J.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux grilles des foyers industriels.

334395. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Société Bono et C^{ie}, représentée par Capet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Bouche de chaleur perfectionnée.

334396. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Kron (R.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Procédé permettant de pratiquer des sillons séparateurs dans des bandes de papier ou autres matières analogues à moitié desséchées.

334397. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Lorie (A.-F.-W.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif d'arrêt et de fixation pour fenêtres à coulisses.

334398. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Laporte (G.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Générateur d'acétylène.

334399. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Calame (C.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Niveau d'eau.

334400. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Calame (C.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Chaise affiche-réclame.

334401. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Maurétau (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Générateur d'acétylène.

334402. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Cridge (E.-L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux freins automatiques pour voitures de chemins de fer.

334403. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Stäubli (H.), représenté par Blier à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ratière à double levée et à pas ouvert et à pas fermé.

334404. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Balley, dit Pol (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lettre en relief pour enseignes et procédé de fabrication.

334405. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Société Dagnet et Sanvegrain, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de production d'énergie électrique par utilisation de la force hydraulique perdue des distributions d'eau.

334406. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; D'Arsonval (A.), Gaiffe (G.-E.) et Gillot (G.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement apporté aux transformateurs et condensateurs électriques.

334407. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; North (W.-S.), représenté par Taillier à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux machines à cond.

334408. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Boiron (J.) et Anbois (A.), représentés par Taillier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Nouveau procédé pour la production de gaz d'hydronaphte.

334409. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Collet (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Support mobile isolé pour ligne électrique bifilaire, à installation et tension rapides.

334410. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Jaubert (G.-F.) et la société des représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les moteurs à pétrole lourd, à alcool dénaturé ou à combustibles difficiles à brûler.

334411. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Lafeuille (J.-C.-F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour le séchage mécanique de la betterave et autres substances aqueuses.

334412. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Mongeotte (N.-A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Porte-bouteille raboté.

334413. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Société Davoust et C^e, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Compteur d'eau.

334414. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Thierfelder (M.), représenté par Croft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Poignée élastique pour guidon bicyclettes, etc.

334415. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Withey (T.), représenté par Blier à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux appareils de lavage.

334416. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Thackeray (S.-W.), représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Moyens perfectionnés pour reproduire la musique et faciliter l'exécution.

334417. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Salins (G.), représenté par Parmentier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 29. — Procédé de coloration des photographies.

334418. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Reblé (L.), représenté par les Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif pour armes à multiples permettant de régler à volonté, sans manœuvre aucune, l'ordre du tir.

334419. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Gerdes (W.), représenté par Mont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Machine à laver.

334420. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Valton fils (E.), dit J.-M. Veste Langelé (G.), représentés par la société G. et B. de Mestral, à Paris, rue de Rochefoucauld, n° 21. — Appareil symétrigraphie pour la reproduction des encre contre-partie.

334421. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Hegemann (W.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Four pour le chauffage des fers à repasser.

334422. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Dent (J.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Voiture d'enfant pliable dont les côtés sont joints par des traverses articulées.

334423. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Epstein (H.) et Helmann (S.), représentés par Lavoix et Mésès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Dispositif pour le port du parapluie couvert.

334424. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Sarrail (F.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans la fabrication des bouchons plats pour vases, flacons, etc.

334425. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Brasier (H.-C.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux moteurs à explosion.

334426. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Schoenberg (M.-H.) et Edwards (J.-V.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil à chauffer l'eau par voie électrolytique.

334427. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1903; Kleber (P.), représenté par Diétré, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Monture sans pas de vis pour lampes à incandescence.

334428. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Westphal (P.) et von Alberti (W.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Vaporisateur pour automobiles à vapeur.

334429. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Lyeart (E.), représenté par Sabin, à Paris, rue d'Arcole, n° 18. — Moyen pour assembler d'une manière réglable les extrémités des courroies de transmission.

334430. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Fixier (A.) et Harbord (L.), représentés par Amis, à Paris, rue des Martyrs, n° 44-47. — Procédé de fabrication des vernis par dissolution directe des gommes sans fusion préalable.

334431. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Lange (J.-E.) et Moa (A.-F.), représentés par Besançon et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Machine à compter.

334432. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Vours (B.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Perfectionnements apportés dans les dispositifs pour la carburation de l'air admis dans les moteurs à explosifs.

334433. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Grubé (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil à souder.

334434. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Compagnie des Filles-Lille, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Application d'une détente automatique variable par le régulateur à une machine d'extraction à distribution par soupapes commandées par des caunes.

334435. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Mack (C.-H.-F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de garniture protectrice pour assiettes de luxe.

334436. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Dufour (P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Arbalète avec fléchon.

334437. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Mocquet (C.-H.-R.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de prise de courant électrique à contacts multiples.

334438. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Société A. Gress & C^o G. m. b. H., représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Moule démontable servant à former des matrices pour la fabrication galvanoplastique de cylindres ou de secteurs, etc., de toutes caractères.

334439. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Andrieu (G.-A.), à Paris, avenue Bugeaud, n° 30. — Générateur thermo-électrique.

334440. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Baudry (A.), représenté par Stann. à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé continu d'épuration et de stérilisation de l'eau avec production simultanée d'eau distillée.

334441. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Société dite *Rheinische Dampfmaschinen- und Maschinen-Fabrik Böttner Gesellschaft mit beschränkter Haftung*, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Système pour cossettes de betteraves.

334442. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Borzutzki (R.), représenté par Bert. à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Portemanteau.

334443. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Goyder (G.-A.) et Laughlin (L.), représentés par Bert., à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé et appareil pour la séparation des minerais et l'extraction des mattes.

334444. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Sanfilippo (J.), représenté par Bert. à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Four pour le traitement des minerais.

334445. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Bender (F.), représenté par Bert. à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de fermeture pour bouteilles et autres récipients à liquides.

334446. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Mally (A.) et Fourvel père (J.), représentés par Barbe, à Paris, rue Blomet, n° 93. — Garniture métallique mixte pour roues caoutchoutées supprimant les chambres à air.

334447. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Grundstedt (E.), représenté par Le mont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Oreiller réglable en forme de coin.

334448. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Höring (P.) et Mjœn (A.), représentés par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé et four pour transformation en coke des combustibles humides et bitumineux.

334449. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Bettini (G.), représenté par Pira à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux machines parlantes.

334450. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Mills (C.-W.) et Piddington (W.-W.) représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Système signaux électriques.

334451. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Reed (E.-C.), représenté par Josse à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Graisseur à aiguilles.

334452. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Biffet (J.-N.-L.), représenté par Josse à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif d'arrêt pour navire.

334453. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Ludowici (W.), représenté par F. à Paris, rue de Provence, n° 62. — Couverture pour tuiles à nervures et à revêtement.

334454. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Compagnie du réacteur métallurgique, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements dans la fabrication de l'acier et dans le traitement des métaux cuivre, nickel, etc.

334455. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Thurmann (J.-S.), représenté par société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil propre au nettoyage des tapis, coussins, couvertures, etc.

334456. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Société Fontaine et C^e, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux tamis perforés en tous métaux.

334457. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Farjas (H.), représenté par G. à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Cuir à rasoir rationnel.

334458. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Boana (A.), représenté par F. à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Armatures d'acier soudé pour usage d'armé et autres.

334459. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Champpeix (L.), représenté par société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 13. — Système servant à développer, fixer ou renforcer les plaques photographiques.

334460. Brevet de quinze ans, 18 mars 1903; Bellows (B.-F.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système perfectionné de machine à justifier les lignes appropriée pour être employée à des machines à composer.

334461. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Hopkins (C.-E.) et Wesel (F.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à fondre et finir les plaques stéréotypes.

334462. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Société commerciale de Port-Saint-Louis, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil transbordeur.

334463. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Edwards (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de chauffage pour usages domestiques.

334464. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Grandvarlet (P.), représenté par Armeaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil détenteur récupérateur.

334465. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Lubin (D.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux machines agricoles.

334466. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Bourlard (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Carburateur applicable aux moteurs à hydrocarbures fixes et aux moteurs d'automobiles.

334467. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Bercut (J.-J.) et Donat-Cattin (A.-H.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de leur mécanique dentaire et chirurgicale.

334468. Brevet de quinze ans, 3 août 1903; Denis (J.-B.), rue de la Visitation, n° 26, à Saint-Étienne (Loire). — Procédé à virole métallique.

334469. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Sonnevile (J.), Sonnevile (H.) et Landreau (E.), représentés par Albrecht, rue Saint-Louis, n° 17, à Amiens (Somme). — Machine à nettoyer les déchets de lin, coton et autres textiles.

334470. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Füssler (C.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Attache métallique applicable comme bouton, comme fermoir, etc.

334471. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Société Henry Simon limited, représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements aux appareils d'alimentation des moulins à cylindre.

334472. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Scholvieu (L.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour le traitement de goudron contenant de l'eau.

334473. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Morgenroth (E.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Bretelles perfectionnées.

334474. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Société Walter Mc Gee and son limited, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements apportés aux machines à tisser les toiles métalliques.

334475. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Sollers (E.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 93. — Mécanisme d'arrêt pour phonographes.

334476. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Pätz (J.), représenté par la société Mattray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bouton pour col de chemise et cravate.

334477. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Leicher (F.), représenté par la société Mattray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux crampons pour fers à cheval.

334478. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Société des télégraphes multiplex (système E. Mercadier), représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Appareil télégraphique multiple.

334470. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Lichtenauer (E.-E.-L.), représenté par Taïffer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Nouveau système de compression de tous autres gaz.

334480. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Société dite *The Granular Industry Limited*, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé de conservation de la levure et appareil pour son application.

334481. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Von Schwech (E.-G.-M.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Scie pour couper des arbres en branches.

334482. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Zschocke (G.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Support de séparateur à meuse.

334483. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Zschocke (G.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Soudure de séparateur à meuse.

334484. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Zschocke (G.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Pile d'assiettes alfa pour d'écumeuse.

334485. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Zschocke (G.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Axe de suspension pour turbineuse.

334486. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Chaillon (A.-E.), représenté par société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, 2. — Arceau pour bordure de jardins.

334487. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Cohen (A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux épurateurs.

334488. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Freeman (A.-H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Frein automatique à pédale.

334489. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Lilles (L.-F.-W.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à sécher les graines.

334490. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Robin (C.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Composition pour produits céramiques.

334491. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Küppers (K.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle composition pour la soudure.

334492. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Denipzy (G.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de verre ou gelée gérant.

334493. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Mignot (P.-H.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil de sûreté contre le roulement des portes adaptable aux verrous de sûreté.

334494. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Gavelle (H.-C.-E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Jeu à billes.

334495. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Renault (A.-A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Redressement automatique de courants alternatifs mono ou polyphasés.

334496. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Société Electric Boat, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — D'échappement pour les machines des bateaux sous-marins et autres.

334497. Brevet de dix ans, 10 août 1903; Traibou (N.), à Loers (Nord). — Système de compression applicable aux bas à varices, jambes, genoux, ceintures abdominales.

334498. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Société Fiquet et C^{ie}, représentée par Gruffe, rue de Paris, n° 2, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux machines.

334499. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Dejeu (J.-A.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouveau procédé de gravure sur métaux.

334500. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Forsbach (O.), représenté par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Vaisseau d'évaporation pour gazogènes.

334501. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Mayer (D.), représenté par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Serviettes hygiéniques pour cabinets d'aisances.

334502. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Stäber (T.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Bouteille avec un fond contenant un verre servant à boire ou à mesurer.

334503. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Valet-Ridon (G.-E.-C.-A.), représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle lieuse à bascule permettant de lier les fagots d'écorce ou du bois avec de la corde.

334504. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Keller (C.-A.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Alliage triple de fer, de silicium et de manganèse et son procédé de fabrication au four électrique.

334505. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Keanisott (C.-L.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Appareil épurateur d'eau.

334506. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Reed (J.-C.), représenté par la société Frandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareil perfectionnés pour l'émaillage.

334507. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Thiéle (E.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé et appareil pour la fabrication de la soie artificielle.

334508. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Prochaska (F.), représenté par la société Malray frères et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Freins pour wagons, etc.

334509. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Dr Zoltysky (J.-M.), représenté par Coulomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Dispositif destiné à empêcher la projection de l'eau, de la boue et de la poussière par les roues des véhicules.

334510. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Morgenstern (F.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Table avec distributeur de liquide permettant au consommateur de se servir lui-même.

334511. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Hedon (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tête de trolley pour ligne aérienne décaisée.

334512. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Charrier (P.-A.-J.) et Livache (E.-E.), représentés par Assis, à Paris, rue des Marbryns, n° 44-47. — Frein pour moyeux à roue libre de cycles et d'automobiles.

334513. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; North (R.), représenté par Tailleur, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux compteurs électriques.

334514. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Roux (E.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 13. — Bémoliers à tubes amovibles.

334515. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Société française de la Viscose, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements à la fabrication des fils de viscose.

334516. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; De Dion (A.) et Bouton (G.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Cache-poussière en caoutchouc pour joints à la cardan.

334517. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Laurens (L.) et Tonhon (H.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour soutirer la bière.

334518. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Société parisienne de papiers de telle et de carton manufacturé, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à faire les godets en papier automatiquement.

334519. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Brenot (E.-T.), représenté par La sevant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareils pour la désinfection de la literie.

334520. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Delatour (E.), représenté par La sevant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux pipes.

334521. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Flinois (L.-I.), représenté par La sevant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'embrayage à friction.

334522. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Malliet (W.-A.), représenté par La sevant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Bijouterie et méthode de fabrication.

334523. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Schubert (H.), représenté par La sevant et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Arrête-nicotine et arrête-poudre combinés pour porte-cigares, porte-cigarettes et pipes.

334524. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Donaldson (P.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif pour ajuster les binocles sur le nez.

334525. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Société Chemische Fabrik Laderach G. m. b. H., représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour séparer les phénols contenus dans le goudron minéral de ses éléments constitutifs au moyen de la chaux.

334526. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Monpelas de Dax (J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Hélicoptère à directeur, à axes déplaçables permettant la propulsion et la direction en tous sens applicable aux aéronefs, sous-marins, etc.

334527. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Société Electric Boat Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Commande de direction actionnée à la main ou électriquement.

334528. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Kauffmann (W.), représenté par Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Procédé et dispositif pour empêcher la formation de poussières volantes dans les fours à griller à soles superposées.

334529. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Flecken (W.) et Frohlick, représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil pour la mise automatique des enveloppes et cartes dans les presses typographiques mécaniques.

334530. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Ghalet (F.), représenté par Lortie à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Carburateur.

334531. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Thackeray (S.-W.), représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Clavier transpositeur perfectionné.

334532. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Gillet (F.), représenté par Lomb Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Machine à arracher et nettoyer les pommes de terre.

334533. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Wild (T.-C.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Lubrificateur perfectionné pour roues de véhicules.

334534. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Société dite *Dürritpatente Erfindungsgesellschaft mit beschränkter Haftung*, représentée par Casalunga, à Paris, boulevard des Halles, n° 15. — Procédé de préparation d'une matière transportable destinée à la fabrication de tous objets en pierre artificielle ainsi qu'au recouvrement des sols.

334535. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Bouvier (A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Chauffage au gaz pour fours à gaz.

334536. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Société dite *Press- und Walzwerk-Kriegsgesellschaft*, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Noyau pour la coulée de cylindres en acier ou en fer fondu dans des moules en fonte.

334537. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Hills (H.-G.), représenté par Assi, Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux marteaux et autres fils percutants pneumatiques.

334538. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Ewart (J.-W.), représenté par Blé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux thermostats obliques à régler l'admission de gaz.

334539. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Piccinini (A.-C.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Intercepteur du courant fluide pour tuyaux élastiques.

334540. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Société Electric Boat Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de compensation pour torpilleurs.

334541. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Verner (V.), représenté par la société Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Frein de sûreté également applicable aux voitures automobiles.

334542. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Lux (F.), représenté par la société Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Compteur d'électricité électrolytique.

334543. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Mc Carty (W.-F.-M.) et Beebe (S.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé électrolyse de l'eau.

334544. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Société française de la Viscose, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Pompe à débit ble.

334545. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Kaltenegger (F.) et von Lorenz (N.), représentés par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et dispositif servant à dissoudre des gaz dans des liquides pour conserver en vie les animaux et les plantes aquatiques.

334546. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Janvier (V.-P.-F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine fraiseuse adaptable particulièrement pour la gravure mécanique des poinçons et matrices.

334547. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Picard (R.), représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de montage des ressorts sur bandes des mécaniques des chapeaux à claque.

334548. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Brackelsberg (C.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Bandage de roue composé de assemblées par des articulations.

334549. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Société Nürnberger Folienpapier-Ford. Pauli & Co, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour produire sur du papier, sur du cuir ou sur d'autres matériaux semblables un revêtement à grand éclat en argent ou en d'autres métaux précieux.

334550. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Young (W.-R.) et Young (G.-W.), représentés par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Système pour les écrans.

334551. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Hoffmann (O.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Machine pour la fabrication de carton renforcé par une garniture intérieure de fils ou de fibres croisés.

334552. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Hafner (E.), représenté par Armenget, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Registre de tirage de sûreté.

334553. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Société dite *Pneumatic Scale Corp.*, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Machine à dresser et monter des cartons.

334554. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Arnesen (la demoiselle C.), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 11. — Bride perfectionnée.
334555. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Heydemann (A.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 93. — Perfectionnements aux chapeaux.
334556. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Lowenstein (F.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Bateau de surface.
334557. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Tauriet (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Doucheur à tour de cou universel.
334558. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Société Felten & Guillaume Carlswerk Aktien Gesellschaft, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Câble métallique à lisses sectoriales.
334559. Brevet de quinze ans, 23 mars 1903; Steber (L.), représenté par Schlosshauer, à Paris, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, n° 23. — Mécanisme pour mise en route de véhicules automobiles.
334560. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Johnston (J.-H.), représenté par Métry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Carburateur perfectionné.
334561. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1903; Mac Donell (J.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Méthode ou moyens perfectionnés pour supporter la soie ou autre matière formant l'étamine des bluteries centrifuges.
334562. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1903; Groyen (C.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de fabrication de pierres artificielles avec la magnésite.
334563. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Ogier (A.-H.-E.), boulevard Barlet, n° 79, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Lessive devant servir aux industries cotonnières et au blanchissage du linge.
334564. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Société Barnett Miller Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à piquer les matelas, coussins et autres pièces matelassées.
334565. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Schonitzer (R.) et Beauché (J.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de de La Rochefoucauld, n° 21. — Four de campagne (narmite).
334566. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Devallée (J.), représenté par Sabbe, rue de Lannoy, n° 43, à Roubaix (Nord). — Système étireur à harrettes-pinces.
334567. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Berland (P.-A.) et Fromage (A.-E.), à Paris, avenue de Saint-Ouen, n° 140. — Nouveau système d'embrayage automatique pour cycles, automobiles et toutes autres machines.
334568. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Misery (A.), rue Gambetta, n° 3, au Chambon-Fegerolles (Loire). — Système de lime.
334569. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Reimann (G.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Grue roulante repliable. — Écartement de voie changeable.
334570. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Masson (P.-P.-A.), rue de Rome, n° 152, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Appareil continu à produire le gaz de pétrole devant servir à l'éclairage, au chauffage et à la force motrice.
334571. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Marchand (L.-A.), rue du Val-d'Osne, n° 9, à Saint-Maurice (Seine). — Tourne-pages automatique.
334572. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Caron (M.), représenté par Bernard, rue Verrerie, n° 40, à Dijon (Côte-d'Or). — Séchoir à houblon.
334573. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Bonasse (L.), à Selencourt (Doubs). — Montre dont la platine et le pendent sont venus d'une seule pièce.

334574. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Société anonyme de constructions mécaniques de la Savoie, représentée par Rabilloud, cours Morend, n° 10, à Lyon (Rhône). — Tour à enrouler les ressorts hélicoïdaux, les garnitures métalliques pour tirefonds, etc.

334575. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Pedersen (M.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Moyeu perfectionné à roue libre, changement de vitesse et frein pour vélocipèdes, voitures motrices, moteurs, etc.

334576. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Société anonyme des produits Fred. Lauer et C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la préparation de nouveaux acides nitro-anthraquinone sulfoniques.

334577. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Caudey (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mécanisme de compteur totalisateur.

334578. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Morton (G.-L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif pour distribuer un lubrifiant aux anneaux des machines à passementerie, dentelles, etc.

334579. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Bonna (A.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Système de tuyaux en asbesto-ciment pour canalisations et machines pour les fabriquer.

334580. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Hartley (J.-H.) et Buice (O.-O.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux canots.

334581. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Société The Petrie Deep Sea Diving Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les scaphandres.

334582. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Société anonyme des brevets Besse et Lubin, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Clé pour l'ouverture des boîtes de conserves.

334583. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Hoffmann (R.) et Durat (W.), représentés par Kestner, faubourg de France, n° 23, à Belfort (territoire de Belfort). — Outil pour tuyaux de déversement, permettant la fermeture isodre hydraulique ou sèche.

334584. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Muller (G.), représenté par Kestner, faubourg de France, n° 23, à Belfort (territoire de Belfort). — Procédé pour détruire les insectes.

334585. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Gay (A.-J.), à Vitry-le-François (Marne). — Vis à tête-essieu pour tabouret de piano, chaise, fauteuil, table, etc. et tout meuble dont la partie supérieure devra s'élever et tourner si on le désire sans changer l'élévation.

334586. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Billa (A.-F.), représenté par Valteau, rue des Treuils, à Bordeaux (Gironde). — Jet applicable à tous les systèmes de pulvérisateurs.

334587. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Société E. Chenard et H. Walcker, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Graissage centrifuge pour moteurs à explosions à plusieurs cylindres.

334588. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Casse (A.) et Digne (H.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri-IV, n° 31. — Disposition d'appareils pour la production de l'éclairage, du chauffage et de la force motrice par l'astérolog.

334589. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Bonna (A.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Nouveau système de tuyau à double enveloppe armée et flexible.

334590. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Société Magnetzänder-Gesellschaft (Interberg & C^{ie}), représentée par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Goussinet avec dispositif de graissage annulaire pour aimants magnéto-électriques.

334591. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Société Magnetzänder-Gesellschaft, Unterberg & C^{ie}, représentée par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système d'enveloppe pare-poussière pour les prises de courant des lampes d'allumage magnéto-électriques.

334592. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Sas (P.-O.), représenté par :
à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Radeau de sauvetage.

334503. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Basset (M.), représenté par : Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Tendeur de chaîne pour bicyclettes.

334594. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Krag (O.-H.-J.), représentant la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Magasin s'adaptant aux fusils à un coup.

334595. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Boman (A.-G.), représentant la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil mesureur de combustible liquide pour moteurs à explosion.

334596. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Société par actions ci-dessus F. tini & C^e, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — V. à enfiler.

334597. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Société Rinscher et Hebert, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Graisseur automatique système Cardon.

334598. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Hengesch (J.-F.), représentant
Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte-brûle
fectionné.

334599. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Loubière Quarez (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à verser et à remplir les bouteilles.

334600. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Becker (B.), représenté par son gendre, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement aux accumulateurs électriques.

334601. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Lees (H.-T.), représenté par son avocat, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnement aux turbines.

334602. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Barral (L.) et Côté (E.-F.)
soutenus par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Jaugeur d'
pour déversoir.

334603. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Desgeorge (J.-H.), repr. Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux rails photographiques.

334604. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Choison (M.), représenté par
cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Étienne (Loire). — Nouvelle ascension pour
à tisser.

334605. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Cizeron (P.), représenté par cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Etienne (Loire). — Nouvelle roue libre pour bicyclettes de tous genres.

334606. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Cerebotani (L.) et Silbermar représentés par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Dispositif armature en aimant permanent appartenant à deux, trois, etc. couples d'aimants et placée entre eux.

334607. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Maneuvrier (G.), à Paris, av. l'Observatoire, n° 29. — Appareil ayant pour but de révéler les altérations naturelles ou artificielles des liquides en général et, en particulier, des vins et autres boissons hygiéniques et de tout liquide alimentaire ou usuel.

334608. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Phillips (D.), représenté par :
à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements à la construction de :

334609. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Simon (G.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Système de filtre à sable, gravier, etc., à courants renversés, destiné à l'épuration mécanique des liquides.

334610. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Pursack (H.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Instrument de poche comportant un porte-plume, un crayon, une lime à ongles, un couteau et un tire-bouchon.

334611. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Elliott (C.-B.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux balles à jouer.

334612. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Mosticker (A.), à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Trompe porte-lanterne pour voitures automobiles et autres applications.

334613. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Mc Kenney (la dame D.-P.), née Chase, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif d'arrêt applicable aux buses de corsets pour maintenir les vêtements en place.

334614. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Leloup (A.-J.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Machine à chantourner les courbes d'escalier.

334615. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Piva (A.-C.), représenté par Armand-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Interrupteur automatique à maxima.

334616. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Canda (L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux châssis de fonderie.

334617. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Société générale de coutellerie et orfèvrerie, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouvelle monture pour couteaux et fourchettes.

334618. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Société Meyer, Roth & Pastor, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Machine pour la fabrication de chaînes destinées à être soudées à l'électricité.

334619. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Cornilleau (G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Came extensible pour la régulation des moteurs.

334620. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Wilson (J.-F.) et Whitmore (E.-H.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pince à ressort avec crochet perfectionné pour fixer les étiquettes des bagages et pour porter des pancartes et pour autres applications analogues.

334621. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Sauvade (V.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Récepteur au son des ondes hertziennes pour la télégraphie sans fil.

334622. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Baron (M.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moyens d'extraire en carrières les pierres de toutes duretés.

334623. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Sôlbiský (H.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Procédé pour le traitement des déchets des pyrites blanches et pyrites pures, etc., en vue de la récupération du fer.

334624. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Société anonyme de mécanique industrielle d'Anain, représentée par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les mécanismes réalisant la distribution.

334625. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Boldt (H.) et Marquardt (H.), représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Douille de fixation pour cheville en bois.

334626. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Kahlenberg (P.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Virole de perçage.

334627. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Asche (O.), représenté par Laveix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil de chauffage pour plaques de machines à souder les boîtes de conserves et autres applications.

334628. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Hall (E.), Townsend (J.-B.) et Ponce (C.-F.), représentés par: Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnement aux trolleys sur conducteurs aériens.

334629. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Favre (L.-E.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Mécanisme de seconde morte pour montres.

334630. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Güstler (F.) et Schuth (A.), représentés par Armengaud-ainé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de torréfaction du café et produits analogues.

334631. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Günther (P.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Moteur auto-régénérateur.

334632. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Grünig (J.-P.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Dispositif de filtration des pompes au tonneau.

334633. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Chevallier (C.) et Cadet (E.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cible perfectionnée à pointage automatique.

334634. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Pellet (R.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux attache-pour vêtements et autres objets applicables aussi aux chaînes de transmission.

334635. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Société Bremer Linoleumwerke-Delfenhorst, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de linoleum à deux ou plusieurs couches.

334636. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Société Française de la Viscose, représentée par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Purification du xanthate de cellulose en vue de la préparation de la viscose.

334637. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Marx (C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Toupie perfectionnée.

334638. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Société E. Roth & C^e, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pile électrique humide.

334639. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Tittel (G.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système de machine à coudre avec ourleur et guide-fil perfectionnés.

334640. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Société Eastman Kodak, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux chambres photographiques.

334641. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Bougarel (F.-V.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Turbine hydraulique à vapeur.

334642. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Société Otto et Albert Schmitz Marmeling, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 10. — Système d'arrêt pour battants de porte et de fenêtres.

334643. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Bureau (V.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Dispositif d'allumage à distance de tous brûleurs à gaz.

334644. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Holzschach (J.) et Bonnemaison (P.), représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine à courants alternatifs.

334645. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Steck (B.), représenté par Guimont et Rollin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Ventilateurs actionnés mécaniquement.

334646. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Wiles (T.-S.), représenté par la société *Mutray frères et C^{ie}*, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux appareils à humecter et repasser le linge.
334647. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Deullin (P.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système de distributeur commandé par une pièce de monnaie.
334648. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Société Bartelmus Donat et C^{ie}, représentée par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Dispositif pour refroidir les machines électriques.
334649. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Armbruster (W.-J.) et Morton (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux procédés de fabrication de couleurs.
334650. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Armbruster (W.-J.) et Morton (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Couleur et son procédé de fabrication.
334651. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Bollinger (H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Poutrelle en béton avec ane en fer ou en acier.
334652. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Gibbons (R.-P.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Batterie galvanique médicale.
334653. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Luitweiler (C.-S.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Embauchoir pour chaussures.
334654. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Société Leronge, Fornas et C^{ie}, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux gazogènes.
334655. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Société dite *The Noliston Coy Limited*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés à la préparation et au traitement des plaques d'impression lithographique, typographique et autre analogue.
334656. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Société dite *Regenerated Cold Air Company*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil pour traiter l'air en vue de le refroidir, d'en modifier l'état hygrométrique, le purifier, y mélanger certaines substances hygiéniques, etc.
334657. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; De Kierkowski-Steuart (C.-F.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système pour la production de jets gazeux de grande vitesse et pour l'utilisation de ces jets afin d'obtenir de la force motrice.
334658. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Société anonyme des produits Fred. Bayer et C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la préparation de nouveaux dérivés de l'antraquinone.
334659. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Grammont (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle plaque négative pour accumulateurs électriques.
334660. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Magniez (P.-F.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil dosothermique pour la préparation rationnelle de toutes sortes de chocolats et couvertures à bonbons avant les opérations du moulage et de l'enrobage.
334661. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Thiers (F.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Horloge fonctionnant par son propre poids.
334662. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Werlé (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système d'agrafage des bouchons provisoires dans la fabrication des vins de Champagne.

334663. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Von Bremner (J.), représenté par Gardet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé pour rendre le bois plus apte à absorber les couleurs.
334664. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Möller (M.-G.-W.), représenté par Gardet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif pour l'alimentation de chaudières marines et la production au moment de la mise en feu d'une circulation desservant les conduits allant à la mer, aux bâches, etc.
334665. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Rué y Montparlé (R.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de sauvetage très automatique pour tramways électriques.
334666. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Waring (E.-M.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à couper le drap.
334667. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Burdick (C.-L.) et Pervillac (H.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé d'impression ou décoration des tissus, papiers, etc.
334668. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Kuhlewind (C.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux régulateurs des machines motrices.
334669. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Cambier (B.), représenté par Arnaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à forme multiple destiné à courber les bois pour diverses destinations.
334670. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Small (J.-M.), représenté par Arnaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'entraînement pour turbines et autres moteurs rotatifs et appareil employé à cet usage.
334671. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Smith (J.-D.), représenté par Lise à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil pour annonces.
334672. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Leveugle (R.), Masurel-Leclercq et Scrépel (L.), représentés par Albrecht, rue Saint-Louis, n° 17, à Amiens (Somme). — Perfectionnements aux métiers à filer continus.
334673. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Schnebelin (M^{me} veuve), née Bédier (N.), représentée par Mervilie, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Nitro-poudre explosible.
334674. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Lamp'l (P.-J.), représenté par Decher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Appareil à mouler et à fonder la reproduction des caractères d'imprimerie.
334675. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; White (R.-H.), représenté par Laramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Système de connexion entre la crosse ou autre pièce mobile d'un moteur et la bielle.
334676. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; White (R.-H.), représenté par Laramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Machine à vapeur à pound.
334677. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; White (R.-H.), représenté par Laramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Mécanisme de direction de contrôle pour automobiles.
334678. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; White (R.-H.), représenté par Laramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Système combiné de direction et de garde-boue pour automobiles à vapeur.
334679. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; White (R.-H.), représenté par Laramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Mécanisme d'essieu pour automobiles.
334680. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Société American Spindle Company, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux broches de filature.
334681. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Mattei (D.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux machines à teindre le coton en rubans de cardes.

334682. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Willcox (J.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux hélices pour bateaux.

334683. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Helbinghaus (H.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Disposition hygroscopique applicable aux récipients à bonsbons, produits pour la préparation d'aliments et boissons.

334684. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Raison commerciale Chemische Fabrik Griesheim-Elektron, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication d'électrodes pour des applications électrolytiques.

334685. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Raison commerciale Chemische Fabrik Griesheim-Elektron, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de transformation des chromates en bichromates avec production d'alcali.

334686. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Compagnie pour la fabrication des compteurs et matériel d'usines à gaz, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Volant pour compteur à gaz.

334687. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Eckstein (H.-A.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Nouveau dispositif de boîte d'essieu.

334688. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Hamilton (W.-E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Chargeuse pour exploitations minières et autres.

334689. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Hamilton (W.-E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Chargeuse pour la manutention de la houille et autres matières.

334690. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Société Automatic Time Switch Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Contrôleur de circuits pour signes électriques à effets changeants.

334691. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Belmère (J.-B.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux voitures automobiles.

334692. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Société Meesters Projection Ges. mit beschränkter Haftung, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour la reproduction des scènes animées et parlantes.

334693. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Ahlstrom (C.-A.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Perfectionnements dans le mécanisme des pianos.

334694. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Doignon (A.-L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés au chronographe *Le Boulengé-Bréger*.

334695. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Ball (H.-P.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif destiné à l'usage des instruments de musique en vue de reproduire les morceaux exécutés.

334696. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Société Knosalla Mielisch et C^{ie}, représentée par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Machine pour la fabrication des verres à vitres ou en tables.

334697. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Société H. et A. Dufaux fils, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Carburateur perfectionné.

334698. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Boyce (W.-D.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés aux chaudières et à leurs boîtes à feu.

334699. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Alexis-Godillot (G.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Foyer à grilles mécaniques multiples réalisant l'uniformité de l'épaisseur du combustible, le chargement et le déchargement continus.

334700. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Ferrero (M.) et Franchetti (A.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Procédé et dispositif pour l'utilisation des huiles difficiles à volatiliser dans les moteurs à combustion intérieure.

334701. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Ferrero (M.) et Franchetti (A.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Moteur à combustion intérieure à deux temps.

334702. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Société K. Oetler, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Procédé pour la fabrication des matières colorantes à mordant.

334703. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Schaufelberger (W.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Dispositif évitant toute tension dangereuse dans les circuits à faibles courants.

334704. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Töpfer (K.), représenté par Grimaud et Folin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Machine à épandre l'engrais.

334705. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Candiot (E.-L.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Ciment artificiel.

334706. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Sachs (J.), représenté par la société Brandon-frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Fusible pour coupe-circuits.

334707. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Kühl (W.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Procédé pour augmenter la puissance des moteurs à explosion à quatre temps.

334708. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Imgraben (G.), représenté par Gardet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Collier de harnachement perfectionné.

334709. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Holzer (O.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Jante pour roue de véhicule.

334710. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Holzer (O.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Bandage de roue pour véhicules.

334711. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Manger (H.-K.-J.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Traverses métalliques.

334712. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Raison commerciale Chemische Fabrik Griesheim-Elektron, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de désagrégation des minerais de fer chromé en vue de la préparation du chromate de potassium.

334713. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Small (D.-B.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de siège à lames tournantes pour les endroits exposés aux intempéries.

334714. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Reddöhl (H.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Echapement à ancre.

334715. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Grange (H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tire-fond de sûreté.

334716. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Smallbone (H.-E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine rotative à pistons multiples.

334717. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Société Moelline Lubricating Company, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau procédé de graissage.

334718. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Steinmetz (P.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Combusteur doseur pour moteurs à explosion.

334719. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Cohen (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Arrêt de jupe perfectionné.

334730. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Kershaw (J.-L.), représenté par la société *Ch. Thirion et J. Bonnet*, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux bibliothèques à sections:

334731. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Starrett (W.-W.), représenté par la société *Ch. Thirion et J. Bonnet*, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour la projection des luides.

334732. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Clerget (P.), représenté par la société *G. et P. de Mestral*, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Mécanisme de transmission de mouvement d'un essieu moteur à des fusées de direction articulées.

334733. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Rivière (F.-J.-C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux scies.

334734. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Van der Père (S.), représenté par Decatoire, rue Saint-Firmin, n° 24, à Saint-Maurice-Les-Lille (Nord). — Protecteur imperforable applicable aux pneumatiques d'automobiles et autres véhicules.

334735. Brevet de quinze ans, 29 mai 1903; Gellmand (J.-B.), Grand'place, n° 24, à Ham (Somme), édisant demielle chez M. Dumoulin, à Paris, rue Boissière, n° 19. — Enregistrement régulier des ondes sur les disques pour machines parlantes.

334736. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1903; Knudsen (P.), représenté par Muzet, à Paris, rue de Richelieu, n° 41. — Procédé de production de bases aminiques des séries grasses et aromatique au moyen de la réduction électrolytique.

334737. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1903; Kratzsch (C.), représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Manivelle de pédale avec changement de levier automatique.

334738. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; Angles (A.-J.), boulevard Ozer-Sazraut, n° 4, à Carcassonne (Aude), et Juppont (P.-L.), allée Lafayette, n° 55, à Toulouse (Haute-Garonne). — Procédés et appareils pour le sulphydage des végétaux.

334739. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1903; La Force (H.-J.) et Maurice (E.-C.-P.), représentés par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Chambre noire portative et pliante pour photographes.

334740. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Magny (C.), à Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire). — Tendeur.

334731. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Echivard (P.), dit Georges, rue Fondaudège, n° 213, à Bordeaux (Gironde). — Dispositif nouveau pour boîtes de plaques photographiques.

334732. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Villumara (M^{re} M.), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'escalier articulé pour courbes équestres.

334733. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Garin (P.) et Moirez (F.), représentés par Corroyer, rue Denis, n° 26, à Amiens (Somme). — Relèveur de récoltes versées pour moissonneuses, système *Garin et Moirez*.

334734. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Bonnard (H.), rue des Hauts-Pavés, n° 27, à Nantes (Loire-Inférieure). — Cheminée calorifère hygiénique chauffant par rayonnement et par l'air chaud.

334735. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Trigwel (J.-R.), Storer (J.) et Scott (A.-B.), représentés par la société *Marillier et Robelet*, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux freins de bicyclettes.

334736. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Société Félix Corpelet et A. Dupré, à Romilly-sur-Seine (Côte-d'Or). — Nouvel appareil à jours pour métiers à bonnetterie.

334737. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Schulte-Steinberg (H.), représenté par Berthé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Perfectionnements à la fabrication des triques de latices de hauts fourneaux.

334738. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Kupper (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de bouton métallique et son procédé de fabrication.

334739. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Pierrard (D.-J.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Système de bec renversé à incandescence par le gaz.

334740. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Bode (P.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Parachute pour élévateurs de toute sorte.

334741. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Steinle (G.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Dispositif aspirateur d'air pour wagons de chemins de fer.

334742. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Argles (A.-C.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système perfectionné d'appareil à payement préalable pour permettre de consulter un annuaire ou autre livre.

334743. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Rylatt (M.-H.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Raccord perfectionné pour tuyaux.

334744. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Reichenbach (F.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Régulateur pour machines motrices.

334745. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Lister (J.-T.), Redington (J.-C.-O.) et Snively (W.-A.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Support pour manchons à incandescence.

334746. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Société anonyme des plaques et papiers photographiques J. Jouglu, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil photographique perfectionné.

334747. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Bonneau (J.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Châssis de clichage pour l'obtention de matrices stéréotypes.

334748. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Sachs (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Fusible pour coupe-circuits.

334749. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Mennig (E.) et Picard (G.-D.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Disposition perfectionnée pour l'alimentation méthodique des appareils de chauffages industriels, séchoirs, etc., au moyen de la vapeur d'échappement des machines à condensation.

334750. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Société The Fietz preliminary Syndicate limited et M. Grist (C.-J.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements apportés aux mélanges et aux appareils pour carburer l'air pour l'éclairage, le chauffage, la force motrice et autres usages.

334751. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Planche (C.-L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Enveloppe opaque.

334752. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Société Wanner & C^e, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à tourner et à percer automatique à plusieurs tiges.

334753. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Gallier (A.), quai de Paris, n° 41, à Rouen (Seine-Inférieure). — Diaphragme amplificateur et tendeur pour phonographe et graphophone.

334754. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Société Jules Buffaud et A. Tavian, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 27, à Lyon (Rhône). — Nouveau système d'allumage électrique à étincelles multiples et simultanées pour moteurs à explosion et autres applications.

334755. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Vallée (F.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Brosse à parquets.

334756. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Bartlett (J.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux lampes à acétylène.

334757. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Leloup (A.-J.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Fausse-équerre.

334758. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Raison sociale K. S. Schültz Söhne, représentée par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Procédé de fabrication d'un article remplaçant la mosaïque de verre.

334759. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Grünig (J.-P.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil laveur à brosses pour bouteilles.

334760. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Sachs (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provençe, n° 59. — Fusible pour coupe-circuits.

334761. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Nathan (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé pour l'aurification des dents.

334762. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Dann (A.-C.-F.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux changements de vitesse à variations continues, ainsi qu'aux encliquetages et aux mécanismes de changement de vitesse qui s'y rapportent, perfectionnements applicables en partie à d'autres usages.

334763. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Burckhardt (A.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Soupape à mouvement libre pour pompes à fluides liquides et gazeux.

334764. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Durand (P.) et de Laistre (E.), représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux dispositifs pour rendre indéserrables les écrous.

334765. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Société Fleischmann & Bloedel, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux pistolets d'enfants.

334766. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Lake (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tondeuse perfectionnée pour gazon.

334767. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Lyon (G.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé perfectionné de tréfilage.

334768. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Archambault (M.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif de suspension pour pantalons.

334769. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Hensel (R.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Soupape pour branchement sur conduites principales.

334770. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Société The Union Bag and Paper Company, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à découper le papier pour enveloppes.

334771. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Société The Union Bag and Paper Company, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à fabriquer les enveloppes.

334772. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Pauchot (P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction des murs en ciment armé.

334773. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Adnet (E.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau crachoir hygiénique.

334774. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; La Force (H.-J.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Lit pliant et portatif.

334775. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Serre (J.-P.), représenté par Taillier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Nouvel appareil de récupération des chaleurs perdues des chaudières à vapeur.

334776. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Westinghouse (C.), représenté par Taillier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Procédé et appareil pour la fabrication du gaz.

334777. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Oudra (F.), Kaehr (M.-V.), Triaka (C.) et Perka (E.), représentés par Gudmann, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Système de bouchage antifrauduleux.

334778. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; M^{me} Schenkel (née E. Kriegl), représentée par Stutz, à Paris, rue Notre-Dames-Victoires, n° 48. — Système de corset ceinture.

334779. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Janhart (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle lampe.

334780. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Société d'électricité Nilmelior, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif permettant d'effectuer l'allumage des moteurs à explosion à un ou plusieurs cylindres.

334781. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Blume (M^{me} M.), représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé pour remplir de liquides gazeux des bouteilles et pour boucher celles-ci de façon qu'elles soient hermétiquement exposées.

334782. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Hache (F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'un agglutinant en vue de l'agglomération des poussières de houille.

334783. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Hache (F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de carbonatation de l'alcool.

334784. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Roberts (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux fenêtres.

334785. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Bradley (C.-S.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans la réduction des minerais de fer et d'autres métaux.

334786. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Koch (H.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Transporteur monorail aérien.

334787. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Bradley (P.-B.), représenté par Remy, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moulin broyeur centrifuge.

334788. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Edgerton (G.-M.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bretelle.

334789. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Sachs (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Fusible pour coupe-circuits.

334790. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Rauter (A.-H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 65. — Appareil pour grimper sur les colonnes, les mâts, etc.

334791. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Busset-Schiller (P.), à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 21. — Régulateur différentiel.

334792. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Engelsfried (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compteur d'eau.

334793. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Perdu (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Paravent pour terrasses, etc.

334794. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Malhère (E.), Malhère (L.) et Malhère (A.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication mécanique des tissus à mailles, dentelles, tresses et passementeries sur métiers circulaires.

334795. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Société l'Aster, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Carburateur à gicleur à jet rebroussé.

334796. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Société G. Courtot et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil destiné à l'impression par les couleurs à l'état pulvérisé.

334797. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Société pour l'industrie chimique à Bâle, représentée par Bloch, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de teinture au moyen des colorants sulfurés (sulfurés).

334798. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Pichery (L.-L.), boulevard Daviers, n° 7, à Angers (Maine-et-Loire). — Pot d'échappement avertisseur.

334799. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Lombard (E.), rue Brateuil, n° 12, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Procédé de fabrication électrolytique de sulfate de cuivre.

334800. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Bretin (J.-A.) et Reubens (R.), représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Mécanisme de transmission de mouvement pour voitures automobiles.

334801. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Maison commerciale Ferd. Emil Jaegenberg, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Machine pour fermer les angles des boîtes en carton.

334802. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Thomas (J.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Perfectionnements apportés aux bouteilles irremplissables.

334803. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Bremer (H.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Lente à galets.

334804. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Société Williams & Robinson Limited, représentée par la société G. et E. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les moteurs à explosion.

334805. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Forcke (C.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé pour la cuisson de pains creux tubulaires.

334806. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Société pour l'exploitation industrielle du sable, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Matériau.

334807. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Hill (B.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil propre à la démonstration et à l'étude de problèmes militaires et navals.

334808. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Michael (J.-B.) et Roberts (T.-P.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à roder.

334809. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Sachs (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Coupe-circuit fusible.

334810. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Gautier (F.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disposition pour tracer les ébauches de faux-cols, manchettes, plastrons, etc.

334811. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Ismer (G.), représenté par Cassinoga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Presse à emboutir les fonds de chaudières.

334812. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Ismer (G.), représenté par Cassinoga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine à onduler les tubes.

334813. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Lindemann (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Soupape automatique à clapet.

334814. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Martin (A.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Plaques pour bordures de jardins.

334815. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Société Continental Match Compagnie, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machin à couper les allumettes.
334816. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Moulin (P.-A.-M.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux inscriptions pour couronnes funéraires et articles similaires.
334817. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Société Mimard, Blachon et C^{ie}, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif de transmission à changement de vitesse dit *Rétrodirect*.
334818. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Société Mimard, Blachon et C^{ie}, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Frein à jante applicable notamment aux cycles.
334819. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Paris (P.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mécanisme de changement de vitesse à mouvement différentiel.
334820. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Société O. et H. Keller, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Boîte pour ramification électriques pouvant aussi être utilisée comme commutateur à fiche et comme régulateur de plafond.
334821. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Kemble senior (W.) et Kemble junior, représentés par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 11. — Nouveau dispositif pour le nettoyage des tubes de chaudières à vapeur ou autres appareils tubulaires.
334822. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Société Mather and Platt Limited, représentée par Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les pinces pour machines à arramer ou étirer et leur équivalent.
334823. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Blessin (R.), représenté par Grize et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Allumoir.
334824. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Hedderich (J.), représenté par Vauvart, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Fausset à ouverture et fermeture automatiques.
334825. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Schubert (F.), représenté par Fouchier, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Broderie.
334826. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Société Missouri Locovolo Compagnie, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés aux générateurs de vapeur.
334827. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Société anonyme Les Ateliers Industriels pour la construction de wagons et de machines, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Disposition de turbines à vapeur comme moteurs d'automobiles.
334828. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; De Naeyer (T.), représenté par Desbats, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil pour le traitement des matières textiles.
334829. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Booker (B.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Raieau de scierie détachable pour navires.
334830. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Callahan (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux mesures.
334831. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Seah (A.) et Schünemann A. G., représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Procédé de fabrication d'un agent de destruction du phylloxéra.
334832. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Wallace (J.-A.) et Smith (J.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Perfectionnements aux talons de chaussures.

334833. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Séguin (L.-L.-A.) et de Roussy de Sales (J.-F.-G.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Procédé de fabrication industrielle du caoutchouc.

334834. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Greten (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'étaupinoir.

334835. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Société dite *Farbwerke W. A. Hospelt Ges. mit beschränkter Haftung*, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle couleur blanche à l'huile et son procédé de fabrication.

334836. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Govan (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil de commande pour automobiles.

334837. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Véry (H.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Nouvelle lettre lumineuse en relief.

334838. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Société dite *The Steel Nut and Joseph Hampton limited & Thomas Hampton*, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements apportés aux crics.

334839. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Arbel (P.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Châssis en tôle emboutie d'une seule pièce pour voitures automobiles.

334840. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Renard (C.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Système de trains à propulsion continue.

334841. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Croissant (C.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Attaches à rotation pour courroies.

334842. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Lapisse (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bandages pneumatiques.

334843. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Stiehle (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cylindre collecteur pour filatures, etc.

334844. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Gilardoni (H.), représenté par Armentand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de retailage mécanique des tuiles.

334845. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Thévenin (A.), représenté par Parmentier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 29. — Procédé de fabrication économique des nasses en fil de métal et autres engins du même genre.

334846. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Haythorn (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Chaudière de locomotives.

334847. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Société Henry R. Worthington, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à action directe à compensation.

334848. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Koppermann (W.-A.), représenté par Laisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Boîte de construction destinée à l'enseignement.

334849. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Burnett (C.), représenté par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Perfectionnements apportés aux bandages pour roues de voitures motrices et autres véhicules.

334850. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Talon (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Radiateur vertical à réservoir d'eau.

334851. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Morris (W.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux loits portatifs.

334852. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Ghemminde (G.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Sabots de roulement pour roues à bandages pneumatiques.

334853. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Kahn (J.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Poutres composites employées dans le bâtiment et autres travaux de construction.

334854. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Genty (H.-F.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Clapet d'aspiration d'une seule pièce et à course indéterminable.

334855. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Maison Marx & Co, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Ciseaux de poche s'ouvrant par détente.

334856. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Salomon (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux tringlès d'escaliers et d'aménagement.

334857. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Compagnie «Duplex», représentée par la société Ch. Thirion et J. Bormet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux moteurs à explosions ou à combustions.

334858. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Jassé (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Carte postale; carton, etc., avec pièces annexées disposées sous une couverture.

334859. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Pratt (T.) et King (C.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines pour presser et apprêter le drap.

334860. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Charlin (L.) et Santiot (J.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les armes de chasse à deux corps avec ou sans chien.

334861. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Mahn (A.-H.-H.), représenté par Vauthardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Outils servant à lisser les bords du linge repassé, notamment des faux-cols.

334862. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Lake (S.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 54. — Bateaux semi-sousmersibles.

334863. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Cadot (A.-E.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Appareil photographique de poche pouvant se plier ou se déployer suivant les besoins.

334864. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Société dite *The International Automobile Manufacturing Company limited*, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Système de graissage mécanique à débits alternatifs fonctionnant pour chaque cylindre sous la commande de la distribution dans les moteurs d'automobiles.

334865. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Firma J. Carl Hauptmann Elektromotoren Werke G. m. b. H., représentée par la société Matray frères et Co, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Générateur de vapeur.

334866. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Compagnie pour la fabrication des compteurs et matériel d'usines à gaz, à Paris, boulevard de Vaugirard, n° 16. — Horloges change-tarif automatique.

334867. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Spiegel (S.), représenté par Stuenkel, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Corps solide ou creux et transparent destiné à fermer l'ouverture de la tige de bottines, souliers, etc., mis à l'étalage.

334868. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Hirschberg (S.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Thermomètre médical à gaine protectrice.

334869. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Société Henry R. Worthington, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme de distribution pour machines à vapeur duplex.

334870. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Taylor (H.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Ferme-jupes.

334871. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Less (J.) et Methuen (J.), représentés par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Bandage pour automobiles et autres véhicules.

334872. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Flaudou (B.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Maube, n° 48. — Ouvre-monnaie.

334873. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Matlocks (P.-R.) et Grafflin (J.-L.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à vapeur relative.

334874. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Mennweg (J.) et Mennweg (D.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour obtenir des effets à deux ou trois nuances sur les tissus de soie ou les tissus soie et coton par l'impression d'un seul mélange de couleurs.

334875. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Prochaika (C.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cible de guerre perfectionnée.

334876. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Société Conservefabrik Lanzburg, vormals Henckell & Roth, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à trier les pois.

334877. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Société A. Vautier et C^e, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Disposition de fraise et de perçage sur tours de toutes hauteurs de pointes marchant au pied ou au moteur.

334878. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Berthier (G.-E.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Mouture à galet pour panneaux de fermetures à coulisses ou glissières.

334879. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Despons (L.-A.) et Godefroy (P.-A.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de pompe.

334880. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Société Bauchet et Sinigra, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boucles pour bretelles, ceintures, etc.

334881. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; De Dism (A.) et Boulem (G.), représentés par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Radiateur pour voitures automobiles.

334882. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Société dite The Printing Arts Company limited, et MM. Black (W.) et Mosbray (F.-H.), représentés par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Machine à imprimer en couleurs.

334883. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Société dite The Printing Arts Company limited, et MM. Black (W.) et Mosbray (F.-H.), représentés par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Machine à imprimer en couleurs.

334884. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Société dite The Printing Arts Company limited, et MM. Black (W.) et Mosbray (F.-H.), représentés par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Machine à imprimer en couleurs.

334885. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Pittiot fils (J.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Produit pour nettoyage.

334886. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Boyeux (A.) et Prud'hon (F.), représentés par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Procédé de peinture sur tissus.

334887. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Baj (C.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Câble à noix pour commande des vis de mine en large ou en étroit pour machines à dérompre et décailler les tissus.

334888. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Creste (H.), représenté par Moulvaux, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Machine à arracher les queues des cerises et autres fruits à queue.

334889. Brevet de quinze ans, 2 avril 1903; Gourdeux (A.-N.), rue des Puits-Clos, n° 19, et Puges (T.), rue des Lois, n° 11, à Toulouse (Haute-Garonne). — Modérateur à gaz.

334890. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Société Fd. Bertrand et C^{ie}, chemin des Pins, n° 29, à Lyon (Rhône). — Procédés de baignages successifs pour l'apprentissage des tissus, avec intervalles de sèche entre chaque baignage, sans discontinuité.

334891. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Société United States Fibre Stopper Company, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Fermeture pour vases de tous genres.

334892. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Harmet (H.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé d'alliage de la fonte par pulvérisation.

334893. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Société Schweiz Gasapparatenfabrik Solothurn, représentée par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Réchaud à alcool économique sans mèche.

334894. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Britten (T.-J.), Abbot (C.-W.) et Kelly (C.-F.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Perfectionnements dans les hausses de fusils.

334895. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Société Gesellschaft für drahtlose Telegraphie, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Dispositif de montage pour la production d'oscillations électriques rapides.

334896. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Patterson (J.-G.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à entailler les couches de houille.

334897. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Barbier (A.-J.-M.-M.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Thermo-siphon refroidisseur pour voitures automobiles.

334898. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Société A. Vautier et C^{ie}, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Étau à serrage parallèle et oblique instantané par crémaillère.

334899. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Société A. Vautier et C^{ie}, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine à poinçonner horizontale et verticale à commande unique.

334900. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Pasi (F.), à Paris, rue Jouffroy, n° 17. — Découpeur-sertisseur pour l'ouverture des boîtes de conserve en fer-blanc et pour éviter les blessures et coupures à la main.

334901. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Bussac (G.-A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Générateur de vapeur thermo-siphon pour le chauffage et tous autres usages.

334902. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Tauer (G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour la dessiccation du sang animal.

334903. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Anderruti (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif d'assemblage perfectionné.

334904. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Franke (T.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Poutrelle de fer à T avec âme ondulée pour constructions en béton.

334905. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Fredenburgh (G.-A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif tendeur de fil pour encollage.

334906. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Firme J. en K. Smith, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux dragues aspirantes.

334907. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Higgins (C.) et Murray (D.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux poulies motrices, roues de friction, etc.

334908. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Glasel (C.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à tanner.

334909. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; David fils (P.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement apporté dans les pompes.

334910. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Société Veuve E. Colmont, Valette et C^e, représentées par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de jumelle pliante à fermeture et ouverture automatiques d'une seule main.

334911. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Miller (G.-H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'ancrage des câbles et barres de tension.

334912. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Clément (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Disposition des organes commandant la régulation pour moteurs de véhicules automobiles.

334913. Brevet de cinq ans, 29 août 1903; Guérin (M.-G.), au camp du Ruchard, commune d'Avon (Indre-et-Loire). — Appareil de pointage dit : *le Visographe*.

334914. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Chevalier (T.), rue Bourgneuf, n° 11, à Saint-Étienne (Loire). — Roue libre à rochets.

334915. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Société anonyme des plaques et papiers photographiques A. Lumière et ses fils, représentée par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Nouveau procédé permettant de développer les plaques et les papiers photographiques à la lumière, sans utiliser de lanterne munie de verres colorés.

334916. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Giraudet (G.) et Neuberger (A.), à Paris, rue Taine, n° 15. — Savon au jus de citron.

334917. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Gendre (C.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Composition destinée à remplacer la céruse et le blanc de zinc dans la préparation des peintures.

334918. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Eichner (W.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Système de grip pour la traction funiculaire se fermant sous le poids du wagon.

334919. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Walowsky (L.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Altrape-mouches.

334920. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Lecomte (P.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Chariot à déclenchement automatique pour pompes à incendie.

334921. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Barry (J.-H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Chaîne de transmission pour automobiles, cycles, etc.

334922. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Debruyne-Lefebvre (G.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux broches des rotas d'encolleuses, de pareuses et d'ourdissiers.

334923. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Müller (M.-S.) et Kléc (C.), représentés par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Vernis remplaçant le vernis à l'huile de lin.

334924. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Couteau (J.-C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de buste reproducteur.

334925. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Société Limousin et C^e, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour la fabrication des cachets médicamenteux.

334926. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Dodon (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé de fabrication des lettres, caractères, attributs, etc., en verre ou en cristal bombé ou demi-bombé.

334927. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Lelaun (E.-J.-R.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de capsule à pinceau pour flacons.

334928. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Dupuis (A.-R.), Curry (J.) et Staebler (J.-M.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux fours à incinérer les détritus, etc.

334929. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Ducnot (H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux cannares.

334930. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Société par actions ci-devant F. Martini et C^{ie}, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Guide-fil pour machines à brocher au fil.

334931. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Chase (C.-D.) et Dole (E.-P.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux bouteilles irréemplissables.

334932. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Bréchet (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de voitures automobile ou à traction animale pour l'enlèvement rapide des gazonnes.

334933. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Simoutre (E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Production d'images à sujets combinés avec effets de transparence.

334934. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Peters (W.) et Fitté (H.), représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Boîte ou armoire à vases ou à réclames.

334935. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Hamilton (E.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Méthode perfectionnée pour régler la vitesse des machines à vapeur et autres.

334936. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Raison sociale Hurlimann et Blume, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Robinet à gaz à commande hydrodynamique pour installation de bains chauffés au gaz, etc.

334937. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Belot (E.), représenté par Bichon, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Appareil extracteur des alcaloïdes contenus dans les extraits végétaux liquides.

334938. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Thury (R.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 24. — Dispositif destiné à réduire ou supprimer les étincelles aux collecteurs des dynamos et moteurs électriques.

334939. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Muswieck (H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux tables de nuit.

334940. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Giesen (H.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Barreaux métalliques pour clôtures.

334941. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Société dite *Allgemeine Elektro-Metallurgische Gesellschaft m. b. H.*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé d'extraction des métaux lourds au moyen du chlore.

334942. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Société O. Compain, E. Flachot et C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication et le montage des roulettes de meubles.

334943. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Samain (F.), représenté par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Compteur de fluides.

334944. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Raison sociale Chemische Fabrik Marienhütte, représentée par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Procédé de fabrication de lithopone résistant aux intempéries et à la lumière.

334945. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Chronet (F.-L.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de mordançage du coton.

334946. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Cantono (E.), représenté par Armand grand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau type de trolley.

334947. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Paul (J.-H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication de l'acide cyanhydrique et des cyanures.

334948. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Fugère (H.-E.) et Churchill (F.-W.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux pianos électriques et autres instruments de musique analogues.

334949. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Bretin (J.-A.), représenté par Bonnard et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Enveloppe de circulation d'eau à fond rapporté pour moteurs à explosions.

334950. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Bretin (J.-A.), représenté par Bonnard et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Système de commande de soupape pour prolonger la détente des gaz dans les moteurs à explosions.

334951. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Kalliwoda (M^{me}), née de Halden (J.), représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bouton en fil fait au crochet sans armatures métalliques.

334952. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Stead (J.-E.) et Richards (A.-W.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements à la fabrication des rails, barres, etc., en acier, ainsi qu'aux machines ou appareils employés à cet effet.

334953. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Vicars aîné (J.), Vicars (T.) et Vicars jeune (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif régulateur de la tension des chaînes pour fours à transporteurs sans fin.

334954. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Davis (D.-W.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux freins de wagons.

334955. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Brown (W.-H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pare-pous-sières pour automobiles.

334956. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Ponsolle (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pont-atelier pour mines et carrières.

334957. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Schréber (K.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Procédé pour le fonctionnement des moteurs à explosion.

334958. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Girouard (V.) et Bages (N.), représentés par Brunet, à Paris, rue Montpensier, n° 30. — Tachymètre avertisseur pour véhicules à grande vitesse.

334959. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Parfitt (S.), représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les composés métalliques ayant pour constituant principal du fer partiellement ou complètement décarbonisé.

334960. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Lechambre (J.), représenté par Maulvaud, à Paris, rue du Béthelien, n° 15. — Machine cardeuse, peigneuse et défaitresse de laines et de crins.

334961. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Carpenter (A.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 91. — Perfectionnements apportés aux agrafes.

334962. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Kuljis (J.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Générateur de gaz acétylène.

334963. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Société J. B. Colt Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Générateur d'acétylène.

334964. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Cooper (H.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à mouler.

334965. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Faller (E.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux installations téléphoniques à intercommunication directe.

334966. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Morrow (A.-P.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Frein à contre-pédalage.

334967. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Reed (S.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de communication électrique par voie de sélection spécialement applicable aux circuits téléphoniques.

334968. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Jaubert (P.), représenté par Chenault, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Fers à bœuf fabriqués mécaniquement.

334969. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Spicer (C.-W.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux joints universels.

334970. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Bourcart (M.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Machine à voler.

334971. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Société anonyme des anciens établissements Orenstein & Koppel, représentée par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Système de fixage pour wagonnets à bascule.

334972. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Fischmann (M.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Serrure à combinaisons de forme plate, spécialement applicable aux porte-monnaie, portefeuilles, etc.

334973. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Bonin (J.) et Vavasseur (L.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de projections pour corps opaques.

334974. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Deutsch (S.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine hydraulique à classer les minerais.

334975. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Herklotz (C.-M.) et M^{me} Hösel-barth (C.-E.), née Herklotz, représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux parapluies.

334976. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Thomas (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Conduites tubulaires en plusieurs parties pouvant être nettoyées sans être démontées.

334977. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Wille (L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compteur horaire de courant.

334978. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Paillet (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de pivot à billes avec cames et guides pour billes.

334979. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Legrand (V.), à Paris, rue des Grandes-Carrières, n° 27. — Perfectionnements aux robinets fermant seuls et moyen de produire l'intermittence avec débit limité.

334980. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Müller (G.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Procédé de fabrication de fonte brillant.

334981. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Martin (S.-F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de jouet mécanique constitué par un petit sujet montant à une échelle.

334982. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Brunet (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bonnet pour chevaux dérobeurs ou ne partant pas au départ dans les courses.

334983. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Quentin (G.), représenté par Benoît, à Paris, rue de Paradis, n° 46. — Procédé de fabrication des boulets et briquettes de houille

334984. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Augoyard (C.-M.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de gymnastique à contrepoids gradués.

334985. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Darzens (G.-A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moyen avec articulation pour essieux directeurs de véhicules automobiles.

334986. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Descubes (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de manœuvre des aiguilles et signaux de chemins de fer au moyen de leviers correspondant aux joints d'entrée et de sortie de la zone protégée.

334987. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Stiel (A.), rue Jules-David, n° 35, aux Lilas (Seine). — Distributeur d'eau marchant automatiquement pour les appareils à gaz d'acétylène.

334988. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Brock (W.), représenté par Grimont et Pollin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Nouveau système de cric.

334989. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Barker (A.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux jumelles pliantes ou de poche.

334990. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Buckesfeld (O.), représenté par Aubard, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Système d'aiguillage pour changements de voie.

334991. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Frankinet Kirby (J.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine rotative et automatique à fletter les bords des verres coupés.

334992. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Leroy (L.) et Leroy (P.-E.), représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Vernis coloré.

334993. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Montupet (A.), à Paris, rue de la Voûte, n° 19. — Nouveau procédé de préparation ou cuisson de l'asphalte.

334994. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Weibel (J.-M.) et Kohlhauf (A.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Assemblage à éclisses des rails de chemins de fer.

334995. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Bullmer (A.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Extracteur de miel.

334996. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Société The New York Air Brake C^o, représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux freins à air comprimé.

334997. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Rogler (M.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Jouet d'enfant.

334998. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Diplock (B.-J.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les tracteurs et autres véhicules.

334999. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Bauermeister (G.-L.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Outil permettant de percer le cuir ou d'autres matières analogues, d'y fixer des œillets, crochets ou boutons ou d'en détacher ces organes.

335000. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Forrest (W.-C.), Forrest (W.) et Hinchliffe (S.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux cartes à drosser et à condenser.

335001. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Catier (E.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Gazogène à gaz pauvre.

335002. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Janvier (A.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Perfectionnements aux lettres et motifs lumineux.

335003. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Nielson (veuve), née L. Leontov, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Boulon indécassable.

335004. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Vendier (J.) et Toulon (P.), représentés par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Carrosse à gaz.

335005. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Société anonyme des toiles et produits émaillés de Kirrweiler, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Queue métallique pour ustensiles de cuisine.

335006. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Vincent (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements au revêtement des meubles et autres objets roulants.

335007. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Von Pittlan (J.-W.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moulinetatif.

335008. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Société Gouppez, Chapin et Co., représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux pompes.

335009. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Fabre (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Enveloppe de papier.

335010. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Hargreaves (J.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux électrodes pour électrolyse.

335011. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Brouillard (M^{re} M.), à Paris, rue Bachaumont, n° 3. — Système de fixation prompt et parfaite sans point de couture, pour ténis, des tissus destinés à recevoir tous travaux à la main de tapisserie, broderies, etc.

335012. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Banké (L.), Raison sociale Dapés Tarsa et M. Balla (A.-S.), représentés par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Dispositif de commande.

335013. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Schelviom (L.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour l'extraction de l'anthracène brute.

335014. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Brémer (H.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Frein pour véhicules.

335015. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Baumgartner (A.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Moyen pour faciliter la réparation des fils de chaîne cassés dans les métiers à tisser.

335016. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Gumbertmann (W.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Chambre noire photographique construite en largeur, transposable en hauteur avec dispositif stéréoscopique.

335017. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Moya (Hidalgo) dit Dalgo, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines à écrire.

335018. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Van der Veene (G.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appareil servant à mesurer la température de l'eau de refroidissement des moteurs à vapeur.

335019. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Méran (M.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appareil mixte à explosions et à air comprimé.

335020. Brevet de quinze ans, 27 avril 1903; Schwarzhaupt (A.), représenté par Burgh, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Carburateur à fonctionnement continu.

335021. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Société Buhler frères, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Presse pour papiers à taires.

335022. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Laka (H.-W.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour fixer sous le menton les voilettes, etc.

335023. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Lefebvre fils (A.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux graisseurs.

335024. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Folger (H.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bouchon d'allumage électrique.

335025. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Charles (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de jeu instructeur lumineux.

335026. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Société Roilf, Le Breton et C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de vaporisateur multiple.

335027. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Gervad (P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif destiné au déchirage des capsules de bouteilles.

335028. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Société Guillet-Pelletier fils et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de grilles en fer creux simulant les barreaux et les traverses à section carrée en fer plein.

335029. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Chaila (H.) et Pollemer (A.), représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Composition réfrigérante liquide lubrifiante.

335030. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Société Batay et C^{ie}, représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouvelle courroie en poil de chameau, à âme métallique, pour transmissions de mouvement.

335031. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Kaesler (M.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Frein d'ensouple pour le tissage.

335032. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Gebhardt (C.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux tubes congélateurs pour le fonçage de puits profonds.

335033. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Carr (W.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil de publicité à tableaux-réclame changeants.

335034. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Gerhardt (A.-H.-L.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Appareil à distiller.

335035. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Cayez (B.-F.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Moulin pour noix muscade ou corps similaire.

335036. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Meyer (G.), représenté par Gardet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil pour mesurer et enrouler les tissus.

335037. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Tricoche (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Poteau télégraphique en fer et ciment.

335038. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Lacroix (L.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de propulsion des charges.

335039. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Lang (C.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Salière perfectionnée.

335040. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Weber (G.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil vérificateur de l'allumage des moteurs à explosions.

335041. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Société E. W. Bliss Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de propulsion pour torpilles automobiles.

335042. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Necker (M^{re} A.) et M. Lamber (M.), représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé et machine pour coudre les registres.

335043. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Köhne (A.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Refève-jupe.

335044. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Roberts (E.-F.-F.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Piston de machine à vapeur.

335045. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Raison sociale Bach & C^e, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Bandage herniaire.

335046. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Stenp (L.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Appareil pour l'utilisation des débris et de la cendre.

335047. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Villet (E.), représenté par Perrée, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements apportés aux traverses de chemin de fer.

335048. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Strauch (E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à couler.

335049. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Maizier (F.-J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Broyeur espadeuse ou simple déboiseuse, à volonté, de toutes plantes filamenteuses à l'état vert ou à l'état sec.

335050. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Stein (L.), représenté par Denis, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Réveille-matin électrique.

335051. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Vitali (G.) et Vitali (A.), représentés par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine hélicoïdale centrifuge autorégulatrice à fouler le raisin.

335052. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Société J. & J. Schoenfeld frères, représentée par Pichon, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Ballon à fermeture à clef pour jeux et sports.

335053. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Houdayer (E.), représenté par Seauve, à Paris, boulevard des Capucines, n° 35. — Nouveau système d'étude à infection.

335054. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Ferrell (J.-L.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements dans la préservation du bois.

335055. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Ferrell (J.-L.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements dans la préservation du bois.

335056. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Anderson (W.-J.) et Ibbes, représentés par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Garniture protectrice pour cuirs à chapeaux.

335057. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Howatson fils (A.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Buvard perpétuel.

335058. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Société Pfaff & Schlander, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — L'ercense pour la fabrication des parapluies.

335059. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Meyer (G.), représenté par Gardet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de jalouse.

335060. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Villevé (H.-P.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bandage protecteur protégé.

335061. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Smith (S.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour l'évacuation de l'eau de condensation des cylindres de séchage.

335062. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Budge (G.-S.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour maintenir les feuillets des livres.

335063. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Wolff (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de brûleur pour combustible liquide.

335064. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Dresco (veuve L.), née Tourret (M.), représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Seau hygiénique.

335065. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Baurand (H.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Nouveau protecteur pour bandages pneumatiques d'automobiles et cycles.

335066. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Dubuisson (C.), représenté par Sée, rue d'Amiens, n° 15, à Lille (Nord). — Perfectionnements aux instruments de mesure.

335067. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Monamy (W.-A.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour mettre les papiers en liasse.

335068. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Zielinski (C.) et Léger (E.), représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Pince universelle pour couper et serrer.

335069. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Beaulieu (D.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Avertisseur automatique d'incendie.

335070. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Hillcoat (H.-V.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Coussinet combiné à billes et à rouleaux.

335071. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Dolbear (C.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de fabrication de la soude caustique.

335072. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Richter (R.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à récolter les pommes de terre.

335073. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Société Maatschappij tot vervaardiging van Snijmachines volgens van Berkel's Patent en van Andere werktuigen, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à couper le pain avec couteau circulaire rotatif disposé dans un bras oscillant.

335074. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Stephan (F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Distribution pour machines rotatives.

335075. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Reeves (C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Piston-valve.

335076. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Archambault (M.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Caniveau électrique à protection pneumatique.

335077. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Krivanek (J.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé et appareil propres à la production du sucre en plaques, blocs, etc.

335078. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Hoffmann (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour l'élevation des liquides.

335079. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Zubalof (I.-L.-G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement dans la régulation de la vitesse des machines dynamo ou magnéto-électriques à courant continu destinées à l'allumage des moteurs à explosions.

335080. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Schröder (H.-W.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard des Strasbourg, n° 22. — Perfectionnements dans les clefs à rochet pour boulons, écrous de rayons et autres.

335081. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Société The Westinghouse Machine Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard des Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la commande des soupapes pour moteurs à fluide sous pression.

335082. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Société Louis Bosquillon et C^e, représentée par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Procédé de fabrication économique des galoches et chaussures analogues.

335083. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Schmitt (G.) et Backaus (R.), représentés par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Dispositif de manchon d'accouplement.

335084. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Smith (G.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Sommier élastique.

335085. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Société dite : The Waterbury Machine Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à tréfiler.

335086. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Espinasse (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Carburateur à réglage automatique.

335087. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Darnault (R.) et Binet (R.), représentés par Joaze à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Protecteur pour bandages pneumatiques.

335088. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Jeantand (C.), représenté par Joaze, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Enveloppe isolante pour accumulateurs électriques.

335089. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Société J. Soder & Söhne, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ranaichter à mouvement de secouage rectiligne.

335090. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Michailow (S.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Procédé et dispositif pour la formation des moules de fonderie par grandes quantités.

335091. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Müller (G.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Procédé pour la production de dessins sur fenêtres et vitres.

335092. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Déchaux (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour la production d'air ou d'oxygène fortement ozoné.

335093. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Vanginot (P.-M.-F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil portatif constituant accumulateur d'air avec masque approprié pour l'exploration de milieux remplis de gaz irrespirables.

335094. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Bill (W.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux générateurs de vapeur.

335095. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Pedrazzi (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard des Strasbourg, n° 23. — Appareil destiné au chauffage de l'air pour les usages domestiques ou industriels.

335096. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Bonvillain (P.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Broyeur pour travailler le sable de fonderie par voie humide sans diviseur.

335097. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Beesey (L.-B.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard des Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de combustible de tourbe.

335098. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Firmes Otto Popper, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Mémur IV, n° 31. — Lampe électrique à arc.

335099. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Société dite: *Berliner Maschinenbau Aktiengesellschaft vormals E. Schenck & Co.*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'excitation magnétique pour les machines synchrones à courant alternatif et à courant polyphasé.

335100. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Société dite: *Mertin-Neuroder Kunststalten-Aktiengesellschaft*, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé de fabrication d'objets décoratifs à effet plastique repliables à plat.

335101. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Société dite: *Boston Electric Spinning Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme des commandes des broches pour mull-jenny automat.

335102. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Société dite: *Boston Electric Spinning Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme de formation des canettes pour mull-jenny automat.

335103. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Call (H.-L.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcueil, n° 15. — Caisse de voiture amovible.

335104. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Butler (S.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Perfectionnements dans les courroies et bandages des roues d'automobiles et autres véhicules.

335105. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Guy (A.), représenté par Tailfor, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Carburateur pour produire de l'air carburé d'une composition fixe.

335106. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Marriot (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Carburateur.

335107. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Société dite: *Multiplex Internationale Gaszunder Gesellschaft m. b. H.*, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Dispositif destiné à empêcher tout retour de flamme dans les brûleurs à incandescence par le gaz.

335108. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Ballin Oppenheimer (E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Dispositif destiné à empêcher le débordement du lait en ébullition.

335109. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Pouillat (E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Genre de semelles intérieures hygiéniques.

335110. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Kùpferle (K.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Dispositif applicable aux automobiles et destiné à diminuer la production de la poussière pendant la marche.

335111. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Société des établissements J. J. Carnaud et Forges de Basse-Indre, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Manche isolant pour casseroles, cafetières, théières et autres ustensiles allant au feu.

335112. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Société Georg Benda, représentée par Berth, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Procédé pour la fabrication de couleures bronzées et de effaçant.

335113. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Bana (C.), représenté par Holterhoff, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Fermeture de sûreté pour broches et autres bijoux.

335114. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Société dite: *Gebr. Tellechow G. m. b. H.*, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Presse complémentaire pour machines à fabriquer par pliage les récipients en papier, carton ou matière analogue.

335115. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Armistaster (W.-J.) et Mitton (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de fabrication de couleur.

335116. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Société dite : *The Waterbury Machine Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines à tréfiler.

335117. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Taupenot (P.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil à filtrer l'air.

335118. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Société dite : *Union de la Boucherie en gros de Paris*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de préparation de sang mélassé.

335119. Brevet de quinze ans, 16 mars 1903; Berger (E.) et Kramer (A.), représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Carte postale illustrée.

335120. Brevet de quinze ans, 30 mai 1903; Elworthy (H.-S.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé et appareil pour la production du gaz.

335121. Brevet de quinze ans, 30 juin 1903; Guyot (J.), à Carcassonne (Aude). — Gazogène portatif.

335122. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1903; Hausmann (C.-F.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Instrument pour la dilatation de l'utérus destiné aux accouchements et aux opérations gynécologiques.

335123. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Société des établissements Postel-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Aubes détachables pour turbines à vapeur.

335124. Brevet de cinq ans, 21 juillet 1903; Savary (L.-A.), à Percy, par Saint-Lô (Manche). — Machine à fabriquer les fers à cheval.

335125. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Société Foreign Mc Kenna Process Company, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine pour charger les fourneaux.

335126. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Lebreton-Deshayes (L.), rue du Docteur-Piasceki, n° 109, au Havre (Seine-Inférieure). — Savon à l'alcool.

335127. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Wollner (M.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Jouet.

335128. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Houdebert (F.), quai du Moulin, n° 4, à l'île Saint-Denis (Seine). — Serre d'horticulture à double vitrage et double charpente mobile.

335129. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Popp (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Réglage automatique du temps d'explosion des schrapnels dans les canons à tir rapide.

335130. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Chenaillier (P.-E.-E.) et Le Brun (P.-R.), à Paris, rue Brochant, n° 3. — Axe ou arbre creux rotatif en tous métaux et de toutes formes, répartissant également la vapeur perdue ou directe dans les disques lenticulaires.

335131. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Chavanette (M.-R.-R.-F.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Jeu de roulette.

335132. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Compagnie française d'éclairage économique, à Paris, rue Cauchy, n° 30 bis. — Perfectionnement dans les appareils à carburer.

335133. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Namur (C.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Carte géographique réclame.

335134. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Bonnal (E.), Gry (G.) et Bessière (A.), élitant domicile, rue de l'Observatoire, n° 15, à Montpellier (Hérault). — Appareil et dispositif pour la mise à flot des corps immergés et particulièrement des épaves marines.

335135. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Sim (W.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les appareils à traire.

335136. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Société dite : *Syracuse Time Recorder Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil enregistreur d'heures de présence.

335137. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Société dite : *Syracuse Time Recorder Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil enregistreur d'heures de présence.

335138. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Berthod (E.-G.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Mécanisme de changement de vitesse.

335139. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Santisteban Lopez (B.), représenté par la société Matray frères et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Presse hydraulique et mécanique pour l'extraction des huiles.

335140. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Société Monnet et Moyné, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Refroidisseur pour moteurs à explosions et autres applications.

335141. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Urban (C.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Lampe électrique pour projections.

335142. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Sémat (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Sémaphore d'aiguillage.

335143. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Von Hardtmuth (F.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé de fabrication des plaques en charbon pour piles.

335144. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Rouvel (G.), représenté par Poishus, à Paris, rue Eugène-Süe, n° 2. — Moteur-générateur magnéto-électrique.

335145. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Société Picard et C^e, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement apporté dans les jumelles à changement d'oculaire.

335146. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Tatiel (P.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil microphonique.

335147. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Société Marrel frères, à Rivede-Gier (Loire). — Nouveau système d'ancres à bascule.

335148. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Coche (A.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Procédé de refroidissement de l'eau d'alimentation distribuée à domicile.

335149. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Besnier (G.-A.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Application nouvelle des tissus imitation peau, à la fabrication des enveloppes de ballons à jouer.

335150. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Chavance (P.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Dispositif permettant le décentrement maximum en tous sens des objectifs d'appareils photographiques.

335151. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Coleman (E.-M.-G.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Mécanisme perfectionné pour enflammer automatiquement des allumettes à un moment déterminé d'avance.

335152. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Société dite : *The Aeolian Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Instrument de musique mécanique.

335153. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Société dite : *The Aeolian Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Instrument de musique mécanique.

335154. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Société dite : *The Aeolian Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil portatif pour jouer mécaniquement des instruments de musique.

335155. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Seyher (S.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de refroidissement de moteurs à explosions.

335156. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Herzog (A.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Fermeture pour bouteilles en verre.

335157. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Société Michelin et C^{ie}, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Roue à rais bois avec pneu en bois dur pour permettre le réchâtirage.

335158. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Büttner zu Thiel (F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour décompoussier les routes, les rues, des places, etc.

335159. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Bobet (A.-H.-R.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement dans la fabrication des enveloppes à triangles pour bandages pneumatiques.

335160. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Mc Nutt (W.-A.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Perfectionnements apportés aux poinçonneuses de tickets.

335161. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Monin (H.), à Paris, rue du Commerce, n° 29. — Générateur d'acétylène pour éclairage des automobiles et autres véhicules.

335162. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Monin (H.), à Paris, rue du Commerce, n° 29. — Mode d'emballage du carbure de calcium.

335163. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Wirschbaum (W.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Fermeture pour cruches de transport.

335164. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Green (M.-R.), représenté par Méjean, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Fermeture de stores ou système d'attache pour fenêtres.

335165. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Société dite : C. P. Jägersmek. Etabl. Ag. Humber & Co's Danke Cyale Fabrik Aktiengesellschaft, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disposition applicable aux moteurs.

335166. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Absil (E.-M.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de roue à rayons flexibles.

335167. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Cooper (E.) et Weestgate, représentés par Taillier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans la préparation du son et autres matières provenant du derme des céréales.

335168. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Société dite : Firth Steel Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Chapeau pour projectiles.

335169. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Société dite : The Weber Rail Joint Manufacturing Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Joint isolé pour sections de rails de chemins de fer.

335170. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Grüdel (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux peignes à cheveux.

335171. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Lauder (G.-M.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dec à acétylène.

335172. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Caltho (M.) et Mambret, représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif de perposition d'un courant alternatif et d'un courant continu dans un même circuit électrique.

335173. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Société Geoffroy et Delon, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé d'emballage et de conservation des chambres à air pour bandes pneumatiques.

335174. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Schou (H.-H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil réfrigérant à absorption d'ammoniaque..

335175. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Weber (E.-V.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de déclenchement à pression latérale pour bretelles, courroies, etc.

335176. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Société A. Monbome aîné et fils, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Articulation pour supports de lampes électriques à incandescence, appliquea, chandeliers, etc.

335177. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Jeannot (F.) et de Zéa Bernaud (H.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lampe électrique à arc ou vase clos pouvant fonctionner indistinctement sur courant continu et sur courant alternatif.

335178. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Duteu (C.) et Rujol (C.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Révélateur pour le déboulage et le dégraissage des peaux et procédé pour son emploi.

335179. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Mällen (M.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de préparation de rubans à courtes fibres en vue de les filer.

335180. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Mniszewski (A.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de caisse enregistreuse.

335181. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Corbheron (E.-C.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bouchon de sûreté pour bouteille imperméable.

335182. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Varney (P.-E.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Embrayage.

335183. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Neveux (L.), représenté par Macquardt, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouveau genre de bretelles.

335184. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Horn (L.-W.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Chevalet pour artistes.

335185. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Cooper (T.-J.) et Smith (J.-D.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bandage pneumatique avec jante destinée à le recevoir.

335186. Brevet de quinze ans, 4 mars 1903; Société The Hudson Machine and Pneumatic Tool Company, représentée par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Perfectionnements dans les moteurs, spécialement dans les moteurs pneumatiques.

335187. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Van Meurs (G.), représenté par Grumont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Guide-fil anti-ballon pour continu à filer.

335188. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Bergner (H.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Allumeur à distance pour flammes de gaz.

335189. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1903; Savio (A.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Récipient cylindrique pour liquides avec calotte à segment sphérique.

335190. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Vellino (C.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements dans les machines à couler sous pression les électrodes pour accumulateurs et piles.

335191. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Société Adams & Elting Company, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé pour enlever la peinture de surfaces variées, etc.

335192. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Steiner (F.-O.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Matériau à cellules.

335193. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Duvent (E.), à Magry-les-Jumay (Haute-Saône). — Faucheuse mécanique.

335194. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Frederiksen (A.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Fermeture pour bouteilles.
335195. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Rodgers (J.-C.) et Preston (T.-R.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Alimentateur de brochures, etc., pour les machines qui les façonnent.
335196. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Clark (O.-L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux pompes.
335197. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Busse (H.) et Schou (W.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à clouer le cuir aux semelles en bois.
335198. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Pino (G.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Hydroscope pour explorer le fond de la mer de la surface et pour recouvrer les objets tombés dans le fond.
335199. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1903; Laurent (L.), représenté par Galland, chemin des Pins, n° 153, à Lyon (Rhône). — Nouveau mouvement de commande par le centre de rotation de l'avant-train pour voitures et camions automobiles.
335200. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Ammon (J.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Moteur à air comprimé échauffé.
335201. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Dupont aîné (J.), représenté par Fruton, à Noisy-le-Sec (Seine). — Nouvelle roulette pour meubles toute en métal.
335202. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Laborde (L.), représenté par Ducassou, rue de la République, n° 62, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Marteau-pilon à bras.
335203. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Société The Phoenix Boot Machinery Company limited, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à fabriquer les chaussures.
335204. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Société The Clayton Aniline Company limited, représentée par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Améliorations dans la fabrication de bases aromatiques.
335205. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Weisse (F.-C.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Étui de poche contenant des objets de toilette.
335206. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Firme K. A. Gutknecht, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Installation de service postal pneumatique avec dispositif indicateur électrique automatique.
335207. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Bellot des Minières (A.-H.), château Haut-Bailly, à Léognan (Gironde). — Fabrication de l'ammoniaque de cuivre en vase et manipulations hyperhermétiques.
335208. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Martin (J.-B.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ciseaux pour la taille des cheveux et de la barbe.
335209. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Bartels (W.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif adapté aux batteuses pour couper les gerbes.
335210. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Ducos du Hauron (L.) et de Bercegol (R.), à Paris, rue Lagrange, n° 10. — Canne ou tube permettant de voir et de photographier un objet ou un spectacle qui est hors de la portée de la vue.
335211. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Franchomme (H.), château de Nazaro, à Marcq-en-Barœul (Nord). — Pneumatique impériassable.
335212. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Lasserre (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Baleinière insubmersible.
335213. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Société anonyme Fried. Krupp Aktiengesellschaft, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de roue estampée en tôle métallique à rayons creux et jante creuse.

335214. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Société Gesellschaft für Drahtlose Telegraphie, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil pour la détermination de la longueur d'onde et pour l'observation du processus oscillatoire dans un système à oscillations électriques.

335215. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Société Delacre et fils, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux fours à gaufrettes.

335216. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Patterson (J.-H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif perfectionné pour porter à cheval un fusil ou une carabine.

335217. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Arbogast (J.-I.) et Arbogast (C.-V.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements dans la fabrication d'objets en verre creux.

335218. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Société Aktiengesellschaft vormals C. H. Stobwasser & C^{ie}, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bec à incandescence par l'alcool avec gazéification sans pression.

335219. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Legrand (A.), à Paris, impasse Jean-Bouton, n° 20. — Accumulation et application du travail développé en marche par les ressorts, suspensions, attelages, etc., d'un véhicule quelconque pour toutes applications.

335220. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Shaw (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la construction et le mode de fonctionnement des appareils photo-imprimeurs.

335221. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Sigogneau (C.), à Coex, canton de Saint-Gilles-sur-Vie (Vendée). — Perfectionnement de la charrue à deux versoirs par l'adjonction d'une plaque préservatrice en acier appliquée sur l'avant des versoirs.

335222. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Veuillot (L.), rue Charlemagne, n° 11, à Nîmes (Gard). — Nouvel appareil extincteur d'incendie à renversement et à lance-jet automatique.

335223. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Delarue (A.-A.), à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 127. — Application de la soudure autogène à la fabrication du coffre-fort.

335224. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Société The Standard Rotary Machine 'Company limited, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à coudre à point de navette.

335225. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Boisson (E.-J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bloc automatique pour aquarelle.

335226. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Haydon (G.) et Bignell (E.-C.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil automatique distributeur de jetons.

335227. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Paris (C.), représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Pièces de verrerie pour éclairage à récupération.

335228. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Kern (H.-E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux parapluies et aux parasols.

335229. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Société anonyme des produits Fred. Bayer & C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé nouveau pour la production de l'anhydride azoteux et de sels de l'acide azoteux.

335230. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Garnischewsky (A.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Mécanisme de transmission de mouvement avec changement de vitesse.

335231. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Viet (E.), représenté par Lambin, rue de la Gare, n° 104, à Noubair (Nord). — Nouveau bobineur pour métiers à tulle, guipures et autres amalgames.

335232. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Rougier (G.-O.-A.), chez M. Boyr, rue des Basses-Treilles, n° 44, à Poitiers (Vienne). — Vase rationnel pour moutar de fleurs.

335233. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Canaris junior (C.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Procédé de fabrication de cimes avec le fûter de hauts fourneaux.

335234. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Clouard (M^{me}), née Balloud (M.-E.-D.), rue Saint-Jean, n° 37, à Caen (Calvados). — Nouveau système de robinet de l'arrosage.

335235. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Bierge (H.), à Boucau (Pyrénées). — Charnière permettant de transformer instantanément et à la main l'échelle double en deux échelles simples et réciproquement.

335236. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1903; Caizergues (A.), à Béziers (Hérault), élisant domicile à la Serpent (Aube). — Filtre.

335237. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Carpentier (J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Rupteur duplex pour bobines d'allumage des moteurs à explosions.

335238. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Chiechia (L.-J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fixation d'impressions en relief de tous genres sur tissus.

335239. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Clément (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif d'allumage pour moteurs à explosion, utilisant l'étincelle de rupture du courant basse tension.

335240. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Compagnie française du cellulo, représentée par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnement apportés dans la confection des cylindres de phonographes.

335241. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Belfer (C.), à Paris, rue de la Harpe, n° 65. — Appareil servant à remettre en forme les pantalons et autres vêtements.

335242. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Rouxville (E.-A.-L.), à Paris, rue Paradis, n° 41. — Procédé pour l'utilisation des mouvements de la mer et de la transformation en une force régulière et constante.

335243. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Clausen (E.-W.), représenté par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Succédané du linoléum.

335244. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Boutwood (C.-E.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Balle de golf composite.

335245. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Société Babik & Co, représentée par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Marque pour le bétail.

335246. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Moirez (O.), représenté par Chavent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'ensembles imitant les lettres et ornements gravés.

335247. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Romault (L.), représenté par Romault, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif pneumatique de réglage des soupapes d'admission des moteurs à explosion.

335248. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Hirth (A.) et Rulhardt H., représentés par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Bague de montage pour consommés à billes avec fermeture à tiroir.

335249. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Longuemare (M^{me} veuve), née chesne (A.-A.), représentée par la société Maurillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 47. — Régime automatique d'admission partielle de l'air des carburateurs de moteurs à explosions.

335250. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Longuemare (M^{me} veuve), née Lechesne (A.-A.), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Réglage automatique d'admission totale de l'air dans les carburateurs de moteurs à explosions.

335251. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Société Kalker Werkzeugmaschinen Fabrik Breuer Schumacher & Co Aktien Gesellschaft, représentée par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Joint sur traverse pour rails.

335252. Brevet de quinze ans, 18 juin 1903; Westinghouse (G.) et Aspinwall (L.-M.), représentés par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans les systèmes de contrôle pour moteurs électriques.

335253. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Merriam (H.-P.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux dispositifs de sûreté pour maintenir en place les fusées pour projectiles et d'autres usages.

335254. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Grosse-Bege (C.-G.), avenue des Moulinaux, n° 3, à Billancourt (Seine). — Nouvel allume-feu.

335255. Brevet de quinze ans, 19 juin 1903; Merk (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de commande des appareils dans les installations de téléphones automatiques.

335256. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Pradeau (J.), représenté par Lavoix et Meads, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Pulvérisateur et arroseuse combinés à traction animale pour le traitement des vignes.

335257. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Scharapoff (S.), représenté par Fedoroff, avenue de Rosny, n° 100, au Raincy (Seine). — Avant-train universel à deux roues pour les charrettes de tous genres avec hesse caillée.

335258. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Scharapoff (S.), représenté par Fedoroff, avenue de Rosny, n° 100, au Raincy (Seine). — Roue métallique démontable pour les machines agricoles et autres machines et outils.

335259. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1903; Clausonnes (F.-E.), représenté par Barret, à Toulouse (Haute-Garonne). — Voleuriquimètre destiné à jauger un liquide qui passe par une conduite.

335260. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Leheux (A.), représenté par Chas sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Ratière-souricière-lanterne automatique.

335261. Brevet de quinze ans, 6 août 1903; Société Electric Boat Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les bateaux sous-marins et autres.

335262. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Lucas (G.) et Valette (C.), vieux Chemin de Rome, n° 58, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Papiers de pliage réclames et sacs papier réclames de toutes couleurs et de tous formats.

335263. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Ceschina (G.), représenté par Grumont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil automatique pour le dosage et la macération de la semoule et autres matières.

335264. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Martin (J.-B.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Brosse à récurer.

335265. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Baison sociale Edelmänn & Nierste, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Lit pouvant être transformé en armoire.

335266. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Sanderson (H.-W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé pour sécher des bandes de papier, des tissus, des plumes, des feuilles de tabac, du linoléum, etc., et appareil pour l'exécution de ce procédé.

335267. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Besson (P.-J.-M.), à Paris, rue Oberkampf, n° 19. — Générateur lanterne ou lampe à acétylène à débit automatiquement constant.

335268. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Lossignol (C.-E.), rue Colbrant, 6 ter, à Lille (Nord). — Épurateur séparateur centrifuge.

335269. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Jubault-Lallier (E.-V.), rue Sér Brié, n° 8, à Vendôme (Loir-et-Cher). — Trompette-clairon.
335270. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Société industrielle de Creil, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à stériliser l'eau avec dispositif régulateur de sécurité pour chaudières et autres appareils à liquides ou à gaz.
335271. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Gerintès (G.), rue Bourg-Argenta n° 5, à Saint-Étienne (Loire). — Nouvel étiau perfectionné.
335272. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Dubault (P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de fixation par capotes de voitures, bâches, valises et autres articles analogues.
335273. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Fouque (L.), à Paris, rue Jourdain, n° 7. — Système de roues à jante creuse et flexible pour automobiles toutes espèces de véhicules.
335274. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Wagret (P.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Emploi de la sciure de bois en remplacement de la plumette employée dans les verreries à bouteilles et appareil distributeur de sciure de bois.
335275. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Wagret (P.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Transporteur de bouteilles à l'usage des verreries.
335276. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Jaffré (A.), Reeser (H.), Duba (A.) et Pissarre (O.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour augmenter le pouvoir éclairant de lampes incandescentes.
335277. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Dyer (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à plier et coller les boîtes en carton et les enveloppes.
335278. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; McLeod Keen (A.-W.), Gentry (C.-S.) et Watson (E.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11. — Perfectionnements dans les jeux de courses.
335279. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Fleury (P.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil d'aviation aubes mobiles.
335280. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Bellardent (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lampe électrique à arc.
335281. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Develay (C.) et Moindrot F. représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 3. — Indicateur de vitesse.
335282. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Uytendogaart (J.-W.-H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Transmission pour machines à coudre actionnées par un moteur fixe.
335283. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Woltz (P.-A.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif de roulement pour glaces-vitrines.
335284. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Von Fritsch (V.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Enlève-poussettes centrifuge.
335285. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Renou (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux tamis étouffoirs pour escarbilles.
335286. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Arnold (C.), représenté par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Appui-main s'appliquant sur carnets, etc.

335287. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Crofts (J.-W.), représenté par de Mosenenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les vitrines pour étalages.

335288. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Bidegain (J.-P.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil pour prendre les mesures pour cordonniers, couturiers, bandagistes et autres applications.

335289. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Gies (C.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Étalage à bras rayonnants.

335290. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Channon (J.), représenté par Filétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fermeture à scellé pour sacs postaux.

335291. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Société Vereinigte Anthracit-Werke Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Générateur à gaz utilisant les charbons menus ou les poussières.

335292. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Kempien (A.-J.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Bouchon à serrure.

335293. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Weintraub (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux lampes électriques à vapeur.

335294. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Allendorf (C.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Garniture intérieure pour tamboours centrifuges.

335295. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Villain (M.-J.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de treuil à commande continue dans un sens permettant d'obtenir un mouvement de rotation alternatif dans les deux sens.

335296. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Richardson (J.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Dispositif automatique d'alimentation d'eau des chaudières.

335297. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Richardson (J.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés aux sièges extérieurs des tramways, omnibus, etc., et en général aux sièges exposés à la pluie.

335298. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Mitchell (R.-J.-C.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés à la fabrication de rouleaux pour le calandrage, le lavage de la laine et d'autres applications analogues.

335299. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Bâby (G.-B.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les coupe-circuits électriques.

335300. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Billet (F.), représenté par Bourrioux, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Séchoir de ménage.

335301. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Rau (R.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnement aux machines frigorifiques.

335302. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Harris (C.-G.), représenté par Fabe, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux appareils de margeage et de repérage automatique des enveloppes dans les presses à imprimer.

335303. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Napier (M.-S.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Régulateur pour carburateurs de moteurs à pétrole.

335304. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Société dite : *Linotype and Machinery limited*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence n° 59. — Perfectionnements dans les machines linotypes.

385308. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Société dite: *Union Schreibmaschinen-Gesellschaft mit beschränkter Haftung*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à écrire à cylindre à types sans clavier.

385309. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Société dite: *Chemische Werke Hansa Gesellschaft mit beschränkter Haftung*, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé de fabrication de dissolutions d'antiseptiques jusqu'ici réputées insolubles ou peu solubles.

335307. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Spiegelhalter (L.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Dispositif servant à relier les cheminées de machines automobiles avec les cheminées des bâtiments.

335308. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Dupeyron (A.-H.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Arrêt sans ressort à sortie et rentrée automatiques pour branches extensibles de trépiers pour appareils photographiques et autres similaires.

335309. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Vandamme (C.-H.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau dispositif de peigne d'ourdissage.

335310. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Schöne (L.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fourneau de cuisine à gaz.

335311. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Schöne (L.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Grille pour fourneau à gaz.

335312. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Keller (J.-P.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux machines pour mouler ou sailler les matrices.

335313. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Société dite: *United Shoe Machinery Company of France*, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Braumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines destinées à la fabrication des chaussures.

335314. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Roden (H.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Appareil distributeur stérilisateur.

335315. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Hay (H.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Truc à bogie pour matériel roulant.

335316. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Homo (A.-A.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil de sauvetage.

335317. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Novak (G.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Serrure pour porte s'ouvrant à droite ou à gauche.

335318. Brevet de quinze ans, 6 mai 1903; Balthes (J.), villa Canosol, ancienne avenue de Bédarieux, à Béziers (Hérault). — Bouchon pour une bouteille inviolable et irremplissable.

335319. Brevet de quinze ans, 27 juin 1903; Ehret (M.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Cadenas pour bicyclettes.

335320. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1903; Robert (J.-A.), faubourg de Guibray, et Groult (A.), rue d'Argentan, à Falaise (Calvados). — Cartouche-projectile de guerre, de chasse et de tir réduit.

335321. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Postel-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements à la construction des turbines à fluide élastique.

335322. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Postel-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements aux groupes turbine-dynamos.

335323. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Postel-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements aux turbines à fluide élastique.

335324. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Merrill (M^{re}), née Bass (F.-A.), représentée par Favotlet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Perfectionnements apportés à la fabrication des briquettes.

335325. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Jacobs (C.-M.) et Nicholson (A.-H.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils destinés à servir dans la télégraphie électrique ou autres installations analogues.

335326. Brevet de quinze ans, 5 août 1903; Société dite : *National Cash Register Co.*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de carnet à feuilles détachables laissant duplicata.

335327. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Farver (E.) et Adams (S.-R.), représentés par Grimaud et Pollin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil automatique perfectionné pour peser ou mesurer et enregistrer destiné au minéral, charbon, grain et autres substances semblables.

335328. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Chastres (M.), à Gironde, par la Réole (Gironde). — Monte-charge destiné à suspendre et à décrocher automatiquement les tabacs en guirlandes ou tous autres objets.

335329. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Roublis (J.-E.) et Soulas (E.-E.-J.), route de Versailles, n° 93, à Boulogne-sur-Seine (Seine). — Barreaux ondulés cannelés pour grilles de foyers.

335330. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Oudet (H.), à Paris, rue de Charonne, n° 92. — Système de déclencheur automatique d'obturateur d'appareils photographiques.

335331. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Société The Union Bag and Paper Company, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication des enveloppes pour lettres, etc.

335332. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Dupuis (J.), rue Pierre-Fermaud, à Montpellier (Hérault). — Vis à double traction pour porte de foudre.

335333. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Bauermeister (A.), à Paris, avenue Reille, n° 1. — Turbine à vapeur.

335334. Brevet de quinze ans, 28 août 1903; Geisler (L.), aux Châtelles, commune d'Étival (Vosges). — Carte-lettre album destinée à la publicité.

335335. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Faverjon (P.), avenue de Saxe, n° 221, à Lyon (Rhône). — Système d'ourdissoir mécanique.

335336. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Blume (M^{re} M.), représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine pour étiqueter des bouteilles, boîtes, etc.

335337. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Société Halle'sche Maschinen- & Dampfboessel-Armaturen-Fabrik, Dicker & Warnburg, représentée par Bédery, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Graissage au graphite pour cylindres de moteurs.

335338. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Hamblin (J.-G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux machines motrices à gaz.

335339. Brevet de quinze ans, 1 septembre 1903; Caille (C.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Indicateur de vitesse.

335340. Brevet de quinze ans, 1 septembre 1903; Bouchet (A.-L.-P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de générateur de gaz à acétylène à chute automatique de carbure dans l'eau et à fonctionnement continu.

335341. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Société A. Weyers et C^{ie} et M. Neumann (E.), représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Récepteur et transmetteur automatique.

335342. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Lagriffoul (A.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de montage des pierres employées en bijouterie.

335343. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Kogel (J.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Générateur d'acétylène avec admission d'eau réglable.

335344. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Scott (L.-K.), représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les mires pour l'artillerie et autres armes à feu.

335345. Brevet de dix ans, 5 septembre 1903; Hennon (E.-C.-P.), à Charleville (Ardennes). — Accumulateur électrique.

335346. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Loupiac (P.), boulevard Carnot, n° 55, à Toulouse (Haute-Garonne). — Genre de bandage herniaire.

335347. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Bourgneuf (E.), représenté par Guittou, boulevard Carnot, n° 3, à Angers (Maine-et-Loire). — Côtés en bois cintré applicables aux caisses de voitures à deux et à quatre roues.

335348. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Cocquet (M.-A.), représenté par Queval, rue de Thermes, n° 53, à Calais (Pas-de-Calais). — Frein à marche en arrière et à serrage automatique pour bicyclettes à roue libre et motocyclettes.

335349. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Letertre-Couteau (E.), représenté par Carle, à Paris, rue de Bellefond, n° 14. — Pain biscuité au lait stérilisé.

335350. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Bengniet (P.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouvelle cafetière.

335351. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Société Taylor et C^{ie}, représentée par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Perfectionnements aux installations de force motrice comportant un gazogène et un moteur à gaz.

335352. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Barricelli (M.) et Lévi (C.), représentés par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Transformation des négatifs photographiques au bromure d'argent en archétypes.

335353. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Société industrielle des téléphones (constructions électriques, caoutchouc, câbles), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les circuits de lignes auxiliaires reliant les bureaux centraux téléphoniques entre eux.

335354. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Giraud (A.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouvelle brique insonore et isolante et sa fabrication.

335355. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Ross (J.-H.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux générateurs à acétylène.

335356. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Nöding (C.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Procédé pour l'enlèvement du produit de la mouture adhérent aux cylindres des moulins de minoterie et pour la désagréation simultanée de ce produit.

335357. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; De Cuyper (E.) et de Colière (J.), représentés par Benoît, à Paris, rue de Paradis, n° 46. — Nouveau système de courroie de transmission.

335358. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Armbruster (W.-J.) et Morton (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de fabrication de couleur.

335359. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Société Aktien Gesellschaft für Chemische Industrie, représentée par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Procédé pour la fabrication de substances décolorées à contenance d'alumine.

335360. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Archambault (M.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Système de transmission par courant triphasé.

335361. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Halir (A.), représenté par Bonnicart fils et C^{ie}, à Paris, rue Servan, n° 71. — Livre ou bloc contrôleur de caisse.

335362. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Rademacher (C.-G.-U.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Becs d'éclairage pour gaz combustibles.

335363. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Lefèvre (A.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Appareil-filtre pour eaux tenant des matières solides en suspension.

335364. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Cooper (J.-E.), représenté par Fabe, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux mécanismes antifriction pour voitures de chemins de fer et autres véhicules.

335365. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Mauvezin (F.-J.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau moyen pour augmenter la sécurité dans les gares souterraines, les théâtres, etc.

335366. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Boidin (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de solubilisation des hydrates de carbone en général.

335367. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Von Bonin (U.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Métier à broder.

335368. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Pasteur (C.) et Pasteur (F.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux numéroteurs.

335369. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Reinhold (M.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux becs à incandescence par le gaz.

335370. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Harder (W.-C.) et Andrews (C.-W.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de fermeture pour sacs postaux.

335371. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Hacker (G.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil d'alimentation d'eau pour auges, abreuvoirs, etc.

335372. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Mc Pherson (C.-J.), représenté par Rinuy, à Paris, rue de Provence, n° 159. — Machine à égrener le coton.

335373. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Schaaf (A.-E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Plume à réservoir.

335374. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Société Williams Wire Hinging Machine Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à appliquer des charnières aux boîtes.

335375. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Société Bauchet et Sinigre, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'agrafes pour jarretelles.

335376. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Société dite : *Vellamoid Paper Company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé perfectionné pour le traitement du papier et autres substances analogues afin de les rendre plus solides et imperméables.

335377. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Perpignani (N.) et Candlot (E.), représentés par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Four pour la cuisson des ciments, chaux, etc.

335378. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Kitchen (J.-G.-A.) et Perkins (L.-P.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux générateurs à vapeur.

335379. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Tissot (A.-H.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Nouveau produit sucrant.

335380. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Knoevenagel (E.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour la fabrication d'un parfum avec l'éther citrylidène-acétylacétique.

335381. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Schmitz (H.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine à faire des saucissons à mosaïque.

335382. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Pense (E.-L.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux structures de planchers, toitures, murs, etc.

335383. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Saison commerciale Kalle & C^e représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de préparation de matières colorantes soufrées violet-orange.

335384. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Enrico (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de transmission à plusieurs rapports de vitesses.

335385. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Müller (B.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Arme à feu automatique.

335386. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Nordenfelt (T.-W.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux moteurs rotatifs.

335387. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Spyker (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Essieu directeur pour automobiles.

335388. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Pigeon (C.-J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 92. — Bandage pour roues de véhicules.

335389. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Souillet (E.) et Comand^e représentés par Armand-Jean, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Épingle à onduler les cheveux.

335390. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Rouzé (E.), représenté par Coq, rue Bazin, n° 16, à Reubais (Nord). — Appareil pour la manœuvre automatique des persiennes et volets.

335391. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Vert (G.), rue Lesage, n° 1, à Reims (Marne). — Système d'amélioration des bouchons de Champagne.

335392. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Brown (G.-W.) et So^c (G.-M.), représentés par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans les foyers, autels et autres parties contigues des générateurs de vapeur.

335393. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Douëne (C.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Robinet différentiel de fermeture automatique à écoulement déterminé et arrêt facultatif.

335394. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Société Vallotton et C^e représentée par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Pompe à cours continu.

335395. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Etter (A.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Barrage à vannage automatique.

335396. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Société Joseph Schuller & Co^e représentée par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Monture de pluie ou de parasol.

335397. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Gheers (M.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Cruche divisible en marmite et en entonnoir par l'enroulement d'un cercle métallique.

335398. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Thierry (C.-V.), à Paris, rue Malin, n° 48. — Perfectionnements apportés aux freins à roue libre pour véhicules-pédalos et autres applications analogues.

335399. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Weillin (Y.-H.-K.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Émouleur.

335400. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Franzen (C.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petite-Champs, n° 93. — Dispositif électrique d'allumage du gaz à distance.

335401. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Poupart (P.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements à la construction des poêles et calorifères.

335402. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Ropp (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pipe.

335403. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Halbig (C.), seul propriétaire de la maison Simon et Halbig, représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tête de poupée avec mouvement des yeux.

335404. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Tondour (H.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Canule dilatatrice pour injections.

335405. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Société anonyme Fried. Krupp Aktiengesellschaft, représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Acier pour ressorts de tous genres.

335406. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Cavaillé (J. M.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil producteur d'acétylène.

335407. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Savary (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Jaugeon pour réservoirs d'automobiles et autres.

335408. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Bedos (G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Courroie flexible en lanières sur champ en masse.

335409. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Société en commandite par actions des plaques et papiers photographiques Guilleminot, Boespflug & C^{ie}, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne Nouvelle, n° 42. — Ceinture de protection pour l'emballage des plaques stéréoscopiques.

335410. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Thézard (P.), représenté par Coulomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Nouveaux réflecteurs pour projecteurs, phares, lanternes, etc.

335411. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Bouvet (V.-J.-C.-M.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Moteur fonctionnant par les variations de température de l'air.

335412. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Beaulieu-Marconnay (C.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour l'imprégnation ignifuge et antiputride du bois.

335413. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Moreau (E.-H.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Procédé réalisant le soudage de l'aluminium.

335414. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Boussac-André (P.), représenté par Perrée, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Matelas hygiénique.

335415. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Laforêt (J.-M.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Moyen permettant le réglage de l'assemblage des rayons dans les roues en bois.

335416. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Davignon (J.-B.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de tableaux artistiques.

335417. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Homo (A.-A.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Caniveau protecteur en ciment armé.

335418. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Gramp (P.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Indicateur de stations d'arrêt combiné avec des réclames changeantes.

335419. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Gebähr (C.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux garnitures pour vêtements, couvertures et autres objets analogues.

335420. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Morin (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux récepteurs pour télégraphie sans fil.

335421. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Macheret (G.) et Macheret (A.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à remplir les bouteilles et flacons à niveau constant.

335422. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Lomoff (W.), représenté par Fabe, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Robinet pour freins automatiques à fluide comprimé ou à vide, ou autres installations actionnées par des fluides sous pression, ainsi que pour conduite d'eau, de pétrole, de gaz ou autres à circulation de fluides sous pression positive ou négative.

335423. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Ochs (L.), à Montchenot (Marne). — Fer sans clous inusable.

335424. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Durrant (E.-A.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements dans les machines à gaz et à huile et aux moteurs à explosions en général.

335425. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Duchatallier (M^{lle} J.-M.), représentée par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Appareil modificateur de la forme du nez.

335426. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Tassel (A.-H.), représenté par Barbe, à Paris, rue Blomet, n° 93. — Appareil thermo-radiateur.

335427. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Wetter (J.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé pour rendre le bois inflammable.

335428. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Société Adolphe Charlet et C^e, représentée par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Malles et boîtes en bois rainuré.

335429. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Société Engen Blasberg & C^e, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux séparateurs d'huile.

335430. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Société dite : *Pommersche Eisengiesserei & Maschinenfabrik Aktiengesellschaft Stralsund-Barth*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à épandre les engrais.

335431. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Vaudiot (A.) et Bonafoux (E.), représentés par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine multiple à écrire.

335432. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Correus (C.-J.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil pour nettoyer les dents.

335433. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Société Fried. Krupp Aktiengesellschaft Grusonwerk, représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Accouplement à friction.

335434. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Weeks (C.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moyen de soutenir et de maintenir la forme de blouses de dames, etc.

335435. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Société Buhler frères, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif équilibrateur pour plansichters à mouvement circulaire parallèle.

335436. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Bunnig (M.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Balai de dynamo.

335437. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Ehret (H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Accoudoir pour téléphone.

335438. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Société Eugen Blasberg & C^e, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Marmite autoclave.

335439. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Seuillet (E.) et Conard (J.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Épingle à onduler les cheveux.

335440. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Schmidt (C.-W.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Jumelle stéréoscopique.

335441. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Patrick (J.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Pompe rotative.

335442. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Société dite : *Gebrüder Tetschew G. m. b. H.*, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Plieur à dimension réglable pour machines à fabriquer les enveloppes, sacs, cornets ou objets analogues.

335443. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Taboulet (A.-F.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Perfectionnements aux chevaux mécaniques pour enfants.

335444. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Bisbee (E.-C.) et Elmes (C.-F.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Procédé et machine pour la production de tourteaux.

335445. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Allen (W.-L.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine à onduler le papier.

335446. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Tillotson (J.-W.), Tillotson (S.-S.) et Stubbs (A.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux métiers à tisser les moquettes veloutées, genre chenille, etc.

335447. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Société des établissements Postel-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements aux turbines à fluide élastique.

335448. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Herz (J.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Trease de cheveux.

335449. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Caspersen (A.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Machine à faire des tuyaux et autres objets en ciment avec ou sans armature.

335450. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1903; Lalande (L.) et Gabet (G.), à Paris, rue Guersant, n° 31. — Appareil de commande à distance par ondes lumineuses ou électriques.

335451. Brevet de quinze ans, 26 août 1903; Féraud (J.), rue Michelet, n° 4, à Mustapha (Alger). — Perfectionnements aux procédés et appareils employés pour l'établissement de prises d'eau aux canaux d'irrigation et autres.

335452. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Hadaway (J.-B.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à couler les gravures.

335453. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Société Siemens & Halske Aktien Gesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour la production électrique d'oxydes de l'azote.

335454. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Paley (G.), représenté par Perrée, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les broches à anneaux.

335455. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Asher (W.-J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Calandre.

335456. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Stones (W.-G.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil à alimenter, distribuer et remuer le combustible.

335457. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Finningan (G.-P.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau dispositif de fixation par écrou.

335458. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Hammond (R.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 50. — Perfectionnements dans les poinçons à main.

335459. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Stank (F.-G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif perfectionné pour empêcher le desserrage des écrous.

335460. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Société anonyme des mines d'Albi, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de réservoir de chasse à débit variable et normalement vide.

335461. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Champary (E.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bougie d'allumage pour moteurs à explosions.

335462. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Martignon (A.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disposition d'enveloppe de poignée facilitant le transport des pieds d'appareils photographiques et autres.

335463. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Daltroff (E.-L.-R.-L. et Daltroff (R.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de cartes ou carnets de publicité et d'échantillonnage.

335464. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Denis (L.-L.-B.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil indicateur de vitesse.

335465. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Reichenbach (F.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif de refroidisseur pour moteurs à gaz.

335466. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Schubert (B.-F. et Sim (R.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Foyer perfectionné.

335467. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Firma Gebr. Essmann & Co., représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Balance à contre-poids mobile avec dispositif enregistreur.

335468. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Heyne (A.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de fixation des procédés des queues de billard.

335469. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Thropp (P.-D., et de Leski, A., représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Bandage à cercle d'attache pour roues de véhicules.

335470. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Aimé (C.-C.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Éventail de capote de voiture.

335471. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Pons (P.), représenté par société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour bicyclettes permettant l'arrêt et la mise en marche sans descendre de machine.

335472. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Reichenberger (V. et Wermüller (E.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil d'induction de poche.

335473. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Renier (L.), représenté par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Extracteur d'oxygène.

335474. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Clément (A.), à Ain-Témouchent (Oran). — Appareil pour la trituration et l'égrappage des raisins.

335475. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Pomet (E.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouveau mode d'assemblage invisible des tubes de guidons et tiges de stèles pour cycles quelconques.

335476. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Société Quelin et Perres, représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Souffleur poudreuse pour le traitement des végétaux.

335477. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Cache (A.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 34, à Lyon (Rhône). — Robinet d'alimentation à arrêt automatique évitant le gaspillage de l'eau.

335478. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Blaw (J.-B.), représenté par Combault, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Perfectionnements aux dispositifs employés dans la construction des égoûts et conduits analogues.

335479. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Cowan (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux chargeurs mécaniques pour foyers.

335480. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Robinson (C.-J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Blutoir pour la farine ou autres substances pulvérisantes ou granulaires analogues.

335481. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Société Pariset et Bernard, représentée par Boranié et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Sonde élastique à grande vitesse.

335482. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Clerget (P.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Moteur thermique à chambre de combustion variable.

335483. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Belgrand (C.) et Lévy (H.), représentés par Pichon, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Casse-fil double pour métiers à filer.

335484. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Dodgson (F.-L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils à fluide comprimé pour actionner les signaux, aiguilles et autres dispositifs accessoires pour chemins de fer.

335485. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Griffith (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système perfectionné de mécanisme pneumatique pour l'aiguillage et les signaux de chemins de fer.

335486. Brevet de quinze ans, 4 juin 1903; Hall (R.-F.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système d'éclairage électrique des voitures de chemins de fer et autres.

335487. Brevet de quinze ans, 12 juin 1903; Belle (P.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et machine pour la fabrication de feuilles en aggloméré de cuir ou matières similaires.

335488. Brevet de quinze ans, 23 juin 1903; Donning (G.-W.) et Ambrose (H.-T.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à écrire.

335489. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1903; Burrows (W.-R.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux métiers à tisser.

335490. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Petzenbürger (A.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Chemin de fer électrique.

335491. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Société The Lorain Steel Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux appareils propres à dresser les joints des rails de chemins de fer.

335492. Brevet de quinze ans, 19 août 1903; Société The F. S. M. Syndicate Limited, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines pour recevoir, rendre, trier, enregistrer et indiquer la monnaie.

335493. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Société Consolidated Railway Electric Lighting & Equipment Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Régulateur pour courants électriques.

335494. Brevet de quinze ans, 22 août 1903; Rogers (J.-R.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux machines linotypes.

335495. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Société anonyme des ateliers de Saint-Étienne, cours Fauriel, n° 23, à Saint-Étienne (Loire). — Système de détente unique.

335496. Brevet de quinze ans, 24 août 1903; Société Consortium für Electro Chemische Industrie Gesellschaft m. b. H., représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Production et séparation simultanées de l'acide muriatique et de l'acide sulfurique.

335497. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Gouvriillon (E.), représenté par Guittou, boulevard Carnot, n° 3, à Angers (Maine-et-Loire). — Moyen de roue.

335498. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Keller (J.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Mécanisme de changement de course pour outils pneumatiques.

335499. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Salvans-y-Armengol (E.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Nouveau fil textile composé et manière de le fabriquer.

335500. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Jennings (J.T.) et Homersham (T.H.C.), représentés par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements aux pompes à action directe.

335501. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Hogan (G.-L.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Perfectionnements introduits dans les carburateurs de lampes, d'appareils de chauffage ou de moteurs.

335502. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Dauchez (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour la fabrication de marbre artificiel à veines incrustées.

335503. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Maillard (G.-L.-F.-M.), chaussée Madeleine, n° 53, à Nantes (Loire-Inférieure). — Scellé pour emballages en bois.

335504. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Green (T.R.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux moteurs à air comprimé.

335505. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Dessaint (A.) et Gluksman (D.), représentés par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Avertisseur automatique de dégonflement de pneumatiques.

335506. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Oliva (P.-F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé d'obtention d'une colle ou apprêt propre aux fils de chaîne des tissus.

335507. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Booth (G.-J.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Courroie de transmission.

335508. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1903; Société dite : *The National Cash Register Company mit beschränkter Haftung*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de caisse pour magasins, etc.

335509. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Société dite : *D'Wollers Phosphat Gesellschaft mit beschränkter Haftung*, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Préparation de composés très solubles des acides phosphorique et silicique.

335510. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Société E. W. Bliss Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil gyroscopique pour diriger les torpilles et pour d'autres destinations analogues.

335511. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Bähr (O.-P.), représenté par Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Double échelle à plateforme pliante.

335512. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Paquin (N.-J.), représenté par Perree, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Couverture automatique.

335513. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Damians (J.-A.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de graineur.

335514. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Société Stremier et Loiseau, représentée par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Poignée ou bouton métallique.

335515. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Malézieux (J.-B.-D.-M.), représenté par Muzet, à Paris, rue de Richelieu, n° 41. — Perfectionnements aux vaporisateurs.

335516. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Margowski (M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mandrin électro-magnétique perfectionné pour machines-outils.

335517. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Blake (F.-C.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Distributeur rotatif de courant applicable à l'allumage électrique des moteurs à explosion.

335518. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Von Witzleben (E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil servant au développement des plaques de photographies en plein jour.

335519. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Toyre (A.-H.), à Paris, rue de Jarente, n° 8. — Application de l'aluminium soudé à la prothèse dentaire.

335520. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Bolinder (E.-A.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux poêles à frêne et objets similaires.

335521. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Perret (D.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif moteur électrique à double coupe-circuit.

335522. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Didierjean (N.-A.), place du Marché-Couvert, n° 12, à Saint-Quentin (Aisne). — Roue dentée à mouvementversible pour bicyclettes.

335523. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Blair (R.) et Gonin (R.-W.), représentés par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Machine à travailler le bois.

335524. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Bratschle (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Aéroplane.

335525. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Eichers (W.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pince pour retenir les boulons.

335526. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Himmel (R.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux boutons.

335527. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Leuthold (H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif hydraulique pour produire de l'air comprimé.

335528. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Bardou (L.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Lampe à arc.

335529. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Bremer (H.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Roues à ressorts.

335530. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Pfaff (R.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil pour remplir les bouteilles de liquides.

335531. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Bray (G.) et Bray (W.), représentés par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Régulateur de débit pour bec à incandescence par le gaz et autres becs à mélange de gaz et d'air.

335532. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Rait junior (D.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Broche porte-bouquet.

335533. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Lehmann (E.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Mathes, n° 15. — Dispositif égalisateur des efforts transmis à un arbre commandé.

335534. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Renard (C.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Mécanisme de changement de vitesse continu.

335535. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Bonnet (M^{re}), née Plemard (G.), représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Support de caleçon.

335536. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Thirion (V.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Machine à façonner automatiquement sur toutes leurs faces des petites pièces de bois et spécialement des talons en bois pour chaussures.

335537. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Scovill (J.-P.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux machines à écosser les pois, haricots, etc.

335538. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Behr (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fermeture sans-boutre pour cartouches à plomb de chasse ou à poudre.

335539. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Grünsberg (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à faire les brosses.

335540. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Société anonyme d'éclairage et d'applications électriques, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux lampes de sûreté.

335541. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Adam (W.-W.) et Adam (M.-A.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements à la fabrication des manchons à incandescence ainsi qu'aux becs ou brûleurs employés à cet effet.

335542. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Fallér (E.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de tableau de distribution avec signaux visuels auto-indicateurs.

335543. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Menesdorffler (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fabrication d'une nouvelle matière coriacée.

335544. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Sutton (J.-W.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système perfectionné de réfrigérateur pour machines à combustion interne.

335545. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Rebours (J.) et Baudry (L.), à Paris, avenue de l'Observatoire, n° 18. — Joint de cardan pour transmission de mouvement.

335546. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Pilloud fils (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Transmission flexible et directe pour compteurs kilométriques.

335547. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Mc Fall (J.-R.) et Witwer (W.-L.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Voie de chemins de fer.

335548. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Société Gavelle et C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Coussin pneumatique pour sièges.

335549. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Société O'Rourke Engineering Construction Company, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Procédé de construction de tunnels.

335550. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1903; Ducart (G.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Réservoir ou récipient pour motocycles.

335551. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Japy (A.-P.), représenté par Fayoffet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Appareil permettant à un organe mécanique quelconque d'effectuer automatiquement, et à des moments précis déterminés d'une période de temps déterminée, des mouvements d'amplitudes déterminées.

335552. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Société industrielle des téléphones (constructions électriques, caoutchouc, câbles), représentée par Armandnaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans les organes d'appel des bureaux centraux téléphoniques.

335553. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Farmer (J.-M.), Radd (D.-P.), Baroni (D.), Decker (H.-G.), Matteson (C.-S.), Torrell (E.-L.), Farmer (W.-J.), O'Neil (H.-L.), Machleith (W.), Jordan (J.-J.), Gudex (V.), Gudex (A.-J.), Dardus (G.), Derfus (J.), Murphy (P.-T.), Boden (F.-X.), Viertelaler (J.-A.), Jensen (A.-P.), Mc Laughlin (W.-J.), Matteson (J.-E.), Halett (A.-B.), White (E.), Bauman (M.-A.), Titus (E.-A.) et Bardenwerper (C.-H.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur rotatif.

335554. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Lafitte (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bougie électrique ruptrice pour moteurs à explosions.

335555. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Campagne (E.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Essieu arrière et mécanisme démontable pour voiture automobile.

335556. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Société O'Rourke Engineering Construction Company, représentée par Thiercy à Paris, rue de Malte, n° 48. — Construction de tunnel.

335557. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Del Proposto (C.), représenté par Thiercy, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Disposition pour la commande des hélices des navires.

335558. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Drechmann (M.), représenté par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Boîte ou petite valise pouvant se replier pour pique-niques, etc.

335559. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Peters (R.-D.) et Ellingson (H.-A.), représentés par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Perfectionnements dans les signaux pour chemins de fer.

335560. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Jaffé (S.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Appareil pour développer en plein jour les pellicules photographiques ou bobines.

335561. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Société anonyme des appareils de contrôle et de comptabilité automatique et MM. Frydman (J.) et Chambon (L.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Disques compositeurs automatiques pour appareils enregistreurs de caisses, machines à calculer et autres.

335562. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Société anonyme des appareils de contrôle et de comptabilité automatique et MM. Frydman (J.) et Chambon (L.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Tiroir porte-bobine automatique pour appareils de contrôle de caisse et autres appareils enregistreurs.

335563. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Société Deutsche Gold & Silber-Scheide-Anstalt vormals Rössler, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de préparation de l'acide prussique à l'aide d'un mélange d'azote et de carbures d'hydrogène.

335564. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Maison Bréguet, à Paris, rue Didot, n° 19. — Perfectionnements aux tableaux multiples pour bureaux centraux téléphoniques.

335565. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Holz (A.) et Lielje (H.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Porte-patron caractérisé par deux barres latérales de serrage reliées par un étrier réglable.

335566. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Castle (E.) et Gibson (H.-C.-W.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux appareils pour lancer sous forme d'un jet ou d'une pluie fine, de l'huile ou d'autres liquides.

335567. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Dumez (A.), représenté par Thieble, à Paris, rue des Vinaigriers, n° 29. — Machine à fabriquer les tubes en carton ou autre matière convenable avec collage et impression automatiques.

335568. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Société dite : *Elektrochemische Werke G. m. b. H.*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé pour l'obtention électrolytique de métaux alcalino-terreux et en particulier de calcium métallique.

335569. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Roger fils (L.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Machine à fentrer les épau-
lètes pour habits.

335570. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Jones (C.), représenté par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif pour cycles et autres applications permettant d'augmenter l'effet produit par l'actionnement des pédales.

335571. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Zelenka (L.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Commande pour vélocipèdes avec transmission par leviers.

335572. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Jolliffe (C.-H.), et Coulthard (A.), représentés par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système de moteur rotatif perfectionné.

335573. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Raison sociale J. Banning A. G., représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Multiplicateur hydraulique à commande de vapeur système compound.

335574. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Bidaut (P.-A.-E.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dalles et planchers en ciment armé.

335575. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Bryant (J.-W.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Pare-étincelles.

335576. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Hodges (C.-B.) et Hodges (F.-W.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux graisseurs.

335577. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Trinkler (G.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Moteur à combustion pour combustible liquide.

335578. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Seilaz (L.-A.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Vis de fixation pour chapeaux de dames, perruques, etc.

335579. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Société E. Chenard et H. Walcker, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Régulateur du débit du mélange explosif des carburateurs pour moteurs à explosions.

335580. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Société Dezavis et C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour l'extinction et l'allumage automatiques des lampes à incandescence.

335581. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Molu (A.-E.-D.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cisaille droite à coupe et avancement automatiques.

335582. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Seilas (A.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour attacher les cheveux.

335583. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Humbert (M.-T.-G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lunettes pour conducteurs d'automobiles, mécaniciens, etc.

335584. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Payolle (E.-H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication d'une substance ayant une certaine analogie avec le caoutchouc.

335585. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Icard (S.) et Dupré (M.), rue Parmentier, n° 1, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Nouvelle méthode d'emballage pour le transport des œufs.

335586. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Couchoud (J.), représenté par Carret, cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Étienne (Loire). — Nouvelle pompe portative.

335587. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Société Féron et Vibert, représentée par Muzet, à Paris, rue de Richelieu, n° 41. — Interposition du lien élastique entre le moteur et la boîte à vitesse dans les véhicules automobiles.

335588. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Bellem (L.-H.-L.), à Paris, rue de la Chapelle, n° 114. — Bouchon témoin permettant de voir si du liquide a été remis dans une bouteille après une vidange partielle ou totale de celle-ci.

335589. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Société The Pulsifer and Larson Company, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Signe illuminé.

335590. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Ullrich (C.-H.), représenté par Nanhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Système de ventilation pour coiffures.

335591. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Schwartz (J.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux foyers fumivores pour chaudières de locomotives.

335592. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Reichling (R.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Régulateur destiné à assurer l'écoulement uniforme des liquides.

335593. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Société Hermann Brandes & C, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil portatif pour douches en pluie.

335594. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Société dite : *Aktiengesellschaft vorm. H. Meinecke*, représentée par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système de cadran perfectionné pour compteurs à eau.

335595. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Von Trotha (T.-L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Malle à plusieurs compartiments, disposés les uns au-dessus des autres ou les uns à côté des autres.

335596. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Société Wegmann et C^{ie}, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil pour teindre le coton, etc.

335597. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Gawlikowski (W.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé de détartrage des chaudières.

335598. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Société française de la Viscose, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Apprêt formé d'un enduit de viscose.

335599. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Conrad (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les compteurs d'électricité.

335600. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Tyler (E.-D.), représenté par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les chaussures.

335601. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Hamilton (W.-E.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif ramasseur pour élévateurs.

335602. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Jones (C.-K.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux systèmes de télégraphie.

335603. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Bessonnet (G.-C.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Fermeture de garantie pour bouteilles et autres vases à liquides.

335604. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Mullen (D.) et Mullen (A.-A.), représentés par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Bordures de protection pour chaussées et autres aires en asphalte.

335605. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Davis (C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Plaque de blindage à déviation.

335606. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Perreau (L.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Filtre à lambeaux.

335607. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Société dite : *General Electric Company*, représentée par la société *Brandon frères*, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Lampe électrique à arc en vase clos.

335608. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Weil (D.), représenté par la société *Brandon frères*, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif d'alimentation du tabac pour machines à cigarettes.

335609. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Wood (H.-J.), représenté par la société *Brandon frères*, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Lampe électrique à vapeur de mercure ou autre.

335610. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Société *Dalac*, Vagnot et Gattal, représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Nouveau crochet à ressort simplifié pour robes, confections, etc.

335611. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Hecq (J.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Pince perfectionnée pour le plombage et le déplombage des wagons de chemins de fer, sacs, caisses, etc.

335612. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Heany (J.-A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les conducteurs électriques isolés et dans leur mode de fabrication.

335613. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Dowson (P.-E.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnement aux moteurs à grande vitesse.

335614. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Korn (A.), représenté par Boramé, et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Procédé d'enregistrement photographique d'une suite rapide de pulsations électriques.

335615. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Ponce (F.-A.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Constructions démontables ou non en ciment armé.

335616. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Horn (G.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Four gazeificateur.

335617. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Tauria (J.), impasse Gravelotte, à Bordeaux et Gardères (M.), rue Angel-Durand, à Talence (Gironde). — Graisseur à haute pression.

335618. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Société A. Wunderlich et C^e, représentée par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Soupape de retenue.

335619. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Fairchild (C.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux caisses enregistreuses.

335620. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Hong (E.), rue Carriol, n° 4, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Appareil ayant pour objet l'obligation de tenue normale de l'index en écrivant.

335621. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Baur (J.), représenté par Boivia, rue Nationale, n° 284, à Lille (Nord). — Perfectionnements dans la fabrication des pots en fibre pour filature.

335622. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Gardon (E.), rue Bergère, n° 123, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Nouvelle fermeture métallique pour vannerie.

335623. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Latham (G.) et Kinsbourg (G.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau procédé de fabrication de la soude caustique.

335624. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Gari Florensa (M.), représenté par Blétruy, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de décoration lumineuse pour façades, enseignes, etc.

335625. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Cottencia (B.-J.-P.), à Paris, boulevard Diderot, n° 47. — Fabrication de cornes à gaz.

335626. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1903; Bourles (L.), impasse du Mandaroux, n° 1, à Millau (Aveyron). — Nouvelle coupe de gant désigné gant sans couture.

335627. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Schweitzer (E.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Nouvel obturateur à rideaux pour appareils photographiques.

335628. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Wakefield (J.-P.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans les dispositifs de fixation des semelles de chaussures.

335629. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Letombe (L.-A.-G.), représenté par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil producteur d'étincelles pour allumeurs de moteurs à explosions et autres applications.

335630. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Valette (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Gazogène.

335631. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Paquin (N.-J.), représenté par Ferrée, à Paris, rue de la Chausée-d'Antin, n° 22. — Lunettes pour automobiles.

335632. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Kacafrek (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Herse.

335633. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Kellner (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour l'électrolyse des chlorures alcalins.

335634. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Société anonyme Le Jouet de Paris, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de jeu de tir avec canon à chargeur automatique.

335635. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Société l'Eclairage électrique, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pompe centrifuge polycellulaire, système Maginot.

335636. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Société Weissenhanner et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de bouchage par capsule en deux pièces permettant la fermeture étanche des flacons débouchés.

335637. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Belleand (Jean dit Gustavo), à la Sauvetat-du-Dropt, canton de Duras (Lot-et-Garonne). — Trieur destiné à trier l'ail d'avec le blé.

335638. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Michaud (A.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Baignoire démontable.

335639. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Kramkhauer (J.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouveau procédé pour attacher ou rapporter dans un moule de verserie une pièce pressée à une pièce soufflée ou deux pièces pressées.

335640. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Fernandez (A.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Système d'éclançon de mines et tunnels de chemins de fer avec ventilation continue.

335641. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Société Siemens & Halske Aktien-Gesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour maintenir la marche synchrone de moteurs.

335642. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Société Siemens & Halske Aktien-Gesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Cartonche fermée et inexplosive pour interrupteurs de sûreté.

335643. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Loske (E.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif pour fermer simultanément les portes des différents compartiments de voitures de chemins de fer.

335644. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Dudley (J.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux propulseurs de navires.

335645. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Société dite : *The Acetate Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 15. — Appareils pour jouer automatiquement des instruments de musique à clavier.

335646. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Gueldry (V.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Bandage métallique élastique pour roues de véhicules.

335647. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Delcourt (E.-E.), représenté par Lavois et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Procédé de revivification des matières d'épuration dans les épurateurs des usines à gaz.

335648. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Société dite : *Gernsbacker*, représentée par Taillfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Nécessaire de voyage réclames.

335649. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Chauveau (U.-A.) et Guinot (P.), représentés par Taillfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Moteur auto-régénérateur.

335650. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Mégevet (C.-J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 11. — Groupe réfrigérant pour automobiles.

335651. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Colliard (P.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux pompes pousse.

335652. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Simonet (M.-N.-B.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil d'allumage pour moteurs à explosion.

335653. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Gibbons (R.-P.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 11. — Indicateur ou jauge pour chaudières à vapeur.

335654. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Perlich (M^{me} E.), née Paul, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Fermeture pour vêtements.

335655. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Scholdes (C.-A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements dans les appareils médico-mécaniques.

335656. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Caillaux (V.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrure.

335657. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Evans (E.-T.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux bouchons de sûreté pour bouteilles dites irremplissables.

335658. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Hughes (M^{me} E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Support réglable de table.

335659. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Collin (C.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour les capsules des bouteilles et autres objets.

335660. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Gloor (F.), représenté par Mont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Nouveau dispositif pour cycles.

335661. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Dalmar (A.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Ramoneur à air chaud sous pression.

335662. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Germain (C.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Support de manchon.

335663. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Obermaier (R.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Pare-duvets cambré pour métiers couturiers.

335664. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Eaton (W.-S.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements aux machines à planche pour l'impression en relief.

335665. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Dey (J.) et Dey (A.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme guide-ruban pour appareils enregistreurs.

335666. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Ekberg (A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif avertisseur ou d'appel pour les sourds.

335667. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Amstoutz (E.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Commande de soupapes de distribution des moteurs à explosions.

335668. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Barstad (A.-L.), représenté par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements dans l'emballage des œufs.

335669. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Leblanc (F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour la gravure des clichés.

335670. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Bennik (H.) et Goedkoop (P.), représentés par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Drague avec fond à bascule.

335671. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Société Chemische Fabrik Flora A. G., représentée par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication d'un enduit pour enlever la laque, le vernis, les couleurs à l'huile et en particulier les laques cuites.

335672. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Bonnier (J.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Pessaire.

335673. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Schaller (G.-J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil à régler les spiraux de montres.

335674. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Société dite : Eastman Kodak, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Chambre à pellicules photographiques.

335675. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Pérard (C.-L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Application aux appareils Cowper (pour le chauffage du vent dans les hauts fourneaux) de tubulures de répartition en vue d'obtenir une meilleure répartition du gaz et du vent dans les empilages.

335676. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Rawson (W.-S.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Filtre perfectionné à haute pression.

335677. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Schulze (H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de l'oxyde de baryum poreux.

335678. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Verschave (E.-C.-F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication par emboutissage de montures, cadres et tubes renforcés pour cycles et automobiles.

335679. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Walker (B.-J.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareils et procédés pour amener et brûler du combustible brisé ou pulvérisé.

335680. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Dejany (F.) et Luigi (A.), représentés par Ducassou, rue de la République, n° 62, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Chaussure automatique.

335681. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Dubois (E.) et Devriendt (G.), représentés par Le Coq, rue Brézin, n° 26, à Roubaix (Nord). — Perfectionnements aux serrures à larder ou à entailler.

335682. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Conte (J.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Maïto, n° 48. — Dispositif d'attache du guidon.

335683. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Le Pelvé (P.-M.), rue Traversée, n° 35, à Brest (Finistère). — Système de bouchage rondant impossibles les remplissages illicites.

335684. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Hanes (A.-W.-S.) et Beadle (W.), représentés par Fabert, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Mécanisme de direction pour ballons.

335685. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Frita (J.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Fermeture des trous de bonde des tonneaux à vin ou autres.

335686. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Quincy (J.), rue Escudier, n° 1, à Boulogne (Seine). — Transporteur hydraulique appuyé sur chaîne noyée remontant sous l'action du courant.

335687. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Wesp (M^{re} A.), représentée par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Procédé de fabrication de dessous de bras sans couture.

335688. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; De Laminière (H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Accumulateur électrique.

335689. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Fabaer (A.), représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Réveille-matin protégé contre la poussière avec mouvement de pendule indépendant.

335690. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Levinger (L.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Dispositif de sûreté contre le vol de cannes, parapluies, etc.

335691. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Prémont (L.-R.-A.), rue Danton, n° 9, à Colombes (Seine). — Meule à aiguiser.

335692. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Eyde (S.) et Birkeland (H.), représentés par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé et dispositif pour la production de réactions chimiques intenses dans les combinaisons gazeuses ou les mélanges gazeux.

335693. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Rouget (A.-R.), à Paris, rue Mozart, n° 89. — Machine à additionner.

335694. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Convert (G.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 31. — Nouveau mode de moulage des objets en celluloid.

335695. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Winby (L.-P.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements à la construction des voies ferrées.

335696. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Steinfurth (H.), représenté par Rigot et Prévest, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Siphon urinoir avec fermeture inodore par l'huile.

335697. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Duraflour (J.-B.-G.) et Chapuis (G.-J.), quai du Sud, n° 26, à Mâcon (Saône-et-Loire). — Siphon tabouret en béton de ciment armé.

335698. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Talbot (B.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés à la fabrication de l'acier ou du fer.

335699. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Fuchs (J.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de traitement électrique des plantes.

335700. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Quettier (A.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 96. — Appareil générateur de gaz acétylène, dit le Simplex.

335701. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Million (R.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudan, n° 7. — Nouvelle poignée sur platine.

335702. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Martin (A.), représenté par Bieury, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux tables pour jeu de golf.

335703. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Thomas (M. V.), représenté par Bieury, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux attaches pour câbles.

335704. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Société dite : The Railway Journal Lubrication Company, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Boîte de graissage pour fusées d'essieu.

335705. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Société dite : The Railway Journal Lubrication Company, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Boîte de graissage pour boîtes de graissage de wagons.

335706. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Société dite : The Railway Journal Lubrication Company, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Lubrificateur à galets pour boîtes de graissage de wagons.

335707. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Valette (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Moteur horizontal à gaz pauvre.

335708. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Deburaux (E.-L.-J.), rue du Beuf-Saint-Paterne, n° 21, à Orléans (Loiret). — Moteur athermique, machine transformant à froid l'énergie calorifique en puissance dynamique.

335709. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Société Vergne, Breton et C^e, représentée par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Glacière pour la conservation des produits alimentaires.

335710. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Richardson (G.-E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Accouplement pour voitures de chemin de fer.

335711. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Jones (R.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux pains de saum.

335712. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Société dite : International Electric Controller Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Régulateur de courant.

335713. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Pessons (M.-A.) et Whitney (G.-P.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux machines parlantes.

335714. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Seipel (G.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de suspension mobile pour rideaux, portières, etc.

335715. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Société de caoutchouc de Kassel, H. Nickel & C^e, représentée par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Canules, embouts et raccords pour appareils de chirurgie à suture intérieure.

335716. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Schnitzer (H.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 91. — Perfectionnements dans les systèmes de chauffage.

335717. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Grandclément (G.), représenté par Chassevoant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Carton souple et son procédé de fabrication.

335718. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Néerman (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Baton de mesure pour toutes directions musicales.

335719. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Danielescu (A.) et Pokorny (F.), représentés par Géléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour ouvrir les fenêtres en dehors et pour les maintenir dans la position ouverte.

335720. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Ambler (J.) et Blackburn (G.-W.-B.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à former des lisières solides sur les bords des tissus se découpant en bandes.

335721. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Biermann (F.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Compteurs d'électricité, d'eau ou de gaz combiné avec un dispositif d'impression et un indicateur de prix.

335722. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Morton (J.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des tissus façonnés.

335723. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Compagnie générale d'électricité, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Système d'aiguillage à noyau mobile pour trolleys de tramways électriques.

335724. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Müller (J.-A.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Récipient avec dispositif d'évacuation.

335725. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Société Möller & Linsert, représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé pour préparer des composés solubles dans l'eau, avec des dioxybenzols, de la formaldéhyde et de l'ammoniaque et produits qui en résultent.

335726. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Caillet (A.-L.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Carburateur à réglage automatique et à carburation constante.

335727. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Mack (M.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système de commande de roues à aubes pour courants d'air et courants liquides avec bras et aubes fixes.

335728. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Otterbein (J.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Dispositif permettant d'examiner et de traiter une partie du corps sous appareil de pansement sans retirer ce dernier.

335729. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Hood (J.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Appareil perfectionné pour contrôler les motocycles et les voitures automobiles en général.

335730. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Funt (J.-P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tire-bouchon.

335731. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Fromentin (L.-T.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux serrures bec-de-cane.

335732. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Chavez-Adorno (T.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux appareils transmetteur et récepteur acoustiques.

335733. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Société J. Bardet et C^{ie}, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil d'aménage du fil métallique.

335734. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Cirjean (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à sceller les journaux.

335735. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Dettmer (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de forage à bascule à course réglable.

335736. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Dietrich (R.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à réduire, mélanger et pétrir les déchets de papier.

335737. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Société anonyme Verviétoise pour la construction de machines, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Selfacting.

335738. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Champagne (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Agrafe de scellement.

335739. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Société dite : *Fabrique de bureaux à rideau « Standard »*, représentée par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Perfectionnements aux bureaux à rideau.

335740. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Société Offenbacher Druckluftanlage G. m. b. H., représentée par Grimont et Pollin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Souffleur avec dispositif automatique pour éloigner la poussière destiné au nettoyage des tapis au moyen de l'air comprimé.

335741. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Société anonyme du Gaz Benoit, représentée par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif régulier pour appareils servant à la production d'un mélange intime entre l'air et les vapeurs d'hydrocarbure.

335742. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Société anonyme du Gaz Benoit, représentée par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif doseur distributeur de liquide pour appareils servant à la production d'un mélange intime d'air et de vapeurs d'hydrocarbures.

335743. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Société anonyme du Gaz Benoit, représentée par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Roue ou disque à auge pour élever et distribuer des liquides.

335744. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Morice (G.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Dispositif pour rendre les navires insubmersibles dénommé *vaigrage Paraflae*.

335745. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Suter (J.) et Lenk (W.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Instrument de musique automatique.

335746. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Belleudy (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle roue pour brouettes, voitures d'enfants, etc.

335747. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Küller (M.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour la fabrication des moules et des noyaux.

335748. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Anker (A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Broyeur à boulets.

335749. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Jackson (W.-U.) et Lloyd (F.-H.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements apportés aux machines servant à la fabrication des tubes en acier et autres tubes métalliques ainsi que des lingots et autres objets tubulaires.

335750. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Viallet-Chabrand (L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Flotteur à nacelles se détachant du navire en cas de sinistre.

335751. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Eader (W.-M.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Perfectionnement aux systèmes de chemins de fer électriques.

335752. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Kümper (A.) et Happe (H.), représentés par de Moenthal, à Paris, rue Labryère, n° 3 bis. — Machine à entailler le charbon.

335753. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Souheur (L.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Briquettes d'acide arsénieux solidifié et leur procédé de préparation.

335754. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Société dite : *The National Machine Company*, représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Machine à coudre pour boutonnières.

335755. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Weber (Veuve), née L. Frey, représentée par Mauvraut, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements à la construction des boutons fermoirs à pression.

335756. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Raison sociale Perry Time Stamp Company, représentée par Stumm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Timbres horographiques.

335757. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Bettendorf (W.P.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux trucks de wagons.

335758. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Société Willams & Robinson limited, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé perfectionné de coulage des métaux.

335759. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Lev (B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Ramasse-corps pour voitures de tramways.

335760. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Société L. Smit & Zoon, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux dragueuses, sucuses et aux chalands de dragage.

335761. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Société anonyme des pneumatiques cuir Samson, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de ferrure des bandages pneumatiques.

335762. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Welsh (J.-H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tour à tourniquet horizontal aérien pour élever et faire tourner des personnes.

335763. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Lattard (N.) et Schott (A.-G.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Dispositif pour agiter, rafraîchir ou glacer les boissons.

335764. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Borden (B.) et Neracher (W.-A.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux machines à fileter les tuyaux, etc.

335765. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Jolivet (F.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Euseau à bobine porte-fil amovible pour dentellières.

335766. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Schubert (M.) et Rechnitz (O.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvel écrou.

335767. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Rigot (R.-A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Multiplicateur ou démultiplicateur de changement de vitesse.

335768. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Hausmann (O.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de traitement de graisses et d'acides gras.

335769. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Kamienski (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chaussure hygiénique.

335770. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Rimez (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Clé à écrous.

335771. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Prentice (J.) et Prentice (A.-W.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système perfectionné de changement de vitesse.

335772. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Le Roy (G.-A.), rue de la Savonnerie, n° 20, à Rouen (Seine-Inférieure). — Nouveau perfectionnement dans les moteurs à explosion.

335773. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Vilanova (J.), rue de Fontenelle, n° 36, au Havre (Seine-Inférieure). — Brosseuse nettoyeuse mécanique.

335774. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Seran (J.), représenté par Ducassou, rue de la République, n° 65, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Distributeur automatique pour appareils à gaz acétylène à chute de carbure tout venant.

335775. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Niquet (A.-P.), représenté par Bonumé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Carburateur pulvérisateur à réglage automatique de la quantité d'air additionnel.

335776. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Hartnet (H.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Préparation de blocs bi-métalliques par la compression de l'air liquide avec tréfilage.

335777. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Société française d'incandescence par le gaz (système Auer), représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Mécanisme pour lampes électriques pour arcs longs.

335778. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Knudsen (T.-B.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Classeur pour lettres et objets analogues.

335779. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Danckaert (C.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Machine à rainurer les carreaux de parquets.

335780. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Mann (K.-F.-E.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Niche de chien.

335781. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Reichel (C.-F.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé de conservation des bois.

335782. Brevet de quinze ans, 11 août 1903; Noble (W.-J.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux tabacs pliantes.

335783. Brevet de quinze ans, 13 août 1903; Duplaà (P.), à Pamiers (Ariège). — Appareil pour la production du gaz acétylène.

335784. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Nestius (O.-B.) et Nordindh (E.), représentés par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Moteur rotatif.

335785. Brevet de quinze ans, 16 août 1903; Gaydon (E.), à Annecy (Haute-Savoie). — Système de calorifère à eau chaude avec grilles réfractaires superposées.

335786. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Prehn (N.-L.-D.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Épingles à cheveux.

335787. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Ljungström (F.), représenté par la société Ch. Thirion et L. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils à traire les vaches.

335788. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Seck (W.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de radiateur pour automobiles.

335789. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Société Eschenbeis et Garalt, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Perfectionnements dans les outils de hachage.

335790. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1903; Bergmann (E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Beuvronne, n° 59. — Procédé de fabrication du phosphate bicalcique.

335791. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Leire (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 12. — Commande mécanique des soupapes d'admission et d'échappement des moteurs à explosions.

335792. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Dustin (J.-P.-A.), à Paris, rue du Pont-Louis-Philippe, n° 1. — Damier permettant de jouer aux dames à deux ou trois partenaires.

335793. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Mollenhauer (C.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Parties d'armes.

335794. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; D'Arsonval (A.), Gaillie (G.-E.) et Gaillot (G.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de sécurité pour transformateurs et condensateurs électriques isolés par des gaz sous pression.

335795. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Peters (R.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé permettant d'utiliser les déchets des crayons de charbon des lampes à arc.

335796. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Noiray (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Portebagage support à plate-forme mobile pour bicyclettes, motocyclettes, etc.

335797. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Fynn (V.-A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux moteurs à courants alternatifs.

335798. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Société Süddeutsche Patent metallpapier-Fabrik Aktiengesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Papier métallique imperméable à l'air, à l'eau et à la graisse et son procédé de fabrication.

335799. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Horn (P.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour la préparation de dissolutions limpides de caséine.

335800. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Firma Ferd. Jergitsch Sohn, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Niche pour chiens ou autres animaux.

335801. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Bielefeldt (M.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour la fabrication de matières explosives.

335802. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Rochow (G.), Richter (H.) et Engel (G.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour déceler les chevaux et pour enrayer simultanément la voiture pendant la course.

335803. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Valette (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Laveur à gaz.

335804. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Koch-Dubois (L.-J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Sachet à poudre éclairante pour la photographie.

335805. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Greaves (W. Mc G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux chaudières à vapeur cylindriques.

335806. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Deleue (C.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à éjarrer et écharbonner les matières filamenteuses, telles que le cachemire, le poil de chèvre, de chameau, la laine, etc.

335807. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Société Chemische Fabrik auf Aktien (vorm. E. Schering), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Papier photographique à développement avec couche protectrice contre le voile soluble dans l'eau.

335808. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Schwartz (C.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Bobinoir.

335809. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Bothmann (R.), Witt (H.-E.) et Duer (C.-J.), représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Brosse à décroter.

335810. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Mc Donough (T.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Lampe à pétrole avec tube à air et extincteur automatique.

335811. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Faucillon (L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux manchons à incandescence.

335812. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Demerliac (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau dispositif de carène de bateau.

335813. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Weaver (W.-J.), et Hoffmann (C.-F.), représentés par Bonnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Dispositif pour humecter les surfaces adhésives.

335814. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Société Elektrotechnisches Institut Frankfurt G. m. b. H. et M. Beez (C.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les instruments de mesure électriques.

335815. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Société W. E. Jensen & Søn, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de carburation pour la saturation d'acide carbonique de la bière et autres liquides.

335816. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Société Le Chauffage par l'électricité, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil cacheteur à cire.

335817. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Société Chomel et Capdenat, représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouveau système d'affichage.

335818. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Bergan (J.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Appareil pour l'allumage et l'extinction automatique des réverbères et autres lampes à gaz.

335819. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Galloo (P.), représenté par Danlzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Nouveau mode de guidage sur rails de brouettes et autres véhicules analogues.

335820. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Terry (E.-C.), représenté par Grimonet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Perfectionnements aux turbines à vapeur.

335821. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Mc Clure (T.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé d'impression en couleurs.

335822. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Tissier (D.-E.), représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Brise-jet perfectionné pour robinet ou autre prise de liquide.

335823. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Marty (E.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans la construction des nasses à rats et autres animaux.

335824. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Mc Murtrie (J. Mc L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Brûleur à hydrocarbure liquide pour l'éclairage et le chauffage.

335825. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Pacoret (E.), rue de Paris, n° 60, à Vanves (Seine). — Nouveau système de conduit dit : *moulure rationnelle pour câbles et fils électriques*.

335826. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Delorme (J.-L.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Enveloppe de bandage pneumatique.

335827. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Rochegude (M.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Joints à la lance sur terre.

335828. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Société Elektrotechnisches Institut Frankfurt G. m. b. H. et M. Beez (C.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'amortisseur pour aiguilles d'instruments de mesure électriques.

335829. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Ashcroft (E.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareils perfectionnés pour la production de métaux du groupe alcalin par l'électrolyse.

335830. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Heunebert (A.) et Lepers (E.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil à teindre les textiles.

335831. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Brandt (H.-O.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil hydraulique pour ouvrir et fermer les portes des cloisons étanches.

335832. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Lefebvre fils (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pompe à air automatique.

335833. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Lefebvre fils (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pompe à huile automatique.

335834. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Prudon (E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bicyclette de sauvetage.

335835. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Schroeder (F.-W.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les commandes à friction.

335836. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Echivard (P.-G.), rue Fondaudège, à Bordeaux (Gironde). — Procédé de reports sur verre de toute impression lithographique, typographique ou autre, transparente, translucide ou opaque.

335837. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Effle (C.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Extracteur de coke pour cornues horizontales.

335838. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Chaudoir jeune, représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Alliage de cadmium.

335839. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Chambon (L.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif distributeur d'un ruban de matière quelconque enroulé en bobine.

335840. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Dragoumis (E.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Indicateur automatique de distance ou de portée.

335841. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Gillin (R.-F.) et Bostock (F.-C.), représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux appareils de distribution d'eau pour water-closets, urinoirs, etc.

335842. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Didelot (L.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour la réparation instantanée des brancards.

335843. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Roche (A.-C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de siphon pour canalisations.

335844. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Société Moëlline Lubricating Company, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Graisseur perfectionné pour poulies folles.

335845. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Société Moëlline Lubricating Company, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Graisseur perfectionné pour voitures de tramways.

335846. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Société Moëlline Lubricating Company, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Système perfectionné de graissage pour têtes des bielles.

335847. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Société Edouard Dubiel et C^e, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux valves pour bandages pneumatiques.

335848. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Gavard (F.-A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux mailles.

335849. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Jackson (A.-B.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif perfectionné pour empêcher la poussière, le vent et l'aplûde de passer sous les portes.

335850. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Société dite : *des Fonderies et Ateliers de la Courneuve «Chaudières Babcock et Wilcox»*, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Épurateur d'eau.

335851. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Waite (F.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux presses à imprimer à platine.

335852. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Metz (A.) et Lemarié (M.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif d'aération des habitations.

335853. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Cambria (L.), représenté par Grumont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Cric à double crémaillère et pieds extensibles.

335854. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Kron (R.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Machine à bobiner pour la fabrication de cannettes à tramer pouvant se déboucher individuellement.

335855. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Glébovist (G.-S.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Perfectionnements apportés à la fermeture des récipients en verre et à l'assemblage de tubes de verre avec des anneaux métalliques.

335856. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Zimmermann (E.) et Trouillet (G.), représentés par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Chiffreur à indications multiples et variables.

335857. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Sørensen (C.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Procédé pour tremper l'aluminium.

335858. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Martin (J.-A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux châssis à crémaillères.

335859. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Vicart (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux roues d'automobiles et autres.

335860. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Société des établissements Malicot et Blin, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif perfectionné de mécanisme de changement de vitesse et de marche pour véhicules automobiles.

335861. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Société des établissements Malicot et Blin, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif perfectionné de commande d'essieux moteurs.

335862. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Gärtner (H.) et Kremen (F.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Produit pour rendre la maçonnerie résistante aux intempéries tout en restant perméable aux gaz.

335863. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Société Vannson frères et L. Heusch, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Couverture tablier pour direction d'automobiles.

335864. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Carrier-Belleuse (C.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Plaque mobile décorative pour foyers à feu visible.

335865. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Ducollier (G.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Disposition de becs conjugués pour appareils d'éclairage à gaz.

335866. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Puchs (J.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour augmenter le rendement des moteurs de toute nature.

335867. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Wille (J.-P.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système de dessous de tre perfectionné.
335868. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Liébert (H.-A.-E.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système perfectionné de cercle pour les trous d'homme et trous à bras des économiseurs de combustible, de chaudières, etc.
335869. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Rosenaw (E.-C.), représenté par la société Matray frères et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Boîtes ne pouvant s'emplier qu'une fois.
335870. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Naumann (K.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Palonnier à ressort formant amortisseur de chocs.
335871. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Société E. Roussel et C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de manœuvres des boules pour tringles d'escalier et autres.
335872. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Jørgensen (H.-V.) et Sørensen (C.-H.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour appareils de chauffage à eau chaude.
335873. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Société dite: *Messrs Proyer & Ges. m. b. H.*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la photographie des scènes animées et l'enregistrement des sons qui les accompagnent.
335874. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Seligsohn (S.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fumichon aspirateur à soupape.
335875. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Whitaker (C.-H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Purgateur atmosphérique.
335876. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Rotté (L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux moyens de nettoyage à bord des navires.
335877. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Zacharias (J.) et Lasker E., représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Aimant astatique pour son procédé de fabrication.
335878. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Campanella (T.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Imprimeur.
335879. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Lardet (A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Machine automatique à reproduire, réduire et agrandir la sculpture.
335880. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Haddock (W.-S.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Accessoire perfectionné pour appareils téléphoniques.
335881. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Adams (W.-W.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux engrenages à transmission.
335882. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Glab (N.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à laver et rincer les bouteilles.
335883. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Société anonyme des Forges et Douai, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnement dans la fabrication des caisses de coffres-forts.
335884. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Rencenne (J.-L.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Outil guide-mèche permettant de pénétrer rapidement des trous avec une inclinaison déterminée pour la pose et la réparation des palmelles et pour d'autres usages analogues.

335885. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Bignon (G.-M.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Propulseur à cylindre pour navires à hélice.

335886. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Schaudel (C.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Transformateur de vitesse.

335887. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Lacôte fils aîné (G.) et Lioré (C.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de brique pleine ou creuse à joints diagonaux.

335888. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Grandjean (F.-T.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau pavillon à coulisse pour voitures.

335889. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Egel (W.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et dispositif pour la fabrication d'objets métalliques de tous genres, principalement d'objets composés de parties minces, d'épaisseurs différentes, par soudage électrique direct.

335890. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; De Zakovenko (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bateau à grande vitesse.

335891. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Müller (G.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Voiture pliante pour enfants.

335892. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Coquelin (B.-C.) et Binet (R.-J.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Sièges en ciment armé pour théâtres et autres édifices.

335893. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; François (F.) et Galland (L.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Lavoir à charbon.

335894. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Nicolas (C.), représenté par Rabiloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Cravate à combinaisons multiples.

335895. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Cochonneau (H.), représenté par Rabiloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Appareil à moissonner.

335896. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Volland (F.) et Garambois (J.), représentés par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Application d'un nouveau tissu à la fabrication des chambres à air et enveloppes pour pneus de toutes sortes.

335897. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Dussud (J.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Dérailleuse fixe indéfectible.

335898. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Mortier (P.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans les systèmes élévatoires.

335899. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Puiseux (A.-P.), à Châtillon-de-Michaëlle (Ain). — Système d'assemblage à clef adapté aux parquets en panneaux.

335900. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Plasson (veuve P.) et M. Brankowitch (W.), représentés par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Nouveau frein pour cycle.

335901. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Doyle (F.-J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les foyers.

335902. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Nicloux (M.), à Paris, rue Monge, n° 107. — Saponification diastatique des huiles et graisses n'apportant pas d'impuretés appréciables dans le milieu de saponification.

335903. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Société Georges Draeger frères, représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau système de protecteur des pneus empêchant le dérapage des automobiles, cycles et autres véhicules du même genre.

335904. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Gauthier (F.), représenté par Grimont et Follia, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Ardoises en forme de losanges pour toitures.

335905. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Chotteau (M^{re} C.), s^{ce} Vellekens, et M. Disse (E.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil domestique pour la fabrication rapide des vinaigres de vin et leur conservation indéfinie.

335906. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Chotteau (M^{re} C.), s^{ce} Vellekens, et M. Disse (E.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau ferment pour la fabrication ménagère du vinaigre de vin.

335907. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Nodon (A.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé de fabrication de nouvelles combinaisons de métaux par ionisation.

335908. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Société dite: *Masters Projection Ges. m. b. H.*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disque de gramophone perfectionné.

335909. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Morin (H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Matière pour le pavage et autres applications similaires.

335910. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Société des plaques et poudres à souder J. Laffite, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machines à fabriquer les plaques à souder.

335911. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Modson (L.-P.-G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de montage des procédés sur les queues de billard.

335912. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Société dite: *Emil Wünsche Aktiengesellschaft für photographische Industrie*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Chambre pliante pour agrandissements photographiques.

335913. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Cheever (W.-H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux voitures à voyageurs.

335914. Brevet de quinze ans, 21 avril 1903; Spence (A.-F.), Prugh (J.-H.) et Zimmer (S.-B.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour le nettoyage des planchers et le polissage des parquets en mosaïque, marbre, etc.

335915. Brevet de quinze ans, 9 juin 1903; Société des établissements Postel-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Garnitures spéciales pour arbres de turbines à vapeur.

335916. Brevet de quinze ans, 16 avril 1903; Trigant (G.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Petite voiture indo-chinoise destinée à faire le service de place.

335917. Brevet de quinze ans, 25 juin 1903; Fasio (F.-L.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à décorer les agaves et autres plantes textiles.

335918. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des Établissements Postel-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Turbines à fluides élastiques.

335919. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1903; Guth (J.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Meuble pouvant servir de petite armoire, de chaise percée, de lavabo, de table de nuit et de chaise.

335920. Brevet de quinze ans, 17 août 1903; Arbogast (M.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Voiture automobile perfectionnée.

335921. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Keeler (H.-E.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Monture pour rideaux.

335922. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Kéckin (H.-E.), représenté par Pioné, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 99. — Moteurs pour râteaux.

335923. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Showalter (V.-A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux traverses et dispositifs de fixation pour rails.

335924. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Müller (G.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux modèles pour pèdes.

335925. Brevet de quinze ans, 21 août 1903; Hemery (C.), à Châteaubriant (Loire-Inférieure). — Frein sur le moyeu des roues des voitures.

335926. Brevet de quinze ans, 27 août 1903; Battaglia Guerrieri (A.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé et dispositif destinés à approprier aux longues lignes la télégraphie s'opérant à l'aide de télégraphes imprimant les signes dans des intervalles de temps irréguliers.

335927. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1903; Sellibg (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Report des dizaines pour machines à calculer avec barres à chiffres à déplacement longitudinal.

335928. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Société Langheck et C^e, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour la fabrication de perles en gélatine.

335929. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Goculdas (N.-M.) et Iran (K.-S.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de signal ou sonnette d'alarme pour véhicules.

335930. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; De Grasse (M^{me}), née C. Fould, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Corset à devant bombé ou elliptique.

335931. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1903; Bents (A.-D.-J.), rue du Conditionnement, n° 55, à Tourcoing (Nord). — Étude de conditionnement à grande production.

335932. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1903; Thornycroft (J.-E.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements à l'arbre moteur des automobiles.

335933. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Hotclart (C.), rue Saint-Maurice, n° 58, à Roubaix (Nord). — Support isolateur et interrupteur automatique de courant électrique.

335934. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Dubrulle (L.), représenté par Pichon, à Paris, rue de Magenta, n° 18. — Dispositif évitant le dérapage des véhicules.

335935. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1903; Voalton (W.), représenté par Chevroux, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machines pour le traitement du coton et autres textiles analogues.

335936. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Maleville (A.), à Paris, faubourg Saint-Honoré, n° 251. — Dispositif d'attelage par une seule bobine des moteurs à explosion à plusieurs cylindres.

335937. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Smith (F.-S.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Chaudière à vaporisation rapide.

335938. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Fünck (F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif à repiquer ou à démelier et repliquer les grains.

335939. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Roth (M.), représenté par Smits, rue Colbrant, n° 23, à Lille (Nord). — Moteur rotatif à vapeur, gaz ou eau pouvant faire office de pompe ou de ventilateur.

335940. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Perrot (C.-L.-J.), traverse Périer, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Bandages pneumatiques pour véhicules formés de plusieurs tubes à air superposés.

335941. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Dejeu (J.-A.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnement apporté aux procédés de gravure sur métaux, et notamment des rouleaux d'impression.

335942. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Dezamay (L.), représenté par Thiéble, à Paris, rue des Vinaigriers, n° 29. — Voiture pliante portable.

335943. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Boldès (H.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Lettres pour enseignes.

335944. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Firma Dresdner Bohrmasschinenfabrik A. G. vorm. Bernhard Fischer & Winsch, représentée par Vergé, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Calibre pour vis et boulons.

335945. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Forsyth (J.-E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de raccord ou couplage automatique perfectionné pour conduite générale de train.

335946. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Jeannet (G.-F.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Système de modérateur de vites se à piston et ses applications.

335947. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Parkinson (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les métiers à tricoter.

335948. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Féraud (J.), rue Michelet, n° 4, à Mustapha (Alger). — Perfectionnements dans la construction des réservoirs de chasse à débits variables et facultatifs.

335949. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Mascelli (L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à teindre avec mouvement automatique du bain.

335950. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Hildyard (G.-R.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Perfectionnements dans l'impression en plusieurs couleurs.

335951. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Marniquet (H.-A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Bâton tendeur flexible pour chaussures.

335952. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Compagnie française du Gramophone, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Perfectionnements dans les boîtes résonantes pour gramophones.

335953. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1903; Société dite : *The Weber Railway Joint Manufacturing Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux coussinets de joints de rails.

335954. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Héliouis (N.-A.), Mauchaire (L.) et Meyer (E.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication des alliages d'aluminium en vue de l'obtention d'hydrogène plus ou moins carburé et d'hydrogène pur.

335955. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Forestier (L.-M.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux toupies.

335956. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Scott (W.-M.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux distributeurs automatiques.

335957. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Gayley (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Extraction de l'humidité de l'air destiné aux fourneaux à courant d'air forcé, etc.

335958. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Couagnon (A.), Tranchant (J.) et Lebeau (A.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau treuil.

335959. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Personne de Sennevoy (R.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvel obturateur pour chambres pneumatiques dit : *obturateur à double plateau*.

335960. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Fleischer (M^{me}), née Griebel (A.), représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Soutien-buste pour personnes des deux sexes.

335961. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Haagele senior (C.) et Haagele junior (K.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux dispositifs d'ouverture et de fermeture pour récipients rotatifs.

335962. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Lindmark (T.-G.-E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour soulager les turbines compound de la pression axiale.

335963. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Favriot (M^{me} E.-M.-O.), représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de corset.

335964. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Bergmann (E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé permettant de séparer des matières dont on a extrait les corps gras, l'agent d'extraction dont on s'est servi.

335965. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Mc Clellon (J.-M.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Chaudière aqua-tubulaire.

335966. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Clark (A.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de pose-pieds pour motocycles et autres machines du même genre.

335967. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Société dite : *Smyth Machine Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à coudre les cahiers pour la reliure des livres.

335968. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Société Duverger et Feuillette, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence n° 59. — Chauffe-bain.

335969. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Compagnie de Fives-Lille, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Rhéostat liquide automatique.

335970. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Compagnie de Fives-Lille, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif facilitant la mise en quantité des alternateurs.

335971. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Société Besnard père, fils et gendres, représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnement aux récipients à réchaud destinés à distribuer de l'eau bouillante sur les souches de vigne.

335972. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Campagne (E.-A.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Procédé de fabrication de sels métalliques et de régénération de bains électrolytiques.

335973. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Rice (W.-S.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Bandages herniaires perfectionnés.

335974. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Sager (J.-H.) et Green (G.-D.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif de refroidissement de surfaces chauffées.

335975. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Gasselin (C.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'automate dit : *Joueur de boule automatique*.

335976. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Tirribillot (P.-A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Produit pour le goudronnage des routes.

335977. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Peterson (G.-O.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Four perfectionné pour griller du minerai finement divisé pour calciner de la dolomie etc.

335978. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Stanford (W.) et Rubery (A.-F.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux pédaliers de bicyclettes.

335979. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Jean (F.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé d'épuration et de stérilisation des eaux potables et des eaux résiduaires.

335980. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Rothstein (H.-L.), représenté par M^{me} Rothstein (N.), boulevard Saint-Louis, n° 37, à Aix (Bouches-du-Rhône). — Compteur automatique.

335981. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Rousseau (E.) et Grognot (L.), représentés par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Désincrustant épurateur.

335982. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Chandon (L.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système d'armoire-table pour machines à écrire.

335983. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Seingery (A.), Salmon (D.) et Husson (L.), à Charleville (Ardennes). — Nouveau système de montage applicable aux brosses et balais à la poix en général et aux balais à colle le papier peint en particulier.

335984. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Dupré (O.), à Blairville, canton de Beaumetz-les-Loges (Pas-de-Calais). — Système de levier avant-train pour herse-écrouteuses émotieuses.

335985. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Müller (R.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Couvertisseur pour courants électriques.

335986. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Roberts (J.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux appareils à polir les verres de table et autres objets analogues.

335987. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Société Aimé Martinet et Victor Gay, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Bougie d'allumage pour moteurs à explosions.

335988. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Hinzpeter (A.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Ferme-circuit actionnant automatiquement les indicateurs électriques des stations placés dans les trains de chemins de fer.

335989. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Cârels (J.-M.), représenté par Blétrv, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

335990. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Maïche (L.), représenté par Coulomb, à Paris, rue de l'Arcade, n° 36. — Nouveau mode de transmission et de réception sans fil des signaux électriques.

335991. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Calvet-Pinet (J.), à Nîmes-sur-Tel (Pyrénées-Orientales). — Bouillie insecticide à base d'aloes.

335992. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Société dite Pignat et C^{ie}, représentée par Gruffe, rue de Paris, n° 2, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux turbines aérodynamiques.

335993. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Riveriau (A.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Store destiné à la publicité.

335994. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Raye (M^{me} N.K.), représentée par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Emballage pour expédier des documents à plat.

335995. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Villaret (A.-F.), rue Raodot, à Mustapha (Algérie). — Robinet de jauge automatique à débit constant sous pression variable.

335996. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Weiss (A.-R.), représenté par Mes-ticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 4. — Procédé de détartrage des tubes ou rognures pour la préparation de gélatine et de colle.

335997. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Richter (A.), représenté par Lasseix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil pour l'enlèvement des poussières dans les étoffes, tapis, meubles, etc.

335998. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Garnier (P.-J.-M.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 3e. — Dispositif électromécanique d'embrayage de changement de vitesse et d'inversion de marche.

335999. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Mavet (R.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux ventilateurs et aux pompes rotatives.

336000. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Mathes (H.-H.) et Hofstetter (C.), représentés par Lissac, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Montre à mouvement visible.

336001. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Société anonyme des produits Fred. Beyer et C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Rennot, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil et procédé pour amorcer la vapeur.

336002. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Lammie (B.-G.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les moteurs à courants alternatifs simples.

336003. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Girard (J.-F.), à Paris, rue Ordener, n° 118. — Nouveau siphon obturateur vertical à double emboîtement et à échappement d'air direct pour canalisations.

336004. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Lejeune (M.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à fraiser automatiquement les entrées des dents d'engrenages.

336005. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Lemerrier (H.-A.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé et dispositif pour augmenter la vaporisation et éviter les incrustations dans les générateurs.

336006. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Davis (R.-H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné pour fixer le casque au scaphandre.

336007. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Cheneaux (E.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Bride de raccordement pour tuyaux, etc.

336008. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Laurand (P.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil à détartre.

336009. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Jepson (J.-T.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Wagon se déchargeant par le fond pour matières en vrac.

336010. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Pearl (A.-Y.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Tarière à percer des trous carrés et rectangulaires.

336011. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Brown (W.-E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Machine à remplir les bouteilles, flacons, etc.

336012. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Skyum (C.-E.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Dispositif de remplissage.

336013. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Roux (M.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Tir automatique.

336014. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Gergent (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Support classeur de patrons.

336015. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Schwiier (B.-F.), représenté par Bligny, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Composition perfectionnée pour meules, polissoirs, etc.

336016. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Clément (A.) et Primault (L.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine magnéto-électrique d'allumage pour moteurs à explosion, voitures automobiles.

336017. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Lalande (L.) et Frassier (L.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de réception et de transmission de commandes à distance par ondes électriques.

336018. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Paris (P.) et Journée (R.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bougie d'allumage à étincelles disruptives multiples pour moteurs à explosions.

336019. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Stoffel (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif de réglage de l'essence dans les carburateurs à gicleur.

336020. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Société Aktieselskabet Venezuela Asfalt Kompagni, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication d'asphalte artificiel.

336021. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Thiéron (H.), à Doucey (Marne). — Frein à bobine pour bicyclette sur la roue d'arrière.

336022. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Doinet (L.), rue David-Johnston, n° 131, à Bordeaux (Gironde). — Châssis moustiquaire.

336023. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Köhler (H.), représenté par Grumont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Fermeture destinée à rendre inodores les urinoirs, lavoirs, etc.

336024. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Ditner (A.) et Engasser (E.), représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Fermeture automatique pour indicateurs de niveau d'eau.

336025. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Bruchheuser (C.-E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Soutien pour articulations et appareil pour le développement du doigté pour pianistes.

336026. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Eitle (C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à charger les cornues à gaz.

336027. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Schroeder (F.-W.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les commandes à friction.

336028. Brevet de cinq ans, 13 octobre 1903; Adam (D.-C.), rue Sainte-Émilie, à Sous-le-Bois-Manbeuge (Nord). — Pédalier libre à mouvements alternatifs muni d'un fil manœuvré par la pédale.

336029. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Malcolm (J.-A.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux carburateurs.

336030. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Guénault (R.), représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Appareil photographique à main.

336031. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Thompson (E.-L.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil extincteur avertisseur automatique.

336032. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Heath (W.-E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Fermeture pour bouteilles, flacons et autres récipients.

336033. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Brown (H.-G.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Block-système automatique.

336034. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Société Industriewerke für heilgymnastische Apparate, Maschinen & Metallwaren G. m. b. H., représentée par la société Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Extenseur avec poignées fixées aux pièces transversales qui portent les câbles élastiques.

336035. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Société Industriewerke für heil-gymnastische Apparate, Maschinen & Metallwaren G. m. b. H., représentée par la société Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Appareil de gymnastique en chambre.

336036. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Bressoux (F.-V.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de tir automatique.

336037. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Nicolle (A.) et Nicolle (H.), représentés par Lafontaine, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 42. — Nouvelle disposition d'accouplement de pompe et moteur sur véhicule pour l'élévation à grand débit de tous liquides.

336038. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Lagrandeur (E.-C.), à Paris, rue de la Villette, n° 13 bis. — Broderie sur bois et application bois sur bois ou tissus.

336039. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Bellieni (H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour la vision des vues stéréoscopiques avec leur vrai relief.

336040. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Schneider (H.-P.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux pare-obstacles pour véhicules sur voie (trams et similaires).

336041. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Collard (H.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil pour le lavage du fil hélicoïdal à sa sortie du trait de sciage.

336042. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Betts (L.-F.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux brûleurs de gaz destinés à la production de la chaleur ou de la lumière.

336043. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Société Moëlline Lubricating Company, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Dispositifs perfectionnés pour le graissage des broches des filatures et des métiers renavideurs.

336044. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Von Muntean (A.) et Birtler (S.), représentés par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Moteur à vent.

336045. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Société dite : *The National Cash Register Company m. b. H.*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de caisse enregistreuse pour sociétés coopératives de consommation, etc.

336046. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Lescure (P.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Dynamo à courant continu à force électromotrice et à vitesse variables.

336047. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Love (S.-E.) et Mc Rae (W.-J.), représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Perfectionnements apportés pour la manipulation des récipients en métal et autres.

336048. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Howe (F.-D.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Transmission à changement de vitesse.

336049. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Gilbert (A.-D.), à Paris, rue Constance, n° 8. — Porte-parapluies à ressort.

336050. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Rindfleisch (W.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Égrugeoir pour machines à battre le blé.

336051. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Burchall (W.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouvelle disposition de moteur à explosion également applicable aux machines à vapeur.

336052. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Kubale (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de fumigation pour la tête.

336053. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Moulun (G.), représenté par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Mode de fixation de lettres amovibles sur planchettes.

336054. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Clark (J.-H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif applicable aux fourneaux et aux appareils de chauffage en vue d'améliorer le rendement.

336055. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Lowry (G.-A.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux installations téléphoniques (système de distribution des lignes).

336056. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Dittmann (T.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Mûles, n° 15. — Procédé de production des photographures typographiques.

336057. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Société dite: *Smil Wünsche Aktiengesellschaft für photographische Industrie*, représentée par la société Marillier et Robert, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Chambre photographique détachable.

336058. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Rénacene (J.-L.), représenté par Aasi, à Paris, rue des Martyrs, n° 42-47. — Genre de panneau démontable.

336059. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Schlichter (F.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Doigtier en forme de chapeau et procédé pour sa fabrication.

336060. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Otting (K.), représenté par Blety, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à coudre.

336061. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Mills (R.-H.-D.), représenté par Gay, rue de Grose, n° 79, à Rouen (Seine-Inférieure). — Nouvelle disposition dans les machines à imprimer les étoffes.

336062. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Joubert (G.-F.), à Paris, boulevard Malesherbes, n° 155. — Préparation de sels et d'acides contenant de l'oxygène actif et facilement libérable.

336063. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Valin (R.), représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Mécanisme pour jouer automatiquement le piano.

336064. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Bright (G.-E.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Dispositif servant à mesurer des objets de forme irrégulière.

336065. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Gayley (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Méthode et appareils propres à extraire l'humidité de l'air destiné aux fourneaux à vent forcé et aux couvertisseurs.

336066. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Société Hofmann et C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disposition pour réclames lumineuses.

336067. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Thuét (G.-J.-F.) et Moisson (F.-M.-J.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de brosse rotative pour le nettoyage des tonneaux de bouillangerie.

336068. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Laurent (S.), représenté par Bonné et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Carburateur auto-régulateur d'admission d'air pour moteurs à explosions.

336069. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Sanfilippo (L.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Four à chambre de flux pour le traitement des minerais.

336070. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Carlin (L.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans le mode d'utilisation de la vapeur d'échappement des appareils à vapeur.

336071. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Voland (A.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Nouveau bandage élastique pour roues de cycles, automobiles et véhicules quelconques.

336072. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Société anonyme Graff et C^{ie}, représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Appareil chimique destiné à l'extinction des incendies avec un réservoir conique muni d'un tuyau d'échappement des gaz, placé en biais ou obliquement à l'axe.

336073. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Diplock (B.-J.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Véhicules routiers ou autres en deux parties articulées.

336074. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Poillevillain dit Paul Villain (Auguste-François dit Paul), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Indicateur avec essieu et serre-frein automatique.

336075. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Davis (S.-W.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Passage des chaudières à vapeur.

336076. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Vah Westrum (L.-S.), représenté par Payollet, à Paris, rue de Mogador, n° 48. — Procédé de pavage des rues.

336077. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Cayrol (J.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Régulateur automatique de débit et de pression pour becs à gaz et autres.

336078. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Sanfilippo (I.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Cables tressés transversalement.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Société de matériel téléphonique (G. Aboillard et C^{ie}), 1^{er} octobre 1902, brevet 32586/1313. (Réseau téléphonique à batterie centrale.)

Gislard (A.-V.-H.-L.), 3 octobre 1902, brevet 325003/1314. (Nouveau pont suspendu rigide.)

Shepherd (G.-H.), 8 octobre 1902, brevet 325413/1315. (Perfectionnement aux raquettes destinées au jeu de lawn-tennis, etc.)

Société de matériel téléphonique (Georges Aboillard et C^{ie}), 13 octobre 1902, brevet 32586/1316. (Réseau téléphonique à batterie centrale.)

Kornfeld (M^{re} A.), née Tapin (B.), 27 décembre 1902, brevet 328107/1317. (Lampe à alcool Kornfeld.)

Société E. Lazuttes et O. Duffo, 22 octobre 1902, brevet 323431/1318. (Désengageur effaçable à poulies verticales et à calage direct pour la pédale destinée à la fermeture automatique des disques et signaux de chemins de fer, au passage des trains et à la manœuvre de ces signaux de plusieurs points isolés au moyen d'un seul fil.)

Société de matériel téléphonique (Georges Aboillard et C^{ie}), 5 novembre 1902, brevet 328103/1319. (Compteur enregistreur des communications téléphoniques.)

Combet et Fourquain, 12 novembre 1902, brevet 327941/1320. (Filtre à liquide, dit le Pratique.)

Bataille (E.) et Parier (L.), 14 novembre 1902, brevet 328079/1321. (Nouvelle carte postale illustrée.)

Société Badische Anilin & Soda-Fabrik, 8 décembre 1902, brevet 328148/1322. (Production d'indoxyle et de ses dérivés.)

Société Badische Anilin & Soda-Fabrik, 8 décembre 1902, brevet 328148/1323. (Production d'indoxyle et de ses dérivés.)

Société Chemische Fabrik Jberdingen Liemau & Co., 19 décembre 1902, brevet 328009/1324. (Hydrochlorure de pinène épuré et procédé pour le produire.)

Blondel (A.), 22 décembre 1902, brevet 323924/1325. (Perfectionnements aux charbons des lampes à arc électriques.)

Pierron (E.), 24 décembre 1902, brevet 327367/1326. (Aéromote.)

- Perkiewicz (M.), 15 juin 1903, brevet 330655/2027. (Procédé pour enduit protecteur contre les efflorescences et contre les effets de briques sortant de la presse à mouler en bandes.)
- Junkers (H.), 22 juin 1903, brevet 321797/2028. (Appareil chauffant.)
- Angles (A.-J.), 25 juin 1903, brevet 325780/2029. (Procédé et application des parasites de la vigne dit : *Gazotherme*.)
- Poujet (T.), 26 juin 1903, brevet 332152/2030. (Pincettes à garnir pour jarretelles et supports de chaussettes.)
- Errington (F.-A.), 30 juin 1903, brevet 323571/2031. (Moyens de l'outil ou de la pièce dans les machines-outils.)
- Charlopin (C.-L.), 4 juillet 1903, brevet 320940/2032. (Bec brûleur à électeur pour incandescence par les gaz ou les hydrocarbures liquides.)
- Houben (T.), 6 juillet 1903, brevet 331203/2033. (Guêtre ou enveloppe en cuir pour pneumatiques d'automobiles.)
- Société Bochumer Metallwarenfabrik G. m. b. H., 7 juillet 1903, brevet 331598/2036. (Dispositif d'allumage pour lampes de mineurs dans lequel la lame d'un ressort pour tendre le ruban d'allumage servent de guides pour ce mastic à base de zinc pour joints chauds.)
- Société anonyme des moteurs et automobiles «Hérald», 8 juillet 1903, brevet 331598/2036. (Frein agissant dans les deux sens de marche pour voitures et autres destinations.)
- Hennebutte (H.-J.-E.), 9 juillet 1903, brevet 327655/2037. (Carburateur.)
- Montaner (M.), 9 juillet 1903, brevet 331675/2038. (Perfectionnement de fabrication des bouchons en liège aggloméré et en liège naturel.)
- Zubalof (I.), 10 juillet 1903, brevet 323648/2039. (Système d'appareil électro-magnétique par trembleur pour moteurs à explosions.)
- Société électro-métallurgique française, 10 juillet 1903, brevet 323648/2039. (Procédé de fabrication de l'acier par voie électro-métallurgique.)
- Appert (G.-A.), 11 juillet 1903, brevet 328071/2041. (Système de sûreté pour portes en tous genres.)
- Julien (A.-J.-M.), 11 juillet 1903, brevet 297410/2042. (Embrayage perfectionné.)
- Grethe (L.), 11 juillet 1903, brevet 319140/2043. (Perfectionnement de diaphragmes aquatubulaires.)
- Mercadier (J.-H.), 11 juillet 1903, brevet 331005/2044. (Commutateur à fil fusible pour installations unipolaires ou multipolaires.)
- Bellanger (P.), 11 juillet 1903, brevet 287062/2045. (Disposition de joint à soupape avec maintien en contact des deux pièces du récipient même.)
- Siegel (G.-A.), 15 juillet 1903, brevet 332420/2046. (Support pour piles.)
- Société anonyme des usines du Pied-Selle, 15 juillet 1903, brevet 332420/2046. (Système d'instrument pour la confection de cachets de cire.)
- Ducrotet (E.-A.), 16 juillet 1903, brevet 332712/2048. (Transformateur pour les postes de télégraphie sans fil.)
- Société Aktien-Gesellschaft für Anilin-Fabrikation, 16 juillet 1903, brevet 329481/2049. (Procédé pour la production de colorants soufrés jaunes.)
- Société générale de bonneterie, 20 juillet 1903, brevet 326408/2050. (Méthode aux métiers rectilignes à bonneterie employant les aiguilles trait à un nouveau mode de fabrication d'articles diminués maille uni.)
- Dupuy (P.), 17 juillet 1903, brevet 324583/2051. (Procédé de rubis agglomérés.)

Georges (H.), 17 juillet 1903, brevet 307418/2052. (Nouveau système de voiture d'enfant pliante.)

Quambusch (A.), 18 juillet 1903, brevet 326151/2053. (Système de caisse contrôlée ou enregistreuse.)

Thélot (J.-A.), 18 juillet 1903, brevet 330211/2054. (Malle repliable.)

Société française d'incandescence par le gaz (système Auer), 20 juillet 1903, brevet 327906/2055. (Mécanismes de lampes à arc.)

Fasenet (G.-L.), 21 juillet 1903, brevet 326659/2056. (Busc à fourreaux avec agrafes et portes mobiles et à lames changeables, lisses, sans rivets.)

Schade van Westrum (L.), 21 juillet 1903, brevet 330645/2057. (Liquide arroseur pour l'arrosage des rues.)

Lingal-Guillot (E.), 22 juillet 1903, brevet 301673/2058. (Bac-abreuvoir à niveau constant.)

Compagnie universelle d'acétylène, 22 juillet 1903, brevet 323645/2059. (Appareil de sûreté pour chalumeau à gaz.)

Société Sautter, Harlé et C^{ie}, 22 juillet 1903, brevet 327903/2060. (Commande des gouvernails.)

Waldbaur (A.), 22 juillet 1903, brevet 314230/2061. (Procédé et appareil de chauffage des liquides.)

Bidal (C.), 22 juillet 1903, brevet 332813/2062. (Hourdis destiné aux planchers en béton armé.)

Witzenmann (E.) et Bühler (H.), 22 juillet 1903, brevet 328933/2063. (Système de suspension par tube métallique flexible, avec dispositif de guidage et contrepoids compensateur d'équilibre pour lampes et appareils d'éclairage en général.)

Dillemann (A.), 24 juillet 1903, brevet 331350/2064. (Lampe à incandescence par l'alcool.)

Coin (L.), 25 juillet 1903, brevet 313368/2065. (Perfectionnements apportés aux métiers à tisser.)

Paiasseau-Feil (C.-J.-B.), 25 juillet 1903, brevet 329145/2066. (Système de montage des perles fines et pierres pour la joaillerie.)

Böhm (J.); Wiener (A.), Neuberger et Neumann, 25 juillet 1903, brevet 331988/2067. (Matelas rotatif.)

Louziat (J.), 25 juillet 1903, brevet 334205/2068. (Nouveau procédé pour la fabrication de l'air liquide.)

Nastin (J.-S.), 30 juillet 1903, brevet 305650/2069. (Appareil à piler les pommes et à concasser les grains.)

Schmitt (A.), 27 juillet 1903, brevet 329966/2070. (Mouvement de montre de hauteur minime.)

Société anonyme The Continental Hall Signal Company, 27 juillet 1903, brevet 312452/2071. (Perfectionnements dans les appareils d'aiguillage de voies de chemins de fer et les appareils d'enclenchement de signaux.)

Pelletier (L.) et Monier fils (G.), 28 juillet 1903, brevet 328496/2072. (Appareil de culture physique dit *Musclateur*.)

Prache (P.), 29 juillet 1903, brevet 318551/2073. (Système d'appareils amovibles destinés à maintenir les machines en tous sens, sans fondations, et à supprimer la transmission au sol de leurs trépidations et du bruit qu'elles produisent.)

Bombart (H.-J.-B.), 31 juillet 1903, brevet 332089/2074. (Appareil à stériliser.)

Arnoux (R.) et Guerre (E.), 30 juillet 1903, brevet 319750/2075. (Perfectionnements dans les bobines d'induction dites *bobines de Ruhmkorff*.)

Fouché (E.), 30 juillet 1903, brevet 325403/2076. (Chalumeau à gaz.)

Burdick (C.-L.), 13 mai 1903, brevet 314032/2077. (Appareil destiné à faciliter l'application de couleurs ou de liquides sur des surfaces telles que le papier, la porcelaine, les tissus, le bois, etc.)

Lacraz (G.), 10 juillet 1903, brevet 333508/1908. (Perfectionnements apportés aux machines à entrecouper les peignes.)

Minne (A.), 25 juillet 1903, brevet 328408/1909. (Nouveau système de contre-écrou dit contre-écrou rationnel.)

Mathieu (J.-C.), 27 juillet 1903, brevet 323273/1908. (Appareil à acétylène dit : l'Automatique Simplex.)

Crochet (H.), 30 juillet 1903, brevet 323633/1908. (Perfectionnement au moulage des matières vitrifiées et céramiques.)

Bourchanin (J.), 30 juillet 1903, brevet 330773/1908. (Piège à papillons, dit Piège Beaujolais.)

Roux (C.-F.), 31 juillet 1903, brevet 331811/1908. (Perfectionnements dans les appareils de chauffage domestiques et industriels.)

Shely (W.-A.) et Shely (A.-M.), 1^{er} août 1903, brevet 328737/1908. (Machine à broyer et à espader ou teiller les matières fibreuses.)

Schulz (J.), 1^{er} août 1903, brevet 318945/1905. (Mécanisme moteur pour des cycles.)

Bernet-Charoy (L.-A.), 1^{er} août 1903, brevet 311563/1906. (Dispositif de fixation des outils sur les machines agricoles.)

Société A. Bory et C^{ie}, 3 août 1903, brevet 311188/1907. (Nouveau système d'appareil de sulfatage.)

Soriano (J.-R.), 5 août 1903, brevet 332051/1908. (Asphalte artificiel.)

Société savoisienne de conserves alimentaires, 4 août 1903, brevet 313444/1909. (Système de fermeture des boîtes métalliques pour conserves alimentaires et autres applications.)

Kestner (P.), 1^{er} août 1903, brevet 310858/1900. (Perfectionnements aux appareils à humidifier l'air.)

Bonzel (C.), 4 août 1903, brevet 317256/1901. (Nouvelle application des briques en terre cuite, des barres de fer ou d'acier, du ciment ou du plâtre à la formation de sommiers, linteaux, panneaux de planchers, etc.)

Manufacture lyonnaise de matières colorantes, 4 août 1903, brevet 311122/1902. (Procédé pour la production d'un nouveau dérivé soufré de la m. toluylène diamine, et de colorants soufrés teignant directement le coton en jaune, qui en dérivent.)

Manufacture lyonnaise de matières colorantes, 4 août 1903, brevet 311183/1903. (Procédé pour la production de colorants soufrés brun-orangés.)

Page (F.-C.-B.), 4 août 1903, brevet 319987/1904. (Système de bouchage pour boîtes à conserves, vases et autres récipients.)

Thomas (M.-F.), 1^{er} août 1903, brevet 330162/1905. (Insectivore.)

Lalbin (E.-L.), 5 août 1903, brevet 333094/1906. (Procédé et appareil d'extraction du soufre par travail continu.)

Paige (W.-R.), 5 août 1903, brevet 308067/1907. (Perfectionnements dans les machines ou appareils pour répandre de l'engrais et pouvant aussi servir à répandre du sable, des semences et autres matières.)

Dvůrak (P.), 5 août 1903, brevet 277726/1908. (Procédé et machine pour placer automatiquement les feuilles de papier, carton, toile, étoffe, etc., dans les presses d'imprimerie et lithographiques de tout genre.)

Burbot (M.), 5 août 1903, brevet 329364/1909. (Four portatif à lopins pour maréchaux-ferrants.)

Denizot (P.-A.), 6 août 1903, brevet 318039/1900. (Fermeture pour récipients, système Denizot.)

Breil (A.), 10 août 1903, brevet 333375/1901. (Appareil faisant monter la liquide au-dessus de toutes sortes de pistons pour pompes et manèges, système Breil.)

Ducrotet (E.-A.), 21 juillet 1903, brevet 310794/1900. (Perfectionnements dans les appareils destinés à transmettre et à recevoir les ondes électriques hertziennes.)

-), 3 août 1903, brevet 280690/2103. (Interrupteur à mercure.)
-), 10 août 1903, brevet 318398/2104. (Protecteur destiné à éviter les échauffements par les presses à briques.)
-), 10 août 1903, brevet 297928/2105. (Nouvelle machine à écrire.)
-), 8 août 1903, brevet 318886/2106. (Barrette pour chevelure de fil.)
-), 8 août 1903, brevet 330192/2107. (Bouchage pour liquides gazeux.)
- W.) et Dupuis (C.), 8 août 1903, brevet 331406/2108. (Dispositif de projection et la vision de vues stéréoscopiques fixes ou animées.)
- A.), 8 août 1903, brevet 333797/2109. (Flèche de tir pour jonets.)
- H.), 8 août 1903, brevet 333414/2110. (Système de montagne russe.)
-), 10 août 1903, brevet 326968/2111. (Appareil à fondre les cylindres typographiques, etc.)
-), 10 août 1903, brevet 313575/2112. (Nouveau compteur à eau en verre.)
- Industrie Aktiengesellschaft «Vogesia», 10 août 1903, brevet 329789/2113. (Appareil de chauffage ou cheminée mobile pour locaux quelconques.)
-), 10 août 1903, brevet 331449/2114. (Système de soudeuse.)
-), 11 août 1903, brevet 333344/2115. (Procédé de transformation du phosphate bicalcique, sulfate de calcium hydraté et acide carbonique.)
-), 12 août 1903, brevet 232988/2116. (Nouveau procédé d'entoilage des produits obtenus par ce procédé.)
-), 12 août 1903, brevet 332127/2117. (Bec à incandescence par le gaz de bois, l'alcool et le pétrole et autres produits volatils, brûlant à flamme.)
- T.), 14 août 1903, brevet 321480/2118. (Nouveau procédé d'impression des tissus.)
- Pourré et P. Sauton, 13 août 1903, brevet 332572/2119. (Nouveau système de levage.)
- S.), 14 août 1903, brevet 333782/2120. (Perfectionnements dans le renversement des wagonnets.)
-), 14 août 1903, brevet 269198/2121. (Nouveaux panneaux céramiques pour décorations de tous genres et procédé de fabrication.)
-), 14 août 1903, brevet 331014/2122. (Appareil gazogène destiné à produire un gaz pauvre exempt de goudron.)
-), 14 août 1903, brevet 325799/2123. (Nouveau système de fermeture de bouchon pour le contenu des bouteilles et autres récipients.)
-), 14 août 1903, brevet 332850/2124. (Système d'échappement pour moteur à mélange.)
-), 17 août 1903, brevet 323803/2125. (Système de métronome silencieux à réglage instantané.)
- (E.), 17 août 1903, brevet 317019/2126. (Dispositif adapté au maseur pour écarter la formation des vapeurs.)
-), 23 juillet 1903, brevet 329767/2127. (Arrêt automatique agissant sur le levage de butée commandée spécialement par chacune des boîtes dans les transmissions multiples.)
-), 4 août 1903, brevet 297004/2128. (Pile électrique domestique Léon.)
- H.), 17 août 1903, brevet 311942/2129. (Perfectionnements aux wagons et aux appareils et accessoires qui s'y rattachent.)

- Ouillé (A.), 17 août 1903, brevet 330920/2130. (Bouteille irremplissable.)
- Société d'appareillage électrique et industriel, 17 août 1903, brevet 311048/2131. (Coupe-circuit de sûreté.)
- Prouvest (A.), 20 août 1903, brevet 310493/2132. (Rayon-ressort pour roues de voitures automobiles ou autres véhicules.)
- Rebon jeune (E.), 21 août 1903, brevet 329349/2133. (Système de générateur de gaz acétylène dénommé *l'Automatique Rebon*.)
- Johnston (J.-H.), 18 juillet 1903, brevet 334560/2134. (Carburateur perfectionné.)
- Luthringer (T.), 22 août 1903, brevet 321480/2135. (Nouveau procédé d'imperméabilisation des tissus.)
- Bourg (M.), 22 août 1903, brevet 330319/2136. (Appareil applicable à la brodeuse pour éviter aux tonneaux de dévier dans leur marche ou sortir de leurs berceaux.)
- Estevenel (E.), 16 août 1903, brevet 324919/2137. (Nouveau tendeur pour fils métalliques.)
- Branget (A.), 21 août 1903, brevet 319642/2138. (Appareil trieur à vent pour le classement des matières moulues ou pulvérisées.)
- Société Lulsdorf et C^e, 21 août 1903, brevet 323907/2139. (Jeu d'adresse *le M. licieux*.)
- Périé (A.), 21 août 1903, brevet 328461/2140. (Attaches pour ornements sacerdotaux et autres.)
- Société pour l'industrie chimique à Bâle, 22 août 1903, brevet 330388/2141. (Procédé de fabrication de produits colorés résultant de la condensation des nitrosoxycomposés avec les amines aromatiques ainsi que de leucoindophénols en dérivant.)
- Delarue (E.), 22 août 1903, brevet 322053/2142. (Obturbateur perfectionné pour pipes et autres objets.)
- Morel (J.), 24 août 1903, brevet 313026/2143. (Mécanisme simplifié de mise à l'heure par la couronne.)
- Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, 24 août 1903, brevet 317121/2144. (Procédé pour la fabrication de l'indoxyle et de ses homologues.)
- Bastin (P.), 26 août 1903, brevet 322092/2145. (Appareil d'échardonnage pour laines ou autres matières filamenteuses, *système P. Bastin*.)
- Frachebourg (J.), 26 août 1903, brevet 326763/2146. (Appareil détectif pliant pour la photographie en noir et en couleurs.)
- Vulliet-Durand (G.), 27 août 1903, brevet 319970/2147. (Système de scierie mécanique transportable pour le sciage des pierres et marbres sur place.)
- Société Degageux frères, 29 août 1903, brevet 325543/2148. (Nouvel appareil à rayons automatiques applicable sur métier circulaire à bonneterie.)
- Société anonyme Bielefelder Nähmaschinen und Fahrrad-Fabrik vormals Heugtenberg & C^e, 28 août 1903, brevet 319796/2149. (Caisse de sûreté.)
- Nawatung (R.), 28 août 1903, brevet 322709/2150. (Machine à couper le lard.)
- Courtot (G.-L.), 28 août 1903, brevet 327814/2151. (Procédé et appareil pour la reproduction en couleur de dessins ou de motifs quelconques sur une matière quelconque.)
- Société dite : *The Toledo Glass Company*, 30 août 1903, brevet 324644/2152. (Perfectionnements à la fabrication d'objets en verre.)
- Lubin (D.), 12 août 1903, brevet 325523/2153. (Dispositif pour engendrer un effort moteur.)
- Busset-Schilla (P.), 26 août 1903, brevet 334791/2154. (Régulateur différentiel.)
- La Force (H.-J.) et Maurice (E.-C.-P.), 27 août 1903, brevet 334729/2155. (Chambre noire portative et pliante pour photographes.)
- Société pour l'industrie chimique à Bâle, 28 août 1903, brevet 334797/2156. (Procédé de teinture au moyen des colorants sulfurés (soufrés).)

Baurieux (J.-E.), 29 août 1903, brevet 325151/2157. (Moyens d'application de l'amiante aux objets, outils et instruments servant à la fabrication des flacons, bocaux et bouteilles en verre.)

Erfurt (M.), 29 août 1903, brevet 325901/2158. (Procédé et appareil pour faire du lait de colle au moyen de savon de résine.)

Janvier (A.), 29 août 1903, brevet 327409/2159. (Lettre lumineuse à motifs interchangeables.)

Riéger (J.-J.), 31 août 1903, brevet 326818/2160. (Passe-courroies, système J.-J. Riéger.)

Raison sociale L. Gührs Wwe, 31 août 1903, brevet 332657/2161. (Procédé de fabrication du zinc.)

Veluard (A.-L.), 1^{er} septembre 1903, brevet 327546/2162. (Dispositifs permettant la fabrication mécanique et continue du plumetis sur métiers à tisser de tous systèmes et pour tous genres de tissus.)

Chameroy (B.-H.), 1^{er} septembre 1903, brevet 333734/2163. (Appareils avertisseurs signalant le dégonflement des bandages pneumatiques.)

Rutz (E.), 2 septembre 1903, brevet 324337/2164. (Fautueil-toilette.)

Kuch (A.), 2 septembre 1903, brevet 330719/2165. (Multiplicateur de forces.)

Société Rheinische Gesellschaft für Metall Industrie Greve Herzberg & C^e, 2 septembre 1903, brevet 313447/2166. (Machine à écrire.)

Liais (L.), 3 septembre 1903, brevet 332127/2167. (Bec à incandescence par le gaz de houille et autres, l'alcool et le pétrole et autres produits volatils, brûlant à flamme renversée.)

Kugel (P.) et Gelpke (V.), 4 septembre 1903, brevet 332454/2168. (Perfectionnements aux turbines à vapeur ou à gaz à chargement radial.)

Société générale de bonneterie et M. Boucher (C.), 8 septembre 1903, brevet 305768/2169. (Perfectionnements apportés aux machines à bonneterie employant les aiguilles à bec.)

Davot (E.-E.), 7 septembre 1903, brevet 332713/2170. (Récipient et son mode d'emballage pour le transport des levures vivantes.)

Bigot (A.), 7 septembre 1903, brevet 323657/2171. (Nouveau procédé de fabrication de produits céramiques émaillés ou vernissés.)

Missong (J.), 8 septembre 1903, brevet 331919/2172. (Procédé permettant d'augmenter le rendement thermique des machines à vapeur.)

Ribet (A.-G.), 12 septembre 1903, brevet 329893/2173. (Système de paumelle.)

Schroer (H.), 11 septembre 1903, brevet 330994/2174. (Vérin pour voitures.)

Sandt (F.-L.), 11 septembre 1903, brevet 330604/2175. (Réamorceur Sandt.)

Goudefer (L.), 11 septembre 1903, brevet 330411/2176. (Procédé de fixation et de montage des pièces flexibles sur les diverses machines-outils servant à leur usage.)

Société L. Gaumont et C^{ie}, 20 janvier 1903, brevet 328145/2177. (Système de réglage de la concordance du synchronisme dans les appareils comportant la combinaison d'un phonographe et d'un cinématographe.)

Schuller (J.-J.), 4 mai 1903, brevet 332456/2178. (Appareil automatique à production de gaz acétylène dit : le Plongeur.)

Garcin (J.), 16 juillet 1903, brevet 315317/2179. (Bonde métallique à serrage et desserrage direct et limité.)

Douglas (R.), 17 juillet 1903, brevet 332816/2180. (Appareil pour la production du vinaigre.)

Marès (E.), 18 juillet 1903, brevet 333043/2181. (Doseur d'air dans les carburateurs de moteurs à essence ou à pétrole.)

Grivoins fils (C.), 20 juillet 1903, brevet 333390/2182. (Système de reliure mobile.)

Ollier (J.), 15 août 1903, brevet 334295/2185. (Boîte soufflet pour poudres insecticides ou autres.)

Fossier (J.-S.), 17 août 1903, brevet 334199/2184. (Emballage perfectionné pour fromages, crèmes et autres produits humides.)

Montupet (A.), 18 août 1903, brevet 329947/2185. (Extraction et utilisation des jus sucrés ou autres matières des plantes, racines, légumes, fruits, fleurs, feuilles, etc.)

D'Espujols (B.-L.), 18 août 1903, brevet 330901/2186. (Générateur à vaporisation rapide.)

Campbell (J.-S.), 19 août 1903, brevet 327835/2187. (Perfectionnements apportés aux serrures.)

Ahonso-Consoli (A.), 21 août 1903, brevet 316926/2188. (Nouvelle cornue à travail continu pour la sublimation et l'affinage du soufre.)

Adnet (E.), 21 août 1903, brevet 327893/2189. (Stérilisateur horizontal pour papiers dits : *Stérilisateur Sorel*.)

Vuarchex (C.), 4 septembre 1903, brevet 331747/2190. (Valve perfectionnée pour bandages pneumatiques.)

Ouadon (B.), 26 août 1903, brevet 329558/2191. (Niveau supporteur, système *roue étoile*, à pivot roulant sur billes.)

Boutillier (L.), 25 août 1903, brevet 331014/2192. (Appareil gazogène destiné à produire du gaz pauvre exempt de goudron.)

Le Grand (J.-P.) et Chéneau (X.), 26 août 1903, brevet 312033/2193. (Chapelets de chambres à air pour rouler dégonflé.)

Moreau (P.), 3 septembre 1903, brevet 331686/2194. (Robinet indicateur de niveau.)

Collon (E.), 29 août 1903, brevet 290721/2195. (Système de machines à plier les serviettes et autres pièces de linge plat.)

Clément (A.), 29 août 1903, brevet 323094/2196. (Perfectionnements dans les moteurs à commande mécanique des soupapes d'admission.)

Legrand (A.), 31 août 1903, brevet 335219/2197. (Ancrage et application du travail développé en marche par les ressorts, suspensions, attelages, etc., d'un véhicule quelconque pour toutes applications.)

Société de l'Optique Germain, 31 août 1903, brevet 327312/2198. (Nouveau genre de lentilles applicables à tous les appareils d'optique.)

Société C. Vigreux et L. Brillé, 31 août 1903, brevet 322869/2199. (Perfectionnements applicables aux lampes à arc et en particulier aux lampes à arc triphasé.)

Cansple (E.) et Canaple (A.), 1^{er} septembre 1903, brevet 310110/2200. (Perfectionnements aux freins à mécanisme d'entraînement pour voitures, appareils de lavage, etc.)

Hubert-Brierre (A.-M.), 2 septembre 1903, brevet 328879/2201. (Perfectionnements apportés aux billards.)

Guyot (J.), 26 juillet 1903, brevet 335221/2202. (Gazogène portatif Guyot.)

David père (J.-M.) et David fils (J.-P.), 20 juillet 1903, brevet 332879/2203. (Pelles de boulanger dites à coins et à douilles.)

David père (J.-M.) et David fils (J.-P.), 20 juillet 1903, brevet 333379/2204. (Pelles de boulanger dites à coins et à douilles.)

Schlegelmühl (B.) et la société Aktion Maschinenbau Hülshorst, 29 juillet 1903, brevet 331435/2205. (Mitre de cheminée.)

Wilschmann (H.) et Bédier (E.), 31 juillet 1903, brevet 329142/2206. (Tuyau à triple paroi avec manchons extrêmes d'assemblage et de raccordement.)

Bellot des Minères (A.), Ouderville (F.) et Ouderville (H.), 18 août 1903, brevet 326689/2207. (Pulvérisateur dit : *le Lion*.)

Montupet (A.), 18 août 1903, brevet 330817/2208. (Extraction et utilisation des jus sucrés ou autres de toutes matières.)

- (J.) et Santiot (J.), 18 août 1903, brevet 331507/2209. (Fusil de chasse à gâchette unique et deux détente.)
- Syn (H.), 19 août 1903, brevet 331415/2210. (Moteur rotatif à détente came.)
- L.-P.), 21 août 1903, brevet 327999/2211. (Fourneau de cuisine Phil.)
-), 27 août 1903, brevet 333213/2212. (Disposition d'interrupteurs auxiliaires pour moteurs à répulsion.)
-), 1 septembre 1903, brevet 329726/2213. (Système d'épingle à ouvrage.)
-), 3 septembre 1903, brevet 329750/2214. (Annonces lumineuses pour l'usage des chaudières Lagosse, 8 septembre 1903, brevet 318145/2215. (Appareil pour fixer les tubes dans les plaques tubulaires.)
-), 5 septembre 1903, brevet 322175/2216. (Perfectionnements aux chemins de fer.)
-), 5 septembre 1903, brevet 321154/2217. (Perfectionnements aux fours à cuire.)
- ale Schouwvers frères, 5 septembre 1903, brevet 311197/2218. (Machine pour le biseautage des glaces.)
- et Pützer (H.), 9 septembre 1903, brevet 330174/2219. (Wagon à marchandises à chargement latéral.)
- s (P.), 11 septembre 1903, brevet 326208/2220. (Fabrication de pantalons pour voitures d'enfants.)
- Diesterweg (K.) et Weber (G.), 12 septembre 1903, brevet 324384/2221. (Appareil rotatif avec dispositif de réglage automatique.)
- (F.), 12 septembre 1903, brevet 331809/2222. (Fixe-moustaches en papier, de forme quelconque et pouvant se laver.)
- (H.), 12 septembre 1903, brevet 330393/2223. (Procédé pour conserver les aliments préparés et pour interrompre pendant la durée de la conservation les liaisons.)
- Manufacture parisienne d'appareillage électrique, 14 septembre 1903, brevet 332224/2224. (Genre de rhéostat électrique métallique.)
- (A.), 14 septembre 1903, brevet 331519/2225. (Bicyclette à leviers de commande et à développements multiples.)
- United Shoe Machinery Company de France, 14 septembre 1903, brevet 332226/2226. (Perfectionnements apportés aux machines destinées à la fabrication des chaussures.)
- L.-F.), 31 juillet 1903, brevet 304981/2227. (Nouveau système de moteur compound à quatre cylindres à simple effet.)
- L.-F.), 31 juillet 1903, brevet 304982/2228. (Nouveau système de moteur compound à quatre cylindres à simple effet.)
- (H.), 19 août 1903, brevet 334560/2229. (Carburateur perfectionné.)
- (L.), 7 septembre 1903, brevet 333504/2230. (Boîte servant à développer les plaques photographiques et pouvant également servir à l'emballage des films.)
-), 7 septembre 1903, brevet 334277/2231. (Masque à action anesthésique.)
- (H.) et Watson (C.-H.), 8 septembre 1903, brevet 317040/2232. (Perfectionnements dans les organes servant à transmettre la force dans diverses directions.)
- et Dorsch (H.), 9 septembre 1903, brevet 290906/2233. (Mécanisme de la pièce à travailler appliqué à des machines pour le battage des feuilles.)

- Vincent (P.-F.), 10 septembre 1903, brevet 318575/2234. (Système de voiture-jouet à orientation et double destination.)
- Dauvergne (A.), 12 septembre 1903, brevet 277110/2235. (Machine à plier les tissus.)
- Ravigneaux (P.), 12 septembre 1903, brevet 326856/2236. (Bol à barbe.)
- Roger (J.), 12 septembre 1903, brevet 330192/2237. (Bouchage pour liquides gazeux.)
- Jacquemin (G.), 14 septembre 1903, brevet 307950/2238. (Procédé de préparation et mode d'emploi d'une levure fermentant à haute et basse densité, à haute et basse acidité et à haute et basse alcoollicité.)
- Pourceau (F.) et Lambien (N.), 15 septembre 1903, brevet 323138/2239. (Élévateur d'eau à seaux suspendus par la soupape et à décliquetage automatique.)
- Franck-Valéry (E.) et Franck-Valéry (P.), 16 septembre 1903, brevet 327795/2240. (Protecteur transparent bi-oculaire destiné principalement aux voyageurs et conducteurs d'automobiles.)
- Aschheim (B.), 16 septembre 1903, brevet 325756/2241. (Poêle à alcool à plaque tournante pour fers à repasser.)
- Garchey (L.-A.), 18 septembre 1903, brevet 325475/2242. (Granit synthétique Garchey et la manière de le fabriquer.)
- Sewell (W.-H.), 18 septembre 1903, brevet 293167/2243. (Perfectionnements apportés aux bandages de cycles, voitures et autres véhicules.)
- Posso (A.), 19 septembre 1903, brevet 296253/2244. (Châssis photographique métallique à volet.)
- Gustin (A.-J.), 19 septembre 1903, brevet 328745/2245. (Grille à dispositif d'insufflation d'air, système J. Wagner, pour foyers à tirage forcé ou mixte.)
- Lucas (F.-J.), 29 septembre 1903, brevet 322811/2246. (Agrafe perfectionnée pour courroies de transmission.)
- Lartigue (C.), Garnier (H.) et Perez Peña (L.), 19 septembre 1903, brevet 332881/2247. (Chemin de fer électrique automoteur.)
- Couttoleuc (E.), 19 septembre 1903, brevet 328705/2248. (Moteur rotatif.)
- Carponcin (E.), 22 septembre 1903, brevet 331286/2249. (Mitre dite : *la Nationale*.)
- Faconnet (L.), 21 septembre 1903, brevet 323729/2250. (Perfectionnements aux moyens pour nettoyer les couteaux.)
- De Lasserre (M.), 22 septembre 1903, brevet 330894/2251. (Dispositif pour l'allumage à distance des becs de gaz et spécialement du gaz acétylène.)
- Knappik (R.), 22 juillet 1903, brevet 290468/2252. (Dispositif pour activer la circulation de l'eau dans les chaudières à vapeur.)
- Dreyfus (C.) et Dreyfus (H.), 25 août 1903, brevet 326168/2253. (Procédés pour la préparation des indigos dérivés de la benzine et de la naphthaline et produits intermédiaires.)
- Société générale de coutellerie et orfèvrerie, 2 septembre 1903, brevet 334617/2254. (Nouvelle monture pour couteaux et fourchettes.)
- Société F. Bertrand et C^{ie}, 14 septembre 1903, brevet 334890/2255. (Procédé de baignages successifs pour l'apprêt des tissus, avec intervalle de sèche entre chaque baignage, sans discontinuité.)
- De Hoffmann (C.), 11 septembre 1903, brevet 326978/2256. (Procédé et dispositifs pour l'allumage des charges de combustibles solides et difficilement inflammables.)
- Hayem (E.), 15 septembre 1903, brevet 318743/2257. (Machine à calculer les prix de revient, prix de vente, taux de bénéfice.)
- Latour (M.), 16 septembre 1903, brevet 333415/2258. (Résistance de démarrage pour moteurs à collecteur.)
- Bitard (P.), 21 septembre 1903, brevet 325703/2259. (Appareil destiné au filtrage des vins ou autres liquides dit *Samuel Gasquet*.)

(A.), 22 septembre 1903, brevet 325432/2260. (Système perfectionné de métiers à tisser.)

(A.), 22 septembre 1903, brevet 335023/2261. (Perfectionnements s.)

ger (M.-L.), 22 septembre 1903, brevet 331156/2262. (Perfectionnements corsets.)

(L.), 24 septembre 1903, brevet 331408/2263. (Dispositions nouvelles aux turbines à vapeur à expansion multiple.)

(L.-B.), 25 septembre 1903, brevet 332747/2264. (Pare-Gelée.)

(L.), 26 septembre 1903, brevet 319115/2265. (Nouveau jouet méca-

de produits chimiques ci-devant Sandoz, 26 septembre 1903, brevet (Procédé de production d'un colorant soufré bleu dérivant de la p-oxy-méthylidiphénylamine.)

(L.), 28 septembre 1903, brevet 335038/2267. (Système de propulsion

Rovira (M.), 29 septembre 1903, brevet 327931/2268. (Appareil spécial himent en continu dans lequel le lessivage, le vaporisage et le lavage se quement.)

(-B.) et Thiriet (J.-B.), 29 septembre 1903, brevet 331086/2269. (Nou- électrique à courant continu, sans collecteur, permettant la produc- ent sous toute tension et la transformation de tension par appareil fixe.)

(-J.-F.-M.), 29 septembre 1903, brevet 328991/2270. (Système d'appareil ne perfectionné à chambre pliante.)

3 octobre 1903, brevet 333375/2271. (Appareil faisant monter le liquide outes sortes de pistons pour pompes et manèges.)

or. Telschow G. m. b. H., 30 septembre 1903, brevet 332349/2272. at à ouverture réglable pour machines à faire les enveloppes et appa- s.)

et Guth (A.), 1^{er} octobre 1903, brevet 310554/2273. (Indicateur de hicules de tous genres.)

(-A.), 1^{er} octobre 1903, brevet 327287/2274. (Porte-ticket de chemins

re et C^{ie}, 3 octobre 1903, brevet 332215/2275. (Étripène de dévidoir le filature, bonneterie, etc.)

ski (I.), 3 octobre 1903, brevet 327732/2276. (Perfectionnements aux

(.), 27 juin 1903, brevet 322600/2277. (Perfectionnements dans les séparateurs de l'azote et de l'oxygène provenant de l'air atmosphé-

, 13 juillet 1903, brevet 323006/2278. (Système de turbine hydrau-

(.), 28 juillet 1903, brevet 312796/2279. (Système de machine à bou-

(.), 22 août 1903, brevet 324828/2280. (Extracteur bouchon.)

(.), 21 septembre 1903, brevet 323076/2281. (Pompe libre.)

, 29 septembre 1903, brevet 333032/2282. (Dispositif d'extension pour

et et fils aîné, 29 septembre 1903, brevet 327644/2283. (Système de e composé pour rideaux, tentures, etc.)

Gramophone & Typewriter limited, 29 septembre 1903, brevet Perfectionnements dans les phonographes et gramophones.)

30 septembre 1903, brevet 324889/2285. (Perfectionnements aux pho- ariot entraîneur du diaphragme et du pavillon acoustique.)

Tilmant (J.), 2^e octobre 1903, brevet 311245/2286. (Calendrier matique.)

Ter Weele (F.), 2 octobre 1903, brevets 318260/2287. (Perforateurs employés en filature et en peignage.)

Van Berkel (W.-A.), 5 octobre 1903, brevets 275826/2288. (Machines à découper et autres viandes analogues.)

Daunay (G.), 5 octobre 1903, brevet 308478/2289. (Freins pour machines, etc.)

Hey (J.), 6 octobre 1903, brevet 300775/2290. (Perfectionnement dans le peignage de la laine ou d'autres matières fibreuses.)

Turchi (C.) et Bruné (E.), 6 octobre 1903, brevet 331248/2291. (Appareil pour la téléphonie et la télégraphie simultanées par un même fil.)

Abée (E.), 6 octobre 1903, brevet 302285/2292. (Bandage pour les yeux.)

Tantot-Duchamp (P.), 12 octobre 1903, brevet 325339/2293. (Système de fermeture, système Tantot-Duchamp, applicable aux machines à coudre.)

Lion (G.-P.-J.), 7 octobre 1903, brevet 319599/2294. (Utilisation du naphthalène pour le chauffage et la force motrice.)

Bertrand (E.-G.), 7 octobre 1903, brevet 312950/2295. (Produit sélecteur de calories et de la lumière des rayons solaires.)

Lévy (A.), 7 octobre 1903, brevet 321544/2296. (Nouvelle machine à tisser.)

Dragoumis (E.), 9 octobre 1903, brevet 299508/2297. (Haut-parleurs à bouches à feu.)

Le Treste (J.-F.), 9 octobre 1903, brevet 324085/2298. (Nouvelles feuilles spéciales.)

Schildknecht (L.), 10 octobre 1903, brevet 313096/2299. (Appareil pour les chaînes de transmission.)

Lademann (O.), 13 octobre 1903, brevet 314519/2300. (Système de transmission à plusieurs parties.)

Van Meurs (G.), 14 octobre 1903, brevet 335187/2301. (Guide-rouleau continu à filer.)

Vu pour être annexé au décret en date du 22 mars 1904.

Le Ministre du commerce
des postes et des télégraphes

Signé : G. T.

N° 44778. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le ministre des travaux publics) portant :

1° Est autorisée la construction d'un pont en maçonnerie à l'aval du droit du Rhône, dit *bras de Villeneuve*, à Avignon (route nationale n° 8) conformément aux dispositions du projet présenté par l'ingénieur en chef du département de Vaucluse et reproduites sur le plan général d'alignement en chef, le 4 décembre 1900.

2° Il est pris acte des engagements souscrits par le conseil municipal de Vaucluse et la ville d'Avignon dans les délibérations en date du 23 novembre et 22 octobre 1902, ainsi que par le conseil municipal de Villeneuve-les-Avignon, de Montfavet, d'Estézargues, Pujaut, Saze, Rochefort, les Angles, Lirac, de Mazaugues, de Geniès-de-Comolas, Sauveterre et Tavel, dans les délibérations

19 août 1902, 21 avril 1903, 14, 12, 7, 5 octobre 1902, 16 mars 1903, 8, 5, 8, 9, 7, 5, 29, 12 et 7 octobre 1902.

3° La dépense à la charge de l'Etat, évaluée à deux millions vingt-cinq mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement à la 2^e section du budget du ministère des travaux publics pour la construction des ponts dépendant des routes nationales. (*Paris, 8 Décembre 1903.*)

N° 44779. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux projetés pour l'établissement de deux voies nouvelles destinées à prolonger la ligne de Toulouse à Bayonne latéralement à celle de Bordeaux à Cette, jusqu'à la gare de Toulouse-Matabiau, conformément aux dispositions de l'avant-projet présenté par la Compagnie des chemins de fer du Midi et à l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 7 octobre 1903.

2° La Compagnie des chemins de fer du Midi est autorisée à faire l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et elle est substituée, pour cette acquisition, aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi précitée.

L'expropriation devra être accomplie dans un délai de trois ans à partir de la promulgation du présent décret.

3° Lesdits terrains seront incorporés à la concession des chemins de fer du Midi. (*Paris, 12 Décembre 1903.*)

N° 44780. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification sur place de la route nationale n° 86, entre les points 121^k 8 et 123^k 7, au quartier de la Beaunotte, commune de Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), suivant la direction générale indiquée par un trait rose sur le plan général visé par l'ingénieur en chef le 9 juillet 1903, lequel plan restera annexé au présent décret.

Les parties abandonnées de la route actuelle demeureront déclassées du jour où la nouvelle route aura été livrée à la circulation sur tout son parcours.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (*Paris, 18 Décembre 1903.*)

N° 44781. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que la commune de Brienne (canton d'Asfeld, arrondissement de Rethel, département des Ardennes) portera à l'avenir le nom de *Brienne-sur-Aisne*. (*La Bégude-de-Mazenc, 12 Avril 1904.*)

N° 44782. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant ce qui suit :

La juridiction du commissaire de police d'Hirson (Aisne) est étendue sur la commune de Saint-Michel (même département). (*Paris, 22 Avril 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Août 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2555.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44-83. — *Loi divisant en deux cantons le canton de Lens (Pas-de-Calais).*

Du 18 Février 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 27 février 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le canton de Lens (Pas-de-Calais) est divisé en deux cantons, qui porteront les noms de *canton-Est* et de *canton-Ouest*.

Le *canton-Est* comprendra la partie de la ville de Lens délimitée, au plan annexé à la présente loi par une ligne partant de la limite nord du territoire de ladite ville, suivant les routes d'Arras et de la Bassée et la limite des territoires de Loos à l'ouest, de Vendin-le-Vieil, Bénifontaine et Hulluch à l'est. Ce canton comprendra, en outre, les communes d'Annay, Bénifontaine, Billy-Montigny, Estevelles, Fouquières-les-Lens, Harnes, Hulluch, Loison, Meurchin, Noyelles-sous-Lens, Pont-à-Vendin, Sallau, Vendin-le-Vieil et Wingles.

Le *canton-Ouest* comprendra l'autre partie de la ville de Lens et les communes d'Aix-Noulette, Angres, Bully, Grenay, Liévin, Loos et Mazingarbe.

2. Les notaires de l'ancien canton de Lens auront le droit d'exercer leurs fonctions dans la circonscription des deux nouveaux cantons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 18 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VAILLANT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44784. — *Loi érigeant en Municipalité distincte une portion de territoire distraite de la commune de Vautebis (Deux-Sèvres).*

Du 5 Mars 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 8 mars 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La partie ouest du territoire de la commune de Vautebis (canton de Ménigoute, arrondissement de Parthenay, département des Deux-Sèvres) est distraite de cette commune et formera, à l'avenir, une municipalité distincte, dont le chef-lieu est fixé au village de Reffannes et en portera le nom.

La ligne séparative des deux communes sera établie selon le tracé pointillé en rose sur les plans annexés à la présente loi.

Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

2. La commune de Reffannes sera, seule, chargée du remboursement des emprunts contractés en vertu des arrêtés et décrets des 20 mai 1879, 19 octobre et 8 décembre 1883, 28 mai 1887, 28 décembre 1888 et 6 novembre 1896.

Ladite commune contribuera au remboursement des emprunts contractés en vertu des arrêtés des 15 avril et 5 octobre 1893, par le versement d'annuités de trente-quatre francs quatre-vingt-quatorze centimes (34^{fr} 94) et sept francs vingt-deux centimes (7^{fr} 22).

Le surplus du passif communal restera à la charge de Vautebis.

3. Les biens appartenant aux indigents de l'ancienne commune de Vautebis (Deux-Sèvres) seront partagés entre lesdites communes proportionnellement à leur population municipale, sous réserve des droits que la population de l'une ou de l'autre commune ou une partie de cette population tiendrait privativement d'actes de fondation.

ente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
és, sera exécutée comme loi de l'État.

Paris, le 5 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Président du Conseil,
de l'intérieur et des cultes,

gné : E. COMBES.

— Loi portant approbation de la Convention signée à la Haye, le
1902, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne,
e, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie,
et la Suisse, pour régler les conflits de lois et de juridictions relatifs
le des mineurs.

Du 16 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 21 avril 1904.)

ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

IDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à rati-
y à lieu, à faire exécuter la convention signée à la Haye,
1902, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique,
la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Por-
tomanie, la Suède et la Suisse, pour régler les conflits de
juridictions relatifs à la tutelle des mineurs.

ie authentique de cette convention demeurera annexée a
e loi⁽¹⁾.

nte loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
s, sera exécutée comme loi de l'État.

Paris, le 16 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

ceaux, Ministre de la justice,

Le Ministre des affaires étrangères,

gné : E. VALLE

Signé : DELCASSÉ.

de la convention est publié avec le décret de promulgation. Voir ci

5.

Série.

N° 44786. — *Loi portant approbation de la Convention signée à la Haye, le 12 juin 1902, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse, pour régler les conflits de lois en matière de mariage.*

Du 16 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 21 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention signée à la Haye, le 12 juin 1902, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse, pour régler les conflits en matière de mariage.

Une copie authentique de ladite convention demeurera annexée à la présente loi ⁽¹⁾.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : DELCASSÉ.

N° 44787. — *Loi portant approbation de la Convention signée à la Haye, le 12 juin 1902, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse, pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps.*

Du 16 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 21 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention signée à la Haye.

⁽¹⁾ Le texte de la convention sera publié avec le décret de promulgation. Voir ci-après n° 44796.

in 1902, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, Roumanie, la Suède et la Suisse, pour régler les conflits de juridictions en matière de divorce et de séparation de

copie authentique de ladite convention demeurera annexée à la présente loi ⁽¹⁾.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Paris, le 16 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des sceaux, Ministre de la justice,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : E. VALLÉ.

Signé : DELCASSÉ.

3. — *Loi prorogeant le délai fixé par la loi du 18 décembre 1896 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement des chemins de fer d'intérêt local de Saint-Héand à Pélussin, de Roanne à Boën et de Pouilly les-Nonains à Renaison.*

Du 29 Juin 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 2 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. Le délai fixé par l'article 2 de la loi du 18 décembre 1896 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement, dans le département de la Loire, des chemins de fer d'intérêt local de Saint-Héand à Pélussin et de Roanne à Boën, est porté au 31 décembre 1905.

Le délai fixé par l'article 2 de la loi du 18 décembre 1901 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement, dans le département de la Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local de Pouilly les-Nonains à Renaison.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Paris, le 29 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOL.

La copie de la convention sera publiée avec le décret de promulgation. Voir ci-dessous n° 44797.

N. 44789. — Décret qui autorise la Chambre de commerce de Cambrai à faire une Avance à l'Etat et à contracter un Emprunt.

Du 8 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 13 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'Etat, en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques;

Vu les délibérations, en date des 13 février, 19 et 26 mars 1904, par lesquelles la chambre de commerce de Cambrai (Nord) sollicite l'autorisation : 1° d'avancer à l'Etat une somme de quatre-vingt-dix-huit mille cinq cents francs en vue de l'établissement de circuits téléphoniques destinés à relier Cambrai à Arras et à Péronne, d'un deuxième circuit téléphonique entre Cambrai et Saint-Quentin et d'un troisième circuit téléphonique entre Cambrai et Lille; 2° de contracter, à cet effet, un emprunt de quatre-vingt-un mille francs,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Cambrai (Nord) est autorisée à avancer à l'Etat une somme de quatre-vingt-dix-huit mille cinq cents francs (98,500^f), en vue de l'établissement de circuits téléphoniques destinés à relier Cambrai à Arras et à Péronne, d'un deuxième circuit téléphonique entre Cambrai et Saint-Quentin et d'un troisième circuit téléphonique entre Cambrai et Lille.

2. La chambre de commerce de Cambrai est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas trois francs cinquante centimes pour cent (3^f 50 p. o/o), une somme de quatre-vingt-un mille francs (81,000^f), dont le montant sera affecté au paiement de partie de cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de vingt années.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 8 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.

Signé : G. TRUILLON.

N° 44790. — *Décret qui modifie la répartition du Crédit additionnel ouvert au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, par le décret du 25 septembre 1903.*

Du 10 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 314 du 25 septembre 1903 qui a ouvert au ministre des travaux publics sur le budget ordinaire de l'exercice 1903 pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de trente mille francs, applicable aux travaux de construction d'apportements le long du quai Est de l'avant-port de Cherbourg et réparti de la manière suivante entre les chapitres ci-après désignés, savoir :

CHAP. XI. Frais généraux du service des ponts et chaussées.....	700 ^f
— LXII. Amélioration et extension des ports maritimes	29,300
TOTAL.....	30,000

Voies, documents administratifs, desquels il résulte que les dépenses effectuées, en 1903, sur le chapitre XI précité, pour les travaux dont il s'agit, se sont élevées seulement à deux cent soixante francs;

Considérant que le crédit ouvert sur ledit chapitre XI doit être ramené au montant des dépenses réellement effectuées,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est modifiée comme il suit la répartition du crédit additionnel de trente mille francs (30,000^f) ouvert au ministre des travaux publics par le décret n° 314 du 25 septembre 1903, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, savoir :

CHAP. XI. Frais généraux du service des ponts et chaussées.....	560 ^f
—— LXXI. Amélioration et extension des ports maritimes.....	29,440
TOTAL ÉCART.....	<u>30,000</u>

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOUX.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44791. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au personnel de la Navigation.*

Du 10 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10587.

Vu les déclarations ci-après désignées constatant qu'il a été versé au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, une somme totale de quatre mille trois cent cinquante-trois francs trente deux centimes, savoir :

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RÉCEPTE des Bureaux où les fonds ont été versés.	ACQUITTÉS.		MONTANT des versements.
			No- méros.	Dates.	
ANNÉE 1903.					
Calvados ..	La chambre de com- merce de Honfleur.	Pont-l'Évêque.	3035a	14 décembre.	240 ⁰⁰
Gard.....	La Compagnie "du canal de Beaucaire.	Nîmes.....	32838	16 novembre.	243 33
Meurthe- et-Moselle.	La ville de Nancy...	Nancy.....	34617	23 octobre.	1,170 83
Pas- de-Calais.	La ville de Calais ...	Boulogne.....	30141	18 février.	750 00
Seine.....	Le journal la Navi- gation.	Paris.....	43571	22 octobre.	260 66
	Le journal la Navi- gation fluviale et maritime.	Idem.....	46545	31 décembre.	404 80
TOTAL pour l'année 1903.....					3,065 82
ANNÉE 1904.					
Meurthe- et-Moselle.	La ville de Nancy...	Nancy.....	36434/1	2 février.	1,287 50
TOTAL général.....					4,353 32

Vu les documents administratifs desquels il résulte que ladite somme de quatre mille trois cent cinquante-trois francs trente-deux centimes doit être répartie ainsi qu'il suit entre les chapitres XIII et XVI du budget de l'exercice 1903, savoir :

CHAPITRE XIII.

Personnel des gardes-pêche, gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce..... 3,451⁶⁶

CHAPITRE XVI.

Frais généraux relatifs au personnel des agents inférieurs de la navigation intérieure, des ports et des phares..... 901 66

TOTAL GÉNÉRAL..... 4,353 32

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, première section, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre mille trois cent

cinquante-trois francs trente-deux centimes (4,353³²)
manière suivante entre les chapitres ci-après désignés :

CHAPITRE XIII.

Personnel des gardes-pêche, gardes de navigation, éclusiers,
autres agents attachés au service de la navigation intérieure
des ports maritimes de commerce :

Paiement du tiers du traitement de l'éclusier chargé de la
des portes d'accès du canal de Bourgidou

Indemnité représentative des frais de personnel à la charge
de la ville de Nancy dans les dépenses d'exploitation des
usines élévatoires de Messein (1,170⁸³ + 1,287⁵⁰).

Traitement de l'éclusier chargé de la manœuvre du pont
de Vic sur le canal de Calais

TOTAL du chapitre XIII

CHAPITRE XVI.

Frais généraux relatifs au personnel des agents intérieurs de la
intérieure, des ports et des phares :

Service météorologique du port de Honfleur

Indemnités à divers éclusiers pour l'envoi périodique au
journal *La Navigation* et au journal *la Navigation fluviale et
maritime* de renseignements sur les mouvements de la ba
ellerie (260⁶⁶ + 401⁹)

TOTAL du chapitre XVI

RECAPITULATION.

CHAP. XIII

— XVI

ENSEMBLE comme ci-dessus

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'art
au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à
de concours, pour les entreprises mentionnées audit ar

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution
décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégué-de-Mazenc, le 10 Avril 1904.

Signé : ÉMIL

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des tra

Signé : E. MA

DÉCRET modifiant et complétant le décret du 25 septembre 1876
relatif à la fabrique de Dynamite d'Ablon (Calvados)

Du 11 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 21 avril 1904.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et
rapides, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre;
loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre
sur la poudre dynamite;

décrets du 25 septembre 1876⁽²⁾, autorisant l'établissement d'une
de dynamite sur le territoire de la commune d'Ablon (Calvados) et
ars 1891⁽³⁾ et 9 novembre 1893⁽⁴⁾ modificatifs du précédent;

demande formée par la Société générale pour la fabrication de la
à l'effet d'être autorisée à établir dans son usine d'Ablon un ate-
l'encartouchage et l'emballage des poudres de mine, type N;

plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à la-
a été procédé;

is du préfet du Calvados;

is du comité consultatif des arts et manufactures,

E :

Le décret ci-dessus visé du 25 septembre 1876 est modifié
lété par les dispositions ci-après.

Société générale pour la fabrication de la dynamite est au-
installer dans son usine d'Ablon un atelier pour l'encartou-
l'emballage des poudres de mine, type N.

installations nouvelles affectées à ces travaux seront sépa-
celles affectées à la dynamite, par une clôture spéciale, de
revenir toute introduction de dynamite ou de nitroglycérine
ateliers où se manipulent les explosifs du type N.

installations seront conformes aux plans établis par la société
du 20 octobre 1903, lesquels resteront annexés au présent
elles seront placées à une distance de cent mètres (100^m) au
s bâtiments de la dynamiterie proprement dite.

as les bâtiments seront construits en matériaux incombust-
eux qui contiendront des foyers devront être séparés par un
de dix mètres (10^m), au moins des bâtiments contenant des
type N.

rie, Bull. 269, n° 4517.

rie, Bull. 739, n° 12552.

rie, Bull. 321, n° 3570.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1404, n° 23686.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1609, n° 27580.

Le séchoir formera un bâtiment distinct et la galerie couverte qui le fait communiquer avec les ateliers d'encartouchage devra être ouverte sur l'une au moins de ses faces.

5. Les divers ateliers contenant des explosifs type N seront aménagés intérieurement de façon à donner toute facilité pour la sortie rapide des ouvriers en cas d'accident. Les sièges seront fixés et il sera ménagé dans chaque atelier des passages maintenus toujours libres pour accéder aux portes de sortie. Les portes et les fenêtres devront en outre, s'ouvrir facilement du dedans au dehors.

Le chauffage des ateliers se fera au moyen d'eau ou de vapeur, les appareils étant établis de manière à ne pas être en contact soit avec les matières explosives, soit avec du bois ou des chiffons. En cas de travail de nuit, les ateliers seront éclairés à la lumière électrique, les lampes pourront être placées à l'intérieur, mais les canalisations seront disposées de façon à rendre impossible toute production de court circuit et seront placées de manière à éviter tout contact direct avec des matières explosives.

6. Les dépôts et ateliers contenant des explosifs seront protégés contre la foudre à l'aide des dispositifs en usage pour les bâtiments à poudres ordinaires.

Des bouches d'incendie seront établies à proximité des bâtiments renfermant les explosifs type N et devront être alimentées par un réservoir de quarante mètres cubes (40^{m³}) au moins.

En des points bien apparents seront disposés des tuyaux à incendie, avec lance toujours montée, en nombre et de longueur suffisants pour faire face à tous les besoins en cas d'incendie à l'intérieur ou à l'extérieur de la fabrique.

Dans aucun des ateliers ou magasins contenant des explosifs type N, il ne sera introduit d'autres matières explosives ou inflammables par choc ou friction.

7. Les explosifs provenant des poudreries nationales seront immédiatement emmagasinés à leur arrivée dans le magasin aux matières premières, pour lequel la société est autorisée à utiliser le bâtiment n° 45 servant actuellement de dépôt de capsules ou détonateurs, sous la réserve que les capsules et détonateurs seront emmagasinés dans un autre bâtiment convenablement isolé à la fois des nouvelles installations et des bâtiments à dynamite.

Le maximum de la contenance du magasin aux matières premières sera fixé à quinze mille kilogrammes (15,000^k) d'explosifs type N.

8. Les produits fabriqués et prêts pour la vente seront entreposés dans le magasin à dynamite désigné par la lettre S sur le plan joint au décret du 9 novembre 1894; ce magasin qui ne devra plus recevoir de dynamite, pourra contenir vingt-cinq mille kilogrammes (25,000^k) d'explosifs type N.

9. La quantité totale de matière à conserver dans les différents

ne devra pas dépasser mille deux cents kilogrammes (1,200) de chaque journée, les cartouches finies devront être au magasin.

De manière générale, le personnel employé à ce nouveau sera soumis à toutes les prescriptions inscrites au décret du 9 novembre 1893 dans l'intérêt de la sécurité et de et le permissionnaire sera tenu de prendre toutes les précautions nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la hygiène.

Le décret du 25 septembre 1876 est rapporté dans tout ce qui concerne aux dispositions du présent décret.

Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal de la République française*.

Fait à Paris, le 11 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : G. TROUILLOT.

Signé : E. COMBES.

Ministre de la guerre,

Le Ministre des finances,

Fait à Paris, le 11 Avril 1904.

Signé : ROUVIER.

— DÉCRET autorisant l'établissement d'un dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Raismes (Nord).

Fait à Paris, le 18 Avril 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

En vertu des décrets des 8 mars 1875 et des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1876⁽²⁾ sur la conservation des explosifs dans les mines;

En vertu du décret du 23 décembre 1901⁽³⁾ sur la conservation des explosifs dans les mines souterraines;

Sur la demande formée par la Compagnie des mines d'Anzin, à l'effet de créer à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur la commune de Raismes (Nord);

Sur les conclusions annexées à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle elle a donné lieu;

Bull. 269, n° 4517.

Année série, Bull. 2337, n° 41309.

Bull. 739, n° 42552.

Vu l'avis du préfet du Nord, en date du 17 décembre 1927,

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La Compagnie des mines d'Anzin est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie, sur le territoire de la commune de Raismes (Nord), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble et conformément au plan de détail produits par la compagnie pétitionnaire, lesquels plans resteront annexés au présent décret.

Le bâtiment sera dans toutes ses parties de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier. Des événements fermés par une toile métallique seront ménagés, tant dans le faux grenier que dans le magasin, de manière à assurer une ventilation facile. La toiture devra être aussi légère que possible; elle ne sera formée ni de tuiles en terra, ni d'ardoises, ni de pannes en bois, ni de carton-bitume. Elle présentera une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Les parois de la chambre de dépôt seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité, et le sol sera dallé avec soin.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine. chacune de ses parties sera munie d'une serrure de sûreté.

Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera formé sur une épaisseur de cinquante centimètres (0^m 50) par de la terre débarrassée de pierres et recouverte de gazon. Ce talus, dont l'inclinaison sera aussi forte que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre cinquante centimètres (1^m 50) de distance du soubassement du bâtiment, et son sommet à un mètre (1^m) au moins au-dessus du faite du bâtiment. Son épaisseur au sommet devra être d'un mètre (1^m) au moins. La levée sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté disposé conformément au plan annexé au présent décret.

La levée en terre sera entourée par une palissade en bois ayant au moins deux mètres cinquante centimètres (2^m 50) de hauteur et placée à un mètre (1^m) du pied du talus extérieur. L'accès à l'intérieur de la palissade sera assuré par une porte de même hauteur que la palissade elle-même et au moins aussi difficile à franchir; cette porte sera munie d'une serrure de sûreté.

3. Un logement de gardien sera établi à proximité du dépôt.

4. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies; et, sur le compte qui

lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Les employés du service des douanes pourront y pénétrer sans qu'il y ait l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

5. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à deux mille kilogrammes (2 000).

6. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix. Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, des matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La porte extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde.

Le logement du gardien et les portes du dépôt seront reliés par des communications électriques établies de telle façon que l'ouverture des portes ou la simple rupture des fils de communication fasse fonctionner automatiquement une sonnerie d'avertissement placée à l'intérieur du logement.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'Administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeure de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera, en outre, rigoureusement vérifié.

7. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation ou la surveillance, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

8. La compagnie permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite, de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

9. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la compagnie permissionnaire devra évacuer, sur le point qui lui sera indiqué, la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour la compagnie permissionnaire aucun droit à indemnité.

10. Le délai accordé à la compagnie permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

11. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

12. La compagnie permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

13. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
chargé, par intérim,
du Ministère de la guerre,

Signé : E. COMBES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TRONILLOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROTVIER.

N° 44794. — DÉCRET autorisant l'établissement d'un dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Monchecourt (Nord).

Du 18 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 7 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1875 sur la poudre dynamite;

la demande formée par la Compagnie des mines d'Azincourt, à l'effet d'être autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Monchecourt;

les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête, à laquelle a été procédé;

avis du préfet du Nord;

avis du comité consultatif des arts et manufactures,

ARRÊTÉ :

La Compagnie des mines d'Azincourt est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Monchecourt (Nord), sous les conditions énoncées ci-dessous.

Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan ci-joint, produit par la compagnie, lequel plan restera annexé au présent décret.

Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légal et comportera un plafond et un faux grenier.

Les ouvertures fermées par une toile métallique seront ménagées tant au faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture non métallique devra être aussi légère que possible et former une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin des rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite de l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine munie d'une serrure de sûreté.

Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi sur une épaisseur de cinquante centimètres (0^m50) sur des terres débarrassées de pierres et sera gazonné; ce talus, dont la pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, sera à un pied à un mètre (1^m) de distance du soubassement du bâtiment jusqu'au sommet à un mètre (1^m) au moins au-dessus du niveau du sol de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera à toute sa largeur minimum d'un mètre (1^m). Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

La levée en terre sera elle-même enveloppée par une palissade de deux mètres cinquante centimètres (2^m50) au moins, à un mètre (1^m) du pied du talus extérieur. La partie supérieure de cette palissade ne sera pas coupée par la baie d'accès qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres (2^m) et sera fermée par une porte solide pourvue d'une bonne serrure.

6. Un logement de gardien, protégé contre une explosion par une levée en terre à défaut d'un abri naturel, sera établi à proximité du dépôt.

7. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera, en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

8. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à deux cent cinquante kilogrammes (250^k).

9. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes de poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance constante d'un agent spécialement chargé de la garde.

Le logement du gardien, et les portes du dépôt seront reliés par des communications électriques établies de telle façon que l'ouverture des portes ou la simple rupture des fils de communication fasse fonctionner automatiquement une sonnerie placée à l'intérieur du logement.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;

noms; prénoms et demeure de ces ouvriers.

loi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigou-

ns le cas où des négligences seraient constatées dans l'ex-
la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les
s déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur
dynamite.

compagnie permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les
cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrea-
à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs
ons; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les
balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité mi-
compagnie permissionnaire devra évacuer, sur le point
era indiqué, la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins
dynamite ne soit requise par ladite autorité.

vacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruc-
dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour
compagnie permissionnaire aucun droit à indemnité.

délai accordé à la compagnie permissionnaire, sous peine
nce, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir
de la notification de l'autorisation.

toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire
des mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de
é publique ou de la défense nationale.

compagnie permissionnaire devra d'ailleurs se conformer
es dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des
875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux
lements existants ou à intervenir et régissant les établisse-
ngereux, insalubres ou incommodes.

s ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des
es, de l'intérieur, des finances et de la guerre, sont chargés,
n ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui
é au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la Répu-*
caise.

Paris, le 15 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Président du Conseil,
de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

Président du Conseil,
de l'intérieur et des cultes,
chargé, par intérim,

Ministère de la guerre.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Signé : E. COMBES.

N° 14795. — *DÉCRET* portant promulgation de la Convention signée à la Haye, le 12 juin 1902, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse pour régler les conflits de lois et de juridictions relatifs à la tutelle des mineurs.

Du 17 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 16 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères et du garde des sceaux, ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la convention signée à la Haye, le 12 juin 1902, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse pour régler les conflits de lois et de juridictions relatifs à la tutelle des mineurs, et les ratifications de cet acte ayant été déposées par la France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Roumanie et la Suède au ministère royal des affaires étrangères à la Haye le 1^{er} juin 1904, ce dépôt tenant lieu d'échange, ladite convention dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution en ce qui concerne ces Etats.

CONVENTION

POUR RÉGLER LA TUTELLE DES MINEURS.

Le Président de la République française; Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'empire allemand; Sa Majesté l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie; Sa Majesté le roi des Besses; Sa Majesté le roi d'Espagne; Sa Majesté le roi d'Italie; Son Altesse Royale le grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau; Sa Majesté la reine des Pays-Bas; Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves, etc.; Sa Majesté le roi de Roumanie; Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède, et le Conseil fédéral de Suisse :

Désirant établir des dispositions communes pour régler la tutelle des mineurs,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. de Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté la reine des Pays-Bas

M. *Louis Renault*, professeur de droit international à l'Université de Paris, juri-consulte du ministère des affaires étrangères.

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'empire allemand :

M. le comte de *Pourtals*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la reine des Pays-Bas ;

M. le docteur *Hermann Dungs*, son conseiller supérieur intime de régence ;

M. le docteur *Johannes Krieger*, son conseiller intime de légation.

Sa Majesté l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie :

M. *Okolicsanyi* d'*Okolicsna*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la reine des Pays-Bas.

Sa Majesté le roi des Belges :

M. le comte de *Grelle Rogier*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la reine des Pays-Bas ;

M. *Alfred van den Balcke*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général au ministère des affaires étrangères.

Sa Majesté le roi d'Espagne :

M. *Carlos Crespi de Vallanza y Portany*, son chargé d'affaires intérimaire à la Haye.

Sa Majesté le roi d'Italie :

M. *Salvatore Tugini*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la reine des Pays-Bas.

Son Altesse Royale le grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau :

M. le comte de *Villers*, son chargé d'affaires à Berlin.

Sa Majesté la reine des Pays-Bas :

M. le baron R. *Melil de Lynden*, son ministre des affaires étrangères ;

M. *J.-A. Laff*, son ministre de la justice ;

M. *T.-M.-C. Asser*, membre du conseil d'Etat, président de la commission royale pour le droit international privé, président des conférences de droit international privé.

Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves, etc. :

M. le comte de *Sédir*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la reine des Pays-Bas.

Sa Majesté le roi de Roumanie :

M. *Jean N. Papiniu*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la reine des Pays-Bas.

Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède :

M. le comte *Wrangel*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la reine des Pays-Bas.

Le Conseil fédéral suisse :

M. *Ferdinand Koch*, vice-consul de la Confédération suisse à Rotterdam.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. La tutelle d'un mineur est régie par sa loi nationale.

2. Si la loi nationale n'organise pas la tutelle dans le pays du mineur en vue du cas où celui-ci aurait sa résidence habituelle à l'étranger, l'agent diplomatique ou consulaire autorisé par l'Etat dont le mineur est le ressortissant pourra y pourvoir, conformément à la loi de cet Etat, si l'Etat de la résidence habituelle du mineur ne s'y oppose pas.

3. Toutefois, la tutelle du mineur ayant sa résidence habituelle à l'étranger s'établit et s'exerce conformément à la loi du lieu, si elle n'est pas, ou si elle ne peut pas être constituée conformément aux dispositions de l'article 1^{er} ou de l'article 2.

4. L'existence de la tutelle, établie conformément à la disposition de l'article 3, n'empêche pas de constituer une nouvelle tutelle par application de l'article 1^{er} ou de l'article 2.

Il sera, le plus tôt possible, donné information de ce fait au gouvernement de l'État où la tutelle a d'abord été organisée. Ce gouvernement en informera soit l'autorité qui aurait institué la tutelle, soit, si une telle autorité n'existe pas, le tuteur lui-même.

La législation de l'État où l'ancienne tutelle était organisée décide à quel moment cette tutelle cesse dans le cas prévu par le présent article.

5. Dans tous les cas, la tutelle s'ouvre et prend fin aux époques et pour les causes déterminées par la loi nationale du mineur.

6. L'administration tutélaire s'étend à la personne et à l'ensemble des biens du mineur, quel que soit le lieu de leur situation.

Cette règle peut recevoir exception quant aux immeubles placés par la loi de leur situation sous un régime foncier spécial.

7. En attendant l'organisation de la tutelle, ainsi que dans tous les cas d'urgence, les mesures nécessaires pour la protection de la personne et des intérêts d'un mineur étranger pourront être prises par les autorités locales.

8. Les autorités d'un État, sur le territoire duquel se trouvera un mineur étranger dont il importera d'établir la tutelle, informeront de cette situation, dès qu'elle leur sera connue, les autorités de l'État dont le mineur est le ressortissant.

Les autorités ainsi informées feront, comme il le plus tôt possible, aux autorités qui auront donné l'avis si la tutelle a été, ou si elle sera établie.

9. La présente convention ne s'applique qu'à la tutelle des mineurs ressortissant d'un des États contractants, qui ont leur résidence habituelle sur le territoire d'un de ces États.

Toutefois les articles 7 et 8 de la présente convention s'appliquent à tous les mineurs ressortissant des États contractants.

10. La présente convention, qui ne s'applique qu'aux territoires européens des États contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que la majorité des hautes parties contractantes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des États contractants.

11. Les États non signataires qui ont été représentés à la troisième conférence de droit international privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente convention.

L'État qui désire adhérer notifiera, au plus tard, le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra une copie, certifiée conforme, par la voie diplomatique, à chacun des États contractants.

12. La présente convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

13. La présente convention aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les États qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auraient adhéré plus tard.

La convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas précédents, au gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres États contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'État qui l'aura notifiée. La convention restera exécutoire pour les autres États.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à la Haye, le 12 juin 1902, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le voie diplomatique à chacun des États qui ont été représentés à la troisième conférence de droit international privé.

Pour la France :

(L. S.) Signé : MORAEL.
(L. S.) Signé : L. RENAULT.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) Signé : F. ROSENTHAL.
(L. S.) Signé : DUMAS.
(L. S.) Signé : KRIEGER.

Pour l'Autriche et la Hongrie :

Le Ministre d'Autriche-Hongrie,
(L. S.) Signé : OPOWITZ D'OPOLITZNA.

Pour la Belgique :

(L. S.) Signé : Comte DE GUELLE (VOGER).
(L. S.) Signé : ALFRED VAN DEN BULCKE.

Pour l'Espagne :

(L. S.) Signé : CARLOS GRESPI DE VALDANZA
Y FORTUNY.

Pour l'Italie :

(L. S.) Signé : TIGNI.

Pour le Luxembourg :

(L. S.) Signé : Comte DE VILLERS.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Signé : Baron MEZEL DE LYDEN.
(L. S.) Signé : J.-A. LOEFF.
(L. S.) Signé : T.-M.-C. ASHER.

Pour le Portugal :

(L. S.) Signé : Comte DE SÉLIR.

Pour la Roumanie :

(L. S.) Signé : J. N. PAPENIU.

Pour la Suède :

(L. S.) Signé : Comte WRANGEL.

Pour la Suisse :

(L. S.) Signé : F. KOCH, JR.

ART. 2.

Le ministre des affaires étrangères et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : E. VALE.

Signé : DELCASSE.

N° 44796. — *DÉCRET portant promulgation de la Convention confli-
s de lois en matière de mariage conclue le 12 juin
entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique,
l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie
et la Suisse.*

Du 17 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 26 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,
seaux, ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé
pour régler les conflits de lois en matière de mariage
le 12 juin 1902, à la Haye, entre la France, l'Allemagne,
Hongrie, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg,
Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse,
tions de cet acte ayant été déposées par la France,
Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Roumanie,
ministère royal des affaires étrangères à la Haye, le
dépôt tenant lieu d'échange, ladite convention dont
recevra sa pleine et entière exécution en ce qui con-

CONVENTION

POUR RÉGLER LES CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE

Le Président de la République française; Sa Majesté l'empereur
de Prusse, au nom de l'empire allemand; Sa Majesté l'empereur
Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie; Sa Majesté le
Majesté le roi d'Espagne; Sa Majesté le roi d'Italie; Son Altesse
de Luxembourg, duc de Nassau; Sa Majesté la reine des Pays-Bas
de Portugal et des Algarves, etc.; Sa Majesté le roi de Roumanie
le roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède, et le conseil

Désirant établir des dispositions communes pour régler les con-
nant les conditions pour la validité du mariage.

Ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé
nipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. de Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
française près Sa Majesté la reine des Pays-Bas;

M. Louis Renault, professeur de droit international à l'Université
consulte du ministère des affaires étrangères.

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de
M. le comte de Pourtalès, son envoyé extraordinaire et ministre
près Sa Majesté la reine des Pays-Bas;

M. le docteur Hermann Dungs, son conseiller supérieur intime

M. le docteur Johannes Kriege, son conseiller intime de légation

Sa Majesté l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et
Hongrie :

M. Okolicsanyi d'Okolicsna, son envoyé extraordinaire et ministre
près Sa Majesté la reine des Pays-Bas. —

le roi des Belges :

de Grelle Rogier, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la reine des Pays-Bas;

van den Balcke, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, au ministère des affaires étrangères.

le roi d'Espagne :

Prespi de Valldanza y Fortany, son chargé d'affaires intermédiaire à la

le roi d'Italie :

Tagini, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, près Sa

Royaume le grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau :

de Villers, son chargé d'affaires à Berlin.

la reine des Pays-Bas :

R. Melvil de Lynden, son ministre des affaires étrangères;

Jf., son ministre de la justice;

Asser, membre du conseil d'Etat, président de la commission royale

internationale, président des conférences de droit international

le roi de Portugal et des Algarves, etc. :

de Sélir, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa

le des Pays-Bas.

le roi de Roumanie :

Capiniu, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa

le des Pays-Bas.

le roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède :

Wrangel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près

reine des Pays-Bas.

fédéral suisse :

d Koch, vice-consul de la confédération suisse, à Rotterdam.

après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due

venus des dispositions suivantes :

droit de contracter mariage est réglé par la loi nationale de chacun

ux, à moins qu'une disposition de cette loi ne se réfère expressément à

lieu de la célébration peut interdire le mariage des étrangers qui

és de parenté ou d'alliance pour lesquels il y a une prohibition ab-

olition absolue de se marier, édictée contre des coupables de l'adultère à

le mariage de l'un d'eux a été dissous;

olition absolue de se marier, édictée contre des personnes condamnées

concert, attenté à la vie du conjoint de l'une d'elles.

élébré contrairement à une des prohibitions mentionnées ci-dessus ne

de nullité, pourvu qu'il soit valable d'après la loi indiquée par l'ar-

erve de l'application du premier alinéa de l'article 6 de la présente

un Etat contractant ne s'oblige à faire célébrer un mariage qui, à

riage antérieur ou d'un obstacle d'ordre religieux, serait contraire à

lation d'un empêchement de cette nature ne pourrait pas entraîner

riage dans les pays autres que celui où le mariage a été célébré.

lieu de la célébration peut permettre le mariage des étrangers nonob-

itions de la loi indiquée par l'article 1^{er}, lorsque ces prohibitions sont

ondées sur des motifs d'ordre religieux;

ats ont le droit de ne pas reconnaître comme valable le mariage cé-

circstances.

4. Les étrangers doivent, pour se marier, établir qu'ils remplissent les conditions nécessaires d'après la loi indiquée par l'article 1^{er}.

Cette justification se fera soit par un certificat des agents diplomatiques autorisés par l'Etat dont les contractants sont les ressortissants, soit par tout autre mode de preuve, pourvu que les conventions internationales du pays de la célébration reconnaissent la justification comme valable.

5. Sera reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré selon la loi du pays où il a eu lieu.

Il est toutefois entendu que les pays dont la législation exige une justification, pourront ne pas reconnaître comme valables les mariages célébrés par leurs nationaux à l'étranger sans que cette prescription ait été observée.

Les dispositions de la loi nationale, en matière de publications, de publications, de publications, mais le défaut de ces publications ne pourra pas entraîner l'annulation du mariage dans les pays autres que celui dont la loi aurait été violée.

Une copie authentique de l'acte de mariage sera transmise aux autorités compétentes de chacun des époux.

6. Sera reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré par un agent diplomatique ou consulaire, conformément à sa législation, si les parties contractantes n'est ressortissante de l'Etat où le mariage a été célébré, si cet Etat ne s'y oppose pas. Il ne peut pas s'y opposer quand il s'agit, à raison d'un mariage antérieur ou d'un obstacle d'ordre religieux, de se conformer à ses lois.

La réserve du second alinéa de l'article 5 est applicable aux mariages célébrés par les agents diplomatiques ou consulaires.

7. Le mariage, nul quant à la forme dans le pays où il a été célébré, ne sera nul quant à la forme dans les autres pays, si la forme prescrite par la loi nationale de chacune des parties a été observée.

8. La présente convention ne s'applique qu'aux mariages célébrés par les agents diplomatiques ou consulaires entre personnes dont une au moins est ressortissante d'un des Etats contractants.

Aucun Etat ne s'oblige, par la présente convention, à appliquer la loi nationale de l'Etat contractant.

9. La présente convention, qui ne s'applique qu'aux mariages célébrés par les agents diplomatiques ou consulaires, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées au sein du Comité des hauts contractants.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

10. Les Etats non signataires qui ont été représentés à la troisième conférence internationale privée sont admis à adhérer purement et simplement à la présente convention.

L'Etat qui désire adhérer notifiera, au plus tard le 31 décembre 1924, par un acte qui sera déposé aux archives du gouvernement des Pays-Bas, enverra une copie, certifiée conforme, par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

11. La présente convention entrera en vigueur le sixième mois après le dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

12. La présente convention aura une durée de cinq ans à partir du jour du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui n'ont pas déposé leur ratification avant cette date ou qui n'auraient adhéré plus tard.

La convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme, au gouvernement des Pays-Bas, qui en transmettra une copie à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura faite; la convention restera exécutoire pour les autres Etats.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 12 juin 1902, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des États qui ont été représentés à la troisième conférence de droit international privé.

Pour la France :

(L. S.) Signé : MONDEL.
(L. S.) Signé : L. RENAULT.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) Signé : F. POURTALES.
(L. S.) Signé : DUBOIS.
(L. S.) Signé : KRIEGE.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

(L. S.) Signé : OKOLICSANTI D'OKOLICSNA.

Pour la Belgique :

(L. S.) Signé : Comte DE GRELLE ROGIER.
(L. S.) Signé : ALFRED VAN DEN BULCKE.

Pour l'Espagne :

(L. S.) Signé : EMILIO CRISTÓBAL VALLADAR
FORTUO.

Pour l'Italie :

(L. S.) Signé : LUIGI DI RUSSO.

Pour le Luxembourg :

(L. S.) Signé : Comte DE VIERZEN.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Signé : Baron VAN DER LINDEN.
(L. S.) Signé : A. A. LOFFER.
(L. S.) Signé : T. M. C. ASSER.

Pour le Portugal :

(L. S.) Signé : Comte DE SÉLIR.

Pour la Roumanie :

(L. S.) Signé : J. N. PAPINU.

Pour la Suède :

(L. S.) Signé : Comte WRANGEL.

Pour la Suisse :

(L. S.) Signé : F. KOCH JR.

Art. 2.

Le ministre des affaires étrangères et le garde des sceaux, ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice.

Le Ministre des affaires étrangères.

Signé : E. VAILLÉ.

Signé : DELCASSÉ.

N° 44797. — **DÉCRET** portant promulgation de la Convention du 12 juin 1902, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Roumanie, la Suède et la Suisse, pour régler les conflits de lois en matière de divorce et de séparation de corps.

Dû 21 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 26 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères et du ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la Convention pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps, conclue le 12 juin 1902, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Roumanie, la Suède et la Suisse, et les ratifications de cette Convention, déposées par la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Roumanie et la Suède au ministère des affaires étrangères à La Haye, le 1^{er} juin 1904, ce décret d'échange, ladite convention dont la teneur suit recueillie en son entière exécution en ce qui concerne ces États.

CONVENTION

POUR RÉGLER LES CONFLITS DE LOIS ET DE JURIDICTIONS EN MATIÈRE DE DIVORCE ET DE SÉPARATION DE CORPS.

Le Président de la République française; Sa Majesté l'empereur de Prusse, au nom de l'empire allemand; Sa Majesté l'empereur d'Autriche-Hongrie, au nom de l'empire austro-hongrois; Sa Majesté le roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie; Sa Majesté le roi d'Espagne; Sa Majesté le roi d'Italie; Son Altesse sérénissime le duc de Luxembourg; Sa Majesté la reine des Pays-Bas; le roi de Portugal et des Algarves, etc.; Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède, et de la Norvège :

Désirant établir des dispositions communes pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour ce faire leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. de Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France près Sa Majesté la reine des Pays-Bas;

M. Louis Renault, professeur de droit international à l'Université de Paris, consulté du ministère des affaires étrangères.

esté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'empire allemand :
comte de Pourtalès, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
 Majesté la reine des Pays-Bas ;
docteur Hermann Dungs, son conseiller supérieur intime de régence ;
docteur Johannes Kriege, son conseiller intime de légation.

esté l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de

placiansky d'Okolicsna, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
 Majesté la reine des Pays-Bas.

esté le roi des Belges :

comte de Grelle Rogier, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
 Majesté la reine des Pays-Bas ;

van den Bulte, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire,
 général au ministère des affaires étrangères.

esté le roi d'Espagne :

Carlos Crespi de Valldanza y Portany, son chargé d'affaires intérimaire à la

esté le roi d'Italie :

patore Tugini, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa
 Majesté la reine des Pays-Bas.

Majesté Royale le grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau :

comte de Villers, son chargé d'affaires à Berlin.

esté la reine des Pays-Bas :

baron R. Meul de Lynden, son ministre des affaires étrangères ;

M. Loeff, son ministre de la justice ;

M.-C. Asser, membre du Conseil d'Etat, président de la commission royale
 de droit international privé, président des conférences de droit international

esté le roi de Portugal et des Algarves, etc. :

comte de Sélir, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa
 Majesté la reine des Pays-Bas.

esté le roi de Roumanie :

N. Papiniu, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa
 Majesté la reine des Pays-Bas.

esté le roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède :

comte Wrangel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près
 Sa Majesté la reine des Pays-Bas.

Conseil fédéral suisse :

dinand Koch, vice-consul de la confédération suisse à Rotterdam,

les, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et
 due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

1°. Les époux ne peuvent former une demande en divorce que si leur loi na-
 tionale ou la loi du lieu où la demande est formée admettent le divorce l'une et

l'autre de même de la séparation de corps.

Le divorce ne peut être demandé que si, dans le cas dont il s'agit, il est admis
 par la loi nationale des époux et par la loi du lieu où la demande est formée,
 que ce soit pour des causes différentes.

Il est de même de la séparation de corps.

Malgré les dispositions des articles 1° et 2, la loi nationale sera seule obli-
 gatoire si la loi du lieu où la demande est formée le prescrit ou le permet.

La loi nationale indiquée par les articles précédents ne peut être invoquée
 pour un fait qui s'est passé alors que les époux ou l'un d'eux étaient d'une
 nationalité différente du caractère d'une cause de divorce ou de séparation de corps.

6. La demande en divorce ou en séparation de corps peut être formée :

1° Devant la juridiction compétente d'après la loi nationale des époux ;

2° Devant la juridiction compétente du lieu où les époux sont domiciliés. Si, d'après leur législation nationale, les époux n'ont pas le même domicile, la juridiction compétente est celle du domicile du défendeur. Dans le cas d'abandon et dans le cas d'un changement de domicile opéré après que la cause de divorce ou de séparation est intervenue, la demande peut aussi être formée devant la juridiction compétente de leur dernier domicile commun. — Toutefois la juridiction nationale est réservée dans la mesure où cette juridiction est étendue compétente pour la demande en divorce ou en séparation de corps. La juridiction étrangère reste compétente pour un mariage qui ne peut donner lieu à une demande en divorce ou en séparation de corps devant la juridiction nationale compétente.

6. Dans le cas où des époux ne sont pas autorisés à former une demande en divorce ou en séparation de corps dans le pays où ils sont domiciliés, ils pourront, néanmoins, l'un et l'autre s'adresser à la juridiction compétente de ce pays pour solliciter les mesures provisoires que prévoit sa législation en vue de la cessation de la vie en commun. Ces mesures seront maintenues si, dans le délai d'un an, elles sont confirmées par la juridiction nationale; elles ne dureront pas plus longtemps que ne le permet la loi du domicile.

7. Le divorce et la séparation de corps prononcés par un tribunal compétent aux termes de l'article 5, seront reconnus partout sous la condition que les clauses de la présente convention aient été observées et que, dans le cas où la décision aurait été rendue par défaut, le défendeur ait été cité conformément aux dispositions spéciales exigées par sa loi nationale pour reconnaître les jugements étrangers.

Seront reconnus également partout le divorce et la séparation de corps prononcés par une juridiction administrative, si la loi de chacun des époux reconnaît ce divorce et cette séparation.

8. Si les époux n'ont pas la même nationalité, leur dernière législation commune devra, pour l'application des articles précédents, être considérée comme leur loi nationale.

9. La présente convention ne s'applique qu'aux demandes en divorce ou en séparation de corps formées dans l'un des États contractants, si l'un des plaideurs en moins est ressortissant d'un de ces États.

Aucun État ne s'oblige, par la présente convention, à appliquer une loi qui ne serait pas celle d'un État contractant.

10. La présente convention, qui ne s'applique qu'aux territoires européens des États contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à la Haye, dès que la majorité des hautes parties contractantes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des États contractants.

11. Les États non signataires qui ont été représentés à la troisième conférence de droit international privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente convention.

Un État qui désire adhérer, notifiera au plus tard le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra une copie, certifiée conforme, par la voie diplomatique, à chacun des États contractants.

12. La présente convention entrera en vigueur le sixtième jour à partir du dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

13. La présente convention aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les États qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auraient adhéré plus tard.

La convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sans dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme

visé aux alinéas précédents, au gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres États contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'État qui l'aura notifiée. La convention restera exécutoire pour les autres États.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à la Haye, le 12 juin 1904, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des États qui ont été représentés à la troisième conférence de droit international privé.

Pour la France :

(E. S.) Signé : MOUREL.

(L. S.) Signé : L. RUAULT.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) Signé : F. POURTALES.

(L. S.) Signé : DUNGS.

(L. S.) Signé : KRIEGER.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

Le Ministre d'Autriche-Hongrie,

(L. S.) Signé : OKOLICSANYI D'OKOLICANY.

Pour la Belgique :

(L. S.) Signé : Comte DE GRELLER-ROCHER.

(L. S.) Signé : ALFRED VAN DEN BERGHE.

Pour l'Espagne :

(L. S.) Signé : CARLOS CAESPA DE VALLDANZA
Y FORTY.

Pour l'Italie :

(L. S.) Signé : TUGNA.

Pour le Luxembourg :

(L. S.) Signé : Comte DE VILLERS.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Signé : BARON MELVIL DE LYNDEY.

(L. S.) Signé : J.-A. LOEFF.

(L. S.) Signé : T.-M.-C. ASSER.

Pour le Portugal :

(L. S.) Signé : Comte DE SÉLIR.

Pour la Roumanie :

(B. S.) Signé : J. B. PANDURE.

Pour la Suède :

(L. S.) Signé : Comte DE WILHELM.

Pour la Suisse :

(L. S.) Signé : F. KOCH JR.

ART. 2.

Le ministre des affaires étrangères et le garde des sceaux, ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : DELCASSÉ.

N° 44798. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° Le sieur *Butard* (*Louis*), né le 7 décembre 1869, à Francheville (Rhône), demeurant à Sainte-Foy-les-Lyon (Rhône) :

Et le sieur *Butard* (*Jean-François*), né le 23 octobre 1877, à Francheville (Rhône), demeurant à Lyon (Rhône), sont autorisés à substituer à leur nom patronymique celui de *Batton*, afin de s'appeler légalement, à l'avenir, *Batton* au lieu de *Butard*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 24 Juillet 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 13 Août 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3°, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2556.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44799. — *Loi divisant en deux Municipalités distinctes le territoire de la commune de la Turbie (Alpes-Maritimes).*

Du 10 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 12 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. — Le territoire de la commune de la Turbie (canton de la Turbie, arrondissement de Nice, département des Alpes-Maritimes) est divisé en deux communes, l'une dont le chef-lieu restera la Turbie et qui comprendra le territoire actuel de cette commune, à l'exception des sections de la Basse-Turbie et du Carnier; l'autre, composée de ces deux sections et qui portera le nom de Beau-

voir. La limite entre ces deux communes est déterminée par le liséré rouge qui, sur le plan d'assemblage annexé à la présente loi, est en face de la cote 5 sur la frontière monégasque et se continue par un mur aboutissant à la limite du territoire de la commune de

Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement

Les biens appartenant aux indigents de l'ancienne commune de la Turbie (Alpes-Maritimes) seront partagés entre lesdites communes en parties égales, sous réserve toutefois des droits que la population de l'une ou de l'autre commune ou partie de cette population a acquis par suite de l'acquisition d'actes de fondation.

F. Série.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Avril 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES

N° 44800. — Loi divisant en deux Municipalités distinctes
le territoire de la commune de Saint-Ignat (Puy-de-Dôme).

Du 10 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 12 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire de la commune de Saint-Ignat (canton d'Ennezat, arrondissement de Riom, département du Puy-de-Dôme) est divisé en deux communes, dont les chefs-lieux sont fixés aux villages de Saint-Ignat et de Surat et qui en porteront respectivement le nom.

La limite entre les deux communes est déterminée par le pointillé rouge figuré au plan annexé à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent respectivement exister.

3. Les communes de Saint-Ignat et de Surat contribueront, dans la proportion du principal des quatre contributions directes attribué à chacune d'elles, au remboursement des emprunts contractés par la commune de Saint-Ignat, en vertu des arrêtés préfectoraux des 7 juillet 1894 et 8 juillet 1895.

La commune de Saint-Ignat restera seule chargée du remboursement de l'emprunt qu'elle a contracté en vertu d'un arrêté préfectoral du 30 juin 1901.

4. Les biens appartenant au bureau de bienfaisance de la commune de Saint-Ignat seront partagés entre cet établissement et la commune de Surat créée par la présente loi, proportionnellement au chiffre de la population municipale de chacune de ces communes, sous réserve des droits que les indigents de l'une ou de l'autre commune ou une partie de ces indigents tiendraient primitivement d'actes de fondation.

Les fonds pouvant exister dans la caisse de la commune de Saint-Ignat à la date de la promulgation de la présente loi, et qui ne seraient grevés d'aucune affectation spéciale, seront partagés entre les

deux communes, à raison du nombre de feux existant dans chacune d'elles.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Avril 1904.

Signé : EMILE LOURDET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44801. — *Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la Navigation intérieure.*

Du 22 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre des travaux publics :

Vu la loi de finances du 30 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 53 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public, par divers intéressés, une somme totale de mille trois cent quarante-neuf francs soixante-dix-neuf centimes, savoir :

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des Bureaux où les fonds ont été versés.	RÉCÉPISSÉS.		MONTANT des versements.
			Numéros.	Dates.	
ANNÉE 1903.					
Meurthe-et-Moselle.	La ville de Nancy....	Nancy.....	34618	26 octobre.	627 ⁵¹
	Le département....	Arras.....	33398	9 octobre.	116 21
Pas-de-Calais.	Idem.....	Idem.....	33457	13 octobre.	116 22
	Les communes :				
	de Bames-Boucres....	Boulogne....	30972	15 octobre.	23 28
	de Coulogne.....	Idem.....	30977	Idem.	127 83
	des Attaques.....	Idem.....	30978	Idem.	116 21
Seine.....	de Marck.....	Idem.....	30979	Idem.	58 10
	Le journal la Navigation fluviale et maritime.	Paris.....	46546	31 décembre.	25 00
TOTAL pour l'année 1901.....					1,210 36
ANNÉE 1904.					
Pas-de-Calais.	La commune de Guines.	Boulogne....	30021	9 janvier.	139 43
TOTAL général.....					1,349 79

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, première section, chapitre xxxv : *Navigation intérieure — Canaux — Travaux ordinaires — Entretien et grosses réparations*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille trois cent quarante-neuf francs soixante-dix-neuf centimes (1,349^f 79), applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Frais d'exploitation des usines élévatoires de Meascin, sur le canal de l'Est.....	629 ^f 51 ^c
Entretien du pont-levis de l'écluse carrée, sur le canal de Guines (116 ^f 21 + 116 ^f 22 + 23 ^f 28 + 127 ^f 83 + 116 ^f 21 + 58 ^f 10 + 139 ^f 43).....	697 28
Indemnités aux cantonniers chargés de la surveillance de gares d'eau situées sur divers canaux, à raison de l'envoi périodique de relevés de bateaux entrés ou sortis.....	25 00
ENSEMBLE comme ci-dessus.....	1,349 79

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUJOUX.

N^o 44802. — DÉCRET relatif à l'allocation de Sels pour la préparation en atelier des lançons ou équilibres destinés à servir d'appât de pêche.

Du 2 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 15 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 55 de la loi du 24 Avril 1896;

Vu l'article 1^{er} de l'ordonnance du 30 octobre 1816 et le tableau annexe à cette ordonnance;

rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et d'après l'avis conforme du ministre des finances,

L'administration des douanes est autorisée à délivrer en
pour la salaison, en atelier des lancens ou équilles de
nçaise destinés à servir d'appât pour la pêche du rousseau,
unité de 40 kilogrammes de sel par 100 kilogrammes de

ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes
et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce
qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré
au *Journal officiel* en vertu de la loi.

Paris, le 2 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Ministre des finances,

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ROUVIER.

Signé : G. TROUILLOT.

— *Décret autorisant la Chambre de commerce de Bône à prélever
sur les produits des Péages perçus à son profit au port de Bône une somme
de 10,000 francs en vue de Travaux d'amélioration de ce port, et proro-
gation des Péages.*

Du 5 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 8 mai 1904.)

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Al-

gérie du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, rendue exécutoire par le décret du 30 octobre 1896;

le décret du 23 août 1898⁽¹⁾ relatif aux attributions du gouverneur de l'Algérie;

le décret du 19 décembre 1900, portant création du budget spécial de

l'Algérie, en vertu de l'article 16 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;

la loi des 31 juillet 1879, 7 septembre 1885, instituant au port de Constantine (département de Constantine) des péages destinés à garantir les emprunts contractés par la chambre de commerce de cette ville en vue des travaux de port;

le décret du 14 janvier 1899⁽²⁾ qui a autorisé la chambre de commerce

de Constantine, Bull. 2078, n° 35068 et 11^{re} série, Bull. 2049, n° 35972.

de Bône à contracter un emprunt de quatre millions huit cent soixante-cinq mille francs, et a modifié, pour les affecter à la garantie de cet emprunt, l'assiette et la quotité des péages susvisés;

Vu le décret en date du 21 avril 1904, rendu sur le rapport du ministre des travaux publics, qui autorise la construction d'un quai au sud de la nouvelle darse, la création d'un terre-plein extérieur à la jetée sud, et l'exécution de dragages généraux au port de Bône;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Bône des 2 juillet 1902, 7 janvier et 26 avril 1903, par lesquelles cette compagnie offre de contribuer par un subside de deux millions cent mille francs à l'exécution des travaux susvisés;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, en date des 18 novembre 1895 et 10 octobre 1903;

Vu la dépêche du ministre des finances, en date du 23 décembre 1903;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 13 novembre 1903;

Vu l'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumis le projet, et, notamment, le procès-verbal de la commission d'enquête des 6-15 décembre 1902;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Bône (département de Constantine) est autorisée à prélever sur les excédents disponibles des péages établis à son profit par les lois des 31 juillet 1879 et 7 septembre 1885 et le décret du 14 janvier 1899, une somme d'un million trois cent mille francs (1,300,000^f), pour le montant en être versé au gouvernement général de l'Algérie, concurremment avec une somme de huit cent mille francs (800,000^f) provenant du reliquat non employé de l'emprunt de quatre millions huit cent soixante-cinq mille francs (4,865,000^f), autorisé par le décret précité du 14 janvier 1899, à titre de subside, en vue de l'exécution des travaux autorisés par le décret susvisé du 21 avril 1904.

2. Les taxes de péage maxima établies au port de Bône par les lois des 31 juillet 1879 et 7 septembre 1885 et le décret du 14 janvier 1899 précité continueront à être perçues au profit de la chambre de commerce de cette ville dans les conditions fixées par lesdites lois et ledit décret, pendant tout le temps nécessaire pour permettre à cette chambre, après avoir opéré le prélèvement autorisé en vertu de l'article précédent, de satisfaire à toutes les opérations en vue desquelles des droits ont été établis, sans que ladite perception puisse excéder le délai fixé par le décret du 14 janvier 1899.

3. Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de commerce de Bône adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au gouverneur de l'Algérie et au receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu détaillé des recettes perçues dans le port de Bône, des frais de

perception dans l'année précédente, et de sa situation au point de vue de l'amortissement de ses emprunts.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur,
et des cultes,

Signé : E. MAURIEUX.

des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

Signé : E. CORMIER.

N° 44804. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Laval à faire une Avance à l'État et à contracter un Emprunt.

Du 8 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 12 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'État en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques;

Vu la délibération, en date du 27 février 1904, par laquelle la chambre de commerce de Laval (Mayenne) sollicite l'autorisation : 1° d'avancer à l'État une somme de quatorze mille sept cents francs, en vue de l'établissement d'un circuit téléphonique entre Ernée et Laval; 2° de contracter, à cet effet, un emprunt d'égale somme;

Vu la délibération, en date du 4 janvier 1904, par laquelle le conseil municipal de la commune d'Ernée a pris l'engagement de concourir, par une subvention annuelle, au paiement des intérêts de l'emprunt;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 27 avril 1904,

DÉCRET

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Laval (Mayenne) est autorisée à avancer à l'État une somme de quatorze mille sept cents francs (14,700^f), en vue de concourir à l'établissement d'un circuit téléphonique entre Ernée et Laval.

2. La chambre de commerce de Laval est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas trois francs soixante-quinze centimes pour cent (3'75 p. o/o), une somme de quatorze mille sept cents francs (14,700'), dont le montant sera affecté au paiement de cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de vingt ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 8 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44805. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Moulins à faire une Avance à l'État et à contracter un Emprunt.

Du 12 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'État en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu la délibération, en date du 19 février 1904, par laquelle la chambre de commerce de Moulins (Allier) sollicite l'autorisation : 1° d'avancer à l'État une somme de deux cent trente-trois mille cinq cent quarante-cinq francs en vue de l'établissement d'un réseau téléphonique départemental; 2° de rembourser à un particulier une somme de cinq mille deux cent quatre-vingt-six francs soixante et un centimes représentant le montant du solde qui lui reste dû sur une avance qu'il a précédemment consentie à l'État pour la construction d'un réseau téléphonique reliant Montluçon à Com-

mentry et à Nérès; 3° de contracter, à cet effet, un emprunt de deux cent trente-huit mille huit cent trente et un francs soixante et un centimes;

Vu les engagements pris par la chambre de commerce de Montluçon et par les conseils municipaux des communes de Cérilly, Chântelle, Chevagnes, Dompierre, le Donjon, Ebreuil, Escudrolles, Gannat, Hérisson, Huriel, Jaligny, Lurey-Lévy, Marcillat, Mayet-de-Montagne, le Montet, Montmarault, Neuilly-le-Réal, Lapalisse, Saint-Germain-des-Fossés, Souvigny, Moulins, Montluçon, Vichy et Cusset, de concourir, au moyen de subventions annuelles, au paiement des intérêts de cet emprunt;

Vu la dépêche du président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des cultes, en date du 29 avril 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Moulins (Allier) est autorisée : 1° à avancer à l'État une somme de deux cent trente-trois mille cinq cent quarante-cinq francs (233,545'), en vue de l'établissement d'un réseau téléphonique départemental; 2° à effectuer le remboursement à un particulier d'une somme de cinq mille deux cent quatre-vingt-six francs soixante et un centimes (5,286'61) représentant le montant du solde qui lui reste dû sur une avance qu'il a précédemment consentie à l'État pour la construction du réseau téléphonique reliant Montluçon à Commentry et à Nérès.

2. La chambre de commerce de Moulins est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas trois francs cinquante centimes pour cent (3' 50 p. o/o), une somme de deux cent trente-huit mille huit cent trente et un francs soixante et un centimes (238,831'61), dont le montant sera affecté au paiement de l'avance et au remboursement de la somme susvisées.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de vingt ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 12 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBËT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 14806. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Marseille à contracter un Emprunt.*

Du 18 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 26 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu les délibérations, en date des 4 décembre 1903 et 29 mars 1904, par lesquelles la chambre de commerce de Marseille sollicite l'autorisation de contracter un emprunt de deux cent cinquante mille francs, pour le montant en être versé à la ville de Marseille, à titre de fonds de concours dans les frais d'organisation de l'exposition coloniale qui doit avoir lieu à Marseille en 1906;

Vu la dépêche du ministre des colonies, en date du 13 février 1904.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Marseille (Bouches-du-Rhône) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs pour cent (4^e p. o/o), une somme de deux cent cinquante mille francs (250,000^e); pour le montant en être versé à la ville de Marseille, à titre de fonds de concours dans les frais d'organisation de l'exposition coloniale qui doit avoir lieu à Marseille en 1906.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de vingt-cinq ans.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 18 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'entretien des Phares, Canaux et Balises.

Du 18 Mai 1904.

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des travaux publics;

vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit

article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, l'emploi des fonds de concours;

vu la déclaration n° 30550 du trésorier général de l'Algérie, constatant qu'il a versé au Trésor public, le 5 février 1904, par le gouvernement de l'Algérie, à titre de fonds de concours, une somme de huit cent seize francs soixante-douze centimes, représentant le solde des fourrages relatifs à l'éclairage et au balisage des côtes de l'Algérie, année 1903;

vu le rapport du ministre des finances,

Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1903, première section, chapitre xxxvii : Canaux et balises — Entretien et grosses réparations, pour le fonds de concours, un crédit additionnel de huit cent seize francs soixante-douze centimes (876¹ 72), applicable à l'entretien et au balisage des côtes de l'Algérie pendant l'année 1903.

Le présent décret est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent aux ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 18 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances, Le Ministre des travaux publics,

Signé : ROUQUIER. Signé : EM. MARTIN-BOLLS.

N° 44808. — *DÉCRET modifiant le Cahier des charges annexé au décret du 24 avril 1894, relatif à l'usage des Grues concédées à la Chambre de commerce de Bordeaux sur les quais de cette ville.*

Du 19 Mai 1904;

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, le décret du 24 avril 1894 portant réglementation de l'outillage public concédé à la chambre de commerce de Bordeaux sur les quais et dépendances du port de cette ville;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1898⁽¹⁾, portant modification du paragraphe 3 de l'article 31 du cahier des charges annexé au décret du 24 avril 1894;

Vu la demande de la chambre de commerce de Bordeaux, en date du 14 février 1903, tendant à l'homologation d'un nouveau tarif pour l'usage des appareils de manutention dits *engins de force*;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur ce projet de tarif, ensemble l'avis de la commission d'enquête en date du 28 septembre 1903;

Vu la délibération de la chambre de commerce, du 14 octobre 1903;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées en date des 27 avril et 30 novembre 1903;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du 8 juin 1903;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions ci-après sont substituées aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 31 du cahier des charges annexé au décret du 24 avril 1894, modifié par le décret du 1^{er} décembre 1898, relatives à l'usage des grues concédées à la chambre de commerce de Bordeaux, sur les quais du port de cette ville :

3^e. GRUES.

A. — Tarif des engins de force.

I. — GRUE MOBILE PIVOTANTE DE 10 TONNES.

Cette grue est destinée à la manœuvre de colis pesant au maximum dix mille kilogrammes (10,000^k) et au minimum trois mille kilogrammes (3,000^k) ou comptés

⁽¹⁾ M^{re} série, Bull. 2047, n° 35935.

els; le tarif est appliqué aux opérations de chargement ou de déchargement
re, effectuées d'une manière régulière et continue.
x des opérations est fixé ainsi qu'il suit :

Déplacement de la grue et raccordement à la prise d'eau.....	12 ^f
Manœuvre des colis pour les cent premières tonnes manœuvrées, par tonne.....	3
delà de la centième tonne et jusqu'à la deux centième tonne, par tonne.....	2
delà de la deux centième tonne, par tonne.....	1

Conditions d'application.

taxe sera appliquée en additionnant les poids réels ou fictifs de tous les colis
rés par la grue; le total est exprimé en tonnes. La fraction excédant le total
és ne sera pas comptée jusques et y compris cinq cents kilogrammes (500^k);
s de cinq cents kilogrammes (500^k) elle sera comptée pour une tonne (1^t).
se à terre d'un colis suspendu à la grue et repris immédiatement pour être
soit à bord, soit sur un véhicule, ne comptera que pour une seule ma-
mais si le colis est laissé à terre pour être repris ultérieurement, la reprise
lieu à une nouvelle perception;

durée des opérations est fixée de la manière suivante :
eure par dix tonnes (10^t) ou fraction de dix tonnes (10^t) en un seul ou plu-
lis pesant chacun plus de trois tonnes (3^t) ou comptés comme tels et ne
t pas dix tonnes (10^t).
ompte du temps se fera à la fin du déchargement ou chargement; il com-
au jour et à l'heure inscrits sur le bon de commande de l'engin.
e la durée de l'opération dépassera le temps calculé comme ci-dessus,
eure supplémentaire sera payée dix francs (10^f).

Nuit et jours non ouvrables.

t et les jours non ouvrables, les taxes seront majorées de quarante pour cent
o). Toutefois, lorsque le travail de jour sera immédiatement précédé ou
n travail de nuit d'une durée égale ou inférieure à deux heures, ce travail
era compté au tarif de jour.

II. — BIGUE OSCILLANTE.

Cylindre auxiliaire de 15 tonnes.

gin est destiné à la manutention de colis pesant au maximum quinze mille
es (15,000^k) et au minimum trois mille kilogrammes (3,000^k) ou comptés
els; le tarif est appliqué aux opérations de chargement ou de déchargement
d'une manière régulière et continue.
des opérations est fixé ainsi qu'il suit :

les douze premières tonnes manœuvrées, par tonne.....	4 ^f
delà de la douzième et jusqu'à la centième, par tonne.....	3
delà de la centième et jusqu'à la deux centième, par tonne.....	2
delà de la deux centième, par tonne.....	1

Conditions d'application.

taxe sera appliquée en additionnant les poids réels ou fictifs de tous les colis
rés par la grue, le total étant exprimé en tonnes. La fraction excédant le total
s ne sera pas comptée jusques et y compris cinq cents kilogrammes (500^k),
de cinq cents kilogrammes (500^k), elle sera comptée pour une tonne (1^t).
e à terre d'un colis suspendu à la grue et repris immédiatement pour être
oit à bord, soit sur un véhicule, ne sera comptée que pour une seule ma-
mais si le colis est laissé à terre pour être repris ultérieurement, la reprise
lieu à une nouvelle perception.

2° La durée des opérations est fixée de la manière suivante :

Une heure par dix tonnes (10^t) ou fraction de dix tonnes (10^t) en un seul ou plusieurs colis pesant chacun plus de trois tonnes (3^t) ou comptés comme tels et ne dépassant pas quinze tonnes (15^t).

Le décompte du temps se fera à la fin du déchargement ou chargement ; il commencera au jour et à l'heure inscrits sur le bord de commande de l'engin.

Lorsque la durée de l'opération dépassera le temps calculé comme ci-dessus, chaque heure supplémentaire sera payée dix francs (10^f).

Nuit et jours non ouvrables.

La nuit et les jours non ouvrables, les taxes seront majorées de quarante pour cent (40 p. o/o). Toutefois, lorsque le travail de jour sera immédiatement précédé ou suivi d'un travail de nuit d'une durée égale ou inférieure à deux heures, ce travail de nuit sera compté au tarif de jour.

III. — BIGUE OSCILLANTE.

Cylindre de 80 tonnes.

Cette bique est destinée à la manutention de colis pesant au maximum quatre-vingt mille kilogrammes (80,000^k) et au minimum quinze mille kilogrammes (15,000^k) ; ou comptés comme tels ; le tarif est appliqué aux opérations de chargement ou déchargement effectuées d'une manière régulière et continue.

Le prix des opérations est fixé de la manière suivante :

1° Colis pesant de quinze mille kilogrammes (15,000 ^k) à trente mille kilogrammes (30,000 ^k), par tonne.....	6 ^f 50 ^c
2° Colis pesant de trente mille kilogrammes (30,000 ^k) à quatre-vingt mille kilogrammes (80,000 ^k), par tonne.....	10 00

Conditions d'application.

1° La taxe sera appliquée pour chaque colis séparément.

Dans l'évaluation du poids des colis, toute fraction excédant le total des unités ne sera pas comptée jusques et y compris cinq cents kilogrammes (500^k) ; au-dessus de cinq cents kilogrammes (500^k), elle sera comptée pour une tonne (1^t).

La mise à terre d'un colis suspendu au crochet et repris immédiatement pour être chargé, soit à bord, soit sur un véhicule, ne sera comptée que pour une seule manœuvre ; mais si le colis est laissé à terre pour être repris ultérieurement, la reprise donnera lieu à une nouvelle perception ;

2° La durée des opérations est fixée de la manière suivante :

Cinq heures par colis d'un poids supérieur à quinze mille kilogrammes (15,000^k) ou compté comme tel et ne dépassant pas trente mille kilogrammes (30,000^k).

Dix heures par colis d'un poids supérieur à trente mille kilogrammes (30,000^k) et ne dépassant pas quatre-vingt mille kilogrammes (80,000^k).

Le décompte du temps se fera à la fin de l'opération et pour l'ensemble des colis manutentionnés ; il commencera au jour et à l'heure inscrits sur le bord de commande de l'engin.

Lorsque la durée de l'opération dépassera le temps calculé comme ci-dessus, chaque heure supplémentaire sera payée vingt francs (20^f) ;

3° La nuit et les jours non ouvrables, les taxes seront majorées de quarante pour cent (40 p. o/o). Toutefois, la chambre pourra refuser de travailler de nuit.

Condition générale.

Pour les engins de force, la durée de la journée normale est fixée :

L'été (1^{er} avril-30 septembre) de six heures du matin à six heures du soir ;

L'hiver (1^{er} octobre-31 mars) de sept heures du matin à cinq heures du soir.

ministre des travaux publics et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 19 Mai 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

ministre des travaux publics,

Signé : E. MARTELLOUS.

— DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Bourges à acquiescer à la cession de terrains et à contracter un Emprunt pour la création d'un Port canal du Berry.

Du 22 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 juin 1904.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment les articles 14, 22 et 23 de ladite loi;

les délibérations, en date des 3 mars et 10 novembre 1903, par lesquelles la chambre de commerce de Bourges (Cher) sollicite l'autorisation d'acquiescer à la cession de terrains destinés à être remis par elle gratuitement à l'Etat en vue de la création sur le canal du Berry, d'un nouveau port à l'embouchure du lieu dit *le Beugnon*; 2° de contracter un emprunt de dix-neuf cents francs, à l'effet de solder les frais d'acquisition de ces terrains et de subvenir aux frais accessoires de l'opération;

le plan des terrains;

l'avis du ministre des travaux publics, en date des 2 février et 1904;

l'avis du préfet du Cher, en date du 25 novembre 1903.

ARRÊTE :

1°. La chambre de commerce de Bourges (Cher) est autorisée à acquiescer à la cession de trois parcelles de terrains d'une contenance totale d'environ un hectare cinquante-sept ares douze centiares (1^h 57^a 12^c), situées au lieu dit *le Beugnon*, et désignées au plan ci-annexé, et à remettre gratuitement à l'Etat les terrains nécessaires à la création d'un nouveau port sur le canal du Berry.

La chambre de commerce de Bourges est autorisée à contracter, au taux d'intérêt qui n'excédera pas trois francs quatre-vingt centimes pour cent (3^{fr} 85 p. 100), un emprunt de dix-neuf cents francs (19,600^{fr}), à l'effet de solder les frais d'acquisition des terrains et de subvenir aux dépenses accessoires occasionnées par l'opération.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de trente ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 22 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44810. — DÉCRET relatif aux Avances à faire aux Officiers d'administration chargés des achats directs, sur simple facture, de grains et de fourrage effectués par le département de la guerre.

Du 3 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 9 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre et du ministre des finances;

Vu le décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu le règlement du 3 avril 1869 sur la comptabilité des dépenses du ministère de la guerre;

Vu le décret du 9 février 1904, autorisant les achats de grains et de fourrages par l'administration de la guerre, sur simple facture jusqu'à dix mille francs,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les gestionnaires des services désignés à l'article 1^{er} du décret susvisé en date du 9 février 1904, ainsi que les officiers d'administration, autres que les gestionnaires, chargés des achats directs pour ces services, sont autorisés, par dérogation à l'article 94 du décret du 31 mai 1862 et à l'article 169 du règlement du 3 avril 1869, à percevoir, pour le payement desdites fournitures, des

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1045, n° 10527.

avances spéciales dont le montant peut s'élever, au maximum, à cinquante mille francs (50,000').

Toutefois, en ce qui concerne les achats à effectuer pour la place de Paris, les avances peuvent atteindre le chiffre de cent mille francs (100,000').

2. Les avances spéciales prévues par l'article précédent ne sont constituées en numéraire que jusqu'à concurrence de vingt mille francs (20,000'), sauf pour les services de la place de Paris où l'avance en numéraire peut être portée à trente mille francs (30,000'). Le surplus est appliqué, dans les écritures du trésorier-payeur général du département, au crédit d'un compte courant ouvert à l'officier d'administration titulaire des mandats d'avance et constitue une provision sur laquelle cet officier dispose au moyen de mandats de trésorerie.

3. Dans le but d'éviter tout retard dans le paiement des avances successives, les pièces justificatives d'emploi des fonds sont remises directement au payeur par le titulaire de l'avance; elles sont ensuite communiquées par le payeur à l'ordonnateur pour être vérifiées et visées.

Dans les places autres que la résidence du trésorier-payeur général, les mandats d'avance peuvent, en cas d'urgence, être remis à l'officier d'administration par l'ordonnateur, sans avoir été revêtus préalablement du visa du payeur. Dès qu'un mandat d'avance a été délivré dans ces conditions, l'ordonnateur doit en aviser par télégramme le trésorier-payeur général, en lui faisant connaître le numéro sous lequel le mandat a été émis, son montant, le chapitre du budget qui doit supporter la dépense, la désignation de la partie prenante, et le lieu où le paiement doit être effectué.

Dès la réception de cette communication, le trésorier-payeur général s'assure que le mandat est émis dans la limite des crédits ouverts et il autorise, également par télégramme, le comptable subordonné à effectuer la remise des fonds.

Le soir même, le bordereau d'émission est envoyé au trésorier-payeur général; le mandat d'avance y est inscrit à son ordre; mais il est effectivement remplacé par une simple mention rappelant que, suivant avis télégraphique du, il a été, en raison de l'urgence, remis au titulaire.

4. Les dispositions qui précèdent n'auront d'effet que jusqu'à la date du 30 juin 1905.

5. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ

N° 14811. — DÉCRET qui autorise le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 11 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 16 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de l'Yonne, en date du 13 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 14 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue.

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Le département de l'Yonne est autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, deux centimes trente-deux centièmes (2³²) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux ordinaires à subventionner par application de la loi du 12 mars 1880.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 11 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44812. — Décret qui autorise le département de la Charente à s'imposer extraordinairement en 1905, 1906 et 1907.

Du 21 Juin 1904.

(Publié au Journal officiel du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Charente, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1893;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue;

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le département de la Charente est autorisé, conformément à la délibération susvisée du conseil général, à s'imposer extraordinairement pendant les années 1905, 1906 et 1907, quatre centimes (0^o04) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement d'une subvention promise à l'État pour l'établissement du chemin de fer d'intérêt général de Ruffec à Roumazières.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1893.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 14 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 14813. — Décret qui autorise le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement en 1905.

De 14 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Savoie, en date du 14 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue.

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la délibération susvisée du conseil général, à s'imposer extraordinairement en 1905, deux centimes soixante-dix-huit centièmes (2⁷⁸) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner pendant la même année par application de la loi du 12 mars 1880.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 14 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44814. — **DÉCRET** qui autorise le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 14 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Corrèze, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1893;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'Etat entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, un centime cinquante centièmes (1⁵⁰) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois du 10 août 1871 et du 12 juillet 1893.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44815. — *Décret qui autorise le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement en 1905.*

Du 15 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Corrèze, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, vingt-huit centimes de centime (0^o 28) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera, et restera exclusivement applicable au paiement de pensions annuelles aux vieillards, aux infirmes et aux incurables indigents, dans les conditions fixées par l'article 43 de la loi de finances du 29 mars 1897 et par l'article 61 de la loi de finances du 30 mars 1902.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 15 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

La Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 1556. — *Bulletin* modifiant le décret du 18 septembre 1880 sur les sucres.

Deuxième série, 1904.

Journal officiel du 15 juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 5 de la loi du 5 juillet 1886 ;

Vu l'article 5 de la loi du 7 mai 1884 ;

Vu les décrets des 8 août 1876 et 18 septembre 1880 ;

Vu l'article 13 de la loi du 11 janvier 1882 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et d'après l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 18 septembre 1880 est complété ainsi qu'il suit :

« Pour les confitures, gelées et compotes de fruits, n'ayant reçu aucune addition de glucose, ni de raisine, le sucre cristallisable ajouté donnera lieu à la décharge des obligations d'admission temporaire de sucres bruts, souscrites dans les conditions réglementaires.

« La quantité de sucre admissible à la décharge des dites obligations sera évaluée de la manière suivante :

« Les laboratoires détermineront la proportion de sucre inverti pour cent sucre inverti apporté par les fruits et sucre inverti provenant de l'inversion totale du saccharose. De cette proportion, on retranchera dix (10) (poids du sucre supposé provenir des fruits) et la différence obtenue, multipliée par quatre-vingt-quinze centièmes (0,95), donnera la quantité de sucre à admettre en décharge. »

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. THOUILLON.

N° 44817. — **DÉCRET** qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 16 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 Juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les délibérations du conseil général de la Charente-Inférieure, en date des 13 et 14 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Charente-Inférieure est autorisé, conformément aux délibérations susvisées du conseil général, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-dix centimes pour cent (3^f 70 p. 0/0), une somme de quarante-trois mille francs (43,000^f), remboursable en 1905 et applicable au paiement de subventions aux communes, en vue des dépenses nécessitées par la destruction des campagnols.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Charente-Inférieure est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, un centime (0^f 01) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quarante-trois mille francs (43,000^f) autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44818. — DÉCRET qui ouvre au Gouverneur général de l'Algérie des Crédits spéciaux en augmentation des Restes à payer sur l'exercice 1902.

Du 16 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les articles 70 et 71, paragraphe 3, du décret du 16 janvier 1902 ⁽¹⁾ sur le régime financier en Algérie;

Vu les délibérations des délégations financières et du conseil supérieur du gouvernement, en date des 31 mars et 25 mai 1904;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices 1901 et 1902;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au gouverneur général de l'Algérie, en augmentation des restes à payer sur l'exercice 1902, des crédits spéciaux s'élevant à la somme totale de six cent quatre-vingt-quatorze francs soixante-treize centimes (694^f 73), montant de nouvelles créances constatées sur cet exercice.

Ces crédits demeurent répartis par service conformément au tableau ci-annexé.

Le gouverneur général de l'Algérie est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances, sur le chapitre spécial ouvert, pour des dépenses des exercices clos, au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 70 du décret du 16 janvier 1902.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2340, n° 41341.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 16 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

BUDGET DE L'ALGÉRIE.

EXERCICES CLOS.

Exercice 1902.

CHAP. XII. Personnel du service de sûreté générale et force publique.....	44' 38'
— CXXIX. Transport de détenus et de libérés.....	650 35
TOTAL.....	<u>694 73</u>

Vu pour être annexé au décret du 16 juin 1904.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 44819. — *Décret qui ouvre au Gouverneur général de l'Algérie des Crédits spéciaux en augmentation des Restes à payer sur l'exercice 1901.*

Du 16 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les articles 70 et 71, paragraphe 3, du décret du 16 janvier 1902⁽¹⁾ sur le régime financier en Algérie;

Vu les délibérations des délégations financières et du conseil supérieur du gouvernement, en date des 31 mars et 25 mai 1904;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices 1901 et 1902;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au gouvernement général de l'Algérie, en

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2340, n° 41341.

augmentation des restes à payer sur l'exercice 1901, des crédits spéciaux s'élevant à la somme totale de quinze mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept francs cinquante centimes (15,597⁵⁰), montant de nouvelles créances constatées sur cet exercice.

Ces crédits demeurent répartis par service conformément au tableau ci-annexé.

Le gouverneur général de l'Algérie est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 70 du décret du 16 janvier 1902.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 16 Juin 1904.

Signé : EMILE LOUSET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

BUDGET DE L'ALGERIE.

EXERCICES CLOS.

Exercice 1901.

CHAP. XII.	Personnel du service de sûreté générale et force publique.....	5,425 31 ²
— XIII.	Matériel du service de la sûreté.....	1,554 16
— XIV.	Entretien des édifices diocésains.....	14 72
— XXIV.	Service de trésorerie.....	5,607 52
— XXXIII.	Dépenses à la charge de l'Etat, pour le service de la propriété individuelle indigène en Algérie.....	5,997 99
	TOTAL.....	15,597 50

Vu pour être annexé au décret du 16 juin 1904.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44820. — DÉCRET qui autorise le département de Loir-et-Cher à contracter des Emprunts et à s'imposer extraordinairement.

Du 16 juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les délibérations du conseil général de Loir-et-Cher, en date des 22 août 1903 et 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Le département de Loir-et-Cher est autorisé à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-dix centimes pour cent (3^{fr} 70 p. 0/0), une somme de quatre millions vingt-six mille deux cent huit francs (4,026,208^{fr}) remboursable en trente-deux ans à partir de 1905 et applicable :

1° Aux frais d'établissement des tramways ci-après, déclarés d'utilité publique par décret du 5 septembre 1903, savoir :

a) Ligne de Vendôme à Mondoubleau, avec embranchement sur la Ville-aux-Clercs;

b) Ligne de Neung-sur-Beuvron à Romorantin;

2° Aux dépenses d'établissement du tramway de Blois à Châteaurenault pour la partie comprise entre Blois et Saint-Nicolas-des-Motets et au raccordement de cette ligne à Blois avec la gare de la Compagnie d'Orléans et avec le tramway de Blois à Ouzouer-le-Marché, la dite ligne déclarée d'utilité publique dans les départements de Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire par décret du 17 novembre 1903.

2. Le département de Loir-et-Cher est également autorisé à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-dix centimes pour cent (3^{fr} 70 p. 0/0), une somme de quatre cent soixante-quatre mille francs (464,000^{fr}) remboursable en quarante-neuf ans à partir de 1905 et applicable aux frais d'établissement, dans ce département, du tramway de Ligny-le-Ribault à Neung-sur-Beuvron, déclaré d'utilité publique, dans les départements du Loir-et de Loir-et-Cher, par décret du 19 avril 1904.

3. Les emprunts autorisés par les articles 1 et 2 ci-dessus pourront être réalisés, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à

gré, soit par voie de souscription avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

4. Le département de Loir-et-Cher est autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant trente-deux ans à partir de 1905, cinq centimes quatre-vingt-dix centièmes (5⁹⁰) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit, concurremment avec les subventions allouées par l'État, en exécution de la loi du 11 juin 1880, tant au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre millions vingt-six mille deux cent huit francs (4,026,208¹) autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus qu'au paiement des annuités dues à la compagnie concessionnaire des lignes de tramways de Vendôme à Mondoubleau, avec embranchement sur la Ville aux Clercs, de Neung-sur-Beuvron à Romorantin et de Blois à Châteaurenault (partie comprise entre Blois et Saint-Nicolas-des-Motets) pour l'amortissement de sa part contributive aux dépenses d'établissement de ces lignes.

5. Le département de Loir-et-Cher est enfin autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant quarante-neuf ans à partir de 1905, cinquante et un centièmes de centime (0⁵¹) additionnels au principal des quatre contributions directes pour en appliquer le produit, concurremment avec les subventions à verser par l'État, en vertu de la loi du 11 juin 1880, tant au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre cent soixante-quatre mille francs (464,000¹) autorisé par l'article 2 ci-dessus qu'au paiement de l'annuité due aux concessionnaires de la ligne de Ligny-le-Ribault à Neung-sur-Beuvron pour l'amortissement de leur part contributive dans les frais d'établissement de cette ligne.

6. Les impositions extraordinaires autorisées par les articles 4 et 5 du présent décret seront reconstruites indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé, chaque année, par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

7. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 14821. — *DÉCRET qui autorise le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement en 1905.*

Du 16 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de l'Ain, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1893;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de l'Ain est autorisé, conformément à la délibération du conseil général en date du 12 avril 1904, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, un centime cent quatre-vingt-sept millièmes (1^{er} 187) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1893.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 16 Juin 1904.

Signé : **ÉMILE LOUËT.**

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : **E. COMBES.**

N° 44822. — **DÉCRET** qui autorise le département de la Haute-Garonne de s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 16 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Haute-Garonne, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue.

Décrète :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Garonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, un centime (0^o 01) additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable au paiement de subventions aux communes pour les travaux de construction des chemins vicinaux ordinaires à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44823. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° Le sieur *Rey* (*Marie-Xavier-Antoine-Charles*), né le 1^{er} mars 1878, à Grenoble (Isère), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Jouvin*, afin de s'appeler légalement, à l'avenir, *Rey-Jouvin* au lieu de *Rey*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 24 Juillet 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Août 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'impression, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2557.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44824. — *Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, du Chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Signy-l'Abbaye à Mézières et à Mohon, avec embranchement au port de Mohon.*

Du 18 Avril 1904.

(Promulguée au *Journal officiel* du 28 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, du chemin de fer d'intérêt local, à voie de quatre-vingts centimètres (0^m 80) de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Signy-l'Abbaye à Mézières et à Mohon, avec embranchement au port de Mohon, formant prolongement du chemin de fer d'intérêt local de Wasigny à Signy-l'Abbaye, déclaré d'utilité publique par la loi du 9 août 1894.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires ne sont pas accomplies dans un délai de quatre ans, à partir de la promulgation de la présente loi.

3. Le département des Ardennes est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de l'avenant à la convention du 22 décembre 1893 annexée à la loi du 9 août 1894,

ledit avenant passé, le 1^{er} octobre 1903, entre le préfet des Ardennes, d'une part, et la Compagnie des chemins de fer départementaux à voie étroite des Ardennes, d'autre part, ainsi que du bordereau des prix et du cahier des charges annexés à cet avenant.

Une copie certifiée conforme de ces avenant, bordereau des prix et cahier des charges restera annexée à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital du premier établissement de la ligne désignée à l'article 1^{er} ci-dessus est fixé à la somme de deux millions trois cent quatre-vingt-dix mille francs (2,390,000'), y compris les intérêts des capitaux engagés pendant la période de construction, soit par le département, soit par la compagnie.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor public est fixé à la somme de quarante-neuf mille francs (49,000').

Dans tous les cas où, conformément à l'article 9 de la convention et de l'avenant ci-dessus visés, le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'État viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département, comme il est dit à l'article 14 de la même convention.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOULS.

AVENANT

À LA CONVENTION DU 22 DÉCEMBRE 1893 (APPROUVÉE PAR LA LOI DU 9 AOÛT 1894).

Entre les soussignés :

Le préfet du département des Ardennes, agissant au nom et pour le compte du département des Ardennes, en vertu :

- 1^o De la loi du 10 août 1871;
 - 2^o De la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local;
 - 3^o Du décret réglementaire du 20 mars 1882;
 - 4^o Des délibérations du conseil général des Ardennes en date des 6 janvier 1902, 21 août 1902 et 22 avril 1903;
 - 5^o De la délibération de la commission départementale en date du 28 juillet 1903,
- D'autre part;

Et MM. Beldant (Paul), Beldant (Edmond) et Baërt (François), agissant comme administrateurs au nom et pour le compte de la Société anonyme des chemins de fer départementaux à voie étroite des Ardennes, dont le siège est à Charleville, et ce, en vertu des pouvoirs qui leur ont été donnés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 14 juin 1903.

D'autre part;

Il a été convenu qu'en vue de la concession du prolongement vers Mézières et 68.

Mohon de la ligne de Wassigny à Signy-l'Abbaye, il y avait lieu d'apporter à la convention du 22 décembre 1893, approuvée par la loi du 9 août 1894, les additions et modifications ci-après, étant entendu : 1° que ces additions et modifications s'appliquent toutes exclusivement au prolongement en question, sauf l'exception indiquée à l'article 9, relativement au nombre des trains de la ligne de Wassigny à Signy-l'Abbaye, et 2° que la Société anonyme des chemins de fer départementaux à voie étroite des Ardennes se trouve substituée aux concessionnaires du réseau établi en exécution de ladite loi du 9 août 1894, la société dont il s'agit constituant la société anonyme qui devait être formée en exécution de l'article 7 de la convention sus-rappelée.

A l'article 1^{er} de la convention du 22 décembre 1893, ajouter :

« Le préfet du département des Ardennes confie à la Société anonyme des chemins de fer départementaux à voie étroite des Ardennes, qui accepte, les travaux de superstructure désignés à l'article 2 et la fourniture du matériel roulant du chemin de fer d'intérêt local indiqué ci-après, et lui en concède l'exploitation :

« Ligne de Signy-l'Abbaye à Mézières et à Mohon, à voie de quatre-vingts centimètres (0^m 80), d'une longueur approximative de trente-six kilomètres (36^k), avec embranchement au port de Mohon, étant entendu que la section de Mézières à Mohon ne sera ouverte qu'au seul service des marchandises. »

A l'article 2, ajouter :

« La société exécutera les passages à niveau et les travaux de superstructure énumérés ci-après : l'empierrement des stations, la fourniture et la pose des voies, des croisements et des changements de voie, des plaques tournantes, des ponts à bascule, des alignements d'eau, de la ligne téléphonique avec ses appareils, des poteaux kilométriques. La société fournira, en outre, le matériel roulant et fixe, l'outillage et le mobilier nécessaires à l'exploitation, sauf des transporteurs.

« Le département reste chargé des études d'infrastructure et des bâtiments, des acquisitions de terrains et du logement, des travaux d'infrastructure, de la construction des bâtiments et des quais en maçonnerie et, s'il y a lieu, des fossés à transporteurs et de la fourniture de ces engins, puis du remboursement à faire à la Compagnie de l'Est pour toutes les dépenses des travaux d'aménagement de la voie large à établir dans les gares communes.

« La société concessionnaire devra prendre livraison des travaux d'infrastructure des différents tronçons de lignes, ainsi qu'il est dit à l'article 4 du cahier des charges, le département restant chargé de l'instruction des travaux exécutés par lui pendant un délai d'un an à partir du procès-verbal de remise; à partir de ce délai, cet entretien sera à la charge de la société.

« Dans le cas où des difficultés surgiraient au sujet de la remise des travaux, elles seraient tranchées par voie d'arbitrage, le département et la société désignant chacun leur arbitre, et les deux arbitres choisissent, s'il est nécessaire, un troisième arbitre pour les départager. D'ailleurs, si les deux arbitres ne pouvaient se mettre d'accord sur le choix du troisième arbitre, celui-ci serait nommé par le président du tribunal de Charleville, sur requête présentée par la partie la plus diligente.

« Les frais de cet arbitrage seront partagés par moitié entre le département et la société concessionnaire. »

A l'article 3, ajouter :

« Le maximum des dépenses totales à admettre en compte ne pourra dépasser le chiffre d'un million cent quarante mille francs (1,140,000^f). »

« La prime d'économie de construction, s'il y a lieu, sera égale au cinquième de l'écart entre le maximum et le montant des dépenses réellement faites. »

A l'article 4, ajouter :

« La participation de la société sera entièrement remboursable; le département payera chaque année à la société, pendant le restant à courir depuis la mise en exploitation de la ligne entière jusqu'à l'expiration de la concession, l'intérêt à quatre pour cent (4 p. 100), plus l'amortissement, d'une somme égale à la garantie d'exploitation définie ci-dessus, augmentée des intérêts simples à quatre pour cent (4 p. 100) des sommes fixées en exécution de l'article 4, depuis l'époque moyenne où ces retenues auront été faites jusqu'à la mise en exploitation de la ligne.

« Ces paiements se feront par semestre les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet. »

L'article 7 ne sera pas applicable; on le remplacera par la rédaction suivante :

«La société pourra augmenter son capital, si besoin est, pour sa participation dans les dépenses de premier établissement et pour fonds de roulement s'il y a lieu.

«La société déclare renoncer à l'avance à porter au capital social de premier établissement les frais de l'augmentation de son capital.»

Les articles 35 et 39 visés à l'article 8 se rapporteront au cahier des charges joint au présent avenant.

A l'article 9, ajouter :

Au deuxième paragraphe : 1° la gare de Mohon à la suite des gares communes désignées; 2° aux dépenses d'exploitation : le remboursement des sommes qui pourraient être dépensées pour agrandissement de gares ou augmentation de matériel roulant, étant entendu, d'une part, que les dépenses correspondantes devront être approuvées par le conseil général qui, en outre, décidera, d'accord avec la société, de faire entrer dans les frais d'exploitation, soit la dépense correspondante en capital, soit les intérêts au taux simple de quatre pour cent (4 p. o/o) avec l'amortissement pendant le temps restant à courir jusqu'à la fin de la concession, et, d'autre part, que lesdits travaux ou fournitures ne pourront être engagés qu'après l'assentiment donné par le ministre des travaux publics qui, en même temps, ratifiera l'imputation de la dépense.

Au troisième paragraphe, on ne comprendra pas, dans les frais généraux, les frais de la société à constituer, mais on y fera entrer ceux d'augmentation du capital de la société concessionnaire.

Le coefficient du dernier terme de la formule d'exploitation sera porté à 0,45 K au lieu de 0,40 K.

On supprimera la mention de la ligne de Wasigny à Signy-l'Abbaye aux paragraphes 6 et 7.

Le nombre des trains de voyageurs sera fixé comme il suit, non seulement pour le prolongement de Signy à Mézières, mais aussi pour la ligne actuelle de Wasigny à Signy : trois trains par jour dans chaque sens pour des recettes kilométriques applicables à la ligne entière de Wasigny à Mohon qui seraient inférieures à trois mille cinq cents francs (3,500'); quatre trains pour des recettes respectivement comprises entre trois mille cinq cents francs (3,500') et cinq mille francs (5,000'), et ainsi de suite à raison d'un train supplémentaire dans chaque sens sur la ligne par chaque augmentation de recette kilométrique annuelle de mille cinq cents francs (1,500'). La recette kilométrique sera calculée en prenant pour la longueur de la ligne la longueur mesurant la distance entre la gare de Wasigny et la gare terminus de Mohon.

Au neuvième paragraphe, ajouter :

... et du prolongement de la ligne de Wasigny à Signy-l'Abbaye.

Au onzième paragraphe : l'annulation du compte d'attente aura lieu à l'expiration de la concession et aussi au cas où le département dénoncerait le bail le 9 août 1924 ou à celui de la dénonciation de faculté réciproque du 9 août 1944.

A l'article 10, ajouter :

«Le matériel qui devra faire retour au département en fin de concession est limité, pour la ligne de Signy à Mézières et Mohon, à deux locomotives, huit voitures à voyageurs, trois fourgons et vingt-sept wagons à marchandises.

«La société devra, en outre, remettre en bon état d'entretien au département les trucks transporteurs que ce dernier aura pu fournir.

«Le matériel roulant que la société aurait fourni en plus des quantités ci-dessus désignées et qui n'aurait pu être remboursé par les prélèvements opérés sur les recettes brutes, ainsi qu'il est dit à l'article 9 ci-dessus, restera la propriété de la société et le département restera libre de le reprendre en tout ou en partie en fin de concession à dire d'expert. En tout état de cause, il sera tenu compte au département de la partie de la valeur de ce matériel déjà amortie et, en particulier, s'il reprend tout ou partie du matériel roulant complémentaire, on devra déduire, du prix d'acquisition, la somme déjà amortie sur la totalité du matériel complémentaire.

«Les installations fixes resteront la propriété du département sans indemnité.»

A l'article 15, ajouter :

« La concession du prolongement vers Mézières et Mohon de la ligne de Wasigny à Signy-l'Abbaye est faite aux charges, clauses et conditions de la série de prix et du cahier des charges ci-annexés à l'exécution desquels la société s'engage d'une façon formelle. Ce cahier des charges est conforme au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, modifié par le décret du 13 février 1900, sauf en ce qui concerne les articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 15, 17, 19, 21, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 47, 52, 54, 56, 57, 65, 66, qui sont modifiés, et les articles 1 bis, 17 bis, 19 bis, 56 bis et 70 qui sont ajoutés. »

A l'article 16, ajouter :

« La subvention de l'État est admise ne devoir prendre fin que le 1^{er} juillet 1953. »

Fait double à Mézières, le 1^{er} octobre 1903.

Lu et approuvé :

Pour le Préfet en congé :

Le Secrétaire général délégué,

Signé : LAMBERT.

Lu et approuvé :

Signé : BELDANT (P.).

BELDANT (E.).

BAËRT.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges constituera un prolongement vers Mézières et Mohon de la ligne actuelle de Wasigny à Signy-l'Abbaye; il partira de la place de Signy-l'Abbaye et passera par ou près Thin-le-Montier, Clavy, Warby, Neuville-les-This, This et Prix; en outre, on établira un embranchement sur la voie navigable, près de Mohon.

Emprunt des voies publiques.

1 bis. Les voies publiques empruntées sont les suivantes :

- 1° Dans la traversée de Signy-l'Abbaye, la place et la rue de l'Abbaye;
- 2° Entre Prix et Mézières, le chemin de grande communication n° 1 bis;
- 3° Entre les stations de Mézières et de Mohon, les routes nationales n° 51 et 64.

Délai d'exécution.

2. Les travaux devront être terminés dans un délai de trois ans et demi, à partir de la loi déclarative d'utilité publique.

La date de cette loi sera notifiée au concessionnaire aussitôt sa promulgation, afin qu'il puisse procéder sans retard à l'approvisionnement du matériel nécessaire aux travaux de superstructure qu'il a à effectuer et qui sont définis à l'article 2 de la convention. Ces travaux commenceront dès que la remise aura été faite au concessionnaire de la première partie de la ligne qui sera susceptible de recevoir la voie. Ils seront poursuivis sans interruption sur les différents tronçons de la ligne qui seront ensuite mis successivement à sa disposition au fur et à mesure de l'achèvement partiel des travaux de terrassements et d'ouvrages d'art que le département doit exécuter, de façon que la ligne puisse être livrée à l'exploitation dès l'expiration de la période accordée pour l'exécution. Un délai de six mois sera d'ailleurs réservé au concessionnaire, entre l'époque à laquelle les travaux d'infrastructure seront entièrement terminés et la date fixée pour l'achèvement complet de tous les travaux.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux nécessiteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations seront remis au préfet dans les quinze mois au plus tard de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au service de la construction avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Projets antérieurs.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

Pièces à fournir.

5. Les projets qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

- 1° Un plan de pose et un plan des appareils de voie;
- 2° Les aménagements des gares;
- 3° Les dessins du matériel fixe et roulant;
- 4° Les cahiers des charges pour la fourniture du matériel fixe et roulant;
- 5° Un annuaire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions projetées.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la double voie.

6. Les acquisitions de terrains et ouvrages d'art sont compris parmi les études et travaux effectués par le département, ainsi qu'il est dit à la convention.

Le concessionnaire pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom du département, et par le ministre des travaux publics au nom de l'Etat, d'exécuter, pour une seconde voie, les travaux de superstructure définis à la convention, et d'exploiter cette seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de quatre-vingt centimètres (0^m 80).

La largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas trois mètres vingt centimètres (3^m 20). La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera, au plus, de trois mètres quarante centimètres (3^m 40) pour les locomotives, et de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) pour les autres véhicules et leurs chargements. Le préfet pourra autoriser le concessionnaire à laisser circuler

sur la ligne et dans les conditions qu'il fixera, les wagons à voie normale chargés sur transporteurs.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres soixante-six centimètres (2^m 66).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre la bordure antérieure du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 60).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquetta de largeur telle que l'arête de cette banquetta se trouve au moins à un mètre quatre-vingt-quinze centimètres (1^m 95) de l'axe, c'est-à-dire à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant de la voie étroite; largeur du gabarit : deux mètres dix centimètres (2^m 10).

A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il devra être réservé entre les obstacles isolés se trouvant au-dessus du niveau des marchepieds latéraux le long des voies principales et les parties les plus saillantes du matériel roulant une distance d'au moins soixante centimètres (0^m 60).

Il sera établi, le long du chemin de fer, les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à quatre-vingts mètres (80^m), sauf aux abords des gares ou à la traversée des villages où le rayon pourra être abaissé à cinquante mètres (50^m).

Une partie droite de quarante mètres (40^m) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à trente millimètres (0^m 030) par mètre.

Une partie horizontale de vingt mètres (20^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire et versant leurs eaux au même point.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, après une enquête spéciale. Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités indiquées ci-après :

Thin-le-Moutier, Clavy, Neuville-les-This, This, Sury-Belval, Prix et Mézières; de plus, on établira une halte pour voyageurs entre Signy et Thin pour desservir Dornemery et une autre à Warby.

En outre, une gare pour transbordement de marchandises sera établie près de la station de Mohon (Est) et une gare fluviale au port de cette dernière commune ou en tout autre point permettant l'arrivée facile des bateaux et un transbordement commode.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

La nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement, ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels sa composeront :

1^o D'un plan à l'échelle de 1/500 indiquant les voies, les quais, les bâtiments, ainsi que la disposition de leurs abords;

2° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

Traversée des routes et chemins.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^m) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutres sera de quatre mètres trente centimètres (4^m30).

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m50). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m).

Sur les lignes et sections pour lesquelles les ouvrages d'art seront exécutés pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de huit mètres six centimètres (8^m06).

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à sept mètres (7^m) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m50) pour les chemins à une voie et de huit mètres six centimètres (8^m06) sur les lignes ou sections pour lesquelles les ouvrages d'art seront exécutés pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à cinq mètres (5^m).

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails, s'il en existe, devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à 45 degrés, à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que des abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris, et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectification des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux. — Débouché des ponts.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m50) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie, et huit mètres six centimètres (8^m06) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront, en outre, les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m).

La hauteur et le débouché des ponts seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Souterrains.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m50) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails, pour les chemins à une voie, et huit mètres six centimètres (8^m06) de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres (50^m) de distance de chaque côté et seront disposés en quinconce d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de cinq mètres quatre-vingt-six centimètres (5^m86). La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails, pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à (5^m). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

Maintien des communications.

17. A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées; une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

Emprunt des voies publiques.

17 bis. A. Dans les sections où la voie ferrée sera établie sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un em-

pièrrent ou un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entree-raile et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté conformément aux dispositions prescrites par le préfet; le concessionnaire sera chargé de remettre les empierréments ou les pavages en état à la suite de la pose de la voie.

La chaussée empierrée ou pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel de 3^m 20, il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel de 3^m 20 avec le jeu nécessaire.

Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir d'un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur au moins. Le concessionnaire construira, en outre, suivant les dispositions qui lui seront indiquées avant la réception générale de la voie ferrée, des gares pour les dépôts de matériaux d'entretien de la voie publique; la profondeur de ces gares, mesurée à partir de l'arête extérieure de l'accotement, sera celle que réclameront les services intéressés.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de 3^m 20 et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel de 3^m 20 ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel de 3^m 20 et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

B. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composée de pierres cassées ou de gravier de deux mètres (2^m) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires et des piétons présentera une largeur minima de six mètres (6^m) sur les routes nationales et de cinq mètres (5^m) sur les autres chemins, cette largeur minima étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'autorité compétente pour statuer sur les projets d'exécution pourra exiger que l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité, du côté de la chaussée de la voie publique, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie en moellons ou en gazon d'une solidité suffisante. Elle pourra également prescrire, dans les parties de routes ou de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demicanneau pavé le long des bordures en pierre. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de 3^m 20; un autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) subsistera entre le matériel de 3^m 20 (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel de 3^m 20 ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel de 3^m 20 et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront

ront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

C. Dans les traversées des villes et villages, les voies ferrées doivent, à moins d'une autorisation spéciale de préfet, être établies avec rails moyés dans la traversée, entre les deux trottoirs, ou, du moins, entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit au paragraphe A qui précède.

Le minimum de largeur à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10). Cette largeur sera mesurée à partir des limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces limites.

b) Entre le matériel de 3^m 20 et le bord d'un trottoir :

1^o Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2^o Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Toutefois il sera fait exception aux dimensions ci-dessus d'un mètre dix centimètres (1^m 10) et de trente centimètres (0^m 30) pour l'emprunt de la rue de l'Abbaye dans la traverse de Signy-l'Abbaye. Ces dimensions seront, dans cette partie, celles portées au plan du dossier de l'enquête d'utilité publique qui a eu lieu du 20 mars au 20 avril 1899.

D. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux employés dans les chaussées.

Exécution des travaux.

18. Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement des traverses sera de soixante-dix-sept centimètres (0^m 77) d'axe en axe.

19 bis. Les dispositions à suivre pour le raccordement à Mohon de la ligne avec celle de Reims à Mézières seront arrêtées par M. le Préfet en ce qui concerne les dispositions relatives à la petite ligne, après examen des observations du concessionnaire de façon à s'adapter aux dispositions de voie normale fixées par M. le Ministre des travaux publics.

Clôtures.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

1^o Dans la traversée des lieux habités;

2^o Dans les parties contiguës à des chemins publics;

3^o Sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau;

4^o Aux abords des stations.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux effectués par le concessionnaire, seront supportées et payées par lui.

Droits conférés au concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le département et le concessionnaire seront tenus, pour l'étude et l'exécution de leurs projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du département.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet, seront exécutés par les soins et aux frais du département.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux à exécuter par le concessionnaire devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou pour une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnais-

sance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux, et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le département fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas, sera dressée aux frais du département et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite, sur l'atlas, de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Sur les sections de voies publiques empruntées où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains et les chemins qui auraient été déviés, ou dont la chaussée aura été simplement déplacée.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la

sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7. Il devra satisfaire aux conditions fixées ou à fixer pour les transports militaires.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consommer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions fixées ou à fixer pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accèdera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui sont arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures à voyageurs seront chauffées pendant la saison froide, sauf exceptions autorisées par le préfet, sur l'avis du service du contrôle.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes, composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à trois pour les voyageurs.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1856, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire et sur l'avis du service du contrôle, le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

La durée de la concession pour les trois lignes mentionnées à l'article 1^{er} du présent décret commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la convention. Celle-ci prendra fin le 1^{er} juillet 1953. Toutefois, le département aura le droit de résilier la concession les 9 août 1944 et 1945, en prévenant le concessionnaire deux ans à l'avance. Cette faculté existera en faveur du concessionnaire pour la concession des autres lignes à partir de ces dates avec cinq ans de préavis.

Expiration de la concession.

La date fixée pour l'expiration de la concession, et par la seule fait de cette date le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous les biens et droits du concessionnaire.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer, les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les usines et installations de toute nature établies en vue de la production et du transport de l'énergie électrique ou autre destinée à l'exploitation du chemin de fer, les maisons de l'exploitation, ainsi que de tous les objets immobiliers dépendant également du chemin de fer, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voie, ponts, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à l'entretien du chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se conforme pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation. Le présent décret est conféré dès à présent au département pour les cinq dernières années de la concession supposée expirer le 9 août 1944 ou le 9 août 1945.

Le présent décret concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier, l'outillage des ateliers et des gares, non portés au compte de premier établissement ou non encore amortis entièrement dans les conditions prévues à la convention, le département se réserve le droit de les reprendre en tout ou en partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire au moment de l'expiration de la concession et la remise du matériel sera faite dans les conditions fixées à l'article 10 de la convention.

Le concessionnaire sera tenu, si le département le requiert, de reprendre les approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

Rachat de la concession.

Le département aura toujours le droit de racheter la concession. Le rachat aura lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation de la concession conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1908. Le délai de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé par la loi du 11 juin 1908 pour la mise en exploitation effective de la ligne. Le rachat sera effectué sans tenir compte des retards qui surviennent dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département, après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années. Si cette période comprend des années de remboursement d'insuffisances, le calcul des produits nets sera effectué abstraction faite de ces remboursements et dans les conditions des années de partage.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession supposée limitée au 9 août 1924.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat : 1° les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour le département; 2° la fraction non encore amortie de la participation du concessionnaire dans les dépenses d'établissement de la ligne.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'Etat sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'Etat rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'Etat déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

Déchéance.

37. Si le concessionnaire n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics, après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de dix-sept mille francs (17,000^f) qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 66, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra, soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, la partie non encore remboursée du cautionnement et la retenue effectuée sur les travaux conformément à l'article 4 de la convention pour constituer la participation du concessionnaire dans les dépenses d'établissement de la ligne deviendront la propriété du département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire

n'a pas véritablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, la portion restant à amortir de la participation du concessionnaire dans les dépenses d'établissement, de fourniture de matériel roulant, les installations complémentaires et le matériel roulant complémentaire, même non complètement amorti, ainsi que le fonds de renouvellement de la vote, deviendront, sans indemnité, la propriété du département.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

**TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.**

Tarifs des droits à percevoir.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs..	{ Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe)..... Voitures couvertes et fermées à vitres (2 ^e classe).. Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.
Enfants....	{ De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur. Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.
Chiens transportés dans les trains de voyageurs	.....
Sans que la perception puisse être inférieure à 30 centimes.	

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....
 Veaux et porcs.....
 Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

PRIX		
de péage.	de trans- port.	totaux.
fr. s.	fr. c.	fr. c.
0 060	0 035	0 095
0 045	0 020	0 065
0 010	0 005	0 015
0 070	0 030	0 10
0 025	0 015	0 04
0 010	0 010	0 02

1° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Extrême. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	tonnes.
N. c.	N. c.	N. c.
0 23	0 17	0 20
<i>Marchandises transportées à petite vitesse.</i>		
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de ténure et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épiceries. — Fécules. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 12	0 28
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler, dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 10	0 08
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Meulons. — Meulrières. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 09	0 07
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 08	0 06
<i>Tarif spécial par wagon complet.</i>		
• Marchandises des 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classes.....	0 07	0 05
Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 500 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre, 50 centimes.		
3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.		
<i>Par pièce et par kilomètre.</i>		
Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 09	0 06
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 12	0 08
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.		
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.		
Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 15	0 10
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 28	0 14
Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.		
Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de 2 ^e classe.		
Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....	0 12	0 08
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....	0 08	0 06

PRIX.		
de péage.	de trans- port.	total.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 36	0 28	0 64
0 78	0 28	0 30
0 60	0 40	1 00

4^e SECTION DES PRIXS FURNISSEUR ET TRANSPORT DES CHARRIERS.

Grande vitesse.

une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes..... chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de..... et pour les trains express, dans une voiture spéciale au prix de.....

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuera lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à deux kilomètres (2^e), elle sera comptée pour deux kilomètres (2^e).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^e).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^e).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^e) payera comme dix kilogrammes (10^e); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^e), comme vingt kilogrammes (20^e), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1^e de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^e); 2^e au-dessus de cinq kilogrammes (5^e) jusqu'à dix kilogrammes (10^e); 3^e au-dessus de dix kilogrammes (10^e), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^e).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^e 40).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou des compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux de chemin de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^e) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément au prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^e) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux arti-

des 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envoi par groupe.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f):

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'ar-

ticle 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions du décret du 1^{er} mars 1901 modifiant l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1^{re} Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à grande vitesse, seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2^{re} Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Fret et camionnage.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviront, soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 du décret du 1^{er} mars 1901, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au département, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transport des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de 1^{re} classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés, et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures particulières lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Service des postes et télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacune des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la 2^e classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et aéré à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1^{re} requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1^{er}; 2^e requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au département une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment, en conformité du paragraphe 1^{er} du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le Trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents proposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet

emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Service des colis postaux.

56 bis. Le concessionnaire sera tenu de coopérer au service des colis postaux conformément aux lois, conventions, règlements et tarifs sur la matière.

Lignes télégraphiques et téléphoniques.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques ou téléphoniques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique ou téléphonique de l'État sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques ou téléphoniques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au département une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou plusieurs lignes télégraphiques ou téléphoniques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique ou téléphonique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques ou téléphoniques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques ou téléphoniques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou téléphoniques, ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0^e 50) par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer, objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'aurait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service de toutes les lignes, l'administration y pourvoierait d'office et prescrierait toutes les mesures nécessaires.

Chemins communs.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Le concessionnaire se conformera aux mesures qui pourront lui être prescrites par l'administration en vue d'établir des moyens de transbordement commodes pour les marchandises dans toutes les gares de raccordement avec une autre voie ferrée et en vue d'éviter, autant que possible, un parcours trop long aux voyageurs et aux marchandises devant passer d'une voie à l'autre.

Embranchements industriels.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de carrières, de mines ou d'usines, avec tout propriétaire ou concessionnaire de magasins généraux et avec tout concessionnaire de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure qui, effrayé de se soumettre aux conditions prescrites ci-dessus, demanderait un embranchement; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de carrières, de mines et d'usines, des propriétaires ou concessionnaires de magasins généraux ou des concessionnaires de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires, et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'embellissement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés, destinés à faire communiquer des établissements de carrières, de mines ou d'usines, de magasins généraux ou d'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements, pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures, lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre (1^{er}). Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les dépenses qui résulteront des mesures prescrites, s'il y a lieu, par le préfet statuant sur l'avis du service de contrôle, pour la surveillance et le gardiennage des aiguilles et des barrières d'embranchement industriel, seront à la charge des propriétaires des embranchements; mais les gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son passage ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'insécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure, et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire aurait en droit de réclamer pour la non-exécution de ces conditions.

Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'usage de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de deux centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre, et, en outre, quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

Dans le cas où le matériel sera payé comme s'il avait été perçeu en entier.

Les chargements et les déchargements sur des embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit que les marchandises soient entières, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de cinq mille kilogrammes (5,000^k) déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera limité par le préfet de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourraient être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la réception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire. Ils commenceront à courir un an après la date de la déclaration d'utilité publique.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser d'avance chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs (50^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé, le premier versement devant se faire dans le mois qui suivra le délai d'un an indiqué dans le premier paragraphe du présent article.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire et le montant en sera recouvré, comme en matière de contributions directes, au profit du département.

Cautionnement.

66. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la Caisse des dépôts et consignations une somme de dix-sept mille francs (17.000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Elle sera rendue au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avance des travaux.

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Mézières ou à Charleville.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture des Ardennes.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département des Ardennes, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

70. Sont ajoutés les articles 1 bis, 17 bis, 19 bis, 56 bis et 70.

Sont modifiés les articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 15, 17, 19, 21, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 47, 52, 54, 56, 57, 65 et 66.

Fait double à Mézières, le 1^{er} octobre 1903.

Lu et approuvé :

Signé : BELDANT (E.).

BELDANT (P.).

BAERT.

Lu et approuvé :

Pour le Préfet en congé :

Le Secrétaire général délégué,

Signé : LAMBERT.

BORDEREAU DES PRIX.

SUPERSTRUCTURE.

Voie et matériel de la voie.

— Voie en acier établie sur plate-forme indépendante ou en accotement en rone, de dix-huit kilogrammes (18^l) le mètre linéaire, posés sur traverses e d'un mètre cinquante centimètres sur dix-huit centimètres sur douze tres (1^m50 × 0^m18 × 0^m12), espacées de soixante-dix-sept centimètres (0^m77) enne d'axe en axe, y compris éclisses de huit kilogrammes (8^l) la paire, d'éclisses en fer de deux cents quatre-vingts grammes (0^l280) et tirefonds cents grammes (0^l300), fourniture de ballast en pierres cassées, sable, scories ou mâchefer, sur trente-cinq centimètres (0^m35) d'épaisseur et deux oixante centimètres (2^m60) de largeur moyenne, pose de la voie, ballastage validation jusqu'à complet bourrage des traverses, le mètre linéaire : dix-ncs (18^l).

— Voie établie sur chaussée empierrée, sans contre-rail et avec les disposi-liquées au n° 1 pour les rails, éclisses, boulons d'éclisses, tirefonds, tra-comprenant exécution de fouilles, fourniture de ballast et empierrement sur centimètres (0^m40) d'épaisseur et deux mètres (2^m) de largeur, pose de la allastage, exécution de la chaussée et raccords, le mètre linéaire : vingt-trois nquante centimètres (23^l50).

— Voie de garage du tramway électrique, du même type que la voie en e mètre linéaire : vingt-quatre francs (24^l).

— Déplacement de voie de garage du tramway électrique, le mètre linéaire : ncs (5^l).

— Branchement à deux voies, l'une des voies étant comptée sur toute sa r, la deuxième à partir de la pointe de cœur, par appareil : six cents francs

— Plaque tournante de trois mètres (3^m) de diamètre, l'une : quinze cents ,500^l).

— Pont à bascule avec cuve en fonte, de vingt tonnes (20^t), l'un : trois ncs (3,000^l).

— Pont roulant, six cents francs (600^l).

— Alimentation d'eau, l'une : cinq mille francs (5,000^l).

— Exécution d'un passage à niveau, avec ou sans contre-rails, ouverture me du ballast, fourniture des matériaux avec confection et raccordement de ée aux abords, y compris deux poteaux d'avertissement, chaque passage : ante francs (160^l).

— Établissement de la ligne téléphonique, par kilomètre de chemin de fer : t cinquante francs (350^l).

— Ajouter par poste téléphonique : trois cents francs (300^l).

— Poteaux kilométriques, par kilomètre de chemin de fer : trente francs

— Empierrement en quartzites, hériçon de vingt centimètres (0^m20) en du pays et cailloutis de douze centimètres en quartzites, le mètre carré : rancs vingt centimes (4^l20).

N° 15. — Empierrement en pierres calcaires, fondations en gravier de douze centimètres (0^m 10) et cailloutis en pierres calcaires de douze centimètres (0^m 10) par mètre carré : deux francs (2^f).

Matériel roulant.

N° 16. — Locomotives du poids de vingt tonnes cinq cents (20^t 500) en marche, du type de la ligne de Monthermé-Est à Hautes-Rivières, l'une : trois mille francs (3,000^f).

N° 17. — Voitures pour voyageurs de 2^e classe, fermées à vitres (type des chemins de fer à voie étroite des Ardennes), l'une : cinq mille francs (5,000^f).

N° 18. — Voiture pour voyageurs mixtes de 1^{re} et 2^e classes (type des chemins de fer à voie étroite des Ardennes), l'une : cinq mille trois cents francs (5,300^f).

N° 19. — Voiture fourgon, l'une : trois mille cinq cents francs (3,500^f).

N° 20. — Wagons à marchandises couverts, frein à main, l'un : deux mille quatre cents francs (2,400^f).

N° 21. — Wagons à marchandises découverts, l'un : deux mille quatre cents francs (2,400^f).

N° 22. — Wagons plates-formes, l'un : deux mille trois cents francs (2,300^f).

N° 23. — Frein à vide Soulerin, par machine : treize cents francs (1,300^f).

N° 24. — Frein à vide Soulerin à huit sabots, pour voitures et fourgons pris les boyaux et raccords, par voiture : huit cents francs (800^f).

N° 25. — Dispositif d'intercommunication à placer sur les voitures qui ne sont pas munies de frein, par voiture : deux cent cinquante francs (250^f).

N° 26. — Gros outillage de réparations, pièces de rechange, mobilier de stationnement de la voie, par kilomètre de voie : quinze cents francs (1,500^f).

Transports.

N° 27. — Transports sur rails, avant comme après l'ouverture à l'exploitation, des matériaux nécessaires aux travaux à faire par le département, par tonne, suivant le nombre de kilomètres (0.50 + 0.02 K.).

Fait double à Mézières, le 1^{er} octobre 1903.

Lu et approuvé :

Signé : BELDANT (E.).

BELDANT (P.).

BAERT.

Lu et approuvé :

Pour le Préfet en congé :

Le Secrétaire général délégué :

Signé : LAMBRAT.

N° 44825. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre des travaux publics) portant :

1° Est et demeure approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage à percevoir, aux bacs d'Aulnois, de Malignon et de Meny, sur la Marne (Aisne);

2° Sont exemptés des droits de péage :

Les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les agents, tels qu'ils sont désignés à la suite dudit tarif. (Paris, 2 Février 1904.)

TARIF.

ART. 1^{er}. Il sera perçu :

- 1° Pour le passage d'une personne à pied non chargée ou chargée d'un poids de cinq myriagrammes au maximum, dix centimes..... 0 10

NOTA. — Les enfants au-dessous de sept ans, quand ils seront accompagnés, passeront gratuitement ;

- 2° Pour desrées ou marchandises emportées à bras d'homme (en dehors des cinq myriagrammes mentionnés au paragraphe 1^{er}) de zéro à cinq myriagrammes, cinq centimes..... 0 05

NOTA. — Le chargeur déclarera le poids qui pourra être vérifié par le passeur ;

- 3° Pour un vélocipède à deux roues, dix centimes..... 0 10

- 4° Pour un vélocipède à plus de deux roues, quinze centimes..... 0 15

- 5° Pour un vélocipède à deux roues, muni d'une machine motrice, quinze centimes..... 0 15

- 6° Pour un vélocipède à plus de deux roues, muni d'une machine motrice, vingt-cinq centimes..... 0 25

- 7° Pour une voiture légère, dite remorque, accrochée à un vélocipède, vingt-cinq centimes..... 0 25

Pour les articles 4, 5 et 6, la taxe prévue sera augmentée d'autant de fois cinq centimes (0 05) que la machine comprendra de places moins une.

Le fermier percevra, indépendamment de la taxe concernant le transport du vélocipède ou de la remorque, le droit fixé par le présent tarif pour le passage des cyclistes et des personnes voyageant en remorque.

Une personne seule pourra exiger le passage immédiat sans être tenue de payer plus que le droit simple fixé par le présent tarif.

Dans le temps des hautes eaux, toutes les taxes fixées par le présent tarif seront doublées.

Les eaux seront réputées hautes lorsqu'elles atteindront ou dépasseront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur établi sur la rive de contre-halage.

2. Sont exempts du droit de péage :

1° Les préfets ou sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements ; les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les inspecteurs des finances, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents des manufactures de l'État, les agents de l'administration forestière, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les agents de l'administration des postes et des télégraphes, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition qu'ils seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs soit de leurs commissions, soit de cartes personnelles tenant lieu de ces commissions, soit enfin de réquisitions délivrées par le directeur du service intéressé.

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs desservants.

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent article auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires et des domestiques attachés à leur personne ;

2° Les militaires de tous grades, voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, les officiers lors de la durée et dans l'étendue de leur commandement ;

3° Les pompiers et les personnes qui, en cas de sinistre, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que la matériel nécessaire ;

4° Les gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions.

Les vélocipèdes des administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et divers agents mentionnés ci-dessus seront exempts des droits de péage prévus au tarif, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus, qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier devra passer sans aucun délai, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de ses fonctions, les fonctionnaires, employés, agents et autres personnes désignés à l'article 2.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 2 Février 1904.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Août 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne remplissent pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2558.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44826. — *Loi autorisant la perception d'une Surtaxe sur l'alcool à l'Octroi d'Hanvec (Finistère).*

Du 21 Juin 1904.

(Promulguée au *Journal officiel* du 23 juin 1904.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. 1^{re}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1908 inclusivement, la perception, à l'octroi d'Hanvec (Finistère), d'une surtaxe de dix francs (10^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, absinthes et autres liquides non dénommés.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quinze francs établi à l'octroi de Hanvec en vertu de la loi du 11 juin 1903.

Le produit de la surtaxe mentionnée par l'article précédent est affecté à l'exécution des travaux visés dans la délibération du 11 juin 1903.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

XII^e Série.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44827. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de concours versés au Trésor, pour le traitement d'un professeur de l'école nationale d'enseignement professionnel de Vierzon.

Du 31 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'article 13 de la loi du 6 janvier 1843, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées par la ville de Vierzon (Cher) pour le traitement d'un professeur à l'école nationale d'enseignement professionnel de Vierzon (Cher);

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (*Commerce et industries*), sur l'exercice 1904, chapitre XVIII : *Écoles nationales d'enseignement professionnel*, un crédit de trois mille francs (3,000^f) pour le traitement d'un professeur de l'école nationale d'enseignement professionnel de Vierzon.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des recettes effectuées à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

828. — **DÉCRET** qui ouvre au **Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts**, sur l'exercice 1903, un **Crédit à titre de fonds de concours versés Trésor, applicable aux frais d'éclairage du Palais-Royal.**

Du 13 Avril 1904.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du **ministre de l'instruction publique et des beaux-arts**;
la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget des
recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

la déclaration ci-annexée du receveur central de la Seine, constatant
qu'a été versé le 23 février 1904 une somme de deux mille cent trente
deux francs soixante-dix-neuf centimes par la ville de Paris pour solde de sa part
contributive dans les frais d'éclairage électrique des galeries et cours du
Palais-Royal (4^e trimestre);

l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

l'avis du ministre des finances, en date du 2 avril 1904

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses
publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,
1^{re} section (Service des beaux-arts), sur l'exercice 1903, cha-
que année : *Matériel des conservations des Palais nationaux*, un crédit de
deux mille cent trente francs soixante-dix-neuf centimes (2,130^{fr}79),
applicable aux frais d'éclairage électrique des galeries et cours du
Palais-Royal.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme
versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses
publiques.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le
ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
de l'exécution du présent décret.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 13 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : J. CHAUMÉ.

N° 44829. --- **DÉCRET relatif à la surveillance des dépôts de Dynamite**

Du 20 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 6 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les rapports des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances, des travaux publics et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ sur la police des dynamites, et du 23 décembre 1901 ⁽²⁾ sur la conservation des explosifs dans les exploitations souterraines;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 6 du décret du 24 août 1875 est modifié et complété de la façon suivante :

Lorsque la fabrique est construite et avant qu'elle puisse fonctionner, le préfet, sur l'avis qui lui est donné par le permissionnaire, fait procéder, par un ingénieur des poudres et salpêtres que désigne le ministre de la guerre, à la vérification contradictoire de toutes les parties de la construction, à l'effet de constater si elles sont conformes aux conditions du décret d'autorisation.

Procès-verbal de l'opération est dressé en trois expéditions remises au préfet, et destinées : l'une au ministre de la guerre, l'autre au ministre du commerce et la troisième à l'intéressé.

Sur le vu de ce procès-verbal le préfet autorise, s'il y a lieu, la mise en activité de la fabrication.

La surveillance technique des fabriques de dynamite est exercée par les ingénieurs des poudres et salpêtres. Le contrôle de ces ingénieurs s'étend également sur les magasins et dépôts de dynamite compris dans l'enceinte des fabriques dont ils ont la surveillance.

2. L'article 16 dudit décret est complété comme il suit :

La surveillance technique des dépôts de dynamite, sauf celle qui concerne les magasins et dépôts visés à l'article 6, est exercée par le service des mines sous l'autorité du ministre du commerce et de l'industrie. Le ministre des travaux publics pourra, suivant les besoins du service et sur la demande de l'ingénieur en chef des mines de l'arrondissement minéralogique, mettre pour cette surveillance des ingénieurs ordinaires et des conducteurs des ponts et chaussées sous l'autorité dudit ingénieur en chef.

Les dépôts ou magasins qui dépendent des services spéciaux de l'État sont surveillés par les fonctionnaires et agents de ces services.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

69.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2337, n° 4170.

3. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des travaux publics, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre
des travaux publics,
Signé : E. MARUJOUX.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes
et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur
et des cultes,
Signé : E. COMBES.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
chargé par intérim
du Ministère de la guerre,
Signé : E. COMBES.

44830. — **DÉCRET** relatif à une Contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses Chambres et d'une Bourse de commerce d'Algérie.

Du 21 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce;

vu le décret du 30 octobre 1898⁽¹⁾, qui a rendu cette loi exécutoire en Algérie;

vu la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

vu le décret du 26 décembre 1881⁽²⁾, qui a déclaré ladite loi applicable en Algérie, sous certaines modifications;

vu le décret du 16 novembre 1902⁽³⁾, relatif à la contribution des patentes en Algérie;

vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget spécial de l'Algérie pour 1904;

vu le décret du 23 août 1898⁽⁴⁾ sur l'organisation du gouvernement et de la haute administration de l'Algérie,

ÉCRIT :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent quinze mille huit cent quarante-huit francs (115,848'), nécessaire au payement des dépenses des chambres et de la bourse de commerce

XII^e série, Bull. 2029, n° 35605

XII^e série, Bull. 682, n° 11538.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2110, n° 42474.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2018, n° 35368.

mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le gouverneur général de l'Algérie, plus cinq centimes (0'05) par franc pour couvrir les non-valeurs, sera réparti en 1904, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 36 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au gouverneur général de l'Algérie.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Avril 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	MOYENS à imposer.	PATENTES IMPOSABLES.
Alger.....	Alger.....	Chambre...	45,347 ^f	Patentes de tout le départe- ment.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	15,565	Patentes de la ville seule- ment.
Bône.....	Constantine.....	Chambre...	8,500	Patentes du département comprise dans la circon- scription de la chambre.
Bougie.....	Idem.....	Idem.....	3,830	Idem.
Constantine.....	Idem.....	Idem.....	7,040	Idem.
Philippeville.....	Idem.....	Idem.....	3,050	Idem.
Mostaganem.....	Oran.....	Idem.....	3,580	Idem.
Oran.....	Idem.....	Idem.....	16,276	Idem.
Idem.....	Idem.....	Palais con- sulaire...	14,660	Patentes de tout le départe- ment.
		TOTAL...	115,848	

Vu pour être annexé au présent décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 74.

Paris, le 21 Avril 1904.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44831. — **DÉCRET** portant création d'un Conseil de prud'hommes à Mascara (Oran).

Du 6 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 12 mai 1904.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

la loi du 23 février 1881, qui a rendu applicables à l'Algérie les lois et décrets relatifs aux conseils de prud'hommes;

la délibération du conseil municipal de Mascara, en date du 3 février 1903;

la délibération du conseil du gouvernement général de l'Algérie, en date du 3 avril 1903;

la délibération de la chambre de commerce d'Oran, en date du 10 novembre 1902;

la lettre du préfet d'Oran, en date du 18 décembre 1902;

la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 23 juillet 1903;

Conseil d'État entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est créé à Mascara (Algérie) un conseil de prud'hommes qui sera composé de la manière suivante :

INDUSTRIES OU PROFESSIONS.	NOMBRE de prud'hommes français.		NOMBRE d'associés musulmans.	
	Patrons.	Ouvriers.	Patrons.	Ouvriers.
Bâtimens (entrepreneurs de), carriers, charroisiers, chaisiers, charpentiers, charrons, chaudronniers, menuisiers, meubles (fabricants de), peintres, doreurs, vitriers, plâtriers, scieurs de long et à la mécanique, tailleurs de pierre, tonneliers.....	2	2	1	1
Ajusteurs, armuriers, bijoutiers, chaudronniers, étameurs, usines d'électricité, ferblantiers, plombiers, zingueurs, forgerons, graveurs, horlogers, maréchaux-ferrants, mécaniciens, orfèvres, serruriers.....	2	2	1	1
Boucheonniers, boursiers, brasseurs, cartonniers, chapeliers, cordonniers, corroyeurs, couturiers, crin et aïla (fabricants de), distillateurs, eaux gazeuses (fabricants d'), imprimeurs typographiques et lithographes, lingères, liquoriers (fabricants de), manœuvres, modistes, photographes, relieurs, selliers, tabacs (fabricants de), tailleurs, tanneurs, tapissiers, tanneries (fabricants de).....	2	2	1	1
TOTAL.....	12	12	4	4

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Mascara s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus et dont le siège sera situé sur le territoire de la commune de Mascara.

Seront justiciables dudit conseil les fabricants et entrepreneurs qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les chefs d'ateliers, contremaîtres, ouvriers et apprentis travaillant pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

3. Aussitôt après son installation, le conseil de prud'hommes de Mascara préparera et soumettra à l'approbation du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, un projet de règlement pour son régime intérieur.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 6 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44832. — DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses Chambres et d'une Bourse de commerce.

Du 8 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898, relative aux chambres de commerce, et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Vu la loi du 13 juillet 1903, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de huit mille francs (8,000^f), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et de la bourse de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0^f05) par franc pour couvrir les non-valeurs, sera répartie en 1904, conformément audit

tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROPVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTES IMPOSABLES.
Rennes.....	Ille-et-Vilaine...	Chambre...	3,500	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	500	Patentes de la ville seule- ment.
Tulle.....	Corrèze.....	Chambre...	4,000	Patentes de tout le départe- ment.
		TOTAL...	8,000	

Vu pour être annexé au présent décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 89.
Paris, le 8 Mai 1904.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44833. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1904, un Crédit applicable aux dépenses de l'Exposition antiseptique de 1900 et disponible sur l'exercice 1903.

Du 18 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 13 juin 1896, relative à l'Exposition universelle de 1900;
Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu le décret du 27 mars 1904, ouvrant au chapitre LI du budget de l'exercice 1903, un crédit de cinq cent mille francs à titre de fonds de concours;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que la somme de cinq cent mille francs ne sera pas entièrement absorbée par les dépenses, qu'un prélèvement de trois cent quarante mille francs peut, dès à présent, être effectué;

Vu l'avis du ministre des finances;

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur le budget de l'exercice 1904, première section, chapitre LII : *Exposition universelle de 1900*, un crédit de trois cent quarante mille francs (340,000^f) applicable aux dépenses de l'Exposition universelle de 1900 et disponible sur l'exercice 1903.

2. Pareille somme de trois cent quarante mille francs (340,000^f) est et demeure annulée sur les crédits ouverts au chapitre LI du budget de l'exercice 1903.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N^o 44834. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'entretien d'élèves à l'École nationale d'horlogerie de Cluses.

Du 16 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'article 13 de la loi du 6 janvier 1843, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées par des départements et communes, pour l'entretien d'élèves à l'École nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie) pendant l'année 1904;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (*Commerce et industrie*), sur l'exercice 1904, chapitre XIV : *École nationale d'horlogerie de Cluses*, un crédit de huit mille neuf cent quinze francs (8,915) pour entretien d'élèves à l'École nationale d'horlogerie de Cluses.

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des recettes effectuées à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44835. — DÉCRET qui rend exécutoire en Algérie le décret du 27 novembre 1903 modifiant la nomenclature des Établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Du 29 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie:

Vu les décrets des 28 mars 1887, 17 août 1888, 27 juin 1890, 3 mai 1892, 29 novembre 1894, 18 novembre 1896, 31 août 1897, 20 novembre 1897, 6 décembre 1899, 18 avril 1901 et 9 avril 1902, qui ont rendu exécutoires en Algérie les décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898, 19 juillet 1899, 18 septembre 1899, 22 décembre 1900 et 25 décembre 1901, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu le décret du 27 novembre 1903, qui a modifié la nomenclature de ces établissements;

Vu le décret du 23 août 1898⁽¹⁾ sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret susvisé du 27 novembre 1903 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres et incommodes, est rendu exécutoire en Algérie et y sera promulgué à cet effet.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 29 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLIOT.

N° 44836. — *DÉCRET qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement en 1905.*

Du 16 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de l'Aube, en date du 13 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 27 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de l'Aube est autorisé, conformément à la délibération susvisée du conseil général, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, un centime quatre-vingt-douze

(1) XII^e série, Bull. 2018, n° 35368.

centimes (1^{re} 92) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement de subventions aux communes pour l'entretien des chemins vicinaux ordinaires.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44837. — DÉCRET qui autorise le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 16 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ;

sur la délibération du conseil général de la Nièvre, en date du 12 avril 1904 ;

sur l'avis du ministre des finances, en date du 25 mai 1904 ;

sur les autres pièces du dossier ;

sur les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898 ;

la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Nièvre est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, un centime dix centièmes (1^{re} 10) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et

le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44838. — DÉCRET qui autorise le département de la Haute-Vienne à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 16 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Haute-Vienne, en date du 15 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Vienne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, un centime dix centièmes (1^{er} 10) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44839. — *DÉCRET qui autorise le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement en 1905.*

Du 16 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juin 1904.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des

affaires, en délibération du conseil général de la Corrèze, en date du 12 avril

1904; sur l'avis du ministre des finances, en date du 28 mai 1904;

sur les autres pièces du dossier;

les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, quatre centimes soixante dix (4⁶⁰) additionnels au principal des quatre contributions principales, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service des aliénés.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes ordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 16 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44840. — *DÉCRET qui autorise le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement en 1905.*

Du 16 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 24 juin 1904.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des

Vu la délibération du conseil général de la Savoie, en date du 18 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la délibération du conseil général en date du 18 avril 1904, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, quatre centimes soixante-huit centièmes (4⁶⁸) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à l'exécution de travaux sur les routes départementales n^{os} 1, 2, 3, 8, 9 et 12.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N^o 44841. — *DÉCRET* qui autorise le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 17 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Corrèze, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des arts du Conseil d'Etat entendue,

ARTE :

r. 1^{re}. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer ordinairement, pendant l'année 1905, soixante et onze millièmes centimes (0^e 071) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement appliqué aux dépenses nécessitées par l'application de la loi du 15 février relative à la protection de la santé publique.

cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes ordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

342. — *DÉCRET autorisant la commune de Saint-Martin-de-Ré (Charente-inférieure) à contracter un Emprunt pour les travaux du port et à instituer Péages locaux audit port.*

Du 18 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 24 juin 1904.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

l'article 16 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;

la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale;

les décisions, en date des 19 décembre 1896 et 25 novembre 1903, par lesquelles le ministre des travaux publics a autorisé l'exécution de travaux de profondissement du chenal et du bassin à flot du port de Saint-Martin-de-Ré (Charente-Inférieure);

les délibérations, en date des 15 février 1897, 21 juin 1901 et 26 février 1904, par lesquelles le conseil municipal de Saint-Martin-de-Ré sollicite l'autorisation de contracter un emprunt, pour le montant en être versé à l'Etat, à titre de subside, en vue de l'exécution des travaux susvisés; la création de péages locaux au port de Saint-Martin-de-Ré;

Vu la délibération, en date du 21 août 1902, par laquelle le conseil général de la Charente-Inférieure s'est engagé à avancer à la commune Saint-Martin-de-Ré, en vue du versement du subside précité, une somme de trois mille francs, remboursable ultérieurement sans intérêts sur les produits des péages;

Vu les dépêches du ministre de l'intérieur, en date des 3 novembre 1897 et 8 avril 1904;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, en date des 22 juin 1897, 24 mars 1900 et 25 novembre 1903;

Vu les dépêches du ministre des finances, en date des 6 janvier 1898 et 26 décembre 1903;

Vu l'avis de la chambre de commerce de la Rochelle, en date du 28 mars 1898;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle a été soumis le projet, et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 5 mars 1898;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La commune de Saint-Martin-de-Ré est autorisée à emprunter, savoir :

Au taux de trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3^{fr}85 p. o/o) d'un particulier, suivant son engagement accepté par délibération municipale du 26 février 1904, une somme de douze mille francs (12,000^{fr}), remboursable dans un délai n'excédant pas trente ans;

Sans intérêt auprès du département, une somme de trois mille francs (3,000^{fr}) remboursable à partir du remboursement intégral de la somme de douze mille francs (12,000^{fr}) ci-dessus.

Lesdites sommes destinées à pourvoir au paiement d'une subvention promise à l'Etat pour les travaux d'amélioration du port et remboursables au moyen du produit des péages établis par l'article 2 du présent décret.

2. A partir de la promulgation du présent décret, il sera perçu au port de Saint-Martin-de-Ré, sur tous les navires entrant chargés de marchandises à ce port ou venant y prendre charge, les péages maxima suivants :

Trente centimes (0^{fr}30) par tonneau de jauge, pour les navires faisant le long cours et le cabotage international;

Quinze centimes (0^{fr}15) par tonneau de jauge pour les navires faisant le cabotage entre ports français;

Sont exempts de tous droits :

1^o Les bateaux se livrant au bornage, à la petite pêche, au pilotage et au remorquage;

2^o Les bâtiments de toute nature appartenant à l'Etat ou employés à son service;

3^o Les navires en simple relâche;

4° Les bateaux à vapeur de lignes régulières affectés spécialement au transport des passagers et des marchandises entre Saint-Martin, d'une part, et la Rochelle, la Pallice et Aiguillon-sur-Mer, d'autre part, avec ou sans escales, dans les autres ports de l'île de Ré;

5° Les bateaux qui, entrés sur lest, repartiraient sur lest.

3. La perception des péages susmentionnés est concédée à la commune de Saint-Martin-de-Ré, pour le produit en être exclusivement affecté au remboursement des emprunts de douze mille francs (12,000^f) et de trois mille francs (3,000^f) prévus à l'article 1^{er} du présent décret.

Cette perception cessera immédiatement après que le produit du péage aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au complet remboursement de ces emprunts.

Dans les trois premiers mois de chaque année, la commune de Saint-Martin-de-Ré adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, au ministre de l'intérieur, au ministre des finances et au receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu détaillé des recettes perçues au port de Saint-Martin-de-Ré, des frais de perception dans l'année précédente, et de sa situation au point de vue de l'amortissement des emprunts.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 18 Juin 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : B. MARENGOUX.

N° 44848. — *Décret portant modification des règles applicables au Jaugeage des navires.*

Du 22 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 25 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et d'après l'avis conforme du ministre des finances;

Vu l'article 6 de la loi du 5 juillet 1836;
Vu les lois des 30 janvier 1893, article 2, et du 7 avril 1902, article 10;
Vu le décret du 24 décembre 1872⁽¹⁾;
Vu le décret du 24 mai 1873⁽²⁾;
Vu le décret du 21 juillet 1887⁽³⁾;
Vu le décret du 7 mars 1889⁽⁴⁾;
Vu le décret du 31 janvier 1893⁽⁵⁾;
Vu les décrets portant règlement d'administration publique des 25 juillet 1893⁽⁶⁾, article 1^{er}, et 9 septembre 1902⁽⁷⁾, articles 4 et 5.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 3 du décret du 7 mars 1889 et l'article 3 du décret du 31 janvier 1893 sont abrogés.

Les cinquième, sixième et septième paragraphes de l'article 11 du décret du 24 mai 1873 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Dans les deux cas, les volumes obtenus, divisés par deux quatre-vingt-trois centièmes (2,83) donnent le tonnage à ajouter au tonnage de la coque pour avoir la jauge brute totale, ou tonnage spécial, servant de base à la liquidation des primes et compensations d'armement.

Pour obtenir la jauge brute servant à la détermination de la jauge nette, on ne tient pas compte des espaces ci-après désignés :

Clares-voies, dômes et capôts :

Cuisine et chambre de l'appareil servant à distiller l'eau pour l'équipage et les passagers ;

Bouteilles à l'usage des officiers et de l'équipage et, en outre, s'il s'agit de navires à passagers, une bouteille par cinquante personnes, sans que le nombre des espaces exclus du mesurage puisse dépasser douze au total ;

Espaces affectés à l'appareil moteur, aux espaces auxiliaires et à la manœuvre du gouvernail, au-dessus du pont supérieur ;

Tourelles pour feux de position ;

Coquerons ou peaks dont le plafond ne dépasse pas sensiblement la ligne de charge du navire ;

Volume des écoutes n'excédant pas un demi pour cent (1/2 p. 0/0) du tonnage brut.

La jauge nette des navires à voiles s'établit en défalquant de la jauge brute les espaces énumérés ci-après :

Espaces destinés exclusivement à l'usage des officiers et de l'équipage ;

Espaces affectés à l'usage personnel du capitaine ;

Espaces affectés à la manœuvre du gouvernail, du cabestan et du guindeau au-dessous du pont supérieur ;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 116, n° 1652.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 137, n° 2091.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1123, n° 18453.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1256, n° 20875.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1553, n° 26505.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1577, n° 26434.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 2349, n° 42149.

Magasin du maître d'équipage;

Chambre des cartes, signaux et autres instruments de navigation (lorsqu'il n'y a pas de local spécial pour les cartes, on peut néanmoins accorder une déduction de trois tonneaux (3') à condition que la chambre où les cartes sont déposées ne soit pas elle-même comprise dans les déductions);

Petite chaudière au-dessous du pont supérieur, quand il s'agit de voiliers. Pour les vapeurs, elle n'est déduite que lorsqu'elle actionne la pompe principale sans être reliée à l'appareil moteur;

Soute aux voiles (cette déduction est spéciale aux voiliers et ne peut excéder deux cinq dixièmes pour cent [2,5 p. o/o] du tonnage brut);

La jauge nette des navires à vapeur s'établit en déduisant de la jauge brute les mêmes espaces (à l'exception de la soute aux voiles) que pour les navires à voiles et, en outre, le tonnage afférent à l'appareil moteur.

2. Les articles 1 et 2 du décret du 31 janvier 1893 sont abrogés.

Le deuxième paragraphe de l'article 20 du décret du 24 mai 1873 est remplacé par le suivant :

« Les armateurs pourront, en outre, demander que les espaces affectés à l'appareil moteur et ceux réservés pour donner accès à l'air et à la lumière dans les chambres des machines et des chaudières qui ont été exclus du tonnage brut, soient compris dans le mesurage de l'appareil moteur et, dans ce cas, ces espaces devront être ajoutés au tonnage brut.

« Le calcul de la déduction afférente à l'appareil moteur s'établira comme suit :

3. Les dispositions qui précèdent seront appliquées à tous les navires de construction française ou étrangère déclarés pour la francisation à partir du 1^{er} juillet 1904.

4. A partir du 1^{er} juillet 1904, les navires français et étrangers devront acquitter les taxes de navigation, de péage, de pilotage, etc., sur la jauge établie conformément au présent décret.

5. Pour les bâtiments français n'ayant aucune taxe à acquitter, la nouvelle jauge ne sera obligatoire qu'à partir du 1^{er} janvier 1905.

6. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 22 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUËLON.

N° 44844. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Bourses et dégrèvements dans les lycées et collèges.*

Du 23 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif à la recette et à l'emploi des fonds de concours pour dépenses publiques;

Vu les déclarations faites par M. le ministre de l'instruction publique à la tribune de la Chambre des députés dans la séance du 5 février 1903;

Vu la déclaration délivrée le 17 mai 1904 par le receveur central du département de la Seine constatant qu'il a été versé, le même jour, par le trésorier du comité de secours aux victimes de la Martinique, une somme de quatre-vingt-six mille neuf cent quarante-cinq francs soixante-huit centimes, destinée au paiement des dépenses d'entretien pendant l'année 1903, des jeunes Martiniquais et Martiniquaises placés par le Gouvernement dans les lycées de garçons et de jeunes filles de la métropole;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 20 juin 1904.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Instruction publique*), un crédit de quatre-vingt-six mille neuf cent quarante-cinq francs soixante-huit centimes (86,945¹/₆₈).

Cette somme sera rattachée au crédit du chapitre LXXIII du budget de l'exercice 1903 : *Bourses nationales et dégrèvements dans les lycées et collèges*.

2. Il sera pourvu à la dépense prévue à l'article premier ci-dessus au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIE.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44845. — *Décret portant modification des Péages locaux établis au port de Nantes.*

Du 26 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 29 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce;

Vu la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;

Vu la loi du 28 mars 1889, le décret du 23 juin 1891, et la loi du 9 avril 1898, qui ont institué des péages au port de Nantes et dans la Loire maritime;

Vu la loi du 24 décembre 1903, qui a déclaré d'utilité publique les travaux d'amélioration de la Loire maritime entre le port de Nantes et la mer, et autorisé la chambre de commerce de Nantes à emprunter les sommes nécessaires pour verser à l'Etat, en vue de l'exécution de ces travaux, un subside de onze millions de francs, comprenant une subvention du département de la Loire-Inférieure, payable en trente-cinq annuités de cent cinquante-cinq mille francs chacune à partir de 1907, et à se récupérer de sa dépense au moyen de péages locaux à instituer;

Vu les délibérations en date des 30 juillet 1901, 10 février 1903 et 26 janvier 1904 par lesquelles la chambre de commerce de Nantes sollicite l'institution de péages locaux en remplacement de ceux établis par la loi du 28 mars 1889, le décret du 23 juin 1891 et la loi du 9 avril 1898;

Vu la dépêche du ministre des travaux publics, en date des 4 mars 1904 et 14 janvier 1904;

Vu les dépêches du ministre des finances, en date des 15 juillet 1902 et 6 avril 1904;

Vu le dossier de l'emprunt à laquelle a été soumis le projet et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 24 mai 1902;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation du présent décret, les péages institués au profit de la chambre de commerce de Nantes par la loi du 28 mars 1889, le décret du 23 juin 1891 et la loi du 9 avril 1898, seront remplacés par les péages maxima suivants, ayant pour base le tonnage de jauge brute des navires et le poids des marchandises :

I. *Péages sur les navires.*

Ces péages seront perçus sur les navires français ou étrangers, entrant pour faire des opérations de chargement, de déchargement ou

de transbordement de marchandises dans la deuxième zone de la Loire maritime déterminée par l'article 5, paragraphe 1^{er}, de la loi du 26 mars 1889, c'est-à-dire dans la zone située à l'est du mer-dien placé à deux kilomètres de la pointe de Mindin jusqu'à l'extrémité amont du port de Nantes, sur le lit et sur les deux rives de la Loire.

La perception s'effectuera conformément au tableau ci-après :

NUMÉRO d'ordre des tarifs.	DÉSIGNATION des catégories de navires.	TAXE à percevoir par tonneau de jauge brute
	A. Vapeurs à vapeur.	
1	Navires charbonniers.....	0 ^{fr} 35
2	Autres navires.....	0 ^{fr} 45
	B. Voiliers.	
3	Tous navires.....	0 ^{fr} 60

A titre de disposition transitoire, la taxe sur les vapeurs charbonniers sera réduite à vingt-cinq centimes (0^{fr} 25) par tonneau de jauge brute, jusqu'au 31 décembre 1911.

Tout navire faisant escale dans l'un des ports de la deuxième zone de la Loire maritime, après avoir laissé ou avant de porter dans un autre port français, où est établi un péage local, partie de sa cargaison provenant d'un port étranger ou des colonies françaises pour continuer à destination de l'étranger ou des colonies françaises son chargement commencé dans un autre port français où est établi un péage local, payera seulement les droits suivants :

Un quart (1/4) des droits portés au tarif ci-dessus, si le navire débarque et n'embarque qu'un nombre total de tonnes métriques ne plus égal à la moitié du nombre de tonneaux de jauge correspondant à sa jauge nette légale;

La moitié (1/2) des droits portés au tarif ci-dessus si le navire débarque et n'embarque qu'un nombre total de tonnes métriques supérieur à la moitié et ne dépassant pas les trois quarts du nombre de tonneaux de jauge correspondant à la jauge nette légale.

La totalité des droits sera due si le navire débarque et embarque un nombre de tonnes métriques dépassant les trois quarts du nombre de tonneaux de jauge correspondant à sa jauge nette légale.

Les navires à vapeur charbonniers qui auront acquitté à l'entree le péage de trente-cinq centimes (0^{fr} 35), réduit transitoirement à vingt-cinq centimes (0^{fr} 25), seront exonérés à la sortie du payement de la différence entre ledit péage et la taxe de quarante-cinq centimes (0^{fr} 45), qui serait due en raison des marchandises qu'ils auraient

embarquées, à moins que le tonnage métrique desdites marchandises ne soit supérieur à deux pour cent (2 p. o/o) de leur jauge nette légale.

Seront exempts des péages ci-dessus :

- 1° Les navires en relâche;
- 2° Les navires entrés sur lest et repartant sur lest;
- 3° Les navires entrant chargés et qui repartiraient sans avoir pris ou laissé aucune marchandise;
- 4° Les navires faisant le cabotage entre ports français (Algérie non comprise);
- 5° Les navires se livrant à la pêche côtière, au remorquage, au pilotage ou à la navigation intérieure;
- 6° Les bâtiments appartenant à l'État ou affrétés par l'État.

II. Péages sur les marchandises.

Ces péages seront applicables aux marchandises embarquées ou débarquées et seront payables par les expéditeurs ou destinataires des marchandises.

Ils seront perçus conformément au tarif ci-après :

NUMÉRO d'ordre des tarifs.	DÉSIGNATION DES TARIFS et conditions d'application.	SOMMES à percevoir par tonne métrique ou fraction de tonne métrique.
1	Marchandises transportées par navires, allèges ou bateaux faisant des opérations commerciales dans les limites du port de Nantes, telles qu'elles ont été déterminées par le décret du 15 septembre 1893.....	0 ^f 25
2	Marchandises rentrant dans les catégories ci-dessus, entrées transbordées, chargées dans les ports compris entre les limites du port de Nantes et celles de la deuxième zone de la Loire maritime.....	0 15

La taxe sur une marchandise chargée ou transbordée à destination du port de Nantes dans un des ports de la deuxième zone sera perçue à Nantes seulement; il en sera de même pour les marchandises chargées ou transbordées dans le port de Nantes à destination de l'un des ports de la deuxième zone.

A titre de disposition transitoire, ces taxes seront réduites, jusqu'au 31 décembre 1911, savoir :

A vingt centimes (0^f 20) pour le port de Nantes;

A dix centimes (0^f 10) pour les ports situés en dehors des limites du port de Nantes.

Seront exempts de ces péages :

- 1° Les marchandises ou objets quelconques appartenant à l'Etat ou destinés à son service, en vertu de marchés passés avec lui;
- 2° Les colis postaux pour toutes destinations et de toutes provenances;
- 3° Les poissons apportés par les navires pratiquant la pêche côtière;
- 4° Les marchandises transportées par des navires effectuant une navigation intérieure en amont du port de Nantes.

2. La perception des péages ci-dessus institués est concédée à la chambre de commerce de Nantes, pour le produit en être exclusivement affecté tant à l'acquittement des obligations antérieures en vertu desquelles avait été autorisée la perception des péages établis par la loi du 28 mars 1889, le décret du 23 juin 1891 et la loi du 9 avril 1898, qu'au complet remboursement des emprunts que cette compagnie est autorisée à contracter par la loi du 24 décembre 1903, en vue des travaux d'amélioration de la Loire-maritime.

Cette perception cessera immédiatement après que le produit des droits, cumulé avec la subvention à fournir par le département de la Loire-Inférieure dans les conditions prévues par la loi susvisée du 24 décembre 1903, aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire à l'acquittement des obligations antérieures ainsi qu'au remboursement intégral des emprunts autorisés par ladite loi du 24 décembre 1903 et, au plus tard, à l'expiration du délai de quarante ans fixé par cette loi pour l'amortissement desdits emprunts.

Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de commerce de Nantes adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au ministre des finances et au receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu détaillé des recettes perçues au port de Nantes, des frais de perception dans l'année précédente, et de sa situation au point de vue de l'amortissement des emprunts.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 26 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉCHOUX.

Le Ministre du commerce
de l'industrie,
des postes et des télégraphes

Signé : G. TROUILLON.

N° 44846. — *Décret relatif à l'exécution de la loi sur l'Hygiène
du 12 juin 1893 dans les établissements de la Marine.*

Du 28 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 7 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et du ministre de la marine :

Vu la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, ladite loi modifiée par celle du 11 juillet 1903 ;

Vu notamment l'article 4, paragraphe 2, ainsi conçu :

« Toutefois, pour les établissements de l'État dans lesquels l'intérêt de la défense nationale s'oppose à l'introduction d'agents étrangers au service, la sanction de la loi est exclusivement confiée aux agents désignés à cet effet, par les ministres de la guerre et de la marine ; la nomenclature de ces établissements sera fixée par règlement d'administration publique » ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les établissements de la marine, ateliers, chantiers, dans lesquels le contrôle de l'exécution de la loi est exclusivement confié à des agents désignés à cet effet par le ministre de la marine sont les suivants :

- Les arsenaux de la marine ainsi que leurs annexes et dépendances ;
- Les établissements de la marine situés hors des ports et leurs dépendances ;
- Les hôpitaux de la marine et leurs dépendances ;
- Le laboratoire central de l'artillerie et son annexe ;
- L'établissement de Gâvre ;
- L'école de pyrotechnie ;
- Les chantiers de travaux relatifs aux projecteurs, observatoires de torpilles, défenses fixes ou mobiles et sémaphores.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 28 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la marine,
Signé : CAMILLE PELLETAN.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

N° 44847. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1904 un Crédit non employé en 1903, applicable aux Travaux d'approfondissement de la Charente.*

Du 25 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la loi du 20 juin 1893, autorisant l'achèvement des travaux d'approfondissement de la Charente;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1897, qui a ouvert au département maritime, sur l'exercice 1897, un crédit de deux cent mille francs, montant de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Rochefort, pour ces travaux;

Vu le décret du 12 mars 1898, qui a ouvert audit département et au même exercice un crédit de trente-huit mille trois cents francs à prélever sur une somme de cinquante mille francs versée au Trésor, à titre de fonds de concours et pour le même objet, par la ville de Rochefort;

Vu le décret du 17 juin 1898, autorisant le report à l'exercice 1899 d'une somme de soixante-sept mille quatre cent soixante-huit francs demeurés sans emploi en 1897;

Vu le décret du 12 mars 1898, qui a ouvert un crédit de cent soixante et un mille sept cents francs au titre du chapitre : *Travaux d'approfondissement de la Charente*, du budget de l'exercice 1898;

Vu les décrets des 21 juin 1899 et 1^{er} juin 1900, qui ont successivement autorisé le report à l'exercice suivant de la somme de deux cent seize mille quatre cent dix-huit francs non employée au cours de l'année précédente;

Vu les décrets des 9 juin 1901 et 30 juin 1902, qui ont reporté aux exercices 1901 et 1902 une somme de cent onze mille six cent quatre-vingt-deux francs cinquante-sept centimes restée disponible sur les exercices 1900 et 1901;

Vu le décret du 13 juin 1903, autorisant le report à l'exercice 1903 la somme de cinquante-six mille quatre-vingt-sept francs quatre-vingt-dix centimes non employée en 1902;

Vu le décret du 4 juin 1904, autorisant le report à l'exercice 1904 de la somme de cinquante-cinq mille sept cent quatre-vingt-six francs non employée en 1903;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que la somme restée disponible en 1903 est de cinquante-cinq mille trois cent trente et un francs;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10627.

la lettre du ministre des finances, en date du 27 juin 1904 :

ARRÊTE :

1^{re}. Est et demeure annulé le décret du 4 juin 1904 autorisant le report à l'exercice 1904, chapitre XLV, du budget du ministère de la marine, d'une somme de cinquante-cinq mille sept cent quatre-vingt-six francs (55,786⁶) signalée disponible à la fin de l'exercice 1903 et destinée à continuer les travaux d'approfondissement de la Charente.

Est reportée au budget du ministère de la marine, exercice 1904, chapitre XLV : *Travaux d'approfondissement de la Charente*, une somme de cinquante-cinq mille trois cent trente et un francs (55,331¹), applicable aux travaux d'amélioration de ce fleuve, somme mise à la disposition du département, à titre de fonds de concours, tant disponible sur le chapitre correspondant du budget de l'exercice 1903.

Une pareille somme de cinquante-cinq mille trois cent trente et un francs (55,331¹) est et demeure annulée au budget de la marine, exercice 1903, chapitre XLV : *Travaux d'approfondissement de la Charente*.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 2 du présent décret, au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Rochefort.

Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

À Paris, le 29 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la marine,

Signé : CAVILLE PELLETAN.

8. — DÉCRET fixant la date de la mise en vigueur du règlement et des arrêtés par la Conférence télégraphique internationale de Londres, le 11 juillet 1903.

Du 29 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 6 juillet 1904.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

loi du 29 novembre 1850;

Vu la loi du 29 juin 1904, portant approbation :

- 1° Du règlement et des tarifs arrêtés par la Conférence télégraphique internationale de Londres, le 10 juillet 1903;
- 2° De diverses taxes internationales,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le règlement et les tarifs arrêtés par la Conférence télégraphique internationale de Londres, le 10 juillet 1903, seront mis en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1904.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44849. — *DÉCRET fixant les Taxes à percevoir en France sur les Mandats de poste échangés avec la Russie.*

Du 30 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 2 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 30 juin 1904, portant approbation de la convention relative à l'échange des mandats de poste, conclue le 13-26 mars 1904 entre la France et la Russie;

Vu l'article 5 de ladite convention;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le droit à payer dans les bureaux français par l'expéditeur de fonds transmis au moyen de mandats de poste, à destination de la Russie, est de dix centimes (0^f 10) par dix francs (10^f) ou fraction de dix francs (10^f).

Le droit de factage, pour le payement à domicile, s'il y a lieu, des mandats de poste originaires de la Russie, est fixé à dix centimes (0^f 10); ce droit est perçu sur le destinataire.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

À Paris, le 30 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUHER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

4850. — *Décree portant concession d'un logement, à titre gratuit, dans des bâtiments appartenant à l'État.*

Du 14 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 21 juillet 1904.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
l'article 56 de la loi de finances du 25 février 1901,

ARRÊTE :

1°. En raison des nécessités du maintien de l'ordre, est concédée, à titre gratuit, au service de la gendarmerie, dans les dépendances de l'ancienne abbaye du Mont-Saint-Michel (Manche), une loge composée de deux pièces à l'usage du poste temporaire établi pendant l'année dans la commune du Mont-Saint-Michel durant la saison d'été.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

À Paris, le 14 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : J. CHAUMIÉ.

1. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant sur ce qui suit :

M. le trésorier de l'association dite *Société centrale des Architectes français*, reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 25 août 1885, modifié par décret du 25 août 1884, est autorisé à accepter,

au nom de cette association, aux clauses et conditions imposées, le legs à elle fait par M. *Maurice-Achille Delarue*, suivant son testament olographe du 4 mars 1899 et consistant en :

- a) La somme de trente mille francs;
- b) Le portrait de M. J.-F. *Delarue*, émail grand feu, peint par Alfred *Meyer* et évalué à la somme de vingt francs;

La somme léguée sera placée en rentes trois pour cent sur l'État français, avec mention, sur l'inscription, de la destination des arrérages;

2° Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à refuser, au nom de l'État, le legs fait par M. *Maurice-Achille Delarue* au musée national du Luxembourg, aux termes de son testament, et consistant dans le portrait de feu J.-F. *Delarue*, peint par M. *Bonnat*, et un tableau peint par *Henri Pille*;

3° Il est sursis à statuer sur le legs fait à la Comédie-Française par M. *Maurice-Achille Delarue*, suivant son testament, et consistant dans la nue propriété d'un portrait de Molière, peint par Michel *Corneille le fils*, évalué à la somme de cent cinquante francs. (*Paris, 7 Juillet 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 30^e Août 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2559.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44852. — *Décret déclarant d'utilité publique l'établissement, dans les départements du Loiret et de Loir-et-Cher, d'une ligne de tramway entre Ligny-le-Ribault et Neung-sur-Beuvron.*

Du 19 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 14 mars 1903 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique et concédé au département du Loiret l'établissement d'un réseau de tramways à traction mécanique, destiné au transport des voyageurs et des marchandises et comprenant notamment une ligne d'Orléans à Ligny-le-Ribault, et approuvé la convention passée, le 20 février 1903, entre le préfet du Loiret et la société en nom collectif «Fougerolle frères», pour la rétrocession de l'entreprise; ensemble ladite convention, la série de prix et le cahier des charges y annexés;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans les départements du Loiret et de Loir-et-Cher, d'une ligne de tramway à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Ligny-le-Ribault et Neung-sur-Beuvron;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces des enquêtes d'utilité publique ouvertes sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880, et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881;

⁽¹⁾ II^e série, Bull. 2459, n° 43318.

Vu, notamment, les délibérations des commissions d'enquête en date des 5 février 1902 et 26 février 1903;

Vu les avis de la chambre de commerce de Blois, en date du 28 janvier 1902 et de la chambre de commerce d'Orléans et du Loiret en date du 6 février 1903;

Vu les délibérations du conseil général du Loiret en date des 22 août 1902, 22 avril, 20 août et 6 octobre 1903, 13 avril 1904, et du conseil général de Loir-et-Cher en date des 9 avril, 20 août 1902 et 12 avril 1904;

Vu la convention passée les 12-13 avril 1904, entre les préfets du Loiret et de Loir-et-Cher;

Vu l'avenant à la convention susvisée annexée au décret du 14 mars 1903, ledit avenant passé, le 13 avril 1906, entre le préfet du Loiret, au nom du département, et la société en nom collectif «Fougerolle frères», pour la rétrocession de la partie de la ligne de Ligny-le-Ribault à Neung-sur-Beuvron comprise dans le Loiret;

Vu la convention passée, le 14 avril 1904, entre le préfet de Loir-et-Cher, au nom du département, et la société en nom collectif «Fougerolle frères», pour la concession de la partie de la ligne comprise en Loir-et-Cher, ainsi que le cahier des charges et la série de prix y annexés;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 9 février 1904;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 16 mars 1904;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 25 mars 1904;

Vu la lettre du ministre de la guerre, en date du 26 mars 1904;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique en date des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾ et 13 février 1900⁽³⁾, 20 mars 1882⁽⁴⁾ et 23 décembre 1885⁽⁵⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans les départements du Loiret et de Loir-et-Cher, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway à traction mécanique destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Ligny-le-Ribault et Neung-sur-Beuvron.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de trois ans à partir de la date du présent décret.

2. Les départements du Loiret et de Loir-et-Cher sont autorisés à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 38657.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11818.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 988, n° 16264.

3. Sont approuvés :

1° La convention passée, les 12-13 avril 1904, entre les préfets du Loiret et de Loir-et-Cher;

2° L'avenant à la convention susvisée du 20 février 1903 annexée au décret du 14 mars 1903, ledit avenant passé, le 13 avril 1904, entre le préfet du Loiret, au nom du département, et la société en nom collectif « Fougerolle frères », pour la rétrocession de la partie de la ligne susmentionnée comprise dans le Loiret;

3° La convention passée, le 14 avril 1904, entre le préfet de Loir-et-Cher, au nom du département, et la société en nom collectif « Fougerolle frères », pour la concession de la partie de ladite ligne comprise en Loir-et-Cher, conformément aux conditions de la série de prix et du cahier des charges annexés à cette convention.

Lesdites conventions et ledit avenant, ainsi que la série de prix, le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Pour l'application des articles 15 et 36 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum du capital de premier établissement est fixé, pour le Loiret, à quarante-trois mille francs (43,000^f) par kilomètre, y compris trois mille francs (3,000^f) par kilomètre pour travaux complémentaires, pour une longueur de quatre kilomètres cinq cents mètres (4^k,500) au plus, et pour le Loir-et-Cher, à quarante-deux mille francs (42,000^f) par kilomètre, y compris deux mille francs (2,000^f) par kilomètre pour travaux complémentaires, pour une longueur de quatorze kilomètres cinq cents mètres (14^k,500) au plus.

Les maxima ci-dessus du capital d'établissement pourront être augmentés des intérêts des capitaux engagés pendant la période de construction, tant par la société concessionnaire ou rétrocessionnaire que par les départements.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor est fixé à trois mille neuf cent soixante-quinze francs (3,975^f) pour le Loiret et à deux mille sept cent quatre-vingt-onze francs (2,791^f) pour le Loir-et-Cher.

Le montant de la subvention annuelle du Trésor et le remboursement ultérieur de cette subvention seront réglés d'après les bases fixées à l'avenant et à la convention précitées du 13 avril 1904 et du 14 avril 1904, ainsi qu'à la convention interdépartementale également précitée des 12-13 avril 1904 et au présent article, pour le maximum du capital d'établissement, l'intérêt à servir à ce capital et les frais d'exploitation.

Dans tous les cas où, conformément aux dispositions des avenant et conventions précitées, les départements participeraient aux recettes de l'exploitation, l'État viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par les départements.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOLS.

CONVENTION

intervenue entre les départements du Loiret et de Loir-et-Cher pour la construction et l'exploitation de la ligne projetée entre Ligny-le-Ribault et Neung-sur-Beuvron.

Entre le préfet du Loiret, agissant au nom dudit département, en vertu d'une délibération du conseil général du Loiret en date du 13 avril 1904,

D'une part;

Et le préfet de Loir-et-Cher, agissant également au nom dudit département, en vertu d'une délibération du conseil général de Loir-et-Cher du 12 avril 1904,

D'autre part;

Il a été stipulé ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les départements du Loiret et de Loir-et-Cher décident de demander la déclaration d'utilité publique d'une ligne de tramway à traction mécanique, de Ligny-le-Ribault à Neung-sur-Beuvron, raccordée, à Ligny-le-Ribault, sur la ligne d'Orléans à Ligny-le-Ribault.

Chacun des départements concédera la portion de cette ligne située sur son territoire.

2. Les dépenses d'établissement de chacune des portions de la ligne seront à la charge du département concessionnaire.

Cependant, le matériel roulant sera indivis entre les deux départements et les dépenses en seront partagées au prorata des longueurs concédées, c'est-à-dire dans la proportion de soixante-dix-huit pour cent (78 p. 0/0) pour le Loir-et-Cher et vingt-deux pour cent (22 p. 0/0) pour le Loiret.

3. Les recettes et les dépenses de la ligne d'Orléans à Neung-sur-Beuvron seront ventilées comme suit entre les deux départements :

Chacune des recettes de transport des voyageurs et des marchandises sera répartie proportionnellement aux parcours kilométriques effectués sur chacune des sections établies sur les territoires du Loiret et de Loir-et-Cher; cependant les recettes de transbordement et de désinfection seront portées au compte des stations qui effectueront ces opérations.

Les recettes indirectes telles que location de terrains, de buffets, bibliothèques, taxes d'affichage, seront portées au compte des sections dans lesquelles elles seront perçues.

Les dépenses d'entretien et de grosses réparations de la voie et des bâtiments et dépendances, y compris éclairage et chauffage des stations, les frais de contrôle, au compte direct de chaque section sur le territoire du Loiret et de Loir-et-Cher.

Les dépenses de traction, y compris celles du personnel des dépôts et des ateliers de réparation, d'entretien et de réparation du matériel, proportionnellement aux parcours kilométriques des trains sur chacune de ces sections.

Les dépenses de personnel des gares, de transbordement, de désinfection, au compte direct de chaque section.

des dépenses de personnel des trains, d'assurance du personnel et des voyageurs, proportionnellement aux parcours kilométriques des trains.
des dépenses d'administration locale, billets, indemnités pour retards, avaries, etc., publicité, service local, proportionnellement aux recettes brutes, moins déduits, de chaque section concédée.

A Orléans, le 13 avril 1904.

Le Préfet du Loiret,

Signé : CHADENIER.

A Blois, le 12 avril 1904.

Le Préfet de Loir-et-Cher,

Signé : HAUM.

AVENANT

à la convention du 20 février 1903, approuvée par décret du 14 mars 1903.

En l'an 1904, le 13 avril,

entre M. Chadenier, préfet du département du Loiret, chevalier de la Légion d'honneur, agissant au nom et pour le compte du département, en vertu de la loi du 10 août 1871, de la loi du 11 juin 1880, des décrets du 6 août 1881 et du 15 mars 1882, des délibérations du conseil général en date des 22 avril-6 octobre 1903 et du 13 avril 1904,

D'une part;

et la société en nom collectif «Fougerolle frères», 8 bis, rue de Châteaudun, à Blois, représentée par M. Philippe Fougerolle, l'un des associés, autorisé en vertu des statuts que lui confère l'acte de société du 22 avril 1901, reçu par M^e Merlin, notaire à Paris,

D'autre part;

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le département rétrocède à la société Fougerolles frères, qui accepte, l'exploitation et l'exploitation de la portion comprise sur le territoire du département du Loiret d'une ligne de tramway à traction mécanique de Ligny-le-Ribault à Nogent-sur-Beuvron. Cette ligne empruntera le chemin de grande communication n° 5, de Ligny à la limite des départements du Loiret et de Loir-et-Cher.

La présente rétrocession est faite aux conditions de la loi du 11 juin 1880, des décrets du 6 août 1881, 20 mars 1882, 23 décembre 1882, 30 janvier 1894, 3 août 1898, 25 juillet 1899 et du décret du 13 février 1900, portant charges, clauses et conditions des conventions en date du 20 février 1903 et du 14 mars 1904, portant approbation des prix y annexés, approuvés par décret du 14 mars 1904, portant rétrocession des lignes d'Orléans à Ligny-le-Ribault, d'Orléans à Isdes de Nogent-sur-Vernisson à Châtillon-Coligny, sauf les modifications et additions qui ont pour objet le présent avenant.

Le matériel roulant comprendra, pour la ligne entière de Ligny-le-Ribault à Nogent-sur-Beuvron, deux locomotives de quinze tonnes (15^t) en ordre de marche, dix voitures à voyageurs, dix wagons et fourgons. Les vingt-deux centièmes du montant du matériel roulant ci-dessus défini seront versés au compte de la section concédée par le département du Loiret.

Le montant des dépenses, majorations comprises, dont le département du Loiret aura à tenir compte aux rétrocessionnaires, ne pourra jamais dépasser la somme de quarante mille francs (40,000^f) par kilomètre, par la longueur à compter, point de vue de la construction, conformément à l'article 7 ci-après.

5. Pour le règlement des comptes d'exploitation, établis comme il est stipulé à l'article 5 de la convention du 20 février 1903, les recettes et dépenses d'exploitation seront ventilées entre les départements de Loir-et-Cher et du Loiret, conformément à la convention intervenue entre ces départements et approuvée par les délibérations des conseils généraux en date des 20 août 1902 et 12 avril 1904 pour le Loir-et-Cher, et des 22 août 1902 et 13 avril 1904 pour le Loiret.

6. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la même date.

Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la mise en exploitation soit complète dans un délai de dix-huit mois à partir de la même date.

7. La longueur de la traction de la ligne de Ligny-le-Ribault à Neung-sur-Beuvron à établir et exploiter au compte du Loiret, qui fait l'objet de la présente rétrocession, sera fixée au moyen d'un chainage contradictoire et sera comptée : 1° au point de vue de la construction, à partir du heurtoir terminus de la gare de Ligny-le-Ribault et la limite des départements du Loiret et de Loir-et-Cher, sans que cette longueur puisse dépasser quatre kilomètres cinq cents mètres (4'500); 2° au point de vue de l'exploitation, entre l'axe du bâtiment des voyageurs de la station de Ligny-le-Ribault et la limite des départements du Loiret et de Loir-et-Cher.

8. Les travaux complémentaires seront réglés suivant les dispositions de l'article 11 de la convention du 20 février 1903 et le maximum en est fixé à trois mille francs (3,000) par kilomètre.

9. Le tarif des droits à percevoir, prévu à l'article 23 du cahier des charges annexé à la convention du 20 février 1903 approuvée par le décret du 14 mars 1903, est modifié comme il suit, en ce qui concerne la ligne faisant l'objet du présent avenant, de Ligny-le-Ribault à Neung-sur-Beuvron, pour la portion comprise sur le territoire du département du Loiret.

T A R I F.	P A R T		
	de péage.	de trans- port.	total.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.			
<i>Grande vitesse.</i>			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....	0 01	0 005	0 015
(Sans que la perception puisse être inférieure à trente cen- times.)			
<i>Petite vitesse.</i>			
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			
2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.			
<i>Marchandises transportées à petite vitesse.</i>			
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16

TARIF.	PRIX		
	de pré- gè.	de trans- port.	totaux.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 ^{re} classe. — Blés. — Grains. — Légumes farineux. — Farines. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtres. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit <i>de corde</i> . — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marches en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes mûchées.	0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Ménilères. — Argiles. — Briques. — Ardoises. ...	0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sable.	0 05	0 03	0 08

La validité du présent avenant est subordonnée à la déclaration d'utilité publique à l'allocation par l'État du maximum de la subvention autorisée par la loi du 11 juin 1880 et les décrets portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi.

11. Les frais de timbre et d'enregistrement du présent avenant, calculés selon l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront à la charge des rétrocessionnaires.

Lu et approuvé :

Signé : PHILIPPE FOUGEROLLE.

Lu et approuvé :

Signé : CHADENIER.

Enregistré à Orléans (A. C.), le 2 mai 1904, folio 17, case 16. — Reçu un franc et cinq centimes, décimes compris. — Signé : Giraudias.

Concession de la partie située sur le territoire du département de Loir-et-Cher

CONVENTION.

L'an 1904, le 14 avril,

Entre M. *Houx*, préfet du département de Loir-et-Cher, agissant au nom et pour le compte du département, en vertu de la loi du 10 août 1871, de la loi du 11 juin 1880, des décrets du 6 août 1882 et du 20 mars 1887, des délibérations du conseil général en date des 20 août 1902 et 12 avril 1904,

D'une part;

et MM. *Fougerolle frères*, constructeurs de chemins de fer, demeurant à Paris, de Châteaudun, n° 8 bis,

D'autre part;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département de Loir-et-Cher concède à MM. *Fougerolle*, qui acceptent l'abandon et l'exploitation de la portion comprise sur le territoire du département de Loir-et-Cher, d'une ligne de tramway à traction mécanique, de Ligny-le-Châtel à Neung-sur-Beuvron.

2. La présente concession est faite aux conditions de la loi du 11 juin 1880, des règlements d'administration publique des 6 août 1881, 20 mars 1881, 23 décembre 1885, 30 janvier 1894, 3 août 1898, 25 juillet 1899, et du décret du 13 février 1900, aux conditions et clauses du cahier des charges ci-annexé, aux conditions du décret d'utilité publique à intervenir, ainsi qu'aux clauses et conditions de la présente convention.

Le cahier des charges précité est conforme au cahier type annexé au décret du 6 août 1881, modifié par celui du 13 février 1900, sauf la modification à l'article 23 et les additions aux articles 7, 15, 17 et 36.

3. La construction de la ligne sera faite par les concessionnaires; elle comprendra la totalité des dépenses, travaux et fournitures d'objets mobiliers et immobiliers nécessaires au complet établissement et à l'exploitation de la ligne, notamment :

Les études et la confection des projets définitifs, les plans et procès-verbaux de bornage.

Les terrains nécessaires à l'établissement de la plate-forme du tramway, des stations et haltes et de toutes leurs dépendances, telles que déviations des routes et chemins et cours d'eau, voie d'accès, ateliers de réparation, etc.; il est convenu toutefois que le sol des voies publiques de toutes catégories, nécessaire à l'assiette de la ligne et de ses dépendances, sera livré gratuitement aux concessionnaires.

Tous les travaux d'infrastructure, y compris les travaux d'appropriation du sol des voies publiques empruntées ou traversées.

Tous les travaux de superstructure.

Tous les travaux de raccordement avec la ligne de Blois à Lamotte-Beuvron.

Le matériel fixe.

Les ateliers de réparation.

L'outillage des stations, de la voie et des ateliers, le mobilier des stations et haltes; les installations et aménagements complémentaires des gares de raccordement.

Le matériel roulant à l'effectif de deux locomotives de quinze tonnes (15') en ordre de marche, six voitures à voyageurs, dix wagons et fourgons.

Les travaux de toute nature seront exécutés d'après les projets définitifs approuvés par le préfet.

Il est entendu que pour l'exécution des travaux, les concessionnaires pourront se servir du matériel roulant approvisionné pour l'exploitation, sous la seule réserve que ce matériel devra être remis en parfait état pour l'ouverture de la ligne à l'exploitation.

4. Les dépenses de toute nature faites par les concessionnaires pour l'exécution de la ligne seront réglées ainsi qu'il suit :

Les études, travaux et fournitures seront payés d'après les quantités réellement faites ou livrées, aux prix unitaires de la série de prix annexés à la présente convention.

Les travaux et fournitures pour lesquels il n'existerait pas de prix portés à la série et dont les prix ne se déduiraient pas naturellement de cette série seront comptés d'après les dépenses réellement effectuées par les concessionnaires majorées de quinze pour cent (15 p. o/o) pour frais généraux, frais d'administration et avance des capitaux.

Les acquisitions de terrain seront également comptées d'après les dépenses réelles effectuées, majorées de quinze pour cent (15 p. o/o) pour frais généraux, frais d'administration et avance de capitaux.

Les soixante-dix-huit centièmes du montant du matériel roulant ci-dessus défini seront portés au compte de la section concédée par le département de Loir-et-Cher.

En tout cas, et quoi qu'il arrive, le montant des dépenses, majorations comprises, dont le département de Loir-et-Cher aura à tenir compte aux concessionnaires, ne pourra jamais dépasser le chiffre obtenu en multipliant la somme de quarante mille francs (40,000') par kilomètre par la longueur à compter, au point de vue de la construction, conformément à l'article 15 ci-après.

Dans le cas où le montant total des dépenses, réglées comme il est stipulé ci-dessus, n'atteindrait pas le maximum ainsi défini, il sera alloué aux concessionnaires, à titre de prime d'économie, une somme égale à la moitié de l'écart entre ce maximum et les dépenses effectives.

5. Les dépenses définies à l'article 4 seront couvertes dans leur totalité, pour un cinquième, par les fonds fournis par les concessionnaires, et, pour les quatre autres cinquièmes, par des fonds fournis par le département.

6. Sur les dépenses à porter en compte, conformément aux stipulations de l'article 4, le département payera chaque mois aux concessionnaires des acomptes au fur et à mesure de l'exécution des dépenses et jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de ces dépenses, constatées par des états de situation mensuelle approuvée par l'administration, sans que le total de ces acomptes puisse dépasser les quatre cinquièmes du maximum fixé à l'article 4 ci-dessus.

Lorsque la ligne aura été achevée et aura été l'objet d'une réception définitive, faite dans les conditions de l'article 17 du décret du 6 août 1881 et approuvée par le préfet, le département payera aux concessionnaires :

1° La somme nécessaire pour parfaire, avec les acomptes déjà payés, les quatre cinquièmes du capital de premier établissement, tel qu'il est défini à l'article 4 ci-dessus, y compris la prime d'économie s'il y a lieu ;

2° Les intérêts à trois francs vingt-cinq centimes pour cent (3¹/₂ p. o/o) de la part contributive des concessionnaires, lesdits intérêts comptés à partir de la date d'approbation de chacune des diverses situations mensuelles jusqu'au jour de la réception définitive.

7. A partir du jour où la réception définitive aura été prononcée, le département payera chaque année aux concessionnaires, une annuité comportant à la fois les intérêts de leur part contributive dans les dépenses d'établissement et l'amortissement de cette part dans le temps restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession. Cette annuité sera calculée au taux d'intérêt de trois francs cinquante centimes pour cent (3¹/₂ p. o/o) par an.

En cas de déchéance, le paiement de cette annuité cessera de plein droit, aucun remboursement ne sera dû aux concessionnaires pour la fraction de leur part contributive non encore amortie et le cautionnement appartiendra au département.

8. Postérieurement à la clôture du compte primitif de premier établissement, tel qu'il est défini à l'article 4 ci-dessus, il pourra être ouvert un compte complémentaire de premier établissement pour travaux et aménagements complémentaires demandés par le département et autorisés par le ministre des travaux publics préalablement à toute exécution mais ne comprenant pas toutefois les fournitures d'objets mobiliers tels que matériel roulant, mobilier et outillage dont il est parlé à l'article 12 ci-après.

Le montant de ces dépenses sera réglé conformément aux stipulations de l'article 4 et sera avancé par les concessionnaires. Il leur sera remboursé sans intérêts, d'après les chiffres dont l'État aura approuvé la passation au compte complémentaire de premier établissement, mais seulement dans l'année qui suivra cette approbation.

En tout cas, et quoi qu'il arrive, le montant du capital complémentaire de premier établissement ne pourra jamais dépasser le chiffre obtenu en multipliant la somme de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre par la longueur à compter au point de vue de la construction, conformément aux stipulations de l'article 15 ci-après.

9. Les concessionnaires exploiteront la ligne à leurs risques et périls, c'est-à-dire sans subvention ni garantie d'intérêts d'aucune sorte, quelles que soient les recettes.

Ils prendront à leur charge toutes les dépenses d'exploitation et d'entretien, de quelque nature qu'elles soient, ainsi que du renouvellement des voies et du matériel.

Les concessionnaires tiendront un compte exact de toutes les recettes et de toutes les dépenses.

Le compte des recettes comprendra non seulement les recettes directes dues au trafic, impôts déduits, mais aussi les péages et les produits indirects, et notamment les locations de terrains, de buffets, de bibliothèques, taxe d'affichage, etc.

Le compte des dépenses comprendra :

1° Les dépenses réelles d'exploitation locales légitimées par les besoins d'une bonne exploitation ;

2° Les prélèvements pour remplacement de la voie et du matériel prévus à l'article 11 ci-dessous ;

3° Les frais de gare et de transbordement, les taxes de péage et les frais de communauté des gares et des lignes existantes en communication avec les lignes faisant l'objet de la présente convention;

4° Les frais généraux et d'administration justifiés qui n'excéderont pas huit pour cent (8 p. o/o) des dépenses locales obtenues en faisant la somme des trois paragraphes qui précèdent;

5° Les frais de contrôle à verser au département.

Les frais kilométriques d'exploitation, portés en compte chaque année, ne pourront d'ailleurs excéder le chiffre maximum résultant de la formule :

$$F = 1,100 + \frac{2}{3} R,$$

dans laquelle R représente la recette brute kilométrique, impôts déduits.

Quand les dépenses réellement faites et dûment justifiées, telles qu'elles ont été définies précédemment, n'atteindront pas le maximum donné par la formule, elles seront majorées, à titre de prime d'économie, des deux tiers de l'écart entre le maximum et le montant des dépenses réelles.

Quand les recettes seront inférieures aux dépenses ainsi calculées, c'est-à-dire insuffisantes pour couvrir la somme réservée aux concessionnaires, y compris la prime d'économie s'il y a lieu, le déficit sera supporté par les concessionnaires.

Quand les recettes seront supérieures aux dépenses calculées comme il vient d'être dit, y compris la prime, l'excédent sera, s'il y a lieu, employé à rembourser sans intérêts, les insuffisances antérieures mises à la charge des concessionnaires et le surplus sera versé au département.

Pour le règlement qui vient d'être stipulé, les recettes et dépenses d'exploitation seront ventilées, entre les sections comprises sur le territoire des départements de Loir-et-Cher et du Loiret, conformément aux accords intervenus entre ces départements et approuvés par les délibérations des conseils généraux en date des 12 et 13 avril 1904.

10. La formule ci-dessus est établie pour la ligne :

1° Jusqu'à trois mille six cents francs (3,600') de recette brute, impôts déduits, pour trois trains dans chaque sens;

2° Pour quatre trains, de trois mille six cents francs à cinq mille cent francs (3,600' à 5,100') de recette et ainsi de suite, par augmentation de mille cinq cents francs (1,500') de recette brute, impôts déduits;

3° Le département pourra imposer en outre deux trains supplémentaires dans chaque sens, par semaine, les jours de foires et de marchés, sur la ligne.

Le préfet pourra exiger l'établissement d'un nombre de trains supérieur au nombre prévu; dans ce cas, il sera ajouté au chiffre maximum des frais kilométriques d'exploitation indiqué ci-dessus à l'article 9, une somme de soixante centimes (0'60) par kilomètre de train, et les recettes à provenir des trains supplémentaires ordonnés par le préfet n'entreront pas en ligne de compte pour l'application de la formule des frais d'exploitation.

Il est d'ailleurs entendu que les trains supplémentaires que les concessionnaires mettraient en circulation eux-mêmes ne donneront pas lieu à cette augmentation.

11. Les concessionnaires assureront l'entretien en bon état de la ligne et de toutes ses dépendances, ainsi que le renouvellement des voies et du matériel fixe en général, du matériel roulant, de l'outillage et du mobilier.

Ils devront constituer un fonds de réserve pour ce renouvellement en prélevant chaque année, à partir de la troisième année d'exploitation, une somme de deux cents francs (200') par kilomètre et par an.

Le fonds de réserve cessera de s'accroître lorsqu'il aura atteint deux mille francs (2,000') par kilomètre. Il sera de nouveau reconstitué dès qu'il sera descendu au-dessous de deux mille francs (2,000') par suite d'exécution des travaux.

Les sommes affectées à la constitution du fonds de réserve devront être employées en achat, soit de titres de rentes de l'État français, soit d'obligations des six grandes compagnies de chemin de fer, soit d'obligations du département de Loir-

et-Cher, qui seront déposés à la Banque de France. Les concessionnaires seront considérés, pendant la concession, comme ayant la propriété de ces fonds de réserve; ils en percevront les revenus.

Les concessionnaires ne pourront toucher à ce fonds que d'accord avec le préfet et exclusivement pour les travaux de grosses réparations, de renouvellement de voies ou de matériel.

En fin de bail, en cas de résiliation ou de déchéance, le département retiendra, sur ce fonds de réserve, les deux tiers de son montant pour le renouvellement de la voie.

12. Si, au cours de la concession, le développement du trafic exige une augmentation de matériel roulant, de mobilier ou d'outillage quelconque, les concessionnaires seront tenus de fournir à leurs frais le matériel et l'outillage supplémentaires, sans que le département ait à leur payer les intérêts de la dépense qui en résultera. Les concessionnaires resteront propriétaires, à l'expiration de la concession, de ce matériel et outillage supplémentaires.

13. Les subventions de l'État demeureront en entier acquises au département qui sera, seul, chargé des remboursements à faire à l'État, s'il y a lieu, par application de la loi du 11 juin 1880.

14. Une amende de cinquante francs (50^f) par jour sera due au département par les concessionnaires en cas d'infraction aux dispositions du cahier des charges prévues à l'article 3 pour la présentation des projets, le commencement des travaux et la mise en exploitation des lignes, sans préjudice de la déchéance, s'il y a lieu, par application des articles 20 et 21 du même cahier des charges, et, de plus, il est spécifié que les intérêts, prévus à l'article 6 de la présente convention comme payables jusqu'au jour de la réception définitive, seront suspendus de plein droit si les travaux ne sont pas mis en état de réception dans le délai de dix-huit mois fixé par l'article 3 du cahier des charges.

15. La longueur de la fraction de la ligne de Ligny-le-Ribault à Neung-sur-Beuvron, à établir et à exploiter au compte de Loir-et-Cher, qui fait l'objet de la présente concession, sera fixée au moyen d'un chaînage contradictoire et sera comptée : 1° au point de vue de la construction, entre la limite des départements du Loiret et de Loir-et-Cher et la jonction avec la ligne de Blois à Lamotte-Beuvron, sans que cette longueur puisse dépasser quatorze kilomètres cinq cents mètres (14⁵⁰⁰); 2° au point de vue de l'exploitation, entre la limite des départements du Loiret de Loir-et-Cher et l'axe du bâtiment des voyageurs de la station de Neung-sur-Beuvron.

16. Les concessionnaires s'engagent à n'employer dans leur exploitation que du matériel construit en France et à n'utiliser que des Français comme agents de l'exploitation; si les maisons françaises ne peuvent livrer en temps utile les commandes qui leur seront faites, le préfet pourra accorder une dérogation à la règle ci-dessus.

17. La validité de la présente convention est subordonnée à la déclaration d'utilité publique et à l'allocation, par l'État, du maximum de la subvention autorisée par la loi du 11 juin 1880 et les décrets portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi.

18. Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention et du cahier des charges annexé, calculés selon l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront à la charge des concessionnaires.

19. Dans les six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, MM. Fougerolle frères devront constituer une société anonyme pour leur être substituée et avec laquelle ils resteront solidairement responsables vis-à-vis du département de tous les engagements qu'ils auront contractés envers lui, et ce, pendant un délai de dix ans à dater du décret qui devra approuver la substitution conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

20. Le département se réserve, à la fin de la concession, la propriété de tous les objets mobiliers tels que le mobilier et l'outillage qui auront été payés par lui à

l'aide de fonds dont il supporte et garantit l'intérêt et l'amortissement. Ces objets devront lui être remis en bon état d'entretien.

Le matériel roulant défini à l'article 3, qui, d'après la convention interdépartementale des 12-13 avril 1904, doit rester indivis entre les deux départements pendant la concession et dont la dépense, aux termes de l'article 2 de ladite convention, doit être supportée dans la proportion de soixante-dix-huit pour cent (78 p. 0/0) par le Loir-et-Cher et de vingt-deux pour cent (22 p. 0/0) par le Loiret, devra également être remis par les concessionnaires à l'expiration de la concession et en bon état d'entretien; la ventilation de ce matériel entre les deux départements sera effectuée, en fin de concession, sur les mêmes bases que le partage des dépenses d'acquisition.

21. Les difficultés auxquelles donnerait lieu l'interprétation de la présente convention seront jugées par le conseil de préfecture de Loir-et-Cher, sauf recours au Conseil d'Etat.

Fait en double, à Blois, les jours, mois et an que dessus.

Lu et approuvé :

Signé : FOUGEROLLE frères.

Lu et approuvé :

Le Préfet de Loir-et-Cher,

Signé : HEIM.

Enregistré à Blois (A.-C.), le 5 mai 1904, folio 23, case 7. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Pallasse.

SÉRIE DE PRIX.

INFRASTRUCTURE.

I. — *Frais de personnel et d'études.*

N° 1. — Le kilomètre de tramway concédé : deux mille francs (2,000').

Le concessionnaire pourra prendre connaissance des avant-projets dressés par le service départemental.

Ces deux mille francs (2,000') seront portés en compte à raison de mille francs (1,000') à la présentation des dossiers de l'enquête des stations et haltes; mille francs (1,000') à la production des projets définitifs d'exécution de chaque ligne ou section de ligne.

II. — *Terrains.*

N° 2. — Les acquisitions de terrains seront comptées d'après les dépenses réelles effectuées par le concessionnaire, majorées de quinze pour cent (15 p. 0/0) pour frais généraux, frais d'administration et avances de fonds.

III. — *Travaux.*

N° 3. — Déblais de toute nature faits en vue de la construction des lignes et de toutes leurs dépendances, y compris transport, emploi, dépôts, emprunts, etc., le mètre cube : un franc quatre-vingts centimes (1'80).

N° 4. — Préparation de la plate-forme des lignes sur accotement de route ou chemin, rectification de routes, chemins et cours d'eau, passages à niveau, passages de descente et de chemins, le kilomètre : huit cents francs (800').

N° 5. — Travaux accessoires, règlements, parachèvements, perrés, gazonnement de la bordure d'accotement, drains, caniveaux, déplacements de bordures de trottoirs, d'escaliers, de regards, de clôtures, traversée de routes ou chemins, fourniture de matériaux; enfin tous travaux accessoires sur les routes et chemins, le kilomètre : deux mille francs (2,000').

N° 6. — Fourniture et emploi de pierres cassées à l'anneau de six centimètres (0^m06) pour empierrement, le mètre cube : huit francs (8').

IV. — *Ouvrages d'art.*

N° 7. — Buses de vingt-cinq centimètres (0^m25) de diamètre, le mètre courant : huit francs (8').

Buses de vingt-cinq centimètres (0^m25) de diamètre, la tête : douze francs (12').

N° 8. — Buses de trente centimètres (0^m30) de diamètre, le mètre courant : dix francs (10').

Buses de trente centimètres (0^m30) de diamètre, la tête : seize francs (16').

N° 9. — Buses de quarante centimètres (0^m40) de diamètre, le mètre courant : quinze francs (15').

Buses de quarante centimètres (0^m40) de diamètre, la tête : vingt-cinq francs (25').

N° 10. — Buses de cinquante centimètres (0^m50) de diamètre, le mètre courant : vingt-deux francs (22').

Buses de cinquante centimètres (0^m50) de diamètre, la tête : quarante francs (40').

N° 11. — Aqueduc de soixante centimètres (0^m60) d'ouverture :

Le mètre courant (dallé) : cinquante-deux francs (52') ;

Le mètre courant (voûté) : cinquante-cinq francs (55') ;

La tête (dallée) : quatre-vingt-dix francs (90') ;

La tête (voûtée) : cent quatre-vingts francs (180').

N° 12. — Aqueduc de quatre-vingts centimètres (0^m80) d'ouverture, voûté : huit cents francs (800').

N° 13. — Aqueduc d'un mètre (1^m) d'ouverture, voûté : mille deux cents francs (1,200').

N° 14. — Aqueduc d'un mètre cinquante centimètres (1^m50) d'ouverture, voûté : mille huit cents francs (1,800').

Mur de soutènement, élargissement d'ouvrage existant ou réparation partielle.

N° 15. — Démolition de maçonnerie, le mètre cube : trois francs cinquante centimes (3'50).

N° 16. — Béton de chaux hydraulique, le mètre cube : dix-huit francs (18').

N° 17. — Maçonnerie de moellons à pierres sèches : huit francs (8').

N° 18. — Maçonnerie de moellons avec mortier de chaux hydraulique, le mètre cube : dix-huit francs (18').

N° 19. — Maçonnerie de moellons piqués, smillés, têtus, le mètre cube : cinquante-cinq francs (55').

N° 20. — Maçonnerie de pierres de taille, le mètre cube : cent francs (100').

N° 21. — Taille de parements vus (pierre de taille et moellons piqués), le mètre carré : huit francs (8').

N° 22. — Pierre de taille et moellon têtus, le mètre carré : quatre francs (4').

N° 23. — Le kilogramme de fer : soixante-dix centimes (0'70).

N° 24. — Le mètre cube de bois de chêne : cent vingt francs (120').

SUPERSTRUCTURE.

I. — *Voie et matériel fixe.*

N° 25. — Voie en acier, rails Vignole de quinze kilogrammes (15^k) le mètre courant, posés sur traverses en pin créosoté des Landes, dans les alignements, en cbène, dans les courbes de moins de cent mètres (100^m) de rayon, d'un mètre

quatre-vingts centimètres sur dix-huit centimètres sur douze centimètres (1^m 80 × 0^m 18 × 0^m 12), espacées de quatre-vingts centimètres (0^m 80) d'axe en axe en moyenne, y compris éclisses cornières de cinq kilogrammes cinq cents grammes (5^k 500) et éclisses simples de quatre kilogrammes (4^k) la paire, boulons d'éclisses en fer de cent soixante grammes (0^k 160), tirefonds de deux cents grammes (0^k 200), pose et fourniture de ballast.

Le mètre linéaire de voie principale ou de voie de service, étant entendu que le concessionnaire sera autorisé à employer les machines et les wagons d'exploitation portés en compte pour la pose et le ballastage des lignes, sauf à remettre par ses soins et à ses frais ce matériel en parfait état pour l'ouverture des lignes à l'exploitation : dix-neuf francs quarante centimes (19^f 40).

N° 26. — Pour les approvisionnements, on comptera deux cent vingt francs (220^f) par tonne de matériaux métalliques, deux francs cinquante centimes (2^f 50) par traverse, trois francs (3^f) par mètre cube de ballast.

N° 27. — Branchement simple, complet, comprenant changement et croisement avec fourniture de bois et toutes les autres pièces moins les voies intercalaires, l'un : huit cent cinquante francs (850^f).

N° 28. — Branchement double : mille huit cents francs (1,800^f).

N° 29. — Plaques tournantes de trois mètres trente centimètres (3^m 30) pour wagons, locomotives, mises en place, l'une : mille six cents francs (1,600^f).

N° 30. — Plus-value pour contre-rails, le mètre linéaire de voie : dix francs (10^f).

N° 31. — Ponts à bascule pour wagons gradués et timbrés à quinze tonnes (15^t) mis en place, l'un : deux mille francs (2,000^f).

N° 32. — Grues fixes de six tonnes (6^t), l'une : huit mille francs (8,000^f).

N° 33. — Alimentation d'eau, l'une : cinq mille francs (5,000^f).

N° 34. — Les prix à appliquer aux approvisionnements seront ceux ci-dessus diminués d'un cinquième pour la pose.

N° 35. — Outillage des ateliers et des dépôts de la traction par kilomètre de tramway concédé : cinq cents francs (500^f), à porter en compte au fur et à mesure de la livraison des objets d'après les dépenses réellement faites majorées de quinze pour cent (15 p. 0/0).

N° 36. — Outillage et mobilier de l'exploitation et de la voie par kilomètre de tramway concédé : quatre cents francs (400^f), à porter en compte comme ci-dessus.

II. — Stations.

N° 37. — Bâtiments en maçonnerie, sans étage, pour voyageurs, magasins, bureaux et logements d'employés, par mètre carré de surface couverte : cent francs (100^f).

N° 38. — Plus-value pour étage en maçonnerie habitable, par mètre carré : cinquante francs (50^f).

N° 39. — Abri en bois avec remplissage en maçonnerie, pour voyageurs, le mètre carré de surface couverte : quarante francs (40^f).

N° 40. — Halles à marchandises, bâtiments en maçonnerie sans étages, pour ateliers et remises, par mètre carré : soixante-quinze francs (73^f).

N° 41. — Quais à marchandises, par mètre carré : dix francs (10^f).

N° 42. — Empierrement pour cours et chemins de quinze centimètres (0^m 15) d'épaisseur, y compris cylindrage, le mètre carré : un franc soixante-quinze centimes (1^f 75).

N° 43. — Clôtures en lattes pour gares, le mètre courant : un franc cinquante centimes (1^f 50).

N° 44. — Grandes fosses pour visite des locomotives, l'une : mille cinq cents francs (1,500^f).

N° 45. — Les aménagements complémentaires de la station de Neung-sur-Beuvron seront payés d'après les dépenses réelles majorées de quinze pour cent (15 p. 0/0) pour frais généraux.

Matériel roulant.

N° 46. — Locomotives de quinze à seize tonnes (15 à 16') en ordre de marche, type du tramway d'Orléans à Ouzouer-le-Marché avec frein à vide continu, l'une : trente mille francs (30,000').

N° 47. — Voitures à voyageurs, type du tramway d'Orléans à Ouzouer-le-Marché, l'une :

N° 1. — Mixte : cinq mille six cents francs (5,600').

N° 2. — 2^e classe : cinq mille francs (5,000').

N° 48. — Fourgons, la caisse mesurant quatre mètres sur deux mètres (4" x 2"), l'un : trois mille francs (3,000').

N° 49. — Wagons fermés, mesurant cinq mètres sur deux mètres (5" x 2"), l'un : trois mille francs (3,000').

N° 50. — Wagons à haussesses, mesurant quatre mètres cinquante centimètres sur deux mètres (4"50 x 2"), l'un : trois mille francs (3,000').

N° 51. — Wagons plates-formes, mesurant quatre mètres cinquante centimètres sur deux mètres (4"50 x 2"), l'un : trois mille francs (3,000').

N° 52. — Frein à vide et à main à quatre sabots pour voitures à voyageurs, fourgons et wagons fermés, par véhicule : cinq cents francs (500').

N° 53. — Conduite blanche pour tuyaux et raccords pour voitures et wagons, par wagon : deux cents francs (200').

N° 54. — Frein à main et à vis, à un seul sabot, pour les véhicules non munis de frein continu, par véhicule : cent cinquante francs (150').

N° 55. — Frein à main et à vis, à quatre sabots, pour les véhicules non munis du frein continu, par véhicule : cent vingt-cinq francs (125').

N° 56. — Pièces de rechange du matériel roulant, à compter en plus pour quatre cent cinquante francs (450') le kilomètre de ligne concédée, au fur et à mesure de la livraison des objets, d'après les dépenses réellement faites majorées de quinze pour cent (15 p. 0/0).

N° 57. — Frais généraux pour constitution de société, frais d'administration et faux frais divers, par kilomètre : mille francs (1,000').

Dressé en double pour être annexé à la convention de concession en date de ce jour.

A Blois, le 14 avril 1904.

Lu et approuvé :

Le Préfet de Loir-et-Cher,

Signé : Munn.

Lu et approuvé :

Signé : FOUGEROLLE frères.

Enregistré à Blois (A. C.), le 5 mai 1904, folio 23, case 7. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Pallasse.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par des moteurs mécaniques d'un type agréé par l'administration.

Tracé.

2. La ligne partira de la limite du département du Loiret où elle se soudera avec la ligne partant d'Orléans et passant par Ligny-le-Ribault ; elle passera par ou près Villeny, la Marolle et se raccordera à la ligne du tramway de Lamotte-Beuvron à Blois, qu'elle empruntera jusqu'à la gare de Neung-sur-Beuvron.

Elle empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Chemin d'intérêt commun n° 13 ; chemin de grande communication n° 21.

Des déviations seront établies partout où cela sera nécessaire, et notamment près des bourgs de Villeny et de la Marolle, et à l'extrémité au raccordement avec le tramway de Lamotte-Beuvron à Blois.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la mise en exploitation soit complète dans le délai de dix-huit mois à partir de la même date.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des caisses des véhicules ainsi que de leur chargement ne dépassera pas deux mètres (2^m), et celle du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas deux mètres (2^m). La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50) pour les locomotives et de trois mètres (3^m) pour les autres véhicules et leurs chargements.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voies, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre cinquante centimètres (1^m 50).

Alignements et courbes. — Pentés et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent mètres (100^m).

Le maximum des déclivités est fixé à trente millimètres (0^m 030) par mètre.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles ; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable de l'autorité compétente pour approuver les projets d'exécution.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage ou un empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empierrement.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel de tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir d'un mètre (1^m) au moins. Le concessionnaire construira en outre, suivant les dispositions qui lui seront indiquées avant la réception générale de la voie ferrée, des gares pour les dépôts de matériaux d'entretien de la voie publique; la profondeur de ces gares, mesurée à partir de l'arête extrême de l'accotement, sera d'un mètre vingt centimètres (1^m 20) au maximum.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie, soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Etablissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast de deux mètres (2^m) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires et des piétons présentera une largeur minimum de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50), cette largeur minimum étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée, et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'autorité compétente pour statuer sur les projets d'exécution pourra exiger que l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité du côté de la chaussée de la voie publique au moyen d'une bordure d'au moins dix centimètres (0^m 10) de saillie en gazon ou pierre d'une solidité suffisante. Elle pourra également prescrire, dans les parties de routes ou de chemins, dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demi-carniveau pavé le long des bordures en pierre. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) subsistera entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Dans les parties établies en déviation, la largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté, entre le bord extérieur des rails et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 60).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35), et l'on ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira le long des déviations les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées doivent, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux senes à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 8.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10). Cette largeur sera mesurée à partir des limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces limites;

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Quand l'établissement du tramway sur de larges trottoirs existant dans les traverses aura été autorisé, on fera application de l'article 7.

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées parées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de bontins nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf, qui n'auraient pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails Vignole seront en acier et du poids de quinze kilogrammes (15^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses en pin croisé des Landes dans les alignements, en chêne dans les courbes de moins de cent mètres (100^m) de rayon, d'un mètre quatre-vingts centimètres sur dix-huit centimètres sur douze centimètres (1^m 80 × 0^m 18 × 0^m 12) espacées de quatre-vingts centimètres (0^m 80) d'axe en axe, en moyenne, avec des tire-fonds de deux cents grammes (0^m 200), écisses cornières de cinq kilogrammes cinq cents grammes (5^k 500) et écisses simples de quatre kilogrammes (4^k) la paire, boulons de cent soixante grammes (0^m 160).

Il y aura un rail à gorge ou un contre-rail dans les parties de chaussées et les passages à niveau accessibles aux voitures ordinaires.

Gares et stations.

11. Les trains ne s'arrêteront pas en pleine voie, mais seulement à des stations et haltes déterminées pour prendre ou laisser des voyageurs ou des marchandises, les haltes n'étant affectées qu'au service des voyageurs.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs et des gares, pour la réception et la livraison des marchandises, suivant les indications ci-après :

Stations-gares : Villeny, la Marolle.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, sur toute la longueur de la ligne, est fixé à trois.

Matériel roulant. — Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Le matériel roulant devra satisfaire aux conditions fixées ou à fixer pour les transports militaires.

Les trains se composeront de huit voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche sera, au plus, de vingt kilomètres (20^k) à l'heure, mais elle pourra être portée à vingt-cinq kilomètres (25^k) à l'heure s'il est fait usage de freins continus.

TITRE III.

DURÉE ET DÉGRADATION DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 31 décembre 1953.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée avec toutes les installations faites sur le sol des voies publiques, ainsi que tous les immeubles et objets immobiliers qui en dépendent, tels que les barrières et clôtures, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, usines et installations de toute nature établies en vue de la production et du transport de l'énergie électrique ou autre destinée à l'exploitation du tramway, bureaux d'attente et de contrôle, etc., établis dans des immeubles exclusivement affectés à cet usage.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares en plus de ceux qui auront été payés par le département à l'aide de fonds dont il supporte ou garantit l'intérêt et l'amortissement, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix de rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aura droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphes de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance. —

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu, tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

**TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.**

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs...	{	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces,	o 06	o 02	o 07
		au moins pendant l'hiver (1 ^{re} classe)			
		Voitures couvertes, fermées à glaces, au moins pendant l'hiver, et à banquettes rembourrées (2 ^e classe)	o 033	o 017	o 05
Enfants.....	{	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
		De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
		Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....			o 01	o 006	o 015
(Sans que la perception puisse être inférieure à trente centimes.)					

		TARIF		
		de piège.	de trans- port.	TOTAL.
R. c.		R. c.	R. c.	R. c.
Petite vitesse.				
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10	
Vaches et pourceaux.....	0 015	0 015	0 04	
Moutons, bœufs, agneaux, chèvres.....	0 01	0 02	0 03	
Lorsque les animaux ci-dessus énumérés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.				
2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.				
Marchandises transportées à grande vitesse.				
Huiles. — Poissons frais. — Denrées. — Essénels de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36	
Marchandises transportées à petite vitesse.				
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16	
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler, dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Mûre ou bloc. — Allâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fer. — Cuivre. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Pontes moulées.....	0 08	0 06	0 14	
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulière. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10	
4 ^e classe. — Houille. — Mazze. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 05	0 03	0 08	
Tarif spécial par wagon complet.				
Marchandises des	1 ^{re} classe.....	0 066	0 031	0 097
	2 ^e classe.....	0 053	0 027	0 080
	3 ^e classe.....	0 04	0 02	0 060
	4 ^e classe.....	0 027	0 013	0 040
Les foins, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas six cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, cinquante centimes par wagon et par kilomètre.				
3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.				
Par pièce et par kilomètre.				
Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 09	0 06	0 15	
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 12	0 08	0 20	
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00	
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75	

de sept à dix tonnes.....
 de plus de dix tonnes.....
 machines locomotives seront considérées comme ne traînant de poids lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son marchant sans rien traîner.

Prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être ar à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule bandage dans l'intérieur.....

à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans eur, omnibus, diligences, etc.....

que, sur la demande des expéditeurs, les transports auront la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus doubles.

ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans tures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les ars excédant ce nombre payeront le prix des places de ne classe.

le déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....
 res, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix is, par tonne de chargement et par kilomètre.....

VICE DES POMPES FUNÉRAIRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

re des pompes funéraires, renfermant un ou plusieurs or- sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voi- quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....

ercueil confié à l'administration du chemin de fer sera rté, par les trains ordinaires, dans un compartiment u prix de.....

es trains express, dans une voiture spéciale, au prix de..

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 90	0 60	1 50
1 35	0 90	2 25
0 25	0 40	0 65
0 18	0 14	0 32
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 35	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

ix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au conces- qu'autant qu'il effectuait lui-même ces transports à ses frais et par ses moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le

ception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^{te}), elle sera comptée kilomètres (6^{te}).

plan des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le u contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe vents des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette ont soumis à l'homologation du préfet.

aucun cas il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les tions pour lesquelles le parcours a été effectué.

ds de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes (5 à 10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à cinquante centimes (0^k50).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la 1^{re} classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes ($3,000^k$).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes ($3,000$ à $5,000^k$); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes ($5,000^k$).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes ($5,000^k$), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs ($5,000^f$);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les

excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Détails d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux, et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'embarquement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et dépôts, relatifs au tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront fixés dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du moyeu d'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants (3,000^h), soit un centre de population de moins de trois mille habitants (3,000^h) situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare de tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes leurs frais de factage et de camionnage des marchandises.

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 24 de la loi du 15 juillet 1845, de transporter directement ou indirectement, avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme qu'elle puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêté.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0'12) par tonne pour le premier kilomètre et à cinq centimes (0'05) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^h).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entreprise soit subventionnée ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Le concessionnaire pourra être tenu de coopérer au service des colis postaux, conformément aux lois, conventions, règlements et tarifs sur la matière.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu à la caisse du trésorier-payeur général de Loir-et-Cher, le 1^{er} du mois qui suivra celui où aura été rendu le décret de concession.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la Caisse des dépôts et consignations une somme de six mille francs (6.000^f), en rente ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1871, en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Blois.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification adressée sera valable lorsqu'elle sera faite à la préfecture de Loir-et-Cher, à Blois.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de Loir-et-Cher, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Dressé en double pour être annexé à la convention de concession en date de ce jour.

Blois, le 14 avril 1904.

Lu et approuvé :

Le Préfet de Loir-et-Cher,

Signé : HENRI.

Lu et approuvé :

Signé : FORTGEOULE frères.

Enregistré à Blois (A. C.), le 5 mai 1904, folio 23, case 7. — Reçu un franc cinquante centimes, décimes compris. — Signé : Pallasse.

N° 44853. — DÉCRET instituant dans le département des Hautes-Pyrénées un Comité local des Habitations à bon marché.

Du 25 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 30 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

Vu la loi du 30 novembre 1894, relative aux habitations à bon marché

le décret du 21 septembre 1895 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi;

Vu le décret du 8 octobre 1895 ⁽²⁾, et spécialement son article 5;

Vu l'avis du conseil général du département des Hautes-Pyrénées, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du conseil supérieur des habitations à bon marché, en date du 20 décembre 1895, et l'avis du comité permanent, en date du 13 juin 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est institué dans le département des Hautes-Pyrénées un comité local des habitations à bon marché.

2. Ce comité aura pour circonscription le département.
Il sera composé de douze membres.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 25 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44854. — *DÉCRET* admettant à circuler en franchise, sous plis fermés, les arrêts de la Cour des comptes et les arrêtés des Conseils de préfecture expédiés sous le contreseing des directeurs des contributions diverses en Algérie.

Du 30 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 16 janvier 1902 ⁽³⁾ sur le régime financier de l'Algérie dont l'article 156 fixe les conditions dans lesquelles doivent être notifiés aux intéressés, par les directeurs des contributions diverses, les arrêts de la Cour des comptes et les arrêtés des conseils de préfecture;

Vu les articles 1, 2 et 80 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽⁴⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont admis à circuler en franchise, sous plis fermés, les

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1745, n° 30408.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1753, n° 30560.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2340, n° 41341.

⁽⁴⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

arrêts de la Cour des comptes et les arrêts des conseils de préfecture expédiés sous le contreseing des directeurs des contributions diverses en Algérie :

- 1° Aux comptables placés sous les ordres de ces chefs de service;
- 2° Aux anciens comptables hors de fonctions;
- 3° En cas de décès de ces comptables et anciens comptables, leurs représentants légaux.

La suscription de l'enveloppe devra, dans ce dernier cas, être libellée de la manière suivante :

« M. X..., représentant légal de M. X..., ancien (dénomination officielle du comptable décédé). »

2. Les comptables et anciens comptables visés à l'article précédent sont désignés ci-après :

- Receveurs des contributions diverses;
- Receveurs municipaux;
- Receveurs des syndicats de communes;
- Receveurs d'hospices;
- Receveurs des bureaux de bienfaisance;
- Receveurs de bureaux d'assistance;
- Receveurs d'asiles d'aliénés;
- Receveurs de dépôts de mendicité;
- Receveurs d'établissements publics de bienfaisance autres que ceux désignés ci-dessus;
- Receveurs d'associations syndicales autorisées;
- Caissiers des monts-de-piété.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44855. — DÉCRET portant extension du service des Colis postaux entre l'Algérie et la Tunisie.

Du 3 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 7 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892, 17 juillet 1897 et 8 août 1898, sur le service des colis postaux;

Vu les décrets des 27 juin 1892 ^(*), 5 septembre 1897 ^(*), 26 avril ^(*) et 26 décembre 1898 ^(*) et 25 février 1899 ^(*);

Vu la communication par laquelle l'Office des postes de la Régence de Tunis annonce que les colis postaux de cinq à dix kilogrammes peuvent être échangés avec l'Algérie par la voie de terre;

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} septembre 1904, les colis postaux de cinq à dix kilogrammes (5 à 10^k) pourront être échangés entre l'Algérie et la Tunisie, par la voie de terre.

2. La taxe d'affranchissement desdits colis est d'un franc soixante centimes (1^f 60), au départ d'Algérie.

3. Les colis de l'espèce expédiés de France ou de Corse, à destination de la Tunisie, pourront être acheminés par la voie d'Algérie, sur la demande des expéditeurs. Dans ce cas, ils seront assujettis à une taxe de quarante centimes (0^f 40), en sus de la taxe d'acheminement direct prévue par les décrets des 5 septembre 1897 et 25 février 1899.

4. Les dispositions des décrets ci-dessus visés, afférentes au régime de l'assurance et de l'envoi contre remboursement, jusqu'à concurrence de cinq cents francs (500^f), sont applicables aux colis désignés aux articles 1 et 3 précédents.

5. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44856. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter :

1° Pour les musées nationaux, les dix ouvrages suivants, légués par

(*) XII^e série, Bull. 1499, n° 25415.

(*) XII^e série, Bull. 1899, n° 33403.

(*) XII^e série, Bull. 1979, n° 34715.

(*) XII^e série, Bull. 2032, n° 35680.

(*) XII^e série, Bull. 2056, n° 36166.

M. Arthur de Rothschild, aux termes de ses testament et codicille, et évalués ensemble à la somme de trois cent soixante mille francs : *Hobbema*, tableau; *Ruysdaël*, tableau; *Backhuysen*, tableau; *Téniers*, deux tableaux; *Wouwermans*, tableau; *Greuze*, quatre tableaux;

2° Les objets ci-après désignés, légués au musée de Cluny par M. le baron Arthur de Rothschild, aux termes de ses testament et codicille :

a) Une collection de cent vingt-deux bagues des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, estimées trois cent mille francs;

b) Six coffrets en cuir rouge, avec coins et fermoirs en cuivre doré, estimés six mille francs. (Paris, 6 Juillet 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Septembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2560.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44857. — *DÉCRET portant établissement d'un Tramway de Saint-Marcel à Aubagne (Bouches-du-Rhône).*

Du 26 Mars 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec la convention et le cahier des charges y annexés, le décret du 17 août 1900⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département des Bouches-du-Rhône, d'une ligne de tramway à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs, des messageries, et des marchandises entre la gare maritime d'Arenc (Paris-Lyon-Méditerranée), la Barasse et Saint-Marcel, avec embranchement sur le Merlan, et approuvé la convention passée le 16 août 1901, pour la concession de l'entreprise, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et MM. Waller frères;

Vu la renonciation produite, le 30 décembre 1902, par MM. Waller frères à la concession de la section de la ligne de la gare d'Arenc à la Barasse et à Saint-Marcel, comprise entre la Barasse et Saint-Marcel;

Vu l'avant-projet présenté par la Compagnie générale française de tramways pour l'établissement, dans le département des Bouches-du-Rhône, d'une ligne de tramway à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et éventuellement des petits colis et des marchandises entre Saint-Marcel et Aubagne, par la Barasse;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 2228, n° 39312.

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ;

Vu, notamment, les délibérations de la commission d'enquête, en date des 4, 15 et 19 avril 1903 ;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Marseille, en date du 7 avril 1903 ;

Vu les délibérations du conseil général des Bouches-du-Rhône, en date du 23 avril 1903, et de la commission départementale, en date du 6 juillet 1903 ;

Vu l'adhésion directe à l'exécution des travaux délivrée, le 28 avril 1903, par le directeur du génie à Marseille, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853 ;

Vu la convention passée, le 23 février 1904, entre le préfet des Bouches-du-Rhône, agissant au nom du département, et la Compagnie générale française de tramways, pour la rétrocession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées (commission des vacations), en date du 9 septembre 1903 ;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 8 octobre 1903 ;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways ;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾ et 13 février 1900⁽³⁾ ;

Vu la loi du 25 juin 1895, relative à l'établissement des conducteurs d'énergie électrique ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département des Bouches-du-Rhône, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et éventuellement des petits colis et des marchandises, entre Saint-Marcel et Aubagne, par la Basse.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de trois ans à partir de la date du présent décret.

2. Le département des Bouches-du-Rhône est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 38657.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

3. Est approuvée la convention passée, le 23 février 1904, entre le préfet des Bouches-du-Rhône, au nom du département, et la Compagnie générale française de tramways, pour la rétrocession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Il est interdit à la Compagnie générale française de tramways, sous peine de déchéance; d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des lignes ou réseaux de tramways qui lui sont rétrocédés, et de la ligne qui fait l'objet du présent décret, sans y avoir été préalablement autorisée par décret délibéré en conseil d'État.

5. Il est pris acte de la renonciation produite, le 30 décembre 1902, par MM. Waller frères à la concession de la section comprise entre la Barasse et Saint-Marcel, de la ligne de tramway de la gare d'Arc-en-Ciel à la Barasse et Saint-Marcel, qui a fait l'objet du décret susvisé du 17 août 1900.

6. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : E. MARUJOUX.

CONVENTION.

LIGNE DE SAINT-MARCEL À ANBAGNE.

Entre les soussignés :

M. Mastier, préfet des Bouches-du-Rhône, commandeur de la Légion d'honneur, agissant comme représentant du département, en vertu d'une délibération de la commission départementale en date du 6 juillet 1903, et d'une autre en date du 18 février 1904,

D'une part;

Et M. Jules Rostand, président du conseil d'administration de la Compagnie générale française de tramways, dont le siège est à Paris, rue de Londres, n° 29, agissant en cette qualité et en vertu de la délibération du conseil d'administration, en date du 20 février 1902 et de celle du 17 décembre 1903,

D'autre part;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le département des Bouches-du-Rhône s'engage à demander à l'État, pour la rétrocéder à la Compagnie générale française de tramways, qui l'accepte, la concession d'une ligne de tramways à traction électrique par fil aérien, allant de Saint-Marcel (terminus de la ligne actuelle Marseille-Saint-Marcel) à Anbagne (cours Legendre).

La durée de la rétrocession sera égale à celle de la concession accordée par l'État au département.

XII^e Série.

2. Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret déclaratif d'utilité publique à intervenir, est consentie à la compagnie, conformément à la loi du 11 juin 1880, au décret du 6 août 1881, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 38 de cette loi, à la loi du 25 juin 1895 sur la protection des lignes télégraphiques et téléphoniques et aux conditions du cahier des charges de la concession joint à la présente convention, conditions auxquelles M. Jules Rostand, au nom de la Compagnie générale française de tramways, déclare expressément souscrire.

Il est spécifié, conformément à l'article 30 de la loi du 11 juin 1880, que dans la rédaction du cahier des charges ont été modifiés les articles suivants : 6, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 23, 28 et 33.

Les articles 24, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 34, 38, 39 et 41 ont été supprimés.

3. La ligne rétrocédée sera construite et exploitée en prolongement de la ligne de Marseille-Saint-Marcel, rétrocédée à la Compagnie générale française de tramways, par la ville de Marseille, en vertu d'une convention du 3 novembre 1900 approuvée par décret du 28 janvier 1901.

Les voyageurs devront être transportés de Marseille (place Saint-Ferréol) à Aubagne et inversement sans transbordement à Saint-Marcel.

4. La Compagnie générale française de tramways devra supporter les dépenses nécessaires pour l'exécution des travaux de protection et de mise en état des lignes télégraphiques et téléphoniques existantes à la date de la mise en exploitation du tramway à traction électrique, ainsi que pour assurer leur bon fonctionnement.

5. Tous les travaux nécessaires à la modification des ouvrages d'art du canal de Marseille ou au déplacement des conduites situées sous la voie et qui seront directement ou indirectement la conséquence de l'établissement de la ligne de tramway, seront exécutés aux frais de la compagnie par les services municipaux compétents de la ville de Marseille sans qu'il puisse en résulter dans aucun cas une charge quelconque pour la ville.

En cas de désaccord il sera statué définitivement par le préfet.

6. Les poteaux de la ligne aérienne seront métalliques dans l'agglomération de la ville d'Aubagne et dans la partie de la traverse de la Penne correspondant à la chaussée pavée.

La ville de Marseille ainsi que les communes de la Penne et d'Aubagne auront le libre et gratuit usage pour leur propre service et pour telle destination qui leur conviendra, des poteaux établis sur leurs territoires respectifs, mais à la condition de ne pas les détériorer et de ne gêner en rien la circulation des voitures de tramways.

7. Les gardes champêtres, pompiers, agents de police et gendarmes en service et en uniforme seront transportés gratuitement.

La compagnie s'engage en outre en cas d'incendie ou de sinistre public à transporter gratuitement, dans la limite de ses ressources en matériel et sur la requête de M. le préfet, les troupes et sapeurs-pompiers.

8. La compagnie n'emploiera pour la construction que du matériel de provenance française, sauf les dispenses qui pourraient être accordées par le préfet. Tout le personnel affecté à l'exploitation sera de nationalité française.

9. Avant la signature de l'acte de concession, la compagnie déposera à la Caisse des dépôts et consignations une somme de trente mille francs (30,000) en numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise. Les quatre cinquièmes en seront rendus au rétrocessionnaire par quart et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

10. La compagnie déclare faire élection de domicile à Marseille à la direction des tramways, rue Sénac, n° 6 et 8, pour y recevoir toutes notifications ou significations.

11. Les frais de timbre et d'enregistrement auxquels donneront lieu la présente convention et le cahier des charges qui y est annexé, seront supportés par la compagnie.

Celle-ci devra faire imprimer à ses frais et mettre à la disposition du département cent exemplaires de chacun de ces deux documents.

Fait en double à Marseille, le 23 février 1904.

Lu et approuvé :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône,

Signé : MASTRA.

Lu et approuvé :

Compagnie générale française de tramways.

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : JULIEN ROSTAND.

Enregistré à Marseille (1^{er} bureau), le 19 avril 1904, folio 69, case 17. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Thiers.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs avec bagages à la main et éventuellement à celui des petits colis et marchandises sur la demande de la compagnie et sous des conditions à fixer par décret.

La traction aura lieu par moteur mécanique agréé par l'administration.

Tracé.

2. Cette ligne partira du terminus à Saint-Marcel de la ligne actuelle de Marseille à Saint-Marcel et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

La route nationale n° 8 de Paris à Tonlon depuis Saint-Marcel jusqu'à Aubagne, puis le cours Legrand (route départementale n° 3) sur lequel elle aura son terminus.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de trois mois à partir de l'approbation des projets d'exécution. Ils seront poursuivis et terminés de façon que la ligne puisse être livrée à l'exploitation dans un délai de dix-huit mois à partir de la même date.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44).

La largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas deux mètres (2^m). La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de quatre-vingt-quinze centimètres (0^m 95) au moins et telle qu'entre les parties les plus saillantes de deux véhicules qui se croisent, il y ait un intervalle libre d'au moins cinquante centimètres (0^m 50).

Alignements et courbes. — Ponts et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon pourra être inférieur à trente mètres (30^m).

Le maximum des déclivités est fixé à trente millimètres (0^m 030) par mètre.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable de l'autorité compétente pour approuver les projets d'exécution.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à trente-cinq centimètres (0^m 35) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec les dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel de tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir de deux mètres cinquante centimètres (2^m 50) au moins.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast de deux mètres vingt centimètres (2^m 20) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur minimum de sept mètres (7^m), cette largeur minimum étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors du trottoir opposé qui devra avoir une largeur minimum de deux mètres (2^m).

L'autorité compétente pour statuer sur les projets d'exécution pourra exiger que l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité du côté de la chaussée de la voie publique au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie en pierre d'une solidité suffisante. Elle pourra également prescrire dans les parties de routes ou de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demi-canal pavé le long des bordures en pierre. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie

ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) subsistera entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée. Les arbres existant sur les accotements de la route nationale n° 8 devront être respectés à moins d'une autorisation spéciale du préfet.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10). Cette largeur sera mesurée à partir des limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces limites;

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Quand l'établissement du tramway sur de larges trottoirs existant dans les traverses, aura été autorisé, on fera application de l'article 7. La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur minimum de sept mètres (7^m), cette largeur étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors du trottoir opposé qui ne pourra être rescindé que si sa largeur est supérieure à un mètre dix centimètres (1^m 10).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou relaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt-cinq kilogrammes (25^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses ou sur formes de sable avec entretoises suivant ce qui sera arrêté par le préfet sur la proposition du concessionnaire.

Gares et stations.

11. Les voitures ne s'arrêteront qu'aux stations et haltes.

Le nombre et l'emplacement des stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu dès à présent qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs, suivant les indications ci-après :

Saint-Marcel;
La Barasse;
La Milhière-Saint-Menet;
Le Mouton (point kilométrique 3,700);
La Penne;
La Bourgade (point kilométrique 4,750);
Saint-Mitre-Vieux (point kilométrique 5,400);
Le Charrel Camp Major;
La Tourtelle (point kilométrique 7,340);
Aubagne.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyées dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de trente-cinq centimètres (0^m 35) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin attenant par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens entre Marseille (place Saint-Ferréol) et Aubagne est fixé à douze en hiver (du 3 novembre au 30 avril) et à vingt en été, du 1^{er} mai au 2 novembre.

Les premiers départs auront lieu à sept heures du matin en hiver, à six heures en été.

Les derniers départs auront lieu à huit heures du soir en hiver et en été.

Indépendamment du service ci-dessus, le concessionnaire assurera le prolongement jusqu'à la Barasse du service actuel Marseille (boulevard du Musée) à Saint-Marcel. Le nombre minimum des voyages qui devront être ainsi prolongés jusqu'à la Barasse est fixé à douze en hiver et à vingt en été.

Matériel roulant. — Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Le matériel roulant devra satisfaire aux conditions fixées ou à fixer pour les transports militaires.

Les trains se composeront de quatre voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas trente-six mètres (36^m).

La vitesse des trains en marche sera, au plus, de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

s'il est fait usage de freins ordinaires et de vingt-cinq kilomètres (25^k) à l'heure s'il est fait usage de freins continus. Elle sera réajustée dans la mesure qui sera jugée nécessaire par le préfet quand les circonstances l'exigeront et notamment dans la traversée des agglomérations.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation et elle prendra fin le 31 décembre 1960.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée avec toutes les installations faites sur le sol des voies publiques, ainsi que tous les immeubles et objets immobiliers qui en dépendent, tels que les barrières et clôtures, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, usines et installations de toute nature établies en vue de la production et du transport de l'énergie électrique ou autre destinée à l'exploitation du tramway, bureaux d'attente et de contrôle, etc., établis dans des immeubles exclusivement affectés à cet usage.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où l'État déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention ; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. L'autorité par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881, ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera poursuivi tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure démontées constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplit exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

STATIONS.	SAINT-MARCEL.	LA BARASSE.	LA MILBIÈRE-SAINT-MENET.	LE MOUTON.	LA PENNE.	LA BOURGADE.	SAINT-MITRE-VIEUX.	LE CHARENT CAMP-MAJOR.	LA TOURTELLE.	AUBAGNE.
Saint-Marcel.....	"	0 ^f 10 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 20 ^c	0 ^f 20 ^c	0 ^f 20 ^c	0 ^f 25 ^c	0 ^f 30 ^c	0 ^f 35 ^c	0 ^f 35 ^c
La Barasse.....	0 ^f 10 ^c	"	0 ^f 10 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 20 ^c	0 ^f 25 ^c	0 ^f 30 ^c
La Milbière-Saint-Menet.....	0 ^f 15 ^c	0 ^f 10 ^c	"	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 20 ^c
Le Mouton.....	0 ^f 20 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 10 ^c	"	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 15 ^c
La Penne.....	0 ^f 20 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	"	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 15 ^c
La Bourgade.....	0 ^f 20 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	"	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 15 ^c
Saint-Mitre-Vieux.....	0 ^f 25 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	"	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c
Le Charent Camp-Major.....	0 ^f 30 ^c	0 ^f 20 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	"	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c
La Tourtelles.....	0 ^f 35 ^c	0 ^f 25 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	"	0 ^f 10 ^c
Aubagne.....	0 ^f 35 ^c	0 ^f 30 ^c	0 ^f 20 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 15 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	0 ^f 10 ^c	"

Il est stipulé que le droit de péage entre pour les deux tiers et le droit de transport pour le tiers dans les taxes ci-dessus fixées.

Il sera en outre délivré des billets de parcours direct de toutes les stations à destination de Marseille et vice versa aux tarifs suivants :

MARSEILLE-PLACE SAINT-FERRÉOL aux stations ci-contre.	LA BARASSE.	LA MILBIÈRE-SAINT-MENET.	LE MOUTON.	LA PENNE.	LA BOURGADE.	SAINT-MITRE-VIEUX.	LE CHARENT CAMP-MAJOR.	LA TOURTELLE.	AUBAGNE.
Semaine.....	0 ^f 10 ^c	0 ^f 20 ^c	0 ^f 25 ^c	0 ^f 25 ^c	0 ^f 25 ^c	0 ^f 25 ^c	0 ^f 30 ^c	0 ^f 35 ^c	0 ^f 40 ^c
Dimanches et fêtes.....	0 ^f 20 ^c	0 ^f 30 ^c	0 ^f 35 ^c	0 ^f 35 ^c	0 ^f 35 ^c	0 ^f 35 ^c	0 ^f 40 ^c	0 ^f 45 ^c	0 ^f 50 ^c

Pour les tarifs ci-dessus fixés comprennent l'impôt de à l'État pour le transport des voyageurs.

Les tarifs des dimanches et fêtes subissent les réductions qui seront apportées à tarifs correspondants de la ligne de Marseille à Saint-Marcel.

Au-dessous de trois ans les enfants tenus sur les genoux sont transportés gratuitement.

De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; mais, dans un même compartiment, deux enfants ne peuvent occuper que la place d'un voyageur.

Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.

Les soldats et les sous-officiers en tenue sont transportés à moitié prix et les parcours tarifiés respectivement vingt-cinq centimes (0'25), trente-cinq centimes (0'35) et quarante-cinq centimes (0'45), ils payent dix centimes (0'10), quinze centimes (0'15) et vingt centimes (0'20).

Le prix minimum à percevoir par tête et par voyageur sera de dix centimes même pour les enfants et les militaires qui voyagent à moitié prix.

Les colis à la main seront admis dans les voitures de voyageurs sous la condition qu'ils soient peu volumineux et susceptibles d'être portés sur les genoux sans gêner les voisins.

Si de nouvelles stations ou haltes venaient à être établies, les tarifs à percevoir des voyageurs montant ou descendant à ces stations ou haltes seraient :

Pour les voyageurs montant, ceux qui auraient été perçus s'il était monté à la station ou halte précédente dénommée au tableau ci-dessus des tarifs.

Pour les voyageurs descendant, ceux qui auraient été perçus s'ils étaient descendus à la station ou halte suivante dénommée au tableau ci-dessus des tarifs.

24. (Supprimé.)

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

27. (Supprimé.)

Abaissement des tarifs.

28. Dans la cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans restrictions, au-dessous des limites déterminées par le tarif des taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs voyageurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ou réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux voyageurs.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

29. (Supprimé.)

30. (Supprimé.)

31. (Supprimé.)

32. (Supprimé.)

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'Etat se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entreprise soit subventionnée ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture. Le concessionnaire pourra être tenu de coopérer au service des colis postaux, conformément aux lois, conventions, règlements et tarifs sur la matière.

Les facteurs des postes et télégraphes des bureaux d'Aubagne et de Saint-Marcel en tenue de service seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais de contrôle, sera calculée d'après le chiffre de soixante-quinze francs (75^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra le décret de concession à la caisse du trésorier-payeur général des Bouches-du-Rhône.

38. (Supprimé.)

39. (Supprimé.)

40. Les contestations qui s'élèveront entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département des Bouches-du-Rhône, sauf recours au Conseil d'État.

41. (Supprimé.)

Marseille, le 23 février 1904.

Lu et approuvé :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône,
Signé : MASTIER.

Vu pour acceptation :

Compagnie générale française de tramways.
Le Président du Conseil d'administration,
Signé : Jules ROSTAND.

Arrêté :

Paris, le 25 mars 1904.
Le Ministre des travaux publics,
Signé : E. MARUÉJOULS.

Enregistré à Marseille (1^{er} bureau), le 19 avril 1904, folio 69, case 17. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Thiers.

N° 44858. — *Décret déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Loire, d'une ligne de Tramway entre la place de Plaisance (commune de Saint-Chamond) et le Creux (commune d'Isieux).*

Du 2 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 14 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de la Loire, de deux lignes de tramways à traction mécanique destinées au transport des voyageurs, et des colis à grande vitesse :

1^o Du Creux (commune d'Isieux) à la place de la Liberté (commune de Saint-Chamond) et à la Maladière (commune de Saint-Julien-en-Jarez);

2^o De la gare Paris-Lyon-Méditerranée de Saint-Chamond à la place de la Liberté;

Vu, notamment, le plan d'ensemble desdites lignes;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 24 août 1899;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Saint-Étienne, en date du 31 juillet 1899;

Vu les délibérations du conseil général de la Loire, en date des 26 août 1899, 21 août 1901 et 22 avril 1903, et de la commission départementale, en date des 15 février et 27 février 1904;

Vu la convention passée, le 16 mars 1904, entre le préfet de la Loire.

agissant au nom du département, et la Société anonyme d'électricité de Saint-Chamond, pour la concession de la ligne allant de la place de Plaisance au Creux, ainsi que pour le cahier des charges y annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 27 mai 1902;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 30 août 1902;

Vu la lettre du ministre de la guerre, en date du 10 octobre 1902;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu la loi du 25 juin 1895 sur l'établissement des conducteurs d'énergie électrique;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾ et 13 février 1900⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Loire, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway à traction mécanique destinée au transport des voyageurs et des colis en grande vitesse entre la place de Plaisance (commune de Saint-Chamond) et le Creux (commune d'Izieux).

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la date du présent décret.

2. Le département de la Loire est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 16 mars 1904, entre le préfet de la Loire, au nom du département, et la Société anonyme d'électricité de Saint-Chamond, pour la concession de la ligne sus-mentionnée, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 2 Avril 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUJOUX.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2191, n° 68057.

CONVENTION.

L'an 1904 et le 16 mars,

Entre :

M. *Masclé*, officier de la Légion d'honneur, préfet de la Loire, agissant en vertu de la loi du 10 août 1871, de la loi du 11 juin 1880 et des délibérations du conseil général des 25 août 1899 et 22 avril 1903,

D'une part;

Et M. *Bouchardon*, directeur de la Société anonyme d'électricité de Saint-Chamond, agissant au nom de cette société en vertu d'une délibération de son conseil d'administration en date du 10 août 1899, dont un extrait est annexé aux présentes.

D'autre part;

Il a été convenu et expliqué ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de la Loire, au nom du département, concède, sous réserve de la déclaration d'utilité publique, à la Société anonyme d'électricité de Saint-Chamond, qui accepte, la construction et l'exploitation d'une ligne de tramway à traction mécanique, allant de la place de Plaisance au Creux, sans subvention ni garantie d'intérêt et dans les conditions déterminées par le cahier des charges ci-annexé.

Ce cahier des charges est conforme au type annexé au décret du 6 août 1881, modifié par le décret du 15 février 1900, sauf les modifications introduites aux articles 4, 6, 11, 23, 29, 30 et la suppression des articles 24, 25, 26, 27, 31, 32, 34.

2. Le directeur et le personnel du tramway concédé seront de nationalité française.

3. La société concessionnaire s'engage à recevoir la concession à titre définitif aux conditions du cahier des charges de la présente concession et sous les réserves ci-après stipulées, savoir :

1^o D'un prolongement de la ligne concédée, tendant de la place de Plaisance à la place de la Liberté par la rue de Plaisance, et d'une seconde ligne tendant de la gare Paris-Lyon-Méditerranée de Saint-Chamond à la place de la Liberté, en passant par l'avenue de la Gare et la rue du Rivage, dès que les recettes brutes de la ligne ci-dessus concédée atteindront trente mille francs (30,000^f) par an;

2^o D'un second prolongement de la ligne concédée, tendant de la place de la Liberté à la Maladière par la place Dorian, la rue de la République et la rue de la Réclusière, dès que les recettes brutes des parties exploitées en vertu de la concession primitive et du paragraphe précédent atteindront ensemble le chiffre de quarante-cinq mille francs (45,000^f) par an.

Les délais d'exécution de ces prolongements, à partir des nouvelles déclarations d'utilité publique à intervenir, seront réglés par l'article 3 du cahier des charges ci-annexé.

La concession des lignes ci-dessus prendra fin en même temps que celle de la ligne primitivement concédée.

4. Le département pourra imposer à la société concessionnaire la construction d'un autre prolongement de la ligne concédée, s'étendant du Creux au barrage de Lavalla, quand la recette brute des lignes définies aux articles 1 et 3 ci-dessus atteindra soixante-cinq mille francs (65,000^f).

Il est entendu que le prolongement de la ligne en question jusqu'au barrage de Lavalla ne pourra être imposé à la société concessionnaire qu'à la condition que la concession ait encore à ce moment une durée assurée de vingt années, soit en vertu de la concession primitive, soit en vertu d'une prorogation qui serait consentie à cet effet.

5. Dans un délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, la société concessionnaire devra se substituer une société anonyme spéciale pour la construction et l'exploitation de la ligne faisant l'objet de la présente convention. Cette société de-

viendra responsable de tous les engagements contractés envers le département. Elle devra être agréée par le conseil général du département et la substitution devra être approuvée par un décret délibéré en conseil d'État, en vertu de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

6. Les frais de timbre, d'expédition, d'impression et autres, auxquels pourront donner lieu la présente convention et celles à intervenir ultérieurement pour l'exécution des articles ci-dessus, ainsi que le cahier des charges, seront supportés par la société concessionnaire.

Fait double à Saint-Étienne, le 16 mars 1904.

Pour la Société d'électricité
de Saint-Chamond,
Signé : BOUCHARDON.

Le Préfet de la Loire,
Signé : MASCLÉ.

Enregistré à Saint-Étienne, le 5 mai 1904, folio 48, case 17. — Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : Meige.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et des colis à grande vitesse.

La traction aura lieu par moteur mécanique agréé par l'administration.

Tracé.

2. La ligne partira de la place de Plaisance à Saint-Chamond et empruntera les voies publiques ci-après désignées dans les communes de Saint-Chamond et d'Izieux : rue de Plaisance, cours d'Izieux, chemin de grande communication n° 2 jusqu'au Creux.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de deux mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de quatre mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne puisse être livrée à la circulation et que l'exploitation en soit commencée six mois après la déclaration d'utilité publique.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des caisses des véhicules et celle du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas deux mètres (2^m). La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de trois mètres trente centimètres (3^m 30), non compris la perche du trolley.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre cinquante centimètres (1^m 50).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à vingt-cinq mètres (25").

Le maximum des déclivités est fixé suivant les rampes qui existent sur les voies à emprunter et qui n'excèdent pas quarante-deux centimètres (0^m 42).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable de l'autorité compétente pour approuver les projets d'exécution.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage ou empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empierrement.

La chaussée, empierrée ou pavée de la voie publique, sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel de tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir d'un mètre dix centimètres (1^m 10) au moins.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast d'un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m 90) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui sera réservée à la circulation des voitures ordinaires et des piétons présentera une largeur minimum de cinq mètres (5^m), cette largeur minimum étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'autorité compétente pour statuer sur les projets d'exécution pourra exiger que l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité, du côté de la chaussée de la voie publique, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie en pierre, d'une solidité suffisante. Elle pourra également prescrire, dans les parties de routes ou de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demi-caniveau pavé le long des bordures en pierre. La

ervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) subsistera entre matériel roulant (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés. La voie ferrée sera déblayée de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'acrotement. Dans parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle n'atteignant le niveau des menhirs, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle n'atteignant. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Les rails qui, à l'extérieur, sont au niveau de l'acrotement régularisé, ne forteront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

1. Dans les traverses des villes et des villages les voies ferrées devront, à moins une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails posés dans la chaussée traversant deux trottoirs, ou du moins, entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10). Cette largeur sera mesurée à partir des limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, ils passent en avant de ces limites.

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Quand l'établissement du tramway sur de larges trottoirs, existant dans les traverses, aura été autorisé, on fera application de l'article 7.

Exécution des travaux.

1. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails du type Broca seront en acier et du poids de trente-deux kilogrammes (32^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur une fondation formée par une couche de sable et de cailloux solidement.

Gares et stations.

11. Les voitures ne s'arrêteront pas en pleine voie à la demande des voyageurs mais uniquement à des points fixes.

Le nombre et l'emplacement de tous ces points seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des arrêts ou des haltes pour le service des voyageurs et pour la réception et la livraison des colis aux points suivants :

Place de Plaisance, aciéries de la marine, pont du chemin de fer, le Creux.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à seize.

Matériel roulant. — Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Le matériel roulant devra satisfaire aux conditions fixées ou à fixer pour les transports militaires.

Les trains se composeront de deux voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas seize mètres (16^m).

La vitesse des trains en marche sera, au plus, de quinze kilomètres (15^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin cinquante ans après.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette

expiration; le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée avec toutes les installations faites sur le sol, des voies publiques, ainsi que tous les immeubles et objets immobiliers qui en dépendent, tels que les barrières et clôtures, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, usines et installations de toute nature établies en vue de la production et du transport de l'énergie électrique ou autre destinée à l'exploitation du tramway, bureaux d'attente et de contrôle, etc., établis dans des immeubles exclusivement affectés à cet usage.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettrait pas au mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le

quatrième et le cinquième paragraphes de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881, ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplisse exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant tout

TABLE

Quelle que soit la distance parcourue sur les lignes
définies à l'article 81.

Grande vitesse.

Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces, au moins pendant l'hiver (1 ^{re} classe).....
	Voitures couvertes, fermées à glaces, au moins pendant l'hiver (2 ^e classe).....
Trains ouvriers	définis comme tels dans l'horfre à approuver.....
	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.
Enfants.....	De trois à sept ans, ils payent demi-place, et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur; au-dessus de sept ans, ils payent place entière.

2° MARCHANDISES TRANSPORTÉES À GRANDE VITESSE

Que-le que spit la distance parcourue.

bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs, par colis n'ayant pas un volume supérieur à deux cents décimètres cubes, ni une dimension excédant un mètre ni un poids dépassant quarante kilogrammes, pris ensemble par colis.....

PRIME		
Dr. prime.	Dr. trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 06	0 14	0 20
0 03	0 07	0 10
0 03	0 05	0 08
0 15	0 35	0 50

V. R. — Tout voyageur, dont le bagage pourra être considéré comme colis à la main, n'aura à payer pour le port de ce bagage aucun supplément du prix de sa place.

Les prix déterminés ci-dessus comprennent l'impôt dû à l'État:

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuera lui-même ces transports et ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

24. (Supprimé.)

25. (Supplement.)

26. (Supprimé.)

27. (Supprimé.)

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs et des colis qui lui seront confiés.

Les colis seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les colis ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les colis seront expédiés et livrés de halte en halte, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

Les colis seront expédiés par le premier train de voyageurs correspondant avec leur destination.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

31. (Supprimé.)

32. (Supprimé.)

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuité. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entreprise soit subventionnée ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^e) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu dans le mois qui suivra le décret, à la caisse du trésorier-payeur général de la Loire; son montant sera calculé au prorata de la période restant à courir entre la date du décret et le 31 décembre de l'année en cours.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la Caisse des dépôts et consignations une somme de cinq mille francs (5,000^e), en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes de cette somme en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Saint-Chamond.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Loire.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Loire, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-dessus seront supportés par le concessionnaire.

Saint-Étienne, le 16 mars 1904.

Le Préfet de la Loire,

Signé : MASCLÉ.

Signé : BOUCHARDON.

Enregistré à Saint-Étienne, le 5 mai 1904 folio 43, case 28. — Reçu trois francs cinquante-cinq centimes. — Signé : Metzger.

N° 44859. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux des Ports maritimes.

Du 21 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'edit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements, des communes, des chambres de commerce et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1903 ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, première section, chapitre xxxvi : Ports maritimes. — Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à cinquante-huit mille trois cent quatorze francs neuf centimes (58,314⁰⁹), et réparti entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Avril 1904.

Signé: **EMILE LOUBET.**

Le Ministre des finances,
Signé : **ROUVIER.**

Le Ministre des travaux publics,
Signé : **E. MARÉJOU.**

ÉTAT A.

ÉTAT des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1903.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECHETTES des finances ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1903.					
Bouches-du-Rhône.	La ville de Marseille.	Marseille.....	36244	3 novembre.	2,500 ⁰⁰
	Le département.	Idem.....	36187	7 novembre.	1,500 00
	Idem.....	Caen.....	31861	13 octobre.	1,000 00
Calvados.	Idem.....	Idem.....	32082	Idem.	10,000 00
	La ville de Montfleur.	Pont-d'Évêque.	30373	20 décembre.	500 00
Côtes-du-Nord.	La ville de Dinan.	Dinan.....	30481	3 novembre.	300 00
	La ville de Bordeaux.	Bordeaux.....	34040	28 juillet.	8,162 00
	La commune de Margaux.	Idem.....	35297	22 décembre.	200 00
Gironde...	La commune de Saint-Seurin-de-Cadourne.	Lesparre.....	30201	24 novembre.	162 75
	M. Cousin.....	Cherbourg.....	32033	14 octobre.	660 00
	La ville de Cherbourg.	Idem.....	32349	12 novembre.	4,000 00
Manche...	La commune de Portbail.	Valognes.....	30842	26 novembre.	5,000 00
	La ville du Palais.	Lorient.....	31771	6 novembre.	400 00
Morbihan..	MM. Gallo, Conan, et Guillaume.	Idem.....	32792	Idem.	800 00
Nord.....	La ville de Dunkerque.	Dunkerque.....	30992	27 novembre.	7,000 00
	La ville de Saint-Vaast.	Tveth.....	30601	3 octobre.	3,550 00
Seine-Inférieure.	La chambre de commerce du Havre.	Le Havre.....	31243	10 octobre.	6,084 27
TOTAL pour l'année 1903.....					51,769 02
ANNÉE 1904.					
Seine-Inférieure.	La chambre de commerce du Havre.	Le Havre.....	32073	21 janvier.	6,545 07
TOTAL GÉNÉRAL.....					58,314 09

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 58,314 fr. 09, ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, première section, chapitre XXXVI (Ports maritimes. — Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations).

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Bouches- du-Rhône.	Dérasement de l'anse des Goudes..... 2,500 ⁰⁰	4,000 ⁰⁰
	Construction d'une jetée-abri au quartier des Capucins, dans le golfe de la Clotat..... 1,500 00	
Calvados.....	Entretien des cales de Grandcamp..... 1,000 00	11,500 00
	Dragages du port de Honfleur..... 10,000 00	
Côtes- du-Nord.	Eclairage électrique du port de Honfleur.... 500 00	
	Entretien des voies publiques longeant les quais du port de Dinan.....	300 00
Gironde.....	Dragages du port de Bordeaux..... 8,162 ⁰⁰	8,524 75
	Entretien du port d'Yssan..... 200 00	
	Entretien du port de la Maréchale..... 162 75	
	Taxe d'occupation de la forme de moulins par le Bisson..... 660 00	
Manche.....	Eclairage électrique des quais du port de Cherbourg..... 4,000 00	9,660 00
	Construction d'une levée inassurable contre la dune de la Caillourie..... 5,000 00	
Morbihan....	Dragage supplémentaire à exécuter dans le bassin dit de la Saline, au port du Palais (400 ⁰ + 800 ⁰).....	1,200 00
Nord.....	Entretien des chaussées des quais du port de Dunkerque.	7,000 00
	Rechargement des chaussées du cours de l'Est et du boulevard Carnot, à Saint-Valéry..... 3,550 ⁰⁰	
Seine- Inférieure.	Consummation d'eau sous pression actionnant les grues hydrauliques de l'outillage du port du Havre (6,034 ²⁷ + 6,545 ⁰⁷)..... 12,579 34	16,129 34
	TOTAL.....	58,314 09

N° 44860. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la Navigation intérieure.

Du 21 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements, des communes et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1903;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1903, première section, chapitre xxxiv (*Navigation intérieure. — Rivières. — Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à quarante-sept mille huit cent soixante-dix francs (47,870⁶) et réparti entre diverses entreprises conformément à l'état B annexé au présent décret.

§ 2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances ont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : ROUVIER.

Signé : E. MARTELLOUS.

ÉTAT A.

ÉTAT des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1903.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des communes ou les fonds ont été versés.	SUMMES des récapitulées.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1903.					
Ardèche.	La ville d'Annonay.	Tournon	30967	29 octobre.	5,400 ⁰⁰
	Le département....				1,068 ⁰⁰
	La commune de Saint-Amand..	Saint-Amand..	36174	26 juin.	
	Jouet-sur-l'Aubois	Idem.....	36176	Mém.	154 ⁰⁰
	Divers intéressés...	Idem.....	36176		909 ¹⁵
Cher.....	La commune de Cours-les-Barrés..	Idem.....	30227	27 juillet.	100 ⁰⁰
	Divers intéressés...				1,098 ⁸⁵
	La commune de Marseille-les-Aulifgn.	Sancerre.....	30364	25 août.	50 ⁰⁰
Loire-Inférieure.	Le département....	Nantes.....	33707	26 septembre.	750 ⁰⁰
Mourthe-et-Moselle.	M. Langlois.....	Idem.....	34466	10 novembre.	1,000 ⁰⁰
	M. Paris.....	Nancy.....	35112	25 novembre.	1,040 ⁰⁰
Nord.....	Le département....	Lille.....	38988	14 octobre.	31,000 ⁰⁰
Seine-Inférieure.	La Société des chantiers et ateliers de Saint-Nazaire.	Rouen.....	34238	8 septembre.	890 ⁰⁰
	La Compagnie immobilière des moulins d'Albi...	Albi.....	32008	21 octobre.	2,500 ⁰⁰
Tarn.....			32194	21 novembre.	2,000 ⁰⁰
TOTAL.....					47,870 ⁰⁰

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 47,870 francs ouvert au ministre des Travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1904, première section, chapitre XXIV (Navigation intérieure. — Bâtim. — Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations).

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Artèche.....	Entretien du réservoir de Ternay.....	5,400 fr.
Cher.....	Reconstruction du pont de la Cauche, sur la Loire (1,221' 4-900' 15 + 100' 4-2,128' 85).....	3,300 fr.
Loire-Inférieure.....	Amélioration de la cale de Clermont, sur la Loire (750' + 1,000').....	1,750 fr.
Moselle.....	Entretien de la Moselle capitalisée en aval de Freuval.....	1,040 fr.
Seine-Inférieure.....	Reconstruction du pont de Bernin, sur l'Escaut.....	23,000 fr.
Tarn.....	Dragages en Seine, au droit des chantiers de la « Société des chantiers et ateliers de Saint-Nazaire ».....	800 fr.
	Réparation du barrage de Lamotte-Cardon, sur le Tarn (2,500' + 2,000').....	4,500 fr.
TOTAL.....		47,870 fr.

N° 4486. — Décret portant annulation des catégories de personnel admises à constater les infractions de nature à compromettre les câbles électriques sous-marins affectés à la défense du littoral.

Du 22 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine,

Vu l'article 11 du titre III de l'ordonnance du 14 juin 1843;

Vu des articles 88, 113, 127, 128, 129, 336, 337, 338, 359 et 371 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, du 4 juin 1858;

Vu l'article 16 du décret-loi du 9 janvier 1852 sur la police de la pêche

Vu l'article 84, paragraphes 1 et 3, et l'article 85 du décret-loi disciplinaire et pénal pour la marine marchande, du 24 mars 1852;

Vu l'article 471, paragraphe 15, du Code pénal;

Vu les avis conformes du garde des sceaux, ministre de la justice, et de ministres de la guerre, des finances et des travaux publics,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Les infractions aux lois, décrets et arrêtés en vigueur concernant la conservation du réseau électrique sous-marin affecté

à un titre quelconque à la défense du littoral peuvent être constatées par :

- Les officiers de police judiciaire;
- Les officiers, officiers marins, quartiers-maîtres et marins commandant les bâtiments et embarcations de l'Etat;
- Les inspecteurs et les gendarmes des électro-sémaphores;
- Les gardiens des postes photo-électriques et des observatoires des lignes de torpilles de la défense fixe;
- Les administrateurs de l'inscription maritime;
- Les syndics des gens de mer et les gardes maritimes;
- Les gendarmes maritimes;
- Les inspecteurs des pêches et les gardes-pêches maritimes;
- Les officiers d'administration du service du génie;
- Les gardiens de batterie;
- Les portiers consignés du génie;
- Les agents du service des phares et balises;
- Et les agents du service actif des douanes.

2. Les différentes catégories de personnel indiquées ci-dessus doivent, pour verbaliser utilement, avoir prêté serment devant le tribunal de 1^{re} instance du lieu de leur domicile, à moins qu'elles ne soient obligatoirement assermentées en raison de leurs fonctions propres. Leurs procès-verbaux, dûment signés, font foi jusqu'à preuve contraire.

3. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la marine,

Signé : C. FILLIEUX.

N° 44862. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

1^{er} Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 57, dans les côtes situées entre Maison-Neuve (point 61^{er} 463^m 20) et Riez (65^{er} 385^m 45), et notamment les cotés de la Morthe, suivant la direction générale indiquée par des traits roses pleins sur le plan général visé par l'ingénieur en chef du département de la Haute-Saône, le 6 juillet 1903, lequel plan restera annexé au présent décret;

L'ancienne route sera déclassée du jour où la nouvelle aura été livrée à la circulation sur tout son parcours, et elle sera remise aux communes de la Malachère, de Quenoche et d'Hyet pour recevoir l'affectation indiquée dans les délibérations des conseils municipaux desdites communes en date des 15, 19 et 26 septembre 1903.

2° La dépense à la charge de l'État, évaluée à quatre-vingt-seize mille francs, sera imputée sur les fonds affectés annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les rectifications des routes nationales;

3° Il est pris acte de l'engagement souscrit par le conseil général de la Haute-Saône dans sa délibération du 19 août 1903;

4° L'administration est autorisée à faire l'acquisition de terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

5° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans, à dater du présent décret. (*La Bégué-de-Mazenc, 13 Avril 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Septembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2561.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44863. — *DÉCRET portant répartition du Crédit additionnel ouvert au Ministère des travaux publics, sur l'exercice 1903, par le décret du 12 octobre 1903.*

Du 10 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu le décret n° 359, du 12 octobre 1903, qui a ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, première section, chapitre xxxvi : *Ports maritimes — Travaux ordinaires — Entretien et grosses réparations*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux cent soixante et un mille cent quatre-vingt-dix francs cinq centimes, comprenant une somme totale de mille deux cent cinquante-six francs dix centimes (667' 20 + 588' 90) versée par la société concessionnaire de l'appontement de Panillac (Gironde) pour l'éclairage de l'appontement et de ses abords ;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que ladite somme de mille deux cent cinquante-six francs dix centimes s'applique à des dépenses appartenant régulièrement, non au chapitre xxxvi ci-dessus mentionné, mais au chapitre xxxvii : *Phares, fanaux et balises — Entretien et grosses réparations* ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit additionnel de deux cent soixante et un mille

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

cent quatre-vingt-dix francs cinq centimes (261,190^f 05) ouvert au ministre des travaux publics sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, première section, chapitre xxxvi : *Ports maritimes — Travaux ordinaires — Entretien et grosses réparations*, pour l'emploi de fonds de concours est réparti comme il suit entre les chapitres ci-après désignés, savoir :

CHAP. XXXVI. Ports maritimes. — Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.....	259,933 ^f 95 ^c
— XXXVII. Phares, fanaux et balises. — Entretien et grosses réparations.....	1,256 10
TOTAL ÉGAL.....	261,190 05

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : E. MARUÉJOULS.

N° 44864. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la commande d'un Monument commémoratif de l'entrée de l'escadre russe à Toulon.

De 22 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu la déclaration du receveur des finances de Toulon, constatant qu'il a été versé, le 10 février 1904, une somme de deux mille francs, à titre de deuxième acompte pour la part contributive de la ville de Toulon dans la commande d'un monument commémoratif de l'entrée de l'escadre russe à Toulon;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 16 mai 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (*Service des beaux-arts*), sur l'exercice 1904, chapitre **XXI** : *Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements*, un crédit de deux mille francs (2,000^f) applicable à la commande d'un monument commémoratif de l'entrée de l'escadre russe à Toulon.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours, pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIÉ.

N° 44865. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la commande d'un bas-relief destiné au musée de Lyon.

Du 22 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu le récépissé du receveur des finances de Lyon, constatant qu'il a été versé, le 13 janvier 1904, une somme de six mille deux cent cinquante francs, à titre de premier acompte, pour part contributive de la ville de Lyon, dans la commande, à M. Vermare, d'un bas-relief : « La Saône et le Rhône », destiné au musée de cette ville;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 16 mai 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

deuxième section (*Service des beaux-arts*), sur l'exercice 1904, chapitre XIII : *Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements*, un crédit de six mille deux cent cinquante francs (6,250'), applicable à la commande d'un bas-relief : « La Saône et le Rhône », destiné au musée de la ville de Lyon.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : J. CHAUMIÉ.

N° 44866. — *DÉCRET qui exempte de la Taxe annuelle d'accroissement les biens possédés par les Sœurs du Saint et Immaculé Cœur de Marie, à Niort.*

Du 28 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu le décret du 23 décembre 1852, qui a autorisé les Sœurs du Saint et Immaculé Cœur de Marie, à Niort;

Vu l'avis du préfet des Deux-Sèvres, en date des 3 mars et 25 août 1903;

Vu l'article 3 de la loi du 16 avril 1895;

Les sections réunies des finances, de la guerre, de la marine et des colonies, et de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les biens possédés par les Sœurs du Saint et Immaculé Cœur de Marie, à Niort, tels qu'ils sont désignés dans l'état de consistance ci-annexé, sont exemptés de la taxe annuelle d'accroissement édictée par la loi du 16 avril 1895, dans les proportions et suivant les indications portées audit état.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

ÉTAT des biens possédés par les Sœurs du Saint et Immaculé Cœur de Marie, à Niort,
pour lesquels l'exemption de taxe est accordée.

d'ordre.	DÉSIGNATION SOMMAIRE et lieu de situation des biens.	VALEUR		OBSERVATIONS.
		des meubles.	des immeubles.	
	Services d'administration....	2,000 ⁰⁰	88,400 ⁰⁰	Exemption de 25 p. o/o.
	Chapelles et serres.....	"	27,600	Idem.
	Noviciat.....	2,000 00	26,000	Idem.
	Orphelinat :			
	Meubles et immeubles.....	5,000 00	50,000	Exemption de 92 p. o/o.
	Rente sur particuliers.....	48,000 00	"	Non-exemption.
	1,063 ⁰⁰ de rente 3 p. o/o.....	34,724 00	"	Exemption totale.
	3 ⁰⁰ de rente 3 p. o/o.....	98 00	"	Non-exemption.
	Écoles.....	1,600 00	15,600	Idem.
	Partie occupée par les dames pensionnaires.....	"	100,000	Idem.
	Asile :			
	Meubles et immeubles.....	4,072	50,000	Exemption de 85 p. o/o.
	10,203 ⁰⁰ de rente 3,50 p. o/o sur l'Etat.....	295,449 75	"	Exemption totale.
	Meubles et immeubles.....	728 50	17,000	Non-exemption.
	934 ⁰⁰ de rente 3 p. o/o.....	29,510 34	"	Idem.
	Écoles :			
	Meubles et immeubles.....	210 00	3,000	Idem.
	900 ⁰⁰ de rente.....	29,400 00	"	Idem.
	Assistance :			
	Meubles et immeubles.....	400 00	4,000	Idem.
	100 ⁰⁰ de rente.....	3,266 34	"	Idem.
	Écoles.....	500 00	3,700	Idem.
	Ouvroir.....	312 00	3,300	Idem.
	Orphelinat.....	100 00	1,000	Idem.
	Écoles.....	627 00	9,200	Idem.
	Orphelinat.....	100 00	800	Idem.
	Meubles et immeubles.....	743 00	6,000	Idem.
	Meubles et immeubles.....	897 00	3,000	Idem.
	Rentes.....	24,000 00	"	Idem.
	Meubles et immeubles.....	1,104 00	32,300	Idem.
	Rentes.....	11,978 00	"	Idem.
	Meubles et immeubles.....	645 00	3,000	Idem.
	Rentes.....	24,000 00	"	Idem.
	Meubles et immeubles.....	732 00	6,000	Idem.
	Rentes.....	22,055 75	"	Idem.
	Le Cormier.....	602 00	5,000	Idem.
	Meubles.....	499 00	"	Idem.
	Rente.....	5,206 20	"	Idem.
	Meubles et immeubles.....	503 00	7,600	Idem.
	Meubles et immeubles.....	857 00	5,000	Idem.
	Rente.....	7,440 80	"	Idem.
	Meubles et immeubles.....	431 00	5,000	Idem.

Vu pour être annexé au décret en date du 28 mai 1904.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 11867. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'intérieur et des cultes, un Crédit additionnel en augmentation des Restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902.*

En 22 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

Vu l'état annexé des créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état annexé concernent des services prévus aux budgets des exercices 1900, 1901 et 1902 et n'existant pas les crédits qui leur étaient applicables;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur et des cultes, en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1900, 1901 et 1902, un crédit total de cent quatre-vingt mille soixante-neuf francs dix-sept centimes (180,069¹⁷), représentant le montant de nouvelles créances liquidées à la charge de ces exercices, suivant le tableau ci-annexé.

2. Le paiement de ces créances pourra, en conséquence, être ordonné par imputation sur l'exercice courant.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources ordinaires du budget.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

EXERCICE CLOS.

(France.)

EXERCICE 1900.

Chapitre LIV. Matériel et dépenses diverses des établissements thermaux affermés.....	628 ^f 29
Travaux exécutés à l'établissement thermal de Nérès (Allier), à la suite de l'incendie du mois d'août 1900 :	
Par le sieur André (Jean), entrepreneur de charpente.....	289 ^f 77 ^c
Par le sieur Pagois, entrepreneur de couverture.....	27 00
Par le sieur Vilatte fils, plâtrier, entrepreneur de maçonnerie.....	231 42
Par le sieur Bonnamour, entrepreneur de menuiserie.....	55 20
Par le sieur Jabot, entrepreneur de couverture.....	25 00
TOTAL du chapitre LIV.....	628 29

(Liquidation tardive des dépenses.)

Chapitre LXX. Transport des détenus et des libérés.....	6 00
Transport d'un condamné, en 1900, par le sieur Arnould, voiturier à Pertuis (Vaucluse).....	6 ^f 00 ^c

(Créance réclamée tardivement.)

TOTAL de l'exercice 1900.....	634 29
-------------------------------	--------

EXERCICE 1901.

Chapitre XXIII. Matériel des cours d'appel.....	341 ^f 55 ^c
Fourniture d'eau, en 1901, à la cour d'appel de Paris....	341 ^f 55 ^c

(Créance réclamée tardivement.)

Chapitre L. Contribution de l'État aux pensions constituées par les départements ou par les communes en faveur des vieillards ou des incurables.....	167 13
Contribution de l'État aux dépenses occasionnées, en 1901, dans les départements ci-après désignés, par le service de l'assistance aux vieillards et aux incurables :	
Drôme.....	121 ^f 43 ^c
Hérault.....	46 00
TOTAL du chapitre L.....	167 13

(Liquidation tardive des dépenses.)

Chapitre LII. Assistance médicale gratuite.....

Solde de la contribution de l'État aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite, en 1901, dans les départements ci-après :

Sarthe.....	29' 84'
Yonne.....	22 79

TOTAL du chapitre L.....	51 63
---------------------------------	--------------

(Liquidation tardive des dépenses.)

Chapitre LXXIV. Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires

Frais de traitement à l'asile de Montredon, au Puy (Haute-Loire), d'un détenu aliéné, en 1901

75' 60'

(Créance réclamée tardivement.)

Chapitre LXXV. Transport des détenus et des libérés.....

Remboursement au receveur municipal de Brive (Corrèze), d'avances de secours de route, en 1901

1' 08'

Transport d'un condamné, en 1901, par le sieur *Giry*, voiturier à Saint-Appolinard (Loire).....

8 00

Transport d'un condamné, en 1901, par le sieur *Monier*, voiturier à Firminy (Loire).....

6 50

Transport d'un condamné, en 1901, dans le département de l'Orne, par la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest.....

4 50

Transport d'un condamné, en 1901, par le sieur *Rousseau*, voiturier à Saint-Ouerne (Deux-Sèvres).....

3 00

Transport d'un condamné, en 1904, par le sieur *Arnaud*, voiturier à Pertuis (Vaucluse).....

6 00

TOTAL du chapitre LXXV.....	29 08
------------------------------------	--------------

(Créances réclamées tardivement.)

Chapitre XC. Subventions aux départements et aux communes pour la réparation de dommages causés aux routes départementales et aux chemins vicinaux par les inondations de 1900.....

Subvention à la commune de Bayeux-Saint-Gérôme (Ain), pour la réparation de dommages causés à ses chemins vicinaux par les inondations de 1900.....

495' 00'

Subvention aux communes du département de l'Ardeche ci-après désignées, pour la réparation de dommages causés aux chemins vicinaux par les inondations de 1900 :

<i>Vagnas</i>	75 00
<i>Le Plagnal</i>	156 20
<i>Empurany</i>	106 00
<i>Dessaignes</i>	106 00
<i>Burzet</i>	514 00
<i>Saint-Barthélemy-le-Pin</i>	25 00
<i>Saint-Alban-en-Montagne</i>	1,503 00
<i>Saint-Étienne-du-Lugdardès</i>	440 00
<i>Meyras</i>	8,100 00
<i>Saint-Désirat</i>	104 00

Saint-Romain-le-Désert.....	153' 00°
Torrenc.....	49 00
Payzac.....	229 00
Sainte-Eulalie.....	165 00
Juvinas.....	94 00
Devesset.....	210 00
Saint-Jeure-d'Andaurre.....	356 00
Rochepeule.....	314 00
Sagnes.....	94 00
Rosières.....	291 00
Issaulas.....	30 00
Lentilhères.....	214 00
Saint-Genest-Lachamp.....	61 00
Saint-André-Lachamp.....	645 00
Labanme.....	76 00
Subvention au département de l'Ardèche pour la réparation de dommages causés à divers chemins d'intérêt commun par les inondations de 1900.....	1,556 00
Subvention aux communes du département de la Drôme ci-après désignées, pour la réparation des dommages causés aux chemins vicinaux par les inondations de 1900 :	
Eygalages.....	441 00
Bathernay.....	81 00
Subvention au département de la Drôme pour la réparation de dommages causés à divers chemins de grande communication et d'intérêt commun par les inondations de 1900.....	5,544 00
Subvention à la commune de Saint-Ippolyte-de-Caton (Gard) pour la réparation de dommages causés à ses chemins vicinaux par les inondations de 1900.....	309 00
Subvention au département du Gard pour la réparation de dommages causés à des chemins d'intérêt commun et de grande communication par les inondations de 1900.....	2,347 00
Subvention au département de la Loire pour la réparation de dommages causés au chemin d'intérêt commun n° 56 par les inondations de 1900.....	147 00
Subvention aux communes du département de la Lozère ci-après désignées, pour la réparation des dommages causés à leurs chemins vicinaux par les inondations de 1900 :	
Rousses.....	1,037 00
La Salle-Prunet.....	6,214 00
Collet-de-Dèze.....	2,605 00
Bedonès.....	2,079 00
Florac.....	284 00
Subvention au département de la Lozère pour la réparation de dommages causés à divers chemins de grande communication par les inondations de 1900.....	23,851 00
Subvention au département du Var pour la réparation de dommages causés à deux chemins d'intérêt commun par les inondations de 1900.....	2,223 00
TOTAL du chapitre xc.....	63,323 00

(Liquidation tardive des dépenses.)

TOTAL de l'exercice 1901.....	63,988' 99°
-------------------------------	-------------

EXERCICE 1902.

Chapitre XXVI. Matériel des cours d'appel..... 2,710 21
Fournitures diverses faites, en 1902, à la cour d'appel de Grenoble (Isère) :

Par le sieur C. Montané, imprimeur à Saint-Gaudens.....	37 ^f 60 ^c
Par le sieur de Renéville, ingénieur à Grenoble....	160 00
Par l'Administration de la jurisprudence générale Dalloz.....	30 00
Abonnements dus, en 1902, par la cour d'appel d'Orléans (Loiret), à l'administrateur gérant de la Gazette des Tribunaux.....	73 00
Travaux de reliure exécutés, en 1902, pour la cour d'appel de Nancy, par le sieur Destrées (A.), relieur à Nancy (Meurthe-et-Moselle).....	37 12
Fourniture de gaz, en 1902, à la cour d'appel par la Compagnie du gaz de Nancy (Meurthe-et-Moselle).....	256 40
Fourniture de voitures, en 1902, à la cour d'appel par les sieurs Esch, loueurs de voitures à Nancy (Meurthe-et-Moselle).....	36 00
Fournitures diverses, en 1902, à la cour d'appel par le sieur Sidot, libraire à Nancy (Meurthe-et-Moselle).....	117 00
Fournitures diverses, en 1902, à la cour d'appel par le sieur Ippensen (Ch.), papetier à Nancy (Meurthe-et-Moselle).....	248 40
Fourniture de charbon, en 1902, à la cour de Douai (Nord) par le sieur Asoir (Paul), négociant en charbon à Douai.....	349 95
Remboursement au département de la Seine, de la part du ministère de l'intérieur, dans les dépenses de grosses réparations effectuées, en 1902, aux localités communes du Palais de justice de Paris.....	1,364 72

TOTAL du chapitre XXVI..... 2,710 21

(Liquidation tardive de la dépense.)

Chapitre XLVII. Remboursement des frais d'assistance occasionnés par des individus sans domicile de secours, autres que ceux qui bénéficient de la loi du 15 juillet 1893..... 487 64

Remboursement à M. Gérard, ministre de France à Bruxelles, d'avances faites pour frais d'entretien, en 1902, des aliénés Popehier et Auberge :

Principal : 46 ^f + 113 ^f 75 + 110 ^f 40.....	} = 275 ^f 54 ^c
Bonification de 2 p. 0/0 : 0 ^f 92 + 2 ^f 27 + 2 ^f 30.....	
Remboursement au département du Haut-Rhin de frais d'entretien et de rapatriement, en 1902, de l'aliénée Graff, femme Jehl : 100 ^f + 112 ^f 10 = ..	212 10

TOTAL du chapitre XLVII..... 487 64

----- (Liquidation tardive des dépenses.)

Chapitre LIII. Contribution de l'État aux pensions constituées par les départements ou par les communes en faveur des vieillards ou des incurables.....	31,697' 74"
Contribution de l'État aux dépenses du service de l'assistance aux vieillards et aux incurables, en 1902, dans le département de la Drôme.....	79' 27"
Solde de la contribution de l'État aux dépenses du service de l'assistance aux vieillards et aux incurables, en 1902, dans les départements ci-après :	
Hérault.....	174 75
Rhône.....	1,128 14
Seine.....	30,323 58
TOTAL du chapitre LIII.....	31,697' 74"

(Liquidation tardive des dépenses.)

Chapitre LIV. Assistance médicale gratuite.....	77,626 82
Solde de la contribution de l'État aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite, en 1902, dans les départements ci-après désignés :	
Allier.....	3,267' 83"
Basses-Alpes.....	4,834 94
Ariège.....	22,886 71
Calvados.....	6,195 90
Côte-d'Or.....	128 54
Creuse.....	4,597 74
Eure-et-Loir.....	3,410 23
Ille-et-Vilaine.....	12,977 43
Jura.....	3,472 71
Loir-et-Cher.....	3,644 29
Meuse.....	123 07
Nièvre.....	3,828 78
Puy-de-Dôme.....	6,947 28
Tarn-et-Garonne.....	2,729 28
Yonne.....	5,689 68
TOTAL du chapitre LIV.....	77,626 82

(Liquidation tardive des dépenses.)

Chapitre LXXIV. Entretien des détenus.....	323 40
Remboursement au sieur <i>Ferrary</i> , entrepreneur des services économiques des prisons du département de la Gironde, d'une retenue pour retard dans l'exécution du cahier des charges, en 1902.....	150' 00"
Indemnité supplémentaire allouée au sieur <i>Ferrary</i> , entrepreneur des services économiques des prisons du département de la Haute-Marne, pour la mise en pratique, en 1902, du régime cellulaire à la prison de Vassy.....	173 40
TOTAL du chapitre LXXIV.....	323 40

(Créances réclamées et réglées tardivement.)

Chapitre LXXVII. Transports des détenus et des libérés.....	241 80
Transport d'un condamné, en 1902, par le sieur <i>Ginoux</i> , voiturier à Mayres (Ardèche).....	13' 20"
Transport d'un condamné, en 1902, par le sieur <i>Damon</i> , voiturier au Cheylard (Ardèche).....	22 00
Transport d'un condamné, en 1902, dans le département des Bouches-du-Rhône par la Compagnie des Messageries maritimes.....	52 20

Transport d'un condamné, en 1902, dans le département du Calvados par la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest.....	25' 60 ^c
Transport d'un condamné, en 1902, par le sieur Duvernoy, voiturier à Ruines (Cantal).....	6 00
Transport d'un condamné, en 1902, par le sieur Gras, voiturier à Chaliers (Cantal).....	5 00
Transport d'un condamné, en 1902, par le sieur Tousseint, propriétaire à Vailly-en-Vauldre (Cher).....	12 00
Transport d'un condamné, en 1902, par le sieur Giansily, charretier à Cahocuccia (Corse).....	12 00
Transport d'un condamné, en 1902, par le sieur Leonetti, propriétaire à Serra-di-Ferra (Corse).....	20 00
Transport d'un condamné, en 1902, dans le département de l'Enre par la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest.....	23 80
Transport d'un condamné, en 1902, dans le département d'Ille-et-Vilaine par la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest.....	11 50
Frais d'escorte d'un condamné, en 1902, par les gendarmes Estienne et Coulin, à Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne).....	2 50
Transport d'un condamné, en 1902, par le sieur Paschard, entrepreneur de transports à Saint-Léger-sur-Beuvois (Saône-et-Loire).....	12 00
Transports de condamnés, en 1902, par le sieur Minos, voiturier à Rochefort-en-Yvelines (Seine-et-Oise).....	24 00
TOTAL du chapitre LXXVII.....	241 80

(Créances réclamées tardivement.)

Chapitre LXXXIV. Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire.....	148' 45'
Paiement à M ^r Sian, notaire à Aniane (Hérault), de frais de quittance, main-levée et supplément de purge légale, en 1902, occasionnées par l'acquisition de la propriété de Mathieu Jouhet.....	148' 45'

(Liquidation tardive de la créance.)

Chapitre LXXXV. Construction et aménagement des prisons cellulaires dans les conditions déterminées par les lois des 5 juin 1875 et 4 février 1895.....	2,209 83
Subvention allouée, en 1902, au département de Seine-et-Marne, pour la transformation de la prison de Meaux... 2,177' 43"	
Travaux de nettoyage et de terrassement exécutés en 1902, à la prison cellulaire de Poitiers (Vienne), par le sieur Gatellier, entrepreneur à Poitiers....	32 40
TOTAL du chapitre LXXXV.....	2,209 83

(Liquidation tardive des créances.)

TOTAL de l'exercice 1902.....	115,445 89
--------------------------------------	-------------------

RÉCAPITULATION.

Exercice 1900.....	634' 29"
Exercice 1901.....	63,988 99
Exercice 1902.....	115,445 89
TOTAL.....	180,069 17

N° 44868. — DÉCRET qui ouvre au *Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts* un *Crédit additionnel en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices clos 1901 et 1902.*

Du 17 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu l'état ci-annexé de créances liquidées à la charge du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (*Beaux-Arts*), additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1901 et 1902;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 juin 1904;

Considérant qu'aux termes de l'article 126 du décret précité les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des dépenses prévues aux budgets des exercices 1901 et 1902 et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler à la clôture de ces exercices,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1901 et 1902, un crédit supplémentaire de cinquante mille cinq cent trente-cinq francs cinq centimes (50,535'05), montant de nouvelles créances liquidées à la charge de ces exercices, conformément au relevé sus-indiqué.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, deuxième section (*Beaux-Arts*), en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIÉ.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

RELEVÉ de nouvelles créances reconnues en augmentation des restes à payer et à ordonnancer sur le chapitre des exercices clos du budget de l'exercice

CHAPITRES DES ANCIENS BUDGETS.		LIEU de l'ordonnement ou des mandats- ments.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES.
N ^{os} mémor.	Désignation.			
43	Entretien des bâtiments civils.	Paris (direct).	Le receveur municipal, trésorier de la ville de Paris.	Épreuves à eau effectuées par sapeurs-pompiers.
43	Entretien des bâtiments civils.....	Paris (direct).	La société industrielle des téléphones, 26, rue du Quatre-Septembre	Entretien, pendant l'année 1901, d'avertisseurs d'incendie..... Magasins des décors de l'Opéra-Comique. — Entretien pendant l'année 1901, d'un tisseur privé d'incendie.
60	Archives nationales. — Création d'une salle publique de travail. Installation définitive des archives de la marine.	Paris (direct).	M. Thomas, architecte.	Honoraires sur travaux effectués en 1901 aux Archives nationales.
33	Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	Département (direct). Beauvais (Oise)	M. de Grammont, commis comptable à la Manufacture nationale de Beauvais.	Remboursement d'avances faites en 1901 pour le service de la manufacture ord ⁿ 1608, dernière compture (avance)..... Dépenses payées..... Reste dû.....
41	Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée.	Bordeaux (Gironde). Seine (délégation).	M. Lacombe, architecte ordinaire des monuments historiques. Le préfet.....	Vacations dues pour l'année quinze relevés du service de la commission des monuments historiques. Part contributive des monuments historiques (Chapelle) dans les localités du Pals de justice judiciaires.

étés par les comptes définitifs des exercices 1901 et 1902 et qui sont à
ditions prévues par l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

TOTAL		NUMÉROS d'ordre des crédances.	OBSERVATIONS.
par chapitre.	par exercice.		
ÉLYSIÉES.			
		413	
E.			
91 ^f 80 ^c		414	
1,520 ^f 43 ^c	1,612 ^f 23 ^c	415	
		315	
14 ^f 97 ^c		316	
		317	

CHAPITRES DES ANCIENS BUDGETS.		LIEU de l'ordonnan- cement ou des mandate- ments.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET DES CRÉAN-
Nu- méro.	Désignation.			
41	Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de mou- lages pour les mu- sées de Cluny et de sculpture comparée.	Seine (déléga- tion).	Le préfet.....	Part contributive du sé- monuments historique (Chapelle) dans les pro- cessions exécutées pen- dant 1902 dans les communes du Palais de Paris.
45	Entretien des bâti- ments civils.	Idem.....	Idem.....	Entretien pendant l'année des localités du Palais de justice communes aux di- visions judiciaires.
45	Entretien des bâti- ments civils.....	Paris (direct).	Société industrielle des téléphones, rue du Quatre- Septembre, n° 25.	Entretien pendant l'année d'avertisseurs privés d'incendie..... Magasins des décorations Comique : Entretien pendant l'année d'avertisseurs privés d'incendie.....
46	Grosses réparations des bâtiments civils.	Seine (déléga- tion).	Le préfet.....	Travaux de grosses ré- parations exécutés pendant l'année dans les localités du Palais de justice communes aux services judiciaires.
47	Grosses réparations des bâtiments civils....	Paris (direct).	La Société anonyme des établissements Geneste Herscher et compagnie, rue du Chemin-Vert, n° 42.	Chauffage et ventilation
		Idem.....	La Compagnie gé- nérale de travaux d'éclairage et de force, rue Lamar- tine, n° 23. M. E. Clémenceau, ad- ministrateur dé- légué.	Éclairage électrique.
		Idem.....	M. Louis Bernier, architecte.	Honoraires sur les dessins.
		Idem.....	M. Garreau, vérifi- cateur.	Idem.....

[illegible]

CHAPITRES DES ANCIENS BUDGETS.		LIEU de l'ordonnan- cement ou des mandate- ments.	BONS ET PRÉTONS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES.
Num. mémor.	Désignation.			
48	Entretien des palais nationaux.....	Paris (direct).	Le receveur municipal, trésorier de la ville de Paris.	Droit d'occupation pour un tisseur d'incendie.
48	Entretien des palais nationaux.....	Paris (direct).	Le receveur percepteur de la 2 ^e division du 1 ^{er} arrondissement municipal.	Écoulement direct à l'égout.
		Idem.....	Le laboratoire central d'électricité.	Essais d'électricité.....
	Grosses réparations des palais nationaux.	Paris (direct).	MM. A. Dubois et Nicolle, rue Saint-Amand, n ^o 7-13.	Serrurerie.....
		Idem.....	M. L. Hervé, rue de Thorigny, n ^o 4.	Fumisterie.....
		Idem.....	MM. Tassart, Balas, Barbas et compagnie, boulevard de Strasbourg, n ^o 85.	Plomberie.....
		Idem.....	M. E. Toussaint, boulevard de Port-Royal, n ^o 92.	Peinture, vitrerie.....
		Idem.....	M. Guadel, architecte.	Honoraires sur les travaux dessus.
		Idem.....	M. Préau, vérificateur.	Idem.....
59	Bibliothèque nationale Travaux d'agrandissement.....	Paris (direct).	MM. Piollet-Marie et Leguerrier, rue de l'Aqueduc, n ^o 7.	Plomberie.....
		Idem.....	M. J.-L. Pascal, architecte.	Honoraires sur les travaux dessus.
		Idem.....	M. Didelot, vérificateur.	Idem.....

Vu pour être annexé au décret en date du 17 juin 1904.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : J. CHAUMIÉ.

TOTAL		NUMÉROS d'ordre des créances.	OBSERVATIONS.
par chapitre.	par exercice.		
		326	
		327	
609' 43'		328	
		329	
		330	
		331	
		332	
		333	
5,444 26		334	
		335	
		336	
		337	
9,319 22			
	48,922 82		
	50,535 05		

N° 44869. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1904
crédit non employé en 1903, applicable aux opérations cadastrales.

Du 21 Juin 1904.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
la loi du 31 juillet 1821, relative à la fixation du budget des recettes
dépendances de l'exercice 1821;
la loi du 2 août 1829, relative à la fixation du budget des recettes
exercice 1830;

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851;

Vu la loi du 29 mai 1889 (art. 33), concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1888 et 1889;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi du 17 mars 1898, tendant à rendre plus rapide et plus économique la revision du cadastre;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les décrets des 1^{er} février, 1^{er} juin, 21 juin, 2 octobre 1903 et celui du 13 janvier 1904, ouvrant au ministre des finances, sur le chapitre LXXI: *Subventions, triangulation, matériel et dépenses diverses* du budget de l'exercice 1903, des crédits s'élevant à sept cent sept mille trois cent trente-sept francs cinquante-deux centimes, représentant le total des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, et provenant tant des subventions de l'État que du produit des centimes départementaux ou des versements des communes;

Vu les documents administratifs desquels il résulte]que, sur le crédit total de sept cent sept mille trois cent trente-sept francs cinquante-deux centimes, une somme de quarante-deux mille quatre-vingt-cinq francs vingt-neuf centimes reste sans emploi à la clôture de l'exercice 1903, après déduction de la somme de quatre cent huit mille quatre-vingt-neuf francs, qui a déjà fait l'objet d'un décret de report à l'exercice 1904;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Une somme de quarante-deux mille quatre-vingt-cinq francs vingt-neuf centimes (42,085'29) restant sans emploi sur les crédits spéciaux ouverts par décrets des 1^{er} février, 1^{er} juin, 21 juin, 2 octobre 1903 et par celui du 13 janvier 1904, au chapitre LXXI du budget de l'exercice 1903: *Cadastre, subventions, triangulation, matériel et dépenses diverses*, et se décomposant comme suit:

CHAP. LXXI. Art. 1 ^{er} , § 2. — Subventions de l'État.....	5,639'32
§ 3. — Centimes départementaux.....	26,878 18
— Versements des communes.....	9,567'79
TOTAL ÉGAL.....	42,085 29

est et demeure annulée sur cet exercice.

2. La même somme de quarante-deux mille quatre-vingt-cinq francs vingt-neuf centimes (42,085'29) est reportée avec la même affectation au chapitre LXXI, article 1^{er}, paragraphe 2 (5,639'32) et paragraphe 3 (26,878'18 + 9,567'79) du budget de l'exercice 1904: *Cadastre, subventions, triangulation, matériel et dépenses diverses*.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 2 ci-dessus au moyen des ressources versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds concours.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44870. — DÉCRET portant fixation de la taxe d'affranchissement des colis postaux à destination de divers bureaux autrichiens établis en Turquie.

Du 3 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 7 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892 et 8 avril 1898 sur le service des colis postaux;

vu les décrets des 27 juin 1892⁽¹⁾, 5 septembre 1897⁽²⁾, 26 décembre 1897⁽³⁾ et 9 décembre 1899⁽⁴⁾;

vu les indications du tableau A allemand, concernant la transmission des colis postaux à destination des bureaux autrichiens établis en Turquie; sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} août 1904, la taxe d'affranchissement des colis postaux ne dépassant pas le poids de cinq kilogrammes (5^k), à destination de Durazzo, Janina, Prevesa, Saint-Jean-de-Medua, Santi-ranta, Scutari d'Albanie et Valona (bureaux autrichiens en Turquie) acheminés par la voie d'Allemagne, sera perçue conformément aux indications du tableau annexé au présent décret.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,
Signé : G. DOUMERGUE.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1499, n° 25415.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1902, n° 33453.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2032, n° 35680.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 2122, n° 37384.

TABEAU indiquant les taxes d'affranchissement (1)

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS.	VOIE DE TRANSMISSION.	
France.....	Voie d'Allemagne.....	25
Corse et Algérie.....	Voie de France et d'Allemagne.....	15
Agences maritimes françaises :		
Au Maroc et à Tripoli de Barbarie.....	Idem.....	20
Bureaux de poste français :		
En Turquie.....	Idem.....	30
A Zanzibar.....	Idem.....	10
En Chine. { Shanghai.....	Idem.....	10
Autres bureaux.....	Idem.....	10
Colonies françaises :		
Sénégal, Guinée, Côte des Somalis.....	Idem.....	30
Martinique, Guadeloupe, Guyane, Côte d'Ivoire, Dahomey et dépendances, Congo, Inde, la Réunion, Comores, Madagascar et dépendances.	Idem.....	25
Indo-Chine (Cochinchine, Cambodge, Laos, Annam, Tonkin), Nouvelle-Calédonie.	Idem.....	30
Nouvelles-Hébrides.....	Idem.....	20
Tahiti.....	Idem.....	20

(1) Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

**N° 44871. — DÉCRET portant modification de la taxe des Colis postaux
à destination de la Rhodésie.**

Du 5 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 7 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892 et 8 avril 1898, sur le service des colis postaux;

Vu les décrets des 27 juin 1892 ⁽¹⁾ et 26 décembre 1898 ⁽²⁾;

Vu la convention internationale du 15 juin 1897, concernant l'échange des colis postaux, et celles des 18 juin 1886 et 9 juillet 1895, conclues pour le même objet entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1499, n° 25415.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1032, n° 35680.

les colis postaux désignés à l'article 1^{er} du décret ci-dessus.

DECOMPOSITION DE LA TAXE.

Port du pays ou la colonie d'origine.	Apport maritime en France.	Transit français.	Transit allemand.	Transit autrichien.	Paquebot de port de pays de destination.	Total.
0 ^{fr} 50 ^{cs} 0 25	0 ^{fr} 25 ^{cs}	0 ^{fr} 50 ^{cs}	0 ^{fr} 50 ^{cs} 0 50	0 ^{fr} 50 ^{cs} 0 50	0 ^{fr} 50 ^{cs} 0 50	2 ^{fr} 00 ^{cs} 2 50
0 50	0 50	0 50	0 50	0 50	0 50	3 00
0 50 0 50 0 50 1 50	0 75 2 00 2 00 3 00	0 50 0 50 0 50 0 50	0 50 0 50 0 50 0 50	0 50 0 50 0 50 0 50	0 50 0 50 0 50 0 50	3 25 4 50 5 50 6 50
0 50 0 50	1 00 2 00	0 50 0 50	0 50 0 50	0 50 0 50	0 50 0 50	3 50 4 50
0 50	3 00	0 50	0 50	0 50	0 50	5 50
0 50 0 50	3 25 5 00 ⁽¹⁾	0 50 0 50	0 50 0 50	0 50 0 50	0 50 0 50	5 75 7 50

⁽¹⁾ Paquebot de Tahiti à Sydney, 2 francs; paquebot d'apport en France, 3 francs.

Vu les indications portées sur les documents fournis à l'administration française par les Offices anglais et indien;

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} août 1904 :

1° La taxe des colis postaux de zéro à trois kilogrammes (0 à 3^k), à destination de la Rhodésie du Nord-Est, acheminés par la voie d'Angleterre, taxe fixée par le décret du 5 septembre 1901, est portée à celle des colis à destination de la Rhodésie du Sud, indiquée dans le même décret :

2° Les colis de trois à cinq kilogrammes (3 à 5^k) sont, de plus, admis pour les destinations précitées, et la voie nouvelle de l'Inde

britannique est ouverte à l'acheminement. Les taxes correspondantes à ces extensions de poids et voie nouvelle, à percevoir au départ de France et des établissements français de l'étranger, sont indiquées au tableau A annexé au présent décret;

3° Les colis déposés dans les colonies françaises, pour les possessions britanniques dont il s'agit, sont soumis aux taxes d'affranchissement spécifiées au tableau B également annexé au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont

TABEAU A.

Tableau indiquant les taxes à percevoir en France, en Corse, et dans les colonies, des colis postaux à destination des possessions britanniques.

LIEUX DE DÉPÔT DES COLIS.	POIDS des colis.	TAUXES	
		le Rhodésie du Nord-Est et du Sud. Voie d'Angleterre	le Rhodésie du Nord-Est et du Sud. Voie d'Angleterre
France ⁽¹⁾	3 à 5 ¹ 5	25 ¹ 75 ^a .	.
Corse et Algérie ⁽¹⁾ (au port).....	3 à 5 5	26 00 .	.
Corse et Algérie ⁽¹⁾ (à l'intérieur).....	3 à 5 5	26 25 .	.
Agences maritimes françaises :			
Au Maroc et à Tripoli de Barbarie.....	3 à 5 5	26 75 .	.
Bureaux français :			
En Turquie.....	3 à 5 5	27 00 .	.
A Zanzibar.....	3 à 5 5	28 25 .	.
En Chine. {	Shanghai.....	3 à 5 5	29 25 .
	Autres bureaux.....	3 à 5 5	30 25 .
			.

⁽¹⁾ Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,
Signé : G. DOUMERGUE.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes
et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

dans les établissements français de l'étranger pour l'affranchissement
la Rhodésie du Nord-Est et de la Rhodésie du Sud.

Rhodésie du Sud. (Voie de l'Inde.)	DÉCOMPOSITION DE LA TAXE.						Total.
	Part du pays d'origine.	Apport maritime en France.	Part française.	Part maritime. (Manche anglaise et au delà.)	Apport maritime dans l'Inde.	Parts indienne et au delà.	
"	"	"	0 ^f 50 ^a	25 ^f 25 ^a	"	"	25 ^f 75 ^a
"	"	"	0 50	"	2 ^f 00 ^a	6 ^f 10 ^a	8 60
12 ^f 70 ^a	"	"	0 50	"	2 00	10 20	13 70
"	"	0 ^f 25 ^a	0 50	25 25	"	"	26 00
"	0 ^f 25 ^a	0 25	0 50	"	2 00	6 10	9 10
13 20	0 25	0 25	0 50	"	2 00	10 20	13 20
"	0 25	0 25	0 50	25 25	"	"	26 25
"	0 25	0 25	0 50	"	2 00	6 10	9 10
13 20	0 25	0 25	0 50	"	2 00	10 20	13 20
"	0 50	0 50	0 50	25 25	"	"	26 75
"	0 50	0 50	0 50	"	2 00	6 10	9 60
13 70	0 50	0 50	0 50	"	2 00	10 20	13 70
"	0 50	0 75	0 50	25 25	"	"	27 00
"	0 50	"	"	"	2 00	6 10	8 60
12 70	0 50	"	"	"	2 00	10 20	12 70
"	0 50	2 00	0 50	25 25	"	"	28 25
"	0 50	"	"	"	1 00	6 10	7 60
11 70	0 50	"	"	"	1 00	10 20	11 70
"	0 50	3 00	0 50	25 25	"	"	29 25
"	0 50	"	"	"	2 00	6 10	8 60
12 70	0 50	"	"	"	2 00	10 20	12 70
"	1 50	3 00	0 50	25 25	"	"	30 25
"	1 50	"	"	"	2 00	6 10	9 60
13 70	1 50	"	"	"	2 00	10 20	13 70

TABLEAU B.

TABLEAU indiquant les taxes à percevoir dans les colonies françaises de la Rhodésie

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS.	POIDS de colis.	TAXE: la Rhodésie du Nord-Est et du Sud. (Voie d'Angleterre.
Sénégal et Guinée.....	0 à 3 ^k 3 à 5 5 5	17 ^f 25 ^c 27 25 " "
Côte d'Ivoire, Dahomey et dépendances, Congo, Marti- nique, Guadeloupe, Guyane.....	0 à 3 3 à 5 5 5	18 25 28 25 " "
Côte des Somalis.....	0 à 3 3 à 5 5 5	27 25 27 25 " "
Indo-Chine (Annam, Tonkin, Cochinchine, Laos), la Ré- union, Madagascar et dépendances, archipel des Comores.	0 à 3 3 à 5 5 5	29 25 29 25 " "
Nouvelle-Calédonie.....	0 à 3 3 à 5 5 5	19 25 29 25 " "
Nouvelles-Hébrides.....	0 à 3 3 à 5 5 5	20 50 29 50 " "
Tahiti.....	0 à 3 3 à 5 5 5	21 25 31 25 " "
Inde.....	0 à 3 3 à 5 5 5	18 25 28 25 " "

(1) Non compris le droit de timbre de 10 centimes.
 (2) Paquet colonial, 0 fr. 25; grand paquet français, 3 francs.
 (3) Paquet australien, 2 francs; grand paquet français, 3 francs.

N° 44872. — DÉCRET qui exempte de la Taxe annuelle d'accroissement les Biens possédés par les Sœurs de Sainte-Marthe.

Du 14 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

ement des colis postaux à destination des possessions britanniques
Madagascar du Sud.

DÉCOMPOSITION DE LA TAXE.

Part de la cabane d'origine.	Apport maritime en France.	Part Assurance.	Part maritime. (Dépêche anglaise et au delà.)	Apport maritime dans l'Inde.	Frais emballage et au delà.	Total.
0 50	1 00	0 50	25 25	"	"	17 25
0 50	1 00	0 50	25 25	"	"	27 25
0 50	1 00	0 50	"	2 00	6 10	10 10
0 50	1 00	0 50	"	2 00	10 20	14 20
0 50	2 00	0 50	15 25	"	"	18 25
0 50	2 00	0 50	25 25	"	"	28 25
0 50	2 00	0 50	"	2 00	6 10	11 10
0 50	2 00	0 50	"	2 00	10 20	15 20
0 50	1 00	0 50	15 25	"	"	17 25
0 50	1 00	0 50	25 25	"	"	27 25
0 50	"	"	"	0 50	6 10	7 10
0 50	"	"	"	0 50	10 20	11 20
0 50	3 00	0 50	15 25	"	"	19 25
0 50	3 00	0 50	25 25	"	"	29 25
0 50	"	"	"	2 00	6 10	8 60
0 50	"	"	"	2 00	10 20	12 70
0 50	3 00	0 50	25 25	"	"	29 25
0 50	3 00	0 50	25 25	"	"	29 25
0 50	"	"	"	3 00	6 10	9 60
0 50	"	"	"	3 00	10 20	13 70
0 50	3 25 ⁽¹⁾	0 50	15 25	"	"	19 50
0 50	3 25	0 50	25 25	"	"	29 50
0 50	"	"	"	3 25 ⁽¹⁾	6 10	9 85
0 50	"	"	"	3 25	10 20	13 95
0 50	5 00	0 50	15 25	"	"	21 25
0 50	5 00 ⁽¹⁾	0 50	25 25	"	"	31 25
0 50	"	"	"	5 00	6 10	11 60
0 50	"	"	"	5 00 ⁽¹⁾	10 20	15 70
0 50	2 00	0 50	15 25	"	"	18 25
0 50	2 00	0 50	25 25	"	"	28 25
0 50	"	"	"	1 00	6 10	7 60
0 50	"	"	"	1 00	10 20	11 70

Vu l'ordonnance du 28 mai 1826, qui a autorisé la Congrégation des
Sœurs de Sainte-Marthe, à Romans ;

Vu l'article 3 de la loi du 16 avril 1895 ;

Vu les avis du préfet de la Drôme, en date des 20 novembre 1902, 27 fé-
vrier 1903 et 21 avril 1904 ;

Les sections réunies des finances, de la guerre, de la marine et des

colonies, et de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux arts du Conseil d'État entendues,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les biens possédés par les Sœurs de Sainte-Marthe, dont la maison-mère est à Romans, tels qu'ils sont désignés dans l'état de consistance ci-joint, sont exemptés de la taxe annuelle d'accroissement édictée par la loi du 16 avril 1895, dans les proportions et suivant les indications mentionnées audit état.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

ÉTAT des biens possédés par les Sœurs de Sainte-Marthe, à Romans, pour lesquels l'exemption de taxe d'accroissement est accordée.

N ^o d'ordre.	DÉSIGNATION SOMMAIRE et lieu de situation des biens.	VALEUR		OBSERVATIONS.
		des meubles.	des immeubles.	
1	Romans :			
	Orphelinat	700 ^f	15,000 ^f	Exemption jusqu'à concurrence de 60 p. 100.
	Maison de retraite	"	5,000	Exemption jusqu'à concurrence de 8 p. 100.
2	Draguignan :			
	Orphelinat	8,000	20,000	Exemption jusqu'à concurrence de 68 p. 100.
	221 francs de rente sur l'État..	Mémoire.	"	Exemption totale.
	Propriété rurale	"	4,000	Exemption jusqu'à concurrence de 68 p. 100.
	Pensionnat	1,000	36,000	Non-exemption.
	Services généraux	1,500	24,000	Exemption jusqu'à concurrence de 25 p. 100.
3	Cuers :			
	Orphelinat	2,500	16,000	Exemption jusqu'à concurrence de 68 p. 100.
	Pensionnat	500	24,000	Non-exemption.
	Propriété rurale	"	10,000	Exemption totale.

Vu pour être annexé au décret en date du 14 juillet 1904.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

3. — *DÉCRET portant fixation de la Taxe d'affranchissement des Colis postaux à destination de la République Argentine et de l'Uruguay acheminés par la voie d'Italie et des paquebots italiens.*

Du 31 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 août 1904.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892 et 8 avril 1898, sur le régime des colis postaux;

les décrets des 27 juin 1892⁽¹⁾ et 26 décembre 1898⁽²⁾;

les indications fournies par l'Office des postes d'Italie sur l'acheminement des colis postaux à destination de la République Argentine et de l'Uruguay, par la voie des paquebots italiens;

les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances,

ARRÊTE :

1^{er}. A partir du 1^{er} septembre 1904, les colis postaux originaires de France, de Corse, d'Algérie, des établissements français à l'étranger et des colonies françaises à destination de la République Argentine et de l'Uruguay, pourront être acheminés par la voie d'Italie et des paquebots italiens.

Les taxes d'affranchissement correspondant à l'emploi de la voie d'Italie sont indiquées au tableau annexé au présent décret.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 31 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
G. TROUILLOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,
Signé : G. DOUMERGUE.

Tableau indiquant les taxes à percevoir pour l'affranchissement
et de l'Uruguay, échelles

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS.	VOIE DE TRANSMISSION.
France ⁽¹⁾	Voie d'Italie.....
Corse ⁽¹⁾	Voie d'Italie (Bastia, Livourne).....
Algérie ⁽¹⁾	Voie de France et d'Italie.....
Agences maritimes françaises du Maroc et de Tripoli de Barbarie.....	Idem.....
Bureaux de poste français :	
En Turquie.....	Idem.....
A Zanzibar.....	Idem.....
En Chine. { Shanghai.....	Idem.....
{ Autres bureaux.....	Idem.....
Colonies françaises :	
Sénégal, Guinée, Côte des Somalis.....	Idem.....
Maroc, Guadeloupe, Guyane, Côte d'Ivoire, Gabon et dépendances, Congo, Inde, Réunion, archipel des Comores, Madagascar et dépendances.....	Idem.....
Indo-Chine (Cochinchine, Cambodge, Laos, Annam, Tonkin), Nouvelle-Calédonie.....	Idem.....
Nouvelles-Hébrides.....	Idem.....
Tahiti.....	Idem.....

(1) Non compris le droit de timbre de 50 centimes.

N° 44874. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (conté
signé par le ministre des travaux publics) qui déclare d'utilité publique
déplacement de la voie de tramway de Tain à Romans. — trav
dont l'établissement, dans le département de la Drôme, a été de
d'utilité publique par décret du 17 août 1891, — entre les points kilomé-
triques 1^{er} 195 et 1^{er} 922, conformément aux dispositions de l'avant-pro-
projet présenté, le 6 novembre 1903, par la Compagnie des chemins de fer
la Drôme.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme exé-
cutée et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution des tra-
vaux ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la date
du présent décret. (La Bégude-de-Mazenc, 13 Avril 1904.)

de 0 à 5 kilogrammes, à destination de la République Argentine et des paquebots italiens.

RECAPITULATION DE LA TAUX.

du pays ou colonie origine.	Apport maritime en France.	Transit français.	Transit italien.	Paquebot italien.	Part du pays de destination.	Total.
50°	" (Apport en Italie.)	"	0° 50°	1° 00°	1° 25°	3° 25°
50	0° 25° (Apport en France.)	"	0 50	1 00	1 25	3 50
25	0° 25°	0° 50°	0 50	1 00	1 25	3 75
25	0 25	0 50	0 50	1 00	1 25	3 75
50	0 50	0 50	0 50	1 00	1 25	4 25
50	0 75	0 50	0 50	1 00	1 25	4 50
50	2 00	0 50	0 50	1 00	1 25	5 75
50	3 00	0 50	0 50	1 00	1 25	6 75
50	3 00	0 50	0 50	1 00	1 25	7 75
50	1 00	0 50	0 50	1 00	1 25	4 75
50	2 00	0 50	0 50	1 00	1 25	5 75
50	3 00	0 50	0 50	1 00	1 25	6 75
50	3 25	0 50	0 50	1 00	1 25	7 00
50	5 00 ⁽¹⁾	0 50	0 50	1 00	1 25	8 75

Paquebot de Tahiti à Sydney, 2 francs; paquebot d'apport en France, 3 francs.

N° 44875. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant :

Le commissariat de police de 4^e classe existant à Barcelonnette (Basses-Alpes) est et demeure supprimé à partir du 16 juin 1904. (Paris, 8 Juin 1904.)

N° 44876. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant :

Il est créé à Nœux-les-Mines (Pas-de-Calais) un commissariat de police à partir du 1^{er} juillet 1904. (Paris, 14 Juin 1904.)

N° 44877. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la guerre) qui autorise le ministre de la guerre à accepter, au nom de l'Etat, aux clauses et conditions énoncées dans l'acte du 19 avril 1904, la donation sous forme d'abandon gratuit, offerte par la commune de Dellys, d'une parcelle de terrain d'une contenance de soixante et onze ares soixante-dix centiares, nécessaire pour l'agrandissement du champ de manœuvres de Dellys, figurée par une teinte jaune sur un plan parcellaire dressé le 17 décembre 1903 par le chef de génie de Dellys et désignée dans un état parcellaire à l'appui. (Paris, 18 Juin 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Septembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2562.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44878. — *Loi autorisant la prorogation d'une Surtaxe sur l'alcool à l'Octroi de Gouesnou (Finistère).*

Du 28 Juin 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 29 juin 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1908 inclusivement, la prorogation, à l'octroi de Gouesnou (Finistère), d'une surtaxe de dix francs (6^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, absinthes et autres liquides alcooliques non dénommés.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quinze francs établi par la loi de 1889 sur la taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent est exclusivement affecté à l'exécution des travaux visés dans la délibération du 7 mai 1903.

L'administration municipale est tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

XII^e Série.

N° 44879. — *Loi autorisant la prorogation d'une Surtaxe sur l'alcool à l'Octroi de Reims (Marne).*

Du 28 Juin 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 29 juin 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1904 inclusivement, la prorogation, à l'octroi de Reims (Marne), d'une surtaxe de vingt francs (20^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, absinthes et autres liquides alcooliques non dénommés.

Cette surtaxe est indépendante du droit de vingt-sept francs cinquante centimes établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes spiritueux.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article 1^{er} est spécialement affecté au paiement des dépenses de mise en état de viabilité des rues non reconnues et des autres travaux d'utilité communale faisant l'objet des devis annexés à la délibération du 8 décembre 1903.

L'administration municipale sera tenue de justifier de l'emploi de ce produit dont un compte spécial, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44880. — *Loi portant : 1° ouverture et annulation de Crédits sur l'exercice 1903; 2° ouverture de Crédits sur l'exercice 1904.*

Du 28 Juin 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 29 juin 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

EXERCICE 1903.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 31 mars 1903 et par des lois spéciales,

pour les dépenses du budget général de l'exercice 1903, des crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant à la somme totale de dix-sept millions quatre cent soixante-dix mille sept cent quatre-vingt-onze francs quatre-vingt-onze centimes (17,470,791⁹¹).

Ces crédits demeurent répartis par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1903.

2. Il est ouvert au ministre de la justice, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 31 mars 1903 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1903, un crédit supplémentaire de dix mille francs (10,000^f) applicable au chapitre XXV (*Frais de justice criminelle en Tunisie*).

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1903.

A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1903 sont augmentées d'une somme égale à dix mille francs (10,000^f) applicable au paragraphe 6 (*Recettes d'ordre : 2° Recettes d'ordre proprement dites : Remboursement par le Gouvernement beylical des frais de personnel et des frais de justice criminelle de la justice française en Tunisie*).

3. Sur les crédits ouverts aux ministres par la loi de finances du 31 mars 1903 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général de l'exercice 1903, une somme de treize millions huit cent cinquante-quatre mille cent cinquante-cinq francs (13,854,155^f) est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

4. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre LXI de la première section du budget général sur l'exercice 1903 (*Gendarmerie de Tunisie. — Personnel*), une somme de quinze mille francs (15,000^f) est et demeure définitivement annulée.

Par suite, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1903, paragraphe 6 (*Recettes d'ordre : 2° Recettes d'ordre proprement dites : Remboursement par le Gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie*), sont réduites d'une somme égale de quinze mille francs (15,000^f).

5. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics pour les dépenses du budget général de l'exercice 1903 et imputables sur les fonds de concours versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés pour travaux relatifs aux rivières, une somme de soixante-dix mille francs (70,000^f) est annulée au chapitre LIX (*Amélioration des rivières*), sauf réouverture à l'exercice 1904.

TITRE II.

EXERCICE 1904.

6. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1904, en addition aux crédits alloués par la loi du 30 décembre 1903 et par des lois spéciales, un crédit extraordinaire d'un million cinq cent soixante-dix-huit mille deux cents francs (1,578,200^f) qui sera inscrit à un chapitre spécial de la première partie (*Dette publique. — Dette remboursable à terme ou par annuités*), portant le numéro 10 bis et ainsi libellé : *Annuité pour le service des obligations de la Compagnie franco-algérienne rachetée par l'État.*

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

7. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre de la deuxième section *Dépenses extraordinaires*, en addition aux crédits alloués par la loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904, un crédit supplémentaire de soixante-dix mille francs (70,000^f) applicable au chapitre LXI (*Amélioration des rivières*).

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des fonds de concours versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés pour travaux relatifs aux rivières.

TITRE III.

DISPOSITION SPÉCIALE.

8. La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution du département de la marine en 1903 (*Crédits-matières*), en exécution de l'article 115 de la loi de finances du 31 mars 1903, est augmentée d'une somme de cent vingt-cinq mille francs (125,000^f) applicable au chapitre XV (*Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations*).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

TAT A.

ÉTATS ANNEXÉS.

Tableau, par ministère et par chapitre, des Crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget général de l'exercice 1903.

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.		
17	Intérêts de la dette flottante du Trésor.....	3,070,000 ⁰⁰	
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
55	Commissions et indemnités aux receveurs particuliers des finances, comprenant les frais de personnel et de matériel à leur charge.....	1,500 00	3,077,300 ⁰⁰
	4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
64	Dépenses diverses de l'administration des contributions directes.....	3,300 00	
76	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires.....	2,500 00	
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
8	Cours d'assises.....	160 00	
14	Frais de justice en France.....	945,000 00	945,630 00
15	Indemnités et secours aux victimes d'erreurs judiciaires.....	470 00	
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
	4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
Unique.	Réserve de 5 p. o/o sur le produit des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	8,000 00	8,000 00
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.		
	1^{re} section. — Service de l'intérieur.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	3,712 85	3,712 85

CHAPITRES.		MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accrus	
				par chapitre	par ministère
MINISTÈRE DE LA GUERRE.					
<i>1^{re} section. — Troupes métropolitaines.</i>					
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.					
11	Etat-major général et service d'état-major.....	47,661 ⁰⁰			
12	Services divers et états-majors particuliers.....	313,700 00			
13	Écoles militaires (personnel).....	100,751 00			
15	Personnel en dehors des états-majors, des écoles et des corps de troupes.....	31,381 00			
16	Solde de l'infanterie.....	2,235,421 00			
18	Solde de la cavalerie.....	242,034 00			
19	Solde de l'artillerie.....	830,161 00			
20	Solde du génie.....	319,431 00			
21	Solde du train des équipages militaires.....	192,776 00			
22	Gendarmerie départementale.....	105,535 00			
30	Service des convois militaires.....	1,249,660 00			
31	Service de l'indemnité de route et déplacements spéciaux.....	200,600 00			
35	Transports spéciaux.....	76,530 00			
36	Extrême-Sud de l'Algérie.....	1,509,838 00			
38	Réserve et armée territoriale.....	8,145 00			
39	Justice militaire (frais généraux, réparations ci- viles).....	190,000 00			
57	Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve.....	8,517 00			
<i>2^e section. — Troupes coloniales.</i>					
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.					
74	Solde des états-majors et des personnels adminis- tratifs et de santé.....	48,346 00			
75	Solde de l'infanterie coloniale.....	747,288 00			
78	Service de santé (matériel).....	126,000 00			
80	Habillement, campement et couchage.....	155,000 00			
81	Recrutement et justice.....	33,372 00			
91	Corps d'occupation de Chine.....	650,000 00			
92	Médaille commémorative de l'expédition de Chine..	20,105 00			
TOTAL pour le ministère de la guerre.....				9,490,315 00	
MINISTÈRE DE LA MARINE.					
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.					
6	Officiers mécaniciens.....	17,000 00			
7	Équipages de la flotte.....	1,330,000 00			
11	Commissariat de la marine et administrateurs de l'inscription maritime.....	35,000 00			
16	Traitement de table.....	65,000 00			
21	Transports de personnel. — Frais de route et de séjour. — Frais de mission.....	1,100,000 00			
25	Constructions navales. — Constructions neuves. — Salaires.....	282,000 00			
29	Constructions navales. — Service général. — Sa- laire.....	29,000 00			
43	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Sa- laire.....	15,000 00			
51	Gratifications, secours, subventions et dépenses diverses.....	42,000 00			
54	Navigation commerciale (rapatriement des marins du commerce).....	90,000 00			

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
	par chapitre.	par ministère.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
1 ^{re} section. — <i>Instruction publique.</i>		
3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
Collèges communaux de jeunes filles.....	5,826'00 ^e	298,325'00 ^e
Cours secondaires de jeunes filles. — Frais généraux des lycées et collèges et cours secondaires de jeunes filles.....	13,300 00	
Exemption des frais d'externat accordée dans les lycées et collèges de garçons et de jeunes filles aux enfants des fonctionnaires de l'enseignement pri- maire et de l'enseignement secondaire.....	251,600 00	
Enseignement primaire. — Examens. — Encourage- ments.....	27,600 00	
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.		
2 ^e section. — <i>Postes et télégraphes.</i>		
4 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
Remises au personnel et à divers.....	13,300 00	18,900 00
Pensions de retraite du personnel ouvrier et de cer- taines catégories d'auxiliaires.....	5,600 00	
MINISTÈRE DES COLONIES.		
3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
Vivres et fourrages (colonies autres que l'Afrique occidentale, le Chari et le Congo français, l'Indo- Chine et Madagascar).....	49,500 00	349,500 00
Vivres et fourrages (Afrique occidentale).....	300,000 00	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		
4 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
Impositions sur les forêts domaniales.....	10,000 00	10,000 00
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
1 ^{re} section. — <i>Dépenses ordinaires.</i>		
3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et au règle- ment des travaux.....	14,109 06	264,109 06
Travaux maritimes. — Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).....	250,000 00	
TOTAL de l'état A.....	47,470,794 94	17,470,794 94

ÉTAT B. *Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits annulés sur le Budget général de l'exercice 1903.*

CHAPITRES	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.		
19	Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790, décret du 22 août 1791, loi du 19 frimaire an VII, décret du 13 septembre 1806; lois des 25 mars 1817, 4 septembre 1835, 15 juin 1836, 25 juin 1839, 16 juillet 1845, 5 mai 1847, 29 juin 1848, 9 août 1848, 12 février 1855, 18 mai 1858, 16 avril 1859, 31 mars 1859, 20 avril 1859; sénatus-consulte du 12 juin 1860; lois des 20 mai 1863, 15 septembre 1871, 1 ^{er} mars 1872, 22 mars 1872, 15 juin 1872, 3 août 1875, 12 août 1876, 20 juin 1878, 15 juillet 1879, 30 décembre 1880, 22 août 1881, 11 mai 1883, 2 août 1883, 14 novembre 1886, 29 avril 1889, 3 juin 1890, 10 mars 1891, 29 décembre 1894, 27 novembre 1897 et 8 juillet 1899.)	45,000 ⁰⁰	225,000 ⁰⁰
32	Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves.	90,000 00	
33	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	80,000 00	
34	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	10,000 00	
	4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
68	Frais de fabrication des plaques de contrôle de vélocipèdes.	10,000 00	560,000 ⁰⁰
74	Remises proportionnelles des percepteurs. — Indemnités aux percepteurs surnuméraires et frais divers.	150,000 00	
82	Matériel de l'atelier général du timbre.	75,000 00	
98	Institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État.	25,000 00	
104	Achats et transports.	300,000 00	
	5^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
108	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France et en Algérie.	250,000 00	250,000 ⁰⁰
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
5	Personnel de la Cour de cassation	600 00	600 ⁰⁰

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par service.
MINISTÈRE DE LA GUERRE.			
1 ^{re} Section. — Troupes métropolitaines.			
3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
7	Archives, bibliothèques et musées.....	2,000' 00°	2,666,000' 00°
17	Solde des troupes d'administration.....	350,000 00	
23	Garde républicaine.....	20,000 00	
25	Vivres (Matériel).....	100,000 00	
27	Fourrages (personnel et matériel).....	10,000 00	
28	Service de santé (personnel).....	10,000 00	
33	Habillement et campement (matériel).....	1,900,000 00	
34	Lits militaires.....	100,000 00	
40	Établissements pénitentiaires et sections d'exclus....	40,000 00	
43	Établissements de l'artillerie (personnel).....	40,000 00	
45	Établissements de l'artillerie. — Achat et fabrication de matériel. — Munitions.....	15,000 00	
46	Poudres et salpêtres (personnel).....	40,000 00	
51	Invalides de la guerre (personnel).....	9,000 00	
52	Invalides de la guerre (matériel).....	10,000 00	
53	Solde de non-activité et solde de réforme.....	30,000 00	
2 ^e section. — Troupes coloniales.			
3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
73	Écoles militaires (matériel).....	30,000 00	327,000 00
76	Solde de l'artillerie coloniale.....	81,000 00	
82	Remonte et harnachement.....	45,000 00	
83	Artillerie. — Achat et entretien de matériel. — Munitions.....	180,000 00	
85	Solde de réserve, de non-activité et de réforme....	1,000 00	
3 ^e section. — Dépenses extraordinaires.			
3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
36	Armement des côtes.....	38,930 00	197,730 00
43	Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges..	98,500 00	
53	Réorganisation des défenses de Bizerte.....	23,300 00	
55	Habillement.....	13,000 00	
56	Service de santé.....	6,000 00	
57	Améliorations aux hospices civils des départements.	20,000 00	
TOTAL pour le ministère de la guerre.....		3,190,730 00	
MINISTÈRE DE LA MARINE.			
3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
10	Personnel technique.....	100,000 00	2,871,000 00
17	Vivres. — Salaires.....	40,000 00	
27	Constructions navales. — Entretien et réparations. — Salaires.....	31,000 00	
28	Constructions navales. — Entretien et réparations. Matières.....	2,700,000 00	

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annuels	
		par chapitre.	par ministère.
33	Artillerie. — Constructions neuves. — Réfections et approvisionnements. — Salaires.....	85,000 ^f 00 ^a	4,360,000 ^a
34	Artillerie. — Constructions neuves. — Réfections et approvisionnements. — Matières.....	2,000,000 00	
35	Artillerie. — Entretien et écoles à feu. — Salaires..	65,000 00	
38	Artillerie. — Service général. — Matières.....	700,000 00	
39	Torpilles et électricité. — Salaires.....	10,000 00	
40	Matériel de torpillerie.....	700,000 00	
44	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations.....	800,000 00	
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.			
<i>1^{re} section. — Service de l'instruction publique.</i>			
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
88	Créations d'écoles et d'emplois.....	298,325 00	298,325 ^a
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.			
<i>1^{re} section. — Commerce et industrie.</i>			
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
38	Encouragements aux pêches maritimes.....	500,000 00	1,100,000 ^a
39	Subvention à la marine marchande. — Primes à la construction.....	600,000 00	
<i>2^e section. — Postes et télégraphes.</i>			
4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
6	Personnel (sous-agents).....	220,000 00	220,000 ^a
MINISTÈRE DES COLONIES.			
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
46	Vivres et fourrages (Madagascar).....	500,000 00	500,000 ^a
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
<i>1^{re} section. — Dépenses ordinaires.</i>			
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
13	Personnel des gardes-pêche, gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce.....	13,500 00	128,500 ^a
34	Navigation intérieure (rivières). — Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).....	115,000 00	

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annuels	
	par chapitre.	par ministère.
2 ^e Section. — Dépenses extraordinaires.		
3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
emboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France.....	23,600 ^f 00 ^s	150,000 ^f 00 ^s
Construction de ponts.....	126,400 00	
TOTAL de l'état B.....	13,854,155 00	13,854,155 00

re annexé à la loi du 28 juin 1904, délibérée et adoptée par le Sénat
bre des députés.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

. — DÉCRET réunissant des Circonscriptions cantonales d'Algérie
sous la juridiction d'un seul Tribunal répressif indigène.

Du 16 Mars 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 29 mars 1904.)

SIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

apport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du prési-
onseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

cret du 9 août 1903, relatif à l'organisation des tribunaux repres-
nes en Algérie,

. Les circonscriptions cantonales de Bou-Medfa et de Mi-
réunies sous la juridiction d'un seul tribunal répressif in-
geant à Miliana.

circonscriptions cantonales de Mercier-Lacombe et de Sidi-
sont réunies sous la juridiction d'un seul tribunal répressif
siégeant à Sidi-bel-Abbès.

circonscriptions cantonales d'Ain-Mokra et de Bône sont
ous la juridiction d'un seul tribunal répressif indigène sié-
ône.

4. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'au *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 26 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44882. — DÉCRET portant création de Postes de suppléants rétribués de Juges de paix en Algérie.

Du 26 Mars 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 29 mars 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le décret du 10 août 1875,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un poste de suppléant rétribué est créé près chacune des justices de paix d'Alger et près la justice de paix d'Ain-Temouchent.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

N° 44883. — DÉCRET qui autorise le département de la Charente à s'imposer extraordinairement.

Du 27 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 2 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Charente, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des eaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Charente est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à partir de 1905, deux centimes (0^e 02) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement des garanties d'intérêt et d'exploitation du chemin de fer d'intérêt local d'Angoulême à Matha pour la partie comprise entre Angoulême et la limite du département.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 44884. — DÉCRET qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 27 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 2 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général des Bouches-du-Rhône, en date du 5 janvier 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 9 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département des Bouches-du-Rhône est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, dix centimes (0^e 10) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au payement de diverses dépenses d'intérêt départemental.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44885. — DÉCRET qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 27 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 2 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général d'Ille-et-Vilaine, en date du 23 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département d'Ille-et-Vilaine est autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, deux centimes quatre-vingt-deux centièmes (2^e 82) additionnels au principal des quatre

tributions directes, pour en affecter le produit aux travaux d'entretien des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44886. — DÉCRET qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 27 juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 2 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des finances;

sur les délibérations du conseil général de l'Ardèche, en date des 20 août 1903 et 12 avril 1904;

sur l'avis du ministre des finances, en date du 27 février 1904;

sur les autres pièces du dossier;

sur les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de l'Ardèche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^f 63 p. o/o), une somme de cent vingt-sept mille quatre-vingt-neuf francs (127,059^f), remboursable en quinze ans à partir de 1905 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner par application de la loi du 12 mars 1890.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription avec faculté

d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Ardèche est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant quinze ans, à partir de 1905, six cent trente-six millièmes de centime (0^e 636) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent vingt-sept mille cinquante-neuf francs (127,059^f) autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 44887. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'intérieur et des cultes un Crédit en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1900.

Du 28 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du ministre des finances;

Vu l'état annexé des créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1900;

Vu l'article 126² du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Considérant que la créance comprise dans l'état susvisé concerne un ser-

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

vice prévu au budget de l'exercice 1900 et n'excède pas les crédits qui lui étaient applicables,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur et des cultes, en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1900, un crédit total de cinq cent vingt-quatre francs quatre-vingts centimes (524^f80), représentant le montant d'une nouvelle créance liquidée à la charge de cet exercice, suivant le tableau ci-annexé.

2. Le paiement de cette créance pourra, en conséquence, être ordonné par imputation sur l'exercice courant.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources ordinaires du budget.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 28 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

EXERCICE CLOS 1900.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.

1^{re} section. — Service de l'intérieur.

§ 2. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.

CHAP. IV. (Matériel de l'Assistance publique.)

Le Receveur de l'hôpital de Marengo pour frais d'hospitalisation
de malades indigents..... 524^f80^c

(Retard apporté dans le classement des malades et par suite dans la production des décomptes.)

Vu pour être annexé au décret du 28 juin 1904.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 14888. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Sceaux, à l'effet d'élire un Député.*

Du 28 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 30 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixe les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 31 mars 1902⁽¹⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu le procès-verbal de la séance de la Chambre des députés, en date du 24 mai 1904, duquel il résulte que dans cette séance, les opérations électorales de la première circonscription de l'arrondissement de Sceaux Seine ont été annulées,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Sceaux (Seine) est convoqué pour le dimanche 24 juillet 1904, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2346, n° 41452.

N° 44889. — **DÉCRET** portant abrogation du décret du 5 juin 1903 qui a annulé un Crédit de 30,000 francs au titre de l'exercice 1903 (budget de la Marine) et ouvert un crédit égal au titre du même exercice (budget de la Guerre).

Du 28 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 10 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu le décret du 5 juin 1903 qui a opéré un prélèvement de 30,000 francs sur le chapitre II du budget de la Marine pour l'exercice 1903, pour être reporté au budget du département de la Guerre;

Vu la loi du 23 mars 1904 qui a prononcé la même annulation de crédits au titre du budget de la Marine et la même ouverture de crédits au titre du budget de la Guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est et demeure abrogé le décret du 5 juin 1903 visé ci-dessus.

2. Les ministres de la marine, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 28 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la marine,

Signé : C. FILLIET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 44890. — **DÉCRET** qui rend exécutoire en Algérie la loi du 4 août 1903. réglementant le commerce des Produits cupriques anticryptogamiques.

Du 30 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 3 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 4 août 1903, réglementant le commerce des produits cupriques anticryptogamiques;

Vu le décret organique du 23 août 1898⁽¹⁾ sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des

cultes et du ministre de l'agriculture, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La loi du 4 août 1903 susvisée, réglementant le commerce des produits cupriques anticryptogamiques, est rendue exécutoire en Algérie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'au *Bulletin officiel du Gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUSNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44891. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1904 un Crédit non employé en 1903.

Du 30 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre et du ministre des finances,

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1904 ;

Vu les décrets des 12 juin, 14 septembre, 25 septembre et 16 novembre 1903, 27 janvier et 27 mars 1904, qui ont ouvert au ministre de la guerre, à titre de fonds de concours, sur le budget de l'exercice 1903 :

- | | |
|---|----------------------|
| 1° Un crédit de cent quatre-vingt-sept francs pour l'ouverture d'une nouvelle porte dans l'enceinte du corps de place à Toul (décret du 12 juin 1903), ci | 187 ⁰⁰ |
| 2° Un crédit de vingt-trois mille trois cent soixante-dix-huit francs cinq centimes pour modifications à l'enceinte fortifiée du corps de place entre la tour n° 19 et le quai Vauban à Besançon (décret du 12 juin 1903), ci | 23,378 ⁰⁰ |
| 3° Un crédit de mille cinquante-quatre francs soixante-dix-sept centimes pour le dérasement du bastion n° 17 de l'enceinte du corps de place à Besançon (décret du 12 juin 1903), ci | 1,054 ⁷⁷ |
| 4° Un crédit de mille francs pour l'élargissement de la porte Saint-Martin à Perpignan (décret du 12 juin 1903), ci | 1,000 ⁰⁰ |
| 5° Un crédit total de quatre mille six cent cinquante-cinq francs cinquante centimes pour la location d'un champ de manœuvres et de tir à Amiens (décrets des 12 juin et 15 septembre 1903), ci | 4,665 ⁰⁰ |

6° Un crédit de deux mille cinq cents francs pour l'installation d'un détachement d'infanterie à Eu (décret du 12 juin 1903), ci	2,500 ^f 00 ^c
7° Un crédit de trois mille francs pour la surélévation de la butte du champ de tir de Condé (décret du 14 septembre 1903), ci	3,000 00
8° Un crédit de cent mille francs pour la déviation de la rue de Constantine à Alger (décret du 12 juin 1903), ci...	100,000 00
9° Un crédit total de deux cent mille francs pour la construction d'une caserne et l'installation d'un champ de manœuvres et d'un champ de tir à Marennes (décrets des 14 septembre 1903 et 27 mars 1904), ci	200,000 00
10° Un crédit de cinquante mille francs pour l'installation d'un bataillon d'infanterie à Laval (décret du 12 juin 1903), ci	50,000 00
11° Un crédit de quarante mille francs pour l'installation d'un bataillon d'infanterie à Blois (décret du 12 juin 1902), ci	40,000 00
12° Un crédit de quarante-neuf mille cinq cent cinquante-sept francs vingt-huit centimes pour l'organisation d'un quartier de cavalerie à Beaune (décret du 12 juin 1903), ci ..	49,557 28
13° Un crédit de cent quatre-vingt mille francs pour la construction d'un casernement d'infanterie à Angers (décret du 12 juin 1903), ci	180,000 00
14° Un crédit de quarante mille francs pour l'installation d'un bataillon d'infanterie à Landerneau (décret du 12 juin 1903), ci	40,000 00
15° Un crédit de cent cinquante-cinq mille francs pour l'installation de deux nouveaux bataillons d'infanterie et d'un état-major de régiment à Aix (décret du 12 juin 1903), ci	155,000 00
16° Un crédit de trois cent quatre-vingt-quinze mille francs pour la construction d'un casernement d'infanterie, à Avignon (décret du 12 juin 1903), ci	395,000 00
17° Un crédit de deux cent soixante-six mille quatre cents francs pour l'installation à la Rochelle de cinq batteries d'artillerie à pied (décret du 12 juin 1903), ci	266,400 00
18° Un crédit total de quatre-vingt-cinq mille quatre cent cinquante-trois francs quarante-huit centimes pour la construction d'un nouveau casernement à Melun (décrets des 12 juin et 16 novembre 1903), ci	85,453 48
19° Un crédit total de deux cent quatre-vingt-cinq mille francs en vue de la construction d'un quartier pour quatre batteries d'artillerie à Dijon (décrets des 12 juin et 16 novembre 1903), ci	285,000 00
20° Un crédit total de quatre cent mille francs pour la construction à Châlons-sur-Marne d'un quartier de cavalerie et d'une annexe militaire à l'hospice mixte (décrets des 14 septembre 1903 et 27 mars 1904), ci	400,000 00
21° Un crédit total de six cent soixante-seize mille francs pour la construction d'une caserne d'infanterie à Toulouse (décrets des 12 juin et 14 septembre 1903), ci	676,000 00

22° Un crédit total de trois mille trois cents francs pour l'extension du champ de manœuvres à Nogent-le-Rotrou (décrets des 16 novembre 1903 et 27 mars 1904), ci.....	3,300' 00'
23° Un crédit de cinq cent mille francs pour la construction du chemin de fer de Beroncourt à Andun-le-Roman (décret du 25 septembre 1903), ci.....	500,000 00
24° Un crédit de quatorze mille francs pour l'aménagement à Bizerte de la route de la porte du camp à Bijouville (décret du 27 janvier 1904), ci.....	14,000 00
25° Un crédit de deux mille cent cinquante francs pour la construction d'un pavillon militaire à l'hospice d'Angers (décret du 12 juin 1903), ci.....	2,150 00
26° Un crédit de mille francs pour la réorganisation des latrines du pavillon militaire à l'hospice marte de Saint-Mihiel (décret du 12 juin 1903), ci.....	1,000 00

TOTAL.....	3,478,636 08
------------	--------------

Considérant que, sur le montant de ces divers crédits, il n'a été employé en 1903 qu'une somme de.....	1,941,624 32
d'où un disponible de.....	1,537,011 76

DECRÈTE :

ART. 1^{er}. Sur le crédit total de trois millions quatre cent soixante-dix-huit mille six cent trente-six francs huit centimes (3,478,636'08), ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget de l'exercice 1903, par les décrets susmentionnés, un report est autorisé à l'exercice 1904, jusqu'à concurrence de la somme d'un million cinq cent trente-sept mille onze francs soixante-seize centimes (1,537,011'76), qui sera répartie ainsi qu'il suit :

1^{re} SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES.

CHAP. XXXVII. — ÉTABLISSEMENTS DU GÉNIE (MATÉRIEL).

Toul. — Ouverture d'une nouvelle porte dans l'enceinte du corps de place.....	287' 00'
Besançon. — Modifications à l'enceinte fortifiée du corps de place entre la tour n° 19 et le quai Vauban.....	23,378 05
Besançon. — Dérèglement du bastion n° 17 de l'enceinte du corps de place.....	1,054 77
Perpignan. — Elargissement de la porte Saint-Martin.....	1,000 00
Condé. — Surélévation de la butte du champ de tir.....	402 09
Amiens. — Location d'un champ de manœuvres et de tir...	1,621 06
Eu. — Installation d'un détachement d'infanterie.....	2,500 00
TOTAL du chapitre XXXVII.....	30,142 97

CHAP. LX quater. — DÉRÈGLEMENT PARTIEL DES FORTIFICATIONS D'ALGER.

Alger. — Déviation de la rue de Constantine.....	100,000 00
TOTAL de la 1 ^{re} section.....	130,142 97

2^e SECTION. — TROUPES COLONIALES.

CHAP. LXX. — CASERNEMENT DES TROUPES COLONIALES.

Maremmes. — Construction d'une caserne et installation d'un champ de manœuvres et d'un champ de tir.....	115,000 ^f 00 ^c
--	--------------------------------------

3^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.*Constructions neuves et approvisionnements de réserve.*

CHAP. LXXXIX. — BÂTIMENTS ET CASERNEMENTS (GÉNIE).

Avail. — Installation d'un bataillon d'infanterie.....	17,000 ^f 50 ^c
Blois. — Installation d'un bataillon d'infanterie.....	219 04
Beaune. — Organisation d'un quartier de cavalerie.....	49,557 28
Angers. — Construction d'un casernement d'infanterie....	10,000 00
Landerneau. — Installation d'un bataillon d'infanterie.....	5,000 29
Niort. — Installation de deux nouveaux bataillons d'infanterie et d'un état-major de régiment.....	20,000 00
Avignon. — Construction d'un casernement d'infanterie....	325,000 00
La Rochelle. — Installation de cinq batteries d'artillerie à pied.....	75,001 81
Montfaucon. — Construction d'un nouveau casernement.....	43,653 55
Nîmes. — Construction d'un quartier pour quatre batteries d'artillerie.....	95,000 00
Châlons-sur-Marne. — Construction d'un quartier de cavalerie.....	222,111 02
Toulouse. — Construction d'une caserne d'infanterie.....	61,000 02
TOTAL du chapitre LXXXIX.....	923,543 51

CHAP. XC. — FORTIFICATIONS.

Construction d'un chemin de fer d'Audun-le-Roman à Barancourt.....	260,000 ^f 00 ^c
--	--------------------------------------

CHAP. XCII. — CHAMPS DE MANŒUVRE ET DE TIR, STANDS ET MANÈGES.

Logent-le-Rotrou. — Extension du champ de manœuvres...	195 ^f 78 ^c
--	----------------------------------

CHAPITRE XCIII. — DÉFENSE DE BIZERTE.

Bizerte. — Aménagement de la route de la porte du camp de Bijouville.....	4,979 ^f 50 ^c
---	------------------------------------

CHAP. XCV. — MATÉRIEL DU SERVICE DE SANTÉ.

Châlons-sur-Marne. — Construction d'une annexe militaire à l'hospice mixte.....	100,000' 00"
Angers. — Construction d'un pavillon militaire à l'hospice..	2,150 00
Saint-Mihiel. — Réorganisation des latrines du pavillon militaire de l'hospice mixte	1,000 00
TOTAL du chapitre xcv.....	103,150 00
TOTAL de la 3^e section.....	1,291,868 79
Report de la 2 ^e section.....	115,000 00
Report de la 1 ^{re} section	130,142 97
TOTAL GÉNÉRAL ÉGAL.....	1,537,011 76

2. Une somme d'un million cinq cent trente-sept mille onze francs soixante-seize centimes (1,537,011'76) est et demeure annulée sur les chapitres suivants du budget du ministère de la guerre de l'exercice 1903, savoir :

1^{re} SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES.

CHAP. XLIX. Établissements du génie (Matériel).....	30,142' 97"
—— LXIV. Dérasement partiel des fortifications d'Alger....	100,000 00
TOTAL de la 1^{re} section.....	130,142 97

2^e SECTION. — TROUPES COLONIALES.

CHAP. LXXIV. Casernement des troupes coloniales.....	115,000' 00"
--	--------------

3^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XLII. Casernements.....	923,543' 51"
—— XLIII. Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges.....	195 78
—— XLVII. Fortifications (défense de terre).....	260,000 00
—— LIII. Réorganisation des défenses de Bizerte.....	4,979 50
—— LVII. Améliorations aux hospices civils des départements.....	103,150 00
TOTAL de la 3^e section.....	1,291,868 79
Report de la 1 ^{re} section.....	115,000 00
Report de la 2 ^e section.....	130,142 97
TOTAL GÉNÉRAL ÉGAL.....	1,537,011 76

3. Il sera pourvu aux crédits ouverts par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds

de concours, pour le payement des dépenses énumérées audit article.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{ral} ANDRÉ.

N° 44892. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif des exercices 1900, 1901 et 1902.*

Du 2 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'état ci-annexé indiquant, par exercice et par section du budget, le montant des créances liquidées à la charge du ministère de la guerre, additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par le compte définitif des exercices 1900, 1901 et 1902;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que les créances objet dudit état peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus au budget des exercices ci-dessus désignés et que leur montant n'excède pas les crédits annulés en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en augmentation des droits constatés et des restes à payer arrêtés par le compte définitif des exercices 1900, 1901 et 1902, un crédit supplémentaire de soixante-six mille deux francs quarante-sept centimes (66,002^f 47).

2. Le ministre de la guerre est autorisé à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUTIER.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 44893. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre des Crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicables à diverses dépenses.

Du 5 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition des ministres de la guerre et des finances;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1904;

Vu les conventions passées entre l'État et :

1° Les communes de Marly-le-Roi, Louveciennes et le département de Seine-et-Oise, le 22 novembre 1898, en vue de l'entretien des chemins militaires de la forêt de Marly, ouverts à la circulation publique;

2° La ville de Sidi-bel-Abbès, le 11 décembre 1896, pour l'entretien des plantations des glacis de la place, transformés en promenade publique;

3° La commune d'Hussein-Dey, le 13 novembre 1899, par laquelle cette localité s'est engagée à contribuer pour une somme de soixante mille francs aux dépenses d'installation d'un baraquement pour une partie des troupes d'artillerie de la division d'Alger;

4° La ville de Longwy, le 30 janvier 1893, pour le curage annuel de la partie des fossés des fortifications de cette place, servant de champ de tir à la garnison;

5° Le département de la Gironde, le 8 mai 1889, en vue de l'entretien du dépôt de remonte de Mérignac;

6° La ville de Romans, le 18 février 1900, pour l'exécution de réparations importantes à la caserne municipale de la Presle, mise à la disposition du département de la guerre pour le casernement d'un nouveau bataillon d'infanterie;

7° La ville de Bellac, le 8 octobre 1900, en vue de l'entretien du dépôt de remonte de cette localité;

8° La ville d'Amiens, le 12 octobre 1900, pour l'entretien du mobilier et des bâtiments de l'hôtel du quartier général du 2^e corps d'armée;

9° La ville de Tarascon, le 28 avril 1903, stipulant l'engagement pour cette ville de participer pour une somme de mille cinq cents francs à l'acquisition du terrain nécessaire au transfert de l'aire aux fumiers du quartier Kilmaire.

10° La ville de Maubeuge, le 8 août 1888, pour la location du logement du gouverneur militaire de cette place;

11° La ville de Marennes, le 1^{er} mars 1901, convention modifiée par un avenant du 26 octobre 1903, pour la construction d'une caserne et l'installation d'un champ de manœuvres et d'un champ de tir;

12° La ville de Châlons-sur-Marne, le 31 août 1900, convention modifiée par un acte additionnel en date du 3 mai 1902, pour la construction d'un quartier de cavalerie et d'une annexe militaire à l'hôpital mixte de la place;

13° La ville de Bruyères, qui s'est engagée, le 7 janvier 1904, à fournir une subvention de cent cinquante mille francs pour l'aménagement des baraquements de cette place en vue de l'installation d'un second bataillon d'infanterie;

14° La ville de Chambéry, le 2 avril 1904, stipulant l'engagement de participer pour une somme de cinquante-deux mille francs aux dépenses relatives à la construction d'une infirmerie régimentaire à la caserne Curial et à l'aménagement de locaux rendus disponibles au premier et au deuxième étage de l'aile Nord de cette caserne par le déplacement des bureaux du génie et de l'infirmerie actuelle;

Vu la décision du ministre du guerre, en date du 19 octobre 1883, imposant à la Société d'encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang l'obligation de verser chaque année au Trésor une somme de deux cents francs pour part contributive dans les dépenses d'entretien des routes du champ de manœuvres de Vincennes;

Vu l'arrêté du directeur de l'agriculture et du commerce du gouvernement tunisien, en date du 4 janvier 1904, allouant au service français des remonies, pour l'année 1904, une somme de cinq mille francs à titre de fonds de concours;

Vu l'état des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, en exécution des actes relatés ci-dessus;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1904, des crédits s'élevant à la somme de quatre cent soixante-cinq mille huit cent trente-cinq francs (465,835¹), répartie comme il suit :

1^{re} SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES.

CHAPITRE XXVII. — ÉTABLISSEMENTS DU GÉNIE (MATÉRIEL).

Forêt de Marly. — Entretien des chemins militaires ouverts à la circulation publique.....	210 ¹
Sidi-bel-Abbès. — Entretien des plantations des glacis transformés en promenade publique.....	500
Hussein-Dey. — Installation d'un baraquement militaire.	60,000
Longwy. — Curage de la partie des fossés des fortifications servant de champ de tir à la garnison.....	200

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vincennes. — Entretien des routes du champ de manœuvres..	200'
Mérignac. — Entretien du dépôt de remonte.....	5,000
Romans. — Réparations à la caserne municipale de la Presle (5 ^e annuité).....	2,500
Bellac. — Entretien du dépôt de remonte (1 ^{er} semestre 1904)..	625
Tarascon. — Acquisition d'un terrain pour le transfert de l'aire aux fumiers du quartier Kilmaine.....	1,500
Mauberge. — Location du logement du gouverneur militaire (1 ^{er} semestre 1904).....	300
Amiens. — Entretien des bâtiments de l'hôtel du quartier général du 2 ^e corps d'armée.....	600
Total du chapitre XXXVII.....	71,635

CHAPITRE XL. — REMONTE ET RECENSEMENT DES CHEVAUX.

Tunisie. — Subvention au service français des remontes.....	5,000
---	-------

CHAPITRE XLII. — LITS MILITAIRES.

Amiens. — Entretien du mobilier de l'hôtel du quartier général du 2 ^e corps d'armée.....	1,300
Total de la 1^{re} section.....	77,835

2^e SECTION. — TROUPES COLONIALES.

CHAPITRE LXX. — CASERNEMENTS DES TROUPES COLONIALES.

Marennes. — Installation d'un détachement d'infanterie (3 ^e versement).....	100,000'
Total de la 2^e section.....	100,000

3^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

Constructions neuves et approvisionnements de réserve.

CHAPITRE LXXXIX. — BÂTIMENTS ET CASERNEMENTS (GÉNIE).

Châlons-sur-Marne. — Construction d'un quartier de cavalerie (3 ^e versement).....	200,000'
Bruyères. — Aménagement des baraquements pour un second bataillon d'infanterie (1 ^{er} versement).....	75,000
Chambéry. — Construction d'une infirmerie régimentaire à la caserne Curial (1 ^{er} versement).....	13,000
Total du chapitre LXXXIX.....	288,000
TOTAL GÉNÉRAL ÉGAL.....	465,835

2. Il sera pourvu à ces crédits au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par les parties ci-dessus désignées.

3. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{al} L. ANDRÉ.

N° 41894. — *DÉCRET qui exempte de la Taxe annuelle d'accroissement les Biens possédés par la Communauté des Sœurs de Notre-Dame de Charité du Refuge, à Versailles.*

Du 9 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu le décret du 23 juillet 1811, qui a autorisé les Sœurs de Notre-Dame de Charité du Refuge, à Versailles;

Vu l'article 3 de la loi du 16 avril 1895;

Vu l'avis du préfet de Seine-et-Oise, en date des 11 novembre 1901, 11 janvier et 3 juin 1902;

Les sections réunies des finances, de la guerre, de la marine et des colonies, et de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les biens possédés par les Sœurs de Notre-Dame de Charité du Refuge, à Versailles, tels qu'ils sont désignés dans l'état de consistance ci-annexé, sont exemptés de la taxe annuelle d'accroissement édictée par la loi du 16 avril 1895, dans les proportions et suivant les indications portées audit état.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

*ÉTAT des biens possédés par les Sœurs de Notre-Dame de Charité du Refuge,
à Versailles, pour lesquels l'exemption de taxe d'accroissement est accordée.*

N ^{OS} d'ordre.	DÉSIGNATION SOMMAIRE et lieux de situation des Biens.	MONTANTS		MONTANT TOTAL (Valeur.)	OBSERVATIONS.
		corp. porels. (Valeur.)	incorp. porels. (Valeur.)		
1	Maison conventuelle, à Versailles, rue du Refuge, n° 18. { Partie acquise en 1860.....	"	"	20,000 ^f	Non-exemption.
2	1,500 francs de rente 3 p. o/o sur l'État.....	22,000 ^f	"	175 000	Exemption jusqu'à concurrence de 50 p. c.
3	795 francs de rente 3 p. o/o sur l'État.....	"	Mémoire	"	Idem.
4	116 francs de rente 3 p. o/o sur l'État.....	"	Idem.	"	Idem.
		"	Idem.	"	Exemption totale.

Vu pour être annexé au décret en date du 9 juillet 1904.

Le Ministre des finances,
Signé: BOUVIER.

N° 44895. — DÉCRET qui exempte de la Taxe annuelle d'accroissement les Biens possédés par la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame auxiliaire.

Du 14 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu le décret du 26 mai 1858, qui a reconnu la Congrégation des sœurs de Notre-Dame auxiliaire, dont la maison-mère est à Montpellier;

Vu l'article 3 de la loi du 16 avril 1895;

Vu les avis du préfet de l'Hérault, en date des 19 juillet 1900, 18 mars et 26 septembre 1901, 22 mars et 30 septembre 1902, 29 janvier 1903, 1 février et 9 mars 1904;

Les sections réunies des finances, de la guerre, de la marine et des colonies et de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les biens possédés par la Congrégation des sœurs de Notre-Dame auxiliaire, dont la maison-mère est à Montpellier, tels qu'ils sont désignés dans l'état de consistance ci-annexé, sont exemptés de la taxe annuelle d'accroissement édictée par la loi du 16 avril 1895, dans les proportions et suivant les indications mentionnées audit état.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

ÉTAT des biens possédés par les Sœurs de Notre-Dame Auxiliatrice, à Montpellier, pour lesquels l'exemption de la taxe d'accroissement est accordée.

D'ordre.	DÉSIGNATION SOMMAIRE et lieu de situation des biens.	VALEUR		OBSERVATIONS.
		des meubles.	des immeubles.	
Montpellier (maison- mère).	1° Services généraux.....	1,402 ^f 50 ^c	50,000 ^f	Exemption de 45 p. o/o.
	2° Logement des gardes- malades.....	2,805 00	100,000	Exemption de 50 p. o/o.
	3° Crèche.....	1,402 50	50,000	Exemption totale.
	4° 38 ^f 80 de rente 3 p. o/o.	Mémoire.	"	Idem.
Maison dite des Matelles	1° Orphelinat.....	4,109 00	60,000	Exemption de 80 p. o/o.
	2° Noviciat et infirmerie...	1,000 00	20,940	Exemption de 45 p. o/o.
	3° 19 ^f 60 de rente 3 p. o/o.	Mémoire.	"	Exemption totale.
Béziers....	1° Logement des sœurs...	547 00	25,000	Exemption de 37 p. o/o.
	2° Orphelinat et crèche...	547 00	25,000	Exemption de 90 p. o/o.
	3° Services communaux...	425 00	20,000	Exemption de 63 p. o/o.
Cette.....		1,559 00	45,000	Exemption de 30 p. o/o.
Lodève...	1° Meubles et immeubles..	999 00	25,000	Exemption de 82 p. o/o.
	2° 955 ^f de rente 3 p. o/o..	Mémoire.	"	Exemption totale.
Pézenas...	1° Mobilier.....	948 00	"	Exemption de 75 p. o/o.
	2° 4,998 ^f de rente 3 p. o/o.	Mémoire.	"	Exemption totale.
Lunel....	1° Crèche.....	147 20	6,000	Idem.
	2° Logement des sœurs gardes-malades.....	220 80	9,000	Exemption de 40 p. o/o.
Clermont- l'Hérault.	1° Crèche.....	262 00	10,000	Exemption totale.
	2° Logement des sœurs gardes-malades.....	131 00	5,000	Exemption de 1/3.
Bourg...	1° Crèche.....	200 00	3,666	Exemption totale.
S'-Andéol.	2° Logement des sœurs...	542 00	7,334	Exemption de 80 p. o/o.
Aubenas..		"	"	Non-exemption.
Arles.....		"	"	Idem.
Lavaur....		"	"	Idem.
Valence...		1,059 00	20,000	Exemption de 28 p. o/o.
Nîmes.....		1,243 00	60,000	Exemption de 26 p. o/o.
Vienne...	1° Maison louée.....	"	7,000	Exemption totale.
	2° Biens occupés par les sœurs.....	988 00	28,000	Exemption de 21 p. o/o.
Grenoble..		1,268 00	55,000	Non-exemption.
Cahors....	1° Maison louée.....	"	10,000	Exemption totale.
	2° Mobilier.....	1,043 00	"	Exemption de 30 p. o/o.
Montauban		1,098 00	35,000	Exemption de 10 p. o/o.

Vu pour être annexé au décret en date du 14 juillet 1904.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44896. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit.

1° Le sieur *Christol (Marius-Lucien-Léopold)*, propriétaire, né le 10 janvier 1861, à Aix (Bouches-du-Rhône), demeurant à Chéragas (département d'Alger), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Gros* afin de s'appeler légalement, à l'avenir, *Christol-Gros* au lieu de *Christol*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*La Bégude-de-Mazenc, 7 Août 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Septembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formée dans l'intervalle de la réception d'un numéro et l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliront pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

Ex. H. E. 57
10031.07

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2563.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44897. — *Loi concernant les mandataires des créanciers
de la Caisse des familles.*

Du 2 Juillet 1904.

(Promulguée au *Journal officiel* du 5 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :**

ARTICLE UNIQUE. Les procurations données dans le même acte, par plusieurs créanciers de la faillite de la Caisse des familles au même mandataire, à l'effet de les représenter aux opérations de vérification et de distribution, ne seront passibles que d'un seul droit d'enregistrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44898. — *Loi exemptant de l'impôt les Sucres employés à l'alimentation du bétail.*

Du 5 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 7 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont exempts de **tous droits** les sucres cristallisés polarisant moins de quatre-vingt-quinze degrés (95°) saccharimétriques et les sirops provenant du turbinage qui, après avoir été dénaturés dans l'établissement où ils ont été fabriqués, seront utilisés à l'alimentation du bétail.

Un décret déterminera les conditions d'application de cette mesure en fixant notamment les formalités à la circulation des produits dénaturés et les justifications à fournir par les destinataires.

Des décrets rendus après avis du comité consultatif des arts et manufactures, détermineront également les modes de dénaturation qui pourront être employés.

2. Les infractions aux dispositions des décrets qui seront rendus pour l'exécution de la présente loi seront passibles des pénalités fixées par les premier et deuxième paragraphes de l'article 3 de la loi du 30 décembre 1873.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

N° 44899. — *Loi relative à l'exonération des Sucres employés en brasserie.*

Du 5 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 7 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont exonérés du droit qui leur est propre les sucres qui, après dénaturation préalable, sont utilisés dans la fabrication des bières.

Un décret déterminera les conditions auxquelles seront subordonnés l'introduction des sucres, leur emploi en brasserie, ainsi que les bases d'imposition des produits régulièrement mis en œuvre et des manquants constatés.

Des décrets rendus après avis du comité consultatif des arts et manufactures détermineront également le mode de dénaturation et le nombre de degrés-hectolitres correspondant à cent kilogrammes (100^k) de sucre.

2. Les infractions aux dispositions des décrets qui seront rendus pour l'exécution de la présente loi seront passibles des pénalités fixées par le troisième paragraphe de l'article 16 de la loi du 30 mai 1899.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44900. — *Loi ayant pour objet d'approuver la modification du paragraphe 3 de l'article 2 de la loi du 5 juillet 1903, autorisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française à contracter un Emprunt de 65 millions de francs.*

Du 5 Juillet 1904.

Promulguée au Journal officiel du 7 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est modifié comme suit le paragraphe 3 de l'article 2 de la loi du 5 juillet 1903 :

« 3° Que le service des emprunts déjà contractés ou à contracter pour couvrir l'ensemble des susdites dépenses est assuré par les ressources disponibles. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

N° 44901. — *Loi portant approbation des déclarations signées à Paris, et 26 mars 1904, pour la prorogation des Conventions conclues les 27 février 1891 et 27 décembre 1890, qui règlent les relations télégraphiques entre la France, la Belgique et les Pays-Bas.*

Du 5 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 12 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République française est autorisé à approuver et à faire exécuter, s'il y a lieu :

1° La déclaration signée à Paris, le 2 mars 1904, pour la prorogation de la convention conclue, le 27 février 1891, et qui règle les relations télégraphiques entre la France et la Belgique;

2° La déclaration signée à Paris, le 26 mars 1904, pour la prorogation de la convention conclue entre la France, la Belgique et les Pays-Bas, le 27 décembre 1890, en vue de déterminer les conditions de la transmission des télégrammes entre la France et les Pays-Bas par les lignes télégraphiques belges.

Une copie authentique de chacune de ces déclarations demeure annexée à la présente loi ⁽¹⁾.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre
des affaires étrangères,
Signé : DELCASSÉ.

N° 44902. — *Loi ouvrant au Ministre des colonies, au titre du Budget du chemin de fer de Kayes au Niger, exercice 1904, un Crédit supplémentaire de 1,740,521 fr. 15, pour l'acquittement de dépenses afférentes à cet exercice.*

Du 8 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 12 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des colonies, au titre du budget

⁽¹⁾ Le texte des déclarations sera publié avec le décret de promulgation. Voir après n° 44918.

annexe du chemin de fer de Kayes au Niger, exercice 1904, un crédit supplémentaire d'un million sept cent quarante mille cinq cent vingt et un francs quinze centimes (1,740,521'15), applicable au chapitre III dudit budget.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres au budget annexe du chemin de fer de Kayes au Niger.

A cet effet, les évaluations de recettes du budget annexe, exercice 1904, sont augmentées d'une somme d'un million sept cent quarante mille cinq cent vingt et un francs quinze centimes (1,740,521'15), applicable au chapitre I^{er} : *Recettes de trafic et hrs trafic*.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,
Signé : GASTON DOUMERGUE.

N° 44903. — *Loi rendant applicables, à partir du 1^{er} janvier 1904, les articles 3 et 4 de la loi du 28 février 1904 concernant la ville de Chambéry.*

Du 8 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 10 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Sont applicables, à partir du 1^{er} janvier 1904, les dispositions des articles 3 et 4 de la loi du 28 février 1904, qui ont fixé les taux maxima de la taxe sur les propriétés non bâties et du droit proportionnel de la licence municipale dans la ville de Chambéry.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : E. COMBES.

N° 44904. — Loi ayant pour objet de soumettre à la surveillance permanente des employés des contributions indirectes les Raffineries de sucre.

Du 9 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 10 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les raffineries de sucre sont soumises à la surveillance permanente des employés des contributions indirectes. Sont abrogés l'article 8, paragraphe 2, de la loi du 5 août 1890 et l'article 23 de la loi du 26 juillet 1893.

2. Les droits sur les sucres mis en œuvre dans les raffineries sont définitivement liquidés, à la sortie de ces établissements, d'après la nature des produits expédiés, savoir :

Pour les sucres candis, sur leur poids net effectif;

Pour les sucres raffinés ou agglomérés en pains, tablettes ou morceaux et pour les sucres raffinés à l'état de granulés, glace, semoule, sur leur poids net effectif comme raffiné;

Pour les vergeoises, sur la quantité de raffiné qu'elles représentent d'après leur richesse saccharine sous déduction de quatre fois le poids des cendres;

Pour les mélasses, à raison d'un franc vingt-cinq centimes (1^{fr} 25) par cent kilogrammes (100^{kg}) de mélasses. Toutefois, sont exemptes de toute taxe les mélasses exportées, dirigées sur les distilleries ou employées à des usages agricoles ou industriels dans les conditions qui auront été déterminées par décret rendu sur avis du comité consultatif des arts et manufactures.

3. Les droits constatés dans les conditions prévues à l'article 2 sur les sucres candis, sucres raffinés ou agglomérés et vergeoises sont imputés, jusqu'à due concurrence, sur les sommes déjà payées ou garanties par le raffineur, conformément aux dispositions des lois des 19 juillet 1880 et 26 juillet 1893 et dont il aura été crédité.

Un inventaire annuel est établi par les agents de la régie. Si les droits afférents aux quantités reconnues par l'inventaire, augmentés des droits constatés à la sortie, sont inférieurs au compte créditeur, la différence reste acquise au Trésor. Dans le cas contraire, la différence est payée au comptant, dans les conditions prévues par la loi du 15 février 1875; toutefois, cette différence n'est constatée que pour

mémoire, en tant qu'elle n'exécède pas cinq pour cent (5 p. o/o) des droits afférents au sucre représenté par les produits existant dans l'usine au moment de l'inventaire.

4. Des règlements d'administration publique détermineront les obligations des raffineurs, en ce qui concerne notamment la forme et le contrôle des déclarations des sorties et des quantités existant à l'inventaire; les conditions d'agencement et d'exercice des usines; les produits qui peuvent être reçus dans les raffineries et ceux qui peuvent en être expédiés, ainsi que les caractères distinctifs de ces produits et les conditions auxquelles leur introduction et leur enlèvement sont subordonnés; le mode de tenue des comptes et de liquidation des droits; l'époque et la forme des inventaires; enfin, d'une manière générale, toutes les mesures nécessaires pour assurer l'entière exécution de la présente loi.

5. Les obligations cautionnées garantissant les droits sur les sucres bruts destinés aux raffineries peuvent être souscrites soit à un mois de terme, sans intérêt, soit à quatre mois, avec intérêt à compter de l'expiration du premier mois.

6. La taxe prévue aux articles 13 de la loi du 5 août 1890 et 26 de la loi du 26 juillet 1893 est fixée à huit centimes (0^o08) par cent kilogrammes (100^k) de sucre raffiné.

A l'importation et à la sortie des fabriques-raffineries, les sucres raffinés ou agglomérés de toute forme et de toute origine acquitteront cette taxe sur leur poids effectif, considéré comme raffiné, et les sucres candis à raison de cent sept kilogrammes (107^k) de raffiné par cent kilogrammes (100^k) de candi, poids effectif.

7. Sont assimilés aux raffineries, pour l'application de la présente loi, tous les établissements où les sucres cristallisés en grains sont, par un procédé quelconque, transformés en pains, tablettes ou morceaux.

8. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1904.

A cette date, il sera procédé dans les raffineries à un inventaire général en vue de déterminer les sommes dont le raffineur doit être crédité à raison des produits libérés existant dans l'établissement.

Il sera fait application, pour cet inventaire, comme pour les inventaires prévus à l'article 3, des dispositions contenues dans les paragraphes 1, 2, 6 et 7 de l'article 6 de la loi du 28 janvier 1903.

9. Les contraventions aux dispositions de la présente loi et aux prescriptions des décrets qui seront rendus pour son exécution seront punies des peines portées à l'article 3 de la loi du 30 décembre 1873.

10. La surtaxe de douane sur les sucres candis de toute origine est fixée à six francs (6^f) par cent kilogrammes (100^k) de poids effectif.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44905. — *Loi portant ouverture de Crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.*

Du 9 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 10 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

EXERCICES CLOS.

ART. 1^{er}. Il est accordé aux ministres, en augmentation des restes à payer des exercices clos 1900, 1901 et 1902, des crédits spéciaux s'élevant à la somme totale de deux millions cent vingt-sept mille huit cent quatre francs quarante-sept centimes (2,127,804⁴⁷), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices.

Ces crédits demeurent répartis par ministère et par service, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834 et à l'article 6 de la loi du 29 mars 1901.

TITRE II.

EXERCICES PÉRIMÉS.

2. Il est accordé aux ministres, sur l'exercice 1904, pour le paiement de créances d'exercices périmés (France et Algérie), des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme totale de cent sept mille deux cent soixante francs quatre-vingt-un centimes (107,260⁸¹) et répartis par ministère et par service, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

TITRE III.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

Légion d'honneur.

EXERCICES PÉRIMÉS.

3. Il est ouvert au ministre de la justice, au titre du budget annexe de la Légion d'honneur, sur l'exercice 1904, pour le paiement de créances des exercices périmés 1897 et 1898, des crédits extraordinaires s'élevant à la somme totale de mille trois cent vingt-cinq francs (1,325').

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1904.

Caisse des invalides de la marine.

EXERCICES CLOS.

4. Il est ouvert au ministre de la marine, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, en augmentation des restes à payer des exercices clos 1900 et 1901, des crédits spéciaux s'élevant à la somme totale de deux mille trente-neuf francs dix-huit centimes (2,039'18), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices.

Le ministre de la marine est, en conséquence, autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses d'exercices clos, au budget annexe de la caisse des invalides de la marine pour l'exercice courant.

EXERCICES PÉRIMÉS.

5. Il est ouvert au ministre de la marine, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sur l'exercice 1904, pour le paiement des créances de l'exercice périmé 1899, un crédit extraordinaire de trois cent onze francs soixante-six centimes (311'66).

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1904.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

ÉTATS ANNEXÉS.

EXERCICES CLOS.

ÉTAT A.

Tableau, par ministère, des Crédits supplémentaires accordés pour dépenses d'exercices clos.

MINISTÈRES ET SERVICES.	CREDITS BUDGETAIRES
Ministère des finances.....	33,800
Ministère des affaires étrangères.....	18,900
Ministère de l'intérieur et des cultes (France). — 1 ^{re} section. — Intérieur.....	62,700
Ministère de l'intérieur et des cultes (Algérie).....	4,300
Ministère de la guerre. — Dépenses ordinaires.....	3
Ministère de la guerre. — Troupes coloniales.....	366,900
Ministère de la marine.....	13,700
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2 ^e section. — Beaux-arts.....	172,000
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1 ^{re} section. — Commerce et industrie.....	913,100
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2 ^e section. — Postes et des télégraphes.....	1,200
Ministère des colonies.....	276,000
Ministère de l'agriculture.....	1,500
Ministère des travaux publics. — 1 ^{re} section. — Dépenses ordinaires.....	226,500
Ministère des travaux publics. — 2 ^e section. — Dépenses extraordinaires.....	226,500
TOTAL de l'état A.....	2,127,500

EXERCICES PÉRIMÉS.

ÉTAT B.

Tableau, par ministère, des crédits extraordinaires spéciaux pour dépenses d'exercices périmés.

MINISTÈRES ET SERVICES.	CREDITS BUDGETAIRES
Ministère de la justice.....	5,500
Ministère des affaires étrangères.....	2,100
Ministère de l'intérieur et des cultes (France). — 1 ^{re} section. — Intérieur.....	2,100
Ministère de l'intérieur et des cultes (Algérie).....	4,000
Ministère de la guerre. — 1 ^{re} section. — Dépenses ordinaires.....	600
Ministère de la marine.....	34,000
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1 ^{re} section. — Beaux-arts.....	3,500
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	200
Ministère des colonies.....	500
Ministère de l'agriculture.....	500
Ministère des travaux publics. — 1 ^{re} section. — Dépenses ordinaires.....	7,000
Ministère des travaux publics. — 2 ^e section. — Dépenses extraordinaires.....	7,000
TOTAL de l'état B.....	107,000

Vu pour être annexé à la loi du 9 juillet 1904, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : BOUTIER

N° 44906. — *Loi concernant l'ouverture d'un Crédit supplémentaire applicable aux dépenses de la Chambre des députés pour l'exercice 1904.*

Du 9 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 10 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre des finances, en addition aux crédits accordés pour l'exercice 1904, un crédit supplémentaire de soixante-quinze mille francs (75,000^f) qui sera inscrit au chapitre XLIV : *Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés.*

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44907. — *Loi portant ouverture, au Ministre de la justice, d'un Crédit extraordinaire de 10,000 francs, à titre de subvention, pour la célébration du centenaire de la promulgation du Code civil.*

Du 19 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre de la justice, sur l'exercice 1904, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 30 décembre 1903, un crédit extraordinaire de dix mille francs (10,000^f) qui sera inscrit à un chapitre spécial portant le numéro XXII bis et ainsi libellé : *Subvention pour la célébration du centenaire du Code civil.*

Il sera pourvu à ce crédit aux [moyens] des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

N° 44908. — *Loi déterminant les participations de l'État et de l'Algérie dans la charge annuelle des Chemins de fer de la colonie.*

Du 23 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1905, les charges et les produits nets résultant annuellement, tant des conventions relatives aux garanties d'intérêts et au partage des bénéfices que du rachat ou de l'exploitation des chemins de fer d'intérêt général établis ou à établir en Algérie, seront inscrits respectivement aux dépenses obligatoires et aux recettes du budget spécial de la colonie.

2. Les avances de l'État aux compagnies de chemins de fer algériens sont remplacées par une subvention annuelle au budget de l'Algérie, fixée à forfait à dix-huit millions de francs (18 millions) pour chacun des exercices 1905, 1906 et 1907. Cette subvention décroîtra ensuite annuellement de trois cent mille francs (300,000^f) pour les années 1908 à 1912 inclusivement; de quatre cent mille francs (400,000^f) pour les années 1913 à 1917 et de cinq cent mille francs (500,000^f) à partir de 1918 jusqu'à l'année 1946 où elle prendra fin.

Les crédits afférents à la subvention de l'État seront inscrits au budget général (3^e partie. — Dépenses du ministère des travaux publics), sous la rubrique : *Subvention à l'Algérie pour les dépenses des chemins de fer.*

3. L'État garde à sa charge l'annuité de trois millions six cent soixante et un mille trente-six francs trente-six centimes (3,661,036^f36) dû à la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, en représentation de la subvention qui lui a été allouée pour l'établissement des lignes dont elle est concessionnaire en Algérie.

4. A partir du 1^{er} janvier 1905, le minimum du fonds de réserve de l'Algérie, au delà duquel des prélèvements pourront être faits pour gager des travaux d'intérêt général conformément au paragraphe 5

de l'article 13 de la loi du 19 décembre 1900, est porté à dix millions de francs (10,000,000').

L'État renonce à tout prélèvement sur le fonds de réserve, après le règlement de l'exercice 1904.

5. Lorsque les produits nets encaissés par l'Algérie, à quelque titre que ce soit, du chef des voies ferrées établies sur son territoire, excéderont les charges lui incombant pour l'ensemble de ces lignes, l'excédent sera partagé entre la métropole et la colonie dans la proportion des avances de garantie, annuités de rachat, intérêts d'emprunts ou insuffisance d'exploitation supportés respectivement par chacune d'elles jusqu'au moment du partage.

Un règlement d'administration publique déterminera les formes dans lesquelles seront dressés les comptes à établir en vue de ce partage.

6. A partir du 1^{er} janvier 1905, le gouverneur général de l'Algérie exercera sous l'autorité du ministre des travaux publics, les pouvoirs qui appartiennent à ce dernier, en vertu des lois, règlements et conventions en vigueur, pour tout ce qui concerne la construction et l'exploitation des chemins de fer, lesquels continuent de faire partie du domaine national.

Il pourra, lorsqu'il le jugera à propos, demander l'avis préalable des conseils institués auprès du ministre des travaux publics pour l'examen de ces questions.

L'organisation des conseils, sur le rapport ou l'avis desquels il statuera, dans le cas où il n'usera pas de cette faculté, sera soumise à l'approbation du ministre des travaux publics.

Le réseau d'État (ancienne compagnie franco-algérienne) continuera à être géré et administré comme il l'est actuellement.

7. Les modifications qui seraient apportées aux conventions existantes, avec ou sans changement dans la constitution des réseaux, le rachat, l'exploitation en régie des lignes actuellement concédées devront être délibérés par les délégations financières et le conseil supérieur du Gouvernement, dans les formes prévues pour le vote du budget, et approuvés par décret délibéré en Conseil d'État, contresigné par les ministres des travaux publics et des finances.

En cas de rachat à l'amiable, la convention sera délibérée par les délégations financières et le conseil supérieur du gouvernement de l'Algérie, dans les formes prévues pour le vote du budget spécial, et approuvée par une loi.

Le gouverneur général de l'Algérie et les compagnies concessionnaires de chemins de fer dans la colonie sont autorisés, en tant que de besoin, à traiter dans les conditions prévues par les dispositions précédentes.

Tout affermage ou toute concession d'un chemin de fer d'intérêt général de plus de vingt kilomètres (20^k) devra être approuvé par une loi.

8. Les tramways qui, en vertu de la loi du 11 juin 1880, ne peuvent être concédés par les départements ou les communes, sont concédés par le gouverneur général de l'Algérie.

Tous les pouvoirs conférés dans la métropole, en matière de chemins de fer d'intérêt local ou de tramways, au ministre des travaux publics seront exercés par le gouverneur général de l'Algérie.

9. Les comptes présentés par les compagnies concessionnaires ou fermières de chemins de fer et de tramways de l'Algérie seront soumis, dans les formes prévues par les lois, règlements et conventions, à la commission supérieure de vérification des comptes.

10. Chaque année, le gouverneur général de l'Algérie adressera au ministre des travaux publics un rapport sur la situation du service des chemins de fer et les résultats financiers de l'exploitation au cours de l'année.

Ce rapport sera publié au *Journal officiel de la République française*.

11. Sont abrogées toutes dispositions contraires aux dispositions de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre
des travaux publics,
Signé : MARÉJOL.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur
et des cultes,
Signé : E. COMBES.

N° 44909. — *Loi concernant la cession à la ville d'Auxonne de terrains et de constructions provenant des anciennes fortifications de cette place.*

Du 29 Juillet 1904.

Promulguée au *Journal officiel* du 31 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 15 janvier 1904, entre le maire d'Auxonne et les représentants des départements de la guerre et des finances, comportant la cession à la ville des terrains et constructions désignés par ladite convention et le plan y annexé, le versement par la ville d'une somme de quarante mille francs (40,000^f), la remise par cette ville d'un terrain destiné à l'extension

du champ de manœuvre de la garnison, et autres conditions détaillées aux divers articles de ladite convention.

Un exemplaire de cette convention restera annexé à la présente loi.

2. Les versements effectués par la ville seront inscrits en recette au compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur
et des cultes,

Signé : E. COMBES.

CONVENTION

ENTRE L'ÉTAT ET LA VILLE D'AUXONNE.

L'an 1904, le 15 janvier, par-devant nous, Louis Michel, préfet de la Côte-d'Or, assisté de M. Defong, directeur des domaines à Dijon, représentant l'administration des domaines, ont comparu :

1° M. Ballet, chef de bataillon, chef du génie, agissant au nom du département de la guerre, en vertu d'une autorisation ministérielle du 7 décembre 1903;

2° M. Gruet, maire de la ville d'Auxonne, dûment autorisé aux fins des présentes, par une délibération du conseil municipal de cette ville en date du 23 juin 1903, approuvée par nous, préfet, le 26 juin 1903,

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Un décret rendu le 18 août 1896 en exécution de la loi du 27 mai 1889 a prononcé le déclassement des fortifications de la place d'Auxonne.

La présente convention a pour objet de régler les clauses et conditions de la cession par l'État à la ville d'Auxonne d'une partie des terrains et constructions dépendant des fortifications déclassées.

ART. 1^{er}. L'État cède à la ville d'Auxonne, représentée par M. Gruet, son maire, qui accepte, les immeubles dont la désignation suit :

1° Les parties de la fortification déclassée figurant au plan annexé au présent acte :

Sous la lettre E avec une teinte violette;

Sous la lettre E1, E2 avec une teinte violette hachurée de terre de Sienné;

Sous la lettre E3 avec une teinte violette hachurée de terre de Sienné;

Sous la lettre G1 avec une teinte terre de Sienné et limitée.

Au nord :

Par la parcelle désignée sous la lettre A et avec une teinte jaune hachurée de carmin, parcelle déjà cédée à la ville d'Auxonne par l'article 4 (n° 2) de la convention du 15 novembre 1895.

A l'ouest et au nord :

Par les terrains marqués d'une teinte jaune déjà cédés à la ville par l'article 4 (n° 6) de la même convention pour le boulevard à créer entre le bastion 12 et la place du Château, jusqu'au point (3) d'intersection de la ligne h' k' avec le prolongement du pied de l'escarpe du flanc est du bastion 11, à partir de ce point O', par la ligne O' p' prolongeant le pied de l'escarpe du flanc est du bastion 11, au delà du point p' par

le pied des murs d'escarpe du bastion 11, de la courtine 11-8 et du bastion 8, puis jusqu'au chemin de fer par le batardeau 30, déjà cédé à la ville, enfin au delà du chemin de fer, par la crête du talus est au contre-fossé du Vannois, jusqu'à la limite du terrain militaire.

Au sud et à l'est :

Depuis le contre-fossé du Vannois jusqu'au pont 48 par la limite actuelle du terrain militaire définie par le procès-verbal de bornage du 12 septembre 1868, qui reste déposé aux archives du génie, entre les bornes 58 et 13 et par une portion de la ligne joignant les bornes 13 et 12 jusqu'au pont 48 sur la Brisotte.

Le batardeau éclusé 31, murs et voutes, est compris dans la parcelle ainsi délimitée :

De l'ensemble de ces terrains, il convient de déduire comme n'étant pas compris dans la présente cession :

a) Les parcelles déjà cédées à la ville pour l'établissement de voies publiques par la convention du 15 novembre 1895 et désignées à l'article 4 de cette convention sous les numéros 3, 4 et 5.

Ces parcelles sont représentées sur le plan ci-joint par une teinte jaune, pour les voies publiques prolongeant les rues Juran et du Jura et par une teinte jaune hachurée de carmin pour la parcelle A prolongeant la rue des Moulins et pour la parcelle B située entre le point a et le chemin de fer;

b) Les terrains occupés par la Compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée pour la ligne de Dijon à Belfort. Ces terrains sont désignés sur le plan ci-joint, sous la lettre F et par une teinte carmin;

c) La parcelle O comprenant un jardin et le bâtiment Q vendus à M. Tournier (Caille) par acte passé, le 17 mars 1899, devant M. le maire d'Auxonne, régulièrement délégué à cet effet, par nous, préfet de la Côte-d'Or;

2° Le pont n° 48 sur la Brisotte;

3° Une parcelle désignée au plan ci-joint par la lettre C et par une teinte terre de Sienne, comprenant le lit et les berges du ruisseau de la Brisotte, avec la bande de terrain de cinquante centimètres (0^m 50) de largeur appartenant au domaine militaire sur la rive gauche et une bande de six mètres (6^m) de largeur sur la rive droite limitée :

Au nord :

Par le prolongement de la ligne formant la limite sud de la parcelle dite *Paquier* de la Brisotte, cédée par la ville à l'État et dont il sera question plus loin.

A l'est :

Par une partie de la ligne joignant les bornes 7-8 et par la ligne brisée joignant les bornes 8-9-10-11-12-13 jusqu'au pont 48 et suivant la berge du ruisseau, à environ cinquante centimètres (0^m 50) de distance.

A l'ouest :

Par des lignes respectivement parallèles aux précédentes, laissant tout le long de la Brisotte une bande de terrain de six mètres (6^m) de largeur à la ville après que celle-ci aura élargi d'un mètre (1^m) le lit actuel de ce ruisseau.

Au sud :

Par le pont 48 et la parcelle susdésignée cédée à la ville pour le prolongement de la rue des Moulins;

4° Le blockhaus nord de la porte de France, consistant en un bâtiment en pierres, vouté et terrassé et désigné par la lettre K et par une teinte noire au plan ci-joint;

5° Une parcelle de terrain à l'intérieur de la ville, de forme triangulaire, joignant au sud le magasin aux fourrages W, à l'ouest l'ancienne rue Militaire cédée à la ville par l'article 4 (n° 8) de la convention du 15 novembre 1895, et à l'est les bâtiments Dessirier et Barbier.

Cette parcelle est limitée par les côtés du triangle formé par les bornes 14, 15 et 16. Elle est désignée sur le plan joint au présent acte par la lettre H et un filet de carmin.

Le pont-bascule que le service de l'intendance possède sur cette parcelle pour le service du magasin à fourrages W y sera maintenu en service, aussi longtemps que le département de la guerre le jugera utile, et les matériaux de ce pont-bascule resteront la propriété de l'État.

6° Une autre parcelle de forme irrégulière à l'intérieur de la ville, désignée au plan ci-annexé sous la lettre I et par un liéré de carmin, comprenant la partie basse d'une ruelle dite *ruelle de l'Abreuvoir* descendant vers la petite Saône, le lit de la petite Saône avec ses talus et berges et une petite partie triangulaire sur la rive droite de la petite Saône, touchant :

Au nord :

L'ancienne rue Militaire et le pont rouge cédés à la ville par l'article 4 (n° 8 et 9) de la convention du 15 novembre 1895.

A l'est et au nord :

Le mur de clôture du bâtiment V (magasin à poudre), la ruelle de l'abreuvoir de M. Adler.

Au sud et à l'ouest :

La petite Saône et M. Adler.

Cette parcelle touche de plusieurs côtés les terrains vendus par l'État à M. Adler (Emmanuel), suivant acte passé devant le maire d'Auxonne, le 17 mars 1899. Aux termes de cet acte, l'État a été déchargé par l'acquéreur de toute responsabilité concernant la délimitation à faire avec la ville. De son côté la ville d'Auxonne s'interdit tout recours contre l'État à ce sujet.

Les terrains et les bâtiments susdésignés appartiennent à l'État en toute propriété comme ayant fait partie de son domaine public depuis plus de trente ans et notamment depuis la construction des fortifications de la place d'Auxonne par Vauban en 1676.

Ils ne sont pas inscrits sur le tableau général des propriétés de l'État.

Ils sont d'une valeur de cinquante-deux mille francs (52,000'), et d'une contenance d'environ vingt-six hectares (26").

2. M. le maire d'Auxonne, au nom de la ville, s'engage à verser à l'État la somme de quarante mille francs (40,000'), payable sans intérêt, en vingt annuités de deux mille francs (2,000') chacune, pour commencer, le premier paiement dans le mois à partir de la promulgation de la loi approuvative de la présente convention, et continuer d'année en année, à partir de l'expiration du terme accordé pour le paiement de la première annuité, de manière que la totalité du prix soit acquittée dans l'espace de vingt ans et un mois.

Tous les paiements seront effectués à la caisse du bureau des domaines d'Auxonne, au crédit du compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898. En cas de retard, ils produiront intérêts à quatre pour cent (4 p. 0/0) à compter du jour de l'échéance.

3. En outre, M. le maire d'Auxonne, au nom de la ville, cède à l'État pour lequel accepte expressément M. le préfet de la Côte-d'Or, avec l'assistance du directeur des domaines, les immeubles dont la désignation suit situés sur le territoire de la commune d'Auxonne :

1° Partie contenant environ quatre-vingt-dix-neuf ares trente centiares (99° 30') d'une pièce de terre en nature de pré au lieu dit *Paquier de la Brisotte* inscrite à la matrice cadastrale sous le n° 584 de la section B pour une contenance totale d'un hectare deux ares (1° 2'). Cette partie joignant :

Au nord :

La route départementale n° 9, d'Auxonne à Gray et le chemin de la Grande-Prairie ou des Flammerans.

A l'est :

Le chemin de la Cour.

Au sud :

Une ligne parallèle à la rive droite de la Brisotte à la distance de six mètres (6") calculés après que la ville aura élargi d'un mètre (1") le lit actuel du ruisseau.

A l'ouest et au sud :

Les parties de la fortification conservées par l'État.

2° Partie contenant environ vingt-deux ares (22'), d'une parcelle de terre en nature de pré ayant servi d'emplacement à un ancien cimetière, inscrite à la matrice cadastrale sous le n° 789 de la section A pour une contenance totale de quarante-six ares quatre-vingts centiares (46' 80'), joignant :

Au nord :

Le chemin de la Grande-Prairie des Flammerans.

A l'est :

La route départementale n° 9.

Au sud :

Les terrains conservés par l'État.

A l'ouest :

La parcelle dont la désignation suit :

3° Partie comprenant environ un hectare quatre-vingt-onze ares cinquante centiares (1^h 91' 50") d'une parcelle en nature de pré, lieu dit *Paquier des Pierres* inscrite sous le n° 790 de la section A du plan cadastral pour une contenance totale de deux hectares treize ares cinquante centiares (2^h 13' 50"), joignant :

Au nord :

M. *Voituret* et le ruisseau la Barnassière.

A l'est :

Le chemin de la Grande-Prairie ou des Flammerans.

Au sud et à l'ouest :

L'ancien cimetière et les terrains conservés par l'État.

4° Une parcelle en nature de pré, lieu dit *Paquier des Pierres* contenant un hectare soixante-sept ares quatre-vingt-dix centiares (1^h 67' 90"), portée au plan cadastral sous le n° 791 de la section A joignant :

Au nord :

Le ruisseau la Barnassière.

Et de tous autres côtés, la parcelle dont la désignation précède immédiatement.

Ces quatre parcelles sont désignées sous la lettre P avec des hachures vertes au plan annexé aux présentes.

Elles sont ensemble d'une valeur de douze mille francs (12,000').

Origine de propriété.

4. La ville d'Auxonne est propriétaire des terrains par elle présentement cédés ainsi qu'il suit :

1° Des parcelles portées sous les n° 1 et 3 de la désignation qui précède pour les avoir possédées depuis plus de trente ans à titre de propriétaire et aux conditions requises pour en prescrire la propriété ainsi qu'il résulte :

a. De deux plans et procès-verbaux de bornage dressés le 1^{er} décembre 1813 par M. *Scheffer*, voyer de la ville d'Auxonne, chargé du bornage des terrains appartenant à la ville, en exécution d'un arrêté du maire d'Auxonne, du 26 juin 1818, approuvé par le préfet le 9 juillet suivant, lesquels documents constatent que les deux parcelles dites au *Paquier de la Brisotte* et au *Paquier des Pierres* étaient alors possédées par la ville à titre de propriétaire.

b. D'un extrait de la matrice cadastrale délivré par M. le maire d'Auxonne, le 1^{er} février 1903, établissant que ces deux parcelles ont toujours été inscrites au nom de la ville d'Auxonne.

c. D'un acte de notoriété dressé en présence de témoins par M. *Chesot*, notaire à Auxonne, le 13 juin 1903, enregistré, dont une expédition est annexée aux présentes justifiant que la possession de la commune réunit les conditions requises par la loi pour prescrire;

2° Quant à la parcelle ayant servi d'emplacement à un ancien cimetière, décrit sous le n° 2 de la désignation et pour laquelle il n'a pas été possible de trouver aucun acte d'acquisition proprement dit, M. le maire déclare :

Que ce cimetière a été établi par la ville d'Auxonne en 1769, qu'il figure au nom de la commune sur l'état de section du cadastre qu'aux termes de la disposition finale de l'article 538 du code civil les cimetières font partie du domaine public communal; que par délibération du 1^{er} février 1839, approuvée par M. le préfet de la Côte-d'Or le 23 août suivant, le conseil municipal a voté la fermeture du cimetière, sa translation sur un emplacement nouveau et sa mise en culture à l'expiration du délai im-

posé par l'article 9 de la loi des 6, 15 mai 1791, c'est-à-dire dix ans après les dernières inhumations.

Que l'ouverture du nouveau cimetière a été décidée par une délibération du conseil municipal du 25 février 1843, approuvée par M. le préfet le 13 mars suivant.

Et qu'enfin par acte passé en mairie le 11 avril 1864, revêtu de l'approbation préfectorale le 25 du même mois, la ville d'Auxonne a affirmé l'emplacement de cimetière abandonné à dater du 1^{er} mai 1864.

Les originaux de ces documents étant conservés aux archives municipales, des copies certifiées resteront annexées aux présentes.

De plus, il résulte de l'acte de notoriété du 13 juin 1903 susvisé, que depuis la fermeture de l'ancien cimetière, la ville d'Auxonne a possédé le terrain désaffecté dans les conditions requises pour en prescrire au besoin la propriété;

3° La quatrième parcelle, dite *Paquier des Pierres* a été acquise par la ville d'Auxonne, de M. *Alexandre-Hugues Voituret*, propriétaire à Auxonne, aux termes d'un acte passé devant M. *Chenot*, notaire à Auxonne, le 12 juillet 1902, enregistré, transcrit au bureau des hypothèques de Dijon le 13 juin 1903 (Vol. 2221, n° 35) et inscrit d'office le même jour (Vol. 1614, n° 256).

Cette acquisition, subordonnée à la condition suspensive de l'approbation des présentes a été consentie moyennant le prix de cinq mille francs (5,000^f) que la ville d'Auxonne s'est engagée à payer aussitôt après l'accomplissement des formalités hypothécaires et sous ladite condition suspensive.

M. *Voituret*, vendeur, était lui-même propriétaire de la parcelle vendue, pour l'avoir recueillie moitié dans la succession de M. *Jean-Baptiste-Louis-François-Edouard Voituret*, son père, décédé intestat à Auxonne le 21 juin 1872, dont il était l'unique héritier; et l'autre moitié dans la succession de M^{me} *Simonne-Laure Voituret*, veuve de *Louis-Adolphe Humbert*, sa tante paternelle, décédée intestat à Auxonne, le 17 décembre 1896, dont il était également seul héritier.

M. *Jean-Baptiste-Louis-François-Edouard Voituret* et M^{me} *Simonne-Laure Voituret*, veuve *Humbert*, frère et sœurs germains, avaient eux-mêmes recueilli cet immeuble dans la succession de M. *François-Antoine Voituret*, leur père, propriétaire, demeurant à Auxonne, ou il est décédé intestat le 4 janvier 1868, et dont ils étaient seuls et uniques héritiers.

Cette origine a été constatée à l'acte de vente du 12 juillet 1902, en présence de deux témoins qui l'ont certifiée sous les peines de droit et dont le témoignage établit qu'à défaut d'acte d'acquisition remontant à plus de trente ans, M. *Voituret*, vendeur, est propriétaire par prescription de la parcelle dont il s'agit.

Ces constatations sont complétées en tant que de besoin par un acte de notoriété passé devant M^e *Chenot*, notaire, le 13 juin 1903 et dont une expédition est ci-annexée, duquel il résulte que M. *Jean-Baptiste-Louis-François-Edouard Voituret* et M. *François-Antoine Voituret* sont l'un et l'autre décédés sans avoir fait de testament, et par un extrait de la matrice cadastrale constatant que la parcelle dont il s'agit figure au compte de M. *Voituret*.

M. *Voituret*, vendeur, a déclaré, à l'acte du 12 juillet 1902, qu'il est célibataire majeur et qu'il n'a jamais rempli de fonctions emportant hypothèque légale.

L'état délivré, sur la transcription du contrat de vente du 12 juillet 1902, par M. le conservateur des hypothèques, à Dijon, n'a révélé l'existence d'aucune inscription autre que celle prise d'office par le conservateur.

Conditions générales.

5. 1° Les parties contractantes sont censées bien connaître les immeubles cédés de part et d'autre;

2° Elles les prendront dans l'état où elles les trouveront le jour de l'entrée en jouissance sans pouvoir prétendre à aucune garantie, ni à aucune diminution de prix, pour vices cachés, dégradations, réparations, ou erreur dans la désignation;

3° La cession est faite, de part et d'autre, sans garantie de mesure, consistance et valeur, et il ne pourra être exercé respectivement aucun recours en indemnité, réduction ou augmentation de prix, quelle que puisse être la différence en plus ou en moins dans la mesure, consistance ou valeur;

4° Les parties contractantes n'auront la propriété des immeubles cédés et elles n'en entreranno en jouissance que le jour où la loi approbative des présentes sera devenue exécutoire;

5° Les baux en cours intéressant les immeubles cédés de part et d'autre, seront résiliés le jour de l'entrée en jouissance par celle des deux parties qui les aura consentis, et à ses frais, de manière que l'autre partie n'en soit pas tenue et ne peut être inquiétée à ce sujet;

6° Les fermages ou redevances échus ou courus audit jour de l'entrée en jouissance resteront acquis à la partie par laquelle les baux ou autorisations auront été consentis.

Conditions spéciales aux immeubles cédés par l'État.

6. 1° Les immeubles cédés par l'État sont libres de toutes dettes et hypothèques.

2° La ville d'Auxonne supportera, à compter de l'approbation législative des présentes, les impôts et charges auxquels les immeubles cédés par l'État pourront être assujettis;

3° La ville assurera à ses frais l'exécution de l'élargissement de la Brisotte, depuis la vanne 35 jusqu'au contre-fossé du Vannois, de manière que l'écoulement des eaux soit assuré convenablement et que l'État soit déchargé de toute responsabilité : raison de la suppression de la vanne 35 condamnée;

Elle assurera en outre le curage des ruisseaux cédés (Brisotte et Vannois), l'entretien du chemin de desserte de six mètres (6^m) qu'elle doit aménager sur la rive droite de ces ruisseaux, ainsi que l'entretien du pont 48;

4° Les parcelles de forme triangulaire E3, à l'origine de la rectification de la route nationale n° 5, figurées au plan ci-joint par une teinte violette hachurée de terre Sienne, seront employées au dégagement de cette route, dont elles seront parties intégrantes;

5° Les dépendances (talus, fossés, etc.) de la route nationale n° 5 et de la route départementale n° 9, dépassant les limites fixées dans la convention du 15 novembre 1895, seront incorporées à ces routes, étant entendu qu'au cas de constructions, murs ou d'immeubles le long de celles-ci, les alignements donnés seront retranchés, les emprises affectées à ces voies dans les limites fixées par la convention précitée du 15 novembre 1895;

6° La partie de l'ancienne route nationale n° 5 comprise entre le chemin n° 15 à l'extrémité de la rectification sera conservée comme voie publique, la ville ne pouvant disposer à son gré que du reste de cette ancienne route entre le chemin de grande communication et l'origine de la rectification;

7° La partie du chemin de grande communication n° 8 englobée dans la parcelle E2 entre la route nationale n° 5 et le pont 46, sera maintenue dans son affectation actuelle;

8° La partie du chemin 48 englobée dans la parcelle E1, entre le pont 48 et l'ancienne route nationale sera maintenue également dans son affectation actuelle;

9° Est annulée et devra être considérée désormais comme non avenue la disposition de l'article 15 de la convention du 15 novembre 1895 portant que l'État s'engage à maintenir dans son état actuel la porte de Comté, à raison des souvenirs historiques qui s'y rattachent.

Comme conditions des présentes, la ville décharge l'État de toute obligation d'entretien et généralement de toute responsabilité quelconque au sujet de ce monument.

Il demeure entendu que la porte de Comté et tous les matériaux existant dans les terrains cédés à la ville seront la propriété de cette dernière;

10° Le terrain cédé à la ville par le n° 1 de l'article 4 de la convention du 15 novembre 1895 pour être affecté à la route départementale n° 9, d'Auxonne à Gray, n'ayant pas été utilisé en totalité, M. le maire d'Auxonne reconnaît que les parties non incorporées à la nouvelle route rentrent dans le domaine de l'État, sans indemnité, par suite de non accomplissement de la condition expresse de leur aliénation.

Ces parties sont représentées par une teinte jaune hachurée de noir sur le plan annexé aux présentes;

11° Dans le cas où le démantèlement entraînerait des remaniements de lignes topographiques souterraines traversant des immeubles désignés à l'article 1^{er}, les frais de ces remaniements seraient supportés par la ville d'Auxonne;

12° Seront, au surplus, exécutées dans toutes celles de leurs dispositions qui n'ont

rien de contraire aux présentes, les clauses et conditions du cahier des charges pour les ventes de biens de l'État, approuvé par le ministre des finances, le 6 octobre 1878 et dont M. le maire déclare avoir eu connaissance.

Conditions spéciales aux immeubles cédés par la ville.

7. 1° Les immeubles cédés par la ville d'Auxonne seront remis à l'État libres de tous droits réels, hypothèques ou charges quelconques;

2° Dans aucun cas, l'État ne pourra encourir aucune responsabilité de quelque nature qu'elle soit, et pour quelque cause que ce soit, au sujet de la translation de l'ancien cimetière;

3° Les formalités établies par l'article 2194 du code civil et par les avis du conseil d'État des 9 mai 1807 et 5 mai 1812, et par l'article 6 de la loi du 23 mai 1855 pour mettre tout créancier pouvant avoir sur les immeubles cédés par la ville hypothèque non inscrite, en demeure de prendre inscription, seront remplies à la diligence du service du génie, s'il y a lieu, mais exclusivement aux frais de la ville d'Auxonne.

8. Le présent contrat sera transcrit au bureau des hypothèques. Si lors de la transcription, ou après la purge des hypothèques, il existe ou survient des inscriptions sur les immeubles cédés par la ville, M. le maire s'oblige à en rapporter dans les quatre mois de la notification qui lui en serait faite, mainlevée et radiation entière, aux frais de la ville, faute de quoi les présentes conventions pourront être résiliées à la requête de l'État.

Frais.

9. Outre les frais précités de transcription et de purge, la ville d'Auxonne supportera seule tous les autres frais du présent contrat et de son approbation, y compris les droits de timbre et d'enregistrement, de la minute et des pièces annexées qui pourraient donner ouverture à ces droits, le coût, tant de l'expédition qu'elle pourra s'en faire délivrer que de celles destinées au directeur des domaines et au département de la guerre.

10. La présente convention ne deviendra définitive qu'après l'approbation des ministres de la guerre, des finances et de l'intérieur et lorsqu'elle aura été sanctionnée par une loi.

Dans les cas de résiliation prévus par la disposition finale de l'article 8 ci-dessus, ou encore si la présente convention est rejetée par les Chambres, les frais resteront à la charge de la ville d'Auxonne.

11. Resteront annexées au présent contrat, après avoir été revêtues d'une mention d'annexe, signées de toutes les parties, les pièces ci-après :

- 1° Extrait de la délibération du conseil municipal du 23 juin 1903;
- 2° Plan des immeubles cédés de part et d'autre;
- 3° Copie du procès-verbal de bornage et plan du *Paquier de la Brisotte*;
- 4° Copie du procès-verbal de bornage et plan du *Paquier des Pierres*;
- 5° Extrait du compte de la commune à la matrice cadastrale;
- 6° et 6° Expéditions des actes de notoriété du 13 juin 1903;
- 7° Copie de la délibération du conseil municipal du 1^{er} février 1839;
- 8° Copie de la délibération du conseil municipal du 25 février 1843;
- 9° Copie du bail de l'ancien cimetière du 11 avril 1864;
- 10° Expédition de l'acte d'acquisition *Voituret*, portant mention de la transcription;

- 11° État délivré sur cette transcription;
- 12° Extrait du compte *Voituret* à la matrice cadastrale.

Fait à Dijon, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire de la ville d'Auxonne,
Signé : GAUDET.

Le Chef de bataillon, chef du génie,
Signé : BALLET.

Le Préfet de la Côte-d'Or,
Signé : LOUIS MICHEL.

Le Directeur des domaines,
Signé : DUFONG.

N° 44910. — **DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour encouragements à l'Agriculture.**

Du 4 Novembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours:

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille deux cents francs pour traitement du secrétaire du Herd Book;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de mille deux cents francs (1,200^f) applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre IX : *Encouragements à l'agriculture.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués à titre de fonds de concours par MM. Berger-Levrault et compagnie.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Novembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44911. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre de l'agriculture*, sur l'exercice 1903, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à diverses dépenses.*

Du 11 Novembre 1903.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les déclarations ci-annexées constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de six cent huit mille vingt et un francs soixante-quinze centimes, prélèvement d'un pour cent sur les opérations du pari mutuel;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de six cent huit mille vingt et un francs soixante-quinze centimes (608,021⁷⁵), applicable comme suit :

Troisième partie :

CHAP. XXXV. Encouragements à l'industrie chevaline.....	597,421 ⁷⁵
— XLIII. Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses...	10,600 00
TOTAL.....	608,021⁷⁵

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués à titre de fonds de concours par les sociétés de courses autorisées.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Novembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44912. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.*

Du 3 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quatre mille neuf cents francs pour le traitement des professeurs d'agriculture d'Épernay et de Reims;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit de quatre mille neuf cents francs (4,900^f), applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre VIII : *Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département de la Marne.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé par interim
du ministère de l'agriculture,

Signé : G. TROUILLON.

N° 44913. — *DÉCRET qui supprime la Franchise postale aux troupes du corps expéditionnaire du Tonkin.*

Du 6 Février 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 30 mai 1871, accordant la franchise postale aux lettres provenant et à destination des militaires ou marins faisant partie des corps d'armée en campagne;

Vu l'article 3 de la loi du 30 mai 1871 et la loi du 16 avril 1895, exemptant du droit de commission les mandats-poste de cinquante francs et au-dessous adressés à ces mêmes militaires ou expédiés par eux ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La franchise dont jouissent actuellement les correspondances provenant ou à destination des troupes faisant partie du corps expéditionnaire dit du *Tonkin*, et qui occupent le Tonkin, l'Annam, le Cambodge, le Laos ou qui stationnent à Kouang-Tchéou-Van (Chine) cessera d'être appliquée à partir du 1^{er} novembre 1904.

2. L'exemption du droit de poste sur les mandats de cinquante francs (50^f) et au-dessous adressés aux militaires et marins désignés à l'article précédent ou expédiés par eux, cessera d'être appliquée à partir de la même date.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des finances, le ministre de la guerre, le ministre de la marine et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{al} ANDRÉ.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

Le Ministre des colonies,
Signé : GASTON DOUMERGUE.

Le Ministre de la marine,
Signé : CAMILLE PELLETAN.

N° 44914. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour Frais de répartition, d'administration et de contrôle, etc.*

Du 9 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

Vu l'article 10 de la loi de finances du 13 avril 1900;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la loi du 31 mars 1899, relative aux caisses régionales de crédit agricole mutuel;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de dix mille francs (10,000^f), applicable comme suit :

Troisième partie :

CHAP. II. Frais de répartition, d'administration et de contrôle, etc. 10,000^f

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués par la Banque de France dans les caisses du Trésor.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : RUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44915. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour subventions à diverses institutions agricoles.

Du 31 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de trois mille trois cent trente-trois francs trente-trois centimes pour l'entretien de l'école de Mamirodles (Doubs);

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit de trois mille trois cent trente-trois francs trente-trois centimes (3,333'33) applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre x : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Doubs.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : REUVEN.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé par intérim
du ministère de l'agriculture,
Signé : G. TROUILLOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44916. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour subventionner diverses Institutions agricoles.

Du 31 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, sur le fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de six cents francs pour la chaire spéciale d'agriculture de Gex (Ain);

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit de six cents francs (600^f) applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre 1 : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret, par le moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par la commune de Gex.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé par intérim
du ministère de l'agriculture.
Signé : G. TROUILLOT.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44917. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour le personnel de l'Enseignement agricole.*

Du 31 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quatre cents francs pour traitement du professeur spécial d'agriculture d'Arbois;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit de quatre cents francs (400^f), applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre VIII : *Personnel de l'enseignement agricole.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par la commune d'Arbois.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé par intérim
du ministère de l'agriculture,

Signé : G. TROUILLOT.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44918. — *DÉCRET portant approbation des déclarations signées à Paris, les 2 et 26 mars 1904, pour la prorogation de la Convention télégraphique conclue entre la France, la Belgique et les Pays-Bas.*

Du 5 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 12 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé :

1° La déclaration signée à Paris, le 2 mars 1904, pour la prorogation de la convention conclue, le 27 février 1891, et qui règle les relations téléphoniques entre la France et la Belgique ;

2° La déclaration signée à Paris, le 26 mars 1904, pour la prorogation de la convention conclue entre la France, la Belgique et les Pays-Bas, le 27 décembre 1890, en vue de déterminer les conditions de la transmission des télégrammes entre la France et les Pays-Bas par les lignes télégraphiques belges.

Lesdites déclarations, dont la teneur suit, sont approuvées et recevront leur pleine et entière exécution.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges, désirant faciliter les relations télégraphiques entre la France et la Belgique et usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de la convention télégraphique internationale signée, le 22 juillet 1875, à Saint-Petersbourg, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. La convention télégraphique entre la France et la Belgique, signée à Paris, le 27 février 1891, est et demeure prorogée tant que l'un des deux gouvernements contractants n'aura pas fait connaître, six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les soussignés, savoir :

M. Th. Delcassé, député, ministre des affaires étrangères de la République française, etc., etc., et M. A. Leghait, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges près le Président de la République française, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 2 mars 1904.

(L. S.) Signé : DELCASSÉ.

(L. S.) Signé : LEGHAÏT.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de S. M. la Reine des Pays-Bas, désirant faciliter les

relations télégraphiques entre la France et les Pays-Bas et usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de la convention télégraphique internationale signée, le 22 juillet 1875, à Saint-Petersbourg, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. La convention télégraphique entre la France, la Belgique et les Pays-Bas, signée à Paris, le 27 décembre 1890, est et demeure prorogée tant que l'un des gouvernements contractants n'aura pas fait connaître, six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les soussignés, savoir :

M. Th. Delcassé, député, ministre des affaires étrangères de la République française, M. A. Leghait, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges près le Président de la République française, et M. le chevalier de Stuers, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas près le Président de la République française, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à Paris, en triple exemplaire, le 26 mars 1904.

(L. S.) Signé : DELCASSÉ.

(L. S.) Signé : LEGHAIT.

(L. S.) Signé : DE STUERS.

2. Le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre
des affaires étrangères,
Signé : DELCASSÉ.

N° 44919. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes) qui nomme M. Chapsal, maître des requêtes au Conseil d'État, directeur du cabinet, chargé des services du personnel et de la comptabilité au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, commissaire général du gouvernement français en Belgique à l'occasion de l'exposition de Liège.

Il conservera ses fonctions actuelles. (Paris, 1^{er} Avril 1904.)

N° 44920. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) autorisant la commune de Rebastens (Tarn) à percevoir, pendant trente ans, sur les viandes provenant de l'abattoir une taxe d'abatage fixée à deux centimes cinquante centièmes par kilogramme de viande nette. Le produit de cette taxe, évalué annuellement à la somme de cinq mille cent soixante-seize francs environ, servira tant au remboursement d'un emprunt de soixante-trois mille cent quarante francs en capital et intérêts, qu'aux frais de gestion de l'abattoir. (Paris, 2 Mai 1904.)

N° 44921. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'élargissement de la route départementale n° 8, de Paris à Sézanne, dans les traverses de Fontenay-Trésigny et des Bordes de Fontenay, aux abords de la porte de Fontenay (Seine-et-Marne), à exécuter suivant les dispositions des lignes vertes du plan visé par l'ingénieur en chef, le 27 mars 1903, lequel plan restera annexé au présent décret;

2° L'administration départementale est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

5° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (Paris, 6 Mai 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Octobre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale	6 francs par an.
Partie supplémentaire	6 francs par an.
Aux deux parties	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2564.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44922. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour études et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 1^{er} Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public, par les départements de Lot-et-Garonne et de la Haute-Vienne, à titre de fonds de concours, pour l'établissement de diverses lignes de chemin de fer d'intérêt général, une somme totale de cent quarante-six mille trente-quatre francs dix centimes, savoir :

Département de Lot-et-Garonne. — Établissement de la ligne de Villeneuve-sur-Lot à Falguyrat. — Versement du département. (Récépissé n° 32389 du trésorier-payeur général du 31 décembre 1903.).....	72,000 ⁰⁰
Département de la Haute-Vienne. — Établissement des lignes de Limoges à Eymoutiers, Limoges au Dorat, Saillat à Bussière-Galant, Eymoutiers à Meymac et de Limoges à Brive. — Versement du département. (Récépissé n° 33214 du trésorier-payeur général du 21 décembre 1903.).....	74,034 10
TOTAL ÉGAL.....	146,034 10

⁽¹⁾ 1^{re} série; Bull. 1043, n° 10517.

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1904, deuxième section, chapitre LXXVIII bis : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer, en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent quarante-six mille trente-quatre francs dix centimes (146,034¹⁰), applicable à l'établissement des lignes concédées par lesdites conventions à la Compagnie d'Orléans.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Le Ministre des finances,

Signé : E. MARÉJOL.

Signé : ROUJEAU.

N° 44923. — *Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour études et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 25 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 49 de ladite loi; d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1904 soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des avances que ces compagnies mettent à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant ni les dépenses résultant de la loi du 14 juin 1897, le maximum de soixante-sept millions de francs;

Vu les décrets n° 9, 41 et 49 des 22 janvier, 18 et 29 février 1904, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, pour l'emploi des fonds de concours versés par les compagnies, conformément au

80.

conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à un million neuf cent soixante-quinze mille francs;

Vu l'article 62 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les récépissés n° 32729 et 32784 du receveur central des finances du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 20 février et 1^{er} mars 1904, par les compagnies des chemins de fer du Midi et d'Orléans, une somme totale d'un million trois cent mille francs (625,000^f + 675,000^f), pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'Etat sur les lignes qui ont été concédées à ces compagnies en vertu des conventions annexées aux lois précitées du 20 novembre 1883;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1904, deuxième section, chapitre LXXV bis : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat, sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883, pour l'emploi de fonds de concours versés par les Compagnies du Midi et d'Orléans, en exécution des conventions de 1883, un crédit additionnel d'un million trois cent mille francs (1,300,000^f).*

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.*

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois.*

Fait à Paris, le 25 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : ROUVIER.

Signé : E. MARUÉJOLLS.

N° 11924. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour subventions à diverses Institutions agricoles.

Du 31 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'Agriculture;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de six mille francs, pour l'école de laiterie de Poligny (Jura);

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit de six mille francs (6,000^f) applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre x : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Jura.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé par intérim
du ministère de l'agriculture,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44925. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour subventions à diverses Institutions agricoles.

Du 31 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1903;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10537.

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille huit cents francs pour les laiteries coopératives des Charentes et du Poitou;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1903, un crédit de mille huit cents francs (1,800'), applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre VIII : Subventions à diverses institutions agricoles.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par l'Association coopérative des laiteries des Charentes.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé par interim*

du ministère de l'agriculture,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44926. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour encouragements à l'Industrie chevaline.*

Du 9 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique ;

Vu les soixante-trois déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de trois cent mille deux francs dix centimes, prélèvement d'un pour cent sur les opérations du pari mutuel en faveur de l'élevage ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit de trois cent mille deux francs dix centimes (300,002^f 10), applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre, XXXVII : *Encouragements à l'industrie chevaline.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par les sociétés de courses.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 9 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé par intérim
du ministère de l'agriculture,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44927. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour subventions à diverses Institutions agricoles.*

Du 9 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1904 ;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours ;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille huit cents francs pour la laiterie coopérative des Charentes et du Poitou;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1904, un crédit de mille huit cents francs (1.800^f) applicable comme suit :

Troisième partie, chapitre x : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par l'Association coopérative des laiteries.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 9 Avril 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé par intérim
du ministère de l'agriculture,

Signé : G. THOUVENOT.

N° 44928. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce d'Alger à faire une Avance au Gouvernement général et à contracter un Emprunt.

Du 20 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 24 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'État en vue de l'établissement des lignes et réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu le décret du 30 octobre 1898⁽¹⁾, qui a rendu applicable en Algérie la loi susvisée du 9 avril 1898;

Vu la délibération, en date du 9 mars 1904, par laquelle la chambre de commerce d'Alger offre de mettre à la disposition du gouvernement général de l'Algérie, à titre d'avance, une somme de quatre mille sept cents francs, en vue de concourir aux dépenses d'installation d'un circuit téléphonique devant relier les communes de Marengo et de Meurad au réseau départemental par Bourkika, et sollicite l'autorisation de contracter, à cet effet, au taux d'intérêt de quatre francs soixante centimes, un emprunt d'égale somme;

Vu les délibérations aux termes desquelles les conseils municipaux de Marengo et de Meurad s'engagent à prendre à leur charge respective le service des intérêts annuels dudit emprunt et l'impôt sur ces mêmes intérêts;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 9 avril 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à avancer au gouvernement général de l'Algérie une somme de quatre mille sept cents francs (4,700^f), en vue de concourir aux dépenses de construction d'une ligne téléphonique reliant les communes de Marengo et de Meurad au réseau départemental d'Alger.

2. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs soixante centimes pour cent (4^f 60 p. 0/0), une somme de quatre mille sept cents francs (4,700^f), dont le montant sera affecté à cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de vingt ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 20 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

⁽¹⁾ *Air série Bull. 2029, n° 35605.*

N° 44929. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce d'Alger à faire une Avance au Gouvernement général et à contracter un Emprunt.*

Du 3 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 8 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire l'État, en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu le décret du 30 octobre 1898 ⁽¹⁾, qui a rendu exécutoire en Algérie la loi susvisée du 9 avril 1898;

Vu la loi du 19 décembre 1900, portant création du budget spécial de l'Algérie;

Vu la délibération du 9 mars 1904, par laquelle la chambre de commerce d'Alger offre de mettre à la disposition du gouvernement général l'Algérie, à titre d'avance, une somme de mille cinq cents francs en vue de la création d'une ligne téléphonique reliant la commune de Souma à un réseau départemental, et sollicite l'autorisation de contracter, à cet effet, un emprunt au taux d'intérêt de quatre francs soixante centimes pour cent, un emprunt d'une somme;

Vu la délibération aux termes de laquelle le conseil municipal de Souma s'est engagé à prendre à la charge de la commune les intérêts annuels de cet emprunt et l'impôt de quatre pour cent sur ces intérêts;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 23 avril 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à avancer au gouvernement général de l'Algérie une somme de mille cinq cents francs (1,500^f), en vue de concourir aux dépenses d'installation d'une ligne téléphonique reliant la commune de Souma au réseau départemental d'Alger.

2. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à emprunter, au taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs soixante centimes pour cent (4 60 p. o/o), une somme de mille cinq cents francs (1,500^f), dont le montant sera affecté à cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être autorisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des

dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de vingt ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 3 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44930. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce d'Alger à faire une avance au Gouvernement général et à contracter un Emprunt.

Du 8 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 12 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'État, en vue de l'établissement de lignes et de réseaux télégraphiques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu le décret du 30 octobre 1898⁽¹⁾ qui a rendu exécutoire en Algérie la loi susvisée du 9 avril 1898;

Vu la loi du 19 décembre 1900 portant création du budget spécial de l'Algérie;

Vu la délibération du 27 janvier 1904 par laquelle la chambre de commerce d'Alger offre de mettre à la disposition du gouvernement général de l'Algérie, à titre d'avance, une somme de treize mille huit cents francs en vue de la création d'une ligne téléphonique reliant la commune de Berrouaghia au réseau départemental et sollicite l'autorisation de contracter, à cet effet, au taux d'intérêt de quatre francs soixante centimes pour un emprunt d'égale somme;

Vu la délibération du 13 janvier 1904, aux termes de laquelle le conseil municipal de Berrouaghia s'est engagé à prendre à la charge de la commune les intérêts annuels dudit emprunt et l'impôt de quatre pour cent de intérêts;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2029, n° 35605.

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 28 avril 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à avancer au gouvernement général de l'Algérie une somme de treize mille huit cents francs (13,800'), en vue de concourir aux dépenses d'installation d'une ligne téléphonique reliant la commune de Berrouaghia au réseau départemental.

2. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs soixante centimes pour cent (4 60 p. o/o); une somme de treize mille huit cents francs (13,800'), dont le montant sera affecté à cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de vingt ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 8 Mai 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUVILLOT.

11931. — *Décret qui autorise la Chambre de commerce de Philippeville à faire une avance au Gouvernement général et à contracter un emprunt.*

Du 14 Mai 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire l'État en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu le décret du 30 octobre 1898⁽¹⁾ qui a rendu applicable en Algérie la loi susvisée du 9 avril 1898 ;

Vu la délibération, en date du 10 octobre 1902, par laquelle la chambre de commerce de Philippeville offre de mettre à la disposition du gouvernement général de l'Algérie à titre d'avance, une somme de dix-sept mille cent soixante-trois francs en vue de concourir aux dépenses d'installation d'un circuit téléphonique Philippeville-Saint-Charles-Jemmapes, et sollicite l'autorisation de contracter, à cet effet, au taux d'intérêt de cinq francs p. cent, un emprunt d'égale somme ;

Vu les délibérations aux termes desquelles les conseils municipaux de Philippeville, de Saint-Charles et de Jemmapes s'engagent respectivement à mettre à la charge de leur commune le service des intérêts annuels de l'emprunt, et celui de l'impôt de ces mêmes intérêts ;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes en date du 6 mai 1904,

LE DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Philippeville est autorisée à avancer au gouvernement général de l'Algérie une somme de dix-sept mille cent soixante-trois francs (17,163¹) en vue de concourir aux dépenses de construction d'une ligne téléphonique reliant les communes de Philippeville, de Saint-Charles et de Jemmapes.

2. La chambre de commerce de Philippeville est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas cinq francs p. cent (5¹ p. 100), une somme de dix-sept mille cent soixante-trois francs (17,163¹), dont le montant sera affecté à cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité concurrente, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions des règlements et établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de vingt ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 14 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUÏS.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2029, n° 35605.

N° 44932. — **DÉCRET** qui autorise la Chambre de commerce de Toulon à contracter un Emprunt en vue des travaux d'amélioration du port et qui établit un péage local audit port.

Du 18 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 26 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce;

Vu la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;

Vu le décret en date du 23 février 1904, rendu sur le rapport du ministre des travaux publics et autorisant l'exécution de travaux d'amélioration au port de Toulon (Var);

Vu les délibérations en date des 20 novembre et 20 décembre 1900 et 6 septembre 1901, complétées par la lettre du 13 mars 1903, et par lesquelles la chambre de commerce de Toulon demande l'autorisation de contracter, sous la garantie d'une taxe de péage, un emprunt de cent trente-sept mille deux cent quatre-vingt-dix francs pour le montant en être versé à l'État à titre de subside, en vue de l'exécution des améliorations autorisées par le décret précité du 23 février 1904;

Vu les délibérations en date des 9 janvier 1901 et 11 octobre 1901, par lesquelles le conseil municipal de Toulon s'est engagé à garantir, en cas d'insuffisance de la taxe de péage, le service d'intérêts et d'amortissement audit emprunt;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, en date des 19 avril et 3 novembre 1901, 29 janvier et 17 octobre 1902 et 9 novembre 1903;

Vu la dépêche du ministre des finances, en date du 7 avril 1903;

Vu la dépêche du ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 13 novembre 1902;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle a été soumis le projet et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 6 mars 1902;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Toulon (Var) est autorisée à contracter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3^{fr} 85 p. 0/0), un emprunt de cent trente-sept mille deux cent quatre-vingt-dix (137.290^{fr}) pour le montant en être versé à l'État, à titre de subside, en vue de l'exécution des travaux d'amélioration du port de Toulon autorisés par le décret susvisé du 23 février 1904.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être aliéné et concédé, en totalité ou par fractions, soit avec publicité

et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de trente ans.

2. A partir de la promulgation du présent décret, il sera établi au port de Toulon, sur tous les navires fréquentant le port, une taxe de péage de quinze centimes (0^e 15) par tonne de marchandises embarquées ou débarquées;

Seront exempts de cette taxe :

1^o Les navires appartenant à l'État ou employés à son service, et notamment les navires appartenant à des compagnies privées de navigation et affrétés par les différents départements ministériels pour les marchandises ou objets quelconques appartenant à l'État et destinés à son service en vertu de marchés réguliers;

2^o Les navires affectés au pilotage ou au remorquage;

3^o Les bateaux ou les navires se livrant à la pêche côtière;

4^o Les navires en relâche forcée, n'ayant effectué aucune opération commerciale dans le port;

5^o Les navires et bateaux naviguant au bornage ou au cabotage et jaugeant moins de cinquante tonneaux.

3. La perception de cette taxe est concédée à la chambre de commerce de Toulon, pour le produit en être exclusivement affecté au paiement des annuités (intérêts et amortissement) de l'emprunt de cent trente-sept mille deux cent quatre-vingt-dix francs (137,290) qu'elle est autorisée à contracter par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette perception cessera immédiatement après que le produit de ladite taxe aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au complet remboursement de l'emprunt, et, au plus tard, à l'expiration du délai de trente années fixé à l'article 1^{er} comme limite extrême de ce remboursement.

Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de commerce de Toulon adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au ministre des finances et au receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu détaillé des recettes perçues dans le port de Toulon, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement de l'emprunt.]

4. Sont approuvées les délibérations susvisées prises par le conseil municipal de Toulon, aux dates des 9 janvier et 11 octobre 1888, en tant qu'elles ont pour objet l'engagement pris par cette ville de garantir, en cas d'insuffisance des produits de la taxe de péage, le service d'intérêts et d'amortissement de l'emprunt de cent trente-sept

mille deux cent quatre-vingt-dix francs à contracter par la chambre de commerce.

Il sera pourvu à la dépense au moyen d'un prélèvement annuel sur les ressources ordinaires de la caisse municipale.

5. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre de l'intérieur, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 18 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOLS.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44933. — DÉCRET portant modification des Péages locaux
établis au port de Dieppe.

Du 12 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 17 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce;

Vu l'article 16 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;

Vu la loi du 3 septembre 1884 et le décret du 27 juillet 1888 établissant des péages au port de Dieppe (Seine-inférieure);

Vu la loi du 9 avril 1898 prorogeant la période d'amortissement de l'emprunt de cinq millions sept cent mille francs que la chambre de commerce de Dieppe a été autorisée à contracter en vertu de la loi précitée du 3 septembre 1884;

Vu la loi du 24 décembre 1903 qui a déclaré d'utilité publique les travaux de construction d'une nouvelle entrée et de quais pour la pêche au port de Dieppe, et qui a autorisé la chambre de commerce de Dieppe à emprunter les sommes nécessaires pour verser à l'État un subside de trois millions six cent quatre-vingt-quinze mille francs, en vue de l'exécution de ces travaux et à se récupérer du montant de ce subside au moyen de péages locaux;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Dieppe, en date des 15 mai et 27 juillet 1900, complétées par sa lettre du 21 janvier 1904;

Vu la dépêche du ministre des travaux publics, en date du 6 janvier 1904

Vu la dépêche du ministre des finances, en date du 25 mars 1904;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 17 décembre 1900;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation du présent décret, le péage maximum de trente centimes (0^f 30) par tonneau de jauge nette légale instituée au port de Dieppe par la loi du 3 septembre 1884 et le décret du 27 juillet 1888 sur les navires entrant dans ce port et venant de la grande pêche, des colonies et de l'étranger, sera porté à quarante centimes (0^f 40).

2. Le péage sur les navires, ainsi modifié, et la taxe d'un franc par voyageur embarqué ou débarqué, instituée par la loi du 3 septembre 1884, continueront à être perçus au profit de la chambre de commerce de Dieppe, pendant tout le temps nécessaire, pour lui permettre de satisfaire à toutes les obligations en vue desquelles a été autorisée la perception des péages et de rembourser, en outre, en capital et intérêts, les emprunts qu'elle a été autorisée à contracter en vertu de la loi susvisée du 24 décembre 1903, pour fournir à l'État un subside de trois millions six cent quatre-vingt-quinze mille francs (3,695,000^f) sans que toutefois la durée de cette perception puisse excéder le délai de trente et un ans fixé par ladite loi pour l'amortissement desdits emprunts.

3. Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de commerce de Dieppe adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au ministre des finances et au receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu détaillé des recettes perçues dans le port de Dieppe, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement des emprunts.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 12 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : MARCÉJOUX.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes
et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLON.

N° 44934. — **DÉCRET** qui autorise l'établissement d'un **Dépôt de Dynamite** sur le territoire de la commune de Flines-lès-Raches (Nord).

Du 19 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 3 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu le décret du 23 décembre 1901 ⁽³⁾ sur la conservation des explosifs dans les exploitations souterraines;

Vu la demande formée par la Compagnie des mines de Flines-lès-Raches, à l'effet d'être autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Flines-lès-Raches (Nord);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé, et les plans de détails visés par les ingénieurs des mines le 5 février 1903;

Vu l'avis du préfet du Nord;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La Compagnie des mines de Flines-lès-Raches est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Flines-lès-Raches (Nord), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble et conformément au plan de détail produits par la compagnie, lesquels plans resteront annexés au présent décret.

Le dépôt sera du type dit superficiel enterré à charge allongée et uniformément répartie.

Les parois de la chambre de dépôt seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité et le sol sera dallé avec soin.

La chambre de dépôt et la galerie d'accès seront fermées, la première par une porte en menuiserie, et la seconde par une grille en fer, munies de serrures de sûreté.

La cheminée de ventilation qui surmonte le puits d'aérage devra s'élever à trois mètres (3^m) au-dessus du sol extérieur environnant; elle sera fermée par une grille scellée dans la maçonnerie.

Le dépôt sera constitué par une galerie maçonnée d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m80) de hauteur sous clef, d'un mètre

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2337, n° 41309.

quarante centimètres (1^m 40) de largeur et de trente-cinq mètres soixante centimètres (35^m 60) de longueur, accolée au terri de la fosse n° 1. A trois mètres (3^m) de l'extrémité de cette galerie débouchera une galerie d'accès de même section et de douze mètres (12^m) de longueur prenant elle-même naissance dans une tranchée pratiquée dans le remblai. Une chambre réceptrice capable de recueillir les matériaux projetés en cas d'explosion sera ménagée en face de l'ouverture de la galerie d'accès.

Les remblais au-dessus de la galerie de dépôt seront exécutés sur une épaisseur d'au moins trois mètres (3^m) à partir du sol, avec des terres criblées et purgées de pierres; leur hauteur verticale au-dessus de la galerie sera d'au moins six mètres (6^m) après tassement: la distance de l'extrados de la voûte au talus limitant le remblai sera de six mètres (6^m) au minimum.

Les abords de la galerie d'accès seront défendus par une palissade en bois d'au moins deux mètres cinquante centimètres (2^m 50) de hauteur, munie d'une porte fermant à clef. Auront seuls accès dans cette enceinte les personnes qui y seront appelées pour le service du dépôt.

3. Un logement de gardien sera établi à proximité du dépôt et sera relié à celui-ci par des sonneries électriques de sûreté fonctionnant lors de l'ouverture des portes de la galerie d'accès et du dépôt proprement dit.

4. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées, qui s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

5. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à deux cent quarante kilogrammes (240^k).

6. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La porte extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

On ne s'éclairera pour le service du dépôt que par des lampes électriques ou des lampes de sûreté avec manchon en verre.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde.

Le logement du gardien et les portes du dépôt seront reliés par des communications électriques établies de telle façon que l'ouverture des portes ou la simple rupture des fils de communication fasse fonctionner automatiquement une sonnerie d'avertissement placée à l'intérieur du logement.

Le dépôt sera, en outre, au point de vue technique soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des mines sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire pour y pénétrer.

Les employés des douanes et des contributions indirectes pourront également y pénétrer sans être accompagnés d'un officier municipal.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel elle inscrira, jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeure de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera, en outre rigoureusement vérifié.

7. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation ou la surveillance, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

8. La compagnie permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite, de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

9. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la compagnie permissionnaire devra évacuer, sur le point qui lui sera indiqué, la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée sans qu'il en résulte pour la compagnie permissionnaire aucun droit à indemnité.

10. Le délai accordé à la compagnie permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

11. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

12. La compagnie permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existant ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

13. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 19 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 44935. — DÉCRET qui autorise le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 5 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 9 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Meuse, en date du 13 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 9 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Meuse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, deux centimes (0^o 02) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit : 1° au paiement des garanties d'intérêt et des insuffisances d'exploitation des chemins de fer d'intérêt local; 2° aux frais d'études de nouvelles lignes ferrées d'intérêt local; 3° aux dépenses éventuelles des mêmes lignes; 4° au paiement de subventions en vue du fonctionnement d'un service de voitures publiques.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44936. — DÉCRET qui autorise le département du Cantal
à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 5 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 9 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général du Cantal, en date du 13 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 9 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département du Cantal est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, quatre centimes trente centièmes (4^e 30) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux d'entretien des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44937. — DÉCRET qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 5 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 9 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général des Deux-Sèvres, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 15 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'Etat entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département des Deux-Sèvres est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, quarante-deux centièmes de centime (0^e 42) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement applicable aux frais d'études et aux dépenses d'établissement de l'avant-projet du tramway de Saint-Maixent à Coulonges-sur-l'Autize par Champdeniers.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 14938. — DÉCRET qui autorise le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 6 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 12 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Mayenne, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 26 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le département de la Mayenne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, un centime dix-huit centièmes (1^{re} 18) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à l'entretien des routes départementales.

2. Le département de la Mayenne est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, un centime soixante-dix centièmes (1^{re} 70) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en appliquer le produit à des travaux de rechargement sur les routes départementales.

3. Les impositions extraordinaires autorisées par les articles 1 et 2 ci-dessus seront recouvrées indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44939. — *DÉCRET qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 6 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 12 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes :

Vu la délibération du conseil général des Pyrénées-Orientales, en date du 13 avril 1904 ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 20 juin 1904 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898 ;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendu,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Le département des Pyrénées-Orientales est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. 0/0), une somme de quatre-vingt-deux mille cinq cents francs (82,500^{fr}), remboursable en trois ans à partir de 1905 et applicable à la répartition des dégâts causés aux chemins vicinaux par les pluies et les inondations de l'hiver 1903-1904.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Pyrénées-Orientales est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trois ans, à partir de 1905, deux centimes (0^{fr} 02) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-deux mille cinq cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44940. — DÉCRET qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 6 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 12 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ;

Vu la délibération du conseil général d'Eure-et-Loir, en date du 12 avril 1904 ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 20 juin 1904 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898 ;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue ;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département d'Eure-et-Loir est autorisé, conformément à la délibération susvisée du conseil général, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, cinq centimes (0^o05) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à l'entretien et aux grosses réparations des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44911. — *Décret relatif au fonctionnement du Comité consultatif d'hygiène publique de France.*

Du 7 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 21 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique et notamment l'article 25, § 8;

Vu le décret du 18 décembre 1902 portant règlement d'administration publique sur le fonctionnement du comité consultatif d'hygiène publique de France, la nomination des auditeurs et la constitution d'une section permanente;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er} Les membres du comité consultatif d'hygiène publique de France à la nomination du ministre de l'intérieur sont désignés pour une période de trois ans. Les membres sortants peuvent être nommés à nouveau.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 7 Juillet 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44912. — *Décret portant affectation au département de la Guerre d'une parcelle de Terrain domanial, à Verdun.*

Du 7 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 ⁽¹⁾ sur le mode à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

⁽¹⁾ ix^e série, Bull. 234, n° 4853.

Vu le procès-verbal de conférence, en date du 27 octobre 1903;

Vu l'adhésion conditionnelle donnée par lettre du 5 mars 1904, aux conclusions de ce procès-verbal, par le ministre de l'agriculture;

Vu la lettre du 3 mai 1904, par laquelle le ministre des finances y adhère également;

Considérant que la déviation du chemin de vidange dit du *Mauvois*, dans le voisinage de l'ouvrage de Dérainé, à Verdun, nécessite l'affectation au département de la guerre d'une parcelle de terrain servant d'assiette audit chemin et dépendant de la forêt domaniale de Sommedieu, d'une superficie d'environ deux ares quatre-vingt-dix centiares, telle, au surplus, que ladite parcelle est figurée, par une teinte jaune sur un plan parcellaire dressé par le sous-chef du génie à Verdun et désignée dans un état parcellaire à l'appui.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La parcelle de terrain domaniale susmentionnée est affectée au département de la guerre, sous les conditions et réserves spécifiées dans la lettre susvisée du ministre de l'agriculture.

2. Le ministre de la guerre, le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 7 Juillet 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} L. ANDRÉ.

N° 14943. — *Décret qui autorise le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement en 1905.*

Du 9 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Haute-Savoie, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 20 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer

extraordinairement, mais pendant l'année 1905 seulement, trois centimes (0^e 03) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à la garantie d'exploitation du tramway d'Annemasse et Samoëns et, subsidiairement, à l'exécution de travaux extraordinaires sur les routes départementales.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44943. — DÉCRET qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 13 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Haute-Loire, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, trente centièmes de centime (0^e 30) additionnels au principal des quatre contributions directes dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de vaccinations créé dans ce département en exécution de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44945. — DÉCRET qui autorise le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement.

Du 13 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Corrèze, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 30 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant six ans, à partir de 1905, deux centimes (0^o 02) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux neufs des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun non susceptibles d'être subventionnés par l'État.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44946. — *DÉCRET portant convocation des Conseils d'arrondissement en 1904.*

Du 22 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les lois des 22 juin 1833 et 10 mai 1838;

Vu le décret du 3 juillet 1904 convoquant les électeurs pour le renouvellement de la série sortante des conseils d'arrondissement,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils d'arrondissement se réuniront le 8 août prochain pour la première partie de leur session et le 19 septembre pour la seconde partie.

La durée de chacune ne pourra excéder cinq jours.

2. Il sera statué par décrets particuliers en ce qui concerne le département de la Seine.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 44947. — *DÉCRET portant prorogation de la Section temporaire du Contentieux du Conseil d'État.*

Du 25 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu la loi du 26 octobre 1888, relative à la création d'une section temporaire du contentieux au Conseil d'État; ensemble l'article 11 du décret du 4 août 1900;

Vu le décret du 14 octobre 1896⁽¹⁾, portant formation d'une section temporaire du contentieux pour deux années à compter du 15 octobre 1896, s'il n'en est autrement ordonné par décret postérieur;

Vu le décret du 8 octobre 1898⁽²⁾, portant prorogation de la section temporaire du contentieux pour deux années à compter du 15 octobre 1898, s'il n'en est autrement ordonné;

Vu le décret du 31 juillet 1900⁽³⁾, portant prorogation de la section temporaire du contentieux pour deux nouvelles années, à compter du 15 octobre 1900;

Vu le décret du 14 août 1902⁽⁴⁾, portant prorogation de la section temporaire du contentieux pour deux nouvelles années, à compter du 15 octobre 1902;

Vu l'état des affaires pendantes devant le Conseil d'État statuant au contentieux;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La section temporaire du contentieux, formée par décret du 14 octobre 1896, est prorogée jusqu'au 15 octobre 1906.

Ses fonctions cesseront à cette date s'il n'en est autrement ordonné.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

N° 14948. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Est approuvé le projet présenté par la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, le 12 décembre 1903, en vue de l'éclairage électrique des trains de nuit de la ligne d'Alger à Oran.

Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront, après vérification de la commission des comptes, ajoutées, mais seulement pour l'exercice du droit de partage des bénéfices, et jusqu'à concurrence d'une somme de huit mille neuf cent trente-cinq francs vingt centimes, non compris une majoration provisoire de mille soixante-douze francs vingt centimes, calculée au taux provisoire de douze pour cent, au compte général de premier établissement des lignes du réseau algérien, conformément à la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par les loi et décret du 11 juin suivant et à l'article 5 du décret du 20 septembre 1863. (Paris, 6 Mai 1904.)

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1897, n° 31957.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2168, n° 38109.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1903, n° 35456.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 2377, n° 41020.

N° 44949. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Est approuvé le projet présenté par la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, le 8 septembre 1902, ayant pour objet l'établissement d'un pont de cinq mètres d'ouverture, avec tablier métallique, au point kilométrique 302^k 546^m 30 de la ligne d'Alger à Oran.

Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront, après vérification de la commission des comptes, ajoutées, mais seulement pour l'exercice du droit de partage des bénéfices, et jusqu'à concurrence d'une somme de neuf mille trois cents francs, y compris une majoration de neuf cent quatre-vingt-seize francs quarante-trois centimes, pour frais généraux et intérêts, au compte général de premier établissement des lignes du réseau algérien, conformément à la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par les loi et décret du 11 juin suivant et à l'article 5 du décret du 20 septembre 1863. (*Paris, 11 Mai 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 4^{er} Novembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2565.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44950. — *Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Indre-et-Loire, d'un Chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Fondettes à Savigné-Rillé.*

Du 18 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 27 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Indre-et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Fondettes à Savigné-Rillé.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires ne sont pas accomplies dans un délai de cinq ans, à partir de la promulgation de la présente loi.

Ce délai pourra, en cas d'insuffisance reconnue, être prorogé par décret.

3. Le département d'Indre-et-Loire est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880, et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 26 mai 1902, entre le préfet du département d'Indre-et-

XII Série.

82

Loire, d'une part, et la Compagnie de chemins de fer départementaux, d'autre part, ainsi que du cahier des charges annexé à ladite convention ;

Une copie certifiée conforme de ces convention et cahier des charges restera annexée à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum du capital de premier établissement du chemin de fer désigné à l'article premier ci-dessus est fixé à la somme de huit cent quatre-vingt-trois mille francs (883,000^f).

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor à partir de la mise en exploitation de la ligne entière, est fixé à la somme de dix-huit mille francs (18,000^f).

Le montant de la subvention annuelle du Trésor et le remboursement ultérieur de cette subvention seront réglés d'après les bases fixées à la convention précitée du 26 mai 1902, pour les frais d'exploitation, étant entendu aussi que, dans tous les cas où, conformément à l'article 7 de ladite convention, le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'État viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

5. Il est interdit à la Compagnie de chemins de fer départementaux, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction et l'exploitation des lignes ou réseaux de chemins de fer qui lui sont concédés et de la ligne qui fait l'objet de la présente loi, sans y avoir été autorisée au préalable par décret délibéré en conseil d'État.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

CONVENTION.

L'an 1902, le 26 mai,

Entre les soussignés :

M. Lardin de Musset, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, préfet du département d'Indre-et-Loire, agissant au nom et pour le compte dudit département en vertu :

1° De la loi du 10 août 1871 ;

2° De la loi du 11 juin 1880 ;

3° Des décrets des 6 août 1881, 20 mars 1882 et 13 février 1900 ;

4° Des délibérations du conseil général, en date des 12 mars, 25 avril 1900, 10 août 1901 et 9 avril 1902,

D'une part;

Et M. Zens, administrateur-directeur de la Compagnie de chemins de fer départementaux, rue Louis-le-Grand, n° 5, à Paris, agissant au nom et pour le compte de ladite compagnie, en vertu de la délibération du conseil d'administration en date des 16 juin et 20 octobre 1900,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet du département d'Indre-et-Loire concède à la Compagnie de chemins de fer départementaux, qui l'accepte, l'exploitation (la construction étant faite par le département) de la ligne, à voie étroite d'un mètre (1^m) de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Fondettes à Savigné-Billé par les Tombes, d'une longueur approximative de vingt-six kilomètres cinq cents mètres (26^k500).

2. La présente concession est faite aux conditions générales de la loi du 11 juin 1880, du décret du 20 mars 1882, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé et de la loi déclarative d'utilité publique à intervenir, ainsi qu'aux conditions particulières ci-après désignées.

3. La compagnie concessionnaire s'engage à n'employer que du personnel français sous réserve des autorisations qui pourraient lui être accordées exceptionnellement et après justification, dans chaque cas particulier, pour l'emploi d'agents appartenant à une nationalité étrangère.

4. Le département d'Indre-et-Loire construira la ligne à ses frais, la mettra en complet état d'exploitation et en fera la remise à la compagnie concessionnaire; la prise de possession sera constatée par un procès-verbal contradictoire. La construction comprendra les acquisitions de terrains, l'établissement (infrastructure et superstructure) de la ligne et de ses dépendances, le matériel fixe, l'outillage et le mobilier des gares, stations, dépôts et ateliers, ainsi que l'installation de la ligne téléphonique.

Le département d'Indre-et-Loire prendra à sa charge, dans l'avenir, les dépenses des travaux complémentaires que rendrait nécessaires le développement du trafic et qui seront arrêtées d'un commun accord avec la compagnie ou, en cas de désaccord, par le ministre des travaux publics, le département et la compagnie entendus.

Il en sera de même pour tous les travaux supplémentaires à exécuter au moment de la livraison de la ligne ou à une autre époque.

5. La compagnie fournira à ses frais le complément du matériel roulant nécessaire pour exploiter la ligne concurremment avec la ligne de Port-Boulet à Châteaurenault. Elle tiendra ce matériel constamment en bon état et au niveau des besoins du trafic.

6. La compagnie prendra à sa charge les dépenses d'exploitation, de quelque nature qu'elles soient. Elle devra notamment maintenir en bon état d'entretien le chemin de fer et ses dépendances. Cet entretien comprendra même le remplacement des objets mis hors d'usage par l'usure normale pendant la durée de la concession.

7. L'exploitation sera faite aux risques et périls du concessionnaire, quelles que soient les recettes.

Sur la recette brute, impôts déduits, il percevra ses frais d'exploitation F, constitués par les dépenses réellement faites, majorées des frais d'administration centrale.

Ces frais d'exploitation ne pourront jamais excéder le chiffre maximum résultant de la formule

$$F = 1,000 + \frac{2}{3} R,$$

dans laquelle R représente la recette brute kilométrique, impôts déduits.

Quand les frais d'exploitation n'atteindront pas le maximum donné par la formule, ils seront majorés, à titre de prime d'économie, en faveur du concessionnaire, de la moitié de l'écart entre ce maximum et le montant de ces frais.

Quand les recettes seront inférieures aux frais d'exploitation augmentés, s'il y a lieu, de la prime d'économie, les insuffisances seront à la charge du concessionnaire jusqu'au moment où elles pourront lui être remboursées comme il est dit ci-après :

Quand les recettes seront supérieures aux frais d'exploitation augmentés, s'il y a lieu, de la prime d'économie, la part de l'économie à revenir au département sera affectée à couvrir les insuffisances des exercices précédents, sans intérêts.

Si les recettes sont supérieures aux prélèvements définis ci-dessus à faire par le concessionnaire, le surplus sera versé au département.

Toutefois, lorsque, à la fin d'une année, ce surplus représentera plus de quatre pour cent (4 p. 0/0) du capital représentant les frais de construction définis à l'article 4 de la présente convention, l'excédent sera partagé par moitié entre le département et le concessionnaire.

8. Pour l'application de l'article 7 ci-dessus, on comprendra dans les dépenses d'exploitation les dépenses des services de la voie, de la traction et de l'exploitation proprement dite, y compris le renouvellement des voies et l'entretien du matériel roulant, l'intérêt au taux de quatre pour cent (4 p. 0/0) l'an des avances faites par la compagnie pour approvisionnements, les versements de la compagnie aux caisses de retraites et de prévoyance, les impôts, patentes et frais de contrôle, les dépenses relatives aux accidents et aux incendies, sauf dans le cas de faute lourde de la compagnie ou de ses agents.

Les dépenses ci-dessus spécifiées formeront un compte commun avec celles de la ligne de Port-Boulet à Châteaurenault et la répartition de ces dépenses entre les deux lignes sera faite au prorata des longueurs kilométriques. Toutefois, ne seront pas comprises dans ce compte commun les dépenses faciles à localiser, telles que l'entretien et le renouvellement des voies, le traitement des agents des gares, etc.

Aux dépenses d'exploitation ci-dessus indiquées, il sera ajouté une majoration de neuf pour cent (9 p. 0/0) pour frais généraux et dépenses d'administration centrale.

9. La longueur de la ligne sera fixée par un chaînage continu, ayant pour extrémités les axes des bâtiments des gares extrêmes.)

10. Par le fait même de la nouvelle concession, la garantie stipulée par l'article 3 de la convention du 14 février 1882, jointe à la loi déclarative d'utilité publique de la ligne de Port-Boulet à Châteaurenault ne pourra plus, en aucun cas, dépasser le maximum de trois cent seize mille huit cent dix francs soixante-dix-sept centimes (316,810⁷⁷) égal à l'annuité payée à la compagnie pour l'exercice 1899.

11. Le cahier des charges annexé à la présente convention a été établi en conformité du cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881 et modifié par le décret du 13 février 1900.

Il a été toutefois apporté au cahier des charges type les modifications ou additions suivantes :

Sont annulés les articles 4, 16, 23 et 37.

Sont ajoutés les articles 7 bis, 7 ter et 7 quater.

Sont modifiés les articles 3, 18, 19, 26, 29, 31, 35, 36, 38, 39, 41, 56, 57 et 66.

12. La présente convention ne deviendra définitive que lorsqu'elle aura été adoptée par une loi.

Fait double à Tours, les jour, mois et an que dessus.

Lu et approuvé :

Le Président du conseil d'administration,
directeur de la compagnie,

Signé : ZENS.

Lu et approuvé :

Signé : LARDIN DE MUSSET.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de Fondettes [à quatre cents mètres (400^m) environ en deçà du terminus actuel du tramway de Tours à Fondettes], passera par les Tombes, Pernay, Ambillon, Cléré et Savigné-sur-Lathan, pour se raccorder dans la gare de Savigné-Rillé avec le chemin de fer en exploitation de Port-Boulet à Châteaurenault.

Délai d'exécution.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation trois ans après la déclaration d'utilité publique. Le concessionnaire devra prendre ses dispositions pour que le matériel roulant satisfaisant aux conditions exigées par l'article 31 ci-après puisse, à la même époque, être mis en service sur la ligne.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général, et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet, dans les six mois au plus tard de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

4. (Supprimé.)

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le département comprennent pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt millièmes (1/80,000) ;

2° Un plan à l'échelle d'un dix millièmes (1/10,000) ;

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq millièmes (1/5,000) pour les longueurs et d'un millièmes (1/1,000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine ;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe ;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières.

4° Un certain nombre de profils en travers, à l'échelle de cinq millimètres (0^m 005) pour mètre, et le profil-type de la voie à l'échelle de deux centimètres (0^m 02) pour mètre ;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Le département sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant. — Établissement de la voie ferrée sur plate-forme indépendante.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, et celle du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas deux mètres quarante centimètres (2^m 40). La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50) pour les locomotives aussi bien que pour les autres véhicules et leurs chargements.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m 90).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 60).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquettes de largeur telle que l'arête de cette banquettes se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il devra être réservé, entre les obstacles isolés se trouvant au-dessus du niveau des marchepieds latéraux, le long des voies principales et les parties les plus saillantes du matériel roulant, une distance d'au moins soixante centimètres (0^m 60).

Le département établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions des ingénieurs.

Établissement de la voie ferrée sur parties accessibles aux voitures ordinaires.

7 bis. Dans les sections où le chemin de fer sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au ni-

veau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empierrement de trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à trente-cinq centimètres (0^m 35) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet.

La chaussée empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du chemin de fer (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60) permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du chemin de fer avec le jeu nécessaire.

Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir d'un mètre dix centimètres (1^m 10) au moins.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de manière à permettre la libre circulation du matériel de la compagnie et de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie, soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Etablissement de la voie ferrée sur parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7^{ter}. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires et des piétons présentera une largeur minimum de cinq mètres (5^m), cette largeur minimum étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'autorité compétente pour statuer sur les projets d'exécution, pourra exiger que l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité, du côté de la chaussée de la voie publique, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie et d'une solidité suffisante. Elle pourra également prescrire, dans les parties de routes ou de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demi-caniveau pavé le long des bordures en pierre. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) subsistera entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

7 *quater*. Dans les traverses des villes et villages, les voies ferrées doivent, au moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 7 *bis*.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10). Cette largeur sera mesurée entre les limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces limites;

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord du trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Quand l'établissement du chemin de fer sur de larges trottoirs, existant à la traversée, aura été autorisé, on fera application de l'article 7 *ter*.

Alignements et courbes. — Pentés et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à soixante-quinze mètres (75^m).

Une partie de quarante mètres (40^m) au moins de longueur devra être comprise entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à vingt-cinq millimètres (0^m 025) par mètre.

Une partie horizontale de quarante mètres (40^m) au moins devra être comprise entre deux déclivités consécutives de sens contraire et versant leurs eaux au même point.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites tant que faire se pourra.

Les ingénieurs auront la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer des dispositions du présent article les modifications qui leur paraîtraient utiles. Ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet, la compagnie entendue.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités indiquées ci-après, en outre des stations d'attache de Fougères à Savigné-Rillé : Pernay, Ambillou, Cléré et Savigné-sur-Lathan, et que des arrêts seront établis aux lieux dits : les Tombes et Boyères.

Les projets des dispositions à adopter pour les voies, quais, bâtiments, aires, des stations et haltes, seront approuvés par le préfet, la compagnie concéditaire entendue.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant l'exploitation, prescrire l'établissement des nouvelles gares d'évitement, et l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Les projets de détail de chaque gare, station ou halte, se composeront :

1° D'un plan à l'échelle d'un cinquième (1/500) indiquant les voies, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leur accès;

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centième (0^m 01) par mètre;

3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet sont justifiées.

Traversée des routes et chemins.

10. Le département sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

Pour les viaducs, la hauteur libre, à partir du sol de la route, au-dessus de la chaussée dans toute sa largeur, ne sera pas inférieure à quatre mètres trente centimètres (4^m 30).

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres (4^m). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m).

Sur les lignes et sections pour lesquelles le département exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de sept mètres trente centimètres (7^m 30).

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres (4^m) pour les chemins à une voie et de sept mètres trente centimètres (7^m 30) sur les lignes ou sections pour lesquelles le département exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à trois mètres quatre-vingt-dix centimètres (3^m 90).

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera les types des barrières à poser aux passages à niveau, ainsi que des abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectification des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m 03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux : le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux. — Débouché des ponts.

15. Le département sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres (4^m) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et sept mètres trente centimètres (7^m 30) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le département, pour le service du chemin de fer, une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs du département.

16. (Supprimé.)

Maintien des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le département sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du département, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

Exécution des travaux.

18. Le département n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité ; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers, seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation. Tout le matériel des voies et les appareils de superstructure, tels que plaques tournantes, ponts tournants, ponts à bascule, appareils d'alimentation, etc., seront conformes aux derniers types de la compagnie et devront satisfaire aux prescriptions de ses cahiers des charges.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingts centimètres (0^m80) d'axe en axe.

Clôtures.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le département pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

- 1° Dans la traversée des lieux habités ;
- 2° Dans les parties contiguës à des chemins publics ;
- 3° Sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau ;
- 4° Aux abords des stations.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le département, s'ils ne sont pas fournis gratuitement par les communes ou particuliers intéressés.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, effectués par le concessionnaire, seront supportées et payées par le département.

Droits conférés au département et au concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le département et le concessionnaire sont investis, pour l'exécution des travaux, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

23. (Supprimé.)

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du département.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du département.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sécurité de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité concurrentielle, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'effet.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements et ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet de faire respecter les dispositions prescrites par le présent cahier des charges et celles qui résultent des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance, et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, à son lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite sous la même forme que les réceptions partielles.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux et, au plus tard, six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le département fera, à ses frais, un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral et de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du département et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le département postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, ne font pas partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral. La même opération sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (voitures à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire, comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu, par le concessionnaire, à l'entretien de ces parties pendant une année, à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé concurremment avec celui de la ligne de Port-Boulet à Châteaurenault sera du type adopté pour l'exploitation de cette dernière ligne, sauf les améliorations que la compagnie croira devoir y apporter, d'accord avec les ingénieurs du contrôle et l'administration préfectorale.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures à voyageurs seront chauffées pendant la saison froide, sauf exceptions autorisées par le préfet, sur l'avis du service du contrôle.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes, et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à trois.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire et sur l'avis du service du contrôle, le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin le 26 septembre 1956.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voie, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne le matériel roulant, le département se réserve le droit de le reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur du matériel repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

Le matériel fixe, l'outillage et le mobilier des gares, stations, dépôts et ateliers, ainsi que la ligne téléphonique, devant être fournis et installés par les soins et aux frais du département, le concessionnaire sera tenu de remettre en bon état d'entretien les divers objets composant ce matériel, outillage, mobilier et installations, dont un inventaire détaillé et contradictoire sera dressé au moment de l'ouverture de la ligne à l'exploitation.

L'entretien à la charge du concessionnaire comprendra même le remplacement des objets mis hors d'usage par l'usure normale pendant la durée de la concession.

Rachat de la concession.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 2 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux avant-derniers paragraphes de l'article 35, la reprise du complément du matériel roulant fourni par lui étant ici obligatoire. Il devra, de son côté, remettre en bon

état d'entretien et dans les conditions fixées par le dernier paragraphe du même article, le matériel fixe, l'outillage, le mobilier, la ligne téléphonique fournis et installés par le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

37. (Supprimé.)

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, le cautionnement, le matériel et les matériaux approvisionnés appartiendront au département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée aura les conséquences stipulées à l'article précédent.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la

durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs.	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033	0 01
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	0 05	0 025	0 01
	Voitures couvertes et fermées à vitres (3 ^e classe). Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.	0 037	0 018	0 01
Enfants.	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0 01	0 005	0 01
Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30.				

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 05	0 01
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 01
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 01

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 05
--	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épicerie. — Tisanes. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 01
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Pers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 01
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Mollons. — Meulière. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 01
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 05	0 03	0 01

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises de la 4^e classe..... 0 04 0 02 0 06
 Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre..... " " 0 50

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.*Par pièce et par kilomètre.*

Wagon ou chariot pouvant porter de 3 à 6 tonnes..... 0 09 0 06 0 15
 Wagon ou chariot pouvant porter plus de 6 tonnes..... 0 12 0 08 0 20
 Locomotive pesant de 12 à 18 tonnes (ne traînant pas de convoi)... 1 80 1 20 3 00
 Locomotive pesant plus de 18 tonnes (ne traînant pas de convoi)... 2 25 1 50 3 75
 Tender de sept à dix tonnes..... 0 90 0 60 1 50
 Tender de plus de dix tonnes..... 1 35 0 90 2 25

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide. Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur..... 0 15 0 10 0 25

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc..... 0 18 0 14 0 32

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de 2^e classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide..... 0 12 0 08 0 20
 Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront, en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre..... 0 08 0 06 0 14

4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.*Grande vitesse.*

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes..... 0 36 0 28 0 64
 Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de..... 0 18 0 12 0 30
 Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de... 0 60 0 40 1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 04	0 02	0 06
"	"	0 50
0 09	0 06	0 15
0 12	0 08	0 20
1 80	1 20	3 00
2 25	1 50	3 75
0 90	0 60	1 50
1 35	0 90	2 25
0 15	0 10	0 25
0 18	0 14	0 32
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes ($1,000^k$).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes (5 à 10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes ($0^f 40$).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux de chemin de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes ($3,000^k$).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes ($3,000$ à $5,000^k$); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes ($5,000^k$).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes ($5,000^k$), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envoi par groupe.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

- 1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;
- 2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;
- 3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);
- 4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;
- 5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries ou de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent

et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception ; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à grande vitesse, seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre, sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de

l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde, sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes, et à leurs frais, le factage et le camionnage des marchandises.

Traités particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transports des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de 2^e classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés, et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra en outre requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Service des postes et télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la 2^e classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer, à ses frais, risques et périls et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches, sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1^o requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1^{er}; 2^o requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment en conformité du paragraphe 1^{er} du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Le concessionnaire sera tenu de transporter gratuitement, par tous les trains de voyageurs, tout agent, sous-agent ou ouvrier du service des postes et des télégraphes voyageant sur le réseau pour le contrôle ou pour l'exécution d'un service, ou chargé d'une mission ou d'un service accidentel, et porteur, soit d'un ordre de service régulier délivré par l'administration des postes et des télégraphes, soit d'une demande signée par le chef du service départemental. La gare de départ pourra retenir le document présenté, mais, dans ce cas, elle devra y substituer un permis.

Il sera accordé à tout agent ou sous-agent des postes et des télégraphes en mission une place de voiture de 1^{re} ou de 2^e classe, selon son grade, ou de 1^{re} classe si le train ne comporte pas de voiture de 2^e classe; aux facteurs ou aux ouvriers, une place de voiture de 3^e classe ou de 2^e classe, s'il n'existe pas de voiture de 3^e classe sur la ligne exploitée.

Les agents, sous-agents ou ouvriers que leur service obligera à des voyages répétés, recevront une carte de circulation d'une classe en rapport avec leur situation hiérarchique.

Cette carte leur sera délivrée par la compagnie, sur la demande de l'administration des postes et des télégraphes.

Les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares

et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

La compagnie rétrocessionnaire s'engage à coopérer aux services des colis postaux, suivant les conventions existantes et les règlements et lois en vigueur.

Lignes télégraphiques et téléphoniques.

57. Le département sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques ou téléphoniques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de l'exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique ou téléphonique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Le département est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement des appareils télégraphiques et téléphoniques.

Le concessionnaire sera chargé de l'entretien des lignes et appareils télégraphiques et téléphoniques et, à ce titre, tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'emploi des appareils télégraphiques ou téléphoniques, ainsi que l'organisation, à ses frais, du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne, auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques ou téléphoniques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique ou téléphonique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques ou téléphoniques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou téléphoniques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou téléphoniques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0^e 50) par

kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux d'entretien exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés, chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques, ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice

de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service de toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département ;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département, ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Le concessionnaire se conformera aux mesures qui pourront lui être prescrites par l'administration en vue d'établir des moyens de transbordement commodes pour les marchandises dans toutes les gares de raccordement avec une autre voie ferrée et en vue d'éviter, autant que possible, un parcours trop long aux voyageurs et aux marchandises devant passer d'une voie à l'autre.

Embranchements industriels.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de carrières, de mines ou d'usines, avec tout propriétaire ou concessionnaire de magasins généraux et avec tout concessionnaire de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement ; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de carrières, de mines et d'usines, des propriétaires ou concessionnaires de magasins généraux ou des concessionnaires de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la sondure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlève-

ment temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de carrières, de mines ou d'usines, de magasins généraux ou d'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourroient d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre (1^{er}). Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les dépenses qui résulteront des mesures prescrites, s'il y a lieu, par le préfet statuant sur l'avis du service du contrôle, pour la surveillance et le gardiennage des aiguilles et des barrières d'embranchement industriel, seront à la charge des propriétaires des embranchements; mais les gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de réclamer pour la non-exécution de ces conditions.

Tarifs à percevoir pour le matériel prêté.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^e), déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la réception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs (50^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire et le montant en sera recouvré, comme en matière de contributions directes, au profit du département.

Cautionnement.

66. La somme de trente-six mille francs (36,000^f) actuellement affectée au cautionnement de la concession de la ligne de Port-Boulet à Châteaurenault sera également affectée au cautionnement de la concession de la ligne de Fondette à Savigné-Rillé.

Cette somme ne sera remboursée qu'après l'expiration des concessions dont les deux lignes précitées font l'objet.

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Tours.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département d'Indre-et-Loire, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Lu et approuvé :
Le Directeur de la compagnie,
Signé : ZERS.

Lu et approuvé :
Le Préfet d'Indre-et-Loire,
Signé : LARDIN DE MÉSSET.

N° 44951. — DÉCRET portant réaffectation à la Marine
de la partie ouest du Polygone de Saint-Pierre-Quilbignon (Finistère).

Du 29 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 3 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le procès-verbal de remise aux domaines de la partie ouest du polygone de Saint-Pierre-Quilbignon, procès-verbal en date du 6 juillet 1898;

Vu le plan annexé audit procès-verbal;

Vu les résultats négatifs de la mise en vente de ces terrains, le 25 avril 1899;

Vu le rapport du ministre de la marine et l'adhésion donnée par le ministre des finances, par lettre en date du 13 novembre 1903,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les terrains compris dans la partie ouest du polygone de la marine, remise aux domaines le 6 juillet 1898, limités par un liseré jaune sur le plan ci-annexé et figurant au cadastre de la commune de Saint-Pierre-Quilbignon, sous les n° 701, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 716, 782, 783, 784, 785, 788, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 924, 925, 926, 927 et 929, seront réaffectés au service de la marine.

2. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la marine,
Signé : CAMILLE PELLETAN.

N° 44952. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des affaires étrangères un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902.*

Du 29 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département des affaires étrangères en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 26 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances mentionnées dans l'état susvisé concernent des services prévus aux budgets des exercices précités et n'excèdent pas les crédits;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 28 juillet 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902, un crédit de deux cent cinquante-quatre mille deux cent seize francs trente et un centimes (254,216'31), montant des créances désignées au tableau ci-annexé qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, conformément aux prescriptions de l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862.

2. Le ministre des affaires étrangères est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret précité du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : DELCASSÉ.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 44953. — *DÉCRET qui ouvre au Budget de la Guerre, sur l'exercice 1903, des chapitres destinés à recevoir les imputations de Dépenses de solde antérieures à cet exercice.*

Du 31 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique, et d'après lequel les rappels d'allocations dues pour solde ou accessoires de solde au titre d'exercices écoulés sont imputés sur les crédits de l'exercice courant, mais à la condition que le transport, en fin d'exercice, en soit effectué à des chapitres spéciaux, au moyen de virements autorisés par un décret qui est soumis à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget de la guerre, pour l'exercice 1903, deux chapitres spécialement destinés à recevoir les imputations des dépenses de solde antérieures à cet exercice, l'un pour la première section (Troupes métropolitaines), l'autre pour la deuxième section (Troupes coloniales); ces chapitres prendront le titre de : *Rappels de dépenses payables sur revues, antérieures à 1903 et non frappées de déchéance.*

2. Les crédits des chapitres mentionnés à l'article précédent se formeront par comptes de virement des sommes de quatre cent vingt-cinq mille quatre cent quarante-huit francs trente-trois centimes (425,448^f 33), et de deux cent soixante-cinq mille neuf cent soixante francs trente-six centimes (265,960^f 36), montant des rappels de solde et autres y assimilés, provisoirement acquittés pendant l'exercice 1903 sur les fonds des chapitres XI, XII, XIII, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXI, XXII, XXIII, LI, LIII, LIV, LVII et LXI pour la première section (Troupes métropolitaines), et sur les fonds des chapitres LXXIV, LXXV, LXXVI, LXXXV et LXXXVI pour la deuxième section (Troupes coloniales), suivant les tableaux dont les résultats se répartissent comme il suit :

1^{re} SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES : CHAPITRE LX.

Exercice 1899.....	782 ^f 19 ^c
— 1900.....	2,582 75
— 1901.....	7,007 36
— 1902.....	415,076 03
TOTAL.....	425,448 33

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2^e SECTION. — TROUPES COLONIALES : CHAPITRE XC.Exercice 1902..... 265,960^f 36^c

3. Les dépenses imputées sur les crédits ouverts par la loi de finances du 31 mars 1903 aux chapitres désignés à l'article 2 ci-dessus sont atténuées dans les proportions ci-après :

1^{re} SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES.

Chapitre XI.	État-major général et service d'état-major....	62,861 ^f 71 ^c
— XII.	Services divers et états-majors particuliers....	21,937 27
— XIII.	Écoles militaires. (Personnel.).....	13,164 94
— XV.	Personnels en dehors des états-majors, des écoles, etc.....	19,295 61
— XVI.	Solde de l'infanterie.....	160,768 03
— XVII.	Solde des troupes d'administration.....	1,420 18
— XVIII.	Solde de la cavalerie.....	61,790 39
— XIX.	Solde de l'artillerie.....	21,622 47
— XX.	Solde du génie.....	2,398 57
— XXI.	Solde du train des équipages militaires.....	1,839 04
— XXII.	Gendarmerie départementale.....	2,857 46
— XXIII.	Garde républicaine.....	3,847 02
— LI.	Invalides de la guerre. (Personnel.).....	72 12
— LIII.	Solde de non-activité et solde de réforme....	22,281 76
— LIV.	Secours et gratifications de réforme.....	19,355 28
— LVII.	Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve.....	9,675 94
— LXI.	Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.).....	260 24
TOTAL.....		425,448 33

2^e SECTION. — TROUPES COLONIALES.

Chapitre LXXIV.	Solde des états-majors, des personnels administratifs et de santé.....	30,196 ^f 35 ^c
— LXXV.	Solde de l'infanterie coloniale.....	217,277 45
— LXXVI.	Solde de l'artillerie coloniale.....	15,861 26
— LXXVII.	Solde de réserve, de non-activité et de réforme.....	1,275 30
— LXXXVI.	Secours et gratifications de réforme.....	1,350 00
TOTAL.....		265,960 36

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 31 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 41954. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1^o Le sieur *Bouraud* (*Henry-Jean-Jacques*), étudiant en droit, né le 6 mars 1882, à Angoulême (Charente), demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Bellamy*, afin de s'appeler légalement, à l'avenir, *Bellamy* au lieu de *Bouraud*.

2^o Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 29 Août 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 7 Novembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre; soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2566.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44955. — *Loi modifiant les conditions de construction et d'exploitation du réseau de Chemins de fer d'intérêt local du département du Nord, du « Groupe Sud », et du Chemin de fer d'intérêt local de Louches à Cambrai.*

Du 20 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 29 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvé le traité passé le 22 janvier 1904 entre le préfet du Nord, agissant au nom du département, et la Société anonyme des chemins de fer économiques du Nord, pour la résiliation des concessions des chemins de fer d'intérêt local de Haspres à Solesmes, de Solesmes à Quiézy, de Solesmes à Landrezieux, de Landrezieux à Avesnes et de Louches à Cambrai, qui ont été déclarés d'utilité publique par les lois des 12 août 1893 et 7 juillet 1896.

Une copie certifiée conforme dudit traité restera annexée à la présente loi.

2. Est reporté à cinq années, à partir de la promulgation de la présente loi, le délai fixé par les lois des 12 août 1893, 7 juillet 1896 et 16 juillet 1900, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement des lignes mentionnées à l'article 1^{er} ci-dessus.

Ce délai pourra, en cas d'insuffisance, être prorogé par décret.

3. Les dispositions des articles 3 et 4 de chacune des lois précitées des 12 août 1893 et 7 juillet 1896 et de l'article 2, paragraphe 2, de la loi du 16 juillet 1900, sont remplacées par les dispositions suivantes :

XII^e Série.

84

Le département du Nord est autorisé à pourvoir à l'établissement et à l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local de Haspres à Solesmes, Solesmes à Quiévy, Solesmes à Landrecies, Landrecies à Avesnes et Louches à Cambrai, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges dont copie est annexée à la présente loi, ainsi que de la convention passée le 22 janvier 1904, entre le préfet du Nord et la Société générale des chemins de fer économiques.

Une copie certifiée conforme de ladite convention sera également annexée à la présente loi.

Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement des chemins de fer mentionnés au présent article est fixé à la somme de cinquante-trois mille francs (53,000^f) par kilomètre, y compris les intérêts des capitaux engagés tant par le département que par le concessionnaire pendant la période de construction et sans que la longueur à laquelle ce maximum s'applique puisse excéder cent deux kilomètres (102^k), savoir : soixante-dix-sept kilomètres cinq cents mètres (77^k 500) pour le groupe des quatre premières lignes et vingt-quatre kilomètres cinq cents mètres (24^k 500) pour la ligne de Louches à Cambrai.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor est fixé à quatre-vingt-trois mille sept cent cinquante-neuf francs (83,759^f), dont soixante-cinq mille quatre cent douze francs (65,412^f) pour le groupe des quatre premières lignes et dix-huit mille trois cent quarante-sept francs (18,347^f) pour la ligne de Louches à Cambrai. La subvention du Trésor n'est accordée que pour une période s'étendant au plus au 31 décembre 1950. Jusqu'à la mise en exploitation du réseau entier, elle pourra s'appliquer au premier groupe d'une part, et à la cinquième ligne, d'autre part.

Dans tous les cas où le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'État viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

4. Il est interdit à la Société générale des chemins de fer économiques, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction et l'exploitation des chemins de fer ou des tramways qui lui ont été concédés ou rétrocédés, sans y avoir été préalablement autorisée par décret délibéré en conseil d'Etat.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOL.

TRAITÉ DE RÉSILIATION.

L'an 1904, le 22 janvier,

Les soussignés :

M. Louis Vincent, officier de la Légion d'honneur, préfet du département du Nord, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu de la délibération du conseil général en date du 21 août 1902,

D'une part;

Et MM. Doniol, administrateur, et V. Mestreit, directeur de la Société anonyme des chemins de fer économiques du Nord, agissant au nom de ladite société en vertu de la délibération du conseil d'administration en date du 7 juillet 1902, et de l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 18 août 1902,

D'autre part;

Ont arrêté et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La Société des chemins de fer économiques du Nord renonce, en faveur du département du Nord qui accepte, au bénéfice des concessions ci-après désignées, savoir :

A. Réseau des chemins de fer d'intérêt local, dénommé *Groupe Sud*, comprenant les lignes :

D'Haspres à Solesmes;
De Solesmes à Quiévy;
De Solesmes à Landrecies;
Et de Landrecies à Avesnes.

Ledit réseau déclaré d'utilité publique par la loi du 12 août 1893, à elle concédé suivant :

1^o Une convention en date du 15 décembre 1892, conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à ladite convention;

2^o Un avenant en date du 24 juin 1893, modifiant la convention précitée ainsi que le cahier des charges y annexé;

3^o Une convention en date du 5 mars 1900, modifiant les dispositions de la convention et de l'avenant des 15 décembre 1892 et 24 juin 1893.

Cette dernière convention approuvée par la loi du 16 juillet 1900.

B. Chemin de fer d'intérêt local de Lourches à Cambrai.

Ledit chemin de fer déclaré d'utilité publique par la loi du 7 juillet 1896, à elle concédé suivant :

1^o Une convention en date du 7 décembre 1893, conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à ladite convention;

2^o Une convention en date du 5 mars 1900, modifiant les dispositions de la convention du 7 décembre 1893.

Cette dernière convention approuvée par la loi du 16 juillet 1900.

2. La Société des chemins de fer économiques du Nord, en échange de l'acceptation de cette renonciation par le département du Nord, abandonne à celui-ci en pleine propriété, pour toutes les lignes du Groupe Sud et de Lourches à Cambrai, ce qui suit :

1^o Tous les projets qu'elle a dressés, approuvés ou non par l'administration;

2^o Tous les travaux acquis et payés avant le 1^{er} juillet 1902 avec les actes d'achat et les pièces régulières constatant le payement de leur valeur (une liste régulière et complète sera fournie dans la huitaine);

3^o Tous les travaux qu'elle a exécutés tant par ses soins que par les soins de la Compagnie du chemin de fer du Nord, dans l'état où ils se trouvent à ce jour;

Tous les travaux exécutés par la Société des chemins de fer économiques du Nord ont été ou seront entièrement payés par elle. Quant aux fournitures et travaux exécutés ou à exécuter par la Compagnie du chemin de fer du Nord, en vertu de l'engagement pris par la Société des chemins de fer économiques du Nord, celle-ci ne

sera tenue que jusqu'à concurrence de la somme de soixante-dix-huit mille cinq cents francs (78,500^f) payée à ce jour à la Compagnie des chemins de fer du Nord;

4° Tous les approvisionnements existant actuellement à pied d'œuvre que la société a réunis en vue de l'établissement des lignes ci-dessus désignées;

5° Les cautionnements ci-après indiqués qu'elle a déposés à la Caisse des dépôts et consignations, savoir :

Groupe Sud, soixante-dix-sept mille cinq cents francs (77,500^f);

Chemin de fer de Lourches à Cambrai, vingt-deux mille francs (22,000^f).

3. Le département du Nord consent à payer à la Société des chemins de fer économiques du Nord, qui accepte, une somme globale et forfaitaire de cinquante mille francs (50,000^f) représentant une partie des frais d'études.

4. La présente convention ne deviendra valable qu'autant qu'elle aura été approuvée par une délibération du conseil général du Nord et ratifiée par les pouvoirs compétents.

Elle sera exécutoire, en ce qui concerne les dispositions qui font l'objet de l'article 2, un mois après ladite approbation du conseil général.

5. Les frais de timbre, d'enregistrement et tous les autres frais accessoires, quels qu'ils soient, seront supportés par la Société des chemins de fer économiques du Nord.

La présente convention annule et remplace celle du 10 novembre 1901.

Fait à Lille, les jour, mois et an que dessus.

Pour la Société des chemins de fer économiques du Nord.

Un Administrateur,

Signé : DONIOL.

Le Directeur,

Signé : MESTREIT.

Le Préfet du Nord,

Signé : VINCENT.

Enregistré à Lille, le 19 mai 1904, folio 38, case 7. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : P. de Kérarmel.

Département du Nord.

Chemins de fer d'intérêt local du Groupe Sud et de Lourches à Cambrai.

CONVENTION POUR L'EXPLOITATION.

Entre les soussignés :

M. Louis Vincent, officier de la Légion d'honneur, préfet du département du Nord, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu des délibérations du conseil général du 22 avril 1903 et de la commission départementale, dûment autorisée, du 10 janvier 1904,

D'une part;

Et M. Émile Level, officier de la Légion d'honneur, directeur de la Société générale des chemins de fer économiques, dont le siège est à Paris, cité de Londres, n° 4, agissant au nom et pour le compte de ladite société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 27 mars 1903,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département du Nord concède à la Société générale des chemins de fer économiques, qui accepte, l'exploitation des lignes de chemin de fer d'intérêt local à voie d'un mètre (1^m), ci-après désignées :

Le réseau dit du *Groupe Sud*, d'une longueur approximative de soixante-dix-sept kilomètres cinq cents mètres (77¹/₂ 500), d'un seul tenant, comprenant les lignes d'Haspres à Solesmes, de Solesmes à Quiévy, de Solesmes à Landrecies et de Landrecies à Avesnes, par Etroingt;

Et la ligne de «*Louches à Cambrai*», d'une longueur approximative de vingt-quatre kilomètres cinq cents mètres (24¹/₂ 500).

2. La présente concession ne se rapporte qu'à l'exploitation.

Ne font partie de la présente concession, ni les travaux de premier établissement, ni les fournitures du matériel roulant, ni celles de l'outillage des ateliers, des trains, de la voie et des gares, ni celles du mobilier d'exploitation et des gares, ni la fourniture et la pose du téléphone.

Le département se réserve d'exécuter lui-même tous ces travaux et ces fournitures. Le mobilier et l'outillage des gares sera fourni dans les proportions habituelles des lignes à voie étroite à trafic similaire.

3. Le concessionnaire s'engage à exécuter toutes les obligations résultant de la loi du 11 juin 1880, des règlements d'administration publique rendus par application de ladite loi et du cahier des charges annexé à la présente convention.

4. L'effectif prévu pour le matériel roulant est de :

Douze locomotives avec leur outillage de marche;
Quarante-quatre voitures à voyageurs mixtes à boggies de cinquante et une places au minimum (trente-sept assises et quatorze debout);
Cent vingt wagons à marchandises;
Deux grues roulantes de quatre tonnes.

Les types de ce matériel seront arrêtés par les ingénieurs du département, le concessionnaire entendu, et sous réserve de l'approbation préfectorale. Il devra être muni du frein à vide automatique. Une partie du matériel à marchandises pourra n'être pourvu que de la conduite blanche.

Le matériel sera livré au concessionnaire au fur et à mesure de l'ouverture des lignes et jusqu'à concurrence des effectifs indiqués ci-dessus.

5. Si, pendant le cours de l'exploitation, l'établissement de nouvelles installations ou la modification des installations existantes ainsi que l'accroissement de l'effectif du matériel roulant sont reconnus nécessaires par le département, les dépenses qui en résulteront seront à la charge du département. Le concessionnaire devra, s'il en est requis, exécuter pour le compte du département ces travaux et fournitures complémentaires. L'exécution de ces travaux ne pourra donner au concessionnaire aucun droit à une indemnité pour quelque motif que ce soit.

Toutefois, au cas où le concessionnaire exécuterait lesdits travaux ou fournitures pour compte du département, les dépenses faites par lui de ce chef seront majorées de huit pour cent (8 p. 0/0) pour frais généraux, avances de fonds, etc., et le remboursement intégral de la dépense sera effectué par le département dans le mois qui suivra la réception.

Le département se réserve également le droit de créer, dans les mêmes conditions, de nouvelles stations ou de nouveaux arrêts, ainsi que des embranchements industriels. Dans le cas où le concessionnaire exécuterait ces travaux pour le compte du département, le remboursement de la dépense lui serait fait aux conditions indiquées au paragraphe précédent.

Le matériel roulant devra en tout cas être augmenté, à la demande du concessionnaire, lorsqu'il y aura eu en service journalier pendant six mois consécutifs plus des huit dixièmes (8/10) des voitures ou wagons, ou des six dixièmes (6/10) des locomotives.

Si, en cas d'insuffisance momentanée du matériel roulant, le concessionnaire peut se procurer en location tout ou partie du matériel supplémentaire qui serait reconnu nécessaire par le département, il sera tenu de le faire si ce matériel se trouve dans un rayon de trois cents kilomètres (300¹/₂) à partir de Solesmes.

Dans ce cas, le département participera dans les frais de location, transports, entretien ou autres qui seront occasionnés de ce chef au concessionnaire en lui

attribuant une indemnité forfaitaire calculée ainsi qu'il suit par journée d'utilisation dudit matériel supplémentaire :

Par locomotive, trente francs (30^f);

Par voiture à voyageurs, cinq francs (5^f);

Par wagon à marchandises, deux francs cinquante centimes (2^f 50).

Cette indemnité sera prélevée par le concessionnaire sur la part de bénéfices d'exploitation qui pourra revenir au département aux termes de l'avant-dernier paragraphe de l'article 7 et ce sans intérêts. Au cas où il n'y aurait pas de bénéfice d'exploitation pour l'année où du matériel supplémentaire aurait été utilisé, le concessionnaire devra attendre que des bénéfices d'exploitation se produisent sur les années ultérieures pour prélever, sur la part de ces bénéfices à revenir au département, les sommes qui lui seraient dues à titre d'indemnité, calculées ainsi qu'il est dit ci-dessus, cette avance de la part du concessionnaire ne devant donner lieu à aucun intérêt de la part du département.

Les dépenses des travaux de parachèvement qui viendraient à être reconnus nécessaires pendant un an après l'ouverture de chaque ligne ou section de ligne seront à la charge du département. Les travaux seront exécutés par le département, ou bien, si celui-ci le requiert, par les soins du concessionnaire.

Dans ce dernier cas, la dépense que le concessionnaire aura effectuée de ce chef lui sera remboursée avec majoration de huit pour cent (8 p. o/o) pour frais généraux et d'avance de fonds dans le délai de trois mois après l'expiration de la première année d'exploitation de la ligne ou section de ligne où les travaux auront été faits.

Ces dépenses seront portées au compte de premier établissement.

6. Le concessionnaire versera au département, à titre de part contributive dans les dépenses de premier établissement, une somme calculée à raison de cinq mille francs (5,000^f) par kilomètre de ligne. Ce versement devra être effectué dans le mois qui suivra la remise de chaque ligne ou section de ligne au concessionnaire.

Le concessionnaire touchera annuellement, pendant toute la durée de la concession, une annuité calculée au taux d'intérêt de trois francs soixante-quinze centimes pour cent (3^f 75 p. o/o) du capital avancé par lui, plus l'amortissement au même taux.

7. L'exploitation sera faite par le concessionnaire, à ses risques et périls, aux conditions ci-après :

Le concessionnaire pourvoira aux frais d'exploitation de toute nature à partir du jour de la mise en exploitation des lignes ou sections de lignes.

Les dépenses d'exploitation comprendront les frais du service de la voie, de la traction et de l'exploitation, y compris le renouvellement des voies et du matériel, les impôts autres que ceux sur les transports et sur les titres. Elles comprendront également les patentes et frais de contrôle, les dépenses relatives aux accidents et aux incendies. Aux dépenses régionales ci-dessus indiquées, on ajoutera dix pour cent (10 p. o/o) pour frais généraux et dépenses d'administration centrale de la Société générale des chemins de fer économiques, à Paris. Il est entendu qu'aux points de jonction avec les autres compagnies, le département fera les installations nécessaires pour assurer le transbordement ou la transmission des marchandises ainsi que le passage des voyageurs et des bagages d'une ligne à l'autre, mais que ni le département ni la société ne seront tenus de faire de gares communes.

Dans le cas où, d'un commun accord, le département et la société décideraient de provoquer l'établissement de gares communes, la dépense de premier établissement desdites gares communes ou du loyer correspondant incomberait au département, le concessionnaire supportant de son côté les dépenses d'exploitation proprement dites; il est toutefois entendu que le concessionnaire fera l'avance du loyer des gares communes, sauf à lui à se rembourser de ces avances sur les excédents de recettes dont il est parlé à l'avant-dernier paragraphe du présent article.

Les dépenses ainsi calculées ne pourront dépasser, par kilomètre, le maximum fixé par la formule :

$$F = 500 + 0,50 R + 0,010 M + 0,30 K,$$

dans laquelle R représente la recette brute kilométrique, impôts déduits, M le

nombre de tonnes kilométriques de marchandises taxées (animaux non compris), et K le nombre de trains kilométriques.

Pour le règlement des comptes et l'application de la formule d'exploitation, il sera fait masse des recettes et des dépenses de toutes les lignes exploitées.

Lorsque les dépenses portées en compte n'atteindront pas le maximum résultant de la formule, elles seront majorées des deux tiers de la différence, à titre de prime d'économie.

Lorsque les recettes seront inférieures aux dépenses portées en compte dans les limites du maximum et augmentées, s'il y a lieu, de la prime d'économie, les insuffisances seront couvertes par le département si la recette kilométrique, impôts déduits, est inférieure à deux mille cinq cents francs (2,500^f); si la recette kilométrique dépasse ce chiffre, elles seront inscrites à un compte d'attente et seront à la charge du concessionnaire jusqu'au moment où elles pourront lui être remboursées comme il est dit au paragraphe ci-après :

Lorsque les recettes seront supérieures aux dépenses admises en compte, l'excédent sera d'abord appliqué à payer au concessionnaire les indemnités auxquelles il pourra avoir droit pour location de matériel supplémentaire et à rembourser les avances qu'il aura pu faire pour les loyers des gares communes, ainsi que les insuffisances inscrites au compte d'attente, et ce sans intérêts. Le surplus sera partagé dans la proportion de soixante-dix pour cent (70 p. 0/0) pour le département, et de trente pour cent (30 p. 0/0) pour le concessionnaire.

Le compte d'attente deviendra nul de plein droit à l'expiration de la présente convention s'il n'est pas complètement amorti à cette époque.

8. Conformément à l'article 32 du cahier des charges, le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours le réseau entier dans chaque sens est fixé à trois. Ce chiffre est un minimum pour chacune des cinq lignes définies à l'article 1^{er}.

Dès que sur l'une quelconque des cinq lignes définies à l'article 1^{er} de la présente convention, la recette brute kilométrique dépassera quatre mille cinq cents francs (4,500^f) par an, le concessionnaire pourra être tenu de créer un quatrième train sur la ligne considérée. Un cinquième train pourra être exigé à partir de cinq mille sept cent cinquante francs (5,750^f) de recettes kilométriques, et ainsi de suite à raison d'un train en sus pour chaque augmentation de mille deux cent cinquante francs (1,250^f) de recettes kilométriques annuelles de chaque ligne.

Le concessionnaire pourra, si le préfet l'y autorise, faire varier le nombre des trains journaliers parcourant les différentes parties de chaque ligne, à condition que le parcours kilométrique total des trains ainsi mis en circulation soit équivalent à celui des trains définis ci-dessus, et qu'il subsiste sur chacune des cinq lignes définies à l'article 1^{er} au minimum trois trains dans chaque sens pendant toute l'année.

Le préfet pourra, le concessionnaire entendu, exiger l'établissement d'un nombre de trains supérieur au nombre prévu. En ce cas, il sera ajouté quarante centimes (0^f 40) par train kilométrique, pour les trains ainsi prescrits, à la dépense d'exploitation à porter en compte par le concessionnaire, dans les conditions prévues à l'article 7.

Ces quarante centimes (0^f 40) supplémentaires ont le caractère d'une allocation ferme et n'entreront pas dans le calcul de l'économie éventuelle à partager entre le département et le concessionnaire.

Les trains supplémentaires que le concessionnaire mettrait en circulation de sa propre initiative et avec l'autorisation du préfet, mais sans injonction de celui-ci, ne donneront pas lieu à cette augmentation de quarante centimes (0^f 40) par train kilométrique.

9. Avant l'ouverture à l'exploitation de chaque ligne ou section de ligne, il sera fait remise par le département au concessionnaire de la voie et de ses dépendances ainsi que du matériel roulant. Cette remise sera l'objet d'un procès-verbal et d'un inventaire contradictoire qui sera établi pour constater l'existence de tous les meubles et immeubles, matériel et outillage livrés par le département. Il sera procédé de même pour les extensions et additions éventuelles prévues à l'article 5.

L'entretien des lignes et de toutes leurs dépendances sera à la charge du concessionnaire à partir du jour de leur remise.

Aucun changement ne pourra être apporté soit à la voie ou à ses dépendances, soit au matériel roulant, sans l'assentiment préalable du préfet, le service du contrôle entendu.

Le concessionnaire sera tenu de commencer l'exploitation de chaque ligne ou section de ligne dans le mois qui suivra la remise, par le département, des travaux complètement terminés et du matériel roulant jugé nécessaire par le département pour en assurer l'exploitation.

10. Le concessionnaire aura l'entière responsabilité des immeubles et du matériel mis à sa disposition, et de toutes les conséquences éventuelles de leur incendie et des avaries qui pourraient leur survenir pour une cause quelconque.

Il sera également responsable de tous les accidents et dommages causés au personnel de l'exploitation, aux voyageurs et aux tiers.

11. Le département aura un droit de contrôle absolu sur les recettes et sur les dépenses. Il pourra, en tout temps, faire prendre connaissance et copie des livres, documents et pièces quelconques nécessaires à cette fin.

Les recettes devront comprendre non seulement le montant des taxes et frais accessoires dont la perception est autorisée par le cahier des charges, mais encore toutes les rentrées quelconques telles que le produit du parcours du matériel sur d'autres lignes, celui des locations des terrains et bâtiments, le produit des herbages et plantations, le produit de la publicité dans les gares et les voitures, en un mot tous les produits possibles, sauf celui des ventes de vieux matériaux provenant de remplacements qui sera porté en déduction des dépenses d'exploitation et, s'il y a lieu, le produit des travaux qu'il exécuterait à la demande et au compte de tiers.

12. Le concessionnaire s'engage à n'employer que du personnel français ainsi que du matériel et de l'outillage de provenance française. Il pourra être dérogé à cette règle avec une autorisation spéciale du préfet. La proportion du personnel étranger ne pourra excéder cinq pour cent (5 p. 100) de l'effectif total.

13. La durée de la présente convention est fixée à trente années à partir de la date de la remise au concessionnaire de la totalité des lignes qui en font l'objet.

14. En garantie de l'exécution de la présente convention, et avant sa signature, le concessionnaire déposera à la Caisse des dépôts et consignations, à titre de cautionnement, une somme de cinquante mille francs (50,000^f) en numéraire, en rentes sur l'État ou en bons du Trésor, avec transfert au profit de ladite caisse, de celles des valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Dans le cas où le concessionnaire ne remplirait pas les obligations qui lui sont imposées, il encourra la déchéance qui sera prononcée dans les conditions prévues par le cahier des charges.

En cas de déchéance, le cautionnement du concessionnaire et sa part contributive dans les dépenses de premier établissement seront acquis au département.

15. En cas de désaccord entre le département et la société, soit au moment de la remise des lignes, soit pendant la durée de la concession, au sujet des travaux complémentaires à exécuter, des nouvelles installations à faire par suite du développement du trafic et du nouveau matériel roulant à mettre en circulation, les questions soulevées seront jugées en dernier ressort par une commission arbitrale ainsi composée :

L'ingénieur en chef du service ordinaire du département de la Seine, président;
Deux membres nommés par le préfet du Nord;
Deux membres nommés par la Société générale des chemins de fer économiques.

16. L'enregistrement des présentes aura lieu au droit fixe d'un franc (1^f), conformément à l'article 24 de la loi du 11 juin 1880.

Fait double à Lille, le 23 janvier 1904.

Lu et approuvé :
Signé : E. LEVEL.

Signé : L. VINCENT.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Les chemins de fer d'intérêt local qui font l'objet du présent cahier des charges sont ceux dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par les lois des 12 août 1893 et 7 juillet 1896, savoir :

1° Le réseau dit du Groupe Sud, comprenant :

A. Une ligne de Haspres à Solesmes, par ou près Verchain-Maugré, Sommaing-sur-Ecaillon, Vendegies-sur-Ecaillon, Bermécourt, Saint-Martin, Capelle, Escarmain, Vertain et Romeries;

B. Une ligne de Solesmes à Quiévy vers Caudry, par ou près Briastre et Nesly;

C. Une ligne de Solesmes à Landrecies par ou près Neuville, Forest, Bousies ou Fontaine-au-Bois;

D. Une ligne de Landrecies à Avesnes, par ou près Maroilles, Grand-Fayt, Petit-Fayt, Carlignies, Boulogne, Etrœungt, le Haut-Lieu et Avesnelles.

Ce groupe de lignes empruntera, sur divers points du parcours, les routes nationales n° 2 et 45, la route départementale n° 6, les chemins de grande communication n° 32, 40 et 43, les chemins d'intérêt commun n° 14, 29, 89 et 111, et les chemins vicinaux n° 1, 4, 5, 6 et 7.

2° La ligne de Lourches à Cambrai, par ou près Mastaing, Bouchain, Marquette, Wasnes-au-Bac, Thim-Lévéque, Eswars, Ramillies et Morenchies.

Cette ligne empruntera sur divers points du parcours la route nationale n° 43, le chemin de grande communication n° 49, les chemins d'intérêt commun n° 5, 10, 18, 22 et 39, le chemin vicinal n° 3 et le chemin rural n° 11.

Le département devra relier les lignes aux gares du chemin de fer de la Compagnie du Nord, à Haspres, à Solesmes, à Landrecies, à Avesnes, à Lourches et à Cambrai, de même qu'au chemin de fer de Denain au Catelet, à Quiévy.

Le département établira dans les gares de jonction des moyens de transbordement commodes pour les voyageurs et les marchandises.

Délai d'exécution.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la loi qui modifiera les lois déclaratives d'utilité publique des 12 août 1893 et 7 juillet 1896. Ils seront poursuivis de telle façon que toutes les lignes soient livrées à l'exploitation dans un délai de cinq ans à partir de la même date.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général, et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire de l'exploitation aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

4. (Supprimé.)

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble comprenant, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

- 1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);
 - 2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);
 - 3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) pour les longueurs d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au moyen de la mer pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :
Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;
La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;
La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;
 - 4° Un certain nombre de profils en travers, à l'échelle de cinq millimètres (0°005) pour mètre, et le profil type de la voie, à l'échelle de deux millimètres (0°002) pour mètre;
 - 5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.
- La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit au-dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiqués tant sur le profil en long que sur le profil en travers; le tout sans préjudice des projets à fournir pour l'exécution de ces ouvrages.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.
- Le département sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la longueur brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000) dans une année.
- En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque, la concession, être requis par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, pour le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.
- Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.
- Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas servir à une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).
- La largeur des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres trente centimètres (2^m 30), et celle du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas deux mètres trente centimètres (2^m 30). La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de trois mètres soixante-dix centimètres (3^m 70).
- Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80).
- La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté du bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 60).
- L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35); et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il devra être réservé entre les obstacles isolés se trouvant au-dessus du niveau des marchepieds le long des voies principales et les parties les plus saillantes du matériel roulant une distance d'au moins soixante centimètres (0^m 60).

Le département établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales.

Alignements et courbes. — Pentés et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent mètres (100^m).

Une partie droite de quarante mètres (40^m) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à trente millimètres (0^m 030) par mètre.

Une partie horizontale de quarante mètres (40^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire et versant leurs eaux au même point.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le département aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée sur parties accessibles aux voitures ordinaires.

8 bis. Dans les sections où le chemin de fer sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage ou un empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du département, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empierrement.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du chemin de fer, toutes saillies comprises, il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du chemin de fer avec le jeu nécessaire. Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir d'un mètre dix (1^m 10) au moins.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la limite des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie ferrée sera établie soit sur le bord d'un remblai de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

8 ter. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera rasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires et des piétons présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'autorité compétente pour statuer sur les projets d'exécution pourra exiger que l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité du côté de la chaussée de la voie publique au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie d'une solidité suffisante.

Elle pourra également prescrire, dans les parties de routes ou de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demi-caniveau pavé le long des bordures en pierre. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) anastisera entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés. s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle continu.

Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8 *quater*. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 8 bis.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10). Cette largeur sera mesurée à partir des limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces limites;

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations ou haltes seront établies dans les localités indiquées ci-après :

Haupres, Verchain, Sommail, Vendegries, Bermerain, Saint-Martin, Capelle, Escarmain, Vertain, Romeries, Solesmes (faubourg de Béart), Solesmes (gare du Nord), Solesmes (la Croisette), Briastre (Bellevue), Briastre, Viesly, Neuville, Forest, Bousies, Fontaine-au-Bois, Landrecies (porte de Valenciennes), Landrecies (faubourg de France), Maroilles, Grand-Fayt, Petit-Fayt, Cartignies, Boulogne, Warpont, Etroenngt, Avesnelles, Avesnes, Lourches, Mastaing, Bouchain, Marquette, Wasnes-au-Bac, Thim-Lévêque, Esware, Ramillies, Morenchies et Cambrai.

Les stations devront être pourvues de toutes les voies et de tous les bâtiments nécessaires pour assurer, dans de bonnes conditions, le service des voyageurs et des marchandises.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord avec le département et le concessionnaire de l'exploitation, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire de l'exploitation entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire de l'exploitation entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Les projets de détail de chaque gare, station ou halte se composeront :

1° D'un plan à l'échelle d'un cinq centième (1/500) indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0^m 01) par mètre;

3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées. Ces projets devront, avant tout commencement d'exécution, être approuvés par le préfet.

Traversée des routes et chemins.

10. Le département sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

Pour les viaducs, la hauteur libre, à partir du sol de la route, au-dessus de la chaussée dans toute sa largeur, ne sera pas inférieure à quatre mètres trente centimètres (4^m 30).

La largeur entre les parapets sera au moins de trois mètres soixante-dix centimètres (3^m 70). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m).

Sur les lignes et sections pour lesquelles le département exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de six mètres cinquante centimètres (6^m 50).

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supporte la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de trois mètres soixante-dix centimètres (3^m 70) pour les chemins à une voie et de six mètres cinquante centimètres (6^m 50) sur les lignes ou sections pour lesquelles le département exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres trente centimètres (4^m 30).

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera les types des barrières des passages à niveau, ainsi que des abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris, et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes ($0^m\ 020$) au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectifications des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres ($0^m\ 03$) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres ($0^m\ 05$) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux. — Débouché des ponts.

15. Le département sera tenu de rétablir et le concessionnaire de l'exploitation d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux, et le département devra prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à l'encontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins trois mètres soixante-dix centimètres ($3^m\ 70$) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et six mètres cinquante centimètres ($6^m\ 50$) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par les concessionnaires, pour le service du chemin de fer, une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'entretien de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente.

Souterrains.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins trois mètres soixante-dix centimètres ($3^m\ 70$) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails, pour les chemins à une voie, et six mètres cinquante centimètres ($6^m\ 50$) de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres (50^m) de distance de chaque côté et seront disposés en quinconce d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de quatre mètres quatre-vingt-dix centimètres ($4^m\ 90$).

La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails, pour

le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres trente centimètres (4^m 30). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

Maintien des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le département sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du département, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

Exécution des travaux.

18. Le département n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réparation seront laissés à la libre disposition du département.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^m) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90), d'axe en axe.

Clôtures.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le département pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

1^{re} Dans la traversée des lieux habités;

2^e Dans les parties contiguës à des chemins publics;

3^e Sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau;

4^e Aux abords des stations.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le département.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant de travaux, seront supportées et payées par le département.

Droits conférés au département.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le département est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'Administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et ils demeurent en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'Administration, de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le département sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du département.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du département.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si l'Administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir du conseil général la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou de plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet de faire respecter les dispositions prescrites par le présent cahier des charges et celles qui résulteraient des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire de l'exploitation pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le département fera faire à ses frais un bornage contradictoire, avec chaque propriétaire riverain, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser, également à ses frais, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés. Ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du département et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le département postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire de l'exploitation.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire de l'exploitation sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

29 a. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire de l'exploitation comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'acrottements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin adjointes par les travaux de la voie ferrée.

29 b. Lorsque, pour la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones

ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire de l'exploitation à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection. Il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Gardiens.

30. Le concessionnaire de l'exploitation sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7. Il devra satisfaire aux conditions fixées ou à fixer pour les transports militaires.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consommer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions fixées ou à fixer pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressort et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accèdera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui sont arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures à voyageurs seront chauffées pendant la saison froide, sauf exceptions autorisées par le préfet, sur l'avis du service du contrôle.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire de l'exploitation sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet, en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes, composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à trois.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire de l'exploitation supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire de l'exploitation sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire de l'exploitation et sur l'avis du service du contrôle, le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

34. (Supprimé.)

35. (Supprimé.)

36. (Supprimé.)

37. (Supprimé.)

38. (Supprimé.)

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation des lignes vient à être interrompue, il en sera aussitôt rendu compte au ministre des travaux publics, lequel pourra, selon les circonstances, soit prendre les dispositions nécessaires pour que l'exploitation continue provisoirement aux frais et risques du département, soit suspendre cette exploitation, soit enfin procéder aux formalités nécessaires pour faire prononcer le déclassement si, dans le délai de trois mois, le département n'a pas fait des propositions en vue de l'organisation du nouveau service d'exploitation.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions de l'article qui précède ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

41. Pour indemniser le concessionnaire de l'exploitation des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

	PRIX		
	de péage.	de transp.	taxe
	fr. s.	fr. s.	fr. s.
Voyageurs. { Voitures couvertes, formées à glaces et à banquettes retourneries (1 ^{re} classe).....	0 050	0 025	0 0
{ Voitures couvertes et banquettes à vitres (2 ^e classe)...	0 037	0 018	0 001
Enfants. { Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
{ De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
{ Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.	0 013	0 007	0 0
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^{fr} 50.)			

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.	0 07	0 05	0 0
Veaux et porcs.	0 025	0 015	0 0
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.	0 01	0 01	0 0

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huiles. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.	0 25	0 20	0 0
---	------	------	-----

Marchandises transportées à petite vitesse.

1^{re} classe. — Albâtre. — Armes. — Café. — Denrées coloniales. — Drogues. — Epicerie. — Objets manufacturés. — Œufs. — Pro- duits chimiques non dénommés. — Gibier. — Spiritueux. — Sucre candi. — Tissus. — Vianes fraîches. — Vins en bouteilles.	0 12	0 08	0 0
2^e classe. — Alcool en fûts. — Bitume. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Boissons en fûts. — Char- bons de bois. — Châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Cotons. — Cuivres. — Farines. — Fers ouvrés. — Fontes moulées. — Huile en fûts. — Légumes farineux autres que les pommes de terre. — Pommes. — Levure sèche. — Lins bruts. — Marbre en bloc. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Riz. — Sucres raffinés. — Vins en fûts. — Vinaigres.	0 09	0 07	0 0
3^e classe. — Ardoises. — Blé. — Chaux et plâtre. — Coke. — Bois de charpente. — Perches. — Planches. — Chevrons. — Madriers. — Mais. — Minerais autres que les minerais de fer. — Mouffiers. — Fers en barre. — Fonte bruts. — Pâtes. — Pierres de terre. — Pierres de taille. — Sel. — Sucres bruts. — Mélasses.	0 07	0 05	0 0
4^e classe. — Argile. — Betteraves. — Briques. — Cailloux. — Cendres pour engrais. — Engrais. — Houille. — Marne. — Mi- neral de fer. — Moellons. — Pavés. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pulpe. — Sable.	0 06	0 04	0 0

Les foins, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas cinq cents kilogrammes (500) sont le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre.

3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de 3 à 6 tonnes.....	0 13	0 07	0 16
Wagon ou chariot pouvant porter plus de 6 tonnes.....	0 18	0 10	0 25
Locomotive pesant de 15 à 18 tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 20	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de 18 tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 60	1 80	4 40
Tender de 7 à 10 tonnes.....	0 80	0 60	1 50
Tender de plus de 10 tonnes.....	"	"	"

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans remorque.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur..... 0 18 | 0 12 | 0 30 |

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc..... 0 22 | 0 18 | 0 40 |

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places des voyageurs de 2^e classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide..... 0 25 | 0 20 | 0 25 |

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre..... 0 09 | 0 07 | 0 16 |

4° SERVICE DES POMPES VOITURES ET TRANSPORTS À GRANDE VITESSE.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, remplaçant, ou en plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes..... 0 45 | 0 35 | 0 80 |

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de..... 0 25 | 0 15 | 0 45 |

Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de..... 0 70 | 0 50 | 1 20 |

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire de l'exploitation qu'autant qu'il effectuera lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

En ce qui concerne les marchandises, si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

En ce qui concerne les voyageurs, si la distance parcourue est inférieure à trois kilomètres (3^k), elle sera comptée pour trois kilomètres (3^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire de l'exploitation et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les

tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^{fr} 40).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux de chemin de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire de l'exploitation; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, le concessionnaire de l'exploitation ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire de l'exploitation ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire de l'exploitation transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire de l'exploitation.

Exceptions. — *Envoi par groupe.*

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k), sous le volume d'un mètre cube;

3° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescrivaient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^{fr});

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^{kg}) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quelque emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^{kg}) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^{kg}).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire de l'exploitation.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^{kg}).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire de l'exploitation jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire de l'exploitation sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire de l'exploitation dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire de l'exploitation aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire de l'exploitation sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire de l'exploitation sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train ;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire de l'exploitation.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire de l'exploitation, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire de l'exploitation.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire de l'exploitation. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

51. Le concessionnaire de l'exploitation sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviront soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare de chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire de l'exploitation. Ils seront applicables à tout le monde, sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Détails particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire de l'exploitation, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire, directement ou indirectement, avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 56 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Marins et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de désigner des troupes et un matériel militaire ou naval aux divers points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire de l'exploitation sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous les moyens de transport.

Le prix du transport qui sera fixé dans des conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant, soit en corps, soit isolément, pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au département, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transport des prisonniers.

55. Le concessionnaire de l'exploitation sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés, ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par case de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Service des postes et télégraphes.

56. Le concessionnaire de l'exploitation sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la deuxième classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les paquets

pêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer, à une voiture déterminée de chaque convoi, une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer, à ses frais, risques et périls et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches, sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1° requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1°; 2° requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au département une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment, en conformité du paragraphe 1° du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire de l'exploitation sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le Trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire de l'exploitation et le département entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire de l'exploitation, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers-arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire de l'exploitation sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire de l'exploitation vendra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Le concessionnaire de l'exploitation sera tenu d'assurer le service des colis postaux et des remboursements sur colis postaux dans les conditions déterminées par la convention du 15 janvier 1893, conclue entre l'État, d'une part, les compagnies ou administrations de chemins de fer, d'autre part. Le tarif en vigueur sur le réseau des administrations et compagnies de chemins de fer, signataires de la convention précitée, sera étendu de plein droit et sans aucune augmentation aux gares, aux bureaux de ville et au service de factage ou de correspondance des nouvelles lignes ferrées.

Le concessionnaire de l'exploitation s'entendra avec les administrations ou compagnies de chemins de fer pour déterminer la quote-part à lui revenir sur le produit de la taxe des colis postaux qui, pour parvenir à destination, devront circuler non seulement sur les nouvelles lignes, mais encore sur les autres chemins de fer participant au transport des colis postaux.

Lignes télégraphiques et téléphoniques.

57. Le département sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques ou téléphoniques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique ou téléphonique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Le département est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques ou téléphoniques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire de l'exploitation, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au département une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques ou téléphoniques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des manèges destinés à recevoir le bureau télégraphique ou téléphonique et son matériel.

Le concessionnaire de l'exploitation sera tenu de faire garder par leurs agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques ou téléphoniques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques ou téléphoniques, les employés du concessionnaire de l'exploitation seront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou téléphoniques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire de l'exploitation une indemnité de cinquante centimes (0'50) par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire de l'exploitation ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auront lieu, aux frais du département, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire de l'exploitation ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire de l'exploitation pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques, ont accès dans des gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire de l'exploitation ne pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire de l'exploitation.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire de l'exploitation.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de accorder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire de l'exploitation ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire de l'exploitation.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires se pourvoient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuera sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire de l'exploitation ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tous de s'entendre entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité au rapport avec l'usage et la dépréciation de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service de toutes les lignes, l'administration y pourvoira d'office et prendra toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Le concessionnaire de l'exploitation sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires d'adits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département ;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département, ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Embranchements industriels.

61. Le concessionnaire de l'exploitation sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de carrières, de mines ou d'usines, avec tout propriétaire ou concessionnaire de magasins généraux et avec tout concessionnaire de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement ; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire de l'exploitation entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de carrières, de mines et d'usines, des propriétaires ou concessionnaires de magasins généraux ou des concessionnaires de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarié pour le matériel, ni autres frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire de l'exploitation aura le droit de faire travailler par ses agents, et en régie, ainsi que l'emploi de son matériel sur des embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'embranchement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire de l'exploitation sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de carrières, de mines ou d'usines, de magasins généraux ou d'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire de l'exploitation amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre (1^{er}). Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, notwithstanding l'avertissement spécial donné par le concessionnaire de l'exploitation, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les dépenses qui résulteront des mesures prescrites, et il y a lieu, par le préfet statuant sur l'avis du service du contrôle, pour la surveillance et le gardiennage des

aiguilles et de barrières d'embranchement industriel, seront à la charge des propriétaires des embranchements; mais les gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire de l'exploitation.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, le concessionnaire de l'exploitation entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'infraction d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire de l'exploitation, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire de l'exploitation serait en droit de réclamer pour la non-exécution de ces conditions.

Tarifs à percevoir pour le matériel prêté.

Pour indemniser le concessionnaire de l'exploitation de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de quinze centimes (0^e 15) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, six centimes (0^e 06) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).]

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le concessionnaire de l'exploitation percevra, en outre, un droit d'embranchement de vingt-cinq centimes par tonne.

Seront exempts de ce droit les propriétaires des mines ou des usines qui auront contribué par une subvention agréée par le préfet à la construction de la ligne.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire de l'exploitation.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire de l'exploitation sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire de l'exploitation sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^k), déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire de l'exploitation.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1836.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire de l'exploitation.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire de l'exploitation établira, soit pour la réception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assésimés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire de l'exploitation, un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire de l'exploitation. Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire de l'exploitation sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs (50^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire de l'exploitation ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire et le montant en sera recouvré, comme en matière de contributions directes, au profit du département.

66. (Supprimé.)

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire de l'exploitation devra faire élection de domicile à Lille.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de Lille.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire de l'exploitation et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Nord, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire de l'exploitation.

Fait double à Paris, le 22 janvier 1904.

Lu et approuvé :

Signé : E. LEVEL.

Lu et approuvé :

Signé : L. VINCENT.

N° 44956. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant que l'exigibilité de la redevance annuelle de trois cent quarante-deux francs cinquante centimes imposée à M. Sibade (*Félix*) pour le volume d'eau à lui concédé par l'ancienne compagnie fermière du canal du Midi, dans la commune de Puichéric (Aude), en vertu d'un traité en date du 8 septembre 1886, est suspendu à dater du 1^{er} janvier 1902, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande en revision dudit traité présentée par M. Sibade. (*Paris, 21 Avril 1904.*)

N° 44957. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que la commune d'Asnières (canton de l'Isle-Jourdain, arrondissement de Montmorillon, département de la Vienne) portera à l'avenir le nom d'Asnières-sur-Blour. (Paris, 13 Juillet 1904.)

N° 44958. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que la commune de Nerpol-et-Serres (canton de Vinay, arrondissement de Saint-Marcellin, département de l'Isère) portera à l'avenir le nom de Serre-Nerpol. (Paris, 18 Juillet 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 12 Novembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3*, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliront pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

* Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 12 Novembre 1904.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2567.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44959. — *Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département du Finistère, des Chemins de fer d'intérêt local de Plouescat à Saint-Pol-de-Léon, de Pont-Aven à Concarneau et de Pont-l'Abbé à Saint-Guénolé.*

De 20 Juin 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 25 juin 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Finistère, des chemins de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Plouescat à Saint-Pol-de-Léon, de Pont-Aven à Concarneau et de Pont-l'Abbé à Saint-Guénolé.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits chemins de fer ne sont pas accomplies dans un délai de trois ans à partir de la promulgation de la présente loi.

Ce délai pourra, en cas d'insuffisance reconnue, être prorogé par décret,

3. Le département du Finistère est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation des lignes dont il s'agit, comme chemins

XIF Série.

8

de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions des trois conventions passées le 3 mai 1902, entre le préfet du Finistère, agissant au nom du département, d'une part, et la Compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère, d'autre part, ainsi que du cahier des charges annexé à ces conventions.

Une copie certifiée conforme de ces conventions et cahier des charges restera annexée à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement des chemins de fer départementaux désignés à l'article 1^{er} est fixé à la somme de deux millions neuf cent soixante mille huit cents francs (2,960,800'), augmentée des intérêts des capitaux dépensés et des insuffisances de recettes qui pourraient être constatées pendant la période de construction, sans que les sommes ajoutées de ce chef puissent dépasser sept et demi pour cent (7 1/2 p. o/o) du capital dépensé.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor tant pour les lignes déclarées d'utilité publique par les lois des 14 février 1891, 5 avril 1898, 14 janvier 1899, 12 avril 1900 et 12 juillet 1901, que pour les lignes objet de la présente loi, est porté de cent quarante-sept mille neuf cent quatre-vingt-sept francs (147,987') à cent quatre-vingt-dix mille francs (190,000').

Dans tous les cas où, conformément à l'article 7 des conventions ci-dessus visées, le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'État viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

5. Il est interdit à la Compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction et l'exploitation des lignes dont elle est concessionnaire, sans y être préalablement autorisée par un décret rendu en conseil d'État.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : E. MARUÉJOL.

LIGNE DE PLOUESCAT À SAINT-POL-DE-LÉON.

CONVENTION.

Entre le préfet du département du Finistère, agissant au nom du département, en vertu de la délibération du conseil général en date du 13 août 1901,

D'une part;

Et le président du conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par une décision du conseil et sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires⁽¹⁾,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département concède à la Compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère, qui accepte, l'exploitation de la ligne d'intérêt local de Plouescat à Saint-Pol-de-Léon (longueur approximative : quatorze kilomètres trois cent soixante mètres [14^k 360]).

Les plans des tracés et les profils en long, ainsi que les plans d'aménagement des stations, seront communiqués à la compagnie concessionnaire, qui fera connaître ses observations dans un délai de deux mois.

Il est entendu que les tracés d'avant-projet soumis aux enquêtes ne doivent pas être considérés comme arrêtés *ne varietur*, mais seront susceptibles, après les études définitives et les enquêtes sur les stations, et la compagnie entendue, des modifications reconnues utiles, dans les limites des courbes et déclivités prévues au cahier des charges.

2. Les travaux de premier établissement, ainsi que les fournitures de matériel et du mobilier, seront exécutés directement aux frais du département; toutefois, les travaux de superstructure et la fourniture du matériel roulant pourront être confiés à la compagnie, qui accepte; dans ce cas, les dépenses réelles lui en seront remboursées sur la présentation des factures et décomptes, avec majoration de quinze pour cent (15 p. o/o) sur ces dépenses réelles pour subvenir aux frais de rédaction des projets, de surveillance des travaux et d'avance de fonds. La compagnie et le département établiront les projets d'après les types analogues à ceux qui ont été admis sur les lignes concédées par la loi du 14 février 1891.

Cependant, le préfet pourra y prescrire les améliorations dont l'expérience révélerait la nécessité.

Le département aura le droit d'exiger la mise en adjudication des travaux et fournitures; dans ce cas, l'adjudication sera passée dans les mêmes formes et avec les mêmes conditions de publicité que pour les travaux de l'État; y seront admis tous les entrepreneurs qui se présenteront munis d'un certificat visé par l'ingénieur en chef du Finistère et par la compagnie concessionnaire.

Pour les travaux et fournitures mis en adjudication dans ces conditions, la compagnie restera chargée de la surveillance et sera responsable de la qualité et de l'exécution. Le département sera chargé de l'entretien et des réparations des travaux d'infrastructure et de superstructure qu'il aura fait exécuter autrement que par l'intermédiaire de la compagnie pendant un délai de deux ans à dater du procès-verbal de la remise. Pour les rails, appareils de voie, matériel fixe et roulant fournis par le département, celui-ci donnera, en outre, à la compagnie des garanties identiques à celles qu'il exigera de ses fournisseurs dans le cahier des charges des adjudications ou des traités de gré à gré. Passé ce délai, tous les frais d'entretien seront à la charge de la société concessionnaire.

Dans le cas où des difficultés s'élèveraient au sujet de la remise des travaux et fournitures exécutés autrement que par l'intermédiaire de la compagnie, elles seraient

⁽¹⁾ Cette approbation a été donnée le 14 mars 1902.

tranchées par voie d'arbitrage, le département et la compagnie désignant chacun leur arbitre et les deux arbitres choisissent, s'il est nécessaire, un troisième arbitre pour les départager.

Dans le cas où ils ne pourraient se mettre d'accord sur le choix du troisième arbitre, celui-ci serait nommé par le président du tribunal civil de Quimper, sur requête présentée par la partie la plus diligente.

3. Les dépenses concernant les travaux complémentaires de premier établissement et le matériel roulant qui seraient reconnus nécessaires en cours de concession sur les lignes énumérées à l'article 6 ci-après en prévision ou par suite de l'augmentation du trafic, seront à la charge du département. Toutefois, celui-ci se réserve le droit de confier l'exécution de ces travaux et la fourniture de ce matériel à la compagnie concessionnaire. Dans ce cas, la compagnie recevrait du département, en sus des sommes déterminées par les formules forfaitaires et à titre de frais d'exploitation, l'intérêt à trois francs cinquante centimes pour cent (3,50 p. o/o) des dépenses ainsi faites, plus l'amortissement à ce taux calculé du jour de la dépense à la fin de la concession.

4. Le matériel roulant prévu pour l'exploitation de la ligne faisant l'objet de la présente concession est fixé ainsi qu'il suit :

- Deux locomotives;
- Une voiture de 1^{re} classe;
- Une voiture mixte;
- Deux voitures de 2^e classe;
- Un fourgon;
- Trois wagons couverts;
- Deux wagons-tombereaux;
- Un wagon de secours.

Ce matériel sera muni de frein direct d'un système qui sera admis après entente entre le département et la compagnie concessionnaire.

Dans le cas où ce matériel serait reconnu insuffisant, d'un commun accord entre la compagnie et le département, celui-ci devrait fournir à ses frais le matériel supplémentaire ci après :

- Trois voitures de 2^e classe;
- Un fourgon;
- Trois wagons couverts;
- Trois wagons-tombereaux.

Le département aura en outre à supporter les charges d'établissement ci-après :

Outillage des dépôts de la traction, outillage et mobilier de l'exploitation et de la voie, pièces de rechange, par kilomètre, mille sept cents francs (1,700^f).

5. Les diminutions de tarifs, acceptées éventuellement par la compagnie, dans la convention supplémentaire du 22 août 1896, s'appliqueront à la ligne concédée par la présente convention.

6. Au point de vue de l'exploitation, la ligne qui fait l'objet de la présente concession sera considérée comme faisant partie d'un réseau unique qui comprendra :

1^{re} Les lignes concédées par la loi du 14 février 1891 (convention du 30 novembre 1889);

2^e Les prolongements de Ploudalmézeau à Portsall et de Lannilis à Laberwrach, qui ont fait l'objet d'une convention spéciale signée le 1^{er} octobre 1897 par les parties;

3^e La ligne de Quimperlé à Pont-Aven, qui a fait l'objet de la convention du 3 avril 1898;

4^e Le prolongement de Plouneour-Trez à Brignogan, qui a fait l'objet de la convention du 20 mai 1899;

5^e Les lignes de Plabennec à Leaneven et de Plouider à Plouescat, qui ont fait l'objet de la convention du 15 janvier 1901;

6^e La ligne de Pont-l'Abbé à Saint-Guénolé, qui a fait l'objet de la convention du 3 mai 1902;

7° La ligne de Pont-Aven à Concarneau, qui a fait l'objet de la convention du 3 mai 1903;

Et la ligne qui concerne la présente convention.

Il sera fait masse des recettes de tout ce réseau d'une part, et, d'autre part, des frais d'exploitation qui seront, en ce qui concerne la ligne de Plouescat à Saint-Pol-de-Léon, calculés par la formule forfaitaire :

$$F = 740 \text{ fr.} + 0,13 R_v + 0,25 R_m + 0,008 V_k + 0,022 M_k + 0,20 E \\ + 0,32 K_2 + 0,36 K_3 + 0,40 K_4.$$

Dans cette formule, on représente par :

R_v. La recette totale par kilomètre des voyageurs, frais accessoires compris et impôts déduits.

R_m. La recette totale par kilomètre des marchandises de grande et de petite vitesse, frais accessoires compris et impôts déduits.

V_k. Le nombre par kilomètre de voyageurs kilométriques.

M_k. Le nombre par kilomètre de tonnes kilométriques de petite vitesse, y compris celles qui correspondent aux distances fictives fixées par les articles 11 et 25 des tarifs pour rétribuer les manutentions des marchandises et des animaux.

E. Le nombre par kilomètre d'expéditions en grande vitesse.

K₂, K₃, K₄. Le nombre par kilomètre de trains kilométriques montés par deux, trois et quatre hommes.

Il est stipulé que les trois derniers termes de la formule susdite s'entendent pour l'exploitation de bout en bout des lignes actuelles et de la ligne de Brest à Saint-Pol-de-Léon.

S'il n'en était pas ainsi, l'on appliquerait les coefficients 0,37 K₂ + 0,41 K₃ + 0,45 K₄ aux trains qui ne feraient pas un parcours d'au moins vingt kilomètres (20').

Il est spécifié que le nombre des trains kilométriques sera déterminé par l'application du tableau des distances commerciales insérées dans les tarifs conformément à l'entente intervenue à la suite de la détermination de la constante sur le premier réseau.

La compagnie conservera la totalité de la recette des colis postaux; elle conservera, en outre, entièrement, les recettes des buffets, bibliothèques, publicité, affichage, factage, camionnage, location et, en général, toutes les recettes qui ne peuvent être considérées ni comme recettes-voyageurs, ni comme recettes-marchandises.

Les trains autres que ceux qui sont prescrits par l'article 32 du cahier des charges de la concession ne pourront être mis en marche que sur l'initiative de la compagnie avec l'autorisation préalable du préfet pour les trains réguliers et avec le consentement de l'ingénieur ordinaire pour les trains exceptionnels (autres que les trains doublés nécessités par l'affluence du trafic).

Quel que soit le résultat donné par la formule, la totalité des recettes du réseau jusqu'au chiffre de deux mille cinq cents francs (2,500') par kilomètre, sera, en tout cas, acquise à la compagnie.

7 Quand les recettes du réseau seront insuffisantes pour couvrir le chiffre donné par la formule, les insuffisances, par rapport à ce dernier chiffre, seront à la charge de la compagnie jusqu'au moment où elles pourront être remboursées comme il est dit ci-après :

Quand les recettes du réseau seront supérieures au chiffre donné par la formule, et, en outre, à deux mille cinq cents francs (2,500'), l'excédent sur le plus élevé de ces deux chiffres sera d'abord appliqué à couvrir les insuffisances des exercices précédents, jusqu'à concurrence des chiffres donnés par la formule pour ces exercices, ainsi que les intérêts à cinq pour cent (5 p. 0/0) de ces insuffisances. Le surplus sera versé annuellement au département pour venir en déduction des charges du capital de premier établissement.

Lorsque les recettes du réseau seront insuffisantes pour couvrir les frais d'exploitation déterminés par la formule forfaitaire et cinq pour cent (5 p. 0/0) du capital de premier établissement, y compris les intérêts pendant la construction, le surplus de la recette sera partagé par moitié entre le département et la compagnie.

8. La compagnie versera chaque année au département, pour la ligne de Plouescat à Saint-Pol-de-Léon, en titres de rentes sur l'Etat, obligation de l'une des six grandes

compagnies de chemins de fer français ou en autres valeurs agréées par le département dont les revenus seront touchés par ladite compagnie, une somme de trois cents francs (300^f) par kilomètre, pour constituer un fonds de réserve destiné à faire face au renouvellement de la voie. Ces versements seront prélevés sur la part des bénéfices revenant à la compagnie concessionnaire par application de la formule forfaitaire de l'article 5.

Ce fonds cessera de s'accroître quand il atteindra le chiffre de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre; mais toutes les fois qu'il aura été absorbé ou entamé par les dépenses auxquelles il doit subvenir, il devra être ramené à son chiffre normal de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre, au moyen de versements nécessaires jusqu'à la limite du maximum de trois cents francs (300^f) par kilomètre exploité.

A l'expiration de la concession, ce fonds de réserve restera la propriété de la compagnie; en cas de déchéance, il deviendrait la propriété du département.

9. Le cautionnement versé au département en exécution de la convention du 30 novembre 1889 et du 22 août 1896, servira également de fonds de garantie pour l'exploitation de la ligne de Plouescat à Saint-Pol-de-Léon.

10. Il est stipulé que la concession de la ligne qui fait l'objet de la présente convention prendra fin le 1^{er} juillet 1923, comme aussi toutes celles des lignes comprises à l'article 6 de la présente convention.

11. La concession est faite en vertu de la loi du 11 juin 1880 et des clauses et conditions de la présente convention et du cahier des charges ci-annexé, lequel cahier des charges est conforme au cahier des charges applicable aux lignes de Pont-Aven, de Plabennec à Lesneven et de Plouider à Plouescat, avec la modification apportée à l'article 8.

12. Le département demeurera chargé de rembourser l'État de ses avances à l'époque et dans les conditions fixées par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880 touchera les subventions de l'État versées en exécution de la même loi.

13. La validité de la présente convention est subordonnée à la déclaration d'utilité publique et à l'obtention pour le département des subventions de l'État résultant de la loi du 11 juin 1880, pour l'application de laquelle les frais kilométriques de construction seront calculés par la formule forfaitaire indiquée à l'article 6.

Les frais de timbre et d'enregistrement du présent traité et du cahier des charges annexé, calculés selon l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par la compagnie concessionnaire.

Fait double à Quimper, le 3 mai 1902.

Le Préfet,
Signé : COLLIGNON.

Le Président du conseil d'administration
de la Compagnie des chemins de fer
départementaux du Finistère
Signé : P. BELDANT.

Enregistré à Quimper, le 3 février 1904, folio 2, case 5. — Reçu un franc, vingt-cinq centimes. — Signé : Chauchiz.

LIGNE DE PONT-AVEN À CONCARNEAU.

CONVENTION.

Entre le préfet du département du Finistère, agissant au nom du département en vertu de la délibération du conseil général en date du 23 août 1901,

D'une part;

Et le président du conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la décision du conseil et sous réserve de l'approbation⁽¹⁾ de l'assemblée générale des actionnaires,

D'autre part;

(1) Cette approbation a été donnée le 24 mars 1902.

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département concède à la Compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère, qui accepte, l'exploitation de la ligne d'intérêt local de Pont-Aven à Concarneau (longueur approximative : seize kilomètres trois cent cinq mètres [16° 305]).

Les plans des tracés et les profils en long, ainsi que les plans d'aménagement des stations, seront communiqués à la compagnie concessionnaire, qui fera connaître ses observations dans un délai de deux mois.

Il est entendu que les tracés d'avant-projet soumis aux enquêtes ne doivent pas être considérés comme arrêtés *ne varietur*, mais seront susceptibles, après les études définitives et les enquêtes sur les stations, et la compagnie entendue, des modifications reconnues utiles, dans les limites des courbes et déclivités prévues au cahier des charges.

2. Les travaux de premier établissement, ainsi que les fournitures de matériel et du mobilier, seront exécutés directement aux frais du département; toutefois, les travaux de superstructure et la fourniture du matériel roulant pourront être confiés à la compagnie, qui accepte; dans ce cas, les dépenses réelles lui en seront remboursées sur la présentation des factures et décomptes, avec majoration de quinze pour cent (15 p. 0/0) sur les dépenses réelles pour subvenir aux frais de rédaction des projets, de surveillance des travaux et d'avance de fonds. La compagnie et le département établiront les projets des types analogues à ceux qui ont été admis dans les lignes concédées par la loi du 14 février 1891.

Cependant, le préfet pourra y prescrire les améliorations dont l'expérience révèle la nécessité.

Le département aura le droit d'exiger la mise en adjudication des travaux et fournitures; dans ce cas, l'adjudication sera passée dans les mêmes formes et avec les mêmes conditions de publicité que pour les travaux de l'État; y seront admis tous les entrepreneurs qui se présenteront munis d'un certificat visé par l'ingénieur en chef du Finistère et par la compagnie concessionnaire.

Pour les travaux et fournitures mis en adjudication dans ces conditions, la compagnie restera chargée de la surveillance et sera responsable de la qualité et de l'exécution. Le département sera chargé de l'entretien et des réparations des travaux d'infrastructure et de superstructure qu'il aura fait exécuter autrement que par l'intermédiaire de la compagnie pendant un délai de deux ans à dater du procès-verbal de la remise. Pour les rails, appareils de voie, matériel fixe et roulant fournis par le département, celui-ci donnera, en outre, à la compagnie des garanties identiques à celles qu'il exigera de ses fournisseurs dans le cahier des charges des adjudications ou des traités de gré à gré. Passé ce délai, tous les frais d'entretien seront à la charge de la compagnie concessionnaire.

Dans le cas où des difficultés s'élèveraient au sujet de la remise des travaux et fournitures exécutés autrement que par l'intermédiaire de la compagnie, elles seraient tranchées par voie d'arbitrage, le département et la compagnie désignant chacun leur arbitre et les deux arbitres choisissant, s'il est nécessaire, un troisième arbitre pour les départager.

Dans le cas où ils ne pourraient se mettre d'accord sur le choix du troisième arbitre, celui-ci serait nommé par le président du tribunal civil de Quimper, sur requête présentée par la partie la plus diligente.

3. Les dépenses concernant les travaux complémentaires de premier établissement et le matériel roulant qui seraient reconnus nécessaires en cours de concession sur les lignes énumérées à l'article 6 ci-après en prévision ou par suite de l'augmentation du tarif, seront à la charge du département. Toutefois, celui-ci se réserve le droit de confier l'exécution de ces travaux et la fourniture de ce matériel à la compagnie concessionnaire. Dans ce cas, la compagnie recevrait du département, en sus des sommes déterminées par les formules forfaitaires et à titre de frais d'exploitation supplémentaire l'intérêt à trois francs cinquante centimes pour cent (3,50 p. 0/0) des dépenses ainsi faites, plus l'amortissement à ce taux calculé du jour de la dépense à la fin de la concession.

4. Le matériel roulant prévu pour l'exploitation de la ligne faisant l'objet de la présente convention est fixé ainsi qu'il suit :

- Deux locomotives ;
- Une voiture de 1^{re} classe ;
- Trois voitures de 2^e classe ;
- Un fourgon ;
- Trois wagons couverts ;
- Deux wagons-tombereaux ;
- Un wagon plate-forme.

Ce matériel sera muni d'un frein direct d'un système qui sera admis après entente entre le département et la compagnie.

Dans le cas où ce matériel serait reconnu insuffisant d'un commun accord entre la compagnie et le département, celui-ci devrait fournir à ses frais le matériel supplémentaire ci-après :

- Quatre voitures de 2^e classe ;
- Un fourgon ;
- Deux wagons couverts ;
- Deux wagons-tombereaux ;
- Deux wagons plates-formes.

Le département aura en outre à supporter les charges d'établissement ci-après :
Outillage des dépôts de la traction, outillage et mobilier de l'exploitation et de la voie, pièces de rechange, par kilomètre, mille sept cents francs (1,700^f).

5. Les diminutions de tarifs, acceptées éventuellement par la compagnie, dans la convention supplémentaire du 22 août 1896, s'appliqueront à la ligne concédée par la présente convention :

6. Au point de vue de l'exploitation, la ligne qui fait l'objet de la présente concession sera considérée comme faisant partie d'un réseau unique, qui comprendra :

- 1^o Les lignes concédées par la loi du 14 février 1891 (convention du 30 novembre 1889) ;
- 2^o Les prolongements de Ploudalmézeau à Portsall et de Lannilis à Laberwaie qui ont fait l'objet d'une convention spéciale signée le 1^{er} octobre 1897, par les parties ;
- 3^o La ligne de Quimperlé à Pont-Aven, qui a fait l'objet de la convention du 3 août 1898 ;
- 4^o Le prolongement de Plouneour-Trez à Brignogan, qui a fait l'objet de la convention du 30 mai 1899 ;
- 5^o Les lignes de Plabennec à Lesneven et de Plouider à Plouescat, qui ont fait l'objet de la convention du 15 janvier 1901 ;
- 6^o La ligne de Plouescat à Saint-Pol-de-Léon, qui a fait l'objet de la convention du 3 mai 1902 ;
- 7^o La ligne de Pont-l'Abbé à Saint-Guénolé, qui a fait l'objet de la convention du 3 mai 1902 ;

Et la ligne qui concerne la présente convention.

Il sera fait masse des recettes de tout ce réseau d'une part, et, d'autre part, des frais d'exploitation qui seront, en ce qui concerne la ligne de Pont-Aven à Concarneau, calculés par la formule forfaitaire :

$$F = 740 + 0,13 Rv + 0,25 Rm + 0,008 Vh + 0,022 Mk + 0,20 E \\ + 0,38 K2 + 0,42 K3 + 0,46 K4.$$

Dans cette formule, on représente par :

Rv. La recette totale par kilomètre des voyageurs, frais accessoires compris et impôts déduits.

Rm. La recette totale par kilomètre des marchandises de grande et de petite vitesse, frais accessoires compris et impôts déduits.

Vh. Le nombre par kilomètre de voyageurs kilométriques.

Mk. Le nombre par kilomètre de tonnes kilométriques de petite vitesse, y compris celles qui correspondent aux distances fictives fixées par les articles 21 et 23 de tarifs pour rétribuer les manutentions des marchandises et des animaux.

E. Le nombre par kilomètre d'expéditions en grande vitesse.

K2, K3, K4. Le nombre par kilomètre des trains kilométriques montés par deux, trois et quatre hommes.

Il est stipulé que les trois derniers termes s'appliqueront aux deux lignes de Quimper à Pont-Aven et de Pont-Aven à Concarneau dans le cas où ces deux lignes pourraient être desservies par un horaire journalier exclusivement en navette. Dans le cas contraire, on appliquerait à tous les trains les termes : 0,42 K2 + 0,46 K3 + 0,50 K4.

Il est spécifié que le nombre des trains kilométriques sera déterminé par l'application du tableau des distances commerciales insérées dans les tarifs conformément à l'entente intervenue à la suite de la détermination de la constante sur le premier réseau.

La compagnie conservera la totalité de la recette des colis postaux; elle conservera, en outre, entièrement, les recettes des buffets, bibliothèques, publicité, affichage, factage, camionnage, location, et, en général, toutes les recettes qui ne peuvent être considérées ni comme recettes-voyageurs, ni comme recettes-marchandises.

Les trains autres que ceux qui sont prescrits par l'article 32 du cahier des charges de la concession ne pourront être mis en marche que sur l'initiative de la compagnie avec l'autorisation préalable du préfet pour les trains réguliers et avec le consentement de l'ingénieur ordinaire pour les trains exceptionnels (autres que les trains doublés nécessités par l'affluence du trafic).

Quel que soit le résultat donné par la formule, la totalité des recettes du réseau jusqu'au chiffre de deux mille cinq cents francs (2,500^f) par kilomètre, sera, en tout cas, acquise à la compagnie.

7. Quand les recettes du réseau seront insuffisantes pour couvrir le chiffre donné par la formule, les insuffisances, par rapport à ce dernier chiffre, seront à la charge de la compagnie jusqu'au moment où elles pourront être remboursées comme il est dit ci-après :

Quand les recettes du réseau seront supérieures au chiffre donné par la formule, et, en outre, à deux mille cinq cents francs (2,500^f), l'excédent sur le plus élevé de ces deux chiffres sera d'abord appliqué à couvrir les insuffisances des exercices précédents, jusqu'à concurrence des chiffres donnés par la formule pour ces exercices, ainsi que les intérêts à cinq pour cent (5 p. o/o) de ces insuffisances. Le surplus sera versé annuellement au département pour venir en déduction des charges du capital le premier établissement.

Lorsque les recettes du réseau seront suffisantes pour couvrir les frais d'exploitation déterminés par la formule forfaitaire et cinq pour cent (5 p. o/o) du capital de premier établissement, y compris les intérêts pendant la construction, le surplus de la recette sera partagé par moitié entre le département et la compagnie.

8. La compagnie versera chaque année au département pour la ligne de Pont-Aven à Concarneau, en titres de rentes sur l'État, obligations de l'une des six grandes compagnies de chemins de fer français ou en autres valeurs agréées par le préfet, dont es revenus seront touchés par ladite compagnie, une somme de trois cents francs (300^f) par kilomètre, pour constituer un fonds de réserve destiné à faire face au renouvellement de la voie. Ces versements seront prélevés sur la part des recettes revenant à la compagnie concessionnaire par application de la formule forfaitaire de l'article 5.

Ce fonds cessera de s'accroître quand il atteindra le chiffre de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre, mais toutes les fois qu'il aura été absorbé ou entamé par les dépenses auxquelles il doit subvenir, il devra être ramené à son chiffre normal de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre au moyen de versements nécessaires, dans la limite du maximum de trois cents francs (300^f) par kilomètre exploité.

A l'expiration de la concession, ce fonds de réserve restera la propriété de la compagnie; en cas de déchéance, il deviendrait la propriété du département.

9. Le cautionnement versé au département en exécution de la convention du 2 novembre 1889 et du 27 août 1896 servira également de fonds de garantie pour l'exploitation de la ligne de Pont-Aven à Concarneau.

10. Il est stipulé que la concession de la ligne qui fait l'objet de la présente con-

vention prendra fin le 1^{er} juillet 1923, comme aussi toutes les lignes énumérées à l'article 6 de la présente convention.

11. La concession est faite en vertu de la loi du 11 juin 1880 et des clauses et conditions de la présente convention et du cahier des charges ci-annexé, lequel cahier des charges est conforme au cahier des charges applicable aux lignes de Quimper à Pont-Aven, de Plabennec à Lesneven et de Plouider à Plouescat.

12. Le département demeurera chargé de rembourser l'État de ses avances, à l'époque et dans les conditions fixées par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880 et touchera les subventions de l'État versées en exécution de la même loi.

13. La validité de la présente convention est subordonnée à la déclaration d'utilité publique et à l'obtention par le département des subventions de l'État résultant de la loi du 11 juin 1880, pour l'application de laquelle les frais kilométriques d'exploitation seront calculés par la formule forfaitaire indiquée à l'article 6.

Les frais de timbre et d'enregistrement du présent traité et du cahier des charges annexé, calculés selon l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par la compagnie concessionnaire.

Fait double à Quimper, le 3 mai 1902.

Le Président du conseil d'administration
de la Compagnie des chemins de fer
départementaux du Finistère,
Signé : P. BELDANT.

Le Préfet,
Signé : COLLIGNON.

Enregistré à Quimper, le 3 février 1904, folio 2, case 4. — Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : *Chauchiz*.

LIGNE DE PONT-L'ABBÉ À SAINT-GUÉNOLÉ.

CONVENTION.

Entre le préfet du département du Finistère, agissant au nom du département, en vertu de la délibération du conseil général en date du 23 août 1901,

D'une part;

Et le président du conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par une décision du conseil et sous réserve de l'approbation⁽¹⁾ de l'assemblée générale des actionnaires,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département concède à la Compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère, qui accepte, l'exploitation de la ligne d'intérêt local de Pont-l'Abbé à Saint-Guénolé (longueur approximative : dix-sept kilomètres neuf cents mètres [17^h900]).

Les plans des tracés et les profils en long, ainsi que les plans d'aménagement des stations, seront communiqués à la compagnie concessionnaire, qui fera connaître ses observations dans un délai de deux mois.

Il est entendu que les tracés d'avant-projet soumis aux enquêtes ne doivent pas être considérés comme arrêtés *ne varietur*, mais seront susceptibles, après les études définitives et les enquêtes sur les stations, et la compagnie entendue, des modifications reconnues utiles, dans les limites des courbes et déclivités prévues au cahier des charges.

2. Les travaux de premier établissement, ainsi que les fournitures de matériel et du mobilier, seront exécutés directement aux frais du département; toutefois, les travaux de superstructure et la fourniture du matériel roulant pourront être confiés

⁽¹⁾ Cette approbation a été donnée le 24 mars 1902.

à la compagnie, qui accepte : dans ce cas, les dépenses réelles lui en seront remboursées sur la présentation des factures et décomptes, avec majoration de quinze pour cent (15 p. 100) sur ces dépenses réelles pour subvenir aux frais de rédaction des projets, de surveillance des travaux et d'avance de fonds. La compagnie et le département établiront les projets d'après des types analogues à ceux qui ont été admis sur les lignes concédées par la loi du 14 février 1891.

Cependant, le préfet pourra y prescrire les améliorations dont l'expérience révélerait la nécessité.

Le département aura le droit d'exiger la mise en adjudication des travaux et fournitures ; dans ce cas, l'adjudication sera passée dans les mêmes formes et avec les mêmes conditions de publicité que pour les travaux de l'État ; y seront admis tous les entrepreneurs qui se présenteront munis d'un certificat visé par l'ingénieur en chef du Finistère et par la compagnie concessionnaire.

Pour les travaux et fournitures mis en adjudication dans ces conditions, la compagnie restera chargée de la surveillance et sera responsable de la qualité et de l'exécution. Le département sera chargé de l'entretien et des réparations des travaux d'infrastructure et de superstructure qu'il aura fait exécuter autrement que par l'intermédiaire de la compagnie pendant un délai de deux ans à dater du procès-verbal de la remise. Pour les rails, appareils de voie, matériel fixe et roulant fournis par le département, celui-ci donnera, en outre, à la compagnie des garanties identiques à celles qu'il exigera de ses fournisseurs dans le cahier des charges des adjudications ou des traités de gré à gré. Passé ce délai, tous les frais d'entretien seront à la charge de la compagnie concessionnaire.

Dans le cas où des difficultés s'élèveraient au sujet de la remise des travaux et fournitures exécutés autrement que par l'intermédiaire de la compagnie, elles seraient tranchées par voie d'arbitrage, le département et la compagnie désignant chacun leur arbitre et les deux arbitres choisissant, s'il est nécessaire, un troisième arbitre pour les départager.

Dans le cas où ils ne pourraient se mettre d'accord sur le choix du troisième arbitre, celui-ci serait nommé par le président du tribunal civil de Quimper, sur requête présentée par la partie la plus diligente.

3. Les dépenses concernant les travaux complémentaires de premier établissement et le matériel roulant qui seraient reconnus nécessaires en cours de concession sur les lignes énumérées à l'article 6 ci-après en prévision ou par suite de l'augmentation du trafic, seront à la charge du département. Toutefois, celui-ci se réserve le droit de confier l'exécution de ces travaux et la fourniture de ce matériel à la compagnie concessionnaire. Dans ce cas, la compagnie recevrait du département en sus des sommes déterminées par les formules forfaitaires et à titre de frais d'exploitation supplémentaire, l'intérêt à trois francs cinquante pour cent centimes (3,50 p. o/o) des dépenses ainsi faites, plus l'amortissement à ce taux calculé du jour de la dépense à la fin de la concession.

4. Le matériel roulant prévu pour l'exploitation de la ligne faisant l'objet de la présente concession est fixé ainsi qu'il suit :

- Trois locomotives ;
- Deux voitures de 1^{re} classe ;
- Neuf voitures de 2^e classe ;
- Trois fourgons ;
- Huit wagons couverts ;
- Quatre wagons tombereaux ;
- Six wagons plates-formes.

Ce matériel sera muni du frein direct d'un système qui sera admis après entente entre le département et la compagnie concessionnaire.

Le département aura en outre à supporter les charges d'établissement ci-après :

Outils des dépôts de la traction, outillage et mobilier de l'exploitation de la voie, pièces de rechange, par kilomètre, mille sept cents francs (1,700^f).

5. Les diminutions de tarifs, acceptées éventuellement par la compagnie, dans la convention supplémentaire du 22 août 1896, s'appliqueront à la ligne concédée par la présente convention.

6. Au point de vue de l'exploitation, la ligne qui fait l'objet de la présente concession sera considérée comme faisant partie d'un réseau unique qui comprendra :

1° Les lignes concédées par la loi du 14 février 1891 (convention du 30 novembre 1889);

2° Les prolongements de Ploudalmézeau à Portsall et de Lanilis à Laberwrach qui ont fait l'objet d'une convention spéciale signée le 1^{er} octobre 1897 par les parties;

3° La ligne de Quimperlé à Pont-Aven, qui a fait l'objet de la convention du 3 avril 1898;

4° Le prolongement de Plouneour-Trez à Brignogan, qui a fait l'objet de la convention du 20 mai 1899;

5° Les lignes de Plabennec à Lesneven et de Plouider à Plonescat, qui ont fait l'objet de la convention du 15 janvier 1901;

6° La ligne de Plonescat à Saint-Pol-de-Léon, qui a fait l'objet de la convention du 3 mai 1902;

7° La ligne de Pont-Aven à Concarneau, qui a fait l'objet de la convention du 3 mai 1902;

Et la ligne que concerne la présente convention.

Il sera fait masse des recettes de tout ce réseau d'une part, et, d'autre part, des frais d'exploitation, qui seront, en ce qui concerne la ligne de Pont-Abbé à Saint-Guénolé, calculés par la formule forfaitaire :

$$F = 740 + 0,13Rv + 0,25Rm + 0,008Vh + 0,022Mk + 0,10E \\ + 45K_2 + 0,50K_3 + 0,55K_4.$$

Dans cette formule, on représente par :

Rv. La recette totale par kilomètre des voyageurs, frais accessoires compris et impôts réduits.

Rm. La recette totale par kilomètre des marchandises de grande et de petite vitesse, frais accessoires compris et impôts déduits.

Vh. Le nombre par kilomètre de voyageurs kilométriques.

Mk. Le nombre par kilomètre de tonnes kilométriques de petite vitesse, y compris celles qui correspondent aux distances fictives fixées par les articles 11 et 25 des tarifs pour rétribuer les manutentions des marchandises et des animaux.

E. Le nombre par kilomètre d'expéditions en grande vitesse.

K₂, K₃, K₄. Le nombre par kilomètre de trains kilométriques montés par deux, trois et quatre hommes.

Il est spécifié que le nombre des trains kilométriques sera déterminé par l'application du tableau des distances commerciales insérées dans les tarifs conformément à l'entente intervenue à la suite de la détermination de la constante sur le premier réseau.

La compagnie conservera la totalité de la recette des colis postaux; elle conservera, en outre, entièrement, les recettes des billets, bibliothèques, publicité, affichage, factage, camionnage, location et, en général, toutes les recettes qui ne peuvent être considérées ni comme recettes-voyageurs ni comme recettes-marchandises.

Les trains autres que ceux qui sont prescrits par l'article 37 du cahier des charges de la concession ne pourront être mis en marche que sur l'initiative de la compagnie avec l'autorisation préalable du préfet pour les trains réguliers et avec le consentement de l'ingénieur ordinaire pour les trains exceptionnels (autres que les trains de doublés nécessités par l'affluence du trafic).

Quel que soit le résultat donné par la formule, la totalité des recettes du réseau jusqu'au chiffre de deux mille cinq cents francs (2,500'), par kilomètre sera, en tous cas, acquise à la compagnie.

7. Quand les recettes du réseau seront insuffisantes pour couvrir le chiffre donné par la formule, les insuffisances, par rapport à ce dernier chiffre, seront à la charge de la compagnie jusqu'au moment où elles pourront être remboursées comme il est dit ci-après :

Quand les recettes du réseau seront supérieures au chiffre donné par la formule, et, en outre, à deux mille cinq cents francs (2,500'), l'excédent sur la plus élevée de

ces deux chiffres sera d'abord appliqué à couvrir les insuffisances des exercices précédents, jusqu'à concurrence des chiffres donnés par la formule pour ces exercices, ainsi que les intérêts à cinq pour cent (5 p. o/o) de ces insuffisances. Le surplus sera versé annuellement au département pour venir en déduction des charges du capital de premier établissement.

Lorsque les recettes du réseau seront suffisantes pour couvrir les frais d'exploitation déterminés par la formule forfaitaire et cinq pour cent (5 p. o/o) du capital de premier établissement, y compris les intérêts pendant la construction, le surplus de la recette sera partagé par moitié entre le département et la compagnie.

8. La compagnie versera chaque année au département pour la ligne de Pont-l'Abbé à Saint-Guénolé, en titres de rentes sur l'État, obligations de l'une des six grandes compagnies de chemins de fer français ou en autres valeurs agréées par le préfet dont les revenus seront touchés par ladite compagnie, une somme de trois cents francs (300^f) par kilomètre, pour constituer un fonds de réserve destiné à faire face au renouvellement de la voie. Ces versements seront prélevés sur la part des recettes revenant à la compagnie concessionnaire par application de la formule forfaitaire de l'article 5.

Ce fonds cessera de s'accroître quand il atteindra le chiffre de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre; mais toutes les fois qu'il aura été absorbé ou entamé par les dépenses auxquelles il doit subvenir, il devra être ramené à son chiffre normal de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre au moyen de versements nécessaires, dans la limite du maximum de trois cents francs (300^f) par kilomètre exploité.

A l'expiration de la concession, ce fonds de réserve restera la propriété de la compagnie; en cas de déchéance, il deviendrait la propriété du département.

9. Le cautionnement versé au département en exécution de la convention du 30 novembre 1880 et du 22 août 1886, servira également de fonds de garantie pour l'exploitation de la ligne de Pont-l'Abbé à Saint-Guénolé.

10. Il est stipulé que la concession de la ligne qui fait l'objet de la présente convention prendra fin le 1^{er} juillet 1925, comme aussi toutes celles des lignes énumérées à l'article 6 de la présente convention.

11. La concession est faite en vertu de la loi du 11 juin 1880 et des clauses et conditions de la présente convention et du cahier des charges ci-annexé, lequel cahier des charges est conforme au cahier des charges applicable aux lignes de Quimper à Pont-Aven, de Plabennec à Lanneven et de Plouider à Plouescat.

12. Le département demeurera chargé de rembourser l'État de ses avances, à l'époque et dans les conditions fixées par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880 et touchera les subventions de l'État versées en exécution de la même loi.

13. La validité de la présente convention est subordonnée à la déclaration d'utilité publique et à l'obtention par le département des subventions de l'État résultant de la loi du 11 juin 1880, pour l'application de laquelle les frais kilométriques d'exploitation seront calculés par la formule forfaitaire indiquée à l'article 6.

Les frais de timbre et d'enregistrement du présent traité et du cahier des charges annexé, calculés selon l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par la compagnie concessionnaire.

Fait double à Quimper, le 3 mai 1902.

Le Président du conseil d'administration
de la Compagnie des chemins de fer
départementaux du Finistère,

Signé : P. BELDANT.

Le Préfet.

Signé : COLLIGNON.

Enregistré à Quimper, le 3 février 1904, folio 2, case 6. — Reçu un franc-vingt-cinq centimes. — Signé : Chanchiz.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Les chemins de fer d'intérêt local qui font l'objet du présent cahier des charges auront les directions suivantes :

POINTS DE DÉPART.	LOCALITÉS VOISINES DU TRACÉ.	POINTS D'ARRIVÉE.
Plouescat. Pont-Aven. Pont-l'Abbé.	Cléder, Sibiril, Plougoulm. Nizon, Névez, Trégunc, Lanriec. Plobannalec, Treffogat, Guilvinec, Penmarch.	Saint-Pol-de-Léon. Concarneau. Saint-Guénolé.

Délai d'exécution.

2. Les travaux devront être exécutés de telle sorte que la ligne puisse être livrée à l'exploitation deux ans et demi après la déclaration d'utilité publique; les travaux de superstructure et la fourniture du matériel roulant que le département confierait au concessionnaire en vertu de l'article 2 de la convention, devront être commencés et terminés dans les délais qui seraient inscrits dans les commandes.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement de ces lignes de chemin de fer et de leurs dépendances sans que les projets en aient été approuvés conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble par le conseil général, et pour les projets de détail des ouvrages par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront présentés par l'ingénieur en chef du département.

Le préfet les soumettra au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général, l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, les concessionnaires auront la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'ils jugeraient utiles; mais ces modifications ne pourraient être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

4. (Supprimé.)

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par l'ingénieur en chef comprennent pour la ligne entière ou pour chaque section de ligne :

- 1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80,000);
- 2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10,000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5,000) pour les longueurs et d'un millième (1/1,000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

1° Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

2° La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

3° La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers, à l'échelle de cinq millimètres (0"005) pour mètre, et le profil type de la voie, à l'échelle de deux centimètres (0"02) pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.
Exécution des ouvrages d'art de tous genres.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Tous les ouvrages d'art seront exécutés conformément aux meilleures règles en usage, avec des matériaux de première qualité.

Les terrains acquis pour l'établissement des chemins de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m20) et celle du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marche pieds latéraux, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m20). La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de trois mètres cinquante centimètres (3^m50) pour les locomotives et de trois mètres cinquante centimètres (3^m50) pour les autres véhicules et leurs chargements.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entrevoie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre soixante-dix centimètres (1^m70).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m60).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m35), et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquettes de largeur telle que l'arête de cette banquettes se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il devra être réservé entre les obstacles isolés se trouvant au-dessus du niveau des marche-pieds latéraux le long des voies principales et les parties les plus saillantes du matériel roulant, une distance d'au moins soixante centimètres (0^m60).

Le département établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, le concessionnaire entendu.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent cinquante mètres (150^m), sauf aux abords des gares où le rayon pourrait être abaissé à cent mètres (100^m).

Une partie droite de cinquante mètres (50^m) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seroat dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à vingt-cinq millimètres (0^m 05) par mètre.

Une partie horizontale de vingt mètres (20^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire et versant leurs eaux au même point; dans les stations et aux abords, elle ne pourra être inférieure à cent trente mètres (130^m).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le département aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, le concessionnaire entendu.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, d'après une enquête spéciale, le concessionnaire entendu.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités indiquées ci-après :

1^o Ligne de Plouescat à Saint-Pol-de-Léon. — Stations pour voyageurs et marchandises : Plouescat, Cléder, Sibiril, Plougoulm et Saint-Pol-de-Léon;

2^o Ligne de Pont-Aven à Concarneau. — Stations pour voyageurs et marchandises : Pont-Aven, Nizon, Névez, Trégunc, Lanriec et Concarneau;

3^o Ligne de Pont-l'Abbé à Saint-Guéno. — Stations pour voyageurs et marchandises : Pont-l'Abbé, Plobannalec, Trefflagat, Guilvinec, Penmarch, Saint-Guéno.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le département pourra, pendant le cours de l'exploitation, établir de nouvelles gares d'évitement et augmenter des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera consulté sur les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

1^o D'un plan à l'échelle d'un cinq-centième (1/500) indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;

2^o D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre par mètre (0^m 01);

3^o D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

Traversée des routes et chemins.

10. Le département sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le mi-

ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

Pour les viaducs, la hauteur libre, à partir du sol de la route, au-dessus de la chaussée dans toute sa largeur, ne sera pas inférieure à quatre mètres trente centimètres (4^m 30).

La largeur entre les parapets sera au moins de trois mètres soixante centimètres (3^m 60). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m).

Sur les lignes et sections pour lesquelles le département exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de six mètres trente centimètres (6^m 30).

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal ou rural, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale; à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres pour un simple chemin vicinal ou rural.

L'ouverture du pont entre les cuées sera, au moins de trois mètres soixante centimètres (3^m 60) pour les chemins à une voie et de six mètres trente centimètres (6^m 30) sur les lignes ou sections pour lesquelles le département exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à trois mètres quatre-vingts centimètres (3^m 80).

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression, sur la surface de ces routes; et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à 45 degrés, à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication et d'au moins quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, le concessionnaire entendu, les types des barrières qui seront posées aux passages à niveau, ainsi que des abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes au plus sur 10 mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectifications des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m 03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre toutefois d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation

à cette clause, en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux le ministre statuera sur tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux. — Débouchés des ponts.

15. Le département sera tenu de rétablir l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Le concessionnaire assurera, à ses frais, l'entretien de ces ouvrages comme de tous les autres, dans les conditions fixées par l'article 2 de la convention.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins trois mètres soixante centimètres (3^m 60) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et six mètres trente centimètres (6^m 30, sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis pour le service du chemin de fer, une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'Etat, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente.

Souterrains.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins trois mètres soixante centimètres (3^m 60) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails, pour les chemins à une voie, et six mètres trente centimètres (6^m 30) de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres (50^m) de distance de chaque côté et seront disposés en quinconce d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de quatre mètres quarante centimètres (4^m 40). La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails, pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à trois mètres quatre-vingts centimètres (3^m 80). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

Maintien des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le département sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du département, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

Exécution des travaux.

18. On n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne

qualité; on se conformera à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration, le concessionnaire entendu.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier type *Vignole* et du poids de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingts centimètres (0^m 80) d'axe en axe.

Clôtures.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le département pourra, conformément à l'article 20^e de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

- 1° Dans la traversée des lieux habités;
- 2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;
- 3° Sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau;
- 4° Aux abords des stations.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le département.

Droits conférés au concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux qui lui seraient confiés, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le département sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du département.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été rémblayées ou

consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du département.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux qui seraient confiés au concessionnaire seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être exécutés par le concessionnaire, adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance. Les adjudications, s'il y a lieu, ne comporteront pas de lots de plus de deux cent cinquante mille francs (250,000^f).

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteraient des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux, et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le département fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du concessionnaire, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser, également à ses frais, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du département et remise au concessionnaire.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre, sauf la réserve inscrite à l'article 2 de la convention.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou des chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7. Il devra satisfaire aux conditions fixées ou à fixer pour les transports militaires.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions fixées ou à fixer pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts.

Les voitures seront complètement couvertes, garnies de banquettes avec dossiers, fermées à glaces, munies de rideaux et éclairées pendant la nuit.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui sont arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures à voyageurs seront chauffées pendant la saison froide, sauf exceptions autorisées par le préfet, sur l'avis du service du contrôle.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le département et le concessionnaire seront tenus, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes, composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Nombre minimum de trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours les lignes entières dans chaque sens est fixé à trois.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre

par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire et sur l'avis du service du contrôle, le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de chaque ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Elle prendra fin le 1^{er} juillet 1923.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les usines et installations de toute nature établies en vue de la production et du transport de l'énergie électrique ou autre destinée à l'exploitation du chemin de fer, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voie, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc., du matériel roulant et des objets mobiliers de tout genre ainsi que de l'outillage des ateliers, des gares et de la voie.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

Le matériel roulant et les aménagements exécutés sur tout le réseau, en vertu de l'article 3 de la convention, des lignes de Plouescat à Saint-Pol-de-Léon, de Pont-Aven à Concarneau et de Pont-l'Abbé à Saint-Guénolé ne donneront lieu, en fin de concession, à aucun paiement du département au concessionnaire.

Rachat de la concession.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de chaque ligne entière.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département, après l'ex-

piration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

Déchéance.

37. Si le concessionnaire n'a pas commencé les travaux dans le délai fixé par l'article 2, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics, après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ce cas, la somme de vingt mille francs (20,000^f) prélevée sur le fonds de garantie du premier réseau départemental deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux qui lui seraient confiés dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle d'une somme de cent soixante mille francs (160,000^f) prélevée sur le fonds de garantie du premier réseau, soit sa perte totale, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans le cas de déchéance accompagnée de la perte partielle ou totale de la somme de cent soixante mille francs (160,000^f) indiquée ci-dessus, les parties seront dégagées de leurs obligations respectives, le chemin de fer étant la propriété du département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue, en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.		PRIX		
1 ^o PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.		de péage.	de trans- port.	TOTAL.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
<i>Grande vitesse.</i>				
Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 06	0 025	0 075
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes (2 ^e classe).....	0 033	0 017	0 05
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0 01	0 005	0 015
(Sans que la perception puisse être inférieure à 50 centimes.)				
<i>Petite vitesse.</i>				
Bœufs, vaches, tanreaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....		0 07	0 03	0 10
Vaux et porcs.....		0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....		0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.				
2 ^o PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.				
<i>Marchandises transportées à grande vitesse.</i>				
Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....		0 20	0 16	0 36

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Café. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogués. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Mielles. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Meulons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 05	0 03	0 08

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classes.....	0 04	0 01	0 06
Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre, 50 centimes,			

*3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.**Par pièce et par kilomètre.*

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide. Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur (omnibus, diligences, etc.).....

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant le nombre payant le prix des places de 2^e classe.

PRIX		
de péage.	de transport.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 09	0 07	0 16
0 08	0 06	0 14
0 06	0 04	0 10
0 05	0 03	0 08
0 04	0 01	0 06
0 09	0 06	0 15
0 12	0 08	0 20
1 80	1 20	3 00
2 25	1 50	3 75
0 90	0 60	1 50
1 35	0 90	2 25
0 15	0 10	0 25
0 18	0 14	0 32

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix
ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

4° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cer-
cueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voi-
ture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera
transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment
isolé, au prix de.....
Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de..

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au conces-
sionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par
ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour
le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre
entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée
pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après
le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les
ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe
en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après
cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux pu-
blics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite
vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme
dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilo-
grammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les
coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de
cinq jusqu'à dix kilogrammes (5 à 10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par
fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit
en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes
(0^f 40).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier
de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en
nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux
de chemin de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k)
n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptiona. — Envois par groupe.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube ;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales ;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f) ;

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs.

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) ou au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis dans un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train;

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traités particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement, avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et du matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités soit au département, soit au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transport des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de 2^e classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Service des postes et télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver gratuitement, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la 2^e classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer, à ses frais, risques et périls et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches, sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1^o requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1^{er}; 2^o requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention sous quelque forme que ce soit. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe.

Les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mis d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses

supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents proposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes auront accès dans les gares ou stations et sur la voie ferrée pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Le concessionnaire sera tenu de coopérer au service des colis postaux conformément aux lois, décrets et conventions en vigueur.

Lignes télégraphiques et téléphoniques.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir aux frais du département, s'il en est requis par le ministre des travaux publics ou par le préfet, les lignes et appareils télégraphiques ou téléphoniques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sécurité et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes. Les frais de toute nature résultant de l'entretien des communications télégraphiques seront à la charge du concessionnaire.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique ou téléphonique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils téléphoniques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

La même gratuité s'applique aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques ou téléphoniques sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique ou téléphonique et son matériel de ligne ou de poste destiné à être entreposé à découvert.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques ou téléphoniques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques ou téléphoniques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture de file télégraphiques ou téléphoniques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0^e 50) par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auront lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés, chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques, ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient les lignes objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer ni aucuns frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où sont situés les chemins de fer objets de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de céder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur les chemins de fer qui font l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer, d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur les chemins de fer objet de la présente concession, pour lesquels cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant une des lignes qui font l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux, de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servirait d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service de toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué; le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département, ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Le concessionnaire se conformera aux mesures qui pourront lui être prescrites par l'administration en vue d'établir des moyens de transbordement commodes pour les marchandises dans toutes les gares de raccordement avec une autre voie ferrée et en vue d'éviter, autant que possible, un parcours trop long aux voyageurs et aux marchandises devant passer d'une voie à l'autre.

Embranchements industriels.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de carrières, de mines ou d'usines, avec tout propriétaire ou concessionnaire de magasins généraux et avec tout concessionnaire de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de carrières, de mines et d'usines, des propriétaires ou concessionnaires des magasins généraux ou des concessionnaires de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires, et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes les époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la section, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'embèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de carrières, de mines ou d'usines, de magasins généraux ou d'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires seront conduire les wagons dans leurs établissements, pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront, d'ailleurs, être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre (¹). Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre au sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les dépenses qui résulteront des mesures prescrites, s'il y a lieu, par le préfet statuant sur l'avis du service du contrôle, pour la surveillance et le gardiennage des aiguilles et des barrières d'embranchement industriel, seront à la charge des propriétaires des embranchements; mais les gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'infraction d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure, et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de réclamer pour la non-exécution de ces conditions.

Tarif à percevoir pour le matériel prêté.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (¹).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille kilogrammes (3,000^k), déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera déduite, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la réception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite et de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à partir de la mise en exploitation, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de quarante francs (40^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

Cautionnement.

66. Le concessionnaire ne déposera aucun nouveau cautionnement dans les caisses du département, mais le cautionnement du premier réseau qui a été déclaré d'utilité publique par la loi du 12 février 1891 sera partiellement affecté à la garantie de ses engagements comme il est stipulé aux articles 37 et 38 du présent cahier des charges.

Election de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire election de domicile à Brest. Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture du Finistère.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Finistère, sauf recours au Conseil d'État.



Frais d'enregistrement.

69. Les frais de timbre et d'enregistrement du présent cahier des charges de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Fait double à Quimper, le 3 mai 1903.

Le Président du conseil d'administration
de la Compagnie des chemins de fer
départementaux du Finistère,

Signé : BELDANT.

Le Préfet,

Signé : COLLIGNON.



Certifié conforme :

Paris, le 12 Novembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

E. VAILLÉ.

* Cette date est celle de la réception du
au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus : soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste départementaux, aux conditions suivantes :

Partie principale	6 francs par an.
Partie supplémentaire	6 francs par an.
Aux deux parties	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, à condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne mentionnent pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2568.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44960. — Loi portant approbation de la Convention signée à Bogota, le 4 septembre 1901, entre la France et la Colombie, pour la protection réciproque de la Propriété industrielle.

Du 30 Mars 1904.

(Promulguée au *Journal officiel* du 7 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention signée à Bogota, le 4 septembre 1901, entre la France et la République de Colombie, pour la protection réciproque de la propriété industrielle.

Une copie de cette convention est annexée à la présente loi ⁽¹⁾.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : DELCASSÉ.

⁽¹⁾ Le texte de la convention est publié avec le décret de promulgation. Voir ci-après n° 44980.

N° 14961. — *Lor modifiant la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des Peines (Loi de sursis).*

Du 28 Juin 1904.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 juin 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. En temps de paix et en cas de condamnation à l'amende, à l'emprisonnement ou aux travaux publics, la loi du 26 mars 1891 est applicable, sous les réserves ci-après, aux condamnations prononcées, contre des militaires, par les tribunaux civils ou militaires, ainsi qu'aux condamnations prononcées par les tribunaux de la marine.

2. Lorsqu'une condamnation prononcée pour un crime ou délit de droit commun aura fait l'objet d'un sursis, la condamnation encourue dans le délai de cinq ans pour un crime ou délit militaire ne fera perdre au condamné le bénéfice du sursis que si le crime ou délit est punissable par les lois pénales ordinaires.

3. La condamnation antérieure prononcée pour un crime ou délit militaire non punissable d'après les lois pénales ordinaires ne fera pas obstacle à l'obtention du sursis, si l'individu qui l'a encourue est condamné pour un crime ou délit de droit commun.

4. Les crimes et délits prévus par les codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer ne constituent l'inculpé en état de récidive que s'ils sont punis par les lois pénales ordinaires.

5. Si, pour l'application des dispositions qui précèdent, un condamné doit, après libération définitive du service, purger une condamnation aux travaux publics, la peine restant à courir sera remplacée par un emprisonnement d'une durée moitié moindre dans une prison civile.

6. Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} L. ANDRÉ.

N° 44962. — *Loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de Crédits sur l'exercice 1903, au titre du Budget annexe des monnaies et médailles.*

Du 29 Juin 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juin 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est sanctionné le décret du 17 décembre 1903, rendu en exécution de l'article 14 de la loi du 26 février 1887, qui a ouvert au ministre des finances, au titre de budget annexe des monnaies et médailles pour l'exercice 1903, un crédit supplémentaire de mille sept cents francs (1,700').

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres audit budget annexe.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44963. — *Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1903; 2° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1904.*

Du 29 Juin 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juin 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

EXERCICE 1903.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 31 mars 1903 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1903, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de deux millions cent mille trois cent trente-sept francs (2,100,337').

Ces crédits demeurent répartis par ministère et par chapitre conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1903.

2. Sur les crédits ouverts aux ministres par la loi de finances du

XII^e Série.

31 mars 1903 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général de l'exercice 1903, une somme de un million quatre cent soixante-cinq mille trois cent cinquante-sept francs soixante centimes (1,465,357'60) est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

3. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre LIII de la 1^{re} section du budget général de l'exercice 1903 : *Réorganisation des établissements militaires en Algérie*, une somme de soixante-seize mille six cent soixante-huit francs quatre-vingt-dix-sept centimes (76,668'97) est et demeure définitivement annulée.

Par suite, les évaluations de recettes des produits domaniaux de l'exercice 1903 : *Produit de la vente d'immeubles affecté à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie*, sont réduites d'une somme égale de soixante-seize mille six cent soixante-huit francs quatre-vingt-dix-sept centimes (76,668'97).

4. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre LXIV de la première section du budget général de l'exercice 1903 : *Dérasement partiel des fortifications d'Alger*, une somme de trois cent soixante-seize mille six cent soixante-douze francs quatre-vingt-un centimes (376,672'81) est et demeure définitivement annulée.

Par suite, les évaluations de recettes des produits domaniaux du budget général de l'exercice 1903 : *Versements effectués par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1903*, sont réduites d'une somme égale de trois cent soixante-seize mille six cent soixante-douze francs quatre-vingt-un centimes (376,672'81).

5. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre LXV de la première section du budget général de l'exercice 1903 : *Démantèlement de la place de Douai*, une somme de dix-huit mille soixante-cinq francs quatre-vingt-onze centimes (18,065'91) est et demeure définitivement annulée.

Par suite, les évaluations de recettes des produits domaniaux du budget général de l'exercice 1903 : *Versements effectués par la ville de Douai et la compagnie du chemin de fer du Nord pour le démantèlement de la place* (loi du 19 janvier 1891) sont réduites d'une somme égale de dix-huit mille soixante-cinq francs quatre-vingt-onze centimes (18,065'91).

6. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre LXVI de la première section du budget général de l'exercice 1903 : *Dérasement partiel des fortifications de Bayonne*, une somme de trente et un mille deux cents francs trois centimes (31,200'03) est et demeure définitivement annulée.

Par suite, les évaluations de recettes des produits domaniaux du budget général de l'exercice 1903 : *Versements effectués par la ville de Bayonne pour le dérasement partiel des fortifications de la place* (loi du 17 février 1900) sont réduites d'une somme égale de trente et un mille deux cents francs trois centimes (31,200'03).

TITRE II.

EXERCICE 1904.

Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par de finances du 30 décembre 1903 et par des lois spéciales, des dépenses du budget général de l'exercice 1904, des crédits mentaires et extraordinaires s'élevant à la somme totale de soixante et un mille huit cent un francs soixante centimes (1' 60).

crédits demeurent répartis par ministère et par chapitre, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Il est pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1904 : 1^{re} section. — *Dépenses ordinaires*, un crédit extraordinaire de deux cent quarante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-trois francs seize centimes (245,583'16), qui sera inscrit à un chapitre spécial n° LXIII : *Réorganisation des établissements militaires en*

Algérie, et pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

En effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1904 sont augmentées d'une somme égale de deux cent quarante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-trois francs seize centimes (245,583'16) à prélever sur les ressources créées par la loi du 14 janvier 1904 et qui sera portée en recettes aux produits domaniaux sous le chapitre : *Produit de la vente d'immeubles affecté à la réorganisation de*

les services militaires en Algérie.
Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1904 : 1^{re} section. — *Dépenses ordinaires*, un crédit extraordinaire de trois cent soixante-seize mille six cent soixante-trois francs quatre-vingt-un centimes (376,672'81), qui sera inscrit à un chapitre spécial n° LXIV : *Démantèlement partiel des fortifications*

de la ville d'Alger, et pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

En effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1904 sont augmentées d'une somme égale de trois cent soixante-seize mille six cent soixante-trois francs quatre-vingt-un centimes (376,672'81), à prélever sur les versements effectués par la ville d'Alger et qui sera portée en recette aux produits domaniaux sous le chapitre : *Versements effectués par la ville d'Alger, en exécution de la convention du 27 novembre 1891 approuvée par la loi du 29 mars 1893.*

Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1904 : 1^{re} section. — *Dépenses ordinaires*, un crédit extraordinaire de dix-huit mille soixante-cinq francs quatre-vingt-trois centimes (18,065'93), qui sera inscrit à un chapitre spécial n° LXV : *Démantèlement de la place de Donai.*

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1904 sont augmentées d'une somme égale de dix-huit soixante-cinq francs quatre-vingt-onze centimes (18,065'91), à prélever sur les versements effectués par la ville de Douai et par la compagnie du chemin de fer du Nord et qui sera portée en recette aux produits domaniaux sous le titre : *Versements effectués par la ville de Douai et par la compagnie du chemin de fer du Nord pour le rachat de la place* (loi du 19 janvier 1891).

11. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1904 : 1^{re} section. — *Dépenses ordinaires*, un chapitre extraordinaire de deux cent un mille deux cents francs trois centimes (201,200'03), qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 1. — *Dérasement partiel des fortifications de Bayonne*.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

A cet effet, les évaluations des recettes du budget général de l'exercice 1904 sont augmentées d'une somme égale de deux cent un mille deux cents francs trois centimes (201,200'03), à prélever sur les versements effectués par la ville de Bayonne et qui sera portée en recette aux produits domaniaux sous le titre : *Versement effectué par la ville de Bayonne pour le dérasement partiel des fortifications de la place* (loi du 17 février 1900).

12. Sur les crédits ouverts au ministre de l'intérieur et de la justice par la loi de finances du 30 décembre 1903 et par des lois ultérieures pour les dépenses du budget général de l'exercice 1904, une somme de deux cent mille sept cent cinquante francs (200,750'00) demeure définitivement annulée au titre de la 1^{re} section. — 3^e partie : *Services généraux des ministères*. — Chapitre 1^{er} : *Régie directe du travail*.

13. Les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1904 sont augmentées d'une somme de cinquante-six mille francs (56,800'), savoir :

- § 3. Produits et revenus du domaine de l'État. — 1^{er} Produits du domaine autre que le domaine forestier. — Aliénation d'immeubles.....
- § 6. Recettes d'ordre. — 2^o Recettes d'ordre proprement dites. — Remboursement par les asiles publics d'aliénés des frais de concours aux emplois de médecins adjoints dans ces établissements.....

TOTAL ÉGAL.....

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUÏS

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

ÉTATS ANNEXÉS.

Tableau, par ministère et par chapitre, des Crédits supplémentaires accordés sur le Budget général de l'exercice 1903.

FIBRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.		
23	Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, ordonnance du 5 octobre 1844, lois des 24 novembre 1848 et 26 avril 1855, décret du 4 août 1855, lois des 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861, 26 juin 1862 et 18 avril 1869, décret du 8 novembre 1872, lois des 21 juin 1878 et 5 et 8 août 1879 et 22 mars 1885, art. 9.)	170,000 ⁰ 00 ⁰	174,650 ⁰ 00 ⁰
31	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)	4,650 00	
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.		
	1^{re} Section. — Intérieur.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
4	Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.	525 00	67,577 77
14	Bonification d'intérêts aux sociétés de secours mutuels. (Loi du 1 ^{er} avril 1898.)	67,052 77	
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	1^{re} Section. — Troupes métropolitaines.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
31	Services de l'indemnité de route et déplacements spéciaux.	75,000 00	318,236 00
36	Extrême-Sud de l'Algérie.	180,000 00	
	3^e Section. — Troupes coloniales.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
74	Solde des états-majors et des personnels administratifs et de santé.	63,236 00	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
	1^{re} Section. — Instruction publique.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
72	Cours secondaires de jeunes filles. — Frais généraux des lycées et collèges et cours secondaires de jeunes filles.	3,300 00	3,300 00

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits par chapitre.
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.	
	<i>1^{re} Section. — Commerce et industrie.</i>	
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
40	Subvention à la marine marchande. — Primes à la navigation et compensation d'armement.....	1,500,000 ⁰⁰
	MINISTÈRE DES COLONIES.	
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
58	Administration pénitentiaire (frais de transport)...	35,000 ⁰⁰
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.	
	<i>1^{re} Section. — Dépenses ordinaires.</i>	
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
25	Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et au règlement de travaux.....	1,573 ²³
	TOTAL de l'état A.....	2,100,337 ⁰⁰

ÉTAT B.

Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits annuels sur le Budget général de l'exercice 1903.

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits par chapitre.
	MINISTÈRE DES FINANCES.	
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.	
22	Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855, 25 juin 1861, 10 juillet 1872, 13 mars 1875, 22 juin 1878, 5-18 août 1879, décret du 8 mai 1880; lois des 23 juillet 1881 et 16 mars 1882.)	200,000 ⁰⁰
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.	
	<i>1^{re} Section. — Intérieur.</i>	
	5^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
Unique.	Remboursements sur le produit du travail des dé-tenus.....	100,000 ⁰⁰

FIBRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	<i>1^{re} Section. — Troupes métropolitaines.</i>		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
13	Écoles militaires (Personnel).....	2,000 ^f 00 ^s	
14	Écoles militaires (Matériel).....	33,000 00	
16	Solde de l'infanterie.....	75,000 00	
13	Établissement de l'artillerie (Personnel).....	20,000 00	
57	Reconstruction de la manutention militaire de Grenoble.....	1 60	
	<i>2^e Section. — Troupes coloniales.</i>		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
73	Écoles militaires (Matériel).....	30,792 00	483,621 ^f 60 ^s
76	Solde de l'artillerie coloniale.....	22,000 00	
78	Service de santé (Matériel).....	60,000 00	
80	Habillement, campement et couchage.....	95,000 00	
81	Recrutement et justice.....	688 00	
13	Artillerie (Achat et entretien de matériel. — Munitions).....	114,000 00	
15	Solde de réserve, de non-activité et de réforme....	1,140 00	
	<i>3^e Section. — Dépenses extraordinaires.</i>		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
13	Champs de manœuvre, de tir, stands et manèges..	30,000 00	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
	<i>1^{re} Section. — Instruction publique.</i>		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
38	Création d'écoles et d'emplois.....	3,500 00	3,500 00
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.		
	<i>1^{re} Section. — Commerce et industrie.</i>		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
38	Encouragements aux pêches maritimes.....	300,000 00	615,000 00
39	Subvention à la marine marchande. — Primes à la construction.....	250,000 00	
42	Primes à la filature de la soie.....	65,000 00	
	MINISTÈRE DES COLONIES.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
38	Personnel du commissariat (officiers et agents)....	63,236 00	63,236 00
	TOTAL de l'état B.....	1,465,357 60	1,465,357 60

ÉTAT C.

*Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits supplémentaires
accordés sur le Budget général de l'exercice 1904.*

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.		
	<i>1^{re} Section. — Intérieur.</i>		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
84	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire.....	55,000 00	
88	Concours aux emplois de médecins adjoints des asiles publics d'aliénés.....	6,800 00	
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	<i>1^{re} Section. — Troupes métropolitaines.</i>		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
60 bis.	Reconstruction de la manutention militaire de Grenoble.....	100,001 60	
	TOTAL de l'état C.....	161,801 60	

Vu pour être annexé à la loi du 29 Juin 1904, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés.

Le Président de la République française

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44964. — *Loi tendant à réprimer les Fraudes commerciales sur les*

Du 18 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 19 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Les dispositions du premier paragraphe de l'article 8 de la loi du 16 décembre 1897, sont étendues aux chargements de plus de vingt hectolitres (20^h).

l'article 6 de la loi du 28 avril 1816 est complété ainsi qu'il

« les enlèvements de vins de plus de vingt hectolitres (20^h), la déclaration n'est pas faite par le détenteur actuel des s, elle doit être accompagnée d'une attestation de ce dernier attestant la réalité de l'opération.

« L'auteur d'une attestation reconnue fausse ou inexacte et celui qui aura sciemment fait usage seront punis des peines prévues à l'article 4 de la loi du 6 avril 1897. »

« Il est interdit dans la ville de Paris toute préparation de liquides autres que les bières et les cidres provenant exclusivement de la mise en œuvre de pommes ou poires fraîches.

« Les contraventions aux dispositions du présent article sont punies des peines édictées par l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872.

« La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

« Paris, le 18 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

« Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

« — Loi portant ouverture aux Ministres de la guerre, de la marine et des colonies, sur l'exercice 1904, de Crédits supplémentaires pour l'inscription au budget des pensions militaires, et au Ministre des finances, sur le même exercice, de Crédits supplémentaires de paiement pour le service des pensions militaires de nature.

Du 18 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 19 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

« Il est ouvert au Ministre de la guerre un crédit supplémentaire de deux millions de francs (2,000,000^f) pour l'inscription au budget public des pensions militaires de son département et des pensions militaires des troupes coloniales à liquider en 1904.

« Il est ouvert au Ministre de la marine un crédit supplémentaire de cinq cent mille francs (500,000^f) pour l'inscription au budget des pensions militaires du service de la marine à liquider en

3. Il est ouvert au ministre des colonies un crédit supplémentaire de soixante-quinze mille francs (75,000^f) pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires du service colonial à liquider en 1904.

4. Il est ouvert au ministre des finances, sur le budget ordinaire de 1904, un crédit supplémentaire de paiement de huit cent cinquante-cinq mille francs (855,000^f) au titre de la première partie : Dette publique, savoir :

CHAP. XXIII. Pensions militaires de la guerre.....	665,000
— XIV. Pensions militaires de la marine et des colonies....	190,000

Il sera pourvu au crédit supplémentaire de paiement au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44986. — *Loi portant ouverture au Ministre des finances, sur l'exercice 1904, de Crédits d'inscription et de paiement pour le service des pensions civiles (Loi du 9 juin 1853).*

Du 18 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 19 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1904, pour l'inscription des pensions civiles liquidées par application de la loi du 9 juin 1853, un crédit supplémentaire de deux millions de francs (2,000,000^f) en sus du produit des extinctions.

2. Il est ouvert au ministre des finances, sur le budget ordinaire de 1904, un crédit supplémentaire de paiement de neuf cent mille francs (900,000^f) au titre de la première partie : Dette publique, chapitre XXIX : Pensions civiles, loi du 9 juin 1853.

Il sera pourvu au crédit supplémentaire de paiement au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44967. — *Loi autorisant la perception d'une Surtaxe sur l'alcool à l'Octroi de Quiberon (Morbihan).*

Du 18 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 19 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, du 1^{er} janvier 1900 au 31 décembre 1909 inclusivement, la perception, à l'octroi de Quiberon (Morbihan), d'une surtaxe de quinze francs (15^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, absinthes et autres liquides alcooliques non dénommés.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quinze francs (15^f) établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement de l'emprunt de cinquante-quatre mille cinq cents francs (54,500^f) que la commune est autorisée à contracter en vue de la construction d'une maison d'école de filles.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44968. — *Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département du Doubs, d'un Chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Maiche à Trévillers.*

Du 23 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Doubs, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre (1^m) de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Maiche à Trévillers.

Ce chemin de fer constituera, avec celui de Morteau à Maiche, déclaré d'utilité publique par la loi du 11 janvier 1901, une ligne de Morteau à Trévillers.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires ne sont pas accomplies dans un délai de quatre ans à partir de la promulgation de la présente loi.

3. Le département du Doubs est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée le 4 février 1904, entre le préfet du Doubs, d'une part, et la Compagnie des chemins de fer régionaux de Franche-Comté, d'autre part.

Une copie certifiée conforme de cette convention restera annexée à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement de la ligne désignée à l'article 1^{er} ci-dessus est fixé à la somme de sept cent quatre-vingt-dix-huit mille francs (798,000^f), non compris la valeur des terrains communaux nécessaires à l'établissement de la ligne et de ses dépendances; ladite somme viendra s'ajouter à celle de deux millions sept cent trente mille francs (2,730,000^f) fixée par l'article 4 de la loi du 11 janvier 1901 pour la ligne de Morteau à Maiche.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor public est fixé à seize mille francs (16,000^f), ladite somme venant s'ajouter à celle de cinquante-quatre mille neuf cent vingt francs (54,920^f) fixée par l'article 4 de la loi du 11 janvier 1901 pour la ligne de Morteau à Maiche.

Dans tous les cas où, conformément aux dispositions de la convention ci-dessus visée et de celle qui est annexée à la loi du 19 janvier 1901, le département du Doubs participerait aux recettes de l'exploitation, l'Etat viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

5. Est abrogée la disposition de la loi du 17 juillet 1879 qui a classé dans le réseau complémentaire d'intérêt général sous le n° 124 une ligne de Saint-Hippolyte à la ligne de Besançon à Morteau.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOUX.

CONVENTION.

Entre les soussignés :

M. Edmond Roger, préfet du département du Doubs, officier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, agissant au nom et pour le compte du département;

En vertu de la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux et de la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Des décrets des 20 mars 1882 et 13 février 1900 portant règlement d'administration publique, et de la délibération du conseil général en date du 23 avril 1900,

D'une part;

Et M. Émile Schlumberger, banquier à Besançon, agissant comme administrateur au nom et pour le compte de la Compagnie des chemins de fer régionaux de la Franche-Comté, dont le siège social est à Besançon, et ce en vertu des pouvoirs qui lui ont été donnés par le conseil d'administration du 29 décembre 1903,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

Objet de la convention.

ART. 1^{er}. Le département du Doubs concède à la Compagnie des chemins de fer régionaux de Franche-Comté, qui accepte, l'établissement et l'exploitation du chemin de fer de Maiche à Tréviillers.

Cette concession ne fera qu'un bloc avec la concession déjà apportée à la compagnie par MM. Chapuis et Schlumberger qui l'ont obtenue du département, suivant convention du 12 juillet 1900 et approuvée par la loi du 11 janvier 1901 déclarant l'utilité publique du chemin de fer de Morteau à Maiche. Elle n'aura d'effet qu'en vertu de la loi déclarant l'utilité publique du chemin de fer de Maiche à Tréviillers. Elle est faite conformément à la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et tramways, et aux décrets des 20 mars 1882 et 23 décembre 1885 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi et aux conditions ci-après :

Clauses et conditions de la convention.

2. Le département du Doubs et la compagnie concessionnaire demeurent liés, pour la concession de la section de Maiche à Tréviillers, par les clauses de la convention du 12 juillet 1900 ayant pour objet la concession du chemin de fer de Morteau à Maiche, complétée comme il est indiqué aux articles 3 et 4 ci-après.

La compagnie concessionnaire sera également assujettie à toutes les obligations imposées par le cahier des charges annexé à ladite convention du 12 juillet 1900, de même qu'elle bénéficiera des avantages stipulés par ce cahier des charges, complété ou modifié ainsi qu'il est indiqué aux articles 5 et 7 ci-dessus.

Subvention supplémentaire du département.

3. Le département du Doubs fournira à la compagnie concessionnaire à titre de subvention, en plus de ce qui est prévu à l'article 4 de la convention du 12 juillet 1900 :

1° Les terrains communaux nécessaires à la construction de la section de Maiche à Tréviillers et de ses dépendances;

2° Une somme en capital de trois cent quatre-vingt-dix-sept mille francs (397,000^f), représentant les subventions votées par le département et les communes pour l'établissement de la ligne.

Sur cette somme, le département se réserve provisoirement une somme de quinze mille francs (15,000^f) pour payer les frais d'études des avant-projets faits par ses soins, ainsi que les frais de contrôle et de surveillance des travaux. La partie de cette somme restée sans emploi sera versée à la compagnie concessionnaire un an après la mise en exploitation de la ligne.

Dans la somme de trois cent quatre-vingt-dix-sept mille francs (397,000^f), une somme de quatre-vingt-quatre mille francs (84,000^f) représente la part du département dans les dépenses d'acquisition de terrains poursuivies conformément aux dispositions de l'article 3 de la convention du 12 juillet 1800. Si les dépenses réellement faites pour les acquisitions de terrains n'atteignent pas le chiffre de quatre-vingt-quatre mille francs (84,000^f), l'économie réalisée sera partagée entre le département et la compagnie concessionnaire dans la proportion de deux pour le département et de un pour la compagnie concessionnaire. Si les dépenses d'acquisitions dépassent le chiffre de quatre-vingt-quatre mille francs (84,000^f), l'excédent de dépenses restera à la charge de la compagnie concessionnaire. Le restant de la subvention sera remis à la compagnie concessionnaire, conformément aux conditions fixées par l'article 5 de la convention du 12 juillet 1900.

Subvention de l'État.

4. Pour l'application de la clause inscrite au premier paragraphe de l'article 5 de ladite convention du 12 juillet 1900, il est entendu :

1° Que les dépenses de premier établissement à porter en compte ne pourront excéder, non compris la valeur des terrains communaux remis gratuitement par le département :

Pour la section de Maiche à Tréviillers, le maximum de sept cent quatre-vingt-dix mille francs (798,000^f);

Pour l'ensemble du réseau constitué par la section de Morteau à Maiche et celle de Maiche à Tréviillers, le maximum de trois millions cinq cent vingt-huit mille francs (3,528,000^f);

2° Que la clôture du compte de premier établissement du réseau entier aura lieu cinq ans au plus tard après la mise en exploitation dudit réseau entier;

3° Que les dépenses complémentaires de premier établissement seront évaluées, pour le réseau entier, conformément aux règles posées par le deuxième paragraphe de l'article 8 de ladite convention du 12 juillet 1900, sans distinction entre les deux sections constituant le réseau et ne pourront excéder le maximum d'un million vingt-cinq mille francs (1,025,000^f).

Tracés, projets, déclivités, gares et stations.

Le cahier des charges annexé à ladite convention du 12 juillet 1900 sera complété par les articles 1, 2, 8 et 9 par les textes suivants :

art. 1^{er}). — La ligne de Maiche à Trévières se détachera près de la gare de la ligne de Morteau à Maiche, passera par ou près Damprichard et se terminera à Trévières.

art. 2). — Les travaux de la section de Maiche à Trévières doivent être commencés dans le délai de six mois à dater de la loi déclarant l'utilité publique de ladite section. Ils seront poursuivis de telle façon que la section soit livrée à l'exploitation dans le délai de trois ans à partir de la même date.

art. 8). — En ce qui concerne la section de Maiche à Trévières, et par exception aux conditions qui précèdent, les déclivités ne pourront dépasser le maximum de trente millimètres (0^m 030) par mètre.

art. 9). — Sur la section de Maiche à Trévières, des stations seront établies à Damprichard et à Trévières et des haltes à Chaboudot et près de

Durée de la concession.

L'article 34 du cahier des charges susvisé sera modifié comme il suit :
La durée de la concession pour l'ensemble du réseau mentionnée à l'article 1^{er} du cahier des charges commence à courir le 1^{er} janvier 1901. Elle prendra fin soixante ans après cette date.

Fait à Besançon, le 4 février 1904.

Le Compagnie concessionnaire,
Signé : SCHLUMBERGER.

Le Préfet du Doubs,
Signé : ROGER.

9. — *Loi portant annulation, au Budget de l'exercice 1904 du Ministère de la guerre, d'un Crédit de 360,870 francs et ouverture sur le même exercice d'un Crédit extraordinaire de 1,556,250 francs, destiné à la création d'installations en vue de la fabrication intensive du pain de guerre à la suite de la loi de 1903.*

Du 24 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 27 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1904, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 30 décembre 1903, des crédits extraordinaires s'élevant à la somme totale de un million cinq cent cinquante-six mille deux cent cinquante francs

(1,556,250^f). Ces crédits seront inscrits aux chapitres 57 et 58 après et répartis comme il suit :

3^e SECTION.

Dépenses extraordinaires. — Constructions neuves et approvisionnement :

CHAP. LXXXIX bis. — Construction de bâtiments pour la fabrication du pain de guerre à la mobilisation (Génie).....	1,000,000
— XCIV bis. — Matériel destiné à la fabrication intensive du pain de guerre lors de la mobilisation (Intendance militaire).....	556,250

TOTAL ÉGAL..... 1,556,250

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

2. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre sur le budget de 1904 par la loi de finances du 30 décembre 1903, une somme de trois cent soixante mille huit cent soixante-dix francs applicable au chapitre XLII (Vivres. — Matériel.) de la loi (Troupes métropolitaines), est et demeure définitivement affectée.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUÏS

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ

N^o 44970. — *Loi ayant pour objet : 1^o la construction d'une communication entre le bassin Bellot, au port du Havre, et les quais du canal de Tancarville; 2^o l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'une gare d'évitement à l'extrémité amont des quais du canal.*

Du 2 Août 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 10 août 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont le texte suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarées d'utilité publique, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet dressé par les ingénieurs et le conseil général des ponts et chaussées :

1^o La construction d'une écluse de communication entre le bassin Bellot, au port du Havre, et les quais maritimes du canal de Tancarville ;

acquisition des terrains nécessaires à la construction d'une évitement à l'extrémité de ce canal.

La dépense est évaluée à huit millions cinq cent mille francs (8,500,000').

est pris acte :

e l'engagement souscrit par la chambre de commerce du Havre dans ses délibérations des 25 avril et 30 mai 1902, de contribuer à la dépense, avec l'aide du département de la Seine-Inférieure pour une somme égale à la moitié de l'estimation, soit pour millions deux cent cinquante mille francs (4,250,000') ;

e l'engagement de la ville du Havre, suivant délibération du conseil municipal du 28 janvier 1903, de rembourser à l'État le montant des droits d'octroi perçus sur les matériaux qui seront employés dans l'exécution des travaux.

Le montant de ces subsides sera versé au Trésor à titre de fonds d'appoint pour dépenses d'intérêt public, au fur et à mesure des versements. L'importance et l'époque de chaque versement seront déterminées par le ministre des travaux publics.

Le surplus de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits chaque année au budget du ministère des travaux publics pour l'amélioration et l'extension des ports maritimes.

Le conseil a approuvé l'engagement pris par le département de la Seine-Inférieure, ainsi qu'il résulte de la délibération du conseil général de ce département en date du 27 août 1902, de verser à la chambre de commerce du Havre une subvention représentant les deux cinquièmes de la dépense à la charge de cette compagnie, et d'aider à payer à l'État le subside mentionné à l'article 2 ci-dessus.

La chambre de commerce du Havre est autorisée à emprunter, sans que l'emprunt excède pas quatre pour cent (4 p. o/o), les sommes nécessaires pour être en mesure de satisfaire aux obligations résultant de l'article 2 ci-dessus.

La durée maxima de l'amortissement des emprunts est fixée à dix ans à partir de la date de la conclusion du premier emprunt.

Les emprunts seront contractés dans les conditions prévues par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce.

Pour tout emprunt contracté auprès d'un établissement public de crédit, la chambre devra se conformer aux conditions statutaires de cet établissement, sans toutefois que la commission perçue en sus de l'intérêt puisse dépasser quarante-cinq centimes (0'45) par cent (100').

Les délais d'amortissement des emprunts antérieurement contractés par la chambre de commerce du Havre pour les travaux du port, en vertu de la loi du 19 mars 1895, seront prorogés jusqu'à

l'expiration du délai de quarante-cinq ans assigné aux emprunts prévus par la présente loi.

5. La chambre de commerce du Havre se récupérera des subsides qu'elle aura fournis pour l'exécution des travaux au moyen des péages locaux institués par la loi du 19 mars 1895 dont la durée de perception est prorogée en tant que de besoin et, s'il y a lieu, au moyen de péages nouveaux à instituer conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 2 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARVÉJOL.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 44971. — *Loi ayant pour objet la construction d'un second Bassin à flot au port de Bordeaux.*

Du 2 Août 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 5 août 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction d'un second bassin à flot au port de Bordeaux, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet des 14-28 septembre 1901 et à l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 19 décembre 1901.

La dépense est évaluée à huit millions de francs (8,000,000^f).

2. Il est pris acte :

1° De l'engagement souscrit par la chambre de commerce de Bordeaux, dans sa délibération du 19 février 1902, de fournir pour l'exécution des travaux un subside de quatre millions de francs (4,000,000^f);

2° De l'engagement souscrit par le conseil municipal de Bordeaux, au nom de la ville, suivant délibération du 16 décembre 1903, d'

fournir un subside égal au montant présumé des droits d'octroi à percevoir sur les matériaux qui seront employés dans l'exécution des travaux, droits évalués à cent mille francs (100,000').

Le montant de ces subsides sera versé au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Les versements de la chambre de commerce seront effectués au fur et à mesure des besoins des travaux. L'importance et l'époque de chaque versement seront déterminées par le ministre des travaux publics.

Le montant des sommes à verser par la ville sera arrêté annuellement par le ministre des travaux publics.

Le surplus de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au budget du ministère des travaux publics, pour l'amélioration et l'extension des ports maritimes.

3. La chambre de commerce de Bordeaux est autorisée à emprunter, à un taux qui n'excède pas quatre pour cent (4 p. o/o), les sommes nécessaires pour être en mesure de satisfaire aux obligations résultant pour elle de l'article 2 ci-dessus.

La durée maximum de l'amortissement des emprunts est fixée à quarante ans à partir de la date de la conclusion du premier emprunt.

Les emprunts seront contractés dans les conditions prévues par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898.

Pour tout emprunt contracté auprès d'un établissement public de crédit, la chambre devra se conformer aux conditions statutaires de cet établissement, sans toutefois que la commission perçue en sus de l'intérêt puisse dépasser quarante-cinq centimes (0'45) par cent francs (100').

4. La chambre de commerce de Bordeaux se récupérera des subsides qu'elle aura fournis pour l'exécution des travaux en réclamant la concession de péages à établir et à percevoir dans le port, conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 2 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

*Le Ministre des travaux publics,
Signé : E. MARUÉJOLS.*

*Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.*

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.*

N° 44972. — *Loi déclarant d'utilité publique des Travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Roubion (Drôme), en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des Terrains en montagne.*

Du 10 Août 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 14 août 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents des eaux et forêts et adopté, après enquête, par le conseil d'administration des eaux et forêts, dans le bassin du Roubion (département de la Drôme), sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	CONTENANCE des terrains à restaurer.
Tonils (les).....	240 ^m 14 ^m 94 ^m
Bezaudin.....	152 95 36
Suivant périmètre figure sur les plans joints audit projet.	

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen des crédits ouverts, chaque année, au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGROT.

N° 44973. — *Loi déclarant d'utilité publique des Travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Fier (Haute-Savoie), en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des Terrains en montagne.*

Du 10 Août 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 14 août 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer,

conformément au projet dressé par les agents des eaux et forêts et adopté, après enquêtes, par le conseil d'administration des eaux et forêts, dans le bassin du Fier (département de la Haute-Savoie), sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	CONTENANCE des terrains à restaurer.
Thônes.....	209 62 54 ^c
Faverge.....	9 47 21
Seythenex.....	427 45 02
TOTAL.....	646 54 77
Suivant périmètre figuré sur les plans joints audit projet.	

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen des crédits ouverts, chaque année, au ministre de l'agriculture, pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

N° 44974. — *Loi déclarant d'utilité publique des Travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de la Basse-Bleone (Basses-Alpes), en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des Terrains en montagne.*

Du 10 Août 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 14 août 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents des eaux et forêts et adopté, après enquêtes, par le conseil d'administration des eaux et

forêts, dans le bassin de la Basse-Bléone (département des Basses-Alpes), sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	CONTENANCE des terrains à restaurer.
Digne.....	278 ^h 01 ^m 87 ^c
Saint-Jurson.....	59 26 91
Auribeau.....	381 46 00
Saint-Estève.....	156 85 98
Mélan.....	466 47 68
Mallemaison.....	39 12 26
Castellard (le).....	96 19 08
Thorard.....	150 11 93
Champcrozier.....	26 65 50
Mées (les).....	228 48 04
TOTAL.....	1,885 68 29

Sulvant périmètre figuré sur les plans joints audit projet.

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen des crédits ouverts, chaque année, au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

N° 44975. — *Loi déclarant d'utilité publique des Travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Estéron (Alpes-Maritimes), en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des Terrains en montagne.*

Du 10 Août 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 15 août 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents des eaux et forêts et adopté, après enquêtes, par le conseil d'administration des eaux et

forêts, dans le bassin de l'Estéron (département des Alpes-Maritimes),
sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	CONTENANCE des terrains à restaurer.
Briançonnet.....	261 ^h 72 ^m 85 ^c
Gers.....	187 15 60
Amixat.....	78 84 45
Colongues.....	104 28 30
Magnols (les).....	74 94 76
Sallagriffon.....	31 14 55
Mas (le).....	149 44 35
Aiglun.....	54 34 50
Saint-Antoine.....	198 47 90
Cuèbris.....	276 15 43
Roquestéron-Grasse.....	86 36 40
Roquestéron-Puget.....	37 33 30
Conségudes.....	39 97 35
Pierrefeu.....	140 70 30
Ferres (les).....	31 58 20
Toudon.....	92 76 90
Revest.....	29 12 00
Bonson.....	14 14 60

Suivent périmètre figuré sur les plans joints audit projet.

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen des crédits ouverts, chaque année, au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

N° 44976. — Loi déclarant d'utilité publique des Travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Tarn (Aveyron), en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des Terrains en montagne.

Du 10 Août 1904.

[Promulguée au Journal officiel du 12 août 1904.]

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUER LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer,

conformément au projet dressé par les agents des eaux et forêts et adopté, après enquête, par le conseil d'administration des eaux et forêts, dans le bassin du Tarn (département de l'Aveyron), sur le territoire de la commune de Rivière. La contenance des terrains à restaurer est de cinq cent seize hectares quatre-vingt-six ares cinquante et un centiares (516^h 86^a 51^c), suivant périmètre figuré sur les plans joints audit projet.

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen des crédits ouverts, chaque année, au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

N° 44977. — *Loi déclarant d'utilité publique des Travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de la Cèze (Lozère), en exécution de la loi du 1^{er} avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des Terrains en montagne.*

Du 10 Août 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 14 août 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents des eaux et forêts et adopté, après enquêtes, par le conseil d'administration des eaux et forêts, dans le bassin de la Cèze (département de la Lozère), sur mille soixante-douze hectares soixante-trois ares quarante-cinq centiares (1,072^h 63^a 45^c) de terrains situés sur le territoire de la commune de Vialas, suivant périmètre figuré sur le plan joint audit projet.

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen des crédits ouverts, chaque année, au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'Agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

N° 44978. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à des Travaux complémentaires sur diverses lignes du réseau de l'État.*

Du 10 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées constatant qu'il a été versé au Trésor public, à titre de fonds de concours, une somme totale de mille quatre cent trente-huit francs pour travaux complémentaires sur le réseau de l'État, savoir :

Département de la Charente-Inférieure. — Établissement d'un abri à l'arrêt de Rouffiac, sur la ligne de Saintes à Angoulême. — Versement de la commune de Rouffiac. (Récépissé n° 30226 du receveur des finances de l'arrondissement de Saintes, du 3 avril 1903.)	988 ^f
Département d'Eure-et-Loir. — Établissement d'un abri à l'arrêt de Vaupillon, sur la ligne de la Loupe à Brou. — Versement de la commune de Vaupillon. (Récépissé n° 30478 du trésorier-payeur général, du 28 février 1903.)	200
Département de la Loire-Inférieure. — Établissement d'un abri à l'arrêt de Bois-Cholet, sur la ligne de Nantes à Machecoul. — Versement de la commune de Saint-Aignan. (Récépissé n° 31890 du trésorier-payeur général, du 3 juin 1903.)	250
TOTAL ÉGAL	1,438

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ordinaire de l'exercice 1903, deuxième section, chapitre **LXVIII** : Travaux et matériel roulant complémentaires du réseau de l'État, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille quatre cent trente-huit francs (1,438^{fr}), applicable à des travaux complémentaires sur diverses lignes du réseau de l'État.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOLLS.

N° 44979. — **DÉCRET** qui autorise divers Fonctionnaires à correspondre en franchise.

Du 12 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les fonctionnaires désignés au tableau annexé au présent décret sont autorisés à correspondre en franchise dans la forme et dans les conditions exprimées au même tableau.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

TABLEAU annexé au décret du 12 juin 1904.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORME sous laquelle la correspondance circulant en franchise doit être présentée.	CIRCONSCRIPTION dans l'étendue de laquelle la correspondance contresignée circule en franchise.
autorisés à contresigner leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignés dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.		
	Directeur des constructions navales chargé du service de la surveillance des travaux confiés à l'industrie*.....	S. B.*	Toute la République.
Directeur des constructions navales de l'arsenal de Sidi-Abdallah (Tunisie).	Directeurs des constructions navales dans les ports de Brest, Cherbourg, Lorient, Rochefort et Toulon*.....	S. B.	"
	Directeur de l'établissement de la Marine, à Indret*.....	S. B.	"
	Directeur des forges de la Chaussade, à Guérimy*.....	S. B.	"
	Ingénieurs attachés à la surveillance des travaux confiés à l'industrie*.....	S. B.*	Toute la République.
Directeur des constructions navales chargé du service de la surveillance des travaux confiés à l'industrie.	Directeur des constructions navales de l'arsenal de Sidi-Abdallah (Tunisie)*.....	S. B.*	"
Directeur des constructions navales dans les ports de Brest, Cherbourg, Lorient, Rochefort et Toulon.	Idem.....	S. B.	"
Directeur de l'établissement de la Marine à Indret.	Idem.....	S. B.	"
Directeur des forges de la Chaussade, à Guérimy.	Idem.....	S. B.	"
Ingénieurs attachés à la surveillance des travaux confiés à l'industrie.	Idem.....	S. B.*	"

Le signe * placé à la suite de la désignation du fonctionnaire indique que le contresignant est réciproque.

N° 44980. — **DÉCRET** portant promulgation de la Convention signée à Bogota, le 4 septembre 1901, entre la France et la Colombie, pour la protection de la Propriété industrielle.

Du 21 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 24 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères et du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la convention signée à Bogota, le 4 septembre 1901, entre la France et la Colombie pour la protection réciproque de la propriété industrielle, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Bogota, le 5 juillet 1901, ladite convention dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le Président de la République française et le vice-président de la République de Colombie, chargé du pouvoir exécutif, désirant faciliter les relations commerciales entre la France et la Colombie, ont résolu de conclure une convention concernant la propriété industrielle, et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française : M. *Hugues Boulard Pouquesville*, conseiller d'État, ministre plénipotentiaire, et le vice-président de la République de Colombie : M. le docteur *Antonio-José Uribe*, ministre des relations extérieures.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. Les citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, les mêmes droits que les nationaux, en ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique, étiquettes, enseignes, noms de commerce et de fabriques, ainsi que pour les noms des lieux et les indications de provenance.

2. Pour s'assurer la protection garantie par l'article précédent, les ressortissants de l'un et l'autre État ne sont pas astreints à établir leur domicile, leur résidence ou une représentation commerciale dans le pays où la protection sera réclamée, mais devront remplir les autres conditions et formalités prescrites par les lois et règlements de ce pays.

3. La présente convention s'applique, en France, aux marques qui, en Colombie, sont légitimement acquises par les industriels et négociants qui en usent et réclament.

Il est, toutefois, entendu que chacun des deux États se réserve le droit de relever le dépôt et d'interdire l'usage de toute marque qui serait, par sa nature, contraire à la morale et l'ordre public, ou aux bonnes mœurs.

4. Les noms commerciaux, les raisons de commerce et les enseignes, seront protégés dans les deux États sans obligation de dépôt.

5. Le fait d'apposer ou de faire apposer sur un produit une fausse indication de provenance, dans laquelle un des États contractants, ou un lieu situé dans l'un entre eux serait directement ou indirectement indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera puni conformément à la législation de chaque État. Si l'une des législations n'a pas prévu ce fait, celui-ci sera soumis à l'application de dispositions édictées contre la falsification de marque.

6. L'application des dispositions contenues aux articles 3 et 5 aura lieu à la requête, et du ministère public, soit d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation de chaque État.

Sera réputé partie intéressée tout fabricant, commerçant ou producteur, engagé dans la fabrication, le commerce ou la production du produit, et établi dans la ville, la localité, la région ou le pays faussement indiqué comme lieu de provenance.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

7. Les présentes dispositions ne sont pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom et son adresse sur les produits provenant d'un pays différent de celui de la vente, mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise, et en caractères apparents, du pays ou du lieu de fabrication ou de production.

8. Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions de la présente convention, comme par exemple, celles de brandy, vermouth, eau de Cologne. Les appellations régionales de provenance des produits vinicoles ne sont pas comprises dans la servitude édictée par cet article.

9. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées, aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des États contractants.

Elle sera exécutoire à partir du jour dudit échange, et elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé et scellé la présente convention.

Fait à Bogota, en double original, le 4 septembre 1901.

(L. S.) Signé : BOULARD-POUQUEVILLE.

(L. S.) Signé : ANTONIO-JOSÉ URIBE.

ART. 2.

Le ministre des affaires étrangères et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : GEORGES TROUILLOT.

Signé : DELCASSÉ.

* 44981. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que la commune des Artigues (canton de Lussac, arrondissement de Libourne, département de la Gironde) portera à l'avenir le nom des Artigues-de-Lussac. (Paris, 18 Juillet 1904.)

N° 44982. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que la commune de Vernou (canton de Moret-sur-Loing, arrondissement de Fontainebleau, département de Seine-et-Marne) portera à l'avenir le nom de Vernou-sur-Seine. (Paris, 18 Juillet 1904.)

N° 44983. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) allouant au département de Seine-et-Marne une subvention sur fonds d'État de deux mille huit cent soixante-dix-neuf francs quarante-sept centimes pour aménagement de la maison d'arrêt et de correction de Provins, en vue de l'emprisonnement cellulaire, par application de la loi du 5 juin 1875 (Paris, 21 Juillet 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 19^e Novembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, sous la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'avenir. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne remplissent pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2569.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44884. — *Loi autorisant la ville de Bellac (Haute-Vienne) à établir une Taxe sur les pianos.*

Du 18 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Bellac (Haute-Vienne) est autorisée à établir, à partir du 1^{er} janvier 1904, une taxe sur les pianos, à raison de dix francs (10^f) pour chacun de ces instruments. Cette taxe est assise et perçue suivant les règles applicables à la taxe sur les billards publics et privés.

2. Les rôles sont dispensés du timbre. Les frais d'assiette, d'impression et d'expédition des matrices et des rôles, ainsi que les frais d'impression, de confection et de distribution des avertissements sont à la charge de la ville de Bellac.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 44985. — *Loi ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique, dans le département des Landes, d'un Chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Pissos à Moustey; 2° d'approuver les conventions passées entre le département, les concessionnaires de ladite ligne, la Société anonyme des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes, la Compagnie des chemins de fer du Midi et l'Etat.*

Du 19 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 23 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département des Landes, du chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Pissos à Moustey.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires ne sont pas complies dans un délai de trois ans, à partir de la promulgation de la présente loi.

3. Le département des Landes est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juillet 1904 et conformément aux clauses et conditions :

1° De la convention passée, le 29 janvier 1904, entre le département des Landes, d'une part, et MM. *Ortal*, ses fils et *Lagueyte*, d'autre part, ainsi que de la série des prix annexée à cette convention;

2° De la convention passée, le 29 janvier 1904, entre la Société anonyme des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes, d'une part, et MM. *Ortal*, ses fils et *Lagueyte*, d'autre part.

Une copie certifiée conforme de ces conventions et série de prix restera annexée à la présente loi.

4. Sont approuvées :

1° La convention passée, le 29 janvier 1904, entre la Compagnie des chemins de fer du Midi, d'une part, et la Société anonyme des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes, d'autre part;

2° La convention passée, le 25 avril 1904, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'Etat, d'une part, et la Compagnie des chemins de fer du Midi, d'autre part.

5. L'enregistrement de chacune des deux conventions mentionnées à l'article 4 ci-dessus et qui seront annexées à la présente loi, ainsi que l'enregistrement de la convention passée entre la Société anonyme des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes,

et MM. *Ortal*, ses fils et *Lagueyte* et visée à l'article 3 ci-dessus ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3').

6. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum du capital de premier établissement du chemin de fer désigné à l'article 1^{er} ci-dessus est fixé à la somme de deux cent vingt-trois mille francs (223,000').

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor pendant la période prenant fin au plus tard en même temps que l'amortissement de l'emprunt à contracter par le département, est fixé à la somme de quatre mille quatre cent soixante francs (4,460').

Dans le cas où, conformément aux dispositions de l'article 9 de la convention précitée passée le 29 janvier 1904 entre le département des Landes et MM. *Ortal*, ses fils et *Lagueyte*, le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'Etat viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : E. MARUÉJOULS.

CONVENTION

ENTRE LE DÉPARTEMENT DES LANDES ET LES CONCESSIONNAIRES.

L'an 1904, et le 29 du mois de janvier,

Entre :

M. *Georges Meunier*, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, préfet du département des Landes, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu des lois du 10 août 1871 et du 11 juin 1880; des décrets des 6 août 1881, 20 mars 1882, du 23 décembre 1885 et du 13 février 1900; des délibérations du conseil général des Landes en date des 9 avril et 19 août 1902.

D'une part;

Et MM. *Pierre Ortal*, ses fils et *A. Lagueyte*, concessionnaires et constructeurs de chemins de fer, demeurant à Bordeaux, rue Boudet, n° 13,

D'autre part;

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le préfet des Landes, au nom du département, concède à MM. *Pierre Ortal*, ses fils et *A. Lagueyte*, qui acceptent, un chemin de fer d'intérêt local à voie normale et à traction mécanique, à établir dans les communes de Pissos et de Moustey. Ce chemin de fer partira de la station de Pissos, située sur la ligne d'intérêt local d'Ychoux à Pissos et se terminera aux abords du bourg de Moustey; il aura une longueur de six kilomètres sept cents mètres (6^k 700^m).

ALP Séria.

Conditions générales de la concession.

2. La ligne concédée formant le prolongement du chemin de fer d'Ychoux à Pissos, exploité par la Société des chemins de fer d'intérêt local des Landes, son exploitation sera également assurée par cette société à laquelle les concessionnaires rétrocéderont ladite ligne, aussitôt après son achèvement, dans les conditions de la convention ci-annexée.

Cette concession est faite aux conditions du cahier des charges annexé à la loi du 22 juillet 1883 relative à la concession des lignes de la Société des chemins de fer d'intérêt local des Landes, sauf les modifications résultant de la présente convention.

Il est stipulé notamment, par dérogation à l'article 66 dudit cahier des charges, que le cautionnement à verser par M^l. Ortal, ses fils et A. Laqueyte, est fixé à la somme de sept mille francs (7,000^f) et que le dernier cinquième leur sera remboursé par le département après l'acceptation définitive de la ligne par la société des Landes et son ouverture à l'exploitation.

Durée de la concession.

3. La concession commencera à courir de la date de la loi déclarant les travaux d'utilité publique, et prendra fin le 31 décembre 1960, en même temps que la concession des lignes de la Société des chemins de fer d'intérêt local des Landes.

Conditions de la construction.

4. MM. Pierre Ortal, ses fils et A. Laqueyte s'engagent à assurer la construction de cette ligne à leurs risques et périls, moyennant le paiement des travaux et fournitures aux prix de la série annexée à la présente convention; mais il est entendu que la somme totale à leur payer ne pourra être, dans aucun cas, supérieure à deux cent vingt-trois mille francs (223,000^f), tout compris, pour la longueur prévue de six kilomètres sept cents mètres (6^k 700), sauf la réserve faite à l'article 8 de la présente convention concernant les passages à niveau supplémentaires.

Cette somme de deux cent vingt-trois mille francs (223'000^f) est basée sur des frais d'acquisition de terrains s'élevant à quatorze mille cent quatre-vingt-dix francs (14,190^f). Si, par suite de cessions amiables par les propriétaires, ou pour toute autre cause, l'achat des terrains n'atteint pas ce chiffre, le montant du maximum de dépense ci-dessus sera diminué des économies obtenues sur la dépense prévue pour l'achat des terrains.

Mode de paiement des dépenses de construction.

5. Les dépenses de construction de la ligne seront payées aux concessionnaires par le département au moyen d'acomptes mensuels, au fur et à mesure de l'exécution des travaux dont le montant sera évalué aux prix de la série annexée à la présente convention. Il sera fait sur les dépenses ainsi constatées une retenue d'un dixième pour garantie, et l'ensemble des acomptes payés avant la réception définitive de la ligne ne pourra être supérieur à cent quatre-vingt-dix mille francs (190,000^f).

Le complément ne sera exigible que dans le mois qui suivra l'acceptation de la ligne par la Société des chemins de fer des Landes et son ouverture à l'exploitation.

Délais d'exécution.

6. Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la loi déclarative d'utilité publique; ils seront poursuivis de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation dans un délai maximum de deux ans à partir de cette date.

Gares et stations.

7. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions des concessionnaires, après une enquête spéciale. Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités ci-après :

- 1° Pissos (commune avec la ligne d'Ychoux à Pissos);
- 2° Moustey.

Les stations et haltes seront, au minimum, du type de celles de la ligne d'Ychoux à Pissos.

Passages à niveau.

2. Le nombre et l'emplacement des passages à niveau seront arrêtés par l'administration. Si le nombre de ces passages à niveau n'est pas supérieur à douze, la dépense de construction correspondante demeurera à la charge des concessionnaires; s'il est supérieur à douze, les passages demandés au delà de ce nombre seront payés aux concessionnaires en sus du prix de construction de la ligne arrêté comme il est dit à l'article 4. En outre, si l'administration croit devoir prescrire pour le passage à niveau sur le chemin de grande communication n° 43, une maison de garde avec barrières, les dépenses d'exécution de ces travaux seront remboursées aux concessionnaires.

Les sommes à payer, le cas échéant, pour les passages à niveau supplémentaires et pour la maison de garde et les barrières ci-dessus seront déterminées d'après la dépense réellement faite et reconnue par le service du contrôle.

Conditions de l'exploitation.

9. L'exploitation de la ligne se fera conformément au cahier des charges du réseau déjà concédé à la Société des chemins de fer d'intérêt local des Landes.

Aucun droit de transmission ne sera perçu tant à l'entrée qu'à la sortie de ladite ligne, et les prix et conditions des tarifs généraux et spéciaux en vigueur sur l'ensemble du réseau des Landes y seront applicables.

Lorsque les recettes brutes annuelles dépasseront quatre mille francs (4,000^f) par kilomètre, les concessionnaires seront tenus de verser le quart de l'excédent au département des Landes, sous condition expresse que la part versée chaque année au département ne dépassera, en aucun cas, l'intérêt à quatre pour cent (4 p. 0/0) du montant des dépenses de premier établissement de la ligne dont le maximum est fixé à deux cent vingt-trois mille francs (223,000^f).

Le département demeurera chargé de rembourser l'État et les communes intéressées du montant de leurs avances à l'époque et dans les conditions fixées par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880, il touchera également les subventions de l'État versées en exécution de la même loi et du règlement d'administration publique du 20 mars 1882.

10. La validité de la présente convention est subordonnée :

1° A la déclaration d'utilité publique dans un délai de deux ans à partir de ce jour;

2° A l'obtention par le département du concours de l'État au taux maximum résultant de la loi du 11 juin 1880 et du règlement d'administration publique du 20 mars 1882;

3° A l'approbation de la convention passée ce même jour entre la Société des chemins de fer des Landes et MM. Ortal, ses fils et A. Laqueyte pour la rétrocession de la ligne à cette société.

Si l'entreprise doit être abandonnée par l'une de ces causes, le département et les concessionnaires seront dégagés des obligations résultant de la présente convention, sans que l'une des parties contractantes soit tenue à l'égard de l'autre à une indemnité quelconque.

11. Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention et de ses annexes, calculés suivant l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par les concessionnaires.

Fait double à Mont-de-Marsan, les jour, mois et an que dessus.

Approuvé l'écriture :

Signé : E. ORTAL.

Approuvé l'écriture :

Signé : A. LAQUEYTE.

Approuvé l'écriture :

Le Préfet des Landes,

Signé : G. MEUNIER.

Approuvé l'écriture :

Signé : G. ORTAL.

Enregistré à Mont-de-Marsan, le 1^{er} août 1904, folio 44, case 10. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Beaugraud.

Série des prix à annexer à la convention en date du 29 janvier 1904.

NUMÉROS des prix.	DÉSIGNATION DE LA NATURE D'OUVRAGES et prix d'application en toutes lettres.	PRIX exprimés en chiffres.
INFRASTRUCTURE.		
I. — Frais d'études.		
1	Frais d'études, comprenant la confection des avant-projets et des projets définitifs. Le kilomètre de ligne concédée : six cents francs.....	600 ⁰⁰
II. — Terrains.		
2	Les dépenses réelles d'acquisition de terrains seront remboursées aux concessionnaires avec une majoration de 12 p. 0/0 pour frais spéciaux de gestion, de procédure, d'expropriation, passation d'actes, etc.....	.
III. — Travaux.		
1^{re} SECTION. — TERRASSEMENTS.		
3	Abatage d'arbres et terrassements par emprunts latéraux, pour l'établissement du chemin de fer en voie courante. Le mètre linéaire : un franc.....	1 ⁰⁰
4	Essartement du sol et terrassements pour la mise au profil de la station de Monstey. Le mètre carré : vingt centimes.....	0 ²⁰
5	Débais de toute nature des tranchées du chemin de fer, y compris transport et emploi. Le mètre cube en œuvre : un franc quarante centimes.....	1 ⁴⁰
6	Ouvrages accessoires, règlements, perrés, semis, gazonnements. Le kilomètre de chemin de fer : deux cents francs....	200 ⁰⁰
2^e SECTION. — RECTIFICATION DES ROUTES, CHEMINS ET COURS D'EAU.		
7	Terrassements, chaussées et travaux accessoires. Le kilomètre de chemin de fer : deux cents francs.....	200 ⁰⁰
3^e SECTION. — OUVRAGES D'ART.		
8	Buses de 30 centimètres de diamètre, y compris les têtes. Le mètre linéaire : dix francs.....	10 ⁰⁰
9	Buses de 40 centimètres de diamètre, y compris les têtes. Le mètre linéaire : quatorze francs.....	14 ⁰⁰
10	Buses de 50 centimètres de diamètre, y compris les têtes. Le mètre linéaire : vingt-deux francs.....	22 ⁰⁰
11	Buses de 60 centimètres de diamètre, y compris les têtes. Le mètre linéaire : trente francs.....	30 ⁰⁰
12	Aqueducs à tablier métallique de 1 mètre d'ouverture. L'un : mille deux cents francs.....	1,200 ⁰⁰
13	Allongement du pont voûté de 2 mètres sur le ruisseau de Nancet : deux mille cinq cents francs.....	2,500 ⁰⁰
14	Allongement du pont voûté de 4 mètres sur le ruisseau Darriant : trois mille cinq cents francs.....	3,500 ⁰⁰
15	Pont voûté de 4 mètres sur le ruisseau du bourg de Pissos : huit mille francs.....	8,000 ⁰⁰
16	Passage à niveau de 4 mètres sur les chemins vicinaux ordinaires, ruraux ou d'exploitation. L'un : cent cinquante francs.....	150 ⁰⁰
17	Passage à niveau de 6 mètres pour chemin de grande communication. L'un : deux cents francs.....	200 ⁰⁰
18	NOTA. Les fondations des ouvrages d'art seront payées sur facture avec majoration de 12 p. 0/0, pour frais spéciaux, épaissements et sujétions diverses.	

NOS prix.	DÉSIGNATION DE LA NATURE D'OUVRAGES et prix d'application en toutes lettres.	PRIX exprimés en chiffres.
	SUPERSTRUCTURE.	
	I. — Voie et matériel fixe.	
	Voie en acier, en rails Vignolle de 25 kilogrammes le mètre linéaire, posés sur traverses en pin de 2 m. 50 de longueur, 18 centimètres de largeur, 11 centimètres d'épaisseur, espacées de 85 centimètres d'axe en axe, y compris, éclisses de 6 kilogr. 100 la paire, boulons d'éclisses de 270 grammes, tire-fonds de 280 grammes, fourniture de ballast, pose et consolidation jusqu'à parfait bourrage des traverses. Le mètre linéaire : dix-neuf francs	19 ⁰⁰
	Changement et croisement de voie, par appareil non compris la voie payée à part. L'un : mille huit cents francs	1,800 00
	Pont à bascule de vingt tonnes. L'un : trois mille huit cents francs	3,800 00
	Outillage et mobilier de l'exploitation et de la voie. Par kilomètre de chemin de fer : cinq cents francs	500 00
	Transfert de l'alimentation d'eau et construction d'un puits d'alimentation : mille francs	1,000 00
	II. — Stations.	
	Bâtiment des voyageurs de la station de Moustey, conforme au type 1 des lignes des Landes, de 72 mètres carrés de surface couverte avec salle d'attente de 30 mètres carrés : huit mille quatre cents francs	8,400 00
	Halle à marchandises attenante au bâtiment des voyageurs et de 4 m. 60 de longueur : deux mille francs	2,000 00
	Quai découvert de 18 mètres de longueur : mille francs	1,000 00
	Chaussée empierrée pour coar, avenue, trottoir : mille cinq cents francs	1,500 00
	Bâtiment isolé pour lieux, lampisterie et bûcher conforme à ceux des lignes des Landes : mille six cents francs	1,600 00
	Un puits de même diamètre que ceux des lignes des Landes : quatre cents francs	400 00
	Transfert de Pissos à Moustey de la remise des machines et du beffroi avec cuve : trois mille francs	3,000 00
	Ligne télégraphique ou téléphonique avec tous appareils utiles. Le kilomètre : trois cent cinquante francs	350 00
	Clôture en treillage pareille à celle des lignes des Landes pour stations et abords des P. N. Le mètre linéaire : un franc	1 00
	FRAIS GÉNÉRAUX.	
	Les frais généraux et les frais de conduite et de surveillance des travaux seront comptés pour leur dépense réelle avec majoration de 12 p. 0/0 jusqu'à concurrence d'un maximum de mille deux cents francs par kilomètre de chemin de fer	

le-Marsan, le 29 janvier 1904.

Approuvé l'écriture :

P. ORTAL, G. ORTAL, A. LAGUEYTE.

Approuvé l'écriture :

Le Préfet des Landes,

Signé : G. MAUNIER.

istré à Mont-de-Marsan, le 1^{er} août 1904, folio 44, case 11. Reçu trois francs quinze centimes. — Signé : Beaugrand.

CONVENTION

ENTRE LA SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL DU DÉPARTEMENT DES LANDES
ET LES CONCESSIONNAIRES DU CHEMIN DE FER D'INTÉRÊT LOCAL DE PISSOS À Moustey
POUR LA RÉTROCESSION ET L'EXPLOITATION DE CETTE LIGNE.

L'an 1904 et le 29 janvier,

Entre la Société anonyme des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes, représentée par M. *Bellaigue*, vice-président du conseil d'administration, élisant domicile au siège de ladite société, à Paris, boulevard Haussmann, n° 13, et agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 29 janvier 1904 et sous réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires, dans le délai d'une année,

D'une part;

Et MM. *Pierre Ortal*, ses fils et *A. Laqueyte*, concessionnaires et constructeurs de chemins de fer, demeurant à Bordeaux, rue Boudet, n° 13, agissant en qualité de concessionnaires du chemin de fer de Pissos à Moustey,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. MM. *Pierre Ortal*, ses fils et *A. Laqueyte* s'engagent à rétrocéder gratuitement à la Société anonyme des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes, qui accepte, la ligne de Pissos à Moustey aussitôt après son achèvement.

A dater de cette rétrocession, la ligne en question fera partie du réseau déjà cédé à cette société et sera exploitée par elle conformément aux conditions du cahier des charges applicable à ce réseau, et de l'article 9 de la convention de concession en date de ce jour, passée entre le préfet des Landes et MM. *Pierre Ortal*, ses fils et *A. Laqueyte*.

2. MM. *Pierre Ortal*, ses fils et *A. Laqueyte* pourront utiliser, pour la station de Moustey, le dépôt des machines et les appareils d'alimentation (remise, magasin, outillage et voie à réemployer) existant à Pissos. Les frais de démolition, de transfert, de reconstruction dudit dépôt et de ladite alimentation et les dépenses à faire pour assurer temporairement, pendant les travaux dont il vient d'être question, l'alimentation des machines seront entièrement à la charge de MM. *Pierre Ortal*, ses fils et *A. Laqueyte*.

Les projets de la nouvelle ligne seront soumis à l'acceptation de la Société des Landes, qui se réserve, en outre, le droit de contrôler la bonne exécution des travaux.

Toutes les dépenses de premier établissement nécessaires conformément aux stipulations qui précèdent, pour l'ouverture à l'exploitation, à l'exception du matériel roulant, incombent à MM. *Pierre Ortal*, ses fils et *A. Laqueyte*.

La ligne ne sera prise en charge par la société qu'après une remise régulière constatant que tous les travaux de premier établissement dont il s'agit sont exécutés conformément aux conditions du cahier des charges et aux types des lignes des Landes qu'ils sont complètement terminés.

3. Les travaux de premier établissement ou de parachèvement dont l'exécution sera reconnue nécessaire postérieurement à la prise en charge de la ligne par la société des Landes incombent à celle-ci. Le matériel roulant sera également à la charge de cette société.

4. La présente convention ne sera valable qu'après son approbation par la Compagnie des chemins de fer du Midi, par le conseil général du département des Landes et par la loi qui déclarera la ligne d'utilité publique.

Dans le cas où ces diverses approbations ne seraient pas obtenues dans le délai de trois ans à dater de ce jour, les parties contractantes seront dégagées, l'une vis-à-vis de l'autre, des obligations résultant de la présente convention.

5. Les parties donnent attribution au tribunal civil de la Seine pour le jugement des contestations qui pourraient s'élever entre elles à l'occasion de la présente convention.

6. Les frais d'enregistrement des présentes seront supportés, s'il y a lieu, par les concessionnaires.

Fait double à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : A. BELLAIGUE.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : P. ORTAL.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : A. LAGUETTE.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : G. ORTAL.

Enregistré à Mont-de-Marsan, le 1^{er} août 1904, folio 46, case 12. Reçu trois francs cinquante-cinq centimes. — Signé : *Beugraud*.

CONVENTION

ENTRE LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI ET LA SOCIÉTÉ ANONYME DES CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL DU DÉPARTEMENT DES LANDES, AUTORISANT LA RÉTROCESSION À CETTE SOCIÉTÉ DE LA LIGNE DE PISSOS À MOUSTEY ET LUI ACCORDANT UNE GARANTIE D'INTÉRÊT.

L'an 1904 et le 29 janvier,

Entre la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie des chemins de fer du Midi*, représentée par M. Léon Aucoc, président du conseil d'administration, élisant domicile au siège de la société, à Paris, boulevard Haussmann, 54, et agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 29 janvier 1904, et sous réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires, dans le délai d'une année,

D'une part;

Et la Société anonyme des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes, représentée par M. Antonin Bellaigue, vice-président du conseil d'administration, élisant domicile au siège de ladite société, à Paris, boulevard Haussmann, 54, et agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 29 janvier 1904, et sous la réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires,

D'autre part;

Il a été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Conformément à l'article 1^{er} des statuts de la Société anonyme des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes, la Compagnie des chemins de fer du Midi donne son assentiment à l'annexion au réseau actuel de cette société de la ligne projetée de Pissos à Moustey.

Cette annexion aura lieu dans les conditions stipulées par la convention du 29 janvier 1904, passée entre la Société des Landes, d'une part, et MM. Pierre Ortal, ses fils et A. Laguette, d'autre part, convention à laquelle la Compagnie du Midi déclare donner son approbation.

2. La garantie d'intérêt accordée par la Compagnie des chemins de fer à l'ancien réseau des Landes, conformément à l'avenant du 3 mars 1885, approuvé par la loi du 7 août suivant, est étendue à la ligne de Pissos à Moustey. En conséquence, on ajoutera, pour le calcul de cette garantie, aux dépenses d'entretien actuelles des Landes telles qu'elles sont définies au troisième alinéa dudit avenant :

1° Les dépenses d'exploitation de la ligne de Pissos à Moustey;

2° L'intérêt et l'amortissement, s'il y a lieu, dans les conditions fixées au troisième alinéa dudit avenant, des dépenses faites, sur cette ligne, pour travaux complémentaires, étant entendu que le maximum de dix millions de francs (10.000.000) prévu au troisième alinéa, s'appliquera à l'ensemble des lignes concédées à la Compagnie des Landes, y compris la ligne de Pissos à Moustey.

De l'ensemble des dépenses ainsi calculées, on rapprochera la recette brute attribuée au réseau des Landes et de la ligne de Pissos à Moustey, après déduction des impôts et de la part qui pourra revenir au département des Landes, par application de l'article 9 de la convention en date du 29 janvier 1904, entre le département des Landes et les concessionnaires du chemin de fer d'intérêt local de Pissos à Moustey; en cas d'insuffisance, la Compagnie du Midi payera la différence à l'avance.

3. Le remboursement des avances et le partage des bénéfices pour la ligne de Pissos à Moustey seront réglés par les dispositions des cinquième et sixième alinéas de l'avenant du 3 mars 1885.

4. Le matériel roulant de la Compagnie du Midi, qui pourra être utilisé sur la ligne de Pissos à Moustey, sera loué aux conditions stipulées pour le matériel de la Compagnie des chemins de fer du Midi qui est utilisé sur les autres lignes de la Compagnie.

5. La présente convention ne sera valable qu'après son approbation par le Parlement.

Fait double à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : LÉON AUCCO.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : A. BELLANGER.

Enregistré à Paris s. s. p., le 3 août 1904, folio 15. Reçu trois francs et quinze centimes. — Signé : *Illisible*.

CONVENTION

ENTRE LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI, RELATIVE À LA GARANTIE D'INTÉRÊT ACCORDÉE À LA LIGNE DE PISSOS À MOUSTEY.

L'an 1904 et le 25 avril,

Entre le ministre des travaux publics agissant au nom de l'État, et sous le sceau de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part;

Et la société anonyme établie à Paris, sous la dénomination de Compagnie des chemins de fer du Midi, ladite compagnie représentée par M. LÉON AUCCO, président du conseil d'administration, élisant domicile au siège de ladite société, rue Haussmann, n° 54, et agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la délibération du conseil d'administration en date du 14 août 1903, et sous le sceau de l'approbation par l'assemblée générale des actionnaires dans le délai déterminé par la loi qui aura approuvé les présentes,

D'autre part;

Il a été dit et exposé ce qui suit :

La Compagnie des chemins de fer du Midi, désireuse de continuer à

développement du réseau des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes auquel elle a donné son concours financier, a consenti, par une convention passée le 29 janvier 1904 avec la société concessionnaire desdits chemins de fer, à ce que la ligne de Pissos à Moustey, qui doit être rétrocédée gratuitement à cette société, après son achèvement, par MM. *Pierre Ortal*, ses fils et *A. Laqueyte*, ses concessionnaires, conformément à la convention du 29 janvier 1904, passée entre ladite Société des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes et lesdits MM. *Pierre Ortal*, ses fils et *A. Laqueyte*, demeurant à Bordeaux, rue Boudet, n° 13, soit incorporée au réseau des Landes. Elle s'est, en conséquence, engagée à étendre à cette ligne la garantie qu'elle a accordée au réseau actuel par l'avenant du 3 mars 1885, approuvé par la loi du 7 août suivant, et dans les conditions stipulées à cet avenant et à la convention précitée du 29 janvier 1904.

La Société des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes a, de son côté, contracté l'engagement de rembourser, augmentées des intérêts à quatre pour cent (4 p. o/o) l'an, les avances qui pourront lui être faites de ce chef et de partager avec la Compagnie du Midi les bénéfices de l'exploitation de la ligne de Pissos à Moustey, suivant les règles fixées pour son réseau par l'avenant ci-dessus rappelé.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les sommes payées, chaque année, à titre de garantie par la Compagnie des chemins de fer du Midi à la Société des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes pour la ligne de Pissos à Moustey, seront prélevées sur les douze millions cinq cent mille francs (12,500,000) stipulés par le 2° de l'article 13 de la convention du 9 juin 1883 approuvée par la loi du 20 novembre 1883.

2. Il sera ouvert, par la Compagnie du Midi, un compte spécial au débit duquel seront portées les sommes payées par elle, chaque année, en vertu de l'article précédent.

Ce compte spécial sera crédité, à la fin de chaque exercice, de l'augmentation des recettes effectuées sur le réseau du Midi par suite des apports du trafic provenant de la création de la nouvelle ligne.

Le calcul des augmentations de recettes correspondant à l'ouverture de cette ligne se fera, pour chaque exercice, en déduisant de la recette (expéditions et arrivages) de la station d'Ychoux pendant l'exercice considéré, la moyenne, une fois calculée, des recettes des exercices 1899, 1900 et 1901.

Le compte spécial sera crédité, en sus des augmentations de recettes prévues aux deux paragraphes qui précèdent, des sommes qui, avant la clôture dudit compte, seraient remboursées à la Compagnie des chemins de fer du Midi sur le montant de ses avances pour la ligne de Pissos à Moustey, par la Société des chemins de fer d'intérêt local des Landes.

3. Lorsque, à partir de l'exercice dans lequel s'établira au compte spécial institué par l'article 2 ci-dessus, l'équilibre entre les avances faites par la Compagnie du Midi à la Société des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes et l'ensemble des recettes portées au crédit dudit compte [les dépenses et les recettes étant majorées de leurs intérêts à quatre pour cent (4 p. o/o) l'an], il se sera écoulé deux années sans que le solde général dudit compte se trouve débiteur, ce compte spécial restera définitivement clos et la Compagnie des chemins de fer du Midi portera dorénavant à son compte annuel d'exploitation les dépenses devant résulter de sa convention du 29 janvier 1904 avec la susdite société et confondra, dans l'ensemble des recettes de son réseau : le solde créditeur du compte, les augmentations de recettes indiquées dans l'article précédent, les remboursements qui seront effectués sur le montant de sa garantie, ainsi que la part qui lui reviendra dans les bénéfices de la ligne de Pissos à Moustey.

4. Si l'État venait à racheter les lignes concédées à la Compagnie des chemins de fer du Midi, il prendrait à sa charge l'exécution de la convention du 29 janvier 1904 entre cette compagnie et la Société des chemins de fer d'intérêt local des Landes, et confirmerait, en tant qu'il en a besoin, son approbation à la convention du 29 janvier 1904 entre ladite société et MM. *Pierre Ortal*, ses fils et *A. Laqueyte*.

5. L'enregistrement de la présente convention, ainsi que celle du 29 janvier 1904, entre la Compagnie des chemins de fer du Midi et la Société des chemins de fer d'intérêt local des Landes, et de celle passée, à la même date, entre MM. Pierre Ortal, ses fils et A. Lagaszyte, ne donnera lieu qu'à la perception d'un droit fixe de trois francs (3^f).

Fait double à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Lu et approuvé :

Signé : E. MARCÉJOLLS.

Approuvé l'écrivain :

Signé : Léon Becor.

Enregistré à Paris, bureaux des actes administratifs, le 4 août 1904, folio 9. r.
Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Illisible.

N° 44986. — *LOI relative aux Contributions directes et aux Taxes y afférentes de l'exercice 1905.*

Du 20 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Les contributions directes applicables aux dépenses générales de l'État seront établies, pour 1905, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état A annexé à la présente loi, et en vertu des dispositions des lois existantes et par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1892. Ces contributions sont évaluées à la somme de cinq cent un millions cinq cent quatre-vingt-neuf mille cinq cent soixante-quatre francs (501,589,564^f), déduction faite du dégrèvement sur la contribution foncière des propriétés non bâties accordé par l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1897.

2. Le taux de la contribution foncière des propriétés bâties est fixé, en principal, pour l'année 1905, à trois francs vingt pour cent (3.20 p. 0/0) de la valeur locative établie comme il est dit à l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1900 et après les déductions spécifiées à l'article 2.

3. Le contingent de chaque département, pour la contribution foncière des propriétés non bâties et pour les contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, est fixé, en principal, pour 1905, aux sommes portées dans l'état B annexé à la présente loi.

4. Les conseils municipaux — qui, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1903, déduisent, à titre de minimum de loyer, une somme constante de la valeur locative d'habitation de chaque contribuable, afin d'obtenir le loyer matriciel qui servira de base à la contribution mobilière — peuvent, dans les conditions prévues à l'article précité, augmenter cette somme constante d'un dixième pour chaque personne, en sus de la première, qui se trouve en

charge du contribuable et à son domicile sans que, toutefois, la déduction totale puisse dépasser le double du minimum de loyer.

Sont seuls considérés comme personnes à la charge du contribuable, pour l'application du présent article, les enfants ayant moins de seize ans révolus, les ascendants âgés ou infirmes, les enfants orphelins ou abandonnés et par lui recueillis.

Les dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 du présent article sont applicables à la ville de Paris.

5. Le nombre des centimes additionnels au principal de la redevance des mines qui doivent être établis, par application de l'article 87 de la loi du 31 mars 1903, en représentation de la part contributive des exploitants aux allocations prévues par ladite loi en faveur des anciens ouvriers ou employés des mines est fixé, pour l'année 1905 :

A cent quarante-deux centimes cent quarante-deux millièmes (142/1000) pour la redevance fixe;

A quatre centimes sept cent quatre-vingt-neuf millièmes (4789/1000) pour la redevance proportionnelle.

Le produit des centimes additionnels à recouvrer en vertu du paragraphe précédent supportera, au même taux que le principal, les centimes pour non-valeurs et pour frais de perception.

6. Les diverses taxes assimilées aux contributions directes applicables aux dépenses générales de l'État seront établies, pour 1905, conformément à l'état C annexé à la présente loi et aux dispositions des lois existantes. Ces taxes sont évaluées à la somme de quarante-neuf millions trois cent trente-neuf mille quatre cent seize francs (49,339,416), y compris la taxe militaire en Algérie.

7. Les droits, produits et revenus énoncés à l'état D annexé à la présente loi seront établis, pour 1905, conformément aux lois existantes au profit de l'État, des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

8. Le maximum des centimes ordinaires que les conseils généraux peuvent voter, en vertu de l'article 58 de la loi du 10 août 1871, est fixé pour l'année 1905 : 1^{er} à vingt-cinq centimes (0'25) sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière; 2^o à huit centimes (0'08) sur les quatre contributions directes.

9. En cas d'insuffisance du produit des centimes ordinaires pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et, dans les cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1905, à titre d'imposition spéciale, dix centimes (0'10) additionnels aux quatre contributions directes.

10. Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter, en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871, modifiée par la loi du 12 juillet 1898, est fixé, pour l'année 1905, à douze centimes (0^f 12) additionnels aux quatre contributions directes.

Dans ce nombre sont compris les centimes dont l'imposition a été précédemment autorisée par des lois spéciales antérieures à la mise à exécution de la loi du 18 juillet 1866 sur les conseils généraux.

11. Le maximum de l'imposition spéciale à établir sur les quatre contributions directes, en cas d'omission ou de refus d'inscription dans le budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'article 61 de la loi du 10 août 1871, modifiée par la loi du 29 juin 1899, ou déclarées obligatoires par des lois spéciales, est fixé, pour l'année 1905, à deux centimes.

12. Les conseils généraux ne pourront recourir aux centimes de toute nature portant sur les quatre contributions directes qu'autant qu'ils auront fait emploi des 25 centimes portant sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière.

Ils n'auront de même la faculté de voter les impositions extraordinaires qui auront été autorisées par des lois ou des décrets spéciaux qu'autant qu'ils auront fait emploi des centimes, tant ordinaires qu'extraordinaires, mis à leur disposition par la présente loi.

13. Le maximum des centimes que les conseils municipaux peuvent voter, en vertu de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884, est fixé, pour l'année 1905, à cinq centimes (0^f 05) sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière.

14. Le maximum des centimes extraordinaires et des centimes pour insuffisance de revenus que les conseils municipaux sont autorisés à voter et qui doit être arrêté annuellement par les conseils généraux en vertu de l'article 42 de la loi du 10 août 1871, modifiée par la loi du 7 avril 1902, ne pourra dépasser, en 1905, trente centimes (0^f 30).

15. Lorsque, en exécution du paragraphe 5 de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le paiement de dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix centimes (0^f 10), à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt centimes (0^f 20).

16. Les rôles confectionnés en exécution de la présente loi.

seront homologués et rendus exécutoires par les préfets et ne pourront être mis en recouvrement qu'après que la loi portant fixation du budget général de l'exercice 1905 en aura autorisé la perception.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux rôles de la taxe vicinale ni aux rôles de prestation pour les chemins vicinaux et ruraux.

17. Il n'est pas dérogé à l'exécution de l'article 4 de la loi du 2 août 1829, modifié par l'article 7 de la loi du 7 août 1850, relatif au cadastre, non plus qu'aux dispositions des lois des 10 mai 1838, 10 août 1871, 31 mars 1886, 12 juillet 1898 et 29 juin 1899 sur les attributions départementales; des 16 septembre 1871 et 21 mai 1873 sur la composition du conseil général de la Seine; du 5 avril 1884, modifiée par la loi du 7 avril 1902, sur l'organisation communale; du 24 juillet 1867 sur l'administration communale, mais exclusivement en ce qui touche la disposition de l'article 9, relative à l'établissement du tarif général, et l'article 17, lequel n'est maintenu en vigueur qu'en ce qui concerne la ville de Paris; du 21 mai 1836, modifiée par la loi du 31 mars 1903 (art. 5), sur les chemins vicinaux; des 21 juillet 1870 et 20 août 1881 sur les chemins ruraux; du 24 février 1900 en ce qui concerne les rôles supplémentaires de prestation; du 21 décembre 1882 tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leurs chefs; du 22 mars 1890 sur les syndicats des communes; du 8 août 1890, en ce qui concerne notamment le calcul du produit total des centimes départementaux et communaux portant sur la contribution foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties); du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite; du 29 décembre 1897 sur la suppression des taxes d'octroi sur les boissons hygiéniques; du 17 mars 1898 sur le renouvellement ou la revision et la conservation du cadastre; du 9 avril 1898 et du 11 juillet 1899 (art. 7) sur les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail; de l'article 87 de la loi du 31 mars 1903, relatif aux centimes à ajouter à la redevance des mines en représentation de la part contributive des exploitants aux allocations prévues en faveur des anciens ouvriers ou employés des mines.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.		Fonciers (propriétés bâties).		Régime propriétés non bâties.	
		Cen- times addi- tionnels.		Cen- times addi- tionnels.	
PRINCIPAL.					
Principal des contributions.		.	76,900,000	.	121,300,000
A retrancher : pour cotisations en principal des propriétés non bâties ayant cessé d'être imposables, déduction faite des cotisations afférentes aux propriétés non bâties devenues passibles de l'impôt. Art. 11, 12 et 13 de la loi du 1 ^{er} mai 1832.		.	.	.	.
RESTE.		.	76,900,000	.	121,300,000
A ajouter : pour cotisations en principal des propriétés nouvellement bâties, imposables à partir du 1 ^{er} janvier 1905, déduction faite des dégrèvements afférents aux propriétés détruites ou démolies. Art. 3 des lois des 1 ^{er} août 1835 et 1 ^{er} août 1845.		.	.	.	.
Total du principal.		.	76,900,000	.	121,300,000
A retrancher : pour attribution aux communes sur la contribution des patentes. Art. 50 de la loi 15 juill. 1850.		.	.	.	.
RESTE.		.	76,900,000	.	121,300,000
CENTIMES GÉNÉRAUX.					
Centimes additionnels généraux	sous affectation spéciale calculés sur le total du principal.	.	.	.	.
	extraordinaires, avec maintien de versements déterminés par l'article 1 ^{er} de la loi du 21 juillet 1863.	.	.	.	.
	pour dépenses de l'instruction primaire. Art. 27 de la loi du 19 juillet 1869.	8	6,152,000	8	7,376,000
Imposition représentant les frais de perception des centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. Art. 27 de la loi du 19 juillet 1869.		0 12	92,250	0 12	110,700
CENTIMES DE DIVERSES NATURES ET RÉIMPOSITIONS.					
Centimes pour secours en cas de grêle, incendies, inondations et autres cas de force majeure.		1	68,000	1	81,600
du principal des contributions.		3	2,307,000	3 50	2,788,500
Centimes pour non-valeurs sur le montant	des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire, y compris les frais de perception. Art. 27 de la loi du 19 juillet 1869.	3	187,328	3 50	224,736
	des impositions départementales. Art. 16 de la loi du 5 juillet 1852.	3	1,274,229	3 50	1,528,574
	des impositions communales. Art. 12 de la loi du 5 juill. 1862.	3	1,354,315	3 50	1,625,173
Centimes pour frais de perception des impositions communales, et des impositions pour frais de bourses et chambres de commerce. Art. 57 de la loi du 13 avril 1898.		3	1,384,703	3	1,661,644
Réimpositions.		.	.	.	.
Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. Art. 9 de la loi du 2 août 1849.		.	900	.	1,080
TOTAL.		.	90,411,785	.	121,300,000
A retrancher : pour dégrèvement de la contribution foncière des propriétés non bâties. Art. 1 ^{er} de la loi du 21 juill. 1897.		.	.	.	16,000
RESTE.		.	90,411,785	.	105,300,000
Frais d'avertissement. Art. 50 et 51 de la loi du 15 mai 1818.		.	.	.	.
TOTAL GÉNÉRAL.					

NNEXÉS.

imposer pour l'exercice 1905.

DISTRIBUTIONS						TOTAUX	
personnelle-mobilière.		des portes et fenêtres.		des patentes.		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
centimes additionnels.		Centimes additionnels.		Centimes additionnels.			
"	73,385,477 ^f	"	49,391,425 ^f	"	96,450,000 ^f	399,267,477 ^f	
"	"	"	"	"	"	5,575	
.....	73,885,477.	.....	49,391,425	.....	96,450,000	399,261,902	392,919,000 ^f
"	914,523	"	458,575	"	"	1,373,098	
.....	74,300,000	.....	49,850,000	.....	96,450,000	400,635,000	
"	"	"	"	"	7,716,000	7,716,000	
.....	74,300,000	.....	49,850,000	.....	88,734,000	392,919,000	
17	12,631,000	15 80	7,876,300	14 60	14,081,700	34,589,000	
"	"	"	"	20	19,124,800	19,124,800	
8	5,944,000	8	3,988,000	8	7,716,000	32,050,800	88,245,362
0 12	89,160	0 12	59,820	0 12	115,740	480,762	
1	743,000	"	"	"	"	2,542,350	2,542,350
1	743,000	3	1,495,500	5	4,822,500	11,946,875	
1	60,332	3	121,485	5	391,587	970,046	24,838,900
1	430,479	3	501,219	5	1,532,515	5,595,632	
1	423,610	3	770,070	5	2,065,000	6,826,847	
3	1,283,577	3	793,196	3	1,378,380	6,960,262	6,960,252
"	2,913,000	"	78,000	"	"	2,993,000	2,993,000
"	1,300	"	800	"	1,000	7,200	7,200
.....	99,562,488	.....	65,534,320	.....	139,963,222	516,507,064	516,507,064
"	"	"	"	"	"	16,000,000	16,000,000
.....	99,562,488	.....	65,534,320	.....	139,963,222	500,507,064	500,507,064
						1,082,500	1,082,500
						501, 89,564	501,589,564

CONTRIBUTIONS FONCIÈRES (PROPRIÉTÉS NON BÂTIES)

ÉTAT B.

Tableau de fixation des contingents, en principal

NOMBRES D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	CONTINGENTS EN PRINCIPAL DES CONTRIBUTIONS		
		foncieres (propriétés non bâties).	personnelles mobilières.	des portes et fenêtres
1	2	3	4	5
1	Ain.....	1,024,936 ^f	412,336 ^f	175,212
2	Aisne.....	2,004,038	975,794	46,212
3	Allier.....	1,150,793	615,630	214,777
4	Alpes (Basses-). . .	339,812	114,231	90,177
5	Alpes (Hautes-). . .	271,132	79,720	—
6	Alpes-Maritimes.....	388,798	78,161	351,312
7	Ardèche.....	687,931	242,192	117,777
8	Ardenne.....	920,222	571,525	325,212
9	Ariège.....	476,219	161,866	135,212
10	Aube.....	905,304	521,685	34,212
11	Aude.....	1,464,362	479,171	292,212
12	Aveyron.....	1,161,174	305,725	183,212
13	Bouches-du-Rhône.....	783,061	2,017,913	1,281,212
14	Calvados.....	2,722,612	838,176	725,212
15	Cantal.....	708,698	192,935	138,212
16	Charente.....	1,096,949	483,735	355,212
17	Charente-Inférieure.....	1,311,996	741,136	453,212
18	Cher.....	805,785	493,239	260,212
19	Corrèze.....	631,403	185,972	166,212
20	Corse.....	142,107	216,261	119,212
21	Côte-d'Or.....	1,663,641	764,096	46,996
22	Côtes-du-Nord.....	1,344,840	408,311	282,212
23	Creuse.....	555,584	184,586	158,212
24	Dordogne.....	1,270,014	469,590	325,212
25	Doubs.....	880,958	518,934	300,212
26	Drôme.....	921,142	329,647	246,212
27	Eure.....	1,901,569	669,085	612,212
28	Eure-et-Loir.....	1,642,554	550,288	317,212
29	Finistère.....	1,025,795	602,865	512,212
30	Gard.....	1,158,188	646,013	459,212
31	Garonne (Haute-). . .	1,727,996	742,236	769,212
32	Gers.....	1,291,524	265,524	215,212
33	Gironde.....	1,850,870	2,211,925	1,310,212
34	Hérault.....	1,648,155	981,260	626,212
35	Ille-et-Vilaine.....	1,490,809	634,768	471,212
36	Indre.....	800,191	371,589	192,212
37	Indre-et-Loire.....	1,197,233	715,963	442,212
38	Isère.....	1,670,867	836,546	558,212
39	Jura.....	874,797	337,836	216,212
40	Landes.....	614,799	254,773	225,212
41	Loir-et-Cher.....	960,250	481,401	232,212
42	Loire.....	999,101	736,440	830,212
43	Loire (Haute-). . .	831,415	232,476	213,212
44	Loire-Inférieure.....	1,183,601	897,901	692,212
45	Loiret.....	1,242,946	762,815	473,212

PERSONNELLE-MOBILIÈRE ET DES PORTES ET FENÊTRES.

de chaque département, pour l'exercice 1905.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	CONTINGENTS EN PRINCIPAL DES CONTRIBUTIONS		
		fonciers (propriétés non bâties).	personnelle- mobilière.	des portes et fenêtres.
1	2	3	4	5
46	Lot.....	813,763 ^f	188,424 ^f	174,763 ^f
47	Lot-et-Garonne.....	1,639,513	406,012	256,710
48	Lozère.....	349,117	63,884	78,213
49	Maine-et-Loire.....	1,960,257	833,184	616,767
50	Manche.....	2,633,753	622,808	517,990
51	Marne.....	1,338,922	1,076,661	783,480
52	Marne (Haute-).....	849,488	372,269	217,932
53	Mayenne.....	1,212,808	373,588	258,933
54	Meurthe-et-Moselle.....	1,052,183	948,098	530,426
55	Meuse.....	1,006,472	428,636	240,908
56	Morbihan.....	948,208	407,900	283,611
57	Nièvre.....	1,051,871	481,317	276,783
58	Nord.....	2,812,703	3,115,351	3,189,187
59	Oise.....	1,844,728	896,944	651,640
60	Orne.....	1,656,082	493,904	395,741
61	Pas-de-Calais.....	2,354,975	1,122,371	1,279,670
62	Puy-de-Dôme.....	1,849,480	563,281	455,796
63	Pyrénées (Basses-).....	683,604	495,493	467,836
64	Pyrénées (Hautes-).....	496,547	221,033	174,211
65	Pyrénées-Orientales.....	550,411	262,939	158,212
66	Belfort (Territoire de).....	134,925	145,444	119,495
67	Rhône.....	1,015,678	2,289,517	1,388,460
68	Saône (Haute-).....	1,011,217	350,702	242,551
69	Saône-et-Loire.....	2,220,498	854,087	530,944
70	Sarthe.....	1,457,848	677,176	455,163
71	Savoie.....	485,090	199,863	128,820
72	Savoie (Haute-).....	433,640	201,644	108,934
73	Seine.....	279,640	18,208,491	9,359,585
74	Seine-Inférieure.....	2,626,046	2,019,714	1,862,380
75	Seine-et-Marne.....	1,778,421	993,860	540,238
76	Seine-et-Oise.....	2,116,915	2,808,336	1,251,673
77	Sèvres (Deux-).....	1,147,691	375,656	234,218
78	Somme.....	2,272,033	841,188	944,809
79	Tarn.....	1,279,659	330,151	304,210
80	Tarn-et-Garonne.....	1,248,501	203,420	179,251
81	Var.....	836,527	610,317	426,362
82	Vaucluse.....	687,101	342,665	303,430
83	Vendée.....	1,322,630	467,624	271,908
84	Vienne.....	964,056	482,354	318,313
85	Vienne (Haute-).....	702,113	343,263	302,374
86	Vosges.....	910,392	531,796	349,112
87	Yonne.....	1,358,682	622,400	373,151
	TOTAUX.....	103,140,575	73,385,477	49,391,425

ÉTAT C.

Tableau des taxes assimilées aux contributions directes à imposer pour l'exercice 1905.

DÉSIGNATION DES TAXES ASSIMILÉES	NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.					TOTAL.
	Principal.	Centimes			Frais d'avertis- sement.	
		généraux.	pour non- valeurs.	pour frais de percep- tion.		
aux contributions directes.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
I. — FRANCE.						
Taxe des biens de mainmorte (Lois des 20 janvier 1819, 30 mars 1872, 30 décembre 1873, 29 décembre 1884 et 31 mars 1903).....	9,500,000	2,375,000	"	"	7,000	11,882,000
Redevances des mines (Loi du 21 avril 1810 et décrets des 6 mai 1811 et 11 février 1874; loi du 31 mars 1903).....	3,640,660	337,333	397,799	131,273	75	5,387,150
Droits de vérification des poids et mesures (Décret du 26 fé- vrier 1873, lois du 5 août 1874 et du 21 juillet 1891 et décret du 17 décembre 1891).....	5,460,000	"	"	"	"	5,460,000
Droits de vérification des alcoo- mètres et des dynamètres (Lois des 7 juillet 1881, 7 juillet 1882, 28 juillet 1883 et 6 juin 1889; décrets des 27 décembre 1884, 2 août 1889 et 15 janvier 1904).....	30,000	"	"	"	"	30,000
Droits de visite des pharmacies et magasins de droguerie (Loi du 21 germinal an XI; arrêté du Gov. du 25 ther- midor de la même année, dé- cret du 23 mars 1859 et loi du 31 juillet 1867).....	320,000	"	"	"	"	320,000
Droits d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales. (L. des 21 avril 1832 et 19 juil- let 1886, décret du 9 mai 1887).	50,000	"	"	"	"	50,000
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et muets (Lois des 2 juill. 1862, 16 sept. 1871, 23 juillet 1872, 22 déc. 1879, 29 déc. 1884, 13 avril 1898, 11 juillet 1899 et 13 juillet 1900) : Principal.....	14,300,000					
A retrancher pour attribution aux com- munes (un ving- tième du principal).	715,000	"				
RESTE.....	13,585,000		715,000	"	"	14,300,000

DÉSIGNATION DES TAXES ASSIMILÉES aux contributions directes.	NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.					TOTAL.
	Principal.	Centimes			Frais d'avertis- sement.	
		général.	pour non- maisons.	pour lois de percep- tion.		
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Taxe sur les vélocipèdes (<i>L. des 28 avril 1893, 13 avril 1898, 21 février 1900 et 13 juillet 1900</i>) :						
Principale.....	8,600,000					
A retrancher pour attribution aux communes (un quart du principal).....	2,150,000					
RESTE.....	6,450,000	6,450,000	"	"	"	6,600,000
Taxe sur les billards publics et privés (<i>Lois des 16 sept. 1877 et 10 déc. 1879</i>).....	1,020,000	"	"	"	"	1,020,000
Frais d'avertissement relatifs aux rôles de la contr. sur les voitures, chev ^{es} , mules et moutons, de la taxe sur les vélocipèdes et de la taxe sur les billards publics et privés.....	"	"	"	"	145,000	145,000
Taxe sur les opéras, sociétés et lieux de réunion (<i>Lois des 16 septembre 1871, 18 déc. 1871, 5 août 1874, 30 mars 1888, 8 août 1890 et décret du 30 déc. 1899</i>).....	1,185,000	"	"	"	243	1,185,243
Taxe militaire. (<i>Lois des 15 juill. 1890 et 13 avril 1898, décret du 24 mai 1896</i>).....	2,940,000	"	147,000	92,820	9 787	3,180,307
Redevances pour la rétribution des délégués unionistes. (<i>Lois des 8 juillet 1890, 8 août 1890 et 26 décembre 1890</i>).....	250,000	"	12,500	7,875	205	270,580
Droits d'épreuve et de vérification des appareils à vapeur et des récipients de gaz comprimés ou liquéfiés. (<i>Lois des 18 juillet 1892 et 13 avril 1898</i>).....	265,500	"	12,275	7,733	675	266,183
Redevances pour frais de surveillance des fabriques de margarine et d'otéo-margarine. (<i>Loi du 16 avril 1897, décret du 9 nov. 1897 et loi du 13 avril 1898</i>).....	112,000	"	"	"	"	112,000
TOTAUX.....	44,938,160	2,712,333	1,264,574	239,491	183,185	49,337,743
II. — ALGÉRIE.						
Taxe militaire. (<i>Lois des 15 juill. 1890, 13 avril 1898 et 19 décembre 1898, décret du 24 mai 1898</i>).....	1,536	"	76	48	13	1,673
TOTAUX (France et Algérie).....	44,939,696	2,712,333	1,264,650	239,539	183,198	49,339,416

Tableau des droits, produits et revenus dont les rôles peuvent être établis pour l'année 1905, conformément aux lois existantes, au profit de l'État, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

ÉTAT D.

Taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la surveillance, la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants.

Taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807.

Taxes d'affouage, de pâturages et autres taxes particulières dues par les habitants ou propriétaires en vertu des lois et usages locaux. (Loi du 5 avril 1884, art. 140.)

Taxes perçues pour l'entretien, la réparation et la reconstruction des canaux et rivières navigables et des ouvrages d'art qui y correspondent. (Loi du 8 avril 1898, art. 19 à 23.)

Taxes perçues pour le recouvrement des dépenses faites d'office au compte des rivières usagers des cours d'eau non navigables et de leurs dérivations, dans l'intérêt de la police de la répartition générale des eaux. (Loi du 8 avril 1898, art. 18 à 29.)

Taxes syndicales pour l'assèchement des mines. (Loi du 27 avril 1838.)

Taxes pour l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations. (Loi du 28 mai 1858.)

Taxes au profit des associations syndicales autorisées par les lois des 21 juin 1865 et 25 novembre 1888.

Taxes des frais de pavage des rues dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains. (Dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an VII [1^{re} des 1790] et du décret de principe du 25 mars 1807; loi du 25 juin 1841, art. 28.)

Taxes d'établissement de trottoirs dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés conformément aux dispositions de la loi du 7 juin 1865.

Taxe municipale de balayage imposée aux propriétaires riverains des voies de communication de Paris. (Loi du 26 mars 1873.)

Frais de travaux intéressant la salubrité publique. (Loi du 16 septembre 1807.)

Taxes d'arrosage autorisées par le Gouvernement. (Loi du 23 juin 1857, art. 25.)

Honoraires et frais de déplacement dus aux ingénieurs et agents des ponts et chaussées pour leur intervention dans les affaires d'intérêt communal ou privé. (Décret du 13 octobre 1851, 10 et 27 mai 1854.)

Remboursement des dépenses en travaux exécutés d'office dans les mines, minières et carrières. (Lois des 21 avril 1810, 27 avril 1838 et 27 juillet 1880; décrets des 3 janvier 1810, 27 mai 1854, et décrets rendus en exécution des lois précitées.)

Dépenses de destruction des insectes, cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture. (Lois des 24 décembre 1888, art. 6, et 21 juin 1898, art. 79.)

Centimes additionnels aux contributions directes pour dépenses départementales et communales. (Lois des 2 août 1829, 21 mai 1836, 10 août 1871, 5 avril 1884, 8 août 1890, 25 novembre 1897, 17 mars 1898, 12 juillet 1898, 13 juillet 1900, 7 avril 1902 et lois annuelles de finances.)

Contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce (y compris le fonds de non-valeurs), et revenus spéciaux accordés auxdits établissements. (Lois des 23 juillet 1820, art. 11 à 16, 14 juillet 1838, art. 4, 15 juillet 1880, art. 1, et 9 avril 1898, art. 21 et 22.)

Taxe des prestations en nature pour les chemins vicinaux. (Lois des 21 mai 1836 et 21 juillet 1900, art. 9, et 10 juillet 1901, art. 7.)

Taxe des prestations en nature pour les chemins ruraux. (Lois des 20 août 1881 et 21 juillet 1900, art. 9, et 10 juillet 1901, art. 7.)

Taxe vicinale. (Loi du 31 mars 1903, art. 5.)

Taxes syndicales pour les chemins ruraux. (Loi du 20 août 1881.)

Taxe municipale sur les chiens. (Loi du 2 mai 1855; décrets des 4 août 1855; 3 août 1856; 22 décembre 1886.)

Huit centièmes, au profit des communes, du principal de la contribution des patentes. (Loi du 15 juillet 1880, art. 36.)

Un vingtième, au profit des communes, du principal de la contribution sur les chevaux, mules et muets. (Loi du 23 juillet 1872, art. 10.)

Un quart, au profit des communes, du principal de la taxe sur les vélocipèdes. (Loi du 28 avril 1893, art. 15.)

Taxes communales à établir en remplacement des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques. (Loi du 29 décembre 1897 et décret du 16 juin 1898.)

Centimes spéciaux destinés à assurer le paiement des indemnités dues aux ouvriers à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail. (Lois du 9 avril 1898, art. 25, et du 11 juillet 1899, art. 7.)

Impositions additionnelles aux redevances des mines pour l'amélioration des retraites des anciens ouvriers mineurs. (Loi du 31 mars 1903, art. 86 et 87, et lois annuelles de finances.)

Vu pour être annexé à la loi du 20 juillet 1904, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 44987. — DÉCRET relatif au transport à un Chapitre spécial des rappels de Dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1903 et des Crédits sur lesquels ces dépenses ont été acquittées pendant ledit exercice.

Du 25 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'ar-rérages de solde et accessoires de la solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, et qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédits à sou-mettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du département de la marine, pour l'exercice 1903, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputa-tion des dépenses de solde et accessoires antérieures à cet exercice. Ce chapitre, qui portera le n° LIX, prendra le titre de : *Rappels de dé-penses payables sur revues antérieures à 1903.*

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se for-mera, par virement de comptes, de la somme de cent cinquante-trois mille trois cent soixante-huit francs cinquante-quatre centimes (153,368⁵⁴), montant des rappels de solde et autres dépenses y as-similées, provisoirement acquittées sur les fonds des chapitres du

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

budget de l'exercice 1903 désignés dans le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme suit :

Exercice 1899.....	9,558 54
Exercice 1900.....	3,032 85
Exercice 1901.....	10,610 73
Exercice 1902.....	130,166 12
SOMME ÉGALE.....	153,368 54

3. Les crédits ouverts par la loi du 31 mars 1903 au titre de l'exercice 1903, ainsi que les dépenses imputées aux chapitres suivants sur les fonds dudit budget, sont atténués dans les proportions suivantes :

CHAP. II.	Officiers et agents en service à Paris.....	1,290 00
— V.	Officiers de marine.....	19,634 86
— VI.	Officiers mécaniciens.....	7,715 40
— VII.	Équipages de la flotte.....	77,894 65
— IX.	Personnel militaire de l'artillerie.....	4,570 06
— X.	Personnel technique.....	652 57
— XI.	Commissariat de la marine et administrateurs de l'inscription maritime.....	568 24
— XII.	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes.....	2,034 20
— XIII.	Services administratifs. — Personnel de gestion et d'exécution et de l'administration de l'inscription maritime.....	26,785 12
— XIV.	Personnel et agents divers.....	256 58
— XVI.	Traitement de table.....	9,773 51
— XVIII.	Vivres.....	60 20
— XVI.	Transports de personnel. — Frais de route et de séjour. — Frais de mission.....	18 80
— LI.	Gratifications. — Secours. — Subventions et dépenses diverses.....	100 00
— LII.	Pêches et navigation commerciale. — Personnel.....	4 27
	SOMME ÉGALE.....	153,368 54

4. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine* et annexé au projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1903.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la marine,

Signé : CAMILLE PELLETAN.

Tableau, par exercice, des rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1903, qui ont été acquittées sur les chapitres de l'exercice 1903 désignés ci-après et dont le transport au chapitre LIX doit être opéré dans le compte définitif des dépenses de l'exercice précité, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837 et de l'article 128 du décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique.

IMPUTATIONS PRIMITIVES DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1903.				TOTAUX	
	1899.	1900.	1901.	1902.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE II.						
Art. 1 ^{er} . Officiers et agents en service à Paris.....	"	"	"	1,290 ⁰⁰	1,290 ⁰⁰	1,290 ⁰⁰
CHAPITRE V.						
Article unique. Officiers de marine.....	"	37 ⁶⁵	1,532 ⁹²	18,064 29	19,634 86	19,634 86
CHAPITRE VI.						
Article unique. Officiers mécaniciens....	"	120 60	35 00	7,559 80	7,715 40	7,715 40
CHAPITRE VII.						
ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.						
Art. 2. Equipages de la flotte.....	9,460 ⁷⁰	1,042 92	8,235 10	59,155 93	77,894 65	77,894 65
CHAPITRE IX.						
Article unique. Personnel militaire de l'ar- tillerie.....	"	"	146 25	4,423 81	4,570 06	4,570 06
CHAPITRE X.						
PERSONNEL TECHNIQUE.						
Art. 1 ^{er} . Génie maritime..	"	"	"	533 00	533 00	
— 5. Adjointes princi- pales, adjointes, etc.....	"	"	32 97	75 49	108 46	652 57
— 6. Personnel des des- sinateurs.....	"	"	"	11 11	11 11	
CHAPITRE XI.						
COMMISSARIAT DE LA MARINE ET ADMINISTRATEURS DE L'INSCRIPTION MARITIME.						
Art. 1 ^{er} . Officiers du com- missariat.....	"	22 20	12 43	363 20	397 83	
— 2. Administrateurs de l'inscription maritime.....	"	"	"	170 41	170 41	568 24

IMPUTATIONS PRIMITIVES DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DETAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1903.				TOTAL.	
	1899.	1900.	1901.	1902.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE XII.						
PERSONNEL MÉDICAL ET HOS- PITALIER ET PERSONNEL RELIGIEUX DES DIFFÉRENTS CULTES.						
Art. 1 ^{er} . Corps de santé...	"	170 ⁸⁰	271 ²⁰	1,565 ²⁰	2,007 ²⁰	1,033.1
— 3. Personnel reli- gieux des diffé- rents cultes. ...	"	"	"	27 00	27 00	
CHAPITRE XIII.						
SERVICES ADMINISTRATIFS. — PERSONNEL DE GESTION ET D'EXÉCUTION ET DE L'ADMINISTRATION DE L'IN- SCRIPTION MARITIME.						
Art. 1 ^{er} . Personnel des agents du com- missariat, etc...	"	"	198 00	63 00	261 00	
— 3. Comptables des matières.....	"	"	"	28,375 10	28,375 10	24,782
— 4. Personnel admin- istratif des di- rections de tra- vaux.....	"	"	"	149 02	149 02	
CHAPITRE XIV.						
PERSONNEL ET AGENTS DIVERS.						
Art. 1 ^{er} . Gendarmerie ma- ritime.....	"	"	"	252 40	252 40	252
— 4. Guetteurs des Élec- tro-sémaphores..	"	"	"	4 18	4 18	
CHAPITRE XVI.						
Article unique. Traitement de table.....	96 ⁸⁴	1,637 63	145 86	7,893 13	9,773 51	9,773
CHAPITRE XVIII.						
VIVRES. — ACHATS. INDEMNITÉS, ETC.						
Art. 1 ^{er} . Achats et indem- nités.....	"	"	"	60 20	60 20	
CHAPITRE XXI.						
TRANSPORTS DE PERSONNEL. — FRAIS DE ROUTE ET DE SÉJOUR. — FRAIS DE MISSION.						
Art. 2. Frais de route, etc., au personnel de l'artillerie colo- niale, etc.....	"	"	"	28 88	28 88	

IMPÊCHES PERMANENTS		DEPENSES DES DÉPENSES DES DÉPENSES				TOTAL	
DES CHARGES ET DES PAYEMENTS.		CHARGES DE L'ÉTAT				TOTAL	
(Chapitres et articles.)	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905
CHAPITRE LI.							
GRATIFICATIONS, SECOURS, ETC.							
Art. 1 ^{er} . Service général...	0	0	0	100,00	100,00	100,00	100,00
CHAPITRE LII.							
PÊCHES ET NAVIGATION COMMERCIALE. — PERSONNEL.							
Art. 2. Syndics et gardes maritimes.....	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
TOTAUX.....	9,558 54	3,031 80	10,010 73	100,100 00	100,100 00	100,100 00	100,100 00

ARRÊTÉ le présent état à la somme de cent cinquante trois mille trois cent cinquante huit francs cinquante-quatre centimes, dont le montant (recettes et paiements) doit être transporté des chapitres de l'exercice 1903 et des chapitres de l'exercice 1904 au même exercice : *Rappels de dépenses payables sur revenus antérieurs à 1903*

Paris, le 23 juillet 1904.

Le Ministre de la marine,
Régis. CAMILLE PELLETAN

N° 44988. — *DÉCRET portant augmentation du nombre des Magistrats composant le Tribunal de commerce de Corbeil*

Du 29 juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 31 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 25 février 1893 qui a créé un tribunal de commerce à Corbeil;

Vu l'article 617 du Code de commerce;

Vu l'avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 23 juin 1904;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des juges du Tribunal de commerce de Corbeil est porté de trois à quatre, et celui des juges suppléants de deux à trois.

En conséquence, ce tribunal sera composé de quatre juges, dont de quatre juges et de trois juges suppléants.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

N° 44989. — DÉCRET rapportant les décrets des 26 mars et 2 avril 1904 relatifs au Tribunal de Blida.

Du 29 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ;

Vu l'article 5 de la loi du 30 août 1883 ;

Vu la loi du 19 décembre 1900 ;

Vu le décret du 30 décembre 1903 réglant le budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1904 et qui n'affecte de crédit à la création de postes de magistrats en Algérie qu'en ce qui concerne des suppléants de justice de paix.

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Sont rapportés :

1^{er} Le décret du 26 mars 1904 qui a créé deux postes de juge suppléant au tribunal de première instance de Blida ;

2^e Le décret du 2 avril 1904 qui a nommé M^W. de Bournazel et Paul Girard, juges suppléants au tribunal de première instance de Blida.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*, ainsi qu'au *Bulletin officiel de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

Le Président du Conseil,

Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : R. COMBES.

N° 44990. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor, applicable au Service des eaux de Versailles et de Marly.*

Du 31 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'état ci-joint et les déclarations, y annexées, constatant qu'il a été versé à titre de fonds de concours, par divers particuliers, une somme de quatorze mille cent cinquante-cinq francs pour part, contributive dans les travaux de canalisation pour l'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 juillet 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (*Service des Beaux-Arts*), sur l'exercice 1904, chapitre LI: *Service des eaux de Versailles et de Marly*, un crédit de quatorze mille cent cinquante-cinq francs (14.155⁵⁵), applicable aux travaux de canalisation pour l'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 31 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROURVIE.

Le Ministre de l'Instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIÉ.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1904.

DÉPAR- TEMENT.	PARTIES versantes.	CHAPITRES et motifs des versements.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Seine- et- Oise.		CHAPITRE LI. SERVICE DES EAUX DE VERSAILLES ET DE MARLY.			
	M. Bischoff, à Versailles.	Canalisation pour l'eau d'une partie de la rue latérale Sud de l'avenue de Picardie, à Versailles.	30010	4 janv. 1904.	300
	M. Guénot, à Paris.	Canalisation pour l'eau d'une partie du chemin du Regard, à Garches.	30037	6 janv. 1904.	36
	M. Corriger, à Garches.	Idem.....	30038	Idem.....	5
	M ^{me} v ^{ie} Filhol, à Paris.	Canalisation pour l'eau d'une partie de la rue de Troyon, à Sèvres.	30509	29 janv. 1904.	150
	M. Lévêque, à Vaucresson.	Canalisation pour l'eau d'une partie de la rue du Clos-Tautain, à Vaucresson.	30592	1 ^{re} fév. 1904.	60
	M. Saulnier, à Garches.	Canalisation pour l'eau d'une partie de l'avenue des Co-teaux, à Garches.	30845	13 fév. 1904.	30
	M. Gaudet, à Louveciennes.	Canalisation pour l'eau d'une partie de la place des Creux, à Louveciennes.	31028	23 fév. 1904.	10
	M. Raverot, à Vaucresson.	Canalisation pour l'eau d'une partie de l'allée des Grandes-Fermes, à Vaucresson.	31083	25 fév. 1904.	100
	M. Masse, à Paris.	Canalisation pour l'eau d'une partie de la route nationale n° 184, à Louveciennes.	31199	29 fév. 1904.	50
	M. Maillet, à Paris.	Canalisation pour l'eau d'une partie de la rue du Château, à Sèvres.	31264	3 mars 1904.	80
	M ^{me} v ^{ie} Biffe, à Beaune (Côte-d'Or).	Canalisation pour l'eau d'une partie des rues les Renaudières et des Epinettes, à Garches.	31619	25 mars 1904.	100
	M. Longuet, à Garches.	Idem.....	31704	28 mars 1904.	10
	M. Desmarest, à Garches.	Idem.....	31778	31 mars 1904.	10
	M. Ribes, à Paris.	Idem.....	31724	29 mars 1904.	10
	M. Dray, à Vaucresson.	Canalisation pour l'eau d'une partie de l'allée du Butard, à Vaucresson.	31857	2 avril 1904.	10
	M. Chiron, à Paris.	Idem.....	31858	Idem.....	10

DÉPARTEMENT.	PARTIES versantes.	CHAPITRES et motifs des versements.	FOLIOS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Seine-et-Oise.	M. Jarleton, au Chesnay.	Canalisation pour l'eau d'une partie de la rue Guilloteaux-Vatel, au Chesnay.	31863	5 avril 1904.	150 ^f
	M. Arnoux, à Paris.	Canalisation pour l'eau d'une partie de la rue des Clos, à Mareil-Marly.	3186a	Idem	400
	M. Hardouin, à Paris.	Idem.....	31965	7 avril 1904.	500
	M ^{me} Sageret, à Garches.	Canalisation pour l'eau d'une partie du boulevard de la Station, à Garches.	31891	13 mai 1904.	480
TOTAL.....					14,185

N° 44991. — DÉCRET portant affectation au département de la Guerre d'un Terrain domanial.

Du 1^{er} Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽¹⁾, sur le mode à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu le procès-verbal de remise, en date du 20 octobre 1903;

Vu l'adhésion donnée, par lettre du 14 avril 1904, aux conclusions de ce procès-verbal par le ministre de la marine;

Vu la lettre du 13 janvier 1904 par laquelle le ministre des finances y adhère également;

Considérant que le procès-verbal susmentionné a constaté la remise, par le département de la marine (services des travaux hydrauliques) au service du génie, d'un terrain dépendant du domaine du ministère de la marine et sur lequel ont été édifiées des installations pour télémetristes sur les hauteurs de Tonneville, dans les dépendances de la place de Cherbourg;

Considérant qu'il y a lieu de régulariser cette remise en affectant, au département de la guerre, le terrain considéré situé sur le territoire de la commune de Hainneville (Manche), d'une contenance d'environ deux ares dix centiares, tel, au surplus, qu'il est figure par une teinte jaune sur un

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 234, n° 4853.

plan parcellaire dressé le 14 juin 1904 par le chef du génie de Gherbourg et désigné dans un état parcellaire à l'appui, les deux ci-annexés,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le terrain domanial ci-dessus visé est affecté au département de la guerre.

2. Les ministres de la guerre, des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel de la République française*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 1^{er} Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^l L. ANDRÉ.



Certifié conforme :

Paris, le 22^e Novembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au Bulletin des lois sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 5, rue Vivienne, à Paris, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Par an, par volume	6 francs par an.
Par an, par volume	6 francs par an.
Par volume par an	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

REVENIR AU RÉDACTEUR. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en envoyant un nouveau par un double, soit en fournissant au numéro subséquent, sous le même numéro, un exemplaire d'un numéro à l'erreur. Elle ne rembourse pas les erreurs de destination qui ne sont pas signalées par le destinataire avant le moment où le numéro est distribué.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2570.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44992. — *Loi portant ouverture au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts d'un Crédit de 10,675 francs pour la création, l'organisation, les frais de cours et de laboratoire d'une chaire de physique à la Faculté des sciences de l'Université de Paris.*

Du 18 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section : *Service de l'instruction publique*, sur l'exercice 1904, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 30 décembre 1903 et par des lois spéciales, un crédit de dix mille six cent soixante-quinze francs (10,675^f) pour la création, l'organisation, les frais de cours et de laboratoire d'une chaire de physique à la faculté des sciences de l'Université de Paris et applicable aux chapitres ci-après :

CHAP. 10. Universités (Personnel).....	4,675 ^f
— 11. Universités (Matériel).....	6,000
TOTAL ÉGAL.....	10,675

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

XII^e Série.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET

Le Ministre des finances,

Signé ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : CHAUMIE

N° 44993. — *Loi portant modification de la loi du 19 juillet 1890, relative à l'entrée en France des Produits d'origine tunisienne.*

Du 19 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les céréales et leurs dérivés d'origine et de provenance tunisiennes seront, sans limitation de quantités, mais sous réserve des autres formalités prévues à l'article 5 de la loi du 19 juillet 1890, admis de plein droit en franchise, à l'entrée en France, des produits similaires étrangers auront été frappés à leur entrée dans la République des droits du tarif minimum français.

2. Tous les autres produits d'origine et de provenance tunisiennes continueront à demeurer régis à leur entrée en France par les dispositions de la loi du 19 juillet 1890.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des affaires étrangères

Signé : DELCASSÉ.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : LÉON MOUGEOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes.

Signé : G. TROUILLOT.

94. — **DÉCRET** qui annule un Crédit ouvert, sur l'exercice 1903, pour études et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 5 Mars 1904.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

rapport du ministre des travaux publics ;

loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Décret n° 100, en date du 9 avril 1903, reportant au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1903, deuxième section, chapitre LXVI : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, une somme de trois millions quarante-six mille cinq cents francs, applicable aux dépenses de l'établissement du chemin de fer de Briey à Hussigny et à Villerupt, du prolongement de Baroncourt à Audun-le-Roman, et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1902 ;

article 2 de la loi du 27 juin 1903, d'après lequel « le ministre des travaux publics est autorisé à mettre à la disposition du ministre de la guerre, pour travaux militaires, une somme d'un million de francs sur les crédits affectés à la construction du chemin de fer de Baroncourt à Audun-le-Roman » ;

dépêche du ministre de la guerre, en date du 23 juillet 1903, faisant connaître que la somme d'un million de francs devra être répartie sur les exercices 1903 et 1904 de la manière suivante :

exercice 1903.....	500,000 ^f
— 1904.....	500,000
ENSEMBLE.....	<u>1,000,000</u>

les décrets n° 309 et 310 du 25 septembre 1903 par lesquels : 1° une somme de cinq cent mille francs a été annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1903, deuxième section, chapitre LXVI : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État* ; 2° un crédit supplémentaire d'égale importance a été ouvert au budget ordinaire du ministère de la guerre, même exercice, troisième section (*Dépenses extraordinaires*), chapitre XLVII : *Fortifications — Défenses de terre* ;

article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

avis du ministre des finances.

ARRÊTE :

1°. Est annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1903, deuxième section, chapitre LXVI : *Études et*

⁽¹⁾ Série, Bull. 1045, n° 10527.

travaux de chemins de fer exécutés par l'État, une somme de mille francs (500,000^f) sur les crédits ouverts pour l'emploi de concours et applicables aux travaux d'établissement de fer de Briey à Hussigny et à Villerupt et de l'embranchement de Baroncourt à Audun-le-Roman.

2. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mars 1904.

Signé : EMILE LOISEL

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARTIGNOL.

N° 44995. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor public et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 5 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904, et répartition par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration n° 30007 du trésorier-payeur général du département de l'Indre, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 6 janvier 1904, par le département de l'Indre, une somme de cinq cent soixante-six cent cinquante et un francs quatre-vingt-quinze centimes, sur les fonds de concours pour l'établissement du chemin de fer de Touraine à la Châtre;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1904, deuxième section, chapitre 21, sous le titre *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État* sur les avances avancées par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883, pour l'exercice

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

fonds de concours, un crédit additionnel de cinq cent soixante-six mille six cent cinquante et un francs quatre-vingt-quinze centimes (566,651⁹⁵), applicable à l'établissement des lignes concédées par lesdites conventions à la Compagnie d'Orléans.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : E. MARUÉJOULS.

N° 44996. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Phares, Fanaux et Balises.

Du 7 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations n° 30038 (partie) du receveur des finances de l'arrondissement de Pont-l'Évêque et 35223 du trésorier-payeur d'Alger constatant qu'il a été versé au Trésor public les 23 janvier et 24 novembre 1903, par le directeur de la jetée-promenade de Trouville et le gouvernement général de l'Algérie, une somme totale de cinq mille sept cent soixante-quinze francs soixante-douze centimes (235⁴⁰ + 5,540³²), à titre de fonds de concours, pour l'entretien du feu de la jetée-promenade de Trouville et la fourniture par le service central des phares, à Paris, de la lanterne et de l'appareil optique destinés au feu fixe d'horizon rouge de la pointe de Balises;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

ordinaire de l'exercice 1903, première section, chapitre XVIII : *Phares, fanaux et balises — Entretien et grosses réparations*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cinq mille sept cent soixante-quinze francs soixante-douze centimes (5,775¹ 72), applicable dans la proportion suivante aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Entretien du feu de la jetée-promenade de Trouville.....	235 ¹ 40
Fourniture par le service central des phares et balises, à Paris, de la lanterne et de l'appareil optique destinés au feu fixe d'horizon rouge de la pointe de Deltys.....	5,540 30
ENSEMBLE comme ci-dessus.....	<u>5,775 72</u>

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : E. MARCÉJOURS.

N° 44997. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour études et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 10 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées constatant qu'il a été versé au Trésor public, par les départements de la Creuse et de l'Indre, à titre de fonds de

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

concours, pour l'établissement des lignes de chemins de fer désignées ci-dessous, une somme totale de cent soixante-seize mille deux cent trente francs, savoir :

Département de la Creuse. — Établissement du chemin de fer de Guéret à la Châtre. — Versement du département. (Récépissé n° 30225 du trésorier-payeur général, du 15 février 1904.).....	175,000'
Département de l'Indre. — Établissement du chemin de fer de Tournon-Saint-Martin à la Châtre. — Versement du département. (Récépissé n° 30170 du trésorier-payeur général, du 28 janvier 1904.).....	1,230
TOTAL ÉGAL.....	176,230

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1904, deuxième section, chapitre *LXVIII bis : Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent soixante-seize mille deux cent trente francs (176,230'), applicable à l'établissement de lignes concédées par lesdites conventions à la Compagnie d'Orléans.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUYER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOLS.

N° 44998. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Routes et Ponts.

Du 10 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 31 mars 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public, à titre de fonds de concours, par la ville d'Aire-sur-l'Adour et la Société des tramways d'Amiens, une somme totale de sept cent un franc quatre-vingt-trois centimes, savoir :

Département des Landes. — Versement de la ville d'Aire-sur-l'Adour. (Récépissé n° 30399, en date du 18 novembre 1903, du receveur des finances de l'arrondissement de Saint-Sever.).....	501 83
Département de la Somme. — Versement de la Société des tramways d'Amiens. (Récépissé n° 30303, en date du 4 février 1904, du trésorier-payeur général de la Somme.).....	351 83
TOTAL ÉGAL.....	701 83

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1903, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de sept cent un francs quatre-vingt-trois centimes (701^{fr}83), se répartissant ainsi qu'il suit :

CHAP. XXXII (1 ^{re} section). — Routes et ponts. Entretien et réparations ordinaires. — Relevé à bout des zones extérieures aux voies des tramways dans la traverse d'Amiens (route nationale n° 35).....	351 83
— LV (2 ^e section). — Routes nationales. Réparations extraordinaires et travaux neufs. — Rescindement de l'immeuble Mathieu, situé en saillie sur les alignements de la route nationale n° 184 dans la traverse d'Aire-sur-l'Adour.....	350 00
ENSEMBLE comme ci-dessus.....	701 83

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARTELLOUS.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 45999. — DÉCRET autorisant l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune d'Erblon (Ille-et-Vilaine).

Du 19 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu le décret du 23 décembre 1901 ⁽³⁾ sur la conservation des explosifs dans les exploitations souterraines;

Vu la demande formée par la Société des mines de Pontpéan, à l'effet d'être autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie, sur le territoire de la commune d'Erblon (Ille-et-Vilaine);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet d'Ille-et-Vilaine;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. La Société des mines de Pontpéan est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie, sur le territoire de la commune d'Erblon (Ille-et-Vilaine), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble et conformément au plan de détail produits par la société, lesquels plans resteront annexés au présent décret.

Les parois de la chambre de dépôt seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité et le sol sera dallé avec soin.

La chambre de dépôt et la galerie d'accès seront fermées : la chambre de dépôt par une porte en menuiserie munie d'ouvertures pour assurer l'appel d'air, et la galerie d'accès par une grille en fer, munies de serrures de sûreté.

La cheminée du ventilateur qui surmonte le puits d'aérage devra s'élever à neuf mètres (9^m) au-dessus du sol extérieur environnant; elle sera fermée par une grille scellée dans la maçonnerie.

Le dépôt sera établi dans une galerie voûtée en maçonnerie en forme de T, la branche principale du T formant galerie d'accès de vingt mètres trente centimètres (20^m.30) de longueur, de deux mètres

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2357, n° 41509.

quarante centimètres (2^m 40) de hauteur sous clef et d'un soixante centimètres (1^m 60) de largeur aux naissances, et la branche constituant la chambre de dépôt proprement dite, de deux mètres (13^m) de longueur, de deux mètres quarante centimètres (2^m 40) de hauteur et de deux mètres soixante centimètres de largeur.

L'ensemble de cette construction sera recouvert d'un remblai sable, de dimensions telles que la ligne de moindre résistance au dessus de la chambre de dépôt ait au moins douze mètres de longueur dans tous les sens.

En face de l'entrée de la galerie d'accès un merlon de six mètres (6^m) de hauteur sera établi avec chambre de réception de deux mètres (3^m) de hauteur, de cinq mètres (5^m) de largeur et de quatre mètres (4^m) de profondeur.

L'aération de la chambre de dépôt sera assurée de la manière suivante : les boîtes de dynamite seront posées sur la face supérieure des tables creuses placées le long des parois, la table du fond sera verte près de ses deux extrémités et formera ainsi conduit pour l'air amené par la galerie d'accès et appelé par la cheminée d'aération.

3. Un logement de gardien sera établi à proximité du dépôt.

4. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées, qui s'assurera que les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui sera rendu par cet ingénieur, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

5. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra contenir est fixée à mille cinq cents kilogrammes (1,500^k).

6. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de confiance.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La porte extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

On ne s'éclairera pour le service du dépôt que par des lanternes électriques ou des lampes de sûreté avec manchon en verre.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde.

Le logement du gardien et les portes du dépôt seront reliés par des communications électriques établies de telle façon que l'ouverture des portes ou la simple rupture des fils de communication

fonctionner automatiquement une sonnerie d'avertissement placée à l'intérieur du logement.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeure de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

7. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation ou la surveillance, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

8. La société permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

9. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la société permissionnaire devra évacuer, sur le point qui lui sera indiqué, la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée sans qu'il en résulte pour la société permissionnaire aucun droit à indemnité.

10. Le délai accordé à la société permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

11. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

12. La société permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existant ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

13. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 19 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 45000. — *Décret qui autorise la Chambre de commerce de Bayonne à contracter un Emprunt et à percevoir des Péages locaux au port de la ville.*

Du 25 Juin 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 26 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;

Vu le décret du 23 novembre 1895, qui a institué au port de Bayonne (Basses-Pyrénées) un péage de cinquante centimes par tonneau de jauge sur tout navire français ou étranger entrant chargé ou venant prendre charge dans ce port;

Vu le décret, en date du 31 mai 1904, rendu sur le rapport du ministre des travaux publics et qui a déclaré d'utilité publique les travaux d'amélioration du chenal de l'Adour, entre l'embouchure de ce fleuve et Bayonne;

Vu les délibérations, en date des 2 juillet 1900, 19 mars et 15 octobre 1902, 13 janvier, 6 mai et 26 août 1903, par lesquelles la chambre de commerce de Bayonne sollicite :

1° L'autorisation de contracter un emprunt d'un million cinq cent mille francs, pour le montant en être versé à l'État, à titre de subside, en vue de l'exécution des travaux précités;

2° La modification du péage susvisé;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, en date des 18 novembre 1902 et 22 janvier 1904;

Vu la dépêche du ministre des finances, en date du 19 mars 1904;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle a été soumis le projet et notamment l'avis de la commission d'enquête, du 27 août 1903;

conseil d'État entendu,

RE :

1^{re}. La chambre de commerce de Bayonne est autorisée à contracter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs dix centimes (4¹ 10 p. 0/0), un emprunt d'un million cinq cent mille francs (1,500,000^f), pour le montant en être versé à l'État, à titre de subside, en vue de l'exécution des travaux d'amélioration du port de l'Adour, entre l'embouchure de ce fleuve et Bayonne.

L'emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être contracté, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, soit par émission d'obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces règlements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai de cinquante années.

À partir de la promulgation du présent décret, il sera perçu au port de Bayonne, en remplacement du péage maximum de cinquante centimes (0^f 50) par tonneau de jauge, établi par le décret du 15 mai 1895, un péage maximum de quatre-vingts centimes par tonneau de jauge sur tout navire français ou étranger entrant dans l'Adour, chargé ou venant y prendre charge.

Les réductions et les exemptions de taxes prévues en faveur de certaines catégories de navires continueront à recevoir leur application sous les conditions indiquées par les paragraphes 2 et 3 de l'arrêté du 23 novembre 1895.

La perception du péage ci-dessus institué est concédée à la chambre de commerce de Bayonne, pour le produit en être exclusivement affecté, tant à l'acquittement des obligations en vue desquelles est autorisée la perception du péage susvisé de cinquante centimes, qu'au remboursement de l'emprunt d'un million cinq cent mille francs (1,500,000^f) que cette compagnie est autorisée à contracter par l'article 1^{er} du présent décret.

La perception cessera immédiatement après que le produit du péage aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au paiement desdites obligations ainsi qu'au remboursement intégral de l'emprunt d'un million cinq cent mille francs (1,500,000^f) et, au plus tard, à l'expiration du délai de cinquante années pour l'amortissement de cet emprunt.

À la fin de chaque année, la chambre de commerce de Bayonne adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au ministre des finances, le rapport au receveur des douanes chargé de la perception, un état détaillé des recettes perçues dans le port de Bayonne,

des frais de perception dans l'année précédente et de son point de vue de l'amortissement de ses emprunts.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 25 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LORET

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLET.

N° 45001. — DÉCRET qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 15 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur, des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Haute-Loire en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, deux centimes (2^e 07) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux dépenses du service des aliénés.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des contributions extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

— 2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 45002. — *DÉCRET qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement en 1905.*

Du 16 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 23 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Haute-Loire, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, vingt-cinq centièmes de centime (0²⁵) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à l'entretien de bourses départementales d'enseignement secondaire.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 45003. — *DÉCRET qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement en 1905.*

Du 17 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Haute-Loire, en date du 11 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1893;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, deux centimes cinquante centièmes (2⁵⁰) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux d'entretien et de travaux neufs non subventionnés des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1893.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 17 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45004. — *DÉCRET qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement en 1905.*

Du 18 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Haute-Loire, en date du 12 avril 1904 ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 juin 1904 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898 ;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'Etat entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, six centimes cinquante centièmes (6^e 50) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner par application de la loi du 12 mars 1880.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45005. — DÉCRET relatif aux Pièces de nickel de 25 centimes.

Du 24 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 50 de la loi du 31 mars 1903, portant création d'une pièce de 25 centimes en nickel pur ;

Vu le décret du 30 août 1903, fixant le type de cette pièce ;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La pièce de vingt-cinq centimes (0^e 25) en nickel pur sera dorénavant frappée avec un nouveau revers dont le modèle, exécuté par M. Patey, graveur, est déposé à l'administration des Monnaies et Médailles.

La tranche lisse est remplacée par une tranche à vingt-deux pans.

2. Les pièces du nouveau type auront cours légal pour l'espèce de cinq francs (5^f), selon les dispositions de l'article 50 de la loi du 31 mars 1903.

3. Les pièces frappées en tranche lisse avec le revers déterminé par le décret du 30 août 1903 (revers au carré) continueront à avoir cours légal concurremment avec les pièces dont le type est déterminé par le présent décret.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.
Fait à Paris, le 24 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 45006. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1900 et 1902.

Du 31 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (deuxième section : *Postes et télégraphes*), additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Considérant qu'aux termes de ces articles les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget des exercices précités et que le montant ne dépasse pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés à la clôture de ces exercices;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (deuxième section : *Postes et télégraphes*) en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902, un crédit de dix mille cent quatre-vingt-quatorze francs quarante-deux centimes (10,174^f 42).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à ordonnancer les créances ci-dessus visées dans le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices de budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

(1) 11^e série, Bull. 1045, n° 10517.

3. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 31 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

ÉTAT des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés pour les comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902 et qui doivent faire l'objet d'un crédit additionnel.

DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE des créances.	NOMS des créanciers.	MONTANT DES CRÉDITS			MOTIFS des retards.
			par créance.	par chapitre.	par exercice.	
EXERCICE 1900.						
CHAP. VIII. Indemnités di- verses et se- cours.	Frais de séjour.	M. Garibaldi..	100 ^f 00 ^c	100 ^f 00 ^c	100 ^f 00 ^c	Erreur admi- nistrative.
EXERCICE 1901.						
CHAP. VIII. Indemnités di- verses et se- cours.	Frais de sé- jour.	M. Garibaldi..	100 ^f 00 ^c	100 ^f 00 ^c		Erreur admi- nistrative.
CHAP. XII. Transport des dépêches pos- tales.	Transport de wagon-poste	Compagnie du chemin de fer P.-L.-M.	4,446 56	4,446 56		Le montant total de la créance est de 8,349 francs, un crédit de 3,902 44 ^c ayant été ou- vert par la loi du 9 juillet 1904. Le crédit à ou- vrir par décret est de 8,349 ^f — 3,902 ^f 44 ^c — 4,446 ^f 56. Pro- duction tardive du mémoire.
CHAP. XIII. Appareil et matériel technique d'exploitation.	Transport de matériel.	Compagnie des chemins de fer de l'Ouest	181 45	181 45		Production tar- dive du mé- moire.
CHAP. XVI. Dépenses di- verses.	Montant de timbres non représentés.	Receveur de Séguignan.	65 00	65 00	4,793 ^f 01 ^c	Nature parti- culière de la dé- pense. — Erreur administrative.

DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE des créances.	NOMS des créanciers.	MONTANT DES CRÉDITS			BORNES des recettes.
			par créance.	par chapitre.	par exercice.	
EXERCICE 1902.						
CHAP. VIII. Indemnités di- verses et se- cours.	Frais de séjour.	M. Garibaldi..	100 ^f 00 ^e	100 ^f 00 ^e		Erreur 1- administrative
CHAP. I. Matériel des bureaux.	Entretien des bureaux.	M. Favaron...	370 00			Productions diverses de ma- matre.
	Fourniture de médicaments.	M. Mayer.....	2 96	372 96		Idem.
CHAP. XIV. Dépenses en matériel pour l'entretien des appareils et des lignes télégraphi- ques et télé- phoniques.	Transforma- tion de câble.	M. Grammont..	2,976 00			Partie de matériel pour le service
	Transport de matériel.	Compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	1,757 45	4,738 45		Productions diverses du matre.
CHAP. XVI. Dépenses di- verses.	Frais de pre- mier établis- sement.	M. Larnet....	75 00	75 00		Erreur 2- administrative
					5,281 ^f 41 ^e	
			TOTAUX.....		10,174 42	

N° 45007. — DÉCRET fixant la Taxe applicable aux télégrammes de presse échangés avec l'Annam et le Tonkin.

Du 5 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 25 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 21 mars 1878 et en particulier l'article 2 ainsi conçu : « Les taxes sous-marines, sémaphoriques et urbaines, et généralement les taxes accessoires, ainsi que les mesures propres à mettre les règles du service télégraphique intérieur en harmonie avec celles du service international, pourront être fixées par décret; néanmoins celles de ces dispositions qui pourront affecter les recettes de l'État devront être soumises à l'approbation des Chambres dans la prochaine loi de finances »;

Vu la loi du 22 décembre 1883, portant ratification de la convention du 29 novembre 1883 relative à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques et Haiphong;

Vu le décret du 29 juin 1904, portant application du règlement et des tarifs arrêtés par la conférence télégraphique internationale de Londres, le 10 juillet 1903, et approuvés par la loi du 29 juin 1904;

proposition du ministre des colonies, du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et du ministre des finances,

La taxe par mot à percevoir pour les télégrammes de transit entre la France, l'Algérie et la Tunisie, d'une part, et le Tonkin, d'autre part, est fixée à un franc quatre-centimes (1^f 83), se décomposant comme suit :

France, l'Algérie ou la Tunisie et le cap Saint-Jacques...	1 ^f 60
Tonkin	0 155
France française (terminale).....	0 075
Total.....	1 83

se en vigueur du tarif prévu à l'article 1^{er} est fixée au 1^{er} janvier 1904.

Le ministre des colonies, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et le ministre des finances sont d'accord en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Bégude-de-Mazenc, le 5 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes
et des télégraphes,
Le Ministre des colonies,
Signé : G. DOUMERGUE.

Signé : G. TROUILLOT.

— DÉCRET modifiant la répartition du Crédit d'inscription des Pensions civiles pour 1904.

Du 9 Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 août 1904.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur proposition du ministre des finances;

En vertu de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles;

En vertu de la loi du 26 janvier 1892;

En vertu de l'arrêté d'administration publique du 8 août 1892⁽¹⁾;

Arrête ce qui suit :

Bull. 1498, n° 25403.

La section des finances, de la guerre, de la marine et du Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE:

ART. 1^{er}. La répartition du crédit d'inscription des p^{er}sonnes civiles pour 1904, arrêtée par le décret du 21 mars 1901, est ainsi qu'il suit:

Ministère de l'intérieur et des cultes
Ministère de la justice (fonctionnaires autres que les magistrats)

2. Le ministre de la justice, le président du Conseil, l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 9 Août 1904.

Signé : EMILE

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 45009. — DÉCRET qui autorise un Virement de crédits au profit de la Légion d'honneur. (Exercice 1903.)

Du 10 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice:

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, aux termes duquel le service de la dette viagère et des pensions, et pour celui de la dette des dépenses payables sur revues, ne se composera que de paiements jusqu'à l'époque de sa clôture, les rappels d'arrérages payés sur exercices, d'après les droits ultérieurement constatés, doivent être imputés sur les crédits de l'exercice courant et le traitement effectué, en fin d'exercice, à un chapitre spécial, au moyen duquel le crédit à soumettre chaque année à la sanction législative pour l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne les traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, d'appliquer les dispositions de la loi du 22 mars 1899, qui a atteint le terme de sa clôture, et que le budget pour l'exercice 1903, qui a atteint le terme de sa clôture, doit être incessamment présenté aux Chambres,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget annexe de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, pour l'exercice 1903, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages et de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire qui se rapportent à des exercices clos.

Ces chapitres seront intitulés :

Rappels de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos ;
Rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos.

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages, montant à cent quatre-vingt-dix-huit mille cent soixante-neuf francs quarante-neuf centimes (198,169^f49), sont, en conséquence, déduits des chapitres ordinaires ouverts au budget de l'exercice pour traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent :

Rappels de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos.....	145,824 ^f 95 ^c
Rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos.....	52,344 54
TOTAL.....	<u>198,169 49</u>

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances pour le service des traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire pendant l'année 1903, la somme de cent quatre-vingt-dix-huit mille cent soixante-neuf francs quarante-neuf centimes (198,169^f49), transportée aux deux chapitres ci-dessus, est annulée aux chapitres suivants :

CHAP. VII. Traitements des membres de l'ordre.....	145,824 ^f 95 ^c
— VIII. Traitements des médaillés militaires.....	52,344 54
TOTAL.....	<u>198,169 49</u>

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi du règlement définitif de l'exercice 1903.

5. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé : E. VALLÉ.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

N° 45010. — DÉCRET portant répartition d'un Crédit supplémentaire de 2,000,000 de francs pour l'inscription des Pensions civiles en 1904.

Du 11 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 29 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles;

Vu l'article 51 de la loi du 26 janvier 1892, portant fixation du budget des dépenses et des recettes pour l'exercice 1892;

Vu le règlement d'administration publique du 8 août 1892⁽¹⁾;

Vu la loi du 18 juillet 1904, qui a ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1904, pour l'inscription des pensions civiles, un crédit supplémentaire de deux millions de francs;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit supplémentaire de deux millions de francs (2,000,000^f) ouvert, sur l'exercice 1904, pour l'inscription des pensions civiles liquidées par application de la loi du 9 juin 1853 est réparti ainsi qu'il suit :

Ministère de la justice (services divers).....	65,000 ^f
Ministère des affaires étrangères.....	35,000
Ministère de l'intérieur.....	35,000
Algérie (parts contributives).....	19,000
Ministère de la guerre.....	15,000
Ministère de la marine.....	12,000
Ministère des colonies.....	15,000
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts :	
1 ^{er} Service de l'enseignement primaire.....	635,000
2 ^e Autres services.....	125,000
Ministère de l'agriculture.....	9,000
Forêts.....	40,000
Ministère des travaux publics.....	105,000
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	15,000
Service des postes et télégraphes.....	315,000
Ministère des finances.....	560,000
TOTAL.....	<u>2,000,000</u>

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1498, n° 25406.

2. Ne seront imputées sur ce crédit que les pensions résultant d'admissions à la retraite prononcées pendant l'année 1904.

3. Les ministres aux départements ci-dessus sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 11 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 45011. — DÉCRET modifiant la composition du Tribunal de commerce d'Amiens.

Du 12 Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le décret du 24 août 1790, qui a créé un tribunal de commerce à Amiens;

Vu le décret du 27 août 1791, qui a modifié sa composition;

Vu l'article 617 du Code du commerce;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 7 juillet 1904;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des juges titulaires du tribunal de commerce d'Amiens est porté de quatre à cinq, et celui des juges suppléants est également porté de quatre à cinq.

En conséquence, ce tribunal sera composé à l'avenir d'un président, de cinq juges titulaires et de cinq juges suppléants.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 12 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉE.

N° 45012. — *DÉCRET qui autorise la mise en vente et fixe le prix d'un nouvel Explosif de chasse.*

Du 13 Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 2 de la loi du 29 décembre 1899;

Sur la proposition du ministre des finances et du ministre de la guerre;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La régie des contributions indirectes est autorisée à mettre en vente un nouvel explosif de chasse désigné sous la dénomination de poudre T bis.

Les prix de vente aux consommateurs de cet explosif sont fixés ainsi qu'il suit :

Grosses boîtes, cinq cents grammes (500^g), un et deux kilogrammes (1 et 2^k), trente-deux francs (32^f) le kilogramme.

Petites boîtes, cent et deux cents grammes (100 et 200^g), deux francs cinquante centimes (32^f50) le kilogramme.

2. Ces prix de vente sont applicables à l'Algérie.

3. Le ministre des finances et le ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 13 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUÏS.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUTHIER.

N° 45013. — *DÉCRET qui fixe le prix de vente d'un nouvel Explosif pour l'exportation et dans les colonies françaises.*

Du 13 Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 13 de la loi de finances du 29 mars 1897;

les traités des 20 novembre 1815 et 24 mars 1860, qui ont placé le
s de Gex et la partie neutralisée de la Haute-Savoie en dehors de la ligne
douanes;

sur la proposition du ministre des finances et du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les prix de vente de l'explosif T bis, destiné à l'exporta-
tion générale ou livré aux gouvernements des colonies françaises et
des pays de protectorat, sont fixés ainsi qu'il suit, pour toute com-
mande dont la valeur atteint au moins cent francs (100^f).

ESPÈCE DE POUDRE.	PRIX DE VENTE par 100 kilogrammes		OBSERVATIONS.
	pour l'exportation générale.	aux gouvernements des colonies et des pays de protectorat.	
Poudre de chasse { Nue.....	700 ^f	680 ^f	Non compris l'encasement. Destinée à être exportée, à l'état nu, en boîtes ou à l'état de cartouches.
pyroxylée T bis. { Grosses boîtes...	770	750	
{ Petites boîtes...	820	800	

2. Les prix fixés pour l'exportation générale sont applicables à la
poudre T bis vendue par la régie dans le pays de Gex et dans la zone
neutralisée de la Haute-Savoie.

3. Le ministre des finances et le ministre de la guerre sont char-
gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret,
qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 13 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 45014. — DÉCRET qui modifie les limites des Zones de servitudes
de la place du Palais (Belle-Ile).

Du 15 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant
le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires,
ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications,
pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1863 ⁽¹⁾ pour l'application des précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les limites des zones de servitudes de la place du Palais (Belle-Ile), dans la partie comprise entre la capitale du bastion et la mer au nord de la place, sont reportées sur les alignements figurés par des traits bordés de lisérés jaunes sur le plan.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 15 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} L. ANDRÉ.

N^o 45015. — *Décret qui ouvre au Ministre de la guerre un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902.*

Du 18 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'état ci-annexé indiquant, par exercice et par section du budget, le montant des créances liquidées à la charge du ministère de la guerre, additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par le compte définitif des exercices 1900, 1901 et 1902;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que les créances objet dudit état peuvent être acquittées attendu qu'elles concernent des services prévus au budget des exercices ci-dessus désignés et que leur montant n'excède pas les crédits annulés et clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en augmentation des droits constatés et des restes à payer arrêtés par le compte définitif des exercices 1900, 1901 et 1902, un crédit supplémentaire de

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 94, n^o 780, et Bull. 105, n^o 882.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n^o 10527.

dix-sept mille neuf cent vingt et un francs quarante-deux centimes (17,921⁴²).

2. Le ministre de la guerre est autorisé à ordonner ces créances sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 18 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^l L. ANDRÉ.

N° 45016. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1901 et 1902.*

Du 20 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu l'état ci-annexé de créances liquidées à la charge du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts (deuxième section : *Beaux-Arts*), additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1901 et 1902;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes de l'article 126 du décret précité, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des dépenses prévues aux budgets des exercices 1901 et 1902, et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler à la clôture de ces exercices,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des

⁽¹⁾ *Et. spéc., Bull. 1905, n° 10537.*

beaux-arts, en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1901 et 1902, un crédit supplémentaire de seize mille six cent quatre-vingt-dix-neuf francs cinq centimes (16,699'05), montant de nouvelles créances liquidées à la charge de ces exercices conformément au relevé susindiqué.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant (deuxième section : *Beaux Arts*), en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au

RELEVÉ de nouvelles créances reconnues en augmentation des restes à payer et des droits constatés sur le chapitre des exercices clos du budget de l'exercice courant.

CHAPITRES DES ANCIENS BUDGETS.		LIEU de l'ordonnement ou des mandate-ments.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES
CHAPITRE.	Désignation.			
EXERCICE 1903				
ÉCOLE NATIONALE ET SPÉCIALE				
A3	Entretien des bâtiments civils.	Paris (direct).	La compagnie parisienne du gaz, rue Condorcet, n° 6.	Fourniture de gaz en 1901 : 1 ^{er} trimestre..... 2' 50 3 ^e trimestre..... 1' 50 1902..... 1' 50 Total..... 5' 90
EXERCICE 1902				
RÉINSTALLATION DE L'ÉCOLE				
		Paris (direct).	M. F. Coqueret, rue Peclet, n° 9.	Serrurerie.....
		Idem	MM. Flicoteaux, rue de la Chapelle, n° 10.	Ouvrages de gaz.....
		Idem	M. J. Herveau, rue Saint-Vincent-des-Français, n° 6.	Peinture..... 9' 50 Total..... 14' 50
		Idem	M. I. Flaminio, quai de Bourdon, n° 15.	Sculpture.....
		Idem	M. J. L. arch. de la ville.	Honoraires sur travaux exécutés en 1901 à l'Académie de peinture.....
		Idem	M. L. J. arch. de la ville.	Idem.....

moyen de ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 20 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : J. CHAUMIE.

étés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1901 et 1902 et qui sont à ordonnancer les conditions prévues par l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

ÉTAT des dépenses.	TOTAL		NUMÉROS d'ordre des crédances.	OBSERVATIONS.
	par chapitre.	par exercice.		
1. ARTS. — AGENCE DES TRAVAUX.				
15 ^f 30 ^c	15 ^f 30 ^c	15 ^f 30 ^c		Mémoires produits par l'architecte le 2 février 1904. Une décision ministérielle du 15 juin 1904 a autorisé le paiement sur exercices clos.
2.				
3. MÉDECINE.				
159 ^f 63 ^c				Mémoire produit après la clôture de l'exercice. Une décision ministérielle du 18 juin 1904 a autorisé le paiement sur exercices clos.
541 17				<i>Idem.</i>
2,033 93				<i>Idem.</i>
688 70				<i>Idem.</i>
2,720 24				<i>Idem.</i>
740 08				<i>Idem.</i>
16,683 75	16,683 ^f 75 ^c	16,683 ^f 75 ^c		
TOTAL.....		16,699 05		

N° 45017. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que le chef-lieu de la commune de Gaudaille (arrondissement d'Agen, département de Lot-et-Garonne) est transféré à *Dondas* et en portera le nom. (*Paris, 22 Juillet 1904.*)

N° 45018. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que la commune de Villard-la-Rixouse (canton et arrondissement de Saint-Claude, département du Jura) portera à l'avenir le nom de *Villard-sur-Bienne*. (*Paris, 22 Juillet 1904.*)



Certifié conforme :

Paris, le 23^e Novembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 10.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2571.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15019. — *Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, du Chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Juniville à Vouziers.*

Du 18 Avril 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 28 avril 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, du chemin de fer d'intérêt local, à voie de quatre-vingts centimètres (0^m80) de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Juniville à Vouziers, formant prolongement du chemin de fer d'intérêt local du Châtelet à Juniville, déclaré d'utilité publique par la loi du 17 avril 1898.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires ne sont pas accomplies dans un délai de quatre ans, à partir de la promulgation de la présente loi.

Ce délai pourra, en cas d'insuffisance reconnue, être prorogé par décret.

3. Le département des Ardennes est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de l'avenant à la

XII. Série.

95

convention du 11 janvier 1898 annexée à la loi du 17 avril 1898 ledit avenant passé, le 1^{er} octobre 1903, entre le préfet des Ardennes, d'une part, et la Compagnie des chemins de fer départementaux de la voie étroite des Ardennes, d'autre part, ainsi que du bordereau de prix et du cahier des charges annexés à cet avenant.

Une copie certifiée conforme de ces avenant, bordereau des prix et du cahier des charges restera annexée à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement de la ligne désignée à l'article 1^{er} ci-dessus est fixé à la somme de deux millions soixante-dix-sept mille francs (2,077,000^f), y compris les intérêts des capitaux engagés pendant la période de construction, soit par le département, soit par la compagnie.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor public est fixé à la somme de quarante-deux mille sept cent quatre-vingt-douze francs (42,792^f).

Dans tous les cas où, conformément à l'article 9 de la convention et de l'avenant ci-dessus visés, le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'État viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département, comme est dit à l'article 14 de la même convention.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARCÉJOLA.

AVENANT

À LA CONVENTION DU 11 JANVIER 1898 (CONCERNANT LA LIGNE D'INTÉRÊT LOCAL MONTHÉRMÉ [EST] À HAUTES-RIVIÈRES ET LA LIGNE DU CHÂTELET À JUVÉRY) APPROUVÉE PAR LA LOI DU 17 AVRIL 1898.

Entre les soussignés :

Le préfet du département des Ardennes, agissant au nom et pour le compte du département des Ardennes, en vertu :

- 1^o De la loi du 20 août 1871;
- 2^o De la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local;
- 3^o Du décret réglementaire du 20 mars 1882;
- 4^o Des délibérations du conseil général des Ardennes en date des 6 janvier 20 août 1902 et 22 avril 1903;
- 5^o De la délibération de la commission départementale en date du 28 juillet 1903.

D'une part;

Et MM. Beldant (Paul), Beldant (Edmond) et Baërt (François), agissant au nom et pour le compte de la Société anonyme des chemins de fer départementaux de la voie étroite des Ardennes, dont le siège est à Charleville, et conformément aux pouvoirs qui leur ont été donnés par l'assemblée générale des actionnaires du 15 juin 1903.

D'autre part;

Il a été convenu qu'en vue de la concession de la ligne de Juniville à Vouziers, il y avait lieu d'apporter à la convention du 11 janvier 1898, approuvée par la loi du 17 avril 1898, les additions et modifications ci-après, étant entendu que ces additions et modifications s'appliquent toutes exclusivement à la ligne en question.

A l'article 1^{er} de la convention du 11 janvier 1898, ajouter :

« Le préfet du département des Ardennes confie à la Société anonyme des chemins de fer départementaux à voie étroite des Ardennes, qui accepte, l'exécution des travaux de superstructure et la fourniture du matériel indiqués à l'article 2 ci-après, travaux et fourniture concernant le chemin de fer d'intérêt local à voie de quatre-vingts centimètres (0^m80), de Juniville à Vouziers, d'une longueur approximative de trente-deux kilomètres cinq cents mètres (32^k500). Il concède en outre à ladite société l'exploitation de cette ligne. »

A l'article 2, ajouter :

« La Société anonyme des chemins de fer départementaux à voie étroite des Ardennes exécutera les travaux de superstructure énumérés ci-après : l'empiérement des stations, la fourniture et la pose des voies, des croisements et des changements de voie, des plaques tournantes, des ponts à bascule, pont roulant, grue de chargement, des alimentations d'eau, de la ligne téléphonique avec les appareils et des poteaux kilométriques, les passages à niveau. Elle fournira en outre le matériel roulant et fixe, l'outillage et le mobilier nécessaires à l'exploitation, sauf les trucks transporteurs. »

« Le département des Ardennes reste chargé des études d'infrastructure et des bâtiments, des acquisitions de terrains et du bornage, des travaux d'infrastructure, de la construction des bâtiments et des quais en maçonnerie et, s'il y a lieu, des fosses à transporteurs et de la fourniture de ces engins. »

« La société concessionnaire devra prendre livraison des différents tronçons de la ligne, au fur et à mesure de leur exécution, au vu d'un procès-verbal contradictoire de reconnaissance et de réception provisoire qui sera dressé par une commission spéciale constituée à cet effet par l'administration, le département restant chargé de l'entretien des travaux exécutés par lui pendant un délai d'un an à partir du procès-verbal de remise. »

« A l'expiration de ce délai, cet entretien sera à la charge de la société concessionnaire. »

Aux articles 3, 4 et 5, il est entendu que la « Société anonyme des chemins de fer départementaux à voie étroite des Ardennes » est substituée à « MM. Beldant (Paul), Beldant (Edmond) et Baert (François) ». »

A l'article 3, ajouter :

« Le maximum des dépenses totales à admettre en compte ne pourra dépasser le chiffre d'un million cent quatre-vingt-huit mille francs (1,188,000^f). »

« La prime d'économie de construction, s'il y a lieu, sera égale à la moitié de l'écart entre le maximum et le montant des dépenses réellement faites. »

L'article 34 visé à l'article 6 se rapportera au cahier des charges joint au présent avenant.

A la fin de l'article 6, ajouter : « ... les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet. »

L'article 7 ne sera pas applicable; on le remplacera par la rédaction suivante :

« La société concessionnaire pourra augmenter son capital, si besoin est, pour sa participation dans les dépenses de premier établissement et pour fonds de roulement s'il y a lieu. »

« La société concessionnaire déclare renoncer, à l'avance, à porter au capital social de premier établissement les frais de l'augmentation de son capital. »

A l'article 8, le troisième paragraphe ne sera pas applicable; on le remplacera par la rédaction suivante :

« Les prélèvements sur le fonds de réserve créé en vertu du paragraphe précédent seront autorisés par le conseil général ou la commission départementale, sur la proposition du préfet — la société concessionnaire entendue — sauf recours devant le ministre des travaux publics, qui statuera définitivement. »

Les articles 35 et 39 visés audit article 8 se rapporteront au cahier des charges joint au présent avenant.

A l'article 9 :

Au deuxième paragraphe, ajouter la gare de Vouziers aux gares communes désignées.

A la fin du cinquième paragraphe, ajouter : « ... de voyageurs et de marchandises ».

Le sixième paragraphe ne sera pas applicable; on le remplacera par la rédaction suivante :

« Cette formule s'applique à un nombre de trains de voyageurs fixé comme il suit : trois trains par jour dans chaque sens pour des recettes kilométriques qui seraient inférieures à trois mille cinq cents francs (3,500'); quatre trains pour des recettes comprises entre trois mille cinq cents francs (3,500') et cinq mille francs (5,000'), et ainsi de suite à raison d'un train supplémentaire dans chaque sens par chaque augmentation de recette kilométrique annuelle de mille cinq cents francs (1,500'). »

A la fin du dixième paragraphe, ajouter : « ... et de la ligne de Juniville à Vouziers ».

Aux deuxième et troisième paragraphes : « L'annulation du compte d'attente aura lieu à l'expiration de la concession et aussi au cas où le département dénoncerait le bail le 9 août 1924, ou à celui de la dénonciation; de réciprocité, du 9 août 1944. »

A l'article 10, ajouter au premier paragraphe :

« Le matériel qui devra faire retour au département en fin de concession est limité pour la ligne de Juniville à Vouziers, à trois locomotives, quatorze voitures à voyageurs, quatre fourgons et soixante-quinze wagons à marchandises. La société concessionnaire devra, en outre, remettre en bon état d'entretien, au département, les trucks transporteurs que ce dernier aura pu fournir. »

Le deuxième paragraphe ne sera pas applicable; on le remplacera par la rédaction suivante :

« Le matériel roulant que la société concessionnaire aurait fourni en plus des quantités ci-dessus désignées et qui n'aurait pu être remboursé par les prélèvements opérés sur les recettes brutes, ainsi qu'il est dit à l'article 9 ci-dessus, restera la propriété de ladite société et le département restera libre de le reprendre en tout ou en partie, en fin de concession, à dire d'expert. En tout état de cause, il sera tenu compte au département de la partie de la valeur de ce matériel déjà amortie et, en particulier, s'il reprend tout ou partie du matériel roulant complémentaire, on devra déduire, du prix d'acquisition, la somme déjà amortie sur la totalité du matériel complémentaire. »

« Les installations fixes resteront la propriété du département sans indemnité. »

A l'article 15, ajouter :

« La concession de la ligne de Juniville à Vouziers est faite aux charges, clauses et conditions de la série des prix et du cahier des charges ci-annexés à l'exécution desquels la société s'engage d'une manière formelle. »

Ce cahier des charges est conforme au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, modifié par le décret du 13 février 1900, sauf en ce qui concerne :

L'article 16 qui est supprimé;

Les articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 15, 17, 19, 21, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 47, 52, 54, 56, 57, 65 et 66 qui sont modifiés;

Et les articles 1 bis, 17 bis, 19 bis, 56 bis et 70 qui sont ajoutés.

A l'article 16, ajouter :

« La subvention de l'Etat est admise ne devoir prendre fin que le 1^{er} juillet 1953. »

Fait double à Mézières, le 1^{er} octobre 1903.

Lu et approuvé :

Pour le Préfet en congé :

Le Secrétaire général désigne,

Signé : LAURENT.

Lu et approuvé :

Signé : BELDANT (P.).

BELDANT (E.).

BAÏET.

Enregistré à Mézières, le 4 mai 1904, folio 102, case 4. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Bruneau.

CAHIER DES CHARGES.

Ligne de Juniville à Vouziers.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de la station actuelle de Juniville, station terminus de la ligne d'intérêt local du Châtelet à Juniville, passera à ou près Bignicourt, Ville-sur-Retourne, Pauvres, Mont-Saint-Remy, Machault, Semide, Contreuve, Sugny, Sainte-Marie, pour aboutir à Vouziers, station du chemin de fer d'Amagne à Révigny et du chemin de fer d'intérêt local de Vouziers à Buzancy et à Raucourt.

Voies publiques empruntées.

1 bis. Le chemin de fer empruntera la rue des Moulins dans la traversée de Vouziers.

Délai d'exécution.

2. Les travaux devront être terminés dans un délai de trois ans et demi (42 mois), à partir de la loi déclarative d'utilité publique.

La date de cette loi sera notifiée au concessionnaire aussitôt sa promulgation, afin qu'il puisse procéder sans retard à l'approvisionnement du matériel nécessaire aux travaux de superstructure qu'il a à effectuer et qui sont définis à l'article 2 de la convention. Ces travaux commenceront dès que la remise aura été faite au concessionnaire de la première partie de ligne qui sera susceptible de recevoir la voie. Ils seront poursuivis sans interruption sur les différents tronçons de ligne qui seront ensuite mis successivement à sa disposition au fur et à mesure de l'achèvement partiel des travaux de terrassements et d'ouvrages d'art que le département doit exécuter, de façon que la ligne puisse être livrée à l'exploitation dès l'expiration de la période accordée pour l'exécution. Un délai de six mois sera d'ailleurs réservé au concessionnaire, entre l'époque à laquelle les travaux d'infrastructure seront entièrement terminés et la date fixée pour l'achèvement complet de la ligne.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les dix mois au plus tard de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au service de la construction avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Projets antérieurs

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

Pièces à fournir.

5. Les projets qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

- 1° Un plan de pose et un plan des appareils de voie;
- 2° Les aménagements des gares;
- 3° Les dessins du matériel fixe et roulant;
- 4° Les cahiers des charges pour la fourniture du matériel fixe et roulant;
- 5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions projetées.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les acquisitions de terrains et ouvrages d'art sont compris parmi les études et travaux effectués par le département, ainsi qu'il est dit à la convention.

Le concessionnaire pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom du département, et par le ministre des travaux publics au nom de l'État, d'exécuter, pour une seconde voie, les travaux de superstructure définis à la convention, et d'exploiter cette seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de quatre-vingt centimètres (0^m 80).

La largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas trois mètres vingt centimètres (3^m 20). La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera, au plus, de trois mètres quarante centimètres (3^m 40) pour les locomotives, et de quatre mètres cinquante-huit centimètres (4^m 58) pour les autres véhicules et leurs chargements. Le préfet pourra autoriser le concessionnaire à laisser circuler sur la ligne et dans les conditions qu'il fixera les wagons à voie normale chargés sur transporteurs.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres soixante-six centimètres (2^m 66).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 60).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquetta de largeur telle que l'arête de cette banquetta se trouve au moins à un mètre quatre-vingt-quinze centimètres (1^m 95) de l'axe, c'est-à-dire à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90), au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant de la voie étroite; largeur du gabarit : deux mètres dix centimètres (2^m 10).

A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il devra être réservé entre les obstacles isolés se trouvant au-dessus du niveau des marchepieds latéraux le long des voies principales et les parties les plus saillantes du matériel roulant, une distance d'au moins soixante centimètres (0^m 60).

Il sera établi, le long du chemin de fer, les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent mètres (100^m), sauf aux abords des gares ou dans les traverses où le rayon pourra être abaissé à soixante mètres (60^m).

Une partie droite de quarante mètres (40^m) au moins de longueur devra être généralement ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à trente millimètres (0^m030) par mètre.

Une partie horizontale de vingt mètres (20^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire et versant leurs eaux au même point.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations, haltes et arrêts seront établis dans les localités indiquées ci-après :

Stations pour voyageurs et marchandises : Ville-sur-Retourne, Pauvres, Mont-Saint-Remy, Machault, Semide, Contreuve, Sugny et Vouziers.

Haltes pour voyageurs : Bignicourt, Sainte-Marie et Vouziers, près du chemin de grande communication n° 8 bis.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement, ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

1° D'un plan à l'échelle de 1/500 indiquant les voies, les quais, les bâtiments, ainsi que la disposition de leurs abords;

2° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

Traverse des routes et chemins.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Passage au-dessus des chemins de fer et au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'un autre chemin de fer, d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres vingt centimètres (8^m20) pour le chemin de fer à deux voies normales, à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication, à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

Pour les viaducs à construire par-dessus les routes et chemins, la hauteur libre, à partir du sol de la route, au-dessus de la chaussée, dans toute sa largeur, ne sera pas inférieure à quatre mètres trente centimètres (4^m30) et, pour ceux à construire

par-dessus un chemin de fer, cette hauteur ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m 80) à compter au-dessus du rail.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m).

Sur les lignes et sections pour lesquelles les ouvrages d'art seront exécutés pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de huit mètres six centimètres (8^m 06).

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

L'ouverture du pont entre les voies sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) pour les chemins à une voie et de huit mètres six centimètres (8^m 06) sur les lignes ou sections pour lesquelles les ouvrages d'art seront exécutés pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à cinq mètres (5^m).

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et les contre-rails, s'il en existe, devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à 45 degrés, à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que des abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris, et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectification des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m 03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux. — Débouché des ponts.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de la concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

La hauteur et le débouché des ponts seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Souterrains.

16. (Supprimé.)

Maintien des communications.

17. A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

17 bis. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal. Les rails seront placés entre les deux trottoirs ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs; ils seront compris dans un empièchement ou un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet; le concessionnaire sera chargé de remettre les empièchements ou les pavages en état à la suite de la pose de la voie.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'empièchement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10). Cette largeur sera mesurée à partir des limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, s'ils existent en avant de ces limites;

b) Entre le matériel de trois mètres vingt centimètres (3^m 20) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux employés dans les chaussées.

Exécution des travaux.

18. Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il aura tenu de se conformer à toutes les règles de l'art de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement moyen des traverses sera de soixante-dix-sept centimètres (0^m 77) d'axe en axe.

19 bis. Les dispositions à adopter, pour les installations de transbordement des voyageurs et des marchandises ou raccordement des lignes avec celle de Raucourt-Vouziers à la station de Vouziers, seront arrêtées par le préfet après qu'il aura pro-

voqué les observations du concessionnaire de la ligne de Raucourt-Vionville, représentant de la Compagnie de l'Est; ces dispositions comprendront notamment des dispositions de détail de la voie, des appareils de changement, croisement, traversée des voies, les installations des signaux s'il y a lieu, etc.

Clôtures.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le concessionnaire. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1858, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

- 1° Dans la traversée des lieux habités;
- 2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;
- 3° Sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau;
- 4° Aux abords des stations.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrain pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages résultant des travaux effectués par le concessionnaire, seront supportées et payées par lui.

Droits conférés au concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le département et le concessionnaire seront tenus, pour l'étude et l'exécution de leurs projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du département.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières, les travaux de consolidation, s'il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à l'effet, seront exécutés par les soins et aux frais du département.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet ou de l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sécurité de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux à exécuter par le concessionnaire devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Les travaux à exécuter par le département seront adjugés conformément aux règles de la comptabilité départementale.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

Bornage cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux, et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le département fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas, sera dressée aux frais du département et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendraient partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite, sur l'atlas, de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rétes que le... rendra exécutoires.

Sur les sections de voies publiques empruntées où la voie ferrée est accolée aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire comprend le pavage ou l'empierrement des entrées de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent de cotements extérieurs aux rails.

Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées entre des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la reprise provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages de chemins et les chemins qui auraient été déviés, ou dont la chaussée aura été partiellement déplacée.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la sécurité aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les chemins de fer qui traversent à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont données au deuxième paragraphe de l'article 7. Il devra satisfaire aux conditions fixées pour les transports militaires.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles et devront consommer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions imposées ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de matériel.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions fixées ou à fixer pour les voitures destinées au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossier fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accèdera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de balustrades solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés et les dossiers surélevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes; on se conformera, pour la disposition intérieure des places de chaque classe, aux prescriptions qui sont arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre des places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé aux femmes voyagant seules.

Les voitures à voyageurs seront chauffées pendant la saison froide, d'après les prescriptions autorisées par le préfet, sur l'avis du service du contrôle.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se conformer à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toutes formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à trois pour les voyageurs.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire et sur l'avis du service du contrôle, le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin le 1^{er} juillet 1953. Toutefois, le département aura le droit de la faire cesser les 9 août 1921 et 1941, en prévenant le concessionnaire deux ans au moins à l'avance. Cette faculté existera en faveur du concessionnaire pour la dernière de ces dates avec cinq ans de préavis.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les usines et installations de toute nature établies en vue de la production et du transport de l'énergie électrique ou autre destinées à l'exploitation du chemin de fer, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voie, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation. Le même droit est conféré dès à présent au département pour les cinq dernières années qui précéderont la fin de la concession supposée expirer le 9 août 1921 ou le 9 août 1941.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, non portés au compte de premier établissement ou non entièrement amortis dans les conditions prévues à l'article 9 de la convention, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel dans les conditions fixées à l'article 10 de la convention.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

Rachat de la concession.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 2 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département, après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les six années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Si cette période comprend des années de remboursement d'insuffisances, le produit net sera effectué, abstraction faite de ces remboursements, et dans les conditions des années de parage.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession supposée limitée au 9 août 1924.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net moyen des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, 1° les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, avant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des biens mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour le département; 2° la part non encore amortie de la participation du concessionnaire dans les dépenses de premier établissement des travaux spécifiés à la convention.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le rachat ayant été déclaré d'intérêt général, l'Etat sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'Etat rachète la concession après le terme de quinze années qui est fixé par le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions précédentes. Dans le cas où, au contraire, l'Etat déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

Déchéance.

37. Si le concessionnaire n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 2, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics, après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans ce cas, la somme de seize mille francs (16,000^f) qui aura été déposée au titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la pénalité

tielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, la partie non encore remboursée du cautionnement et la retenue effectuée sur les travaux, conformément à l'article 4 de la convention, pour constituer la participation du concessionnaire dans les dépenses d'établissement de la ligne, deviendront la propriété du département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et si ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, la portion restant à amortir de la participation du concessionnaire dans les dépenses de premier établissement, les installations complémentaires et le matériel roulant complémentaire, même non complètement amorti, ainsi que le fonds de renouvellement de la voie, deviendront, sans indemnité, la propriété du département.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs..	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	
	Voitures couvertes, fermées à vitres (2 ^e classe).....	
Enfants....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.	
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.	
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.	
	Chiens transportés dans les trains de voyageurs (quel que soit le parcours)	

PRIX		
de péage.	de transport.	totaux.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 060	0 035	0 095
0 045	0 020	0 065
		0 30

<i>Petite vitesse.</i>			
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 13	0 20
Veaux et porcs.....	0 025	0 05	0 075
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 04	0 05

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

<i>Marchandises transportées à grande vitesse.</i>			
Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 25	0 17	0 30

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — (Eufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Epicerics. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufactures. — Armes.....	0 12	0 08	0 20
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler, dff de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtres. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fer. — Cuivre. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 10	0 08	0 18
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Molluscs. — Mentires. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 09	0 07	0 16
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres a chaux et a plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 08	0 06	0 14

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classes.....	0 07	0 06	0 12
---	------	------	------

Les foins, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre, 50 centimes.

3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un pège au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide. Voitures à deux ou quatre roues, a en fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

PRIX		
de pège.	de transport.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 07	0 13	0 20
0 025	0 05	0 075
0 01	0 04	0 05
0 25	0 17	0 30
0 12	0 08	0 20
0 10	0 08	0 18
0 09	0 07	0 16
0 08	0 06	0 14
0 07	0 06	0 12
0 09	0 06	0 15
0 12	0 08	0 20
1 80	1 20	3 00
2 25	1 50	3 75
0 90	0 60	1 50
1 35	0 90	2 25
0 15	0 10	0 25

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans
Kinténour, omnibus, diligences, etc.

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront
lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront
doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de
prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les
voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voya-
geurs excédant ce nombre payeront le prix des places de
3^e classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix
ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	total.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 18	0 14	0 32
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

A^e SERVICE DES POMPES FUNÉBRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs
cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une
voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes,.....
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera
transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé,
au prix de.....

Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de.....

Les prix déterminés ci-dessus ne comprenant pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au conces-
sionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses
propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le
péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre
entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à deux kilomètres (2^k), elle sera comptée
pour deux kilomètres (2^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après
le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et
les ingénieurs du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe
en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés
d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des tra-
vants publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite
vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme
dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt
kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les
coupures seront établies : 1^e de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2^e au-dessus de cinq
kilogrammes (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3^e au-dessus de dix kilogrammes
(10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit
en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes
(0^m 40).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier
de voyageurs devra contenir des voitures ou des compartiments de toutes classes en

nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux de chemin de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envoi par groupe.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roelage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les

rix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissment des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois ou moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois à l'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions du décret du 1^{er} mars 1901 modifiant l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à grande vitesse, seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'embarquement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront fixés dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au destinataire de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient, soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 du décret du 1^{er} mars 1901, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des

doivent être chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au département, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transport des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de 2^e classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés, et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Service des postes et télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la 2^e classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1^o requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1^{er}; 2^o requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au département une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment, en conformité du paragraphe 1^{er} du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le Trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le départe

ment entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par des arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'Etat.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Service des colis postaux.

55 bis. Le concessionnaire pourra être tenu de coopérer au service des colis postaux conformément aux lois, règlements, conventions et tarifications sur la matière.

Lignes télégraphiques et téléphoniques.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques ou téléphoniques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique ou téléphonique de l'Etat sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'Etat se serve des poteaux qu'il aura établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques ou téléphoniques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'Etat.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'Etat s'engagerait à fournir au département une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques ou téléphoniques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des mairies destinées à recevoir le bureau télégraphique ou téléphonique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des télégraphiques ou téléphoniques, de donner aux employés des télégraphes con-

naissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques ou téléphoniques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou téléphoniques, ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0^{fr} 50) par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer, objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 51, ainsi que des règlements de police et de service établis par l'administration, à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard des embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui surviendraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de la voie.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement, ayant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'aurait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servirait d'un matériel qui ne serait pas autorisé paiera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service de toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prendrait toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, à partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de désaccord, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Le concessionnaire se conformera aux mesures qui pourront lui être prescrites par l'administration en vue d'établir des moyens de transbordement commodes pour les marchandises dans toutes les gares de raccordement avec une autre voie ferrée et en vue d'éviter, autant que possible, un parcours trop long aux voyageurs et aux marchandises devant passer d'une voie à l'autre.

Embranchements industriels.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de carrière de mines ou d'usines, avec tout propriétaire ou concessionnaire de magasins généraux et avec tout concessionnaire de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits sur l'avis des propriétaires de carrières, de mines et d'usines, des propriétaires ou concessionnaires de magasins généraux ou des concessionnaires de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucune fraude particulière pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés, destinés à faire communiquer des établissements de carrières, de mines ou d'usines, de magasins généraux ou d'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires seront conduire les wagons dans leurs établissements, pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures, lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre (1^{er}). Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les dépenses qui résulteront des mesures prescrites, s'il y a lieu, par le préfet statuant sur l'avis du service de contrôle, pour la surveillance et le gardiennage des aiguilles et des barrières d'embranchement industriel, seront à la charge des propriétaires des embranchements; mais les gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'insécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure, et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire aurait en droit de réputer pour la non-exécution de ces conditions.

Tarifs à percevoir pour le matériel prêt.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre, et, en outre, quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au poids du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser des chargements qui dépasseraient le maximum de cinq mille kilogrammes (5,000^k) déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera revissé par le préfet de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains pris par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer sont assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions aux propriétés édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gendarmes.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire. Ils commenceront à courir un an après la date de la déclaration d'utilité publique.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs (50^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé, le versement devant se faire dans le mois qui suivra le délai d'un an indiqué dans le premier paragraphe du présent article.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui ont été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire et le montant en sera recouvré en matière de contributions directes, au profit du département.

Cautionnement.

66. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la Caisse des dépôts et consignations une somme de seize mille francs (16 000^f) numéraire ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 16 mai 1873, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Elle sera rendue au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avance des travaux.

Election de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Mézières ou à Charleville.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture des Ardennes.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département des Ardennes, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

70. Est supprimé l'article 16.

Sont modifiés les articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 15, 17, 19, 21, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 47, 52, 54, 56, 57, 65 et 66.

Sont ajoutés les articles 1 bis, 17 bis, 19 bis, 56 bis et 70.

Fait double à Mézières, le 1^{er} octobre 1903.

Lu et approuvé :

Signé : BELDANT (E.).

BELDANT (P.).

BAERT.

Lu et approuvé :

Pour le Préfet en congé :

Le Secrétaire général délégué,

Signé : LAMBERT.

Enregistré à Mézières, le 4 mai 1904, folio 101, case 5. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Brunau.

BORDEREAU DES PRIX.

SUPERSTRUCTURE.

I. — Transport.

N° 1. — Transport sur rails, avant comme après l'ouverture à l'exploitation, des matériaux nécessaires aux travaux à faire par le département, par tonne (K représentant le nombre de kilomètres), 0.50 + 0.02 k.

II. — Voie et matériel fixe.

N° 2. — Voie en acier établie sur plate-forme indépendante ou en accotement, en rails Vignole de dix-huit kilogrammes (18^k) le mètre linéaire, posés sur traverses en chêne d'un mètre cinquante centimètres sur dix-huit centimètres sur douze centimètres (1^m 50 × 0^m 18 × 0^m 12), espacées de soixante dix-sept centimètres (0^m 77) en moyenne d'axe en axe, y compris éclisses de huit kilogrammes (8^k) la paire, boulons d'éclisses en fer de deux cent quatre-vingts grammes (0^k 280) et tirefonds de trois cents grammes (0^k 300), fourniture de ballast en pierres cassées, sable, gravier, scories ou mâchefer, sur trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur et deux mètres soixante centimètres (2^m 60) de largeur moyenne, pose de la voie, ballastage et consolidation jusqu'à complet bourrage des traverses, le mètre linéaire : dix-huit francs (18^f).

N° 3. — Voie établie sur chaussée empierrée, sans contre-rail et avec les dispositions indiquées au n° 2 pour les rails, échasses, boulons d'éclisses, traverses, tirefonds, comprenant exécution des fouilles, fourniture de ballast et empierrement sur quarante centimètres (0^m 40) d'épaisseur et deux mètres (2^m) de largeur, pose de la voie et ballastage, exécution de la chaussée et raccords, le mètre linéaire : vingt-trois francs cinquante centimes (23^f 50).

N° 4. — Voie établie dans une chaussée pavée avec un sabot d'appui en fonte de cinq kilogrammes (5^k) avec les dispositions indiquées au n° 2 pour les rails, éclisses, boulons d'éclisses, traverses, tirefonds et une lisse en bois pour maintenir le pavage, réunie au rail par des crochets d'attache, comprenant démolition de pavage, exécution de fouilles, fourniture de ballast et de pavés neufs sur une largeur de deux mètres (2^m) et une épaisseur de quarante centimètres (0^m 40), pose de la voie et ballastage, exécution du pavage et raccords, le mètre linéaire : vingt-cinq francs (25^f).

N° 5. — Le mètre cube de gravier ou pierres cassées pour ballast employé dans les entrevoies et cours des gares, cinq francs (5').

N° 6. — Empierrement des chemins pour l'accès aux stations et aux voies à marchandises (blocage de vingt centimètres [0"20] d'épaisseur en pierres de couche de dix centimètres d'épaisseur [0"10] en quartzites de Monthermé), fournitures et main-d'œuvre comprises, le mètre carré : quatre francs vingt (4'20).

N° 7. — Exécution d'un passage à niveau, sans contre-rails. Ouverture de la voie du ballast, fourniture des matériaux avec confection de la chaussée et raccordement aux abords, comprenant deux poteaux d'avertissement, chaque passage : cent cinquante francs (160').

N° 8. — Branchement à deux voies, l'une des voies étant comptée sur toute sa longueur, la seconde à partir de la pointe de cœur, par appareil : six cents francs (600').

N° 9. — Plaque tournante de trois mètres (3") de diamètre, l'une : quinze cents francs (1,500').

N° 10. — Pont roulant pour changement de voie au dépôt, l'un : six cents francs (600').

N° 11. — Pont à bascule avec cuve en fonte, de vingt tonnes (20'), l'un : trois mille francs (3,000').

N° 12. — Grue de chargement de six tonnes (6'), montée sur truck, l'une : sept mille francs (7,000').

N° 13. — Alimentation d'eau, l'une : cinq mille francs (5,000').

N° 14. — Établissement de la ligne téléphonique, par kilomètre de chemin : trois cent cinquante francs (350').

N° 15. — À ajouter par poste téléphonique : trois cents francs (300').

N° 16. — Poteaux kilométriques, par kilomètre de chemin de fer : trois cents francs (300').

III. — Matériel roulant.

N° 17. — Locomotives à six roues couplées du poids de dix-huit tonnes, ordre de marche, l'une : trente-deux mille francs (32,000').

N° 18. — Voitures pour voyageurs de 1^{re} classe, fermées à glaces (type des chemins de fer départementaux des Ardennes), l'une : cinq mille cinq cents francs (5,500').

N° 19. — Voitures pour voyageurs de 2^e classe, fermées à vitres (type des chemins de fer départementaux des Ardennes), l'une : cinq mille francs (5,000').

N° 20. — Voitures pour voyageurs mixtes de 1^{re} et 2^e classes (type des chemins de fer départementaux des Ardennes), l'une : cinq mille trois cents francs (5,300').

N° 21. — Voitures fourgons, l'une : trois mille cinq cents francs (3,500').

N° 22. — Wagons à marchandises couverts, fer à vis, l'un : trois mille francs (3,000').

N° 23. — Wagons à marchandises couverts, frein à main, l'un : deux mille cents francs (2,000').

N° 24. — Wagons à marchandises découverts, l'un : deux mille quatre cents francs (2,400').

N° 25. — Frein Soulerin (type actuel du matériel des Ardennes), par treize cents francs (1,300').

N° 26. — Frein Soulerin à huit sabots, pour voitures et fourgons, y compris boyaux et raccords, par voiture : huit cents francs (800').

N° 27. — Dispositif d'intercommunication, à placer sur les voitures qui ne sont pas munies de frein, par voiture : deux cent cinquante francs (250^f).

N° 28. — Gros outillage de l'atelier central des réparations, pièces de rechange, outillage et mobilier de l'exploitation et de la voie, par kilomètre de chemin de fer : quinze cents francs (1,500^f).

Nota. — Les wagons seront du type actuel des chemins de fer à voie de quatre-vingts centimètres (0^m 80) des Ardennes.

Fait double à Mézières, le 1^{er} octobre 1903.

Lu et approuvé :

Signé : BELDANT (E.).

BELDANT (P.).

BAËRT.

Lu et approuvé :

Pour le Préfet en congé :

Le Secrétaire général délégué,

Signé : LANDERT.

Enregistré à Mézières, le 4 mai 1904, folio 101, case 6. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. Signé : Bruneau.

N° 45020. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'Enseignement primaire supérieur.

Du 29 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts,

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu la loi du 19 juillet 1883 et la loi du 25 juillet 1893 sur les dépenses ordinaires de l'Instruction publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu le bordereau ci-joint constatant qu'il a été versé par le receveur municipal de Granville (Manche) une somme de trois cents francs pour servir, pendant l'exercice 1904, au paiement du traitement d'un professeur à l'école primaire supérieure de Granville, exerçant dans un emploi créé, sous la réserve que ladite ville se chargera du paiement du traitement de ce fonctionnaire et versera le montant de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds de concours;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 juillet 1904,

Résulte :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'Instruction publique*), sur l'exercice 1904, chapitre LXXXIV : *Enseignement primaire supérieur*, un crédit de trois cents francs (300^f).

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBE

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMON.

N° 45021. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours au Trésor, applicable aux dépenses des Universités.

Du 29 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 15 mai 1862⁽¹⁾;

Vu la délibération, en date du 27 mai 1882, par laquelle le conseil municipal de Besançon a autorisé le maire de cette ville à contracter un engagement de verser, chaque année, au Trésor public une somme de mille francs, destinée à assurer le service chronométrique de l'observatoire de Besançon;

Vu le traité intervenu, le 31 du même mois, entre le maire de Besançon et le ministre de l'instruction publique;

Vu la déclaration délivrée le 21 janvier 1904 par le trésorier-payeur général du Doubs;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 juillet 1904.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section, un crédit de mille francs (1,000 francs) destiné à assurer, pendant le premier trimestre de l'année courante, le service chronométrique de l'observatoire de Besançon.

Cette somme sera rattachée par moitié aux chapitres :

- X. — Universités : Personnel.....
- XI. — Universités : Matériel.....

du budget des dépenses de l'exercice 1904.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : J. CHAUMÉ.

N° 45022. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses du Collège de France.

Du 29 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ relatif à la recette et à l'emploi des fonds de concours pour dépenses publiques;

Vu les engagements pris, les 12 septembre et 17 novembre 1902, par le gouvernement général de l'Algérie, le 14 octobre 1902, par le gouvernement du protectorat de Tunis, le 2 octobre 1902, par le gouvernement de l'Afrique occidentale française, de mettre, chaque année, à la disposition de la métropole, à titre de fonds de concours, une somme de dix mille francs pour les dépenses d'une chaire de sociologie et de sociographie musulmanes au Collège de France;

Vu le décret, en date du 24 novembre 1902, créant au Collège de France une chaire de sociologie et de sociographie musulmanes;

Vu le récépissé délivré le 22 mars 1904, constatant qu'il a été versé le même jour, à la caisse du trésorier-payeur général du département d'Alger, une somme de dix mille francs;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 juillet 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'Instruction publique*), un crédit de dix mille francs (10,000^f).

Cette somme sera rattachée au chapitre XVI (*Collège de France. — Personnel*) du budget de l'exercice 1904.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : J. CHAUMIÉ.



Certifié conforme :

Paris, le 26 Novembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2572.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15013. — *Loi déclarant d'utilité publique l'établissement d'un réseau de Chemins de fer d'intérêt local dans le département de la Manche.*

(Du 13 Juillet 1904.)

(Promulguée au Journal officiel du 27 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Manche, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local comprenant les lignes suivantes :

Ligne à voie de 1^m 44 de largeur entre les bords intérieurs des rails :

1° De Cherbourg à Barfleur.

Lignes à voie de 1 mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails

2° De Querqueville à Urville-Landemer;

3° De Pont-l'Abbé-Picauville à Sainte-Mère-Église

4° De Gondé-sur-Vire à Granville;

5° De Sourdeval-la-Barre à Granville;

6° D'Avranches-Ouest à Avranches-Ville (avec partie à crémaillère);

7° De Coutances à Lessay; -

XII^e Série.

8° De Landivy à Saint-Hilaire-du-Harcouët (partie comprise sur territoire de la Manche).

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution des lignes dont il s'agit ne sont pas accomplies dans un délai de six ans à dater de la promulgation de la présente loi.

Ce délai pourra, en cas d'insuffisance reconnue, être prorogé par décret.

3. Le département de la Manche est autorisé à pourvoir à l'exécution des lignes ci-dessus mentionnées à l'article 1^{er}, comme chemins de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 18 avril 1904, entre le préfet de la Manche, agissant au nom du département, d'une part, et la Société française de tramways électriques et de chemins de fer, d'autre part, ainsi que de la série de prix et du cahier des charges annexés à cette convention.

Une copie certifiée conforme de ces convention, série de prix et cahier des charges restera annexée à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement des lignes désignées à l'article 1^{er} ci-dessus, est fixé à quinze millions de francs (15,000,000^f), non compris la dépense des travaux complémentaires qui seraient régulièrement autorisés en vertu de l'article 10 de la convention ci-dessus visée.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor est fixé à la somme de deux cent vingt et un mille deux cent quatre-vingt-dix francs (221,290^f) pour l'ensemble des lignes désignées à l'article 1^{er}; mais jusqu'au 1^{er} janvier qui suivra la mise en exploitation complète du réseau, la subvention de l'Etat pourra être allouée séparément à chacune des lignes, au fur et à mesure de leur ouverture à l'exploitation.

Elle sera, en ce cas, calculée d'après les maxima de dépenses d'établissement déterminées à l'article 6 de la convention susmentionnée.

Dans tous les cas où le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'Etat viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARUÉJOULS.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

CONVENTION.

Entre les soussignés :

M. Lem, préfet du département de la Manche, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu des lois des 10 août 1871 et 11 juin 1880, des décrets des 6 août 1881, 20 mars 1882 et 13 février 1900, et des délibérations du conseil général en date des 21 août 1901, 21 août 1902, 22 avril 1903 et 13 avril 1904,

D'une part;

Et la Société française de tramways électriques et de chemins de fer, société anonyme, dont le siège social est à Paris, boulevard Malesherbes, n° 9, représentée par M. de Ségur-Lamoignon, président du conseil d'administration, et par M. Charles Le Beuf, administrateur délégué, en vertu des délibérations du conseil d'administration de ladite société en date du 14 avril 1903 et du 18 avril 1904,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le département de la Manche confie à la Société française de tramways électriques et de chemins de fer, qui l'accepte, la construction et lui concède l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local ci-après désignés : lignes de Cherbourg à Barfleur, de Querqueville à Urville, de Pont-l'Abbé-Picauville à Sainte-Mère-Église, de Condé-sur-Vire à Granville, de Sourdeval-la-Barre à Granville, d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville (raccordement à crémaillère), de Coutances à Lessay, de Landivy à Saint-Hilaire-du-Harcouët (partie située sur le territoire de la Manche).

La direction générale des tracés et les conditions techniques d'établissement de ces lignes seront celles des avant-projets approuvés par le conseil général.

Il est entendu que ces tracés ne doivent pas être considérés comme arrêtés *ne varietur*, mais sont susceptibles, après les études définitives et les enquêtes des stations, le concessionnaire entendu, des modifications reconnues utiles, dans les limites de courbes et de déclivités prévues au cahier des charges et sans que la longueur à construire puisse excéder deux cent quarante-huit kilomètres (248) pour l'ensemble du réseau.

Partout où les chemins de fer joignent ou rencontrent une ligne d'intérêt général ou d'intérêt local existante, des stations seront établies de manière à assurer aux voyageurs et aux marchandises une communication directe avec les stations de ces lignes et à avoir des moyens de transbordement commodes.

Un exemplaire des avant-projets sera remis gratuitement au concessionnaire, qui déclare les bien connaître et les utilisera à ses risques et périls exclusifs, sans que le département ait à lui rien garantir au sujet de leur exactitude et du parti à en tirer.

Régime de la concession.

2. La concession est faite en vertu de la loi du 11 juin 1880 et des clauses et conditions de la présente convention, de la série de prix et du cahier des charges ci-annexés, à l'exécution desquelles la Société française de tramways électriques et de chemins de fer s'engage d'une façon formelle.

Le cahier des charges est conforme aux cahiers des charges types annexés aux décrets des 6 août 1881 et 13 février 1900, sauf les modifications et complément introduits aux articles 6, 8, 8 bis, 8 ter, 8 quater, 9, 18, 19, 19 bis, 29 ter, 35 36, 38, 41, 43, 46, 48, 49, 52 bis, 53 bis, 62, et 66.

Travaux et fournitures compris dans la concession.

3. La construction de ces chemins de fer sera faite par le concessionnaire: elle comprendra la totalité des dépenses, travaux, fournitures d'objets mobiliers et immobiliers et approvisionnements nécessaires au complet établissement et à l'exploitation des lignes, notamment :

- a) Les études et la confection des avant-projets et projets définitifs;
- b) L'acquisition des terrains nécessaires à l'établissement de la plate-forme du chemin de fer, des stations, déviations de routes, chemins et cours d'eau, voies d'accès aux stations, ateliers et, en général, toutes les dépendances des lignes à établir; il est convenu, toutefois, que le sol des voies publiques de toutes catégories, nécessaire à l'assiette du chemin de fer, sera livré gratuitement au concessionnaire, qui n'aura à payer aucune redevance pour leur occupation;
- c) Tous les travaux d'infrastructure, y compris l'appropriation du sol des voies publiques traversées ou empruntées;
- d) Tous les travaux de superstructure (voies, bâtiments des stations, haltes, etc.);
- e) Les maisons de garde et barrières de passages à niveau;
- f) Les ateliers de réparation et de dépôt du matériel;
- g) Les alimentations d'eau;
- h) Le matériel fixe et le matériel roulant avec leurs accessoires;
- i) Le mobilier des gares et stations;
- j) L'outillage des gares et stations, de la voie et des ateliers;
- k) Les approvisionnements de pièces de rechange;
- l) Les travaux d'infrastructure et de superstructure nécessaires pour les traversées ou l'emprunt des lignes d'intérêt général et d'intérêt local rencontrées et empruntées pour les aménagements et les dispositifs de transbordement dans les gares communes;
- m) L'établissement du télégraphe ou du téléphone;

Et d'une manière générale, la précédente énumération n'étant pas limitative, tous les travaux et objets nécessaires à l'installation complète des services et à l'exploitation des lignes dans les conditions prescrites par le cahier des charges et par les lois, décrets et règlements en vigueur, et nonobstant toutes omissions dans les avant-projets.

Si le département jugeait à propos de mettre des clôtures en dehors des stations et haltes ou si des contre-rails étaient exigés sur une partie quelconque du réseau en dehors des sections où ils ont été prévus par les devis descriptifs des avant-projets, pour une longueur cumulée qui ne dépasse pas deux mille quatre cents mètres (2,400"), le montant de la dépense nécessaire à leur établissement serait ajouté au maximum de capital de premier établissement fixé à l'article 6 ci-après. Il en serait de même pour les maisons de garde et les barrières de passage à niveau qui seraient exigées en dehors de celles prévues au devis descriptif pour la ligne de Chébourg à Barfleur.

Effectif du matériel roulant.

4. L'effectif du matériel roulant imputé sur le compte de premier établissement comprendra :

DESIGNATION DES LIGNES.	MACHINES.		VOITURES à voyageurs.		BOULOGNE.		WAGONS.		GRUES de chargement.	
	Nombre.	Poids en ordre de marche.	Nombre.	Nombre moyen de places de place par voiture.	Nombre.	Capacité de chargement.	Nombre.	Capacité de chargement.	Nombre.	Force.
		tonnes				tonnes		tonnes		chev.
Cherbourg à Barbeur....	5	21	19	36	4	7	26	10	2	5,000
Querqueville à Urville...	5	14	3	30	"	"	2	10	"	"
Pont-l'Abbé-Picauville à Sainte-Mère-Eglise....	3	14	4	30	"	"	9	10	"	"
Condé-sur-Vire à Granville....	10	18	24	30	9	7	91	20	2	5,000
Sourdeval-la-Barre à Granville....										
Avranches-Ouest à Avranches-Ville (raccordement à crémaillère) (1)...	3	23	3	30	"	"	2	7	"	"
Coutances à Lessay....										
Lendivy à Saint-Hilaire-du-Harcouët....	4	18	12	30	6	7	14	10	1	5,000
	3	18	9	30	"	"	9	20	"	"

1. Matériel spécial pour voie à crémaillère.

Locomotives à deux mécanismes : l'un pour la traction à adhérence simple, l'autre pour la traction sur sole à crémaillère.

Le matériel roulant sera muni de freins continus du système qui sera admis par le préfet.

Le matériel spécial au chemin de fer à crémaillère d'Avranches sera muni d'un frein continu automatique agissant sur la crémaillère et de freins à main.

Sur les lignes ou sections de lignes qu'il désignera, le préfet pourra autoriser le concessionnaire à substituer aux locomotives des voitures automotrices, capables de remorquer en même temps deux autres véhicules. Le nombre de ces automotrices sera tel que leur poids forme l'équivalent de celui des locomotives qu'elles remplacent.

Ce matériel étant payé par le département, l'Etat fera retour en fin de concession. Toutefois, le concessionnaire devra avoir à toute époque le matériel roulant nécessaire pour l'exploitation de chaque ligne suivant le développement et les exigences du trafic.

Il est entendu que le concessionnaire sera autorisé, pour l'exécution des travaux, à faire usage du matériel roulant, approvisionné pour l'exploitation, sous la réserve que ce matériel devra être remis par lui en parfait état pour l'ouverture des lignes à l'exploitation.

Règlement des dépenses de premier établissement.

5. Les dépenses de toute nature faites par le concessionnaire, dans un but d'utilité reconnue pour l'exécution des lignes, seront réglées comme il suit :

Les travaux et fournitures seront comptés d'après les quantités réellement faites ou livrées aux prix actuels, de la série de prix annexée à la présente convention.

Les acquisitions de terrains, les travaux et fournitures effectués par le concessionnaire...

naire ou mis à sa charge pour les aménagements des gares communes, et, d'une manière générale, tous les travaux et fournitures pour lesquels il n'existe pas de prix à la série, à moins que ces prix ne puissent s'en déduire naturellement, seront comptés d'après les dépenses réellement effectuées par le concessionnaire, majorées de dix pour cent (10 p. 0/0) pour frais généraux, frais d'administration et avances de capitaux.

L'ensemble des dépenses ainsi faites sera majoré d'un et demi pour cent (1 1/2 p. 0/0) pour frais de constitution du capital à fournir par le concessionnaire.

Pour déterminer la longueur de construction, la ligne sera chaînée entre les axes des bâtiments des stations extrêmes; les pointes d'aiguilles de bifurcation seront substituées à l'axe des bâtiments, lorsque la ligne considérée s'embranchera sur une autre.

Maximum des dépenses de premier établissement.

6. En tout cas, et quel qu'il arrive, le montant total des dépenses de premier établissement à admettre en compte, y compris toutes les majorations indiquées au précédent article, ne pourra dépasser la somme totale de quinze millions de francs (15,000,000^f), dans laquelle chacune des lignes figure pour les chiffres suivants :

Pour la ligne de Cherbourg à Barfleur, trois millions huit cent cinq mille francs (3,805,000^f);

Pour la ligne de Querqueville à Urville, trois cent soixante-dix mille francs (370,000^f);

Pour la ligne de Pont-l'Abbé-Picauville à Sainte-Mère-Église, cinq cent vingt mille francs (520,000^f);

Pour la ligne de Condé-sur-Vire à Granville, trois millions cinq cent quarante-cinq mille francs (3,545,000^f);

Pour la ligne de Sourdeval-la-Barre à Granville, trois millions six cent quatre-vingt-dix mille francs (3,690,000^f);

Pour la ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville (raccordement à crémaillère), trois cent soixante-seize mille francs (376,000^f);

Pour la ligne de Coutances à Lessay, un million neuf cent mille francs (1,900,000^f);

Pour la ligne de Landivy à Saint-Hilaire-du-Harcouët, sept cent quatre-vingt-quatorze mille francs (794,000^f).

Les dépenses au delà des maxima afférents à chaque ligne seront à la charge exclusive du concessionnaire.

Nonobstant la spécification ci-dessus des dépenses admises en compte, conformément aux dispositions qui précèdent, le compte général de la construction devant servir de base au partage des économies avec le département se rapportera à l'ensemble de ces dépenses.

Dans le cas où la juxtaposition d'une voie à la ligne de la Marine dite des *Flamands* (juxtaposition prévue pour la ligne de Cherbourg à Barfleur, sur mille huit cent mètres [1,800^m] environ) ne pourrait pas être réalisée, le maximum relatif à cette ligne serait augmenté des dépenses réellement faites et dûment justifiées, en sus de la somme de cent dix-huit mille francs (118,000^f) à laquelle sont évalués les frais d'établissement de la voie accolée.

Prime d'économie de construction.

7. Dans le cas où le maximum global fixé à l'article précédent ne serait pas atteint, le concessionnaire serait autorisé à majorer, à titre de prime d'économie, les dépenses totales admises en compte de la moitié de la différence entre le montant de ce compte et le maximum fixé à l'article 6.

Paiement des travaux et fournitures par le département.

8. Les dépenses faites et justifiées par le concessionnaire, conformément aux stipulations de l'article 5, seront, au fur et à mesure de l'exécution des travaux et de la livraison du matériel, portées en compte dans des états de situation mensuels, spéciaux à chaque ligne, sans que le total des dépenses portées en compte puisse dépasser pour chacune des lignes le maximum fixé à l'article 6.

Le département ne commencera les paiements au concessionnaire que lorsque le montant des travaux, des terrains acquis et du matériel fourni aura atteint le chiffre de cinq cent mille francs (500,000').

A partir de ce moment et après que les états de situation mensuels, dressés par le concessionnaire, auront été vérifiés et approuvés, s'il y a lieu, par l'administration préfectorale, le département payera chaque mois au concessionnaire les trois quarts du montant de ces situations, sans toutefois que le total des paiements différés et de la retenue de garantie du quart puisse s'abaisser au-dessous du chiffre de cinq cent mille francs (500,000') indiqué au paragraphe précédent, et sans que le total des acomptes puisse dépasser les trois quarts du maximum fixé à l'article 6, ni devenir supérieur à la différence entre ce maximum et le montant des travaux et fournitures restant à exécuter, évalués comme il est dit à l'article 5.

Lorsque chaque ligne sera achevée et aura été l'objet d'une réception définitive faite par les ingénieurs et approuvée par le préfet, le département payera au concessionnaire la somme nécessaire pour parfaire, avec les acomptes déjà payés, les trois quarts du capital d'établissement, tel qu'il est défini à l'article 6, y compris la prime d'économie, s'il y a lieu.

Le département payera en outre au concessionnaire l'intérêt moratoire de quatre pour cent (4 p. o/o) des paiements différés en vertu du paragraphe 2 du présent article, sans que le total de ces intérêts puisse dépasser la somme de dix mille francs (10,000'). Ces intérêts ne sont pas compris dans le chiffre du maximum des dépenses fixé à l'article 6, ils auront pour point de départ le jour de la présentation des états de situation constatant les avances successives admises en compte qu'ils sont destinés à rémunérer.

Capital de garantie avancé par le concessionnaire.

9. Le quatrième quart du capital d'établissement sera fourni par le concessionnaire au moyen du capital-actions et des obligations qu'il pourra être autorisé à émettre, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

Le département payera chaque année au concessionnaire les intérêts à quatre pour cent (4 p. o/o) de la somme constituant ainsi sa part contributive dans les dépenses d'établissement, plus l'amortissement pendant le temps restant à courir jusqu'au jour de l'expiration de la concession. Toutefois, l'intérêt et l'amortissement des dépenses à la charge du concessionnaire ne commenceront à courir qu'à partir de la fin du semestre pendant lequel ces dépenses auront été constatées, conformément à l'article 8. Les semestrialités échéant en cours de construction ne seront payées au concessionnaire qu'au moment de la mise en exploitation de la ligne.

En cas de déchéance, le paiement de ces annuités serait supprimé et aucun intérêt ni remboursement ne serait dû au concessionnaire pour la partie non amortie du capital fourni par lui.

Travaux complémentaires.

10. Si, en raison de l'augmentation du trafic ou pour toute autre cause, le développement des installations faites ou l'accroissement du matériel fixe ou roulant devenaient nécessaires, le capital de premier établissement pourrait être augmenté, avec l'approbation du conseil général, des dépenses qui seraient faites de ce chef.

Toutefois, ces augmentations de dépenses ne pourraient être autorisées que lorsque la recette kilométrique, impôts déduits, dépassera quatre mille francs (4,000') pour les lignes à voie étroite et cinq mille francs (5,000') pour la ligne de Cherbourg à Barfleur; elles ne pourront en aucun cas excéder cinq mille francs (5,000') par kilomètre.

Les capitaux nécessaires seraient fournis par le concessionnaire, qui sera autorisé à prélever sur les recettes nettes, avant le versement au département des excédents dus conformément à l'article 14 ci-après, l'intérêt à quatre pour cent (4 p. o/o) des dépenses ainsi faites et l'amortissement au même taux dans le temps restant à courir sur la concession de celles de ces dépenses qui ne devraient pas donner lieu, en fin de concession, aux remboursements prévus par l'article 35 du cahier des charges.

Dans le cas où les excédents de recettes seraient insuffisants pour le service d'intérêt et d'amortissement dont il vient d'être question, le compte des travaux complémentaires s'éteindrait de plein droit à l'expiration de la concession, et le départe-

tement entrerait en possession, sans indemnité, des travaux et fournitures ; le remboursement n'est pas stipulé à l'article 35 susvisé. Il en serait de même de déchéance du concessionnaire.

Exploitation.

11. Au point de vue de l'exploitation, les lignes qui font l'objet de la convention seront considérées comme faisant partie d'un réseau unique. L'exploitation se fera aux risques et périls du concessionnaire, quels qu'aient été les recettes.

Il prélèvera pour chaque exercice, sur les recettes brutes, le montant des réellement dépensées et dûment justifiées pour l'exploitation du réseau.

Toutefois les frais kilométriques d'exploitation portés en compte chaque année ne pourront excéder les chiffres maxima résultant des formules suivantes :

I. — Lignes autres que celle d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville.

Pour ces lignes, les frais kilométriques d'exploitation seront calculés par la formule :

$$F = 1,000' + 0,70 R,$$

dans laquelle R représente la recette brute, impôts déduits.

Cette formule sera transformée en la suivante :

$$F = 900' + 0,70 R,$$

lorsque pendant trois années consécutives les recettes de l'ensemble des quatre lignes de Querqueville à Urville, Pont-l'Abbé-Picauville à Sainte-Mère-Eglise, de Saint-Hilaire-du-Harcourt et le raccordement à crémillère d'Avranches auront dépassé leurs frais réels d'exploitation.

Ces frais kilométriques s'entendent, non pour la longueur construite, mais pour la longueur réellement exploitée.

Cette formule s'applique à un nombre minimum de trains fixé comme suit :

1° Pour la ligne de Cherbourg à Barfleur : quatre trains par jour dans chaque sens pendant quatre mois, et trois trains par jour dans chaque sens pendant quatre mois, jusqu'à une recette kilométrique de cinq mille cinq cents francs (5,500'), impôts déduits. Au delà de cinq mille cinq cents francs (5,500') et jusqu'à sept mille cinq cents francs (7,500'), le nombre journalier des trains dans chaque sens sera porté à cinq pendant quatre mois et à quatre pendant huit mois. Au delà de sept mille cinq cents francs (7,500'), en augmentant d'un train par jour dans chaque sens pour chaque année de recette kilométrique de deux mille francs (2,000').

2° Pour les autres lignes, trois trains par jour dans chaque sens, jusqu'à une recette kilométrique de quatre mille cinq cents francs (4,500'), impôts déduits. Au delà de quatre mille cinq cents francs (4,500') et jusqu'à six mille francs (6,000'), le nombre journalier des trains sera porté à quatre dans chaque sens, et au delà de six mille francs (6,000'), en augmentant d'un train par jour dans chaque sens pour chaque année de recette kilométrique de mille cinq cents francs (1,500').

Le préfet pourra, le concessionnaire entendu, prescrire l'établissement de trains supplémentaires ; en ce cas, il sera ajouté au maximum défini par la formule précédente, dix centimes (0'70) par kilomètre de train. Il est d'ailleurs entendu que les trains supplémentaires que le concessionnaire mettrait en circulation de sa propre initiative ne donneraient pas lieu à cette augmentation. La recette par train supplémentaire prescrit par le préfet n'entrera pas en compte pour l'application de la formule d'exploitation.

II. — Ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville. (Raccordement à crémillère.)

Pour cette ligne, les frais maxima kilométriques d'exploitation seront calculés par la formule :

$$F_m = 2,50 \times T^k$$

dans laquelle T^k représente le nombre de trains kilométriques annuels.

Pour le règlement des comptes d'exploitation, il sera fait masse des recettes de toutes les lignes concédées, d'une part, et des frais d'exploitation, d'autre part.

Les frais généraux d'administration centrale ne seront admis dans le compte d'exploitation que jusqu'à concurrence d'un maximum de huit pour cent (8 p. o/o) des frais d'exploitation proprement dits.

Dans le cas où, pour certaines lignes ou sections de lignes, un service par voitures automobiles serait autorisé par le préfet, le nombre minimum des trains journaliers dans chaque sens pourrait être porté à quatre pendant huit mois et à six pendant quatre mois.

La formule d'exploitation ne subira aucune modification du fait de cette augmentation du nombre des trains.

Le service par automobiles une fois organisé, le concessionnaire ne pourra y renoncer qu'avec l'assentiment du préfet.

La longueur d'exploitation sera, pour chaque ligne, la longueur comprise entre les axes des bâtiments des stations extrêmes.

Prime d'économie d'exploitation.

12. Quand les dépenses réellement faites et dûment justifiées, comprenant les frais généraux et d'administration, n'atteindront pas le maximum total donné par les formules d'exploitation, elles seront majorées à titre de prime d'économie, des deux tiers de l'écart entre ce maximum et le montant total des dépenses réelles.

Insuffisance d'exploitation.

13. Quand les recettes brutes, impôts déduits, seront insuffisantes pour couvrir les dépenses d'exploitation, déterminées comme il est dit à l'article 11, y compris la prime d'économie s'il y a lieu, les insuffisances seront à la charge du concessionnaire, mais elles seront portées à un compte d'attente jusqu'au moment où elles pourront être remboursées comme il est dit ci-après.

Quand les recettes brutes, impôts déduits, seront supérieures aux dépenses d'exploitation, l'excédent sera d'abord employé à couvrir les insuffisances des exercices précédents, sans intérêts.

Il est expressément stipulé que ce compte d'attente des insuffisances d'exploitation deviendra nul de plein droit à l'expiration de la concession ou en cas de déchéance, s'il n'est pas complètement amorti à cette époque.

Partage des bénéfices de l'exploitation.

14. Lorsque toutes les insuffisances auront été ainsi remboursées au concessionnaire, le surplus des recettes sera versé annuellement, savoir : un cinquième au concessionnaire et quatre cinquièmes au département.

Toutefois, lorsque la part de recette nette ainsi réservée au département devienne suffisante pour rembourser au taux de quatre francs cinquante centimes pour cent (450 p. o/o) le capital d'établissement fourni par lui, le surplus de la recette sera partagé par moitié entre le département et le concessionnaire.

Fonds de renouvellement.

15. Pendant les trois premières années d'exploitation, le concessionnaire sera autorisé à porter en compte dans les dépenses réelles d'exploitation, mais toujours dans les limites du maximum, les sommes qu'il jugera utile de prélever sur les recettes, afin de constituer un fonds de réserve pour le renouvellement de la voie et du matériel, sans que le prélèvement ainsi fait puisse excéder deux cents francs (200^f) par kilomètre et par an.

Ces versements de deux cents francs (200^f) deviendront obligatoires à partir de la quatrième année d'exploitation, sans qu'ils puissent avoir pour effet de porter le montant total du fonds de réserve à plus de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre.

Les versements annuels de deux cents francs (200^f) par kilomètre seront effectués de nouveau, dans la mesure nécessaire, pour ramener le fonds de renouvellement à deux mille francs (2,000^f) lorsque, après avoir atteint ce chiffre, il aura été entamé ou absorbé par les dépenses auxquelles il doit subvenir.

Ce fonds spécial sera constitué en espèces, en titres de rentes sur l'Etat français, ou en obligations de l'une des six grandes compagnies de chemins de fer; il sera déposé dans une caisse agréée par le département; les revenus en seront touchés par le concessionnaire.

Les prélèvements sur ce fonds de réserve devront être autorisés par le conseil général ou la commission départementale sur la proposition du préfet, le concessionnaire entendu, sauf recours au ministre des travaux publics qui statuera définitivement.

Les intérêts des sommes versées seront payés au concessionnaire par la caisse où elles auront été déposées; mais ils seront ajoutés chaque année aux recettes de l'exploitation.

A la fin de la concession, le fonds dont il s'agit, sauf les prélèvements qui auront pu y être faits, en exécution du paragraphe 3 de l'article 35 du cahier des charges, sera retranché des frais d'exploitation de la dernière année de la concession.

En cas de déchéance, il deviendrait la propriété du département.

Assurance contre l'incendie.

16. Le concessionnaire devra se charger de l'assurance contre l'incendie des bâtiments et du matériel. A défaut par lui de couvrir ce risque, le département le fera pour son compte et à ses frais. Les frais de cette assurance seront portés au compte annuel de l'exploitation.

Le concessionnaire restera néanmoins, avant et après la conclusion de l'assurance, soit par lui-même, soit par le département, entièrement responsable des immeubles et du matériel mis à sa disposition et de toutes les conséquences éventuelles de leur incendie (recours des voisins, etc.).

Responsabilité du concessionnaire.

17. Toutes les indemnités et tous les frais quelconques auxquels donnerait lieu l'exploitation du réseau, au profit de qui que ce soit et pour quelque motif que ce soit, seront exclusivement à la charge du concessionnaire. Il sera exclusivement responsable des accidents de toute nature, qu'elle qu'en soit la cause, qui pourront survenir pendant la durée de la concession, et il garantira le département de toute réclamation de ce chef. Il ne sera pas admis à invoquer une mauvaise disposition résultant de l'établissement des lignes ou un vice de construction de celles-ci, pour se libérer de sa responsabilité.

Pénalités en cas de retard.

18. En cas d'infraction aux dispositions du cahier des charges relatives aux délais de présentation des projets d'achèvement et de mise en exploitation des lignes, le concessionnaire devra payer au département une amende de cinquante francs (50^f) par jour de retard et par ligne retardée.

Cette clause ne ferait d'ailleurs pas obstacle à l'application de l'article 37 du cahier des charges, si le département jugeait à propos d'y recourir.

Subvention de l'État.

19. Le département touchera les subventions de l'État, versées en exécution de la loi du 11 juin 1880, et celles des communes et particuliers. Il demeure chargé de rembourser l'État de ses avances.

Nationalité du personnel et du matériel.

20. Le concessionnaire s'engage à n'employer que du personnel français et du matériel fixe et roulant de provenance française, sauf autorisation spéciale délivrée par le préfet.

Constitution d'une société anonyme.

21. Dans un délai de six mois après la déclaration d'utilité publique, le concessionnaire sera tenu de constituer une société anonyme spéciale au réseau, qui lui sera substituée et deviendra solidairement responsable avec lui, vis-à-vis du département, de tous les engagements qu'il aura contractés vis-à-vis de ce dernier.

Ladite société devra être agréée par le conseil général de la Manche.

Cette substitution devra toutefois être approuvée par un décret rendu en Conseil d'État, suivant les dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

Rachat des lignes concédées.

22. Le département se réserve la faculté de racheter isolément la ligne de Landivy à Saint-Hilaire-du-Harcouët.

Frais de timbre et d'enregistrement.

23. Les frais de timbre et d'enregistrement du présent traité, de la série de prix et du cahier des charges y annexés, calculés suivant l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par le concessionnaire.

Fait en double expédition à Saint-Lô, le 18 avril 1904.

Pour la Société française de tramways
électriques et de chemins de fer :

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : Comte de Ségua-Lamoignon.

Le Préfet,

Signé : LFW.

L'Administrateur délégué,

Signé : Ch. Le Bœuf.

Enregistré à Saint-Lô, le 12 août 1904, vol. 412, folio 60, case 12. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Céron.

SÉRIE DE PRIX.

1^{re} PARTIE. — INFRASTRUCTURE.

CHAPITRE 1^{er}. — ÉTUDES.

N° 1. — Études et rédaction des projets, levé et confection des plans parcellaires, dommages pour études et tracé, frais de personnel, frais généraux pour la direction, l'exécution et la surveillance, frais de bureau, etc., le kilomètre : mille francs (1,000').

CHAPITRE II. — TERRAINS.

N° 2. — Les acquisitions de terrains sont comptées d'après les dépenses réelles, justifiées par le concessionnaire, majorées de dix pour cent (10 p. 0/0) pour frais généraux, frais d'administration et avances de capitaux.

CHAPITRE III. — TRAVAUX.

Section I. — Terrassements et travaux accessoires.

N° 3. — Déblais et emprunts de toute nature, y compris le rocher extrait à la pince, pour fouille, charge, transport, décharge, emploi et indemnités de toute nature, le mètre cube : deux francs (2').

N° 4. — Déblais de rocher compact, extrait à la mine, compris fouille, charge, transport, décharge et emploi, le mètre cube : trois francs cinquante centimes (3'50').

N° 5. — Plus-value applicable aux prix n° 3 et 4 ci-dessus, pour les terrassements de toute nature de la ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville (raccordement à crémaillère), le mètre cube : un franc cinquante centimes (1'50').

N° 6. — Travaux accessoires, tels que règlements, gazonnements, assainissements et fossés, sur les parties en déviation, par kilomètre de voie établie en déviation : mille francs (1,000').

N° 7. — Maçonnerie à pierres sèches pour perrés, murs de soutènement, banquettes, etc., le mètre cube : six francs (6').

N° 8. — Maçonnerie de moellons avec mortier de chaux hydraulique pour murs de soutènement, perrés, etc., le mètre cube : dix-huit francs (18').

N° 9. — Maçonnerie de moellons têtus avec mortier de chaux hydraulique, le mètre cube : trente-huit francs (38^f).

N° 10. — Perrés à pierres sèches de trente centimètres (0^m30) d'épaisseur, moellons provenant des déblais de la ligne, pour revêtement de talus, le mètre superficiel : deux francs quatre-vingts centimes (2^f80).

N° 11. — Maçonnerie de pierre de taille dure, le mètre cube : cent francs.

N° 12. — Parements de pierre de taille dure, le mètre superficiel : soixante-cinq centimes (7^f50).

N° 13. — Rejointoiements de maçonnerie de moellons têtus, le mètre superficiel : un franc dix centimes (1^f10).

N° 14. — Garde-corps en fer, le mètre linéaire : douze francs cinquante centimes (12^f50).

N° 15. — Plus-value pour pilastre de garde-corps, l'an : dix francs (10^f).

Section II. — Rectification de routes, chemins et cours d'eau.

N° 16. — Rectification de routes, chemins et cours d'eau, passages à niveau, passages de dessertes et de chemins, par kilomètre : quatre cent cinquante francs (450^f).

N° 17. — Établissement de bordures en gazon pour limiter les routes surélevées, caniveaux, parapets, drains à pierres sèches, déplacements de trottoirs, d'escaliers, de regards et de clôtures, soutènements, revêtements de chaussées et empièvements, déplacements de matériaux, enfin tous travaux nécessaires sur les routes et chemins empruntés, par kilomètre de routes ou chemins empruntés : mille cinq cents francs (1,500^f).

Section III. — Ouvrages d'art.

§ 1^{er}. — Ouvrages pour l'écoulement des eaux.

N° 18. — Buses en ciment de vingt centimètres (0^m20) de diamètre, comprises les têtes, le mètre linéaire : six francs (6^f).

N° 19. — Buses en ciment de trente centimètres (0^m30) de diamètre, comprises les têtes, le mètre linéaire : dix francs (10^f).

N° 20. — Buses en ciment de quarante centimètres (0^m40) de diamètre, comprises les têtes, le mètre linéaire : quatorze francs (14^f).

N° 21. — Buses en ciment de cinquante centimètres de diamètre, comprises les têtes, le mètre linéaire : vingt-deux francs (22^f).

N° 22. — Aqueducs de cinquante centimètres (0^m50) d'ouverture, comprises les têtes, le mètre linéaire : cinquante francs (50^f).

N° 23. — Aqueducs de soixante centimètres (0^m60) d'ouverture, comprises les têtes, le mètre linéaire : soixante francs (60^f).

N° 24. — Aqueducs de soixante-dix centimètres (0^m70) d'ouverture, comprises les têtes, le mètre linéaire : soixante-quinze francs (75^f).

N° 25. — Aqueducs de quatre-vingt centimètres (0^m80) d'ouverture, comprises les têtes, le mètre linéaire : quatre-vingt-dix francs (90^f).

N° 26. — Aqueducs d'un mètre (1^m) d'ouverture, comprises les têtes, le mètre linéaire : cent vingt francs (120^f).

N° 27. — Aqueducs d'un mètre cinquante centimètres (1^m50) d'ouverture, comprises les têtes, le mètre linéaire : cent quatre-vingt francs (180^f).

N° 28. — Ponceaux de deux mètres (2^m) d'ouverture, comprises les têtes, le mètre linéaire : deux cent cinquante francs (250^f).

N° 29. — Ponceaux de deux mètres cinquante centimètres (2^m50) d'ouverture, comprises les têtes, le mètre linéaire : trois cents francs (300^f).

N° 30. — Ponceaux de trois mètres (3^m) d'ouverture, comprises les têtes, le mètre linéaire : trois cent quarante francs (340^f).

N° 31. — Ponceaux de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50) d'ouverture, compris les têtes, le mètre linéaire : quatre cent vingt francs (420').

N° 32. — Ponts voûtés de quatre mètres (4^m) d'ouverture, y compris les têtes, pour voie d'un mètre (1^m), l'un : cinq mille francs (5,000').

N° 33. — Ponts voûtés de quatre mètres (4^m) d'ouverture, y compris les têtes, pour voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44), l'un : cinq mille quatre cents francs (5,400').

N° 34. — Ponts voûtés de cinq mètres (5^m) d'ouverture, y compris les têtes, pour voie d'un mètre (1^m), l'un : cinq mille cinq cents francs (5,500').

N° 35. — Ponts voûtés de cinq mètres (5^m) d'ouverture, y compris les têtes, pour voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44), l'un : six mille francs (6,000').

N° 36. — Ponts voûtés de six mètres (6^m) d'ouverture, y compris les têtes, pour voie d'un mètre (1^m), l'un : six mille francs (6,000').

N° 37. — Ponts à tablier métallique de quatre mètres (4^m) d'ouverture, pour voie d'un mètre, l'un : cinq mille cinq cents francs (5,500').

N° 38. — Ponts à tablier métallique de quatre mètres (4^m) d'ouverture, pour voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44), l'un : six mille francs (6,000').

N° 39. — Ponts à tablier métallique de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) d'ouverture, pour voie d'un mètre, l'un : six mille francs (6,000').

N° 40. — Ponts à tablier métallique de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) d'ouverture, pour voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44), l'un : six mille cinq cents francs (6,500').

N° 41. — Ponts à tablier métallique de cinq mètres (5^m) d'ouverture, pour voie d'un mètre (1^m), l'un : six mille cinq cents francs (6,500').

N° 42. — Ponts à tablier métallique de cinq mètres (5^m) d'ouverture, pour voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44), l'un : sept mille francs (7,000').

N° 43. — Ponts à tablier métallique de sept mètres cinquante centimètres (7^m 50) d'ouverture, pour voie d'un mètre (1^m), l'un : neuf mille deux cents francs (9,200').

N° 44. — Ponts à tablier métallique de sept mètres cinquante centimètres (7^m 50) d'ouverture, pour voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44), l'un : dix mille francs (10,000').

N° 45. — Ponts à tablier métallique de dix mètres (10^m) d'ouverture, pour voie d'un mètre (1^m), l'un : treize mille francs (13,000').

N° 46. — Ponts à tablier métallique de dix mètres (10^m) d'ouverture, pour voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44), l'un : quatorze mille francs (14,000').

N° 47. — Pont en maçonnerie sur le canal de la Divette à Cherbourg, avec murs de soutènement aux abords, l'un : quarante mille francs (40,000').

§ 2. — Allongement ou réfection dans les ouvrages existants.

N° 48. — Aqueducs de quarante centimètres (0^m 40) d'ouverture, l'un : quatre-vingt-dix francs (90').

N° 49. — Aqueducs de cinquante centimètres (0^m 50) d'ouverture, l'un : cent francs (100').

N° 50. — Aqueducs de soixante centimètres (0^m 60) d'ouverture, l'un : cent vingt-cinq francs (125').

N° 51. — Aqueducs de soixante-dix centimètres (0^m 70) d'ouverture, l'un : cent cinquante francs (150').

N° 52. — Aqueducs de quatre-vingts centimètres (0^m 80) d'ouverture, l'un : cent soixante-quinze francs (175').

N° 53. — Aqueducs d'un mètre (1^m) d'ouverture, l'un : deux cents francs (200').

N° 54. — Aqueducs d'un mètre cinquante centimètres (1^m 50) d'ouverture, l'un : trois cent cinquante francs (350').

N° 55. — Ponceaux de deux mètres (2^m) d'ouverture, l'un : cinq cents francs (500^f).

N° 56. — Ponceaux de deux mètres cinquante centimètres (2^m 50) d'ouverture, l'un : huit cent cinquante francs (850^f).

N° 57. — Ponts voûtés de trois mètres (3^m) d'ouverture, l'un : mille deux cents francs (1,200^f).

N° 58. — Ponts voûtés de quatre mètres (4^m) d'ouverture, l'un : deux mille francs (2,000^f).

N° 59. — Ponts voûtés de cinq mètres (5^m) d'ouverture, l'un : deux mille cinq cents francs (2,500^f).

N° 60. — Ponts voûtés de six mètres (6^m) d'ouverture, l'un : deux mille six cents francs (2,600^f).

N° 61. — Ponts voûtés de sept mètres (7^m) d'ouverture, l'un : trois mille cents francs (3,500^f).

N° 62. — Ponts voûtés de huit mètres (8^m) d'ouverture, l'un : quatre mille cinq cents francs (4,500^f).

N° 63. — Garde-corps métallique, le mètre linéaire : douze francs (12^f).

N° 64. — Pilastres, l'un : dix-huit francs (18^f).

N° 65. — Démolitions de garde-corps, le mètre linéaire : un franc cinquante francs (1^f 50).

§ 3. — Ouvrages pour le rétablissement des voies de communication.

A. — Passages inférieurs.

Passages inférieurs, à tablier métallique, pour voie d'un mètre (1^m) :

N° 66. — De trois mètres (3^m) d'ouverture, l'un : huit mille francs (8,000^f).

N° 67. — De quatre mètres (4^m) d'ouverture, l'un : dix mille francs (10,000^f).

N° 68. — De six mètres (6^m) d'ouverture, l'un : douze mille francs (12,000^f).

N° 69. — De huit mètres (8^m) d'ouverture, l'un : quatorze mille francs (14,000^f).

Passages inférieurs, à tablier métallique, pour voie d'un mètre quarante centimètres (1^m 44) :

N° 70. — De quatre mètres (4^m) d'ouverture, l'un : douze mille francs (12,000^f).

N° 71. — De six mètres (6^m) d'ouverture, l'un : quinze mille francs (15,000^f).

B. — Passages supérieurs.

Passages supérieurs, à tablier métallique, pour voie d'un mètre (1^m) :

N° 72. — De trois mètres (3^m) de largeur entre les parapets, l'un : sept mille francs (7,000^f).

N° 73. — De quatre mètres (4^m) de largeur entre les parapets, l'un : huit mille francs (8,000^f).

N° 74. — De six mètres (6^m) de largeur entre les parapets, l'un : dix mille francs (10,000^f).

Passages supérieurs, à tablier métallique, pour voie d'un mètre quarante centimètres (1^m 44) :

N° 75. — De quatre mètres (4^m) de largeur entre les parapets, l'un : six mille francs (6,000^f).

N° 76. — De six mètres (6^m) de largeur entre les parapets, l'un : dix mille francs (10,000^f).

C. — Passages à niveau avec maisons de garde, barrières et accessoires.

N° 77. — Passages à niveau gardés, avec maisons de garde, barrières et accessoires, l'un : six mille cinq cents francs (6,500^f).

N° 78. — Passages à niveau, manœuvrés à distance, avec barrières et accessoires, l'un : mille six cents francs (1,600^f).

§ 1. — Souterrains.

N° 79. — Souterrains pour voie d'un mètre quarante-quatre centimètres ($1^m 44$), y compris tous travaux, étaielements, blindages et revêtements, le mètre linéaire, y compris les têtes : mille deux cents francs ($1,200^f$).

Nota. — Les prix prévus pour les ouvrages d'art comprennent tous les travaux afférents à ces ouvrages, notamment les fouilles, épaissements et blindages.

Ouvrages d'ouvertures intermédiaires. — Les prix applicables aux ouvrages d'une ouverture intermédiaire entre celles indiquées ci-dessus, tant pour ouvrages neufs que pour allongements ou réfections dans les ouvrages existants, seront établis d'après les prix qui précèdent, en admettant que dans l'intervalle entre deux ouvertures successives, les prix varient proportionnellement à l'ouverture.

Ouvrages exceptionnels. — Les ouvrages d'une ouverture supérieure à celles indiquées dans les paragraphes 1 et 2 qui précèdent seront comptés, tant pour les ouvrages neufs que pour les allongements ou réfections dans les ouvrages existants, d'après les dépenses réelles justifiées, majorées de dix pour cent (10 p. 0/0), conformément à l'article 5 de la convention.

2^e PARTIE. — SUPERSTRUCTURE.

Section I. — Voie et matériel fixe.

N° 80. — Voie en acier en rails Vignole de dix-huit kilogrammes (18^k) le mètre courant, sur plate-forme indépendante, sur accotement et sur chaussée pavée ou empierrée, posée sur traverses en pin créosoté ou en chêne d'un mètre soixante-dix centimètres sur dix-huit centimètres sur douze centimètres ($1^m 70 \times 0^m 18 \times 0^m 12$), espacées en moyenne de soixante-quinze centimètres ($0^m 75$) d'axe en axe, y compris éclisses de sept kilogrammes (7^k) la paire, boulons de dix-huit millimètres ($0^m 018$) de diamètre, tirefonds de seize millimètres ($0^m 016$) de diamètre, fourniture de ballast, pose et relevage, empierrement, cylindrage, pavage et dépavage, le mètre linéaire : vingt francs (20^f).

N° 81. — Voie en acier en rails Vignole de vingt-cinq kilogrammes (25^k) le mètre courant, sur plate-forme indépendante, sur accotement et sur chaussée pavée ou empierrée, pour voie d'un mètre quarante-quatre centimètres ($1^m 44$) de largeur, posée sur traverses en pin créosoté ou en chêne, de deux mètres soixante centimètres sur dix-neuf centimètres sur treize centimètres ($2^m 60 \times 0^m 19 \times 0^m 13$), espacées de soixante-quinze centimètres ($0^m 75$) d'axe en axe, y compris éclisses de neuf kilogrammes trois cents grammes ($9^k 300$) la paire, boulons de deux centimètres ($0^m 02$) de diamètre et tirefonds de dix-huit millimètres ($0^m 018$) de diamètre, fourniture de ballast, pose de la voie et relevage, empierrement, cylindrage, pavage et dépavage, le mètre courant : trente et un francs (31^f).

N° 82. — Voie en rails d'acier, type Vignole, de vingt kilogrammes (20^k) le mètre courant, sur plate-forme indépendante, sur accotement et sur chaussée pavée ou empierrée, posée sur traverses en pin créosoté ou en chêne d'un mètre soixante-dix centimètres sur dix-huit centimètres sur douze centimètres ($1^m 70 \times 0^m 18 \times 0^m 12$), espacées de soixante-quinze centimètres ($0^m 75$) d'axe en axe, y compris éclisses cornières de sept kilogrammes (7^k), boulons de dix-huit millimètres ($0^m 018$) de diamètre, tirefonds de seize millimètres ($0^m 016$) de diamètre, fourniture de ballast, pose, relevage, empierrement, cylindrage, pavage et dépavage, le mètre linéaire : vingt et un francs (21^f).

N° 83. — Voie en rails d'acier, de vingt kilogrammes (20^k) le mètre courant, avec contre-rails de dix kilogrammes (10^k) ou avec rails à gorge, sur chaussée pavée ou empierrée, posée sur longrines ou sur traverses comme à l'article 82 qui précède, y compris éclisses de sept kilogrammes (7^k), boulons de dix-huit millimètres ($0^m 018$), tirefonds de seize millimètres ($0^m 016$) de diamètre, fourniture de ballast, pose, relevage, empierrement, cylindrage, pavage et dépavage, le mètre linéaire : trente et un francs cinquante centimes ($31^f 50$).

N° 84. — Crémaillère système Abt, avec tous accessoires, contreventement longitudinal des traverses, pièces d'entrée, etc., le mètre linéaire : quarante francs (40^f).

N° 85. — Plus-value pour contre-rails, pour voie d'un mètre (1^m), le mètre linéaire : dix francs (10^f).

N° 86. — Plus-value pour contre-rails pour voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44), le mètre linéaire : douze francs (12^f).

N° 87. — Changements et croisements de voie, par appareil et non contre-voies, pour voie d'un mètre (1^m), l'un : neuf cent cinquante francs (950^f).

N° 88. — Changements et croisements de voies, par appareil et non contre-voies, pour voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44), l'un : mille quatre-vingt francs (1,480^f).

N° 89. — Plaques tournantes pour locomotives, voitures et wagons, pour voie d'un mètre, l'une : deux mille francs (2,000^f).

N° 90. — Plaques tournantes pour voitures et wagons, pour voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44), l'une : mille huit cents francs (1,800^f).

N° 91. — Plaques tournantes pour locomotives à voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44), l'une : quatre mille sept cents francs (4,700^f).

N° 92. — Ponts à bascule pour wagons à voie d'un mètre (1^m), l'un : deux cent cinquante francs (250^f).

N° 93. — Ponts à bascule pour wagons à voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44), l'un : trois mille francs (3,000^f).

N° 94. — Grues fixes de chargement de cinq tonnes (5^t), l'une : six mille francs (6,000^f).

N° 95. — Alimentations d'eau, l'une : cinq mille francs (5,000^f).

N° 96. — Outillage des ateliers et des dépôts de la traction. Par kilomètre : mille francs (1,000^f).

N° 97. — Outillage et mobilier de l'exploitation et de la voie, par kilomètre de la voie d'un mètre (1^m) : cinq cents francs (500^f).

N° 98. — Outillage et mobilier de l'exploitation et de la voie, par kilomètre de la voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44) : huit cents francs (800^f).

N° 99. — Ligne téléphonique. Le kilomètre : trois cents francs (300^f).

N° 100. — Poste téléphonique. Le poste complet : six cents francs (600^f).

Section II. — Stations.

N° 101. — Bâtiments en maçonnerie, sans étage, pour voyageurs, bureaux, magasins, logements d'employés. Le mètre carré de surface couverte : cent francs (100^f).

N° 102. — Plus-value du prix précédent par chaque étage de bâtiment en maçonnerie. Par mètre carré d'étage habitable : soixante-dix francs (70^f).

N° 103. — Bâtiments en maçonnerie, sans étage, pour ateliers, remises à voitures et bureaux. Le mètre carré de surface couverte : soixante-quinze francs (75^f).

N° 104. — Abris en bois avec remplissage en maçonnerie, pour voyageurs. Le mètre carré de surface couverte : soixante francs (60^f).

N° 105. — Cabinets d'aisances avec fosse. Le mètre carré de surface couverte : cent francs (100^f).

N° 106. — Halles à marchandises. Le mètre carré de surface couverte : soixante-quinze francs (75^f).

N° 107. — Quais découverts. Le mètre superficiel : douze francs vingt-cinq centimes (12^f 25).

N° 108. — Gravelage des quais à voyageurs. Le mètre superficiel : un franc cinquante centimes (1^f 50).

N° 109. — Empierrements pour cours et chemins, par mètre carré, y compris le cylindrage : trois francs (3^f).

N° 110. — Glâtures en lattes pour gares. Le mètre linéaire : trois francs cinquante centimes (3^f 50).

N° 112. — Murs de clôture des dépôts en maçonnerie ordinaire. Le mètre linéaire : vingt francs (20^f).

N° 112. — Puits avec accessoires, l'un : cinq cents francs (500^f).

N° 113. — Fosses pour visite des voitures, voie d'un mètre (1^m), l'une : mille francs (1,000^f).

N° 114. — Fosses pour visite des voitures, voie d'un mètre quarante quatre centimètres, l'une : mille deux cents francs (1,200^f).

N° 115. — Fosses pour visite des machines, voie d'un mètre (1^m), l'une : deux mille francs (2,000^f).

N° 116. — Fosses pour visite des machines, voie d'un mètre quarante quatre centimètres (1^m 44), l'une : deux mille cinq cents francs (2,500^f).

N° 117. — Appareils pour lever les locomotives, pour voie d'un mètre (1^m), l'un : deux mille huit cent cinquante francs (2,850^f).

N° 118. — Appareils pour lever les locomotives, pour voie d'un mètre quarante quatre centimètres (1^m 44), l'un : trois mille cent francs (3,200^f).

N° 119. — Haltes pour poteaux d'arrêt et quai, l'un : deux cents francs (200^f).

N° 120. — Poteaux indicateurs d'arrêt, l'un : cinquante francs (50^f).

3^e PARTIE. — MATÉRIEL ROULANT.

§ 1^{er}. — Matériel roulant pour voie de 1 mètre.

N° 121. — Locomotives de quatorze tonnes (14^t) en ordre de marche, l'une : vingt-cinq mille francs (25,000^f).

N° 122. — Locomotives de dix-huit tonnes (18^t) en ordre de marche, l'une : trente-six mille francs (36,000^f).

N° 123. — Voitures de première classe, l'une : huit mille francs (8,000^f).

N° 124. — Voitures mixtes (première et deuxième classe), l'une : neuf mille francs (9,000^f).

N° 125. — Voitures de deuxième classe, l'une : sept mille cinq cents francs (7,500^f).

N° 126. — Fourgons à bagages, l'un : cinq mille cinq cents francs (5,500^f).

N° 127. — Wagons couverts, l'un : quatre mille francs (4,000^f).

N° 128. — Wagons découverts, plates-formes ou tombereaux, l'un : trois mille sept cent cinquante francs (3,750^f).

N.-B. — Les freins, boyaux et raccords sont compris dans les prix ci-dessus.

N° 129. — Grues roulantes d'une force de cinq mille kilogrammes (5,000^k), l'une : sept mille francs (7,000^f).

N° 130. — Pièces de rechange pour locomotives, voitures et wagons. Par kilomètre : deux cent vingt francs (220^f).

§ 2. — Matériel roulant pour chemin de fer à crémaillère (voie de 1 mètre).

N° 131. — Locomotives équipées avec deux mécanismes, pour la traction mixte par adhérence et par crémaillère, du poids de vingt-trois tonnes (23^t) en ordre de marche, pouvant remorquer une charge de vingt-cinq tonnes (25^t) sur une rampe de cent trente millimètres (0^m 130) à la vitesse de huit kilomètres (8^k) à l'heure, avec double frein à air comprimé sur les deux mécanismes, frein continu automatique et deux freins à main, l'un ordinaire à vis et à levier, l'autre à friction sur la roue dentée, l'une : quarante-sept mille francs (47,000^f).

N° 132. — Voitures à voyageurs, fermées à glaces, trente places, avec banquettes, munies de deux freins à main, l'un ordinaire à vis et à levier, à deux sabots sur chaque roue, l'autre à friction sur la roue dentée, et d'un frein continu automatique, l'une : sept mille cinq cents francs (7,500^f).

N° 133. — Wagons plates-formes de sept tonnes (7^t) de capacité, pourvus des mêmes moyens de freinage, l'un : trois mille cinq cents francs (3,500^f).

N° 134. — Pièces de rechange pour locomotives, voitures et wagons. Pour la ligne entière : cinq mille francs (5,000^f).

§ 3. — Matériel roulant pour la voie de 1 m. 44.

N° 135. — Locomotives de vingt et une tonnes (21^t) en ordre de marche, l'une : quarante mille francs (40,000^f).

N° 136. — Voitures de première classe, l'une : neuf mille quatre cents francs (9,400^f).

N° 137. — Voitures mixtes (première et deuxième classe), l'une : dix mille deux cents francs (10,200^f).

N° 138. — Voiture de deuxième classe, l'une : huit mille francs (8,000^f).

N° 139. — Voiture de troisième classe, l'une : sept mille francs (7,000^f).

N° 140. — Fourgons à bagages, l'un : six mille cinq cents francs (6,500^f).

N° 141. — Wagons couverts, l'un : cinq mille francs (5,000^f).

N° 142. — Wagons-tombereaux, l'un : quatre mille cent francs (4,100^f).

N° 143. — Wagons plates-formes, l'un : trois mille huit cents francs (3,800^f).

N. B. — Les freins, boyaux et raccords sont compris dans les prix ci-dessus.

N° 144. — Grues roulantes d'une force de cinq mille kilogrammes (5,000^k), l'une : huit mille francs (8,000^f).

N° 145. — Pièces de rechange pour locomotives, voitures et wagons. Par kilomètre : trois cents francs (300^f).

Fait à Saint-Lô, le 18 avril 1904.

Lu et accepté,

Pour la Société française de tramways
électriques et de chemins de fer :

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : DE SÈUR-LAMOIGNON.

Le Préfet de la Manche.

Signé : LEB.

L'Administrateur délégué,

Signé : Ch. LE BRU.

Enregistré à Saint-Lô, le 16 août 1904, folio 60, case 8. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Céron.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Les chemins de fer d'intérêt local qui font l'objet du présent cahier des charges sont les suivants :

Lignes de Cherbourg à Barfleur, de Querquesville à Urville, de Pont-l'Abbé-Picauville à Sainte-Mère-Eglise, de Condé-sur-Vire à Granville, de Sourdeval-la-Barre à Granville, d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville (raccordement à crémaillère), de Coulances à Lessay et de Landivy à Saint-Benoît-du-Marcouët (partie située sur le territoire du département de la Manche).

1^{re} Ligne de Cherbourg à Barfleur. — Longueur approximative : trente et un kilomètres quatre cents mètres (31^k 400). — Cette ligne partira de Cherbourg, en face

de la cour de départ de la gare de l'Ouest, passera à Fermanville, Saint-Pierre-Église, Gatteville, et aboutira à la station de Barfleur (Compagnie des chemins de fer départementaux), où elle se raccordera avec la ligne d'intérêt local de Vatognes et Montebourg à Barfleur.

Au départ de Cherbourg, les voies de service seront reliées avec les voies du port et de la gare des marchandises de la Compagnie de l'Ouest. A Barfleur, des voies de quai desserviront le port.

2° *Ligne de Querqueville à Urville.* — Longueur approximative : quatre kilomètres sept cents mètres (4^k 700). — Cette ligne partira du point terminus actuel, à Querqueville, de la ligne des tramways de Cherbourg, avec laquelle elle se raccordera; elle empruntera l'accotement de la route nationale n° 13 de Paris à Cherbourg, passera à Nacqueville et aboutira à Urville.

3° *Ligne de Pont-l'Abbé-Picauville à Sainte-Mère-Église.* — Longueur approximative : dix kilomètres trois cents mètres (10^k 300). — Cette ligne partira de l'extrémité Est de la place principale du bourg de Pont-l'Abbé-Picauville et empruntera les chemins de grande communication n° 15, 70, 67 et 15 pour aboutir à Sainte-Mère-Église. Elle se raccordera avec la ligne du chemin de fer de Paris à Cherbourg à la gare de Chef-du-Pont.

4° *Ligne de Condé-sur-Vire à Granville.* — Longueur approximative : soixante-dix kilomètres deux cents mètres (70^k 200). — Cette ligne partira de la station de Condé-sur-Vire (ligne de Saint-Lô à Vire), passera par Tessy-sur-Vire, Percy, Gavray, Cérances, Bréhal et aboutira sur le port de Granville.

Les voies publiques empruntées sont les chemins de grande communication n° 28 et 13 et la route nationale n° 171.

La ligne se raccordera avec les lignes d'intérêt général de Saint-Lô à Vire, à la gare de Condé-sur-Vire; de Lison à Lamballe, à la gare de Cérances, et de Paris à Granville, à la gare de Granville; et, de plus, empruntera la plate-forme de la voie ferrée du port de Granville. Des voies de quai desserviront ce port.

5° *Ligne de Sourdeval-la-Barre à Granville.* — Longueur approximative : soixante-treize kilomètres cinq cents mètres (73^k 500). — Cette ligne partira de la station de Sourdeval (ligne de Fougères à Vire), passera à Chérécé-le-Roussel, Brécey, Avranches, Genêts, Saint-Jean-le-Thomas, Carolles, Saint-Pair, Saint-Nicolas, et aboutira sur le port de Granville.

Les voies publiques empruntées sont les chemins de grande communication n° 21 et 35.

La ligne se raccordera en gare d'Avranches-Ouest avec le chemin de fer à crémaillère reliant cette gare avec la ligne d'Avranches à Saint-James en gare d'Avranches-Ville.

A trois mille deux cents mètres (3,200^m) environ avant la station terminus de Granville-Port, elle se raccordera avec la ligne d'intérêt local de Condé-sur-Vire à Granville, et à partir de ce point de raccordement la voie ferrée sera commune à ces deux lignes.

Enfin, elle se raccordera avec les lignes d'intérêt général de Fougères à Vire, à la gare de Sourdeval; de Lison à Lamballe, à la gare d'Avranches, et de Paris à Granville, à la gare de Granville.

6° *Ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville* (raccordement à crémaillère). — Longueur approximative : un kilomètre sept cents mètres (1^k 700). — Cette ligne partira de la cour des voyageurs de la gare de l'Ouest à Avranches et, après un parcours de six cent soixante mètres (660^m) environ en déviation, elle empruntera dans cette ville la route nationale n° 176, les boulevards du Sud et de l'Est. Ensuite, la voie sera commune avec celle du tramway d'Avranches à Saint-James, jusqu'à la station d'Avranches-Ville, qui sera aménagée pour recevoir les trains du chemin de fer à crémaillère.

Le chemin de fer dont il s'agit se raccordera à la gare d'Avranches-Ouest avec la ligne d'intérêt général de Lison à Lamballe et avec la ligne d'intérêt local projetée de Sourdeval-la-Barre à Granville.

7° *Ligne de Coulancès à Lessay.* — Longueur approximative : trente-sept kilomètres six cents mètres (37^k 600). — Cette ligne partira de la gare de l'Ouest à Cou-

tances (ligne de Lison à Lamballe), passera par Tourville, Agon, Saint-Hilaire, Pireau, Créances et aboutira à la station de Lessay (ligne de Coutances à Sottevaux).

Elle se raccordera avec les lignes d'intérêt général de Lison à Lamballe de Coutances, et de Coutances à Sottevaux, à la gare de Lessay.

La station de Coutainville sera desservie par un embranchement spécial de la ligne principale aux points quatorze kilomètres six cent vingt mètres et quatorze kilomètres huit cent quatre-vingt mètres (14° 660, de l'avant).

8° Ligne de Landivy à Saint-Hilaire-du-Harcouet. — Longueur approximative : quatorze kilomètres six cents mètres (14° 600). — Cette ligne, de la limite des départements de la Manche et de la Mayenne en un point déterminé par les avant-projets, passera à Savigny-le-Vieux, Moulins et aboutira, de l'Ouest, à Saint-Hilaire-du-Harcouet. Elle empruntera les chemins de grande communication n° 158 (annexe) et n° 18, et la route nationale n° 10. Elle se raccordera avec la ligne d'intérêt général de Domfront à Avranches à Saint-Hilaire-du-Harcouet.

Délai d'exécution.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à partir de la déclaration d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que les lignes soient livrées à l'exploitation dans un délai de quatre ans après cette déclaration, étant entendu que les deux tiers du réseau doivent être livrés dans les trois ans.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général, et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affectent des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements, l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les six mois au plus de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général qui statuera définitivement, sauf le droit de recours au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi. Le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles, mais ces modifications pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

Projets antérieurs.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais de l'Etat.

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);

2° Un plan à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) pour les longueurs et d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer comptées à partir de son origine ;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe ;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières ;

4° Un certain nombre de profils en travers, à l'échelle de cinq millimètres (0°005) pour mètre, et le profil type de la voie, à l'échelle de deux centimètres (0°02) pour mètre ;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position, des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit au dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long, le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Tous les ouvrages seront exécutés conformément aux règles en usage dans les travaux publics, avec des matériaux de première qualité.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom du département, et par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requis ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44) pour la ligne de Cherbourg à Barfleur, et d'un mètre (1^m) pour les autres lignes.

La largeur des emises des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres quatre-vingts centimètres (2^m 80) pour la ligne de Cherbourg à Barfleur et deux mètres vingt centimètres (2^m 20) pour les autres lignes, et celle du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas trois mètres dix centimètres (3^m 10) pour la ligne de Cherbourg à Barfleur et deux mètres trente centimètres (2^m 30) pour les autres lignes. La hauteur du matériel roulant au-dessus des rails, y compris toutes saillies, sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20) sur la ligne de Cherbourg à Barfleur et de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50) sur les autres lignes pour les locomotives, et de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20) sur la ligne de Cherbourg à Barfleur et trois mètres trente centimètres (3^m 30) sur les autres lignes pour les autres véhicules et leurs chargements.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre le bord extérieur des rails, sera de deux mètres dix centimètres (2^m 10) pour la ligne de Cherbourg à Barfleur et d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80) pour les autres lignes.

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 75) pour la ligne de Cherbourg à Barfleur et soixante centimètres (0^m 60) pour les autres lignes.

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins cinquante centimètres pour la ligne de Cherbourg à Barfleur et trente-cinq centimètres (0^m 35) pour les autres lignes au droit des rails, et l'on ménagera, au pied de chaque talus, une banquetta de largeur telle que l'arête de cette banquetta se trouve à vingt-dix centimètres (0^m 20) au moins de la verticale de la partie la plus élevée du matériel roulant.

A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il devra être réservés les obstacles isolés se trouvant au-dessus du niveau des marchepieds latéraux des voies principales et les parties les plus saillantes du matériel roulant, usées d'au moins soixante centimètres (0^m 60).

Le concessionnaire établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, en tenant compte des circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon pourra être inférieur à, savoir :

Pour la ligne de Cherbourg à Barfleur, trois cents mètres (300^m);

Ligne de Querqueville à Urville, cent cinquante mètres (150^m);

Ligne de Pont-l'Abbé-Picauville à Sainte-Mère-Église, soixante-cinq mètres (65^m); dans les traverses, où il pourra être réduit exceptionnellement à cinquante mètres (50^m);

Ligne de Condé-sur-Vire à Granville, de Sourdeval à Granville, de Coutances à Lessay et de Landivy à Saint-Hilaire-du-Harcouët, cent mètres (100^m);

Ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville (raccordement à crémaillère), cent mètres (100^m) dans la partie en déviation et soixante mètres (60^m) dans la partie de la ville; il pourra être abaissé exceptionnellement à quarante mètres (40^m) dans certains passages difficiles.

Une partie de cinquante mètres (50^m) au moins pour la ligne de Cherbourg à Barfleur et de quarante mètres (40^m) au moins pour les autres lignes, sera ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à, savoir :

Ligne de Cherbourg à Barfleur : treize millimètres (0^m 013) par mètre;

Ligne de Querqueville à Urville : douze millimètres (0^m 012) par mètre;

Ligne de Pont-l'Abbé-Picauville à Sainte-Mère-Église : vingt-cinq millimètres (0^m 025) par mètre;

Ligne de Condé-sur-Vire à Granville : trente millimètres (0^m 030) par mètre;

Ligne de Sourdeval-la-Barre à Granville : trente-cinq millimètres (0^m 035) par mètre;

Ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville : cinquante-deux millimètres (0^m 052) par mètre, dans les parties à adhérence simple, et cent vingt-quatre millimètres (0^m 024) dans la partie à crémaillère;

Ligne de Coutances à Lessay : trente millimètres (0^m 030) par mètre;

Ligne de Landivy à Saint-Hilaire-du-Harcouët : trente-cinq millimètres (0^m 035) par mètre.

Une partie horizontale de cent mètres (100^m) au moins pour la ligne de Cherbourg à Barfleur, de cent mètres (100^m) pour la ligne de Querqueville à Urville.

et de quarante mètres (40^m) au moins pour les autres lignes devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire et versant leurs eaux au même point, sauf dans les parties établies sur chaussées et sur accotements de routes ou chemins, où la ligne suivra les déclivités des voies empruntées.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

8 bis. Dans les sections où le chemin de fer sera établi sur une partie de la voie publique accessible à la circulation ordinaire, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet.

Les rails seront compris dans un empiérement ou pavage de vingt centimètres d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empiérement ou ce pavage.

La chaussée empierrée ou pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du chemin de fer (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du chemin de fer avec le jeu nécessaire.

Cette chaussée sera accompagnée d'un accotement ou d'un trottoir d'un mètre dix centimètres (1^m 10) au moins. Le concessionnaire construira en outre, suivant les dispositions qui lui seront indiquées avant la réception générale de la voie ferrée, les gares pour les dépôts de matériaux d'entretien de la voie publique; la profondeur de ces gares, mesurée à partir de l'arête extrême de l'accotement, sera d'un mètre cinquante centimètres (1^m 50) au minimum.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus saillantes du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans les parties où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu dépassant le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins soixante-quinze centimètres (0^m 75) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la crête du remblai, le pied du déblai ou l'obstacle continu. Pour les obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

8 ter. Si la voie ferrée est établie sur un accotement interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast d'une largeur de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50) pour la ligne de Cherbourg à Barfleur; et de deux mètres (2^m) pour les autres lignes, et d'une épaisseur totale de cinquante centimètres (0^m 50) pour la ligne de Cherbourg à Barfleur, et de trente-cinq centimètres (0^m 35) pour les autres lignes.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires et des piétons présentera une largeur minimum de quatre mètres (4^m) pour la ligne de Pont l'Abbé-Picauville à Sainte-Vère-Église et de cinq mètres (5^m) pour les autres lignes, cette largeur minimum étant mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'autorité compétente pour statuer sur les projets d'exécution pourra exiger l'emplacement occupé par la voie ferrée soit limité du côté de la chaussée publique au moyen d'une bordure d'au moins deux centimètres (0^m 12) de pierre ou en gazon d'une solidité suffisante. Elle pourra également prescrire les parties de route ou de chemin dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, l'établissement d'un demi-caniveau pavé le long des bordures. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel roulant; un autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés, raines ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces propriétés.

La voie ferrée sera établie de telle sorte que la verticale des parties les plus du matériel roulant ne dépasse pas l'arête extérieure de l'accotement. Dans le cas où la voie sera établie soit sur le bord d'un remblai de plus de cinquante centimètres (0^m 50) de hauteur, soit le long d'un talus de déblai ou d'un obstacle continu, sans le niveau des marchepieds, il sera ménagé un espace libre d'au moins quinze centimètres (0^m 15) de largeur entre la partie la plus saillante du matériel roulant et la limite extérieure du remblai, du déblai ou de l'obstacle continu. Dans le cas d'obstacles isolés, cet intervalle sera réduit à soixante centimètres (0^m 60).

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régulier, passeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8 *quater*. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées de moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails normaux, à l'exception entre les deux trottoirs ou du moins entre les deux zones à réserver l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 8 *bis*.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

a) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de l'établissement d'un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10). Cette largeur sera mesurée entre les limites des propriétés riveraines bâties ou non ou des alignements approuvés, s'ils passent en avant de ces limites ;

b) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord du trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres centimètres (2^m 60) ;

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Quand l'établissement du chemin de fer sur de larges trottoirs, existant dans les traverses, aura été autorisé, on fera application de l'article 8 *ter*.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du préfet, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations et haltes seront établies dans les localités ou aux endroits indiqués ci-après :

1^{re} Ligne de Cherbourg à Barfleur.

Stations. — Type des stations de première classe de la ligne de Valognes à Cherbourg à Barfleur : à Cherbourg, Saint-Pierre-Église et Barfleur (avec voies desservant le port).

Type des stations de deuxième classe de la ligne de Valognes et Morlaix à Barfleur : Bazatelle, Bourbourg, Formanville, Carneville-Théville, Varoville, Ville-Angoville, Névile, Tocqueville-Gouberville, Gatteville.

Haltes. — Le Becquet, église de Brotteville, la rue de Brotteville. (M. l'arrêt du Grand-Castel).

2° Ligne de Querqueville à Urville.

Stations. — Type des stations des chefs-lieux de canton du Finistère : à Urville-Hague.

Type des stations intermédiaires du Finistère : à Querqueville.

Haltes. — Aux abords des P. N. : 1° de la rue Neuve à Querqueville (point 1^{er} 200 environ) ; 2° d'une voie d'accès à la mer près le village de la Rivière, à Nacqueville (point 2^{es} 400 environ) ; 3° de la rue de la Chaudière, près la Maison-Blanche, à Nacqueville (point 3^{es} 600 environ).

3° Ligne de Pont-l'Abbé-Picauville à Sainte-Mère-Eglise.

Stations. — Type des stations intermédiaires du Finistère : à Pont-d'Abbé-Picauville, à Chef-du-Pont et à Sainte-Mère-Eglise.

4° Ligne de Condé-sur-Vire à Granville.

Stations. — Type des stations des chefs-lieux de canton du Finistère : à Condé-sur-Vire, Tésy-sur-Vire, Percy, Gávray, Cérances, Bréhal et Granville-Port (avec voies de quai desservant ce port).

Type des stations intermédiaires du Finistère : Troisgots-la-Chapelle-sur-Vire, Gouvets, Montabot, le Chefresne, Hambye, Saint-Denis-le-Gast et Granville-Ouest.

Haltes. — Roches de Ham, Laroque-Mesnil-Raoult, Brétouville, Pervaches, Mourrocq-Fincel, la Hervière, Mesnil-Coq, Hameau-Bouteiller, Herpoulet, Montier, Blanc-Douai, Ver, Pont-au-Ferrey, Chameloup, Coudeville, Bréville, Donville-Longueville, Blancs-Arbres, Cours Jonville.

5° Ligne de Sourdeval-la-Barre à Granville.

Stations. — Type des stations des chefs-lieux de canton du Finistère : à Sourdeval, Brécay, Avranches-Ouest, Carolles, Saint-Pierre.

Type des stations intermédiaires du Finistère : Perriers-Brouains, Chérence-le-Bousnel, Cuxes, Verriex, Tirepiéd, Saint-Brice-Apilly, Vains, Bacilly, Genêts, Dragey, Saint-Jean-le-Thomas, Champeaux, Jullouville.

Haltes. — Vengeons, la Forge, Pont-Dubois, les Foulonniers, la Fleurière, Mesnil-Gilbert, Gouvères, la Bréhaire, le Petit-Colland, Lomay, la Gentière, la Lande de Tirepiéd, la Repaulaille, Pont-sous-Avranches, Marcey, Saint-Léonard, Tinsey, Ranton, Lourière, Carolles-Plage, Quéron, Saint-Nicolas.

Un chemin d'accès d'une longueur approximative de trois cents mètres (300^m) sera établi pour relier directement la halte à la plage de Carolles.

6° Ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville (raccordement à crémaillère).

Stations. — Avranches-Ouest et Avranches-Ville.

Haltes. — Place Littré, rue de Mortain, boulevard du Sud.

7° Ligne de Coutances à Lessay.

Stations. — Type des stations des chefs-lieux de canton du Finistère : à Coutances-Ouest, Coutainville, Lessay.

Type des stations intermédiaires du Finistère : Saint-Pierre-de-Coutances, Pont-de-Laroque, Tourville, Agon, Blainville, Gouville, Anneville-sur-Mer, Geffosses, Pirou et Créances.

Haltes. — Briqueville-la-Blouette, Haugneville, Marais-d'Haugneville, Gonneville, Linverville, la Gringorerie, Pirou-le-Pont, Créances-Bourg.

8° Ligne de Landivy à Saint-Hilaire-du-Harcouët.

Stations. — Type des stations des chefs-lieux de canton du Finistère : à Saint-Hilaire-du-Harcouët-Ouest.

Type des stations intermédiaires du Finistère : Savigny-le-Vieux, Moulines, Saint-Symphorien.

Haltes. — Ruines-de-l'Abbaye, la Delinais, Saint-Hilaire-Bourg.

Les stations seront ouvertes au service des voyageurs, messageries et marchandises, les haltes au service des voyageurs seulement.

Des moyens de transbordement commodes pour les voyageurs et pour les marchandises seront établis, pour chacune des lignes, conformément aux indications ci-après, savoir :

Ligne de Cherbourg à Barfleur : à la jonction avec la ligne de l'Ouest à Cherbourg et avec la ligne d'intérêt local de Valognes et Montebourg à Barfleur en gare de Barfleur ;

Ligne de Querqueville à Urville : à la jonction avec la ligne des tramways à Cherbourg à Querqueville ;

Ligne de Pont-l'Abbé-Picauville à Sainte-Mère-Église : à la jonction avec la ligne de l'Ouest à Chef-du-Pont ;

Ligne de Condé-sur-Vire à Granville : à la jonction avec les lignes de l'Ouest à Condé-sur-Vire, à Cérances et à Granville ;

Ligne de Sourdeval à Granville : à la jonction avec les lignes de l'Ouest, à Sourdeval, à Avranches et à Granville ;

Ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville : à la jonction, en gare d'Avranches-Ouest, avec la ligne de Lison à Lamballe et avec la ligne d'intérêt local projetée de Sourdeval à Granville, et en gare d'Avranches-Ville avec le tramway d'Avranches à Saint-James ;

Ligne de Coutances à Lessay : à la jonction avec les lignes de l'Ouest à Coutances et à Lessay ;

Ligne de Landivy à Saint-Hilaire-du-Harcouët : à la jonction avec la ligne de l'Ouest, à Saint-Hilaire-du-Harcouët.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu ; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

1° D'un plan à l'échelle d'un cinq-centième (1/500^e), indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords ;

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0^m 01) par mètre ;

3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

Traversée des routes et chemins.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

Pour les viaducs, la hauteur libre, à partir du sol de la route, au-dessus de la chaussée, dans toute sa largeur, ne sera pas inférieure à quatre mètres trente centimètres (4^m 30).

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) pour la ligne de Cherbourg à Barfleur et quatre mètres (4^m) pour les autres lignes. La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m).

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de huit mètres (8^m) pour la ligne de Cherbourg à Barfleur et de sept mètres trente centimètres (7^m 30) pour les autres lignes.

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à six mètres (6^m) pour la route départementale et pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal ou rural.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) sur la ligne de Cherbourg à Barfleur et de quatre mètres (4^m) sur les autres lignes pour les chemins à une voie et de huit mètres (8^m) sur la ligne de Cherbourg à Barfleur et de sept mètres trente centimètres (7^m 30) sur les autres lignes dans les sections où le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m 80) pour la ligne de Cherbourg à Barfleur et de quatre mètres dix centimètres (4^m 10) pour les autres lignes.

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés, à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que des abris ou maisons de gardes, à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes (0,020) au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectification des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes cantales, l'inclinaison des pontes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0"03) par mètre pour les routes nationales, et cinq centimètres (0"05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux. Le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux. — Débouché des ponts.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à l'encontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4"50) pour la ligne de Cherbourg à Barfleur, et quatre mètres (4") pour les autres lignes, de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et huit mètres (8") pour la ligne de Cherbourg à Barfleur, et sept mètres trente centimètres (7"30) pour les autres lignes, sur les chemins à deux voies et ils présenteront en outre les garanties nécessaires pour la sécurité des ouvrages de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1").

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire pour le service du chemin de fer, une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'Etat, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

Souterrains.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4"50) sur la ligne de Cherbourg à Barfleur, et quatre mètres (4") sur les autres lignes, de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails, pour les chemins à une voie, et huit mètres (8") sur la ligne de Cherbourg à Barfleur, et sept mètres trente centimètres (7"30) sur les autres lignes, de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2") au moins au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres (50") de distance de chaque côté et seront disposés en quinconce d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de cinq mètres quarante centimètres (5"40) pour la ligne de Cherbourg à Barfleur, et quatre mètres soixante-dix centimètres (4"70) pour les autres lignes. La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails, pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4"80) pour la ligne de Cherbourg à Barfleur, et quatre mètres dix centimètres (4"10) pour les autres lignes. L'ouverture des puits d'éclairage et de construction des souterrains sera entourée d'une manivelle en maçonnerie de deux mètres (2") de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

Maintien des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

Exécution des travaux.

18. Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaires afin d'opérer le rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qu'ils aient été ou non employés dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt-cinq kilogrammes (25^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation, pour la ligne de Cherbourg à Bertheville, de vingt kilogrammes (20^k) pour la ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville (raccordement à crémaillère) et de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins pour les autres lignes.

La crémaillère de la ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville sera du type à lames d'acier, système Abt. Elle reposera sur des traverses par l'intermédiaire de coussinets spéciaux. La voie à crémaillère sera consolidée par des avarages, et les traverses seront solidement contreventées.

L'écartement maximum des traverses sera de soixante-quinze centimètres ($0^m 75$) d'axe en axe.

Le ballast sera formé de pierre cassée de dureté suffisante.

Clôtures.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

- 1° Dans la traversée des lieux habités;
- 2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;
- 3° Sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau;
- 4° Aux abords des stations.

Terrains.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement des chemins de fer dont il s'agit et de leurs dépendances, pour la déviation des voies de communication et le cours d'eau déplacés et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Indemnités de terrains et de dommages.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

Droits conférés au concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux militaires.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité-direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux, et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas, sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

30 bis. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Rectification des parties de route ou de chemin atteintes par le rail-écluse.

29. *ter.* Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la route, partie qui se trouve en dehors des zones ou de l'accollement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la fin des travaux provisoires des travaux de rectification; il en sera de même pour tous les terrains.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la sécurité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les pontons du chemin de fer traversé à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont données par le deuxième paragraphe de l'article 7. Il devra satisfaire aux conditions fixées ou à établir pour les transports utilitaires.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consommer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions fixées ou à fixer pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts.

Les voitures seront complètement couvertes, garnies de banquettes avec des ressorts fermés à glaces, munies de rideaux et éclairées pendant la nuit.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de trois classes pour la ligne de Cherbourg à Barfleur, d'une seule classe pour la ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville (raccordement à la meilleure) et de deux classes pour les autres lignes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui sont arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra ériger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs seront chauffées pendant la saison froide, sauf exceptions autorisées par le préfet, sur l'avis du service du contrôle.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet, en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours chaque ligne entière dans chaque sens est fixé :

1° Pour la ligne de Cherbourg à Barfleur, à quatre trains par jour dans chaque sens pendant quatre mois, et à trois trains par jour dans chaque sens pendant huit mois;

2° Pour la ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville, à quatorze trains par jour au minimum dans chaque sens;

3° Pour les autres lignes, à trois trains par jour dans chaque sens. Sur la ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville, des trains en nombre suffisant assureront toutes les correspondances des trains de la ligne de Saint-James à Avranches-Ville. Les autres auront pour point de départ ou pour terminus la halte du boulevard de l'Est.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, sur le sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire et sur l'avis du service du contrôle, le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de chaque ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession pour les lignes mentionnées à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession.

Celle-ci prendra fin cinquante ans après.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les usines et installations de toute nature établies en vue de la production et du transport de l'énergie électrique ou autre destinées à l'exploitation du chemin de fer, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voie, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc. Il en sera de même enfin de tous les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares.

Le matériel roulant faisant retour gratuitement au département en fin de concession est le matériel inscrit au compte de premier établissement et à celui des travaux complémentaires.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne le matériel roulant excédant l'effectif prévu par l'article 4 de la convention qui n'aurait pas été acquis en vertu de l'article 10 de ladite convention, le département se réserve le droit de le reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint.

La valeur du matériel repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le con-

cessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation des lignes pendant six mois.

Rachat de la concession.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880, le terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé par l'article 2 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui surviennent dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat sur les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les quinze années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et on y ajoutera les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net moyen des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le remboursement auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, le montant des deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité du montant en excédent de l'effectif inscrit au compte de premier établissement au compte des travaux complémentaires étant ici obligatoire, dans tous les cas, le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où les travaux de fer concédés ayant été déclarés d'intérêt général, l'État sera autorisé à racheter la concession dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880, présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession après le terme de quinze années qui est fixé par le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions du présent article. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

Déchéance.

37. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs ou n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, la concession sera prononcée par le ministre des travaux publics, après avis du Conseil d'État, en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de cinq cent mille francs (500,000) qui sera déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 66, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par l'acte de concession ou par le cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement en cas de déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera restitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne et, s'il y a lieu, le jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de la garantie, qui devra être égal au moins au dixième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1849.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions de toute nature échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultats, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemins de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure d'abord constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira

seront transportés les voyageurs il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la convention, les droits de place et les prix de transport ci-après énumérés :

1^{re} PARTIE

Ces tarifs s'appliquent aux voyageurs, aux marchandises et aux animaux transportés à la vitesse des trains de voyageurs.

1^{er} PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

	Vitesse		
	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe
Voyageurs	0 07	0 05	0 04
<i>Voitures couvertes, garnies et fermées à pleins vitres.</i>			
<i>Voitures découvertes, garnies à pleins et à demi-vitres.</i>	0 08	0 06	0 05
<i>Voitures à pleins vitres, garnies à pleins et à demi-vitres.</i>	0 09	0 07	0 06
<i>Voitures à pleins vitres, garnies à pleins et à demi-vitres, avec laiterie.</i>	0 10	0 08	0 07
<i>Art. 3. Au premier ordre des changes.</i>	0 11	0 09	0 08
Enfants	0 04	0 03	0 02
<i>Au-dessous de sept ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être accompagnés par les parents ou par une personne qui les accompagne.</i>			
<i>Les trains à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte, gratuite, sans aucune compensation, pour enfants ne pouvant voyager que la place d'un voyageur.</i>			
<i>Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.</i>			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.	0 02	0 01	0 01
Sans que la perception puisse être inférieure à 30 centimes.			

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait	0 07	0 03	0 02
Veaux et porcs	0 025	0 015	0 01
Moutons, brebis, agneaux, chèvres	0 01	0 01	0 01
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			

2^o PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excipients de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs	0 20	0 16	0 13
--	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes	0 09	0 07	0 05
2^e classe. — Bleds. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrans. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fer. — Cuivre. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées	0 08	0 06	0 04
3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Meulons. — Meulrières. — Argiles. — Briques. — Ardoises	0 06	0 04	0 03
4^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables	0 05	0 03	0 02

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes..... 0 05 0 03 0 08

Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre (50 centimes).

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.*Par pièce et par kilomètre.*

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes..... 0 09 0 06 0 15

Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes..... 0 12 0 08 0 20

Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi)..... 1 80 1 20 3 00

Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi)..... 2 25 1 50 3 75

Tender de sept à dix tonnes..... 0 90 0 60 1 50

Tender de plus de dix tonnes..... 1 35 0 90 2 25

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, agit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportent pas un pänge au moins égal à celui qui serait pänge sur la locomotive avec son tender, marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou à quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur..... 0 15 0 10 0 25

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc..... 0 18 0 14 0 32

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide..... 0 12 0 08 0 20

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre..... 0 08 0 06 0 14

4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.*Grande vitesse (par pièce et par kilomètre).*

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes..... 0 18 0 14 0 32

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de..... 0 18 0 12 0 30

Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de... 0 60 0 40 1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'Etat.

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Marchandises des 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classes.....	0 05	0 03	0 08
Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre (50 centimes).			
3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.			
<i>Par pièce et par kilomètre.</i>			
Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, agit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportent pas un pänge au moins égal à celui qui serait pänge sur la locomotive avec son tender, marchant sans rien traîner.			
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.			
Voitures à deux ou à quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 15	0 10	0 25
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 18	0 14	0 32
Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.			
Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.			
Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....	0 12	0 08	0 20
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....	0 08	0 06	0 14
4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.			
<i>Grande vitesse (par pièce et par kilomètre).</i>			
Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....	0 18	0 14	0 32
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....	0 18	0 12	0 30
Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de...	0 60	0 40	1 00
Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'Etat.			

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus, sauf pour les transports effectués sur la ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville (raccordement à crémaillère) dont les prix déterminés au tarif B ci-dessus sont des prix fermes quel que soit le parcours. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 12 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes ($1,000^k$).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes ($0^k 40^c$).

Les deux premiers paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas à la ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville (raccordement à crémaillère).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteront dans les bureaux du chemin de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville (raccordement à crémaillère), sur laquelle il ne sera accordé aucune franchise pour le transport des bagages.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes ($3,000^k$). Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes ($3,000$ à $5,000^k$); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Renvoi par groupe.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nominativement énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous, sauf l'exception résultant du tarif B et ce qui concerne la ligne d'Avranches-Ouest à Avranches-Ville.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un des paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, et aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le poids et le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et

célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse, ou qui s'obligera à livrer à des dates régulières et périodiques un certain nombre de wagons complets.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population aggro-

milieu de servir de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants vers le pôle de cinq kilomètres 50 de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, et seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les exploitants et destinataires des voitures à voyageurs sont tenus de faire eux-mêmes leurs frais de chargement et de déchargement des marchandises.

Travaux particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 51 de la loi du 15 juillet 1856 de faire directement ou indirectement, avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1845, prendra les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

Cette partie.

52 bis. Le concessionnaire sera tenu de faire le service des colis postaux, conformément à la loi du 3 mars 1881 et aux décrets portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi, et cela dans les mêmes conditions que les compagnies de chemins de fer signataires de la convention du 2 novembre 1881 visée dans cette loi et ces décrets.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Personnel du service vicinal du département.

53 bis. L'agent voyer en chef du département et les agents voyers d'arrondissement et cantonaux, dans l'étendue de leur circonscription, auront droit au transport gratuit dans les voitures de première classe.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément, pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transport des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Services des postes et des télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la deuxième classe ou un espace équivalent pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches, sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1° requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1°; 2° requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment, en conformité du paragraphe 1° du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire, par la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le Trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Lignes télégraphiques et téléphoniques.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques ou téléphoniques

destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique ou téléphonique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques et téléphoniques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques ou téléphoniques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique ou téléphonique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques ou téléphoniques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques ou téléphoniques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou téléphoniques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0^e 50) par kilomètre parcouru par la machine quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés, chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques, ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service de toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département. ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Le concessionnaire se conformera aux mesures qui pourront lui être prescrites par l'administration en vue d'établir des moyens de transbordement commodes pour les marchandises dans toutes les gares de raccordement avec une autre voie ferrée et en vue d'éviter, autant que possible, un parcours trop long aux voyageurs et aux marchandises devant passer d'une voie à l'autre.

Embranchements industriels,

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de carrières, de mines ou d'usines, avec tout propriétaire ou concessionnaire de magasins généraux et avec tout concessionnaire de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderaient un embranchement; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de carrières, de mines et d'usines, des propriétaires ou concessionnaires de magasins généraux ou des concessionnaires de l'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires, et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de carrières, de mines ou d'usines, de magasins généraux ou d'outillage des ports maritimes ou de navigation intérieure avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre (1^{er}). Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les dépenses qui résulteront des mesures prescrites, s'il y a lieu, par le préfet statuant sur l'avis du service du contrôle, pour la surveillance et le gardiennage des aiguilles et des barrières d'embranchement industriel, seront à la charge des propriétaires des embranchements; mais les gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'exécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure, et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de répéter pour la non-exécution de ces conditions.

Tarifs à percevoir pour le matériel prêté.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, de quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de cinq mille kilogrammes (5,000^k) déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances, la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1808.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la réception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la date du 1^{er} février, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs (50^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} février qui suivra la déclaration d'utilité publique et au prorata du temps écoulé entre cette déclaration et le 31 décembre suivant.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

Cautionnement.

66. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la Caisse des dépôts et consignations la somme de cent vingt cinq mille francs (125,000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État, calculées conformément au décret du 31 janvier 1873, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Dans le mois qui suivra l'approbation de la convention par la loi déclarative d'utilité publique, le concessionnaire, à peine de déchéance, effectuera, dans les mêmes conditions, un dépôt complémentaire de trois cent soixante-quinze mille francs (375,000^f).

La somme de cinq cent mille francs (500,000^f) ainsi constituée formera le cautionnement de l'entreprise.

A partir du moment où la dépense en travaux, acquisitions de terrains et fournitures de matériel aura atteint le chiffre de trois millions de francs (3,000,000^f), les neuf dixièmes du cautionnement seront rendus au concessionnaire, par dixièmes, proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier dixième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Saint-Lô.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de Saint-Lô.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Manche, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Vu et annexé au traité de concession en date de ce jour.

Saint-Lô, le 18 avril 1904.

Lu et accepté :

Pour la Société française de tramways
électriques et de chemins de fer :

Le Président du Conseil d'administration,
Signé : Comte de SÉGUR-LAMOIGNON.

Le Préfet de la Manche,

Signé : LEU.

L'Administrateur délégué,

Signé : Ch. LE BLOF.

Enregistré à Saint-Lô, le 13 août 1904, folio 60, case 17. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Ciron.

N° 15024. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de l'Enseignement primaire supérieur.

Du 19 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu la loi du 19 juillet 1889 et la loi du 25 juillet 1893 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu le bordereau ci-joint constatant qu'il a été versé par le receveur municipal de Châtelleraut (Vienne) une somme de trois cents francs pour servir, pendant l'exercice 1904, au paiement du traitement d'un instituteur adjoint à l'école primaire de Châtelleraut, exerçant dans un emploi créé, sous la réserve que ladite ville se chargera du paiement du traitement de ce fonctionnaire et versera le montant de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds de concours;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 juillet 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1904, chapitre LXXXIV : *Enseignement primaire supérieur*, un crédit de trois cents francs (300^f).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMÉ.

N° 45025. — DÉCRET relatif à l'échange des Colis postaux grevés de remboursement, entre la France et les Antilles néerlandaises

Du 29 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 9 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892 et 8 avril 1898 sur le service des colis postaux;

Vu les décrets des 27 juin 1894 et 26 décembre 1898;

Vu la lettre par laquelle le Bureau international de l'Union postale universelle notifie la participation des Antilles néerlandaises au service des colis postaux grevés de remboursement; conformément aux règles de la convention internationale du 15 juin 1897;

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances;

DÉCRET :

Art. 1^{er}. À partir du 1^{er} octobre prochain, les colis postaux grevés de remboursement jusqu'à concurrence de cinquante francs pourront être échangés entre la France, y compris la Corse, l'Algérie, les colonies françaises ou établissements français à l'étranger, au trafic, d'une part, et les Antilles néerlandaises, d'autre part.

2. La taxe additionnelle à percevoir pour les colis de l'espece fixée à vingt centimes (0^e 20) par vingt francs ou fraction de vingt francs (20^e).

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 29 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : G. DOUMERGUE.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUET.

N° 45026. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, co-signé par le ministre des travaux publics) portant :

1^o Est et demeure approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage à percevoir, aux bacs de Fay, Mareuil, Precy, Damery et Noisiel, sur la rivière de Marne (Seine-et-Marne);

2^o Sont exemptés des droits de péage :

Les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les agents, tels qu'ils sont désignés à la suite dudit tarif. (Paris, 28 Février 1904.)

TARIF.

ART. 1^{er}. Il sera perçu :

1^o Pour le passage d'une personne à pied non chargée ou chargée d'un poids de cinquante kilogrammes au maximum; dix centimes..... 0 10

NOTA. — Les enfants au-dessous de sept ans, quand ils seront accompagnés, passeront gratuitement ;

2^o Pour denrées ou marchandises embarquées à bras d'homme, en denrées des cinquante kilogrammes mentionnés au paragraphe 1^{er}, par cinquante kilogrammes ou fraction de cinquante kilogrammes, cinq centimes..... 0 05

NOTA. — Le chargeur déclarera le poids qui pourra être vérifié par le passeur ;

3^o Pour un vélocepede à deux roues, dix centimes..... 0 10

4^o Pour un vélocepede à plus de deux roues, quinze centimes..... 0 15

5^o Pour un vélocepede à deux roues, muni d'une machine motrice, quinze centimes..... 0 15

6^o Pour un vélocepede à plus de deux roues, muni d'une machine motrice, vingt-cinq centimes..... 0 25

7^o Pour une voiture légère, dite *remorque*, accrochée à un vélocepede, vingt-cinq centimes..... 0 25

Pour les paragraphes 3, 4, 5 et 6, la taxe prévue sera augmentée d'autant de fois cinq centimes (0 05) que la machine comprendra de places moins une.

Le fermier percevra, indépendamment de la taxe concernant le transport de l'engin, le droit fixé par le présent tarif pour le passage des cyclistes.

Les cycles des fonctionnaires en service seront exempts de la taxe.

2. Dans le temps des hautes eaux, toutes les taxes fixées par le présent tarif seront doublées.

Les eaux seront réputées hautes lorsqu'elles atteindront ou dépasseront la petite peinte en rouge du poteau de hauteur établi sur la rive de contre-halage.

3. Une personne seule pourra exiger le passage immédiat sans être tenue de payer plus que le droit simple fixé par le présent tarif.

4. Sont exempts du droit de péage :

1^o Les préfets ou sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les inspecteurs des finances, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents des manufactures de l'État, les agents de l'administration forestière, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les agents de l'administration des postes et des télégraphes, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition qu'ils seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs soit de leurs commissions, soit de cartes personnelles tenant lieu de ces commissions, soit enfin de réquisitions délivrées par le directeur du service intéressé ;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants.

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent article auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs vélocepedes ;

2^o Les militaires de tous grades, voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, les officiers lors de la durée et dans l'étendue de leur commandement ;

3° Les pompiers et les personnes qui, en cas de sinistre, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire;

4° Les gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions;

5° Les enfants au-dessous de sept ans, quand ils seront accompagnés;

6° Les enfants, quel que soit leur âge, même non accompagnés, lorsqu'ils iront à l'école ou à l'instruction religieuse et qu'ils en reviendront, à dire le maire de délivrer chaque année au fermier un état indicatif de ces enfants et des heures de leur passage.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des personnes, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchir le terrain du fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

§ 5. Le fermier devra passer sans aucun délai, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de ses fonctions, les fonctionnaires, employés, agents et autres personnes désignées au titre 4.

Vu pour être annexé au décret du 23 février 1904.

Le Ministre des travaux publics

Signé : E. MARTÉJOUS.



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Décembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du décret au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, sous condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne respectent pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2573.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 45027. — *DÉCRET qui ouvre au transit des marchandises non prohibées le Bureau des douanes de Ghyvelderoute (Nord).*

Du 3 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 10 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et d'après l'avis conforme du ministre des finances;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836, qui confère au Gouvernement le droit de déterminer les bureaux de douanes qui seront ouverts à l'importation et au transit de certaines marchandises,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes de Ghyvelderoute (Nord) est ouvert au transit des marchandises non prohibées.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des Finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLON.

N° 15028. — *DÉCRET qui supprime l'Entrepôt réel et général des sels du Tréport.*

Du 6 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 10 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et d'après l'avis conforme du ministre des finances :

Vu la loi du 8 floréal an XI, la loi du 24 avril 1806 et le décret du 11 juin de la même année ;

Vu la loi du 6 mai 1841, article 12,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'entrepôt réel et général des sels créé au Tréport (Seine-Inférieure), en vertu de la loi susvisée du 6 mai 1841, est et demeure supprimé.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUTIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

N° 15029. — *DÉCRET qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 31 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ;

Vu la délibération du conseil général de la Charente-Inférieure, en date du 12 avril 1904 ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 juin 1904 ;

101.

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Charente-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-dix centimes pour cent (3⁷/₁₀ p. o/o), une somme de cent quatre-vingt-dix mille francs (190,000^f) remboursable en trente ans, à partir de 1905, et applicable aux dépenses de construction d'une école normale de garçons à la Genette, près la Rochelle.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Charente-Inférieure est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement pendant trente ans, à partir de 1905, vingt-quatre centièmes de centime (0^c 24) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent quatre-vingt-dix mille francs (190,000^f) autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes.

Signé : E. COMBES.

N° 15430. — DÉCRET qui autorise le département du Finistère à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 26 Juillet 1904.

Transmis au Journal officiel du 4 août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général du Finistère, en date du 13 mai 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 6 juillet 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département du Finistère est autorisé, conformément à la délibération susvisée du conseil général, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3^{fr} 85 p. 100), une somme de deux cent quarante-sept mille cinq cents francs (247,500^{fr}) remboursable en trente ans, à partir de 1905, et applicable à l'acquisition de terrains destinés à l'agrandissement de la préfecture.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Finistère est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement pendant trente ans, à partir de 1905, trente-huit centièmes de centime (0^{fr} 38) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent quarante-sept mille cinq cents francs (247,500^{fr}) autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes

extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 45031. — *DÉCRET qui autorise le département de la Haute-Garonne à s'imposer extraordinairement en 1905.*

Du 26 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Haute-Garonne, en date du 14 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 30 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Garonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, soixante-deux centimes de centime (0^e 62) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable au paiement du prix d'acquisition de l'immeuble, du jardin et de ses dépendances, servant de casernement à la gendarmerie de Rieumes, aux frais divers occasionnés par cette acquisition, ainsi qu'aux réparations urgentes à effectuer dans ledit immeuble.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 45032. — DÉCRET qui autorise le département des Basses-Alpes à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 27 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les délibérations du conseil général des Basses-Alpes, en date du 20 août 1903 et du 23 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 27 février 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département des Basses-Alpes est autorisé, conformément aux délibérations susvisées du conseil général, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^f 63 p. 0/0), une somme de soixante-six mille francs (66,000^f) remboursable en trente ans, à partir de 1905, et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner par application de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Basses-Alpes est également autorisé à s'imposer extraordinairement pendant dix ans, à partir de 1905, trente-neuf centièmes de centime (0^e 39) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante-six mille francs (66,000^f) autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

3. Il sera pourvu, du 1^{er} janvier 1915 au 31 décembre 1934, au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante-six mille francs (66,000^f) ci-dessus indiqué à l'aide d'un prélèvement sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45033. — DÉCRET qui autorise le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 28 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 10 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Creuse, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 18 juillet 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Creuse est autorisé, conformément

à la délibération soumise au conseil général, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, six centimes (0' 06) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à l'entretien des chemins vicinaux de grande communication.

2. Le département de la Creuse est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, neuf centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, pour affecter le produit à l'entretien des chemins vicinaux d'intérêt commun.

3. Les impositions extraordinaires autorisées par les articles 1^{er} et 2^{es} ci-dessus seront recouvrées indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1893.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45034. — **DÉCRET** qui autorise le département de l'Hérault à contracter un Emprunt.

Du 29 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de l'Hérault, en date du 16 août 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1893;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'Etat entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de l'Hérault est autorisé à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-dix

centimes pour cent (3⁷⁰ p. o/o), une somme de huit cent quatre-vingt-huit mille francs (888,000^f) remboursable en soixante ans à partir de 1905 et applicable aux frais d'établissement, dans les départements de l'Hérault et de l'Aude, du chemin de fer d'intérêt local d'Olonzac à Félignes-Hautpoul déclaré d'utilité publique par une loi du 18 avril 1904.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de huit cent quatre-vingt-huit mille francs (888,000^f) autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus ainsi qu'au paiement de l'annuité due à la société rétrocessionnaire de la ligne précitée pour l'amortissement de sa part contributive dans les dépenses d'établissement de cette ligne, seront assurés tant à l'aide de la subvention allouée par l'Etat en exécution de la loi du 11 juin 1880, qu'au moyen d'un prélèvement sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : E. COMBES.

N° 45035. — *Décret qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement en 1905.*

Du 29 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ;

Vu la délibération du conseil général de la Haute-Loire, en date du 12 avril 1904 ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 juin 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Loire est autorisé, conformément à la délibération du conseil général en date du 12 août 1904, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, centime vingt-cinq centièmes (1^{re} 25) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois du 10 août 1871 et du 12 juillet 1893.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOCBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 15036. — **DÉCRET** qui autorise le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 29 Juillet 1904.

Promulgué au *Journal officiel* du 7 août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Creuse, en date du 13 août 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 11 juillet 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Creuse est autorisé, conformément à la délibération susvisée du conseil général, à s'imposer extraordinairement, en 1905, trois centimes quatre-vingt-quatre centèmes (3⁸⁴) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner, pendant la même année, en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45037. — DÉCRET qui autorise le département des Landes à affecter, jusqu'à concurrence de 2,000 francs, au paiement de Pensions annuelles aux vieillards, infirmes et incurables indigents, le reliquat disponible de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi du 30 juillet 1895.

Du 31 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 10 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général des Landes, en date du 13 avril 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

Vu les lois des 27 mars 1897 et 30 mars 1902;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département des Landes est autorisé, conformément à la délibération susvisée du conseil général, à affecter, jusqu'à concurrence de deux mille francs (2,000^f), au paiement de pensions annuelles aux vieillards, aux infirmes et aux incurables indigents dans les conditions prévues par l'article 43 de la loi de finances du 29 mars 1897 et par l'article 61 de la loi de finances du 30 mars 1902, le reliquat disponible sur le produit de l'imposition extraordinaire de cinquante centièmes de centime (0^o50) autorisée par la loi du 30 juillet 1895 pour les dépenses du service de l'assistance médicale gratuite.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 31 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45038. — DÉCRET qui autorise le département de la Drôme à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 31 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 10 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Drôme, en date du 13 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 18 juillet 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Drôme est autorisé à s'imposer

extraordinairement, pendant l'année 1905, sept centimes trente-cinq centièmes (7^e 35) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement des garanties d'intérêt et d'exploitation des réseaux de tramways départementaux déclarés d'utilité publique par les décrets du 17 août 1891 et du 18 avril 1893 modifié par un décret du 20 mai 1901.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 31 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMSES.

N° 45039. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux de dégagement du Palais de justice de Poitiers.

Du 3 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu les déclarations délivrées par le trésorier-payeur général de la Vienne, constatant qu'il a été versé, les 3 et 6 juin 1904, une somme de vingt mille six cent quarante cinq francs vingt-cinq centimes représentant : 1° le solde de la part contributive de la ville de Poitiers dans les frais de dégagement de la tour de Maubergeon; 2° la seconde annuité de la somme allouée par la Société des antiquaires de l'Ouest; 3° le montant des souscriptions recueillies par cette société en vue desdits travaux;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 18 juillet 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

⁽¹⁾ 2^e série, Bull. 1045, n° 10527.

deuxième section (*Service des beaux-arts*), sur l'exercice 1904, chapitre XLI : *Conservation des monuments historiques* — *Acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de Sens* — comparée, un crédit de vingt mille six cent quarante-cinq francs vingt-cinq centimes (20,645²⁵) applicable aux dépenses occasionnées par le dégagement de la tour de Maubergeon, dépendant du palais de justice de Poitiers.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses particulières.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 3 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIE.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUJER.

N° 45040. — *DÉCRET qui autorise le département de l'Yonne à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 9 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 16 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de l'Yonne, en date du 13 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 18 juillet 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de l'Yonne est autorisé, conformément à la délibération susvisée du conseil général, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-quatre centimes pour cent (3⁷⁵ p. o/o), une somme de cent trente-cinq millions de francs (135,000⁰⁰), remboursable en vingt ans, à partir de 1905.

applicable au paiement d'une avance à faire à l'État, en vue de l'établissement des circuits téléphoniques Sens-Paris et Auxerre-Paris.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Il sera fait face au remboursement dudit emprunt de cent trente-cinq mille francs (135,000^f) au moyen des versements effectués par l'État, à titre d'attribution au département sur le produit des taxes perçues sur le réseau téléphonique départemental.

3. Le département de l'Yonne est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement pendant vingt ans, à partir de 1905, vingt-neuf centièmes de centime (0^e 29) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service de l'emprunt de cent trente-cinq mille francs (135,000^f) autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

4. L'imposition extraordinaire de vingt-neuf centièmes de centime (0^e 29) autorisée par l'article 3 ci-dessus ne sera mise chaque année en recouvrement, qu'autant que les versements effectués par l'État, dans les conditions indiquées plus haut, seront insuffisants pour assurer le paiement des annuités dudit emprunt et dans la limite de cette insuffisance.

Le montant de l'imposition à mettre chaque année en recouvrement sera déterminé par le préfet, d'après les indications résultant de l'exercice précédent.

5. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 9 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45041. — **DÉCRET** qui autorise le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 9 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 18 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Haute-Savoie, en date du 9 juillet 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 27 juillet 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Savoie est autorisé, conformément à la délibération susvisée du conseil général, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, un centime soixante-neuf centièmes (1^{er} 79) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à des travaux à effectuer sur les routes départementales n° 2 et 10.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 9 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

5042. — *Décret qui autorise le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement en 1905.*

Du 10 Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 août 1904.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des

libération du conseil général de la Haute-Savoie, en date du 1904;

du ministre des finances, en date du 27 juillet 1904;

autres pièces du dossier;

des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

du ministre de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des Beaux-Arts, en date du 10 août 1904, et du Conseil d'Etat entendue,

. Le département de la Haute-Savoie est autorisé, conformément à la délibération susvisée du conseil général, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, quarante et un centimes (0⁴¹) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement affecté aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite charge par la loi du 15 juillet 1893.

La contribution sera recouvrée indépendamment des centimes additionnels dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Bégude-de-Mazenc, le 10 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Président du Conseil,
du l'intérieur et des cultes,
Signé : E. COMBES.

N° 45043. — **DÉCRET** qui autorise le département de Jura à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 12 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 18 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les délibérations du conseil général du Jura, en date des 10 août 1902 et 14 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 juillet 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département du Jura est autorisé, conformément aux délibérations susvisées du conseil général, à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante centimes (3^{fr} 60 p. 0/0), une somme de deux millions six cent quatre-vingt mille huit cents francs (2.680,800^{fr}) remboursable en soixante ans, à partir de 1907, et applicable aux frais d'établissement du chemin de Clairvaux à Foncines-le-Haut, déclaré d'utilité publique par un décret du 27 décembre 1903.

Cet emprunt ne pourra être réalisé qu'au fur et à mesure des besoins constatés; il le sera soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traites à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Il sera pourvu au remboursement partiel anticipé du principal de l'emprunt de deux millions six cent quatre-vingt mille huit cents francs (2.680,800^{fr}) autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus et jusqu'à concurrence au moyen des subventions à verser par les communes et les particuliers intéressés.

3. Le département du Jura est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1905 et 1906, trois centimes additionnels (3^{fr} 15) au principal des quatre centimes

pour en affecter le produit au service des intérêts de
et de deux millions six cent quatre-vingt-mille huit cents
(2,680,800^f) précité.

département du Jura est enfin autorisé, conformément à
ce que le conseil général en a faite, à s'imposer extraor-
dinairement, pendant soixante et un ans, à partir de 1907, trois
quinze centièmes (3^e 15) additionnels au principal des
contributions directes, pour en affecter le produit, concurren-
tamment avec la subvention allouée par l'Etat, en exécution de la
loi du 16 juin 1880, tant au service des intérêts et au rembourse-
ment d'un emprunt de deux millions six cent quatre-vingt mille huit
cents (2,680,800^f), qu'au paiement de l'annuité due au rétro-
cède de la ligne dont il s'agit pour le remboursement de sa
part dans les dépenses d'établissement de cette ligne.

position extraordinaire autorisée par l'article 4 ci-dessus
utilise chaque année en recouvrement que dans la limite
pour assurer le service de la dette départementale résultant
de l'emprunt.

dispositions autorisées par les articles 3 et 4 du présent
décret sont recouvrées indépendamment des centimes extraordi-
naires le maximum est fixé chaque année par la loi de
la vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,
le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal*
officiel et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Nogent-sur-Seine, le 12 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le président du Conseil,
ministre de l'intérieur et des cultes,
: E. COMBES.

— DÉCRET qui autorise le département des Deux-Sèvres
à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 12 Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 août 1904.)

ET DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des

Vu la délibération du conseil général des Deux-Sèvres, en date du 12 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 27 juillet 1901;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département des Deux-Sèvres est autorisé à s'imposer extraordinairement, en 1905, un centime (0^e 01) additionné au principal des quatre contributions directes, dont le produit restera exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux ordinaires à subventionner pendant la même année par application de la loi du 12 mars 1880.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Régence-de-Mazons, le 12 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45045. — *DÉCRET qui autorise le département des Landes à s'imposer extraordinairement en 1905.*

Du 12 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 18 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général des Landes, en date du 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 19 juillet 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département des Landes est autorisé, conformément à la délibération susvisée du conseil général, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, un centime (0/01) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à l'entretien des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 12 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 45046. — DÉCRET qui autorise le département de la Corse à s'imposer extraordinairement en 1905.

Du 12 Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil général de la Corse, en date du 18 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 juillet 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le département de la Corse est autorisé, conformément à la délibération susvisée du conseil général, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1905, six centimes trente-deux centièmes (6/32) additionnels au principal des quatre contributions

directes, pour en affecter le produit aux dépenses du service des aliénés en 1902 et années antérieures et au paiement de frais de transport pour les voyageurs indigents en 1903 et antérieurement.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu des lois du 10 août 1871 et du 12 juillet 1892.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 12 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 15047. — DÉCRET qui détermine les obligations auxquelles sont soumis les Raffineurs de sucre.

Du 12 Août 1904.

Promulgué au *Journal officiel* du 15 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la loi du 5 août 1890;

Vu la loi du 26 juillet 1893 et le décret du 30 août suivant;

Vu la loi du 28 janvier 1903;

Vu la loi du 27 janvier 1903 et le décret du 28 mai suivant;

Vu la loi du 9 juillet 1904, et notamment les articles 4 et 9, ainsi conçus :

« Art. 4. Des règlements d'administration publique détermineront les obligations des raffineurs en ce qui concerne notamment la forme et le contrôle des déclarations des sorties et des quantités existant à l'inventaire; les conditions d'agencement et d'exercice des usines; les produits qui peuvent être reçus dans les raffineries et ceux qui peuvent en être expédiés, ainsi que les caractères distinctifs de ces produits et les conditions auxquelles leur introduction et leur enlèvement sont subordonnés; le mode de tenue des comptes et de liquidation des droits, l'époque et la forme des inventaires; enfin d'une manière générale, toutes les mesures nécessaires pour assurer l'entière exécution de la présente loi;

« Art. 9. Les contraventions aux dispositions de la présente loi et aux prescriptions des décrets qui seront rendus pour son exécution seront punies des peines portées à l'article 3 de la loi du 30 décembre 1873 »;

Le Conseil d'État entendu.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Nul ne peut se livrer au raffinage du sucre qu'après en avoir fait la déclaration par écrit au bureau des contributions indirectes. Cette déclaration est faite un mois au moins avant le commencement des opérations; elle est accompagnée d'un plan d'ensemble présentant les divers bâtiments et cours dont se compose la raffinerie avec l'indication de toutes les issues.

2. Les raffineries doivent être séparées de tout autre bâtiment.

Elles doivent être closes par des murs ou des palissades en planches de deux mètres (2^m) de hauteur au moins; tous les jours et fenêtres extérieurs doivent être garnis d'un treillis de fer à mailles de cinq centimètres (0^m 05) au plus.

Les portes doivent être munies de deux serrures, la clef de l'une de ces serrures est remise à l'administration.

L'administration fixe le nombre des portes qui peuvent être ouvertes pendant le jour; de dix heures du soir à cinq heures du matin une seule porte peut être ouverte.

En ce qui concerne les raffineries actuellement existantes, l'administration peut exiger que, dans le délai d'un mois, il soit satisfait aux prescriptions des paragraphes 2 et 3 du présent article. Toute communication intérieure avec les immeubles voisins y est interdite.

3. Le raffineur est tenu de fournir un local convenable de douze mètres carrés (12^m) au moins, garni de chaises, de tables avec tiroir fermant à clef et d'un poêle ou d'une cheminée, pour servir de bureau aux employés. Ce local doit être situé dans l'enceinte de l'usine, près de la porte par laquelle s'opère la sortie des sucres. L'entretien, le chauffage et l'éclairage de ce bureau sont effectués par les soins de l'industriel.

Une guérite est, en outre, installée par le raffineur, auprès de chaque porte habituellement ouverte, pour abriter les employés de service.

Le prix de la location du bureau, y compris les frais d'entretien, de chauffage et d'éclairage, est fixé de gré à gré et, à défaut de fixation amiable, arrêté par le préfet.

4. Il ne peut être introduit dans les raffineries que des sucres bruts provenant directement des fabriques, des entrepôts ou des bureaux ouverts à l'importation.

Il ne peut être expédié de ces établissements que des sucres candis, des sucres raffinés ou agglomérés en pains, tablettes ou morceaux, des sucres raffinés en grains ou en poudre, des vergeoises et des mélasses.

L'administration peut autoriser, par décisions spéciales et aux conditions qu'elle détermine :

- 1° L'introduction accidentelle de sucres bruts autres que ceux sont prévus au paragraphe 1^{er} du présent article;
- 2° La réintroduction de sucres ou vergoises précédemment levés de l'usine;
- 3° L'introduction de sucres raffinés ou vergoises provenant d'une autre raffinerie;
- 4° La sortie accidentelle de sucres bruts.

Le raffineur désigne à l'avance les portes affectées à l'entrée et à la sortie des divers produits; une seule porte peut être affectée à la sortie des sucres.

Aucune introduction ne peut avoir lieu, aucune sortie ne peut être effectuée entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

5. Les sucres bruts introduits dans les raffineries sont accompagnés de titres de mouvement délivrés par le service du lieu d'expédition. Ces titres de mouvement énoncent la provenance, la marque, le poids brut et net des colis composant chaque chargement, le résultat de la polarimétrie des sucres, ainsi que la quantité des matières minérales et des glucoses qu'ils renferment. Ces énonciations sont vérifiées par les employés, qui procèdent, s'il y a lieu, au pesage et au prélèvement d'échantillons destinés à l'analyse.

6. Aucune quantité de sucre ou de mélasse ne peut être ni chargée ni expédiée de la raffinerie qu'après avoir été vérifiée par les employés. Les vérifications s'opèrent à proximité des emplacements où les sucres sont chargés en vue de leur expédition. Le nombre des locaux dans lesquels peut s'effectuer cette vérification est déterminé par l'administration; il ne peut s'élever à plus de quatre, sans qu'il puisse être mis simultanément en activité plus de deux bascules dans le même local.

Le service procède à la vérification par voie de pesage, de dosage, de reconnaissance de tare, dans les conditions déterminées par l'administration.

7. Chaque colis ou groupe de colis présenté à la vérification est accompagné, jusqu'à la sortie, d'un bulletin portant un numéro d'ordre et établi par l'industriel. Ce bulletin, indiquant par espèce de colis le poids net des sucres qui y sont contenus, est visé par les employés au moment de la vérification. Il est rapproché, d'une part, du registre à souche prévu à l'article 10 et, d'autre part, des carnets du service et de la feuille de sortie prévue à l'article suivant.

Les colis vérifiés sont chargés ou expédiés au plus tard dans le courant de la journée; jusqu'à ce moment ils doivent demeurer dans les locaux affectés à l'expédition, où aucune quantité de sucre vérifié ne peut être déposée. L'administration peut toutefois autoriser, aux conditions qu'elle juge nécessaires, le dépôt, dans un magasin spécialement affecté à cet usage, de sucres vérifiés.

Le raffineur établit une feuille de sortie reproduisant les indications des bulletins prévus à l'article précédent et mentionnant, par colis, le poids net de chaque chargement. Cette feuille, par les employés, accompagne le chargement jusqu'à la porte de sortie, où elle est remise à l'agent de surveillance; ce dernier s'assure une vérification sommaire de la concordance entre le charbon et les indications de la feuille de sortie.

En cas de soupçon de fraude ou de présomption d'erreur, un employé supérieur chargé d'une vérification ou le chef de service de la raffinerie peut faire procéder en sa présence au déchargement des sacs accompagnés de feuilles de sortie et à la nouvelle pesée des sacs ou autres matières sucrées chargées sur ces voitures.

Après que le déchargement a été requis par le chef de service, celui-ci doit, dans les vingt-quatre heures, rendre compte de l'incident à ses supérieurs hiérarchiques.

À la fin de chaque journée, le raffineur récapitule les indications des feuilles de sortie sur une formule imprimée que l'administration lui remet à cet effet. Cette formule, établie en double expédition, est signée et certifiée par l'agent de l'administration et par le directeur. L'une des expéditions est conservée par le raffineur et l'autre par l'administration.

En ce qui concerne les mélasses, les verges et les sucres non raffinés, les résultats de la vérification sont ultérieurement complétés par l'indication de la quantité de raffiné que les propriétaires présentent d'après l'analyse qui en a été opérée sur les échantillons élevés conformément à l'article 18.

Les bulletins et feuilles de sortie prévus aux articles 7 et 8 sont placés de registres à souche portant à la souche toutes les indications qui figurent à l'ampliation; ces registres sont divisés en deux séries, l'une affectée aux opérations des jours pairs, l'autre aux opérations des jours impairs; la série qui n'est pas en usage doit être communiquée aux employés à toute réquisition. Ces registres sont cotés et paraphés par les soins de l'administration et sur un modèle agréé par elle; les registres épuisés sont conservés pendant trois ans et sont représentés sur toute demande.

Le compte ouvert au raffineur, en exécution de l'article 3 de la loi du 17 juillet 1904, s'applique aux opérations effectuées pendant la période comprise entre deux inventaires.

Les éléments du compte sont inscrits :

1° Les droits afférents aux produits existant dans l'établissement au moment de l'inventaire qui précède l'ouverture du compte, sous réserve des échéances, de la déduction prévue par l'article 3 de la loi du 17 juillet 1904;

2° Les droits payés ou garantis sur les sucres introduits;

3° Les droits acquittés sur les excédents qu'aura fait ressortir la

balance du compte tenu en exécution de l'article 24 de la loi du 26 juillet 1893, dans les conditions prévues à l'article 15 du présent décret.

Au débit du même compte sont portés :

1° Les droits constatés sur les sucres candis, les sucres raffinés agglomérés et les vergeoises expédiés de la raffinerie;

2° Les droits afférents aux produits existant dans l'établissement au moment de l'inventaire final, sous réserve, le cas échéant, de la déduction prévue par l'article 3 de la loi du 9 juillet 1904.

12. Les employés des contributions indirectes peuvent procéder à toutes les constatations et vérifications qu'ils jugent nécessaires.

Pendant les opérations d'inventaire, le travail est complètement arrêté dans les ateliers et magasins; le raffineur doit, au fur et à mesure des opérations, déclarer le poids et le titrage des produits de toute nature existant dans chaque atelier ou magasin.

Dans les quinze jours qui précèdent l'inventaire, les employés peuvent réclamer le concours du raffineur pour procéder à des expériences destinées à déterminer le rendement en sucre des matières en cours de transformation.

13. L'inventaire annuel prévu par l'article 3 de la loi du 9 juillet 1904 est dressé dans les raffineries à l'époque déterminée par l'administration; il constate, par espèce, le poids effectif des sucres et des matières sucrées autres que les mélasses restant dans l'usine, ainsi que la quantité de sucre raffiné qu'ils représentent.

14. Pour la pesée des sucres et des matières sucrées lors des inventaires, pour les constatations et expériences pour la vérification des chargements à l'arrivée ou au départ, les raffineurs sont tenus de fournir le personnel ainsi que les poids, balances et autres ustensiles nécessaires à l'effet d'opérer la pesée, de prélever des échantillons pour reconnaître la nature des produits et la quantité de sucre qu'ils représentent.

15. Le compte dont la tenue est prescrite par l'article 24 de la loi du 26 juillet 1893 est chargé de la quantité de sucre correspondant aux réfections accordées, pour les sels et les glucoses, par la loi du 19 juillet 1880, sur le titre polarimétrique des sucres bruts et raffinés.

Ce compte est déchargé des quantités de sucre cristallisable et de glucose contenues dans les mélasses expédiées en nature et dans les mélasses des vergeoises.

Il est tenu par semestre.

16. La taxe prévue par le dernier paragraphe de l'article 24 de la loi du 9 juillet 1904 est perçue à la fin de chaque mois, d'après le décompte comprenant les mélasses expédiées pendant le mois.

elles qui sont dirigées sur l'étranger ou sur des distilleries, ou
nt affectées à des usages agricoles ou industriels.

L'acquit-à-caution qui doit accompagner les mélasses expé-
l'une raffinerie est délivré par les agents de surveillance de

acquit-à-caution énonce, sur la déclaration du raffineur :

nombre, marque et numéros des colis composant chaque
ment;

poids brut et net de chacun de ces colis;

nom, demeure et profession du destinataire;

nom du voiturier, ainsi que la route qui devra être suivie;

prix de l'enlèvement et le délai fixé pour le transport.

Des échantillons sont prélevés par les employés à la sortie et,
lieu, à l'entrée de la raffinerie.

Ils sont scellés par les employés et par le raffineur, qui peut faire
valoir ses dires sur le procès-verbal de prélèvement.

Un échantillon est immédiatement transmis au laboratoire
d'analyse. Deux autres échantillons sont conservés par le

en cas de contestations relatives aux résultats des analyses de sucres
industrielles effectuées dans les laboratoires du ministère
des finances sont déferées aux commissaires experts institués par la
loi du 7 juillet 1822.

Les dispositions des articles 12 et 13 sont applicables à l'in-
terprétation prévue par l'article 8 de la loi du 9 juillet 1904.

Les dispositions du présent décret seront mises à exécution à
compter du 1^{er} septembre 1904. A partir de la même date, celles du
décret du 30 août 1895 cesseront d'être applicables.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent
décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des*

à Bégude-de-Mazenc, le 12 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 45048. — **DÉCRET relatif aux Correspondances recommandées grevées de remboursement à destination du Japon.**

Du 4 Septembre 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 8 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 8 avril 1898, qui autorise le Président de la République à ratifier et à faire exécuter les conventions et arrangements de l'Union universelle, conclus à Washington, le 15 juin 1897;

Vu le décret du 26 décembre 1898⁽¹⁾, rendu en exécution de cette loi;

Vu les décrets du 29 décembre 1902 et du 4 mai 1903, concernant l'échange des lettres et des boîtes de valeur déclarée dans les relations avec le Japon;

Vu le décret du 9 février 1904, relatif à l'application, dans les relations franco-japonaises, des dispositions de l'arrangement de Washington sur le service des mandats de poste.

Vu l'entente intervenue entre les administrations postales de la France et du Japon;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} octobre 1904, les correspondances recommandées de toute nature, ainsi que les lettres et les boîtes de valeur déclarée, pourront être grevées de remboursement, par concurrence de mille francs (1,000^f), dans les relations entre la France et l'Algérie, d'une part, le Japon, d'autre part.

2. Les envois grevés de remboursement resteront soumis aux conditions (tarif, forme, dimensions, etc.) applicables à la catégorie d'objets recommandés ou d'envois de valeur déclarée à laquelle ils appartiennent.

3. Le montant des sommes remboursées sera transmis aux expéditeurs, par mandats de poste, sous déduction d'un droit d'encaissement de dix centimes (0^f10) et de la taxe ordinaire des mandats.

Le droit d'encaissement sera partagé par moitié, à titre de remède, entre le receveur du bureau distributeur et le facteur qui aura effectué l'encaissement.

4. La perte d'une correspondance grevée de remboursement recommandée, la perte, l'avarie ou la spoliation d'une correspondance grevée de remboursement et portant déclaration de valeur engagera la responsabilité de l'administration des postes, dans

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2032, n° 35680.

litions que si l'objet n'avait pas été suivi d'un remboursement la livraison de l'envoi, l'administration sera responsable, l'expéditeur, du montant du remboursement, et sera tifier de la transmission au déposant, dans les condites à l'article 3, de la somme encaissée.

ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera lletin des lois et au Journal officiel de la République fran-

égude-de-Mazenc, le 4 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

ommerce, de l'industrie,
et des télégraphes,
G. TROUILLOT.

CRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1904, titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à uses.

Du 11 Septembre 1904.

T DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

17 août 1850, portant fixation du budget des recettes de

18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux es de l'exercice 1893;

7 mars 1898, tendant à rendre plus rapide et plus écono- n du cadastre;

10 décembre 1903, portant fixation du budget général des recettes de l'exercice 1904;

1 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la olique;

sés ou déclarations constatant le versement par les trésor- néraux des départements de la Haute-Marne, du Nord, de le la Somme et des Vosges et par le receveur central de la fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme ngt-cinq mille cinq cent quarante-neuf francs vingt-neuf y 29) affectée aux dépenses d'établissement, de renouvel- servation du cadastre;

nts administratifs desquels il résulte que ladite somme doit la manière suivante entre l'article 1^{er}, paragraphe 3, et raphe 2, du chapitre LXXI du budget des dépenses de l'exer-

.....	44,748 ⁷⁹
.....	80,800 50
TOTAL ÉGAL.....	<u>125,549 29</u>

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur le de l'exercice 1904, chapitre LXXI, un crédit de cent vingt-cinq cent quarante-neuf francs vingt-neuf centimes (125 250) qui sera réparti de la manière suivante entre les articles ci-dessous signés :

Art. 1^{er}, § 3. Produit des centimes facultatifs votés par les conseils généraux ou versements effectués par les communes pour le renouvellement de leur cadastre. (Lois des 31 juillet 1821 et 7 août 1850.)

— 2, § 2. Subventions allouées par l'État et les départements aux communes. Versements effectués par les communes ou les particuliers intéressés.....

TOTAL ÉGAL.....

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des ressources versées au Trésor, à cet effet, à titre de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 11 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUR

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 45050. — DÉCRET portant ouverture au Budget annexe de la marine, exercice 1904, d'un Crédit supplémentaire de 1,508,828 fr. 04, destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de prélèvements de 4 p. 0/0 sur les primes à la marine marchande employées pendant l'exercice 1903.

Du 30 Septembre 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

Vu l'article 41 de la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 45 du décret, en date du 25 juillet 1893⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1577, n° 26939.

21 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;	
82 du décret du 9 septembre 1902, portant règlement d'admi-	
nistratif pour l'application de la loi précitée du 7 avril 1902;	
le sommaire de la caisse des invalides de la marine pour	
1903, réglant, en recettes, le montant des retenues sur les primes	
à la navigation et sur la compensation d'armement à la	
.....	2,431,182 ⁴⁹
es, l'allocation des secours aux marins nau-	
fragés ou à leurs familles et de subventions aux chambres	
de commerce ou à des établissements d'utilité publique, etc.,	
.....	922,354 45
par conséquent, un disponible de.	<u>1,508,828 04</u>

est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1904, un budget annexe de la caisse des invalides de la marine, secours aux marins naufragés ou à leurs familles et subventions de commerce ou à des établissements d'utilité publique, la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres constructions pouvant leur être utiles, un crédit supplémentaire cinq cent huit mille huit cent vingt-huit francs quatre (508,828⁰⁴) destiné au payement de dépenses sur le produit des prélèvements de quatre pour cent (4 p. 0/0) sur la marine marchande et non employés pendant l'exer-

cice 1903. Le produit du report, en somme égale, des ressources provenant des prélèvements de quatre pour cent (4 p. 0/0) sur les primes à la marine marchande et non employées à la clôture de l'exercice 1903. Les ressources du budget annexe de la caisse des invalides de la marine pour l'exercice 1904 sont, en conséquence, augmentées d'un million cinq cent huit mille huit cent vingt-huit francs quatre (1,508,828⁰⁴), qui sera inscrite au chapitre v : *Revenus de la construction, à la navigation et à la compensation*.

Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, à chacun ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, pris en vertu de la loi du 16 juillet 1903.

Fait à Paris, le 30 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
ROUVIER.

Le Ministre de la marine,
Signé : CAMILLE PELLETAN.

N° 45051. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,
qui autorise l'ouverture d'un oratoire particulier dans les bâtiments
l'hospice de la commune de Saint-Just-sur-Loire, canton de Saint-Jean-
bert, arrondissement de Montbrison (Loire).

L'accès de cet oratoire ne sera permis qu'au personnel et aux malades
l'établissement. (Paris, 7 Mars 1904.)

N° 45052. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,
qui autorise M. de Maupassant à ouvrir une chapelle domestique dans
la propriété de Clermont, commune du Cellier, canton de Lignol-le-Château,
arrondissement d'Ancenis (Loire-Inférieure).

Cette chapelle devra être exclusivement affectée à l'usage du personnel
et à celui des personnes de sa maison. (Paris, 2 Avril 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Décembre 1904.

Le Gardé des Sceaux, Ministre de la Justice

E. VALLÉ

* Cette date est celle de la réception de
au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste de France, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'impression remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, à condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne remplissent pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2574*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

— *Loi ouvrant au Ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1904, un Crédit de 50,000 francs destiné à venir en aide à la ville de Lancy (Saône-et-Loire), et aux habitants victimes du cyclone du 904.*

Du 14 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

Il est ouvert au président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, pour l'exercice 1904, en augmentation du crédit du chapitre LII de la première section (*Intérieur. — Subventions aux institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et d'urgence*), un crédit supplémentaire de cinquante mille francs (50,000^f) destiné à venir en aide à la ville de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne) et aux habitants, victimes du cyclone du 904.

Le crédit est affecté au moyen des ressources générales de l'exercice 1904.

La loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des Finances,
R. ROUYER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : E. COMBES.

Fin de ce numéro.
Fin.

N° 45054. — *Loi ouvrant au Ministre de l'intérieur et des cultes, exercice 1904, un Crédit de 100,000 francs destiné à venir en aide aux habitants de la ville de Marners (Sarthe) et aux habitants des communes de la Sarthe, victimes de l'orage du 7 juin 1904.*

Du 14 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, pour l'exercice 1904, en augmentation du crédit inscrit au chapitre LII de la première section (*Intérieur. — Secours à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail. — secours d'extrême urgence*), un crédit supplémentaire de cent francs (100,000^f), destiné à venir en aide, jusqu'à concurrence de cinquante mille francs (50,000^f), aux habitants de la ville de Marners (Sarthe), et pour le surplus, aux habitants des communes de la Sarthe, victimes de l'orage du 7 juin 1904.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUEC.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : E. COMBES.

N° 45055. — *Loi fixant la répartition, en 1905, du Fonds de subvention alloué aux départements.*

Du 16 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ARTICLE UNIQUE. La répartition du fonds de subvention affecté par l'article 58, paragraphe 7, de la loi du 10 août 1871, aux départements qui, à raison de leur situation financière, ne reçoivent pas une allocation sur les fonds généraux du budget, est fixée pour l'année 1905, conformément à l'état annexé à la présente loi.

Une somme de dix mille francs (10,000^f) est laissée, comme fonds de réserve, à la disposition du ministre de l'intérieur, pour frais d'établissement de la situation financière des départements, frais d'impressions, dépenses diverses et imprévues du service départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 16 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

ANNEXE.

RÉPARTITION DU FONDS DE SUBVENTION.

EXERCICE 1905.

DÉPARTEMENTS.	ALLOCATIONS.	DÉPARTEMENTS.	ALLOCATIONS.
Ain	100,400 ^f	Meurthe-et-Moselle	3,200 ^f
Allier	44,600	Meuse	23,600
Alpes (Basses)	171,600	Morbihan	23,600
Alpes (Hautes)	160,600	Nièvre	44,600
Alpes-Maritimes	151,700	Puy-de-Dôme	12,000
Ardèche	157,200	Pyrénées (Basses)	85,100
Ariège	131,600	Pyrénées (Hautes)	81,700
Aube	22,000	Pyrénées-Orientales	93,700
Aveyron	81,500	Territoire de Belfort	6,000
Cantal	80,700	Saône (Haute)	14,000
Cher	107,600	Savoie	211,700
Corrèze	110,600	Savoie (Haute)	244,700
Corse	237,800	Sèvres (Deux)	51,100
Côtes-du-Nord	26,600	Tarn	23,600
Creuse	120,600	Var	35,600
Dordogne	24,000	Vaucluse	89,700
Drôme	42,800	Vendée	26,600
Finistère	36,400	Vienne	58,100
Gers	4,000	Vienne (Haute)	80,700
Ille-et-Vilaine	4,000	Vosges	43,600
Indre	117,600	Yonne	5,600
Indre-et-Loire	5,600		
Jura	7,600		
Landes	147,600	TOTAL	3,682,000
Loir-et-Cher	65,400		
Loire (Haute)	53,700	Réserve	10,000
Lot	53,700		
Lozère	150,600		
Marne (Haute)	7,800		
Mayenne	33,800	TOTAL GÉNÉRAL	3,692,000

Vu pour annexe certifiée conforme :

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45056. — *Décret portant réglementation de l'introduction et de l'usage des armes à feu et des munitions au Congo français.*

Du 21 Août 1903.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 août 1903.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 sur la constitution des colonies;

Vu les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 de l'acte général de la conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890;

Vu le décret du 30 décembre 1892, relatif à l'introduction des armes à feu et des munitions dans les colonies du Sénégal et du Congo français.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'importation, la vente, le transport et la détention des armes à feu, des balles, des cartouches et des poudres quelconques sont interdits dans toute l'étendue des territoires faisant partie du gouvernement du Congo français, sauf dans les cas et sous les conditions ci-après déterminés.

2. Les armes à feu et les munitions à l'usage des troupes de police ou de toute autre force publique ne sont pas soumises aux dispositions du présent décret.

3. A titre purement individuel, l'importation, le transport et la détention des armes à feu perfectionnées et de leurs munitions pourront être exceptionnellement autorisés par le commissaire général dans les territoires relevant de son autorité.

Cette autorisation sera seulement accordée : 1° aux personnes offrant une garantie suffisante que l'arme et les munitions qui leur seraient délivrées ne seront pas données, cédées ou vendues à des tiers; 2° aux voyageurs munis d'une déclaration de leur gouvernement constatant que l'arme et les munitions sont exclusivement destinées à leur défense personnelle.

Sont considérées comme armes perfectionnées toutes les armes autres que les fusils à silex non rayés.

4. Les armes perfectionnées et leurs munitions, dont la détention à titre individuel aura été autorisée, conformément à l'article précédent, devront être enregistrées au moment de leur entrée dans la colonie et marquées par les soins de l'administration. Le bureaunaire préposé à cet effet délivrera aux personnes à qui l'autorisation prévue par l'article 3 aura été accordée un permis de port formel indiquant le nom du porteur et l'estampille dont l'arme sera

marquée. Le porteur d'un permis de port d'armes pourra être requis en tout temps de justifier de la possession des armes qu'il est autorisé à conserver. Il ne pourra ni les céder, ni les vendre.

5. Le commissaire général peut autoriser l'importation, la vente, le transport et la détention des fusils à silex non rayés et des poudres communes, dites de trait, dans l'étendue des territoires du Congo français. Il peut également, selon les circonstances, en prononcer l'interdiction pour tout ou partie du territoire de la colonie.

6. Les armes à feu et les munitions quelconques déjà importées au Congo français et celles qui y seront exceptionnellement importées devront être déposées dans les entrepôts publics ou particuliers dont l'établissement et le fonctionnement seront déterminés par arrêté du commissaire général.

Elles ne pourront en être retirées qu'avec l'autorisation de l'administration, qui déterminera les régions où ces armes et munitions pourront être vendues. Les personnes autorisées à faire sortir des armes ou de la poudre des entrepôts s'engageront à présenter à l'administration, tous les six mois, les listes détaillées indiquant les destinations qu'ont reçues lesdites armes à feu et les poudres déjà vendues ainsi que les quantités qui restent en magasin.

7. Le transit des armes à feu et de leurs munitions ne sera autorisé dans les territoires du Congo français que sous les conditions prévues par l'article 10 de l'acte général de la conférence de Bruxelles.

8. Dans les trois mois qui suivront la promulgation du présent décret, tout indigène résidant sur le territoire de la colonie, sans distinction de nationalité ni de situation au point de vue des droits civils, détenteur d'une arme à feu quelconque, sera tenu d'en faire la déclaration dans le chef-lieu de la colonie, au secrétariat général du gouvernement, et dans les villes et postes, à l'administrateur de sa circonscription.

9. Cette déclaration sera constatée par l'impression à froid, sur la crosse de l'arme, d'une empreinte dont le modèle sera fixé par le commissaire général.

Un état de ces déclarations sera envoyé trimestriellement au commissaire général.

10. Toute personne convaincue d'avoir, contrairement aux dispositions du présent décret, introduit, cédé ou vendu, dans la colonie du Congo français, des armes prohibées ou leurs munitions, sera punie d'une amende de mille à deux mille francs (1,000 à 2,000) et d'un emprisonnement de trois mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Toute personne coupable de ne s'être pas conformée soit au présent décret, soit à toute autre disposition, pour déposer dans un entrepôt ou pour en retirer des armes et des munitions, sera punie d'une amende de cinq cents à mille francs (500 à 1,000).

11. Dans les cas prévus par les articles précédents, il pourra être faite application des dispositions de l'article 463 du Code pénal. Si la récidive, la peine pourra être portée au double.

Toute condamnation entraînera la confiscation des armes et munitions irrégulièrement détenues, importées, cédées ou vendues.

12. Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

13. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 21 Août 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

N° 45057. — DÉCRET modifiant le Tarif spécial des douanes en Indo-Chine en ce qui concerne les sucres.

Du 21 Août 1903.

(Promulgué au *Journal officiel* du 28 août 1903.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif des douanes;

Vu le décret du 29 novembre 1892, portant application à l'Indo-Chine du tarif des douanes métropolitain;

Vu le décret du 29 décembre 1898, portant modification du tarif de l'Indo-Chine;

Vu la convention relative au régime des sucres, conclue à Bruxelles le 5 mars 1902 entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Suède;

Vu le décret du 28 mai 1903, portant promulgation de ladite convention approuvée par le Sénat et par la Chambre des députés;

Vu l'avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tableau annexé au décret susvisé du 29 décembre

1898 est modifié de la façon suivante, en ce qui concerne les sucres étrangers, à partir du 1^{er} septembre 1903 :

CHAPITRE VIII.

DENRÉES COLONIALES DE CONSOMMATION.

Sucres remplissant les conditions prévues par la convention de Bruxelles :

Raffinés et assimilables, cent kilogrammes (100^k), six francs (6^f) ;

Autres, cent kilogrammes (100^k) de sucre raffiné, cinq francs cinquante centimes (5^f 50) ;

Autres sucres : prohibés.

2. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la Métropole et de l'Indo-Chine française*, et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 21 Août 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

N° 45058. — DÉCRET portant modification au décret du 6 avril 1900, réorganisant le personnel des Administrateurs coloniaux.

Du 19 Septembre 1903.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 octobre 1903.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu la loi du 5 août 1879 sur les pensions de retraite du personnel du département de la marine et des colonies ;

Vu le décret du 6 avril 1900, portant réorganisation du personnel des administrateurs coloniaux ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1884 ;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 4, 8, 10, 11, 12 et 13 du décret du 6 avril 1900 sont modifiés ainsi qu'il suit, savoir :

• Art. 4. La seconde moitié des vacances dans les emplois d'administrateurs adjoints de 3^e classe peut être attribuée :

• A. Aux adjoints de 1^{re} classe des affaires indigènes et aux adjoints

de 1^{re} classe des affaires civiles de Madagascar, comptant au moins deux années de services effectifs aux colonies et n'ayant pas dépassé l'âge de trente-cinq ans.

« Cette limite d'âge sera prorogée d'une durée égale aux services antérieurs rendus à l'État et admissibles dans la liquidation d'une pension ;

« B. Aux sous-chefs de bureau de 2^e classe des secrétariats généraux des colonies ;

« C. Aux officiers des armées de terre et de mer en activité de service, du grade de lieutenant ou assimilé, comptant au moins quatre années de services comme officier, dont deux ans aux colonies. »

« Art. 8. Les trois quarts des vacances dans les emplois d'administrateur de 1^{re} et 2^e classe sont réservés aux administrateurs de 2^e et 3^e classe.

« Un quart des vacances dans les emplois d'administrateur de 2^e classe peut être attribué :

« A. Aux chefs de bureaux hors classe des secrétariats généraux des colonies ;

« B. Aux officiers des armées de terre et de mer en activité de service, du grade de capitaine ou assimilé, comptant plus de neuf années de services effectifs dans ce grade, justifiant au moins de quatre ans de séjour aux colonies et n'ayant pas dépassé l'âge de quarante ans.

« Un quart des vacances dans les emplois d'administrateur de 1^{re} classe peut être attribué aux officiers supérieurs de terre et de mer en activité de service, justifiant d'un séjour minimum de six ans aux colonies et n'ayant pas dépassé l'âge de quarante-cinq ans. »

« Art. 10. Des emplois d'administrateur de 1^{re}, 2^e et 3^e classe et d'administrateur adjoint de 1^{re}, 2^e et 3^e classe peuvent être attribués, après avis de la commission de classement instituée par l'article 11 ci-après :

« 1^o A des fonctionnaires de l'administration centrale des colonies, dans les conditions prévues aux décrets portant organisation de ladite administration ;

« 2^o A des fonctionnaires des administrations de l'État, réunissant les conditions générales de service et d'âge déterminées par l'article 12 ci-après, relatif aux permutations ;

« 3^o Sur un rapport motivé au Président de la République, à titre exceptionnel et pour services éclatants rendus à la colonisation dans les pays d'outre-mer, aux citoyens français n'appartenant pas au cadre des administrateurs ou à l'une des administrations de l'État et qui ont passé trois années soit dans les colonies françaises, soit dans les pays de protectorat ou dans les zones d'influence française.

« Le nombre de ces nominations exceptionnelles ne pourra dépasser trois par an, pour les deux premières catégories réunies, et deux, pour la troisième. »

« Art. 11. L'avancement en grade ou en classe dans le corps des administrateurs est conféré par décret, sur le rapport du ministre, et sur la proposition du gouverneur sous les ordres duquel le fonctionnaire est placé.

« L'avancement a lieu au choix en ce qui concerne les administrateurs en chef et les administrateurs ;

« Il porte sur les fonctionnaires qui figurent sur un tableau arrêté par une commission composée de la façon suivante :

« Le secrétaire général du ministère des colonies ou, à son défaut, le chef du cabinet du ministre ;

« Trois fonctionnaires de l'administration centrale dont deux directeurs au moins ;

« Un inspecteur général des colonies ;

« Un gouverneur des colonies présent en France ;

« Le chef du bureau du personnel, secrétaire.

« La commission est présidée par le secrétaire général et, en son absence, par le plus ancien directeur.

« Le tableau d'avancement est établi chaque année.

« Il comprend, outre les administrateurs en chef, les administrateurs et les administrateurs adjoints de 1^{re} classe proposés pour le grade d'administrateur de 3^e classe, les administrateurs adjoints de 2^e et de 3^e classe présentés pour des avancements en classe.

« Le ministre peut inscrire ou rayer d'office un candidat après avis de la commission.

« L'avancement des administrateurs adjoints a lieu un quart à l'ancienneté et trois quarts au choix, sur les candidats inscrits au tableau, jusques et y compris le grade d'administrateur adjoint de 1^{re} classe. »

« Art. 12. La commission prévue à l'article précédent est chargée d'examiner les titres des fonctionnaires et officiers qui sollicitent leur admission dans le personnel des administrateurs coloniaux par application des dispositions contenues dans les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du présent décret.

« Elle est également appelée à examiner les titres des adjoints des affaires indigènes et des adjoints des affaires civiles des colonies qui sont proposés pour l'emploi d'administrateur adjoint de 3^e classe par le gouverneur de la colonie dans laquelle ils sont en service.

« Elle est enfin appelée à examiner, au point de vue de leur aptitude administrative, les dossiers des fonctionnaires des diverses administrations de l'État en instance de permutation avec des administrateurs.

« Lesdits fonctionnaires ne pourront, d'ailleurs, être autorisés à entrer, par voie de permutation, dans le corps des administrateurs,

qu'à la condition de compter dans les administrations auxquelles appartiendront au moins :

- Deux ans de services effectifs pour être admis en qualité d'administrateur adjoint de 3^e classe;

- Quatre ans de services effectifs pour être admis en qualité d'administrateur adjoint de 2^e classe;

- Six ans de services effectifs pour être admis en qualité d'administrateur adjoint de 1^{re} classe;

- Huit ans de services effectifs pour être admis en qualité d'administrateur de 3^e classe;

- Dix ans de services effectifs pour les emplois d'administrateur de 2^e et 1^{re} classe.

- Ils devront, en outre, ne pas avoir dépassé l'âge de trente ans pour pouvoir être admis en qualité d'administrateur adjoint de 3^e classe, et l'âge de trente-cinq ans pour les emplois d'administrateur adjoint de 2^e et de 1^{re} classe; l'âge de quarante ans, pour les emplois d'administrateur de 3^e, 2^e et 1^{re} classe.

• Art. 13. Les nominations et promotions de classe des administrateurs coloniaux sont faites par décret du Président de la République.

- Les administrateurs nouvellement promus ne peuvent recevoir que le traitement de début attaché à leur classe personnelle; le traitement peut être porté, par arrêté du gouverneur de la colonie et dans la limite des crédits budgétaires, jusqu'au maximum prévu par l'article 1^{er} du présent décret, par fractions de cinq cents francs (500^f).

- Aucun administrateur ne peut obtenir une augmentation de traitement qu'après six mois de services effectifs aux colonies au-dessus du traitement inférieur.

- Nul administrateur adjoint de 3^e, de 2^e et de 1^{re} classe et nul administrateur de 3^e classe ne peut être inscrit au tableau d'avancement pour la classe ou l'emploi supérieur s'il n'a accompli au moins deux ans de services effectifs aux colonies, dans la classe ou l'emploi immédiatement inférieur.

- Nul administrateur de 2^e et de 1^{re} classe ou administrateur chef de 2^e classe ne peut être inscrit au tableau d'avancement pour la classe ou l'emploi supérieur s'il n'a dix-huit mois au moins de services effectifs aux colonies, dans la classe ou l'emploi immédiatement inférieur.

- Cependant, en cas de services exceptionnels dûment constatés après avis de la commission instituée à l'article 11 du présent décret et sur un rapport motivé au Président de la République, les délais ci-dessus indiqués peuvent être réduits de six mois.

- Les administrateurs coloniaux prennent rang entre eux, sur la liste d'ancienneté de chaque emploi, du jour de leur nomination à cet emploi, quelle que soit la quotité du traitement qu'ils reçoivent.

2. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 19 Septembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

N° 45059. — DÉCRET portant modification de l'article 160 du décret du 20 novembre 1882, relatif aux *Payements à faire aux illettrés*.

Du 19 Octobre 1903.

(Promulgué au *Journal officiel* du 17 octobre 1903.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 160 du décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies;

Vu l'article 126 du décret du 16 janvier 1902, relatif à l'organisation du personnel de la trésorerie d'Algérie et au régime financier en Algérie;

Sur la proposition du ministre des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est modifié ainsi qu'il suit l'article 160 du décret du 20 novembre 1882, concernant les paiements à faire aux illettrés :

« Si les parties prenantes sont illettrées, la déclaration en est faite aux comptables chargés du paiement, qui la transcrivent sur le mandat, la signent et la font signer par deux témoins présents au paiement, pour toutes les sommes de cent cinquante francs (150^f) et au-dessous.

« Il doit être exigé une quittance notariée pour tous les paiements au-dessus de cent cinquante francs (150^f), excepté pour les allocations de secours, à l'égard desquelles la preuve testimoniale est admise.

« Dans le cas où, par suite de difficultés de communication, une quittance notariée ne pourrait être produite, elle devrait être remplacée par une quittance administrative. »

2. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Octobre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

N° 45060. — *DÉCRET portant abrogation du décret du 22 mai 1885, relatif à l'exportation des Monnaies de billon en la Martinique.*

Du 18 Février 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 24 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances ;

Vu l'article 6 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 30 mai 1895, relatif à l'interdiction de l'exportation de la monnaie de billon en la Martinique, modifié par le décret du 14 juin 1901.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 30 mai 1895, modifié par le décret du 14 juin 1901, relatif à l'exportation de la monnaie de billon, est rapporté.

2. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel du ministre des colonies* et publié aux *Journaux officiels* de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 18 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

N° 45061. — *DÉCRET portant création d'une succursale de la Banque de l'Indo-Chine à Tahiti.*

Du 24 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances ;

Vu le décret du 16 mai 1900, portant prorogation du privilège de la Banque de l'Indo-Chine et approuvant des modifications apportées aux statuts de cet établissement, modifié par le décret du 3 avril 1901 ;

La commission de surveillance des banques coloniales entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé une succursale de la Banque de l'Indo-Chine à Tahiti.

2. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 24 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

N° 45062. — DÉCRET portant création d'une agence
de la Banque de l'Indo-Chine à Battambang.

Du 24 Février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances ;

Vu le décret du 16 mai 1900, portant prorogation du privilège de la Banque de l'Indo-Chine et approuvant les modifications apportées aux statuts de cet établissement, modifié par le décret du 3 avril 1901 ;

Vu l'avis conforme du ministre des affaires étrangères en date du 3 juillet 1903 ;

La commission de surveillance des banques coloniales entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé une agence de la Banque de l'Indo-Chine à Battambang.

2. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 24 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

N° 45063. — *DÉCRET portant annulation, au titre du chapitre XVI bis du budget colonial, exercice 1903, d'une Somme de 30,302 fr. 63 et pareille somme au chapitre XVI bis de l'exercice 1904.*

Du 7 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862, portant règlement général de la comptabilité publique;

Vu le décret du 17 février 1903, portant annulation au titre du chapitre XVI bis du budget colonial, exercice 1902, d'une somme de cinquante-sept mille neuf cent quarante-sept francs quatre-vingt-six centimes; et sur le report de fonds de concours et report de pareille somme au chapitre XVI bis de l'exercice 1903;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur le montant total du crédit susvisé, soit cinquante-sept mille neuf cent quarante-sept francs quatre-vingt-six centimes, il n'a été dépensé que vingt-sept mille six cent quarante-cinq francs vingt-trois centimes et qu'il y a lieu de reporter la différence, soit trente mille trois cent deux francs soixante-cinq centimes, à l'exercice 1904, en vue de la liquidation des dépenses de l'Exposition coloniale de 1900;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une somme de trente mille trois cent deux francs soixante-cinq centimes (30,302^f 63) est et demeure annulée au chapitre XVI bis du budget du ministère des colonies : *Liquidation des dépenses de l'Exposition coloniale de 1900, exercice 1903.*

2. Est reportée à l'exercice 1904 pareille somme de trente mille trois cent deux francs soixante-cinq centimes (30,302^f 63) imputable aux dépenses de la section coloniale de l'Exposition de 1900 et dont le montant sera inscrit à un chapitre spécial portant n° XVI bis et intitulé : *Liquidation des dépenses de l'Exposition de 1900 et pays de protectorat.*

3. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen du reliquat constaté sur les ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par divers particuliers et par les colonies.

4. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mars 1904.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Signé : ÉMILE LOEBEL

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOCKÈRE.

N° 45064. — DÉCRET relatif au service extérieur des Pompes funèbres dans la ville d'Aix.

Du 2 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu l'article 22 du décret du 23 prairial an XII⁽¹⁾ et les articles 7, 8 et 14 du décret du 18 mai 1806;

Vu les décrets des 30 décembre 1809⁽²⁾ et 18 août 1811, l'ordonnance du 12 janvier 1825 et le décret du 27 mars 1893⁽³⁾;

Vu les délibérations des conseils de fabriques, conseil presbytéral et communauté israélite d'Aix;

Vu la délibération du conseil municipal du 23 juillet 1903;

Vu les avis de l'archevêque d'Aix et du préfet des Bouches-du-Rhône, en date des 10 août et 3 septembre 1903;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les fabriques des églises paroissiales, le conseil presbytéral et la communauté israélite de la ville d'Aix réunis en syndicat, sont représentés par une commission administrative pour l'exercice des droits qui leur sont conférés par les lois, décrets et règlements relatifs au service extérieur des pompes funèbres, chaque fabrique se réservant comme par le passé les fournitures du service intérieur.

2. Chaque conseil de fabrique, conseil presbytéral et communauté israélite élit deux délégués ou membres de la commission administrative. En cas d'empêchement, ces délégués peuvent être remplacés par d'autres membres des établissements ecclésiastiques intéressés.

3. Les membres de cette commission exercent leurs fonctions pendant un an. Ils peuvent être indéfiniment réélus. Leurs fonctions sont gratuites. Ils ne peuvent s'intéresser directement ni indirectement aux fournitures faites au syndicat.

4. La commission administrative se réunit tous les trois mois au siège du syndicat. Elle nomme parmi ses membres un président, un ordonnateur et un secrétaire, qui forment le bureau du syndicat.

Elle nomme en dehors d'elle l'agent principal qui est en même temps receveur comptable et le préposé. Elle fixe leurs traitements.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 5, n° 25.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1544, n° 26331.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 69, n° 5777.

N° 5063. — **DÉCRET** portant annulation, au titre
get colonial, exercice 1903, d'une Somme
pareille somme au chapitre XVI bis de l'exer-

Du 7 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin
budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du
la comptabilité publique;

Vu le décret du 17 février
pitre XVI bis du budget colo
sept mille neuf cent quar
nant de fonds de concours
de l'exercice 1903;

Vu les documents
total du crédit susvis
francs quatre-vingt
six cent quarante
ter la différence,
centimes, à l'exer
nant l'Expositio

Vu la loi de

DÉCRETE :

ART. 1.
soixante-
chapitre
des dép

2.
trois
cab

et
n
il presbytéral protestant et la troisième pour la commu
celite.

La quotité de ces parts est proportionnée au nombre et à la
des convois afférents à chaque culte, et calculée sur le tot
recettes brutes apportées par chacun.

La part revenant aux fabriques est répartie également entr
cune d'elles.

Le bureau peut autoriser la distribution d'acomptes men
dans la proportion ci-dessus fixée. Cette distribution a lieu sur
bordereau de situation vérifié à la fin de chaque mois par l'ord
teur.

Les frais des convois des indigents entrent dans les fra
raux.

vis pour lesquels le concours des ministres des
t n'est pas réclamé est versé aux recettes

— 1575 —

leur, les honoraires du clergé et les
venant à être perçus par les em-
masse commune. Ils sont dis-
l'objet d'un service hors

commandes rela-
cés. Ces com-
cet effet, et
ns du tarif. La
ains du préposé.

ièrement dressés par
ouvés tant pour le ser-
par l'arrêté du préfet des
93, sont maintenus.

stant appartenant aux fabriques
at. Il sera entretenu et renouvelé à

du syndicat, un inventaire du matériel
de la dissolution et le produit sera réparti
ans les proportions fixées à l'article 8.

du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,
exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin*

aris, le 2 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
re de l'intérieur et des cultes,

Signé : B. COMBES.

— DÉCRET portant abrogation des décrets, et ordonnances qui ont
à la fondation de divers Etablissements congréganistes de femmes,
s aujourd'hui comme n'existant plus.

Du 23 Juin 1904.

ESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des

décrets et ordonnances qui ont autorisé la fondation de divers

5. Sont soumis à la délibération de la commission administrative :

- 1° Le compte annuel des recettes et des dépenses;
- 2° Le nombre des employés à l'année et le maximum de traitement;
- 3° L'adjudication des fournitures;
- 4° Toutes les dépenses extraordinaires au-dessus de cinq cents francs (500^f);
- 5° Tous emprunts;
- 6° Les procès à entreprendre ou à soutenir, les achats, ventes, échanges de matériel quand il s'agit d'une valeur supérieure à cinq cents francs (500^f) et généralement tous les objets excédant les bornes d'une administration ordinaire.

6. Le bureau se réunit tous les mois et plus souvent s'il le juge nécessaire. En dehors des questions réservées par l'article précédent à la commission administrative, il traite toutes les questions concernant l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres, lit le budget, passe les marchés avec les fournisseurs, nomme ou renvoie les employés subalternes et veille à la bonne exécution du service.

7. L'ordonnateur a seule qualité pour mandater les dépenses. Plus spécialement incombe le soin de veiller à la bonne tenue des livres de comptabilité et à l'emploi régulier des fonds.

8. L'agent principal, receveur comptable, tient à jour le registre des décès et les diverses écritures. Il recouvre les sommes dues, acquitte les dépenses mandatées par l'ordonnateur. Il est solennellement cautionné par la loi et en général à toutes les obligations des comptables des deniers des fabriques. A la fin de l'année, il présente son compte de gestion dont un exemplaire est adressé au chef de culte, un à la Cour des comptes et un autre à chacune des fabriques et à chacun des consistoires.

9. Les bénéfices de l'entreprise constatés dans le compte annuel sont divisés en trois parts ; une pour les fabriques, une pour le conseil presbytéral protestant et la troisième pour la communauté israélite.

La quotité de ces parts est proportionnée au nombre et à la valeur des convois afférents à chaque culte, et calculée sur le total des recettes brutes apportées par chacun.

La part revenant aux fabriques est répartie également entre chacune d'elles.

Le bureau peut autoriser la distribution d'acomptes mensuels dans la proportion ci-dessus fixée. Cette distribution a lieu sur bordereau de situation vérifié à la fin de chaque mois par l'ordonnateur.

Les frais des convois des indigents entrent dans les frais généraux.

Le produit des convois pour lesquels le concours des ministres des cultes reconnus par l'État n'est pas réclamé est versé aux recettes générales avant la répartition.

10. Les droits du service intérieur, les honoraires du clergé et les droits de présence des œuvres continuent à être perçus par les employés du syndicat sans entrer dans la masse commune. Ils sont distribués chaque mois aux intéressés et font l'objet d'un service *hors budget* dans les comptes du receveur.

11. Le préposé est chargé seul de recevoir les commandes relatives aux funérailles et de les transmettre aux intéressés. Ces commandes sont faites par écrit, sur des feuilles préparées à cet effet, et sur lesquelles doivent être portées toutes les indications du tarif. La famille en signe un exemplaire qui reste entre les mains du préposé.

12. Les tarifs actuellement en vigueur, régulièrement dressés par les fabriques et le conseil municipal et approuvés tant pour le service intérieur que pour le service extérieur par l'arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 8 août 1893, sont maintenus.

13. Le matériel actuellement existant appartenant aux fabriques est donné par celles-ci au syndicat. Il sera entretenu et renouvelé à ses frais.

14. En cas de dissolution du syndicat, un inventaire du matériel sera dressé au moment de la dissolution et le produit sera réparti entre les intéressés dans les proportions fixées à l'article 8.

15. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

ait à Paris, le 2 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45065. — *DÉCRET portant abrogation des décrets et ordonnances qui ont autorisé la fondation de divers Etablissements congréganistes de femmes, signalés aujourd'hui comme n'existant plus.*

Du 23 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

Vu les décrets et ordonnances qui ont autorisé la fondation de divers

établissements congréganistes et communautés de femmes, si-
jourd'hui comme n'existant plus, et, par suite, la nécessité de
pour ordre, lesdites autorisations;

Vu les rapports des préfets :

De l'Aisne, en date du 16 mai 1904;

De la Charente-Inférieure, en date du 2 avril 1904;

De l'Eure, en date du 1^{er} avril 1904;

Des Landes, en date du 25 mars 1904;

De Lot-et-Garonne, en date des 19 novembre 1903, 23 février et
1904;

De la Loire, en date des 24 et 25 mai 1904;

De la Meuse, en date du 25 mars 1904;

Du Morbihan, en date du 21 mars 1904;

De l'Oise, en date du 15 avril 1904;

Du Pas-de-Calais, en date des 3 mars, 8, 11 et 13 avril 1904;

Du Puy-de-Dôme, en date des 5 mars, 26 et 27 avril 1904;

Des Basses-Pyrénées, en date du 25 mars 1904;

Des Hautes-Pyrénées, en date des 2 et 19 avril 1904;

Du Rhône, en date des 9 et 25 mars 1904;

De la Haute-Saône, en date du 14 avril 1904;

De Saône-et-Loire, en date des 21 février, 29 mars, 2 et 5 avril 1904;

De la Seine, en date du 29 mars 1904;

De la Seine-Inférieure, en date des 2 mai et 14 juin 1904;

De Seine-et-Oise, en date des 11 avril 1903, 20 et 30 mars, 11 et
30 mai 1904;

De la Somme, en date des 24 février, 11 et 25 mars 1904;

Du Tarn, en date des 19 mars et 7 avril 1904;

Du Var, en date des 8, 9 avril et 21 mai 1904;

Et de l'Yonne, en date du 18 avril 1904;

confirmant la disparition desdits établissements et communautés
et au retrait des autorisations dont ils ont bénéficié;

Vu le rapport du préfet de la Charente, en date du 7 avril 1904
connaître que l'établissement des Sœurs de Sainte-Marie de la Pro-
de Saintes, autorisé à Châteaubernard par décret du 19 janvier 1850,
par le décret du 19 février 1904, n'a jamais cessé d'exister, mais
situé aujourd'hui sur le territoire de la commune de Cognac par
l'annexion à celle-ci d'une partie de la commune de Châteaubernard;

Vu l'article 13, paragraphe 3, de la loi du 1^{er} juillet 1901;

Le Conseil des ministres entendu.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est et demeure abrogé :

Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fonda-
tion d'un établissement de Sœurs de la Charité de la Présentation.

Sainte-Vierge de Tours, au dépôt de mendicité de Villers-Cotterets (Aisne).

2. Est et demeure abrogé :

Le décret du 27 février 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Filles de la Sagesse, à l'hospice militaire de la Rochelle (Charente-Inférieure).

3. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 30 septembre 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Providence de Lisieux, à Thiberville;

2° Le décret du 20 mars 1850 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Providence d'Evreux, au Gros-Theil (Eure).

4. Sont et demeurent abrogés :

Le décret du 11 novembre 1846 et celui du 18 octobre 1856 qui ont autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de l'Immaculée-Conception de la Vierge de Bordeaux, à Montant et à Saint-Justin (Landes).

5. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 29 février 1816 qui a autorisé la fondation d'une communauté autonome de Sœurs de Saint-Joseph, à Agen;

2° Le décret du 26 avril 1858 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Filles de Marie-Immaculée d'Agen, à Lagupie;

3° Les décrets des 4 juin 1857 et 11 décembre 1858 qui ont autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de Sainte-Marthe de Périgueux, à Cahuzac et à Lévigac (Lot-et-Garonne).

6. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 8 novembre 1810 qui a autorisé la fondation d'une communauté autonome d'Augustines de la Charité de Notre-Dame, à Feurs;

2° Le décret du 10 avril 1812 en tant qu'il a autorisé la fondation d'une communauté autonome de Sœurs de Saint-Joseph du diocèse de Lyon, à Saint-Etienne (Loire).

7. Sont et demeurent abrogées :

Les ordonnances des 19 novembre 1826 et 31 décembre 1828 qui ont autorisé la fondation d'une communauté autonome de Sœurs Augustines (Chanoinesses régulières de Saint-Augustin de la Congrégation de Notre-Dame), à Bar-le-Duc (Meuse).

8. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 16 juillet 1810 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve de Paris, à Pontivy;

2° L'ordonnance du 17 janvier 1827 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs de Saint-François, à Maunahan (Aube).

9. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Charité et de l'Instruction chrétienne de Nevers, à Liancourt;

2° Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs du Sacré-Cœur, dites d'Ermenonville, à Chambly;

3° L'ordonnance du 17 janvier 1827 en tant qu'elle a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Saint-Joseph de Clugny, à Bailleul (Oise).

10. Sont et demeurent abrogés :

1° Les décrets des 15 novembre 1810 et 10 avril 1854 en tant qu'ils ont autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs Franciscaines, à Calais, à Montreuil;

2° L'ordonnance du 17 janvier 1847 et les décrets des 2 août et 9 mai 1859 qui ont autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de la Providence de Rouen, à Beuvry, Calonne-sur-la-Monche-Breton;

3° Les décrets des 17 janvier 1857 et 18 janvier 1858 qui ont autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de la Providence d'Arras, à Bessy et à Souastre;

4° Le décret du 4 avril 1860 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Sainte-Famille d'Amiens, à Loiseux (Aisne).

11. Sont et demeurent abrogés :

1° Les décrets du 14 décembre 1810 qui ont autorisé les communautés autonomes d'Augustines hospitalières existant à Saint-Clément;

2° L'ordonnance du 15 février 1817 qui a autorisé la fondation d'une maison de refuge sous la direction de Sœurs hospitalières de Saint-Joseph, dites du Bon-Pasteur;

3° Le décret du 9 avril 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, à Medeyrolles, et le décret du 17 février 1855 qui a autorisé la fondation d'un établissement de cette congrégation à Clermont;

4° L'ordonnance du 29 février 1840 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs de Saint-François, à Saint-Léon (Puy-de-Dôme).

12. Est et demeure abrogé :

Le décret du 23 mai 1860 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Croix, dites de Saint-André de Castelbon (Basses-Pyrénées).

13. Est et demeure abrogé :

Le décret du 23 juillet 1856 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Filles de la Croix, dites de Saint-André de la Vuye, à Sainte-Marie, hameau de Campan (Hautes-Pyrénées).

14. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 10 avril 1812 en tant qu'il a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs de Saint-Joseph, du diocèse de Lyon, Riverie;

2° L'ordonnance du 30 juillet 1828 en tant qu'elle a autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de Saint-Joseph de Lyon, à Alix et à Courzieu; et les décrets des 10 novembre 1851, 14 décembre 1852 et 28 avril 1859 qui ont autorisé la fondation d'établissements de la même congrégation à Chassigny, Brindas et Dième;

3° L'ordonnance du 16 mars 1827 en tant qu'elle a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Saint-Charles de Lyon, à Millery, et le décret du 10 novembre 1850 qui a autorisé la fondation d'un établissement de la même congrégation à Quincieux (Rhône).

15. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 15 novembre 1810 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs hospitalières, dites de Saint-Jacques de Besançon, à Gray;

2° Le décret du 21 décembre 1810 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Charité de Besançon, à Jonvelle;

3° Les décrets des 27 mars 1876 et 5 juin 1886 qui ont autorisé la fondation d'une communauté autonome de Sœurs Dominicaines, à Faverney (Haute-Saône).

16. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 21 décembre 1810 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Charité de Besançon à Chaintré;

2° Le décret du 22 octobre 1810 qui a autorisé la fondation d'une communauté d'hospitalières à Marcigny;

3° Le décret du 26 décembre 1810 qui a autorisé la fondation d'une communauté d'hospitalières à Mâcon;

4° Le décret du 15 novembre 1810 en tant qu'il a autorisé la fondation de deux établissements de Sœurs hospitalières, dites de Saint-Jacques de Besançon, à Louhans et à Chalon-sur-Saône.

5° Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de l'Instruction charitable du Saint-Enfant Jésus, dites Dames de Saint-Maur de Paris, à Louhans;

6° Le décret du 22 février 1854 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de l'Instruction chrétienne, dites de la Providence de Portieux, à Frontenard;

7° L'ordonnance du 19 juillet 1826 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Saint-Charles de Lyon, à Tenaud;

8° Le décret du 26 décembre 1820 en tant qu'il a autorisé la fondation de deux établissements de Sœurs du Saint-Sacrement, à Tournus et à Chalon-sur-Saône, et le décret du 23 mars 1821 qui a autorisé la fondation d'un établissement de la même congrégation à Bois-Sainte-Marie;

9° Le décret du 14 avril 1855 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus à Reclesnes (Saône-et-Loire).

17. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 14 juin 1810 qui a autorisé la fondation d'une congrégation de Sœurs de Sainte-Marthe, à Paris;

2° Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation de deux établissements de Sœurs de l'Instruction charitable de l'Enfant-Jésus, dites Dames de Saint-Maur de Paris, à Paris;

3° Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Présentation de la Vierge de Tours, à Boulogne;

4° L'ordonnance du 17 janvier 1827 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Bernardines de Port-Royal, à Paris, sous le nom d'Arbalète, n° 25;

5° L'ordonnance du 10 décembre 1826 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs Ursulines, à Paris, rue de Valenciennes, n° 100.

6° Le décret du 6 mars 1861 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs de Notre-Dame-des-Arts, à Paris, rue de Valenciennes, n° 52.

18. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'établissements de la congrégation du Sacré-Cœur, dites d'Ernemont de Rouen, à Rouen, paroisse Saint-Maclou, rue Martenot, n° 188; Malaunay (Notre-Dame-des-Champs); Fresquiennes; Limésy; Saint-Pierre-de-Manneville; Bois-Guillaume; Orival; Dieppe (paroisse Saint-Jacques); Neuville-lès-Dieppe (le Val); Allouville-Bellefosse; Brotteville; Etouville; Valliquerville; Les-Baons; Ourville; Vittefleur; Cléville; Normanville; Mesnil-Soreng; Rieux; Clères; Criquetot-l'Esneval; Saint-Waast-Dieppe; Londinières;

2° Les décrets des 19 janvier 1811 et 15 novembre 1854 en tant qu'ils ont autorisé la fondation d'un établissement de la congrégation du Sacré-Cœur, dites d'Ernemont de Rouen, à Saint-Paër et à Hautot-Saint-Sulpice; et le décret du 7 juillet 1858 qui a autorisé la fondation d'un établissement de cette même congrégation à Hautot-Saint-Sulpice;

3° Les décrets des 21 novembre 1851, 7 mai 1856 et 24 janvier 1859 tant qu'ils ont autorisé la fondation d'établissements de la congrégation des Sœurs du Sacré-Cœur de Jésus, de Saint-Aubin-Jouxte-Mulleng, à Saint-Aubin-Celloville, Froberville et Thiergeville;

4° Le décret du 16 juillet 1810 en tant qu'il a autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve, de Paris, à Dieppe, et le décret du 16 octobre 1856 qui a autorisé la fondation d'un établissement de la même congrégation à Bléville;

5° L'ordonnance du 2 décembre 1846 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Providence de Rouen, à Saint-Aubin-Routot (Seine-Inférieure).

19. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 25 janvier 1807 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs de l'Instruction chrétienne, à Dourdan;

2° Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de l'Instruction charitable du Saint-Enfant-Jésus, dites Dames de Saint-Maur de Paris, à Marines;

3° Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation de deux établissements de Sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge de Tours, au Val-Saint-Germain et à Chilly-Mazarin;

4° Le décret du 3 juin 1876 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs du Tiers-Ordre des Servites de Marie, au Raincy;

5° Le décret du 16 juin 1882 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Notre-Dame du Bon-Secours de Troyes, au Pecq (Seine-et-Oise).

20. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 2 novembre 1810 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs hospitalières, à Corbie;

2° Le décret du 2 novembre 1810 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs hospitalières, à Moreuil;

3° Les décrets du 14 décembre 1810 qui ont autorisé la fondation de deux communautés de Sœurs hospitalières, à Montdidier (hospice des pauvres) et à Montdidier (Hôtel-Dieu);

4° Le décret du 7 juillet 1811 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs hospitalières, à Péronne;

5° L'ordonnance du 27 janvier 1846 et le décret du 3 septembre 1859 qui ont autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de la Providence de Rouen, à Lamotte-en-Sauterre et à Sénarpont;

6° L'ordonnance du 5 novembre 1840 et le décret du 14 novembre 1856 qui ont autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs Ursulines, à Roye;

7° Le décret du 19 septembre 1853 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Sainte-Famille d'Amiens, à Rouvroy (Somme).

21. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la création d'un établissement de Sœurs de l'Instruction chrétienne d'un établissement de Sœurs de l'Instruction chrétienne, dites de Saint-Enfant-Jésus, dites de Saint-Maur, de Paris, à Castre.

2° Le décret du 14 juillet 1855, qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de l'Instruction chrétienne, dites de Providence de Portieux, à Réalmont;

3° Le décret du 8 octobre 1856 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias, à Boissement (Tarn).

22. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 22 octobre 1810 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs hospitalières à Lorgues;

2° Le décret du 27 février 1841 en tant qu'il a autorisé la fondation d'établissements des Filles de la Sagesse, à Toulon : hôpital de la Vierge, hôpital du Saint-Esprit ou Hôtel-Dieu et hôpital de la Charité;

3° Le décret du 5 janvier 1843 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne d'Aix, à Lorgues;

4° Le décret du 4 novembre 1867 qui a autorisé la fondation d'une communauté de religieuses Ursulines de la Présentation, à (Var).

23. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Charité et de l'Instruction chrétienne de Nevers, à Sens (hospice);

2° Le décret du 14 décembre 1810 en tant qu'il a autorisé la fondation de deux établissements de Sœurs de l'Instruction chrétienne d'Ursulines de Troyes, à Cheney et à Ligny (Yonne).

24. Est et demeure rapporté :

Le décret du 19 février 1904, article 7, paragraphe 5, en tant qu'il a abrogé le décret du 19 janvier 1859, qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Sainte-Marie de la Providence de Saintes, à Châteaubernard (Charente), cet établissement existant aujourd'hui à Cognac par suite de l'annexion à cette commune d'une partie du territoire de Châteaubernard, n'ayant jamais cessé d'exister.

25. Le président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 23 Juin, 1904.

Signé : EMILE LOUÏS.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des Cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45066. — **DÉCRET** autorisant l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Raon-l'Étape (Vosges).

Du 1^{er} Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 24 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 15 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1882⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu le décret du 25 décembre 1901 sur la conservation des explosifs dans les exploitations souterraines;

Vu la demande formée par *MM. Ramu et compagnie*, à l'effet d'être autorisés à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Raon-l'Étape (Vosges);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet des Vosges;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *MM. Ramu et compagnie* sont autorisés à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Raon-l'Étape (Vosges), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble et conformément au plan de détail produits par les intéressés, lesquels plans resteront annexés au présent décret.

Il sera placé à l'intérieur d'une galerie de six mètres quarante centimètres (6^m 40) de longueur et de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20) de hauteur, ouverte dans le trapp compact avec vingt-cinq mètres (25^m) de recouvrement vertical et quatorze mètres (14^m) de distance de la paroi latérale du côté de la carrière.

La galerie débouchera en face d'une paroi de trapp solide sensiblement verticale et perpendiculaire à sa direction; elle sera prolongée jusqu'à trois mètres (3^m) environ de cette paroi par une tranchée de trois à quatre mètres (3 à 4^m) de largeur, de huit mètres (8^m) environ de longueur, séparée de la carrière par un massif de cinq mètres (5^m) environ de hauteur et de six mètres (6^m) d'épaisseur.

Pour éviter toute projection de débris en cas d'explosion, on établira contre la roche en place, au débouché de la tranchée dans la

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 739, n° 12652.

galerie d'accès, un éperon en maçonnerie disposé de manière à dévier ces projections dans le sens opposé à celui où se trouve la carrière.

Elle sera fermée par un mur en granit de soixante-dix centimètres (0^m 70) d'épaisseur, percée : 1° à sa partie supérieure, d'une ouverture en partie vitrée, en partie fermée par des persiennes, pour la ventilation et protégée par de solides barreaux de fer; 2° à sa partie inférieure, d'une ouverture fermée par une porte en bois à double sapin doublés extérieurement d'une tôle de deux millimètres d'épaisseur et munie d'une serrure de sûreté.

A l'intérieur sera installée une cabine en bois ayant en plan une superficie de deux mètres cinquante centimètres (2^m 50) sur trois mètres (3^m 00) de deux mètres soixante centimètres (2^m 60) au faite, recouverte d'une tôle galvanisée et fermée par une porte munie d'une serrure de sûreté.

Le plancher de la cabine sera placé à une certaine hauteur au-dessus du sol naturel et recouvert de débris de liège.

Les caisses de dynamite seront déposées sur des rayons.

3. Un logement de gardien sera établi à proximité du dépôt.

4. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux préparatoires devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et sur le certificat qui lui sera rendu par cet ingénieur, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes.

5. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra contenir est fixée à cinq cents kilogrammes (500^k).

6. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes choisis.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et notamment les amorces fulminantes, la poudre, les matières explosives, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement interdits au dépôt et de ses abords.

La porte extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt et ce service ne se fera que de jour.

On ne s'éclairera pour le service du dépôt que par des lanternes électriques ou des lampes de sûreté avec manchon en verre.

Le dépôt sera placé sous la surveillance constante d'un agent spécialement chargé de la garde.

Le logement du gardien et les portes du dépôt seront munies de communications électriques établies de telle façon que l'on puisse fermer les portes ou la simple rupture des fils de communication.

onner automatiquement une sonnerie placée à l'intérieur du pont.

Personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, il devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel il inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

les quantités introduites et la date de leur réception ;

la date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat ;

les quantités qui leur ont été livrées ;

les noms, prénoms et demeure de ces ouvriers.

Le poids de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exercice de la surveillance, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 15 mars 1875 sur la poudre dynamite.

La société permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de dynamite, de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs opérations ; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la société permissionnaire devra évacuer, sur le point désigné, la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que la dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour la société permissionnaire aucun droit à indemnité.

Le délai accordé à la société permissionnaire, sous peine de nullité, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir de la notification de l'autorisation.

A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire des mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

La société permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 15 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux règlements existant ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUÏS

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLON.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER

N^o 45067. — DÉCRET autorisant l'établissement d'un Dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Grand-Croix (Loire).

Du 1^{er} Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre:

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 25 août 1880⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu le décret du 23 décembre 1901⁽³⁾ sur la conservation des exploitations souterraines;

Vu la demande formée par la Compagnie des mines de la Péronnière à l'effet d'être autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Grand-Croix (Loire);

Vu les plans annexés à l'adite demande et les pièces de l'enquête; il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de la Loire;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La Compagnie des mines de la Péronnière est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Grand-Croix (Loire), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble et conformément aux plans de détail produits par la Compagnie pétitionnaire, lesquels plans resteront annexés au présent décret.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n^o 1517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 759, n^o 12532.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 237.

Il sera de type superficiel enterré, à charge allongée répartie par caisses de vingt kilogrammes (20^k) dans des logements maçonnés situés d'un seul côté de la galerie, séparés par une distance de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50^{cm}) d'axe en axe et fermés par des portes en fer.

Les parois des niches de dépôt seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité, et le sol sera dallé avec soin.

La chambre de dépôt et la galerie d'accès seront fermées par des grilles en fer munies de serrures de sûreté.

La cheminée de ventilation qui surmonte le puits d'aérage devra s'élever à trois mètres (3^m) au-dessus du sol extérieur environnant; elle sera fermée par une grille scellée dans la maçonnerie.

En face du débouché de la galerie d'accès, on établira un meillon dans lequel sera ménagée une chambre réceptrice capable de recueillir et de fixer les matériaux projetés en cas d'explosion.

3. Un logement de gardien sera établi à proximité du dépôt.

4. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par cet ingénieur, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

5. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à mille kilogrammes (1,000^k).

6. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La porte extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera qu'en jour.

On ne s'éclairera pour le service du dépôt que par des lampes électriques ou des lampes de sûreté avec manchon en verre.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde.

Le logement du gardien et les portes du dépôt seront reliés par des communications électriques établies de telle façon que l'ouverture des portes ou la simple rupture des fils de communication fasse fonctionner automatiquement une sonnerie d'avertissement placée à l'intérieur du logement.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à la réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet elle devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage déterminé;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeure de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera, en outre, soigneusement vérifié.

7. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation ou la surveillance, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

8. La compagnie permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite, de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes les vérifications; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

9. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la compagnie permissionnaire devra évacuer, sur le point qui lui sera indiqué, la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour la compagnie permissionnaire aucun droit à indemnité.

10. Le délai accordé à la compagnie permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

11. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

12. La compagnie permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets du 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existant ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

13. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la justice.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUËLLOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 45068. — *NOTE relative aux réclamations adressées au gouvernement colombien pour dommages subis pendant la guerre civile de 1899-1903.*

(Insérée au *Journal officiel* du 28 octobre 1904.)

Les personnes qui ont formulé contre le Gouvernement colombien une réclamation pour dommages subis pendant la guerre civile de 1899-1903 sont averties que le délai qui leur est accordé pour présenter leur réclamation à Bogota, délai primitivement fixé au 24 octobre 1904, a été prorogé jusqu'au 23 décembre prochain.

N° 45069. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui autorise :

1° Le trésorier de la fabrique de l'église curiale Saint-Pierre-de-Montmartre, à Paris (Seine), à accepter, aux clauses et conditions imposées, la donation faite à cet établissement par M. l'abbé Sobaux (Louis-Alexandre), suivant actes notariés des 10 janvier 1895 et 18 mars 1904, et consistant en mille trois cent trente-quatre mètres de terrain, faisant partie d'une propriété de plus grande étendue sise à Paris, rue des Abbesses, n° 15, 17 et 19, avec façades sur le passage et l'impasse de l'Élysée-des-Beaux-Arts, n° 14, ledit terrain situé entre la rue des Abbesses, d'un côté, le passage de l'Élysée-des-Beaux-Arts, d'autre côté, un voisin d'un troisième côté, et le surplus de la propriété d'un quatrième côté, et d'une valeur estimative de cent trente mille francs, à la charge d'y élever une église;

2° La création d'une chapelle de secours à Paris, rue des Abbesses, n° 15, 17 et 19, sur un terrain faisant l'objet d'une donation que la fabrique curiale de Montmartre est habilitée à accepter par l'article 1^{er} du présent décret.

Le culte y sera célébré sous la surveillance et la direction du curé de Montmartre.

Les ressources propres de la chapelle de secours seront administrées par le conseil de fabrique de cette paroisse, qui relèvera les recettes et les dépenses dans un état annexé au budget paroissial sans que ni la fabrique ni la ville soient obligées de suppléer à l'insuffisance des ressources. (Paris, 13 Juin 1904.)

ERRATUM.

BULLETIN DES LOIS, XII^e série, partie principale.

N° 2509. — Page 1001. — Décret n° 43988 qui autorise l'établissement d'un réseau de tramways dans la ville de Montpellier (Hérault) : date du décret

Au lieu de :

3 Novembre 1903,

Lire :

3 Novembre 1902.



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Décembre 1902.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du décret au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'impression en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, soit en fournissant un numéro en trop. La condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception de l'un des numéros. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations formulées par la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura payé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2575.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 45070. — *Loi sur le service des Enfants assistés.*

Du 27 Juin 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juin 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

TITRE I^{er}.

DÉFINITIONS.

Art. 1^{er}. Sont qualifiés enfants, pour l'exécution de la présente loi, les mineurs de l'un et l'autre sexe, placés sous la protection ou la tutelle de l'assistance publique.

Le service des enfants assistés comprend :

1^o les enfants dits secourus et en dépôt, qui sont sous la protection de l'autorité publique;

2^o les enfants en garde, qui sont également sous la protection de l'autorité publique;

3^o les enfants trouvés, les enfants abandonnés, les orphelins, les enfants maltraités, délaissés ou moralement abandonnés. Les enfants sont placés sous la tutelle de l'autorité publique par le service de l'assistance.

Art. 2. L'enfant secouru :

1^o est celui que sa mère ne peut pas nourrir ni élever, faute de ressources suffisantes.

sources, et pour lequel est accordé le secours temporaire, en vue de prévenir son abandon.

4. Est dit enfant en dépôt :

L'enfant qui, laissé sans protection ni moyens d'existence suite de l'hospitalisation ou de la détention de ses père, mère ou ascendants, est recueilli, temporairement, dans le service des enfants assistés.

5. Est dit enfant en garde, l'enfant dont la garde a été confiée par les tribunaux, à l'assistance publique, en exécution des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898.

6. Est dit pupille de l'assistance :

1° L'enfant qui, né de père et mère inconnus, a été trouvé dans un lieu quelconque ou porté dans un établissement dépositaire d'enfant trouvé);

2° L'enfant qui, né de père ou de mère connus, en est délaissé sans qu'on puisse recourir à eux ou à leurs ascendants (enfant abandonné);

3° L'enfant qui, n'ayant ni père, ni mère, ni ascendants auxquels on puisse recourir, n'a aucun moyen d'existence (orphelin pauvre);

4° L'enfant dont les parents ont été déclarés déchus de la puissance paternelle, en vertu du titre I^{er} de la loi du 24 juillet 1899 (enfant maltraité, enfant délaissé ou moralement abandonné);

5° L'enfant admis dans le service des enfants assistés, en vertu du titre II de la loi du 24 juillet 1899.

TITRE II.

ENFANTS SECOURUS.

7. Dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente loi, le secours est accordé pour permettre à la mère pauvre de garder et nourrir son enfant ou de le placer en nourrice.

Ce secours peut être mandaté au nom de la nourrice. Il peut être accordé aux enfants de femmes veuves, divorcées ou abandonnées par leurs maris.

Le mode, la quotité, la périodicité et la durée du secours sont réglés par le conseil général.

Le secours est réduit, suspendu ou supprimé si la mère cesse d'être indigente ou si elle cesse de donner ou de faire donner les soins nécessaires à son enfant. Il peut être maintenu lors même que l'enfant ou la mère n'habite plus le département.

En cas de légitimation de l'enfant secouru, la mère peut recevoir une prime dont le montant est réglé par le conseil général. En cas, le secours temporaire est continué, s'il y a lieu.

TITRE III.

PUPILLES DE L'ASSISTANCE.

SECTION I^{re}.

MODE D'ADMISSION.

8. Dans chaque département, le préfet désigne, après avis conforme du conseil général, l'établissement ou les établissements où peuvent être présentés les enfants dont l'admission, en qualité de pupilles de l'assistance, est demandée.

La présentation a lieu dans un local ouvert le jour et la nuit et sans autre témoin que la personne préposée au service d'admission.

L'admission peut avoir lieu sur demande écrite adressée au préfet.

9. La personne qui est de service déclare à celle qui présente l'enfant que la mère, si elle garde l'enfant, peut recevoir les secours prévus à l'article 7, et, notamment, un secours de premier besoin, qui est alloué immédiatement. Elle signale les conséquences de l'abandon, telles qu'elles résultent de l'article 22.

Si l'enfant paraît âgé de moins de sept mois et si la personne qui le présente refuse de faire connaître le nom, le lieu de la naissance, la date de la naissance de l'enfant, ou de fournir l'une de ces trois indications, acte est pris de ce refus et l'admission est prononcée. Dans ce cas, aucune enquête administrative ne sera faite.

En dehors de ce cas, lorsque les secours n'ont pas été acceptés, la personne préposée aux admissions transmet immédiatement au préfet, avec son avis, les pièces et les renseignements produits à l'appui de la demande; toutefois elle peut recueillir provisoirement l'enfant, si elle juge qu'il appartient à l'une des catégories définies par le 3^e de l'article 2 ou par les 2^e et 3^e de l'article 6 et qu'on ne saurait attendre, sans péril pour lui, la décision du préfet.

10. Dans les établissements dépositaires, les personnes préposées aux admissions sont nommées par le préfet, sur la proposition de l'inspecteur départemental. Lorsque l'établissement est un hospice, ces personnes doivent être, au préalable, agréées par la commission administrative.

SECTION II.

TUTELLE.

11. La protection des enfants de toute catégorie et la tutelle des pupilles de l'assistance publique, instituées par la présente loi, sont exercées par le préfet ou par son délégué, l'inspecteur départemental.

Elles sont exercées, dans le département de la Seine, par le directeur de l'administration générale de l'assistance publique de Paris.

12. Le tuteur est assisté d'un conseil de famille, formé par commission de sept membres, élus par le conseil général et renouvelés tous les quatre ans.

Le tuteur ou son délégué assiste aux séances du conseil, entendu quand il le demande.

13. Les attributions du tuteur et du conseil de famille sont que détermine le Code civil; elles comprennent, notamment, le de donner ou de refuser le consentement au mariage, à l'émancipation, à l'engagement militaire; toutefois, il n'est pas institué subrogé-tuteur.

Dans le cas d'émancipation, le tuteur ou son délégué est tenu de comparaître devant le juge de paix.

L'acte d'émancipation est délivré sans frais.

14. Les biens du tuteur ne sont pas soumis à l'hypothèque instituée par l'article 2121 du Code civil.

Les intérêts du pupille sont garantis par le cautionnement du fonctionnaire chargé de la manutention des deniers et de la gestion des biens.

En cas d'émancipation, ce dernier remplit les fonctions de tuteur.

15. La manutention des deniers et la gestion des biens du pupille sont confiées au trésorier-payeur général. Elles sont de droit dans le département de la Seine, au receveur de l'assistance publique de Paris. Les fonds sont placés à la Caisse nationale d'épargne ou en rentes sur l'État.

Le tuteur peut autoriser, au profit du pupille, le retrait d'une partie des fonds appartenant à ce dernier.

Le conseil de famille pourra décider, au moment de la sortie du pupille du service des enfants assistés, qu'une partie, ne dépassant pas le cinquième du pécule lui appartenant, sera versée à la Caisse nationale des retraites, en vue de lui constituer une pension viagère.

16. Les revenus des biens et capitaux appartenant au pupille, à l'exception de ceux provenant de son travail et de ses économies, sont perçus au profit du département, jusqu'à l'âge de dix ans, à titre d'indemnité des frais d'entretien. Toutefois, sur l'avis du conseil de famille, le préfet peut faire à cet égard, au moment de la reddition des comptes, toute remise qu'il jugera équitable.

Les comptes de tutelle sont approuvés par le conseil de famille et rendus sans frais.

17. L'enfant réclamé par ses parents peut leur être remis, si le tuteur estime, après avis du conseil de famille, que la remise est dans l'intérêt de l'enfant. L'administration pourra, en outre, autoriser des remises d'essai durant lesquelles sa surveillance continuera à s'exercer pendant un an au moins; à l'expiration de ce délai, la remise deviendra définitive.

Toutefois, pour les enfants maltraités ou moralement abandonnés, cette remise ne pourra être faite, aux parents déchus de la puissance paternelle, qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 15 et 16 de la loi du 24 juillet 1889.

Les parents devront rembourser, en une seule fois ou par versements mensuels échelonnés sur une ou plusieurs années, la dépense faite pour l'entretien de leur enfant, à moins que la commission départementale ou, dans le département de la Seine, une délégation du conseil général, ne les exonère en tout ou partie.

18. Toute remise de l'enfant à d'autres qu'à ses parents ou grands-parents, même quand il est confié en vue d'une adoption ultérieure, ne peut avoir lieu que sous réserve de la tutelle.

Toutefois, lorsque l'enfant a été confié pendant trois ans à un particulier à titre gratuit, ce dernier, même s'il est âgé de moins de cinquante ans et l'enfant de plus de quinze ans, peut, en obtenant le consentement du conseil de famille, devenir le tuteur officieux de l'enfant.

Le juge de paix du domicile de l'enfant dresse procès-verbal de la demande et du consentement; ces pièces et le procès-verbal sont visés pour timbre et enregistrés gratis.

SECTION III.

PLACEMENTS ET SURVEILLANCE.

19. Le préfet peut, après avis conforme du conseil général, déclarer, par arrêté, qu'un établissement dépositaire est installé ou cesse d'être installé dans un hospice.

Un établissement dépositaire peut être installé dans un immeuble possédé ou loué par le département; l'installation a lieu en vertu d'un arrêté préfectoral, pris sur l'avis conforme du conseil général, après avis du conseil d'hygiène du département.

Les enfants en bas âge sont placés dans une crèche et les autres dans un quartier spécial. Les personnes chargées de surveiller et soigner les enfants ont, seules, accès dans ces locaux.

20. Le pupille n'est maintenu dans l'établissement dépositaire que s'il est constaté que son état de santé l'exige ou sur une décision motivée de son tuteur.

21. Les pupilles âgés de moins de treize ans sont, sauf exception, confiés à des familles habitant la campagne.

Les frères et les sœurs sont, autant que possible, placés dans la même famille ou, au moins, dans la même commune.

22. Le lieu de placement du pupille reste secret, sauf décision du préfet prise dans l'intérêt de l'enfant. La mère et la personne qui ont présenté l'enfant peuvent être renseignées à des époques fixes sur l'existence ou la mort de celui-ci.

23. La rétribution de la nourrice à laquelle est confié un pupille

comprend un salaire fixe et une allocation éventuelle, dite prime de survie.

Cette prime est acquise lorsque le pupille a quinze mois révolus elle est proportionnelle au nombre de mois pendant lesquels le nourricier a gardé l'enfant.

Le nourricier qui a gardé un pupille pendant dix ans au moins, élevé avec soin et envoyé régulièrement à l'école publique, peut recevoir, lorsque l'enfant a treize ans, une récompense dont la quotité est fixée par le conseil général.

24. Un pupille âgé de moins de sept mois ne peut être confié à une nourrice dont le dernier enfant n'a pas sept mois révolus.

25. Le nourricier est tenu, à l'égard du pupille, aux obligations auxquelles sont assujettis les parents par la loi du 28 mars 1833 sur l'enseignement primaire.

26. La pension est payée au nourricier jusqu'à ce que le pupille ait treize ans révolus, sauf les cas de prolongation prévus par le conseil général.

Le pupille dont la pension n'est plus payée est mis en apprentissage, de préférence dans les professions agricoles; il est pourvu d'un trousseau; un contrat écrit, dispensé du timbre, détermine les conditions du placement; à moins que l'intérêt de l'enfant ne s'oppose, le pupille est maintenu chez le nourricier. Une portion de salaire est placée conformément à l'article 15 de la présente loi.

27. Tout pupille de l'assistance, tout enfant secouru en vertu de l'article 7 de la présente loi, est l'objet d'une surveillance exercée par les inspecteurs et les sous-inspecteurs de l'assistance publique. Les visites ont lieu à domicile.

28. Le pupille isolé, placé dans un département autre que celui auquel il appartient, est surveillé par les fonctionnaires de l'assistance publique du département où il est placé.

La surveillance peut être instituée dans les mêmes conditions à l'égard des pupilles placés par groupes dans un département autre que celui auquel ils appartiennent; la décision est concertée entre les deux préfets et soumise au ministre de l'intérieur.

Si l'accord ne s'établit pas ou si le ministre n'approuve la mesure, il est pourvu à la surveillance par la nomination d'un ou plusieurs sous-inspecteurs habitant le département où les pupilles sont placés et agissant sous les ordres de l'inspecteur du département auquel ces enfants appartiennent.

TITRE IV.

ADMINISTRATION.

29. Le service des enfants assistés est réglé par le conseil général; il est administré par le préfet et, sous l'autorité du préfet, par le

specteur départemental de l'assistance publique. Dans le département de la Seine, il est administré, sous l'autorité du préfet, par le directeur de l'assistance publique.

30. Le personnel de l'inspection départementale de l'assistance publique se compose d'un inspecteur, d'un ou de plusieurs sous-inspecteurs, d'un ou de plusieurs commis d'inspection. Il est nommé par le ministre de l'intérieur sur une liste de candidats ayant satisfait aux conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, rendu après avis du conseil supérieur de l'assistance publique. Le cadre du personnel est fixé par un décret rendu dans la même forme.

Le conseil général peut, dans le cas où il le juge utile, créer un ou plusieurs emplois de visiteuse d'enfants.

31. Le préfet soumet au conseil général les prévisions des recettes et les crédits du service; il exécute, liquide et ordonnance les dépenses. Le trésorier-payeur général en assure le paiement.

Toutes les opérations de recettes et de dépenses du service sont comprises dans le compte administratif du préfet et dans le compte de gestion du trésorier-payeur général.

Sur la proposition de l'inspecteur départemental, le préfet accorde et supprime les secours temporaires, prononce les admissions, décide les placements, nomme et révoque les agents du service, payés sur les fonds du département.

32. L'inspecteur départemental recrute les nourrices, nourriciers et patrons, procure la distribution des layettes et vêtements, prépare les contrats de placement ou d'apprentissage et, d'une manière générale, propose au préfet les mesures que commandent la protection et la tutelle instituées par la présente loi.

Il peut déplacer un pupille en cas d'urgence, à la charge d'en référer immédiatement au préfet.

Chaque année, il adresse au préfet, qui le soumet au conseil général, un rapport sur le service. Ce rapport est suivi des comptes de l'exercice clos et des propositions pour le budget de l'année suivante.

33. Une commission nommée par le conseil général et se réunissant périodiquement, ou, à son défaut, la commission départementale reçoit communication des décisions intéressant le service, prises depuis sa dernière séance.

Elle donne son avis au préfet sur les questions qu'il lui soumet ou qu'elle croit devoir lui signaler.

Elle présente tous les ans, au conseil général, un rapport sur le service.

L'inspecteur départemental peut être appelé, par la commission, à assister aux séances avec voix consultative.

34. Le préfet transmet, tous les ans, au ministre de l'intérieur, avec ses observations, le rapport annuel de la commission instituée

au précédent article, le rapport annuel de l'inspecteur, les délibérations du conseil général sur le service. Ces documents sont communiqués au conseil supérieur de l'assistance publique.

35. Le directeur de l'assistance publique, à Paris, exerce les attributions qui lui sont conférées par l'article 11 de la présente loi au moyen d'agents que le préfet de la Seine nomme sur la proposition du directeur. Chaque agent réside dans la circonscription où sont placés les pupilles dont la surveillance lui est confiée.

Le préfet de la Seine contrôle le service des agents sur le moyen d'inspecteurs que nomme le ministre de l'intérieur.

Il communique chaque année, au conseil général, le rapport par lequel le directeur de l'assistance publique, à Paris, rend compte moral et administratif de sa gestion et lui soumet ses propositions budgétaires.

36. L'article 378 du Code pénal, relatif au secret professionnel, est applicable à toute personne engagée dans le service des enfants assistés.

En aucun cas, les dossiers concernant les enfants assistés ne sont distraits du bureau de l'inspecteur, si ce n'est pour être rendus au préfet.

Dans tous les cas où la loi ou des règlements exigent la production de l'acte de naissance, il pourra y être suppléé, si le préfet estime qu'il y a lieu d'observer le secret, par un certificat dressé par l'inspecteur et visé par le préfet.

37. Le contrôle du service s'effectue par les inspecteurs généraux des services administratifs du ministère de l'intérieur et par les inspectrices générales des services de l'enfance.

TITRE V.

DÉPENSES.

38. Le père, la mère et les ascendants d'un pupille de l'assistance ou d'un enfant dont l'administration a la garde restent tenus envers lui, de la dette alimentaire. Toute stipulation contraire est nulle.

39. Les enfants désignés dans le paragraphe 1^{er} de l'article 3 (enfants trouvés) et les enfants admis au paragraphe 2 de l'article 3 (enfants en bureau secret) ont leur domicile de secours dans le département où ils ont été portés à un établissement dépositaire.

Les enfants désignés dans l'article 3 (enfants secourus) ont leur domicile de secours dans le département où ils sont nés.

Les enfants désignés dans l'article 4 (enfants en dépôt), dans l'article 5 (enfants en garde) et dans les paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 6 (enfant abandonnés, orphelins pauvres, enfants de la rue, maltraités ou moralement abandonnés) ont leur domicile de secours dans le département où ils sont recueillis.

Les dépenses occasionnées par des enfants n'ayant leur domicile de secours dans aucun département sont remboursées par l'État.

40. Les contestations relatives au domicile de secours et à l'admission des pupilles sont jugées par le ministre de l'intérieur, sauf recours au Conseil d'État.

La décision du ministre porte liquidation des frais. Après l'expiration du délai de recours, ces frais constituent, pour le département, une dépense obligatoire susceptible d'être inscrite, à titre de dette exigible, dans son budget, conformément à l'article 61 de la loi du 10 août 1871, modifié par la loi du 29 juin 1899.

Est non recevable toute réclamation adressée au ministre plus de deux ans après l'admission de l'enfant à l'assistance départementale.

41. Les biens du pupille décédé, lorsque aucun héritier ne se présentera, seront recueillis par le département et consacrés, conformément aux dispositions de l'article 51 de la présente loi, à la création de dots de mariage en faveur de pupilles ou d'anciens pupilles des deux sexes.

42. Les héritiers qui se présentent pour recueillir la succession d'un pupille sont tenus d'indemniser le département de l'entretien de l'enfant. Les revenus perçus par le département entrent en compensation jusqu'à due concurrence.

43. Les recettes et les dépenses du service font l'objet d'articles spéciaux dans le budget de chaque département; elles sont votées, annuellement, par le conseil général.

44. Les dépenses se divisent en dépenses du service et dépenses d'inspection et de surveillance.

45. Les dépenses du service, déduction faite des frais occasionnés par des pupilles sans domicile de secours, lesquels sont intégralement à la charge de l'État, ainsi que des recettes provenant du remboursement des départements ou des familles, du produit des amendes de police correctionnelle, du produit et des revenus des dons et legs applicables au service, sont payées pour deux cinquièmes par le département, pour deux cinquièmes par l'État, pour un cinquième par les communes.

46. Les dépenses du service comprennent :

- 1° Le salaire des personnes préposées aux admissions;
- 2° Les secours temporaires accordés en conformité de l'article 7 de la présente loi;
- 3° Les frais de séjour des enfants dans les établissements dépositaires, dans les écoles professionnelles prévues pour l'éducation séparée des pupilles vicieux ou difficiles et, s'il y a lieu, les frais de location des immeubles affectés au service;
- 4° Les dépenses de nourrices sédentaires;

5° Les prix de pensions et les allocations réglementaires ou exceptionnelles concernant les pupilles confiés à des familles ou placés dans des établissements autres que les établissements dépositaires, les primes aux nourrices et aux nourriciers, les fournitures scolaires, les cotisations des enfants assistés âgés de moins de treize ans affiliés aux mutualités scolaires;

6° Les frais des layettes et des vêtements;

7° Les frais de déplacement soit des pupilles, soit des nourrices, et, au besoin, les frais relatifs à l'engagement des nourrices;

8° Les registres, les imprimés et les signes de reconnaissance;

9° Les frais d'assistance médicale et d'inhumation des pupilles;

10° Les frais de recouvrement et de gestion des deniers pupillaires;

11° Les remboursements aux départements étrangers;

12° Les frais résultant de l'exécution de jugements rendus en vertu de la loi du 24 juillet 1889, de production de pièces en matière de mariages ou émancipations de pupilles.

47. Les prix de journée, dans un établissement dépositaire pendant d'un hospice, sont fixés, tous les cinq ans, par le conseil général, sur la proposition de la commission administrative.

En cas de réclamation de la commission, ils sont fixés par arrêté du ministre de l'intérieur; la réclamation est formée dans les trois mois qui suivent la notification de la décision du conseil général.

Dans le cas où il y aurait lieu de procéder, pendant le délai de cinq ans, à une revision des prix de journée, le conseil général décidera sur la proposition du préfet ou sur celle de la commission administrative.

En cas de réclamation, il sera statué par arrêté du ministre de l'intérieur, dans les conditions et délais du deuxième paragraphe du présent article.

48. Les dépenses d'inspection et de surveillance sont à la charge de l'État; elles comprennent les traitements et les indemnités journalières et de déplacement du personnel et, généralement, les dépenses occasionnées par la surveillance du service.

49. Les recettes du service comprennent :

1° La subvention et les remboursements de l'État;

2° La contribution du département;

3° Le contingent des communes, obligatoire pour elles dans les conditions réglées par l'article 136 de la loi du 5 avril 1884;

4° Les remboursements des départements ou des familles;

5° Le produit des amendes de police correctionnelle, conformément aux lois;

6° Le revenu des biens et capitaux visés par l'article 16 de la présente loi;

7° Le produit des successions recueillies en conformité de l'article 41 de la présente loi;

8° Le produit et les revenus des dons et legs faits, pour ce service, aux départements, ainsi que le revenu des fondations, antérieurement constituées, en faveur du même service, au profit des hospices et dont ceux-ci ont l'administration;

9° Le produit de l'exploitation des établissements départementaux affectés au service des enfants assistés et moralement abandonnés.

50. Les revenus des dons et legs faits aux départements, pour le service des enfants assistés, devront conserver, expressément, l'affectation spéciale prescrite par les actes constitutifs de la libéralité. Le conseil général ne pourra les employer à l'ensemble des services départementaux.

51. Les recettes prévues aux paragraphes 7° et 8° de l'article 49 sont employées, sous réserve des affectations spéciales imposées par les bienfaiteurs, à la création de dots de mariage en faveur de pupilles ou d'anciens pupilles des deux sexes; ces dots sont attribuées par la commission départementale, sur la proposition du préfet.

52. Les secours, pensions et indemnités sont incessibles et insaisissables.

53. Les décomptes des mois de nourrice et pensions sont exempts du timbre et d'enregistrement.

54. Les certificats, significations, jugements, contrats, quittances et autres actes faits en vertu de la présente loi et des lois du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898, et exclusivement relatifs au service des enfants assistés, sont dispensés du timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement, sans préjudice du bénéfice de la loi du 10 juillet 1901 sur l'assistance judiciaire.

55. Un tableau annexé à la loi de finances détermine, par zone, les tarifs minima des secours temporaires, des salaires de nourrice, des primes de survie et des prix de pensions; ce tableau est dressé après enquête et avis des conseils généraux; il est révisé tous les cinq ans.

Les dépenses ayant pour objet l'application de ces tarifs minima, la fourniture des layettes aux pupilles, la fourniture des vêtements aux pupilles âgés de moins de treize ans, les frais d'assistance médicale, constituent, pour le département, des dépenses obligatoires.

56. Si un conseil général omet ou refuse d'inscrire au budget les crédits suffisants pour l'acquittement des dépenses obligatoires du service qui sont à sa charge, les crédits nécessaires sont inscrits, d'office, au budget par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Bulletin des lois*.

Il est pourvu au paiement des dépenses inscrites d'office, au moyen de prélèvements effectués, soit sur les excédents de recettes, soit sur le crédit pour dépenses imprévues et, à défaut, au moyen

d'une contribution spéciale portant sur les quatre contributions directes et établie par le décret d'inscription d'office, si elle est dans les limites du maximum fixé annuellement par la loi de finances ou par une loi, si elle doit excéder le maximum.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

57. Une statistique de la mortalité des enfants assistés sera faite chaque année par le ministère de l'intérieur.

En outre, tous les cinq ans, celui-ci présentera au Président de la République un rapport détaillé, exposant, à tous les points de vue, la situation du service des enfants assistés. Ce rapport sera inséré au *Journal officiel*.

58. Dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, chaque préfet préparera, pour en assurer l'exécution, un règlement qui sera délibéré par le conseil général et transmis, avec ses observations, au ministre de l'intérieur.

59. Des décrets délibérés en conseil d'État déterminent les mesures à suivre pour le recouvrement, la manutention et la gestion des deniers pupillaires.

60. Sont abrogés la loi du 15 pluviôse an XIII, le décret du 22 février 1811, la loi du 5 mai 1869 et, généralement, toutes les dispositions contraires à la présente loi.

61. Un décret déterminera dans quelles mesures et dans quelles conditions les dispositions de la présente loi pourront être appliquées à l'Algérie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. GOMBES.

N° 45071. — *Loi relative à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux.*

Du 28 Juin 1904.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 Juin 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Les pupilles de l'assistance publique qui, à raison de leur indiscipline ou de leurs défauts de caractère, ne peuvent pas

confiés à des familles, sont placés, par décision du préfet, sur le rapport de l'inspecteur départemental, dans une école professionnelle.

Les écoles professionnelles, agricoles ou industrielles, sont des établissements départementaux ou des établissements privés.

Les associations de bienfaisance et les établissements privés, qui voudront être autorisés à recevoir et à élever des pupilles de l'assistance, devront en faire la demande au ministre de l'intérieur et soumettre à son approbation leurs statuts, règlements et locaux.

Chaque année, le ministre de l'intérieur arrêtera la liste des établissements autorisés à recevoir et à élever des pupilles de l'assistance.

Un règlement d'administration publique, rendu dans le délai d'un an, à partir de la promulgation de la présente loi, déterminera les mesures propres à assurer le placement provisoire ou définitif, la surveillance, l'éducation morale et professionnelle des pupilles placés dans les établissements départementaux ou privés, ainsi que le patronage de ces pupilles à la fin de leur placement.

Le règlement déterminera également les conditions de remboursement de la dépense qui reste à la charge de l'administration pénitentiaire, en vertu du paragraphe 2 de l'article 5.

2. Lorsqu'un pupille de l'assistance, par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donne des sujets de mécontentement très graves, le tribunal civil peut, sur le rapport de l'inspecteur des enfants assistés et sur la demande du préfet dans les départements, ou du directeur de l'assistance publique de Paris dans la Seine, décider, sans frais, qu'il sera confié à l'administration pénitentiaire.

L'administration pénitentiaire le recevra dans un de ces établissements ou quartiers d'observation et l'y maintiendra jusqu'à ce que les renseignements recueillis et le résultat de l'observation permettent de décider s'il doit être placé dans une colonie ou maison pénitentiaire ou dans une colonie correctionnelle.

Le préfet peut, d'après les résultats obtenus et sur la proposition de l'inspecteur des enfants assistés, mettre fin au placement et opérer le retrait du pupille.

Les dépenses occasionnées par le pupille et les frais de son entretien dans le service pénitentiaire sont imputées, pour chaque pupille, sur le crédit du service des enfants assistés du département auquel il appartient. Ces dépenses sont obligatoires pour ce département.

3. Chaque département, faute d'avoir un établissement public destiné à recevoir les pupilles de l'assistance visés à l'article 1^{er} de la présente loi, est tenu, dans un délai de trois ans, de traiter, à cet effet, soit avec un établissement public d'un autre département, soit avec un établissement privé autorisé par le ministre de l'intérieur.

Les traités passés par les départements doivent être approuvés par le ministre de l'intérieur.

Deux ou plusieurs départements peuvent créer ou entretenir à

frais communs une école professionnelle de pupilles. Les cours de leur association sont réglés par les délibérations des généraux intéressés, conformément aux articles 89 et 90 de la loi du 10 août 1871.

A défaut par le conseil général de statuer, il est pourvu par décret rendu en la forme de règlement d'administration publique.

4. L'État contribue aux dépenses faites, par les départements, pour l'établissement d'écoles professionnelles de pupilles à proportion de moitié, ~~d'allocation faite des subventions accordées~~ dehors de l'apport du département qui ne saurait être moindre que celui de l'État.

La part des départements dans les dépenses d'établissement et de frais d'entretien des pupilles dans les écoles professionnelles est, pour les départements, des dépenses obligatoires.

5. Les enfants, victimes de délits ou de crimes, dans les conditions de l'article 4 de la loi du 19 avril 1898, dont la garde aura été confiée à l'assistance publique par les tribunaux, sont assimilés pour les dépenses aux enfants assistés.

Les enfants, auteurs de délits ou de crimes, dans les conditions du même article, dont la garde aura été confiée à l'assistance publique par les tribunaux, restent à la charge de l'administration départementale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Le Ministre des finances,

Signé : E. COMBES.

Signé : ROUVIER.

N° 45072. — DÉCRET portant abrogation des décrets et ordonnances autorisant la fondation de divers Établissements congréganistes d'hommes aujourd'hui signalés comme n'existant plus.

Du 30 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les décrets et ordonnances qui ont autorisé la fondation de divers établissements congréganistes d'hommes, aujourd'hui signalés comme n'existant plus, et, par suite, la nécessité de rapporter, pour ordre, les autorisations;

Vu les rapports des préfets :

De l'Ain, en date des 11 et 22 février 1904;

De l'Aube, en date du 22 février 1904;

De Cher, en date du 21 février 1904;

De la Côte-d'Or, en date du 7 mars 1904;

De la Dordogne, en date des 28 février et 13 mars 1904;

De la Drôme, en date du 15 février 1904;

D'Eure-et-Loir, en date du 19 mars 1904;

De Gard, en date du 6 février 1904;

De l'Isère, en date des 17 février et 16 mars 1904;

Du Jura, en date des 10 avril 1902 et 24 février 1904;

De Loir-et-Cher, en date des 2, 15 et 16 mars 1904;

De la Haute-Loire, en date du 15 mars 1904;

Du Loiret, en date du 28 mars 1904;

Du Lot, en date du 17 mars 1904;

De la Manche, en date du 27 février 1904;

De la Marne, en date du 19 mars 1904;

De la Haute-Marne, en date du 15 mars 1904;

De Meurthe-et-Moselle, en date des 14 et 19 mai 1903 et 19 mars 1904;

De la Nièvre, en date des 19 février et 15 mars 1904;

Du Nord, en date des 9 février et 21 mars 1904;

Des Pyrénées-Orientales, en date du 19 mars 1904;

De la Sarthe, en date du 4 février 1904;

De Seine-et-Marne, en date du 19 mars 1904;

Des Deux-Sèvres, en date du 19 mars 1904;

De Tarn-et-Garonne, en date du 19 mars 1904;

De la Vendée, en date du 19 mars 1904;

De la Vienne, en date du 21 mars 1904;

De la Haute-Vienne, en date du 22 mars 1904;

De l'administrateur du territoire de Belfort, en date du 19 mars 1904;

Et du préfet de Vaucluse, en date des 21 et 23 mars 1904;

signalant la disparition desdits établissements dont il importe, aujourd'hui, de rapporter les autorisations;

Vu l'article 13, paragraphe 3, de la loi du 1^{er} juillet 1901;

Le Conseil des ministres entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 10 avril 1812 en tant qu'il a autorisé la fondation d'une communauté autonome de Sœurs de Saint-Joseph du diocèse de Lyon, à Beynost;

2° Les décrets du 12 juin 1856 et du 16 avril 1860 qui ont autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de Saint-Joseph de Bourg, à Virignin et à Ceyzerieux (Ain).

2. Sont et demeurent abrogés :

L'ordonnance du 4 octobre 1846 et les décrets du 12 novembre 1852 et du 23 août 1858 qui ont autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de l'Instruction chrétienne, dites de la Providence de Troyes, à Lautages, la Mothe-Tilly et Plancy (Aube).

3. Est et demeure abrogé :

Le décret du 26 janvier 1855 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Charité de Bourges, à Vierzon [ville].

4. Est et demeure abrogé :

Le décret du 23 août 1858 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Providence, dites de l'Instruction chrétienne de Vitteaux, à Saint-Aubin (Côte-d'Or).

5. Est et demeure abrogé :

Le décret du 1^{er} juillet 1856 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Sainte-Marthe de Périgueux, à Châlus (Dordogne).

6. Est et demeure abrogé :

Le décret du 13 janvier 1813 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs du Très-Saint-Sacrement de Rodez, à Saint-Jean-en-Royans (Drôme).

7. Est et demeure abrogé :

Le décret du 23 juillet 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Saint-Paul, dites de Saint-Martin de Chartres, à Gallardon (Eure-et-Loir).

8. Est et demeure abrogé :

Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Charité et de l'Instruction chrétienne de Nevers, à Nîmes (Gard).

9. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 5 janvier 1813 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, à Aix, à Grenoble;

2° Les ordonnances des 7 juin 1826 et 17 juillet 1833 qui ont autorisé la fondation de la communauté autonome des Dames de Saint-Pierre, dites du Sacré-Cœur de Jésus, à Montfleury, comme à Corenc;

3° L'ordonnance du 1^{er} avril 1827 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Providence de Corenc, au Tignes (Isère).

10. Est et demeure abrogée :

L'ordonnance du 16 février 1826 qui a autorisé la fondation d'une communauté autonome de Sœurs de Saint-Joseph, aux Bains (Jura).

11. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 23 juillet 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de Saint-Paul, dites de Saint-Maurice de Chartres, à Vineuil, à Blois (hospice) et à Blois (bureau de bienfaisance);

2° Le décret du 20 mars 1851 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge de Tours, à Huisseau-en-Beauce (Loir-et-Cher).

12. Sont et demeurent abrogées :

1° L'ordonnance du 19 novembre 1826 qui a autorisé la fondation d'une communauté autonome de Sœurs de Notre-Dame, à Lamothe;

2° L'ordonnance du 10 janvier 1830 qui a autorisé la fondation d'une communauté autonome de Sœurs de Saint-Dominique, à Sainte-Florine (Haute-Loire);

13. Est et demeure abrogé :

Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge de Tours, à Châtillon-Coligny et à Lailly (Loiret).

14. Sont et demeurent abrogés :

1° L'ordonnance du 10 juin 1830 qui a autorisé la fondation d'une communauté autonome de Sœurs de Saint-Joseph, dites de l'Union, à Rudelle;

2° L'ordonnance du 23 février 1837 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge de Tours, à Saint-Martin-de-Vers;

3° Le décret du 16 juin 1857 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Jésus de Vaylats, à Issendolus;

4° Le décret du 23 janvier 1873 qui a autorisé la fondation d'une communauté autonome de Sœurs de la Réparation, à Cahors (Lot).

15. Est et demeure abrogé :

Le décret du 17 mars 1856 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve de Paris, à Granville (Manche).

16. Est et demeure abrogée :

L'ordonnance du 19 juillet 1840 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Doctrine chrétienne de Nancy, à Servon (Marne).

17. Sont et demeurent abrogés :

L'ordonnance du 3 octobre 1844 et les décrets des 28 juillet 1849 et 2 août 1850 qui ont autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de la Providence de Langres, à Henilly-le-Grand, Meuvy et Lanty (Haute-Marne).

18. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 14 décembre 1810 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Saint-Charles de Nancy (hôpital militaire);

2° Les décrets des 9 juin 1853 et 5 juillet 1859 qui ont autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de la Providence, des Saint-André, de Fillières, à Anoux et à Onville (Meurthe-et-Moselle);

19. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Charité et de l'Instruction chrétienne de Nevers, à Varzy;

2° Le décret du 12 janvier 1813 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Saint-Charles de Lyon, à Tarn (Nièvre);

20. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 22 novembre 1810 et l'ordonnance du 22 août 1827 qui ont autorisé la fondation de communautés d'Augustines hospitalières, à Roubaix et à Orchies;

2° L'ordonnance du 11 novembre 1827 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs hospitalières de la Miséricorde de Lille à Dunkerque;

3° L'ordonnance du 17 janvier 1827 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs de Sainte-Agnès, à Cambrai;

4° L'ordonnance du 1^{er} août 1827 qui a autorisé la fondation d'une communauté d'Ursulines, à Lille;

5° L'ordonnance du 27 août 1826 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs de la Sainte-Famille, à Lille;

6° Les décrets des 28 juin 1851 et 13 mars 1857 qui ont autorisé la fondation d'établissements de Dames de la Sainte-Trinité, des Sacrés-Cœurs de Sainte-Noble, à Capelle (Lille) et à Saint-Nicolas (Nord).

21. Est et demeure abrogé :

Le décret du 24 septembre 1851 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Saint-Joseph de Lyon, à Perpignan (Sœurs-Orientales).

22. Est et demeure abrogée :

L'ordonnance du 15 mai 1836 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Notre-Dame d'Evron, à Champagné (Sarthe).

23. Est et demeure abrogé :

Le décret du 3 février 1816 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs de Saint-Joseph, à la Rochette (Seine-et-Marne).

24. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de Saint-Joseph à Maixent et à Saint-Porchaire la fondation d'établissements de Sœurs de Saint-Joseph à Maixent et à Saint-Porchaire.

de l'Instruction charitable du Saint-Enfant-Jésus, dites de Saint-Maur, de Paris;

2° Le décret du 24 décembre 1810 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs de Saint-Joseph, à Niort;

3° Le décret du 25 novembre 1810 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs de Sainte-Marthe, à Saint-Maixent;

4° Le décret du 16 juillet 1810 en tant qu'il a autorisé la fondation d'établissements de Dames de Saint-Thomas de Villeneuve, de Paris, à Panthenay et à Thouars (Deux-Sèvres).

25. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 9 janvier 1856 qui a autorisé la fondation de la communauté autonome de Sœurs Augustines (Chanoinesses régulières de Saint-Augustin de la congrégation de Notre-Dame), à Grisolles;

2° Le décret du 30 décembre 1868 qui a autorisé la fondation de la communauté autonome des Petites Sœurs des Champs, à Gandalou, commune de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne).

26. Sont et demeurent abrogés :

1° L'ordonnance du 26 juillet 1826 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs Ursulines, à la Roche-sur-Yon;

2° Le décret du 5 mars 1851 qui a autorisé la fondation d'un établissement de la congrégation des Sœurs Ursulines de Jésus de Chavagnes, à Saint-Fulgent (Vendée).

27. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 11 janvier 1811 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs de la Providence, à Poitiers;

2° Le décret du 1^{er} août 1852 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de Saint-Joseph, de Lyon, à Curzay;

3° Le décret du 29 mai 1857 qui a autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de Sainte-Marie de la Providence de Saintes, à Poitiers et à Janzé;

4° Le décret du 17 mai 1859 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Filles de la Croix, dites de Saint-André de la Puye, à Marigny-Brissay (Vienna).

28. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 22 octobre 1810 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs de Saint-Dominique, à Magnac-Laval;

2° L'ordonnance du 10 juin 1827 qui a autorisé la fondation d'une communauté de religieuses Ursulines, à Eymoutiers (Haute-Vienne).

29. Est et demeure abrogé :

Le décret du 15 novembre 1810 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs hospitalières de Besançon, dites de Saint-Jacques, à Belfort (Territoire de Belfort).

30. Sont et demeurent abrogés :

1° Le décret du 16 février 1811 qui a autorisé la fondation d'une communauté d'Ursulines, dites Hospitalières de Notre-Dame de la Cavaillon;

2° Le décret du 19 janvier 1811 en tant qu'il a autorisé la fondation d'établissements de Sœurs de l'Instruction charitable du Sacré-Enfant-Jésus, dites de Saint-Maur, de Paris, à Caderousse et à Uzès.

3° Le décret du 13 janvier 1813 en tant qu'il a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs du Très-Saint-Sacrement de la Charité, à Mormoiron;

4° L'ordonnance du 10 janvier 1827 qui a autorisé la fondation d'une communauté de Sœurs Ursulines, à Carpentras;

5° Le décret du 21 septembre 1813 qui a autorisé la fondation d'un établissement de Sœurs de la Charité et Instruction charitable, de Nevers, à Bollène (Vaucluse).

31. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 30 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOCREL.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45073. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1900, 1901 et 1902.*

Du 29 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu les états des créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section : *Service de l'instruction publique*, pour les exercices 1900, 1901 et 1902;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dénommées dans l'état ci-joint.

Considérant que les comptes définitifs des dépenses des exercices

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1901 et 1902 présentent, aux chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 9 août 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section : *Service de l'instruction publique*, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de vingt et un mille huit cent quatre-vingt-sept francs cinquante-neuf centimes (21,887⁵⁹), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1900.	Chapitre LXVII.....	716 ⁶⁶	845 ⁶⁶
	Chapitre LXX.....	129 00	
Exercice 1901.	Chapitre XXI.....	294 00	2,000 41
	Chapitre LXII.....	77 53	
	Chapitre LXVIII.....	300 00	
	Chapitre LXXIII.....	1,250 00	
	Chapitre LXXIX.....	78 88	
Exercice 1902.	Chapitre LXIII.....	625 00	19,041 52
	Chapitre LXX.....	300 00	
	Chapitre LXXV.....	1,444 44	
	Chapitre LXXVI.....	60 00	
	Chapitre LXXVIII.....	35 80	
	Chapitre LXXIX.....	16 66	
	Chapitre LXXVI bis.....	14 44	
	Chapitre LXXVI bis.....	16,555 18	
TOTAL ÉGAL.....			21,887 59

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre cin spécial aux dépenses des exercices clos, ouvert à son budget, première section : *Service de l'instruction publique*, conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIÉ.

N° 45074. — **DÉCRET** fixant les taxes à payer pour l'affranchissement des colis postaux échangés entre la France, les colonies et les bureaux ou services français qui participent à ce service, et les bureaux français et indochinois établis en Chine.

Du 11 Octobre 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 19 octobre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892 et 8 avril 1893 sur le service des colis postaux;

Vu les décrets des 27 juin 1892⁽¹⁾ et 26 décembre 1898⁽²⁾;

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A dater du 1^{er} novembre 1904, les taxes à payer pour l'affranchissement des colis postaux échangés entre la France (compris la Corse et l'Algérie), les colonies et les bureaux ou services français qui participent à ce service, d'une part, et les bureaux français ou indo-chinois établis en Chine, d'autre part, seront perçues conformément aux indications des tableaux n° 1 et 2 annexés au présent décret.

2. A partir de la même date, les taxes d'affranchissement des colis postaux à destination du Japon et des bureaux japonais établis en Chine et en Corée seront perçues conformément aux indications du tableau n° 3 annexé au présent décret.

3. Sont maintenues les dispositions des décrets antérieurs concernant les taxes additionnelles à percevoir sur les colis avec valeur déclarée ou grevés de remboursement.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 Octobre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,
Signé : G. DOUMERGUE.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUET.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1499, n° 25415.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2031, n° 2553.

TABLEAU N° 1.

Les tarifs postaux appliqués de France, de Corse, d'Algérie, des colonies, des
ou établissements français à destination des bureaux français et indo-chinois
en Chine.

VOIE de transmission.	TARIFS d'affranchi- sement		DÉCOMPOSITION DE LA TAXE d'affranchissement.					Total. (c)
	de 0 à 5 kilo- grammes (c).	de 5 à 10 kilo- grammes (c).	Part du pays d'ori- gine.	Apport mari- time en France.	Part fran- çaise. (c)	Apport mari- time en Chine.	Part chi- noise.	
..... Paquebots fran- çais.....	3 ^f 15 ^c	"	"	"	0 ^f 50 ^c	2 ^f 00 ^c	0 ^f 65 ^c	3 ^f 15 ^c
.....	"	4 ^f 80 ^c	"	"	0 ^f 80 ^c	3 ^f 00 ^c	1 ^f 00 ^c	4 ^f 80 ^c
Idem.....	3 ^f 40 ^c	"	0 ^f 50 ^c	0 ^f 25 ^c	"	2 ^f 00 ^c	0 ^f 65 ^c	3 ^f 40 ^c
.....	"	5 ^f 25 ^c	0 ^f 80 ^c	0 ^f 45 ^c	"	3 ^f 00 ^c	1 ^f 00 ^c	5 ^f 25 ^c
Idem.....	3 ^f 15 ^c	"	0 ^f 50 ^c	"	"	2 ^f 00 ^c	0 ^f 65 ^c	3 ^f 15 ^c
.....	"	4 ^f 80 ^c	0 ^f 80 ^c	"	"	3 ^f 00 ^c	1 ^f 00 ^c	4 ^f 80 ^c
Idem.....	1 ^f 50 ^c	"	"	"	"	"	1 ^f 50 ^c	1 ^f 50 ^c
Idem.....	4 ^f 15 ^c	"	0 ^f 50 ^c	0 ^f 50 ^c	0 ^f 50 ^c	3 ^f 00 ^c	0 ^f 65 ^c	4 ^f 15 ^c
.....	"	6 ^f 40 ^c	0 ^f 80 ^c	0 ^f 80 ^c	0 ^f 80 ^c	3 ^f 00 ^c	1 ^f 00 ^c	6 ^f 40 ^c
Idem.....	2 ^f 15 ^c	"	0 ^f 50 ^c	"	"	1 ^f 00 ^c	0 ^f 65 ^c	2 ^f 15 ^c
.....	"	3 ^f 55 ^c	0 ^f 80 ^c	"	"	1 ^f 75 ^c	1 ^f 00 ^c	3 ^f 55 ^c
Idem.....	3 ^f 15 ^c	"	0 ^f 50 ^c	"	"	2 ^f 00 ^c	0 ^f 65 ^c	3 ^f 15 ^c
.....	"	4 ^f 80 ^c	0 ^f 80 ^c	"	"	3 ^f 00 ^c	1 ^f 00 ^c	4 ^f 80 ^c
Idem.....	4 ^f 65 ^c	"	0 ^f 50 ^c	1 ^f 00 ^c	0 ^f 50 ^c	2 ^f 00 ^c	0 ^f 65 ^c	4 ^f 65 ^c
.....	"	7 ^f 35 ^c	0 ^f 80 ^c	1 ^f 75 ^c	0 ^f 80 ^c	3 ^f 00 ^c	1 ^f 00 ^c	7 ^f 35 ^c
Idem.....	5 ^f 65 ^c	"	0 ^f 50 ^c	2 ^f 00 ^c	0 ^f 50 ^c	2 ^f 00 ^c	0 ^f 65 ^c	5 ^f 65 ^c
.....	"	8 ^f 60 ^c	0 ^f 80 ^c	3 ^f 00 ^c	0 ^f 80 ^c	3 ^f 00 ^c	1 ^f 00 ^c	8 ^f 60 ^c
Idem.....	3 ^f 40 ^c	"	0 ^f 75 ^c	"	"	2 ^f 00 ^c	0 ^f 65 ^c	3 ^f 40 ^c
.....	"	5 ^f 25 ^c	1 ^f 15 ^c	"	"	3 ^f 00 ^c	1 ^f 00 ^c	5 ^f 25 ^c
Idem.....	5 ^f 15 ^c	"	0 ^f 80 ^c	"	"	4 ^f 00 ^c	0 ^f 65 ^c	5 ^f 15 ^c
.....	"	6 ^f 80 ^c	0 ^f 80 ^c	"	"	5 ^f 00 ^c	1 ^f 00 ^c	6 ^f 80 ^c

c droit de timbre de 10 centimes.

TABLEAU N° 2.

TARIF des colis postaux expédiés des bureaux français et indo-chinois en Chine.

PAYS DE DESTINATION.	VOIE de transmission.	MAXI- mum de poids.	Taux d'affranchissement.	DÉCOMPOSITION de la taxe d'affranchissement.				Total.
				Part chi- noise.	Part mari- time.	Part fran- çaise.	Part des autres trans- por- ts.	
France.....	Voie de Mar- seille.....	5 10	3 ^f 15 ^c 4 80	0 ^f 65 ^c 1 00	2 ^f 00 ^c 3 00	0 ^f 50 ^c 0 80	— —	3 ^f 15 ^c 4 80
Corse et Algérie.....	Idem.....	5 10	3 65 5 65	0 65 1 00	2 00 3 00	— —	1 ^f 00 ^c 1 65	3 65 5 65
Colonies françaises:								
Indo-Chine.....	Paquebots français.	5 10	2 15 3 55	0 65 1 00	1 00 1 75	— —	0 50 0 80	2 15 3 55
Côte des Somalis, Co- mores, Madagascar et dépendances, Hé- union, Inde, Calé- donie et dépen- dances.	Idem.....	5 10	3 15 4 80	0 65 1 00	2 00 3 00	— —	0 50 0 80	3 15 4 80
Sénégal, Guinée.....	Voie de Mar- seille.....	5 10	4 65 7 35	0 65 1 00	2 00 3 00	0 50 0 80	1 50 2 55	4 65 7 35
Nouvelles-Hébrides...	Paquebots français.	5 10	3 40 5 25	0 65 1 00	2 00 3 00	— —	0 75 1 25	3 40 5 25
Martinique, Guade- loup, Guyane, Côte d'Ivoire, Dahomey, Congo.	Idem.....	5 10	5 65 8 60	0 65 1 00	2 00 3 00	0 50 0 80	2 50 3 80	5 65 8 60
Tahiti.....	Idem.....	5 10	5 15 6 80	0 65 1 00	4 00 5 00	— —	0 50 0 80	5 15 6 80
Saint-Pierre et Mique- lon.	Voie de France et d'Angle- terre.	5	6 85	0 65	2 00	0 50	3 50	6 65
Pays étrangers :								
Allemagne.....	Voie de France.	5	3 65	0 65	2 00	0 50	0 50	3 65
Possessions alle- mandes :								
Afrique orientale.....	Voie de France et d'Allema- gne.	5	6 15	0 65	2 00	0 50	3 00	6 15
Afrique du Sud-Ouest.	Idem.....	5	6 15	0 65	2 00	0 50	3 00	6 15
Cameroun.....	Idem.....	5	5 15	0 65	2 00	0 50	2 00	5 15
Togo.....	Idem.....	5	5 15	0 65	2 00	0 50	2 00	5 15
Nouvelle-Guinée.....	Idem.....	5	6 15	0 65	2 00	0 50	3 00	6 15
Iles Samoa.....	Idem.....	5	6 15	0 65	2 00	0 50	3 00	6 15
Carolines, Mariannes, Marshall et Palaos.	Idem.....	5	6 15	0 65	2 00	0 50	3 00	6 15
Argentine (Républi- que).....	Voie de France et paquebots français.	5	7 40	0 65	2 00	0 50	4 15	7 40
	Voie de France et d'Italie.	5	5 90	0 65	2 00	0 50	2 75	5 90

PAYS DE DESTINATION.	VOIE de transmission.	MAXI- MUM de poids.	TAXES d'affranchissement.	DÉCOMPOSITION de la taxe d'affranchissement.					OBSER- VA- TIONS.
				Part chi- noise.	Part mari- time.	Part fran- çaise.	Part des autres trans- por- teurs.	Total.	
Autriche-Hongrie.....	Voie de France.	5 ⁴	4 ¹ 5	0 ⁶ 65	2 ⁰ 00	0 ⁶ 50	1 ⁰ 00	4 ¹ 15	
Belgique.....	Idem.....	5	3 65	0 65	2 00	0 50	0 50	3 65	
Bulgarie.....	Voie de France et du Chili.	10	5 40	1 00	3 00	0 80	0 60	5 40	
Bosnie-Herzégovine...	Voie de France.	3	7 65	0 65	2 00	0 50	4 50	7 65	
Brazil.....	Voie de France et de Portu- gal.	5	4 65	0 65	2 00	0 50	1 50	4 65	
Bulgarie.....	Voie de France.	3	7 15	0 65	2 00	0 50	4 00	7 15	
Bulgarie.....	Voie de France.	5	5 40	0 65	2 00	0 50	2 25	5 40	
Bulgarie.....	Voie de France et des paque- bots anglais.	5	6 65	0 65	2 00	0 50	3 50	6 65	
Chine (bureaux fran- çais.)	Idem.....	5	1 50	1 50	"	"	"	1 50	
Colombie.....	Voie de France.	5	6 40	0 65	2 00	0 50	3 25	6 40	
Congo (État indépen- dant).	Voie de France et de Bel- gique.	5	5 65	0 65	2 00	0 50	2 50	5 65	
Corée (bureaux japo- nais).	Paquebots français.	5	1 90	0 65	0 50	"	0 75	1 90	
Costa-Rica.....	Voie de France.	5	5 65	0 65	2 00	0 50	2 50	5 65	
Danemark (y compris l'Islande et les îles Féroé).	Voie de France et d'Allema- gne.	5	4 15	0 65	2 00	0 50	1 00	4 15	
Antilles danoises.....	Voie de France et des paque- bots français.	5	5 65	0 65	2 00	0 50	2 50	5 65	
République Domini- caine.	Idem.....	5	6 05	0 65	2 00	0 50	2 90	6 05	
Égypte.....	Paquebots français.	5	3 40	0 65	2 00	"	0 75	3 40	
Équateur.....	Voie de France et des paque- bots anglais.	5	7 40	0 65	2 00	0 50	4 25	7 40	
Équateur.....	Voie de France et d'Allema- gne.	5	7 15	0 65	2 00	0 50	4 00	7 15	
Espagne.....	Voie de France.	3	3 90	0 65	2 00	0 50	0 75	3 90	
Grande-Bretagne (îles de la Manche).	Idem.....	3	4 65	0 65	2 00	0 50	1 50	4 65	
Grèce.....	Idem.....	5	5 15	0 65	2 00	0 50	2 00	5 15	
Grèce.....	Voie directe des paquebots français.	5	3 40	0 65	2 00	"	0 75	3 40	
Guatemala.....	Voie de France et d'Allema- gne.	5	7 40	0 65	2 00	0 50	4 25	7 40	
Honduras.....	Idem.....	5	7 15	0 65	2 00	0 50	4 00	7 15	
Italie (y compris Saint- Marin).	Voie de France.	5	3 90	0 65	2 00	0 50	0 75	3 90	

PAYS DE DESTINATION.	VOIE de transmission.	MAXI- MUM de poids.	Taux d'affranchissement.	DÉCOMPOSITION de la taxe d'affranchissement.				T. G.
				Part chi- meise.	Part mari- time.	Part fran- çaise.	Part des autres trans- por- teurs.	
Colonie italienne de l'Erythrée.	Voie de France et d'Italie.	5 ^h	5' 40"	0' 65"	2' 00"	0' 50"	2' 25"	5' 40"
Japon et Ile Formose..	Paquebots français.	5	2 40	0 65	1 00	"	0 75	2 40
	Voie de France et des paquebots français.	5	4 65	0 65	2 00	0 50	1 50	4 65
Libéria.....	Voie de France et d'Allemagne.	5	5 15	0 65	2 00	0 50	2 00	5 15
Luxembourg.....	Voie de France.	5	3 40	0 65	2 00	0 50	0 25	3 40
		10	5 20	1 00	3 00	0 80	0 40	5 20
Maroc.....	Voie de France et des paquebots français.	5	4 15	0 65	2 00	0 50	1 00	4 15
		10	6 40	1 00	3 00	0 80	1 60	6 40
Mexique.....	Voie de France.	5	5 65	0 65	2 00	0 50	2 50	5 65
Monténégro.....	Voie de France et d'Italie.	5	4 65	0 65	2 00	0 50	1 50	4 65
Nicaragua.....	Voie de France.	5	6 25	0 65	2 00	0 50	3 00	6 25
Norvège.....	Voie de France, d'Allemagne et de Danemark.	5	4 90	0 65	2 00	0 50	2 00	5 15
Paraguay.....	Voie de France.	3	7 65	0 65	2 00	0 50	4 50	7 65
Pays-Bas.....	Idem.....	5	4 15	0 65	2 00	0 50	1 00	4 15
Possessions néerlandaises :								
Antilles néerlandaises.	Voie de France et des Pays-Bas.	5	7 40	0 65	2 00	0 50	4 25	7 40
Guyane néerlandaise..	Voie de France et des paquebots français.	5	6 40	0 65	2 00	0 50	3 25	6 40
Curaçao.....	Idem.....	5	6 40	0 65	2 00	0 50	3 25	6 40
Indes néerlandaises, Batavia.	Voie directe des paquebots français.	5	2 90	0 65	1 00	"	1 25	2 90
Pérou.....	Voie de France et des paquebots de la Pa-llice au Pérou.	5	7 40	0 65	2 00	0 50	4 25	7 40
Perse :								
a) Kùb, Malek, Siah, Ziaareth..	Paquebots français jusqu'à Bombay et Indes.	5	4 40	0 65	2 00	"	1 75	4 40
b) Mohamerah, Bouchir, Lenguah, Bender-Abbas, Jask, Chabehar, Gwetter.	Paquebots français jusqu'à Bombay et paquebots indiens.	5	5 40	0 65	2 00	"	2 75	5 40

PAYS DE DESTINATION.	VOIE de transmission.	MAXI- MUM de poids.	TAXES d'affranchissement.	DÉCOMPOSITION de la taxe d'affranchissement.					OBSER- VA- TIONS.
				Part chi- moise.	Part mari- time.	Part fran- çaise.	Part des autres trans- por- teurs.	Total.	
Agences maritimes indiennes en Perse :									
Bandar-Abbas, Bushire, Jask, Lingua, Bahrain et Mohamrah.	Paquebots français jusqu'à Bombay, Inde et paquebots indiens.	5 ¹	4 ⁶⁵	0 ⁶⁵	2 ⁰⁰	•	2 ⁰⁰	4 ⁶⁵	
Portugal (y compris les Açores et Madère).	Voie de France.	5	4 40	0 65	2 00	0 ⁴⁵	1 25	4 40	
Inde portugaise.....	Paquebot français et Inde britannique.	5	4 40	0 65	2 00	•	1 75	4 40	
Province du Cap-Vert et de Guinée.	Voie de France et de Portugal.	5	5 90	0 65	2 00	0 50	2 75	5 90	
Timor (Dilly).....	Paquebots français et Indes orientales néerlandaises.	5	3 40	0 65	2 50	•	1 25	3 40	
Provinces de Saint-Thomas (Principe et Angola).	Voie de France et de Portugal.	5	5 90	0 65	2 00	0 50	2 75	5 90	
	Voie de France, de Portugal et des paquebots portugais.	5	5 90	0 65	2 00	0 50	2 75	5 90	
Mozambique.....	Voie de France et des paquebots allemands.	5	5 90	0 65	2 00	0 50	2 75	5 90	
	Voie de France, de Portugal et des paquebots allemands.	5	6 90	0 65	2 00	0 50	3 75	6 90	
Roumanie.....	Voie de France.	5	4 90	0 65	2 00	0 50	1 75	4 90	
Russie d'Europe (y compris la Finlande et le Caucase).	Mers.....	5	4 90	0 65	2 00	0 50	1 75	4 90	
Salvador (République).	Voie de France et des paquebots français.	5	6 40	0 65	2 00	0 50	3 25	6 40	
Serbie.....	Voie de France.	5	4 65	0 65	2 00	0 50	1 50	4 65	
Siam.....	Paquebots français et Cochinchine.	5	3 15	0 65	1 00	0 50	1 00	3 15	
Suède.....	Voie de France et d'Allemagne.	5	5 15	0 65	2 00	0 50	2 00	5 15	
Suisse.....	Voie de France.	5	3 65	0 65	2 00	0 50	0 50	3 65	
		10	5 50	1 00	3 00	0 80	0 70	5 50	
Tripoli de Barbarie...	Voie de France et des paquebots français.	5	4 15	0 65	2 00	0 50	1 00	4 15	
		10	5 40	1 00	3 00	0 80	1 60	6 40	

PAYS DE DESTINATION.	VOIE de transmission.	MAXI- MUM de poids.	TAUX d'affranchissement.	DÉCOMPOSITION de la taxe d'affranchissement.				Total.
				Part chi- noise.	Part mari- time.	Part fran- çaise.	Part des autres trans- por- teurs.	
Benghazi.....	Voie de France et d'Italie.	5 ¹	4 ⁴⁰	0 ⁶⁵	2 ⁰⁰	0 ⁵⁰	1 ²⁵	4 ⁵⁰
Tunisie.....	Voie de France.	5 10	4 ⁴⁰ 6 ⁵⁵	0 ⁶⁵ 1 ⁰⁰	2 ⁰⁰ 3 ⁰⁰	0 ⁵⁰ 0 ⁸⁰	1 ²⁵ 1 ⁷⁵	4 ⁴⁰ 6 ⁵⁵
Bureaux ottomans :								
En Europe.....	<i>Idem.</i>	5	5 ⁴⁰	0 ⁶⁵	2 ⁰⁰	0 ⁵⁰	2 ²⁵	5 ⁴⁰
En Asie.....	<i>Idem.</i>	5	5 ⁹⁰	0 ⁶⁵	2 ⁰⁰	0 ⁵⁰	2 ⁷⁵	5 ⁹⁰
Bureaux français en Turquie.	Paquebots français.	5 10	3 ¹⁵ 4 ⁸⁰	0 ⁶⁵ 1 ⁰⁰	2 ⁰⁰ 3 ⁰⁰	0 ⁵⁰ 0 ⁸⁰	• •	3 ¹⁵ 4 ⁸⁰
Bureaux allemands et autrichiens en Tur- quie.	Voie de France.	5	4 ⁹⁰	0 ⁶⁵	2 ⁰⁰	0 ⁵⁰	1 ⁷⁵	4 ⁹⁰
Uruguay.....	Voie de France et des paque- bots français.	5	7 ⁴⁰	0 ⁶⁵	2 ⁰⁰	0 ⁵⁰	4 ²⁵	7 ⁴⁰
Venezuela.....	Voie de France et d'Italie.	5	5 ⁹⁰	0 ⁶⁵	2 ⁰⁰	0 ⁵⁰	2 ⁷⁵	5 ⁹⁰
Zanzibar (bureaux an- glais).	Voie de France et des paque- bots français.	5	6 ⁴⁰	0 ⁶⁵	2 ⁰⁰	0 ⁵⁰	3 ²⁵	6 ⁴⁰
	Voie de France et d'Angle- terre.	3 5	5 ⁹⁰ 7 ¹⁵	0 ⁶⁵ 0 ⁶⁵	2 ⁰⁰ 2 ⁰⁰	0 ⁵⁰ 0 ⁵⁰	2 ⁷⁵ 4 ⁰⁰	5 ⁹⁰ 7 ¹⁵
Colonies anglaises :								
Gibraltar.....	<i>Idem.</i>	3 5	5 ⁹⁰ 7 ¹⁵	0 ⁶⁵ 0 ⁶⁵	2 ⁰⁰ 2 ⁰⁰	0 ⁵⁰ 0 ⁵⁰	2 ⁷⁵ 4 ⁰⁰	5 ⁹⁰ 7 ¹⁵
Malte.....	Voie de France et des paque- bots français.	5	4 ⁴⁰	0 ⁶⁵	2 ⁰⁰	0 ⁵⁰	1 ²⁵	4 ⁴⁰
Inde britannique :								
Aden.....	Paquebots français.	5	4 ⁶⁵	0 ⁶⁵	2 ⁰⁰	•	2 ⁰⁰	4 ⁶⁵
Ceylan.....	<i>Idem.</i>	5	3 ⁹⁰	0 ⁶⁵	2 ⁰⁰	•	1 ²⁵	3 ⁹⁰
Chypre.....	<i>Idem.</i>	5	3 ⁴⁰	0 ⁶⁵	2 ⁰⁰	•	0 ⁷⁵	3 ⁴⁰
Établissements des dé- troits (Malacca, Pe- nang, province de Wellesley, Singa- pore, Johore).	<i>Idem.</i>	5	2 ⁹⁰	0 ⁶⁵	1 ⁰⁰	•	1 ²⁵	2 ⁹⁰
Hong-Kong.....	<i>Idem.</i>	5	2 ¹⁵	0 ⁶⁵	0 ⁵⁰	•	1 ⁰⁰	2 ¹⁵
Labuan et le territoire britannique de Bor- neo du Nord, Sunda- dakan, Gaija, Kudet, Memphakol, Silam.	Voie de France et d'Angle- terre.	3 5	5 ⁹⁰ 7 ¹⁵	0 ⁶⁵ 0 ⁶⁵	2 ⁰⁰ 2 ⁰⁰	0 ⁵⁰ 0 ⁵⁰	2 ⁷⁵ 4 ⁰⁰	5 ⁹⁰ 7 ¹⁵
Sarawak.....	<i>Idem.</i>	3 5	5 ⁹⁰ 7 ¹⁵	0 ⁶⁵ 0 ⁶⁵	2 ⁰⁰ 2 ⁰⁰	0 ⁵⁰ 0 ⁵⁰	2 ⁷⁵ 4 ⁰⁰	5 ⁹⁰ 7 ¹⁵

PAYS DE DESTINATION.	VOIE de transmission.	MAXI- MUM de poids.	TAXES d'affranchissement.	DÉCOMPOSITION de la taxe d'affranchissement.					OBSER- VA- TIONS.	
				Part chi- noise.	Part mari- time.	Part fran- çaise.	Part des autres trans- por- teurs.	Total.		
Australie :										
Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Australie méridionale et occi- dentale, Tasmanie..	Voie directe des paquebots français.	3 ⁴	5 ¹⁵	0 ⁶⁵	2 ⁰⁰	"	2 ⁵⁰	5 ¹⁵		
		5	6 35	0 65	2 00	"	3 70	6 35		
	Voie de France et d'Angle- terre.	3	8 40	0 65	2 00	0 ⁵⁰	5 25	8 40		
		5	10 90	0 65	2 00	0 50	7 75	10 90		
Queensland.....	Voie directe des paquebots français.....	3	5 40	0 65	2 00	"	2 75	5 40		
		5	6 60	0 65	2 00	"	3 95	6 60		
	Voie de France et d'Angle- terre.....	3	8 40	0 65	2 00	0 50	5 25	8 40		
		5	10 90	0 65	2 00	0 50	7 75	10 90		
Nouvelle-Guinée bri- tannique.	Idem.....	3	8 40	0 65	2 00	0 50	5 25	8 40		
		5	10 90	0 65	2 00	0 50	7 75	10 90		
Nouvelle-Zélande (y compris les îles Cook et Hervey).	Idem.....	3	5 90	0 65	2 00	0 50	2 75	5 90		
		5	7 15	0 65	2 00	0 50	4 00	7 15		
Nouvelles - Hébrides ; îles Banks et île de Sainte-Croix.	Idem.....	3	9 40	0 65	2 00	0 50	6 25	9 40		
		5	12 40	0 65	2 00	0 50	9 25	12 40		
Îles Fidji.....	Idem.....	3	9 40	0 65	2 00	0 50	6 25	9 40		
		5	12 40	0 65	2 00	0 50	9 25	12 40		
Canada.....	Idem.....	3	7 40	0 65	2 00	0 50	4 25	7 40		
		5	9 40	0 65	2 00	0 50	6 25	9 40		
Terre-Neuve, Antilles anglaises, Honduras britannique, Baha- mas ou Lucayes, Bermudes, île Falk- land, Ascension, Sainte-Hélène.										
Côte occidentale d'Afrique :	Idem.....	3	5 90	0 65	2 00	0 50	2 75	5 90		
		5	7 15	0 65	2 00	0 50	4 00	7 15		
Gambie, Sierra-Leone, Côte-d'Or, Lagos, Ni- gérie méridionale, Akassa, Bénin, Bon- ny, Brass, Burutu, Nouveau - Calabar, Vieux-Calabar, Opobo et Wari (forcados)..										

Noms des destinations	Voie de France et des possessions françaises	Noms des destinations	Voie de France et des possessions françaises	Tarifs de transport				de la zone d'affrètement			
				Noms des destinations	Voie de France et des possessions françaises	Noms des destinations	Voie de France et des possessions françaises	Noms des destinations	Voie de France et des possessions françaises	Noms des destinations	Voie de France et des possessions françaises
Congo français.....	Voie de France et des possessions françaises	5	6 15	0 65	2 00	0 50	7 15	10 90	15 40	28 40	
	Paquebots français et Inde britannique.	5	9 30	0 65	2 00	0 50	10 45	11 50	18 40	28 40	
Colonie du Cap.....	Voie de France et d'Angleterre.	3	7 15	0 65	2 00	0 50	8 25	9 30	15 40	28 40	
	Idem.	5	9 30	0 65	2 00	0 50	10 45	11 50	18 40	28 40	
Total (y compris le Zambouland).	Voie de France et d'Angleterre.	3	7 15	0 65	2 00	0 50	8 25	9 30	15 40	28 40	
	Idem.	5	9 30	0 65	2 00	0 50	10 45	11 50	18 40	28 40	
Afrique centrale britannique.	Voie de France et d'Angleterre.	3	7 15	0 65	2 00	0 50	8 25	9 30	15 40	28 40	
	Idem.	5	9 30	0 65	2 00	0 50	10 45	11 50	18 40	28 40	
Zambouland.....	Voie de France et d'Angleterre.	3	7 15	0 65	2 00	0 50	8 25	9 30	15 40	28 40	
	Idem.	5	9 30	0 65	2 00	0 50	10 45	11 50	18 40	28 40	
Orange et Transvaal.	Voie de France et d'Angleterre.	3	7 15	0 65	2 00	0 50	8 25	9 30	15 40	28 40	
	Idem.	5	9 30	0 65	2 00	0 50	10 45	11 50	18 40	28 40	
Rhodésie du Nord-Est.	Voie de France et d'Angleterre.	3	7 15	0 65	2 00	0 50	8 25	9 30	15 40	28 40	
	Idem.	5	9 30	0 65	2 00	0 50	10 45	11 50	18 40	28 40	
Rhodésie du Sud (Mashonaland, Protectorat du Béchouanaland).	Voie de France et d'Angleterre.	3	7 15	0 65	2 00	0 50	8 25	9 30	15 40	28 40	
	Idem.	5	9 30	0 65	2 00	0 50	10 45	11 50	18 40	28 40	
Afrique orientale britannique.	Voie de France et d'Angleterre.	3	7 15	0 65	2 00	0 50	8 25	9 30	15 40	28 40	
	Idem.	5	9 30	0 65	2 00	0 50	10 45	11 50	18 40	28 40	
Maurice.....	Voie de France et d'Angleterre.	3	7 15	0 65	2 00	0 50	8 25	9 30	15 40	28 40	
	Idem.	5	9 30	0 65	2 00	0 50	10 45	11 50	18 40	28 40	
Seychelles.....	Voie de France et d'Angleterre.	3	7 15	0 65	2 00	0 50	8 25	9 30	15 40	28 40	
	Idem.	5	9 30	0 65	2 00	0 50	10 45	11 50	18 40	28 40	

TABLEAU N° 3.

TARIF des colis postaux expédiés de France, de Corse, d'Algérie, des colonies, des bureaux ou établissements français à destination du Japon et des bureaux japonais établis en Chine et en Corée.

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS.	VOIE de transmission.	Somme des coûts.	Taux d'affranchissement.	Répartition de la taxe d'affranchissement.					Total. (a)
				Part du pays d'ori- gine.	Apport mariti- me en France.	Part frem- yées. (a)	Apport mariti- me en Chine ou au Japon.	Part des autres trans- por- teurs.	
France.....	Paquebots français.	5 ¹	3 ¹ 25 ¹	"	"	0 ¹ 50 ¹	2 ¹ 00 ¹	0 ¹ 75 ¹	3 ¹ 25 ¹
Corse et Algérie.....	Idem.....	5	3 50	0 ¹ 50 ¹	0 ¹ 25 ¹	"	2 00	0 75	3 50
Bureaux français du Levant.	Idem.....	5	3 25	0 60	"	"	2 00	0 75	3 25
Bureaux français en Chine.	Idem.....	5	2 40	0 65	"	"	1 00	0 75	2 40
Agences maritimes françaises :									
Maroc et Tripoli de Barbarie.	Idem.....	5	4 25	0 50	0 50	0 50	2 00	0 75	4 25
Colonies françaises :									
Indo-Chine.....	Idem.....	5	2 25	0 50	"	"	1 00	0 75	2 25
Côte des Somalis, Co- mores, Madagascar et dépendances, Ré- union, Inde, Calé- donie et dépen- dances.	Idem.....	5	3 25	0 50	"	"	2 25	0 75	3 25
Nouvelles-Hébrides...	Idem.....	5	3 50	0 75	"	"	2 00	0 75	3 50
Sénégal, Guinée.....	Idem.....	5	4 75	0 50	1 00	0 50	2 00	0 75	4 75
Tahiti.....	Idem.....	5	5 25	0 50	"	"	4 00	0 75	5 25
Martinique, Guade- loupe, Guyane, Côte d'Ivoire, Dahomey, Congo.	Idem.....	5	5 75	0 50	2 00	0 50	2 00	0 75	5 75

(a) Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

N° 45075. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes)
portant :

Le commissariat de police de 4^e classe existant à Beaugency (Loiret) est
et demeure supprimé.

Le commissariat de police de 4^e classe existant à Meung (Loiret) est et
demeure supprimé. (Paris, 23 Juin 1904.)

N° 45076. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des
portant :

Le commissariat de police de 4^e classe existant à la Turbie (Alpes
times) est et demeure supprimé.

Il est créé à Beausoleil (Alpes-Maritimes) un commissariat de
(Paris, 29 Juin 1904.)

N° 45077. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des
portant :

Le commissariat de police de 4^e classe existant à Nangis (Seine-et-M.
est et demeure supprimé. (Paris, 28 Juillet 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Décembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Jus-

K. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du
au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'im-
nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des
ments, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'im-
remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant.
condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro.
En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne res-
pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant
valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2576.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

— DÉCRET portant réorganisation du service de la Justice dans les
avant du gouvernement général de l'Afrique occidentale française.

Du 10 Novembre 1903.

(Promulgué au Journal officiel du 24 novembre 1903.)

DENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE;

port du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre

18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

nance royale du 7 septembre 1840, concernant le gouverne-
égal et dépendances;

et du 15 mai 1889, portant réorganisation du service de la jus-
al, ensemble les décrets des 31 janvier 1891, 11 août 1899 et
1902;

ts des 6 août 1901 et 15 avril 1902, concernant l'organisation
la justice à la Guinée française, à la Côte-d'Ivoire et au

du 4 mars 1903, portant réorganisation des conseils d'admi-
a Guinée française, de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey et du

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ns les colonies formant le gouvernement général de
l'entale française, la justice est rendue par une cour

d'appel, des cours d'assises, des tribunaux de première instance, des justices de paix à compétence étendue et des tribunaux indigènes.

2. Les audiences des tribunaux français, et indigènes publics, en matière civile et criminelle, à moins que cette procédure ne soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs, auquel cas la cour ou le tribunal le déclare par arrêt ou jugement préalable.

Dans tous les cas les arrêts et jugements sont prononcés publiquement et doivent être motivés, à peine de nullité.

TITRE II.

TRIBUNAUX FRANÇAIS.

CHAPITRE PREMIER.

COUR D'APPEL.

3. Il est institué une cour d'appel de l'Afrique occidentale française, dont la juridiction s'étend sur tous les territoires des départements du Sénégal, de la Sénégambie-Niger, de la Guinée française, de la Côte-d'Ivoire et du Dahomey.

Le siège de cette cour est à Dakar.

4. La cour d'appel est composée d'un président, d'un vice-président et de sept conseillers.

Elle comprend, en outre, un greffier et des commis greffiers. Le nombre est déterminé par arrêté pris par le gouverneur après délibération de la cour et sur l'avis du procureur général.

Le greffier de la cour est en même temps greffier du tribunal de première instance du lieu où siège la cour.

5. Les fonctions du ministère public sont remplies près de la cour d'appel par un procureur général assisté d'un avocat général substitué.

6. La cour connaît, tant en matière civile et commerciale qu'en matière correctionnelle et de simple police, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et des justices de paix à compétence étendue.

7. Les décisions rendues en premier et en dernier ressort en toute matière par les tribunaux de première instance et les justices de paix à compétence étendue peuvent être attaquées par la voie de l'annulation devant la cour d'appel, mais seulement pour excès de pouvoir, incompétence ou violation de la loi.

Lorsque la cour d'appel prononcera l'annulation, elle ordonnera le renvoi de l'affaire devant le même tribunal qui devra se prononcer pour le point de droit, à la doctrine adoptée par la cour.

8. En toute matière, les arrêts sont rendus par trois en audience solennelle, et dans les affaires d'annulation, les arrêts sont rendus par cinq membres au moins.

CHAPITRE II.

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

9. Les tribunaux de première instance siègent à Dakar, Saint-Louis, Konakry, Bingerville et Cotonou. L'étendue de leur ressort est déterminée par arrêté du gouverneur général, pris sur la proposition du lieutenant-gouverneur de chaque colonie, après avis du procureur général, et soumis à l'approbation du ministre des colonies.

10. Ces tribunaux se composent d'un juge président, d'un lieutenant de juge, d'un juge suppléant, d'un procureur de la République, d'un greffier et de commis greffiers dont le nombre est déterminé par un arrêté pris par le gouverneur général, sur la proposition du procureur général.

11. Ils connaissent de toutes les actions civiles et commerciales en premier et dernier ressort, jusqu'à la valeur de quinze cents francs (1,500') en principal ou de cent francs (100') de revenus, soit en rentes, soit par prix de bail, en premier ressort seulement, et à charge d'appel devant la cour, de toutes les actions s'élevant au-dessus de ces sommes.

12. En matière correctionnelle et de simple police, ils connaissent de tous les délits et de toutes les contraventions.

Les jugements de simple police ne peuvent être attaqués par la voie de l'appel que s'ils prononcent cinq jours d'emprisonnement, ou si les amendes, restitutions et autres réparations civiles excèdent la somme de cent francs (100'), outre les dépens.

13. Le juge président rend seul la justice dans les matières qui sont de la compétence du tribunal de première instance et de la justice de paix. Il remplit les fonctions attribuées aux présidents des tribunaux de première instance et aux juges de paix par le Code civil et par les Codes de procédure civile, de commerce et d'instruction criminelle.

Le lieutenant de juge remplit les fonctions attribuées au juge d'instruction par le Code d'instruction criminelle et par le décret du 11 avril 1889 dont les dispositions sont applicables à tous les tribunaux de première instance du ressort. En cas d'empêchement du juge président, il le remplace dans ses fonctions.

Le juge suppléant est appelé à remplacer les membres du tribunal absents ou empêchés. Il peut être également chargé des fonctions du ministère public.

Il fait, en outre, tous les actes rentrant dans la juridiction gracieuse des juges de paix tels qu'ils sont énumérés à l'article 28 du décret du 15 mai 1889.

En cas d'absence ou d'empêchement de ces deux magistrats, le juge président est chargé de l'instruction.

CHAPITRE III.

JUSTICE DE PAIX À COMPÉTENCE ÉTENDUE À KAYES.

14. La justice de paix à compétence étendue de Kayes est tenue. L'étendue de son ressort est déterminée par arrêté du gouverneur général, dans les formes ci-dessus indiquées pour les tribunaux de première instance.

Cette justice de paix est composée d'un juge de paix, d'un suppléant et d'un greffier.

Les fonctions du ministère public sont remplies par un fonctionnaire ou un officier désigné par le gouverneur général, sur la proposition du procureur général.

Les fonctions d'huissier sont confiées à des agents nommés par le gouverneur général; le juge de paix reçoit leur serment.

15. En toute matière, la justice à compétence étendue de Kayes a la même compétence que les tribunaux de première instance ci-dessus spécifiés.

16. Le juge de paix remplit toutes les fonctions attribuées aux juges présidents des tribunaux de première instance. Il remplit, en outre, les fonctions de juge d'instruction dans les conditions prévues aux articles 39, 40 et 41 ci-après.

En cas d'empêchement du juge de paix, le suppléant le remplace dans tout ou partie de ses attributions.

CHAPITRE IV.

JUSTICES DE PAIX À COMPÉTENCE ÉTENDUE.

17. Les tribunaux spéciaux de Bakel et de Sedhiou sont maintenus.

Dans les territoires non compris dans les ressorts des tribunaux de première instance et de la justice de paix de Kayes, des justices de paix à compétence étendue pourront être instituées dans les conditions ci-après.

18. Un arrêté du gouverneur général, pris sur la proposition du chef de la colonie, après avis du procureur général, fixe le ressort de chacune de ces justices de paix.

Les fonctions de juge de paix sont remplies par l'administrateur du cercle, et celles du ministère public par un fonctionnaire, agent civil ou militaire désigné, dans les mêmes formes ci-dessus, par le gouverneur général.

Les fonctions de greffier et d'huissier sont remplies par des agents civils ou militaires désignés par le juge de paix qui reçoit leur serment.

19. En toute matière, la compétence de ces justices de paix est la même que celle des tribunaux de première instance.

Les juges remplissent, en outre, dans l'étendue de leur circonscription, les fonctions de juge d'instruction dans les conditions prévues par les articles 39, 40 et 41 ci-après.

CHAPITRE V.

COUR D'ASSISES.

20. Les cours d'assises siègent à Dakar, Konakry, Bingerville et Cotonou. Les territoires de la Sénégambie et du Niger ressortissent de la cour d'assises du Sénégal.

Toutefois, lorsque les circonstances l'exigent, le gouverneur général peut, sur la proposition du procureur général, en transporter temporairement le siège en d'autres lieux.

21. La cour d'assises du Sénégal se compose de trois membres de la cour d'appel dont l'un remplit les fonctions de président, de quatre assesseurs, du procureur général ou d'un des membres de son parquet, du greffier de la cour d'appel.

Dans le cas où la cour d'assises siège à Saint-Louis, le procureur général et le greffier de la cour peuvent être suppléés par le procureur de la République et le greffier du tribunal de première instance.

Dans les mêmes cas, un ou plusieurs membres de la cour d'assises peuvent être remplacés par des magistrats de ce tribunal.

22. Les cours d'assises de la Guinée française, de la Côte-d'Ivoire et du Dahomey se composent :

- 1° D'un conseiller à la cour d'appel, *président*;
- 2° Du juge président du tribunal de première instance, ou, à défaut, d'un des juges;
- 3° D'un fonctionnaire de la colonie, désigné par le gouverneur général, au commencement de chaque année, après avis du procureur général;
- 4° De deux assesseurs;
- 5° Du greffier du tribunal.

Les fonctions du ministère public sont exercées par le procureur de la République près le siège de la cour d'assises, à moins que le procureur général juge utile de les exercer lui-même ou de désigner à cet effet un membre de son parquet.

23. Dans le cas où la cour d'assises siège hors du chef-lieu, ainsi qu'il est dit à l'article 20, paragraphe 2, elle se compose :

- 1° D'un conseiller, *président*;
- 2° Du juge de paix du lieu;
- 3° D'un fonctionnaire désigné par le gouverneur général dans les formes ci-dessus;

4° De deux assesseurs;

5° Du greffier de la justice de paix.

Les fonctions du ministère public sont remplies par le ministère public du lieu ou par un des membres du parquet général, à qu'il a été dit à l'article 22.

24. Les assesseurs sont pris sur une liste de notables dressée chaque colonie par les soins du chef de la colonie, au commencement de novembre, et qui ne doit pas contenir moins de six plus de soixante membres.

Dans la première quinzaine de décembre, le gouverneur, sur la proposition du procureur général, désigne sur cette liste les personnes qui doivent composer le collège des assesseurs pour l'année suivante.

Ce collège comprend vingt-quatre membres au Sénégal et dix-huit membres dans les autres colonies du ressort. Il est toujours complet.

25. Dans le cas où les cours d'assises siègent hors du chef-lieu, la liste de huit assesseurs au moins et de douze assesseurs résidant dans la localité est soumise à l'approbation du gouverneur général et du procureur général un mois au moins avant l'ouverture de la session.

26. Au Sénégal, dix jours au moins avant celui fixé pour l'ouverture des assises, le président de la cour d'appel tire au sort, sur la liste des assesseurs, les noms de quatre assesseurs titulaires et d'un assesseur supplémentaire, nécessaires pour le service de la session.

Dans les autres colonies, le nombre est réduit à deux assesseurs titulaires et un assesseur supplémentaire tirés au sort par les présidents des tribunaux de première instance ou les juges de paix, ainsi qu'il est dit au paragraphe précédent.

27. Le tirage au sort des assesseurs et leur mode de convocation seront soumis aux dispositions du Code d'instruction criminelle en vigueur au Sénégal.

Toutefois les accusés et le ministère public auront conjointement le droit de récusation, et les récusations s'arrêteront lorsque ne restera dans l'urne que le nombre d'assesseurs nécessaire pour le service de la session.

28. L'ouverture des sessions, dans toutes les colonies du ressort, sera fixée, pour chaque trimestre, suivant les besoins, par le président de la cour, après avis du procureur général.

TITRE III.

COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS.

29. En matière civile et commerciale, les tribunaux de première instance et le juge de paix de Kayes connaissent de toutes les affaires.

dans lesquelles sont intéressées des personnes demeurant dans le ressort. La loi française sera seule appliquée.

Toutefois, dans les affaires concernant les individus qui ont conservé le statut indigène et relatives aux questions qui intéressent l'état civil, le mariage, les successions, les donations et les testaments, les tribunaux ou la cour s'adjoignent un assesseur musulman ou non musulman, suivant la qualité des parties. Ils procèdent et jugent dans ces cas, soit suivant la loi coranique, soit suivant les coutumes locales.

S'il s'agit de musulmans, cet assesseur est, pour les tribunaux de première instance, le cadi du lieu et, pour la cour, le cadi-tamsir; à défaut de l'un ou de l'autre, un notable musulman désigné, chaque année, par le gouverneur général, sur la proposition du procureur général.

S'il s'agit de non-musulmans, l'assesseur est désigné par les mêmes autorités, tant pour la cour que pour les tribunaux.

Si les parties n'ont pas le même statut, il peut être adjoint au tribunal un assesseur du statut de chacune des parties.

Dans tous les cas, les assesseurs ont voix consultative.

30. En matière civile et commerciale, les juges de paix à compétence étendue connaissent, dans l'étendue de leur ressort, de toutes les affaires dans lesquelles sont intéressés des Français, Européens ou assimilés aux Européens.

La loi française sera toujours appliquée, dans ce cas, alors même qu'il y aurait des indigènes en cause.

31. En toute matière les indigènes peuvent réclamer le bénéfice de la juridiction française.

Lorsque les parties sont d'accord pour saisir de leurs différends les tribunaux français, il leur sera fait application des usages et coutumes du lieu, à moins qu'elles n'aient déclaré, dans un acte, qu'elles entendent contracter sous l'empire de la loi française.

32. En matière correctionnelle et de simple police, les tribunaux de première instance et le juge de paix de Kayes connaissent de tous les délits et contraventions commis dans l'étendue de leur ressort.

Les autres juges de paix à compétence étendue connaissent des mêmes infractions, mais seulement lorsqu'elles sont commises par des Français, Européens ou assimilés Européens.

33. En matière criminelle, les cours d'assises connaissent :

1° Dans l'étendue du ressort des tribunaux de première instance et de la justice de paix de Kayes, de tous les crimes et de toutes les autres infractions déferés en France aux cours d'assises, quels qu'en soient les auteurs;

2° Dans l'étendue de chaque colonie, de ces mêmes crimes et infractions lorsque les accusés sont des Français, Européens ou assimilés aux Européens.

34. Les tribunaux français sont seuls compétents, lorsque l'infraction a été commise par des indigènes de complicité avec des Français Européens ou assimilés, ou que la victime de cette infraction est l'une ou l'autre de ces personnes.

TITRE IV.

DE LA PROCÉDURE.

35. En matière civile et commerciale, la procédure actuellement en vigueur au Sénégal est maintenue pour la cour d'appel et les tribunaux de première instance de cette colonie.

Devant les autres tribunaux, la procédure reste celle déterminée pour les justices de paix en France.

Toutes les instances sont dispensées du préliminaire de conciliation; néanmoins, pour toutes les affaires qui, en France, sont soumises à ce préliminaire, le juge peut inviter les parties domiciliées dans le ressort à comparaître en personne sur simple avertissement et sans frais.

36. Les formes de l'appel, suivies actuellement au Sénégal, sont applicables à tous les tribunaux du ressort de la cour.

Toutefois le délai pour interjeter appel d'un jugement correctionnel, fixé à deux mois à partir de la prononciation de ce jugement, est porté à trois mois pour la justice de paix à compétence étendue de Kayes et pour les tribunaux de première instance de Koulikoro, de Bingerville et de Cotonou, et à quatre mois pour les autres justices de paix à compétence étendue.

A l'égard des incapables, ce délai ne court qu'à partir de la notification à personne ou au domicile de ceux qui sont chargés de l'exercice de leurs droits.

Il n'y aura lieu à appel des jugements préparatoires qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce dernier.

37. Les arrêts rendus en toute matière par la cour d'appel dans les cas où elle statue comme cour d'annulation ou comme cour d'homologation, peuvent être déférés à la Cour de cassation conformément aux dispositions de la législation métropolitaine.

38. En matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, les formes de la procédure sont celles déterminées par le Code d'instruction criminelle modifié pour le Sénégal.

39. Toutefois, pour la justice de paix à compétence étendue de Kayes et les autres justices de paix à compétence étendue, il est accordé, en matière criminelle et correctionnelle, de la manière suivante :

En matière correctionnelle, le tribunal peut être saisi directement soit par le ministère public, soit par la partie civile.

S'il y a eu instruction préalable, le juge remet les pièces au ministère public qui statue sur la procédure. S'il est saisi

des charges suffisantes, il renvoie le prévenu devant le juge de
le dernier peut juger les affaires qu'il a instruites.

matière criminelle, le juge chargé de l'instruction remet éga-
les pièces au ministère public, qui peut réquerir toute infor-
complémentaire. En cas de charges suffisantes, le ministère
rend une ordonnance renvoyant le prévenu devant la chambre
es en accusation.

procédé pour le surplus comme pour les autres tribunaux.

e délai d'appel en matière correctionnelle, imparti au pro-
général par l'article 205 du Code d'instruction criminelle, est
rois mois pour tous les jugements rendus par les tribunaux
ue ceux de Saint-Louis et Dakar.

sur l'appel de ces mêmes jugements, les débats devant la
vent avoir lieu et l'arrêt peut être rendu en dehors de la
des parties, si celles-ci y consentent.

ffet, au moment de la déclaration d'appel, qu'elle émane
ère public, de la partie civile ou du condamné, le greffier
d'interpeller le prévenu et la partie civile sur le point de
réclament leur comparution devant la cour et de men-
l'acte d'appel ou dans un procès-verbal postérieur la réponse
rniers ont faite.

'appel du procureur général, cette interpellation est faite
t de la notification ou de la citation dont l'original men-
sponse faite par la partie.

état de cause, les parties sont citées à comparaître et
faire représenter et produire mémoire.

rocédure devant la cour d'assises est celle déterminée par
struction criminelle modifiée pour le Sénégal.

et les assesseurs délibèrent en commun sur les questions
tant de l'acte d'accusation ou des débats. La déclaration
é est rendue à la simple majorité.

statuent seuls sur les questions de compétence, l'appli-
peine, les incidents de droit et de procédure et les
dommages-intérêts.

procédu re de contumace continue à être suivie devant la
du Sénégal.

concerne les cours d'assises des autres colonies du res-
sés en fuite, s'ils ne se présentent pas dans les dix jours
tion qui leur a été faite, à leur domicile, de l'arrêt de
acte d'accusation, seront cités à comparaître dans les
es en matière correctionnelle. Ils seront jugés par la
sans le concours des assesseurs.

tituent ou s'ils viennent à être arrêtés avant l'expiration
prescription, l'arrêt de condamnation est anéanti de
il est procédé à nouveau dans les formes ordinaires.

TITRE V.

CHAMBRE D'ACCUSATION.

44. La chambre des mises en accusation se compose de membres de la cour d'appel, désignés semestriellement par le président de la cour, après avis du procureur général. Le président la préside.

En cas d'empêchement, ces magistrats sont remplacés par des membres de la cour, ou, à défaut, par les membres du tribunal de première instance du siège de la cour.

45. La compétence de la chambre d'accusation est fixée par l'article 8 du décret du 11 août 1899, complété par le décret du 15 novembre 1902.

TITRE VI.

JUSTICE INDIGÈNE.

46. Dans les territoires non compris dans le ressort des tribunaux de première instance et de la justice de paix à compétence étendue de Kayes, la justice indigène est administrée, à l'égard des indigènes non justiciables des tribunaux français, par des tribunaux de première instance de province et des tribunaux de cercle.

Le procureur général, chef du service judiciaire, a la surveillance et le contrôle des décisions rendues par ces tribunaux dans les conditions fixées ci-après.

CHAPITRE PREMIER.

TRIBUNAUX DE VILLAGE.

47. En matière civile et commerciale, le chef de chaque village est investi de pouvoirs de conciliation pour le règlement des litiges dont il est saisi par les parties.

Les sentences rendues à cette occasion ne lient pas les parties. Elles peuvent toujours porter leurs différends devant les tribunaux de province.

48. En matière de simple police, le chef de village statue en premier et dernier ressort sur toutes les contraventions prévues par l'autorité administrative ou les coutumes locales et susceptibles d'être punies d'un à quinze francs (1 à 15^{fr}) d'amende et d'un à cinq (1 à 5) d'emprisonnement.

CHAPITRE II.

TRIBUNAUX DE PROVINCE.

49. Au chef-lieu de chaque province, il est institué un tribunal composé du chef de province ou de canton, assisté de deux

désignés par le chef de la colonie sur la proposition du procureur général.

Dans les pays de statut musulman, l'un des deux notables est un cadi, s'il en existe un.

50. En matière civile et commerciale, le tribunal de province connaît en premier ressort, et à charge d'appel devant le tribunal du cercle, de tous les litiges dont il est saisi par les parties.

51. En matière correctionnelle, il connaît également, à charge d'appel, de tous les délits.

Il est saisi par les chefs de village ou de province et à leur défaut par le résident ou l'administrateur.

52. En matière civile, le délai pour interjeter appel est de deux mois à compter du jour du prononcé du jugement.

L'appel est formé par simple déclaration faite au chef de province qui devra le consigner à la suite ou en marge du jugement et en donner avis à la partie intéressée.

Dans le cas où le jugement a été rendu par défaut, le délai d'appel court à compter de la notification qui en a été faite par le chef de la province. Toutefois aucun appel n'est recevable après délai d'un an à dater du jour du jugement.

Les parties sont ultérieurement convoquées devant le tribunal du cercle, par les soins de l'administrateur à qui la copie du jugement est transmise par le chef de province. L'affaire doit être portée dans les deux mois devant le tribunal de cercle.

53. L'appelant qui succombe peut être condamné à une amende n'excédant pas cent francs (100^f).

54. En matière correctionnelle, le chef de province, aussitôt après le prononcé du jugement, est tenu de demander au condamné présent s'il entend interjeter appel. Celui-ci peut faire, séance tenante, sa déclaration d'appel, qui est consignée à la suite ou en marge du jugement.

Si l'appel n'est pas interjeté à l'audience, il peut encore être fait, par déclaration au chef de province, dans les dix jours qui suivront.

55. Lorsque l'appelant est détenu, il doit être transféré au chef-lieu du cercle, avec les pièces du procès et une copie du jugement.

Les parties non détenues sont convoquées ainsi qu'il est dit à l'article 52, paragraphe 3.

CHAPITRE III.

TRIBUNAUX DE CERCLE.

56. Au chef-lieu de chaque cercle, il est institué un tribunal composé de l'administrateur du cercle, président, et de deux notables nommés au commencement de chaque année par le chef de la colonie, sur la proposition du procureur général.

Quand des musulmans sont en cause, l'un des notables est remplacé par le cadi du lieu ou, à son défaut, par un notable musulman.

57. En matière civile, commerciale et correctionnelle, le tribunal de cercle connaît de l'appel de tous les jugements des tribunaux de province.

58. Ce tribunal connaît, en outre, de tous les crimes.

Les décisions de ce tribunal prononçant une peine supérieure à cinq ans d'emprisonnement sont soumises à l'homologation de la chambre spéciale visée au chapitre iv ci-après.

59. En matière criminelle, le tribunal de cercle est saisi par l'administration, après instruction préalable. Tous les représentants de l'autorité dans le cercle sont tenus de lui donner avis des crimes dont ils ont connaissance.

60. Les membres indigènes entrant dans la composition du tribunal de cercle auront voix consultative. Mention sera faite dans le jugement qu'ils ont été consultés.

CHAPITRE IV.

DE L'HOMOLOGATION.

61. Il est institué au chef-lieu de la cour d'appel une chambre spéciale appelée à statuer sur l'homologation des jugements des tribunaux de cercle prononçant des peines supérieures à cinq ans d'emprisonnement.

62. Cette chambre sera composée de la manière suivante :

1° Du vice-président de la cour d'appel, président, et de deux conseillers désignés au commencement de chaque année par le président de la cour, après avis du procureur général;

2° Deux fonctionnaires nommés à la même époque par le gouverneur général, après avis du procureur général;

3° Deux assesseurs indigènes, parlant français, choisis par le président de la chambre, sur une liste de douze notables dressée annuellement par le gouverneur général.

Les fonctions du ministère public sont exercées près cette chambre par le procureur général ou l'un des membres de son parquet; celles de greffier sont remplies par le greffier de la cour ou l'un de ses commis greffiers.

Les assesseurs indigènes n'ont que voix consultative. Mention est faite à l'arrêt qu'ils ont été consultés.

63. La chambre d'homologation est saisie par le procureur général dans la quinzaine de la réception du dossier qui aura été transmis à ce magistrat par l'administration.

Ce dossier devra comprendre une copie du jugement et les déclarations faites par l'accusé et les témoins, tant à l'instruction qu'à

l'audience. Le tout sera accompagné d'un rapport dans lequel l'administrateur relatera les faits du procès, les incidents qui ont pu surgir à l'audience et toutes les circonstances propres à éclairer la religion de la chambre.

64. Lorsqu'il a été rendu par un tribunal indigène un jugement devenu définitif et contre lequel aucune partie n'aura réclamé dans les délais déterminés, le procureur général pourra d'office et nonobstant l'expédition des délais en demander, s'il y a lieu, l'annulation à la chambre d'homologation.

Le jugement sera annulé sans que les parties puissent s'en prévaloir pour s'opposer à son exécution.

65. La chambre d'homologation statue dans le mois, sur le rapport d'un de ses membres, le ministère public entendu.

Les débats ont lieu et l'arrêt est rendu, le tout en audience publique et sans comparution des parties qui peuvent produire tous mémoires utiles.

66. Lorsque la chambre homologuera, extrait de l'arrêt sera délivré dans la huitaine au procureur général, qui le transmettra pour exécution au chef de la colonie.

67. Lorsque la chambre annule, elle renvoie l'affaire devant le tribunal qui en aura connu, en indiquant par arrêt motivé les points insuffisamment établis ou reconnus erronés, sur lesquels devra porter le nouvel examen des juges.

68. Lorsque le tribunal de cercle, après nouveaux débats, a rendu son jugement, le dossier sera renvoyé à la chambre, qui peut soit homologuer, soit annuler à nouveau, et, dans ce dernier cas, évoquer l'affaire et statuer au fond.

Dans ce cas, le prévenu pourra se faire représenter.

69. Dans le cas où le tribunal de cercle a manifestement excédé sa compétence, en connaissance d'une affaire relevant des tribunaux français, la chambre peut annuler dès le premier examen des pièces et renvoyer l'affaire au parquet qui saisit la juridiction compétente.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS DIVERSES.

70. En toute matière, les jugements indigènes sont motivés et doivent contenir l'énoncé sommaire des faits, les conclusions et déclarations des parties, les dépositions des témoins et les noms des juges qui ont participé à la décision.

71. Ces jugements seront transcrits à leur date, sur un registre spécial, coté et paraphé par l'administrateur du cercle.

72. Il sera envoyé, chaque mois, à l'administrateur du cercle un relevé de tous les jugements rendus en matière correctionnelle par

les tribunaux de province, lequel devra contenir le résumé des indications mentionnées à l'article 70.

73. Un secrétaire sera attaché à chaque tribunal de province pour la tenue du registre mentionné à l'article 71 et la rédaction matérielle des jugements.

74. Les jugements indigènes rendus tant en matière civile qu'en matière pénale, sont exécutoires, après visa pour exécution de l'administrateur, dans toute l'étendue des territoires à la juridiction indigène et soumis à l'autorité française.

Dans le cas où l'exécution de ces jugements serait poursuivie dans le ressort des tribunaux de première instance, de la justice de paix ou de la compétence étendue de Kayes et des autres justices de paix, il n'y sera procédé en matière civile que sur ordonnance du juge du lieu rendue à la requête des parties intéressées et exécutée dans les formes de la loi française.

Les jugements dans lesquels la chambre aura statué après évocation seront exécutés à la requête du procureur général, suite et diligence de l'administration.

75. La justice indigène appliquera en toute matière les coutumes locales, en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire aux principes de la civilisation française.

Dans les cas où des châtiments corporels seraient prévus, il leur sera substitué l'emprisonnement.

76. L'exécution des jugements des tribunaux indigènes sera suspendue pendant toute la durée de la procédure d'homologation.

Toutefois, la peine courra du jour où a commencé la détention préventive.

77. L'emprisonnement, en matière indigène, est subi soit dans un pénitencier indigène, soit dans des locaux disciplinaires, soit sur des chantiers de travaux d'utilité publique.

TITRE VII.

ATTRIBUTIONS SPÉCIALES.

78. Le procureur général est chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé provisoirement par l'avocat général, ou, à défaut, par un magistrat au choix du gouverneur général.

79. Les attributions du procureur général sont réglées par l'article 27 du décret du 15 mai 1889, modifié par le décret du 31 janvier 1891 et par les articles 76 et suivants de l'ordonnance organique du 7 septembre 1840.

80. Les procureurs de la République de Konakry, de Bingerville et de Cotonou exercent, dans les colonies où ils sont en service, les

fonctions administratives qui leur sont déléguées par le procureur général.

81. Le président de la cour préside les audiences solennelles, les assemblées générales et les audiences civiles. Il préside aussi, quand il le juge convenable, les audiences correctionnelles, la chambre d'accusation et la chambre d'homologation.

82. Dans la dernière quinzaine de décembre, le président de la cour fixera, après avis du procureur général, le roulement des conseillers qui doivent siéger dans les différentes sections; il désigne également le président et les conseillers membres de la cour d'assises.

Le service de la chambre d'accusation ne dispense pas du service des autres audiences de la cour. Tous les conseillers de la cour peuvent être appelés à faire le service des assises suivant les besoins du service.

83. Dans les tribunaux de première instance de Konakry, de Bignerville et de Cotonou et dans la justice de paix à compétence étendue de Kayes, le greffier réunit à ses fonctions celles de notaire.

84. Dans les lieux où il n'existe pas de commissaire-priseur, ces fonctions sont confiées au greffier de première instance. Les huissiers continueront toutefois à procéder aux ventes mobilières après saisie.

Lorsqu'il n'existe pas d'huissier, ces fonctions sont exercées par un agent de l'administration désigné par le chef de la colonie, sur la proposition du procureur général.

85. L'institution des conseils commissionnés et des défenseurs est maintenue. Ils pourront représenter les parties devant la cour et devant tous les tribunaux français du ressort.

TITRE VIII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

86. Les incompatibilités déterminées par les lois pour la magistrature métropolitaine sont applicables aux membres des tribunaux de l'Afrique occidentale française.

87. Devront être âgés, savoir :

Le suppléant de la justice de paix à compétence étendue de Kayes, les juges suppléants des tribunaux de première instance, les lieutenants de juge, les procureurs de la République, le substitut du procureur général, l'avocat général, de vingt-cinq ans;

Le juge de paix à compétence étendue de Kayes, les juges-présidents des tribunaux de première instance, les conseillers, de vingt-sept ans;

Le président et le vice-président de la cour d'appel, le procureur général, de trente ans.

Nul ne peut être appelé à un emploi de début dans la magistrature, s'il n'est licencié en droit et s'il n'a fait un stage de deux ans au barreau.

Le greffier de la cour d'appel, les greffiers des tribunaux de première instance et de la justice de paix à compétence étendue de Kayes devront être âgés de vingt-cinq ans, les commis greffiers de vingt et un ans.

Les greffiers de la cour, des tribunaux de première instance et de la justice de paix à compétence étendue de Kayes ne pourront être choisis que parmi les licenciés en droit, à moins qu'ils ne justifient d'un stage de deux années soit dans un greffe, soit dans une étude d'avoué.

Les magistrats et les greffiers sont nommés par décret.

Les commis greffiers sont nommés par le gouverneur général sur la proposition du procureur général.

88. En cas d'empêchement de l'un des magistrats désignés ci-dessus, il sera pourvu à son remplacement par le gouverneur général sur la proposition du procureur général.

Le décret du 9 février 1883 reste applicable à ces nominations provisoires.

89. La cour d'appel reçoit le serment de ses membres et des magistrats des tribunaux de première instance et des justices de paix à compétence étendue du ressort.

Ce serment peut être prêté par écrit, lorsque les magistrats résident hors du chef-lieu de la cour.

Les tribunaux de première instance et les juges de paix reçoivent le serment des greffiers attachés à ces juridictions.

90. Les dispositions de l'ordonnance du 7 février 1842 sur l'organisation judiciaire de l'Inde sont applicables dans le ressort de la colonie de l'Afrique occidentale française, en ce qui concerne :

Les peines de discipline encourues par les membres de la cour et des tribunaux et la manière de les infliger;

Le rang de service aux audiences;

Les honneurs.

91. La solde, la parité d'office et le costume des magistrats et greffiers sont fixés par un décret spécial.

TITRE IX.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

92. Le siège de la cour d'appel et de la cour d'assises du Sénégal reste provisoirement fixé à Saint-Louis jusqu'à l'installation à Kayes des locaux nécessaires à l'administration de la justice.

Le siège du tribunal de première instance de Cotonou reste provisoirement fixé à Porto-Novo.

93. Des arrêtés du gouverneur général pris en conseil de gouvernement, sur la proposition des lieutenants gouverneurs et soumis à l'approbation du ministre, réserveront des territoires auxquels la présente organisation ne pourra pas être immédiatement appliquée.

94. Sont abrogés l'article 40 du décret du 6 août 1901 et toutes les autres dispositions antérieures qui seraient contraires au présent décret.

95. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la métropole et des colonies relevant du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 10 Novembre 1903.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

N° 45079. — DÉCRET portant suppression des Conservations d'hypothèques à Nossi-Bé et à Diégo-Suarez (Madagascar).

Du 18 Mai 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 23 mai 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897, fixant les pouvoirs du gouverneur général de Madagascar et dépendances;

Vu les décrets des 28 décembre 1895, 9 juin 1896 et 24 février 1902, portant organisation du service de la justice;

Vu le décret du 17 mai 1862, portant organisation du régime hypothécaire dans la colonie de Mayotte et dépendances;

Vu le décret du 18 septembre 1892, portant organisation du régime hypothécaire dans la colonie de Diégo-Suarez et dépendances;

Vu le décret du 28 janvier 1896, portant rattachement des établissements français de Diégo-Suarez, Nossi-Bé et Sainte-Marie de Madagascar à l'administration de Madagascar;

Vu la loi du 6 août 1896, déclarant colonie française l'île de Madagascar et dépendances;

Vu le décret du 16 juillet 1897, portant règlement sur la propriété foncière à Madagascar;

Vu la délibération du conseil d'administration de la colonie Madagascar et dépendances, en date du 7 décembre 1903;

Vu l'avis émis par le gouverneur général de Madagascar et dépendances;

DÉCRET :

ART. 1^{er}. A l'avenir, les titulaires des droits réels immobiliers institués par le Code civil et garantis dans la métropole par les formalités d'inscription ou de transcription au bureau des hypothèques ne pourront obtenir le bénéfice de la conservation de ces droits que par la constatation et l'inscription faites sur les livres, dans les formes tracées par le décret du 16 juillet 1897, tant règlement sur la propriété foncière.

Les lois, règlements et coutumes fixant le régime de la propriété foncière indigène restent en vigueur et ne reçoivent aucune modification du fait du présent décret.

2. Les conservations des hypothèques d'Hell-Ville (Nossi-Bé) d'Antsirane (Diégo-Suarez) sont et demeurent supprimées.

Les archives et registres en provenant resteront déposés aux conservations de la propriété foncière établies dans ces localités pour l'application du décret du 16 juillet 1897.

3. Les titulaires de droits réels grevant des immeubles de ces anciennes colonies et garantis par des inscriptions ou formalités requises sous l'empire du régime abrogé, peuvent obtenir le bénéfice de la conservation de ces mêmes droits par l'application du présent décret, sans frais ni débours.

Ils sont, en conséquence, exemptés du paiement de toutes taxes dus en vertu des règlements en vigueur, soit à la conservation de la propriété foncière, soit au greffe, soit au bureau du service topographique.

4. L'immatriculation des immeubles visés à l'article 3 par le présent décret est requise :

1^{er} Par le propriétaire, le copropriétaire, le successeur ou l'ayant droit institué du propriétaire ou du copropriétaire au nom duquel a été effectuée la dernière transcription;

2^o Par le titulaire d'un droit réel résultant d'un acte transcrit;

3^o Par le créancier hypothécaire justifiant d'une inscription régulièrement prise et non périmée au 25 août 1897 ou postérieurement à cette date.

5. La réquisition d'immatriculation, rédigée dans la forme prescrite par l'article 17 du décret du 16 juillet 1897, doit faire connaître pour chacune des parcelles y désignées, l'origine de la propriété, avec mention précise des noms, prénoms, qualité et domicile des précédents propriétaires et indications des actes ou faits transcrits depuis trente années ou depuis la constitution de la propriété, si elle remonte à moins de trente années.

En ce qui concerne le propriétaire ou l'usufruitier requérant, elle doit être complétée par l'énonciation des fonctions par lui remplies et pouvant entraîner hypothèque légale.

Elle doit, en outre, être appuyée indépendamment des titres produits :

- 1° D'un extrait de la matrice cadastrale;
- 2° D'un extrait du plan cadastral pour les régions cadastrées;
- 3° Du plan de la concession initiale pour les régions non cadastrées;

4° D'un état délivré par le sous-conservateur de la propriété foncière, des transcriptions d'actes concernant les diverses parcelles de l'immeuble ou d'un certificat négatif;

5° D'un état également délivré par le sous-conservateur de la propriété foncière, des inscriptions non radiées ni périmées au 25 août 1897 ou postérieures à cette date et paraissant grever la même propriété, du chef tant du détenteur actuel que des précédents propriétaires désignés en la réquisition ou d'un certificat négatif.

Il appartient au requérant ou au propriétaire intéressé de provoquer, dans la forme légale et avant de requérir la délivrance de l'état dont s'agit, la radiation de toutes les inscriptions devenues sans objet.

Toutes les pièces énumérées au présent article sont délivrées sans frais par les agents des administrations ou services compétents, sous la condition de porter mention expresse de leur destination.

6. La demande est rendue publique en vue de provoquer la purge des hypothèques légales et éventuellement des autres droits réels dispensés des formalités d'inscription ou de transmission par le Code civil, ainsi que l'exercice immédiat par les intéressés de l'action en nullité ou en rescision dans tous les cas où elle est admise par la loi.

A cet effet, un extrait de la réquisition est inséré, dans le plus bref délai, au *Journal officiel* de la colonie dans les formes tracées par l'article 19 du décret du 16 juillet 1897.

Un placard extrait du *Journal officiel* et reproduisant l'insertion est transmis par le sous-conservateur de la propriété foncière au greffier du tribunal de première instance ou de la justice de paix à compétence étendue, pour être affiché dans l'auditoire du tribunal, en conformité des prescriptions de l'article 2194 du Code civil.

D'autres placards identiques sont, à la diligence du sous-conservateur et par les soins du greffier, immédiatement notifiés dans les formes réglées par l'article 36 du décret du 16 juillet 1897 :

- 1° A la femme du propriétaire de l'immeuble s'il est marié;
- 2° Au subrogé-tuteur du ou des mineurs, si le propriétaire exerce les fonctions de tuteur;
- 3° Au procureur de la République ou à l'officier du ministère public;

4° A chacun des titulaires d'une des inscriptions grevant l'immeuble.

Ces notifications faites à personnes ou au domicile réel dans les trois premiers cas, au domicile réel ou d'élection dans le dernier cas, doivent relater la date de l'affichage dans l'auditoire.

La minute de la notification, les accusés de réception des parties et un certificat d'affichage sont transmis par le greffier au sous-conservateur.

Pendant un délai de deux mois à compter du jour de l'affichage, les femmes, les maris, tuteurs, subrogés-tuteurs, mineurs, interdits, parents ou amis et le procureur de la République sont admis à former au bureau du sous-conservateur de la propriété foncière ou par lettre missive à lui adressée, toutes oppositions à fin d'inscription sur le titre foncier des hypothèques légales pour avoir effet à dater du jour du contrat de mariage ou de l'entrée en fonction du tuteur, dans les limites prévues par les articles 113 et suivants du décret du 16 juillet 1897.

Pendant ce même délai, les titulaires d'inscriptions grevant l'immeuble ou leurs ayants droit peuvent également faire, et dans les mêmes formes, tous dires ou déclarations concernant les droits réels garantis par l'inscription.

Enfin, toute personne intéressée peut toujours, dans le même délai et les mêmes formes, faire opposition à la procédure en cours en vue d'exercer l'action non prescrite en nullité ou en rescision de l'un des contrats produits ou invoqués par les parties.

7. Le sous-conservateur adresse, en même temps qu'au greffier et dans la même forme, l'extrait de la réquisition avec le plan déposé au chef de circonscription du service topographique.

Celui-ci, en accusant réception des pièces transmises, fait connaître la date fixée pour le bornage, qui doit être portée à la connaissance du public au moins vingt jours à l'avance. Un avis spécial est, en outre, donné aux personnes désignées en l'article 20 du décret du 16 juillet 1897 et à tous les propriétaires riverains nommés en la réquisition.

8. Le bornage effectué en tenant compte tant des indications fournies que du plan produit, il est procédé par l'agent assermenté à la vérification de ce dernier document qui, s'il est reconnu exact, tient lieu du plan prévu par l'article 23 du décret du 16 juillet 1897.

Un nouveau levé n'est effectué que si des rectifications sont reconnues nécessaires.

Au cas où le procès-verbal de bornage signale des difficultés survenues au cours de cette opération entre le requérant et les riverains, la procédure est suspendue jusqu'au règlement de la difficulté ou du litige par les voies de droit commun.

9. Après expiration des délais fixés en l'article 6, le dossier de la procédure accompagné des pièces émanant du service topographique

et des oppositions, dires et déclarations des intéressés, est transmis au greffe du tribunal de première instance ou de la justice de paix à compétence étendue en vue de la décision à intervenir dans les formes tracées par les articles 28 à 32 du décret du 16 juillet 1897.

Les droits réels dont l'ordonnance d'immatriculation prescrira le report sur le titre foncier y seront inscrits dans l'ordre et avec le rang de préférence qu'ils avaient antérieurement.

Toutefois, dans le cas où la procédure donne naissance à une action en nullité ou en rescision, l'immatriculation ne peut être prononcée qu'après solution de cette action par les voies de droit commun.

10. A dater de la promulgation du présent décret, aucune formalité hypothécaire ne pourra plus être requise aux sous-conservations d'Hell-Ville et d'Antsirane en exécution des textes abrogés.

Il est accordé aux titulaires de droits réels visés en l'article 3 un délai de dix ans pour requérir l'immatriculation des immeubles dans les conditions ci-dessus fixées. Toutefois, le bénéfice de la gratuité n'est acquis qu'aux procédures engagées dans le cours des deux premières années dudit délai.

Le dépôt de la réquisition à la sous-conservation aura pour effet d'interrompre le délai de péremption des inscriptions hypothécaires alors existantes.

A l'expiration du délai de dix ans accordé par le présent article et quelle que soit l'origine des immeubles que l'on désire soumettre au régime foncier créé par le décret du 16 juillet 1897, il ne pourra être donné suite à la réquisition que dans les formes arrêtées par ce dernier texte.

11. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française, de la colonie de Madagascar et dépendances, et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 18 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

N° 45080. — DÉCRET relatif à la réorganisation du service de la Trésorerie en Indo-Chine.

Du 14 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 15 mai 1874, portant réorganisation de la trésorerie en Cochinchine;

Vu le décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies:

Vu l'arrêté du 17 mai 1886, portant création d'un service de trésorerie au Cambodge;

Vu le décret du 21 avril 1891, fixant les pouvoirs et les attributions du gouverneur général de l'Indo-Chine;

Vu le décret du 8 février 1892, réorganisant le service de la trésorerie en Annam et au Tonkin;

Vu le décret du 5 mai 1898, portant création d'une caisse locale des retraites en Indo-Chine;

Vu le décret du 31 juillet 1898, portant création du budget général de l'Indo-Chine;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1899, instituant en Annam un service de trésorerie distinct de celui du Tonkin;

Vu le décret du 16 janvier 1902, relatif à l'organisation de la trésorerie d'Algérie;

Vu le décret du 22 décembre 1902, relatif au mode de nomination des trésoriers-payeurs et des trésoriers particuliers des colonies;

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre des colonies.

DÉCRÈTE :

TITRE PREMIER.

DU SERVICE DE LA TRÉSORERIE EN INDO-CHINE.

ART. 1^{er}. Le personnel de la trésorerie de l'Indo-Chine se compose :

D'un trésorier général en résidence à Hanoï;

De quatre trésoriers particuliers en Cochinchine, au Cambodge, en Annam et au Laos;

De payeurs;

De commis principaux et de commis de trésorerie.

2. Le trésorier général et le trésorier particulier de la Cochinchine effectuent directement ou centralisent, chacun en ce qui le concerne, les opérations des services financiers métropolitains, y compris celui des articles d'argent. Ils sont préposés de la Caisse des dépôts et consignations et chargés des opérations de la caisse des invalides de la marine.

Les mêmes opérations sont faites par le trésorier particulier du Cambodge pour le compte du trésorier particulier de la Cochinchine et par les trésoriers particuliers de l'Annam et du Laos pour le compte du trésorier général.

3. Le trésorier général effectue ou centralise toutes les opérations des services financiers intéressant : 1^o le budget général de l'Indo-Chine; 2^o le budget local du Tonkin. Il tient, à cet effet, en piastres, deux comptabilités distinctes et est justiciable, pour les mêmes opérations, de la Cour des comptes.

4. Les trésoriers particuliers sont chargés respectivement d'effectuer directement ou de centraliser, sous leur responsabilité, les opérations des services locaux de la Cochinchine, du Cambodge, de l'Annam et du Laos. La comptabilité de ces opérations est tenue en piastres.

A cet égard, les comptables désignés au présent article ont une gestion personnelle; ils sont justiciables de la Cour des comptes.

Ils effectuent pour le compte du trésorier général les opérations concernant le budget général de l'Indo-Chine.

5. Des préposés ou chefs de place sont chargés, sous la responsabilité du trésorier général et des trésoriers particuliers, d'assurer l'exécution des services financiers dans toute l'étendue du territoire de la colonie ou du protectorat.

Le siège et la circonscription des places sont déterminés par arrêté pris par les ministres des finances et des colonies, sur la proposition du gouverneur général.

6. Le trésorier général, les trésoriers particuliers et les préposés chefs de place sont tenus de fournir comme garantie de leur gestion un cautionnement dont le montant est déterminé par un arrêté du ministre des finances.

En cas de gestion intérimaire dans une place, le chef de service peut demander au gouverneur général d'imposer un cautionnement à l'agent chargé de remplir l'intérim.

7. Tous les frais du service de trésorerie (dépenses de personnel et de matériel, transports de fonds, frais de négociation et de change, etc.) sont à la charge du budget de la colonie.

La répartition de ces frais entre le budget général et le budget de chacun des pays de l'union Indo-Chine est effectuée par les soins du gouverneur général.

TITRE II.

ORGANISATION DU PERSONNEL.

8. La hiérarchie du personnel chargé, sous les ordres du trésorier général et des trésoriers particuliers, du service de la trésorerie de l'Indo-Chine, soit dans les bureaux des trésoriers, soit dans les places, est ainsi fixée :

Payeurs de 1^{re} classe.

Payeurs de 2^e classe.

Payeurs de 3^e classe.

Payeurs de 4^e classe.

Commis principaux de trésorerie de 1^{re} classe.

Commis principaux de trésorerie de 2^e classe.

Commis de trésorerie de 1^{re} classe.

Commis de trésorerie de 2^e classe.

Commis de trésorerie de 3^e classe.

Commis de trésorerie de 4^e classe.

Le nombre et la répartition par classe des agents de la trésorerie de l'Indo-Chine seront fixés, au moment de la constitution des cadres, par un arrêté du ministre des finances et du ministre des colonies, sur la proposition du gouverneur général.

9. Le trésorier général est nommé par décret du Président de la République, rendu sur la proposition du ministre des finances, après avis conforme du ministre des colonies.

Les trésoriers particuliers et les payeurs sont nommés par arrêté du ministre des finances après avis du ministre des colonies.

Les autres agents sont nommés par arrêté du gouverneur général, sur la proposition du trésorier général.

10. L'affectation des agents aux divers emplois est faite par le gouverneur général sur la proposition du trésorier général et, s'il y a lieu, après avis du trésorier particulier intéressé.

Un agent du grade de payeur remplit auprès du trésorier général et de chacun des trésoriers particuliers les fonctions de chef de comptabilité ou fondé de pouvoirs.

La gestion des places est confiée à des payeurs ou, pour des places de moindre importance, à des commis principaux.

11. Indépendamment du personnel titulaire, il peut être employé dans le service de trésorerie, suivant les besoins du service, des agents non commissionnés ou auxiliaires. Le salaire de ces agents est déterminé par arrêté du gouverneur général; il n'est pas soumis à retenue et ne confère pas de droits à la retraite.

12. Les accessoires de solde, le classement au point de vue des indemnités de route et de séjour, des passages et du traitement dans les hôpitaux du personnel de la trésorerie de l'Indo-Chine sont fixés conformément au tableau A annexé au présent décret.

TITRE III.

RECRUTEMENT ET AVANCEMENT DU PERSONNEL.

13. Sauf les exceptions prévues à l'article 15, nul ne peut entrer dans le service de la trésorerie de l'Indo-Chine qu'en qualité de commis de trésorerie de 4^e classe. Les candidats à l'emploi de commis de 4^e classe doivent justifier de la qualité de Français, être âgés de vingt-deux ans au moins et de trente ans au plus et avoir satisfait aux obligations imposées par la loi sur le recrutement de l'armée.

Toutefois les candidats qui, réunissant les conditions précédentes, ont été employés pendant deux ans au moins en France ou aux colonies, soit comme percepteur surnuméraire des contributions directes, soit comme fondé de pouvoirs d'une trésorerie ou d'une recette particulière ou qui sont pourvus d'un diplôme de bachelier ou du brevet supérieur de l'enseignement primaire, peuvent être

nommés directement à l'emploi de commis de trésorerie de 3^e classe : les nominations effectuées dans ces conditions ne peuvent excéder la proportion de moitié des vacances qui se produisent dans le cadre.

14. L'avancement dans le personnel de la trésorerie d'Indo-Chine a lieu au choix sur l'ensemble du service.

Toute nomination à un emploi a lieu à la dernière classe de cet emploi.

Le choix ne peut porter :

Pour l'emploi de commis principal, que sur des commis de 1^{re} classe comptant au moins deux ans de services effectifs dans leur classe;

Pour l'emploi de payeur, que sur des commis principaux de 1^{re} ou de 2^e classe comptant au moins trois ans de services dans leur grade et ayant satisfait aux épreuves d'un examen d'aptitude dont le programme et les conditions seront déterminés par le gouverneur général;

Pour l'emploi de trésorier particulier, que sur des payeurs de 1^{re} classe.

15. Par dérogation aux dispositions de l'article précédent :

Un tiers au moins des emplois vacants dans le grade de payeur sera réservé à des agents de la trésorerie d'Algérie ou à d'anciens agents de ce cadre précédemment admis dans le personnel de la trésorerie de l'Indo-Chine. Les agents de la trésorerie d'Algérie devront avoir au moins le grade de payeur adjoint et ne pourront être nommés qu'à la 4^e ou à la 3^e classe de l'emploi de payeur; ils seront détachés dans les conditions prévues par l'article 16 du décret du 16 janvier 1902.

La moitié des emplois de trésorier particulier pourra être attribuée à des fonctionnaires appartenant au personnel de la trésorerie métropolitaine, de la trésorerie d'Algérie ou de la trésorerie coloniale, ainsi qu'à des agents de l'administration centrale des finances ou de l'administration des colonies justifiant des conditions prévues par la loi du 25 juillet 1879 et des décrets des 21 juin 1901 et 1^{er} mars 1904 pour la nomination à l'emploi de receveur particulier des finances.

16. L'avancement en classe dans tous les emplois a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

Le choix ne peut porter :

Pour les commis de 3^e classe, que sur des commis de 4^e classe comptant au moins un an de services effectifs dans leur classe;

Pour les commis de 2^e et de 1^{re} classe, que sur des commis de la classe immédiatement inférieure comptant au moins dix-huit mois de services effectifs dans leur classe;

Pour les commis principaux de 1^{re} classe et les payeurs de 3^e, 2^e et 1^{re} classe, que sur des agents de la classe immédiatement inférieure comptant au moins deux ans de services effectifs dans leur classe.

17. Le ministre des finances pourvoit, après avis du ministre des colonies, aux avancements dans le cadre des payeurs. Le gouverneur général pourvoit directement aux avancements dans le cadre des commis principaux et des commis, sur la proposition du trésorier général et après avis des trésoriers particuliers intéressés.

Chaque année, au mois de décembre, le trésorier général établit, d'après les propositions des trésoriers particuliers, une liste par classe et par ordre de mérite des agents qui lui paraissent devoir être proposés pour l'avancement dans l'année suivante ; cette liste est adressée au gouverneur général.

Le tableau d'avancement concernant les payeurs est transmis au ministre des finances, accompagné des avis du gouverneur général et du ministre des colonies.

TITRE IV.

MESURES DISCIPLINAIRES.

18. Les mesures disciplinaires comportent les peines suivantes :

- 1° La réprimande avec inscription au dossier ;
- 2° La retenue du traitement d'Europe, n'excédant pas la moitié du traitement ni la durée de deux mois ;
- 3° La rétrogradation ;
- 4° La mise en disponibilité sans traitement ;
- 5° La révocation.

Pour les commis principaux et commis, les trois premières de ces peines sont prononcées par le gouverneur général, sur la proposition du trésorier général et après avis des trésoriers particuliers intéressés ; les deux autres le sont dans les mêmes conditions, mais après avis d'une commission composée de trois membres désignés par le gouverneur général, dont deux appartiennent au service de la trésorerie et sont d'un rang supérieur ou au moins égal à celui de l'agent mis en cause.

Pour les autres agents, les peines disciplinaires sont prononcées par le ministre des finances, après avis du ministre des colonies ; mais les trois dernières ne peuvent l'être sans que l'agent ait été mis à même de présenter sa défense dans un mémoire qui devra accompagner le rapport adressé au ministre.

Toutefois la mise en disponibilité et la révocation du trésorier général et des trésoriers particuliers sont prononcées dans la forme prévue pour la nomination de ces comptables, par l'article 9 du présent décret.

En cas d'urgence et en attendant la décision du ministre des finances, tous les agents peuvent être provisoirement suspendus de leurs fonctions par arrêté du gouverneur général sur la proposition du trésorier général et, s'il y a lieu, après avis des trésoriers particuliers intéressés.

TITRE V.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

19. Les permutations entre les agents de la trésorerie de l'Indo-Chine d'une part, et, d'autre part, les agents de l'administration centrale des finances ou de l'administration des colonies, les comptables directs, métropolitains ou coloniaux, et les agents de la trésorerie d'Algérie, sont soumises à l'acceptation des autorités respectivement chargées de la nomination aux emplois correspondants et sont prononcées dans la même forme que les nominations elles-mêmes.

Le permutant à admettre dans la trésorerie de l'Indo-Chine ne peut y entrer avec un grade supérieur à celui de l'agent avec lequel il change de situation.

20. Le personnel de la trésorerie de l'Indo-Chine est placé, pour les pensions de retraite, sous le régime du décret du 5 mai 1898, portant création d'une caisse locale de retraites. Toutefois les agents supérieurs nommés dans les conditions prévues par le paragraphe 1^{er} de l'article 15 du présent décret, restent soumis aux dispositions de la loi du 9 juin 1853.

TITRE VI.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

21. Le personnel de la trésorerie de l'Indo-Chine sera formé, au moment de sa création, dans les conditions suivantes :

Le trésorier général et les trésoriers particuliers sont nommés conformément aux dispositions de l'article 9 ci-dessus et choisis soit dans le personnel actuellement en service en Indo-Chine, soit parmi les fonctionnaires appartenant au personnel de la trésorerie métropolitaine, de la trésorerie d'Algérie ou de la trésorerie coloniale, soit parmi les agents de l'administration centrale des finances ou de l'administration des colonies justifiant des conditions prévues par l'article 15 du présent décret.

Les payeurs, commis principaux et commis seront recrutés :

1^o Par droit de préférence, parmi les agents de la trésorerie d'Algérie et les agents métropolitains en service dans les trésoreries de la colonie. Ces agents pourront, sur leur demande, être admis définitivement dans la trésorerie de l'Indo-Chine; ils seront considérés comme démissionnaires dans leur service d'origine et auront droit à la pension sur la caisse locale de l'Indo-Chine dans les conditions prévues par l'article 24 ci-dessous. Les agents de la trésorerie d'Algérie ayant au moins le grade de payeur adjoint de 2^e classe pourront également être pourvus d'un emploi de payeur de la trésorerie de

l'Indo-Chine, en qualité d'agents détachés dans les conditions par l'article 15 du présent décret.

2° Parmi les agents des services civils de l'Indo-Chine aptes aux emplois du nouveau service.

22. Les agents de la trésorerie d'Algérie, les agents métropolitains et les agents des services civils admis dans le nouveau corps et des dispositions de l'article précédent, y seront classés suivant correspondance de grade et de traitement déterminée par le tableau annexé au présent décret.

Ce classement sera déterminé, en ce qui concerne les payeurs, par arrêté du ministre des finances, après avis du ministre des colonies; en ce qui concerne les commis principaux et commis, par arrêté du gouverneur général sur la proposition du trésorier général.

23. Les agents de la trésorerie d'Algérie qui, au moment de la réorganisation, auront été admis dans les cadres indo-chinois en qualité de commis principaux ou de commis pourront continuer ultérieurement pour la fraction des emplois de payeurs réservés à la trésorerie d'Algérie par application de l'article 15 du présent décret.

24. Par dérogation aux dispositions du décret du 5 mai 1898 portant création d'une caisse locale de retraites en Indo-Chine pour les services effectués en Indo-Chine sous le régime de la loi du 1853 par les agents métropolitains et les agents de la trésorerie d'Algérie définitivement admis au moment de la réorganisation, les cadres indo-chinois par application du paragraphe 4 de l'article ci-dessus, leur seront décomptés pour l'obtention d'une pension d'ancienneté payable sur les fonds de ladite caisse. Quant aux services que ces agents auraient rendus hors de la colonie, ils seront comptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 5 du décret du 5 mai 1898 jusqu'à concurrence de cinq ans au maximum pour parfaire les vingt-cinq années donnant droit à pension.

25. Les agents dont la solde afférente à l'emploi qui leur est attribué dans le service de l'Indo-Chine est inférieure à la solde minimale à laquelle leur donnait droit leur emploi précédent, recevront jusqu'au jour de leur nomination à un emploi supérieur, une indemnité équivalente à la différence existant entre les deux traitements.

La moitié de cette indemnité leur sera allouée dans toutes les conditions donnant droit à la solde entière d'Europe.

26. La période de première formation de la trésorerie de l'Indo-Chine sera définitivement close six mois après la mise en vigueur des dispositions du présent décret. Passé ce délai, et sous réserve des exceptions prévues à l'article suivant, il sera pourvu aux emplois vacants ou aux emplois nouvellement créés conformément aux dispositions des articles 13, 14, 15 et 16 ci-dessus.

27. Les agents de la trésorerie de l'Indo-Chine en service dans la colonie au moment de la réorganisation qui, dans les trois mois à partir de la mise en vigueur du présent décret, n'auront pas usé de la faculté prévue à l'article 21 et demandé à être pourvus d'un emploi dans le nouveau service, pourront être maintenus à titre provisoire dans leur situation actuelle et avec droits à avancement, pendant une période qui n'excédera pas trois ans. Si, avant l'expiration de ce délai, des raisons de santé ou de service exigeaient la réintégration de ces agents, le ministre des finances aura la faculté de les remplacer, jusqu'à la fin de la période transitoire par d'autres agents détachés dans les mêmes conditions.

28. Le présent décret sera promulgué en Indo-Chine pour recevoir son exécution à compter du 1^{er} janvier 1905.

29. Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires aux présentes dispositions.

30. Le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 14 juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

TABLEAUX ANNEXES.

TABLEAU A.

GRADES OU EMPLOIS.	SOLDE		FRAIS de bureau et indemnité de res- ponsabilité.	CLASSEMENT. — Décret du 3 juillet 1897.
	d'Europe.	coloniale.		
Trésorier général de l'Indo-Chine.....	15,000 ^f	30,000 ^f	15,000 ^f	1 ^{re} catégorie A.
Trésoriers particuliers				
de 1 ^{re} classe.....	12,000	25,000	10,000	
de 2 ^e classe.....	10,000	20,000	5,000	
de 1 ^{re} classe.....	8,000	16,000	"	1 ^{re} catégorie B.
de 2 ^e classe.....	7,000	14,000	"	
Payeur.....				
de 3 ^e classe.....	6,000	12,000	"	
de 4 ^e classe.....	5,000	10,000	"	
Commis principal de trésorerie				
de 1 ^{re} classe.....	4,000	8,000	"	
de 2 ^e classe.....	3,000	7,000	"	2 ^e catégorie.
de 1 ^{re} classe.....	3,500	6,000	"	
Commis de trésorerie				
de 2 ^e classe.....	2,500	5,000	"	
de 3 ^e classe.....	2,000	4,000	"	3 ^e catégorie.
de 4 ^e classe.....	1,750	3,500	"	

TABLEAU B.

Classement, dans le personnel de la trésorerie de l'Indo-Chine, des fonctionnaires et agents appelés à faire partie de ce personnel lors de sa formation.

GRADÉS DANS LE SERVICE de la trésorerie de l'Indo-Chine.		SOLDE.	FONCTIONS OU EMPLOIS ACTUELS.
Payeur.....	de 1 ^{re} classe.....	16,000 ^f	Payeur particulier de 1 ^{re} classe.
	de 2 ^e classe.....	14,000	Payeur particulier de 2 ^e classe.
	de 3 ^e classe.....	12,000	Payeur particulier de 3 ^e classe.
	de 4 ^e classe.....	10,000	Payeur adjoint de 1 ^{re} classe.
Commis principal de trésorerie	de 1 ^{re} classe.....	8,000	Administrateur de 4 ^e classe des services civils.
	de 2 ^e classe.....	7,000	Commis expéditionnaire principal de 1 ^{re} classe.
	de 3 ^e classe.....	6,000	Commis expéditionnaire principal de 2 ^e classe.
	de 4 ^e classe.....	5,000	Commis expéditionnaire principal de 3 ^e classe.
Commis de trésorerie	de 1 ^{re} classe.....	4,000	Administrateur de 5 ^e classe des services civils.
	de 2 ^e classe.....	3,500	Commis de trésorerie de 2 ^e et de 3 ^e classe.
	de 3 ^e classe.....	3,000	Commis de 1 ^{re} classe des services civils.
	de 4 ^e classe.....	2,500	Commis de trésorerie de 4 ^e classe.

Vu pour être annexés au décret du 14 juillet 1904.

Le Président de la République,
Signé : ÉMILE LOUBET.

N° 45081. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de l'Exposition universelle de 1900.

Du 24 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 13 juin 1896, relative à l'Exposition universelle de 1900;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu le décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, notamment l'article 52 relatif aux fonds de concours;

Vu les cinq déclarations constatant le versement à la recette centrale des finances de la Seine, à titre de fonds de concours, pour l'Exposition universelle de 1900, d'une somme de cent cinq mille huit cent quatre-vingt-dix francs quatre-vingt-treize centimes;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur le budget de l'exercice 1904, première section, chapitre **LII : Exposition universelle de 1900**, un crédit de cent cinq mille huit cent quatre-vingt-dix francs quatre-vingt-treize centimes (105,890^f 93), applicable aux dépenses de l'Exposition universelle de 1900.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant du versement précité.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 45082. — *Note du représentant des Pays-Bas à Berne faisant part au gouvernement de la République française de l'adhésion du gouvernement néerlandais à l'Arrangement international de Washington.*

(Promulguée au *Journal officiel* du 8 novembre 1904.)

Le ministre de Suisse à Paris vient de faire connaître au gouvernement de la République que, par note du 9 septembre dernier, le représentant des Pays-Bas à Berne a notifié au gouvernement fédéral l'adhésion du gouvernement néerlandais, à partir du 1^{er} mars 1905, en ce qui concerne les Indes néerlandaises, à l'arrangement international conclu à Washington, le 15 juin 1897, et relatif à l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

TABEAU B.

Classement, dans le personnel de la trésorerie de l'Inde, des fonctionnaires et agents appelés à faire partie de ce personnel.

GRANDES DATES LE SERVICE de la trésorerie de l'Inde-Chine.		SOLDE.
Payeur.....	de 1 ^{re} classe.....	16,000 ⁰
	de 2 ^e classe.....	14,000 ⁰
	de 3 ^e classe.....	12,000 ⁰
	de 4 ^e classe.....	10,000 ⁰
Commis principal de trésorerie	de 1 ^{re} classe.....	10,000 ⁰
	de 2 ^e classe.....	8,000 ⁰
Commis de trésorerie	de 1 ^{re} classe.....	6,000 ⁰
	de 2 ^e classe.....	4,000 ⁰
	de 3 ^e classe.....	3,000 ⁰
	de 4 ^e classe.....	2,000 ⁰

Vu pour être annexé

A. EMILE LOUBET.
ministre du commerce,
sur le budget de l'exercice
1904, en vertu de la loi
du 23 juillet 1903, relative
à la détermination des
dépenses de l'Exposition
internationale de 1904.

N° 45081.

postes de
concours
salle
pour le
fédéral
mars
à

part au gou-
vernement

9 francs par an.
6 francs par an.
9 francs par an.

la nationale rectifie les erreurs d'usage
en fournissant un numéro manuscrit
dans l'intervalle de la réception d'un avis
qui ne satisfait pas aux réclamations qui se
présentent, qu'autant que le destinataire aura versé le

isolément est fixé à 0 fr. 50.

1655

ministre du commerce, de l'industrie, pour l'exercice 1904, un crédit de huit cent quatre-vingt-treize millions de francs, et un crédit de dix millions de francs pour les dépenses de l'exposition universelle de 1904.

L'article précédent au même chapitre, relatif aux dépenses des postes et des télégraphes, sera en ce sens modifié :

des affaires étrangères et des

la Banque de l'Afrique occidentale, modifié par le décret du

ires réunis en assemblées générales
ctobre 1902, 27 février et 18 juin 1903

«ce des banques coloniales entendue,

Les 5, 12, 16, 18, 20, 23, 24, 33, 50, 51, 53, des de la Banque de l'Afrique occidentale sont remises sous les dispositions suivantes :

capital social, qui était primitivement d'un million francs (1,500,000'), divisé en 3,000 actions de cinq (500') chacune, est fixé actuellement à cinq millions re-vingt-quinze mille francs (5,895,000'), divisé en de cinq cents francs (500') chacune, dont 70 entières et 11,720 libérées de cent vingt-cinq francs (125').

N° 45083. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la guerre) qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter, en qualité de légataire universel, aux clauses et conditions énoncées dans un testament olographe en date du 16 avril 1902 avec codicille olographe du 6 avril 1903, la succession de M. Chapelle (Jean-Baptiste-Pierre-Victor), dont l'actif, après inventaire, déduction faite des legs particuliers en capitaux, se monte à cinq cent quatre-vingt-deux mille neuf cent soixante-quatorze francs vingt et un centimes.

Ce capital, conformément aux intentions du testateur, sera employé, après décès des usufruitiers, à la création d'un bâtiment-annexe de l'hôpital militaire de Vichy, actuellement insuffisant pour recevoir tous les officiers malades ou convalescents rentrant des colonies. Paris, 29 Août 1904.



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Décembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2577.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

45084. — *DÉCRET portant augmentation du capital et modification des statuts de la Banque de l'Afrique occidentale.*

Du 4 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 11 juin 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres des colonies, des affaires étrangères et des finances;

Vu le décret du 29 juin 1901, instituant la Banque de l'Afrique occidentale et approuvant les statuts de cette société, modifié par le décret du 1 décembre 1901;

Vu les délibérations des actionnaires réunis en assemblées générales extraordinaires à la date des 9 octobre 1902, 27 février et 18 juin 1903 et 14 janvier 1904;

La commission de surveillance des banques coloniales entendue,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les articles 5, 12, 16, 18, 20, 23, 24, 33, 50, 51, 53, 55 et 60 des statuts de la Banque de l'Afrique occidentale sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 5. Le capital social, qui était primitivement d'un million cinq cent mille francs (1,500,000^f), divisé en 3,000 actions de cinq cents francs (500^f) chacune, est fixé actuellement à cinq millions huit cent quatre-vingt-quinze mille francs (5,895,000^f), divisé en 11,790 actions de cinq cents francs (500^f) chacune, dont 70 entièrement libérées et 11,720 libérées de cent vingt-cinq francs (125^f) seulement.

« Les trois cent soixante-quinze francs (375^f, formant le surplus montant desdites actions seront payables en vertu de délibération du conseil d'administration de la société, qui fixera l'importance de la somme appelée, ainsi que les époques auxquelles les versements devront être effectués.

« Les appels de versements auront lieu au moyen d'avis insérés dans un journal d'annonces légales de Paris, quinze jours à l'avance, et dans le *Journal officiel de la Côte occidentale d'Afrique*, un mois à l'avance.

« Le fonds social pourra être augmenté par décision de l'assemblée générale approuvée par le ministre des colonies.

« Dans toutes augmentations de capital social par voie d'apports en espèces, les propriétaires des actions alors existantes auront le droit de souscription des actions nouvelles un droit de préférence qui s'exercera suivant les formes et conditions qui seront déterminées par le conseil d'administration.

« Art. 12. Chaque action donne droit dans la propriété de la société et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle à la somme dont elle est libérée.

« Chaque actionnaire n'est responsable des engagements de la société que jusqu'à concurrence du capital nominal de ses actions.

« Art. 16. Les opérations de la Banque doivent avoir pour unique objet les opérations financières se rattachant aux pays dans lesquels elle possède des établissements. Elles consistent, dans ces pays :

« 1° A émettre des billets à vue et au porteur dans les conditions déterminées par le décret constitutif de la Banque :

« 2° A escompter les billets à ordre ou effets de place, à deux ou plusieurs signatures, notoirement solvables, et dont l'échéance ne doit pas dépasser cent quatre-vingts jours ; à consentir, dans les mêmes conditions, des avances en compte courant, sans que la durée de ces prêts puisse excéder six mois ;

« 3° A créer, à négocier, à escompter ou acheter des traites, mandats ou chèques directs et à ordre sur la colonie, la métropole ou l'étranger.

« L'échéance de ces traites ou mandats ne devra pas dépasser cent quatre-vingts jours ;

« 4° A escompter des obligations négociables ou non négociables garanties :

« a. Par des warrants ou des récépissés de marchandises déposées soit dans les magasins publics, soit dans les magasins particuliers dont les clés auront été régulièrement remises à la Banque, soit dans les magasins appartenant à la Banque ou loués par elle ;

« b. Par des cessions de récoltes pendantes ;

« c. Par des connaissements à ordre et régulièrement endossés et accompagnés des documents d'assurance d'usage ; à l'arrivée du navire, les connaissements pourront être convertis en warrants ou

de tout ou partie des cargaisons sous les conditions de lésus stipulées;

des antissements réguliers consistant en valeurs françaises auxquelles la Banque de France fait des avances ou en créés ou garanties par les gouvernements ou les municipalités dans lesquels les succursales ou les agences sont ou en actions de la Banque;

des dépôts de lingots, de monnaies ou de matières d'or, d'argent ou de cuivre, ou de pierres précieuses;

des hypothèques maritimes constituées sur des navires français dans les pays où sera mise en vigueur la législation sur l'hypothèque maritime;

à acheter et à vendre des matières d'or, d'argent ou de cuivre; à consentir des avances sur lingots, monnaies, matières d'or, d'argent ou de cuivre ou pierres précieuses;

à recevoir le dépôt volontaire de toutes sommes en comptes courants ou sans intérêts, de tous titres, monnaies et matières d'or, d'argent ou de cuivre.

Les opérations consistent aussi à Paris et dans les succursales

à charger, pour le compte des particuliers ou pour celui des administrations publiques, de l'encaissement et du recouvrement de tous mandats et assignations; à lui sont remis et à payer tous mandats et assignations;

à recevoir, avec l'autorisation du ministre ou des gouverneurs des colonies, les produits des émissions et des souscriptions publiques dans les colonies, soit dans la métropole;

à recevoir des billets à ordre, traites ou mandats;

à livrer contre garanties des lettres de crédit;

à escompter en France ou à l'étranger, pour son compte, tous mandats à deux signatures commerciales, ou garantis par des antissements à ordre dûment endossés et accompagnés de lettres d'assurance d'usage;

à acheter des matières d'or, d'argent ou de cuivre.

La Banque peut participer aux emprunts d'Etat émis dans les pays où elle possède des établissements, sans toutefois que le total de ces participations puisse, sauf autorisation du ministre des colonies et après avis conforme du ministre des finances lorsqu'il s'agit d'emprunts émis par un gouvernement, dépasser la moitié des réserves.

La Banque peut également, dans les mêmes conditions et dans les mêmes limites, participer à la création ou à la constitution d'entreprises industrielles ou commerciales ayant leur objet principal ou elle possède des établissements.

La Banque peut également traiter pour le compte de tiers et les

Les règlements intérieurs arrêtés par le conseil d'administration régiront dans quelle quotité et pour quelle valeur

les objets ou titres destinés à suppléer l'une des signatures stipulées pour les billets, traites ou obligations escomptés par la Banque, ou sur lesquels peuvent être consenties des avances, ne peuvent être acceptés par elle.

« La proportion ne peut excéder les prix courants dressés par les courtiers ou par les chambres de commerce, s'il s'agit de marchandises déposées ou chargées ;

« La valeur intégrale, s'il s'agit de monnaies d'or et d'argent lingots ;

« La valeur d'après le poids ou le titre, s'il s'agit des matières d'or et d'argent ;

« Le tiers de la valeur, s'il s'agit de pierres précieuses ;

« Le tiers de la valeur de la récolte ;

« Les quatre-vingts pour cent (80 p. 100) de la valeur des actions indiquée par la dernière cote officielle connue dans la colonie, s'il s'agit de rentes sur l'État ou de valeurs garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays où la Banque a des succursales ou des agences, et les soixante-quinze pour cent (75 p. 100) des valeurs françaises sur lesquelles la Banque de France fait des avances ;

« Les soixante pour cent (60 p. 100) de la valeur moyenne des actions cotées pendant les six derniers mois.

« Les marchandises déposées ou chargées doivent être assurées aux soins de la Banque, à moins qu'elles ne l'aient été préalablement par les soins des propriétaires et par une compagnie d'assurance agréée par la Banque. »

« Art. 20. La Banque ne peut fournir des traites ou mandats lorsque la provision en a été préalablement faite.

« Les titres représentant en totalité ou en partie le capital et les réserves pourront être déposés en nantissement dans une succursale de la métropole désignée par le ministre des colonies, la commission de surveillance entendue. Est considérée comme équivalente à l'existence totale ou partielle du capital social et de la réserve de la France, ou le crédit ouvert par un établissement de crédit de la métropole désigné par le ministre des colonies, la commission de surveillance entendue. »

« Art. 23. Les entrepôts de douane, les magasins appartenant à la Banque et tous autres magasins désignés à cet effet par le conseil d'administration en conseil privé sont considérés comme magasins publics. Dans ces magasins peuvent être déposées les marchandises affectées à des nantissements couvrant complémentirement des effets du portefeuille de la Banque. La marchandise est représentée par un récépissé ou warrant qui peut être transporté par voie d'endossement.

« En outre, la remise à la Banque des clés d'un magasin public est suffisante pour effectuer la tradition légale du gage. Lorsque cette remise est régulièrement constatée, au moment de la négociation, par un récépissé du directeur de la succursale de l'agence visé, s'il y a lieu, par le censeur administratif. »

24. A défaut de remboursement à l'échéance des sommes la Banque est autorisée, huitaine après une simple mise en vente, à faire vendre aux enchères par tous officiers publics, sans toute opposition, soit les marchandises, soit les matières d'or et de cuivre, soit les pierres précieuses données en gage, soit les récoltes cédées, soit leur produit, soit les baux donnés en garantie, sans préjudice des autres poursuites qui peuvent être exercées contre les débiteurs jusqu'à entier paiement des sommes prêtées, en capital, intérêts et frais. »

3. Ces prélèvements faits, le surplus des bénéfices se partage de la manière suivante :

vingt pour cent (10 p. 100) à un fonds de prévoyance; dix pour cent (5 p. 100) au conseil d'administration; et les quatre-vingts (80 p. 100) de surplus sont répartis entre toutes les actions proportionnellement à la somme dont elles sont libérées, comme dividende.

La dernière attribution de quatre-vingts pour cent (80 p. 100), aux actionnaires, l'assemblée générale pourra, sur la proposition du conseil d'administration, décider la création de réserves fixes ou temporaires.

En cas où l'insuffisance des bénéfices ne permettrait pas de verser aux actionnaires un dividende de cinq pour cent (5 p. 100) sur le capital versé, la somme nécessaire pour atteindre cette somme de cinq pour cent (5 p. 100) peut être prélevée sur le fonds de prévoyance et les réserves spéciales et temporaires.

Les répartitions visées au présent article et à l'article 32 doivent être faites sans l'approbation du ministre des colonies. »

En entrant en fonctions, chacun des administrateurs est tenu d'être titulaire d'au moins quarante actions. Ces actions sont libres et demeurent inaliénables pendant la durée des fonctions de l'administrateur. »

Les administrateurs reçoivent des jetons de présence dont le nombre est déterminé par l'assemblée générale.

La moitié de la part des bénéfices attribuée aux administrateurs par l'article 33 est répartie en jetons de présence. »

Le conseil nomme un président, un vice-président pris parmi les administrateurs et un secrétaire.

Un registre des délibérations du conseil d'administration, tenu en séance ou verbal, approuvé par le conseil, est signé par le président et le secrétaire du conseil.

Ces registres ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont tenus par le président ou un administrateur. »

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les administrateurs absents peuvent se faire représenter aux séances du conseil, pour un objet spécial et déterminé, par un

de leurs collègues. En aucun cas, cette faculté ne peut être même administrateur plus d'une voix en sus de la sienne.

« Aucune délibération n'est valable si trois administrateurs moins n'ont pris part à la discussion. »

« Art. 60. En entrant en fonctions, le directeur doit justifier la propriété de quarante actions qui demeurent inaliénables pendant la durée de ses fonctions et restent déposées dans les caisses de la Banque. »

2. Les ministres des colonies, des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'au *Journal officiel* du ministère des colonies et publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'aux *Journaux officiels* des colonies.

Fait à Paris, le 4 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LORET

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre
des affaires étrangères,
Signé : DELCASSÉ.

Le Ministre de
l'agriculture,
Signé : G. DUMAS.

N° 45085. — *DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes du département de l'Aisne, à l'effet de nommer leurs Délégués à l'élection d'un Sénateur.*

Du 19 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 21 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les lois des 2 août 1875 et 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant sur la convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du même mois;

Attendu le décès de M. *Blachère*, sénateur du département de l'Aisne;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Aisne sont convoqués pour le dimanche 24 juillet 1904, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants à l'élection d'un sénateur.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 4941.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de l'Aisne, se réunira au chef-lieu le dimanche 1 septembre 1904, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45086. — DÉCRER qui convoque les Conseils municipaux des communes du département de la Corse, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Da 26 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 28 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ;

Vu les lois des 2 août 1875 et 9 décembre 1884 ;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875 ;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois ;

Attendu le décès de M. Muracciole, sénateur du département de la Corse,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Corse sont convoqués pour le dimanche 14 août 1904, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

du département de la Corse, se réunira au chef-lieu le dimanche 18 septembre 1904, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUËT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 45087. — *DÉCRET instituant en Algérie un Diplôme et une Médaille pour services rendus à la cause de l'assistance publique.*

Du 27 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 31 Juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ;

Vu le décret du 31 décembre 1903, instituant dans la métropole la médaille d'honneur de l'assistance publique et en réglementant le port de cette médaille ;

Vu le décret du 23 août 1898⁽¹⁾ sur le gouvernement et le fonctionnement de la haute administration de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les personnes qui se sont particulièrement distinguées par leurs services et leur dévouement à la cause de l'assistance publique en Algérie peuvent recevoir un diplôme et une médaille d'honneur.

2. Le diplôme et la médaille sont décernés par arrêté du président du Conseil, ministre de l'intérieur, sur la proposition du gouverneur général de l'Algérie.

En cas d'indignité dûment constatée, la médaille peut être retirée dans la forme où elle a été accordée.

3. La médaille est en bronze, en argent ou en or, d'un diamètre de vingt-sept millimètres (0^m 027), avec bélière de même métal.

La médaille de bronze et d'argent est suspendue à un ruban rouge et jaune.

La médaille d'or est suspendue au même ruban agrémenté d'une rosette.

⁽¹⁾ XII^e série. Bull. 2018, n° 35368.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'au *Bulletin officiel du Gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 27-Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 15088. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des colonies, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la liquidation des dépenses de l'Exposition coloniale de 1900.

Du 3 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu le récépissé constatant le versement ci-après indiqué effectué, à titre de fonds de concours, dans la caisse du receveur central du département de la Seine par les commissaires délégués des diverses colonies françaises à l'Exposition de 1900 : Versement du 1^{er} juin 1904, vingt-quatre mille soixante-cinq francs trente centimes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des colonies, sur l'exercice 1904, un crédit de vingt-quatre mille soixante-cinq francs trente centimes (24,065^{fr}30) applicable aux dépenses de la section coloniale de l'Exposition de 1900.

Ce crédit sera inscrit au chapitre xvi bis du budget colonial : *Liquidation des dépenses de l'Exposition coloniale de 1900*.

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 3 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

N° 45089. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Collias (Gard).*

Du 9 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la délibération du conseil municipal de Collias, en date du 1^{er} 1903;

Vu l'avis du conseil général et celui du préfet;

Vu la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août 1855 de la même année ⁽¹⁾;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens de la commune de Collias (Gard), est fixée ainsi qu'il suit :

A quatre francs (4^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A un franc cinquante centimes (1^f50) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 9 Août 1904.

Signé : ÉMILE LORET

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45090. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune du Coleau (Loire).*

Du 14 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 320, n° 2955.

Vu la délibération du conseil municipal du Coteau, en date du 21 février 1904;

Vu l'avis du conseil général et celui du préfet;

Vu la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août de la même année ⁽¹⁾;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans la commune du Coteau (Loire), est fixée ainsi qu'il suit :

A huit francs (8^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A deux francs (2^f) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 14 Août 1904.

Signé. EMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45091. — DÉCRET qui autorise divers Chefs de service des postes et télégraphes à mandater des Dépenses de matériel faites pour les besoins de leurs services.

Du 19 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 8 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le règlement du 15 octobre 1880 sur la comptabilité du ministère des postes et des télégraphes;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1905, les chefs de service des postes et des télégraphes désignés ci-après, mandateront les dépenses de matériel (fournitures ou travaux) qu'ils auront été autorisés à faire pour les besoins de leurs services respectifs :

Le directeur des postes et des télégraphes du département de la Seine;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 320, n° 2953.

L'ingénieur en chef chargé de la direction des services électriques de la région de Paris;

L'ingénieur en chef chargé de la direction du dépôt central et de la vérification du matériel;

L'ingénieur en chef chargé de la direction des ateliers.

2. Les dépenses de l'espèce, payables à Paris, continueront à être assignées sur la caisse centrale du Trésor.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 19 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

N° 45092. — DÉCRET homologuant une décision de l'Assemblée plénière des Délégations financières algériennes relative aux droits d'enregistrement.

Du 23 Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 9 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du ministre des finances;

Vu la loi du 19 décembre 1900;

Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes, en date du 31 mars 1904;

Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement, en date du 28 mai 1904;

Les sections réunies de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique, des beaux-arts, des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes, en date du 31 mars 1904, relative aux droits d'enregistrement.

DÉCISION.

Art. 1^{er}. Le droit d'enregistrement de l'acte constitutif d'hypothèque maritime, authentique ou sous seing privé établi conformément aux dispositions de la loi du 10 juillet 1885, est fixé, en Algérie, à cinquante centimes par mille francs (0^e 50 p. 1.000^e) des sommes ou valeurs portées au contrat. Ce droit est assujéti au dédoublement institué par la loi du 29 juillet 1882.

Art. 2. Les reconnaissances d'enfants naturels, quelle qu'en soit la forme, sont exemptes du droit d'enregistrement.

Art. 3. Par dérogation aux articles 20 et 26 de la loi du 22 frimaire an VII, les procès-verbaux de contraventions aux lois postales sont enregistrés aux bureaux dans l'arrondissement desquels résident les contrevenants, et dans le délai de quatre jours à compter de la réception du procès-verbal par le receveur des postes chargé de requérir la formalité, la date de cette réception est constatée par une mention inscrite sur le procès-verbal signé par le receveur des postes et revêtu du timbre à date du bureau.

A défaut de l'enregistrement du procès-verbal dans le délai prescrit, le receveur des postes chargé de requérir la formalité encourt la peine prononcée par l'article 34 de la loi du 22 frimaire an VII.

Art. 4. Les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont applicables ni aux parts d'intérêts ou actions, ni aux emprunts ou obligations des sociétés de toute nature dites *de coopération*, formées exclusivement entre ouvriers et artisans.

La même exception s'applique aux associations de toute nature, quels qu'en soient l'objet et la dénomination, formées exclusivement par ces sociétés coopératives.

Il n'y aura pas lieu au recouvrement des sommes qui peuvent être encore dues, en vertu de la loi du 29 juin 1872, par ces sociétés et associations.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du Gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 23 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUREN.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : E. COMBES.

N° 45093. — *DÉCRET homologuant une décision de l'Assemblée des Délégations algériennes relative au régime des alcools.*

Du 25 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 9 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur, et sur celui du ministre des finances;

Vu la loi du 19 décembre 1900;

Vu le décret des 8-25 novembre 1902;

Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières en date du 31 mars 1904;

Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement, en date du 28 mai 1904;

Les sections réunies de l'intérieur, des cultes, de l'instruction, des beaux-arts, des finances, de la guerre, de la marine et des Colonies, et le Conseil d'Etat entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières, en date du 31 mars 1904, relative au régime des alcools en Algérie.

DÉCISION.

Article unique. A partir du 1^{er} janvier 1905, la surtaxe de 1 franc (1^{fr}) ajoutée au droit de consommation perçu sur les alcools en Algérie par la décision de l'assemblée plénière des délégations financières en date du 10 juin 1902, homologuée par le décret du 25 novembre suivant est abaissée à dix centimes (0^{fr} 10) par hectolitre d'alcool pur.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des Colonies, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de l'Algérie*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 23 Août 1904.

Signé : ÉMILE LORET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des Colonies

Signé : E. COMBES.

N° 15094 — **DÉCRET** homologuant une décision de l'Assemblée plénière des Délégations algériennes relative à la taxe sur les sucres.

Du 23 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 9 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et sur celui du ministre des finances;

Vu les ordonnances des 11 novembre 1835 et 16 décembre 1843;

Vu les lois des 28 décembre 1895, 7 avril 1897 et 28 janvier 1903;

Vu l'article 10 de la loi du 19 décembre 1900;

Vu le décret du 2 juillet 1903;

Vu la loi du 22 juillet 1903;

Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes, en date du 31 mars 1904;

Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement, en date du 18 mai 1904;

Les sections réunies de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique, des beaux-arts, des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières, en date du 31 mars 1904.

DÉCISION.

Article unique. A partir du 1^{er} janvier 1905, la taxe sur les sucres de toute origine livrés à la consommation en Algérie est ramenée aux taux ci-après fixés, décimes compris :

• Sucres bruts et vergepoises, dix francs (10^f) par cent kilogrammes (100^k) de sucre raffiné;

• Sucres raffinés, douze francs (12^f) par cent kilogrammes (100^k) de sucre raffiné;

• Sucres candis, treize francs quatre-vingt-dix centimes (13^f 90) par cent kilogrammes (100^k) de poids effectif.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 23 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,

Ministre de l'intérieur et des cultes

Signé : E. COMBES.

N° 45095. — **DÉCRET** homologuant une décision de l'Assemblée plénière des Délégations algériennes relative aux droits d'enregistrement et de timbre.

Du 23 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 9 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du ministre des finances;

Vu la loi du 19 décembre 1900;

Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes, en date du 31 mars 1904;

Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement, en date du 28 mai 1904;

Les sections réunies de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique, des beaux-arts, des finances, de la guerre, de la marine et des colonies et le Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières, en date du 31 mars 1904, relative aux droits d'enregistrement et de timbre.

DÉCISION.

Art. 1^{er}. Sont soumises au timbre :

1° Les minutes des jugements et actes des juges de paix en matière musulmane;

2° L'expédition à enregistrer des arrêts rendus par la cour d'appel d'Alger, dans les conditions prévues par les articles 52 à 58 du décret du 25 mai 1892, lorsque ces arrêts sont soumis à l'enregistrement. Cette expédition pourra être établie sur papier de dimension inférieure à celle du moyen papier;

3° Les traductions des interprètes.

Art. 2. Sont dispensés du timbre :

1° Les expéditions des jugements et actes des juges de paix en matière musulmane;

2° Les expéditions des arrêts rendus par la cour d'appel d'Alger dans les conditions prévues par les articles 52 à 58 du décret du 25 mai 1892, sauf le cas prévu à l'article 1^{er}, n° 2;

3° Tous actes faits pour l'instruction des affaires en matière musulmane;

4° Les traductions des interprètes mises en marge des registres affranchis de la contribution du timbre et celles des actes, non inscrits sur ces registres, qui peuvent être établis sur papier libre.

Art. 3. Toutes les dispositions des articles qui précèdent et celles

actuellement en vigueur, en matière de timbre dans le territoire civil de l'Algérie, sont applicables à la région kabyle et au territoire militaire.

Art. 4. Sont assujettis à l'enregistrement :

1° Dans un délai de trente-cinq ou quarante-cinq jours, à partir de leur date, selon que le cadi réside ou ne réside pas dans la commune où le bureau d'enregistrement est établi, les actes et jugements de cadi emportant mutation de propriétés à titre onéreux, de fonds de commerce ou de clientèles, transmissions de propriété, d'usufruit et de jouissance de biens immeubles et bail à ferme ou à loyer, sous-bail, cession et subrogation de bail, et engagement de biens de même nature, situés en territoire civil.

2° Dans un délai de trente jours à partir de leur date et moyennant un droit fixe d'un franc (1^f), en principal, à moins qu'ils ne produisent les effets des actes énumérés au n° 1, auquel cas ils restent assujettis aux droits proportionnels établis pour les conventions qu'ils constatent sans que le montant de ces droits puisse être inférieur à un franc (1^f) en principal, les actes et jugements des juges de paix statuant en matière musulmane et les jugements rendus sur appel par les tribunaux d'arrondissement.

Toutefois, en cas d'usage, soit par acte public, soit en justice ou devant toute autre autorité constituée, les jugements rendus sur appel par les tribunaux d'arrondissement qui comporteraient les effets des actes énumérés au n° 1, en ce qui concerne les immeubles situés en territoire militaire, supporteront les droits proportionnels exigibles d'après les conventions qu'ils constatent.

3° Les arrêts rendus par la cour d'appel d'Alger, par application des dispositions des articles 52 à 58 du décret du 25 mai 1892 lorsqu'ils emportent les effets des actes énumérés au n° 1. Dans ce cas, les arrêts devront être enregistrés sur expédition savoir : avant tout usage même par acte public musulman à la diligence des parties intéressées, lorsque celles-ci ne seront pas intervenues à l'instance devant la cour, et dans les trois mois de l'arrêt de la date dans le cas contraire ;

4° Les actes et jugements des cadis du territoire militaire qui emportent les effets des actes énumérés au n° 1, à l'égard d'immeubles du territoire civil. Ils seront enregistrés à la diligence des parties dans les délais et sous les peines prévues par la législation de droit commun pour les actes sous seing privé.

Art. 5. Sont dispensés de l'enregistrement, tant qu'il n'en est pas fait usage, soit par acte public, soit en justice ou devant toute autre autorité constituée :

1° Tous actes et jugements de cadis autres que ceux mentionnés à l'article 4, n° 1, alors même qu'ils comporteraient, à l'égard des immeubles du territoire militaire, les effets des actes énumérés auxdits article et paragraphe ;

2° Tous actes faits pour l'instruction des affaires musulmanes.

3° Toutes conventions verbales et sous seings privés intervenant soit entre musulmans, soit entre toutes autres personnes, en matière de biens, à l'égard des immeubles du territoire militaire les effets énoncés dans les actes visés à l'article 4, n° 1.

Art. 6. Tous actes et pièces généralement quelconques mentionnés dans un acte public musulman ou devant la justice musulmane, sauf le cas visé dans l'article 4, n° 3, ne pourront, à raison de la mention ou de cette production, être assujettis aux contributions de timbre et de l'enregistrement.

Art. 7. Les actes des cadis sont soumis, lors de la formalité des droits d'enregistrement dont sont passibles les actes en matière civile et les jugements des cadis à ceux des jugements des juges de paix en matière ordinaire.

Art. 8. Les droits de timbre et d'enregistrement dont sont passibles les jugements rendus sur appel en matière musulmane par les tribunaux d'arrondissement sont applicables aux jugements rendus en premier ressort en matière kabyle, par les tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie et aux arrêts prononcés par la cour d'appel d'Alger en matière kabyle sur appel des jugements des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie. A l'égard de ces jugements et arrêts, les greffiers sont tenus aux mêmes obligations, sous les mêmes peines, que pour les jugements rendus sur appel par les tribunaux d'arrondissement.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du Gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 23 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : E. COMBES.

N° 45096. — *DÉCRET qui homologue des Plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage relatifs à divers postes-optiques d'Algérie.*

Du 24 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires.

ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Décret :

Art. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les ouvrages ci-après, les plans de circonscription et les procès-verbaux de bornage de la limite commune à la partie extérieure de la zone des fortifications et à la zone unique des servitudes, visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Poste-optique de Dra-el-Kesdir;

Poste-optique de Dra-el-Baguel;

Poste-optique de El-Berd;

Poste-optique de Tamerna;

Poste-optique de Chaab-ben-Lakdar;

Poste-optique de Kel-ef-Don.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 24 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 45097. — *DÉCRET portant règlement sur la radiation des cadres des Officiers de réserve et de l'armée territoriale.*

Du 24 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 1 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 13 mars 1875 sur la constitution des cadres et des effectifs de l'armée, et l'article 3 de la loi du 19 juillet 1892, modifiant la durée du service militaire;

Vu le décret du 31 août 1878, portant règlement sur l'état des officiers de réserve et des officiers de l'armée territoriale;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 760, et Bull. 105, n° 882.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les officiers pourvus d'un emploi dans les cadres fixés par l'article 3 de la loi du 19 juillet 1892 peuvent être nommés dans des cadres par décret, soit sur leur demande, soit d'office, sur rapport du chef de corps ou de service et après avis des autorités militaires territoriales.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 24 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOCEET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 45098. — DÉCRET qui homologue le Plan de délimitation et le procès-verbal de bornage concernant les limites nouvelles de la zone de servitudes du fort de Vincennes.

Du 24 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾, pour l'application des dispositions précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage, visés et approuvés par le ministre de la guerre, concernant les limites nouvelles de la zone de servitudes du fort de Vincennes résultant du décret du 18 février 1904.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 24 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

N° 45099. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement d'Évreux, à l'effet d'élire un Député.*

Du 26 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 8 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 31 mars 1902 ⁽¹⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. *Isambard*, député de la première circonscription de l'arrondissement d'Évreux (Eure),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement d'Évreux (Eure) est convoqué pour le dimanche 2 octobre 1904, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 26 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 2346, n° 41452.

N° 45100. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts*, sur l'exercice 1904, un *Crédit à titre de fonds de concours* versés au Trésor, applicable à l'Enseignement primaire supérieur.

Du 29 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts :

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904 ;

Vu la loi du 19 juillet 1889 et la loi du 25 juillet 1893 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service ;

Vu le bordereau ci-joint, constatant qu'il a été versé par le receveur municipal de Châtellerault (Vienne) une somme de trois cents francs pour servir, pendant l'exercice 1904, au paiement du traitement d'un instituteur adjoint à l'école primaire supérieure, exerçant dans un emploi créé, sous la réserve que ladite ville se chargera du paiement du traitement de ce fonctionnaire et versera le montant de cette dépense au Trésor public à titre de fonds de concours :

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 9 août 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1904, chapitre LXXXIV : *Enseignement primaire supérieur*, un crédit de trois cents francs (300^f).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMIE.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUYER.

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 45101. — DÉCRET relatif à l'exercice du commandement des places fortes en cas d'empêchement du gouverneur.

Du 29 Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 3 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, -

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu le décret du 4 octobre 1891, portant règlement sur le service dans les places de guerre et les villes ouvertes;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 8 du décret du 4 octobre 1891 est remplacé par le suivant :

« Art. 8. Quand la place est en état de guerre ou de siège, si, pour une cause quelconque, le gouverneur ou commandant est empêché de remplir ses fonctions, il est remplacé par son adjoint, si celui-ci est officier général, et s'il n'y a pas d'officier général d'un grade supérieur employé dans la garnison. A défaut d'adjoint, il est remplacé par le plus élevé en grade, ou, à égalité de grade, par le plus ancien des officiers de la garnison appartenant ou ayant appartenu comme officier à l'armée active, à l'exclusion de tout autre officier, même d'un grade plus élevé, qui se trouverait éventuellement dans la place ou dans le fort.

« L'officier qui remplace le gouverneur en a les droits et les devoirs.

« En temps de paix, lorsque le commandant supérieur de la défense s'absente, ses fonctions de commandant du territoire et de gouverneur, s'il y a lieu, sont remplies par son adjoint, si ce dernier est officier général, ou, dans le cas contraire, par l'officier de la garnison de défense qui, par son grade ou son ancienneté, occupe, dans la place, le premier rang, sans distinction d'arme ou de fonction. »

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 45102. — **DÉCRET** autorisant l'établissement d'un **Dépôt de Dynamite** sur le territoire de la commune de Saint-Germain-le-Vasson (Calvados).

Du 4 Septembre 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} octobre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾, 28 octobre 1882⁽²⁾ et 20 avril 1884 sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par la Société des mines de Barbery, à l'effet d'être autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Saint-Germain-le-Vasson;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet du Calvados;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La Société des mines de Barbery est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Saint-Germain-le-Vasson (Calvados), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué A en bleu sur le plan d'ensemble produit par la société, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère, il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements fermés par une toile métallique seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture non métallique devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine munie d'une serrure de sûreté.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi sur une épaisseur de cinquante centimètres (0^m 50) avec des terres débarrassées de pierres et sera gazonné; ce talus dont la pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre (1^m) de distance du soubassement du bâtiment et son sommet à un mètre (1^m) au moins au-dessus du niveau

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 759, n° 12552.

du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera à toute époque une largeur minimum d'un mètre (1^m). Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

5. Un logement de gardien, protégé contre une explosion par une levée en terre à défaut d'un abri naturel, sera établi à proximité du dépôt.

6. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera, en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps à la surveillance et au contrôle prévus par les décrets susvisés.

7. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à quatre cent quatre-vingts kilogrammes (480^k).

8. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix. Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde.

Le logement du gardien et les portes du dépôt seront reliés par des communications électriques établies de telle façon que l'ouverture des portes ou la simple rupture des fils de communication fasse fonctionner automatiquement une sonnerie d'avertissement placée à l'intérieur du logement.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

1° Les quantités introduites et la date de leur réception ;

2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat ;

3° Les quantités qui leur ont été livrées :

4° Les noms, prénoms et demeure de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre régulièrement vérifié.

9. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

10. La société permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

11. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la société permissionnaire devra évacuer, sur le point qui lui sera indiqué, la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée sans qu'il en résulte pour la société permissionnaire aucun droit à indemnité.

12. Le délai accordé à la société permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

13. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

14. La société permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existant ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

15. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à la Begude-de-Mazenc, le 4 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER

N° 45103. — **DÉCRET** portant organisation d'un service de Colis-postaux, avec ou sans valeur déclarée, et grevés de remboursement, entre la France et les États-Unis d'Amérique.

.. Du 11 Octobre 1904. ..

(Promulgué au Journal officiel du 19 octobre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892 et 6 avril 1898 sur le service des colis postaux;

Vu les décrets des 27 juin 1892⁽¹⁾ et 26 décembre 1898⁽²⁾;

Vu la convention conclue entre l'État, la Compagnie générale transatlantique et l'American Express Company, le 9 juillet 1904, pour l'organisation du service des colis postaux jusqu'à cinq kilogrammes, entre la France et les États-Unis d'Amérique;

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A dater du 1^{er} novembre 1904, des colis postaux avec ou sans déclaration de valeur et grevés de remboursement jusqu'au maximum de cinq cents francs (500^f), ne dépassant pas le poids de cinq kilogrammes (5^k), pourront être échangés entre la France (y compris la Corse et l'Algérie), les colonies et les bureaux ou établissements français à l'étranger qui participent à ce service, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part, aux conditions de taxes indiquées sur le tableau ci-après.

2. La taxe additionnelle à percevoir pour les colis grevés de remboursement est fixée à quarante centimes (0^f40) par vingt francs (20^f) ou fraction indivisible de vingt francs (20^f).

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Octobre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des colonies,
Signé : G. DOUVERGUE.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1499, n° 25415. ⁽²⁾ 11^e série, Bull. 2932, n° 3368.

TABIEAU indiquant les taxes d'affranchissement et les droits d'exportation de l'étranger et des colonies françaises

I. — Colis à destination de l'étranger

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS.	VOIE de transmission.	TAXE
		En francs et centimes
France ⁽¹⁾	Paquebots français.....	3 00
Corse et Algérie ⁽¹⁾	Voie de France et des paquebots français.....	3 50
Bureaux français :		
En Turquie.....	Idem.....	3 50
A Shanghai.....	Idem.....	5 50
Intérieur de la Chine.....	Idem.....	6 50
Agences maritimes françaises :		
Au Maroc et à Tripoli de Barbarie.....	Idem.....	3 00
Colonies françaises :		
Sénégal, Guinée, Côte des Somalis.....	Idem.....	3 50
Martinique, Guadeloupe, Guyane, Côte d'Ivoire, Dahomey, Congo, archipel des Comores, Madagascar et dépendances, Réunion, Inde.....	Idem.....	4 50
Indo-Chine, Nouvelle-Calédonie et dépendances.....	Idem.....	5 50
Tahiti.....	Idem.....	7 50

⁽¹⁾ Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

*France, de la Corse, de l'Algérie, des bureaux ou établissements français
nation des États-Unis d'Amérique.*

Brooklyn, Jersey-City, Hoboken).

DÉCOMPOSITION DE LA TAXE D'AFFRANCHISSEMENT.

Part du pays d'origine.	Apport maritime en France.	Transit français.	Transport maritime du Havre à New-York.	Part de l'American Express Company.	Total.
"	"	0' 50"	0' 90"	0' 60" ⁽¹⁾	2' 00"
"	"	0' 50"	1' 50"	1' 25"	3' 25"
"	"	0' 50"	1' 80"	1' 85"	4' 15"
0' 25"	0' 25"	0' 50"	0' 90"	0' 60"	2' 50"
0' 50"	0' 25"	0' 50"	1' 50"	1' 25"	3' 75"
0' 25"	0' 25"	0' 50"	1' 80"	1' 85"	4' 65"
0' 50"	0' 75"	0' 50"	0' 90"	0' 60"	3' 25"
0' 50"	0' 75"	0' 50"	1' 50"	1' 25"	4' 50"
0' 50"	0' 75"	0' 50"	1' 80"	1' 85"	5' 40"
0' 50"	3' 00"	0' 50"	0' 90"	0' 60"	5' 50"
0' 50"	3' 00"	0' 50"	1' 50"	1' 25"	6' 75"
0' 50"	3' 00"	0' 50"	1' 80"	1' 85"	7' 65"
1' 50"	3' 00"	0' 50"	0' 90"	0' 60"	6' 50"
1' 50"	3' 00"	0' 50"	1' 50"	1' 25"	7' 75"
1' 50"	3' 00"	0' 50"	1' 80"	1' 85"	8' 65"
0' 50"	0' 50"	0' 50"	0' 90"	0' 60"	3' 00"
0' 50"	0' 50"	0' 50"	1' 50"	1' 25"	4' 25"
0' 50"	0' 50"	0' 50"	1' 80"	1' 85"	5' 15"
0' 50"	1' 00"	0' 50"	0' 90"	0' 60"	3' 50"
0' 50"	1' 00"	0' 50"	1' 50"	1' 25"	4' 75"
0' 50"	1' 00"	0' 50"	1' 80"	1' 85"	5' 65"
0' 50"	2' 00"	0' 50"	0' 90"	0' 60"	4' 50"
0' 50"	2' 00"	0' 50"	1' 50"	1' 25"	5' 75"
0' 50"	2' 00"	0' 50"	1' 80"	1' 85"	6' 65"
0' 50"	3' 00"	0' 50"	0' 90"	0' 60"	5' 50"
0' 50"	3' 00"	0' 50"	1' 50"	1' 25"	6' 75"
0' 50"	3' 00"	0' 50"	1' 80"	1' 85"	7' 65"
0' 50"	5' 00" ⁽²⁾	0' 50"	0' 90"	0' 60"	7' 50"
0' 50"	5' 00"	0' 50"	1' 50"	1' 25"	8' 75"
0' 50"	5' 00"	0' 50"	1' 80"	1' 85"	9' 65"

o ou les frais d'avis d'arrivée.

rey (paquebots français), 3 francs; de Sydney à Paquet (paquebots australiens), 2 francs.

II. — Colis à destination des . . .

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS.	VOIE de transportation.	TARIF	
		De	à
		1 lit. Ma.	1 lit. Ma.
France ⁽¹⁾	Paquebots français.....	3 ¹ 25 ⁰	
Corse et Algérie ⁽¹⁾	Voie de France et des paquebots français.....	3 75	
Bureaux français :			
En Turquie.....	Idem.....	1 50	
A Shanghai.....	Idem.....	6 75	
Intérieur de la Chine.....	Idem.....	7 75	
Agences maritimes françaises :			
Au Maroc et à Tripoli de Barbarie.....	Idem.....	1 25	
Colonies françaises :			
Sénégal, Guinée, Côte des Somalis.....	Idem.....	1 75	
Martinique, Guadeloupe, Guyane, Côte d'Ivoire, Dahomey, Congo, archipel des Comores, Mada- gascar et dépendances, Réunion, Inde.	Idem.....	5 75	
Indo-Chine, Nouvelle-Calédonie et dépendances..	Idem.....	6 75	
Tahiti.....	Idem.....	8 75	

⁽¹⁾ Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

agglomération new-yorkaise.

DÉCOMPOSITION DE LA TAXE D'AFFRANCHISSEMENT.					
Part du pays d'origine.	Apport maritime en France.	Transit français.	Transport maritime du Havre à New-York.	Part de l'American Express Company.	Total.
"	"	0 ^f 50 ^c	0 ^f 90 ^c	1 ^f 85 ^c (2)	3 ^f 25 ^c
"	"	0 50	1 50	2 50	4 50
"	"	0 50	1 80	3 10	5 40
0 ^f 25 ^c	0 ^f 25 ^c	0 50	0 90	1 85	3 75
0 25	0 25	0 50	1 50	2 50	5 00
0 25	0 25	0 50	1 80	3 10	5 90
0 50	0 75	0 50	0 90	1 85	4 50
0 50	0 75	0 50	1 50	2 50	5 75
0 50	0 75	0 50	1 80	3 10	6 65
0 50	3 00	0 50	0 90	1 85	6 75
0 50	3 00	0 50	1 50	2 50	8 00
0 50	3 00	0 50	1 80	3 10	8 90
1 50	3 00	0 50	0 90	1 85	7 75
1 50	3 00	0 50	1 50	2 50	9 00
1 50	3 00	0 50	1 80	3 10	9 90
0 50	0 50	0 50	0 90	1 85	4 25
0 50	0 50	0 50	1 50	2 50	5 50
0 50	0 50	0 50	1 80	3 10	6 40
0 50	1 00	0 50	0 90	1 85	4 75
0 50	1 00	0 50	1 50	2 50	6 00
0 50	1 00	0 50	1 80	3 10	6 90
0 50	2 00	0 50	0 90	1 85	5 75
0 50	2 00	0 50	1 50	2 50	7 00
0 50	2 00	0 50	1 80	3 10	7 90
0 50	3 00	0 50	0 90	1 85	6 75
0 50	3 00	0 50	1 50	2 50	8 00
0 50	3 00	0 50	1 80	3 10	8 90
0 50	5 00 (2)	0 50	0 90	1 85	8 75
0 50	5 00	0 50	1 50	2 50	10 00
0 50	5 00	0 50	1 80	3 10	10 90

e on les frais d'avis d'arrivée.

roy (paquebots français), 3 francs; de Sydney à Papete (paquebots australiens), 2 francs.

N° 45104. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre signé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'Etat :

1° A accepter, pour les musées nationaux, sept portraits par Boilly, un portrait par Vincent et un portrait par J.-B. Regnault, légués par M^{me} veuve Arnault et estimés ensemble quatre mille six cents francs;

2° A refuser un portrait de femme au pastel légué pour les musées nationaux par M^{me} veuve Arnault;

3° Le secrétaire perpétuel de l'Académie française à refuser le portrait de Vincent Arnault vieux, légué par M^{me} veuve Arnault pour être placé au musée de Chantilly. (Paris, 22 Octobre 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 15^e Décembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2578,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 45105. — *Loi relative à la suppression de l'Enseignement congréganiste.*

Du 7 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 8 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'enseignement de tout ordre et de toute nature est interdit en France aux congrégations.

Les congrégations autorisées à titre de congrégations exclusivement enseignantes seront supprimées dans un délai maximum de dix ans.

Il en sera de même des congrégations et des établissements qui, bien qu'autorisés en vue de plusieurs objets, étaient, en fait, exclusivement voués à l'enseignement, à la date du 1^{er} janvier 1903.

Les congrégations qui ont été autorisées et celles qui demandent à l'être, à la fois pour l'enseignement et pour d'autres objets, ne conservent le bénéfice de cette autorisation ou de cette instance d'autorisation que pour les services étrangers à l'enseignement prévus par leurs statuts.

2. A partir de la promulgation de la présente loi, les congrégations exclusivement enseignantes ne pourront plus recruter de nouveaux membres et leurs noviciats seront dissous, de plein droit, à l'exception de ceux qui sont destinés à former le personnel des écoles françaises à l'étranger, dans les colonies et les pays de protectorat.

XII^e Série.

L 11

Le nombre des noviciats et le nombre des novices dans chaque noviciat seront limités aux besoins des établissements visés au présent paragraphe.

Les noviciats ne pourront recevoir d'élèves ayant moins de vingt et un ans.

Ces congrégations devront, dans le mois qui suivra cette promulgation, fournir au préfet, en double expédition, dûment certifiées, les listes que l'article 15 de la loi du 1^{er} juillet 1901 les oblige à tenir.

Ces listes fixeront *ne varietur* le personnel appartenant à chaque congrégation; elles ne pourront comprendre que des congréganistes majeurs et définitivement entrés dans la congrégation antérieurement à la promulgation de la présente loi.

Toute inscription mensongère ou inexacte et tout refus de communication de ces listes seront punis des peines portées au paragraphe 3 de l'article 8 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

3. Seront fermés dans le délai de dix ans prévu à l'article 1^{er} :

1^{er} Tout établissement relevant d'une congrégation supprimée par application des paragraphes 2 et 3 de l'article 1^{er} ;

2^o Toute école ou classe annexée à des établissements relevant d'une des congrégations visées par le paragraphe 4 de l'article 1^{er}, sauf exception pour les services scolaires uniquement destinés à des enfants hospitalisés, auxquels il serait impossible, pour des motifs de santé ou autres, de fréquenter une école publique.

La fermeture des établissements et des services scolaires sera effectuée, aux dates fixées pour chacun d'eux, par un arrêté de mise en demeure du ministre de l'intérieur, inséré au *Journal officiel*. Cet arrêté sera, après cette insertion, notifié dans la forme administrative au supérieur de la congrégation et au directeur de l'établissement, quinze jours au moins avant la fin de l'année scolaire.

Il sera, en outre, rendu public par l'affichage à la porte de la mairie des communes où se trouveront les établissements supprimés.

4. Il sera publié, tous les six mois, au *Journal officiel*, le tableau par arrondissement des établissements congréganistes, fermés en vertu des dispositions de la présente loi.

5. Par jugement du tribunal du siège de la maison-mère, rendu à la requête du procureur de la République, le liquidateur, nommé aussitôt après la promulgation de la loi, sera chargé de dresser l'inventaire des biens des congrégations, lesquels ne pourront être loués ou affermés sans son consentement, d'administrer les biens des établissements successivement fermés et de procéder à la liquidation des biens et valeurs des congrégations dissoutes dans les conditions de la présente loi.

La liquidation des biens et valeurs, qui aura lieu après la fermeture du dernier établissement enseignant de la congrégation, s'opérera d'après les règles édictées par l'article 7 de la loi du 24 mai 1825.

Toutefois, après le prélèvement des pensions prévues par la loi

de 1825, le prix des biens acquis à titre onéreux ou de ceux qui ne seraient pas retournés aux donateurs ou aux héritiers ou ayants droit des donateurs ou testateurs, servira à augmenter les subventions de l'État pour construction ou agrandissement de maisons d'écoles et à accorder des subsides pour location.

Les biens et valeurs affectés aux services scolaires dans les congrégations visées au dernier paragraphe de l'article 1^{er} seront affectés aux autres services statutaires de la congrégation.

Toute action en reprise ou revendication devra, à peine de forclusion, être formée contre le liquidateur dans le délai de six mois, à partir du jour fixé pour la fermeture de l'établissement.

Passé le délai de six mois, le liquidateur procédera à la vente en justice de tous les immeubles et objets mobiliers qui n'auraient pas été repris ou revendiqués, sauf exception pour les immeubles qui étaient affectés, avant la promulgation de la présente loi, à la retraite des membres actuellement vivants de la congrégation, âgés ou invalides, ou qui seront réservés pour cet usage par le liquidateur.

Toute action à raison de donations ou legs faits aux communes et aux établissements publics à la charge d'établir des écoles ou salles d'asile dirigées par des congréganistes sera déclarée non recevable, si elle n'est pas intentée dans les deux ans, à partir de la même date.

Un décret d'administration publique déterminera les mesures propres à assurer l'exécution de la présente loi.

6. Sont abrogées toutes les dispositions des lois, décrets et actes des pouvoirs publics contraires à la présente loi, et, notamment, l'article 109 du décret du 17 mars 1808.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 7 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : J. CHAUMÉ.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45106. — DÉCRET portant réorganisation de la Justice dans la colonie de la Côte française des Somalis.

Du 4 Février 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 10 février 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice ;

XIX^e Série.

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu les décrets des 5 septembre 1894, 19 décembre 1900 et 26 mai 1904 portant organisation du service de la justice dans la colonie de la Côte française des Somalis,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. La justice est rendue dans la colonie de la Côte française des Somalis par des tribunaux français comprenant une justice de paix à compétence étendue, un conseil d'appel et une cour criminelle, et par des tribunaux indigènes comprenant des tribunaux de premier degré et un tribunal de second degré.

2. Les audiences des tribunaux français et indigènes sont publiques, au civil comme au criminel, excepté dans les affaires où la publicité sera jugée dangereuse pour l'ordre ou les mœurs. Dans tous les cas, les jugements seront prononcés publiquement; ils devront toujours être motivés.

TITRE PREMIER.

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS.

3. Les tribunaux français connaissent, sous les conditions déterminées et en statuant conformément aux lois françaises : 1^{re} de toutes les affaires civiles ou commerciales entre Français, Européens ou assimilés, ou dans lesquelles un Français, Européen ou assimilé se trouvera partie, quelle que soit la nationalité des autres parties. Dans les affaires civiles ou commerciales, où seront parties concurremment des Français, Européens ou assimilés d'autre part, le juge aura la faculté de s'inspirer, dans l'intérêt des parties, des coutumes locales dans tous les cas où elles ne sont pas contraires aux principes de la loi française; 2^o des contraventions, des délits et des crimes commis par les Français, Européens ou assimilés. Si, concurremment avec des Français, Européens ou assimilés, des indigènes ou assimilés sont compris dans les poursuites, les tribunaux français restent compétents envers eux dans les mêmes conditions et en statuant de même qu'envers les Français, Européens ou assimilés.

Les tribunaux français connaissent en outre, en statuant conformément aux lois françaises, des affaires civiles ou commerciales entre indigènes ou assimilés lorsque toutes les parties en cause sont d'accord pour leur soumettre leur différend. Le consentement des parties résulte de leur comparution volontaire et de leur déclaration à l'audience devant les tribunaux français.

CHAPITRE II.

DE LA JURIDICTION DU PREMIER DEGRÉ.

4. La justice de paix à compétence étendue a son siège à Djibouti étend sa juridiction sur tout le territoire de la colonie. Le juge de paix à compétence étendue est nommé par décret du Président de la République. Il doit être âgé de vingt-cinq ans au moins, justifier du diplôme de licencié en droit et avoir accompli la période réglementaire de stage comme avocat, à moins qu'il n'ait déjà exercé des fonctions judiciaires.

Un fonctionnaire désigné par arrêté local est chargé des fonctions de juge suppléant. Il supplée le juge de paix, en cas d'empêchement momentané, dans tout ou partie de ses attributions.

Les fonctions de ministère public sont remplies, devant la justice de paix à compétence étendue, par un fonctionnaire désigné par le gouverneur et qui remplit les mêmes fonctions devant le conseil d'appel et la cour criminelle.

5. En matière civile ou commerciale, la justice de paix à compétence étendue connaît en premier et dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de deux mille francs (2,000') principal et des actions immobilières jusqu'à cent cinquante francs (150') de revenu, déterminé soit en rentes, soit par prix de bail.

En premier ressort seulement et sauf recours devant le conseil d'appel, sa compétence est illimitée.

La procédure suivie en matière civile et commerciale devant la justice de paix à compétence étendue est la procédure en vigueur devant les justices de paix de la métropole.

Les copies des actes de procédure dont l'article 68 du Code de procédure civile prévoit la remise aux maires seront, dans les mêmes conditions, remises au fonctionnaire chargé à Djibouti du service de la police.

Dans toutes les affaires qui, en France, sont soumises au préliminaire de conciliation, le juge devra inviter les parties à comparaître en personne à son cabinet, sur simple avertissement sans frais, pour être conciliées si faire se peut.

6. L'appel des jugements rendus en matière civile et commerciale par la justice de paix à compétence étendue est porté devant le conseil d'appel par exploit d'ajournement.

Le délai pour interjeter appel de ces jugements est de deux mois à compter du jour de la signification à personne ou à domicile réel ou d'élection pour les jugements rendus contradictoirement, et à compter du jour de l'expiration du délai d'opposition pour ceux qui auront été rendus par défaut. Il n'y aura lieu à appel des jugements interlocutoires qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce jugement.

7. En matière répressive, la justice de paix à compétence étendue connaît, en premier et dernier ressort, des contraventions conformant à la procédure suivie en France devant les tribunaux de police et en prononçant, s'il y a lieu, les pénalités prévues par le Code pénal et les arrêtés locaux. Elle connaît en premier ressort, sauf recours devant le conseil d'appel, des délits conformant à la procédure suivie en France devant les tribunaux correctionnels.

Le juge de paix est chargé des fonctions de juge d'instruction.

8. Dans les cas de flagrant délit, il peut être fait application des dispositions de la loi du 20 mai 1863. Le ministère public peut décerner contre l'inculpé un mandat de dépôt, le traduire directement et sans citation devant le juge de paix à compétence étendue ou le faire citer par exploit pour l'audience du lendemain.

9. L'appel des jugements correctionnels est porté devant le conseil d'appel et formé par déclaration au greffe dans les dix jours au plus tard après celui où il a été prononcé et, si le jugement est par défaut, dans les dix jours au plus tard après celui de la signification à la personne condamnée ou à son domicile outre les délais de distance.

Le ministère public a deux mois pour interjeter appel à min-

CHAPITRE III.

DE LA JURIDICTION D'APPEL.

10. Le conseil d'appel a son siège à Djibouti. Il se compose d'un juge unique, lequel portera le titre de « juge président d'appel », assisté de deux assesseurs désignés chaque année, dans la première quinzaine de janvier, par arrêté du gouverneur en conseil d'administration, parmi les fonctionnaires de la colonie. En même temps qu'il désignera les deux assesseurs dont il est parlé ci-dessus, le gouverneur établira une liste comprenant quatre assesseurs suppléants, lesquels seront appelés, suivant l'ordre d'inscription, à remplacer l'assesseur ou les assesseurs titulaires absents ou empêchés.

Le juge président d'appel est nommé par décret. Il doit être âgé de trente ans au moins, justifier du diplôme de licencié en droit et avoir accompli la période réglementaire de stage comme avocat, ou moins qu'il n'ait déjà exercé des fonctions judiciaires.

Les fonctions de ministère public près le conseil d'appel sont exercées par le fonctionnaire chargé des mêmes fonctions près la justice de paix à compétence étendue.

11. En matière civile et commerciale, le conseil d'appel connaît, en dernier ressort, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par la justice de paix à compétence étendue. Les formes de la procédure sont celles qui sont en vigueur en France devant les tribunaux de commerce.

matière correctionnelle, le conseil d'appel connaît, en premier ressort, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par le juge de paix à compétence étendue. La forme de procédure qui est suivie en France devant les tribunaux correc-

tionnels rendus en premier et dernier ressort par le juge de paix à compétence étendue pourront être attaquées par la voie de l'appel devant le conseil d'appel, mais seulement pour excès de pouvoir ou violation de la loi, dans les vingt jours après celui où elles ont été prononcées contradictoirement ou après celui de la signification si elles l'ont été par acte de distance.

La voie de l'appel est formée par exploit d'ajournement adressé au ministère public, au ministère du ministère public, et par requête déposée au conseil d'appel pour les affaires de simple police.

Le conseil d'appel prononcera l'annulation, il ordonnera que l'affaire devant le juge de paix, lequel devra se conformer au point de droit à la doctrine adoptée par le conseil

supérieur rendus en toute matière, sauf en matière d'annulation, le conseil d'appel peuvent être déférés à la Cour de cassation conformément aux dispositions de la législation métropolitaine.

CHAPITRE IV.

DE LA JURIDICTION CRIMINELLE.

La justice criminelle a son siège à Djibouti. La juridiction s'exerce sur tous les territoires de la colonie. Elle se compose du conseil d'appel, auquel sont adjoints, à l'ouverture des audiences, en présence de l'accusé, deux assesseurs désignés par le gouverneur au sort sur une liste de douze fonctionnaires ou notables de nationalité française, dressée chaque année par le gouverneur sur conseil d'administration, dans la première quinzaine de

septembre. Les juges ont voix délibérative sur toutes les questions. Les décisions de la cour sont prises à la majorité.

Le ministère public près le tribunal criminel est exercé par le fonctionnaire désigné pour exercer ces fonctions près le juge de paix à compétence étendue et le conseil d'appel.

Le juge de paix à compétence étendue ou le juge suppléant exercent les fonctions de juge d'instruction pour les affaires cri-

minelles. Les ordonnances du juge d'instruction formées en premier et dernier ressort, ou l'accusé, le ministère public ou la partie civile, dans les conditions prévus par l'article 135 du Code d'instruction criminelle, sont portées devant le conseil d'appel.

La justice criminelle connaît, en premier et dernier ressort,

des crimes prévus et punis par les lois françaises et en France à la cour d'assises.

Elle est saisie par l'acte d'accusation dressé par le ministère public en exécution de l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction. Le ministère public demande au président de la cour l'indication d'un jour pour l'ouverture des débats.

L'ordonnance du juge d'instruction et l'acte d'accusation sont signifiés par le greffier à l'accusé, auquel les pièces de la procédure sont communiquées. La date de l'audience est également signifiée à l'accusé huit jours à l'avance.

18. La forme de procédure en matière criminelle, l'instruction que pour le débat oral et l'arrêt, est réglée par les dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la procédure devant les tribunaux correctionnels. Le président de la cour criminelle est investi, en outre, des pouvoirs énumérés par les articles 270 du Code d'instruction criminelle.

19. Lorsque, après une ordonnance de renvoi devant la cour criminelle et la rédaction de l'acte d'accusation, l'accusé n'a pu être cité ou ne se présentera pas dans les dix jours de la notification, ou aura été fait à son domicile, ou lorsque, après avoir été cité, l'accusé sera évadé, le président de la cour criminelle rendra une ordonnance portant qu'il sera tenu de se présenter dans un délai de dix jours, sinon qu'il sera déclaré rebelle à la loi, et suspendu de l'exercice des droits de citoyen, que ses biens seront séquestrés pendant l'instruction de la contumace, que toute en justice lui sera interdite pendant le même temps, qu'il sera cité contre lui et que toute personne sera tenue d'indiquer où il se trouve.

Après un délai de dix jours, il sera procédé au jugement de contumace par la cour criminelle. Les assesseurs seront désignés séance tenante par la voie du sort sur la liste dont il est parlé à l'article 15.

20. Il sera fait application aux contumaces des dispositions du Code d'instruction criminelle, dans toutes celles d'entre elles qui sont conciliables avec l'organisation de la colonie et qui ne sont pas de contraire aux dispositions du présent décret.

En aucun cas, la contumace d'un accusé ne suspendra l'instruction de plein droit l'instruction à l'égard de ses coaccusés.

21. Les décisions de la cour criminelle ne sont pas susceptibles d'appel. Elles sont susceptibles de recours en cassation.

CHAPITRE V.

GREFFIER ET HUISSIER.

22. Les greffes de la cour criminelle, du conseil d'appel

justice de paix à compétence étendue sont tenus par un seul et même fonctionnaire, nommé par décret et qui porte le titre de « greffier près le conseil d'appel ».

Il remplit en outre, dans la colonie, les fonctions attribuées aux notaires par la législation métropolitaine.

Le greffier doit justifier du diplôme de licencié en droit ou avoir exercé pendant deux ans au moins les fonctions de commis greffier.

23. Les fonctions d'huissier près les tribunaux français sont remplies par un seul et même agent désigné par arrêté du gouverneur.

CHAPITRE VI.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

24. Le juge président d'appel et le fonctionnaire désigné pour remplir les fonctions de ministère public prêtent serment devant le gouverneur ou son représentant. Le juge président d'appel reçoit seul le serment du juge de paix à compétence étendue, du fonctionnaire désigné pour remplir les fonctions de juge de paix suppléant, des assessors, du greffier près le conseil d'appel, de l'huissier.

25. L'assistance judiciaire auprès des tribunaux français est accordée par décision du gouverneur après avis du ministère public, sur requête sur papier libre.

Le ministère public prend toutes les informations nécessaires et donne avis à la partie adverse qu'elle peut se présenter devant lui soit pour contester l'indigence, soit pour fournir des explications sur le fond.

26. La loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive est applicable aux Français, Européens ou assimilés dans la colonie.

Les arrêtés de mise en liberté sous condition et de révocation prévus par l'article 3 de ladite loi sont pris par le gouverneur : s'il s'agit de mise en liberté, après avis du ministère public et du fonctionnaire chargé de la prison ; s'il s'agit de révocation, après avis du ministère public.

27. Tout Français, Européen ou assimilé condamné à une peine afflictive ou infamante ou à une peine correctionnelle peut être réhabilité conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

Les fonctions attribuées au procureur de la République par les articles 622, 624, 625 du Code d'instruction criminelle et au procureur général par les articles 626 et 628 du même code, seront exercées par le fonctionnaire chargé des fonctions de ministère public près les tribunaux.

Les attestations prévues par l'article 624 seront recueillies par le fonctionnaire chargé du service de la police.

Elles seront délivrées par une commission composée d'un fonctionnaire et de deux notables habitants nommés spécialement à cet effet par le gouverneur.

Les avis prévus et exigés par l'article 624, dernier paragraphe du Code d'instruction criminelle seront donnés par le fonctionnaire chargé du service de la police et par le juge de paix à compétence étendue.

Les fonctions attribuées par les articles 626, 627 et 628 du Code d'instruction criminelle à la chambre d'accusation de la cour d'appel seront dévolues au conseil d'appel.

28. Les attributions dévolues par les lois métropolitaines aux juges de paix et aux présidents de tribunaux de première instance sont conférées au juge de paix à compétence étendue.

Les attributions dévolues aux présidents de cour d'appel et aux présidents de cour d'assises sont dévolues au président du conseil d'appel et au président de la cour criminelle.

29. En cas d'absence ou empêchement des magistrats ou assesseurs, il est pourvu à leur remplacement par le gouverneur.

La fixation des jours et heures d'audience, leur police, les tarifs des droits de greffe, les délais de distance, la discipline des fonctionnaires attachés au service de la justice, sont réglés par arrêtés locaux pris en conseil d'administration.

TITRE II.

TRIBUNAUX INDIGÈNES.

CHAPITRE PREMIER.

COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX INDIGÈNES.

30. Les tribunaux indigènes connaissent, sous les conditions terminées, en statuant suivant les coutumes locales :

1° De toutes les affaires civiles ou commerciales entre indigènes ou assimilés.

Les tribunaux indigènes connaissent en outre, en statuant conformément aux coutumes locales, des affaires civiles ou commerciales entre indigènes ou assimilés d'une part et Français, Européens ou assimilés d'autre part, lorsque toutes les parties en cause sont d'accord pour leur soumettre leur différend. Le consentement des parties résulte de leur comparution volontaire et de leur déclaration à l'audience;

2° Des contraventions, des délits et des crimes commis par les indigènes ou assimilés, sauf l'exception prévue à l'article 3 du présent décret pour le cas où des Français, Européens ou assimilés sont compris dans les poursuites.

CHAPITRE II.

DES TRIBUNAUX INDIGÈNES DU PREMIER DEGRÉ.

31. Un tribunal indigène du premier degré a son siège à Djibouti ; juridiction s'étend, sauf la restriction ci-après, sur tous les territoires de la colonie. Il se compose d'un juge unique désigné par décision du gouverneur parmi les fonctionnaires et pouvant se faire assister, s'il y a lieu, de deux ou plusieurs assesseurs ayant voix consultative, choisis pour chaque affaire, en nombre égal, parmi les indigènes de la nationalité des parties.

D'autres tribunaux indigènes du premier degré peuvent être constitués dans les mêmes conditions par arrêtés locaux, pris en conseil d'administration, et fixant l'étendue de leur juridiction dans les postes où réside un administrateur ou chef de poste. Ils peuvent être supprimés dans la même forme.

32. En matière civile et commerciale, les tribunaux indigènes du premier degré connaissent, en premier et dernier ressort, des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de cent cinquante francs (150^f) en principal et des actions immobilières jusqu'à quinze francs (15^f) de revenu déterminé soit en rente, soit par prix de bail. En premier ressort seulement et sauf appel devant le tribunal indigène du second degré, leur compétence est illimitée.

33. En ce qui concerne spécialement les indigènes ou assimilés musulmans, et sous réserve des dispositions de l'article 3 du présent décret, seront de la compétence du cadi musulman, sauf recours devant le tribunal indigène du second degré, les actes et contestations relatifs au mariage, au divorce, aux successions, à la paternité, à la filiation, à la prestation solennelle du serment. Le cadi est nommé par décision du gouverneur. Il tient registre de ses actes et jugements.

34. En matière répressive, les tribunaux indigènes du premier degré connaissent :

1° En premier et dernier ressort, des contraventions commises par les indigènes ou assimilés, prévues et punies par les règlements de police émanés de l'autorité administrative ou résultant des coutumes locales ;

2° En premier ressort et sauf appel devant le tribunal indigène du second degré, des délits commis par les indigènes ou assimilés, tels qu'ils sont définis par les lois françaises et les coutumes locales.

CHAPITRE III.

DU TRIBUNAL INDIGÈNE DU SECOND DEGRÉ.

35. Le tribunal indigène du second degré a son siège à Djibouti. Il se compose du gouverneur ou de son délégué, qui peut se faire

assister d'assesseurs indigènes dans les conditions déjà indiquées à l'article 31.

36. En matière civile et commerciale, le tribunal indigène-second degré connaît en dernier ressort de l'appel des jugements rendus par les tribunaux indigènes du premier degré.

37. En matière répressive, il connaît :

1° En dernier ressort, des appels des jugements rendus par les tribunaux indigènes du premier degré ;

2° En premier et dernier ressort, des crimes communs par les indigènes ou assimilés.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX TRIBUNAUX INDIGÈNES.

38. Les conditions et les formes d'instance, d'instruction, de procédure et d'exécution des jugements devant les tribunaux indigènes sont celles des coutumes et usages locaux. Des arrêtés du gouverneur pris en conseil d'administration en fixent, le cas échéant, la réglementation et les tarifs.

39. Les peines et châtiments corporels demeurent supprimés.

40. Les condamnés indigènes ou assimilés peuvent bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive. Le gouverneur prend, sur l'avis du fonctionnaire chargé de la surveillance de la prison, des arrêtés de mise en liberté provisoire. Il prend, s'il y a lieu, des arrêtés de révocation.

41. Il est tenu par les soins du juge, dans chaque tribunal indigène, un registre du greffe, sur lequel sont inscrits les jugements rendus ainsi que toutes les mentions utiles à la marche des affaires et à l'exécution des jugements.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

42. Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

43. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journal Officiel* de la métropole et de la colonie de la Côte française des Somalis, et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 4 Février 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

Le Ministre des colonies,

Signé : GASTON DUMAS.

N° 15107. — *Décret qui autorise la Chambre de commerce de Dieppe à faire une Avance à l'État et à contracter un Emprunt.*

Du 9 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 20 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 30 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'État, en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques;

Vu la délibération, en date du 3 mars 1904, par laquelle la chambre de commerce de Dieppe (Seine-Inférieure) sollicite l'autorisation : 1° d'avancer à l'État une somme de soixante-neuf mille cinq cents francs en vue de l'établissement d'un deuxième circuit téléphonique entre Dieppe et Paris; 2° de contracter, à cet effet, un emprunt de quarante-quatre mille cinq cents francs;

Vu la délibération, en date du 2 mars 1904, par laquelle le conseil municipal de Dieppe a pris l'engagement de concourir, par une subvention annuelle, au paiement des intérêts de l'emprunt;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 2 juillet 1904,

DÉCRET :

ART 1^{er}. La chambre de commerce de Dieppe (Seine-Inférieure) est autorisée à avancer à l'État une somme de soixante-neuf mille cinq cents francs (69.500'), en vue de concourir à l'établissement d'un deuxième circuit téléphonique entre Dieppe et Paris.

2. La chambre de commerce de Dieppe est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de quarante-quatre mille cinq cents francs (44.500'), dont le montant sera affecté au paiement de partie de cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de vingt ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 45108. — **DÉCRET** qui autorise la ville de Djidjelli à contracter un Emprunt et à percevoir des Taxes.

Du 9 Juillet 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu l'article 16 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;

Vu l'article 143 de la loi du 5 avril 1884 modifiée par la loi du 7 avril 1902;

Vu le décret du 18 août 1897, portant réorganisation des services des travaux publics en Algérie;

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu la loi du 19 décembre 1900, portant création du budget spécial de l'Algérie;

Vu le décret du 3 juin 1904, rendu sur le rapport du ministre des travaux publics, et qui a déclaré d'utilité publique les travaux d'amélioration du port de Djidjelli, comprenant la fermeture de la grande passe des récifs de ce port;

Vu les délibérations, en date des 16 avril et 25 juillet 1899, 1^{er} septembre et 23 décembre 1902 et 5 septembre 1903, par lesquelles le conseil municipal de Djidjelli demande l'autorisation de contracter, sous garantie de péages locaux, un emprunt de six cent vingt-cinq mille francs, pour le montant en être mis à la disposition du gouvernement général de l'Algérie, à titre de subside, en vue de l'exécution de ces travaux;

Vu la délibération, en date du 23 janvier 1903, par laquelle le conseil municipal de Djidjelli a voté une imposition supplémentaire de deux pour cent sur la taxe des loyers à percevoir pendant cinq cents ans;

Vu l'avis émis par les délégations financières de l'Algérie dans leur séance plénière du 14 juin 1902, et par le conseil supérieur du gouvernement, dans sa séance du 18 du même mois;

Vu les lettres du gouverneur général de l'Algérie, en date des 10 décembre 1900, 28 juillet 1902 et 30 octobre 1903;

Vu les lettres du ministre des travaux publics, en date des 6 novembre 1902 et 27 novembre 1903;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 juillet 1903;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Bougie, du 16 avril 1899;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle a été soumis le projet et, notamment, l'avis de la commission d'enquête, en date du 30 octobre 1899;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La ville de Djidjelli est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs dix centimes pour cent (4^f 10 p. 0/0), une somme six cent vingt-cinq mille francs (625,000^f), pour le montant en être mis à la disposition du gouvernement général de l'Algérie, à titre de subside, en vue de concourir aux dépenses des travaux de fermeture de la grande passe des récifs du port de Djidjelli.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, ou de la Banque de l'Algérie, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de cinquante ans au maximum.

2. En vue de permettre à la ville de Djidjelli d'amortir en capital et intérêts, l'emprunt de six cent vingt-cinq mille francs (625,000^f) visé à l'article précédent, il sera établi au port de cette ville, à partir de la promulgation du présent décret, les péages maxima ci-après, sur tous les navires français ou étrangers entrant ou restant stationnés dans le port de Djidjelli et qui débarquent ou embarquent des voyageurs ou marchandises.

Taxe sur les voyageurs :

Un franc (1^f) par voyageur de première ou de deuxième classe embarqué ou débarqué;

Cinquante centimes (0^f 50) par voyageur embarqué ou débarqué des autres classes.

Taxe sur le tonnage de jauge :

Un franc (1^f) par tonneau de jauge nette légale lorsque le tonnage des marchandises embarquées ou débarquées sera égal ou supérieur aux quatre cinquièmes de cette jauge;

Quatre-vingts centimes (0^f 80) par tonneau de jauge lorsque le tonnage des marchandises embarquées ou débarquées sera compris entre les trois cinquièmes et les quatre cinquièmes du tonnage de jauge;

Soixante centimes (0^f 60) par tonneau de jauge lorsque le tonnage

des marchandises embarquées ou débarquées sera compris entre le deux cinquièmes et les trois cinquièmes du tonnage de jauge :

Quarante centimes (0'40) par tonneau de jauge lorsque le tonnage des marchandises embarquées ou débarquées sera compris entre le cinquième et les deux cinquièmes du tonnage de jauge ;

Vingt centimes (0'20) par tonneau de jauge lorsque le tonnage des marchandises embarquées ou débarquées sera compris entre le dixième et le cinquième du tonnage de jauge ;

Dix centimes (0'10) par tonneau de jauge lorsque le tonnage des marchandises embarquées ou débarquées sera compris entre le cinquième et le dixième du tonnage de jauge ;

Vingt-cinq millimes (0'025) par tonneau de jauge, lorsque le tonnage des marchandises embarquées ou débarquées sera moindre que le cinquième du tonnage de jauge ;

Pour l'application des taxes ci-dessus concernant le tonnage de jauge, le poids des marchandises sera évalué en tonnes indivisibles de mille kilogrammes (1,000^k).

Le poids des animaux vivants sera compté à raison d'une tonne par tête pour les espèces chevaline, bovine, asine et porcine et d'une tonne pour quatre têtes pour les espèces ovine et caprine.

Les péages institués en vertu du présent tarif sont dus par tous les navires sans distinction entre ceux qui opèrent à quai et ceux qui resteraient stationnés dans le port ou dans la rade, pourvu que le débarquement ou l'embarquement des marchandises soit fait entre les limites du port déterminées au nord par le rocher Piconneau et au sud par l'extrémité sud de l'anse de Duquesne.

3. Sont exemptés de tout droit :

1° Les navires de guerre et les bâtiments de toute nature appartenant à l'État français ou employés à son service, ainsi que les bâtiments de plaisance ;

2° Les navires chargés uniquement de produits agricoles ou de matériaux extraits du sol en provenance des points de la côte algérienne comprise entre Carabianca, à l'est, et Mansouria, à l'ouest ;

3° Les navires affectés à la pêche côtière, au remorquage ou au pilotage ;

4° Les embarcations de servitude attachées au port de Djidjelli et les bâtiments de toute nature faisant des transports entre deux points compris dans les limites du port ;

5° Les navires entrés dans le port chargés ou sur lest et qui repartiraient sans avoir fait aucune opération commerciale ou qui seraient entrés en relâche pour prendre de l'eau, du charbon ou des vivres pour les besoins de ces navires ;

6° Les militaires ou employés de l'État voyageant pour le service et aux frais de l'État ;

7° Les navires employés au lestage ou au délestage ;

8° Les objets ou marchandises appartenant à l'État ou destinés à son service en vertu de contrats réguliers et les bêtes de somme appartenant à l'État ou destinées à son service.

4. La perception des taxes établies par l'article 2 est concédée à la ville de Djidjelli pour le produit en être exclusivement affecté au remboursement de l'emprunt de six cent vingt cinq mille francs (625,000) prévu par l'article premier du présent décret.

Cette perception cessera aussitôt après que le produit des péages aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au complet remboursement de l'emprunt, et, au plus tard, à l'expiration du délai de cinquante ans, fixé par l'article premier comme limite extrême de ce remboursement.

5. Est, en outre, affectée au service de l'intérêt et de l'amortissement de l'emprunt dans la limite de l'insuffisance du produit des péages ci-dessus indiqués, l'imposition supplémentaire de deux pour cent (2 p. o/o) sur la taxe des loyers votée par le conseil municipal de Djidjelli, suivant délibération du 23 janvier 1903.

6. Dans les trois premiers mois de chaque année, la ville de Djidjelli adressera au gouverneur général de l'Algérie, pour être transmis au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, au ministre des travaux publics, au ministre de l'intérieur ainsi qu'au ministre des finances et au receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu détaillé des recettes perçues dans le port de Djidjelli, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement de l'emprunt.

7. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin du gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre
des travaux publics,
Signé : H. MARTEL.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLON.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur
et des cultes,
Signé : E. COMBES.

N° 45109. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce d'Alger à faire une Avance au Gouvernement général et à contracter un Emprunt.

Du 22 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 27 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie.

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances de l'Etat, en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu le décret du 30 octobre 1898, qui a rendu exécutoire en Algérie la loi susvisée du 9 avril 1898;

Vu la loi du 19 décembre 1900, portant création du budget de l'Algérie;

Vu la délibération du 17 février 1904, par laquelle la chambre de commerce d'Alger offre de mettre à la disposition du gouvernement général de l'Algérie, à titre d'avance, une somme de cinq mille sept cents francs, en vue de la création d'une ligne téléphonique reliant la commune de Staouéli au réseau départemental; et sollicite l'autorisation de contracter un emprunt au taux d'intérêt de quatre francs soixante centimes pour cent, une somme d'égale somme;

Vu la délibération du 28 février 1904, aux termes de laquelle le conseil municipal de Staouéli s'est engagé à prendre à la charge de la commune les intérêts annuels dudit emprunt, et l'impôt de quatre pour cent sur les intérêts;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des colonies en date du 12 juillet 1904,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à faire au gouvernement général de l'Algérie une somme de cinq mille sept cents francs (5,700^f), en vue de concourir aux dépenses d'établissement d'une ligne téléphonique reliant la commune de Staouéli au réseau départemental.

2. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs soixante centimes pour cent (4^f 60 p. 0/0), une somme de cinq mille sept cents francs (5,700^f), dont le montant sera affecté à cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, peut être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec ou sans concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou trans-

par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de ces emprunts effectuera dans un délai maximum le vingt ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1904.

Signé : EMILE LEBET

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. THOUILLON.

N° 55110. — *Décret qui autorise la Chambre de commerce de Philippeville à faire une Avance au Gouvernement général et à contracter un emprunt.*

Du 1^{er} Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 5 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 30 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'État en vue de l'établissement de lignes et réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu le décret du 30 octobre 1898, qui a rendu exécutoire en Algérie la loi susvisée du 9 avril 1898;

Vu la loi du 19 décembre 1900, portant création du budget spécial de l'Algérie;

Vu la délibération, en date du 29 janvier 1904, par laquelle la chambre de commerce de Philippeville offre de mettre à la disposition du gouvernement général de l'Algérie, à titre d'avance, une somme de cinquante trois mille francs, en vue de concourir aux dépenses d'installation d'un réseau téléphonique Philippeville-Collo-El-Milia, et sollicite l'autorisation de contracter, à cet effet, au taux d'intérêt maximum de quatre francs soixante centimes pour cent, un emprunt de même somme;

Vu les délibérations aux termes desquelles le conseil général de Constantin et les conseils municipaux de Philippeville, de Collo, d'Atia, d'El Milia ainsi que la commission municipale de commune mixte de Collo s'engagent à prendre respectivement à leur charge les intérêts annuels dudit emprunt ainsi que l'impôt de ces mêmes intérêts;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,
en date du 21 juillet 1904,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Philippeville est autorisée à avancer au gouvernement général de l'Algérie une somme de cinquante-trois mille francs (53,000^f), en vue de concourir aux dépenses de construction d'un réseau téléphonique Philippeville-Collo-Miha.

2. Ladite chambre de commerce est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs soixante centimes pour cent (4^f 60 p. 0/0), une somme de cinquante-trois mille francs (53,000^f), dont le montant sera affecté à cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de vingt ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 1^{er} Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N^o 45111. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Limoges à acquérir deux parcelles de Terrain et à contracter un Emprunt.*

Du 1^{er} Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes :

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu la demande formée par la chambre de commerce de Limoges (Haute-Vienne), notamment dans sa délibération du 24 janvier 1904, complétée par une lettre en date du 21 juillet 1904, à l'effet d'être autorisée : 1° à acquérir pour le prix principal de quarante-six mille six cent quatre-vingt-treize francs quarante centimes, deux parcelles de terrain, l'une de cent trente-trois mètres carrés seize décimètres carrés, située à Limoges, ancien quartier Viraclaud, rue Général-Cérez, rue C. et boulevard Carnot; l'autre, de quatre-vingt-seize mètres carrés dix-huit décimètres carrés, située à Limoges, boulevard Carnot, n° 13; 2° à contracter un emprunt de deux cent quarante mille francs, en vue de solder les frais d'acquisition de ces terrains et de subvenir aux dépenses de construction et d'aménagement d'un immeuble destiné à l'installation de ses services;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé au sujet de cette affaire;

Vu les plans et devis;

Vu les dépêches du ministre des finances, en date des 21 mars et 17 juin 1904;

Vu la dépêche du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 14 avril 1904;

Vu les avis du conseil général des bâtiments civils, en date des 29 juin et 6 juillet 1904;

Vu la dépêche du préfet de la Haute-Vienne, en date du 1^{er} février 1904; ensemble les autres pièces de l'instruction,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Limoges (Haute-Vienne) est autorisée à acquérir, en vue de la construction d'un immeuble destiné à l'installation de ses services, deux parcelles de terrain, l'une, d'une superficie de cent trente-trois mètres carrés seize décimètres carrés (133^m 16), située à Limoges, ancien quartier Viraclaud, rue Général-Cérez, rue C. et boulevard Carnot; l'autre, d'une superficie de quatre-vingt-seize mètres carrés (96^m 18), située à Limoges, boulevard Carnot, n° 13, telles qu'elles sont désignées aux plans ci-joints : lesdites acquisitions consenties pour le prix principal de quarante-six mille six cent quatre-vingt-treize francs quarante centimes (46,693^f 40).

2. La chambre de commerce de Limoges est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas trois francs soixante-quinze centimes pour cent (3^f 75 p. o/o), une somme de deux cent quarante mille francs (240,000^f), pour le montant en être affecté, tant au paiement des frais d'acquisition des terrains susvisés qu'aux dépenses de construction et d'aménagement de l'immeuble projeté.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et

concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de quarante ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 1^{er} Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 45112. — **DÉCRET** portant augmentation du nombre des Membres de la Chambre de commerce de Rouen.

Du 10 Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898, relative aux chambres de commerce;

Vu l'arrêté des consuls du 3 nivôse an XI, qui a institué la chambre de commerce de Rouen;

Vu le décret du 18 mars 1872, qui a porté de quinze à dix-huit le nombre des membres de cette compagnie;

Vu la demande de la chambre de commerce de Rouen tendant à l'augmentation du nombre de ses membres;

Vu l'avis du préfet de la Seine-Inférieure; ensemble les autres pièces de l'instruction;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des membres de la chambre de commerce de Rouen (Seine-Inférieure) est porté de dix-huit à vingt et un.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 45113. — **DÉCRET** qui autorise la Chambre de commerce d'Elbeuf à contracter un Emprunt, en vue de la restauration des locaux affectés à ses services.

Du 10 Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu la demande formée par la chambre de commerce d'Elbeuf (Seine-Inférieure), dans sa délibération du 12 juillet 1904, à l'effet d'être autorisée à contracter un emprunt de huit mille deux cents francs en vue de la restauration des locaux affectés à ses services;

Vu l'avis de M. le préfet de la Seine-Inférieure, en date du 28 juillet 1904,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce d'Elbeuf (Seine-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs dix centimes pour cent (4^f 10 p. o/o), une somme de huit mille deux cents francs (8,200^f), en vue de la restauration des locaux affectés à ses services.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de neuf ans.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 45114. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Paris à contracter un Emprunt, en vue de la construction de circuits téléphoniques.

Du 10 Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'État en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu la délibération, en date du 27 avril 1904, par laquelle la chambre de commerce de Paris offre de mettre à la disposition de l'État, à titre d'avance, et au fur et à mesure des besoins, une somme de trois cent mille francs en vue de concourir aux dépenses de construction de circuits téléphoniques, et sollicite l'autorisation de contracter, à cet effet, au taux d'intérêt de trois francs soixante-quinze centimes pour cent, un emprunt de même somme (trois cent mille francs),

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Paris est autorisée à avancer à l'État, au fur et à mesure des besoins, une somme de trois cent mille francs (300,000^f), en vue de concourir aux dépenses de construction de circuits téléphoniques.

2. La chambre de commerce de Paris est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas trois francs soixante-quinze centimes pour cent (3^f 75 p. o/o), une somme de trois cent mille francs (300,000^f), dont le montant sera affecté au paiement de ces avances.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu en totalité, ou par fractions, soit avec publicité et

concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période maximale de vingt ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 10 Août 1904.

Signé : ~~EMILE~~ LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 45115. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Saint-Dizier à faire une Avance à l'État et à contracter un Emprunt.

Du 29 Août 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances faites à l'État, en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu la délibération, en date du 21 juin 1904, par laquelle la chambre de commerce de Saint-Dizier offre de mettre à la disposition de l'État, à titre d'avance, une somme de huit cent quarante-sept mille cent vingt francs en vue de l'extension du réseau téléphonique du département de la Haute-Marne et sollicite l'autorisation de contracter, à cet effet, un emprunt d'égale somme;

Vu les délibérations aux termes desquelles le conseil général du département de la Haute-Marne et les conseils municipaux des communes intéressées s'engagent à contribuer au paiement des intérêts annuels de cet emprunt;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 25 août 1904,

Décrète :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Saint-Dizier (Haute-Marne):

est autorisée à avancer à l'État une somme de huit cent quarante-sept mille cent vingt francs (847,120'), en vue de l'extension du réseau téléphonique du département de la Haute-Marne.

2. La chambre de commerce de Saint-Dizier est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas trois francs quatre-vingt centimes pour cent (3'80 p. o/o), une somme de huit cent quarante-sept mille cent vingt francs (847,120'), dont le montant sera affecté au paiement de cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité concurrentielle, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur et transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai minimum de douze ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 29 Août 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. TROUILLOT.

N° 45116. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de concours versés au Trésor, applicable à la construction d'usines à postes et des télégraphes à Givet.*

Du 25 Septembre 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1904;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement dans les caisses du Trésor public d'une somme de deux mille neuf cent quinze francs pour concourir, avec les fonds de l'État, à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Givet;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section, *Postes et télégraphes*, sur l'exercice 1904, un crédit de deux mille neuf cent quinze francs (2,915^f), savoir :

CHAP. XVIII bis. — Construction d'hôtels des postes et des télégraphes	2,915 ^f 00
--	-----------------------

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 25 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 45117. — DÉCRET relatif aux Colis postaux à destination de la Perse par la voie de la Russie.

Du 7 Novembre 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 10 novembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892 et 8 avril 1898 sur le service des colis postaux;

Vu les décrets des 27 juin 1892⁽¹⁾, et 26 décembre 1898⁽²⁾;

Vu les indications fournies par le bureau international de l'Union postale universelle, au nom de l'Office russe, relatives à l'acheminement des colis postaux sur la Perse;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1499, n° 25415.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 2032, n° 35680.

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} décembre 1904, les colis postaux dépassant pas le poids de cinq kilogrammes (5^k) avec déclaration de valeur jusqu'à concurrence de cinq cents francs seront acceptés pour la Perse par la voie de Russie.

2. Les taxes d'affranchissement et d'assurance en cas de détérioration de valeur, correspondant à l'emploi de la voie précitée, indiquées respectivement aux tableaux A et B ci-annexés.

A. — Tableau indiquant les taxes d'affranchissement de

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS.	TAXES D'AFFRANCHISSEMENT à payer.
	Colis devant être acheminés par Djoul'a.
France	2 ^f 25 ^c
Corse et Algérie	2 75
Agences maritimes françaises :	
Au Maroc et à Tripoli de Barbarie	3 25
Bureaux de poste français :	
En Turquie	2 25
En Chine	4 90
Colonies françaises :	
Sénégal, Guinée, Côte des Somalis	3 75
Martinique, Guadeloupe, Guyane, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Congo, Inde, Réunion, Comores, Madagascar	4 75
Indo-Chine, Nouvelle-Calédonie	5 75
Nouvelles-Hébrides	6 00
Tahiti	7 75

(1) Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

n° 2578.

— 1717 —

le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Paris, le 7 Novembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
: ROUVIER.

Le Ministre des colonies,
Signé : G. DOUMERGUE.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

verse, acheminée par la voie de Russie.

DÉCOMPOSITION DE LA TAXE D'ATTRANCHEMENT.						
Transit français.	Transport allemand ou par les paquebots de Marseille en Russie.	Transit russe.	Transport maritime sur la Caspienne.	Part persane.	Total.	
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	2 ^f 25 ^e	2 ^f 50 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	2 ^f 75 ^e	3 ^f 00 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	3 ^f 25 ^e	3 ^f 50 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	3 ^f 25 ^e	3 ^f 50 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	2 ^f 25 ^e	2 ^f 50 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	2 ^f 50 ^e	2 ^f 50 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	4 ^f 00 ^e	4 ^f 25 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	4 ^f 25 ^e	4 ^f 50 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	5 ^f 00 ^e	5 ^f 25 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	5 ^f 25 ^e	5 ^f 50 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	6 ^f 00 ^e	6 ^f 25 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	6 ^f 25 ^e	6 ^f 50 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	7 ^f 00 ^e	7 ^f 25 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	7 ^f 25 ^e	7 ^f 50 ^e
0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 50 ^e	0 ^f 25 ^e	0 ^f 75 ^e	8 ^f 00 ^e	8 ^f 25 ^e

Le Directeur de l'Hygiène à Marseille, 3 francs.

B. — TABLEAU indiquant les droits d'assurance à percevoir par échelles :
pour les colis postaux de valeur déclarée à destination de la Perse, et de
voie de Russie.

LIEU DE DÉPÔT des colis.	VOIE DE TRANSMISSION sur la Russie.	MOYEN à percevoir par échelle de la valeur de la déclaration Cet ad. devra être le par Djinn.
France.....	Voie d'Allemagne..... Voie des paquebots de Marseille...	0 25 0 35
Corse et Algérie.....	Voie de France et d'Allemagne.... Voie de France et des paquebots de Marseille.	0 45 0 50
Agences maritimes fran- çaises du Maroc et de Tripoli de Barbarie.....	Voie de France et d'Allemagne.... Voie de France et des paquebots de Marseille.	0 35 0 45
Bureaux de poste fran- çais :		
En Turquie.....	Voie directe des paquebots fran- çais.	0 35
En Chine.....	Voie de France et d'Allemagne.... Voie de France et des paquebots de Marseille.	0 35 0 45
Colonies françaises :		
Sénégal, Guinée, Marti- nique, Guadeloupe, Guyane, Côte des So- mali, Inde, Réunion, Comores, Madagascar, Indo-Chine, Nouvelle- Calédonie.....	Voie de France et d'Allemagne.... Voie de France et des paquebots de Marseille.	0 35 0 45

N° 45118. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et de
qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date de
1904, par lesquelles le conseil général de Maine-et-Loire :

1° Protesté contre l'enlèvement des emblèmes religieux des lo-
cataires et qualifié cette mesure de « vexatoire » ;

2° Voté une motion tendant à placer le crucifix enlevé de l'au-
sises dans la salle des séances du conseil général et, dans l'au-
sessions, dans la salle de la commission départementale, comme
publique à une profanation publique». (Paris, 12 Août 1904.

N° 45119. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et de

qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 12 avril 1904, par laquelle le conseil général d'Ille-et-Vilaine a protesté contre l'enlèvement des emblèmes religieux des locaux judiciaires et décidé qu'un des crucifix enlevés par les ordres du gouvernement serait placé dans la salle des séances du conseil général. (*Paris, 12 Août 1904.*)

N° 45120. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui approuve et déclare exécutoire pendant cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1905, le tarif voté par le conseil municipal de Clichy (Seine) dans sa séance du 11 février 1904, pour la perception, dans la partie agglomérée de la ville, d'une taxe de balayage de quatorze centimes par mètre superficiel.

La taxe sera perçue sur une largeur égale à celle de la moitié des rues qui ne pourra, toutefois, excéder six mètres. (*La Bégude-de-Mazenc, 14 Août 1904.*)

N° 45121. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que la commune de Saint-Aubin (canton de Bourbon-l'Archambault, arrondissement de Moulins, département de l'Allier) portera à l'avenir le nom de *Saint-Aubin-le-Monial*. (*Paris, 21 Août 1904.*)

N° 45122. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que la commune de Sainte-Opportune-près-Vieux-Port (canton de Quillebeuf, arrondissement de Pont-Audemer, département de l'Eure) portera à l'avenir le nom de *Sainte-Opportune-la-Mare*. (*La Bégude-de-Mazenc, 24 Août 1904.*)

N° 45123. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 8 août 1904, par laquelle le conseil d'arrondissement de Nantes a émis des vœux relatifs à l'existence supposée d'un cabinet noir, aux congrégations religieuses et à la liberté de l'enseignement. (*La Bégude-de-Mazenc, 24 Août 1904.*)

N° 45124. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération du conseil d'arrondissement de Château-Gontier (Mayenne), en date du 11 août 1904, relative à l'application de la loi sur les congrégations. (*La Bégude-de-Mazenc, 2 Septembre 1904.*)

N° 45125. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, qui déclare nulle et de nul effet la délibération prise par le conseil d'arrondissement de Vitré (Ille-et-Vilaine), en date du 8 août 1904, tendant contre la fermeture des écoles libres et l'enlèvement des enfants religieux des prétoires. (*La Bégude-de-Mazenc*, 2 Septembre 1904)

N° 45126. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, qui déclare nulle et de nul effet la délibération prise par le conseil d'arrondissement de Lille (Nord), en date du 8 août 1904, relative à l'application de la loi sur les congrégations. (*La Bégude-de-Mazenc*, 2 Septembre 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 21^r Décembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du décret au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'impression en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, à condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne sont pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2579.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 45127. — *Loi divisant en deux Municipalités distinctes le territoire de la commune de Saint-Andéol-de-Fourchades (Ardèche).*

Du 23 Juin 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 26 juin 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire de la commune de Saint-Andéol-de-Fourchades (canton du Cheylard, arrondissement de Tournon, département de l'Ardèche) est divisé en deux communes dont les chefs-lieux sont fixés aux villages de Saint-Andéol-de-Fourchades et du Chambon et qui en porteront respectivement les noms.

La limite entre ces deux communes est déterminée par la ligne A M, pointillée d'un liséré bleu, figurée au plan annexé à la présente loi.

2. Les communes du Chambon et de Saint-Andéol-de-Fourchades contribueront, dans la proportion du principal de leurs quatre contributions directes, au remboursement de l'emprunt contracté en vertu du décret du 10 novembre 1882.

La commune du Chambon sera seule chargée du remboursement des emprunts réalisés en vertu des décrets des 7 juillet 1896 et 27 juin 1900.

3. Les biens appartenant aux indigents de l'ancienne commune de Saint-Andéol-de-Fourchades seront partagés entre cette dernière et la nouvelle commune, proportionnellement au chiffre de leur

population municipale, sous réserve des droits que la population de l'une ou de l'autre commune, ou une partie de cette population tiendrait privativement d'actes de fondation.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45128. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Intérieur et des cultes, pour l'exercice 1903, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au traitement des curés.

Du 14 Mars 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des cultes;

Vu la loi du 31 mars 1903, portant fixation du budget général de l'exercice 1903 et contenant répartition des crédits affectés aux services des cultes;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu le décret du 16 avril 1897, enregistré aux archives de l'administration des cultes sous le n° 623;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 20 août 1896, n° 3015 (bureau du budget),

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des cultes (service des cultes), sur les fonds de l'exercice 1903, un crédit de deux cent quatre-vingt-seize francs soixante-quatorze centimes (296⁷/₇₄) égal au montant des arrérages provenant du titre de rente trois pour cent (3 p. o/o) [déduction faite des droits de garde] déposé à la Caisse des dépôts et consignations en vue de parfaire le traitement du curé d'Anglure (Marne), ledit crédit étant applicable au chapitre v : *Traitement des curés*.

Art. 2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme précitée de deux cent quatre-vingt-seize francs soixante-quatorze centimes (296⁷/₇₄) versée au Trésor à titre de fonds de concours.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : RÖUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : E. COMBES.

N° 45129. — DÉCRET rapportant l'ordonnance du 11 septembre 1816 qui a autorisé la communauté autonome des Sœurs de Notre-Dame de Charité du Refuge, établie à Tours.

Du 30 Mars 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 4 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu l'ordonnance du 11 septembre 1816 qui a autorisé la communauté autonome des sœurs de Notre-Dame de Charité du Refuge, établie à Tours (Indre-et-Loire);

Vu les article 13, paragraphe 3, 18 et 21 de la loi du 1^{er} juillet 1901;

Vu le décret du 16 août 1901 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée;

Vu l'article 7 de la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 4 décembre 1902;

Le Conseil des ministres entendu,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Est rapportée l'ordonnance du 11 septembre 1816 qui a autorisé la communauté des sœurs de Notre-Dame de Charité du Refuge, établie à Tours (Indre-et-Loire).

2. La liquidation des biens de la communauté aura lieu conformément aux dispositions combinées des articles 7 de la loi du 24 mai 1825 et 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 3295, n° 40497.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Mars 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45130. — DÉCRET déclarant d'Abus l'article 3 de l'arrêté du 11 juin 1902 par lequel le maire de Bonny (Loiret) a interdit sur le territoire de la commune les cérémonies extérieures du culte.

Du 9 Avril 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le recours formé par les abbés *Poirier*, curé de Bonny (Loiret), et *Berthier*, vicaire; ledit recours enregistré au secrétariat général du Conseil d'État, le 12 novembre 1903, et tendant à faire déclarer qu'il y a abus dans l'arrêté du 11 juin 1902, par lequel le maire de Bonny a interdit sur le territoire de la commune les cérémonies extérieures du culte;

Vu l'arrêté du 11 juin 1902;

Vu le rapport du préfet, du 30 septembre 1903;

Vu la lettre de l'évêque d'Orléans, du 7 novembre 1903;

Vu les observations du ministre de l'intérieur et des cultes, du 11 novembre 1903;

Vu le mémoire pour l'abbé *Poirier*, du 8 décembre 1903;

Vu les autres pièces du dossier, notamment les lettres du maire de Bonny des 23 et 25 janvier, 10 février, 5 et 6 mars 1904;

Vu l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an ix et les articles 7, 8 et 45 de la loi du 18 germinal an x;

Vu l'article 18 du décret du 23 prairial an xii;

Vu la loi du 5 avril 1884;

En ce qui concerne les articles 1 et 2 relatifs aux processions et au transport du viatique:

Considérant qu'en interdisant les processions et, lors du transport du viatique aux malades, tout cérémonial extérieur, le maire n'a fait qu'user, dans un but d'ordre et de sûreté, des pouvoirs de police qu'il tient des articles 94 et 97 de la loi du 5 avril 1884; que ces mesures, légalement prises, n'ont porté atteinte ni à l'exercice du culte ni à la liberté que les lois et règlements garantissent à ses ministres;

En ce qui concerne l'article 3, aux termes duquel le clergé requis d'accompagner un convoi funèbre ne peut effectuer le trajet, de la maison mortuaire à l'église et de l'église au cimetière, revêtu d'ornements sacerdotaux, ni se faire précéder d'insignes et emblèmes religieux quelconques:

Considérant que si l'article 18 du décret du 23 prairial an XII autorise implicitement, en conformité de l'article 45 de la loi du 18 germinal an X, les cérémonies du culte extérieur pour les inhumations, il ne fait pas obstacle à l'exercice des pouvoirs de police conférés à l'autorité municipale par la loi du 5 avril 1884;

Mais considérant que la disposition incriminée ne vise pas seulement, dans un intérêt de police, les manifestations religieuses sur la voie publique à l'occasion des enterrements et la sortie processionnelle du clergé; qu'elle s'étend encore aux insignes et emblèmes religieux et peut, dans les conditions où elle en défend l'exhibition, avoir pour effet d'empêcher le transport ostensible du matériel du culte hors de l'église et, par suite, l'accomplissement des cérémonies de la religion catholique au cimetière; qu'à cet égard, elle porte atteinte à la liberté du culte pour les funérailles et tombe sous l'application de l'article 7 de la loi du 18 germinal an X;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il y a abus dans l'article 3 de l'arrêté susvisé, par lequel le maire de Bonny interdit les cérémonies extérieures du culte à l'occasion des enterrements.

2. Le surplus des conclusions du recours des abbés Poirier, curé de Bonny, et Berthier, vicaire, est rejeté,

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45131. — DÉCRET déclarant d'Abus les écrits des 24 et 27 janvier et 1^{er} février 1904 ayant pour titre : Lettre à M. le Président de la République.

Du 22 Avril 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 24 avril 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État;

Vu le recours pour abus présenté le 1^{er} mars 1904, par le ministre de l'intérieur et des cultes, contre des écrits ayant pour titre : « Lettre à Monsieur le Président de la République », et portant les signatures du cardinal Richard, archevêque de Paris, du cardinal Langénieux, archevêque de Reims, du cardinal Coullié, archevêque de Lyon, et celle de l'archevêque de Toulouse;

Vu lesdits écrits insérés aux *Semaines religieuses* de Paris et le *Bulletin* du diocèse de Reims et à la *Semaine catholique* de 1625, dirigés contre le projet de loi qui supprime l'enseignement catholique;

Vu la dépêche par laquelle le ministre de l'intérieur et des cultes a avisé à chacun des signataires du recours formé devant le Conseil;

Vu la lettre du président de la section de l'intérieur, en date du 1904, invitant les prélats à prendre connaissance du dossier général du Conseil et à produire leurs observations;

Vu les lettres en réponse, enregistrées au secrétariat général d'État, les 3 et 8 mars 1904;

Vu les autres pièces jointes au dossier;

Vu la convention du 26 messidor an ix et les articles 6 et 8 de la loi du 18 germinal an x;

Considérant que, dans les écrits susvisés, les signataires se prévalant de leurs fonctions, censurent les lois de l'État ainsi que les actes de l'autorité publique, attaquent les deux Chambres d'une manière injurieuse et dénoncent l'enseignement laïque comme une école sans respect pour la morale; qu'en outre ils font entrevoir une suite de maux, de catastrophes et de ruines s'accumulant sur le pays « puni et pour ses fautes et pour le crime de ceux qui le tournent contre Dieu »; que ces attaques et ces menaces à l'occasion de mesures qui ne relèvent que de l'ordre civil sont de nature à troubler arbitrairement les consciences prévues par l'article 6 de la loi du 18 germinal an x;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de la législation concernant spécialement l'article 6 de la convention du 26 messidor an ix que le pouvoir civil a conféré aux évêques les prérogatives dont ils jouissent à charge par eux de s'abstenir de tout acte contraire à la paix publique; qu'en conséquence, quand ils publient des incitations de nature à troubler, ils violent le pacte en vertu duquel ils exercent leurs fonctions; que la loi du 26 messidor an ix, promulguée comme loi de la République; que, sous ce rapport, les écrits déferés rentrent également dans les cas d'abus déterminés par l'article 6 de la loi du 18 germinal an x;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il y a abus dans les écrits des 24 janvier, 27 janvier, 28 janvier et 1^{er} février 1904, ayant pour titre : « Lettre à M. le Président de la République », et signés par les cardinaux archevêques de Reims, de Lyon, et par l'archevêque de Toulouse.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Avril 1904.

Signé : ÉMILE LORET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45132. — **DÉCRET** déclarant qu'il y a Abus dans le fait par l'abbé Bessièrès, curé de Saint-Laurent-sur-Gorre, d'avoir administré le baptême à la demoiselle Allard, contrairement à la volonté de son père.

Du 31 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État;

Vu le recours formé par le sieur Allard, pharmacien à Saint-Laurent-sur-Gorre (Haute-Vienne); ledit recours enregistré au secrétariat général du Conseil d'État, le 12 avril 1904, et tendant à faire déclarer qu'il y a abus dans le fait par l'abbé Bessièrès, curé de la commune, d'avoir administré le baptême à la demoiselle Allard, âgée de onze ans, fille du requérant, contrairement à la volonté de celui-ci;

Vu l'avis de l'évêque de Limoges, du 12 mars 1904; ensemble la lettre de l'abbé Bessièrès, du 11 mars de la même année;

Vu les procès-verbaux des enquêtes auxquelles il a été procédé les 17 mars et 23 avril 1904;

Vu la dépêche du ministre de l'intérieur et des cultes, du 11 avril 1904;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu la loi du 18 germinal an x, articles 6 et 8;

Considérant qu'il est établi par l'instruction que la demoiselle Allard a été baptisée, le 31 janvier 1904, à l'insu de son père qui n'avait pas donné son consentement;

Que s'il résulte de la déclaration du sieur Allard que sa fille avait été ondoyée, en mars 1893, cette circonstance n'était pas de nature à autoriser l'abbé Bessièrès à accomplir les cérémonies supplétives du baptême sans l'assentiment du père de l'enfant;

Que ce fait constitue un excès de pouvoir, cas d'abus prévu par l'article 6 de la loi du 18 germinal an x;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il y a abus dans le fait par l'abbé Bessièrès, curé de Saint-Laurent-sur-Gorre (Haute-Vienne), d'avoir accompli les cérémonies supplétives du baptême à l'égard de la demoiselle Allard, contrairement à la volonté du requérant.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45133. — *DÉCRET déclarant d'Abas l'ordonnance de l'évêque de Nice, du 6 avril 1893.*

Du 27 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le recours pour abus formé par les sieurs *Giacobi*, le sieur *L. la dame Lombart* contre une ordonnance de l'évêque de Nice, du 6 avril 1893, qui a modifié les charges pieuses de legs faits par l'abbé *la fabrique* et aux curés successeurs de la paroisse de Contes (Alpes-Maritimes); ledit recours enregistré au secrétariat général du Conseil d'Etat le 10 mai 1904;

Vu l'ordonnance épiscopale, du 6 avril 1893;

Vu l'avis de l'évêque de Nice, du 11 juillet 1903;

Vu les observations du ministre de l'intérieur et des cultes, du 10 mai 1904;

Vu les autres pièces du dossier, notamment le jugement du tribunal de Nice, du 24 janvier 1893, et l'arrêt de la cour d'appel d'Aix, du 10 mai 1903;

Vu la loi du 18 germinal an x, articles 1^{er}, 6 et 8, et le décret du 10 décembre 1809, article 29;

Considérant que l'ordonnance épiscopale susvisée se fonde sur la décision d'une congrégation romaine, en date du 18 mars 1893; que l'autorité juridictionnelle de la cour de Rome n'a pas été reconnue en France; que, spécialement, le décret du 18 mars 1893 n'a pas été reçu, et que son exécution n'a pas été autorisée; qu'en fait, dans son diocèse, un acte de cette nature, l'évêque de Nice a porté atteinte aux libertés, franchises et coutumes de l'église gallicane et que, par son rapport, l'ordonnance tombe sous l'application de l'article 6 de la loi du 18 germinal an x;

Considérant que, par la décision du 6 avril 1893, l'évêque de Nice s'est borné à réduire, au prorata des pertes subies, les charges imposées par les testaments, et à leur substituer, si elles ne pouvaient plus être remplies, des charges équivalentes se rapprochant le plus possible des volontés des testateurs; qu'il a, en réalité, sans tenir compte des dispositions testamentaires, modifié complètement dans leur exécution les clauses et conditions qu'ils contenaient; qu'une semblable décision est contraire à l'article 6 de la loi du 30 décembre 1809 et constitue un excès de pouvoir, cas d'abus prévu par l'article 6 précité de la loi du 18 germinal an x;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il y a abus dans l'ordonnance de l'évêque de Nice, du 6 avril 1893.

2. Ladite ordonnance est et demeure supprimée.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Juin 1904.

Signé : EMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 45134. — DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'application des lois des 12 juin 1893 et 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs en ce qui concerne le couchage du personnel dans les établissements industriels et commerciaux.

Du 28 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 4 août 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, notamment l'article 3 ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique rendus après avis du comité consultatif des arts et manufactures détermineront :

1° « Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc.;

2° « Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions soit à certains modes de travail;

« Le comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus sous le numéro 1° du présent article »;

Vu l'avis du comité consultatif d'hygiène publique de France;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le cube d'air des locaux affectés au couchage du personnel dans les établissements visés à l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, ne devra pas être inférieur à quatorze mètres cubes (14^{m³}) par personne. Ces locaux seront largement aérés; ils seront à cet effet munis de fenêtres ou autres

ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors. Ceux de ces locaux qui ne seraient pas ventilés par une cheminée devront être pourvus d'un mode de ventilation continue.

2. Les dortoirs devront avoir une hauteur moyenne de deux mètres soixante centimètres (2^m 60) au moins; une hauteur moindre, mais supérieure à deux mètres quarante centimètres (2^m 40), pourra être tolérée dans les dortoirs des ateliers établis avant la promulgation du présent décret. Quand le plafond sera corps avec le toit de la maison, il devra être imperméable et revêtu d'un enduit sans interstices. A défaut d'une épaisseur de maçonnerie de trente centimètres (0^m 30) au moins, les parois extérieures devront comprendre une couche d'air ou de matériaux isolants d'une épaisseur suffisante pour protéger l'occupant contre les variations brusques de la température.

3. Les ménages devront avoir chacun une chambre distincte. Les pièces à usage de dortoir ne pourront contenir que des personnes d'un même sexe disposant chacune, pour son usage exclusif, d'une literie comprenant : châssis, sommier ou pailleasse, matelas, traversin, paire de draps, couverture et meuble ou placard pour les effets. Les lits seront séparés les uns des autres par une distance de quatre-vingts centimètres (0^m 80) au moins.

4. Il est interdit de faire coucher le personnel dans les ateliers, magasins ou locaux quelconques affectés à un usage industriel ou commercial.

Cette disposition ne s'applique pas aux gardiens jugés nécessaires pour la surveillance de nuit.

5. Le sol des dortoirs sera formé d'un revêtement imperméable ou d'un revêtement jointif se prêtant facilement au lavage. Les murs seront recouverts soit d'un enduit permettant un lavage efficace, soit d'une peinture à la chaux. La peinture à la chaux sera refaite toutes les fois que la propreté l'exigera, et au moins tous les trois ans.

6. La literie sera maintenue constamment en bon état de propreté. Les draps servant au couchage seront blanchis tous les mois au moins et, en outre, chaque fois que les lits changeront d'occupants. Les matelas seront cardés au moins tous les deux ans, et les pailleasses renouvelées au moins deux fois par an.

7. Les dortoirs ne seront jamais encombrés et le linge sale ne devra pas y séjourner. Ils seront maintenus dans un état constant de propreté, soit par un lavage, soit par un nettoyage à l'aide de brosses ou de linges humides. Cette opération, ainsi que la mise en état des lits, devra être répétée tous les jours.

Toutes les mesures seront prises, le cas échéant, pour la destruction des insectes.

8. Il sera tenu à la disposition du personnel de l'eau potable et des

vabos, à raison d'un au moins pour six personnes. Ces lavabos seront munis de serviettes individuelles et de savon.

9. Les pièces affectées à l'usage de dortoir ne devront pas être traversées par des conduits de fumée autres qu'en maçonnerie étanche. Les pièces n'auront pas de communication directe avec les cabinets d'aisance, égouts, plombs, puisards.

10. Le délai d'exécution des travaux de transformation qu'implique le présent règlement est fixé à un an à compter de sa promulgation.

11. Le texte du présent décret et une affiche indiquant en caractères facilement lisibles les mesures d'hygiène concernant la prophylaxie de la tuberculose seront affichés dans toutes les pièces à usage de dortoir.

Les termes de cette affiche seront fixés par arrêté ministériel.

12. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 45135. — *Décret qui réunit à la commune de Mayenne une portion de territoire distraite de la commune de Saint-Baudelle (Mayenne).*

Du 21 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La portion de territoire figurée aux plans annexés au présent décret par une teinte rose est distraite de la commune de Saint-Baudelle (arrondissement de Mayenne, département de la Mayenne) et réunie à la commune de Mayenne (mêmes canton, arrondissement et département).

2. La commune de Mayenne assurera le remboursement intégral de l'emprunt contracté par la commune de Saint-Baudelle, en vertu d'un décret du 16 novembre 1896.

3. Les biens des indigents de la commune de Saint-Baudé (Mayenne) demeurent affectés aux pauvres de cette commune, à réserve des droits privatifs qui pourraient appartenir aux pauvres de la section annexée à la ville de Mayenne, en vertu d'actes de fondation.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à la Dégude-de-Mazenc, le 21 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 45136. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Meaux à faire une Avance à l'État et à contracter un Emprunt.*

Du 29 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 7 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les lois des 16 juillet 1889 et 20 mai 1890, relatives aux avances à faire à l'État en vue de l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce, et notamment l'article 22 de ladite loi;

Vu la délibération, en date du 26 janvier 1904, par laquelle la chambre de commerce de Meaux (Seine-et-Marne) sollicite l'autorisation : 1° d'avancer à l'État une somme de vingt et un mille cent francs, en vue de concourir à l'établissement d'un troisième circuit téléphonique entre Meaux et Paris et d'un circuit entre Lagny et Esbly; 2° de contracter, à cet effet, un emprunt de même somme (vingt et un mille cent francs);

Vu les délibérations, en date des 4 juin 1903 et 1^{er} avril 1904, par lesquelles les conseils municipaux des communes de Lagny et de Meaux se sont engagés respectivement à concourir au paiement des intérêts annuels dudit emprunt;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 17 août 1904.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Meaux (Seine-et-Marne) est autorisée à avancer à l'État une somme de vingt et un mille cent francs (21,100'), en vue de concourir à l'établissement d'un troisième circuit téléphonique entre Meaux et Paris et d'un circuit entre Lagny et Esbly.

2. La chambre de commerce de Meaux est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excèdera pas quatre francs pour cent (4^e p. 100), une somme de vingt et un mille cent francs (21,100^e), dont le montant sera affecté au paiement de cette avance.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de cinq ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TRUQUET.

N° 45137. — Décret qui constitue en Entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'Exposition internationale de l'automobile, du cycle et des sports.

Du 29 Août 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 7 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et d'après l'avis conforme du ministre des finances,

Décret :

ART. 1^{er}. Les locaux affectés à l'exposition internationale de l'automobile, du cycle et des sports, qui doit avoir lieu au Grand Palais, avenue Nicolas II à Paris, du 9 au 25 décembre 1904, sont constitués en entrepôt réel des douanes.

2. Les marchandises destinées à cette exposition seront expédiées directement sur les locaux y affectés, sous le régime du transit international ou du transit ordinaire, par tous les bureaux ouverts à ces opérations.

Les expéditions auront lieu sans visite à la frontière.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLON.

N° 45138. — DÉCRET qui homologue un Plan de délimitation et un procès-verbal de bornage concernant le Polygone exceptionnel créé sur le terrain de la plage des Bains, à Port-Louis.

Du 29 Août 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage, visés et approuvés par le ministre de la guerre, concernant le polygone exceptionnel créé sur le terrain de la plage des Bains, à Port-Louis, par le décret du 29 août 1903.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Août 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

N° 45139. — DÉCRET *rejetant une demande d'autorisation de Dépôt de Dynamite.*

Du 4 Septembre 1903.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1882⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. *Deslandes*, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de troisième catégorie sur le territoire de la commune de Sougy (Loiret);

Vu les plans annexés à ladite demande;

Vu les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet du Loiret;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La demande susvisée de M. *Deslandes* est rejetée.

2. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 4 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} L. ANDRÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 45140. — DÉCRET qui homologue un Plan de délimitation et un procès-verbal de bornage concernant le poste-optique du rocher des Chiens (Algérie).

Du 5 Septembre 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concer-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 759, n° 12552.

nant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage, visés et approuvés par le ministre de la guerre, concernant la limite commune à la partie extérieure de la zone des fortifications et à la zone unique de servitudes du poste-optique du rocher des Chiens (Algérie).

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 5 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 45141. — DÉCRET autorisant la Chambre de commerce de Rouen à contracter un Emprunt en vue des Travaux d'amélioration du port et portant prorogation des Péages locaux établis audit port.

Du 12 Septembre 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 18 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce;

Vu la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;

Vu la loi du 19 mars 1895, qui a autorisé la chambre de commerce de Rouen (Seine-Inférieure) à contracter des emprunts en vue de l'exécution des travaux d'amélioration de la basse-Seine, et qui a institué des péages au port de Rouen, au profit de ladite chambre de commerce;

Vu la loi du 29 décembre 1900, qui a modifié le tarif de ces péages;

Vu le décret en date du 29 août 1904, rendu sur le rapport du ministre des travaux publics, qui a déclaré d'utilité publique les travaux d'amélioration du port de Rouen;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 88a.

Vu la demande formée par la chambre de commerce de Rouen, dans ses délibérations en date des 12 janvier 1901 et 16 janvier 1904, complétées par sa lettre du 23 avril 1904, à l'effet d'obtenir :

1° L'autorisation d'emprunter la somme nécessaire pour lui permettre de verser à l'État un subside de deux millions, en vue de l'exécution des travaux précités;

2° La prorogation de la durée de perception des péages institués à son profit, par la loi susvisée du 19 mars 1895;

Vu l'engagement pris par le conseil général de la Seine-Inférieure, dans sa délibération du 27 août 1902, de verser à la chambre de commerce de Rouen, pour l'aider à payer ledit subside, une subvention égale aux cinq vingts-quatrièmes du montant de ce subside;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, en date des 31 mars 1903 et 9 avril 1904;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 20 juin 1904;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle a été soumis le projet, et notamment l'avis de la commission d'enquête du 4 octobre 1902;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Rouen est autorisée à contracter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs vingt-cinq centimes pour cent (4^e 25 p. 0/0), un emprunt d'un million cinq cent quatre-vingt trois mille trois cent trente-quatre francs (1,583,334^f), pour le montant en être employé, concurremment avec une subvention du département, au paiement à l'État d'un subside de deux millions, en vue de l'exécution des travaux d'amélioration du port de Rouen, prévus par le décret du 29 août 1904.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans la période restant à courir pour l'amortissement des emprunts que la chambre de commerce de Rouen a été autorisée à contracter par la loi du 19 mars 1895.

2. Les péages établis au profit de la chambre de commerce de Rouen par les lois des 19 mars 1895 et 29 décembre 1900 continueront à être perçus dans les conditions fixées par ces lois, pendant tout le temps nécessaire pour permettre à la chambre de commerce de satisfaire tant à l'accroissement de ses obligations antérieures qu'à l'amortissement, en capital et intérêts, de l'emprunt qu'elle est autorisée à contracter par l'article premier du présent décret sans que, toutefois, ladite perception puisse excéder la période restant à

courir sur le délai de quarante-cinq ans fixé par la loi du 25 mai 1895 pour l'amortissement des emprunts autorisés par cette loi.

3. Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de commerce de Rouen adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au ministre des finances et au receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu détaillé des recettes perçues dans le port de Rouen, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement de ses emprunts.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 12 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : E. MARÉJOL.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes.

Signé : G. TROILLET.

N° 10142. — DÉCRET relatif aux servitudes de l'enceinte de la place d'Alger.

Du 12 Septembre 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'ouvrage du fort l'Empereur, à Alger, cesse de porter servitudes au delà de la limite de la première zone, figurée par un trait rouge bordé d'un liséré bistre sur le plan.

2. Les servitudes de l'enceinte de la place d'Alger sont maintenues dans les parties où elles se superposaient à celles de l'ouvrage sus-visé.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 881.

3. Il est créé, dans la première zone de servitudes dudit ouvrage, des polygones exceptionnels figurés par des teintes plates jaunes sur le plan.

4. Les constructions à élever sur ces polygones exceptionnels ne devront pas dépasser la cote 210, correspondant à l'altitude du pied du rempart.

5. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 12 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} L. ANDRÉ.

N° 45143. — DÉCRET relatif à l'aliénation des terres domaniales affectées à la colonisation en Algérie.

Du 13 Septembre 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 18 septembre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du ministre des finances;

Vu l'ordonnance du 9 novembre 1845⁽¹⁾;

Vu les décrets des 25 juillet 1860, 31 décembre 1864 et 30 septembre 1878, sur l'aliénation des terres domaniales en Algérie;

Vu la loi du 19 décembre 1900;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. Les immeubles domaniaux situés en Algérie, autres que les bois et forêts et les immeubles nécessaires à des services publics, sont affectés au développement de la colonisation.

Cette disposition s'applique en particulier aux terrains vagues et à l'état de broussailles clairsemées, situés en plaine appartenant à l'État, qui ne sont point actuellement soumis au régime forestier ou qui seraient ultérieurement déclassés.

Il peut être disposé de ces immeubles en vue du développement de la colonisation conformément aux règles ci-après.

(1) 1^{re} série, Bull. 1255, n° 12394.

2. Les terres destinées à être livrées au peuplement par les nations sont allouées sur les bases arrêtées par le gouverneur.

3. L'aliénation a lieu suivant décision du gouverneur général, sur avis du conseil de gouvernement, par vente à prix fixe ou par aux enchères et, exceptionnellement, de gré à gré.

Quand l'intérêt de la colonisation l'exige, il peut être procédé par voie de concessions gratuites dans les conditions prévues par les articles 2 et suivants.

Les deux tiers au moins des lots à vendre à prix fixe ou à aux sont réservés aux immigrants.

4. Ne peuvent être admis comme acquéreurs, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, que les Français d'origine européenne ou Européens naturalisés jouissant de leurs droits civils et qui n'ont jamais été acquéreurs, concessionnaires ou cessionnaires à titre gratuit que ce soit de terres de colonisation, sous réserve de l'exception prévue à l'article 11.

Préalablement à l'adjudication, à la signature de la vente ou de la concession, le soumissionnaire, l'acquéreur ou le demandeur de concession doit signer une déclaration portant qu'il remplit les conditions ci-dessus.

Aucune personne ne peut d'ailleurs acquérir deux lots dans la même vente à prix fixe ou aux enchères.

TITRE II

ALIÉNATION PAR VOIE DE VENTE À PRIX FIXE OU AUX ENCHÈRES

5. Un arrêté du gouverneur général, pris en conseil de gouvernement et publié par voie d'affiches et d'insertions dans les journaux, détermine :

1° La date de l'ouverture et celle de la clôture des opérations de vente à prix fixe ainsi que les conditions de ces ventes ;

2° La date et le cahier des charges des ventes par adjudication.

6. La vente à prix fixe a lieu à bureau ouvert au bureau des domaines du chef-lieu du département. L'acte de vente est signé par le receveur des domaines et son mandataire.

Si deux ou plusieurs personnes se présentent simultanément pour acquérir le même lot, des enchères sont ouvertes entre eux. Le lot est adjugé au plus offrant, qui signe immédiatement le procès-verbal d'adjudication établi par le receveur des domaines.

7. Dans le cas de vente aux enchères, l'adjudication a lieu, soit devant le préfet ou devant le général ou leur représentant, soit devant un représentant du service des domaines.

8. La vente à prix fixe ou aux enchères est soumise à l'approbation du gouverneur général.

La décision du gouverneur doit intervenir dans le délai de deux mois à dater de la signature de la vente ou du procès-verbal d'adjudication.

Passé ce délai, l'acquéreur entre en possession et la vente produit son plein et entier effet.

L'approbation ne peut être refusée que pour vice de forme ou violation des dispositions de l'article 4.

9. L'arrêté du gouverneur général prévu à l'article 5, fixe la date et les conditions des paiements qui sont effectués en un ou plusieurs termes, ainsi que les remises qui peuvent être accordées à l'acquéreur. Les contrats stipulent qu'il n'est pas perçu d'intérêt si les termes sont payés exactement à l'échéance, et qu'en cas de retards, chaque terme échu porte intérêt à cinq pour cent (5 p. o/o) à partir du jour de son exigibilité.

10. L'acquéreur à prix fixe ou l'adjudicataire est tenu, sous peine de déchéance :

1° De payer le prix d'achat de sa terre comme il est dit à l'article 9;

2° De transporter son domicile sur la terre acquise dans les six mois du jour de l'achat;

3° D'y résider avec sa famille d'une façon effective et permanente et de l'exploiter personnellement pendant les dix années qui suivront sa mise en possession, ou de se substituer une famille remplissant les mêmes conditions d'origine;

4° De se conformer aux conditions spécifiées dans le cahier des charges.

Dans le cas où l'acquéreur réside personnellement, la durée de l'obligation de résidence est réduite à cinq années s'il justifie avoir construit des bâtiments d'habitation et d'exploitation et fait sur son lot des améliorations utiles et permanentes d'une valeur importante.

La valeur minimum à l'hectare des améliorations à accomplir pour bénéficier de cette disposition est fixée par l'arrêté du gouverneur général prévu à l'article 5. Il est statué par arrêté du préfet ou du général, à qui sont fournies les justifications, sauf recours au Conseil d'Etat statuant au contentieux.

TITRE III.

ALIÉNATION PAR LA VOIE DE LA CONCESSION GRATUITE.

11. Les concessions gratuites sont accordées par décret rendu sur les rapports des ministres des finances et de l'intérieur, après avis du gouverneur général, quand elles portent sur une étendue de plus de deux cents hectares (200^h) et lorsque même ayant une moindre étendue, elles portent à plus de deux cents hectares (200^h) la totalité de la superficie concédée au même colon.

Les autres concessions gratuites sont accordées directement par le-

gouverneur général qui peut déléguer ce droit au préfet ou au général commandant la division, suivant le territoire.

Il est délivré au concessionnaire un titre lui conférant la propriété de l'immeuble sous réserve des restrictions et des cas de déchéance ou de résolution prévus par les articles suivants.

12. Le concessionnaire est tenu, sous peine de déchéance :

1° De transporter son domicile sur la terre concédée dans les six mois à compter de la notification par la voie administrative de l'attribution de la concession ;

2° D'y résider avec sa famille d'une façon effective et permanente et de l'exploiter personnellement pendant les dix années qui suivront sa mise en possession ;

3° De se conformer aux obligations spéciales déterminées par le décret ou l'arrêté de concession.

L'acte de concession doit contenir, notamment, l'obligation pour le concessionnaire de construire sur son lot des bâtiments d'habitation et d'exploitation, d'y installer le bétail et l'outillage en rapport avec l'étendue de la concession et le mode de culture. Le concessionnaire qui, ayant rempli toutes les obligations ci-dessus, a, en outre, fait sur son lot des améliorations utiles permanentes, et bâti des constructions d'une valeur importante, peut, après cinq ans, être affranchi de la condition de résidence, à charge de rester personnellement responsable de la bonne exploitation des terres concédées pour le délai restant à courir.

La valeur minimum à l'hectare des améliorations à accomplir et des constructions à édifier pour bénéficier de la réduction de résidence, est fixée par l'acte de concession.

Il est statué par un arrêté du préfet ou du général auxquels sont fournies les justifications, sauf recours au Conseil d'État statuant au contentieux.

TITRE IV.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX ALIÉNATIONS PAR VOIE DE VENTE OU PAR VOIE DE CONCESSION.

13. Indépendamment des conditions fixées par le présent décret, les cahiers des charges déterminent les clauses spéciales de chaque vente à prix fixe ou aux enchères et de chaque concession.

14. L'acquéreur à prix fixe, l'adjudicataire ou le concessionnaire qui a satisfait pendant trois ans au moins aux obligations des articles 10 et 12 peut céder ses terrains à toute personne réunissant les conditions exigées à l'article 4.

L'acte de cession est soumis à l'approbation de l'autorité qui a approuvé la vente ou la concession.

Le concessionnaire se trouve substitué au cédant pour l'accomplissement des clauses et charges du contrat et des conditions des articles 10 et 12.

15. A défaut d'accomplissement des conditions déterminées par les articles 10 et 12, la déchéance est prononcée après mise en demeure régulière, par décret pour les concessions accordées en cette forme, par arrêté du gouverneur général dans tous les autres cas, sous réserve du recours au Conseil d'État statuant au contentieux.

16. Les cahiers des charges des ventes et des concessions contiennent une clause aux termes de laquelle l'État, soit en cas de déchéance prononcée, soit en cas de vente poursuivie à la requête des créanciers, renonce à se prévaloir de tout privilège ou action résolutoire vis-à-vis des personnes qui auront consenti à l'acquéreur ou au concessionnaire des prêts hypothécaires destinés :

1° Aux travaux de construction ou de reconstruction de réparation ou d'agrandissement des bâtiments d'habitation ou d'exploitation;

2° A des travaux agricoles constituant des améliorations utiles et permanentes.

L'acquéreur doit faire dresser un acte de prêt constatant la destination des fonds. L'emploi en est établi par quittance et autres documents probants produits au préfet ou au général. Un arrêté du préfet ou du général statuant à cet égard, fixe, sauf recours au Conseil d'État, le montant des fonds dont l'emploi est reconnu justifié.

17. Si la déchéance est prononcée contre un acquéreur, l'immeuble est, dans tous les cas, mis en vente.

Si la déchéance est prononcée contre un concessionnaire, la mise en vente est ordonnée : 1° quand le montant des améliorations fixé par l'acte prononçant la déchéance est égal ou supérieur à quinze francs (15') par hectare; 2° quand il y a des créanciers se trouvant dans les conditions déterminées par l'article 16; sauf ces exceptions, les améliorations demeurent acquises à l'État à titre de dommages-intérêts.

L'acquéreur ou le concessionnaire déchu reste en possession jusqu'au jour de la vente.

18. L'acte de déchéance est notifié par la voie administrative à l'acquéreur, au concessionnaire ou à ses ayants droit connus, ainsi qu'aux créanciers inscrits au domicile élu dans les inscriptions.

Faute de recours dans le délai d'un mois, l'immeuble est repris par l'État, ou, suivant le cas, mis en vente.

La mise en vente est notifiée au moins un mois à l'avance avec indication des lieux, jours et heure de l'adjudication à l'acquéreur ou concessionnaire ou à ses ayants droit connus, ainsi qu'aux créanciers inscrits au domicile élu dans les inscriptions.

La vente est effectuée par les soins de l'administration des domaines et par la voie des enchères publiques.

Ne sont admises à y concourir que les personnes remplissant les conditions exigées par l'article 4. L'acquéreur ou le concessionnaire déchu ne peut y prendre part.

19. Le prix de l'adjudication est versé, dans le délai d'un mois, à la caisse du receveur des domaines. Il est retenu par l'État, sur la somme ainsi versée, la portion faite des sommes nécessaires au paiement des créances privilégiées à l'article 16 jusqu'à concurrence des sommes restant au domaine sur le prix de la vente résolue ou, s'il s'agit d'une concession, jusqu'à concurrence de la somme qui reste disponible après le relèvement du montant des améliorations.

La partie du prix non retenue est consignée au compte des ayants droit.

20. Avant l'expiration d'un délai de dix ans à dater du jour où l'aliénation a été satisfaite aux conditions de résidence et d'exploitation prévues par les articles 10 et 12, l'immeuble aliéné par vente fixe, par vente aux enchères ou par concession, ne peut être transmis par voie de cession à titre gratuit ou onéreux à d'autres personnes qu'à celles remplissant les conditions de l'article 4.

Toute transmission de propriété effectuée contrairement aux dispositions ci-dessus entraîne l'annulation de la vente ou de la concession. L'immeuble revient à l'État, sous réserve des droits légalement constitués.

Cette annulation est prononcée par décret ou par arrêté du gouverneur général, suivant les distinctions établies à l'article 4. La décision doit, sous peine de nullité, être notifiée au concessionnaire un mois au plus après l'expiration du délai fixé ci-dessus. Elle peut être déférée au Conseil d'État par le concessionnaire.

21. Avant l'expiration du délai de dix ans fixé par les articles 10 et 12, les terrains vendus ou concédés ne peuvent, sous les conditions prévues à l'article précédent, être loués à des indigènes.

22. En cas de décès de l'acquéreur ou du concessionnaire, la condition de résidence peut être remplie par les héritiers ou par l'un d'eux seulement.

23. Les arrêtés de déchéance pris en exécution du présent décret sont mentionnés à la diligence du directeur des domaines à la transcription de l'acte de vente ou du titre de concession, dans le mois à partir du jour où ils sont devenus définitifs.

24. Les titres de concession, les arrêtés prévus par les articles 8, 10, 11, 12 et 16 du présent décret, les actes de concession et d'adjudication dans les cas prévus par les articles 14 et 17, sont publiés au *Bulletin officiel* de la préfecture et transcrits ou mentionnés aux registres hypothécaires.

TITRE V.

ALIÉNATIONS DE GRÉ À GRÉ.

25. Les terres de colonisation qui, ayant été mises en vente fixe ou aux enchères, n'ont pas trouvé acquéreur peuvent être

e première tentative, être vendues de gré à gré à toute personne réunissant les conditions de l'article 4. La vente est soumise à l'approbation du gouverneur général.

Des ventes peuvent en outre être consenties de gré à gré à tout individu jouissant de ses droits civils après avis du conseil de gouvernement, aux conditions fixées par le gouverneur général :

pour les lots à affecter à des établissements industriels ;

pour les immeubles ruraux situés en territoire de commune indigène dans les régions non encore colonisées.

La vente a lieu en conformité des dispositions des articles 18 et 19 et du 25 juillet 1860.

Les échanges peuvent être réalisés sans distinction de personnes dans les cas et aux conditions déterminées par le décret du 25 juillet 1860.

Les immeubles à céder par voie d'échange ont une valeur inférieure à deux mille francs (2,000^f), et si l'expert de l'État est d'accord avec celui de l'échangiste pour la fixation de cette valeur, il n'y a pas à nomination d'un tiers expert.

Les terres de colonisation peuvent être mises, pour la création de villages, à la disposition des sociétés françaises ou de particuliers français qui prendraient l'engagement :

de peupler ces villages en y installant des personnes réunissant les conditions exigées à l'article 4 ;

de transmettre gratuitement lesdites terres à ces personnes pendant un délai de deux ans aux conditions prescrites par l'article 12 ; et de s'engager à ce que les sociétés ou particuliers puissent jamais devenir propriétaires des terres qui leur ont été remises à charge de transmission.

Les conventions à intervenir entre l'État et les sociétés ou particuliers doivent être approuvées par le gouverneur général, le conseil de gouvernement entendu.

Le conseil de gouvernement doit être composé pour deux tiers au moins de Français et, pour le surplus, de Français d'origine européenne ou d'Européens naturalisés déjà établis en Algérie.

Pour l'exception et en vue de favoriser l'établissement d'industries utiles, le gouverneur général peut, le conseil de gouvernement entendu, autoriser la substitution d'immigrants étrangers à des immigrants français.

Les actes de transmission réalisés par les entreprises de peuplement en exécution des conventions passées entre elles et l'État, doivent être soumis au préfet ou au général commandant la division, qui les vise après s'être assuré de l'accomplissement des clauses imposées par lesdites conventions.

Il est tenu compte, pour les bénéficiaires, des titres de colonisation délivrés par l'État conformément à l'article 2.

30. Si la transmission des terres n'est pas effectuée dans le délai de deux ans à partir du jour où la remise en a été faite aux intéressés, l'État reprend possession des lots non transmis.

TITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

31. Il n'est rien innové aux dispositions contenues dans le décret du 28 décembre 1900 en ce qui concerne les concessions d'immeubles domaniaux au profit des communes.

32. Des concessions gratuites, dont l'étendue ne peut excéder deux cents hectares (200^h), peuvent être accordées aux indigènes sans condition de résidence ni clauses résolutoires, à titre de récompense pour services exceptionnels.

Ces concessions sont accordées par le gouverneur général, le conseil de gouvernement entendu.

33. Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

34. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 13 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : E. COMBES.

N° 45144. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'intérieur et des cultes le Crédit en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1902.

Du 17 Septembre 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice clos 1902 du budget des cultes;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que ces créances concernent des services prévus au budget dudit exercice et n'excèdent pas le chiffre des crédits qui leur étaient applicables,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes (services des cultes), en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1902, un crédit de trois mille quatre cents francs quarante-sept centimes (3,004^f 47), égal au montant des nouvelles créances liquidées à la charge dudit exercice.

2. L'ordonnement de ces créances sera effectué sur le chapitre du budget des cultes affecté aux dépenses des exercices clos.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Régence de Mazenc, le 17 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

ÉTAT des créances liquidées additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices clos.

EXERCICE.	CHAPITRE du budget.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT		
			par créances.	par chapitre.	par exercice.
1902.	VIII.	Grosses réparations des édifices diocésains.....	2,794 ^f 86 ^c 139 74 69 87	3,004 ^f 47 ^c	3,004 ^f 47 ^c
		TOTAL.....			3,004 47

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 45145. — **DÉCRET** qui ouvre au **Ministre des finances** un **Crédit supplémentaire de 50,000 francs** pour l'inscription des **pensions civiles de veuves et d'orphelins** résultant de décès survenus pendant l'année 1903.

Du 22 Septembre 1904.

Promulgué au *Journal officiel* du 28 septembre 1904

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles;

Vu l'article 51 de la loi du 26 janvier 1892, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1892;

Vu le règlement d'administration publique du 8 août 1892⁽¹⁾;

Tu l'état des extinctions des pensions civiles survenues au cours des exercices 1902 et antérieurs, et révélées depuis le 1^{er} janvier 1904, état arrêté par le ministre des finances, à la date du 9 août 1904, à la somme de cent trois mille cinq cent quarante deux francs;

La section des finances, de la guerre, de la marine, des colonies, des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des postes et des télégraphes du Conseil d'État entendue,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Un crédit supplémentaire de cinquante mille francs (50,000^{fr}) est ouvert sur le produit des extinctions survenues au cours des années 1902 et antérieures et révélées depuis le 1^{er} janvier 1904, pour l'inscription, sur l'exercice 1903, des pensions civiles de veuves et des secours aux orphelins régis par la loi du 9 juin 1853, et résultant de décès survenus du 1^{er} janvier au 31 décembre 1903.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 22 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1498, n° 25406.

N° 15146. — **DÉCRET** fixant les Taxes de transit afférentes au parcours entre Saint-Louis du Sénégal et Conakry pour les correspondances échangées entre les pays de l'Afrique occidentale et méridionale et l'Amérique du Sud.

Du 25 Septembre 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 5 octobre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 21 mars 1878 et en particulier l'article 2 ainsi conçu : « Les taxes sous-marines, sémaphoriques et urbaines, et généralement les taxes accessoires ainsi que les mesures propres à mettre les règles du service télégraphique intérieur en harmonie avec celles du service international, pourront être fixées par décret; néanmoins, celles de ces dispositions qui pourront affecter les recettes de l'État, devront être soumises à l'approbation des Chambres dans la prochaine loi des finances »;

Vu la loi du 29 juin 1904, portant approbation : 1° du règlement et des tarifs arrêtés par la conférence télégraphique internationale de Londres, le 10 juillet 1903; 2° de diverses taxes internationales;

Vu le décret du 29 juin 1904, portant application du règlement et des tarifs arrêtés par la conférence télégraphique internationale de Londres, le 10 juillet 1903, et approuvés par la loi du 29 juin 1904;

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des finances,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. La taxe de transit afférente au parcours entre Saint-Louis du Sénégal et Conakry, pour les correspondances échangées par la voie Noronha entre les pays de l'Afrique occidentale et méridionale et l'Amérique du Sud, est fixée, à partir du 1^{er} juillet 1904, conformément aux indications du tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 25 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. TROUILLOT.

ANNEXE.

Tarifs des câbles français de la Côte occidentale d'Afrique pour les câbles échangés avec l'Amérique du Sud par la voie «Noronha».

INDICATIONS DES CORRESPONDANCES.	TAXES par mot.	REMARQUES.
<i>Entre Saint-Louis (Sénégal) et Conakry.</i>		
Pour les correspondances échangées par la voie «Noronha» entre l'Amérique du Sud et :		
L'Afrique occidentale portugaise (Angola).....	1 27	Toutes les lettres disposées en portant la taxe de celle la cable.
L'île de l'Ascension.....	0 525	
Bathurst.....	1 4125	
Bissao et Bolama.....	1 27	
Le Camérout.....	1 69	
L'Afrique allemande du Sud-Ouest.....	0 525	
La Côte d'Or.....	1 98	
L'île Madère.....	0 815	
La Nigeria.....	1 69	
Bouny.....	1 74	
Brass.....	1 97	
Lagos.....	1 97	
Autres bureaux.....	1 27	
L'île Principe.....	0 525	
L'île Sainte-Hélène.....	1 27	
L'île San Thomé.....	2 155	
Sierra Leone.....	1 98	
Le Togo.....	2 23	
Voie Accra.....		
Voie Cotonou.....		
L'Afrique centrale britannique (Nyassaland).....		
La colonie du Cap, le Natal, l'Orange, le Transwaal, la Rhodesia du Nord, la Rhodesia du Sud.....	0 525	
L'Afrique orientale allemande (Bismarckburg et Ujiji).....		
L'Afrique orientale portugaise.....		
Beira Railway Co.....		
Zambézia.....		
Les îles du Cap-Vert.....	0 815	
Saint-Vincent.....	1 275	
San Thiago.....		

N° 45147. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la justice un Crédit de 10 millions de francs pour la liquidation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1902.*

Du 28 Octobre 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu la loi de finances du 30 mars 1902;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'état ci-annexé, portant une créance liquidée à la charge du service de la justice, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1902;

Considérant que ladite créance n'excède pas le crédit à annuler par la loi de règlement de l'exercice sur le chapitre auquel elle se rattache,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la justice, en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1902, un crédit supplémentaire spécial de soixante-cinq francs (65^f), montant d'une créance désignée au tableau ci-annexé, qui a été liquidée à la charge de cet exercice et pour laquelle un état nominatif sera remis, en double expédition, au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

Le ministre de la justice est, en conséquence, autorisé à ordonner cette créance sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1854.

2. Le ministre de la justice et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Octobre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

*ÉTAT contenant une créance additionnelle de l'exercice clos 1902
(au titre du service de la justice).*

NUMÉRO du chapitre.	INDICATION du service.	NOM ET QUALITÉ du créancier.	OBJET DE LA CRÉANCE.	MONTANT de la créance.
XII.	Justices de paix.	M. Guel, suppléant de la justice de paix de Plouagat, arrondissement de Guingamp (Côtes- du-Nord).	Traitement d'interim du 18 au 31 décembre (13 jours) à raison de 1,800 francs l'an. (L'interim s'est prolongé jus- qu'au 25 mars 1903.)	65 ^f 00 ^c

Arrêté le présent état à la somme de soixante-cinq francs.

Paris, le 28 Octobre 1904.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

N° 45148. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que les hameaux de la Grande et de la Petite-Sanbole, de Lozère, de Maysonnade et de Grelot, commune de Fourques, canton du Midi d'Agenais, arrondissement de Marmande (Lot-et-Garonne), sont distraints de la succursale de Sainte-Marthe et rattachés, pour le culte, à la succursale de Fourques.

La circonscription paroissiale de Fourques et de Sainte-Marthe sera désormais conforme à la circonscription civile de ces deux communes (Paris, 15 Avril 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 23^e Décembre 1904.

Le Garde^{des} Sceaux, Ministre de la Justice.

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'Imprimerie nationale, 57, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

* OBSERVATION IMPORTANTE. — L'Imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formulée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliraient pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 10.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2580.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 45149. — *Loi érigant en Municipalité distincte, sous le nom de Saint-François-sur-Bugeon, une partie de territoire distrait de la commune de Montgellafrey (Savoie).*

Du 16 Juillet 1904.

(Promulguée au Journal officiel du 19 juillet 1904.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La partie de territoire, située à droite du torrent du Bugeon et figurée au plan annexé à la présente loi par un filéré bleu, est distraite de la commune de Montgellafrey (canton de la Chambre, arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne, département de la Savoie) et formera, à l'avenir, une commune séparée, dont le chef-lieu est fixé au hameau de Saint-François-sur-Bugeon et en portera le nom.

Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

2. Les communes de Montgellafrey et de Saint-François contribueront, dans la proportion du principal des quatre contributions directes, attribuées à chacune d'elles, au remboursement des emprunts contractés par ladite commune de Montgellafrey.

3. Le partage des biens communaux indivis sera effectué en raison du nombre de feux de chaque commune.

XII^e Série.

715

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 15150. — *DÉCRET* modifiant le décret du 3 juillet 1897, sur les indemnités de déplacement et sur le passage du Personnel colonial.

Du 6 Juillet 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 17 juillet 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 juillet 1897, portant règlement sur les indemnités de déplacement et les passages des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux;

Vu le décret du 14 août 1899, portant modification à certaines dispositions du texte précédent;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 38, 39, 41, 50, 85 et 91 du décret du 3 juillet 1897 sont abrogés ainsi que le tableau de classement n° 3 annexé à cet acte.

2. Le droit au passage des familles des fonctionnaires, employés ou agents civils et des officiers ou assimilés des troupes métropolitaines ou coloniales reste essentiellement subordonné à la décision du ministre des colonies. En conséquence, aucun fonctionnaire, employé ou agent civil, ni aucun officier ou employé militaire assimilé ne peuvent prétendre au remboursement des frais de passage de leur femme ou de leurs enfants, si ces personnes se sont embarquées sans autorisation préalable du département.

3. a. Le troisième paragraphe de l'article 35 du décret du 3 juillet 1897 est modifié ainsi qu'il suit :

Ces passages sont toujours accordés à la dernière classe. Toutefois pour les femmes et pour les enfants, il ne doit jamais être dérogé de réquisitions de passages pour une classe inférieure à la 3^e classe ou à l'entrepont.

b. La disposition suivante est ajoutée au même article :

6. Les prescriptions du paragraphe 5 ne sont pas applicables quand l'indigent est originaire d'une colonie. Dans ce cas, c'est le budget local du pays d'origine qui supporte les frais de rapatriement.

de l'intéressé, à moins que celui-ci n'ait plus d'un an de séjour dans la colonie de résidence et ne soit soumis par suite aux dispositions du quatrième paragraphe du présent article.

4. 1° Les officiers généraux, ainsi que les officiers supérieurs et les fonctionnaires assimilés changeant de résidence, ont droit au transport gratuit de leurs domestiques dans les conditions ci-après, savoir :

Officier général ou fonctionnaire assimilé : deux domestiques différents.

Officier supérieur ou fonctionnaire assimilé : 1 domestique.

Les officiers généraux ou supérieurs, ainsi que les fonctionnaires assimilés se rendant en mission, n'ont droit au transport gratuit d'aucun domestique, exception faite pour les inspecteurs généraux d'armes qui ont droit au transport gratuit de leur ordonnance.

Les domestiques sont classés à la sixième catégorie.

2° Le droit au passage des domestiques est réglé par les dispositions ci-dessous :

Les domestiques ne peuvent prétendre au transport sur mer qu'ils accompagnent leur maître. Cette concession est limitée à deux traversées, celle d'aller, pour se rendre de France aux colonies ou pays de protectorat ou d'une colonie dans une autre, et celle de retour; toutefois, n'ont droit qu'au passage dit de retour, les domestiques dont l'engagement a eu lieu dans la colonie ou le pays de protectorat dans lequel leur maître était en service.

Le droit au passage des domestiques est renouvelé lorsque leur maître est envoyé en France ou dans une autre colonie ou pays de protectorat, par suite de changement de destination ou qu'il obtient un congé administratif.

En cas de décès du maître, le ou les domestiques n'ont droit au rapatriement que dans le délai de six mois, à partir du jour du décès.

Le passage gratuit est encore accordé lorsque le domestique est renvoyé pour motif de santé ou de convenance personnelle de l'officier général ou supérieur ou du fonctionnaire assimilé, sous la réserve que le droit de ce dernier sera épuisé lorsqu'il aura usé du droit au passage du domestique une fois pour l'aller et une fois pour le retour.

Les domestiques qui se sont séparés de leur maître n'ont pas droit au passage de rapatriement.

En aucun cas, les domestiques ne peuvent prétendre aux indemnités prévues aux articles 43, 44, 48 et 49 du décret du 3 juillet 1897.

3° Le transport par terre ou par voie fluviale des domestiques aux colonies ou dans les pays de protectorat est assuré dans les conditions prévues aux deux premiers paragraphes de l'article 84 du décret du 3 juillet 1897.

Cette disposition est applicable aux trajets effectués par voie maritime entre les dépendances d'une même possession.

75. Dans tous les cas où l'officier, le fonctionnaire, l'employé ou l'agent civil ou militaire des services coloniaux ou locaux ou sa famille a droit au passage gratuit, le poids des bagages dont le transport doit rester à la charge de l'État ou des budgets locaux est fixé d'après les indications portées au tableau ci-après :

CATÉGORIE.	POIDS DES BAGAGES, y compris celui pour lequel la franchise est accordée par les compagnies de transport ⁽¹⁾ .		OBSERVATIONS.
	Pour le fonctionnaire ou l'officier.	Pour la famille lorsqu'elle voyage avec son chef ou isolément.	
	kilogr.	kilogr.	
Gouverneurs généraux, gouverneurs et résidents supérieurs se rendant pour la première fois à leur poste.	2,500	1,500	(1) Lorsque la franchise accordée par les compagnies de transport est supérieure à celle attribuée par l'administration, l'officier, fonctionnaire etc., ainsi que sa famille, bénéficient du traitement le plus avantageux. Le transport en franchise n'est accordé que pour les bagages proprement dits, vêtements, linge, vaisselle, etc., à l'exclusion des objets de mobilier et d'approvisionnement dont le transport est à la charge des intéressés et peut être effectué comme fret.
1 ^{re} catégorie A.	750	450	
1 ^{re} catégorie B.	500	350	
2 ^e catégorie.	400	250	
3 ^e catégorie.	350	200	
4 ^e catégorie.	300	150	
5 ^e catégorie.	200	100	
6 ^e catégorie.	100	100	

Sur les lignes où le transport des bagages au compte de l'administration peut être tarifé au volume, la dépense que l'État ou les budgets locaux prennent à leur charge ne doit en aucun cas être supérieure du quart à celle qui résulterait de la tarification au poids des maximums déterminés pour chaque catégorie par le présent article.

6. Les passages par paquebots subventionnés faisant le service entre la France, la Corse et l'Algérie et sur le littoral algérien, sont réglés par décision ministérielle.

Les officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux, débarqués en France et qui demandent à user de leur congé dans l'un ou l'autre de ces territoires, n'ont droit au passage gratuit que dans les positions leur permettant de prétendre, dans la métropole, aux indemnités de route du port de débarquement au lieu de résidence et *vice versa*, ou du lieu de résidence à une station d'eaux minérales ou thermales et réciproquement.

7. La ville de Singapour est ajoutée à la nomenclature des lo-

à la deuxième catégorie de l'article 45 du décret du

lles et ports de l'Amérique, y compris New-York et sont classés à la quatrième catégorie dudit article.

ers, fonctionnaires, employés ou agents changeant, ~~intérieurement de résidence, ont droit, ainsi que leur~~ intérieur des colonies et pays de protectorat, au transport de leurs bagages, dans la limite des quantités indiquées par le présent décret.

peuvent, en ce qui concerne certaines régions où les ~~communication et les moyens de transport ordinaires sont~~ limitées par arrêté local réglementant la concession du transport des bagages à l'intérieur desdites régions et, si nécessaire, le bénéfice dudit transport aux cas de déplacements effectués par ordre pour le service. Cet arrêté est approuvé par le ministre des colonies.

du régime spécial prévu au paragraphe précédent, la nature des bagages ne peut être remplacée par l'attestation représentative et quand ce transport ne peut être effectué de manière complète, l'officier, fonctionnaire, employé ou intéressé n'a droit à aucun dédommagement.

Le n° 2 annexé au décret du 3 juillet 1897 est modifié en ce qui concerne les passagers réquisitionnaires voyageant sur les paquebots de la Compagnie générale transatlantique (à New-York.)

- 1. — 1^{re} classe. Cabine extérieure (1 couchette).
- 2. — 1^{re} classe. Cabine extérieure (2 couchettes).
- 3. — 1^{re} classe. Cabine intérieure arrière.
- 4. — 1^{re} classe. Cabine intérieure arrière.
- 5. — 2^e classe.
- 6. — Entrepont.
- 7. — Entrepont.

Le n° 3 annexé au présent décret détermine le classement du personnel des services coloniaux ou locaux, au point de vue des déplacements et des passages.

Le directeur des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui est publié au *Journal officiel de la République française* et au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Le 6 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le colonel,

Donné :

TABLEAU DE CLASS.

DESIGNATION des services.	1 ^{re} CATEGORIE		
	A	B	
Administration cen- trale.	Secrétaire général. Directeur. Sous-directeur.	Chef de bureau. Sous-chef de bureau.	Commis rédacteur. Commis principal. Commis rédacteur. Rédacteur stagier. Commis rédacteur. 1 ^{re} classe.
Administrateurs colo- niaux.	.	Administrateur en chef. Administrateur.	Administrateur. Administrateur.
Administration pénit- entiaire.	.	Directeur. Sous-directeur. Chef de bureau de 1 ^{re} classe. Commandant supérieur de pénitencier de 1 ^{re} classe.	Chef de bureau. classe. Commandant su- périeur de 1 ^{re} classe. Chef du service de Sous-chef de bureau. Commandant su- périeur. Commis principal. Commis principal. transport. premier com- mandant. Interprète principal. Interprète. Aumônier et as- sistant.
Affaires indigènes	.	.	Adjoint principal.
Bâtiments militaires ...	.	.	.
Cadastré et topogra- phie.	.	Géomètre en chef. Inspecteur.	Vérificateur. Géomètre principal.
Congo : personnel spé- cial.	.	.	Chef de station. Chef d'exploration.
Contributions diverses.	.	Directeur. Inspecteur. Receveur principal ayant un traitement métropo- litain minimum de 5,000 francs.	Sous- inspecteur. Contrôleur. Receveur principal. Receveur principal. Commis principal. Vérificateur des pro- duits.
Cultes.....	Evêque ?.	Prélat apostolique. Vicaire général. Administrateur aposto- lique du diocèse.	Supérieur ecclésias- tique. Prêtre ou ministre religieux cultes re- connus par l'Etat.

* Ces fonctionnaires, bien que compris à la 1^{re} catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des navires. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou assimilés (domestique, bagage, etc.).

JULLET 1904.

PERSONNEL COLONIAL.

1 ^{re} CATÉGORIE.	4 ^e CATÉGORIE.	5 ^e CATÉGORIE.	6 ^e CATÉGORIE.
s expéditionnaire et 5 ^e classe. s expéditionnaire aire. is auxiliaire.	Surveillant chef du matériel.	Huissier. Gardien de bureau.	Journalier.
"	"	"	"
s de l'administra- pénitentiaire. cteur. is des travaux. ssaire de police de ansportation de 4 ^e , 6 ^e classe. teur.	"	"	Agent inférieur ⁽²⁾ .
t. is de 1 ^{re} et 2 ^e classe.	Commis de 3 ^e et de 4 ^e classe.	"	"
"	Gardien concierge.	"	"
tre. ateur principal.	Élève géomètre. Commis ordinaire. Commis adjoint. Dessinateur.	Expéditionnaire. Triangulateur.	Agent inférieur ⁽²⁾ .
" poste.	Agent auxiliaire de 1 ^{re} et 2 ^e classe.	"	"
is. is surnuméraire.	"	Préposé.	Porteur de con- trainte ⁽²⁾ . Surveillant indigène.
ariste. de grand séminaire.	"	"	"

s Européens et les indigènes citoyens français classés à la 6^e catégorie sont traités, pour les passages, comme les de la 5^e catégorie.
classement ne s'applique qu'aux chefs de diocèses constitués par le décret de 1852.

Fonctions.			
Capitaines.	.	.	Directeur de l'administration.
Levées, cadastre, impôts.	.	Directeur. Inspecteur. Sous-Inspecteur. Receveur principal.	Receveur pour l'administration. Contrôleur. Vérificateur. Receveur pour les contributions. Capitaine. Lieutenant.
Enregistrement, hypothèques, domaines et timbre (cadre métropolitain).	.	Directeur. Inspecteur. Sous-inspecteur.	Conservateur. Receveur. 1 ^{er} commis. Gardien des archives. Contrôleur.
Forêts.	.	Inspecteur. Chef de service.	Inspecteur adjoint. Garde général.
Garde civile indigène, garde régionale, garde de cercle.	.	.	Inspecteur principal. Inspecteur.
Gendarmerie (classement spécial à certains grades).	.	.	.
Gouvernement colonial.	Gouverneur général, Gouverneur.	Chef de cabinet du gouverneur général.	Secrétaire archivé. Secrétaire privé. Chef adjoint du gouverneur général. Sous-chef de cabinet du gouverneur général. Chef de cabinet du gouverneur. Chef de secrétariat du gouverneur.
Immigration.	.	Protecteur des immigrants.	Chef du service d'immigration. Commissaire d'immigration. Sous-commissaire d'immigration.
Imprimerie de gouvernement.	.	.	Chef d'imprimerie.

⁽¹⁾ Les Européens et les indigènes citoyens français classés à la 6^e catégorie sont traités, pour les passeports, les agents de la 5^e catégorie.

⁽²⁾ Ces fonctionnaires, bien que rattachés à la 5^e catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des navires.

3 ^e CATEGORIE.	4 ^e CATEGORIE.	5 ^e CATEGORIE.	6 ^e CATEGORIE.
st de culture.			Jardinier ⁽¹⁾ . Agent inférieur indigène.
veur particulier de classe et au-dessous. mis. numéraire.	Garde-magasin. Brigadier. Patron.	Sous-brigadier. Sous-patron.	Préposé ⁽¹⁾ . Matelot ⁽¹⁾ . Peseur ⁽¹⁾ .
numéraire. le magasin de la 4 ^e à 10 ^e classe.			
	Brigadier domanial.	Garde forestier domanial.	Agent inférieur indigène.
de principal européen e 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e classe. de régional européen e 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e classe.	Garde principal européen de 4 ^e classe. Garde régional européen de 4 ^e classe.		Garde européen ou indigène ⁽¹⁾ .
	Sous-officier ⁽¹⁾ . Brigadier ⁽¹⁾ .	Gendarme ⁽¹⁾ . Enfant de troupe ⁽¹⁾ .	
ndic d'immigration. mmis.	Ecrivain.	Gardien de lazaret. Gardien infirmier de dépôt.	Agent inférieur ⁽¹⁾ .
us-chef d'imprimerie.		Agent d'imprimerie de toutes classes.	

Ne jouissent de leur carrière ni d'aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages, etc.).

¹⁾ Ce classement spécial n'est admis que pour les déplacements hors de France.

DÉSIGNATION des services.	1 ^{re} CATÉGORIE.		2 ^e CATÉGORIE.
	A	B	
Indo-Chine (Personnel spécial).	Gouvernement...	•	Chef de cabinet du gouverneur général. Chef adjoint du gouverneur général. Sous-chef de cabinet du gouverneur général. Secrétaire particulier du gouverneur général. Secrétaire archiviste du chef privé. Chef de cabinet du gouverneur général. Chef de cabinet du gouverneur général. Chef de cabinet de premier supérieur.
	Administration ..	Secrétaire général du gouvernement général. Directeur du contrôle financier. Résident supérieur.	Inspecteur des services civils. Administrateur des trois premières classes.
	Laos	•	Administrateur de 5 ^e classe. Administrateur stagiaire. Commis de 1 ^{re} classe services civils. Interprète principal pénal. Doc. Phm. Su.
	Tresorerie	•	Commissaire du gouvernement de 1 ^{re} et de 2 ^e classe. Trésorier-payeur. Payeur particulier de la trésorerie d'Algérie.
	Donanes et régies	•	Commissaire du gouvernement de 3 ^e classe. Payeur adjoint de la trésorerie d'Algérie. Commis de la trésorerie d'Algérie.
	Agriculture, commerce et forêts.	•	Directeur général. Directeur adjoint. Inspecteur.
			Receveur principal. Contrôleur principal. Receveur. Contrôleur. Commis principal. Chef de brigade. Contrôleur stagiaire. Entreposeur général.
			Inspecteur adjoint des forêts. Directeur du jardin botanique de Cochinchine. Sous-directeur du jardin botanique de Cochinchine. Directeur du laboratoire d'analyse en Indochine. Chef du service géologique de l'Indo-Chine. Géologue adjoint au service géologique de l'Indo-Chine. Garde général des forêts.

⁽¹⁾ Ces fonctionnaires, bien que compris à la 2^e catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages, etc.).

CATÉGORIE.	4 ^e CATÉGORIE.	5 ^e CATÉGORIE.	6 ^e CATÉGORIE.
au cabinet du général. s du conseil privé. re particulier du nant gouverneur. re particulier du ent supérieur.	Écrivain du conseil privé.	Huissier du conseil privé.	.
s de 2 ^e et 3 ^e classe services civils. te principal in- e. te européen.	Interprète indigène. Huyen. Secrétaire principal indi- gène. Garde-meubles.	Élève secrétaire in- digène.	.
du cadre local. néraire envoyé ope.	Commis auxiliaire du cadre local.	Gardien de caisse.	Agent inférieur in- digène.
er chef. omptable. urveillante.	Brigadier. Commis auxiliaire.	Sous-brigadier. Préposé. Agent auxiliaire ⁽²⁾ . Journalier européen ⁽²⁾ .	Surveillant indigène. Journalier indigène.
le préparateur au atoire d'analyse de p-Chine. culture au Ton-	Agent de culture, garde forestier de 3 ^e et 4 ^e classe.	Garde forestier sta- giaire.	Jardinier indigène.
er chef. forestier de 1 ^{re} et isse.			

Agents n'ont droit ni à des congés ni à des passages aux frais de l'administration. Les seuls déplacements permettant de prétendre à des indemnités sont ceux qu'ils effectuent dans l'intérieur de l'Indo-Chine, par ordre, besoins du service.

DESIGNATIONS des services.	CATÉGORIES		NOM
Police administrative et judiciaire.	.	.	Commissaire
Imprimerie.....	.	.	Chef d'imprimerie
Travaux publics (Personnel civil) (1).	Directeur général.	Directeur général adjoint Ingénieur en chef titulaire.	Ingénieur Titulaire Sous-Ingénieur Conducteur principal Conducteur Chef de bureau Sous-chef de bureau Commis principal
Batiments civils.	.	.	Architecte Inspecteur principal Inspecteur.
Chemin de fer.	.	.	Inspecteur principal Inspecteur. Contrôleur principal
Phares et balises.	.	.	Capitaine des balises. Mécanicien principal Viseurs de mer.
Ports et rades.	.	.	Capitaine de port.
Postes et télégraphes	.	.	Contrôleur du cahier Commis principal
Magistrature, enregistrement, domaine, timbre, contributions, cadastre, enseignement, garde indigène, service hospitalier, service vétérinaire	.	.	
Service des greffes	.	.	

(1) Les militaires détachés aux travaux publics de la colonie conservent pour les déplacements et la participation aux privilèges que leur confère leur grade dans l'armée.

(2) Les ingénieurs titulaires et les architectes titulaires, bien que compris à la 1^{re} catégorie, voyagent les uns

1 ^{re} catégorie	2 ^e catégorie	3 ^e catégorie	4 ^e catégorie
Commissaire de police.	Secrétaire de commissaire. Brigadier de police.	Sous-brigadier de police. Agent de police européen.	Agent de police indigène.
Sous-chef d'imprimerie.	Correcteur hors classe. Agent hors classe. Agent de 1 ^{re} et 2 ^e classe.	Agent des autres classes.	.
Commis des trois premières classes. Surveillant principal.	Commis de 4 ^e classe. Surveillant.	.	.
Sous-inspecteur des trois premières classes.	Sous-inspecteur de 4 ^e classe.	.	.
Contrôleur des trois premières classes. Chef de district principal.	Contrôleur de 4 ^e classe. chef de district.	.	.
Lieutenant des Matelots de mer. Mécanicien des Matelots de mer.	Maître de phares et balises. Garde principal de navigation.	Gardien de phare et balises européen. Garde de navigation européen. Stagiaire européen.	Gardien de phares et balises indigène. Garde de navigation indigène. Stagiaire indigène.
Lieutenant de port.	Maître de port. Maître de phare. Pilote.	Gardien de phare européen.	Gardien de phare indigène.
Commis du cadre local. Dame téléphoniste.	Commis auxiliaire du cadre local.	Surveillant européen du cadre local. Brigadier facteur. Facteur.	Surveillant indigène du cadre local.
Commis greffier de 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e classe.	Commis greffier auxiliaire. Commis greffier stagiaire.	.	.

1^{re} classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux militaires supérieurs ou participants assimilés (domesticité, bagages, etc.).

2^e Pour le personnel du cadre métropolitain, voir le classement général.

3 Voir le classement général.

DÉSIGNATION des services.	1 ^{re} CATÉGORIE.		2 ^e CATÉGORIE.
	A	B	
Inscription maritime..	.	.	.
Inspection des colonies	Inspecteur général.	Inspecteur.	Inspecteur adjoint
Instruction publique..	.	Directeur de l'enseignement en Cochinchine et au Tonkin. Proviseur. Chef du service de l'instruction publique à Madagascar, en Afrique occidentale, à la Guyane et dans l'Inde. Inspecteur primaire à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion.	Censeur. Professeur agrégé. Principal de collège. Directeur de collège. Professeur des établissements d'enseignement secondaire. Chargé de cours des cours de sements d'enseignement secondaire. Professeur d'école normale cours normal, école pratique de commerce, d'industrie, pourvu du certificat d'aptitude à professorat. Professeur d'école d'agriculture. Surveillant chef. Inspecteur primaire dans les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion. Economiste. Institutrice titulaire ou stagiaire.
Justice. } Cour d'appel....	Procureur général en Indo-Chine, à Madagascar et en Afrique occidentale.	Procureur général dans les autres colonies. Avocat général. Président. Vice-président. Conseiller. Substitut du procureur général. Greffier en chef des cours d'appel de l'Indo-Chine, de Madagascar et de l'Afrique occidentale.	Conseiller auditeur. Greffier en chef dans les colonies autres que l'Indo-Chine, Madagascar et l'Afrique occidentale. Secrétaire général du parquet du procureur général de l'Indo-Chine. Chef de bureau du parquet du procureur général de l'Indo-Chine. Attaché au parquet du procureur général.

(*) Ces fonctionnaires, bien que compris à la 2^e catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou aux fonctionnaires assimilés (Bagages, etc.).

(*) Ces fonctionnaires, bien que compris à la 2^e catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots.

3 ^e CATEGORIE.	4 ^e CATEGORIE.	5 ^e CATEGORIE.	6 ^e CATEGORIE.
commis d'économat. maître répétiteur. instituteur principal. instituteur. professeur d'enseignement primaire en Indo- Chine. instituteur stagiaire. surveillant.	Syndic des gens de mer.	Garde maritime. Agent subalterne.	
secrétaire en chef du par- quet du procureur gé- néral dans les colonies autres que l'Indo-Chine, Madagascar et l'Afrique occidentale. chef de bureau du par- quet du procureur gé- néral dans les colonies autres que l'Indo-Chine, Madagascar et l'Afrique occidentale. secrétaire rédacteur de 1^{re} et 2^e classe au parquet du procureur général dans toutes les colo- nies. commis greffier asser- menté de cour d'appel dans les colonies autres que l'Indo-Chine.	Secrétaire-rédacteur de 3^e et de 4^e classe au par- quet du procureur gé- néral en Indo-Chine. Secrétaire expéditionnaire au parquet du procu- reur général.	Employé auxiliaire.	

Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assis-
 nées (domestique, bagages, etc.).

Il figurent que pour le classement à bord des navires sur lesquels ils n'ont droit, au départ, qu'à l'usage d'un
 occident de bagages.

DÉSIGNATION des services.		1 ^{re} CATÉGORIE.		2 ^e CATÉGORIE.
		A	B	
Judice. (Suite.)	Juridiction spéciale.	.	Chef du service judiciaire à Papeete. Chef du service judiciaire à Saint-Pierre et Miquelon. Président du conseil d'appel. Président du tribunal supérieur. Juge du tribunal supérieur. Juge président d'appel.	Juge auditeur au tribunal supérieur ou au Greffier de conseil (ou de tribunal supérieur d'appel).
	Tribunaux de première instance et justices de paix.	.	Procureur de la République. Président et juge-président des colonies suivantes : Martinique, Guadeloupe, Réunion, Indo-Chine, Madagascar, Afrique occidentale, Pondichéry, Inde, Cayenne (Guyane), Nouméa (Nouvelle-Calédonie), Papeete (Tahiti), Congo. Vice-président à Saigon.	Procureur de la République. Président. Juge président d'appel. Juge à Saigon. Substitut du procureur de la République à Paris. Juge des autres tribunaux. Substitut du procureur de la République des autres tribunaux. Lieutenant de juge. Juge d'instruction. Juge suppléant. Juge de paix à compétence étendue de l'Indo-Chine de Madagascar. Juge de paix à compétence étendue dans les colonies. Suppléant de juge d'instruction. Juge de paix. Greffier des tribunaux de première instance. Greffier des justices de paix à compétence étendue.
Madagascar (Personnel spécial).	Gouvernement.	.	Chef de cabinet du gouverneur général.	Chef adjoint de cabinet du gouverneur général. Sous-chef de cabinet du gouverneur général. Chief du secrétariat particulier du gouverneur général. Secrétaire archiste du gouvernement général et du conseil d'administration. Chief de cabinet du sous-gouverneur.
	Administration.	Secrétaire général du gouvernement général.	Chief de bureau de 1^{re} classe du corps des comptables.	Chief de bureau de 2^e classe du corps des comptables. Sous-chef de bureau du corps des comptables. Comptable. Interprète principal.

(*) Ces fonctionnaires, étant que compris à la 2^e catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou aux fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages, etc.).

1 ^{re} CATÉGORIE.	4 ^e CATÉGORIE.	5 ^e CATÉGORIE.	6 ^e CATÉGORIE.
de justice de paix. aire de 1^{re} et de 2^e se au parquet du curateur de la Répu- que de Saigon ou anoi. aire rédacteur de quet dans les autres nies. mmis greffier asser- até de tribunal de mière instance dans colonies autres que do-Chine. taire particulier du rétaire général.	Secrétaire de 3^e et de 4^e classe au parquet du procureur de la Répu- blique de Saigon ou d'Hanoi. Secrétaire expéditionnaire de parquet dans les co- lonies autres que l'Indo- Chine. Commis greffier asser- menté ou ordinaire de tribunal de première instance et de justice de paix dans les colo- nies autres que l'Indo- Chine.	Employé auxiliaire. Employé auxiliaire.	
des affaires ci- viles. des affaires ci- viles. interprète européen. de comptabilité.	Ecrivain des affaires ci- viles. Elève interprète euro- péen. Interprète principal in- digène (titulaire ou auxiliaire).	Interprète indigène de 1^{re} classe. Ecrivain indigène. Chef du personnel des gens de service.	Gardien de bureau. Planton. Interprète indigène de 2^e et 3^e classe. Interprète auxiliaire⁽²⁾.

Les Européens et les indigènes citoyens français classés à la 6^e catégorie sont traités, pour les passages, comme les agents de la 5^e catégorie.

DESIGNATION des services.		1 ^{re} CATEGORIE.		
Madagascar (Personnel spécial) (suite)	Contrôle finan- cier.	•	Directeur du contrôle. Chef de bureau de 1 ^{re} classe.	Chef de bureau. Sous-chef de bureau. Comptable.
	Trésor	•	Trésorier-payeur, payeur particulier de la tréso- rie d'Algérie.	Payeur adjoint. Receveur d'Algérie. La trésorerie percepteur.
	Postes et télé- graphes.	•	•	Commis principal local.
	Justice, douane, service topo- graphique, en- seignement, garde régio- nale, service hospitalier et sanitaire, ser- vice vétéri- naire, travaux publics, ports et rades.	•	•	
	Agriculture.	•	Directeur de l'agriculture.	Inspecteur de l'agriculture. Sous-inspecteur de culture.
	Imprimerie	•	•	Chef d'imprimerie.
	Police adminis- trative et judi- ciaire.	•	•	Chef du service de Commissaire adjoint.
	Flotille.	•	•	Chef du service.
	Domaine (ca- dre local).	•	•	Commis principal. Receveur.
	Manufacture de l'État (cadre métropolitain).	•	Directeur. Ingénieur des trois pre- mières classes. Contrôleur des manufac- tures. Inspecteur-entreposeur.	Ingénieur de 1 ^{re} et 2 ^e classe. Élève ingénieur. Garde-magasin de culture d'attaches. Premier commis facture. Entreposeur de la feuille. Contrôleur principal culture et des Contrôleur de la des magasins.

(1) Ces fonctionnaires, bien que compris à la 2^e catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs et fonctionnaires militaires (domesticité, bagages, etc.).

(2) Les Européens et les indigènes citoyens français classés à la 6^e catégorie sont traités, pour les passages, les agents de la 5^e catégorie.

1 ^{re} CATEGORIE.	2 ^e CATEGORIE.	3 ^e CATEGORIE.	4 ^e CATEGORIE.
de comptabilité.	"	Ecrivain indigène.	"
à cadre local.	Secrétaire européen.	Commis indigène. Gardien de caisse.	Agent inférieur ⁽²⁾ .
à cadre local.	Commis stagiaire du cadre local.	"	Agent inférieur ⁽²⁾ .
"	"	"	"
"	"	"	"
"	Chef jardinier. Contremaitre.	"	"
d'imprimerie.	Correcteur. Agent principal. Agent de 1 ^{re} et de 2 ^e classe.	Agent des autres classes.	"
de police.	Inspecteur principal européen ou indigène. Inspecteur de police européen de 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e classe.	Brigadier. Sous-brigadier. Agent européen. Inspecteur indigène.	Agent indigène.
de maître mécanicien.	Mécanicien européen.	Matelot européen.	Matelot indigène.
"	"	"	Agent inférieur indigène.
de manufacture. stagiaire de manœuvre. sur de la culture magnanimes. sur stagiaire de culture et des magnanimes. de la culture et des magnanimes.	Chef d'atelier.	Contremaitre. Surveillant.	"

le personnel du cadre métropolitain, voir le classement général.
le classement général.
personnel non compris dans cette énumération figure au classement général du personnel métropolitain.

DESIGNATION des services	1 ^{re} CATEGORIE	
	A	B
Martinique (Personnel spécial). Directeur de ra- soub. Principaux Édipheores... Postes... Agents divers.	.	.
Police administrative et judiciaire.	.	.
Ports et rades.	.	.
Postes et télégraphes cadre métropolitain.	Inspecteur général.	Directeur. Ingénieur en chef. Sous-directeur. Ingénieur principal. Inspecteur principal. Ingénieur.) avant Inspecteur) une solde Receveur.) d'Europe Chef de) de 6.000 fr. section.) au moins.
		Ingénieur Inspecteur Sous-inspec- teur Chef de sec- tion. Contrôleur des ritimes post- Receveur à la rope de francs. Sous-chef de Chef de brig- Rédacteur. Commissaire prin- Elève ingénieur. Commissaire. Agent mar- nier.
Prisons coloniales.	.	Directeur de prison Directeur du Poulo-Condor

1) Les Européens et les indigènes citoyens français classés à la 6^e catégorie sont traités, pour les postes, les agents de la 1^{re} catégorie.
 2) La solde d'Europe est égale à la solde de grade en France.

3 ^e CATÉGORIE.	4 ^e CATÉGORIE.	5 ^e CATÉGORIE.	6 ^e CATÉGORIE.
Commis comptable.	Magasinier. Maître accoreur.	Contremaitre accoreur. Chef contremaitre.	Mécanicien ⁽¹⁾ . Gardien ⁽²⁾ . Concierge ⁽¹⁾ .
	Commis de 1 ^{re} classe.	Commis de 2 ^e et 3 ^e classe.	
Commis.	Préposé.	Surveillant chef.	Agent inférieur ⁽¹⁾ .
	Préposé buraliste.	Surveillant.	Agent inférieur ⁽¹⁾ .
	Interprète juré.		Concierge ⁽¹⁾ . Garçon de bureau ⁽¹⁾ . Garde sanitaire ⁽¹⁾ .
Commissaire de police.	Commissaire de police adjoint.	Brigadier de police de sûreté. Adjudant de police.	Brigadier de police ⁽¹⁾ . Agent de police ⁽¹⁾ .
Lieutenant de port.	Maître de port. Chef pilote. Pilote major. Chef mécanicien.	Pilote breveté. Surveillant d'ouvriers. Écrivain de port ou d'atelier. Surveillant de rade. Chef guetteur.	Mécanicien ⁽¹⁾ . Pilote non breveté ⁽¹⁾ . Patron de barge ⁽¹⁾ . Patron postal ⁽¹⁾ . Maître de sifflet de brume ⁽¹⁾ . Aide-maire ⁽¹⁾ . Canotier ⁽¹⁾ . Guetteur ⁽¹⁾ . Agent inférieur ⁽¹⁾ .
Receveur... dont la solde Commis... de 2 ^e classe ⁽²⁾ Agent inférieur canotier... à 2.400 fr. Surnuméraire.	Chef surveillant. Brigadier facteur. Surveillant.	Sous-agent non dénommé dans les autres catégories.	
Inspecteur. Greffier.	Régisseur de prison. Gardien chef. Commis greffier de 1 ^{re} classe.	Commis greffier de 2 ^e et 3 ^e classe. Gardien de 1 ^{re} classe.	Gardien de 2 ^e et 3 ^e classe ⁽¹⁾ . Agent et employé divers ⁽¹⁾ .

(1) Ces fonctionnaires, bien que compris à la 3^e catégorie, voyagent toujours à la 1^{re} classe à bord des radebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou aux fonctionnaires assimilés (domestique, bagages, etc.).

Désignation des services.	1 ^{re} CATEGORIE.		2 ^e CATEGORIE.
	1	2	3
Secrétaires généraux des colonies.	.	Secrétaire général. Chef de bureau hors classe. Chef de bureau de 1 ^{re} classe.	Chef de bureau 2 ^e : Sous-chef de bureau : Sous-chef de bureau principal. Clerc principal.
Chemin de fer (Personnel ci- vil).	.	Directeur. Sous-directeur.	.
Remarques et dépenses.	.	.	Capitaine de réserve, etc. est comptable de cours.
Sérénité (Services spéciaux).	.	.	.
Service télégra- phique.	.	.	Chef de service.
Service adminis- tratif et Trésor.	.	.	.
Services administra- tifs des colonies.	Commis- sariat.	Agent principal.	Agent. Sous-agent.
	Compta- bles.	Agent comptable prin- cipal.	Agent comptable. Sous-agent comptable.
Service hospitalier et sanitaire.	.	.	Directeur d'hôpital ou Sœur hospitalière. Docteur en médecine 1 ^{er} à un service local.
Services municipaux.	.	.	.
Service vétérinaire....	.	Vétérinaire inspecteur de 1 ^{re} classe.	Vétérinaire inspecteur classe. Vétérinaire de 1 ^{re} et 2 ^e classe.
Surveillance adminis- trative des chemins de fer.	.	Inspecteur de l'exploita- tion.	.
Surveillants militai- res (2).	.	.	Surveillant chef.
Tahiti (Interprètes de).	.	.	Interprète principal péen.

(1) Les Européens et les Indigènes citoyens français classés à la 6^e catégorie sont traités, pour les passages, comme les agents de la 3^e catégorie.

(2) A moins qu'il ne s'agisse d'un fonctionnaire du cadre métropolitain ayant droit, en raison de son grade en France, à un classement supérieur auquel cas il conserve le bénéfice du classement général.

(3) Ces fonctionnaires, bien que compris à la 3^e catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou aux fonctionnaires assimilés (domestiques, bagages, etc.).

3 ^e CATÉGORIE.	4 ^e CATÉGORIE.	5 ^e CATÉGORIE.	6 ^e CATÉGORIE.
mi.	Écrivain. Commis auxiliaire.		
ptable. de gare. -chef de gare. de dépôt. -chef de dépôt.	Chef ouvrier.	Ouvriers de profession. Agent auxiliaire euro- péen.	Agent auxiliaire in- digène.
itaine) remor- leur.... od ca- taine de m or - leur.... mécanicien.	S'ils ne sont pas capitaines au long cours.		
amis.		Surveillant.	Chef d'équipe ¹⁾ .
nt aux écritures.		Écrivain auxiliaire.	
amis.		Écrivain auxiliaire ²⁾ .	
asinier de 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e classe.	Magasinier de 4 ^e classe.		Distributeur indigène.
cier de santé affecté à un service local.		Gardienn de lazaret. Infirmier européen d'hôpital civil.	Infirmier indigène d'hôpital civil.
érinaire de 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e classe. érinaire civil attaché à un service local.			
missaire de surveil- lance.			
veillant chef.	Surveillant de 1 ^{re} classe.	Surveillant de 2 ^e et 3 ^e classe.	
erprête européen de 1 ^{re} et 2 ^e classe.	Interprète européen de 3 ^e et 4 ^e classe.		
erprête principal in- digène.	Interprète indigène.		

¹⁾ Voir circulaire du 5 juin 1888 (B. O.).

²⁾ Le personnel des services municipaux reste soumis aux règles spéciales qui lui sont propres. Il ne peut prétendre à des indemnités de déplacement et à des passages que dans les conditions indiquées par les autorités communales et il relève et les dépenses qu'il est susceptible d'occasionner aux budgets locaux doivent être couvertes par une vision.

³⁾ Ne figurent que pour les passages. — Voir la décision présidentielle du 31 octobre 1897.

94 Les militaires affectés dans le service des "revues postales aux soldats" cherchent de leur propres moyens à se procurer, pour les besoins de leur profession, des renseignements sur les grands événements de l'actualité internationale, les événements de la vie d'aujourd'hui, voyagent très souvent en train, et sont donc en mesure de rapporter à leur retour de nombreux renseignements sur les événements de l'actualité internationale.

Digitized by Google

3 ^e CATÉGORIE.	4 ^e CATÉGORIE.	5 ^e CATÉGORIE.	6 ^e CATÉGORIE.
mis. mis du cadre auxi- ire. it voyer (non classé omme conducteur). eillant principal. remaitre principal.	Commis stagiaire. Surveillant. Contremaitre. Gardien chef du phare. Maître de phare.	Gardien de phare eu- ropeen. Surveillant stagiaire. Contremaitre stagiaire.	Agent inférieur (2).

Les Européens et les indigènes citoyens français classés à la 6^e catégorie sont traités, pour les passages, ne les agents de la 5^e catégorie.
Toutes les colonies.

Vu l'article 2 de la loi du 21 mars 1878;

Vu le décret du 7 février 1903⁽¹⁾;

Vu le décret du 27 février 1904;

Vu le décret du 29 mai 1904;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisé l'échange des télégrammes privés entre les navires en mer et les stations radiotélégraphiques situées sur le littoral de la France, de l'Algérie et de la Tunisie qui seront désignées à cet effet par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

(1) 1^{re} série, Bull. 2427, n° 42779.

Ces stations côtières pourront être ouvertes au service intérieur seulement ou à la fois au service intérieur et au service international; la date d'ouverture de chaque station, l'étendue et la nature de son service, seront fixées par arrêté du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

2. Les règles ci-après sont applicables à la rédaction, à la taxation, au payement et à la transmission des télégrammes échangés par la télégraphie sans fil entre la côte et les navires en mer :

1° Ces télégrammes doivent porter avant l'adresse l'indication éventuelle taxée « Radiotélégramme »;

2° Les radiotélégrammes peuvent être rédigés respectivement suivant les règles fixées par le décret du 29 mai 1904 et le règlement télégraphique international arrêté à Londres le 10 juillet 1903, pour les télégrammes ordinaires;

3° L'adresse des radiotélégrammes à destination des navires en mer doit mentionner, outre les indications ordinaires, le nom ou le numéro officiel du bâtiment destinataire et sa nationalité;

4° La « taxe côtière », c'est-à-dire celle afférente au parcours maritime et applicable au service de la station côtière, est établie par mot; elle s'ajoute à la taxe du parcours électrique ordinaire entre ladite station et le bureau d'origine ou de destination;

5° La somme de ces deux taxes est perçue sur l'expéditeur pour les télégrammes à destination des navires en mer et sur le destinataire pour les télégrammes émanant d'un navire en mer;

6° Les radiotélégrammes reçus des navires en mer sont réexpédiés à destination sans faire l'objet d'aucune traduction de la part de la station côtière;

Les demandes de secours émanant des navires en mer ont la priorité sur les autres correspondances;

7° Les seuls télégrammes spéciaux qui peuvent être admis dans les échanges avec les navires en mer, si les pays de destination les admettent, sont les suivants :

a) Les télégrammes « priorité »;

b) Les télégrammes urgents;

c) Les télégrammes avec collationnement;

d) Les télégrammes avec accusé de réception télégraphique et postal, mais seulement pour les correspondances à destination des navires en mer;

L'accusé de réception indique la date et l'heure auxquelles le télégramme a été transmis au navire auquel il est destiné;

La taxe côtière n'intervient pas dans le calcul du prix de l'accusé de réception;

e) En ce qui concerne seulement les correspondances originaires des navires en mer : les télégrammes à faire suivre, à remettre par exprès ou par poste, les télégrammes adressés poste restante ou télégraphe restant, les télégrammes à remettre ouverts ou en mains

propres, les télégrammes à distribuer seulement pendant les heures de jour et les télégrammes avec reçu ;

8° L'expéditeur d'un radiotélégramme à destination d'un navire en mer peut préciser le nombre de jours pendant lesquels la station côtière doit conserver ce télégramme ;

Dans ce cas, il inscrit, avant l'adresse, l'indication taxée : « x jours », spécifiant ce nombre de jours, y compris celui du dépôt du télégramme ;

9° Lorsque le bâtiment auquel est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station côtière dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, le vingt-neuvième jour au matin, la station côtière en donne avis à l'expéditeur ;

Ce dernier a la faculté de demander, par avis de service taxé télégraphique ou postal adressé à la station côtière, que celui-ci conserve le télégramme pendant une nouvelle période de trente jours et ainsi de suite :

10° Est remboursée à l'expéditeur de tout télégramme qui, pour une cause quelconque n'a pu être transmis par la station côtière au navire auquel il est destiné, la taxe perçue pour le parcours maritime ;

11° Les dispositions du décret du 29 mai 1904 et du règlement télégraphique arrêté à Londres le 10 juillet 1903, qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent décret ou aux conditions particulières de dépôt, de transmission et de remise des radiotélégrammes sont respectivement applicables auxdits télégrammes, notamment en ce qui concerne le compte des mots, les règles de transmission, l'ordre de transmission, la remise à domicile et les détaxes et remboursements.

3. La taxe radiotélégraphique applicable au service effectué par les stations côtières d'Ouessant et de Porquerolles est fixée provisoirement, pour toutes les relations, à soixante-quinze centimes (0^f 75) par mot.

Cette taxe pourra être appliquée aux autres stations côtières du littoral de la France, de l'Algérie et de la Tunisie, par arrêté du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 28 Septembre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.

Signé : GEORGES TROUILLLOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROTVIER.

N° 45152. — *DÉCRET relatif à l'introduction, dans une brasserie et ses dépendances, des Sucres appelés à bénéficier des dispositions de la loi du 5 juillet 1904.*

Du 1^{er} Octobre 1904.

(Promulgué au Journal officiel du 6 octobre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 5 juillet 1904;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les sucres appelés à bénéficier des dispositions de la loi du 5 juillet 1904 ne peuvent être introduits dans une brasserie et ses dépendances sans être accompagnés d'un acquit à caution.

Les sucres bruts sont renfermés dans des sacs ficelés et plombés ayant toutes leurs coutures à l'intérieur, d'un poids net de cent kilogrammes (100^k).

Les sucres raffinés et candis doivent être logés dans des caisses ou sacs d'un poids net uniforme fixé à l'avance par l'administration régulièrement plombés.

Dans ces divers cas, les frais de plombage seront remboursés à l'expéditeur, à raison de trois centimes (0^o03) par plomb, en vertu de l'arrêté ministériel du 15 novembre 1879, rendu par application de l'article 20 de la loi du 31 mai 1846.

Les sucres raffinés ou candis destinés à être employés en brasserie peuvent être imputés à la décharge des comptes d'admission temporaire. A cet effet, ils sont présentés à un entrepôt de sucres raffinés ou à un bureau de douane ouvert à ces opérations pour être vérifiés. Un certificat constatant cette vérification et valide pour l'apurement des obligations d'admission temporaire est délivré par les déclarants.

2. Les sucres introduits dans la brasserie ou ses dépendances doivent être placés dans un magasin spécial. Ils y sont conservés sous cordes et plombs jusqu'au moment de leur dénaturation.

3. Il est ouvert au brasseur un compte de magasin des sucres nature.

Ce compte présente distinctement, par espèces de sucres, leur poids effectif et pour la quantité de raffiné qu'ils représentent :

a) Aux entrées :

- 1° Les quantités régulièrement introduites dans l'établissement;
- 2° Les quantités reconnues en excédent à la suite des inventaires.

b) Aux sorties :

- 1° Les quantités régulièrement dénaturées;
- 2° Les manquants constatés aux inventaires.

employés peuvent, lorsqu'ils le jugent utile, arrêter le compte des sucres en nature, et, à cet effet, vérifier par la pesée les quantités existantes.

La vérification fait ressortir un excédent, cet excédent est ajouté aux charges.

En cas d'apparition d'un manquant, ce manquant est soumis aux droits de vingt-cinq francs (25^f) [droit de consommation] par cent kilogrammes (100^k) de sucre exprimé en raffiné et, en cas où il s'agit de sucres raffinés ou candis, de deux francs (2^f) par cent kilogrammes (100^k) de raffiné.

Le sucre doit être dénaturé à son emploi dans la fabrication de la bière, et doit être dénaturé en présence du service, suivant l'un des protocoles autorisés par des décrets rendus sur l'avis du comité consultatif des manufactures.

La opération de dénaturation est précédée d'une déclaration écrite :

1° la espèce et la quantité de sucre à dénaturer ;

2° la espèce et la quantité de substance dénaturante à employer.

La déclaration est faite à la recette buraliste désignée par les lois sur les contributions indirectes qui font connaître au déclarant l'heure aux laquelle ils peuvent assister aux dénaturations. Le maximum dans lequel les agents doivent se présenter est fixé à deux heures pour les localités où il existe une poste d'employés et à une heure pour celles où il n'en existe pas.

Il ne peut être effectué plus de deux opérations de dénaturation dans chaque brasserie.

La administration peut, aux conditions qu'elle détermine, autoriser tout brasseur à expédier à d'autres brasseurs des sucres dénaturés.

Le sucre dénaturé fait l'objet d'un compte spécial ouvert au

nom du brasseur :

1° son volume, si le produit est à l'état liquide, ou pour son poids si on le trouve à l'état solide ;

2° la quantité de sucre raffiné qu'il représente d'après les poids et mesures du compte de magasin prévu à l'article 3 du présent décret ;

3° la quantité de degrés-hectolitres qu'il doit produire.

Le compte de sucre dénaturé et l'emploi de ce produit sont soumis aux conditions déterminées, en ce qui concerne les droits du malt autres que les glucoses (mélasses, maltose, malts), par les articles 19, 20 et 21 du décret du 30 mai 1899 sur l'article 1^{er} du décret du 18 avril 1901.

En cas, pour les quantités de sucres dénaturés destinées à être employées après l'expiration de la période légale de reconnaissance, d'un manque de cinquante kilogrammes (50^k) de sucre (en raffiné) par hectolitre et de cent kilogrammes (100^k) par jour, la déclaration

à la recette buraliste sera remplacée par une inscription à l'avance par le brasseur sur un registre conforme au modèle qui sera donné par l'administration, coté et paraphé par le local de service. Ce registre sera représenté à toute réquisition des employés.

L'administration pourra autoriser l'emploi, dans les concessions, de quantités de sucres dénaturés plus élevées lorsque la concession sera justifiée par l'importance des fabrications.

Toute quantité régulièrement employée sera imposée, d'après le tarif établi par l'article 6 de la loi du 30 mai 1899 modifié par l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1900, pour le nombre de hectolitres correspondant au rendement fixé par le décret relatif à l'exécution des dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 5 juillet 1904.

Les excédents reconnus par inventaire au compte spécial de sucres dénaturés seront ajoutés aux charges.

Les manquants constatés à ce compte supporteront les droits qui étaient passibles les sucres entrant dans la préparation du produit.

6. Chaque fois qu'il le juge convenable, le service des contributions indirectes prélève gratuitement des échantillons sur les sucres en nature, sur les substances dénaturantes, ainsi que sur les sucres dénaturés.

7. Pour la pesée des divers produits, lors des vérifications, ainsi que pour les inventaires, les brasseurs doivent fournir les ouvriers, de même que les poids et balances et autres instruments nécessaires.

8. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Octobre 1904.

Signé : ÉMILE LOUSET

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 45153. — DÉCRET relatif aux modes de dénaturation des sucres appelés à bénéficier des dispositions de la loi du 5 juillet 1904.

Du 1^{er} Octobre 1904.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 octobre 1904.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 5 juillet 1904;

Sur les avis du comité consultatif des arts et manufactures, et du 24 août et 31 août de la même année;

Sur le rapport du ministre des finances;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les sucres appelés à bénéficier des dispositions de la loi du 5 juillet 1904 seront dénaturés suivant l'un des procédés désignés à un tableau annexé au présent décret, lequel spécifie les modes de dénaturation jusqu'à présent autorisés.

2. Le rendement en degrés-hectolitres des sucres employés en raserie est fixé à trente-huit degrés-hectolitres par cent kilogrammes (100^g) de sucre.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Octobre 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

TABEAU

des procédés de dénaturation admis pour les sucres employés à la fabrication de la bière.

1^{er} procédé. — Mélanger dans l'ordre d'énumération les produits ci-après :

	kilogrammes.
Eau potable.....	1,000
Acide phosphorique sirupeux, purifié, du commerce, ayant pour densité 1,45.....	2
Sucres ou sirops.....	1,000
Houblon.....	20

On portera ce mélange à l'ébullition. Après quinze minutes d'ébullition, on prendra la densité du liquide bouillant au moyen d'un pèse-sirops et on prolongera l'ébullition jusqu'à ce que la densité ait acquis 1,26. Le sirop décanté aura la densité 1,32.

L'acide phosphorique employé devra être complètement soluble dans l'eau et privé de plomb, cuivre et arsenic.

2^o procédé. — Mélanger dans l'ordre d'énumération les produits ci-après :

	kilogrammes.
Eau potable.....	2,000
Acide tartrique cristallisé.....	4
Sucres ou sirops.....	1,000
Houblon.....	20

On portera ce mélange à l'ébullition. Après quinze minutes d'ébullition, on prendra la densité du liquide bouillant au moyen d'un pèse-sirops et on prolongera l'ébullition jusqu'à ce que la densité ait acquis 1,26. Le sirop décanté aura la densité 1,32.

L'acide tartrique employé devra être complètement soluble dans l'eau et privé de plomb, cuivre et arsenic.

N° 45154. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts
autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts
de l'État, à accepter pour les musées nationaux, un tableau de
représentant l'architecte Fontaine soumettant des plans à l'Académie
légue par M^{me} Lefuel, et estimé cinq cents francs. (Paris, 22
1904.)

N° 45155. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts
autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts
de l'État, à accepter pour les musées nationaux un buste en marbre
de Cérès par de Seine (1818), légué par M^{lre} Grégoire et estimé 100
francs. (Paris, 24 Octobre 1904.)



Certifié conforme :

Paris, le 28^e Décembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

E. VALLÉ.

* Cette date est celle de la réception
au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	8 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	14 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATION IMPORTANTE. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'impression en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2581.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44156. — DÉCRET proclamant 86 Cessions de Brevets d'invention.

Du 31 Mai 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1^o La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 mars 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 18 février 1903, aux termes duquel la Société anonyme des manufactures de glaces et produits chimiques de Saint-Gobain, Chauny et Cirey, dont le siège est à Paris, place des Saus-saies, n° 1, a été autorisée à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Hassart, le 11 février 1903, pour instrument destiné à déterminer l'angle zénithal d'éclairement d'un local, dit le *Zénimètre*.

2^o La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 mars 1903, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 18 février 1903, aux termes duquel la Société anonyme des manufactures de glaces et produits chimiques de Saint-Gobain, Chauny et Cirey, dont le siège est à Paris, place des Saus-saies, n° 1, a été autorisée à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Hassart, le 26 janvier 1903, pour perfectionnements aux verres prismatiques employés pour l'éclairage des locaux sombres.

3^o La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 3 novembre 1903, faite, suivant acte en date du 11 août 1903, à la société Lysoform de Berlin, ayant son siège social à Berlin (Allemagne), Friedrich Strasse, n° 16, par M. Groppler, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 avril 1900, pour procédé de fabrication d'un produit désinfectant, inodore ou d'une odeur agréable, à base de formaldéhyde et de savon.

4^o La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 3 novembre 1903, faite, suivant actes en date des 9 et 10 avril

XII^e Série.

i 17

et sa succ^{ss} 1903, à la Société générale parisienne d'antisepsie, dont le siège est à rue d'Argenteuil, n° 15, par M. Antoine Ebers, docteur-chimiste, demeurant à (Allemagne), Kurfürstendam, n° 16, et la société Lysolform, de Berlin, dont le siège est Berlin, Friedrichstrasse, n° 16, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 avril 1900, par M. Groppler, et dont ladite société a pour objet le procédé de fabrication d'un produit désinfectant, inodore et odeur agréable, à base de formaldéhyde et de savon.

5° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 décembre 1903, faite, suivant actes en date des 31 octobre et novembre 1903, à la société anonyme la Teinture pneumatique, dont le siège est à Roubaix (Nord), boulevard de Mulhouse, par la Société anonyme de Roubaix, brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 7 décembre 1897, pour la teinture des matières textiles à un état quelconque de préparation.

6° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 décembre 1903, faite, suivant actes en date des 31 octobre et novembre 1903, à la société anonyme la Teinture pneumatique, dont le siège est à Roubaix (Nord), boulevard de Mulhouse, par M. Dumons, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 juin 1902, pour système de circulation d'un liquide quelconque sous pression applicable à l'épuisement de substances minérales ou organiques, à l'extraction des matières grasses, à la teinture et autres usages des textiles, etc.

7° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 31 décembre 1903, faite, suivant acte en date du 12 décembre 1903, à MM. Charles-Edouard Halphen, industriel, demeurant à Paris, rue Lamotte-Piquet, n° 11, et Gaston-Marie Belot, armateur, demeurant à Nantes (Loire-Inférieure), Lamotte-Piquet, n° 6, par M. Frank, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 février 1899, pour procédé de fabrication de fils et de tuyaux métalliques.

8° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 31 décembre 1903, faite, suivant acte en date du 12 décembre 1903, à MM. Charles-Edouard Halphen, industriel, demeurant à Paris, rue Lamotte-Piquet, n° 11, et Gaston-Marie Belot, armateur, demeurant à Nantes (Loire-Inférieure), Lamotte-Piquet, n° 6, par M. Frank, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 août 1899, pour procédé et mécanisme pour la fabrication de capsules douilles en métal dur.

9° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 6 janvier 1904, faite, suivant acte en date du 18 décembre 1903, à la société Les fils de Peugeot frères, dont le siège est à Valentigney (Doubs), M. Moussot, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 mai 1899, pour un sécateur à lames de formes et de dispositions rectilignes dénommé : *secateur à lames rectilignes*.

10° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 6 janvier 1904, faite, suivant actes en date des 29 octobre et 11 novembre 1903, à la Société d'exploitation des appareils Batou (accumulateurs de courant électrique), dont le siège social est à Paris, avenue de Suffren, n° 28, par M. Batou, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 décembre 1900, pour accumulateur de courant électrique.

11° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 janvier 1904, faite, suivant actes en date des 6 et 29 octobre et 6 novembre 1903, à la société Albert Guinés et C^{ie}, dénommée : *Société des constructions électriques et mécaniques*, dont le siège est à Paris, rue des Bains, n° 16, par M. Delaveau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 novembre 1899, pour système d'électro-aimant cuirassé avec armature en bobine mobile à longue course.

12° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 janvier 1904, faite, suivant actes en date des 6 et 29 octobre et 6 novembre 1903, à la société Albert Guinés et C^{ie}, dénommée : *Société des constructions électriques et mécaniques*, dont le siège est à Paris, rue des Bains, n° 16, par M. Bouchet, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 octobre 1899, pour système d'électro-aimant à champ d'action étendu.

3° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine, le 7 janvier 1904, faite, suivant actes en date des 6 et 29 août, 9 octobre novembre 1903, à la société Albert Guénée et C^{ie}, dénommée : *Société de constructions électriques et mécaniques*, dont le siège est à Paris, rue des Bois, n° 14 et 16, M. Bouchet, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 avril 1897, système d'électro-aimant perfectionné.

4° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine, le 7 janvier 1904, faite, suivant actes en date des 6 et 29 août, 9 octobre novembre 1903, à la société Albert Guénée et C^{ie}, dénommée : *Société de constructions électriques et mécaniques*, dont le siège est à Paris, rue des Bois, n° 14 et 16, M. Bouchet, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 février 1900, système d'électro-aimant perfectionné à effort constant.

5° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine, le 7 janvier 1904, faite, suivant actes en date des 6 et 29 août, 9 octobre 6 novembre 1903, à la société Albert Guénée et C^{ie}, dénommée : *Société de constructions électriques et mécaniques*, dont le siège est à Paris, rue des Bois, n° 14 et 16, par M. Bouchet, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 février pour verrouillage d'aiguille de chemin de fer.

6° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine, le 7 janvier 1904, faite, suivant actes en date des 6 et 29 août, 9 octobre novembre 1903, à la société Albert Guénée et C^{ie}, dénommée : *Société de constructions électriques et mécaniques*, dont le siège est à Paris, rue des Bois, n° 14 et 16, M. Bouchet, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 mars 1900, dispositif pour la manœuvre électrique des signaux.

7° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine, le 7 janvier 1904, faite, suivant actes en date des 6 et 29 août, 9 octobre 6 novembre 1904, à la société Albert Guénée et C^{ie}, dénommée : *Société de constructions électriques et mécaniques*, dont le siège est à Paris, rue des Bois, n° 14 et 16, par M. Bouchet, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 mai pour système d'appareil hydro-électrique applicable comme machine à river, tner ou cisailier les métaux.

8° La mutation enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine, le 8 janvier 1904, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication le 1^{er} décembre 1903, par M^{re} Rigault, notaire à Paris, et aux termes duquel M. Mallesherbes, n° 13, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris par la Société des voitures automobiles des établissements Decauville aîné, le 1^{er} décembre 1902, pour dispositif de châssis rigide pour véhicules automobiles.

9° La mutation enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine, le 8 janvier 1904, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication le 1^{er} décembre 1903, par M^{re} Rigault, notaire à Paris, et aux termes duquel M. Mallesherbes, n° 13, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris par la Société des voitures automobiles des établissements Decauville aîné, le 1^{er} décembre 1902, pour dispositif de transmission du mouvement pour véhicules automobiles.

10° La mutation enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine, le 8 janvier 1904, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication le 1^{er} décembre 1903, par M^{re} Rigault, notaire à Paris, et aux termes duquel M. Mallesherbes, n° 13, est devenue propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris par la Société des voitures automobiles des établissements Decauville aîné, le 17 décembre 1902, pour dispositif de transmission du mouvement pour véhicules automobiles.

11° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine, le 9 janvier 1904, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 5 janvier 1904, par lequel M. Camille Fomhon, mécanicien, demeurant au Pont-d'Audenas (A.), a été autorisé à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Camille, le 5 mai 1903, pour machine à copier les lettres.

11^e Série.

22° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 9 janvier 1904, faite, suivant acte en date des 18 avril et 8 mai 1903, à la Compagnie française de l'antidérapant Parsons, dont le siège est à Paris, rue Rocroy, n° 9, par M. Parsons, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris le 5 décembre 1902, pour dispositif destiné à prévenir les dérapages et la casse des caoutchoucs pneumatiques et autres effets analogues.

23° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 janvier 1904, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 11 janvier 1903, aux termes duquel la société anonyme dite : *The Pictet Syndicate*, dont le siège social est à Manchester (Angleterre), S' Ann. Street, n° 18, a été autorisée à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Pictet, le 6 mars 1899, pour procédé de séparation des constituants des mélanges gazeux, spécialement à l'extraction des éléments de l'air atmosphérique.

24° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 janvier 1904, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 11 janvier 1903, aux termes duquel la société anonyme dite : *The Pictet Syndicate*, dont le siège social est à Manchester (Angleterre), S' Ann. Street, n° 18, a été autorisée à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Pictet, le 29 septembre 1901, pour utilisation de l'azote comme force motrice.

25° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 janvier 1904, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 11 janvier 1903, aux termes duquel la société anonyme dite : *The Pictet Syndicate*, dont le siège social est à Manchester (Angleterre), S' Ann. Street, n° 18, a été autorisée à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Pictet, le 10 mars 1901, pour perfectionnements dans les appareils destinés à produire industriellement l'azote liquide.

26° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 janvier 1904, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 11 janvier 1903, aux termes duquel la société anonyme dite : *The Pictet Syndicate*, dont le siège social est à Manchester (Angleterre), S' Ann. Street, n° 18, a été autorisée à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Pictet, le 9 mars 1901, pour perfectionnement dans les procédés et appareils pour la fabrication du gaz azote.

27° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 janvier 1904, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 11 janvier 1903, aux termes duquel la société anonyme dite : *The Pictet Syndicate*, dont le siège social est à Manchester (Angleterre), S' Ann. Street, n° 18, a été autorisée à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Pictet, le 27 avril 1901, pour perfectionnements dans les appareils de séparation des gaz de leurs mélanges.

28° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 janvier 1904, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 11 janvier 1903, aux termes duquel la société anonyme dite : *The Pictet Syndicate*, dont le siège social est à Manchester (Angleterre), S' Ann. Street, n° 18, a été autorisée à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Pictet, le 24 septembre 1901, pour perfectionnements dans les appareils destinés à la production de l'azote liquide.

29° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 13 janvier 1904, faite, suivant acte en date du 9 janvier 1903, par M. Théodore-Marcel-Joseph Camus, propriétaire, demeurant à Malines, rue de la Digue, n° 49, par M. Jacob, du brevet d'invention qu'il a pris, le 15 mars 1901, pour anti-tartre désincrustant.

30° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 14 janvier 1904, faite, suivant acte en date du 1^{er} décembre 1903, à la société dite : *The London Trust Company Limited*, dont le siège social est à Londres (Angleterre), Lombard Street, n° 37, par M^{me} veuve Sophie-Antonovna Lomovskaya, demeurant à Saint-Petersbourg (Russie), arrondissement de Liteyny, rue Kaya, n° 20, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris par M. Netzky, le 11 mars 1895, pour nouvelle matière réfractaire et isolante.

31° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 14 janvier 1904, faite, suivant acte en date du 1^{er} décembre 1903, à la société dite : *The London Trust Company Limited*, dont le siège social est à

gieterre), Lombard Street, n° 37, par M^{me} veuve Sophia-Antonovna Imschenetzky, veuve à Saint-Petersbourg (Russie), arrondissement de Liteynaya, rue Znamenska, n° 20, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris par M. Imschenetzky, le 10 octobre 1899, pour perfectionnements dans la fabrication de matériaux réduits incombustibles.

1° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 janvier 1904, faite, suivant acte en date du 2 décembre 1903, à la té Heidt et Ca^{te}ll, dont le siège social est à Paris, rue Louis-Blanc, n° 13, par Jorgensen, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 février 1902, pour un nouveau système de mise de la bière en siphon.

2° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 janvier 1904, faite, suivant acte en date du 2 décembre 1903, à la té dite : *la Force motrice économique* (société anonyme d'initiative), dont le siège est à Neuilly-sur-Seine (Seine), rue de Chartres, n° 16, par M. Hennebutte, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 décembre 1902, pour carburateur à miseur.

Le jugement rendu, le 3 août 1903, par le tribunal civil de première instance du département de la Seine, enregistré au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 janvier 1904, aux termes duquel la cession faite, par sous-seings privés en date du 25 octobre 1901, à la société Albert Matifat et C^{ie}, son siège à Paris, rue des Pyrénées, n° 85, par M. Brankowitch, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 avril 1901, pour frein pour cycles, est entre les parties contractantes.

La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 janvier 1904, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 13 janvier aux termes duquel M. Octavio Haupt, négociant, demeurant à Dusseldorf (Allemagne), a été autorisé à exploiter partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Funcke, le 13 décembre 1894, pour système d'échafaudage pour ravalement, etc.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Marne, le 3 février 1904, faite, suivant acte en date du 20 janvier 1904, à la té Brécheter, employé de banque, demeurant à Reims (Marne), rue Nanteuil, par M. Lelièvre, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 20 mai 1901, pour un système de plateau-cadre perfectionné pour l'enroulement des tissus.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 février 1904, faite, suivant acte en date du 13 janvier 1904, à M. Léon Baudelot, industriel, demeurant à Arques-la-Bataille (Seine-Inférieure), par M. Heusch, propriétaire, demeurant à Paris, rue Lafayette, n° 157, agissant et comme liquidateur de la société L. Heusch et F. Larcher, ayant son siège à la rue de Flandre, n° 95, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 février 1891, par M. Larcher, et dont elle est cessionnaire, pour une nouvelle machine à entailler les montants de persiennes, dites : *Persiennes Larcher*.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 février 1904, faite, suivant acte en date du 9 décembre 1903, à la té Charles Serre, industriel, demeurant à Paris, rue de Charonne, n° 5, par M. Serre, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 20 mai 1902, pour un système à glace (système Nonès) avec fermeture automatique munie d'une cuvette.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 9 février 1904, faite, suivant actes en date des 1^{er} août et 20 octobre 1903, à la société française la Norgine, dont le siège est à Paris, rue d'Anjou, n° 78, par M. George-René Blot, ingénieur, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n° 378, et M. Orien-la-Rochelle, avocat, demeurant à Paris, rue Tronchet, n° 23, et M. Wilhelm Hamner, publiciste, demeurant à Christiania (Norvège), agissant sous leurs noms personnels qu'au nom et pour le compte des membres composant l'association en participation établie sous la dénomination de *Syndicat de la presse*, ayant son siège à Paris, rue d'Anjou, n° 78, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juin 1898, par M. Kreffing, et dont ils sont

naires, pour perfectionnements dans la fabrication de produits organiques des plantes marines (algues).

40° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 9 février 1904, faite, suivant actes en date des 1^{er} août et 1^{er} octobre 1903, à la société française la Norgine, dont le siège est à Paris, rue d'Anjou, n° 78, par MM. Georges-René Blot, ingénieur, demeurant à Paris, rue Saint-Hippolyte, n° 15; Emmanuel Drieu-la-Rochelle, avocat, demeurant à Paris, rue Tronchet, n° 15; et M. Karl-Wilhelm Hammer, publiciste, demeurant à Christiania (Norvège), agissant tant en leurs noms personnels qu'au nom et pour le compte des membres composant avec eux l'association en participation établie sous la dénomination de Syndicat de la Norgine, ayant son siège à Paris, rue d'Anjou, n° 78, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juin 1898, par M. Krefting, et dont ils sont cessionnaires, pour système de filtrage pour la fabrication de produits des herbiers.

41° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 9 février 1904, faite, suivant actes en date des 1^{er} août et 1^{er} octobre 1903, à la société française la Norgine, dont le siège est à Paris, rue d'Anjou, n° 78, par MM. Georges-René Blot, ingénieur, demeurant à Paris, rue Saint-Hippolyte, n° 15; Emmanuel Drieu-la-Rochelle, avocat, demeurant à Paris, rue Tronchet, n° 15; et M. Karl-Wilhelm Hammer, publiciste, demeurant à Christiania (Norvège), agissant tant en leurs noms personnels qu'au nom et pour le compte des membres composant avec eux l'association en participation établie sous la dénomination de Syndicat de la Norgine, ayant son siège à Paris, rue d'Anjou, n° 78, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juin 1898, par M. Krefting, et dont ils sont cessionnaires, pour perfectionnements dans la fabrication de produits organiques des herbiers.

42° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 9 février 1904, faite, suivant actes en date des 1^{er} août et 1^{er} octobre 1903, à la société française la Norgine, dont le siège est à Paris, rue d'Anjou, n° 78, par MM. Georges-René Blot, ingénieur, demeurant à Paris, rue Saint-Hippolyte, n° 15; Emmanuel Drieu-la-Rochelle, avocat, demeurant à Paris, rue Tronchet, n° 15; et M. Karl-Wilhelm Hammer, publiciste, demeurant à Christiania (Norvège), agissant tant en leurs noms personnels qu'au nom et pour le compte des membres composant avec eux l'association en participation établie sous la dénomination de Syndicat de la Norgine, ayant son siège à Paris, rue d'Anjou, n° 78, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 novembre 1898, par M. Krefting, et dont ils sont cessionnaires, pour procédé perfectionné de traitement des algues marines pour tirer des produits organiques de valeur.

43° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 9 février 1904, faite, suivant actes en date des 1^{er} août et 1^{er} octobre 1903, à la société française la Norgine, dont le siège est à Paris, rue d'Anjou, n° 78, par MM. Georges-René Blot, ingénieur, demeurant à Paris, rue Saint-Hippolyte, n° 15; Emmanuel Drieu-la-Rochelle, avocat, demeurant à Paris, rue Tronchet, n° 15; et M. Karl-Wilhelm Hammer, publiciste, demeurant à Christiania (Norvège), agissant tant en leurs noms personnels qu'au nom et pour le compte des membres composant avec eux l'association en participation établie sous la dénomination de Syndicat de la Norgine, ayant son siège à Paris, rue d'Anjou, n° 78, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 novembre 1898, par M. Krefting, et dont ils sont cessionnaires, pour procédé perfectionné de traitement des algues marines pour tirer des produits organiques de valeur.

44° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 9 février 1904, faite, suivant actes en date des 1^{er} août et 1^{er} octobre 1903, à la société française la Norgine, dont le siège est à Paris, rue d'Anjou, n° 78, par MM. Georges-René Blot, ingénieur, demeurant à Paris, rue Saint-Hippolyte, n° 15; Emmanuel Drieu-la-Rochelle, avocat, demeurant à Paris, rue Tronchet, n° 15; et M. Karl-Wilhelm Hammer, publiciste, demeurant à Christiania (Norvège), agissant tant en leurs noms personnels qu'au nom et pour le compte des membres composant avec eux l'association en participation établie sous la dénomination de Syndicat de la Norgine, ayant son siège à Paris, rue d'Anjou, n° 78, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1899, par M. Krefting, et dont ils sont cessionnaires, pour procédé perfectionné de traitement des algues marines pour tirer des produits organiques de valeur.

sont cessionnaires, pour moyens et procédés pour extraire des plantes marines, des matières utiles.

45° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 9 février 1904, faite, suivant acte en date du 8 janvier 1904, à la société française la Norgine, dont le siège est à Paris, rue d'Anjou, n° 78, par MM. Georges-René Blot, ingénieur, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n° 378; Emmanuel Drieu-la-Rochelle, avocat, demeurant à Paris, rue Tronchet, n° 23, et Karl-Wilhelm Hammer, publiciste, demeurant à Christiania (Norvège), agissant tant en leurs noms personnels qu'au nom et pour le compte des membres composant avec eux l'association en participation établie sous la dénomination de *Syndicat de la Norgine*, dont le siège est à Paris, rue d'Anjou, n° 78, et M. Ernest Herrmann, ingénieur, demeurant à Paris, rue de Saint-Petersbourg, n° 24, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 17 avril 1902, pour extraction d'une matière collante du varech par un procédé continu utilisant constamment la même solution de carbonate de soude régénérée.

46° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de l'Aisne, le 11 février 1904, faite, suivant acte en date du 31 décembre 1903, à la société Blanchet frères et Kléber, dont le siège social est à Rives (Aisne), par MM. Anders, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 6 février 1902, pour procédé et appareil pour la fabrication de papiers marbrés sur une et sur les deux faces, sur la machine à papier.

47° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 février 1904, faite, suivant acte en date du 28 janvier 1904, à M. Paul-Justin Leoboldti, négociant commissionnaire, demeurant à Paris, rue Ambroise-Thomas, n° 13, par M. Oscar-Arthur Mahé, liquidateur, demeurant à Paris, rue Saint-Marc, n° 34, agissant au nom et comme seul liquidateur de la Société d'exploitation de ressorts et appareils à lames articulées, système Lallement, dont le siège social est à Paris, boulevard de la Villette, n° 50, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mars 1897, par la société Dutheil et Mathon, et dont elle est cessionnaire, pour un système de siège à ressort.

48° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 février 1904, faite, suivant acte en date du 28 janvier 1904, à M. Paul-Justin Leoboldti, négociant commissionnaire, demeurant à Paris, rue Ambroise-Thomas, n° 13, par M. Oscar-Arthur Mahé, liquidateur, demeurant à Paris, rue Saint-Marc, n° 34, agissant au nom et comme seul liquidateur de la Société d'exploitation de ressorts et appareils à lames articulées, système Lallement, dont le siège social est à Paris, boulevard de la Villette, n° 50, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 10 juin 1901, pour un système de siège à ressort à lames articulées démontables.

49° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 février 1904, faite, suivant acte en date du 15 décembre 1903, à la Compagnie Werner frères limited, dont le siège social est à Londres (Angleterre), Lombard Street, E. C., n° 31, par MM. Werner, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 5 novembre 1903, pour dispositif d'embrayage et de débrayage pour motocyclettes et autres applications.

50° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 février 1904, faite, suivant acte en date du 15 décembre 1903, à la Compagnie Werner frères limited, dont le siège social est à Londres (Angleterre), Lombard Street, E. C., n° 31, par MM. Werner, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 10 novembre 1903, pour régulateur électrique pour moteurs de motocyclettes et autres véhicules automobiles.

51° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 février 1904, faite, suivant acte en date des 29 octobre, 30 novembre et 21 décembre 1903, à la Société anonyme des accumulateurs Schmitt, dont le siège est à Clichy (Seine), rue Fournier, n° 10, par M. Paul Schmitt, ingénieur électricien, demeurant à Paris, rue des Dames, n° 58, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 avril 1902, conjointement avec M. Raëd, et dont il est devenu seul propriétaire, pour système nouveau d'accumulateur électrique.

52° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 18 février 1904, faite, suivant actes en date des 27 et 28 novembre 1903, à la Compagnie universelle de caoutchouc, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 29, par : 1° M. Louis-Lazare-Augustin Séguin, ingénieur, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 152; 2° M. Henri-Edmond Pensa, demeurant à Lyon, rue de Bonnel, n° 9; 3° M. Édouard-Marie Guillon, ingénieur, demeurant à Lyon, chemin des Pins, n° 98; 4° M. René Séguin, ingénieur, demeurant à Lyon, place Carnot, n° 2; 5° M. René Saint-Germain, propriétaire, demeurant à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 6; 6° M. Jules-François-Georges de Roussy de Sales, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Constantinople, n° 26; 7° M. Émile Jasset, chimiste, demeurant à Paris, boulevard de la Villette, n° 14; 8° M. Eugène Villejean, député, demeurant à Paris, rue Notre-Dame, n° 1; 9° M. Léon Thuilleux, propriétaire, demeurant à Paris, rue du Parvis-Notre-Dame, n° 51; 10° M. Pierre Gauthier, propriétaire, demeurant à Paris, rue Cambron, n° 4; 11° M. Charles Luquet de Saint-Germain, industriel, demeurant à Paris, rue de Palestro, n° 39; 12° M. André Passelac, industriel, demeurant à Paris, rue Kléber, n° 5; 13° M. Paul Guiard, ingénieur, demeurant à Paris, boulevard de Magenta, n° 166, et 14° M. Valéry de Montgolfier, propriétaire, demeurant à Paris, rue Boccador, n° 9, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris par M. Jasset, le 13 mai 1902, pour un procédé de fabrication d'un caoutchouc dénommé *gomme élastique industrielle*.

53° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 18 février 1904, faite, suivant actes en date des 27 et 28 novembre 1903, à la Compagnie universelle de caoutchouc, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 29, par : 1° M. Louis-Lazare-Augustin Séguin, ingénieur, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 152; 2° M. Henri-Edmond Pensa, demeurant à Lyon, rue de Bonnel, n° 9; 3° M. Édouard-Marie Guillon, ingénieur, demeurant à Lyon, chemin des Pins, n° 98; 4° M. René Séguin, ingénieur, demeurant à Lyon, place Carnot, n° 2; 5° M. René Saint-Germain, propriétaire, demeurant à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 6; 6° M. Jules-François-Georges de Roussy de Sales, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Constantinople, n° 26; 7° M. Émile Jasset, chimiste, demeurant à Paris, boulevard de la Villette, n° 14; 8° M. Eugène Villejean, député, demeurant à Paris, rue du Parvis-Notre-Dame, n° 1; 9° M. Léon Thuilleux, propriétaire, demeurant à Paris, rue Cambron, n° 51; 10° M. Pierre Gauthier, propriétaire, demeurant à Paris, rue Miromesnil, n° 4; 11° M. Charles Luquet de Saint-Germain, industriel, demeurant à Paris, rue de Palestro, n° 39; 12° M. André Passelac, industriel, demeurant à Paris, rue Kléber, n° 5; 13° M. Paul Guiard, ingénieur, demeurant à Paris, boulevard de Magenta, n° 166, et 14° M. Valéry de Montgolfier, propriétaire, demeurant à Paris, rue Boccador, n° 9, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris par MM. Séguin et de Roussy de Sales, le 25 août 1903, pour un procédé de fabrication industrielle du caoutchouc.

54° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 18 février 1904, faite, suivant actes en date des 27 et 28 novembre 1903, à la Compagnie universelle de caoutchouc, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 29, par : 1° M. Louis-Lazare-Augustin Séguin, ingénieur, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 152; 2° M. Henri-Edmond Pensa, demeurant à Lyon, rue de Bonnel, n° 9; 3° M. Édouard-Marie Guillon, ingénieur, demeurant à Lyon, chemin des Pins, n° 98; 4° M. René Séguin, ingénieur, demeurant à Lyon, place Carnot, n° 2; 5° M. René Saint-Germain, propriétaire, demeurant à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 6; 6° M. Jules-François-Georges de Roussy de Sales, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Constantinople, n° 26; 7° M. Émile Jasset, chimiste, demeurant à Paris, boulevard de la Villette, n° 14; 8° M. Eugène Villejean, député, demeurant à Paris, rue du Parvis-Notre-Dame, n° 1; 9° M. Léon Thuilleux, propriétaire, demeurant à Paris, rue Cambron, n° 51; 10° M. Pierre Gauthier, propriétaire, demeurant à Paris, rue Miromesnil, n° 4; 11° M. Charles Luquet de Saint-Germain, industriel, demeurant à Paris, rue de Palestro, n° 39; 12° M. André Passelac, industriel, demeurant à Paris, rue Kléber, n° 5; 13° M. Paul Guiard, ingénieur, demeurant à Paris, boulevard de Magenta, n° 166, et 14° M. Valéry de Montgolfier, propriétaire, demeurant à Paris, rue Boccador, n° 9, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris par MM. Séguin et de Roussy de Sales, le 25 août 1903, pour un procédé de fabrication industrielle du caoutchouc.

pris par MM. Séguin et de Roussy de Sales, le 21 octobre 1903, pour procédé de fabrication industrielle de caoutchouc.

55° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Haute-Garonne, le 19 février 1904, faite, suivant acte en date du 18 février 1904, à M. Joseph-Louis Renoy, industriel, demeurant à Auch (Gers), par M. Ferdinand Renoy, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 décembre 1900, pour autoclave alambic pour la distillation de tous produits.

56° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1904, faite, suivant acte en date du 26 janvier 1904, à la société dite : *Linotype and Machinery limited*, ayant son siège à Londres (Angleterre), n° 188 et 189, Fleet Street, par M. Albrecht, du bre. et d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 19 décembre 1898, pour machine à composer avec plusieurs sortes de caractères.

57° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1904, faite, suivant acte en date du 6 janvier 1904, à MM. Frederick Edward Coe et William Everett Scott, tous deux commerçants, demeurant à Londres (Angleterre), Saint-Martin's Lane, n° 110, par MM. Clifton et Oaskford, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 24 juillet 1902, pour perfectionnements dans les phonographes, graphophones et autres appareils analogues pour l'enregistrement et la reproduction du son.

58° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1904, faite, suivant acte en date du 10 septembre 1903, à la Compagnie générale de freins continus et des freins auto-régulateurs système Hallot, dont le siège est à Paris, rue Favart, n° 4, par M. Paul Hallot, capitaine d'artillerie, demeurant à Vincennes (Seine), rue de Fontenay, n° 79, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 décembre 1900, par la Société anonyme des freins Stop, et dont il est cessionnaire, pour perfectionnements aux freins de chemins de fer.

59° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1904, faite, suivant acte en date du 10 septembre 1903, à la Compagnie générale de freins continus et des freins auto-régulateurs système Hallot, dont le siège est à Paris, rue Favart, n° 4, par M. Paul Hallot, capitaine d'artillerie, demeurant à Vincennes (Seine), rue de Fontenay, n° 79, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1900, par la Société anonyme des freins Stop, et dont il est cessionnaire, pour des perfectionnements aux freins de chemins de fer.

60° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1904, faite, suivant acte en date du 10 septembre 1903, à la Compagnie générale de freins continus et des freins auto-régulateurs système Hallot, dont le siège est à Paris, rue Favart, n° 4, par M. Paul Hallot, capitaine d'artillerie, demeurant à Vincennes (Seine), rue de Fontenay, n° 79, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 janvier 1901, par la Société anonyme des freins Stop, et dont il est cessionnaire, pour perfectionnements aux freins de chemins de fer.

61° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1904, faite, suivant acte en date du 10 septembre 1903, à la Compagnie générale de freins continus et des freins auto-régulateurs système Hallot, dont le siège est à Paris, rue Favart, n° 4, par M. Paul Hallot, capitaine d'artillerie, demeurant à Vincennes (Seine), rue de Fontenay, n° 79, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 novembre 1902, par la Société anonyme des freins Stop, et dont il est cessionnaire, pour perfectionnements aux freins de chemins de fer.

62° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1904, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 10 septembre 1903, aux termes duquel la Compagnie générale de freins continus et des freins auto-régulateurs système Hallot, dont le siège est à Paris, rue Favart, n° 4, a été autorisée à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Hallot, le 26 février 1903, pour perfectionnements aux appareils de freinage.

63° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1904, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 10 septembre 1903, aux termes duquel la Compagnie générale de freins continus et freins auto-régulateurs système Hallot, dont le siège est à Paris, rue Fasart, n° 1, a été autorisée à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Hallot, le 26 février 1903, pour perfectionnements aux freins de chemins de fer.

64° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 24 février 1904, telle qu'elle résulte d'un acte en date des 3 et 11 novembre 1902, aux termes duquel MM. Alphonse-Fortuné-Marie-Paul Guérin, ancien notaire, et Frédéric Pierre-Marie-Louis-Alphonse-Hippolyte Guérin, propriétaire, demeurant tous deux à Paris, rue Vivienne, n° 47, ont été autorisés à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par M. Baswitz, le 24 juin 1898, pour appareil de nettoyage.

65° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Doubs, le 29 février 1904, faite, suivant acte en date du 8 février 1904, à la société Les fils de Peugeot frères, dont le siège social est à Valentigney (Doubs), par M. Truaut, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 février 1897, pour système de montage à frottements formant frein des suspensions et parties mobiles des véhicules automobiles et autres.

66° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 2 mars 1904, faite, suivant acte en date du 23 janvier 1904, à M. Rodolphe Théobald, constructeur-mécanicien, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 208, et la société Hachée frères, dont le siège est à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 122, par la société anonyme Pallas Litterarische und Druckerei Aktien Gesellschaft, ayant son siège à Buda-Pest (Hongrie), de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 avril 1897, par M. Gorö, et dont elle est cessionnaire, pour appareil automatique à poser les feuilles de papier dans les presses rapides.

67° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 mars 1904, faite, suivant acte en date du 18 février 1904, à la société Paz et Silva, dont le siège est à Paris, rue Sainte-Anne, n° 55, par la société dite *The French Electric Lighting Boards limited*, ayant son siège à Londres (Angleterre), Waterloo Place Pall Mall, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 septembre 1899, par la société Greil et Audiger, et dont elle est cessionnaire, pour dispositif de prise de courant pour appareils d'éclairage et autres.

68° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 mars 1904, faite, suivant acte en date du 15 février 1904, à la société dite : *Linotype and Machinery limited*, ayant son siège à Londres (Angleterre), Fleet Street, n° 188 et 189, par M. Boyes, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 octobre 1897, pour perfectionnements aux machines à composer les caractères d'imprimerie.

69° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 mars 1904, faite, suivant acte en date du 15 février 1904, à la société dite : *Linotype and Machinery limited*, ayant son siège à Londres (Angleterre), Fleet Street, n° 188 et 189, par M. Boyes, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 juillet 1898, pour perfectionnements aux machines à justifier et à espacer les lettres.

70° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 mars 1904, faite, suivant acte en date du 15 février 1904, à la société dite : *Linotype and Machinery limited*, ayant son siège à Londres (Angleterre), Fleet Street, n° 188 et 189, par M. John Tyrrell Boyes, demeurant à Londres, Essex Street Strand, n° 37 et 39, agissant en qualité de liquidateur de la société dite : *The British Empire Type Setting machine Company limited*, ayant son siège à Londres, Essex Street Strand, n° 37 et 39, des droits de cette société au brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 18 septembre 1899, pour perfectionnements dans les machines à justifier les caractères d'imprimerie.

71° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 mars 1904, telle qu'elle résulte d'actes en date des 17 décembre 1903 et 12 janvier 1904, aux termes desquels la Société française du taxamètre, ayant

son siège à Paris, rue de Londres, n° 58, a été autorisée par la société dite *Taxameter Westendarp & Pieper Gesellschaft m. b. H.*, ayant son siège à Hambourg (Allemagne), et M. Constantin Blétry, ingénieur conseil, demeurant à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2, à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 6 janvier 1898, pour dispositif empêchant pendant un temps déterminé, l'avancement de l'indicateur du prix de la course dans les compteurs pour voitures.

72° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 mars 1904, telle qu'elle résulte d'actes en date des 17 décembre et 12 janvier 1904, aux termes desquels la Société française du taxamètre, ayant son siège à Paris, rue de Londres, n° 58, a été autorisée par la société dite *Taxameter Westendarp & Pieper Gesellschaft m. b. H.*, ayant son siège à Hambourg (Allemagne), et la société Marillet et Robelet, ayant son siège à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42, à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par cette dernière société, le 28 janvier 1899, pour perfectionnements aux compteurs pour voitures.

73° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 mars 1904, telle qu'elle résulte d'actes en date des 17 décembre 1903 et 12 janvier 1904, aux termes desquels la Société française du taxamètre, ayant son siège à Paris, rue de Londres, n° 58, a été autorisée à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par la société L.-P. Japy et C^{ie}, le 15 juin 1901, pour perfectionnements aux compteurs pour voitures.

74° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 mars 1904, telle qu'elle résulte d'actes en date des 17 décembre 1903 et 12 janvier 1904, aux termes desquels la Société française du taxamètre, ayant son siège à Paris, rue de Londres, n° 58, a été autorisée à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris par la société L.-P. Japy et C^{ie}, le 15 juin 1901, pour perfectionnements aux compteurs de voitures.

75° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 mars 1904, faite, suivant acte en date du 19 février 1904, à M. Clarence-Elijah Sherin, demeurant à New-York (États-Unis d'Amérique), par M. Moore, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 juin 1901, pour mécanisme perfectionné utilisant les enregistrements phonographiques en combinaison avec des machines automatiques à peser, «des oracles» et autres applications analogues.

76° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 16 mars 1904, faite, suivant acte en date du 26 février 1904, à la société dite *Automatic Printing Machines limited*, dont le siège social est à Londres (Angleterre), Great Queen Street, n° 4, Lincoln's Inn Fields, par M. Harris, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 avril 1901, pour perfectionnements apportés aux dispositifs pour effectuer le réglage latéral de feuilles de papier et d'autres marchandises à mesure qu'elles sont délivrées à une machine à imprimer, à plier ou autres.

77° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 mars 1904, faite, suivant acte en date du 14 novembre 1903, à la Société française d'agglomérants, ayant son siège à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 13, par M. Ernest Pourtauborde, négociant, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 13, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 février 1902, par la société Georges Charles et A. Marquand, et dont il est cessionnaire, pour composition agglutinante propre à la fabrication d'agglomérés de tous genres.

78° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 mars 1904, faite, suivant acte en date du 19 décembre 1903, à la Société française des agglomérants, ayant son siège à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 13, par M. Georges Charles, industriel, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 31, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris par la société Georges Charles et A. Marquand, le 28 février 1902, pour composition agglutinante propre à la fabrication d'agglomérés de tous genres.

79° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 mars 1904, faite, suivant acte en date du 22 février 1904, à M. Jules Tabourin, industriel, demeurant à Paris, rue Saint-Jacques, n° 330, par MM. Girard et Portevin, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il ont

pris, le 15 novembre 1902, conjointement avec M. Tabourin, pour *héroïdes* : vaselines industrielles et huiles minérales de graissage.

80° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 mars 1904, faite, suivant acte en date du 18 novembre 1901, à MM. Émile-Philéas Bouillant, ingénieur, demeurant à Paris, avenue de l'Auguste, n° 10, et Victor-François Brossé, ingénieur des arts et métiers, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 321, par M. Pierre-Louis-Emanuel metel-Hunebelle, ingénieur des arts et manufactures, demeurant à Paris, rue de Vincennes, n° 41, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 août 1899, par MM. Mathon et Weber, et dont il est cessionnaire, pour appareils pour toupies.

81° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 mars 1904, faite, suivant acte en date du 5 mars 1901, à M. Alfred-Jackaman Ellis, demeurant à Londres (Angleterre), Moorgate Street, n° 65, par M. Roovers, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 21 août 1901, pour perfectionnements dans les appareils pour la fabrication des étiquettes, plaques à nom ou initiales et autres applications analogues.

82° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 mars 1904, faite, suivant acte en date du 5 mars 1901, à la Compagnie française de ventes automatiques limited, ayant son siège à Londres (Angleterre), Cheapside, n° 20, E. G., par M. Alfred-Jackaman Ellis, demeurant à Londres, Moorgate Street, n° 65, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 août 1901, par MM. Roovers, et dont il est cessionnaire, pour perfectionnements dans les appareils pour la fabrication des étiquettes, plaques à nom ou initiales et autres applications analogues.

83° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 mars 1904, faite, suivant acte en date du 5 mars 1901, à la Compagnie française de ventes automatiques limited, ayant son siège à Londres (Angleterre), Cheapside, n° 20, E. G., par MM. Marvin et Casler, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 1^{er} juillet 1902, pour perfectionnements aux appareils réglage des mécanismes d'avance pour bandes ou rubans.

84° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 mars 1904, faite, suivant acte en date du 5 mars 1901, à la Compagnie française de ventes automatiques limited, ayant son siège à Londres (Angleterre), n° 20, Cheapside, E. G., par M. Casler, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} juillet 1902, pour perfectionnements aux machines à estimer.

85° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 mars 1904, faite, suivant acte en date des 26 et 27 février 1903, à la Société anonyme de force et lumière électriques, ayant son siège à Paris, rue de Roccroy, n° 9, par M. Mornat, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 juillet 1902, pour système de jeu d'orgue pour effets de lumière électrique théâtres.

86° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 26 mars 1904, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 9 février 1903, aux termes duquel M. Eugène Agier, représentant, demeurant à Lyon, rue de la République, n° 25, a été autorisé par M. Camille Fombon, mécanicien, demeurant à Pont-d'Audenas (Ardèche), à exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mai 1903, par M. Lamouille, le 5 mai 1903, pour machine à copier les lettres.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Mai 1904.

Signé : ÉMILE LORET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLOT.

N° 45157. — **DÉCRET** qui proclame les Brevets d'invention et les Certificats d'addition délivrés pendant le premier trimestre de l'année 1904.

Du 24 Juin 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le premier trimestre de l'année 1904, tels qu'ils sont contenus dans les états ci-annexés.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Juin 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. TROUILLLOT.

BREVETS D'INVENTION.

336079. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1903; Louette (A.), à Saint-Aubin-sur-Scie (Seine-Inférieure). — Frein automatique à main pour vélos, automobiles ou tous véhicules à traction animale ou mécanique.

336080. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Falla (E.-J.) et Barrett (P.-F.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif assurant un repérage exact des diverses impressions ou traitements sur la matière imprimée ou autrement traitée, dans les machines à imprimer et autres.

336081. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Ferrario (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau jouet.

336082. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Compagnie générale de constructions électriques, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Isolateur de troisième rail destiné à la traction électrique.

336083. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Quibel (N.-P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de soupape antihélier et ses diverses applications.

336084. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Société Frank & Herx, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de corset avec parties élastiques interposées entre l'étoffe du corset et les buscs de fermeture.

336085. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Lambert (H.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour...
336086. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Urquhart (R.-L.) et V^{ie} (E.-M.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 11. — Crosse à tête réglable pour le jeu de golf.
336087. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Sempé (J.-B.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux projectiles.
336088. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Harris (A.-E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les brûleurs à gaz atmosphérique.
336089. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Kleinschmidt (F.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé pour conserver les poissons pendant le transport les poissons, crustacés, etc.
336090. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Société Otto Bredt & Co., représentée par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé de préparation de l'amidon soluble.
336091. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Wright (J.-E.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Bouche de foyer.
336092. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Cooney (A.-C.), représenté par Grimoit et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil pour la destruction des incendies.
336093. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Castagnet (L.), Dautou (J.), Roussat (J.), représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 1. — Carburateur d'air pour moteurs à explosions alimentés au pétrole lampes à l'alcool.
336094. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Société dite : The General Locomotive Syndicate limited, représentée par de Mosenheim, à Paris, rue La Fayette, n° 3 bis. — Appareil récréatif constitué par une bascule avec cabines en forme de cloche à plongeur.
336095. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Cadet (C.) et Coignard, à Paris, rue Merlin, n° 4. — Nouveau système de bandage pneumatique applicable pour tous véhicules roulants, etc.
336096. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Pichégu (E.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Appareil pour la fabrication de l'air.
336097. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Weinmann (G.), représenté par Schwab, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Fermeture élastique pour réservoirs à carburé.
336098. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Bullier (L.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareils pour la purification et purificateur de gaz acétylène.
336099. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Société anonyme des usines Pied-Selle, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouton de serrure.
336100. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Spiser (H.) et Hilt (S.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Tirer à partie antérieure forme vitrine.
336101. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Gussbourg (S.) et Barbat, représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Pince-étanche perfectionnée.
336102. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Léotard (S.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Dispositif de soupapes à valves applicables aux pompes oscillantes alternatives de tous systèmes.

336103. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Bernard (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de transport des marchandises et autres produits par bateaux-bennes.

336104. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Fynn (V.-A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les moteurs à courants alternatifs.

336105. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Dubois (R.-H.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Culture des huîtres perlières vraies (*pinctadines* genre *margaritifera meleagrina*) et production forcée des perles fines par les mollusques de ce genre.

336106. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Bloume (L.), Lesueur (R.-C.) et Lucas (H.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de classement de toutes matières par volume et densité.

336107. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Lewis (J.) et Kunzer (L.-G.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux garnitures métalliques et aux boîtes à garniture pour tiges de piston.

336108. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Morice (G.), représenté par Lavoix et Moses, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil dit *Cirflue*, pour déterminer en peu de temps la position exacte et l'importance des voies d'eau invisibles, à bord des navires.

336109. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Verplast (F.), représenté par Lavoix et Moses, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements aux balances fonctionnant par l'introduction de pièces de monnaie.

336110. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Carreau (P.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Perfectionnement aux appareils employés pour la fabrication des matériaux de construction.

336111. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Grand (J.) et Freyrier-Dubroul (G.), représentés par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Système de protection automatique pour trolley et fils de transport d'énergie électrique.

336112. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Bystrom (J.) et Mc Elroy (J.-H.), représentés par Le Coq, rue Brézin, n° 26, à Roubaix (Nord). — Pince à serrage automatique perfectionnée.

336113. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1903; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour empêcher le dégorgement de matières colorantes dans les tissus teints et imprimés.

336114. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Alleman (F.-L.), place de la Bourse, n° 2, à Bordeaux (Gironde). — Application au caissage en général de plaques en liège concassé et aggloméré devant servir au revêtement intérieur de toutes caisses utilisées pour l'emballage.

336115. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Berthet (D.), rue de la Paix, n° 50, à Saint-Etienne (Loire). — Distribution auto-régulatrice pour métier à tisser.

336116. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Gueur (A.), Mertens (H.) et Lalemant (J.), représentés par Bonnicart fils et C^{ie}, à Paris, rue Servan, n° 71. — Four de cimentation.

336117. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Matheron (G.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 93. — Poudre pour la destruction des plantes nuisibles.

336118. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Fondeur (E.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Perfectionnements aux appareils garde-robe à crémaillère.

336119. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; De Perrenis (S.-Z.), représenté par la société Branden frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Compresseurs de fluides élastiques.

336120. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Romänder (H.), représentant la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Voiture pour le port de voyageurs.

336121. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Sabathier (L.-E.), représentant Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Mode d'assemblage du châssis de moulage.

336122. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Société dite : *The National Castings Company*, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux appareils d'attelage automatiques pour voitures de café, etc.

336123. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Société G. Brocard, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement de décoration de panneaux ou carreaux de faïence.

336124. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Hanselmann (J.), représentant Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Robinet-vanne.

336125. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Renard (P.-A.), représentant Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système pour les poutres armées.

336126. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Finot (E.), représentant Gaud ainé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnement aux appareils à confectionner les suppositoires, ovules, etc.

336127. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Société Chemische Werke G. m. b. H., représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 9. — Procédé d'extraction de composés solubles contenant de l'arsenic et du fer.

336128. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Vedovelli (Veuve) et Castillo (E.), représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle résistance électrique.

336129. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Serve (J.-P.), représentant Taillfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Nouveau système de machines à chaudières aquatubulaires.

336130. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Gobron (G.), représentant Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Carburants pour moteurs à explosions.

336131. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Witzenmann (E.) et Eberhard, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Suspension pour lanterne de rue avec tube métallique flexible.

336132. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Borden (B.) et Neracher, représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux mandrins destinés à servir de supports aux raccords de tuyaux et au filetage de ces derniers.

336133. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Dorman (L.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux conducteurs ou cohérents employés en télégraphie sans fil.

336134. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Lauth (H.), représenté par Assi, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Moules plastiques pour la fabrication du platrelief.

336135. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Blondeel (P.-E.), représentant Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement aux sièges des water-closets.

336136. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Société dite : *Robt. A. Bell Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif de déchargement pour transporteurs à courroie sans fin.

336137. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Göppinger (M.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour chapeaux de dames.

336138. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Gauthier (J.-L.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Sursaturateur des dissolutions à traiter par évaporation.

336139. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Delieuvain (M.-P.-A.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements aux régulateurs électriques pour groupes électrogènes.

336140. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; De Grasse (M^{re}), née C. Fould, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Clou d'ameublement à bouton-fermoir.

336141. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Stoffel (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication d'une lame végétale continue pour les tresses de chapeaux de femmes.

336142. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Société Lefèvre-Utile, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boîte métallique à ouverture facile.

336143. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Société The Asala Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les navettes pour métiers à tisser.

336144. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Société industrielle des téléphones (constructions électriques, caoutchouc, câbles), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Tube de sonde.

336145. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Société Siemens-Schuckert Werke G. m. b. H., représentée par Vanhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Système de contacts pour horloges électriques à relais.

336146. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Dranillette (E.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux changements de vitesses et aux organes de transmission des voitures automobiles.

336147. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1903; Follin (P.-J.), boulevard Pasteur, n° 23, à Lisieux (Calvados). — Perfectionnements aux machines de filatures.

336148. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1903; Blivet (F.), à Paris, rue Cambonne, n° 72. — Nouveau genre de hourdis extensibles.

336149. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1903; Maison Lemoine, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Essieu à fusées persistantes pour véhicules automobiles.

336150. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; Hallot (P.), représenté par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Dispositif d'éclairage de sûreté.

336151. Brevet de quinze ans, 14 août 1903; White (F.) et Griffin (G.-A.), représentés par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé et appareil pour la fabrication des briquettes en tourbe.

336152. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Preston (E.-M.) et Simmons (E.-F.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux moteurs à explosions.

336153. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Morasso (R.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Chariot automatique pour transport.

336154. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Livtschak (J.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Appareil indiquant les déplacements verticaux des voies.

336155. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Société Geiger Parratte et C^{ie}, rue d'Artois, n° 105, à Lille (Nord). — Machine servant à la fabrication des tubes en papier.

336156. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Société Patural-Duprat et C^{ie}, à Puy-Cervier, commune de Saint-Remy-sur-Durable (Puy-de-Dôme). — Machine à fourrer les couteaux.

336157. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Reynaud (J.-B.), rue Cécile, n° 93, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Perfectionnement au montage des pistons plongeurs.

336158. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Devaux (J.-X.) et J. J.-B.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière. — Traverse mixte pour toutes les voies ferrées.

336159. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Scully (J.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Perfectionnements aux rails et dispositifs de sauvetage.

336160. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Brasseur (L.), représenté par Chenault, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Système d'arrosage des champs par pression.

336161. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Rosengard (E.), représenté par Blonin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Appareil photographique.

336162. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Williams (D.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Machine à faire des pâtes et les tartes.

336163. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Arbogast (J.-A.), Arbogast (C.-V.), Arbogast (F.-J.), Arbogast (F.-L.) et Arbogast (P.-R.), représentés par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Procédés de fabrication des pièces de verre.

336164. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Zender (C.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Boîte à montre vissée en une seule pièce et couvercle sur la face avant ou arrière.

336165. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Société Frankfurter Gas- und Fabrik Gebr. Michel, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 18. — Carburateur.

336166. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Société Scheidt & Co., représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcade, n° 15. — Four continu avec, au centre, des gaz et température réglée suivant désir dans toutes les parties du four.

336167. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Knoke (C.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Appareil à mesurer les liquides.

336168. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Kreher (K.-A.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Fermeture à ressorts pour colliers d'attelage.

336169. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Héloüis (A.-N.), Meyer et Meyer (E.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta. — Système de bec pour hydrogène pur à incandescence par le platine.

336170. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Zanarewsky (N.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Appareil à mesure de température à tiges métalliques de dilatations différentes.

336171. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Remenand (A.) et Legrand, représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Camionnette.

336172. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Burin (H.-B.), à Montbéliard (Nord). — Forêt alésée.

336173. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Verdun (C.-L.), à Verdun (Meuse). — Couture du chausson de lièze.

336174. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Pophilat (M^{me} C.-M.), et J. J. (M^{lle} J.), représentés par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires. — Système de corset perfectionné.

336175. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Püch (J.), représenté par J. J. à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Perfectionnements dans le dispositif pour régler le point d'allumage dans les moteurs à explosions.

336176. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Curth (A.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Utilisation en freinage et à la mise en marche des gaz d'échappement dans des moteurs à explosions.

336177. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Coumont (G.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Nouveau savon parfumé pour la toilette.

336178. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Archambault (M.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Transporteur de bateaux.

336179. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Taylor (W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Relieur pour musiques.

336180. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Wolfier (A.-G.-A.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Machine à couler les fontants et intérieurs de bonbons.

336181. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Firme Reiss et Klemm, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre d'électromoteur avec culot de lampe à incandescence.

336182. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Bibard (R.-A.), représenté par Loudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Suspensoir à fixation normale.

336183. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Clément (A.) et Masson (M.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux machines magnéto-électriques.

336184. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Cros (E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système permettant de distinguer individuellement par des images les voitures d'un train de chemin de fer.

336185. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Société dite : *Mesters Projection* *Fes. m. b. H.*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour l'obtention de la marche synchrone d'un phonographe et d'un cinématographe dans la prise et la reproduction de scènes animées avec accompagnement le sons.

336186. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Bouscasse (M^{me}), née Delrieu (A.), représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de brassière.

336187. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Egel (W.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et dispositif pour la fabrication d'objets métalliques de tous genres, principalement des objets en feuilles extrêmement minces par soudage électrique direct.

336188. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; New (A.-G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la propulsion des bateaux.

336189. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Stephan (P.), représenté par Vauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour l'établissement l'arcs de grand portée pour toitures, etc.

336190. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Société lyonnaise de mécanique et l'électricité, représentée par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Compteur l'eau à pistons plongeurs.

336191. Brevet de cinq ans, 20 octobre 1903; Barberet (C.-M.), route de Savagny, à Lons-le-Saunier (Jura). — Poudre pour la destruction instantanée de tous les insectes nuisibles à l'agriculture, limaces, limaçons, escargots, vers, etc.

336192. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Riffard (J.-F.-M.), rue Désirée, n° 35, à Saint-Etienne (Loire). — Frein hydraulique ou pneumatique pour bicyclette.

336193. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Franssen (A.), représenté par Benoit, à Paris, rue du Paradis, n° 46. — Générateur acétylène.

336194. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Perrin (A.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé de transmission de signaux électriques.

336195. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Theis (W.), représentant société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — La pour vapeur ou liquides chauds.

336196. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Channon (J.), représentant Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux cadènes spécialement applicables aux boucles de courroie comme celles des sacs postaux.

336197. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Firme Arthur Koppel, représentant Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'écoulement.

336198. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Whitelaw (J.), représentant Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boudin plissable.

336199. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Société dite : The *Netter Register Company m. b. H.*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif applicable aux caisses enregistreuses et destiné à empêcher les enregistrements successifs trop rapides.

336200. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Tverskoy (N.) et Tverskoy (N.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Corps de chaudière tubulaire.

336201. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Tverskoy (N.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système pour l'alimentation des chaudières tubulaires.

336202. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Tverskoy (N.) et Tverskoy (N.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de fermeture des trous de visite des collecteurs des chaudières tubulaires.

336203. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Carrière (P.), représentant société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif pour l'injection sans appareil des liquides stérilisés contenus dans des bouteilles.

336204. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Louchard (G.), représentant la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Table pliante.

336205. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; M. Robertshaw (J.) et M. Albert Rhodes Company limited, représentés par Blétry, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 2. — Perfectionnements aux peigneuses pour le travail des laines.

336206. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Seguin (L.-L.-A.) et de Sales (J.-F.-G.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Clugny, n° 7. — Procédé de fabrication industrielle du caoutchouc.

336207. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Macardie (J.-St-P.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de purification des eaux admises dans les brasseries, malteries, hôpitaux, théâtres, etc.

336208. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; D'Hagerue (H.), représentant Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'écoulement progressif à cônes de friction.

336209. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Apathie (J.), représentant par main, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux conformateurs à chapeaux.

336210. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Sève (C.), représentant par main, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Système de triage et de lissage.

336211. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Société Gay et Vivier, représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Utilisation de l'acide carbonique renfermé dans les gaz d'échappement des moteurs d'automobiles.

336212. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Société Lefèvre frères, représentée par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux chauffeuses ou chauffe-pieds.

3. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Société Consortium für electro-he Industrie G. m. b. H., représentée par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg n° 58. — Procédé et appareils pour produire un mouvement approprié des au cours de l'électrolyse.

4. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Mège (P.-E.), représenté par ent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chauffe-bains

5. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Société Colell et Beutner, repré- Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil de teinture.

6. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1903; Fageot (E.-L.), rue de Strasbourg, Saint-Denis (Seine). — Nouveau moteur rotatif dit : *Turbine l'Universelle*.

7. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Société Rose, Downs & Thomped et M. Watiss (J.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard ourg, n° 23. — Perfectionnements dans les lampes à manchon incandescent airage et le chauffage.

8. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Debruge-Lébaillif (M^{me} B.), née e, représentée par Barbe, à Paris, rue Blomet, n° 93. — Ferrure exten- talons de sabots, galoches et autres chaussures en bois ou en cuir.

9. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Schanz (R.), représenté par à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Sole de foyer pour fours à surface m recouvrement émaillé ou verni.

10. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Trautmann (M.), représenté par Paris, rue Guilhem, n° 5. — Patron pour brodeuse mécanique.

11. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Smith (F.-Mc-G.), représenté event, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Fixe-écrou perfectionné.

12. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Armbruster (W.-J.) et Morton ssentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — son procédé de fabrication.

13. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Société dite : *Iroquois Machine* représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. s à tréfiler.

14. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Becker (T.), représenté par la et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Châssis à ur albums de photographies rotatifs.

15. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Werle (F.-A.), représenté par t Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif pour e contact des mains sur les cordes de pianos ou autres fils métalliques.

16. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Hibry (E.), représenté par Blé- s, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Relève-jupe perfectionné.

17. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Sevcik (R.), Hamon (J.) et e B.), représentés par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Trem- e élastique et rebondissante.

18. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Roger (C.), représenté par la Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Per- ants dans les appareils enregistreurs et reproducteurs des sons, tels que es, zonophones, etc.

19. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Page (W.-A.) et Wadsworth eprésentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé de lu verre en feuilles et appareil pour son exécution.

20. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Raison sociale Maschinen-fabrik e. St Gallen Com. Ges. Ludwig von Süsskind, représentée par Josse, à vard de la Madeleine, n° 17. — Procédé de séchage rapide des matières

21. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Société Carl Zeiss, représentée par jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Stéréoscope à len- tes séparées.

336232. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Société Cleard, vain représentée par Borani et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Appareil à dépression et à dosage constants.

336233. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Castillanos (S.), et Abr. représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Procédé de distribution de l'eau pour les usages domestiques et industriels.

336234. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Smith (W.-Mc-G.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements de machines pour décortiquer ou éplucher les tiges fibreuses telles que le jute, le chanvre ou matières semblables.

336235. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Melhardt (C.), représenté par société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 10. — Procédé pour augmenter la puissance antitortique des combattibles.

336236. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Brossard (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de frein.

336237. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Gerns (J.-F.), représenté par société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 10. — Perfectionnements apportés aux mannequins et porte-jupes.

336238. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Rowand (L.-G.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Poulx élastiques.

336239. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Zani (A.-P.), représenté par société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Interrupteur à pression.

336240. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Roth (C.-E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux machines à tisser.

336241. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Raison sociale Schirmer-Kremer, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé pour laver et classer simultanément la houille et autres matières analogues.

336242. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Dunning-Selby (E.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Liens pour machines à tisser.

336243. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Bardou (L.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Manivelle pour machines à tisser.

336244. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Société anonyme de construction, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — En tôle emboutie d'une seule pièce.

336245. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Mascart (C.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Moteur à combustion interne.

336246. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Schenck (F.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Fentes à l'usage de joints en forme de coin.

336247. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Elsing (G.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Canne de soutien.

336248. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Turch (O.), représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour la préparation de caractères typographiques.

336249. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Weiss (F.-C.), représenté par société Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Dispositif pour automatiser les machines à tisser.

336250. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Gros (C.), rue Bédard (Aveyron). — Vinophrase végétal, produit préparé en vue de la conservation des vins et liquides pauvres en alcool.

336251. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Naven (M.), rue Dulong, n° 24, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Tampon à levier et à ressort hermétique à l'usage des puisards de chaque immeuble correspondant.

336252. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Perraud (J.-M.), rue Samaritaine, 1, à Bourg (Ain). — Procédé de conservation du pain de froment.

336253. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Pérès (Veuve M.), née Sanquié (A.), représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de port pour bat-flancs d'écuries ou étables.

336254. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Berrendorf (H.), représenté par société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour plâtration de la lignite, de l'argile et autres matières semblables.

336255. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Conwell (J.-S.), représenté par société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Boîte pour la conservation des cigares.

336256. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Société dite : *The Universal Leather Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Cuir grené et son procédé de fabrication.

336257. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Boussardon (L.-R.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les boîtes à laver en usage dans les blanchisseries, laves, etc.

336258. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Wagret (P.), représenté par Agé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Nouveau transporteur de bouteilles, verres, gobeletteries, etc.

336259. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Richardson (F.-A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Système automatique.

336260. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Hubbes (F.), représenté par Agé, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil acoustique.

336261. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Gallée (L.), représenté par Agé, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Fer à onduler.

336262. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Société dite : *Sanitary Compressed Air and Suction Dust Removing Company*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil pneumatique pour le nettoyage des tapis, revêtements et autres surfaces.

336263. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Hammer (J.-H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour actionner obturateur des appareils photographiques et enflammer simultanément une matière produisant la lumière photogénique instantanée.

336264. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Unge (W.-T.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les mécanismes d'allumage pour torpilles volantes ou autres projectiles analogues.

336265. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Mège (P.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de radiateur applicable aux poêles à gaz, salamandres et autres appareils de chauffage.

336266. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Unge (W.-T.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux compositions à combustion lente pour fusées, torpilles volantes et autres engins militaires.

336267. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Lidoreau (E.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Scie à deux lames avec tendeur au sommier.

336268. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Société dite : *Elytypic Manufacturing Company*, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Récepteur pour télégraphe imprimeur.

336269. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Perreau (L.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système d'assainissement général des villes.

336270. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Fliem R.-A., représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Poignée chauffée à l'eau.

336271. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Meier A., représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine pour la fabrication des lacets de chaussures.

336272. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Société anonyme F.-A. Aktiengesellschaft, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Procédé de fabrication de projectiles en acier avec charge petit calibre.

336273. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Société anonyme F.-A. Aktiengesellschaft, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Affût à pivot avec support de rotation spécial pour la pièce d'artillerie.

336274. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Jouannaud E., représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Moufle pour la cuisson sur porcelaine et autres applications analogues.

336275. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Von Heilfeld A., représenté par de Mosenhal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Système de cible pour les exercices de tir.

336276. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Rühl G., représenté par Blétry, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Chaussures avec pièces en caoutchouc et autres matières adhésives.

336277. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Société dite : The London Railway Company limited, représentée par la société G. et P. de M., à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Bac à double touage transversal.

336278. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Matzka W., représenté par Thiery, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Procédé pour la préparation d'une solution destinée à la confection de bains sulfureux.

336279. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Ermel (G.), représenté par Blétry, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Nouvelle machine à river les assemblages de constructions métalliques.

336280. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Mazzucchelli (V.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour le traitement des matières textiles à l'aide de la circulation de liquides et de câbles spécialement à la macération des déchets de soie et autres fibres soyeuses.

336281. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Ogden (J.-E.-L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux soupapes, sièges de soupapes et accessoires.

336282. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Société dite : Darling's Automatic Coupling limited, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil d'attelage et de detelage automatique des voitures sur chemins de fer et autres.

336283. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Grundstedt (E.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Support pour ressort de rembourrage.

336284. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Gillet (G.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux constructions démontables.

336285. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Bernier (V.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux trappes.

336286. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; De Nordenfelt (P.) et Ternstam (E.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Hauteur de ligne de mire indépendante et dispositif pour corriger l'influence de l'inclinaison de l'essieu.

336287. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Robin (A.-H.) et Janvier (V.-P.-F.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moyeu directeur pour roues de véhicules automobiles.

336288. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Lazergues (L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de châssis pour voitures automobiles ou autres véhicules.

336289. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Ribert (M^{lle} C.-B.), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Bec à gaz acétylène ou tre.

336290. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Robin (A.-H.) et Janvier (V.-P.-F.), présentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de châssis à avant-train quadricycle.

336291. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Carrive (J.), à Nay (Basses-Pyrénées). — Panneau armé.

336292. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Dalmas (C.), boulevard National, 195, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Balance automobile.

336293. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Poirier (S.), à Paris, boulevard Vaugirard, n° 46. — Plancher fer et bois.

336294. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Pfoser (A.), représenté par Legier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Chaudière à vapeur avec réchauffeur et réchauffeur pour fours à calciner, fours de fusion ou chaufferies.

336295. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Löbl (J.), représenté par Becker, Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Installation combinée de chauffage et de séchage.

336296. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Société savoisiennne de conserves alimentaires, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système d'ouverture applicable aux couvercles ou aux corps des boîtes métalliques pour conserves alimentaires.

336297. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Bancal (A.-A.) et Sturm (A.), représentés par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Alliage pour faire sonder l'aluminium.

336298. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Société anonyme des produits Freil. Bayer et C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé pour la sensibilisation optique des émulsions photographiques à l'aide de colorants.

336299. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Société dite : A. B. Dick Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils d'aménagement et de patronage des feuilles de papier destinées à l'impression.

336300. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Keeler (H.-E.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux montures de rideaux.

336301. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Berry (A.-F.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour la distribution de courants alternatifs.

336302. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Bijur (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Plaque d'accumulateur électrique.

336303. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Curtis (H.-E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil de pointage et de tir des pièces d'artillerie.

336304. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Gale (F.), Gordon (J.-K.) et Parks (T.-A.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Pistolet d'enfant à air comprimé.

336305. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Steinbach (A.-R.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Muselière.

336306. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Guillaumet (P.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil destiné à charger de gaz l'eau d'alimentation.

336307. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Merveille P., représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Outil pour rendre tendus les fils filandreux et coriaces.

336308. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Simonin T., représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chemin.

336309. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Danbresse A.-V.-E., représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil photographique panoramique.

336310. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Brève J., représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Niveau à 27. fermé.

336311. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Kiezy A.-L., représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moteur à 27. à deux temps.

336312. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Société générale des pneumatiques Bergougnan et C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de protecteur antidérapant pour bandages pneumatiques.

336313. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Fanchon-Villepée A., représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Four à 27. à courants induits.

336314. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Société dite : *Regal Skin*, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil servant à éprouver le cuir pour sa perméabilité à l'eau son imperméabilité à l'eau.

336315. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Ponce E.-L., représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les aiguilles de chemins de fer.

336316. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Richardson E.-A., représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appareil assurant le fonctionnement d'une batterie de piles ou d'accumulateurs en cas de rupture d'un des vases.

336317. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1903; Kollinger J.-E., représenté par Gudman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé de fabrication de liant pour couleurs à l'huile.

336318. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1903; Société L. Gaudmont et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de commande électrique des phonographes et cinématographes combinés.

336319. Brevet de cinq ans, 16 juin 1903; Bohion (J.), rue Molleise, n° 34, à Noisy-Deux-Sèvres. — Petit appareil tubulaire se plaçant sur les phonographes destinés à donner plus de puissance à la reproduction des sons émis par les cornes.

336320. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Poul-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Machine pour tailler les aubes de turbines.

336321. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Poul-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements apportés aux régulateurs automatiques.

336322. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Poul-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements apportés à la construction des aubes de turbines.

336323. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Poul-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements apportés aux mécanismes d'équilibrage des roues ou autres appareils similaires.

336324. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Poul-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements apportés aux régulateurs de turbines.

336325. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Pétinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements apportés aux turbines luides élastiques.

336326. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Pétinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements apportés aux dispositifs de réglage des aubes intermédiaires dans les turbines à fluide élastique.

336327. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Société des établissements Pétinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements dans la construction des réines à fluides élastiques.

336328. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Société des établissements Pétinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements apportés aux regulateurs automatiques.

336329. Brevet de quinze ans, 4 août 1903; Société des établissements Pétinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements apportés au mode de réglage simultané des ajutages des aubes intermédiaires des turbines.

336330. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Scott (L.-K.), représenté par ombard Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les méthodes de pointage automatique et autres.

336331. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Schiele (M^{re} J.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé de transmission de sétaux.

336332. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Silberberg (M.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif de sécurité pour empêcher le smontage exagéré des montres.

336333. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Lagarde fils (F.), avenue Victor-Hugo, n° 3, à Cotte (Hérault). — Filtre pour vins et spiritueux à l'abri de l'air.

336334. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Demontrend (A.-M.-H.), rue de Belfort, n° 4, au Perroux (Seine). — Talon amovible.

336335. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Delmas (L.), à Cratayrols, et Toulze (L.-François dit Émile), à Carmaux (Tarn). — Pressoir à raisins et autres fruits.

336336. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Peignon (J.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine-outil à fabriquer les clôtures en treillages ou à claire-voie à barreaux de toutes sortes.

336337. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Wyssling (W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Presse pour la fabrication de briquettes, briques, etc.

336338. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Ziegenberg (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Moteur à champ alternatif sans décalage de phases.

336339. Brevet de dix ans, 28 septembre 1903; Désarnaud (P.-E.-L.), avenue de la Reine, n° 59, à Boulogne-sur-Seine (Seine). — Housse de protection pour pneumatiques de réserve sur automobiles.

336340. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Heidens (L.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Collier pour chevaux de trait avec frein spécial.

336341. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Inwald (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 22. — Dispositif pour l'allumage des lampes à vapeurs mercurielles.

336342. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Desengros (J.), représenté par Carret, cours Victor-Hugo, n° 22, à Saint-Nicolas (Loire). — Sous-garde à une seule détente pour fusils de chasse.

336343. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Bouzrieux (A.-F.), à Marignac (Gard). — Système de plaquettes de pinceaux libres de leurs mouvements, suspendues par des supports à ressorts automatiques.

336344. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Perdrissat (C.), repré. société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Système de lampe à arc électrique.

336345. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Vauthrin (V.-A.), repré. n° 11, à Nîmes (Gard). — Système de mise en marche, de changement progressif et d'arrêt pour voitures automobiles spécialement et autres industriels en général.

336346. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Société de Constant-lemy, rue de Palestro, n° 4, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Appareil et d'élévation par l'air sous pression, des matières granuleuses et pâtes.

336347. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Latne (G.-M.) et Adr. représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV. — Perfectionnements aux lampes électriques à arc.

336348. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Leitner (G.), repré. Passoth (C.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard de la République, n° 67. — Appareil pour gonfler les bandages pneumatiques avec de l'air.

336349. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Guillon (G.), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Appareil reproducteur et agrandisseur inverse pour phototypes stéréoscopiques.

336350. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Orbann (A.), repré. Kestner, faubourg de France, n° 23, à Belfort. — Ciseaux à composer pour un seul coup de main deux coupures convergentes à angle droit.

336351. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Chedepau (G.-L.) et son chemin Noël, boulevard Pasteur, à Chantenay-sur-Loire (Loire-Inférieure). — Appareil à dièdre avec enveloppe calorifuge servant à chauffer l'air nécessaire à la combustion.

336352. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1903; Pédocas (B.), repré. German, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 51, à Lyon (Rhône). — Dispositif d'arrêt automatique des trains de chemins de fer atténuant les efforts et des collisions.

336353. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1903; Latour (M.-C.-A.), repré. chez M. Soulier, à Paris, boulevard Arago, n° 110. — Système de téléphonie duplex et diplex.

336354. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1903; Forest (M.), repré. Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Soudure au manganèse ou les alliages d'aluminium.

336355. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1903; Bouvet (A.-L.-P.), repré. la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Imperméable dite *Scaphandre*.

336356. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Collard (R.), repré. à Laon (Aisne). — Système de frein sur jante de roue d'avant s'appliquant à toutes les roues.

336357. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Brébant (L.-J.-B.), repré. de Strasbourg, n° 145. — Biberon pour la stérilisation absolue du lait.

336358. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Fontaine (L.), repré. aux Sables-d'Olonne (Vendée). — Détartreur de tubes l'Extensible.

336359. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Audouin (M^{me} E.), repré. par Nasse, à Paris, rue des Batignolles, n° 54. — Système de conduite des chevaux.

336360. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Société Edoux et C^{ie}, repré. Lecourbe, n° 76. — Dispositif de commande à distance d'un certain nombre de lampes électriques.

336361. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Société Dauphinoise, repré. sentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Procédé aux plans inclinés pour opérations chirurgicales.

336362. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Foucher (P.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Dispositif moteur et directeur pour motocyclettes et appareils analogues.

336363. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Burstin (M.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Briquet à mèche.

336364. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Reckleben (R.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif propre au décrochage automatique des bat-flancs d'écurie.

336365. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Brice (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Plateau de fondation.

336366. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Edias (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour le gonflement des bandages pneumatiques pour voitures automobiles.

336367. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Société dite : *The British Miller Signal Syndicate limited*, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux signaux de chemins de fer, etc.

336368. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Deschiens (V.-A.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 11. — Système de fermeture étanche pour flacons, bocaux ou autres récipients.

336369. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Pratt (H.) et Vince (F.), représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux accumulateurs électriques.

336370. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Raison commerciale Ernst Schiess, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Tour à grande vitesse pour trains de roues de wagons.

336371. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Munro (R.-M.-A.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Frein de jante pour cycles.

336372. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Weeks (C.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Garniture-soutien pour bas de jupes, manches et autres parties de vêtements de dames et autres.

336373. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Mraz (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Commande pour bicyclettes, etc.

336374. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Société Aktiengesellschaft Brown Boveri & C^{ie}, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de contact à courant alternatif à fonctionnement automatique.

336375. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Société Poëtter et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et dispositif pour percer les blocs ou lingots pleins.

336376. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Société électro-métallurgiste française, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé électrique pour l'extraction du nickel de la garnierite et autres minerais.

336377. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Marot (R.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé et appareil pour l'extinction des incendies, la désinfection des locaux quelconques et la destruction des vermines et de tous organismes nuisibles.

336378. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Woodcock (W.-J.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé et dispositif pour la fabrication de la glace en blocs.

336379. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; O'Brien (D.-J.) et Rottanzi (T.-A.), représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Réflecteur pour lampes à incandescence ou autres.

336380. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Société Patay et C^{ie}, représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouveau chasse-navette en tissu à âme ou à base métallique.

336381. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Mantoux (B.-G.), par Jouse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Montre.

336382. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Boek (C.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Générateur à cylindre.

336383. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Cummer (A.-L.), par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Filtration.

336384. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Macfarlane (J.-W.), par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Puits dans les machines.

336385. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Société dite : W. V. International Colorific Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Foyer chauffé au pétrole pour locomotives et autres.

336386. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Sauvée (A.), par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés à imprimer rotatives.

336387. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Société Automobilière Girardot et Voigt, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de la Harpe, n° 7. — Embayage.

336388. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Establie (E.), par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Roue élastique.

336389. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1903; Compagnie parisienne d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 23. — Procédé pour la préparation de matières colorantes azoïques de l'acide 1-8-amidonaphtalènesulfonique.

336390. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Hamz (H.-F.-L.), par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau plan enregistreur et reproducteur électriques.

336391. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Méker (A.-G.), par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 10. — Appareil destiné à remplacer les toiles métalliques et organes similaires des brûleurs.

336392. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Nivert (M.), à Paris, rue de la Harpe, n° 97. — Système d'avertisseur électrique contre le vol, pour portes.

336393. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Société Dubler frères, par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Installation pour de l'argile.

336394. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Castelnau (M.), par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pompe à capsules d'acier.

336395. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Langenberg (C.), par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à tresser pour de passementeries analogues à la broderie.

336396. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Kinsey (P.-S.), par Hurt (J.-H.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 13. — Limer.

336397. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Claess (F.), par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Procédé pour fabriquer de façon continue.

336398. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Lay (R.-J.), par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système de blage pour traits et palonniers.

336399. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Maison sociale Weyerh. u. Dampfhammer-Werk Adolf Schlesinger, représentée par Jouse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Vérins pour le soulèvement des machines analogues.

336400. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Carney (C.-J.) et Gorton (J.-C.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de la Rochefoucauld, n° 21. — Machine à river.

336401. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Société dite : *United Shoe Machinery Company de France*, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à percer des trous et à poser des œillets.

336402. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Moreaux (A.-L.), représenté par Armençaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux paumelles dites va-et-vient appliquées aux portes à trois ou quatre vantaux.

336403. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Keller (C.-A.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux fours électriques.

336404. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Société Bauchet et Sinigre, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des agrafes de jarretelles.

336405. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Robin (A.-H.) et Janvier (V.-P.-F.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transmission de mouvement pour la commande des essieux moteurs des véhicules automobiles.

336406. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; De Vasténeuv (D.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de propulseur pour canots automobiles.

336407. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Andrews (C.), représenté par Armençaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les régulateurs pour machines.

336408. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Hirschson (H.) et Natanson (J.), représentés par Armençaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans l'entoilage des enveloppes de pneumatiques pour cycles et voitures automobiles.

336409. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Société Fortier-Beaulieu jeune et Sauvagezin, représentée par Armençaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à tendre les cuirs pour courroies ou autres applications.

336410. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Snoeck (L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de réclame par lettres lumineuses électriques sur véhicules.

336411. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Cormerais (E.-J.-J.), représenté par Leisac, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Carburateur.

336412. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Robin (A.-H.) et Janvier (V.-P.-F.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de frein d'enroulement à renversement.

336413. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Dodon (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de têtes de lampes et tulipes dites : *Toupiés*, pour appareils d'éclairage.

336414. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Société Pirard et C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de corps pour jumelles.

336415. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Hallberg (J.-H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de distribution électrique.

336416. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Société dite : *Halsev Electric Generator Company Limited*, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux piles électriques.

336417. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Société Aktiengesellschaft «Magneta» Electricche Uhren ohne Batterie & ohne Contacte, représentée par Métry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour actionner les mouvements à signaux, tels qu'horloges, appareils avertisseurs, etc.

336418. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Roblot (S.-P.-S.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Frein à double action tétrale.

336419. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Charbonnier (L.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Système de nouillère pour cycles, motocycles, etc.

336420. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Mortier (P.), rue de la Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnement dans le système de fonctionnement des turbo-machines.

336421. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Doloire (L.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 53. — Système d'appareil tassateur.

336422. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Söderbaum (K.-H.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Stéréoscope en papier ou autre matière analogue pouvant s'expédier sous forme de carte postale, etc.

336423. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1903; Compagnie parisienne d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Procédé pour la préparation d'une matière colorante monazoïque pour laine.

336424. Brevet de dix ans, 11 juillet 1903; Dugat (H.), boulevard de France, n° 36, et Pourcel (P.), cours Mirabeau, n° 53, à Aix (Bouches-du-Rhône). — Production directe des plantes.

336425. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Hemery (C.), à Cholet (Loire-Inférieure), élisant domicile à Rennes (Ille-et-Vilaine). — Causes herminées pour conserves de toutes sortes.

336426. Brevet de quinze ans, 10 août 1903; Segura (D.), représentant, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Appareil destiné à renforcer toute d'assemblage de bois et principalement les assises des sièges.

336427. Brevet de quinze ans, 29 août 1903; Société Le Goupil père et fils, représentée par Merville, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Conserves à ouverture par la déchirure du corps même de la boîte au bande ou cordon auxiliaire.

336428. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Bähr (O.-P.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Double échelle escamotable.

336429. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Smith (O.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Serrure à combinaison.

336430. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Denayrouze (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'allumage au gaz par carburation à dose massive.

336431. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Société Jost et Molé, représentée par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Dispositif àagrafer les bouchons des bouteilles de champagne, etc.

336432. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Henn (O.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Avertisseur d'incendie.

336433. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Société anonyme des Fred. Bayer & Co, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la préparation de laques.

336434. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Eveno (A.-A.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudan, n° 7. — Gazéificateur à liquides.

336435. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Trenail, Société anonyme d'exploitation du Trenail et ses applications, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perceuse bilatérale à arbres multiples traverses de chemins de fer.

Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Société V.-E. Schneider et A. Deprésentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé de n de carton incombustible.

Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Futin (C.), représenté par Chas-Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil à chauffer la

Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Société Chemische Fabrik Rhe-aller Funcke, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de 2, n° 25. — Appareil pour l'aluminage (alumine) des lanternes de rocs un manchon en terre réfractaire au moyen d'un jet de flamme.

Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Rensult (L.), représenté par Josse, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif de réglage par l'échappe-les moteurs à explosion.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Raison sociale Ph. Maul, repré-Perré, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Peson à ressort à périeur.

Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Laroche (H.-J.), représenté par Paris, rue de Megador, n° 18. — Ceinture pour bandages pneumatiques.

Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Spenté (J.), représenté par la ndon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de pince auto-machines à ramer, à mercure et autres.

Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Temperley (J.-R.) et Temperley entés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. mnements aux chambres pour l'emmagasinage de houille et autres ma-

Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; P. de Nordenfelt et Ternström entés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Montage de destiné à éliminer les erreurs de tir provenant de l'inclinaison du pivot.

Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Société Aktiengesellschaft Ma-trische Uhren ohne Batterie & ohne Contacts, représentée par Blétry, à vard de Strasbourg, n° 2. — Inducteur magnétique avec bobine d'induc-

Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Société civile Othon, représentée ent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux age à l'arandescence.

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Wollheim (E.), représenté par à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de roue automotrice courprimés quelconques.

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Börs (O.) et Horton (E.-S.), er Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnement aux ant à porter des verres, etc.

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Everitt (W.), représenté par s, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux formes pour cha-nements.

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Wigelius (S.) et Laurell (P.-L.), ur Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé et appareil ction d'un gaz moteur, par combustion continue sous forte pression.

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Forster (A.), représenté par is, boulevard Rochechouart, n° 17. — Procédé de métallisation des ses en général.

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Schnabel (R.), représenté par t P. de Mestral, à Paris, rue de la Rochefoucauld, n° 21. — Procédé r la production de hautes températures au moyen de l'énergie chi-nergie électrique combinées.

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Société anonyme Fried. Krupp ast, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, automatique avec roue de biorage pour appareils de levage.

336454. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Société Alltges & Gneta (Electricische Uhren, ohne Batterie & ohne Contacte), reprise à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Réglage électrique pour horloges.

336455. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Société Oppenheimpertz, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — pour cols droits et cols rabattus.

336456. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Mullet (C.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Mangeoir enroulé des chevaux en station.

336457. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1903; Girod (L.), représenté par main, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouveau procédé du velours double hauteur.

336458. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Société anonyme de Serrure, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Serrure.

336459. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Dupont (P.-A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Moteur rotatif.

336460. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Gaumont (L.), représenté par (H.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 19. — Dispositif pour la vision des projections stéréoscopiques fixes ou animées.

336461. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Tillmanns (G.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Mécanisme d'entraînement dans les appareils servant à confectionner les tubes de cigarettes.

336462. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Tillmanns (G.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Mécanisme permettant la roue dentée des appareils servant à la confection des tubes de cigarettes.

336463. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Mandrou (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 19. — Système d'avertisseur électrique.

336464. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Société Berger, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 19. — Procédé pour la fabrication d'isolateurs en verre avec filaments.

336465. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Société Castrin America, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Composition de caséine et de cellulose et procédé de fabrication de ces produits.

336466. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Huettel (A.-G.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Enregistreur de

336467. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Prindle (E.-J.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Machine à reproduire les formes des chaussures et autres usages.

336468. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Prindle (E.-J.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé de fabrication des produits basé sur l'emploi d'un genre de forme spécial.

336469. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Tone (F.-J.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé et appareil permettant la séparation des composés des substances dont la température de réduction est celle de volatilisation.

336470. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Société Michels, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Levier à dent pour placer et enlever la valve et les boulons de sécurité dans les bandages de

336471. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Fanon (H.), représenté par n° 24, à Pau (Basses-Pyrénées). — Patins de frein pour voitures.

336472. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Legrand (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement des seryois destinés au transport des poissons.

3. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Société anonyme Le Carbone, tée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau d'évent pour piles primaires et secondaires.

4. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Besnard (C.), représenté par Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Couverture de registre.

5. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Dobbins (E.-J.), représenté par Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Verres distributeurs pour fenêtres.

6. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Société Wetter Numbering Manpany, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements dans les machines à numérotter.

7. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Dacier (L.), représenté par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de saccharification et on pour brasseries.

8. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Klatte (R.-O.), représenté par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux compres-

9. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Société Joyaux frères et C^{ie}, e par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, Dispositif permettant la vidange des récipients à pétrole ou autres liquides nt à leur remplissage.

10. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Société L. Cretin-Billet frères, e par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, 5. — Nouveau système d'interchangeabilité des masques dans les lunettes ctecteurs d'automobiles.

11. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Saint-Germain (P.), représenté tée Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — n de courses.

12. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Béranger (E.-X.), représenté par h. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nou- le pour l'application de l'apprêt sur les étoffes.

13. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Tampier (L.), représenté par ris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Hameçon.

14. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Marfaing (H.), représenté par ris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Système d'alimentation pour

15. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Hawkins (T.), représenté par s, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux ma- mper les tôles destinées à servir de matrices pour le timbrage en relief e., ainsi qu'aux appareils de timbrage employant ces matrices.

16. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Cross (C.-F.), représenté par jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements ation de l'outremer.

17. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Prat (H.), représenté par Armen- à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication d'une nouvelle imitant l'os et l'ivoire pour chapelets.

18. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Société Steinmetz et C^{ie}, re- Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pro- eil pour le rinçage de la vaisselle.

19. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Schmitt (V.), représenté par Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Siphon d'évier à paroi latérale

20. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Frugier (R.), représenté par boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé et dispositif pour désagréger roches kaoliniques ou autres et en séparer les éléments.

336491. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1903; Masson (M.-A.),
Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Transmission de
courants triphasés pour voiture automobile.

336492. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Apperet (A.-L.), ex-
Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil pour la production
lène.

336493. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Benvillain (P.), ex-
Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Presse à
mouler.

336494. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Taillebois (L.), ex-
représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. —
pulvérisateur pour le traitement de la vigne.

336495. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Ducellier (G.), ex-
Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfection-
nements pour projection de lumière à grande distance.

336496. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Strobel (W.), ex-
Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Appareil à fabriquer les

336497. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Habelentz (E.-L.), ex-
Lau et Moët, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Machine à

336498. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Société dite :
Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de
— Appareil de contrôle pour métiers à tisser.

336499. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Tooker (H.-L.),
Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de
perfectionné.

336500. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Société dite :
représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard
n° 95. — Nouvelle machine à broyer, pulvériser et mélanger les chocs

336501. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Ashcroft (E.-A.),
la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais.
cédé et appareil perfectionnés pour agiter le contenu des piles électro-
effectuer le transvasement systématique de certaines parties du contenu
l'autre.

336502. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Moser (M.), ex-
société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais.
ctionnements dans les meules à affûter.

336503. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Société dite :
siennes d'appareillage électrique, représentée par Aspi, à Paris, rue du
— Perfectionnement apporté aux clefs d'interrupteurs de courant.

336504. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Kammerer (O.),
Aspi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements appor-
tant sur une voie inclinée.

336505. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Raison (société)
Walshof, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine.
cédé pour séparer les nœuds des bois coupés.

336506. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Mähler F.,
Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Garniture intérieure
et jupons.

336507. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Société dite :
Herka Gash. m. b. H. et M. Arens (R.), représentée par Armand
boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de récupération de l'acide
dissolutions mélangées de phosphate de calcium monobasique et de

336508. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Gouzi (R.-F.),
Volney, n° 6, à Angers (Maine-et-Loire). — Le Pargal a signifié sur

336509. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Whiteacre (J.-F.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Balayages de rues et collecteurs ibinés.

336510. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Bachmann (Cl.), représenté par Asservot, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de collecteur de cheval.

336511. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Robergel (E.), représenté par Asservot, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif d'aménagement à hochement automatique, applicable particulièrement aux machines à fabriquer chaînes.

336512. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Maichu (Cl.), représenté par Asservot, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif d'alimentation linéaire particulièrement aux générateurs à vapeur.

336513. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Berry (A.-F.) et société dite: British Electric Transformer Company limited, représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Transformateurs électriques.

336514. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Hill (J.-E.-R.), représenté par société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux boîtes.

336515. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Schmidt (C.-C.-F.) et Günz (F.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil à gaz pour le chauffage.

336516. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; De Vargvas (J.) et Lakner, représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour l'aviation.

336517. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Loppé (F.) et Compagnie générale d'électricité de Creil, représentés par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Orde et dispositif pour obtenir une dynamo à vitesse variable à tension pratiquement constante.

336518. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Bach (J.), représenté paréry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 12. — Procédé pour la fabrication de produits extrêmement réfractaires.

336519. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Röpp (E.), représenté paréry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 12. — Pipe à joint perfectionné.

336520. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Société dite: Charles Tyler and England Brothers limit d., représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de réglage pneumatique de la vitesse des obturateurs photographiques.

336521. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Fisher (H.-W.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux viseurs.

336522. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Société Bardou, Clerc et C^{ie} (Corderie centrale), représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Arrêt double, mobile, d'appui et de suspension, à hauteur et écartement variables.

336523. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Société dite: Geo W. Crossman company, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux chaises pendantes.

336524. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Prangemeier (C.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Appareil servant à l'entraînement de la suite des tuyaux de cheminée.

336525. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Prangemeier (C.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Fermeture de soupapes.

336526. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Theissner (Eb.), représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 22. — Système de guidage ajustable pour produire l'avancement axial du liquide envoyé à travers les appareils d'expansion, de refroidissement, d'absorption, etc., à l'ambour relatif intérieur.

336527. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Rouzé (G.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Faux-culbute à colas relevés.

336528. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Matthews (J.), par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour l'acétylène.

336529. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Robergel (E.), par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à fabrication de chaînes.

336530. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Labille (G.), par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil.

336531. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Goffin (A.-J.) et (H.-A.), représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin. — Perfectionnements aux bandages pneumatiques des véhicules automobiles.

336532. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Damerval F., représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Four de boulangerie.

336533. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Société anonyme et papiers photographiques A. Lumière et ses fils, représentée par la société et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de fabrication de cartons et papiers pelliculaires utilisables en photographie.

336534. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Compagnie industrielle pour la fabrication des compteurs à gaz et autres appareils, par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé dans la construction des compteurs secs pour le gaz.

336535. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Massot (E.), par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Système d'élastiques noués avec tours multiples pour sièges et sommiers.

336536. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Cocagne (B. et E. (E.)), représentés par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau système d'entraînement de bobines montées sur broches.

336537. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Aman (R.-F.), par Mahieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Coffre-abri pour l'horticulture.

336538. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Société anonyme Aktiengesellschaft, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Perfectionnements aux pièces d'artillerie montées sur roues et protecteur.

336539. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Beissier (H.), par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de fabrication d'un badigeon en poudre.

336540. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Savelsberg (A.), par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 11. — Procédé de désulfuration des minerais de plomb.

336541. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Delplanque (J.), par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil de désinfection et de destruction des rongeurs et insectes à bord des navires locaux et terre.

336542. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Drossner (M.), par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication de moules.

336543. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Schmidt (C.), par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fongicide par congélation.

336544. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Société Deutsche Aktiengesellschaft, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Thermophore.

336545. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Société Paro (P.) limited et M. Maguire (W.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Étui à cigares et cigarettes.

36546. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Gibbs (L.-T.), représenté par société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les dispositifs de suspension pour véhicules.

36547. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Pipon (A.-J.), représenté par société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'assemblage de tubes métalliques applicable dans la fabrication des jaloux, fermetures métalliques.

36548. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Robergel (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine pour fabrication mécanique de chaînes.

36549. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Société dite : *Pfäuger accumulations Werke Akt.-Ges.*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, 11. — Procédé de production des plaques de matière active pour les électrodes accumulateurs.

36550. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Breteau (C.-G.), rue de Sault, n° 17, au Mans (Sarthe). — Chausse-trapes destinées à capturer les animaux nuisibles.

36551. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Leroy (P.-E.) et Leroy (L.), représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Roue pour jouets et autres objets.

36552. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Lane (G.-M.), Smock (G.-A.) et Crowell (B.), représentés par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés aux signaux de chemins de fer.

36553. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Société Harles et C^{ie}, représentée par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Nouveau système de cloisons à pompe pour portes.

36554. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Lancier (L.), représenté par Bailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Anti-dérapant frein.

36555. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Adler (A.-S.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de réglage pour machines dynamo-électriques.

36556. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Gossmann (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Réflecteur à lames.

36557. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Société J. Soder & Söhne, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Commande à manivelle pour plansichters à mouvement rectiligne et autres machines.

36558. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1903; Lambert (C.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de conservation des appâts pour la pêche.

36559. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1903; Société anonyme des matières colorantes et produits chimiques, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelles matières colorantes azoïques allant du jaune franc au brun foncé.

36560. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1903; Kugelmann (B.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Autocommutateur téléphonique.

36561. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Parent (J.-B.), à Charleville (Ardennes). — Limiteur de vitesse automatique.

36562. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Border (C.-C.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Écrou de sûreté.

36563. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Keyser (C.-C.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Roue à dents.

36564. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Kingston (G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux carburateurs pour moteurs à explosions.

336565. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Klein (N.), représenté par le grand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de dévider des fils de soie et autres régulant exactement la longueur de fil dévidé.

336566. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Herwin (W.) et Ommey (H.), représentés par Faber, à Paris; 126 de Provence, n° 62. — Perfectionnements apportés aux arêtes pour courroies.

336567. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Kinnear (W.-R.), représenté par Bernadot et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Système perfectionné de radiateur en tôle.

336568. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Hartmann (W.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif coupeur pour papier boîtes.

336569. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Prost (E.-A.), représenté par société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Chasse-bain portatif ne nécessitant aucune installation.

336570. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Pearce (A.-A.) et Dodge (C.-H.), représentés par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Soc de charbon point ajustable et renouvelable.

336571. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Hall (S.-M.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Appareil de grainage.

336572. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Mc Callum (N.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux pompes machines à fluide sous pression.

336573. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Société Williamson Manufacturing Company, représentée par Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin. — Perfectionnements aux états.

336574. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Baltzley (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Escalier roulant.

336575. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Spear (M.-H.) et Palmer (B.-E.), représentés par Thierry, à Paris, rue de Maïte, n° 48. — Perfectionnements dans les appareils pour maintenir, pour tourner, pour tarauder et pour creuser les tubes.

336576. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Huber (T.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Carburateur.

336577. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Huber (T.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Montage des chemises de circulation d'eau sur les cylindres des moteurs.

336578. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Beaud (Pi.-M.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux chapeaux.

336579. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Daniels (F.-M.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Oallères pour harnais.

336580. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Frank (F.-J.), représenté par Eugénin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Nouvelle mesure en ruban métrique.

336581. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Poncet (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil pour la préparation des carreaux de verre opale pour revêtements.

336582. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Whitney (C.-S.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 9. — Perfectionnements apportés aux moteurs électriques oscillants.

336583. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Société Bühler frères, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Charpente en fer pour broyeurs multiples.

336584. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Park (T.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de remplissage.

36585. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Conroy (J.-M.), représenté par la société de la rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés à l'ornementation du verre.

36586. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Kubie (E.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Machine à fabriquer les tress.

36587. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Conn (C.-G.), représenté par de Lenthall, à Paris, rue Labrayère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les cornets à pistons.

36588. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Sawermann (H.), représenté par try, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau frein pour voitures.

36589. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Green (G.-W.), représenté par société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Serrurier.

36590. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Meikleham (W.-J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à remonter de pâte les moules à gâteaux.

36591. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Fipzi (G.) et Korrodi (E.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Inducteur à alternateur moteurs à collecteur.

36592. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Gallo (P.), représenté par Dauter, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Montage rigide de galets mobiles ou fixes aux pieds des brouettes et autres véhicules similaires.

36593. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1903; Privat (M.-A.), rue Basse-de-l'Hélicycle, n° 73, à Angoulême (Charente). — Appareil destiné à prévenir les collisions des trains de chemins de fer.

36594. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1903; Braun junior (A.), représenté par adman, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 23. — Lessive de décoction pour préparer de la cellulose et pour traiter des fibres difficiles à blanchir.

36595. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Pintureau (L.-H.), rue du Général-Gilherbe, n° 10, à Tours (Indre-et-Loire). — Équerre télémètre.

36596. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Michaud (J.), représenté par Bassacvent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux machines à imprimer.

36597. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Wellera (G.), représenté par avois et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Procédé pour la production du froid.

36598. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Grönbladh (O.) et Grill (B.), représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Brûleur à incandescence pour lampe à pétrole.

36599. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Reuter (T.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Couronne à l'aube directrice pour turbines.

36600. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Société anonyme des ateliers de mécanique de précision de Terrilet, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Compteur horaire à champ tournant.

36601. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Hegenbart (H.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Calendrier automatique pour horloge ou régulateur.

36602. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Beersse (A.) et Crouse (H.-B.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Piquet d'ancrage au sol pour câbles et fils métalliques.

36603. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Pos (G.-M.-E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à décorer les plantes.

336604. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Société dite : *Albis Chalmers Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 2. — Soupape d'aspiration pour compresseurs d'air et machines soufflantes.

336605. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Gröndal (G.), représentant Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Four perfectionné pour fabrication des briquettes de minerai.

336606. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Blondeel (P.-E.), représentant Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à perles bois.

336607. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Nivet (P.-M.-C.), représentant Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transmission mûte : *Chaine courroie*, applicable aux motocyclettes.

336608. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Schaumburg (F.), représentant Bidry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine servant à fabriquer, par moyen de barres quadrangulaires, des petits blocs rainés pour plaques de par en mosaïque.

336609. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Piccinini (A.-C.), représentant Lavoie et Movès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements aux cornes de graphophones et autres instruments pour la reproduction de la voix et sons.

336610. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Bouvier (G.), représentant Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Appareil producteur de vapeur d'eau pour fours de boulangers, pâtisseries, etc.

336611. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Dragoumis (E.), représentant la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Système d'appareils pour la multiplication d'effets.

336612. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Sundquist (G.-E.) et Wahl représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Lignes téléphoniques.

336613. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Couvrat (C.), représentant Muzet, à Paris, rue de Richelieu, n° 41. — Nouveau système de fer à repasser.

336614. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Compagnie de signaux électriques pour chemins de fer, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Verrouillage électrique pour signaux empêchant la mise trop hâtive des pétards sur la voie.

336615. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Wallach (E.-C.) et Soudry (J.), représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 55. — Laitier à pression d'eau.

336616. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Société dite : *IF. N. International Caloric Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Brûleur à hydrocarbures.

336617. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Mougnot (E.), représentant la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fûts à rebords fixes de soutirage.

336618. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Coste (C.-L.), représentant Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Colonne pour la publicité diurne et nocturne.

336619. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Prechtel (T.) et Kenwirth représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Machine pour la mise en couleur des capsules de bouteilles.

336620. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Reilly (G.-W.), représentant Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Lampe de sûreté.

336621. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Fichet (P.-A.) et Heurtelet (M.-J.), représentés par Taillier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux gazogènes.

336622. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Rennerfelt (G.-T.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et dispositif pour réduire la force nécessaire à l'actionnement des appareils centrifuges.

336623. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Société Aktiebolaget de Laval-turbine, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif régulateur pour turbines à vapeur.

336624. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Steadman (F.-M.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Viseur pour appareils photographiques.

336625. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Mattes (A.), représenté par Rimont et Collin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif d'assemblage pour bois de lit.

336626. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Ricono (D.), représenté par Oramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Clinomètre et rapporteur combinés.

336627. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Midgley (T.), représenté par Rimont et Collin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Rayons métalliques creux avec renforcement soudé près des extrémités du moyeu.

336628. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1903; Gauchot fils (H.-J.), rue du Bois, n° 26, à Vincennes (Seine). — Nouveau moteur à pétrole, essence, gaz, etc., ainsi qu'à vapeur, air comprimé, etc.

336629. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1903; Légrand (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de jante à bourrelet démontable pour bandages pneumatiques ou autres bandages lastiques.

336630. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1903; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation d'une matière colorante soufrée teignant le coton non morancé en noir bleu.

336631. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Soulas (C.), représenté par la société Marillier et Rohelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur fonctionnant par l'action des vagues.

336632. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Fouilloy (J.-C.-N.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fixe-cravate.

336633. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Tilmann (G.-L.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 10. — Dispositif destiné à maintenir fixement la bobine de papier et à dérouler régulièrement la bande de papier ou de carton, dans les appareils servant à confectionner les tubes et les bouquins de cigares.

336634. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Société Henry R. Worthington, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme de distribution de vapeur.

336635. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Proctor (M^{re} A.), représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Porte-ouvrage pour la confection de travaux de dentelles.

336636. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Nichols (J.-W.), représenté par Germain, rue de l'Îlot d-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans les boîtes de conserves s'ouvrant au moyen d'une clef.

336637. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Hankin (M.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Résistance électrique.

336638. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Hachenberg (L.) et Sandford (L.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Balance calculatrice.

336639. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Pan (G.), représenté par Nauthardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Tire-ligne ou porte-plume à réservoir.

336610. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Pétry J.-M., représenté par Maury, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 60. — Perfectionnements apportés aux fours Martin et Siemens pour éviter les accroissements.

336611. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Société dite: *The Frank & Co. Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux bandages de roues de bicyclettes et autres véhicules.

336612. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Société dite: *The Frank & Co. Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux moules pour bandages de roues.

336613. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Rillings W.-R., représenté par Tauffer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux lampes à arc.

336614. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Scheller A. et Kestner D., représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour le traitement de liquides avec des gaz d'après le principe du centre d'oscillation applicable plus spécialement à la stérilisation de l'eau au moyen de l'osone.

336615. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Welts A. et Kludenz J., représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour l'étincelles pour l'allumage électrique des moteurs à explosions.

336616. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Browne R.-E., représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 11-17. — Système de fermement de sacs, etc.

336617. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Bennet W., représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Semelles latérales renouvélables et réversibles pour chaussures de tout genre.

336618. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Société dite: *The Bonrac Continuous Automatic Brake Company Limited*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Frein de wagon manœuvrable de chaque côté de la voiture.

336619. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Muir J., représenté par Valhardy, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Plaque de fixation ou de support.

336620. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Bernat T., représenté par Grimaud et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil électrique pour l'excitation de la peau et la révulsion des humeurs.

336621. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Pysal L., représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 22. — Arrêt de roues pour roues de véhicules à bandages pneumatiques.

336622. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Rouzé E., représenté par Coq, rue Brezin, n° 16, à Roubaix (Nord). — Rouleau automatique pour jalouse.

336623. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Trouillard A., représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication galvanoplastique des appareils de prothèse.

336624. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Société anonyme des pneumatiques cuir Sainson, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fixation des protecteurs en cuir sur les bandages de roues accablées.

336625. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Von Holstmann (F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrage pour...

336626. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Betholz C., représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Moulin pour le tamisage de la chaux de l'argile et des matières similaires, avec séparation simultanée des pierres et impuretés analogues qui y sont mélangées.

336627. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Société Harcourt Bros, à Compagny (Indre-et-Loire), représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé de fabrication de l'hydromyle de baryum.

336628. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Espey G., représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 11-17. — Relève-jupe.

336660. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Wierzbicki F., représenté par Et. Aim., à Paris, boulevard Voltaire, n° 44. — Appareil d'éclairage par catoptrisme.

336661. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Lambert A.-R., représenté par Fahey, à Paris, rue de Valenciennes, n° 48. — Procédé pour l'extraction, de brues sautantes, notamment du nitre et du plomb, et généralement de tous les métaux ayant pour le moins la moitié d'affinité que le cuivre.

336662. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Vahon E. et Janninot A., représentés par Tailor, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Extraction du soufre des sulfures d'épuration du gaz décarburés des minerais pauvres.

336663. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Degache J., représenté par Le Page, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnement apporté aux extincteurs d'incendie.

336664. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Lake H.H., représenté par Tardet, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux fusées à percussion.

336665. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Poulot D., représenté par Casakomura, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés à la fabrication des moules artistiques.

336666. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Brillé A.-E., représenté par la Société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de carbonatation pour moteurs à explosion et appareils pour le réaliser.

336667. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1903; Bouzard V.-G., représenté par Goss, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 116. — Pierre artificielle pour le ponçage des pierres lithographiques.

336668. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Kirchfeld W., représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Procédé pour faire disparaître la poche pendant le coulage de lourds blocs de fer et de brames.

336669. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1903; Lemaire J., à Estourmel Nord. — Bac à rigole servant au remplissage automatique de la bière en fermentation ainsi qu'au collage.

336670. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1903; Leipziger-Koch (K.-F.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Appareil cuisinier à plusieurs flammes pour voyageurs ou soldats, etc.

336671. Brevet de quinze ans, 8 août 1903; Patrix (M^{re} L.-E.), à Paris, rue Holsay-d'Anglas, n° 25. — Busc de corset à rivets sans relief.

336672. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Société G. Castet et Wink, rue Malakal, n° 15, à Marseille (Bouche-du-Rhône). — Construction d'une pompe à double effet et à mouvement alternatif.

336673. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1903; Huber (G.), Krammer (J.) et Klein (H.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Montre marchant un mois avec dispositif automatique indiquant le moment du remontage.

336674. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Dubouff (J.-B.), représenté par Carré, cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Etienne (Loire). — Bateau permettant de passer en grandes largeurs par disposition spéciale des porte-navettes.

336675. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Société anonyme des appareils de contrôle et de comptabilité automatiques et M. Frydman (J.) et Chambois (J.), représentés par Armengaud-Liné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Table d'impression basculante pour appareils enregistreurs de caisse.

336676. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Ammon (G.-G.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Grille de natation.

336677. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Rief (J.-H.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Fridgeoir à café, etc.

336678. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Pacaud L. et Frenon H., représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé nouveau pour reproduire l'enregistrement des cylindres de phonographes et des plaques disques, pour gramophones, appareils reproducteurs du son.

336678. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Laesecke (P.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Arracheoir pour betteraves.
336679. Brevet de dix ans, 3 octobre 1903; Grioche (M.), à Verdunne (G.) — Four à l'usage des maréchaux et des serruriers.
336680. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Verdelet (E.-H.), dit A., à Agde (Gironde). — Pâte à autographe.
336681. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Bastide (F.), rue d'Arlier, n° 11, à Nîmes (Gard). — Soufreuse à grand travail.
336682. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Long (M.) et Lignon (J.), boulevard de la Madeleine, n° 203, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Baléau insubmersible.
336683. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Handbichler (R.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Manivelle à pédale pour motocyclette.
336684. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Hulsart (R.) et Adams (E.-H.), représentés par la société Matray freres et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Lampes électriques à arc.
336685. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Doyen (D.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Canot pliant se transportant comme valise.
336686. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Beal (A.-R.), représenté par Mengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux compteurs à gaz ou autres fluides.
336687. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Société dite : United Shoe Machinery Company de France, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à refendre le cuir.
336688. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Rodrigues de Moura (F.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Machine motrice pour l'action combinée de l'air et de l'eau.
336689. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Standacher (W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Meche de soufre.
336690. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Wyss (L.), représenté par Rigo et Prevost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Appareil pour régler la vitesse des moteurs à explosion.
336691. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Liebetanz (R.), représenté par Holzer-R., à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Moteur rotatif.
336692. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Bézer (A.), représenté par Tassin, rue de la République, n° 62, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Fermeture de verres sans rebords pour conserves alimentaires.
336693. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Snyder (L.-C.) et Armstrong (R.), représentés par la société Matray freres et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux clés anglaises universelles.
336694. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Low (C.-F.-G.), représenté par Faure, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Renvoi à vitesse variable perfectionné pour véhicules automobiles.
336695. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Hirst (J.), représenté par A. L. L., à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et appareil pour la manipulation des verres.
336696. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Mc Cormick (W.-W.), représenté par Faure, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux serrures à cylindre.
336697. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; David (H.), représenté par David, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil servant à protéger et démonter les portes.
336698. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Kautz (H.), à Paris, rue de la République, n° 10. — Appareil pour la photographie.

336699. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1903; Péducasse (R.), représenté par Grimaud, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Dispositif d'arrêt et d'avertisseur électrique en cas de déraillement des trains de chemins de fer.

336700. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Ferrie (P.), boulevard de Tesse, n° 194, à Toulon (Var). — Appareil électrique de sécurité pour éviter la collision des trains.

336701. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Maynard (W.-M.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil ou dispositif perfectionné pour indiquer sur les machines à écrire, la distance entre le caractère actionné et l'extrémité de la ligne que l'on est en train d'écrire.

336702. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Holan (J.-E.), représenté par Brimont et Pollin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Table mécanique de produits avec dispositif pour les additions, spécialement destinée au calcul du volume des troncs d'arbres.

336703. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Ricordeau (M.-C.-L.) et Herquet (A. E.), rue aux Sœurs, n° 45, à Alençon (Orne). — Bougie d'allumage inéteignable, incassable et démontable à dispositif spécial pour inflammation de moteurs à explosion industriels et d'automobiles.

336704. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Ernoult-Taffin (F.), représenté par Molinier, rue de Lille, n° 127, à Roubaix (Nord). — Produit dit : caoutchouc armé.

336705. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Société Electro-métallurgique française, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 73. — Procédé de dés-oxidation et de désulfuration de l'acier.

336706. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Calmus (A.), place des Fontaines, n° 7, à Auxerre (Yonne). — Pneumatique indégonflable.

336707. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Carels (A.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Hélice de propulsion à ailes instantanément mobiles.

336708. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Mazandier (G.-L.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 11-47. — Commande du volant des moteurs pour motocyclettes, etc., permettant l'agencement d'un pédalier indépendant concentrique au volant et facilement démontable.

336709. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Riza (O.-M.), à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 13. — Bouchon verseur réglable.

336710. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Bibard (R.-A.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 93. — Nouvelle pèlerine pour cyclistes.

336711. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Bornemann (P.-G.), représenté par Bletry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Porte-bougie à ressort.

336712. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Chary (F.-J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bandage élastique pour roues de véhicules.

336713. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Ducellier (A.-L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil excavateur.

336714. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Société C. et E. Chapal frères et C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à teindre les fourrures et sécréter les peaux.

336715. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Tamplier (L.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Speculum.

336716. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Société française de constructions mécaniques (anciens établissements Cail), représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil pour le montage des locomotives.

336717. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Société française de constructions mécaniques (anciens établissements Cail), représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Essieu-moteur pour automobiles.

336718. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Haneon (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de protection pour parapluies et ombrelles.

336719. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Caréau (A.-G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'équerre à charnières pour châssis de glaces de voitures.

336720. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Molin (A.-E.-D.), et la Société la Machine en Taille-douce, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à imprimer en taille-douce.

336721. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Court (G.-L.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Arrache-dents pour bandes pneumatiques.

336722. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Société anonyme Westinghouse représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13. — Perfectionnements dans les appareils carburateurs.

336723. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Jordan (J.-E.), représenté par Grimont et Rollin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Perfectionnements dans les appareils pour fondre et mouler les tuyaux.

336724. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Maeder (A.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 10. — Boîte de montre réclame.

336725. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Duff (A.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil réchauffeur d'air et surchauffeur de vapeur pour gazogènes.

336726. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Galbraith (D.-R.-S.) et Stearn (W.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Méthode et appareil pour le traitement du sable de fer et autres minerais réfractaires.

336727. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Galbraith (D.-R.-S.) et Stearn (W.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareil propres à la réduction du sable de fer, des oxydes de fer et autres minerais réfractaires.

336728. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Schiller (A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à fabriquer les objets en verre moulé.

336729. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Meir (L.), représenté par Blet, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boîte pour la reproduction héliographique de cartes postales.

336730. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Compagnie française de l'Amiante du Cap, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mélange fibreux inextinguible et ininflammable.

336731. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Schaper (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de billard.

336732. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Société Ch. et J. Ciffmann, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Phonographe perfectionné pouvant utiliser alternativement ou simultanément les cylindres et les disques.

336733. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1903; Charpentier (P.-L.), avenue Carnot n° 9, à Belfort (Territoire de). — Système de canalisation électrique souterraine par câbles à armature imperméable, avec ou sans circulation de gaz secs.

336734. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1903; Dapeyre (J.-E.), boulevard de l'Enlaidie, n° 33, à Montpellier (Hérault). — Appareil producteur de gaz acide, libre à chute de carbone pouvant se régénérer en marche.

336735. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1903; Bassart (G.-E.-F.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux verres prismatiques employés pour l'éclairage des locaux sombres.

336736. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Hummer (C.), représenté par Naurhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Appareil servant au nettoyage de gants glacés, etc.

336737. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Société E. Othschlaeger & Co., représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 53. — Dispositif de classe pour métiers à tisser mécaniques servant à la fabrication de aces en plusieurs fils, à lière aide, placés l'un à côté de l'autre.

336738. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Nolot (L.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnement apporté aux lampes à incandescence.

336739. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Société dite : Pignet et C^o, représentée par Griffe, rue de Paris, n° 2, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux turbines aérodynamiques.

336740. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Broisy (C.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Combinaison nouvelle permettant une fabrication plus économique du tissu velours double-pièce.

336741. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Court (L.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Changement de vitesse symétrique et direct pour voitures automobiles.

336742. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Destot (E.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux appareils photographiques.

336743. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Gautier (H.-J.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux fuseaux fileurs.

336744. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Grimsley (J.-G.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux avertisseurs et extincteurs d'incendie.

336745. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Birmer (A.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Fourneau électrique.

336746. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Kimer (A.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Fourneau électrique sectionné.

336747. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Henyon (E.-F.-B.), représenté par la société Matray frères et C^o, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine perfectionnée pour éplucher les pommes de terre et autres produits similaires.

336748. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Von Hardtmuth (F.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Roche-foucauld, n° 21. — Perfectionnements dans la fabrication des charbons à mèche pour l'arc électrique.

336749. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; De Farin (O.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Transformateur de courants alternatifs en courants continus.

336750. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Borden (B.) et Veracher (W.-A.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Filière réglable pour tuyaux et autres objets analogues.

336751. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Gray junior (N.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux machines à couper ou rogner le papier.

336752. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Bélanger (V.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Métier à filer continu à anneaux.

336753. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Bélanger (V.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux broches de filature.

336754. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Lyon (J.-D.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil à développer les plaques photographiques.

336755. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Warner (A.-P.) et Warner (C.-H.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 4. — Tachymètre magnétique.

336756. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; McCann (P.-J.) et Brassel (J.-H.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux joints pour rails de chemins de fer.

336757. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Société Fabrik explosions-sicherer Gefässe G. m. b. H., représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour éviter les explosions de récipients remplis de liquides très inflammables.

336758. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Straulino (J.) et Pirner (H.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Roulette à toupie.

336759. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Société dite : *Langston Moulding Machine Company*, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard de Courcarchais, n° 95. — Perfectionnements dans le mécanisme de centrage des matrices pour machines à fondre les types.

336760. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Valette (P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pipes perfectionnées.

336761. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Milne (G.-G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils électriques générateurs de force et de lumière.

336762. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Becker (B.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tremblant de bobine de Ruhmkorff.

336763. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Rasche (G.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Dispositif servant à ajuster et à calibrer des pièces d'œuvre sur les machines-outils.

336764. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Montjau (L.-A.), représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Appareil de sécurité pour la protection du gaz acétylène.

336765. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Lanne (A.-M.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Régulateur automatique d'alimentation des chaudières à vapeur.

336766. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Lanne (A.-M.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Déendeur de vapeur ou autre fluide gazeux sous pression.

336767. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Erdmann (F.), représenté par Grimout et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Commande à roues de friction avec débrayage du disque de frottement ou transmission directe avec marche normale.

336768. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Gerss (A.) et Buhrke (O.), représentés par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux grilles pour appareils de chauffe.

336769. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Thonon (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux sûretés pour armes.

336770. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Société anonyme des établissements Falconnet-Perodeaud, représentée par Mosticker, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Bandage électrique antidérapant.

336771. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Selley (F.-A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Balance perfectionnée.

336772. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Société Aktiengesellschaft Brown, Boveri & C^e, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ventilation pour machines électriques.

336773. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Société Lefranc et G^e, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre de plaques composées permettant de former facilement des matrices pour le gaufrage des cuirs, tissus, papiers et autres matières.

336774. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Heisig (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil refroidisseur pour automobiles.

336775. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Lachaire (H.-L.-A.) et Lecomte (A.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de bac d'éclairage à incandescence par le gaz avec manchon globulaire.

336776. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Richardson (S.-T.) et Price (R.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux machines à cintrer les jantes métalliques à section en forme de gouttière.

336777. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Richardson (S.-T.) et Price (R.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés à la fabrication des bandages pneumatiques.

336778. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Société dite : *The Aeolian Company*, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux instruments de musique mécaniques.

336779. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Raison sociale Maschinenfabrik Kappel, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de commande pour métiers mécaniques à broder.

336780. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Brousseau (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Turbo-moteur à explosions intermittentes pour air carburé.

336781. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Hieraux (B.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Chaîne en acier sans soudure obtenue par coulage.

336782. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Moniachi (A.-V.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fourneau pour fers à repasser.

336783. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Steele (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Explosif de sûreté.

336784. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Hottman (J.-F.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les chaudières à bouilleurs.

336785. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Le B. Hier (L.), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 28. — Clarificateur de verres d'éclairage.

336786. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Hovine (E.) et Breuillé (H.), représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Appareil producteur de gaz calorifique par l'emploi de toutes espèces de combustibles, hydrocarbonés, même pulvérisés, collants ou non.

336787. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Deitz (E.) et Quesnel (J.), représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Protecteur antidérapant pour roues d'automobiles.

336788. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Dillet (F.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Appareil pour apprécier rapidement la teneur du lait en crème.

336789. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Wächter (G.-Y.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Four de boulanger à chauffage indirect.

336790. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Struck (W.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Système de lissage pour bandages plains.

336791. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Hamel (F.S.), pour la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements relatifs à l'usage des tubes étroits, particulièrement applicables à d'autres matières.

336792. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Société dite : The Acoustic Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif pour l'usage des tubes étroits pour pianos et autres instruments de musique, et d'une façon similaire.

336793. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Langrehr (W.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de mise à l'air des canots.

336794. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Renner (W.E.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil pour la fabrication de tourniquets et autres outils similaires.

336795. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Verbièse (F.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour la fabrication des liquides alcooliques.

336796. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Chassevent (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Procédé et appareil pour la fabrication des jus de sucrerie.

336797. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Hammond (J.V.), représenté par H.M.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Dispositif pour la fabrication de guidon pour cycles et motocycles.

336798. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Goupil (E.A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Dispositif pour la fabrication et l'assainissement de l'air dans les locaux habités.

336799. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Bondis (G.M.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Bandage pour la fabrication avec dispositif évitant le dérapage.

336800. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Beau (H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Panneau de bois à double effet.

336801. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Héraud (J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de tissu évasé pour machines mandrin servant au bobinage du papier.

336802. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; De Salamanca (F.), représenté par Molia frères, rue Maubec, n° 65, à Bayonne (Basses-Pyrénées). — Appareil pour le moteur.

336803. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1905; Uhry (E.), représenté par Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveaux revêtements en caoutchouc pour rues, chaussées, etc.

336804. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1905; Perrin (J.), représenté par billoud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Tête de presse pour appareils photographiques et autres.

336805. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Reculet (V.), représenté par M.), représentée par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Pile hermétique.

336806. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Société dite : The Acoustic Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Maubec, n° 65. — Perfectionnements apportés aux machines à écrire.

336807. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Ziegler (M.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Appareil au moyen duquel un malade peut se soulever dans le lit.

336808. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Moncade (J.), représenté par gérie). — Laveur décanteur pour huiles.

336809. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Radomacher (C.G.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 49. — Perfectionnements relatifs à gaz combustibles à flammes conjuguées.

336810. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Société Andrieu & Faische, représentée par Bonisraut fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Plaquettes d'ornementation de bijoux, boutons et autres objets de toilette et généralement quelconques.

336811. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Paquet (L.-A.) et Paquet (G.-A.), à Nouzon (Ardennes). — Moyon d'entraînement par cliquets avec frein à ruban intérieur pour bicyclettes et motocyclettes.

336812. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Paig (R.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mécanisme pour la production des franges des tissus dans les métiers à tisser.

336813. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1903; Frey (W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcueil, n° 15. — Lit pour malades.

336814. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Ascoli (U.), représenté par Grumont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 57. — Pommade pour faire pousser les cheveux et barbiche.

336815. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Estoup (B.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle brosse.

336816. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Société dite : Thomas E. Clark Wireless Telegraphy Telephone Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Cohéreur pour la transmission électrique de signaux sans fil.

336817. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Cornaro (G.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Electrodes.

336818. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Hégoere (A.), à Rivault (Basses-Pyrénées). — Fabrication d'espadrilles ou sandales.

336819. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Terry (A.-A.), représenté par Bergin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Perfectionnements dans les arrêts de postes.

336820. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Cloché (J.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chapoteau mécanique.

336821. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Long (A.-J.), cours Bériot, n° 3, à Grenoble (Isère). — Perfectionnements à une lampe antiseptique.

336822. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Plüssner (R.), représenté par Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Charnière à ressort de chasse, pour montres et autres objets à ressort de chasse.

336823. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Gebhardt (C.), représenté par Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Arrête anie.

336824. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Walters (O.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine pour la commande mécanique de machines et d'instruments à clavier, au moyen de bandes perforées.

336825. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Porak (V.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de mise en marche et d'essuyage pour automobiles.

336826. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Cöffmann (S.-A.), représenté par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fixation pour draps de lit.

336827. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Vünnenberg (E.), représenté par Perrée, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Pédale de secours avec escabeau pour instruments à clavier.

336828. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Czaika (E.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Procédé d'assemblage des éléments des courroies de transmission.

336829. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Société Léon Desmarais et Morane, à Paris, rue du Banquier, n° 10. — Perfectionnements aux mécanismes de transmission de mouvement.

336830. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Emery (P.-G.), représenté par la société Marray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux montures de stores.

336831. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Wendler (F.) et Lindner (C.), représentés par la société Marray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux signets pour chemises de dossiers.

336832. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Weissenthanner (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif assurant l'herméticité de la fermeture des bouteilles, flacons et autres vases contenant des eaux ou boissons gazeuses ou des conserves soumises à l'ébullition.

336833. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Société anonyme Westinghouse, représentée par M. Leblanc (M.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle machine frigorifique.

336834. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Société anonyme Westinghouse, représentée par M. Leblanc (M.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Frigorifère domestique.

336835. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Gautier (C.-P.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Frein servant à deux sens de rotation applicable aux automobiles.

336836. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Rouget (P.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux compteurs à gaz.

336837. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1903; Grasognon (M^{lle} B. V., de la ville), représentée par Bouvret, à Paris, rue de Mazagran, n° 22. — Bretelle de soutien pour enfants, destinée à les maintenir dans la position normale et à empêcher les déformations, dite : *Bretelle classique* ou la *Classique*.

336838. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1903; Lacour (V.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour sécher le charbon.

336839. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Grosselin (H.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Roues à bandages juxtaposés pour véhicules mobiles.

336840. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Saura (E.), représenté par Longa, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine à piston diviseur.

336841. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Mander (J.-W.), représenté par la société Marray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux instruments employés pour le dessin.

336842. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Société The Asala Co., représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans le mécanisme pour remplacer le fil de trame dans le tissage.

336843. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Société Auerbach et C^{ie}, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Outil à trous à angles vifs.

336844. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Dibdin (W.-J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les réservoirs de dépôt et autres dispositifs analogues, spécialement pour le traitement des eaux d'égout.

336845. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Dolbau père (B.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Fermeoir pour rampe sans fin.

336846. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Wormhout (E. H.), représenté par Laboulaye, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 12. — Support articulé à tous les sièges.

336847. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Société anonyme des Forges de Douai, représentée par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Tôle d'acier emboutie à jante démontable et cercle ou segments intérieurs et de butée, système Pierre Arbel, pour pneumatiques de voitures.

336848. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Bolandard (J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Système de batoir permettant le réglage de l'écoulement des robinets à ressort.

336849. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Hamelle (H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné d'oléo-compresseur.

336850. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Société J. Torchebœuf et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de corset en tricot.

336851. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; De Grasse (M^{me}), née Fould (C.), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Type de corset en tricot à carcasse élastique extérieure.

336852. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Von Krottsaurer (A.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Appareil pour dégraisser et transformer des matières de déchet en engrais artificiel.

336853. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Richardson (E.-A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Commanche pour appareils à leviers applicable notamment aux signaux pour chemins de fer.

336854. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Meslé (F.-L.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux ressorts à boudin agissant à la traction.

336855. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Chauvierre (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux tricycles porteurs.

336856. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Société Ballauff et Petitpont, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux stores.

336857. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Société dite : *Compagnie française de l'Ozone*, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil pour la stérilisation de l'eau au moyen d'un courant électrique.

336858. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Gobbi (E.) et Hennequin (P.-E.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de robinet à plusieurs liquides.

336859. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Société Lacour frères, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Application de l'aimantation à la pose des sceaux métalliques.

336860. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Baudet (J.) et Allain (C.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Générateur à vaporisation instantanée.

336861. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Gruggen (F.-W.-E.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux freins et guidons pour vélocipèdes et autres véhicules.

336862. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Beaujard (R.), à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire). — Sommier à guidage métallique.

336863. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Martin (P.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Dispositif automatique pour étaler les feuilles pour machines à imprimer et autres.

336864. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Craig (A.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements se rapportant aux moteurs à combustion interne et aux autres moteurs à fluide sous pression.

336865. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Miteu (J.-P.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau procédé d'épuration de la naphthaline.

336866. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Samuel (H.-F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux voitures automobiles.

336867. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Société anonyme de Fred. Bayer & Co, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la fabrication d'éthylène quinoue, d'anthraquinone et de chrysazine.

336868. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Société dite : British Machinery Company de France, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Trépointe perfectionnée et munie d'une sectionnée pour sa fabrication.

336869. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Nadler (G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour l'établissement de puits imperméables en terrains aquifères.

336870. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Hoffmann (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'attelage automatique à manœuvre latérale pour voitures de chemin de fer.

336871. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Benoist (H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé perfectionné de bougie électrique pour moteurs à explosions.

336872. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1903; Fournier (M.), à Paris (Charente-Inférieure). — Fabrication des superphosphates au moyen de la soudure.

336873. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Hoffsummer (L.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de préparation des papiers photographiques.

336874. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Société anonyme d'apareils des gaz liquéfiés, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 47. — Procédé pour charger les siphons, de l'acide carbonique provenant d'un tube comprimé ou liquide.

336875. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Spiel (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 47. — Lampe à gazéificateur.

336876. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Pieper (A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Transmission de signaux.

336877. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Richard (J.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Sceau et procédé de scellement.

336878. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Osretinsky (J.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Moteur rotatif.

336879. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Gaba (A.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour la mesure des angles.

336880. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Gaiffe (G.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode de protection des producteurs des rayons X.

336881. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Société Kitzinger représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'injection applicable particulièrement aux vaporisateurs.

336882. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Grey (J.-M.), représenté par Josse, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil destiné à l'épuration et à la ventilation des chaudières à vapeur.

336883. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Lemaire-Destombe (J.), représenté par Josse, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil destiné à la filtration de l'eau d'alimentation des chaudières à vapeur.

336884. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Blanchet (H.-M.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau procédé de nettoyage.

336885. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Serpollet (L.), représenté par Laveix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau distributeur d'eau et de pétrole pour générateurs à vaporisation instantanée chauffés au moyen de brûleurs.

336886. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Jandriot (A.), représenté par Gammis, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 34, à Lyon (Rhône). — Perfectionnement dans les freins sur jante pour bicyclettes et cycles quelconques.

336887. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Société A. Bonvallet et J. Boudet, représentés par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 34, à Lyon (Rhône). — Procédé permettant l'inflammation des feux de bengale par frottement.

336888. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Moares (G. W.); Baughman (W. S.) et Mc Kintley (W.), représentés par Bort, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de barre ou de tige pour stores de fenêtres ou portières et autres.

336889. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Wright (V. B.), Poulsom (W. K.) et Mackintosh (W. M.), représentés par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 72. — Produit et machine pour imperméabiliser les étoffes et tissus, fils, cordes, ficelles, etc.

336890. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Holokowsky (A.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil de sûreté pour matériel naval.

336891. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Gaultenden (H. L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Tube pour l'injection du ciment dans les cavités dentaires.

336892. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; De Meulemeester (E.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé et appareil pour l'extraction rapide des moutis contenus dans les drèches de brasserie, distillerie et industries analogues.

336893. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Calhcott (J. W.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Instrument servant à la fois à écrire et à percer les cigares.

336894. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Weintraub (E.), représenté par la société Ch. Thiri n et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans le mode de transmission des courants alternatifs à travers un milieu conducteur vapeur.

336895. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Goinersall (A.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux foyers de chaudières à vapeur.

336896. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Raison sociale Holl & Weber, représentée par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Accrochage automatique pour wagons de chemins de fer.

336897. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Stiller (G.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de mise en train automatique pour moteurs à explosions.

336898. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Schneider (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine perfectionnée pour affûter et façonner les bords tranchants des couteaux rotatifs.

336899. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Taverne (R.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de semencier plant.

336900. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Société Heulle frères et Maxime Merlet, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'avant pour voitures automobiles.

336901. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Jolissaint (L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pince arrache-clous.

336902. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Decloux (G. L.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Suspendeur pour vêtements.

336903. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Société The Calico Association limited et MM. Browning (W.) et Barlow (J.-J.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé et appareil pour la production d'un don soluble et de la dextrine.

336904. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Bentzon (M.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les lanternes à projections automatiques.

336905. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Cantem (F.-H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil photographique.

336906. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1903; Gommeret (J.-F.), charron-Vouldy, n° 4, à Troyes (Aube). — Différentiel Gommeret, à trois vitesses, pour aux véhicules automobiles et toutes machines dont le produit peut être distribué à vitesses différentes.

336907. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1903; Compagnie parisienne de décoloration d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication d'acide anthranilique et de ses dérivés.

336908. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Horiot (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Album pour cartes postales illustrées.

336909. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Revilliod (J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Compteur métrique.

336910. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Société J. Lafliche et fils, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de jarretelles supprimant les pattes de corset.

336911. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Wunsch (R.), représenté par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Poutre armée en pierre artificielle.

336912. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Ferrary (P.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Table-jouet.

336913. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Société Edmund Rohrer et M. Timár (L.), représentés par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Caisse pliable.

336914. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Boudet (E.-E.-L.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Machine à tisser automatique avec appareil de filetage à filière ou taraud tournant.

336915. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Société anonyme Le jeu de Paris, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de jeu d'adresse.

336916. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; La firme Arthur Koppel, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux portes pour wagons à trémie et à leurs appareils de manœuvre.

336917. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Peise (R.), représenté par Renaud, à Paris, rue Nouvelle, n° 8. — Chauffe-bains à circulation et à panier.

336918. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Société V. Trinquart, représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Réservoir de chasse sans siphon.

336919. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Hedrick (J.-E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de fixation d'écrous.

336920. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Renaux (P.), représenté par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Appareil pour le battage des papiers.

336921. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Matthews (J.-H.), représenté par Rinuy, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Jeu d'adresse.

336922. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Weintzrauh (E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mode de distribution pour lampes électriques à vapeurs de mercure ou autres.

336923. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Société dite : *United Shoe Machinery Company of France*, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à presser les semelles.

336924. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Berger (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés dans la filature de la laine.

336925. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Clerget (P.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Essieu moteur.

336926. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Mantelet (A.-C.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pompe à clapets à rappel élastique.

336927. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Société Ch. Mildé fils et C^e, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système permettant la commande d'une machine au moyen du moteur thermique d'une voiture automobile.

336928. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Heinrichsen (F.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif pour ouvrir les boîtes métalliques pour conserves et usages analogues.

336929. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Siegenberg junior (L.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux brûleurs ou becs à incandescence au gaz.

336930. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Raison sociale Weinmann et Lange, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Système de poulie oblique.

336931. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Bevier (A.-M.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Perfectionnement dans les sondes terrestres.

336932. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Nolte (F.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Ferme-porte à ressort et freinage par friction.

336933. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Crease (H.-E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux brosses à dents, brosses à ongles et autres.

336934. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Statmann (W.-A.) et Statmann (G.-W.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bouteille irremplissable.

336935. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Schmucker (A.-P.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur rotatif à vapeur.

336936. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Emonds (H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux lampes à arc brûlant dans l'air raréfié.

336937. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Delafon (P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'allumage électrique indéfectible pour moteurs à explosions.

336938. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Société en commandite R. We-deking & C^e, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la fabrication des O — Oxyanthraquinone et des acides O — Oxyanthraquinone-oxy-sulfoniques.

336939. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Nemitz (H.-B.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Petit outil à main pour le découpage de diverses matières en feuilles.

336940. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Garçon, L.-G., représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de ferme à tière.

336941. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Société Les fils de frères, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transmission par pignons d'angle pour motocyclistes.

336942. Brevet de quinze ans, 2 février 1903; Société Badische Anilin- & Fabrik, représentée par Hétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 1. — Production d'hydrosulfites.

336943. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Meyer (A.), résident chez M. Chevalier, hôtel de Savoie, à Monnetier-Mornex (Haute-Savoie). — Système de torseur pour crin.

336944. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Oesterricher A. S. (L.), représentés par Fabe, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de protection automatique des trains.

336945. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1903; Pellen (J.), rue Voltaire, n° 21, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Ciment micro-armé.

336946. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Maderer (B.), représenté par Hétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour obtention de distillation complète du charbon dans les foyers à chargement automatique.

336947. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1903; Luyers (C.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux freins à air pour trains de chemins de fer.

336948. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Ising (W.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour obtenir des pressions dans les réservoirs à gaz et à air des moteurs à explosions.

336949. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1903; Mc Kinsey (K.S.), représenté par (A.-R.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les systèmes de téléphones automatiques.

336950. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Petersen (M^{re} M.-S.-F.), représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Châssis poignée pour chaudières.

336951. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Bergh (M^{re} E.), représentée par Bonnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Ramasse-ballons de tout genre.

336952. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Bourgeois (A.-L.) et Co (F.-A.-A.), représentés par Blanchet, à Paris, boulevard du Temple, n° 30. — Système de frein d'embrayage et de débrayage alternatif à un seul tirage.

336953. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Giessler (H.) et Bauer (H.), représentés par Sartz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Procédé de fabrication de savons non caustiques, dégageant de l'oxygène actif.

336954. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Droste (W.), représenté par Mont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif pour empêcher les chevaux de s'emporter.

336955. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Seibert (G.), à Paris, rue Villiers, n° 147. — Nouvelle hélice dirigeable pour ballons.

336956. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Wyes (J.), représenté par et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Dispositif pour augmenter rapidement l'arrivée d'air dans les gazificateurs-pulvérisateurs.

336957. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Arédat (O.), représenté par et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Dispositif de couplage pour correspondance télégraphique ou téléphonique multiple.

336958. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Comte (P.-J. R.), place du Palais, n° 14, à Béziers (Hérault). — Dégustateur démontable à Matador.

336959. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Chalka (B.), représenté par Valteau, rue Chabry, n° 13, à Bordeaux (Gironde). — Cadres avec frises et ornements en verre ou en métal, imprimés à une ou deux faces.

336960. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Milburn (E.-B.), représenté par Marville, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Dispositif pour vérifier le fonctionnement des bougies d'allumage des moteurs à hydrocarbures.

336961. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Delafon (J.-J.), représenté par Goud, à Paris, rue de Rivoli, n° 79. — Perfectionnements aux piles à sulfate de cuivre.

336962. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Leseurre (A.), représenté par Baner, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Injecteur à vapeur.

336963. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Lomhard (J.), représenté par Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Pied à coulisse combiné.

336964. Brevet de dix ans, 31 octobre 1903; Moutardier (L.), représenté par La-voix et Mores, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Système de faïence à dilatation libre.

336965. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Grobe (H.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Appareil à moules ou compartiments pour la fabrication du sucre en plaquettes ou en lingots.

336966. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Delahaye (A.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau dispositif de mancherons.

336967. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Barber (T.-W.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Perfectionnements dans les tubes de chaudières, de condenseurs et autres.

336968. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Emery (A.-E.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de débrayage de poulies pour transmissions à courroie.

336969. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Weigel (H.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif de contrôle pour billards.

336970. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Didier (T.), rue des Grammonts, n° 12, à Thiers (Puy-de-Dôme). — Procédé pour la fabrication et l'application du celluloid en pâte pour l'imitation de la corne blonde, de la corne de buffle, de l'ivoire, de la nacre, etc.

336971. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Néseraux (P.), rue Bourjennais, n° 7, à Lille (Nord). — Accumulateur électrique.

336972. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Watt (F.), représenté par Smits, rue Caltraut, n° 23, à Lille (Nord). — Appareil automatique d'alimentation pour générateurs à hautes et basses pressions.

336973. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Hermant (G.-E.-E.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bouteille irremplissable.

336974. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Société Siemens Schuckert Werke Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour faire obtenir un déplacement de 90° et plus des phases entre la tension et le champ dans le circuit dérivé de compteurs de courant alternatif.

336975. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Philippi (C.) et Maurer (H.), représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Pêche à gont, à fermeture automatique.

336976. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1904; Beillie (A.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux appareils de carburation pour moteurs à hydrocarbures.

336977. Brevet de quinze ans, 3 février 1903; Société Farcot frères et C^{ie}, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de distribution de câble aux machines à vapeur et aux appareils similaires, moteurs ou récepteurs fluides quelconques.
336978. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Roheim (E.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Perfectionnements aux procédés pour portraits, gravures, etc.
336979. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Chanut (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Photographique.
336980. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Société Bira et Pasqua, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif à contact rotatif pour l'allumage des moteurs à explosions.
336981. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Looms (G.), et la société *Pneumatic Rubber Sole & Heel Syndicate limited*, représentés par de Mesmay, à Paris, rue Labrouère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les chaussures.
336982. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Delaporte (M.), à Paris, rue Delambre, n° 4. — Système d'hélices.
336983. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Werner (E.) et Werner, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif d'embrayage et de débrayage pour motocyclettes et autres véhicules.
336984. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Tillmanns (G.-L.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Système d'enroulement et de déroulement des bouquins dans les machines servant à confectionner les bouquins et cartons.
336985. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Levati (E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Meuble à poste ouverte pour faire et montrer automatiquement des communications électriques.
336986. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Sexton (A.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 9. — Papier.
336987. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Tacchi (P.-G.), et Strassburg (L.-T.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Commande de changement de vitesse pour véhicules mobiles ou autres véhicules de route analogues.
336988. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; D'Orville Willis N., représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Dispositif perfectionné s'adaptant aux bicyclettes ou autres véhicules similaires et destiné à faire devier la pression du vent ou bien à aider à la propulsion suivant la direction du vent.
336989. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Weiller (P.) et Weiller, représentés par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour l'extraction de métaux, la formation d'alliages et oxydes métalliques, la production de températures élevées.
336990. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Brunnöhler (J.-W.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Serrure de sûreté.
336991. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Werner (E.) et Werner, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Régulateur électrique pour moteurs de motocyclettes et autres véhicules automobiles.
336992. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Bruffaers (P.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif à teindre les peaux.

336993. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Mécair (C.-P.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Régulateur de pression pour gaz.

336994. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Ridings (W.-R.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les lampes électriques à arc.

336995. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Société Th. et Ad. Fréderking, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Cylindre sécheur rotatif.

336996. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Leighton (G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif perfectionné d'agrafe à ressort.

336997. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Tendil (J.), à Paris, boulevard de la Villette, n° 41. — Appareil à acétylène.

336998. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Société dite : *The Cartilage Company*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil perfectionné pour le développement physique.

336999. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Ravallier (J.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans la construction des voitures automobiles en vue de leur application éventuelle à la navigation.

337000. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Société A. Boas, Rodrigues et C^{ie}, à Paris, boulevard de Charonne, n° 67. — Gaine charnière fermoir.

337001. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Virneisel (F.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour la fabrication de colle végétale à l'état solide.

337002. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Société dite : *Brushes limited*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine pour la fabrication des brosses.

337003. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Brejcha (J.-V.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé et appareil pour le forage des trous.

337004. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Dr Burggroff (G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de refroidissement par l'air atmosphérique.

337005. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Société A. Savy Jeanjean et C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines pour la fabrication des bonbons en chocolat.

337006. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Schucker (H.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Classeur pour collectionner les feuilles volantes, les documents et les lettres.

337007. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Wendler (J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Porte pivotante.

337008. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Société industrielle des téléphones (Automobiles Ader), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de changement de marche pour canots automobiles.

337009. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Herz (M.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Brosse.

337010. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Nielsen (C.), représenté par Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Disposition assurant le gonflement des bandages pneumatiques de véhicules de toute nature.

337011. Brevet de quinze ans, 4 février 1903; Manufacture lyonnaise de matières colorantes, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production d'un acide acétyldiamidophéolsulfonique et d'un colorant noir bleuâtre pour laine, susceptible d'être chromaté, qui en dérive.

337012. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Anonimus (P.), représenté par Grismont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Traces pour

337013. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Fisch (G.-H.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif permettant de retenir les navettes des métiers à tisser.

337014. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Sachs (C.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Écrou indéchirable.

337015. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Caille (C.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint Denis, n° 7. — Indicateur de vitesse pour automobiles.

337016. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Société Richard & Co, représentée par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Recipient isolable et à l'abri du feu.

337017. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Polkorny (F.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Ascenseur à tambours pour bateaux.

337018. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Seddon (E.-H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bandage technique.

337019. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Spiegelhalter (L.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appareil à feu pour chaudières, applicable notamment aux chaudières de locomotives.

337020. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Société dite : *Fickens & Co*, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Améliorations relatives à la commande et à la régulation des moteurs électriques.

337021. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Hérisson (A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Cuvette d'embrayage.

337022. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Société Guyard & Co, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lanterne à essence pour cycles et automobiles.

337023. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Société John Martin & Co, et M. Pullinger (T.-C.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de carter perfectionné pour automobiles ou autres véhicules montés sur ressorts.

337024. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Daubresse (A.-V.-F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de topographie stéréoscopique.

337025. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Wiseman (Z.), représenté par Lavoisier et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Bouteille irremplissable.

337026. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; De Saint-Seine (E.), et J. V. Lavoisier (A.-M.-E.), représentés par Lavoisier et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Système démontable de fixation d'une bande de roulement autour de la périphérie des bandages de roues caoutchoutées.

337027. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Société anonyme Teinture Clément Marot, représentée par Buramet et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Procédé de teinture en plusieurs couleurs, sur un seul et même échantillon.

337028. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Loosenthal (H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 91. — Allumeur pour bacs, brûleurs à gaz, à incandescence ou autres.

337029. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Diem (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 91. — Appareil à alcool chaud.

337030. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Best (C.-V.), représenté par Bletty, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Brûleur pour éclairage à alcool.

337031. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Meura fils (P.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau joint en caoutchouc servant à rendre étanches les conduites des jus et eaux de lavage, se trouvant placés à l'extérieur des plateaux de filtre.

337032. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Pinatel (C.), représenté par Carret, cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Étienne (Loire). — Nouvelle commande pour rasoirs des métiers à tisser.

337033. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Le Sauvage (J.-B.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux dragues à suction.

337034. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Moser (A.) et Hanert (O.), représentés par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouvelle forme embauchoir mécanique pour chaussures.

337035. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Dubrule fils (P.), représenté par Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Chargeuse-démêleuse automatique.

337036. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Arnaud (L.), représenté par Delpey, rue Saint-Ferréol, n° 78, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Torchons-réclame.

337037. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Tominski (O.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Extincteur d'étincelles.

337038. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Société dite : *Land- und Srekebetwerke Aktiengesellschaft*, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Espace d'étincelles pour conducteurs électriques en vue de neutraliser la foudre et les excès de tension.

337039. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Société Léon Desmarais et Morane, à Paris, rue du Banquier, n° 10. — Perfectionnements aux organes de manœuvre du changement de vitesse dans les véhicules automobiles.

337040. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Munro (R.-M.-A.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Frein de jante pour cycles.

337041. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Société dite : *The Brooks Watson Paylight Camera Company limited*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Châssis mobile à magasin à escamotage pour chambres noires photographiques.

337042. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Brenot (E.-T.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de crachoir à chasse d'eau.

337043. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Andrievet (C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour remonter sur les roues les garnitures pneumatiques.

337044. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Société T. Bezault et ses fils, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermeture d'entrebaïlllement pour châssis.

337045. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Rossman (G.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Télautographe reproduisant les dessins.

337046. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Société Goehring, Eck et Koch G. m. b. H., représentée par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine automatique à lisser les semelles.

337047. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Hardy (P.), rue du Perrey, n° 54, au Havre (Seine-Inférieure). — Concentrateur métallique pour projectiles métalliques giroïres, à l'usage des armes à feu.

337048. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Guilhaume (A.-B.-V.), à Paris, rue de Lancry, n° 38. — Verrou électrique à double levier et à enclenchements multiples.

337049. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Stromborg E. et C^{ie}, par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Quatre bateaux.

337050. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Soss J., représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Charnière pour portes, etc.

337051. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Aldrich N. W., représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Appareils et procédé pour l'extraction du caoutchouc sans dissolvants.

337052. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Latour M., à Paris, rue de Tocqueville, n° 22. — Procédé d'excitation des électro-aimants ordinaires par courants alternatifs.

337053. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Hjertholm Carl, représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux lampes à pétrole, aux lampes, etc.

337054. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Didier L.-J.-E., représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de photographie.

337055. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Desvignes G., représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Support pour portes à quatre vantaux.

337056. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Pintureau L.-H., représenté par Lal-Faidherbe, n° 10, à Tours (Indre-et-Loire). — Oeilleton de pont.

337057. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Leydel C., représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Plaques creuses pour le son et appareil pour leur fabrication.

337058. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Lamarque H.-P., représenté par Muzet, à Paris, rue de Richelieu, n° 41. — Frein arrière pour vélocipèdes.

337059. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Pasternack E., représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Attrape-mouche.

337060. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Bachra h D., représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Produits dans les composés de nitro-cellulose et autres substances similaires.

337061. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Weissappel E., représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 12. — Jouet.

337062. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Perez de Guzman, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Avertisseur pour automobiles.

337063. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Société P. Vianet et C^{ie}, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux rateaux à cheval.

337064. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Schneller A. et K., représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Effluves électriques.

337065. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Gibouret A., à Paris. — Système de crochet d'attelage, crochet de sûreté dit *le Meilleur*.

337066. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Cassin B., représenté par Levault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Échenilloir perfectionné.

337067. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Joux J. et Artigues, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle. — Système et appareil pour l'auto-retouche des épreuves photographiques.

337068. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Grice G., représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Lampes à incandescence.

337069. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Kraus (A.), représenté par Tailfier, Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Machine à faire les matrices stéréotypes et électrotypes ainsi que les clichés pour impression.

337070. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Raison commerciale Gebrüder Ierz, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Unettes à loup protecteur pour automobilistes, cyclistes, touristes, ouvriers.

337071. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Pierquin (C.), représenté par de, rue d'Amiens, n° 15, à Lille (Nord). — Appareils de balayage.

337072. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Murié (J.) et Vland (R.), représentés par Janeau, rue Haute-Casserie, n° 1, à Nantes (Loire-Inférieure). — Enveloppe calorifuge à lame d'air.

337073. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Cahen (L.) dit Raymond (J.), représenté par Laurent, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 49. — Nouveau genre de tableaux à motifs transparents, spécialement destinés à la publicité et leur procédé de fabrication.

337074. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Müller (P.-J.), représenté par Tailfier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Disposition de longeron-guide pour bancs d'école renversables.

337075. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Fersenheim (R.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil à paiement préalable pour compteurs à gaz.

337076. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Cadett (J.-W.-E.), représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Perfectionnements aux réfrigérants à anhydride carbonique.

337077. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Simpson (W.-C.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Appareil perfectionné pour la propulsion des bicyclettes et autres véhicules.

337078. Brevet de quinze ans, 5 février 1904; Philippon (L.-P.), à Paris, rue de Richelieu, n° 59, et Chevalier (M.), à Paris, avenue Laumière, n° 14. — Moteur rotatif à grande vitesse, sans point mort.

337079. Brevet de quinze ans, 5 février 1904; Nauwelaers (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la transformation de la coloration des tabacs.

337080. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1903; Sachs (E.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Moyen de vélo avec douille tournant librement dans les deux directions de rotation et frein intérieur fonctionnant pendant qu'on pédale en arrière.

337081. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Société dite : *The Chalk Power Gas Syndicate limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication combinée de chaux et de gaz combustible.

337082. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Kratz-Boussac (H.-O.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux flèches pour jouets d'enfants, employées dans les tirs dits : *Kureka* et autres.

337083. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Raymond (J.-R.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux appareils pour détacher les canots.

337084. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Fournier (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour la vaporisation instantanée des liquides, plus spécialement destiné aux opérations d'assainissement et de désinfection.

337085. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Simmance (J.-F.) et Ahady (J.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnement aux appareils photométriques.

337086. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Klusmann (H.-E.), George (M.-S.) et Zambra (J.-J.-G.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les instruments de musique à vent, en cuivre ou autre métal.

337087. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Arnaud (J.-A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Tachés liques et rallonges interchangeables à l'usage des dévidoirs et moulinets.

337088. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Benedetti (E.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de couplage automatique des voitures de tous genres et particulièrement des chemins de fer.

337089. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Benedetti (E.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de sûreté pour les serrures.

337090. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Froberg (G.-E.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Appareil pour façonner Jacquard sur le métier de bonneterie.

337091. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Garbet (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 5. — Perfectionnements apportés à la fabrication des savons blancs dits Savons de Paris.

337092. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Géricot (H.-L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Vapeur.

337093. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; James (T.-S.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux machines ou moteurs à vapeur et à combustion intérieure.

337094. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Jacquet (A.), représenté par n° 17, à Chartres (Eure-et-Loir). — Suspension de bat-flanc à déclenchement automatique.

337095. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Corbier (E.), représenté par n° 47, à Alais (Gard). — Garde-levain.

337096. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Société dite: Anstalt Humboldt, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, rue de Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour l'utilisation des ordures ménagères.

337097. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Grundig (C.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour parer des bandes de papier perforées.

337098. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Juthowitz (J.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Nouvelle poudre.

337099. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; De Galard de Beaumont, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Éperon.

337100. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Société Flévet, représentée par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Appareil pour la germination pneumatique en cases.

337101. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Jensen (B.-J.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Perfectionnements aux machines à fabriquer les sacs en papier.

337102. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Gergacsevics (O.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Appareil pour l'affinage à distance du gaz.

337103. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Claron (J.-L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 5. — Teuse automatique pour battre les céréales.

337104. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Grossman (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux appareils pour nettoyer les tapis.

337105. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Jackson (A.-H.-O.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil à vapeur combustible.

337106. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Bourcier (J.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Appareil panoramique.

337107. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Phalempin (A.-M.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux pieds d'appareils photographiques ou autres.

337108. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Société P. Viaud et C^{ie}, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Essieu à longueur variable pour charres brabants.

337109. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Véry (H.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Système de support pour lampes à incandescence à montage rapide et à isolement renforcé.

337110. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Marinier (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fixe-cravate.

337111. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Villiers (E.-C.) et Smith (W.-H.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-43. — Perfectionnements apportés aux générateurs de vapeur.

337112. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Société Allainguillaume et C^{ie}, représentée par Castalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle colonne de réglure en une seule pièce dans le sens vertical.

337113. Brevet de quinze ans, 6 février 1903; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour produire des effets multicolores sur papier teint.

337114. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Trouvé (A.), représenté par Castalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil à laver les sables et les boues aurifères.

337115. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Société Gernsbacher et C^{ie}, représentée par Taillier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 28. — Papier de toilette à réclames.

337116. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Ferrary (P.), représenté par Manvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouveau genre d'assemblages en bois courbé des pieds des chaises et des fauteuils.

337117. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Sénat (L.), représenté par la Société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif de pose de voie supprimant les aiguilles dans les parcours des trains sur voie unique dans les lignes à voie montante et descendante.

337118. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Moreau (C.), représenté par la Société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Magnéto multipolaire d'allumage pour moteurs à explosions.

337119. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Bonnet (E.), représenté par Perrée et C^{ie}, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Carter pour chaînes de voitures automobiles.

337120. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Société Besnard père, fils et gendras, représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux pulvérisateurs.

337121. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Neumayer (J.), Hessling (L.) et la société dite : *Westdeutsche Import & Export Compagnie G. m. b. H.*, représentée par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Procédé et appareil pour jouer en même temps de plusieurs instruments de musique au moyen d'un mécanisme à clavier.

337122. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Duff (A.-B.), représenté par la Société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux gazogènes.

337123. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Gander (C.), représenté par la Société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Stéréoscope avec appareil cinématographique.

337124. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Hettman (J.-F.), représenté par la Société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les chaudières.

337125. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Maeder (A.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Boîte de manœuvre.

337126. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Lévy-Lajenne (L.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Système de bornes électriques applicable spécialement dans les bougies de moteurs.

337127. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Société l'Air Liquide, représentée par l'étude et l'exploitation des procédés Georges Claude, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 5. — Indicateur de niveau.

337128. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Hula (A.), représenté par société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Rotatif.

337129. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Parent (F.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bandages instantané pour bandages pneumatiques.

337130. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Baumann (E.), représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Voiture d'enfant pliable.

337131. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Castagnet (L.), et Roussot (J.), représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 8. — Système d'allumage des moteurs à explosions.

337132. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Arbogast (M.), et Gerny, représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 5. — Rotatif à explosions à quatre temps.

337133. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Compagnie de l'Amiante du Cap, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau dispositif d'accumulateur d'oxyde de plomb.

337134. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Lavo (A.), représenté par société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine dynamo différentielle à courant continu génératrice ou réceptrice.

337135. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Kohn (M.), représenté par société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositifs pour obtenir la mélasse par cuisson directe du sirop.

337136. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Witte (W.F.), dite : *The Hoffmann Manufacturing Company Limited*, représentée par société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Coussin.

337137. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Delrue (C.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif de commande électrique pour jeux de petits chevaux et autres jeux.

337138. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Mary (A.-G.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Compteur horaire dit *Vélographe*.

337139. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Planeur (J.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Embouchure pour appareils.

337140. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Maurer (E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Machine à rincer les bouteilles.

337141. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Dubouloz (A.-J.), et (T.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de reproduction des écritures, dessins, impressions, etc., par chimie de la feuille de support réalisable sur tous genres d'appareils.

337142. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Michaud (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Utilisation des éponges et fragments d'éponges pour constituer des objets ou ustensiles domestiques et autres.

337143. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Feisthammel (M^{lle} E.), représentée par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Soupape perfectionnée pour distributeur d'eau pour water-closet.

337144. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Schorong (M^{lle} M.-A.), représentée par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Buvard-tampon perfectionné.

337145. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Messersmith (H.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Nouvelle combinaison d'une cloie à lettres, d'une sonnette et d'une plaque indicatrice.

337146. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Forkarth (J.), représenté par Lecker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Moteur à explosions et à deux temps.

337147. Brevet de quinze ans, 7 février 1903; Delpuy (A.), représenté par Ralloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Pompe pour toutes profondeurs.

337148. Brevet de quinze ans, 7 février 1903; Andrieu (L.), rue d'Alsace-Lorraine, n° 17, à Toulouse (Haute-Garonne). — Frotteuse pour lustrer les parquets cirés.

337149. Brevet de quinze ans, 7 février 1903; Grand (J.) et Aubrespy (G.), représentés par Armenhaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositions de lampes électriques à incandescence.

337150. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Fauvin (E.), Amiot (E.) et Cheneaux (E.), représentés par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Applique commutateur à résistance variable et à lecture directe et ses applications.

337151. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Tillmanns (G.-L.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Dispositif servant à introduire de l'ouate dans les tubes de cigarettes.

337152. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Ferrary (P.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les fautenils pliables ajustables à toutes les positions du corps.

337153. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Adshead (G.-H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Presse à empaqueter.

337154. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Engels (E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de traitement du fer et de l'acier à l'état solide mais incandescent au moyen de carbures.

337155. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Steiner (S.) et Ullmann (L.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Compositeur.

337156. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Tabourot (M^{lle} E.), représentée par Stulz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Nouveau genre de fleurs artificielles et leur procédé de fabrication.

337157. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Schiffers (H.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Dispositif pour maintenir le support de la partie de tête des lits de repos.

337158. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Kuczmara (R.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil pour la cuisson à la vapeur des fruits, etc.

337159. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Green (M.-R.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Dispositif perfectionné pour empêcher le remplissage frauduleux des bouteilles.

337160. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Trepsat (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lampe à arc.

337161. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Leroy (P.-B.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Martinet jouet.

337162. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Société dite *Doublfabrik Carl Winter*, représentée par la société Marillier et Robelet, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour la fabrication de fil double.

337163. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Nouzillet (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Arrache-clous pour bandages pneumatiques.

337164. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Berner (D.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à tiquer le bois.

337165. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Sella (C.) et la société Geom, Umberto Frova et C^{ie}, représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux machines à tisser.

337166. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Olivier (A.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil pour le montage des clichés photographiques.

337167. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Von Hardtmuth, représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Plaque pour piles.

337168. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Kuzel (M.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perforatrice pour roches en couches minces.

337169. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Goudeau (A.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil cinématographique.

337170. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Denis (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lampe.

337171. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Memmier (J.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Adaptation d'une valve clapet, aux trompes aspirantes pour en assurer le fonctionnement.

337172. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Lindlar (J.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Attelage élastique pour wagounnets.

337173. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Douane (M.-E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil irradiateur de rayons.

337174. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Przewodowski, représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système pour l'auto-dirigabilité aux torpilles.

337175. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Darzens (G.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé des aldéhydes.

337176. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Société Rietz, représentée par M. Plümacher (M.), représentés par Nauthardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle monture pour sacs de voyage, sacs de dames, etc.

337177. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Turpinat (A.-A.), représenté par Auray, à Paris, rue Mozart, n° 52 bis. — Porte-cio en tube mobile en tous sens.

337178. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Firme Friedl, représentée par M. Babel (G.), représentés par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Procédé permettant d'utiliser l'air des appartements et le gaz provenant de la cuisine pour le chauffage des conduites de gaz et d'eau noyées dans les murs.

337179. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Société A. Comte, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Machine à tiquer le bois.

337180. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Keith (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fontaine ornementale.

1. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Hofmann (L.-W.), représenté par la société de construction pour fils conducteurs, à Paris, rue d'Arcueil, n° 15. — Dispositif de connexion pour fils conducteurs, etc.
2. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Lancelotti (L.), représenté par la société de construction pour fils conducteurs, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Grille à porte-grilles multiples.
3. Brevet de quinze ans, 9 février 1903; Manufacture lyonnaise de matière, représentée par Armand Gaud, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Procédé pour la production de colorants polyazoïques au moyen de l'acide naphthylaminodisulfonique.
4. Brevet de quinze ans, 9 février 1903; Weinmann (J.-E.), représenté par la société de construction pour fils conducteurs, à Paris, boulevard Carnot, n° 3, à Angers (Maine-et-Loire). — Mèche métallique.
5. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Bernhard (E.-E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Chaîne de transmission.
6. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Everhart (F.) et Dossent (J.-J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Racords pour câbles électriques.
7. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Holwarth (H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Turbine à aubes fixes réglables.
8. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Serpoulet (L.), représenté par la société de construction pour fils conducteurs, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouveau brûleur.
9. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Alder (C.), représenté par la société de construction pour fils conducteurs, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Appareil à découper automatiquement les tuiles.
10. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Société dite : *Hoerder Berg-Hütten-Verein*, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé pour opérer la fusion de masses métalliques.
11. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Burgher (F.-A.), représenté par la société de construction pour fils conducteurs, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux machines pour passer des tissus à la vapeur.
12. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Société F. Foillet et fils, représentée par la société de construction pour fils conducteurs, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des papiers gautrés.
13. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Foulloy (J.-C.-N.), représenté par la société de construction pour fils conducteurs, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de protecteurs pneumatiques.
14. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Molas (J.) et Knudsen (H.), représentés par la société de construction pour fils conducteurs, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux moteurs à air comprimé ou autre fluide élastique sous pression.
15. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Helm (W.), représenté par la société de construction pour fils conducteurs, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil réfrigérant à jet d'un mélange réfrigérant.
16. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Jost (J.-A.), à Paris, rue de la Harpe, n° 120. — Perfectionnements apportés dans la construction des jeux des machines.
17. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Blaisdell (H.-W.), représenté par la société de construction pour fils conducteurs, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil perfectionné pour la manipulation des matières.
18. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Marot (W.), représenté par la société de construction pour fils conducteurs, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de désinfection et de destruction des microbes au moyen d'un mélange gazeux à la fois microbicide et insecticide pour l'obtention de ce mélange.

337199. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Rolier (P.-A.), Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de fabrication papiers couchés sur une ou deux faces et appareil pour le réaliser.

337200. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Blanc (C.-J.), rue n° 15, à Chambéry (Savoie). — Engin de pêche spiroïdal.

337201. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Coche (A.), Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Machine métaux.

337202. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Hinne (J.) et Hott, représentés par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Améliorations apportées aux foyers.

337203. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Fougerat (C.), Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Appareil p. et la projection successives de photographies.

337204. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Société Verne représentée par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Battre le blé ou autres céréales.

337205. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Dralle (A.), représenté Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Système d'attelage à traction.

337206. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Société dite *Bismarck Gesellschaft mit beschränkter Haftung*, représentée par à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Système perfectionné de pédales à

337207. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Rouveyre (P.), Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Tondeuse mécanique.

337208. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Chauchy (A.), la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 10 à servir.

337209. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Fraley (J.-C.), Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Procédé et appareils pour le et l'utilisation d'une pression fluide.

337210. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Hennegia (H.), par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51 pour moteurs à gazoline.

337211. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Combarel (A.), par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51 genre de chauffe-bain.

337212. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Bailly (C.), par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51 d'allumage magnéto-électrique pour moteurs à explosion.

337213. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Wilcox (G.-L.), par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Améliorations aux boîtes et aux fermetures de boîtes plus spécialement destinées et à distribuer des poudres sèches.

337214. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Edmondson (J.), par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux presseurs ou étireurs pour métiers à filer, à étirer et à filer en analogues.

337215. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Freeman (C.-M.), par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Instruments de

337216. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Lésperance (J.), Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Développement des graphiques à la lumière du jour.

337217. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Mercer (F.-D.), Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux ou tabliers sans fin.

337218. Brevet de quinze ans, 10 février 1903; Ferrah (P.-J.), à Saint-Paul, commune de Penne-du-Tarn (Tarn), élisant domicile chez M. Favarel, rue Sainte-Claire, n° 12, à Montauban (Tarn-et-Garonne). — Perfectionnement à la tuile-canal pour toitures.

337219. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Mc Clellon (J.-M.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Chaudière de locomotive.

337220. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Johnson (M.-H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil changeur de monnaie.

337221. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Société dite : *International Trolley Controller Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif de contrôle de la perche de trolley et du frein à air pour tramways électriques.

337222. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Kohler (G.-A.-E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour le contrôle des moteurs électriques.

337223. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Robinson (F.-A.) et Smith (R.-E.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à remplir et sceller les cachets médicamenteux.

337224. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Van der Wiejen (M.-A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Distributeur automatique pour liquides.

337225. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Bouchardet (L.-M.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif de découpage et de pliage pour calendriers, images prospectus et autres applications.

337226. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Ohlsson (G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif d'arrêt pour les centrifuges.

337227. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Roy (H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de préparation des masses cuites et appareil à cuire en mouvement.

337228. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Smith (P.-C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les ascenseurs électriques.

337229. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Piccinini (A.-C.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements aux membranes de graphophones et autres instruments pour la reproduction de la voix et des sons.

337230. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Société Bail jeune frères, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Banquette mobile à système automatique pour voitures automobiles, etc.

337231. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Borden (B.) et Véracher (W.-A.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Mandrin pour machines à fileter les tuyaux.

337232. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Société dite : *The Aeolian Company*, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux instruments de musique mécaniques dans le but de permettre d'en régler à volonté l'expression.

337233. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; De Albertis (C.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Nouveau système de transmission rigide sans torsion.

337234. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Evrard (M.), représenté par Carret, cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Étienne (Loire). — Lavage des minéraux.

337235. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Société Camion représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Perfectionnements aux ploiers, porte-cannes, etc.

337236. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Société Camion représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Appareil permettant la fermeture des persiennes de l'intérieur des appartements.

337237. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Veuve Messian, n° grand, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin. Treuil roulant à vapeur où à air comprimé.

337238. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Gess (G.), représentée par Bert, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine combinée à calculer, à écrire et à dessiner.

337239. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Société anonyme des thermiques à grande vitesse, représentée par la société G. et P. de Westphalie, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements aux moteurs à vapeur.

337240. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Fiedler (L.) et G. représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveaux cathodes pour piles ou accumulateurs électriques.

337241. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Brillé (A.-E.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de suspension différentiel des véhicules automobiles et dispositif pour la liaison de l'essieu moteur.

337242. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Denolly (G.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif d'emballage pour objets fragiles.

337243. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Société Soda Brasse, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil de gazéification des liquides.

337244. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Delorme (J.-L.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux machines à vapeur.

337245. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Freuler (K.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Bandage élastique pour placer les bandages pneumatiques.

337246. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Hicks (J. M.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mode de remplissage des récipients contenant des liquides sous pression.

337247. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Maine (F.-E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Cadre pour les machines à vapeur.

337248. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Société anonyme des établissements Hotchkiss et C^{ie}, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de roulements à billes pour arbres de machines à vapeur.

337249. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Société anonyme des établissements Hotchkiss et C^{ie}, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif d'embrayage double pour voitures et autres applications.

337250. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Firme Conrad Voiles, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à bobiner.

337251. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Société H. Winter, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Carburateurs pour moteurs à explosion.

337252. Brevet de quinze ans, 11 février 1903; Neveu (R.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de moulage des verres perforés en verre.

337253. Brevet de quinze ans, 11 février 1903; Compagnie anonyme continuelle pour la fabrication des compteurs à gaz et autres appareils, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la construction des volants de compteurs à gaz, dénommés *Simplax*.

337254. Brevet de quinze ans, 11 février 1903; Hassart (C.-E.-F.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Instrument destiné à déterminer l'angle zénithal d'éclairement d'un local dit : *la Zénimètre*.

337255. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Aillot (J.-B.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de rouleau compresseur à vapeur.

337256. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Richardson (S. T.) et Price (R.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux bandages pneumatiques et autres bandages élastiques.

337257. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Perlot (F.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Jeu d'adresse à déclenchement monétaire.

337258. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Fenderl (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé d'étanchéage des conduites tubulaires.

337259. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Nivet (P.-M.-C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transmission applicable aux motocyclettes.

337260. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Billings (F.-C.) et Allen (W.-B.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Fourche perfectionnée pour mécaniques de pianos.

337261. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Huet (H.-L.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil photographique pliant.

337262. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Berland (P.-A.) et Fromage (A.-E.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de débrayage applicable particulièrement aux motocyclettes.

337263. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Schauer (C.-H.-R.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Sabot d'embrayage à pièces interchangeables pour voies ferrées.

337264. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Brückert (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Disposition de soupape pour moteurs à explosion.

337265. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Ratignier (M.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Mouleur pour apprêts.

337266. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Demaison (M.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouvelle courroie.

337267. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Grivolais fils (G.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Interrupteur électrique à index.

337268. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Cotis (A.), représenté par Lortcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Lampe à arc à bloc réfractaire augmentant l'intensité lumineuse.

337269. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Andersen (J.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Doigtier.

337270. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Branzlow (R.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Appareil pour les traitements de l'orthopédie dentaire.

337271. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Raudall (P.-G.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Transmetteur téléphonique.

337272. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Société anonyme des anciens établissements Hotchkiss et C^{ie}, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de radiateur pour automobiles.

337273. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Société anonyme des établissements Hotchkiss et C^{ie}, représentée par la société Brandeblanc, rue de Provence, n° 59. — Système de ventilateur à appel d'air pour les mobiles et autres usages.

337274. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Leighton J. et fils, représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de la Folie, n° 21. — Aiguille de chemin de fer et moyens pour l'actionner.

337275. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Auvray G. V. et fils, Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement dans la fabrication des pièges à gibier.

337276. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Wedekind G. A., par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé de traitement des métaux pour la fabrication d'électrodes dures.

337277. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Georgeau H. et fils, Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Peigne pour dames.

337278. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Raison commercial, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de préparation de matières colorantes soufrées noires.

337279. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Janover A. et fils, Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Houds de

337280. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Rosat (C.) et fils, représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Système négatif de remontoir et de mise à l'heure.

337281. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Wright A. et fils, Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Dispositif pour appareils hydrauliques.

337282. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Pigou (M.-H.) et fils, Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux porte-courants.

337283. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Pereira (A.-M.), par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé d'acidimétrie et son application.

337284. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Brown (J.), par Rickman (T.-S.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Valenciennes, n° 10. — Poulie de commande à ressort pour motocyclottes et autres appareils.

337285. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Hinz F. et fils, Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour la fabrication des peroxydes de magnésium et de zinc par la voie électrolytique.

337286. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Houplain G. et fils, par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de freins à air comprimé.

337287. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Blair (C.), représenté par Lenoir, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Machine à redresser les étoffes.

337288. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements dans les fuites dans les turbines à fluide élastique.

337289. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements dans les aubes pour turbines à fluides élastiques.

337290. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements aux turbines à fluides élastiques.

337291. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des établissements Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements aux appareils de compensation des changements de température dans les fluides élastiques.

337292. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1903; Société des Établissements Postel-inay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Mode de fixation des aubes fixes ou autres intermédiaires des turbines.

337293. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1903; Durand (L.-E.-A.), à Paris, rue téaumur n° 38. — Machine rotative pour la transformation de la chaleur en travail mécanique.

337294. Brevet de quinze ans, 31 août 1903; Raison sociale Matthias Ludolph Schleicher Sohn, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Machine pour la fabrication automatique des épingles dont la tête rapportée est constituée par une spirale en fil métallique.

337295. Brevet de quinze ans, 25 août 1903; Cummings (L.-C.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux bandages pneumatiques pour automobiles.

337296. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1903; Darmancier (M.) et Dazon (A.), représentés par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Dispositif de protection contre l'humidité des fusées à temps pour projectiles de tous calibres.

337297. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Briasset (G.-J.-J.), à Paris, boulevard Ney, n° 135. — Tube bouilleur pour chaudière multitubulaire.

337298. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Peterson (J.-A.), rue Sainte, n° 6, et Winter (C.-R.), boulevard Baille, n° 18, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Petites affiches théâtrales.

337299. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Société anonyme la Loco notion moderne, à Paris, rue de Hambourg, n° 12. — Bandages pneumatiques tubulaires étanches à l'air et à l'eau.

337300. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Société anonyme la Locomotion moderne, à Paris, rue de Hambourg, n° 12. — Jante protectrice démontable pour pneumatiques.

337301. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Dunbar (W.-P.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et installation pour l'oxydation ou le traitement biologique des liquides.

337302. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Beermann (C.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Voiture avec avant-train tournant.

337303. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Farjas (H.), représenté par Coulomb, à Paris, place des Batignolles, n° 3. — Nouvelle application de la toile métallique pour obtenir des effets lumineux.

337304. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Mutin (P.) et Mutin (R.), boulevard de Strasbourg, n° 12, à Dijon (Côte-d'Or). — Nouvelle cisaille à tôle.

337305. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Barkany (S.), représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Procédé pour la fabrication de tôles pour dynamos et transformateurs.

337306. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Howard (J.-E.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 27. — Outils à main à percussion.

337307. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Durand (P.-C.-A.) et Goubault (P.-M.-J.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour éviter le desserrage des écrous.

337308. Brevet de cinq ans, 26 octobre 1903; Vauquelin (C.), place Saint-Jacques, n° 1, à Dieppe (Seine-Inférieure). — Nouveau système de réglage de précision pour montres.

337309. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Dupont (E.), représenté par Richême, à Mézières (Ardennes). — Système de serrures pour voitures et automobiles.

337310. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Société E. d. Rain et J. Genin, représentée par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Nouveau pot d'échappement des gaz brûlés des moteurs à explosion.

337311. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Dubois (A.), représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Pupitre mural articulé.
337312. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Croucher (F.-W.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Poignée perfectionnée pour accessoires à adapter à des exercices et autres appareils analogues.
337313. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Bernot (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 12. — Chauffage à circulations multiples pour jus et sirops placé entre les appareils de cuisson ou de cuite et le condenseur.
337314. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Picard aîné, à Paris, rue de la Mairie, n° 1, à Bergerac (Dordogne). — Protecteur pour boîtes d'alimentation suédoises ou autres.
337315. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Boyadjian (A.-N.), représenté par Lavoit, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 21. — Cuirasse paraballe à cinquante pour cent.
337316. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Société pour l'industrie chimique, à Bâle, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Production de colorants sulfurés (soufrés) bruns.
337317. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Affleck (D.-S.), représenté par Lavoit, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnement pour traverses de chemins de fer.
337318. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Société Beutelschlag, à Berlin, représentée par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Procédé pour fermer les fonds des capsules ou tubes flexibles.
337319. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Goldscheider (M.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Procédé servant à la fabrication des ouvrages de perles faits au crochet.
337320. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Auer von Weisbach, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Matériaux pyrophores pouvant servir à l'allumage et à l'éclairage.
337321. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Société Brunon et Lullin, à Lullin, n° 2, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Noir de clarification.
337322. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Desardurats (P.), représenté par Brisson (L.), à Saint-Agne, Toulouse (Haute-Garonne). — Traitement des viandes, matières désinfectées et solidifiées.
337323. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Lebeau (J.), représenté par Comte (J.), rue de la République, à Issoudun (Indre). — Bandage pour les plaies.
337324. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Bertini (E.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé et appareil pour empêcher les accidents résultant du fonctionnement imparfait des poêles et autres appareils de chauffage.
337325. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Steadman (F.-M.), représenté par Blotry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement pour les dispositifs de mesure.
337326. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Lambert (E.-C.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil pour immerger rapidement pour remettre et maintenir à flot les bateaux échoués.
337327. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Société de caoutchouc, représentée par H. Nickel & Co, représentée par la société Matray frères et Co, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Pulvérisateur transportable tout en verre destiné aux liquides volatils ou corrosifs.
337328. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Wood (W.-O.) et Koudet, représentés par Coulomb, à Paris, place des Batignolles, n° 3. — Système perfectionné et appareil pour la fabrication d'un explosif pour mines.

337329. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Société pour l'industrie chimique à Bâle, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Production de nouveaux dérivés aminéthioalphyliques et de nouveaux colorants azoïques sulfurés qui en dérivent.

337330. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; De Dion (A.) et Bouton (G.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Carburateurs à gicleurs multiples.

337331. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Bishop (R.-H.), Down (W.), Clark (L.-E.) et Staples (S. F.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Boîte à monnaie dite : *Tirelire*.

337332. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Société anonyme R. Béziers et C^{ie}, représentée par Le Bihan, à Quimper (Finistère). — Molettes à border les boîtes à décollage.

337333. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Société française des procédés J.-L. Routin pour le compoundage électromécanique des groupes électrogènes, rue Émile Zola, n° 15, à Lyon (Rhône). — Régulateur électro-mécanique.

337334. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Pedersen (W.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements apportés aux écrimeuses.

337335. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Hoton (V.-S.), représenté par Bonnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 91. — Appareil servant à la pasteurisation et à la stérilisation des liquides.

337336. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Qualité (A.-E.), représenté par Bonnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Perfectionnements dans la fabrication des tringles de rideaux.

337337. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Borel (F.) et Sabatier (A.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bandage à ressorts pour roues de véhicules.

337338. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Bonvillain (P.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Dispositif de commande hydraulique des presses à mouler.

337339. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Bonvillain (P.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Appareils et procédé pour la fabrication des clichés employés dans le moulage mécanique.

337340. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Schaer (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Jumelle.

337341. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Bonnfond (P.-G.), représenté par Valteau, rue Chabry, n° 13, à Bordeaux (Gironde). — Générateur multitubulaire inexplosible à organes assemblés sans joints avec tubes démontables et emploi facultatif d'un bouilleur réchauffeur épurateur.

337342. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Seignère (S.), boulevard de la Saussaye, n° 61, à Neuilly-sur-Seine (Seine). — Calendrier automatique.

337343. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Hacker (E.), à Paris, rue des Alouettes, n° 42. — Système de consolidateur à monture d'adaptation.

337344. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Société dite : *The Steel Nut and Joseph Hampton limited* et M. Hampton (T.), représentés par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Écrous à calage automatique.

337345. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; M^{me} veuve Lemaire, née Pigot (V.), représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à poser les agrafes et les muselets sur les bouteilles.

337346. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Société anonyme Électricité et Hydraulique et les ateliers V^e Math. Snoeck, représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif électro-mécanique, pour commande des métiers à tisser et en général de tous appareils à fréquents et courts arrêts.

337347. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Bertin (C.-L.), et autres, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles 10. — Perfectionnements aux machines à déboiser et dépelliculer les tiges venant de la ramie, et particulièrement les tiges de ramie.

337348. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Dussange (J.-B.), rue de la République, à Lyon (Rhône). — Système de coulisses de fermetures en tôle.

337349. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Rogues (E.), rue de la République, n° 17, à Nice (Alpes-Maritimes). — Pneumatique protecteur pour les roues des véhicules.

337350. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Vom Hofe (C.), rue de la République, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin n° 22. — Procédé de fabrication de corps creux d'une seule pièce, tels que manches pour canne et parapluie, et électrolyse.

337351. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Durey (C.) et Will, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé pour la désinfection, la stérilisation ou l'extinction d'incendies au moyen d'un gaz.

337352. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Durey (C.) et Will, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Support pour appareils servant à la désinfection, la stérilisation ou l'extinction d'incendies au moyen d'une vapeur ou d'un gaz sous pression.

337353. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Dubois (L.), à Labastide-Vivac (Ardèche). — Fléau mécanique destiné au battage des céréales.

337354. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Gardes (J.), représenté par Valteau, rue Chabry, n° 13, à Bordeaux (Gironde). — Chauffeferrie à circulation libre de liquides inflammables dénommée *la Vestale*.

337355. Brevet de quinze ans, 13 février 1903; Compagnie parisienne de produits chimiques, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 23. — Procédé pour la fabrication d'alpha et bêta-cyclogéraniolides.

337356. Brevet de quinze ans, 16 février 1903; Fromholt (F.), à Paris, rue de la République, n° 32. — Machine à travailler les pierres.

337357. Brevet de quinze ans, 16 février 1903; Compagnie de Fives-Lille, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonaet, à Paris, rue de Beaumarchais, n° 95. — Turbo-transformateur hydro-dynamique.

337358. Brevet de quinze ans, 17 février 1903; Compagnie des forges et constructions de la marine et des chemins de fer, représentée par Picard, à Paris, rue de la République, n° 97. — Châssis pour voitures automobiles et autres.

337359. Brevet de quinze ans, 17 février 1903; Masson (M.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bobines d'induction.

337360. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Adair (M^{re}) née Gaillet (E.), à Paris, rue Cambon, n° 5. — Mentonnière.

337361. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Société dite : *Maschinenfabrik vorm. Gebrüder Seck*, représentée par Boramé et Jucot, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Graissage automatique des articulations ou des articulations à boules des pendules des régulateurs à force centrifuge.

337362. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Dufour (L.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Turbine à vapeur.

337363. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Clément (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de transmission électrique à vitesse et travail constants et intensité variable pour voitures automobiles.

337364. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Weil (A.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux appareils à deux seaux plongeurs.

337365. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Gossweiler (E.) et autres (E.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé d'appareil automatique permettant de consulter un répertoire ou livre d'adresses.

337366. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Wittenberg (B.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Semelle et talon pour chaussures de tous genres.

337367. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Tittel (R.-J.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Engin de gymnastique pour balancements latéraux.

337368. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Savey (L.-J.-B.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Valve à bille.

337369. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Penler (H.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouvelle boucle.

337370. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Naudin (M^{me} L.-A.), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Corset perfectionné et hygiénique.

337371. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Maisch (G.-H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la fabrication des manchons pour l'éclairage à incandescence.

337372. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Metcalf (F.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Nouveau jouet.

337373. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Rourke (W.) et Horsburgh (W.-W.), représentés par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Dispositif prévenant le dérapage ou glissement latéral dans les automobiles et autres véhicules semblables.

337374. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Breese (A.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Jarrelette.

337375. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Dubuis (G.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Machine perfectionnée pour purifier, désinfecter et parfumer l'air.

337376. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; De la Celle (A.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Système de commande de freins à serrage fixe.

337377. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Société Le Goupil père et fils, représentée par Merville, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Composition spéciale pour faire les joints hermétiques des boîtes de conserves et dans certains cas pour revêtir l'intérieur desdites boîtes.

337378. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Société anonyme le Trénaillage, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Procédé pour le séchage rapide du bois.

337379. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Société Japy frères et C^{ie}, représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Compteur à courant alternatif.

337380. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Geiber (F.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Instrument à repasser les rasoirs.

337381. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Astoukevitz (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fontaine automatique d'appartement.

337382. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Cornois (A.), représenté par Bonnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Joug extensible rationnel.

337383. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Frénot (E.-L.), représenté par Bonnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Procédé d'obtention d'une nouvelle lampe électrique.

337384. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Carrier (B.-A.), représenté par Barbe, à Paris, rue Blomet, n° 93. — Allumoir électrique perfectionné.

337385. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Cosset (M.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Cric pour automobiles et autres.

337386. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Schurr (A.-L.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Bandages pneumatiques pour voitures automobiles et autres véhicules de routes.

337387. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Koch (G.), représenté par Biletty, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Poignée pour linceul.

337388. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Grammont (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 5. — Pareil servant à la mesure du facteur de poissence.

337389. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; De Sainte-Aldégonde Janvier (L.), à Paris, boulevard des Batignolles, n° 19. — Surchargeur de

337390. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Van Kempen (A.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 47. — Procédé et dispositif pour monter des étoffes.

337391. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Petzholdt (E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 5. — Procédé de fabrication de pierres artificielles creuses.

337392. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Hamilton-Adams, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux lampes électriques à arc.

337393. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Marinier (E.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Pompe rotative.

337394. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Zanetti (V.), représenté par salonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système rationnel de combustion des foyers des chaudières à vapeur.

337395. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Lehman (F.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle hélice orientable pour transmission flexible pour ballons dirigeables.

337396. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Von Schemnitz, représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri V. — Crayon noir ou de couleur et procédé de fabrication de ce crayon.

337397. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Haake (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 5. — Oreil propre à casser les noix dures.

337398. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Hellé (L.), à Paris, rue des Halles, n° 10. — Abat-jour polygonal démontable et non démontable.

337399. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Wanerck (F.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Perfectionnements aux fours de boulanger.

337400. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Krummreich (A.-J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 5. — Système de fermeture pour récipients.

337401. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Farnham (N.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux appareils à sable.

337402. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Société Neyret et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Procédé de fabrication d'articles en tissu tricot uni sans bord-côté.

337403. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Bertling (O.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Dispositif pour enrouler des rouleaux de pièces de monnaie.

337404. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Barber (T.-W.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Perfectionnements aux roues pour véhicules.

337405. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Lenoxy (P.-B.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 13. — Pilon.

337406. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Lémétais (J.-A.) et Lunet (M.-M.-A.), à Paris, avenue Daumesnil, n° 76. — Moteur à explosions, à deux temps, à simple ou double effet à pression d'explosion constante et détente variable par le régulateur.

337407. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Reddöhl (H.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Mouvement simplifié pour horloges de tout genre.

337408. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Barber (T.-W.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Perfectionnements aux changements de vitesse pour automobiles ou appareils divers.

337409. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Carstens (E.), représenté par la société G. et P. de Nestrál, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appareil protecteur pour machines à fraiser.

337410. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Pavier (H.), à Paris, rue Le Marois, n° 51, ci-devant rue des Bourguignons, n° 108, à Asnières (Seine). — Protège-boue.

337411. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Français (C.), représenté par De-tage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Clef à essieu universelle.

337412. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Société Aktiengesellschaft vormals C. H. Stohwasser & C^e, représentée par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Extincteur pour lampes brûlant des vapeurs.

337413. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Lyon (G.-F.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif sonore applicable aux instruments de musique.

337414. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Olivier (A.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil pour le séchage des clichés photographiques.

337415. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Olivier (A.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil pour le lavage des clichés photographiques.

337416. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Delport (M.-L.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Régulateur de pression d'eau.

337417. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Bardet (C.), Dalling (E.), Labruguière (A.) et Ragot (G.-J.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de décoration lumineuse.

337418. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Beamer (G.-R.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Garniture perfectionnée.

337419. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; De Eicken (R.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bougies d'allumage.

337420. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Reiss (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boîte à outils.

337421. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Compagnie d'électricité économique Martin, Colavassy et C^e, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Commutateur rotatif pour jeux de lumière électrique.

337422. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Société Sulzer frères, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif conducteur pour turbines axiales actionnées, devant agir comme pompes, ventilateurs, compresseurs ou propulseurs.

337423. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Hajas (S.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour l'enregistrement automatique des profils de sol.

337424. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Kauffmann (W.), représenté par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Procédé pour l'exécution des réactions catalytiques.

337425. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Poure (G.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux anneaux de clefs.

337426. Brevet de quinze ans, 18 février 1903; Legrand (E.), à Paris, Malesherbes, n° 62. — Nouveau dispositif de rupture de courant électrique des cylindres pour allumage de moteurs à explosions.

337427. Brevet de quinze ans, 18 février 1903; Allemand (G.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de forage aux puits en terrains aquifères.

337428. Brevet de quinze ans, 18 février 1903; Millet (A.-V.), représenté par sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'utilisation de la mer pour la compression de l'air.

337429. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Société Rocastrom Valve Company, représentée par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements pour presses à imprimer.

337430. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Classen (H.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Appareil réglable pour réimpression.

337431. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Munro (R.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux vélocipèdes et autres véhicules routiers.

337432. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Salomon (H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Poutre en fer.

337433. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Irving (E.-C.) et O'Brien, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 43. — Perfectionnements aux appareils à signaux pour chemins de fer.

337434. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Albertz (H.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Support pour rideaux.

337435. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Société Larcher frères, à Paris, rue des Plâtrières, n° 11. — Caisse de fourneau à gaz.

337436. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Bellanger (P.-V.), représenté par de Turbigo, n° 42. — Gazomètre.

337437. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Société Elektrizitätsgesellschaft vorm. W. Lahmeyer et C^{ie}, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Coupe-circuit fusible.

337438. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Merlu (C.-H.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perme tant d'obtenir à bord une chauffe méthodique.

337439. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Amstutz (E.-G.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Carburateur.

337440. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Hérisson (M.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couleur à l'huile.

337441. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Langlois (M.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux voitures.

337442. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Société Gesellschaft zur Schutz-Anlagen G. m. b. H., représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé d'établissement d'un revêtement pour rues.

337443. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Société Couppez, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Pompe à courant continu et à mouvement alternatif.

337444. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Hammond (V.-H.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de changement de vitesse pour bicyclettes.

337445. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Gabarro-Julien (R.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif destiné à déceler le remplissage clandestin des bouteilles.

337446. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Barge (J.-E.-A.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans la fabrication des couteaux et ciseaux.

337447. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; De Bonnechose (G.-C.-E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Générateur pour moteurs à combustion continue.

337448. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Société anonyme des automobiles « Ariès », représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 23. — Fabrication du cône d'embrayage en tôle d'acier emboutie d'une seule pièce pour voitures automobiles et autres applications.

337449. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Société pour l'industrie chimique à Bâle, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Production de nouvelles matières colorantes substantives titrazoïques.

337450. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Anderson (F.-J.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Perfectionnements dans les règles à calcul.

337451. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Ducrétet (E.-A.), à Paris, rue Claude-Bernard, n° 74. — Perfectionnements aux détecteurs d'ondes électriques pour la télégraphie sans fil.

337452. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Suckro (C.), représenté par Grimon et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Moyeu à calotte à double fermeture, garantissant contre la pénétration de la poussière et contenant de l'huile.

337453. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Grünklee (K.), représenté par Grimon et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Épurateur d'huile et d'eau.

337454. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Furrer-Egli (A.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé de fabrication de meules d'affutage et de polissage.

337455. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Bollinckx (A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Distribution pour machines à vapeur.

337456. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Trepier (P.-A.) et Chiron (L.-E.), représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Roue automotrice pour cycles ou voitures.

337457. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Scharapoff (S.), représenté par Fedoroff, avenue de Rosny, n° 100, au Perreux (Seine). — Nouveau type de charrue pivotante avec pivot commun et avec renversement supérieur des corps par-dessus la voûte.

337458. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Scharapoff (S.), représenté par Fedoroff, avenue de Rosny, n° 100, au Perreux (Seine). — Oreille pivotante pour charrue avec deux coutres tranchants.

337459. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Sinclair (D.-S.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système d'accouplement pour arbres de transmission.

337460. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Lambert (P.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif d'allumage électrique pour moteurs à explosions.

337461. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Reuter (T.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Commence électro-magnétique des organes d'admission des turbines à vapeur et à gaz.

337462. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Beaupain (J.-J.), rue Félix-Faure, n° 75, et Prévost (L.-E.), rue Lesage-Maille, n° 6, à Caudebec-les-Elbeuf (Seine-Inférieure). — Nouvelle préparation d'étrépage de laine cardée.

337453. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Esqat (D.), représenté par Huet, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Polysulfure stérilisable.
337454. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Panneth (C.) et Bruch (F.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil réglable.
337455. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Bathia (G.), représenté par la société Matray (frères et C^{ie}), à Paris, boulevard Henri IV, n° 34. — Procédé et appareil pour chasser les liquides contenus dans des récipients au moyen de la pression exercée par un gaz.
337456. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Maréchal (F.), représenté par la société Matray (frères et C^{ie}), à Paris, boulevard Henri IV, n° 34. — Mécanisme de décharge des feuilles d'impression.
337457. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Colombès (J.-C.), rue de Turenne, n° 57, à Bordeaux (Gironde). — Système de troley.
337458. Brevet de cinq ans, 9 novembre 1903; Comberchel (D.) et Bédès (J.), rue du Marché, n° 27, à Neuilly-sur-Seine (Seine). — Contre-enveloppe protectrice à auto-dérivation pour lanternes pneumatiques.
337459. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Verceil (A.), rue au Nord Ter rasse, à Saint Étienne (Loire). — Plafonds en briques à pointes sèches.
337460. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Mosservien (H.), rue Saint- Catharines, n° 207, à Bordeaux (Gironde). — Pulvérisateur pour le traitement de la vigne.
337471. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Casabian (R.), à Montargis (Loiret). — Dispositif pour l'allumage à distance des bec de gaz d'édifice public.
337472. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Harvey (J.-H.), représenté par De Ker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perforateurs à 11 machines à tracer la verre en forme de tubes ou cylindres profilés à volonté.
337473. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Zeuner (H.), représenté par la société Maza (frères et C^{ie}), à Paris, boulevard Henri IV, n° 34. — Tige à tracer perfectionnée avec mouvement de recul mécanique pour lampes à arc électrique.
337474. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Schmidt (J.-E.), à Paris, rue Mauvel, n° 5. — Talon en caoutchouc mobile.
337475. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Hann (F.), Krausz (A.) et Siskind (Z.), représentés par Bonnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Procédé perfectionné de fabrication des corps éclairants par incandescence.
337476. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Fröitzheim (H.-A.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Suspenseur pour pantalon.
337477. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Bourne (G.-L.), représenté par la société Branlon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Four à hydrocarbures.
337478. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Aussage (G.), représenté par Dupont, à Paris, rue Boissière, n° 78. — Table chaise pliante.
337479. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Malerville (A.), à Paris, rue du Faubourg Saint-Honoré, n° 252. — Perfectionnement apporté aux bougies d'allumage des moteurs à explosions.
337480. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Gaertner (C.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Procédé de fabrication d'articles en papier maché.
337481. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Gauthier (G.), rue de l'Arbre, n° 35, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Fabrication de gaz désinfectant.
337482. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Richemont (M.), représenté par la société Marillet et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif d'hélice à pas variable et à changement de marche.
337483. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Société Bouffier et Proum fils, rue de la République, n° 1, et rue Lafont, n° 16, à Lyon (Rhône). — Métier continu pour l'apprêt du tulle et tissus analogues.

337484. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Société F.-A. Pimbel et C^{ie}, à Paris, rue de Valenciennes, n° 5. — Démarreur-ménageur étanche à attaches universelles.

337485. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; M^{me} Moscrop, née Salt (C.), MM. Heald (W.) et Okell (A.-P.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à essayer et enregistrer automatiquement la force du fil.

337486. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Clair (P.), chemin du Clozier, à Tarbes (Hautes-Pyrénées). — Cloche de sûreté à interruption automatique de courant.

337487. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Société Grathner et Scholl, représentée par Dory, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et appareil pour mesurer les objets plats.

337488. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Midgley (E.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système perfectionné de bande antidérapante pour bandages pneumatiques et autres.

337489. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Pivert (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Roue métallique.

337490. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Carrière (P.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Crayon drain médicamenteux.

337491. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Voirin (L.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Traverse de chemin de fer en ciment armé.

337492. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Nègre (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pompe à double effet.

337493. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Hochgesand (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de graisseur à lubrifiant consistant.

337494. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Durand (P.-C.-A.) et Goubault (P.-M.-J.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de repérage des écrous.

337495. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Société Les fils de Peugeot frères, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Transmission par chaîne pour motocyclettes.

337496. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Meir (L.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Châssis-presse.

337497. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Spyker (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boîte de logement pour le mécanisme de changement de vitesse des voitures automobiles.

337498. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Spyker (J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux mécanismes de changement de vitesse des voitures automobiles.

337499. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Société française des munitions de chasse, de tir et de guerre, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Exploseur-dynamo pour la mise de feu des mines.

337500. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Ellis (C.) et Flanagan (O.-J.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements relatifs à la soudure de l'aluminium et métaux analogues.

337501. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Mendes (J.-A.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de filtre.

337502. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Société Nagy et Watzke, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Dispositif permettant d'amener automatiquement des ébauches en forme de coupes à un appareil servant à en confectionner les bords et d'évacuer les pièces terminées.

PAPER & PENCILS — A large selection of paper and pencils at low prices.

1. "Ora, porém de q. se trata, é de uma coisa legal: Deves-tu fazer o que a lei manda, e não o que a vontade te sugere. — Então, quando a vontade te sugere que faças algo que a lei não manda, não faças." — Então, quando a vontade te sugere que faças algo que a lei não manda, não faças.

[illegible]

12-11 a Paris, Université de Nanterre, n° 14. — *Proces-verbal* (1971) 10.

[illegible]

1975-8. Premier de quinze ans. 8 décembre 1901: Soirée à l'Académie
française. G. m. b. H. représenté par Vaubert, à Paris, sous le nom de M. de
— M. de M. à l'Académie des sciences et des lettres en 1901.

1977. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1962; Armand F. - présentée par le
ser. à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Prévient pour préparer un sémin
aire en vue de l'obtention d'un diplôme de la glorieuse.

1975), a. Brevet de quinze ans, à décembre 1975; Basile, a. L. et Trépan, 1976, représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, 2^e étage, a. de formation, par tous les outillages, de chemises à presser, etc. etc. sur les formes de moteurs à explosion et autres.

37511. Breve de quinze ans, 8 décembre 1903; Headson, F. A., récemment à la Société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 39. — Système de ré-
tules.

375512. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1963: Société Grogan et C^{ie}, revendu par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bessière-Nouvelle, n° 15 — Carburateur à réglage automatique de mélange gazeux.

• 1971-13. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1963; Guenet, *loc. cit.* représente par la société Marillier et Boncelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 12. — Distributeur de courants électriques pour l'alimentation des moteurs à explosions.

17514. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903: Marconnet (G.), représenté par Bert, 5 rue de la Chapelle, boulevard Saint Denis, n° 7. — Procédé et appareil pour la production du gaz au moyen de combustibles pulvérisés.

347515. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Lanser, T. et Defays V., représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Commande des roulers de transporteurs.

37516. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1905; Holtz (G.), représenté par Bietry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour empêcher les pommes de terre de se gâter et de geler.

337517. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Meir (L.), représenté par Bioty, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux cartes sensibles.

337518. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Schwab (L.) et Vogel (L.), représentés par Bletry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lampe électrique à incandescence.

337519. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Gautier (F.-P.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux directions irréversibles de voitures automobiles.

337520. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Denis (J.), et de Boisse (J.), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Mécanisme de changement de vitesse et de marche pour voitures automobiles.

337521. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; De Knyff (G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bande ou cercle antidérapant, démontable, pour roues de véhicules, cycles, etc.

Digitized by Google

337522. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Nerson aîné (M.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Reliure mobile à coutures métalliques.

337523. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Ramsbottom (H.) et Richardson (J.-M.), représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux accumulateurs électriques.

337524. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Hallot (P.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Système de freinage pour tous véhicules.

337525. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Dewerpe (A.) et Mayeur senior (J.), représentés par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appareil à souffler le verre.

337526. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Hochgesand (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de robinet à distribution multiple avec arrêt indicateur.

337527. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Markus (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour lever les feuilles d'un bloc de papier.

337528. Brevet de quinze ans, 23 février 1903; Guibout (L.), à Dieppe (Seine-Inférieure). — Allumeur-extincteur horaire automatique.

337529. Brevet de quinze ans, 23 février 1903; Barres (M.), à Gan, et Bonnemazou (M.), chemin Roussille, à Pau (Basses-Pyrénées). — Semelles en fibre du Japon dite *rafia*, imperméabilisée pour chaussures de tous genres et toutes autres affections, dites *Semelles floocquir*.

337530. Brevet de quinze ans, 23 février 1903; Descamps (L.), représenté par Grandjean, à Paris, rue Fabert, n° 40 bis. — Nouvelle famille de produits chimiques.

337531. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; D'Arsonval (A.), GaiFFE (G.-E.) et Gallot (G.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de production de l'ozone en vue de son application à la désinfection.

337532. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Brückert (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif de transmission des mouvements du piston à l'arbre à manivelle ou inversement pour moteurs ou pompes à mouvement alternatif.

337533. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Gilles (C.) et Berger (V.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine rotative pour impressions héliographiques.

337534. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Watkiss (A.-L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné pour former des rainures ou gorges sur les tubes de métal employés dans la fabrication des brosses de peintres et autres objets.

337535. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Société Electric boat Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Altiscope pour bateaux sous-marins.

337536. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Danisy-Martin (G.), rue de Gravel, n° 22 bis, à Levallois-Perret (Seine). — Machine motrice à transformateur multiplicateur de force.

337537. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Hickley (H.-N.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Dispositif pour signaler et (ou) empêcher la perforation des bandages pneumatiques.

337538. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Piquera (J. M.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Système de moule extensible pour la fabrication des enveloppes de bandages pneumatiques et autres.

337539. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Société John J. Griffin & sons limited, représentée par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil pour administrer les anesthésiques.

337540. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Spylar (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Maïte, n° 48. — Châssis blindé en tôle emboutie pour véhicules automobiles.

337541. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Johnson (J.) et Wils. E. représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système d'élévation et de distribution d'eau.

337542. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Société Les fils de Peugeot représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de vitesse à trois vitesses, avec roue libre facultative.

337543. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Maiche (L.) et Martel représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de la condensation de la vapeur d'échappement avec récupération de chaleur.

337544. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Corbière (P.-C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de réparations.

337545. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Société L. Lang et ses fils représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle. — Système de construction de plancher en ciment armé.

337546. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Société A. Cohen représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle. — Dispositif de commande pour mécanisme de transmission de mouvement de vitesses pour véhicules automobiles et autres applications mécaniques.

337547. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; De Dion (A.), et Borge représentés par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux carburateurs.

337548. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Société anonyme de l'Ariège, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Système de direction irréversible à jeux rattrapables pour voitures automobiles.

337549. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Société Electrique représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Perfectionnements dans les alioscopes pour bateaux sous-marins.

337550. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Duron (J.), représenté par Valteau, rue Chabry, n° 13, à Bordeaux (Gironde). — Pompe élévatrice.

337551. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Foubert (G.), représenté par Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Perfectionnements dans les cartes en vue de l'échardonnage.

337552. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Thémar (T.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais. — Moteur rotatif à détente à double effet et à changement de marche.

337553. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Thémar (T.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 90. — Système de chaudière à vaporisation instantanée.

337554. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Pillard (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Protection des matelas de tiges métalliques couchées et superposées pour garniture de voitures, automobiles, bicyclettes, etc.

337555. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Thausing (V.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Système à air froid.

337556. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Pallweber (J.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine à additionner avec mécanisme silencieux par cliquet et avec glissière de commande dentée par un galet.

337557. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Holzwarth (H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme pour moteurs actionnés par des fluides.

337556. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Holzwarth (H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Pailier de turbine.

337559. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Holzwarth (H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Roue de turbine.

337560. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Veuve Vliedsen, née Thies (R.), représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour débarrasser de leurs feuilles les épis de maïs.

337561. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Wilson (J.-H.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux water-closets électriques.

337562. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Société Chénard, Walcher et C^{ie}, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Système d'équilibration des moteurs à explosions.

337563. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Sauerbier (H.), représenté par Grimont et Feflin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Système de frein relié à un dispositif de dételage sur la voiture pour faire éviter les accidents quand les chevaux s'emportent.

337564. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Mac Williams (I.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les chaudières.

337565. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Mechwart (H.), représenté par la société Mairav frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux appareils de filtrage à filtre changeable.

337566. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Dennis (F.) et Macfarlane (G.-P.), représentés par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Moyens pour provoquer la circulation de l'eau dans les chaudières à vapeur.

337567. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Moulun (G.), représenté par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Appareil pour enseignes lumineuses électriques.

337568. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Morel (J.-M.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Riquetterie à ressort et son mécanisme de réglage.

337569. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Société Automobiles Charron, Girardot & Voigt, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Système pour l'orientation automatique des lanternes en rapport avec les changements de direction dans les voitures automobiles.

337570. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Hehaz (A.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux piles primaires.

337571. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Paupy (E.-L.-J.-C.-F.) et Paupy (E.-J.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Tuyaux incalifiables pour conduits de fumée ou de chaleur, en plâtre ou autre matière analogue additionnée de liège.

337572. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Paupy (E.-L.-J.-C.-F.) et Paupy (E.-J.), représentés par Assi, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Tuyaux incalifiables en fibre ciment pour conduits de fumée ou de chaleur.

337573. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Salisbury (W.-C.) et Kramper (A.-J.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé pour produire du sirop avec des betteraves, de la canne, du grain, des racines ou autres matières contenant des substances saccharines.

337574. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Société anonyme des produits Fred. Bayer et C^{ie}, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de rougeage.

337575. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Société Electric Boat Company, représentée par Armentzand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les stéthoscopes et autres instruments médicaux.

337576. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Traillou (A.), à Saint-Aude). — Houe à ressort accompagnée de son harnais métallique agricole.

337577. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Deschamps (J.-L.), à Rouen (Seine-Inférieure). — Calorifère à feu continu ou intermittent brûlant de l'anthracite avec addition de poussier de coke.

337578. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Anguéra (L.), représentant Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Sonnerie à répétition des quarts.

337579. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Lépine (P.), représentant Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouvelle pince automatique pour sutures profondes.

337580. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Dauvergne (A.), représentant Vincent, n° 27, à Lyon (Rhône). — Pipe à chargement et combustion intérieure.

337581. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; O'Brien (T.-F.), représentant Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Perfectionnement aux bouteilles.

337582. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société Linier et Cie, présentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Un genre de publicité lumineux.

337583. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Court (L.), représentant Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouveaux dispositifs de rupture pour allumage par magnéto.

337584. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Monnet (J.-B.), représentant Magnin (L.), représentés par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Appareil pour le tissage mécanique des étoffes brochées.

337585. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Salgas (J.-B.), représentant Campagne Lemonnier, à Toulon (Var). — Outil à tomber les pinces des tiges.

337586. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Arzens (E.-J.), représentant Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Dispositif à secret pour le blocage des rupteurs électriques.

337587. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Wanders (H.), et autres, représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Un dispositif de cheminée dit Aspirateur.

337588. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Guilbert (E.), représentant Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Appareil à lessiver et à désinfecter.

337589. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Defays (V.), représentant Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Four à tôle pour la fabrication de l'acier.

337590. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Mandello (J.), représentant Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Appareil pour la transmission de force à une machine aérienne ou un aérostat.

337591. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Société L.-C. Smith et Typewriter Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à écrire.

337592. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Trionlet (G.), représentant Malartique (C.-P.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de changement de vitesse.

337593. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Wehrmann (F.-H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Indicateur électrique automatique pour tramways.

337594. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Société Elektrizitäts-Gesellschaft vorm. W. Labmeyer et Cie, représentée par la société G. et P. à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé de régularisation des moteurs et des moteurs à courants triphasés asynchrones munis de volants.

337595. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Britain junior (W.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Appareil destiné à faire paraître des annonces.

337596. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Société Fabrique de bureaux à rideau «Standard», représentée par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Système de fermeture pour bureaux à rideau.

337597. Brevet de quinze ans, 25 février 1903; Micciollo (A.), à Espaly-Saint-Marcel (Haute-Loire). — Aéronef dirigeable.

337598. Brevet de quinze ans, 25 février 1903; Fauchaux (L.) et Boissière (A.-J.), à Paris, boulevard de Montparnasse, n° 163. — Fabrication des colles et gélatines.

337599. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Société Rousseau frères et M. Hammond (J.), représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Support et porte-bagages combinés applicables aux cycles de tous genres et principalement aux motocyclettes.

337600. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Preis (A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Distributeur automatique avec tableaux réclame.

337601. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Société anonyme des fourneaux Briffault, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de réchaud à gaz avec auto-allumeur.

337602. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Jony (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil compresseur pour la mise en place des colliers pneumatiques destinés aux animaux de trait.

337603. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Kellner (C.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé de fabrication de fils très fins au moyen de matières à courtes fibres, de pâte de bois par exemple.

337604. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Société Electric Boat Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les mécanismes de gouvernail actionnés à la main.

337605. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Société Metallschlauchfabrik Pforzheim vorm. Hch. Witzemann G. m. b. H., représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil respiratoire avec admission d'air frais servant dans les locaux remplis de poussière, de fumée ou de gaz.

337606. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Globocnik (E.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Pesaire de fécondation.

337607. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société Siemens & Halske Aktien Gesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour la production de corps homogènes en tantale ou en d'autres métaux peu fusibles.

337608. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société Siemens & Halske Aktien Gesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Procédé pour la fabrication de corps à incandescence pour lumière électrique.

337609. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Paulman (W.-J.), Verkerk (A.-J.), Welsensar (J.-H.) et Oostenbroek (F.-L.), représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Disposition pour fournir une force motrice supplémentaire aux véhicules mus par des moteurs.

337610. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Kirchbach (F.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Roue hydraulique.

337611. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société L. Levison junior, représentée par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Appareil à mirer les œufs.

337612. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Mondragon (M.), représenté par Perrée, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Dispositif de piston de frein hydraulique pour canoas.

337613. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Artopoulos (A.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Matières perfectionnées pour la fabrication de chaînes, tours de cou, bracelets, entre-lacs et autres articles de joaillerie analogues.

337614. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Schroedter (A.) et Hirschfeld (E.), représentés par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 38. — Fermeture de bouteilles.

337615. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Petit (F.-G.), représenté par Boranié et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnement des lers à repasser.

337616. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société L. Antoine et C^{ie}, représentée par Payollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif permettant d'introduire dans des bouteilles ou récipients quelconques une quantité de liquide constante.

337617. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Hanns (R.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Couverture de protection pour enfants.

337618. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Loiret (V.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Nouveau joint agrafer métallique ou non inoxydable applicable à tous genres de bandages pneumatiques pour véhicules.

337619. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Hamard (J.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Radiateur à tubes ou à spirales fixes ou interchangeables.

337620. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Chebet (G.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Boudin protecteur pour bandes élastiques.

337621. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Regnart (C.-C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Lampe à incandescence.

337622. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société G. Lasmolle et F. de la Faye, représentée par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Pistolet à jet continu.

337623. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Viville (R.-A.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés aux cheminées portatives.

337624. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société A. Raverdy et C^{ie}, représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Machine à trier, surer et emballer mécaniquement la chicorée.

337625. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Cottray (G.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boîte pliante.

337626. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Foccart (I. J.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moyen avec dispositif de changement de vitesse et de roue libre pour bicyclettes et motocyclettes.

337627. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Peschken (H.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour empêcher les pertes nocturnes pour hommes et enfants.

337628. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société Établissements Farin, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumartin, n° 95. — Boîte pour emballage de toutes marchandises.

337629. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Tixier (A.), Cambier (E.) et Adnet (C.-E.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé de fabrication d'un manganate de baryum spécial et de tous les permanganates.

337630. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Cambier (R.), Tixier (A.) et Adnet (C.-E.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé de stérilisation des eaux et autres liquides par filtration à travers un lit oxydant à base de manganate de baryum spécial facilement attaquant.

31. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Wyckoff (A.-A.) et Jaudin (H.-U.), ntés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système d'énucléage des ulpeux, tels que cerises, etc.

32. Brevet de quinze ans, 26 février 1903; Chauveau (E.), représenté par 1, à Paris, rue de Mazagran, n° 22. — Nouveau dispositif destiné aux chauffe-
t autres appareils analogues et permettant d'ouvrir simultanément le gaz et
er la manœuvre d'un des robinets de distribution d'eau chaude.

33. Brevet de quinze ans, 26 février 1903; Forest (P.-F.), représenté par Bou-
Paris, rue de Mazagran, n° 22. — Nouveau moteur à compression et allumage
s pouvant fonctionner au gaz, à l'essence, à l'alcool, etc.

34. Brevet de quinze ans, 26 février 1903; Compagnie parisienne de couleurs
e, repré-s ntée par Armenaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg,
— Procédé pour la fabrication d'indigo.

35. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1903; Juge père (F.), Juge fils (J.-B.),
Brachet, n° 41, Petitjean père (A.) et Petitjean fils (C.), place Raspail,
Lyon (Rhône). — Dispositif d'allumage de lettres lumineuses.

36. Brevet de quinze ans, 7 août 1903; Dinz (F.), à Saint-Jean-des-Vignes
et Loire). — Nouveau système de hourdis.

37. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Société Secrétary, représentée
ociété Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. —
nnements apportés aux machines à écrire.

38. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1903; Bouthoux (J.-B.-P.), à Paris,
St-Antoine, hôtel de la Herse-d'Or. — Explosif destiné aux armées de terre et

9. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1903; Francis (J.), représenté par
Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Machine à écrire.

0. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1903; Chaidock (G.-A.), représenté par
à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements à des portes,
et dispositifs analogues d'ouverture et de fermeture.

1. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1903; Emonet (A.-L.), avenue de Ro-
15, à Bourg-en-Bresse (Ain). — Boîtier à rouleaux.

2. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; White (M^{re} E.-A.-C.), représentée
ociété Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. —

3. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Füst (G.), représenté par Picard,
rue Saint-Lazare, n° 97. — Compteur téléphonique.

4. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1903; Ostini (G.) et Orlandi (O.), re-
par Danzer, à Paris, rue Camhon, n° 19. — Appareil et procédé pour obtenir
ances salines en solution saturée, une poudre impalpable, cristalline ou bien,
cristaux.

5. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Société United Shoe Machi ry
de France, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, bou-
aumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à presser
es.

6. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903, Tubbs (N.-J.), Smith (R.-H.) et
I.-S.), représentés par la société Matray frères et Cie, à Paris, boulevard
n° 34. — Appareil de désinfection pour téléphones.

Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Binet (C.), représenté par Che-
a is, rue Rambuteau, n° 24. — Voiture pliante pour enfants.

Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Chipault (J.-D.) et Garduot (A.),
s par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements ap-
véhicules communément appelés Tri-porteurs.

Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Société anonyme les Établisse-
lier, à Paris, rue d'Hauteville, n° 52. — Valve à débit variable destinée à
des appareils inodores pour cabinets daisance.

1^{re} Série.

337650. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Fortuné J., rue de l'Alphab (Alger). — Entonneur de sécurité à clapet automatique.
337651. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Teler C.-K., représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Tabac.
337652. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Raffi A., représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Installation téléphonique plusieurs postes secondaires branchés sur un fil commun.
337653. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Vandersluis F., n° 14, à Dunkerque (Nord). — Radiateur à tubes concentriques.
337654. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Vicherat J.-A., Saint-Paul, n° 26, à Sens (Yonne), ci-devant chez M. Malatre, à Paris, n° 30. — Appareil pour la destruction des mousses, champignons et parasites aux plantes, vignes, arbres fruitiers, etc.
337655. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Perret F., et les présentés par Carret, cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Étienne (Loire). — Mission pour motocyclette.
337656. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Meulders E., à Lille (Nord), rue Léon-Gambetta, n° 1. — Fabrication des briquettes à employer dans l'industrie pour enduire les caoutchoucs, peaux, câbles, cordages, sacs, enveloppes, quelconques, etc.
337657. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Boulanger H., à Douai, à Lille (Nord). — Tube pour garniture de cylindres de machines à filer.
337658. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Burkard P., à Taillier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux câbles tournants pour filer et retordre toutes matières textiles.
337659. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Frénol E.-L., n° 71, Bonnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Nouveau dispositif électrique.
337660. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Senart F.-M., à Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication à musique avec clef.
337661. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Société Cadère, zieux, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Michel. — Réchauffeur d'eau d'alimentation.
337662. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Pagel G., représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Installation.
337663. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Des Michel G., n° 1, la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 1. — Procédé de fabrication des tuyaux en caoutchouc.
337664. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Lankhorst O., n° 1, la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais. — Perfectionnements aux appareils pour le triage des trains.
337665. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Ferreri J.-A., n° 47, Delbosc, à Paris, rue Rodier, n° 47. — Talonnière pour protéger les talons.
337666. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Snavely C.-O., n° 67, Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Perfectionnements dans les timbres-poste ou autres.
337667. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Peters F.-E., n° 67, Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Perfectionnements dans la télégraphie dans l'espace.
337668. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Cahen L., dit L., représenté par Laurent, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 19. — Procédé adhérent universel applicable sur glaces, vitres et en général sur toutes les surfaces, pour la suspension et l'exposition de tous objets de toutes formes.

337669. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Société Geiger Parratie et C^{ie}, représentée par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille (Nord). — Machine double servant à la fabrication des tubes en papier.

337670. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Société Otto Budde et C^{ie}, représentée par de Mesenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Procédé pour la fabrication des cylindres cannelés.

337671. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Guldner (H.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Moteur à combustion interne.

337672. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Tivan (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau meuble hygiénique à transformations.

337673. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Fredenburgh (G.-A.), représenté par Bonnicart, à Paris, rue Servan, n° 71. — Brosse cylindrique pour machine à tisser le fil.

337674. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Pichon (A.-F.), représenté par Bonnicart, à Paris, rue Servan, n° 71. — Nouvelle tête de perche à trolleys.

337675. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Société Wilhelm Ulrich & Co, représentée par Grimont et Folkin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Support hygiénique pour brosses à dents et à ongles, pipes, etc.

337676. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Soriano (F.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Aéroplane s'élevant de lui-même à l'aide d'une montgolfière pliable.

337677. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Debon (P.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Transformateur de vitesse progressif.

337678. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Bernard (C.), représenté par Bonnicart, à Paris, rue Servan, n° 71. — Clef de boîte à conserve.

337679. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Tietzsch (F.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Verrouillage automatique nocturne pour portes de maisons, etc.

337680. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Schmitz (B.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Porte plume.

337681. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Cosset (M.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle commande de freins pour vélocipèdes.

337682. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Nodon (A.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé et appareil pour la transformation directe de la chaleur en électricité.

337683. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Dubosc (E.-C.-R.-P.), élisant domicile chez M. Chapuis, à Paris, rue Lafayette, n° 142. — Machine automatique à tailler, sans gabarit, les engrenages coniques.

337684. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Thuau (V.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Isolateur élastique applicable aux lits de troupe.

337685. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société dite : *Daimler-Motoren Gesellschaft*, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Moteur mixte à explosions et à vapeur.

337686. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société T. Bezault et ses fils, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrure.

337687. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Brossard (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'obturateur de sûreté pour entrée de serrure de coffres-forts.

337688. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Gaiffe (G.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'enveloppe démontable pour éclateurs de haute fréquence.

337689. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Pieper (H.), et Lüs, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'éclairage électrique des trains de chemin de fer.

337690. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société anonyme et d'automobiles Mors, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 21. — Perfectionnements à la régulation des moteurs à explosion.

337691. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société anonyme et d'automobiles Mors, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 21. — Mécanisme de commande des organes d'allumage et d'explosion applicable également à la commande des soupapes.

337692. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Berth (L.-A.), et Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif de port par injection de fluide sous pression.

337693. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Fougeurol E., et Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de chapeau tournant destiné au dévidage de la soie artificielle.

337694. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société Electrique et d'Automobiles Mors, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les réservoirs pour combustibles liquides et analogues.

337695. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société anonyme et d'Automobiles Mors, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation d'un produit imitant la corne, la nacre, l'ivoire et autres analogues.

337696. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société Anonyme Pforzheim vorm. H. Witzemann G. m. b. H., représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil respiratoire avec filtre pour locaux remplis de poussière, de fumée ou de gaz.

337697. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Sander (W.), et Rigot et Prevost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Allumeur d'intérieur pour moteurs à explosion.

337698. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Bernard (C.-A.), et Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint Martin, n° 11. — Système de coller les étiquettes ou banderoles sur les boîtes et autres objets.

337699. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Rose (W.), et Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil pour diverses machines de papier, carton, etc.

337700. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Kromar (L.), et Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil pour enregistrer les morceaux de musique exécutés sur les instruments à cordes.

337701. Brevet de quinze ans, 15 avril 1903; Hesser (O.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine pour la fabrication du papier.

337702. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Savary (E.-E.), et Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil électrique.

337703. Brevet de cinq ans, 19 novembre 1903; Feucke (J.-B.), et rue Gillibert, n° 4, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Système de signal de sécurité contre le vol.

337704. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Société anonyme et d'Automobiles Mors, représentée par la société Ch. Thirion et J. L. Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la préparation de matériaux réagissant comme sensibilisateurs optiques.

337705. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Société Thirion et J. L. Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cabine de bain de lumière électrique transportable à courant de circuit automatiques.

337706. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Flament (G.), représenté par Jonnicart, à Paris, rue Servau, n° 71. — Nouveau jeu de billard.

337707. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Butler (S.), représenté par Jeetocher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Bandages pneumatiques et anes pour ces bandages perfectionnés.

337708. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Pouffaron (G.), représenté par Jonnicart, à Paris, rue Servau, n° 71. — Poulie extensible pour changements de vitesse progressifs et multiples.

337709. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Fouffaron (G.), représenté par Jonnicart, à Paris, rue Servau, n° 71. — Courroie-chaine angulaire articulée.

337710. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Commichau (R.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour former des tuyaux et particulièrement les conduits de semailles, à l'aide de bandes métalliques enroulées en forme d'entonnoir avec bourrelets, nervures ou lamelles de renforcement en vue d'empêcher toute déformation.

337711. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Colmant (A.), représenté par Armeuand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Châssis-obturateur focal plane à rendement total pouvant se charger et se décharger en plein jour.

337712. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société Siemens & Halske Aktiengesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé de préparation d'un protoxyde de nickel convenant à la réduction dans le fond électrique.

337713. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Liais (L.), représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Dispositif de lanterne pour éclairage de wagons avec bec à manchon, brûlant à flamme renversée.

337714. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Kuess (V.-J.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé de préparation au moyen du pétrole ou d'autres huiles minérales d'un lubrifiant pour l'usinage.

337715. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Windholz (J.), représenté par la société Morillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour la fabrication d'une matière destinée au polissage.

337716. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Scharapoff (S. F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Contre à lume amovible.

337717. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Scharapoff (S.-F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux charnières.

337718. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Société Maréchal, Ruchon & Company Limited, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tuyau à réservoir pour pipes.

337719. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Parsons (R.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Purgateur perfectionné.

337720. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Matelevitch (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de bouton ou de tige d'épingle de toilette et ses procédés de fabrication.

337721. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Gianoli (L.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bougie d'allumage.

337722. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Hélouis (N. A.), M. oulrière (L.) et Meyer (E.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'éclairage à incandescence par application des alliages d'aluminium et autres alliages équivalents.

337723. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Hall (W.-A.), représenté par Lavoix et Moëse, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Composition de peinture.

337724. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; De Bailliet (P.-G.-H.), représenté par Lavoix et Moëse, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Procédé et appareil pour l'application du gaz acétylène à la culture.

337725. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Kohl (B.), résident à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé et appareil pour relever des corps creux.

337726. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Société internationale par le gaz d'huile, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Système de compression et de carburation de gaz de houille.

337727. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Bezzault (E.-E.), résident de Surène, n° 5. — Siphon septique automatique.

337728. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Dutemarle (A.), résident à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux motocyclistes.

337729. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Société Metallurgische Pforzheim vorm. H^t Witzemann G. m. b. H., représentée par Armand, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil respiratoire avec air frais pour les locaux remplis de poussière, de fumée ou de gaz.

337730. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Rouchon (A.), résident à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil respiratoire avec air frais pour les locaux remplis de poussière, de fumée ou de gaz.

337731. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Duffy (P.), résident à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux fonderies.

337732. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Baird (R.), résident à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Machine à imprimer de bonneterie.

337733. Brevet de quinze ans, 28 février 1903; Martini (C.) et B. représentés par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Procédé de refouler et vider des liquides inflammables ou qui dégagent des gaz.

337734. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Philip (J.), résident à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Système obturateur de chaudières à vapeur.

337735. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Spannagl (F.), résident à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Graisseurs.

337736. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Bowell (G.-B.) et Pearson Fire Alarm limited, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux systèmes d'alarmes automatiques en cas d'incendie.

337737. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Wolfram (L.), résident à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Carte postale illustrée servant de stéréoscope.

337738. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Rojat (D.), résident à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Saturateur des liquides par le gaz.

337739. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Türk (G.), résident à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés au papier à tamis cylindrique.

337740. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; De Reversat-Marsé, représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Indicateur de vitesse pour tous instruments destinés à enregistrer, émettre les sons.

337741. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Beau (C.), résident à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Courroie armée pour roues à bandages pneumatiques.

337742. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Perbal (M.), résident à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Lampe à acétylène.

337743. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Lafon (P.), résident à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Système perfectionné de gommage des tamis dans les plansichters.

4. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Keefer (W.-B.), représenté par G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Procédé de tissage des tissus.
5. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Société Lanston Monotype Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mécanisme de centrage perfectionné.
6. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Société Lanston Monotype Company, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de moule pour couler les caractères d'imprimerie.
7. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Saint-Germain (P.-M.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau jeu de roulette.
8. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Hutchinson (R.-H.), représenté par J. à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux faucons.
9. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Kruger (L.), représenté par J. à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Rouleau magnétique pour voiler l'eau dans les navires.
10. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Gonzalez de Quijano (P.-P.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bouton en cellulose.
11. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Reiss (C.), représenté par la Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 12. — Bec à gaz à flamme renversée.
12. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Chauvassaignes (D.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Cabine téléphonique.
13. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Girard (J.) et Tabourin (P.-J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Production de graisses, d'enduits et de matières hydrofuges.
14. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Hoe (R.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme de commande de marche pour machines à imprimer, à manivelle animée d'un mouvement alternatif.
15. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Pollard (G.-H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système indicateur de fiches.
16. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Schmidt (M.-L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de trottoir.
17. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Société H. Egger et C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de collier amovible applicable plus particulièrement aux vêtements de chauffeurs automobiles.
18. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Kôgel (D.), représenté par Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Billard de table.
19. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Beckmann (O.), représenté par Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Installation d'arrosage.
20. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Clément (A.), représenté par Adolphe jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de mise en marche automatique pour moteurs à explosions.
21. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Société Electric Boat Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné pour lancer ou expulser les torpilles.

337762. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société Ecl. Gaz. à Paris, rue Mathis, n° 23. — Régulateur de pression à régime variable hydraulique.

337763. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Perreux-Lloyd (M.) par Grimont et Folijn, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Traitement des minerais et matières métalliques en général.

337764. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société Laurent frères, représentée par Faugé, à Paris, rue Guinhem, n° 5. — Procédé des poulies de stores, rideaux, etc.

337765. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Paschold (H.) par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Ventilateur actionné par un mouvement d'horlogerie.

337766. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Hirsch (H.) par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Châssis-corp pour machines.

337767. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société Société Denain, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Cylindre.

337768. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Schoeller (A.) par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux dispositifs par aimants.

337769. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société Lohr représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 10. — Ustensile servant d'appui pour le pied lorsqu'on met ou qu'on enlève des chaussures.

337770. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Ritz (J.), représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Système de foyer perfectionné.

337771. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société Charbonn. dite des procédés Cadoret, représentée par Boranié et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Combustible aggloméré.

337772. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Brasier (H.-C.) par Boranié et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Dispositif pour les véhicules automobiles de la poussière qu'ils soulèvent.

337773. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Caffall (E.-M.) par Boranié et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Procédé de filtration et de préservation des surfaces exposées à l'air.

337774. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Fraigneux (L.) par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de transport.

337775. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Hartley (H.) par Padmore (H.-V.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système d'enregistreur de vitesse et de distances pour automobiles et autres véhicules.

337776. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société Adol. Brandon représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Porteur aérien électrique.

337777. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société Adol. Brandon représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif de sûreté pour les aiguilles de voies de transporteurs aériens.

337778. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société dite : Aero-Manufacturing Company, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Embauche.

337779. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Van der Star représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 10. — Machine à calculer.

337780. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Van Pretorius H. par Bortcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Porte or.

337781. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Chakoor (M.) par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Poudre.

337782. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société J. Pehlig, Aktiengesellschaft, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de grip pour les véhicules à traction funiculaire.

337783. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Caze (A.-P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de recipient distributeur de colle ou autres matières semi-fluides ou fluides.

337784. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société J. Moche et C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Perfectionnement apporté aux bourses et sacs en tissu à mailles.

337785. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société française de forage et de recherches minières, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de soniage perfectionné.

337786. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Bossuet (E.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de baleine pour corsets, corsages, robes, manteaux et tous articles de mode.

337787. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Suddard (W.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux motocyclettes.

337788. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Reed (W.-G.-C.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Indicateur de vitesse perfectionné pour bicyclettes, automobiles et autres véhicules.

337789. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Asche (O.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Nouvel outil pour le travail les métaux, du bois, etc., et son procédé de fabrication.

337790. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Manufacture parisienne d'appareillage électrique, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Parafoudre perfectionné à ruptures multiples.

337791. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Bourdillat (G.), représenté par Biérvy, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à écrire.

337792. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Cornilleau (G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Changement de vitesses pour automobiles.

337793. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société Sulzer frères, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de réglage pour les moteurs dont la vapeur d'échappement est utilisée à divers usages.

337794. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Rossi (E.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Étau perfectionné.

337795. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société Matley père et fils, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Stéréoscope de poche.

337796. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Donnott (A.), représenté par Mosès, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Produit anti-torrique et son procédé de fabrication.

337797. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Biérich (J.-G.), représenté par Irmengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de bobines et poignées de tous genres pour armatures, chaudrons, boudins et autres objets analogues.

337798. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Gibard (A.), représenté par Irmengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Magnéto pour allumage par étincelles de tension applicable aux moteurs à explosion.

337799. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Harmel (H.), représenté par Irmengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication d'enveloppe pour garnitures pneumatiques par assemblage d'éléments souples profilés et juxtaposés.

337800. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Reinhardt (L.), par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les brûleurs à gaz.

337801. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société Hilsenrath fabrik A. Senking, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication d'un combustible brûlant sans faible production de fumée.

337802. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société The Motor Company limited, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les fours à creuset.

337803. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société Edgar Georges Péronne et Edmond Humbert, représentés par Assi, à Paris, rue de la Chapelle, n° 41-47. — Mouilleur ou gommeur au large pour l'apprêt des tissus.

337804. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Raky (A.), représenté à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Appareil de sondage avec équipement pour monter et descendre.

337805. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Tardy (A.), représenté à Paris, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Bandage élastique pour toute nature.

337806. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Fauchon-Bandot (A.), par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nettoyages à côtes et à gorges.

337807. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1903; Dillies (L.), par Dantzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Perfectionnements permettant de gazer les fils.

337808. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Pless (A.), représenté à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositifs pour scies circulaires.

337809. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Van Wyck Weis (F.-B.), représentés par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 11. — Photographique.

337810. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Société Lacroix et C^{ie}, représentée par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 11. — Moyens mécaniques pour imprimer les serpentins en les fabriquant en résultent.

337811. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Cernas (W.), par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements dans la fabrication des allumettes.

337812. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Raygasse (J.), par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Lit pliant.

337813. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Erith (C.), représentée par société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 11. — Appareil propre à régler la combustion dans les foyers de chaudières.

337814. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Caille (C.), représenté à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil indicateur de niveau pour mobiles et autres applications.

337815. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Kemmerich (W.), par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Boîte à feu pour les autres chaudières.

337816. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Kolbassieff (B.), par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé de préparation des hydrofuges.

337817. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Weiss (H.), par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif pour l'accrochage et le découplage des attelages de véhicules de chemin de fer.

337818. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Bagge (E.), par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Foyer fumivore.

337819. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Loranc (V.) et Lorenz (V.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Suspension élastique pour cycles.

337820. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Webber (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Abat-jour perfectionné.

337821. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Wüst-Kunz (C.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à tailloirs engraissés à chevrons.

337822. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Belliol (E.-J.) et Reiss (I.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Fusible cuirassé pour moyennes tensions.

337823. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Raison sociale L.-N. Simon, représentée par Muzet, à Paris, rue de Richelieu, n° 41. — Corset à double laçage.

337824. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Société Lefebvre et C^{ie}, représentée par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Bouchage pour flacons, pots et autres récipients.

337825. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Maeder (A.), représenté par Goettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Boîte de montre.

337826. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Raison sociale Paul Zech, Paul Dupont et C^{ie}, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Bidon perfectionné.

337827. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Bruneau (P.-L.-E.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux lits pliants.

337828. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Clin (P.) et Decelle (J.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de détartrage continu des chaudières à vapeur.

337829. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Blaschke (M^{me}), née Hirth (E.), représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Soucoupes pour verres et récipients analogues.

337830. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Balbreck (L.-C.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de jumelle d'écartement variable.

337831. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Dinspel (W.-H.) et Stoetzel J.-J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système à tubes pneumatiques pour la transmission des dépêches.

337832. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Vernet (A.), représenté par Cisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Poinçonneuse-cisaille.

337833. Brevet de quinze ans, 2 mars 1903; Piquet (O.-F.), rue du Val-d'Euquet, n° 37, et Dubosc, quai du Mont-Riboudet, n° 38, à Rouen (Seine-Inférieure). — Procédé pour la préparation de mastics de fer susceptibles de remplacer les mastics à la céruse et au minium.

337834. Brevet de quinze ans, 3 mars 1903; Lortet (J.), à Gayou (Basses-Pyrénées). — Houe-semoir Lortet.

337835. Brevet de quinze ans, 2 mars 1903; Ragnet (J.-A.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Bouclier pour l'exécution de travaux souterrains.

337836. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Frède (A.), représenté par Grignon et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Voiture automobile pour agriculture.

337837. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Berghoff (A.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif monté dans un palonnier creux destiné à soulager le travail des chevaux.

337838. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Cahit (C.), représenté par A. Mengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif de support mobile pour maintenir en communication directe et dans des positions réglables le liaphragme et le pavillon des phonographes et graphophones de tous systèmes.

337839. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Société Cotman, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 12. — de réglage de la levée des soupapes dans les moteurs à explosion.
337840. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Société Cooper & Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 12. — Perfectionnements dans les lampes électriques à gaz et à vapeur.
337841. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Braun A. L., représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Poche à glace pour...
337842. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Wills (W. L. & L.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements dans les dispositifs d'embrayage pour l'accouplement d'organes rotatifs.
337843. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Reinke (C. M.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé de fabrication de pierres...
337844. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Shepherd M., représenté par Perrée, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Dispositif pour l'électrique des fers à friser et analogues.
337845. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Clément (P.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Boîte à escamoter à piston.
337846. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Farnham (A.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Perfectionnements pour la méabilisation des briques, de la pierre et des autres matières poreuses.
337847. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Couvorchel D., représenté par Danzer, à Paris, rue Cambou, n° 19. — Système de jonction auxiliaire électrique aux bornes des appareils électriques de tous genres et aux bougies destinées à l'allumage électrique des moteurs.
337848. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Schiff L., représenté par Mauvaul, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Porte-plume à réservoir.
337849. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Mortimer W., représenté par Mauvaul, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Outillage pour nettoyer les autres récipients et ustensiles étamés.
337850. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Légié (A.), représenté par Légié, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Cible destinée aux canons.
337851. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Société anonyme d'industrie verrière et ses dérivés, représentée par Bert, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Procédé de chauffage au moyen de l'électricité.
337852. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Avercy-Jean F., représenté par la société Brandou frères, à Paris, rue de Provence, n° 12. — à fabriquer des bonbons fourrés.
337853. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Mack (L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de fabrication de clichés par voie photographique.
337854. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Fath (V.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Porte-allumettes.
337855. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Epstein (E. E.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Accus électrique.
337856. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Société anonyme F., représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 12. — à sabots intérieurs.
337857. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Société anonyme F., représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 12. — brayage progressif à ressort pour voitures automobiles.
337858. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Société Wills & Co., représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 42. — Perfectionnements dans les serrures à secret.

337859. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Société Sulzer Frères, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux pompes centrifuges multiples.

337860. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Kraus (S.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Allumeur électrique pour étoges et cigarettes.

337861. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Kraus (S.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Accumulateur.

337862. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Kraus (S.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lampe électrique de poche.

337863. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Siebentrend (F.) et Chromatka (F.-W.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Plafond avec sommiers.

337864. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Riehn (M.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Grue pour le déchargement de wagons fermés ou pour autres travaux analogues.

337865. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Chahert (F.-J.-A.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Perfectionnements aux tentes.

337866. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Faustin (B.), Anriot (E.) et Cheneaux (E.), représentés par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Perfectionnements dans les appareils de mesures électriques.

337867. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Ponce (J.-F.) et Schumacher (E.), représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux bandages et aux jantes de roues pour automobiles, cycles et autres véhicules.

337868. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Boyer (K.) et Lehouef (C.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Protège-enveloppe antidérapant et imperforable.

337869. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1903; Wicks (F.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux appareils servant à coifer les projectiles pour petites armes à feu.

337870. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Hiltmann (F.), représenté par Nauhaert, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour la fabrication de pierres ou de plaques composées de couches de densité et de dureté différentes.

337871. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Hantz (J.), représenté par Hantz (E.), à Paris, rue Chevreul, n° 14. — Bûleur d'hydrocarbures.

337872. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Lancelot (L.), avenue de la République, n° 58, à Aurillac (Cantal). — Outil à appoinir les joncs pour parapluies.

337873. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Wills (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les installations frigorifiques.

337874. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Huhn (G.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Garnitures pour boîtes à bourrage.

337875. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Zylinderlast (S.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 31. — Perfectionnements apportés aux aiguilles de chemins de fer et tramways actionnées par les voitures ou de l'intérieur de ces voitures ainsi qu'aux aiguilles appliquées aux conducteurs aériens de chemins de fer et tramways électriques.

337876. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Hunt (R.-W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé pour fabriquer des lingots d'acier sans défauts peu de temps après la coulée et pour en améliorer la qualité.

337877. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Hunt (R.-W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Appareil pour améliorer les lingots.

337878. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Anzies (H.) et Ségoffin (A.), rue des Chapiers, n° 1, à Toulouse (Haute-Garonne). — Procédé de fabrication directe des carbures de magnésium par l'emploi du carbone et des oxydes ainsi que des carbonates de magnésium.

337879. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Hansson (H.-F.), représenté par Payollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Perfectionnements aux docks flottants.

337880. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Thuau (C.-L.), représenté par Deléchat et Petit, à Paris, rue d'Allemagne, n° 18. — Machine à tamiser le sable de fonderie.

337881. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1903; Brun (L.) et Brun (H.), à Pont-d'Aubenas (Ardèche). — Emploi sur les différents types de capelettes en bois ou métalliques, d'une bague en acier trempé faisant ressort.

337882. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Cochrane (J.-A.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Brosse à dents combinée avec un récipient pour dentrifice liquide.

337883. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Société dite : *Vereinigte Maschinenfabrik Augsburg und Maschinenbaugesellschaft Nürnberg A. G.*, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareil propres à sécher les vapeurs du réfrigérateur aspirées par le condenseur.

337884. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Mors (L.) et Rochefort E., représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais n° 95. Nouvelle mise en marche par l'air comprimé des moteurs à explosion, spécialement des moteurs pour automobiles.

337885. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Roche (L.), à Bassou (Somme). — Poulie à joue démontable et gorge en cuir changeable.

337886. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Crosasso E., représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pelle perfectionnée pour four de boulangerie.

337887. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Vogelsang (A.) et Kleinhaus (C.), représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Lance d'arrosage à plusieurs effets.

337888. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Société Deutsche Weinmost-Kellerei H. Lampe & Co. G. m. b. H., représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pressoir dont les parois de cuve sont munies de rigoles d'écoulement ouvertes au dedans.

337889. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Augereau (A.-J.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Changement de vitesse et de marche pour automobiles, etc.

337890. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Fournier père (L.-M.) et Fournier (C.-G.), représentés par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 40. — Jeu de billard basculant.

337891. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Société pour l'industrie chimique à Bâle, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Production de nouveaux colorants tétrazoïques teignant du violet au bleu, dérivés de l'acide amidonaphtoldisulfonique 2. 5. 1. 7.

337892. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Scott (G.-Mc-J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la commande des fenêtres à guillotine.

337893. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Société anonyme de Commeny-Fourchambault et Decazeville, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil motodémarreur électrique.

337894. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Société Plé frères, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de fabrication des chaussures.

337895. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Savary (E.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tableau zanzibar.

337896. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; M^{re} Ferhy (M.-L.), place du Champ-de-Mars, n° 16, à Nyons (Drôme). — Perfectionnement aux épingles de toilette.

337897. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Geoffroy (J.), quai de Queyries-la Bastide, n° 11, à Bordeaux (Gironde). — Gouttière à l'aise avec support spécial.

337898. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Paupe (H.-J.), boulevard Victor-Hugo, n° 12, à Troyes (Aube). — Nouvelle forme creuse métallique à coudre les semelles sur les chaussures de tresse, lisière, drap ou feutre, sur toutes les machines généralement employées dans cette industrie.

337899. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Société F. Grimault, Le Soufaché et Félix, à Paris, quai de Jemmapes, n° 66. — Perfectionnements dans la fabrication des tubes Serve.

337900. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Hubbard (R.-W.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Dispositif d'arrêt pour portes d'appartement.

337901. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Krebs (G.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication de compositions chimiques éclairantes applicables à la photographie.

337902. Brevet de quinze ans, 4 mars 1903; Renard (E.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur actionné par le tirage naturel.

337903. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Rowthorn (W.-H.), représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux rouleaux pour stores.

337904. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Société The Patent Stone Dressing Tool Company limited, représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux ciseaux pour pierres et métaux.

337905. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Lobnitz (F.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de dragage pour le dragage des terres alluviales, aurifères, platinifères, stannifères, diamantifères et autres.

337906. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Société Glühlicht-Gesellschaft «Union» Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Obturateurs pour allumeurs à gaz.

337907. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Société Rheims et Auscher, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif de strapontin mobile.

337908. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Raison sociale Haasenforder frères, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Lance pour jets d'eau.

337909. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Harff (M.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif de commande pour les machines à peler les pommes de terre et autres analogues.

337910. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Brockmann (E.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Règle servant d'appui pour écrire sur des livres épais.

337911. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Tailfer (L.), à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux machines à fabriquer le papier.

337912. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Shannon (Y.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Appareil d'agrandissement photographique.

337913. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Mondini (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux fusils.

337914. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Société des établissements Malicet et Blin, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif de montage de roulements annulaires à billes.

337915. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Société Suhr représentée par la société Morillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 11. — Directeur pour pompes centrifuges à haute pression.

337916. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Bakley (C.) et Schreyer représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement aux culots de lampes électriques à incandescence.

337917. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Bakley (C.) et Schreyer représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement aux douilles pour lampes électriques à incandescence.

337918. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Grosdameur (M.) représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Règle système pour la vérification de la pose des rails et autres moyens.

337919. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Seuthe (G.) représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pétard pour signaux lumineux.

337920. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Fuchs (G.) et Voisard représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 1. — Appareil détecteur de la direction des sons.

337921. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Hennebutte représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 1. — Appareil pour moteurs à gaz tonnants, avec alimentation de pétrole ou autre.

337922. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Patsud (H.) et Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil de propulsion pour traction électrique.

337923. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Société générale de tissage et M. Boucher (C.), rue Largentière, n° 17, à Troyes (Aube). — Perfectionnements aux métiers rectilignes à bonneterie employant les fils à l'obtention d'une machine à grande production et ayant trait à la fabrication des articles à côtes.

337924. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Timson (A.-F.) représenté par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements à la machine à fabriquer les tire-bouchons.

337925. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Société dite: *Brau Muhlmannstalt Amme Giesecke et Konegen*, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Broyeur à boulets avec plan de roulement à boulets.

337926. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Compagnie électrique, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Arc à conducteurs de seconde classe.

337927. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Compagnie électrique, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Arc à électrodes d'osmium.

337928. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Compagnie électrique, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les lampes électriques de chauffage.

337929. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Quachain représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Lampe électrique.

337930. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Delaunay-Belleme représenté par Richard-Wallace, n° 17, à Nemilly-sur-Seine (Seine). — Dispositif pour le montage des pompes à air et des pompes alimentaires.

337931. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Trump (E.-V.) représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé de traitement des liquides spécialement applicable au cas de liquides cristallisables.

337932. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Trump (E.-N.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements apportés aux appareils pour l'évaporation de liquides, spécialement applicables au cas de liquides cristallisables.

337933. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Trump (E.-N.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Procédé pour le traitement de matières : dessiccation, décomposition, absorption de gaz ou de vapeurs, etc.

337934. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Trump (E.-N.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Perfectionnements aux appareils pour le traitement des matières : dessiccation, décomposition, absorption de gaz ou de vapeurs, etc.

337935. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Vigo di Gioachino (G.), représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Plans inclinés de soulèvement.

337936. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Briaïs (L.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Nouvel appareil d'extinction instantanée d'incendie.

337937. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Dailey (H.-M.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur rotatif.

337938. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Liberman (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à fabriquer les cigares.

337939. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Société dite : *Ford Motor Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Châssis pour voiture automobile.

337940. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Société dite : *Vaughn Machine Company*, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à travailler les peaux pour l'écharnage, le défilage et autres opérations du même genre.

337941. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Lafitte (J.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système d'éclairage des voitures automobiles et des bateaux par phares ou lanternes pivotant automatiquement dans le sens du braquage de la direction.

337942. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Société anonyme des produits *Fréd. Bayer et C^e*, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la préparation de nouveaux colorants azoïques et pour la production de laques à l'aide de ces colorants.

337943. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Proust (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil distributeur de jetons.

337944. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Balf (H.-P.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à perforer les rouleaux à musique.

337945. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Hasch (C.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appui-tête avec rouleaux de papier pour chaises de coiffeur.

337946. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Société *Block Light Company*, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bec pour lampe à incandescence par le gaz.

337947. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Williamson (J.-B.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Salière et poivrier combinés.

337948. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Boiron (J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil générateur d'air carburé applicable particulièrement pour l'éclairage.

337949. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Michel (V.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'album à feuilles indépendants.

337950. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Roth (C.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux crics.

337951. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; M^{me} Peterson, née H.-L. Freudel, représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Sac à eau.

337952. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Hunt (O.-D.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Mécanisme de commande des aiguilles de voies ferrées.

337953. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Hall (G.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux systèmes de suspension des fils de trolley.

337954. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; De Loach (A.-A.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements apportés aux dispositifs de laçage des chaussures.

337955. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Maybach (W.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Bandage en caoutchouc pour roues de véhicules.

337956. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Crochet (O.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Sabre-revolver.

337957. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Société Aktiengesellschaft vormals C. H. Stobwasser & Co, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux lampes à incandescence par le gaz qui brûlent en position renversée.

337958. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Bidolet (E.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Tampons automatiques à contact continu et à bascule pour matériel roulant des chemins de fer.

337959. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Société Gibié et C^{ie}, représentée par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Lampe à arc.

337960. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Janin (F.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau système de prise de courants électriques applicable à tous les véhicules.

337961. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Kunz (E.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Constructions isolées de la chaleur.

337962. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Koch (E.), chemin des Pins, n° 191, à Lyon (Rhône). — Nouveau moteur rotatif.

337963. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Grivolais fils (C.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Coupe-circuit à commutation pour fusibles de rechange.

337964. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Charvieux (A.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouveau système de guidon pour vélocipèdes et motocycles.

337965. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Gibert (L.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Nouveau système de fabrication des cuillères à pot d'une seule pièce.

337966. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Société Ch. André et C., représentée par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Radiateur à récupération de chaleur pour chauffage par le gaz.

337967. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Laur (F.) et Laur (M.), représentés par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Fonte nickelo-chromée.

337968. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Herz (M.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Rasoir de sûreté.

337969. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Forget (R.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Dispositif de commande des soupapes d'un moteur à explosions.

337970. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Michelis (C.), Michelis (L.), Kruse (C.) et Kuhn (O.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé pour braser la fonte de fer.

337971. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Freise (H.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux seaux à ordures.

337972. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Société Siemens et Halske Aktien Gesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Soupape de fermeture pour le serrage automatique de freins à air.

337973. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Société Camion frères, représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Perfectionnements aux mains de puits.

337974. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Viarmé (G.), représenté par Blétrý, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Gazogène à gaz pauvre.

337975. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Foster (H.-A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la fabrication des tissus à poils et aux machines employées dans cette fabrication.

337976. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Société Les fils du Peugeot frères, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fourche élastique pour motocyclettes.

337977. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Société Glogowski & C^e, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de caractères facilitant le classement par ordre alphabétique.

337978. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Belle (H.), à Paris, rue de Varenne, n° 52. — Nouveau moteur rotatif.

337979. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Clerk (D.), Bickerton (H.-N.) et Bradley (H.-W.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur à explosion à surcompression.

337980. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Meixell (W.-B.) et Holt (T.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de fabrication de papier avec des vieux imprimés.

337981. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Speyer (E.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareils de contrôle pour postes téléphoniques, caisses et autres usages.

337982. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Hantz (H.-F.-L.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Perfectionnements dans les phonographes avec microphone.

337983. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Plischke (R.) et Beschorner (A.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil pour la germination du malt.

337984. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Delaval (H.), représenté par Merville, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Pince spéciale pour la pose et la rectification des voies de chemins de fer, tramways, etc.

337985. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Dubief (L.), représenté par Carret, cours Victor-Hugo, n° 21, à Saint-Étienne (Loire). — Vélocipède à mouvement vertical des pédales.

337986. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Société de Constans et Barthélemy, rue Palestro, n° 5, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Système de perfectionnement d'installation hydraulique pour la compression et l'emballage du liège en bandes ou en déchets, des cuirs, chiffons, alfas et matières similaires ou fourrages.

337987. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Krotoschin (S.), représenté par Laurent, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 49. — Enveloppe d'emballage.

337988. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Marshall (H. E. & Co.) représentés par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Perfectionnements aux lampes et autres appareils brûlant de l'air carburé.

337989. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; M. H. (E.), représentés par Assi, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé et appareil pour des eaux salées très peu chargées de sel.

337990. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Mouat (L.), représentés par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Perfectionnements aux dispositifs d'arrêt pour fenêtres à guillotine.

337991. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Goldberg (S. E.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Éclairage.

337992. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Schlatter (A.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour la détermination de la teneur en acide carbonique du foyer.

337993. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Maschek (G.), représentés par Muzet, à Paris, rue de Richelieu, n° 41. — Corset laissant le buste libre latéralement et aplatisant le ventre au moyen de garnitures en balais.

337994. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Tasker (J.), représentés par la société Howard et Bullough limited, représentés par la société Dutoit, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux aménagements des machines à ouvrir et à battre le coton.

337995. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Renaud (A.), représentés par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Aménagements apportés aux voitures électriques.

337996. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Wertheimer (L.), représentés par Laffitte, n° 78, à Neuilly-sur-Seine (Seine). — Stéréoscope automatique à images interchangeables.

337997. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Buzelin (F.-J.), représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Seau pour élévateurs.

337998. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Société Dutoit, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau corset.

337999. Brevet de quinze ans, 7 mars 1903; Fabre (F.), à Béliers. — Boîte à coulisse destinée à conserver aux câbles torréfiés tout leur aspect.

338000. Brevet de quinze ans, 7 mars 1903; Société Schneider et Co., représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil de chargement automatique dans toutes les positions de pointage verrouillé des bouches à feu.

338001. Brevet de quinze ans, 7 mars 1903; Société Schneider et Co., représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Mise de feu pour canon.

338002. Brevet de quinze ans, 7 mars 1903; Bollée (L.), au Mans. — Nouveau carburateur à chambres de carburation multiples.

338003. Brevet de quinze ans, 7 mars 1903; Bollée (L.), au Mans. — Système de montage articulé des appareils moteur et récepteur d'un câble.

338004. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Société Gasignol, représentée par la société Matray frères et Co., à Paris, boulevard Beaumarchais. — Nouvel embauchoir.

338005. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Forster (J.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais. — Perfectionnements dans les machines pour la fabrication des boulets et leur équivalent.

338006. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Société Lèbre, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de presse.

338007. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Dard (V.-J.-N.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Classeur-album.

338008. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Kamperdyck, représenté par Blétray, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Batterie électrique.

338009. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Schultzs (D.-L.), représenté par Blétray, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système et moyens perfectionnés pour le graissage des machines.

338010. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Thomson (J.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Boulons et écrous se dégageant automatiquement sous un effort déterminé.

338011. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Thomson (J.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Compteur d'eau.

338012. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Thomson (J.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Compteur d'eau à disque.

338013. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Thomson (J.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés à la fabrication des disques et des boules en ébonite pour compteurs d'eau.

338014. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Gaille (G.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de sécurité pour la protection des transformateurs à haut potentiel fonctionnant sur un circuit producteur d'oscillations de haute fréquence.

338015. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Société Chauvin et Arnoux, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de compteur kilométrique pour automobiles.

338016. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Tissier (L.-P.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de couvercle destiné au bouchage des pots ou vases.

338017. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Arné (R.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à vapeur rotative.

338018. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Lesage (L.-E.-G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transmission élastique avec ou sans changement de vitesse pour automobiles.

338019. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Koster (J.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Appareil pour sondages profonds.

338020. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Lyndell (J.-E.) et Lebel (W.), représentés par l'avoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Bec à incandescence perfectionné.

338021. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Société The Cattermole Ore Concentration Syndicate Limited, représentée par de Mesentrat, à Paris, rue La-bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans la séparation et la classification des éléments métallifères des minerais.

338022. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Soret (H.-N.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux peignes à tisser à dents alternativement disposés dans deux plans.

338023. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Kfeisel (P.) et la société Gebr. Chevalier, représentés par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Châle à deux faces brodées à la main.

338024. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Chaurbrent (E.-C.), à Paris, rue de l'Hôpital-Saint-Louis, n° 11. — Éventails sous forme d'objets usuels.

338025. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Société Schwarzer Diamant Adler & Kithler, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Agitateur dessiccateur de tourbe à fonctionnement continu.

338026. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Bosquin (V.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Nouvelle disposition de commande applicable aux métiers continus à filer et à retordre.

338027. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Kincaid (J.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Coussinet à rouleau.

338028. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Miller (L.-B.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareil pour la fabrication de bobines d'induction.

338029. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Juncker (J.-Edouard dit Friedrich), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'enveloppe de lettres à ouverture facile.

338030. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Ollier (J.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de boîte à poudre.

338031. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Phillips (J.-J.) et Scott (C.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Traverse et coussinet de chemins de fer.

338032. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Pihlfeldt (O.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux freins de pied à main pour bicyclettes, etc.

338033. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Eveno (A.-A.), représenté par Laou et Morès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Carburateurs pour liquides combustibles et plus spécialement pour liquides peu volatils.

338034. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Gessner (E.), représenté par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Chaîne à aiguilles pour rames continues et tendeurs sècheurs à dispositif d'arrêt pour empêcher le désaiguillage prématuré de la lisière du tissu.

338035. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Monson (S.-B.) et Cadogan (J.-H.), représentés par Dony, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau jeu.

338036. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Nördlinger (H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'installation pour urinoirs.

338037. Brevet de quinze ans, 20 avril 1903; Société The Printing Machinery Co limited, représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Perfectionnements aux machines à fondre et à finir les planches stéréotypes.

338038. Brevet de quinze ans, 12 mai 1903; Macfarlane (J.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mode de commande des turbines centrifuges.

338039. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1903; Tauer (G.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Traitement préparatoire des plantes saccharifères en vue de l'extraction du sucre.

338040. Brevet de quinze ans, 12 août 1903; Stercken (J.-H.), représenté par Griecourt et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif pour produire une circulation d'eau dans les générateurs de vapeur composés de chaudières à bouilleurs ou munis de tubes de circulation.

338041. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Johnston (J.-Y.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Presse à imprimer et à doubler.

338042. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Abel (W.), Strauss (K.) et W. Buehn (H.), représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Distributeur automatique de timbres-poste.

338043. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Goulaieff (E.-E.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Forme de navires consistant à donner au navire des vives une plus grande largeur qu'aux œuvres mortes.

338044. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1903; Haggstrom (C.-J.), Hultberg (J.-E.), Simpson (R.-G.), Gustafson (O.), Lindmark (A.) et Ahlgren (J.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Étau perfectionné.

338045. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; M^{re} de Touraine and Douglas, née Hamilton (F.-M.), représentées par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Machine servant de malle et d'armoire.

338046. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Maurice (P.), rue Tête-d'Or, n° 38, à Lyon (Rhône). — Réchaud inexplosible à alcool, au pétrole et aux essences minérales.

338047. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Rowley (J.-J.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnements aux mécanismes de commande de bicyclettes et autres véhicules analogues.

338048. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Pontie (M.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Régénération du caoutchouc.

338049. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1903; Blondel (A.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements aux charbons minéralisés de lampes à arc en vue de régulariser leur lumière.

338050. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Warrens (H.-L.), représenté par Nauhhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Perfectionnements aux horaires et aux dispositifs de réclame.

338051. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Jacob (F.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Déclit à ventilation pour serres, vérandas, vastistas, fenêtres, etc.

338052. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Puig (R.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés aux char-rues.

338053. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Société dite: *M. Baumann, Maschinenfabrik Gesellschaft mit beschränkter Haftung*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux machines à découper en tranches.

338054. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Couval (L.), représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Dispositif antidérapant applicable aux roues caoutchoutées.

338055. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Neugeboren (R.) et Bucke (W.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine à laver.

338056. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Michle (R.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux mécanismes de commande pour chariots de presse à imprimer.

338057. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Keese (P.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Système de machine à fabriquer les étiquettes pendantes.

338058. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Stubbs (J.-W.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur rotatif.

338059. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Marlier (E.), représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de fabrication des bases alcalino-terreuses.

338060. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Hofmann (E.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnement aux microscopes.

338061. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Bloch (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Emporte-pièce.

338062. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Dickson (W.-K.-L.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux instruments de musique actionnés électriquement.

338063. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Maçon (L.-E.), rue Lair, n° 1, à Evreux (Eure). — Appareil destiné à éviter les accidents causés par des pierres ou autres corps durs étrangers aux broyeurs à pommes et toutes les machines à broyer et à concasser.

338064. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Von Thielmann (A.-W.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Nouveau propulseur pour bateaux.

338065. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Glass (G.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux coussins à air.

338066. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Voet (J.), représenté à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Bandage élastique pour bicyclettes.
338067. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Fisher (F.C.), représenté à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux appareils pour la thérapie.
338068. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Voet (J.), représenté à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux dispositifs avertisseurs chemins de fer.
338069. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Grossman (H.-A.) (H.-A.) et Couriland (W.-A.), représentés par la société Ch. Thirion et C^{ie} à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de montage de lunettes sans châsse.
338070. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1903; Léopold (W.), représenté à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Carte-litre.
338071. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Hunt (R.-W.), représenté à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé pour améliorer les métaux.
338072. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Hunt (R.-W.), représenté à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine pour la mise en œuvre d'un nouveau procédé pour fabriquer peu de temps après la coulée, des fonderies et autres similaires, sans défauts.
338073. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Hunt (R.-W.), représenté à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé pour produire immédiatement l'enlèvement des mondes, des lingots d'acier fondu sans défaut et pour la qualité.
338074. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Hunt (R.-W.), représenté à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé de compression de l'acier.
338075. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Raison commerciale (successeur de Godefroi Stierlin), représentée par Nauhardt, à Paris, rue Mazema, n° 18. — Ferme-porte automatique.
338076. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Eberhardt (M.), représenté à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé de fabrication d'un extincteur.
338077. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1903; Niessen (J.J.), représenté à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Procédé pour des pierres artificielles destinées au pavage des constructions souterraines et hydrauliques.
338078. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Société Anonyme Goussier et Sydicat Limited, représentée par Augier, à Paris, avenue Parmentier. — Machine jumelle automatique à tailler les verres.
338079. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Société Fuldner Werkzeugfabrik Wilhelm Hartmann, représentée par la société Metzger et C^{ie} à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Rotissoire à gaz.
338080. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Costantini (E.), représenté à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Moteur à pétrole à double effet.
338081. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Lacouture (E.), représenté à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Bandage pneumatique mode de fixation.
338082. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1903; Latour (J.-L.-E.), représenté à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Moteur rotatif.
338083. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Ferrer (J.T.), représenté à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Appareil pour onduler le papier.
338084. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Holweg (F.-W.), représenté à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Portemanteau extensible.
338085. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Hunsley (G.-E.), représenté à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux valves rotatives.

338086. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Hopferwieser (S.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareils propres à la fabrication des semelles en bois pour chaussées.

338087. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Jackson (E.), et Jackson (W.-H.), représentés par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 23. — Perfectionnements aux machines à couper en queue d'aronde.

338088. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Bleuler (H.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Moulin à farine.

338089. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Raison sociale Helios Elektrizitäts Aktiengesellschaft, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif de prise de courant pour tramways électriques à conducteurs aériens à deux pôles.

338090. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Cochrane (W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine volante perfectionnée.

338091. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Raison commerciale: H. Pfähler & C^e A. Vöhringers Nachf., représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Rosette élargissable pour tuyau de poêles.

338092. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Biebuyck (L.), avenue Victor-Hugo, n° 4, à Villeneuve-le-Roi, et Chalonaque (A.), boulevard de Versailles, n° 84, à Suresnes (Seine). — Carburateur à réglage automatique supprimant toutes manettes et le niveau constant.

338093. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Cardou (A.), représenté par Grimonet et Molin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil photographique.

338094. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Grill (A.) et Camroux (G.), place des Arènes, n° 16, à Nîmes (Gard). — Chariot à brancard mobile par vis de rappel.

338095. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Compagnie générale d'électricité de Creil, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Perfectionnements dans les embrayages électriques.

338096. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Société Siemens & Halske Aktien Gesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour le refroidissement des perforatrices électromagnétiques à percussion.

338097. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Vattelieri (U.), à Paris, rue des Minimes, n° 39. — Roue antidérapante progressive.

338098. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Société Suddentsche Präzisionswerkzeug-fabrik Bartholomäus & C^e, représentée par la société Matray frères et C^e, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour percer des trous angulaires.

338099. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Compagnie pour la fabrication des compteurs et matériel d'usines à gaz, à Paris, boulevard de Vaugirard, n° 16. — Perfectionnements apportés aux compteurs à piston disque.

338100. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Palestini (L.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 31. — Plaque de grande capacité pour accumulateurs électriques légers.

338101. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Blackett (J.-T.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 47. — Perforatrice perfectionnée pour les houillères, mines de fer et autres.

338102. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Société Jules Grouvelle et H. Arquembourg, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'installation, en combinaison, du chauffage et de l'éclairage, par un gaz, combustible comprimé, des véhicules de chemins de fer et de tramways et ses applications.

338103. Brevet de quinze ans, 9 mars 1903; Société Badische Anilin & Soda-Fabrik, représentée par Hietry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production de colorants monoazoïques.

338104. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Rajau (J.), à Montpellier (Hérault). — Boîte à poudre de riz hygiénique avec une spéciale individuelle.

338105. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; MauSSION (J.), à Nantes (Loire-Inférieure). — Nouveau tire-bouchons.

338106. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1903; Thompson (H.P.), représenté par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux pavés ou asphalte et autres matières et peintures hydrofuges.

338107. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Bachot (A.), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Nouveau cornet à vent.

338108. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Larbodière (E.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux valves de billes.

338109. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Malvezin (P.), à Bordeaux (Gironde). — Instrument pour le dessin dit : *Rapporteur de l'échelle*.

338110. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Prioux (G.), à Béthune. — Construction d'un appareil à acétylène.

338111. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Compagnie française des jantes en bois, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue Labryère. — Perfectionnements dans la fabrication des jantes en bois pour roues d'automobiles et autres véhicules.

338112. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Breedlove (C.W.) et R., représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais. — Perfectionnements dans les aiguilles de chemins de fer.

338113. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; L'Huillier (H.), représenté par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Nouveaux procédés et appareils tendre dans une atmosphère appropriée.

338114. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Le Mire (J.-B.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 95. — Dispositif de remplacement automatique et sans arrêt des navettes à tisser.

338115. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Société Werkzeugmaschinenfabrik Ludwigshafen H. Hessenmüller, représentée par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Marteau à air comprimé pour travailler des faces situées sur une piste circulaire, notamment pour marteler des cercles pour bandages des roues.

338116. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Société E. Bülcher dertscher, représentée par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Position d'allumage électrique pour moteurs à explosion.

338117. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Bachmann (J.), représenté par la société Matray frères et C°, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux supports élastiques pour selles de bicyclettes.

338118. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Winkler (G.M.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 18. — Support pour faciliter l'emplissage des bouteilles.

338119. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Bishop (J.-H.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Manivelle de marche pour moteurs à combustion intérieure.

338120. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Société Walther et Lavoix et Moisés, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil pour les parquets.

338121. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Mespiès (P.-A.), à Castres (Tarn). — Barreau de grille économique à circulation intensive.

338122. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Bacciocchi (P.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé de fabrication de plaques, tubes et fils métalliques dorés et argentés au feu.

338123. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Nicolas (M.), à Nomeny (Meurthe-et-Moselle). — Allumeur et extincteur automatique.

338124. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Henss (L.) et Brauning (W.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Bandage à ressorts pour roues.

338125. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Kamm (G.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Lampe électrique entièrement en verre à une ou plusieurs ampoules.

338126. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Hamers (A.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Biberon avec dispositif pour le contrôle de la chaleur.

338127. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Société Terrot et C^{ie}, représentée par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouveau changement de vitesse pour cycles obtenu par marche rétrograde.

338128. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Christensen (J.-H.), représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de fabrication d'allumettes sans tête.

338129. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Simoneton (E.), représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Bandage pneumatique antidérapant.

338130. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Wentzel (A.-J.), représenté par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Casserole double.

338131. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Cook (E.-H.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bascule fonctionnant par l'introduction d'une pièce de monnaie.

338132. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Belle (H.), à Paris, rue de Varenne, n° 53. — Générateur de vapeur.

338133. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Compagnie des usines nouvelles J. Yberty & C^{ie}, représentée par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Procédé et appareil permettant l'application industrielle du chlorure de calcium à la dessiccation.

338134. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Roussel (L.), représenté par Fayollet, à Paris, rue de Mogador, n° 18. — Dispositif de tuyau pour pipes, fume-cigarettes, etc.

338135. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Michaud (Y.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle machine à imprimer rotative.

338136. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Cnige (W.-T.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Charge propulsive pour torpilles volantes, fusées et autres projectiles du même genre.

338137. Brevet de quinze ans, 10 mars 1903; Labbé (L.-M.), représenté par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Dispositif permettant l'écoulement au dehors de l'eau de condensation provenant de la buée qui se dépose à l'intérieur des locaux, sur les vitres des croisées ou des devantures de boutiques.

338138. Brevet de quinze ans, 10 mars 1903; Gaba (A.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de protection des trains.

338139. Brevet de quinze ans, 11 mars 1903; Graves (P.-P.-S.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux enveloppes et boîtes de carton.

338140. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Houplain (G.-E.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Frein à air comprimé direct et automatique pour tramways et chemins de fer d'intérêt secondaire.

338141. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Firme Carl Engler, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Graisseur pour cames fermées de machines à coudre.

338142. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Niederhäuser (L.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Lame de roulement composée de lamelles pour bandages pneumatiques.

338143. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Rendle (W.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Perfectionnements dans les arrêts pour écrous applicables aussi aux vis et autres semblables.

338144. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Benoit (A.), représenté par Lesaux, à Paris, boulevard de Magenta n° 151. — Appareil pour projeter un liquide à température constante et à la pression d'une canalisation de ville applicable aux douches.

338145. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Henke (A.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Appareil pour former un vase.

338146. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Fourcault (E.), représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Appareil pour l'éclairage.

338147. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Van Driessche (C.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Élévateur transporteur.

338148. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Weinmann (J.), représenté par Rigot et Prevost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Appareil pour la distance du gaz par pression.

338149. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Bank (L.-A.), représenté par Rigot et Prevost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Canuelle pour la distance du gaz par pression.

338150. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Rykert (A.-E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les embouchures ou transmetteurs de téléphone.

338151. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Schaeffer (T.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système à trier à extrémités démontables.

338152. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Lankhout (E.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système à trier à extrémités démontables.

338153. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Brésonnet (L.), représenté par Bouché, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Système à trier à extrémités démontables.

338154. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Mc Knight (R.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil à aspirer les fumées.

338155. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Mary (L.), représenté par Auger, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Machine de potier avec parties.

338156. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Hunt (F.-F.), représenté par Coulomb, à Paris, place des Batignolles, n° 3. — Procédé de production des hydrates et oxydes métalliques.

338157. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Rochepau (C.-E.), représenté par Coulomb, à Paris, place des Batignolles, n° 3. — Générateur d'acide.

338158. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; M^{re} Golde, représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Système pour vases de nuit, seaux, éviers, urinoires, etc.

338159. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Hugues (J.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements aux machines à comprimer l'air.

338160. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Shome (I.) et Allé, représentés par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements aux appareils élévatoires pour les eaux d'égout et autres liquides, par l'action de l'air comprimé.

338161. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; De Horvath (R.) et Benedikt (J.), représentés par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Microphone.

338162. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Plantz (D. M.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de la Rochefoucauld, n° 21. — Perfectionnements aux filtres à eau.

338163. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Raison sociale Brown Hoisting Machinery Company, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux sœurs.

338164. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Mc Meekin (A.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Méthode et machine pour la filature des fibres de lin, de coton et autres.

338165. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Gnilhot (C.), représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Corset gaine maillet.

338166. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Delette (E.), représenté par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux continus à filer et à retordre pour toutes matières textiles.

338167. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Pearce (R.-E.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux boîtes métalliques.

338168. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Morel éautier (A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Huile comestible trillée.

338169. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Berthier (A.-V.-P.-M.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Fusil.

338170. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Société Der Riebensahn et Posselt Gesellschaft mit beschränkter Haftung, représentée par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé pour l'obtention de photographies en couleurs.

338171. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Steenkiste (A.-V.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Agencement perfectionné des châssis de séchoirs.

338172. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Lamplough (F.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil carburateur d'air.

338173. Brevet de quinze ans, 12 mars 1903; Durieux (H.-J.-A.), représenté par Armeigand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de générateur à vaporisation instantanée.

338174. Brevet de quinze ans, 12 mars 1903; Dubuis (M^{me} M.), à Paris, rue Thibaud, n° 18. — Perfectionnements aux voiles, us, manchons et appareils analogues.

338175. Brevet de quinze ans, 30 avril 1903; Société American Mechanical Cashier Company, représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Caisse automatique.

338176. Brevet de quinze ans, 18 août 1903; Vivien (M^{me} C.-M.-L.-C.-G.-F.), née Forest, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Filtre-pressé applicable aux terres et pâtes céramiques.

338177. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1903; Nack (P.-H.-H.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil à réclames.

338178. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1903; Gelli (G.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bande hygiénique perpétuelle pour la menstruation, pour les pertes blanches, pour l'incontinence d'urine et pour les maladies externes des femmes.

338179. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Rochnitz (O.) et Schubert (M.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Protège-pointe avec taillie-crayon.

338180. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Porret fils (A.), à Sidi-bel-Abbès (Oran). — Boîte de trains.

338181. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1903; Masding (W.-H.-J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 1. — Perfectionnements apportés aux faux-cols.

338182. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1903; Bergmann (E.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif de refroidissement à tuyaux à lattes avec ventilateur.

338183. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1903; Merck (C.-E.), représenté par Salzer, à Paris, rue Saint-Antoine, n° 32. — Procédé de production de C. C.-dialcoylbarbituriques.

338184. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Henry (C.), à Paris, boulevard Henri IV, n° 39. — Soies et lames électriques.

338185. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Von Limbeck (Z.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 1. — Appareil propulseur à nageoire pour navires.

338186. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1903; Fredenburg (G.-A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à parer le fil.

338187. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Honnorat (A.), à Paris, rue Pétrele, n° 3. — Table distributrice de cartes postales illustrées.

338188. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Société dite *Filter & Brauterei Maschinen Fabrik Akt.-Gesellschaft vorm. L. A. Enzinger*, représentée par Chassagnon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de soutirage des liquides sous pression.

338189. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Connell (W.-W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux caisses de contrôle.

338190. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Williamson (W.) et Collier (J.), représentés par Tailfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux métiers à tisser.

338191. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Raison sociale Peter Wilhelm Hardenbicker, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — *Fraxe*.

338192. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1903; Tétard (M^{me} L.-B.), née Lestron, rue Ledru-Rollin, n° 4, à Saint-Maur-les-Fossés (Seine). — Nouvel appareil hygiénique pour envelopper les enfants au berceau.

338193. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Berger (M.) et Haase (F.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — *Fiant* pour chapeaux de dames.

338194. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Lombray (E.), rue de Paris n° 22, à Denain (Nord). — Appareil brise-vents.

338195. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Alonso-Perez (J.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 1. — Saut renversé dans le vide.

338196. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Rennert (O.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à refouler et corroyer les pièces métalliques.

338197. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Raison commerciale Carl Kaltschmid, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif d'alimentation pour les brûleurs à alcool.

338198. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Société Walther et C^{ie}, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif de fermeture pour des pulvérisateurs extincteurs d'incendie automatiques.

338199. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Lamargue (C.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux procédés de cimentation.

338200. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Pomé (P.), chemin de Saint-Jean, n° 18, à Avignon (Vaucluse). — Appareil destiné à contenir les hernies.

338201. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Société The Wilton Show Case Company, représentée par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Support rayons pour magasins, montres, etc.

338202. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Dean (S.-A.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif pour contrôler les heures d'entrée et de sortie d'employés, etc.

338203. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Aregood (J.-W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Séchoir.

338204. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Hicks (B.-C.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux véhicules automobiles.

338205. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Couher (L.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau cuir-liège et son mode de fabrication.

338206. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Nioré (L.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau genre de protecteur pour bandages pneumatiques.

338207. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Simon (E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transmission élastique pour automobiles.

338208. Brevet de quinze ans, 13 mars 1903; Favreau (E.), à Paris, rue de Saint-Petersbourg, n° 37, et Lobel (H.), à Paris, rue de Châteaudun, n° 22. — Appareil destiné à conduire de l'air chargé de poussières médicamenteuses dans les organes de la respiration.

338209. Brevet de quinze ans, 14 mars 1903; Legrand (E.), à Paris, boulevard Malesherbes, n° 62. — Nouveau dispositif applicable aux machines d'induction génératrices d'électricité, pour l'allumage des moteurs à explosions, permettant de produire cet allumage au moment où le courant passe par un maximum.

338210. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; De Bonnechose (G.-C.-E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pulvérisateur hélicoïdal différentiel.

338211. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Lefinski (J.-J.) et Alt (F.-W.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mécanisme de commande pour la transmission de la force au moyen de mouvements de rotation rapides pour véhicules de tous genres.

338212. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Witte (M^{lle} J.-L.-G.), représentée par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Procédé pour fixer sur un tissu uni formant fond des dessins de tapisserie genre Gobelins.

338213. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Schmidtman (F.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Table repliable à charnières composée de deux parties égales.

338214. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Moulton (L.-E.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Appareil à vapeur pour la manœuvre du gouvernail.

338215. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Latham (A.), Fuery (G.-T.) et Fuller (H.-E.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé et machine pour la fabrication, au laminoir, de pointes de Paris et autres objets en fil de fer.

338216. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Billéga (J.-F.) et Réjou (E.), rue de l'Élaug, n° 45, à Nancy (Meurthe-et-Moselle). — Guide adaptateur pour machine mouloureuse de boîtes à conserve.

338217. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Société A. Piat et ses fils, représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la disposition et le fonctionnement des machines hydrauliques à river, à poinçonner, à cisailier.

338218. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Mabille (E.), représenté par Chenaud, à Paris, rue de Rambuteau, n° 34. — Perfectionnement apporté aux verres d'optique médicale dits : *Visionnaires*.
338219. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Guillon (W.), de Paris, d'Aménot (H.) et Garcin (E.), rue Michélet, n° 12, à Nancy (Meurthe-et-Moselle). — Dispositif de vilebrequin en plusieurs pièces pour moteurs à explosion à plusieurs cylindres.
338220. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Peterson (C.), représenté par Storm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux emboutures de pipes, porte-cigare et porte-cigarette.
338221. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Cehak (J.) et de Szarvasky (L.), représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Procédé pour utiliser les déchets de ringage contenant du sel ammoniac, enrichir les déchets et reconstituer le sel ammoniac.
338222. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Société Ateliers de constructions mécaniques ci-devant Ducommun et M. Nardin (G.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à tailler les roues dentées, notamment les roues coniques.
338223. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Société Brouhot et C^{ie}, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil destiné à améliorer la suspension des véhicules de tous genres.
338224. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Sevin (G.-V.), résidant chez M. Morillon, avenue du Chemin-de-Fer, n° 85, à Vitry-sur-Seine (Seine). — Briquet à hydrogène.
338225. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Société d'appareillage électrique et industriel, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Indicateur de vitesse avec montre chronographe de contrôle amovible.
338226. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Dolignon (J.-T.), rue Charles Rogier, à Saint-Quentin (Aisne). — Filtre à jus et sirops.
338227. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Firms Franz Kluge & C^{ie}, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de brûleur pour l'alcool et tout autre combustible liquide.
338228. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Constantini (E.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Carburateur universel.
338229. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Hartmann (S.) représenté par de Katow, à Paris, rue de Provence, n° 102. — Machine à tédilonner.
338230. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Le Mire (J.-B.-A.-N.-H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bohnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les métiers à tisser revolver.
338231. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Lanfranco (M.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Jaugeur.
338232. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Johnson (E.-H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de frein perfectionné pour véhicules.
338233. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Société Electric Boat Company représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les accumulateurs.
338234. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Pierquin (C.), représenté par Sée, rue d'Amiens, n° 15, à Lille (Nord). — Appareils pour nettoyer les voies publiques.
338235. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Schmidt senior (G.), représenté par Tailier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Système d'anti-mariage perfectionné pour métiers continus à filer et à retordre.
338236. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Debouchaud (J.), représenté par Calongia, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés à la fabrication des feutres pour machines à papier, à carton, presse-pâtes, remasse-pâtes, etc.

338237. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Sabat (A.), représenté par London, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Distributeur automatique de lumière électrique.

338238. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Société Marx Fahrradwerke und Motorenfabrik A. G. vorm. Paul Weissmann, représentée par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Calage des manivelles de cycles.

338239. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société Henri Baer et C^{ie}, représentée par Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Dispositif aux métiers à tisser pour empêcher la navette de sortir du pas.

338240. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Compton (M.-D.), représenté par Barreault et Jullien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Appareil pour la distribution du gaz en autre fluide sous une pression uniforme.

338241. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Société Benedictus (M.) et Lambien (V.), représentée par Boudan, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Pot à couleurs composé de plusieurs compartiments mobiles réunis par deux en plusieurs arceaux munis d'une anse.

338242. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Ciccolini (V.-M.) et Legoux (H.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système le pneumatique antidérapant.

338243. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Sommerville (H.-C.-J.) et Gross (O.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Beaume-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux lampes à arc.

338244. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1903; Société des établissements Postel-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements apportés aux soupapes commandées électriquement pour turbines à fluides élastiques.

338245. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1903; Société des établissements Postel-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements aux turbines à fluide élastique à multiple expansion.

338246. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Richier (L.) et Agnely (L.-B.), à Lorgues (Var). — Transformation de force motrice.

338247. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1903; Grand-Clément (J.), représenté par Chappuis, quai Claude-Bernard, n° 7, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements apportés aux machines à tailler automatiquement le strass et les pierres fines.

338248. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Hales (G.) et White (W.-L.), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil lumineux pour foyers de chaudières et autres.

338249. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1903; Société dite : United Shoe Machinery Company de France, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à presser les semelles de chaussures.

338250. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Tappendorf (J.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil de cuisson automatique.

338251. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Blair (T.-H.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux pièces accessoires destinées à être fixées aux machines àoudre et servant pour la couture à points rabattus, la piqure d'ornement, etc.

338252. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Société industrielle des téléphones (constructions électriques, caoutchouc, câbles), représentée par Armengaudenne, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13. — Annonceur pour tableaux commutateurs téléphoniques.

338253. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1903; Société des établissements Postel-Vinay, à Paris, rue de Vaugirard, n° 219. — Perfectionnements aux turbines à fluide élastique.

338254. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1903; Gabler (P.), représenté par Burin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Dispositif pour le remplacement automatique des styles aux tambours transmetteurs pour machines parlantes.

338255. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1903; Mahan (J.), représenté par Perrée et C^{ie}, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Nouveau jeu électrique pour jeu de billard.

338256. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; De Pilsoudski (E.), représentés par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 10. — Perfectionné d'électroculture des plantes.

338257. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Willemans E.-L., domicile, rue de France, n° 31, à Maubeuge (Nord). — Chemin de fer à monorail.

338258. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Sabatier (L.) et Lecoq, représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Bevan, n° 95. — Nouveau système de couchette de bord amovible et planté.

338259. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Bine (A.), représenté par vret, à Paris, rue de Mazagan, n° 22. — Raccord appliqué à capot l'arrêt de la colonne d'eau en dehors du robinet de puisage.

338260. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Mascord (G.-W.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines d'imprimerie.

338261. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1903; Mascord (G.-W.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux machines d'imprimerie.

338262. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1903; Fajula (J.), représenté par cassou, rue de la République, n° 62, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Annonces.

338263. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Société dite : General Company, représentée par Hildebrand, à Paris, rue de Londres, n° 10. — Perfectionnements aux compteurs électriques.

338264. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; Riess (H.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Brûleur à gaz et à pétrole.

338265. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1903; Merle (J.), représenté par n° 157, à Neuilly-sur-Seine (Seine). — Extenseur pour la fabrication des pneumatiques.

338266. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Jasper (W.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionné pour machines à coudre.

338267. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Zwicky (J.), représenté par Burgin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Régulateur aux carburateurs à pétrole ou autres moteurs semblables.

338268. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Upham (R.-D.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans le doublage des navires.

338269. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Petit (L.), représenté par Malte, n° 56. — Appareil à signaux pour voie unique.

338270. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Chalmers (W.-B.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système destiné à contenir des objets envoyés par la poste ou autrement.

338271. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Brosseau (A.-H. Sébastien), à Nantes (Loire-Inférieure). — Bateau automobile glisseur.

338272. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Brosseau (A.-H. Sébastien), à Nantes (Loire-Inférieure). — Hélice centripète.

338273. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Société dite : Armengaud & C^{ie}, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière. — Machine à coudre et réunir les cahiers constitutifs d'un livre.

338274. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Veidig (N.-L.), représenté par Hugo, à Mirecourt (Vosges). — Frein pour véhicules divers.

338275. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Isnardon (G.-M.), à la Tour de Somaty, à Saint-Henri (Bouches-du-Rhône). — Jambière imperméable préservant de la pluie le bas des pantalons.
338276. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Brown (R.-A.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux canots de sauvetage.
338277. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Campbell (B.) et Bowring (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Masse-corps ou chasse-obstacles pour voitures de tramways et autres.
338278. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1903; Dommerque (F.-J.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les systèmes de lignes téléphoniques privées.
338279. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Baumert (W.) et Landau (J.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Frein automatique pour ensouple de derrière.
338280. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Moutardier (C.), place du Marché, à Richelieu (Indre-et-Loire). — Appareil destiné à faciliter le soutirage des vins.
338281. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Miner (W.-M.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Perfectionnements aux téléphones à transmissions multiples.
338282. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Herr (J.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif pour fixer les vinces-nez.
338283. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Natu (J.) et Guyard (G.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Générateur de la vapeur.
338284. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Sorin (F.), représenté par Valéan, rue Chabry, n° 13, à Bordeaux (Gironde). — Lit pliant.
338285. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Vickery (W.), Wickery (G.) et Harding (T.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux serrures à ticket pour caisses, boîtes ou autres objets analogues.
338286. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Clair (P.), rue des Clauziers, et Faurcade (J.), rue des Carmes, n° 8, à Tarbes (Hautes-Pyrénées). — Interrupteur automatique.
338287. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Société Maschinen-Fabrik-St-Georgen b. St-Gallen, Com. Ges. Ludwig von Süsskind, représentée par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Presse hydraulique pour masses pâteuses.
338288. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Spengler (H.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Support réglable pour cintres de plafonds en béton armé et leurs poutres.
338289. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Société Demaria frères, à Paris, rue du Canal-Saint-Martin, n° 2. — Chargement des appareils photographiques à pellicules.
338290. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Conrad (R.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnement dans les roulements où coussinets à billes.
338291. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Société Louis Legrand et Lafaverge, représentée par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Alcovinomètre capillaire.
338292. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Goode (G.-W.), Mitchell (H.-L.) et Oakley (G.-C.), représentés par Maeder, à Paris, rue Saint-Martin, n° 319. — Matière liante pour poussières de charbon ou autres substances pulvérulentes.
338293. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Brosseau (A.-H.), côte Saint-Sébastien, à Nantes (Loire-Inférieure). — Moteur à explosion à détente variable par le régulateur et à la main.

338294. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Dutordoir (C.), représenté par Césaire Dubois, à Lécuse (Nord). — Procédé de dénaturation des sucres et sucres en général.

338295. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Schiesler (H.), représenté par Grimont et Pottin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Appareil pour navires fonctionnant par la transmission du son.

338296. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Spyker (H.), représenté par Try, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de voitures.

338297. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Courad (R.), représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnement de roulements à billes.

338298. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1903; Von der Nögel (P.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Brevet avec bras rotatifs.

338299. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Langer (E.), représenté par Boudon, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 95. — Appareil indicateur de réclames.

338300. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Société Sio, représentée par Dautzer, rue Jeanne-d'Arc, n° 1, à Lille (Nord). — Nœud fuséau métallique à ressorts.

338301. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Richier (L.), représenté par (Nord). — Turbine à vapeur avec disque mobile à pistons (lanches), à triple expansion et à puissance réglable par le régulateur ou à la main.

338302. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1903; Johnson (E.-D.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 10. — Perfectionnements aux outils pneumatiques à percussion et autres analogues.

338303. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Prigent (J.-M.), représenté par n° 9, à Tours (Indre-et-Loire). — Cric.

338304. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; De Méry de la Coudraye, villa Côte-d'Azur, à Eze (Alpes-Maritimes). — Propulseur à palettes de navigation.

338305. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Flaudy (L.), représenté par Laurent, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 49. — Nouvelle machine de fabrication.

338306. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Renard (A.-J.), représenté par à Paris, rue Marqfoy, n° 7. — Moteur hydro-pneumatique sans dépense.

338307. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Harmet (H.), représenté par société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 10. — Pression par tréfilage des métaux autres que le fer et l'acier.

338308. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Lemétais (J.-A.), représenté par avenue Daumesnil, n° 76. — Appareil de renversement de marche pour automobiles.

338309. Brevet de quinze ans, 16 mars 1903; Braun (A.), représenté par gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Turbo-moteur à liquide applicable notamment aux voitures automobiles, canots, etc.

338310. Brevet de quinze ans, 16 mars 1903; Jouault (E.-M.-P.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil d'effraction dit le Vigilant.

338311. Brevet de quinze ans, 16 mars 1903; Société Badische Anilin-Fabrik, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Indigo d'indigo naturel ou synthétique.

338312. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Dist d'it Dist, représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Verre armé ou verre minéral.

38313. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Ashburn (T.), représenté par *Arm.*, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux bicyclettes et aux cycles.
38314. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Bartels (A.) et Knops (J.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine à raper les chevilles semblable des souliers.
38315. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Société Terrot et C^{ie}, représentée par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Fourche anti-vibratrice, système rot.
38316. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Scherzinger (H.), représenté Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Chapiteau de réveil avec sonnerie et oir.
38317. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Simonin (C.), rue de la Mairie, 37, à Sainte-Anne (Maine-et-Loire). — Appareil de contention destiné à immobiliser chevaux couchés sur la lit de paille, en vue d'une opération.
38318. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Brouillard (S.), représenté par Jean, rue Chabry, n° 13, à Bordeaux (Gironde). — Nouveau système de publicité active sur l'un ou les deux côtés des cartes-lettres.
38319. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Boufet (F.-X.), à Tauxigny (Maine-et-Loire). — Mouvement trouvant sa force en lui-même et ne prenant fin qu'à l'ure.
38320. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Weiss (J.), à Seloncourt (Als.). — Appareil utilisant la chaleur perdue des réchauds à gaz, à essence, à all pour le chauffage d'une bouilloire.
38321. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Lefin (J.), à Sully-sur-Loire (Loiret). — Système pour empêcher de chavirer les petits bateaux et pour donner la illité aux plus gros.
38322. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Candau (J.-B.) et Candau (A.), aux-Bonnes (Basses-Pyrénées). — Production chimique du sulfure de zinc et for- tion consécutive électro-chimique d'hydrate de baryum par la régénération simulta- ée du sel soluble de zinc.
38323. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Fuetterer (F.-W.), représenté la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri-IV, n° 31. — Serrage r composition d'imprimerie.
38324. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Bénassy (A.), représenté par ssevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Cademas de sûreté.
38325. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Strenli (L.), représenté par ry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif transporteur au moyen cable.
38326. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Schreiber (R.), représenté par pier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Appareil applicable lors des affections loureuses du nez.
38327. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Baker (G.-S.), représenté par try, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à per et façonner de la matière plastique.
38328. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Hildt (E.-V.), représenté par try, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé perfectionné de traitement sulfates alcalins naturels.
38329. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1903; Guillon (W.), de Ponton d'Amér- rt (H.) et Garcin (E.), rue Michelet, n° 12, à Nancy (Meurthe-et-Moselle). — tème de commande de soupapes d'admission à levée variable à volonté.
38330. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Pfeiffer (H.-C.), représenté par hardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé et machine pour la fa- tion de pâte à papier.
38331. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Haberland (R.), représenté par rm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Bandage pneumatique combiné pour bicy- les, automobiles, équipages et autres véhicules.

338332. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Schwager (H.), Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Moteur rotatif.

338333. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Frings (H.), Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé pour la suppression complète des procédés de décomposition des aliments et denrées alimentaires par les micro-organismes.

338334. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Bremer (K.), Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Boîte à cure-dents.

338335. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Parkes (W.G.), dite : *Frictionless Engine Packing Company limited*, représentés par Danzer, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements aux courroies de transmission.

338336. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Sauerbier (H.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Port pour vélocipèdes.

338337. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Wilson (J.T.), la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri-IV, n° 31. — Grapillons et soupapes de pistons.

338338. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Société anonyme, représentée par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 14. — Rateur à dosage constant.

338339. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Germain (C.), la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 11. — Chauffeur d'hydrocarbure muni d'un système réchauffeur formant fermeture applicable aux appareils d'éclairage et de chauffage.

338340. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Binon (A.-E.), Péralrice-de-Russie, n° 21, à Nice (Alpes-Maritimes). — Propulseur à force humaine.

338341. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Dutordoir (C.), (Nord). — Bande antidérapante pour roues caoutchoutées.

338342. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Laurent (R.), Smits, rue Colbrant, n° 23, à Lille (Nord). — Nouveau treuil à vapeur primé pour mines ou autres usages.

338343. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Lainé (L.), à Paris, n° 2 bis. — Protecteur réparateur de pneus.

338344. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Lacour (E.), Saint-Antoine, n° 61. — Objectif photographique extra-rapide et précis.

338345. Brevet de quinze ans, 17 mars 1903; Fabre (A.), avenue de Béziers (Hérault). — Bras de tente sous-marquises, auvents, placards.

338346. Brevet de quinze ans, 17 mars 1903; Descalles (E.), à Paris, boulevard de Clichy, n° 1. — Manivelle évitant les chocs en route à tous moteurs à explosions mis en route par manivelle.

338347. Brevet de quinze ans, 17 mars 1903; Graves (P.), représentant aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de découpage, mathématiquement exact, des cartons, papiers, etc.

338348. Brevet de quinze ans, 18 mars 1903; Bor (P.-L.), à Flandres. — Nouveau pressoir continu, système Bor, pour le pressurage des vins et autres matières compressibles.

338349. Brevet de quinze ans, 18 mars 1903; Société de matériel téléphonique (Abollard et C^{ie}), représentée par André, à Paris, avenue de Breteuil, n° 1. — Appareils et circuits pour les intercommunications téléphoniques.

338350. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Winter (E.), Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Tableau-réclame avec jeu successifs.

338351. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Kohm (E.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Récepteur à crayon incandescent.

8352. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; De Sainville (A. Louis dit Guy), présenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Contrôle automatique pour large exacte des accumulateurs.

8353. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Pape (L.-A.-J.), à Paris, rue Archives, n° 23, et rue du Plâtre, n° 1. — Perfectionnement à la prise aérienne courant dans la locomotion électrique.

8354. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Bernard (P.), représenté par lui, impasse des Cinq-Plaies, n° 1, à Arras (Pas-de-Calais). — Appareil pour faire à l'aide du tétrachlorure de carbone les matières grasses des produits qui les ferment.

8355. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Müller (H.), représenté par lui, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Machine à greffer des plants de pépinière.

8356. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Coq (V.), représenté par Lecocq, à Paris, rue Réaumur, n° 110. — Appareil laveur décanteur d'huiles.

8357. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Société des fonderies et ateliers à Courneuve Chaudières Babcock et Wilcox, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Chaudière marine.

8358. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Gilles (A.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bandage élastique pour jantes de roues de véhicules quelconques. — (Perfectionnement brevet Besnard n° 329099 du 4 février 1903.)

8359. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Silverwood (T.-A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux roues à jante élastique.

8360. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Lautard (A.), représenté par lui, à Paris, rue Chevreul, n° 15. — Appareil pour l'extraction à froid des résines tannantes du bois et des écorces.

8361. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Société Siemens & Halske Aktiengesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Appareil à perforer les rubans à signes pour transmetteurs télégraphiques automatiques, etc.

8362. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Société Siemens & Halske Aktiengesellschaft, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Procédé pour la fabrication de lampes à incandescence avec des fils en aluminium.

8363. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Conrad (R.), représenté par lui, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements dans les ressorts ou coussinets à billes.

8364. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Gourde (A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Presse à briquer les briques et tous comprimés avec deux ou plusieurs pistons concentriques.

8365. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Lafond (P.-A.) et Garavel (F.), à Mafflud, n° 20, à Grenoble (Isère). — Semoir portatif universel.

8366. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Debiton (A.), place Marengo, n° 10, à Saint-Étienne (Loire). — Enveloppe de correspondance destinée à certifier le départ et d'arrivée des lettres.

8367. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Garel (J.), rue des Gris, n° 17, à Saint-Étienne (Loire). — Support portatif pivotant automatiquement pour le démarrage des motocyclettes.

8368. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Pagnol (V.-C.), rue Plan-du-Puy, à Valréas (Vaucluse). — Extincteur des feux de cheminée.

8369. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Salder (E.-C.-P.), représenté par Maeder, à Paris, rue Saint-Martin, n° 319. — Perfectionnements aux bandages de roues.

338370. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Renault (A.) et Schive, représentés par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés aux voitures automobiles.

338371. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Renault (A.) et Schive, représentés par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés aux organes de commande de la direction des voitures automobiles.

338372. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Trubinstowski (R.), représenté par Guinot et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif d'attelage pour voitures de chemins de fer.

338373. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Sharpe (R.-W.-H.), représenté par la société Mathey frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux exhauteurs silencieux pour machines à explosions internes.

338374. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Souffiez (G.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Voitures à faire les tonneaux.

338375. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; De Sarnes (M.-J.-L.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Avertisseur ou signal lumineux servant en même temps de moyen de publicité.

338376. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Bandry (L.), quai Nafout, n° 66, à Puteaux (Seine). — Système de récupération calorifique ayant pour but l'alimentation totale des calories fournies aux moteurs à gaz tonnants.

338377. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Société anonyme Foras et Douai, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Rue Nouvelle, n° 42. — Châssis à longerons profilés pour voitures automobiles.

338378. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Zimmermann (O.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour former des parois de faisceaux tubulaires.

338379. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Kochendörfer (H.), représenté par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Commande pour dactylographes avec roues à caractères.

338380. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Schultze (K.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Procédé et installation pour utiliser des vapeurs ammoniacales chaudes comme force motrice dans les machines à vapeur, turbines et autres moteurs analogues.

338381. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; West (J.-H.), représenté par la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 22. — Transport à fond scellé pour éclairage intérieur.

338382. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Jambert (J.-A.), représenté par Cheneault, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Nouveau système de fer à bœuf fabriqué mécaniquement.

338383. Brevet de quinze ans, 19 mars 1903; Bady (A.-A.), rue des Frères, n° 6, à Angers (Maine-et-Loire). — Foulon-pressoir continu à cylindres revêtus d'un caoutchouc élastique.

338384. Brevet de quinze ans, 20 mars 1903; Le Roy (G.-A.), rue de la Serronnerie, n° 20, à Rosny (Seine-la-Maritime). — Perfectionnements dans les piles thermoelectriques.

338385. Brevet de quinze ans, 20 mars 1903; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armand-Jean, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 1. — Procédé pour la fabrication de combinaisons d'hydrocarbures et leur emploi dans la teinture et l'impression en pièces.

338386. Brevet de quinze ans, 21 mars 1903; Boudin (P.-F.), représenté par Chesevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de production d'images panoramiques animées.

338387. Brevet de quinze ans, 21 mars 1903; Jouis (F.), à Paris, rue de Paris, n° 6. — Emploi de minerais naturels.

338388. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1903; Société Ott Mergenthaler Company, présentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine typographique produisant des lignes justifiées de logotypes.

338389. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Molas (E.), représenté par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Appareil de chauffage automatique l'eau.

338390. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Société dite : *American Arithmograph Company*, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Système combiné de machine à écrire et d'arithmomètre.

338391. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1903; Meunier (F.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil pour la transmission électrique de la vision.

338392. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Munding (H.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Machine à mélanger et à battre les fils.

338393. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Sharman (R.), Peterson (C.) et Opp (A.-H.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux embouchures pour pipes, porte-cigare, etc.

338394. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Thomas (L.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perforatrice mue par l'air comprimé.

338395. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1903; Wenmakers (J.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Comble métallique pour toiture économique.

338396. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Offenbacher (E.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé de fabrication d'outils pour roder et taper destinés à être employés dans le travail des pierres.

338397. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Taylor (W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Appareil pour laver et sécher des pellicules photographiques et des épreuves positives.

338398. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1903; Dechamps (E.), rue Lafayette, 24, à Rouen (Seine-Inférieure). — Moteur à essence de pétrole ou alcool.

338399. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1903; Gibert (H.-P.), représenté par Sturm, à Paris, avenue de la République, n° 29. — Tableaux synchroniques de histoire universelle.

338400. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Carr (C.-M.), représenté par Sturm, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Nouveau système de fixation de dentier ou de dents artificielles ou dentier à ancre.

338401. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Société dite : *Elektricitäts-Akengesellschaft vormals Kolben & Co*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour la réduction des courants compensateurs dans les générateurs montés parallèlement à courant alternatif et à courant rotatif.

338402. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1903; Carrère (J.), boulevard de Talence, n° 120, à Bordeaux (Gironde). — Roue élastique.

338403. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Haake (F.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à écorcer les fruits.

338404. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Gazet (F.-J.-B.), à Paris, boulevard de Ménilmontant, n° 62. — Nouveau système de jouets sauteurs.

338405. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Société alsacienne de constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, 21. — Moteurs à champ tournant à vitesse variable.

338406. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Morlain (A.-J.), rue de la Halle, 8, à Grenoble (Isère). — Selle de bicyclette et motocyclette à siège suspendu par ressorts à boudin.

338407. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1903; Wilson (Ed.), la société G. et P. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, 11. — Perfectionnements aux charrues.

338408. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Wildemann (H.), Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de vidangeurs sans l'emploi des pompes à air.

338409. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Reboul (E.), Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Roue de véhicule indé-

338410. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Desjardins (L.), représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements portés aux lits pour malades.

338411. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Chanfreau (A.), par Chenault, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Nouvelle locomotive partout.

338412. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Villani (G.), représentés, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Diaphragme transparent changeante applicable à l'illumination, à la photographie, à la signalisation au signallement dans l'exploitation des chemins de fer.

338413. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1903; Pennetier (E.), Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux chaussures imperméable applicables aux chaussures de tous genres.

338414. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Société Alkali Company, représentée par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 1. — Actives pour piles électriques à deux liquides.

338415. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Jacobsen (A.), Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé pour l'obtention de binaison de métaux.

338416. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Raison sociale représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif mécanique pour métiers mécaniques.

338417. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Lacote fils (A.), Lecoq, à Paris, rue Réaumur, n° 110. — Système de conduites de ventilation combinées.

338418. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1903; Diamant (A.), Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Procédé pour voie électrolytique des dépôts de peroxyde de plomb sur les lames surface pour accumulateurs électriques.

338419. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Reynolds (A.), par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements pour fabriquer des briques de parement, dalles ou plaques en verre.

338420. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Peberay (A.), Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cafetière automatique.

338421. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Vivien (V.), représentés, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Métier de bonneterie à table fixe et platines indépendantes.

338422. Brevet de quinze ans, 25 mars 1903; Donnadien (A.), la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, 11. — Dissecteur pour fils de fer.

338423. Brevet de quinze ans, 17 avril 1903; Belin (P.), fils de Molière, n° 23, et actuellement, route d'Arles, n° 24, à Nîmes. — Tissu imitant la peau animale.

338424. Brevet de quinze ans, 13 juin 1903; Mietaschke (O.), représentés, à Paris, boulevard de Magenta, n° 16. — Appareil de signalisation et contrôle pour machines à carton.

338425. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1903; Mees (G.), représenté par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Distributeur pour moteurs.
338426. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Durand (P.-C.-A.) et Terrier de laistre (E.), à Paris, rue Chaligny, n° 30, ci-devant avenue de la Grande-Armée, 21. — Écrou indesserrable.
338427. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Boelen (H.-J.-H.), représenté par Rinnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Auto-allumeur de gaz.
338428. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1903; Volland (G.), rue Jacquard, n° 31, Pantin (Seine). — Système spécial permettant de plier les voitures.
338429. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1903; Schwarz (C.-L.), représenté par société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux rayons de roues.
338430. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Raison commerciale Veuve Liébert-Chaffaux, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, 23. — Tissage mécanique des sacs, sans coutures de fond ni de côté.
338431. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1903; Corrington (M.), représenté par Parker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements aux freins à disque.
338432. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1903; Straka (J.), représenté par Sturm, Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Moteur à turbine destiné spécialement aux motos-cycles, automobiles et véhicules analogues.
338433. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Vansteenkiste (K.), représenté par Bonnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Procédé industriel de rouissage accéléré du lin et autres matières textiles et appareils pour son emploi.
338434. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1903; Morgenstern (T.), Reeser (W.) Nehus (C.), représentés par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Allumeur automatique.
338435. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1903; Green (S.-K.), représenté par société G. et F. de Mestral, à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 21. — Machine perfectionnée pour écosser, trier et vanner les fèves de cacao et autres.
338436. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Meyer (F.), représenté par Parker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Perfectionnements aux appareilsaporatoires pour concentrer les sirops, saumures, etc.
338437. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1903; Eklund (I.-I.), représenté par Parker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Porte-fromage.
338438. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1903; Wéry (A.), représenté par Bonnicart fils et C^{ie}, à Paris, rue Servan, n° 71. — Perfectionnements aux appareils téléphoniques.
338439. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1903; Leroux (M^{me} veuve), née A.-J. Guillemois, rue Saint-Georges, n° 26, à Reunes (Ille-et-Vilaine). — Appareil modificateur de la bouche.
338440. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1903; Ziegner (J.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif pour former des guêtres, chausures, etc.
338441. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Hamon (C.), représenté par Vicire, boulevard de Lesseps, n° 4, à Versailles (Seine-et-Oise). — Machines tondeuses pour gazons.
338442. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Bouyssi (C.), boulevard de Hôtel-de-Ville, n° 1, à Vichy (Allier). — Obturateur rendant les bouteilles irremissables.
338443. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Markmann junior (E.), représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Glace artificielle pour conservation des aliments.
338444. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Société sociale Hirsch & Frank et M. Meitner (E.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Dispositif pour indiquer pendant le fûtage les positions de la vis mère des tours.

338445. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Dusinbere G. et par Taillfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux feuilles de papier, etc.

338446. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Pickard G. A. et par Taillfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Perfectionnements aux photographiques.

338447. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1903; Schoeller (A.) et par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux machines.

338448. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Ramage (A.-S.) et par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé de traitement de pain d'obtenir un nouveau produit alimentaire.

338449. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1903; Zbinden (A.) et par présentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard n° 95. — Système de lien pour horticulteurs.

338450. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1903; Cury fils (J.) et par (J.), représentés par Taillfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Frein automatique pour treuils de tous genres.

338451. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Roupeau (A.) et par Duhucq (E.), représentés par Mazières, rue Henri-Deffès, n° 10 (Gironde). — Production d'extrait du café et du thé entièrement à l'eau.

338452. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1903; Williamson (J.), représentés par Taillfer, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — Montage des navettes dans les métiers à tisser.

338453. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1903; Schar (E.-O.) et par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Tendeur automatique pour harnais.

338454. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; M^{me} Morlet, à Paris, rue de Poissy, n° 13, et Lestort (V.), rue Cambon, n° 3. — Flèche.

338455. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Société Troy et par mory Company Limited, représentée par la société Matray frères et boulevard Henri IV, n° 31. — Machines à marquer le frange ou d'autre.

338456. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Mitchell (W.-P.) et par rue des Docteurs-Bourguet, à Béziers (Hérault). — Filtre à tissu à press.

338457. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Lechner (P.), représenté par man, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Cadre pour aff.

338458. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Société Badische et par Fabrik, représentée par Diétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11. — tion d'acide indoxyle et d'indoxyle.

338459. Brevet de quinze ans, 26 mars 1903; Société Schott et par sentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11. — de fabrication en une seule pièce de globes de lampes transparents pour en verre opale.

338460. Brevet de quinze ans, 20 août 1903; Société United Sho et par pany de France, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines.

338461. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1903; Urbanowicz (A.) et par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Mécanisme de lancement pour armes à feu portatives à répétition.

338462. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1903; Wiegand (L.) et par représentés par Boettcher, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — à mouvements horizontaux et verticaux pour balais, brosses, etc.

338463. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1903; Ledin (A.) et Ledin (J.-B.), rue du Puy, n° 73, à Saint-Étienne (Loire). — Roue libre à mouvement automatique.

338464. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Vidal (P.), à Saint-Martin-de-Bescherelle (Seine-Inférieure). — Générateur à acétylène.

338465. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1903; Prussel (G.), rue de la République, n° 30, à Alais (Gard). — Petits pains et croissants chocolatés.

338466. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1903; Spyker (J.), représenté par Blety, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de direction pour automobile.

338467. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1903; Société dite : *Federal Electric Company*, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux douilles de lampes électriques.

338468. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1903; Société dite : *Federal Electric Company*, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Perfectionnements aux enseignes illuminées électriquement.

338469. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Raynaguet (E.), rue Dupont, n° 1, à Toulouse (Haute-Garonne). — Soulier chauffé.

338470. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1903; De Ferrari (S.-Z.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines motrices thermiques à fluide élastique.

338471. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Monnier (L.), rue Sainte-Croix, n° 7, à Arras (Pas-de-Calais). — Procédé de fabrication de surfaces de recouvrement, sans joints, de plaques ou d'objets façonnés.

338472. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1903; Pompe van Meerdervoort (H.-J.-A.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé et appareil pour la fabrication continue d'huile de poisson et de guano de poisson.

338473. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1903; Société A. Morin et G. Marait, représentée par Parmentier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 29. — Appareil à fabriquer la glace, dit : *Glacière médicale*.

338474. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1903; Foulquier (A. C. G.), boulevard Victor-Hugo, n° 12, à Nîmes (Gard). — Jante démontable articulée pour bandages pneumatiques pour tous genres de véhicules.

338475. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1903; Arnaud (F.), à Philippeville (Constantine). — Bascule-contrôle pour vérifier tous les instruments de pesage sur toute portée.

338476. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1903; Lothammer (F.-J.) et John (E.-G.-J.), représentés par Katow, à Paris, rue de Provence, n° 102. — Dispositif d'éclairage pour armes à feu et autres.

338477. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Valadou (J.-E.) et Badoil (A.), boulevard Chave, n° 307, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Fabrication de la pâte à papier avec les tubercules ou bulbes fibreux.

338478. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1903; Valadou (J.-E.) et Badoil (A.), boulevard Chave, n° 307, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Matière tinctoriale obtenue avec les tubercules d'asphodèle.

338479. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1903; Holcraft (J.), à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Appareil photographique pouvant former cinématographe.

338480. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; De Roover (L.), représenté par Steurum, à Paris, rue d'Arcade, n° 25. — Appareil à plier des rubans blancs pour la confection pour dames.

338481. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1903; Enrico (G.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Vaporisateur à dosage automatique pour l'usage des pétroles et des huiles congénères dans les moteurs à explosion.

338482. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Delassue (J.), représenté par Frey, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8. — Nouveau gazogène pour moteur à gaz.

338483. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; Wandlaincourt (J.), représenté par Parmentier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 29. — Application d'une armature métallique aux malles en vannerie.

338484. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1903; De Clercq (C.), représenté par Bonnicart fils, à Paris, rue Servan, n° 71. — Carburateur pour moteurs à explosion.

338485. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Société Ott frères, représentée par Picard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 97. — Décoration lumineuse en verre.

338486. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1903; Hutchinson (G.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à traire les vaches.

338487. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1903; Baison sociale L. Blumer & Co, représentée par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Casse-chaîne automatique pour métiers mécaniques.

338488. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1903; Sandoz (N.), représenté par Blonin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Table à jeu.

338489. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Grimmer (W.-E.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Moteur à explosions à vapeur avec surchauffeur constitué par un tube en quartz.

338490. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Möbus (F.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux cadres pour scier à main.

338491. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Waddell (W.-F.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Perfectionnements aux appareils pour manœuvrer les aiguilles des tramways.

338492. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Höpflinger (W.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Système de bague de roulement pour boîtes à billes.

338493. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Société anonyme Petitcollin, représentée par Caquet, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Perfectionnements aux peignes.

338494. Brevet de quinze ans, 27 mars 1903; Société Badische Anilin & Soda-Fabrik, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production d'un colorant monoazoïque susceptible d'être chromé sur fibre.

338495. Brevet de quinze ans, 28 mars 1903; Lallemand (C.), représenté par Debesson, à Paris, rue Cassini, n° 2. — Système de dégraissage des peaux et autres corps par le tétrachlorure de carbone ou par tout autre dissolvant volatil.

338496. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1903; Boguslavsky (A.), représenté par Aruengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les roues pour véhicules.

338497. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1903; Roycourt (E.), représenté par Parmentier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 29. — Dispositif assurant l'indépendance absolue de chacun des disques d'une machine électrostatique ainsi que leur montage et démontage instantanés.

338498. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1903; Hough (T.), représenté par Becker, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Ventilateur.

338499. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1903; Beckwith (E.-F.) et Carver T.-A., représentés par Douy, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux couches sensibles photographiques.

338500. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Simoneton (E.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Joint supplémentaire applicable aux filtres à plateaux de tous systèmes.

338501. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1903; Trouquette (P.-J.), représenté par Benoît, à Paris, rue de Paradis, n° 46. — Bandage élastique pour roues de véhicules.

338502. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Roche (F.-E.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé et dispositif pour l'application de motifs décoratifs saillants sur des objets métalliques.

338503. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Dürey (C.) et Wild (C.-A.), représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Outil aspirateur de poussières.

338504. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Lebowitz (I.), représenté par Blouin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Nouveau réservoir de chasse à tirage.

338505. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Childs (C.-V.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les moteurs à combustion interne.

338506. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Mannesmann (M.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif d'avancement pour laminoir à pas de pèlerin avec introduction de la pièce à commande impérative.

338507. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1903; Reguron (E.) & M^{lle} Bouchez (Océmie dite Suzanne), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'agrafe, à pression.

338508. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1903; Isnardon (G.-M.), à la Tour de Somaty, Saint-Henry (banlieue de Marseille, Bouches-du-Rhône). — Filet protecteur des chutes, filet s'adaptant aussi bien aux automobiles qu'à toute autre voiture.

338509. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Ghislain (C.), à Louvroil (Nord). — Lingotière mécanique à rotation inverse et à échappement d'air.

338510. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Dubuisson (G.), représenté par Sée, rue d'Amiens, n° 15, à Lille (Nord). — Perfectionnements aux appareils à numérotter les fils.

338511. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1903; Branciard (P.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Appareil à eaux gazeuses.

338512. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Farlay (A.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Méthode de régulation de la lumière électrique.

338513. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1903; Legros (J.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Serrure de sûreté transformable.

338514. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Lombard (J.-A.), représenté par Rabilloud, cours Morand, n° 10, à Lyon (Rhône). — Appareil à produire de la buée dans les fours de boulangers et autres.

338515. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Chervet (E.) et Tabard (G.), représentés par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Canon gréifuge à atomatique à mélange gazeux explosif pour le tir à distance.

338516. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Rupke (M.), représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon (Rhône). — Garniture métallique pour escaliers en pierre, pour coins de murs, etc.

338517. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Honoré (L.-L.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Procédé pour sécher et conserver sèches les mélasses et autres substances analogues.

338518. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Helberger (H.), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Machine à souder par l'électricité les maillons de chaînes.

338519. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Mehner (H.), représenté par Bertin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Procédé pour fabriquer des composés de l'azote.

338520. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; M^{re} Mortel, né à Paris, rue de Poissy, n° 13, et M. Lestort (V.), rue Cambon, n° 2. — *Art de l'humain.*

338521. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Danks A.-B.-C. (J.-A.), représentés par Holcroft, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — *Perfectionnements apportés aux chaudières.*

338522. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Kiderlen (A.-E.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — *Gazogène par aspiration.*

338523. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Thiel (C.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — *Dispositif pour ensouler les vêtements et le linge.*

338524. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Lossier (H.), représentés par Grimont et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — *Armes à constructions armées.*

338525. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Macquaire (L.), représentés par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — *Perfectionnements aux bougies pour moteurs à explosion.*

338526. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Chetand (P.), représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — *Machine à cisailier, pour découper le caoutchouc.*

338527. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Feeney (F.), représentés par Tailler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 9. — *Appareil pour retourner les vêtements.*

338528. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Société The Millvering Company limited, représentée par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Mode de fabrication de revêtements, blanchiments et colorants pour recouvrir des conduites de vapeur des chaudières et pour usages.*

338529. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Société Badische Anilin- und Fabrik, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — *Mode de colorants de la série de l'anthracène.*

338530. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Société Badische Anilin- und Fabrik, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — *Mode de colorants de la série de l'indigo synthétique.*

338531. Brevet de quinze ans, 30 mars 1903; Compagnie parisienne d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — *Procédé pour la fabrication d'une matière colorante jaune en partant de l'acide ortho-anilopara-sulfobenzéique et du phénol.*

338532. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Russel (H.-E.), représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — *Perfectionnements aux lances, etc.*

338533. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1903; Armstrong (C.-D.), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — *Système de fabrication des rondelles ou disques en liège.*

338534. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1903; Bisseuil (M.), représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — *Pavillon mobile pour communications téléphoniques.*

338535. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Société Maschinen- und Waaren-fabrik, représentée par la société G. et P. de Mouton, à Paris, rue de la Rochechouart, n° 21. — *Frein de recul pour pièces d'artillerie en inclinaison.*

338536. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Glare (J.-E.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — *Dispositif de fermeture des récipients dont le contenu est stérilisé.*

338537. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Taponnot (E.-M.-C.), représentés par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — *Système supprimant totalement les vibrations des vitres et châssis des tramways, wagons, automobiles, etc.*

338538. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Savoye (E.), représenté par Pétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Corset.

338539. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Bernard (J.) et Paloureau (J.), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Suspension élastique pour véhicules et autres applications.

338540. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Ingann (A.-B.) et Heard (T.), représentés par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Croisement de axes.

338541. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Burden (L.), représenté par Leisse, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17. — Dispositif pour l'allumage des moteurs à explosions.

338542. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Nielsen (C.), représenté par Steuier, à Paris, boulevard Voltaire, n° 43. — Dispositif permuteur pour l'allumage alternatif des veilleuses de becs de gaz.

338543. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Priest (F.-L.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pessaire.

338544. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Hamel (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux tubes destinés à remfermer les couleurs et autres produits.

338545. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Société anonyme des automobiles Peugeot, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de l'appareil de direction pour la commande de la direction, son réglage et la manœuvre du carburateur et de l'axe de l'allumage des automobiles.

338546. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Lajotte (G.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sifflet d'alarme pour canots ou véhicules automobiles.

338547. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Marcotte (C.-M.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tube perfectionné destiné aux métiers à tisser Northrop ou autres.

338548. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1903; Serpollet (L.), représenté par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Appareil pour la démanivage des voitures à vaporisation instantanée.

338549. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Cleff (F.) et Cleff (M.), représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Distributeur de cire à cacheter fondue.

338550. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Rieux (F.), représenté par Bonnicourt et C^e, à Paris, rue Serres, n° 71. — Nouveau jeu dit *Billard circulaire*.

338551. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Warren (E.-C.), représenté par Thierry, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Générateur de pression à combustion interne.

338552. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Taylor (C.-M.), représenté par Maulvauf, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Moyen pour fabriquer le beurre.

338553. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; De Sainville (A. Louis dit Guy), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Contrôleur automatique pour la charge exacte des accumulateurs.

338554. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Dean (T.-E.), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements apportés à la production des lisses de métiers à tisser et aux appareils ou accessoires employés à leur préparation.

338555. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Hamgon (F.), représenté par Grimoet et Follin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67. — Dispositif de protection pour empêcher les accidents de travail aux presses mécaniques à imprimer, etc.

338556. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Raetz (E.-M.-R.), représenté par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Procédé pour rendre consistants des dissolutions de savons à base de phénol ou de crésol solubles dans l'eau ou émulsionnables en augmentant leur effet.

338557. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Hurlimann (O.) et von Enw. B., représentés par Sturm, à Paris, rue d'Arcole, n° 15. — Presse à main pour la fabrication de pierres façonnées artificielles.

338558. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Reimbold (J.), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de table-billard formant jeu de hasard pour casinos et autres établissements.

338559. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Société J. Banning A. G., représentée par Lavoix et Mosès, à Paris, rue de Châteaudun, n° 7. — Multiplicateur hydraulique différentiel.

338560. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Armbruster (W.-J.) et Morton (J.), représentés par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Couleurs et leur procédé de fabrication.

338561. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Henry junior (D.-F.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour le séchage des briques réfractaires et autres produits en terre préalablement à la cuisson.

338562. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Mercader (C.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif de conjoinction des bandages pneumatiques d'une paire de roues de véhicules.

338563. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Rugh (H.-O.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la télégraphie par courants alternatifs.

338564. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Fabre (A.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Douille pour montage de bras de tente-store.

338565. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Fabre (A.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif de joint genre Cardan.

338566. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13. — Procédé pour la fabrication de matières colorantes vertes de la série de l'anthraquinone.

338567. Brevet de quinze ans, 31 mars 1903; Compagnie de Fives-Lille, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux turbines à vapeur.

338568. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Thoss (J.-O.-F.), représenté par la société Brandon frères, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil moteur applicable au remontage automatique des horloges et à d'autres usages.

338569. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Pape (L.-A.-J.), à Paris, rue des Archives, n° 23. — Système de locomotion électrique.

338570. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Bozier (G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mécanisme de changement de vitesses pour motocyclettes et cycles de tous genres.

338571. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Lhermite (G.), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à plier les boîtes à sucre et autres.

338572. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Brasseur (C.-L.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement apporté à la fabrication d'images stéréoscopiques au moyen de la photographie en couleurs.

338573. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Bruzeau (L.-A.), représenté par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé et appareil pour la stérilisation à basse température par ébullition dans le vide.

338574. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Compagnie de Fives-Lille, représentée par la société Ch. Thirion et J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Chemins de fer funiculaires avec voitures automotrices.

338575. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Société française de forage et de recherches minières (Brevets Raky), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de forage à grande vitesse.

338576. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Rieuf (A.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de balance automatique pour le blé ou autres matières grenues.

338577. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Leissus (H.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cage pour fauves destinée aux représentations théâtrales.

338578. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Fougerolle (P.), représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Installation pour l'avancement rapide en galerie souterraine.

338579. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Société American Match Manufacturing Company, représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux transporteurs employés dans la fabrication des allumettes.

338580. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Vigniane (L.-V.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cliémètre à bulle d'air.

338581. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Mège (P.-E.), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de bec à gaz intensif.

338582. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Gagné (W.-G.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux ventilateurs.

338583. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Sayer (R.-C.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux dispositifs pour établir une communication entre des endroits séparés par des distances horizontales et verticales.

338584. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Lange (F.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil d'enrayage pour voitures.

338585. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Vossloh (E.), représenté par la société Matray frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux tringles et accessoires pour rideaux à coulisse.

338586. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Serpin (E.) et Bertrand (A.), représentés par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Appareil et procédé pour l'épuration et la stérilisation des eaux potables et résiduelles.

338587. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Kéneman (W.-A.), représenté par Boramé et Julien, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 8. — Procédé de fabrication du gaz pauvre.

338588. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Kumpfmiller (A.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Soupape à fermeture étanche automatique pour vapeur ou autre fluide comportant deux clapets ou autres organes de fermeture agissant successivement.

338589. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Chaudet (J.-A.), représenté par Assi, à Paris, rue des Martyrs, n° 41-47. — Moteur à explosions à deux temps.

338590. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Chambonnaud (E.), représenté par Rigot et Prévost, à Paris, boulevard Voltaire, n° 19. — Machine à sténographier en clair.

338591. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Bechtel (B.-R.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Appareil de mise en marche automatique pour moteurs à explosion.

338592. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Bonteillé (E.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de travail de vitrier.

338593. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Debarge (A.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de vidage pour métiers continus à filer et à retordre toutes les matières textiles.

338594. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Denayroux (L.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lampe fonctionnant par la vapeur d'hydrocarbure fonctionnant à basse pression.

338595. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Lefebvre (H.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Vase à forme particulièrement applicable au service des colonies pour espionner les usages.

338596. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Shenton (G.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans les moyens de débarrasser l'air de la poussière dont il est chargé.

338597. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Zion (J.), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine pour plier.

338598. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Wilson (D.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine pour assortir les pommes de terre ou corps similaires.

338599. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Simmons (T.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil pour nouer des outils destinés aux forages dans le roc ou travaux similaires.

338600. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Blanchet (A.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine ou dynamo à courant continu ou alternatif pour l'allumage des moteurs à explosion.

338601. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Gaucher (J.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnement aux crochets des fusils à canons basculants.

338602. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Barthélet (E.-F.), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine destinée à diviser les boîtes en compartiments indépendants.

338603. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1903; Société anonyme des chantiers de la Méditerranée, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux appareils à évaporer ou à distiller les liquides.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Pontet (V.-J.), 24 mars 1903, brevet 328174/2302. (Hausse navale.)

Véry (H.), 24 septembre 1903, brevet 334837/2303. (Nouvelle lettre sur relief.)

Gin (G.) et la Société anonyme la Métallurgie nouvelle, 25 septembre 1903, brevet 328800/2304. (Perfectionnement dans la fabrication du sulfate de cuivre.)

Vaudan (G.-H.-L.), 28 septembre 1903, brevet 335309/2305. (Perfectionnement au peigne d'ourdissage.)

Gaucher (E.), 1^{er} octobre 1903, brevet 331778/2306. (Pompe à main.)

Hatmaker (J.-R.), 2 octobre 1903, brevet 324913/2307. (Nouveaux procédés de dissociation et de conservation du lait.)

Dutemple (A.), 6 octobre 1903, brevet 336637/2308. (Clé à tubes pour le serrage des écrous, particulièrement applicable aux automobiles.)

Lecomte (F.), 6 octobre 1903, brevet 331110/2309. (Dispositif de capsulage des flacons, bocaux, bouteilles, terrines et tous récipients en général.)

Reben jeune (E.), 14 octobre 1903, brevet 329349/2310. (Système de générateur de gaz acétylène dénommé l'Automatique Reben.)

Chamont (P.), 9 octobre 1903, brevet 326105/2311. (Dispositif de sommier élastique pour lits métalliques.)

Granjon (J.-B.), 9 octobre 1903, brevet 323577/2312. (Nouveau procédé de moulage destiné à l'art et à l'industrie et plus particulièrement à la reproduction de la figure humaine.)

Fresnais (L.), 9 octobre 1903, brevet 324439/2313. (Machine à calculer.)

Société Bauchet et Sinigre, 12 octobre 1903, brevet 335375/2314. (Système d'agrafes pour jarretelles.)

Ducos du Haunou (L.) et de Bercegol (R.), 12 octobre 1903, brevet 335210/2315. (Canne ou tube permettant de voir et de photographier un objet ou un spectacle qui est hors de la portée de la vue.)

Declercq (E.), 12 octobre 1903, brevet 332109/2316. (Installation pour l'épuration des eaux.)

Société Apparatusbauanstalt Ludwigsburg G. m. b. H., 12 octobre 1903, brevet 332548/2317. (Dispositif de mise en train pour moteurs de tout genre.)

Carpentier (A.), 13 octobre 1903, brevet 332316/2318. (Selle pneumatique pour cycles.)

Fouché (E.), 14 octobre 1903, brevet 325403/2319. (Châleux à gaz.)

Cron (L.), 14 octobre 1903, brevet 330618/2320. (Procédé pour extraire la farine du blé.)

Jepson (J.-T.), 14 octobre 1903, brevet 336009/2321. (Wagon se déchargeant par le fond pour matières en vrac.)

Martin (E.), 15 octobre 1903, brevet 332919/2322. (Cylindres de papier à cigarettes pour fumeurs.)

Tougnier (A.), 5 octobre 1903, brevet 332957/2323. (Appareil à montrer par séries les vues stéréoscopiques.)

Compagnie générale de constructions électriques, 16 octobre 1903, brevet 332912/2324. (Fabrication des porcelaines.)

Pilard (A.), 17 octobre 1903, brevet 333894/2325. (Application de rubans métalliques comme protecteurs de garnitures de roues de voitures, automobiles, bicyclettes, etc.)

Guiot (J.), 20 octobre 1903, brevet 330938/2326. (Système de roues à ressorts et caoutchouc pour voitures automobiles et tous cycles.)

Mabut (F.-J.-A.), 22 août 1903, brevet 328166/2327. (Roue élastique.)

Ratapassi (L.-E.), 17 octobre 1903, brevet 317288/2328. (Godet grainseur.)

Michalot-Sirot (M.), 19 octobre 1903, brevet 328035/2329. (Machine à lainer les tissus en travers.)

Bonnoront (A.), 19 octobre 1903, brevet 325482/2330. (Chauffe-bain perfectionné.)

Blondel (A.), 20 octobre 1903, brevet 324180/2331. (Nouveaux appareillages spéciaux pour lampes à arc.)

Teillard Rameilhae de Chamelles (M.-J.-R.), 21 octobre 1903, brevet 330231/2332. (Nouveau produit dénommé le Cellaloid armé.)

Schwarzhaupt (A.), 21 octobre 1903, brevet 335020/2333. (Carburateur à fonctionnement continu.)

Charissi (M.), 21 octobre 1903, brevet 332778/2334. (Bouton de contact applicable aux sonneries électriques.)

Leterenci (E.), 28 octobre 1903, brevet 324919/2335. (Nouveau tendeur pour fils métalliques.)

Brusselet (V.-A.), 22 octobre 1903, brevet 330084/2336. (Caractère spécial la composition typographique des graphiques de tous genres.)

Pigeon (C.-J.), 22 octobre 1903, brevet 335388/2337. (Bandage pour véhicules.)

Lemale (C.), 22 octobre 1903, brevet 326550/2338. (Turbo-moteur à action continue intérieure.)

Kollinger (J.-E.), 23 octobre 1903, brevet 328114/2339. (Procédé de fabrication d'une couleur blanche.)

Hérisson (A.), 23 octobre 1903, brevet 331502/2340. (Embrayage progressif.)

Bouquillon (G.), 24 octobre 1903, brevet 327219/2341. (Bandage pour ferre antidérapant à chaîne amovible.)

Société Genot et Clairdent, 24 octobre 1903, brevet 329391/2342. (Sabot pour voies ferrées.)

Manufacture lyonnaise de matières colorantes, 24 octobre 1903, brevet 321111/2343. (Procédé pour la teinture du cuir au moyen de colorants soufrés.)

Pruner (C.), 26 octobre 1903, brevet 332556/2344. (Marteau à air.)

Société Badische-Anilin & Soda-Fabrik, 26 octobre 1903, brevet 311111/2345. (Production de colorants de la série de l'anthracène.)

Dupont (P.), 27 octobre 1903, brevet 331538/2346. (Moulage mécanique de gnoires et autres pièces de grandes dimensions.)

Debruge-Lebaillif (M^{me} B.), née Delhomme, 28 octobre 1903, brevet 321111/2347. (Ferrure extensible pour talons de sabots, galoche et autres chaussures en cuir.)

Richter (A.), 28 octobre 1903, brevet 335997/2348. (Appareil pour éliminer des poussières dans les étoffes, tapis, meubles, etc.)

Jeton (J.), 31 octobre 1903, brevet 328379/2349. (Système perfectionné pour maintenir ouverts à un angle quelconque les vasistas, fenêtres, portes, etc.)

Société Les fils de Jules Bruey, 29 octobre 1903, brevet 329561/2350. (Véhicule.)

Bontillier (L.), 30 octobre 1903, brevet 331014/2351. (Appareil pour produire du gaz pauvre exempt de goudron.)

Regnard (L.-C.-E.), 30 octobre 1903, brevet 330260/2352. (Système de distribution.)

Blanc (F.), 16 janvier 1903, brevet 317908/2353. (Procédé d'enrichissement des houilles et minerais.)

Trolley (J.), 20 juin 1903, brevet 315318/2354. (Propulsion des navires par action des forces combinées de la pression atmosphérique et de l'air comprimé.)

Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, 19 janvier 1903, brevet 311111/2355. (Fabrication d'acide phénylglycine ortho-carbonique.)

Maison Lemoine, 19 janvier 1903, brevet 336149/2356. (Essieu à fuses pour véhicules automobiles.)

Guindollet (P.), 26 juin 1903, brevet 284579/2357. (Système de ferrage.)

Cape (B.) et Oddo (L.), 3 septembre 1903, brevet 331004/2358. (Plaque presse remplaçant le scourtin dans l'extraction des essences et des huiles.)

Adnet (E.), 18 septembre 1903, brevet 334773/2359. (Nouveau procédé de fabrication.)

Geschina (G.), 2 octobre 1903, brevet 328792/2360. (Transformation de la pâte à empâter, à palettes hélicoïdales tournant dans la machine, pour empâter en même temps.)

Partmann (L.) et Jacob (L.-N.), 9 octobre 1903, brevet 334039/2361. (Publicité par carnets de tickets-réclame, pour tramways, bateaux, etc.)

Fournier (E.), 10 octobre 1903, brevet 320721/2362. (Procédé pour la désinfection des locaux, vêtements, objets de literie et autres, également applicable à la stérilisation, à la conservation ou à la désinfection des cadavres.)

Berthelemy fils (L.), 16 octobre 1903, brevet 332296/2363. (Compteur avertisseur électrique.)

Beulin (A.-L.), 31 octobre 1903, brevet 327876/2364. (Nouveau système de suspension à ressort pour bicyclette, par la tige de selle et le guidon, dénommé *l'Indispensable*.)

Rameau (G.-L.), 31 octobre 1903, brevet 334358/2365. (Machine perfectionnée à travailler les surfaces optiques avec plateau de rodage à mouvement épicycloïdal.)

Deliry (J.), 31 octobre 1903, brevet 331097/2366. (Générateur rotatif à vapeur et à air chaud à production instantanée.)

Azarola-Grésillon (J.), 2 novembre 1903, brevet 323096/2367. (Appareil limitateur de courant électrique.)

Langlois (P.), 2 novembre 1903, brevet 328396/2368. (Cartes postales à projections.)

Périé (A.), 2 novembre 1903, brevet 328461/2369. (Attaches pour ornements sacerdotaux et autres.)

Bressoux (F.-V.-M.), 2 novembre 1903, brevet 336036/2370. (Nouveau système de tir automatique.)

Mc Gill (G.-W.), 3 novembre 1903, brevet 329474/2371. (Perfectionnements aux pincés à ressort.)

Société anonyme des usines de Rosières, 3 novembre 1903, brevet 316139/2372. (Système de poids en fonte de fer à facet et plombage indépendants dit système E. Daumain.)

Société Vuillot et Nolevalle, 4 novembre 1903, brevet 323399/2373. (Dispositif distributeur d'eau et de gaz pour appareils de chauffage.)

Société anonyme d'études et d'exploitation des brevets A. Castelin, pour machines agricoles automobiles, 4 novembre 1903, brevet 329651/2374. (Machine à labourer.)

De Dion (A.) et Bouton (G.), 4 novembre 1903, brevet 328746/2375. (Allumage pour moteurs à explosions.)

Schmidt (C.-W.) et Dupuis (C.), 5 novembre 1903, brevet 331406/2376. (Dispositif permettant la projection et la vision de vues stéréoscopiques fixes ou animées.)

Arnaud (F.-J.-M.-J.), 6 novembre 1903, brevet 326426/2377. (Générateur de fluide sous pression.)

Société pour l'industrie chimique à Bâle, 6 novembre 1903, brevet 321640/2378. (Production de nouveaux acides nitroalphylacidylamidonaphtolsulfoniques, nitroalphylamidooacidylamidonaphtolsulfoniques, amidoalphylacidylamidonaphtolsulfoniques ou amidoalphyliamidoacidylamidonaphtolsulfoniques et de nouvelles matières colorantes azoïques qui en dérivent.)

Société anonyme des mécaniques Verdol, 9 novembre 1903, brevet 327222/2379. (Perfectionnement aux mécaniques Jacquard.)

Brossard (A.), 7 novembre 1903, brevet 316925/2380. (Machine produisant un changement de vitesse dit le 3 vitesses, destinée aux bicyclettes, tandems, etc.)

Société Moelline Lubricating Company, 9 novembre 1903, brevet 334717/2381. (Nouveau procédé de graissage.)

Société de matériel téléphonique (Georges Aboilard et C^{ie}), 23 janvier 1903, brevet 328103/2382. (Compteur enregistreur des communications téléphoniques.)

Reisinger (H.), 1^{er} octobre 1903, brevet 326937/2383. (Perfectionnements aux machines à boucher les bouteilles.)

Samain (P.), 20 octobre 1903, brevet 299793/2384. (Nouvel appareil à piston oscillant pour servir de pompe ou de moteur.)

Chaine (J.), 26 octobre 1903, brevet 327324/2385. (Casse-chaîne ou casse-fil électrique applicable à tous les métiers à tisser en général.)

Renault (L.), 22 octobre 1903, brevet 335147/2386. (Dispositif pneumatique de réglage des soupapes d'admission des moteurs à explosion.)

Müller (G.), 23 octobre 1903, brevet 334980/2387. (Procédé de fabrication de feutre brillant.)

Wagret (P.), 26 octobre 1903, brevet 335275 2388. (Transporteur de bouteilles à l'usage des verreries.)

Crowe (E.) et la société Davy brothers limited, 26 octobre 1903, brevet 332842/2389. (Système de presse hydraulique.)

Blouant (H.), 4 novembre 1903, brevet 333466/2390. (Toueurs perfectionnés.)

Laurent (M.), 5 novembre 1903, brevet 331645 2391. (Utilisation des gaz d'échappement des moteurs à explosion.)

Société Minard, Blachon et C^e, 6 novembre 1903, brevet 334817/2392. (Dispositif de transmission à changement de vitesse dit rétrodirect.)

Boiset (E.-P.-L.), 6 novembre 1903, brevet 333238/2393. (Système de porte-paquets pour bicyclettes.)

De Faria (O.), 9 novembre 1903, brevet 333789/2394. (Transformateur et régulateur de courants électriques.)

Lescure (P.), 10 novembre 1903, brevet 336046 2395. (Dynamo à courant continu, à force électro-motrice et à vitesse variables.)

Palmer (J.), 10 novembre 1903, brevet 334277/2396. (Masque à action anesthésique.)

Astfalck (W.), 10 novembre 1903, brevet 321534/2397. (Procédé et dispositif pour la commande des presses hydrauliques, cisailles, estampes, etc.)

Société l'Aster, 10 novembre 1903, brevet 334795/2398. (Carburateur à gicleur à jet rebroussé.)

Basse (F.-M.-E.), 11 novembre 1903, brevet 319534/2399. (Perfectionnements dans le traitement métallurgique de l'antimoine et dans les appareils à cet effet.)

Ponce (F.-A.), 11 novembre 1903, brevet 335615/2400. (Constructions démontables ou non en ciment armé.)

Barthélemy (G.), 11 novembre 1903, brevet 29177/2401. (Nouveau système de verrou pour portières de véhicules et autres applications.)

Douenne (C.), 12 novembre 1903, brevet 335393/2402. (Régime différentiel à fermeture automatique à écoulement déterminé et ariét facultatif.)

Gayon (P.-M.), 12 novembre 1903, brevet 332325/2403. (Embrayage à friction pour bicyclettes à moteur et autres applications.)

Parmentier (L.-O.-V.), 12 novembre 1903, brevet 294967/2404. (Machine à copier les lettres.)

Société Kimmich frères, 12 novembre 1903, brevet 308344/2405. (Rouleaux pour volets et jalousies mécaniques.)

Babé (J.-L.) et Tricart (A.), 13 novembre 1903, brevet 294831/2406. (Nouveau procédé et appareil pour la production du zinc.)

Tabourin (J.-P.), 14 novembre 1903, brevet 326348/2407. (Fabrication des vaselines industrielles et huiles minérales de graissage.)

Maison Lemoine, 28 janvier 1903, brevet 336149/2408. (Essieu à fusées pivotantes pour véhicules automobiles.)

Blivet (F.), 30 janvier 1903, brevet 336148/2409. (Nouveau genre de bourdis extensibles.)

Izart (J.) et Thomas (L.), 3 février 1903, brevet 319449/2410. (Procédé pour l'extraction électrolytique de l'antimoine en partant de ses minerais sulfurés.)

Péducasse (B.), 3 février 1903, brevet 328090/2411. (Nouveau système de sûreté pour bicyclettes, tricycles, motocycles, automobiles, etc.)

Ledru (J.), 30 septembre 1903, brevet 330848/2412. (Appareil inéxplosible à gaz acétylène.)

Pons (P.), 7 octobre 1903, brevet 345471/2413. (Appareil pour bicyclettes permettant l'arrêt et la mise en marche sans descendre de machine.)

Fayolle (E.-H.), 14 octobre 1903, brevet 335584/2414. (Procédé pour la fabrication d'une substance ayant une certaine analogie avec le caoutchouc.)

Roger (J.), 15 octobre 1903, brevet 330192/2415. (Bouchage pour liquides gazeux.)

Société Industrie-Werk H. Thiemann, 16 octobre 1903, brevet 319827/2416. (Pantoufle.)

Société G. et P. de Mestral, 21 octobre 1903, brevet 344002/2417. (Perfectionnements à l'arc électrique dans les lampes à arc.)

Duchesne (C.-E.), 22 octobre 1903, brevet 339941/2418. (Générateur de vapeur dit *générateur Pluto*.)

Rojat (D.), 22 octobre 1903, brevet 320447/2419. (Perfectionnements aux filtres sans manches à simple ou multiple effet.)

Le Bris (H.-M.-A.), 24 octobre 1903, brevet 249963/2420. (Procédé et appareil pour la dessiccation de toutes matières craignant le contact direct du feu et exigeant une température susceptible d'être graduée à volonté.)

Renard (V.-L.-M.), 30 octobre 1903, brevet 327411/2421. (Nouveau système de brûleur pour l'alcool applicable aux réchauds, poêles, etc.)

Dennayrouze (L.), 31 octobre 1903, brevet 289752/2422. (Lampe à deux fms pour l'incandescence avec ou sans manchon de terres rares au moyen des hydrocarbures gazeux.)

Dutrieu (M^{re} H.), 5 novembre 1903, brevet 333414/2423. (Système de montagne russe à piste discontinue.)

Korff (M.) et Bühler (H.), 6 novembre 1903, brevet 333514/2424. (Globe à surfaces taillées pour appareils d'éclairage.)

Lagelionie (E.-P.-A.), 12 novembre 1903, brevet 334237/2425. (Nouveau bourrelet pour le calfeutrage hermétique des portes et fenêtres.)

Mauvillier (B.), 13 novembre 1903, brevet 333710/2426. (Bourrelet protecteur renforcé pour garnitures pneumatiques de roues.)

Steinmetz (P.), 14 novembre 1903, brevet 334718/2427. (Carburateur d'osour pour moteurs à explosion.)

Pigeon (C.-J.), 16 novembre 1903, brevet 335388/2428. (Bandage pour roues de véhicules.)

Michel (E.), 16 novembre 1903, brevet 320542/2429. (Lampe d'éclairage à l'alcool par incandescence.)

Bernat (H.) et Julien (A.), 18 novembre 1903, brevet 328992/2430. (Boîte de conserves alimentaires dite la *Perpétuelle* à fermeture amovible et éanche, susceptible de pouvoir resservir un très grand nombre de fois et jusqu'à complète usure des organes qui la constituent.)

Laforêt (J.), 17 novembre 1903, brevet 334118/2431. (Perfectionnements apportés dans les métiers à tisser mécaniques.)

Demény (G.), 18 novembre 1903, brevet 330009/2432. (Conformateur universel.)

Pielock (E.), 20 novembre 1903, brevet 328241/2433. (Générateur tubulaire à surchauffeur.)

Société anonyme des établissements Falcennet-Perodeaud, 20 novembre 1903, brevet 326162/2434. (Bandage en caoutchouc pour roues de véhicules.)

Pichon (A.-E.), 24 novembre 1903, brevet 324476/2435. (Auto-mécanisme Pichon.)

Vandamme (A.) et Martens (A.), 21 novembre 1903, brevet 318793/2436. (Appareil enregistreur infrarouge, à l'usage des concours de pigeons voyageurs et de contrôle d'usine.)

Lambert (M.), 21 novembre 1903, brevet 304558/2437. (Procédé de cristallisation rapide avec écouillage et refonte des masses cristallines.)

Société Vidus-Huet et V. de Castele, 21 novembre 1903, brevet 330655/2172. (Perfectionnements apportés aux bouchons mécaniques pour le bouchage hermétique des bouteilles, bocaux et autres récipients.)

Société industrielle des compteurs, 21 novembre 1903, brevet 331071/2139. (Dispositif permettant de rendre automatiquement le niveau constant dans les compteurs à gaz.)

Société Queulin et Perras, 24 novembre 1903, brevet 335476/2110. (Soufreuse poudreuse pour le traitement des végétaux.)

Taeggi-Piscicelli (R.), 23 novembre 1903, brevet 327028/2441. (Poste électrique pour la levée et le transport de la correspondance.)

Boisrenoult (G.-H.), 23 novembre 1903, brevet 330030/2442. (Distributeur automatique perfectionné pour engrais ou matières.)

Lœrincz (J.), 24 novembre 1903, brevet 329568/2443. (Appareil de protection pour bateaux diminuant l'effet des collisions.)

Creste (H.), 25 novembre 1903, brevet 333756/2444. (Dénoyautuse de cerises.)

Société française de la Viscose, 25 novembre 1903, brevet 334636/2445. (Purification du xanthate de cellulose en vue de la préparation de la viscose.)

Schmid-Roost (J.), 27 novembre 1903, brevet 332292/2446. (Couronne de roulement pour conusnets à billes.)

Mosticker (A.), 27 novembre 1903, brevet 334612/2447. (Trompe porte-lanterne pour voitures automobiles et autres applications.)

Denayrouze (L.), 27 novembre 1903, brevet 289752/2448. (Lampe à deux fins pour l'incandescence avec ou sans manchon de terres rares au moyen des hydrocarbures gazéifiés.)

Level (E.), 27 novembre 1903, brevet 332237/2449. (Dispositif pour améliorer la combustion et arrêter les étincelles dans les foyers en général.)

Société Sulzer frères, 28 novembre 1903, brevet 329225/2450. (Palier pour pompes et autres machines analogues.)

Berton-Houel (F.), 28 novembre 1903, brevet 295042/2451. (Attache universelle pour trompes et cornets à piston de vélocipèdes, automobiles, tramways et autres véhicules, pouvant être également utilisée pour fixer les réservoirs à pétrole sur les motocycles.)

De Grasse (M^{me}), née Fould (C.), 28 novembre 1903, brevet 318096/2452. (Système de corset confortable.)

Roger (J.), 30 novembre 1903, brevet 330192/2453. (Bouchage pour liquides gazeux.)

Huillard (A.), 1^{re} décembre 1903, brevet 318562/2454. (Appareil pour la dessiccation de matières humides réduites en grains, copeaux, morceaux, etc.)

Torres (L.), 1^{re} décembre 1903, brevet 327218/2455. (Système dit : *Telekine* pour commander à distance un mouvement mécanique.)

Lafond (J.), 2 décembre 1903, brevet 331162/2456. (Système de chauffage par l'électricité.)

Fauchon-Villeplée (A.), 2 décembre 1903, brevet 336313/2457. (Four électrique à courants induits.)

Lepaitre (A.), 2 décembre 1903, brevet 289988/2458. (Nouvelle pompe élévatoire ou noria perfectionnée dite : *l'Universelle*.)

Delieuvin (M.-P.-A.), 2 décembre 1903, brevet 336139/2459. (Perfectionnements aux régulateurs électriques pour groupes électrogènes.)

Morin (L.), 2 décembre 1903, brevet 328750/2460. (Robinet à bille élastique avec arrêt limitatif de compression dit : *le Sécursitas*.)

Radovanovic (A.), 2 décembre 1903, brevet 304342/2461. (Moteur à gaz avec piston distributeur.)

Thézaré (P.), 30 septembre 1903, brevet 335410/2462. (Nouveaux réflecteurs pour projecteurs, phares, lanternes, etc.)

Rignall (W.-B.) et Holder (T.), 13 octobre 1903, brevet 314760/2463. (Perfectionnements dans les supports de bicyclettes.)

Kronberg (A.-C.), 14 octobre 1903, brevet 332340/2464. (Fermeture de sûreté pour portes.)

Chamary (E.-E.), 16 octobre 1903, brevet 335461/2465. (Système de bougie d'allumage pour moteurs à explosions.)

Mény (P.), 17 octobre 1903, brevet 328701/2466. (Appareillage pour l'allumage électrique des moteurs à explosion.)

Le Grand (J.-J.-P.) et Chêneau (N.), 21 octobre 1903, brevet 312033/2467. (Chapelets de chambres à air pour rouler dégonflé.)

Pichery (L.-L.), 24 octobre 1903, brevet 334798/2468. (Pot d'échappement avertisseur.)

Meurer (H.-C.), 2 novembre 1903, brevet 291906/2469. (Procédé pour la fabrication de grès calcaires.)

Marcus (H.), 4 novembre 1903, brevet 289336/2470. (Procédé pour le transport de matières granulées, pulvérisées, liquides ou pulpeuses.)

Société dite *Rubber Balloon Company of America*, 10 novembre 1903, brevet 331378/2471. (Perfectionnements à la fabrication des ballons jouets ou sacs expansibles en caoutchouc ou matières similaires.)

Ribet (A.-G.), 17 novembre 1903, brevet 329893/2472. (Système de paumelle.)

Lapisse (E.), 17 novembre 1903, brevet 334842/2473. (Perfectionnements aux bandages pneumatiques.)

Potron (E.-J.), 19 novembre 1903, brevet 327783/2474. (Distribution d'eau chaude et d'eau froide pour installation de baignoire et douche.)

Etcheverry (H.-H.-G.), 19 novembre 1903, brevet 329437/2475. (Transporteur à toile sans fin économique.)

Schneider (F.-W.), 20 novembre 1903, brevet 319898/2476. (Dispositif de sûreté empêchant les fraudes dans la consommation des courants électriques alternatifs ou continus distribués par les stations centrales.)

Société dite : *Compagnie française de l'ozone*, 20 novembre 1903, brevet 332033/2477. (Dispositif pour le montage et le refroidissement des ozoneurs statiques, système M. P. Otto.)

Le Grand (J.-P.) et Chêneau (N.), 24 novembre 1903, brevet 312033/2478. (Chapelets de chambres à air pour rouler dégonflé.)

Thézar (P.), 25 novembre 1903, brevet 313527/2479. (Nouvelle disposition pour l'allumage électrique des moteurs à explosions.)

De Zoltynsky (J.-M.), 25 novembre 1903, brevet 334509/2480. (Dispositif destiné à empêcher la projection de l'eau, de la boue et de la poussière par les roues des véhicules.)

Tommasini (V.) et Ceschina (G.), 25 novembre 1903, brevet 323479/2481. (Méthode et appareil pour sécher rapidement et artificiellement les pâtes alimentaires en toute saison d'après le système de dessèchement naturel dit : *Napolitain*.)

De Bonnechose (G.-C.-E.), 28 novembre 1903, brevet 331292/2482. (Turbo-moteur à combustion continue.)

Bloume (L.), Lesueur (R.-C.) et Lucas (H.), 30 novembre 1903, brevet 336106/2483. (Système de classement de toutes matières par volume et densité.)

Bombart (H.-J.-T.), 2 décembre 1903, brevet 332089/2484. (Appareil à stériliser.)

Fayolle (E.-H.), 1^{er} décembre 1903, brevet 335584/2485. (Procédé pour la fabrication d'une substance ayant une certaine analogie avec le caoutchouc.)

Société Mathey père et fils, 3 décembre 1903, brevet 332992/2486. (Jumelle-lorgnette d'approche pour l'examen de vues stéréoscopiques de grandes dimensions.)

Besson (J.-A.), 19 février 1903, brevet 308384/2487. (Procédé d'épuration et de décoloration des jus sucrés.)

Farjas (H.), 30 octobre 1903, brevet 337303/2488. (Nouvelle application de la métallique pour obtenir des effets lumineux.)

Dunbar (W.-P.), 3 novembre 1903, brevet 337304/2489. (Procédé et installation pour l'oxydation ou le traitement biologique des liquides.)

Wattel (A.), 14 novembre 1903, brevet 325157/2490. (Moteur à gaz, brûlant du pétrole, système Wattel.)

Cailliez (E.-G.-J.), 14 novembre 1903, brevet 333194/2491. (Nouvel éclairage.)

Gaillabd (R.) et Ducrotet (E.), 17 novembre 1903, brevet 317785/2492. (Appareil téléphonique pour forts courants.)

Société Ed. Raim et J. Génin, 18 novembre 1903, brevet 337310/2493. (Appareil pour l'échappement des gaz brûlés des moteurs à explosion.)

Angibaud (L.-A.), 26 novembre 1903, brevet 308298/2494. (Nouvel engrais nommé superphosphate Comète.)

Brossy (C.), 3 décembre 1903, brevet 336740/2495. (Combinaison de tissus mettant une fabrication plus économique du tissu velours double pièce.)

Lorée (A.-L.), 3 décembre 1903, brevet 303566/2496. (Perfectionnement de la fabrication du hautbois.)

Lafeuille (J.-C.-F.), 3 décembre 1903, brevet 330784/2497. (Appareil pour le moutage et le turbinage des pains de sucre.)

Saint-Germain (P.), 4 décembre 1903, brevet 336481/2498. (Nouvel appareil de courses.)

Société Bardou, Clerc et C^{ie} (Corderie centrale), 4 décembre 1903, brevet 334318/2499. (Appareil de gymnastique suédoise pliant et portatif.)

Brust (A.), 4 décembre 1903, brevet 327325/2500. (Barème automatique de calcul d'intérêts.)

D'Hagerue (H.), 4 décembre 1903, brevet 336208/2501. (Système de transmission progressif à cônes de friction.)

Pichery (L.-L.), 10 décembre 1903, brevet 334798/2502. (Pot d'échappement avertisseur.)

Filiz (J.), 5 décembre 1903, brevet 327184/2503. (Mécanisme de soupape à moteur à explosion.)

Conrad (R.), 7 décembre 1903, brevet 334329/2504. (Perfectionnement de la fabrication des sinets à billes.)

Rojat (D.), 8 décembre 1903, brevet 320417/2505. (Perfectionnement de la fabrication des sinets sans manche à simple ou multiple effet.)

Malfait (F.), 8 décembre 1903, brevet 317598/2506. (Nouvel navire à vapeur.)

Rousseau (L.), 8 décembre 1903, brevet 298837/2507. (Four amovible à gaz pour la fusion de l'acier et autres métaux.)

Pascal (F.), 8 décembre 1903, brevet 328827/2508. (Nouvel compteur de consommation.)

M^{me} Pichereau, née Bouvet (M.), 8 décembre 1903, brevet 328506/2509. (Nouvelle bicyclette à déplacement longitudinal.)

Dillemann (A.), 9 décembre 1903, brevet 323885/2510. (Douche à pression intermittente.)

Prache (P.), 9 décembre 1903, brevet 318551/2511. (Système d'appareils destinés à maintenir les machines en tous sens, sans fondations, et à supprimer la transmission au sol de leurs trépidations et du bruit qu'elles produisent.)

Cormerais (E.-J.-J.), 9 décembre 1903, brevet 323321/2512. (Changement de vitesse progressif.)

Nève (A.), 10 décembre 1903, brevet 330270/2513. (Frein à ruban à double action sur moyeu, système Nève.)

Hubert (M.-J.-B.), 25 février 1903, brevet 328003/2514. (Générateur d'hydrocarbures pour l'éclairage et chauffage, système Jules Hubert.)

- Augerens (W.), 2 mars 1903, brevet 327813/2515. (Système de protection des trains et dispositifs de transformation des appareils existants en vue de ce système.)
- Desgeorge (J.-H.), 22 août 1903, brevet 334603/2516. (Perfectionnements aux appareils photographiques.)
- Briet (M.), 9 octobre 1903, brevet 330610/2517. (Graineur mécanique avec vis d'Archimède et régulateur de pression.)
- Rollier (M.-L.), 29 octobre 1903, brevet 332461/2518. (Système de patins et talonnettes ferrés mobiles devant augmenter la durée des charrues.)
- Guiot (I.), 24 novembre 1903, brevet 330938/2519. (Système de roue à ressorts et caoutchouc pour voitures automobiles et tous cycles.)
- Société anonyme des glaciers boulonnaises (anciennement Duchocchois et C^{ie}), 7 décembre 1903, brevet 315193/2520. (Système de déchargement transversal des voitures chargées de glace concassée.)
- Société Matras frères, 7 décembre 1903, brevet 334159/2521. (Perfectionnements aux charrues-brabants.)
- Hottelart (C.), 11 décembre 1903, brevet 335933/2522. (Support isolateur et interrupteur automatique de courant électrique.)
- De Retz (E.), 10 décembre 1903, brevet 324327/2523. (Carburateurs par mouvements autogiratoires à rotations très rapides [moteurs au pétrole, alcool, éthers, gaz liquéfiés].)
- André (C.), 11 décembre 1903, brevet 334007/2524. (Nouveau chauffe-bains instantané, distribuant l'eau sous pression.)
- Lafaurie (J.), 12 décembre 1903, brevet 321731/2525. (Machine à sténographier.)
- Véry (H.), 12 décembre 1903, brevet 334837/2526. (Nouvelle lettre lumineuse en relief.)
- Hostain (A.), 12 décembre 1903, brevet 329443/2527. (Machine universelle à servir tous flacons.)
- Poduschka (V.), 14 décembre 1903, brevet 333929/2528. (Compteur ou caisse pour jetons de recette ou de contrôle.)
- Chaligné-Massard (J.-A.-J.), 17 décembre 1903, brevet 317244/2529. (Guide tige.)
- Méran (M.), 15 décembre 1903, brevet 335019/2530. (Moteur mû par explosions et à air comprimé.)
- Société E. Thomé fils et M. Mairese, 15 décembre 1903, brevet 338732/2531. (Système de protecteur pour meules.)
- Deleire (L.), 15 décembre 1903, brevet 336422/2532. (Système d'appareil bluteur et sasseur.)
- Raison sociale J. Drapier et Dubois, 16 décembre 1903, brevet 324928/2533. (Système de bigoudis se fermant au moyen d'un ruban.)
- Société E. Roy et C^{ie}, 16 décembre 1903, brevet 328372/2534. (Perfectionnements aux poutrelles à doigts.)
- Morin (L.), 16 décembre 1903, brevet 328750/2535. (Robinet à bille élastique avec arrêt limitatif de compression, dit : le *Securitas*.)
- Grandclément (G.), 17 décembre 1903, brevet 322996/2536. (Système de pipe à joint oblique.)
- Hache (F.), 18 décembre 1903, brevet 334783/2537. (Procédé de carbonisation de l'alcool.)
- Société Cooper Hewitt Electric Company, 18 décembre 1903, brevet 333359/2538. (Distribution électrique.)
- Lallemand (J.-M.) et Goutierre (A.), 3 mars 1903, brevet 323900/2539. (Procédé et produit dénommé phospho-zinco-alumino-magnésien applicable au traitement des vidanges et toutes eaux contenant des matières organiques et albuminoïdes insolubles.)
- Société des United Shoe Machinery Company, 9 septembre 1903, brevet 321367/2540. (Machine à poser les œillets et crochets de chaussures.)

Société E. Roussel et C^{ie}, 12 octobre 1903, brevet 332397/2541. (Système pour tringles d'escalier.)

Mabut (F.-J.-A.), 13 octobre 1903, brevet 328166/2542. (Boue élastique.)

Heizmann (J.), 21 octobre 1903, brevet 314422/2543. (Appareil ou dispositif pour l'échange ou la transmission de calorique entre fluides gazeux et autres substances.)

Latour (M.), 4 novembre 1903, brevet 333415/2544. (Résistance de contact pour moteurs à collecteur.)

Chevallier (C.) et Cadet (E.), 6 novembre 1903, brevet 334633/2545. (Perfectionnée à pointage automatique.)

Hérisson (A.), 16 décembre 1903, brevet 337021/2546. (Cuvette d'essai.)

Gautier (G.), 19 décembre 1903, brevet 310726/2547. (Ensemble de procédés permettant l'obtention d'un nouveau cuir artificiel.)

Voindrot (L.-F.), 19 décembre 1903, brevet 321220/2548. (Filtre pour l'usage des vins, bières, alcools et autres liquides.)

Vialar (L.), 21 décembre 1903, brevet 334285/2549. (Appareil destiné des accumulateurs électriques, dit *Disjoncteur accumulo-mètre*.)

Rateau (A.-C.-E.) et la société Sautter, Harlé et C^{ie}, 21 décembre 1903, brevet 31137/2550. (Nouveau système de turbine multicellulaire à vapeur et sur le principe de l'action.)

Barthélémy (G.), 21 décembre 1903, brevet 329694/2551. (Art de miroir à trois faces.)

Hébert (L.), 21 décembre 1903, brevet 322866/2552. (Perfectionnement de chaudières à vapeur à basse pression.)

Monserviez (H.), 24 décembre 1903, brevet 337470/2553. (Pulvérisation traitement de la vigne.)

Société anonyme Teinturerie Clément-Marot, 22 décembre 1903, brevet 337463/2555. (Procédé de teinture en plusieurs couleurs sur un seul et même fil de laine.)

Rojat (D.), 22 décembre 1903, brevet 337463/2555. (Polyfiltre stérilisateur.)

Robert (J.-B.), 22 décembre 1903, brevet 323136/2556. (Nouveau système de fermeture de sécurité, dénommée *Universelle sécurité*.)

Société Gavelle et C^{ie}, 22 décembre 1903, brevet 335348/2557. (Processus technique pour sièges.)

Bon (A.), 24 décembre 1903, brevet 334117/2558. (Moteur à explosion superposés.)

Raymond (P.-A.), 23 décembre 1903, brevet 310349/2559. (Nouvel appareil à ressort pour gants, chaussures, etc.)

Garin (P.) et Moirez (F.), 31 décembre 1903, brevet 334733/2560. (Méthode de récoltes versées pour moissonneuses, système *Garin et Moirez*.)

Grossmann (J.), 24 décembre 1903, brevet 331331/2561. (Procédé de fabrication de cyanures.)

Veluard (A.-L.), 24 décembre 1903, brevet 327546/2562. (Dispositif pour la fabrication mécanique et continue du plumetis sur métiers à tisser des étoffes et pour tous genres de tissus.)

Touzelet (J.), 24 décembre 1903, brevet 320113/2563. (Dispositif pour les pneumatiques des automobiles actionné par le moteur.)

Hamon du Fougeray (E.) et Conétoux (R.), 24 décembre 1903, brevet 337463/2555. (Nouvelle selle de bicyclette.)

Société de matériel téléphonique (Georges Aboillard et C^{ie}), 9 mars 1904, brevet 320686/2565. (Réseau téléphonique à batterie centrale.)

Grand (J.) et Aubrespy (G.), 10 mars 1903, brevet 337149/2566. (Dispositif pour lampes électriques à incandescence.)

Compagnie anonyme continentale pour la fabrication des compteurs à gaz et autres appareils, 11 mars 1903, brevet 337253/2567. (Perfectionnements dans la construction des volants de compteurs à gaz, dénommés *Simplex*.)

Société Schneider et C^e, 9 juillet 1903, brevet 338000/2568. (Appareil de chargement et de manœuvre automatiques dans toutes les positions de pointage vertical et latéral pour bouches à feu.)

Van Berkel (W.-A.), 12 octobre 1903, brevet 275826/2569. (Machine à débiter les saucissons et autres viandes analogues.)

Mattioli (G.-J.-F.-M.), 15 octobre 1903, brevet 325570/2570. (Perfectionnements apportés dans les obturateurs photographiques à rideaux.)

Séguier (J.-J.), 28 octobre 1903, brevet 312887/2571. (Appareil douche irrigateur Eureka.)

Sacco (A.), 7 novembre 1903, brevet 329374/2572. (Appareil à affûter ou aiguiser les couteaux dit *Le Rouleau*.)

Vigié (G.), 9 novembre 1903, brevet 318825/2573. (Perfectionnements au couchage.)

Belly (P.), 13 novembre 1903, brevet 327463/2574. (Procédé de torréfaction avec récupération.)

Rocher (P.), 18 novembre 1903, brevet 325370/2575. (Fourrages mélassés.)

Vigié (G.), 25 novembre 1903, brevet 318825/2576. (Perfectionnements au couchage.)

Bibard (R.-A.), 26 novembre 1903, brevet 336710/2577. (Nouvelle pèlerine pour cyclistes.)

Pascalis (G.), 10 décembre 1903, brevet 304280/2578. (Perfectionnements aux tonneaux rotatifs pour dépôts galvaniques.)

Cuau (C.-E.), 10 décembre 1903, brevet 319688/2579. (Système de puits filtrant.)

Kuhn (E.-W.), 12 décembre 1903, brevet 331382/2580. (Procédé et installation pour la fabrication des vins mousseux.)

Frachebourg (J.), 14 décembre 1903, brevet 326763/2581. (Appareil détecteur pliant pour la photographie en noir et en couleurs.)

Delacroix (R.-J.-A.), 17 décembre 1903, brevet 319939/2582. (Changement de vitesse sans choc, à frein et encliquetage applicable en particulier aux bicyclettes, motocycles et voitures automobiles.)

Société dite : *Consortium für Elektrochemische Industrie Gesellschaft m. b. H.*, 16 décembre 1903, brevet 335496/2583. (Production et séparation simultanées de l'acide muriatique et de l'acide sulfurique.)

Bréchet (A.), 18 décembre 1903, brevet 334932/2584. (Système de voiture automobile ou à traction animale pour l'enlèvement rapide des gadoues.)

Société anonyme la Serrurerie berrisienne, 30 décembre 1903, brevet 262112/2585. (Perfectionnements apportés aux serrures en général permettant de constituer de nouvelles serrures de mince épaisseur dites *serrures appliquées G. Ledoux*.)

Richter (A.), 24 décembre 1903, brevet 335997/2586. (Appareil pour l'enlèvement des poussières dans les étoffes, tapis, meubles, etc.)

Ménissier (H.), 26 décembre 1903, brevet 331030/2587. (Bâti-support de pointage pour l'essai des armes à feu.)

Dézarmaud (P.-E.-L.), 28 décembre 1903, brevet 336339/2588. (Housse de protection pour pneumatiques de réserve sur automobiles.)

Smith (A.), 28 décembre 1903, brevet 310398/2589. (Perfectionnements aux moyens pour changer automatiquement les navettes dans les métiers lorsque le fil de trame vient à manquer.)

Laoureux (L.), 28 décembre 1903, brevet 335038/2590. (Système de propulsion des charges.)

Lanne (A.-M.), 29 décembre 1903, brevet 336765/2591. (Régulateur automatique d'alimentation des chaudières à vapeur.)

Kohl (H.), 29 décembre 1903, brevet 337725/2592. (Procédé et appareil pour faire la section des corps creux.)

Casalonga (D.-A.), 14 mars 1903, brevet 329800/2593. (Mécanisme de transmission de mouvement aux bandes des plates-formes roulantes pour le transport en commun des voyageurs.)

Société H. Viollet et C^e, 16 mars 1903, brevet 328154/2594. (Nouvelle machine pour l'apprêt mécanique du tulle.)

Société H. Viollet et C^e, 16 mars 1903, brevet 328153/2595. (Nouveau procédé d'apprêt mécanique du tulle par pulvérisation.)

Jullien (H.), 17 mars 1903, brevet 328168/2596. (Système de générateur.

Beaile (B.), 21 septembre 1903, brevet 330069/2597. (Le Moderne, filtre à vin destiné à la clarification des vins et autres liquides.)

Francis (J.-F.-A.), 16 octobre 1903, brevet 332234/2598. (Le Ramforceur de la pour cannes à pêche, mâts, vergues, manches et articles d'utilité et de jeu.)

Dinz (F.), 24 octobre 1903, brevet 337635/2599. (Nouveau système de bords

De Vasdényey (D.) et de Vasdényey (V.), 26 octobre 1903, brevet 326120/2600. (Système de changement de vitesse progressif pour motocyclettes et autres véhicules.)

Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson Houston, 2 novembre 1903, brevet 332377/2601. (Perfectionnements aux systèmes de freinage automatique aux voitures électriques en cas d'urgence.)

Bennard (E.), 4 novembre 1903, brevet 320512/2602. (Système de transformateur de mouvement.)

Société Marrel frères, 11 novembre 1903, brevet 332006/2603. (Nouveau système de fabrication des arbres coudés en trois pièces.)

Talbot (E.) et Groot (P.), 1^{er} décembre 1903, brevet 324188/2604. (Procédé de fabrication d'acier et de fer.)

De Löwenstein (C.), 3 décembre 1903, brevet 327219/2605. (Perfectionnement de l'emploi de la vapeur surchauffée.)

Garcin (J.), 4 décembre 1903, brevet 325317/2606. (Bande métallique à serrage et desserrage direct et limité.)

Piet (L.-J.), 4 décembre 1903, brevet 326007/2607. (Appareil directeur pour la manœuvre des appareils de voie des cabines d'enclenchement.)

Pouque (L.), 2 décembre 1903, brevet 33573/2608. (Système de roues à joint creux et flexible pour automobiles et toutes espèces de véhicules.)

Iseler (A.-C.), 2 décembre 1903, brevet 327805/2609. (Appareil pour ramener l'eau de condensation.)

Fessoirat (E.), 7 décembre 1903, brevet 323563/2610. (Le Protecteur métallique antidérapant pour roues pneumatiques d'automobile ou autre système de traction.

Lombard (L.), 7 décembre 1903, brevet 336963/2611. (Pied à coulisse combiné.

Société de Baccourt frères, 9 décembre 1903, brevet 336610/2612. (Moules et matrices à fabriquer les poteries.)

Véry (H.), 12 décembre 1903, brevet 337109/2613. (Système de support pour lampes à incandescence à montage rapide et à isolement renforcé.)

Société d'exploitation de ressorts et appareils à lames articulées, système Lullmann (en liquidation), 14 décembre 1903, brevet 312648/2614. (Système de siège à ressort à lames articulées démontables.)

Fongereux (M.-A.), 15 décembre 1903, brevet 329974/2615. (Système de brûleur combustible.)

Société P. Guilhaum et C^e, 15 décembre 1903, brevet 321501/2616. (Système de parquet démontable dit parquet démontable Guilhaum et C^e.)

Françon (G.), 21 décembre 1903, brevet 335408/2617. (Moyeux en tôle d'acier emboutie.)

Gaertner (C.), 23 décembre 1903, brevet 337480/2618. (Procédé de fabrication d'articles en papier mâché.)

Benoît (L.-C.), 29 décembre 1903, brevet 327769/2619. (Filtre à isolants faits d'un tissu à mailles très larges.)

Faucou (R.), 28 décembre 1903, brevet 323170/2620. (Boîte d'échappement dite silencieux.)

Bibard (R.-A.), 28 décembre 1903, brevet 336710/2621. (Nouvelle pèlerine pour cyclistes.)

Wacheux (C.-B.), 20 mars 1903, brevet 328058/2622. (Machine à donner les léparts de courses.)

Société de matériel téléphonique (Georges Aboilard et C^e), 27 mars 1903, brevet 338349/2623. (Organes et circuits pour les intercommunications téléphoniques.)

Société française des procédés J.-L. Routin pour le compoundage électro-mécanique des groupes électrogènes, 5 novembre 1903, brevet 306461/2624. (Régulateur électro-mécanique.)

Société française des procédés J.-L. Routin pour le compoundage électro-mécanique des groupes électrogènes, 5 novembre 1903, brevet 306461/2625. (Régulateur électro-mécanique.)

Société française des procédés J.-L. Routin pour le compoundage électro-mécanique des groupes électrogènes, 5 novembre 1903, brevet 306401/2626. (Régulateur électro-mécanique.)

Société T. Rôtabel, J. Ruffaud et C^e, 17 novembre 1903, brevet 326597/2627. (Machine à teindre.)

Nottelle (M.-P.-S.), 1^{er} décembre 1903, brevet 313309/2628. (Nouveau busc de corset.)

Société Nottelle père et fils et Denain, 1^{er} décembre 1903, brevet 333346/2629. (Nouveau corset.)

Allendy (A.), 1^{er} décembre 1903, brevet 323343/2630. (Lit pliable.)

Société anonyme des rizeries françaises, 2 décembre 1903, brevet 334369/2631. (Procédé de traitement des farines de riz en vue de les substituer aux diverses féculs dans les apprêts des filés et tissés.)

Berne de Chamaunes (P.), 3 décembre 1903, brevet 328529/2632. (Système d'appareils mécaniques pour prévenir et empêcher les collisions des trains de chemins de fer.)

Sjögren (C.-A.-T.), 9 décembre 1903, brevet 311858/2633. (Mécanisme pour utiliser le recul dans les armes à feu.)

Société anonyme des produits Fréd. Bayer et C^e, 11 décembre 1903, brevet 333144/2634. (Procédé pour la préparation d'acides anthraquinone- α -sulfoniques.)

Vancell y Roca (J.), 12 décembre 1903, brevet 326594/2635. (Perfectionnement dans les instruments de musique à clavier.)

Honnorat (A.), 17 décembre 1903, brevet 338127/2636. (Table distributrice de cartes postales illustrées.)

Société d'électricité Nilmelior, 17 décembre 1903, brevet 334780/2637. (Dispositif permettant d'effectuer l'allumage des moteurs à explosion à un ou plusieurs cylindres.)

Lang (A.), 18 décembre 1903, brevet 331997/2638. (Procédé et dispositif pour utiliser la chaleur qui se dégage des réactions pour le chauffage des liquides de tous genres.)

Pourrat-Talon, 21 décembre 1903, brevet 281181/2639. (Nouveau commutateur électrique applicable à l'horlogerie.)

Petit (F.-G.), 22 décembre 1903, brevet 337613/2640. (Perfectionnements aux fers à repasser.)

Sabatier (L.) et Thibaud (P.), 28 décembre 1903, brevet 338258/2641. (Nouveau système de couchette de bord amovible et pliante.)

Sabatier (L.) et Thibaud (P.), 18 décembre 1903, brevet 338235, système de couchette de bord amovible et pliante.

Bernard (G.-A.) et Sarre (J.), 18 décembre 1903, brevet 339093, colle les étiquettes ou banderoles sur les boîtes et autres objets.

Portier de Salignac (J.), 29 décembre 1903, brevet 339251, protecteur contre l'usure et la crevaison des pneumatiques.

Frank-Valéry (E.) et Frank-Valéry (P.), 29 décembre 1903, brevet 339277, (Protecteur transparent bi-oculaire destiné principalement aux voyageurs dans leurs d'automobiles).

Charvieux (A.), 29 décembre 1903, brevet 337964/1616. (Nouveaux sp... don pour vélocipèdes et motocycles.)

Loizeau de Graudonaison, 31 mars 1903, brevet 311119/1617. (Système de télégraphie.)

N° pour être annexé au décret du 24 juin 1904.

Le Ministre du commerce,
des postes et des télégraphes.

Signé : G. THIELLER

N° 45158. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique des fonds sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds à verser au Trésor, applicable aux dépenses de l'Enseignement primaire.*

Du 29 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts,

Vu la loi de finances du 30 décembre 1903, portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1904;

Vu la loi du 19 juillet 1889 et la loi du 25 juillet 1893 sur les ordonnances de l'Instruction publique et les traitements annuels de ce service;

Vu le bordereau ci-joint, constatant qu'il a été versé par le municipal de la ville d'Amiens une somme de onze cent vingt-cinq francs, pendant l'exercice 1904, au paiement du traitement d'un primaire exerçant dans un emploi créé, sous la réserve que ledit chargera du paiement du traitement de ce fonctionnaire et versement de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds de concours;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 51 du décret du 31 mai 1862;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 juillet 1904.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour les publiques, au ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts, première section (Service de l'Instruction publique), sur l'exercice 1904, chapitre LXXVII, Enseignement primaire : inspecteurs, générales et départementales des écoles maternelles, un crédit cent vingt-cinq francs (1,125').

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

2) Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances ;

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts ;

Signé : J. CHAUMIE.

N° 45159. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1904, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses des Universités.

Du 29 Juillet 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ;

Vu la loi du 30 décembre 1903, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1904 ;

Vu l'article 13 de la loi du 8 juin 1843 et l'article 52 de la loi du 16 mai 1862⁽¹⁾, relatifs à la recette et à l'emploi des fonds de concours pour dépenses publiques ;

Vu l'engagement pris, le 27 juillet 1903, par le ministre des colonies, de prélever sur les budgets locaux des colonies une somme de six mille francs, destinée à acquitter le traitement d'un maître de conférences de botanique coloniale à la faculté des sciences de l'Université de Paris ;

Vu l'arrêté, en date du 3 août 1903, portant nomination d'un titulaire à ladite maîtrise ;

Vu trois déclarations délivrées le 1^{er} février 1903 par le receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé, le même jour, la somme totale de six mille, cinq cents francs destinée à payer le traitement du titulaire et les frais matériels de la conférence ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 juillet 1904 ;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (Service de l'instruction publique), un crédit de six mille, cinq cents francs (6,500).

Cette somme sera rattachée aux chapitres :

- | | |
|------------------------------------|-------|
| X. — Universités : Personnel | 6,000 |
| XI. — Universités : Matériel | 500 |

TOTAL..... 6,500

du budget de l'exercice 1904.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1945, n° 1457.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1904.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : J. CHAUMIE.



Certifié conforme :

Paris, le 31^r Décembre 1904.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au Ministère de la Justice.

Les abonnements au *Bulletin des lois* sont reçus, soit au bureau de vente de l'imprimerie nationale, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e, soit dans les bureaux de poste des départements, aux conditions suivantes :

Partie principale.....	6 francs par an.
Partie supplémentaire.....	6 francs par an.
Aux deux parties.....	9 francs par an.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier.

OBSERVATIONS IMPORTANTES. — L'imprimerie nationale rectifie les erreurs d'envoi, soit en remplaçant un numéro par un autre, soit en fournissant un numéro manquant, mais à la condition que la réclamation soit formée dans l'intervalle de la réception d'un numéro à l'autre. En conséquence, il ne pourra être donné satisfaction aux réclamations qui ne rempliront pas la condition ci-dessus indiquée, qu'autant que le destinataire aura versé le montant de la valeur des numéros réclamés.

Le prix d'un numéro acheté isolément est fixé à 0 fr. 40.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME LXIX DE LA XII^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

PARTIE PRINCIPALE.

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1904.

DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 1904.

(N^{os} 2536 à 2581.)

A

ABUS. Décrets déclarant d'abus : l'article 13 de l'arrêté du 11 juin 1902, par lequel le maire de Bonny a interdit sur le territoire de la commune les cérémonies extérieures du culte, B. 2579, p. 1724; — les écrits des 24 et 27 janvier et 1^{er} février 1904 ayant pour titre : *Lettre à M. le Président de la République*, B. 2579, p. 1725; — le fait par l'abbé Bessières, curé de Saint-Laurent-sur-Gorre, d'avoir administré le baptême à la demoiselle Allard, contrairement à la volonté de son père, B. 2579, p. 1727; — l'ordonnance de l'évêque de Nice du 6 avril 1893, B. 2579, p. 1728.

ADMINISTRATEURS COLONIAUX. Décret portant modification au décret du *XI^e Série*.

6 avril 1900, réorganisant le personnel des administrateurs coloniaux, B. 2574, p. 1567.

ADMINISTRATION CENTRALE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. Voyez *Postes et télégraphes*.

ALGÉRIE. Loi concernant l'échange entre la France et l'Algérie des titres de mouvement pour le transport des spiritueux, B. 2545, p. 293. — Décret autorisant la banque de l'Algérie à créer des établissements et émettre des billets payables au porteur et à vue dans la régence de Tunis, B. 2549, p. 599. — Décret ajoutant à la liste des ordonnateurs secondaires en Algérie les ingénieurs en chef des ponts et chaus-

sées et des mines chargés de travaux à la charge du budget métropolitain, B. 2550, p. 629. — Décret déclarant d'utilité publique divers travaux d'amélioration du port de Bône, B. 2551, p. 668. — Décret convoquant pour le renouvellement de la série sortante des conseils généraux, les électeurs des départements d'Alger, d'Oran et de Constantine, B. 2552, p. 706. — Décret distrayant de la commune d'Aïn-Kial le centre de population européenne de Guiard pour le constituer en commune de plein exercice, B. 2552, p. 707. — Décret réunissant des circonscriptions cantonales d'Algérie sous la juridiction d'un seul tribunal répressif indigène, B. 2562, p. 1163. — Décret instituant en Algérie un diplôme et une médaille d'honneur pour services rendus à la cause de l'assistance publique, B. 2577, p. 1664. — Décret autorisant la ville de Djidjelli à contracter un emprunt et à percevoir des taxes, B. 2578, p. 1702. — Décrets homologuant une décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes relative : aux droits d'enregistrement, B. 2577, p. 1668; — au régime des alcools, B. 2577, p. 1670; — à la taxe sur les sucres, B. 2577, p. 1671; — aux droits d'enregistrement et de timbre, B. 2577, p. 1672. — Décrets portant : réunion à la commune d'Alger de la commune de Mustapha et d'une fraction du territoire de la commune de Saint-Eugène, B. 2541, p. 194; — modification des limites des communes de Belle-Côte et d'Aïn-Tédelès, B. 2545, p. 308; — rectification du tableau n° 3 annexé au décret du 28 décembre 1901 relatif à la population de l'Algérie, B. 2545, p. 322; — application en Algérie des dispositions du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du 21 mars 1848

sur le marchandage, B. 2559, p. 613; — création d'un conseil de prud'hommes à Mascara, B. 2558, p. 1031; — extension du service des colis postaux entre l'Algérie et la Tunisie, B. 2559, p. 1086; — création de postes de suppléants rétribués de juges de paix en Algérie, B. 2562, p. 1164. — Décrets rendant exécutoires en Algérie : le décret du 27 novembre 1903, modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres et incommodes, B. 2558, p. 1035; — la loi du 4 août 1903, réglementant le commerce des produits cupriques anticryptogamiques, B. 2562, p. 1171.

Bourses et chambres de commerce. Décret autorisant la chambre de commerce de Bône à prélever, sur les produits des péages perçus à son profit au port de Bône, une somme en vue de travaux d'amélioration de ce port, et prorogeant la perception des péages, B. 2556, p. 955. — Décret relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses chambres et d'une bourse de commerce d'Algérie, B. 2556, p. 1029. — Décrets autorisant les chambres de commerce ci après à faire une avance au gouvernement général et à contracter un emprunt : Alger (Alger), B. 2541, p. 166; B. 2541, p. 172; B. 2543, p. 212; B. 2564, p. 1223; B. 2564, p. 1225; B. 2564, p. 1226; B. 2578, p. 1706; — Bougie (Constantine), B. 2543, p. 240; — Philippeville (Constantine), B. 2564, p. 1227; B. 2578, p. 1707.

Budget :

Exercice 1901. Règlement définitif du budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1901, B. 2546, p. 326. — Ouverture de crédits spéciaux, B. 2556, p. 986.

Exercice 1902. Ouverture de crédits spéciaux, B. 2556, p. 986.

Fortifications. Homologation plans de délimitation et des procès-verbaux de bornage pour les ouvrages en Algérie, B. 2543, p. 248. —

Homologation plans de circonscription et procès-verbaux de bornage concernant divers ouvrages situés

des dépendances des places djidjelli et Ain-Sefra, B. 2545, p. 316. —

Homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage des terrains

limitant la zone des fortifications concernant la nouvelle portion

limitée de la place de Philippeville, B. 2545, p. 316. —

Homologation des plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage relatifs à divers postes

limités d'Algérie, B. 2577, p. 174. —

Homologation d'un procès-verbal de bornage concernant le poste optique du

fort des Chiens (Algérie), B. 2579, p. 35. —

Décret modifiant la délimitation de la zone unique de service

de la place de Sidi-bel-Abbès, B. 2579, p. 612. —

Décrets relatifs aux servitudes de l'enceinte de la place d'Alger, B. 2579, p. 38. —

à l'aliénation des propriétés domaniales affectées à la

colonisation en Algérie, B. 2579, p. 19.

GE. Voyez *Conventions internationales*.

LOGIE ORIENTALE. Voyez *français d'archéologie orientale* et *Caire*.

ARMÉE. Décret autorisant les militaires des régiments étrangers à se rengager pour une durée d'un à cinq ans, B. 2543, p. 259. —

Décrets portant : modification du décret du 11 juin 1901 sur l'administration des troupes

coloniales, B. 2545, p. 316; — application aux troupes coloniales

en service aux colonies et entretenues sur le budget de la guerre,

du décret du 29 décembre 1903 sur la solde des troupes

coloniales, B. 2552, p. 713; — règlement sur la radiation des cadres

des officiers de réserve et de l'armée territoriale, B. 2577, p. 1675.

— Décrets relatifs : aux avances à faire aux officiers d'administration

chargés des achats directs, sur simple facture, de grains et

de fourrages effectués par le département de la guerre, B. 2556,

p. 976; — à l'exercice du commandement des places fortes en

cas d'empêchement du gouverneur, B. 2577, p. 1679.

ARMES À FEU. Voyez *Congo français*.

ASSISTANCE JUDICIAIRE. Modification des décrets des 18 juin 1884 et 3 mai 1888 sur l'organisation de l'assistance judiciaire en Tunisie, B. 2545, p. 304.

ASSISTANCE PUBLIQUE. Loi relative à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux, B. 2575, p. 1604. — Voyez *Algérie, Enfants assistés*.

AUTORISATIONS. Voyez *Chapelle, Oratoire*.

B

Voyez *Bourses et chambres de commerce, Péages*.

IS. Voyez *Fortifications*.

AU PORTEUR Voyez *Algérie*.

BILLETS À VUE. Voyez *Algérie*.

BOURSES ET CHAMBRES DE COMMERCE.

Dispositions générales. Loi ayant pour objet : 1° d'autoriser la

chambre de commerce de Calais à contracter un emprunt pour solder des dépenses relatives à l'établissement et à l'amélioration de l'outillage public du port ; 2° de modifier les péages locaux établis par les décrets des 3 octobre 1883 et 4 mars 1895, B. 2536, p. 3. — Décrets autorisant : la chambre de commerce de Bourges à acquérir des terrains pour la création d'un port sur le canal du Berry, B. 2556, p. 975 ; — la chambre de commerce de Caen à prélever sur les disponibilités des péages une somme de 163,332 francs, B. 2541, p. 175. — la chambre de commerce de Toulon à contracter un emprunt en vue des travaux d'amélioration du port de cette ville, B. 2564, p. 1229. — Décret modifiant le cahier des charges annexé au décret du 24 avril 1894, relatif à l'usage des grues concédées à la chambre de commerce de Bordeaux sur les quais de cette ville, B. 2556, p. 972. — Décret portant augmentation du nombre des membres de la chambre de commerce de Rouen, B. 2578, p. 1710.

Contributions spéciales. Décrets relatifs à des contributions spéciales à percevoir, en 1904, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce, B. 2537, p. 42; B. 2537, p. 44; B. 2537, p. 46; B. 2537, p. 48; B. 2537, p. 50; B. 2537, p. 52; B. 2558, p. 1032.

Emprunts. Décrets autorisant les chambres de commerce ci-après à faire une avance à l'État et à contracter un emprunt : Bayonne (Basses-Pyrénées), B. 2570, p. 1424; — Blois (Loir-et-Cher), B. 2541, p. 190; — Boubec (Seine-Inférieure), B. 2540, p. 152; — Bourges (Cher), B. 2556, p. 975; — Cambrai (Nord), B. 2555, p. 934; — Dieppe (Seine-Inférieure), B. 2578,

p. 1701; — Elbeuf (Seine-Inférieure), B. 2578, p. 1711; — Lavi (Mayenne), B. 2556, p. 967; — Limoges (Haute-Vienne), B. 2570, p. 1708; — Marseille (Bouches-du-Rhône), B. 2556, p. 970; — Meaux (Seine-et-Marne), B. 2579, p. 1732; — Moulins Allier, B. 2556, p. 968; — Paris (Seine), B. 2578, p. 1712; — Rouen (Seine-Inférieure), B. 2579, p. 1736; — Saint-Basenc (Côtes-du-Nord), B. 2540, p. 157; B. 2542, p. 222; — Saint-Dizier (Haute-Marne), B. 2578, p. 1713; — Toulon (Var), B. 2564, p. 1229; — Tréport (Seine-Inférieure), B. 2543, p. 239.

Impositions additionnelles. Perception à Paris, en 1904, d'une imposition additionnelle au principal de la contribution des patentes, au bénéfice de l'Office national du commerce extérieur, B. 2541, p. 174. — Perception à Paris, en 1904, d'une imposition extraordinaire additionnelle au principal de la contribution des patentes, au bénéfice de la ville et de la chambre de commerce de Paris, B. 2541, p. 180.

BREVETS D'INVENTION. Décrets proclamant : soixante-six cessions de brevets d'invention, B. 2548, p. 395; — des brevets d'invention et des certificats d'addition, B. 2548, p. 402; — soixante-dix cessions de brevets d'invention, B. 2554, p. 777; — les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le quatrième trimestre de l'année 1903, B. 2561, p. 786; — quatre-vingt-six cessions de brevets d'invention, B. 2581, p. 1765; — les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le premier trimestre de l'année 1904, B. 2581, p. 1797.

BUDGET.

Dispositions générales. (Budget général.) Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits

cable aux frais d'établissement des lignes téléphoniques, B. 2552, p. 717.

Exercice 1904. Ouverture d'un crédit extraordinaire pour secours à la Société coopérative des ouvriers mineurs et similaires du département de Saône-et-Loire (mine des Petits-Châteaux), B. 2536, p. 14. — Ouverture d'un crédit applicable aux dépenses de l'Exposition universelle de 1900 et disponible sur l'exercice 1903, B. 2558, p. 1033. — Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour le traitement d'un professeur de l'école nationale d'enseignement professionnel de Vierzou, B. 2558, p. 1026; — pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses, B. 2558, p. 1034; — applicable aux dépenses de l'Exposition universelle de 1900, B. 2576, p. 1654; — applicable à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Givet, B. 2578, p. 1714.

FINANCES.

Exercices 1901, 1902. Ouverture d'un crédit additionnel, B. 2537, p. 56.

Exercice 1903. Ouverture de crédits, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, B. 2568, p. 1351. — Ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles, B. 2579, p. 1748.

Exercice 1904. Ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de la Chambre des députés, B. 2563, p. 1195. — Ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles de veuves ou d'orphelins résultant de décès survenus pendant l'année 1900, B. 2549, p. 611. — Ouverture de crédits supplémentaires de paiement pour le service des pensions militaires, B. 2568, p. 1359.

— Ouverture de crédits de répartition et de paiement par le service des pensions civiles, B. 2560, p. 1360. — Report à l'exercice 1904 d'un crédit non employé en 1903, applicable aux dépenses cadastrales, B. 2561, p. 1361. — Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : applicable à diverses dépenses, B. 2573, p. 1655; — applicable à diverses dépenses, B. 2545, p. 312.

GÉNÉRAL.

Exercices 1900, 1901. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 2562, p. 1172. — Report à l'exercice 1904 d'un crédit non employé en 1903, B. 2562, p. 1172.

Exercice 1903. Ouverture de crédits destinés à couvrir les imputations de dépenses antérieures à cet exercice, B. 1278.

Exercice 1904. Report à l'exercice 1904 d'un crédit non employé en 1903, B. 2562, p. 1172. — Report à l'exercice 1904 d'un crédit non employé en 1903, B. 2562, p. 1172. — Ouverture de crédits supplémentaires pour l'inscription des pensions civiles, B. 2565, p. 1354. — Ouverture de crédits extraordinaires destinés à la fabrication intensive de matériel de guerre à la mobilisation, B. 2565, p. 1354. — Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : applicable à la remonte et au recensement des chevaux, B. 2549, p. 611; — applicable aux fortifications, B. 2562, p. 1172; — applicable aux dépenses, B. 2562, p. 1172.

INSTRUCTION PUBLIQUE ET ENSEIGNEMENT.

Exercices 1900, 1901. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 2551, p. 682. — Ouverture de crédits supplémentaires de paiement pour le service des pensions militaires, B. 2568, p. 1359.

Exercices 1901, 1902. Ouverture d'un crédit additionnel, B. 2561, p. 1133. — Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 2570, p. 1441.

Exercice 1903. Annulation d'un crédit non employé, B. 2549, p. 620. — Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : applicable aux dépenses de l'enseignement primaire supérieur, B. 2549, p. 508; — applicable aux frais d'éclairage du Palais-Royal, B. 2558, p. 1027; — applicable aux bourses et dégrèvements dans les lycées et collèges, B. 2558, p. 1046.

Exercice 1904. Loi portant ouverture d'un crédit pour la création, l'organisation, les frais de cours et de laboratoire d'une chaire de physique à la faculté des sciences de l'Université de Paris, B. 2570, p. 1413. — Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : applicable aux dépenses de diverses écoles nationales des beaux-arts, B. 2545, p. 305; B. 2551, p. 673; — applicable à l'exécution d'un monument destiné à la ville de Tarbes, B. 2549, p. 614; — applicable aux travaux de canalisation de Versailles et de Marly, B. 2549, p. 620; — applicable à la commande d'un monument commémoratif de l'entrée de l'escadre russe à Toulon, B. 2561, p. 1122; — applicable à la commande d'un bas-relief destiné au musée de Lyon, B. 2561, p. 1123; — applicable au service des eaux de Versailles et de Marly, B. 2569, p. 1409; — applicable à l'enseignement primaire supérieur, B. 2571, p. 1473; B. 2572, p. 1525; B. 2577, p. 1678; B. 2581, p. 1946; — applicable aux dépenses des universités, B. 2571, p. 1474; B. 2581, p. 1947; — applicable aux dépenses du Collège de France, B. 2571, p. 1475; — applicable aux travaux de dégage-

ment du palais de justice de Poitiers, B. 2573, p. 1541.

INTÉRIEUR ET CULTES.

Exercice 1900. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 2543, p. 255; B. 2543, p. 256; B. 2562, p. 1168.

Exercices 1900, 1901, 1902. Ouverture d'un crédit additionnel, B. 2561, p. 1126.

Exercice 1902. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 2579, p. 1746.

Exercice 1903. Ouverture d'un crédit extraordinaire pour le payement des dépenses de la commission permanente de la préservation contre la tuberculose, B. 2545, p. 294; — ouverture d'un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au traitement des curés, B. 2579, p. 1722.

Exercice 1904. Ouverture d'un crédit extraordinaire pour dépenses effectuées dans l'intérêt des sociétés de secours mutuels, B. 2549, p. 595. — Report à l'exercice 1904 d'un crédit non employé en 1903, applicable à l'entretien des tombes militaires, B. 2549, p. 618. — Report à l'exercice 1904 d'un crédit non employé en 1903, applicable à la construction de prisons cellulaires, B. 2551, p. 684. — Ouverture d'un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux traitements des commissaires de police, B. 2549, p. 616. — Lois ouvrant : un crédit de 50,000 fr. destiné à venir en aide à la ville de Bourbon-Lancy et aux habitants victimes du cyclone du 1^{er} juin 1904, B. 2574, p. 1561; — un crédit de 100,000 francs destiné à venir en aide aux habitants de la ville de Mamers et aux habitants des communes de l'Orne et de la Sarthe, victimes de l'orage du 7 juin 1904, B. 2574, p. 1562.

1904-1905.

Exercice 1902. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 2579, p. 1750.

Exercice 1904. Ouverture d'un crédit extraordinaire pour la célébration du centenaire de la promulgation du Code civil, B. 2563, p. 1195.

MARINE.

Exercice 1903. Autorisation d'un virement de crédits au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, B. 2543, p. 234. — Transport à un chapitre spécial des rappels de dépenses payables sur revues antérieures et des crédits sur lesquels ces dépenses ont été acquittées, B. 2569, p. 1403.

Exercice 1904. Report à la gestion 1904 des fonds provenant de prélèvements de 4 p. 0/0 effectués en vertu du paragraphe 3 de l'article 21 de la loi du 7 avril 1903 et restés sans emploi en fin de gestion 1903, B. 2543, p. 235. — Ouverture au budget annexe de la caisse des invalides de la marine d'un crédit provenant de retenues sur les primes à la marine marchande, B. 2552, p. 710; B. 2552, p. 711. — Report à l'exercice 1904 d'un crédit non employé en 1903, applicable aux travaux d'approfondissement de la Charente, B. 2558, p. 1052. — Ouverture de crédits supplémentaires pour l'inscription des pensions militaires, B. 2568, p. 1359. — Ouverture au budget annexe de la caisse des invalides de la marine d'un crédit supplémentaire destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant des prélèvements de 4 p. 0/0 sur les primes à la marine marchande et non employés en 1903, B. 2573, p. 1558.

TRAVAUX PUBLICS.

Exercices 1899, 1900, 1901. Ouverture d'un crédit supplé-

mentaire, B. 2542, p. 228; p. 294.

Exercice 1900. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 2542, p. 216.

Exercice 1901. Ouverture d'un crédit supplémentaire, p. 197.

Exercice 1903. Ouverture d'un crédit supplémentaire au budget annexe des chemins de fer de l'État, B. 2551, p. 667. — Répartition du crédit ouvert sur l'exercice 1903 par décret du 3 décembre 1903, B. 2551, p. 667. — Répartition de la répartition de crédit additionnel ouvert par décret du 25 septembre 1903, B. 2551, p. 935. — Répartition de crédit additionnel ouvert par décret du 12 octobre 1903, B. 2551, p. 1121. — Annulation de crédit ouvert pour études et travaux des chemins de fer exécutés par l'État, B. 2570, p. 1415. — Ouverture de crédits à titre de dépenses courues versés au Trésor pour études et travaux des chemins de fer exécutés par l'État, B. 2540, p. 141; B. 2540, p. 141; B. 2545, p. 170; B. 2545, p. 170. — Personnel du service des phares, B. 2540, p. 141. — Personnel au personnel des gardiens de phares, B. 2540, p. 144. — Personnel des ponts et chaussées, B. 2540, p. 145. — Personnel des dépenses, B. 2540, p. 145. — Personnel pour établissement d'entretien de canaux de navigation, B. 2540, p. 149. — Personnel pour routes départementales, B. 2540, p. 149. — Personnel pour routes départementales annuelles, B. 2540, p. 149. — Personnel pour écoles des ponts et chaussées des mines, B. 2541, p. 149. — Personnel pour amélioration et entretien des ports maritimes, B. 2541, p. 149.

p. 213; — pour les routes nationales, B. 2542, p. 225; — pour l'entretien des routes et ponts, B. 2549, p. 596; — applicable au personnel de la navigation, B. 2555, p. 936; — applicable à la navigation intérieure, B. 2556, p. 963; B. 2560, p. 1116; — applicable à l'entretien des phares, fanaux et balises, B. 2556, p. 971; B. 2570, p. 1417; — applicable aux travaux des ports maritimes, B. 2560, p. 1114; — applicable à des travaux complémentaires sur diverses lignes du réseau de l'État, B. 2568, p. 1375.

Exercice 1904. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État, B. 2540, p. 155; B. 2540, p. 156; B. 2541, p. 186; B. 2550, p. 628; B. 2564, p. 1217; B. 2564, p. 1218; B. 2570, p. 1416; B. 2570, p. 1418; — applicable aux routes et ponts, B. 2570, p. 1419.

BUREAUX DE PLACEMENT. Loi relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions, B. 2536, p. 8.

C

CADASTRE. Voyez *Budget : Finances.*

CÂBLES ÉLECTRIQUES SOUS-MARINS. Décret portant énumération des catégories de personnel admises à constater les infractions de nature à compromettre les câbles électriques sous-marins affectés à la défense du littoral, B. 2560, p. 1118.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. Voyez *Sociétés de secours mutuels.*

CAISSE DES FAMILLES. Loi concernant les mandataires des créanciers de la Caisse des familles, B. 2563, p. 1185.

CAPITAUX. Voyez *Rente viagère.*

CARTE. Loi portant modification de la loi du 19 juillet 1890, relative à l'entrée en France des produits d'origine tunisienne, B. 2570, p. 1414. — Voyez *Armée.*

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. Voyez *Budget : Finances.*

CHAPITRE. Décrets autorisant : M. de Maupassant à ouvrir une chapelle domestique dans sa propriété de

Clermont, commune du Cellier, B. 2573, p. 1560; — la création d'une chapelle de secours, à Paris, rue des Abbesses, B. 2574, p. 1591.

CHEMINS DE FER.

Dispositions générales. Ouverture d'un service public de voyageurs et de marchandises à la gare du chemin de fer des mines de Caomey, Mazonay et Change, B. 2541, p. 173.

Chemin de fer de Kayes au Niger. Voyez *Budget : Colonies.*

Chemins de fer départementaux. Voyez *Chemins de fer d'intérêt général.*

Chemins de fer d'intérêt général. Loi ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un chemin de fer de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge; 2° d'approuver une convention avec la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la concession d'une ligne d'intérêt général, à voie étroite, de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge, B. 2536, p. 10.

Chemins de fer d'intérêt local. Décrets approuvant : une modification aux conditions financières

de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Méru à la Bosse, B. 2540, p. 133; — la substitution de la Compagnie du chemin de fer de Billom à Vertaison à M. *Le Bréton*, comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Vertaison à Billom, B. 2540, p. 159. — Décret substituant la Compagnie des chemins de fer régionaux de Franche-Comté à MM. *Chappuis et Schlumberger*, comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Morteau à Maiche, B. 2552, p. 694. — Loi modifiant les conditions de construction et d'exploitation du réseau de chemins de fer d'intérêt local du département du Nord, dit *Groupe Sud*, et du chemin de fer d'intérêt local de Louches à Cambrai, B. 2566, p. 1281. — Loi prorogeant le délai fixé par la loi du 18 décembre 1896 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement des chemins de fer d'intérêt local de Saint-Héand à Pélussin, de Roanne à Boën et de Pouilly-les-Nonains à Renaison, B. 2555, p. 933. — Lois déclarant d'utilité publique : l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, d'Aulnoye à Pont-sur-Sambre, B. 2538, p. 65; — l'établissement, dans les départements d'Indre-et-Loire et de l'Indre, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Montrésor à Écueillé, B. 2539, p. 101; — l'établissement, dans les départements de l'Hérault et de l'Aude, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, d'Olonzac à Félines-Hautpoul, B. 2553, p. 721; — l'établissement, dans le département des Ardennes, du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Signy-l'Abbaye à Mézières et à Mohon, avec embranchement au port de Mohon, B. 2557, p. 993; — l'établisse-

ment, dans le département d'Indre-et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Fondettes à Sargé, B. 2565, p. 1249; — l'établissement, dans le département de Finistère, des chemins de fer d'intérêt local de Pleyben à Saint-Pol-de-Léon, de Pleyben à Concarneau et de Pleyben à Saint-Guénolé, B. 2567, p. 1251; — l'établissement, dans le département du Doubs, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Malche à L'Écluse, B. 2568, p. 1362; — l'établissement, dans le département des Landes, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Pissos à Moustey, et les conventions passées avec le département, les concessionnaires de ladite ligne et la Compagnie anonyme des chemins de fer d'intérêt local du département des Landes, la Compagnie des chemins de fer du Midi et du Bas-Pyrénées, B. 2569, p. 1382; — l'établissement, dans le département des Ardennes, du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Vervins à Vouziers, B. 2570, p. 1383; — l'établissement, dans le département de la Manche, B. 2572, p. 1384.

Travaux :

Chemins de fer algériens : approuvant : les travaux et les dépenses à faire par la Compagnie des chemins de Bône-Guelma et prolongement pour l'éclairage par l'électricité de la gare de Souk-Ahras, B. 2540, p. 100; — les travaux et les dépenses à faire par la Compagnie des chemins de Bône-Guelma et prolongement pour la construction de closets, à proximité des ateliers de la gare de Souk-Ahras, B. 2540, p. 103. — terminant les partici-

l'État et de l'Algérie dans la charge annuelle des chemins de fer de la colonie, B. 2563, p. 1196.

Chemins de fer de l'État. Décret portant que les travaux projetés pour le transfert de la gare P. V. de Rochefort dans l'ancienne gare des Charentes sont déclarés d'utilité publique, B. 2541, p. 195.

Chemins de fer de l'Ouest. Décrets déclarant d'utilité publique : les travaux à exécuter pour le doublement des voies de la ligne de Paris à Brest, entre Versailles-Chantiers et Versailles-Matelots, B. 2537, p. 64; — les travaux à exécuter pour l'établissement de la partie de la ligne de Beslé à Guéméné et à la Chapelle-sur-Erdre, comprise entre la station de Beslé et la bifurcation avec la ligne de Châteaubriant à Redon, B. 2552, p. 705. — Décret portant que, le long de la voie de service établie en gare de la Loupe, pour desservir l'établissement désigné sous le nom de *Docks de l'Ouest*, la zone dans laquelle aucune construction ne peut être établie conformément à l'article 5 de la loi du 15 juillet 1845, est ramenée à la limite des emprises du chemin de fer, B. 2553, p. 776.

Chemins de fer du Midi. Décret déclarant d'utilité publique les travaux projetés pour l'établissement de deux voies nouvelles destinées à prolonger la ligne de Toulouse à Bayonne latéralement à celle de Bordeaux à Cette, jusqu'à la gare de Toulouse-Matabiau, B. 2554, p. 927.

Chemins de fer du Nord. Décret déclarant d'utilité publique l'établissement de la ligne du chemin de fer de Saint-Ouen-les-Docks à Ermont-Eaubonne, B. 2540, p. 150.

Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. Décret auto-

risant cette compagnie à ajouter au compte général de premier établissement des lignes de son réseau algérien, l'excédent sur la valeur des rentrées, des dépenses faites pour divers travaux de faible importance et pour fournitures urgentes de mobilier, matériel et outillage pendant l'année 1901, B. 2539, p. 132. — Décrets approuvant : les travaux prévus dans le projet présenté par cette compagnie pour son réseau algérien et ayant pour objet l'agrandissement et la modification des ateliers du Hamma, près Alger, en y transférant la remise des voitures de la gare d'Oran-Kar-guentah, B. 2540, p. 164; — les travaux à exécuter en vue de la substitution d'un passage supérieur au passage à niveau n° 28 de la ligne de Mâcon à Ambérieu, B. 2543, p. 259; — le projet présenté par cette compagnie, le 12 décembre 1903, en vue de l'éclairage électrique des trains de nuit de la ligne d'Alger à Oran, B. 2564, p. 1247; — le projet présenté par cette compagnie, le 8 septembre 1902, ayant pour objet l'établissement d'un pont avec tablier métallique, au point kilométrique 302^m546^m30 de la ligne d'Alger à Oran, B. 2564, p. 1248.

CHIENS. Décrets fixant la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans les communes ci-après : Annemasse (Haute-Savoie), B. 2543, p. 251; — Castillon-de-Gagnières (Gard), B. 2549, p. 620; — Collias (Gard), B. 2577, p. 1666; — Coteau (1e) [Loire], B. 2577, p. 1666.

CODE CIVIL. Voyez *Budget : Justice*.

COLIS POSTAUX. Voyez *Postes et télégraphes*.

COLONIES ET PROTECTORATS.

Colonies.

Dispositions applicables à une seule colonie.

Afrique occidentale française. Loi approuvant la modification du paragraphe 3 de l'article 2 de la loi du 5 juillet 1903, autorisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française à contracter un emprunt de 65 millions de francs, B. 2563, p. 1187. — Décrets portant : réorganisation du service de la justice dans les colonies relevant du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, B. 2576, p. 1625; — augmentation du capital et modification des statuts de la banque de l'Afrique occidentale, B. 2577, p. 1637.

Congo français. Décret portant règlement de l'introduction et de la vente des armes à feu et des munitions au Congo français, B. 2574, p. 1564.

Côte française des Somalis. Décret portant réorganisation de la justice dans la colonie de la Côte française des Somalis, B. 2578, p. 1601.

Indo-Chine. Décret modifiant le tarif spécial des douanes en Indo-Chine en ce qui concerne les sucres, B. 2574, p. 1566. — Décret relatif à la réorganisation du service de la trésorerie en Indo-Chine, B. 2578, p. 1645.

Madagascar. Décret portant suppression des conservations d'hypothèques à Nossi-Bé et à Diégo-Suarez, B. 2576, p. 1641.

Martinique. Décret portant abrogation du décret du 30 mai 1895, relatif à l'exportation des monnaies de billon à la Martinique, B. 2574, p. 1572.

Siam. Création d'une agence de la banque de l'Indo-Chine à Battambang, B. 2574, p. 1573.

Tahiti. Décret portant création

d'une succursale de la banque de l'Indo-Chine à Tahiti, B. 2574, p. 1572.

COMITÉ CONSULTATIF D'HYGIÈNE PUBLIQUE. Décret relatif au fonctionnement du Comité consultatif d'hygiène publique de France, B. 2564, p. 1242.

COMITÉ LOCAL DES HABITATIONS À BON MARCHÉ. Décret instituant dans le département des Hautes-Pyrénées un comité local des habitations à bon marché, B. 2564, p. 1084.

COMMISS DES PONTS ET CHAUSSEES ET DES MINES. Voyez *Ponts et chaussées*.

COMMISSAIRES DE POLICE. Voyez *Police*.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT. Décret nommant M. Cassal, commissaire général du Gouvernement français en Belgique à l'occasion de l'exposition de Liège, B. 2563, p. 1215.

COMMISSAIRES-PRISEURS. Décret portant création d'un bureau spécial d'enregistrement des actes des commissaires-priseurs, B. 2549, p. 514. — Décret relatif à l'honorariat des commissaires-priseurs, B. 2549, p. 610.

COMMISSION. Décret portant nomination pour trois années du président et des membres de la commission de la pêche fluviale, B. 2543, p. 245.

COMMUNAUTÉS. Voyez *Établissements congréganistes*.

COMMUNES ET VILLES. *Changement de dénominations.* La commune des Artigues (Gironde) portera à l'avenir le nom des Artigues-de-Lassac, B. 2568, p. 1379. — La commune d'Asnières (Vienne) portera à l'avenir le nom d'Asnières-sur-Blour, B. 2566, p. 1312.

— La commune de Brienne (Ardennes) portera à l'avenir le nom de *Brienne-sur-Aisne*, B. 2554, p. 928. — La commune de Montfort (Var) portera à l'avenir le nom de *Montfort-sur-Argens*, B. 2550, p. 656. — La commune de Nerpel-et-Serres (Isère) portera à l'avenir le nom de *Serres-Nerpel*, B. 2566, p. 1312. — La commune de Saint-Aubin (Allier) portera à l'avenir le nom de *Saint-Aubin-le-Monial*, B. 2578, p. 1719. — La commune de Sainte-Opportune-près-Vieux-Port (Eure) portera à l'avenir le nom de *Saint-Opportune-le-Mara*, B. 2578, p. 1719. — La commune de Vernou (Seine-et-Marne) portera à l'avenir le nom de *Vernou-sur-Seine*, B. 2568, p. 1380. — La commune de Villard-la-Rucouse (Jura) portera à l'avenir le nom de *Villard-sur-Bienne*, B. 2570, p. 1444.

Emprunts. Décrets autorisant : la ville de Paris à changer l'affectation de fonds d'emprunt, B. 2551, p. 669; — la commune d'Avion à contracter un emprunt en vue du paiement d'une subvention à la Compagnie du chemin de fer du Nord pour la transformation en station complète de la halte actuelle, B. 2551, p. 669. — Lois autorisant les villes ci-après à contracter un emprunt : Paris (Seine), B. 2549, p. 594; — Saint-Martin-de-Ré (Charente-Inférieure), B. 2558, p. 1041.

Territoires distraits ou annexés :

Réunions ou divisions. Lois divisant : en deux circonscriptions cantonales le canton de Saint-Martin-Vésubie, B. 2546, p. 325; — en deux communes le territoire de Bouillargues (Gard), B. 2550, p. 625; — en deux cantons le canton de Lens, B. 2555, p. 929; — en deux municipalités distinctes le territoire de la commune de la Turbie, B. 2556, p. 961; — en deux municipalités

distinctes le territoire de la commune de Saint-Ignat, B. 2556, p. 962; — en deux municipalités distinctes le territoire de la commune de Saint-Andéol-de-Fourchades (Ardèche), B. 2579, p. 1721. — Lois érigeant : en municipalité distincte le territoire formé par la presqu'île du cap Ferrat, distrait de la commune de Villefranche (Alpes-Maritimes), B. 2550, p. 626; — en municipalité distincte le territoire de la section de Murole, distrait de la commune de Lacroix (Aveyron), B. 2550, p. 627; — en municipalité distincte une portion de territoire distraite des communes d'Arles et de Fos-sur-Mer, B. 2552, p. 689; — en municipalité distincte une portion de territoire distraite de la commune de Vautais, B. 2555, p. 930; — en municipalité distincte, sous le nom de *Saint-François-sur-Bugeon*, une partie de territoire distraite de la commune de Montgellafrey, B. 2580, p. 1753. — Décret réunissant à la commune de Mayenne une portion de territoire distraite de la commune de Saint-Baudelle, B. 2579, p. 1731; — le chef-lieu de la commune de Gandaille est transféré à Dondas dont il portera le nom, B. 2570, p. 1444.

CONDUCTEURS PRINCIPAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES. Décret substituant le grade de sous-ingénieur des ponts et chaussées à ceux de conducteurs principaux des ponts et chaussées de première et de deuxième classe, B. 2551, p. 662.

CONFÉRENCE TÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE. Voyez *Postes et télégraphes*.

CONGRÉGATIONS. Voyez *Enseignement congréganiste, Établissements congréganistes*.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT. Décret portant convocation des con-

seils d'arrondissement en 1904, B. 2564, p. 1246. — Décrets déclarant nulle et de nul effet : la délibération du conseil d'arrondissement de Château-Gontier, en date du 11 août 1904, B. 2578, p. 1719; — la délibération du conseil d'arrondissement de Lille, en date du 8 août 1904, B. 2578, p. 1720; — la délibération du conseil d'arrondissement de Nantes, en date du 8 août 1904, B. 2578, p. 1719; — la délibération du conseil d'arrondissement de Vitry, en date du 8 août 1904, B. 2578, p. 1720.

CONSEIL DE L'ORDRE DE LA LÉGION D'HONNEUR. Voyez *Légion d'honneur*.

CONSEILS DE REVISION MARITIMES. Voyez *Tribunal de revision maritime*.

CONSEIL D'ÉTAT. Décret portant prorogation de la section temporaire du contentieux du Conseil d'État, B. 2564, p. 1246.

CONSEILS GÉNÉRAUX. Décret approuvant une délibération du conseil général de la Marne, B. 2549, p. 604. — Décrets déclarant nulles et de nul effet : les délibérations du conseil général de Maine-et-Loire, en date du 14 avril 1904, B. 2578, p. 1718; — la délibération du conseil général d'Ille-et-Vilaine, en date du 12 avril 1904, B. 2578, p. 1718; — la délibération du conseil général de la Mayenne, en date du 20 août 1903, B. 2542, p. 228.

CONTENTIEUX. Voyez *Conseil d'État*.

CONTRIBUTION DES PATENTES. Voyez *Bourses et chambres de commerce*.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1905, B. 2569, p. 1392.

CONTRÔLEURS COMPTABLES DES CHEMINS DE FER. Décret portant modification du titre des contrôleurs comptables des chemins de fer, B. 2540, p. 162.

CONTRÔLEURS DE L'ADMINISTRATION DE LA MARINE. Décret relatif à la mise à la retraite d'office des contrôleurs et contrôleurs adjoints de l'administration de la marine, B. 2543, p. 237.

CONTRÔLEURS PRINCIPAUX DES MINES. Décret substituant le grade de sous-ingénieur des mines à celui de contrôleurs principaux des mines de première et de deuxième classe, B. 2551, p. 663.

CONVENTIONS INTERNATIONALES. Décrets portant : promulgation de la convention d'arbitrage, signée à Paris, le 26 février 1904, entre la France et l'Espagne, B. 2545, p. 303; — approbation de la convention du 24 décembre 1903 entre le directeur des finances du protectorat français de la régence de Tunis et le directeur de la banque de l'Algérie, B. 2547, p. 390; — promulgation de la convention signée à La Haye, le 12 juin 1902, entre diverses puissances, pour régler les conflits de lois et de juridictions relatifs à la tutelle des mineurs, B. 2555, p. 948; — promulgation de la convention signée à La Haye, le 12 juin 1902, entre diverses puissances, pour régler les conflits de lois en matière de mariage, B. 2555, p. 952; — promulgation de la convention signée à La Haye, le 12 juin 1902, entre diverses puissances, pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps, B. 2555, p. 956; — approbation des déclarations signées à Paris, les 2 et 26 mars 1904, pour la prorogation de la convention télégraphique conclue entre la France, la Belgique et les

Pays-Bas, B. 2563, p. 1214; — promulgation de la convention signée à Bogota, le 4 septembre 1901, entre la France et la Colombie, pour la protection de la propriété industrielle, B. 2568, p. 1378. — Lois portant : approbation de la convention signée à la Haye, le 12 juin 1902, entre diverses puissances, pour régler les conflits de lois et de juridictions relatifs à la tutelle des mineurs, B. 2555, p. 931; — approbation de la convention signée à la Haye, le 12 juin 1902, entre diverses puissances, pour régler les conflits de lois en matière de mariage, B. 2555, p. 932; — approbation de la convention signée à la Haye, le 12 juin 1902, entre diverses puissances, pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps, B. 2555, p. 932; — approbation des déclarations signées à Paris, les 2 et 26 mars 1904, pour la prorogation des conventions conclues les 27 février 1891 et 27 septembre 1890, réglant les relations télégraphiques entre la France, la Belgique et les Pays-Bas, B. 2563, p. 1188; — approbation de la convention signée à Bogota, le 4 septembre 1901, entre la France et la Colombie, pour la protection réciproque de la propriété industrielle, B. 2568, p. 1349. — Note

du Conseil fédéral suisse au Gouvernement de la République française notifiant l'accession de la Roumanie à la convention internationale du 14 octobre 1890, B. 2550, p. 655. — Note du Gouvernement de S. M. Britannique au Gouvernement de la République française notifiant l'accession de ses colonies du Transvaal et de l'Orange à la convention internationale télégraphique de Saint-Petersbourg, B. 2550, p. 655. — Note du représentant des Pays-Bas à Berne faisant part au Gouvernement de la République française de l'adhésion du Gouvernement néerlandais à l'arrangement international de Washington, B. 2576, p. 1655.

COURS D'APPEL. Voyez *Tribunaux de première instance*.

CULTE. Décret distayant de la succursale de Sainte-Marthe et les rattachant, pour le culte, à la succursale de Fourques, les hameaux ci-après : Sanbole (Grande-) [Lot-et-Garonne], B. 2579, p. 1752; — Sanbole (Petite-) [Lot-et-Garonne], B. 2579, p. 1752; — Lozeray (Lot-et-Garonne), B. 2579, p. 1752; — Maysonnade (Lot-et-Garonne), B. 2579, p. 1752; — Grelot (Lot-et-Garonne), B. 2579, p. 1752.

D

DÉLITS DE PÊCHE. Voyez *Pêche maritime*.

DÉNOMBREMENT. Décret rectifiant, en ce qui concerne le département de Tarn-et-Garonne, les tableaux de population annexés au décret du 31 décembre 1901, B. 2545, p. 309.

DONNÉES COLONIALES. Loi relative au

régime douanier des denrées coloniales, B. 2536, p. 1.

DÉPARTEMENTS. *Autorisations d'emprunts et d'impositions extraordinaires*. Ont été autorisés à contracter des emprunts ou à s'imposer extraordinairement, les départements ci-après : Ain, B. 2556, p. 990; — Aisne, B. 2552, p. 715; — Alpes (Basses-), B. 2549, p. 619; B. 2573, p. 1534; — Ar-

dèche, B. 2562, p. 1167; — Aube, B. 2558, p. 1036; — Bouches-du-Rhône, B. 2562, p. 1165; — Cantal, B. 2564, p. 1237; — Charente, B. 2551, p. 678; B. 2556, p. 979; B. 2562, p. 1164; — Charente-Inférieure, B. 2556, p. 984; B. 2573, p. 1530; — Corrèze, B. 2551, p. 680; B. 2556, p. 981; B. 2556, p. 982; B. 2558, p. 1039; B. 2558, p. 1040; B. 2564, p. 1245; — Corse, B. 2573, p. 1549; — Creuse, B. 2573, p. 1536; B. 2573, p. 1538; — Drôme, B. 2573, p. 1540; — Eure-et-Loir, B. 2564, p. 1241; — Finistère, B. 2573, p. 1532; — Garonne (Haute-), B. 2556, p. 991; B. 2573, p. 1533; — Hérault, B. 2573, p. 1536; — Ille-et-Vilaine, B. 2562, p. 1166; — Jura, B. 2573, p. 1546; — Landes, B. 2543, p. 252; B. 2573, p. 1548; — Loir-et-Cher, B. 2556, p. 988; — Loire (Haute-), B. 2564, p. 1244; B. 2570, p. 1426; B. 2570, p. 1427; B. 2570, p. 1428; B. 2573, p. 1537; — Mayenne, B. 2564, p. 1239; — Meuse, B. 2564, p. 1236; — Nièvre, B. 2558, p. 1037; — Oise, B. 2550, p. 653; — Pyrénées-Orientales, B. 2564, p. 1240; — Savoie, B. 2551, p. 679; B. 2551, p. 685; B. 2556, p. 980; B. 2558, p. 1039; — Savoie (Haute-), B. 2564, p. 1243; B. 2573, p. 1544; B. 2573, p. 1545; — Seine, B. 2551, p. 657; — Sèvres (Deux-), B. 2564, p. 1238; B. 2573, p. 1547; — Vienne (Haute-), B. 2558, p. 1038; — Yonne, B. 2556, p. 978; B. 2573, p. 1542. — Décret autorisant le département des Landes à affecter, jusqu'à concurrence de 2000 fr., au paiement de pensions annuelles aux vieillards, infirmes et incurables indigents, le reliquat disponible de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi du 30 juillet 1895, B. 2573, p. 1539. — Loi fixant la répartition, en 1905, du fonds de subvention alloué aux départements, B. 2574, p. 1562.

DÉPUTÉS. Décrets convoquant, à l'effet d'élire des députés, les collèges électoraux des circonscriptions ci-après : de la première circonscription de l'arrondissement d'Évreux, B. 2577, p. 1677; — de la neuvième circonscription de l'arrondissement de Lyon (Rhône), B. 2552, p. 712; — de la deuxième circonscription du XIV^e arrondissement de Paris, B. 2552, p. 716; — de la première circonscription de l'arrondissement de Sceaux (Seine), B. 2562, p. 1170.

DIPLOMES ET MÉDAILLES. Voyez Algérie.

DOMMAGES. Note relative aux réclamations adressées au Gouvernement colombien pour dommages subis pendant la guerre civile de 1899-1903, B. 2574, p. 1591.

DOMAINES.

Affectations d'immeubles domaniaux à divers. Décrets affectant, au département de l'agriculture, pour être annexées au dépôt d'étalons de Compiègne, diverses parties d'un immeuble domanial, B. 2545, p. 324; — au service des beaux-arts, de la tour Gabriel ou du Moulin, au mont Saint-Michel, B. 2549, p. 601; — au service des beaux-arts, des anciennes fortifications d'Aigues-Mortes, B. 2551, p. 686; — au département de la guerre, une parcelle de terrain domanial, B. 2543, p. 253; B. 2545, p. 321; B. 2564, p. 1242; B. 2565, p. 1411; — à la marine, la partie ouest du polygone de Saint-Pierre-Quilbignon, B. 2565, p. 1276.

Concessions de droits et cessions d'immeubles. Décrets approuvant les cessions ci-après : à l'État, par la ville de Tréguier, d'une place plantée, dite *la Levée*, B. 2550, p. 656; — à la ville

d'Auronne; de terrains et de constructions provenant des anciennes fortifications de cette place, B. 2563, p. 1198.

Echanges de biens domaniaux. Décret approuvant l'échange entre l'État et M. Rousseau, d'un terrain domanial dépendant du camp d'Avor, à Farges-en-Sép-taine, contre un terrain sis au même lieu, B. 2536, p. 31.

Limites de la mer. Décret portant fixation des limites du rivage de la mer sur le littoral de Ploaré, le long de la plage du Riz (quartier de Douarnenez), B. 2545, p. 802.

DONS ET LEGS. Décrets autorisant : le ministre de la guerre à accepter, au nom de l'État, la donation sous forme d'abandon gratuit, offerte par la commune de Dellys, d'une parcelle de terrain nécessaire pour l'agrandissement du champ de manœuvres de Dellys, B. 2561, p. 1152; — le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter, en qualité de légataire universel, la succession de M. Chapelle (Jean-Baptiste-Pierre-Victor), B. 2576, p. 1656; — le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter un groupe en biscuit de Falconet : « Pygmalion-Galathée », en faveur du musée de la manufacture nationale de Sèvres, B. 2545, p. 324; — le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter pour les musées nationaux la collection d'antiquités offerte par M. Piette, B. 2553, p. 776; — le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à refuser les ouvrages légués aux musées nationaux par M^{me} de Pages dit Pourcarès, B. 2551, p. 688; — le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter,

pour les musées nationaux, les ouvrages légués par M. Arthur de Rothchild, B. 2559, p. 1087; — le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter, pour les musées nationaux, un legs fait par M^{re} veuve Arnault; — à refuser un legs fait par M^{re} veuve Arnault; 3^e le secrétaire perpétuel de l'Académie française à refuser un legs fait par M^{re} veuve Arnault, B. 2577, p. 1688; — le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter pour les musées nationaux le legs fait par M^{re} Grégoire, B. 2580, p. 1784; — le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter pour les musées nationaux le legs fait par M^{re} Lefual, B. 2580, p. 1784; — le trésorier de la fabrique de l'église curiale Saint-Pierre-de-Montmartre, à Paris, à accepter la donation faite à cet établissement par M. l'abbé Sobanx (Louis-Alexandre), B. 2574, p. 1591; — le trésorier de l'association dite Société centrale des architectes français, à accepter, au nom de cette association, le legs à elle fait par M. Maurice-Achille Delarue, B. 2558, p. 1035.

DOUANES. Décret modifiant le tarif général des douanes, tableau A : Droits d'entrée sur les bestiaux et viandes abattues, B. 2536, p. 2. — Loi modifiant le paragraphe 1^{er} de l'article 5 de la loi du 11 janvier 1892 sur le tarif général des douanes en ce qui concerne certains produits de l'Inde française; B. 2536, p. 18. — Décret ouvrant au transit des marchandises le bureau des douanes de Ghyvelderoute, B. 2573, p. 1529. — Décret constituant en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'Exposition internationale de l'automobile, du cycle et des sports, B. 2579, p. 1733.

DYNAMITE. Décrets autorisant un dépôt de dynamite sur le territoire des communes ci-après : Erblon (Ille-et-Vilaine), B. 2570, p. 1421; — Flines-les-Raches (Nord), B. 2564, p. 1233; — Grand-Croix (Loire), B. 2574, p. 1588; — Hénin-Liétard (Pas-de-Calais), B. 2541, p. 167; — Monchecourt (Nord), B. 2555, p. 944; — Premières (Isère), B. 2541, p. 191; — Raismes (Nord), B. 2555, p. 941; —

Raon-l'Étape (Vosges), B. 2574, p. 1585; — Saint-Germain-le-Vasson (Calvados), B. 2577, p. 1680. — Décret portant modification et complément du décret du 25 septembre 1876 relatif à la fabrique de dynamite d'Abloy, B. 2555, p. 939. — Décret relatif à la surveillance des dépôts de dynamite, B. 2558, p. 1028. — Décret rejetant une demande d'autorisation de dépôt de dynamite, B. 2579, p. 1735.

B

ÉCHANGE. Voyez *Domaines*.

ÉCOLE DES MINES. Modification du décret du 18 juillet 1890 portant organisation de l'École des mines de Saint-Étienne, B. 2540, p. 147. — Voyez *Budget : Agriculture*.

ÉCOLE DES PONTS ET CHAUSSEES. Voyez *Budget : Agriculture*.

ÉLECTIONS. Voyez *Députés, Sénateurs*.

ENFANTS ASSISTÉS. Loi sur le service des enfants assistés, B. 2575, p. 1593.

ENSEIGNEMENT CONGRÉGANISTE. Loi relative à la suppression de l'enseignement congréganiste, B. 2578, p. 1689.

ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX. Voyez *Hygiène*.

ÉTABLISSEMENTS CONGRÉGANISTES. Décret portant abrogation des décrets et ordonnances qui ont autorisé la fondation de divers établissements congréganistes de femmes, signalés aujourd'hui comme n'existant plus, B. 2574, p. 1577; B. 2576, p. 1606. — Décret rapportant l'ordonnance du 11 septembre 1816 qui a autorisé

la communauté autonome des sœurs de Notre-Dame de Charité du Refuge, établie à Tours, B. 2579, p. 1723.

ÉTABLISSEMENTS DE LA MARINE. Voyez *Hygiène*.

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. Voyez *Hygiène*.

ÉTAT CIVIL.

NOMS.

Décrets autorisant les personnes ci-après désignées, savoir : MM. *Batard (Louis)*; *Batard (Jean-François)* à substituer à leur nom patronymique celui de *Batton*, B. 2555, p. 960; — M. *Bouraud (Henry-Jean-Jacques)* à substituer à son nom patronymique celui de *Bellamy*, B. 2565, p. 1280; — M. *Christol (Marius-Lucien-Leopold)* à ajouter à son nom patronymique celui de *Gros*, B. 2562, p. 1184; — M. *Rey (Marie-Xavier-Antoine-Charles)* à ajouter à son nom patronymique celui de *Jouvin*, B. 2556, p. 992; — MM. *Wyse (William)*; *Wyse (Marie-François-André)* à ajouter à leur nom patronymique celui de *Lanza*, B. 2549, p. 624.

ÉVÊQUES. Voyez *Abus*.

EXPLOSIFS. Décret autorisant la mise en vente et fixant le prix d'un nouvel explosif de chasse, B. 2570, p. 1438. — Décret fixant

le prix de vente d'un nouvel explosif de chasse pour l'exportation et dans les colonies françaises, B. 2570, p. 1438.

F

FORTIFICATIONS.

Cessions. Décret concernant la cession à la ville de Perpignan de terrains de la fortification provenant de l'enceinte à déclasser de cette place, B. 2536, p. 14. — Décret portant déclassement de l'enceinte de la ville de Perpignan, B. 2536, p. 30.

Zones de servitudes, polygones exceptionnels. Décret constituant en polygones exceptionnels des terrains de la place de Verdun, B. 2552, p. 717. — Décrets distrayant : des terrains de la zone de servitudes de la place de Colmars, B. 2545, p. 315; — des terrains des zones de servitudes de la redoute d'Octeville, à Cherbourg, B. 2552, p. 709. — Décret modifiant les limites des zones de servitudes de la place du Palais (Belle-Ile), B. 2570, p. 1439. — Décrets portant : homologation du plan de délimitation et du procès-verbal de bornage concernant la limite de la première

zone de servitudes de la batterie du Châtelet, à Belfort, B. 2543, p. 246; — homologation des plans de délimitation et des procès-verbaux de bornage de la zone unique de servitudes pour divers ouvrages dépendant de la place d'Albertville, B. 2543, p. 247; — réduction des servitudes de divers ouvrages dépendant de la place d'Albertville, B. 2552, p. 708; — homologation du plan de délimitation et du procès-verbal de bornage concernant les limites nouvelles de la zone de servitudes du fort de Vincennes, B. 2577, p. 1676; — homologation du plan de délimitation et du procès-verbal de bornage concernant le polygone exceptionnel créé sur le terrain de la plage des Bains, à Port-Louis, B. 2579, p. 1734.

FRAUDES COMMERCIALES. Loi tendant à réprimer les fraudes commerciales sur les vins, B. 2568, p. 1358.

G

GRUES. Voyez *Bourses et Chambres de commerce.*

H

HABITATIONS À BON MARCHÉ. Voyez *Comité local des habitations à bon marché.*

HONORARIAT. Voyez *Commissaires-priseurs, Huissiers.*

HUISSIERS. Décret relatif à l'hono-

riat des huissiers, B. 2549, p. 610.

HYGIÈNE. Décrets portant : modification de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, B. 2549, p. 593;

— règlement d'administration publique pour l'application des lois des 12 juin 1893 et 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs en ce qui concerne le couchage du personnel

dans les établissements industriels et commerciaux, B. 2579, p. 1729.
— Décret relatif à l'exécution de la loi sur l'hygiène du 12 juin 1893 dans les établissements de la marine, B. 2558, p. 1051.

LETTRES. Voyez Payements.

INDEMNITÉS. Voyez Personnel colonial.

INSCRIPTION MARITIME. Loi faisant bénéficier le demi-soldier (inscrit maritime) de sa pension de retraite à compter du jour où son droit est constaté, B. 2552, p. 690. — Loi portant modification de la loi du 30 juillet 1897 sur le permis de navigation maritime et l'évaluation des services

donnant droit à la pension dite demi-solde, B. 2552, p. 691.

INSPECTION DES ENFANTS ASSISTÉS. Modification du décret du 8 mars 1887, concernant le recrutement du personnel de l'inspection des enfants assistés, B. 2547, p. 389.

INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHÉOLOGIE ORIENTALE DU CAIRE. Modification du décret du 17 mai 1898, relatif à l'organisation de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, B. 2542, p. 212.

JAUGEAGE DES NAVIRES. Décret portant modification des règles applicables au jaugeage des navires, B. 2558, p. 1043.

JUSTICES DE PAIX. Décret réunissant : les justices de paix des cantons nord et sud de Cahors, B. 2541, p. 187; — les justices de paix des cantons nord et sud de Castelnaudary, B. 2543, p. 250; — les justices de paix des cantons

est et ouest de Dinan, B. 2541, p. 188; — les justices de paix des cantons nord et sud de Mâcon, B. 2545, p. 322; — les justices de paix des cantons nord et sud de Melun, B. 2541, p. 188; — les justices de paix des 1^{re} et 2^e cantons de Nîmes, B. 2543, p. 236; — les justices de paix des cantons est et ouest de Vitry. B. 2543, p. 250.

LÉGION D'HONNEUR. Décret nommant un membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur, B. 2552, p. 714. — Décret autorisant un virement de crédits au budget annexe de la Légion d'honneur (exercice 1903), B. 2570, p. 1434.

Lois. Voyez Dans et lois.

LOGEMENTS. Décrets portant : concession d'un logement, à titre gratuit, dans les bâtiments de l'État, B. 2536, p. 30; B. 2537, p. 59; B. 2537, p. 60; B. 2542, p. 211; B. 2542, p. 215; B. 2543,

: B. 2543, p. 233; B. 2558, 5; — concession d'un lot à un fonctionnaire, à la

faculté de médecine de l'Université de Montpellier, B. 2542, p. 227.

M

DAGE. Voyez *Algérie*.

ÉCOLE DES). Voyez *École des*

RE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. Motion à l'organisation de l'instruction centrale de la mine de l'instruction publique beaux-arts, B. 2542, p. 209.

MONNAIES DE BILLON. Voyez *Martinique*.

MONNAIES DE NICKEL. Décret relatif aux pièces de nickel de 25 centimes, B. 2570, p. 1429.

MONNAIES ET MÉDAILLES. Voyez *Budget : Finances*.

N

ION INTÉRIEURE. Voyez *Budget : Travaux publics*.

NAVIRES. Voyez *Jaugeage des navires*.

O

1. Lois et décrets autorisant la réception ou la prorogation surtaxe d'octroi dans les ci-après : Gonesse (Seine), B. 2562, p. 1153; Guéret (Indre), B. 2551, p. 658; Hénin-Finistère), B. 2558, p. 1025; Lorient (Morbihan), B. 2568, 51; Reims (Marne), B. 2562, 54.

OFFICE NATIONAL DU COMMERCE EXTERIEUR. Voyez *Bourses et Chambres de commerce*.

ORATOIRE. Décret autorisant l'ouverture d'un oratoire particulier dans les bâtiments de l'hospice de la commune de Saint-Just-sur-Loire, B. 2573, p. 1560.

P

ENTS. Décret portant modification de l'article 160 du décret du 11 novembre 1887, relatif aux droits de perception aux états, B. 2574, p. 1571.

Décrets approuvant le tarif de la perception des droits de perception, aux bacs ci-après : Aulnois

(Aisne), B. 2557, p. 1022; — Dampienart (Seine-et-Marne), B. 2572, p. 1526; — Épinay (Seine), B. 2552, p. 718; Fay (Seine-et-Marne), B. 2572, p. 1526; — He-Saint-Denis (Seine), B. 2552, p. 718; — Mareuil (Seine-et-Marne), B. 2572, p. 1526; — Mollignon (Aisne);

B. 2557, p. 1022; — Noisiel (Seine-et-Marne), B. 2572, p. 1526; — Précy (Seine-et-Marne), B. 2572, p. 1526; — Romeny (Aisne), B. 2557, p. 1022. — Décrets établissant des péages locaux au port de Saint-Martin-de-Ré, B. 2558, p. 1041; — un péage local au port de Toulon, B. 2564, p. 1229. — Décrets portant : relèvement des péages locaux perçus au port d'Erquy, B. 2540, p. 157; — modification des péages locaux établis au port de Nantes, B. 2558, p. 1047; — modification des péages locaux établis au port de Dieppe, B. 2564, p. 1231. — Voyez *Chambres et Bourses de commerce*.

PÊCHE FLUVIALE. Voyez *Commission*.

PÊCHE MARITIME. Décret habitant les agents des douanes à participer à la recherche et à la constatation des délits de pêche maritime dans le canal de Tancarville, B. 2549, p. 606.

PENSIONS CIVILES. Décret modifiant la répartition du crédit d'inscription des pensions civiles pour 1904, B. 2570, p. 1433. — Décret portant répartition d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles en 1904, B. 2570, p. 1436. — Voyez *Budget : Finances*.

PENSIONS MILITAIRES. Voyez *Budget : Guerre*.

PERSONNEL COLONIAL. Décret modifiant le décret du 3 juillet 1897, sur les indemnités de déplacement et sur le passage du personnel colonial, B. 2580, p. 1754.

PERSONNEL DE L'INSPECTION DES ENFANTS ASSISTÉS. Voyez *Inspection des enfants assistés*.

PERSONNEL DES COMMIS DES PONTS

ET CHAUSSEES ET DES VENTS.
Ponts et chaussées.

PISCICULTURE. Décret portant organisation d'une partie de la réserve de la Vienne réservée pour la production du poisson, B. p. 20.

POIDS ET MESURES. Voyez *métrique*.

POLICE.

Commissaires de police.

Créations. Décrets créant des commissariats de police dans les villes ci-après : Besset (Maritimes), B. 2575, p. 1225; Noeux-les-Mines (Pas-de-Calais), B. 2561, p. 1151.

Suppressions. Décrets supprimant le commissariat de police existant dans les villes ci-après : Barcelonnette (Basses-Alpes), B. 2561, p. 1151; — Beze (Loiret), B. 2575, p. 1225; — Meung (Loiret), B. 2575, p. 1225; — Nangis (Seine-et-Marne), B. 2575, p. 1624; — Tignes (Alpes-Maritimes), B. p. 1624.

Extension de juridiction. Décret étendant la juridiction des commissaires de police dans la commune de Saint-Étienne, B. 2554, p. 928. — Voyez *Intérieur et cultes*.

POMPES FUNÈBRES. Décret relatif au service extérieur des pompes funèbres dans la ville d'Albi, B. p. 1575.

PONT. Décret autorisant la construction d'un pont en maçonnerie sur le bras droit du Rhône « bras de Villeneuve », B. 2554, p. 926.

PONTS ET CHAUSSEES. Décret relatif à l'organisation du personnel des ponts et chaussées des mines, B. 2551, p. 601.

Ports. Lois ayant pour objet : la construction d'une écluse de communication entre le bassin Bellot, au port du Havre, et les quais maritimes du canal de Tancarville et l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'une gare d'évitement à l'extrémité amont des quais maritimes du canal, B. 2568, p. 1366; — la construction d'un second bassin à flot au port de Bordeaux, B. 2568, p. 1368. — Décrets autorisant : la mise en adjudication de la concession de l'exploitation des formes de radoub du bassin de Penhouët, au port de Saint-Nazaire, B. 2536, p. 21; — divers travaux au port de Toulon, B. 2541, p. 181; — les travaux d'amélioration du chenal d'accès du port de Saint-Valéry-sur-Somme, B. 2551, p. 671. — Décret déclarant d'utilité publique l'exécution de travaux complémentaires au port de Bougie, B. 2547, p. 379. — *Voyez Bourses et Chambres de commerce.*

POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Dispositions générales. Postes. Loi relative à l'acquisition d'un immeuble pour le service des postes et des télégraphes, B. 2536, p. 4. — Loi relative à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Nancy, B. 2536, p. 5. — Décret fixant le délai pendant lequel les objets de correspondance déposés dans les bureaux de poste de Toulouse et de Nantes pourront être expédiés, B. 2549, p. 602. — Décret portant modification du traitement minimum des dames employées et du traitement maximum des expéditionnaires de l'administration centrale des postes et des télégraphes, B. 2549, p. 617. — Décret autorisant divers chefs de service des postes et des télégraphes à mandater des dépenses de matériel faites pour les besoins

de leurs services, B. 2577, p. 1667.

Colis postaux. Décret fixant les taxes à payer pour l'affranchissement des colis postaux échangés entre la France, les colonies et les bureaux ou établissements français qui participent à ce service, et les bureaux français ou indo-chinois établis en Chine, B. 2575, p. 1614. — Décrets portant : extension du service des colis postaux aux relations avec la possession britannique du Somaliland (golfe d'Aden), B. 2537, p. 60; — extension du service des colis postaux, de valeur déclarée et grevés de remboursement, avec les Indes orientales néerlandaises, B. 2543, p. 258; — fixation de la taxe d'affranchissement des colis postaux à destination de divers bureaux autrichiens établis en Turquie, B. 2561, p. 1141; — modification de la taxe des colis postaux à destination de la Rhodésie, B. 2561, p. 1142; — fixation de la taxe d'affranchissement des colis postaux à destination de la République Argentine et de l'Uruguay acheminés par la voie d'Italie et des paquebots italiens, B. 2561, p. 1149; — organisation d'un service de colis postaux, avec ou sans valeur déclarée, et grevés de remboursement, entre la France et les États-Unis d'Amérique, B. 2577, p. 1683. — Décrets relatifs : à l'échange de colis postaux grevés de remboursement, entre la France et les Antilles néerlandaises, B. 2572, p. 1526; — aux colis postaux à destination de la Perse par la voie de la Russie, B. 2578, p. 1715.

Franchise postale. Décrets autorisant : divers fonctionnaires à correspondre en franchise, B. 2545, p. 312; B. 2549, p. 607; B. 2549, p. 622; B. 2568, p. 1376; — les arrêts de la Cour des comptes et les arrêts des con-

soils de préfecture expédiés sous le contreseing des directeurs des contributions diverses en Algérie. B. 2559, p. 1085. — Décret supprimant la franchise postale aux troupes du corps expéditionnaire du Tonkin. B. 2563, p. 1209.

Télégraphe. Décret relatif à la correspondance télégraphique privée dans le régime intérieur. B. 2550, p. 632. — Décret fixant la taxe applicable aux télégrammes de presse échangés avec l'Annam et le Tonkin. B. 2570, p. 1432. — Décret autorisant l'échange des télégrammes privés entre les navires en mer et les stations radiotélégraphiques situées sur le littoral de la France, de l'Algérie et de la Tunisie. B. 2580, p. 1776.

Union postale. Décrets fixant : la date de la mise en vigueur du règlement et des tarifs arrêtés par la Conférence télégraphique internationale de Londres, le 10 juillet 1903. B. 2558, p. 1053; — les taxes à percevoir en France sur les mandats de poste échangés avec la Russie. B. 2558, p. 1054; — les taxes de transit afférentes au parcours entre

Saint-Louis du Sénégal et Gannat pour les correspondances échangées entre les pays de l'Afrique occidentale et intermédiaire et l'Amerique du Sud. B. 2557, p. 1749. — Décrets relatifs à l'émission des mandats-poste à destination de la Bolivie, par l'intermédiaire du Chili. B. 2557, p. 652; — à l'émission de mandats-poste entre l'Égypte et Honduras, par l'intermédiaire de la France. B. 2550, p. 651; — aux correspondances recommandées grevées de remboursement à destination du Japon. B. 2553, p. 1556.

POUDRE. Voyez *Explosifs*.

PUPILLES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE. Voyez *Assistance publique*.

PRISON.

Maison d'arrêt et de correction. Décret allouant au département de Seine-et-Marne une subvention sur fonds d'État pour aménagement de la maison d'arrêt et de correction de Provins, en vue de l'emprisonnement cellulaire. B. 2568, p. 1380.

R

RAFFINEURS. Voyez *Sucres*.

RÉCOMPENSES. Loi relative aux récompenses à décerner à l'occasion de la fête de l'Enseignement primaire public laïque du 19 juin 1904. B. 2551, p. 660.

REDEVANCE. Décret portant que l'exigibilité de la redevance annuelle imposée à M. Sibade (*Félix*), pour le volume d'eau à lui concédé par l'ancienne compagnie fermière du Midi, dans la commune de Puichéric (Aude), en vertu d'un traité en date du

8 septembre 1886, est suspendu à dater du 1^{er} janvier 1902, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande en revision dudit traité présentée par M. Sibade. B. 2566, p. 1311.

RÉGENCE DE TUNIS. Voyez *Banque*. *Convention*.

RÉGIME DOUANIER. Voyez *Droits coloniaux*.

RENTE VIAGÈRE. Fixation pour l'exercice 1904 du maximum de

la rente viagère des cantonniers, B. 2544, p. 183.

ROUTES DÉPARTEMENTALES. Décret déclarant d'utilité publique : les travaux de rectification de la route départementale n° 1, de l'Ardèche, de Serrières à Barjac, aux abords de la ville d'Annonay (communes d'Annonay et Roiffieux), B. 2541, p. 196; — les travaux de construction d'un embranchement de la route départementale n° 13, d'Agen à Sainte-Foy, B. 2544, p. 291; — les travaux d'élargissement de la route départementale n° 8 de Paris à Sézanne, dans la traverse de

Fontenay-Tresigny et des Bordes-de-Fontenay, B. 2563, p. 1216.

ROUTES NATIONALES. Décret déclarant d'utilité publique : les travaux de rectification de la route nationale n° 140 dans la côte du Temple, à Gien, B. 2537, p. 62; — les travaux de rectification sur place de la route n° 86, entre les points 121'8 et 123'7, au quartier de la Beaunotte, commune de Bourg-Saint-Andéol, B. 2554, p. 927; — les travaux de rectification de la route nationale n° 57 dans les côtes situées entre Maison-Neuve et Rioz, B. 2560, p. 1119.

S

SÉCURITÉ. Voyez *Hygiène*.

SELS. Décret supprimant l'entrepôt réel et général des sels du Tréport, B. 2573, p. 1530. — Décret relatif à l'allocation de sels pour la préparation en atelier des lançons ou équilibres destinés à servir d'appât de pêche, B. 2586, p. 964.

SÉNAT. *Sénateurs.* Décrets convoquant les conseils municipaux des communes comprises dans les départements ci-après, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur : Aisne, B. 2577, p. 1662; — Corse, B. 2577, p. 1663; — Gêrault, B. 2543, p. 254.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DES OUVRIERS MINEURS ET SIMILAIRES. Voyez *Budget : Commerce, industrie, postes et télégraphes*.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. Fixation de l'intérêt à servir aux sociétés de secours mutuels par la Caisse des dépôts et consignations pendant l'année 1904, B. 2543,

p. 244. — Voyez *Budget Intérieur et cultes*.

SOLDIER (DEMI). Voyez *Inscription maritime*.

SOUS-INGÉNIEUR DES MINES. Voyez *Contrôleurs principaux des mines*.

SOUS-INGÉNIEUR DES PONTS ET CHAUSSEES. Voyez *Conducteurs principaux des ponts et chaussées*.

SPIRITUEUX. Voyez *Algérie*.

SUCRES. Décret complétant le décret du 18 septembre 1880 sur les sucres, B. 2556, p. 983. — Loi exemptant de l'impôt les sucrés employés à l'alimentation du bétail, B. 2568, p. 1186. — Loi relative à l'exonération des sucrés employés en brasserie, B. 2563, p. 1186. — Loi soumettant à la surveillance permanente des employés des contributions indirectes les raffineries de sucre, B. 2563, p. 1190. — Décret déterminant les obligations auxquelles sont soumis les raffineurs de sucre, B. 2573, pt 1559. — Décrets relatifs à l'introduction

dans une brasserie ou ses dépendances, des sucres appelés à bénéficier des dispositions de la loi du 5 juillet 1904, B. 2580, p. 1780; — aux modes de dénaturation des sucres appelés à bénéficier des dispositions de la loi du 5 juillet 1904, B. 2580, p. 1782. — Voyez *Indo-Chine*.

SURSAIS. Loi modifiant la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines (Loi de sursis), B. 2568, p. 1350.

SYSTÈME MÉTRIQUE. Loi relative aux unités fondamentales du système métrique, B. 2537, p. 33.

T

TARIF DES DOUANES. Voyez *Indo-Chine*.

TARIF DES FRAIS ET DÉPENS. Voyez *Tribunaux de première instance*.

TARIF GÉNÉRAL DES DOUANES. Voyez *Douanes*.

TAXES. Décrets autorisant : la ville de Bellac à établir une taxe sur les pianos, B. 2569, p. 1381; — la ville de Guéret à remanier la taxe d'habitation établie par la loi du 29 mars 1902, B. 2551, p. 658; — la commune de Rabastens à percevoir, pendant trente ans, sur les viandes provenant de l'abattoir une taxe d'abatage, B. 2563, p. 1215. — Loi rendant applicables, à partir du 1^{er} janvier 1904, les articles 3 et 4 de la loi du 28 février 1904 concernant la ville de Chambéry, B. 2563, p. 1189. — Décret approuvant et déclarant exécutoire dans la commune de Clichy, une taxe de balayage, B. 2578, p. 1719. — Décrets exemptant de la taxe annuelle d'accroissement : deux inscriptions de rente 3 p. 0/0 sur l'État français possédées par la congrégation des Petites Sœurs de Saint-François-d'Assise, d'Angers, B. 2549, p. 614; — les biens possédés par les sœurs du Saint et Immaculé Cœur de Marie, à Niort, B. 2561, p. 1124; — les biens possédés par les sœurs de Sainte-Marthe, B. 2561, p. 1146;

— les biens possédés par la communauté des sœurs de Notre-Dame de Charité du Refuge, à Versailles, B. 2562, p. 1181; — les biens possédés par la congrégation des sœurs de Notre-Dame auxiliatrice, B. 2562, p. 1182.

TRAMWAYS. Décrets approuvant : la modification du plan d'ensemble du tracé n° 3 de la ligne de la place du Marché-Neuf au faubourg de Bel-Air, à Angoulême, B. 2538, p. 98; — un traité concernant la résiliation de la rétrocession, dans le département des Hautes-Pyrénées, d'un réseau de tramways dit « de la Bigorre », B. 2539, p. 130; — un avenant à la convention et au cahier des charges de la concession du tramway de Ferney-Voltaire à la frontière suisse, B. 2540, p. 138; — la convention passée le 27 février 1904, entre le ministre des travaux publics et la Compagnie des tramways de l'Ouest-Parisien, B. 2541, p. 184; — la convention passée le 27 février 1904, entre le ministre des travaux publics et la Compagnie électrique des tramways de la rive gauche de Paris, B. 2543, p. 231; — la convention passée le 27 février 1904, entre le ministre des travaux publics et la Compagnie des tramways de l'Est-Parisien, B. 2552, p. 692; — la modification du tracé du tramway de Maubeuge à Hautmont.

B. 2552, p. 699; — la substitution à MM. Grammont et Fays de la Compagnie des tramways électriques de Saint-Étienne comme rétrocessionnaire du réseau de tramways du département de la Loire, B. 2552, p. 702; — un avenant au traité de rétrocession du réseau départemental des tramways de Seine-et-Marne, B. 2552 p. 703. — Décrets déclarant d'utilité publique : l'établissement, dans le département de l'Hérault, des travaux de prolongement du réseau de tramways de Cette, B. 2541, p. 177; — l'établissement, dans le département du Jura, d'une ligne de tramway à traction mécanique de Clairvaux à Foncine-le-Haut, B. 2542, p. 202; — l'établissement d'un réseau de tramways dans le département du Nord, B. 2544, p. 261; — l'établissement, dans le département du Pas-de-Calais, d'une ligne de tramway entre Marquise-Ville et la gare de Marquise-Rinxent, B. 2544, p. 277; — l'établissement, dans le département de la Drôme, d'un tramway de Taulignan à la gare de Chamaret, B. 2547, p. 361; — l'établissement, dans les départements du Loiret et de Loir-et-Cher, d'une ligne de tramway entre Ligny-le-Ribault et Neung-sur-Beuvron, B. 2559, p. 1057; — l'établissement d'un tramway de Saint-Marcel à Aubagne, B. 2560, p. 1089; — l'établissement, dans le département de la Loire, d'une ligne de tramway entre la place de Plaisance (commune de Saint-Chamond) et le Creux (commune d'Izieux), B. 2560, p. 1102; — le déplacement de la voie du tramway de Tain à Romans, B. 2561, p. 1150. — Décrets portant : déclassement de la ligne de tramways de Villiers-le-Bel à Gonesse, B. 2551, p. 661; — modification du tracé de la ligne de tramway de Pau à Pontacq dans

la traversée de Livron, B. 2552 p. 696.

TRAVAILLEURS (SÉCURITÉ DES). Voyez Hygiène.

TRAVAUX DE RESTAURATION. Lois déclarant d'utilité publique des travaux de restauration à effectuer dans les périmètres ci-après : Basse-Bléone (la) [Basses-Alpes], B. 2568, p. 1371; — Cèze (la) [Lozère], B. 2568, p. 1374; — Estéron (l') [Alpes-Maritimes], B. 2568, p. 1372; — Fier (du) [Haute-Savoie], B. 2568, p. 1370; — Roubion (du) [Drôme], B. 2568, p. 1370; — Tarn (du) [Aveyron], B. 2568, p. 1373.

TRÉSOR. Remise, à titre gracieux, à des particuliers de sommes dues au Trésor, B. 2545, p. 314. — Fixation du maximum des avances à allouer à l'agent spécial de Fort-Lamy (territoire du Tchad), B. 2543, p. 246.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. Décret modifiant la composition du tribunal de commerce d'Amiens, B. 2570, p. 1437. — Décrets portant : augmentation du nombre des juges du tribunal de commerce de Cusset, B. 2543, p. 249; — augmentation du nombre des magistrats composant le tribunal de commerce de Corbeil, B. 2569, p. 1407.

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE. Décret concernant le tarif des frais et dépens devant les tribunaux de première instance et les cours d'appel, B. 2551, p. 681. — Décret rapportant les décrets des 26 mars et 2 avril 1904 relatifs au tribunal de Blida, B. 2569, p. 1408.

TRIBUNAL DE REVISION DE LA MARINE. Substitution du tribunal de

— 1976 —

revision de la marine à Brest aux
conseils de revision maritimes de
la Nouvelle-Calédonie et de la
Guyane pour l'examen des recours

formés par les troupes
p. 603.

TROUPES COLONIALES. (RE 17)

V

VINS. Voyez *Fraudes commerciales*.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME LXIX (PARTIE PRINCIPALE).

Ex. 4. 2. P.
5/1/05

